

WILLIAM L. SHIRER

LE 3^e REICH

des origines
à la chute
Tome 1



Texte intégral

WILLIAM L. SHIRER

Le troisième Reich Des origines à la chute

Tome I



STOCK

« J'ai souvent éprouvé une profonde amertume en pensant au peuple allemand, si estimable dans chacun de ses individus et si misérable dans sa collectivité... »

Gaëthe.

« Hitler était le destin de l'Allemagne et ce destin ne pouvait être enrayé. »

Feldmarschall Walther von Brauchitsch,

commandant en chef de l'armée allemande.

« Un millier d'années passeront sans pouvoir effacer la culpabilité de l'Allemagne. »

Hans Frank,

gouverneur de la Pologne, avant d'être pendu à Nuremberg.

« Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre. »

Santayana.

Cet ouvrage est la traduction intégrale, publiée pour la première fois en France, du livre de langue anglaise : THE RISE AND FALL OF THE THIRD REICH, publié par Simon et

Schuster,

New York, 1960. 1959-1960 by William L. Shirer.

AVANT-PROPOS

JE suis un témoin de l'avènement du Troisième Reich et j'ai vu Adolf Hitler imposer sa dictature. Cependant, cette expérience directe ne m'aurait peut-être pas décidé à écrire le présent livre si un événement unique dans l'Histoire ne s'était produit à la fin de la seconde guerre mondiale.

Cet événement fut la découverte de la majeure partie des archives confidentielles du gouvernement allemand et de ses principales administrations, notamment du ministère des Affaires étrangères, de l'armée, de la marine, du Parti national socialiste et de la police secrète d'Heinrich Himmler. Jamais encore, je crois bien, pareil trésor ne s'était trouvé à la disposition des historiens. Jusqu'alors, même quand un grand État subissait une défaite militaire totale et que son régime était balayé par une révolution — ce qui fut le cas de l'Allemagne et de la Russie en 1918 — ses archives étaient conservées par le nouveau gouvernement, et celui-ci n'en livrait au public que les parties qui pouvaient servir ses intérêts.

Le brusque effondrement du Troisième Reich, au printemps 1945 permit aux vainqueurs de mettre la main non seulement sur quantité de ses dossiers confidentiels, mais aussi sur d'autres matériaux précieux, journaux personnels, allocutions ultra-secrètes, procès-verbaux de conférences et jusqu'aux *sténos* des conversations téléphoniques entre chefs nazis, interceptés par un service spécial que Goering avait créé au ministère de l'Air.

Le général Franz Halder, par exemple, notait dans son journal les

moindres faits, jour par jour et même heure par heure. Sa minutie nous vaut une source exceptionnelle d'informations précises sur la période allant du 14 août 1939 au 24 septembre 1942, pendant laquelle, chef de l'état-major général de l'Armée, il fut en contact direct avec Hitler et les autres dirigeants nazis.

En dehors de ce document, le plus révélateur de toute cette catégorie, d'autres, bien que moins complets paraissent tout aussi précieux, comme le journal du « Petit Docteur » Joseph Goebbels, ministre de la Propagande et intimement lié à Hitler par leur lutte commune à la tête du parti, ou encore celui du général: Alfred Jodl, chef des opérations du Haut-Commandement des Forces armées (le fameux O. K. W., *Oberkommando der Wehrmacht*). Mentionnons également les dossiers de l'O. K. W. lui-même et de l'état-major de la marine. En fait, les 60 000 dossiers constituant les archives navales allemandes, saisies au château de Tambach, près de Cobourg, contiennent la quasi-totalité des codes, journaux de bord, journaux personnels, notes de service, etc., de la marine allemande, pour la période comprise entre 1868 — où elle s'adapta aux exigences de l'époque moderne — et le mois d'avril 1945, au cours duquel ces dossiers furent découverts.

Les 485 tonnes de documents provenant des Affaires étrangères furent saisis par la première armée américaine dans divers châteaux et mines du Harz, au moment même où ils allaient être brûlés sur ordre de Berlin. Ces textes se rapportent au Troisième Reich et remontent, par l'intermédiaire de la République de Weimar, jusqu'aux débuts du *Deuxième Reich* bismarckien. Pendant plusieurs années après la guerre, des masses de papiers provenant de l'époque nazie restèrent, en Amérique, sous

scellés, dans un vaste magasin militaire d'Alexandria (Virginie); le gouvernement américain ne montrait nul souci d'ouvrir les caisses, ne fût-ce que pour constater l'intérêt historique de leur contenu.

Finalement, en 1955, dix ans après leur saisie, grâce à l'initiative de l'*American Historical Association* et à la générosité de deux fondations privées, les caisses furent ouvertes et un tout petit groupe de savants et de chercheurs, peu secondés, insuffisamment outillés, procéda au choix des pièces à relever et à photographier, avant que le gouvernement — singulièrement pressé en la circonstance — ne renvoyât l'ensemble en Allemagne. Quoi qu'il en soit, les révélations ainsi obtenues sont nombreuses et d'un grand prix.

C'est notamment le cas des sténos partielles de 51 *Conférences du Führer*, relatives à la situation militaire, examinée chaque jour au quartier général d'Hitler, ainsi que du dossier, plus complet, de ses conversations familières avec ses vieux compagnons du parti et avec ses secrétaires pendant la guerre. Le premier de ces groupes de textes fut découvert à Berchtesgaden, par un officier appartenant aux *Renseignements* de la 101^e division aéroportée américaine, parmi des papiers à demi brûlés; le second fut trouvé dans les documents abandonnés par Martin Bormann.

Par centaines de mille, des pièces nazies ainsi saisies furent hâtivement rassemblées à Nuremberg, en vue du procès intenté aux principaux criminels de guerre. Pendant que j'en suivais la première phase, je recueillis des liasses de *stencils* et, plus tard, les quarante-deux volumes publiés de témoignages et d'annexes, auxquels s'ajoutèrent dix volumes de textes particulièrement importants, traduits en anglais. Quinze volumes d'autres documents relatifs aux douze procès suivants de Nuremberg ne

furent pas non plus négligeables, encore que fort incomplets.

Outre cette abondance sans précédent, on possède les interrogatoires détaillés des officiers allemands, des fonctionnaires du parti et du gouvernement, ainsi que leurs témoignages ultérieurs, sous serment, aux différents procès qui eurent lieu après la guerre. A ma connaissance, c'est la première fois qu'à la suite d'un conflit armé on dispose d'un matériel semblable, puisé à des sources aussi directes.

Bien entendu, je n'ai pas lu toute cette masse de documentation; la tâche aurait dépassé les forces d'un seul homme. Mais j'en ai exploré une partie considérable, quoique mon cheminement fût ralenti par l'absence de tout répertoire utilisable. Comment travailler avec rapidité au milieu de cette profusion ?

Il est très curieux de constater à quel point ceux d'entre nous, journalistes et diplomates, qui résidèrent en Allemagne sous le régime nazi furent peu informés de ce qui se passait réellement derrière la façade du Troisième Reich. Une dictature totalitaire, par son essence même fonctionne dans le plus grand secret, et elle sait dissimuler ce secret aux regards inquisiteurs de tous ceux qui lui sont étrangers.

Certes, fut aisé de rapporter et de décrire les événements concrets, sensationnels et souvent révoltants qui marquèrent le Troisième Reich : l'accession d'Hitler au pouvoir; l'incendie du Reichstag; le massacre connu sous le nom de *La Nuit des Longs Couteaux*; l'annexion de l'Autriche (*Anschluss*); la capitulation de Chamberlain à Munich; l'occupation de la Tchécoslovaquie; les agressions commises contre la Pologne, la Scandinavie, l'Occident, les Balkans et la Russie; les horreurs de l'occupation nazie et des camps de concentration; la liquidation des Juifs.

Mais les décisions capitales prises en secret, les intrigues, les trahisres, ainsi que les mobiles et les aberrations qui y conduisirent, les rôles joués par les protagonistes dans la coulisse; l'intensité de la terreur qu'ils firent régner et la technique avec laquelle ils l'organisèrent, tout cela, avec beaucoup d'autres faits encore, nous demeura caché jusqu'aux révélations apportées par les documents allemands.

Peut-être pensera-t-on qu'il est bien trop tôt pour écrire une histoire du Troisième Reich et que ce travail devrait être laissé à une génération d'auteurs qui pourrait bénéficier du recul du temps. C'est un point de vue que j'ai rencontré surtout en France, lorsque j'y suis allé faire des recherches. On m'y assura que la période postérieure à l'ère napoléonienne ne pouvait pas encore être étudiée objectivement.

Cette façon de voir est des plus raisonnables. La plupart des écrivains ont attendu cinquante ans, un siècle, et parfois davantage, avant de se lancer dans l'histoire d'un pays, d'un empire ou d'une ère. Mais ne fut-ce pas surtout parce que ce délai permettait de laisser apparaître les documents précis qui leur étaient nécessaires? Et s'ils bénéficièrent de la perspective plus juste que donne l'éloignement dans le temps, ne faut-il pas regretter que ces auteurs n'aient pu connaître par leur expérience personnelle la vie, l'atmosphère et les hommes qui faisaient l'objet de leurs travaux?

Dans le cas du Troisième Reich, cas absolument unique, presque toutes les pièces ont été disponibles dès son écroulement. Elles se sont augmentées des témoignages fournis par tous ceux de ses dirigeants militaires et civils, qui lui ont survécu, certains juste assez longtemps pour s'expliquer devant le tribunal qui devait les condamner à mort. Disposant

de ces sources incomparables, gardant frais encore dans ma mémoire le souvenir de la vie telle qu'elle était en Allemagne nazi ainsi que du comportement et de la nature de ses dirigeants, d'Adolf Hitler surtout, je me suis donc décidé à tenter de retracer l'ascension et la chute du Troisième Reich.

Thucydide, dans son *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, une des grandes œuvres de ce genre littéraire, déclare qu'il a vécu ce conflit dans toute sa durée, alors qu'il était en âge de comprendre les événements et de les considérer de manière à en dégager l'exacte vérité. En ce qui me concerne, j'ai trouvé extrêmement difficile, et parfois impossible, de connaître cette exacte vérité pour l'Allemagne d'Hitler. L'abondance des documents le permettait, certes, plus qu'on ne l'eût pensé il y a une vingtaine d'années; mais la masse même de ce matériel devenait parfois une cause de confusion. De toute manière, dans les témoignages des hommes, il faut s'attendre à rencontrer des contradictions déconcertantes.

Sans nul doute, mes opinions et mes sentiments personnels, inévitablement marqués par ce que j'ai vu et par mon propre caractère, apparaissent çà et là dans les pages de mon livre. Je déteste les dictatures totalitaires dans leur principe et, plus j'ai observé celle-ci, plus j'ai assisté à ses attaques contre l'esprit humain, plus j'en suis venu à la regarder avec dégoût. J'ai cependant voulu rester strictement objectif, laisser les faits témoigner d'eux-mêmes et indiquer mes sources. Aucun incident, aucune scène, aucune citation n'est imaginée; tout est fondé sur document, sur des dépositions de témoins oculaires ou sur mes observations personnelles. Dans les quelques cas (une demi-douzaine environ) où il y aurait matière à doute, où les faits manquent, je l'ai indiqué de façon très nette.

Mes interprétations soulèveront certainement de nombreuses contestations; c'est inévitable, puisque toute opinion humaine est sujette à l'erreur. Ce que j'ai avancé ici pour rendre mon récit plus clair et plus frappant représente ce que j'ai pu faire de mieux en m'appuyant sur les faits et sur mes connaissances.

Adolf Hitler est probablement le dernier des grands conquérants aventuriers dans la tradition d'Alexandre, de César et de Napoléon, et le Troisième Reich le dernier des empires qui se sont lancés sur la route suivie avant lui par la Macédoine, Rome et la France. Le rideau a été tiré sur cette phase de l'histoire par l'invention de la bombe à hydrogène, des missiles balistiques et des fusées capables d'atteindre la lune.

A notre époque d'armes terrifiantes, au seuil de cette ère atomique qui a si rapidement supplantée la précédente, nous pouvons être assurés que la prochaine guerre d'agression, si elle doit avoir lieu, sera déclenchée par des fous, inconscients de leur suicide, qui appuieront sur un bouton électronique. Elle ne sera pas longue, et elle sera la dernière. Elle ne comportera ni conquérants ni conquêtes, et elle ne laissera que des ossements calcinés sur une planète où ne subsistera personne.

William SHIRER.

LIVRE PREMIER

L'ASCENSION D'ADOLF HITLER

1

NAISSANCE DU TROISIÈME REICH

A LA veille même de la naissance du Troisième Reich, une tension fiévreuse s'était emparée de Berlin. Il semblait évident à presque tous les habitants que la République de Weimar était sur le point d'expirer. Depuis plus d'un an, elle se détériorait rapidement. Le général Kurt von Schleicher, qui, comme son prédécesseur immédiat, Franz von Papen, n'aimait pas le régime, et qui, toujours comme lui, avait gouverné à titre de chancelier nommé par décret présidentiel rendu sans recours au Parlement, vit ses fonctions prendre fin cinquante-sept jours après qu'il les eut assumées.

Le samedi 28 janvier 1933, il fut brusquement congédié par le vieux président de la République, le feld-maréchal von Hindenburg. Adolf Hitler, chef des nationaux-socialistes qui formaient le parti politique le plus important d'Allemagne, exigeait pour lui-même le poste de chancelier dans cette même république démocratique qu'il avait juré de détruire.

En cette sombre fin de semaine, les rumeurs les plus folles bourdonnaient dans la capitale; on devait constater par la suite que les plus alarmantes d'entre elles n'étaient pas sans quelque fondement. On disait que Schleicher, en collusion avec le général Kurt von Hammerstein,

commandant en chef de l'armée, préparait un coup d'État en s'appuyant sur la garnison de Potsdam afin d'arrêter le président et d'instaurer une dictature militaire. On parlait d'un putsch nazi. Les S.A.* berlinoises, avec le concours de policiers sympathisants, devaient s'emparer de la Wilhelmstrasse, où étaient situés le palais de la présidence et la plupart des ministères.

* S.A. : *Sturmabteilungen* (Sections d'assaut), « Chemises Brunes », milices du Parti nazi (N, d. T.).

Il était aussi question d'une grève générale. Le dimanche 29 janvier, quelque cent mille ouvriers se rassemblèrent au Lustgarten, dans le centre de la ville, pour manifester leur opposition à la nomination d'Hitler au poste de chancelier. Un de leurs dirigeants essaya de prendre contact avec le général von Hammerstein en vue d'une action commune de l'armée et de la main-d'œuvre organisée, pour le cas où Hitler serait chargé de constituer un nouveau gouvernement (1). Une fois déjà, lors du putsch de Kapp, en 1920, une grève générale avait sauvé la République quand les pouvoirs publics s'étaient enfuis de la capitale.

Pendant la plus grande partie de la nuit du dimanche au lundi, Hitler arpenta sa chambre de l'hôtel *Kaiserhof*, palace situé au bout de la rue menant à la Chancellerie (2). En dépit de sa nervosité, il était absolument certain que son heure avait sonné. Depuis près d'un mois, il négociait en secret avec Papen et les autres chefs de la droite conservatrice. Un compromis s'imposa; il ne pouvait constituer un cabinet exclusivement nazi, mais il pouvait devenir chancelier d'un gouvernement de coalition, dont les membres (huit sur onze seraient des nazis) se trouvaient d'accord

avec lui pour abolir le régime démocratique de Weimar. Seul, le vieux et tenace président s'était montré rebelle à son ambition; le 26 janvier, deux jours avant la fin de semaine décisive, il confiait encore au général von Hammerstein qu'il n'avait pas « la moindre intention de nommer ce caporal autrichien ministre de la Défense ou chancelier du Reich (3) ».

Néanmoins, sous l'influence de son fils, le commandant Oskar von Hindenburg, d'Otto von Meissner, secrétaire d'État à la présidence, de Papen et d'autres membres de la camarilla qui régnait sur son entourage, le président finit par se laisser vaincre : à quatre-vingt-six ans, il semblait dans la sénilité. L'après-midi du dimanche 29 janvier, tandis qu'Hitler buvait une tasse de café en compagnie de Goebbels et d'autres collaborateurs, Hermann Goering, président du Reichstag et second personnage du Parti nazi, fit irruption dans la pièce, leur annonçant dans les termes les plus affirmatifs qu'Hitler serait nommé chancelier le lendemain (4).

Le lundi 30 janvier 1933, un peu avant midi, Hitler se rendit donc à la Chancellerie, pour avoir avec Hindenburg un entretien qui devait entraîner les plus graves conséquences pour lui-même, pour l'Allemagne et pour le monde entier. D'une fenêtre du *Kaiserhof*, Goebbels, Röhm et d'autres nazis d'importance contemplaient anxieusement la porte du bâtiment d'où leur chef allait bientôt sortir. « Nous comptions voir sur sa physionomie s'il avait réussi ou échoué », a noté Goebbels. Car ils n'étaient pas tout à fait certains du succès, ainsi que le montre encore le même Goebbels dans son journal : « Nos cœurs allaient, déchirés, du doute à l'espoir, de la joie au découragement. Nos déceptions avaient été trop fréquentes pour que nous puissions croire sans réserve au grand miracle (5). »

Ce miracle, ils en furent pourtant témoins quelques moments plus tard. L'homme à la moustache chaplinesque, clochard viennois en sa jeunesse, soldat obscur de la première guerre mondiale, ensuite épave à Munich, le chef légèrement grotesque du putsch de la brasserie de Munich, ce discoureur illusionniste qui n'était même pas Allemand, mais Autrichien, venait, à quarante-trois ans seulement, de prêter serment comme chancelier du Reich.

Ayant refait en voiture les quelque cent mètres qui le ramenaient au *Kaiserhof*, il y trouva Goebbels, Goering, Röhm et quelques autres Chemises Brunes, tous vieux compagnons qui l'avaient aidé dans les difficultés et les luttes de son accession au pouvoir « Il ne dit pas un mot ; nous non plus, écrit Goebbels ; mais ses yeux sont remplis de larmes (6). »

Le soir même, et jusqu'aux premières heures du matin, la parade aux flambeaux des S.A. en délire défila pour célébrer la victoire. Par dizaines de milliers, en colonnes disciplinées, ils débouchaient des profondeurs du Tiergarten, passaient sous la monumentale porte de Brandebourg et descendaient la Wilhelm strasse; leurs musiques jouaient des airs martiaux, scandés par les roulements tonitruants des tambours; leurs voix hurlaient tantôt le récent *Horst Wessel Lied**, tantôt des chants aussi vieux que l'Allemagne elle-même; leurs lourdes bottes s'abattaient en cadence sur le sol; leurs torches, tenues à bout de bras, formaient un ruban de flammes qui illuminait la nuit et suscitait les hourras de la foule massée sur les trottoirs.

* *Horst Wessel*, voyou devenu chef de section des S. A., avait trouvé la mort dans une des fréquentes échauffourées entre nazis et communistes (N. d. T.).

A une fenêtre de son palais Hindenburg contemplait la troupe en marche, battant la mesure avec sa canne, apparemment satisfait d'avoir enfin mis la main sur un chancelier capable de soulever l'enthousiasme populaire selon un rite traditionnellement allemand. Au reste, il est douteux que le vieillard, en son intelligence vacillante, ait perçu les forces qu'il déchaînait; toujours est-il qu'une rumeur, probablement suspecte, courut bientôt dans Berlin : s'étant tourné vers un général de sa suite, il lui aurait dit : « J'ignorais que nous avions fait autant de prisonniers russes. »

Un peu plus loin dans la Wilhelmstrasse, Adolf Hitler se tenait debout à une fenêtre ouverte de la Chancellerie. Hors de lui, sautant de joie, il ne cessait de lancer son bras en avant pour le salut nazi; tantôt il souriait ou riait aux éclats, tantôt il avait les yeux pleins de larmes. C'est dans une disposition d'esprit très différente qu'un observateur étranger assista au déroulement de cette soirée : « Le fleuve de feu, note François-Poncet, passe devant l'ambassade de France, d'où je regarde, le cœur serré, étreint de sombres pressentiments, son sillage lumineux (7). »

Fatigué, mais heureux, Goebbels ne rentra chez lui qu'à trois heures du matin. Avant de se coucher, il nota dans son journal : « C'est presque comme un rêve... un conte de fées. Le Nouveau Reich est né. Quatorze années de travail sont couronnées par la victoire. La Révolution allemande est en marche (8)! »

Ce Troisième Reich, dont l'avènement eut lieu le 30 janvier 1933, Hitler proclama orgueilleusement qu'il durerait mille ans (9) et, dans le jargon nazi, on l'appelait souvent « le Reich millénaire ». En fait, il atteignit douze ans et trois mois; mais en cette période, courte par rapport à l'Histoire, il suscita sur notre planète une éruption plus violente et plus

dévastatrice que toutes les précédentes, car elle amena le peuple allemand à un niveau de puissance qu'il n'avait pas connu depuis plus de mille ans, en fit pour un temps le maître de l'Europe, de l'Atlantique à la Volga, du cap Nord à la Méditerranée ; mais il le plongea ensuite dans les abîmes de la désolation et du désespoir, au terme d'une guerre mondiale que son État avait préparée de sang-froid et d'un règne de terreur qui, par ses massacres délibérés et par son mépris des valeurs spirituelles, laisse loin derrière lui les plus féroces oppressions des temps passés.

Le fondateur du Troisième Reich, celui qui le mena d'une poigne de fer — souvent d'ailleurs avec une rare habileté — celui qui le haussa jusqu'aux cimes et qui fut la cause de sa fin tragique, était sans aucun doute, et malgré ses méfaits, un homme de génie. Certes, il trouva dans le peuple allemand, modelé par le mythe d'une destinée mystérieuse et par des siècles d'histoire, un instrument propre à ses desseins, un outil qu'il sut perfectionner et adapter à la poursuite des buts sinistres qu'il voulait atteindre. Mais, sans Adolf Hitler — doué d'une personnalité diabolique d'une intuition surnaturelle, d'une intelligence hors ligne, d'une détermination inébranlable et impitoyable et, jusque vers la fin (alors que, ivre de puissance et gorgé de succès, il se croyait tout permis) d'une stupéfiante aptitude à peser les hommes et les situations — il est presque certain qu'il n'y aurait jamais eu de Troisième Reich.

« C'est un des grands exemples du pouvoir incalculable et singulier qui s'attache à la personnalité dans la vie politique », a dit Friedrich Meinecke, l'éminent historien allemand (10).

Pour un petit nombre de ses compatriotes et pour la plupart des pays étrangers, il fut évident qu'un charlatan s'était emparé du pouvoir à

Berlin. Mais la plupart des Allemands lui attribuèrent, dès ce jour ou un peu plus tard, cette sorte d'aura qui désigne le chef élu de Dieu. Et, tout au long de douze années tempétueuses, ils allaient le suivre en aveugles, convaincus qu'il participait peu ou prou au jugement divin.

Lorsqu'on considère les origines d'Adolf Hitler et ses débuts! Dans la vie, on imagine difficilement qu'à Bismarck, aux empereurs des Hohenzollern et au président-maréchal Hindenburg, ait pu succéder un individu aussi différent d'eux que cet Autrichien de souche paysanne, promis selon toute apparence à un destin obscur.

Adolf Hitler naquit le 20 avril 1889, à six heures et demie du soir, à *l'hôtel zum Pommer*, modeste auberge de Braunau am Inn, près de la frontière bavaroise. Cette proximité de la frontière austro-allemande allait se révéler significative. En effet, de bonne heure, Hitler fut de plus en plus obsédé par l'idée que l'existence d'une séparation quelconque entre deux peuples de même langue ne se justifiait en rien et que ces deux-la devaient ne constituer qu'un seul empire. Ses sentiments à cet égard étaient si forts et si profondément ancrés qu'à l'âge de trente-cinq ans, alors qu'il dictait dans une prison d'Allemagne le texte de l'ouvrage qui allait devenir le manuel du Troisième Reich, il en consacrait les premières lignes à ce sens symbolique de son lieu de naissance. *Mein Kampf* commence par ces mots :

Il me semble aujourd'hui providentiel que le destin m'ait fait naître à Braunau-sur-l'Inn, car cette petite ville est située sur la frontière séparant deux États allemands à la réunion desquels nous autres, de la jeune génération tout au moins, avons décidé de sacrifier, par tous les moyens à notre disposition, les efforts de notre vie entière... Cette petite ville de la frontière m'apparaît comme le symbole d'une grande mission (11).

Adolf Hitler était le troisième fils du troisième mariage d'un petit

fonctionnaire des douanes autrichiennes, né lui-même enfant naturel et qui, durant ses trente-neuf premières années, porta le nom de sa mère, Schicklgruber. Le nom d'Hitler se rencontre dans ses deux lignées d'ascendants; sa grand-mère maternelle et son grand-père paternel le reçurent tous les deux, sous forme de variantes, d'ailleurs, car le patronyme familial s'énonçait tantôt Hiedler, Huetler, Huettler ou Hitler. La mère et le père d'Adolf Hitler étaient cousins issus de germains, et une dispense épiscopale fut nécessaire pour la célébration de leur mariage.

Dans les deux lignées, les ancêtres du futur Führer allemand vécurent pendant plusieurs générations dans le Waldviertel, district de la Basse-Autriche situé entre le Danube et les limites de la Bohême et de la Moravie. Lorsque j'habitais Vienne, je l'ai traversé plusieurs fois en allant à Prague ou en Allemagne. C'est une région de collines, de bois, de villages agricoles, de petites fermes, et, quoiqu'elle ne soit guère qu'à 80 kilomètres environ de la capitale, l'aspect en est assez pauvre et désuet, comme si les courants des mœurs et de la vie autrichiennes l'avaient laissée à l'écart. Ainsi que leurs voisins tchèques du nord, les habitants montrent une humeur plutôt sévère et rude. Les mariages consanguins y sont fréquents — ce fut le cas des parents d'Hitler —, les naissances illégitimes également.

Du côté maternel existait une certaine stabilité. Durant quatre générations, la famille de Klara Pöelzl se maintint sur le bien rural n° 37, du village de Spital (12). Il en fut tout autrement pour les ascendants paternels d'Hitler. Nous avons vu que l'orthographe de leur nom changeait ; de même pour leur lieu de résidence. On trouve chez eux un esprit inquiet, une bougeotte, un besoin de quitter un village pour un autre,

d'éviter les liens humains trop étroits et de suivre un certain style de vie bohème dans les relations avec les femmes.

Johann Georg Hiedler, grand-père d'Adolf, était un meunier ambulant, exerçant son métier de place en place en Basse-Autriche. Cinq mois après son premier mariage (1824), il eut un fils, mais ni l'enfant ni la mère ne survécurent. Dix-huit ans plus tard, alors qu'il travaillait à Duerenthal, il épousa une paysanne de quarante-sept ans, du village de Strones, Maria Anna Schicklgruber. Cinq années auparavant, le 7 juin 1837, Maria avait accouché d'un fils naturel, qu'elle appela Aloïs et qui devint le père d'Adolf Hitler. Il est très probable que le père de cet Aloïs fut Johann Hiedler, mais on n'en a pas de preuve positive. Il est en tout cas certain qu'il épousa la femme; toutefois, et contrairement à l'usage généralement suivi en telle occurrence, il ne prit pas la peine de légitimer l'enfant qui grandit sous le nom d'Aloïs Schicklgruber.

Anna décéda en 1847, sur quoi Johann Hiedler disparut pendant trente ans et ne reparut qu'agé de quatre-vingt-quatre ans, à Weitra, ville du Waldviertel, où, portant maintenant le nom d'Hitler, il déclara devant notaire et en présence de trois témoins qu'il était le père d'Aloïs Schicklgruber. Aucun document connu n'explique pourquoi le vieillard avait attendu si longtemps pour faire cette démarche, ni pourquoi il la fit... Selon Heiden, Aloïs confia ultérieurement à un ami qu'elle avait été accomplie dans le but de l'aider à obtenir un legs provenant d'un oncle, frère du meunier, qui avait élevé le jeune homme à son foyer (13). Quoi qu'il en fût, cette reconnaissance tardive eut lieu le 6 juin 1876; le 23 novembre, le prêtre de la paroisse de Döellersheim, cure où la pièce notariée avait été transmise, raya le nom d'Aloïs Schicklgruber sur le

registre baptismal et le remplaça par celui d'Aloïs Hitler.

Dès lors, le père d'Adolf fut légalement Aloïs Hitler, et le patronyme passa tout naturellement à son fils. Ce fut seulement au cours des années 1930 que des journalistes résidant à Vienne et curieux de nouvelles compulsèrent les archives paroissiales et découvrirent ces détails; sans tenir compte de la volonté tardivement manifestée par le vieux Johann Georg Hiedler en faveur d'un fils bâtard, ils voulurent affubler le chef nazi du nom d'Adolf Schicklgruber.

Le hasard a fourni bon nombre de traits étranges à la vie étrange d'Adolf Hitler; le moins bizarre n'est pas celui qui survint ainsi treize ans avant sa naissance. Si le meunier ambulant octogénaire n'avait pas fait une réapparition inopinée pour reconnaître la paternité de son fils presque quadragénaire trente ans après la mort de la mère de ce dernier, Adolf Hitler serait né Adolf Schicklgruber. Un nom ne signifie peut-être pas grand-chose ; j'ai pourtant entendu des Allemands se demander si Hitler aurait pu devenir le maître de leur pays sous celui de Schicklgruber, qui a une consonance nettement comique dans la bouche d'un Allemand du Sud. Imagine-t-on des foules de Germains frénétiques acclamer de leurs *Heil!* Tonitruants un Schicklgruber : « Heil Schicklgruber ! » ? « Heil Hitler ! » fut non seulement un slogan d'allure wagnérienne et païenne à l'usage des multitudes embrigadées dans les parades mystiques des grands rassemblements nazis, mais il devint aussi l'obligatoire formule de politesse employée entre Allemands sous le Troisième Reich, même au téléphone, où il supplanta le traditionnel « Allô ! ». Oui, « Heil Schicklgruber ! » est assez difficile à imaginer*.

* Hitler lui-même semble en avoir eu conscience. Dans sa jeunesse, il confia au seul ami de

son âge que rien ne lui avait été aussi agréable que le changement de nom de son père. Il dit à August Kubizek que le nom de Schicklgruber « lui semblait grossier, grotesque et en outre, gauche et incommode. Il trouvait Hiedler trop mou: en revanche, Hitler sonnait plaisamment et était facile à retenir ». (August KUBIZEK, The Young Hitler I Knew, page 40.)

Les parents d'Aloïs ne semblent jamais avoir vécu ensemble, même après leur mariage; le futur père d'Hitler grandit donc auprès de son oncle; celui-ci, bien que frère de Johann Georg Hiedler, écrivait son nom différemment : on l'appelait Johann von Nepomuk Huetler. Étant donné la haine tenace que le Führer allait témoigner aux Tchèques dès sa jeunesse, il y a lieu de remarquer en passant que Johann von Nepomuk était leur saint national, et certains historiens ont vu, dans le fait qu'Hitler portait ce prénom, une possibilité qu'il y eût du sang tchèque dans sa famille.

Aloïs Schicklgruber apprit d'abord le métier de cordonnier au village de Spital ; mais, instable comme son père, il partit bientôt pour aller se faire une position à Vienne. A dix-huit ans, il s'engagea dans la police frontalière des douanes autrichiennes près de Salzburg; ayant ensuite obtenu de passer dans les douanes elles-mêmes, il épousa, neuf ans plus tard, Anna Glasl-Hœrer, fille adoptive d'un fonctionnaire de cette administration. Elle lui apporta une dot modeste et une amélioration de son niveau social, selon les coutumes qui régnaient dans les couches de la petite bureaucratie austro-hongroise. Toutefois, ce ne fut pas un mariage heureux : elle était son aînée de quatorze ans, de santé délicate, et elle ne put lui donner d'enfant. Ils se quittèrent au bout de seize ans; elle mourut trois ans plus tard, en 1883.

Avant même la séparation, Aloïs, légalement devenu Hitler, se lia avec une jeune cuisinière d'hôtel, Franziska Matzelsberger, qui lui donna,

en 1882, un fils nommé lui aussi Aloïs. Un mois après la mort de sa femme, il régularisa la liaison et, trois mois plus tard, Franziska accoucha d'une fille, Angela. Cette deuxième union ne dura pas longtemps : un an plus tard, Franziska mourût tuberculeuse et, au bout de six mois, Aloïs se maria pour la troisième et dernière fois.

Sa nouvelle femme, Klara Pöelzl, qui allait bientôt être la mère d'Adolf Hitler, avait vingt-cinq ans, et lui quarante-huit ; ils se connaissaient depuis longtemps. Klara était de Spital, village ancestral des Hitler, et petite-fille de Johann von Nepomuk Huetler, qui avait élevé son neveu Aloïs Schicklgruber-Hitler. De la sorte Aloïs et Klara étaient cousins issus de germains et crurent devoir solliciter une dispense épiscopale, ainsi que nous l'avons vu.

Cette union, le douanier l'envisageait depuis longtemps, puisqu'il avait fait entrer Klara à son foyer sans enfants pendant son premier mariage. La fillette avait alors passé plusieurs années avec les Schicklgruber à Braunau, tandis que sa femme dépérissait; il semble qu'Aloïs ait eu l'idée d'épouser Klara dès qu'elle mourrait. Il fut reconnu et il reçut le legs de l'oncle, grand-père de Klara, quand celle-ci atteignit l'âge nubile de seize ans. Mais nous savons que la femme vécut quelque temps encore après séparation, et peut-être parce qu'Aloïs eut alors sa liaison avec Franziska Matzelsberger, Klara, âgée de vingt ans, partit pour se rendre à Vienne, où elle trouva un emploi de domestique.

Quatre ans plus tard, elle revint tenir le ménage de son cousin. Franziska, dans les derniers mois de son existence, avait quitté Aloïs Hitler. Celui-ci épousa Klara Pöelzl le 7 janvier 1885; quatre mois et dix jours plus tard, ils eurent leur premier enfant, Gusta mort rapidement,

ainsi que le second, Ida, née en 1886. Le troisième fut Adolf. Un quatrième, Edmund, né en 1894, ne vécut que six ans. En 1896, Paula fut la cinquième, la dernière aussi; elle survécut à son célèbre frère.

Le demi-frère d'Adolf, Aloïs, et sa demi-sœur, Angela, enfants de Franziska Matzelsberger, grandirent également. Angela, jeune femme agréable, épousa un fonctionnaire des finances nommé Raubal; devenue veuve, elle travailla à Vienne comme gouvernante et, si le renseignement donné par Heiden est exact, elle fut quelque temps cuisinière dans une cantine de charité juive (14). En 1928, Hitler la fit venir à Berchtesgaden pour diriger son ménage. On parla dès lors beaucoup dans les milieux nazis des excellents gâteaux et entremets viennois qu'elle préparait pour lui et dont il se montrait si gourmand. Elle le quitta en 1936 pour épouser un professeur d'architecture de Dresde; Hitler, déjà chancelier et dictateur, lui en tint rigueur et refusa de lui faire un cadeau de mariage. Elle fut la seule personne de sa famille avec laquelle, une fois adulte, il semble être resté intime — avec une exception. En effet, Angela avait une fille, Geli Raubal, jeune et jolie blonde; nous verrons que cette dernière fut l'objet de l'unique amour profond qu'il eut dans sa vie.

Adolf Hitler n'aima jamais qu'on lui parlât de son demi-frère. Aloïs Matzelsberger, ultérieurement légitimé sous le nom d'Aloïs Hitler, fut d'abord garçon de café; il mena pendant plusieurs années une existence très souvent en conflit avec la loi. Heiden rapporte qu'il fut à dix-huit ans condamné à cinq mois de prison, et à vingt mois quand il eut vingt ans, chaque fois pour vol. Passé en Allemagne, il éprouva de nouveaux ennuis. En 1924, tandis qu'Adolf était enfermé pour avoir fomenté une révolte politique à Munich, un tribunal de Hambourg infligea encore à Aloïs une

peine de six mois pour bigamie. Toujours selon Heiden, il se rendit en Angleterre, où il fonda bientôt une famille qu'il s'empessa d'abandonner (15).

L'accession des nationaux-socialistes au pouvoir lui valut des temps meilleurs. Il ouvrit une *Bierstube* (petit débit de bière) dans un faubourg de Berlin; peu avant la guerre, il la transféra au Wittenbergplatz, dans l'élégant quartier ouest de la capitale. L'endroit était fréquenté par les fonctionnaires nazis et, durant la première période des hostilités, alors que régnaient les restrictions alimentaires, la boisson n'y manqua pas. J'y passais de temps en temps. A cette époque, Aloïs approchait de la soixantaine; c'était un homme corpulent, simple, affable, ressemblant peu à son célèbre demi-frère et qui, en fait, ne se distinguait absolument pas de douzaines d'autres petits cafetiers autrichiens et allemands.

Ses affaires marchaient bien et, quel qu'eût été son passé, il se montrait satisfait de sa vie prospère. Sa seule crainte était qu'Adolf, dans un accès de mécontentement ou de colère, ne le fit priver de sa licence. Parfois, dans la *Bierstube*, on prétendait que le chancelier et Führer du Reich n'appréciait pas outre mesure l'humilité première de la famille Hitler. Je me souviens qu'Aloïs lui-même se refusait à toute conversation relative à son demi-frère. Précaution fort sage, mais déplorée par certains clients curieux d'en apprendre le plus possible sur les origines de l'homme qui s'était déjà mis en tête de conquérir l'Europe. Au reste, sauf dans *Mein Kampf*, où les détails biographique sont clairsemés et souvent sujets à caution, il est rare qu'Hitler ait parlé, ou ait laissé parler en sa présence, de ses origines familiales ou de ses débuts dans la vie.

Lorsque son père prit à cinquante-huit ans sa retraite de l'administration des douanes, Adolf en avait six. Il fut mis à l'école primaire de Fischlham, village situé à quelques kilomètres au sud ouest de Linz. C'était en 1895. Pendant les quatre ou cinq années qui suivirent, l'ancien fonctionnaire continua de manifester son instabilité d'humeur en passant d'un village à l'autre, sans toute fois quitter la région. A quinze ans, son fils connaissait déjà sept changements d'adresse et cinq écoles différentes. Pendant deux années, il suivit les cours du monastère bénédictin de Lambach, près duquel le père avait acheté une ferme. Il fit partie de la chorale, prit des leçons de chant, et, à l'en croire (16), envisagea même d'entrer un jour dans les ordres. Enfin, le retraité s'établit définitivement dans le village de Leonding, sur les confins sud de Linz; la famille y occupa une maison modeste, avec un jardin.

Quand il eut onze ans, Adolf fut envoyé au collège de Linz, sacrifice financier pour son père qui avait l'ambition de voir son fils suivre ses traces en devenant fonctionnaire de l'administration autrichienne; mais c'était bien la dernière carrière dont voulût rêver le jeune Adolf.

Quoique je n'eusse encore que onze ans, a rapporté plus tard Hitler (17) je fus forcé de résister (à mon père) pour la première fois... Je ne voulais pas devenir fonctionnaire civil.

Le récit de la lutte acharnée, incessante du jeune garçon — même pas adolescent — livrée à un père obstiné et, a-t-il assuré, dominateur, est une des rares données biographiques qu'Hitler a notées dans *Mein Kampf*, avec

un grand détail et beaucoup d'exactitude et de sincérité au moins apparentes. Leur conflit amena la première manifestation de cette volonté pleine de superbe et d'intransigeance qui allait emporter Hitler si loin, en dépit de difficultés apparemment insurmontables et qui, écartant tous les hommes et tous les obstacles, devait marquer l'Allemagne et l'Europe d'une indélébile empreinte.

Je ne voulais pas devenir fonctionnaire, non, cent fois non. Toutes les tentatives faites par mon père afin de m'inspirer de l'attachement ou de l'intérêt pour cette carrière à l'aide d'anecdotes tirées de sa propre vie produisaient en moi l'effet exactement contraire. Je... ressentais un dégoût physique à l'idée de rester dans un bureau, privé de ma liberté, perdant la faculté de disposer de mon temps et contraint de passer toute mon existence courbé sur des piles d'imprimés à remplir...

Un jour, je compris clairement que je voulais être peintre. Mon père fut abasourdi :

« Peintre? Artiste? »

Il douta de ma raison, ou peut-être pensa-t-il avoir mal entendu, ou mal compris. Mais, quand il eut bien saisi de quoi il s'agissait et notamment quand il eut constaté le sérieux de mes intentions, il s'y opposa de toute la force de détermination dont il était pourvu...

« Artiste! Non! Jamais tant que je vivrai... » Mon père ne voulut absolument pas se départir de son « Jamais! ». Ni moi de mon « Si (18)! »

Une conséquence de cette dispute — Hitler l'expliqua ultérieurement — fut qu'il cessa ses études scolaires : « Je pensai que, dès que mon père apprendrait le peu de progrès que je faisais au collège, il me laisserait, bon gré mal gré, me consacrer à mon rêve (19). »

C'est peut-être là, à trente-quatre années de distance, une manière d'excuser son insuccès. Ses notes à l'école primaire avaient toujours été bonnes, mais elles furent si déplorables au collège de Linz que, sans avoir obtenu le certificat de sortie habituel, il dut se présenter au collège de Steyr, ville située à quelque distance de la première. Il n'y resta pas

longtemps et le quitta, également sans certificat.

Ces échecs demeurèrent cuisants pour lui comme en témoignent ses sarcasmes contre la « gent » académique, les diplômes et la pédagogie. Même dans les trois ou quatre dernières années de sa vie, au quartier général suprême de l'armée, plongé dans les problèmes de la stratégie et de la tactique, il s'accordait parfois une soirée de détente, rappelant devant ses vieux compagnons du parti la stupidité des maîtres qu'il avait eus dans sa jeunesse. On a conservé quelques propos de ce fou génial, qui commandait alors en chef ses troupes innombrables, de la Volga au Pas de Calais :

Quand je me rappelle les hommes qui furent mes professeurs, je me rends compte que la plupart d'entre eux ne jouissaient pas de tout leur sens commun; ceux qu'on pouvait tenir pour de bons pédagogues étaient exceptionnels. Il est tragique de penser que l'avenir d'un jeune homme est à la merci de telles gens. *3 mars 1942* (20).

Je garde le plus désagréable souvenir de mes maîtres. Leur aspect décelait la malpropreté, leurs cols étaient sales... Produits d'un prolétariat dénué de toute indépendance de pensée, ils se distinguaient par une ignorance sans pareille et se trouvaient merveilleusement désigné pour constituer les assises d'un système gouvernemental relâché, lequel grâce à Dieu, appartient maintenant au passé. *12 avril 1942* (21).

Quand je me rappelle mes maîtres du collège, je dois constater que la moitié d'entre eux étaient des anormaux... Nous autres, élèves de la vieille Autriche, avions appris à respecter les femmes et les vieillards mais nous nous sentions sans pitié pour nos professeurs. Dans l'ensemble, ils étaient quelque peu dérangés et certains sont vraiment devenus fous ! J'étais particulièrement mal vu de mes maîtres. Je ne montrais pas la moindre aptitude à apprendre les langues étrangères; j'en aurais cependant été capable si celui qui les enseignait n'avait pas été atteint d'idiotie congénitale. Je ne pouvais supporter sa vue. *29 août 1942* (22).

Nos maîtres étaient des despotes absolus, sans sympathie pour la jeunesse. Leur unique objet consistait à gaver nos cerveaux et à nous transformer en singes érudits comme eux-mêmes. Quand un élève montrait la moindre trace d'originalité, ils le persécutaient sans relâche, et tous les forts en thème que j'aie jamais connus ont ensuite tourné au fruit sec. *7 septembre 1942* (23).

Il est donc évident qu'Hitler ne pardonna jamais à ses maîtres les mauvaises notes qu'ils lui donnèrent; il ne put davantage oublier; mais il était capable d'exagérer ridiculement. Le souvenir qu'il leur laissa, recueilli alors qu'il était devenu une personnalité mondiale, a été brièvement rapporté. Un de rares qu'il semble avoir appréciés fut le professeur Theodor Gissinger, qui s'efforça de lui inculquer des notions scientifique et qui a déclaré : « Autant que je puisse dire, Hitler n'a fait à Linz ni impression favorable, ni impression défavorable. Il n'était certainement pas dans les premiers de sa classe. Il se tenait droit, avait une stature élancée, un visage pâle et menu, presque comme celui d'un phtisique, un regard curieusement clair, des yeux brillants (24).

Le professeur Eduard Huemer (c'est sans doute lui qu'Hitler estimait « atteint d'idiotie congénitale », comme nous l'avons vu plus haut; il enseignait en effet le français) se rendit à Munich en 1923 pour témoigner au procès de son ancien élève, accusé de trahison à la suite du putsch de la brasserie de Munich. Tout en approuvant les desseins d'Hitler et en déclarant qu'il souhaitait de tout son cœur le voir réaliser son idéal, il esquissa en ces termes le portrait de l'ex-collégien :

Hitler était certainement doué, pour certains sujets seulement, d'ailleurs; mais il manquait de maîtrise sur soi-même; on le considérait comme discuteur, autoritaire, têtu, maussade, incapable de se plier à la discipline scolaire. De plus, il n'était pas appliqué, si bien qu'il n'obtint pas les bons résultats que lui auraient valu ses dons naturels (25).

Toutefois, l'un des maîtres du collège de Linz exerça une forte influence sur la jeunesse d'Adolf Hitler et même sur sa destinée; c'était le docteur*

Leopold Poetsch, professeur d'histoire, originaire de la région méridionale qui borde la frontière avec les Slaves du Sud; ce qu'il y avait vu des conflits raciaux avait fait de lui un nationaliste allemand fanatique. Avant de venir à Linz, il enseigna à Marburg, ville qui devint Maribor lorsque le district fut attribué à la Yougoslavie après la première guerre mondiale.

* On sait que les Allemands et les Anglo-Saxons, entre autres peuples, donnent son titre tout titulaire d'un doctorat, qu'il soit de médecine, de droit, de théologie, etc. (N. d. T.).

Quoique le docteur Poetsch n'eût donné à son élève que des « passable », il fut le seul des maîtres d'Hitler à être l'objet d'un éloge chaleureux dans *Mein Kampf*, où l'auteur reconnaît spontanément sa dette :

Peut-être fut-il décisif pour tout le reste de mon existence que la bonne fortune m'ait donné un professeur d'histoire comprenant, chose rare, le principe... de retenir l'essentiel et d'oublier le secondaire... Chez mon maître, le docteur Leopold Poetsch, du collège de Linz, cette qualité se trouvait présente de façon véritablement idéale. Agé, mais ferme autant que bienveillant, il savait, non seulement captiver notre attention par sa brillante éloquence, mais aussi nous entraîner à sa suite. Aujourd'hui encore, je pense avec une émotion sincère à cet homme aux cheveux gris; son verbe enflammé nous faisait parfois oublier le présent, car il nous transportait dans le passé comme par magie et, au-delà des brouillards millénaires de la durée, il changeait en réalité vivante la sécheresse des faits historiques. Nous l'écoutions souvent dans l'enthousiasme; il arrivait même que nous fussions émus jusqu'aux larmes... Il utilisait notre fanatisme patriotique naissant comme l'outil de son enseignement et, plus d'une fois, il fit appel à notre sens de l'honneur national.

Grâce à lui, l'histoire devint mon étude préférée.

Et, en fait, quoiqu'il n'eût pas semblable intention, c'est alors que je devins un jeune révolutionnaire (26).

Quelque trente-cinq ans plus tard, en 1938, parcourant triomphalement l'Autriche après avoir imposé son annexion par le

Troisième Reich, le chancelier Hitler fit halte à Klagenfurt pour aller rendre visite à son vieux maître, alors à la retraite. Il fut enchanté d'apprendre que celui-ci avait appartenu aux S.S. nazis clandestins, mis hors la loi pendant la période indépendante du pays. Il s'entretint seul à seul avec lui une heure durant, et il confia ultérieurement à des membres de son parti : « Vous ne pouvez pas imaginer combien je dois à ce vieil homme (27). »

Aloïs Hitler mourut d'une hémorragie pulmonaire le 3 janvier 1903, à soixante-cinq ans. Elle se déclara au cours d'une promenade matinale, et il rendit le dernier soupir quelques moments plus tard, dans une auberge proche, entre les bras d'un voisin. Quand son fils, qui avait alors treize ans, vit le corps, il fondit en larmes (28).

La veuve, âgée de quarante-deux ans, s'installa dans un modeste logement à Urfahr, faubourg de Linz, où elle essaya de subsister avec ses deux enfants, Adolf et Paula, au moyen des petites économies et de la faible pension dont elle héritait. Comme Hitler l'indique dans *Mein Kampf*, elle s'estimait tenue de continuer à assurer son éducation conformément aux désirs du défunt, « en d'autres termes, à me faire étudier en vue d'une carrière de fonctionnaire ». Mais, quoique la jeune femme fût indulgente pour son fils, qui d'ailleurs semble l'avoir chérie, il était « plus que jamais absolument déterminé à ne pas s'incliner ». Ainsi, malgré la tendre affection qui les unissait, il y eut désaccord entre eux, et Adolf continua de négliger ses études.

« Soudain, la maladie vint à mon aide et, en quelque jours, décida de mon avenir et trancha l'incessante querelle familiale (29). »

Cette longue maladie, dont Hitler souffrit quand il allait avoir seize ans, exigea son absence du collège pendant une année au moins. Il fut donc envoyé pour quelque temps au village de Spita où il se rétablit chez la sœur de sa mère, une paysanne nommée Theresa Schmidt. Une fois guéri, il revint pour un bref séjour au collège de Steyr. Les dernières notes qu'il y reçut le montrent « passable » en allemand, chimie, physique, géométrie et dessin géométrique; « satisfaisant » en géographie et en histoire; « excellent » en dessin à main levée d'après nature. La perspective d'être enfin et définitivement délivré de l'école le surexcita au point que pour la première et la dernière fois de sa vie, il s'enivra. Selon ses souvenirs ultérieurs, il fut ramassé le lendemain au petit matin couché sur une route de campagne près de Steyr, par une laitière qui l'aida à regagner la ville, et il jura de ne jamais recommencer*. A cet égard du moins, il tint parole, car il renonça complètement à l'alcool sous toutes ses formes, ainsi qu'au tabac. En outre, devint végétarien, d'abord par une nécessité qui s'imposait au vagabond sans le sou qu'il fut à Vienne et à Munich, et ensuite par conviction sincère.

* Il en a fait le récit lui-même, au cours de la soirée du 8 au 9 janvier 1942, au quartier général suprême, dans une de ces causeries où il se plaisait à évoquer des souvenirs. (Hitler's Secret Conversations, page 160.)

Pour les deux ou trois années qui suivirent, Hitler les a souvent décrites comme les plus heureuses de sa vie*. Tandis que sa mère lui conseillait et que d'autres membres de sa famille le sommaient de se mettre au travail et d'apprendre un métier, il se contentait de rêver à l'avenir d'artiste sur lequel il comptait et de passer agréablement les journées en

flânant le long du Danube.

* « Ce furent les années les plus heureuses de ma vie, et elles me semblèrent presque un rêve... » (*Mein Kampf*, p. 18). Dans une lettre datée du 4 août 1933, six mois après avoir été nommé chancelier, Hitler écrivait à August Kubizek, son ami de jeunesse : « Je voudrais bien... revivre avec toi ces souvenirs des meilleures années de ma vie. » (*KUBIZEK, The Young Hitler I Knew*, p. 273.)

Il n'oublia jamais la « moelleuse douceur » qui fut celle de sa vie entre seize et dix-neuf ans, quand il était « le chéri de sa mère » et qu'il goûtait « l'oisiveté d'une existence confortable (30) ». Bien que la veuve, dont la santé déclinait, eût de la peine à boucler son maigre budget, le jeune Adolf refusait de l'aider en prenant un emploi. L'idée même de gagner sa propre vie au moyen d'un travail régulier lui répugnait, et il en fut ainsi jusqu'à la fin.

Ce qui probablement rendit si heureuse pour Hitler cette période où il allait atteindre l'âge d'homme, c'est que son refus de tout travail lui valait mille rêveries, mille spéculations, tant de journées passées à parcourir les rues de la ville ou les routes campagnardes, en exposant à son compagnon ce qu'il trouvait de défectueux dans le monde et comment il en voyait le redressement, et aussi tant de soirées passées à lire ou à écouter, debout, envoûté, les œuvres mystico-païennes de Richard Wagner à l'Opéra de Linz ou de Vienne.

Un ami qu'il eut en ces moments-là se rappelle le garçon qu'il était alors : pâle, maladif, maigre, généralement timide et réservé, mais capable de soudains accès de colère nerveuse envers ses contradicteurs. Pendant quatre ans, il se crut profondément amoureux d'une jolie jeune fille blonde nommée Stefanie. Bien qu'il la regardât d'un œil langoureux suivre la

Landstrasse de Linz en compagnie de sa mère, il ne fit jamais le moindre effort pour la connaître davantage et préféra ranger son image parmi beaucoup d'autres désirs dans les sombres arcanes de ses phantasmes. Dans les innombrables poèmes sentimentaux qu'il écrivit pour elle sans les lui faire parvenir (l'un d'eux était intitulé *Hymne à la bien-aimée*) et qu'il tenait absolument à lire à son ami, le jeune et patient August Kubizek*, elle devenait une vierge de *La Walkyrie* vêtue d'une robe flottante de velours bleu et montée sur un coursier blanc caracolant dans un pré fleuri (31).

* *Kubizek, qui semble être le seul ami qu'Hitler ait jamais eu dans sa jeunesse, donne dans son livre The Young Hitler I Knew (Le jeune Hitler que j'ai connu) un portrait de son compagnon durant les quatre années qui précédèrent son départ à dix-neuf ans pour Vienne, ou il mena une vie de vagabond; portrait d'autant plus intéressant qu'il ne se borne pas à combler un lacune chronologique dans la vie du Führer, mais corrige également, dans une certaine mesure les impressions qu'on pouvait jusqu'alors avoir sur son caractère. Kubizek était aussi différent de Hitler qu'il est possible de l'imaginer. Il vivait à Linz dans un foyer familial heureux; apprit le métier paternel, celui de tapissier, s'y employa avec application tout en étudiant la musique, sortit diplômé du Conservatoire de Vienne et commença une carrière de chef d'orchestre et de compositeur pleine de promesses, qui fut arrêtée par la première guerre mondiale.*

Quoique Hitler eût décidé de devenir artiste, peintre de préférence, architecte au besoin, il fut obsédé par la politique dès l'âge de seize ans. Il avait déjà une haine violente pour la monarchie de Habsbourg et pour toutes les races non germaniques qui peuplaient cet empire austro-hongrois, fait de nombreuses nationalités sur lesquelles elle régnait. Mais l'amour d'Hitler pour tout ce qui était allemand ne se montrait pas moins violent, en sorte qu'à seize ans il était devenu ce qu'il fut jusqu'à son dernier souffle, un nationaliste allemand fanatique.

Malgré sa paresse, il semble n'avoir jamais possédé l'insouciance juvénile. Les problèmes du monde s'appesantissaient sur lui. Kubizek l'a rappelé plus tard : « Il ne voyait partout qu'obstacles et hostilité... Il était toujours dressé contre quelque chose et l'adversaire du monde entier... Je ne l'ai jamais vu prendre quoi que ce fût à la légère (32)... »

A cette époque, le jeune homme qui ne pouvait souffrir les études devint un lecteur vorace, s'abonna à la Bibliothèque éducatrice des adultes de Linz et s'inscrivit à la Société du Musée où il emprunta un nombre considérable de livres. Son ami se souvient de lui comme constamment entouré de volumes ; il préférait les ouvrages traitant de l'histoire allemande et de la mythologie germanique (33).

Linz n'étant après tout qu'une ville de province, ce fut bientôt Vienne, brillante capitale, au style baroque, d'un grand empire qui exerça son attrait sur ce jeune ambitieux imaginaire. En 1906 tout de suite après son dix-septième anniversaire, Hitler, pourvu de fonds fournis par sa mère et par d'autres membres de la famille se mit en route pour y passer deux mois. Cette ville fut ultérieurement la scène de ses années les plus dures, et il y vécut parfois littéralement, dans le ruisseau; mais, lors de sa première visite, elle commença par l'enchanter. Il en parcourut les rues pendant des jours, admirant les imposants édifices du Ring, s'extasiant sans relâche de ce qu'il découvrait dans les musées, à l'Opéra, aux théâtres.

Il s'enquit également des conditions exigées pour l'admission à l'Académie viennoise des Beaux-Arts et, quelques mois plus tard, en octobre 1907, il revint et subit l'examen d'entrée, première démarche pratique en vue de la réalisation de son rêve : devenir peintre. Il avait alors dix-huit ans et de grands espoirs, mais qui furent déçus; cela tient en deux

lignes du classement :

Les suivants ont subi l'épreuve avec des résultats insuffisants, ou n'ont pas été admis... Adolf Hitler, Braunau a. Inn, 20 avril 1899, Allemand, catholique. Père fonctionnaire civil. 4 classes au collège. Quelques têtes. Dessin d'épreuve peu satisfaisant (34).

Hitler se présenta de nouveau l'année suivante et ses dessins furent alors si mauvais qu'il ne fut pas admis à l'examen. Pour l'ambitieux jeune homme, ce résultat — il l'a écrit lui-même — fut un coup de tonnerre dans un ciel clair, car il était profondément convaincu qu'il réussirait. Il rapporte dans *Mein Kampf* qu'il demanda des explications au recteur de l'Académie :

Ce monsieur m'assura que les dessins soumis par moi ne laissaient aucun doute sur ma totale inaptitude à la peinture et que mes capacités me désignaient certainement pour l'architecture. Il n'était pas question, ajouta-t-il, que j'entre à l'Académie de Peinture et ma place était à l'école d'architecture (35).

Le jeune homme inclinait à se rendre à cet avis; mais il eut bientôt le regret d'apprendre que, n'ayant pas obtenu son diplôme de fin d'études secondaires, il risquait fort de ne pas pouvoir non plus entrer à cette école. Sa mère se mourant d'un cancer au sein, il revint à Linz. Depuis qu'Adolf avait quitté le collège, Klara Hitler et d'autres membres de la famille subvenaient à tous ses besoins depuis trois ans sans constater le moindre résultat satisfaisant. La pauvre femme décéda le 21 décembre 1908, durant les préparatifs de Noël; elle fut inhumée deux jours plus tard aux côtés de son mari, à Leonding. Pour son fils, qui avait dix-neuf ans,

... ce fut un coup terrible... j'avais respecté mon père; mais, ma mère, je l'aimais... Sa mort mit un point final à mes grandes ambitions... La pauvreté et la dure réalité me contraignirent à

prendre un parti rapide... Il me fallait gagner ma vie d'une manière ou d'une autre (36)...

D'une manière ou d'une autre! Il n'avait pas de métier; il avait toujours méprisé le travail; il n'avait jamais cherché à mériter le moindre salaire. Mais il ne doutait de rien. Prenant congé de siens, il leur déclara qu'il ne reviendrait parmi eux qu'après avoir réussi.

Portant une valise pleine de vêtements et de linge, une indomptable volonté dans le cœur, je partis pour Vienne. Moi aussi, j'espérais arracher au destin ce que mon père avait obtenu de lui cinquante ans auparavant; moi aussi, j'espérais devenir « quelque chose » ; mais en tout cas jamais un fonctionnaire (37).

Les quatre années suivantes, de 1909 à 1913, marquèrent pour le jeune conquérant débarqué de Linz une époque de lamentable misère. Durant ces derniers jours fugaces qui précédèrent la chute des Habsbourg et la fin de Vienne en tant que capitale d'un empire de cinquante-deux millions de sujets en plein cœur de l'Europe, la vieille cité possédait un charme et une gaieté qui la rendaient unique parmi les autres grandes villes du monde entier. Ce n'est pas seulement à cause de son architecture, de sa sculpture, de sa musique, mais aussi à cause de l'esprit cultivé et allègre et du goût pour le plaisir de ses habitants, qu'émanait d'elle une atmosphère de baroque et de rococo inconnue des autres métropoles occidentale!

Situé le long du « beau Danube bleu », sous les collines boisées du Wienerwald que parsemaient des vignes jaunes et vertes, le lieu possédait une beauté naturelle qui enchantait ses visiteurs et persuadait les Viennois que la Providence leur avait, plus qu'à tous autres, réservé ses bienfaits. L'air y était chargé de musique, cette musique sublime écrite par les plus grands compositeurs d'Europe. Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert et, dans ces dernières années qui furent dorées comme un été de la Saint-Martin, les airs à la fois gais et obsédants de son fils bien-aimé, Johann Strauss. Cette population si comblée, si imprégnée de son style de vie baroque prenait le monde et l'existence comme une sorte de rêve heureux passant ses jours et ses nuits à valser, à boire le bon vin de ses coteaux, à échanger dans les cafés ou les brasseries des propos sans contrainte, à suivre les illusions que lui prodiguaient le théâtre et l'opéra, à flirter, à aimer même, à faire en somme une part très large au plaisir et aux

conceptions créatrices de joie.

Sans doute, il fallait aussi gouverner l'empire, instruire l'armée, faire manœuvrer la flotte, assurer les communications, activer le commerce, se livrer au travail; mais rares étaient les Viennois qui y consacraient des heures supplémentaires — ou même des heures normales.

La médaille avait son revers. La ville, comme les autres, avait ses pauvres, mal nourris, mal vêtus, vivant dans des bouges. Mais, premier centre industriel de l'Europe centrale autant que capitale, Vienne jouissait d'une prospérité qui se répandait parmi ses habitants et jusqu'aux classes populaires. Politiquement, la masse de la petite bourgeoisie prédominait. La main-d'œuvre ouvrière, non seulement s'organisait en syndicats, mais encore édifiait son propre parti, celui des sociaux-démocrates. Un ferment se manifestait dans la vie de la cité qui comptait deux millions d'âmes. Peu à peu, la démocratie imposait sa force à l'autocratie séculaire des Habsbourg. L'instruction permettait au peuple de participer au mouvement d'évolution, en sorte que lorsqu'Hitler vint à Vienne en 1909, même un jeune homme sans ressources pouvait ou bien acquérir des connaissances solides, ou bien gagner un salaire convenable; c'est-à-dire, comme un million d'autres travailleurs, vivre dans le climat civilisateur que la capitale répandait sur ses habitants. Son seul ami, Kubizek, aussi pauvre et aussi obscur que lui, ne se faisait-il pas déjà un nom à l'Académie de Musique ?

Cependant, Adolf ne persista pas dans son ambition d'entrer à l'École d'Architecture. Elle lui restait ouverte, bien qu'il n'eût pas de diplôme, car on n'en exigeait point des garçons qui montraient « un talent au-dessus de la moyenne »; mais, pour autant qu'on sache, il ne présenta jamais de

demande. Il ne chercha pas davantage à apprendre un métier, ni à postuler aucun emploi régulier. Il préféra s'occuper à des tâches diverses : pelleter la neige, battre des tapis, porter les bagages aux alentours de la gare de l'Ouest; il lui arriva d'être manœuvre maçon. En novembre 1909, moins d'un an après son arrivée à Vienne pour « défier le destin », il dut quitter sa chambre meublée de la Simon Denk Gasse; durant les quatre années suivantes, il logea dans des taudis ou à l'hôtel, guère moins misérable, réservé aux hommes, au n° 27 de la Meldemannstrasse, dans le 20e district de Vienne, près du Danube; pour ne pas mourir de faim, il hantait alors les soupes populaires.

On ne saurait s'étonner qu'il ait écrit vingt ans plus tard :

Vienne, ville qui est à la fois le symbole des plaisirs innocents pour des gens sans nombre et un terrain de jeux pour ceux qui veulent faire la fête, ne représente pour moi — je regrette d'avoir à le dire — que le théâtre de la période la plus triste de ma vie.

Aujourd'hui encore. Vienne ne peut éveiller en moi que des idées moroses. Le nom même de cette voluptueuse cité ne me rappelle que cinq années de misère et de difficultés, cinq années pendant lesquelles je fus forcé de gagner ma vie, d'abord comme journalier, ensuite comme peintre de modeste envergure; cela ne me rapportait qu'un revenu très réduit, qui jamais ne suffit à seulement apaiser ma faim de tous les jours (38).

De cette époque, il dit qu'il n'avait jamais assez à manger.

La faim ne cessait de me tenir compagnie, ne me quittait pas une seconde et se mêlait à tous mes actes... Ma vie était une lutte continuelle contre cette compagne impitoyable (39).

Elle ne le poussa cependant pas une seule fois jusqu'à essayer de trouver un emploi régulier. C'est clairement dit dans *Mein Kampf* : il avait l'obsession de la petite bourgeoisie mesquine; il craignait de glisser dans la

foule prolétarienne des ouvriers manuels. Il exploita cette crainte quand il entreprit d'établir le Parti national socialiste à partir de la grande masse des employés et bureaucrates « à cols blancs », jusque-là inorganisée, laissée de côté, mal payée, comptant par millions des hommes imbus de l'illusion qu'ils étaient en tout cas d'une classe supérieure à celle des « ouvriers ».

Quoiqu'Hitler prétende qu'une partie au moins de son revenu lui était fournie par ses travaux de « peintre de petite envergure », il ne donne pas de détails à cet égard dans son autobiographie, si ce n'est pour noter qu'en 1909 et en 1910 il avait si bien amélioré sa situation qu'il n'eut plus alors les activités d'un ouvrier ordinaire.

« Dès lors, dit-il, je travaillai indépendamment comme petit dessinateur et aquarelliste (40). »

Comme beaucoup d'autres points d'ordre biographique qu'on rencontre dans *Mein Kampf*, celui-ci n'est pas tout à fait exact. Sans doute, les témoignages de ceux qui connurent Hitler à cette époque n'apparaissent pas comme plus sûrs, mais on a pu en rassembler et en comparer suffisamment pour obtenir une vue d'ensemble probablement plus précise et indéniablement plus complète*.

* Voir *Das Ende des Hitler-Mythos (La fin du mythe d'Hitler)*, par Josef Greiner; l'auteur connut personnellement le futur Führer pendant sa période viennoise. Voir aussi *Hitler the Pawn*, par Rudolf Holden; ce livre contient des déclarations de Reinhold Hanisch, vagabond sudète qui partagea quelque temps la chambre d'Hitler à l'hôtel pour hommes et qui vendit de ses tableaux. Konrad Heiden, dans *Der Führer*, cite également Hanisch, notamment dans les comptes rendus d'un procès intenté par Hitler au vagabond, qu'il accusait d'avoir détourné une partie de la somme qu'il aurait reçue pour une de ces transactions.

Il est toutefois à peu près certain qu'Hitler ne fut jamais peintre en bâtiments, comme l'ont prétendu ses adversaires politiques; en tout cas, on n'a pas de preuve qu'il ait jamais exercé ce métier. En fait, il dessinait ou peignait de petites vues de Vienne, tableaux maladroits, représentant habituellement un site ou un monument très connu : la cathédrale Saint-Stéphane, l'Opéra, le Burgtheater, le palais de Schœnbrunn ou les ruines romaines de son parc. A en croire ceux qui l'ont connu, il les copiait sur des œuvres antérieures; sans doute était-il incapable de dessiner d'après nature.

Ses productions ont une raideur et une absence de vie comparables aux esquisses grossières et peu soignées d'un architecte débutant, et les personnages dont il lui arrivait de les doter sont si ridicules qu'ils font penser à une bande comique. Dans mes notes, je retrouve cette mention, faite après avoir examiné un carton de ses croquis : « Quelques figures. Mauvais. Une des figures est presque une gueule. » Heiden dit qu'ils « se tiennent comme de petits sacs tout gonflés devant les palais hauts et solennels (41) ».

Il est probable que plusieurs centaines de ces œuvres pitoyables furent vendues par Hitler à de petits commerçants pour orner un mur, à des marchands qui les glissaient dans des cadres vides de leur étalage et à des tapissiers qui parfois les clouaient sur le dossier de divans bon marché, pratique alors courante à Vienne. Mais Hitler savait aussi se montrer plus ingénieux et plus pratique. Il dessina souvent, pour des boutiquiers, des affiches célébrant des produits tels que la poudre anti-sueur Teddy ; une autre, sans doute inspirée par le besoin d'un peu d'argent en fin d'année, représentait le père Noël en train de vendre des bougies de couleur; une

autre encore montrait la flèche gothique de Saint-Étienne — Hitler ne se lassait pas de la copier — s'érigeant par-dessus une montagne de savonnettes.

Telles furent les cimes de sa production « artistique »; il ne s'en considéra pas moins comme un « artiste » jusqu'à la fin de sa vie.

Pendant ces années de vagabondage à Vienne, son aspect fut indiscutablement celui d'un bohème. Ceux qui le connurent alors se rappelèrent par la suite son long manteau noir et râpé, descendant à ses chevilles, pareil à un cafetan, donné par un Juif revendeur de vieux habits, également pensionnaire de son triste hôtel pour hommes et qui lui avait été charitable. Ils se souvenaient aussi de son melon noir, grasseyé, qu'il portait toute l'année. Ses cheveux emmêlés retombaient en mèches sur son front, tels qu'on les vit plus tard, et, par-dessus, sur son col sale. Il ne semblait pas les faire couper souvent, ni d'ailleurs se raser; sur ses joues et son menton s'étalait la couche bleue d'une barbe rarement soignée. Si l'on en croit Hanisch, qui devint par la suite un peu artiste, Hitler était comme « une apparition telle qu'on n'en rencontre guère chez les chrétiens (42) ». Contrairement à quelques-unes des épaves humaines dont il partageait l'existence, il était exempt des faiblesses juvéniles; il ne fumait, ni ne buvait; il se tenait à l'écart des femmes, non pas — à ce qu'on sait — à cause d'une anomalie quelconque, mais bien d'une timidité profonde.

« Je crois, a-t-il écrit dans Mein Kampf, lors d'un de ses rares moments d'humour, que mes relations de cette époque me prirent pour un excentrique (43). »

Ses relations se rappelaient en effet, comme ses maîtres, le regard fixe qui prédominait dans sa physionomie, exprimant une partie de sa personnalité qui ne cadrerait pas avec sa misérable existence de clochard crasseux. Et ils se sont souvenus aussi que le jeune homme, en dépit de sa paresse quand il s'agissait de labeur physique, restait un lecteur avide qui passait le plus clair de ses journées et de ses soirées à dévorer des livres.

A cette époque, je lisais énormément et à fond. Toute la liberté que me laissait mon travail, je la consacrais à mes études. Ainsi, en quelques années, je formai les connaissances dont je me nourris encore actuellement (44).

Dans *Mein Kampf*, Hitler s'étend sur l'art de lire :

Par « lecture », j'envisage sans doute autre chose que les membres moyens de notre prétendue *intelligentsia*.

Je sais des gens qui lisent considérablement... Je ne dirai pourtant pas qu'ils sont instruits. Ils possèdent — c'est vrai — une masse de « connaissances » ; mais leur cerveau est inapte à organiser et à classer ce qu'il a absorbé... En revanche, un homme qui lit de la façon qu'il faut... percevra instinctivement et immédiatement tout ce qu'il estime digne d'être retenu, soit parce que cela convient à son dessein, soit parce qu'il le juge comme valant la peine d'être su... L'art de lire, comme celui d'apprendre, consiste en ceci : *retenir l'essentiel, oublier le non-essentiel**... Seule, cette façon de lire a un sens et un but... Vue sous cet angle, ma période viennoise fut particulièrement féconde et utile (45).

* C'est Hitler qui souligne.

Utile à quoi ? Hitler répond que ce sont ses lectures et son contact avec les pauvres et les déshérités de Vienne qui lui ont appris tout ce qu'il eut ensuite besoin de savoir.

Vienne fut et resta pour moi l'enseignement le plus pénible, mais aussi le plus approfondi, de ma vie. J'y étais arrivé, encore à demi enfant; j'en partis, devenu un homme calme et grave.

C'est durant cette période que prirent forme en moi une représentation du monde et une philosophie sur quoi se fixa l'inébranlable fondement de tous mes actes. Après ce que je bâtis alors, j'eus peu à apprendre et je n'eus rien à changer (46).

Qu'avait-il donc appris à cette école de l'adversité si amplement fournie par Vienne ? Quelles furent les idées que lui valurent ses lectures et ses contacts et qui, prétend-il, restèrent jusqu'à la fin essentiellement les mêmes ? L'examen le plus sommaire démontrera avec évidence qu'elles étaient généralement superficielles, périmées, souvent grotesques et absurdes, et pourries de partis pris barbares. Mais il est également évident qu'elles présentent de l'importance pour ce livre, comme elles en eurent pour le monde, car elles allaient occuper leur place dans les assises du Troisième Reich que ce vagabond grand liseur devait bientôt construire.

Les idées d'Hitler, à une ou deux exceptions près, n'étaient nullement originales, mais ramassées telles quelles dans le maelstrom bouillonnant de la vie et de la politique autrichiennes au début du XXe siècle. La monarchie danubienne se mourait alors d'indigestion. Une minorité d'Autrichiens de race allemande régnait depuis des centaines d'années sur un empire polyglotte fait d'une douzaine de nationalités, lui imposant sa langue et sa culture. Mais, après 1848, sa domination s'affaiblit et les autres minorités ne voulurent point se laisser absorber dans un pays qui n'était rien de moins qu'un creuset. Les Italiens le quittèrent dès les années 1860. En 1867, les Hongrois obtinrent l'égalité avec les Allemands; ce fut alors ce qu'on appela la monarchie dualiste. Et, à partir des premières années du siècle suivant, les différents peuples slaves — Tchèques, Slovaques, Serbes, Croates — demandèrent eux aussi l'égalité et, au minimum, leur autonomie nationale. En somme, le brûlant problème des nationalités commençait de dominer la politique intérieure du pays.

D'autre part, à ces luttes s'ajoutait un mécontentement social qui souvent les transcendait. Les classes populaires, politiquement déshéritées, réclamèrent le droit de vote, celui de s'organiser en syndicats et de faire grève, non seulement pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail, mais aussi pour atteindre leurs objectifs démocratiques. Une grève générale leur ayant valu le suffrage universel (pour les hommes), cela mit fin *ipso facto* à la prépondérance politique des Autrichiens allemands, qui ne constituaient qu'un tiers de la population de la partie autrichienne de l'empire.

De ceux-là était le jeune nationaliste fanatique de Linz, Adolf Hitler; ces événements suscitaient sa vive désapprobation. A ses yeux, l'empire s'enfonçait dans un « marécage infect » et ne pouvait être sauvé que si la race maîtresse, c'est-à-dire l'allemande, réaffirmait son autorité absolue d'antan; les autres, notamment les Slaves, et tout particulièrement les Tchèques, étaient inférieures, et il appartenait à la première de les gouverner avec un poigne de fer; il fallait aussi abolir le parlement et en finir avec toute cette « stupidité » démocratique.

Sans participer à la politique, Hitler suivait avidement les activités des trois principaux partis de l'ancienne Autriche : les sociaux-démocrates, les socialistes chrétiens et les nationalistes pangermanistes. Ce fut alors que commencèrent de se former dans l'esprit de cet habitué peu soigné des soupes populaires, un sens et une astuce qui lui permirent de discerner avec une clarté de vues étonnante les forces et les faiblesses des mouvements contemporains et qui, lorsqu'ils furent à maturité, firent de lui le maître politique de l'Allemagne.

Dès le premier contact, il prit en haine les sociaux-démocrates. « Ce qui me révolta particulièrement, dit-il, fut leur hostilité à la lutte menée en faveur du germanisme (et) leur dégoûtante servilité devant le « camarade » slave... En quelques mois, j'acquis ce qui aurait dans d'autres conditions coûté des décennies : le concept d'une putain* pestilentielle, se travestissant sous un manteau de vertu sociale et d'amour fraternel (47). »

* Le mot fut supprimé dans *Mein Kampf* à partir de la deuxième édition et remplacé par celui de « pestilence ».

Il était pourtant déjà assez intelligent pour refréner la rage qu'il

nourrissait contre ce parti ouvrier, afin d'examiner en détail les raisons de son succès populaire. Il en trouva plusieurs que, des années après, il allait utiliser dans l'édification du Parti national socialiste allemand. Un jour, rapporte-t-il dans *Mein Kampf*, il assista à une démonstration massive des ouvriers viennois. « Pendant près de deux heures, je me tins là, le souffle coupé, contemplant le gigantesque dragon humain qui déroulait lentement ses anneaux. Anxieux, oppressé, je finis par m'en aller pour rentrer chez moi (48). »

Il entreprit de lire la presse des sociaux-démocrates, étudia leur organisation et les discours de leurs chefs; il médita leur psychologie et leur technique politique. Il en tira trois conclusions qui lui donnèrent la clef de leur influence sur les foules ouvrières : ils savaient comment créer un mouvement de masse, condition indispensable à un parti quel qu'il soit; ils avaient acquis l'art de la propagande; enfin, ils connaissaient la valeur de ce qu'il appelle « la terreur spirituelle et physique ».

Cette troisième découverte, quoique certainement amenée par un défaut d'observation exacte, et imputable à ses partis pris extrêmes, intrigua le jeune Hitler; mais, dix ans plus tard, il allait la mettre au service de ses propres desseins.

Je compris l'infâme terreur spirituelle exercée par ce mouvement, particulièrement sur la bourgeoisie, qui n'est en état ni moral, ni mental de supporter de telles attaques. A un signal donné, il déchaîne un véritable torrent de mensonges et de calomnies contre l'adversaire qui lui semble le plus dangereux, jusqu'à ce que les nerfs de la victime cèdent complètement... La tactique a pour base une estimation précise de toutes les faiblesses humaines, et sa réussite est d'une certitude presque mathématique...

Avec une même netteté, je me rendis compte de la puissance de la terreur physique sur l'individu et sur les masses... En effet, tandis que la victoire apparaît à ceux qui l'ont remportée comme un triomphe de la justice de leur cause, l'adversaire vaincu ne croit plus, dans la

plupart des cas, au succès de la résistance à venir (49).

Jamais on n'a plus précisément analysé les tactiques nazies, telles que Hitler devait les appliquer.

Deux partis politiques exercèrent une forte attraction sur lui lors des premiers temps qu'il passa à Vienne, et il mit à les étudier ses facultés d'examen, froides, pénétrantes et en constant développement. Il admira d'abord celui des nationalistes pangermanistes, fondé par Georg Ritter von Schöenerer, originaire des environs de Spital, en Basse-Autriche, comme l'était la famille du futur Führer. Les pangermanistes livraient alors un combat désespéré pour assurer la suprématie germanique dans l'empire austro-hongrois. Bien qu'Hitler tînt Schöenerer pour un « profond penseur » et qu'il s'enthousiasmât pour son programme de nationalisme, d'antisémitisme et d'antisocialisme violents, d'union avec l'Allemagne et d'opposition aux Habsbourg et au Saint-Siège, il ne tarda pas à comprendre pourquoi ce parti avait échoué :

« Le mouvement ne sut pas reconnaître l'importance du problème social, ce qui détacha de lui la masse véritablement militante. Sa participation au parlement le priva de tout élan vigoureux et l'encombrait de toutes les faiblesses inhérentes à cette institution. Et sa lutte contre l'Église catholique lui enleva la plupart des éléments excellents que la nation peut revendiquer comme siens (50). »

Encore qu'Hitler dût l'oublier quand il accéda au pouvoir en Allemagne une des leçons qu'il retira de ses années viennoises fut la vanité, pour un parti politique, de la lutte contre l'Église. Expliquant pourquoi le mouvement de Schöenerer appelé *Los von Rom* (Délivrons-nous de Rome) constituait une erreur tactique, il déclare : « Sans s'attacher à ce qu'une religion présente de

critiquable, il ne faut à nul moment perdre de vue que, dans tout le cours de l'histoire, un parti exclusivement politique n'a jamais réussi à amener une réforme religieuse (51). »

Toutefois, aux yeux d'Hitler, la plus grande faute des pangermanistes fut leur incapacité de soulever les masses et, même, de comprendre leur psychologie. Il ressort avec évidence d'un examen des idées qui commencèrent à se former dans son esprit quand il n'avait guère plus de vingt et un ans, que ce fut là pour lui l'erreur capitale, et il ne la commit point lorsqu'il fonda son propre mouvement.

Les pangermanistes en commirent une autre, dont il se garda également : ils ne surent pas s'assurer l'appui des institutions nationales établies et puissantes, que sont, à défaut de l'Église, l'armée, ou le cabinet, ou le chef de l'État. Le jeune Hitler comprit qu'un mouvement privé de ces concours trouvera toujours difficile, sinon impossible, de prendre le pouvoir. Et ce concours fut précisément celui qu'il eut l'habileté de gagner dans les journées décisives de janvier 1933 à Berlin et qui seul leur permit, à lui et à son Parti national socialiste, de conquérir le gouvernement d'un grand pays.

Il y eut à Vienne, pendant que s'y trouvait Hitler, un chef politique qui avait pénétré cette notion, ainsi que la nécessité, pour un parti, de s'édifier sur l'adhésion des masses : le docteur Karl Lueger, bourgmestre de la ville et dirigeant du Parti social chrétien. Plus que quiconque, et bien qu'ils ne se soient jamais rencontrés, il fut le mentor politique d'Hitler. Celui-ci le considéra constamment comme « le plus grand maire allemand de tous les temps... un homme d'État supérieur à tous les prétendus « diplomates » de son époque... Si le docteur Karl Lueger avait vécu en

Allemagne il aurait compté parmi les grands esprits de notre peuple (52).

»

Certes, Hitler, tel qu'il devint ultérieurement, offre peu de ressemblance avec cette personnalité sans détour, de ronde et forte carrure, de joyeuse santé morale, idole des petites classes moyennes viennoises. Il est vrai que Lueger devint le politicien le plus puissant d'Autriche, parce qu'il était chef d'un parti recruté dans la bourgeoisie modeste donc mécontente et qu'il eut recours à l'antisémitisme, comme Hitler le fit d'ailleurs plus tard. Mais Lueger, homme d'extraction modeste qui avait laborieusement frayé sa voie dans l'Université, était d'un niveau intellectuel élevé; ses adversaires, Juifs compris, lui reconnaissaient une honnêteté, une générosité, une tolérance, un esprit chevaleresque profonds. Stefan Zweig, l'éminent écrivain israélite d'Autriche, qui commençait alors sa brillante carrière à Vienne, a témoigné que Lueger ne laissa jamais son antisémitisme l'empêcher de se montrer secourable et amical à l'égard des Juifs, et il dit que « ses actes municipaux furent absolument justes et même typiquement démocratiques... Les Juifs, que ce triomphe du parti antisémite avait fait trembler, continuèrent à vivre dans la même estime et avec les mêmes droits que ceux dont ils avaient toujours joui (53). »

C'était justement ce que n'aimait pas Hitler. Lueger lui semblait beaucoup trop tolérant et ignorant du problème racial posé par la question juive. Il reprochait également au bourgmestre de ne pas adhérer au pangermanisme et il ne concevait ni son cléricalisme catholique romain, ni son attachement aux Habsbourg. Le vieil empereur François-Joseph n'avait-il pas, par deux fois, refusé d'entériner l'élection de Lueger aux

fonctions de maire?

Mais Hitler dut finalement reconnaître le génie de cet homme qui savait gagner l'appui des masses, comprendre les problèmes sociaux modernes, ainsi que l'importance de la propagande et des effets oratoires quand il fallait manœuvrer une foule. Il ne put également qu'admirer la façon dont Lueger agissait avec la puissante Église. « Sa politique était empreinte d'une habileté extraordinaire. » Enfin, Lueger était « prompt à user de tous les moyens possibles pour s'assurer l'appui des institutions bien assises, afin de tirer de ces sources du pouvoir le maximum d'avantages pour son mouvement (54). »

Telles furent, brièvement exprimées, les idées et les techniques qu'Adolf Hitler employa plus tard à créer son parti et à le conduire à la conquête du pouvoir en Allemagne. Son apport personnel est d'avoir été le seul politicien de droite qui les ait appliquées dans ce pays après la première guerre mondiale. Ce fut alors que le mouvement nazi, à l'exclusion des nationalistes et des conservateurs, obtint un grand appui populaire et, cela une fois acquis, gagna le concours de l'armée, du président de la République et des gros syndicats d'affaires — c'est-à-dire de trois « institutions bien assises » très puissantes, ce qui mena son chef aux fonctions de chancelier du Reich. La leçon apprise à Vienne porta donc ses fruits.

Karl Lueger était un orateur brillant; mais le parti pangermaniste manquait de gens capables de parler en public d'une manière effective. Hitler, qui en prit bonne note, s'étend beaucoup dans *Mein Kampf* sur la force de l'éloquence en matière politique.

Depuis des temps immémoriaux, les avalanches religieuses et politiques de l'Histoire

ont toujours été déclenchées par la même force, et par elle seule : la puissance magique du Verbe. Les masses populaires ne sont remuées que par le pouvoir de la parole. Or, tous les grands mouvements sont des mouvements populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines et d'élans irrationnels, activés tantôt par la déesse cruelle du malheur, tantôt par un brandon universel qui enflamme les foules. Ils n'ont rien de commun avec les flots de fade limonade déversés par les esthètes littéraires et les héros de salon (55).

S'il évitait encore de se mêler directement à la vie des partis, le jeune Hitler commençait déjà à exercer ses dons de tribun sur les pauvres hères qu'il rencontrait dans les asiles de nuit, dans les soupes populaires et aux carrefours de Vienne. Par la suite, ces dons allaient se développer jusqu'à faire de lui l'orateur le plus extraordinaire de cette Allemagne d'entre les deux guerres (ayant entendu des dizaines de ses plus importants discours, je puis en témoigner), qualité qui devait largement contribuer à sa stupéfiante carrière.

Enfin, ce fut également à Vienne qu'Hitler découvrit les Juifs. A Linz, écrit-il, ces gens-là étaient peu nombreux. « Chez moi, du temps de mon père, je ne me souviens pas d'avoir entendu le mot. Un élève du collège était Juif, mais nous n'y faisons pas attention. Je les prenais même (les Juifs) pour des Allemands (56). »

A en croire son ami d'adolescence, la vérité est quelque peu différente. « Quand je fis la connaissance d'Hitler, dit August Kubizek en évoquant l'époque de Linz, son antisémitisme était déjà très net... Hitler était déjà un antisémite confirmé quand il se rendit à Vienne... Et, quoique sa période viennoise ait pu accentuer cette disposition, elle ne lui a certainement pas donné naissance (57). »

« Alors, dit Hitler, j'arrivai à Vienne. »

Absorbé par l'abondance des impressions que je ressentais... oppressé par la dureté de mon sort, je ne pénétrai pas d'abord la stratification des catégories sociales dans cette ville gigantesque. A cette époque, Vienne comptait cependant près de deux cent mille Juifs parmi ses deux millions d'habitants. Je ne les distinguais pas... Pour moi, le Juif ne demeurerait caractérisé que par sa religion; dans un esprit de tolérance humaine, je continuais à désapprouver les attaques religieuses dans ce cas comme dans les autres. Par conséquent, le ton de la presse antisémite viennoise me semblait indigne de la tradition culturelle d'une grande nation (58).

Hitler raconte qu'un jour il se promenait dans le centre de la ville. « Soudain, je rencontrai une apparition vêtue d'un cafetan noir et portant des bouclettes aux tempes. Est-ce un Juif ? Me demandai-je d'abord, car ceux de Linz n'avaient pas cet aspect. J'observai l'homme furtivement et prudemment; mais, plus je scrutai trait par trait cette face étrangère, plus ma question changea de forme (et devint) : est-ce un Allemand (59) ? »

On devinera sans peine la réponse que se fit Hitler. Il prétend cependant qu'il décida préalablement « d'essayer de lever ses doutes en consultant des livres ». Il se plongea donc dans les ouvrages antisémites, qui se vendaient beaucoup à Vienne à cette époque. Puis il circula dans les rues de la ville pour observer de plus près le « phénomène ». « Partout, dans n'importe quel quartier, dit-il, je commençais à voir les Juifs, et, plus j'en voyais, plus nettement ils m'apparaissaient différents du reste de l'humanité. Plus tard, l'odeur de ces porteurs de cafetans me donna souvent des nausées (60). » Ensuite, continue-t-il, il découvrit « la turpitude totale de ce peuple élu. Il n'existait pas une seule forme de saleté ou de débauche, dans le domaine culturel en particulier, où un Juif au moins ne fût impliqué. Si l'on ouvrait soigneusement un de ces abcès, on y trouvait, comme un ver dans un cadavre en décomposition, souvent

aveuglé par la clarté subite, un youpin.» Il assure encore avoir constaté que c'était surtout aux Juifs qu'il fallait imputer la prostitution et la traite des blanches. « Lorsque pour la première fois, je reconnus que le Juif est l'instigateur cupide, sans honte ni pitié, de ce révoltant trafic du vice qui sévit dans l'écume des grandes villes, je sentis un frisson glacé me parcourir le dos (61). »

Il entre beaucoup de sexualité morbide dans les diatribes d'Hitler contre les Israélites. Ce trait caractérise également la presse viennoise de l'époque, comme, plus tard, l'ignoble hebdomadaire *Der Stuermer*, publié par Julius Streicher, un des compagnons favoris d'Hitler, *Gauleiter* de Franconie, perversi notoire et certainement l'un des personnages les plus odieux, les plus suspects aussi du Troisième Reich. *Mein Kampf* est semé de sombres allusions au détournement d'innocentes jeunes filles chrétiennes par des Juifs grotesques, qui de la sorte souillèrent le sang de leurs enfants. Hitler décrit « la vision hallucinante de bâtards juifs, repoussants et cagneux, qui séduisent les filles par centaines de mille ». Ainsi que l'a fait remarquer Rudolf Holden, l'une des causes profondes de son antisémitisme pouvait fort bien être le refoulement de ses désirs sexuels. Quoiqu'il n'eût alors pas beaucoup plus de vingt ans, on ne lui connaît aucune relation féminine durant son séjour à Vienne.

« Peu à peu, rapporte Hitler, je me mis à les haïr... Ce fut l'époque de la plus grande agitation spirituelle que j'eus jamais à traverser. J'avais cessé d'être un cosmopolite mollasson et j'étais devenu un antisémite (62). »

Il le resta, fanatique, aveugle, jusqu'à sa fin tragique. Son dernier testament, écrit quelques heures avant sa mort, impute encore aux Juifs la responsabilité d'une guerre qu'il suscita et qui l'engloutit avec son

Troisième Reich. Cette haine forcenée, que tant d'Allemands allaient contracter comme une maladie, devait aboutir à un massacre si horrible qu'il laissera sur la civilisation de notre époque une tache indélébile.

Au printemps 1913, Hitler quitta définitivement Vienne et alla vivre dans cette Allemagne où, dit-il, son cœur fut et serait toujours. A vingt-cinq ans, il devait passer aux yeux de tout le monde, lui-même excepté, pour un raté intégral. N'ayant pu devenir ni peintre, ni architecte, il n'était apparemment qu'un vagabond, passablement excentrique et la tête farcie de lectures. Sans amis, sans famille, sans foyer, il possédait cependant une inébranlable confiance en son étoile, une foi profonde et ardente en une mission dont il eût été le dépositaire obligé.

On peut présumer qu'il quitta l'Autriche pour se dérober à la conscription*. Ce n'est pas qu'il fût lâche, mais il répugnait à l'idée de servir avec des Juifs, des Slaves et des membres des autres races minoritaires de l'empire. Dans *Mein Kampf*, il déclare qu'il se rendit à Munich au printemps 1912; sans doute s'agit-il d'une erreur, car un registre de police le mentionne comme ayant habité Vienne jusqu'en mai 1913.

* Il en atteignit l'âge de vingt et un ans, donc dès 1910. Selon Heiden, les autorités militaires autrichiennes ne purent mettre la main sur lui tant qu'il habita Vienne. Elles finirent par le retrouver à Munich et lui enjoignirent d'aller passer le conseil de révision à Linz. Josef Greiner, dans son livre *Das Ende des Hitler-Mythos*, publie des extraits de la correspondance échangée entre elles et Hitler qui se défend d'être allé en Allemagne pour se soustraire à ses obligations en Autriche. Prétendant manquer d'argent, il demanda à se présenter à Salzbourg, plus près de Munich. Examiné le 5 février 1914, il fut reconnu inapte au service armé et même au service auxiliaire; il souffrait probablement encore d'une affection pulmonaire. Le fait de ne pas s'être spontanément présenté aux autorités militaires et d'avoir attendu qu'elles le trouvent elles-mêmes ne manqua pas de l'inquiéter lorsque son étoile se leva en Allemagne. Greiner confirme ainsi un bruit qui courait dans les milieux antinazis quand j'étais à Berlin : lors de l'Anschluss, Hitler aurait prescrit à la

Gestapo de rechercher en Autriche les pièces de son dossier militaire. Les archives de Linz furent fouillées en vain, ce qui le rendit furieux. Elles avaient été enlevées par un fonctionnaire local, qui les montra à Greiner après la guerre.

Les raisons qu'il avance pour son départ sont tout à fait du genre pompeux :

Mon aversion intime pour l'État des Habsbourg augmentait sans cesse... J'éprouvais une véritable répulsion pour la mixture de races que je voyais dans la capitale, pour cette conglomération de Tchèques, de Polonais, de Hongrois, de Ruthènes, de Serbes, de Croates : et, partout, ces éternels parasites de l'humanité — les Juifs, toujours plus de Juifs. A mes yeux, la ville gigantesque apparaissait comme le symbole de la profanation raciale... Plus j'y vivais, plus croissait ma haine pour la mixture d'étrangers qui avaient entrepris de ronger ce site antique de culture germanique... C'est pour toutes ces raisons que se développa de plus en plus fortement mon besoin nostalgique d'aller enfin là où, depuis mon enfance, je me sentais attiré par mes désirs et mon amour secrets (63).

Le destin qui l'attendait dans ce pays tant chéri devait dépasser ses rêves les plus fous. En Allemagne, pourtant, son statut fut celui d'un étranger, d'un Autrichien, et le demeura presque jusqu'au moment où il devint chancelier. Pour concevoir Hitler, il faut se le représenter, en effet, comme un Autrichien qui atteignit l'âge adulte peu d'années avant l'écroulement de l'empire de Habsbourg, qui ne sut prendre racine dans la civilisation de sa capitale, qui s'imprégna de tous les préjugés, de toutes les haines nourris par les extrémistes, mais qui fut incapable d'apprécier l'honnêteté et l'honorabilité de la vaste majorité de ses concitoyens, qu'ils fussent Tchèques, Juifs ou Allemands, pauvres ou riches, artistes ou ouvriers. Il est d'ailleurs douteux qu'un Allemand, Prussien, Rhénan ou même Bavarois, eût puisé, dans son seul sang et son seul esprit, en dehors

de tout contact avec la vie réelle, ces éléments dont le mélange porta Hitler jusqu'à sa position vertigineuse. Il faut ajouter que l'homme possédait, en plus un génie particulier qui, vis-à-vis de ses autres dons, devait par la suite jouer le rôle de catalyseur.

Cependant, au printemps 1913, ce génie ne s'était pas encore manifesté. A Munich comme à Vienne, Hitler resta sans le sou sans ami, sans emploi régulier. Au cours de l'été 1914, la guerre survint et l'emprisonna dans ses serres impitoyables, comme de millions d'autres hommes. Le 3 août, il sollicita par une requête adressée au roi Louis III de Bavière l'autorisation de s'engager dans un de ses régiments; elle lui fut accordée.

Ce fut, lui semblait-il, la chance décisive de sa vie. Désormais le jeune vagabond pouvait non seulement servir la patrie bien aimée dans une lutte vitale où son existence même était en jeu mais aussi laisser loin derrière lui les échecs et les privations de sa vie passée.

« Pour moi, écrit-il dans *Mein Kampf*, ces heures vinrent me délivrer de la misère qui me harcela durant ma jeunesse. Je n'ai pas honte de dire que, transporté par l'enthousiasme du moment je tombai à genoux et, du fond du cœur, remerciai le Ciel de m'avoir accordé le bonheur de vivre à une telle époque... Pour moi comme pour chaque Allemand, commença dès lors la période la plus mémorable de ma vie. Comparé aux événements de cette lutte gigantesque, tout le passé sombra dans l'oubli (64). »

Pour Hitler, en effet, le passé allait s'enfouir dans l'ombre, avec sa pauvreté, sa solitude et ses déceptions. Il y avait cependant forgé son esprit et son caractère de façon définitive. Et la guerre qui coûterait tant de millions de vies humaines, lui valut un nouveau départ dans l'existence. Il

avait alors vingt-cinq ans.

NAISSANCE DU PARTI NAZI

UN jour du sombre automne 1918, le dimanche 10 novembre, Adolf Hitler éprouva le sentiment de ce que, dans l'intensité de sa haine et de son désespoir, il a appelé la plus grande vilenie du siècle*. Un pasteur venait d'apporter d'incroyables nouvelles aux blessés de l'hôpital militaire de Pasewalk, petite ville poméranienne située au nord-est de Berlin; Hitler s'y rétablissait d'une cécité temporaire, conséquence d'une attaque aux gaz lancée par les Britanniques, un mois auparavant, dans le secteur d'Ypres.

* *L'expression se trouve dans la première édition de Mein Kampf, mais elle a été remplacée par « révolution » dans les suivantes.*

Le ministre protestant informa donc les soldats que, dans la matinée même, le Kaiser avait abdiqué et s'était enfui en Hollande. Le lendemain, 11 novembre, un armistice devait être signé en France, à Compiègne. La guerre était perdue, et l'Allemagne à la merci des Alliés victorieux. Le pasteur se mit à sangloter.

« Je ne pus y résister davantage, dit Hitler en racontant cette scène. Ma vue s'obscurcit totalement; je regagnai la salle en trébuchant, me jetai sur mon lit, enfouis ma tête brûlante sous les couvertures et dans l'oreiller... Ainsi, tout avait été inutile. Vains, tous les sacrifices et toutes les privations... vaines, les heures où, le cœur serré dans une terreur mortelle, nous avons néanmoins fait notre devoir; vains, nos deux millions de morts... est-ce pour cela qu'ils étaient morts?... Tout cela, simplement

pour qu'une bande de scélérats puisse mettre la main sur la patrie (1) ? » — Pour la première fois depuis le décès de sa mère, prétend-il, Hitler s'effondra et pleura. « Je ne pus faire autrement. » Comme des millions de ses compatriotes, dès lors et sans cesse ensuite il se refusait à admettre le fait brutal et démoralisant : l'Allemagne, battue par les armes, avait perdu la guerre.

Comme des millions d'autres Allemands, Hitler fut un soldat brave et courageux. Certains de ses adversaires politiques l'on ultérieurement taxé de lâcheté sur le champ de bataille; mais, en toute équité, il faut dire qu'on ne possède pas dans ses états de service le moindre témoignage à l'appui de cette accusation. Il arriva sur le front vers la fin d'octobre 1914, après à peine trois mois d'instruction, comme agent de liaison à la première compagnie du 16^e régiment bavarois d'infanterie de réserve; son unité fut décimée en quatre jours de durs combats à la première bataille d'Ypres, où les Britanniques stoppèrent l'offensive allemande en direction du Pas de Calais. Selon une lettre adressée par Hitler à son logeur de Munich, un tailleur nommé Popp, l'effectif de son régiment passa de 3 500 à 600 hommes en ces quatre jours; il n'en resta que trente officiers, et quatre compagnies durent être dissoutes.

Au cours de la guerre, Hitler fut blessé deux fois; la première le 7 octobre 1916, lors de la bataille de la Somme; il fut alors touché à la jambe. Après avoir été hospitalisé en Allemagne, retourna au régiment List (ainsi nommé à cause de son premier commandant), en mars 1917, et, promu caporal, fut engagé l'été suivant dans la bataille d'Arras et la troisième bataille d'Ypres. Son régiment fut au cœur des hostilités pendant l'ultime offensive allemande du printemps et de l'été 1918. La nuit du 13 octobre,

pendant la quatrième bataille d'Ypres, il subit sa part d'une forte attaque aux gaz des Britanniques, sur une colline au sud de Wervicq. « Je me repliai les yeux brûlants, emportant mon ultime souvenir de la guerre. Quelques heures plus tard, mes yeux s'étaient changés en charbons ardents, et l'obscurité se faisait autour de moi (2). »

Il fut deux fois décoré pour actes de bravoure. En décembre 1914, il reçut la Croix de fer de deuxième classe, et, en août 1918 celle de première classe, rarement accordée à un simple soldat dans la vieille armée impériale. Un camarade de son unité a déclaré qu'il gagna cette distinction enviée pour avoir à lui seul fait quinze Anglais prisonniers; un autre a parlé de Français. L'historique officiel du régiment List ne contient pas un mot de cet exploit, pas plus d'ailleurs que des actes individuels des nombreux combattants décorés. Quelle qu'en fût la cause, il est certain que le caporal Hitler reçut la Croix de fer de première classe. Il en fut fier jusqu'à la fin de son existence.

Par comparaison avec les autres soldats, c'était un garçon singulier; plusieurs de ses camarades l'ont dit. Il ne recevait ni lettres ni paquets, il ne demandait jamais de permission. A l'encontre de tous les militaires, il ne s'intéressait pas aux femmes. Il ne se plaignait ni de la saleté, ni des poux, ni de la boue, ni de la puanteur des tranchées, ce que faisaient pourtant les plus braves. C'était un combattant passionné, toujours terriblement sérieux, préoccupé des buts de la guerre et du destin manifeste de l'Allemagne.

Un des hommes de sa compagnie a rappelé depuis ses souvenirs : « Nous étions furieux contre lui, nous le trouvions insupportable, ce merle blanc qui ne disait pas comme nous lorsque nous maudissions la guerre

(3). » Un autre l'a décrit, assis « dans un coin de notre popote, la tête entre les mains, plongé dans ses réflexions ». Et, soudain, il bondissait, il marchait fébrilement, de-ci, de-là; il prétendait que, malgré nos grosses pièces d'artillerie, nous n'aurions pas la victoire, car les ennemis invisibles du peuple allemand représentaient un plus grand danger que le plus gros canon (4) ». Là-dessus, il se lançait dans une attaque féroce contre ces « ennemis invisibles », les Juifs et les marxistes. N'avait-il pas appris à Vienne que tout ce qui était mal venait d'eux?

Ne l'avait-il pas constaté lui-même à l'intérieur de l'Allemagne, pendant qu'il y était en convalescence à la suite de sa blessure à la jambe, reçue au milieu de la guerre? Après sa sortie de l'hôpital de Beelitz, près de Berlin, il était passé par la capitale pour aller ensuite à Munich. Partout, il avait rencontré des « scélérats » qui maudissaient la guerre et souhaitaient sa fin rapide. Les embusqués foisonnaient; en était-il d'autres que des Juifs? Il découvrit que « les bureaux étaient remplis de Juifs. Presque tous les employés étaient des Juifs, et presque chaque Juif était un employé... Durant l'année 1916-1917, la presque totalité de la production était sous la coupe de la finance juive... Le Juif volait le pays et l'écrasait sous sa domination... Je voyais avec horreur s'approcher la catastrophe (5)... » Hitler assure qu'il ne put supporter ce spectacle et qu'il fut heureux de retourner sur le front.

Il lui fut plus intolérable encore de contempler le désastre qui accabla en novembre 1918 sa patrie bien-aimée. Pour lui, comme pour presque tous les Allemands, c'était « monstrueux » et immérité. L'armée n'avait pas été vaincue par les armées, mais poignardée dans le dos par les traîtres de l'intérieur.

Ainsi se créa pour Hitler, et pour beaucoup d'Allemands, la conviction fanatique du « coup de poignard dans le dos » ; cette légende, plus que n'importe quel autre facteur, allait saper les bases de la République de Weimar et préparer la voie au triomphe du futur Führer. Or, la légende était mensongère. Le général Ludendorff, chef réel du haut commandement allemand, se déclara le 28 septembre 1918 en faveur d'un armistice « tout de suite », c'est-à-dire immédiat, et son supérieur nominal, le feld-maréchal von Hindenburg, l'appuya. Au cours d'une séance du conseil de la couronne, tenue à Berlin le 2 octobre sous la présidence de Guillaume II, Hindenburg réitéra de façon pressante la demande de trêve immédiate que présentait le haut commandement, déclarant que « l'armée était hors d'état d'attendre quarante-huit heures ». Dans une lettre écrite le même jour, Hindenburg dit nettement que la situation militaire impose l'arrêt des combats. Il ne fut pas du tout alors question de « coup de poignard dans le dos ». C'est à une date ultérieure seulement que le grand héros — pour les Allemands — de la guerre adopta le mythe. Devant la commission d'enquête de l'assemblée nationale, le 18 novembre 1919, c'est-à-dire un an après l'armistice, Hindenburg prononça ces mots : « Comme un général anglais l'a justement déclaré, l'armée allemande fut « poignardée dans le dos* ».

* *L'imputation de ces paroles à un général anglais est inexacte. Wheeler-Bennett (Wooden Titan : Hindenburg — Hindenburg, titan de bois) écrit que deux généraux britanniques — il faut reconnaître que le destin y met quelque ironie! — ont été mêlés tout à fait involontairement à la création de la légende. « Le premier fut le major général Sir Frederick Maurice, dont l'ouvrage The Last Four Months (Les quatre derniers mois) a été impudemment présenté par les journaux allemands comme établissant que l'armée fut trahie à l'intérieur par les socialistes, et non pas défaite sur les champs de bataille. » Les démentis opposés par Sir Frederick n'y firent rien, et Ludendorff utilisa ces fausses interprétations pour convaincre Hindenburg. « L'autre officier, dit toujours Wheeler-*

Bennett, fut le major général Malcolm, chef de la mission militaire britannique à Berlin. Un soir qu'il dînait avec Ludendorff, celui-ci, avec sa verbosité habituelle, prétendait que le haut commandement n'avait jamais été suffisamment aidé par le gouvernement et qu'il avait été trahi par la Révolution. Désirant condenser le sens de toutes ces paroles, le général Malcolm demanda : « Voulez-vous dire que vous avez été poignardés dans le dos ? » Ludendorff, écarquillant les yeux, sauta sur la phrase comme un chien sur un os : « Poignardés dans le dos? répéta-t-il. Oui, c'est exactement cela. Nous fûmes poignardés dans le dos. »

En fait, le gouvernement civil dirigé par le prince Max de Bade ne fut informé par le haut commandement du pourrissement de la situation militaire qu'à la fin septembre, et il résista, plusieurs semaines durant, aux instances de Ludendorff en faveur d'un armistice. Il faut avoir vécu en Allemagne entre les deux guerres pour se rendre compte à quel point l'incroyable légende fut gobée par la population. Pourtant, les faits qui la démentaient se trouvaient partout en évidence. Mais les gens de droite refusaient de les voir; ils ne cessaient de proclamer que les coupables étaient les « criminels de novembre », expression enfoncée dans les cervelles par Hitler. Peu importait que l'armée, sournoisement et lâchement, eût amené le gouvernement républicain à la signature de l'armistice demandé avec insistance par les chefs militaires et lui eût conseillé ensuite d'accepter le traité de paix de Versailles. Peu importait également que le Parti social-démocrate n'eût accepté le pouvoir en 1918 qu'à contrecœur et seulement pour préserver le pays d'une anarchie complète menaçant de conduire au bolchévisme. Or, ce parti ne fut pas responsable de l'écroulement, dont la faute tout entière repose sur l'ancien régime, détenteur de l'autorité*.

* *Quelques généraux eurent le courage de le reconnaître. Le 23 août 1924, la Frankfurter Zeitung publia sous la signature du général baron von Schœnach un article analysant les*

causes de la défaite et aboutissant à « l'inévitable conclusion que nous devons notre ruine à la suprématie de nos autorités militaires sur nos autorités civiles... En fait, le militarisme allemand s'est tout simplement suicidé. » (Cité par Telford Taylor dans Sword and Swastika, p. 16. L'épée et la croix gammée.)

Mais, cela, des millions d'Allemands refusèrent de le concéder. Il leur fallait des boucs émissaires qu'ils pussent charger du fardeau infâme de la défaite, de l'humiliation et de la misère subie. Aussi se persuadèrent-ils sans peine de les avoir décelés en ces « criminels de novembre », signataires de la capitulation et fondateurs du gouvernement démocratique qui avait remplacé l'ancienne autocratie. Hitler, dans *Mein Kampf*, revient souvent sur la jobardise des Allemands, défaut dont il allait bientôt tirer profit.

Après la visite du pasteur à l'hôpital de Pasewalk, en ce 10 novembre 1918, « je connus, écrit-il, des journées terribles et des nuits pires encore. Je savais que tout était perdu. Seuls des imbéciles, des menteurs ou des criminels pouvaient espérer quelque merci de l'ennemi. Ce fut au cours de ces nuits-là que s'éveillait et croissait en moi la haine, la haine de tous ceux qui étaient responsables de notre malheur... Criminels misérables et dégénérés! Plus j'essayais alors de me représenter l'événement monstrueux, plus je sentais mon front brûler de honte et de déshonneur. Qu'était donc la douleur qui me taraudait les yeux, comparée à cette catastrophe? »

Et plus loin : « Mon destin m'apparut alors clairement : j'allais m'engager dans la politique (6). »

Une décision qui devait se révéler capitale pour Hitler lui-même comme pour le monde entier.

Les perspectives d'une carrière politique en Allemagne n'étaient guère favorables pour cet Autrichien de trente ans, sans amis ni argent, sans emploi, ni métier, sans même un certificat de travail, et dépourvu de toute expérience dans la voie où il voulait se lancer. Hitler le comprit tout de suite. « Des journées durant, dit-il, je me demandais que faire, mais toute méditation à ce sujet m'amenait à conclure sagement que, inconnu comme je l'étais, je ne possédais aucune base pour entreprendre une activité d'une utilité quelconque (7). »

Revenu à Munich à la fin de novembre 1918, il trouva sa ville adoptive changée au point d'être méconnaissable. Là aussi, la Révolution avait éclaté, entraînant l'abdication du souverain de la dynastie des Wittelsbach. La Bavière était aux mains des sociaux-démocrates, qui établirent un « État populaire » dirigé par Kurt Eisner, écrivain juif de renom, natif de Berlin. Le 7 novembre, Eisner, silhouette familière aux Munichois à cause de sa grande barbe grise, de son pince-nez, de son immense chapeau noir et de sa petite taille, parcourut la ville à la tête de quelques centaines d'hommes et, sans qu'un coup de feu eût été tiré, occupa le parlement et le palais du gouvernement.

Le jour même, il proclama la République. Il fut assassiné trois mois plus tard par un jeune officier appartenant à la droite, le comte Anton Arco-Valley. Les ouvriers instaurèrent alors un régime de genre soviétique, qui dura peu. Le 1er mai 1919, des troupes régulières envoyées de Berlin et des volontaires d'un « corps franc » (*Freikorps*) bavarois entrèrent dans Munich et renversèrent le régime communiste, massacrant plusieurs

centaines de personnes (dont beaucoup n'appartenaient pas au parti) en représailles de l'exécution d'une douzaine d'otages par le Soviet. Un gouvernement social-démocrate fut nominalelement et provisoirement établi, mais le pouvoir politique réel en Bavière passa à la droite.

Quels étaient donc les éléments constitutifs de la droite, dans ce royaume et à cette époque chaotique? C'était l'armée régulière, c'est-à-dire la Reichswehr, et les monarchistes qui souhaitaient le retour des Wittelsbach; c'était aussi une foule de conservateurs qui méprisaient la République démocratique instaurée à Berlin. Et, de plus en plus, ce fut surtout la grande masse des démobilisés qui avaient perdu pied en 1918, déracinés, réduits au chômage et incapables de se reclasser dans la société pacifique quittée en 1914, hommes rendus brutaux et violents par la guerre, peu désireux de secouer les habitudes prises. Hitler, qui fut quelque temps l'un d'eux, a dit plus tard qu'ils étaient « devenus des révolutionnaires, partisans de la Révolution en soi et désireux de la voir régner de façon permanente ».

Des corps francs armés, surgis spontanément dans toute l'Allemagne, furent équipés en secret par la Reichswehr. On commença en général par les utiliser contre les Polonais et les Baltes sur les frontières orientales en litige; mais ils ne tardèrent pas à soutenir des complots visant au renversement du régime républicain. En mars 1920, l'une de ces formations, commandée par un aventurier, le capitaine Ehrhardt, occupa Berlin et permit au docteur Wolfgang Kapp*, médiocre politicien d'extrême-droite, de se proclamer chancelier. L'armée régulière, sous le général von Seeckt, ne broncha pas, tandis que le président de la République et le gouvernement gagnaient en désordre l'Allemagne de

l'Ouest. Le cabinet ne fut restauré que grâce à une grève générale déclenchée par les syndicats ouvriers.

* *Kapp naquit à New York le 24 juillet 1868.*

Au même moment eut lieu, à Munich, un coup d'État qui réussit davantage. Le 14 mars 1920, la Reichswehr renversa le gouvernement socialiste Hoffmann et le remplaça par un régime de droite ayant à sa tête Gustav von Kahr. Dès lors, la capitale bavaroise attira comme un aimant toutes les forces allemandes déterminées à abolir la République, à lui substituer un système autocratique et à répudier le *Diktat* de Versailles. Les condottieri du corps franc, y compris les membres de la brigade Ehrhardt, trouvèrent dans la ville refuge et bon accueil. Le général Ludendorff s'y établit avec une foule d'autres officiers mis en disponibilité et mécontents**

** *A la fin de la guerre, Ludendorff s'était enfui en Suède, affublé d'une fausse barbe et de lunettes bleues. Revenu en Allemagne en février 1919, il écrivait à sa femme : « Les révolutionnaires seraient complètement stupides de nous laisser vivre. Si jamais je retrouve le pouvoir, il n'y aura pas de pardon; avec la meilleure conscience du monde, je ferai pendre Ebert, Scheidemann et compagnie, et je les regarderai se balancer. » (Margaritte LUDENDORFF, *Als ich Ludendorffs Frau war*, p. 229. Quand j'étais la femme de Ludendorff). Ebert fut le premier président et Scheidemann le premier chancelier de la République de Weimar. Ludendorff, bien qu'adjoint d'Hindenburg, avait été le dictateur virtuel de l'Allemagne durant les deux dernières années de la guerre.*

On y fomenta des assassinats politiques tels que ceux de Matthias Erzberger, catholique et homme politique d'opinions modérées, qui eut le courage de signer l'armistice alors que les généraux se dérobaient, et de Walther Rathenau, ministre des Affaires étrangères brillant et cultivé, haï

des extrémistes parce qu'il était Juif et parce qu'il se conformait à la politique du gouvernement national en essayant de remplir au moins quelques-unes des obligations du traité de Versailles. C'est ainsi, sur ce terrain favorable de Munich, qu'Hitler pu prendre le départ pour son destin.

Quand il revint à Munich à la fin novembre 1918, il trouva son bataillon livré aux mains des « conseils de soldats ». Il en éprouva un tel dégoût, dit-il, qu'il décida « sur-le-champ de s'en aller le plus tôt possible ». Il passa l'hiver à assurer un service de garde dans un camp de prisonniers de guerre, à Traunstein, près de la frontière autrichienne, et regagna Munich au printemps. Il rapporte dans *Mein Kampf* qu'il s'attira la « désapprobation » du gouvernement de gauche et prétend qu'il n'évita l'arrestation qu'en braquant sa carabine sur trois « scélérats » venus dans cette intention. Dès le renversement du régime communiste, Hitler entreprit ce qu'il appelle sa « première activité plus ou moins politique ».

Elle consistait à fournir des renseignements à la commission d'enquête instituée par le 2^e régiment d'infanterie afin d'établir les responsabilités des hommes ayant participé au bref régime soviétique de Munich. Les services qu'Hitler rendit en cette occasion furent sans doute considérés comme satisfaisants, car on continuait de l'employer. On lui donna un poste au Bureau de la presse et des nouvelles, qui faisait partie du Département politique de la région militaire. L'armée allemande, reniant ses traditions, s'occupait maintenant activement de politique, surtout en Bavière, où elle avait fini par instaurer un gouvernement à sa convenance.

Afin de propager ses principes conservateurs, elle faisait suivre aux soldats des cours d'instruction politique, où Hitler se montra élève

attentif. Un jour, du moins d'après lui il intervint au cours d'une conférence pour protester contre une remarque en faveur des Juifs. Sa harangue antisémite dut plaire fort à ses supérieurs, car il fut bientôt nommé *Bildungsoffizier* (officier instructeur) auprès d'un régiment de Munich. Sa tâche consistait à combattre les idées « dangereuses » : pacifisme, socialisme, démocratie. C'est ainsi que l'armée concevait son rôle dans la République qu'elle était censée servir.

Hitler franchit ainsi un pas important; ce fut aussi le premier encouragement reçu dans le domaine de cette politique où il essayait de s'introduire. Avant tout, c'était la possibilité de mettre à l'épreuve ses dons d'orateur, condition essentielle, comme il l'avait toujours soutenu, à la réussite d'un politicien. « Du jour au lendemain, écrit-il, on m'offrit l'occasion tant désirée de m'adresser à un public relativement nombreux. Alors, un fait que j'avais toujours pressenti, mais seulement par intuition, se trouva confirmé : je savais (parler) ». Constatation qui, sans trop l'étonner, l'enchantait littéralement : il avait craint que les gaz respirés sur le front n'eussent affaibli sa voix. Or, il se rendait compte, à présent, qu'il était suffisamment rétabli pour se faire entendre « tout au moins dans tous les coins de nos petites chambrées d'escouade (8) ». Telles furent donc les premières manifestations d'un talent qui allait faire de lui l'orateur le plus irrésistible d'Allemagne, à telle enseigne qu'à la radio sa voix eut le pouvoir quasi magique d'entraîner les auditeurs par millions.

En septembre 1919, le Département politique de l'armée le chargea d'aller voir de près l'activité d'un groupuscule qui s'intitulait Parti ouvrier allemand. Les militaires s'inquiétaient toujours des mouvements de travailleurs, le plus souvent à prédominance socialiste ou communiste; on

pensait toutefois que celui-ci était différent. Hitler déclara d'abord que « ces gens lui étaient totalement inconnus ». Ce qui était inexact pour l'un au moins des hommes qui allaient prendre la parole à la prochaine réunion du parti en question.

Quelques semaines plus tôt, à l'occasion d'une séance d'instruction, il avait assisté à la conférence d'un nommé Gottfried Feder, ingénieur de son métier et autodidacte illuminé en économie politique. Auteur d'une théorie qui avait tourné à l'obsession, Feder rendait le capital « spéculatif » (par opposition au capital « créateur et producteur ») responsable de la plupart des maux, d'ordre matériel, dont souffrait l'Allemagne. Préconisant la suppression du premier, il avait dès 1917 créé la Ligue allemande de combat contre l'Esclavage capitaliste. Hitler, ignorant tout des problèmes économiques, fut très impressionné; le plaidoyer de Feder pour le « combat contre l'esclavage capitaliste » lui apparaissait comme « l'une des bases essentielles de la fondation d'un nouveau parti ». En même temps, il « pressentait qu'il y avait là un slogan percutant, outil précieux dans la lutte qui allait se livrer (9) ».

Au début, il n'éprouva nul intérêt pour le Parti ouvrier allemand. S'étant rendu par obéissance à la réunion qui rassembla quelque vingt-cinq personnes dans une cave obscure de la brasserie Sterneckerbräu, il n'en retira d'abord qu'une impression de morne ennui; c'était une « organisation de plus parmi tant d'autres ». A cette époque, tout individu mécontent... se croyait obligé... de fonder un nouveau parti. Partout, ces organisations sortaient de terre, pour bientôt disparaître silencieusement. A mon sens, le Parti ouvrier allemand était promis au même sort (10).

Après que Feder eut fini de parler, Hitler se disposait à partir, quand

surgit un « professeur » qui attaqua les arguments de Feder et proposa que la Bavière, rompant ses liens avec la Prusse, s'unît à l'Autriche pour fonder une nation sud-allemande. Cette tendance était alors assez répandue à Munich; mais Hitler, furieux de l'entendre exprimer se leva pour dire sa façon de penser à « ce monsieur si bien informé », comme il l'a raconté. Il le fit en termes si violents que, toujours selon lui, le « professeur » quitta la salle « comme un barbet sortant de l'eau », tandis que les assistants contemplaient le jeune orateur inconnu, « l'étonnement peint sur leurs visages ». Un homme dont Hitler déclare n'avoir pas saisi le nom, accourut et lui glissa une brochure dans la main.

L'homme était un serrurier nommé Anton Drexler; on peut dire qu'il fut le vrai fondateur du national-socialisme. Individu maladif, portant lunettes, sans instruction régulière, d'esprit indépendant, mais étroit et confus, piètre écrivain, orateur pire encore, Drexler travaillait alors aux ateliers ferroviaires de Munich. Le 7 mars 1918, il avait institué un « Comité des Ouvriers indépendants », afin de combattre le marxisme des syndicats et de créer une agitation en faveur d'une paix « juste » pour l'Allemagne. En fait, c'était une branche d'un mouvement plus vaste, fondé en Allemagne septentrionale sous le titre d'Association pour l'Établissement d'une Paix conforme aux Principes des Classes laborieuses. (Le pays fourmillait alors de petits groupes actifs qui arboraient des noms ronflants, et ce grouillement ne cessa qu'en 1933.)

Drexler ne recruta jamais plus de quarante adhérents. En janvier 1919, il fit fusionner son comité avec un groupe analogue, le Cercle politique ouvrier, dirigé par Karl Harrer, un reporter. La nouvelle organisation, dont l'effectif n'atteignait pas la centaine, s'appela Parti ouvrier allemand, et

Harrer fut son premier président. Hitler, qui ne parle guère dans *Mein Kampf* de certains de ses premiers camarades dont les noms sont oubliés aujourd'hui, loue Harrer d'être « honnête » et « sans nul doute pourvu d'une vaste culture », mais regrette que le « don d'éloquence » lui ait fait défaut. Peut-être le meilleur titre d'Harrer à une renommée passagère est-il d'avoir obstinément prétendu qu'Hitler était un méchant orateur, appréciation qui a toujours vexé le chef nazi, comme il le montre dans son autobiographie. En tout cas, c'est Drexler qui semble avoir été la force déterminante de ce Parti ouvrier allemand, pauvre en hommes et inconnu.

Le lendemain matin, Hitler entreprit l'étude de la brochure que lui avait glissée Drexler; la scène est décrite en détail dans *Mein Kampf*. Il était cinq heures du matin. Hitler ne dormait plus; selon, dit-il, son habitude, il restait allongé sur sa couchette à la caserne du 2^e régiment d'infanterie, et il regardait les souris grignoter les miettes qu'il jetait invariablement sur le sol, pour elles, la veille au soir. « J'avais tant connu la faim dans ma vie que j'imaginais facilement celle des petites bêtes, et aussi leur joie de manger. » Il se rappela la brochure et se mit à la lire. Elle était intitulée *Mon Éveil Politique*.

A sa surprise elle reflétait bon nombre des idées qu'il avait lui-même acquises depuis des années. Drexler visait surtout à édifier un parti qui se fût appuyé sûr les classes laborieuses, mais qui, au contraire des sociaux-démocrates, eût été vigoureusement nationaliste. Le serrurier, d'abord membre du Front patriotique, avait vite été déçu par l'esprit bourgeois qui y régnait et qui semblait totalement étranger aux masses. Nous avons vu qu'à Vienne Hitler avait appris à mépriser la bourgeoisie pour la même raison : son indifférence complète aux familles ouvrières et à leurs

problèmes. Les idées de Drexler soulevèrent donc son vif intérêt.

Le même jour, Hitler reçut avec surprise une carte postale l'informant qu'il était admis au Parti ouvrier allemand. « Je ne sus si je devais me fâcher ou rire. Je ne voulais pas adhérer à un mouvement fait à l'avance, mais en fonder un qui fût bien à moi. Ce qu'on me demandait était présomptueux et hors de question (11). » Il allait répondre par écrit dans ce sens, puis « la curiosité l'emporta » ; il décida de se rendre à une séance de commission à laquelle il était invité, afin d'expliquer de vive voix pour quelles raisons il n'adhérerait pas à « cette absurde petite organisation ».

La réunion devait avoir lieu à la taverne *Alte Rosenbad* ; c'était un local très délabré, situé dans la Herrenstrasse... Je passai par la salle de restaurant, déserte et mal éclairée, et j'ouvris la porte de l'arrière-salle, où je me trouvais face à face avec les membres du comité. Dans la pauvre lumière d'un bec de gaz encrassé, je vis, assis à une table, quatre hommes assez jeunes, et je reconnus parmi eux l'auteur de la brochure, qui m'accueillit tout de suite très joyeusement et me souhaita la bienvenue au sein du Parti ouvrier allemand.

A vrai dire, je fus quelque peu pris au dépourvu. On lut le procès-verbal de la séance précédente et l'on vota une motion de confiance à l'égard du secrétaire. Ce fut ensuite le rapport financier (l'association possédait sept marks et cinquante pfennigs en tout et pour tout) et le trésorier reçut quitus, mention également inscrite au procès-verbal. Ensuite, le président lut les réponses faites à une lettre de Kiel, une de Düsseldorf et une de Berlin ; chacun les approuva. On commença de lire un rapport sur le courrier reçu...

Terrible, terrible ! Impossible d'imaginer une activité de cercle plus déplorable et plus mal conduite. Allais-je adhérer à une telle organisation (12) ?

Pourtant, quelque chose, en ces hommes d'aspect minable, gravement assis dans leur salle mal éclairée, exerçait un attrait sur Hitler : « leur aspiration à un mouvement neuf, qui fût plus qu'un parti dans le sens ordinaire du mot ». Il regagna ce soir-là la caserne pour « répondre à la question la plus difficile de sa vie : fallait-il adhérer ? ». Il avoue que la

raison lui commandait de refuser. Cependant... L'insuffisance même de cette organisation donnerait à un jeune homme doué d'énergie et d'idées l'occasion « d'une véritable activité personnelle ». Hitler réfléchit à ce qu'il pourrait « apporter à cette tâche ».

Que je fusse pauvre et sans moyens d'existence me semblait ce qu'il y avait de moins gênant; mais je voyais des inconvénients à compter parmi ceux qui n'ont pas un nom, ces millions d'individus que le hasard laisse vivre ou fait mourir sans que même leur plus proche voisin s'en aperçoive; mes déficiences scolaires ne contribuaient pas non plus à arranger les choses.

Après deux jours de réflexions et d'hésitations angoissantes, je me déterminai pour l'affirmative.

Ce fut le choix le plus décisif de ma vie. Dès lors, je ne pouvais, je ne pourrais plus jamais revenir en arrière (13).

Adolf Hitler fut donc admis comme septième membre au comité du Parti ouvrier allemand.

Deux membres au moins de cet insignifiant parti méritent, au point où nous en sommes, d'être mentionnés; tous deux jouèrent un rôle important dans la montée d'Hitler. Le capitaine Ernst Röhm, de l'état-major du VII^e district militaire, avait adhéré avant lui. C'était un soldat de métier, de forte carrure, au cou de taureau, aux yeux porcins, au visage couturé de cicatrices (il avait perdu la racine du nez en 1914), doué d'un sens aigu de la politique et de dispositions naturelles d'organisateur. Comme Hitler, il haïssait à l'extrême la République démocratique et les « criminels de novembre » qu'il rendait responsables de la défaite. Il aspirait à refaire une puissante Allemagne nationaliste et, comme Hitler, il estimait que ce but ne serait atteint que par un parti s'appuyant sur les classes

populaires dont il sortait lui-même, à l'encontre de la plupart des officiers de l'armée régulière.

Homme rude, dur, despotique (et homosexuel, ainsi que tant des nazis du début), il prit une large part à la composition de ces escouades brutales qui devinrent ensuite les S.A., troupes d'assaut qu'il commanda jusqu'à son exécution par Hitler en 1934. Röehm amena au parti naissant un grand nombre de vétérans et de volontaires des corps francs, qui en formèrent la première ossature. Officier de l'armée laquelle était maîtresse en Bavière, il obtint pour Hitler et son mouvement la protection et parfois l'appui des autorités. Sans son aide, Hitler n'aurait probablement jamais eu la base de départ nécessaire pour amener le peuple à renverser la République. En tout cas, il n'aurait certainement pas pu mettre en pratique ses méthodes de terreur et d'intimidation s'il n'avait bénéficié de la tolérance du gouvernement et de la police bavaroise.

Quant à Dietrich Eckart, de vingt et un ans l'aîné d'Hitler, il fut souvent appelé le fondateur spirituel du national-socialisme. Journaliste brillant, poète et dramaturge médiocre, il traduisit *Peer Gynt* d'Ibsen et écrivit plusieurs pièces qui ne furent jamais représentées. Comme Hitler à Vienne, il mena quelque temps à Berlin une vie de bohème instable, s'adonnant à la boisson et à la morphine. Selon Heiden, il échoua dans une clinique psychiatrique, où il put enfin faire jouer ses pièces par les aliénés. A la fin de la guerre, il revint dans sa Bavière natale et parada devant un cénacle d'admirateurs à la taverne *Brennessel*, dans Schwabling, quartier des artistes munichoïses, où il prêcha la supériorité des Aryens, réclamant l'élimination des Juifs et la liquidation des « porcs » de Berlin.

Heiden, qui était alors journaliste à Munich, cite Eckart discourant en

1919 devant les habitués de la taverne *Brennessel* : « Il nous faut à notre tête un gaillard capable de résister au bruit d'une mitrailleuse. La canaille a besoin de sentir la peur jusque dans ses fonds de culotte. Nous ne pouvons pas employer un officier, car les gens ne les respectent plus. Le mieux, ce serait un ouvrier qui sache parler... Il n'est pas nécessaire qu'il soit très intelligent... Mais que ce soit un célibataire, car alors nous aurons les femmes avec nous (14). »

Il est facile de concevoir que ce poète alcoolique* trouvât en Hitler exactement l'homme qu'il cherchait. Aussi se mit-il à conseiller, assidûment et de près, le jeune espoir du Parti ouvrier allemand; il lui prêta des livres, l'aida à améliorer son allemand tant écrit que parlé; il le fit entrer dans son cercle étendu d'ami qui comprenaient non seulement certaines personnes riches qu'on persuada d'apporter leur aide financière au mouvement et l'entretien d'Hitler, mais aussi des concours futurs, tels que ceux de Rudolf Hess et d'Alfred Rosenberg. L'admiration d'Hitler ne fit jamais défaut à Eckart, et la dernière phrase de *Mein Kampf* est une expression de gratitude pour son excentrique mentor « Il fut un des meilleurs et il consacra sa vie à réveiller notre peuple par ses écrits, ses pensées et enfin ses actes (15). »

* *Eckart mourut d'éthylisme en décembre 1923.*

Tel fut le bizarre assortiment de ratés qui fondèrent le national socialisme, jetant sans le savoir les bases d'un mouvement qui allait emporter dans son sillage le pays le plus fort de l'Europe. Le noyau en fut apporté par Drexler, serrurier à l'intelligence brumeuse; l'assise « spirituelle » — partiellement — par le poète ivrogne Eckart; ce qui passait

pour une idéologie par Feder visionnaire en matière d'économie; l'appui de l'armée et des vétérans, par l'homosexuel Röhm; mais ensuite ce fut Hitler ex-vagabond âgé de trente ans et totalement inconnu, qui prit en main ce club d'arrière-boutique et le transforma en ce qui serait bientôt un parti politique formidable.

Toutes les idées qui bouillonnaient dans sa tête depuis les faméliques et solitaires journées de Vienne trouvèrent alors une forme plus concrète et suscitèrent en lui une énergie que rien dans sa formation n'avait permis de déceler. Il décida les membres timorés de son comité à organiser des réunions plus vastes, pour lesquelles il rédigea et distribua lui-même les invitations. Plus tard, il a expliqué comment, une fois, après en avoir envoyé quatre-vingts, « nous attendîmes l'arrivée des masses qui devaient faire leur apparition. Au bout d'une heure de retard, le « président » ouvrit « la séance ». Nous n'étions toujours que sept, les mêmes sept (16). » Mais Hitler ne se laissa pas décourager. Il augmenta le nombre des invitations en les faisant faire au stencil. Il recueillit quelques marks pour publier l'annonce d'une réunion dans un journal local. « Le succès, dit-il, fut positivement extraordinaire. Cent onze personnes se présentèrent. »

Il devait y prononcer son premier « discours » public, après l'allocation d'un « professeur de Munich »; mais Harrer, chef nominal du parti, éleva des objections. Hitler le raconte : « Ce monsieur, qui sous d'autres rapports était certainement honnête, se déclara convaincu que j'étais capable de faire diverses choses, mais assurément pas de parler. Or, je parlai pendant trente minutes; et ce que jusqu'alors j'avais simplement senti en moi, mais inconsciemment, fut confirmé par le fait lui-même : je savais parler (17)! » Hitler prétend que l'auditoire fut « électrisé » par son

éloquence et qu'il exprima son enthousiasme par des dons se montant à trois cents marks, somme qui pour un temps délivra le parti de ses soucis financiers.

Au début de 1920, Hitler prit en main les questions de propagande, l'une de ses grandes préoccupations depuis qu'il avait constaté leur importance chez les socialistes et les socialistes chrétiens de Vienne. Il commença tout de suite par organiser un meeting, de loin le plus important qu'eût jamais rêvé de tenir un groupe aussi pitoyablement restreint que le sien. La date choisie fut le 24 février 1920, et le lieu, la salle des fêtes de la célèbre Hofbräuhaus, qui pouvait contenir près de deux mille personnes. Ses collègues au comité le crurent fou. Harrer démissionna en manière de protestation et fut remplacé par Drexler, qui demeura sceptique*. Hitler insiste sur le fait qu'il dirigea personnellement les préparatifs. L'événement lui parut même d'une importance telle qu'il termine par sa description le premier volume de *Mein Kampf*, car, explique-t-il, ce fut à cette occasion que « le parti fit éclater son étroite enveloppe de petit club et, pour la première fois, exerça une influence déterminante sur le facteur le plus puissant de notre époque : l'opinion publique ».

* Harrer était également opposé au violent antisémitisme de Hitler; il pensait que celui-ci s'aliénerait l'appui des classes laborieuses. Tels furent les motifs réels de sa démission.

Hitler n'était pas annoncé comme orateur principal. Ce rôle fut dévolu à un certain docteur Johannes Dingfelder, médecin homéopathe, sorte de toqué qui envoyait des articles d'économie politique aux journaux sous le pseudonyme « Germanus Agricola » et qui n'allait pas tarder à sombrer dans l'oubli. La salle l'écouta dans un morne silence. Puis Hitler

prit la parole; voici comment il raconte la scène :

Il y eut un tumulte de cris et de violentes altercations dans la salle. Une poignée des vétérans les plus fidèles, avec quelques autres camarades, se battirent contre les perturbateurs... communistes et socialistes, peu à peu seulement, ils parvinrent à rétablir l'ordre. Je pus donc continuer à parler. Au bout d'une demi-heure, les bravos commencèrent couvrir les hurlements. Lorsque, presque quatre heures plus tard, la salle se vida, je sus que désormais les principes de notre mouvement ne pourraient plus être oubliés et qu'ils se répandraient parmi le peuple allemand (18).

Dans son discours, Hitler énonça pour la première fois les vingt-cinq points du Parti ouvrier allemand, hâtivement rédigé par Drexler, Feder et lui-même. La plupart des sarcasmes et d'interruptions qu'on lui avait lancés visaient en réalité des passages du programme qu'il lisait. Il n'en considéra pas moins qu'ils étaient tous adoptés, si bien qu'ils constituaient le programme officiel du Parti nazi lorsque, le 1er avril 1920, il devint le Parti national socialiste des ouvriers allemands. En 1926, pour de raisons de tactique, Hitler les déclara « inaltérables ».

Ils forment certainement un méli-mélo, un fouillis à l'usage des ouvriers, de la petite classe moyenne et des paysans; de la plupart il ne fut d'ailleurs plus question lorsque le parti arriva au pouvoir. Bon nombre d'écrivains allemands les ont ridiculisés, et le Führer lui-même éprouvait de l'embarras quand on les lui rappelait. Cependant, de même que les principes essentiels énoncés dans *Mein Kampf*, les plus importants d'entre eux furent respectés par le Troisième Reich, ce qui entraîna des conséquences désastreuses pour des millions d'hommes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne.

Le premier point revendiquait l'union de tous les Allemand dans une

Grande Allemagne. N'était-ce pas exactement ce que le chancelier Hitler exigea et obtint quand il annexa l'Autriche, avec ses six millions d'Allemands, et quand il occupa le pays des Sudètes et ses trois millions d'Allemands? Et n'est-ce pas parce qu'il réclama le retour de Dantzig et des autres régions de Pologne où prédominait la race germanique que l'Allemagne, en attaquant cette nation, déclencha la deuxième guerre mondiale ?

Ne peut-on ajouter qu'une des causes des malheurs universels fut l'attitude de tant de gens qui voulaient ignorer ou prendre à la légère les aspirations nazies, tout ce programme pourtant précisé noir sur blanc ? A coup sûr, les points de caractère antisémite, préconisés au meeting de la brasserie de Munich le soir du 24 février 1920 constituaient un avertissement des plus alarmants; ils précisait que les Juifs d'Allemagne seraient exclus des emplois publics et de la presse, et même privés de leur citoyenneté; en outre, tous ceux qui étaient entrés dans le pays après le 2 août 1914 devaient en être expulsés.

Un bon nombre de ces paragraphes faisaient visiblement appel aux sentiments nourris par les classes laborieuses à une époque où, se trouvant dans la pauvreté, elles prêtaient volontiers l'oreille aux slogans socialistes et même communistes. Le point 11, par exemple, réclamait l'abolition des revenus qui n'étaient pas le fruit du travail; le point 12, la nationalisation des cartels; le point 13, le partage avec l'État des bénéfices réalisés par la grosse industrie; le point 14, la suppression des loyers ruraux et de la spéculation en matière de terrains. Le point 18 exigeait la peine capitale pour les traîtres, les usuriers et les profiteurs. Le point 16, qui préconisait le maintien d'une « classe moyenne saine », prônait l'expropriation des

grands magasins et leur location, à bas prix, à de petits commerçants. Ces revendications avaient été insérées dans le programme sur la demande de Drexler et de Feder, qui sans doute croyaient au « socialisme » des nationaux-socialistes. Par la suite, ces idées se révélèrent plutôt gênantes, lorsque les gros industriels et propriétaires fonciers commencèrent à faire affluer l'argent dans les caisses du parti; bien entendu, il ne fut jamais question d'ennuyer ces généreux bailleurs de fonds.

Il y eut en fin de compte deux points de ce programme qu'Hitler appliqua dès qu'il fut chancelier. Le point 2 exigeait l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain. Le point 25, le dernier, préconisait « la création d'un fort pouvoir central de l'État ». Ainsi que les points 1 et 2, qui réclamaient la réunion de tous les Allemands dans un seul Reich et l'abolition des traités de paix, le point 25 fut inséré dans le programme à la demande expresse d'Hitler. On voit par là combien, même à ce moment où son parti était à peu près inconnu en dehors de Munich, il entrevoyait déjà des buts plus lointains, fût-ce au risque de perdre les voix populaires dans son propre district.

Les Bavarois, alors fortement séparatistes et en désaccord continu avec le gouvernement de Berlin, aspiraient à une certaine décentralisation afin de se gouverner eux-mêmes. En fait, ils ne s'en privaient pas, et les différents États acceptaient très mal l'autorité de la capitale prussienne. Hitler non seulement convoitait le pouvoir en Bavière, mais espérait aussi parvenir un jour à l'exercer dans tout le Reich. Pour l'obtenir et le conserver, le régime dictatorial qu'il envisageait déjà devait se caractériser par la force et par la centralisation; il lui fallait aussi supprimer la demi-autonomie des États qui avaient chacun son parlement et son

gouvernement, sous la République de Weimar comme au temps des Hohenzollern. Un des premiers actes du futur Fürher, après le 30 janvier 1933, fut justement l'exécution rapide du point 25, que peu de gens avaient remarqué ou pris au sérieux. Nul ne saurait donc prétendre qu'Hitler n'ait pas tout de suite, suffisamment et par écrit, annoncé ses intentions à cet égard.

Une rhétorique enflammée, un programme avancé, du genre fourre-tout, présentaient certes des avantages pour un parti nouveau-né, cherchant à attirer l'attention et à s'assurer le soutien des masses; mais c'était insuffisant, et Hitler entreprit d'obtenir plus, beaucoup plus. Ce fut alors qu'apparurent et se firent sentir les premières manifestations de son génie personnel. Il estimait en effet que ces masses avaient besoin non seulement d'idées — de quelques idées simples dont il ne cesserait de leur marteler crâne —, mais aussi de symboles auxquels s'attacherait leur foi, de couleurs et de défilés qui les soulèveraient, et surtout d'actes de terreur et de violence qui, s'ils réussissaient, attireraient des membres nouveaux et leur donneraient un sens de puissance et de supériorité sur leurs compatriotes. Les Allemands ne penchent-ils pas tous vers la force et vers les forts ?

A Vienne, il avait observé avec intérêt ce qu'il appelait « l'infâme terreur spirituelle et physique » qu'à son sens les sociaux-démocrates employaient contre leurs adversaires politiques. Il se mit à l'utiliser dans sa campagne anti-socialiste : d'abord, des soldats démobilisés furent chargés de faire taire les interrupteurs dans les réunions publiques et de les jeter dehors au besoin. Les mots « national socialiste » furent ajoutés au nom de Parti ouvrier allemand, qui devint ainsi Parti national socialiste

ouvrier allemand (*National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei*, N.S.D.A.P.).

Bientôt après, dans l'été 1920, Hitler enrôla des « durs » pour former des troupes de choc (*Ordnertruppe*), qu'il plaça sous le commandement d'Emil Maurice, horloger et repris de justice. Elles se camouflèrent quelque temps en « Section gymnastique et sportive » du parti, afin d'éviter leur dissolution par Berlin; mais, le 5 octobre 1921, elles prirent le nom officiel de *Sturmabteilung*, d'où vient l'abréviation S.A. Ces troupes choc, revêtues d'uniformes bruns et recrutées surtout par les anciens des corps francs, furent placées sous les ordres de Johann Ulrich Klitzsch, adjoint du capitaine Ehrhardt, arrêté à la suite de l'assassinat d'Erzberger et libéré depuis peu.

Ces voyous en uniforme, non contents de maintenir l'ordre dans les réunions nazies, entreprirent bientôt de saboter celles des autres partis. Un jour, en 1921, Hitler en personne mena ses troupes d'assaut à l'attaque d'un meeting où devait parler un fédéraliste bavarois nommé Ballerstedt. L'orateur fut rossé, ce qui valut à Hitler trois mois de prison dont il ne fit d'ailleurs qu'un seul. Ce fut sa première détention. A sa sortie, il fut considéré comme une sorte de martyr, et sa popularité s'en accrut. « C'est parfait, déclara-t-il aux policiers. Nous avons obtenu ce que nous voulions : Ballerstedt n'a pas pu parler. » Quelques mois plus tard, en public, il affirmera : « Dorénavant, le Mouvement national socialiste empêchera, implacablement et s'il le faut par la force, toute réunion ou conférence de nature à troubler l'esprit de nos compatriotes (19). »

Au cours de l'été 1920, Hitler, artiste raté mais maître en propagande, eut ce qu'il faut vraiment qualifier un trait de génie. Il avait compris que le

parti avait surtout et avant tout besoin d'un emblème, d'un drapeau, d'un symbole traduisant les buts et l'esprit de la nouvelle organisation, frappant l'imagination des masses; seule une bannière spectaculaire avait des chances d'être suivie par des milliers d'hommes et de les conduire au combat. Après avoir longuement réfléchi et esquissé de nombreux projets, il jeta son dévolu sur un drapeau rouge, frappé au centre d'un cercle blanc portant un svastika noir. La croix gammée (*Hakenkreuz*), empruntée d'ailleurs à une époque infiniment plus reculée, allait devenir l'effrayant symbole du Parti nazi et finalement de l'Allemagne nazie. Cependant, tout en se livrant dans *Mein Kampf* à une longue dissertation sur ce sujet, Hitler ne dit pas d'où lui vint l'idée d'utiliser le svastika.

La croix gammée est pourtant ancienne, aussi ancienne que l'homme sur notre planète. On l'a retrouvée dans les ruines troyennes, égyptiennes, chinoises. Je l'ai vue en Inde, parmi de vieilles reliques hindoues et bouddhistes. Pour revenir à des temps plus récents, disons qu'elle apparut à titre d'emblème officiel dans certains États baltes comme l'Estonie et la Finlande, où les hommes des corps francs allemands purent la contempler pendant les combats de 1918-1919. La brigade Ehrhardt l'arbora sur ses casques d'acier quand elle fit son entrée à Berlin lors du putsch Kapp de 1920. Hitler l'avait certainement aperçue en Autriche, figurant parmi les emblèmes d'un des mouvements antisémites; peut-être la remarqua-t-il aussi lorsque la brigade Ehrhardt vint à Munich. Il dit en tout cas que de nombreux dessins proposés par des membres de son parti comprenaient invariablement un svastika, ajoutant « qu'un dentiste de Sternberg » apporta le projet d'un drapeau « qui n'était pas mal du tout et très proche du mien ».

Quant aux couleurs, il va de soi qu'Hitler rejeta celles, noir-rouge-or, de la République haïe de Weimar. Il ne voulut pas davantage adopter celles de l'ancien drapeau impérial rouge-blanc-noir; mais elles lui plaisaient, non seulement parce qu'elles forment, selon son expression, « la plus brillante harmonie qui soit », mais aussi parce que c'étaient celles de l'Allemagne pour laquelle il avait combattu. Toutefois, il fallait les disposer différemment, et c'est pourquoi elles subirent l'addition du svastika.

Ravi de sa création, Hitler s'écrie dans *Mein Kampf* : « C'est un symbole véritable! » « Dans le *rouge*, nous voyons l'idée sociale du mouvement; dans le *blanc*, l'idée nationaliste; dans le *svastika*, la mission de la lutte que nous menons pour la victoire de l'homme aryen (20). »

Bientôt, un brassard marqué du svastika fut adopté pour l'uniforme des troupes d'assaut et pour les membres du parti; et, deux ans plus tard, Hitler dessina le projet des étendards nazis qui allaient figurer dans les grandes parades et orner les estrades des réunions publiques. Imités des enseignes romaines, ils consistaient en une croix gammée de métal noir, avec une couronne d'argent surmontée d'une aigle; au-dessous, les initiales N.S.D.A.P sur une plaque rectangulaire métallique d'où pendaient des cordes à glands et qui figurait un drapeau à svastika, avec la devise « *Deutschland, erwache!* » (« Allemagne, éveille-toi! »).

Sans être de l'art, c'était de la propagande de premier ordre. Les nazis possédèrent dès lors un symbole supérieur à ceux de tous les autres partis. La croix gammée semblait posséder un pouvoir magique propre et montrer une voie nouvelle aux catégories modestes des classes moyennes, dépourvues de sécurité matérielle, hésitantes pendant ces premières années de l'après-guerre. Aussi commencèrent-elles à affluer sous le

drapeau qui la portait.

Pendant l'été 1921, Hitler, dont les débuts d'agitateur avaient révélé des promesses si étonnantes, s'arrogea la direction du parti sans rencontrer de résistance. En cette occasion, il donna à ses compagnons un premier témoignage du caractère implacable et de l'habileté tactique qui allaient lui valoir, dans des circonstances plus graves, le succès que l'on sait.

Au début de l'été, Hitler s'était rendu à Berlin pour contacter les éléments nationalistes d'Allemagne du Nord et pour prendre la parole au Club national, leur quartier général et centre d'études. Désireux d'examiner la possibilité d'étendre son mouvement, confiné jusqu'alors en Bavière, au reste de l'Allemagne, il espérait conclure à cette fin des alliances avantageuses. Profitant de son absence, les autres membres du comité du Parti nazi estimèrent le moment venu pour eux de s'opposer à son autorité, trop absolue à leur gré. Ils envisagèrent de s'entendre avec des groupes analogues d'Allemagne du Sud, notamment le « Parti socialiste allemand », qu'était en train de former à Nuremberg Julius Streicher, antisémite peu estimé, ennemi et rival d'Hitler. Les membres du comité pensaient qu'une fusion éventuelle de ces groupes et de leurs ambitieux dirigeants avec le Parti nazi diminuerait la position de leur collègue absent.

Flairant la menace, Hitler revint en hâte à Munich pour annihiler les intrigues de ces « idiots », ainsi qu'il les appelle dans *Mein Kampf*. Il présenta sa démission, mais les membres du comité ne tardèrent pas à comprendre qu'ils ne pouvaient se passer de lui, leur orateur le plus vigoureux, leur meilleur organisateur et propagandiste. En outre, c'était lui qui apportait la plus grande partie des ressources financières, sous la

forme de fonds recueillis aux meetings où il prenait la parole, et aussi d'autres sources, de l'armée par exemple. Son départ eût signifié la ruine du mouvement à peine sorti des limbes. Le comité refusant donc sa démission, Hitler se sentit indispensable et exigea de ses collègues une capitulation complète : sa reconnaissance comme chef unique, des pouvoirs dictatoriaux, la suppression du comité, la fin des intrigues avec d'autres groupes tels que celui de Streicher.

Ils trouvèrent ces prétentions excessives. Sous l'impulsion du fondateur, Anton Drexler, ils dressèrent un réquisitoire et le publièrent en brochure. Hitler ne fut jamais plus durement censuré par son propre parti, c'est-à-dire par ceux qui connaissaient de première main son caractère et ses méthodes d'action.

Le goût de l'autorité et son ambition personnelle ont déterminé M. Hitler à rejoindre son poste après un séjour à Berlin, qui a duré six semaines et dont le sujet n'a pas encore été dévoilé. Il considère que le moment se prête à semer la dissension et le schisme dans nos rangs, en utilisant les individus douteux qui se cachent derrière lui, et, par là, à favoriser les intérêts des Juifs et de leurs amis. Il apparaît de plus en plus clairement que son plan consiste tout simplement à se servir du Parti national socialiste comme d'un tremplin, pour mieux atteindre ses buts immoraux, et s'emparer de la direction, afin d'être en mesure de contraindre le parti à s'engager dans une voie différente quand l'instant psychologique sera venu. Ces faits sont nettement prouvés par un ultimatum qu'il a récemment envoyé au comité; entre autres choses, il exige d'exercer sur le mouvement une dictature absolue et sans partage; il réclame aussi la suppression du comité, sans en excepter le serrurier Anton Drexler, notre fondateur...

Et comment mène-t-il sa campagne? Comme un Juif Il dénature tous les faits... Nationaux socialistes, décidez votre conduite envers de tels personnages. Ne vous y trompez pas. Hitler est un démagogue... Il se croit capable... de vous faire avaler n'importe quelles histoires, sans aucun rapport avec la vérité (21).

Quoique leur substance fût affaiblie par un antisémitisme stupide

(Hitler se conduisant en Juif!), ces accusations étaient en fait exactes; mais leur publication ne valut pas à leurs auteurs les résultats escomptés. Hitler s'empessa d'entamer un procès en diffamation contre les auteurs du pamphlet, avec ce résultat que Drexler lui-même fut contraint de renier ses allégations au cours d'une réunion publique. Puis, en deux séances tenues par le parti, Hitler dicta ses conditions de paix. Les statuts furent modifiés de façon à éliminer le comité et donner au président, c'est-à-dire à Hitler, des pouvoirs absolus. Drexler, humilié, fut néanmoins nommé président honoraire ; bientôt, il ne fut même plus question de lui*. Heiden compare ce succès à la victoire des Chevaliers du Roi sur les Têtes rondes de Cromwell. En réalité, elle signifiait bien plus que cela. En effet, c'est à cette occasion que fut établi le « principe du chef » (Führerprinzip) qui allait devenir la loi d'abord du Parti nazi, et ensuite celle du Troisième Reich. Ainsi, le « Führer » faisait son entrée sur la scène allemande.

* En 1923, Drexler quitta le parti. De 1924-1928, il fut vice-président de la Diète Bavaroise. Réconcilié avec Hitler en 1930, il n'eut plus d'activité politique. Comme fait remarquer Heiden, il eut le sort de tous les précurseurs.

Le « Führer » se mit immédiatement à l'œuvre pour réorganiser l'appareil du parti. L'arrière-salle lugubre de la *Sterneckerbräu*, « caveau funéraire plutôt que bureau » fut abandonnée pour des locaux clairs et vastes, dans une autre taverne, située Corneliusstrasse. On acheta — à tempérament — une vieille machine à écrire, puis successivement un coffre-fort, des classeurs à tiroirs, des sièges, on fit installer le téléphone et, pour finir, on s'offrit même le luxe d'un secrétaire à plein temps.

Entre-temps, la caisse, désespérément vide jusqu'alors, avait

commencé à se remplir. Près d'un an plus tôt, en décembre 1920, le parti avait fait l'acquisition d'une feuille agonisante et endettée, le *Völkischer Beobachter*, bihebdomadaire de racontars antisémites. La provenance exacte des soixante mille marks nécessaires à cet achat était un secret qu'Hitler gardait soigneusement; on finit cependant par savoir qu'Eckart et Röhm les avaient obtenus du major-général Ritter von Epp, ancien supérieur de ce dernier dans la Reichswehr et lui-même membre du parti. Très probablement, la somme fut prélevée sur les fonds secrets de l'armée. Au début de 1923, le *Völkischer Beobachter* se transforma en quotidien.

Dès lors, Hitler disposait de l'outil indispensable à tout mouvement politique allemand : un journal qui prêche sa doctrine. Les frais occasionnés par la publication quotidienne furent couverts d'une façon qui aurait sans doute bien surpris certains « durs » prolétaires du parti : grâce au concours généreux de Mme Hélène Bechstein, femme du riche facteur de pianos. Dès sa première rencontre, le jeune agitateur lui fut sympathique; elle le pria de vivre à l'hôtel Bechstein pendant ses séjours à Berlin, organisa des réceptions où se rendaient des gens riches et donna elle-même des sommes importantes au mouvement. D'autre part, une partie de l'argent consacré au nouveau journal fut apporté par une douairière balte, Mme Gertrud von Seidlitz, actionnaire de fabriques de papier prospères en Finlande.

En mars 1923, un diplômé de l'université américaine Harvard, Ernst (Putzi) Hanfstaengl, fils d'une Américaine et dont la famille opulente et cultivée possédait une maison d'édition d'art à Munich, consentit au parti un prêt de mille dollars gagé sur le *Völkischer Beobachter**.

* Dans ses souvenirs, intitulés *Unheard Witness*, Hanfstaengl dit que son premier contact

avec Hitler fut établi par un Américain. Il s'agit du capitaine Truman Smith, alors attaché militaire adjoint à Berlin. En novembre, Smith fut envoyé par son ambassade à Munich afin de se renseigner sur un obscur agitateur appelé Adolf Hitler et son Parti ouvrier national socialiste, récemment fondé. Pour un jeune officier de métier de l'armée américaine, le capitaine Smith a montré de remarquables aptitudes à l'analyse politique. A Munich, en une seule semaine, du 15 au 22 novembre, il sut rencontrer Ludendorff, le prince héritier Rupprecht et une douzaine de leaders bavarois; la plupart lui dirent qu'Hitler était un astre naissant et que son mouvement prenait rapidement de l'importance. Smith n'hésita pas; il assista à un meeting en plein air où Hitler prit la parole. « Jamais rien vu de pareil dans ma vie », nota-t-il tout de suite après dans son Journal. « Rencontré Hitler; il m'a promis pour lundi un entretien où il m'expliquerait ses intentions. » Le lundi, Smith se rendit au domicile d'Hitler — « une petite chambre nue, au deuxième étage d'une maison délabrée » — et il eut une longue conversation avec le futur dictateur, qui était à peine connu hors de Munich. L'attaché militaire adjoint commença son Journal de ce soir-là par les mots : « Un extraordinaire démagogue! J'ai rarement écouté un homme aussi logique et aussi fanatique. » On était le 22 novembre 1922.

Juste avant de quitter Munich le soir même, Smith vit Hanfstaengl, lui parla de sa conversation avec Hitler et lui conseilla de l'observer. Le chef nazi devait parler à un meeting, précisément ce soir-là et Smith donna à Hanfstaengl son billet pour la tribune de la presse. Ce dernier, comme tant d'autres, fut émerveillé par la façon de l'orateur, se mit à sa recherche à la fin de la réunion et ne tarda pas à se convertir au nazisme.

De retour à Berlin, ville qui se souciait fort peu d'Hitler à cette époque, Smith rédigea un rapport long et circonstancié que l'ambassade transmit à Washington le 25 novembre 1922. Si l'on tient compte de la date, le document est remarquable :

« La force politique la plus active en Bavière actuellement, écrivait Smith, est le Parti ouvrier national socialiste. Moins parti politique que mouvement populaire, il doit être considéré comme le pendant bavarois du fascisme italien... Il a récemment acquis une influence politique tout à fait disproportionnée à ses effectifs présents...

« Dès le début, Adolf Hitler a été la force qui domine le mouvement, et la personnalité de cet homme a certainement constitué un des premiers facteurs de sa réussite... L'habileté dont il dispose pour influencer une réunion populaire est surprenante. Dans les conversations privées, il s'est montré un interlocuteur vigoureux et logique, caractère qui, renforcé par une conviction fanatique, fit sur un auditeur neutre une très profonde impression. »

Le colonel Smith, qui occupa le poste d'attaché militaire auprès de l'ambassade américaine à Berlin durant les premières années du régime nazi, a aimablement mis à la disposition de l'auteur son Journal et les notes relatives à son voyage à Munich. Ces pièces ont été d'une valeur inappréciable pour la composition du présent chapitre.

Ce prêt de 1 000 dollars, somme fabuleuse en cette époque d'inflation, constitua une aide immense pour le parti et pour son journal; mais l'amitié

des Hanfstaengl ne se borna pas à ce concours financier. Ils furent l'une des premières « grandes familles » de Munich à ouvrir leurs portes au jeune politicien des rues. Putzi Hanfstaengl se lia avec Hitler, qui plus tard lui confia la direction du service de la presse étrangère dans le parti. Excentrique, dégingandé, il avait un esprit sardonique qui rachetait un peu son intelligence sans profondeur. Virtuose du piano, il lui arrivait souvent le soir, et même après qu'Hitler eut pris le pouvoir à Berlin, de quitter un cercle de camarades pour se rendre à une invitation pressante du Führer. On prétendait que son jeu — il martelait l'instrument avec fureur — et ses facéties reposaient Hitler, et parfois le réjouissaient après une journée fatigante. Plus tard, cet ancien étudiant de Harvard, étrange mais de commerce agréable, dut, comme tant d'autres parmi les premiers compagnons d'Hitler, quitter le pays, où sa vie était en danger*.

** Hanfstaengl passa une partie de la deuxième guerre mondiale à Washington, prétendument comme interné ennemi, mais en fait comme « conseiller » du gouvernement des États-Unis pour l'Allemagne nazie. Ce rôle final de sa vie, qui semblait particulièrement ridicule aux Américains qui le connaissaient et connaissaient son pays devait l'amuser fort.*

A cette époque, la plupart des hommes qui allaient devenir les plus proches collaborateurs d'Hitler appartenaient déjà au parti ou allaient bientôt y entrer. Rudolf Hess adhéra en 1920. Fils d'un négociant en gros allemand domicilié en Égypte, il avait passé ses quatorze premières années dans ce pays, puis fait son éducation en Rhénanie. Pendant la guerre, il fut d'abord fantassin, dans le régiment List où servait Hitler; cependant, les deux hommes ne se connurent point alors; blessé deux fois il devint aviateur. Après la guerre, il s'inscrivit à l'université de Munich pour

étudier les sciences économiques; mais il semble avoir surtout distribué des tracts antisémites et combattu dans plusieurs des bandes armées qui opéraient alors en Bavière. Il était au cœur des hostilités lorsque le régime des soviets fut renversé à Munich, le 1er mai 1919; il fut d'ailleurs blessé à la jambe. Un an plus tard, il alla entendre Hitler, fut enthousiasmé par son éloquence, entra au parti et bientôt devint un de ses amis intimes et partisans dévoués, en même temps que son secrétaire. Ce fut lui qui fit connaître à Hitler les idées en matière de géopolitique du général Karl Haushofer, qui enseignait cette science à l'université.

Hitler s'était intéressé à Hess à cause d'un essai (qui fut primé), écrit par celui-ci pour une soutenance de thèse et intitulé : « Comment doit être constitué l'homme qui dirigera l'Allemagne pour qu'elle reprenne sa place? »

Là où toute autorité s'est évanouie, seul un homme venu du peuple peut la rétablir... Plus profond est l'enracinement du dictateur dans les vastes masses populaires, mieux il sait les traitements psychologiques à leur appliquer, moins les travailleurs se méfieront de lui, plus nombreux seront les partisans qu'il s'attachera parmi les rangs les plus énergiques de la population. Lui-même, il n'a rien de commun avec la masse; comme tous les grands hommes, il est d'abord une personnalité... Si la nécessité l'ordonne, il ne recule pas devant l'effusion de sang. Les grandes questions sont toujours réglées par le sang et par le fer... Afin d'atteindre ses buts, il est prêt à marcher sur les corps de ses meilleurs amis... Celui qui fait la loi procède avec une implacabilité terrible... S'il en est besoin, il les piétinera (les gens) avec des bottes de grenadier (22)...

Il n'est pas étonnant qu'Hitler se soit senti attiré vers le jeune homme qui avait ainsi tracé un portrait du chef qu'il n'était pas encore, mais qu'il voulait devenir, — et qu'il devint. En dépit de son application et de sa solennité, Hess resta un individu d'intelligence limitée, toujours prêt à

accueillir les idées folles et capable de les adopter avec un enthousiasme de fanatique. Presque jusqu'à la fin, Hitler eut peu de partisans plus dévoués, et en qui il eut plus confiance, que Rudolf Hess; on peut aussi le compter parmi ceux, bien rares, qui n'ont pas brûlé d'ambition égoïste.

Alfred Rosenberg, quoiqu'on l'ait souvent salué comme le « chef intellectuel » du Parti nazi et même comme son « philosophe », était également d'intelligence médiocre. Par sa nationalité d'origine autant que par sa formation, c'était un Russe. Ainsi que beaucoup d'« intellectuels » russes, il avait des origines germano-baltes. Fils d'un cordonnier, il naquit le 12 janvier 1893 à Reval (maintenant Tallinn), ville de l'Estonie qui appartenait à l'empire tsariste depuis 1721. Il choisit de faire ses études en Russie plutôt qu'en Allemagne et obtint un diplôme d'architecture de l'université de Moscou en 1917. Il passa dans cette ville les années de la Révolution bolchévique; il est possible — ses ennemis dans le Parti nazi l'ont assuré — qu'il ait alors caressé l'idée de se joindre aux communistes. En 1918, cependant, il revint à Reval, voulut s'engager dans l'armée allemande quand elle y arriva et fut refusé comme étant « Russe ». Vers la fin de 1918, il se rendit à Munich et commença par se manifester dans les milieux des émigrés Russes Blancs.

Il fit la connaissance d'Eckart et, par lui, celle d'Hitler, et il adhéra au parti à la fin de 1919. Le lauréat d'un examen d'architecture devait fatalement imposer à celui qui n'avait même pas pu entrer dans une école consacrée à cet art. Hitler fut également impressionné par la « science » de Rosenberg; la haine des Juifs et des bolchéviques professée par le jeune Balte lui plut... Peu avant la mort d'Eckart, vers la fin de 1923, il le nomma rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*, et, durant de nombreuses

années, il continua de travestir cet esprit dépourvu de la moindre clarté, ce « philosophe » brouillon et superficiel, en guide intellectuel du Mouvement nazi, en même temps qu'il faisait de lui une des premières autorités en politique étrangère.

Comme Rudolf Hess, Hermann Goering était arrivé à Munich quelque temps après la guerre, sous l'apparent motif d'étudier à l'université les sciences économiques, et, comme lui, il subit la fascination exercée par Hitler. Grand héros national, dernier commandant de la célèbre escadrille de combat Richthofen, titulaire de l'ordre Pour le Mérite, la plus haute décoration militaire allemande, il lui sembla plus difficile qu'à la majorité des vétérans de revenir au calme train-train de la vie civile en temps de paix. Il se fit pour un temps pilote de transport au Danemark, puis en Suède.

Il lui arriva un jour d'emmener à bord de son appareil le comte Eric von Rosen au domaine que celui-ci possédait à quelque distance de Stockholm; invité au château, il tomba amoureux de la sœur de la comtesse, Carin von Kantzow, née baronne Fock et l'une des beautés de la Suède. Des difficultés survinrent : la jeune femme était non seulement épileptique, mais également mariée et mère d'un fils de huit ans; elle put cependant faire rompre son union et épouser le jeune et vaillant aviateur. Très riche, elle alla habiter Munich avec lui; ils y menèrent grand train et il s'inscrivit à l'université.

Il n'y resta pas longtemps. Il fit en 1921 la connaissance d'Hitler, s'inscrivit au parti, contribua généreusement à sa trésorerie (et aux besoins personnels du futur Führer), employa son infatigable énergie à aider Roehm dans l'organisation des troupes d'assaut et, un an plus tard, en

1922, fut nommé chef des S.A.

Une quantité d'individus, moins connus et généralement moins reluisants, se glissèrent dans le cercle qui gravitait autour du dictateur du parti. Max Amann, premier sergent d'Hitler au régiment List, homme rude et grossier, mais organisateur capable, fut chargé de l'administration et du *Völkischer Beobachter*; il ramena rapidement l'ordre dans les affaires de l'une et de l'autre. Comme garde du corps personnel, Hitler choisit Ulrich Graf, lutteur amateur, apprenti boucher et bagarreur de renom. Il prit pour « photographe de cour », en lui conservant pendant des années ce privilège exclusif, Heinrich Hoffman, un boiteux, d'une fidélité absolue et profitable, puisqu'elle finit par faire de lui un millionnaire. Autre bagarreur réputé : Christian Weber, marchand de chevaux, naguère chargé d'expulser les clients récalcitrants dans un mauvais lieu de Munich et fameux buveur de bière.

En ces temps-là, Hitler gardait souvent près de lui Hermann Esser, son rival en prouesses oratoires, dont les articles antisémites étaient une des attractions du *Völkischer Beobachter*. Il ne faisait pas mystère d'avoir été généreusement entretenu par plusieurs femmes. Maître-chanteur notoire, n'hésitant pas à menacer ses camarades de les « dénoncer » quand ils n'étaient pas d'accord avec lui, Esser finit par dégoûter tellement des hommes plus anciens que lui dans le parti et plus convenables qu'ils demandèrent sa radiation. « Je sais qu'Esser est une canaille, répliqua Hitler publiquement, mais je ne le lâcherai pas tant qu'il pourra m'être utile (23). » Et ce fut là son attitude à l'égard de presque tous ses proches collaborateurs, si fangeux que fût leur passé — ou même leur présent. Assassins, souteneurs, homosexuels, cocaïnomanes ou simples voyous,

tous lui étaient bons, pourvu qu'ils servissent ses desseins.

C'est ainsi, par exemple, qu'il protégea presque jusqu'au dernier moment Julius Streicher. Ce sadique, ancien instituteur, futur des hommes les plus indignes qui entourèrent Hitler de 1922 à 1939, année où survint enfin sa chute. Débauché, fier de ses fornications, et qui rançonnait les maris de ses maîtresses, il bâtit sa fortune et sa réputation sur son antisémitisme fanatique. L'hebdomadaire de triste renom qu'il dirigeait, *Der Stürmer*, foisonnait d'histoires nauséuses relatant des crimes sexuels et des « meurtres rituels » attribués aux Juifs; son obscénité allait jusqu'à dégoûter de nombreux nazis; c'était le parfait pornographe. On l'appelait « le roi sans couronne de la Franconie »; il opérait à Nuremberg, où il faisait la loi et où nul ne pouvait le contrarier ou lui déplaire sans risquer la prison et la torture. Le jour où je le contemplai au banc des accusés à Nuremberg, passible de la peine capitale comme criminel de guerre, c'était la première fois que je le voyais sans un fouet à la main ou à la ceinture. Il se vantait en riant des innombrables flagellations auxquelles il s'était livré.

Tels furent les hommes qu'Hitler groupa autour de lui dans les premières années où il s'élança à la conquête de la dictature, dans un pays qui avait donné au monde Luther, Kant, Goethe, Schiller, Bach, Beethoven et Brahms.

Le 1er avril 1920, jour où le Parti ouvrier allemand se transforma en Parti national socialiste ouvrier allemand (nom d'où provient l'abréviation « nazi »), Hitler quitta définitivement l'armée. Il allait désormais mettre tout son temps au service du mouvement qu'il avait créé et il n'en accepta jamais aucune rémunération.

On peut donc se demander de quoi il vivait. Ses compagnons de

travail dans le parti s'en étonnèrent souvent. La question fut carrément posée par les accusations que ses collègues du comité dressèrent contre lui en juillet 1921, et dans les termes suivants : « Quand un de nos membres l'interroge sur ses moyens d'existence et sur sa précédente profession, il ne manque jamais de s'énerver et de s'irriter. Jusqu'à présent, il n'a jamais répondu à ces questions. Sa conscience ne saurait donc être claire à cet égard, étant donné surtout que ses relations fréquentes avec les dames, devant lesquelles il plastronne comme « roi de Munich », coûtent beaucoup d'argent. »

Hitler répondit à la question dans l'action reconventionnelle qu'il intenta aux auteurs des accusations. Lorsque le tribunal lui demanda quels étaient exactement ses moyens d'existence, il déclara : « Lorsque je parle pour le compte du Parti national socialiste, je ne prends pas d'argent pour moi; mais je parle aussi pour d'autres organisations... et en ce cas, bien entendu, j'accepte une rémunération. Je déjeune aussi avec différents camarades à tour de rôle. En outre, quelques camarades de mon parti m'aident dans des proportions modestes (24). »

Ces paroles serraient probablement de très près la vérité. Il n'est pas douteux que certains de ses amis, fort à l'aise, comme Dietrich Eckart, Goering et Hanfstaengl, lui « avancèrent » des sommes pour son loyer, son habillement et sa nourriture. Ses besoins étaient réduits. Jusqu'en 1929, il occupa un logement de deux pièces dans un quartier habité par la petite bourgeoisie, Thierschstrasse, près de l'Isar. L'hiver, il portait un vieil imperméable, que ses nombreuses photographies firent connaître dans toute l'Allemagne. En été, on le voyait souvent vêtu d'une de ces culottes courtes (*Lederhosen*) que les Bavarois affectionnent quand le temps s'y

prête. En 1923, Eckart et Esser découvrirent le *Platterhof*, auberge située près de Berchtesgaden et pouvant servir de villégiature estivale à Hitler et à ses amis. Il s'éprit de ce joli pays montagneux, et il y fit ultérieurement construire le Berghof, villa spacieuse qui serait sa maison et où il devait passer jusqu'aux années de guerre une grande partie de son temps.

Mais, durant la période agitée qui prit place entre 1921 et 1923, il eut peu de temps pour les loisirs et les distractions. Il lui fallut édifier un parti et en demeurer le maître, face à des rivaux jaloux et aussi dénués de scrupules que lui. Le N.S.D.A.P. n'était pas le seul mouvement bavarois de droite qui s'efforçât de se signaler à l'attention publique et d'acquérir son appui; en outre, il y en avait beaucoup d'autres dans toute l'étendue de l'Allemagne.

Ajoutons que les événements et les situations changeaient et se succédaient à un rythme étourdissant. L'homme politique devait les observer, les jauger, s'en servir. En avril 1921, les Alliés présentèrent à l'Allemagne la note des réparations à payer : 132 milliards de marks d'or, soit 33 milliards de dollars, et les Allemands larmoyants protestèrent qu'ils ne pourraient jamais régler une somme aussi considérable. Le mark, normalement coté à quatre pour un dollar, commença de baisser; pendant l'été 1921, il tomba à 75 pour un dollar; un an plus tard, à 400. Erzberger fut tué en août 1921. En juin 1922, il y eut une tentative d'assassinat contre Philipp Scheidemann, le socialiste qui avait proclamé la République. Le 24 juin, Rathenau, ministre des Affaires étrangères, fut abattu dans la rue, d'un coup de feu. Dans ces trois cas les meurtriers appartenaient à l'extrême-droite.

L'instable gouvernement de Berlin finit par relever le défi en édictant

une loi spéciale pour la protection de la République; elle comportait de peines sévères pour les faits de terrorisme politique. Berlin réclamait aussi la dissolution des innombrables ligues armées et la suppression de leurs activités de brigandage. Le cabinet bavarois même sous la direction du modéré qu'était le comte Lerchenfeld qui avait remplacé en 1921 l'extrémiste Kahr, s'entendait difficilement avec le régime national de Berlin. Quand il essaya d'appliquer la loi contre le terrorisme, les hommes de la droite bavaroise dont Hitler était un des chefs reconnus, organisèrent un complot pour renverser Lerchenfeld et marcher sur Berlin afin d'abattre la République.

La République de Weimar, encore dans son enfance, se trouvait déjà en grande difficulté. Son existence était menacée non seulement par l'extrême-droite, mais aussi par l'extrême-gauche.

VERSAILLES, WEIMAR ET LE PUTSCH DE LA BRASSERIE

Aux yeux des citoyens vivant dans les victorieuses nations occidentales, la proclamation de la République à Berlin le 9 novembre 1918 sembla marquer l'aube d'une ère nouvelle pour le peuple allemand et pour l'Allemagne. Dans l'échange de notes qui préluda à l'armistice, Woodrow Wilson avait insisté sur l'abolition de l'autocratie militaire des Hohenzollern, et les Allemands, apparemment bien qu'à regret, lui avaient donné satisfaction. Le Kaiser fut contraint à l'abdication et à la fuite; toutes les dynasties furent rapidement effacées et un gouvernement républicain proclamé.

Mais proclamé par accident! L'après-midi du 9 novembre, les sociaux-démocrates, dits majoritaires, qui avaient pour chefs Friedrich Ebert et Philipp Scheidemann, se réunirent au Reichstag à la suite de la démission du chancelier, le prince Max de Bade. Ils ne savaient que faire. Le chancelier venait d'annoncer l'abdication du Kaiser. Ebert, ancien sellier, estimait qu'un des fils de l'empereur — pourvu que ce ne fût pas ce débauché de Kronprinz — pourrait lui succéder. Ebert était en effet partisan d'une monarchie constitutionnelle du genre britannique; quoique socialiste, il détestait l'idée d'une révolution sociale. « Je la hais comme le péché », avait-il déclaré.

Mais, à Berlin, paralysé par une grève générale, la Révolution était dans l'air. Dans la large avenue Unter den Linden, à quelques pâtés de

maisons du Reichstag, les spartakistes, avec leurs chefs Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, socialistes de gauche, s'apprêtaient dans leur citadelle (le palais du Kaiser) à proclamer une République soviétique. Lorsque les socialistes, au Reichstag l'apprirent, ils furent effrayés; comme il fallait faire tout de suite quelque chose pour devancer les spartakistes, Scheidemann eut une idée; sans rien dire à ses camarades, il s'élança à une fenêtre donnant sur la Kœnigsplatz, où une foule nombreuse s'était rassemblée; le corps à moitié sorti, et comme parlant sous une inspiration subite, il proclama la République. Ebert fut pris de fureur car il avait espéré qu'il pourrait, d'une façon ou d'une autre, sauver la monarchie Hohenzollern.

Ainsi, comme d'un coup de dés, naquit la République allemande. Si les socialistes n'en étaient pas partisans convaincu comment espérer que les conservateurs le seraient? Mais ceux-ci avaient rejeté leurs responsabilités, et, avec les chefs militaire! Ludendorff et Hindenburg, transféré le pouvoir politique aux mains des sociaux-démocrates, lesquels n'y tenaient guère. Ce faisant, ils rendaient également ces chefs des classes laborieuses responsables, en apparence, de la capitulation et enfin du traité de paix; cela revenait à leur imputer le poids de la défaite et de toutes les souffrances qu'une guerre perdue et une paix imposée coûteraient au pays. Pauvre ruse qu'un enfant eût percé à jour mais qui réussit en Allemagne et y tua dans l'œuf la République.

Il aurait pu en être autrement. En novembre 1918, les sociaux démocrates, disposant d'un pouvoir absolu, étaient en mesure de fonder rapidement et solidement un régime républicain; mai alors il eût fallu supprimer, ou tout au moins contenir définitivement, les forces qui avaient

créé l'empire des Hohenzollern et dont on ne pouvait attendre qu'elles acceptent avec loyalisme une Allemagne démocratique : les junkers, ces propriétaires fonciers de mentalité féodale, et les autres membres des classe dites supérieures, magnats des grands cartels industriels, condottieri errants des corps francs, hauts fonctionnaires civils et, surtout, la caste militaire et les membres du grand état-major. Il eût fallu diviser une grande partie des vastes domaines devenus dispendieux, dissocier les monopoles et cartels d'affaires, nettoyer la bureaucratie, la magistrature, la police, les universités et l'armée de tous ceux qui n'auraient pas loyalement et honnêtement servi le nouveau régime.

Or, ces mesures énergiques effrayaient les sociaux-démocrates généralement syndicalistes de bonne volonté, nullement violent ! En somme, et imbus, envers la vieille autorité établie, du même respect qui inspirait les Allemands des autres classes. Ils commencèrent donc par s'incliner devant la force qui a toujours dominé dans l'Allemagne moderne : l'armée. Bien qu'elle eût été vaincue sur les champs de bataille, elle conservait l'espoir de garder sa position dans le pays et d'empêcher la révolution. Pour atteindre ces buts, elle agit avec audace et rapidité.

Le soir du 9 novembre 1918, quelques heures après la « proclamation » de la République, une sonnerie de téléphone retentit dans le cabinet occupé par Ebert à la Chancellerie à Berlin. Il s'agissait d'un téléphone tout à fait spécial, relié par une ligne privée et secrète au Grand Quartier général de Spa. Ebert prit l'appareil : « Ici, Grœner », fit une voix. L'ancien sellier, encore mal remis des événements qui venaient dans la journée de lui conférer contre son gré la responsabilité de ce qui subsistait de pouvoir politique dans une Allemagne croulante, fut d'autant plus impressionné

que le général Wilhelm Grœner succédait à Ludendorff aux fonctions de premier quartier-maître général.

Quelques heures plus tôt, à Spa, c'était lui qui, le feld-maréchal von Hindenburg s'étant dérobé, avait sans ambages signifié au Kaiser qu'il ne jouissait plus de la confiance de ses soldats et qu'il lui fallait partir (la caste militaire ne lui pardonna jamais cette attitude de courageuse énergie). Ebert et Grœner s'estimaient depuis que le général, alors chargé de la production de guerre, et le leader socialiste avaient étroitement collaboré. Quelques jours auparavant, au début de novembre, à Berlin, ils avaient échangé leurs vues sur la route à suivre pour sauvegarder la monarchie et la patrie.

Et voilà qu'au moment où cette dernière se trouvait au plus bas le téléphone secret les réunissait encore. Ce fut dans ces conditions que le chef socialiste et le commandant en second de l'armée allemande conclurent un pacte qui, pour ne pas être rendu public avant de nombreuses années, n'en détermina pas moins le destin de la nation. Ebert accepta de réduire l'anarchie et le bolchévisme et de maintenir l'armée avec toutes ses traditions, sur quoi Grœner garantit que celle-ci aiderait le nouveau gouvernement à s'affermir et à accomplir ses tâches.

*« Le feld-maréchal (Hindenburg) gardera-t-il le commandement ? »
demanda Ebert.*

Le général répondit par l'affirmative.

*« Transmettez au feld-maréchal les remerciements du gouvernement
», reprit Ebert (1).*

L'armée allemande était sauvée, mais la République était perdue le jour même de sa naissance. Les généraux, avec l'honorable exception de Grœner et de quelques autres, ne devaient jamais servir loyalement et ils finirent, à la suite de Hindenburg, par la livrer aux nazis.

Il est certain que, sur le moment, le spectre de ce qui s'était passé en Russie hantait l'esprit d'Ebert et des socialistes; ils ne tenaient pas à jouer les Kerensky allemands et à céder leur place aux bolchévistes. Dans tout le pays, les conseils de soldats d'ouvriers surgissaient et prenaient le pouvoir, ainsi qu'ils avaient fait en Russie. Ce furent ces groupes qui élirent le 10 novembre un Conseil des représentants du peuple, ayant Eber à sa tête et chargé de gouverner provisoirement l'Allemagne. En décembre, le premier congrès des Soviets allemands se réunit à Berlin. Composé de délégués des conseils de soldats et d'ouvriers, il réclama la démission de Hindenburg, la suppression de l'armée régulière, ainsi que son remplacement par une garde civique, relevant de lui et dont les officiers seraient élus par la troupe.

Hindenburg et Grœner, ne pouvant accepter ces revendications, refusèrent de reconnaître l'autorité de ce congrès; de son côté, Ebert s'abstint d'exécuter ses décisions; mais l'armée, luttant pour son existence même, exigea des actes plus décisifs du gouvernement qu'elle consentait à soutenir. L'avant-veille de Noël, la division de la marine populaire, sous les ordres des spartakistes communistes, occupa la Wilhelmstrasse, fit irruption dans la Chancellerie et coupa les fils téléphoniques. Cependant, la ligne secrète avec l'état-major continuait de fonctionner, et Ebert put l'utiliser pour appeler au secours. L'armée promit de lui envoyer pour le libérer la garnison de Potsdam; mais, avant qu'elle arrivât, les marins

mutins regagnèrent leurs quartiers dans les écuries du palais impérial, resté au pouvoir des spartakistes.

Ceux-ci, qui avaient à leur tête Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, les deux agitateurs allemands les plus actifs, continuaient leurs efforts en vue d'établir une République soviétique. Leur puissance militaire augmentait à Berlin. La veille de Noël, la division de la marine repoussa sans peine une tentative de la garnison de Potsdam qui voulait l'expulser des écuries impériales. Hindenburg et Grœner demandèrent à Ebert de tenir ses engagements et d'en finir avec les bolchévistes. Heureux de s'exécuter, il nomma le surlendemain de Noël Gustav Noske ministre de la Défense nationale; dès lors, les événements se succédèrent avec une logique qui n'étonnait que ceux qui ne connaissaient pas le nouveau ministre.

Noske, patron boucher de son métier, avait peu à peu gagné ses galons dans le mouvement syndicaliste et chez les sociaux-démocrates; devenu membre du Reichstag en 1906, il était reconnu comme l'expert de ce parti pour les questions militaires; on le tenait aussi pour un ferme nationaliste et une main de fer. Le prince Max de Bade l'avait choisi pour réprimer la mutinerie navale de Kiel au début de novembre, et il l'avait réprimée. Homme trapu, à mâchoire carrée, énergique, physiquement très fort, mais d'une intelligence limitée — typique de son métier, disaient ses ennemis. A sa nomination comme ministre de la Défense nationale, il déclara qu'il « fallait quelqu'un pour faire le chien de garde ».

Il agit dès les premiers jours de janvier 1919. Entre le 10 et le 17 (période qui fut alors qualifiée à Berlin de « semaine sanglante »), des troupes régulières et des corps francs, sous sa direction et sous le

commandement du général von Luettwitz*, écrasèrent les spartakistes. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent pris et tués par des officiers de la division de cavalerie de la garde.

** Le général baron Walther von Luettwitz, officier et réactionnaire de la vieille école, témoigna son loyalisme à l'égard de la République, et particulièrement de Noske, un an plus tard, à la tête des corps francs qui s'emparèrent de Berlin pour appuyer le putsch Kapp. Ebert et le cabinet tout entier durent fuir le 13 mars 1920 à cinq heures du matin. Le général von Seeckt, chef de l'état-major, nominalement subordonné de Noske, ministre de la Défense, refusa de permettre à l'armée de protéger la République contre Luettwitz et Kapp. « Cette nuit a prouvé la faillite de toute ma politique, s'écria Noske. Ma confiance dans le corps des officiers est morte. Vous m'avez tous abandonné. » Cité par WHEELER-BENNETT dans *The Nemesis of Power*, p. 77.*

Dès qu'il n'y eut plus de combats dans Berlin, des élections eurent lieu dans toute l'Allemagne pour l'Assemblée nationale qui devait rédiger la nouvelle Constitution. Le scrutin (19 janvier 1919) révéla que la grande et la moyenne bourgeoisie avaient un peu repris courage dans les deux mois écoulés depuis la « Révolution ». Les sociaux-démocrates (socialistes majoritaires et indépendants), qui n'avaient gouverné que parce qu'aucun autre groupe ne voulait assumer cette charge, reçurent 13 800 000 voix sur 30 millions de suffrages exprimés, obtenant ainsi 185 des 421 sièges de l'Assemblée, ce qui était loin de former une majorité.

Visiblement, la nouvelle Allemagne n'allait pas être édifiée par les seules classes laborieuses. Deux partis des classes moyennes, le centre (représentant le mouvement politique de l'Église catholique romaine) et le parti démocrate (né d'une fusion effectuée en décembre entre l'ancien Parti progressiste et l'aile gauche des (nationaux-libéraux), réunirent un total de 11 500 000 voix qui leur apporta 166 sièges. Ces deux partis préconisaient une République modérée et démocratique; il n'en existait pas moins une

tendance très prononcée en faveur d'une éventuelle restauration de la monarchie.

Les conservateurs, dont certains chefs s'étaient cachés en novembre et dont d'autres, comme le comte Westarp, s'étaient mis sous la protection d'Ebert, montrèrent que la diminution de leurs effectifs ne signifiait pas leur extinction. Rebaptisés Parti national du Peuple allemand, ils recueillirent 3 millions de suffrages et eurent 44 députés. Leurs alliés de droite, les nationaux-libéraux, devenus Parti du Peuple allemand, reçurent près de 1 500 000 voix et eurent 19 sièges. Quoique nettement en minorité, les deux partis conservateurs étaient assez nombreux à l'Assemblée pour se faire entendre.

En fait, dès qu'elle se réunit le 6 février 1919, à Weimar, leurs leaders s'empressèrent de prendre la parole en faveur de Guillaume II et de la façon dont lui et les généraux avaient conduit la guerre. Gustav Stresemann, chef du Parti du Peuple, n'avait pas encore subi ce qui plus tard apparut comme un retournement de cœur et d'esprit. En 1919, on le considérait encore comme celui qui avait été au Reichstag le porte-parole du haut commandement (on l'appelait « le cadet de Ludendorff »), un partisan violent de la politique d'annexion et un fanatique de la guerre sous-marine à outrance.

Après six mois de débats, le 31 juillet 1919, l'Assemblée vota la Constitution; le président la ratifia le 31 août. Sur le papier, c'était le document le plus démocratique et le plus libéral en son genre qu'on eût vu au XXe siècle. Théoriquement, elle était presque parfaite, pleine d'ingénieux et admirables articles qui semblaient garantir le fonctionnement d'une démocratie à peu près idéale. L'idée d'un cabinet ministériel était

empruntée à l'Angleterre et à la France, celle d'un président fortement appuyé sur le peuple aux États-Unis, celle du référendum à la Suisse. Un système minutieux et compliqué de représentation proportionnelle et de scrutin de liste devait empêcher la dispersion des suffrages et donner aux petites minorités le droit de disposer de sièges au parlement*.

** Les fissures ne manquaient pourtant pas dans ce bel édifice, et certaines, à l'usage, furent désastreuses. Le système de représentation proportionnelle et de scrutin de liste empêcha peut-être la dispersion des suffrages, mais il entraîna aussi la multiplication des partis minuscules, qui finit par rendre impossible une majorité stable au Reichstag et causa de fréquents changements de ministère. Aux élections générales de 1919, quelque vingt-huit partis se présentèrent.*

La République aurait pu durer si l'on n'avait pas rejeté certaines idées du professeur Hugo Preuss, auteur principal de cette Constitution. Il suggéra à Weimar que l'Allemagne devint un État centralisé, la Prusse et les autres États devenant simples provinces; mais l'Assemblée repoussa sa proposition.

Enfin, l'article 48 conférait au président des pouvoirs discrétionnaires en cas d'urgence. L'usage qu'en firent les chanceliers Bruening, von Papen et von Schleicher, sous le président Hindenburg, leur permit de gouverner sans l'approbation du Reichstag, ce qui, même avant la prise du pouvoir par Hitler, mit fin au régime démocratique parlementaire en Allemagne.

La Constitution de Weimar n'offrait que douceur et espérance aux esprits sincèrement démocratiques. Le peuple y était déclaré souverain : « Le pouvoir politique émane du peuple. » Hommes et femmes recevaient à vingt ans le droit de vote. « Tous les Allemands sont égaux devant la loi... La liberté individuelle est inviolable... Tout Allemand a le droit... d'exprimer son opinion librement... Tous les Allemands ont le droit de former des associations ou des sociétés... Tous les habitants du Reich jouissent d'une complète liberté de croyance et de conscience... » Personne au monde ne devait être plus libre qu'un Allemand, nul gouvernement ne devait être plus démocratique et plus libéral que le sien. Sur le papier.

Avant que fût terminée la rédaction de la Constitution de Weimar, survint un événement qui laissait prévoir l'échec de cet instrument et de la République qu'il avait pour objet de fonder. Ce fut la publication du traité de Versailles. Durant les premiers temps agités et chaotiques de la paix, et même après que les délibérations de l'Assemblée nationale eurent commencé à Weimar, les Allemands semblèrent peu se préoccuper de ce que leur vaudrait d'avoir perdu la guerre. Ou bien, s'ils y pensèrent, ils parurent s'endormir dans une commode insouciance : ayant renvoyé les Hohenzollern comme le demandaient les Alliés, réduit les bolchévistes et entrepris de former un gouvernement démocratique et républicain, ils se persuadaient qu'ils avaient droit à un règlement juste qui n'eût pas pour base leur défaite, mais les célèbres 14 points du président Wilson.

Sans doute, leurs souvenirs n'allaient pas jusqu'à remonter le cours d'une année : le 3 mars 1918, leur haut commandement, alors victorieux, avait imposé à la Russie vaincue le traité de Brest-Litowsk, qu'un historien britannique, écrivant vingt ans plus tard, après que les passions créées par la guerre se furent atténuées, a qualifié d'« humiliation sans précédent, inégalée dans l'histoire moderne (2) ». Il privait la Russie d'un territoire presque aussi vaste que l'Autriche-Hongrie et la Turquie réunies, comptant 56 millions d'habitants (32 pour 100 de toute sa population); il lui enlevait un tiers de ses voies ferrées, 73 pour 100 de son minerai de fer, 89 pour 100 de sa production houillère et plus de 5 000 manufactures ou établissements industriels. En outre, la Russie devait payer à l'Allemagne une indemnité de 6 milliards de marks

Au printemps 1919, le jour du règlement de comptes arriva aussi pour les Allemands. Les termes du traité de Versailles établis par les Alliés sans avoir négocié avec l'ennemi, furent publiés à Berlin le 7 mai. Ce fut un choc écrasant pour un peuple qui avait préféré s'illusionner jusqu'au dernier moment. Dans tout le pays s'organisèrent des meetings populaires où les foules protestèrent avec irritation pour que l'Allemagne refusa la signature. Scheidemann, devenu Chancelier pendant la session de l'Assemblée de Weimar, s'écria : « Puisse se dessécher la main qui signera ce traité! » Le 8 mai, Ebert, maintenant président provisoire, en qualifia publiquement les clauses d' « irréalisables et insupportables ». Le lendemain, la délégation allemande à Versailles écrivit à l'inflexible Clemenceau qu'un traité comme celui-là était « intolérable pour quelque nation que ce fût ».

Que contenait-il donc de si intolérable? Il rendait à la France l'Alsace-Lorraine, à la Belgique une portion de territoire, au Danemark (après un plébiscite) une portion similaire du Schleswig que Bismarck leur avait prise au siècle précédent, après les avoir vaincus sur le champ de bataille. Il rendait à la Pologne les terres (certaines seulement après un plébiscite), dont les Allemands s'étaient emparés lors de son partage. Cette stipulation fut parmi celles qui les exaspérèrent le plus, non seulement parce qu'ils voyaient avec déplaisir la Prusse orientale séparée de la patrie par un corridor qui permettait à la Pologne d'accéder à la mer, mais surtout parce qu'ils méprisaient les Polonais et les tenaient pour une race inférieure. Les Allemands enragèrent à peine moins de constater que le traité les forçait à accepter la responsabilité d'avoir déclenché la guerre et qu'il exigeait la livraison aux Alliés du Kaiser Guillaume II, ainsi que de 800 « criminels de

guerre » environ.

Sans préjudice des réparations à fixer ultérieurement, un premier paiement de 5 milliards de marks-or devait s'effectuer entre 1919 et 1921, et certaines livraisons en nature (charbon, bateaux, bois, bétail, etc.) seraient faites en lieu et place de versements en espèces. Cependant, ce qui irrita le plus l'Allemagne fut que le traité la désarmait virtuellement* et, pour le présent tout au moins, lui ôtait toute perspective d'hégémonie en Europe. Pourtant, ce traité de Versailles, si honni, était plus clément que celui imposé par l'Allemagne à la Russie et il laissait le Reich géographiquement et économiquement à peu près intact ; il sauvegardait aussi son unité politique et son potentiel de grande nation.

* *Il réduisait son armée à 100 000 volontaires contractant des engagements de longue durée et lui interdisait de posséder des avions et des chars d'assaut. L'état-major général était également supprimé. La marine devenait symbolique et ne pouvait construire ni sous-marins, ni navires au-dessus de 10 000 tonnes.*

Le gouvernement provisoire de Weimar — à l'exception d'Erzberger qui préconisait son acceptation, étant donné que ses termes pourraient être facilement éludés — se montra vigoureusement opposé au *Diktat* de Versailles ainsi qu'on l'appelait. L'immense majorité des citoyens, de la droite à la gauche, pensait comme le gouvernement.

Et l'armée? Serait-elle en mesure, en cas de rejet, de tenir tête à l'ouest à l'inévitable attaque des Alliés? Ebert s'en enquit auprès du haut commandement, maintenant installé à Kolberg, en Poméranie. Le feld-maréchal von Hindenburg, sur l'avis du général Groener, qui savait que la résistance serait vaine, répondit le 17 juin :

En cas d'une reprise des hostilités, nous pourrions reconquérir la province de Posen (Pologne) et défendre nos frontières orientales. Toutefois, à l'ouest, il est difficile d'espérer que nous serions capables de contenir une offensive sérieuse de la part de l'ennemi, étant donné la supériorité numérique de l'Entente et la faculté qu'elle aurait de nous attaquer sur les deux flancs.

Le succès de l'opération prise dans son ensemble est donc très douteux. Comme soldat, cependant, je ne saurais m'empêcher de penser que mieux vaudrait périr avec honneur que d'accepter une paix humiliante.

Ces derniers mots du commandant en chef respecté demeuraient dans la meilleure tradition militaire allemande; mais on peut juger de leur sincérité quand on connaît ce qu'ignoraient ses compatriotes : Hindenburg était convenu avec Groener qu'essayer alors de résister aux Alliés serait non seulement tout à fait inutile, mais encore que prendre un tel parti équivaldrait à rechercher la destruction du corps des officiers, objet particulier de leur attachement, ainsi, en fait, que de l'armée elle-même.

Les Alliés finirent par exiger un oui ou un non. Le 16 juin, veille du jour de la réponse écrite d'Hindenburg à Ebert, ils envoyèrent un ultimatum : si le traité n'était pas accepté le 24 juin au plus tard, l'accord d'armistice perdrait ses effets et ils prendraient telles mesures qu'ils jugeraient nécessaires pour faire appliquer leurs conditions.

Ebert adressa un nouvel appel à Groener. Si le haut commandement estimait qu'il y eût la moindre possibilité de résister aux Alliés, il se faisait fort d'obtenir de l'Assemblée qu'elle rejetât le traité; mais il demandait une réponse immédiate. Le dernier jour fixé par l'ultimatum, le 24 juin, était arrivé; le conseil de cabinet devait se réunir à seize heures trente pour prendre sa décision définitive. Groener et Hindenburg conférèrent une fois encore et le feld-maréchal, las, vieillissant, avoua : « Vous savez comme

moi que toute résistance par les armes est impossible. »

Mais, de nouveau — et de même que le 9 novembre 1918, à Spa, il n'avait pu se résoudre à mettre le Kaiser en face de la situation et en laissait la corvée à Grøener —, il refusa de dire la vérité au président provisoire. « Vous pouvez donner la réponse au président aussi bien que moi (3) », répliqua-t-il à son adjoint. De nouveau, le général assumait la responsabilité qui incombait au feld-maréchal, bravement, car il ne pouvait ignorer qu'elle ferait de lui, doublement, un bouc émissaire aux yeux du corps des officiers. Il télégraphia donc à Ebert l'avis du haut commandement.

Soulagée de ce que cette responsabilité reposât désormais sur les chefs militaires, l'Assemblée nationale vota la ratification à une forte majorité. Sa décision fut communiquée à Clemenceau dix-neuf minutes avant l'expiration de l'armistice. Quatre jours après, le 18 juin 1919, le traité fut signé au palais de Versailles, dans la galerie des Glaces.

De ce jour, l'Allemagne fut comme une maison coupée en deux. Les conservateurs ne consentirent à accepter ni le traité de paix ni la République qui l'avait ratifié. En fin de compte, l'armée (sauf le général Groener) se montra aussi rétive, bien qu'elle se fût engagée à soutenir le régime démocratique nouveau et qu'elle eût elle-même pris la décision de la signature à Versailles. En dépit de la « Révolution » de novembre, les conservateurs continuaient à détenir la puissance économique; ils possédaient les industries, les grands domaines et la plus grande partie du capital national. Ils étaient en mesure de subventionner les partis et la presse politiques qui allaient dès lors s'employer à miner la République. Et ils ne s'en privèrent point.

L'encre du traité avait à peine eu le temps de sécher que déjà l'armée commença de tourner les restrictions d'ordre militaire qui y étaient stipulées. Profitant de l'imprévoyance et de la timidité des chefs socialistes, le corps des officiers s'arrangea, non seulement pour maintenir l'armée dans la voie de ses vieilles traditions prussiennes, ainsi que nous l'avons vu, mais aussi pour devenir le véritable centre du pouvoir politique dans la nouvelle Allemagne. Jusqu'aux derniers jours de la République, lesquels ne tardèrent guère, elle ne lia son sort à aucun des mouvements existants; mais, sous le général Hans von Seeckt, le brillant créateur de la Reichswehr à l'effectif de 100 000 hommes, elle devint, malgré ce chiffre relativement faible, un État dans l'État, qui exerça une influence sans cesse croissante sur la politique extérieure et intérieure, si bien que l'existence même de la République en arriva à dépendre de sa volonté.

État dans l'État, elle sut garder son indépendance à l'égard du gouvernement national. Aux termes de la Constitution de Weimar, elle aurait pu être subordonnée au cabinet et au Parlement, comme l'étaient les armées des autres démocraties occidentales. Mais il n'en fut rien. Le corps des officiers ne fut pas davantage purgé de sa mentalité monarchiste et antirépublicaine. Quelques leaders socialistes, tels que Scheidemann et Grzesinski, étaient d'avis de « démocratiser » les forces armées, car ils voyaient bien le danger qu'il y avait à la remettre aux mains des officiers imbus de la vieille tradition autoritaire et impérialiste ; mais ils se heurtèrent sans succès à l'opposition non seulement des généraux, mais encore de leurs collègues du même parti, conduits en cela par Noske.

Ce ministre, pourtant prolétarien, de la Défense se vantait ouvertement de vouloir ressusciter « les fiers souvenirs militaires de la Grande Guerre ». Ainsi, le gouvernement régulièrement élu, en n'organisant pas une armée nouvelle, de façon qu'elle fût fidèle aux sentiments démocratiques qu'il nourrissait, et subordonnée au cabinet et au Reichstag, commit une erreur fatale au détriment de la République; les événements se chargèrent de le montrer.

Il n'est pas moins regrettable que ces dirigeants aient négligé d'épurer la magistrature. Les hommes chargés de faire respecter la loi formèrent bientôt un noyau contre-révolutionnaire qui détourna la justice pour la faire servir à leur politique de réaction. « On ne peut, dit l'historien Franz L. Neumann, échapper à cette conclusion que la justice politique a écrit la page la plus noire de la vie de la République allemande (4). » Après le putsch Kapp de 1920 le gouvernement poursuivit pour haute trahison 705 personnes; une seule, le président de la police berlinoise, fut condamnée

— à cinq ans de « captivité sur parole »; lorsque l'État de Prusse lui retira sa pension, la Cour suprême ordonna qu'elle lui fût rendue. En décembre 1926, un tribunal allemand alloua au général von Luettwitz, chef militaire du putsch Kapp, les arrérages de sa pension correspondant à la période durant laquelle il s'était conduit en mutin et pendant les cinq années qu'il avait passées en Hongrie pour se soustraire à la justice.

Mais des centaines de libéraux allemands furent condamnés à de longues peines d'emprisonnement à la suite d'inculpations de trahison, parce qu'ils avaient révélé ou critiqué dans la presse les continuelles infractions commises par l'armée à l'encontre du traité de Versailles. Les lois réprimant la trahison furent appliquées impitoyablement aux partisans de la République, alors que les gens de droite qui s'efforçaient de la renverser s'en tiraient avec un acquittement ou avec une peine des plus légères ; Adolf Hitler s'en aperçut bientôt. Même les assassins, pourvu qu'ils fussent de droite et leurs victimes des démocrates, étaient traités avec indulgence par les tribunaux; ou encore, ce qui arriva souvent, ils étaient soustraits à la justice par des officiers ou des réactionnaires extrémistes.

Ainsi, les socialistes modérés, aidés par les démocrates et le centre catholique, furent les seuls à soutenir la République frappée de faiblesse congénitale. Ils durent supporter la haine, les injures et parfois les balles de leurs adversaires, toujours plus nombreux et plus résolus. Oswald Spengler, dont le livre *The Decline of the West* (*Le Déclin de l'Occident*) eut un retentissement rapide et considérable, proclama : « Dans le cœur du peuple, la Constitution de Weimar est déjà condamnée sans appel. » En Bavière, Hitler comprit la force du nouveau courant nationaliste,

antidémocratique et antirépublicain, et il s'y lança.

Il fut grandement aidé par les événements, par deux d'entre eux en particulier : la chute du mark et l'occupation française de la Ruhr. Le mark, nous l'avons vu, avait entamé son glissement en 1921, descendant à 75 pour un dollar; l'année suivante, il tomba à 400 et, au début de 1923, à 7 000. Déjà, en automne 1922, l'Allemagne avait prié les Alliés de lui accorder un moratorium pour le paiement des réparations; le gouvernement Poincaré s'y refusa nettement. Lorsque l'Allemagne fit défaut pour les livraisons de bois, le premier ministre français, peu facile à convaincre (il avait été président de la République tout au long de la guerre), fit occuper militairement la Ruhr. Ce cœur industriel de l'Allemagne, fournisseur des quatre cinquièmes de son charbon et de son acier depuis que la Haute-Silésie avait été cédée à la Pologne, fut coupé du reste du pays.

Ce coup droit, qui paralysait leur économie, unit momentanément les Allemands plus qu'ils ne l'avaient jamais été depuis 1914. Les ouvriers de la Ruhr déclarèrent une grève générale et reçurent l'aide pécuniaire de Berlin, qui fomenta une campagne de résistance passive; pour sa part, l'armée organisa des sabotages et des opérations de guérilla. Les Français ripostèrent par des arrestations, des déportations et même des condamnations à mort. Cependant, tous les treuils de la Ruhr restèrent immobiles.

L'étranglement de l'économie allemande précipita la dégringolade du mark. Lors de l'occupation de la Ruhr en janvier 1923, il tomba à 18 000 pour un dollar; le 1er juillet, à 160 000; le 1er août, à 1 million. En novembre, quand Hitler pensa que son heure sonnait, un dollar coûtait 4

milliards de marks; ensuite, ce fut par trillions qu'on compta. La monnaie allemande n'avait plus aucune valeur; le pouvoir d'achat des appointements et des salaires était réduit à zéro; l'épargne des classes moyennes et laborieuses fut balayée. Mais quelque chose de plus important encore était détruit : la confiance populaire dans la structure économique allemande. A quoi, se disait-on, rimait les principes et les mœurs d'une société qui préconisait de mettre de l'argent de côté, de faire des placements, qui en promettait solennellement un revenu sûr et qui ensuite manquait à sa parole? N'escroquait-elle pas le peuple?

Et le désastre lui-même, n'était-il pas la faute de cette République démocratique, qui avait capitulé devant l'ennemi et accepté le fardeau des réparations? Or, malheureusement pour elle et pour son avenir, la République portait une responsabilité certaine. Elle aurait pu arrêter l'inflation en équilibrant le budget, tâche difficile, mais non pas impossible. Une assiette raisonnable de l'impôt eût réalisé ce résultat; le gouvernement n'osa pas le faire. En somme, le coût de la guerre (164 milliards de marks) n'avait pas, même partiellement, été acquitté par l'impôt direct; 93 milliards furent fournis par l'emprunt, 29 milliards par des bons du Trésor, et le reste en augmentant la création du papier-monnaie. Au lieu de taxer lourdement les citoyens en mesure de payer, le gouvernement républicain allégea leurs charges fiscales en 1921.

Dès lors, sur les conseils des grands industriels et propriétaires fonciers, qui continuaient à gagner tandis que la masse du peuple était pécuniairement ruinée, le gouvernement laissa délibérément le mark s'effondrer, afin de libérer l'État de la dette publique, d'échapper aux réparations et de placer l'occupation française de la Ruhr devant un

sabotage financier. De plus, la ruine de la monnaie permit à l'industrie lourde de liquider ses obligations en les payant au moyen de marks sans valeur. Et l'état-major général (camouflé en *Truppenamt*, ou Bureau des Troupes, afin de tourner les dispositions du traité qui l'avait interdit) constata que la chute du mark, en supprimant les réparations, laissait l'Allemagne financièrement indemne pour une nouvelle guerre.

De leur côté, les masses populaires ne comprirent pas à quel point les magnats de l'industrie, l'armée et l'État tiraient profit de la ruine monétaire. Tout ce que savaient les gens, c'était qu'un gros compte en banque ne permettait pas d'acheter une maigre botte de carottes, cinq kilos de pommes de terre, un quart de sucre ou une livre de farine. Ils savaient qu'en tant qu'individus ils avaient tous fait faillite. Et ils savaient aussi quand la faim les rongait, ce qui arrivait tous les jours. Dans leur misère et leur désespoir, ils firent de la République le bouc émissaire responsable de tous leurs malheurs.

De telles circonstances étaient pour Hitler un présent du Ciel.

« Le gouvernement continue tranquillement à imprimer ces chiffons de papier, car ce serait sa fin s'il s'arrêtait, s'écria-t-il. Parce que, si la planche à billets s'arrêtait — et c'est la condition pourtant indispensable à la stabilisation du mark — l'escroquerie apparaîtrait aussitôt au grand jour... Croyez-moi : notre misère augmentera encore. Le scélérat saura s'en tirer. Et pourquoi? Parce que c'est l'État lui-même qui est devenu le premier des escrocs et des gredins. Un État de voleurs! Si les gens découvrent avec horreur qu'ils risquent par millions de mourir de faim, ils devront en conclure que nous ne nous soumettrons pas plus longtemps à un État construit sur cette idée de l'escroquerie à la majorité. Nous voulons une dictature (5)... »

Sans aucun doute, les dures conditions et l'incertitude créée par une folle inflation inclinaient-elles les Allemands à cette conclusion, et Hitler était tout disposé à les y conduire. En fait, il avait commencé à croire que la situation chaotique de 1923 offrait, pour renverser la République, une occasion qui ne se retrouverait pas. Cependant, il voyait des obstacles sur sa voie, s'il dirigeait lui-même la contre-révolution; or, cette dernière ne l'intéressait pas si un autre que lui prenait l'affaire en main.

Tout d'abord, le Parti nazi, quoiqu'il devînt chaque jour plus nombreux, n'était pas, et de loin, le plus important mouvement politique en Bavière, et il était inconnu en dehors de cet État. Comment, si petit, pourrait-il renverser la République? Hitler, peu prompt à se laisser décourager par les difficultés, pensait en connaître le moyen : réunir sous sa direction toutes les forces nationalistes et antirépublicaines existant en

Bavière. Alors, avec l'appui du gouvernement, des ligues armées et de la Reichswehr qui y était stationnée, il marcherait sur Berlin — comme Mussolini avait marché sur Rome l'année précédente — et il abattrait la République de Weimar. Le succès facile du dictateur italien l'avait évidemment impressionné.

L'occupation française de la Ruhr, bien qu'elle suscitât chez les Allemands un réveil de haine pour l'ennemi traditionnel et ranimât ainsi leur esprit nationaliste, ne laissait pas de compliquer les projets d'Hitler, en rassemblant le peuple derrière le gouvernement républicain de Berlin, qui s'était résolu à tenir tête à la France. Or, c'était là ce qu'Hitler désirait le moins. Son but était de renverser la République; quant à la France, on pourrait s'occuper d'elle une fois que l'Allemagne aurait eu sa révolution nationaliste et instauré une dictature. Hitler osa donc prendre une attitude contradictoire à un vigoureux courant de l'opinion publique : « Non, écrivit-il. Ne crions pas « A bas la France! », mais à bas ceux qui sont traîtres à la Patrie! À bas les criminels de novembre : tel doit être notre mot d'ordre (6). »

Pendant les premiers mois de 1923, Hitler s'employa sans cesse à mettre en action ce mot d'ordre. En février, grâce en grande partie aux capacités organisatrices de Röhm, quatre des « ligues patriotiques » armées de la Bavière se joignirent aux nazis pour former ce qu'on appela *Arbeitsgemeinschaft der Vaterländische, Kampfverbände* (Union d'Action des Ligues Combattantes de la Patrie), sous la direction politique d'Hitler.

En septembre, un groupe, plus important encore, fut fondé sous le nom de *Deutsche Kampfbund* (Union Allemande de Combat), Hitler faisant parti du triumvirat de ses chefs; il était issu d'un grand meeting

tenu à Nuremberg le 2 septembre, afin de célébrer la victoire sur la France à Sedan, en 1870. La plupart des organisations à tendance fasciste de l'Allemagne du Sud y étaient représentées, et Hitler y reçut une ovation après avoir prononcé un violent discours contre le gouvernement national. Les objectifs du *Kampfbund* furent ouvertement énoncés : renversement de la République et abolition du traité de Versailles.

A ce meeting de Nuremberg, Hitler avait assisté au défilé dans la tribune, à côté du général Ludendorff. Depuis quelque temps en effet, le jeune chef nazi cultivait des relations avec le « héros » allemand de la guerre qui avait prêté l'éclat de son nom aux auteurs; du putsch Kapp à Berlin. Ludendorff continuait à encourager la campagne de contre-révolution menée par la droite; on pouvait donc espérer l'amener à appuyer l'action que l'esprit d'Hitler commençait à imaginer. Le vieux général était dépourvu de sens politique; vivant alors à l'extérieur de Munich, il ne déguisait pas son mépris pour les Bavarois, pour le prince héritier Rupprech leur prétendant, et pour l'Église catholique, dans cet État qui était le plus catholique de toute l'Allemagne. Hitler n'en ignorait rien mais il n'y trouvait que des avantages.

Il ne tenait pas à voir Ludendorff prendre la direction politique de la contre-révolution nationaliste; or, on savait que le général était fort désireux d'assumer ce rôle qu'Hitler voulait pour lui-même. En revanche, le nom de Ludendorff, sa réputation dans le corps des officiers et chez les conservateurs de l'Allemagne entière constituaient un apport précieux pour un politicien de province, à peu près inconnu en dehors de la Bavière. Hitler commença donc à faire une place à Ludendorff dans ses projets.

Au cours de l'automne 1923, la République allemande et l'État de Bavière atteignaient un point critique. Le chancelier Gustav Stresemann annonça la fin de la résistance passive dans la Ruhr et la reprise du paiement des réparations par l'Allemagne. Cet ex-*porte-parole* de Hindenburg et de Ludendorff, conservateur convaincu et monarchiste de cœur, en était venu à penser que, si l'Allemagne voulait se sauvegarder, refaire son unité, redevenir forte, il lui fallait pour un temps tout au moins accepter le régime républicain et s'arranger avec les Alliés afin d'obtenir une période de tranquillité lui permettant de regagner sa puissance économique. Continuer à rouler à la dérive n'amènerait que la guerre civile, peut-être même la mort de la nation.

La cessation de la résistance aux Français dans la Ruhr et la reprise en charge du fardeau des réparations soulevèrent un accès de rage chez les nationalistes allemands; les communistes, dont la force s'était accrue, s'unirent à leurs attaques contre la République. Stresemann se trouvait exposé à une révolte véritable, de la part de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche. Il s'y était préparé en faisant décréter l'état d'urgence par le président Ebert, le jour même qu'il annonçait le changement de politique dans les questions de la Ruhr et des réparations. Pour la période comprise entre le 26 septembre 1923 et le mois de février 1924, conformément à l'Acte d'urgence, le pouvoir exécutif fut confié au ministre de la Défense, Otto Gessler, et au commandant de l'armée, le général von Seeckt. En fait, le général et ses troupes devenaient dictateurs virtuels du Reich.

La Bavière n'était nullement disposée à accepter pareille solution. Son cabinet, dirigé par Eugen von Knilling, proclama son propre état d'urgence le 26 septembre et nomma le monarchiste et ex-premier ministre Gustav

von Kahr commissaire d'État, en lui conférant des pouvoirs dictatoriaux. A Berlin, on craignit que la Bavière ne se séparât du Reich, restaurât les Wittelsbach et peut-être même formât avec l'Autriche une Union Sud-Allemande. Le président Ebert convoqua en hâte le cabinet et pria le général von Seeckt d'assister à la séance. Il demanda à celui-ci quelle était la position de l'armée. Seeckt lui répondit carrément : « L'armée marche derrière moi, monsieur le président (7). »

Ces mots glacés, proférés par le Prussien impassible et monoclé qui commandait en chef, ne déconcertèrent ni le président, ni son chancelier, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Ils avaient déjà accepté que l'armée fût un État dans l'État et ne dépendît que de soi. Nous avons vu, d'ailleurs, que trois ans auparavant, lorsque les forces de Kapp avaient occupé Berlin et que semblable appel était adressé à Seeckt, l'armée n'avait pas marché derrière la République, mais bien derrière le général. Il importait donc, en 1923, de savoir quelle était la position de ce dernier.

Heureusement pour la République, il choisit cette fois de se faire son soutien, non pas qu'il crût aux principes démocratiques représentés par elle, mais parce qu'il comprit que, pour le moment l'aide au régime existant conditionnait l'existence de l'armée menacée par la révolte en Bavière et dans le nord, et qu'elle seul préserverait l'Allemagne d'une guerre civile désastreuse. Seeck savait, en effet, que certains des principaux officiers de la division de Munich penchaient du côté des séparatistes bavarois; il savait aussi qu'un complot, fomenté dans la « Reichswehr noire » par le major Buchrucker, ancien officier d'état-major, visait à occuper Berlin et à en expulser le gouvernement républicain. Il agit alors avec une froide précision et une détermination totale pour rétablir l'ordre dans l'armée et

pour mettre fin au danger de guerre civile.

La nuit du 30 septembre 1923, des troupes de la Reichswehr noire commandées par le major Buchrucker s'emparèrent de trois forts à l'est de Berlin. Seeckt ordonna à des forces régulières de les assiéger; Buchrucker se rendit au bout de deux jours. Il fut jugé pour haute trahison et condamné à dix ans de forteresse. La Reichswehr noire fut dissoute; elle avait été instituée par von Seeckt lui-même, sous la fausse appellation d'*Arbeitskommando* (commandos de travail), afin de constituer des renforts secret pour la Reichswehr de 100 000 hommes*.

* *Les troupes de la Reichswehr noire, à l'effectif d'environ 20 000, étaient stationnées sur la frontière orientale, afin d'aider à la garantir contre la Pologne durant l'époque troublée 1920-1923. Cette organisation clandestine fut réputée pour avoir renouvelé les horreurs de Fehmgerichte (tribunaux secrets de la Sainte-Vehme), en frappant d'arbitraires condamnations à mort les Allemands coupables d'avoir révélé ses activités à la commission alliée de contrôle. Certains de ces assassinats furent portés devant les cours de justice régulières. A l'un des procès, Otto Gessler, qui avait succédé à Noske au ministère de la Défense, nia qu'il connût quoi que ce fût de l'organisation et prétendit qu'elle n'existait pas. Cependant, quand un de ceux qui questionnaient s'étonna d'une telle innocence, Gessler s'écria : « Qui parle de la Reichswehr noire commet un acte de haute trahison! »*

Cela fait, Seeckt s'occupa des menaces de soulèvements communistes en Saxe, en Thuringe, à Hambourg et dans la Ruhr. Contre la gauche, le loyalisme de l'armée ne faisait aucun doute. En Saxe, le gouvernement socialo-communiste fut arrêté par le commandant de la Reichswehr locale et remplacé par un commissaire du Reich. A Hambourg et dans les autres régions, les communistes furent rapidement et durement écrasés. Berlin crut alors être en droit de penser que cette suppression, relativement facile, du péril bolchéviste empêcherait les conspirateurs bavarois de prétendre que, s'ils agissaient, c'était pour préserver la République du

communisme et qu'ils allaient reconnaître l'autorité du gouvernement national. Mais il en fut tout autrement.

La Bavière continuait de défier Berlin. Elle était placée sous le régime dictatorial d'un triumvirat : Kahr, commissaire d'État; le général Otto von Lossow, commandant la Reichswehr de la région; et le colonel Hans von Seisser, chef de la police. Kahr refusa d'admettre que la proclamation de l'état d'urgence en Allemagne faite par le président Ebert fût applicable en Bavière et d'exécuter les ordres de Berlin. Lorsque le gouvernement national demanda la suppression du journal d'Hitler, le *Völkischer Beobachter*, à cause de ses attaques violentes contre la République en général, et contre Seeckt, Stresemann et Gessler en particulier, Kahr opposa une fin de non-recevoir méprisante.

Il ne tint pas davantage compte d'un autre ordre de Berlin, prescrivant d'arrêter trois chefs notoires de bandes armées existant en Bavière, le capitaine Hess, le capitaine Ehrhardt (« héros » du putsch Kapp) et le lieutenant Rossbach (homosexuel ami de Röhm). Seeckt, perdant patience, commanda à von Lossow de supprimer le journal nazi et de mettre la main sur les trois chefs de bande. Le général bavarois, faible, irrésolu et influencé par l'éloquence d'Hitler et par les raisonnements de Kahr, hésitait à obéir. Le 24 octobre, Seeckt le destitua et le remplaça par le général Kress von Kressenstein. Mais Kahr ne voulut pas accepter cette manifestation d'énergie de Berlin. Il déclara que Lossow garderait le commandement de la Reichswehr; en outre, défiant Seeckt et même la Constitution, il força les officiers et les soldats à prêter un serment de fidélité spécial au général bavarois.

Aux yeux de Berlin, une telle attitude relevait de la trahison non

seulement politique, mais également militaire. Seeckt décida d'y mettre fin sous ses deux aspects (8). Il avertit nettement le triumvirat, ainsi qu'Hitler et les ligues armées, que toute rébellion de leur part se heurterait à la force. Toutefois, le chef nazi ne pouvait plus reculer, car ses partisans brûlaient d'agir. Un de ses officiers S. A., le lieutenant Wilhelm Brueckner, insista pour qu'il prît immédiatement l'offensive. « Le jour vient, dit-il, où je ne pourrai plus retenir les hommes. S'il ne se passe rien, ils vont nous échapper. »

Hitler comprit de même que, si Stresemann gagnait encore plus de temps et parvenait à ramener la tranquillité dans le pays, il perdrait toutes ses chances. Aussi adjura-t-il Kahr et Lossow pour qu'on marchât sur Berlin avant que Berlin ne marchât sur Munich. D'autre part, il craignait de plus en plus que le triumvirat perdît courage ou qu'il projetât, en dehors de lui, un coup de force pour détacher la Bavière du Reich. Or, Hitler, fanatique d'un État fort, nationaliste et unifié, était entièrement opposé à un tel dessein.

L'avertissement lancé par Seeckt commençait à faire hésiter Kahr, Lossow et Seisser, peu désireux de s'embarquer dans une aventure qui risquait de leur être fatale. Le 6 novembre, ils informèrent le *Kampfbund*, dont Hitler était le meneur, qu'ils ne se laisseraient pas forcer la main et qu'ils entendaient choisir le moment. Hitler en conclut qu'il lui fallait prendre l'initiative. Mais il ne possédait pas les moyens d'exécuter un putsch et avait besoin d'être soutenu par l'État bavarois, son armée et sa police. Il devait donc mettre Kahr, Lossow et Seisser dans une position telle qu'ils eussent à frapper avec lui sans pouvoir revenir en arrière. L'audace s'imposait; il prouva qu'il n'en manquait point : il décida de

mettre la main sur les triumvirs et de les contraindre à user de leurs pouvoirs à sa discrétion.

L'idée avait été déjà présentée à Hitler par deux réfugiés de Russie, Rosenberg et Scheubner-Richter. Celui-ci, devenu par l'annexion du nom de sa femme Max Erwin von Scheubner-Richter, était un individu sujet à caution. Comme Rosenberg, il avait vécu dans les provinces baltes russes, puis, après la guerre, était passé avec d'autres réfugiés des Soviétiques à Munich, où il entra au Parti nazi et devint un des proches d'Hitler.

Le 4 novembre, la Journée allemande du souvenir des morts (*Todengedenktag*) devait être célébrée par un défilé militaire dans le centre de Munich, et la presse avait annoncé que, non seulement le populaire prince héritier Rupprecht, mais aussi Kahr, Lossow et Seisser, recevraient le salut des troupes d'une tribune située dans une rue étroite conduisant à la Feldherrnhalle. Scheubner-Richter et Rosenberg suggérèrent à Hitler que quelques centaines de S.A., transportés par camions, se concentrent dans cette rue avant l'arrivée des troupes et en bouchent les issues avec des nids de mitrailleuses. Hitler monterait alors à la tribune, proclamerait la Révolution et, pistolet en main, forcerait les notables à y adhérer en la lui donnant à conduire. Le plan plut à Hitler, qui s'y rangea avec enthousiasme. Mais lorsque, le jour venu, Rosenberg arriva sur les lieux pour les reconnaître, il put constater que la rue était amplement protégée par de nombreux policiers bien armés. Il fallait donc abandonner le complot, et, du même coup, la « Révolution ».

Ce n'était, en fait, que partie remise. Un second plan fut élaboré, qui ne pourrait pas être déjoué par la présence de policiers. La nuit du 10 au 11 novembre, les S.A. et les autres bandes armées du Kampfbund seraient

concentrés sur le Frœttmaninger, au nord de Munich; le 11 au matin, jour anniversaire de l'armistice infamant et haï, ces conjurés marcheraient sur la ville, s'empareraient des points stratégiques, proclameraient la Révolution nationale et mettraient les trop indécis Kahr, Lossow et Seisser devant le fait accompli.

On en était là, quand une information d'importance secondaire détermina Hitler à abandonner ce projet pour un autre : la presse publiait un avis assez bref, faisant savoir qu'à la requête de certaines organisations commerciales, Kahr prononcerait une allocution au *Buergerbräukeller*, grande brasserie située dans les faubourgs du sud-est. La date était le 8 novembre au soir. Le commissaire y exposerait le programme du gouvernement. Le général von Lossow, le colonel von Seisser et d'autres notables seraient présents.

Deux considérations inspirèrent à Hitler une décision brutale. En premier lieu, il suspecta Kahr de vouloir profiter du meeting pour annoncer la proclamation de l'indépendance bavaroise et la restauration de la dynastie Wittelsbach. Toute la journée du 8 novembre, il s'efforça vainement de voir Kahr, qui remit l'entrevue au lendemain. Hitler sentit s'accroître ses soupçons et la nécessité de prendre les devants. En outre — et c'était la seconde considération — le meeting du *Buergerbräukeller* lui fournissait l'occasion manquée le 4 novembre, c'est-à-dire la chance de mettre la main sur le triumvirat et de le contraindre à la pointe du pistolet à se joindre aux nazis pour faire la Révolution. Il décida de frapper sans attendre. La mobilisation du 10 novembre fut décommandée, et les S.A. furent alertés en hâte pour monter à l'assaut de la grande brasserie.

Le soir du 8 novembre 1923, vers neuf heures moins le quart, Kahr parlait depuis une demi-heure à quelque 3 000 bourgeois de Munich, assis à des tables rustiques et savourant leur bière dans des pots de grès à la mode bavaroise. Des troupes S.A. cernèrent le *Buergerbräukeller* et Hitler pénétra dans la grande salle. Pendant que ses hommes installaient une mitrailleuse à l'entrée, il sauta sur une table et tira un coup de revolver au plafond pour attirer l'attention. Kahr s'arrêta dans son allocution, et les auditeurs tournèrent la tête, cherchant la cause de l'agitation qui se créait. Hitler, soutenu par Hess et par Ulrich Graf, l'ex-boucher-lutteur-bagarreur devenu son garde du corps, se fraya un chemin jusqu'à l'estrade. Un commandant de police tenta de l'empêcher d'avancer, mais Hitler braqua son pistolet sur lui et passa. Selon un témoin oculaire, Kahr était maintenant « pâle et troublé ». Il fit quelques pas en arrière, et Hitler prit sa place à la tribune, criant :

« La Révolution nationale commence. Ce bâtiment est occupé par 600 hommes fortement armés. Défense à chacun de quitter la salle. Si tout ne se calme pas immédiatement, je fais monter une mitrailleuse dans la galerie. Les gouvernements du Reich et de la Bavière sont renversés. Un gouvernement national provisoire est formé. Les casernes de la Reichswehr et de la police sont également occupées. L'armée et la police marchent sur la ville sous la bannière au svastika. »

Ce dernier détail était faux, une vantardise faite pour impressionner;

mais, dans l'agitation générale, nul n'en fut certain; la réalité, c'était le pistolet de Hitler, qui avait tiré, et les S.A., avec leurs fusils et leurs mitrailleuses. Hitler commanda alors à Kahr, Lossow et Seisser de le suivre dans une salle privée attenante à l'estrade. Poussés par des S.A., les trois plus hauts fonctionnaires de la Bavière déférèrent donc aux ordres d'Hitler, sous les yeux stupéfaits de l'assistance.

Celle-ci n'était pas pour autant satisfaite. De nombreux commerçants et gens d'affaires continuaient à considérer Hitler comme une sorte de parvenu. L'un d'eux cria aux policiers: « Ne soyez pas lâches comme en 1918. Tirez donc! » Mais ceux-ci, devant la mollesse de leurs chefs et voyant les S.A. occuper la salle, ne bougèrent pas. Hitler avait fait le nécessaire pour qu'un complice des nazis au siège de la police, Wilhelm Frick, téléphonât à ses collègues de service à la brasserie de se borner à signaler les événements sans s'y mêler en rien.

La foule commençait à gronder si fort que Goering sentit qu'il lui fallait aller à la tribune pour la calmer. « Il n'y a rien à craindre, cria-t-il. Nous avons les intentions les plus pacifiques. De quoi d'ailleurs vous plaignez-vous? Vous avez votre bière! » Il déclara également qu'un gouvernement était en train de se former dans la salle voisine. Il se formait, en effet, sous le revolver d'Hitler. Une fois qu'il y eut rassemblé ses prisonniers, il les avertit : « Personne ne sort vivant de cette pièce sans ma permission. » Puis il leur annonça que chacun d'eux recevrait un poste-clef dans le gouvernement bavarois, ou dans celui du Reich, qu'il constituait avec Ludendorff. Avec Ludendorff? A la fin de l'après-midi, il avait envoyé Scheubner-Richter à Ludwigshöhe pour en ramener sur-le-champ à la brasserie le célèbre général, qui n'était absolument pas au courant de la

tentative des nazis.

Ses trois prisonniers refusant de lui répondre, Hitler continua de les haranguer, précisant que chacun d'eux devait se joindre à lui pour proclamer la Révolution et les nouveaux gouvernements, ainsi que prendre le poste qu'il lui désignerait, faute de quoi il n'aurait « pas le droit d'exister ». Kahr serait régent de Bavière; Lossow, ministre de l'armée nationale; Seisser, ministre de la police du Reich. Aucun des trois hommes ne fut impressionné par la perspective de ces hautes fonctions, aucun ne lui répondit.

Leur silence prolongé énerva Hitler, qui finit par les viser. « J'ai quatre balles dans mon pistolet! s'écria-t-il. Trois pour mes collaborateurs, s'ils m'abandonnent. Et la dernière pour moi! » Il appuya sur son front le canon de l'arme : « Si je n'ai pas la victoire demain après-midi, je serai un homme mort ! »

Kahr n'était pas un personnage très brillant, mais le courage physique ne lui faisait pas défaut. « Monsieur Hitler, répliqua-t-il, vous pouvez me faire tuer ou me tuer vous-même. Que je meure ou non, peu importe. »

Seisser, ripostant lui aussi, reprocha à Hitler de manquer à son serment en effectuant un putsch contre la police.

« Je l'ai fait, reconnut Hitler. Pardonnez-moi, mais il le fallait dans l'intérêt de la patrie. »

Le général von Lossow demeurait dans un silence dédaigneux ; mais, lorsque Kahr commença de lui murmurer quelques mots, Hitler s'interposa : « Halte-là! On ne parle pas sans ma permission! »

Tout ce qu'il pouvait dire ne le menait cependant à rien. Aucun des trois hommes qui détenaient le pouvoir en Bavière n'avait accepté de se

joindre à lui, même sous la menace du revolver, et le putsch ne se développait pas selon ses prévisions. Soudain, obéissant à une impulsion nouvelle, il s'élança dans la grande salle, monta à la tribune, face à la foule houleuse des assistants, et annonça que, dans la salle attenante, les membres du triumvirat venaient d'accepter de former avec lui un nouveau gouvernement. « Le ministère bavarois, cria-t-il, est destitué...

Le gouvernement des criminels de novembre et le président du Reich seront destitués. Un nouveau gouvernement va être constitué aujourd'hui même, ici, à Munich. Une armée nationale allemande sera formée immédiatement... Jusqu'à ce que les comptes soient définitivement réglés avec les criminels de novembre, je propose que, dans le gouvernement national, la direction de la police me soit confiée. Ludendorff prendra le commandement de l'armée nationale allemande... La tâche du gouvernement national allemand provisoire est d'organiser la marche sur cette Babel du péché qu'est Berlin et de sauver le peuple allemand. Demain verra en Allemagne ou bien un gouvernement national, ou bien nos cadavres! »

Ce n'était ni la première ni la dernière fois qu'Hitler, grâce à un mensonge magistral, emportait la décision. Lorsque l'assistance l'entendit affirmer que Kahr, le général von Lossow Seisser, le chef de la police, s'étaient joints à lui, son humeur changea brusquement. Des applaudissements nourris éclatèrent assez forts pour impressionner les trois hommes toujours enfermés dans la petite salle voisine.

Ce fut alors que Scheubner-Richter fit surgir le général Ludendorff, tout à fait comme un prestidigitateur, de son haut-de-forme, tire un lapin blanc. Le héros était furieux qu'Hitler l'eût joué façon aussi inopinée.

Quand il apprit, dans la pièce attenante, que l'ancien caporal, et non lui, le général Ludendorff, serait dictateur de l'Allemagne, sa rancœur s'accrut encore, à telle enseigne qu'il n'adressa pratiquement plus la parole au jeune audacieux. Mais Hitler ne s'en souciait guère, du moment que Ludendorff prêtait son grand nom à une entreprise aussi hasardeuse et qu'il lui gagnait la collaboration des trois chefs bavarois jusqu'alors récalcitrants à ses exhortations comme à ses menaces.

Cela, Ludendorff se mit en devoir de l'accomplir. Il représenta à Kahr, Lossow et Seisser qu'il s'agissait maintenant d'une grande cause nationale et il leur conseilla d'y concourir. Très frappés de l'attention que le généralissime accordait à Hitler, les trois hommes parurent s'incliner, encore que Lossow ait nié plus tard avoir accepté de se placer sous les ordres de Ludendorff. Pendant quelques minutes, Kahr discutailla en faveur de la restauration, qui lui était si chère, de la monarchie Wittelsbach. Il dit enfin qu'il collaborerait avec le « représentant du roi ».

L'opportune arrivée de Ludendorff avait sauvé Hitler. Il ramena les dirigeants sur l'estrade, où ils prononcèrent chacun quelques paroles, jurant qu'ils seraient fidèles les uns aux autres, ainsi qu'au régime nouveau. L'assistance, délirant d'enthousiasme, bondit sur les chaises et sur les tables. Hitler rayonnait de joie. « Il avait une expression de bonheur enfantine, franche, que je n'oublierai jamais », a déclaré par la suite un historien éminent, présent sur les lieux (9).

Remonté à la tribune, Hitler adressa pour finir quelques mots à l'assemblée :

Je veux désormais accomplir le vœu que j'ai formé, voilà cinq ans, alors que j'étais un infirme, un aveugle, à l'hôpital militaire : ne connaître ni repos, ni paix jusqu'à ce que soient

jetés à bas les criminels de novembre, jusqu'à ce que, sur les ruines de la misérable Allemagne d'aujourd'hui, se relève une Allemagne puissante, grande, libre et splendide.

L'assistance commença à se disperser. Aux issues, Hess et les hommes des S.A. retinrent plusieurs membres du cabinet bavarois et d'autres notables, qui tentaient de se glisser au-dehors parmi la foule. Hitler surveillait de l'œil Kahr, Lossow et Seisser. Survint alors la nouvelle d'une échauffourée qui s'était produite entre des troupes d'assaut d'une des ligues de combat, le Bund Oberland, et des soldats de l'armée régulière. Hitler voulut se rendre sur les lieux, la caserne du génie, afin de le régler lui-même, et il confia la brasserie aux soins de Ludendorff.

Erreur fatale : Lossow fut le premier à s'échapper, disant à Ludendorff qu'il lui fallait se hâter de regagner son bureau à l'état-major, pour y donner les ordres nécessaires. Aux protestations élevées par Scheubner-Richter, Ludendorff répliqua sèchement : « Je vous interdis de mettre en doute la parole d'un officier allemand. » Kahr et Seisser, eux aussi, firent en sorte de disparaître.

Hitler, toujours très satisfait, revint à la brasserie pour apprendre que ses oiseaux s'étaient envolés. Ce premier échec de la soirée lui fut très pénible. Plein de confiance, il s'attendait à trouver ses « ministres » penchés sur leurs nouvelles fonctions, tandis que Ludendorff et Lossow établiraient le plan de la marche sur Berlin. Mais presque rien n'avait été fait. Munich n'était même pas occupé par les forces révolutionnaires. Röhm, à la tête d'un détachement de troupes d'assaut d'une autre ligue (*Reichskriegsflagge*), s'était emparé des bureaux de l'armée au ministère de la Guerre, situé Schœnfeldstrasse; mais les autres centres stratégiques restaient libres, y compris même le télégraphe, dont les fils transmirent à

Berlin la nouvelle du coup tenté par Hitler à la brasserie; en retour, le général von Seeckt ordonna à l'armée stationnée en Bavière de réduire complètement les rebelles.

En dépit de quelques défections parmi les officiers subalternes et chez quelques soldats dont les sympathies allaient à Hitler et Röhm, les officiers supérieurs, à la suite du général von Danner, commandant la garnison de Munich, étaient non seulement disposés à exécuter les ordres de Seeckt, mais encore très émus et très mécontents du traitement infligé par Hitler au général von Lossow. Selon le code de l'armée, tout civil coupable d'avoir dirigé son revolver contre un général méritait d'être abattu par un officier usant de ses armes individuelles. De l'état-major, installé à la caserne du 19^e régiment d'infanterie, où Lossow avait rejoint Danner, des messages adressés à d'autres garnisons prescrivaient d'envoyer en toute hâte des renforts sur Munich. A l'aube, des troupes régulières avaient encerclé celles de Röhm, établie au ministère de la Guerre.

Auparavant, Hitler et Ludendorff y étaient allés passer quelques instants avec Röhm pour envisager la situation. Ce dernier fut choqué d'apprendre que personne d'autre n'avait effectué d'opération militaire, ni occupé d'autre centre-clef. Hitler tenta désespérément de reprendre contact avec Lossow. Des messages lui furent adressés au 19^e d'infanterie au nom de Ludendorff, sans provoquer de réponse. Pöchner, partisan d'Hitler, partit, avec le major Huehnlein et un détachement de S.A., occuper les bureaux qui étaient les siens quand il dirigeait la police munichoise; ils y furent arrêtés sur-le-champ.

Quant à Gustav von Kahr, chef du gouvernement bavarois, il n'avait pas tardé à reprendre ses sens et son courage après avoir quitté le

Buergerbräukeller. Se refusant à risquer de nouveau d'être prisonnier d'Hitler et de ses hommes de main, il partit avec ses ministres pour Regensburg (Ratisbonne); mais il avait auparavant fait afficher dans tout Munich la proclamation suivante:

Les mensonges et la perfidie de camarades ambitieux ont transformé une démonstration visant au relèvement national en une scène de répugnante violence. Les déclarations qui nous ont été arrachées sous la menace d'un revolver, au général von Lossow, au colonel Seisser et à moi-même, sont nulles et sans valeur. Le Parti national socialiste ouvrier allemand, ainsi que les ligues combattantes Oberland et Reichskriegsflagge, sont dissous.

VON KAHR,

Commissaire-Général d'État.

Le triomphe qui, au début de la soirée, semblait à Hitler si proche et si facile s'éloignait de lui à mesure que s'écoulait le temps. Il voyait s'écrouler la base qu'il avait toujours prétendue indispensable au succès de toute révolution, c'est-à-dire l'appui des institutions existantes : armée, police, groupe politique au pouvoir. Même le nom prestigieux de Ludendorff — il s'en apercevait maintenant — était impuissant à s'imposer aux forces armées de l'État. Il suggéra qu'un moyen de rétablir la situation consisterait peut-être à ce que le général et lui gagnent la province dans le voisinage de Rosenheim et rallient les paysans autour de leurs bandes armées en vue d'une attaque sur Munich; mais Ludendorff rejeta aussitôt ce projet.

Une autre façon de faire, pensa-t-il, aurait peut-être du moins l'avantage d'éviter un désastre. Dès les premières nouvelles qui lui étaient parvenues sur le putsch, le prince Rupprecht, personnellement très hostile à Ludendorff, avait réclamé par une brève déclaration qu'on mît fin à ce

mouvement. Hitler résolut alors de demander au prince qu'il intervînt auprès de Lossow et de Kahr afin que la situation fût réglée honorablement. Un lieutenant, Neunzert, ami d'Hitler et de Rupprecht, fut envoyé à l'aube au château des Wittelsbach pour mener à bien cette mission délicate. Ne réussissant pas à trouver d'automobile, il dut attendre un train et n'arriva à sa destination qu'à midi, heure à laquelle les événements prenaient une tournure qu'Hitler n'avait pas prévue et que Ludendorff n'avait jamais envisagée.

Ce que projetait Hitler, c'était un putsch, non une guerre civile. Son état de surexcitation fiévreuse lui laissait une maîtrise suffisante pour comprendre que réduire la police et l'armée était une tâche au-dessus de ses moyens. Il voulait faire une révolution avec les forces armées, et non *contre* elles. Si prompt à répandre le sang qu'il se fût montré dans ses récents discours et durant les heures où il avait tenu les triumvirs au bout de son pistolet, il recula devant la perspective que des hommes unis par leur haine commune de la République pussent s'entre-tuer.

Ludendorff pensait de même. Ainsi qu'il l'avait écrit à sa femme, il aurait volontiers pendu Ebert « et compagnie » et pris plaisir à les voir se balancer à la potence, mais il ne désirait nullement la mort de policiers et de soldats qui, au moins à Munich, croyaient comme lui à la contre-révolution nationale.

Au jeune chef nazi indécis, le général proposa donc un plan personnel, qui lui semblait propre encore à apporter la victoire, tout en évitant l'effusion de sang. Les soldats allemands, et même les policiers, pour la plupart anciens militaires, n'oseraient jamais — il en avait la certitude — ouvrir le feu sur le chef légendaire qui les avait conduits à de

grandes victoires sur les fronts oriental et occidental. Lui et Hitler marcheraient avec leurs partisans sur le centre de la ville, et ils s'en empareraient. Non seulement la police et l'armée se garderaient — il en était sûr — de toute opposition, mais encore elles se rangeraient et se battraient sous ses ordres. Bien qu'un peu sceptique, Hitler accepta. Cela semblait l'unique solution possible. Le prince héritier n'avait pas répondu à la demande de médiation qu'il lui avait adressée.

Vers onze heures du matin, le 9 novembre, jour anniversaire de la proclamation de la République allemande, Hitler et Ludendorff, à la tête d'une colonne de quelque 3 000 S.A. partis des jardins du *Buergerbräukeller*, se dirigèrent vers le centre de Munich. A leurs côtés, au premier rang, marchaient Gœring, commandant les troupes d'assaut, Scheubner-Richter, Rosenberg, Ulrich Graf, garde du corps d'Hitler, et une demi-douzaine d'autres dirigeant nazis et chefs du Kampfbund. Devant la colonne flottaient un drapeau frappé du svastika et une bannière du Bund Oberland. Suivant de près les premiers rangs, un camion cahotant transportait des mitrailleuses et leurs servants. Les S.A. étaient armés de carabines à l'épaule, dont certaines baïonnettes au canon. Hitler brandissait son revolver. Force assurément peu formidable; mais Ludendorff, qui avait commandé par millions les plus belles troupes allemandes, semblait la trouver suffisante pour son dessein.

Les rebelles rencontrèrent le premier obstacle à quelques centaines de mètres au nord de la brasserie. Sur le pont Ludwig qui traverse l'Isar, un détachement de police se tenait prêt à barrer la route. Bondissant en avant et s'adressant à leur chef, Gœring le menaça, si l'on tirait sur ses hommes, de faire fusiller un certain nombre d'otages qu'il prétendait emmener en

queue de la colonne. Durant la nuit, en effet, Hess et d'autres nazis avaient arrêté plusieurs personnalités dont deux ministres, en prévision d'une circonstance semblable. Goering bluffait peut-être, mais l'officier parut penser le contraire, car il laissa la colonne passer le pont sans s'interposer.

Sur la Marienplatz, la colonne nazie rencontra une nombreuse assistance, qui écoutait une allocution de Julius Streicher, l'antisémite de Nuremberg, accouru à Munich dès les premières nouvelles du putsch. Ne voulant pas être tenu à l'écart de la Révolution, il coupa court à ses propos et se joignit aux rebelles, emboîtant le pas immédiatement à Hitler.

Peu après midi, la colonne s'approcha de son objectif, le ministère de la Guerre, où Röhm et ses troupes d'assaut étaient encerclés par des soldats de la Reichswehr. Ni les assiégeants ni les assiégés n'avaient encore tiré un seul coup de feu. Röhm et ses hommes étaient d'anciens militaires, et tous avaient plusieurs camarades de guerre de l'autre côté du réseau barbelé. Aucun des deux camps n'avait le cœur à tuer.

Afin d'atteindre le ministère et de libérer Röhm, Hitler et Ludendorff entreprirent alors de faire passer leur colonne par l'étroite Residenzstrasse qui, juste derrière la Feldherrnhalle, débouche sur la vaste Odeonsplatz. Au bout de cette rue étroite, un détachement d'une centaine de policiers armés de carabines obstruait la route. Occupant une position stratégique, ils ne cédèrent pas le terrain.

De nouveau, les nazis tentèrent de passer en parlementant. L'un d'eux, le fidèle garde du corps Ulrich Graf, s'avança vers l'officier et lui cria : « Né tirez pas ! Son Excellence Ludendorff arrive ! » Même en ce moment décisif et périlleux, un révolutionnaire allemand, fût-il ex-lutteur amateur et bagarreur professionnel, n'oubliait pas de donner à un gentilhomme le titre

auquel il avait droit. Hitler hurla de son côté : « Rendez-vous ! Rendez-vous ! » Mais l'officier de police inconnu ne se rendit pas. Sans doute, le nom de Ludendorff ne lui semblait-il ni prestigieux ni magique; il était la police, et non l'armée.

Quel camp tira le premier? On ne l'a jamais établi, et chacun a prétendu que c'était l'autre. Un témoin a déclaré ultérieurement que ce fut Hitler, avec son revolver. Un autre pensait qu'il s'agissait de Streicher. En tout cas, plus d'un nazi m'a dit que c'était ce geste qui, plus que n'importe quoi, l'avait si longtemps attaché sentimentalement à Hitler*.

** Quelques années plus tard, approuvant la nomination de Streicher comme chef nazi de Franconie malgré l'opposition de nombreux camarades du parti, Hitler déclara : « Peut-être en est-il un ou deux qui n'aiment pas la forme du nez du camarade Streicher. Mais, le jour où il était couché près de moi sur le pavé près de la Feldherrnhalle, je me suis juré de ne pas le lâcher tant que lui-même ne me lâcherait pas. » (HEIDEN, Hitler, A Biography, p. 157.)*

Toujours est-il qu'un coup de feu fut tiré et que, l'instant d'après, partit de chaque côté une volée de balles qui sonna le glas des espoirs nourris par Hitler. Scheubner-Richter tomba, mortellement touché; Gœring s'affaissa également, avec une grave blessure à la cuisse. Le feu cessa en une minute, mais la rue était déjà jonchée de corps; 16 nazis et 3 policiers gisaient, tués ou mourants; il y avait des blessés en bien plus grand nombre, et les autres, Hitler compris, se collaient aux pavés pour échapper au massacre.

Il y eut une exception; si son exemple avait été suivi, les événements auraient pu changer du tout au tout. Ludendorff ne se jeta pas au sol. Debout, droit et fier dans la meilleure tradition militaire, flanqué de son officier d'ordonnance, le major Streck, il continua d'avancer avec calme

devant les carabines des policiers, jusqu'à l'Odeonsplatz. Aucun nazi ne marcha derrière ces silhouettes impressionnantes; aucun, même pas leur chef suprême, Adolf Hitler.

Le futur chancelier du Troisième Reich n'attendit personne pour se soustraire au danger. Lorsque la colonne s'approcha du cordon de la police, il passa son bras gauche autour du bras droit de Scheubner-Richter (geste bizarre, mais peut-être révélateur), et celui-ci, quand il fut touché, l'entraîna dans sa chute sur le pavé. Il se peut qu'Hitler se soit alors cru blessé, car il éprouvait une vive douleur; on constata ensuite qu'elle était causée par un déboîtement de l'épaule. Il n'en reste pas moins que, selon le témoignage d'un de ses partisans nazis, qui se trouvait dans la colonne, le médecin Walther Schulz — témoignage appuyé par plusieurs autres — Hitler « fut le premier à se relever et à revenir en arrière », laissant ses camarades tués et blessés couchés par terre en pleine rue. On se hâta de le faire partir dans une automobile qui attendait et on l'enleva jusqu'à la maison de campagne des Hanfstaengl, à Uffing, où il fut soigné par la femme et la sœur de Putzi. Deux jours plus tard, il fut arrêté.

Ludendorff, lui, fut arrêté sur les lieux mêmes. Montrant son mépris pour les rebelles, qui n'avaient pas eu le courage de continuer à avancer avec lui, et tout son ressentiment contre l'armée, parce qu'elle ne s'était pas rangée à ses côtés, il déclara qu'il ne reconnaîtrait plus jamais un officier allemand et qu'il ne porterait plus l'uniforme. Goering reçut les premiers soins d'un Juif, propriétaire d'une banque toute proche où il avait été transporté; il fut ensuite clandestinement passé en Autriche par sa femme et conduit dans un hôpital d'Innsbruck. Hess s'enfuit également en Autriche. Au ministère de la Guerre, Röhm fit sa reddition deux heures

après l'échauffourée de la Feldherrnhalle. Bref en quelques jours, tous les rebelles, sauf Gœring et Hess, furent pris et emprisonnés. Le putsch nazi s'était terminé par un fiasco. Le parti fut dissous. Selon toute apparence, le national-socialisme était mort. Son chef despotique, enfui dès la première volée de balles, sembla perdu de réputation; sa carrière, commencée avec la rapidité d'un météore, parut s'achever aussi vite.

Les événements devaient montrer que cette carrière n'était qu'interrompue, et pas pour longtemps. Hitler eut l'intelligence de comprendre que son procès, loin de lui être fatal, allait lui fournir un nouveau piédestal, d'où il pourrait non seulement discréditer les autorités, elles aussi compromises, qui l'avaient fait arrêter, mais encore — ce qui était plus important — diffuser pour la première fois son nom bien au-delà des confins de la Bavière et même de l'Allemagne. Il savait que les envoyés spéciaux de la presse mondiale et ceux des principaux journaux allemands accouraient à Munich pour suivre le procès, qui s'ouvrit le 26 février 1924 devant une cour spéciale siégeant à l'ancienne École d'infanterie de la Blumenburgstrasse. Lorsqu'il fut terminé, vingt-quatre jours plus tard, Hitler avait transformé la défaite en triomphe, fait partager sa culpabilité à Kahr, Lossow et Seisser, impressionné le peuple allemand par son éloquence et par la ferveur de ses sentiments nationalistes et fait briller son nom au tableau d'affichage de l'actualité mondiale.

Bien que Ludendorff fût de beaucoup le plus connu des dix prisonniers se présentant au banc des accusés, Hitler s'arrogea tout de suite le devant de la scène. Du début à la fin, il domina la salle d'audience. Franz Gurtner, ministre de la Justice de Bavière, vieil ami et protecteur du chef nazi, avait fait en sorte que l'appareil judiciaire se montrât complaisant et indulgent. Jamais Hitler ne fut empêché d'interrompre chaque fois qu'il le désirait, de questionner à volonté les témoins et de parler en son nom propre aussi souvent et aussi longtemps qu'il le voulait. Sa déclaration préliminaire, qui dura quatre heures pleines, ne fut que la

première de longues et nombreuses harangues.

Il se garda de l'erreur commise par ceux qui, accusés de complicité dans le putsch Kapp, avaient, comme il le dit ultérieurement, prétendu qu'« ils ne savaient rien, ne visaient rien et ne désiraient rien. C'était là ce qui faisait la ruine de la société bourgeoise: elle n'avait pas le courage de reconnaître ses responsabilités... de se présenter devant le juge en affirmant : « Oui, c'est cela que nous voulions faire; nous *voulions* détruire l'État. »

Placé maintenant devant les juges et les représentants de la presse internationale, Hitler proclama orgueilleusement : « Je suis le seul responsable, mais cela ne fait pas de moi un criminel. Si je suis ici comme révolutionnaire, c'est comme révolutionnaire ennemi de la révolution. Or, on ne voit pas accuser de haute trahison les traîtres de 1918. »

S'il existait contre lui un tel grief, alors les trois hommes qui étaient en Bavière à la tête du gouvernement, de l'armée et de la police et qui avaient conspiré avec lui contre le gouvernement allemand étaient aussi coupables, et ils auraient dû se trouver à ses côtés au banc des accusés, au lieu d'être assis à la barre des témoins pour être ses premiers accusateurs. Adroitement, il renversa donc la situation aux dépens des triumvirs, qui se sentaient mal à l'aise et la conscience inquiète :

Une chose était certaine. Lossow, Kahr et Seisser avaient le même objectif que nous : se débarrasser du gouvernement du Reich... Si notre entreprise constituait réellement de la haute trahison, il faut alors que pendant la même période, Lossow, Kahr et Seisser aient été avec nous coupables de haute trahison; en effet, pendant toutes ces semaines, non n'avons parlé de rien d'autre que des buts dont nous avons maintenant à répondre.

Les trois hommes ne pouvaient guère infirmer cette assertion, car elle

était exacte. Kahr et Seisser étaient incapables de résister aux attaques d'Hitler. Seul, le général von Lossow sut se défendre sans mâcher ses mots. « Je ne suis pas un comitadji en disponibilité, fit-il remarquer à la cour. J'occupais de hautes fonctions dans l'État. » Et il déversa tout son mépris de vieil officier sur l'ex-caporal, cet ambitieux en chômage, que ses aspirations démesurées avaient conduit à vouloir s'imposer à l'armée et à l'État. Il s'étonna même avec emphase de la distance parcourue par cet individu sans scrupule depuis les jours encore récents où il avait consenti à n'être que l'agent de publicité d'un mouvement patriotique.

Rien qu'un agent de publicité? Hitler n'eut pas de peine à riposter :

Les hommes sans envergure ont des pensées bien mesquines. Croyez-moi, je ne considère pas l'obtention d'un portefeuille ministériel comme quelque chose qui vaille un effort. Je ne tiens pas pour digne d'un homme vraiment grand de chercher à passer à la postérité en devenant un ministre; on risque trop d'être enterré avec ses collègues! Mon but a toujours été mille fois plus élevé. J'ai voulu devenir le destructeur du marxisme. Telle est la tâche que je vais accomplir. Si j'y parviens, le titre de ministre ne sera quant à moi qu'une absurdité.

Il invoqua l'exemple de Wagner :

Lorsque je me vis pour la première fois devant la tombe de Richard Wagner, mon cœur se gonfla de fierté à la pensée d'un homme qui avait interdit toute inscription du genre de « Ci-gît le conseiller privé, directeur musical, Son Excellence le baron Richard von Wagner ». J'étais fier que cet homme, ainsi que tant d'autres dans l'histoire de l'Allemagne, se soit contenté de confier son nom à l'avenir sans ses titres. Ce ne fut pas par modestie que je voulus naguère être un agent de publicité; ce fut par la plus haute des inspirations, et le reste ne compte pas.

On l'accusait d'avoir voulu passer d'homme-sandwich à dictateur. Il ne s'en dédit point. Le destin en avait décidé ainsi.

L'homme né pour être dictateur ne l'est pas à son corps défendant. C'est lui qui en a la volonté. Il n'est pas poussé en avant. C'est lui qui se pousse. Rien de contraire à la modestie en cela. Est-il sans modestie pour un ouvrier de chercher un travail pénible? Est-il présomptueux, pour un homme qui a le front élevé d'un penseur, de passer ses veilles à faire au monde le présent d'une invention? Celui qui se sent appelé à gouverner un peuple n'a pas le droit de dire : « Si vous me voulez ou si vous me convoquez, je collaborerai. » Non! Son devoir, c'est de se mettre en avant.

Quoique Hitler, au banc des accusés, fût passible d'un long emprisonnement pour crime de haute trahison envers son pays, sa confiance en soi et en sa vocation de « gouverner un peuple » demeurait entière. Pendant qu'il était détenu en prévention, il analysait déjà les causes de son échec et il se jurait de ne plus commettre les mêmes fautes. Treize ans après, ayant atteint son but et rappelant ses souvenirs, il dit à ses partisans, réunis au *Buergerbräukeller* pour célébrer l'anniversaire du putsch : « Je peux déclarer tranquillement que ce fut la décision la plus risquée de ma vie. Quand j'y songe aujourd'hui, la tête me tourne... Si vous voyiez maintenant défiler une de nos escouades de 1923, vous vous demanderiez de quel dépôt de mendicité elle était sortie...

Mais le destin nous fut favorable. Il interdit de réussir à une entreprise qui, si elle avait réussi, se serait inévitablement transformée en déroute finale, car notre mouvement manquait alors de toute maturité, comme d'organisation et de fondements intellectuels... Nous reconnûmes qu'il ne suffit pas de renverser l'État mais que l'État nouveau doit avoir été préalablement construit et rendu prêt à fonctionner sous la main qui le commande... En 1933, il n'était plus question de renverser l'État par un acte de violence; dans l'entre-temps, l'État nouveau avait été construit; il

ne restait qu'à détruire les derniers vestiges de l'ancien. Cela ne prit que quelques heures. »

Hitler entrevoyait déjà l'édification du nouvel État nazi, tandis qu'à son procès il discutait avec ses juges et ses accusateurs. Tout d'abord, la fois suivante, il ferait en sorte d'avoir l'armée allemande *avec* lui, et non *contre* lui. Dans sa déclaration finale, il s'attarda sur cette idée de réconciliation et il n'eut pas un seul mot de reproche à l'égard des militaires.

Je suis convaincu que l'heure viendra où les masses, groupées aujourd'hui dans la rue autour de notre bannière au svastika, s'uniront à ceux qui tirèrent sur elles... Lorsque j'appris que c'était la police Verte qui tirait, je me sentis heureux que ce ne fût pas la Reichswehr qui s'abaissait ainsi. La Reichswehr demeure aussi libre de toute pollution qu'autrefois. Un jour, elle sera tout entière à nos côtés, officiers et soldat.

La prévision était exacte; mais le président intervint. « Monsieur Hitler, vous dites que la police Verte s'est abaissée. Cela, je ne puis le permettre. »

L'accusé ne fit aucun cas de cet avertissement. Dans une péroraison qui tint l'auditoire suspendu à ses lèvres, il conclut :

L'armée que nous avons formée croît de jour en jour... J'espère avec fierté que sonnera l'heure où ces rudes compagnies deviendront des bataillons, les bataillons des régiments, les régiments des divisions; où la vieille cocarde sera relevée de la boue; où les vieux drapeaux flotteront de nouveau; où une réconciliation naîtra devant le grand jugement dernier que nous sommes préparés à affronter.

Tournant son regard brûlant droit sur ses juges, il ajouta :

Car ce n'est pas vous, messieurs, qui prononcez notre sentence. Ce jugement est exprimé par le tribunal éternel de l'histoire. Je sais ce que sera le vôtre. Mais le tribunal dont je parle ne nous demandera pas « Avez-vous, oui ou non, commis un acte de haute trahison? » Ce tribunal nous jugera, le quartier-maître général de la vieille armée (Ludendorff) et nous, ses officiers et ses soldats, comme des Allemands qui n'ont voulu que le bien de leur peuple et de leur patrie, qui n'ont voulu que combattre et mourir. Libre à vous de nous déclarer coupables mille fois; mais la déesse du tribunal éternel de l'histoire sourira et déchirera en petits morceaux le réquisitoire de votre procureur avec l'arrêt que vous prononcerez. Car elle nous acquitte (10).

Comme l'écrivit Konrad Heiden, les sentences des juges, sinon leurs verdicts, ne furent pas tellement différentes de ce jugement de l'histoire. Ludendorff fut acquitté. Hitler et les autres accusés furent déclarés coupables. Mais, au défi de la loi (article 81 du Code pénal allemand), qui édictait que « quiconque tente de modifier par la force la Constitution du Reich ou de tout autre État allemand sera frappé d'emprisonnement à perpétuité », Hitler fut seulement condamné à cinq ans de détention à la vieille forteresse de Landsberg. Les juges civils n'en protestèrent pas moins contre la sévérité de la sentence; aussi le président les assura-t-il que le prisonnier pourrait être libéré sur parole au bout de six mois.

Les efforts de la police à l'effet de faire expulser Hitler comme étranger (il était encore de nationalité autrichienne) furent totalement infructueux. Les sentences furent prononcées le 1er avril 1924. Un peu moins de neuf mois plus tard, le 20 décembre, Hitler fut relâché et libre de reprendre sa lutte pour le renversement de l'État démocratique. Les conséquences encourues par le crime de haute trahison commis par un homme d'extrême-droite n'étaient donc pas excessivement lourdes, en dépit de la loi, et de nombreux adversaires de la République ne manquèrent pas de s'en souvenir.

Le putsch, encore qu'il eût fait fiasco, transforma Hitler en figure nationale et, aux yeux de beaucoup d'Allemands, en patriote héroïque. La propagande nazie en fit une des grandes légendes du mouvement. Chaque année, même après qu'il eut pris le pouvoir, même après que la deuxième guerre mondiale eut éclaté, Hitler retournait le soir du 8 novembre à la brasserie munichoise pour y parler à ses camarades de la vieille garde — les *alte Kämpfer*, comme on les appelait — survivants de cette expédition qui, à l'époque, avait eu tous les aspects d'une lamentable défaite. En 1935, Hitler, Chancelier, fit exhumer les corps des seize nazis tombés au cours de cette escarmouche et leur donna des sépultures à l'intérieur de la Feldherrnhalle, qui devint un sanctuaire national. Lors de l'inauguration, il proclama : « Ils entrent maintenant dans l'immortalité allemande. Ils veillent sur notre pays et sur notre peuple. Ils reposent ici en témoins véridiques de notre mouvement. » Il n'ajouta pas, et nul Allemand ne parut s'en souvenir qu'ils étaient aussi les hommes abandonnés par lui à leur mort lorsqu'il s'était relevé du pavé sanglant pour s'enfuir.

L'été de cette année 1924, dans la vieille forteresse de Landberg, qui domine de haut le cours de la Lech, Adolf Hitler, traité en hôte d'honneur et pourvu d'une chambre particulière avec une vue splendide, cessa de recevoir les visiteurs qui affluaient pour lui rendre hommage et lui apporter des présents, convoqua le fidèle Rudolf Hess (finalement revenu à Munich et condamné) et commença de lui dicter les chapitres successifs d'un livre*.

* Avant l'arrivée de Rudolf Hess, Hitler avait dicté quelques passages préliminaires à Emil Maurice, horloger, repris de Justice et premier commandant des escouades nazies dites « de choc. ».

LA PENSÉE D'HITLER ET LES RACINES DU TROISIÈME REICH

HITLER voulait intituler son livre *Quatre Ans et Demi de Combat contre le Mensonge, la Stupidité et la Lâcheté*. Mais Max Amann, directeur des publications nazies et esprit positif s'opposa au choix d'un titre aussi pesant (et aussi peu « commercial »). Il l'abrégea donc en celui de *Mon Combat* (*Mein Kampf*). En prenant connaissance du manuscrit, Amann éprouva une vive déception, car il espérait un récit personnel et vivant, où Hitler aurait raconté comment, de « petit ouvrier inconnu » à Vienne, il était devenu un chef célèbre dans le monde entier. Or, l'ouvrage est à peine biographique. Amann comptait également y trouver une version inédite du putsch de la brasserie munichoise, dont les circonstances dramatiques et l'ambiance de duperie auraient intéressé le public. Mais Hitler eut l'intelligence de ne pas remuer des cendres refroidies, alors que la fortune du parti était au plus bas*. Le putsch manqué est à peine effleuré dans *Mein Kampf*.

* « Il est inutile, écrit Hitler à la fin du tome II, de rouvrir des blessures qui semblent à peine refermées... inutile de parler de culpabilité à propos d'hommes qui peut-être, au fond de leur cœur, aimaient tous leur pays d'un égal amour et qui se sont seulement trompés sur le sens de la route commune à suivre. » Chez un individu aussi vindicatif qu'Hitler, ces mots marquaient une indulgence inattendue pour ceux qui, ayant écrasé sa rébellion, l'avaient emprisonné. Ou encore étant donné ce qui arriva plus tard à Kahr et à ses autres adversaires, peut-être faut-il voir là surtout une manifestation de son empire sur soi-même, de son aptitude à savoir se contenir, temporairement et pour des raisons de tactique. Toujours est-il qu'en cette affaire Hitler s'abstint de récriminer.

Le premier volume fut publié en automne 1925. Il contenait 400 pages environ et coûtait 12 marks (3 dollars), c'est-à-dire à peu près le double du prix moyen des livres édités à l'époque en Allemagne. Ce fut loin d'être tout de suite un succès de librairie. Amann assura que les ventes atteignirent 23 000 exemplaires dans la première année et qu'elles continuèrent à monter; les milieux anti-nazis accueillaient cette prétention avec scepticisme.

Grâce à la saisie par les Alliés, en 1946, des relevés de droits d'auteur établis par Eher Verlag, maison des éditions nazies, on peut maintenant connaître en détail les comptes de *Mein Kampf*. En 1925, la vente fut de 9 473 exemplaires et elle diminua trois années durant, tombant à 6 913 en 1926, 5 607 en 1927 et 3 015 en 1928, pour les deux volumes. Après une légère reprise (7 664) en 1929, elles se relevèrent avec la fortune du Parti nazi en 1930 (année où parut une édition à bon marché à 8 marks); la vente fut alors de 54 086, diminua légèrement (50 808) en 1931 et rebondit à 90 351 en 1932.

Les droits d'auteur perçus par Hitler, sa principale source de revenus à partir de 1925, furent considérables si l'on prend leur moyenne pour ces sept premières années; mais ce n'était rien par comparaison avec ceux de 1933, celle où il devint Chancelier. Pendant ses premiers douze mois de fonctions, *Mein Kampf* se vendit à un million d'exemplaires, et les droits de Hitler (élevés de 10 à 15 % à partir du 1er janvier 1933) dépassèrent un million de marks, ce qui fit de lui l'auteur le mieux payé d'Allemagne pour la première fois, un millionnaire*.

* Comme beaucoup d'écrivains, Hitler eut des difficultés avec le fisc, du moins — nous le verrons — avant qu'il ne devînt dictateur.

La Bible exceptée, aucun livre ne se vendit aussi bien durant le régime nazi, époque à laquelle il n'était guère prudent pour un foyer de ne pas en avoir un exemplaire sur la table familiale. Il était à peu près obligatoire, et certainement adroit, de l'offrir en cadeau de mariage ; presque tout écolier le recevait à la fin de ses études, quel que fût l'établissement. En 1940, un an après le début de la guerre, 6 millions d'exemplaires avaient été vendus en Allemagne (1).

Cependant, tout exemplaire de *Mein Kampf* n'était pas nécessairement lu par son acheteur. J'ai entendu plus d'un nazi plaindre que ce fût un livre ardu, et plusieurs m'avouèrent (en particulier) qu'ils n'avaient jamais pu arriver au bout de ses 782 brumeuses pages. Mais on pourrait bien répliquer que, si plus d'Allemands non nazis l'avaient lu avant 1933 et si les hommes d'État de partout l'avaient analysé avec plus d'attention alors qu'il en était temps encore, tant l'Allemagne que le monde auraient pu échapper à la catastrophe. En effet, quelles que soient les autres accusations qu'il y ait lieu de porter contre Adolf Hitler, nul ne saurait lui reprocher de ne pas avoir exactement couché par écrit le genre d'Allemagne qu'il entendait créer si jamais il prenait le pouvoir, et le genre de monde qu'il envisageait de bâtir quand il l'aurait fait militairement conquérir par cette Allemagne. Le plan réservé au Troisième Reich et, qui plus est, celui du barbare Ordre nouveau qu'il imposa à l'Europe écrasée pendant ses années triomphales de 1939 à 1945, est exposé avec cynisme en long, en large et en détail dans les pages de ce livre qui ne cache rien.

Ainsi que nous l'avons vu, Hitler avait formé ses idées de base à Vienne, alors qu'il n'avait guère plus de vingt ans; il a dit lui-même qu'il

apprit peu de choses ensuite et qu'il ne modifia rien dans sa façon de penser. Quand il quitta l'Autriche pour l'Allemagne en 1913 à l'âge de vingt-quatre ans, il brûlait de passion pour le nationalisme allemand; il haïssait la démocratie, le marxisme et les Juifs; il était convaincu que la Providence avait élu les Aryens, et tout particulièrement les Allemands, pour être la race maîtresse du monde.

Dans *Mein Kampf*, il a exposé ses conceptions, et leurs applications en vue de résoudre ce double problème : d'abord, donner à une Allemagne vaincue et anarchique une place au soleil plus belle que jamais; ensuite fonder une nouvelle sorte d'État : un État ayant la race pour base et instaurant la dictature absolue du chef (c'est-à-dire de lui-même, Hitler), régnant sur des chefs moindres qui prendraient ses ordres et qui donneraient des ordres à leurs subalternes.

En somme, l'ouvrage contient : d'abord une esquisse du futur État allemand et des moyens lui permettant de devenir un jour « maître de la Terre » (l'auteur l'indique dès la première page); ensuite, un point de vue, une perspective sur la vie exprimée par son mot préféré, *Weltanschauung* (Conception du Monde). Il va sans dire que cette perspective apparaît à n'importe quelle intelligence normale du XXe siècle comme un ridicule salmigondis composé par un névropathe sans connaissances ni culture. Ce qui compte beaucoup plus, c'est qu'elle fut fanatiquement adoptée par tant de millions d'Allemands et que, si elle les mena à leur ruine, elle y entraîna également tant de millions d'innocents, dans leur pays et, plus encore, au-dehors de ses frontières.

Comment donc le nouveau Reich reprendrait-il une position de puissance mondiale et marcherait-il ensuite vers la domination universelle?

Hitler traite la question dans son premier volume rédigé pour la plus grande partie quand il était en prison en 1924, et il y revint plus en détail dans le second, terminé en 1926.

Tout d'abord, un règlement de comptes s'imposait avec la France, « inexorable et mortelle ennemie du peuple allemand ». Le but qu'elle visait, selon Hitler, serait toujours « de briser l'Allemagne, de la démembrer en un méli-mélo de petits États ». C'était si évident, ajoutait-il, que si « j'étais un Français... je ne pourrais ni ne voudrais agir autrement que Clemenceau ». Il fallait, par conséquent, conclure « un règlement positif et final avec la France... une dernière lutte définitive... alors seulement nous pourrions terminer le combat perpétuel et essentiellement stérile entre la France et nous ; ce qui présuppose évidemment que l'Allemagne ne considère la destruction de la France que comme un moyen capable de donner ensuite à notre peuple l'expansion rendue possible ailleurs (2) ».

Une expansion ailleurs? Où donc? C'est ce qui amène Hitler au cœur de ses idées relatives à la politique étrangère allemande, qu'il tenta de réaliser avec tant d'esprit de suite, une fois devenu dictateur. *Il a dit sans ambages que l'Allemagne devait s'étendre à l'est, et principalement aux dépens de la Russie.*

Dès le premier volume de *Mein Kampf*, Hitler disserte longuement sur le problème du *Lebensraum* (espace vital), sujet qui l'obséda jusqu'à son dernier soupir. Il estime que l'erreur commise par l'empire des Hohenzollern fut de rechercher des colonies en Afrique. « Une politique territoriale ne peut se réaliser au Cameroun, mais, de nos jours, exclusivement en Europe. » Cependant, ce continent était déjà occupé. Tout en constatant le fait, Hitler déclare que « la nature n'a pas réservé la

possession de son sol à une nation ou à une race quelconque; bien au contraire, ce sol deviendra la possession du peuple qui aura la force de le prendre, si toutefois ce peuple existe ». Et si ses possesseurs actuels élèvent des objections? « Alors, c'est la loi de la concurrence vitale qui joue : ce que n'obtiennent pas des méthodes pacifiques, c'est au poing de s'en emparer (3). »

Dénonçant les faiblesses de la politique étrangère allemande d'avant guerre, Hitler continue : « L'acquisition de terres nouvelles n'était possible qu'à l'est... Si l'on en voulait en Europe, on ne pouvait les obtenir en quantité raisonnable qu'aux dépens de la Russie. Ce qui revenait à dire que le nouveau Reich devait reprendre la route suivie par les anciens chevaliers teutoniques, afin de conquérir par l'épée allemande le sol où la charrue allemande ferait pousser le blé pour le pain quotidien de la nation (4). »

Comme s'il ne s'était pas suffisamment expliqué dans son premier volume, Hitler revient dans le second sur le même sujet :

Sur cette Terre, seul un espace suffisamment vaste assure à une nation la liberté d'existence... Sans s'embarrasser de « traditions » ni de préjugés (le Mouvement national-socialiste) doit trouver le courage de rassembler notre peuple et sa force pour marcher sur la route qui, de son espace vital actuellement restreint, conduira ce peuple à la possession de terres nouvelles... Le Mouvement national-socialiste doit s'efforcer d'éliminer la disproportion qui existe entre notre population et la superficie dont elle dispose, considérant celle-ci autant comme une source de nourriture que comme une base de politique de puissance... Il nous faut poursuivre notre but sans faiblir... assurer au peuple allemand la terre et le sol auxquels il a droit (5)...

A quelle superficie le peuple allemand a-t-il droit? La bourgeoisie — Hitler le déclare dédaigneusement, — « qui n'a pas la moindre idée créatrice pour l'avenir », réclamait la restauration des frontières de 1914.

Demander la restauration des frontières de 1914 est une absurdité politique, que ses proportions et son importance semblent rendre criminelle, cela soit dit sans même mentionner que les frontières du Reich en 1914 n'étaient réellement ni complètes, en ceci qu'elles n'embrassaient pas toute la population de nationalité allemande, ni adaptées aux besoins géomilitaires. Elles n'étaient pas le résultat d'une action politique raisonnée; elles étaient des frontières provisoires, durant une lutte politique encore éloignée de sa fin... Tout aussi justement — et souvent beaucoup plus justement — on pourrait trouver une autre année-échantillon de l'histoire allemande et déclarer que la restauration des conditions alors existantes serait l'objectif à atteindre en matière d'affaires étrangères (6).

Pour retrouver l'« année-échantillon » dont parle Hitler, il eût fallu remonter le cours d'environ six siècles, jusqu'à l'époque où les Allemands repoussaient les Slaves vers l'est. Selon lui, il fallait reprendre l'offensive comme eux, et dans la même direction. « Nous comptons aujourd'hui 80 millions d'Allemands en Europe, et cette politique extérieure ne sera considérée comme opportune que si, après tout juste cent ans, leur nombre passe sur ce continent à 250 (7). » Tous vivraient entre les frontières du nouveau Reich, sur son territoire agrandi.

Évidemment, il faudrait que d'autres peuples cèdent la place à tous ces Allemands. Quels peuples ?

De la sorte, nous autres nationaux-socialistes, nous reprenons la tâche là où elle a été laissée il y a six cents ans. Nous arrêtons l'interminable exode allemand vers le sud et l'ouest et nous tournons nos regards vers les terres de l'est.

*Si nous parlons du sol de l'Europe d'aujourd'hui, nous ne pouvons penser en tout premier lieu qu'à la Russie et à ses États vassaux limitrophes (8).**

* *C'est l'auteur qui souligne.*

Hitler constate d'ailleurs que le destin fut à cet égard favorable à l'Allemagne en livrant la Russie au bolchévisme, ce qui, dit-il, revient à la livrer aux Juifs. Il exulte : « Le gigantesque empire de l'est est mûr pour l'écroulement, et la fin du règne juif en Russie sera la fin de la Russie en tant qu'État. » Il estime donc que ses grandes steppes pourront lui être arrachées quand elle s'écroulera, sans trop de peine et sans qu'il en coûte trop de pertes aux Allemands.

Après cela, pourra-t-on prétendre que le dessein n'était pas clair et précis ? La France sera détruite, détail qui n'est, au reste, que secondaire à côté de la poussée allemande vers l'est. Il faudra d'abord saisir les États situés dans cette direction et où prédomine la population allemande. Quels sont-ils ? Cela va de soi : l'Autriche, le pays des Sudètes en Tchécoslovaquie et la partie occidentale de la Pologne avec Dantzig, puis la Russie elle-même. Pourquoi donc le monde s'étonna-t-il tant lorsque le chancelier Hitler, quelques années à peine plus tard, entreprit d'en venir aux fins qu'il avait annoncées ?

Quant à la nature du futur État nazi, les idées exprimées par Hitler dans *Mein Kampf* sont moins concises. Il a nettement affirmé que la « sottise démocratique » n'y trouverait pas place et que le Troisième Reich serait régi par le *Führerprinzip* (le principe du chef), c'est-à-dire que ce serait une dictature. L'ouvrage est presque complètement muet sur les questions économiques ; elles ennuyaient Hitler, et il ne prit jamais la peine d'apprendre quoi que ce soit à leur sujet, si l'on en excepte qu'il s'est amusé à jouer avec les conceptions baroques de Gottfried Feder, esprit faux et grand ennemi de l'« esclavage des intérêts ».

Hitler ne s'intéressait qu'au pouvoir politique ; il semblait compter

que les questions économiques s'arrangeraient d'elles-mêmes.

L'État n'a absolument rien de commun avec une conception ou un développement économique quelconque... L'État est un organisme racial, et non pas une organisation économique... La force essentielle d'un État ne coïncide que très rarement avec ce qu'on appelle la prospérité économique; celle-ci, dans d'innombrables cas, semble indiquer que l'État manifeste des signes de déclin... La Prusse démontre avec une admirable netteté que ce ne sont pas les qualités matérielles, mais les vertus idéales qui, seules, rendent possible la formation d'un État. C'est uniquement sous leur protection que peut fleurir la vie économique. Chaque fois qu'en Allemagne le pouvoir politique a eu un renouveau de vigueur, les conditions économiques ont commencé de s'améliorer; mais, de même, chaque fois qu'elles ont constitué le seul contenu de la vie de notre peuple, en étouffant chez lui les vertus idéales, l'État s'est écroulé et il a entraîné dans sa ruine la situation économique... Jamais encore, un État ne fut fondé par la mise en œuvre dans la paix d'une politique économique (9)...

Il en découle, comme Hitler le déclara en 1921 dans un discours à Munich, que « nulle politique économique n'est possible sans l'épée, nulle industrialisation n'est possible sans le pouvoir ». Sauf cette philosophie vague et sommaire, sauf aussi une allusion dans *Mein Kampf* à des « assemblées économiques », à des « assemblées foncières » et à un « parlement économique central », lequel « assurerait le fonctionnement de l'économie nationale », Hitler s'abstient d'exprimer une opinion quelconque sur les bases économiques du Troisième Reich.

Et, quoique le Parti nazi prétendît, par son nom même, qu'il était « socialiste », Hitler se montrait encore plus discret sur le genre de « socialisme » qu'il envisageait pour la nouvelle Allemagne. Il n'y a pas lieu de s'en étonner quand on se rappelle la définition qu'il donne du « socialiste » dans un discours prononcé le 28 juillet 1922 :

Quiconque est prêt à faire sienne la cause nationale, assez pour ignorer un idéal plus

élevé que l'intérêt de son pays; quiconque a compris que notre grand hymne, *Deutschland über alles*, signifie que rien dans ce vaste monde ne surpasse à ses yeux cette Allemagne, avec son peuple et son sol, celui-là est un socialiste (10).

Bien que trois collaborateurs au moins lui aient prodigué de nombreux conseils et même qu'ils aient élagué son texte, Hitler passe trop souvent d'un sujet à un autre dans *Mein Kampf*. Rudolf Hess, qui prit la plus grande partie de la dictée, d'abord à la prison de Landsberg et, plus tard, à Haus Wachenfeld, près de Berchtesgaden, fit de son mieux pour rendre le manuscrit présentable; mais il n'était pas de taille à tenir tête au futur Führer. Le père Bernhard Stempfle y réussit davantage; ancien membre de l'ordre des Hiéronymites, c'était un journaliste antisémite auquel s'attachait une certaine notoriété en Bavière.

Ce prêtre étrange, que nous retrouverons plus loin, corrigea un peu la piètre syntaxe d'Hitler, redressa ce qu'il put dans sa prose et fit disparaître quelques passages en montrant à l'auteur qu'ils étaient inopportuns d'un point de vue politique. Le troisième collaborateur fut Josef Czerny, Tchèque d'origine, attaché au journal nazi le *Völkischer Beobachter* et que ses poèmes antisémites rendirent sympathique à Hitler. Il intervint efficacement dans la révision du premier volume de *Mein Kampf* pour le deuxième tirage (où certains mots ou phrases gênants furent éliminés ou changés); de même, il lut attentivement les épreuves du second volume.

De nombreuses digressions subsistaient néanmoins. Hitler tenait à exposer ses idées n'importe quand et à propos de presque tous les sujets imaginables, qui comprenaient par exemple la culture, l'éducation, le théâtre, le cinéma, la caricature, l'art, la littérature, l'histoire, les questions sexuelles, le mariage, la prostitution et la syphilis. Pour cette dernière,

Hitler lui consacre dix pages pesantes, affirmant que « la tâche de la nation, et non pas seulement une tâche *parmi les autres** », était de l'extirper.

* *C'est Hitler qui souligne.*

Afin de combattre cette maladie redoutée, il exige que soient mobilisées toutes les ressources de la propagande nationale. « Tout, dit-il, dépend de la solution de cette question. » Il déclare aussi qu'il faut régler le problème de la syphilis et de la prostitution en facilitant les mariages des jeunes, et il donne un avant-goût de l'eugénisme du Troisième Reich, en affirmant que « le mariage ne saurait être une fin en soi, mais qu'il doit servir un dessein plus élevé : celui d'accroître et de préserver l'espèce et la race; c'est cela seul qui constitue son sens et sa tâche (11). »

Cette idée de la préservation de l'espèce et de la race qu'on trouve dans *Mein Kampf* nous amène à la seconde considération principale : la *Weltanschauung* d'Hitler, sa perspective de la vie ; des historiens, en Angleterre notamment, l'ont considérée comme une forme grossière du darwinisme; or nous verrons qu'en réalité ses racines s'enfoncent profondément dans l'histoire et dans la pensée allemandes. Comme Darwin, mais aussi comme toute une suite de philosophes, d'historiens, de rois, de généraux et d'hommes d'État allemands, Hitler voyait la vie comme une lutte perpétuelle et le monde comme une jungle où survit le plus apte et où règne le plus fort, un monde « où chaque être se nourrit d'un autre et où la mort du plus faible permet l'existence du plus fort ».

Mein Kampf est parsemé d'aphorismes tels que ceux-ci : « En fin de compte, l'instinct de conservation est le seul maître... L'humanité s'est faite

grande par la lutte perpétuelle, et c'est seulement par la paix perpétuelle qu'elle périt... La Nature... met les êtres vivants au monde et elle assiste au libre jeu des forces en présence. Alors, elle accorde le droit de dominer à son enfant préféré, le plus doué de courage et d'ingéniosité... Le plus fort doit dominer, et non pas se mêler aux faibles, ce qui lui ferait perdre sa supériorité. Seul, celui qui est né faible peut tenir ces conditions pour cruelles. » Aux yeux d'Hitler, la préservation de la « culture » est liée à la loi rigide de la nécessité, et la victoire est le droit du plus fort. « Ceux qui veulent vivre, qu'ils combattent donc. Et ceux qui ne veulent pas combattre, en ce monde d'éternel combat, ne méritent pas de vivre. Même si c'est dur, c'est ainsi qu'il en est (12)! »

Et qui sera « l'enfant préféré de la Nature, le plus doué de courage et d'ingéniosité », auquel la Providence accorde « le droit de dominer »? C'est l'Aryen. On trouve là, dans *Mein Kampf*, l'essence de l'idée nazie de supériorité raciale, de la conception de la super-race, sur laquelle se fondaient le Troisième Reich et le nouvel Ordre européen voulu par Hitler.

Toute la culture humaine, tous les résultats apportés par l'art, la science et la technologie, dont nous jouissons aujourd'hui, sont presque exclusivement dus au génie créateur de l'Aryen. Ce fait même implique que lui seul a fondé l'humanité supérieure et qu'il est donc le prototype de ce que nous entendons par le mot « homme ». Il est le Prométhée de notre espèce. De son front de lumière a jailli à toutes les époques l'étincelle divine du génie; elle a perpétuellement ranimé la flamme de la conscience qui éclaircit la nuit des mystères silencieux, grâce à quoi l'homme a pu accéder à la maîtrise et à la domination des autres êtres terrestres... C'est lui qui établit les fondations et qui assumait la construction des murs de tous les grands édifices de la civilisation humaine (13).

Comment, maintenant, l'Aryen accomplit-il une œuvre d'une telle envergure et devint-il si grand ? Hitler répond : En piétinant les autres.

Ainsi que tant de penseurs allemands du XIXe siècle, il s'épanche dans un sadisme (et dans son opposé, un masochisme) que les germanisants étrangers ont toujours eu de la peine à comprendre.

Ainsi, l'existence de types humains inférieurs a toujours été une des conditions préalables essentielles à la formation des civilisations supérieures... Il est certain que la première culture humaine se fonda moins sur le dressage des animaux que sur l'emploi des humains inférieurs. C'est seulement après l'asservissement de ceux-ci que le même sort fut appliqué aux bêtes, car la charrue fut tirée par le guerrier vaincu avant de l'être par le cheval. Ce n'est donc pas par hasard que les premières civilisations se sont produites là où l'Aryen, dans ses contacts avec des races inférieures, les a soumises et pliées à sa volonté... Tant qu'il a su garder sans pitié son attitude de maître, non seulement il est demeuré le maître, mais encore il a été celui qui protégeait et qui développait la culture (14).

Alors se produisit un fait qu'Hitler estime constituer un avertissement pour l'Allemagne :

Dès que les peuples asservis commencèrent à s'élever et à se rapprocher du niveau de ceux qui les avaient conquis, probablement en s'assimilant leur langage, la barrière séparant le maître de l'esclave céda.

Mais il y avait pis que d'avoir une langue commune pour le maître et pour l'esclave.

L'Aryen abandonna la pureté de son sang et, par là, il perdit le paradis qu'il s'était créé. Il se trouva englouti dans un mélange de races, sa faculté créatrice de civilisation le déserta graduellement.

Le jeune chef nazi tenait cela pour l'erreur capitale.

Le mélange des sangs, avec l'abaissement du niveau racial qu'il a entraîné, est la seule cause de l'agonie des civilisations anciennes. En effet, les hommes ne meurent pas parce qu'ils perdent des guerres, mais parce qu'ils perdent cette force de résistance qui ne se maintient que dans un sang pur. Tous ceux qui, en ce monde, ne sont pas de bonne race, ne sont que rebut (15).

Rebut, par conséquent, les Juifs et les Slaves. Quand il devint dictateur et conquérant, Hitler prohiba le mariage entre Allemands et personnes de ces deux races; pourtant, une institutrice de cours élémentaire lui aurait appris qu'il y a beaucoup de sang slave dans les veines des Allemands, surtout chez ceux des provinces orientales. Mais il nous faut de nouveau reconnaître que, dans la réalisation de ses théories raciales, Hitler agit comme il l'avait annoncé. Sous l'Ordre nouveau qu'il entreprit d'imposer aux Slaves dans l'est pendant la guerre, les Tchèques, les Polonais et les Russes furent ceux qui fendaient le bois et qui tiraient l'eau pour leurs maîtres allemands, et ils le seraient restés si l'incroyable Ordre nouveau s'était prolongé.

Un homme aussi nul en histoire et en anthropologie qu'Hitler ne devait éprouver aucune difficulté à faire des Allemands les Aryens modernes et, par conséquent, la race supérieure. Pour lui, les Aryens sont « la plus haute espèce humaine sur cette Terre », et ils le demeureront s'ils « ne se consacrent pas seulement à l'élevage des chiens, des chevaux et des chats, mais s'ils maintiennent également la pureté de leur sang (16) ».

Son obsession de la race amena Hitler à préconiser l'État « populaire ». Je n'ai jamais compris quelle était exactement cette sorte d'État — ou, du moins, ce qu'il devait être, — bien que j'aie lu et relu plusieurs fois *Mein Kampf* et écouté des douzaines de discours faits sur cette question par le Führer en personne; je l'ai pourtant entendu déclarer un jour que

c'était le point central de toute sa doctrine. Le mot allemand *Volk* ne saurait être traduit en français avec une précision totale; on l'exprime ordinairement par ceux de « peuple » ou de « nation »; mais il a un sens profond et un peu différent, dont l'origine provient d'une communauté tribale fondée sur le sang et le sol. Dans *Mein Kampf*, Hitler s'escrime à tenter de définir l'État populaire, annonçant, par exemple, à la page 379, qu'il clarifiera le « concept populaire »; mais il esquivé toute clarification et il se livre à plusieurs pages de digressions. Il y arrive finalement :

Contrairement (aux mondes bourgeois et judéo-marxiste), la philosophie populaire estime que l'importance de l'humanité réside dans les éléments fondamentaux de la race. Elle ne voit dans l'État qu'un moyen destiné à atteindre une fin sur laquelle doit se maintenir et se préserver l'existence de l'homme en tant que race. Par là, elle n'entend nullement établir l'égalité des races; mais, en même temps que leurs différences, elle reconnaît leur plus ou moins grande élévation de niveau ; elle sait qu'il lui incombe d'aider à la victoire du supérieur et du plus fort et d'exiger la subordination de l'inférieur et du plus faible, conformément à la vérité éternelle qui régit l'univers.

De la sorte, elle sert le principe aristocratique qui est à la base de la Nature et elle adhère à la validité de cette loi, qui s'applique du haut jusqu'au bas de l'échelle des êtres. Elle constate non seulement les différentes valeurs des races, mais aussi celles des individus. De la masse, elle extrait l'importance de la personnalité de chacun et ainsi... elle concourt à l'organisation générale. Elle croit à la nécessité d'une idéalisation de l'humanité, sans laquelle celle-ci ne saurait exister. Mais elle ne peut concéder le droit d'exister à une idée, fût-elle éthique, si cette idée constitue un danger pour la vie raciale des hommes qui sont doués d'une éthique plus élevée. En effet, dans un monde abâtardi et négrifié, l'humanité belle et sublime perdrait pour toujours tous ses concepts et toutes les idées de son avenir idéalisé...

Ainsi, la philosophie populaire de la vie correspond au vœu le plus profond de la Nature, puisqu'elle restaure le libre jeu des forces qui doivent amener à une élévation mutuelle et continue jusqu'à ce qu'enfin l'élite de l'humanité, s'étant assuré la possession de la Terre entière, ait toute l'indépendance voulue pour agir dans des domaines qui seront en partie au-dessus et en partie en dehors d'elle.

Nous avons tous l'intuition que l'humanité rencontrera sur sa route dans un lointain

avenir des problèmes que seule pourra résoudre une race d'élite, devenue le peuple maître et disposant des moyens et des possibilités de tout notre globe (17).

Ainsi, déclare un peu plus loin Hitler, l'objectif le plus haut d'un État populaire consiste à s'efforcer de préserver les éléments raciaux originels qui créent la civilisation, la beauté et la dignité d'une race humaine supérieure (18). Cette réflexion le ramène à des considérations sur l'eugénisme :

L'État populaire doit instaurer la race au centre de la vie et prendre soin de la garder pure... Veiller à ce que seuls les individus bien portants aient des enfants. Car la pire faute est d'en mettre au monde lorsqu'on est malade ou malsain; rien n'est alors plus honorable que de s'en abstenir. De même, il faut tenir pour répréhensible de priver la nation d'enfants bien portants. C'est là que l'État (populaire) doit se comporter en protecteur d'un avenir millénaire, devant lequel les désirs et l'égoïsme sont insignifiants et n'ont qu'à s'incliner... Un État populaire doit, par conséquent, ne pas tolérer que le mariage reste un perpétuel outrage à la race, mais au contraire le consacrer comme une institution appelée à produire des êtres faits à l'image du Seigneur, et non pas des monstres mi-hommes, mi-singes (19).

Poursuivant l'exposé de sa fantastique conception de l'État populaire, Hitler en vient à bon nombre d'autres considérations verbeuses, dont il pense que l'exécution vaudrait aux Allemands la maîtrise de la Terre. L'idée de leur domination l'obsédait, en effet. Dans un passage, il prétend que le fait que la race germanique ne soit pas demeurée pure de tout mélange « nous a privés de la domination universelle. Si les Allemands avaient possédé cette unité grégaire dont ont bénéficié d'autres peuples, le Reich serait sans nul doute aujourd'hui maître du globe (20) ». Étant donné qu'un État populaire doit être fondé sur la race, « le Reich allemand doit contenir tous les Allemands ». Ce point est essentiel dans sa doctrine; il ne l'oublia

pas et il ne manqua jamais d'agir en conséquence quand il fut au pouvoir.

Puisque l'État populaire doit également être fondé « sur la conception aristocratique de la Nature », il s'ensuit qu'il n'est plus question de démocratie et qu'elle doit être remplacée par le *Führerprinzip*. Le Troisième Reich doit adopter l'autoritarisme de l'armée prussienne : « autorité de chaque chef sur ses inférieurs et responsabilité envers ses supérieurs ».

Il ne doit pas y avoir de décisions prises à la majorité, mais seulement des individus responsables... Bien entendu, chacun aura des conseillers auprès de lui, mais *la décision sera prise par un seul homme**... lui seul possède l'autorité et le droit de commander... Il ne sera pas possible de se passer de parlement; mais les députés se contenteront d'y donner des conseils. Aucune chambre ne doit émettre de vote. Ce sont des institutions faites pour le travail, et non des machines à voter. Ce principe : responsabilité absolue, inconditionnellement liée à une autorité absolue, produira progressivement une élite de chefs qui est inconcevable aujourd'hui, dans cette ère de parlementarisme irresponsable (21).

* *C'est Hitler qui souligne.*

Telles étaient les idées d'Adolf Hitler; telles il les rédigea dans leur stupéfiant cynisme, assis à sa fenêtre de la prison de Landsberg, d'où il pouvait voir un verger en fleurs surplombant la Lech**; ou plus tard, en 1925-1926, penché au balcon d'un confortable hôtel de Berchtesgaden et cherchant du regard, par-dessus les cimes des Alpes, son Autriche natale, tout en dictant des torrents de mots à son fidèle Rudolf Hess et en rêvant au Troisième Reich, qu'il allait construire sur les bases fumeuses que nous venons de voir et qu'il allait diriger d'une main de fer.

** *Longtemps après. Hitler a dit : « Sans mon emprisonnement, Mein Kampf n'aurait*

jamais été écrit. Cette époque m'a donné l'occasion d'approfondir plusieurs notions dont je n'avais encore qu'une intuition... C'est de là aussi que date — chose que beaucoup de mes partisans n'ont jamais comprise — ma conviction que nous ne pouvions plus conquérir le pouvoir par la force. L'État avait eu le temps de se consolider et il possédait les armes. » (Hitler's Secret Conversations, p. 235.) Cette déclaration fut faite par lui à quelques-uns de ses amis, au quartier général sur le front russe, dans la nuit du 3 au 4 février 1942.

Il ne doutait absolument pas de le construire et de le diriger, car il était possédé par cette conscience ardente d'une mission, qui anima tant de génies, surgis, semble-t-il, de rien ni de nulle part à travers les âges de l'histoire. Il comptait unifier un peuple élu qui n'avait jamais eu d'unité politique. Il comptait épurer sa race, la rendre forte, lui donner l'empire de la Terre.

Darwinisme grossier? Rêveries sadiques? Égoïsme sans frein? Mégalomanie? Il y a de tout cela, mais autre chose aussi : l'intellect d'Hitler, sa passion et toutes les aberrations qui s'étaient emparées de son cerveau enfiévré procédaient de racines profondément liées au passé et à l'esprit allemands. Le nazisme et le Troisième Reich ne furent que la suite logique de l'histoire de l'Allemagne.

A l'occasion des moments de délire qu'étaient les assemblée; tenues par le Parti nazi en septembre de chaque année à Nuremberg, j'étais accosté par de nombreux camelots, vendeurs de cartes postales où figuraient les portraits de Frédéric le Grand de Bismarck, de Hindenburg et d'Hitler, avec cette légende « Ce que le roi conquiert, ce que le prince forma, ce que le feld-maréchal défendit, le soldat l'a sauvé et unifié. » Ainsi Hitler, le soldat, était représenté non seulement comme le sauveur et l'unificateur de l'Allemagne, mais encore comme le successeur des trois hommes célèbres à qui le pays devait sa grandeur.

Cette allusion à une continuité de l'histoire allemande, trouvant son apogée dans Hitler, n'échappait pas à la foule, et le concept en fut renforcé par l'expression même de Troisième Reich : le Premier Reich avait été le Saint Empire romain du Moyen Age le Deuxième Reich, celui constitué par Bismarck en 1871, après la victoire de la Prusse sur la France. Tous les deux avaient valu de la gloire au nom allemand, que la République de Weimar devait ensuite — la propagande nazie l'affirmait — traîner dans la boue. Le Troisième Reich tenait la promesse d'Hitler et le relevait. L'Allemagne du Führer était donc dépeinte comme un développement logique du passé, du moins en ce qu'il présentait de glorieux.

Toutefois, l'ex-vagabond de Vienne connaissait, malgré la confusion qui régnait dans son esprit, suffisamment l'histoire pour constater que ce passé comptait des échecs en présence des succès de la France et de la Grande-Bretagne. Il n'oubliait pas qu'à la fin du Moyen Age, dont ces dernières sortirent en nations unifiées, l'Allemagne présentait un bizarre

assemblage fait de quelque trois cents États différents. C'est ce défaut de développement national qui a déterminé en grande partie le cours de son histoire, depuis le début des temps modernes jusqu'au milieu du XIX^e siècle, et a rendu celle-ci si différente de celles des autres grands pays de l'Europe occidentale.

A ce défaut d'unité politique et dynastique s'ajouta aux XVI^e et XVII^e siècles le malheur des divergences religieuses qui suivirent la Réforme. L'espace manque ici pour rapporter convenablement l'influence immense exercée sur les Allemands et sur la suite de leur histoire par Martin Luther, ce paysan saxon qui devint moine augustin et réformateur religieux de l'Allemagne. On peut cependant dire en passant que ce génie supérieur et complexe, passionnément antisémite et anti romain, qui réunissait dans son caractère orageux tant des meilleures qualités et des pires défauts de l'Allemand — la rudesse, la grossièreté, le fanatisme, l'intolérance, la violence, mais aussi l'honnêteté, la simplicité, la disposition à l'examen de conscience, le désir ardent d'apprendre, le goût de la musique et de la poésie, le besoin d'être juste aux yeux de Dieu — laissa sur la vie des Allemands, pour le bien comme pour le mal, une empreinte plus ineffaçable, plus emplie de destin que quiconque à quelque époque que ce soit.

Par ses sermons et par sa magnifique traduction de la Bible, Luther a créé la langue allemande moderne; il a suscité chez les Allemands non seulement une nouvelle vision protestante du christianisme, mais aussi un nationalisme fervent ; il leur a inculqué, en matière religieuse tout au moins, la suprématie de la conscience individuelle. Mais, malheureusement pour eux, le fait qu'il ait pris le parti des princes dans les soulèvements

paysans pourtant inspirés par lui dans une large mesure et sa passion pour l'autocratie déterminèrent la formation d'un absolutisme politique provincial et primitif qui réduisit la grande majorité du peuple à la pauvreté, à un état de torpeur et à une dégradante servitude; pis encore peut-être, il concourut à perpétuer et même à accentuer les divisions sans remède qui séparaient les classes sociales et intervenaient entre les différents groupements dynastiques et politiques de l'Allemagne, dont il empêcha l'unification pendant des siècles.

La guerre de Trente Ans et la paix de Westphalie (1648), qui la termina, portèrent au pays un coup final, si désastreux qu'il ne s'en est jamais tout à fait relevé. Ce fut le dernier des grands conflits de religion en Europe; mais, avant sa fin, de protestant-catholique, il dégénéra en lutte dynastique confuse entre l'Autriche catholique des Habsbourg, d'une part, la France catholique des Bourbons et la monarchie protestante suédoise, d'autre part. Dans les combats féroces que se livrèrent leurs armées, les villes et les campagnes allemandes furent dévastées et pillées, les habitants décimés; on a même estimé qu'un tiers d'entre eux périrent pendant cette guerre barbare.

La paix de Westphalie fut presque aussi fatale pour l'avenir de l'Allemagne que l'avaient été les hostilités. Ses princes, qui s'étaient rangés aux côtés de la France et de la Suède, furent confirmés dans leur situation de souverains absolus sur leurs petits territoires (il y en avait quelque 350), l'empereur ne gardant qu'une suprématie de façade sur les pays de l'Allemagne. L'élan réformiste et culturel qui avait soulevé le pays à la fin du XVe siècle et au début du XVIe fut étouffé. Durant cette période, les grandes villes avaient joui d'une quasi-indépendance; la féodalité avait

disparu, les arts et le commerce y fleurissaient. Les paysans eux-mêmes s'y étaient assurés des libertés bien supérieures à celles de leurs pareils en France et en Angleterre. Bref, au début du XVI^e siècle, l'Allemagne pouvait être tenue pour une des sources de la civilisation européenne.

Or, après les traités de Westphalie, elle se trouva dans l'état de barbarie qui régnait en Moscovie. Le servage fut rétabli, et même introduit dans des régions où il était inconnu auparavant. Les villes perdirent leur autonomie. Paysans, ouvriers, bourgeois des classes moyennes furent exploités à l'extrême par les princes, qui les maintenaient dans une servitude dégradante. La culture intellectuelle et les arts furent presque abandonnés. Les souverains avides, fermés à tout sentiment national, en supprimèrent les manifestations chez leurs sujets. La civilisation allemande s'arrêta au point mort. Un historien a écrit que le Reich « fut artificiellement stabilisé à un niveau médiéval de désordre et de faiblesse (22) ».

L'Allemagne ne se releva jamais d'un pareil recul. L'acceptation de l'autocratie et de l'obéissance aveugle à des tyranneaux qui se posaient en princes s'enracina dans sa mentalité. L'idée démocratique du gouvernement parlementaire, qui connut de si rapides progrès en Angleterre aux XVII^e et XVIII^e siècles et qui explosa en France en 1789, n'eut pas d'éclosion en Allemagne. Politiquement en retard et divisés en une multitude de petits États à l'intérieur desquels ils étaient isolés des courants de pensée et des progrès européens, les Allemands restèrent loin derrière les habitants des autres pays occidentaux, sans développement national naturel. C'est ce qu'il ne faut pas oublier si l'on veut comprendre sur quelle route semée de désastres ils s'engagèrent dans la suite et la mentalité perverse et détraquée

qui s'empara d'eux. En fin de compte, ce fut la force pure qui forgea la nation allemande, et l'agression continuelle qui l'empêcha de se fragmenter.

La Prusse s'étend à l'est au-delà de l'Elbe. Dans la seconde moitié de ce XIX^e siècle, où en 1848-1849 à Francfort, des libéraux timides et indécis n'avaient pas réussi à créer une Allemagne vaguement démocratique et unifiée, la Prusse se chargea d'assurer les destinées allemandes. Pendant des centaines d'années, elle s'était maintenue à l'écart du courant principal que suivait le développement culturel germanique. Il semble que l'histoire eut alors une lubie.

Les débuts de la Prusse furent ceux de l'État frontière de Brandebourg, occupant les ingrates terres sablonneuses situées à l'est de l'Elbe; né au commencement du XI^e siècle, il fut peu à peu conquis sur les Slaves. Sous ses princes régnants, les Hohenzollern, qui n'étaient guère que des soldats d'aventure, les Slaves, des Polonais pour la plupart, furent graduellement repoussés le long de la Baltique; ceux qui résistèrent furent exterminés ou réduits au servage sans terre. La loi de l'empire germanique interdisait aux princes de prendre le titre de roi; mais, en 1710, l'empereur consentit que l'électeur Frédéric III fût couronné, à Kœnigsberg, comme roi en Prusse.

A cette époque, la Prusse s'était élevée par ses propres moyens au rang des premières puissances militaires européennes. Elle n'avait aucune des ressources que possédaient les autres. Son sol était stérile et sans richesses minérales, sa population réduite. Elle ne disposait ni de grandes villes, ni d'industries, ni d'une civilisation étendue. Les nobles eux-mêmes étaient pauvres; leurs paysans vivaient comme du bétail sur une terre qui ne leur appartenait pas. Pourtant, une énergie forcenée et un génie de

l'organisation permirent aux Hohenzollern de créer un État militaire à la Spartiate, dont les armées, disciplinées et bien instruites, remportaient victoire sur victoire, et qui augmentait continuellement son territoire, grâce à une diplomatie inspirée de Machiavel, à base d'alliances temporaires avec la nation, quelle qu'elle fût, qui semblait la plus forte au moment voulu.

Ainsi se développa, artificiellement en quelque sorte, un État qui n'était pas né d'une force populaire, ni même d'une autre idée que celle de conquête, et dont la cohésion ne tenait qu'au pouvoir absolu du souverain, à une bureaucratie d'esprit étroit agissant à sa guise et à une armée soumise à une discipline impitoyable. Les deux tiers, et parfois jusqu'aux cinq sixièmes, du revenu national étaient absorbés par cette armée, qui devint, sous le roi, l'État lui-même. Mirabeau disait que la Prusse n'était pas un État ayant une armée, mais une armée ayant un État.

Et l'armée, conduite avec l'efficiencia et l'indifférence sentimentale d'une usine, devint tout; les individus n'étaient plus que les rouages de la machine. Ils étaient aux ordres de leurs rois et de leurs sous-officiers instructeurs; bien plus, les philosophes leur enseignaient que leur rôle dans l'existence était fait d'obéissance, de travail, de sacrifice et de devoir. Kant lui-même assura que le devoir exige la suppression des sentiments humains et le poète prussien Willibald Alexis chanta l'asservissement de la population sous les Hohenzollern. Pour Lessing, qui ne l'approuvait point, « la Prusse était le pays le plus esclavagiste d'Europe ».

Elle engendra aussi un produit unique : les junkers, qui allaient jouer un rôle capital dans l'Allemagne moderne. Ils prétendaient être une race de seigneurs. Ce furent eux qui occupèrent le pays conquis sur les Slaves et qui le firent mettre en valeur par ces mêmes Slaves, réduits à l'état de serfs

sans terre dans des conditions très différentes de celles qui régnaient dans les régions occidentales. Le système agraire était essentiellement différent en Prusse, d'une part, et dans l'ouest de l'Allemagne et les pays d'Europe occidentale, d'autre part. Dans ces derniers, les nobles possédaient la plupart des terres et recevaient des loyers ou des droits féodaux que leur payaient les paysans.

Ceux-ci, quoique souvent maintenus en servage, possédaient certains avantages et privilèges; ils pouvaient accéder progressivement à la propriété de leur terre et obtenir la liberté civile. En l'Occident, ils constituaient un élément réel de la communauté. Quant aux propriétaires fonciers, quels que fussent leurs défauts, ils profitèrent de leurs loisirs pour acquérir et développer une culture qui, entre autres choses, leur valut une qualité de vie manifestée par le raffinement des manières, des idées et des arts.

Le junker prussien n'était pas un homme adonné aux loisirs. Il travaillait durement à la conduite de son vaste domaine, assez à la façon d'un directeur d'usine actuel. Ses serfs étaient traités en esclaves, et il jouissait d'une autorité absolue. La Prusse manquait de grandes villes et de cette classe moyenne qui existait dans l'ouest et dont l'influence civilisatrice aurait pu le polir et même le contrecarrer. Contrastant avec *le grand seigneur** de l'Occident, le junker fut un type humain rude, autoritaire et arrogant, sans culture, agressif, dur, orgueilleux, borné, animé d'une avidité empreinte de mesquinerie, dont certains historiens allemands ont constaté des traits dans la vie privée de Otto von Bismarck, qui fut le plus accompli des junkers et celui qui réussit le mieux.

* *En français dans le texte.*

Ce génie politique, ce protagoniste « du sang et du fer », mit fin, entre 1866 et 1871, à l'état de division dans lequel l'Allemagne vivait depuis près de mille ans et lui substitua par la force la Grande Prusse, ou ce qu'on pourrait appeler l'Allemagne prussienne. Sa création véritablement sans pareille fut l'Allemagne que nous avons connue jadis, enfant difficile de l'Europe pendant près d'un siècle. Dans cette nation au peuple vigoureux et doué, cet homme remarquable, puis l'empereur Guillaume II et finalement Hitler aidés par une caste militaire et par de nombreux intellectuels d'esprit singulier, réussirent à introduire le goût du pouvoir et de la domination, la passion effrénée du militarisme, le mépris de la démocratie et de la liberté individuelle, le désir de l'autorité pour l'autorité elle-même. Sous l'influence de ces aspirations, le pays se haussa à des sommets, tomba et se releva, pour se retrouver détruit et ruiné avec la fin d'Hitler au printemps 1945, apparemment du moins, car il est peut-être trop tôt encore pour se prononcer catégoriquement à ce sujet.

« La grande question actuelle, déclara Bismarck quand il devint premier ministre de Prusse en 1862, ne sera pas réglée par des résolutions ni par des votes — ce qui fut l'erreur commise par les hommes de 1848 et de 1849, — mais par le sang et par le fer. » Et c'est exactement ainsi qu'il entreprit de le faire; il faut toutefois reconnaître qu'il y mit aussi un grain de finesse diplomatique, souvent du genre le plus perfide. Il visait à anéantir le libéralisme, à augmenter la force du conservatisme (c'est-à-dire celle des junkers, de l'armée et de la couronne) et à faire de la Prusse, par opposition à l'Autriche, la puissance prépondérante, non seulement en Allemagne, mais encore en Europe si possible. « L'Allemagne, dit-il aux

députés du parlement prussien, ne s'attache pas au libéralisme de la Prusse, mais à sa force. »

Bismarck commença par refaire une armée; quand la Chambre lui refusa les fonds nécessaires, il se les procura autrement, procéda à sa dissolution et livra trois guerres successives; la première, contre le Danemark, lui valut en 1864 le Schleswig-Holstein ; la deuxième, contre l'Autriche (1866), eut des conséquences très importantes; l'Autriche, qui était depuis des siècles le premier des États allemands, perdit jusqu'à sa place parmi eux, c'est-à-dire qu'elle n'eut pas le droit d'entrer dans la Confédération Nord-Germanique, que Bismarck se mit alors en devoir d'instaurer.

« En 1866, l'Allemagne cessa d'exister », a écrit l'éminent auteur politique Wilhelm Röpke. La Prusse annexa complètement tous les États allemands (sauf la Saxe) situés au nord du Main qui avaient combattu contre elle; c'était le Hanovre, le Hesse, le Nassau, Francfort et les duchés de l'Elbe. Tous les autres États situés au nord du Main furent contraints d'entrer dans la Confédération, totalement dominée par la Prusse. Celle-ci s'étendait maintenant du Rhin à Koenigsberg. En cinq ans et à la suite de la défaite de la France de Napoléon III, les États de l'Allemagne du Sud, le grand royaume de Bavière en tête, allaient faire parti de l'Allemagne prussienne (23).

La réalisation qui couronna l'œuvre bismarckienne, c'est-à dire la création du Deuxième Reich, eut lieu le 18 janvier 1871, jour où le roi de Prusse Guillaume 1er fut proclamé empereur d'Allemagne dans la galerie des Glaces du palais de Versailles. L'Allemagne devait son unité à l'armée prussienne et devenait la plus grande puissance du continent, avec

l'Angleterre comme seule rivale en Europe.

L'événement portait cependant en soi un germe fatal. Treitschke l'avait signalé : l'empire allemand n'était en réalité qu'une extension de la Prusse. « La Prusse, déclarait-il nettement, est le facteur prépondérant.... La volonté de l'Empire ne saurait être que celle de l'État prussien. » Ces paroles véridiques constataient un fait qui devait avoir des conséquences désastreuses pour les Allemands eux-mêmes. En effet, de 1871 à 1933 et, on peut le dire, jusqu'à la fin d'Hitler en 1945, le cours de leur histoire suivit une ligne droite et parfaitement logique, à l'exception de l'interim rempli par la République de Weimar.

En dépit de la façade démocratique figurée par le Reichstag, dont les membres étaient élus au suffrage universel masculin, l'empire allemand constituait en réalité une autocratie militariste gouvernée par le roi de Prusse, qui était également empereur. Le Reichstag ne jouissait que de pouvoirs limités, ne dépassant guère ceux d'un club de discussions, où les députés se gargarisaient de mots, ou bien se marchandaient les uns aux autres de vagues avantages pour les classes qu'ils représentaient. Le trône détenait le pouvoir, de droit divin. En 1910 encore, Guillaume II pouvait proclamer que la couronne royale avait été « accordée par Dieu seul, et non par des Parlements, des assemblées ou des décisions populaires... Je me tiens pour un instrument du Seigneur et je continue donc à suivre ma route. »

Il n'était nullement gêné par le parlement. Le chancelier qu'il nommait n'était responsable que devant lui, et non devant le Reichstag. Cette assemblée ne pouvait ni destituer le chancelier, ni le maintenir en place; le monarque seul avait cette prérogative. Ainsi, contrairement à ce qui se

passait dans les autres pays occidentaux, le concept de la démocratie, de la souveraineté populaire, de la suprématie du parlement ne s'implanta jamais en Allemagne, même après le début du XX^e siècle.

Sans doute, les sociaux-démocrates, après avoir subi pendant des années les vexations de Bismarck et de l'empereur, devinrent en 1912 le parti le plus nombreux du Reichstag. A grand bruit, ils demandèrent l'instauration d'une démocratie parlementaire; mais ils étaient impuissants et ne formaient après tout qu'une minorité. Les classes moyennes, rendues prospères par le développement tardif, mais extraordinaire, de la révolution industrielle, et éblouies par les succès de la politique bismarckienne de force et de guerre, avaient abandonné pour des profits matériels l'indépendance politique à laquelle elles eussent peut-être aspiré*.

** En un sens, les classes laborieuses firent un marché analogue. Afin de contrer le socialisme, Bismarck institua entre 1883 et 1889 un programme de sécurité sociale bien plus avancé que celui de n'importe quel pays étranger. Il comportait l'assurance sociale obligatoire pour les ouvriers, contre la vieillesse, la maladie, les accidents, l'incapacité de travail. Organisé par l'État, il était alimenté par les cotisations des employeurs et des salariés. On ne saurait dire qu'il arrêta l'essor des sociaux-démocrates ni celui des syndicats; mais il exerça sur la classe ouvrière une influence profonde, en ceci qu'il lui fit peu à peu apprécier la sécurité plus que la liberté politique et voir dans l'État, en dépit de son conservatisme, un bienfaiteur et un protecteur. Nous verrons qu'Hitler utilisa à fond cette mentalité. En cela comme en d'autres sujets, il apprit beaucoup de Bismarck, et il le reconnaît dans *Mein Kampf* (page 155) : « J'ai étudié la législation sociale de Bismarck dans ses intentions, ses difficultés et son succès. »*

Elles acceptèrent l'autocratie des Hohenzollern, ravies de s'incliner devant la bureaucratie junker et d'approuver le militarisme prussien. L'étoile de l'Allemagne s'était levée; sa population presque tout entière ne cherchait qu'à faire, pour la maintenir bien haute, tout ce que ses maîtres

lui demandaient. Le dernier de ceux-ci fut l'Autrichien Hitler, aux yeux de qui le Deuxième Reich de Bismarck, malgré ses erreurs et ses « terrifiants virus de pourriture », était une œuvre splendide, en laquelle les Allemands avaient enfin trouvé leur destin.

L'Allemagne n'était-elle pas, plus que tout autre pays, un exemple merveilleux d'Empire édifié sur une politique de force! La Prusse, cellule germinatrice de l'Empire, naquit d'un héroïsme superbe, et pas au moyen d'opérations financières ou d'affaires commerciales. A son tour, le Reich ne fut que la récompense glorieuse d'une politique active et mordante et du courage montré par ses soldats au défi de la mort...

L'instauration même du (Deuxième) Reich sembla auréolée par le miracle d'un événement qui souleva l'enthousiasme de toute la nation. Après une série d'incomparables victoires, un Reich vit le jour, héritage pour les fils et les petits-fils, récompense d'un héroïsme immortel... Reich, qui ne devait pas son existence aux tricheries des fractions parlementaires, s'est élevé au-dessus du niveau des autres États à cause du style sublime de sa fondation, car cet acte solennel ne fut pas accompli dans les paillements d'un verbiage parlementaire, mais bien dans le tumulte et le tonnerre, autour de Paris investi. Ce fut la proclamation de notre volonté, déclarant que les Allemands, princes ou gens du peuple, étaient résolus à édifier un Reich et, une fois encore, à porter la couronne impériale à des hauteurs symboliques... Les fondateurs de l'État bismarckien ne furent ni des déserteurs ni des embusqués, mais les régiments du front.

Cette origine sans précédent, ce baptême du feu confèrent au Reich naissant un halo de gloire historique tel que seules les nations les plus anciennes peuvent parfois — rarement — s'en enorgueillir.

Et quel essor dès lors commença !

L'indépendance sur les frontières créa le pain quotidien à l'intérieur du pays. La nation devint riche en hommes et en biens. L'honneur de l'État et, en même temps, celui du peuple entier furent protégés par une armée dont l'existence montrait le progrès réalisé sur l'ex-Union Allemande (24).

C'était là l'Allemagne que voulait restaurer Hitler. Dans *Mein Kampf*, il s'étend longuement sur ce qu'il croit avoir causé sa chute : sa tolérance envers les Juifs et les marxistes; le matérialisme sordide et l'égoïsme de la

classe moyenne; l'influence néfaste des « flatteurs et lécheurs » dans l'entourage du trône; la « catastrophique politique d'alliances allemande », qui enchaînait le pays aux Habsbourg dégénérés et aux Italiens peu sûrs au lieu de le lier à l'Angleterre; l'absence d'une politique fondamentalement « sociale » et raciale. Il promettait que le national-socialisme remédierait à ces maux.

Voyons cependant d'où, l'histoire mise à part, Hitler tira ses idées. Quoique les adversaires qu'il avait en Allemagne ou au-dehors fussent trop occupés, ou trop stupides, pour s'en soucier beaucoup quand il en était encore temps, il avait absorbé d'une façon ou d'une autre, comme tant d'Allemands, une bizarre mixture des concepts fumeux et empreints de mégalomanie mis en circulation par leurs penseurs durant le XIXe siècle. Hitler, qui souvent se procura leurs œuvres par l'intermédiaire d'un pseudophilosophe tel qu'Alfred Rosenberg ou de son ami le poète ivrogne Dietrich Eckart, se jeta dans cette littérature avec l'enthousiasme fiévreux d'un néophyte. Pis, il résolut de la mettre en pratique si l'occasion s'en présentait.

Nous avons vu cette idéologie tournoyer dans l'intellect du futur Führer : glorification de la guerre et de la conquête; pouvoir absolu de l'État autoritaire; reconnaissance des Aryens, ou Allemands, comme étant la race supérieure; haine des Juifs et des Slaves; mépris de la démocratie et de l'humanitarisme. Elle n'était pas originale chez lui, encore que sa façon de l'appliquer le fût. Elle avait été émise par cet étrange assemblage de philosophes, d'historiens et de professeurs mal équilibrés qui s'imposèrent à l'esprit allemand pendant le siècle qui précéda Hitler, avec les conséquences désastreuses qui en résultèrent non seulement pour les Allemands, mais aussi pour une grande partie de leurs semblables.

Certes, il y eut parmi les Allemands des hommes qui comptent parmi les sommets du monde occidental : Leibniz, Kant, Herder, Humboldt, Lessing, Goethe, Schiller, Bach, Beethoven, et qui contribuèrent

remarquablement à sa civilisation. Mais la culture germanique qui prit le pas au XIXe siècle, coïncidant avec la montée de l'Allemagne prussienne et continuant sous Bismarck et Hitler, repose d'abord sur Fichte et Hegel, puis sur Treitschke, Nietzsche, Richard Wagner et une constellation d'étoiles de deuxième grandeur, dont il est assez étonnant de constater que les moindres ne furent pas un étrange Français et un Anglais excentrique. Ils entraînèrent l'Allemagne à une rupture spirituelle avec l'Occident, brèche qui n'a pas encore été comblée jusqu'à ce jour.

En 1807, après l'humiliante défaite infligée à la Prusse par Napoléon à Iéna, Johann Gottlieb Fichte commença de prononcer ses fameux *Discours à la nation allemande*, à l'université de Berlin, où il était titulaire de la chaire de philosophie. Ils remuèrent et rassemblèrent un peuple divisé et vaincu, et leurs échos retentirent encore pendant le Troisième Reich; l'enseignement de Fichte fut pour l'Allemagne comme un vin capiteux. Ce philosophe considérait les Latins, les Français surtout, et les Juifs comme des races décadentes. A ses yeux, les Allemands sont seuls à posséder la faculté de régénération; leur langue est la plus pure et la plus originale; sous leur suprématie fleurirait une ère historique nouvelle qui refléterait l'ordre universel, sous la direction d'une élite restreinte et libérée de toute contrainte morale d'une nature « particulière ». Ce sont là des idées que nous avons déjà trouvées dans *Mein Kampf*.

Fichte mourut en 1814, et sa chaire fut reprise par Georg Wilhelm Friedrich Hegel, esprit subtil et pénétrant, dont la dialectique, inspirant Marx et Lénine, contribua à la fondation du communisme et dont l'éclatante glorification de l'État en tant qu'autorité suprême dans la vie de l'individu fraya la voie au Deuxième Reich de Bismarck et au Troisième

Reich d'Hitler. Pour Hegel, l'État est tout, ou presque tout. Il déclare par exemple que c'est la plus haute révélation de « l'esprit universel », « l'univers moral », « la réalité de l'idée éthique... de la mentalité éthique... qui se connaît et se pense soi-même »; l'État « détient la prérogative suprême à l'encontre de l'individu, dont le devoir suprême est d'être un membre de l'État... car le droit de l'esprit universel est au-dessus de tous les privilèges particuliers... »

Quant au bonheur terrestre de l'individu, Hegel répond que « l'histoire universelle n'est pas l'empire du bonheur ». Les périodes heureuses « constituent les pages vides de l'histoire parce que ce sont celles des accords sans conflits ». La guerre est la grande purificatrice. Elle forme « la santé éthique des peuples corrompus par une longue paix, de même que le souffle des vents préserve la mer de la pourriture qui résulterait d'un long calme ».

Nulle conception traditionnelle de morale ou d'éthique ne doit s'interposer ni dans l'État, ni chez les « héros » qui le dirigent. « L'histoire universelle se déroule à un niveau plus élevé... Les points de vue moraux sont inopportuns et ils ne doivent pas venir se heurter aux faits historiques et à leur réalisation. Il ne faut pas dresser contre ceux-ci la litanie des vertus particulières — La modestie, l'humilité, la philanthropie, la résignation... Une institution (l'État) si forte ne peut qu'écraser plus d'une fleur innocente, briser en pièces nombre d'objets sur son chemin. »

Tel est l'État promis par Hegel à l'Allemagne pour le jour où elle aura recouvré le génie qui lui vient de Dieu. Il annonce que « l'heure de l'Allemagne » sonnera, et qu'alors elle aura pour mission de régénérer le monde. « En lisant Hegel, on se rend compte du degré auquel, comme il

avait inspiré Marx, il inspira Hitler, même si ce fut par personne interposée; et cela, grâce surtout à sa théorie des « héros », ces grands hommes qu'une mystérieuse Providence charge d'accomplir « les volontés de l'esprit universel »; nous verrons à la fin du chapitre comment Hitler semble y avoir trouvé l'ordre et le sens impératif d'une mission à exécuter jusqu'au bout.

Heinrich von Treitschke vint plus tard à l'université de Berlin. De 1847 à sa mort (1896), il y fut professeur d'histoire, fort apprécié au reste, car ses leçons étaient suivies par une assistance nombreuse et enthousiaste qui, à côté des étudiants, comprenait des officiers de l'état-major général et des fonctionnaires de la bureaucratie junker. Son influence sur la pensée allemande, considérable pendant le dernier quart du siècle, se prolongea durant tout le règne de Guillaume II et même sous Hitler. Quoique Saxon, il devint le grand prussophile, plus prussien que les Prussiens. Comme Hegel, il glorifie l'État, il le conçoit suprême; mais son attitude est plus rude : le peuple, les sujets ne sont guère que des esclaves dans la nation. « Peu importe ce que vous pensez, s'écrie-t-il, du moment que vous obéissez. »

Treitschke dépasse encore Hegel quand il prétend que la guerre est la plus haute expression de l'homme. Selon lui, « la gloire martiale est la base de toutes les vertus politiques; dans le riche trésor des gloires militaires allemandes, celle de la Prusse brille comme un joyau aussi précieux que les chefs-d'œuvre de nos poètes et de nos penseurs ». Il estime que « jouer aveuglément de la paix... est devenu la honte des concepts et de la moralité de notre époque ».

La guerre est non seulement une nécessité pratique, mais également une nécessité

théorique, une exigence de la logique. Le concept de l'État, implique celui de la guerre, car l'essence de l'État est la puissance... Espérer que la guerre soit à jamais bannie du monde est absurde et profondément immoral. Une telle hypothèse causerait l'atrophie de nombreuses forces essentielles et sublimes de l'âme humaine... Un peuple qui s'attache à l'espoir chimérique d'une paix perpétuelle finit également par se pourrir dans son superbe isolement...

Comme Goethe, Nietzsche n'avait pas une bien haute opinion du *peuple allemand**; sur d'autres points également, les diatribes de ce génie mégalomane diffèrent de celles des chauvinistes penseurs allemands du XIX^e siècle.

* « J'ai souvent éprouvé, a dit Goethe, un amer chagrin à la pensée de ce peuple allemand, si estimable en ses individus et si misérable dans son ensemble. Sa comparaison avec les autres soulève un sentiment pénible, que j'essaie de surmonter de toutes les façons. » (Entretien du 13 décembre 1813 avec H. Luden, dans *Goethe's Gespräche. Auswahl Biedermann*: cité par Wilhelm RÖPKE dans *The Solution of the German Problem*, page 131.)

En fait, il regardait la plupart d'entre eux, sans en excepter Fichte ni Hegel, comme des « escrocs inconscients » et il raillait « la tartuferie du vieux Kant ». « Les Allemands, écrit-il dans *Ecce Homo*, n'imaginent pas à quel degré ils sont vils » et il conclut que « là où l'Allemagne pénètre, elle détruit la civilisation ». Il tient les chrétiens pour aussi responsables que les Juifs de la « moralité de servitude » qui règne sur le globe. Il ne fut jamais antisémite. Parfois, il s'effrayait de l'avenir de l'Allemagne et, dans ses dernières années, avant que son intelligence ne sombrât dans la folie, il alla jusqu'à envisager l'idée d'une union européenne et d'un gouvernement mondial.

A mon sens, pourtant, toute personne ayant vécu dans cette Allemagne hitlérienne devait être frappée — et surprise — par l'empreinte

dont Nietzsche avait marqué ses habitants. Ses livres sont peut-être pleins, comme l'a dit Santayana, d'« imbécillités géniales » et de « blasphèmes enfantins », mais les écrivains nazis ne se sont jamais lassés de les piller. Hitler, qui fit de fréquentes visites au musée Nietzsche de Weimar, manifesta son respect pour le philosophe en se faisant photographe devant son buste dans une attitude admirative.

Ce n'est pas sans raison que les nazis se sont ainsi approprié Nietzsche comme l'un des initiateurs de leur *Weltanschauung*. N'avait-il pas vitupéré la démocratie et le parlementarisme, prôné la volonté de puissance, fait l'éloge de la guerre, annoncé la venue de la race maîtresse et du surhomme, tout cela sous les formes les plus affirmatives? Les nazis pouvaient le citer à propos de tout sujet imaginable, et ils ne s'en privaient pas. Sur le christianisme : « le plus grand des fléaux, la plus énorme et la plus profonde perversion... je dis que c'est la perpétuelle souillure de l'humanité... ce christianisme n'est autre que la doctrine typique des socialistes. »

Sur l'État, le pouvoir et le monde de lutte cruelle où l'homme doit se débattre : « La société n'a jamais vu dans la vertu qu'un moyen d'accéder à la force, à la puissance et à l'ordre. L'État, (c'est) l'immoralité organisée... la volonté de puissance, de conquête et de vengeance... La société n'a pas le droit d'exister en soi, mais seulement comme une infrastructure, un point de départ d'où une race choisie d'êtres peut se hausser jusqu'à ses plus hauts devoirs... Le droit de vivre, le droit de travailler, le droit d'être heureux n'existent pas; à cet égard, l'homme n'est pas différent du ver le plus misérable*. » Il exalta le surhomme, bête de proie, « magnifique brute blonde, avidement à l'affût de la victoire et du butin ».

* Nietzsche, qui ne posséda aucune femme, assigne à celle-ci un statut nettement inférieur; Les nazis, de même, décidèrent que leur place était à la cuisine et que leur rôle primordial consistait à donner des enfants aux guerriers allemands. Nietzsche exprimait dans ces termes son idée : « L'homme est fait pour la guerre et la femme pour enfanter des guerriers. Tout le reste est folie. » Allant plus loin, il s'écria dans *Ainsi parlait Zarathoustra* : « Si tu vas à la femme, n'oublie pas ton fouet! », précepte qui détermina Bertrand Russell à répliquer (dans *A History of Western Philosophy*, page 767) : « Neuf femmes sur dix lui auraient ôté le fouet des mains. Il s'en doutait, et c'est pourquoi il est soigneusement demeuré à distance respectueuse d'elles... »

Sur la guerre, Nietzsche suivait l'opinion de presque tous les autres penseurs allemands du XIX^e siècle. Il proclama, dans le style sombrement solennel qu'il adopte pour *Ainsi parlait Zarathoustra* : « Vous apprécierez dans la paix le moyen d'amener une autre guerre, et vous préférerez une paix courte à une longue. Je vous commande non de travailler, mais de combattre. Je vous convie non à la paix, mais à la victoire... Vous prétendez qu'une bonne cause sanctifie même la guerre? Moi, je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toute cause. La guerre et le courage ont accompli plus de grandes actions que la charité. »

Nietzsche prédit aussi l'avènement de l'élite destinée à régner sur le monde et d'où surgirait le surhomme. Il s'écrie dans *La volonté de puissance* : « Une race audacieuse et souveraine s'élève... Le but devrait consister à préparer un renversement des valeurs en faveur d'une sorte d'homme particulièrement forte et grandement douée d'intelligence et de volonté. Cet homme et l'élite qui l'entoure deviendront les « seigneurs de la terre. »

Ces réflexions enflammées d'un des esprits les plus originaux de l'Allemagne trouvèrent tout naturellement un écho dans l'intellect brumeux d'Hitler. Il se les approprias, non seulement dans leur signification, mais

aussi dans leur grotesque exagération et souvent dans les mêmes termes. « Seigneurs de la Terre » est une locution qu'on rencontre souvent dans *Mein Kampf*. Il est indéniable qu'Hitler finit par se considérer comme le surhomme annoncé par Nietzsche.

« Quiconque veut comprendre l'Allemagne nationale-socialiste doit connaître Wagner », disait Hitler**. Cette assertion devait être fondée sur une incompréhension partielle du caractère du grand compositeur. En effet, quoique Richard Wagner ait, comme Hitler, haï fanatiquement les Juifs (il était convaincu qu'ils voulaient dominer le monde par leur argent) et qu'il ait aussi détesté les parlements, la démocratie, le matérialisme et la médiocrité de la bourgeoisie, il n'en espérait pas moins avec ferveur que les Allemands « doués comme ils l'étaient » deviendraient « non pas ceux qui conquièrent, mais ceux qui ennoblissent le monde ».

** Mes souvenirs sur ce point sont confirmés par Otto TOLISCHUS dans son livre *They Wanted War*. page 11.

Cependant, ce ne sont pas les écrits politiques de Wagner, mais ses admirables opéras, évocateurs de façon si vivante de l'antique Germanie, avec ses légendes héroïques, ses dieux païens et ses héros guerriers, ses démons et ses dragons, ses luttes sanglantes, ses mœurs et ses conventions primitives, son sens du destin, de l'amour splendide de la vie et de la noblesse de la mort, qui inspirèrent les mythes de l'Allemagne moderne et lui donnèrent sa *Weltanschauung* germanique, dont Hitler et ses nazis purent non sans quelque justification s'emparer.

Hitler, dès sa jeunesse, aimait et admirait Wagner. Et même, alors que sa fin approchait, dans l'humide et sombre casemate du quartier général, sur

le front russe, tandis que son monde et ses rêves commençaient à s'écrouler, il se plaisait à évoquer les temps où il avait entendu les grandes œuvres wagnériennes, à dire ce qu'elles représentaient pour lui, l'inspiration qu'il avait reçue du festival de Bayreuth et de ses innombrables visites à Haus Wahnfried, la demeure du compositeur, où son fils Siegfried Wagner vivait encore avec sa femme Winifred, d'origine anglaise et qui compta quelque temps parmi ses connaissances les plus appréciées.

« Quelle joie m'a donnée chacune des œuvres de Wagner ! », s'écria Hitler le soir du 24 janvier 1942, peu de temps après les premières désastreuses défaites subies en Russie. Il s'adressait alors à ses généraux et à ses compagnons du parti; Himmler s'y trouvait; c'était au fond de l'abri souterrain de la Wolfschanze (Brèche aux Loups), à Rastenburg, en Prusse-Orientale. Au-dehors sévissaient la neige et un froid arctique, éléments détestés et redoutés par lui, et qui avaient contribué au premier échec militaire allemand de la guerre.

Mais, dans la chaleur de la casemate, il revint par la pensée, ce soir-là au moins, sur une des circonstances les plus inspirantes de sa vie. « Je me rappelle, dit-il, mon émotion la première fois que je pénétrai à Wahnfried. En parlant d'émotion, je reste au-dessous de la vérité. A mes pires moments, j'y trouvais toujours un réconfort, même auprès de Siegfried Wagner; nous nous appelions par nos prénoms. Je les aimais tous, et j'aime aussi Wahnfried... Les dix jours de Bayreuth furent toujours une des périodes bénies de mon existence, et je me réjouis à l'idée qu'un jour je pourrai recommencer ce pèlerinage!... Le lendemain de la dernière journée du festival, je suis toujours pris d'une grande tristesse, comme lorsqu'on

dépouille de ses ornements l'arbre de Noël (25). »

Quoique, dans son soliloque de ce soir-là, Hitler ait répété que, pour lui, *Tristan et Isolde* était « le chef-d'œuvre de Wagner », c'est l'extraordinaire Tétralogie, série de quatre opéras inspirés par la grande chanson de geste allemande, le *Nibelungenlied*, et auxquels le compositeur travailla pendant près de vingt-cinq ans, qui donna à l'Allemagne, et particulièrement au Troisième Reich, l'élément le plus important de son mythe germanique primitif.

Les mythes d'un peuple sont souvent la plus haute et la plus authentique expression de son âme et de sa culture, et c'est plus vrai en Allemagne que partout ailleurs. Schiller prétendait même qu'« une nation prend naissance avec sa mythologie... L'unité de sa pensée, qui correspond à une philosophie collective, (est) offerte par sa mythologie; c'est donc celle-ci qui contient le destin de la nation ». Et Max Mell, poète contemporain qui composa une version moderne du *Nibelungenlied*, a écrit : « Il reste aujourd'hui peu de chose des dieux grecs que l'humanisme voulut implanter profondément dans notre culture... Mais Siegfried et Kriemhild demeureront à jamais dans l'âme du peuple! »

Siegfried et Kriemhild, Brunhild et Hagen sont les héros et les héroïnes de jadis avec qui tant d'Allemands modernes aimaient s'identifier. Avec eux, et avec le monde des *Nibelungen* barbares et païens — monde irrationnel, héroïque, mystique, semé de trahisures, dominé par la violence, ruisselant de sang. Monde trouvant son apogée dans le *Crépuscule des Dieux*, tandis que le Walhalla, auquel Wotan a mis le feu après toutes ses vicissitudes, flambe dans l'orgie d'auto-destruction qui toujours fascina l'esprit allemand et répondit à quelque terrifiant désir de l'âme allemande.

Ces héros, ce monde démoniaque furent toujours, selon l'expression de Max Mell, « dans l'âme du peuple », dans cette âme allemande du peuple, où se percevait la lutte entre le génie de la civilisation et le génie des *Nibelungen*; à l'époque qui nous occupe, c'est le second qui semblait prendre le dessus et il n'y a nullement lieu de s'étonner qu'Hitler ait souhaité rivaliser avec Wotan, lorsqu'en 1945 il voulut la destruction de l'Allemagne afin qu'elle s'effondrât dans les flammes en même temps que lui.

Wagner, génie écrasant, artiste vertigineux, dépasse de beaucoup ce qui vient d'être dit de lui ici. Le conflit retrace dans les opéras de sa Tétralogie s'enroule autour d'un thème, celui de l'appât de l'or, que le compositeur assimila à la « tragédie du capitalisme moderne » et qu'il voyait avec horreur se substituer aux vertus antiques d'autrefois. Malgré tous ses héros païens, il ne désespéra pas complètement du christianisme, à l'encontre de Nietzsche, et il éprouvait une grande compassion pour cette race humaine, guerrière et prompte à errer. Mais Hitler n'avait pas tout à fait tort de dire que, pour comprendre le nazisme, il fallait d'abord connaître Wagner.

Wagner, lui, avait connu Schopenhauer, puis Nietzsche, et subi leur influence, encore que celui-ci lui eût fait grief de ce que ses opéras, surtout *Parsifal*, fussent trop empreints de renonciation chrétienne. Au cours de sa vie solitaire et agitée, Wagner entre en relations avec deux autres hommes, un Français et un Anglais, dont les personnalités sont importantes pour le présent ouvrage, non pas tant pour l'impression qu'ils firent sur lui (en un cas, elle fut cependant considérable), que pour l'effet qu'ils exercèrent sur l'esprit allemand, car ils concoururent à l'orienter dans

un sens favorable à l'avènement du Troisième Reich.

Ces deux hommes furent le comte Joseph-Arthur de Gobineau, diplomate et écrivain français, et Houston Stewart Chamberlain, un des Anglais les plus extraordinaires qui aient existé.

Disons tout de suite qu'aucun des deux n'était un farceur. Tous les deux possédaient une grande érudition, une culture profonde, une vaste expérience acquise au cours de leurs voyages. L'un comme l'autre, pourtant, élaborèrent une doctrine raciale si bizarre que nul peuple ne la considéra sérieusement (même pas leurs compatriotes), à l'exception des Allemands, qui prirent leurs douteuses théories pour évangile. Il n'est probablement pas excessif de regarder — je l'ai entendu dire par plus d'un partisan d'Hitler — Chamberlain comme le fondateur spirituel du Troisième Reich.

Ce singulier Anglais, qui en vint à voir dans les Allemands les membres de la race maîtresse et l'espoir de l'avenir, adora Richard Wagner, dont il épousa une des filles; il vénéra aussi Guillaume II, puis Hitler, et il fut leur mentor. A la fin d'une vie qui apparaît fantastique, il put saluer le caporal autrichien — et cela longtemps avant qu'Hitler obtînt le pouvoir ou même qu'il en eût la perspective — comme un être envoyé par Dieu pour faire sortir les Allemands du désert. Hitler, cela se conçoit, tenait Chamberlain pour un prophète. Il en fut un, en effet.

Que contenaient donc les enseignements de ces deux hommes qui inspirèrent aux Allemands une véritable folie en ce qui concernait la question raciale et celle de la destinée germanique?

La part principale qu'y prit Gobineau fut un ouvrage en quatre volumes, publié à Paris de 1853 à 1855 et intitulé *Essai sur l'inégalité des races*

humaines. Il est assez ironique que cet aristocrate français, après avoir été officier de la garde royale, ait commencé sa carrière publique comme *chef de cabinet** d'Alexis de Tocqueville lorsque l'éminent auteur de *La Démocratie en Amérique* occupa quelque temps des fonctions officielles en 1848.

* *En français dans le texte.*

Il était alors allé à Hanovre et à Francfort en qualité de diplomate, et ce fut de ses contacts avec les Allemands, plutôt qu'avec Tocqueville, qu'il tira la matière de ses théories sur les inégalités raciales; il a cependant avoué qu'il avait écrit ses quatre volumes surtout pour établir la supériorité de son ascendance aristocratique personnelle.

Pour Gobineau, ainsi qu'il l'a déclaré dans sa dédicace au roi de Hanovre, la clé de l'histoire et de la civilisation est la race. Selon lui, la question raciale domine tous les autres problèmes de l'histoire, et l'inégalité des races suffit à expliquer comment et de quelle façon s'est accompli le destin des peuples. Il y a trois races principales, la blanche, la jaune et la noire, la blanche étant la supérieure. L'histoire, estime-t-il, montre que la civilisation tout entière découle de la race blanche, et qu'aucune ne saurait exister sans le concours de celle-ci. Le joyau le plus noble de la race blanche est l'Aryen, élément de cette illustre famille humaine dont il va rechercher les origines en Asie centrale.

Malheureusement, dit Gobineau, l'Aryen contemporain a souffert de mélanges avec des races inférieures, comme on pouvait le voir dans le sud de l'Europe à son époque. Cependant, dans le nord-ouest, au-dessus d'une ligne qui, en gros, suit le cours de la Seine et passe à l'est de la Suisse,

l'Aryen, tout en n'étant pas complètement pur constitue quand même une race supérieure. Cela comprenait une partie des Français, tous les Anglais et tous les Irlandais, les habitants des Pays-Bas, de la Rhénanie et du Hanovre, et les Scandinaves. Il semble que Gobineau en excluait la masse des Allemands, qui vivaient à l'est et au sud-est de la ligne. Ce détail suscita les commentaires des nazis quand ils adoptèrent sa doctrine.

Dans l'esprit de Gobineau, cependant, les Allemands, ou tout au moins les Allemands de l'ouest, étaient probablement les meilleurs des Aryens, et cette constatation-là les nazis ne la discutèrent point. Il estimait que les Allemands apportaient une amélioration partout où ils allaient; c'était vrai même pour l'empire romain. Les tribus germaniques qualifiées barbares, qui conquièrent Rome et brisèrent son empire, rendirent un service signalé à la civilisation, car les Romains au IV^e siècle n'étaient guère supérieurs à des bâtards dégénérés, tandis que les Germains étaient des Aryens relativement purs. L'Allemand de race aryenne lui apparaît comme un être de puissance, et tout ce qu'il pense déclare et fait comme de la plus grande importance.

Les idées de Gobineau furent rapidement adoptées en Allemagne. Wagner, que le Français rencontra en 1876, vers la fin de sa vie (il mourut en 1882), les épousa d'enthousiasme, et des sociétés Gobineau ne tardèrent pas à se fonder partout en Allemagne*

* *Mais non en France.*

Parmi les membres les plus assidus des Amis de Gobineau, association allemande, figurait un Anglais, Houston Stewart Chamberlain, dont la vie et l'œuvre constituent l'une des ironies les plus fascinantes dans l'inexorable processus historique qui devait amener la montée et la chute du Troisième Reich.

Ce Britannique de belle lignée — fils d'amiral, il avait pour oncles un maréchal (Sir Neville Chamberlain) et deux généraux — naquit en 1855, à Portsmouth. Sa famille le destinait à la marine ou à l'armée; mais sa santé délicate ruina ces projets. Le jeune homme fit ses études en France et à Genève, où il s'acclimata si bien que le français devint sa langue préférée. Il était encore adolescent quand le destin le mit, successivement, en présence de deux Allemands, — rencontre décisive qui devait le pousser irrésistiblement vers l'univers germanique. Il devait en effet devenir l'un des grands penseurs de l'Allemagne d'alors, en prendre la nationalité et, même, en adopter la langue dans laquelle il allait écrire tous ses livres. Plusieurs de ses ouvrages exercèrent une influence profonde sur Guillaume II, sur Adolf Hitler et sur d'innombrables Allemands de moindre importance.

En 1870, âgé de quatorze ans, Chamberlain se trouva entre les mains d'un précepteur remarquable, Otto Kuntze, prussien, à l'extrême, qui quatre années durant imprégna son jeune esprit réceptif et son âme sensible des gloires de la Prusse militaire et conquérante, ainsi que de celles d'artistes et de poètes tels que Beethoven, Goethe, Schiller et Wagner; apparemment, ce contraste ne gênait pas le pédagogue! A dix-neuf ans,

Chamberlain tomba follement amoureux d'Anna Horst, Prussienne elle aussi, son aînée de dix ans, et, comme lui, névropathe.

A vingt-sept ans, en 1882, il quitta Genève, où il s'était plongé, pendant trois ans, dans l'étude de la philosophie, des sciences naturelles et de la médecine, pour Bayreuth. Il y rencontra Wagner, qui devint le soleil de sa vie (ce sont ses termes), et sa femme Cosima, à laquelle il demeura passionnément et dévotement attaché jusqu'à sa mort. Dès 1885, quand il alla en compagnie d'Anna Horst, qu'il avait épousée, passer quatre années à Dresde, il devint Allemand de langue et de pensée. En 1889, il se rendit à Vienne, où il vécut vingt ans, et en 1909 à Bayreuth, où il habita jusqu'à sa mort (1927). En 1905, il divorça d'avec sa Prussienne adorée, alors qu'elle avait soixante ans et qu'elle était mentalement et physiquement encore plus mal en point que lui; la séparation fut si pénible qu'il prétendit en être devenu presque fou. Trois ans plus tard, il épousa Eva Wagner et se retira près de Wahnfried, où il pouvait voisiner avec sa belle-mère, l'autoritaire et révéérée Cosima.

Hypersensible, sujet à de fréquentes crises d'abattement, Chamberlain était affligé de visions où, disait-il, des démons lui enjoignaient sans pitié ni relâche de rechercher de nouveaux champs d'étude et de poursuivre ses extraordinaires travaux. Elles le forçaient successivement à passer de la botanique aux beaux-arts, à la musique, à la philosophie, à la biographie, à l'histoire. Un jour de 1896, alors qu'il revenait d'Italie, une de ces apparitions eut un caractère si impérieux qu'il descendit du train à Gardone, s'enferma pendant une semaine dans une chambre d'hôtel et, abandonnant un projet d'œuvre musicale, entreprit fiévreusement un essai biologique, où il découvrit l'embryon du thème qui

allait dominer tous ses ouvrages ultérieurs, celui de la race et de l'histoire.

Nonobstant ses tares, son intelligence disposait d'un vaste éventail qui couvrait les domaines de la littérature, de la musique, de la biologie, de la botanique, de la religion, de l'histoire et de la politique. Comme l'a signalé Jean Réal (26), tous ses travaux publiés montrent une profonde unité d'inspiration et une cohérence remarquable. Étant donné qu'il se sentait pourchassé par ses démons, ses livres (sur Wagner, sur Goethe, sur Kant, sur le christianisme et sur la race) étaient écrits sous l'étreinte d'une surexcitation terrible, combinaison d'état de transe et d'auto-intoxication, si bien que, comme il le raconte dans son autobiographie, *Lebenswege*, il était souvent incapable de les reconnaître, parce qu'ils dépassaient ce qu'il en attendait.

Des esprits plus équilibrés que lui ont, depuis, infirmé ses théories raciales et une grande partie de sa position historique. L'éminent germanisant français Edmond Vermeil tient ses idées pour essentiellement absurdes. Néanmoins, pour le biographe anti-nazi d'Hitler, Konrad Heiden, qui d'ailleurs regrettait l'influence exercée par les écrits racistes de Chamberlain, celui-ci « fut un des talents les plus remarquables qui se soient manifestés dans l'histoire de l'esprit allemand, en même temps qu'une mine de connaissance et d'idées profondes ».

Le livre qui exerça sur cet intellect allemand l'influence la plus prononcée, qui plongea Guillaume II dans l'extase et qui fournit aux nazis la matière de leurs aberrations racistes fut *Grundlagen des Neunzehnten Jahrhunderts* (*Fondements du XIXe siècle*) ouvrage de quelque douze cents pages, que Chamberlain, retombé sous la griffe d'un de ses « démons », écrivit en dix-neuf mois, du 1er avril 1897 au 31 octobre 1898, à Vienne, et

qui fut publié en 1899.

Tout comme Gobineau qu'il admirait, Chamberlain voyait la clef de l'histoire, la base de la civilisation dans la race. Pour expliquer le XIX^e siècle, c'est-à-dire le monde contemporain, il disait qu'il fallait d'abord examiner ce que les époques précédentes lui avaient apporté; ce legs était triple : la philosophie et l'art de la Grèce; la loi romaine; la personnalité du Christ. Et il y avait trois légataires : les Juifs et les Allemands, qui étaient les « deux races pures », puis les sang-mêlé latins de la Méditerranée, qu'il appelait un « chaos de peuples ». Seuls, les Allemands avaient droit au splendide héritage.

Il est vrai que leur venue dans l'histoire ne remontait qu'au XIII^e siècle; mais ils avaient prouvé leur valeur auparavant, en détruisant l'empire romain. « Il est faux, déclare Chamberlain, que le Teuton barbare ait fait descendre sur l'Europe ce qu'on appelle la nuit de Moyen Age; bien plutôt, cette nuit survint après la faillite intellectuelle et morale du chaos humain sans race engendré par l'empire romain dans son agonie. Sans le Teuton, une nuit éternelle se fût appesantie sur le globe. » Car, au temps qu'il s'exprimait ainsi, Chamberlain plaçait dans le Teuton l'unique espoir du monde.

Parmi les « Teutons », et quoique ceux-ci fussent les éléments de l'ensemble, Chamberlain comprenait aussi les Celtes et les Slaves. Il est cependant très catégorique dans ses définitions et il assure quelque part que « quiconque se comporte en Teuton est un Teuton, quelle que soit la souche de sa race ». Peut-être se souvint-il alors de son origine non allemande. En tout cas, le Teuton était selon lui « l'âme de notre civilisation. L'importance de toute nation, en tant que puissance vivante

d'aujourd'hui est en proportion de l'authentique sang teuton de sa population... L'histoire véritable commence au moment où le Teuton, de sa main souveraine, prend dans sa poigne le legs de l'antiquité ».

Et les Juifs ? C'est à eux qu'il consacre le plus long chapitre des *Fondements*. Comme nous l'avons vu, Chamberlain prétend que les Juifs et les Teutons représentent les seules races pures subsistant en Occident. Dans le chapitre en question, il condamne « l'antisémitisme stupide et révoltant ». Il assure que les Juifs ne sont pas « inférieurs » aux Teutons, mais seulement qu'ils sont « différents » d'eux. Ils ont leur grandeur propre, ils comprennent le « devoir sacré » qui incombe à l'homme de maintenir la pureté de la race. Pourtant, quand il entreprend d'analyser ce qui les concerne, Chamberlain sombre dans le même antisémitisme vulgaire qu'il condamne chez les autres, antisémitisme aboutissant aux grossièretés des caricatures qui, au temps d'Hitler, paraissaient contre les Juifs dans *Der Stürmer*, le périodique de Julius Streicher. On peut dire que la base « philosophique » de l'antisémitisme nazi fut en bonne partie prise dans ledit chapitre.

L'absurdité des opinions de Chamberlain saute aux yeux. Il a déclaré que la personnalité du Christ est un des trois grands legs faits par l'antiquité à la civilisation moderne. Il entreprend alors de « prouver » que Jésus n'était pas Juif. Ses origines galiléennes, son incapacité à prononcer correctement les gutturales aramaïques constituent pour Chamberlain des « signes nets », indiquant que le Christ avait « une forte proportion de sang non sémite ». Puis il proclame en termes typiquement décisifs : « Quiconque a prétendu que Jésus était un Juif, ou bien s'est montré stupide, ou bien a menti... Jésus n'était pas juif. »

Qu'était-il donc? Chamberlain répond : Probablement un Aryen! Sinon tout à fait par le sang, du moins et très certainement à cause de sa doctrine morale et religieuse, si nettement opposée « au matérialisme et au formalisme abstrait » du judaïsme. Il était par conséquent naturel — aux yeux de Chamberlain, en tout cas — que le Christ devînt « le dieu de tous les jeunes peuples indo-européens débordants de vie », et par-dessus tout celui des Teutons, parce que « nul autre peuple n'était aussi bien doué qu'eux pour écouter cette voix divine ».

Vient ensuite ce qui est supposé constituer une histoire détaillée de la race juive, depuis l'époque du mélange des Sémites ou bédouins du désert, avec les Hittites à tête ronde, qui avaient un « nez juif », et enfin avec les Amorrites, qui étaient aryens. Malheureusement, le mélange aryen — les Amorrites, affirme Chamberlain, étaient de grands et magnifiques blonds — se produisit trop tard pour réellement améliorer l'élément hébreu « corrompu ». A partir de là, Chamberlain se trouve en contradiction avec toute sa théorie de la pureté de la race juive et il découvre que les Juifs deviennent une race « négative et abâtardie », en sorte que les Aryens ont à bon droit « refusé » Israël. En fait, il blâme les Aryens d'avoir conféré aux Juifs un « halo de fausse gloire », puis il trouve que ces derniers « manquent lamentablement de vraie religion ».

En fin de compte, Chamberlain pense que la voie du salut passe par les Teutons et leur culture et que les Allemands sont les plus doués d'entre eux, car ils ont hérité les meilleures qualités des Grecs et des Indo-Aryens. Cela leur donne le droit d'être les maîtres du monde. « Dieu ne fait fond aujourd'hui que sur les seuls Allemands, a-t-il écrit ailleurs. Telles sont la conviction et la vérité certaine qui sont les miennes depuis des années. »

La publication des *Fondements du XIXe siècle* créa une sensation et valut à leur étrange auteur anglais un renom soudain en Allemagne. Malgré son éloquence coutumière et la tenue de son style — Chamberlain était un artiste-né —, le livre n'était pas d'une lecture facile. Mais il ne tarda pas à être bien accueilli par les classes dirigeantes, qui semblent y avoir trouvé exactement ce qu'elles désiraient croire. En dix ans, il eut huit éditions, avec une vente de 60 000 exemplaires; quand éclata la guerre de 1914 ce chiffre atteignait 100 000. Cette faveur du public se renouvela pendant la période nazie, et je me rappelle l'annonce de sa vingt-quatrième édition en 1938; la vente dépassait alors 250 000 exemplaires.

Le kaiser Guillaume II fut l'un de ses premiers et de ses plus enthousiastes lecteurs. Il invita Chamberlain à son palais de Potsdam; dès leur première rencontre se forma entre eux une amitié qui dura jusqu'à la mort de l'auteur en 1927 et qui fut marquée par une copieuse correspondance. Certaines des quarante-trois lettres que Chamberlain écrivit à l'empereur (qui lui envoya vingt-trois réponses) étaient de longs essais que Guillaume II utilisa dans plusieurs de ses discours et déclarations sensationnels.

« C'est Dieu qui a adressé votre livre au peuple allemand, et vous qui me l'avez personnellement adressé », lui manda-t-il dans une de ses premières missives. L'obséquiosité de Chamberlain et ses flatteries exagérées sont parfois écœurantes : « Votre Majesté et ses sujets sont nés dans un saint sanctuaire », écrit-il, ajoutant pour Guillaume II qu'il avait placé son portrait dans son cabinet, vis-à-vis celui du Christ par Léonard de Vinci, de sorte que, pendant son travail, il allait souvent de l'image de son Sauveur à celle de son souverain.

Cette servilité n'empêchait pas Chamberlain d'offrir continuellement des conseils au monarque. En 1908, l'opposition populaire faite à Guillaume II était telle qu'on vit le Reichstag désapprouver sa désastreuse intervention dans les affaires étrangères; Chamberlain ne lui en déclara pas moins que l'opinion publique étant fabriquée par des idiots et des traîtres, il n'avait pas à en tenir compte; l'empereur lui répondit que, tous les deux, ils s'entendraient et se serreraient les coudes : « Vous brandissez votre plume; j'use de ma langue (et) de mon épée. »

L'Anglais ne manquait jamais de rappeler au Kaiser la mission et la destinée de l'Allemagne. « Lorsque l'Allemagne aura vaincu, écrit-il après le début de la première guerre mondiale — et nous pouvons y compter avec confiance, — il faudra qu'elle s'adonne immédiatement à une politique scientifique de génie. Auguste entreprit ainsi une transformation politique du monde; l'Allemagne doit faire de même... Pourvue d'armes offensives et défensives, organisée aussi fermement et complètement que son armée, supérieure à tous en art, en science, en technologie, en industrie, en commerce, en finance, bref, en tous les domaines; guide, pilote et pionnière du monde ; chaque homme à son poste, chaque homme donnant toutes ses forces à la cause sainte; ainsi, l'Allemagne... conquerra le monde au moyen de son essentielle supériorité. » Guillaume II décora Chamberlain de la Croix de fer pour avoir incité à une si glorieuse mission son pays d'adoption (il s'était fait naturaliser Allemand en 1916, en pleine guerre).

Toutefois, ce fut sur le Troisième Reich, qui ne fut instauré que six ans après sa mort, mais dont il prévint la venue, que l'influence de cet Anglais s'exerça le plus fortement. Ses théories racistes et son sens ardent de la destinée des Allemands et de l'Allemagne furent repris par les nazis,

qui l'acclamèrent comme un de leurs prophètes. Durant le régime hitlérien, les presses répandirent à foison des livres, des brochures et des articles célébrant le « fondateur spirituel » de l'Allemagne nationale-socialiste.

Rosenberg, un des mentors d'Hitler, s'efforça souvent de lui communiquer l'enthousiasme qu'il éprouvait à l'endroit de Chamberlain. Il est probable que le Führer eut connaissance de ses écrits avant de quitter Vienne, car ils étaient répandus et appréciés dans les groupes pangermanistes et antisémites, dont il dévorait les élucubrations lors de cette période ancienne. Sans doute aussi lut-il des articles chauvins de Chamberlain pendant la guerre. Dans *Mein Kampf*, il exprime le regret que les observations de l'écrivain n'aient pas été mieux écoutées au cours du Deuxième Reich.

Chamberlain fut un des premiers intellectuels qui, en Allemagne, prévirent un grand avenir pour Hitler et de nouvelles chances de succès pour les Allemands, s'ils le suivaient. Hitler avait fait sa connaissance à Bayreuth en 1923; quoique malade, à demi paralysé, déçu par la défaite et par la chute des Hohenzollern — écroulement de tous ses espoirs et de toutes ses prophéties! — l'écrivain se sentit soulevé par l'éloquence du jeune Autrichien. Dès le lendemain de leur rencontre, il lui écrivit : « De hautes tâches vous attendent... Ma confiance dans le germanisme n'a pas été ébranlée un seul instant, quoique mon espérance, je l'avoue, soit descendue assez bas. D'un coup, vous avez changé mon état d'âme. L'Allemagne, en donnant naissance à un Hitler au temps de sa plus grande détresse, fait preuve de sa vitalité ; il en est de même pour les forces d'influences qu'on sent émaner de lui; ces deux choses, en effet la personnalité et l'influence, vont de pair... Dieu vous protège! »

Cette lettre date du moment où Adolf Hitler, avec sa moustache à la Charlie Chaplin, ses façons de voyou, son extrémisme violent et hors de saison, n'éveillait encore chez les Allemands que des accès de fou rire. Sans doute avait-il déjà des partisans; toujours est-il que le magnétisme de sa personnalité agit à la manière d'un charme sur le philosophe vieillissant et malade et rajeunit la foi qu'il nourrissait dans le peuple auquel il avait voulu s'intégrer et qu'il voulait voir aux plus hauts sommets.

Chamberlain s'affilia donc au jeune Parti nazi et commença d'écrire pour ses obscures publications, dans la mesure où sa santé le lui permettait. Dans un de ses articles, qui parut en 1924, il salua Hitler comme l'homme destiné par Dieu à conduire et diriger le peuple allemand. Le destin avait fait signe à Guillaume II, mais celui-ci avait échoué; c'était dès lors le tour d'Hitler. Le 5 septembre 1925, le soixante-dixième anniversaire du remarquable écrivain anglais fut célébré en cinq colonnes d'éloges par le journal nazi *Völkischer Beobachter*, qui qualifia ses *Fondements* d'« évangile du Mouvement Nazi ». Chamberlain descendit dans sa tombe six mois plus tard, le 11 janvier 1927, espérant fermement que tous ses enseignements et toutes ses prévisions se réaliseraient sous la divine égide du nouveau Messie allemand.

A l'exception d'un prince représentant Guillaume II, à qui le retour sur le sol national était interdit, Hitler fut la seule personnalité publique à assister aux obsèques de Chamberlain. Annonçant sa mort, le *Völkischer Beobachter* déclara que le peuple allemand venait de perdre « un des grands paladins dont les armes n'ont pas été utilisées à notre époque à toute leur valeur ». Ni ce moribond à demi paralysé, ni même Hitler, ni personne d'autre en Allemagne n'aurait jamais prévu, en ce sombre mois de

janvier 1927, alors que la fortune du Parti nazi était au plus bas, que dans un avenir très proche les armes forgées par l'Anglais transfuge de son pays allaient servir avec toute leur force et avec d'effroyables conséquences (27).

Hitler n'en avait pas moins le sens mystique de la mission qui lui était personnellement dévolue sur la Terre, dès cette époque et même auparavant. « Parmi des millions d'hommes, doit se présenter un homme, écrit-il dans *Mein Kampf* (les italiques sont de lui), qui, animé d'une vigueur indéniable, transformera en principes durs comme le granit l'idéologie confuse des masses et luttera pour leur seule rectitude, jusqu'à ce que, des notions changeantes d'un monde où la pensée ne connaît pas de frein, surgisse une muraille de foi et de volonté, abrupte et sans fissure (28). »

Il ne laissait pas dans l'esprit de ses lecteurs le moindre doute qu'il ne se considérât lui-même comme ce seul homme. *Mein Kampf* est parsemé de petits essais sur le rôle du génie choisi par la Providence pour guider un grand peuple, le tirer hors de ses difficultés de l'amener à la grandeur, bien que celui-ci risque de ne pas le comprendre et de ne pas reconnaître tout de suite sa valeur. Le lecteur se rend parfaitement compte qu'Hitler pense alors à lui-même et à sa situation du moment; il n'est pas encore admis par le monde pour ce qu'il est certain d'être; mais tel fut toujours le sort des génies, à leurs débuts.

Hitler en fait d'ailleurs la remarque : « Il faut presque immanquablement que quelque détail vienne déterminer le génie à occuper le devant de la scène. Le monde alors résiste et se refuse à croire que l'homme désigné, chez qui il ne constate aucun signe particulier, soit en fait

un personne très différente des autres; ce processus se reproduit pour tout individu éminent... L'étincelle du génie existe dans le cerveau de l'homme vraiment créateur, dès l'heure de sa naissance. Le génie est toujours inné, jamais cultivé, encore moins appris (29) ».

Plus précisément, Hitler estimait que les grands hommes qui modèlent l'histoire sont un mélange de politicien à l'esprit pratique et de penseur. « A de longs intervalles dans l'histoire, il peu occasionnellement arriver que l'homme politique soit doublé d'un théoricien. Plus cette fusion est intime, plus se multiplient les obstacles qui s'opposent à l'œuvre du politicien. Il ne travaille plus pour des nécessités que comprendra le premier bon boutiquier venu, mais pour des buts que très peu de gens sont capable de concevoir. Sa vie est donc déchirée entre l'amour et la haine La résistance offerte par le présent, pour qui il est un phénomène inexplicable, lutte avec la compréhension que lui accordera la postérité, pour laquelle il œuvre également. En effet, plus les efforts d'un homme sont bienfaisants pour l'avenir, moins ses contemporains s'en aperçoivent, et plus dur est son combat (30)... »

Hitler écrivit ces lignes en 1924, alors que rares étaient ceux qui avaient l'intuition de ce que cet homme, emprisonné, discrédité par l'échec de son putsch d'opéra-comique, se proposait de réaliser. Hitler, lui, ne nourrissait aucun doute. Qu'il lût Hegel ou non, on peut en discuter; mais ses écrits et ses discours prouvent que les idées du philosophe ne lui étaient pas étrangères, ne fût-ce que par ses discussions avec ses conseillers du début, Rosenberg, Dietrich et Hess. De toute façon, les célèbres leçons de Hegel à l'université de Berlin durent retenir son attention, de même que les nombreux aphorismes de Nietzsche. Nous avons vu brièvement* que

Hegel énonça une théorie des « héros » qui trouva dans l'intellect allemand un écho très favorable. Dans une de ses leçons, il a examiné comment « la volonté de l'esprit universel » est accomplie par « les hommes de l'histoire universelle ».

* Voir plus haut.

On peut les appeler héros, puisque leurs desseins et leur vocation leur sont venus non pas de l'habituel et calme cours des événements, sanctionné par l'ordre existant, mais bien d'une source secrète, de cet esprit intérieur qui reste caché sous la surface et qui se jette sur le monde extérieur comme sur une coquille qu'il briserait en morceaux. Tels furent Alexandre, César, Napoléon, hommes politiques et pratiques, mais aussi hommes de pensée, percevant les aspirations de leur époque et les opportunités qu'elle offrait. C'était la vérité même pour leur temps et pour leur monde... il leur appartenait de discerner ce principe naissant, ce pas en avant immédiat et nécessaire que leur monde allait faire, de le prendre pour but et de consacrer leur énergie à l'effectuer. Les hommes de l'histoire universelle, ces héros d'une époque, doivent par conséquent être reconnus pour ceux qui la prévirent et la devancèrent; *leurs* actes et *leurs* paroles ont excellé, par-dessus tous ceux de leurs contemporains (31).

Il faut bien noter les analogies entre ce texte et la citation précédente de *Mein Kampf*. La fusion de l'homme politique et du penseur, voilà ce qui produit un héros, une « figure de l'histoire universelle », un Alexandre, un César, un Napoléon. Si cette même fusion existait en lui, comme Hitler en était venu à le croire, pourquoi ne se fût-il pas égalé à eux?

Souvent, Hitler déclara que le chef suprême plane au-dessus de la morale ordinaire. Hegel et Nietzsche ne pensaient pas différemment sur ce point. Nous avons vu Hegel prétendre que les « vertus particulières » et les « points de vue inopportuns » ne doivent pas être des obstacles sur la voie suivie par les grands meneurs de peuples. Il ne faut pas davantage

s'offusquer si les héros, en accomplissant leur destin, piétinent ou déchiquettent beaucoup de fleurs innocentes. Et Nietzsche, dans son extravagante exagération, va bien plus loin encore.

Les hommes forts, les vrais maîtres, retrouvent la conscience pure des bêtes de proie; monstres heureux, ils peuvent revenir d'une effroyable suite de meurtres, d'incendies, de viols, et de tortures avec des cœurs aussi joyeux, des âmes aussi satisfaites que s'ils s'étaient amusés à des bagarres d'étudiants... Quand un homme est capable de commander, quand il est par sa nature un « maître », quand il est violent dans ses actes et dans ses manières, quelle importance pourrait-il bien attacher aux traités?... Pour juger la moralité comme il convient, il faut la remplacer par deux concepts tirés de la zoologie : le dressage d'une bête et l'élevage d'une espèce. (32).

De telles théories, exprimées à leur paroxysme par Nietzsche et adoptées avec enthousiasme par une foule d'Allemands, semblent avoir exercé une forte attraction sur Hitler. Ainsi, un génie animé par une mission était supérieur aux lois et ne pouvait pas s'empêtrer de morale bourgeoise. Par conséquent, quand ce fut pour lui le moment d'agir, Hitler était en mesure de justifier les actes les plus cruels commis de sang-froid : suppression des libertés personnelles, pratique brutale du travail forcé, horreur des camps de concentration, massacre de ses propres partisans en juin 1934, assassinats de prisonniers de guerre et exécutions massives de Juifs.

Quand Hitler sortit de la prison de Landsberg cinq jours avant la Noël 1924, il se trouva en face d'une situation qui aurait déterminé presque tout autre homme que lui à renoncer à la vie publique. Le Parti nazi et sa presse étaient interdits; ses anciens lieutenants lâchaient pied et disparaissaient; lui-même n'avait plus le droit de parler dans les meetings. Pis encore, il

était menacé d'être déporté dans son Autriche natale, ainsi que la police d'État bavaroise en avait fait avec insistance la demande au ministre de l'Intérieur. Nombre de ses vieux camarades se rangeaient à l'opinion commune : Hitler était un homme fini ; il allait tomber dans l'oubli, comme beaucoup d'autres politiciens de province qui avaient joui d'une notoriété éphémère durant les années d'agitation où la République paraissait constamment sur le point de sombrer*.

** Encore en 1929, le professeur M. A. Gerothwohl, dans son édition des carnets de Lord d'Abernon, ajoutait au récit du putsch manqué de la Brasserie la note suivante : « Condamné à cinq ans de détention, Hitler fut relâché au bout de six mois, après quoi on n'entendit plus parler de lui. » Lord d'Abernon fut de 1920 à 1926 ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin; dans ce poste, il s'employait habilement à consolider la République de Weimar.*

Mais la République avait résisté à la tempête et, peu à peu, elle se consolidait. Pendant qu'Hitler se trouvait en prison, un véritable sorcier des finances, du nom de Hjalmar Horace Greeley Schacht, avait réussi à stabiliser la monnaie; l'inflation désastreuse était terminée. Le plan Dawes avait allégé le fardeau des réparations. Les capitaux d'Amérique commençaient à affluer. L'économie se rétablissait rapidement. Stresemann poursuivait avec bonheur sa politique de réconciliation avec les Alliés. Les Français évacuaient la Ruhr. On discutait à Locarno d'un pacte de sécurité qui devait faciliter un règlement général des affaires européennes et faire entrer l'Allemagne à la Société des Nations.

Pour la première fois depuis la défaite, après six années de tension, de troubles et de crises, le peuple allemand commençait à mener une vie normale. Deux semaines avant qu'Hitler sortît de Landsberg, les sociaux-démocrates (ceux qu'il appelait les criminels de novembre) recevaient 30

pour 100 de suffrages de plus (sur un collège de près de 8 millions), dans une élection générale où ils s'étaient déclarés en faveur de la République. Les nazis, combinés avec des groupes racistes du nord sous le nom de Mouvement national socialiste pour la liberté de l'Allemagne, voyaient les voies de leurs électeurs (près de deux millions en 1924) tomber à moins d'un million en décembre. Le nazisme apparaissait donc comme une cause agonisante. Poussé aussi vite qu'un champignon sur les malheurs du pays, il dépérissait depuis son brusque renouveau. Telle était du moins l'opinion de la plupart des Allemands et des observateurs étrangers.

Ce ne fut pourtant pas le cas d'Adolf Hitler. Il se décourageait difficilement et il savait attendre. Pendant l'hiver 1925, dans le petit appartement de deux pièces situé au dernier étage du n° 41 de la Thierschstrasse, il se remémora ses souvenirs épars. L'été venu, dans plusieurs auberges de l'Obersalzberg, au-dessus de Berchtesgaden, sa contemplation, qui portait sur les mésaventures du passé immédiat et sur l'éclipsé du présent, ne servit qu'à renforcer sa résolution. Derrière les portes de la prison, il avait eu le temps de méditer non seulement sur son propre passé, ses triomphes et ses erreurs, mais aussi sur celui, tumultueux, du peuple allemand, sur ses triomphes et ses erreurs; il vit alors plus clairement les uns et les autres.

Il sentait de nouveau brûler en lui le sens de sa mission — pour lui-même et pour l'Allemagne — qui ne comportait aucun doute. Dans cet esprit d'exaltation, il finit de dicter le torrent de mots qui formerait le premier volume de *Mein Kampf* et il passa aussitôt au second. Le projet de ce que le Tout-Puissant l'appelait à faire en ce monde et la philosophie, la *Weltanschauung*, qui le soutiendrait dans sa tâche, furent ainsi couchés par

écrit, afin que tous pussent y réfléchir. Nous avons vu que, pour démentielle qu'elle fût, cette philosophie allait s'enraciner dans les profondeurs de la vie allemande. Quant au projet, il aurait pu sembler absurde à la plupart des hommes du XXe siècle, même en Allemagne; mais il possédait une certaine logique; il offrait une perspective et un prolongement de l'histoire (si rares que fussent alors ceux qui s'en aperçurent), et il montrait à la patrie le chemin d'une glorieuse destinée.

LIVRE II

TRIOMPHE ET CONSOLIDATION

5

LE CHEMIN DU POUVOIR : 1925-1931

DE 1925 jusqu'au début de la crise de 1929, ce furent des années maigres pour Adolf Hitler et pour le Mouvement nazi, mais ce qui donne la juste mesure du personnage, ce fut qu'il persévéra sans jamais perdre espoir ni confiance. Malgré son caractère irritable, qui provoquait souvent chez lui de véritables crises de nerfs, il avait la patience d'attendre et il était assez habile pour comprendre que le climat de prospérité matérielle et de détente qui régnait alors en Allemagne ne servait pas son propos.

Il était persuadé que le bon temps ne durerait pas. L'Allemagne disait-il, ne dépendait pas de sa propre force, mais de celle des autres — et surtout de l'Amérique, dont les coffres gonflés fournissaient les prêts qui faisaient et qui maintenaient la prospérité de l'Allemagne. Entre 1924 et 1930, les emprunts allemands atteignirent le total de quelque sept milliards de dollars, provenant pour la plupart de financiers américains qui se souciaient assez peu de savoir comment les Allemands pourraient effectuer leurs remboursements. Ceux-ci d'ailleurs s'en souciaient encore moins.

La République empruntait pour payer ses réparations et pour

développer ses services sociaux, qui étaient le modèle du monde. Les administrations départementales et municipales empruntaient pour financer non seulement des améliorations nécessaires, mais aussi la construction d'aéroports, de théâtres, de stades et de somptueuses piscines. L'industrie, qui grâce à l'inflation avait épongé ses dettes, empruntait des milliards pour refaire son équipement et pour rationaliser ses méthodes de production. Celle-ci, qui en 1923 était tombée à 55 pour 100 du chiffre de 1913, atteignait 127 pour 100 de ce même chiffre en 1927. Pour la première fois depuis la guerre, le nombre des chômeurs tombait au-dessous du million : 650 000 en 1928. Pour la même année, les ventes au détail marquaient une augmentation de 20 pour 100 par rapport à 1925 et l'année suivante les salaires réels atteignirent un chiffre supérieur de 10 pour 100 à celui de 1925 également. Les petits bourgeois, tous les millions de boutiquiers et de petits salariés auprès desquels Hitler devait chercher un soutien, profitaient de cette prospérité générale.

Ce fut à cette époque que j'eus mes premiers contacts personnels avec l'Allemagne. J'étais alors en poste à Paris et j'allais de temps en temps à Londres, et pour fascinantes que fussent ces capitales aux yeux d'un jeune Américain heureux d'avoir échappé à l'incroyable suffisance de l'ère de Calvin Coolidge, leur éclat pâlisait un peu quand on se retrouvait à Berlin ou à Munich. Un merveilleux ferment travaillait l'Allemagne. La vie semblait plus libre, plus moderne, plus excitante que dans tous les autres endroits que j'avais connus. Nulle part ailleurs les arts ni la vie intellectuelle ne semblaient connaître un pareil essor. Dans le domaine de la littérature, de la peinture, de l'architecture, dans celui de la musique et du théâtre, se dessinaient de nouveaux courants, apparaissaient des talents

remarquables. Partout, on mettait l'accent sur la jeunesse.

On passait toute la nuit à veiller avec des jeunes aux terrasses des cafés, dans les bars douillots, dans les camps de vacances, sur un vapeur lors d'une croisière sur le Rhin ou dans l'atelier noyé de fumée d'un artiste et à discuter indéfiniment de la vie. C'était une jeunesse saine, insouciante, aimant le soleil et douée d'un énorme appétit de complète liberté. Le vieil esprit prussien tyrannique semblait mort et enterré. La plupart des Allemands que l'on rencontrait — hommes politiques, écrivains, éditeurs, artistes, professeurs, étudiants, hommes d'affaires, chefs syndicalistes — affichaient tous un esprit démocratique, libéral, voire pacifiste.

C'était à peine si l'on entendait parler d'Hitler ou des nazis, sauf pour se moquer d'eux — généralement à propos du putsch de la Brasserie, comme on disait. Lors des élections du 20 mai 1928 le Parti nazi ne recueillit que 810 000 voix sur un total de 31 millions et ne comptait qu'une douzaine de représentants sur les 491 membres du Reichstag. Les nationalistes conservateurs essuyèrent aussi de lourdes pertes, leur parti ne recueillant plus que 4 millions au lieu de 6 millions en 1924, et les sièges qu'ils occupaient au parlement passant de 103 à 73. Par contre les sociaux-démocrates gagnaient 1 250 000 voix aux élections de 1928, atteignant ainsi un total supérieur à 9 millions et leurs 153 sièges au Reichstag faisaient d'eux le plus important parti politique d'Allemagne. Dix ans après la fin de la guerre, la République allemande semblait avoir enfin trouvé son équilibre.

Le Parti national socialiste, en cet anniversaire de 1928, comptait 108 000 membres. Pour faible que fût ce chiffre, il s'accroissait lentement. Quinze jours après sa sortie de prison à la fin de 1924, Hitler s'était

précipité chez le docteur Heinrich Held, Premier ministre de Bavière et chef du Parti catholique du Peuple bavarois. En échange de sa promesse de se tenir tranquille (car Hitler avait été libéré sur parole), Held avait accepté de lever l'interdit qui frappait le Parti nazi et son journal.

« Le fauve est domestiqué, déclara Held à son ministre de la Justice, Guertner. Nous pouvons nous permettre de relâcher un peu sa chaîne. »

Le Premier bavarois était ainsi l'un des premiers politiciens allemands, mais pas le dernier tant s'en faut, à commettre cette fatale erreur de jugement.

Le *Völkischer Beobachter* reparut le 26 février 1925, avec un long éditorial signé d'Hitler et intitulé « Un Recommencement. » Le lendemain, il prit la parole au premier meeting organisé par le Parti nazi ressuscité au *Buergerbräukeller*, que ses fidèles disciples et lui avaient vu pour la dernière fois le matin du 9 novembre un an et demi plus tôt, lorsqu'ils étaient partis pour entreprendre cette marche qui devait si mal se terminer. Nombre de fidèles partisans étaient absents. Eckart et Scheubner-Richter étaient morts. Goering était en exil. Ludendorff et Röhm avaient rompu avec le chef. Rosenberg, qui était à couteaux tirés avec Streicher et Esser, boudait la réunion.

Il en allait de même de Gregor Strasser qui, avec Ludendorff, avait dirigé le Mouvement national socialiste de la Liberté allemande, pendant qu'Hitler était derrière les barreaux et le Parti nazi interdit. Lorsque Hitler demanda à Anton Drexler de présider la réunion, le vieux serrurier, fondateur du parti, lui dit d'aller au diable. Quelque quatre mille partisans

se retrouvèrent néanmoins dans la brasserie pour entendre de nouveau Hitler, et il ne les déçut pas. Son éloquence était aussi entraînante que jamais. Malgré les nombreuses défections et les tristes perspectives, Hitler expliqua clairement qu'il se considérait toujours comme le chef dictatorial du parti.

« Moi seul dirige le mouvement, et personne ne pourra m'imposer de conditions aussi longtemps que j'assumerai personnellement cette responsabilité », déclara-t-il. Puis il ajouta : « Une fois de plus j'assume l'entière responsabilité de tout ce qui se fait au sein du mouvement. »

Hitler s'était rendu au meeting avec des décisions bien arrêtées à propos de deux objectifs qu'il entendait s'efforcer d'atteindre. Le premier était de concentrer tout le pouvoir entre ses mains. Le second était de refaire du Parti nazi une organisation politique qui rechercherait le pouvoir exclusivement par des moyens constitutionnels. Il avait expliqué la nouvelle tactique à l'un de ses hommes de main, Karl Ludecke, alors qu'il était encore en prison :

« Quand je reprendrai mon activité, il faudra poursuivre une nouvelle politique. Au lieu d'oeuvrer pour arriver au pouvoir grâce à un coup de force, il nous faudra nous boucher le nez et entrer au Reichstag malgré les députés catholiques et marxistes. S'il faut plus longtemps pour les battre aux élections que pour les abattre dans la rue, du moins le résultat sera-t-il garanti par la constitution même qu'ils ont promulguée. Tout processus qui respecte la légalité est lent... Mais, tôt ou tard, nous aurons une majorité... et après cela l'Allemagne (1). »

Dès sa sortie de Landsberg, il avait assuré au Premier bavarois que le Parti nazi agirait désormais dans le cadre de la constitution. Mais, lorsqu'il

fit sa réapparition au *Buergerbräukeller* le 27 février, il se laissa emporter par l'enthousiasme de l'assistance. Ses menaces contre l'État étaient à peine voilées. Le régime républicain, c'était « l'ennemi », tout comme les marxistes et les Juifs. Et dans sa péroraison il s'était écrié : « Ce combat qui est le nôtre ne peut avoir que deux issues : ou bien c'est l'ennemi qui nous passe sur le corps, ou bien c'est nous qui passons sur le sien! »

Le « fauve » en l'occurrence, pour sa première apparition en public après son emprisonnement, ne semblait pas du tout « domestiqué ». De nouveau il menaçait l'État, malgré ses promesses de se tenir tranquille. Le gouvernement de Bavière lui interdit aussitôt de prendre la parole en public, interdiction qui devait durer deux ans. Les autres États l'imitèrent. C'était un rude coup pour un homme que ses dons d'orateur avaient mené si loin. Un Hitler réduit au silence, c'était un Hitler vaincu, aussi peu dangereux qu'un boxeur menottes aux poings sur un ring. Tel était du moins l'avis de la plupart des gens.

Mais, une fois encore, ils se trompaient. Ils oubliaient qu'Hitler était un organisateur tout autant qu'un enchanteur. Maîtrisant sa fureur devant cette interdiction, il se mit à l'œuvre avec acharnement pour rebâtir le Parti national socialiste des Travailleurs allemands et pour en faire une organisation comme l'Allemagne n'en avait jamais connu. Il se proposait d'en faire comme de l'armée un État dans l'État. La première tâche était d'attirer des membres payant des cotisations. A la fin de 1925, ils étaient à peine 27 000. Les progrès étaient lents mais constants chaque année : 49 000 membres en 1926; 72 000 en 1927; 108 000 en 1928; 178 000 en 1929.

Plus importante encore était l'édification d'une structure du parti

correspondant à l'organisation du gouvernement allemand, et même de la société allemande. Le pays fut divisé en secteurs ou *Gaue*, qui correspondaient à peu près aux 34 secteurs électoraux du Reichstag, et à la tête desquels se trouvaient autant de *Gauleiter* nommés par Hitler. Il y avait encore 7 autres *Gaue* pour l'Autriche, Dantzig, la Sarre et la région des Sudètes en Tchécoslovaquie. Un *Gau* était divisé en *Kreise*, ou cercles, présidés par un *Kreisleiter*. La subdivision suivante du parti était l'*Ortsgruppe* — groupe local — et, dans les villes, ces groupes se divisaient encore en cellules par rue ou par bloc d'immeubles.

L'organisation politique du Parti nazi comprenait deux groupes : le P.O. I, comme on l'appelait, était conçu pour attaquer et saper le gouvernement, et le P.O. II pour former un État dans l'État. Ainsi le second groupe comprenait des services s'occupant de l'agriculture, de la justice, de l'économie nationale, de l'intérieur et du travail et aussi, en songeant à l'avenir, de la race et de la culture, ainsi que de l'équipement industriel. Le P.O. II avait un service des affaires étrangères et des syndicats, ainsi qu'un bureau de presse. Le département de la propagande était un service à part.

Bien que certains des durs à cuire du parti, vétérans des combats de rues et des bagarres de brasserie, fussent opposés à l'introduction dans le Parti nazi des femmes et des enfants, Hitler ne tarda pas à fournir également des organisations à ces éléments de la population. Les Jeunesses hitlériennes enrôlèrent les jeunes de quinze à dix-huit ans, qui avaient leurs propres services culturels, leurs écoles, leur presse, leur propagande, leurs « sports de défense », etc., et ceux de dix à quinze ans venaient grossir les rangs des *Deutsches Jungvolk*. Pour les filles, il y avait le *Bund Deutscher*

Maedel, et, pour les femmes, le *N. S. Frauenschaft*. Étudiants, professeurs, fonctionnaires, médecins, avocats, juristes, tous avaient leurs organisations séparées, et il y avait un *Nazi Kulturbund* pour attirer les intellectuels et les artistes.

Après de considérables difficultés, les S.A. furent réorganisés en une force armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes ayant pour mission de protéger les réunions nazies, d'empêcher les meetings adverses et, en général, de terroriser ceux qui s'opposaient à Hitler. Certains de ses chefs espéraient également voir ces milices supplanter l'armée régulière quand Hitler arriverait au pouvoir. On constitua dans ce but un bureau spécial sous les ordres du général Franz Ritter von Epp, le *Wehrpolitische Amt*.

Ses cinq services s'occupaient de problèmes tels que politique de défense intérieure et extérieure, forces de défense, potentiel de défense populaire, etc. Mais les S.A. en chemise brune ne furent jamais mieux qu'une bande de braillards inorganisés. Nombre de leurs dirigeants, à commencer par leur grand chef, Röhm, étaient des homosexuels avérés. Le lieutenant Edmund Heines, chef des S.A. de Munich, était non seulement un inverti, mais un criminel reconnu. Ces deux personnages et des douzaines d'autres étaient séparés par des querelles et des jalousies comme il ne peut en exister qu'entre hommes que leurs tendances sexuelles entraînent dans des chemins bien particuliers.

Pour avoir sous la main une force plus sûre, Hitler créa les S.S. — *Schutzstaffel*; il leur donna un uniforme noir semblable à celui que portaient les fascistes italiens et les obligea à lui prêter personnellement serment de fidélité. Les S.S., au début, n'étaient guère qu'une garde privée du Führer.

Leur premier chef fut un journaliste du nom de Berchtold. Comme il préférait demeurer dans le calme relatif de la salle de rédaction du *Völkischer Beobachter* plutôt que de jouer au soldat et au policier, il fut remplacé par un certain Erhard Heiden, ancien indicateur de police d'assez mauvaise réputation.

Ce ne fut qu'en 1929 qu'Hitler découvrit le chef idéal des S.S. qu'il cherchait en la personne d'un éleveur de volailles du village de Waldtrudering, près de Munich, un personnage aux manières affables que les gens prenaient (comme le fit l'auteur la première fois qu'il le rencontra) pour un maître d'école de village et qui s'appelait Heinrich Himmler. Quand Himmler prit le commandement des S.S., le groupe ne comptait que quelque deux cents hommes. Lorsqu'il eut terminé sa tâche, les S.S. dominaient l'Allemagne et leur nom était synonyme de terreur dans toute l'Europe occupée.

Au sommet de la pyramide que formait l'organisation compliquée du parti se trouvait Adolf Hitler, arborant le titre ronflant de *Parlei-und-Oberster-S.A.-Führer, Vorsitzender der N.S.D.A.V.*, ce que l'on peut traduire par chef suprême du parti et du S.A., président de l'Organisation nationale socialiste des Travailleurs allemands. De son bureau dépendait directement le Directorate du Reich (Reichsleitung), composé des gros bonnets du parti et de fonctionnaires précieux comme le trésorier du Reich et le directeur commercial du Reich. Quand on visitait la somptueuse Maison Brune de Munich, où se trouvait la direction nationale du parti, dans les dernières années de la République, on avait l'impression de voir vraiment les ministères d'un État dans l'État. Telle était sans doute l'impression qu'Hitler entendait donner, car cela contribuait à saper la

confiance que l'on pouvait avoir, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, dans le véritable État allemand, qu'il s'efforçait de renverser.

Mais Hitler avait des projets plus précis que de simplement vouloir donner une impression. Trois ans après sa venue au pouvoir dans une allocution adressée à ses « vieux compagnons de combat » au *Buergerbräu*, pour l'anniversaire de la soirée du 9 novembre, en 1936, il expliqua quel avait été un de ses objectifs en faisant du parti une organisation aussi formidable et aussi omniprésente. « Nous avons compris, dit-il en évoquant l'époque où le parti fut reformé après le putsch, qu'il ne suffit pas de renverser le vieil État, mais qu'il faut auparavant avoir mis sur pied un nouvel État que l'on aura pour ainsi dire sous la main... En 1933, il ne s'agissait plus de renverser un gouvernement par un coup de force; on avait cependant édifié le nouvel État et il ne restait plus qu'à détruire les derniers vestiges de l'ancien État — ce qui fut l'affaire de quelques heures seulement (2) ».

Mais, si bien conçue qu'elle soit, une organisation n'est jamais faite que de créatures humaines, donc faillibles, et, en ces années où Hitler façonnait son parti pour lui faire prendre en charge le destin de l'Allemagne, il avait bien des difficultés avec ses principaux lieutenants, qui ne cessaient de se quereller non seulement entre eux, mais aussi avec lui. Lui qui, par nature, était d'une intolérance si monumentale, se montrait étrangement tolérant sur un point : la moralité d'un homme. Nul autre parti en Allemagne n'attira autant de louches personnages. Comme on l'a vu, un ramassis de souteneurs, de meurtriers, d'homosexuels, d'alcooliques et de maîtres-chanteurs se précipita vers les rangs du parti comme vers un havre naturel. Hitler n'y voyait aucun inconvénient, dès l'instant qu'ils pouvaient

lui être utiles.

Quand il sortit de prison, il constata non seulement que tout ce joli monde s'entre-déchirait mais aussi que les chefs plus respectables et plus guindés tels que Rosenberg et Ludendorff demandaient que fussent expulsés du parti les criminels et notamment les homosexuels. Hitler s'y refusa catégoriquement. « Je ne considère pas, écrivit-il dans son éditorial intitulé « Un Nouveau Départ » dans le *Völkischer Beobachter* du 26 février 1925, que la tâche du leader politique consiste à essayer d'améliorer ou même à faire fusionner les divers éléments du matériel humain qui sont à sa disposition. »

En 1926 pourtant, les attaques que se lançaient mutuellement les chefs nazis devinrent si embarrassantes qu'Hitler constitua un tribunal du parti pour régler ces affaires et pour empêcher ses camarades de laver leur linge sale en public. Ce fut l'U.S.C.H.L.A. (Untersuchung-und-Schlichtings-Ausschluss ou Comité d'Enquête et de Règlement des Litiges). Ce comité eut d'abord à sa tête un ancien général, Heinemann, mais il se révéla incapable de comprendre la véritable mission de ce tribunal, qui n'était pas de prononcer des jugements sur des gens accusés de crimes de droit commun, mais d'étouffer ces accusations et de veiller à ce qu'elles ne troublassent pas la discipline du parti ou l'autorité du chef. Le général fut donc remplacé par un ex-officier plus compréhensif, le commandant Walter Buch, que l'on flanqua de deux assistants.

L'un était Ulrich Graf, l'ancien boucher qui avait été garde du corps d'Hitler; l'autre, Hans Frank, un jeune avocat nazi, dont on reparlera plus tard quand le moment sera venu de rappeler ses exploits sanguinaires comme gouverneur général de la Pologne occupée, ce qui lui valut de finir

au bout d'une corde à Nuremberg. Ce brillant triumvirat judiciaire opéra à la complète satisfaction du Führer. Un chef de parti est susceptible d'être accusé des crimes les plus abominables. Invariablement la réponse de Buch était : « Et alors? » Ce qu'il voulait savoir, c'était si cela nuisait à la discipline du parti ou si cela nuisait au Führer.

Malgré son efficacité dans des milliers de cas, il fallut plus que ce tribunal interne pour maintenir l'ordre parmi les personnages ambitieux et prêts à tout qui formaient les cadres du Parti nazi. Hitler devait souvent intervenir personnellement pour assurer un semblant d'harmonie, mais aussi pour éviter que ce ne soit à lui qu'on coupe la gorge.

Tandis qu'il se languissait à Landsberg, un jeune homme du nom de Gregor Strasser avait soudain pris de l'importance au sein du Mouvement nazi. Pharmacien de son état et Bavarois de naissance, il avait trois ans de moins qu'Hitler; comme lui, il avait gagné la Croix de fer de première classe et, pendant la guerre, il avait obtenu les galons de lieutenant. Il était devenu nazi en 1920 et avait été bientôt nommé chef de district en Basse-Bavière.

Ce robuste gaillard, plutôt bon vivant, plein d'énergie, devint bon orateur plutôt par la force de sa personnalité que grâce à des dons comparables à ceux d'Hitler, par exemple. C'était en outre un organisateur-né. Farouchement indépendant, Strasser refusa de se prosterner devant Hitler ou de prendre très au sérieux les prétentions qu'affichait l'Autrichien de devenir le dictateur absolu du Mouvement nazi. Cela devait à la longue constituer pour lui un handicap fatal, de même que son enthousiasme sincère pour le « socialisme » dans le national-socialisme.

Malgré l'opposition d'Hitler toujours en prison, Strasser unit ses

efforts à ceux de Ludendorff et de Rosenberg pour organiser un mouvement nazi *Völkisch* qui participa aux élections nationales et régionales du printemps 1924. En Bavière, le bloc réunit assez de votes pour constituer le second parti local; sur l'ensemble du territoire allemand, comme on l'a vu, sous le nom de Mouvement national socialiste de la Liberté Allemande, il recueillit 2 millions de voix et obtint 32 sièges au Reichstag, dont l'un pour Strasser. Hitler voyait d'un mauvais œil les activités du jeune homme et d'un plus mauvais œil encore ses succès. Strasser, de son côté, n'était pas disposé à accepter Hitler comme seigneur tout-puissant, et il se garda ostensiblement d'assister au grand meeting du 27 février 1925 à Munich qui relança le Parti nazi.

Si le mouvement entendait devenir vraiment national, Hitler s'en rendait compte, il lui fallait prendre pied dans le nord, en Prusse, et surtout dans la citadelle de l'ennemi, à Berlin. Lors des élections de 1924, Strasser avait fait campagne dans le nord et conclu des alliances avec les groupes ultra-nationaux dirigés par Albrecht von Graefe et le comte Ernst zu Reventlow. Il avait ainsi des contacts personnels et une certaine audience dans cette région, et il était le seul dirigeant nazi dans ce cas. Deux semaines après la réunion du 27 février, Hitler ravala sa rancœur, fit venir Strasser, lui proposa de regagner le sein du troupeau et d'organiser le Parti nazi dans le nord. Strasser accepta. Voilà que l'occasion lui était offerte d'exercer ses talents sans que le chef, jaloux et arrogant, eût la possibilité de surveiller chacun de ses gestes.

Au bout de quelques mois, il avait fondé un journal dans la capitale, le *Berliner Arbeiterzeitung*, dirigé par son frère Otto Strasser, ainsi qu'une publication bimensuelle, le *N.S. Briefe*, qui tenait les cadres du parti au

courant de la ligne à suivre. Il avait en même temps jeté les bases d'une organisation politique s'étendant à travers la Prusse, la Saxe, le Hanovre et la Rhénanie industrielle. Véritable dynamo, Strasser voyageait à travers toute l'Allemagne du nord, prenant la parole à des meetings, nommant des chefs de district et montant l'appareil du parti. Sa position de député au Reichstag lui donnait sur Hitler deux avantages immédiats : il avait un permis de chemin de fer, si bien que les voyages n'entraînaient aucuns frais pour lui ni pour la caisse du parti; et il jouissait de l'immunité parlementaire. Aucune autorité ne pouvait lui interdire de prendre la parole en public; aucun tribunal ne pouvait l'accuser de calomnier qui que ce fût. Comme l'écrivait ironiquement Heiden : « Libre de voyager et libre de diffamer, Strasser était bien mieux placé que son Führer. »

Pour faire office de secrétaire particulier et de rédacteur en chef du *N.S. Briefe*, Gregor Strasser choisit un jeune Rhénanien de vingt-huit ans du nom de Paul-Joseph Goebbels.

Ce petit jeune homme au teint bistré, avec son pied bot, son esprit agile et sa personnalité complexe de névrosé, connaissait bien le Mouvement nazi. Il l'avait découvert en 1922, quand il avait, pour la première fois, entendu Hitler parler à Munich; converti, il était devenu membre du parti. Mais le mouvement ne le découvrit vraiment que trois ans plus tard, lorsque Gregor Strasser, l'entendant parler, décida qu'il pourrait utiliser un jeune homme aussi manifestement doué. Goebbels, à vingt-huit ans, était déjà un orateur fougueux, un nationaliste fanatique; de plus, comme Strasser le savait, il possédait une plume alerte et, chose rare chez les chefs nazis, une solide formation universitaire. Heinrich Himmler venait de se démettre de ses fonctions de secrétaire de Strasser pour se consacrer davantage à l'élevage des poules. Strasser choisit Goebbels pour le remplacer. Ce choix devait se révéler lourd de conséquences.

Paul-Joseph Goebbels était né le 29 octobre 1897, à Rheydt, centre textile de quelque 30 000 habitants, en Rhénanie. Son père, Fritz Goebbels, était contremaître dans une filature. Sa mère, Katharina Odenhausen, était fille d'un forgeron. Tous deux étaient de fervents catholiques.

L'éducation de Joseph Goebbels fut donc essentiellement catholique. Il suivit les cours d'une école paroissiale, puis ceux du *Gymnasium* de Rheydt. Une bourse de la Société Catholique Albert Magnum lui permit d'aller à l'université, en fait à huit universités. Avant de recevoir son diplôme de docteur en philosophie à Heidelberg en 1921, à l'âge de vingt-quatre ans, il avait étudié dans les facultés de Bonn, de Fribourg, de Wurtzbourg, de Cologne, de Francfort, de Munich et de Berlin. Dans ces

illustres institutions, la fleur de l'enseignement supérieur allemand, Gœbbels s'était consacré principalement à l'étude de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et de l'art, et il avait continué à étudier le latin et le grec.

Il avait l'intention de devenir écrivain. Un an avant de recevoir son diplôme, il écrivit un roman autobiographique, *Michael*, dont aucun éditeur ne voulut alors, et, dans les deux années qui suivirent, il termina deux pièces, *Le Vagabond* (sur Jésus-Christ) et *L'Invité Solitaire*, toutes les deux en vers, et qu'aucun producteur ne voulut monter*.

* *Michael* finit par être publié en 1929, après que Gœbbels fut devenu célèbre dans toute l'Allemagne comme chef nazi. *Le Vagabond* fut représenté quand Gœbbels fut devenu ministre de la Propagande et grand patron du théâtre allemand. La pièce ne connut que peu de représentations.

Il n'eut pas plus de chance dans le journalisme. Le grand quotidien libéral, *Berliner Tageblatt*, refusa les douzaines d'articles qu'il proposa, ainsi que sa candidature à un poste de reporter. Sa vie personnelle commença aussi par bien des déceptions. Comme il était infirme, il ne put faire la guerre et fut ainsi privé de l'expérience qui semblait, du moins au début, si glorieuse pour les jeunes hommes de sa génération et qui était indispensable pour devenir un des chefs du Parti nazi. Gœbbels n'était pas né avec un pied bot, comme le croyaient la plupart des gens. A sept ans, il avait été victime d'une crise d'ostéomyélite, c'est-à-dire d'une inflammation de la moelle osseuse.

Une opération à la cuisse gauche se solda par un échec; la jambe gauche resta plus courte et légèrement atrophiée. Cette infirmité, qui lui laissa une claudication marquée lui gâcha l'existence et fut à l'origine de ses

premières amertumes. En désespoir de cause, lorsqu'il était étudiant et durant sa brève période d'agitateur anti-français dans la Ruhr, il se fit souvent passer pour un mutilé de guerre.

Il n'avait pas plus de chance en amour, bien que toute sa vie durant il prît pour de grandes passions des aventures qui défrayèrent la chronique lors de ses années au pouvoir. Son journal de 1925-1926, alors qu'il avait vingt-huit et vingt-neuf ans et que Strasser venait de le lancer dans la politique nazie, est plein de rêveries à propos des élues de son cœur — lesquelles étaient parfois plusieurs en même temps*.

** Ce journal des premières années, découvert par les services de renseignements alliés après la guerre, constitue une précieuse source d'informations sur cette période de la vie de Goebbels.*

Ainsi :

14 août 1925 : Alma m'a envoyé une carte postale de Bad Harzburg. Premier signe de vie qu'elle me donne depuis cette fameuse nuit. Charmante, aguichante Alma!

Reçu la première lettre d'Else en Suisse. Seule cette chère Else peut écrire ainsi... Je vais bientôt aller passer une semaine sur le Rhin pour être seul. Ensuite Else viendra... Comme je suis heureux en y pensant!

15 août : En ce moment, je dois penser si souvent à Anke... Comme cela a été merveilleux de voyager avec elle. Quelle merveilleuse fille!

Je m'ennuie d'Else. Quand l'aurai-je de nouveau dans mes bras?

Else chérie, quand te reverrai-je?

Aima, chère petit poids plume!

Anke, jamais je ne pourrai t'oublier!

27 août : Trois jours sur le Rhin... Pas un mot d'Else... Est-elle en colère après moi? Comme je me languis d'elle! J'occupe la même chambre où j'étais descendu avec elle à la Pentecôte de l'année dernière. Quelles pensées! Quelles impressions! Pourquoi ne vient-elle pas?

3 septembre : Else est ici! Mardi, elle est rentrée de Suisse — grasse, plantureuse, légèrement hâlée. Elle est très heureuse et dans les meilleures dispositions. Elle est parfaite

avec moi et me donne bien du plaisir.

14 octobre : Pourquoi a-t-il fallu qu'Anke me quitte? ... Il ne faut pas que je pense à ça.

21 décembre : Il y a une malédiction sur moi en ce qui concerne les femmes. Malheur à celles qui m'aiment!

29 décembre : A Krefeld hier soir avec Hess. Pour les fêtes de Noël. Une fille de Franconie, délicieuse et ravissante. Tout à fait mon type. Je l'ai raccompagnée dans la pluie et la tempête. Au revoir**!

Else est arrivée.

6 février 1926 : Que j'ai envie d'une femme douce! Oh! Douleur torturante!

**** En français dans le texte.**

Göebbels n'oublia jamais « Anke », Anke Helhorn, son premier amour, qu'il avait rencontrée durant son second semestre à Fribourg. Son journal fourmille d'allusions à sa blonde beauté et au chagrin qu'il éprouva quand elle le quitta. Plus tard, une fois devenu ministre de la Propagande, il révéla à des amis, avec une vanité et un cynisme qui lui étaient bien personnels, pourquoi elle l'avait abandonné.

« Elle m'a trahi parce que l'autre avait plus d'argent et pouvait l'emmener au restaurant et au spectacle. Quelle bêtise elle a faite!... Aujourd'hui, elle pourrait être la femme du ministre de la Propagande! Comme elle doit être déçue! » Anke divorça d'avec « l'autre » qu'elle avait épousé et, en 1934, vint s'installer à Berlin, où Göebbels lui trouva une place dans un magazine (3).

Ce fut le radicalisme de Strasser, sa croyance au « socialisme » du national-socialisme, qui attirèrent le jeune Göebbels. Tous deux voulaient édifier le parti sur le prolétariat. Le journal de Göebbels à cette époque est empli d'expressions de sympathie envers le communisme. « En dernière analyse, écrivait-il le 23 octobre 1925, il vaudrait mieux pour nous finir

nos jours sous un régime bolchévique que d'être les esclaves du capitalisme. » Le 31 janvier 1926, il notait dans son journal : « Je trouve navrant que les communistes et nous (les nazis) nous battions ainsi... Comment trouver un terrain d'entente avec les dirigeants communistes? » Ce fut à cette époque qu'il publia une lettre ouverte à un chef communiste lui assurant que nazisme et communisme étaient vraiment la même chose. « Vous et moi, déclara-t-il, nous nous combattons, mais nous ne sommes pas vraiment ennemis. »

Pour Adolf Hitler, c'était de la pure hérésie, et il observait avec un malaise croissant les frères Strasser et Gœbbels réussir à constituer dans le nord une vigoureuse aile radicale et prolétarienne au parti. Si on les laissait faire, ces hommes pourraient s'emparer du parti et lui faire servir des objectifs auxquels Hitler lui-même était violemment opposé. Le conflit, inévitable, éclata à l'automne 1925 et en février de l'année suivante.

L'incident fut provoqué par Gregor Strasser et Gœbbels, à propos d'une question qui suscitait de nombreuses controverses en Allemagne à cette époque. Il s'agissait de la proposition faite par les sociaux-démocrates et par les communistes de confisquer, au nom de la République, les grands domaines et les biens des membres des familles royales et princières déposées. La question devait être tranchée par un référendum populaire, suivant la Constitution de Weimar. Strasser et Gœbbels proposèrent que le Parti nazi se joignît aux communistes et aux socialistes pour soutenir cette campagne en faveur de l'expropriation des nobles.

Hitler était furieux. Plusieurs de ces anciens dirigeants de l'Allemagne avaient largement contribué à la caisse du parti. En outre, un grand nombre

de grands industriels commençaient à s'intéresser financièrement au mouvement d'Hitler, car il promettait de combattre efficacement les communistes, les socialistes et les syndicats. Si Strasser et Gœbbels mettaient leur projet à exécution, les sources de revenus d'Hitler allaient se trouver taries.

Mais, avant que le Führer eût le temps d'agir, Strasser convoqua les chefs de district du parti dans l'Allemagne du Nord à une réunion à Hanovre, le 22 novembre 1925. Le but de cette réunion n'était pas seulement de lancer la branche du Nord du Parti nazi dans cette campagne pour l'expropriation, mais de promouvoir un nouveau programme économique réfutant celui, « réactionnaire », en vingt-cinq points, adopté en 1920. Les Strasser et Gœbbels réclamaient la nationalisation de la grosse industrie et des grandes propriétés et la création d'une chambre des corporations d'inspiration fasciste, qui remplacerait le Reichstag. Hitler refusa d'assister à la réunion, mais dépêcha là-bas son fidèle Gottfried Feder pour le représenter et pour mater les rebelles.

Gœbbels demanda que l'on expulsât Feder. « Nous ne voulons pas de mouchard ! » cria-t-il. Plusieurs chefs nazis, qui devaient plus tard faire carrière dans le Troisième Reich, étaient présents : Bernhard Rust, Erich Koch, Hans Kerrl et Robert Ley ; mais seul, Ley, le chimiste alcoolique, chef du district de Cologne, soutint Hitler. Quand le docteur Ley et Feder arguèrent que la réunion n'avait pas lieu dans les règles, que rien ne pouvait être fait sans Hitler, le chef suprême, Gœbbels s'écria (selon Otto Strasser qui était là) : « Je demande que ce petit bourgeois d'Adolf Hitler soit expulsé du Parti nazi ! »

Le jeune et bouillant Gœbbels avait fait du chemin depuis le jour où,

trois ans auparavant, il était tombé sous le charme d'Hitler : telle dut être du moins l'opinion de Gregor Strasser.

« A cet instant, je naquis une nouvelle fois ! » disait Gœbbels, évoquant ses impressions lorsqu'il entendit pour la première fois Hitler parler, au Cirque Krone, à Munich, en juin 1922. « Je savais maintenant quelle route suivre... C'était un ordre ! » Il était encore plus enthousiaste à propos du comportement d'Hitler lors du procès des responsables du putsch de Munich. Une fois le verdict rendu, Gœbbels écrivit au Führer :

Comme une étoile qui se lève, vous êtes apparu devant nos yeux émerveillés, vous avez accompli des miracles pour nous éclairer et, dans un monde de scepticisme et de désespoir, vous nous avez donné la foi. Vous vous dressiez au-dessus des masses, vibrant de foi et sûr de l'avenir, possédé par la volonté de libérer ces masses grâce à votre amour sans limite pour tous ceux qui croient au Nouveau Reich. Dès le premier jour, nous avons vu le spectacle d'un homme qui arrachait leur masque aux visages tordus par la cupidité, aux visages de parlementaires médiocres...

En face du tribunal de Munich, vous avez grandi à nos yeux jusqu'à prendre les nobles proportions du Führer. Ce que vous avez dit, ce sont les plus belles paroles qu'on ait prononcées en Allemagne depuis Bismarck. Vous avez exprimé plus que votre propre souffrance... Vous avez exprimé le besoin de toute une génération, confusément en quête d'hommes et de mission. Ce que vous avez dit constitue le catéchisme de la nouvelle politique, née du désespoir d'un monde sans Dieu qui s'effondre... Nous vous remercions. Un jour, l'Allemagne vous remerciera...

Mais voilà maintenant qu'un an et demi plus tard l'idole de Gœbbels s'était effondrée. Hitler était devenu un « petit bourgeois », tout juste bon à être chassé du parti. Ley et Feder ayant été les seuls à voter contre, le congrès de Hanovre adopta le nouveau programme présenté par Strasser et approuva la décision de s'unir aux marxistes dans la campagne en faveur du référendum sur la confiscation des biens des anciens rois et princes

d'Allemagne.

Hitler attendit et, le 14 février 1926, riposta. Il convoqua un conseil des dirigeants nazis à Bamberg, en Allemagne du Sud, choisissant habilement un jour de semaine, ce qui ne permettait pas facilement aux dirigeants du Nord de quitter leur travail. En fait, Gregor Strasser et Gœbbels furent les seuls à pouvoir s'y rendre. Ils se trouvèrent en minorité parmi les dirigeants nazis de l'Allemagne du Sud, tous choisis par Hitler. Et, sur l'insistance du Führer, ils durent capituler et renoncer à leur programme.

Certains historiens du nazisme, tels que Heiden et Olden, ainsi que les écrivains non allemands qui n'ont pas été influencés par eux, ont affirmé qu'à la réunion de Bamberg, Gœbbels abandonna ouvertement Strasser et se rangea aux côtés d'Hitler. Mais le journal de Gœbbels, découvert après que Heiden et Olden eussent écrit leurs livres, révèle qu'il ne trahit pas Strasser de façon aussi brutale. Il montre que Gœbbels, tout en faisant, comme Strasser, sa soumission à Hitler, estimait que celui-ci avait tout à fait tort et que, pour l'instant du moins, il n'avait aucunement l'intention de se ranger à ses côtés. Le 15 février, le lendemain de la réunion de Bamberg, il confiait à son journal :

Hitler parle deux heures. J'ai l'impression qu'on m'a battu. Quel est donc cet Hitler-là? Un réactionnaire? Extrêmement maladroit et instable. Se trompant complètement sur le problème russe. L'Italie et l'Angleterre sont nos alliés naturels! Horrible!... Nous devons anéantir la Russie!... On ne doit même pas effleurer la question des biens des nobles. Terrible!... Je ne peux dire un mot. J'ai l'impression qu'on m'a tapé sur la tête...

Certainement une des plus grandes déceptions de ma vie. Je n'ai plus une foi absolue en Hitler. C'est cela qui est terrible : on m'a retiré mes assises.

Pour montrer à qui il était fidèle, Goebbels accompagna Strasser à la gare et s'efforça de le consoler. Une semaine plus tard, le 23 février, il note : « Longue conférence avec Strasser. Résultat : nous ne devons pas envier à ceux de Munich leur victoire à la Pyrrhus. Nous devons reprendre notre lutte pour le socialisme. »

Mais Hitler avait, mieux que Strasser, jugé à sa valeur le bouillant petit Rhénan. Le 29 mars, Goebbels notait : « Ce matin, une lettre d'Hitler. Je dois faire un discours le 8 avril à Munich. » Il arriva là-bas le 7 avril. « La voiture d'Hitler m'attend, écrivit-il toujours dans son journal. Quelle réception royale! Je vais prendre la parole en ce lieu historique qu'est le Buergerbräu. » Le lendemain, en effet, il parla de la même estrade que le chef. Il nota tout cela dans son journal à la date du 8 avril :

Hitler téléphone... sa bonté malgré l'incident de Bamberg nous fait honte à tous... à deux heures, nous nous rendons au *Buergerbräu*. Hitler est déjà là. Mon cœur bat à se rompre. J'entre dans la salle. Tonnerre d'acclamations ! Et puis je parle pendant deux heures et demie... les gens hurlent et crient. A la fin, Hitler me serre dans ses bras. Je me sens heureux... Hitler est toujours à mon côté.

Quelques jours plus tard, Goebbels capitula complètement. « 13 avril : Hitler a parlé pendant trois heures. Brillamment. Il en arrive à vous faire douter de vos propres opinions. L'Italie et l'Angleterre sont nos alliées. La Russie veut nous dévorer... Je l'aime... Il a soigneusement réfléchi à tout. Son idéal : un juste dosage de collectivisme et d'individualisme. Quant à la terre... tout appartient au peuple. La production doit être créatrice et individualiste. Les trusts, les transports, etc., doivent être socialisés... je suis maintenant à l'aise avec lui... je m'incline devant le grand homme, le génie politique. »

Quand Gœbbels quitta Munich le 17 avril, il était l'homme d'Hitler et devait rester son partisan le plus loyal jusqu'à son dernier souffle. Le 20 avril, il adressa au Führer un petit mot d'anniversaire : « Cher et vénéré Adolf Hitler! J'ai tant appris de vous... vous avez fini par me faire voir la lumière... » Et ce soir-là, il nota dans son journal : « Il a trente-sept ans. Adolf Hitler, je vous aime parce que vous êtes à la fois grand et simple. Ce sont les caractéristiques du génie. »

Gœbbels passa une bonne partie de l'été avec Hitler, à Berchtesgaden, et son journal est plein de nouvelles louanges du chef. En août, il rompit publiquement avec Strasser dans un article paru dans le *Völkischer Beobachter*.

C'est aujourd'hui seulement que je vous reconnais pour ce que vous êtes : des révolutionnaires en paroles mais pas en actes (il s'adressait aux Strasser et à leurs partisans)... ne parlez donc pas tant d'idéaux et ne vous bercez pas de l'illusion que vous êtes les inventeurs et les défenseurs de ces idéaux... ce n'est pas pour faire pénitence que nous nous rangeons derrière le Führer. Nous... nous inclinons devant lui... avec le viril orgueil des anciens Normands qui se dressent devant leur suzerain allemand. Nous estimons qu'il est plus grand que nous tous, plus grand que vous et que moi. Il est l'instrument de la Volonté Divine qui façonne l'Histoire grâce à une passion neuve et créatrice.

A la fin octobre 1926, Hitler nomma Gœbbels Gauleiter de Berlin. Il lui donna pour consigne d'éliminer les bagarreurs en chemises brunes qui avaient entravé le développement du mouvement à Berlin et de conquérir la capitale allemande au national-socialisme. Berlin était « rouge ». La majorité de ses électeurs étaient socialistes et communistes. Nullement démonté, Gœbbels, qui venait d'avoir vingt-neuf ans, et qui en un peu plus d'un an était parti de rien pour devenir une des lumières du Parti nazi,

entreprit cette mission dans la grande métropole.

Pour Adolf Hitler, les années d'épreuves politiques furent, comme il le déclara plus tard, les meilleures années de sa vie personnelle. N'ayant pas le droit jusqu'en 1927 de parler en public, bien décidé à terminer *Mein Kampf* et esquissant dans sa tête son avenir et celui du Parti nazi, il passait le plus clair de son temps dans l'Obersalzberg, au-dessus du petit village de Berchtesgaden, dans les Alpes Bavaroises.

Les monologues d'Hitler à son quartier général du front pendant la guerre, lorsque à une heure avancée de la nuit il se détendait avec les vieux camarades du parti et ces femmes fidèles qui lui servaient depuis tant d'années de secrétaires et qu'il évoquait le passé, ces monologues abondent en propos nostalgiques sur ce que signifiait pour lui cette retraite montagnarde où il fit bâtir le seul foyer qu'il possédât jamais. « Oui, s'exclama-t-il dans un de ces élans d'abandon, durant la nuit du 16 au 17 janvier 1942, il y a tant de liens entre l'Obersalzberg et moi. Tant de choses sont nées là-bas... j'y ai passé les plus belles heures de ma vie... c'est là que tous mes grands projets ont été conçus et se sont épanouis. J'avais des heures de loisirs, en ce temps-là, et combien de charmants amis! »

Durant les trois premières années qui suivirent sa sortie de prison, Hitler vécut dans diverses auberges de l'Obersalzberg et, en cet hiver de 1942, il en évoqua le souvenir durant près d'une heure. Il finit par s'installer à la *Deutsche Haus*, où il passa près de deux ans et où il finit de dicter *Mein Kampf*. Ses amis du parti et lui, raconte-t-il, « aimaient beaucoup aller au *Dreimädelhaus*, où il y avait toujours de jolies filles.

C'était, ajoute-t-il, un grand plaisir pour moi. Il y en avait une, en particulier, qui était une vraie beauté ». Ce soir-là, dans le bunker de son quartier général sur le front russe, Hitler fit part à ses auditeurs d'une remarque qui rappelle deux préoccupations qui le hantaient durant les plaisantes années de Berchtesgaden.

A cette période (quand il était dans l'Obersalzberg) j'ai connu beaucoup de femmes. Plusieurs d'entre elles s'attachèrent à moi. Pourquoi alors ne me suis-je pas marié? Pour laisser une femme derrière moi? A la plus minime imprudence, je courais le risque de retourner en prison pour six ans. Il n'était donc pas question de mariage pour moi. Et je dus renoncer à certaines occasions qui s'offraient (4).

Les craintes qu'avait Hitler à cette époque d'être de nouveau jeté en prison ou déporté n'étaient pas sans fondement. Il était toujours libéré sur parole. S'il avait ouvertement enfreint l'interdiction de prendre la parole en public, le gouvernement bavarois aurait fort bien pu le mettre de nouveau à l'ombre ou lui faire regagner son Autriche natale. Une des raisons qui lui avaient fait choisir comme refuge l'Obersalzberg était la proximité de la frontière autrichienne; au moindre danger, il aurait pu franchir la frontière et éviter de se faire arrêter par la police allemande.

Mais rentrer en Autriche, volontairement ou par contrainte, aurait ruiné ses projets. Pour diminuer les risques d'expulsion, Hitler renonça formellement à sa qualité de citoyen autrichien le 7 avril 1925, décision que le gouvernement autrichien accepta sans se faire prier. Mais il se retrouvait *staatenlos*, apatride. Il avait renoncé à sa citoyenneté autrichienne, mais il n'était pas devenu pour autant citoyen allemand. C'était un handicap considérable pour faire carrière politique dans le Reich. D'abord, il ne pouvait être élu député. Il avait publiquement déclaré qu'il

ne supplierait jamais le gouvernement républicain de lui accorder une citoyenneté à laquelle il estimait avoir droit en raison des services qu'il avait rendus à l'Allemagne impériale pendant la guerre. Mais, durant toute la dernière moitié de ces années 1920, il s'efforça secrètement de se faire déclarer sujet allemand par le gouvernement bavarois; mais ses efforts n'aboutirent à rien. Quant aux femmes et au mariage, il y aurait une part de vérité dans les propos que tenait Hitler en cette soirée de 1942.

Contrairement à ce qu'on croit généralement, il aimait bien la compagnie des femmes, surtout si elles étaient belles. Il revient souvent sur ce sujet lors des conversations qui se tiennent à sa table au Grand Quartier général durant la guerre. « Quelles femmes ravissantes il y a dans le monde! » déclare-t-il à ses compagnons, dans la nuit du 25 au 26 janvier 1942. Et il donne plusieurs exemples de son expérience personnelle, ajoutant cette vantardise : « Dans ma jeunesse, à Vienne, j'ai connu bien des femmes ravissantes! » Heiden a évoqué quelques-unes des passions romanesques qui ont marqué sa jeunesse : pour une certaine Jenny Haug, dont le frère était le chauffeur d'Hitler et qui passait pour être sa bien-aimée en 1923; pour la grande et imposante Erna Hanfstaengl, la sœur de Putzi; pour Winifred Wagner, la belle-fille de Richard Wagner. Mais ce fut avec sa nièce qu'Adolf Hitler eut, pour autant que l'on sache, la seule grande histoire d'amour de sa vie.

Dans l'été de 1928, Hitler loua la villa Wachenfeld, dans l'Obersalzberg, au-dessus de Berchtesgaden, pour cent marks par mois (environ 120 F) à la veuve d'un industriel de Hambourg, et il décida sa demi-sœur, devenue veuve, Angela Raubal, à venir de Vienne pour tenir son ménage dans la première maison qu'il pouvait considérer comme sienne*. Frau Raubal

amena avec elle ses deux filles, Geli et Friedl. Geli avait vingt ans, de longs cheveux blonds, de jolis traits, une voix agréable et un charmant caractère qui la rendait séduisante aux yeux des hommes (5).

** Il l'acheta par la suite et, après être devenu chancelier, la fit reconstruire somptueusement et sur une vaste échelle, en la rebaptisant Berghof.*

Hitler ne tarda pas à tomber amoureux d'elle. Il l'emmenait partout, à des meetings et à des conférences, dans de longues promenades dans les montagnes, dans les cafés et les théâtres de Munich. Lorsqu'en 1929 il loua un somptueux appartement de neuf pièces sur la Prinzregentenstrasse, une des artères les plus élégantes de Munich, Geli y avait sa chambre. Comme il fallait s'y attendre, on se mit à jaser à Munich et dans les milieux nazis d'Allemagne du Sud à propos de l'idylle qui s'était nouée entre le chef du parti et sa belle nièce blonde. Certains des dirigeants nazis les plus collet-monté — ou les plus envieux — conseillèrent à Hitler de cesser d'exhiber en public sa jeune égérie ou alors de l'épouser. Ce genre de propos rendait Hitler furieux et, à la suite d'une discussion à ce sujet, il cassa le Gauleiter du Wurtemberg.

Il est probable qu'Hitler avait l'intention d'épouser sa nièce. De vieux camarades du parti, qui étaient à cette époque très proches de lui, dirent par la suite à l'auteur de ce livre qu'un mariage semblait inévitable. Qu'Hitler fût profondément amoureux d'elle, cela ne faisait pas de doute. On est moins sûr de ses sentiments à elle. Il est évident qu'elle était flattée des attentions d'un homme qui devenait célèbre et qu'elle en était même ravie. On ignore si elle répondait à l'amour de son oncle; probablement pas, et la suite des événements le confirma. Une brèche profonde, dont on

n'a jamais bien pu déterminer les origines ni la nature, ne tarda pas à se creuser entre eux. On a avancé beaucoup d'hypothèses, mais sans grandes preuves à l'appui. Chacun était apparemment jaloux de l'autre. Elle lui en voulait des attentions qu'il prodiguait à d'autres femmes, à Winifred Wagner, entre autres.

Il la soupçonnait d'avoir eu une aventure avec Emil Maurice, l'ancien condamné de droit commun qu'il avait eu pour garde du corps. Elle supportait mal également la tyrannie de son oncle. Il ne voulait pas qu'elle fût vue dans la compagnie d'un autre homme que lui. Il lui interdit d'aller à Vienne pour poursuivre ses leçons de chant, coupant court à ses ambitions de faire une carrière de chanteuse d'opéra. Il la voulait pour lui seul.

On a fait également de sombres allusions au fait que les tendances masochistes de son amoureux lui répugnaient; on dit que cet homme, qui était en politique un tyran brutal, avait besoin d'être l'esclave de la femme qu'il aimait, penchant que l'on trouve fréquemment chez ce genre d'homme, s'il faut en croire les sexologues. Heiden parle d'une lettre qu'Hitler écrivit à sa nièce en 1929, avouant ses plus profonds sentiments sur ce point. Cette lettre tomba entre les mains du fils de sa propriétaire, ce qui eut des conséquences tragiques pour plusieurs personnes (6).

Quelle que fût la raison qui obscurcit l'amour existant entre l'oncle et sa nièce, leurs querelles devinrent de plus en plus violentes et, à la fin de l'été de 1931, Geli annonça qu'elle retournait à Vienne pour reprendre ses études de chant. Hitler lui interdit de partir. Il y eut une scène entre eux, à laquelle assistèrent des voisins, quand Hitler quitta son appartement de Munich pour se rendre à Hambourg, le 17 septembre 1931. On entendit la jeune fille crier par la fenêtre à son oncle au moment où il montait en

voiture : « Alors, tu ne veux pas me laisser aller à Vienne ? » Et on l'entendit répondre : « Non! »

Le lendemain matin, on trouva Geli Raubal morte dans sa chambre. La police, après une minutieuse enquête, déclara qu'il s'agissait d'un suicide. Le médecin légiste expliqua qu'une balle avait pénétré dans la poitrine sous l'épaule gauche et qu'elle s'était logée dans le cœur : il semblait hors de doute que la victime eût tiré elle-même. Pourtant, pendant des années, à Munich, on murmura que Geli Raubal avait été assassinée : par Hitler furieux, par Himmler pour mettre un terme à une situation devenue gênante pour le parti. Mais aucune preuve valable ne fut jamais découverte pour confirmer ces rumeurs.

Hitler était accablé de chagrin. Gregor Strasser raconta plus tard qu'il avait dû passer les deux jours et les deux nuits suivantes au chevet d'Hitler pour l'empêcher de commettre un geste désespéré. Une semaine après l'enterrement de Geli, à Vienne, Hitler obtint du gouvernement autrichien une autorisation spéciale pour se rendre là-bas; il passa toute une soirée à pleurer sur la tombe. Pendant des mois, il fut inconsolable.

Trois semaines après la mort de Geli, Hitler eut sa première entrevue avec Hindenburg. C'était son premier pas vers les grandes décisions, vers la Chancellerie du Reich. Ceux qui le connaissaient attribuèrent au chagrin d'avoir perdu sa nièce bien-aimée l'air égaré qu'il avait en cette grande occasion : certains de ses amis disaient qu'il ne semblait pas en pleine possession de ses facultés durant la conversation, qui ne tourna guère à son avantage.

Je crois que ce choc personnel fut à l'origine d'un acte de renonciation, de sa décision de ne plus manger de viande; c'est du moins ce que semblaient

croire certains membres de son plus proche entourage. Il leur déclara toujours que Geli Raubal était la seule femme qu'il eût jamais aimée, il parlait toujours d'elle avec le plus profond respect et souvent les larmes aux yeux. Des domestiques ont dit que sa chambre dans la villa de l'Obersalzberg, même après que la maison eut été reconstruite et agrandie, demeura comme elle l'avait laissée. Dans la chambre d'Hitler, ainsi qu'à la Chancellerie de Berlin, des portraits* de la jeune femme étaient accrochés aux murs et, chaque année pour l'anniversaire de sa naissance et de sa mort, on déposait des fleurs devant eux.

* *Peints après sa mort par Adolf Ziegler, le peintre favori d'Hitler.*

Pour un homme brutal, cynique et qui parut toujours incapable d'aimer une autre créature humaine, cette passion d'Hitler pour la jeune Geli Raubal demeure l'un des mystères de son étrange existence. Il est à peu près certain qu'après cela Adolf Hitler ne songea jamais sérieusement au mariage, jusqu'à la veille de son suicide, quatorze ans plus tard.

La lettre compromettante adressée par Hitler à sa nièce fut reprise au fils du propriétaire grâce aux efforts du père Bernhard Stempfle, prêtre catholique hiéronymite et journaliste antisémite, qui avait aidé le chef nazi à mettre au point le texte de *Mein Kampf*. L'argent nécessaire au rachat de cette lettre, selon Heiden, fut fourni par Franz Xavier Schwarz, le trésorier du parti. Le père Stempfle fut ainsi l'une des rares personnes à savoir quelque chose à propos des secrets de l'amour d'Hitler pour Geli Raubal. Sans doute ne garda-t-il pas uniquement pour lui ce qu'il savait : il devait payer cette faute de sa vie quand l'auteur de *Mein Kampf* devint dictateur d'Allemagne et qu'il entreprit un jour de régler ses comptes avec certains

de ses vieux amis.

On n'a jamais établi quelles étaient les sources de revenus d'Hitler durant ces années confortables où il fit l'acquisition d'une villa dans l'Obersalzberg, d'un luxueux appartement à Munich, où il circulait dans une somptueuse voiture pilotée par un chauffeur et qu'il avait payée vingt mille marks (près de 25 000 F). Mais ses déclarations d'impôts, que l'on retrouva après la guerre, jettent sur ce point quelque lumière. Jusqu'au moment où, devenu chancelier, il se déclara exempt d'impôts, il ne cessa d'être en lutte avec les autorités fiscales, et un gros dossier s'était constitué sur son compte au service des Finances de Munich entre 1925 et 1933.

Ce service lui signifia le 1er mai 1925 qu'il avait omis de remplir une déclaration d'impôts pour 1924 et pour le premier trimestre de 1925. Hitler répondit : « Je n'avais pas de revenus en 1924 (il était en prison), ni dans le premier trimestre de 1925. J'ai subvenu à mes besoins grâce à un prêt bancaire. » Et la voiture de vingt mille marks? répliqua le percepteur. Hitler répondit que, pour cela aussi, il avait fait appel à sa banque. Dans toutes ses déclarations d'impôts, Hitler s'attribuait la profession d'écrivain et, en cette qualité, tentait de faire passer une importante proportion de son revenu pour des frais professionnels (il connaissait sans doute cette habitude qu'ont les écrivains de partout). Sa première déclaration d'impôts, pour le troisième trimestre de 1925, faisait état d'un revenu brut de 11 231 RM., avec des frais professionnels s'élevant à 6 540 RM., et des paiements d'intérêts sur emprunts atteignant le total de 2 245 RM., ce qui laissait un revenu net imposable de 2 446 RM.

Dans une explication de trois pages dactylographiées, Hitler s'efforçait de justifier les sommes importantes qu'il déduisait au titre de

frais professionnels, arguant que, si une grande part de ces dépenses semblait devoir être imputée à ses activités politiques, ce genre de travail lui fournissait le matériel dont il avait besoin en tant qu'écrivain politique et aidait également à la vente de son livre.

Sans mon activité politique, mon nom serait inconnu, et je n'aurais pas les matériaux nécessaires à la publication d'une œuvre politique... aussi, dans mon cas, en tant qu'écrivain politique, les dépenses occasionnées par mon activité politique, qui est la condition nécessaire de mon métier d'écrivain en même temps que l'assurance du succès financier, ne peuvent être considérées comme imposables... Le ministère des Finances peut voir que, sur les revenus de mon livre pour cette période, je n'ai dépensé pour moi-même qu'une très petite fraction ; *je ne possède nulle part de propriété ni d'autres capitaux que je puisse considérer comme miens**.

* *C'est Hitler qui souligne.*

La nécessité me contraint à réduire mes besoins personnels au point que je ne bois ni ne fume, que je prends mes repas dans les restaurants les plus modestes et que, à part le faible loyer de mon appartement, je n'entreprends aucune dépense qui ne soit imputable à l'exercice de ma profession d'écrivain politique... *L'automobile n'est également pour moi qu'un moyen vers une fin. Elle seule me permet d'accomplir mon travail quotidien* (8).

Les services des Finances n'autorisèrent que la moitié de ces déductions et, quand Hitler fit appel devant le Bureau de Révision, la décision fut maintenue. Par la suite, les autorités fiscales n'admirent que la moitié des frais qu'il invoquait. Il protesta mais paya.

Le revenu brut déclaré par le chef nazi correspond assez exactement aux droits d'auteur qu'il percevait sur *Mein Kampf* : 19 843 RM. en 1925 ; 15 903 RM. en 1926 ; 11 494 RM. en 1927 ; 11 918 RM, en 1928 et 15 448 RM. en 1929. Comme les livres publiés étaient soumis à l'inspection

du fisc, Hitler ne pouvait sans danger déclarer un revenu inférieur à ses droits d'auteur. Mais que dire de ses autres sources de revenus? Il n'en fut jamais question. On savait qu'il demandait et obtenait un prix élevé pour les nombreux articles qu'il écrivait à cette époque pour la presse nazie, pourtant peu riche.

On récriminait fort dans les milieux du parti à propos des sommes qu'exigeait Hitler. Ces articles ne figurent pas dans ses déclarations d'impôts. A mesure que l'on approchait des années 30, l'argent commençait à affluer dans les caisses du Parti nazi, provenant de quelques gros industriels bavares et rhénans attirés par l'opposition qu'Hitler représentait en face des marxistes et des syndicats. Fritz Thyssen, maître du trust allemand de l'acier, le Vereinigte Stahlwerke (Aciéries réunies) et Emil Kirdorf, le roi du charbon de la Ruhr, contribuèrent pour des sommes importantes. Souvent, l'argent était remis directement à Hitler. On ne saura sans doute jamais combien il en garda pour lui. Mais le train de vie qu'il menait dans les dernières années avant de devenir chancelier indique qu'il ne remettait pas à la trésorerie du parti la totalité des sommes qu'il recevait de ses supporters.

Bien sûr, de 1925 à 1928, il se plaignait des difficultés qu'il avait à payer ses impôts; il avait constamment de l'arriéré et demandait sans cesse de nouveaux délais. En septembre 1926, il écrivit au ministère des Finances : « Pour l'instant, je ne suis pas en mesure de payer mes impôts; pour subvenir à mes besoins, j'ai dû faire un emprunt. » Plus tard, il prétendit, parlant de cette période, que : « pendant des années, j'ai vécu de pommes du Tyrol. C'est incroyable, les économies que nous avons dû faire. Chaque mark économisé était pour le parti. » Et entre 1925 et 1928

il affirmait au percepteur qu'il s'endettait de plus en plus. En 1926, il déclara des dépenses atteignant 31 209 RM, pour un revenu de 15 903 RM, et déclara que le déficit avait été comblé par de nouveaux « emprunts bancaires ».

Puis, miraculeusement, en 1929, bien que les revenus qu'il déclare soient considérablement inférieurs à ceux de 1925, les intérêts ou le remboursement des sommes empruntées disparaissent de sa déclaration d'impôts... pour ne jamais y reparaître. Comme l'a fait remarquer le professeur Hale, dont les études ont servi de base à ce qui précède, un miracle financier s'est produit et il a liquidé ses dettes (9).

Hitler, il faut le dire, n'a jamais paru s'intéresser beaucoup à l'argent, dès l'instant qu'il avait assez pour vivre confortablement et qu'il n'avait pas à trimer pour gagner un salaire. En tout cas, à partir de 1930, quand les droits d'auteur de son livre se mirent soudain à tripler par rapport aux chiffres de l'année précédente pour atteindre quelque 60 000 F et quand l'argent des milieux d'affaires se mit à affluer, tous les ennuis financiers qu'il avait pu avoir personnellement se trouvèrent réglés. Il pouvait désormais consacrer son énergie et son talent à l'accomplissement de sa destinée. Le moment était venu de sa dernière étape vers le pouvoir, vers la dictature d'une grande nation.

La crise qui frappa le monde entier vers la fin de 1929 donna à Adolf Hitler l'occasion qu'il cherchait, et il sut en tirer parti. Comme presque tous les grands révolutionnaires, il ne pouvait prospérer qu'en période de malheur, d'abord quand les masses étaient réduites au chômage, à la faim et au désespoir, et, plus tard, quand elles furent intoxiquées par la guerre. Il se distinguait pourtant sur un point des autres révolutionnaires de l'Histoire : il entendait faire sa révolution après avoir obtenu le pouvoir politique. Il ne devait pas y avoir de révolution pour s'emparer de l'État. On devait parvenir à ce but grâce à un mandat des électeurs ou par le consentement des dirigeants de la Nation, bref, par des moyens constitutionnels.

Pour obtenir les votes, Hitler n'avait qu'à profiter de l'époque, qui une fois de plus, au début des années 30, vit le peuple allemand plongé dans le désespoir; pour avoir l'appui de ceux qui étaient au pouvoir, il devait les convaincre que lui seul pouvait tirer l'Allemagne de sa triste situation. Au cours des années troubles de 1930 à 1933, l'habile et audacieux chef nazi entreprit avec une énergie renouvelée de parvenir à ces deux objectifs. Avec le recul du temps, on peut voir que les événements eux-mêmes, tout comme la faiblesse et le désarroi de la poignée d'hommes qui avaient fait serment de défendre loyalement la république démocratique qu'ils gouvernaient faisaient le jeu d'Hitler. Mais ce n'était aucunement prévisible au début de 1930.

Gustav Stresemann mourut le 3 octobre 1929. Il s'était épuisé, en tant que ministre des Affaires étrangères depuis dix ans, à ramener

l'Allemagne vaincue au rang des grandes puissances et à guider le peuple allemand vers la stabilité politique et économique. Ses réussites avaient été prodigieuses. Il avait fait siéger l'Allemagne à la Société des Nations, il avait négocié le plan Dawes et le plan Young, qui réduisaient les réparations à un niveau que l'Allemagne pouvait facilement supporter, et, en 1925, il avait été l'un des principaux artisans du pacte de Locarno, qui apportait à l'Europe occidentale la première espérance de tranquillité que ses peuples fatigués par tant de guerres et de luttes connaissaient depuis une génération.

Trois semaines après la mort de Stresemann, le 24 octobre, la Bourse s'effondrait à Wall Street. Les résultats ne se firent pas attendre en Allemagne, et de façon désastreuse. La pierre angulaire de la prospérité allemande était constituée par les emprunts à l'étranger, principalement en Amérique, et par le commerce international. Quand le flux des prêts étrangers se tarit et qu'arriva le moment où il fallait rembourser les premiers emprunts, les finances allemandes furent incapables de résister à cette tension.

Lorsque le commerce mondial se ralentit à la suite du marasme général, l'Allemagne ne parvint plus à exporter suffisamment pour payer les importations indispensables de matières premières et de vivres dont elle avait besoin. Sans exportation, l'industrie allemande ne pouvait continuer à faire tourner ses usines, et sa production diminua presque de moitié entre 1929 et 1932. Des millions d'ouvriers se trouvèrent en chômage. Des milliers de petites entreprises sombrèrent. En mai 1931, la plus grosse banque d'Autriche, le Kreditanstalt, ferma ses guichets, et ce krach fut suivi, le 13 juillet, par la faillite de l'une des principales banques

allemandes, la Darmstaedter und Nationalbank, qui obligea le gouvernement de Berlin à fermer provisoirement tous les établissements bancaires.

Même l'initiative du président Hoover de proclamer un moratoire sur toutes les dettes de guerre, y compris les réparations allemandes, moratoire qui prit effet le 6 juillet, ne put détourner le courant. Le monde occidental tout entier se trouvait frappé par des forces que ses dirigeants ne comprenaient pas et qu'ils estimaient échappées au contrôle des hommes. Comment se faisait-il que, soudain, il pût y avoir une telle pauvreté, tant de souffrances humaines, au milieu d'une telle abondance ?

Hitler avait prédit la catastrophe, mais, pas plus qu'aucun autre homme politique, il ne comprenait ce qui l'avait provoquée; peut-être comprenait-il même encore moins que la plupart, car il était ignorant et ne s'intéressait pas à l'économie politique. Mais il s'intéressait, par contre, aux occasions que la crise lui offrait soudain. La misère du peuple allemand, toutes ces existences encore marquées par la désastreuse expérience de l'effondrement du mark moins de dix ans auparavant, tout cela n'éveillait pas sa compassion. Au contraire, aux jours les plus sombres de cette période, quand le silence s'appesantissait sur les usines, quand le nombre des chômeurs inscrits dépassait six millions et que des files interminables se formaient devant les boulangeries dans toutes les villes d'Allemagne, il pouvait écrire dans la presse nazie : « Jamais de ma vie je ne me suis senti aussi bien disposé et aussi satisfait qu'en ce moment. Car la dure réalité a révélé aux yeux de millions d'Allemands les escroqueries sans précédents, les mensonges et les trahisons dont se sont rendus coupables les marxistes qui ont trompé le peuple (10) ». Il ne s'agissait

pas de perdre son temps à compatir aux souffrances de ses compatriotes, mais bien plutôt d'en faire froidement et immédiatement un soutien politique à ses propres ambitions. Ce fut ce qu'il entreprit de faire à la fin de l'été 1930.

Hermann Mueller, le dernier chancelier social-démocrate d'Allemagne et le chef du dernier gouvernement formé sur une coalition des partis démocrates qui avaient soutenu la République de Weimar, avait démissionné en mars 1930 à cause d'une querelle entre les partis à propos du fonds de l'assurance-chômage. Il avait été remplacé par Heinrich Bruening, le leader au parlement du Parti catholique du Centre, qui avait obtenu la Croix de fer comme capitaine d'une compagnie de mitrailleuses durant la guerre et dont les opinions conservatrices au Reichstag avaient attiré la bienveillante attention de l'armée et notamment d'un général du nom de Kurt von Schleicher, qui était alors totalement inconnu du public allemand.

Schleicher, un « officier de ministère » orgueilleux, capable et ambitieux, déjà connu dans les milieux militaires comme un intrigant doué mais sans scrupules, avait suggéré au président Hindenburg le nom de Bruening. Le nouveau chancelier, bien qu'il ne s'en fût peut-être pas pleinement rendu compte, était le candidat de l'armée. D'un caractère résolu, désintéressé, modeste, honnête, dévoué, assez austère, Bruening espérait restaurer en Allemagne un gouvernement parlementaire stable et sauver le pays du marasme et du chaos politique. Ce fut la tragédie de ce patriote bien intentionné et sincèrement démocrate que, en essayant d'y parvenir, de creuser à son insu le tombeau de la démocratie allemande et d'ouvrir ainsi, bien malgré lui, la voie à l'avènement d'Adolf Hitler.

Bruening ne parvint pas à trouver une majorité au Reichstag pour obtenir certaines mesures de son programme financier. Là-dessus il demanda à Hindenburg d'invoquer l'article 48 de la Constitution et, en vertu des pouvoirs exceptionnels qu'il lui conférait, d'approuver son projet financier par un décret présidentiel. La Chambre répondit en votant une demande de retrait du décret. Le gouvernement parlementaire s'effondrait au moment où la crise économique rendait plus nécessaire que jamais la présence d'un gouvernement fort. Dans une ultime tentative pour sortir de l'impasse, Bruening demanda au président, en juillet 1930, de dissoudre le Reichstag. De nouvelles élections furent fixées au 14 septembre. Comment Bruening espérait obtenir par de nouvelles élections une majorité parlementaire stable, c'est une question à laquelle on n'a jamais apporté de réponse. Mais Hitler comprit que son heure était arrivée plus tôt qu'il ne le pensait.

Le peuple allemand, dans cette extrémité, cherchait à sortir de sa triste situation. Les millions de chômeurs réclamaient du travail. Les boutiquiers demandaient de l'aide. Quelque 4 millions de jeunes gens qui avaient atteint l'âge de voter depuis les dernières élections voulaient l'assurance d'un avenir qui leur donnerait au moins les moyens de vivre. A tous ces millions de mécontents, Hitler, dans une campagne menée tambour battant, offrit ce qui leur parut, dans leur désespoir, apporter quelque espérance. Il redonnerait sa force à l'Allemagne, refuserait de payer les réparations, répudierait le Traité de Versailles, supprimerait la corruption, réduirait à merci les grands financiers (surtout s'ils étaient Juifs) et veillerait à ce que chaque Allemand eût un travail et du pain. Cet appel ne demeura pas sans effet auprès d'hommes affamés et désespérés

en quête non seulement d'apaisement, mais d'une foi nouvelle et d'un nouveau Dieu.

Bien qu'il nourrît de grands espoirs, Hitler fut surpris dans la nuit du 14 septembre 1930, quand les résultats commencèrent à arriver. Deux ans auparavant, son parti avait réuni 810 000 voix et porté 12 de ses membres au Reichstag. Il avait espéré cette fois quadrupler le nombre des voix nazies et obtenir peut-être 50 sièges au Parlement. Mais ce jour-là, le N.S.D.A.P. recueillit 6 409 600 voix, ce qui valut au parti 107 sièges au Reichstag et le fit passer de neuvième et dernier parti du parlement au rang de second.

A l'autre extrême, les communistes étaient également passés de 3 265 000 voix en 1928 à 4 592 000, et leur représentation au Reichstag avait augmenté de 64 à 77. Les partis modérés, à l'exception du centre catholique, perdaient plus d'un million de voix, comme les sociaux-démocrates, malgré l'arrivée dans le corps électoral de 4 millions de nouveaux votants. Les voix des nationalistes de Droite de Hugenberg tombèrent de 4 à 2 millions. Il était clair que les nazis avaient recueilli des millions d'adhérents aux dépens des autres partis bourgeois. Il était clair également qu'il serait de plus en plus difficile pour Bruening, ou pour n'importe quel autre, de recueillir une majorité stable au Reichstag. Et, sans une telle majorité, comment la République pourrait-elle survivre ?

C'était là une question qui, au lendemain des élections de 1930, intéressait vivement les deux piliers de la Nation, dont les chefs n'avaient jamais véritablement accepté la République que comme une infortune provisoire de l'Histoire allemande : l'armée et le monde des gros industriels et financiers.

Enhardi par son succès électoral, Hitler s'efforça alors de gagner à lui ces deux puissants groupes. Bien des années plus tôt, à Vienne, on l'a vu, il avait appris, par la tactique du maire Karl Lueger, l'importance de se gagner l'appui des « puissantes institutions existantes ». Un an plus tôt, le 15 mars 1929, Hitler avait prononcé à Munich un discours dans lequel il demandait à l'armée de reconsidérer sa position hostile envers le national-socialisme et son appui à la République.

L'avenir n'appartient pas au parti de la destruction, mais plutôt aux partis qui portent en eux la force du peuple, qui sont prêts et qui ne demandent qu'à se lier à cette armée afin de l'aider un jour à défendre les intérêts du peuple. Pourtant nous voyons encore les officiers de notre armée se poser la question de savoir jusqu'où l'on peut aller avec la social-démocratie. Mais, mes chers messieurs, croyez-vous vraiment avoir rien de commun avec une idéologie qui prône la dissolution de tout ce qui est la base de l'existence d'une armée?

C'était une manœuvre habile pour se gagner l'appui des officiers de l'armée qui, comme le croyaient la plupart d'entre eux, et comme Hitler maintenant le répétait pour la centième fois, estimaient avoir été poignardés dans le dos et trahis par cette République même qu'ils soutenaient aujourd'hui et qui, en outre, n'éprouvait aucune tendresse pour la caste militaire et pour tout ce qu'elle représentait. Puis, avec des paroles qui annonçaient ce que lui-même ferait un jour, il mit en garde les officiers contre ce qui leur arriverait si les marxistes triomphaient des nazis. Si cela se produisait, déclara-t-il,

Vous pourrez écrire : « Fin de l'armée allemande. » Car alors, messieurs, il vous faudra vous mêler de politique... vous pourrez alors devenir les hommes de main du Régime et ses commissaires politiques, et, si vous ne marchez pas droit, vos femmes et vos enfants seront jetés en prison. Et, si cela ne suffit pas, on vous chassera de l'armée et peut-être on vous mettra

Relativement peu de gens entendirent ce discours, mais, afin de le répandre dans les milieux de l'armée, le *Völkischer Beobachter* le publia *in extenso* dans une édition spéciale destinée à l'armée, et il fut longuement commenté dans les colonnes d'un magazine mensuel nazi, le *Deutscher Wehrgeist*, un périodique consacré aux questions militaires qui venait d'être créé.

En 1927, l'armée avait interdit le recrutement de nazis parmi les cent mille hommes de la Reichswehr et s'était même opposée à ce que l'on employât des nazis comme travailleurs civils dans les arsenaux et les dépôts de matériel. Mais, au début de 1930, il devint évident que la propagande nazie faisait des progrès dans l'armée, surtout parmi les jeunes officiers, dont beaucoup étaient attirés non seulement par le nationalisme fanatique d'Hitler, mais par les perspectives qu'il ouvrait de rendre à l'armée sa gloire et son importance d'antan, ce qui donnerait des possibilités d'avancement inconcevables dans une force militaire aussi réduite que celle de l'époque.

L'infiltration nazie dans les services de l'armée devint assez sérieuse pour contraindre le général Grøner, alors ministre de la Défense, à publier, le 22 janvier 1930, un ordre du jour rappelant un avertissement similaire adressé à l'armée par le général von Seeckt à la veille du putsch de Munich, sept ans plus tôt. Les nazis, déclara-t-il, voulaient s'emparer du pouvoir. « Ils cherchent donc à se gagner la Wehrmacht. Afin de l'utiliser aux fins politiques de leur parti, ils s'efforcent de nous faire croire que les nationaux-socialistes à eux seuls représentent la puissance vraiment nationale. » Il demandait aux soldats de s'abstenir de toute activité

politique et de « servir l'État » indépendamment de toute querelle partisane.

On s'aperçut peu après que certains des jeunes officiers de la Reichswehr ne s'abstenaient pas de toute activité politique, ou du moins pas d'activité nazie, ce qui provoqua de furieuses réactions en Allemagne, des discussions aux échelons les plus élevés des cadres de l'armée et le ravissement le plus complet dans le camp nazi. Au printemps 1930, trois jeunes lieutenants, Ludin, Scheringer et Wendt, de la garnison d'Ulm, furent arrêtés pour avoir répandu les doctrines nazies dans l'armée, et pour avoir essayé de convaincre leurs camarades officiers qu'en cas de révolte armée des nazis ils n'ouvriraient pas le feu sur les rebelles.

C'était là de la haute trahison, mais le général Grœner, ne désirant pas mettre en lumière le fait que la trahison existait dans l'armée, s'efforça d'étouffer l'affaire, en faisant comparaître les accusés devant une cour martiale pour simple manquement à la discipline. Mais le geste du lieutenant Scheringer, qui réussit à faire parvenir au *Völkischer Beobachter* un article véhément, rendit la chose impossible. Une semaine après les succès nazis aux élections de septembre 1930, les trois officiers subalternes furent cités devant la Cour suprême de Leipzig, sous l'inculpation de haute trahison. Parmi leurs défenseurs se trouvaient deux avocats nazis qui montaient, Hans Frank et le docteur Carl Sack*.

* Tous deux devaient finir sur l'échafaud. Sack, pour le rôle qu'il avait joué dans le complot contre Hitler du 20 Juillet 1944, et Frank pour ce qu'il avait fait au nom d'Hitler en Pologne.

Ce ne furent pourtant ni les avocats ni les accusés qui tinrent la

vedette au procès, mais Adolf Hitler. Il fut cité par Frank comme témoin. Sa comparution représentait un risque calculé. Il serait embarrassant de désavouer les trois lieutenants dont les activités étaient la preuve que des sentiments pronazis se développaient dans l'armée, sentiments qu'il n'entendait pas décourager. Mais il était embarrassant également que les efforts nazis pour circonvenir l'armée eussent été découverts. Il ne convenait pas non plus à sa tactique du moment que le ministère public accusât le Parti nazi d'être une organisation révolutionnaire désireuse de renverser le gouvernement par la force.

Pour parer à cette dernière accusation, Hitler était convenu avec Frank de témoigner pour la défense. Mais, en réalité, le Führer avait un objectif beaucoup plus important. Il s'agissait, en tant que chef d'un mouvement qui venait de remporter aux élections un étourdissant triomphe populaire, d'assurer l'armée, et principalement ses chefs, que le national socialisme, loin de constituer une menace pour la Reichswehr, comme pouvait le faire croire le procès des trois lieutenants, représentait en fait son salut et le salut de l'Allemagne.

Du haut de cette tribune nationale que lui fournissait la barre des témoins, Hitler fit bon usage de tous ses talents oratoires et de son sens subtil de la stratégie politique, et si son magistral exposé était effectivement trompeur, rares furent ceux en Allemagne, même parmi les généraux, qui parurent s'en rendre compte. Hitler assura catégoriquement au tribunal (et aux officiers de l'armée) que ni le S.A., ni le parti ne luttaient contre l'armée. « J'ai toujours estimé, déclara-t-il, que toute tentative pour remplacer l'armée était de la folie. Personne n'a aucun intérêt à remplacer l'armée... nous veillerons, quand nous serons parvenus

au pouvoir, à ce que de la Reichswehr d'aujourd'hui sorte une grande armée du peuple allemand. »

Il répéta au tribunal (et aux généraux) que le Parti nazi ne cherchait à s'emparer du pouvoir que par des moyens constitutionnels et que les jeunes officiers avaient tort s'ils s'attendaient à une rébellion armée.

Notre mouvement n'a pas besoin de recourir à la force. Le temps viendra où la Nation allemande comprendra nos idées : alors 35 millions d'Allemands seront debout derrière moi. ...Quand nous posséderons effectivement les droits constitutionnels, alors nous formerons l'État de la façon qui nous semblera la bonne.

Le Président de la Cour : Cela aussi par des moyens constitutionnels ?

Hitler : Oui.

Mais Hitler, bien qu'il s'adressât surtout à l'armée et aux autres éléments conservateurs d'Allemagne, devait tenir compte de la ferveur révolutionnaire de ses propres partisans. Il ne pouvait les abandonner comme il avait abandonné les trois accusés. Il saisit donc l'occasion qui se présentait quand le président du Tribunal lui rappela une déclaration qu'il avait faite en 1923, un mois avant son putsch manqué, lorsqu'il avait dit : « Les têtes rouleront dans le sable. » Le chef nazi reniait-il aujourd'hui ses propos ?

Je puis vous assurer, répondit Hitler, que, quand le Mouvement national socialiste sera victorieux, alors il y aura également une cour de justice nationale socialiste. Alors la révolution de novembre 1918 sera vengée, et des têtes rouleront (12)!

Nul ne peut dire qu'Hitler n'annonça pas ce qu'il ferait s'il arrivait au pouvoir, mais le public qui assistait à l'audience en était apparemment

ravi, car on applaudit longuement et bruyamment cette menace et, bien que le président n'approuvât pas cette interruption, ni lui ni le procureur ne commenta la remarque. Elle eut droit aux manchettes des journaux de toute l'Allemagne et de nombreux quotidiens étrangers. Les sensationnelles déclarations d'Hitler faisaient oublier le procès qui se jugeait. Les trois jeunes officiers, leur zèle pour le national socialisme ayant été désavoué par le chef suprême du national socialisme lui-même, furent déclarés coupables de haute trahison et condamnés à la modeste peine de dix-huit mois de forteresse (dans l'Allemagne républicaine les châtiments sévères dans les cas de trahison étaient réservés à ceux qui soutenaient la République)*.

** Le lieutenant Scheringer, empli d'amertume par ce qu'il considérait comme une trahison de la part d'Hitler, donna sa démission du Parti nazi alors qu'il était en prison et devint un communiste fanatique. Il était désigné, comme le furent tant de ceux qui s'opposèrent à Hitler, pour être liquidé lors de la purge du 30 juin 1934, mais il réussit à y échapper et vécut assez longtemps pour voir la fin d'Hitler. Le lieutenant Ludin demeura un nazi enthousiaste, fut élu au Reichstag en 1932, devint un haut dignitaire des S. A. et des S. S. et fut ambassadeur d'Allemagne auprès de l'État fantôme de Slovaquie, où il fut arrêté à l'époque de la libération et exécuté par les Tchécoslovaques.*

Le mois de septembre 1930 marqua un tournant dans la route qui conduisait inexorablement les Allemands vers le Troisième Reich. Le surprenant succès du Parti nazi aux élections nationales convainquit non seulement des millions d'électeurs moyens, mais de nombreuses personnalités des affaires et de l'armée qu'il y avait peut-être là un mouvement que l'on ne pouvait endiguer. Peut-être n'aimait-on pas la démagogie ni la vulgarité du parti, mais, d'autre part, il éveillait les vieux sentiments du patriotisme et du nationalisme allemands qui avaient été si étouffés durant les dix premières années de la République. Il promettait

d'éloigner le peuple allemand du communisme, du socialisme, du syndicalisme et des futilités de la démocratie. Et, surtout, il s'était répandu à travers tout le Reich comme le feu sur une traînée de poudre : c'était un succès.

Pour cette raison et à la suite des déclarations publiques d'Hitler à l'armée lors du procès de Leipzig, certains généraux commencèrent à se demander si le national socialisme n'était pas justement ce dont on avait besoin pour unifier le peuple allemand, pour restaurer la vieille Allemagne, rendre à l'armée sa grandeur et sa force et permettre à la nation de secouer les chaînes de l'humiliant Traité de Versailles. Ils avaient bien aimé la réponse d'Hitler au président de la Cour suprême, qui lui avait demandé ce qu'il entendait par « révolution nationale allemande ».

« Cela signifie exclusivement, avait dit Hitler, le sauvetage de la nation allemande, réduite en esclavage telle qu'elle l'est aujourd'hui. L'Allemagne est pieds et poings liés par les traités de paix... Les nationaux socialistes ne considèrent pas ces traités comme ayant force de loi, mais comme ayant été imposés à l'Allemagne par la contrainte. Nous n'admettons pas que des générations futures, qui sont complètement innocentes, en subissent le joug. Si nous protestons contre ces traités avec tous les moyens à notre disposition, alors nous nous trouverons sur le chemin de la révolution. »

C'était également l'opinion du corps des officiers. Certains de ses membres les plus influents avaient vivement critiqué le général Grøener, le ministre de la Défense, pour avoir permis aux trois officiers subalternes d'être jugés par la Cour suprême. Le général Hans von Seeckt, le commandant en chef récemment destitué et que l'on reconnaissait partout

comme le génie d'après guerre de l'armée allemande, le digne successeur de Scharnhorst et de Gneisenau, fit grief à Groener d'avoir affaibli par cette mesure l'esprit de solidarité du corps des officiers. Le colonel Ludwig Beck, qui devait bientôt devenir chef d'état-major et par la suite jouer un rôle plus important dans cette histoire, mais qui, en 1930, commandait le 5e régiment d'artillerie à Ulm, où servaient les trois lieutenants, non seulement protesta avec vigueur auprès de ses supérieurs contre leur arrestation, mais témoigna en leur faveur à Leipzig.

Maintenant que le procès était terminé et qu'Hitler avait parlé, les généraux se sentaient mieux disposés envers un mouvement qu'ils avaient jusqu'alors considéré comme une menace pour l'armée. Le général Alfred Jodl, chef des opérations au Haut-Commandement des Forces armées durant la seconde guerre mondiale, expliqua au tribunal militaire de Nuremberg ce que la déclaration du chef nazi à Leipzig avait signifié alors pour le corps des officiers. Jusque-là, dit-il, les officiers supérieurs avaient cru qu'Hitler essayait de saper l'armée; maintenant ils étaient rassurés. Le général von Seeckt lui-même, après son élection au Reichstag en 1930, s'allia ouvertement avec Hitler pendant quelque temps et, en 1932, insista auprès de sa sœur pour qu'elle votât pour Hitler — au lieu de voter pour son ancien chef, Hindenburg — lors des élections présidentielles.

L'aveuglement politique des officiers de l'armée allemande, qui devait en fin de compte se révéler si fatal pour eux, avait commencé à se développer et à se manifester. L'ineptie politique des magnats de l'industrie et de la finance n'était pas moindre que celle des généraux et elle les amena à l'opinion erronée que, s'ils fournissaient des sommes suffisamment importantes à Hitler, celui-ci leur en serait redevable et, si

jamais il arrivait au pouvoir, leur obéirait. L'idée que le parvenu autrichien, comme nombre d'entre eux l'appelaient dans les années 20, pourrait bien prendre le pouvoir en Allemagne commençait en effet à faire du chemin dans les milieux allemands après la sensationnelle victoire nazie aux élections de septembre 1930.

En 1931, comme Walther Funk le déclara au procès de Nuremberg, « mes amis industriels et moi-même étions convaincus que le Parti nazi parviendrait au pouvoir dans un avenir assez proche »,

Dans l'été de cette année-là, Funk, un petit homme gras et ventripotent au regard fuyant, dont le visage a toujours évoqué pour l'auteur de ce livre la tête d'une grenouille, renonça à un poste lucratif de rédacteur en chef d'un grand quotidien financier allemand, le *Berliner Börsenzeitung*, s'inscrivit au Parti nazi et assura le contact entre le parti et un certain nombre d'importants hommes d'affaires. Il expliqua à Nuremberg que plusieurs de ses amis industriels, surtout ceux qui avaient de gros intérêts dans les mines de Rhénanie, l'avaient prié de s'inscrire au Mouvement nazi, « afin de persuader le parti de suivre une politique d'entreprise privée ».

A cette époque, la direction du parti avait, en matière d'économie politique, des opinions aussi confuses que contradictoires. Je m'efforçais d'accomplir ma mission en expliquant personnellement au Führer et au parti que l'initiative privée, l'indépendance de l'homme d'affaires, les facultés créatrices de la libre entreprise, etc., devaient être reconnues comme la politique économique fondamentale du parti. Le Führer, pour sa part, déclara maintes fois, au cours de conversations avec moi et avec de grands industriels auxquels je l'avais présenté, qu'il était ennemi d'une économie d'État et d'une soi-disant « économie planifiée » et qu'il considérait la libre entreprise et la concurrence comme absolument nécessaires afin de parvenir au plus haut niveau de production possible (13).

Hitler, comme son futur président de la Reichsbank et ministre de l'économie l'explique, commençait alors à rencontrer les hommes qui en Allemagne détenaient l'argent et il leur tenait à peu près le genre de propos qu'ils avaient envie d'entendre. Le parti avait besoin de grosses sommes pour financer ses campagnes électorales, pour assurer son intense propagande, pour payer les centaines de dirigeants employés à plein temps et pour entretenir les armées privées des S.A. et des S.S. qui, à la fin de 1930, comptaient plus de cent mille hommes, soit plus que la Reichswehr. Les hommes d'affaires et les banquiers ne constituaient pas les seules sources de revenus — le parti prélevait des sommes importantes des cotisations, des dons, des collectes et de la vente des journaux, des livres et des périodiques du parti — mais c'étaient quand même les sources les plus importantes. Et plus ils donnaient d'argent aux nazis, moins ils en auraient pour les autres partis conservateurs qu'ils avaient soutenus jusqu'alors.

« Dans l'été de 1931, rapporte Otto Dietrich, le chargé de presse d'Hitler d'abord pour le parti, et plus tard pour le Reich, le Führer décida soudain de s'attacher systématiquement à cultiver les grands magnats de l'industrie (14). »

Qui étaient ces magnats?

Leur identité était un secret qui n'était connu que de l'entourage immédiat du chef. Le parti devait jouer sur les deux tableaux. Il lui fallait laisser Strasser, Goebbels et cet illuminé de Feder séduire les masses en proclamant que les nationaux-socialistes étaient d'authentiques « socialistes » hostiles aux barons de la Finance. D'un autre côté, il fallait bien soutirer l'argent dont le parti avait besoin à ceux qui n'en manquaient

pas. Durant toute la seconde moitié de 1931, raconte Dietrich, Hitler « traversa l'Allemagne de bout en bout, pour avoir des entretiens particuliers avec les principales personnalités du monde des affaires ». Si confidentiels étaient certains de ces entretiens qu'ils devaient avoir lieu « dans le fond de quelque forêt. Le secret, explique Dietrich, était absolument nécessaire; la presse ne devait avoir aucune possibilité d'intervenir. C'était la condition du succès ».

La politique nazie décrivait donc un zigzag qui frisait le comique. A l'automne 1930, Strasser, Feder et Frick déposèrent au Reichstag, au nom du Parti nazi, un projet de loi réclamant un plafond de 4 p, 100 sur tous les taux d'intérêt, l'expropriation des holdings, des « magnats de la banque et de la finance » et de tous les « Juifs d'Europe orientale » sans compensation, ainsi que la nationalisation des grandes banques. Hitler fut horrifié; ce n'était pas seulement le bolchévisme, c'était le suicide financier du parti. Il donna au parti l'ordre péremptoire de retirer ce projet. Sur quoi les communistes le reprirent, mot pour mot. Hitler ordonna à son parti de voter contre.

On sait par les interrogatoires de Funk à la prison de Nuremberg, après la guerre, qui étaient du moins quelques-uns des « magnats influents de l'industrie » dont Hitler recherchait l'alliance. Emil Kirdorf, le baron du charbon, qui détestait tant les syndicats et qui distribuait les fonds d'une caisse noire connue sous le nom de « Trésorerie de la Ruhr » et alimentée par les intérêts miniers d'Allemagne occidentale, avait été séduit par Hitler lors du congrès du parti en 1929. Fritz Thyssen, le chef du trust de l'acier, qui vécut assez longtemps pour regretter sa folie et pour écrire un livre intitulé *J'ai payé Hitler*, apporta encore plus tôt sa contribution. Il avait

rencontré le chef nazi en 1923 à Munich, il avait été gagné par son éloquence et avait aussitôt fait, par l'intermédiaire de Ludendorff, un don initial de cent mille marks or (125 000 F) au Parti nazi alors obscur.

Avec Thyssen vint aussi Albert Vöglér, qui était également une puissance de l'aciérie. En fait, le charbon et l'acier furent les principales sources de fonds en provenance des industriels pour aider Hitler à franchir les derniers obstacles le séparant du pouvoir dans la période de 1930 à 1933. Mais Funk nomma d'autres industries et d'autres entreprises dont les directeurs ne voulaient pas être oubliés au cas où Hitler finirait par réussir. La liste est longue, quoique bien incomplète, car Funk avait bien mauvaise mémoire quand il arriva à Nuremberg.

La liste comprenait Georg von Schnitzler, un des directeurs de l'I. G. Farben, le cartel chimique géant; August Rosterg et August Diehn, de l'industrie de la potasse (Funk parle de « l'attitude positive de cette industrie à l'égard du Führer »); Cuno, de la compagnie de navigation Hamburg-Amerika; l'industrie charbonnière d'Allemagne centrale; les caoutchoucs Conti; Otto Wolf, le puissant industriel de Cologne; le baron Kurt von Schröder, le banquier de Cologne, qui devait jouer un rôle de pivot dans l'ultime manœuvre qui hissa Hitler au pouvoir; plusieurs grosses banques, parmi lesquelles la Deutsche Bank, la Commerz und Privat Bank, la Dresdener Bank, la Deutsche Kredit Gesellschaft; et la plus grosse compagnie d'assurances d'Allemagne, l'Allianz. Wilhelm Keppler, un des conseillers économiques d'Hitler, amena un certain nombre d'industriels d'Allemagne du Sud et constitua également une société particulière d'hommes d'affaires dévoués au chef des S.S., Himmler, intitulé le Cercle des Amis de l'Économie (*Freundenkreis der Wirtschaft*),

qui devint par la suite, le Cercle des Amis du Reichsführer S.S., c'est-à-dire Himmler, et qui fournit des millions de marks à ce gangster pour poursuivre ses « recherches » sur les origines des Aryens.

Dès le début de sa carrière politique, Hitler avait été aidé sur le plan financier — et mondain — par Hugo Bruckman, le riche éditeur de Munich, et par Carl Bechstein, le facteur de pianos, dont les épouses respectives portaient au jeune chef nazi une touchante affection. Ce fut dans l'hôtel particulier de Bechstein, à Berlin, qu'Hitler rencontra pour la première fois un grand nombre de personnalités du monde des affaires et de l'armée, et ce fut là qu'eurent lieu quelques-uns des conseils secrets décisifs qui finirent par le mener à la Chancellerie.

Tous les hommes d'affaires allemands ne s'enrôlèrent pourtant pas sous la bannière d'Hitler après le triomphe nazi aux élections de 1930. Funk rappelle que les grandes entreprises électriques Siemens et A.E.G. demeurèrent réservées, tout comme le roi des fabricants de munitions, Krupp von Bohlen und Halbach. Fritz Thyssen, dans ses mémoires, déclare que Krupp était « violemment opposé » à Ritter et que, jusqu'au jour où Hindenburg le nomma chancelier, Krupp ne cessa de mettre en garde le vieux maréchal contre une telle folie. Krupp toutefois ne tarda pas à comprendre et devint bientôt, pour reprendre la formule de Thyssen repensant, « un super-nazi (15) ».

Il est évident que, dans sa dernière étape vers le pouvoir, Hitler bénéficiait de considérables appuis financiers provenant d'une section importante des milieux d'affaires allemands. On n'a jamais établi exactement quelles sommes les banquiers et hommes d'affaires ont effectivement versées au Parti nazi au cours de ces trois années précédant

janvier 1933. Funk dit que cette contribution ne représentait sans doute pas plus de « 2 ou 3 millions de marks ».

Thyssen l'estime à 2 millions par an; il affirme que lui-même a fourni 1 million de marks. Mais, si l'on en juge d'après les sommes importantes que le parti avait à sa disposition à cette époque — bien que Goebbels déplorât toujours qu'elles fussent insuffisantes —, le total des apports provenant des milieux d'affaires était certainement plusieurs fois supérieur à ces estimations. La suite de ce récit montrera à quoi cela avança ces hommes d'affaires qui avaient en ce qui concernait la politique des vues si puériles. L'un des plus enthousiastes alors — comme il devait être plus tard l'un des plus amèrement déçus — fut le docteur Schacht, qui démissionne de son poste de président de la Reichsbank en 1930, à cause de son opposition au Plan Young. Il fit cette année-là la connaissance de Goering, celle d'Hitler en 1931 et, en deux ans, consacra tous ses talents, qui n'étaient pas minces, à rapprocher Hitler de ses amis de la banque et de la grosse industrie, et par-là même du siège de chancelier.

En 1932, ce sorcier de l'économie, qui devait jouer un rôle capital dans l'avènement du Troisième Reich et dans ses premiers succès, écrivait à Hitler : « Je ne doute pas que l'évolution actuelle de la situation ne puisse vous mener qu'à la Chancellerie... Votre mouvement est animé par une vérité et une nécessité internes si fortes que la victoire ne saurait vous échapper plus longtemps... Peu importe où mon activité peut m'entraîner dans un proche avenir, même si un jour vous deviez me voir emprisonné dans une forteresse, vous pourrez toujours trouver en moi un fidèle appui. » Une des deux lettres d'où sont extraites ces déclarations était signée : « Avec un vigoureux « Heil (16) ».

Une de ces « vérités internes si fortes » du Mouvement nazi dont Hitler n'avait jamais fait secret, c'était que, si le parti venait au pouvoir en Allemagne, il supprimerait aux Allemands toute liberté personnelle, y compris au docteur Schacht et à ses amis hommes d'affaires. Il faudrait quelque temps à celui qui allait bientôt redevenir grâce à Hitler président de la Reichsbank, ainsi qu'à ses amis de la finance et de l'industrie, pour prendre conscience de ce fait. Et comme cette histoire, comme toute l'Histoire, est pleine d'une sublime ironie, le temps viendrait bientôt où le docteur Schacht se révélerait bon prophète, puisque non seulement Hitler allait accéder à la Chancellerie, mais que lui-même allait se retrouver prisonnier, sinon dans une forteresse, mais dans un camp de concentration, ce qui était encore pis, et non pas en tant que « fidèle appui » d'Hitler — là encore il s'était trompé —, mais dans le rôle opposé.

Au début de 1931, Hitler avait maintenant rassemblé autour de lui au sein du parti le petit groupe de fanatiques décidés qui allaient l'aider dans son ultime assaut à la conquête du pouvoir et qui, à une exception près, seraient à ses côtés pour l'aider à conserver ce pouvoir pendant toute la durée du Troisième Reich; un autre encore, pourtant, qui était le plus proche de son cœur, et peut-être le plus doué et le plus bestial de tous, ne devait pas vivre au-delà de la seconde année du régime nazi. Ils étaient cinq à cette époque à émerger du lot de ses partisans : Gregor Strasser, Röhm, Gœring, Gœbbels et Frick.

Gœring était rentré en Allemagne à la fin de 1927, à la faveur d'une amnistie politique générale que les partis de droite, avec l'aide des communistes, avaient réussi à faire voter au Reichstag. En Suède, où il avait passé presque tout son temps d'exil depuis le putsch de 1923, il

avait d'abord fait un séjour à l'asile de Langbro, où on l'avait désintoxiqué et, ayant perdu l'habitude de la drogue, il avait gagné sa vie en travaillant pour une compagnie de navigation aérienne suédoise.

L'ancien as de guerre, qui avait été si bel homme, avait acquis maintenant une certaine corpulence, mais n'avait rien perdu de son énergie ni de son goût de la vie. Il s'installa dans une petite mais luxueuse garçonnière de la Badischestrasse, à Berlin — sa femme, épileptique, et qu'il adorait, était maintenant atteinte de tuberculose et n'avait pu quitter la Suède — et il exerçait les fonctions de conseiller auprès de diverses compagnies aériennes, dont la société allemande Lufthansa, tout en cultivant ses relations mondaines. Ces relations étaient très étendues et allaient de l'ex-kronprinz et du prince Philippe de Hesse, qui avait épousé la princesse Mafalda, fille du roi d'Italie, à Fritz Thyssen et autres grands seigneurs des affaires, sans compter un grand nombre d'officiers en vue.

C'étaient là les relations qui manquaient à Hitler, mais dont il avait besoin, et Gœring s'employa bientôt à présenter le chef nazi à ses amis, tout en s'efforçant de lutter dans la haute société contre la mauvaise réputation qui entourait quelques-uns des ruffians en chemise brune. En 1928, Hitler choisit Gœring pour être un des douze députés nazis à représenter le parti au Reichstag, dont il devint président lorsque les nazis constituèrent le parti le plus important de l'assemblée en 1932. Ce fut à la résidence officielle du président du Reichstag que se tinrent bon nombre de réunions et que l'on mit au point des intrigues qui aboutirent en fin de compte au triomphe du parti, et ce fut là — si l'on veut anticiper quelque peu sur les événements — que fut conçu un plan qui permit à Hitler de demeurer au pouvoir une fois nommé chancelier : l'incendie du Reichstag.

Ernst Röhm avait rompu avec Hitler en 1925 et s'en était allé peu après rejoindre les rangs de l'armée bolivienne avec le grade de lieutenant-colonel. Vers la fin de 1930, Hitler lui demanda de revenir pour reprendre le commandement des S.A., dont le contrôle lui échappait. Les membres des S.A., et même les chefs, semblaient croire à une révolution nazie par la violence et parlaient de plus en plus souvent de descendre dans la rue pour molester, voire pour tuer, leurs adversaires politiques. Aucune élection, nationale, provinciale ou municipale ne pouvait avoir lieu sans de sanglantes batailles de rues.

Il faut mentionner ici en passant l'un de ces incidents, car il fournit au national socialisme son plus grand martyr. Parmi les chefs des S.A. de Berlin se trouvait un nommé Horst Wessel, fils d'un pasteur protestant, qui avait quitté sa famille et ses études pour aller vivre dans un taudis avec une ancienne prostituée et consacrer sa vie à lutter pour le nazisme. Nombre d'anti-nazis prétendirent toujours que le jeune homme gagnait sa vie comme souteneur, mais peut-être cette accusation était-elle exagérée.

En tout cas, il fréquentait volontiers des souteneurs et des prostituées. Il fut assassiné par des communistes en février 1930 et il aurait sombré dans l'oubli avec des centaines d'autres victimes des deux camps dans les combats de rues s'il n'avait pas laissé derrière lui une chanson dont il avait composé les paroles et la musique. C'était le *Horst Wessel*, qui devint bientôt le chant officiel du Parti nazi et plus tard le second hymne national — après *Deutschland über Alles* — du Troisième Reich. Horst Wessel lui-même, grâce à l'habile propagande du docteur Goebbels, devint l'un des grands héros de légende du mouvement, salué comme un pur idéaliste qui avait donné sa vie à la cause.

Au moment où Röhm prit la tête des S.A., Gregor Strasser était incontestablement le numéro 2 du Parti nazi. Orateur véhément et brillant organisateur, il dirigeait la plus importante section du parti, l'Organisation politique, poste qui lui donnait une grande influence sur les chefs de provinces et de districts dont il supervisait les efforts. Avec son caractère de Bavarois bonhomme, il était le chef le plus populaire du parti après Hitler et, contrairement au Führer, il jouissait de la confiance et même de la sympathie de la plupart de ses adversaires politiques.

Il y avait bien des gens à cette époque, au sein et à l'extérieur du parti, qui croyaient que Strasser pourrait bien un jour supplanter le chef autrichien capricieux et aux réactions imprévisibles. Cette opinion prévalait notamment dans la Reichswehr et au palais présidentiel. Otto, le frère de Gregor Strasser, n'était plus tout à fait dans la ligne. Malheureusement pour lui, il avait pris au sérieux non seulement le mot « socialiste », mais le mot « travailleurs » dans le nom officiel du parti : Parti national socialiste des Travailleurs allemands. Il avait soutenu certaines grèves des syndicats socialistes et demandé que le parti prît position en faveur de la nationalisation de l'industrie.

C'était, bien entendu, de l'hérésie pour Hitler, qui accusa Otto Strasser de professer les péchés cardinaux de « Démocratie et Libéralisme ». Le 21 et le 22 mai 1930, le Führer eut une explication avec son lieutenant rebelle et exigea une totale soumission. Comme Otto refusait, il fut expulsé du parti. Il essaya de former un mouvement « socialiste » véritablement national, l'Union des socialistes nationaux révolutionnaires, qui se fit connaître sous le nom de Front Noir, mais, aux élections de septembre, ce nouveau parti ne parvint absolument pas à enlever à Hitler

un nombre appréciable de voix nazies.

Göebbels, le quatrième des cinq grands de l'entourage d'Hitler, était resté l'ennemi et le rival de Gregor Strasser depuis leur rupture en 1926. Deux ans plus tard, il avait succédé à Strasser comme chef de la propagande du parti, quand celui-ci avait été nommé chef de l'Organisation politique. Il était resté Gauleiter de Berlin, et les succès qu'il avait obtenus là-bas pour le parti, aussi bien que ses talents de propagandiste, avaient favorablement impressionné le Führer.

Son éloquence habile mais mordante et son esprit agile ne lui avaient par contre pas valu la sympathie des autres lieutenants d'Hitler, qui se méfiaient de lui. Mais le chef nazi était enchanté de voir des rivalités opposer entre eux ses principaux subordonnés, ne serait-ce que parce que cela les empêchait de conspirer ensemble contre lui. Il n'avait jamais eu toute confiance en Strasser, mais il était sûr de la loyauté de Goebbels; en outre, le petit boiteux fanatique bouillonnait d'idées qui lui étaient utiles. Enfin, les talents de Göebbels comme journaliste — il avait maintenant un quotidien berlinois à lui, *Der Angriff*, pour s'exprimer — et comme orateur capable de toucher les foules faisaient de lui une précieuse recrue pour le parti.

Wilhelm Frick, le cinquième et dernier membre du groupe, en était la seule personnalité incolore. C'était le fonctionnaire allemand type. En tant que jeune officier de police à Munich avant 1923, il avait été l'un des espions d'Hitler à la Direction de la police, et le Führer lui en avait toujours gardé une certaine reconnaissance. Il s'était souvent chargé de tâches ingrates. A l'instigation d'Hitler, il était devenu le premier nazi à être gouverneur de province — en Thuringe — et plus tard il devint le chef

du Parti nazi au Reichstag. Il était obstinément loyal, consciencieux et, grâce à sa nature effacée et à ses manières suaves, il était utile dans les contacts avec les fonctionnaires du gouvernement républicain qui hésitaient encore.

Certains qui, dans les années 30, occupaient encore des postes subalternes dans le parti allaient, par la suite, acquérir la notoriété et un effrayant pouvoir personnel dans le Troisième Reich. Heinrich Himmler, l'éleveur de volailles, qu'on aurait pu prendre avec son pince-nez pour un doux et médiocre instituteur — il avait un diplôme d'agronomie de la Technische Hochschule de Munich — formait peu à peu la garde prétorienne d'Hitler, les S.S. aux manteaux noirs. Mais il travaillait sous l'ombre de Röhm, qui commandait à la fois les S.A. et les S.S., et il n'était guère connu, même dans les milieux du parti, en dehors de sa Bavière natale.

Il y avait le docteur Robert Ley, pharmacien de son état et ivrogne invétéré, qui était le Gauleiter de Cologne, et Hans Frank, le jeune et brillant avocat, chef de la section légale du parti. Il y avait aussi Walther Darré, né en 1895 en Argentine, excellent agronome, qui fut conquis au national socialisme par Hess, et dont le livre *La Paysannerie comme source de vie de la race nordique* attira sur lui l'attention d'Hitler et le fit nommer à la tête du département d'agriculture du parti. Rudolf Hess, lui-même, sans ambition personnelle et qui portait au chef une fidélité de caniche, n'avait que le titre de secrétaire particulier du Führer.

Le second secrétaire particulier était un certain Martin Bormann, une sorte de taupe humaine qui préférait fouiner dans les recoins sombres de la vie du parti pour mener ses intrigues et qui avait jadis fait un an de prison

pour complicité dans un assassinat politique. Le chef des Jeunesses du Reich était Baldur von Schirach, un jeune homme à l'esprit romanesque et organisateur énergique, dont la mère était Américaine et dont le grand-père, officier de l'Union, avait perdu une jambe à la bataille de Bull Run; il confia à ses geôliers américains de Nuremberg qu'il était devenu antisémite à l'âge de dix-sept ans, après avoir lu un livre intitulé *le Juif éternel* de Henry Ford.

Il y avait aussi Alfred Rosenberg, le lourd pseudo-philosophe balte, qui, comme nous l'avons vu, avait été l'un des premiers mentors d'Hitler et qui, depuis le putsch de 1923, avait produit un flot de livres et de brochures aussi confus dans la forme que dans le fond, et dont l'aboutissement était un ouvrage de sept cents pages intitulé *le Mythe du XXe Siècle*. C'était une ridicule concoction de ses idées primaires sur la suprématie nordique exposées comme la fine fleur de ce que l'on considérait comme de l'érudition dans les cercles nazis : un livre dont Hitler disait souvent en riant qu'il avait essayé sans succès de le lire et qui incita Schirach, qui se prenait lui-même pour un écrivain, à observer un jour que Rosenberg était « un homme qui vendait plus d'exemplaires d'un livre que personne n'avait lu que n'importe quel autre auteur », car, dans les dix premières années qui suivirent sa publication en 1930, on vendit plus d'un demi-million d'exemplaires. Depuis le début jusqu'à la fin, Hitler eut toujours un faible pour cet homme stupide et maladroit, il le récompensa en lui conférant divers postes dans le parti, comme celui de rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*, ainsi que d'autres publications nazies, et il le désigna également comme un des députés du parti au Reichstag en 1930, où il représentait le mouvement à la commission des

Affaires étrangères.

Tel était le conglomérat d'hommes qui entouraient le chef des nationaux-socialistes. Dans une société normale, ils auraient certainement constitué un grotesque assemblage d'inadaptés. Mais, dans le chaos des derniers jours de la République, ils commencèrent à apparaître aux yeux de millions d'Allemands désorientés comme des sauveurs. Et ils avaient sur leurs adversaires deux avantages : ils étaient dirigés par un homme qui savait exactement ce qu'il voulait et ils étaient assez décidés et assez opportunistes pour être capables de tout afin de l'aider à parvenir à ses fins.

L'année 1931 s'écoulait dans le malaise; 5 millions de travailleurs étaient en chômage, la ruine menaçait les classes moyennes, les fermiers étaient incapables de faire face aux paiements de leurs hypothèques, le parlement était paralysé, le gouvernement piétinait, le président, avec ses quatre-vingt-quatre ans, semblait dans les ténèbres de la sénilité et, devant tout cela, la confiance s'affirmait dans le cœur des chefs nazis qu'ils n'auraient pas longtemps à attendre. Comme le déclarait publiquement Gregor Strasser : « Tout ce qui sert à précipiter la catastrophe... est bon, très bon pour nous et pour notre révolution allemande. »

LES DERNIERS JOURS DE LA REPUBLIQUE 1931-1933

DE la tourmente et du chaos de la vie allemande émergea alors un étrange et tortueux personnage qui, plus que tout autre, était destiné à creuser le tombeau de la République : un homme qui devait en être l'éphémère et dernier chancelier et qui, par une cruelle ironie du sort, devait, dans l'un des derniers sursauts de sa stupéfiante carrière, essayer désespérément de la sauver, quand il était trop tard. C'était Kurt von Schleicher, dont le nom en allemand signifie « intrigant » ou « serpent ». En 1931, il était lieutenant général dans l'armée*.

* *Grade correspondant à celui de général de brigade dans l'armée française.*

Né en 1882, il était entré dans l'armée à dix-huit ans, comme officier subalterne dans le vieux régiment de Hindenburg, le 3e gardes à pied, où il devint un ami intime d'Oskar von Hindenburg, le fils du maréchal-président. Une autre amitié se révéla presque aussi précieuse : c'était celle du général Grøener, qui fut frappé par ses dons lorsqu'il était étudiant à l'Académie de Guerre, et qui, quand il remplaça Ludendorff au grand quartier général en 1918, amena le jeune officier pour lui servir d'aide de camp. Avant tout « officier de bureau » — il n'avait fait qu'un bref séjour sur le front russe — Schleicher demeura par la suite toujours proche des sources du pouvoir dans l'armée de la République de Weimar, où son esprit agile, ses manières affables et son flair politique faisaient impression

aussi bien sur les généraux que sur les politiciens.

Sous les ordres du général von Seeckt, il joua un rôle de plus en plus important dans l'organisation des corps-francs illégaux et dans la « Reichswehr Noire » tout aussi illégale et ultra-secrète, et il joua un rôle essentiel dans les négociations confidentielles avec Moscou, qui aboutirent à l'entraînement camouflé d'officiers de blindés et d'aviation en Russie Soviétique et à l'établissement de manufactures d'armes de marque allemande sur le territoire russe. Négociateur fort doué, avec la passion de l'intrigue, Schleicher opérait de préférence dans l'ombre. Jusque vers le début des années 30, son nom demeura inconnu du grand public, mais, depuis quelque temps déjà, il attirait de plus en plus l'attention de la Bendlerstrasse, où se trouvait le ministère de la Guerre, et de la Wilhelmstrasse, où étaient installés les ministères.

En janvier 1928, il avait employé son influence grandissante auprès du président Hindenburg, dont il était devenu l'intime grâce à son amitié avec Oskar, pour faire nommer son ancien chef, le général Grøener, ministre de la Défense, le général devenant ainsi le premier militaire à détenir ce poste sous la République. Grøener fit de Schleicher son bras droit au ministère, lui confiant la responsabilité d'un nouveau service, le Bureau du Ministère (Ministeramt), où il se chargeait des relations de l'armée et de la marine avec les milieux politiques et avec la presse. « Mon cardinal en politique », c'était ainsi que Grøener appelait son assistant, et il lui confia le soin de s'occuper des relations de l'armée avec les autres ministères et les chefs politiques.

Dans cette position, Schleicher n'était pas seulement une puissance dans le corps des officiers, mais il commençait à devenir une puissance

politique. Dans l'armée, il pouvait faire et défaire les officiers supérieurs et bientôt ne s'en priva pas, réussissant, en 1930, à se débarrasser par un coup fourré du général von Blomberg, le chef d'état-major adjoint, pour le remplacer par un vieil ami du 3^e régiment de gardes à pied, le général von Hammerstein. Au printemps de la même année, comme on l'a vu, il tenta, pour la première fois, de choisir le chancelier et, avec l'appui de l'armée, persuada Hindenburg de nommer Heinrich Brüning à ce poste.

En réussissant cet exploit politique, Schleicher accomplissait ce qu'il estimait être la première étape d'un projet grandiose pour renverser la République, projet qui se formait depuis quelque temps dans son esprit agile. Il distinguait assez clairement — et qui ne les voyait pas? — les causes de la faiblesse du régime de Weimar. Il y avait trop de partis politiques (en 1930, dix d'entre eux recueillaient plus d'un million de voix) et ils étaient trop divisés, trop occupés à veiller sur les intérêts économiques et sociaux particuliers qu'ils représentaient pour oublier leurs divergences de vues et constituer au Reichstag une majorité solide qui pourrait soutenir un gouvernement stable, capable de résoudre la crise grave qui frappait le pays au début des années 30.

Le gouvernement parlementaire était devenu ce que les Allemands appelaient *Kuhhandel* — du maquignonnage —, les partis marchandant des avantages pour les groupes qui les avaient portés au pouvoir, et au diable les intérêts nationaux. Il n'est donc pas surprenant que quand Brüning fut élu chancelier le 28 mars 1930, il était devenu impossible de trouver au Reichstag une majorité pour n'importe quelle politique — qu'elle fût de gauche, du centre ou de droite — et c'est pourquoi, pour simplement régler les affaires courantes et tâcher de remédier à la paralysie

économique, Brüning dut recourir à l'article 48 de la Constitution, qui lui permettrait en cas d'urgence, si le président approuvait, de gouverner par décret.

C'était exactement comme cela que Schleicher voulait voir le chancelier gouverner. Cela donnait un gouvernement fort, sous la poigne solide du président qui, après tout, estimait Schleicher, représentait par son élection populaire la volonté du peuple et avait l'appui de l'armée. Si le Reichstag élu par un vote démocratique n'était pas capable de fournir un gouvernement stable, alors la tâche en revenait au président, élu lui aussi au suffrage universel. Ce que désirait la majorité des Allemands, Schleicher en était sûr, c'était un gouvernement qui prendrait une attitude ferme et qui les tirerait de leur situation désespérée.

En fait, comme le montrèrent les élections auxquelles fit procéder Brüning en septembre, ce n'était pas ce que voulait la majorité des Allemands. En tout cas, ils ne voulaient pas être tirés du désert par le genre de gouvernement que Schleicher et ses amis de l'armée et du palais présidentiel avaient choisi. En vérité, Schleicher avait commis deux erreurs désastreuses. En faisant désigner Brüning comme chancelier et en l'encourageant à gouverner par décret présidentiel, il avait ébranlé les fondations de la puissance de l'armée dans la nation, sa position au-dessus de la mêlée, dont l'abandon allait conduire l'armée et l'Allemagne tout entière à la ruine.

Il avait fait également une lourde erreur dans le calcul des voix. Quand 6 500 000 électeurs, contre 810 000 deux ans plus tôt, votèrent pour le Parti nazi, le 14 septembre 1930, le général politicien se rendit compte qu'il devait s'y prendre autrement. A la fin de l'année, il avait pris contact

avec Röhm, qui venait de rentrer de Bolivie, et avec Gregor Strasser. C'était le premier contact sérieux entre les nazis et ceux qui détenaient le pouvoir politique dans la République. En deux ans, cela devait conduire Adolf Hitler à son but et le général von Schleicher à sa chute et, pour finir, à son assassinat.

Le 10 octobre 1931, trois semaines après le suicide de sa nièce chérie, Geli Raubal, Hitler fut reçu pour la première fois par le président Hindenburg. Schleicher, occupé à tisser un nouveau réseau d'intrigues, avait ménagé l'entrevue. Au début de l'automne, il avait rencontré Hitler et s'était arrangé pour lui faire rencontrer le chancelier et le président. Il se demandait, comme Brüning, ce qu'il faudrait faire quand Hindenburg parviendrait au terme de son septennat, au printemps de 1932. Le maréchal aurait alors quatre-vingt-cinq ans, et ses périodes de lucidité diminuaient. Pourtant, tout le monde s'en rendait compte, s'il ne posait pas sa candidature pour se succéder à lui-même, Hitler, tout en n'étant pas légalement citoyen allemand, pourrait réussir à le devenir, poser sa candidature, remporter la victoire aux élections et devenir président.

Durant l'été, le studieux chancelier avait passé de longues heures à étudier la situation désespérée de l'Allemagne. Il se rendait parfaitement compte que son gouvernement était devenu le plus impopulaire que la République eût jamais connu. Pour lutter contre la crise, il avait décrété une baisse des salaires, ainsi qu'une baisse des prix, et il avait promulgué de sévères mesures de restriction dans le domaine des affaires, de la finance et des services sociaux. Cela lui avait valu d'être baptisé par les nazis et par les communistes « le Chancelier de la fin ». Il croyait pourtant entrevoir une issue qui lui permettrait de rétablir une Allemagne stable,

libre et prospère. Il allait essayer de négocier avec les Alliés une annulation des réparations, dont le paiement avait été provisoirement arrêté par le moratoire de Hoover.

Lors de la conférence sur le désarmement prévue pour l'année suivante, il avait essayé soit d'obliger les Alliés à tenir leurs promesses du Traité de Versailles de désarmer au niveau de l'Allemagne, soit de permettre à l'Allemagne de se lancer ouvertement dans un modeste programme de réarmement, lequel, en fait, avait déjà commencé en secret et avec son accord. Ainsi, l'Allemagne, libérée de la dernière entrave du traité de paix, émergerait en égale parmi les grandes puissances. Ce serait non seulement un atout pour la République, mais cela pourrait bien, songeait Brüning, instaurer une nouvelle ère de confiance dans le monde occidental et mettre un terme à la crise économique qui avait plongé le peuple allemand dans une telle misère. Et cela couperait également les ailes aux nazis.

Brüning se proposait d'agir avec la même audace sur le front intérieur et d'amener tous les principaux partis, à l'exclusion des communistes, à accepter un changement fondamental de la constitution allemande. Il se proposait de rétablir la Monarchie des Hohenzollern. Même si Hindenburg acceptait de se représenter, on ne pouvait s'attendre à le voir, à son âge, parvenir au terme de son nouveau septennat. S'il venait à mourir d'ici un an ou deux, la voie de la présidence resterait encore ouverte à Hitler.

Pour prévenir cela, pour assurer la permanence et la stabilité du poste de chef de l'État, Brüning conçut le plan suivant : les élections présidentielles de 1932 seraient annulées et le mandat de Hindenburg tout

simplement prolongé, comme il pouvait l'être, par un vote des deux tiers des deux Chambres du Parlement, le Reichstag et le Reichsrat. Sitôt ce but atteint, il proposerait au parlement de proclamer la Monarchie avec le président comme Régent. A la mort de celui-ci, un des fils du Kronprinz serait placé sur le trône des Hohenzollern. Cette mesure couperait également les ailes aux nazis; en fait, Brüning était persuadé que cela marquerait leur fin en tant que force politique.

Mais le vieux président n'accepta pas. Lui à qui avait échu la tâche, en tant que commandant en chef de l'armée impériale, d'annoncer au Kaiser, en cette sombre journée de novembre 1918, à Spa, qu'il devait s'en aller et que c'en était fini de la Monarchie, il ne voulait pas entendre parler d'un Hohenzollern remontant sur le trône, à l'exception de l'Empereur lui-même, qui vivait encore en exil à Doorn, en Hollande. Quand Brüning lui expliqua que les sociaux-démocrates et les syndicats, qui avaient accepté avec la plus grande répugnance d'encourager quelque peu son plan, ne serait-ce que parce qu'il pouvait représenter l'ultime chance d'arrêter Hitler, n'accepteraient ni le retour de Guillaume II, ni de son fils aîné et qu'en outre si la Monarchie était restaurée ce serait une monarchie constitutionnelle et démocratique sur le modèle de la monarchie britannique, le vieil ours de maréchal fut si scandalisé qu'il congédia brutalement son chancelier. Il le rappela une semaine plus tard pour lui annoncer qu'il refusait de se représenter aux élections.

Entre-temps, Brüning d'abord, puis Hindenburg avaient eu leur première entrevue avec Adolf Hitler. Les deux entretiens s'étaient mal passés pour le chef nazi. Il ne s'était pas encore remis du coup qu'avait été pour lui le suicide de Geli Raubal; son esprit vagabondait et il n'était pas

sûr de lui. Quand Brüning lui demanda l'appui des nazis pour prolonger le mandat de Hindenburg, Hitler répondit par une longue tirade contre la République, qui ne permettait guère d'espérer qu'il accepterait les plans du chancelier. Avec Hindenburg, Hitler était mal à l'aise. Il essaya d'impressionner le vieil aristocrate par une longue harangue, mais il n'y parvint pas. Le président, à cette première entrevue, ne fut pas impressionné par le « caporal bohémien », comme il l'appelait, et déclara à Schleicher qu'un homme pareil pouvait devenir ministre des Postes mais jamais chancelier — parole que le maréchal devrait ravalier par la suite.

Hitler partit en hâte pour Bad Harzburg, où, le lendemain, 11 octobre, il participa à une manifestation massive de « l'opposition nationale » contre les gouvernements d'Allemagne et de Prusse. C'était une réunion, pas tant de la droite radicale représentée par les nationaux-socialistes, que des forces conservatrices plus anciennes de la réaction : le Parti national allemand de Hugenberg, l'armée privée des anciens combattants de droite, le Stahlhelm, les soi-disant Jeunes de Bismarck, la Ligue agraire des Junkers et un assortiment hétéroclite de vieux généraux. Mais le chef nazi n'avait pas le cœur à cette réunion. Il méprisait toutes ces reliques de l'ancien régime, affublées de leurs jaquettes, de leurs hauts-de-forme et de leurs médailles, et avec lesquels ce pourrait être dangereux, estimait-il, d'associer trop étroitement un mouvement « révolutionnaire » comme le sien. Il prononça rapidement son discours et quitta les lieux avant le défilé du Stahlhelm, qui, à son grand agacement, s'était révélé avoir des effectifs plus nombreux que les S.A.

Ainsi se trouva étouffé dans l'œuf le Front de Harzburg, constitué ce jour-là, et qui représentait un effort des vieux conservateurs pour entraîner

les nazis dans un front unifié avant de lancer un ultime assaut à la République, en exigeant notamment la démission immédiate de Brüning. Hitler n'avait aucune intention de jouer le second violon de ces messieurs, dont l'esprit, lui semblait-il, voguait encore dans un passé qu'il savait à jamais révolu. Il pouvait les utiliser pour l'instant s'ils l'aidaient à saper le régime de Weimar et mettaient à sa disposition, comme ce fut le cas, de nouvelles ressources financières. Mais, par contre, il ne se laisserait pas utiliser par eux. Au bout de quelques jours, le Front de Harzburg menaçait de s'effondrer : les divers éléments qui le constituaient étaient de nouveau à couteaux tirés.

Sauf sur un point. Aussi bien Hugenberg qu'Hitler refusèrent d'accepter la proposition faite par Brüning de prolonger le mandat de Hindenburg. Au début de 1932, le chancelier renouvela ses efforts pour les faire changer d'avis. Non sans difficultés, il avait obtenu l'accord du président pour demeurer à son poste si le parlement prolongeait son mandat et lui évitait ainsi d'affronter les difficultés d'une âpre campagne électorale. Brüning invita alors Hitler à venir à Berlin pour de nouvelles discussions. Le télégramme arriva pendant que le Führer était en conférence avec Hess et Rosenberg dans les bureaux de la rédaction du *Völkischer Beobachter*, à Munich. Leur lançant le télégramme au visage, Hitler s'écria : « Maintenant, je les ai dans ma poche ! Ils m'ont reconnu comme partenaire à leurs négociations (1). »

Le 7 janvier, Hitler rencontra Brüning et Schleicher, et il y eut une nouvelle entrevue le 10 janvier. Brüning renouvela sa proposition que le Parti nazi acceptât de prolonger le mandat de Hindenburg. Dans ce cas, et dès qu'il aurait réglé le problème de l'annulation des réparations et de

l'égalité des armements, lui-même donnerait sa démission. D'après certaines sources — mais c'est là un point sujet à controverses — Brüning brandissait un nouvel appât : il proposait de suggérer au président le nom d'Hitler pour lui succéder (2).

Hitler ne donna pas immédiatement de réponse définitive. Il se retira au Kaiserhof Hotel et prit l'avis de ses conseillers. Gregor Strasser était d'avis d'accepter le plan de Brüning, arguant que, si les nazis imposaient une élection, Hindenburg l'emporterait. Goebbels et Röhm étaient d'avis de refuser catégoriquement. Dans son journal, à la date du 7 janvier, Goebbels écrivit : « Le problème, ce n'est pas la présidence. Brüning veut simplement renforcer indéfiniment sa position... la partie d'échecs pour le pouvoir commence... le principal est de rester fort et de ne pas accepter de compromis. » La veille au soir, il avait écrit : « Il y a un homme dans l'organisation auquel personne ne se fie... c'est Gregor Strasser (3). »

Hitler lui-même ne voyait aucune raison de renforcer la position de Brüning et d'accorder ainsi un nouveau sursis à la République. Mais, contrairement à Muertenberg qui repoussa avec obstination le plan le 12 janvier, Hitler fut plus subtil. Il répondit non pas au chancelier, mais par-dessus sa tête au président, déclarant qu'il considérait la proposition de Brüning comme anticonstitutionnelle, mais qu'il soutiendrait la réélection de Hindenburg si le maréchal repoussait le plan de Brüning. A Otto von Meissner, l'astucieux secrétaire d'État à la Chancellerie présidentielle, qui avait servi avec zèle à ce poste d'abord le socialiste Ebert, puis le conservateur Hindenburg, et qui commençait à songer à un troisième mandat à ce poste avec qui serait président — peut-être même Hitler ? — le chef nazi, lors d'un entretien secret au Kaiserhof, offrit de soutenir

Hindenburg aux élections s'il commençait par se débarrasser de Brüning, pour nommer ensuite un gouvernement « national » et décréter de nouvelles élections au Reichstag et à la Diète prussienne.

Hindenburg refusa de donner son accord. Piqué par le refus des nazis et des nationalistes, ceux-ci étant censés être ses amis et ses supporters, de lui épargner l'épreuve d'une bataille électorale, Hindenburg accepta de poser de nouveau sa candidature. Mais, à son ressentiment contre les partis nationalistes, s'ajouta une curieuse rancœur contre Brüning, qui, estimait-il, avait fort mal mené les négociations et qui le contraignait maintenant à une âpre lutte avec les forces nationalistes mêmes qui l'avaient élu président en 1925 contre les candidats libéraux-marxistes. Il ne pouvait l'emporter maintenant qu'avec l'appui des socialistes et des syndicats, pour lesquels il avait toujours professé le plus flagrant mépris. Une certaine froideur marqua ses rapports avec son chancelier, « le meilleur, avait-il dit peu de temps auparavant, depuis Bismarck ».

Cette même froideur envers Brüning se manifesta également chez le général qui l'avait poussé à la Chancellerie. Aux yeux de Schleicher, cet austère politicien catholique s'était révélé décevant. Il était devenu le Chancelier le plus impopulaire que la République eût jamais connu. Il avait été incapable d'obtenir la majorité dans le pays, il n'avait pas réussi à mater les nazis ni à se gagner leur appui ; il n'avait pas réussi à négocier la prolongation du mandat de Hindenburg. Il devait donc partir, et peut-être avec lui le général Grœner, le chef vénéré de Schleicher, qui ne semblait pas comprendre les projets d'avenir auxquels lui, Schleicher, songeait. Mais l'intrigant général n'était pas pressé. Brüning et Grœner, les deux hommes forts du gouvernement, devaient rester au pouvoir jusqu'à la réélection de

Hindenburg, sans leur appui, peut-être le vieux maréchal ne serait-il pas réélu. Mais, les élections finies, ils ne serviraient plus à rien.

Il y eut un certain nombre d'occasions dans la carrière d'Adolf Hitler où, ayant à prendre une décision difficile, il semblait incapable de le faire, et c'était exactement le cas en l'occurrence. Le problème pour lui en janvier 1932 était le suivant : poser ou ne pas poser sa candidature à la présidence ? Hindenburg semblait imbattable. Le héros légendaire aurait l'appui non seulement de nombreux éléments de la droite, mais des partis démocratiques qui avaient été contre lui lors des élections de 1925, mais qui voyaient maintenant en lui le sauveur de la République.

Se présenter contre le maréchal et être battu, comme c'était presque certain, n'était-ce pas mettre en péril la réputation d'invincibilité que les nazis avaient établie au fur et à mesure des élections provinciales, depuis leur triomphe spectaculaire lors de la consultation nationale de 1930 ? Et pourtant, ne pas se présenter, n'était-ce pas un aveu de faiblesse, la preuve du manque de confiance du national socialisme au seuil du pouvoir ? Il y avait encore un autre élément du problème. Hitler, pour le moment, n'était même pas éligible. Il n'était pas citoyen allemand.

Joseph Goebbels le pressa d'annoncer sa candidature. Le 19 janvier, ils se rendirent à Munich ensemble, et ce soir-là Goebbels nota dans son journal : « Discuté la question de la présidence avec le Führer. Aucune décision n'a encore été prise. J'ai plaidé vigoureusement en faveur de sa candidature. » Le mois suivant, le journal de Goebbels reflétait les hauts et les bas d'Hitler. Le 31 janvier : « Le Führer prendra sa décision mercredi. Le doute maintenant n'est plus permis. » Le 2 février, il semblait qu'elle fût prise. Goebbels notait : « Il décide d'être candidat. » Mais Goebbels

ajoute que la décision ne sera rendue publique que lorsque l'on verra ce que font les sociaux-démocrates.

Le lendemain, les chefs du parti se réunissent à Munich pour apprendre la décision d'Hitler. « Ils attendent en vain, grommelle Goebbels. Tout le monde, ajoute-t-il, est nerveux et tendu. » Ce soir-là, le petit chef de la propagande cherche à se consoler; il va voir un film de Greta Garbo et il est « ému et bouleversé » par cette femme, « la plus grande actrice vivante ». Plus tard, ce même soir : « Un grand nombre de vieux camarades du parti viennent me voir. Ils sont déprimés par cette absence de décision. Ils craignent que le Führer n'attende trop longtemps. »

Peut-être attend-il trop longtemps, mais la certitude qu'a Hitler de son triomphe final ne faiblit pas. Une note du journal rapporte qu'un soir à Munich a lieu une longue discussion avec Goebbels à propos du poste que ce dernier aura dans le Troisième Reich. Le chef voit pour lui, dit Goebbels, « un ministère de l'Éducation populaire, qui s'occupera du cinéma, de la radio, de l'art, de la culture et de la propagande ». Un autre soir, Hitler a une longue discussion avec son architecte, le professeur Troost, pour une « grandiose altération de la capitale ». Et Goebbels ajoute : « Le Führer a tous ses projets au point... Il parle, agit et se comporte comme s'il était déjà au pouvoir. »

Mais il ne parle pas encore comme s'il avait hâte de se présenter contre Hindenburg. Le 9 février, Goebbels note : « Le Führer est de retour à Berlin. Nouveau débat au *Kaiserhof* à propos de l'élection présidentielle. Tout reste en suspens. » Trois jours plus tard, Goebbels fait ses calculs de voix avec le Führer. « C'est un risque, déclare-t-il, mais il faut le prendre. » Hitler part pour Munich afin d'y réfléchir encore.

C'est finalement Hindenburg qui prend la décision pour lui. Le 15 février, le vieux président annonce officiellement qu'il pose sa candidature. Goebbels est ravi. « Maintenant, nous avons la main libre. Nous n'avons plus besoin de dissimuler plus longtemps notre décision. » Mais Hitler ne la révèle pourtant que le 22 février. Lors d'une réunion ce jour-là au *Kaiserhof*, « le Führer me donne la permission, note Goebbels exultant, d'annoncer sa candidature ce soir au Palais des Sports ».

Ce fut une campagne âpre et déconcertante. Au Reichstag, Goebbels désigna Hindenburg comme « le candidat du parti de la désertion » et il fut expulsé de la Chambre pour avoir insulté le président. A Berlin, le journal nationaliste *Deutsche Zeitung*, qui avait soutenu la candidature de Hindenburg en 1925, l'attaquait maintenant avec véhémence. « La question est aujourd'hui de savoir, déclarait le quotidien, si les traîtres internationaux et les porcs pacifistes, avec l'approbation de Hindenburg, vont amener la ruine définitive de l'Allemagne. »

Toutes les règles traditionnelles de classes et de partis se trouvèrent bouleversées dans l'ardeur de la bataille électorale. Hindenburg, protestant, prussien, conservateur et monarchiste, eut l'appui des socialistes, des syndicats, des catholiques du Parti du Centre de Brüning, et des vestiges des partis bourgeois libéraux et démocratiques. Hitler, catholique, autrichien, ancien vagabond, « national socialiste », chef des masses de la petite bourgeoisie, bénéficia, outre l'appui de ses partisans, du soutien des grands bourgeois protestants du Nord, des Junkers conservateurs propriétaires terriens et d'un grand nombre de monarchistes, y compris, à la dernière minute, l'ancien Kronprinz lui-même.

La confusion se trouva encore accrue par l'entrée en lice de deux

autres candidats, dont aucun des deux ne pouvait espérer gagner, mais dont chacun pouvait réunir assez de voix pour empêcher l'un des principaux candidats d'obtenir la majorité absolue nécessaire à l'élection. Les nationalistes présentèrent Theodor Duersterberg, commandant en second du Stahlhelm (dont Hindenburg était le commandant honoraire), ancien lieutenant-colonel bien falot, dont les nazis ne tardèrent pas à découvrir, pour leur plus grande jubilation, qu'il était l'arrière-petit-fils d'un Juif. Les communistes, criant que les sociaux-démocrates « trahissaient les travailleurs » en soutenant Hindenburg, présentèrent leur propre candidat, Ernst Thaelmann, le chef du parti. Ce n'était pas la première fois, ni la dernière, que les communistes, sur l'ordre de Moscou, risquaient de faire le jeu des nazis.

Mais la campagne était à peine commencée qu'Hitler résolut le problème de sa citoyenneté. Le 25 février, on annonça que le ministre de l'Intérieur nazi de l'État de Brunswick avait nommé Herr Hitler attaché à la légation de Brunswick à Berlin. Grâce à cette manœuvre d'opéra-comique, le chef nazi devint automatiquement citoyen du Brunswick, et par là même d'Allemagne, ce qui lui permit de poser sa candidature à la présidence du Reich Allemand. Ayant franchi sans mal ce petit obstacle, Hitler se lança dans la campagne avec une furieuse énergie, courant d'un bout à l'autre du pays, s'adressant à de vastes auditoires au cours de dizaines de meetings et portant ses auditeurs jusqu'à un état de frénésie.

Göebbels et Strasser, les deux autres charmeurs du parti, firent de même de leur côté. Mais ce n'était pas tout. Ils mirent sur pied une campagne de propagande comme l'Allemagne n'en avait jamais vu. Ils couvrirent les murs des villes et des bourgs d'un million d'affiches aux

couleurs criardes, distribuèrent 8 millions de prospectus et 12 millions de numéros supplémentaires de leurs journaux du parti, organisèrent 3 000 meetings par jour et, pour la première fois au cours d'une élection en Allemagne utilisèrent le cinéma et le disque, ceux-ci diffusés par des haut parleurs montés sur camions.

Brüning, lui aussi, ne ménageait pas ses efforts afin d'assurer le triomphe électoral du vieux président. Pour une fois, cet homme épris de justice se montra assez résolu pour réserver à son parti toutes les heures d'émission des stations contrôlées par le gouvernement, tactique qui déclencha la fureur d'Hitler. Hindenburg ne prit la parole qu'une fois, dans une allocution enregistrée le 10 mars, à la veille du vote. Ce fut une déclaration pleine de dignité, une des rares faites durant la campagne, et elle fut efficace.

L'élection d'un homme de parti, représentant les opinions extrémistes d'un seul camp, et qui aurait par conséquent contre lui la majorité de la population, exposerait l'Allemagne à des troubles sérieux, dont l'issue serait imprévisible. Le devoir m'a imposé de prévenir pareille situation... Si je suis battu, du moins n'aurais-je pas encouru le reproche d'avoir déserté mon poste à une heure de crise... je ne demande pas les votes de ceux qui ne souhaitent pas voter pour moi.

Ceux qui votaient pour lui manquèrent de 0,4 pour 100 la majorité absolue nécessaire. Le dépouillement des élections du 13 mars 1932 donna les résultats suivants :

Hindenburg	18 651 697 voix	49,6 pour 100 des voix
Hitler	11 339 446 voix	39,1 pour 100 des voix
Thaelmann	4 983 341 voix	13,2 pour 100 des voix

Les chiffres furent une déception pour tout le monde. Le vieux président l'emportait sur le démagogue nazi par plus de 7 millions de voix, mais manquait de peu la majorité absolue nécessaire; il fallait donc procéder à une seconde élection, au cours de laquelle le candidat obtenant le plus grand nombre de voix serait élu. Hitler avait accru de plus de 5 millions de voix l'ensemble des votes recueillis par les nazis depuis 1930 — soit une augmentation de quelque 86 pour 100 — mais Hindenburg l'avait laissé loin derrière lui. Dans la nuit qui suivit le vote, on était très désespéré dans l'appartement de Gœbbels, à Berlin, où nombre de chefs du parti s'étaient réunis pour écouter à la radio les résultats. « Nous sommes battus; terrible perspective, écrivit Gœbbels dans son journal ce soir-là. Les milieux du parti sont très déprimés... nous ne pouvons nous sauver que par un coup habile. »

Mais, dans le *Völkischer Beobachter* du lendemain matin, Hitler annonçait : « La première campagne électorale est terminée. La seconde a commencé aujourd'hui. Je vais la dominer. » Et, de fait, il fit campagne aussi vigoureusement qu'avant. Louant un avion Junkers, il vola d'un bout à l'autre de l'Allemagne — ce qui était alors une innovation en matière de campagne électorale — prenant trois ou quatre fois la parole par jour dans différentes villes. Fort habilement, il modifia sa tactique pour s'attirer davantage de voix. Lors de sa première campagne, il avait insisté sur la misère du peuple, sur l'impuissance de la République.

Maintenant, il dépeignait un avenir radieux pour tous les Allemands s'il était élu : du travail pour les ouvriers, des prix plus élevés pour les

fermiers, une plus grande activité pour les hommes d'affaires, une armée forte pour les militaristes et, dans un discours qu'il prononça un jour au Lustgarten de Berlin, il promit : « Dans le Troisième Reich, chaque fille d'Allemagne trouvera un mari! » Les nationalistes retirèrent Duersterberg de la course et demandèrent à leurs partisans de voter pour Hitler. Et de nouveau l'ancien Kronprinz, Friedrich Wilhelm, suivit le mouvement. « Je voterai pour Hitler », annonça-t-il.

Le 10 avril 1932, jour de la seconde élection, il faisait un temps sombre et pluvieux, et il y eut un million d'abstentions de plus. Les résultats annoncés tard dans la nuit étaient les suivants :

Hindenburg	19 359 983 voix	53 pour 100 des voix
Hitler	13 418 547 voix	36,8 pour 100 des voix
Thaelmann	3 706 759 voix	10,2 pour 100 des voix.

Bien qu'Hitler eût gagné 2 millions de voix et Hindenburg, 1 million seulement, le président était élu avec une majorité absolue des plus nettes. Plus de la moitié du peuple allemand avait ainsi exprimé sa foi dans la République démocratique; il avait catégoriquement repoussé les extrémistes aussi bien de la droite que de la gauche. Ou du moins est-ce ce que les gens imaginaient.

Hitler lui-même avait de quoi méditer. Il avait fait une démonstration impressionnante, puisqu'il avait doublé les voix nazies en deux ans. Et pourtant il ne recueillait pas encore une majorité et avec elle le pouvoir politique qu'il recherchait. Était-ce l'impasse? Dans les discussions au sein

du parti qui suivirent l'élection du 10 avril, Strasser déclara carrément que c'était exactement le cas. Strasser insistait pour que l'on négociât avec ceux qui étaient au pouvoir: avec le président, avec le gouvernement de Brüning et le général Grœner, avec l'armée. Hitler n'avait pas confiance dans son principal lieutenant, mais il ne repoussa pas son idée. Il n'avait pas oublié une des leçons de son expérience viennoise, à savoir que, pour parvenir au pouvoir, il faut se gagner l'appui de quelques-unes des « puissantes institutions » existantes.

Mais, avant qu'il se fût décidé sur la prochaine étape à parcourir, le gouvernement de la République lui assena un rude coup.

Depuis plus d'un an, le gouvernement du Reich et divers gouvernements d'États étaient entrés en possession de documents qui montraient qu'un grand nombre de dirigeants nazis, principalement dans les S.A., s'apprêtaient à mettre la main sur l'Allemagne par la force et à instituer un règne de terreur. A la veille des premières élections présidentielles, les S.A., dont les effectifs atteignaient maintenant 400 000 hommes, avaient été mobilisés pour former un cordon autour de Berlin. Bien que le capitaine Röhm, le chef des S.A., eût assuré au général von Schleicher qu'il s'agissait d'une simple mesure « de précaution », la police prussienne avait saisi des documents au quartier général nazi de Berlin qui laissaient clairement entendre que les S.A. se proposaient de tenter un coup d'État le lendemain soir si Hitler était élu président, tant était grande la hâte de Röhm. Goebbels, dans une note de son journal, pour le 11 mars, avait confirmé que quelque chose se préparait. « Discuté des consignes avec les commandants de S.A. et de S.S. Partout un profond malaise. Le mot de putsch est dans l'air. »

Le gouvernement national comme les gouvernements provinciaux s'inquiétèrent. Le 5 avril, les représentants de plusieurs des États, dirigés par la Prusse et la Bavière, les deux plus importants, avaient demandé la suppression par le gouvernement central des S.A., faute de quoi ils prononceraient eux-mêmes cette interdiction dans leurs territoires respectifs. Le chancelier Brüning était absent de Berlin, et tout occupé par sa campagne électorale, mais Grœner, qui reçut les délégués en qualité de ministre de l'Intérieur et de la Défense, promit une décision dès le retour de Brüning, c'est-à-dire pour le 10 avril, jour de la seconde élection. Brüning et Grœner estimèrent qu'ils avaient de bonnes raisons de supprimer les S.A.

Cela mettrait un terme à la menace de guerre civile et pourrait être le prélude de la fin d'Hitler en tant que facteur prédominant de la politique allemande. Certains de la réélection de Hindenburg à la majorité absolue, ils estimèrent que les électeurs leur donnaient mandat de protéger la République contre les menaces formulées par les nazis de la renverser par la force. Le moment était venu d'utiliser la force contre la force. Et puis, s'il n'agissait pas vigoureusement, le gouvernement perdrait le soutien des sociaux-démocrates et des syndicats, qui fournissaient la plupart des voix de Hindenburg et le principal appui au gouvernement Brüning.

Le cabinet se réunit le 10 avril, en pleine consultation électorale, et décida de supprimer immédiatement les armées privées d'Hitler. On eut quelques difficultés à obtenir de Hindenburg la signature du décret — Schleicher, qui avait commencé par l'approuver, se mit à chuchoter des objections à l'oreille du président — mais il finit par le faire le 13 avril et le décret fut promulgué le 14.

Ce fut un coup terrible pour les nazis. Röhm et quelques-unes des têtes brûlées du parti conseillèrent de résister à l'ordre du gouvernement. Mais Hitler, plus habile que ses lieutenants, déclara qu'il fallait obéir. Ce n'était pas l'heure de la rébellion armée. D'ailleurs, on avait des nouvelles intéressantes de Schleicher. Goebbels nota dans son journal à cette même date du 14 avril : « On nous annonce que Schleicher n'approuve pas l'action de Gröner... » Et plus tard le même jour : « ... un coup de téléphone d'une dame très connue qui est une amie intime du général Schleicher. Elle dit que le général veut donner sa démission (4). »

Goebbels était intéressé mais sceptique. « Peut-être, ajouta-t-il, n'est-ce qu'une manœuvre. » Ni lui, ni Hitler, ni personne d'autre, certainement pas Brüning et certainement pas non plus Gröner à qui Schleicher devait son ascension rapide dans l'armée et dans les conseils du gouvernement, n'avaient encore deviné jusqu'où pouvait aller la fourberie de l'intrigant général. Mais ils ne devaient pas tarder à l'apprendre.

Avant même que fût promulgué décret interdisant les S.A., Schleicher, qui s'était gagné le peu intelligent commandant de la Reichswehr, le général von Hammerstein, informa confidentiellement les commandants des sept districts militaires que l'armée était opposée à cette décision. Il persuada ensuite Hindenburg d'écrire le 16 avril une lettre à Gröner demandant pourquoi la Reichsbanner, l'organisation paramilitaire des sociaux-démocrates, n'avait pas été supprimée en même temps que les S.A. Schleicher prit encore une mesure pour saper davantage la position de son chef. Il se fit l'instigateur d'une campagne de diffamation contre le général Gröner, faisant répandre le bruit que celui-ci était trop malade pour demeurer en place, qu'il s'était converti au marxisme et même au

pacifisme, et proclamant que le ministre de la Défense avait déshonoré l'armée en ayant un enfant cinq mois après son récent mariage; le bébé, raconta-t-il à Hindenburg, avait été surnommé « Nurmi », dans les milieux de l'armée, en souvenir du coureur finnois de renommée olympique.

Cependant, Schleicher renouvelait ses contacts avec les S.A. Il avait des entretiens avec Röhm, le chef des S.A., et le comte Helldorff, commandant les S.A. de Berlin. Le 26 avril, Goebbels notait que Schleicher avait annoncé à Helldorff qu'il « voulait changer de direction ». Deux jours plus tard, Schleicher rencontra Hitler, et Goebbels nota que « l'entrevue s'était bien passée ».

Même à ce stade, il est évident que, sur un point en tout cas, Röhm et Schleicher conspiraient derrière le dos d'Hitler. Les deux hommes voulaient l'incorporation des S.A. dans l'armée sous forme de milice, mesure à laquelle le Führer était catégoriquement hostile. C'était un sujet à propos duquel Hitler s'était souvent querellé avec son chef d'état-major S.A., qui considérait les troupes d'assaut comme une force militaire capable éventuellement de rendre le pays plus fort, alors qu'Hitler les considérait comme une force purement politique, une bande susceptible de faire régner la terreur dans les rues contre ses adversaires politiques et de maintenir l'enthousiasme dans les rangs nazis. Mais, dans ses conversations avec les dirigeants nazis, Schleicher avait en vue un autre objectif. Il voulait faire intégrer les S.A. à l'armée, où il pourrait les contrôler; mais il voulait également qu'Hitler, le seul nationaliste conservateur nanti de disciples assez nombreux, eût place au gouvernement où il pourrait le contrôler. Le Verbot des S.A. le gênait sur ces deux plans.

A la fin de la première semaine de mai 1932, les intrigues de Schleicher arrivèrent à l'un de leurs tournants décisifs. Gœbbels note, le 4 mai, que « les mines d'Hitler commencent à partir. D'abord Grœner, puis Brüning doivent s'en aller. » Le 8 mai, Gœbbels signalait dans son journal qu'Hitler avait eu « une conférence décisive avec le général Schleicher et avec certaines personnes de l'entourage immédiat du président. Tout se passe bien. Brüning va tomber dans quelques jours. Le président va lui retirer sa confiance ». Il expose ensuite le plan que Schleicher et la camarilla du président avaient mis au point avec Hitler : dissolution du Reichstag, formation d'un cabinet présidentiel et suppression de tous les interdits frappant les S.A. et le Parti nazi. Pour éviter d'éveiller les soupçons de Brüning, ajoute Gœbbels, Hitler va quitter Berlin. Dans la soirée, il emmène son chef dans le Mecklembourg, où il va virtuellement se cacher.

Pour les nazis, le cabinet présidentiel est considéré, note Gœbbels le lendemain, comme un simple « intérim ». Un gouvernement de transition « aussi incolore, dit-il, va nous ouvrir la voie. Plus il est faible, plus facilement nous nous en débarrasserons ». Telle n'est pas, bien entendu, l'opinion de Schleicher, qui rêve toujours d'un nouveau gouvernement qui se passera du parlement jusqu'à ce que l'on ait pu modifier la Constitution et qu'il dominera. Il est clair déjà qu'Hitler et lui croient pouvoir chacun l'emporter sur l'autre. Mais, pour l'instant, Schleicher a une carte maîtresse. Il peut assurer au vieux président fatigué qu'il va lui offrir ce que Brüning n'était pas capable de lui donner : un gouvernement soutenu par Hitler et sans avoir pourtant l'inconvénient de voir le démagogue fanatique y siéger.

Tout était donc prêt et, le 10 mai, deux jours après sa rencontre avec Hitler et l'entourage de Hindenburg, Schleicher passa à l'attaque. Le coup fut frappé au Reichstag. Le général Grøener se leva pour défendre la mesure d'interdiction prise contre les S.A. et fut violemment attaqué par Gøring. Souffrant de diabète et navré de la fourberie de Schleicher, le ministre de la Défense essaya de se défendre du mieux qu'il put, mais il fut accablé par un torrent d'injures provenant des bancs nazis. Épuisé et humilié, il s'apprêtait à quitter la Chambre, quand il rencontra le général von Schleicher, qui lui annonça froidement « qu'il n'avait plus la confiance de l'armée et qu'il devait démissionner ». Grøener fit appel à Hindenburg, qu'il avait loyalement soutenu quand le moment crucial était venu, d'abord en 1918, d'annoncer au Kaiser qu'il devait s'en aller, puis, en 1919, de conseiller au gouvernement républicain de signer le Traité de Versailles. Mais le vieux maréchal, qui avait toujours été agacé de se sentir l'obligé de son cadet, répondit « qu'il regrettait » de ne pouvoir rien faire en l'occurrence. Le 13 mai, amer et déçu*, Grøener donna sa démission.

* « *Le mépris et la rage bouillonnent en moi, écrivit Grøener à Schleicher quelques mois plus tard (le 29 novembre), parce que j'ai été déçu par vous, mon vieil ami, mon disciple, mon fils adoptif.* » (Voir Gordon A. CRAIG, « *Reichswehr and National Socialist : The Policy of Wilhelm Grøener* », *Political Sciences Quarterly*, juin 1948.)

Ce soir-là, Gøebbels nota dans son journal : « Nous avons des nouvelles du général Schleicher. Tout se passe suivant le plan prévu. »

Ce plan prévoyait que la tête de Brüning serait la prochaine à tomber, et il ne fallut pas longtemps à l'intrigant général pour y parvenir. La chute de Grøener avait porté un coup sérieux à la République vacillante; presque seul parmi les militaires, il l'avait servie avec talent et dévouement, et il n'y

avait personne d'autre dans l'armée ayant une position et un loyalisme suffisant pour le remplacer. Mais l'obstiné et consciencieux Brüning était toujours une puissance. Il avait rassemblé les voix de la majorité du peuple allemand pour la réélection de Hindenburg et, comme il le croyait, pour la survivance de la République. Il semblait être à la veille de succès sensationnels en politique étrangère, aussi bien en ce qui concernait l'annulation des réparations que le problème de l'égalité des armements pour le Reich.

Mais le vieux président, on l'a vu, avait accueilli avec une étonnante froideur les efforts surhumains du chancelier pour prolonger son mandat. Son attitude devint plus glaciale encore lorsque Brüning proposa que l'État mît la main sur les propriétés d'un certain nombre de junkers en faillite en Prusse-Orientale, après une généreuse compensation, pour les distribuer aux paysans sans terre. Quand Hindenburg partit pour les vacances de Pâques, au milieu de mai, à Neudeck, la propriété de Prusse-Orientale que les junkers, avec l'aide financière des industriels, lui avaient offerte en cadeau pour son quatre-vingtième anniversaire, il entendit les doléances de ses aristocrates de voisins, qui réclamaient à cor et à cri le renvoi d'un chancelier qu'ils qualifiaient maintenant « de bolchévik terrien ».

Les nazis, sans doute par Schleicher, apprirent avant Brüning que le chancelier allait quitter Berlin. Le 18 mai, Goebbels revint de Munich à Berlin et, notant que « l'esprit de Pâques » durait toujours, écrivit dans son journal : « Pour Brüning seul l'hiver semble persister. Ce qu'il y a de drôle, c'est qu'il ne s'en rend pas compte. Il ne trouve personne pour constituer son cabinet. Les rats quittent le navire. » Il aurait peut-être été plus exact de dire que le chef des rats, loin de quitter le navire de l'État en

détresse, s'apprêtait simplement à y installer un nouveau commandant. Le lendemain, Goebbels nota : « Le général Schleicher a refusé de prendre le ministère de la Défense. » C'était vrai, mais ce n'était pas non plus tout à fait exact. Brüning avait demandé Schleicher après l'avoir réprimandé pour son attitude envers Gröner. « Je veux bien être ministre, avait répondu Schleicher, mais pas dans votre gouvernement (5). »

Le 19 mai, on lit dans le journal de Goebbels : « Message de Schleicher. La liste des ministres est prête. Pour la période de transition, ce n'est pas si important. » Ainsi, au moins une semaine avant Brüning, les nazis savaient que son sort était joué. Le dimanche 29 mai, Hindenburg convoqua Brüning et lui demanda brutalement sa démission, qu'il accepta le lendemain.

Schleicher avait triomphé. Mais Brüning n'était pas le seul à être tombé; la République démocratique s'écroula avec lui, bien que son agonie se poursuivît pendant huit mois encore avant qu'on lui administrât le coup de grâce. La responsabilité de Brüning dans ce désastre n'était pas mince. Bien que démocrate de cœur, il s'était laissé manœuvrer dans une position où il avait dû gouverner, la plupart du temps, par décret présidentiel, sans l'accord du Parlement. Bien sûr, il avait été poussé à prendre cette mesure : les politiciens, dans leur aveuglement, l'avaient rendue pratiquement inévitable. Mais pourtant, le 12 mai encore, il avait pu obtenir un vote de confiance au Reichstag pour son projet budgétaire. Mais, quand le parlement ne pouvait être d'accord, il s'était appuyé sur l'autorité du président pour gouverner. Maintenant, voilà qu'on lui retirait cette autorité. Désormais, de juin 1932 à janvier 1933, ce pouvoir serait aux mains de deux hommes de moindre envergure qui, bien que n'étant pas

nazis, n'éprouvaient nullement le besoin de soutenir une République démocratique, du moins dans sa forme constitutionnelle actuelle.

Le pouvoir politique en Allemagne n'était plus, comme c'était le cas depuis la naissance de la République, entre les mains du peuple et du corps constitué qui exprimait la volonté populaire, le Reichstag. Il était maintenant concentré entre les mains d'un vieillard de quatre-vingt-cinq ans et dans celles de quelques ambitieux sans envergure de son entourage, qui le guidaient dans ses indécisions. Hitler le comprit et cela convenait à son propos. Il ne pensait pas obtenir jamais une majorité au parlement. La nouvelle position de Hindenburg lui offrit la seule occasion qui lui restait de parvenir au pouvoir. Pas pour l'instant, bien sûr, mais bientôt...

Il quitta précipitamment Oldenburg, où, le 29 mai, les nazis avaient obtenu la majorité absolue dans les élections de la Diète locale, pour regagner Berlin. Le lendemain, il fut reçu par Hindenburg, qui confirma les points de l'accord conclu par le chef nazi en secret avec Schleicher le 8 mai : suppression de l'interdit qui frappait les S.A., cabinet présidentiel désigné par Hindenburg, dissolution du Reichstag. Hitler soutiendrait-il le nouveau gouvernement? demanda Hindenburg. Hitler répondit que oui. Ce soir du 30 mai, le journal de Goebbels signalait : « L'entrevue d'Hitler avec le président s'est bien passée... on parle de V. Papen comme chancelier. Mais cela ne nous intéresse guère. Ce qui est important, c'est la dissolution du Reichstag. Des élections! Des élections! L'appel au peuple! Nous sommes tous très heureux (6). »

Voici maintenant qu'apparaît brièvement, au centre de la scène, un personnage aussi ridicule qu'inattendu. L'homme que le général von Schleicher imposa au président octogénaire et qui, le 1er juin 1932, fut nommé chancelier d'Allemagne, s'appelait Franz von Papen; il avait cinquante-trois ans, appartenait à une famille de noblesse westphalienne désargentée; c'était un ancien officier du grand état-major, un brillant cavalier; politicien amateur du Centre catholique, il avait essuyé un certain nombre d'échecs; devenu riche industriel par son mariage, il n'était guère connu du public sauf comme ancien attaché militaire à Washington, d'où il avait été expulsé pendant la guerre pour complicité dans des projets de sabotage visant à détruire ponts et voies ferrées, alors que les États-Unis étaient encore neutres.

« Le choix du président a été accueilli avec incrédulité, écrit l'ambassadeur de France à Berlin. On n'a pu s'empêcher de sourire ou de rire franchement, car Papen offrait la particularité de n'être pris au sérieux ni par ses amis ni par ses ennemis... Il avait la réputation d'être superficiel, maladroit, fourbe, ambitieux, orgueilleux, rusé et intrigant (7). » C'est à cet homme — M. François-Poncet n'exagérait pas — que Hindenburg, sur le conseil de Schleicher, avait confié le sort de la République agonisante.

Papen n'avait pas le moindre passé politique. Il n'était même pas membre du Reichstag. Sa carrière politique ne l'avait pas mené plus loin qu'à un siège au Landtag de Prusse. Lorsqu'il fut nommé chancelier, son propre Parti du Centre, indigné de la trahison de Papen envers son chef Brüning, vota à l'unanimité son expulsion du parti. Mais le président lui

avait dit de constituer un gouvernement au-dessus des partis, et il y parvint aussitôt, car Schleicher avait déjà une liste de ministres toute prête. C'était ce que l'on devait appeler « Le Cabinet des Barons ».

Cinq membres de ce cabinet étaient des nobles, deux étaient des directeurs de grosses sociétés et l'un, Franz Guertner, nommé ministre de la Justice, avait été le protecteur d'Hitler dans le gouvernement bavarois lors des journées agitées qui avaient précédé et suivi le putsch de la Brasserie. Hindenburg alla chercher le général von Schleicher, qui préférait pourtant être en coulisse, et le nomma ministre de la Défense. Le « Cabinet des Barons » fut accueilli dans presque tout le pays comme une plaisanterie, et pourtant un certain nombre de ses membres, le baron von Neurath, le baron von Eltz-Rubenach, le comte Schwerin von Krosigk et le docteur Guertner, étaient doués d'une telle vigueur qu'ils demeurèrent à leur poste longtemps après l'avènement du Troisième Reich.

Le premier geste de Papen fut d'honorer la promesse faite à Hitler par Schleicher. Le 4 juin, il décréta la dissolution du Reichstag, fixa au 31 juillet la date des nouvelles élections et, sur l'insistance des nazis méfiants, il leva le 15 juin l'interdiction qui frappait les S.A. Cette décision fut aussitôt suivie d'une vague de violence et de meurtres politiques comme l'Allemagne n'en avait jamais vu. Les troupes d'assaut envahirent les rues, cherchant la bagarre et trouvant souvent à qui parler, surtout chez les communistes. Rien qu'en Prusse, entre le 1er et le 20 juin, il y eut 461 échauffourées dans les rues, qui firent 82 victimes et quelque 400 blessés graves. En juillet, 38 nazis et 30 communistes figuraient parmi les 86 personnes tuées dans des émeutes. Le dimanche 10 juillet, 18 personnes furent abattues dans les rues et, le dimanche suivant, quand les nazis,

escortés par la police, défilèrent dans Altona, un faubourg ouvrier de Hambourg, 19 personnes furent abattues et 285 blessées. La guerre civile que le « Cabinet des Barons » devait faire cesser ne faisait qu'empirer. Tous les partis, à l'exception des nazis et des communistes, exigèrent du gouvernement des mesures énergiques pour rétablir l'ordre.

Papen réagit en prenant deux décisions. Il interdit toute manifestation politique pour la quinzaine précédant les élections du 31 juillet. Et il prit une mesure destinée non seulement à apaiser les nazis, mais à anéantir un des derniers soutiens qui existaient encore de la République démocratique. Le 20 juillet, il destitua le gouvernement prussien et se nomma lui-même commissaire du Reich pour la Prusse. C'était une décision audacieuse qui le rapprochait du genre de gouvernement autoritaire qu'il voulait imposer à toute l'Allemagne. Papen prit pour prétexte que les émeutes d'Altona avaient montré l'incapacité où se trouvait le gouvernement prussien de maintenir la loi et l'ordre. Il accusa également, sur des « preuves » hâtivement produites par Schleicher, les autorités prussiennes d'être de mèche avec les communistes. Lorsque les ministres socialistes refusèrent d'être destitués autrement que par la force, Papen se fit un plaisir de céder à leur vœu.

La loi martiale fut proclamée à Berlin et le général von Rundstedt, le commandant local de la Reichswehr, envoya un lieutenant et douze hommes procéder aux arrestations nécessaires. Ce fut une opération dont l'intérêt n'échappa pas aux hommes de la Droite qui venaient de s'emparer du pouvoir fédéral, et pas davantage à l'attention d'Hitler. Il n'y avait plus à s'inquiéter désormais de voir les forces de la gauche ou même du centre démocratique opposer une sérieuse résistance à une tentative du

renversement du système démocratique. En 1920, une grève générale avait sauvé la République. On discutait maintenant de l'opportunité d'une telle mesure chez les chefs syndicalistes et les socialistes, et elle fut repoussée comme trop dangereuse. Ainsi, en déposant le gouvernement constitutionnel prussien, Papen venait d'enfoncer un nouveau clou dans le cercueil de la République de Weimar. Il n'avait fallu, déclarait-il avec orgueil, qu'une escouade de soldats pour y parvenir.

De leur côté, Hitler et ses lieutenants étaient décidés à renverser non seulement la République, mais également Papen et ses barons. Goebbels exprima cette intention dans son journal à la date du 5 juin : « Nous devons nous dissocier le plus tôt possible de ce cabinet de transition bourgeois, » Quand Papen vit Hitler pour la première fois le 9 juin, le chef nazi lui dit : « Je ne considère votre cabinet que comme une solution provisoire, et je continuerai mes efforts pour faire de mon parti le plus fort du pays. Le poste de chancelier me reviendra alors de droit (8). »

Les élections du 31 juillet étaient les troisièmes élections nationales qui avaient lieu en Allemagne en cinq mois, mais, loin d'être las de tant de campagnes électorales, les nazis se lancèrent dans la bataille avec plus de fanatisme et d'ardeur que jamais. Malgré la promesse faite à Hindenburg par Hitler que les nazis soutiendraient le gouvernement Papen, Goebbels attaqua violemment le ministre de l'Intérieur et, dès le 9 juillet, Hitler alla trouver Schleicher pour se plaindre amèrement de la politique du gouvernement. D'après l'ampleur des foules qui venaient entendre Hitler, il était évident que les nazis gagnaient du terrain. Le même jour, le 27 juillet, il prit la parole devant 60 000 personnes, à Brandenburg, devant une foule presque aussi nombreuse à Potsdam, et, ce soir-là, devant 120 000

personnes massées dans le gigantesque stade Grunewald de Berlin, tandis que, dehors, 100 000 autres spectateurs entendaient sa voix retransmise par les haut-parleurs.

Le scrutin du 31 juillet se solda par une victoire retentissante du Parti national socialiste Avec 13 745 000 voix, les nazis emportaient 230 sièges au Reichstag, ce qui faisait d'eux le parti le plus important du Parlement, tout en restant cependant loin de la majorité dans une Chambre de 608 membres. Les sociaux-démocrates, sans doute en raison de la timidité dont avaient fait preuve leurs chefs en Prusse, perdirent 10 sièges et se retrouvèrent 133. La classe ouvrière penchait vers les communistes, qui gagnèrent 12 sièges et devinrent le troisième parti d'Allemagne, avec 89 membres au Reichstag. Le Centre catholique accrut légèrement ses forces, passant de 68 à 73 sièges, mais les autres partis bourgeois, et même le Parti national allemand de Hugenberg, le seul à avoir soutenu Papen lors des élections, furent écrasés. A l'exception des catholiques, la moyenne et la haute bourgeoisie, de toute évidence, avaient voté nazi.

Le 2 août, Hitler fit le bilan de son triomphe à Tegernsee, près de Munich, où il conféra avec ses lieutenants. Depuis les dernières élections au Reichstag, deux ans plus tôt, les nationaux-socialistes avaient gagné plus de 7 millions de voix et fait passer leur représentation au parlement de 107 à 230 sièges. Dans les quatre années qui s'étaient écoulées depuis les élections de 1928, les nazis avaient gagné quelque 13 millions de nouvelles voix. Pourtant, la majorité susceptible de faire accéder le parti au pouvoir manquait toujours à Hitler. Il n'avait remporté que 37 pour 100 du total des voix. La majorité des Allemands étaient toujours contre lui.

Il délibéra fort avant dans la nuit avec ses lieutenants. Goebbels nota

les résultats dans son journal à la date du 2 août: « Le Führer se trouve devant des décisions difficiles à prendre. Agir dans la légalité? Avec le centre? » Avec le centre, les nazis pouvaient former une majorité au Reichstag. Mais, pour Goebbels, « c'est impensable ». Il note pourtant : « Le Führer ne prend finalement aucune décision. Il faut laisser la situation mûrir encore un peu. »

Mais pas trop. Hitler, grisé par sa victoire, bien qu'elle ne fût rien moins que décisive, s'impatiait. Le 4 août, il regagna précipitamment Berlin pour voir, non pas le chancelier von Papen, mais le général von Schleicher et, comme le nota Goebbels, « pour formuler ses exigences. Elles ne seront pas trop modestes », ajouta-t-il. Le 5 août, à la caserne de Fuerstenberg, près de Berlin, Hitler précisa ses conditions au général von Schleicher : La Chancellerie pour lui; pour son parti, les postes de premier ministre de Prusse, le ministère de l'Intérieur du Reich et de Prusse, le ministère de la Justice, de l'Économie et de l'Aviation du Reich, et un nouveau ministère pour Goebbels, celui de la Culture populaire et de la Propagande. Pour appâter Schleicher, Hitler lui promit le ministère de la Défense. En outre, Hitler déclara qu'il demanderait au Reichstag de l'autoriser à gouverner par décret pendant une période déterminée; si cette autorisation lui était refusée, le Reichstag serait « renvoyé dans ses foyers ».

Hitler revint de cette entrevue persuadé qu'il avait conquis Schleicher à son programme et repartit de fort bonne humeur vers sa retraite montagnaise de l'Obersalzberg, dans l'Allemagne du Sud. Goebbels, toujours cynique quand il s'agissait de l'opposition et se méfiant toujours du général politicien, n'était pas si sûr. « Il convient d'être assez sceptique

en ce qui concerne les développements ultérieurs », nota-t-il dans son journal à la date du 6 août, après avoir écouté le rapport optimiste du chef à propos de sa rencontre avec Schleicher. Goebbels, pourtant, était sûr d'une chose : « Une fois que nous aurons le pouvoir, nous ne l'abandonnerons jamais. Il leur faudra faire sortir nos cadavres des ministères. »

Tout n'allait pas aussi bien qu'Hitler semblait le croire. Le 8 août, Goebbels écrivait : « Coup de téléphone de Berlin. Mille rumeurs circulent. Le parti est prêt à prendre le pouvoir. Les hommes des S.A. quittent leurs lieux de travail pour se tenir prêts. Les chefs du parti se préparent pour le grand moment. Si tout se passe bien, parfait. Si les choses tournent mal, ce sera un coup terrible. » Le lendemain, Strasser, Frick et Funk arrivèrent à l'Obersalzberg porteurs de nouvelles qui n'étaient pas précisément encourageantes. Schleicher, une fois de plus, retournait sa veste. Il exigeait maintenant qu'Hitler, s'il était nommé chancelier, gouvernât avec l'accord du Reichstag. Funk signalait que ses relations d'affaires voyaient avec inquiétude la perspective d'un gouvernement nazi. Il avait reçu un message de Schacht le confirmant. Enfin, la Wilhelmstrasse, annonça le trio à Hitler, s'inquiétait d'un putsch nazi.

Cette inquiétude n'était pas sans fondement. Le lendemain, 10 août, Goebbels apprit à Berlin que les S.A. étaient « sur le pied de guerre... les S.A. déploient autour de Berlin un cordon plus fort que jamais... la Wilhelmstrasse est très nerveuse. Mais c'est le but de notre mobilisation ». Le lendemain, le Führer ne put attendre davantage. Il partit en voiture pour Berlin. Il ne se montrerait pas trop là-bas, dit Goebbels, mais, d'un autre côté, il serait prêt quand on l'appellerait. Comme l'appel ne venait

pas, il demanda lui-même à voir le président. Mais il lui fallait d'abord voir Schleicher et Papen. Cette entrevue eut lieu à midi le 13 août. Entrevue orageuse. Schleicher avait changé de position depuis la semaine dernière. Il soutenait Papen, en affirmant que le plus qu'Hitler pouvait espérer, c'était la Vice-Chancellerie. Hitler était furieux. Il devait être chancelier ou rien du tout. Papen mit un terme à l'entretien en déclarant qu'il laisserait à Hindenburg le soin de prendre « la décision finale * ».

** Papen, dans ses mémoires, ne mentionne pas la présence de Schleicher à cette entrevue, mais d'autres sources permettent d'affirmer qu'il était là. C'est un point capital, étant donné la suite des événements.*

Hitler se retira précipitamment au *Kaiserhof* voisin. Ce fut là qu'à trois heures de l'après-midi parvint un coup de téléphone du bureau du président. Quelqu'un — sans doute Gœbbels, si l'on en juge par son journal — demanda : « Une décision a-t-elle été prise? Dans ce cas, Hitler n'a pas besoin de se déranger. » Le président, déclara-t-on aux nazis, « souhaite d'abord parler à Hitler ».

Le vieux Maréchal reçut le chef nazi debout, appuyé sur sa canne dans son cabinet, donnant ainsi le ton à cette rencontre exempte de toute cordialité. Pour un homme de quatre-vingt-cinq ans, qui, seulement dix mois plus tôt, avait perdu pendant plus d'une semaine l'usage de ses facultés mentales, Hindenburg était d'une surprenante lucidité. Il écouta patiemment Hitler exiger une fois de plus la Chancellerie et les pleins pouvoirs. Otto von Meissner, chef de la Chancellerie présidentielle, et Gœring, qui avait accompagné Hitler, étaient les seuls témoins de la conversation, et bien que Meissner ne soit pas une source d'informations

absolument sûre, sa déclaration au Procès de Nuremberg est le seul témoignage oculaire que l'on possède de ce qui suivit. Il faut lui reconnaître un accent de vérité.

Hindenburg répondit qu'en raison de la situation tendue il ne pouvait, en bonne conscience, prendre le risque de transférer le pouvoir du gouvernement à un nouveau parti comme les nationaux-socialistes, qui n'avait pas de majorité et qui était intolérant, bruyant et indiscipliné.

Là-dessus Hindenburg, avec un certain agacement, fit allusion à divers incidents récents : bagarres entre les nazis et la police, actes de violence commis par les partisans d'Hitler contre ceux qui n'étaient pas de leur avis, excès contre les Juifs et autres actes illégaux. Tous ces incidents l'avaient renforcé dans sa conviction qu'il y avait dans le parti de nombreux éléments indisciplinés et indisciplinables... Après une longue discussion, Hindenburg proposa qu'Hitler se déclarât lui-même prêt à collaborer avec les autres partis, notamment avec la droite et avec le centre, et qu'il renonçât à cette exigence d'avoir les pleins pouvoirs. En coopérant avec les autres partis, déclara Hindenburg, il pourrait montrer de quoi il était capable. S'il obtenait des résultats positifs, il ne tarderait pas à acquérir une influence croissante et même dominante, fût-ce dans un gouvernement de coalition.

Hindenburg précisa que ce serait également le meilleur moyen de dissiper la crainte si répandue qu'un gouvernement national socialiste ferait mauvais usage de son pouvoir, supprimerait tous les autres points de vue et éliminerait peu à peu ses adversaires. Hindenburg déclara qu'il était prêt à accepter Hitler et les représentants de son mouvement dans un gouvernement de coalition, dont le dosage précis devait être discuté, mais qu'il ne pouvait prendre la responsabilité de donner à Hitler seul un pouvoir exclusif.. Hitler, cependant, refusa vigoureusement de se mettre dans la situation de négocier avec les chefs des autres partis pour former un gouvernement de coalition.

La discussion n'aboutit donc pas, mais le vieux président, toujours debout, avait eu le temps de haranguer sévèrement le chef nazi. Selon les termes du communiqué officiel publié aussitôt après, Hindenburg « regrettait que Herr Hitler ne s'estimât pas en position de soutenir un gouvernement national désigné avec la confiance du président du Reich,

comme il avait accepté de le faire avant les élections au Reichstag. Aux yeux du vénérable président, Hitler n'avait pas tenu parole, mais qu'il se méfie de l'avenir. Le président, continuait le communiqué, a exhorté Herr Hitler à diriger de façon chevaleresque l'attitude du Parti national socialiste dans l'opposition, et de ne pas oublier sa responsabilité envers l'Allemagne et le peuple Allemand. »

Le communiqué donnant la version Hindenburg de la rencontre et précisant qu'Hitler avait exigé « le contrôle total de l'État » fut publié si rapidement qu'il prit au dépourvu l'appareil de propagande de Goebbels et qu'il fit beaucoup de tort à la cause d'Hitler, non seulement dans l'opinion publique, mais parmi les nazis eux-mêmes. Hitler eut beau répliquer qu'il n'avait pas demandé « le pouvoir absolu », mais seulement la Chancellerie et quelques ministères, on crut généralement les propos de Hindenburg.

Cependant, les troupes d'assaut mobilisées s'énervaient. Hitler convoqua leurs chefs et leur parla le soir même. « C'est une entreprise difficile, nota Goebbels. Qui sait si leurs formations peuvent tenir? Rien n'est plus difficile que d'annoncer à des troupes grisées par la victoire qu'on vient précisément de leur souffler la victoire des mains. » Tard cette nuit-là le petit docteur chercha à se consoler en relisant les lettres de Frédéric Le Grand. Le lendemain, il s'en alla prendre des vacances sur les plages de la Baltique. « Un grand désespoir règne parmi les camarades du parti », écrivit-il. Il refusa de quitter sa chambre, même pour leur parler. « Je ne veux plus entendre parler de politique pendant au moins une semaine. Je ne veux que profiter du soleil, de la lumière, du grand air et du calme. »

Hitler se retira dans l'Obersalzberg pour méditer sur les mêmes

problèmes et envisager l'avenir immédiat. Comme le disait Goebbels, « on vient de manquer la première belle occasion ». Hermann Rauschning, alors chef nazi de Dantzig, trouva le Führer de fort mauvaise humeur dans son nid d'aigle. « IL faut de l'audace », lui dit Hitler, et il se lança dans une grande tirade contre Papen. Mais il n'avait pas perdu espoir. Il parlait parfois comme s'il était déjà chancelier. « Ma tâche est plus difficile que celle de Bismarck, disait-il. Je dois d'abord créer la Nation avant même de m'attaquer aux tâches nationales qui nous attendent. »

Mais, si les nazis étaient anéantis par une dictature militaire sous l'égide de Papen et Schleicher? Hitler demanda brusquement à Rauschning si Dantzig, une ville libre alors sous la protection de la Société des Nations, avait un accord d'extradition avec l'Allemagne. Rauschning ne comprit pas tout de suite, mais il devint évident par la suite qu'Hitler cherchait un endroit qui pourrait lui servir d'asile (10). Dans son journal, Goebbels par le « de bruits selon lesquels le Führer va être arrêté ». Pourtant, même maintenant, après la rebuffade qu'il venait d'essuyer de la part du président du Reich et du gouvernement de Papen et Schleicher, malgré ses craintes de voir le parti déclaré hors-la-loi, il était décidé à ne pas quitter les voies de la « légalité ».

Il ne voulait pas entendre parler des projets de putsch des S.A. A part de brèves périodes de dépression, il demeurait persuadé qu'il atteindrait son but, non pas par la force et sans doute pas en s'acquérant une majorité parlementaire, mais par les moyens qui avaient porté Schleicher et Papen au pouvoir : par des intrigues en coulisse, procédé dont ils n'avaient pas le monopole. Il devait en donner bientôt un exemple. Le 25 août, Goebbels conféra avec Hitler à Berchtesgaden et nota : « Nous

avons pris contact avec le Parti du Centre, ne serait-ce que pour faire pression sur nos adversaires. » Le lendemain, Goebbels était de retour à Berlin, où il constata que Schleicher avait déjà connaissance « de nos prises de contact avec le Centre ». Le jour suivant, il alla voir le général pour en avoir la certitude. Il trouva que Schleicher avait l'air inquiet à l'idée de voir Hitler et le Centre catholique s'unir, car, entre eux, ils avaient la majorité absolue au Reichstag. A propos de Schleicher, Goebbels écrivait : « Je ne sais pas ce qu'il y a chez lui de sincère ou de faux. »

Les contacts avec le Parti du Centre, bien que n'étant jamais conçus, comme le disait Goebbels, pour être plus qu'un moyen de faire pression sur le gouvernement Papen, donnèrent des résultats lors d'un événement comique qui se produisit au Reichstag et qui marqua le commencement de la fin pour le chancelier cavalier. Quand la Chambre se réunit le 30 août, les centristes s'unirent aux nazis pour élire Goering président du Reichstag. Pour la première fois donc un national-socialiste présidait l'assemblée quand le Reichstag se réunit de nouveau le 12 septembre pour commencer ses travaux. Goering voulut profiter de cette occasion.

Le chancelier von Papen avait obtenu par avance du président un décret prononçant la dissolution de la Chambre : l'arrêt de mort du Reichstag avait été signé avant même que la Chambre se réunît. Mais, pour cette séance d'ouverture, il avait oublié de l'apporter. Le chancelier avait au contraire avec lui le texte d'un discours exposant le programme de son gouvernement, après avoir acquis l'assurance qu'un des députés nationalistes, d'accord avec la plupart des autres partis, s'opposerait à un vote sur la motion de censure déposée contre le gouvernement par les communistes. Dans ce cas, l'objection d'un seul des quelque six cents

membres suffisait à faire ajourner le vote.

Quand Ernest Torgler, le leader communiste, proposa sa motion comme amendement à l'ordre du jour, aucun député nationaliste ni autre ne se leva pour protester. Frick finit par demander une suspension de séance d'une demi-heure, au nom des nazis.

« La situation était maintenant sérieuse, déclara Papen dans ses mémoires, et j'avais été pris au dépourvu. » Il envoya en toute hâte un messenger à la Chancellerie pour aller chercher le décret de dissolution.

Hitler cependant conférait avec le groupe parlementaire du parti dans le palais du président du Reichstag, de l'autre côté de la rue. Les nazis étaient dans un cruel dilemme et bien embarrassés. Les nationalistes, leur semblait-il, leur avaient fait un coup fourré en ne demandant pas l'ajournement du vote. Le parti d'Hitler, pour renverser le gouvernement Papen, allait devoir maintenant voter avec les communistes sur une motion communiste. Hitler décida d'avalier la pilule. Il ordonna à ses députés de voter l'amendement communiste et de renverser Papen avant que le chancelier pût dissoudre le Reichstag. Pour parvenir à ce résultat, bien sûr, Goering, en tant que président, allait devoir recourir à quelque subterfuge de procédure parlementaire. L'ancien as de guerre, homme audacieux et aux talents nombreux, comme il devait le prouver par la suite sur une scène plus vaste, se montra à la hauteur des circonstances.

Quand la séance reprit, Papen apparut avec sa fameuse serviette de maroquin rouge qui, selon la tradition, contenait le décret de dissolution qu'il venait de se faire précipitamment apporter. Mais, quand il demanda la parole pour le lire, le président du Reichstag réussit à ne pas le voir, bien que Papen, maintenant tout rouge, fût debout à brandir le document

aux yeux de toute l'assemblée... De toute l'assemblée sauf Goering. Celui-ci tournait d'un autre côté son visage souriant. Il réclama un vote immédiat. Papen, d'après les témoins oculaires, était passé du cramoisi au blanc de rage. Il s'approcha à grands pas de la tribune du président et déposa violemment sur son bureau le décret de dissolution. Goering, sans prêter la moindre attention, ordonna qu'on procédât au vote. Papen, suivi de ses ministres, dont aucun n'était membre du parlement, sortit de la salle. Les députés votèrent : 513 voix contre le gouvernement, 32 pour. Ce fut seulement alors que Goering remarqua le morceau de papier que l'on avait déposé avec une telle fureur sur son bureau. Il en donna lecture à l'assemblée et déclara que, puisque ce document avait été signé par un chancelier déjà renversé par une majorité constitutionnelle, il était sans valeur.

On ne comprit pas tout de suite quels éléments en Allemagne avaient gagné et lesquels avaient perdu à cet incident burlesque. Que ce dandy de Papen eût été tourné en ridicule, cela ne faisait aucun doute; mais il avait toujours été un peu ridicule, même, comme le disait l'ambassadeur François-Poncet, même aux yeux de ses amis. Il était non moins évident que le Reichstag avait démontré que l'écrasante majorité des Allemands était hostile au gouvernement présidentiel choisi par Hindenburg. Mais n'avait-il pas, ce faisant, porté un nouveau coup à la confiance qu'avait le public dans le système parlementaire ? Quant aux nazis, n'avaient-ils pas donné la preuve, une fois de plus, que non seulement ils étaient irresponsables, mais prêts à s'allier même avec les communistes pour parvenir à leurs fins ? En outre, les citoyens n'étaient-ils pas las des élections et les nazis ne couraient-ils pas le risque de perdre des voix dans

les élections qui allaient inévitablement avoir lieu, les quatrièmes depuis le début de l'année? Gregor Strasser et même Frick le pensaient, et ils estimaient qu'un tel recul pourrait se révéler désastreux pour le parti.

Hitler cependant, nota Goebbels ce même soir, « était transporté de joie. Une fois de plus il a pris une décision claire, parfaitement nette ».

Le Reichstag accepta rapidement sa dissolution et l'on décida que de nouvelles élections auraient lieu le 6 novembre. Pour les nazis, cela représentait certaines difficultés. D'abord, comme l'observait Goebbels, la population en avait assez des discours et de la propagande politique. Même les ouvriers inscrits au parti, comme il le reconnaissait dans son journal à la date du 15 octobre, « étaient devenus très nerveux à la suite de ces perpétuelles élections. Ils sont surmenés... » Observait-il. Il y avait aussi des difficultés d'ordre financier. Les milieux d'affaires et de la haute finance se rangeaient derrière Papen, qui leur avait accordé certaines concessions. Ils se méfiaient de plus en plus, comme l'avait signalé Funk, du refus d'Hitler de collaborer avec Hindenburg, ils se méfiaient de ce qui leur semblait son radicalisme croissant et de sa tendance à coopérer même avec les communistes, ainsi que l'avait démontré l'incident du Reichstag. Goebbels le nota dans son journal du 15 octobre : « L'argent est extraordinairement difficile à obtenir. Tous ces messieurs de « propriété et éducation » sont dans le camp du gouvernement. »

Quelques jours avant les élections, les nazis avaient fait cause commune avec les communistes pour organiser une grève des travailleurs des transports à Berlin, grève désavouée par les syndicats et par les socialistes. Cela provoqua un nouvel assèchement des ressources financières en provenance des milieux d'affaires, au moment précis où le

Parti nazi avait le plus besoin de fonds pour mener tambour battant la campagne électorale. Goebbels notait tristement le 1er novembre : « Le manque d'argent est devenu pour nous une maladie chronique. Nous n'en avons pas assez pour vraiment mener une grande campagne. De nombreux milieux bourgeois se sont effrayés de notre participation à la grève. Beaucoup même de nos camarades de parti commencent à avoir des doutes. » Le 5 novembre, à la veille des élections : « Dernière attaque. Tentative désespérée du parti pour éviter la défaite. Nous réussissons à nous procurer dix mille marks à la dernière minute. Ils vont être jetés dans la bataille samedi après-midi. Nous avons fait tout ce qui pouvait être fait. Que le sort maintenant décide. »

Le sort et le corps électoral allemand décidèrent le 6 novembre un certain nombre de choses, dont aucune n'était concluante pour l'avenir de la République vacillante. Les nazis perdirent 2 millions de voix et 34 sièges au Reichstag, ce qui ramena à 196 le nombre de leurs députés. Les communistes 750 000 voix et les sociaux-démocrates en perdirent autant, si bien que le nombre des sièges communistes passa de 89 à 100 et celui des sièges socialistes tomba de 133 à 121. Le Parti national allemand, le seul à avoir soutenu le gouvernement, gagna près d'un million de voix supplémentaires — de toute évidence des voix nazies —, et avait maintenant 52 sièges au lieu de 37. Les nationaux-socialistes avaient beau être encore le premier parti du pays, la perte de 2 millions de voix était un rude coup. Pour la première fois, la grande marée nazie n'avancait plus et alors le parti était loin d'avoir la majorité. La légende de l'invincibilité se brisait : Hitler était dans une position bien plus faible pour discuter qu'il ne l'avait jamais été depuis juillet.

Conscient de cette situation, Papen mit de côté ce qu'il appelle « son antipathie personnelle » pour Hitler et lui écrivit le 13 novembre pour l'inviter à « discuter la situation ». Mais Hitler posa tant de conditions dans sa réponse que Papen abandonna tout espoir de parvenir à une entente avec lui. L'intransigeance du chef nazi ne surprit pas le piètre politicien qu'était le chancelier, mais ce qui l'étonna, par contre, ce fut la nouvelle attitude adoptée par son ami et mentor Schleicher. L'intrigant faiseur de rois était en effet parvenu à la conclusion que, tout comme Brüning avant lui, Papen ne servait plus à rien. De nouveaux plans germaient dans son esprit fertile. Son bon ami Papen devait s'en aller. Il fallait laisser le président totalement libre de traiter avec les partis politiques, et surtout avec le plus important d'entre eux. Il conseilla donc la démission de Papen et, le 17 novembre, Papen et son cabinet démissionnaient. Hindenburg convoqua aussitôt Hitler.

Leur entrevue du 19 novembre fut moins glaciale que celle du 13 août. Cette fois, le Président lui offrit un fauteuil et reçut son visiteur pendant plus d'une heure. Hindenburg offrit à Hitler le choix entre deux possibilités : la Chancellerie s'il pouvait obtenir au Reichstag une majorité suffisante pour un programme défini, ou bien la Vice-Chancellerie sous la direction de Papen dans un autre cabinet présidentiel qui gouvernerait par décrets d'urgence. Hitler revit le président le 21 et échangea également plusieurs lettres avec Meissner. Mais ils ne parvinrent à aucun accord. Hitler ne pouvait obtenir la majorité au parlement. Bien que le Parti du Centre acceptât de le soutenir, à la condition qu'il ne brigât pas la dictature, Hugenberg refusa la collaboration des nationalistes. Hitler renouvela donc son exigence de devenir chancelier d'un gouvernement présidentiel, mais,

cela, le président ne voulait pas le lui accorder. S'il devait y avoir un cabinet gouvernant par décrets, Hindenburg préférerait le voir dirigé par son ami Papen. Comme il le disait dans une lettre envoyée de sa part par Meissner, on ne pouvait confier un poste pareil à Hitler, « car un tel cabinet aboutira nécessairement à la dictature d'un parti... je ne puis prendre la responsabilité de cette situation en mon âme et conscience (11) ».

Le vieux maréchal était meilleur prophète sur le premier point que sur le second. Quant à Hitler, une fois de plus, il avait frappé à la porte de la Chancellerie et ne l'avait vue s'entrouvrir que pour qu'on la lui claquât au visage.

C'était exactement ce à quoi s'attendait Papen et, quand Schleicher et lui allèrent voir Hindenburg le soir du 1er décembre, il était sûr d'être nommé de nouveau chancelier. Il ne se doutait guère des projets de l'intrigant général. Schleicher avait pris contact avec Strasser et avait suggéré que, si les nazis ne voulaient pas participer à un gouvernement Papen, peut-être accepteraient-ils d'entrer dans un cabinet dont il serait lui-même chancelier. On demanda à Hitler de venir à Berlin pour rencontrer le général et, d'après une version à laquelle la presse allemande donna une large publicité et qui fut acceptée ensuite par la plupart des historiens, le Führer prit effectivement à Munich le train de nuit pour Berlin, mais fut arrêté en plein milieu de la nuit par Goering à Gena et emmené à Weimar, pour y rencontrer les principaux leaders nazis.

En fait, la version nazie de cet incident est, chose étonnante, sans doute la plus conforme à la vérité. Le journal de Goebbels rapporte, à la date du 30 novembre, qu'un télégramme fut adressé à Hitler, lui demandant

de gagner de toute urgence Berlin, mais qu'il avait décidé de laisser Schleicher attendre pendant qu'il discutait avec ses camarades à Weimar, où il devait ouvrir la campagne pour les élections de Thuringe. A cette conférence du 1er décembre, à laquelle assistaient les cinq grands du parti, Gœring, Gœbbels, Strasser, Frick et Hitler, on discuta violemment. Strasser, soutenu par Frick, réclamait au moins l'acceptation par les nazis d'un gouvernement Schleicher, bien que lui-même fût d'avis qu'il fallait y participer. Gœring et Gœbbels s'opposèrent violemment à cette position, et Hitler se rangea à leurs côtés.

Le lendemain, Hitler avisa un certain major Ott, que Schleicher lui avait envoyé, de conseiller au général de ne pas accepter la Chancellerie, mais c'était trop tard. Papen ignorait tout des intrigues que Schleicher ourdissait derrière son dos. Au début de l'entrevue du 1er décembre avec le président, il avait avec confiance exposé ses projets d'avenir. Il entendait rester chancelier, gouverner par décrets et laisser le Reichstag désœuvré jusqu'au moment où il pourrait « amender la Constitution ». En fait, Papen voulait des « amendements », qui feraient revenir le pays aux jours de l'Empire et qui restaureraient le règne des classes conservatrices. Devant le tribunal de Nuremberg et dans ses mémoires il reconnut, comme il l'avait fait d'ailleurs devant le maréchal, que ses projets comportaient « une violation de la Constitution actuelle par le président », mais il affirma à Hindenburg qu'« il serait sans doute justifié de placer l'intérêt de la Nation au-dessus de son serment de fidélité à la Constitution », comme, ajouta-t-il, Bismarck l'avait fait jadis « pour le bien de la Patrie (12) ».

A la grande surprise de Papen, Schleicher intervint pour protester. Il joua sur l'évidente répugnance du vieux président à violer son serment de

respecter la Constitution, dans la mesure où cela pouvait être évité, et le général pensait que c'était possible. Il croyait à la possibilité d'un gouvernement qui obtiendrait une majorité au Reichstag, si lui-même était à sa tête. Il était sûr de pouvoir détacher d'Hitler Strasser et au moins 60 députés nazis. A cette fraction nazie il pourrait ajouter les partis bourgeois et les sociaux-démocrates. Il pensait même que les syndicats le soutiendraient.

Hindenburg fut scandalisé d'une telle proposition et, se tournant vers Papen, lui demanda sur-le-champ de procéder à la formation d'un nouveau gouvernement. « Schleicher, dit Papen, parut confondu. » Ils eurent une longue discussion après avoir quitté le président, mais sans pouvoir parvenir à aucun accord. Au moment de se séparer, Schleicher, reprenant les mots fameux de Luther partant pour la fatale Diète de Worms, déclara à Papen : « Petit Moine, vous avez choisi un chemin bien difficile. »

Combien difficile, Papen le découvrit dès le lendemain matin à neuf heures, au cours d'un conseil de cabinet qu'il avait convoqué.

Schleicher se leva (raconte Papen) et déclara qu'il n'y avait aucune possibilité de réaliser les intentions du président. Toute tentative dans ce sens conduirait le pays au chaos. La police et les forces armées ne pouvaient pas garantir que les transports et le ravitaillement seraient assurés dans le cas d'une grève générale, pas plus qu'on ne pourrait maintenir l'ordre et la loi dans le cas d'une guerre civile. L'Etat-major général avait fait une étude là-dessus, et Schleicher avait demandé à son auteur, le major Ott, de se mettre à la disposition du cabinet pour présenter son rapport (13).

Sur quoi, le général fit entrer le major. Si les remarques de Schleicher avaient ébranlé Papen, le rapport présenté à point nommé du major Eugen Ott (qui devait être plus tard ambassadeur d'Hitler à Tokio) l'anéantit. Ott

déclara tout simplement que « la défense des frontières et le maintien de l'ordre contre les efforts conjugués des nazis et des communistes étaient au-dessus des forces à la disposition des gouvernements fédéraux et provinciaux. Il est donc recommandé au gouvernement du Reich de s'abstenir de déclarer l'état d'urgence (14) ».

A la douloureuse surprise de Papen, l'armée allemande qui avait jadis fait faire ses bagages au Kaiser, et qui plus récemment, sur l'instigation de Schleicher, avait éliminé le général Grøener et le chancelier Brüning, lui signifiait maintenant son congé. Il alla aussitôt porter la nouvelle à Hindenburg, dans l'espoir que le président allait destituer Schleicher de son poste de ministre de la Défense et garder Papen comme chancelier; et il formula même tout haut cet espoir.

« Mon cher Papen, répondit le vieux président, vous aurez bien piètre opinion de moi si je change d'avis. Mais je suis trop vieux et j'en ai trop vu pour accepter la responsabilité d'une guerre civile. Notre seul espoir est de laisser Schleicher tenter sa chance. »

« De grosses larmes », jure Papen, roulèrent sur les joues de Hindenburg. Quelques heures plus tard, alors que le chancelier destitué rangeait son bureau, on lui apporta une photographie du président avec la dédicace : *Ich hatt einen Kameraden!* Le lendemain, le président lui expliqua dans une lettre manuscrite combien il avait « le cœur gros » à le relever de ses fonctions et lui réitéra l'assurance que sa confiance en lui « demeurait inébranlée ». C'était vrai, et la suite des événements n'allait pas tarder à le montrer.

Le 2 décembre, Kurt von Schleicher devenait chancelier, il était le premier général à occuper ce poste depuis le général Comte Georg Leo von

Caprivi de Caprara de Montecuccoli, qui avait succédé à Bismarck, en 1890. Les tortueuses intrigues de Schleicher avaient fini par l'amener à la plus haute charge du pays au moment où la crise, qu'il comprenait mal, atteignait son paroxysme; alors que la République de Weimar, qu'il avait tant contribué à saper, s'effondrait déjà; alors que plus personne n'avait confiance en lui, pas même le président, qu'il avait si longtemps manœuvré. Il semblait évident aux yeux de tous, sauf aux siens, que ses jours au pouvoir étaient strictement comptés. Les nazis en étaient sûrs. Le journal de Gœbbels porte à la date du 2 décembre cette note : « Schleicher est nommé chancelier. Il ne durera pas longtemps. »

Papen était de cet avis également. Il souffrait dans sa vanité blessée et brûlait de se venger de son « ami et successeur », comme il l'appelle dans ses mémoires. Pour écarter Papen, Schleicher lui offrit l'ambassade de Paris, mais celui-ci refusa. Le président, raconte Papen, voulait qu'il demeurât à Berlin, « à portée de la main ». C'était l'endroit le plus stratégique pour tisser ses propres intrigues contre le maître intrigant qu'était Schleicher. Papen se mit aussitôt à l'ouvrage. L'année 1932, fertile en incidents de toutes sortes, touchait à sa fin, Berlin n'était que cabales et cabales au sein de cabales. Derrière les intrigues de Papen et de Schleicher, il y avait la coterie du palais présidentiel, où le fils de Hindenburg, Oskar, et son secrétaire d'État, Meissner, régnaient dans l'ombre du trône. Il y en avait une autre à l'Hôtel Kaiserhof, où Hitler et les hommes qui l'entouraient conspiraient non seulement pour parvenir au pouvoir, mais les uns contre les autres. Les fils de l'intrigue ne tardèrent pas à être si emmêlés que, quand vint le nouvel an 1933, personne ne savait plus très bien qui trompait qui. Mais il n'allait pas leur falloir longtemps pour être

fixés.

« Je ne suis resté au pouvoir que cinquante-sept jours, remarqua une fois Schleicher devant l'oreille attentive de l'ambassadeur de France, et chacun de ces jours-là j'ai été trahi cinquante-sept fois. Qu'on ne me parle pas de la « loyauté allemande (15) » ! Sa propre carrière et son comportement avaient assurément fait de lui une autorité sur le sujet. Il inaugura ses fonctions en proposant à Gregor Strasser de devenir vice-chancelier d'Allemagne et Premier ministre de Prusse. N'ayant pu décider Hitler à entrer dans son gouvernement, Schleicher essayait maintenant de provoquer un schisme chez les nazis en appâtant ainsi Strasser.

Il avait quelques raisons de croire qu'il pourrait réussir. Strasser était le Numéro Deux du parti et, parmi les éléments de l'aile gauche du parti, qui croyaient réellement à un socialisme national, il était plus populaire qu'Hitler. En tant que chef de l'organisation du parti, il était en contact direct avec tous les responsables provinciaux et locaux et semblait s'être acquis leur fidélité. Il était aujourd'hui convaincu qu'Hitler avait amené le mouvement dans une impasse. Les partisans les plus radicaux passaient dans le camp communiste. Le parti lui-même était au bord de la faillite financière. En novembre, Fritz Thyssen avait prévenu qu'il ne pourrait plus fournir de contributions au parti. Il n'y avait tout simplement plus de fonds pour payer les milliers de fonctionnaires du parti ni pour entretenir les S.A., qui coûtaient à elles seules 2 millions et demi de marks par semaine.

Les imprimeurs qui publiaient les nombreux organes de la presse

nazie menaçaient d'arrêter les machines si on ne leur payait pas leurs factures en retard. Goebbels avait effleuré ce problème dans son journal à la date du 11 novembre : « La situation financière de l'organisation de Berlin est désespérée. Rien que des dettes. » Et en décembre il regrettait que l'on fût obligé de diminuer les salaires du parti. Pour finir, les élections provinciales de Thuringe, qui avaient eu lieu le 3 décembre, le jour où Schleicher avait convoqué Strasser, révélèrent que les nazis avaient perdu 40 pour 100 de leurs voix. Il était devenu évident, tout au moins aux yeux de Strasser, que les nazis ne parviendraient jamais au pouvoir par le suffrage universel.

Il conseilla donc à Hitler d'abandonner sa politique de « tout ou rien » et de prendre ce qu'il pouvait de pouvoir en entrant dans un gouvernement de coalition avec Schleicher. Sinon, il craignait de voir le parti s'effondrer. Il défendait cette thèse depuis quelques mois, et le journal de Goebbels, du milieu de l'été jusqu'en décembre, abonde de remarques amères concernant « la trahison » de Strasser.

La grande explication eut lieu le 5 décembre, au cours d'une réunion des chefs du parti au *Kaiserhof* à Berlin. Strasser demanda que les nazis acceptent au moins de « tolérer » le gouvernement Schleicher, et il fut soutenu par Frick, qui dirigeait le bloc nazi au Reichstag, dont de nombreux membres craignaient de perdre leur siège et leur salaire de député si Hitler faisait procéder à de nouvelles élections. Goering et Goebbels s'opposèrent vigoureusement à Strasser et gagnèrent Hitler à leur cause. Hitler ne voulait pas « tolérer » le régime de Schleicher, mais il se déclara toujours prêt à « négocier » avec lui. Il désigna toutefois pour cette tâche Goering : il avait déjà eu vent, révèle Goebbels, des entretiens privés

de Strasser avec le chancelier deux jours plus tôt.

Le 7, Hitler et Strasser eurent une conversation au *Kaiserhof* qui dégénéra en violente querelle. Hitler accusa son premier lieutenant d'essayer de le poignarder dans le dos, de le chasser de la direction du parti et de vouloir briser le mouvement nazi. Strasser nia avec énergie, jura qu'il avait été loyal, mais accusa Hitler de conduire le parti à sa perte. Selon toute apparence, il ne formula pas un certain nombre d'autres griefs qu'il nourrissait depuis 1925. Il regagna sa chambre à l'*Hôtel Excelsior*, il les coucha tous par écrit dans une lettre à Hitler, qui se terminait par sa démission de toutes les charges qu'il occupait au sein du parti.

La lettre, qu'Hitler reçut le 8, fit, comme le dit le journal de Gœbbels, « l'effet d'une bombe ». L'atmosphère au *Kaiserhof* était celle d'un cimetière. « Nous sommes tous abattus et déprimés », notait Gœbbels. C'était le coup le plus sévère qu'Hitler eût subi depuis qu'il avait reconstruit le parti en 1925. Maintenant, au seuil du pouvoir, son principal disciple l'abandonnait et menaçait d'anéantir tout ce qu'il avait mis sept ans à bâtir.

Dans la soirée (écrivit Gœbbels), le Führer vient chez nous. Il est difficile d'être joyeux. Nous sommes tous déprimés, surtout en raison du danger que court le parti de s'effondrer, et de voir tous nos efforts n'aboutir à rien... coup de téléphone du docteur Ley. La situation dans le parti s'aggrave d'heure en heure. Le Führer doit regagner immédiatement le *Kaiserhof*.

Gœbbels fut prié de venir le rejoindre là-bas à deux heures du matin. Strasser avait exposé son point de vue aux quotidiens du matin qui venaient de faire leur apparition dans les rues. Gœbbels décrit ainsi la réaction d'Hitler :

Trahison! Trahison! Trahison!

Pendant des heures, le Führer arpente la chambre d'hôtel. Il est amer et profondément blessé par cette fourberie. Il finit par s'arrêter et dit : « Si jamais le parti s'écroule, j'en finirai dans les trois minutes qui suivront avec une balle de revolver. »

Le parti ne s'effondra pas, et Hitler ne se suicida pas. Strasser aurait pu obtenir ce double résultat, qui aurait radicalement modifié le cours de l'Histoire, mais, au moment crucial, ce fut lui qui mit les pouces. Frick, avec la permission d'Hitler, l'avait cherché dans tout Berlin, car on l'avait persuadé qu'une réconciliation s'imposait pour sauver le parti du désastre. Mais Strasser, qui en avait assez de tout cela, était allé prendre un peu de vacances au soleil de l'Italie. Hitler, toujours enchanté quand il décelait une faiblesse chez un adversaire, frappa vite et dur. L'organisation politique que Strasser avait édifiée fut reprise par le Führer lui-même, avec le docteur Ley, gauleiter de Cologne, comme adjoint. Les amis de Strasser furent victimes d'une grande purge et tous les chefs de partis convoqués à Berlin pour signer une nouvelle déclaration de fidélité à Adolf Hitler, ce qu'ils firent.

Le rusé Autrichien s'était, une fois de plus, tiré d'une situation difficile qui aurait fort bien pu se révéler catastrophique. Gregor Strasser, que tant de gens avaient cru être un plus grand homme qu'Hitler, fut bien vite anéanti. « C'est un homme mort », dit de lui Gœbbels dans son journal à la date du 9 décembre. Cela ne devait devenir littéralement exact que deux ans plus tard, lorsque Hitler décida de régler ses comptes.

Le 10 décembre, une semaine après avoir été évincé par le général von Schleicher, Franz von Papen commença à tisser son propre réseau

d'intrigues. Après avoir prononcé ce soir-là un discours au Herrenklip très fermé, et dont les riches membres avaient fourni la plupart des recrues à son éphémère cabinet, il eut un entretien avec le baron Kurt von Schröder, le banquier de Cologne, qui avait fourni des fonds au Parti national socialiste. Il suggéra au financier de s'arranger pour lui faire rencontrer secrètement Hitler. Dans ses mémoires, Papen prétend que c'est Schröder qui fit cette proposition, mais il convient qu'il l'accepta. Par une étrange coïncidence, Wilhelm Keppler, le conseiller économique d'Hitler et l'un de ses représentants dans les milieux d'affaires, faisait de son côté la même proposition de la part du chef nazi.

Les deux hommes, qui quelques semaines plus tôt se heurtaient encore si violemment, se rencontrèrent dans ce qu'ils espéraient être le plus grand secret au domicile de Schröder, à Cologne, le matin du 4 janvier. Papen fut surpris de voir un photographe prendre un cliché de lui à l'entrée, mais il n'y pensa guère jusqu'au lendemain. Hitler était accompagné de Hess, de Himmler et de Keppler, mais il laissa ses lieutenants dans le salon et passa dans le cabinet de Schröder, où il resta enfermé pendant deux heures avec Papen et leur hôte. La conversation commença mal, Hitler se plaignant amèrement de la façon dont Papen avait traité les nazis quand il était chancelier, mais elle parvint bientôt à un point qui devait se révéler décisif pour les deux hommes comme pour leur pays.

C'était un instant crucial pour le chef nazi. Au prix d'un effort surhumain, il avait maintenu l'intégrité du parti après la défection de Strasser. Il avait parcouru le pays en prenant la parole trois ou quatre fois par jour, en exhortant les responsables du parti à se regrouper derrière lui.

Mais l'ardeur des nazis demeurait faible, et les caisses du parti étaient vides. Beaucoup disaient que c'était la fin de l'aventure. Goebbels avait reflété l'opinion générale dans une note de son journal datant de la dernière semaine de l'année : « 1932 nous a apporté une constante malchance... le passé a été difficile, l'avenir s'annonce sombre et peu engageant; tous les espoirs se sont soudain dissipés. »

Hitler n'était donc pas dans une position aussi favorable pour discuter que durant l'été ou l'automne dernier. Mais Papen non plus : il n'était plus chancelier. Dans cette commune adversité, les deux hommes se rencontrèrent. Les conditions dans lesquelles ils se mirent d'accord sont sujettes à controverses. Lors de son procès à Nuremberg et dans ses mémoires, Papen affirma que, toujours loyal envers Schleicher, il se contenta de conseiller à Hitler d'entrer dans le gouvernement du général. Mais, quand on songe au long passé d'intrigues de Papen, à son désir bien naturel de se présenter sous l'éclairage le plus favorable à Nuremberg et dans son livre, et à la suite des événements, il semble certain que le récit bien différent de Schröder, tel qu'il fut révélé à Nuremberg, est le plus conforme à la vérité. Le banquier déclara que ce que proposait Papen, c'était le remplacement du gouvernement Schleicher par un gouvernement Hitler-Papen, dans lequel les deux hommes auraient des pouvoirs égaux. Mais :

Hitler... déclara que, s'il était nommé chancelier, il devrait être le chef du gouvernement, mais que les partisans de Papen pourraient entrer dans son cabinet comme ministres s'ils étaient disposés à le suivre dans la politique de réforme qu'il comptait entreprendre sur divers plans. Ces réformes comprenaient l'élimination des sociaux-démocrates, des communistes et des Juifs des positions de commande en Allemagne et la restauration de l'ordre dans la vie publique. Von Papen et Hitler tombèrent d'accord sur le principe; ils convinrent qu'il faudrait

préciser certains détails et que cela pourrait être fait à Berlin ou dans quelque autre endroit qui semblerait convenir (16).

Et, bien entendu, dans le plus grand secret. Mais, à la consternation de Papen et d'Hitler, les journaux de Berlin sortirent au matin du 5 janvier avec d'énormes manchettes rendant compte de l'entrevue de Cologne, tandis que les éditoriaux dénonçaient la trahison de Schleicher par Papen. L'astucieux général avait placé ses espions avec son flair habituel. L'un d'eux, Papen l'apprit par la suite, était justement ce photographe qui avait pris un cliché au moment où il entra chez Schröder. Indépendamment de son accord avec Papen, Hitler tira de l'entrevue de Cologne deux leçons qui devaient lui être fort précieuses. Il apprit de l'ex-chancelier que Hindenburg n'avait pas donné à Schleicher le pouvoir de dissoudre le Reichstag.

Cela signifiait que les nazis, avec le concours des communistes, pourraient renverser le général quand ils le voudraient. Deuxièmement, il ressortit de cette entrevue que les milieux d'affaires d'Allemagne occidentale étaient disposés à épouser les dettes du Parti nazi. Deux jours après la conférence de Cologne, Goebbels notait « d'agréables progrès dans les développements politiques », mais se plaignait encore de « la mauvaise situation financière ». Dix jours plus tard, le 16 janvier, il constatait que la position financière du parti s'était « du jour au lendemain radicalement améliorée ».

Entre-temps, le chancelier Schleicher — avec un optimisme dont le moins qu'on puisse dire est qu'il était à courte vue — s'employait à établir un gouvernement stable. Le 15 décembre, dans un discours radiodiffusé à la Nation, il supplia ses auditeurs d'oublier qu'il était général et leur assura

qu'il n'était le défenseur « ni du capitalisme ni du socialisme, et que, pour lui, des notions telles qu'économie privée ou économie planifiée n'étaient pas cruciales ». Sa principale tâche, déclara-t-il, était de fournir du travail aux chômeurs et de remettre sur pied l'économie du pays.

Il n'y aurait pas d'augmentation des impôts et pas davantage de diminution de salaires. En fait, il annulait la dernière diminution de salaire et d'allocation-chômage décidée par Papen. Il mettait en outre un terme aux quotas agricoles que Papen avait fixés pour le plus grand bénéfice des gros propriétaires terriens et proposait, à la place, un plan consistant à saisir 320 000 hectares des propriétés des junkers en faillite de l'Est pour les redistribuer à 25 000 familles paysannes. En outre, les prix de denrées aussi essentielles que le charbon et la viande seraient maintenus par un contrôle rigide.

C'était un programme destiné à lui assurer l'appui des masses mêmes auxquelles il s'était jusque-là opposé ou dont il n'avait pas voulu tenir compte, et Schleicher fit suivre cette offre de conversations avec les syndicats, donnant aux dirigeants syndicalistes l'impression qu'il envisageait un avenir dans lequel le travail organisé et l'armée seraient les piliers jumeaux de la Nation. Mais le monde du travail n'allait pas se laisser séduire par un homme dont il se méfiait si profondément et refusa de coopérer.

Les industriels et les grands propriétaires, d'autre part, se dressèrent contre le programme du nouveau chancelier, qui, proclamèrent-ils, n'était rien de moins que du bolchévisme. Les hommes d'affaires étaient consternés de la brusque amitié que Schleicher semblait professer pour les syndicats. Les propriétaires de grands domaines étaient furieux de le voir

réduire la protection agricole et terrifiés à l'idée de le voir démanteler les propriétés en faillite de l'Allemagne de l'Est. Le 12 janvier, le Landbund, l'association des plus gros fermiers, attaqua violemment le gouvernement et ses chefs, dont deux étaient nazis, en appelèrent au président dans leur protestation. Hindenburg, Junker et propriétaire terrien lui-même, demanda des explications à son chancelier.

Pour toute réponse, Schleicher menaça de rendre public un rapport secret du Reichstag sur les prêts consentis par l'Osthilfe (Organisation de secours de l'Allemagne de l'Est), scandale qui, comme tout le monde le savait, pouvait compromettre des centaines des plus vieilles familles junkers, qui s'étaient engraisées grâce aux « prêts » gouvernementaux dans lesquels trempait indirectement le président lui-même, puisque le domaine de Prusse-Orientale qu'on lui avait offert avait fait l'objet d'une donation illégale en faveur de son fils, afin d'éviter les droits de succession.

En dépit des protestations des industriels et des propriétaires, ainsi que de la froideur des syndicats, Schleicher demeurait inexplicablement persuadé que tout allait bien. Le 1er janvier 1933, escorté des membres de son cabinet, il alla rendre visite au vieux président, qui se mit à lui exprimer sa gratitude d'avoir « surmonté les plus graves difficultés et ouvert la voie du redressement ». Le 4 janvier, le jour même où Papen et Hitler conféraient à Cologne, le chancelier ménagea pour Strasser, qui rentrait de ses vacances italiennes, une entrevue avec Hindenburg.

L'ancien Numéro Deux nazi, quand il rencontra quelques jours plus tard le président, exprima son désir d'entrer dans le cabinet Schleicher. Cette décision jeta la consternation dans le camp nazi, qui pour l'instant dressait ses tentes dans le minuscule État de Lippe, où Hitler et ses

principaux lieutenants luttèrent furieusement afin d'obtenir aux élections locales un succès susceptible d'améliorer la position du Führer dans ses marchandages avec Papen. Goebbels raconte l'arrivée de Goering le 13 janvier à minuit, porteur de la mauvaise nouvelle à propos de Strasser, et il évoque la nuit passée par les chefs du parti à discuter, tous étant d'accord que, si Strasser entraînait dans le ministère, ce serait un rude coup pour le parti.

C'était également l'avis de Schleicher et, le 15 janvier, quand Kurt von Schuschnigg, alors ministre de la Justice en Autriche, vint lui rendre visite, il lui assura que Herr Hitler ne constituait plus un problème, que son mouvement avait cessé d'être un danger politique et que toute la question avait été réglée, que c'était maintenant du passé (17).

Mais Strasser n'entra pas dans le cabinet, pas plus que le leader du Parti nationaliste, Hugenberg, qui la veille, le 14, avait assuré Hindenburg de sa participation. Les deux hommes ne tardèrent pas à se tourner vers Hitler. Strasser, pour se voir battre froid, et Hugenberg avec davantage de succès. Le 15 janvier, au moment même où Schleicher se vantait devant Schuschnigg de la fin d'Hitler, les nazis enregistrèrent un succès local aux élections du petit État de Lippe. Ce n'était pas grand-chose. L'ensemble des voix atteignait seulement le total de 90 000, sur lesquelles les nazis en recueillaient 38 000, soit 30 pour 100 en augmentation de quelque 17 pour 100 sur le scrutin précédent. Mais, menés par Goebbels, les dirigeants nazis firent un battage monstre de leur « victoire », et, chose étrange, cette propagande impressionna, semble-t-il, un certain nombre de conservateurs, y compris les hommes de l'entourage de Hindenburg, parmi lesquels se trouvaient le secrétaire d'État Meissner et Oskar, le propre fils

du président.

Dans la soirée du 22 janvier, ces deux messieurs sortirent furtivement du palais présidentiel, sautèrent dans un taxi, comme le raconte Meissner, pour éviter de se faire remarquer et se rendirent à la maison de banlieue d'un nazi jusque-là inconnu, du nom de Joachim von Ribbentrop, lequel était un ami de Papen (ils avaient servi tous les deux sur le front turc pendant la guerre). Ils rencontrèrent là Papen, Hitler, Gœring et Frick. Selon Meissner, Oskar von Hindenburg, jusqu'à cette soirée fatidique, s'était toujours opposé à un accord avec les Nazis. Hitler le savait peut-être; en tout cas, il insista pour avoir avec lui une « conversation entre quatre yeux », et, à la stupéfaction de Meissner, le jeune Hindenburg accepta et se retira avec Hitler dans une autre pièce, où ils restèrent enfermés tous les deux une heure.

Ce qu'Hitler dit au fils du président, qui n'avait pas la réputation d'être un brillant esprit ni une forte personnalité, n'a jamais été révélé. On estimait généralement dans les milieux nazis qu'Hitler avait mêlé les offres et les menaces, ces dernières touchant la révélation du rôle joué par Oskar dans le scandale de l'Osthilfe et dans l'affaire d'évasion fiscale de la succession Hindenburg. On ne peut juger des offres positives que par le fait que, quelques mois plus tard, 2 000 hectares de terre exempts d'impôts vinrent s'ajouter à la propriété de famille des Hindenburg à Neudeck, et qu'en août 1934, Oskar passa du grade de colonel à celui de général de brigade.

Il est indéniable, en tout cas, qu'Hitler fit une forte impression sur le fils du président. « Dans le taxi qui nous ramenait, raconta plus tard Meissner devant le tribunal de Nuremberg, Oskar von Hindenburg

demeurait très silencieux, et la seule remarque qu'il fit ce fut qu'on ne pouvait lutter, que les nazis devaient entrer dans le gouvernement. Il me parut qu'Hitler avait réussi à le faire tomber sous son charme. »

Il ne restait plus à Hitler qu'à charmer aussi le père. C'était évidemment plus difficile, car, quelles que fussent les déficiences mentales du vieux maréchal, l'âge n'avait pas adouci son caractère de granit. C'était plus difficile, mais pas impossible. Papen, avec un acharnement de castor, travaillait chaque jour le vieil homme. Et il était facile de voir que, malgré toute son astuce, Schleicher courait droit à l'abîme. Il n'avait réussi ni à vaincre les nazis, ni à les diviser. Il ne pouvait trouver de soutien auprès des nationalistes, ni du centre, ni de la social-démocratie.

Le 23 janvier donc, Schleicher se rendit chez Hindenburg et reconnut qu'il ne pouvait recueillir de majorité au Reichstag : il demandait la dissolution de l'Assemblée et des pouvoirs d'urgence pour gouverner par décret en vertu de l'article 48 de la Constitution. Selon Meissner, le général demanda aussi « l'élimination provisoire » du Reichstag et avoua franchement qu'il devrait transformer son gouvernement en une « dictature militaire (18) ». Malgré toutes ses tortueuses intrigues, Schleicher se retrouvait au même point que Papen au début de décembre, mais leurs rôles étaient maintenant renversés. A cette époque, c'était Papen qui réclamait des pouvoirs exceptionnels et c'était Schleicher qui s'y était opposé en proposant de constituer lui-même un gouvernement de majorité, avec l'appui des nazis. Aujourd'hui, le général insistait pour obtenir des pouvoirs dictatoriaux, et c'était le rusé renard de Papen qui assurait au maréchal que lui, Papen, pourrait amener Hitler à entrer dans un gouvernement qui aurait une majorité au Reichstag. Tels sont les hauts

et les bas des intrigants !

Hindenburg, rappelant à Schleicher les raisons qu'il avait invoquées le 2 décembre pour renverser Papen, lui annonça qu'elles étaient encore bonnes. Il lui ordonna de reprendre ses consultations afin de trouver une majorité au Reichstag. Schleicher était fini et il le savait. Et tous ceux qui étaient dans le secret le savaient aussi. Goebbels, qui était une des rares personnes à connaître la vérité, nota le lendemain : « Schleicher va tomber d'un moment à l'autre, lui qui en a fait tomber tant d'autres. »

Sa fin arriva officiellement le 28 janvier, jour où il alla remettre au président la démission de son cabinet. « J'ai déjà un pied dans la tombe, et je ne sais pas si je ne regretterai pas ce geste au ciel par la suite », déclara Hindenburg au général déçu. « Après cette trahison, monsieur le maréchal, je ne suis pas sûr que vous alliez au ciel », répliqua Schleicher, qui disparut rapidement après cela de l'histoire d'Allemagne (19).

Le lendemain à midi, Papen se voyait confier par le président une mission d'information sur les possibilités de former un gouvernement présidé par Hitler « dans le cadre de la Constitution ». Une semaine durant, ce petit homme ambitieux avait caressé l'espoir de duper quand même Hitler et de redevenir chancelier d'un gouvernement présidentiel soutenu par Hugenberg. Le 27 janvier, Goebbels notait : « Il est encore possible que Papen soit de nouveau chancelier. » La veille, Schleicher avait envoyé le commandant en chef de l'armée, le général von Hammerstein, pour conseiller au président de ne pas désigner Papen. Dans le réseau d'intrigues qui se tramaient alors à Berlin, Schleicher, à la dernière minute, essayait de faire pencher la balance du côté d'Hitler pour que celui-ci lui succède. Hindenburg assura au commandant en chef qu'il n'avait

aucunement l'intention de désigner « ce caporal autrichien ».

Le lendemain, dimanche 29 janvier, fut une journée cruciale, les conspirateurs jouant leurs dernières cartes et faisant courir dans la capitale les rumeurs les plus alarmantes et les plus contradictoires. Une fois de plus, Schleicher envoya le fidèle Hammerstein pour jeter de l'huile sur le feu. Le chef de l'armée alla trouver Hitler pour lui répéter que Papen pourrait fort bien le laisser tomber et que le chef nazi serait peut-être bien avisé de s'allier avec le chancelier démissionnaire et avec l'armée. Cette offre n'intéressait guère Hitler. Il revint au *Kaiserhof* manger des gâteaux et boire du café avec ses lieutenants et ce fut au cours de ces festivités que Gœring apparut avec la nouvelle que le Führer serait nommé chancelier le lendemain.

Ce soir-là, les chefs nazis célébraient la grande nouvelle au domicile de Goebbels sur la Reichskanzlerplatz, quand un nouvel émissaire de Schleicher arriva porteur de stupéfiantes informations. C'était Werner von Alvensleben, un homme qui avait le goût de la conspiration si fortement ancré que, quand il ne pouvait en trouver une existante, il en inventait. Il annonça aux nazis que Schleicher et Hammerstein avaient mis la garnison de Potsdam sur le pied de guerre et qu'ils s'apprêtaient à emmener le vieux Président dans sa propriété de Neudeck pour établir une dictature militaire. C'était là bien grossir les choses. Peut-être les deux généraux caressaient-ils ce projet, mais il est bien certain qu'ils n'avaient pris aucune décision dans ce sens. Les nazis, toutefois, s'affolèrent. Gœring se précipita aussi vite que le lui permettait sa corpulence pour avertir le président et Papen. Hitler raconta plus tard ce qu'il fit :

« Ma réaction devant ce projet de putsch militaire fut aussitôt de convoquer le

commandant des S.A. de Berlin, le comte Helldorff, et, par lui, d'alerter toutes les S.A. de la ville. Je donnai en même temps la consigne au major Wecke de la police, sur qui je savais pouvoir compter, de préparer la mainmise de six bataillons de policiers sur la Wilhelmstrasse... Je donnai enfin ordre au général von Blomberg (qui avait été désigné comme ministre élu de la Reichswehr) de se mettre immédiatement en route et, dès son arrivée à Berlin, le 30 janvier à huit heures du matin, de se présenter sans délai chez le Vieux pour prêter serment et se trouver ainsi en mesure, en qualité de commandant en chef de la Reichswehr, de réprimer toute tentative éventuelle de coup d'État (20). »

A l'insu de Schleicher et du commandant en chef de l'armée — tout en cette période se faisait à l'insu de quelqu'un — le général von Blomberg avait été rappelé, non pas par Hitler, qui n'était pas encore au pouvoir, mais par Hindenburg et Papen, de Genève où il représentait l'Allemagne à la Conférence du Désarmement, afin de devenir le nouveau ministre de la Défense dans le cabinet Hitler-Papen. C'était un homme qui, comme le dit par la suite Hitler, avait toujours eu la confiance du Führer et qui s'était laissé séduire par son chef d'état-major en Prusse-Orientale, le colonel Walter von Reichenau, un sympathisant nazi avéré. Lorsque Blomberg arriva à Berlin de bonne heure, le 30 janvier, il fut accueilli à la gare par deux officiers porteurs d'ordres contradictoires le concernant.

Un certain major von Kuntzen, adjoint de Hammerstein, le pria de se présenter devant le commandant en chef de l'armée. Le colonel Oskar von Hindenburg, adjoint de son père, intima au malheureux Blomberg l'ordre de se présenter chez le président de la République. Blomberg se rendit chez le président, prêta aussitôt serment comme ministre de la Défense et se trouva ainsi avec les moyens non seulement de réprimer toute tentative de coup de force préparé par l'armée, mais aussi de veiller à ce que les militaires soutiennent le nouveau gouvernement qui allait être nommé dans

quelques heures. Hitler fut toujours reconnaissant à l'armée de l'avoir accepté à ce moment crucial. Peu de temps après, il déclara à un congrès du parti : « Si, à l'heure de la révolution, l'armée ne s'était pas rangée à nos côtés, alors nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui. » C'était une responsabilité qui devait peser lourdement par la suite sur le corps des officiers et qu'ils regretteraient amèrement un jour.

En ce matin d'hiver du 30 janvier 1933, la tragédie de la République de Weimar, cette expérience manquée de quatorze ans, pendant lesquels les Allemands avaient essayé de faire fonctionner la démocratie, s'achevait sur un échec, mais au dernier moment, tandis que le rideau tombait, un incident ridicule se produisit parmi la cohorte disparate des conspirateurs rassemblés pour enterrer le régime républicain. Papen le décrivit plus tard.

Vers dix heures et demie, les membres du futur cabinet se réunirent chez moi et traversèrent le jardin pour se rendre au palais présidentiel, où nous attendîmes dans le bureau de Meissner. Hitler recommença aussitôt à se plaindre de n'avoir pas été nommé commissaire pour la Prusse. Il estimait que cela restreignait grandement son pouvoir. Je lui dis... que l'on pourrait songer à cette nomination pour plus tard. A cela, Hitler répondit que, si ses pouvoirs devaient être ainsi limités, il serait obligé d'insister pour qu'il y eût de nouvelles élections au Reichstag.

Cela créa une situation absolument nouvelle et le débat s'anima. Hugenberg, notamment, était hostile à cette idée, et Hitler essaya de le calmer en déclarant qu'il ne ferait pas de changement dans le cabinet, quels qu'en puissent être les résultats... Il était alors plus de onze heures, heure fixée pour notre rendez-vous avec le président, et Meissner me demanda de mettre un terme à notre discussion, car Hindenburg n'était pas disposé à attendre plus longtemps.

Nous nous étions heurtés si violemment que je craignais de voir notre nouvelle coalition se dissoudre avant même d'être née... On nous introduisit enfin chez le président, et je procédai aux présentations indispensables. Hindenburg prononça une brève allocution sur la nécessité d'une complète coopération dans l'intérêt de la Nation, et nous fit prêter serment. Le cabinet Hitler était formé (21).

Ce fut ainsi, par la petite porte, grâce à de sordides négociations politiques avec les réactionnaires de l'ancienne école qu'il détestait dans son for intérieur; que l'ancien vagabond de Vienne, épave de la première guerre mondiale, le violent révolutionnaire, devint chancelier de la Grande Nation.

Bien sûr, les nationaux-socialistes étaient en minorité au sein du gouvernement; ils ne détenaient que 3 des 11 sièges du cabinet, et, à l'exception de la Chancellerie, ce n'étaient pas des postes-clefs. Frick était ministre de l'Intérieur, mais il ne contrôlait pas la police, comme c'était le cas dans la plupart des pays d'Europe : la police, en Allemagne, était entre les mains de différents États. Le troisième membre nazi du cabinet était Gœring, mais on ne put lui trouver aucun poste précis; il fut nommé ministre sans portefeuille, étant entendu qu'il deviendrait ministre de l'Air dès que l'Allemagne aurait une aviation. On ne remarqua guère la nomination de Gœring au poste de ministre de l'Intérieur de Prusse, charge qui lui donnait le contrôle de la police prussienne : pour le moment, l'attention du public se concentrait sur le cabinet du Reich. Le nom de Gœbbels, à la surprise de beaucoup, n'y figurait pas; pour l'instant, on le laissait tomber.

Les ministères importants allèrent aux conservateurs, qui étaient certains d'avoir muselé les nazis ; Neurath continua comme ministre des Affaires étrangères; Blomberg était ministre de la Défense; Hugenberg prit les ministères combinés de l'Économie et de l'Agriculture; Seltz, le chef du Stahlhelm, fut nommé ministre du Travail; les autres ministères restèrent aux mains « d'experts » sans appartenance politique, que Papen avait

désignés huit mois plus tôt. Papen, pour sa part, était Vice-Chancelier du Reich et Premier ministre de Prusse, et Hindenburg lui avait promis de ne jamais recevoir le chancelier qu'en présence du Vice-Chancelier. Cette position unique, il en était certain, lui permettait de tenir la bride au chef nazi. Mais il y avait plus : ce gouvernement avait été conçu, créé par Papen, et celui-ci était certain qu'avec l'aide de l'inébranlable vieux président, qui était son ami, son admirateur et son protecteur, et avec l'appui éclairé de ses collègues conservateurs, qui l'emportaient en nombre sur les turbulents nazis, à raison de 8 contre 3, il dominerait ce cabinet.

Mais ce politicien superficiel et sans envergure ne connaissait pas Hitler — personne en fait ne le connaissait — et il ne comprenait pas davantage l'importance des forces qui l'avaient hissé au pouvoir. Et ni Papen, ni personne d'autre, à l'exception d'Hitler, n'avait vraiment conscience de l' inexplicable faiblesse, avoisinant maintenant la paralysie, des institutions existantes — armée, églises, syndicats, partis politiques — ou de toute la bourgeoisie non nazie et du prolétariat si bien organisé, dont l'ensemble, comme l'observa tristement Papen beaucoup plus tard, « céderait si bien sans combat ».

Aucune classe, aucun groupe, aucun parti d'Allemagne ne pourrait refuser sa part de responsabilité dans la chute de la République démocratique et l'avènement d'Adolf Hitler. L'erreur majeure des Allemands opposés au nazisme, c'était leur incapacité à faire front contre lui. Au sommet de leur popularité, en juillet 1932, les nationaux-socialistes n'avaient obtenu que 37 pour 100 des voix. Mais les 63 pour 100 de la population allemande qui exprimaient leur opposition à Hitler étaient bien trop divisés et imprévoyants pour s'unir contre un danger commun dont

ils auraient dû se douter qu'il les balaierait à moins qu'ils ne s'unissent, même provisoirement, pour l'éliminer.

Les communistes, à la demande de Moscou, consacraient toutes leurs forces à la tâche stupide de détruire d'abord les sociaux-démocrates, les syndicats socialistes et ce qui existait de force démocratique bourgeoise, selon la théorie infiniment précaire que, bien que cette méthode conduisît à un régime nazi, ce ne serait que provisoire et cela amènerait inévitablement l'effondrement du capitalisme, après quoi les communistes prendraient le pouvoir et instaureraient la dictature du prolétariat. Le fascisme, dans la perspective marxiste-bolchévique, représentait le dernier stade d'un capitalisme agonisant; après cela, le déluge communiste!

Quatorze années de participation politique à la République, quatorze années passées à accepter tous les compromis nécessaires pour maintenir les gouvernements de coalition avaient sapé la force et l'ardeur des sociaux-démocrates, si bien que leur parti n'était plus guère maintenant qu'un organisme de pression opportuniste, décidé à marchander des concessions pour les syndicats, qui constituaient leur principal appui. C'était peut-être vrai, comme le disaient certains socialistes, que la fortune ne leur avait guère souri : les communistes, sans scrupules et sans esprit démocratique, avaient divisé la classe ouvrière ; la crise économique avait porté un nouveau coup aux sociaux-démocrates, affaiblissant les syndicats et faisant perdre au parti le soutien de millions de chômeurs qui, dans leur désespoir, se tournaient soit vers les communistes, soit vers les nazis.

Mais la tragédie des sociaux-démocrates ne pouvait s'expliquer entièrement par la malchance. Ils avaient eu l'occasion de s'emparer de l'Allemagne en novembre 1918 et d'établir un régime fondé sur ce qu'ils

avaient toujours prôné : la social-démocratie. Mais il leur manquait l'esprit de décision. Aujourd'hui, à l'aube de la troisième décennie du siècle, c'était un parti las, défaitiste, dominé par des hommes âgés, pleins de bonnes intentions, mais pour la plupart médiocres. Ils étaient tous fidèles à la République, mais en définitive trop brouillons, trop timides pour prendre les grands risques qui seuls auraient pu la sauver, comme ils l'avaient bien montré par leur incapacité à agir quand Papen dépêcha un peloton de soldats pour détruire le gouvernement constitutionnel de Prusse.

Entre la Gauche et la Droite, il manquait à l'Allemagne une classe moyenne politiquement puissante, qui dans d'autres pays — en France, en Angleterre, aux États-Unis — s'était révélée l'épine dorsale de la démocratie. Dans la première année de la République, les partis bourgeois, les démocrates, le Parti du Peuple, le Centre, avaient accueilli un total de 12 millions de voix, seulement 2 millions de moins que les deux groupes socialistes. Mais, après cela, leurs forces avaient décliné à mesure que leurs supporters rejoignaient Hitler et les nationalistes. En 1919, les démocrates avaient 74 membres au Reichstag; en 1932, ils n'avaient plus que 2 sièges.

Le Parti du Peuple passa de 62 sièges en 1920 à 11 en 1932. Seul le centre catholique garda ses électeurs jusqu'au bout. Dès les premières élections républicaines de 1919, le Centre avait 71 députés au Reichstag, en 1932, il en avait 70. Mais plus encore que les sociaux-démocrates, le Parti du Centre depuis Bismarck avait été essentiellement opportuniste, soutenant tout gouvernement qui faisait des concessions aux intérêts qu'il défendait. Et, bien que le parti semblât fidèle à la République, et disposé à en défendre les principes démocratiques, ses chefs, on l'a vu, négociaient

avec les nazis pour donner à Hitler la Chancellerie avant d'être dépassés par Papen et les nationalistes.

Si la République allemande était dépourvue d'une classe politique aux vues modérées, elle n'avait pas non plus la stabilité qu'apportait dans d'autres pays un parti conservateur authentique. Les nationalistes allemands à leur summum, en 1924, avaient recueilli 6 millions de voix et obtenu 103 sièges au Reichstag, où ils constituaient le second parti par ordre d'importance. Mais alors, comme presque toujours durant le régime de Weimar, ils refusèrent de prendre une position responsable, soit dans le gouvernement, soit dans l'opposition, ne faisant exception que pour participer à deux cabinets éphémères dans les années 20. Ce que voulait la Droite allemande, dont les voix allaient essentiellement aux nationalistes, c'était mettre un terme à la République et revenir à une Allemagne impériale, où tous leurs anciens privilèges leur seraient rendus.

En fait, la République avait traité la Droite, qu'il s'agisse d'individus ou de classes, avec la plus totale générosité et, quand on songeait au but poursuivi par la Droite, avec une exceptionnelle tolérance. La République, on l'a vu, avait permis à l'armée de maintenir un État dans l'État, aux hommes d'affaires et aux banquiers de réaliser d'énormes bénéfices, aux junkers de conserver leurs propriétés déficitaires grâce à des prêts gouvernementaux qui n'étaient jamais remboursés et rarement utilisés pour l'amélioration des terres. Pourtant, cette générosité n'avait acquis à la République ni leur reconnaissance ni leur fidélité. Avec une étroitesse d'esprit et un aveuglement qui, avec le recul du temps, semblent inconcevables à l'auteur de ces lignes, les électeurs de Droite n'avaient cessé de saper les fondations de la République jusqu'au moment où, alliés

à Hitler, ils l'avaient renversée.

Les classes conservatrices crurent avoir trouvé chez cet ancien vagabond autrichien un homme qui, tout en restant leur prisonnier, les aiderait à atteindre leur but. La destruction de la République n'était que la première étape. Ce qu'ils voulaient alors, c'était une Allemagne autoritaire qui, à l'intérieur, mettrait un terme à cette « absurdité » démocratique, ainsi qu'au pouvoir des syndicats, et qui, à l'extérieur, annulerait le verdict de 1918, ferait tomber les chaînes de Versailles, reconstituerait une armée forte et, grâce à sa puissance militaire, redonnerait à la Patrie sa place au soleil. C'étaient également les buts d'Hitler. Et, bien qu'il apportât ce qui avait toujours manqué aux conservateurs, un soutien massif, la Droite était certaine de conserver barre sur lui : n'était-il pas dominé à huit contre trois au sein même du cabinet du Reich? Une telle domination permettrait aussi aux conservateurs, du moins le croyaient-ils, de parvenir à leurs fins sans laisser se déchaîner la barbarie du nazisme sans mélange. Ils se considéraient comme des gens convenables, et qui craignaient Dieu.

L'Empire des Hohenzollern avait été construit sur les triomphes militaires de la Prusse, la République allemande sur la défaite par les Alliés après une grande guerre. Mais le Troisième Reich ne devait rien aux fortunes de la guerre ni à l'influence étrangère. Il débuta en temps de paix et pacifiquement, grâce aux Allemands eux-mêmes, en raison tout à la fois de leur faiblesse et de leur force. Les Allemands s'imposèrent à eux-mêmes la tyrannie nazie. Un grand nombre d'entre eux, peut-être la majorité, ne s'en rendirent pas compte quand à midi, ce 30 janvier 1933, le président Hindenburg, agissant dans le cadre de la Constitution, confia la Chancellerie à Adolf Hitler.

Mais ils ne devaient pas tarder à l'apprendre.

LA NAZIFICATION DE L'ALLEMAGNE : 1933-1934

LA théorie élaborée par Hitler durant ses années de vagabondage à Vienne et qu'il n'avait jamais oubliée — que la route du pouvoir au mouvement révolutionnaire était de s'allier avec quelques-unes des puissantes institutions de l'État — s'était maintenant réalisée dans la pratique à peu près comme il l'avait prévu. Le président, soutenu par l'armée et les conservateurs, l'avait nommé chancelier. Mais son pouvoir politique, quoique grand, n'était pourtant pas complet. Hitler devait le partager avec ces trois sources d'autorité qui l'avaient installé au pouvoir et qui étaient extérieures au Mouvement national socialiste, dont, dans une certaine mesure, elles se méfiaient.

La tâche immédiate d'Hitler était donc de les éliminer rapidement des postes de commande, de faire de son parti le maître exclusif de l'État puis, avec le pouvoir d'un gouvernement autoritaire et sa police, d'accomplir la révolution nazie. Il était au pouvoir depuis moins de vingt-quatre heures quand il fit son premier pas décisif, tendant un piège à ses crédules « gardiens » conservateurs et déclenchant une chaîne d'événements qu'il provoquait ou contrôlait et qui, au bout de six mois, réaliseraient la nazification complète de l'Allemagne et son accession à la dictature d'un Reich, unifié et défédéralisé pour la première fois de l'Histoire allemande.

Cinq heures après avoir prêté serment, à dix-sept heures, le 30 janvier 1933, Hitler tint son premier conseil de cabinet. Le procès-verbal de cette

session, qui fut révélé à Nuremberg parmi les centaines de tonnes de documents secrets capturés, révèle avec quelle rapidité et avec quelle adresse Hitler, aidé par l'habile Gœring, commença à mener en bateau ses collègues conservateurs* (1).

** Ce conseil de cabinet, bien entendu, était privé et, comme la plupart des autres conférences tenues par Hitler et ses conseillers politiques et militaires durant le Troisième Reich, la façon dont il se déroula et les décisions qui furent prises ne furent connues du public que quand les documents allemands capturés furent pour la première fois révélés au cours du procès de Nuremberg.*

Un grand nombre de ces discussions hautement confidentielles et des décisions qui y furent prises — toutes considérées comme secrets d'État — seront désormais mentionnées dans ce livre qui, depuis ce chapitre et jusqu'à la fin, se fonde essentiellement sur les documents qui en firent état à l'époque. Au risque d'encombrer quelque peu les pages avec les numéros correspondant aux notes, ces sources seront indiquées. L'histoire d'aucune autre nation durant une période donnée ne comprend, je crois, une documentation aussi complète que celle du Troisième Reich, et il a paru à l'auteur que ne pas mentionner ces références aurait grandement affaibli la valeur que ce livre peut avoir en tant que document historique.

Hindenburg avait désigné Hitler pour diriger non pas un cabinet présidentiel, mais un gouvernement s'appuyant sur une majorité au Reichstag. Toutefois, les nazis et les nationalistes, les deux seuls partis représentés au gouvernement, n'avaient que 247 sièges sur 583 au parlement et ne possédaient donc pas de majorité. Pour l'obtenir, il leur fallait le soutien du Parti du Centre, qui disposait de 70 sièges. Dans les toutes premières heures d'existence du nouveau gouvernement, Hitler avait dépêché Gœring auprès des leaders centristes, et celui-ci annonçait maintenant au cabinet que le Centre exigeait « certaines concessions ». Gœring proposa donc la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections, ce qu'Hitler approuva.

Hugenberg, un homme stupide malgré sa réussite dans les affaires, ne

voulait pas accepter le Centre dans le gouvernement, mais, d'autre part, il s'opposait à de nouvelles élections, sachant pertinemment que les nazis, avec les ressources de l'État derrière eux, pourraient remporter une majorité absolue et se trouver ainsi en mesure de se dispenser de ses propres services et de ceux de ses amis conservateurs. Il proposa simplement de supprimer le Parti communiste; une fois supprimés ces 100 sièges, les nazis et les nationalistes disposeraient d'une majorité. Mais Hitler ne voulait pas aller si loin pour le moment et l'on convint finalement que le chancelier en personne discuterait avec les leaders du Parti du Centre le lendemain matin et que, si les conversations n'aboutissaient pas, le cabinet demanderait alors de nouvelles élections.

Hitler n'eut aucun mal à empêcher ces conversations d'aboutir. A sa demande, le leader du Centre, Mgr Kaas, soumit comme base de discussion une liste de questions qui équivalaient à demander à Hitler la promesse de gouverner selon la Constitution. Mais Hitler, trompant à la fois Kaas et les membres de son cabinet, déclara à ses ministres que le Centre avait formulé des exigences impossibles et qu'il n'y avait aucune chance de parvenir à un accord. Il proposa donc que l'on demandât au président de dissoudre le Reichstag et de réclamer de nouvelles élections. Hugenberg et Papen étaient pris au piège, mais, après l'assurance solennelle du leader nazi que le cabinet demeurerait inchangé quel que fût le résultat des élections, ils acceptèrent de le soutenir. De nouvelles élections furent donc prévues pour le 5 mars.

Pour la première fois — dans les dernières élections relativement libres que l'Allemagne devait connaître — le Parti nazi pourrait employer toutes les vastes ressources du gouvernement pour gagner des voix.

Göebbels jubilait. « Maintenant, écrivit-il dans son journal à la date du 3 février, ce sera facile de mener le combat, car nous pouvons faire appel à toutes les ressources de l'État. La radio et la presse sont à notre disposition. Nous allons organiser un chef-d'œuvre de propagande. Et cette fois, naturellement, l'argent ne manquera pas (2) ».

Les grands hommes d'affaires, apaisés par les promesses que le nouveau gouvernement allait remettre les travailleurs organisés à leur place et laisser le patronat mener ses affaires comme bon lui semblait, furent priés de fournir des fonds. Ils acceptèrent au cours d'une réunion qui se tint le 20 février au palais du président du Reichstag, où habitait Goering, réunion où le docteur Schacht jouait le rôle d'hôte et où Goering et Hitler exposèrent la situation à une vingtaine de magnats allemands, parmi lesquels Krupp von Bohlen, devenu du jour au lendemain un nazi enthousiaste, Bosch et Schnitzler de l'I.G. Farben et Vöegler, chef de la Vereinigte Stahlwerke. On a conservé le procès-verbal de cette réunion secrète.

Hitler commença par un long discours destiné à apaiser les industriels. « L'entreprise privée, déclara-t-il, ne peut être maintenue à l'âge de la démocratie; elle n'est concevable que si les gens ont une conception saine de l'autorité et de la personnalité... tous les biens que nous possédons en ce monde, nous les devons à la lutte des élus... il ne nous faut pas oublier que tous les bienfaits de la culture doivent être apportés plus ou moins par une main de fer. » Il promit aux hommes d'affaires « d'éliminer les marxistes » et de restaurer la Wehrmacht (ce dernier point intéressait particulièrement des industries comme Krupp, Stahlwerke et I.G. Farben, qui avaient le plus à gagner au réarmement).

« Nous voici maintenant à la veille de la dernière élection », conclut Hitler, et il promit à ses auditeurs que, quel qu'en fût le résultat, il n'y aurait pas de retraite. S'il ne remportait pas la victoire, il resterait au pouvoir « par d'autres moyens... avec d'autres armes ». Goering, s'exprimant avec plus de réalisme, insista sur la nécessité de « sacrifices financiers » qui « seraient certainement plus facilement supportés par l'industrie si celle-ci se rendait compte que les élections du 5 mars seront sûrement les dernières pour les dix années et peut-être même pour les cent années à venir ».

Tout cela était assez clair pour les industriels rassemblés là, et ils répondirent avec enthousiasme à la promesse de voir mettre un terme à ces élections infernales, à la démocratie et au désarmement. Krupp, le roi des munitions, qui, d'après Tissen, avait insisté auprès de Hindenburg le 29 janvier pour qu'il ne désignât pas Hitler, se leva d'un bond et exprima au Chancelier la « gratitude » des hommes d'affaires « pour nous avoir donné une image si claire de la situation ». Le docteur Schacht alors fit passer le plateau. « Je recueillis trois millions de marks », rappela-t-il à Nuremberg (3).

Le 31 janvier 1933, le lendemain du jour où Hitler avait été nommé chancelier, Goebbels nota dans son journal : « Dans une conférence avec le Führer, nous avons jeté les grandes lignes de la lutte armée contre la terreur rouge. Pour l'instant, nous nous abstiendrons de mesures directes. Il faut d'abord que se manifestent les tentatives de révolution bolchévique. Le moment venu, nous frapperons. »

Malgré des provocations de plus en plus nombreuses des autorités nazies, il n'y avait pas signe de révolution communiste ou socialiste éclatant soudain, pendant que se déroulait la campagne électorale. Au

début de février, le gouvernement d'Hitler avait interdit tous les meetings communistes et interdit la presse communiste. Les réunions des sociaux-démocrates étaient soit interdites, soit troublées par les agitateurs des S.A., et les principaux quotidiens socialistes étaient sans cesse suspendus. Même le Parti catholique du Centre n'échappait pas à la terreur nazie. Stegerwald, le chef des syndicats catholiques, fut rossé par les Chemises Brunes, quand il tenta de prendre la parole à un meeting, et Brüning fut obligé de demander la protection de la police pour une autre réunion après que les hommes des S.A. eurent blessé un grand nombre de ses partisans. Au total, 51 anti-nazis furent assassinés durant la campagne électorale, et les nazis prétendirent que 18 des leurs avaient été tués.

La position-clef de Gœring en tant que ministre de l'Intérieur de Prusse commençait maintenant à apparaître. Sans tenir compte des protestations de Papen qui, en tant que premier ministre de Prusse, était censé être au-dessus de lui, Gœring révoqua des centaines de fonctionnaires républicains pour les remplacer par des nazis, pour la plupart officiers de S.A. et de S.S. Il ordonna à la police d'éviter « à tout prix » des heurts avec les S.A., les S.S. et le Stahlhelm, mais, par contre, d'être sans pitié pour tous ceux qui étaient « hostiles à l'État ». Il donna la consigne à la police « de faire usage de ses armes » et déclara que ceux qui n'obéiraient pas seraient punis.

C'était une invitation directe à faire abattre tous les opposants à Hitler par la police d'un État (la Prusse), qui contrôlait les deux tiers de l'Allemagne. Pour être bien sûr qu'on suivrait impitoyablement ses consignes, Gœring créa, le 22 février, une force de police auxiliaire de 50 000 hommes, dont 40 000 provenaient des rangs des S.A. et des S.S. et le

reste du Stahlhelm. La police en Prusse se trouvait ainsi pratiquement entre les mains des tueurs nazis. Il fallait être bien téméraire, après cela, pour demander à une telle « police » protection contre les terroristes nazis.

Et pourtant, malgré cette terreur, la « révolution bolchévique » qu'attendaient Goebbels, Hitler et Goering refusait d'éclater. Si on ne pouvait la provoquer, ne serait-ce pas possible de l'inventer?

Le 24 février, la police de Goering fit une descente à la Karl Liebknecht Haus, le quartier général communiste à Berlin. Les locaux avaient été abandonnés quelques semaines auparavant par les leaders communistes, dont un grand nombre étaient déjà passés dans la clandestinité ou étaient partis discrètement pour la Russie. Mais on avait laissé dans la cave des piles de brochures, et cela suffit pour permettre à Goering d'annoncer dans un communiqué officiel qu'il avait saisi « des documents » prouvant que les communistes étaient sur le point de déclencher la révolution. Le public et même certains des conservateurs du gouvernement accueillirent cette nouvelle avec scepticisme. De toute évidence, il faudrait trouver quelque chose de plus sensationnel pour jeter la panique dans le public avant les élections du 5 mars.

Le soir du 27 février, quatre des hommes les plus puissants d'Allemagne dînaient séparément, deux par deux, à Berlin. Dans le très select *Herrenklub* de la Vosstrasse, le Vice-Chancelier von Papen traitait le président von Hindenburg. Au domicile de Goebbels, le chancelier Hitler était arrivé pour dîner en famille. Selon Goebbels, ils étaient très détendus, écoutaient des disques et racontaient des histoires. « Soudain, raconta-t-il plus tard dans son journal, coup de téléphone du docteur Hanfstaengl : « Le Reichstag brûle ! » Je suis sûr que c'est une blague et je n'en parle même pas au Führer (4). »

Mais les convives du *Herrenklub* étaient juste en face du Reichstag.

Soudain (écrivit plus tard Papen), nous remarquâmes derrière les vitres une lueur rouge, et nous entendîmes des cris dans la rue. Un des serveurs se précipita vers moi et me chuchota : « Le Reichstag est en feu ! » ce que je répétai au président. Il se leva, et de la fenêtre nous pûmes voir la coupole du Reichstag qui semblait illuminée par des projecteurs. De temps en temps, des flammes jaillissaient et un tourbillon de fumée dissimulait les contours du bâtiment (5).

Le Vice-Chancelier ramena le vieux président chez lui dans sa propre voiture et se précipita sur les lieux de l'incendie. Cependant Goebbels, d'après son récit, s'était dit, à la réflexion, que Putzi Hanfstaengl ne lui avait peut-être pas fait de « blague » ; il avait donné quelques coups de téléphone et appris que le Reichstag était en flammes. Quelques secondes plus tard, le Führer et lui fonçaient « à cent à l'heure par la Charlottenburger Chaussée vers le lieu du crime ».

Car c'était un crime, un crime communiste, proclamèrent-ils dès leur arrivée sur les lieux du sinistre. Goering, en nage, hors d'haleine et au comble de l'excitation, était déjà arrivé et clamait au ciel, comme le raconta par la suite Papan, que « c'est un crime communiste contre le nouveau gouvernement ». S'adressant au nouveau chef de la Gestapo, Rudolf Diels, Goering cria : « C'est le commencement de la révolution communiste! Il ne faut pas perdre une minute. Il faut être impitoyable. Tous les chefs communistes doivent être abattus, là où on les trouvera. Il faut cette nuit même pendre haut et court tous les députés communistes (6). »

On ne saura probablement jamais toute la vérité à propos de l'incendie du Reichstag. Presque tous ceux qui la connaissaient sont aujourd'hui morts, la plupart d'entre eux assassinés par Hitler dans les mois qui suivirent. Même à Nuremberg, le mystère ne put être entièrement éclairci, bien que l'on possède assez de preuves pour affirmer avec une quasi-certitude que c'étaient les nazis qui avaient préparé l'incendie et qui l'avaient exécuté à de fins politiques.

Du palais du président du Reichstag, demeure de Goering, un passage souterrain, construit pour faire passer les canalisations de chauffage central, conduisait au bâtiment du Reichstag. Dans la nuit du 27 février, Carl Ernst, ancien chasseur d'hôtel devenu chef des S.A. de Berlin, conduisit par ce souterrain un petit détachement de troupes d'assaut vers les sous-sols du Reichstag, où ils répandirent de l'essence et des produits chimiques s'allumant tout seuls, après quoi ils s'empressèrent de regagner le palais en empruntant le même chemin par lequel ils étaient venus. Au même moment, un communiste hollandais à demi idiot, un maniaque incendiaire, Marinus van der Lubbe, s'était rendu dans le grand bâtiment

plongé dans l'ombre et qu'il ne connaissait pas pour y allumer de son côté de petits incendies. Ce pyromane fut une bénédiction pour les nazis. Il avait été arrêté par les S.A quelques jours plus tôt, après qu'on l'eut entendu se vanter dans un bar d'avoir tenté de mettre le feu à divers bâtiments publics et annoncé qu'il allait s'attaquer ensuite au Reichstag.

La coïncidence qui veut que les nazis aient trouvé un communiste pyromane prêt à faire exactement ce qu'eux-mêmes avaient décidé d'entreprendre peut paraître incroyable, mais les preuves ne manquent pourtant pas à l'appui de cette thèse. Ce sont presque certainement Gœbbels et Gœring qui avaient eu les premiers l'idée de l'incendie. Hans Gisevius, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de Prusse à l'époque, déclara à Nuremberg que « c'était Gœbbels qui, le premier, avait pensé à mettre le feu au Reichstag », et Rudolf Diels, le chef de la Gestapo, ajouta dans une déposition que « Gœring savait exactement comment le feu devait prendre » et qu'il lui avait ordonné « de préparer, avant l'incendie, une liste des gens qui devaient être arrêtés aussitôt après ». Le général Franz Halder, chef de l'État-Major général allemand au début de la seconde guerre mondiale, rappela à Nuremberg comment un jour Gœring s'était vanté de son exploit.

A un déjeuner pour l'anniversaire du Führer en 1942, la conversation vint à rouler sur le bâtiment du Reichstag et sur sa valeur artistique. J'entendis de mes propres oreilles Gœring interrompre la conversation en criant : « Le seul qui connaisse vraiment le Reichstag, c'est moi, parce que j'y ai mis le feu ! » Sur quoi, il se tapa violemment sur les cuisses*.

* Aussi bien au cours de ses interrogatoires que durant le Procès de Nuremberg. Gœring nia jusqu'au bout avoir jamais joué un rôle dans l'incendie du Reichstag.

Van der Lubbe, la chose semble claire, était une dupe des nazis. On l'encouragea à essayer de mettre le feu au Reichstag. Mais c'étaient des troupes d'assaut qui — à son insu, naturellement — devaient faire le plus gros du travail. Il fut même établi au procès qui eut lieu par la suite à Leipzig que le débile mental hollandais ne possédait pas les moyens de mettre si rapidement le feu à un bâtiment aussi vaste. Deux minutes et demie après qu'il y eut pénétré, le feu faisait rage dans le grand hall central. Or, le Hollandais n'avait pour toute mèche que sa chemise. Les principaux foyers d'incendie, d'après le témoignage des experts au procès, avaient été allumés avec de considérables quantités de produits chimiques et d'essence. Il était évident qu'un seul homme n'avait pas pu les apporter dans le bâtiment, pas plus qu'il n'aurait eu la possibilité d'allumer autant de foyers dans autant d'endroits à la fois en si peu de temps.

Van der Lubbe fut arrêté sur-le-champ et Goering, comme il le déclara par la suite au Tribunal, exigea sa pendaison immédiate. Le lendemain, Ernst Torgler, chef de la représentation communiste au parlement, alla se constituer prisonnier à la police, quand il apprit que Goering l'avait impliqué dans cette affaire et, quelques jours plus tard, Georgi Dimitroff, un communiste bulgare, qui devint plus tard Premier ministre de Bulgarie, et deux autres communistes bulgares, Popov et Tanev, furent arrêtés par la police. Leur procès devant la Cour suprême de Leipzig se solda par une sorte de fiasco pour les nazis, et surtout pour Goering, que Dimitroff, qui plaidait lui-même sa cause, amena facilement à se ridiculiser au cours d'une série de mordants contre-interrogatoires. A un moment, d'après le compte rendu d'audience, Goering cria au Bulgare : « Taisez-vous, canaille! »

LE JUGE (*s'adressant à l'officier de police*) : Emmenez-le.

DIMITROFF (*emmené par le policier*) : Vous avez peur de mes questions, monsieur le président ministre?

GÖERING : Attendez d'être sorti de cette salle, canaille!

Torgler et trois Bulgares furent acquittés, mais le leader communiste allemand fut aussitôt placé « sous la protection de la police », et il y resta jusqu'à sa mort durant la seconde guerre mondiale. Van der Lubbe fut déclaré coupable et décapité (7). Le procès, malgré la docilité du Tribunal envers les autorités nazies, attira bien des soupçons sur Göring et sur les nazis, mais il arriva trop tard pour avoir aucun effet pratique. Car Hitler n'avait pas perdu de temps pour exploiter au maximum l'incendie du Reichstag.

Le lendemain de l'incendie, le 28 février, il persuada le président Hindenburg de signer un décret « pour la protection du peuple et de l'État », suspendant les sept sections de la Constitution qui garantissaient les libertés individuelles et civiles. Présenté comme « une mesure défensive contre les actes de violence communiste mettant en péril l'État », le décret stipulait que :

Les restrictions à la liberté personnelle, au droit de la libre expression des opinions, y compris la liberté de la presse; les restrictions sur les droits d'assemblées et d'associations; les violations du secret des communications postales télégraphiques et téléphoniques; les mandats de perquisition, les ordonnances de confiscations aussi bien que de restrictions sur la propriété sont également autorisés au-delà des limites légales autrement prévues.

En outre, le décret autorisait le gouvernement du Reich à prendre complètement en main le pouvoir dans les États de la Fédération quand la

nécessité s'en faisait sentir et prévoyait la peine de mort pour un certain nombre de crimes, y compris « les atteintes graves à la sécurité » par des personnes armées (8).

Ainsi, d'un seul coup, Hitler avait la possibilité non seulement de bâillonner légalement ses adversaires et de les arrêter à son gré, mais, en rendant « officielle » la prétendue menace communiste, de jeter des millions de bourgeois et de paysans dans la panique à l'idée que, s'ils ne votaient pas national socialiste aux élections de la semaine prochaine, les bolchéviques pourraient s'emparer du pouvoir. Quelque quatre mille chefs communistes ainsi qu'un grand nombre de leaders sociaux-démocrates et libéraux furent arrêtés, y compris des membres du Reichstag qui pourtant, d'après la loi, jouissaient de l'immunité parlementaire.

C'était la première expérience qu'avaient les Allemands de la terreur nazie soutenue par le gouvernement. De pleins camions de troupes d'assaut fonçaient à travers les rues dans toute l'Allemagne, et les nazis envahissaient les domiciles, rassemblaient les victimes et les emmenaient au casernement S.A., où ils étaient battus et torturés. On interdit la presse et les réunions politiques communistes ; les quotidiens sociaux-démocrates, de nombreux journaux libéraux furent suspendus, et les meetings des partis démocratiques furent soit interdits, soit interrompus. Seuls les nazis et leurs alliés nationalistes purent faire campagne sans danger.

Avec à leur disposition toutes les ressources des gouvernements national et prussien, avec tout l'argent des grosses affaires dans leur coffre, les nazis menèrent une campagne électorale comme l'Allemagne n'en avait jamais vu. Pour la première fois, la radio d'État apporta les voix d'Hitler,

de Goering et de Goebbels aux quatre coins du pays. Les rues, décorées de drapeaux à croix gammée, retentissaient sous les bottes des troupes d'assaut. Il y avait des réunions de masses, des défilés aux flambeaux, le vacarme des haut-parleurs retentissait sur les places. Les panneaux électoraux étaient recouverts des affiches nazies flamboyantes et, la nuit, des feux de joie illuminaient les collines. Le corps électoral était, tour à tour, bercé par les promesses d'un paradis allemand, intimidé par la terreur brune dans les rues et affolé par les « révélations » à propos d'une « révolution » communiste. Le lendemain de l'incendie du Reichstag, le gouvernement prussien publia un long communiqué déclarant qu'il avait découvert des « documents » communistes prouvant que :

Des bâtiments officiels, des musées, des hôtels particuliers et des usines de première importance devaient être incendiés; des femmes et des enfants devaient être placés au premier rang de groupes terroristes; l'incendie du Reichstag devait être le signal d'une sanglante insurrection et d'une guerre civile;... on a la certitude que la journée d'aujourd'hui devait voir éclater à travers l'Allemagne une flambée de terrorisme contre les individus, contre la propriété privée, contre la vie de la population paisible et marquer aussi le début d'une guerre civile générale.

On promit la publication de « documents prouvant le complot communiste », mais elle n'eut jamais lieu. Le fait pourtant que le gouvernement prussien lui-même se portât garant de leur authenticité impressionna beaucoup d'Allemands.

Les hésitants furent peut-être frappés aussi par les menaces de Goering. A Francfort, le 3 mars, la veille des élections, il s'écria :

Chers compatriotes, les mesures que je compte prendre ne seront pas entravées par des arguties juridiques... Je n'ai pas à me préoccuper de justice; ma mission n'est que de détruire et

d'exterminer, rien de plus!... Bien sûr, j'utiliserai au maximum le pouvoir de l'État et de la police, mes chers communistes, alors n'allez pas tirer de conclusions erronées; mais le combat à mort, au cours duquel mes poings vous serreront le cou, je le mènerai avec ceux qui sont en bas de cette tribune... les Chemises Brunes (9).

On n'entendit pratiquement pas la voix de l'ancien chancelier Brüning, qui prit également la parole ce jour-là, pour affirmer que son Parti du Centre résisterait à toute tentative de violation de la Constitution, pour demander l'ouverture d'une enquête sur l'étrange incendie du Reichstag et pour prier le président Hindenburg « de protéger les opprimés de leurs oppresseurs ». Vain appel ! Le vieux président garda le silence. L'heure était maintenant venue pour le peuple, en plein chaos, de parler.

Le 5 mars 1933, jour des dernières élections démocratiques que l'on devait voir du vivant d'Hitler, le peuple parla. Malgré toute la terreur et toutes les intimidations, la majorité repoussa Hitler. Les nazis l'emportèrent avec 17 217 180 voix — soit une augmentation de quelque 5 500 000 suffrages, — mais cela ne représentait que 44 pour 100 du total des voix. Une majorité nette se dessinait encore contre Hitler. Toutes les persécutions, toutes les interdictions des semaines précédentes n'empêchèrent pas le Parti du Centre d'augmenter en fait ses voix, dont le nombre passa de 4 230 600 à 4 424 900; avec son allié, le Parti catholique du Peuple bavarois, il obtenait un total de 5 500 000 voix. Même les sociaux-démocrates gardèrent leur position de second parti, recueillant 7 181 629 voix, n'en perdant donc que 70 000. Les communistes eurent beau perdre un million de supporters, ils recueillaient encore 4 848 058 suffrages. Les nationalistes, menés par Papen et Hugenberg, furent amèrement déçus de leur propre performance, 3 136 760 voix, à peine 8

pour 100 des suffrages exprimés et un gain de moins de 200 000 voix.

Pourtant, les 52 sièges des nationalistes, ajoutés aux 288 des nazis, donnaient au gouvernement une majorité de 16 voix au Reichstag. C'était assez, peut-être, pour expédier les affaires courantes du gouvernement, mais c'était loin de la majorité des deux tiers dont Hitler avait besoin pour mener à bien un nouveau et audacieux plan visant à établir sa dictature avec le consentement du parlement.

Le plan était d'une simplicité déconcertante et avait l'avantage de dissimuler la prise du pouvoir absolu sous le manteau de la légalité. On demanderait au Reichstag de voter un « décret d'habilitation », conférant au cabinet d'Hitler le pouvoir législatif exclusif pendant quatre ans. En termes plus simples, le parlement allemand serait prié de remettre à Hitler ses fonctions constitutionnelles et de prendre de longues vacances. Mais, comme cela nécessitait un changement de la Constitution, une majorité des deux tiers était nécessaire pour l'approuver.

Comment recueillir cette majorité, ce fut la question à l'ordre du jour du conseil de cabinet qui se réunit le 15 mars 1933 et dont le compte rendu fut publié à Nuremberg (10). Une partie du problème serait résolue par « l'absence » des 81 membres communistes du Reichstag. Goering était persuadé que l'on pourrait facilement régler l'affaire « en interdisant l'accès de la salle à quelques sociaux démocrates ». Hitler était plein de confiance. Après tout, par le décret du 28 février, qu'il avait décidé Hindenburg à signer le lendemain de l'incendie du Reichstag, il pouvait faire arrêter autant de députés de l'opposition qu'il le fallait pour lui assurer sa majorité des deux tiers.

Certaines difficultés se posaient à propos du Centre catholique, qui réclamait des garanties, mais le chancelier était certain que ce parti le suivrait. Hugenberg, le leader nationaliste, qui n'avait aucun désir de placer tout le pouvoir entre les mains d'Hitler, demanda que le président fût autorisé à participer à la préparation des lois élaborées par le cabinet au terme du décret d'habilitation. Le docteur Meissner, secrétaire d'État de la

Chancellerie présidentielle, qui avait déjà lié son avenir à celui des nazis, répondit que « la collaboration du président du Reich ne serait pas nécessaire ». Il avait tout de suite compris qu'Hitler n'avait aucune envie d'avoir les mains liées par le vieux président, comme cela avait été le cas des chanceliers du temps de la République.

Mais Hitler souhaitait, à ce stade, faire un geste grandiose envers le vieux maréchal, envers l'armée, ainsi qu'envers les conservateurs nationalistes, et, ce faisant, lier son régime de révolutionnaire au nom vénérable de Hindenburg et à toutes les gloires militaires du passé prussien. Pour y parvenir, il conçut avec Goebbels, qui, le 13 mars, était devenu ministre de la Propagande, un plan remarquable. Hitler allait ouvrir la séance inaugurale du nouveau Reichstag qu'il se proposait d'anéantir dans l'église de la garnison de Potsdam, le grand autel du prussianisme, qui éveillait chez tant d'Allemands des souvenirs de gloires impériales et de grandeur, car c'était là que reposaient les restes de Frédéric le Grand; c'était là que les rois Hohenzollern avaient suivi les services religieux; c'était là que Hindenburg était pour la première fois venu en pèlerinage en 1866, alors qu'il revenait comme jeune officier de la Garde de la guerre austro-prussienne, guerre qui avait donné à l'Allemagne sa première unification.

La date choisie pour la cérémonie d'ouverture du premier Reichstag du Troisième Reich, le 21 mars, était significative également, car elle tombait l'anniversaire du jour où Bismarck avait ouvert le premier Reichstag du Second Reich en 1871. Tandis que les vieux maréchaux, généraux et amiraux de l'époque impériale se rassemblaient dans leurs uniformes chamarrés sous les voûtes de l'église de la garnison, avec à leur tête l'ancien Kronprinz et le maréchal von Mackensen, revêtus de

l'imposante tenue et du casque des Hussards à tête de mort, les ombres de Frédéric le Grand et du Chancelier de Fer planaient sur l'assemblée.

Hindenburg était visiblement ému et, à un moment de la cérémonie, Goebbels, qui l'avait organisée et qui en dirigeait le reportage radiodiffusé à la Nation, observa — et nota dans son journal — que le vieux maréchal avait les larmes aux yeux. Flanqué d'Hitler, qui semblait mal à l'aise dans sa jaquette de cérémonie, le président, en uniforme de campagne gris avec le grand cordon de l'Aigle noir, et portant dans une main son casque à pointe et dans l'autre son bâton de maréchal, avait lentement descendu la nef, s'était arrêté pour saluer le siège vide du Kaiser Guillaume II dans la galerie impériale, puis devant l'autel avait lu une brève allocution par laquelle il accordait sa bénédiction au nouveau gouvernement d'Hitler.

Puisse le vieil esprit de cet autel fameux imprégner la génération d'aujourd'hui, puisse-t-il nous libérer de l'égoïsme et des querelles de partis pour nous rassembler dans la conscience nationale pour bénir une Allemagne libre et fière, et unie.

La réponse d'Hitler était habilement calculée pour jouer sur les sympathies et pour s'allier la confiance de l'Ancien Régime si brillamment représenté.

Ni le Kaiser, ni le gouvernement, ni la nation n'ont voulu la guerre. C'est seulement l'écroulement de la nation qui a contraint une race affaiblie à accepter, malgré ses convictions les plus sacrées, la responsabilité de cette guerre.

Puis, se tournant vers Hindenburg, qui était assis tout raide sur sa

chaise à quelques pas devant lui :

Par un bouleversement sans précédent dans les dernières semaines, notre honneur national a été restauré et, grâce à votre compréhension, monsieur le maréchal, l'union a été célébrée entre les symboles de l'ancienne grandeur et de la force nouvelle. Nous vous rendons hommage. Une Providence protectrice vous place au-dessus des forces neuves de notre Nation (11).

Hitler, en affectant une profonde humilité envers le président qu'il avait l'intention de dépouiller de son pouvoir politique avant la fin de la semaine, s'approcha de lui, s'inclina très bas devant Hindenburg et lui étreignit la main. Ce fut là, sous les éclairs des lampes à magnésium, et dans le cliquetis des caméras, que Goebbels avait placées avec des microphones aux endroits stratégiques, ce fut là que fut enregistrée pour les yeux et pour les oreilles de la Nation et du Monde la poignée de main solennelle du vieux maréchal allemand et du caporal autrichien, unissant la nouvelle Allemagne avec celle d'autrefois.

« Après l'étonnant serment prononcé par Hitler à Potsdam, écrivit par la suite l'ambassadeur de France qui assistait à la scène, comment de tels hommes — Hindenburg et ses amis, les junkers et les barons monarchistes, Hugenberg et ses nationalistes allemands, les officiers de la Reichswehr — comment pouvaient-ils alors ne pas oublier l'appréhension avec laquelle ils avaient assisté aux premiers excès et aux premiers abus de son Parti? Pouvait-il hésiter maintenant à lui accorder leur entière confiance, à satisfaire à toutes ses demandes, à lui accorder les pleins pouvoirs qu'il réclamait (12)? »

La réponse fut donnée deux jours plus tard, le 23 mars, à l'Opéra Kroll à Berlin, où le Reichstag était réuni. L'assemblée examinait le soi-

disant acte d'Habilitation — la « loi pour soulager la détresse du Reich et du peuple » (*Gesetz zur Behebung der Not von Volk und Reich*), comme on l'appela officiellement. Ses cinq courts paragraphes retiraient au Parlement le pouvoir législatif, y compris le contrôle du budget du Reich, l'approbation des traités avec les États étrangers et l'initiative d'amendement constitutionnel, pour le remettre au cabinet du Reich pour une période de quatre ans. Le décret stipulait, en outre, que les textes de lois promulguées par le cabinet devaient être rédigés par le chancelier et « pouvaient dévier de la Constitution ». Aucune loi ne devait « affecter la position du Reichstag » — c'était sûrement la plaisanterie la plus cruelle — et les pouvoirs du président demeuraient « inchangés (13) ».

Hitler insista sur ces deux derniers points dans un discours d'une discrétion inattendue qu'il fit aux députés réunis dans cette salle à la décoration un peu surchargée, qui s'était longtemps spécialisée dans des opéras un peu légers et dont les travées étaient bordées maintenant d'hommes des troupes d'assaut en chemises brunes, dont les visages de brutes couturés indiquaient qu'on ne tolérerait aucune manifestation d'indocilité de la part des représentants du peuple.

Le gouvernement (promit Hitler) ne fera usage de ces pouvoirs que dans la mesure où ils sont essentiels pour prendre les décisions d'une nécessité vitale. Ni l'existence du Reichstag, ni celle du Reichsrat, ne sont menacées. La position et les droits du président demeurent inchangés... on ne touchera pas à l'existence individuelle des États de la fédération. Les droits des Églises ne seront pas diminués et leurs relations avec l'État ne seront pas modifiées. Le nombre de cas où une nécessité interne, exige d'avoir recours à une pareille loi est en soi limitée.

Le farouche leader nazi semblait très modéré et presque modeste; il

était trop tôt dans la vie du Troisième Reich pour que même les membres de l'opposition connussent pleinement la valeur des promesses d'Hitler. L'un d'eux pourtant, Otto Wells, leader des sociaux-démocrates, dont une douzaine de députés avaient été « retenus » par la police, se leva — parmi les hurlements des troupes d'assaut qui criaient dehors : « Les pleins pouvoirs, ou gare ! » — pour défier le candidat dictateur. Parlant d'une voix calme et avec une grande dignité, Wells déclara que le gouvernement pourrait dépouiller les socialistes de leur pouvoir, mais qu'il ne pourrait jamais les dépouiller de leur honneur.

Nous, sociaux-démocrates allemands, faisons le vœu solennel, en cette heure historique, de défendre les principes d'humanité et de justice, de la liberté et du socialisme. Aucun acte d'habilitation ne peut vous donner le pouvoir de détruire des idées qui sont éternelles et indestructibles.

Furieux, Hitler se leva d'un bond, et l'Assemblée eut alors droit à un échantillon de sa véritable éloquence.

Vous arrivez tard, mais vous voilà quand même ! hurla-t-il... On n'a plus besoin de vous... L'étoile de l'Allemagne se lève et la vôtre se couche. Le glas de votre mort a sonné... je ne veux pas de vos voix. L'Allemagne sera libre, mais sans vous ! (*Tonnerre d'applaudissements.*)

Les sociaux-démocrates, qui portaient une lourde responsabilité dans l'affaiblissement de la République, étaient disposés du moins à ne pas démordre de leurs principes et à se laisser abattre — pour cette fois du moins — sans un ultime geste de défi. Mais il n'en alla pas de même du Parti du Centre, qui jadis avait bravé avec succès le Chancelier de Fer, dans

le Kulturkampf. Mgr Kaas, le chef du parti, avait demandé à Hitler une promesse écrite qu'il respecterait le droit de veto du président. Mais, bien que cette promesse eût été faite avant le vote, elle ne fut jamais tenue. Néanmoins, le chef du Parti du Centre se leva pour annoncer que son parti voterait pour le projet de loi. Brüning demeura silencieux. Le vote eut bientôt lieu : 441 pour et 84 (tous sociaux-démocrates) contre. Les députés nazis se levèrent en criant et en trépignant sur place, puis, entourés des troupes d'assaut, entonnèrent la chanson de *Horst Wessel*, qui allait bientôt prendre place avec le *Deutschland über Alles* comme second hymne national :

Brandissez haut les drapeaux! Serrez les rangs
Les troupes d'assaut marchent d'un pas régulier et tranquille...

C'est ainsi que la démocratie parlementaire finit par être enterrée en Allemagne. A part l'arrestation des communistes et de certains députés sociaux-démocrates, tout cela se passa fort légalement, encore que dans une atmosphère de terreur. Le parlement avait donné son autorité constitutionnelle à Hitler, ce qui équivalait à un suicide, mais son corps subsista dans une sorte d'embaumement jusqu'à la fin même du Troisième Reich, servant de temps en temps de caisse de résonance à quelques-uns des plus violents pronunciamientos d'Hitler, ses membres étant désormais sélectionnés par le Parti nazi, car il ne devait plus y avoir de véritables élections. Ce fut cet acte d'Habilitation seul qui constitua la base légale de la dictature d'Hitler. A dater du 23 mars 1933, Hitler se trouva dictateur du Reich, libéré de toute entrave du parlement et, pratiquement, du vieux président. Bien sûr, il restait beaucoup à faire pour amener l'ensemble de la

Nation et de ses institutions sous la botte nazie, mais, comme nous le verrons, cet objectif aussi allait être atteint avec une stupéfiante rapidité, par la ruse et aussi par des moyens énergiques et brutaux.

« Les bandes des rues, comme le disait Alan Bullock, s'étaient emparées des ressources d'un grand État moderne; la pègre était arrivée au pouvoir. » Mais — comme Hitler ne cessa jamais de le proclamer — « légalement » et avec une majorité écrasante au parlement. Les Allemands n'avaient de reproches à faire qu'à eux-mêmes. L'une après l'autre, les plus puissantes institutions d'Allemagne commencèrent à capituler devant Hitler et à disparaître sans protester de la scène.

Les États qui avaient obstinément conservé leurs pouvoirs séparés à travers l'histoire d'Allemagne furent les premiers à tomber. Le soir du 9 mars, deux semaines avant le vote de l'acte d'Habilitation, le général von Epp, sur l'ordre d'Hitler et de Frick, et avec l'aide de quelques troupes d'assaut, renversa le gouvernement de Bavière et instaura un régime nazi. En moins de huit jours, des commissaires du Reich furent désignés pour prendre le pouvoir dans les autres États, à l'exception de la Prusse, où Goering était déjà solidement en selle. Le 31 mars, Hitler et Frick utilisant pour la première fois l'acte d'Habilitation, promulguèrent une loi décrétant la dissolution des diètes de tous les États à l'exception de la Prusse et ordonnant leur reconstitution sur la basé des suffrages exprimés lors des dernières élections au Reichstag.

Les sièges communistes ne devaient pas être occupés. Mais cette solution ne dura qu'une semaine. Le chancelier, travaillant avec une hâte effrénée, proclama le 7 avril une nouvelle loi nommant des gouverneurs du Reich (*Reichstatthalter*) dans tous les États et leur donnant pouvoir de

nommer et de déposer les gouvernements locaux, de dissoudre les diètes et de nommer et de congédier juges et fonctionnaires. Chacun des nouveaux gouverneurs était un nazi, et ils avaient mission de suivre « la politique générale fixée par le chancelier du Reich ».

Ainsi, quinze jours après avoir obtenu les pleins pouvoirs du Reichstag, Hitler était parvenu à ce que ni Bismarck, ni Guillaume II, ni la République de Weimar n'avaient jamais osé : il avait aboli les pouvoirs séparés des États et les avait assujettis à l'autorité centrale du Reich, qui était entre ses mains. Il avait, pour la première fois dans l'histoire allemande, véritablement unifié le Reich en supprimant son traditionnel caractère fédéral. Le 30 janvier 1934, premier anniversaire de sa nomination au poste de chancelier, Hitler allait terminer officiellement cette tâche grâce à une loi pour la reconstruction du Reich. « Les assemblées populaires » des États étaient abolies, les pouvoirs souverains des États étaient transférés au Reich, tous les gouvernements des États étaient placés sous l'autorité du gouvernement du Reich et les gouverneurs des États dépendaient désormais de l'administration du ministre du Reich de l'Intérieur (14). Comme l'expliquait ledit ministre, Frick : « Les gouvernements des États ne sont plus désormais que des corps administratifs du Reich. »

Le préambule à la loi du 30 janvier 1934 proclamait « qu'elle était promulguée avec l'approbation unanime du Reichstag ». C'était vrai, car, à cette époque, tous les partis politiques d'Allemagne, à l'exception des nazis, avaient été rapidement éliminés.

On ne peut pas dire qu'ils succombèrent en combattant. Le 19 mai 1933, les sociaux-démocrates — ceux du moins qui n'étaient ni en prison

ni en exil — votèrent tous comme un seul homme au Reichstag pour approuver la politique étrangère d'Hitler. Neuf jours plus tôt, la police de Goering avait saisi les bâtiments et les journaux du parti et confisqué ses biens. Néanmoins, les socialistes essayaient encore d'apaiser Hitler. Ils dénoncèrent leurs camarades réfugiés à l'étranger qui attaquaient le Führer. Le 19 juin, ils élurent un nouveau comité du parti, mais trois jours plus tard Frick mit un terme à leur tentative de compromis en prononçant la dissolution du Parti social démocrate comme « subversif et hostile à l'État ». Paul Lobe, le leader survivant, et plusieurs membres de son parti au Reichstag furent arrêtés. Les communistes, bien entendu, avaient déjà été anéantis.

Il ne restait plus que les partis bourgeois, mais pas pour longtemps. Le Parti catholique du Peuple bavarois, dont le gouvernement avait été évincé par le coup de force nazi du 9 mars, annonça sa propre dissolution le 4 juillet, et son allié, le Parti du Centre, qui avait si vigoureusement lutté contre Bismarck et qui avait été un des remparts de la République, suivit cet exemple le lendemain, laissant l'Allemagne, pour la première fois dans l'ère moderne, sans parti politique catholique — ce qui ne découragea pas pour autant le Vatican de signer un Concordat avec le gouvernement de Hitler quinze jours plus tard. Le vieux parti de Stresemann, le Parti du Peuple, fit hara-kiri le 4 juillet, les démocrates (*Staats-partei*) en avaient déjà fait autant une semaine plus tôt.

Et qu'advenait-il donc de l'associé d'Hitler au gouvernement, le Parti national allemand, sans le support duquel l'ancien caporal autrichien n'aurait jamais pu parvenir légalement au pouvoir? Malgré ses liens étroits avec Hindenburg, l'armée, les junkers et les grosses affaires, malgré ce que

lui devait également Hitler, il suivit le même chemin que tous les autres partis et avec la même docilité. Le 21 juin, la police et les troupes d'assaut s'emparèrent de ses bureaux dans tout le pays, et, le 29 juin, Hugenberg, le bouillant chef de parti, qui avait aidé Hitler à parvenir à la Chancellerie encore six mois plus tôt, démissionna du gouvernement, et ses lieutenants décidèrent « volontairement » la dissolution du parti.

Le Parti nazi demeurait seul et, le 14 juillet, une loi décréta :

« Le Parti national socialiste des Travailleurs allemands constitue le seul parti politique d'Allemagne.

« Quiconque entreprend de maintenir la structure d'un autre parti politique ou de former un autre parti politique sera puni d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de travaux forcés ou de six mois à trois ans de prison, si le crime n'est pas passible d'un châtiment plus grave aux termes d'autres règlements (15). »

On était arrivé à l'État totalitaire à parti unique, sans avoir pratiquement rencontré d'opposition, et cela quatre mois après que le Reichstag eut abdiqué ses responsabilités démocratiques. Les syndicats libres, qui, comme on l'a vu, avaient jadis fait échec au putsch fasciste de Kapp en déclarant tout simplement une grève générale, furent liquidés tout aussi facilement que les partis politiques et que les États — mais non sans qu'on leur eût toutefois joué un tour pendable. Depuis un demi-siècle, le 1er mai était traditionnellement jour de la fête du Travail pour les ouvriers allemands et européens.

Pour calmer les travailleurs et leurs chefs avant de frapper, le gouvernement nazi proclama le 1er mai 1933 jour de Fête Nationale, le nomma officiellement « Jour du Travail National » et se prépara à le célébrer comme on ne l'avait encore jamais fait. Les leaders syndicalistes se

laissèrent prendre à cette étonnante manifestation d'amitié des nazis envers la classe ouvrière et s'empressèrent de prêter leur concours au gouvernement et au parti pour faire de cette journée un triomphe. Des chefs syndicalistes furent acheminés par avion à Berlin de tous les coins d'Allemagne, des milliers de bannières furent déployées, acclamant la solidarité du régime nazi avec les travailleurs, et, à Tempelhof, Goebbels se prépara à organiser la plus grande démonstration de masse que l'Allemagne eût jamais vue.

Avant ce meeting monstre, Hitler en personne reçut les délégués des ouvriers, en déclarant : « Vous verrez combien est inique et injuste l'affirmation selon laquelle la révolution est dirigée contre les travailleurs allemands. Tout au contraire. » Plus tard, dans le discours qu'il prononça devant plus de 100 000 travailleurs sur le terrain de Tempelhof, Hitler lança la formule : « Honneur au travail et respect aux travailleurs ! » et promit que le 1er mai serait célébré en l'honneur du travail allemand « au long des siècles ».

Tard ce soir-là, Goebbels, après avoir décrit dans sa prose la plus délirante l'enthousiasme des travailleurs pour cette fête du 1er mai qu'il avait si brillamment organisée, ajouta dans son journal une phrase curieuse : « Demain, nous occuperons les immeubles des syndicats. Il y aura peu de résistance (16)*. »

* *Un document, révélé à Nuremberg, montre que les nazis prévoyaient depuis quelque temps la destruction des syndicats. Un ordre secret daté du 21 avril, et signé par le docteur Ley, contenait des instructions détaillées pour « coordonner » les syndicats le 2 mai. Les S.A. et les S.S. devaient procéder à « l'occupation des immeubles des syndicats » et « emmener sous la protection de la police » tous les chefs syndicalistes. On devait saisir les fonds des syndicats (17). Les syndicats chrétiens (catholiques) ne furent pas molestés le 2 mai. Leur tour vint le 24 juin.*

C'est ce qui se passa. Le 2 mai, les sièges des syndicats dans tout le pays furent occupés, les fonds des syndicats confisqués, les organisations dissoutes et les chefs arrêtés. Nombre d'entre eux furent rossés et acheminés vers les camps de concentration. Theodor Leipart et Peter Grassmann, les deux présidents de la confédération des syndicats, avaient ouvertement prêté serment de collaborer avec le régime nazi. Malgré cela, ils furent arrêtés. « Les Leipart et Grassmann, déclara le docteur Robert Ley, chef du parti à Cologne, à qui Hitler avait confié la tâche de mettre la main sur les syndicats et d'organiser le Front du Travail allemand, peuvent hypocritement proclamer autant qu'ils veulent leur dévouement au Führer, mais il vaut mieux qu'ils soient en prison. » Et c'est là qu'on les mit.

Tout d'abord, Hitler, aussi bien que Ley, s'efforça d'assurer aux travailleurs que leurs droits seraient protégés. Ley déclara dans sa première proclamation : « Travailleurs! Vos institutions sont sacrées pour nous autres nationaux-socialistes. Je suis moi-même le fils d'un pauvre paysan et je comprends la pauvreté... je sais comment le capitalisme anonyme vous exploite. Travailleurs! Je vous le jure, non seulement nous maintiendrons tout ce qui existe, mais nous étendrons encore la protection et les droits des travailleurs. »

Trois semaines plus tard, on put voir ce que valait une autre promesse nazie, lorsque Hitler promulgua une loi mettant un terme aux conventions collectives et décrétant que désormais « des conseillers du travail », désignés par lui, « régleraient les contrats de travail » et assureraient « la paix sociale (18) ». Comme la décision de ces conseillers devait avoir force de loi, ce décret, en fait, rendait les grèves illégales. Ley

promit « de rendre son autorité absolue au chef naturel d'une usine, c'est-à-dire au patron... seul le patron peut décider. De nombreux patrons ont dû pendant des années compter avec « le maître de la maison ». Maintenant, les voilà redevenus « les maîtres de la maison ».

Pour l'instant, le patronat était satisfait. Les dons généreux que tant de patrons avaient faits au Parti national socialiste des Travailleurs allemands se révélaient rentables. Toutefois, pour que les affaires puissent prospérer, une certaine stabilité de la société est indispensable et, durant tout ce printemps et ce début d'été, la loi et l'ordre s'effondraient en Allemagne, tandis que des bandes de Chemises Brunes déchaînées parcouraient les rues, arrêtant, rossant et parfois tuant qui bon leur semblait, tandis que la police assistait à ces scènes de violence sans même lever une matraque.

La terreur dans les rues ne provenait pas de l'effondrement de l'autorité de l'État, comme cela avait été le cas dans la révolution française, mais au contraire elle avait lieu avec l'encouragement et souvent sur l'ordre de l'État, dont l'autorité en Allemagne n'avait jamais été plus grande ni plus concentrée. Les juges vivaient dans l'intimidation; ils craignaient pour leur vie s'ils accusaient et condamnaient un homme des troupes d'assaut, même pour un meurtre commis de sang-froid. Hitler était maintenant la loi, comme le disait Goering, et, en mai et en juin 1933, le Führer déclarait encore que « la révolution nationale socialiste n'a pas encore achevé son cours » et « elle ne triomphera que si l'on éduque un nouveau peuple allemand ».

En langage nazi : « éduquer » signifiait « intimider » jusqu'à un point où tous accepteraient docilement la dictature nazie et sa barbarie. Aux

yeux d'Hitler, comme il l'avait publiquement déclaré mille fois, les Juifs n'étaient pas des Allemands, et, bien qu'il ne les exterminât pas tout de suite (quelques-uns seulement — quelques milliers — furent dépouillés, battus ou tués durant les premiers mois), il promulgua des lois leur interdisant l'accès du fonctionnariat, des universités et des professions libérales. Et, le 1er avril 1933, il proclama un boycott national des magasins juifs.

Les hommes d'affaires, qui avaient vu avec tant d'enthousiasme l'écrasement de ces gênants syndicats, constataient maintenant que les nazis de l'aile gauche, ceux qui croyaient véritablement au socialisme du parti, s'efforçaient de s'emparer des associations du patronat, de détruire les grands magasins et de nationaliser l'industrie. Des milliers de nazis déchaînés firent des descentes dans les entreprises qui n'avaient pas soutenu Hitler, menaçant, dans certains cas, d'en faire décréter la saisie et, dans d'autres cas, exigeant des emplois bien rémunérés à la direction. Le docteur Gottfried Feder, un charlatan de l'économie, insistait maintenant pour que l'on réalisât le programme du parti : nationalisation des grandes affaires, partage des bénéfices, abolition des revenus ne correspondant pas à un salaire et « de l'esclavage de l'intérêt ». Comme si ce n'était pas assez pour effrayer les hommes d'affaires, Walther Darré, qui venait d'être nommé ministre de l'Agriculture, terrifia les banquiers en promettant une grosse réduction dans les dettes des fermiers et un abaissement du taux d'intérêt sur ce qu'ils devaient encore atteignant 2 %.

Pourquoi pas? Au milieu de l'été 1933, Hitler était le maître de l'Allemagne. Il pouvait maintenant mettre en œuvre son programme. Papen, malgré toute sa ruse, était resté sur le sable, et tous les calculs qu'il

avait pu faire avec Hugenberg et les autres défenseurs de l'ordre ancien, qui s'imaginaient que leur majorité de 8 à 3 dans le cabinet contre les nazis leur permettrait de contrôler Hitler et même de l'utiliser pour leur politique conservatrice, tous ses calculs s'étaient trouvés déjoués. Lui-même avait été évincé de son poste de premier ministre de Prusse et remplacé par Goering. Papen restait vice-chancelier dans le cabinet du Reich, mais, comme il l'avoua tristement par la suite, « cette position se révéla anormale ». Hugenberg, l'apôtre des affaires et de la finance, était parti, son parti dissous. Goebbels, le troisième homme du Parti nazi, était entré dans le cabinet le 13 mars en qualité de ministre de la Propagande et de la Culture populaire. Darré, considéré comme un « radical », comme Goebbels, était ministre de l'Agriculture.

Le docteur Hans Luther, président conservateur de la Reichsbank, poste-clef du système économique allemand fut congédié par Hitler et expédié à Washington comme ambassadeur. Le 17 mars 1933, le séillant docteur Schacht, ancien directeur de la Reichsbank et partisan dévoué d'Hitler, qui avait vu « la vérité et la nécessité » du nazisme, vint le remplacer. Personne dans toute l'Allemagne ne serait plus utile à Hitler pour édifier la force économique du Troisième Reich et pour poursuivre son réarmement en vue de la seconde guerre mondiale que Schacht, qui devint par la suite ministre de l'Économie et plénipotentiaire général pour l'économie de guerre. Il est vrai que, peu après le début de la seconde guerre mondiale, il se tourna contre son idole, finit par donner sa démission, ou bien fut relevé de toutes ses fonctions et rejoignit même les rangs de ceux qui conspiraient pour assassiner Hitler. Mais il était alors trop tard pour changer le cours du chef nazi auquel il avait si longtemps

accordé son dévouement et prêté son prestige et ses incontestables talents.

Hitler avait conquis l'Allemagne avec la plus grande facilité, mais un certain nombre de problèmes se posaient encore quand survint l'été de 1933. Il y en avait au moins cinq principaux : prévenir une seconde révolution; régler les relations difficiles entre les S.A. et l'armée; tirer le pays de son marasme économique et trouver du travail pour les 6 millions de chômeurs; obtenir l'égalité d'armement pour l'Allemagne à la Conférence du Désarmement à Genève et accélérer le réarmement secret du Reich, qui avait commencé durant les dernières années de la République; décider enfin qui succéderait à Hindenburg quand il mourrait.

Ce fut Röhm, le chef des S.A., qui inventa la formule « la seconde révolution » et qui insista pour qu'on l'effectuât. Il avait l'approbation de Goebbels, qui écrivit dans son journal à la date du 18 avril 1933 : « Tout le monde parle d'une seconde révolution qui doit se produire. Cela signifie que la première révolution n'est pas terminée. Nous allons maintenant régler nos comptes avec la Reaktion. La révolution ne doit pas s'arrêter (19). »

Les nazis avaient détruit la Gauche, mais la Droite demeurait : les grosses affaires et la finance, l'aristocratie, les propriétaires junkers, et les généraux prussiens qui tenaient serrées les rênes de l'armée. Röhm, Goebbels et les autres « radicaux » du mouvement voulaient les liquider à leur tour. Röhm, dont les troupes d'assaut comptaient maintenant quelque 2 millions d'hommes — vingt fois autant que les effectifs de l'Armée — sonna l'alarme en juin :

Une victoire sur la route de la révolution allemande a été remportée... les S.A. et les S.S., qui

portent la grande responsabilité d'avoir mis en marche la révolution allemande, ne permettront pas qu'elle soit trahie à mi-chemin... Si les Philistins croient que la révolution nationale a duré trop longtemps... le moment est venu pour la révolution nationale de venir à son terme et de devenir une révolution nationale socialiste... nous continuerons notre combat... avec eux ou sans eux. Et, s'il le faut, contre eux... nous sommes les garants incorruptibles de l'accomplissement de la révolution allemande (20).

Et, en outre, il ajouta dans un discours : « Il y a encore des hommes occupant aujourd'hui des positions officielles qui n'ont pas la moindre idée de l'esprit de la révolution. Nous nous débarrasserons d'eux sans pitié s'ils osent mettre en pratique leurs idées réactionnaires. »

Mais Hitler avait des idées tout autres. Pour lui, les slogans socialistes-nazis n'avaient été que de la pure propagande, des moyens de s'acquérir les masses pour son accession au pouvoir. Maintenant qu'il avait le pouvoir, ces slogans ne l'intéressaient plus. Il lui fallait du temps pour consolider sa position et celle du pays. Pour le moment du moins, c'était la Droite — les milieux d'affaires, l'armée, le président — qu'il fallait apaiser. Il n'avait pas l'intention de conduire l'Allemagne à la faillite et de risquer ainsi l'existence même de son régime. Il ne devait pas y avoir de seconde révolution.

Il l'expliqua clairement aux chefs S.A. et S.S. eux-mêmes dans un discours qu'il leur fit le 1er juillet. Ce dont l'Allemagne avait besoin maintenant, déclara-t-il, c'était d'ordre. « Je réprimerai toute tentative de troubler l'ordre existant aussi impitoyablement que je materai la soi-disant seconde révolution qui ne mènerait qu'au chaos. » Il répéta son avertissement aux gouverneurs d'États nazis réunis à la Chancellerie le 6 juillet :

La Révolution n'est pas un état permanent, et on ne doit pas la laisser prendre ce développement. Le flux de la révolution doit être guidé dans le canal sans danger de l'évolution... Nous ne devons donc pas congédier un homme d'affaires s'il est un bon homme d'affaires, même s'il n'est pas encore un national-socialiste, et surtout pas si le national-socialiste qui doit prendre la place ne connaît rien aux affaires. Dans ce domaine, le seul critère doit être la compétence...

L'Histoire ne nous jugera pas d'après le nombre d'économistes que nous aurons écartés ou emprisonnés, mais selon que nous aurons réussi ou non à procurer du travail aux chômeurs... Les points de notre programme ne nous obligent pas à nous conduire comme des imbéciles et à tout bouleverser, mais à réaliser soigneusement et prudemment nos projets. A la longue, notre pouvoir politique sera d'autant plus sûr que nous aurons mieux réussi à lui donner un soutien économique. Les gouverneurs d'États doivent veiller à ce qu'aucune organisation du parti n'assume les fonctions du gouvernement, ne procède à des révocations ou à des nominations, ce pourquoi le gouvernement du Reich — et en ce qui concerne les affaires le ministre de l'Economie du Reich — est seul compétent (21).

On n'avait jamais fait de déclaration plus autorisée pour affirmer que la révolution nazie était politique et non pas économique. A l'appui de ses paroles, Hitler évinça un certain nombre de « radicaux » nazis, qui avaient essayé de prendre en main le contrôle des associations du patronat. Il restaura Krupp von Bohlen et Fritz Thyssen aux postes de commande qu'ils occupaient dans ces associations, prononça la dissolution de La Ligue de Combat des Petits Boutiquiers, qui gênaient les grands magasins, et, à la place de Hugenberg, nomma le docteur Karl Schmitt ministre de l'Économie. Schmitt était le plus orthodoxe des hommes d'affaires, directeur général de l'Alliance, la plus importante des compagnies d'assurances d'Allemagne. Schmitt n'hésita guère à mettre fin aux projets des nationaux-socialistes qui avaient eu la naïveté de prendre le programme du parti au sérieux.

La déception fut immense parmi les humbles militants et

particulièrement dans les rangs des troupes d'assaut (S.A.). La majeure partie de ces hommes venait de l'armée déguenillée et famélique où s'étaient coudoyés chômeurs, petits-bourgeois ruinés et ratés professionnels. Devenus anticapitalistes à la suite de leur terrible expérience, ils croyaient que cette révolution, arrachée au prix de tant de batailles de rues, leur apporterait un beau butin et de bonnes places, dans les affaires privées ou au service du gouvernement. Voilà que leurs espoirs, après les excès et le délire du printemps, se trouvaient sévèrement douchés! C'étaient les anciens du mouvement, membres du parti ou non, qui allaient accaparer les bonnes places et contrôler la distribution des nouveaux emplois. Toutefois, cette évolution inattendue n'était pas l'unique raison de l'agitation qui s'étendait dans les S.A.

La vieille querelle opposant Hitler à Röhm sur la position et les objectifs des S.A. s'était brusquement ranimée. Dès les débuts du mouvement, Hitler avait déclaré que les S.A. devaient constituer une force politique et non militaire : ils devaient fournir la violence physique, la terreur, qui allait permettre au parti de se frayer sa route vers le pouvoir. Pour Röhm, les S.A. représentaient non seulement l'épine dorsale de la révolution nationale socialiste, mais aussi le noyau de la future armée révolutionnaire, qui serait pour Hitler ce qu'avaient été les armées de la Révolution Française pour Napoléon. Il était temps de balayer enfin les généraux prussiens — ces réactionnaires, ces vieux gâteux, comme il les appelait — et de constituer enfin une armée vraiment révolutionnaire, une armée populaire, commandée par lui-même et ses lieutenants, bagarreurs coriaces qui avaient déjà conquis les rues et places des villes allemandes.

Rien ne pouvait être plus éloigné des conceptions d'Hitler. Il se

rendait compte, plus clairement que Röhm ou que n'importe quel autre nazi, qu'il n'aurait pas pu parvenir au pouvoir sans l'appui, ou du moins sans la tolérance des généraux de l'Armée, et que, pour le moment du moins, il avait besoin, s'il entendait demeurer à la barre, de leur appui constant, puisqu'ils détenaient encore le pouvoir de l'écarter si l'envie les en prenait. Hitler pressentait aussi qu'il aurait besoin personnellement du loyalisme de l'armée au moment crucial, qui ne pouvait être bien éloigné, où Hindenburg, le commandant en chef, ce vieillard de quatre-vingt-six ans, passerait de vie à trépas.

En outre, le chef nazi était certain que seul le corps des officiers, avec toutes ses traditions martiales et ses talents guerriers, serait capable de réaliser son rêve de bâtir en peu de temps une force armée solide et disciplinée. Les S.A. n'étaient qu'une bande, assez bonne pour le combat de rue, mais qui ne valait rien en tant qu'armée moderne. D'ailleurs, les S.A. avaient joué leur rôle, et il s'agissait maintenant de les évincer avec doigté. Les opinions d'Hitler et de Röhm étaient inconciliables et, de l'été de 1933 au 30 juin de l'année suivante, une lutte véritablement à mort devait se livrer entre ces deux vétérans du Mouvement nazi qui étaient en même temps des amis intimes. (Ernst Röhm était le seul homme qu'Hitler tutoyait.)

Röhm exprima le profond sentiment de déception qui régnait dans les rangs des troupes d'assaut lorsqu'il prit la parole devant 15 000 officiers de S.A. au Sportpalast de Berlin, le 5 novembre 1933. « On entend souvent dire... que les S.A. ont perdu toute raison d'existence » déclara-t-il, en ajoutant qu'il n'en était rien. Mais Hitler refusait de se laisser convaincre. « Les relations entre les S.A. et l'armée, avait-il affirmé

à Bad Godesberg, le 19 août, doivent être du même ordre que celles qui concernent la direction politique. » Et le 23 septembre, à Nuremberg, il s'exprima encore plus clairement :

Il nous faut en ce jour nous souvenir tout particulièrement du rôle joué par notre armée, car nous savons tous pertinemment que si, du temps de notre révolution, l'armée ne s'était pas rangée à nos côtés, nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui. Nous pouvons assurer à l'armée que nous ne l'oublierons jamais, que nous voyons en elle l'héritière des traditions de notre glorieuse armée d'autrefois et que, de tout notre cœur et de toutes nos forces, nous soutiendrons l'esprit de cette armée.

Peu de temps auparavant, Hitler avait secrètement donné aux forces armées des assurances qui avaient amené dans son camp un grand nombre d'officiers supérieurs. Le 2 février 1933, trois jours après avoir pris le pouvoir, il avait prononcé un discours de deux heures devant les principaux généraux et amiraux au domicile du général von Hammerstein, commandant en chef de l'armée. L'amiral Erich Raeder révéla à Nuremberg la teneur de cette première entrevue du chancelier nazi avec le corps des officiers (22). Hitler, dit-il, dissipa parmi l'élite militaire la crainte de voir les forces armées appelées à prendre part à une guerre civile et il promit à l'armée et à la marine qu'elles pouvaient désormais se consacrer sans arrière-pensée à la grande tâche de réarmer rapidement la nouvelle Allemagne. L'amiral Raeder reconnut qu'il était ravi à l'idée que l'Allemagne allait avoir une nouvelle marine, et le général von Blomberg, dont la nomination précipitée au poste de ministre de la Défense, le 30 janvier 1933, avait étouffé toute tentation de la part de l'armée de se révolter contre l'accession d'Hitler à la Chancellerie, déclara par la suite dans ses mémoires inédits que le Führer ouvrit « un champ d'activités qui révélait

de grandes perspectives pour l'avenir ».

Pour augmenter encore l'enthousiasme des chefs militaires, Hitler créa, dès le 4 avril, le Conseil de défense du Reich pour accélérer un nouveau programme de réarmement secret. Trois mois plus tard, le 20 juillet, le chancelier promulgua une nouvelle loi sur l'armée, supprimant la juridiction des tribunaux civils sur les militaires, ainsi que la représentation élue des simples soldats, rétablissant ainsi le corps des officiers dans ses anciennes prérogatives militaires. Un bon nombre de généraux et d'amiraux commencèrent à considérer la révolution nazie sous un jour différent et plus favorable.

Pour calmer Röhm, Hitler le nomma — ainsi que Rudolf Hess, le chef-adjoint du parti — membre de son cabinet, le 1er décembre, et, le 1er janvier 1934, il adressa au chef des S.A. une lettre de vœux cordiale et chaleureuse. Tout en répétant que « l'armée doit assurer la protection de la Nation contre le monde au-delà de nos frontières », il reconnaissait que « la tâche des S.A. est d'assurer la victoire de la révolution nationale socialiste et l'existence de l'État national socialiste », et que le succès des S.A. avait été « essentiellement dû » à Röhm. La lettre se terminait ainsi :

A la fin de cette première année de la révolution nationale socialiste, je me sens donc le devoir de te remercier, mon cher Ernst Röhm, des services impérissables que tu as rendus au Mouvement national socialiste et au peuple allemand, et de t'assurer combien je suis reconnaissant au destin de pouvoir appeler des hommes tels que toi mes amis et mes camarades de combat.

Avec ma sincère amitié et toute ma reconnaissance,
ton Adolf HITLER (23).

Cette lettre, dans laquelle Hitler employait le tu familier, fut publiée

dans le principal quotidien nazi, le *Völkischer Beobachter* du 2 janvier 1934 et contribua beaucoup à apaiser sur le moment les sentiments de rancœur qui se manifestaient dans les rangs des S.A. Dans l'atmosphère de bons sentiments qui était de mise à l'occasion des vacances de Noël et du Nouvel An, la rivalité entre les S.A. et l'armée ainsi que les récriminations des radicaux nazis qui réclamaient « la seconde révolution » se trouvèrent momentanément mises en sourdine.

« Ce n'était pas une victoire, car les ennemis faisaient défaut », écrit Oswald Spengler, observant avec quelle facilité Hitler avait conquis et nazifié l'Allemagne en 1933. « Cette prise du pouvoir, écrit, au début de l'année 1933, l'auteur du *Déclin de l'Occident*, c'est avec appréhension que je la vois célébrée chaque jour avec fracas. Il vaudrait mieux réserver cela pour un jour de succès réels et définitifs, c'est-à-dire sur le plan étranger. Il n'y a pas d'autres vrais succès (24). »

Le philosophe historien, qui, pour une brève période, fut l'idole des nazis jusqu'à ce que s'opérât un désenchantement mutuel, avait tort de s'impatiser. Hitler devait conquérir l'Allemagne avant de pouvoir se lancer à la conquête du monde. Mais, une fois ses adversaires allemands éliminés — quand ils ne s'étaient pas éliminés tout seuls — il ne tarda pas à s'attaquer à ce qui l'avait toujours intéressé le plus : les affaires étrangères.

On aurait difficilement pu imaginer pire que la position de l'Allemagne dans le monde au printemps 1933. Le Troisième Reich était isolé sur le plan diplomatique et impuissant sur le plan militaire. Le monde entier avait été révolté par les excès nazis, et particulièrement par la persécution des Juifs. Les voisins de l'Allemagne, notamment la France et la Pologne, étaient hostiles et méfiants et, dès mars 1933, à la suite d'une manifestation militaire à Dantzig, le maréchal Pilsudski expliquait aux Français combien une guerre préventive franco-polonaise contre l'Allemagne pourrait être souhaitable.

Même Mussolini, malgré ses gestes de bon accueil envers une

seconde puissance fasciste, n'avait en fait guère manifesté d'enthousiasme à voir Hitler arriver au pouvoir. Le Führer d'un pays potentiellement beaucoup plus fort que l'Italie risquait de porter bientôt ombrage au Duce. Un Reich pan-allemand aurait des desseins sur l'Autriche et les Balkans, où le dictateur italien avait déjà formulé des revendications. L'hostilité envers l'Allemagne nazie de l'Union Soviétique, qui avait été l'unique amie de l'Allemagne républicaine depuis 1921, était évidente. Le Troisième Reich était bel et bien sans amis dans un monde hostile. Et il était désarmé, ou relativement, par rapport à ses voisins puissamment armés.

La stratégie et la tactique immédiate de la politique étrangère d'Hitler lui furent donc dictées par les dures réalités que représentait la position de l'Allemagne, faible et isolée. Mais, par une ironie du sort, cette situation lui fournissait également des buts naturels qui correspondaient aux désirs les plus profonds du Führer et à ceux de la vaste majorité du peuple allemand : se débarrasser des chaînes de Versailles sans provoquer de sanctions, réarmer sans risquer la guerre. Ce serait seulement quand il serait parvenu à ces deux buts à courts termes qu'il aurait la liberté et la puissance militaire de mener à bien la diplomatie à long terme dont il avait exposé les buts et les méthodes avec une telle franchise et une telle abondance de détails dans *Mein Kampf*.

La première chose à faire était manifestement de confondre les adversaires de l'Allemagne en Europe en prêchant le désarmement et la paix et de guetter un point faible dans leur armure collective. Le 17 mai 1933, Hitler prononça devant le Reichstag son « discours de paix », un des plus grands de sa carrière, un des chefs-d'œuvre de propagande mensongère, qui toucha profondément le peuple allemand en l'unifiant

derrière lui et qui fit une impression profonde et favorable sur le monde extérieur. La veille, le président Roosevelt avait adressé un vibrant message aux chefs d'États de 44 nations, exposant les projets et les espoirs des États-Unis en ce qui concernait le désarmement et la paix, et demandant l'abolition de toutes les armes offensives : bombardiers, tanks et artillerie lourde mobile. Hitler fut prompt à répondre à la proposition du président et à en tirer le meilleur parti.

La proposition du président Roosevelt, dont j'ai eu connaissance hier soir, mérite les plus chauds remerciements du gouvernement allemand. Celui-ci est disposé à donner son accord à ce moyen de surmonter la crise internationale... La proposition du président est un rayon de réconfort pour tous ceux qui souhaitent collaborer au maintien de la paix... L'Allemagne est absolument prête à renoncer à toute arme offensive si les nations armées, de leur côté, détruisent leurs stocks d'armes offensives... L'Allemagne serait également parfaitement disposée à démobiliser toutes ses forces militaires et à détruire la petite quantité d'armes qui lui reste, à condition que les pays voisins en fassent autant... L'Allemagne est prête à signer tout pacte solennel de non-agression, car elle ne songe pas à attaquer, mais seulement à acquérir la sécurité.

Il y avait bien d'autres choses dans ce discours, dont la modération et les accents pacifistes surprirent agréablement un monde mal à l'aise. L'Allemagne ne voulait pas la guerre. La guerre était « une folie sans limite ». Elle « causerait l'effondrement de l'ordre social et politique actuel ». L'Allemagne nazie n'avait aucun désir de « germaniser » d'autres peuples. « La mentalité du siècle dernier, qui conduisit des gens à penser qu'ils feraient des Allemands de Polonais et de Français nous est étrangère... les Français, les Polonais et les autres peuples sont nos voisins, et nous savons qu'aucun événement historiquement concevable ne peut modifier cette réalité. »

Il y avait un seul avertissement. L'Allemagne réclamait l'égalité de traitement avec les autres nations, notamment sur le plan des armements. Si cette demande n'était pas satisfaite, l'Allemagne préférerait se retirer aussi bien de la Conférence du Désarmement que de la Société des Nations.

Cette mise en garde fut oubliée au milieu de la satisfaction générale avec laquelle le monde occidental accueillit les paroles aussi raisonnables qu'inattendues d'Hitler. Le *Times*, de Londres, convint que la demande formulée par Hitler d'être traité sur le même pied que les autres pays était « irréfutable ». Le *Daily Herald*, de Londres, organe officiel du Parti travailliste, exigeait que l'on prît Hitler au mot. L'hebdomadaire conservateur *Spectator*, de Londres, concluait qu'Hitler avait tendu la main à Roosevelt et que ce geste apportait un nouvel espoir à un monde tourmenté. A Washington, le porte-parole du président déclara à l'agence officielle d'informations allemandes : « Le président a été enthousiasmé par la façon dont Hitler a accepté ses propositions. »

L'ardent dictateur nazi n'avait formulé aucune menace brutale, comme tant de gens s'y attendaient, mais s'était montré, au contraire, tout douceur et tout lumière. Le monde était enchanté. Et, au Reichstag, même les députés socialistes, ceux qui n'étaient pas en prison ni en exil, votèrent tous pour que l'assemblée approuvât à l'unanimité la déclaration de politique étrangère d'Hitler.

Mais l'avertissement d'Hitler n'était pas paroles en l'air et, quand il apparut, au début d'octobre, que les Alliés demandaient huit ans pour ramener leur armement au niveau de celui de l'Allemagne, il annonça brutalement, le 14 octobre, que, puisqu'on lui refusait l'égalité des droits

avec les autres puissances de Genève, l'Allemagne se retirait immédiatement de la Conférence du Désarmement et de la Société des Nations. Il prit en même temps trois autres mesures : il prononça la dissolution du Reichstag, déclara qu'il soumettrait sa décision de quitter Genève à un plébiscite national et ordonna au général von Blomberg, le ministre de la Défense, de donner aux forces armées des directives secrètes pour résister à une attaque armée si la Société des Nations en venait à prendre des sanctions (25).

Cette action précipitée révéla le peu de fondement du discours conciliant qu'Hitler avait prononcé au printemps. Ce fut le premier risque pris ouvertement par Hitler en matière de politique étrangère. Cela signifiait que, désormais, l'Allemagne nazie entendait se réarmer au mépris de tout accord de désarmement et du Traité de Versailles. C'était un risque calculé — lui aussi, le premier d'une longue série — et les directives secrètes de Blomberg à l'armée et à la marine, qui furent révélées à Nuremberg, montrent que non seulement Hitler prenait le risque de sanctions possibles, mais que la position de l'Allemagne aurait été désespérée si celles-ci avaient été prises*.

** Quelques mois auparavant, le 11 mai. Lord Hailsham, le secrétaire d'État britannique à la Guerre, avait déclaré publiquement que toute tentative faite par l'Allemagne pour réarmer serait considérée comme une violation du Traité de Paix et entraînerait des sanctions conformément au traité. On estimait en Allemagne que ces sanctions prendraient la forme d'une invasion armée.*

A l'Ouest, contre la France, et à l'Est, contre la Pologne et la Tchécoslovaquie, ces directives précisaient les lignes de défense que les armées allemandes avaient pour consigne de « tenir le plus longtemps possible ». Il est évident, d'après les ordres de Blomberg, que les généraux

allemands en tout cas ne nourrissaient aucune illusion sur la possibilité pour le Reich de tenir ces lignes.

Ce fut donc la première de nombreuses crises s'étendant sur une période de trois ans — jusqu'au jour où les Allemands réoccupèrent la rive gauche du Rhin démilitarisée en 1936 — période durant laquelle les Alliés auraient pu décréter des sanctions, non pas parce qu'Hitler avait quitté la Conférence du Désarmement et la Société des Nations, mais en raison des violations des clauses du Traité de Versailles concernant le désarmement, dont l'Allemagne s'était rendue coupable depuis au moins deux ans, avant donc l'arrivée d'Hitler. Les Alliés, à cette époque, auraient pu facilement écraser l'Allemagne, c'est là une certitude, et une telle action aurait signifié la fin du Troisième Reich l'année même de sa naissance.

Mais une partie du génie du petit caporal autrichien tenait à ce que pendant longtemps il connut les dispositions de ses adversaires étrangers avec une exactitude aussi extraordinaire qu'il avait su jauger les forces de ses adversaires à l'intérieur. Dans cette crise, comme dans celles, plus graves, qui devaient se succéder rapidement jusqu'en 1939, les Nations Alliées victorieuses ne prirent aucune décision, étant trop divisées, trop endormies, trop aveugles pour comprendre la nature et le sens de ce qui s'édifiait de l'autre côté du Rhin. Les calculs d'Hitler, en l'occurrence, étaient éminemment sains, comme ils l'avaient été et comme ils devaient l'être en ce qui concernait son propre peuple.

Il savait parfaitement ce que le peuple allemand répondrait à l'occasion du plébiscite qu'il fixa — ainsi que de nouvelles élections au Reichstag d'un parti unique, le Parti nazi — à la date du 12 novembre 1933, le lendemain de l'anniversaire de l'armistice de 1918, journée sombre qui éveillait encore

de tristes souvenirs dans les mémoires allemandes.

« Veuillez, dit-il lors d'un meeting électoral à Breslau, le 4 novembre, veuillez à ce que ce jour soit marqué plus tard dans l'histoire de notre peuple comme un jour de salut et que l'on dise : un 11 novembre, le peuple allemand a perdu son honneur; quinze ans plus tard vint un 12 novembre où le peuple allemand se rendit son honneur. » A la veille du scrutin, le 11 novembre, le vénérable Hindenburg vint apporter son appui dans une allocution radiodiffusée au pays ; « Montrez demain votre ferme unité nationale et votre solidarité avec le gouvernement. Soutenez avec moi et avec le chancelier du Reich le principe de l'égalité des droits et de la paix dans l'honneur, et montrez au monde que nous nous sommes relevés et qu'avec l'aide de Dieu nous maintiendrons l'unité allemande! »

La réponse du peuple allemand, après quinze ans d'amertume et de ressentiment contre les conséquences d'une guerre perdue, fut presque unanime. 96 pour 100 des électeurs inscrits votèrent et 95 pour 100 de ceux-ci approuvèrent la décision prise par l'Allemagne de se retirer de Genève. Les voix recueillies par la liste nazie unique pour le Reichstag (comprenant Hugenberg et une demi-douzaine d'autres non nazis) obtint 92 pour 100 des suffrages. Même au camp de concentration de Dachau, 2 154 sur 2 242 détenus votèrent pour le gouvernement qui les avait incarcérés! Il est vrai que, dans de nombreuses communautés, des menaces furent formulées contre ceux qui s'abstiendraient ou qui voteraient mal; et, dans certains cas, on craignait que quiconque votait contre le régime pût être reconnu et châtié. Même avec ces réserves, le scrutin, dont le dépouillement en tout cas fut honnête, constituait une victoire écrasante pour Adolf Hitler. Sans aucun doute, en défiant comme il l'avait fait le

monde extérieur, il avait gagné l'appui sans réserve du peuple allemand.

Trois jours après le plébiscite et les élections, Hitler convoqua le nouvel ambassadeur de Pologne, Josef Lipski. A la fin de leur entretien, un communiqué commun fut publié, qui stupéfia non seulement le public allemand, mais le reste du monde. Les gouvernements polonais et allemand étaient d'accord « pour discuter des questions concernant les deux pays au moyen de négociations directes et pour renoncer à tout usage de la force dans leurs relations pour la consolidation de la paix en Europe ».

Plus encore que la France, la Pologne était aux yeux des Allemands l'ennemie haïe et méprisée. Pour les Allemands, le crime le plus haïssable des auteurs du Traité de Versailles avait été de séparer la Prusse-Orientale du Reich par le corridor polonais, de faire de Dantzig une ville libre et de donner aux Polonais la province de Posen et une partie de la Silésie qui, malgré sa population polonaise prédominante, avait été territoire allemand depuis le temps du partage de la Pologne. Aucun homme d'État allemand durant la république n'avait voulu considérer les acquisitions polonaises comme permanentes.

Stresemann avait refusé même d'envisager un acte de Locarno oriental avec la Pologne pour faire pendant à l'accord de Locarno concernant les frontières occidentales. Et le général von Seeckt, père de la Reichswehr et arbitre de la politique étrangère dans les premières années de la république, avait déclaré au gouvernement dès 1922 : « L'existence de la Pologne est intolérable, incompatible avec les conditions essentielles de la vie de l'Allemagne. La Pologne, affirmait-il, doit disparaître et disparaîtra. Sa suppression de la carte de l'Europe, ajoutait-il, doit être un des buts fondamentaux de la politique allemande... avec la disparition de la Pologne

s'écroulera l'un des plus solides piliers du Traité de Versailles, l'hégémonie de la France (26). »

Avant que la Pologne pût être supprimée, Hitler le comprit, elle devait être séparée de son alliée, la France. La politique dans laquelle il se lançait maintenant présentait plusieurs avantages immédiats, indépendamment du résultat final. En renonçant à l'usage de la force contre la Pologne, il pouvait renforcer sa propagande pour la paix et dissiper les soupçons éveillés en Europe occidentale et orientale par son départ précipité de Genève. En incitant les Polonais à entamer des négociations directes, il pouvait court-circuiter la Société des Nations et affaiblir ainsi son autorité. Et il pouvait non seulement frapper un coup à la conception de « sécurité collective » de la Société, mais saper également les alliances françaises en Europe orientale, dont la Pologne était le bastion. Le peuple allemand, avec sa haine traditionnelle des Polonais, ne comprendrait peut-être pas, mais, pour Hitler, un des avantages de la dictature sur la démocratie était qu'une politique impopulaire qui promettait des résultats significatifs en fin de compte pouvait être poursuivie momentanément sans remous intérieurs.

Le 26 janvier 1934, quatre jours avant qu'Hitler convoquât le Reichstag pour le premier anniversaire de son accession au pouvoir, on annonça la signature d'un pacte de non-agression de dix ans entre l'Allemagne et la Pologne. Désormais, la Pologne, qui sous la dictature du maréchal Pilsudski était en train de faire disparaître les derniers vestiges de la démocratie parlementaire, commença peu à peu à se détacher de la France, sa protectrice depuis sa renaissance en 1919, pour se rapprocher de plus en plus de l'Allemagne nazie. C'était une route qui devait la mener

à sa destruction bien avant l'expiration du traité « d'amitié et de non-agression ».

Quand Hitler prit la parole devant le Reichstag le 30 janvier 1934, il pouvait, en regardant derrière lui, voir une année de réalisations sans précédents dans l'histoire allemande. En douze mois, il avait renversé la République de Weimar, remplacé la démocratie par sa dictature personnelle, détruit tous les partis politiques sauf le sien, écrasé les gouvernements des États et leurs parlements, unifié et défédéralisé le Reich, anéanti les syndicats, supprimé toutes les associations démocratiques, chassé les Juifs de la vie publique et des professions libérales, aboli la liberté de la presse et la liberté d'expression, étouffé l'indépendance des tribunaux et « coordonné » sous la fêrule nazie la vie politique, économique, culturelle et sociale d'un vieux peuple hautement civilisé. Pour toutes ces mesures et pour son action résolue en politique étrangère, qui avait fait quitter à l'Allemagne le concert des Nations de Genève, qui avait proclamé le désir de l'Allemagne d'être traitée en égale parmi les grandes puissances et qui avait tendu à la Pologne la main de l'amitié, il avait recueilli, comme le montrèrent le plébiscite et les élections de l'automne, l'écrasante majorité du peuple allemand.

Pourtant, à l'orée de cette seconde année de sa dictature, des nuages s'assemblaient à l'horizon nazi.

L'obscurcissement du ciel était dû à trois problèmes non résolus et liés entre eux : les exigences continuelles des radicaux du parti et des chefs S.A., qui réclamaient la « seconde révolution »; la rivalité entre les S.A. et l'armée; et la question de la succession du président Hindenburg, dont le printemps vit commencer le rapide déclin.

Rœhm, le chef d'état-major des S.A., dont les effectifs comprenaient maintenant 2 millions et demi d'hommes, n'avait pas été muselé par le geste qu'avait fait Hitler de le nommer dans son cabinet ni par la lettre amicale que le Führer lui avait adressée personnellement pour la nouvelle année. En février, il présenta au cabinet un long mémorandum proposant que les S.A. constituent la fondation d'une nouvelle armée du peuple et que les forces armées, les S.A. et les S.S., ainsi que tous les groupements d'anciens combattants soient placés sous les ordres d'un unique ministère de la Défense, dont — de toute évidence — lui-même devait avoir le portefeuille.

Le corps des officiers ne pouvait imaginer projet plus révoltant, et ses chefs non seulement repoussèrent à l'unanimité la proposition, mais firent appel à Hindenburg pour les soutenir. Toutes les traditions de la caste militaire seraient détruites si cette brute de Rœhm et ses braillards en chemises brunes prenaient le contrôle de l'armée. En outre, les généraux étaient scandalisés par les rumeurs qui commençaient à circuler ouvertement, à propos de la corruption et de la débauche qui régnaient dans la clique d'homosexuels entourant le chef des S. A. Comme devait le déclarer plus tard le général von Brauchitsch, « le réarmement était une

entreprise trop sérieuse et trop difficile pour qu'on y laissât participer des spéculateurs, des ivrognes et des homosexuels ».

Hitler ne pouvait se permettre, pour l'instant, de heurter l'armée et il ne soutint pas la proposition de Röhm. En fait, le 21 février, il affirma secrètement à Anthony Eden, qui était venu à Berlin pour discuter de l'impasse dans laquelle se trouvait le désarmement, qu'il était préparé à réduire de deux tiers les effectifs des S.A. et à accepter un système d'inspection qui permettrait de s'assurer que le tiers restant ne recevrait ni instruction militaire ni armes — proposition qui, quand la nouvelle s'en répandit, ne fit qu'aggraver l'amertume de Röhm et des S.A.

Comme l'été de 1934 approchait, les relations entre le chef d'état-major des S.A. et le Haut-Commandement de l'Armée ne cessaient de se détériorer. Il y avait des scènes orageuses aux conseils de cabinet entre Röhm et le général von Blomberg et, en mars, le ministre de la Défense affirma à Hitler que les S.A. armaient secrètement un important contingent de gardes spéciaux avec des mitrailleuses lourdes, ce qui constituait non seulement une menace contre l'armée, mais, ajouta le général von Blomberg, une mesure prise si publiquement qu'elle menaçait le réarmement clandestin de l'Allemagne sous les auspices de la Reichswehr.

Il est clair qu'en cette conjoncture, contrairement à cet entêté de Röhm et à ses compagnons, Hitler songeait au jour où Hindenburg déjà malade allait mourir. Il savait que le vieux président, tout comme l'armée et les autres forces conservatrices d'Allemagne, était en faveur d'une restauration de la monarchie des Hohenzollern dès que le maréchal aurait disparu. Lui-même avait d'autres plans et quand, au début d'avril, la nouvelle lui parvint, ainsi qu'à Blomberg, secrètement mais de bonne

source, que les jours du président étaient comptés, il se rendit compte qu'il lui faudrait bientôt frapper un grand coup. Pour assurer son succès, il aurait besoin de l'appui du corps des officiers; pour obtenir ce soutien, il était prêt à aller très loin.

L'occasion se présenta bientôt d'avoir des contacts confidentiels avec l'armée. Le 11 avril, le chancelier, accompagné par le général von Blomberg et les commandants en chefs de l'armée et de la marine, le général Freier von Fritsch et l'amiral Raeder, s'embarqua à bord du croiseur *Deutschland* pour se rendre de Kiel à Königsberg afin d'assister aux manœuvres de printemps en Prusse-Orientale. Les chefs de l'armée et de la marine furent mis au courant de l'aggravation de l'état de Hindenburg, et Hitler, appuyé par le docile Blomberg, proposa carrément d'être lui-même, avec la bénédiction de la Reichswehr, le successeur du président. En échange du soutien des militaires, Hitler offrit de mettre un frein aux ambitions de Röhm, de réduire radicalement les effectifs des S.A. et de donner l'assurance à l'armée et à la marine qu'elles continueraient d'être les seules à porter les armes dans le Troisième Reich. On croit qu'Hitler parla également à Fritsch et à Raeder de la perspective d'une immense expansion de l'armée et de la marine, s'ils étaient disposés à le suivre. Avec le servile Raeder, le problème ne se posait pas, mais Fritsch, un homme moins commode, devait d'abord consulter ses collègues.

Cette consultation eut lieu le 16 mai à Bad Nauheim et, après qu'on leur eut expliqué en quoi consistait le « pacte du *Deutschland* », les plus hauts officiers de l'armée allemande acceptèrent unanimement Hitler comme successeur du président Hindenburg (27). Pour l'armée, cette décision politique devait se révéler d'une importance historique. En se

livrant délibérément aux mains d'un dictateur mégalomane, elle scellait son propre destin. Quant à Hitler, cet accord rendrait sa dictature absolue. Une fois débarrassé du vieux maréchal, toute perspective de restauration des Hohenzollern étant écartée, lui-même à la tête de l'État aussi bien que du gouvernement, il pourrait continuer son chemin seul et sans entraves.

Le prix qu'il avait payé pour cette élévation au pouvoir suprême était dérisoire : le sacrifice des S.A. Il n'en avait plus besoin maintenant qu'il détenait toute l'autorité. C'était une pègre bruyante qui ne faisait que le gêner. Le mépris qu'Hitler professait à l'égard des esprits étroits des généraux dut s'accroître encore ce printemps-là. On pouvait vraiment les avoir pour peu de chose, dut-il penser. C'était une opinion dont il ne démordit pas, sauf durant un mauvais moment en juin, jusqu'à la fin — sa fin et la leur.

Pourtant, comme l'été approchait, les ennuis d'Hitler étaient loin d'être terminés. Berlin commençait à être la proie d'une tension menaçante. On réclamait à grands cris la « seconde révolution », et ce n'était plus seulement Röhm et les chefs des troupes d'assaut, mais aussi Goebbels, dans des discours et dans la presse qu'il contrôlait. La Droite conservatrice, les junkers et les grands industriels de l'entourage de Papen et de Hindenburg exigeaient que l'on stoppât la révolution, que l'on mît un terme aux arrestations arbitraires, à la persécution contre les Juifs, aux attaques contre les Églises, à l'attitude arrogante des troupes d'assaut et à la terreur générale organisée par les nazis.

Au sein du Parti nazi lui-même, se livrait de nouveau un terrible combat pour le pouvoir. Les deux plus puissants ennemis de Röhm, Goering et Himmler, s'étaient unis contre lui. Le 1er avril, Himmler, chef

des S.S. à chemises noires, qui constituaient encore une branche des S.A. et se trouvaient sous le commandement de Röhm, fut nommé par Goering chef de la Gestapo prussienne, et il se mit aussitôt à se constituer une police secrète personnelle. Goering, qui avait été nommé *General der infanterie* par Hindenburg en août 1933 (bien qu'il fût ministre de l'Air), abandonna volontiers sa triste tenue brune de S.A. pour l'uniforme plus décoratif de sa nouvelle charge, et le changement fut symbolique : en tant que général et que membre d'une famille appartenant à la caste militaire, il ne tarda pas à se ranger aux côtés de l'armée dans sa lutte contre Röhm et les S.A. Pour se protéger dans la guerre de jungle qui se livrait, Goering recruta également sa propre police, la *Landespolizeigruppe General Gœring*, forte de plusieurs milliers d'hommes, qu'il concentra dans l'ancienne école des cadets de Lichterfelde, où il avait fait son entrée dans l'armée et qui se trouvait stratégiquement située dans les faubourgs de Berlin.

Des rumeurs concernant des complots et des contre-complots ajoutaient à la tension qui régnait dans la capitale. Le général von Schleicher, incapable de supporter une obscurité décente ni de se souvenir qu'il ne jouissait plus de la confiance de Hindenburg, des généraux ni des conservateurs et qu'il était donc sans pouvoir, avait recommencé à se mêler de politique. Il était en contact avec Röhm et Gregor Strasser, et, selon certains rapports, dont quelques-uns parvinrent jusqu'à Hitler, il essayait de mettre sur pied un plan qui lui permettrait de devenir vice-chancelier à la place de son vieil ennemi Papen, tandis que Röhm deviendrait ministre de la Défense et que les S.A. seraient amalgamées à l'armée. Des « listes » de cabinets circulaient par douzaines à Berlin; sur certaines d'entre elles,

Brüning devait être fait ministre des Affaires étrangères et Strasser ministre de l'Économie.

Ces rapports ne se fondaient pas sur grand-chose, mais ils apportaient de l'eau aux moulins de Gœring et de Himmler, qui, désireux chacun pour ses propres raisons d'anéantir Röhm et les S.A. et en même temps de régler leurs comptes avec Schleicher et les conservateurs déçus, brodaient encore sur ces histoires avant de les révéler à Hitler, dont les soupçons étaient toujours faciles à éveiller. Ce que Gœring et le chef de la Gestapo se proposaient, c'était non seulement de faire une purge dans les SA., mais de liquider en même temps d'autres adversaires, de Gauche et de Droite, y compris ceux qui s'étaient jadis opposés à Hitler et qui n'avaient plus d'activités politiques. A la fin de mai, Brüning et Schleicher furent prévenus que leur assassinat était prévu. Le premier quitta discrètement le pays sous un déguisement, le second partit pour la Bavière prendre quelques vacances, mais regagna Berlin vers la fin de juin.

Au début de juin, Hitler eut une explication avec Röhm, laquelle, d'après le propre récit qu'il en fit plus tard au Reichstag, dura près de cinq heures et qui « se poursuivit jusqu'à minuit ». C'était, déclara Hitler, sa « dernière tentative » pour parvenir à un accord avec son ami le plus intime dans le mouvement.

Je lui annonçai que j'avais l'impression, d'après d'innombrables rumeurs et de nombreuses déclarations de vieux et fidèles membres du parti et de chefs des S.A., que des éléments sans conscience préparaient une action bolchéviste sur le plan national qui ne pourrait rapporter à l'Allemagne que d'indicibles misères... Je le suppliai pour la dernière fois de renoncer spontanément à cette folie et même d'user de son autorité pour empêcher une révolution qui, de toute façon, ne pourrait se terminer que par un désastre.

Selon Hitler, Röhm s'en alla en affirmant « qu'il ferait tout son possible pour arranger les choses. En fait, prétendit par la suite Hitler, Röhm commença « des préparatifs pour m'éliminer personnellement ».

C'était presque certainement faux. Bien que toute l'histoire de la purge, comme celle de l'incendie du Reichstag, soit probablement destinée à n'être jamais connue, toutes les preuves que l'on possède indiquent que le chef des S.A. ne complota jamais d'éliminer Hitler. Malheureusement, les archives capturées à la fin de la guerre ne contiennent pas plus de révélations sur la purge que sur l'incendie du Reichstag : dans les deux cas, il est vraisemblable que tous les documents compromettants furent détruits sur les ordres de Goering.

Quelle que fût la véritable teneur de la longue conversation qui eut lieu entre les deux vétérans nazis, un ou deux jours plus tard, Hitler décréta pour les S.A. une permission couvrant toute la durée du mois de juillet, durant laquelle les hommes des troupes d'assaut n'avaient pas le droit de porter l'uniforme ni de participer à des défilés ou à des exercices. Le 7 juin, Röhm annonça que lui-même partait en congé de maladie, mais il annonça en même temps : « Si les ennemis des S.A. espèrent que les S.A. ne seront pas rappelés, ou qu'ils ne seront rappelés qu'en partie après cette permission, nous pouvons leur permettre de nourrir ce bref espoir. Réponse leur sera donnée au moment et dans la forme qui paraîtront nécessaires. Les S.A. sont et demeurent la destinée de l'Allemagne. »

Avant de quitter Berlin, Röhm invita Hitler à une conférence avec les chefs des S.A. dans la station thermale de Wiessee, près de Munich, le 30 juin. Hitler accepta volontiers et se rendit même au rendez-vous, mais dans des conditions que Röhm n'aurait pu imaginer. Peut-être même dans

des conditions qu'Hitler non plus à ce moment n'aurait pu prévoir. Car, comme il l'admit par la suite devant le Reichstag, il hésita « longuement avant de prendre une décision... je nourrissais encore le secret espoir que je pourrais épargner au mouvement et à mes S.A. la honte d'un tel désaccord et qu'il serait possible de remédier au mal sans grave conflit ».

« Il faut avouer, ajouta-t-il, que les derniers jours de mai ne cessèrent de révéler des faits de plus en plus inquiétants. » Mais est-ce vrai ? Hitler prétendit par la suite que Röhm et ses conspirateurs avaient projeté de s'emparer de Berlin et de le placer lui-même sous bonne garde. Mais, s'il en était ainsi, pourquoi donc tous les chefs des S.A. quittèrent-ils Berlin au début de juin et — ce qui est encore plus important — pourquoi Hitler quitta-t-il l'Allemagne à ce moment, fournissant ainsi aux chefs des S.A. l'occasion de s'emparer du contrôle de l'État en son absence ?

Le 14 juin en effet, le Führer prit l'avion pour Venise afin d'y avoir la première de nombreuses conversations avec son collègue, le dictateur fasciste Mussolini. La rencontre, soit dit en passant, ne tourna pas à l'avantage du leader allemand qui, avec son imperméable maculé de taches et son chapeau mou cabossé, semblait mal à l'aise en présence du Duce plus expérimenté, resplendissant dans son uniforme noir de fasciste constellé de décorations, et qui avait tendance à témoigner à son visiteur une certaine condescendance. Hitler regagna l'Allemagne fort irrité et convoqua une réunion des chefs du parti dans la petite ville de Géra, en Thuringe, pour le dimanche 17 juin, afin de rendre compte des entretiens qu'il avait eus avec Mussolini et d'examiner la situation intérieure, qui allait empirant. Le hasard voulut qu'une autre réunion eut lieu ce dimanche-là dans la vieille ville universitaire de Marburg, qui attira beaucoup plus

d'attention en Allemagne et même dans le monde, et qui contribua à amener la situation déjà critique à son paroxysme.

Papen le dilettante, qui avait été si brutalement écarté par Hitler et par Gœring, mais qui était encore théoriquement vice-chancelier et qui jouissait encore de la confiance de Hindenburg, Papen donc rassembla assez de courage pour dénoncer publiquement les excès du régime qu'il avait tant contribué à imposer à l'Allemagne. En mai, il était allé voir le président malade à Neudeck — c'était la dernière fois qu'il devait rencontrer son protecteur vivant — et le vieux maréchal bourru, mais affaibli, lui avait dit : « Les choses vont mal, Papen. Tâchez de les arranger un peu. »

Ainsi encouragé, Papen avait accepté une invitation à prendre la parole à l'université de Marburg, le 17 juin. Le texte du discours était dû principalement à la plume d'un de ses conseillers personnels, Edgar Jung, brillant avocat et homme de lettres munichois, protestant, bien que certaines idées eussent été fournies par l'un des secrétaires du vice-chancelier, Herbert von Bose, et par Erich Klausener, le leader de l'Action Catholique, collaboration qui ne devait pas tarder à leur coûter la vie à tous les trois. C'était une déclaration courageuse et, grâce à Jung, éloquente dans sa forme et digne dans le ton. Elle réclamait la fin de la révolution, la fin de la terreur nazie, le retour à une certaine normalisation et le rétablissement de certaines libertés, notamment de la liberté de la presse. S'adressant au docteur Goebbels, ministre de la Propagande, Papen déclara :

Des discussions franches d'homme à homme seraient plus utiles au peuple allemand que, par exemple, l'état actuel de la presse allemande. Le gouvernement ne doit pas oublier le vieux proverbe : « Seuls les faibles ne souffrent pas de critique... » Les grands hommes ne sont pas

créés par la propagande... si l'on désire le contact étroit et l'union avec le peuple, on ne doit pas sous-estimer ses facultés de compréhension. On ne doit pas éternellement abuser de sa crédulité... Aucune organisation, aucune propagande, si excellente soit-elle, ne peut réussir à la longue à maintenir seule la confiance. Ce n'est pas par l'excitation... ce n'est pas par les menaces à l'égard des éléments impuissants de la Nation, mais seulement en discutant de la situation avec le peuple que l'on peut entretenir la confiance et le dévouement. Les peuples traités en imbéciles n'ont pas de confiance à gaspiller... il est temps de nous unir dans une amitié fraternelle et dans le respect de tous nos compatriotes pour éviter de compromettre les efforts des hommes sérieux et pour imposer silence aux fanatiques (28).

Le discours, sitôt prononcé, fut largement diffusé en Allemagne, mais il tomba comme une bombe sur le petit groupe de chefs nazis réunis à Géra, et Goebbels agit rapidement pour lui donner le moins de publicité possible. Il interdit la retransmission d'un enregistrement du discours prévue pour le soir même, ainsi que toute diffusion dans la presse, et il ordonna à la police de saisir les exemplaires de la *Frankfurter Zeitung*, qui étaient en vente dans les rues avec une partie du texte. Mais même les pouvoirs absolus du ministre de la Propagande ne suffirent pas à empêcher le peuple allemand et le monde d'apprendre le contenu de cette provocante allocution. Le rusé Papen avait fourni à l'avance des textes aux correspondants étrangers et aux diplomates de Berlin, et plusieurs milliers d'exemplaires en furent hâtivement tirés sur les presses du journal de Papen, *Germania*, et secrètement distribués.

En prenant connaissance du discours de Marburg, Hitler fut piqué au vif. Dans une harangue prononcée le même après-midi à Géra, il dénonça le « pygmée qui s'imagine qu'il peut arrêter, en quelques phrases, la gigantesque renaissance d'un peuple ». Papen fut furieux lui aussi de voir son discours interdit. Il se précipita le 20 juin chez Hitler et lui dit qu'il ne pouvait tolérer un tel interdit « par un ministre secondaire », insista qu'il

avait parlé « en tant qu'homme de confiance du président » et donna sur-le-champ sa démission, ajoutant qu'il allait « avertir aussitôt Hindenburg de sa décision (29) ».

C'était une menace qui de toute évidence inquiétait Hitler, car des rapports lui avaient appris que le président était si mécontent de la situation qu'il envisageait de déclarer la loi martiale et de remettre le pouvoir à l'armée. Afin de mesurer la gravité de ce danger qui menaçait l'existence même du régime nazi, il s'envola pour Neudeck le lendemain 21 juin, afin de voir Hindenburg. L'accueil qu'il reçut ne put qu'accroître ses craintes. Il fut reçu par le général von Blomberg et comprit aussitôt que son ministre de la Défense avait perdu soudain son attitude habituelle de laquais. Blomberg, au contraire, était maintenant le sévère général prussien, et il annonça sèchement à Hitler qu'il était autorisé par le maréchal à lui déclarer que, si l'état actuel de tension qui régnait en Allemagne ne prenait pas fin rapidement, le président déclarerait la loi martiale et remettrait à l'armée le contrôle de l'État. Lorsque Hitler fut admis à voir Hindenburg, pendant quelques minutes, en présence de Blomberg, le vieux président lui confirma cet ultimatum.

La situation prenait un tour désastreux pour le chancelier nazi. Non seulement son projet de succéder au président était compromis, mais si l'armée s'emparait du pouvoir, ce serait sa fin à lui et celle du gouvernement nazi. Reprenant le même jour l'avion pour Berlin, il dut se dire qu'il ne lui restait qu'une solution s'il voulait s'en tirer. Il lui fallait honorer son pacte avec l'armée, supprimer les S.A. et arrêter la poursuite de la révolution que réclamaient les chefs des troupes d'assaut. L'armée, soutenue par le vénérable président, de toute évidence ne se contenterait

pas de moins.

Et pourtant, en cette dernière et cruciale semaine de juin, Hitler hésitait : il se demandait jusqu'à quel point de sévérité il pouvait aller avec les chefs des S.A. auxquels il devait tant. Mais cette fois Goering et Himmler l'aidèrent à se décider. Ils avaient déjà dressé les comptes qu'ils voulaient régler, de longues listes d'ennemis présents et passés qu'ils désiraient liquider. Ils n'avaient qu'à convaincre le Führer de l'étendue du « complot » contre lui et de la nécessité d'une riposte rapide et impitoyable. Selon la déposition faite à Nuremberg par Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur et un des plus fidèles partisans d'Hitler, ce fut Himmler qui réussit finalement à persuader Hitler que « Röhm voulait faire un putsch. Le Führer, ajouta Frick, ordonna à Himmler de réprimer ce putsch ». Himmler, expliqua-t-il, reçut l'ordre d'étouffer le complot en Bavière et Goering à Berlin (30).

L'armée poussait également Hitler et s'acquittait ainsi une certaine responsabilité dans les événements barbares qui ne devaient pas tarder à se dérouler. Le 25 juin, le général von Fritsch, commandant en chef, mit l'armée en état d'alerte, annulant toutes les permissions et consignait les troupes dans les casernes. Le 28 juin, Röhm fut expulsé de la ligue des officiers allemands, ce qui signifiait assez clairement que le chef d'état-major des S.A. allait avoir des ennuis. Et pour être bien sûr que personne, et surtout pas Röhm, ne nourrisse d'illusions sur l'attitude de l'armée, Blomberg, fait sans précédent, publia le 29 juin un article signé dans le *Völkischer Beobachter*, affirmant que « l'armée... est derrière Adolf Hitler... qui demeure l'un d'entre nous ».

L'armée insistait donc pour que l'on procédât à la purge, mais elle

n'entendait pas se salir les mains. Cette purge, ce devait être l'œuvre d'Hitler, de Gœring et de Himmler, avec leurs S.S. en uniforme noir et la police spéciale de Gœring.

Hitler quitta Berlin le jeudi 28 juin pour se rendre à Essen assister au mariage d'un gauleiter nazi local, Josef Terboven. Le voyage et son but même ne permettent guère de penser qu'il croyait à l'imminence d'une crise grave. Le même jour, Gœring et Himmler ordonnèrent à des détachements spéciaux des S.S. et de la « police de Gœring » de se tenir prêts. En l'absence d'Hitler, ils se sentaient évidemment libres d'agir à leur guise. Le lendemain, 29 juin, le Führer fit une inspection des camps de travail de Westphalie, regagnant dans l'après-midi Godesberg, sur le Rhin, où il descendit dans un hôtel situé au bord du fleuve et dirigé par un ancien camarade de guerre, Dreesen. Ce soir-là, Gœbbels, qui, semble-t-il, avait hésité quelque peu sur le camp dans lequel il devait se ranger — il avait été secrètement en rapport avec Rœhm — Gœbbels donc arriva à Godesberg, sa décision prise, et apporta ce qu'Hitler décrivit par la suite comme « des renseignements inquiétants » en provenance de Berlin. Karl Ernst, un ancien chasseur d'hôtel et ancien costaud dans un café fréquenté par des homosexuels et que Rœhm avait nommé commandant des S.A. de Berlin, avait alerté les troupes d'assaut. Ernst, beau jeune homme mais pas très intelligent, croyait alors, et crut encore pendant les quelque vingt-quatre heures qui lui restaient à vivre, qu'il se trouvait en face d'un putsch de la Droite et qu'il allait mourir en criant fièrement : « Heil Hitler! »

Hitler prétendit par la suite que, jusqu'à cette date du 29 juin, il avait simplement décidé de « destituer le chef d'état-major (Rœhm) de son poste et, pour le moment, de le mettre en état d'arrestation, ainsi qu'un

certain nombre de chefs de S.A. dont les crimes étaient évidents... en même temps que, dans un ardent appel aux autres, je les rappellerai à leur devoir ».

Cependant (déclara-t-il au Reichstag le 13 juillet)... à une heure du matin, je reçus de Berlin et de Munich deux messages urgents concernant des appels aux armes : à Berlin, tout d'abord, on avait ordonné une mobilisation pour quatre heures de l'après-midi... et à cinq heures les opérations devaient commencer par une attaque surprise : les bâtiments du gouvernement devaient être occupés... A Munich, ensuite, l'alarme avait déjà été donnée aux S.A.; les troupes avaient reçu l'ordre de se rassembler à neuf heures du soir... c'était de la mutinerie!... Dans ces circonstances, je ne pouvais prendre qu'une seule décision... seule une intervention sanglante et impitoyable pouvait peut-être encore empêcher la révolte de s'étendre...

A deux heures du matin, je pris l'avion pour Munich.

Hitler ne révéla jamais de qui provenaient les « messages urgents », mais on peut supposer qu'ils avaient été expédiés par Goering et par Himmler. Ce qui est certain, c'est qu'ils étaient très exagérés. A Berlin, le chef des S.A. Ernst avait tout bonnement le projet de se rendre en voiture à Brême ce samedi-là avec sa jeune épouse pour s'embarquer à bord d'un navire qui devait les emmener en voyage de noces à Madère. Et dans le Sud, où donc étaient concentrés « les conspirateurs » des S.A.?

Le 30 juin, à deux heures du matin, au moment même où Hitler, escorté de Goebbels, décollait de l'aéroport de Hangelar, près de Bonn, le capitaine Röhm et ses lieutenants de S.A. dormaient paisiblement dans leurs lits à l'*Hôtel Hanslbauer*, à Wiessee, sur les bords du Tegernsee. Edmund Heines, l'Obergruppenführer S.A. de Silésie, ancien condamné de droit commun, homosexuel notoire au visage de fille sur un corps de déménageur, était au lit avec un jeune homme. Les chefs S.A. semblaient si

loin de préparer une révolte que Röhm avait laissé ses gardes à Munich. Ils semblaient fort occupés à prendre du bon temps, mais pas à conspirer.

Hitler et sa petite escorte (Otto Dietrich, son chef de presse, et Viktor Lutze, le chef des S.A. de Hanovre, incolore mais loyal, l'accompagnaient) atterrirent à Munich le samedi 30 juin, à quatre heures du matin, et constatèrent qu'on avait déjà pris un certain nombre de mesures. Le commandant Walther Buch, chef de l'USCHLA, le tribunal du parti, et Adolf Wagner, ministre de l'Intérieur de Bavière, aidés par de vieux amis d'Hitler, comme Emil Maurice, ancien condamné et ancien amoureux de Geli Raubal, ainsi que Christian Weber, le marchand de chevaux, ancien costaud de boîte de nuit, avaient arrêté les chefs des S.A. de Munich, y compris l'Obergruppenführer Schneidhuber, qui était également le chef de la police de Munich. Hitler, qui était maintenant dans un état de colère indescriptible, trouva les prisonniers au ministère de l'Intérieur. S'approchant à grands pas de Schneidhuber, ancien colonel de l'armée, il lui arracha son insigne nazi et le maudit pour sa « trahison ».

Peu après l'aube, Hitler et son escorte, roulant en une longue colonne de voitures, quittèrent en hâte Munich pour Wiessee. Ils trouvèrent Röhm et ses amis dormant encore à l'*Hôtel Hanslbauer*. Le réveil fut brutal. Heines et son jeune compagnon furent tirés du lit, emmenés hors de l'hôtel et abattus aussitôt, sur l'ordre d'Hitler. Le Führer, d'après le récit d'Otto Dietrich, entra seul dans la chambre de Röhm, lui donna une robe de chambre et ordonna qu'on le ramenât à Munich pour le loger à la prison Stadelheim, où le chef S.A. avait été enfermé quelque temps après avoir participé avec Hitler au putsch de 1923. Après quatorze années orageuses, les deux amis, qui plus que tous autres étaient responsables de l'avènement

du Troisième Reich, de son régime de terreur et de dégradation, qui, bien que souvent en désaccord, avaient toujours fait front dans les moments de crise, de défaite et de déception, les deux amis voyaient maintenant leur route se séparer : le bagarreur au visage couturé qui s'était battu pour Hitler et pour le nazisme arrivait au terme de sa vie mouvementée.

Hitler, dans ce qu'il dut considérer comme une grâce ultime, donna l'ordre qu'on laissât un revolver sur la table de son vieux camarade. Rœhm refusa d'en faire usage. « Si je dois être tué, qu'Adolf le fasse lui-même », déclara-t-il. Là-dessus, d'après le récit d'un témoin oculaire, un lieutenant de police, qui déposa vingt-trois ans plus tard dans un procès d'épuration à Munich en mai 1957, deux officiers de S.S. entrèrent dans la cellule et déchargèrent à bout portant leurs revolvers sur Rœhm. « Rœhm voulait dire quelque chose, raconta ce témoin, mais l'officier de S.S. lui fit signe de se taire. Rœhm alors se mit au garde-à-vous — il était torse nu — son visage exprimant le plus profond mépris*. »

** Le procès de Munich en mai 1957 fut la première occasion qui permit aux témoins oculaires et aux participants de la purge du 30 juin 1934 de parler en public. Sous le Troisième Reich, la chose n'aurait pas été possible. Sepp Dietrich, que l'auteur de ce livre se rappelle personnellement comme une des figures les plus brutales du Troisième Reich, commandait en 1934 les gardes S.S. d'Hitler, et ce fut lui qui dirigea les exécutions à la prison Stadelheim. Devenu par la suite colonel général des Waffen S.S. durant la guerre, il fut condamné à vingt-cinq ans de prison pour complicité dans le meurtre de prisonniers de guerre américains lors de la bataille des Ardennes en 1944. Libéré au bout de dix ans, il fut amené à Munich en 1957 et condamné, le 14 mai, à dix-huit mois de prison pour son rôle dans les exécutions du 30 juin 1934. Sa condamnation et celle de Michael Lippert, qui fut reconnu comme étant l'un des deux officiers S.S. à avoir tué Rœhm, furent les premiers châtiments infligés aux bourreaux nazis qui participèrent à la purge.*

Et il mourut ainsi, aussi violemment qu'il avait vécu, méprisant l'ami qu'il avait aidé à s'élever à des hauteurs qu'aucun autre Allemand n'avait

jamais atteintes, et presque certainement, comme des centaines d'autres qui furent massacrés ce jour-là — comme Schneidhuber, qui, dit-on, s'écria : « Messieurs, je ne sais pas ce que cela signifie, mais tirez juste » — sans se rendre entièrement compte de ce qui se passait, ni des raisons de cette purge, sachant seulement que c'était une trahison à laquelle lui, qui avait vécu si longtemps dans la trahison et qui l'avait si souvent utilisée lui-même, ne s'attendait pas de la part d'Adolf Hitler.

A Berlin cependant, Gœring et Himmler n'avaient pas perdu leur temps. Quelque cent cinquante chefs S.A. furent rassemblés et alignés contre un mur de l'école des cadets de Lichterfelde et fusillés par les pelotons d'exécution des S.S. de Himmler et de la police spéciale de Gœring. Parmi eux se trouvait Karl Ernst, dont le voyage de noces fut interrompu par les hommes de main S.S. au moment où sa voiture approchait de Brême. Son épouse et son chauffeur furent blessés; lui-même, assommé, fut ramené en avion à Berlin pour y être exécuté.

Les hommes des S.A. ne furent pas les seuls à tomber en ce sanglant week-end. Le matin du 30 juin, un peloton de S.S. en civil sonna à la porte de la villa du général von Schleicher, dans la banlieue de Berlin. Quand le général ouvrit la porte, il fut abattu sur place et lorsque sa femme, qui l'avait épousé seulement dix-huit mois plus tôt — il était jusque-là resté célibataire — s'avança à son tour, elle aussi fut massacrée sur place. Le général Kurt von Bredow, un ami intime de Schleicher, connut le même sort le soir même. Gregor Strasser fut arrêté à son domicile berlinois le samedi à midi et exécuté quelques heures plus tard dans sa cellule de la prison de la Gestapo Prinz-Albrechtstrasse, sur l'ordre personnel de Gœring.

Papen eut plus de chance. Il s'en tira. Mais son bureau fut mis à sac par une escouade de S.S.; son principal secrétaire Bose, abattu à sa table de travail; son collaborateur le plus direct, Edgar Jung, qui avait été arrêté quelques jours plus tôt par la Gestapo, assassiné en prison; un autre collaborateur, Erich Klausener, chef de l'Action catholique, massacré dans son bureau au ministère des Communications, et le reste de son état-major, y compris sa secrétaire particulière, la baronne Stotzingen, embarqué vers un camp de concentration. Quand Papen alla protester auprès de Goering, ce dernier, qui n'avait pour l'instant pas de temps à perdre en vaines conversations, le « jeta plus ou moins dehors », comme il le raconta plus tard, le plaçant en résidence surveillée dans sa villa, entourée de S.S. armés jusqu'aux dents et où, son téléphone coupé, tout contact lui était interdit avec le monde extérieur, humiliation supplémentaire que le vice-chancelier d'Allemagne accepta remarquablement bien.

Car, moins d'un mois plus tard, il se déshonora en acceptant des nazis assassins de ses amis un nouveau poste de ministre d'Allemagne à Vienne, où les nazis venaient tout juste d'assassiner le chancelier Dollfuss. On n'a jamais établi avec précision combien de victimes fit cette purge. Dans son discours du 13 juillet au Reichstag, Hitler annonça que 61 personnes avaient été abattues, y compris 19 « cadres supérieurs des S.A. », que 13 autres étaient morts « pour avoir résisté à l'arrestation », et que 3 « s'étaient suicidés », ce qui faisait un total de 77. Le livre blanc de la purge publié par des émigrés à Paris affirmait que 401 personnes avaient été tuées, mais n'en identifiait que 116. Au procès de Munich en 1957, on prononça le chiffre de « plus de 1 000 ».

Un grand nombre furent tués par pure vengeance, pour s'être

opposés à Hitler dans le passé; d'autres furent assassinés apparemment parce qu'ils en savaient trop, et l'un d'eux au moins par suite d'une erreur d'identité. Le corps de Gustav von Kahr, dont nous avons déjà rappelé le rôle dans la répression du putsch de 1923, et qui depuis longtemps s'était retiré de la scène politique, fut retrouvé dans un marais des environs de Dachau, sauvagement tailladé à coups de pioche. Hitler ne l'avait pas oublié et ne lui avait pas pardonné.

Le corps du père Bernhard Stempfle, de l'Ordre des Hiéronymites, qui, on s'en souvient, avait aidé à mettre au point *Mein Kampf*, et qui plus tard avait trop parlé peut-être de ce qu'il savait à propos du suicide de Geli Raubal, le grand amour d'Hitler, fut retrouvé dans la forêt de Harlaching, près de Munich, le cou brisé et avec trois balles dans le cœur. Heiden affirme que la bande de tueurs qui l'abattit était dirigée par Emil Maurice, l'ancien condamné de droit commun qui, lui aussi, avait fait la cour à Geli Raubal. D'autres qui « en savaient trop » comprenaient trois hommes des S.A. qui, croit-on, avaient été les complices de Ernst lors de l'incendie du Reichstag. Ils furent exécutés en même temps que Ernst.

Un autre assassinat mérite d'être mentionné. A sept heures vingt le soir du 30 juin, le docteur Willi Schmid, l'éminent critique musical du *Muenchener Neueste Nachrichten*, un grand quotidien munichois, jouait du violoncelle dans son bureau pendant que sa femme préparait le dîner et que leurs trois enfants, âgés respectivement de neuf, huit et deux ans, jouaient dans le living-room de leur appartement de la Schackstrasse à Munich. On sonna à la porte, quatre S.S. apparurent et, sans explications, emmenèrent le docteur Schmid. Quatre jours plus tard, son corps fut renvoyé dans un cercueil avec l'ordre de la Gestapo de ne l'ouvrir sous

aucun prétexte. Les tueurs S.S. avaient pris le docteur Willi Schmid, qui n'avait jamais fait de politique, pour Willi Schmidt, un chef local S.A., qui, entre-temps, avait été arrêté par un autre détachement de S.S. et abattu*.

** Cate Eva Hærlin, ancienne femme de Willi Schmid, raconta l'histoire du meurtre de son mari dans une déclaration faite sous la foi du serment le 7 juillet 1945, à Binghamton, dans l'État de New York. Elle devint citoyenne américaine en 1944. Pour étouffer l'atrocité de ce crime, Rudolf Hess lui-même vint rendre visite à la veuve, la pria d'excuser cette « erreur » et lui fit servir une pension de la part du gouvernement allemand. Cette déclaration figure dans les documents de Nuremberg, sous la cote L-135, NCA, VII, page 883-90.*

Y avait-il vraiment complot contre Hitler? On ne possède comme preuves que ses déclarations, reproduites dans les communiqués officiels et dans son discours du 13 juillet au Reichstag. Il ne produisit jamais la moindre preuve. Rœhm n'avait jamais fait secret de son ambition de voir les S.A. devenir le noyau de l'armée nouvelle, dont il serait lui-même le chef. Il avait certainement été en contact avec Schleicher à propos de ce projet dont ils avaient discuté pour la première fois quand le général était chancelier. Sans doute, comme le déclara Hitler, Gregor Strasser « y participa ». Mais ce genre de conversation ne constituait certainement pas une trahison. Hitler lui-même était en contact avec Strasser et, au début de juin, d'après Otto Strasser, lui offrit le poste de ministre de l'Économie.

Hitler, tout d'abord, accusa Rœhm et Schleicher d'avoir recherché l'appui « d'une puissance étrangère » — de toute évidence, la France — et von Bredow d'avoir servi d'intermédiaire en « politique étrangère ». Cela faisait partie de l'accusation de « trahison » portée contre eux. Et Hitler eut beau répéter ses accusations dans son discours au Reichstag et parler avec ironie d'un « diplomate étranger (qui n'aurait pu être autre que

François-Poncet, l'ambassadeur de France) expliquant que l'entrevue avec Schleicher et Röhm était de caractère parfaitement innocent », il fut incapable d'étayer ses accusations. C'était un crime suffisant, déclara-t-il lamentablement, pour un Allemand occupant une position responsable dans le Troisième Reich de voir même des diplomates étrangers à l'insu du Führer.

Lorsque trois traîtres en Allemagne organisent une entrevue avec un homme d'État étranger et donnent la consigne que j'ignore tout de cette rencontre, alors il est de mon devoir de faire abattre ces hommes, même s'il se révélait que, lors de cet entretien poursuivi à mon insu, ils n'ont parlé que de la pluie et du beau temps, de vieilles pièces de monnaie et autres sujets anodins.

Quand François-Poncet protesta vigoureusement contre les propos insinuant qu'il avait participé au « complot » de Röhm, le ministère des Affaires étrangères allemand informa officiellement le gouvernement français que les accusations étaient absolument dénuées de fondement et que le gouvernement du Reich espérait que l'ambassadeur demeurerait à son poste. En fait, comme peut en témoigner l'auteur de ces lignes, François-Poncet continua à être en bien meilleurs termes avec Hitler que n'importe quel représentant d'un État démocratique.

Dans les premiers communiqués, notamment dans un témoignage oculaire rendu public par Otto Dietrich, le chef de presse du Führer, et même dans le discours d'Hitler devant le Reichstag, on insista beaucoup sur la moralité dépravée de Röhm et des autres leaders S.A. abattus. Dietrich affirma que l'arrestation de Heines, surpris au lit à Wiessee avec un jeune homme, fut une scène dépassant toute description, et Hitler, prenant la parole devant les chefs des sections d'assaut survivants à

Munich, le 30 juin, à midi, juste après les premières exécutions, déclara que, pour leur morale corrompue seule, ces hommes méritaient de mourir.

Et pourtant Hitler avait toujours su, dès les premiers jours du parti, qu'un grand nombre de ses plus fidèles partisans étaient des perversis sexuels et des meurtriers avérés. Il était, par exemple, de notoriété publique que Heines avait l'habitude d'envoyer des hommes des S.A. à travers toute l'Allemagne pour lui trouver des amants. Tout cela, Hitler ne l'avait pas seulement toléré, mais défendu; plus d'une fois, il avait reproché à ses camarades du parti d'être trop collet monté à propos de la moralité d'un homme, si celui-ci était un combattant fanatique du mouvement. Maintenant, le 30 juin 1934, il affirmait être scandalisé par la dégénérescence morale de certains de ses plus anciens lieutenants.

La plupart des exécutions étaient terminées le dimanche après-midi 1er juillet, lorsque Hitler, qui avait quitté Munich pour regagner Berlin par avion la nuit précédente, donna une garden party à la Chancellerie. Le lundi, le président Hindenburg remercia Hitler pour « son action déterminée et sa vaillante intervention personnelle, qui ont permis d'étouffer la trahison dans l'œuf et de sauver le peuple allemand d'un grand danger ». Il félicita également Goering d'avoir « agi avec énergie et décision » pour réprimer « une haute trahison ». Le mardi, le général von Blomberg exprima au chancelier les remerciements du cabinet, qui entreprit de « légaliser » le massacre en le qualifiant de mesure nécessaire à « la défense de l'État ». Blomberg publia aussi un ordre du jour à l'armée, exprimant la satisfaction du Haut-Commandement devant la tournure prise par les événements et promettant d'établir « de cordiales relations avec les nouvelles troupes S.A. ».

Il était bien naturel que l'armée fût ravie de l'élimination de ses rivaux, les S.A., mais que dire du sens de l'honneur, pour ne pas parler de la décence, d'un corps des officiers, qui non seulement approuva mais félicita ouvertement un gouvernement d'avoir perpétré un massacre sans précédent dans l'Histoire allemande, au cours duquel deux de ses principaux officiers, les généraux von Schleicher et von Bredow, qualifiés de traîtres, furent assassinés de sang-froid. Seuls le vieux maréchal von Mackensen, âgé de quatre-vingt-cinq ans, et le général von Hammerstein, l'ancien commandant en chef de l'armée, protestèrent contre le meurtre de leurs deux camarades et contre les accusations de trahison invoquées pour le justifier*. Cette attitude du corps des officiers fut une tache sur l'honneur de l'armée; c'était également la marque d'une incroyable imprévoyance.

* *Les deux vieux officiers poursuivirent leur effort pour blanchir la mémoire de Schleicher et de Bredow et réussirent à obtenir d'Hitler, au cours d'une réunion secrète du parti et des chefs militaires, le 7 janvier 1935, à Berlin, l'aveu que le meurtre des deux généraux avait été « erroné » et la promesse que leurs noms figureraient de nouveau sur les archives de leur régiment. Cette « réhabilitation » ne fut jamais rendue publique en Allemagne, mais le corps des officiers s'en contenta, (Voir WHEELER-BENNET, *The Nemesis of Power*, page 337.)*

En faisant cause commune avec Hitler le 30 juin 1934, les généraux se plaçaient eux-mêmes dans une position où ils ne pourraient plus jamais s'opposer dans l'avenir aux actes de terrorisme nazis, non seulement à l'intérieur, mais même quand ils seraient perpétrés au-delà des frontières, même quand ils seraient commis contre d'autres officiers. Car l'armée soutenait Hitler lorsqu'il prétendait qu'il était devenu la loi ou, comme il le dit dans son discours du 13 juillet au Reichstag : « Si l'on me reproche de

n'avoir pas fait appel aux tribunaux réguliers, tout ce que je peux répondre alors, c'est ceci : en cet instant j'étais responsable du destin du peuple allemand et je suis devenu par là le juge suprême (*Oberster Gerichts herr*) du peuple allemand. » Et Hitler ajouta, pour faire bonne mesure : « Chacun doit savoir désormais que, s'il lève la main pour frapper l'État, alors la mort certaine l'attend. » C'était un avertissement aux généraux quand dix ans après, presque jour pour jour, les plus désespérés d'entre eux devaient avoir enfin l'audace de lever la main pour abattre leur « juge suprême ».

En outre, le corps des officiers se faisait des illusions en croyant que, le 30 juin, il s'était à jamais délivré de la menace du mouvement nazi contre ses prérogatives et ses pouvoirs traditionnels. Car, au lieu des S.A., vinrent les S.S. Le 26 juillet, les S.S., pour les récompenser de s'être chargés des exécutions, furent déclarés indépendants des S.A., avec à leur tête Himmler — comme Reichsführer — responsable seulement devant Hitler. Cette force bien mieux disciplinée et plus loyale n'allait pas tarder à devenir beaucoup plus puissante que les S.A. ne l'avaient jamais été et, en tant que rivale de l'armée, elle allait réussir là où les Chemises Brunes de Röehm avaient échoué.

Mais, pour le moment, les généraux affichaient une confiance satisfaite. Comme le répéta Hitler dans son discours du 13 juillet au Reichstag, l'armée devait demeurer « la seule à porter les armes ». A la demande du Haut-Commandement, le chancelier s'était débarrassé des S.A., qui avaient osé mettre en question ce principe. Le temps était venu maintenant où l'armée devrait jouer son rôle aux termes du « Pacte du *Deutschland* ».

Durant tout l'été, Hindenburg, qui semblait indestructible, n'avait cessé de décliner et, le 2 août, à 9 heures du matin, il mourut dans sa quatre-vingt-septième année. A midi, trois heures plus tard, on annonça que, aux termes d'une loi votée par le cabinet la veille, les charges de chancelier et de président avaient été combinées et qu'Adolf Hitler avait pris les pouvoirs de chef de l'État et de commandant en chef des forces armées. Le titre de président était aboli ; Hitler serait désigné sous le titre de Führer et chancelier du Reich. Sa dictature était devenue totale. Pour ne laisser aucune échappatoire, Hitler exigea de tous les officiers et hommes de troupes un serment d'allégeance, non pas à l'Allemagne, non pas à la Constitution qu'il avait violée en n'organisant pas d'élections pour désigner un successeur à Hindenburg, mais à lui-même. Ce serment précisait :

Je prête devant Dieu ce serment sacré d'obéir sans condition à Adolf Hitler, Führer du Reich et du peuple allemand, commandant suprême des forces armées, et d'être prêt en brave soldat à risquer à tout moment ma vie pour respecter ce serment.

A dater d'août 1934, les généraux, qui jusqu'alors auraient pu renverser sans mal le régime nazi s'ils l'avaient voulu, se lièrent ainsi à la personne d'Adolf Hitler, reconnaissant en lui la plus haute autorité légale du pays et se mettant sous sa dépendance par un serment de fidélité qu'ils se sentaient tenus par l'honneur de respecter en toute circonstance, si humiliant que ce pût être pour eux et pour la mère patrie. C'était un serment qui devait poser des cas de conscience à un certain nombre

d'officiers supérieurs quand leur chef reconnu s'engagerait dans une direction dont ils savaient qu'elle ne pouvait conduire qu'à l'anéantissement de la Nation et qu'ils désapprouvaient.

C'était aussi un serment qui permettrait à un nombre encore plus grand d'officiers de s'exonérer de toute responsabilité personnelle pour les crimes indicibles qu'ils perpétreraient sur l'ordre d'un commandant suprême dont la véritable nature leur était apparue à l'occasion de la boucherie du 30 juin. Une des effarantes aberrations du corps des officiers allemands à partir de cette date naquit de ce conflit « d'honneur », mot qui, l'auteur de ces lignes peut en témoigner par expérience personnelle, revenait souvent sur leurs lèvres et dont ils avaient une conception si curieuse. Bien souvent par la suite, en honorant leur serment, ils se déshonorèrent en tant qu'êtres humains et piétinèrent dans la boue le code moral de leur caste.

Quand Hindenburg mourut, le docteur Goebbels, ministre de la Propagande, annonça officiellement qu'on n'avait découvert aucun testament du maréchal et que l'on devait donc supposer qu'il n'en avait pas laissé. Mais, le 15 août, quatre jours avant le plébiscite par lequel on demandait au peuple allemand d'approuver l'accession d'Hitler à la présidence, le testament politique de Hindenburg apparut, et ce fut Papen lui-même qui le remit à, Hitler. Les paroles flatteuses qu'il contenait à l'adresse d'Hitler apportèrent à Goebbels de précieuses munitions dans les derniers jours de la campagne électorale, et cet appui se trouva encore renforcé à la veille du scrutin par une allocution radiodiffusée du colonel Oskar von Hindenburg :

Mon père avait vu lui-même en Adolf Hitler son successeur direct à la tête de l'État allemand,

et j'agis conformément aux vœux de mon père en demandant à tous les hommes et à toutes les femmes d'Allemagne de voter pour confier les fonctions de mon père au Führer et au chancelier du Reich*.

** Il est intéressant et peut-être révélateur qu'Hitler promu à cette époque Oskar du rang de colonel à celui de général de brigade.*

On peut affirmer presque à coup sûr que ce n'était pas vrai. Car Hindenburg, d'après les témoignages les plus valables que l'on possède, avait recommandé une restauration de la monarchie après sa mort. Mais, cette partie du testament, Adolf Hitler la supprima.

Une partie, sinon la totalité du mystère enveloppant la vérité à propos du testament du vieux président, se trouva éclaircie après la guerre par l'interrogatoire de Papen à Nuremberg, et plus tard par ses mémoires. Et si Papen n'est pas un témoin irréprochable et s'il n'a peut-être pas dit tout ce qu'il savait, son témoignage ne saurait être ignoré. Il rédigea lui-même le premier jet des dernières volontés de Hindenburg et, selon lui, à la demande du maréchal.

Mon projet (dit-il dans ses mémoires) recommandait que l'on adoptât après sa mort une monarchie constitutionnelle, et j'insistai sur l'inconvénient qu'il y aurait à combiner les charges de président et de chancelier. Pour éviter de blesser Hitler, il y avait également certaines allusions approbatrices à quelques-unes des actions positives du régime nazi.

Papen remit ce projet à Hindenburg en avril 1934, raconte-t-il.

Quelques jours plus tard, il me demanda de revenir le voir et me dit qu'il avait décidé de ne pas approuver le document dans la forme que je lui proposais. Il estimait... que la nation dans son ensemble devait décider quelle forme d'État elle désirait. Il avait donc l'intention de

considérer comme un testament le compte rendu de son activité et d'exprimer ses recommandations sur le retour de la monarchie sous forme de dernière volonté dans une lettre personnelle adressée à Hitler. Cela signifiait bien sûr que tout le propos de mon projet initial était perdu, puisque la recommandation concernant la monarchie ne s'adressait plus à la Nation; fait dont Hitler par la suite profita pleinement.

Aucun Allemand n'était aussi bien placé que Papen pour observer comment Hitler en profita.

Quand je revins à Berlin, après les funérailles de Hindenburg, à Tannenberg, Hitler me téléphona. Il me demanda si Hindenburg avait laissé un testament politique et si je savais où il était. Je répondis que je demanderais à Oskar von Hindenburg. « Je vous serais reconnaissant, reprit Hitler, de veiller à ce que ce document me parvienne le plus tôt possible. » Je chargeai donc Kageneck, mon secrétaire particulier, de se rendre à Neudeck pour demander au fils de Hindenburg si le testament existait encore et si je pouvais l'avoir pour le transmettre à Hitler. Comme je n'avais pas vu Hindenburg après son départ de Berlin à la fin de mai, j'ignorais totalement s'il avait détruit ou non le testament.

Oskar, qui n'avait pas réussi à trouver cet important document aussitôt après la mort de son père, le retrouva brusquement. Cela n'était pas un exploit bien difficile, comme en témoigna le comte von der Schulenburg, l'aide de camp de Hindenburg, dans la déposition qu'il fit au procès de dénazification de Papen. Il révéla que, le 11 mai, le président avait signé deux documents, son testament et ses dernières volontés. Le premier était adressé « au peuple allemand », et le second au « chancelier du Reich ». Quand Hindenburg quitta Berlin pour son dernier voyage à Neudeck, Schulenburg emporta les papiers avec lui. Papen dit qu'il l'ignorait à l'époque. Mais, en temps voulu, son secrétaire revint de Neudeck porteur de deux enveloppes cachetées que lui avait remises Oskar von Hindenburg.

Le 15 août, Papen les apporta à Hitler à Berchtesgaden.

Hitler lut les deux documents avec la plus grande attention et en discuta le contenu avec nous. De toute évidence, les recommandations de Hindenburg dans le document exprimant ses dernières volontés étaient contraires aux intentions d'Hitler. Il profita donc du fait que l'enveloppe était adressée « Au chancelier du Reich Adolf Hitler ». « Ces recommandations du défunt président, déclara-t-il, me sont adressées personnellement. Je déciderai par la suite si et quand je dois permettre leur publication. » Ce fut en vain que je le suppliai de publier les deux documents. Le seul transmis à son chef de presse fut le testament politique de Hindenburg, qui contenait certaines allusions élogieuses pour Hitler (31).

Ce qu'il advint du second document recommandant que ce ne fût pas Hitler mais un Hohenzollern qui devînt chef de l'État, Papen ne le dit pas et peut-être ne le sait-il pas. Comme on ne l'a jamais retrouvé parmi les centaines de tonnes de documents secrets nazis capturés, il est vraisemblable qu'Hitler ne tarda pas à le détruire.

Cela n'aurait sans doute pas changé grand-chose si Hitler avait eu le courage et l'honnêteté de le publier. Avant même la mort de Hindenburg, il avait fait promulguer par le cabinet une loi lui accordant les pouvoirs du président. C'était le 1er août, la veille de la mort du maréchal. Que la « loi » fût illégale ne changeait pas grand-chose non plus dans une Allemagne où il était maintenant devenu l'incarnation même de la loi. Son illégalité était pourtant évidente. Le 17 décembre 1932, durant le gouvernement Schleicher, le Reichstag avait voté à la majorité indispensable des deux tiers un amendement à la Constitution prévoyant que le président de la Haute-Cour de Justice, et non le chancelier, devrait assumer les fonctions de président jusqu'à ce qu'eussent lieu de nouvelles élections. Et si l'acte d'Habilitation, qui constituait la base « légale » de la dictature d'Hitler,

donnait au chancelier le droit de promulguer des lois en désaccord avec la Constitution, il lui interdisait formellement de modifier l'institution de la présidence.

Mais qu'importait la loi maintenant? Peu importait à Papen, qui s'en alla gaiement servir Hitler comme ministre d'Allemagne à Vienne et aplanir les difficultés soulevées par l'assassinat du chancelier Dollfuss par les nazis. Peu importait aux généraux, qui entreprirent avec ardeur de construire l'armée d'Hitler. Peu importait aux industriels, qui se lancèrent avec enthousiasme dans l'entreprise rémunératrice du réarmement. Les conservateurs de la vieille école, les Allemands « convenables », comme le baron von Neurath aux Affaires étrangères, et le docteur Schacht à la Reichsbank, ne démissionnèrent pas. Personne ne démissionna. Bien mieux, le docteur Schacht assumait en outre les nouvelles fonctions de ministre de l'Économie à dater du 2 août, jour où Hitler s'empara des pouvoirs du président défunt.

Et le peuple allemand? Le 19 août, quelque 95 pour 100 des électeurs inscrits se rendirent aux urnes, et 90 pour 100, plus de 38 millions d'électeurs, approuvèrent de leur vote l'usurpation par Hitler du pouvoir absolu. Seuls 4 250 000 Allemands eurent le courage — ou l'envie — de voter « non ».

Hitler pouvait donc être plein d'assurance quand le congrès du Parti nazi se réunit à Nuremberg, le 4 septembre. Je le vis, le matin du lendemain, s'avancer comme un empereur conquérant par la travée centrale du grand Luitpold Hall, tout décoré de drapeaux, tandis que l'orchestre attaquait la Marche de Baden-weiler et que 30 000 mains se levaient pour faire le salut nazi. Quelques instants plus tard, il s'asseyait fièrement au

centre de l'immense estrade, les bras croisés, les yeux brillants, tandis que le gauleiter de Bavière, Adolf Wagner, lisait la proclamation du Führer :

La forme de vie allemande est définitivement fixée pour les mille ans à venir. L'Age des Nerfs du XIXe siècle s'est clos avec nous. Il n'y aura pas d'autre révolution en Allemagne pendant les mille ans à venir!

Comme il était mortel, il ne vivrait pas mille ans, mais, aussi longtemps qu'il vivrait, il allait être pour ce grand peuple l'autocrate le plus puissant et le plus impitoyable que l'Allemagne eût jamais connu. Le vénérable Hindenburg n'était plus là pour mettre en question son autorité; l'armée était dans ses mains, liée par un serment qu'aucun soldat allemand ne violerait facilement. En fait, toute l'Allemagne et tous les Allemands étaient entre ses mains sanglantes, maintenant que les derniers récalcitrants avaient été éliminés ou avaient disparu pour de bon.

« C'est merveilleux! » s'écria-t-il à Nuremberg devant les correspondants étrangers, au terme d'une semaine épuisante de défilés, de discours, de cérémonies païennes et de l'adulation la plus frénétique que l'auteur de ces lignes ait jamais vu témoigner à une personnalité publique. Adolf Hitler avait parcouru un long chemin depuis les ruisseaux de Vienne. Il n'avait que quarante-cinq ans, et c'était à peine le début. Même quelqu'un qui retournait en Allemagne pour la première fois depuis la mort de la République pouvait se rendre compte que, quels que fussent ses crimes contre l'humanité, Hitler avait libéré une force dynamique extraordinaire qui s'était trouvée longtemps enfermée dans le cœur du peuple allemand. A quelles fins, il l'avait déjà clairement expliqué dans les pages de *Mein Kampf* et dans cent discours qui étaient passés inaperçus

ou qui avaient été tournés en ridicule par tant de gens — par presque tout le monde — à l'intérieur et surtout à l'extérieur du Troisième Reich.

LA VIE DANS LE TROISIEME REICH: 1933-1937

CE fut à cette époque, à la fin de l'été de 1934, que je vins habiter et travailler dans le Troisième Reich. Il y avait largement de quoi impressionner, intriguer et troubler un observateur étranger dans cette Allemagne nouvelle. L'écrasante majorité des Allemands semblait accepter de se voir retirer toute liberté personnelle, de voir aussi une si grande partie de leur culture détruite et remplacée par une barbarie aveugle et leur vie et leur travail réglementés à un degré encore jamais atteint même dans un pays habitué depuis des générations à être enrégimenté.

Partout planait, bien sûr, l'ombre menaçante de la Gestapo et la peur du camp de concentration pour ceux qui s'écartaient du droit chemin, ou qui avaient été communistes ou socialistes ou trop libéraux ou trop pacifistes, ou pour ceux qui étaient Juifs. La purge sanglante du 30 juin 1934 était un avertissement qui montrait bien jusqu'où les nouveaux chefs pouvaient aller. Cependant, dans les premières années, la terreur nazie n'affectait que la vie de relativement peu d'Allemands, et un observateur qui arrivait dans le pays était surpris de constater que les gens ne paraissaient pas se rendre compte qu'ils étaient sous la poigne d'une dictature brutale et sans scrupule. Au contraire, ils soutenaient le régime avec un sincère enthousiasme. Ils étaient pleins d'un espoir nouveau et de confiance, et ils avaient une foi étonnante dans l'avenir de leur pays.

Hitler liquidait le passé, avec tout ce qu'il avait apporté de

déceptions. Étape par étape, et rapidement (comme nous le verrons en détail par la suite), il libérait les Allemands des entraves du Traité de Versailles, confondant les Alliés et redonnant une force militaire à son pays. C'était cela que la plupart des Allemands désiraient, et ils étaient prêts à faire les sacrifices que demandait d'eux le chef pour l'obtenir : les sacrifices, c'est-à-dire la perte de la liberté personnelle, un régime Spartiate (« Des canons plutôt que du beurre ») et un travail dur. Au courant de l'automne de 1936, le problème du chômage avait été résolu; presque tout le monde avait de nouveau un emploi* et l'on pouvait entendre des travailleurs qui avaient été privés de leurs droits syndicaux dire en plaisantant, devant leurs gamelles pleines, que sous Hitler au moins on n'avait plus la liberté de mourir de faim.

* De février 1933 au printemps de 1937, le nombre des chômeurs inscrits passa de 6 millions à moins de 1 million.

« *Gemeinnutz vor Eigennutz!* » (L'intérêt de tous avant celui de chacun!) était un des grands slogans nazis de l'époque, et, bien que plus d'un chef du parti, et surtout Goering, ne manquât pas de s'enrichir en secret et que les bénéfices eussent monté dans les affaires, les masses étaient indubitablement gagnées par le « national socialisme » qui, en apparence, plaçait le bien-être de la communauté au-dessus des profits personnels.

Les lois raciales, qui écartaient les Juifs de la communauté allemande et qui, pour un observateur étranger, étaient un scandaleux retour à des mœurs primitives, étaient loin d'être impopulaires, car les théories raciales des nazis dépeignaient les Allemands comme le sel de la terre et la race

maîtresse. On rencontrait quelques Allemands — d'anciens socialistes ou des libéraux ou des chrétiens pratiquants des anciennes classes conservatrices — qui étaient dégoûtés ou même révoltés par la persécution des Juifs, mais, s'ils aidaient à soulager des cas individuels, ils ne faisaient rien pour contribuer à arrêter le courant. Que pouvaient-ils faire ? Ils vous posaient souvent la question, et ce n'était pas facile d'y répondre.

Les Allemands apprenaient vaguement par leurs journaux censurés et leur radio que leurs pratiques étaient considérées avec répulsion à l'étranger, mais ils remarquaient que cela n'empêchait pas les étrangers d'arriver en foule dans le Troisième Reich et de jouir apparemment de son hospitalité. Car l'Allemagne nazie, beaucoup plus que la Russie soviétique, ouvrait ses portes au monde entier*.

** Contrairement aussi à ce qui se passe en Russie soviétique, l'Allemagne nazie permettait à tous ses citoyens, excepté les quelques milliers qui étaient sur la liste noire de la police secrète de voyager à l'étranger, voyages qui étaient cependant soumis à de sévères restrictions de devises, dont le pays manquait terriblement. Ces restrictions de devises n'étaient pourtant pas plus rigoureuses que celles que connurent les Anglais après 1945. Fait remarquable, les chefs nazis ne craignaient pas, semblait-il, de voir l'Allemand moyen contaminé par l'anti-nazisme s'il allait dans des pays démocratiques.*

Le tourisme était florissant et apportait des devises bien nécessaires. Un étranger, même s'il était très anti-nazi, pouvait venir en Allemagne et y voir et étudier ce qui lui plaisait, à l'exception des camps de concentration et, comme dans tous les pays, des installations militaires. Et beaucoup vinrent. Et beaucoup revinrent, sinon convertis, du moins plus tolérants à l'égard de l'Allemagne nouvelle et pensant qu'ils avaient vu ce qu'ils appelaient « des réalisations positives ». Même un homme aussi perspicace que Lloyd George, qui avait conduit l'Angleterre à la victoire

contre l'Allemagne en 1918, et qui, cette année-là, avait mené sa campagne électorale avec le slogan « Le Kaiser au poteau », put aller voir Hitler à Obersalzberg en 1936 et repartir très content du Führer et même louer celui-ci publiquement d'être « un grand homme » qui avait l'intelligence et la volonté de résoudre les problèmes sociaux d'une grande nation moderne (et surtout, le problème du chômage, cette plaie dont continuait à souffrir l'Angleterre et au sujet duquel le grand leader libéral, avec son programme « Nous pouvons vaincre le chômage », avait trouvé si peu de soutien dans son pays).

Les Jeux olympiques qui eurent lieu à Berlin en août 1936 donnèrent aux nazis une merveilleuse occasion d'impressionner le monde avec les réalisations du Troisième Reich, et ils en tirèrent le maximum. Les pancartes *Juden unerwünscht* (Juifs indésirables) furent retirées sans fracas des magasins, des hôtels, des brasseries et des lieux publics, la persécution des Juifs temporairement arrêtée et le pays prit son aspect le plus sage. Jamais encore on n'avait vu, dans des jeux précédents, une organisation aussi spectaculaire et un tel déploiement de réjouissances. Goering, Ribbentrop et Goebbels donnèrent des réceptions éblouissantes en l'honneur des visiteurs étrangers : la « Nuit Italienne » du ministre de la Propagande, sur le Pfaueninsel, près de Wannsee, réunit plus de mille invités pour dîner dans un décor des *Mille et Une Nuits*. Les visiteurs, surtout ceux qui venaient d'Angleterre et d'Amérique, furent très impressionnés par ce qu'ils virent : un peuple apparemment heureux, sain, uni sous Hitler... tableau très différent, dirent-ils, de celui que leur avaient peint les correspondants de leurs journaux à Berlin.

Et cependant, sous la surface, dissimulée aux touristes durant ces

splendides journées de fin d'été des Jeux olympiques de Berlin, ignorée de la plupart des Allemands ou acceptée par eux avec une étonnante passivité, une transformation dégradante de la vie allemande semblait se produire... aux yeux d'un étranger tout au moins.

Il n'y avait rien de caché, bien sûr, dans les lois décrétées par Hitler contre les Juifs, ni dans la persécution, inspirée par le gouvernement, de ce peuple infortuné. Les lois de Nuremberg du 15 septembre 1935 privaient les Juifs allemands de leurs droits civiques et les réduisaient au rang de « sujets ». Elles interdisaient également le mariage entre Juifs et Aryens, ainsi que les relations extra-maritales entre eux, et elles n'autorisaient pas les Juifs à employer des domestiques aryennes de moins de trente-cinq ans. En quelques années, treize décrets additionnels à ces lois de Nuremberg allaient mettre les Juifs complètement hors la loi.

Mais déjà, dès l'été de 1936, quand l'Allemagne, hôtesse des Jeux olympiques, enchantait les visiteurs de l'Ouest, les Juifs avaient été exclus soit par la loi soit par la terreur nazie — cette dernière précédant souvent la première — des emplois tant publics que privés, dans une telle proportion que la moitié au moins d'entre eux se trouvaient sans moyens d'existence. Dans la première année du Troisième Reich, en 1933, ils avaient été exclus de toutes les fonctions officielles et publiques, du journalisme, de la radio, de l'agriculture, de l'enseignement, du théâtre, du cinéma; en 1934, on les mit à la porte de la Bourse, et, bien qu'ils ne durent être légalement bannis du barreau, de la médecine ou des affaires qu'en 1938, ils ne pouvaient pratiquement déjà plus pénétrer dans aucun de ces domaines à la fin des quatre premières années du régime nazi.

Qui plus est, on leur refusait non seulement la plupart des

commodités de l'existence, mais souvent aussi le nécessaire. Dans plus d'une ville, il était difficile, sinon impossible, à un Juif d'acheter de quoi manger. Il y avait, sur les portes de l'épicier, du boucher, du boulanger et du crémier, des pancartes qui disaient : « Interdit aux Juifs. » Dans nombre d'agglomérations, les Juifs ne pouvaient même pas se procurer de lait pour leurs jeunes enfants. Les pharmaciens ne leur vendaient pas de médicaments. Les hôtels refusaient de les loger pour la nuit. Et partout, où qu'ils aillent, il y avait les pancartes injurieuses « Cette ville est strictement interdite aux Juifs », ou « Les Juifs entrent ici à leurs risques et périls. » Sur une route près de Ludwigshafen, à l'entrée d'un virage brusque, il y avait ce panneau « Attention! Virage dangereux! Juifs, 120 à l'heure* ».

** L'auteur a été violemment attaqué dans la presse allemande et à la radio, et menacé d'expulsion, pour avoir écrit un article disant qu'on enlevait certaines de ces pancartes antisémites pour la durée des Jeux olympiques.*

Tel était le triste sort des Juifs vers l'époque où se tinrent en Allemagne les Jeux olympiques. Ce n'était que le début d'une route qui allait bientôt mener à leur extinction par le massacre.

La guerre des nazis contre les Églises chrétiennes commença plus modérément. Bien qu'Hitler, nominalement catholique, eût invectivé le catholicisme politique dans *Me in Kampf* et attaqué les deux Églises chrétiennes en les accusant de ne pas vouloir reconnaître le problème racial, il avait dit dans son livre : « Un parti politique ne doit jamais... perdre de vue le fait que, dans toute l'histoire passée, un parti purement politique n'a jamais réussi à entraîner une réforme religieuse. » L'article 24 du programme du parti demandait : « La liberté pour toutes les confessions religieuses existant dans l'État, à condition qu'elles ne représentent pas... un danger pour les sentiments moraux de la race allemande. Le parti est pour un christianisme positif. »

Dans son discours du 23 mars 1933 au Reichstag, quand le corps législatif de l'Allemagne abandonna ses fonctions au dictateur, Hitler rendit hommage aux fois chrétiennes, en disant qu'elles étaient « des éléments essentiels pour la sauvegarde de l'âme du peuple allemand »; il promit de respecter leurs droits, déclara que son gouvernement « ambitionnait de parvenir à un accord entre l'Église et l'État » et ajouta — l'œil sur les bulletins de vote du Parti catholique du Centre, qu'il obtint — « nous espérons améliorer nos bonnes relations avec le Saint-Siège. »

Quatre mois plus tard à peine, le 20 juillet, le gouvernement nazi conclut un concordat avec le Vatican, aux termes duquel il garantissait le libre exercice de la religion catholique et le droit, pour l'Église, « de régler ses propres affaires ». Cet accord, signé par Papen pour l'Allemagne et par monsignor Pacelli, secrétaire d'Etat du pape et futur pape Pie XII, pour le

Vatican, était à peine sur le papier qu'il était violé par le gouvernement nazi. Mais arrivant comme il le fit, au moment même où les premiers excès du nouveau régime en Allemagne provoquaient des réactions horrifiées dans le monde entier, le concordat contribua sans aucun doute à donner au gouvernement hitlérien un prestige dont il avait grand besoin*.

* *Dans une allocution qu'il fit le 2 Juin 1945 devant le Sacré Collège, le pape Pie XII défendit le concordat qu'il avait signé, mais décrivit le national socialisme, tel qu'il apprit à le connaître par la suite, comme « une arrogante apostasie de la religion de Jésus-Christ, la négation de Sa doctrine et de Son œuvre de rédemption, le culte de la violence, l'idolâtrie de la race et du sang, la destruction de la liberté et de la dignité humaines ».*

Le 25 juillet, cinq jours après la ratification du concordat, le gouvernement allemand promulgua une loi sur la stérilisation, qui offensait tout particulièrement l'Église catholique. Cinq jours plus tard, des mesures étaient prises pour dissoudre la Ligue des Jeunesses catholiques. Durant les années suivantes, des milliers de prêtres catholiques, de religieuses et de chefs laïques furent arrêtés, nombre d'entre eux sur des accusations forgées de toutes pièces « d'immoralité » et de « trafic de devises étrangère ». Erich Klausener, leader de l'Action catholique, fut, comme on l'a vu, assassiné au cours de la purge du 30 juin 1934. Des dizaines de publications catholiques furent supprimées, et même la sainteté du confessionnal fut violée par des agents de la Gestapo.

Au printemps de 1937, la hiérarchie catholique d'Allemagne, qui, comme la majorité du clergé protestant, avait commencé par essayer de collaborer avec le nouveau régime, avait totalement perdu ses illusions. Le 14 mars 1937, Pie XII publia une encyclique, *Mit Brennender Sorge* (Avec une Brûlante Douleur), qui accusait le gouvernement nazi d'avoir «

éludé » et « violé » le concordat et d'avoir semé « l'ivraie de la suspicion, de la discorde, de la haine, de la calomnie, de l'hostilité fondamentale, secrète et ouverte, au Christ et à Son Église ». A « l'horizon de l'Allemagne », le pape voyait « les nuages menaçants des guerres religieuses destructrices... qui n'ont d'autre but que... l'extermination ».

Le révérend Martin Niemöller avait personnellement salué avec satisfaction l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. Cette année-là avait été publiée son autobiographie, *Du Sous-marin à la Chaire*. L'histoire de cet ancien commandant de sous-marin de la Guerre de 1914-1918, devenu un éminent pasteur protestant, avait reçu un excellent accueil dans la presse nazie, et elle était devenue un best-seller. Comme pour nombre de prêtres protestants, les quatorze années de la République avaient été, pour le pasteur Niemöller, « des années d'obscurité (1) », et à la fin de son autobiographie il ajoutait une note exprimant sa satisfaction que la révolution nazie eût finalement triomphé et qu'elle eût entraîné cette « renaissance nationale », pour laquelle lui-même avait si longtemps combattu — pendant un temps — dans le corps franc dont tant de leaders nazis étaient issus.

Il ne devait pas tarder à connaître une terrible désillusion.

Tout comme aux États-Unis, les protestants étaient divisés en Allemagne. Très peu d'entre eux seulement — 150 000 sur 45 millions — appartenaient aux diverses Églises libres, telles que les baptistes et les méthodistes. Le reste se partageait entre vingt-huit Églises luthériennes et réformées, dont la plus importante était l'Église de la Vieille Union Prussienne, qui comptait 18 millions de membres. Avec l'avènement du national socialisme, de nouvelles divisions se créèrent au sein des

protestants. Les nazis les plus fanatiques parmi eux organisèrent en 1932 « le Mouvement des Allemands de foi chrétienne », dont le chef le plus véhément était un certain Ludwig Mueller, aumônier du district militaire de Prusse-Orientale, partisan dévoué d'Hitler, qui avait organisé une rencontre entre le Führer et le général von Blomberg quand ce dernier commandait la région. Les « chrétiens allemands » soutenaient ardemment les doctrines raciales nazies et le principe de la suprématie allemande et voulaient les voir appliqués à une Église du Reich, qui réunirait tous les protestants. En 1933, les « chrétiens allemands » avaient gagné à leur cause environ trois mille pasteurs sur un total de dix-sept mille, mais leurs partisans laïques représentaient probablement un pourcentage plus grand de fidèles.

Il existait un autre groupe minoritaire, opposé à celui des « chrétiens allemands » et qui s'appelait « l'Église Confessionnelle ». Il comptait à peu près le même nombre de pasteurs, et il fut finalement dirigé par Niemöller. Il était opposé à la nazification des Églises protestantes, rejetait les théories raciales des nazis et dénonçait les doctrines anti-chrétiennes de Rosenberg et d'autres chefs nazis. Au milieu, il y avait la majorité des protestants, qui semblaient trop timorés pour rejoindre les rangs d'un des deux groupes combattants et qui finirent, pour la plupart, par atterrir dans les bras d'Hitler, acceptant de le voir intervenir dans les affaires de l'Église et obéissant à ses commandements sans protester ouvertement. Il est difficile de comprendre le comportement de la plupart des protestants allemands au cours des premières années du régime nazi si l'on ne connaît pas deux choses : leur histoire et l'influence de Martin Luther*.

** Pour éviter tout malentendu, il paraît bon de faire remarquer que l'auteur est protestant.*

Le grand fondateur du protestantisme était à la fois un antisémite passionné et un défenseur de l'autorité politique absolue. Il voulait débarrasser l'Allemagne des Juifs et, quand ceux-ci furent renvoyés, il conseilla de leur enlever « toute leur fortune, leurs bijoux, leur argent et leur or » et, de plus, « de mettre le feu à leurs synagogues et à leurs écoles, de détruire leurs maisons... et de les placer sous un toit ou dans une étable, comme des bohémiens... dans un état de misère et de captivité, car ils se lamentent incessamment et se plaignent de nous à Dieu »... conseil qui fut suivi à la lettre, quatre siècles plus tard, par Hitler, Goering et Himmler (2).

Au cours de ce qui fut probablement l'unique révolte populaire de toute l'histoire allemande, le soulèvement des paysans en 1525, Luther conseilla aux princes d'adopter les mesures les plus sévères contre les « chiens enragés », comme il appelait les paysans désespérés et opprimés. Ici, comme dans ses déclarations contre les Juifs, Luther employait un langage d'une grossièreté et d'une brutalité inégalées dans l'histoire allemande jusqu'à l'époque des nazis. L'influence de cette puissante personnalité s'étendit sur des générations en Allemagne, surtout parmi les protestants. La conséquence, entre autres, ce fut la facilité avec laquelle le protestantisme allemand devint l'instrument de l'absolutisme royal et princier depuis le XVI^e siècle jusqu'en 1918, quand les rois et les princes furent renversés. Les monarques héréditaires et les petits seigneurs devinrent les évêques des Églises protestantes sur leurs terres respectives. C'est ainsi que le roi Hohenzollern était à la tête de l'Église de Prusse.

Dans aucun pays, si ce n'est dans la Russie des tsars, le clergé ne devint si totalement asservi à l'autorité politique de l'État. Ses membres, à quelques rares exceptions près, se tenaient solidement derrière le roi, les junkers et l'armée, et, au cours du XIXe siècle, ils s'opposèrent avec soumission aux divers mouvements libéraux et démocratiques qui naissaient. La République de Weimar elle-même était mal vue de la plupart des pasteurs protestants, non seulement parce qu'elle avait déposé les rois et les princes, mais parce qu'elle tirait son principal soutien des catholiques et des socialistes. Pendant les élections du Reichstag, on ne pouvait s'empêcher de remarquer que le clergé protestant — Niemöller étant un exemple frappant de la chose — soutenait très ouvertement les nationalistes et même les ennemis nazis de la République. Tout comme Niemöller, la plupart des protestants saluèrent avec satisfaction l'avènement d'Adolf Hitler à la Chancellerie en 1933.

Ils ne devaient pas tarder à faire connaissance avec les tactiques nazies très rigoureuses qui avaient amené Hitler jusqu'au pouvoir politique. En juillet 1933, des représentants des Églises protestantes avaient rédigé une constitution en vue de la création d'une nouvelle « Église du Reich », et celle-ci fut officiellement reconnue par le Reichstag le 14 juillet. Aussitôt, une ardente lutte se livra pour l'élection du premier évêque du Reich. Hitler insista pour que ce haut poste fût confié à son ami, l'aumônier Mueller, qu'il avait désigné comme son conseiller pour les affaires de l'Église protestante. Les chefs de la Fédération des Églises proposèrent un ecclésiastique éminent, le pasteur Friedrich von Bodelschwingh. Mais ils étaient naïfs.

Le gouvernement nazi intervint, ordonna la dissolution d'un certain

nombre d'organisations ecclésiastiques provinciales, suspendit plusieurs grands dignitaires des Églises protestantes, lâcha les S.A. et la Gestapo sur les prêtres récalcitrants, terrorisa, en fait, tous ceux qui soutenaient Bodelschwingh. A la veille de l'élection des délégués au synode qui devait élire l'évêque du Reich, Hitler fit personnellement une allocution à la radio pour « recommander instamment » l'élection de « chrétiens allemands », dont le candidat était Mueller. Ce procédé d'intimidation remporta tout le succès désiré. Entre-temps, Bodelschwingh avait été contraint de retirer sa candidature, et les « élections » fournirent une majorité de « chrétiens allemands », lesquels élirent en septembre, au synode de Wittenberg, là même où Luther avait pour la première fois défié Rome, Mueller évêque du Reich.

Mais ce nouveau chef de l'Église, qui était un homme assez maladroit, ne parvint pas à instituer une Église unifiée ni à nazifier complètement les congrégations protestantes. Le 13 novembre 1933, le lendemain du jour où le peuple allemand avait si puissamment soutenu Hitler dans un plébiscite national, les « chrétiens allemands » organisèrent un grand rassemblement au Sportpalast de Berlin. Un certain docteur Reinhardt Krause, chef de la secte dans le district de Berlin, proposa l'abandon de l'Ancien Testament, « avec ses histoires de marchands de bétail et de proxénètes », et la révision du Nouveau Testament, de manière que l'enseignement de Jésus « corresponde entièrement aux demandes du national-socialisme ». Des résolutions furent rédigées, demandant « Un Peuple, Un Reich, Une Foi », exigeant de tous les pasteurs qu'ils prêtent un serment de fidélité à Hitler et de toutes les Églises, qu'elles fussent exclusivement aryennes et excluent les Juifs convertis. C'en était trop, même pour les protestants timorés qui

avaient refusé de prendre part à la guerre des Églises, et l'évêque Mueller fut contraint de suspendre le docteur Krause et de le désavouer.

En réalité, la lutte entre le gouvernement nazi et les Églises se livrait sur le vieux problème de savoir ce qu'il fallait rendre à César, et ce qui revenait à Dieu. En ce qui concernait les protestants, la position d'Hitler était nette : si les « chrétiens allemands » nazis ne parvenaient pas à amener les Églises évangéliques sous la coupe de l'évêque du Reich Mueller, le gouvernement lui-même devrait prendre la direction des Églises. Il avait toujours eu un certain mépris pour les protestants qui, bien qu'en faible minorité dans son Autriche catholique natale, comprenaient les deux tiers des Allemands. « On peut faire d'eux ce qu'on veut, confia-t-il un jour à un de ses collaborateurs. Ils se soumettent.... ce sont de petites gens insignifiants, soumis comme des chiens, et ils suent de timidité quand on leur parle (3). » Il se rendait bien compte que cette résistance à la nazification des Églises protestantes venait d'une minorité de pasteurs et d'une minorité encore plus faible de fidèles.

Au début de 1934, le pasteur Niemöller, qui avait bien perdu de ses illusions, était devenu l'âme de la minorité résistante, tant dans « l'Église confessionnelle » que dans la Ligue de Défense des pasteurs. Au Synode Général de Barmen, en mai 1934, et au cours d'une réunion extraordinaire qui eut lieu dans l'Église de Jésus Christ de Niemöller, à Dahlem, un faubourg de Berlin, « l'Église Confessionnelle » se déclara l'Église protestante légale d'Allemagne et institua un gouvernement provisoire de cette Église. Il y avait donc maintenant deux groupes — celui de l'évêque du Reich Mueller et celui de Niemöller — qui prétendaient représenter légalement l'Église.

Il était évident que l'ancien aumônier militaire, en dépit de ses rapports étroits avec Hitler, n'avait pas su intégrer les Églises protestantes et, à la fin de 1935, après que la Gestapo eut arrêté sept cents pasteurs de l'« Église Confessionnelle », il abandonna son poste et disparut de la scène. Dès juillet 1935, Hitler avait désigné un de ses amis, avocat nazi, le docteur Hans Kerrl, comme ministre des Affaires de l'Église, avec des instructions en vue de faire un second essai pour coordonner les protestants. Nazi plutôt modéré et homme assez circonspect, Kerrl commença par remporter un succès considérable. Il réussit non seulement à se gagner le clergé conservateur, qui représentait la majorité, mais à constituer un Conseil de l'Église, dirigé par le vénérable docteur Zœllner, lequel était respecté de toutes les factions, et ce conseil était chargé de parvenir à une solution d'ensemble.

Bien que le groupe de Niemöller eût accepté de collaborer avec ce conseil, il continuait à soutenir que lui seul était l'Église légale. Lorsque, en mai 1936, il adressa un mémorandum courtois mais ferme à Hitler pour protester contre les tendances anti-chrétiennes du régime, dénoncer l'antisémitisme du gouvernement et demander que fût mis fin à l'ingérence de l'État dans les affaires ecclésiastiques, Frick, le ministre nazi de l'Intérieur, répondit par une action brutale. Des centaines de pasteurs de l'« Église Confessionnelle » furent arrêtés, un des signataires du mémorandum, le docteur Weissler, fut assassiné dans le camp de concentration de Sachsenhausen, les fonds de l'« Église Confessionnelle » furent confisqués et il fut interdit de faire des quêtes.

Le 12 février 1937, le docteur Zœllner démissionna du Conseil de l'Église — la Gestapo lui avait interdit de se rendre à Lübeck, où neuf

pasteurs protestants avaient été arrêtés; il se plaignait de ce que son travail avait été saboté par le ministre de l'Église. Le docteur Kerrl répondit dès le lendemain dans un discours qu'il fit devant un groupe d'ecclésiastiques soumis. Il accusa le vénérable Zœllner de ne pas avoir su apprécier la doctrine nazie de la Race, du Sang et de la Terre et révéla clairement l'hostilité du gouvernement à l'encontre des Églises protestante et catholique.

Le parti (dit Kerrl) s'appuie sur le principe du christianisme positif, et le christianisme positif, c'est le national socialisme... Le national socialisme, c'est l'effet de la volonté de Dieu... La volonté de Dieu est révélée dans le sang allemand... Le docteur Zœllner et le comte Galen (l'évêque catholique de Muenster) ont voulu expliquer que le christianisme consiste en la foi dans le Christ, Fils de Dieu. Cela me fait rire... Non. Le christianisme ne repose pas sur le symbole des apôtres... Le vrai christianisme est représenté par le parti, et le peuple allemand est aujourd'hui appelé par le parti et spécialement par le Führer à pratiquer un christianisme réel... Le Führer est le héraut d'une nouvelle Révélation (4).

Le 1er juillet 1937, le docteur Niemöller fut arrêté et enfermé dans la prison de Moabit, un quartier de Berlin. Le 27 juin, il avait prêché ce qui devait être son dernier sermon dans le Troisième Reich devant les fidèles qui emplissaient toujours très nombreux son église de Dahlem. Comme s'il pressentait ce qui allait arriver, il dit : « Nous ne pensons pas plus à user de nos propres pouvoirs pour échapper au bras de l'autorité que ne le faisaient les apôtres de jadis. Pas plus que nous ne sommes prêts à demeurer silencieux sur l'ordre de l'homme quand Dieu nous commande de parler. Car aujourd'hui, et toujours, nous devons obéir à Dieu plutôt qu'à l'homme. »

Après huit mois de prison, il fut jugé, le 2 mars 1938, devant un

Sondergericht, un de ces « Tribunaux spéciaux » instaurés par les nazis pour juger les délits commis contre l'État; bien que reconnu non coupable du principal délit dont on l'accusait, à savoir « d'avoir clandestinement attaqué l'État », il fut condamné à deux mille marks d'amende et à sept mois de prison pour « abus de la chaire » et quêtes faites dans son église. Comme il avait déjà fait plus que son temps en prison, le tribunal ordonna sa libération, mais il fut pris par la Gestapo alors qu'il quittait la salle d'audience, placé sous « garde protectrice » et enfermé dans des camps de concentration, d'abord à Sachsenhausen, puis à Dachau, où il demeura sept ans avant d'être libéré par les troupes alliées.

Huit cent sept pasteurs et laïques éminents de l'Église confessionnelle furent arrêtés en 1937, et des centaines d'autres dans les quelques années qui suivirent. Si la résistance de l'aile Niemöller de l'Église n'était pas brisée, elle avait, sans aucun doute, été obligée de plier. Ainsi que la majorité des pasteurs protestants, ces hommes, comme à peu près tout le monde en Allemagne, se soumettaient devant la terreur nazie. A la fin de 1937, l'évêque Marahrens de Hanovre, ecclésiastique hautement respecté, fut amené par le docteur Kerrl à faire une déclaration publique qui dut paraître particulièrement humiliante à de plus rigides serviteurs de Dieu comme Niemöller : « La conception nationale socialiste de la vie est l'enseignement national et politique qui détermine et caractérise le comportement du peuple allemand. C'est pourquoi il est indispensable que les chrétiens allemands s'y plient aussi. » Au printemps de 1938, l'évêque Marahrens alla jusqu'à ordonner à tous les pasteurs de son diocèse de prêter un serment de fidélité personnel au Führer. En peu de temps, la grande majorité des ecclésiastiques protestants prêtèrent ce serment, se

contraignant ainsi légalement et moralement à obéir aux ordres du dictateur.

Il serait fallacieux de donner à croire que la persécution des Églises protestante et catholique par l'État allemand déchira le peuple allemand ou même émut beaucoup la grande majorité de ce peuple. Il n'en fut rien. Un peuple qui avait si facilement abandonné sa liberté politique, culturelle et économique n'allait pas, à quelques exceptions relativement rares près, mourir ou même risquer l'emprisonnement pour conserver la liberté du culte. Ce qui, par contre, émut vraiment les Allemands dans les années trente, ce furent les éclatants succès d'Hitler, lequel donnait du travail à tous, créait la prospérité, restaurait la puissance militaire de l'Allemagne et allait, dans sa politique étrangère, de triomphe en triomphe.

Les arrestations de quelques milliers de pasteurs et de prêtres et les querelles des diverses sectes protestantes n'empêchaient pas beaucoup d'Allemands de dormir. Il y en avait bien moins encore qui allaient jusqu'à se dire que sous la direction de Rosenberg, de Bormann et d'Himmler, soutenus par Hitler, le régime nazi avait l'intention, en fin de compte, de détruire le christianisme en Allemagne, si possible, pour le remplacer par l'ancien paganisme des dieux des tribus germaniques mêlé au paganisme nouveau des extrémistes nazis. Ainsi que le déclara publiquement Bormann, l'un de ceux qui étaient le plus près d'Hitler, en 1941 : « Le national-socialisme et le christianisme sont inconciliables. »

Ce que le gouvernement d'Hitler avait en vue pour l'Allemagne était clairement défini dans un programme en trente points pour une « Église nationale du Reich », rédigé durant la guerre par Rosenberg, païen déclaré, et qui, entre autres titres, avait celui de « Délégué du Führer pour

l'ensemble de l'éducation intellectuelle et philosophique du Parti national socialiste ». Quelques-uns de ces trente articles donnent les idées essentielles contenues dans le programme.

1. L'Église nationale du Reich allemand réclame catégoriquement le droit exclusif et le pouvoir exclusif d'exercer un contrôle sur toutes les Églises qui se trouvent à l'intérieur des frontières du Reich : elle déclare ces Églises des Églises nationales du Reich Allemand.

5. L'Église nationale est décidée à exterminer irrévocablement les cultes chrétiens étrangers introduits en Allemagne durant la triste année 800.

7. L'Église nationale n'a ni scribes, ni pasteurs, ni aumôniers, ni prêtres, mais seulement des orateurs du Reich qui seuls pourront parler en son nom.

13. L'Église nationale demande que cessent immédiatement la publication et la diffusion de la Bible en Allemagne...

14. L'Église nationale déclare que pour elle, et par conséquent pour la nation allemande, il a été décidé que le Mein Kampf du Führer était le plus grand de tous les documents. Non seulement il définit mais encore il incarne la morale la plus pure et la plus vraie dont puisse se réclamer notre nation tant dans le présent que dans l'avenir.

18. L'Église nationale s'écartera de ses autels et de ses crucifix, de ses Bibles et de ses images de saints.

19. Il ne doit y avoir sur les autels rien d'autre que le Mein Kampf (le plus sacré de tous les livres pour les Allemands et donc pour Dieu) et, à la gauche de l'autel, une épée.

30. Le jour de sa fonction, la croix chrétienne devra être enlevée de toutes les églises, cathédrales et chapelles... et remplacée par le seul symbole invincible, la croix gammée (5).

Le soir du 10 mai 1933, environ quatre mois et demi après qu'Hitler fut devenu chancelier, une scène se déroula à Berlin comme on n'en avait pas vu dans le monde occidental depuis le Moyen Age. Vers minuit, une retraite aux flambeaux dans laquelle défilaient des milliers d'étudiants vint s'arrêter sur une place de Unter den Linden, en face de l'Université de Berlin. A l'aide des torches, le feu fut mis à un énorme tas de livres rassemblés là et, quand les flammes montèrent, d'autres livres furent jetés dans le brasier, et finalement quelque vingt mille volumes furent brûlés. L'incendie des livres avait commencé.

Parmi ces livres jetés dans les flammes à Berlin ce soir-là par de joyeux étudiants, sous l'œil approbateur du docteur Goebbels, il y en avait qui avaient pour auteurs des écrivains de réputation mondiale. Parmi les écrivains allemands, il y avait Thomas et Heinrich Mann, Léon Feuchtwanger, Jakob Wassermann, Arnold et Stefan Zweig, Erich Maria Remarque, Walther Rathenau, Albert Einstein, Alfred Kerr et Hugo Preuss, ce dernier étant le lettré qui avait rédigé la Constitution de Weimar. Mais on ne brûla pas seulement les ouvrages de douzaines d'écrivains allemands. Bon nombre d'auteurs étrangers étaient, eux aussi, compris dans la liste : Jack London, Upton Sinclair, Helen Keller, Margaret Sanger, H. G. Wells, Havelock Ellis, Arthur Schnitzler, Freud, Gide, Zola, Proust. Suivant les termes d'une déclaration d'étudiants, était condamné à être détruit par les flammes tout livre « qui a une action subversive sur notre avenir ou porte atteinte aux racines de la pensée allemande, du foyer allemand, et des forces motrices de notre peuple ».

Le docteur Goebbels, nouveau ministre de la Propagande, qui allait, à partir de ce moment, mettre la culture allemande dans la camisole de force nazie, s'adressa en ces termes aux étudiants, tandis que les livres étaient réduits en cendres : « L'âme du peuple allemand peut de nouveau s'exprimer. Ces flammes n'illuminent pas seulement la fin définitive d'une ère; elles éclairent aussi l'ère nouvelle. »

La nouvelle ère nazie de la culture allemande n'était pas seulement éclairée par les feux de joie de livres et par les mesures plus efficaces, bien que moins symboliques, d'interdiction de vente ou de mise en circulation dans les bibliothèques de centaines de volumes et de publication de nombreux ouvrages nouveaux, mais aussi par la réglementation de la culture à un degré qu'on n'avait encore jamais connu dans aucune nation occidentale. Dès le 22 septembre 1933, une loi instituait la Chambre culturelle du Reich, sous la direction du docteur Goebbels. Son but était légalement défini comme suit : « En vue de poursuivre une politique de culture allemande, il est nécessaire de rassembler dans une organisation unifiée placée sous la direction du Reich les artistes créateurs de toutes les sphères. Le Reich doit non seulement déterminer les méthodes à suivre, tant sur le plan mental que spirituel, mais encore diriger et organiser les carrières libérales. »

Sept chambres dépendant de la Chambre culturelle furent instituées afin de contrôler toutes les sphères de la vie culturelle : ce furent les Chambres des beaux-arts, de la musique, du théâtre, des lettres, de la presse, de la radio et du cinéma. Toutes les personnes exerçant leurs activités dans ces divers domaines étaient contraintes de s'inscrire dans ces chambres respectives, dont les décisions et les directives avaient force de

loi. Entre autres pouvoirs, les chambres avaient celui d'expulser — ou de refuser d'accepter — des membres pour cause « d'instabilité politique »; autrement dit, ceux qui avaient une attitude même tiède vis-à-vis du national-socialisme pouvaient être, et étaient généralement, empêchés d'exercer leur profession ou leur art et donc privés de moyens d'existence.

Quiconque a habité en Allemagne dans les années trente, et que ces problèmes intéressaient, ne peut oublier le navrant déclin du niveau culturel d'un peuple chez qui la culture s'était maintenue à un degré si élevé pendant si longtemps. C'était inévitable, bien sûr, à partir du moment où les chefs nazis décidèrent que les arts, les lettres, la presse, la radio et le cinéma devaient servir exclusivement à la propagande du nouveau régime et de sa philosophie barbare. Aucun écrivain allemand de quelque importance, à l'exception d'Ernst Jünger et d'Ernst Wiechert, ne fut publié en Allemagne sous les nazis. Presque tous, Thomas Mann en tête, émigrèrent; les rares qui restèrent demeurèrent silencieux ou furent réduits au silence. Tout manuscrit de livre ou de pièce de théâtre devait être soumis au ministère de la Propagande avant de pouvoir être publié ou joué.

Ce fut la musique qui eut le moins à souffrir, ne serait-ce que parce que c'était le moins politique des arts et parce que les Allemands en avaient une riche provision, de Bach à Beethoven, en passant par Mozart et Brahms. Mais il était interdit de jouer du Mendelssohn parce que celui-ci était Juif (toutes les œuvres de compositeurs juifs étaient *verboten*), ainsi que la musique du plus grand compositeur de l'Allemagne moderne, Paul Hindemith. Les Juifs furent rapidement éliminés des grands orchestres symphoniques et de l'opéra.

Contrairement aux écrivains, la plupart des grandes figures du monde musical allemand choisirent de rester dans l'Allemagne nazie, et même prêtèrent leur nom et leur talent à l'Ordre nouveau. Wilhelm Furtwaengler, l'un des plus grands chefs d'orchestre de notre siècle, resta. Il fut en disgrâce pendant un an en 1934 parce qu'il avait pris la défense de Hindemith, mais il reprit ses activités et les garda jusqu'à la fin du régime hitlérien. Richard Strauss, qui est l'un des plus grands compositeur du monde, demeura lui aussi et même devint pendant un temps président de la Chambre de musique du Reich, prêtant son grand nom à la prostitution de la culture par Goebbels.

Walter Giesecking, l'éminent pianiste, fit de nombreuses tournées dans des pays étrangers organisées et approuvées par le ministre de la Propagande, tournées qui avaient pour but de faire apprécier la « culture » allemande à l'étranger. Mais comme les musiciens n'émigrèrent pas et comme l'Allemagne possède un grand trésor de musique classique, on pouvait entendre, sous le Troisième Reich, de la musique symphonique et des opéras magnifiquement exécutés. L'Orchestre philharmonique de Berlin et l'Opéra de Berlin étaient au premier rang des grandes formations symphoniques. L'excellente qualité de la musique qu'ils entendaient contribuait beaucoup à faire oublier aux gens la dégradation des autres arts et bien d'autres aspects de la vie sous les nazis.

Le théâtre conserva, il faut le dire, beaucoup de son excellence tant qu'il s'en tint aux classiques. Max Reinhardt était parti, bien sûr, avec tous les autres producteurs, metteurs en scène et acteurs juifs. Les auteurs nazis étaient si grotesquement mauvais que le public les boudait et que toutes leurs pièces faisaient de brèves carrières. Le président de la

Chambre du théâtre du Reich était un certain Hans Johst, auteur raté, qui avait un jour déclaré publiquement que chaque fois que quelqu'un prononçait le mot « culture » devant lui, il avait envie de tirer son revolver. Mais même Johst et Gœbbels, qui décidaient de ce qui devait être représenté et qui le faisaient représenter et mettre en scène, ne pouvaient empêcher le théâtre allemand de donner de louables et souvent émouvantes représentations de Goethe, Schiller et Shakespeare.

Fait étrange, des pièces de Shaw purent être représentées sous les nazis : peut-être parce qu'il se moquait des Anglais et critiquait la démocratie, et peut-être aussi parce que son esprit et ses idées politiques de gauche échappaient à l'intelligence des nazis.

Le cas le plus étrange de tous, ce fut celui du grand auteur allemand Gerhart Hauptmann. Parce qu'il avait été un socialiste ardent, ses pièces avaient été interdites dans les théâtres impériaux à l'époque de l'empereur Guillaume II. Sous la République, il avait été l'auteur le plus populaire d'Allemagne; or il conserva cette position sous le Troisième Reich. On continua à représenter ses pièces. Je n'oublierai jamais ce soir où, à la fin de la première de sa dernière pièce, *La Fille de la Cathédrale*, Hauptmann, ce vénérable personnage avec ses cheveux blancs qui flottaient au-dessus de sa cape noire, sortit du théâtre bras dessus bras dessous avec le docteur Gœbbels et Johst. Comme tant d'autres Allemands éminents, il avait fait sa paix avec Hitler, et Gœbbels, qui était un homme malin, en avait tiré une excellente propagande, répétant sans cesse au peuple allemand et au monde extérieur que le plus grand auteur dramatique vivant d'Allemagne, un ancien socialiste et le défenseur de l'homme de la rue, était non seulement resté dans le Troisième Reich, mais avait continué à écrire et à

faire représenter ses pièces.

Ce qui se passa après la guerre donne une idée du degré de sincérité, ou de l'opportunisme, ou peut-être simplement de la mobilité de caractère de ce dramaturge vieillissant. Les autorités américaines, estimant que Hauptmann avait trop bien servi les nazis, interdirent de faire représenter ses pièces dans leurs théâtres du secteur ouest de Berlin. Sur quoi les Russes l'invitèrent à Berlin, l'accueillirent comme un héros et organisèrent une série de représentations de gala de ses pièces à Berlin Est. Et, le 6 octobre 1945, Hauptmann envoya un message au *Kulturbund*, organisme dominé par les communistes pour la Renaissance démocratique de l'Allemagne, formant les vœux les meilleurs pour cet organisme et exprimant l'espoir de le voir réussir à amener la « renaissance spirituelle » du peuple allemand.

L'Allemagne qui avait donné au monde un Dürer et un Cranach n'avait pas joué un rôle éminent dans l'art à l'époque moderne, bien que sa peinture expressionniste et l'architecture du Bauhaus de Munich fussent intéressantes et que des mouvements originaux et des artistes allemands eussent participé à toutes les évolutions et éruptions du XXe siècle représentées par l'impressionnisme, le cubisme et le dadaïsme.

Pour Hitler, qui se considérait comme un véritable artiste en dépit des échecs qu'il avait connus dans ce domaine à Vienne, dans sa jeunesse, tout l'art moderne était dégénéré et dénué de sens. Il avait fait une longue tirade sur ce sujet dans *Mein Kampf*, et l'une des premières mesures qu'il prit, quand il eut accédé au pouvoir, ce fut de « purifier » l'Allemagne en la débarrassant de son art « décadent » et d'essayer de remplacer celui-ci par un nouvel art « germanique ». Environ 6 500 tableaux — œuvres non

seulement de peintres allemands comme Kokoschka et Grosz, mais aussi de Cézanne, de Van Gogh, de Gauguin, de Matisse, de Picasso et de nombreux autres artistes — furent retirés des musées allemands.

Ce qui devait remplacer ces œuvres, on le vit dans l'été de 1937, à l'occasion de l'inauguration officielle, par Hitler, de « La Maison de l'Art Allemand », à Munich, un sinistre bâtiment pseudo-classique, que le Führer avait aidé à concevoir et dont il qualifiait l'architecture d'« incomparable et inimitable ». Dans cette première exposition de l'art nazi figuraient à peu près neuf cents œuvres, choisies sur quinze mille qui avaient été soumises, et qui constituaient le pire ramassis de tableaux sans intérêt que l'auteur eût jamais vu exposé dans un pays. C'était Hitler lui-même qui avait fait la sélection finale et, à en croire des camarades du parti qui étaient auprès de lui à l'époque, il s'était tellement mis en colère en voyant certains tableaux acceptés par le jury nazi, présidé par Adolf Ziegler, un peintre médiocre qui était président de la Chambre des beaux-arts du Reich*, que non seulement il avait donné l'ordre de les rejeter, mais encore qu'il avait fait des trous dans certains à coups de bottes.

* Ziegler devait ce poste au fait qu'il avait exécuté un portrait de Geli Raubal.

« Je m'étais toujours dit, déclara-t-il dans son long discours d'inauguration de l'exposition, que si le destin nous donnait un jour le pouvoir, je ne discuterais pas de ces questions (de jugement artistique), mais que je prendrais des décisions. » Et c'est ce qu'il avait fait.

Dans son discours, prononcé le 18 juillet 1937, il traça les grandes lignes de la conception nazie de « l'art allemand » :

Des œuvres d'art qui ne peuvent être comprises et qui ont besoin d'être accompagnées d'un tas d'explications pour prouver leur droit à l'existence et aller toucher des névrosés sensibles à ce genre de stupidités et d'insolences ne pourront plus atteindre ouvertement la nation allemande. Que nul ne se fasse d'illusions! Le national-socialisme s'est donné pour tâche de débarrasser le Reich allemand et notre peuple de toutes ces influences qui menacent son existence et son caractère... L'ouverture de cette exposition marque la fin de la démente en matière artistique et, avec elle, de la pollution artistique de notre peuple...

Cependant, certains Allemands au moins, surtout dans ce centre artistique de l'Allemagne qu'était Munich, préféraient être pollués. Dans une autre partie de la ville, dans un musée délabré où l'on accédait par un escalier étroit, se tenait une exposition d' « art dégénéré » que le docteur Goebbels avait organisée pour montrer aux gens à quoi Hitler leur faisait échapper. Il y avait là une splendide sélection de tableaux modernes : de Kokoschka, de Chagall, d'expressionnistes et d'impressionnistes. Le jour où j'y allai, après m'être traîné à travers les interminables salles de la Maison de l'Art Allemand, il y avait foule, et les gens faisaient queue dans l'escalier étroit et jusque dans la rue. En fait, la foule qui assiégeait ce petit musée devint telle que le docteur Goebbels, courroucé et gêné, ne tarda pas à le faire fermer.

Tous les matins, les rédacteurs en chef des quotidiens de Berlin et les correspondants des journaux publiés ailleurs dans le Reich se réunissaient au ministère de la Propagande pour s'entendre dire par le docteur Goebbels ou par un de ses collaborateurs les nouvelles à imprimer ou à ne pas imprimer, comment rédiger les articles et les titrer, quelles campagnes faire cesser ou entreprendre et quels éditoriaux il était bon de faire lire ce jour-là. Pour éviter tout malentendu, des directives écrites quotidiennes étaient fournies aux journalistes, en même temps que les instructions orales. A l'usage des journaux régionaux de moindre importance et des périodiques, les directives étaient expédiées par télégramme ou par courrier ordinaire.

Pour être rédacteur en chef dans le Troisième Reich, il fallait, avant tout, être politiquement et racialement « pur ». La loi sur la Presse du Reich du 4 octobre 1933 disait que le journalisme était une « vocation publique » réglementée légalement, et stipulait que tous les journalistes devaient avoir la nationalité allemande, être de descendance aryenne et ne pas être mariés à une juive. L'article 14 de cette loi de la Presse ordonnait aux rédacteurs en chef de « considérer comme interdite la publication de tout ce qui, d'une manière quelconque, peut tromper le public, mêler des buts égoïstes aux buts de la nation, porter atteinte à la force du Reich allemand, au-dehors et à l'intérieur, à la volonté commune du peuple allemand, à la défense de l'Allemagne, à sa culture et à son économie... ou qui peut offenser l'honneur et la dignité de l'Allemagne »... loi qui, si elle avait été en application avant 1933, aurait entraîné la suppression de toute publication nazie dans le pays. Elle menait maintenant à l'interdiction de

tous les journaux et au licenciement de tous les journalistes qui n'étaient pas nazis ou qui refusaient de le devenir.

L'un des premiers journaux qui furent contraints de disparaître fut le *Vossische Zeitung*. Fondé en 1704 et comptant parmi ses collaborateurs, dans le passé, des noms comme Frédéric le Grand, Lessing et Rathenau, il était devenu le plus grand journal d'Allemagne, comparable au *Times* de Londres et au *New York Times*. Mais c'était un journal libéral et qui appartenait à la Maison Ullstein, une société juive. Il cessa de paraître le 1er avril 1934, après deux cent trente ans d'existence ininterrompue. Le *Berliner Tageblatt*, autre journal libéral de renommée mondiale, continua un peu plus longtemps, jusqu'en 1937, bien que son propriétaire, Hans Lachmann-Mosse, un Juif, eût été contraint d'abandonner ses intérêts dans le journal au printemps de 1933.

Le troisième grand journal libéral d'Allemagne, le *Frankfurter Zeitung*, continua, lui aussi, à être publié, après s'être débarrassé de son propriétaire et de ses rédacteurs juifs. Rudolf Kircher, qui avait été le correspondant du journal à Londres, et qui était anglophile et libéral, devint rédacteur en chef et, tout comme Karl Silex, rédacteur en chef du *Deutsche Allgemeine*, le journal conservateur berlinois, qui avait, lui aussi, été correspondant à Londres, diplômé de l'université de Rhodes, admirateur passionné des Britanniques et libéral, il servit bien les nazis, devenant souvent, comme disait Otto Dietrich, le directeur de la Presse, en parlant des anciens « journaux d'opposition », « plus royaliste que le roi ». Si ces trois journaux survécurent, ce fut en grande partie grâce à l'influence du ministère des Affaires étrangères allemand, qui utilisait leur réputation internationale pour impressionner l'étranger. Ils conféraient de la

respectabilité à l'Allemagne nazie et, en même temps, colportaient sa propagande.

Du moment que tous les journaux allemands étaient instruits de ce qu'ils devaient publier et de la manière dont ils devaient rédiger les nouvelles, la presse du pays était inévitablement devenue d'une terrible uniformité. Pour enrégimentés qu'ils fussent et habitués à se plier devant l'autorité, les Allemands commencèrent à trouver leurs journaux ennuyeux. Le tirage des journaux même aussi importants que les quotidiens nazis, le *Völkischer Beobachter*, journal du matin, et *Der Angriff*, journal du soir, diminua. Et le tirage total de tous les journaux diminua de façon vertigineuse à mesure que les journaux coulaient ou étaient repris par des directeurs nazis. Dans les quatre premières années du Troisième Reich, le nombre des quotidiens passa de 3 607 à 2 671.

Mais, si le pays perdait une presse libre et variée, le parti y gagnait... financièrement du moins. Max Amann, sergent d'Hitler durant la guerre de 1914-1918 et chef du Eher Verlag, la maison d'édition du parti, devint le dictateur financier de la presse allemande. En tant que chef de la Presse du Reich et président de la Chambre de la presse, il avait le droit de supprimer légalement toute publication qu'il désirait supprimer et, en conséquence, le pouvoir de la racheter pour une bouchée de pain. En peu de temps, le Eher Verlag devint un immense empire de l'édition, probablement le plus vaste et le plus lucratif du monde*.

* Les revenus personnels d'Amann montèrent en flèche et passèrent de 108 000 marks en 1934 à 3 800 000 en 1942. (Lettre adressée à l'auteur par le professeur Oron J. Hale, qui a étudié ce qui reste des archives de la maison d'édition nazie.)

En dépit de la baisse dans les ventes du nombre de publications nazies, les quotidiens qui appartenaient au parti et étaient contrôlés par lui ou par des nazis comptaient les deux tiers du tirage quotidien total de 25 millions de journaux, au moment où éclata la seconde guerre. Dans sa déposition, à Nuremberg, Amann expliqua comment les choses marchaient :

Après l'accession au pouvoir du parti, en 1933..., nombre de ces entreprises, telles que la Maison Ullstein, qui appartenaient à des Juifs, ou qui étaient gérées par des capitaux juifs, ou par des organisations politiques ou religieuses hostiles au Parti nazi, trouvèrent opportun de vendre leurs journaux ou leurs parts au Eher. La vente de tels biens n'était pas libre, et le Eher Verlag était généralement le seul client. De cette façon, le Eher Verlag, avec des maisons d'éditions lui appartenant ou contrôlées par lui, acquit le monopole de la publication des journaux en Allemagne... Les investissements du parti dans ces entreprises furent très bénéficiaires financièrement. La vérité, c'est que le principe fondamental du programme nazi en ce qui concernait la Presse, c'était d'éliminer tous les journaux qui étaient en opposition avec le parti (6).

A un moment, en 1934, Amann et Goebbels en appelèrent tous les deux aux directeurs de journaux obséquieux pour les inciter à rendre leurs journaux moins monotones. Amann dit qu'il « déplorait la grande uniformité de la presse actuelle, qui ne résultait pas des mesures gouvernementales et ne répondait pas au vœu du gouvernement ». Un directeur téméraire, Ehm Welke, directeur de l'hebdomadaire *Gruene Post*, commit l'erreur de prendre Amann et Goebbels au sérieux. Il reprocha au ministère de la Propagande toute sa paperasserie et les contraintes qu'il imposait à la presse et qui rendaient celle-ci si ennuyeuse. Aussitôt, son journal fut suspendu pour trois mois et lui-même renvoyé par Goebbels et expédié dans un camp de concentration.

La radio et le cinéma furent, eux aussi, très vite mis au service de la

propagande nazie. Goebbels avait toujours considéré la radio (la télévision n'existait pas encore) comme le principal instrument de propagande dans la société moderne et, à travers la section de la radio de son ministère et la Chambre de la radio, il parvint à contrôler totalement les émissions et à les modeler à sa guise. Sa tâche fut facilitée par le fait qu'en Allemagne, comme dans les autres pays européens, la radio était un monopole d'État. En 1933, le gouvernement nazi se trouva automatiquement en possession de la Radiodiffusion du Reich.

Le cinéma demeurait entre les mains de sociétés privées, mais le ministère de la Propagande et la Chambre du cinéma contrôlaient tous les domaines de l'industrie cinématographique; leur tâche était définie officiellement comme suit : « Elever l'industrie cinématographique hors de la sphère des idées économiques libérales... et la rendre apte, par conséquent, à remplir les tâches qui lui incombent dans l'État national socialiste. »

Le résultat dans les deux cas fut de donner aux Allemands des programmes de radio et des films aussi stupides et ennuyeux que le contenu de leurs quotidiens et de leurs périodiques. Même le public, qui, généralement, se soumettait sans protester à ce qu'on lui indiquait, ce qui était bon pour lui, se révolta. Les clients boudaient en masse les films nazis et se précipitaient dans les salles qui montraient les rares films étrangers (généralement des films américains de série B) que Goebbels autorisait à être représentés sur les écrans allemands. A un moment, au milieu des années trente, il devint si habituel de siffler les films allemands que Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur, lança un sévère avertissement contre « un comportement des spectateurs qui constitue une trahison ».

De même, les programmes de radio étaient tellement critiqués que le président de la Chambre de la Radio, un certain Horst Dressler-Andress, déclara que de telles malveillances étaient « une insulte à la culture allemande » et ne pouvaient être tolérées. A cette époque, dans les années trente, un auditeur allemand pouvait toujours tourner son bouton pour prendre un tas de postes étrangers sans risquer, comme ce fut le cas par la suite, quand la guerre eut commencé, de se faire trancher la tête. Et peut-être beaucoup d'entre eux le faisaient-ils, mais l'auteur a néanmoins eu l'impression, à mesure que passaient les années, que le docteur Goebbels avait eu raison en ce sens que la radio devint de loin l'instrument le plus efficace de propagande du régime, faisant plus que n'importe quel autre moyen d'expression pour modeler le peuple allemand suivant les desseins d'Hitler.

Je devais moi-même faire l'expérience de la facilité avec laquelle on se laisse prendre par une presse et une radio mensongères et censurées dans un pays totalitaire. Certes, j'avais, contrairement à la plupart des Allemands, quotidiennement accès aux journaux étrangers, et spécialement ceux de Londres, de Paris et de Zurich, qui me parvenaient le lendemain de leur publication; j'écoutais aussi régulièrement la BBC et d'autres radios étrangères; mais mon travail m'obligeait à passer de nombreuses heures chaque jour à lire la presse allemande, à écouter la radio allemande, à conférer avec des fonctionnaires nazis et à me rendre à des réunions du parti. Et je pus constater ainsi, à ma surprise et à ma consternation aussi, qu'en dépit de toutes les occasions que j'avais de connaître les faits dans leur réalité et de la méfiance instinctive qu'inspirait toute information de source nazie, des années d'un régime régulier de nouvelles fausses et

déformées finissaient par faire impression sur mon esprit et par le tromper.

Qui n'a pas passé des années dans un pays totalitaire ne peut imaginer combien il est difficile d'échapper aux terribles conséquences de la propagande calculée et incessante d'un régime. Souvent il m'arrivait, dans une maison allemande, dans un bureau, ou parfois au cours d'une conversation banale avec un étranger dans un restaurant, une brasserie, un café, d'entendre les affirmations les plus bizarres dans la bouche de personnes apparemment cultivées et intelligentes. De toute évidence, ces personnes répétaient comme des perroquets une idiotie qu'ils avaient entendue à la radio ou lue dans les journaux. On était tenté, parfois, de rétablir les faits, mais on était gratifié alors d'un regard tellement incrédule, d'un silence si choqué, qu'on avait l'impression qu'on venait de blasphémer contre le Tout-Puissant, et l'on se rendait compte qu'il était parfaitement vain d'essayer même d'entrer en contact avec un esprit désormais faussé et pour qui les faits étaient devenus ce que Hitler et Goebbels, avec leur mépris cynique de la vérité, disaient qu'ils étaient.

Le 30 avril 1934, Bernhard Rust, *Obergruppenführer* dans les S.A., ancien gauleiter de Hanovre, membre du Parti nazi et ami d'Hitler depuis le début des années 20, fut nommé ministre de la Science, de l'Enseignement et de la Culture populaire du Reich. Rust était particulièrement qualifié pour remplir cette tâche. Il était, depuis 1930, un instituteur de province sans emploi, car il avait été renvoyé, cette année-là, par les autorités locales du Hanovre à cause de certaines manifestations d'instabilité mentale; son nazisme fanatique était peut-être aussi en partie responsable de son éviction. Le docteur Rust, en effet, prêchait l'évangile nazi avec le zèle d'un Goebbels et le manque de précision d'un Rosenberg. Nommé ministre de Presse, des Sciences, des Arts et de l'Enseignement en février 1933, il déclarait avec fierté qu'il avait réussi, du jour au lendemain, « à liquider l'école en tant qu'institution d'acrobatie intellectuelle ».

C'est à cet homme sans cervelle qu'était désormais confié le contrôle, en Allemagne, des sciences, des écoles publiques, des institutions de hautes études et des organisations de jeunesse. Car l'enseignement, dans le Troisième Reich, tel que l'envisageait Hitler, ne devait pas être limité à ce qui se faisait dans des salles de classe qui sentaient le renfermé, mais être complété par un entraînement Spartiate, politique et martial dans des groupes de jeunesse successifs; il devait atteindre son apogée, pas tellement dans les universités et dans les collèges d'enseignement technique, qui n'absorbaient qu'une minorité de jeunes, mais avant tout, à l'âge de dix-huit ans, dans un service de travail obligatoire, puis dans le service militaire proprement dit, dans l'armée.

Le mépris que nourrissait Hitler à l'égard des « professeurs » et de la vie intellectuelle académique avait parsemé les pages du *Mein Kampf*, Hitler y définissait certaines de ses idées sur l'enseignement. « Dans un État national, tout l'enseignement, avait-il écrit, doit tendre non pas à entasser les connaissances, mais à bâtir des corps physiquement sains. » Mais ce qui lui paraissait plus important encore, et il le disait dans son livre, c'était de gagner les jeunes et de les former au service « d'un nouvel État national »... sujet qu'il devait souvent reprendre quand il fut devenu dictateur de l'Allemagne. « Quand un adversaire me dit : « Je ne passerai pas dans votre camp » — déclara-t-il dans un discours, le 6 novembre 1933 — je lui réponds calmement : « Votre enfant nous appartient déjà... Vous, qu'est-ce que vous êtes? Vous ne serez pas toujours là. Mais vos descendants sont maintenant dans le camp nouveau. D'ici peu de temps, ils ne connaîtront rien d'autre que cette communauté nouvelle. » Et, le 1er mai 1937, il déclarait : « Notre nouveau Reich ne donnera sa jeunesse à personne; il prendra la jeunesse lui-même et lui donnera son propre enseignement et son éducation. » Ce n'était pas pure vantardise; c'était exactement ce qui se passait.

Les écoles allemandes furent rapidement nazifiées, des petites classes à l'université. Les livres de classe furent refaits, les programmes modifiés. Le *Mein Kampf* devint — comme le disait *Der Deutsche Erzieher*, organe officiel des éducateurs — « notre guide pédagogique infaillible », et les maîtres qui se refusaient à voir les choses de cette nouvelle façon étaient renvoyés. La plupart des enseignants avaient été plus ou moins nazis de cœur sinon membres du parti. Pour renforcer leur idéologie, ils furent envoyés dans des écoles spéciales où on leur enseignait à fond les

principes nationaux socialistes, en insistant sur les doctrines raciales d'Hitler.

Toute personne qui travaillait dans l'enseignement, du jardin d'enfants à l'université, devait être inscrite à la Ligue nationale socialiste de l'Enseignement, laquelle était légalement « responsable de la coordination idéologique et politique de tous les maîtres en accord avec la doctrine nationale socialiste ». La loi des fonctionnaires de 1937 exigeait des enseignants qu'ils fussent « les exécuteurs de la volonté de l'État soutenu par le parti » et prêts « à tout moment à défendre sans réserve l'État national socialiste ». Un décret précédent les avait déclarés fonctionnaires et, par conséquent, soumis aux lois raciales. Les Juifs n'avaient, bien entendu, pas le droit d'enseigner.

Tous les maîtres firent le serment d'être « fidèles et obéissants vis-à-vis d'Adolf Hitler ». Plus tard, nul ne devait pouvoir enseigner s'il n'avait auparavant servi dans les S.A., le Service du Travail ou les Jeunesses hitlériennes. Les candidats aux chaires universitaires devaient d'abord faire un stage de six semaines dans un camp d'observation, où leurs idées et leur caractère étaient étudiés par des experts nazis, lesquels soumettaient un rapport au ministère de l'Enseignement; ce ministère donnait des autorisations d'enseigner basées sur la « stabilité politique » des candidats.

Avant 1933, les écoles publiques allemandes étaient sous la juridiction des autorités locales et les universités sous celle des États. Maintenant, elles étaient toutes placées sous la férule du ministre de l'Enseignement du Reich. C'était lui également qui désignait les recteurs et les doyens des universités, lesquels étaient auparavant élus par l'ensemble des professeurs de la faculté. Il désignait aussi les chefs des syndicats

d'étudiants, auxquels tous les étudiants devaient appartenir, et des syndicats des maîtres de conférences, qui comprenaient tous ces maîtres de conférences sans exception. L'Association N.S. des Chargés de Cours, dirigée par des nazis de la première heure, avait l'importante tâche de choisir ceux qui étaient appelés à enseigner et de veiller à ce que tout ce qu'ils enseigneraient soit en accord avec les théories nazies.

Le résultat de toute cette nazification était catastrophique pour l'enseignement allemand. L'histoire était à ce point falsifiée dans les nouveaux livres de classe et par les maîtres dans leurs cours, qu'elle en devenait grotesque. L'enseignement des « sciences raciales » qui exaltaient les Allemands comme la race des seigneurs et faisaient des Juifs la source de presque tous les maux du monde était plus ridicule encore. Dans la seule Université de Berlin, où tant de grands professeurs avaient enseigné dans le passé, le nouveau recteur, un homme des troupes d'assaut et un vétérinaire de profession, institua vingt-cinq nouveaux cours de *Rassenkunde* — science raciale — et, quand il eut vraiment tout mis sens dessus dessous dans la faculté, on y donnait quatre-vingt-six cours ayant un rapport avec sa propre profession.

L'enseignement des sciences naturelles, dans lequel l'Allemagne excellait depuis plusieurs siècles, dégénéra rapidement; les grands professeurs, comme Einstein et Franck en physique; Haber, Willstaetter et Warburg en chimie, furent congédiés ou se retirèrent. Nombre de ceux qui restèrent furent mordus par les aberrations nazies et tentèrent de les appliquer à la science pure. Ils se mirent à enseigner ce qu'ils appelaient la physique *allemande*, la chimie *allemande*, les mathématiques *allemandes*. En 1937, un journal parut qui s'appelait *Deutsche Mathematik* et qui, dans

son premier éditorial, proclamait solennellement que toute idée selon laquelle les mathématiques pouvaient être considérées d'un point de vue non racial portait « en elle les germes de la destruction de la science allemande ».

Les hallucinations de ces savants nazis devinrent incroyables, même pour un profane. « La physique allemande? » déclarait le professeur Philipp Lenard de l'Université de Heidelberg, qui était l'un des savants les plus érudits et les plus internationalement respectés du Troisième Reich. « Mais, me dira-t-on, la science est et demeure internationale. C'est faux. En réalité, la science, comme tout autre produit de l'humanité, est raciale et conditionnée par le sang. » Le professeur Rudolph Tomaschek, directeur de l'institut de Physique de Dresden, allait plus loin. « La physique moderne, écrivait-il, est un instrument de la Juiverie (mondiale) destiné à la destruction de la science nordique...

La vraie physique est une création de l'esprit allemand... En fait, toute la science européenne est le fruit de la pensée aryenne, ou, mieux, allemande. » Le professeur Johannes Stark, chef de l'Institut national allemand des Sciences physiques, était du même avis. On découvrirait bien, disait-il, que les « fondateurs de la recherche dans le domaine de la physique, et les grands inventeurs, de Galilée à Newton et jusqu'aux pionniers de la physique de notre époque, étaient presque exclusivement aryens, et surtout de race nordique. »

Il y avait aussi le professeur Wilhelm Mueller, du Collège technique d'Aix-la-Chapelle, qui, dans un livre intitulé *La Juiverie et la Science*, montrait qu'il existait un complot mondial juif destiné à polluer la science et, par conséquent, à détruire la civilisation. Pour lui, Einstein, avec sa

théorie de la relativité, était l'architraître. La théorie d'Einstein, sur laquelle une si grande partie de la physique moderne est fondée, était, pour ce bizarre professeur nazi, « dirigée de A jusqu'à Z vers un but bien défini, à savoir transformer le monde vivant — je veux dire le monde non juif — d'essence vivante, né d'une mère qui était la terre et lié par le sang, pour en faire, par une sorte de sorcellerie, une abstraction spectrale dans laquelle toutes les différences individuelles des peuples et des nations, et toutes les limitations internes des races, sont perdues dans l'irréalité et dans laquelle ne demeure qu'une diversité sans substance de dimensions géométriques qui engendre tous les événements à partir d'une sujétion impie à des lois ». Pour le professeur Mueller, le succès mondial obtenu par Einstein à la publication de sa théorie de la relativité n'était qu'une façon de se réjouir de « l'approche d'un gouvernement du monde par les Juifs qui abaisserait irrévocablement les hommes allemands au niveau d'esclaves ».

Pour le professeur Ludwig Bieberback, de l'Université de Berlin, Einstein était « un charlatan étranger ». Même pour le professeur Lenard « le Juif manque de toute évidence d'intelligence de la vérité... contrairement au chercheur aryen, sérieux et animé d'un réel désir de vérité... La physique juive est, par conséquent, un fantôme et un phénomène de dégénérescence de la physique allemande fondamentale (7) ».

Et cependant, de 1905 à 1931, dix Juifs allemands avaient reçu le Prix Nobel pour leur contribution à la science.

Durant le Deuxième Reich, les professeurs d'université, tout comme le clergé protestant, avaient apporté leur soutien aveugle au gouvernement conservateur et à ses visées expansionnistes, et les salles de conférences étaient des lieux où se développaient des germes virulents de nationalisme

et d'antisémitisme. La République de Weimar avait tenu à une liberté académique totale, et l'un des résultats de cette attitude, c'était que la grande majorité des professeurs d'université, antilibéraux, antidémocratiques et antisémites, avaient contribué à miner le régime démocratique. La plupart des professeurs étaient des nationalistes fanatiques, qui souhaitaient le retour d'une Allemagne conservatrice et monarchique. Et bien que, pour beaucoup d'entre eux, les nazis fussent, avant 1933, trop tapageurs et trop violents pour les attirer, ils aidèrent, par leurs discours, à préparer le terrain pour la venue du nazisme. En 1932, la majorité des étudiants semblaient des admirateurs enthousiastes d'Hitler.

Certains furent surpris de voir le nombre de membres des universités qui se soumirent à la nazification des hautes études après 1933. Bien que les chiffres officiels indiquent comme nombre de professeurs et d'instructeurs renvoyés durant les cinq premières années du régime le chiffre de 2 800 — environ un quart de l'effectif total — la proportion de ceux qui perdirent leur poste pour avoir défié le national-socialisme fut, ainsi que le dit le professeur Wilhelm Röpke, lui-même renvoyé de l'Université de Marburg en 1933, « extraordinairement faible ». Malgré cela, il y avait parmi eux des noms célèbres dans le monde académique allemand : Karl Jaspers, E. I. Gumbel, Theodor Litt, Karl Barth, Julius Ebbinghaus et des douzaines d'autres. La plupart d'entre eux émigrèrent, d'abord vers la Suisse, la Hollande et l'Angleterre, et, finalement, vers les États-Unis. L'un d'eux, le professeur Theodor Lessing, qui s'était enfui en Tchécoslovaquie, fut suivi jusque-là par des assassins nazis et tué à Marienbad, le 31 août 1933.

Mais la grande majorité des professeurs demeurèrent à leurs postes, et, dès l'automne de 1933, 960 d'entre eux, menés par des lumières telles que le professeur Sauerbruch chirurgien ; Heidegger le philosophe existentialiste et Pinder, historien des arts, firent publiquement le serment de soutenir Hitler et le régime national socialiste.

« Ce fut une scène de prostitution, devait écrire par la suite le professeur Röpke, qui entacha la vénérable histoire de la science allemande (8). » Quant au professeur Julius Ebbinghaus, considérant les ruines accumulées en 1945, il dit : « Les universités allemandes n'ont pas su, alors qu'il en était encore temps, s'opposer publiquement de toutes leurs forces à la destruction de la connaissance et de l'État démocratique. Elles n'ont pas continué à faire briller le phare de la liberté et du droit dans la nuit de la tyrannie (9). »

Le prix de cet échec fut élevé. Après six ans de nazification, le nombre des étudiants diminua de plus de la moitié : il passa de 127 920 à 58 325. Plus grande encore était la diminution des inscriptions dans les instituts de technologie dont l'Allemagne tirait ses savants et ses ingénieurs : elles passèrent de 20 474 élèves à 9 554. Le niveau académique baissa de façon vertigineuse.

En 1937, non seulement on manquait de jeunes savants et ingénieurs, mais encore le savoir de ceux-ci diminuait. Longtemps avant le début de la guerre, l'industrie chimique, qui s'employait activement à avancer le réarmement nazi, se plaignait, par le truchement de son journal *Die Chemische Industrie*, de ce que l'Allemagne perdait sa suprématie en chimie. Non seulement, disait ce journal, l'économie nationale, mais la défense nationale aussi était mise en péril, et si les jeunes savants étaient si

peu nombreux et de si médiocre qualité, c'était à cause de la pauvreté de l'enseignement dans les collèges techniques.

Ce que perdait l'Allemagne nazie, le monde libre le gagnait, surtout dans la course à la bombe atomique. L'histoire des efforts couronnés de succès des chefs nazis, menés par Himmler, pour saborder le programme atomique, est trop longue et trop compliquée pour être racontée ici. Ironie du sort, c'est à deux hommes exilés pour des raisons raciales par les dictatures nazie et fasciste que les États-Unis durent pour beaucoup de l'emporter dans cette course à la bombe : il s'agit d'Einstein, qui venait d'Allemagne, et de Fermi, qui venait d'Italie.

Dans l'esprit d'Adolf Hitler, ce n'étaient pas tant les écoles publiques, que lui-même avait quittées si vite, mais les organisations des Jeunesses hitlériennes, qui allaient éduquer la jeunesse allemande en vue des fins qu'il lui avait assignées. Dans les années de lutte pour l'accession du Parti nazi au pouvoir, le mouvement des Jeunesses hitlériennes n'avait pas eu une grande importance. En 1932, dernière année de la République, son effectif total n'était que de 107 956, à côté des 10 millions de jeunes qui appartenaient aux diverses organisations réunies dans le Comité des associations de Jeunesses allemandes du Reich. Dans aucun pays au monde on ne trouvait un mouvement de jeunes d'une vitalité et d'une importance comparables à celui de la République allemande. Voyant cela, Hitler était décidé à s'emparer de ce mouvement et à le nazifier.

Son second, dans cette tâche, était un beau jeune homme d'esprit quelconque mais d'une grande énergie, qui s'appelait Baldur von Schirach; celui-ci, subjugué par Hitler, s'était inscrit au parti en 1925, à l'âge de dix-huit ans, et, en 1931, il avait été nommé chef des Jeunesses nazies. Au

milieu des Chemises Brunes, ces garçons balafrés et braillards, il avait curieusement l'air d'un étudiant américain, fougueux et pas encore mûr, et cela était peut-être dû en partie au fait qu'il avait eu, comme nous l'avons vu, des ancêtres américains (dont deux signataires de la Déclaration d'Indépendance (10).

En juin 1933, Schirach fut nommé « chef des Jeunesses du Reich allemand ». Singeant la tactique de ses prédécesseurs, chefs de parti, sa première mesure fut d'envoyer une bande armée de cinquante Jeunes Hitlériens costauds occuper les bureaux du Comité des associations de Jeunesse du Reich, et le vieil officier de l'armée de Prusse, le général Vogt, qui était à la tête du comité, n'eut plus qu'à décamper. Schirach s'en prit ensuite à l'un des plus célèbres héros de la marine allemande, l'amiral von Trotha, qui avait été chef d'état-major de la flotte de haute mer durant la guerre de 14-18 et qui était maintenant président des associations de Jeunesse. Le vénérable amiral fut, lui aussi, contraint de fuir, et son poste et son organisation furent supprimés. Des biens qui représentaient des millions de dollars, constitués essentiellement par des centaines d'auberges de jeunesse disséminées à travers l'Allemagne, furent saisis.

Le concordat du 20 juillet 1933 avait spécifié que l'Association des Jeunesses catholiques ne devait pas être touchée par le parti. Le 1er décembre 1936, Hitler la mit hors la loi par décret, de même que toutes les autres organisations de jeunesse non nazies.

... Tous les jeunes Allemands du Reich seront organisés à l'intérieur des Jeunesses hitlériennes.

Les jeunes Allemands, outre qu'ils seront élevés dans leurs familles et à l'école, seront éduqués physiquement, intellectuellement et moralement dans l'esprit du national-socialisme... par le truchement des Jeunesses hitlériennes (11).

Schirach, qui avait tout d'abord été sous les ordres du ministère de l'Enseignement, devint directement responsable devant Hitler.

Ce jeune homme de vingt-neuf ans, à peine dégrossi, qui écrivait des vers larmoyants à la gloire d'Hitler (« ce génie qui broute dans les étoiles ») et qui suivait Rosenberg dans son étrange paganisme et Streicher dans son antisémitisme virulent, était devenu le dictateur de la jeunesse du Troisième Reich.

De l'âge de six ans à celui de dix-huit, quand commençait la conscription en vue du Service du Travail et de l'Armée, filles et garçons étaient organisés dans les divers cadres des Jeunesses hitlériennes. Les parents reconnus coupables d'avoir essayé d'empêcher leurs enfants d'entrer dans ces organisations étaient passibles de fortes peines de prison, bien que, dans certains cas, ils refusassent simplement de voir leurs filles entrer dans des groupes où les cas de grossesse avaient atteint des proportions scandaleuses.

De l'âge de six ans à celui de dix, un garçon faisait une sorte d'apprentissage dans les Jeunesses hitlériennes en tant que Pimpf. Chaque jeune recevait un carnet de notes dans lequel étaient inscrits ses progrès au cours de toute son activité dans les jeunesses nazies, y compris son développement idéologique. A dix ans, après avoir subi certains examens sportifs, de camping et d'histoire nazifiée, il entrait dans le *Jungvolk* (« Jeune Peuple »), où il prêtait le serment suivant :

En présence de cet étendard de sang, qui représente notre Führer, je jure de consacrer toute mon énergie et toute ma force au sauveur de notre pays, Adolf Hitler. Je suis prêt à donner ma vie pour lui, et je m'en remets à Dieu.

A quatorze ans, un jeune garçon entraît dans les Jeunesses hitlériennes proprement dites, et il y restait jusqu'à dix-huit ans, âge auquel il passait dans le Service du Travail et dans l'armée. C'était une vaste organisation paramilitaire, similaire aux S.A. et dans laquelle des jeunes gens qui approchaient de l'âge d'homme recevaient une formation systématique non seulement dans le domaine des sports et de l'idéologie nazie, mais également du maniement d'armes. L'auteur de ces lignes a connu plus d'un week-end dans les environs de Berlin où il voyait ses pique-niques interrompus par les Jeunesses hitlériennes, rampant à travers les bois ou les bruyères, fusil à la main et sac au dos.

Parfois, les personnes du sexe jouaient aussi au petit soldat, car le mouvement des Jeunesses hitlériennes ne négligeait pas les jeunes filles. De dix à quatorze ans, les jeunes Allemandes étaient enrôlées dans les *Jungmaedel* — littéralement, « Les Jeunes Vierges » — et elles avaient aussi leur uniforme, comprenant un chemisier blanc, une ample jupe bleue, des chaussettes et de lourdes chaussures de marche fort peu féminines. Leur entraînement ressemblait beaucoup à celui des garçons du même âge et comprenait de longues marches pendant les week-ends, avec sac au dos et l'habituelle initiation à la philosophie nazie. Mais on insistait surtout sur le rôle des femmes dans le Troisième Reich : être avant tout des mères saines d'enfants sains. On insistait d'autant plus sur ce point quand elles devenaient, à quatorze ans, membres de la B.D.M. : *Bund Deutscher Maedel* (Ligue des Filles d'Allemagne).

A dix-huit ans, plusieurs milliers des jeunes filles de la B.D.M. (elles restaient dans l'organisation jusqu'à vingt et un ans) accomplissaient un an

de service agricole : leur *Land Jahr*, qui était l'équivalent du Service du Travail des jeunes gens. Leur tâche consistait à aider à la fois aux travaux de la maison et des champs. Les jeunes filles vivaient parfois dans les fermes et souvent dans de petits camps, d'où des camions les emmenaient chaque matin jusqu'aux exploitations agricoles. Des problèmes moraux ne tardèrent pas à se poser. La présence d'une jeune et jolie citadine semait parfois la perturbation dans un foyer paysan, et des parents commencèrent à se plaindre amèrement parce que leur fille s'était fait engrosser dans les fermes. Mais ce n'était pas le seul problème. Généralement, les camps de jeunes filles étaient à proximité des camps du service du travail des jeunes gens. Cette juxtaposition, semble-t-il, provoqua également de nombreuses grossesses. On fredonnait en Allemagne un couplet, inspiré du mouvement « La Force par la Joie » du Front du Travail, mais qui s'appliquait particulièrement au *Land Jahr* des jeunes filles :

Dans les champs et dans les buissons,
Je perds la Force par la Joie.

Des problèmes moraux du même ordre se posaient durant l'année ménagère des jeunes filles, grâce à laquelle 500 000 filles des Jeunesses hitlériennes passaient un an de service domestique dans un foyer citadin. En fait, les nazis les plus sincères ne les considéraient pas comme des problèmes moraux. J'ai entendu plus d'une fois des dirigeantes du B.D.M. — elles étaient invariablement sans beauté et généralement célibataires — entretenir leurs jeunes élèves du devoir moral et patriotique qui consistait à donner des enfants au Reich d'Hitler, si possible dans le sein du mariage,

mais autrement si c'était nécessaire.

A la fin de 1938, les Jeunesses hitlériennes comptaient 7 728 259 membres. Pour important que fût ce chiffre, de toute évidence, quelque 4 millions de jeunes avaient réussi à échapper à l'organisation, et, en mars 1939, le gouvernement promulgua une loi instituant la conscription de tous les jeunes dans les Jeunesses hitlériennes sur la même base que la conscription dans l'armée. On prévint les parents récalcitrants que, si leurs enfants ne s'enrôlaient pas, on les leur retirerait pour les placer dans des orphelinats ou dans d'autres foyers.

Pour parachever l'empreinte du régime sur l'éducation, on créa trois types d'écoles pour la formation de l'élite : les écoles Adolf Hitler, sous la direction des Jeunesses hitlériennes, les Instituts politiques nationaux d'Éducation et les Châteaux de l'Ordre, les deux derniers sous l'égide du parti. Les écoles Adolf Hitler retiraient à l'âge de douze ans les éléments les plus prometteurs du *Jungvolk* pour leur faire subir six années d'entraînement intensif, destinées à faire d'eux des cadres du parti et des services publics. Les élèves vivaient à l'école sous une discipline Spartiate et, à leur sortie de l'école, étaient admissibles à l'université. Il existait dix établissements de ce genre fondés après 1937, le principal étant *l'Akademie de Brunswick*.

Le but des Instituts politiques d'Éducation était de remettre à l'honneur le genre d'éducation prodiguée autrefois dans les vieilles académies militaires prussiennes. Cela permettait, d'après un commentaire officiel, de cultiver « l'esprit soldatesque, avec ses qualités de courage, de sens du devoir et de simplicité ». A cela s'ajoutait un enseignement spécial des principes nazis. Les écoles étaient sous la surveillance des S.S., qui

fournissaient les directeurs et la plupart des maîtres. Trois écoles de ce genre furent fondées en 1933 et leur nombre atteignait 31 à la déclaration de guerre, dont 3 pour les femmes.

Tout en haut de la pyramide se trouvaient les Châteaux de l'Ordre, les *Ordensburgen*. C'est dans ces établissements, où l'on retrouvait l'atmosphère des Châteaux de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques des XIVe et XVe siècles, qu'était formée l'élite de l'élite nazie. L'ordre de chevalerie était fondé sur le principe de l'obéissance absolue au Maître, l'*Ordensmeister*, et se consacrait à la conquête par l'Allemagne des terres slaves de l'Est, ainsi qu'à l'asservissement des indigènes. Les Châteaux de l'Ordre nazis avaient une discipline et des buts analogues.

Seuls les plus fanatiques des jeunes nationaux-socialistes étaient choisis, généralement parmi les meilleurs étudiants des écoles Adolf Hitler et des instituts politiques. Il y avait quatre châteaux, et un étudiant passait successivement dans les quatre. La première des cinq années, il séjournait dans un château spécialisé dans les « Sciences Raciales » et autres aspects de l'idéologie nazie. On insistait sur la formation mentale, à laquelle était soumise la formation physique. La seconde année, c'était le contraire, dans un château où l'athlétisme et les sports, y compris l'alpinisme et le parachutisme, occupaient la première place. Le troisième château, où les étudiants passaient les dix-huit mois suivants, offrait une instruction politique et militaire.

Enfin, dans le quatrième et dernier stade de son éducation, on envoyait l'étudiant pour dix-huit mois à l'*Ordensburg* de Marienburg, en Prusse-Occidentale, non loin de la frontière polonaise. Là, derrière les murs du château même de l'Ordre qui, cinq siècles plus tôt, avait été le bastion

des Chevaliers teutoniques, on concentrait sa formation politique et militaire sur la question orientale et sur le besoin (et sur le droit!) qu'avait l'Allemagne de s'étendre en territoire slave, dans sa quête éternelle du *Lebensraum*, excellente préparation, comme l'avenir le montra, pour les événements de 1939 et ce qui suivit.

C'était ainsi que la jeunesse était préparée à vivre, à travailler et à mourir dans le Troisième Reich. Bien que leur esprit fût délibérément empoisonné, leur scolarité toujours interrompue, l'influence familiale très largement remplacée, les garçons et les filles, les jeunes gens et les jeunes femmes semblaient parfaitement heureux, ravis de mener la vie d'un jeune hitlérien. Et, sans aucun doute, cette façon de réunir les enfants de toutes les classes et de tous les niveaux de la société, de faire partager des tâches communes aux enfants des familles pauvres comme à ceux des familles riches, à ceux dont le père était ouvrier, paysan, homme d'affaires ou aristocrate, cette méthode avait du bon.

Dans la plupart des cas, cela ne faisait aucun mal à un garçon et à une fille des villes de passer six mois dans le service du travail obligatoire, où ils vivaient au grand air, apprenaient la valeur du travail manuel et l'intérêt qu'il y a à s'entendre avec ceux qui n'ont pas reçu la même éducation. Quiconque voyageait en Allemagne et discutait avec les jeunes dans leurs camps, les regardait travailler, jouer et chanter, ne pouvait manquer d'observer que, pour sinistre que fût l'enseignement qu'on leur prodiguait, c'était là un mouvement de jeunesse incroyablement dynamique.

Les jeunes du Troisième Reich étaient élevés de façon à avoir un corps sain et robuste, à avoir confiance dans l'avenir de leur pays et en eux-mêmes, en même temps qu'à posséder un sentiment de camaraderie

qui faisait s'effondrer toutes les barrières économiques et sociales de classe. Je pensai à cela plus tard, en ces jours de mai 1940, où le long de la route d'Aix-la-Chapelle à Bruxelles on pouvait observer le contraste entre les soldats allemands, bronzés et robustes au sortir d'une jeunesse passée au soleil et avec un régime adéquat, et les premiers prisonniers de guerre britanniques, avec leur poitrine creuse, leurs épaules voûtées, leur teint de papier mâché et leurs mauvaises dents, tragiques exemples d'une jeunesse que l'Angleterre avait si imprudemment négligée durant les années qui s'étaient écoulées entre les deux guerres.

Quand Hitler arriva au pouvoir en 1933, le fermier, comme dans la plupart des autres pays, se trouvait dans une situation désespérée. D'après un rédacteur de la *Frankfurter Zeitung*, sa situation n'avait jamais été pire depuis l'époque où la désastreuse guerre des paysans de 1524-1525 avait dévasté la terre d'Allemagne. Le revenu agricole en 1932-1933 avait encore diminué; il était à plus d'un milliard de marks en dessous de la plus mauvaise année d'après guerre, 1924-1925. La dette des fermiers s'élevait à 12 milliards, presque tous ces emprunts contractés au cours des huit dernières années. L'intérêt de ces dettes absorbait environ 14 pour 100 de tout le revenu de la ferme, et à cela s'ajoutait un fardeau à peu près égal d'impôts et de contributions aux services sociaux.

« Mes camarades de parti, exprimez-vous clairement sur un point : il ne reste qu'une dernière, une ultime chance pour la paysannerie allemande », déclara Hitler lorsqu'il prit son poste de chancelier, et, en octobre 1933, il déclara que « la ruine du paysan allemand sera la ruine du peuple allemand ».

Pendant des années, le Parti nazi s'était efforcé de gagner l'appui des fermiers. Le point 17 de « l'inaltérable » programme du parti leur promettait « une réforme agraire... une loi de confiscation des terres sans compensation pour le bien commun; l'abolition des intérêts sur les prêts agricoles et la prévention de toute spéculation sur les terrains ». Comme la plupart des autres points du programme, les promesses faites aux fermiers ne furent pas tenues, sauf celles qui visaient la spéculation sur les terrains. En 1938, après cinq ans de régime nazi, la distribution des terres demeurait

plus inégale que dans tout autre pays d'Europe occidentale. Les chiffres publiés cette année-là dans la publication officielle *Statistical YearBook* montraient que les 2 500 000 exploitations agricoles les moins importantes occupaient moins de terre que le 0,1 pour 100 des plus grandes exploitations. La dictature nazie, comme les gouvernements socialistes bourgeois de la République, n'osait pas démanteler les immenses domaines féodaux des junkers, qui s'étendaient à l'est de l'Elbe.

Le régime nazi inaugura pourtant un vaste programme agricole, accompagné d'une propagande sentimentale à grand tam-tam, à propos du *Blut und Boden* (Le Sang et le Sol) et proclamant que le paysan était le sel de la terre et le principal espoir du Troisième Reich. Pour mener à bien ce programme, Hitler désigna Walther Darré, un des rares leaders du parti qui, tout en souscrivant à la plupart des mythes nazis, connaissait bien son domaine. Remarquable spécialiste de l'agriculture, avec une bonne formation universitaire, il avait travaillé dans les ministères de l'Agriculture de Prusse et du Reich. Contraint de démissionner à cause de conflits avec ses supérieurs, il s'était retiré en 1929 dans sa propriété de Rhénanie pour y écrire un livre intitulé *La Paysannerie, source de vie de la Race nordique*. Un pareil titre ne devait pas manquer d'attirer l'attention des nazis. Rudolf Hess présenta Darré à Hitler, qui fut si fortement impressionné qu'il le chargea de mettre au point un programme agricole pour le parti.

Après la démission de Hugenberg en juin 1933, Darré devint ministre du Ravitaillement et de l'Agriculture. En septembre, il avait terminé ses plans de remise en état de l'agriculture allemande. Deux lois fondamentales promulguées ce mois-là réorganisaient toute la structure de la production

et des marchés, en s'efforçant d'assurer aux fermiers des prix plus élevés et en même temps de mettre le paysan allemand sur un nouveau pied : on y parvenait, de façon assez paradoxale, en revenant à un très ancien état de choses où les fermes étaient substituées, comme à l'époque féodale, et où le fermier et ses héritiers successifs étaient obligatoirement attachés à leur lopin de terre (à condition qu'ils fussent des Allemands ariens) jusqu'à la fin des temps.

La loi de la ferme héréditaire du 29 septembre 1933 constituait un étonnant mélange, repoussant les paysans à l'époque médiévale tout en les protégeant contre les abus de l'âge monétaire moderne. Toutes les fermes jusqu'à 125 hectares, qui étaient capables d'assurer une vie décente à une famille, furent déclarées biens héréditaires soumises aux anciennes lois de la Constitution. Elles ne pouvaient être vendues, divisées, hypothéquées ou saisies pour dettes. A la mort du propriétaire, elles devaient passer au plus vieux ou au plus jeune fils, selon les coutumes locales, ou au plus proche parent mâle, qui était obligé d'assurer la subsistance et l'éducation de ses frères et sœurs jusqu'à leur majorité.

Seul, un Allemand arien, capable de prouver la pureté de son sang en remontant jusqu'à 1800, pouvait être propriétaire d'une telle exploitation. Et seul un tel homme, stipulait la loi, avait droit au « titre honorifique » de *Bauer*, ou paysan, dont il était déchu s'il enfreignait le « code d'honneur paysan » ou cessait, par incapacité ou toute autre raison, d'exercer une activité agricole. Ainsi, le fermier allemand lourdement endetté au début du Troisième Reich se trouvait-il protégé contre le risque de perdre ses biens par saisie ou de les voir aller diminuant (puisque'il n'était plus nécessaire de vendre un bout de terre pour payer une dette), mais en même temps il

était lié au sol de façon aussi irrévocable que les serfs de l'époque féodale.

Et les moindres aspects de sa vie et de son travail étaient strictement réglementés par l'Administration du Ravitaillement du Reich, que Darré établit par une loi du 13 septembre 1933, vaste organisation dont l'autorité s'étendait sur toutes les branches possibles de la production agricole, de ses débouchés et de ses méthodes de fabrication, et qu'il dirigeait lui-même en tant que chef paysan du Reich. Ses principaux objectifs étaient au nombre de deux : obtenir des prix stables et avantageux pour le fermier et permettre à l'Allemagne de se suffire à elle-même sur le plan du ravitaillement.

Dans quelle mesure y parvint-il ? Dans les premiers temps, assurément, le fermier, qui pendant si longtemps s'était senti négligé dans un État qui semblait ne s'intéresser qu'aux intérêts des milieux d'affaires et des prolétariats, le fermier fut flatté d'être l'objet de telles attentions, de se voir proclamé héros national et citoyen respecté. Il fut ravi de voir monter les prix que Darré lui fit obtenir en les fixant tout simplement de façon arbitraire à un niveau qui permettait au fermier de réaliser des bénéfices. Dans les deux premières années du régime nazi, les prix de gros agricoles augmentèrent de 20 pour 100 (pour les légumes, les produits laitiers et le bétail, l'augmentation fut un peu supérieure), mais cet avantage fut en partie compensé par une augmentation analogue des articles que le fermier devait acheter, et surtout de l'outillage agricole et des engrais.

Quant à l'autonomie en matière de ravitaillement, jugée nécessaire par les chefs nazis, et qui, comme on le verra, préparait déjà la guerre, ce but ne fut jamais atteint, et — étant donné la qualité et la quantité du sol allemand par rapport aux chiffres de sa population — il était impossible à

atteindre. Tout ce à quoi le pays put parvenir, malgré tous les efforts nazis dans la « bataille de la production », ce fut d'atteindre une autonomie à 83 pour 100, et encore seule la conquête de territoires étrangers permit aux Allemands de se procurer un ravitaillement suffisant pour leur permettre de tenir au cours de la seconde guerre mondiale aussi longtemps qu'ils le firent.

Le succès d'Hitler dans les premières années ne reposait pas seulement sur ses triomphes en politique étrangère, qui lui permirent tant de conquêtes sans qu'une goutte de sang fût versée, mais sur le redressement économique de l'Allemagne, que les milieux nazis et même certains économistes étrangers saluaient comme un miracle. Et bon nombre de gens auraient pu avoir cette impression. Le chômage, fléau des années 1920 et du début des années 1930, avait diminué, on l'a vu, puisque, de 6 millions en 1932, le nombre des chômeurs était tombé à moins de 1 million quatre ans plus tard. La production nationale s'éleva de 102 pour 100 de 1932 à 1937, et le revenu national doubla. Aux yeux d'un observateur, l'Allemagne, vers les années 1935, semblait une immense ruche. Les rouages de l'industrie tournaient, et chacun s'affairait comme une abeille.

Pendant la première année, la politique économique nazie, essentiellement dirigée par le docteur Schacht — car Hitler ne s'intéressait pas à l'économie politique, dont il ignorait à peu près tout — s'attacha principalement à redonner du travail aux chômeurs en entreprenant de vastes travaux publics et en stimulant l'entreprise privée. Le gouvernement se procura du crédit en créant des fonds spéciaux de chômage, et on prodigua généreusement les allègements fiscaux aux firmes qui accroissaient leurs dépenses de capital et qui employaient davantage de personnel.

Mais la véritable base du redressement allemand, ce fut le réarmement, vers lequel le régime nazi canalisa, à partir de 1934, l'énergie des milieux d'affaires et des milieux ouvriers, aussi bien que celle des

généraux. Tout l'ensemble de l'économie allemande ne tarda pas à être désigné en jargon nazi sous le nom de *Wehrwirtschaft*, ou économie de guerre, et elle était délibérément conçue pour fonctionner non seulement en temps de guerre, mais durant la période de paix qui préluait à la guerre.

Le général Ludendorff, dans son livre *La Guerre Totale (Der Totale Krieg)* dont le titre fut traduit de façon erronée en anglais comme *La Nation en Guerre*, publié en Allemagne en 1935, insistait sur la nécessité de mobiliser l'économie de la nation sur la même base totalitaire que tout le reste, afin de dûment préparer le pays à la guerre totale. Ce n'était pas exactement une idée neuve parmi les Allemands, car, en Prusse, au XVIIIe et au XIXe siècle, les cinq septièmes environ du revenu du gouvernement, on l'a vu, étaient absorbés par les dépenses de l'armée, et toute l'économie de la nation était toujours considérée essentiellement comme un instrument devant assurer non pas le bien-être du peuple, mais la réalisation d'une politique militaire.

Il incombait au régime nazi d'adapter la *Wehrwirtschaft* à la troisième décennie du XXe siècle. Les résultats en furent franchement exposés par le major général Georg Thomas, chef de l'état-major économique militaire : « L'histoire ne connaît que quelques exemples de cas où un pays a orienté, même en temps de paix, toutes ses forces économiques délibérément et systématiquement vers les exigences de la guerre, comme l'Allemagne a été obligée de le faire dans la période de l'entre-deux-guerres (12). »

L'Allemagne, bien sûr, n'était pas « obligée » de se préparer à la guerre sur une telle échelle : c'était une décision prise délibérément par Hitler. Dans la loi secrète de défense du 21 mai 1935, il nomma Schacht plénipotentiaire général pour l'économie de guerre, lui ordonna « de

commencer son œuvre dès le temps de paix » et lui donna l'autorité « de diriger les préparatifs économiques de la guerre ». L'inimitable docteur Schacht n'avait pas attendu le printemps de 1935 pour se mettre à adapter l'économie allemande à la guerre. Le 30 septembre 1934, moins de deux mois après être devenu ministre de l'Économie, il soumit au Führer un rapport intitulé « Rapport sur l'état des travaux pour la mobilisation en vue de la guerre économique à la date du 30 septembre 1934 », dans lequel il déclarait fièrement que son ministère « a été chargé de la préparation économique à la guerre ».

Le 3 mai 1935, quatre semaines avant d'être nommé plénipotentiaire pour l'économie de guerre, Schacht soumit à Hitler un mémorandum personnel, qui commençait par déclarer que « la réalisation du programme d'armement avec rapidité et en quantité est le (les italiques sont de lui) problème de la politique allemande; tout le reste donc doit être subordonné à ce but »... Schacht expliquait à Hitler que, puisque « le réarmement devait être complètement camouflé jusqu'au 16 mars 1935 (date à laquelle Hitler annonça la conscription pour la constitution d'une armée de trente-six divisions), il était nécessaire d'utiliser la presse à billets » pour financer les débuts du programme. Il soulignait également avec un certain plaisir que les fonds confisqués aux ennemis de l'État (pour la plupart des Juifs) et d'autres fournis par les comptes étrangers bloqués avaient contribué à payer les canons d'Hitler. « Ainsi, déclarait-il ravi, nos armements sont en partie financés par les crédits de nos ennemis politiques (13). »

Bien qu'à son procès de Nuremberg il protestât en toute innocence contre les accusations portées à son égard d'avoir participé au complot nazi pour préparer une guerre d'agression — il affirmait avoir fait tout

juste le contraire — il n'en demeure pas moins que personne ne fut aussi grandement responsable que Schacht de la préparation *économique* de l'Allemagne à la guerre qu'Hitler déclencha en 1939. L'armée le reconnut bien volontiers. A l'occasion du soixantième anniversaire de Schacht, le *Militär-Wochenblatt*, une publication de l'armée, le saluait dans son numéro de janvier 1937 comme « l'homme qui a rendu économiquement possible la reconstruction de la Wehrmacht ». Et l'article ajoutait : « La force de défense est redevable à l'habileté et aux capacités de Schacht d'avoir pu, malgré toutes les difficultés monétaires, arriver à ses effectifs d'aujourd'hui en partant d'une armée de 100 000 hommes. »

Tous les dons reconnus de Schacht en matière de finances furent mis à contribution pour préparer le Troisième Reich à la guerre. Imprimer des billets de banque n'était qu'un de ses procédés. Il manipula la monnaie allemande avec une telle habileté qu'elle eut à un moment, selon les estimations des économistes étrangers, jusqu'à 237 valeurs différentes. Il négocia des accords d'échanges étonnamment profitables (pour l'Allemagne) avec des douzaines de pays et, à la stupéfaction des économistes orthodoxes, démontra brillamment que plus on devait à un pays, plus on faisait d'affaires avec lui.

La façon dont il créa le crédit dans un pays qui avait peu de capitaux liquides et pratiquement pas de réserves financières fut l'œuvre d'un génie ou — comme le dirent certains — d'un maître manipulateur. Son invention des billets « Mefo » était un bon exemple. Il s'agissait simplement de billets émis par la Reichsbank, garantis par l'État et qui servaient à payer les fabricants d'armement. Ces billets étaient acceptés par toutes les banques allemandes et escomptés finalement par la Reichsbank. Comme

ces billets n'apparaissaient ni dans les comptes publiés par la Banque Nationale, ni dans le budget du gouvernement, ils aidèrent à assurer le secret du réarmement allemand. De 1935 à 1938, ils servirent exclusivement à financer le réarmement et atteignirent un total de 12 milliards de marks. En expliquant un jour cette méthode à Hitler, le comte Schwerin von Krosigk, le malheureux ministre des Finances, observa que c'était simplement un moyen de « battre monnaie (14) ».

En septembre 1936, avec l'inauguration du plan de quatre ans sous le contrôle de fer de Goering, qui remplaça Schacht comme dictateur économique, bien qu'il fût aussi ignorant en ce domaine que l'était Hitler, l'Allemagne passa à une économie de guerre totale. L'objectif de ce plan était de permettre à l'Allemagne de se suffire à elle-même en quatre ans, si bien qu'un blocus en temps de guerre ne l'étouffât pas. On réduisit au strict minimum les importations, on pratiqua un contrôle sévère des prix et des salaires, on limita les dividendes à 6 pour 100, on créa de vastes usines pour la fabrication de caoutchouc, de textile, de carburant synthétique et autres produits à partir des matières premières dont disposait l'Allemagne, et l'on construisit une gigantesque aciérie Hermann Goering pour fabriquer de l'acier à partir de minerais à faible teneur.

Bref, l'économie fut mobilisée pour la guerre, et les hommes d'affaires, tout en voyant leurs bénéfices augmenter, devinrent de simples rouages dans une machine de guerre, leur action étant limitée par tant de restrictions, par tant de formulaires à remplir que le docteur Funk, qui succéda à Schacht en 1937 comme ministre de l'Économie et en 1939 comme président de la Reichsbank, fut contraint d'avouer que « les communications officielles occupent maintenant plus de la moitié de la

correspondance totale d'un industriel allemand » et que « le commerce extérieur allemand implique chaque jour 40 000 transactions séparées; et pourtant, pour une seule transaction, il faut remplir jusqu'à 40 formulaires différents ».

Ensevelis sous des montagnes de paperasserie, recevant de l'État des instructions sur ce qu'ils pouvaient produire, en quelles quantités et à quels prix, accablés par une imposition de plus en plus forte et par d'incessantes « contributions spéciales » au parti, les hommes d'affaires qui avaient accueilli avec un tel enthousiasme le régime hitlérien parce qu'ils comptaient sur lui pour anéantir le syndicalisme et pour permettre à un chef d'entreprise d'opérer librement, les hommes d'affaires allemands perdaient leurs illusions. Parmi eux se trouvait Fritz Thyssen, un de ceux qui avaient fourni les premières et les plus importantes contributions au parti. Fuyant l'Allemagne à la déclaration de guerre, il reconnut que « le régime nazi a ruiné l'industrie allemande »

Et à tous ceux qu'il rencontrait à l'étranger il déclarait : « Quel crétin (Dummkopf) j'ai été (15)! »

Au début pourtant, les hommes d'affaires essayaient de se persuader que le régime nazi était la réponse à toutes leurs prières. Bien sûr, l'« inaltérable » programme du parti leur avait paru menaçant, avec ses promesses de nationalisation des trusts, de partage des bénéfices avec les grossistes, « de communalisation des grands magasins, qui seraient loués à bas prix à de petits commerçants » (comme l'expliquait le point 16), avec aussi sa réforme agraire et l'abolition de l'intérêt sur les hypothèques. Mais les industriels et les financiers ne tardèrent pas à apprendre qu'Hitler n'avait pas la moindre intention de respecter une seule des promesses

économiques contenues dans le programme du parti : ces promesses radicales n'avaient été lancées que pour attirer des voix.

Durant les premiers mois de 1933, quelques radicaux du parti s'efforcèrent de mettre la main sur des groupes d'affaires, de s'emparer des grands magasins et de créer un État corporatif sur le modèle de celui que Mussolini s'efforçait d'instaurer. Mais ils furent rapidement contrés par Hitler et remplacés par des hommes d'affaires conservateurs. Gottfried Feder, le premier mentor d'Hitler en matière d'économie, l'illuminé qui voulait abolir « l'esclavage et l'intérêt », fut nommé sous-secrétaire au ministère de l'Économie, mais son supérieur, le docteur Karl Schmitt, le magnat de l'assurance, qui avait passé sa vie à prêter de l'argent et à percevoir des intérêts, ne lui donna rien à faire et, quand Schacht devint ministre, il décida de se passer des services de Feder.

Les petits hommes d'affaires, qui avaient constitué l'un des principaux soutiens du parti, et qui attendaient beaucoup du chancelier Hitler, ne tardèrent pas à se trouver nombreux à être anéantis et relégués au rang des salariés. Des lois promulguées en octobre 1937 décrétèrent la dissolution pure et simple de toutes les sociétés ayant un capital inférieur à 20 000 dollars et interdirent la création de nouvelles sociétés avec un capital inférieur à 200 000 dollars. Cela régla rapidement le sort d'un cinquième de toutes les petites entreprises. Par contre, les grands cartels, que même la République avait favorisés, furent encore renforcés par les nazis. En fait, aux termes d'une loi du 15 juillet 1933, ils furent rendus obligatoires. Le ministère de l'Économie avait pouvoir d'organiser de nouveaux cartels ou d'ordonner à des firmes d'adhérer à des cartels déjà existants.

Le système des multiples groupements commerciaux organisé sous la République fut maintenu par les nazis, mais la loi fondamentale du 27 février 1934 les réorganisa dans le cadre d'une hiérarchie bien ordonnée et les plaça sous le contrôle de l'État. Toutes les entreprises étaient obligées d'adhérer à ces groupements. A la tête d'une structure incroyablement complexe se trouvait la Chambre Économique du Reich, dont le président était nommé par l'État, et qui contrôlait 7 groupes économiques nationaux, 23 chambres économiques, 100 chambres de l'industrie et du commerce et 70 chambres des métiers.

Au milieu de cette organisation labyrinthienne, de cette multitude de bureaux et d'agences du ministère de l'Économie, du Plan de quatre ans et de l'avalanche de décrets et de lois particulières, même l'homme d'affaires le plus avisé était souvent perdu, et il fallait engager des avocats spécialisés pour permettre à une firme de fonctionner. Les pots-de-vin qu'il fallait verser pour trouver le moyen d'approcher les fonctionnaires capables de prendre les décisions dont on avait besoin ou pour tourner les règlements infinis du gouvernement et des associations commerciales, ces pots-de-vin finirent par devenir astronomiques. « C'était devenu une nécessité économique », déclara un homme d'affaires à l'auteur de ces lignes.

Pourtant, malgré toutes ces tracasseries, l'homme d'affaires réalisait d'appréciables bénéfices. Les industries lourdes, principales bénéficiaires du réarmement, augmentèrent leur marge bénéficiaire de 2 pour 100, chiffre de l'excellente année de 1926, à 6,5 pour 100 en 1938, la dernière année complète de paix. Même la loi limitant à 6 pour 100 les dividendes ne gênait pas les sociétés. Tout au contraire. Théoriquement, d'après la loi,

toute somme supérieure à ce chiffre devait être investie en bons d'État : il n'était pas question de confiscation.

En fait, la plupart des firmes réinvestissaient dans leurs propres affaires les bénéfices non distribués, qui s'élevèrent de 175 millions de marks en 1932 à 5 milliards de marks en 1938, année où le total des dépôts dans les banques d'épargnes n'atteignait que 2 milliards, ou moins de la moitié des bénéfices non distribués, et durant laquelle les bénéfices distribués sous la forme de dividendes n'atteignaient que le chiffre de 1 milliard 200 millions de marks. Outre ses plaisants bénéfices, l'homme d'affaires avait tout lieu de se réjouir de la façon dont, sous le régime hitlérien, les ouvriers avaient été remis à leur place. Il n'y avait plus de revendications de salaires déraisonnables. En fait, les salaires se trouvèrent légèrement réduits, malgré une augmentation de 25 pour 100 du coût de la vie. Et, surtout, il n'y avait plus de grèves ruineuses. En fait, il n'y avait plus de grèves du tout. De telles manifestations de désordre étaient interdites dans le Troisième Reich.

Privé de ses syndicats, des conventions collectives et du droit de grève, le travailleur allemand du Troisième Reich devint un serf industriel, lié à son maître l'employeur, à peu près comme les paysans du Moyen Age étaient liés au seigneur du manoir. Le « Front du Travail », qui remplaçait théoriquement les anciens syndicats, ne représentait pas l'ouvrier. D'après la loi du 24 octobre 1934 qui l'avait créé, il était « l'organisation des travailleurs allemands intellectuels et manuels ». Il groupait non seulement les salariés, mais aussi les employeurs et les membres des professions libérales. Il constituait en réalité une vaste organisation de propagande, et, comme le disaient certains travailleurs, une gigantesque escroquerie.

Son but, exposé dans le texte de la loi, n'était pas de protéger le travailleur, mais de « créer une authentique communauté sociale et productive de tous les Allemands. Sa tâche consiste à veiller à ce que chaque individu soit capable... de donner le maximum de travail. » Le Front du Travail n'était pas une organisation administrative indépendante, mais, comme presque tous les autres groupements en Allemagne nazie, à l'exception de l'armée, partie intégrante du N.S.D.A.P. ou, comme le disait son chef, le docteur Ley — cet « ivrogne bafouillant » pour reprendre la formule de Thyssen — « un instrument du Parti ». A vrai dire, la loi du 24 octobre stipulait que ses cadres devaient être issus des rangs du parti, les anciennes unions nazies, les S.A. et les S.S., et c'était bien de là qu'ils venaient.

Déjà, la loi réglementant la main-d'œuvre nationale du 20 janvier

1934, connue sous le nom de « Charte du Travail », avait remis le travailleur à sa place et rétabli l'employeur dans son ancienne position de maître absolu, sujet, il est vrai, aux interventions de l'État tout-puissant. L'employeur devenait « le chef de l'entreprise », les employés, les « disciples » ou *Gefolgschaft*. L'article 2 de la loi précisait que « le chef de l'entreprise prend les décisions pour les employés et les ouvriers dans tous les domaines concernant l'entreprise ». Et, tout comme autrefois le seigneur était censé être responsable du bien-être de ses sujets, de même, sous la loi nazie, l'employeur était-il « responsable du bien-être des employés et des travailleurs ». En retour, précisait la loi, « les employés et les ouvriers lui doivent fidélité », c'est-à-dire qu'ils devaient travailler dur et longtemps, sans récriminations ni murmures, même s'il s'agissait de salaire.

Les salaires étaient fixés par des conseillers du travail, nommés par le Front du Travail. En pratique, ceux-ci fixaient les tarifs selon les désirs de l'employeur — il n'était pas question même de consulter les ouvriers sur ces questions — mais après 1936, quand la main-d'œuvre se fit rare dans les industries d'armement et que certains employeurs tentèrent d'élever les salaires pour attirer l'embauche, l'échelle des salaires fut maintenue à un niveau plus bas sur ordre de l'État. Hitler ne cachait pas son jeu sur ce point : « Cela a été l'inébranlable principe du gouvernement national socialiste, déclara-t-il au début du régime, de ne permettre aucune augmentation du taux de salaire horaire, mais de ne tolérer d'augmentation de revenus que par une augmentation du rendement (16) ». Dans un pays où la plupart des salaires étaient fondés, du moins en partie, sur le travail à la pièce, cela signifiait qu'un travailleur ne pouvait espérer gagner

davantage que par une accélération ou par une prolongation de ses heures de travail.

Par rapport aux États-Unis, et en tenant compte de la différence du coût de la vie et des services sociaux, les salaires en Allemagne avaient toujours été bas. Sous le régime nazi, ils furent légèrement inférieurs à ce qu'ils avaient été jusqu'alors. D'après le Bureau des Statistiques du Reich, les salaires diminuèrent pour les ouvriers qualifiés de 20,4 cents l'heure en 1932, en pleine crise, à 19,5 cents au milieu de 1936. L'échelle des salaires pour la main-d'œuvre non qualifiée tomba de 16,1 cents à 13 cents l'heure. Lors du congrès du parti à Nuremberg, en 1936, le docteur Ley déclara que le salaire moyen des ouvriers à plein temps inscrits au Front du Travail s'élevait à 6,95 dollars par semaine, le Bureau des Statistiques du Reich indiquait pour l'ensemble des travailleurs allemands un chiffre moyen de 6,29 dollars.

Bien qu'ils fussent des millions de plus à avoir du travail, la part de l'ensemble des travailleurs allemands dans le revenu national tomba de 56,9 pour 100 durant l'année de crise de 1932 à 53,6 pour 100 durant l'année de prospérité de 1938. En même temps, le revenu provenant du capital et des affaires passait de 17,4 pour 100 du revenu national à 26,6 pour 100. Il est vrai qu'en raison du nombre beaucoup plus grand de travailleurs, le revenu total des salaires passa de 25 milliards à 42 milliards de marks, soit une augmentation de 66 pour 100. Mais le revenu du capital et des affaires s'éleva de façon beaucoup plus spectaculaire : de 146 pour 100. Tous les propagandistes du Troisième Reich, de Hitler jusqu'en bas de l'échelle, avaient coutume de se déchaîner dans leurs discours contre les bourgeois et les capitalistes et de proclamer leur solidarité avec le travailleur. Mais une

étude objective des statistiques officielles, que peut-être peu d'Allemands prenaient la peine d'entreprendre, révélait que c'étaient les capitalistes tant dénigrés et non les travailleurs qui bénéficiaient le plus de la politique nazie.

Finalement, la paie que le travailleur allemand rapportait à la maison diminuait. Outre de lourds impôts sur le revenu, des contributions obligatoires aux assurances maladie, chômage et infirmités, sans parler des cotisations au Front du Travail, le travailleur manuel — comme tout le monde en Allemagne nazie — était l'objet de pressions constantes pour faire des dons de plus en plus importants à toute une collection d'œuvres de charité nazies, dont la principale était le *Winterhilfe* (Secours d'hiver). Plus d'un ouvrier perdit sa place parce qu'il n'avait pas versé sa contribution au *Winterhilfe* ou bien parce qu'on jugeait cette contribution trop faible. Ce genre de faute se trouva un jour sanctionné par un tribunal du travail, qui approuva le licenciement sans préavis d'un employé, pour « conduite hostile à la communauté du peuple... méritant d'être sévèrement condamnée ». Vers les années 1935, on estimait que les impôts et contributions diverses prélevaient de 15 à 35 pour 100 du salaire brut d'un ouvrier. Pareil prélèvement sur une semaine de 6,95 dollars ne laissait pas grand-chose pour le loyer, la nourriture, l'habillement et les loisirs.

Comme les serfs du Moyen Age, les ouvriers de l'Allemagne hitlérienne se trouvèrent de plus en plus liés à leurs lieux de travail, bien qu'en l'occurrence ce ne fût pas l'employeur qui les liât, mais l'État. On a vu comment le paysan du Troisième Reich était attaché à sa terre par la loi de la ferme héréditaire. De même, l'ouvrier agricole était attaché à la terre par la loi et n'avait pas le droit de la quitter pour aller travailler en ville. Il

faut dire que, dans la pratique, c'était une loi nazie qui n'était guère obéie; entre 1933 et 1939, plus d'un million (1 300 000) d'ouvriers agricoles émigrèrent pour aller travailler dans l'industrie et dans le commerce. Mais, pour les ouvriers de l'industrie, la loi était appliquée. Divers décrets gouvernementaux commençant avec la loi du 15 mai 1934, restreignirent sévèrement la liberté qu'avait un ouvrier de passer d'une place à une autre. Après juin 1935, les bureaux de placement d'État reçurent le contrôle exclusif de la main-d'œuvre : ils décidaient qui pouvait être engagé, pourquoi et où.

Le « livret de travail » fut créé en février 1935 et finalement aucun ouvrier ne pouvait être engagé s'il n'en possédait pas un. Sur ce livret figuraient ses spécialités et le nom de ses employeurs. Le livret de travail non seulement fournissait à l'État et à l'employeur des renseignements tenus à jour sur chaque employé de la Nation, mais servait également à lier un ouvrier à son lieu de travail. S'il désirait aller travailler ailleurs, son employeur pouvait garder son livret de travail, ce qui signifiait qu'il ne pouvait être légalement employé nulle part. Finalement, le 22 juin 1938, un décret spécial, promulgué par le bureau du plan de quatre ans, institua la conscription du travail. Cette mesure obligeait tout Allemand à travailler là où l'État le lui imposait. Les travailleurs qui ne se présentaient pas à leur travail sans une excellente excuse étaient passibles d'amendes et de peines de prison. Cette mesure présentait évidemment des avantages. Un ouvrier ainsi enrôlé ne pouvait être congédié par son employeur sans le consentement du bureau de placement gouvernemental. Il avait la sécurité dans son travail, chose qu'il avait rarement connue sous la République.

Liés par tant de contrôles qui maintenaient les salaires à peine au-

dessus d'un niveau leur permettant de subsister, les travailleurs allemands, comme le prolétariat romain, avaient leur cirque fourni par leurs dirigeants pour détourner leur attention de leur condition misérable. « Il nous fallait détourner l'attention des masses des valeurs matérielles vers les valeurs morales, expliqua un jour le docteur Ley. Il est plus important de nourrir les âmes des hommes que leurs ventres. » Ce fut ainsi qu'il conçut une organisation appelée *Kraft durch Freude* (« La force par la joie »). Cette organisation fournissait ce que l'on ne peut appeler que des loisirs enrégimentés. Dans une dictature totalitaire au XXe siècle, comme peut-être dans les dictatures d'autrefois, il semble nécessaire de contrôler non seulement les heures de travail, mais aussi les heures de loisirs de l'individu. C'était à quoi veillait « La force par la joie ». A l'époque prénazie, l'Allemagne avait des dizaines de milliers de clubs consacrés à toutes sortes d'activités, des échecs au football en passant par l'ornithologie. Sous le régime nazi, aucun groupe social, sportif ou récréatif n'eut le droit de fonctionner en dehors du contrôle et de la direction de *Kraft durch Freude*.

Pour l'Allemand ordinaire du Troisième Reich, cette organisation officielle couvrant toutes les activités de loisirs était sans doute mieux que rien, si l'on ne vous laisse pas l'initiative de se distraire. Elle permettait par exemple aux membres du Front du Travail de faire pour leurs vacances des voyages ou des croisières à des prix défiant toute concurrence. Le docteur Ley fit construire deux navires de 25 000 tonnes, dont l'un portait son nom, et il en loua dix autres pour organiser des croisières pour *Kraft durch Freude*. L'auteur de ces lignes participa à l'une de ces croisières; bien que la vie à bord fût organisée par les leaders nazis jusqu'à un point insupportable (pour lui), les travailleurs allemands semblaient bien

s'amuser. Et à quel prix ! Une croisière à Madère, par exemple, ne coûtait que 25 dollars, y compris le voyage en train aller-retour jusqu'à un port allemand, et d'autres voyages étaient tout aussi peu coûteux. Des plages au bord de la mer et sur des lacs furent envahies par des milliers de vacanciers — l'une d'elles à Ruegen, sur la Baltique, qui n'était pas terminée lorsque la guerre éclata, se vantait de pouvoir loger 20 000 personnes — et, en hiver, des excursions spéciales pour faire du ski dans les Alpes bavaroises étaient organisées à 11 dollars par semaine, y compris le voyage en car, la pension, la location des skis et les leçons d'un moniteur.

Les sports, dont toutes les branches étaient contrôlées par « La force par la joie », furent organisés sur une vaste échelle, plus de 7 millions de personnes, d'après les chiffres officiels, en pratiquant annuellement. L'organisation fournissait également au rabais des billets de théâtre, d'opéra et de concerts, permettant ainsi aux travailleurs d'avoir des distractions plus intellectuelles, comme le proclamaient souvent les fonctionnaires nazis. *Kraft durch Freude* avait également son propre orchestre symphonique de 90 exécutants, qui ne cessait de parcourir le pays, jouant souvent dans les plus petites villes, où l'on n'avait généralement pas l'occasion d'entendre de la bonne musique. Enfin, l'organisation prit sous sa coupe les quelque deux cents institutions d'éducation adulte qui florissaient sous la République — mouvement qui avait pris son origine en Scandinavie — et continua à les faire fonctionner non sans ajouter un fort apport d'idéologie nazie à l'instruction qu'on y prodiguait.

A la fin, bien sûr, ce furent les ouvriers qui payèrent le cirque. Le montant total des cotisations au Front du Travail atteignait 160 millions

de dollars en 1937 et dépassa le cap des 200 millions de dollars lorsque la guerre éclata, d'après le docteur Ley : « La comptabilité était extrêmement vague, car elle était entre les mains non pas de l'État, mais du service des finances du parti, qui ne publiait jamais ses comptes. Sur le montant des cotisations, 10 pour 100 étaient réservés au *Kraft durch Freude*. Mais les cotisations payées par les individus pour les voyages de vacances et pour les loisirs, pour peu coûteux que tout cela fût, atteignaient dans l'année qui précéda la guerre le chiffre de 1 milliard 250 millions de dollars. Une autre lourde charge accablait encore le salarié : en tant que première organisation du parti unique dans le pays, avec 25 millions de membres, le Front du Travail devint une gigantesque bureaucratie, avec des dizaines de milliers d'employés à plein temps. En fait, on estimait que de 20 à 25 pour 100 de son revenu étaient absorbés par les frais de gestion.

Une escroquerie particulièrement remarquable commise par Hitler aux dépens des travailleurs allemands mérite d'être citée en passant. Il s'agit de la *Volkswagen* (la « voiture du peuple »), née de l'imagination créatrice du Führer en personne. Tout Allemand, ou du moins tout travailleur allemand, disait-il, devrait posséder une voiture, comme aux États-Unis. Jusqu'alors en Allemagne, où il n'y avait qu'une automobile pour environ 50 personnes (au lieu de 1 pour 5 en Amérique), le travailleur avait utilisé la bicyclette ou les transports publics pour se déplacer. Hitler décréta alors que l'on devait construire pour lui une voiture qui ne se vendrait qu'à 990 marks, soit 396 dollars, au cours officiel. Il participa lui-même, dit-on, à la conception de la voiture, qui fut réalisée sous la direction d'un ingénieur autrichien, le docteur Ferdinand Porsche.

Comme l'industrie privée ne pouvait pas produire une voiture pour

ce prix, Hitler ordonna à l'État de la construire et chargea du projet le Front du Travail. L'organisation du docteur Ley entreprit aussitôt, en 1938, d'édifier à Fallersleben, près de Braunschweig, « la plus grande usine d'automobiles du monde », capable de produire 1 500 000 voitures par an, « plus que Ford », déclaraient les propagandistes nazis. Le Front du Travail avança un capital de 50 millions de marks. Mais ce n'était pas le principal moyen de financement. Le plan ingénieux du docteur Ley prévoyait que les travailleurs eux-mêmes fourniraient les capitaux, grâce à un plan de crédit intitulé « payer avant de l'avoir » : 5 marks par semaine, ou si un travailleur estimait qu'il en avait les moyens, 10 ou 15 marks par semaine. Quand il avait versé 750 marks, l'acheteur recevait un numéro de commande lui donnant droit à une voiture dès qu'elle pourrait être fabriquée. Malheureusement pour le travailleur, aucun véhicule ne fut jamais produit pour aucun client durant le Troisième Reich. Des dizaines de millions de marks furent versés par les salariés allemands, dont ils ne devaient jamais revoir un seul pfennig. Lorsque la guerre éclata, l'usine Volkswagen fut transformée en manufacture d'articles plus utiles à l'armée.

Dès les premières semaines de 1933, lorsque commencèrent les arrestations massives et arbitraires, les agressions et les meurtres perpétrés par ceux qui étaient au pouvoir, l'Allemagne sous la férule du national-socialisme cessa d'être une société fondée sur la loi.

« Hitler est la loi ! » proclamaient fièrement les juristes de l'Allemagne nazie, et Goering le souligna quand il affirma aux procureurs prussiens le 12 juillet 1934 que « la loi et la volonté du Führer ne font qu'un ». C'était vrai. La loi était ce que le dictateur disait qu'elle était et, dans les moments de crise, comme lors de la Purge sanglante, il proclama lui-même, ainsi qu'on l'a vu dans son discours au Reichstag aussitôt après ce sanglant événement, qu'il était « le juge suprême » du peuple allemand, doté du pouvoir de condamner à mort qui bon lui semblait.

Du temps de la République, la plupart des juges, comme la majorité du clergé protestant et des professeurs d'université, détestaient cordialement le régime de Weimar et, dans leurs décisions, comme beaucoup le pensèrent, ils avaient écrit la page la plus noire de la vie de la République allemande, contribuant ainsi à sa chute. Mais, du moins, sous la constitution de Weimar, les juges étaient-ils indépendants, soumis seulement à la loi, protégés contre toute révocation arbitraire et tenus en tout cas théoriquement, par l'article 109, de sauvegarder l'égalité devant la loi. La plupart d'entre eux avaient été des sympathisants du national-socialisme, mais ils ne s'attendaient guère au traitement qui allait être le leur quand les nazis seraient au pouvoir.

La loi des fonctionnaires du 7 avril 1933 fut étendue à tous les

magistrats et ne tarda pas à débarrasser les services judiciaires non seulement des Juifs, mais de ceux dont le nazisme était contestable, ou comme le stipulait la loi, « qui donnaient la preuve de n'être plus disposés à intervenir à tout moment en faveur de l'état national socialiste ». Bien sûr, peu de juges se trouvèrent éliminés par cette loi, mais ils s'entendirent rappeler où était leur devoir. Pour être bien sûr qu'ils avaient compris, le docteur Hans Frank, commissaire à la Justice, et chef du Droit du Reich, déclara aux juristes en 1936 : « L'idéologie nationale socialiste est le fondement de toutes les lois fondamentales, notamment telle qu'elle est exposée dans le programme du parti et dans les discours du Führer. » Le docteur Frank poursuivit :

L'indépendance de la loi n'existe pas en face du national-socialisme. A chaque décision que vous prenez, dites-vous : « Comment le Führer trancherait-il à ma place ? » A chaque décision, demandez-vous : « Cette décision est-elle compatible avec la conscience nationale socialiste du peuple allemand ? » Vous aurez ainsi une base solide qui, alliée à l'unité de l'État du Peuple national socialiste et à la conscience que vous avez de la nature éternelle de la volonté d'Adolf Hitler, vous confèrera dans votre propre sphère de décision l'autorité du Troisième Reich, et ce pour toujours (17).

Cela semblait assez clair, de même qu'une nouvelle loi sur les fonctionnaires de l'année suivante (26 janvier 1937), qui prévoyait la révocation de tous les fonctionnaires, juges compris, pour « opinions politiques douteuses ». En outre, tous les juristes furent contraints d'adhérer à la Ligue des Juristes nationaux socialiste allemands, où on leur faisait souvent des conférences dans l'esprit des propos de Frank.

Certains juges, malgré tous leurs sentiments antirépublicains, ne suivirent pas avec assez d'empressement la ligne du parti. Un certain

nombre d'entre eux au moins voulurent fonder leurs jugements sur la loi. Un des pires exemples de cette attitude, du point de vue nazi, ce fut la décision prise par le *Reichsgericht*, la Cour suprême d'Allemagne, d'acquitter d'après les preuves fournies trois des quatre accusés communistes dans le procès sur l'incendie du Reichstag en mars 1934. (Seul Van der Lubbe, le Hollandais à demi idiot qui avait avoué, fut reconnu coupable.)

Cette décision mit Hitler et Gœring dans une fureur telle qu'un mois plus tard, le 24 avril 1934, le droit de juger les affaires de trahison, qui jusqu'alors avait été sous la juridiction exclusive de la Cour suprême, fut retiré à cette auguste institution et transféré à un nouveau tribunal, le *Volksgesichtshof*, le Tribunal du Peuple, qui devint bientôt le tribunal le plus redouté du pays. Il comprenait deux juges professionnels et cinq autres choisis parmi les cadres du parti, les S.S. et les forces armées, si bien que ces derniers avaient la majorité aux voix. Les décisions et les sentences de ce tribunal étaient sans appel et il siégeait ordinairement à huis clos. De temps en temps pourtant, à des fins de propagande, quand on devait prononcer des peines relativement légères, les correspondants étrangers étaient invités à assister aux séances.

C'est ainsi que l'auteur de ces lignes suivit un jour un procès devant le tribunal du peuple en 1935. Cela le fit songer à une cour martiale improvisée plutôt qu'à un procès au tribunal civil. Tout fut réglé en une journée, la défense n'avait pratiquement pas la possibilité de citer des témoins (si d'aucuns avaient osé comparaître pour défendre quelqu'un accusé de « trahison »), et les arguments des avocats de la défense, qui étaient des nazis « qualifiés », semblaient ridiculement faibles. On avait

l'impression, à lire les journaux qui se contentaient de publier les verdicts, que la plupart des malheureux accusés étaient condamnés à la peine de mort, bien que ce ne fût pas le cas le jour où j'étais là. Aucune statistique ne fut jamais publiée, mais pourtant, en décembre 1940, Roland Freisler, le président si redouté du tribunal du peuple (qui fut tué pendant la guerre lorsqu'une bombe américaine tomba sur son tribunal au cours d'un procès), prétendit que « 4 pour 100 seulement des accusés étaient condamnés à mort ».

Créé encore plus tôt que le sinistre tribunal du peuple, le *Sondergericht*, le Tribunal spécial, retira aux tribunaux ordinaires les affaires de crimes politiques ou, comme le précisa la loi du 21 mars 1933 instituant cette nouvelle juridiction, les cas d'« attaques insidieuses contre le gouvernement ». Les tribunaux spéciaux comprenaient trois juges, qui devaient invariablement être de loyaux membres du parti, et pas de jury. Un procureur nazi avait le choix, dans les affaires de ce genre, entre faire juger les accusés devant un tribunal ordinaire ou devant le Tribunal spécial, et invariablement il choisissait la seconde solution, pour des raisons évidentes.

Les avocats de la défense devant ce tribunal, comme devant le *Volksgerichtshof*, devaient être approuvés par les chefs nazis. Parfois, même s'ils étaient approuvés, cela ne leur réussissait pas mieux. Ainsi, les avocats qui voulurent représenter la veuve du docteur Klausener, le leader d'Action catholique assassiné durant la Purge sanglante, dans sa demande de dommages et intérêts à l'État, furent emmenés au camp de concentration de Sachsenhausen, où on les garda jusqu'au jour où ils renoncèrent officiellement à poursuivre leur action en justice.

Hitler, et pendant quelque temps Gœring, avait le droit d'étouffer un procès. Dans les documents publiés à Nuremberg (18), il fut fait mention d'une affaire où le ministre de la Justice recommandait de poursuivre un haut fonctionnaire de la Gestapo et un groupe d'hommes des S.A., convaincus sans le moindre doute, estimait-il, d'avoir infligé les plus affreuses tortures aux prisonniers d'un camp de concentration. Il envoya le dossier à Hitler. Le Führer ordonna d'arrêter les poursuites. Gœring aussi, au début, avait ce pouvoir. Un jour d'avril 1934, il fit interrompre les poursuites intentées contre un homme d'affaires fort connu. On ne tarda pas à apprendre que l'accusé avait versé à Gœring quelque 3 millions de marks. Comme le fit remarquer plus tard Gerhard F. Kramer, un éminent avocat berlinois du temps : « Il était impossible de déterminer si Gœring avait fait chanter l'industriel ou si celui-ci avait versé un pot-de-vin au Premier ministre de Prusse (19). » Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que Gœring étouffa l'affaire.

D'un autre côté, Rudolf Hess, adjoint du Führer, avait autorité pour prendre « des mesures impitoyables » contre les accusés qui, à son avis, s'en tiraient avec des peines trop légères. Un relevé de toutes les sentences frappant les gens accusés d'avoir attaqué le parti, le Führer ou l'État, était adressé à Hess qui, s'il estimait le châtiment trop doux, pouvait prendre les mesures « impitoyables » prévues. Cela consistait généralement à expédier la victime dans un camp de concentration ou à la faire descendre.

Parfois, il faut le dire, les juges du *Sondergericht* faisaient montre d'un certain esprit d'indépendance et même de respect du droit. Dans ces cas-là, Hess ou la Gestapo intervenaient. Ainsi, on l'a vu, quand le pasteur Niemöller fut acquitté par le tribunal spécial des principaux chefs

d'accusation portés contre lui et condamné seulement à une brève peine de prison, qu'il avait déjà purgée en attendant le procès, la Gestapo l'enleva au moment où il quittait la salle d'audience et l'expédia dans un camp de concentration.

Car la Gestapo, comme Hitler, était également la loi. Elle avait été instituée à l'origine pour la Prusse par Gœring, le 26 avril 1933, pour remplacer le département 1 A de l'ancienne police politique prussienne. Il comptait d'abord la désigner simplement sous le nom de Bureau de la police secrète (Geheimes Polizei Amt), mais les initiales allemandes G.P.A. ressemblaient trop à la G.P.U. russe. Un obscur employé des postes, à qui l'on avait demandé de fournir un tampon d'affranchissement pour le nouveau service, proposa qu'on l'appelât Geheime Staats polizei, simplement « Police Secrète d'État » — en abrégé GESTAPO — créant ainsi sans s'en douter un nom dont l'énoncé même allait inspirer la terreur, d'abord à l'intérieur, puis à l'extérieur de l'Allemagne.

Au début, la Gestapo n'était guère plus qu'un instrument personnel de terreur employé par Gœring pour arrêter et assassiner les adversaires du régime. Ce ne fut qu'en avril 1934, quand Gœring nomma Himmler sous-chef de la police secrète prussienne, que la Gestapo commença à se développer en tant que bras des S.S. et, sous le génie inspiré de son nouveau chef, l'ancien aviculteur aux manières douces mais au caractère sadique et sous celui de Reinhard Heydrich, un jeune homme à l'esprit diabolique (20), qui était à la tête du Service de Sécurité S.S., ou S.D. (*Sicherheitsdienst*), à devenir un tel fléau, avec droit de vie et de mort sur tous les Allemands.

Dès 1935, la Cour suprême d'Administration prussienne, sous la

pression des nazis, avait décrété que les décisions et les actions de la Gestapo n'étaient pas sujettes à examen judiciaire. La loi fondamentale de la Gestapo, promulguée par le gouvernement le 10 février 1936, plaça l'organisation de la police secrète au-dessus de la loi. Les tribunaux n'avaient le droit d'intervenir d'aucune façon dans ses activités. Comme l'expliqua le docteur Werner Best, un des bras droit d'Himmler à la Gestapo : « Dès l'instant que la police exécute la volonté du gouvernement, elle agit légalement (21). »

Un manteau de « légalité » fut conféré aux arrestations et aux incarcérations arbitraires dans les camps de concentration. Cela s'appelait *Schutzhaft* ou « Surveillance Protectrice », et cette surveillance s'exerçait d'après la loi du 28 février 1933 qui, comme on l'a vu, suspendait les clauses de la constitution garantissant les libertés civiles. Mais la surveillance protectrice ne protégeait pas un homme de tout accident, comme c'était le cas dans des pays plus civilisés. Elle consistait à le punir en le mettant derrière des barbelés.

Les premiers camps de concentration poussèrent comme des champignons durant la première année d'Hitler au pouvoir. A la fin de 1933, il y en avait une cinquantaine, tenus principalement par les S.A. pour administrer à leurs victimes une bonne rossée, puis pour exiger de leur famille ou de leurs amis la rançon le plus élevée possible. Il s'agissait essentiellement d'une forme rudimentaire de chantage. Parfois, pourtant, les prisonniers étaient assassinés, généralement par pur sadisme. Au procès de Nuremberg, il fut fait mention de quatre affaires de ce genre qui eurent lieu au printemps 1933 dans le camp de concentration S.S. de Dachau, près de Munich. Dans chaque cas, un prisonnier avait été tué de

sang-froid, l'un par flagellation, l'autre par strangulation. Même le procureur général de Munich protesta.

Comme, après la Purge sanglante de juin 1934, il n'y avait plus de résistance au régime nazi, nombre d'Allemands s'imaginèrent que les arrestations massives et l'emprisonnement de milliers de personnes dans les camps de concentration allaient prendre fin. Le soir de Noël 1933, Hitler avait annoncé une amnistie pour 27 000 prisonniers des camps, mais Gœring et Himmler ne suivirent pas ses instructions, et quelques prisonniers seulement furent en fait libérés. Ensuite Frick, qui était ministre de l'Intérieur, avait essayé, en avril 1934, de mettre un frein aux abus des nazis en promulguant des décrets confidentiels restreignant, l'usage des arrestations au titre de la *Schutzhaft* et réduisant les assignations à des camps de concentration, mais Himmler l'avait persuadé de laisser cela. Le Führer des S.S. comprenait mieux que le ministre que le but des camps de concentration n'était pas seulement de punir les ennemis, du régime, mais, par leur existence même, de terroriser le peuple allemand et de l'empêcher d'envisager même une résistance quelconque au régime nazi.

Peu après la purge Röhm, Hitler remit aux S.S. le contrôle des camps de concentration, et ceux-ci entreprirent de les organiser avec l'impitoyable efficacité que l'on pouvait attendre de ce corps d'élite. La garde en fut exclusivement confiée aux unités à la Tête de Mort (*Totenkopf Verbände*), dont les membres se recrutaient parmi les éléments nazis les plus convaincus, s'engageaient pour douze ans et portaient sur leurs tuniques noires l'insigne familial du crâne et des tibias entrecroisés. Le commandant du premier détachement à Tête de Mort et le premier commandant du

camp de Dachau, Theodor Eicke, fut mis à la tête de l'ensemble des camps de concentration.

On ferma les camps provisoires pour en construire de plus vastes, dont les principaux (jusqu'à la guerre, qui vit leur expansion en territoire occupé) étaient Dachau, près de Munich, Buchenwald, près de Weimar, Sachsenhausen, qui remplaça le camp d'Oranienburg tristement célèbre près de Berlin, Ravensbrueck, dans le Mecklembourg (pour les femmes) et, après l'occupation de l'Autriche en 1938, Mauthausen, près de Linz — noms qui, avec ceux d'Auschwitz, de Belsen et de Treblinka, établis par la suite en Pologne, devaient ne devenir que trop familiers pour la quasi-totalité du monde.

Dans ces camps, avant que la fin vînt leur apporter la délivrance, des millions de malheureux furent exécutés et des millions d'autres soumis à des humiliations et à des tortures plus révoltantes que tout ce qu'un esprit normal pouvait imaginer. Mais au début — dans les années 30 — la population des camps de concentration nazis en Allemagne ne comptait sans doute jamais plus de 20 à 30 000 prisonniers à la fois, et nombre des horreurs inventées et perpétrées plus tard par les hommes d'Himmler étaient encore inconnues. Les camps d'extermination, les camps d'esclaves, les camps dont les prisonniers servaient de cobayes aux « recherches médicales » nazies durent attendre la guerre.

Ces premiers camps n'étaient pourtant pas à proprement parler humains. J'ai devant moi un exemplaire du règlement fixé pour Dachau le 1er novembre 1933 par son premier commandant, Theodor Eicke, qui, quand il devint chef de tous les camps, leur appliqua ce même règlement.

Art. 11. Les délinquants suivants, considérés comme agitateurs, seront pendus :

quiconque... fait de la politique, tient des discours ou des réunions de provocation, forme des cliques, se rassemble avec les autres détenus; quiconque, dans le but de fournir à la propagande adverse des récits d'atrocités, recueille des renseignements, vrais ou faux, sur le camp de concentration, accueille ces renseignements, en discute avec les autres, les fait parvenir hors du camp entre les mains de visiteurs étrangers, etc.

Art. 12. Les délinquants suivants, considérés comme mutins, seront abattus sur-le-champ ou pendus par la suite : quiconque se sera livré à des voies de fait sur la personne d'un garde ou d'un S.S., aura refusé d'obéir ou de travailler en corvée... aura protesté, crié, provoqué ou tenu des discours tout en marchant ou sur les lieux de travail.

Des sentences plus bénignes de deux semaines de cachot et de vingt-cinq coups de fouet frappaient « quiconque se sera livré à des remarques désobligeantes, dans une lettre ou dans tout autre document, sur les chefs nationaux socialistes, sur l'État, le gouvernement... (ou bien) aura glorifié les chefs marxistes ou libéraux des anciens partis démocratiques ».

Avec la Gestapo collaborait le Service de Sécurité, le *Sicherheitsdienst*, ou S.D., autre groupe d'initiales qui devait mettre la terreur au cœur de tous les Allemands, et plus tard des peuples occupés. Créé à l'origine par Himmler en 1932 pour être le service de renseignements des S.S., et placé par lui sous la direction de Reinhard Heydrich, qui devait s'acquérir par la suite une réputation internationale sous le nom de « Heydrich le bourreau », il avait pour fonction initiale de surveiller les membres du parti et de signaler toute activité suspecte. En 1934, il devint aussi le service de renseignements de la police secrète, et en 1938 une nouvelle loi étendit cette fonction à l'ensemble du Reich.

Sous la main experte de Heydrich, ancien officier de renseignements de la marine cassé par l'amiral Raeder en 1931 à l'âge de vingt-six ans pour avoir refusé d'épouser la fille d'un armateur qu'il avait compromise, le S.D. ne tarda pas à déployer son réseau sur l'ensemble du pays, employant

quelque 100 000 informateurs à mi-temps, qui avaient pour consigne d'espionner tous les citoyens du pays et de signaler la plus infime remarque ou activité estimée hostile au régime nazi. Personne — personne de raisonnable — ne disait ni ne faisait rien que l'on pût interpréter comme « anti-nazis » sans s'être assuré d'abord que ces propos n'étaient pas captés par des microphones dissimulés par le S.D., ou surpris par un agent du S.D. Votre fils, votre père, votre femme, votre cousin, votre meilleur ami, votre patron ou votre secrétaire pouvait être un sbire à la solde de Heydrich, on ne savait jamais, et, si l'on était prudent, on ne prenait jamais rien pour argent comptant.

Les espions à plein temps au service du S.D. ne dépassèrent sans doute jamais 3 000 vers les années trente, et la plupart d'entre eux se recrutaient dans les rangs de jeunes intellectuels désaxés : étudiants d'université incapables de trouver des situations convenables ou une place stable dans une société normale. Aussi régnait-il toujours parmi ces espions professionnels une bizarre atmosphère de pédantisme. Ils portaient un intérêt grotesque à des problèmes comme l'étude de l'archéologie teutonique, des crânes des races inférieures et de l'eugénisme d'une race de seigneurs.

Un observateur étranger éprouvait quelque difficulté à avoir des contacts avec ces personnages bizarres, bien que Heydrich lui-même, un homme arrogant, glacial et dur, se montrât parfois dans une boîte de nuit berlinoise, escorté de quelques-uns de ses jeunes sbires blonds. Non seulement ils évitaient la publicité en raison de la nature même de leurs activités, mais, en 1934 et en 1935 du moins, parce qu'un certain nombre d'entre eux qui avaient espionné Röehm et ses complices des S.A. furent

descendus par une organisation secrète qui s'intitulait « les Vengeurs de Röehm » et qui prenait grand soin d'épingler cette étiquette sur les cadavres.

Une des tâches intéressantes, bien que secondaire, du S.D., était de découvrir qui votait « non » aux plébiscites d'Hitler. Parmi les nombreux documents de Nuremberg se trouve un rapport secret du S.D. de Kochem sur le plébiscite du 10 avril 1938:

Ci-inclus liste des personnes qui ont voté « non » ou dont les bulletins ont été reconnus nuls à Kappel. Voici comment a été effectué le contrôle : certains membres du comité électoral ont numéroté tous les bulletins. Durant le scrutin, on a dressé la liste des votants. Les bulletins ont été remis suivant l'ordre numérique, ce qui a permis par la suite... de découvrir les personnes qui ont voté « non » ou qui ont remis des bulletins nuls. Le numérotage a été fait au verso du bulletin avec du lait écrémé. Ci-inclus également le bulletin du pasteur protestant Alfred Wolfers (22). »

Le 16 juin 1936, pour la première fois dans l'histoire allemande, une police unifiée était créée pour l'ensemble du Reich — la police jusqu'alors avait été organisée séparément par chacun des États — et Himmler fut désigné comme chef de la police allemande. Cela revenait à placer la police entre les mains des S.S. qui, depuis la répression de la « révolte » de Röehm en 1934, avaient vu leurs pouvoirs s'accroître rapidement. Ils étaient devenus non seulement la garde prétorienne, non seulement le seul service armé du Parti, non seulement l'élite où l'on choisissait les futurs chefs de la nouvelle Allemagne, mais ils possédaient maintenant le pouvoir policier. Le Troisième Reich, processus inévitable dans le développement de toutes les dictatures totalitaires, était devenu un État policier.

Bien que la République de Weimar fût détruite, la Constitution de Weimar ne fut jamais officiellement abrogée par Hitler. Bien mieux — et par une ironie du sort — Hitler fonda la « légalité » de son régime sur la constitution républicaine si méprisée. C'est ainsi que des milliers de lois promulguées par décret — il n'y en avait pas d'autres dans le Troisième Reich — s'appuyaient explicitement sur le décret présidentiel d'urgence du 28 février 1933 pour la Protection du Peuple et de l'État, que Hindenburg avait signé en vertu de l'article 48 de la Constitution. On n'a pas oublié que le vieux président fut pratiquement forcé de signer le décret le lendemain de l'incendie du Reichstag, lorsque Hitler lui assura qu'il y avait grave danger de révolution communiste. Le décret, qui suspendait tous les droits du citoyen, demeura en vigueur pendant toute la durée du Troisième Reich, permettant au Führer de gouverner grâce à une sorte de loi martiale continue.

La loi d'Habilitation également, que le Reichstag avait votée le 24 mars 1933 et par lequel l'Assemblée transmettait ses fonctions législatives au gouvernement nazi, était le second pilier de la « constitutionnalité » du régime hitlérien. Tous les quatre ans ensuite, il fut consciencieusement prorogé pour une autre période de quatre ans par un Reichstag docile, car l'idée ne vint jamais au dictateur d'abolir cette institution jadis démocratique, mais seulement de lui ôter tout caractère démocratique. Le Reichstag ne siégea qu'une douzaine de fois jusqu'à la guerre, il ne « promulgua » que quatre lois*, n'avait ni débats ni votes organisés et n'entendit jamais aucun orateur à l'exception d'Hitler.

* *La loi de Reconstruction du 30 janvier 1934 et les trois lois antisémites de Nuremberg du 15 septembre 1935.*

Après les premiers mois de 1933, on cessa de discuter sérieusement au sein du cabinet, les réunions devinrent de plus en plus rares après la mort de Hindenburg en août 1934, et, passé février 1938, le cabinet ne se réunit jamais plus. Toutefois, certains membres du cabinet détenaient le pouvoir considérable d'être autorisés à promulguer des décrets qui, avec l'approbation du Führer, devenaient automatiquement des lois. Le Conseil de Cabinet Secret (*Geheimer Kabinettsrat*), créé à grand tam-tam en 1938, peut-être pour impressionner le Premier Ministre Chamberlain, n'exista que sur le papier : il ne se réunit jamais. Le Conseil de défense du Reich (*Reichsverteidigungsrat*), instauré au début du régime comme organisme chargé de préparer la guerre sous la présidence d'Hitler, ne se réunit officiellement que deux fois, bien que certaines de ses commissions de travail fussent extrêmement actives.

Un grand nombre de fonctions du cabinet furent déléguées à des organismes spéciaux tels que le Bureau de l'assistant du Führer (Hess et plus tard Martin Bormann), des Plénipotentiaires pour l'Économie de Guerre (Schacht) et l'Administration (Frick), ainsi que du Délégué au Plan de Quatre Ans (Goering). Il y avait en outre ce que l'on appelait les « organismes du gouvernement suprême » et les « services administratifs nationaux », dont beaucoup étaient des survivances de la République. Il existait au total 42 organisations exécutives du gouvernement national dépendant directement du Führer.

Les diètes et les gouvernements des divers États allemands, on l'a vu,

furent abolis durant la première année du régime nazi, quand le pays fut unifié et qu'Hitler désigna lui-même les gouverneurs des États réduits au rang de provinces. Le gouvernement local autonome, seul domaine dans lequel les Allemands avaient semblé faire de réels progrès vers la démocratie, fut également anéanti. Une série de lois promulguées entre 1933 et 1935 priva les municipalités de leur autonomie locale et les fit passer sous le contrôle direct du ministre de l'Intérieur du Reich, qui désignait les maires — quand la population dépassait 100 000 habitants — et réorganisait l'administration locale sur la base de la dictature. Dans les villes de moins de 100 000 habitants, les maires étaient nommés par les gouvernements de province. Pour Berlin, Hambourg et Vienne (après 1938, quand l'Autriche fut occupée), Hitler se réserva le droit de désigner les bourgmestres.

Les services sur lesquels Hitler exerçait ses pouvoirs dictatoriaux comprenaient quatre chancelleries : celles du président (bien que le titre eût cessé d'exister après 1934), du chancelier (le titre fut abandonné en 1939), celle du parti, et une quatrième connue sous le nom de Chancellerie du Führer, qui s'occupait de ses affaires personnelles et se chargeait de missions spéciales.

A vrai dire, Hitler était las des détails quotidiens du gouvernement et, après avoir consolidé sa position après la mort de Hindenburg, il les abandonna assez largement à ses lieutenants. De vieux camarades du parti, comme Goering, Goebbels, Himmler, Ley et Schirach, se virent octroyer toute liberté de se tailler leur propre empire... et généralement de s'emplir les poches. Schacht avait au début carte blanche pour se procurer l'argent nécessaire aux dépenses de plus en plus considérables du gouvernement

par tous les subterfuges qu'il pouvait concevoir. Chaque fois que ces hommes se heurtaient à propos du partage des pouvoirs ou des dépouilles, Hitler intervenait. Ces querelles ne le gênaient pas. Au contraire, il les encourageait souvent, car elles renforçaient sa position d'arbitre suprême et empêchaient toute possibilité de conspiration contre lui.

C'est ainsi qu'il semblait ravi de voir trois hommes rivaliser entre eux dans le domaine de la politique étrangère : Neurath, le ministre des Affaires étrangères; Rosenberg, le chef du Département des Affaires étrangères du parti, et Ribbentrop, lequel avait son propre « bureau Ribbentrop », qui se mêlait de politique étrangère. Les trois hommes étaient à couteaux tirés, et Hitler les entretenait dans ces dispositions en conservant leurs services rivaux jusqu'au moment où il finit par choisir Ribbentrop pour devenir son ministre des Affaires étrangères et exécuter ses ordres en matière de politique extérieure.

Tel était donc le gouvernement du Troisième Reich, administré du haut en bas de l'échelle suivant le prétendu principe du commandement par les élites, par une vaste bureaucratie tentaculaire, qui ne faisait guère montre de l'efficacité qu'on accorde d'ordinaire aux Allemands, une bureaucratie pourrie par les pots-de-vin, harcelée par une confusion perpétuelle et par d'âpres rivalités encore accrues par les interventions inopportunes des potentats du parti, et souvent réduite à l'impuissance par la terreur qu'inspiraient les S.S. et la Gestapo.

Au sommet de l'édifice grouillant siégeait l'ancien vagabond autrichien, devenu maintenant le plus puissant dictateur sur terre après Staline. Comme le rappela le docteur Hans Frank à un congrès d'avocats au printemps 1936, « il n'y a aujourd'hui en Allemagne qu'une seule autorité,

et c'est l'autorité du Führer (23) ».

Grâce à cette autorité, Hitler avait rapidement anéanti ceux qui s'opposaient à lui, il avait unifié et nazifié l'État, enrégimenté les institutions et la culture du pays, supprimé la liberté individuelle, aboli le chômage et remis en marche les rouages de l'industrie et du commerce : ce qui n'était pas si mal après seulement trois ou quatre ans au pouvoir. Il allait maintenant se consacrer — en fait, il se consacrait déjà — aux deux grandes passions de sa vie : orienter la politique étrangère de l'Allemagne vers la guerre et la conquête, et créer une puissante machine militaire qui lui permettrait de parvenir à son but.

Le moment est venu maintenant d'étudier, grâce à une documentation plus abondante qu'on n'en possède sur aucun autre personnage de l'histoire moderne, comment cet homme extraordinaire, à la tête d'une si grande et si puissante nation, entreprit d'arriver à ses fins.

LIVRE III

VERS LA GUERRE

9

LES PREMIERS PAS (1934-1937)

PARLER de paix, préparer secrètement la guerre, tout en agissant avec assez de prudence en matière de politique étrangère et de réarmement clandestin pour éviter une action préventive de la part des puissances signataires du traité de Versailles, telle fut la tactique adoptée par Hitler pendant les deux premières années.

Il commit pourtant une lourde erreur en faisant assassiner le chancelier Dollfuss à Vienne, le 25 juillet 1934. A midi, ce jour-là, 154 membres des S.S. Standarte 89, revêtus d'uniformes militaires autrichiens, firent irruption dans les locaux de la Chancellerie fédérale et tirèrent presque à bout portant sur Dollfuss, qui fut blessé à la gorge. Non loin de là, d'autres nazis s'emparaient de la station de radio et annonçaient que Dollfuss avait démissionné. Quand il apprit la nouvelle, Hitler assistait à une représentation de *L'or du Rhin*, au festival annuel de Bayreuth. Il manifesta une vive agitation. Friedlinde Wagner, petite-fille du grand compositeur, qui se trouvait à proximité, dans la loge réservée à la famille Wagner, fut témoin de cette émotion. Elle a raconté par la suite que deux officiers, les capitaines Schaub et Brueckner, recevaient à tout moment les

nouvelles de Vienne par le téléphone installé dans l'antichambre de sa loge et à voix basse les communiquaient à Hitler.

Après la représentation, le Führer se montra fort surexcité. Cet état d'exaltation augmenta encore lorsqu'il nous fit part des horribles nouvelles... Quoiqu'il ne réussît qu'avec peine à masquer la joie qui éclatait sur son visage, Hitler, au restaurant, commanda soigneusement le dîner, comme d'habitude.

« Il faut bien me montrer une heure, dit-il, ou les gens s'imagineront que je suis mêlé à cette affaire! »

Ils ne se seraient guère trompés. Dans le premier paragraphe de *Mein Kampf*, Hitler, on s'en souvient, déclarait que la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne était pour les Allemands « une tâche qu'ils devaient s'employer à accomplir, par tous les moyens et tout au long de leur vie ». Peu de temps après son accession à la Chancellerie, il avait nommé inspecteur du Parti nazi autrichien un député au Reichstag, Theodor Habicht, et, un peu plus tard, il envoya à Munich le docteur Alfred Frauenfeld, leader politique autrichien, exilé volontairement en Allemagne, et qui, chaque soir, à la radio, incita ses amis viennois à assassiner Dollfuss.

Plusieurs mois déjà avant le meurtre du chancelier, les nazis autrichiens, pourvus d'armes et d'explosifs fournis par l'Allemagne, avaient institué dans le pays un régime de terreur, faisant sauter des voies de chemin de fer, des centrales électriques et des bâtiments officiels, assassinant les partisans du régime clérical-fasciste de Dollfuss. Enfin, Hitler avait approuvé la formation d'une légion autrichienne, forte de plusieurs milliers d'hommes, qui campait en Bavière, le long de la frontière autrichienne, prête à la franchir et à occuper le pays au moment opportun.

Dollfuss mourut de ses blessures vers six heures du soir, mais le putsch nazi échoua, en grande partie à cause de la maladresse des conspirateurs qui s'étaient emparés de la Chancellerie. Les forces gouvernementales, dirigées par le docteur Kurt Schuschnigg, ne tardèrent pas à reprendre la situation en main, et les rebelles, bien que des saufs-conduits pour l'Allemagne leur eussent été accordés à la suite de l'intervention du ministre d'Allemagne, furent arrêtés. Treize d'entre eux furent pendus. Entre-temps, Mussolini, à qui Hitler, à peine un mois auparavant, lors de leur rencontre à Venise, avait promis de ne pas s'occuper des affaires de l'Autriche, provoqua une certaine inquiétude à Berlin en envoyant aussitôt quatre divisions sur la frontière du Brenner.

Hitler se hâta de faire machine arrière. La version tout d'abord préparée pour la presse, dans laquelle l'agence officielle allemande D.N.B. se réjouissait de la chute de Dollfuss et proclamait l'avènement imminent de la Plus Grande Allemagne, fut annulée à minuit et remplacée par un nouveau texte; on y déplorait ce « meurtre cruel », en précisant qu'il s'agissait strictement d'une affaire intérieure autrichienne. Habicht fut relevé de ses fonctions, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne rappelé et révoqué, tandis que von Papen, rescapé un mois plus tôt de la répression inaugurée par le meurtre de Röhm, était expédié dare-dare à Vienne, avec mission de rétablir, selon les directives d'Hitler, « des relations normales et amicales » avec l'Autriche.

L'allégresse manifestée d'abord par Hitler avait fait place à la crainte. Von Papen raconte qu'il s'écria : « C'est un nouveau Serajevo ! » quand les deux hommes se rencontrèrent pour convenir des mesures à prendre, afin de résoudre la crise (2). Mais la leçon ne devait pas être perdue pour le

Führer. Comme le putsch de la Brasserie munichoise en 1923, le putsch nazi de Vienne fut une entreprise prématurée. L'Allemagne n'était pas encore militairement assez forte pour assurer par la violence la réussite d'une telle aventure.

Elle était aussi trop isolée diplomatiquement. On avait vu l'Italie fasciste elle-même se joindre à la Grande-Bretagne et à la France pour exiger le maintien de l'indépendance de l'Autriche. De plus, l'Union Soviétique semblait manifester pour la première fois l'intention de s'unir aux Occidentaux pour conclure un Locarno oriental propre à décourager toute initiative allemande à l'Est. A l'automne, elle entra à la S.D.N. Tout au long de cette année cruciale que fut 1934, il sembla qu'Hitler pût, moins que jamais, nourrir l'espoir de diviser les Grandes Puissances. Tout au plus pouvait-il prêcher la paix, poursuivre son réarmement clandestin et guetter les occasions favorables.

En dehors de la tribune du Reichstag, Hitler disposait encore d'un autre instrument pour répandre dans le monde extérieur sa propagande de paix : je veux parler de la presse étrangère, dont les correspondants, les titulaires de rubrique et les propriétaires de journaux sollicitaient à chaque instant une interview de lui. Au moindre signe, Ward Price, l'Anglais à monocle, et son journal, le *Daily Mail* de Londres, étaient prêts à accorder leurs bons offices au dictateur allemand. C'est ainsi qu'en août 1934, dans l'une de ces séries d'interviews qui devaient se poursuivre jusqu'à la veille de la guerre, Hitler déclara à Price — et à ses lecteurs — « qu'il n'y aurait plus de guerre », que l'Allemagne « concevait plus vivement qu'aucune autre nation l'étendue des maux causés par la guerre » et que « les problèmes qui se posent pour l'Allemagne ne sauraient être réglés par la

guerre (3) ». A l'automne, il répéta ces mêmes louables propos à Jean Goy, chef d'une association d'anciens combattants et membre de la Chambre des Députés, qui les fit connaître au public dans un article paru dans le *Matin* (4).

Pendant ce temps, Hitler poursuivait avec une énergie acharnée son programme de réorganisation des services armés, qu'il dotait en même temps des armements nécessaires. L'armée reçut l'ordre de tripler sa force numérique — elle passerait de 100 000 à 300 000 hommes dès le 1er octobre 1934 — et, en avril de la même année, le général Ludwig Beck, chef d'état-major général, fut officieusement informé qu'au 1er avril de l'année suivante le Führer rétablirait la conscription et répudierait publiquement les restrictions militaires imposées par le Traité de Versailles (5).

Jusque-là, il convenait de garder le secret le plus absolu. Goebbels fut chargé de veiller à ce que l'expression « état-major général » ne figurât jamais dans la presse, puisque le Traité de Versailles interdisait l'existence même de cette organisation. A partir de 1932, l'annuaire officiel de l'armée allemande cessa de paraître, afin que la liste des officiers, considérablement allongée, ne révélât pas la vérité aux services de renseignements des pays étrangers. Dès le 22 mai 1933, le général Keitel, président du Comité de Travail du Conseil de Défense du Reich, mettait ainsi ses collaborateurs en garde : « Aucun document ne doit être égaré, car la propagande ennemie ne manquerait pas d'en faire usage. Les faits communiqués de vive voix ne laissent subsister aucune preuve, aussi peuvent-ils être niés (6). »

La marine fut, elle aussi, priée de garder bouche close. En juin 1934, Raeder eut une longue conversation avec Hitler et nota :

Instructions du Führer : aucune allusion ne doit être faite à des navires déplaçant de 25

000 à 26 000 tonnes, mais seulement à des navires de 10 000 tonnes rénovés... Le Führer exige le secret le plus absolu sur la construction des sous-marins.

Car la marine avait commencé à construire deux croiseurs de 26 000 tonnes (16 000 tonnes de plus que n'en autorisait le Traité de Versailles), les futurs *Gneisenau* et *Scharnhorst*. Des sous-marins — dont la construction était interdite par le Traité de Versailles — avaient été secrètement mis en chantier en Finlande et en Espagne, au temps de la république allemande, et Raeder venait de mettre en dépôt à Kiel les carcasses et les organes d'une douzaine d'entre eux. Quand il vit Hitler en novembre 1934 il lui demanda la permission d'en assembler six « pendant le premier trimestre de 1935, au moment où la situation deviendrait critique ». De toute évidence, il savait, lui aussi ce qu'Hitler méditait de faire à ce moment-là. Mais le Führer se borna à lui répondre « qu'il l'avertirait quand la situation exigerait qu'on commençât ce montage (8) ».

A cette occasion, Raeder signala également au Führer que le nouveau programme de constructions navales (et l'accroissement des effectifs de la marine, qu'il allait falloir tripler) exigerait des crédits supérieurs à ceux dont il disposait, mais Hitler lui répondit de ne pas se tourmenter : « En cas de besoin, il demanderait au docteur Ley de mettre à la disposition de la marine 120 à 150 millions provenant du Front du Travail, car cet argent profiterait quand même aux travailleurs (9). » Les cotisations des ouvriers allemands allaient ainsi servir à financer le programme naval.

Pendant ces deux années, Goering, lui aussi, s'employa activement à créer une force aérienne. En sa qualité de ministre de l'Aviation (une aviation prétendument civile), il fit établir des prototypes d'avions de guerre par les industriels. L'entraînement des pilotes militaires commença

aussitôt, sous le couvert, fort commode, de la Ligue pour les Sports aériens.

En visitant à cette époque les régions industrielles de la Ruhr et de la Rhénanie, on ne pouvait manquer d'être frappé par l'intense activité qui régnait dans les usines d'armement, surtout dans celles de Krupp, le plus gros fabricant de canons depuis trois quarts de siècle, ainsi qu'à l'I.G. Farben, le grand trust de produits chimiques. Bien que les Alliés eussent interdit à Krupp, depuis 1919, de fabriquer des armements, la société n'était pas demeurée oisive. En 1942, alors que les armées allemandes occupaient la majeure partie de l'Europe, Krupp pouvait déclarer avec orgueil : « Les principes essentiels de l'armement et des modèles de tourelles destinés aux tanks avaient été étudiés dès 1926.

Parmi les canons utilisés en 1939-1941, les plus importants étaient parfaitement au point dès 1933. » Les savants de l'I.G. Farben avaient une première fois sauvé l'Allemagne du désastre pendant la première guerre mondiale, grâce à l'invention d'un procédé permettant de fabriquer du nitrate synthétique à partir de l'air, après que le blocus britannique eut empêché l'arrivée normale des nitrates chiliens. Cette fois, le trust se donna pour tâche de rendre l'Allemagne indépendante quant à la production de deux produits indispensables à la conduite d'une guerre moderne, l'essence et le caoutchouc, qui, tous deux, devaient être importés jusqu'alors. Le problème posé par la fabrication de l'essence synthétique à partir du charbon avait d'ailleurs été résolu par les savants de la société vers 1925. Après 1933, le gouvernement nazi donna ordre à l'I.G. Farben d'augmenter la production de pétrole synthétique, de manière à la porter à 300 000 tonnes par an en 1937.

A cette époque, la compagnie avait également découvert le procédé permettant de produire le caoutchouc synthétique à partir du charbon ou autres produits que l'Allemagne possédait en quantités suffisantes, et une première usine (l'ensemble prévu devait en comporter quatre), fut montée à Schkopau pour produire sur une vaste échelle le buna, nom sous lequel on désignait le caoutchouc synthétique. Au début de 1934, le Comité de Travail du Conseil de Défense du Reich approuva un plan de mobilisation de quelque 240 000 machines pour la fabrication de guerre. A la fin de l'année, le réarmement dans toutes ses phases était devenu si massif que, de toute évidence, il ne pourrait plus être dissimulé aux puissances signataires du Traité de Versailles, qui, déjà, se montraient soupçonneuses et inquiètes.

Ces puissances, la Grande-Bretagne en tête, caressaient l'idée de reconnaître *le fait accompli*, c'est-à-dire le réarmement allemand, qui était loin d'être aussi secret que le supposait Hitler. Elles accorderaient à Hitler l'égalité complète en matière d'armements, en échange de quoi l'Allemagne s'associerait à un règlement général européen, qui comporterait un Locarno avec l'Est, assurant ainsi aux pays d'Europe orientale, notamment à la Russie, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, la sécurité dont jouissaient les nations occidentales grâce au Traité de Locarno — et offrant, bien entendu, à l'Allemagne, les mêmes garanties. En mai 1934, Sir John Simon, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, malheureusement aussi incapable de comprendre la mentalité d'Adolf Hitler que devait l'être plus tard Neville Chamberlain, proposa à l'Allemagne l'égalité des armements. Les Français, eux, se montrèrent vivement hostiles à cette idée.

Cependant, au début de février 1935, les gouvernements britannique et français renouvelèrent conjointement des propositions en vue d'un règlement général comportant l'égalité des armements et un Locarno oriental. Un mois avant, le 13 janvier, les habitants de la Sarre avaient voté en masse (477 000 voix contre 48 000) le retour au Reich de leur petit territoire riche en charbon, et Hitler avait saisi cette occasion pour proclamer publiquement que l'Allemagne n'avait plus de revendications territoriales à faire valoir à l'ouest, ce qui impliquait l'abandon des prétentions germaniques sur l'Alsace-Lorraine. Dans l'atmosphère d'optimisme et de bonne volonté engendrée par le retour pacifique de la Sarre au Reich et par les propos d'Hitler, les propositions anglo-françaises furent officiellement soumises au chancelier au début de février 1935.

La réponse qu'il donna le 14 février était assez vague — et, si l'on se place à son point de vue, on comprend pourquoi. Il accueillait favorablement un projet qui laisserait l'Allemagne libre de réarmer ouvertement. Mais il se montrait évasif au sujet de l'éventuelle signature d'un Locarno oriental. Un tel traité lui lierait les mains dans la zone où s'étendait principalement le Lebensraum allemand, ainsi qu'il l'avait toujours prêché. Ne serait-il pas possible de détacher la Grande-Bretagne de la France qui, ayant conclu des pactes d'assistance mutuelle avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, s'intéressait davantage à la sécurité dans l'Est de l'Europe? Hitler le croyait sans doute, car, dans la réponse circonspecte qu'il donna aux ambassadeurs, il proposait que des discussions bilatérales précédassent les entretiens généraux et invitait les Britanniques à venir à Berlin pour avoir, avec eux, des conversations préliminaires.

Sir John Simon accepta volontiers, et une réunion fut prévue pour le 6 mars à Berlin. Deux jours avant cette date, la publication d'un Livre Blanc britannique provoqua à la Wilhelmstrasse une violente explosion de feinte colère. En réalité, le Livre Blanc apparut à la plupart des observateurs étrangers se trouvant alors à Berlin comme un document fort modéré sur le réarmement clandestin de l'Allemagne, dont l'accélération avait incité la Grande-Bretagne à accroître le sien, dans des proportions d'ailleurs modestes. Mais sa publication avait, disait-on, mis Hitler hors de lui. La veille même de son départ pour Berlin, Sir John Simon était informé par von Neurath que le Führer avait « pris froid » et que les conversations étaient remises à plus tard.

Qu'il eût pris froid ou non, Hitler était certainement fou de rage. Et si, emporté par sa colère, il se livrait à un coup d'audace, la présence de Simon et d'Eden serait fort embarrassante. Il pensait, en effet, avoir trouvé un prétexte pour assener un coup mortel au Diktat de Versailles. Le gouvernement français venait de voter une loi portant de dix-huit mois à deux ans la durée du service militaire, en raison du faible nombre de jeunes gens nés au cours de la première guerre mondiale. Le 10 mars, Hitler lança un ballon d'essai afin de voir quelle serait la réaction des Alliés. L'obligé Ward Price fut convoqué, et Goering lui accorda une interview dans laquelle il lui déclara officiellement ce que tout le monde savait, c'est-à-dire que l'Allemagne possédait une aviation militaire. Hitler attendit avec confiance la réaction de Londres en présence de cette abrogation unilatérale du Traité de Versailles. Elle fut telle qu'il s'y attendait. Sir John Simon déclara devant les Communes qu'il comptait toujours se rendre à Berlin.

Le samedi 16 mars — c'était en général le samedi qu'Hitler nous ménageait ses surprises — le chancelier édicta une loi établissant le service militaire obligatoire et prévoyant pour le temps de paix une armée composée de 12 corps et de 36 divisions, — environ 500 000 hommes. C'était la fin des restrictions militaires imposées par le Traité de Versailles — à moins d'une riposte énergique des Franco-Britanniques. Comme Hitler l'avait prévu, les deux puissances se bornèrent à protester, sans prendre aucune mesure. En fait, le gouvernement britannique s'empressa de demander à Berlin si Hitler consentait encore à recevoir son ministre des Affaires étrangères, question à laquelle le dictateur répondit aimablement par l'affirmative.

Le dimanche 17 mars fut un jour de réjouissance et de fête en Allemagne. Les entraves du Traité de Versailles, symbole de la défaite et de l'humiliation de l'Allemagne, avaient été rejetées. Même s'il haïssait Hitler et son gouvernement, un Allemand ne pouvait manquer de reconnaître que le Führer avait accompli ce qu'un gouvernement républicain n'aurait jamais osé tenter. Aux yeux de la plupart des Allemands, la nation avait retrouvé son honneur. Ce dimanche était aussi le jour consacré au souvenir des héros (*Heldengedenktag*).

Je me rendis à la cérémonie qui se déroula à midi, et j'assistai là à une scène que l'Allemagne n'avait pas revue depuis 1914. Le parterre tout entier était une mer d'uniformes militaires, où les tuniques d'un gris fané et les casques à pointe de l'ancienne armée impériale se mêlaient aux costumes de la nouvelle armée, parmi lesquels on remarquait les uniformes

bleu-ciel de la Luftwaffe, qu'on n'avait guère eu l'occasion de voir jusqu'alors. Aux côtés d'Hitler se trouvait le feld-maréchal von Mackensen, dernier survivant des maréchaux du Kaiser, revêtu du curieux uniforme des hussards de la Mort.

Des lumières violentes se projetaient sur la scène, où les jeunes officiers, dressés comme des statues de marbre, brandissaient les étendards de guerre nationaux. Derrière eux, sur un immense rideau, se détachait une énorme Croix de fer noir et argent. En principe, il s'agissait d'une cérémonie en l'honneur des morts de la guerre, mais, en réalité, on célébrait, dans une atmosphère de joie délirante, la mort du Traité de Versailles et la renaissance de l'armée allemande.

Les généraux, on le voyait sur leurs visages, étaient enchantés. Comme tout le monde, ils avaient été pris au dépourvu car Hitler, qui avait passé les jours précédents dans sa retraite montagnarde de Berchtesgaden, ne s'était pas donné la peine de les instruire de ses intentions. Aux termes de la déposition que devait faire plus tard à Nuremberg le général von Manstein, lui-même, ainsi que son chef de corps du Wehrkreis III (3^e district militaire) de Berlin, le général von Witzleben, apprirent la décision d'Hitler par la radio, le 16 mars. L'état-major aurait préféré que l'armée fût moins importante, pour commencer.

Si l'état-major avait été consulté, assura Manstein, il aurait proposé la mise sur pied de vingt et une divisions. Ce fut Hitler qui, de son propre chef, fixa le chiffre de trente-six divisions (10).

Les autres puissances multiplièrent alors à l'égard d'Hitler des gestes d'avertissement parfaitement vains. Réunis à Stresa le 11 avril;

Britanniques, Français et Italiens condamnèrent l'action de l'Allemagne et réaffirmèrent leur volonté de soutenir l'indépendance de l'Autriche et de rester fidèles au pacte de Locarno. Le Conseil de la S.D.N. à Genève exprima également son mécontentement en présence de la décision précipitée prise par Hitler et désigna un comité chargé de proposer des mesures susceptibles d'empêcher le renouvellement de telles initiatives. La France, comprenant que l'Allemagne ne participerait jamais à un Locarno oriental, se hâta de signer un pacte d'assistance mutuelle avec la Russie, et Moscou conclut un traité semblable avec la Tchécoslovaquie.

Quand on lisait les manchettes des journaux, cette façon de serrer les rangs contre l'Allemagne semblait quelque peu inquiétante; elle fit même impression sur un certain nombre d'Allemands, aux Affaires étrangères et dans l'armée, mais, selon toute apparence, elle n'en fit aucune sur Hitler. Après tout, il avait réussi son coup. Mais il ne s'agissait pas de se reposer sur ses lauriers. Le moment était venu, décida-t-il, de mettre à nouveau l'accent sur son amour de la paix et de voir si le nouvel accord des puissances réalisé contre lui ne pouvait être sapé et détruit. Le matin du 21 mai*, il prononça devant le Reichstag un nouveau discours de paix, peut-être le plus éloquent et certainement l'un des plus habiles — des plus trompeurs aussi — parmi tous ceux que je l'entendis faire au Reichstag.

* Le même jour, Hitler avait promulgué en secret la Loi de Défense du Reich. Comme nous l'avons vu, le docteur Schacht était chargé de l'économie de guerre et de la réorganisation complète des forces armées. La Reichswehr de la République de Weimar prenait le nom de Wehrmacht. Hitler, en sa qualité de Führer-Chancelier, devenait commandant suprême des Forces armées (Wehrmacht), et Blomberg, le ministre de la Défense, était nommé ministre de la Guerre, avec de plus le titre de commandant en chef des Forces armées — le seul général allemand qui prit jamais ce titre. Le terme fictif de *Truppenami* (bureau des troupes) fut remplacé par le mot véritable, et le général Beck, qui dirigeait cet organisme, prit officiellement le titre de chef d'état-major général, titre qui d'ailleurs n'avait pas le

même sens qu'au temps du Kaiser, où le chef d'état-major général était en réalité le commandant en chef de l'armée, sous les ordres du Seigneur de la Guerre.

Il semblait détendu et exprimait des sentiments non seulement de confiance, mais — à la grande surprise de ses auditeurs — de tolérance et de conciliation. Il ne manifesta ni ressentiment ni méfiance à l'égard des nations qui avaient condamné le rejet des clauses militaires du Traité de Versailles. Bien au contraire, il prétendit ne désirer que la paix et la compréhension basées sur la justice pour tous. Il repoussait l'idée même d'une guerre. La guerre était stupide et inutile, autant qu'horrible.

Le sang versé sur le continent européen au cours des trois cents dernières années est hors de proportion avec les résultats qu'ont eus ces événements dans l'histoire des nations. En définitive, la France est restée la France, de même que l'Allemagne, la Pologne et l'Italie. Ce que l'égoïsme dynastique, la passion politique et l'aveuglement patriotique ont produit en fait de changements politiques apparemment importants — et cela en versant des fleuves de sang — n'a réussi, en ce qui concerne le sentiment national, qu'à toucher l'épiderme des nations; leurs caractères fondamentaux n'ont pas été altérés de manière appréciable. Si ces États avaient consacré une fraction seulement de leurs sacrifices à des buts plus raisonnables, ils auraient certainement obtenu des succès plus grands et plus durables.

L'Allemagne, affirmait Hitler, n'avait pas la moindre intention de soumettre d'autres peuples.

Notre théorie raciale considère toute guerre entreprise en vue d'assujettir et de dominer un peuple étranger comme un procédé qui, tôt ou tard, change et affaiblit intérieurement le vainqueur et ne tarde pas à provoquer sa défaite... Étant donné qu'il n'existe plus de régions inoccupées en Europe, une victoire... ne peut avoir d'autre résultat que d'accroître le nombre des habitants d'un pays. Mais, si les nations attachent tant d'importance à cette question, elles peuvent parvenir au même résultat sans larmes, d'une manière plus simple et plus naturelle, c'est-à-dire grâce à une saine politique sociale, en encourageant le peuple à avoir plus

volontiers des enfants.

Non! L'Allemagne nationale socialiste veut la paix, en raison de ses convictions profondes. Elle la veut aussi parce qu'elle a compris une vérité simple et essentielle : nulle guerre n'apporterait un remède véritable à la détresse de l'Europe... La guerre a toujours eu pour principal effet de détruire la fleur de la nation...

L'Allemagne a besoin de paix, elle désire la paix!

Il revenait obstinément sur ce thème. Pour finir, il énuméra 13 propositions concrètes, propres à maintenir la paix. Ces propositions parurent si remarquables qu'elles firent une impression profonde et favorable, non seulement en Allemagne, mais dans toute l'Europe. Avant de les formuler, il avait rappelé les faits suivants :

L'Allemagne a solennellement reconnu et garanti les frontières de la France, telles qu'elles restent fixées à la suite du plébiscite sarrois. Nous avons ainsi renoncé définitivement à toute revendication sur l'Alsace-Lorraine, pour laquelle nous avons déjà fait deux grandes guerres... Faisant table rase du passé, l'Allemagne a conclu avec la Pologne un pacte de non-agression... Nous l'observerons sans réserves... Nous considérons la Pologne comme le foyer d'un grand peuple, conscient d'être une nation.

Quant à l'Autriche :

L'Allemagne n'a ni l'intention, ni le désir de se mêler des affaires intérieures de l'Autriche, d'annexer l'Autriche ou de réaliser l'Anschluss.

Les treize points formulés par Hitler embrassaient un vaste horizon. L'Allemagne ne pouvait retourner à Genève tant que la S.D.N. n'aurait pas renoncé au Traité de Versailles. Quand ce serait chose faite et que l'égalité complète de toutes les nations aurait été reconnue, alors, donna-t-il à entendre, l'Allemagne adhérerait à nouveau à la S.D.N. L'Allemagne

cependant « respecterait sans réserves » les clauses non militaires du traité, y compris les clauses territoriales. En particulier, elle observera et remplira toutes les obligations découlant du pacte de Locarno. Hitler affirma également que l'Allemagne, il s'en portait garant, respecterait ses engagements au sujet de la démilitarisation de la Rhénanie. Quoique désireux, en toute circonstance, de participer à un système de sécurité collective, l'Allemagne préférait des accords bilatéraux et était prête à conclure des pactes de non-agression avec les États voisins. Elle était également prête à accepter les propositions britanniques et françaises envisageant d'ajouter au traité de Locarno un accord aérien.

Quant au désarmement, Hitler était disposé à aller jusqu'aux plus extrêmes limites.

Le gouvernement allemand est prêt à accepter toute limitation qui conduirait à la suppression des armements lourds, particulièrement conçus en vue de l'agression, tels que l'artillerie lourde, les chars lourds... L'Allemagne se déclare prête à accepter toute limitation, quelle qu'elle soit, du calibre de l'artillerie, des cuirassés, croiseurs et torpilleurs. De même le gouvernement allemand est prêt à accepter la limitation du tonnage des sous-marins ou leur suppression complète.

Dans ce domaine, Hitler allait même jusqu'à faire une proposition particulièrement destinée à séduire la Grande-Bretagne. Il consentait à limiter la nouvelle marine allemande à 35 pour 100 des forces navales britanniques; même ainsi, ajoutait-il, le tonnage de l'Allemagne serait encore inférieur de 15 pour 100 à celui de la France. Et si, à l'étranger, on alléguait que ces projets ne représentaient que le début des exigences allemandes, Hitler répondait d'avance aux objections en affirmant : « Pour l'Allemagne, cette demande est définitive et immuable. »

Un peu après dix heures du soir, Hitler arrivait à sa péroration :

Celui qui allumera la torche de la guerre en Europe ne peut souhaiter autre chose que le chaos. Cependant, nous demeurons fermement convaincus que notre temps verra s'accomplir non pas le déclin de l'Occident, mais sa renaissance. Que l'Allemagne puisse apporter à cette grande œuvre une contribution impérissable, c'est là notre fier espoir et notre conviction inébranlable (11).

Paroles de miel, prêchant la paix, la raison et la conciliation. Dans les démocraties occidentales d'Europe, où les peuples et leurs gouvernements souhaitaient désespérément une paix fondée sur des bases raisonnables — presque la paix à tout prix, — on les entendit avec délices. Le journal le plus influent des Îles Britanniques, le *Times*, de Londres, les accueillit avec une joie presque délirante :

... Ce discours est en réalité raisonnable et plein de franchise. Il propose un programme détaillé et complet. Si on le lit avec impartialité, on ne peut manquer de conclure que les propositions politiques formulées par M. Hitler sont susceptibles de fournir les bases d'un règlement complet avec l'Allemagne — une Allemagne libre, égale et forte, et non plus l'Allemagne prostrée à qui la paix fut imposée il y a seize ans...

Il faut espérer que partout en Europe, on jugera que ce discours est sincère et réfléchi et qu'il signifie exactement ce qu'il dit (12).

De même que le gouvernement Chamberlain, ce grand quotidien, l'une des gloires du journalisme britannique, allait jouer un rôle déplorable dans la désastreuse politique d'apaisement adoptée par la Grande-Bretagne à l'égard d'Hitler. Mais, aux yeux de l'auteur du présent ouvrage, il avait encore moins d'excuses que le gouvernement; en effet, son correspondant à Berlin, Norman Ebbutt, du moins jusqu'au jour de son expulsion (le 16

août 1937), lui fournissait sur les agissements et les intentions d'Hitler des informations beaucoup plus révélatrices que celles dont disposaient les correspondants de presse ou mêmes les diplomates étrangers y compris les diplomates britanniques. Certes, d'importantes coupures étaient pratiquées dans les articles qu'il envoyait de Berlin au *Times** — il s'en plaignait souvent à moi et le fait fut confirmé par la suite — mais la direction du *Times* lisait certainement ses dépêches *en entier*, elle était donc à même de savoir ce qui se passait en réalité dans l'Allemagne nazie et n'ignorait pas que les belles promesses d'Hitler étaient des phrases creuses.

* « *Chaque soir je fais tout mon possible pour qu'il ne paraisse rien dans le journal qui puisse heurter leur susceptibilité (des Allemands), écrivait Geoffrey Dawson, directeur du Times, le 23 mai 1937, à son correspondant à Genève, H. G. Daniels, qui avait précédé Ebbutt à Berlin. Je crois vraiment que depuis bien des mois nous n'avons rien publié dont ils aient à se formaliser ou qui puisse leur sembler désobligeant.* » (John Evelyn WRENCH, *Geoffrey Dawson and our times*.)

Tout autant que le *Times*, le gouvernement britannique ne demandait qu'à ajouter foi aux propositions « sincères » et « mûrement réfléchies » d'Hitler, surtout quand l'Allemagne voulait bien se contenter d'une flotte représentant 35 pour 100 de celle de la Grande-Bretagne.

Déjà, à la fin de mars, quand Sir John Simon et Eden avaient eu avec lui l'entrevue différée jusqu'alors, Hitler avait astucieusement laissé entendre au ministre des Affaires étrangères britannique qu'un accord naval garantissant la supériorité anglaise pourrait facilement être conclu entre les deux puissances. Cette fois, le 21 mai, il faisait une nouvelle proposition, publique et précise : la flotte allemande ne représenterait que 35 pour 100 du tonnage britannique et il y ajoutait quelques paroles particulièrement

amicales à l'adresse de l'Angleterre : « L'Allemagne, dit-il, n'avait ni l'intention, ni le besoin, ni les moyens, de prendre part à une nouvelle compétition en matière de suprématie navale. » L'allusion qui, apparemment, n'échappa pas aux Anglais, évoquait les années d'avant 1914, où von Tirpitz, soutenu avec enthousiasme par Guillaume II, créait une flotte de haute mer, destinée à égaler celle de l'Angleterre.

« Le gouvernement allemand, poursuivait Hitler, reconnaît que pour l'Empire britannique l'existence d'une puissante force maritime de protection revêt une importance vitale et qu'elle est par conséquent justifiée... Le gouvernement allemand a la ferme intention d'établir et de conserver avec le peuple et l'État britanniques des relations excluant définitivement la possibilité de voir renaître la seule rivalité qui n'ait jamais opposé les deux nations. » Hitler avait déjà exprimé des sentiments analogues dans *Mein Kampf*, quand il affirmait que l'une des plus graves erreurs commises par le Kaiser avait été son hostilité contre l'Angleterre, et il qualifiait de tentative absurde son désir de supplanter les Britanniques dans le domaine de la puissance navale.

Avec une naïveté et un empressement incroyables, le gouvernement anglais mordit à l'hameçon. Ribbentrop, devenu pour Hitler une sorte de garçon de courses qu'il envoyait faire ses commissions à l'étranger, fut invité à venir à Londres en juin, pour discuter des questions maritimes. Vaniteux, totalement dépourvu de tact, il déclara aux Britanniques que les propositions d'Hitler n'avaient pas à être débattues : il fallait les accepter ou les rejeter, en bloc. Les Anglais les acceptèrent. Sans consulter leurs alliées du front de Stresa, la France et l'Italie, qui, étant elles aussi des puissances navales, se préoccupaient fort de voir l'Allemagne réarmer et

faire fi des clauses militaires stipulées à Versailles, sans même informer la S.D.N., chargée en principe de veiller à la stricte observation des traités de 1919, ils entreprirent d'annuler les restrictions navales imposées à Versailles, persuadés qu'ils tireraient de cette suppression un avantage personnel.

Car, à Berlin, les esprits les plus simples ne pouvaient manquer de se rendre compte qu'en autorisant l'Allemagne à construire une flotte représentant un tiers de la flotte britannique, le gouvernement de Londres laissait en réalité à Hitler toute latitude pour créer, aussi vite qu'il lui serait matériellement possible, une marine de guerre, pour laquelle ses chantiers navals et ses aciéries devraient travailler à plein rendement pendant au moins dix ans. Loin d'imposer à l'Allemagne une limitation de son armement, cet accord l'encourageait au contraire à l'accroître, dans le domaine naval, aussi vite qu'elle trouverait moyen de le faire.

Ajoutant l'insulte au préjudice déjà causé à la France, le gouvernement britannique, pour tenir la promesse faite à Hitler, refusa de révéler à sa plus intime alliée le type et le nombre des navires que la Grande-Bretagne autorisait l'Allemagne à construire; elle consentit seulement à lui faire savoir que le tonnage des sous-marins allemands (dont la construction était formellement interdite par le Traité de Versailles) s'élèverait à 60 pour 100 de celui des Britanniques et, si des circonstances exceptionnelles venaient à se produire, cette proportion pourrait être portée à 100 pour 100. En fait, l'accord anglo-allemand autorisait les Allemands à construire 5 cuirassés dont le tonnage et l'armement seraient supérieurs à ceux des unités britanniques actuellement à la mer, bien que les chiffres officiels eussent été falsifiés pour abuser Londres (13), ainsi que 21 croiseurs et 64

destroyers. Tous n'étaient pas construits ou achevés quand la guerre éclata, mais ils étaient cependant assez nombreux pour faire subir à l'Angleterre, avec l'aide des U-boot, de lourdes pertes au cours des premières années de la seconde guerre mondiale.

Mussolini releva comme il convenait la « perfidie d'Albion ». Deux partenaires pouvaient donc jouer à ce jeu qui consistait à apaiser Hitler. De plus, l'attitude cynique de l'Angleterre, qui passait outre au Traité de Versailles, l'encourageait à croire que, s'il violait le pacte de la S.D.N., Londres pourrait bien ne pas prendre la chose trop au sérieux. Le 3 octobre 1935, au mépris de ce pacte, ses armées envahirent l'antique royaume montagneux d'Abyssinie. A l'instigation de la Grande-Bretagne, la S.D.N., appuyée sans enthousiasme par la France, qui comprenait que l'Allemagne constituait une bien plus grande menace pour l'avenir, vota aussitôt des sanctions. Mais ce ne furent que des sanctions partielles, timidement imposées. Elles n'empêchèrent pas Mussolini de vaincre l'Éthiopie, mais elles détruisirent l'amitié qui unissait l'Italie fasciste à la Grande-Bretagne et à la France, abattant du même coup le front créé à Stresa contre l'Allemagne nazie.

A qui donc, en définitive, ces événements devaient-ils surtout profiter si ce n'est à Adolf Hitler? Le 4 octobre, au lendemain de l'invasion italienne, je passai la journée à la Wilhelmstrasse, à m'entretenir avec des membres du parti ou des personnages officiels. Les réflexions que je notai ce soir-là dans mon journal montrent que les Allemands avaient jugé, vite et bien, la situation :

A la Wilhelmstrasse, on est enchanté. Ou bien Mussolini va trébucher et se trouver en si mauvaise posture en Afrique que sa situation en sera extrêmement affaiblie en Europe, après

quoi Hitler pourra s'emparer de l'Autriche, jusqu'ici protégée par le Duce, ou bien il gagnera la partie, narguant ainsi la France et la Grande-Bretagne, et il sera alors prêt à conclure avec Hitler une association contre les démocraties occidentales. Dans un cas comme dans l'autre, Hitler est gagnant (14).

Dans le discours « pacifique » prononcé le 21 mai 1935 devant le Reichstag, et qui, nous l'avons vu, avait fait une si grande impression dans le monde, particulièrement en Grande-Bretagne, Hitler déclarait qu'un « élément d'insécurité légale » avait été introduit dans le traité de Locarno, par suite du pacte d'assistance mutuelle signé entre la Russie et la France, le 2 mars à Paris et le 14 mars à Moscou, mais qui, alors qu'approchait la fin de l'année, n'avait pas encore été ratifié par le parlement français. Le ministre des Affaires étrangères allemand attirait sur cet « élément » l'attention de Paris, dans une note officielle adressée au gouvernement français.

Le 21 novembre, M. François-Poncet, l'ambassadeur de France, eut avec Hitler une conversation au cours de laquelle le Führer se livra à « une longue diatribe » contre le pacte franco-soviétique. François-Poncet avertit le Quai d'Orsay qu'à son avis Hitler avait l'intention de prendre prétexte de ce pacte pour occuper la zone démilitarisée de Rhénanie. Hitler, ajouta-t-il, « n'hésitait plus que sur le choix du moment (15) ».

François-Poncet, sans doute le mieux informé de tous les ambassadeurs à Berlin, savait de quoi il parlait, mais il ignorait sans doute que, dès le printemps précédent, le 2 mai, dix-neuf jours avant qu'Hitler ne donnât devant le Reichstag l'assurance de respecter le pacte de Locarno et les clauses territoriales de Versailles, le général von Blomberg avait adressé aux trois services armés la première directive destinée à préparer des plans pour la réoccupation de la Rhénanie démilitarisée. L'opération, désignée en code sous le nom de *Schulung*, devait être « exécutée par surprise à la

vitesse de l'éclair » et son organisation devait rester si secrète qu'il convenait « d'en informer un nombre très restreint d'officiers ». En fait, pour plus de sûreté, Blomberg rédigea l'ordre à la main (16).

Le 16 juin, de nouvelles conversations relatives à l'entrée en Rhénanie eurent lieu à la dixième réunion du Comité de Travail du Conseil de Défense du Reich. Au cours de cette réunion, un certain colonel Alfred Jodl, qui venait d'être placé à la tête du ministère de la Défense intérieure, exposa les plans prévus et insista sur la nécessité de les garder complètement secrets. A moins de nécessité absolue, rien ne devait être rédigé par écrit, déclares-t-il, et il ajouta que « sans aucune exception, les documents devraient être conservés dans des coffres-forts (17) ».

Pendant tout l'hiver 1935-1936, Hitler attendit son heure. La France et l'Angleterre, il le savait fort bien, étaient soucieuses de mettre obstacle à l'agression italienne en Abyssinie, mais Mussolini semblait tirer adroitement son épingle du jeu. Malgré sa demande de sanctions, annoncées à grand fracas, la S.D.N. s'avérait impuissante à arrêter un agresseur résolu. A Paris, le parlement français ne semblait pas pressé de ratifier le pacte avec l'Union soviétique, auquel la droite se montrait de plus en plus hostile. Sans doute Hitler pensait-il que la Chambre ou le Sénat français allaient presque à coup sûr repousser l'alliance avec Moscou. En ce cas, il lui faudrait trouver une autre excuse pour entreprendre l'opération *Schulung*. Mais le pacte fut soumis à la Chambre le 11 février et ratifié le 27 par 353 voix contre 164.

Deux jours plus tard, le 1er mars, Hitler décida d'agir, à la grande consternation des généraux, convaincus pour la plupart que les Français ne feraient qu'une bouchée des maigres forces allemandes rassemblées en vue

de l'entrée en Rhénanie. Cependant, le lendemain (2 mars 1936), Blomberg, conformément aux instructions de son maître, donnait à ses subordonnés des ordres formels relatifs à l'occupation de la zone démilitarisée. Le mouvement, dit-il aux officiers supérieurs des forces armées, devrait s'effectuer « par surprise ». Blomberg comptait bien que ce serait « une opération pacifique ». Dans le cas contraire, c'est-à-dire si les Français ripostaient, le commandant en chef se réservait « le droit de décider les contre-mesures militaires qui s'imposeraient (18) ». En fait, comme je l'appris six jours plus tard (ce détail sera d'ailleurs confirmé par les témoignages des généraux allemands à Nuremberg), Blomberg savait déjà ce que seraient ces contre-mesures : elles consisteraient à battre en retraite et à repasser le Rhin au plus vite (19)!

Mais, cela, les Français l'ignoraient. Leur pays était déjà paralysé par les luttes intérieures et la population sombrait dans le défaitisme. A l'aube du 7 mars, une petite colonne symbolique de troupes allemandes défilait sur les ponts du Rhin et pénétrait dans la zone démilitarisée*.

* D'après le témoignage de Jodl, à Nuremberg, trois bataillons seulement traversèrent le Rhin, se dirigeant vers Aix-la-Chapelle, Trèves et Sarrebruck et une seule division occupa l'ensemble du territoire. Les chiffres fournis par les services de renseignements alliés étaient considérablement plus élevés : 35 000 hommes, soit environ trois divisions. Hitler déclara par la suite : « En réalité, je n'avais que quatre brigades. »

A dix heures du matin, von Neurath, le complaisant ministre des Affaires étrangères, convoqua les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, pour leur communiquer les nouvelles de Rhénanie et leur remettre une note officielle dénonçant le pacte de Locarno, qu'Hitler venait de rompre, mais il leur soumettait, d'autre part, de nouvelles

propositions de paix! « Hitler frappe son adversaire en plein visage, remarque ironiquement François-Poncet, et dans le même instant il lui dit : « Je vous propose la paix (20). »

Deux heures plus tard, d'ailleurs, le Führer était à la tribune du Reichstag, exposant devant un auditoire en délire son désir de paix et ses conceptions les plus récentes sur les moyens à employer pour la maintenir. Je m'étais rendu à l'Opéra Kroll pour assister à ce spectacle que je n'oublierai jamais, car il était à la fois fascinant et effroyable. Après une longue harangue sur les funestes conséquences du Traité de Versailles et sur les dangers du bolchévisme, Hitler annonça tranquillement que le pacte conclu entre la France et la Russie rendait caduc le traité de Locarno qui, au contraire de celui de Versailles, avait été signé librement par l'Allemagne. Le soir même, je notai dans mon journal la scène qui suivit :

L'Allemagne ne se considère plus comme liée par le traité de Locarno (a dit Hitler). Dans l'intérêt des droits essentiels de son peuple à la sécurité de ses frontières et à la sécurité de sa défense, le gouvernement allemand a rétabli, à partir d'aujourd'hui, la souveraineté du Reich, absolue et sans restriction, dans la zone démilitarisée!

A ce moment les 600 députés, tous nommés personnellement par Hitler, petits hommes aux corps épais, à l'encolure massive, au crâne tondu, bedonnants, vêtus d'uniformes bruns et chaussés de lourdes bottes... se lèvent d'un bond comme des automates, le bras droit levé dans le geste du salut fasciste et hurlent des « Heil! », Hitler lève la main pour demander le silence... D'une voix profonde, sonore, il prononce : « Hommes du Reichstag allemand! » Le silence est total.

« En cette heure historique, alors que, dans les provinces de l'Ouest, les troupes allemandes pénètrent, à cette minute même, dans leurs futures garnisons du temps de paix, nous nous unissons pour prononcer tous ensemble deux serments sacrés. »

Il ne peut aller plus loin. L'assemblée des « parlementaires » vient d'apprendre de sa bouche que les soldats allemands sont déjà en train de pénétrer en Rhénanie. Le vieux militarisme allemand dont ils sont imbus leur monte à la tête. Ils se dressent brusquement, vociférant et poussant des cris. La main levée dans un geste de salut servile, le visage tordu

par une sorte de délire, la bouche grande ouverte, ils crient, ils crient éperdument, leurs regards brûlants de fanatisme fixés sur le nouveau dieu, le Messie. Le Messie joue magnifiquement son rôle. Tête baissée, comme écrasé d'humilité, il attend patiemment que le silence se rétablisse. Puis sa voix, encore sourde, mais étranglée d'émotion, prononce les deux serments :

« Nous jurons d'abord de ne céder à aucune force, quelle qu'elle soit, qui voudrait nous empêcher de restaurer l'honneur de notre peuple... En second lieu, nous prenons l'engagement de lutter maintenant, plus que jamais, pour l'établissement d'une entente entre les peuples d'Europe, surtout avec nos voisins occidentaux... Nous n'avons aucune exigence territoriale à formuler en Europe!... L'Allemagne ne rompra jamais la paix! »

Un long moment s'écoula avant que ne s'apaisent les vivats... Quelques généraux se dirigèrent vers la sortie. On ne pouvait manquer de s'apercevoir que leurs sourires masquaient une certaine nervosité... Je me heurtai au général von Blomberg... Il me parut livide, ses joues étaient agitées de tics (21).

Cette nervosité n'était pas sans cause. Le ministre de la Défense, qui, cinq jours plus tôt, avait rédigé de sa propre main l'ordre d'avancer, perdait son sang-froid. Le lendemain, j'appris qu'il avait donné l'ordre à ses troupes de repasser le Rhin si les Français leur opposaient quelque résistance. Mais les Français ne bougèrent pas. François-Poncet a écrit qu'à la suite de l'avertissement donné par lui au mois de novembre précédent, le haut-commandement français avait demandé au gouvernement quelle serait son attitude au cas où les événements prouveraient que l'ambassadeur avait raison. Le gouvernement, fut-il répondu, porterait l'affaire devant la Société des Nations (22). En réalité, le jour où Hitler déclencha l'opération*, ce fut le gouvernement français qui voulut agir et le général Gamelin qui hésita : « Le général Gamelin, déclare François-Poncet, avait émis l'avis qu'une opération de guerre, même limitée, comportait des risques imprévisibles et que, par conséquent, elle ne pouvait être entreprise sans qu'il fût procédé à la mobilisation générale

** En dépit des avertissements donnés par François-Poncet à l'automne précédent, l'initiative allemande fut apparemment une surprise complète pour les gouvernements français et britannique, ainsi que pour leurs grands états-majors.*

Tout ce que consentait à faire le général Gamelin, chef d'état-major général — et ce qu'il fit d'ailleurs — ce fut de concentrer treize divisions près de la frontière allemande, mais uniquement pour renforcer la ligne Maginot. Cette seule mesure suffit pour jeter la panique au sein du Haut-Commandement allemand. Blomberg, soutenu par Jodl et par la plupart des officiers de haut rang, voulait rappeler les trois bataillons qui avaient traversé le Rhin. Jodl a affirmé à Nuremberg : « Étant donné la situation où nous nous trouvions, les troupes françaises de couverture auraient pu nous mettre en pièces (24). »

Elles auraient pu le faire, et dans ce cas, c'eût été presque certainement la fin d'Hitler. L'histoire aurait alors pris une tournure toute différente et plus favorable, car le dictateur n'aurait pas survécu à un tel fiasco. Hitler lui-même l'a reconnu : « Si nous avions été battus, avoua-t-il plus tard, c'eût été un effondrement (25). » En la circonstance — et le fait devait se reproduire plus d'une fois à des moments décisifs — ce fut Hitler, grâce à ses nerfs d'acier, qui sauva la situation et qui, déjouant les prévisions des généraux rétifs, assura le succès de l'affaire. Mais il eut à passer des moments difficiles.

Son interprète Paul Schmidt l'entendit raconter plus tard : « Pendant les quarante-huit heures qui suivirent l'entrée en Rhénanie, mes nerfs

furent mis à rude épreuve, plus qu'à aucun autre moment de ma vie. Si les Français avaient alors pénétré en Rhénanie, nous aurions été contraints de nous retirer l'oreille basse, car les ressources militaires dont nous disposions auraient été totalement insuffisantes pour permettre une résistance, même de courte durée (26). »

Persuadé que les Français ne marcheraient pas, il écarta brutalement les suggestions du Haut-Commandement, très irrésolu, qui envisageait le retrait des troupes. Le général Beck, chef d'état-major général, aurait voulu que le Führer atténuat au moins le coup en déclarant qu'il ne fortifierait pas la zone ouest du Rhin, mais, selon Jodl, Hitler rejeta cette proposition avec brusquerie — pour d'excellentes raisons, nous le verrons bientôt (27). Hitler devait dire plus tard au général von Rundstedt que la retraite envisagée par Blomberg n'était rien de moins qu'une lâcheté (28).

« Que se serait-il passé, s'écria Hitler, au cours d'une réunion intime avec ses compères au quartier général, le soir du 27 mai 1942, en évoquant le coup de force de Rhénanie, si tout autre que moi avait été à la tête du Reich! Je vous défie de me citer quelqu'un qui n'aurait pas perdu la tête. J'étais obligé de mentir et, ce qui nous a sauvés, ce fut mon entêtement invincible et mon aplomb stupéfiant (29)! »

C'était vrai, mais il faut aussi rappeler qu'il fut aidé non seulement par les hésitations des Français, mais par l'inertie de leurs alliés britanniques. Le ministre des Affaires étrangères français, Pierre-Étienne Flandin, se rendit à Londres en avion le 11 mars et pria le gouvernement britannique de soutenir la France en prenant, en même temps qu'elle, des mesures militaires en Rhénanie pour riposter à l'Allemagne. Son appel demeura vain. La Grande-Bretagne ne voulait pas courir le risque d'une

guerre, bien que les Alliés possédassent sur l'Allemagne une supériorité écrasante.

Comme le dit alors Lord Lothian : « Après tout, les Allemands ne font que récupérer l'arrière-cour de leur maison. » Le 9 mars, avant même l'arrivée à Londres du ministre français, Anthony Eden, devenu depuis décembre ministre des Affaires étrangères, avait dit à la Chambre des Communes : « L'occupation de la Rhénanie par la Reichswehr porte un coup sévère au principe de la sainteté des traités. Heureusement, ajoutait-il, il n'y a aucune raison de supposer que la présente action de l'Allemagne comporte une menace d'hostilités (30). »

Et pourtant, aux termes du traité de Locarno, la France était en droit de prendre des mesures militaires contre la présence des troupes allemandes dans la zone démilitarisée, et la Grande-Bretagne était obligée, par ce traité, d'apporter à son alliée l'appui de ses forces armées. Les conversations avortées de Londres confirmaient Hitler dans la conviction qu'il avait réussi son dernier coup de dés.

Non seulement les Britanniques se dérobaient devant le risque de guerre, mais cette fois encore ils prenaient au sérieux la dernière édition des « propositions de paix » d'Hitler. Dans les notes remises le 7 mars aux trois ambassadeurs, de même que dans son discours au Reichstag, Hitler avait offert de signer avec la Belgique et la France un pacte de non-agression d'une durée de vingt-cinq ans, qui serait garanti par la Grande-Bretagne et l'Italie, de conclure des pactes semblables avec les voisins de l'Allemagne à l'est, d'accepter la démilitarisation des deux côtés de la frontière franco-allemande et enfin d'entrer à nouveau à la S.D.N. On aurait pu juger de sa sincérité par le seul fait qu'il proposait de démilitariser les

deux côtés de la frontière franco-allemande : une telle mesure, en effet, aurait obligé la France à détruire la ligne Maginot, sa dernière protection contre une attaque allemande lancée par surprise.

A Londres, le digne *Times*, tout en déplorant l'invasion précipitée de la Rhénanie par Hitler, titrait ainsi son éditorial : « Une occasion de reconstruire. » Avec le recul du temps, il est aisé de voir que le coup de dés réussi par Hitler en Rhénanie lui apporta une victoire plus écrasante et plus lourde de conséquences qu'on ne pouvait s'en rendre compte sur le moment. En Allemagne, ce coup d'audace renforça sa popularité* et son pouvoir, les portant à un point qu'aucun chef d'État allemand n'avait jamais connu dans le passé.

* *Le 7 mars, Hitler avait dissous le Reichstag et réclamé de nouvelles « élections » et un référendum au sujet de son initiative en Rhénanie. D'après les chiffres officiels relatifs au vote, qui eut lieu le 29 mars, environ 99 p. cent des 45 453 691 électeurs inscrits se rendirent aux urnes et 98 pour 100 d'entre eux approuvèrent l'action d'Hitler. Les correspondants étrangers qui visitèrent les locaux électoraux signalèrent certaines irrégularités, en particulier le scrutin découvert substitué au scrutin secret — et sans aucun doute certains Allemands craignaient (à juste titre, nous l'avons vu) que, s'ils votaient « non », la Gestapo ne vint à le savoir. Le docteur Eckener m'a dit qu'à bord de son nouveau Zeppelin Hindenburg, auquel Gæbbels avait donné l'ordre de survoler les villes allemandes pour faire au référendum une publicité sensationnelle, le nombre des « oui » qui se montait à 42, d'après le ministre de la Propagande, dépassait de deux unités le nombre des passagers. Néanmoins, pour moi qui pus observer le déroulement des « élections » d'un bout à l'autre du Reich, la chose ne fait aucun doute : le coup de force hitlérien fut approuvé à une écrasante majorité. Et pourquoi ne l'eût-il pas été? La mise au rebut du Traité de Versailles et l'entrée des soldats allemands dans une zone qui somme toute se trouvait en territoire germanique, c'étaient là des actions que la grande majorité des Allemands approuvaient tout naturellement. Le chiffre officiel des « non » était de 540 211.*

Ce coup assurait son ascendant sur les généraux, qui avaient hésité et faibli dans un moment critique, alors que lui-même avait tenu bon; il leur

apprenait qu'en matière de politique étrangère et même en ce qui concernait les affaires militaires, son jugement était supérieur au leur. Ils avaient craint que les Français ne voulussent se battre, mais, lui, il savait à quoi s'en tenir. Par dessus tout, l'occupation de la Rhénanie, si peu importante qu'elle fût en tant qu'opération militaire, ouvrait la voie — comme seul Hitler et seul aussi Churchill en Angleterre semblent l'avoir compris — à d'incalculables conséquences dans une Europe qui, non seulement en fut ébranlée, mais où la situation stratégique se trouva modifiée de façon irrévocable, parce que trois bataillons allemands avaient défilé sur les ponts du Rhin.

Il est également facile de voir, avec le recul du temps, que l'attitude adoptée par la France et la Grande-Bretagne, dont l'une ne repoussa pas les bataillons de la Wehrmacht, tandis que l'autre refusait de soutenir son alliée dans l'accomplissement de cette simple opération de police, fut pour l'Ouest un premier désastre d'où découlèrent tous les suivants, d'une ampleur bien plus grande. En mars 1936, les deux démocraties occidentales avaient là une dernière chance de stopper, sans risquer un conflit de grande envergure, l'essor d'une Allemagne totalitaire, militarisée et agressive. Du même coup — nous avons vu qu'Hitler le reconnaissait — l'occasion leur était offerte de provoquer la chute du dictateur nazi et de son régime. Elles laissèrent échapper cette chance.

Pour la France, ce fut le commencement de la fin. Ses alliées de l'Est — Russie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie — découvrirent soudain que la France ne repousserait pas par les armes une agression allemande pour préserver le système de sécurité que le gouvernement français lui-même avait pris l'initiative d'édifier si

laborieusement. Mais il y avait plus. Ces alliées de l'Est commencèrent à se rendre compte que, même si la France n'était pas aussi apathique, elle ne serait bientôt plus capable de leur apporter un réel secours, étant donné que l'Allemagne construisait fiévreusement un mur de l'Ouest, à l'arrière de la frontière franco-allemande.

Ils le voyaient bien, la construction de cette ligne fortifiée allait rapidement changer à leur détriment la carte stratégique de l'Europe. Ils ne pouvaient guère espérer qu'une France qui n'osait pas, avec ses cent divisions, repousser trois bataillons allemands, verserait le sang de sa jeunesse pour s'emparer de fortifications allemandes imprenables, tandis que la Wehrmacht attaquerait à l'est. Mais, même si l'inattendu se produisait, ce serait en vain. Dorénavant, les Français ne pourraient immobiliser à l'ouest qu'une petite partie de l'armée allemande en voie de développement. Le reste de cette armée serait disponible pour se battre contre les voisins de l'Allemagne à l'est.

William Bullitt, ambassadeur des U.S.A. en France, eut la révélation de l'extrême importance des fortifications rhénanes dans la stratégie hitlérienne lors d'une visite qu'il fit au ministre allemand des Affaires étrangères à Berlin, le 18 mai 1936.

Von Neurath m'a dit, écrivait Bullitt dans son rapport au Département d'Etat, que la politique du gouvernement allemand consiste à n'entreprendre aucune action décisive en matière de politique étrangère « avant que la Rhénanie n'eût été digérée ». Il voulait dire par là, m'expliqua-t-il, que, jusqu'au jour où les fortifications allemandes seraient construites le long des frontières française et belge, le gouvernement allemand, loin d'encourager un mouvement nazi en Autriche, ferait tout son possible pour le prévenir et entretiendrait avec la Tchécoslovaquie des rapports de bon voisinage : « Dès que nos fortifications seront construites et que les pays d'Europe centrale se rendront compte que la France ne peut pénétrer en territoire allemand quand bon lui semblera, tous ces pays songeront à réviser leur

politique étrangère, et une nouvelle coalition se formera (31).

Ces prévisions ne tardèrent pas à se réaliser.

Le docteur Schuschnigg a raconté dans ses mémoires :

Comme je me tenais sur la tombe de mon prédécesseur (Dollfuss, le chancelier assassiné), je compris que, pour sauver l'indépendance de l'Autriche, il me fallait adopter désormais une politique d'apaisement... Il importait d'éviter tout ce qui pouvait fournir à l'Allemagne un prétexte pour intervenir et il fallait tout faire pour obtenir d'une manière quelconque qu'Hitler tolérât le *statu quo* (32).

Le jeune chancelier d'Autriche nouvellement élu avait été réconforté par la déclaration faite publiquement par Hitler devant le Reichstag le 21 mai 1935, selon laquelle « l'Allemagne n'avait ni l'intention ni le désir de se mêler des affaires intérieures de l'Autriche, de l'annexer ou de conclure un Anschluss ». D'autre part il s'était senti rassuré quand, à Stresa, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne avaient affirmé à nouveau leur détermination de tout mettre en œuvre pour sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. Par la suite, Mussolini, le principal protecteur de l'Autriche depuis 1933, était allé s'embourber en Abyssinie et avait rompu avec la France et la Grande-Bretagne.

Quand les Allemands pénétrèrent en Rhénanie et entreprirent d'y construire des fortifications, le docteur Schuschnigg comprit qu'il fallait donner des apaisements à Hitler. En vue de conclure un nouveau traité, il entama des négociations avec von Papen, l'astucieux ministre d'Allemagne à Vienne. Bien qu'il eût failli être assassiné par les nazis lors de l'épuration de juin 1934, il n'avait cessé, dès son arrivée en Autriche, à la fin de l'été 1934, après l'assassinat de Dollfuss, de tout mettre en œuvre pour saper

l'indépendance de l'Autriche et permettre ainsi au chef du Reich de s'emparer de son pays natal : « Le national-socialisme doit vaincre la nouvelle idéologie autrichienne et il y réussira », avait-il écrit à Hitler le 27 juillet 1935 en lui rendant compte de sa première année de service à Vienne (33).

Les termes de l'accord austro-allemand, tel qu'il fut rendu public, semblaient témoigner de la part d'Hitler une générosité et une tolérance inaccoutumées. L'Allemagne y réaffirmait sa reconnaissance de la souveraineté de l'Autriche et renouvelait sa promesse de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de sa voisine. En retour l'Autriche s'engageait à se conformer, en matière de politique étrangère, au principe selon lequel elle se considérait comme « un Etat germanique ».

Mais le traité comportait aussi des clauses secrètes (34) par lesquelles Schuschnigg faisait des concessions qui allaient le conduire à sa perte — et son pays avec lui. Il consentait à amnistier les prisonniers politiques en Autriche et à nommer des représentants de la soi-disant « opposition nationale » (euphémisme désignant les nazis ou les sympathisants nazis) à des postes de « responsabilité politique ». C'était permettre à Hitler de construire en Autriche un Cheval de Troie. On verrait bientôt s'y glisser un homme de loi viennois, Seyss-Inquart, qui jouera un rôle assez important dans la suite de l'histoire.

Von Papen avait soumis à l'approbation d'Hitler le texte du traité; il s'était même rendu personnellement à Berlin à cet effet, au début de juillet. Cependant le Führer entra dans une violente colère contre son envoyé quand celui-ci lui téléphona le 16 juillet pour lui annoncer que l'accord était signé.

La réaction d'Hitler me remplit d'étonnement, écrivit plus tard von Papen. Au lieu d'exprimer sa satisfaction, il m'accabla de reproches. Je l'avais abusé, prétendait-il, amené à faire des concessions exagérées... C'était un véritable guet-apens (35).

L'avenir devait prouver que le guet-apens était tendu contre Schuschnigg et non pas contre Hitler.

La signature du traité austro-allemand prouvait bien que Mussolini avait cessé d'exercer son emprise sur l'Autriche. On aurait pu s'attendre à ce que les relations entre les deux dictateurs fascistes devinssent dès lors moins bonnes. Ce fut exactement le contraire qui arriva, par suite des événements qui, en cette année 1936, firent le jeu d'Hitler.

Le 2 mai 1936, les forces italiennes pénétrèrent dans Addis-Abeba capitale de l'Abyssinie. Le 4 juillet, la S.D.N. capitulait et annulait ses sanctions contre l'Italie. Quinze jours plus tard, le 16 juillet, en Espagne, Franco prenait la tête d'un soulèvement militaire. La guerre civile commençait.

Selon sa coutume à cette époque de l'année, Hitler suivait les représentations du festival Wagner à Bayreuth. Le soir du 22 juillet, à son retour du théâtre, un homme d'affaires allemand, venu du Maroc, accompagné du chef nazi local, arriva à Bayreuth porteur d'une lettre urgente de Franco. Le chef rebelle demandait une assistance militaire, en particulier des avions. Hitler convoqua aussitôt Goering et le général von Blomberg, qui se trouvaient justement à Bayreuth et, le soir même, la décision fut prise de soutenir la rébellion espagnole (36).

Certes, l'aide accordée par l'Allemagne à Franco demeura toujours moins considérable que celle de l'Italie, qui lui envoya de 60 à 70 000

hommes, ainsi que d'importantes fournitures (armes et avions). Elle fut cependant considérable. Les Allemands estimèrent par la suite qu'ils avaient dépensé dans cette aventure un demi-milliard de marks (37), sans compter la fourniture d'avions et de chars, ainsi que le concours de techniciens et de l'unité d'aviation appelée Légion Condor, qui se distingua en anéantissant la ville espagnole de Guernica et toute la population civile. Comparé au réarmement massif de l'Allemagne elle-même, ce n'était pas grand-chose, mais l'opération rapporta de gros dividendes à Hitler.

Elle entraînait pour la France l'établissement, sur ses frontières, d'une troisième puissance fasciste hostile; elle exaspérait la violence des luttes intestines entre la droite et la gauche françaises, affaiblissant du même coup la principale rivale de l'Allemagne à l'ouest. Et surtout elle rendait impossible le rapprochement avec l'Italie, que les gouvernements de Paris et de Londres avaient espéré réaliser après la fin des hostilités en Abyssinie, jetant ainsi Mussolini dans les bras d'Hitler.

Dès le début, le Führer avait mené à l'égard de l'Espagne une politique astucieuse, soigneusement calculée et clairvoyante. Il suffit de parcourir les documents allemands saisis après la guerre pour s'apercevoir qu'il entraînait dans les intentions d'Hitler de *prolonger* la guerre civile espagnole, pour entretenir la discorde entre les démocraties occidentales et l'Italie, ce qui aurait pour effet d'attirer à lui Mussolini*.

* Plus d'un an après, le 5 novembre 1937, Hitler devait définir à nouveau sa politique espagnole dans un entretien confidentiel avec ses généraux et son ministre des Affaires étrangères : « Une victoire de Franco à 100 pour 100 n'est pas souhaitable du point de vue allemand, leur dit-il. Nous avons plutôt intérêt à voir la guerre se poursuivre et à entretenir la tension en Méditerranée (38). »

Dès le mois de décembre 1936, Ulrich von Hassell, l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, qui ne possédait pas encore la connaissance profonde des buts et des méthodes nazis, qu'il acquit par la suite et qui devait lui coûter la vie, écrivait à la Wilhelmstrasse :

Le conflit espagnol pourrait jouer dans les relations de l'Italie avec la France et l'Angleterre le même rôle que la guerre d'Abyssinie, en montrant avec évidence que les véritables intérêts des Puissances sont opposés à ceux de l'Italie, empêchant même celle-ci de se laisser attirer dans les filets des puissances occidentales pour servir à leurs machinations. La lutte qui se livre actuellement pour une influence politique dominante en Espagne révèle l'opposition naturelle existant entre l'Italie et la France; en même temps, l'Italie entre en compétition avec la Grande-Bretagne en tant que puissance en Méditerranée occidentale. L'Italie n'en reconnaîtra que mieux la nécessité d'affronter les Puissances occidentales côte à côte avec l'Allemagne (39).

Telles furent les circonstances qui présidèrent à la naissance de l'Axe Rome-Berlin. Le 24 octobre, à la suite de plusieurs entretiens avec Neurath à Berlin, le comte Galeazzo Ciano, gendre de Mussolini et ministre des Affaires étrangères, entreprit le premier de ses nombreux pèlerinages à Berchtesgaden. Il trouva le dictateur allemand d'humeur cordiale et expansive. Hitler lui déclara que Mussolini était « le premier homme d'État du monde, auquel nul ne pouvait se comparer, même de loin ». Ensemble, l'Italie et l'Allemagne seraient capables de vaincre non seulement le bolchévisme, mais les puissances de l'ouest, y compris l'Angleterre! Hitler pensait que les Britanniques chercheraient éventuellement à s'entendre avec une Italie et une Allemagne unies. Sinon les deux puissances, agissant de concert, pourraient aisément venir à bout d'elle : « Le réarmement allemand et italien, rappela Hitler à Ciano, se poursuit avec une rapidité à laquelle ne peuvent parvenir les Anglais...

D'ici trois ans, l'Allemagne sera prête (40)... »

Précision intéressante. Trois ans plus tard, ce serait l'automne de 1939.

Le 21 octobre, Ciano et Neurath avaient signé à Berlin un protocole secret définissant une politique étrangère commune pour l'Allemagne et l'Italie. Dans un discours prononcé à Milan quelques jours plus tard, le 1^{er} novembre, Mussolini fit publiquement allusion à cet accord, sans en révéler le contenu; il constituait, dit-il, un « axe », autour duquel les autres puissances européennes « pourraient travailler ensemble ». Le mot allait devenir célèbre — mais fatal pour le Duce.

Maintenant qu'il avait pris Mussolini dans ses filets, Hitler tourna son attention d'un autre côté. En août 1936, il avait nommé Ribbentrop ambassadeur d'Allemagne à Londres, en le chargeant d'étudier la possibilité de conclure un accord avec l'Angleterre — aux conditions fixées par lui. Incompétent et paresseux, orgueilleux comme un paon, arrogant et dépourvu de tout humour, Ribbentrop était fort mal choisi pour occuper un tel poste, et Gœring s'en rendait bien compte : « Quand j'ai allégué que Ribbentrop ne possédait pas les aptitudes nécessaires pour traiter les problèmes britanniques, devait-il déclarer par la suite, le Führer me fit observer que Ribbentrop connaissait Lord ceci et cela et tel ou tel ministre. A quoi je répondis : « Oui, mais l'ennui c'est qu'eux aussi connaissent Ribbentrop (41)! »

Il est exact que Ribbentrop, si peu sympathique qu'il fût, n'était pas sans avoir à Londres des amis influents. Parmi eux, croyait-on à Berlin, se trouvait Mrs Simpson, l'amie du roi. Mais les premiers résultats des efforts de Ribbentrop furent décourageants et, en novembre, il reprit

l'avion pour Berlin, afin d'y conclure certaines affaires auxquelles il s'était trouvé mêlé et qui n'avaient rien à voir avec la politique britannique. Le 25 novembre, il signa avec le Japon le pacte anti-Komintern, par lequel, déclara-t-il sans sourciller aux correspondants de presse (dont je faisais partie), l'Allemagne et le Japon venaient de s'allier pour défendre la civilisation *occidentale*.

En apparence, ce pacte semblait n'être qu'une manœuvre de propagande grâce à laquelle l'Allemagne et le Japon s'assureraient un appui mondial en exploitant l'aversion universelle contre le communisme et la méfiance générale inspirée par le Komintern. Mais ce traité aussi comportait un protocole secret, spécialement dirigé contre la Russie. En cas d'attaque non provoquée de l'Union soviétique contre l'Allemagne ou le Japon, les deux nations convenaient de se consulter sur les mesures à prendre « pour la sauvegarde de leurs intérêts communs » et aussi « de ne prendre aucune mesure susceptible d'être favorable à l'Union soviétique ». Il était également entendu que les deux nations ne concluraient avec la Russie aucun traité politique contraire à l'esprit du pacte, sans consentement mutuel (42).

L'Allemagne ne devait guère tarder à rompre cet accord et à accuser le Japon — de manière injustifiable, d'ailleurs — de ne pas l'observer. Mais le pacte servit cependant certaines fins de propagande auprès des jobards, si nombreux dans ce monde, et il réunit pour la première fois les trois peuples agresseurs et mal nantis. L'Italie, en effet, le signa l'année suivante.

Le 30 janvier 1937, Hitler, parlant devant le Reichstag, proclamait que « l'Allemagne annulait la signature apposée par elle au bas du traité de Versailles », geste vain, mais bien significatif, puisque le traité était

désormais complètement caduc, et il passait orgueilleusement en revue les résultats de ses quatre années de pouvoir. Orgueil bien pardonnable, car c'était un bilan impressionnant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il avait, nous l'avons vu, supprimé le chômage, suscité une vague de prospérité dans les affaires, créé une armée, une flotte et une aviation puissantes, dotées d'armements considérables, et dont la construction devait se poursuivre sur une vaste échelle.

Sans l'aide de personne il avait détruit les chaînes du traité de Versailles et, par un coup de bluff, occupé la Rhénanie. Complètement isolé au début, il avait trouvé deux alliés fidèles en la personne de Mussolini d'abord, puis de Franco, et il avait détaché la Pologne de la France. Et, ce qui était peut-être plus important encore, il avait déclenché l'énergie dynamique du peuple allemand, réveillé sa confiance en la grandeur de la nation et son sens de la mission de l'Allemagne, redevenue une grande puissance mondiale en expansion.

Le contraste était évident entre cette nouvelle Allemagne, prospère, martiale, hardiment gouvernée, et les démocraties décadentes de l'Ouest, dont le désarroi et les hésitations semblaient croître de mois en mois. En dépit de leurs alarmes, la Grande-Bretagne et la France n'avaient pas fait un geste pour empêcher Hitler de violer le traité de paix en réarmant l'Allemagne et en réoccupant la Rhénanie; elles s'étaient montrées incapables d'arrêter Mussolini en Abyssinie. Et maintenant, alors que s'ouvrait l'année 1937, elles faisaient piètre figure en esquissant des gestes vains pour empêcher l'Allemagne, et l'Italie de déterminer l'issue de la guerre civile en Espagne.

Chacun savait de quelle manière l'Italie et l'Allemagne agissaient en

Espagne pour assurer la victoire de Franco. Pourtant les gouvernements de Londres et de Paris continuèrent, pendant des années, à engager de vaines négociations diplomatiques avec Berlin et Rome pour assurer « la non-intervention » en Espagne. Ce jeu semble avoir amusé le dictateur allemand et il accrut certainement son mépris pour les chefs politiques timorés de France et de Grande-Bretagne, « de petits vers », dirait-il bientôt d'eux dans une circonstance historique, où il humilia à nouveau les deux démocraties occidentales avec la plus grande désinvolture.

Ni la Grande-Bretagne ni la France (pas plus le gouvernement que le peuple) ni d'ailleurs la majorité du peuple allemand, ne semblaient se rendre compte, en ce début de 1937, que presque toute l'œuvre réalisée par Hitler au cours de ces quatre premières années conduisaient à la guerre. Jusqu'au 1er septembre 1939, je puis en témoigner d'après mes observations personnelles, le peuple allemand demeura convaincu qu'Hitler obtiendrait ce qu'il désirait — et ce que le peuple allemand lui-même désirait — sans avoir recours à la guerre. Mais parmi les élus qui gouvernaient l'Allemagne ou qui occupaient dans le Reich des positions-clefs, aucun doute ne pouvait subsister sur les objectifs poursuivis par Hitler. Après quatre ans de gouvernement nazi, au moment où la période « d'essai », comme l'appelait Hitler, touchait à sa fin, Goering qui, en septembre 1936, avait été chargé du plan de quatre ans annonça sans ambages ce qui se préparait dans un discours secret adressé aux industriels et aux hauts fonctionnaires de Berlin.

La bataille que nous n'allons pas tarder à livrer, dit-il, exige une capacité de production colossale. Aucune limitation du réarmement ne peut être envisagée. Il n'y a d'autre perspective que la victoire ou la destruction... Nous vivons en un temps où la bataille finale est en vue.

Nous sommes déjà au seuil de la mobilisation, déjà en guerre. La seule différence, c'est que les coups de feu n'ont pas encore été tirés(43).

Göering formulait cet avertissement le 17 décembre 1936. Onze mois plus tard, nous le verrons bientôt, Hitler prit la décision fatale et inexorable de déclencher la guerre.

Dans sa harangue adressée aux robots du Reichstag le 30 janvier 1937, Hitler proclamait : « L'ère des soi-disant surprises est close. » Il est de fait qu'il n'y eut pas de week-end à surprise en 1937*. Pour l'Allemagne, ce fut une année de consolidation et de nouveaux préparatifs en vue de la réalisation des objectifs que le Führer allait enfin exposer en novembre devant quelques-uns de ses grands chefs militaires.

** Les fonctionnaires de la Wilhelmstrasse disaient en plaisantant qu'Hitler réservait ses surprises pour le samedi, parce qu'on lui avait dit que les officiels britanniques passaient le week-end à la campagne.*

Ce fut une année consacrée à fabriquer des armements, à entraîner les troupes, à expérimenter la nouvelle aviation en Espagne*, à développer la production d'essence et de caoutchouc synthétique, à consolider l'Axe Rome-Berlin et à guetter les nouveaux points faibles qui pourraient être découverts à Paris, à Londres et à Vienne.

** Quand il témoigna au procès de Nuremberg, le 14 mars 1946, Gœring parla avec orgueil des occasions que lui avait fournies la guerre d'Espagne d'essayer « sa jeune Luftwaffe ». « Avec la permission du Führer, j'envoyai là-bas une grande partie de ma flotte de transport et d'importantes quantités d'avions de chasse, de bombardiers et de canons anti-aériens. De cette manière, j'eus l'occasion de m'assurer, dans des conditions de combat, que le matériel était à la hauteur de sa tâche. Afin que le personnel pût lui aussi acquérir une certaine expérience, je veillai à ce qu'il s'établisse un courant continu entre les deux pays, afin que de nouveaux hommes fussent sans cesse envoyés là-bas et les autres rappelés (44). »*

Pendant les premiers mois de 1937, Hitler envoya d'importants émissaires à Rome pour cajoler Mussolini. Les Allemands s'étaient

montrés quelque peu inquiets de voir l'Italie flirter avec la Grande-Bretagne. Le 2 janvier, en effet, Ciano avait signé avec le gouvernement britannique un « gentlemen's agreement » par lequel les deux pays reconnaissaient leurs mutuels intérêts vitaux en Méditerranée. D'autre part, l'Allemagne se rendait compte que la question autrichienne était toujours à Rome un sujet délicat.

Quand Goering vit le Duce le 15 janvier et lui signifia brutalement le caractère inévitable d'un Anschluss avec l'Autriche, l'émotif dictateur italien, d'après le récit de l'interprète allemand Paul Schmidt, fit de la tête des signes de violente dénégation et l'ambassadeur von Hassell informa Berlin que la déclaration de Goering sur l'Autriche « avait été froidement accueillie ». En juin, Neurath s'empessa d'assurer le Duce que l'Allemagne resterait fidèle au pacte du 11 juillet avec l'Autriche. C'est seulement au cas d'une tentative de restauration des Habsbourg que les Allemands prendraient des mesures rigoureuses.

Ainsi apaisé au sujet de l'Autriche et encore sous le coup de l'opposition manifestée par la France et l'Angleterre contre presque toutes ses ambitions — en Éthiopie, en Espagne, en Méditerranée — Mussolini accepta l'invitation d'Hitler qui le pria de se rendre en Allemagne. Le 25 septembre, accoutré d'un nouvel uniforme spécialement créé pour la circonstance, il franchit les Alpes et pénétra à l'intérieur du Troisième Reich. Fêté et flatté comme un héros vainqueur par Hitler et ses adjoints, Mussolini ne pouvait savoir qu'il entreprenait là un fatal voyage, le premier des nombreux voyages qu'il fit aux côtés d'Hitler et qui devaient provoquer un affaiblissement progressif de sa position personnelle, avant d'aboutir à une fin désastreuse.

Le but d'Hitler n'était pas d'engager de nouvelles conversations diplomatiques avec son invité, mais de lui faire impression en déployant sous ses yeux la force de l'Allemagne, misant ainsi sur le souci obsédant de Mussolini d'attacher son sort à celui du vainqueur. Le Duce fut promené tambour battant d'un bout à l'autre du Reich; il assista à des défilés de S.S. ou de troupes, à des manœuvres de l'armée au Mecklembourg, il visita les usines d'armement de la Ruhr où grondaient les machines.

Le clou de la visite fut une grandiose cérémonie qui eut lieu le 28 septembre à Berlin et l'impressionna visiblement. Une foule énorme — un million de personnes — était massée au Champ de Mai pour entendre les discours des deux dictateurs fascistes. Mussolini, s'exprimant en allemand, fut transporté de joie par les applaudissements assourdissants et par les paroles flatteuses d'Hitler. Le Führer déclara que le Duce « était l'un de ces hommes uniques, comme il s'en trouve au cours des siècles, que l'Histoire ne fait pas, mais qui font eux-mêmes l'Histoire ».

Je me souviens qu'un orage violent éclata avant que Mussolini eût achevé son discours; dans la confusion qui s'ensuivit, tandis que la foule s'égaillait, les barrages de sécurité établis par les S.S. se rompirent et l'orgueilleux Duce, trempé jusqu'aux os et en piteux état, fut contraint de regagner seul et du mieux qu'il put son quartier général. Mais cette aventure fâcheuse n'affaiblit en rien l'enthousiasme de Mussolini, fier d'être le partenaire de cette puissante Allemagne nouvelle, et le lendemain, après avoir passé en revue des détachements de l'armée, de la marine et de l'aviation, il revint à Rome convaincu que son avenir était aux côtés d'Hitler.

On ne saurait donc s'étonner si, un mois plus tard, quand Ribbentrop

se rendit à Rome pour que Mussolini pût apposer sa signature au bas du pacte anti-Komintern, cérémonie qui eut lieu le 6 novembre, le Duce l'avertit que l'Italie ne s'intéressait plus guère à l'indépendance de l'Autriche : « Que les événements (en Autriche) suivent leur cours naturel », dit Mussolini. C'était le signal qu'Hitler attendait.

Un autre chef d'État commençait lui aussi à être impressionné par la puissance croissante du gouvernement nazi. Quand Hitler viola le traité de Locarno, et, à la suite de l'occupation de la Rhénanie, installa des troupes allemandes à la frontière belge, le roi Léopold déclara que son pays n'était plus lié par le pacte de Locarno, dénonça son alliance avec la Grande-Bretagne et la France et déclara que désormais la Belgique adopterait une attitude de stricte neutralité. C'était là un coup funeste porté à la défense collective de l'Ouest, mais, en avril 1937, la Grande-Bretagne et la France acceptèrent cette décision, qu'elles n'allaient pas tarder à payer cher, ainsi d'ailleurs que la Belgique elle-même.

A la fin de mai, la Wilhelmstrasse avait vu avec intérêt Stanley Baldwin quitter son poste de premier ministre pour être remplacé par Neville Chamberlain. Les Allemands apprirent avec plaisir que le nouveau Premier ministre prendrait à la direction des affaires étrangères une part plus active que son prédécesseur et qu'il était résolu à parvenir, si possible, à un accord avec l'Allemagne nazie. Un mémorandum secret, en date du 10 novembre, rédigé par le baron von Weizsaecker, alors à la tête du département politique du ministère des Affaires étrangères, montre sous quelle forme un tel accord eût paru acceptable à Hitler :

Nous voulons que l'Angleterre nous accorde des colonies et pleine liberté d'action dans l'Est... Les Anglais ont un grand besoin de tranquillité... Il serait profitable de découvrir

quel prix l'Angleterre serait disposée à payer pour obtenir cette tranquillité (45).

L'occasion de savoir quel prix paierait l'Angleterre se présenta en novembre, quand Lord Halifax, approuvé avec enthousiasme par M. Chamberlain, fit le pèlerinage de Berchtesgaden. Le 19 novembre, il eut avec Hitler une importante conversation et, dans le long mémorandum secret rédigé à ce sujet par le ministère allemand des Affaires étrangères (46), trois points principaux se dégagent : Chamberlain désirait vivement conclure un arrangement avec l'Allemagne. La Grande-Bretagne souhaitait un règlement général en Europe, en échange de quoi elle était prête à accorder des concessions à Hitler au sujet des colonies et de l'Europe orientale; pour le moment Hitler ne s'intéressait guère à la conclusion d'un accord anglo-allemand.

Étant donné l'issue plutôt négative des entretiens, les Allemands trouvaient surprenant que les Britanniques eussent l'air d'y voir matière à encouragement*. Le gouvernement britannique, lui, aurait été beaucoup plus surpris encore s'il avait eu connaissance d'une rencontre ultra-secrète qui s'était tenue à Berlin entre Hitler, ses chefs militaires et son ministre des Affaires étrangères, exactement quatorze jours avant sa conversation avec Lord Halifax.

* Chamberlain écrivait dans son journal : « Le voyage en Allemagne (de Lord Halifax) a été selon moi, un grand succès, car il a atteint son but, qui consistait à créer une atmosphère propice pour discuter avec l'Allemagne les questions pratiques qu'impliquerait un règlement européen. » (Keith FEILING. *The Life of Neville Chamberlain*, p. 322.)

Halifax lui-même semble s'être laissé prendre aux paroles d'Hitler. Dans un rapport écrit au Foreign Office, il dit : « Le chancelier allemand et ses collaborateurs m'ont donné l'impression qu'ils n'étaient pas disposés à s'embarquer dans des aventures impliquant le recours à la force ou du moins la guerre. » Charles C. Tansill écrit que Halifax déclara à Chamberlain qu'Hitler n'était pas prêt à se lancer, à brève échéance, dans des aventures,

d'abord parce qu'elles pourraient être infructueuses et aussi parce qu'il s'occupait activement à reconstruire l'Allemagne, à l'intérieur... Goering lui avait assuré que pas une goutte de sang allemand ne serait versée en Europe, à moins que l'Allemagne n'y soit absolument obligée. Les Allemands lui donnaient (à Halifax) l'impression... de vouloir atteindre leurs buts de façon méthodique. » (TANSILL; Back door to War, pp. 365-366.)

Le 24 juin 1937, le maréchal von Blomberg avait donné aux commandants en chef des trois armes des indications sur les événements à venir et sur les préparatifs nécessaires pour y faire face, dans une directive portant l'indication « ultra-secret », établie à quatre exemplaires seulement (47) : « La situation politique en général, déclarait aux chefs des trois armes le ministre de la Guerre, commandant en chef des Forces armées, justifie la supposition selon laquelle l'Allemagne n'a aucune attaque à redouter, de quelque côté que ce soit. » Ni les puissances occidentales, ni la Russie, ajoutait-il, ne désiraient la guerre et elles n'y étaient d'ailleurs pas préparées.

« Néanmoins, poursuivait cette directive, la situation mondiale, politiquement instable, qui n'exclut, pas des incidents imprévus, oblige les forces armées allemandes à poursuivre sans répit leur préparation à la guerre, afin de rendre possible l'exploitation militaire d'occasions politiques favorables, au cas où il en surviendrait. Les préparatifs des forces armées en vue d'une guerre possible, au cours de la période de mobilisation 1937-1938, doivent être poursuivis dans cet esprit. »

Quelle était donc cette guerre possible, puisque l'Allemagne n'avait à redouter aucune attaque « de quelque côté que ce soit »? Blomberg le précisait : Deux éventualités (*Kriegsfall*) pouvaient se présenter, « en vue desquelles, disait-il, des plans sont actuellement établis ».

1° La guerre sur deux fronts, les combats les plus importants ayant lieu à l'Ouest (Concentration stratégique rouge).

2° La guerre sur deux fronts, les combats les plus importants ayant lieu dans le Sud-Est.

Dans le premier cas on « supposait » que les Français pourraient lancer contre l'Allemagne une attaque par surprise, ce qui obligerait les Allemands à employer le gros de leurs forces à l'ouest*.

* *C'est le premier des nombreux noms de code du même genre, servant à désigner des plans militaires allemands, que nous rencontrerons au cours de cet ouvrage. Les Allemands employaient le mot Fall, littéralement « cas ». (Fall Rot, Fall Grün, c'est-à-dire cas rouge, cas vert, désignant respectivement des opérations à l'ouest et contre la Tchécoslovaquie.) Au début, d'après les explications fournies par les généraux allemands à Nuremberg, ce fut simplement le terme habituellement employé par tous les commandements militaires pour désigner des plans s'appliquant à des situations hypothétiques. Mais, ainsi qu'il deviendra évident au cours de ces pages, le terme, dans le sens où les Allemands l'employaient, servit bientôt à désigner un plan d'agression armée. Le mot « opération » serait sans doute une traduction plus exacte de Fall que le mot « cas ». Cependant, pour plus de commodité, l'auteur continuera à employer le mot « cas ».*

Quant à la seconde éventualité :

La guerre à l'Est peut débiter par une attaque allemande par surprise dirigée contre la Tchécoslovaquie, afin de parer l'attaque imminente d'une coalition ennemie supérieure en nombre. Les conditions nécessaires pour justifier une telle action, politiquement et au regard de la loi internationale, devront être créées à l'avance (c'est Blomberg qui souligne).

La directive précisait que la Tchécoslovaquie devait être « éliminée dès le début » et occupée.

Trois autres cas, exigeant des « préparatifs spéciaux », étaient encore prévus :

I. Intervention armée contre l'Autriche (cas particulier Otto).

II. Complications armées avec l'Espagne rouge (cas particulier Richard).

III. L'Angleterre, la Pologne et la Lithuanie prennent part à une guerre contre nous.
(Extension de rouge-vert.)

Nous retrouverons assez fréquemment au cours de cet ouvrage le nom de code « Otto ». Il désignait Otto de Habsbourg, le jeune prétendant au trône d'Autriche, qui vivait alors en Belgique. Dans la directive donnée par Blomberg pour le mois de juin, le cas Otto était ainsi résumé :

L'objet de cette opération, c'est-à-dire l'intervention en Autriche au cas où la monarchie y serait restaurée, consiste à contraindre l'Autriche, par la force, à renoncer à cette restauration.

A cet effet, mettant à profit les dissensions politiques internes du peuple autrichien, nous marcherons sur Vienne et toute résistance sera brisée.

Une note de réserve prudente, presque désespérée, s'est glissée à la fin de ce document révélateur. Les Allemands ne se font aucune illusion au sujet de la Grande-Bretagne : « L'Angleterre emploiera contre nous toutes ses ressources disponibles, tant économiques que militaires. » Si elle venait à se joindre à la Pologne et à la Lithuanie, avouait la directive, « notre situation militaire s'en trouverait aggravée, au point de devenir intenable, presque désespérée. Les chefs politiques devront donc tout mettre en œuvre pour que ces divers pays restent neutres, surtout l'Angleterre ».

Bien que cette directive portât la signature de Blomberg, elle émanait évidemment de son maître, le chancelier du Reich. Au cours de l'après-midi du 5 novembre 1937, on vit arriver dans ce centre nerveux du Troisième Reich, situé dans la Wilhelmstrasse, six personnages venus pour y recevoir des éclaircissements de la bouche du Führer. C'était le feld-maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre et commandant en chef des Forces

armées, le colonel général baron von Fritsch, commandant en chef de l'armée, l'amiral Raeder, commandant en chef de la marine, le colonel général Gœring, commandant en chef de l'aviation, le baron von Neurath, ministre des Affaires étrangères, et le colonel Hossbach, adjoint militaire du Führer. Le nom de Hossbach n'a pas été cité fréquemment dans ces pages et ne le sera pas davantage par la suite. Mais, au crépuscule de cette journée de novembre, le jeune colonel joua un rôle important. Il nota les paroles d'Hitler et, cinq jours plus tard, il s'en servit pour rédiger un rapport extrêmement secret, enregistrant ainsi pour la postérité (son compte rendu figurait à Nuremberg parmi les documents saisis (48) un tournant décisif dans l'histoire du Troisième Reich.

La séance, ouverte à seize heures quinze, dura jusqu'à vingt heures trente. Hitler prit presque continuellement la parole. Il commença par préciser que les déclarations qu'il allait faire étaient le fruit « de mûres réflexions et d'une expérience acquise au bout de quatre ans et demi d'exercice du pouvoir ». Il accordait, dit-il, à ces déclarations une telle importance qu'au cas où il viendrait à mourir elles devraient être considérées comme son testament.

Le but de la politique allemande, dit-il, consistait à assurer la sécurité de la communauté raciale, à assurer son existence et à favoriser son développement. C'était par conséquent une question d'espace vital (*Lebensraum*). Les Allemands, spécifia-t-il, « avaient droit à un espace vital plus grand que celui des autres peuples »... L'avenir de l'Allemagne dépendait donc entièrement de la solution du problème posé par ce besoin d'espace.*

* Le lecteur remarquera désormais que les textes rédigés de toute évidence sous forme de

discours indirect n'ont pas été mis entre guillemets ou cités sous forme d'extraits. Presque tous les comptes rendus allemands des propos d'Hitler ou d'autres personnages, tenus au cours de conversations privées, sont écrits à la troisième personne, en discours indirect, bien que le texte glisse fréquemment au discours direct, écrit à la première personne, sans aucun changement de ponctuation. Cette question posait un problème de traduction.

Où trouver cet espace ? Non pas dans quelque lointaine colonie d'Afrique ou d'Asie, mais au cœur de l'Europe, « dans le voisinage immédiat du Reich ». La question se posait pour l'Allemagne sous la forme suivante : « Où pouvait-elle obtenir le plus gros profit au moindre prix? »

L'histoire de tous les temps (qu'il s'agisse de l'empire romain ou de l'empire britannique) avait prouvé que l'expansion d'un peuple ne peut être réalisée qu'en prenant des risques; les revers étaient inévitables. Il n'y avait jamais eu... d'espaces sans possesseurs et il n'en existait pas davantage aujourd'hui. C'est toujours contre un possesseur que surgit l'assaillant.

Deux pays « mus par la haine », déclara Hitler, barraient la route à l'Allemagne : l'Angleterre et la France. Ces deux pays étaient hostiles « à tout nouveau renforcement de la position de l'Allemagne ». Le Führer ne croyait pas que l'Empire britannique fût « inébranlable ». Il découvrait même en lui de nombreux points faibles, et il entreprit de les exposer en détail : difficultés avec l'Irlande et les Indes, rivalité avec le Japon en Extrême-Orient et avec l'Italien Méditerranée. La situation de la France, estimait-il, « était plus favorable que celle de la Grande-Bretagne »... mais la France allait se trouver en présence de difficultés politiques intérieures. Néanmoins, la Grande-Bretagne, la France et la Russie devaient être considérées « comme des facteurs de puissance dans nos calculs politiques ».

Par conséquent :

Le problème qui se posait pour l'Allemagne ne pouvait être résolu qu'au moyen de la force, ce qui n'allait jamais sans risques. Si l'on accepte comme base de l'exposé suivant le recours à la force, avec les risques qu'il comporte, reste alors à répondre aux questions : quand et où ? Trois cas étaient à envisager :

Désireux de conserver l'authenticité du document original et les termes exacts employés ou cités, j'ai décidé que mieux valait se garder d'altérer ces comptes rendus en les transcrivant en discours direct à la première personne ou en supprimant les guillemets. Dans ce dernier cas, j'aurais eu l'air de me permettre de les paraphraser librement, alors qu'il n'en était rien. Les rédacteurs des comptes rendus allemands ont surtout modifié les temps des verbes, mettant le présent au passé et remplaçant, pour les pronoms, la première personne par la troisième. Si l'on tient compte de ces changements, aucune confusion ne sera, je crois, possible.

1er Cas : Période 1943-1945.

A notre point de vue, à partir de cette date, la situation ne pourrait qu'empirer. L'équipement de l'armée, de la marine, de l'aviation... était presque achevé. L'équipement et l'armement étaient modernes, de nouveaux délais risquaient d'amener leur vieillissement. En particulier, le secret des « armes spéciales » ne pourrait être gardé éternellement... Notre puissance relative décroîtrait par rapport au réarmement... entrepris par le reste du monde... D'autre part le monde s'attendait à une attaque de notre part et multipliait d'année en année ses contre-mesures. C'est pendant que le reste du monde accroissait ses moyens de défense que nous étions obligés de prendre l'offensive.

Nul ne savait aujourd'hui quelle serait la situation en 1943-1945. Une seule chose était certaine, nous ne pouvions attendre plus longtemps.

Si le Führer vivait encore à cette époque, il était fermement décidé à résoudre le problème de l'espace vital allemand en 1943-1945 au plus tard. La nécessité s'imposait d'agir

avant 1943-1945, dans les cas 2 et 3.

2e Cas.

Si les luttes intérieures, en France, venaient à prendre les proportions d'une crise si grave qu'elle immobiliserait complètement l'armée française et la rendrait incapable de servir dans une guerre contre l'Allemagne, alors le moment serait venu d'agir contre les Tchèques.

3e Cas.

Si la France était trop engagée dans une guerre contre un autre État pour « agir » contre l'Allemagne...

Notre premier objectif... consiste à battre simultanément l'Autriche et la Tchécoslovaquie, afin de supprimer le danger d'une attaque de flanc dans toute éventuelle opération contre l'Ouest... Si les Tchèques étaient vaincus et qu'une frontière commune germano-tchèque vint à être tracée, on pourrait d'autant plus certainement compter sur une attitude neutre de la part de la Pologne, en cas de conflit franco-allemand.

Mais que feraient la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie? Hitler répondit à la question en entrant dans de nombreux détails. Il croyait « que, presque certainement, la Grande-Bretagne et sans doute la France avaient déjà tacitement effacé la Tchécoslovaquie sur la carte de l'Europe. Les difficultés qu'elle rencontrait dans son empire et la perspective de se trouver une fois encore entraînée dans une guerre européenne interminable constituaient pour la Grande-Bretagne des considérations décisives, qui la détourneraient de participer à une guerre contre l'Allemagne. L'attitude de la Grande-Bretagne ne serait certainement pas sans influence sur celle de la France. Il était peu probable que la France, privée du soutien de l'Angleterre et menacée de voir son offensive arrêtée par nos fortifications de l'Ouest, se risquerait à attaquer. Pas plus qu'elle n'envahirait la Belgique et la Hollande sans le soutien des Britanniques... Il serait, bien entendu,

nécessaire de maintenir une forte défense sur notre frontière de l'Ouest pendant que se poursuivrait notre attaque contre la Tchécoslovaquie et contre l'Autriche ».

Hitler exposa alors quelques-uns des avantages que comportait pour l'Allemagne l'annexion de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche : l'établissement de meilleures frontières stratégiques, la libération des forces militaires « pour d'autres buts », l'acquisition de quelque 12 millions de sujets « allemands », des denrées alimentaires en supplément pour 5 ou 6 millions d'Allemands et les effectifs de 12 nouvelles divisions.

Il avait oublié de dire ce que pourraient faire l'Italie et la Russie, et il revint alors sur ce sujet. Il ne pensait pas que l'Union Soviétique interviendrait « en raison de l'attitude du Japon ». L'Italie ne ferait aucune objection « à l'élimination des Tchèques », mais la question se posait encore de savoir quelle serait son attitude si l'Autriche était également annexée : Pour y répondre, « l'essentiel était de savoir si le Duce vivrait encore à cette époque ».

En ce qui concerne le troisième cas, Hitler supposait que la France serait amenée à entrer en guerre contre l'Italie — il y comptait même fermement. C'est pour cette raison, expliqua-t-il, qu'il s'efforçait de prolonger la guerre civile espagnole : à cause de ce conflit, l'Italie restait brouillée avec la France et la Grande-Bretagne. Une guerre entre ces trois dernières puissances lui semblait « se rapprocher nettement ». En fait, dit-il, il était « résolu à en tirer profit, à quelque moment qu'elle dût éclater, fût-ce dès 1938, c'est-à-dire tout juste dans deux mois. Hitler était certain que l'Italie, pour peu que l'Allemagne lui fournît quelques matières premières, pourrait tenir en échec l'Angleterre et la France.

Si l'Allemagne mettait à profit cette guerre pour régler les questions tchèque et autrichienne, on pouvait supposer que la Grande-Bretagne — elle-même en guerre contre l'Italie — déciderait de ne pas agir contre l'Allemagne. Sans le soutien britannique, une agression armée de la France contre l'Allemagne n'était pas à craindre. Le moment où serait déclenchée notre attaque contre la Tchécoslovaquie et l'Autriche devait dépendre du cours de la guerre anglo-franco-italienne. Cette situation favorable... ne se représenterait plus... L'irruption en Tchécoslovaquie devrait être effectuée « à la vitesse de l'éclair ».

Ainsi, tandis que le soir descendait sur Berlin en ce jour d'automne, le 5 novembre 1937 (la séance fut levée à vingt heures quinze), les dés étaient jetés. Hitler avait annoncé sa décision irrévocable : il était résolu à faire la guerre. Pour la poignée d'hommes qui auraient à la conduire, la chose ne faisait plus désormais aucun doute. Le dictateur avait déjà écrit tout cela dix ans plus tôt dans *Mein Kampf*; il y affirmait que l'Allemagne avait besoin d'un espace vital à l'est et qu'elle devait être prête à employer la force pour l'obtenir; mais, à cette époque, il n'était qu'un obscur agitateur et, comme le dit plus tard le maréchal von Blomberg, son livre avait été considéré par les militaires — et par beaucoup de civils — comme « un ouvrage de propagande largement répandu à la suite de ventes forcées ».

Mais cette fois les chefs de la Wehrmacht et le ministre des Affaires Étrangères entendaient leur chef donner les dates précises d'une véritable agression contre deux pays voisins, action qui déclencherait — ils en étaient sûrs — une guerre européenne. Ils devraient être prêts dès l'année suivante en 1938, au plus tard en 1943-1945.

Cette révélation fut pour eux comme un coup de massue. Non pas, du moins d'après ce qu'il ressort du récit de Hossbach, parce qu'ils furent accablés par le caractère immoral des desseins de leur chef, mais pour des

raisons plus pratiques : l'Allemagne n'était pas prête pour une grande guerre. Provoquer dès maintenant un conflit, ce serait risquer la catastrophe.

Aussi Blomberg, Fritsch et Neurath osèrent-ils élever la voix et discuter les déclarations du Führer. Trois mois plus tard, ils étaient tous relevés de leurs fonctions, et Hitler, délivré de leur opposition, si faible qu'elle fût — et il ne devait plus désormais souffrir la moindre contradiction, — se lança sur le chemin des conquêtes pour accomplir sa destinée. Au début, ce chemin fut plus facile qu'on n'aurait pu le prévoir, plus facile, d'ailleurs, qu'il ne l'avait prévu lui-même.

**ÉTRANGE ET FATAL ÉPISODE :
LA CHUTE DE BLOMBERG, DE FRITSCH,
DE NEURATH ET DE SCHACHT.**

LA décision prise par Hitler d'employer la force armée contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, même si l'Allemagne devait être entraînée dans une guerre contre la Grande-Bretagne et la France, décision annoncée par lui le 5 novembre, fut un coup si rude pour son ministre des Affaires étrangères que le baron von Neurath, pourtant insouciant, content de soi et faible de caractère, eut alors plusieurs crises cardiaques (1).

« Le discours d'Hitler me bouleversa, devait-il dire plus tard devant le tribunal de Nuremberg, parce qu'il signifiait l'effondrement de la politique étrangère que j'avais, jusqu'alors, poursuivie avec persévérance (2). » Dans cet état d'esprit, et malgré ses crises cardiaques, il alla trouver deux jours plus tard le général von Fritsch et le général Beck, chef d'état-major général, et débattit avec eux ce qui pourrait être fait « pour amener Hitler à changer d'avis ». L'impression produite sur Beck par la harangue d'Hitler, d'après le colonel Hossbach qui lui en communiqua les termes, avait été « écrasante ».

Il fut convenu que Fritsch ferait à nouveau des représentations au Führer lors de leur prochaine rencontre et lui signalerait les considérations d'ordre militaire qui allaient à l'encontre de ses plans, après quoi Neurath, à son tour, insisterait à nouveau auprès d'Hitler sur les dangers politiques auxquels il s'exposerait. Quant à Beck, il coucha aussitôt sur le papier une

critique accablante des projets d'Hitler, qu'il semble n'avoir montrée à personne — premier signe d'une faille déplorable dans l'esprit et le caractère de ce général digne d'estime, qui, au début, avait salué avec enthousiasme l'avènement du nazisme et qui devait finir par sacrifier sa vie en tentant vainement de le détruire.

Le général von Fritsch fut reçu par Hitler le 9 novembre. Le compte rendu de leur conversation ne nous est pas parvenu, mais tout permet de supposer que le commandant en chef de l'armée exposa à nouveau ses arguments d'ordre militaire contre les plans d'Hitler, sans obtenir le moindre résultat. Le Führer n'était pas d'humeur à admettre la moindre opposition, pas plus de la part des généraux que de celle du ministre des Affaires étrangères. Il refusa de recevoir Neurath et partit pour sa retraite montagnarde de Berchtesgaden, où il prit un long repos. Ce fut seulement à la mi-janvier que Neurath, toujours aussi accablé, put obtenir un rendez-vous avec le Führer.

En cette circonstance, je m'efforçai de lui démontrer, affirma-t-il plus tard à Nuremberg, que sa politique conduirait à une guerre mondiale. Je ne voulais pas m'y associer. J'appelai son attention sur le danger de guerre et sur le grave avertissement donné par les généraux... Quand, en dépit de tous nos arguments, il refusa de démordre de son opinion, je lui dis qu'en ce cas il lui faudrait chercher un autre ministre des Affaires étrangères (3)...

Bien que Neurath l'ignorât alors, c'était précisément ce qu'Hitler avait décidé de faire. Quinze jours plus tard, il célébrait le cinquième anniversaire de son accession au pouvoir, et il avait l'intention de marquer cette date en faisant maison neuve, non seulement aux Affaires étrangères, mais dans l'armée, ces deux citadelles de la « réaction » et de l'aristocratie, dont il se méfiait en secret, car, il le sentait bien, elles ne l'avaient jamais

complètement accepté et ne comprenaient pas vraiment ses buts. D'ailleurs, comme l'avait démontré l'attitude de Blomberg, de Fritsch et de Neurath le soir du 5 novembre, elles faisaient obstacle à la réalisation de ses ambitions. Fritsch et Neurath, en particulier, et peut-être même le complaisant Blomberg à qui il devait tant, seraient obligés de suivre dans la retraite l'inimitable docteur Schacht.

Car le rusé financier, le fervent militant des débuts du nazisme, le zélé disciple d'Hitler, était tombé en disgrâce.

Nous l'avons vu, le docteur Schacht avait consacré toute son énergie et ses talents de magicien à financer le rapide réarmement exigé par Hitler. En tant que plénipotentiaire de l'économie de guerre ou comme ministre de l'Économie nationale, il avait machiné toute une série de combinaisons, y compris l'usage de la planche à billets, pour trouver l'argent nécessaire à la création d'une armée, d'une marine et d'une aviation nouvelles, ainsi qu'au paiement des dépenses engagées pour la fabrication des armements. Mais il y avait une limite au-delà de laquelle le pays ne pouvait aller sans faire faillite et, en 1936, il lui sembla que l'Allemagne approchait de cette limite.

Il en avertit Hitler, Goering et Blomberg, mais sans grand succès, bien que, pendant un certain temps, le ministre de la Guerre se fût rangé à ses côtés. Quand, en septembre 1936, Goering fut nommé plénipotentiaire pour le plan de quatre ans, projet exorbitant destiné à permettre à l'Allemagne de se suffire à elle-même dans un délai de quatre ans (Schacht estimait qu'un tel but était impossible à atteindre), le chef de la Luftwaffe devint, en réalité, le dictateur économique de l'Allemagne. Pour un homme aussi vaniteux et ambitieux* que Schacht, aussi plein de dédain pour l'ignorance de Goering en matière de questions économiques, cette

nomination rendait sa position intenable et, après plusieurs mois de violentes controverses entre ces deux hommes également résolus, Schacht demanda au Führer de placer désormais la direction de la politique économique entre les seules mains de son rival et de lui permettre de donner sa démission de membre du cabinet.

** L'adroit ambassadeur de France, François-Poncet, qui le connaissait bien, raconte dans son livre qu'à un certain moment Schacht avait espéré succéder à Hindenburg comme président, et même à Hitler « si les choses tournaient mal » pour le Führer.*

L'attitude adoptée par de nombreux gros industriels et hommes d'affaires allemands ajoutait encore à son découragement : comme il l'a raconté depuis, « ils se pressaient dans l'antichambre de Goering, dans l'espoir d'obtenir des commandes, alors que je cherchais encore à faire entendre la voix de la raison (4) ».

Faire entendre la voix de la raison dans l'atmosphère passionnée qui régnait dans l'Allemagne nazie de 1937, c'était là une tâche impossible et Schacht s'en rendit bientôt compte. Au cours de l'été, il y eut entre Goering et lui de nouvelles escarmouches; il jugeait malsaines, déclara-t-il au futur maréchal, « votre politique des changes, votre politique de production et votre politique financière ». Il se rendit dans l'Obersalzberg en août pour remettre officiellement sa démission à Hitler. Le Führer était peu disposé à l'accepter, en raison des réactions défavorables que ne manquerait pas de susciter le départ de Schacht, tant en Allemagne qu'à l'étranger, mais le ministre, à bout de résistance, demeura inflexible et Hitler consentit à lui rendre sa liberté dans un délai de deux mois. Le 5 septembre, Schacht partit en congé et sa démission fut officiellement acceptée le 8 décembre.

Sur les instances d'Hitler, Schacht demeura dans le cabinet comme ministre sans portefeuille et conserva la présidence de la Reichsbank, sauvant ainsi les apparences et atténuant le choc aux yeux de l'opinion, en Allemagne et dans le monde. L'influence qu'il avait exercée jusqu'alors en freinant l'ardeur fiévreuse avec laquelle Hitler procédait au réarmement en vue d'une guerre avait cependant pris fin. Mais, en demeurant dans le cabinet et à la Reichsbank, il continuait à favoriser les desseins d'Hitler, grâce au prestige de son nom et de sa réputation. D'ailleurs, il allait bientôt approuver publiquement et avec enthousiasme le premier acte de banditisme et d'agression brutale commis par son chef, car, à l'exemple des généraux et des autres conservateurs qui avaient contribué dans une large mesure à livrer l'Allemagne aux nazis, il fut lent à ouvrir les yeux sur la réalité des faits.

Göering le remplaça provisoirement au ministère de l'Économie nationale, mais, un soir de la mi-janvier 1938, Hitler se trouva en face de Walter Funk à l'Opéra de Berlin et l'informa, sans autre forme de procès, qu'il serait le successeur de Schacht. La nomination officielle de ce personnage parfaitement nul, sorte de nabot adipeux et servile, qui, on s'en souvient, avait joué un certain rôle dans l'établissement du régime hitlérien en assurant à Hitler l'appui de divers chefs d'industrie, au début des années 30, fut cependant confirmée.

Car, sur ces entrefaites, le Troisième Reich vit éclater dans l'armée une crise bicéphale, précipitée entre autres motifs par certaines questions d'ordre sexuel, normales et anormales, crise qui fit le jeu d'Hitler en lui permettant de porter à la vieille hiérarchie militaire aristocratique un coup dont elle ne devait jamais se remettre et qui allait avoir de funestes

conséquences, non seulement pour l'armée, qui perdit de ce fait les derniers vestiges de l'indépendance si jalousement préservée sous les Hohenzollern et sous la République, mais aussi pour la nation allemande et pour le reste du monde.

« Quelle influence une femme ne peut-elle exercer, sans même s'en rendre compte, sur l'histoire d'un pays et, par voie de conséquence, sur l'histoire du monde! s'exclamait le général Jodl dans son journal, à la date du 26 janvier 1938. « On a le sentiment de vivre une heure fatidique pour le peuple allemand (5). »

La femme à laquelle faisait allusion le jeune et brillant officier d'état-major était Fräulein Erna Gruhn et, peu auparavant, alors que l'année 1937 touchait à sa fin, elle était à cent lieues d'imaginer qu'elle détenait le pouvoir de précipiter le peuple allemand, comme l'affirme Jodl, dans une crise fatale et qu'elle exercerait une influence profonde sur son histoire, Peut-être une telle aventure n'était-elle possible que dans l'univers étrange, psychopathique, toujours en effervescence, où se mouvait alors le petit clan des dirigeants du Troisième Reich.

Fräulein Gruhn était la secrétaire de Blomberg et, vers la fin de 1937, il tomba amoureux d'elle à tel point qu'il en vint à lui parler mariage. Sa première femme, fille d'un officier en retraite, qu'il avait épousée en 1904, était morte en 1932. Depuis lors, ses cinq enfants avaient grandi (sa plus jeune fille avait épousé en 1937 le fils aîné du général Keitel, son protégé) et, fatigué de sa vie solitaire, il décida que le moment était venu pour lui de se remarier.

Comprenant que pour le grand chef de l'armée allemande une union avec une jeune fille issue du peuple serait mal accueillie par le hautain et aristocratique corps des officiers, il alla demander conseil à Goering. Celui-ci ne voyait aucun inconvénient à ce mariage. N'avait-il pas lui-même

épousé une actrice divorcée, après la mort de sa première femme ? Dans le Troisième Reich, les stupides préjugés sociaux auxquels restait attaché le corps des officiers n'avaient plus cours. Non seulement Goering approuva le projet de Blomberg, mais il se déclara prêt, le cas échéant, à plaider sa cause auprès d'Hitler et à lui rendre tout autre service dont il pourrait avoir besoin.

Il se trouvait justement que Goering était en mesure de rendre un service à son camarade. Celui-ci lui confia, en effet, qu'il avait un rival. Pour Goering, ce détail ne posait aucun problème. Plus d'une fois, en pareil cas, des gêneurs avaient été expédiés dans des camps de concentration. Sans doute en considération des idées morales désuètes professées par le feld-maréchal, Goering lui proposa seulement d'envoyer le rival encombrant en Amérique du Sud, ce qu'il fit en effet.

Pourtant Blomberg se sentait inquiet. Le 15 décembre 1937, Jodl écrivait dans son journal cette phrase curieuse : « Le feld-maréchal Blomberg, dans un état d'extrême surexcitation. Raison inconnue. Apparemment une affaire personnelle. Il s'est retiré pendant huit jours dans un lieu inconnu (6). »

Le 22 décembre, Blomberg reparut pour prononcer l'éloge funèbre du général Ludendorff à la Feldherrnhalle, à Munich. Hitler était présent, mais ne consentit pas à prendre la parole. Le héros de la guerre mondiale avait refusé tout contact avec lui depuis le jour où il avait dû fuir, en face du bâtiment de la Feldherrnhalle, sous une grêle de balles, pendant le putsch de la Brasserie. A l'issue de la cérémonie, Blomberg fit part à Hitler de son projet de mariage. A son grand soulagement, le Führer lui accorda sa bénédiction.

La cérémonie eut lieu le 12 janvier 1938. Hitler et Gœring y assistèrent en qualité de premiers témoins. A peine les mariés étaient-ils partis pour l'Italie en voyage de noces que la tempête éclata. Le rigide corps des officiers aurait peut-être fini par admettre que le feld-maréchal épousât sa secrétaire, mais il n'était pas disposé à accepter son mariage avec une femme chargée d'un passé dont les détails pénibles venaient maintenant à se révéler.

Au début, ce ne furent que des rumeurs. Des généraux très collet monté recevaient des coups de téléphone anonymes de la part de jeunes femmes ricanantes, se trouvant apparemment dans des cafés louches ou des boîtes de nuit, qui félicitaient l'armée d'avoir accueilli en son sein l'une d'entre elles. Au siège de la police, à Berlin, un inspecteur, en vérifiant ces rumeurs, découvrit un dossier marqué « Erna Gruhn ». Horrifié, il le communiqua au chef de la police, le comte von Helldorf.

Le comte, vétéran du *Freikorps*, un rustre qui avait autrefois participé aux brutales activités des S.A., fut horrifié lui aussi. Le dossier révélait, en effet, que la jeune épouse du feld-maréchal et commandant en chef était inscrite comme prostituée sur les fiches de la police et reconnue coupable d'avoir posé pour des photographies pornographiques. La jeune maréchale, apprit-on, avait été élevée dans un salon de massage tenu par sa mère et qui servait tout simplement à dissimuler une maison de rendez-vous, comme il arrivait souvent à Berlin.

Le devoir de Helldorf l'obligeait évidemment à remettre le dossier compromettant à son supérieur, Himmler, chef de la police allemande. Mais, si ardent nazi qu'il fût, il avait autrefois fait lui-même partie du corps des officiers et s'était imprégné de certaines de ses traditions. Il

savait que depuis plus d'un an Himmler était à couteaux tirés avec le Haut-Commandement militaire, qui en venait à le juger plus dangereux que l'avait été autrefois Röhm; aussi était-il certain que le chef de la police utiliserait le dossier pour faire chanter le feld-maréchal et pour attaquer, à travers sa personne, les généraux conservateurs.

Courageusement, Helldorf apporta les dossiers de police non pas à Himmler, mais au général Keitel. Il était, semble-t-il, convaincu que Keitel, qui devait sa récente promotion dans l'armée à Blomberg, avec qui il avait d'ailleurs des liens de famille, ferait en sorte que le corps des officiers prît lui-même l'affaire en main et avertirait également son chef du danger qui le menaçait. Mais Keitel, arrogant et ambitieux, bien que peu intelligent et de faible caractère, n'avait aucune intention de mettre sa carrière en jeu en se créant des difficultés avec le parti et les S.S. Au lieu de transmettre les papiers au chef de l'armée, le général von Fritsch, il les rendit à Helldorf en lui conseillant de les montrer à Gœring.

Nul plus que Gœring ne pouvait se réjouir de les posséder, car il était bien évident que Blomberg allait devoir quitter l'armée et, logiquement, estimait Gœring, lui-même prendrait sa succession comme commandant en chef de la Wehrmacht, but qu'il poursuivait depuis longtemps. Blomberg interrompit sa lune de miel en Italie pour revenir en Allemagne assister aux obsèques de sa mère et, le 20 janvier, ignorant toujours ce qui se préparait, il parut à son bureau de ministre de la Guerre pour y reprendre ses fonctions.

Il n'y demeura pas longtemps. Le 25 janvier, Gœring apporta le redoutable document à Hitler, qui venait de quitter Berchtesgaden, et le Führer entra dans une violente colère. Ainsi son feld-maréchal l'avait

trompé, et lui-même, qui avait été témoin au mariage, faisait figure d'imbécile! Gœring s'empessa d'abonder dans son sens et, à midi, il alla en personne trouver Blomberg pour le mettre au courant. Il semble que le feld-maréchal fut atterré par ces révélations sur sa jeune épouse et il offrit de la répudier aussitôt.

Cela ne suffirait pas, expliqua poliment Gœring, le commandement de l'armée exigeait sa démission. Ainsi que nous l'a révélé un passage du journal de Jodl, écrit deux jours plus tard, le chef d'état-major général, le général Beck, avait informé Keitel « qu'on ne pouvait tolérer que le plus haut dignitaire de l'armée eût épousé une catin ». Le 25 janvier, Jodl apprit par Keitel qu'Hitler avait congédié son feld-maréchal. Deux jours plus tard, l'officier déchu, alors âgé de soixante ans, quittait Berlin pour Capri, afin d'y poursuivre sa lune de miel.

Il fut poursuivi jusque dans ce décor d'idylle par son attaché naval, qui apportait un élément grotesque au dernier acte de cette singulière tragi-comédie. L'amiral Raeder avait en effet dépêché à Capri son second, le lieutenant von Wangenheim, chargé d'exiger de Blomberg qu'il répudiât sa femme, pour l'honneur du corps des officiers. Le jeune officier de marine était un personnage arrogant et plein de zèle et, quand il se trouva en présence du feld-maréchal en voyage de noces, il outrepassa ses instructions. Au lieu de réclamer un divorce, il laissa entendre à son ancien chef qu'il lui restait maintenant à faire ce que l'honneur commandait, sur quoi il tenta de lui mettre un revolver entre les mains. Il semble cependant que, malgré la catastrophe qui le frappait, le feld-maréchal avait gardé le goût de la vie — visiblement il était toujours amoureux de sa femme, en dépit de ce qui s'était passé. Il refusa de prendre l'arme qui lui était offerte,

déclarant, comme il l'écrivit aussitôt à Keitel, que le jeune officier de marine et lui « avaient apparemment sur la vie des idées et des principes très différents (7) ».

D'ailleurs, le Führer lui avait fait entrevoir la perspective d'occuper un nouveau poste de premier plan dès que l'orage serait calmé. D'après le journal de Jodl, Hitler avait dit à Blomberg, au cours de l'entrevue où il lui avait signifié son congé : « Dès que sonnera l'heure de l'Allemagne, vous serez à nouveau à mes côtés et tout le passé sera oublié (8). » En effet, Blomberg a écrit dans ses mémoires, demeurés inédits, qu'Hitler, lors de leur dernière rencontre, lui avait promis, dans les termes les plus formels, qu'en cas de guerre le commandement suprême des forces armées lui serait attribué (9).

Comme tant d'autres promesses d'Hitler, celle-ci ne fut pas tenue. Le nom du feld-maréchal von Blomberg fut à jamais rayé des rôles de l'armée. Quand la guerre éclata, il offrit ses services, mais il ne fut pas réintégré et n'exerça aucune fonction. Revenus en Allemagne, Blomberg et sa femme s'installèrent dans un village bavarois, à Wiessee, où ils vécurent dans l'obscurité la plus complète jusqu'à la fin de la guerre. A l'exemple d'un ex-roi d'Angleterre, son contemporain, il demeura jusqu'au bout fidèle à l'épouse qui avait provoqué sa chute. Il mourut le 13 mars 1946, dans la prison de Nuremberg, où, pitoyable et émacié, il attendait le moment de paraître devant ses juges.

Le colonel général baron Werner von Fritsch, commandant en chef de l'armée, officier de valeur, imbu des idées rigides de la vieille école (le type même de l'officier d'état-major, disait de lui l'amiral Raeder), semblait être le candidat le plus qualifié pour succéder à Blomberg comme ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées. Mais, nous l'avons vu, Gœring lui-même guettait ce poste de commandement et certains croyaient même qu'il avait poussé volontairement Blomberg à épouser une femme dont il connaissait, supposait-on, le passé déplorable, cela afin d'avoir le champ libre. S'il en était ainsi, Blomberg ignorait cette machination, car, lors de son dernier entretien avec Hitler, le 27 janvier, il proposa d'abord à ce dernier de lui donner Gœring pour successeur. Le Führer cependant connaissait mieux que quiconque son vieil acolyte nazi.

Gœring, dit-il, était trop jouisseur, il manquait à la fois de patience et d'assiduité. Il ne voyait pas non plus d'un bon œil le général von Fritsch, n'ayant guère apprécié — et certes pas oublié — l'opposition manifestée par ce dernier quand, le 5 novembre, il avait exposé ses plans grandioses devant les hauts dignitaires du Reich. De plus, Fritsch n'avait jamais caché son hostilité envers le parti nazi et spécialement les S.S., attitude qui non seulement avait attiré l'attention du Führer, mais qui avait indisposé Heinrich Himmler, chef des S.S. et de la police, à tel point qu'il était de plus en plus fermement résolu à abattre ce redoutable adversaire, placé à la tête de l'armée*.

* *Le 1er mars 1935, à Sarrebruck, le jour où la Sarre revenait à l'Allemagne, je me trouvai*

à côté de Fritsch dans la tribune, un assez long moment avant que la revue ne commençât. Bien qu'il me connût à peine (il savait seulement que l'étais l'un des nombreux Journalistes américains résidant à Berlin), il déclencha en ma présence un feu roulant de sarcasmes contre les S.S., le parti et divers chefs nazis, à commencer par Hitler. Il ne cachait pas le mépris dans lequel il les tenait tous. Voir Berlin Diary, p. 27.

L'occasion s'en présentait en l'occurrence ou plutôt Himmler la provoqua en mettant sur pied une machination si abominable qu'on a peine à la croire possible, du moins en 1938 et même dans ce monde de gangsters qui était celui du Parti national socialiste.

On demeure également stupéfait que l'armée allemande, qui somme toute avait ses traditions, ait toléré pareille chose. Survenant aussitôt après le scandale Blomberg, cette affaire fit éclater une seconde bombe, beaucoup plus meurtrière que la première, qui ébranla jusque dans ses fondations le corps des officiers et scella son destin.

Le 25 janvier, le jour où Goering montra à Hitler la fiche de police de la femme de Blomberg, il mit également sous les yeux du Führer un document encore plus compromettant. Ce papier lui avait été fourni fort à propos par Himmler et par son principal adjoint Heydrich, chef de la S.D., le service de sécurité des S.S., et tendait à démontrer que le général von Fritsch s'était rendu coupable de délits homosexuels, relevant de l'article 175 du code criminel allemand; depuis 1935, le général versait des fonds à un ancien forçat dans l'espoir d'étouffer l'affaire. Les papiers de la Gestapo semblaient si probants qu'Hitler inclinait à ajouter foi à ces accusations, et Blomberg, qui peut-être rendait Fritsch responsable de l'attitude sévère observée à son égard par l'armée lors de son mariage, ne fit rien pour l'en dissuader. Fritsch, confia-t-il au Führer, n'était pas « un homme à femmes » et il ajouta que le général, célibataire endurci, pouvait

fort bien avoir « succombé à la faiblesse ».

Le colonel Hossbach, l'adjoint du Führer, qui était présent quand Gœring montra à son chef le dossier de la Gestapo, fut épouvanté et, au mépris des ordres d'Hitler, qui lui enjoignit de ne rien dire à Fritsch, il se rendit aussitôt au domicile privé du chef de l'armée pour l'informer de l'accusation portée contre lui et l'avertir qu'il se trouvait dans une situation extrêmement critique*.

** Cette affaire coûta sa situation à Hossbach deux jours plus tard, mais non pas la vie, comme certains le craignaient. Il fut par la suite réintégré à l'état-major général de l'armée, parvint pendant la guerre au rang de général d'infanterie et commanda la 4e armée sur le front russe, jusqu'au jour où il fut brusquement destitué par Hitler, par téléphone, le 28 janvier 1945, pour avoir ordonné la retraite au mépris des ordres du Führer.*

Le taciturne hobereau prussien se montra stupéfait : « Ce n'est qu'un ramassis de mensonges infâmes ! » s'exclama-t-il. Quand il se fut calmé, il jura sur l'honneur à son camarade que ces accusations étaient dénuées de tout fondement. De bonne heure le lendemain matin, Hossbach, sans crainte des conséquences, raconta à Hitler son entretien avec Fritsch, lui rapporta le démenti catégorique opposé par le général à ces accusations et insista pour que le Führer lui accordât une audience et lui donnât la possibilité de nier lui-même sa culpabilité.

A la grande surprise de Hossbach, Hitler accepta, et le commandant en chef de l'armée allemande fut convoqué à la Chancellerie tard dans la soirée du même jour. Il devait y subir une épreuve à laquelle sa longue formation d'aristocrate, d'officier et de gentilhomme ne l'avait guère préparé. La séance eut lieu dans la bibliothèque de la Chancellerie et cette fois Himmler était présent, ainsi que Gœring. Après qu'Hitler eut rappelé

les accusations, Fritsch lui donna sa parole d'honneur qu'elles étaient complètement fausses.

Mais de telles assurances n'avaient plus grande valeur dans le Troisième Reich et à ce moment Himmler, qui depuis trois ans attendait son heure; fit entrer par une petite porte un homme qui marchait en traînant les pieds et avait l'air d'un dégénéré, sans doute l'un des plus étranges personnages, sinon l'un des plus louches, qui aient jamais été introduits dans les bureaux de la Chancellerie d'Allemagne. Il se nommait Hans Schmidt et avait derrière lui un long passé de prisonnier, remontant à son adolescence, où il avait été envoyé en maison de correction.

On sut par la suite que le délit dont il s'était le plus souvent rendu coupable consistait à épier les homosexuels pour les faire chanter. Il prétendit cette fois reconnaître en la personne du général von Fritsch l'officier qu'il avait surpris commettant un délit d'homosexualité dans une ruelle sombre, près de la station du chemin de fer de Potsdam, à Berlin, en compagnie d'un individu appartenant à la pègre, connu sous le nom de Jo le Bavarois*. Pendant des années, affirma Schmidt aux trois plus puissants personnages de l'Allemagne, cet officier lui avait versé de l'argent pour acheter son silence, les paiements n'ayant cessé que le jour où la justice l'avait à nouveau enfermé derrière les barreaux d'un pénitencier.

* *Ce nom nous est fourni par Gisevius, dans To the bitter end, p. 229.*

Le général baron von Fritsch était trop indigné pour répondre. Le spectacle du chef de l'État allemand, successeur de Hindenburg et des Hohenzollern, introduisant un individu aussi suspect dans un pareil endroit, pour un tel but, c'était plus qu'il n'en pouvait supporter! Son

mutisme ne fit que convaincre Hitler de sa culpabilité et le Führer lui demanda sa démission. Fritsch refusa de la donner, exigeant à son tour d'être convoqué devant un jury d'honneur composé de militaires. Mais Hitler n'avait pas la moindre intention de laisser la caste militaire s'emparer de l'affaire, du moins pour le moment. Il avait là une occasion providentielle, qu'il ne laisserait pas échapper, d'écraser l'opposition des généraux qui refusaient de se courber devant sa volonté et son génie.

Il ordonna sur-le-champ à Fritsch de prendre un congé illimité, ce qui équivalait à sa suspension en tant que commandant en chef de l'armée. Le lendemain, Hitler conférait avec Keitel au sujet du successeur à donner, non seulement à Blomberg, mais à Fritsch. Dès lors Jodl, dont la principale source d'information était Keitel, commença à émailler son journal de notes d'où il ressort qu'un remaniement radical destiné à mettre les militaires au pas était en cours d'exécution, non seulement dans le haut commandement, mais dans toute l'organisation des forces armées.

Les grands chefs militaires allaient-ils abdiquer leur pouvoir qui, tout en n'étant certes pas absolu, demeurait le seul à échapper encore à l'étreinte d'Hitler? Quand Fritsch regagna son appartement de la Bendlerstrasse, à la suite de l'épreuve qu'il lui avait fallu subir dans la bibliothèque de la Chancellerie du Reich, il eut un entretien avec le général Beck, chef de l'état-major de l'armée. Certains historiens anglais (10) ont prétendu que Beck le pressa de fomenter aussitôt un putsch militaire contre le gouvernement hitlérien et que Fritsch refusa. Mais Wolfgang Foerster, le biographe allemand de Beck, qui eut en main les papiers personnels du général, déclare simplement que, le soir de cette fatale journée, Beck vit d'abord Hitler qui lui fit part de ces graves accusations,

puis Fritsch qui les nia et que finalement, tard dans la soirée, il retourna en hâte auprès d'Hitler pour lui demander que le chef de l'armée fût du moins autorisé à se disculper devant un tribunal militaire.

Beck, lui non plus — son biographe le montre bien, — ne possédait pas encore à l'époque cette profonde compréhension de la mentalité des dirigeants du Troisième Reich, qu'il devait acquérir par la suite, quand il fut trop tard. Quelques jours après, quand il fut là aussi trop tard, quand non seulement Blomberg et Fritsch furent partis, mais que 16 généraux appartenant au Haut-Commandement eurent été mis à la retraite et 44 autres mutés à des postes moins importants, Fritsch et ses amis les plus intimes, au nombre desquels se trouvait Beck, envisagèrent sérieusement des contre-mesures militaires.

Mais ils ne tardèrent pas à renoncer à d'aussi dangereuses idées : « Il leur paraissait évident, dit Foerster, qu'un putsch militaire provoquerait la guerre civile et que sa réussite n'était nullement certaine. » Alors, comme toujours, les généraux allemands voulurent être sûrs de gagner avant de prendre de grands risques. Comme l'écrivit Foerster, ils craignaient d'une part que l'aviation de Goering et la marine de Raeder ne fissent obstacle à leur projet, puisque les chefs des deux armes étaient entièrement sous la coupe d'Hitler et, d'autre part, que l'armée elle-même n'apportât pas son plein appui à son commandant en chef déchu (11).

Cependant une dernière chance s'offrait aux généraux de porter à leur tour un coup à Hitler. Une enquête préliminaire, menée par l'armée, en collaboration avec le ministère de la Justice, eut tôt fait d'établir que le général von Fritsch était la victime d'une machination de la Gestapo montée par Himmler et Heydrich. On découvrit que Schmidt, l'ancien

forçat, avait en effet surpris un officier de l'armée alors qu'il commettait un acte hors nature, dans un coin obscur, aux alentours de la gare de Potsdam et l'avait fait chanter avec succès pendant des années.

Mais il s'appelait Frisch et non pas Fritsch, et c'était un officier de cavalerie en retraite, aujourd'hui cloué au lit, inscrit sur les rôles de l'armée sous le nom de Rittmeister (chef d'escadron) von Frisch. La Gestapo savait parfaitement de quoi il retournait; mais elle avait arrêté Schmidt, en menaçant de le mettre à mort s'il ne faisait pas semblant de reconnaître le commandant en chef de l'armée. Le chef d'escadron, tout malade qu'il fût, avait également été mis en état d'arrestation par la police secrète pour qu'il ne pût parler, mais lui et Schmidt furent ensuite arrachés aux griffes de la Gestapo par l'armée et gardés en lieu sûr, jusqu'à ce qu'ils puissent témoigner devant la cour martiale qui jugerait Fritsch.

Les vieux généraux jubilaient. Non seulement leur commandant en chef allait être justifié et rétabli dans ses fonctions, mais les machinations des S.S. et de la Gestapo, d'Himmler et de Heydrich, ces deux personnages sans scrupules qui détenaient dans le pays un pouvoir illimité, seraient démasquées. Les deux individus en question et les S.S. subiraient le même sort que Rœhm et les S.A., quatre ans plus tôt.

Ce serait là également un rude coup pour le parti, et pour Hitler lui-même, les fondations du Troisième Reich en seraient ébranlées avec une violence telle que peut-être le Führer lui-même serait jeté bas. S'il essayait de couvrir le crime, l'armée, sûre de son bon droit, maintenant que la vérité était connue, prendrait l'affaire en main. Mais, une fois de plus, comme il était arrivé si souvent depuis cinq ans, les généraux furent mis en échec par l'ancien caporal autrichien, avant d'être complètement écrasés par le destin,

dont le Führer, bien mieux qu'eux, savait se servir pour parvenir à ses fins.

Pendant toute la dernière semaine de janvier 1938, il régna dans Berlin une atmosphère inquiète et tendue rappelant celle de juin 1934. Une fois de plus, les rumeurs foisonnaient dans la capitale : Hitler avait renvoyé les deux plus hauts dignitaires de l'armée et cela pour des raisons inconnues. Les généraux étaient en révolte. Ils préparaient un putsch militaire. L'ambassadeur François-Poncet entendit dire que Fritsch, qui l'avait invité à dîner pour le 2 février, puis avait annulé l'invitation, venait d'être arrêté. On racontait que l'armée projetait d'encercler le Reichstag le 30 janvier, quand l'assemblée se réunirait pour écouter le discours d'Hitler, à l'occasion du cinquième anniversaire du régime, et arrêterait tous les membres du gouvernement nazi, ainsi que les députés, ses créatures. Ces rumeurs se firent plus insistantes quand on apprit que la réunion du Reichstag venait d'être remise à une date indéterminée. Le dictateur était de toute évidence en difficulté. Il avait enfin trouvé à qui parler, en la personne des officiers supérieurs de l'armée allemande. Du moins ceux-ci durent-ils l'imaginer. Mais ils se trompaient.

Le 4 février 1938, le cabinet allemand se réunit. Ce devait être pour la dernière fois. Quelles que fussent les difficultés rencontrées par Hitler il les avait maintenant vaincues, éliminant du même coup tous ceux qui lui barraient le chemin, non seulement dans l'armée, mais aux Affaires étrangères. Un décret, qu'il fit hâtivement voter ce jour-là et qui fut porté à la connaissance de la nation et du monde par la radio peu après minuit, commençait ainsi :

« Dorénavant, je prends personnellement le commandement des forces armées. »

En sa qualité de chef de l'État, Hitler était déjà, bien entendu, le commandant suprême des forces armées, mais, cette fois, il s'attribuait les fonctions de commandant en chef, exercées jusque-là par Blomberg, et supprimait le ministère de la Guerre qu'avait également dirigé le nouveau marié (lequel n'avait pas encore compris ce qui lui arrivait). Pour le remplacer, il créa l'organisme dont le nom serait universellement connu pendant la seconde guerre mondiale, le Haut Commandement des Forces armées (*Oberkommando der Wehrmacht*, o u O.K.W.), auquel étaient subordonnés les trois services armés : armée, marine et aviation. Hitler en était le commandant suprême et avait sous ses ordres un chef d'état-major, portant le titre ronflant de chef du Haut Commandement des Forces armées. Le poste échut à Keitel, plat courtisan d'Hitler, qui réussit à s'y maintenir jusqu'à la fin.

Pour panser la blessure d'amour-propre infligée à Gœring, qui s'était cru désigné pour succéder à Blomberg, Hitler le nomma feld-maréchal, ce qui le plaçait en tête de tous les officiers du Reich et, selon toute apparence, lui faisait un immense plaisir. Pour apaiser l'inquiétude du public, Hitler annonça que Blomberg et Fritsch avaient dû démissionner « pour raisons de santé ». Ainsi on se débarrassait de Fritsch une bonne fois pour toutes, avant même qu'il parût devant un tribunal militaire, qui l'aurait disculpé, Hitler le savait. Le procédé sembla particulièrement révoltant aux généraux, mais ils n'y pouvaient rien changer, car ils étaient mis au rancart par le même décret. Seize d'entre eux, y compris les généraux von Rundstedt, von Leeb, von Witzleben, von Kluge et von Kleist, étaient relevés de leurs fonctions et 44 autres, jugés trop peu enthousiastes à l'égard du nazisme, faisaient l'objet de mutations.

Pour succéder à Fritsch au commandement de l'armée de terre, Hitler, après quelques hésitations, choisit le général Walter von Brauchitsch, qui jouissait d'une bonne réputation parmi les généraux, mais devait par la suite se montrer aussi faible et complaisant que Blomberg quand il s'agissait d'affronter les sautes d'humeur d'Hitler. Pendant quelques jours, au cours de cette période de crise, on put croire qu'une histoire sentimentale allait conduire Brauchitsch à sa perte, comme il était arrivé pour Blomberg et Fritsch. Car cet officier était sur le point de divorcer, projet qui faisait froncer les sourcils à l'aristocratie militaire. Jodl, toujours curieux, nota cette péripétie dans son journal. Le dimanche 30 janvier, il écrit que Keitel a convoqué le fils de Brauchitsch « pour lui enjoindre d'aller trouver sa mère » (afin d'obtenir son consentement au divorce) et deux jours plus tard il note que Brauchitsch a rencontré Keitel et Gœring « pour discuter sa situation de famille ».

Gœring, qui semble s'être fait l'arbitre des difficultés amoureuses des généraux, promet d'examiner la question. Le même jour, Jodl note plus loin : « Le fils de Br. est revenu, porteur d'une lettre très digne de sa mère. » Il résultait de cette lettre que Mme von Brauchitsch ne voulait pas être une gêne pour son mari. Ni Gœring ni Hitler ne désapprouvaient un divorce que le nouveau commandant de l'armée obtint d'ailleurs quelques mois après avoir pris son poste. Car tous deux savaient que Frau Charlotte Schmidt, la femme qu'il voulait épouser, était, comme l'a dit Ulrich von Hassell, « une enragée nazie, à 200 pour 100 ». Le mariage eut lieu à l'automne suivant et devait fournir (Jodl aurait pu le noter cette fois encore) une nouvelle preuve de l'influence des femmes dans l'histoire*.

* D'après Milton SHULMAN, *Defeat in the West*, p. 10, Hitler intervint personnellement

auprès de la première Frau von Brauchitsch pour obtenir son consentement au divorce et contribua personnellement à assurer son avenir, de sorte que le commandant en chef lui était personnellement obligé. Shulman cite comme source un rapport des services secrets de l'armée canadienne.

La grande liquidation à laquelle Hitler avait procédé le 4 février ne se limita pas aux généraux. Il se débarrassa également de Neurath et le remplaça aux Affaires étrangères par le frivole et trop complaisant Ribbentrop**.

*** Pour détourner l'attention du public, que la crise militaire risquait d'inquiéter, et pour sauvegarder, dans une certaine mesure, le prestige de Neurath tant en Allemagne qu'à l'étranger, Hitler, sur la proposition de Jodl, créa l'organisme désigné sous le nom de Conseil secret de cabinet (Geheimer Kabinettsrat) et destiné, aux termes du décret en date du 4 février, à lui fournir « un guide pour la conduite de la politique étrangère ». Neurath en fut nommé président ; il comptait parmi ses membres Keitel et les chefs des trois armes, ainsi que les personnages les plus importants du cabinet ordinaire et du parti. La machine de propagande de Gœbbels célébra sa naissance à grand bruit, le présentant comme une sorte de super cabinet et donnant à croire que, pour Neurath, il s'agissait en réalité d'une promotion. En fait, le Conseil secret de cabinet était une pure fiction. Il n'eut jamais d'existence véritable. Ainsi qu'en témoigna Gœring à Nuremberg : « Ce cabinet n'a, bien entendu, jamais existé, mais on pensait que le titre ferait bien ; et puis tout le monde s'imaginait qu'il représentait quelque chose de concret... Je déclare sous la foi du serment que ce Conseil de cabinet secret ne s'est jamais réuni, fût-ce une seule minute (12). »*

Deux diplomates chevronnés, Ulrich von Hassell, ambassadeur à Rome, et Herbert von Dirksen, ambassadeur à Tokyo, furent relevés de leurs fonctions et von Papen dut, lui aussi, quitter Vienne. Le faible Funk prit officiellement la succession de Schacht au ministère de l'Économie nationale. Le lendemain 5 février, le *Völkischer Beobachter* paraissait avec des manchettes énormes : CONCENTRATION TOTALE DE TOUS LES POUVOIRS ENTRE LES MAINS DU FÜHRER. Pour une fois, le principal quotidien nazi n'exagérait pas.

Le 4 février 1938 est une date décisive dans l'histoire du Troisième Reich, un jalon sur le chemin qui le conduisait à la guerre. On peut dire que, ce jour-là, la révolution nazie était parachevée. Les derniers des conservateurs qui barraient la route à Hitler et l'empêchaient de se lancer sur la voie qu'il était depuis longtemps décidé à suivre, une fois que l'Allemagne serait suffisamment armée, venaient d'être balayés. Blomberg, Fritsch et Neurath avaient été nommés par Hindenburg et par les conservateurs de la vieille école pour freiner les excès des nazis, et Schacht s'était joint à eux.

Mais, dans la lutte qu'ils menèrent pour exercer une certaine autorité sur la politique étrangère, l'économie politique et la puissance militaire de l'Allemagne, ils ne furent pas de taille à se mesurer avec Hitler. Ils n'avaient ni la force morale, ni la finesse politique nécessaires pour lui tenir tête, encore moins pour avoir l'avantage sur lui. Schacht démissionna, Neurath se tint à l'écart de la scène, Blomberg, sous la pression des généraux, ses propres collègues, donna lui aussi sa démission. Fritsch, bien qu'il eût été victime d'un complot, véritable acte de banditisme, accepta sa révocation sans un geste de révolte. Seize généraux de haut rang acceptèrent non moins humblement la leur — et la sienne du même coup.

Dans les milieux militaires, on parla d'un putsch, mais on se borna à en parler. Le mépris dans lequel Hitler tenait la caste des officiers prussiens et qu'il conserva jusqu'à la fin de sa vie s'avéra tout à fait justifié. Elle avait admis presque sans un murmure le meurtre officiellement avoué et approuvé des généraux von Schleicher et von Bredow. Maintenant, elle avalait docilement la destitution de ses grands chefs. Berlin, pensait Hitler, ne regorgeait-il pas de généraux plus jeunes, avides de les remplacer, avides

de servir leur Führer ? Où donc était la solidarité tant vantée des officiers de l'armée ? N'était-ce pas un mythe ?

Pendant cinq ans, jusqu'à ce jour d'hiver du 4 février 1938, l'armée avait détenu le pouvoir matériel de renverser Hitler et le Troisième Reich. Quand le 5 novembre 1937, elle apprit où il la conduisait — et la nation avec elle — pourquoi ne tenta-t-elle pas de l'abattre ? Fritsch lui-même, après sa chute, a répondu à cette question. Le dimanche 18 décembre 1938, il recevait l'ambassadeur von Hassell, récemment révoqué, au manoir d'Achtenberg, près de Soltau, mis à sa disposition par l'armée après sa retraite. Hassell nota dans son journal « la substance de ses opinions ».

« Cet homme (Hitler) est le destin de l'Allemagne, en bien comme en mal. S'il court maintenant à l'abîme (ce que croit Fritsch), il nous y entraînera tous avec lui. Nous ne pouvons rien faire pour empêcher cela (13). »

Ayant ainsi réuni entre ses mains les rênes de la politique — étrangère, économique et militaire — tenant les forces armées directement sous ses ordres, Hitler poursuivit alors sa route. Après s'être débarrassé de Fritsch sans lui permettre de se disculper, il lui en accorda tardivement la possibilité en constituant un tribunal d'honneur chargé de juger l'affaire. Le feld-maréchal Gœring le présidait, assisté des commandants en chef de l'armée et de la marine, le général von Brauchitsch et l'amiral Raeder, ainsi que de deux magistrats, juges au Tribunal suprême de la Guerre.

Le procès, auquel la presse et le public ne furent pas admis, s'ouvrit à Berlin le 10 mars 1938 et fut brusquement suspendu avant même la fin de la journée. Tard dans la nuit précédente, des nouvelles reçues d'Autriche avaient provoqué chez le Führer l'un de ces violents accès de colère dont il

était coutumier*. La présence du feld-maréchal Gœring et du général von Brauchitsch était réclamée d'urgence ailleurs.

* *Quand von Papen arriva, trente-six heures plus tard, à la Chancellerie, il trouva Hitler « encore dans un état de surexcitation proche de l'hystérie ».* (VON PAPEN, *Mémoires*. p. 283.)

L'ANNSCHLUSS - LE VIOL DE L'AUTRICHE

VERS la fin de 1937, j'abandonnai le journalisme pour faire du radio-reportage et de ce fait mon quartier général se trouva transféré de Berlin à Vienne, ville dont j'avais fait la connaissance dix ans plus tôt, alors que je débutais dans la carrière de correspondant de presse. Je devais néanmoins passer presque tout mon temps en Allemagne au cours des trois années décisives qui allaient s'écouler, mais mon nouveau poste couvrant l'Europe continentale m'ouvrait certaines perspectives sur le Troisième Reich et j'eus ainsi l'occasion de vivre dans les pays limitrophes qui allaient être victimes de l'agression hitlérienne, immédiatement avant et pendant ces événements.

A cette époque, je faisais la navette entre l'Allemagne et le pays qui motivait ainsi la fureur d'Hitler; il me fut donc donné de vivre les événements qui vont maintenant être relatés et qui conduisaient inexorablement à la plus grande guerre — et la plus sanglante — que l'homme ait jamais connue. Bien que j'aie pu observer les faits directement, il est stupéfiant de songer à quel point je demeurais ignorant des circonstances qui les provoquèrent. Les intrigues et les manœuvres, les trahisons, les décisions fatales et les hésitations, les rencontres dramatiques des principaux participants, qui déterminaient le cours des événements, avaient lieu en secret, à l'abri des regards inquisiteurs des diplomates étrangers, des journalistes et des espions ; aussi demeurèrent-ils, pendant des années, en grande partie inconnus de tous, à l'exception des quelques personnages qui en étaient les acteurs.

Pour raconter l'histoire de ces événements, il nous a fallu attendre la découverte d'une masse inextricable de documents secrets et le témoignage des protagonistes du drame — les survivants du moins — dont la plupart n'étaient pas libres à l'époque, beaucoup d'entre eux se trouvant alors dans des camps de concentration. Le récit qui va suivre est donc en majeure partie basé sur les nombreux documents rassemblés depuis 1945. Mais peut-être fut-il utile au narrateur d'une histoire comme celle-ci d'avoir assisté en personne à ses moments les plus dramatiques et les plus décisifs. C'est ainsi que je me trouvai à Vienne dans la mémorable nuit du 11 au 12 mars 1938, au cours de laquelle l'Autriche cessa d'exister.

Depuis plus d'un mois, l'admirable capitale baroque des bords du Danube, dont les habitants étaient les plus sympathiques, les plus gais, les mieux doués pour jouir de la vie parmi tous les peuples que j'ai connus, se trouvait en proie à de graves inquiétudes. Le docteur Kurt von Schuschnigg, chancelier d'Autriche, devait appeler plus tard « une agonie de quatre semaines » la période qui s'écoula entre le 12 février et le 11 mars. Depuis la signature de l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936, par lequel Schuschnigg, dans une annexe secrète au traité, faisait d'importantes concessions aux nazis autrichiens*, Franz von Papen, ambassadeur particulier d'Hitler à Vienne, poursuivait son œuvre insidieuse, visant à détruire l'indépendance de l'Autriche et à provoquer son union avec l'Allemagne nazie.

* *Voir plus haut.*

Dans un long rapport adressé au Führer à la fin de 1936, il avait exposé les résultats obtenus par lui. Un an plus tard, il envoyait un

nouveau rapport, insistant cette fois sur le fait que « ce serait seulement en exerçant sur le chancelier fédéral (Schuschnigg) une pression des plus violentes que de nouveaux progrès pourraient être réalisés (1) ». Ce conseil, dont pourtant son chef n'avait guère besoin, allait bientôt être suivi à la lettre, plus encore qu'il ne pouvait l'imaginer.

Pendant toute l'année 1937, les nazis autrichiens, financés et poussés par Berlin, avaient intensifié leur campagne de terreur. Des attentats à la bombe avaient lieu presque chaque jour dans le pays, et, dans les provinces de montagne, des démonstrations nazies massives, souvent accompagnées de violences, affaiblissaient la position du gouvernement. On découvrait des plans révélant que des hommes de main nazis se préparaient à éliminer Schuschnigg, comme ils l'avaient fait pour son prédécesseur. Finalement, le 25 janvier 1938, la police viennoise opéra une descente au quartier général d'un groupe appelé Comité des Sept, constitué, à l'origine, pour établir la paix entre les nazis et le gouvernement autrichien, mais qui, en réalité, servait de bureau central à l'organisation clandestine nazie.

On trouva là des documents paraphés par Rudolf Hess, l'envoyé du Führer, et d'où il ressortait que les nazis autrichiens devaient susciter une révolte au printemps de 1938; quand Schuschnigg tenterait de la mater, l'armée allemande pénétrerait en Autriche pour éviter « que le sang allemand fût versé par des Allemands ». Selon les dires de von Papen, l'un de ces documents demandait son propre assassinat ou celui de son attaché militaire, le lieutenant général Muff, par les nazis de l'endroit, afin de fournir une excuse à l'intervention allemande (2).

Le débonnaire von Papen ne trouva certes pas drôle d'apprendre que,

pour la seconde fois, les chefs du parti le destinaient à être assassiné par leurs hommes de main, mais il fut encore bien plus bouleversé par un coup de téléphone qu'il reçut à la légation allemande à Vienne, le soir du 4 février. Le secrétaire d'État Hans Lammers l'appela de la Chancellerie à Berlin, pour l'informer que sa mission spéciale en Autriche était terminée. Il était congédié, en même temps que Neurath, Fritsch et plusieurs autres.

« Stupéfait, j'eus du mal à retrouver l'usage de la parole », raconta plus tard von Papen (3). Bientôt il se ressaisit assez pour comprendre qu'Hitler avait évidemment décidé de passer à une action plus énergique en Autriche, maintenant qu'il s'était débarrassé de Neurath, de Fritsch et de Blomberg. Il se ressaisit en effet pour décider de faire « une chose inhabituelle pour un diplomate », selon son expression. Il résolut de déposer une copie de toute sa correspondance avec Hitler « dans un endroit sûr ». Ce fut en Suisse qu'il la cacha : « Les campagnes de diffamation du Troisième Reich, dit-il, ne m'étaient que trop connues. » Comme nous l'avons vu, elles avaient failli lui coûter la vie en juin 1934.

Le renvoi de von Papen fut aussi un avertissement pour Schuschnigg. Il n'avait pas une confiance absolue dans l'affable officier de cavalerie en retraite, mais il eut tôt fait de s'apercevoir qu'Hitler méditait de sombres desseins et ne se bornerait pas à lui infliger la présence de cet ambassadeur madré, qui du moins était un dévot catholique comme lui-même et un homme bien élevé.

Depuis quelques mois, l'activité de la diplomatie européenne n'avait pas été favorable à l'Autriche. Après l'établissement de l'Axe Rome-Berlin, Mussolini s'était rapproché d'Hitler et ne se souciait plus guère de maintenir l'indépendance du petit pays, alors qu'à l'époque du meurtre de

Dollfuss il avait expédié quatre divisions sur le Brenner pour effrayer le Führer. Ni la Grande-Bretagne, lancée depuis peu, sous la conduite de Chamberlain, dans une politique d'apaisement, ni la France, en proie à de graves luttes intérieures, n'avaient récemment montré beaucoup d'intérêt pour une éventuelle défense de l'indépendance autrichienne, au cas où Hitler frapperait.

Et maintenant, en même temps que Papen, disparaissaient les conservateurs placés à la tête de l'armée allemande et du ministère des Affaires étrangères, qui avaient jusqu'alors réussi, dans une certaine mesure, à brider les ambitions effrénées du Führer. D'esprit étroit, mais néanmoins intelligent malgré ses limites, Schuschnigg était fort bien informé et ne se faisait guère d'illusions sur une situation qui ne cessait d'empirer. L'heure était venue, comme il l'avait sentie venir après l'assassinat de Dollfuss, par les nazis, de donner de nouveaux apaisements au dictateur allemand.

Bien qu'il eût été relevé de ses fonctions, Papen fournit cependant à son maître une occasion favorable. Il n'était pas homme à se formaliser d'un camouflet, pourvu qu'il vînt d'en haut, aussi s'était-il précipité chez Hitler, le lendemain même de son renvoi, « pour avoir une idée de ce qui se passait ». A Berchtesgaden, le 5 février, il trouva le Führer « épuisé et l'air absent » à la suite de son conflit avec les généraux. Mais Hitler était doué d'une faculté de rebondissement exceptionnelle et bientôt l'ambassadeur révoqué réussissait à l'intéresser à une proposition qu'il lui avait déjà soumise quinze jours plus tôt, quand ils s'étaient rencontrés à Berlin. Pourquoi ne pas avoir une explication personnelle avec Schuschnigg? Pourquoi ne pas l'inviter à venir à Berlin pour l'entretenir en tête-à-tête?

Hitler trouva l'idée bonne. Sans tenir compte du fait qu'il venait de destituer von Papen, il lui donna ordre de retourner à Vienne et d'organiser la rencontre.

Schuschnigg accepta sans difficultés, mais, si faible que fût sa position, il posa pourtant certaines conditions. Il voulait être informé à l'avance des points précis qu'Hitler désirait discuter et recevoir l'assurance que l'accord du 11 juillet 1936, par lequel l'Allemagne s'engageait à respecter l'indépendance de l'Autriche et à ne pas se mêler de ses affaires intérieures, serait maintenu.

De plus, le communiqué publié à l'issue de la rencontre devrait réaffirmer que les deux pays continueraient à rester fidèles au traité de 1936. Schuschnigg tenait à ne rien laisser au hasard avant d'affronter le lion dans sa tanière. Papen se précipita à l'Obersalzberg pour conférer avec Hitler et revint muni de l'assurance que l'accord de 1936 demeurerait inchangé. Le Führer voulait seulement faire porter la discussion sur « les malentendus et les points de friction qui subsistaient » depuis qu'il avait été signé. La réponse n'était pas aussi précise que l'avait souhaité le chancelier autrichien, mais il s'en déclara satisfait. La rencontre fut fixée au 12 février dans la matinée*.

* C'était justement le quatrième anniversaire du massacre des sociaux-démocrates autrichiens par le gouvernement Dollfuss, dont Schuschnigg était alors membre. Le 12 février 1934, 17 000 hommes appartenant aux troupes gouvernementales et à la milice fasciste avaient pointé l'artillerie sur les quartiers ouvriers de Vienne, tuant un millier d'hommes, de femmes et d'enfants et en blessant 3 000 à 4 000. Les libertés politiques et démocratiques furent dès lors foulées aux pieds, et l'Autriche, gouvernée par Dollfuss, puis par Schuschnigg, connut un régime de dictature cléricalo-fasciste. Il était certainement moins rigoureux que la dictature nazie, comme peuvent l'attester ceux d'entre nous qui ont travaillé à cette époque à la fois à Vienne et à Berlin. Néanmoins il privait le peuple autrichien de ses libertés politiques et lui imposait un joug plus pesant que n'avait été celui

des Habsbourg, pendant les dernières décennies de la monarchie. J'ai exposé ces questions plus longuement dans Midcentury Journey.

Le 11 février au soir, Schuschnigg, accompagné de son ministre des Affaires Étrangères, Guido Schmidt, partit dans le plus grand secret, en train spécial, pour Salzbourg. Le lendemain matin, il franchit la frontière en voiture pour aller trouver Hitler dans sa retraite montagnarde. Ce devait être un funeste voyage.

Von Papen vint jusqu'à la frontière pour accueillir ses visiteurs autrichiens et, dans l'air glacé de cette matinée d'hiver, il semblait, trouva Schuschnigg, « d'excellente humeur ». Il affirma à ses hôtes qu'Hitler était très bien disposé ce jour-là. Puis vint le premier signe avertisseur. Le Führer, déclara von Papen sur un ton jovial, espérait que le docteur Schuschnigg ne verrait pas d'inconvénient à ce que fussent présents au Berghof trois généraux qui venaient d'y arriver tout à fait par hasard : Keitel, le nouveau chef de l'O.K.W. ; Reichenau, qui commandait les forces armées à la frontière austro-bavaroise, et Sperrle, responsable de l'aviation dans cette même zone.

Papen a raconté plus tard que « cette nouvelle ne parut guère agréer à ses hôtes ». Schuschnigg répondit à l'ambassadeur qu'il n'y voyait pas d'inconvénient, étant donné surtout « qu'il n'avait guère le choix en l'occurrence ». Intellectuel élevé chez les Jésuites, il était déjà sur ses gardes.

Néanmoins, il ne s'attendait pas à ce qui se passa ensuite. Hitler, portant la tunique brune des membres des sections d'assaut sur un pantalon noir et flanqué de trois généraux, accueillit le chancelier autrichien et ses compagnons sur les marches de la villa. Schuschnigg trouva cet accueil cordial, certes, mais cérémonieux. Quelques instants plus tard, il se trouvait seul avec le dictateur allemand dans le vaste cabinet de travail du second étage, dont les grandes baies donnaient sur les Alpes majestueuses aux cimes couronnées de neige et, plus loin, sur l'Autriche, pays natal des deux hommes.

Kurt von Schuschnigg, alors âgé de quarante et un ans, était — tous ceux qui l'ont connu seront de cet avis — un Autrichien de vieille souche, aux manières raffinées, et il lui semblait tout naturel de commencer l'entretien par un couplet aimable sur la vue magnifique, le beau temps qu'il faisait ce jour-là et quelques paroles flatteuses sur la pièce où il se trouvait et qui avait sans nul doute vu se dérouler un grand nombre de conversations décisives. Mais Adolf Hitler lui coupa la parole : « Nous ne sommes pas ici pour admirer le panorama ou parler du temps qu'il fait. » Puis la tempête éclata. Comme l'a relaté par la suite le chancelier d'Autriche, pendant les deux heures qui suivirent, « la conversation fut en grande partie unilatérale* ».

** Plus tard, le docteur Schuschnigg a rapporté de mémoire ce qu'il appelle « les passages importants » de cette conversation unilatérale et, bien qu'il ne s'agisse pas d'un compte rendu sténographique, son récit rend un son absolument authentique pour quiconque a entendu et étudié les innombrables discours d'Hitler. Cette véracité est confirmée non seulement par tout ce qui s'est passé depuis, mais par les relations d'autres personnages présents ce jour-là au Berghof, notamment Papen, Jodl et Guido Schmidt. Je me réfère ici au récit de Schuschnigg dans Requiem autrichien et à son témoignage écrit au procès de Nuremberg (4).*

Vous avez tout fait pour empêcher une politique amicale, fulmina Hitler... L'histoire de l'Autriche n'est qu'un acte ininterrompu de haute trahison. Il en fut ainsi dans le passé et ce n'est pas mieux aujourd'hui... Ce paradoxe historique doit maintenant parvenir à son terme, qui devrait être depuis longtemps échu. Et je puis vous l'affirmer ici, monsieur Schuschnigg : je suis absolument résolu à ce que cela cesse. Le Reich allemand est l'une des grandes puissances et personne n'osera élever la voix s'il décide de régler le problème de ses frontières.

Choqué par cette algarade, le chancelier d'Autriche, calme et réservé de nature, chercha à demeurer conciliant, sans toutefois lâcher pied. Il ne partageait pas, dit-il, l'opinion de son hôte sur le rôle joué par l'Autriche

dans l'histoire de l'Allemagne. « La contribution de l'Autriche à ce point de vue est considérable », affirma-t-il.

HITLER : Absolument zéro, je vous le dis, absolument zéro. Tout mouvement national a été saboté par l'Autriche, tout au long de l'histoire; à vrai dire, ce sabotage a constitué la principale activité des Habsbourg et de l'Église catholique.*

** Il est bien évident qu'Hitler s'en tenait toujours, à cette époque, aux notions erronées sur l'histoire austro-allemande qu'il avait acquises pendant son enfance à Linz et, plus tard, à Vienne.*

SCHUSCHNIGG : Cependant, monsieur le chancelier, il est de nombreux cas où l'apport autrichien ne peut être retranché du tableau d'ensemble de la culture allemande. Voyez, par exemple, un homme comme Beethoven...

HITLER : Oh! Beethoven? Permettez-moi de vous dire que Beethoven était originaire de Basse-Rhénanie.

SCHUSCHNIGG : Oui, mais l'Autriche était son pays d'adoption, comme elle fut celui de tant d'autres.

HITLER : Si l'on veut. Je vous répète, une fois de plus, que cela ne peut plus continuer. Je suis chargé d'une mission historique et, cette mission, je la remplirai, parce que la Providence m'a destiné à le faire... Quiconque ne me suivra pas se verra écrasé... J'ai choisi la route la plus difficile qu'ait jamais prise un Allemand, j'ai réalisé la plus grande tâche de l'histoire de l'Allemagne, la plus grande qu'aucun Allemand n'ait jamais accomplie. Et non pas par la violence, remarquez-le. Je suis porté par l'amour de mon peuple...

SCHUSCHNIGG : Je suis tout prêt à le croire, monsieur le chancelier.

Au bout d'une heure, Schuschnigg demanda à son adversaire d'énumérer ses griefs : « Dans la mesure du possible, nous ferons tout, dit-il, pour supprimer les obstacles qui s'opposent à une meilleure compréhension entre nous. »

HITLER : C'est ce que vous dites, monsieur Schuschnigg. Mais je vous affirme que je vais résoudre ce prétendu problème autrichien d'une manière ou de l'autre.

Il se lança alors dans une tirade contre l'Autriche, l'accusant de fortifier sa frontière contre l'Allemagne, ce que Schuschnigg nia :

HITLER : Voyons, vous ne croyez vraiment pas que vous puissiez remuer une seule pierre en Autriche sans que j'en sois instruit le lendemain, n'est-ce pas? ... Je n'ai qu'un ordre à donner et, en une seule nuit, tout votre ridicule mécanisme de défense sera réduit en miettes. Vous ne croyez pas sérieusement que vous pourriez m'arrêter, ne serait-ce que pendant une demi-heure, n'est-ce pas? ... Je voudrais beaucoup épargner un tel sort à l'Autriche, car, en pareil cas, il y aurait du sang versé. A la suite de l'armée, mes S.A. et la légion autrichienne entreraient en action, et nul ne pourrait retenir leur juste vengeance — pas même moi.

A la suite de ces menaces, Hitler, appelant toujours grossièrement Schuschnigg par son nom au lieu de lui donner son titre, comme l'exigeaient les usages diplomatiques, lui rappela que l'Autriche était isolée en Europe et par conséquent impuissante.

HITLER : N'allez pas croire un seul instant qu'il se trouvera quelqu'un au monde pour se mettre au travers de ma décision. L'Italie? Mussolini voit les choses du même œil que moi... L'Angleterre? Elle ne lèvera pas un doigt en faveur de l'Autriche... Et la France?

« La France, poursuivit-il, aurait pu arrêter l'Allemagne en Rhénanie et alors nous aurions été obligés de battre en retraite. Mais, maintenant, il est trop tard pour la France. »

Finalement il déclara :

Je vous donne une fois de plus, mais c'est la dernière, l'occasion d'en venir à un accord, monsieur Schuschnigg. Ou bien nous allons trouver une solution tout de suite, ou bien les événements vont suivre leur cours... Réfléchissez-y, monsieur Schuschnigg, réfléchissez bien. Je ne peux attendre plus tard que cet après-midi.

Quelles étaient exactement les intentions du chancelier allemand? demanda Schuschnigg.

« Nous pourrions en discuter cet après-midi », dit Hitler.

Pendant le déjeuner Hitler parut « d'excellente humeur », remarqua Schuschnigg non sans surprise. Il se lança dans un long monologue, où il était question de chevaux et de maisons. Il allait faire élever les plus hauts gratte-ciel que le monde eût jamais vus. « Les Américains, dit-il à Schuschnigg, vont voir que l'Allemagne construit des édifices plus grands et plus beaux que ceux des États-Unis. » Quant au malheureux chancelier d'Autriche, Papen remarque qu'il semblait « inquiet et préoccupé ». Fumeur enragé, il avait dû s'abstenir en présence d'Hitler. Mais après le café, pris dans une pièce contiguë, Hitler s'excusa, et Schuschnigg put pour la première fois allumer une cigarette. Il put aussi communiquer les mauvaises nouvelles à son ministre des Affaires étrangères, Guido Schmidt. Les nouvelles n'allaient d'ailleurs pas tarder à devenir bien pires encore.

Après s'être morfondus pendant deux heures dans une petite antichambre, les deux Autrichiens furent introduits auprès de Ribbentrop, le nouveau ministre des Affaires étrangères, et de von Papen. Ribbentrop leur présenta le projet d'un « accord », comprenant deux pages dactylographiées. Hitler, leur dit-il, formulait là ses exigences définitives et n'entendait pas les discuter : l'accord devait être signé sur-le-champ.

Schuschnigg répondit qu'il se sentait soulagé de connaître enfin avec précision les désirs d'Hitler. Mais, quand il parcourut le document, son soulagement disparut. Car il s'agissait d'un ultimatum, lui enjoignant, en fait, de remettre le gouvernement autrichien aux mains des nazis, dans un délai d'une semaine.

L'interdit lancé contre le Parti nazi autrichien devait être levé, tous les nazis actuellement en prison seraient amnistiés et l'avocat viennois pronazi, le docteur Seyss-Inquart, serait nommé ministre de l'Intérieur, ayant autorité sur la police et les services de sécurité. Un autre pro-nazi, Glaise-Horstenau, serait nommé ministre de la Guerre, et les armées autrichienne et allemande devraient établir entre elles des relations plus étroites, grâce à un certain nombre de mesures, comportant l'échange systématique de 100 officiers : « Des préparatifs seront faits, lisait-on au dernier paragraphe, en vue de l'intégration du système économique autrichien dans celui de l'Allemagne. Dans ce but le docteur Fischboeck (un pro-nazi) sera nommé ministre des Finances (5). »

Comme il l'a écrit par la suite, Schuschnigg comprit aussitôt que, s'il acceptait l'ultimatum, ce serait la fin de l'indépendance de l'Autriche.

Ribbentrop me conseilla d'accepter immédiatement ces conditions. Je protestai et lui rappelai mon précédent accord avec von Papen, conclu avant ma venue à Berchtesgaden; je fis comprendre à Ribbentrop que je ne m'attendais pas à des exigences aussi déraisonnables (6).

Mais Schuschnigg était-il disposé à les accepter? Qu'il ne s'attendait pas à de telles conditions était évident même pour un lourdaud comme Ribbentrop. Une question se posait : signerait-il? A cette heure difficile et décisive, le jeune Chancelier autrichien commença à faiblir. Il demanda

gauchement à ses interlocuteurs « s'il pouvait compter sur la bonne volonté de l'Allemagne et si le gouvernement du Reich avait du moins l'intention de tenir ses engagements (7) ». Il lui fut, dit-il, répondu affirmativement.

Alors von Papen commença à l'endoctriner. L'astucieux ambassadeur avoua la « stupéfaction » qu'il avait éprouvée en prenant connaissance de l'ultimatum. C'était là « une ingérence injustifiable dans la souveraineté autrichienne ». Schuschnigg raconte que von Papen s'excusa auprès de lui et exprima la « surprise totale » que lui causait la lecture des conditions. Il conseilla néanmoins au chancelier autrichien de signer.

Il me donna ensuite l'assurance formelle que, si je signais et que j'accède à ses demandes, Hitler veillerait à ce que l'Allemagne demeurât fidèle à cet accord et à ce que l'Autriche ne connût plus de nouvelles difficultés ».

Il ressort des déclarations ci-dessus, dont les dernières sont tirées de sa déposition écrite au procès de Nuremberg, que non seulement Schuschnigg faiblissait, mais qu'il était également le jouet de sa naïveté.

Une dernière occasion de résister allait lui être offerte. Il fut à nouveau convoqué auprès d'Hitler. Le Führer arpentait son cabinet d'un air agité.

HITLER : Monsieur Schuschnigg..., voici la copie du document... Il n'y a pas à discuter quoi que ce soit. Je n'y changerai pas un iota. Ou bien vous le signerez tel qu'il est et vous en remplirez les conditions dans un délai de trois jours, ou bien j'ordonnerai à mes troupes d'entrer en Autriche.

Schuschnigg capitula. Il dit à Hitler qu'il acceptait de signer. Mais il

lui rappela qu'aux termes de la constitution autrichienne, seul le président de la République possédait le pouvoir légal pour accepter et exécuter un tel accord. Par conséquent, il consentait bien à demander au président de l'accepter, mais il ne pouvait se porter garant de cet assentiment.

« Il le faut pourtant! cria Hitler.

— Cela m'est tout à fait impossible, monsieur le chancelier », répondit Schuschnigg (10).

A ce moment, a raconté plus tard Schuschnigg, Hitler parut perdre son sang-froid. Il courut à la porte, l'ouvrit et cria : « Général Keitel! » Puis, se retournant vers moi, il dit : « Je vous ferai appeler plus tard (11). »

Ce n'était que du bluff, mais le chancelier autrichien, harassé, à qui toute la journée on avait pris soin de rappeler la présence des généraux, l'ignorait peut-être. Papen rapporte que Keitel lui raconta par la suite qu'Hitler l'accueillit avec un large sourire quand il se précipita pour lui demander ses instructions : « Je n'ai pas d'instructions à vous donner, ricana Hitler, je voulais seulement que vous soyez auprès de moi. »

Mais Schuschnigg et le docteur Schmidt qui attendaient dans l'antichambre du cabinet du Führer étaient très impressionnés. Schuschnigg murmura qu'il ne serait pas surpris si dans cinq minutes on venait les arrêter. Une demi-heure plus tard il était à nouveau introduit auprès d'Hitler.

J'ai décidé de changer d'avis — pour la première fois de ma vie, dit Hitler. Mais je vous en préviens, c'est votre dernière chance. Je vous donne trois jours de plus pour exécuter l'accord (12).

Telles étaient donc les concessions consenties par le dictateur allemand et, bien que les termes du texte final fussent quelque peu adoucis, il ne s'agissait, Schuschnigg l'a affirmé plus tard, que de changements insignifiants. Il signa. C'était l'arrêt de mort de l'Autriche.

La conduite des hommes quand ils sont soumis à la violence diffère selon leur caractère, et elle est souvent déroutante. Que Schuschnigg, rompu aux vicissitudes de la politique, malgré sa jeunesse relative, et qui avait vu son prédécesseur assassiné par les nazis, fût un homme courageux, on n'en saurait guère douter. Pourtant sa capitulation devant Hitler le 11 février 1938, sous la terrible menace d'une attaque armée, a laissé subsister quelques doutes dans l'esprit de ses compatriotes, dans celui aussi des observateurs et des historiens de cette fatale période.

La capitulation était-elle nécessaire? N'y avait-il pas d'autre issue? Certes, il faudrait être bien téméraire pour affirmer que la Grande-Bretagne et la France, si l'on s'en réfère à leur conduite ultérieure en présence de nouvelles agressions hitlériennes, seraient venues au secours de l'Autriche, au cas où Hitler l'aurait dès cet instant envahie. Mais à ce moment Hitler n'avait pas encore franchi les frontières de l'Allemagne, il n'avait pas encore préparé son peuple et le monde à accepter sans révolte un acte d'agression aussi éhontée. L'armée allemande elle-même était à peine prête, au cas où la Grande-Bretagne et la France seraient intervenues.

Quelques semaines plus tard, l'Autriche, à la suite de « l'accord » de Berchtesgaden, serait gagnée par la propagande des nazis locaux, et les machinations allemandes auraient si bien réussi que Hitler pourrait s'emparer du pays sans que les risques d'intervention fussent beaucoup plus grands que le 11 février. Schuschnigg lui-même a reconnu que

l'acceptation des conditions posées par Hitler « entraînait la suppression définitive de l'indépendance du gouvernement autrichien ».

Peut-être demeurait-il comme hébété à la suite de l'épreuve qu'il venait de subir. Après avoir signé, le couteau sous la gorge, le document qui anéantissait l'indépendance de son pays, il eut avec Hitler une étrange conversation, qu'il a lui-même rapportée dans son livre : « Le chancelier, demanda-t-il, croit-il que les graves problèmes qui se posent dans le monde d'aujourd'hui pourraient être réglés de façon pacifique? » Le Führer répondit d'un air suffisant : « Oui, si mes avis étaient suivis. » Et Schuschnigg reprit, sans la moindre ironie, semble-t-il : « En ce moment, l'état du monde semble plein de promesses, ne trouvez-vous pas (13) ? »

Un tel propos, en un pareil moment, semble vraiment incroyable, mais c'est le chancelier vaincu lui-même qui nous dit l'avoir tenu. Hitler lui réservait encore une humiliation nouvelle. Schuschnigg ayant proposé qu'il soit dit, dans le communiqué remis à la presse, que leur entretien confirmait l'accord de juillet 1936, Hitler s'écria : « Oh! non, il faut d'abord que vous remplissiez les conditions de notre accord. Voici en quels termes sera rédigé le communiqué à la presse : « Aujourd'hui, le Führer chancelier du Reich s'est entretenu au Berghof avec le chancelier d'Autriche. C'est tout. »

Déclinant l'invitation du Führer qui les priait de rester à dîner, Schuschnigg et Schmidt redescendirent vers Salzbourg. La nuit était grise et brumeuse. Papen, qui semblait être toujours partout, les accompagna jusqu'à la frontière, quelque peu gêné par ce qu'il appelle « un silence oppressant ». Il ne put s'empêcher de le rompre pour tenter de réconforter ses amis autrichiens.

« Eh bien, s'écria-t-il, vous avez vu comment peut être le Führer! Mais, la prochaine fois, je suis sûr que ce sera tout différent. Vous savez, il lui arrive de se montrer tout à fait charmant*! »

* *La version de von Papen (voir ses Mémoires) est quelque peu différente, mais celle de Schuschnigg semble plus véridique.*

UNE AGONIE DE QUATRES SEMAINES:
12 FEVRIER – 11 MARS 1938

Hitler avait accordé à Schuschnigg un délai de quatre jours — jusqu'au mardi 15 février — pour lui envoyer la « réponse définitive » par laquelle il s'engagerait à souscrire à l'ultimatum, et trois jours de plus, jusqu'au 18 février, pour le mettre à exécution. Schuschnigg regagna Vienne le 12 février au matin et se rendit immédiatement auprès du président Miklas. Wilhelm Miklas était un homme à l'esprit lourd et médiocre, dont les Viennois disaient que sa principale capacité dans la vie avait consisté à engendrer toute une nichée d'enfants. Mais il était doué d'une sorte de solidité paysanne et au cours de cette crise, après une carrière de fonctionnaire qui durait depuis cinquante-deux ans, il devait montrer plus de courage qu'aucun autre Autrichien. Il consentit à faire certaines concessions à Hitler, telles que l'amnistie des nazis autrichiens, mais il regimba devant l'obligation de placer Seyss-Inquart à la tête de la police et de l'armée. Von Papen ne manqua pas de rapporter la chose à Berlin, le soir du 14 février. Il ajouta que Schuschnigg « espérait vaincre dès demain la résistance du Président ».

Le même soir, à sept heures trente, Hitler approuvait l'ordre, donné par le général Keitel, d'exercer une pression militaire sur l'Autriche :

Répandre nouvelles fausses, mais parfaitement plausibles, susceptibles d'aboutir à des préparatifs militaires contre l'Autriche (14).

En réalité, Schuschnigg était à peine parti de Berchtesgaden que le

Führer commençait à simuler une action militaire, pour s'assurer que le Chancelier autrichien se conformerait aux ordres qui lui avaient été donnés. Jodl a noté les détails dans son journal.

13 février. — Dans l'après-midi, le général (Keitel) demande à l'amiral (Canaris*) et à moi-même de venir dans son appartement. Le Führer, nous dit-il, a donné des ordres pour qu'en simulant une action militaire la pression exercée sur l'Autriche soit maintenue jusqu'au 15. Des préparatifs en vue de l'exécution de ces mesures sont rédigés et soumis par téléphone à l'approbation du Führer.

* *Wilhelm Canaris était chef des Services secrets (Abwehr) de l'O.K.W.*

14 février. — L'effet a été rapide et considérable. En Autriche, les gens ont l'impression que l'Allemagne entreprend d'importants préparatifs militaires (15).

Le général Jodl n'exagérait pas. Devant la menace de l'invasion armée, le président Miklas céda et, le 15 février, dernier jour de grâce, Schuschnigg avisa officiellement l'ambassadeur von Papen que les accords de Berchtesgaden seraient exécutés avant le 18. Le 16 février, le gouvernement autrichien annonça une amnistie générale en faveur des nazis, y compris ceux qui avaient été reconnus coupables du meurtre de Dollfuss, et il rendit publique la composition du cabinet remanié, dans lequel Arthur Seyss-Inquart était nommé ministre de la Sûreté. Le lendemain, celui-ci se précipita à Berlin pour rencontrer Hitler et lui demander ses ordres.

Seyss-Inquart, le premier des Quisling, était un jeune homme de loi viennois, intelligent et de manières agréables, qui, depuis 1918, brûlait du désir de voir l'Autriche s'unir à l'Allemagne. Cette idée séduisait bon

nombre d'Autrichiens dans les années d'après-guerre. Le 12 novembre 1918, au lendemain même de l'armistice, l'Assemblée nationale provisoire de Vienne, qui venait de renverser la monarchie des Habsbourg et de proclamer la république autrichienne, avait tenté de réaliser un Anschluss en affirmant que « l'Autriche allemande était une partie composante de la République allemande ».

Les alliés victorieux s'y étaient opposés et, en 1933, au moment où Hitler prit le pouvoir, les Autrichiens étaient sans aucun doute hostiles en majorité à la réunion de leur petite patrie avec l'Allemagne nazie. Mais, comme Seyss-Inquart l'a déclaré au Procès de Nuremberg, les nazis étaient farouches partisans d'un Anschluss; c'est pourquoi il leur accorda son appui. Il ne s'affilia toutefois pas au parti et ne prit aucune part à ses excès et à ses brutalités. Il fournit, au contraire, aux nazis autrichiens une sorte de façade respectable et, après l'accord de juillet 1936, quand il fut nommé conseiller d'État, il consacra tous ses efforts, aidé par von Papen et par d'autres fonctionnaires et agents allemands, à agir par des voies souterraines.

Chose étrange, Schuschnigg et Miklas semblent l'un et l'autre avoir eu confiance en lui jusqu'au bout. Par la suite Miklas, dévot catholique comme Schuschnigg, avoua avoir été favorablement impressionné par le fait que Seyss-Inquart « fréquentait assidûment l'église ». Son catholicisme et le fait qu'il avait servi, comme Schuschnigg, dans un régiment de *Kaiser-jaeger* (chasseurs impériaux) tyrolien pendant la première guerre, au cours de laquelle il fut grièvement blessé, semblent avoir motivé la confiance que lui accordait le chancelier d'Autriche.

Malheureusement, Schuschnigg était incapable de juger un homme en

se fondant sur des raisons plus profondes. Peut-être croyait-il possible de mettre au pas son nouveau ministre nazi par le simple recours à des pots-de-vin. Il parle dans son livre de l'effet magique produit par l'octroi de 500 dollars, un an plus tôt, quand Seyss-Inquart, après avoir menacé de quitter son poste de conseiller d'État, se ravisa au reçu de cette somme misérable. Mais Hitler avait de plus grosses récompenses à faire miroiter aux yeux de l'ambitieux homme de loi et Schuschnigg n'allait pas tarder à l'apprendre.

Le 20 février, Hitler prononça devant le Reichstag le discours attendu depuis longtemps. Prévu d'abord pour le 30 janvier, il avait été remis en raison de l'affaire Blomberg-Fritsch et des manœuvres entreprises contre l'Autriche. Tout en louant en termes chaleureux la « compréhension » dont avait fait preuve Schuschnigg et la « cordiale bonne volonté » avec laquelle il s'efforçait d'établir une entente plus étroite entre l'Autriche et l'Allemagne — fumisterie qui fit impression sur le Premier Ministre Chamberlain — le Führer lançait un avertissement qui, s'il ne fut pas entendu à Londres, le fut aussitôt à Vienne et à Prague :

Plus de 10 millions d'Allemands vivent dans deux des États qui ont une frontière commune avec nous... Il est un point sur lequel je ne veux laisser subsister aucun doute : la séparation politique d'avec le Reich ne saurait impliquer la privation des droits — c'est-à-dire les droits généraux de l'auto-détermination. Pour une puissance mondiale, il est intolérable de savoir qu'à ses côtés des frères de race subissent à chaque instant les plus cruelles souffrances parce qu'ils se sentent solidaires de la nation tout entière, en union avec elle, avec sa destinée et son *Weltanschauung*. C'est au Reich allemand de protéger les peuples germaniques qui ne sont pas en mesure d'assurer, par leur propre effort, le long de nos frontières, leur liberté politique et spirituelle (16).

C'était faire savoir, publiquement, crûment, qu'aux yeux d'Hitler l'avenir des 7 millions d'Autrichiens et des 3 millions d'Allemands des

Sudètes, en Tchécoslovaquie, était l'affaire du Troisième Reich.

Schuschnigg répondit à Hitler quatre jours plus tard, le 24 février, dans un discours au Bundestag autrichien, dont les membres, comme ceux du Reichstag allemand, étaient choisis par un régime dictatorial à parti unique. Tout en se montrant soucieux de ne pas heurter l'Allemagne, Schuschnigg assura avec force que l'Autriche était allée jusqu'à l'extrême limite des concessions « jusqu'au point où nous devons nous arrêter et déclarer : nous n'irons pas plus loin ». L'Autriche, dit-il, ne renoncerait jamais à son indépendance et il terminait par un appel émouvant : « Rouge-blanc-rouge (les couleurs nationales autrichiennes) jusqu'à la mort !, » (Les deux membres de phrase riment en allemand).

« Le 24 février, écrivit Schuschnigg après la guerre, fut pour moi une date décisive. » Il attendit anxieusement les réactions du Führer à la suite de ce discours, dans lequel il semblait mettre le Reich au défi. Von Papen télégraphiait le lendemain à Berlin pour conseiller au ministre des Affaires étrangères de ne pas prendre les déclarations de Schuschnigg trop au sérieux. Si le chancelier autrichien avait, dit-il, exprimé des sentiments nationalistes aussi ardents, c'était pour rétablir sa situation dans le pays; en effet, à Vienne, certains éléments songeaient à le renverser, indignés par les concessions qu'il avait faites à Berchtesgaden. D'autre part, ajoutait von Papen, « le travail de Seyss-Inquart... se poursuit conformément aux plans établis (17) ». Le lendemain, von Papen, alors que ses longues années de manœuvres tortueuses étaient sur le point de porter leurs fruits, prit officiellement congé du chancelier autrichien et s'en alla faire du ski à Kitzbuehl.

Le discours d'Hitler du 20 février, diffusé par le réseau autrichien de

radio, suscita une série de démonstrations massives des nazis à travers toute l'Autriche. Le 24 février, à Graz, pendant la transmission du discours de Schuschnigg, une foule déchaînée de 20 000 nazis envahit la place de l'Hôtel-de-Ville, jeta à terre les haut-parleurs et, après avoir amené le drapeau autrichien, hissa à sa place la bannière allemande à croix gammée. Alors que Seyss-Inquart commandait personnellement la police, rien ne fut tenté pour refréner les débordements de la fureur nazie. Le gouvernement Schuschnigg s'effondrait. Le chaos, non seulement politique, mais économique, commençait à régner dans le pays. Les habitants, aussi bien que les étrangers, opéraient des retraits de fonds massifs dans les banques. Les firmes étrangères, inquiètes, annulaient leurs commandes à un rythme accéléré.

Effrayés, les touristes étrangers, qui représentaient l'un des principaux soutiens de l'économie autrichienne, repassaient la frontière. Toscanini câbla de New York « qu'en raison des événements politiques qui se déroulaient en Autriche » il ne participerait pas au festival de Salzbourg, qui attirait chaque été des dizaines de milliers de mélomanes. La situation devenait si désespérée qu'Otto de Habsbourg, le jeune prétendant exilé, écrivit de Belgique à Schuschnigg — celui-ci le révéla plus tard — le conjurant, au nom du serment de fidélité qu'il avait autrefois prêté comme officier de l'armée impériale, de le nommer chancelier, s'il pensait qu'une telle mesure pût sauver l'Autriche.

Dans son désespoir, Schuschnigg se tourna vers les ouvriers autrichiens. Pourtant il n'avait jamais rétabli ni leurs syndicats libres, ni leur parti politique, la social-démocratie, supprimé depuis 1934, après la répression brutale opérée par Dollfuss. Les ouvriers représentaient alors

42 pour 100 du corps électoral autrichien et si, à un moment quelconque, au cours des quatre dernières années, le chancelier avait pu voir au-delà de l'horizon borné qui était celui de sa dictature clérico-fasciste, s'il s'était assuré leur soutien pour créer une coalition démocratique anti-nazie aux tendances modérées, il aurait pu aisément venir à bout des nazis qui formaient une minorité relativement faible. Mais Schuschnigg manquait de l'envergure nécessaire pour prendre une telle mesure. Honnête et probe, il était aveuglé, à l'exemple de tant d'autres en Europe, par un profond mépris pour la démocratie occidentale et par un attachement passionné au gouvernement autoritaire du parti unique.

Sortant des usines et des prisons (un grand nombre d'entre eux venaient d'être libérés en même temps que les nazis), les sociaux-démocrates se pressèrent en foule, le 4 mars, pour répondre à l'appel du chancelier. En dépit de tout ce qui s'était passé, ils se déclarèrent prêts à venir en aide au gouvernement pour défendre l'indépendance de la nation: Ils ne formulaient qu'une seule demande : le droit (que le chancelier avait déjà accordé aux nazis) d'avoir leur parti politique et de prêcher librement leur doctrine. Schuschnigg accepta, mais il était trop tard.

Le 3 mars, le général Jodl, toujours bien informé, notait dans son journal : « La question autrichienne devient critique. Cent officiers vont être envoyés ici. Le Führer désire les voir personnellement. Ils seront chargés de veiller non pas à ce que les forces armées autrichiennes se battent mieux contre nous, mais à ce qu'elles ne se battent pas du tout. »

A cette heure critique, Schuschnigg décida de prendre une mesure désespérée, à laquelle il n'avait cessé de songer depuis les derniers jours de février, quand les nazis avaient commencé à gagner de l'influence dans les

provinces : il allait organiser un plébiscite. Il demanderait au peuple autrichien s'il voulait « une Autriche libre, indépendante, sociale, chrétienne et unie. — Ja oder Nein*! »

** Selon le témoignage donné par le président Miklas au procès d'un nazi autrichien jugé à Vienne, après la guerre, ce fut la France qui suggéra à Schuschnigg l'idée d'un plébiscite. Dans ses mémoires, von Papen prétend que l'ambassadeur de France à Vienne, M. Puaux, ami intime du chancelier, fut « le père de l'idée du plébiscite ». Il reconnaît cependant que Schuschnigg prit certainement seul la responsabilité de mettre cette idée à exécution (18).*

J'estimai le moment venu de prendre une décision claire et nette, a-t-il écrit. C'était, me semblait-il, une folie d'attendre les mains liées le moment où, au bout de quelques semaines, nous serions malgré tout bâillonnés. La partie se jouait maintenant pour un enjeu qui exigeait de nous un ultime et suprême effort (19).

Peu après son retour de Berchtesgaden, Schuschnigg avait informé Mussolini, protecteur de l'Autriche, de l'attitude menaçante adoptée par Hitler. Il reçut aussitôt une réponse du Duce, assurant que la position de l'Italie à l'égard de l'Autriche demeurerait inchangée. Le 7 mars, il chargea son attaché militaire à Rome de prévenir Mussolini qu'en raison des événements « il allait sans doute avoir recours à un plébiscite ». Le dictateur italien répondit que c'était là une erreur : « C'est une erreur! » Il conseillait à Schuschnigg de poursuivre son actuelle ligne de conduite. La situation, disait-il, s'améliorait. Une détente imminente dans les relations entre Rome et Londres contribuerait grandement à arranger les choses. Ce fut la dernière fois que Schuschnigg entendit parler de Mussolini.

Le soir du 9 mars, dans un discours prononcé à Innsbruck, Schuschnigg annonçait que le plébiscite aurait lieu dans quatre jours, le dimanche 13 mars. En apprenant cette nouvelle inattendue, Hitler entra

dans une violente fureur. Le journal de Jodl, du 10 mars, nous dit ce que fut la réaction initiale à Berlin.

Par surprise et sans consulter ses ministres, Schuschnigg a ordonné un plébiscite pour le dimanche 13 mars.

Le Führer est résolu à ne pas tolérer cela. Le soir même et dans la nuit du 9 au 10, il fait appeler Gœring. Le général von Reichenau est rappelé du Caire, où il prenait part aux travaux du Comité olympique. Le général V. Schobert (commandant la région militaire de Munich en bordure de la frontière autrichienne) est convoqué à Berlin, de même que le ministre (autrichien) Glaise-Horstenau, qui se trouve... dans le Palatinat... Ribbentrop est retenu à Londres. Neurath prend le ministère des Affaires étrangères (20).

Le lendemain jeudi 10 mars, grand branle-bas à Berlin. Hitler avait décidé l'occupation militaire de l'Autriche, et il est hors de doute que ses généraux furent pris par surprise. Pour que le plébiscite, prévu pour le dimanche, pût être empêché par la force, il fallait que l'armée entrât en Autriche dès le samedi; or, aucun plan n'était prévu pour une manœuvre aussi rapide. Hitler convoqua Keitel pour dix heures du matin, mais, avant d'accourir chez le Führer, le général conféra avec Jodl et le général von Viebahn, chef du Führungsstab (état-major des opérations) de l'O.K.W. L'ingénieux Jodl se rappela le « cas spécial Otto », qui avait été établi pour faire échec à une tentative de restauration des Habsbourg. Puisqu'il n'existait pas d'autre plan d'action militaire contre l'Autriche, Hitler décida que celui-ci ferait l'affaire : « Préparez le cas Otto », ordonna-t-il.

Keitel revint en toute hâte au quartier général de l'O.K.W. dans la Bendlerstrasse, pour conférer avec le général Beck, chef d'état-major général. Quand il demanda des détails sur le plan Otto, Beck répondit : « Nous n'avons rien préparé, rien n'a été fait, rien du tout. » Beck à son tour

fut convoqué à la Chancellerie du Reich. Il alerta précipitamment le général von Manstein sur le point de quitter Berlin pour prendre un poste de divisionnaire et se rendit en voiture avec lui auprès du Führer, qui lui déclara que l'armée devait être prête à entrer en Autriche le samedi.

Les généraux ne soulevèrent ni l'un ni l'autre la moindre objection contre ce projet d'agression armée. Un seul point les inquiétait : la difficulté d'improviser une action militaire dans un délai aussi bref. Revenu à la Bendlerstrasse, Manstein se mit aussitôt à rédiger les ordres nécessaires. A six heures du soir, il avait terminé, après cinq heures de travail. D'après le journal de Jodl, dès six heures trente du soir, les ordres de mobilisation étaient envoyés à trois corps d'armée et à l'aviation. Le lendemain 11 mars, à deux heures du matin, Hitler promulguait la directive n° 1 en vue de l'opération Otto. Telle était sa hâte qu'il oublia de la signer et que sa signature n'y fut apposée qu'à une heure après midi.

ULTRA-SECRET.

1. Si d'autres mesures s'avèrent inutiles, j'ai l'intention d'envahir l'Autriche par les armes, pour y établir un régime constitutionnel et empêcher de nouvelles violences contre la population allemande.

2. L'opération sera tout entière dirigée par moi...

3. Les effectifs de l'armée et de l'aviation désignés pour cette opération devront être prêts à envahir l'Autriche le 12 mars 1938, au plus tard à minuit.

L'attitude des troupes doit donner l'impression que nous ne voulons pas faire la guerre à nos frères autrichiens... Par conséquent, toute provocation doit être évitée. Cependant, toute résistance devra être brisée impitoyablement par la force des armes (21).

Quelques heures plus tard, Jodl lança de nouveaux ordres « ultra-secrets » au nom du commandement suprême des forces armées.

1. Les troupes tchécoslovaques ou les unités de la milice qui pourraient être rencontrées en Autriche devront être considérées comme hostiles.

2. Les Italiens doivent être partout traités en amis, Mussolini ayant déclaré qu'il ne s'intéressait pas à la solution de la question autrichienne (22).

Hitler s'était inquiété de l'attitude de Mussolini. Dans l'après-midi du 10 mars, dès qu'il eut décidé l'invasion militaire de l'Autriche, il avait envoyé à Rome en avion spécial le prince Philippe de Hesse, porteur d'une lettre, datée du 11 mars, dans laquelle il informait le Duce de l'opération qu'il envisageait et demandait l'accord du dictateur italien. Cette lettre n'était qu'un tissu de mensonges en ce qui concernait son attitude à l'égard de Schuschnigg et la situation en Autriche, qui, affirmait-il au Duce, « était voisine de l'anarchie »; elle débutait par une assertion si fausse qu'Hitler la fit supprimer quand la lettre fut publiée en Allemagne par la suite*.

** Les passages supprimés furent retrouvés après la guerre dans les archives du ministère des Affaires étrangères italien.*

Il déclarait en effet que l'Autriche et la Tchécoslovaquie complotaient la restauration des Habsbourg et se préparaient « à lancer contre l'Allemagne une masse d'au moins 20 millions d'hommes ». Il exposait ensuite les conditions posées à Schuschnigg, « exigences plus que modérées », affirmait-il à Mussolini, et que pourtant Schuschnigg n'avait pas exécutées, et il insistait sur le « caractère dérisoire » d'un « prétendu plébiscite ».

Étant donné ma responsabilité en tant que Führer et chancelier du Reich allemand, en ma qualité aussi de fils de ce pays, je ne puis demeurer plus longtemps passif en présence des événements.

Je suis désormais résolu à rétablir la loi et l'ordre dans mon pays natal et à permettre au peuple de décider de son destin selon son jugement, d'une manière nette, claire et évidente.

De quelque manière qu'un plébiscite ait lieu, je désire donner solennellement à Votre Excellence, en sa qualité de Duce de l'Italie fasciste, les assurances suivantes :

1° Voyez uniquement dans cette décision une mesure de légitime défense nationale et par conséquent une action que tout autre accomplirait de la même manière à ma place, pour peu qu'il soit doué de caractère. Vous aussi, Excellence, vous ne pourriez agir autrement si le sort des Italiens était en jeu...

2° Dans un moment critique pour l'Italie, je vous ai prouvé la constance inébranlable de ma sympathie. Soyez assuré qu'à l'avenir mon attitude à votre égard ne changera jamais.

3° Quelles que soient les conséquences des événements à venir, j'ai tracé une frontière bien déterminée entre l'Allemagne et la France et j'en trace maintenant une, tout aussi déterminée, entre l'Italie et nous. C'est le Brenner**...

Toujours amicalement à vous,

ADOLF HITLER (23)

****** Cette assurance donnée au sujet de la frontière du Brenner était un don propitiatoire fait à Mussolini. Elle signifiait qu'Hitler ne réclamerait pas la restitution du Tyrol du Sud, pris à l'Autriche et accordé à l'Italie par le Traité de Versailles.

Sans beaucoup se préoccuper de la fiévreuse agitation qui régnait sur le territoire du Troisième Reich à la frontière autrichienne, le docteur Schuschnigg alla se coucher le soir du 10 mars, fermement convaincu, comme il l'a affirmé plus tard, que le plébiscite serait favorable à la cause de l'Autriche et que les nazis ne constitueraient pas un obstacle formidable*. Ce même soir, d'ailleurs, le docteur Seyss-Inquart l'avait assuré qu'il soutiendrait le plébiscite, et même qu'il prononcerait à la radio un discours favorable.

** En toute justice, il convient de signaler que le plébiscite de Schuschnigg n'aurait guère été plus libre et plus démocratique que les plébiscites hitlériens en Allemagne. Comme il n'y avait pas eu d'élections libres en Autriche depuis 1933, les listes électorales n'étaient pas à jour. Seuls les citoyens au-dessus de vingt-quatre ans étaient électeurs. Le public n'avait été averti que quatre jours avant le plébiscite, si bien que le temps manquait pour mener une campagne, même si les groupes de l'opposition, les nazis et les sociaux-démocrates, avaient eu la liberté de le faire. Les sociaux-démocrates auraient sans aucun doute voté Ja, contraints d'opter entre Hitler et Schuschnigg, ils considéraient ce dernier comme un moindre mal et de plus ils avaient reçu la promesse de se voir rendre la liberté politique. Il est hors de doute que leurs voix auraient assuré la victoire de Schuschnigg.*

Le vendredi 11 mars, à cinq heures trente du matin, le chancelier d'Autriche fut éveillé par la sonnerie du téléphone placé sur sa table de chevet. Le docteur Skubl, chef de la police autrichienne, était au bout du fil. Les Allemands, dit-il, avaient fermé la frontière à Salzbourg. Le trafic ferroviaire entre les deux pays était arrêté. On annonçait que des troupes allemandes se concentraient à la frontière autrichienne.

Dès six heures trente, Schuschnigg était en route pour son bureau de

la Ballhausplatz, mais il voulut s'arrêter d'abord à la cathédrale Saint-Étienne. Là, dans la lumière grise du jour naissant, tandis qu'on célébrait une messe matinale, il s'agitait nerveusement sur son siège, songeant au message inquiétant du chef de la police : « Je n'en comprenais pas au juste la signification, a-t-il dit depuis, je savais seulement qu'il amènerait des changements. » Il contempla les cierges qui brûlaient devant la statue de Notre-Dame du Perpétuel Secours. Jetant autour de lui un regard furtif, il fit le signe de la croix, comme d'innombrables Viennois l'avaient fait autrefois devant cette image, dans les heures de détresse.

A la Chancellerie, le calme régnait. Pendant la nuit, il n'était même pas arrivé de dépêches inquiétantes émanant de diplomates autrichiens à l'étranger. Schuschnigg appela au téléphone le siège de la police et demanda que, par mesure de précaution, un cordon de police fût placé autour de la Ville intérieure et des bâtiments officiels. Il convoqua également ses collègues du cabinet. Seul Seyss-Inquart ne parut pas. Schuschnigg ne put le découvrir nulle part. En fait, le ministre nazi se trouvait à l'aéroport de Vienne. Von Papen, appelé sans explication à Berlin la veille au soir, avait pris un avion spécial à six heures du matin et Seyss-Inquart était allé le saluer au départ. Maintenant le Quisling n° 1 attendait le Quisling n° 2, Glaise-Horstenau, lui aussi ministre du cabinet Schuschnigg, et, comme Seyss-Inquart, déjà engagé très loin sur le chemin de la trahison. Celui-ci devait arriver de Berlin porteur des ordres d'Hitler sur la conduite à suivre au sujet du plébiscite.

Hitler exigeait qu'il fût contremandé. A dix heures du matin, ses ordres furent communiqués à Schuschnigg par les deux ministres, qui l'informèrent en même temps qu'Hitler était furieux. Après avoir délibéré

pendant plusieurs heures avec le président Miklas, ses collègues du cabinet et le docteur Skubl, Schuschnigg consentit à annuler le plébiscite. Le chef de la police lui avait avoué, non sans hésitation, que le gouvernement ne pouvait plus compter sur la police, littéralement farcie d'éléments nazis, réintégrés à la suite de l'ultimatum de Berchtesgaden. D'autre part, Schuschnigg était sûr que l'armée et la milice du Front patriotique — le parti autrichien officiel — se battraient. Mais, à ce moment critique, Schuschnigg décida — il a d'ailleurs écrit que, depuis longtemps, sa décision était prise à ce sujet — de n'opposer aucune résistance à Hitler s'il fallait pour cela verser le sang allemand. Hitler, pour sa part, y était tout à fait résolu mais Schuschnigg reculait devant cette seule perspective.

A deux heures de l'après-midi, il fit venir Seyss-Inquart pour lui annoncer qu'il annulait le plébiscite. L'aimable Judas s'en fut aussitôt téléphoner à Berlin pour mettre Gœring au courant. Mais, dans l'esprit des nazis, la première concession faite par un adversaire venu à composition devait rapidement en entraîner une nouvelle. Hitler et Gœring multiplièrent sans plus tarder leurs exigences. Par une ironie vraiment singulière, le compte rendu, minute par minute, des transactions qui suivirent, des menaces et des ruses employées, a été consigné par le *Forschurtgsamt* de Gœring (L'Institut des Recherches), qui nota et transcrivit 27 conversations téléphoniques provenant du bureau du feld-maréchal, à partir de deux heures quarante-cinq de l'après-midi, le 11 mars. Les papiers furent découverts au ministère de l'Air allemand après la guerre et constituent un document révélateur sur la façon dont le sort de l'Autriche fut réglé, de Berlin, par téléphone, pendant ces quelques heures

décisives (24).

Quand Seyss-Inquart appela pour la première fois Goering au début de l'après-midi, le feld-maréchal lui dit que l'annulation du plébiscite ne suffisait pas et qu'il le rappellerait après avoir parlé à Hitler. Ce qu'il fit vingt minutes après. Schuschnigg ordonnait-il, devait donner sa démission, et Seyss-Inquart serait nommé chancelier dans un délai de deux heures. Goering demandait en même temps à Seyss-Inquart « d'envoyer le télégramme au Führer comme il était convenu ». Première allusion à un télégramme qui allait brusquement surgir au cours des événements dramatiques prêts à se dérouler et qui serait utilisé par Hitler pour commettre une supercherie par laquelle il tenterait de justifier son acte d'agression aux yeux du peuple allemand et des ministères des Affaires étrangères des autres pays.

Wilhelm Keppler, agent spécial d'Hitler en Autriche, arrivant dans l'après-midi de Berlin pour suppléer von Papen en l'absence de ce dernier, avait montré à Seyss-Inquart le texte d'un télégramme qu'il devait envoyer au Führer. Ce télégramme réclamait l'envoi de troupes allemandes en Autriche pour y rétablir l'ordre. Dans son témoignage écrit au procès de Nuremberg, Seyss-Inquart déclara qu'il refusa d'envoyer ce télégramme, puisqu'il n'y avait pas de désordres dans le pays. Keppler insista, lui affirma qu'il fallait absolument l'expédier et se précipita à la Chancellerie autrichienne, où il eut le front de créer un comité d'urgence avec Seyss-Inquart et Glaise-Horstenau.

Comment Schuschnigg put-il permettre à des intrus et à des traîtres de s'installer au siège du gouvernement dans un moment aussi critique, voilà ce qui demeure incompréhensible, mais il le fit néanmoins. Plus tard,

il raconta que la Chancellerie offrait l'aspect « d'une ruche où les abeilles auraient été dérangées ». Seyss-Inquart et Glaise-Horstenau y tenaient « une cour » dans un coin et, « autour d'eux, c'étaient des allées et venues incessantes de personnages à l'aspect bizarre ». Mais, selon toute apparence, il ne vint même pas à l'idée du chancelier, trop courtois, et d'ailleurs plongé pour lors dans une espèce d'hébétude, de les jeter dehors.

Il s'était résolu à céder à la contrainte et à donner sa démission. Encore enfermé dans son cabinet avec Seyss-Inquart, il avait appelé Mussolini au téléphone, mais le Duce ne put être atteint tout de suite et, quelques minutes plus tard, Schuschnigg annulait son appel. Il décida que « ce serait du temps perdu » de demander le secours de Mussolini. Le condescendant protecteur de l'Autriche l'abandonnait lui aussi à l'heure du besoin. Quelques minutes plus tard, tandis que Schuschnigg discutait avec le président Miklas pour lui faire accepter sa démission, un message arrivait du ministère des Affaires étrangères : « Le gouvernement italien déclare que, dans les conditions actuelles, il ne peut donner aucun conseil, au cas où il lui en serait demandé un (25). »

Le président Wilhelm Miklas était tenace et plein de droiture. A son corps défendant, il accepta la démission de Schuschnigg, mais se refusa à lui donner Seyss-Inquart pour successeur : « C'est tout à fait impossible, dit-il, nous n'agissons pas sous la contrainte. » Il donna pour instructions à Schuschnigg d'informer les Allemands que l'Autriche rejetait leur ultimatum (26).

Seyss-Inquart s'empessa de transmettre cette réponse à Goering à cinq heures trente du soir.

SEYSS-INQUART : Le président a accepté la démission de Schuschnigg. J'ai proposé qu'il me confie le poste de chancelier... mais il préférerait un homme comme Ender...

GÖRING : Eh bien, c'est impossible! En aucun cas! Il faut informer immédiatement le président qu'il doit vous remettre les pouvoirs du chancelier fédéral et accepter la composition du cabinet telle qu'elle a été décidée.

La conversation fut alors interrompue. Seyss-Inquart passa l'appareil au docteur Muehlmann, un vague nazi autrichien, que Schuschnigg avait déjà vu, tapi dans l'ombre, à Berchtesgaden, et ami personnel de Göring.

MUEHLMANN : Le président refuse obstinément de donner son consentement. Nous avons tenté d'aller lui parler personnellement, mes camarades nationaux-socialistes et moi... Il n'a même pas voulu nous recevoir. Jusqu'à présent, il ne semble pas décidé à céder.

GÖRING : Passez-moi Seyss. (A Seyss.) Écoutez-moi, retenez bien ce que je vais vous dire : Vous allez immédiatement, accompagné du lieutenant-général Muff (l'attaché militaire allemand), dire au président que, si les conditions ne sont pas acceptées sur-le-champ, les troupes qui avancent déjà vers la frontière la franchiront ce soir sur toute sa longueur et que l'Autriche aura cessé d'exister... Dites-lui que ce n'est pas le moment de plaisanter. Voici quelle est actuellement la situation : ce soir, l'invasion commencera, partant de tous les coins de l'Autriche. Elle ne sera stoppée et les troupes ne seront retenues sur la frontière que si, avant sept heures trente, on nous informe que Miklas vous a nommé chancelier fédéral. Faites alors appel à tous les nationaux-socialistes du pays. Ils devraient déjà être dans les rues. Alors, vous avez bien entendu, il faut qu'une réponse nous soit donnée d'ici sept heures trente. Si Miklas n'a pas pu comprendre cela en quatre heures, nous le lui ferons comprendre en quatre minutes.

Mais, toujours fermement résolu, le président tenait bon.

A six heures trente, Göring téléphona à nouveau à Keppler et Seyss-Inquart. Tous deux l'avertirent que le président Miklas refusait de se rendre à leurs instances.

GÖERING : Eh bien, alors, il faut que Seyss le renvoie! Remontez chez lui et dites-lui tout net que Seyss va faire appel aux gardes nationaux-socialistes et, dans cinq minutes, les troupes marcheront sur mon ordre.

A la suite de cette injonction, le général Muff et Keppler présentèrent au Président un second ultimatum : s'il ne cédait pas dans un délai d'une heure, c'est-à-dire à sept heures trente, les troupes allemandes entreraient en Autriche : « J'informai ces deux messieurs, a relaté plus tard Miklas, que je rejetais l'ultimatum... et que c'était l'Autriche seule qui devait choisir le chef de son gouvernement. »

Les nazis autrichiens étaient maintenant maîtres de la rue comme de la Chancellerie. Vers six heures du soir, revenant de l'hôpital où ma femme luttait contre la mort après une naissance difficile qui s'était terminée par une césarienne, je me trouvai emporté, à la sortie du métro de la Karlsplatz, par le flot d'une foule hurlante de nazis déchaînés, qui se ruaient vers la Ville Intérieure. Ces visages convulsés, je les avais déjà vus aux grands rassemblements du parti, à Nuremberg. Les hommes hurlaient : « Sieg Heil! Sieg Heil! Heil Hitler! Heil Hitler! Schuschnigg au poteau! » La police, que j'avais vue, à peine quelques heures plus tôt, disperser sans la moindre difficulté un petit groupe de nazis, les regardait en ricanant.

Schuschnigg entendit les piétinements et les cris de la foule, et ces bruits lui firent impression. Il se précipita dans le bureau du président pour lui adresser une dernière requête. Mais, dit-il,

Le président Miklas demeura inflexible. Il refusait de nommer un nazi au poste de chancelier d'Autriche. Quand j'insistai pour qu'il désignât Seyss-Inquart, il répéta : « Vous m'abandonnez tous. » Mais je ne voyais d'autre possibilité que d'accepter Seyss-Inquart.

Avec le peu d'espoir qui me restait je me raccrochais à toutes les promesses qu'il m'avait faites, à sa réputation personnelle de catholique pratiquant et d'homme intègre (27).

Schuschnigg se raccrochait à ses illusions jusqu'au bout.

Le chancelier déchu proposa alors de faire un discours d'adieu à la radio pour expliquer les raisons qui l'avaient amené à démissionner. Il affirme que Miklas y consentit; cependant, par la suite, le président contesta cette affirmation. Ce fut l'émission la plus émouvante que j'aie jamais entendue. Le micro était placé à cinq pas environ de l'endroit où Dollfuss avait été tué par les nazis.

Le gouvernement allemand, dit Schuschnigg, a remis aujourd'hui au président Miklas un ultimatum lui ordonnant, dans un délai imposé, de nommer au poste de chancelier une personnalité désignée par le gouvernement allemand; en cas de refus, les troupes allemandes envahiraient l'Autriche.

Je déclare en face du monde entier que les bruits lancés en Allemagne, prétendant que des désordres auraient été créés par les travailleurs, que des ruisseaux de sang auraient coulé et que le gouvernement autrichien ne serait plus maître de la situation, sont faux depuis A jusqu'à Z. Le président Miklas m'a demandé de faire savoir au peuple d'Autriche que nous avons cédé à la force parce que nous nous refusons, même en cette heure terrible, à verser le sang. Nous avons décidé d'ordonner aux troupes de n'opposer aucune résistance*. Je prends donc congé du peuple autrichien, en lui adressant cette formule d'adieu allemand, prononcée du plus profond de mon cœur : « Dieu protège l'Autriche! »

* Dans son témoignage d'après guerre, auquel nous avons déjà fait allusion, Miklas nie avoir adressé cette demande à Schuschnigg et même avoir approuvé cette déclaration à la radio. Contrairement à ce qu'affirme le chancelier sortant, le président n'était pas encore disposé à céder à la force : « Les choses n'en sont pas venues à un tel point qu'il nous faille capituler », affirme-t-il avoir dit à Schuschnigg. Il venait de rejeter le second ultimatum allemand. Il demeurait ferme. Mais le discours de Schuschnigg à la radio contribua à miner sa position et à lui forcer la main. Comme nous le verrons, l'opiniâtre vieux président tint encore plusieurs heures avant de capituler. Le 13 mars, il refusa de signer la loi d'Anschluss, qui supprimait l'existence indépendante de l'Autriche et que promulgua

Seyss-Inquart sur l'ordre d'Hitler. Bien qu'il remit les fonctions de sa charge au chancelier nazi pour tout le temps où il serait empêché de les exercer, il soutint qu'il n'avait jamais officiellement donné sa démission de président : « Cela aurait été trop lâche, expliqua-t-il par la suite, devant un tribunal viennois. Ce qui n'empêcha pas Seyss-Inquart d'annoncer officiellement le 13 mars que le président à la requête du chancelier, avait « résigné ses fonctions » et que ses « affaires » seraient transférées au chancelier (28).

Si le chancelier prenait congé de son peuple, l'intraitable président n'était pas encore disposé à en faire autant. Gœring l'apprit quand il téléphona au général Muff, peu après le discours de Schuschnigg à la radio : « Le mieux, ce serait que Miklas donne sa démission, lui dit Gœring.

— Oui, mais il s'y refuse, répliqua Muff. Nous avons eu ensemble un entretien très dramatique. Je lui ai parlé pendant près d'un quart d'heure. Il déclare qu'en aucun cas il ne cédera à la force.

— Vraiment ? Il ne veut pas céder à la force ? »

Gœring n'en croyait pas ses oreilles.

« Il ne cédera pas à la force, répéta le général.

— Alors il veut qu'on le chasse à coups de pied ?

— Oui, dit Muff, il est ferme.

— En effet, avec quatorze enfants, répliqua Gœring en riant, il faut qu'il sache être ferme. Quoi qu'il en soit, dites à Seyss de prendre sa succession. »

Restait à régler la question du télégramme par lequel Hitler voulait justifier l'invasion de l'Autriche. Le Führer, selon von Papen qui l'avait rejoint à la Chancellerie de Berlin, était maintenant « dans un état voisin de la folie ». L'entêtement du président autrichien faisait obstacle à ses plans. Seyss-Inquart les contrecarrait également parce qu'il n'avait pas encore expédié le télégramme demandant à Hitler d'envoyer des troupes en Autriche pour rétablir l'ordre. Exaspéré au-delà de toute expression, Hitler

télégraphia l'ordre d'invasion, le soir du 11 mars, à huit heures quarante-cinq*.

** Portant l'indication « ultra-secret » et reconnu comme étant la directive n° 2 de l'opération Otto. On y lit : « Les conditions de l'ultimatum allemand adressé au gouvernement autrichien n'ont pas été remplies... Pour éviter de nouvelles effusions de sang dans les villes autrichiennes, l'entrée des forces allemandes en Autriche commencera, selon la directive n° 1, à l'aube du 12 mars. Je compte que les objectifs fixés seront atteints en employant toutes les forces, au maximum, le plus rapidement possible. Signé : Adolf Hitler (29) ».*

Trois minutes plus tard, à huit heures quarante-huit, Gœring téléphonait à Keppler à Vienne :

Écoutez attentivement. Seyss-Inquart devra adresser ici le télégramme suivant. Prenez-en note :

« Le gouvernement provisoire autrichien, qui, après la démission du président Schuschnigg, s'estime chargé d'établir la paix et l'ordre en Autriche, demande instamment au gouvernement allemand de l'aider à remplir sa tâche et à éviter une effusion de sang. Dans ce but, il demande au gouvernement allemand d'envoyer des troupes allemandes en Autriche aussitôt que possible. »

Keppler assura le feld-maréchal qu'il allait montrer immédiatement à Seyss-Inquart le texte du « télégramme ».

« Eh bien, dit Gœring, ce n'est même pas la peine qu'il envoie le télégramme. Il lui suffit de dire : « Entendu. »

Une heure plus tard, Keppler rappelait Berlin : « Dites au feld-maréchal que Seyss-Inquart est d'accord** ». »

*** En réalité, longtemps après minuit, Seyss-Inquart s'efforçait encore d'obtenir d'Hitler qu'il renonçât à l'invasion. Un mémorandum des Affaires étrangères allemandes révèle qu'à 2 h 10 du matin, le 12 mars, le général Muff téléphona à Berlin et déclara que, selon*

les instructions du chancelier Seyss-Inquart, il demandait « que les troupes alertées demeurent sur la frontière, sans la franchir ». Keppler vint lui aussi à l'appareil pour appuyer la requête. Le général Muff, homme probe et officier de la vieille école, semble avoir été embarrassé par le rôle qu'on lui faisait jouer à Vienne. Informé par Berlin qu'Hitler refusait d'arrêter ses troupes, il répondit « qu'il regrettait d'avoir à transmettre un tel message (30) ».

C'est ainsi que, le lendemain, quand je passai par Berlin, je vis dans le *Völkischer Beobachter* une manchette énorme : L'AUTRICHE ALLEMANDE SAUVÉE DU CHAOS. Sous ce titre, on racontait des histoires incroyables, fabriquées par Goebbels, décrivant les désordres fomentés par les Rouges — batailles, fusillades, pillage — dans les principales artères de Vienne. J'y trouvai également le texte du télégramme publié par le D.N.B., l'agence officielle allemande d'informations, déclarant qu'il avait été expédié la veille au soir à Hitler par Seyss-Inquart. En fait, deux exemplaires du « télégramme », exactement tel que Gœring l'avait dicté, furent trouvés dans les archives des Affaires étrangères allemandes à la fin de la guerre. Papen expliqua par la suite de quelle manière ils y étaient parvenus. Ils avaient été établis, dit-il, quelque temps après, par le ministre allemand des Postes et Télégraphes et déposés dans les dossiers officiels.

Pendant tout cet après-midi et cette soirée de fièvre, Hitler avait attendu avec anxiété non seulement la capitulation du président Miklas, mais un mot de Mussolini. Le silence du protecteur de l'Autriche devenait inquiétant. A dix heures vingt-cinq du soir, le prince Philippe de Hesse téléphona de Rome à la Chancellerie. Hitler saisit lui-même l'appareil. Les techniciens de Gœring enregistrèrent la conversation que voici :

LE PRINCE: J'arrive à l'instant du palais de Venise. Le Duce a pris la chose de la

façon la plus amicale. Il vous envoie ses amitiés... Schuschnigg lui avait fait part des nouvelles... Mussolini a dit que le sort de l'Autriche lui importait peu.

Hitler était transporté de joie et de soulagement.

HITLER : En ce cas, veuillez dire à Mussolini que je n'oublierai jamais son attitude.

LE PRINCE : Oui, monsieur.

HITLER : Jamais, jamais, jamais, quoi qu'il advienne! Je suis prêt à conclure avec lui un accord tout différent.

LE PRINCE : Oui, monsieur, je lui ai dit cela aussi.

HITLER : Dès que l'affaire autrichienne sera réglée, je serai prêt à marcher avec lui au travers de tous les obstacles, quoi qu'il advienne.

LE PRINCE : Oui, mon Führer.

HITLER : Écoutez, je conclurai n'importe quel accord. Je ne redoute plus désormais la terrible situation militaire dans laquelle nous nous serions trouvés si un conflit avait éclaté. Vous pouvez lui dire que je le remercie du fond du cœur. Jamais, jamais je n'oublierai cela.

LE PRINCE : Oui, mon Führer.

HITLER : Je n'oublierai jamais ce qu'il a fait pour moi, quoi qu'il advienne. Si jamais il a besoin d'une aide quelconque, ou s'il se trouve en danger, il peut être certain que je lui serai fidèle, quoi qu'il arrive, le monde entier fût-il ligué contre lui.

LE PRINCE : Oui, mon Führer.

A ce moment critique, quelles mesures la Grande-Bretagne, la France et la S.D.N. prirent-elles pour arrêter l'agression allemande contre un pays voisin et pacifique? Aucune. La France était, une fois de plus, sans gouvernement. Le jeudi 10 mars, le cabinet Chautemps avait démissionné. Tout au long de cette journée cruciale du vendredi 11 mars, tandis que

Göering téléphonait ses ultimatums à Vienne, il n'y avait personne à Paris qui eût qualité pour agir. C'est seulement le 13, quand l'Anschluss eut été proclamé, qu'un gouvernement français fut formé, ayant à sa tête Léon Blum.

Et la Grande-Bretagne? Le 20 février, huit jours après que Schuschnigg eut capitulé à Berchtesgaden, le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, avait démissionné, en raison surtout de son hostilité aux nouveaux apaisements que Chamberlain se proposait de donner à Mussolini. Il fut remplacé par Lord Halifax. Ce changement fut bien accueilli à Berlin, de même que la déclaration de Chamberlain à la Chambre après l'ultimatum de Berchtesgaden et dont l'ambassade d'Allemagne à Londres rendit longuement compte dans une dépêche adressée à Berlin le 4 mars (31).

Chamberlain, disait-on, avait déclaré, à propos des entretiens de Berchtesgaden, que « c'était une simple rencontre entre deux hommes d'État désireux de se mettre d'accord sur certaines mesures propres à améliorer les relations entre leurs deux pays... Il semblait difficile de soutenir que les deux hommes d'État s'étaient tout simplement mis d'accord sur certains changements d'ordre intérieur dans l'un des deux pays, changements souhaitables dans l'intérêt de leurs relations communes, et que l'un de ces pays avait dû, pour cela, renoncer à son indépendance en faveur de l'autre. Au contraire, affirma Chamberlain, dans le discours du chancelier fédéral en date du 24 février, rien ne donnait l'impression que lui-même (Schuschnigg) estimât que l'Autriche avait dû abdiquer son indépendance. »

Si l'on songe que la légation britannique à Vienne, comme je l'appris

moi-même à l'époque, avait fourni à Chamberlain des détails complets sur l'ultimatum présenté à Schuschnigg à Berchtesgaden, ce discours, qui fut prononcé devant les Communes le 11 mars, semble vraiment stupéfiant*. Mais il fit grand plaisir à Hitler. Celui-ci comprit qu'il allait pouvoir entrer en Autriche sans s'attirer de difficultés avec la Grande-Bretagne. Le 9 mars, Ribbentrop, le nouveau ministre des Affaires étrangères allemand, était arrivé à Londres pour régler ses affaires à l'ambassade où il avait été en poste.

* *Quand il témoigna à Nuremberg, Guido Schmidt jura que lui-même et Schuschnigg exposèrent aux envoyés des grandes puissances les termes de l'ultimatum « en délai (32) », De plus, à ma connaissance, les correspondants à Vienne du Times et du Daily Telegraph téléphonèrent à leurs journaux un compte rendu complet et véridique.*

Il eut de longs entretiens avec Chamberlain, Halifax, le roi et l'archevêque de Canterbury. Il fit savoir à Berlin que ses impressions sur le Premier ministre britannique et sur le ministre des Affaires étrangères étaient « très bonnes ». Le 10 mars, après avoir longuement conféré avec Lord Halifax, Ribbentrop fit savoir directement à Hitler quelle serait l'attitude de la Grande-Bretagne « si la question autrichienne ne pouvait être réglée de façon pacifique ». Il était foncièrement convaincu, d'après ses conversations de Londres, « que l'Angleterre ne ferait rien en ce qui concernait l'Autriche (33) ».

Le vendredi 11 mars, Ribbentrop déjeunait à Downing Street avec le Premier ministre et ses collaborateurs, quand survint un envoyé du Foreign Office, porteur d'un message urgent pour Chamberlain : c'était l'annonce de l'invasion de l'Autriche. Quelques minutes plus tôt, Chamberlain avait prié Ribbentrop d'assurer le Führer de « son désir

sincère et de sa ferme résolution d'améliorer les relations germano-britanniques en dissipant tout malentendu ». Au reçu des bouleversantes nouvelles de Vienne, les hommes d'État passèrent dans le bureau du Premier Ministre, où Chamberlain lut au ministre des Affaires étrangères allemand, fort gêné, deux télégrammes dans lesquels la légation britannique à Vienne lui annonçait l'ultimatum hitlérien : « La discussion, rapporta Ribbentrop à Hitler, se déroula dans une atmosphère tendue, et Lord Halifax, habituellement impassible, était plus surexcité que Chamberlain, qui, du moins en apparence, demeurait calme et gardait la tête froide. » Ribbentrop exprima des doutes sur « la véracité de ces rapports », ce qui semble avoir apaisé ses hôtes britanniques, car, dit-il, « nous avons pris congé de façon très aimable et Halifax lui-même avait retrouvé sa sérénité (34)** ».

** Churchill a donné un amusant récit de ce déjeuner, dans *L'Orage approche*.

Au reçu des dépêches de Vienne, Chamberlain donna pour instructions à Henderson, son ambassadeur à Berlin, de rédiger à l'intention de von Neurath, qui faisait fonction de ministre des Affaires étrangères, une note dans laquelle il déclarait que, si la nouvelle de l'ultimatum allemand à l'Autriche était exacte, « le gouvernement de Sa Majesté croyait devoir élever une protestation dans les termes les plus énergiques (35) ». Mais Hitler se souciait peu d'une protestation diplomatique officielle survenant à une heure aussi tardive. Le lendemain 12 mars, alors que les troupes allemandes déferlaient sur l'Autriche, Neurath envoya à Londres une réponse dédaigneuse (36). Les relations austro-allemandes, déclarait-il, concernaient uniquement le peuple

allemand et non pas le gouvernement britannique, et il répétait les allégations mensongères selon lesquelles l'Allemagne n'avait pas adressé d'ultimatum à l'Autriche; si elle avait fait franchir la frontière à ses troupes, c'était pour répondre aux appels « urgents » du nouveau gouvernement autrichien. Et il rappelait à l'ambassadeur britannique le télégramme « déjà publié dans la presse allemande* ».

* *Ces mensonges furent répétés dans une circulaire télégraphique envoyée le 12 mars par le baron von Weizsaecker, fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, aux ministres allemands à l'étranger « pour l'information et l'orientation de vos conversations ». Weizsaecker affirmait que les déclarations de Schuschnigg relatives à un ultimatum allemand étaient « pure invention » et, affirmait-il à ses diplomates à l'étranger : « La vérité, c'est que la question d'un envoi de forces militaires... a été d'abord soulevée dans le télégramme que l'on connaît, envoyé par le nouveau gouvernement autrichien. En raison du danger imminent de guerre civile, le gouvernement du Reich a décidé de répondre à cet appel (37). » Ainsi le ministre des Affaires étrangères allemand mentait non seulement aux diplomates étrangers, mais aux siens propres. Dans un long ouvrage, d'ailleurs sans intérêt, écrit après la guerre, Weizsaecker, comme tant d'autres Allemands qui avaient servi Hitler, soutint qu'il n'avait jamais cessé d'être antinazi.*

La seule question qui inquiétait sérieusement Hitler au soir du 11 mars, c'était de savoir quelle serait la réaction de Mussolini à la suite de son acte d'agression**, mais on se demandait aussi avec anxiété à Berlin ce qu'allait faire la Tchécoslovaquie.

** *Dans son témoignage à Nuremberg, le 9 août 1946, le feld-maréchal von Manstein affirma : « Au moment où Hitler nous donna ses ordres pour l'Autriche, son souci majeur n'était pas tant celui d'une intervention de la part des Puissances; il s'inquiétait avant tout de l'attitude de l'Italie, qui, semble-t-il, s'était toujours rangée aux côtés de l'Autriche et des Habsbourg (38)».*

L'infatigable Goering eut tôt fait de tirer les choses au clair. Si occupé qu'il fût au téléphone à diriger le coup de force de Vienne, il s'arrangea

pour s'esquiver pendant la soirée afin de se rendre à la Haus der Flieger, où il recevait officiellement un millier de hauts fonctionnaires et de diplomates, devant qui l'orchestre, les chanteurs et le corps de ballet de l'Opéra donnaient une représentation éblouissante. Quand le ministre de Tchécoslovaquie à Berlin, le docteur Mastny, arriva au gala, il fut aussitôt pris à part par le feld-maréchal, comme toujours couvert de décorations, qui lui donna sa parole d'honneur que la Tchécoslovaquie n'avait rien à craindre de la part de l'Allemagne : l'entrée des troupes du Reich en Autriche était, dit-il, « uniquement une affaire de famille », et Hitler souhaitait améliorer ses relations avec Prague. En retour, il demandait l'assurance que les Tchèques ne mobiliseraient pas. Quittant la réception, le docteur Mastny s'en fut téléphoner à son ministre des Affaires étrangères à Prague, puis revint dans la salle pour dire à Goering que son pays ne mobilisait pas et que la Tchécoslovaquie n'avait aucune intention de se mêler des événements d'Autriche. Goering, soulagé, renouvela ses assurances, ajoutant qu'il était autorisé à les appuyer par la parole d'Hitler.

Il se peut que le président Edouard Benès, si subtil pourtant, n'ait pas eu le temps de se rendre compte ce soir-là que la fin de l'Autriche signifiait en même temps celle de la Tchécoslovaquie. Pendant ce week-end, il se trouva des gens en Europe pour estimer que le gouvernement tchécoslovaque manquait de clairvoyance; ils pensaient que les Tchèques auraient dû réagir le soir du 11 mars, étant donné la situation stratégique désastreuse dans laquelle allait se trouver la Tchécoslovaquie à la suite de l'occupation de l'Autriche par les nazis — les troupes allemandes l'entoureraient alors de trois côtés — et considérant aussi que, si elle était intervenue pour tenter de sauver l'Autriche, la Russie, la France et la

Grande-Bretagne, ainsi que la S.D.N., seraient entrées en conflit avec le Troisième Reich, alors que celui-ci était incapable de résister.

Mais les événements ultérieurs, qui vont être relatés ici, détruisent sans aucun doute une telle argumentation. Un peu plus tard, au moment où les deux grandes démocraties et la S.D.N. eurent une meilleure occasion d'arrêter Hitler dans sa course, elles répugnèrent à la saisir. De toute manière, à aucun instant de ce jour mémorable, Schuschnigg ne fit officiellement appel à Londres, à Paris, à Prague ou à Genève. Peut-être pensa-t-il, comme le montrent ses mémoires, que ce serait du temps perdu. D'autre part, le président Miklas était persuadé, comme il l'a affirmé par la suite, que le gouvernement autrichien, qui avait immédiatement informé Paris et Londres de l'ultimatum allemand, poursuivait « des conversations » avec les gouvernements français et britannique pendant tout l'après-midi pour s'assurer de leur « disposition d'esprit ».

Quand il devint évident que leur « disposition d'esprit » consistait uniquement à envoyer de vaines protestations à Berlin, le président Miklas, un peu avant minuit, finit par céder. Il nomma Seyss-Inquart chancelier et accepta la liste des ministres qu'il lui soumit : « J'étais complètement abandonné, aussi bien dans mon pays qu'à l'étranger », devait-il dire amèrement par la suite.

Après avoir adressé au peuple allemand une proclamation grandiloquente dans laquelle il justifiait son agression avec son habituel mépris pour la vérité et donnait l'assurance que le peuple autrichien choisirait son avenir au moyen d'un « véritable plébiscite », proclamation lue à nouveau par Goebbels à la radio allemande et autrichienne, le 12 mars

à midi, Hitler partit pour son pays natal. Il y reçut un bruyant accueil. Dans chaque village, hâtivement décoré en son honneur, les habitants l'acclamaient. Dans l'après-midi, il atteignit son premier but, la ville de Linz, où il avait été écolier. La réception fut délirante, et Hitler s'en montra profondément ému. Le lendemain, après avoir expédié un télégramme à Mussolini : « Je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi », il alla déposer une couronne sur la tombe de ses parents, à Leonding, puis revint à Linz pour y prononcer un discours :

Quand, voici bien des années, je quittai cette ville, j'emportais avec moi les convictions qui remplissent aujourd'hui mon cœur. Jugez de la profondeur de mon émotion quand, après tant d'années, j'ai pu faire de ces convictions une réalité. Si la Providence a voulu un jour que je quitte cette ville pour devenir le chef du Reich, c'est qu'elle m'avait chargé d'une mission et cette mission n'était autre que de ramener mon cher pays natal au sein du Reich allemand. J'ai cru en cette mission, j'ai vécu et lutté pour elle et je crois l'avoir accomplie.

Dans l'après-midi du 12, Seyss-Inquart, accompagné d'Himmler, prit l'avion pour Linz, afin d'y rencontrer Hitler; il proclama avec orgueil que l'article 88 du traité de Saint-Germain, aux termes duquel l'indépendance de l'Autriche était inaliénable et garantie par la S.D.N., se trouvait désormais annulé. Aux yeux d'Hitler, exalté par l'enthousiasme des foules autrichiennes, ce n'était pas suffisant. Il convoqua d'urgence à Linz le docteur Wilhelm Stuckart, sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur, que son ministre Frick avait envoyé à Vienne pour rédiger une loi nommant Hitler président de l'État autrichien. Quelque peu surpris, le jurisconsulte, ainsi qu'il l'a déclaré plus tard à Nuremberg, s'entendit charger par Hitler de « rédiger une loi en prévision d'un Anschluss complet (39) ».

Stuckart soumit ce projet au gouvernement autrichien nouvellement

formé à Vienne, le dimanche 13 mars, le jour où aurait dû avoir lieu le plébiscite. Comme nous l'avons vu, le président Miklas refusa de le signer, mais Seyss-Inquart, qui avait assumé les pouvoirs de président, le signa bien entendu et, tard dans la soirée, revint à Linz en avion pour présenter au Führer ce document, où était proclamée la fin de l'Autriche et qui débutait par ces mots : « L'Autriche est une province du Reich allemand. »

Hitler versa des larmes de joie, a raconté plus tard Seyss-Inquart (40). La prétendue loi d'Anschluss fut également promulguée le même jour à Linz par le gouvernement allemand et signée par Hitler, Goering, Ribbentrop, Frick et Hess. Elle prévoyait pour le 10 avril « un plébiscite libre et secret », par lequel les Autrichiens pourraient décider « la question de leur réunion avec le Reich allemand ». Les Allemands du Reich, annonça Hitler le 18 mars, devraient aussi se prononcer par plébiscite sur l'Anschluss et ils auraient en même temps à élire de nouveaux députés au Reichstag.

C'est seulement dans l'après-midi du lundi 14 mars qu'Hitler fit son entrée triomphale à Vienne, où il avait vécu si longtemps en vagabond. Cette entrée avait été retardée par deux événements imprévus. Malgré la joie délirante manifestée par les Autrichiens à la perspective de voir le Führer dans la capitale, Himmler demanda un jour de plus pour mettre au point les mesures de sécurité. Déjà il procédait à l'arrestation de plusieurs milliers de personnes « douteuses ». En quelques semaines, leur nombre atteindrait, à Vienne seulement, 79000.

D'autre part, les fameuses panzer divisions étaient tombées en panne, longtemps avant d'arriver en vue des collines de Vienne. Selon Jodl, environ 70 pour 100 des véhicules blindés furent immobilisés sur la route

de Salzbourg et Passau à Vienne, bien que le général Guderian, qui commandait les panzers, ait soutenu par la suite que 30 pour 100 seulement de ses troupes furent ainsi bloquées. De toute manière, Hitler se montra furieux de ce retard. Il quitta Vienne dès le lendemain après avoir passé la nuit à *l'Hôtel Impérial*.

Pourtant, ce retour triomphal dans l'ancienne capitale impériale, qui l'avait autrefois rejeté et condamné à mener une vie de clochard, affamé et misérable, et qui maintenant l'acclamait avec une si folle allégresse, ne pouvait manquer de le remplir de joie et d'orgueil. Von Papen, qui se trouvait toujours partout, accouru en avion à Vienne pour prendre part aux réjouissances, trouva Hitler dans la tribune élevée en face de la Hofburg, l'ancien palais des Habsbourg : « Il était proprement en extase, a-t-il écrit plus tard, je ne puis trouver d'autres mots pour le décrire* . »

** Pourtant, malgré cet état d'extase et sans que von Papen, esprit superficiel, l'eût remarqué, peut-être Hitler brûlait-il de se venger d'une ville et d'un peuple qui ne l'avaient pas apprécié dans sa jeunesse et qu'au fond de son cœur il méprisait. Ce qui pourrait expliquer en partie la brièveté de son séjour. Certes, quelques semaines plus tard, il dit en public au bourgmestre de Vienne : « Soyez assuré que Vienne est une perle à mes yeux — je la servirai dans une monture digne d'elle », mais sans doute était-ce bien plus une formule de propagande électorale que l'expression de ses sentiments profonds. Baldur von Schirach, gouverneur nazi et gauleiter de Vienne pendant la guerre, eut la révélation de ces sentiments lors d'une réunion orageuse qui eut lieu au Berghof. Il en fit le récit en ces termes quand il déposa à Nuremberg :*

Le Führer se mit alors à parler des gens de Vienne avec une haine que je puis qualifier d'incroyable et d'effrénée... A quatre heures du matin, Hitler tint brusquement un propos que je voudrais répéter ici, pour des raisons historiques. Il dit : « Vienne n'aurait jamais dû être admise dans l'Union de la Grande Allemagne. » Hitler n'a jamais aimé Vienne. Il détestait les Viennois (41).

La joie que ressentait von Papen en cette journée du 14 mars fut vite gâchée quand il apprit que Wilhelm von Ketteler, son ami intime et collaborateur à la légation allemande, avait disparu dans des circonstances qui faisaient songer à un guet-apens tendu par la Gestapo. Trois ans plus tôt, un autre de ses amis et collaborateurs de la légation, le baron Tschirschky avait fui en Angleterre pour échapper à une mort certaine, les S.S. ayant résolu

sa perte. A la fin d'avril, le corps de Ketteler fut repêché dans le Danube, où les hommes de main de la Gestapo de Vienne l'avaient jeté après l'avoir assassiné.

Il demeura presque continuellement dans cet état pendant les quatre semaines suivantes, au cours desquelles il traversa l'Allemagne et l'Autriche d'un bout à l'autre, fouettant la ferveur publique, dans le but d'obtenir un vote massif de Ja en faveur de l'Anschluss. Mais, dans ses discours véhéments, il ne laissait jamais échapper une occasion de vilipender Schuschnigg ou de répéter les mensonges déjà tant rabâchés, sur la façon dont s'était accompli l'Anschluss. Dans son adresse au Reichstag, le 18 mars, il affirma que Schuschnigg avait « failli à sa parole » en tentant de recourir à « un plébiscite truqué », et il ajouta qu'il fallait être « fou et aveugle » pour se conduire de la sorte. Le 25 mars, à Kœnigsberg, le « plébiscite truqué » était devenu dans l'esprit d'Hitler « une comédie ridicule ». On avait découvert des lettres, affirmait-il, prouvant que Schuschnigg l'avait volontairement abusé en cherchant à atermoyer, à retarder la signature des accords de Berchtesgaden jusqu'au jour où les circonstances lui auraient semblé plus propices pour soulever les pays étrangers contre l'Allemagne.

A Kœnigsberg également, Hitler répondit aux accusations de la presse étrangère, qui lui faisait grief d'avoir eu recours à la force brutale et proclamé abusivement l'Anschluss, sans même attendre le résultat du plébiscite.

Certains journaux étrangers ont prétendu que nous nous sommes abattus sur l'Autriche en employant des méthodes brutales. Tout ce que je puis dire, c'est que, même, dans la mort, ces gens-là ne peuvent s'empêcher de mentir. Au cours de mes luttes politiques, j'ai su inspirer beaucoup d'affection à mon peuple, mais quand j'ai franchi l'ancienne frontière (pour pénétrer

en Autriche) j'ai été submergé par un flot d'amour tel que je n'en avais jamais connu. Nous ne sommes pas venus en tyrans, mais en libérateurs... Fort de ce sentiment, j'ai décidé de ne pas attendre jusqu'au 10 avril, mais d'effectuer l'unification dès maintenant.

Si, pour des oreilles étrangères, ces déclarations ne semblaient ni logiques ni honnêtes, elles firent sans nul doute grande impression sur les Allemands. Quand Hitler, arrivé à la péroraison de son discours au Reichstag, implora d'une voix brisée par l'émotion : « Peuple allemand, accorde-moi encore quatre années pour que je puisse maintenant faire fructifier l'union accomplie pour le bonheur de tous! », il fut l'objet d'une ovation si formidable qu'elle dépassait toute comparaison avec ses précédents triomphes à la même tribune.

Le Führer clôtura sa campagne électorale à Vienne le 9 avril, la veille du scrutin. L'homme qui avait autrefois erré dans les rues de la ville comme un va-nu-pieds, crasseux et le ventre vide, mais qui, à peine quatre ans plus tôt, s'était arrogé les pouvoirs des Hohenzollern et s'attribuait maintenant ceux des Habsbourg, s'estimait réellement chargé d'une mission divine.

Je crois que Dieu voulut envoyer un jeune homme de ce pays dans le Reich pour qu'il y grandît, il voulut l'élever à la dignité de chef de la nation pour lui permettre de ramener un jour sa terre natale au sein du Reich.

Il existe un Ordre supérieur et nous ne sommes tous que ses instruments. Quand, le 9 mars, M. Schuschnigg dénonça son accord, alors, à cette seconde même, je compris que cette fois la Providence faisait appel à moi. Et ce qui s'est passé ensuite en trois jours n'est concevable que si l'on y voit l'accomplissement des désirs et de la volonté de cette Providence.

En trois jours, le Seigneur les a frappés!... Et à moi la grâce a été accordée, le jour même de la trahison, de réunir ma terre natale au Reich...

Je voudrais maintenant rendre grâce à Celui qui m'a permis de retourner au pays natal

afin que je puisse en ce jour le ramener au sein de mon Reich allemand! Demain, puisse tout Allemand reconnaître l'importance de cette heure, en mesurer la portée et se courber humblement devant le Tout-Puissant qui, en quelques semaines, a opéré un miracle en notre faveur!

On pouvait être certain à l'avance qu'une grande majorité d'Autrichiens qui, sans aucun doute, auraient dit *Ja* à Schuschnigg le 13 mars, en diraient autant à Hitler le 10 avril. La plupart d'entre eux croyaient sincèrement que l'union avec n'importe quelle Allemagne, fût-ce une Allemagne nazie, était une fin souhaitable et inévitable, que l'Autriche, coupée en 1918 de son vaste arrière-pays slave et hongrois, ne pouvait pas, en définitive, se suffire à elle-même, que sa seule chance de survie c'était de faire partie du Reich allemand. A ces Autrichiens venaient s'ajouter les nazis acharnés, dont les rangs grossissaient rapidement par l'afflux des chômeurs et des ouvriers attirés par le succès et soucieux d'améliorer leur situation. De nombreux catholiques, dans ce pays où ils formaient l'écrasante majorité, furent sans aucun doute influencés par une déclaration, largement diffusée, du cardinal Innitzer, accueillant favorablement le nazisme en Autriche et conseillant aux fidèles de voter *Ja**.

* *Quelques mois plus tard, le 8 octobre, le palais du cardinal, situé en face de la cathédrale Saint-Etienne, fut mis à sac par des voyous nazis. Innitzer avait compris trop tard ce qu'était le national-socialisme, et dans un sermon, il avait flétri les nazis persécuteurs de son Eglise.*

Si les opérations s'étaient déroulées de façon loyale et honnête, si les sociaux-démocrates et les chrétiens-sociaux avaient eu toute liberté pour faire campagne, le plébiscite, à mon avis, aurait donné lieu à une lutte très

serrée. Mais, en la circonstance, il fallait beaucoup de courage à un Autrichien pour voter non. Comme en Allemagne, et non sans raison d'ailleurs, les électeurs craignaient d'être découverts s'ils ne jetaient pas dans l'urne un bulletin affirmatif. Dans la section de vote que je visitai à Vienne, ce dimanche après-midi, de larges fentes ménagées à l'angle des isoairs permettaient au bureau électoral nazi, siégeant à quelques mètres, de constater aisément comment votaient les gens.

Dans les districts de campagne, peu d'électeurs prirent la peine de préparer leurs bulletins dans le secret de l'isoloir — peut-être même n'osaient-ils pas; ils votaient ouvertement, au vu et au su de tous. Le soir, à dix-neuf heures trente, je fis une émission à la radio, une demi-heure après la clôture du scrutin, alors qu'on avait encore très peu de résultats. Un fonctionnaire nazi m'assura cependant, avant que je prisse la parole devant le micro, que les Autrichiens avaient voté *Ja* à 99 pour 100. Ce fut d'ailleurs le chiffre officiellement donné plus tard : 99,08 pour 100 dans la Grande Allemagne et 99,75 pour 100 en Autriche.

Ainsi l'Autriche, en tant que nation indépendante, quitta momentanément la scène de l'histoire; son nom même était supprimé par le vindicatif Autrichien qui l'avait maintenant réunie à l'Allemagne. Le mot *Oesterreich*, qui servait à la désigner, disparut. L'Autriche devint *Ostmark* et bientôt ce nom même fut abandonné, Berlin administrant le pays découpé en *gaue* (districts), qui correspondaient approximativement aux *Laender* historiques, tels que le Tyrol, Salzbourg, la Styrie et la Carinthie. Vienne devint une simple cité du Reich, le centre administratif d'un district provincial sur son déclin. L'ancien vagabond autrichien devenu dictateur avait effacé sa terre natale de la carte et privé sa capitale, autrefois si

brillante, de sa dernière parcelle de gloire et d'importance. Il était inévitable que la désillusion vînt pour les Autrichiens.

Pendant les premières semaines, la conduite des nazis viennois fut pire que tout ce que j'avais vu en Allemagne. On assista à une véritable orgie de sadisme. Chaque jour on pouvait voir d'importants groupes de Juifs, hommes et femmes, gratter le nom de Schuschnigg inscrit sur les trottoirs et nettoyer les ruisseaux. Tandis qu'ils travaillaient à genoux par terre, surveillés de près par des S.S. ricanants, la foule s'assemblait pour se moquer d'eux. Des centaines de Juifs, hommes et femmes, étaient ramassés au hasard dans les rues et envoyés nettoyer les latrines publiques et les toilettes des casernes où étaient cantonnés les S.S. et les S.A.

On en emprisonna 10 000 autres. Leurs biens furent confisqués ou volés. Par les fenêtres de notre appartement de la Plosslgasse, je voyais des escouades de S.S. emportant dans des camions : argenterie, tapisseries, peintures, tout un butin pillé dans le palais Rothschild, à côté de chez nous. Le baron Louis de Rothschild parvint par la suite à quitter Vienne en livrant ses aciéries aux Usines Hermann Goering. Quand la guerre éclata, la moitié peut-être des 180 000 Juifs de la ville étaient parvenus à acheter le droit d'émigrer, en abandonnant aux nazis tout ce qu'ils possédaient.

Ce commerce lucratif de la liberté humaine était géré par une organisation spéciale, le Bureau de l'Émigration juive, placé par Heydrich entre les mains des S.S. et seul autorisé à délivrer aux Juifs des permis pour quitter le pays. Administré du début à la fin par un nazi autrichien du nom de Karl Adolf Eichmann, originaire de Linz, la ville natale d'Hitler, il devait par la suite devenir une agence, non plus d'émigration mais d'extermination, et organiser le massacre de plus de 4 millions de

personnes, juives pour la plupart. Himmler et Heydrich profitèrent également de leur séjour en Autriche pendant les premières semaines de l'Anschluss pour installer un immense camp de concentration à Mauthausen, sur la rive nord du Danube, près d'Enns.

Cela devenait trop compliqué de transporter des milliers d'Autrichiens dans les camps de concentration d'Allemagne. Himmler décida qu'il en fallait un, réservé à l'Autriche. Avant que le Troisième Reich ne vînt à s'effondrer, les prisonniers non autrichiens devaient l'emporter en nombre sur les occupants autochtones et Mauthausen battait un triste record : ce fut le camp de concentration allemand (les camps *d'extermination* de l'Est étaient autre chose) où l'on enregistra officiellement le plus grand nombre d'exécutions (35 318 au cours des six ans et demi de son existence).

Malgré le régime de terreur que la Gestapo, sur l'ordre d'Himmler et de Heydrich, fit régner après l'Anschluss, les Allemands affluaient par centaines de mille en Autriche, où ils pouvaient s'offrir, avec leurs marks, des repas somptueux qu'il était devenu impossible de se procurer en Allemagne depuis des années et venaient passer des vacances à bas prix dans les incomparables montagnes de l'Autriche, au bord de ses lacs magnifiques. Les hommes d'affaires et les banquiers allemands arrivaient en foule et rachetaient pour une bouchée de pain les entreprises des Juifs et des anti-nazis dépossédés.

Parmi ces visiteurs souriants se trouvait l'inimitable docteur Schacht qui, en dépit de ses querelles avec Hitler, était encore ministre (sans portefeuille) dans le cabinet allemand, encore président de la Reichsbank, et que l'Anschluss combla de joie. Le 21 mars, arrivé à Vienne, pour

reprendre la Banque nationale autrichienne au profit de la Reichsbank avant même le plébiscite, il harangua le personnel de la banque autrichienne. Tournant en ridicule la presse étrangère qui critiquait les méthodes employées par Hitler pour réaliser l'union des deux pays, le docteur Schacht défendit avec force ces méthodes, affirmant que l'Anschluss était « la conséquence d'innombrables perfidies, des multiples actes de violence que les pays étrangers ont perpétrés contre nous ».

Dieu merci, Adolf Hitler a créé une communion de la volonté allemande et de la pensée allemande. Il lui a apporté l'appui de la Wehrmacht nouvellement renforcée et finalement lui a donné la forme extérieure d'une union intime entre l'Allemagne et l'Autriche...

Nul ne peut envisager un avenir avec nous s'il n'est pas de tout cœur avec Adolf Hitler... La Reichsbank sera toujours uniquement nationale socialiste ou bien je cesserai d'en être le directeur.

Sur ce, le docteur Schacht fit prêter au personnel autrichien le serment de « fidélité et d'obéissance au Führer ».

« Quiconque y faillira sera un misérable! » s'écria Schacht, puis, imité par tout son auditoire, il brailla un triple : « Sieg Heil (42)! »

Entre-temps le docteur Schuschnigg avait été arrêté et soumis à un traitement si humiliant qu'on ne peut s'empêcher de croire qu'il avait été ordonné par Hitler lui-même. Il fut d'abord retenu aux arrêts chez lui, du 12 mars au 28 mai, et, pendant ce temps, la Gestapo s'employa par les moyens les plus mesquins à lui ôter toute possibilité de dormir. Transféré ensuite au quartier général de la Gestapo, à *l'Hôtel Métropole*, il y demeura incarcéré pendant dix-sept mois dans une pièce minuscule, au cinquième étage.

Là, avec la serviette qui lui était remise pour son usage personnel, il

devait nettoyer les lavabos, les seaux hygiéniques et les latrines des gardes S.S. et accomplir toutes les autres basses besognes que les hommes de la Gestapo avaient l'idée de lui imposer. Le 11 mars 1939, premier anniversaire de sa chute, il avait déjà perdu près de 30 kilos, mais le médecin S.S. le déclarait en excellente santé. Les années qu'il passa ensuite dans la solitude d'une prison, puis avec les « morts vivants » dans certains des plus terribles camps de concentration allemands, tels que Dachau et Sachsenhausen, ont été décrites par lui dans son livre *Requiem autrichien*.

Peu après son arrestation, il put épouser par procuration la comtesse Vera Czernin, dont un précédent mariage avait été annulé par une cour ecclésiastique* et, pendant les dernières années de guerre, elle fut autorisée à partager son existence dans les camps de concentration, avec leur enfant, né en 1941.

* Il était veuf à cette époque.

C'est miracle qu'il ait survécu au cauchemar de la captivité. Vers la fin, ils furent rejoints par un grand nombre d'autres personnages de marque, victimes de la colère hitlérienne, tels que le docteur Schacht, Léon Blum, l'ancien premier ministre français et sa femme, le pasteur Niemoeller, une foule de généraux de haut rang et le prince Philippe de Hesse, dont la femme, la princesse Mafalda, fille du roi d'Italie, mourut à Buchenwald, en 1944, à la suite des mauvais traitements que lui infligèrent les S.S. Le Führer se vengeait ainsi sur elle de l'abandon de Victor-Emmanuel, coupable d'être passé dans le camp allié.

Le 1er mai 1945, le groupe composé de ces prisonniers de marque, qui avaient été évacués à la hâte de Dachau et transportés vers le sud pour

éviter qu'ils ne fussent libérés par les Américains venant de l'ouest, arrivèrent dans un village haut perché, dans les montagnes du Tyrol du sud. Les officiers de la Gestapo montrèrent à Schuschnigg la liste de ceux qui, sur l'ordre d'Hitler, devaient être supprimés avant de tomber entre les mains des alliés. Schuschnigg vit son nom et celui de sa femme « imprimés en toutes lettres ». Il se sentit accablé. Avoir survécu si longtemps, pour finir assassiné à la dernière minute!

Le 4 mai, cependant, Schuschnigg put écrire dans son journal :

A deux heures cet après-midi, alerte! Les Américains!

Un détachement américain s'empare de l'hôtel.

Nous sommes libres!

Sans tirer un coup de feu, sans que la Grande-Bretagne, la France et la Russie, dont les forces militaires auraient pu l'écraser, soient intervenues, Hitler avait ajouté au Reich 7 millions de sujets et s'assurait une position stratégique d'une immense valeur pour la réalisation de ses futurs projets. Non seulement ses armées flanquaient la Tchécoslovaquie sur trois côtés, mais il détenait maintenant, avec Vienne, la porte d'entrée de l'Europe du sud-est. Capitale du vieil empire austro-hongrois, Vienne était toujours restée le centre des communications et des systèmes commerciaux de l'Europe centrale et sud-orientale. Désormais, ce centre nerveux était entre les mains des Allemands.

Mais le point le plus important peut-être c'était qu'Hitler venait d'avoir une nouvelle fois la preuve que ni la Grande-Bretagne ni la France ne lèveraient un doigt pour l'arrêter. Le 14 mars, Chamberlain avait prononcé devant les Communes un discours dans lequel il acceptait

comme un fait accompli l'entrée d'Hitler en Autriche, et l'ambassade d'Allemagne à Londres avait expédié à Berlin une série de télégrammes urgents au sujet de ces débats. Hitler n'avait pas grand-chose à craindre : « Le fait est indiscutable, déclara Chamberlain, rien ne pouvait empêcher ce qui s'est passé (en Autriche), à moins que notre pays et d'autres avec lui eussent été résolus à employer la force! »

Hitler acquit ainsi la certitude que le Premier Ministre britannique ne voulait ni employer la force, ni même se concerter avec les autres grandes puissances sur les mesures à prendre pour prévenir de nouvelles initiatives allemandes. Le 17 mars, le gouvernement des Soviets avait proposé la réunion d'une conférence des Puissances, avec ou sans la S.D.N., afin d'étudier les moyens de faire obstacle à d'éventuelles agressions allemandes. Chamberlain envisageait cette réunion sans enthousiasme et le 24 mars, à la Chambre des Communes, il s'y déclara publiquement hostile : « Une action de ce genre, dit-il, aurait pour conséquence inévitable d'aggraver la tendance à la création de groupes exclusifs de nations qui... seraient nécessairement défavorables aux perspectives d'avenir de la paix en Europe. » En apparence, il oubliait l'existence de l'Axe Rome-Berlin et du pacte tripartite antikomintern, conclu entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon — ou du moins il ne les prenait pas au sérieux.

Dans le même discours, Chamberlain annonça une décision de son gouvernement qui fut certainement encore plus agréable à Hitler. Il se refusa catégoriquement à envisager que la Grande-Bretagne puisse s'engager à venir en aide à la Tchécoslovaquie au cas où celle-ci serait attaquée, ni même à soutenir la France si elle était appelée à remplir ses obligations aux termes du pacte franco-tchèque.

Pour Hitler, cette prise de position facilitait considérablement les choses. Il savait dès lors que la Grande-Bretagne se tiendrait cette fois encore à l'écart quand il s'attaquerait à sa prochaine victime. Si la Grande-Bretagne s'abstenait, la France n'en ferait-elle pas autant? Comme le prouvent ses papiers secrets relatifs aux mois suivants, il en était certain. Et il savait qu'aux termes des pactes conclus par les Russes avec la France et la Tchécoslovaquie, l'Union Soviétique n'était pas obligée de venir en aide aux Tchèques si la France ne bougeait pas. Il n'avait pas besoin d'en savoir davantage pour poursuivre sans tarder l'exécution de ses projets.

Hitler était en droit de supposer qu'après le succès de l'Anschluss les généraux allemands, jusqu'alors rétifs, ne lui feraient plus obstacle. S'il conservait encore le moindre doute à ce sujet, le dénouement de l'affaire von Fritsch le rassura complètement. Comme nous l'avons vu*, le tribunal d'honneur chargé de juger le général, accusé d'homosexualité, avait brusquement suspendu les débats le jour même de leur ouverture, le 10 mars, le feld-maréchal Goering et les commandants en chef de l'armée et de la marine ayant été convoqués par Hitler pour traiter d'affaires plus urgentes, relatives à l'Autriche.

* *Dans le chapitre précédent.*

Le procès reprit le 17 mars, mais, étant donné ce qui s'était passé dans l'intervalle, il ne pouvait manquer de susciter assez peu d'émotion. Quelques semaines plus tôt, les généraux étaient persuadés que, dès l'instant où le tribunal militaire aurait exposé les incroyables machinations d'Himmler et de Heydrich contre Fritsch, leur commandant en chef serait rétabli dans ses fonctions et qu'à la suite de ces révélations les S.S., peut-

être même le Troisième Reich, peut-être même Adolf Hitler, vacilleraient sous le choc et s'écrouleraient. Vain espoir! Le 4 février, comme nous l'avons relaté, Hitler avait anéanti les rêves de l'ancien corps des officiers en prenant lui-même le commandement des forcés armées et en révoquant Fritsch ainsi que la plupart des généraux de haut grade de son entourage. Maintenant, il venait de conquérir l'Autriche, sans tirer un coup de feu. Après ce triomphe stupéfiant, personne en Allemagne, pas même les vieux généraux, n'accordait grand intérêt au cas du général von Fritsch.

A dire vrai, il fut rapidement disculpé. Malmené par Gœring qui pouvait maintenant poser au juge intègre, Schmidt, l'ancien forçat et maître-chanteur, s'effondra devant le tribunal et avoua que la Gestapo l'avait menacé de mort s'il ne mettait en cause le général von Fritsch — menace qui fut entre parenthèses exécutée quelques jours plus tard. Il précisa que la similitude du nom de Fritsch avec celui du Rittmeister von Frisch, qu'il avait en effet fait chanter pour homosexualité, avait permis de monter cette machination. Aucune tentative ne fut faite, ni par Fritsch, ni par l'armée pour dévoiler le véritable rôle joué en l'occurrence par la Gestapo, ni pour établir la culpabilité personnelle d'Himmler et de Heydrich, qui avaient forgé les chefs d'accusation. Le second jour, le 18 mars, le procès se termina par le verdict attendu : « Reconnu non coupable et acquitté. »

Mais ce verdict, s'il apportait au général une justification personnelle, ne lui rendait pas son commandement, pas plus qu'il ne restituait à l'armée la relative indépendance dont elle jouissait auparavant dans le Reich. Les débats s'étant déroulés à huis clos, le public n'en eut pas connaissance. Le 25 mars, Hitler envoyait un télégramme à von Fritsch pour le féliciter de «

son retour à la santé ». Ce fut tout.

Le général destitué, qui avait refusé de désigner Himmler d'un doigt accusateur devant le tribunal, eut alors un dernier geste bien inutile. Il provoqua en duel le chef de la Gestapo. Le cartel, rédigé par le général Beck lui-même, selon les règles strictes du vieux code d'honneur militaire, fut confié au général von Rundstedt, en sa qualité de plus haut officier de l'armée, qui devait le remettre au chef des S.S. Mais Rundstedt, pris de peur, garda le document dans sa poche pendant plusieurs semaines et finalement l'oublia.

Le général von Fritsch disparut bientôt de la scène et avec lui l'idéal qu'il défendait. Mais quel idéal défendait-il en définitive? En décembre, il écrivait à son amie la baronne Margot von Schutzbar une lettre où s'exprime le désarroi pathétique dans lequel, comme tant d'autres généraux, il était tombé :

Il est vraiment étrange de constater que tant de gens considèrent l'avenir avec une inquiétude croissante, en dépit des succès indiscutables remportés par le Führer au cours de ces dernières années.

Peu après la guerre, j'ai acquis la conviction que nous remporterions trois victoires si l'Allemagne retrouvait sa puissance :

1° Contre la classe ouvrière. Cette bataille Hitler l'a gagnée.

2° Contre l'Église catholique, ou plus exactement, contre les Ultra-montains.

3° Contre les Juifs.

Nous sommes actuellement au plus fort de ces deux dernières batailles, et le combat contre les Juifs est le plus difficile. J'espère que tout le monde comprend les complexités de cette campagne (43).

Le 7 août 1939, alors que s'amoncelaient les nuages de la guerre, il écrivait à la baronne : « Il n'y a pas de place pour moi dans l'Allemagne de

Herr Hitler, ni en temps de paix, ni en temps de guerre. J'accompagnerai mon régiment uniquement pour servir de cible, car je ne puis rester chez moi. »

Il en fut ainsi qu'il l'avait dit : le 11 août 1938 il avait été nommé commandant en chef de son ancien régiment, le 12^e régiment d'artillerie, à titre purement honorifique. Le 22 septembre 1939, il servit en effet de cible à un mitrailleur polonais devant Varsovie assiégée. Quatre jours plus tard, il fut enterré à Berlin, avec tous les honneurs militaires, par un matin froid, pluvieux et sombre, l'un des jours les plus lugubres, si je m'en réfère à mon journal, que j'aie jamais vécus dans la capitale.

En retirant à Fritsch, vingt mois plus tôt, son poste de commandant en chef de l'armée allemande, Hitler avait définitivement abattu, nous l'avons vu, la dernière citadelle de l'opposition en Allemagne, la vieille caste traditionnelle des officiers de l'armée.

Cette fois, au printemps de 1938, grâce à son habile coup de force en Autriche, il avait établi plus fortement encore son emprise sur l'armée, en se montrant un chef audacieux, en soulignant que lui seul devait prendre les décisions en matière de politique étrangère et que le rôle de l'armée se bornait à fournir la force, ou la menace du recours à la force. De plus, sans qu'un seul homme eût été sacrifié, l'armée disposait désormais, grâce à lui, d'une position stratégique qui rendait la Tchécoslovaquie militairement indéfendable. Il n'y avait pas de temps à perdre pour tirer profit de cette situation.

Le 21 avril, onze jours après le plébiscite nazi en Autriche, Hitler fit appeler le général Keitel, chef du Haut-Commandement des Forces armées pour discuter avec lui le cas vert.

L'EXPRESSION « cas vert » servait à désigner en code le plan d'une attaque par surprise de la Tchécoslovaquie. Comme nous l'avons vu, il avait été établi à l'origine par le maréchal von Blomberg, le 24 juin 1937, et Hitler l'avait analysé en détail dans son adresse aux généraux, le 5 novembre, en les avertissant que « l'attaque contre les Tchèques » devait être « exécutée à la vitesse de l'éclair » et pourrait avoir lieu « dès 1938* ».

* *Voir plus haut.*

De toute évidence, à la suite de la facile conquête de l'Autriche, la mise en application du cas vert devenait urgente. Il fallait donc mettre le projet à jour, après quoi on commencerait les préparatifs en vue de son exécution. C'est dans ce but qu'Hitler convoqua Keitel le 21 avril 1938. Le lendemain, le major Rudolf Schmundt, le nouveau collaborateur militaire du Führer, rédigea un résumé de la discussion, divisé en trois parties : « aspect politique », « conclusions militaires » et « propagande (1) ». Hitler repoussa « l'idée d'une attaque stratégique inopinée, sans cause ni possibilité de justification », parce que « l'hostilité de l'opinion mondiale pourrait provoquer une situation critique ». Il estima qu'une seconde solution, l'action militaire, après une période de discussions diplomatiques qui conduiraient graduellement à une crise et à la guerre, n'était pas souhaitable, parce que des mesures de sécurité contre les Tchèques (cas vert) devraient être prises. Le Führer préférait, pour le moment du moins,

une troisième solution : « Une action-éclair, motivée par un incident (par exemple le meurtre d'un ministre d'Allemagne au cours d'une manifestation anti-allemande*). » Un tel incident, on s'en souvient, avait été un moment envisagé pour justifier l'invasion de l'Autriche par l'Allemagne et von Papen en aurait été la victime. Dans ce monde de gangsters qu'étaient les milieux hitlériens, la vie des envoyés allemands à l'étranger ne valait certainement pas cher.

* *La phrase est entre parenthèses dans l'original.*

Le seigneur de la guerre qu'était devenu Hitler, puisqu'il avait pris personnellement le commandement des forces armées, insista auprès du général Keitel sur la nécessité d'agir rapidement :

Les quatre premiers jours d'action militaire sont décisifs au point de vue politique. En l'absence de succès militaires marquants, une crise européenne ne peut manquer d'éclater. Les faits accomplis devront convaincre les puissances étrangères de l'inutilité absolue d'une intervention militaire.

Quant à la propagande nécessaire, le moment n'était pas encore venu de faire appel au docteur Goebbels. Hitler se borna à envisager l'impression de tracts les uns sur « la conduite des Allemands en Tchécoslovaquie », les autres contenant « des menaces destinées à intimider les Tchèques ».

La république de Tchécoslovaquie, qu'Hitler avait maintenant résolu de détruire, était une création des traités de paix, si odieux aux Allemands, conclus après la première guerre mondiale. Elle était aussi l'œuvre de deux remarquables intellectuels tchèques. Le premier, Tomas Garrigue Masaryk, un autodidacte, fils d'un cocher, était devenu un savant célèbre

et le premier président de la République de son pays. Le second, Édouard Benès, fils d'un paysan, avait réussi, à force de travail, par faire des études à l'Université de Prague et dans trois grandes écoles françaises; après avoir occupé presque continuellement le poste de ministre des Affaires étrangères, il devint le second président de la République, quand Masaryk se retira en 1935. Découpée dans l'empire des Habsbourg, qui, au XVI^e siècle, avait acquis l'ancien royaume de Bohême, la Tchécoslovaquie était devenue, pendant les années qui suivirent sa création, en 1918, l'État le plus démocratique, le plus ouvert au progrès, le plus éclairé, et le plus prospère qui existât en Europe centrale.

Cependant, du fait même qu'elle était composée de plusieurs nationalités différentes, elle se trouva, dès l'origine, aux prises avec un problème d'ordre intérieur qu'elle n'avait pas encore été capable de résoudre entièrement au bout de vingt années. Ce problème, c'était la question des minorités. Dans ce pays vivaient un million de Hongrois, un demi-million de Ruthènes et 3 250 000 Allemands des Sudètes. Ces peuples jetaient des regards nostalgiques vers leurs « mères-patries », qui étaient respectivement la Hongrie, la Russie et l'Allemagne, bien que les Sudètes n'eussent jamais appartenu au Reich allemand (sauf en tant que partie du Saint-Empire romain germanique, dont la composition était d'ailleurs assez vague), mais seulement à l'Autriche. Ces minorités désiraient pour le moins une autonomie plus large que celle dont elles jouissaient.

Les Slovaques eux-mêmes, qui formaient le quart des 10 millions de citoyens tchécoslovaques, désiraient acquérir une certaine autonomie. Bien que, du point de vue racial et linguistique, ils eussent des liens étroits avec

les Tchèques, les Slovaques avaient évolué de façon différente, du point de vue historique, culturel et économique, en grande partie parce qu'ils avaient été, pendant plusieurs siècles, sous la domination de la Hongrie. Un accord entre les Tchèques et les Slovaques émigrés en Amérique, signé à Pittsburgh, le 30 mai 1918, stipulait que les Slovaques posséderaient leur gouvernement, leur parlement et leurs cours de justice. Mais le gouvernement de Prague ne s'était pas considéré comme lié par cet accord et ne l'avait pas observé.

Certes, si l'on comparait leur sort à celui des minorités dans la plupart des autres pays, même dans l'Europe de l'Ouest, même en Amérique, les minorités tchécoslovaques n'étaient pas malheureuses. Elles jouissaient non seulement de tous les droits démocratiques et civils — y compris le droit de vote — mais, dans une certaine mesure, elles avaient leurs écoles et étaient autorisées à conserver leurs institutions culturelles. Les chefs des partis politiques de la minorité occupaient souvent le poste de ministre dans le gouvernement central. Néanmoins les Tchèques, qui ressentaient encore les effets des siècles d'oppression imposée par les Autrichiens, semblaient employer des moyens discutables pour régler le problème des minorités.

Ils se montraient souvent chauvins et dépourvus de tact. Je me rappelle, lors de mon premier voyage dans ce pays, le profond ressentiment que suscitait en Slovaquie l'emprisonnement du docteur Vojtech Tuka, professeur respecté, condamné à quinze ans de réclusion « pour trahison », bien que, fort probablement, son seul crime eût consisté à travailler en faveur de l'autonomie slovaque. Les minorités estimaient surtout que le gouvernement tchécoslovaque n'avait pas tenu les

promesses faites par Masaryk et Benès à la conférence de Paris, en 1919, par lesquelles il s'engageait à établir un système fédéral, analogue à celui de la Suisse.

Si l'on songe aux événements qui vont être maintenant relatés, on ne peut se défendre d'un sentiment d'ironie amère en constatant que les Allemands des Sudètes menaient une existence assez prospère au sein de l'État tchécoslovaque, plus prospère certes qu'aucune autre minorité du même pays, ou que les minorités allemandes de Pologne et d'Italie fasciste. Ils s'insurgeaient contre les injustes discriminations dont ils étaient parfois l'objet à Prague. Ils parvenaient difficilement à accepter la perte de leur ancienne suprématie en Bohême et en Moravie au temps des Habsbourg.

Mais, s'étendant en groupes compacts le long des parties nord-ouest et sud-ouest de la nouvelle république, où se trouvait concentrée presque toute l'industrie du pays, ils étaient florissants et, à mesure que passaient les années, ils arrivaient à vivre en état d'harmonie relative avec les Tchèques, tout en continuant à réclamer une plus grande autonomie et un plus grand respect de leurs droits linguistiques et culturels. Jusqu'à l'avènement d'Hitler, il n'existait aucun mouvement politique sérieux pour en demander davantage. Les voix des Sudètes allaient en grande partie aux sociaux-démocrates et autres partis démocratiques.

Mais, en 1933, quand Hitler devint chancelier, le virus du national-socialisme s'infiltra chez les Allemands des Sudètes. On vit alors se créer le Parti sudète allemand (S.D.P.), à l'instigation d'un professeur de gymnastique aux manières douces, nommé Konrad Henlein. En 1935, le parti recevait en secret des subsides du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne, se montant à 15 000 marks par mois (2). En deux ans, il avait

enrôlé la majorité des Sudètes, à l'exception des sociaux-démocrates et des communistes. Au moment de l'Anschluss, le parti de Henlein, qui depuis trois ans recevait ses directives de Berlin était prêt à exécuter les ordres d'Hitler.

Henlein se rendit à Berlin quinze jours après l'annexion de l'Autriche pour y recevoir ses consignes et, le 28 mars, il demeura enfermé pendant trois heures avec le Führer. Ribbentrop et Hess étaient également présents. Un mémorandum des Affaires étrangères a révélé que, selon les instructions d'Hitler, « le Parti sudète allemand devrait formuler des exigences inacceptables par le gouvernement tchèque ». Henlein lui-même a résumé ainsi l'idée du Führer : « Il nous faudra toujours formuler des demandes si exorbitantes qu'on ne pourra jamais les satisfaire (3). »

La situation de la minorité allemande en Tchécoslovaquie ne fut donc pour Hitler qu'un prétexte, comme devait l'être, un an plus tard, celle de Dantzig au regard de la Pologne, pour préparer un mauvais coup dans un pays qu'il convoitait, pour miner le terrain, apporter le trouble et la confusion dans l'esprit des peuples amis de ce pays et pour masquer les véritables buts qu'il poursuivait. Ce qu'étaient ces buts, il l'avait montré clairement dans sa harangue du 5 novembre aux chefs militaires et dans les directives initiales du cas vert : détruire l'État tchécoslovaque et s'emparer de ses territoires et de ses habitants au bénéfice du Troisième Reich. En dépit de ce qui s'était passé en Autriche, les chefs de gouvernement, ni en France ni en Grande-Bretagne, ne devinèrent la vérité. Pendant tout le printemps et l'été, en réalité presque jusqu'au dernier jour, M. Chamberlain et M. Daladier crurent sincèrement, semble-t-il, et presque tout le reste du monde avec eux, qu'Hitler voulait uniquement obtenir

justice pour ses compatriotes en Tchécoslovaquie.

Au contraire, tandis que les journées de printemps devenaient plus chaudes, les gouvernements français et britannique ne cessaient de faire pression sur le gouvernement tchèque pour qu'il accordât d'importantes concessions aux Sudètes allemands. Le 3 mai, le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Londres, Herbert von Dirksen, rapportait à Berlin que Lord Halifax l'avait informé d'une démarche que le gouvernement britannique s'apprêtait à faire à Prague « dans le but d'inviter Benès à se montrer extrêmement conciliant avec les Allemands des Sudètes (4) ». Quatre jours plus tard, le 7 mai, les ministres de France et de Grande-Bretagne à Prague insistaient auprès du gouvernement tchèque pour qu'il allât « jusqu'à l'extrême limite » des concessions pour satisfaire les demandes des Sudètes, comme le rapporta à Berlin le ministre allemand. Hitler et Ribbentrop parurent très satisfaits d'apprendre que les gouvernements britannique et français se montraient si anxieux de leur venir en aide.

Cependant, en un tel moment, il était plus nécessaire que jamais de dissimuler les buts allemands. Le 12 mai, Henlein se rendit en secret à la Wilhelmstrasse, où Ribbentrop lui donna ses instructions sur la manière d'endormir les Britanniques quand il arriverait à Londres, le soir même, pour voir Sir Robert Vansittart, principal conseiller diplomatique du ministre des Affaires étrangères, ainsi que d'autres fonctionnaires britanniques. Un mémorandum, rédigé par Weizsaecker, lui expliquait la marche à suivre : « A Londres, Henlein affirmera qu'il n'agit nullement d'après des instructions reçues de Berlin... pour finir, Henlein parlera de la désintégration progressive de la structure politique tchèque, afin de décourager les milieux qui considèrent qu'une intervention en faveur de

cette structure peut encore être de quelque utilité (5). » Le même jour, le ministre d'Allemagne à Prague télégraphiait à Ribbentrop qu'il était nécessaire d'user de précaution et de tenir secrètes les activités de la légation, qui transmettait de l'argent et des directives au parti allemand des Sudètes.

Hugh R. Wilson, ambassadeur des États-Unis à Berlin, vint trouver Weizsaecker le 14 mai, pour discuter de la crise sudète. Les Allemands, apprit-il, craignaient que les autorités tchèques ne provoquent délibérément une crise européenne pour tenter de prévenir « la désintégration de la Tchécoslovaquie ». Deux jours plus tard, le 16 mai, le major Schmundt expédia un télégramme urgent et « très secret » au quartier général de l'O.K.W., de la part d'Hitler qui se reposait à l'Obersalzberg, pour demander combien de divisions, sur la frontière tchèque, étaient « prêtes à marcher dans un délai de douze heures en cas de mobilisation ». Le lieutenant-colonel Zeitzler, de l'état-major général de l'O.K. W., répondit aussitôt : « Douze. » Hitler ne se tint pas pour satisfait : « Veuillez me faire savoir les numéros des divisions », demanda-t-il. Il reçut alors une seconde réponse, dans laquelle on lui donnait une liste de dix divisions d'infanterie désignées par leurs numéros, auxquelles s'ajoutaient une division blindée et une division de montagne (6).

Hitler était maintenant impatient d'agir. Le lendemain 17, il demandait à l'O.K.W. des informations précises sur les fortifications que les Tchèques avaient construites dans les montagnes des Sudètes, le long de la frontière. On les désignait sous le nom de Ligne Maginot tchèque. Zeitzler répondit le même jour de Berlin par un long télégramme « ultra-secret », dans lequel il adressait au Führer un rapport extrêmement détaillé sur les

travaux de défense des Tchèques. Il ne lui cachait pas qu'ils étaient assez formidables (7).

Le week-end qui débuta le vendredi 20 mai allait voir se dérouler des événements graves et serait désigné plus tard sous le nom de « crise de mai ». Pendant les quarante-huit heures qui suivirent, les gouvernements de Londres, de Paris, de Prague et de Moscou, saisis de panique, crurent que l'Europe se trouvait plus près de la guerre qu'elle ne l'avait jamais été depuis juillet 1914. Peut-être y avait-il eu des « fuites » au sujet des nouveaux plans d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, établis par l'O.K.W. et qui furent soumis à Hitler ce vendredi-là.

Quoi qu'il en soit, on croyait, du moins à Prague et à Londres, qu'Hitler allait lancer une attaque contre la Tchécoslovaquie. Aussi, Les Tchèques commencèrent-ils à mobiliser, tandis que la Grande-Bretagne, la France et la Russie, en présence d'une menace allemande que leurs gouvernements croyaient imminente, faisaient preuve d'une fermeté et d'une unité qu'elles ne devaient plus manifester jusqu'au jour où une nouvelle guerre mondiale faillit les détruire.

Le vendredi 20 mai, le général Keitel envoya à Hitler, alors à l'Obersalzberg, une nouvelle version du « cas vert » à laquelle lui-même et son personnel avaient travaillé depuis que le Führer en avait esquissé les grandes lignes au cours de la séance du 21 avril. Dans une lettre obséquieuse jointe au nouveau plan, Keitel expliquait que ce projet tenait compte de « la situation créée par l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand », mais qu'il ne serait pas discuté avec les commandants en chef des trois armes avant que « vous, mon Führer, l'ayez approuvé et signé ».

Le nouveau texte du cas vert, daté de Berlin le 20 mai 1938, constitue un document intéressant et significatif. C'est le type même du plan d'agression nazie que le monde allait bientôt connaître. Il commençait ainsi :

Il n'est pas dans mes intentions d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire, dans un avenir immédiat, sans provocation, à moins que des circonstances imprévisibles... à l'intérieur du pays (*souligné dans l'original*) ne nous contraignent à agir, ou que des événements politiques en Europe ne créent une occasion particulièrement favorable, qui ne se retrouverait peut-être jamais (8).

Trois « possibilités politiques » permettant d'entreprendre les opérations étaient envisagées. La première, « une attaque soudaine sans excuses apparentes », est d'emblée écartée.

De préférence les opérations seront déclenchées :

(a) Après une période de difficultés diplomatiques et de tension croissante, s'accompagnant de préparatifs militaires, motifs qui seront exploités de manière à rejeter sur l'ennemi la responsabilité de la guerre.

(b) Par une action-éclair, provoquée par un incident grave qui constituerait une provocation intolérable à l'égard de l'Allemagne et qui, du moins aux yeux d'une partie de l'opinion publique mondiale, fournirait la justification morale d'un recours à des mesures militaires.

L'opération b est la plus favorable, tant du point de vue militaire que du point de vue politique.

Quant à l'opération militaire elle-même, elle devait obtenir un tel succès en quatre jours qu'elle « démontrerait aux États ennemis, au cas où ils seraient tentés d'intervenir, que la situation des Tchèques était désespérée et du même coup elle inciterait les États qui ont des

revendications territoriales à faire valoir en Tchécoslovaquie, à se joindre à nous sans plus tarder ». Ces États étaient la Hongrie et la Pologne, et le plan comptait sur leur intervention. Il paraissait douteux que la France remplît ses obligations à l'égard des Tchèques, mais « il fallait s'attendre à ce que la Russie tentât d'apporter une aide militaire à la Tchécoslovaquie ».

Le Haut-Commandement allemand (du moins Keitel et Hitler) était si persuadé que les Français ne se battraient pas, qu'il avait prévu « une force minimum pour couvrir les arrières à l'ouest » et décidé que « tout le poids des forces serait employé à l'invasion de la Tchécoslovaquie ». La « tâche du gros de l'armée », aidée par la Luftwaffe, consistait à « écraser l'armée tchécoslovaque et à occuper la Bohême et la Moravie le plus rapidement possible ».

Ce devait être une guerre totale et, pour la première fois, on voit intervenir dans les plans conçus par les militaires allemands l'importance du facteur désigné sous le nom de « guerre de propagande » et « guerre économique », dont l'emploi est inclus dans le plan d'attaque militaire.

La guerre de propagande (souligné dans l'original) doit, d'une part, intimider les Tchèques par la menace et affaiblir leur pouvoir de résistance, d'autre part fournir aux minorités nationales des indications sur les moyens de soutenir nos opérations militaires et d'influencer les neutres en notre faveur.

La guerre économique a pour but d'employer toutes les ressources économiques disponibles pour hâter l'effondrement final des Tchèques... Au cours des opérations militaires, il importe de contribuer à accroître l'effort de guerre économique totale en recueillant rapidement des renseignements sur les usines importantes, afin de les remettre en marche le plus tôt possible. Pour cette raison, dans la mesure où le permettront les opérations militaires, il peut être pour nous d'une importance décisive d'épargner les établissements industriels et l'industrie mécanique tchèques.

Ce programme-type d'agression nazie devait demeurer inchangé pour l'essentiel et être utilisé avec un succès foudroyant, jusqu'au jour où, beaucoup plus tard, un monde enfin réveillé prit conscience du danger.

Le 20 mai, peu après midi, le ministre d'Allemagne à Prague envoya à Berlin un télégramme « urgent et très secret ». Le ministre tchèque des Affaires étrangères venait, disait-il, de l'informer par téléphone que son gouvernement « était inquiet à la suite de certaines rumeurs selon lesquelles des concentrations de troupes (allemandes) auraient eu lieu en Saxe ». Il avait répondu, ajouta-t-il, « qu'il n'y avait aucunement lieu de s'inquiéter », mais il demandait à Berlin de l'informer immédiatement, le cas échéant, de ce qui se préparait.

Ce fut la première des nombreuses notes diplomatiques échangées dans la fièvre au cours de ce week-end, pendant lequel l'Europe, secouée par la peur, craignait que le Führer ne préparât un nouveau coup de force d'où il s'ensuivrait, cette fois, une guerre générale. Pour autant que je sache, on n'a jamais découvert la source de l'information reçue par les services secrets britanniques et tchèques, selon laquelle des troupes allemandes se concentraient sur la frontière tchèque. L'attention d'une Europe encore mal remise du choc provoqué par l'occupation militaire de l'Autriche avait été retenue par divers indices révélateurs. Le 19 mai, un journal de Leipzig avait signalé des mouvements de troupes en Allemagne.

Henlein, le Führer des Sudètes, avait annoncé le 9 mai que son parti rompait toute négociation avec le gouvernement tchèque; l'on savait aussi que le 14, en revenant de Londres, il s'était arrêté à Berchtesgaden pour voir Hitler et qu'il y était encore. On signalait des échanges de coups de

feu au pays des Sudètes. Et pendant tout le mois de mai, la propagande du docteur Goebbels, montant en épingle des histoires extravagantes de « terreur tchèque » déclenchée contre les Allemands des Sudètes, s'était faite plus violente que jamais. La tension semblait près d'atteindre son point culminant.

Bien qu'il y ait eu des mouvements de troupes allemandes à l'occasion des manœuvres de printemps, en particulier dans les régions de l'Est, on n'a jamais découvert, dans les documents allemands saisis après la guerre, la preuve que de nouvelles et soudaines concentrations de forces armées aient eu lieu sur la frontière tchèque à cette époque. Au contraire, deux documents des Affaires étrangères allemandes, en date du 21 mai, contiennent des assurances confidentielles, données à la Wilhelmstrasse par le colonel Jodl de l'O.K.W., selon lesquelles il n'existait aucune concentration de ce genre en Silésie ou en Basse-Autriche.

Il n'y avait aucun mouvement de troupes, affirmait Jodl, dans des messages qui n'étaient pas destinés à être lus par l'étranger, « en dehors des manœuvres habituelles en temps de paix (9) ». Non pas que la frontière tchèque fût dégarnie du côté allemand : comme nous l'avons vu, Hitler avait été informé le 16 mai par l'O.K.W., en réponse à sa demande pressante de renseignements, que 12 divisions allemandes étaient stationnées sur la frontière tchèque, « prêtes à marcher dans un délai de douze heures ».

Les services de renseignements tchèque ou britannique auraient-ils eu vent de cet échange de télégrammes? Eurent-ils connaissance des nouvelles directives relatives au cas vert, que le général Keitel soumit à l'approbation d'Hitler le 20 mai? Il se peut, car le lendemain, le chef d'état-major tchèque,

le général Krejci, dit à l'attaché militaire allemand à Prague, le colonel Toussaint, qu'il possédait « la preuve irréfutable qu'une concentration de 8 à 10 divisions (allemandes) avait eu lieu en Saxe (10) ».

Les chiffres relatifs au nombre des divisions n'étaient pas loin de la vérité, bien que le renseignement sur l'endroit où elles étaient déployées ne fût pas exact. Quoi qu'il en soit, dans l'après-midi du 20 mai, à l'issue d'un conseil extraordinaire de cabinet, réuni au palais du Hradschin, à Prague, sous la présidence de Benès, les Tchèques décidèrent une mobilisation partielle immédiate. Une classe fut appelée sous les drapeaux, et certains techniciens appartenant à la réserve furent mobilisés. Contrairement à ce qu'avait fait le gouvernement autrichien deux mois plus tôt, le gouvernement tchèque n'avait pas l'intention de céder sans combattre.

La mobilisation tchèque, bien que partielle, mit Hitler en fureur, et sa rage ne fit que croître quand il prit connaissance des dépêches qui lui parvinrent à l'Obersalzberg, émanant du ministère des Affaires étrangères à Berlin. On lui faisait savoir que les ambassadeurs britannique et français étaient venus à maintes reprises à la Wilhelmstrasse pour avertir l'Allemagne qu'une agression contre la Tchécoslovaquie déclencherait une guerre européenne. Jamais encore les Allemands n'avaient subi une pression diplomatique aussi énergique et aussi persistante que celle à laquelle ils furent soumis par les Britanniques pendant ce week-end.

Sir Neville Henderson, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, que Chamberlain avait envoyé à Berlin pour qu'il employât tous ses talents de diplomate de carrière à apaiser Hitler et qui servait, en effet, les desseins du Premier ministre avec un zèle extrême, venait à chaque instant à la Wilhelmstrasse pour s'enquérir des mouvements de troupes et donner des

conseils de prudence. Sans aucun doute, il était poussé par Lord Halifax et le Foreign Office, car Henderson, diplomate aimable et courtois, avait peu de sympathie pour les Tchèques : tous ceux qui avaient eu affaire à lui à Berlin savaient à quoi s'en tenir là-dessus.

Le 12 mai, il rencontra par deux fois Ribbentrop et le lendemain, bien que ce fût un dimanche, il alla voir le secrétaire d'État von Weizsaecker (Ribbentrop ayant été convoqué d'urgence auprès d'Hitler à l'Obersalzberg) pour lui remettre un message de Lord Halifax, dans lequel celui-ci insistait sur la gravité de la situation. A Londres, le secrétaire d'État au Foreign Office convoqua lui aussi le dimanche l'ambassadeur d'Allemagne et ne lui cacha pas que le moment était grave.

A la suite de toutes ces démarches, les Allemands ne pouvaient manquer de remarquer (comme l'observait dans une dépêche l'ambassadeur von Dirksen, après une visite de Lord Halifax) que le gouvernement britannique, s'il se disait certain que la France irait au secours de la Tchécoslovaquie, n'affirmait pas que la Grande-Bretagne en ferait autant. Les Britanniques se bornaient à prévenir l'Allemagne que « dans l'éventualité d'un conflit européen, il était impossible de savoir si la Grande-Bretagne ne se trouverait pas entraînée à y prendre part (11) ». Ce fut du moins ce que déclara Lord Halifax à Dirksen, d'après la dépêche envoyée à Berlin par ce dernier.

En fait, le gouvernement Chamberlain ne consentit jamais à aller plus loin — jusqu'au jour où il fut trop tard pour arrêter Hitler. A Berlin, j'eus l'impression, dès ce moment et jusqu'à la fin, que si Chamberlain avait dit franchement à Hitler que la Grande-Bretagne était résolue à faire ce qu'elle fit en définitive pour répondre à l'agression nazie, le Führer ne se serait

jamais embarqué dans les aventures qui ont provoqué la seconde guerre mondiale — impression qui se trouva considérablement renforcée par l'étude des documents secrets allemands. Ce fut l'erreur fatale commise par ce Premier Ministre, animé pourtant des meilleures intentions.

Adolf Hitler, livré à ses fiévreuses méditations dans sa retraite montagnarde de Berchtesgaden, était profondément humilié par l'attitude des Tchèques et par le soutien qui leur était accordé à Londres, à Paris et même à Moscou; rien n'aurait pu provoquer chez le dictateur allemand une humeur plus sombre et plus hargneuse. Sa fureur était d'autant plus violente qu'il se voyait accusé prématurément de projeter un acte d'agression qu'il avait en fait l'intention de commettre. Pendant ce même week-end, il avait relu le nouveau plan du cas vert, que venait de lui soumettre Keitel. Mais le projet ne pouvait être mis tout de suite à exécution.

Le lundi 23 mai, faisant taire son orgueil, Hitler ordonna à la Wilhelmstrasse d'informer l'envoyé tchèque que l'Allemagne n'avait aucune intention agressive contre la Tchécoslovaquie et que les bruits relatifs à des concentrations de troupes allemandes, sur ses frontières étaient dénués de tout fondement. Tant à Prague qu'à Londres, à Paris et à Moscou, les chefs des gouvernements poussèrent un soupir de soulagement. La crise était surmontée. On avait donné une leçon à Hitler. Il saurait désormais qu'il ne pourrait pas faire accepter une nouvelle agression aussi facilement que lors de l'invasion de l'Autriche.

C'était bien mal connaître le dictateur allemand.

Hitler resta quelques jours encore à l'Obersalzberg à ronger son frein, tandis que grandissait en lui un désir effréné de régler son compte à la

Tchécoslovaquie, en particulier au président Benès, qui, croyait-il, l'avait volontairement humilié. Le 28 mai, il apparut soudain à Berlin et convoqua à la Chancellerie les officiers supérieurs de la Wehrmacht, pour leur annoncer une décision capitale. Il l'a raconté lui-même dans un discours prononcé au Reichstag huit mois plus tard.

Je résolus de régler une fois pour toutes, et cette fois radicalement, la question sudète. Le 28 mai j'ordonnai :

1° De préparer pour le 2 octobre une action militaire contre cet Etat.

2° D'accroître et d'accélérer considérablement la construction de nos défenses à l'ouest...

Pour commencer, il convenait d'envisager la mobilisation immédiate de 96 divisions (12).

Devant ses acolytes assemblés — Goering, Keitel, Brauchitsch, Beck, l'amiral Raeder, Ribbentrop et Neurath — il tonna : « La Tchécoslovaquie sera effacée de la carte, c'est ma volonté formelle (13)! » Le cas vert fut une fois de plus remis à l'étude et révisé.

Dans son journal, Jodl analyse le cheminement des pensées tumultueuses qui se pressaient dans l'esprit vindicatif d'Hitler.

Le Führer, jusqu'ici résolu à ne pas envenimer le problème tchèque, a changé d'avis en raison des concentrations stratégiques de troupes auxquelles les Tchèques ont procédé le 20 mai, en l'absence de toute menace allemande et sans la moindre cause. La retenue observée jusqu'ici par l'Allemagne a entraîné pour le Führer une perte de prestige, qu'il n'est plus disposé à subir une seconde fois. Par conséquent, il a été établi le 30 mai une nouvelle directive en vue de l'exécution du cas vert (14).

Dans ses détails, cette nouvelle directive, signée le 30 mai par Hitler, ne différait pas essentiellement de la version qui lui avait été soumise neuf

jours plus tôt. On y relève pourtant deux changements importants. Alors que la directive du 21 mai s'ouvrait par la phrase suivante : « Il n'est pas dans mes intentions d'écraser la Tchécoslovaquie dans un avenir proche », le nouveau texte débutait ainsi : « *J'ai pris la décision irrévocable d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un avenir proche.* »

Qu'entendait-il par « un avenir proche »? Une lettre annexe de Keitel répondait à la question : « L'exécution du cas vert, ordonne-t-il, doit être assurée le 1er octobre 1938 au plus tard (15). »

Cette date, Hitler allait la maintenir, contre vents et marées, à travers des crises successives, jusqu'au seuil de la guerre, sans jamais fléchir.

INDECISIONS DES GENERAUX

Après avoir noté dans son journal du 30 mai qu'Hitler avait signé les nouvelles directives concernant le cas vert et précisé que le plan remanié prévoyait « une percée immédiate en Tchécoslovaquie, le jour J..., à la suite de quoi les dispositions antérieurement prévues par l'armée doivent subir d'importantes modifications », Jodl ajoutait la phrase suivante :

Le contraste devient une fois de plus violent entre l'intuition du Führer qui affirme que *nous devons agir* cette année et l'opinion de l'armée, selon laquelle nous ne le pouvons pas encore, étant donné que les puissances occidentales interviendront très certainement et que nous ne sommes pas encore aussi forts qu'elle (16).

Le perspicace officier d'état-major de la Wehrmacht mettait là le doigt sur une nouvelle divergence entre Hitler et certains des plus hauts officiers de l'armée. L'opposition aux grandioses plans d'agression du Führer était menée par le général Ludwig Beck, chef de l'état-major général, qui dorénavant organiserait les rares tentatives de résistance qui se manifesteraient contre Hitler dans le Troisième Reich. Par la suite, ce général sensible, intelligent, probe, mais indécis, fonderait sur de graves raisons sa lutte contre le dictateur nazi. Mais jusqu'au printemps de 1938, après plus de quatre ans de national-socialisme, c'est pour de simples motifs professionnels que Beck était en opposition avec le Führer. L'Allemagne, estimait-il, n'était pas encore assez forte pour lutter contre les puissances occidentales et peut-être contre la Russie en même temps.

Nous l'avons vu, Beck avait accueilli favorablement l'arrivée d'Hitler

au pouvoir et publiquement approuvé le Führer d'avoir rétabli la conscription, au mépris du Traité de Versailles. On se souviendra aussi que, jusqu'en 1930, Beck, alors obscur commandant d'un régime, avait défendu avec ardeur trois de ses subalternes accusés de trahison pour avoir fait de la propagande nazie dans l'armée; il avait d'ailleurs témoigné en leur faveur devant la Cour suprême, après qu'Hitler eut paru à la barre pour affirmer que le jour où il parviendrait au pouvoir « les têtes rouleraient ». Ce ne fut pas l'agression hitlérienne contre l'Autriche — d'ailleurs approuvée par lui — qui semble lui avoir ouvert les yeux, mais la machination ourdie par la Gestapo pour faire, si l'on peut dire, rouler la tête du général von Fritsch. Désormais éclairé, il commença à s'apercevoir que la politique d'Hitler, qui à chaque instant risquait délibérément un conflit avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie, contre l'avis du haut état-major, entraînerait fatalement l'Allemagne à sa perte.

Beck avait eu connaissance de la rencontre d'Hitler avec Keitel, le 21 avril, au cours de laquelle la Wehrmacht avait reçu pour instructions d'accélérer la préparation du plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie et, le 5 mai, il rédigea, à l'intention du général von Brauchitsch, le nouveau commandant en chef de l'armée, le premier d'une série de mémorandums, dans lesquels il s'opposait vigoureusement à toute action de ce genre (17). Ce sont des rapports d'un style brillant, exposant avec une franchise brutale les faits désagréables, solidement raisonnés et d'une logique irréfutable. Certes, Beck surestimait la fermeté des intentions de la Grande-Bretagne et de la France, la finesse politique de leurs gouvernants et la puissance de l'armée française et, par la suite, les événements lui donnèrent tort quant à l'issue du problème tchèque; néanmoins, en ce qui

concerne l'Allemagne, ses prédictions se révélèrent tragiquement exactes.

Beck était convaincu, écrit-il dans son mémorandum du 5 mai, qu'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie provoquerait une guerre européenne dans laquelle la Grande-Bretagne, la France et la Russie se dresseraient contre l'Allemagne et où les États-Unis deviendraient l'arsenal des démocraties occidentales. L'Allemagne ne pouvait absolument pas gagner la guerre. Le manque de matières premières suffisait à rendre la victoire impossible. En fait, affirmait-il, « la situation militaire et économique de l'Allemagne est pire qu'elle n'était en 17-18 », quand les armées du Kaiser commencèrent à s'effondrer.

Le 28 mai, Beck était au nombre des généraux convoqués à la Chancellerie du Reich après la « crise de mai » pour entendre Hitler, déchaîné, clamer qu'à l'automne il effacerait la Tchécoslovaquie de la carte d'Europe. Il prit d'abondantes notes pendant la harangue du Führer et quarante-huit heures plus tard, le jour même où Hitler signait les nouvelles directives pour le cas vert, fixant la date de l'attaque au 1er octobre, il rédigea, à l'intention de Brauchitsch, un second mémoire, d'un ton plus vif, dans lequel il critiquait, point par point, le programme tracé par Hitler. Pour être sûr que son prudent commandant en chef comprenait bien, Beck lui en fit personnellement la lecture.

Pour finir, il affirma avec force au malheureux Brauchitsch, esprit quelque peu superficiel, qu'il y avait actuellement « dans la haute hiérarchie militaire » une crise qui avait conduit à l'anarchie; si elle n'était pas résolue, le sort de l'armée, et d'ailleurs celui de l'Allemagne, serait « bien sombre ». Quelques jours plus tard, le 3 juin, Beck adressait encore à Brauchitsch un mémorandum dans lequel il déclarait que les nouvelles

directives données pour le cas vert contenaient « de graves erreurs du point de vue militaire » et que l'état-major général se refusait à les appliquer.

Hitler cependant activait la réalisation de ce plan. Le dossier du cas vert saisi après la guerre montre à quel point sa surexcitation croissait à mesure que s'avavançait l'été. Il ordonna que la date des habituelles manœuvres d'automne soit avancée, afin que les troupes puissent être fin prêtes pour l'attaque. Il fit procéder à des exercices spéciaux « pour la prise des fortifications par attaque brusquée ». Le général Keitel est informé que « le Führer ne cesse d'insister sur la nécessité d'accélérer les travaux de fortification à l'ouest ». Le 9 juin, Hitler demande de plus amples renseignements sur l'armement tchèque et reçoit aussitôt un rapport détaillé sur toutes les armes, grandes et petites, employées par les Tchèques. Le même jour, il demande : « Les fortifications tchèques sont-elles encore occupées par des effectifs réduits ? » Dans sa retraite de montagne où il passe l'été, entouré de ses séides, il connaît des alternatives d'exaltation et de dépression, tandis qu'il caresse l'idée de la guerre. Le 18 juin, il donne à l'état-major une nouvelle directive générale pour le cas vert.

« Il n'y a aucun danger de voir éclater une guerre préventive contre l'Allemagne... Je déciderai de passer à l'action, convaincu... que la France ne marchera pas et que, par conséquent, l'Angleterre n'interviendra pas. »

Cependant, le 7 juillet, Hitler rédige les « considérations » sur ce qu'il conviendrait de faire si la France et la Grande-Bretagne intervenaient. « Il importe avant tout, dit-il, de tenir les fortifications de l'Ouest » jusqu'à ce que la Tchécoslovaquie ait été écrasée et que des troupes puissent être envoyées sur le front de l'ouest. L'idée qu'il n'existe pas de troupes

disponibles pour tenir les fortifications de l'ouest ne se présente pas à son esprit fiévreux. Il prévoit que « la Russie interviendra fort probablement » et cette fois il n'est plus très sûr que la Pologne n'en fera pas autant. Il faut parer à ces éventualités, mais il ne dit pas comment.

Il semble bien qu'Hitler, vivant dans un relatif isolement à l'Obersalzberg, n'a pas encore perçu les sourds grondements de l'hostilité qui se manifeste aux échelons supérieurs de l'état-major général. Beck avait beau harceler Brauchitsch avec ses mémorandums, il lui fallut bien, vers la fin de juin, se rendre à l'évidence : son commandant en chef, irrésolu comme toujours, ne se décidait pas à porter ses avis à la connaissance du Führer. Au milieu de juillet, Beck décida donc de faire un effort désespéré pour aboutir d'une manière ou de l'autre. Le 16 juillet, il rédigea un dernier mémorandum à l'intention de Brauchitsch. L'armée, affirmait-il, devait demander à Hitler d'arrêter ses préparatifs de guerre.

Pleinement conscient de l'importance d'une telle démarche, mais aussi de mes responsabilités, j'estime qu'il est de mon devoir de demander avec insistance que le commandant suprême des forces armées (Hitler) annule ses préparatifs de guerre et renonce à son intention de résoudre la question tchèque par la force, jusqu'au jour où la situation militaire aura complètement changé. Pour le moment elle me paraît ne permettre aucun espoir et cette opinion est partagée par tous les officiers supérieurs de l'état-major général.

Beck porta lui-même ce mémorandum à Brauchitsch et lui fit de vive voix des propositions en vue d'une action concertée de la part des généraux de l'armée, au cas où Hitler se montrerait récalcitrant. En particulier, il proposa qu'en cette occurrence les généraux de haut rang donnent tous ensemble leur démission. Et, pour la première fois dans l'histoire du Troisième Reich, il souleva la question qui, par la suite, devait hanter tous

les esprits au cours des débats de Nuremberg : pour un officier, existait-il une plus haute autorité que celle du Führer?

A Nuremberg, des douzaines de généraux tentèrent d'excuser leurs crimes de guerre en répondant par la négative. Ils devaient obéir aux ordres, dirent-ils. Mais, le 16 juillet, Beck soutenait une opinion différente, qu'il allait chercher à imposer jusqu'à la fin, mais presque toujours sans succès. Il existait, disait-il « des limites » à l'obéissance due au commandant suprême, au cas où la conscience d'un soldat, sa connaissance de certains faits et son sentiment de sa responsabilité lui interdisaient d'exécuter un ordre. Les généraux, estimait-il, avaient atteint ces limites. Si Hitler insistait pour faire la guerre, ils devraient démissionner en bloc. Dans ces conditions, ajoutait-il, une guerre deviendrait impossible, puisqu'il n'y aurait plus personne pour conduire les armées.

Le chef de l'état-major allemand voyait maintenant clair, comme jamais auparavant. Les écailles lui tombaient des yeux. Ce qui était en jeu pour la nation allemande, il s'en rendait enfin compte, c'était bien autre chose que la possibilité de déjouer les projets d'un chef d'État déséquilibré, s'acharnant par rancune à attaquer une petite nation voisine, au risque de déclencher un immense conflit. Le caractère délirant du Troisième Reich, sa tyrannie, la terreur qu'il faisait régner, sa corruption, son mépris pour les antiques vertus chrétiennes apparurent soudain à ce général autrefois pro-nazi. Trois jours plus tard, le 19 juillet, il revint trouver Brauchitsch pour lui faire part de cette révélation.

Non seulement, affirmait-il, les généraux devaient refuser leurs services à Hitler, pour l'empêcher de déclencher une guerre, mais ils

devaient aider à nettoyer le Troisième Reich de ses souillures. Le peuple allemand et le Führer lui-même devaient être délivrés du régime de terreur que faisaient régner les S.S. et les manitous du parti. Il faudrait restaurer un État et une société régis par des lois. Beck résumait ainsi son projet de réforme:

Pour le Führer, contre la guerre, contre la dictature des chefs du parti, paix avec l'Église, libre expression des opinions, fin de la terreur policière, rétablissement de la justice, réduction de moitié des contributions au parti, plus de construction de palais, mais des logements pour le peuple, davantage de probité et de simplicité prussiennes.

Beck était trop naïf en matière de politique pour se rendre compte qu'Hitler plus que tout autre homme au monde était responsable des conditions de vie imposées à l'Allemagne et qui maintenant le révoltaient si fort. Cependant, dans l'immédiat, la tâche la plus urgente, c'était pour lui de harceler Brauchitsch et de vaincre ses hésitations pour obtenir enfin qu'il présente à Hitler un ultimatum de la part de l'armée lui demandant d'arrêter ses préparatifs de guerre. Dans cette intention, il organisa pour le 4 août une rencontre secrète des généraux en chef. Il prépara un discours retentissant que lirait le commandant en chef de l'armée, où il demanderait aux généraux de se rallier à lui pour exiger que les nazis n'entraînent pas l'Allemagne dans des aventures qui aboutiraient à un conflit armé.

Malheureusement pour Beck, Brauchitsch n'eut pas le courage d'en donner lecture. Beck dut se contenter de lire son mémorandum du 16 juillet, qui fit une impression profonde sur la plupart des généraux. Mais aucune mesure décisive ne fut prise et les « gros bonnets » de l'armée allemande se séparèrent sans avoir eu l'audace de demander des comptes à

Hitler, comme leurs prédécesseurs en avaient autrefois demandé aux Hohenzollern et aux chanceliers du Reich.

Brauchitsch rassembla pourtant assez de courage pour montrer à Hitler le mémorandum de Beck, du 16 juillet. A la suite de cette communication, Hitler convoqua non pas les généraux de haut rang qui tentaient de lui résister et qui étaient à l'origine de ce document, mais les officiers d'un rang immédiatement inférieur, c'est-à-dire les chefs d'état-major des divers commandements de l'armée et de l'aviation, plus jeunes et sur qui il pourrait compter, pensait-il, une fois qu'il leur aurait dispensé les délices de son éloquence persuasive. Convoqués au Berghof le 10 août (Hitler n'avait pour ainsi dire pas quitté de tout l'été son chalet de montagne), ils furent régالés après le dîner d'un discours qui, selon Jodl qui était présent et l'a résumé dans son fidèle journal, dura près de trois heures.

Mais, en l'occurrence, l'éloquence du Führer ne fut pas aussi convaincante qu'il l'avait espéré. Jodl et Manstein, qui lui aussi se trouvait là, ont fait état par la suite d'une « très grave et fort désagréable altercation » entre le général von Wietersheim et Hitler. Wietersheim était l'officier du plus haut grade présent à la réunion et, en sa qualité de chef d'état-major désigné de l'armée de l'ouest, sous le général Wilhelm Adam, il osa aborder franchement le problème-clef que Hitler et les O.K.W. éludaient et qui était celui-ci : alors que tous les effectifs militaires seraient engagés contre la Tchécoslovaquie, l'Allemagne resterait sans défense à l'ouest et serait envahie par les Français. En fait, déclara-t-il, le mur de l'ouest ne pouvait tenir plus de trois semaines.

Le Führer, a raconté Jodl dans son journal, devient furieux; il jette feu et flammes et

s'écrie que, si tel était le cas, l'armée tout entière ne servirait à rien : « Je vous le dis, Herr General, hurla Hitler, ce n'est pas trois semaines, mais trois ans, que la position sera tenue (18)!

Avec quelles troupes, il ne le disait pas. Le 4 août, lors de la réunion des généraux, le général Adam avait précisé qu'à l'ouest il ne disposerait que de cinq divisions d'active et qu'elles seraient écrasées par les Français. Wietersheim fournit sans doute le même chiffre à Hitler, mais le Führer ne voulut rien entendre. Jodl, pourtant officier d'état-major et fort perspicace, était maintenant si bien envoûté par le Führer qu'il quitta la réunion profondément déprimé à la pensée que les généraux ne semblaient pas comprendre le génie d'Hitler.

Ces vues pessimistes (celles de Wietersheim), malheureusement fort répandues à l'état-major de l'armée, sont fondées sur diverses raisons.

D'abord, l'état-major général est obnubilé par des souvenirs anciens; il se considère comme responsable des décisions politiques au lieu de se borner à obéir et à s'acquitter de ses attributions militaires. Sans doute accomplit-il ses obligations avec son dévouement traditionnel, mais le cœur n'y est plus, parce qu'en définitive il ne croit pas au génie du Führer. Et peut-être le compare-t-on à Charles XII.

Et, tout aussi certainement que l'eau ruisselle le long des pentes, il découle de ce défaitisme (*Missmacherei*) non seulement un immense danger politique — car tout le monde parle des divergences d'opinion entre les généraux et le Führer — mais un danger pour le moral des troupes. Je ne doute pas cependant que le Führer parvienne à ranimer l'enthousiasme du peuple quand le moment sera venu (19).

Jodl aurait pu ajouter qu'Hitler serait également capable d'étouffer la révolte parmi les généraux. Comme l'a dit Manstein, devant le tribunal de Nuremberg en 1946, après la réunion du 10 août, Hitler ne permit plus jamais aux militaires de lui poser des questions et de discuter ses ordres

(20). Le 15 août, à l'occasion de la revue militaire de Jueterbog, il rappela aux généraux qu'il était bien décidé « à résoudre la question tchèque par la force ». Aucun officier n'osa élever la voix pour le contredire — et il n'y aurait d'ailleurs pas été autorisé.

Beck comprit qu'il était vaincu, en grande partie parce que ses camarades avaient manqué de caractère et, le 18 août, il donna sa démission de chef d'état-major général de l'armée. Il tenta d'inciter Brauchitsch à suivre son exemple, mais le commandant en chef de l'armée subissait dès lors complètement le pouvoir magnétique d'Hitler, sans doute influencé par l'enthousiasme que manifestait pour les doctrines nazies celle qui allait devenir sa seconde femme*. Comme l'a dit de lui Hassell : « Brauchitsch hausse son col d'un cran et dit : « Je suis un soldat, mon devoir est d'obéir (21). »

* *Le divorce de von Brauchitsch fut prononcé pendant l'été et, le 24 septembre, Il épousa Frau Charlotte Schmidt.*

Normalement, la démission d'un chef d'état-major général, en pleine période de crise, surtout celle d'un officier aussi respecté que l'était le général Beck, aurait dû soulever une tempête dans les milieux militaires et même provoquer des répercussions en dehors de l'armée. Mais, là encore, Hitler montra son habileté. S'il accepta sur-le-champ la démission de Beck — avec un vif soulagement d'ailleurs, — il interdit qu'il en fût fait mention dans la presse ou même dans les gazettes officielles, gouvernementales ou militaires, et ordonna au général en retraite et à ses camarades de garder la chose pour eux.

Il ne convenait pas que les gouvernements britannique et français

eussent vent de dissensions dans les hautes sphères de l'armée allemande en cette conjoncture critique, et il est possible que Paris et Londres n'en aient rien su avant la fin d'octobre, quand la nouvelle fut officiellement annoncée à Berlin. S'ils en avaient été informés, on peut supposer que l'histoire aurait pris un tour différent; peut-être la politique d'apaisement n'aurait-elle pas été poussée aussi loin qu'elle le fut.

Beck lui-même, par patriotisme et par sentiment de fidélité à l'armée, ne fit aucun effort pour que la nouvelle de sa retraite se répandît dans le public. Il fut néanmoins déçu de constater que, parmi les officiers généraux qui s'étaient rangés à son avis et l'avaient soutenu quand il manifestait son opposition à la guerre, pas un seul ne crut devoir suivre son exemple et donner sa démission. Il ne chercha d'ailleurs pas à faire pression sur eux. Von Hassell devait dire de lui plus tard : « C'était un véritable Clausewitz, sans un atome de Blücher ou de Yorck (22) », un homme de principes et de pensée, mais non d'action. Il estimait que Brauchitsch, en tant que commandant en chef de l'armée, l'avait abandonné à un moment décisif de l'histoire d'Allemagne et il s'en montrait vivement affecté. Son biographe, qui était en même temps son ami, a évoqué, bien des années plus tard, « la profonde amertume » du général quand il parlait de son ancien commandant en chef. En pareille occasion, il tremblait d'émotion et murmurait : « Brauchitsch m'a laissé en plan (23). »

Le successeur de Beck au poste de chef d'état-major de l'armée — et dont Hitler tint à garder la nomination secrète pendant plusieurs semaines, jusqu'à la fin de la crise — fut Franz Halder, âgé de cinquante-quatre ans, issu d'une vieille famille militaire bavaroise et dont le père avait été général. Lui-même, après avoir fait ses études à l'école d'artillerie, avait servi

comme jeune officier à l'état-major du prince Rupprecht pendant la guerre de 1914-1918. Quoiqu'il eût été l'ami de Röhm à Munich dans les premières années d'après-guerre, ce qui aurait pu le rendre quelque peu suspect à Berlin, il avait eu un avancement rapide et, depuis un an, il était l'assistant de Beck. Ce dernier l'avait d'ailleurs recommandé à Brauchitsch en le désignant pour son successeur éventuel, tant il était certain que son assistant partageait ses vues.

Pour la première fois, un Bavarois et un catholique devenait chef d'état-major de l'armée allemande, grave rupture avec la tradition protestante et prussienne du corps des officiers. Doué d'une vaste curiosité intellectuelle, avec un goût particulier pour les mathématiques et la botanique (la première fois que je le vis, je lui trouvais l'air d'un professeur de sciences ou de mathématiques dans une université), en même temps que fervent chrétien, Halder possédait sans aucun doute l'intelligence et le courage nécessaires pour devenir le digne successeur de Beck. Il s'agissait de savoir si, comme à son ancien chef, il lui manquerait le don de prendre une décision au moment opportun et de la mettre à exécution.

Même au cas où il posséderait ce don, aurait-il alors assez de caractère pour manquer à son serment d'obéissance au Führer et agir résolument contre lui? Car Halder, comme Beck, bien qu'au début il ne fit pas partie du complot contre Hitler en voie d'organisation, en connaissait l'existence, et tout porte à croire qu'il était, également comme Beck, disposé à lui apporter son appui. En qualité de nouveau chef de l'état-major général, il devenait le personnage-clef de la première conspiration vraiment sérieuse destinée à renverser le dictateur du Troisième Reich.

Après cinq ans et demi de régime national socialiste, les rares Allemands hostiles à Hitler se rendaient bien compte que seule l'armée possédait la force physique nécessaire pour le renverser. Les ouvriers, la grande bourgeoisie et les classes moyennes, même s'ils l'avaient voulu, n'auraient pas eu les moyens de le faire. Ils n'avaient pas d'organisations en dehors des groupes du Parti nazi et ils étaient, bien entendu, désarmés. Quoiqu'on ait beaucoup écrit par la suite sur le mouvement de « résistance » allemand, il demeura, du début à la fin, bien réduit et bien faible; certes, il était dirigé par une poignée d'hommes honnêtes et courageux, mais il comptait un très petit nombre de partisans.

Son existence même était précaire, on le conçoit aisément, dans un régime policier où régnaient la terreur et l'espionnage. De plus, comment un groupe minuscule — ou même un groupe plus important s'il eût existé — pouvait-il se révolter et se soulever contre les mitrailleuses, les tanks et les lance-flammes des S.S. ?

Au début, ce fut parmi les civils qu'on rencontrait les rares opposants au régime hitlérien. Les généraux, nous l'avons vu, étaient trop heureux de voir prospérer un système qui avait réduit à néant les restrictions du Traité de Versailles et leur avait confié la tâche enivrante et traditionnelle de reconstruire une grande armée. Il est curieux de constater que les principaux civils qui, par la suite, prirent la tête de l'opposition avaient commencé par servir le Führer dans des postes importants; la plupart d'entre eux éprouvèrent d'abord pour le nazisme un enthousiasme qui se refroidit à partir de 1937, quand ils eurent compris qu'Hitler conduisait

l'Allemagne vers une guerre qu'elle était presque sûre de perdre.

Carl Goerdeler, maire de Leipzig, fut l'un des premiers à voir clair. Nommé d'abord contrôleur des prix par Brüning, il avait occupé ce poste pendant trois ans, sous les ordres d'Hitler. Conservateur et monarchiste de cœur, dévot protestant, adroit, énergique et intelligent, mais en même temps imprudent et obstiné, il rompit avec les nazis en 1936, parce qu'il n'approuvait ni les mesures antisémites ni le réarmement à outrance. Il résigna ses deux postes et désormais travailla de tout son cœur et de toute son âme à lutter contre Hitler. Son premier soin fut de se rendre en 1937 en France, en Angleterre et aux États-Unis pour y faire secrètement connaître le danger que représentait l'Allemagne nazie.

Un peu plus tard, deux autres futurs conspirateurs, Johannes Popitz, le ministre prussien des Finances, et le docteur Schacht comprirent, à leur tour, la vérité. Tous deux avaient reçu la plus haute décoration du Parti nazi, la médaille d'honneur en or, pour les services qu'ils avaient rendus en adaptant l'économie allemande à des buts de guerre. En 1938, tous deux avaient commencé à deviner quel était le but véritable d'Hitler. Mais ils semblent n'avoir joui ni l'un ni l'autre de la confiance complète des chefs de l'opposition, en raison de leur passé et de leur personnalité.

Schacht était trop opportuniste et Hassell observe dans son journal que le président de la Reichsbank avait le don « de parler d'une manière, et d'agir ensuite autrement », opinion partagée, dit-il, par les généraux Beck et von Fritsch. Popitz était brillant, mais instable. A la fois érudit hellénisant et éminent économiste, il était, comme le général Beck et Hassell, membre du club du mercredi, groupe de seize intellectuels qui se réunissaient une fois par semaine pour discuter philosophie, histoire, art,

science et littérature et qui, à mesure que le temps passait ou plutôt s'épuisait, devenait l'un des centres de l'opposition.

Ulrich von Hassell devint pour les chefs de la résistance une sorte de conseiller en matière de politique étrangère. Quand il était ambassadeur à Rome à l'époque de la guerre d'Abyssinie, puis de la guerre civile espagnole, nous avons vu que, dans ses dépêches à la Wilhelmstrasse, il multipliait les conseils sur les moyens à employer pour que l'Italie restât brouillée avec la France et la Grande-Bretagne et, par conséquent, se rangeât aux côtés de l'Allemagne. Par la suite, il en vint à craindre qu'une guerre contre la France et la Grande-Bretagne ne fût fatale à l'Allemagne et que même une alliance avec l'Italie ne le devînt aussi.

Infiniment trop cultivé pour que la vulgarité du national-socialisme lui inspirât d'autre sentiment que le mépris, il ne renonça pourtant pas de son plein gré à servir le régime. Il fut brutalement chassé des services diplomatiques lors du grand remaniement militaire, politique et diplomatique entrepris par Hitler le 4 février 1938. Appartenant à une très ancienne famille noble du Hanovre, marié à la fille du grand-amiral von Tirpitz, le créateur de la marine allemande, gentilhomme de la vieille école jusqu'au bout des ongles, Hassell, comme tant d'autres membres de sa classe, semble avoir eu besoin du choc qu'il éprouva quand il fut rejeté par les nazis pour que l'idée lui vînt de faire quelque chose pour les abattre. Dès qu'il en eut envisagé la possibilité, cet homme sensible, intelligent, tourmenté, se voua à cette tâche, à laquelle, nous le verrons, il sacrifia sa vie et qui lui valut de connaître une fin cruelle.

D'autres Allemands, moins connus et plus jeunes pour la plupart, s'étaient dressés, dès le début, contre les nazis et, peu à peu, se réunirent

pour former divers centres de résistance. Parmi les esprits les plus éclairés, on trouvait dans l'un de ces groupes Ewald von Kleist, un gentilhomme campagnard descendant du grand poète. Il travaillait en étroite union avec Ernst Niekisch, un ancien social-démocrate, directeur de *Widerstand* (Résistance), et avec Fabian von Schlabrendorff, jeune homme de loi, arrière petit-fils du baron von Stockmar, médecin particulier et conseiller intime de la reine Victoria.

Il y avait aussi d'anciens chefs syndicalistes, tels que Julius Leber, Jacob Kaiser et Wilhelm Leuschner. Deux fonctionnaires de la Gestapo, Artur Nebe, le chef de la police criminelle, et Bernd Gisevius, jeune officier des services de la police, apportèrent à leurs camarades un précieux concours, à mesure que la conspiration prenait corps. Ce dernier devint par la suite l'enfant chéri du ministère public américain à Nuremberg et écrivit un ouvrage qui fournit d'importantes révélations sur les complots anti-hitlériens; ajoutons toutefois que la plupart des historiens n'accordent qu'un crédit limité au livre et à son auteur.

On trouvait également dans l'opposition un grand nombre de descendants des plus vénérables familles d'Allemagne : le comte Helmuth von Moltke, arrière-petit-neveu du fameux feld-maréchal qui, par la suite, créa un groupe de résistance composé de jeunes idéalistes et connu sous le nom de cercle Kreisau, le comte Albrecht Bernstorff, neveu de l'ambassadeur d'Allemagne à Washington pendant la première guerre mondiale, le baron Karl Ludwig von Guttenberg, éditeur d'une audacieuse revue catholique, et le pasteur Dietrich Bonhoeffer, descendant d'éminents hommes d'Église, du côté paternel comme du côté maternel, qui considérait Hitler comme l'Antéchrist et estimait qu'un bon chrétien avait le devoir de

« l'éliminer ».

Presque tous ces hommes courageux devaient persévérer jusqu'au jour où, pris et torturés, ils furent pendus ou décapités à la hache, ou simplement assassinés par les S.S.

Pendant très longtemps, ce minuscule noyau de résistance civile ne réussit guère à intéresser l'armée à son travail. Comme en témoigna le feld-maréchal von Blomberg à Nuremberg : « Avant 1938-1939, les généraux allemands ne manifestèrent pas la moindre opposition à Hitler. Ils n'avaient d'ailleurs aucune raison de le faire, puisqu'il obtenait les résultats qu'ils souhaitaient. » Il y eut quelques contacts entre Goerdeler et le général von Hammerstein, mais l'ancien commandant en chef de l'armée allemande était à la retraite depuis 1934 et n'avait guère d'influence sur les généraux en activité.

Au début du régime, Schlabrendorff, qui était entré en rapport avec le Colonel Hans Oster, principal lieutenant de l'amiral Canaris à l'Abwehr, le service des renseignements de l'O.K.W., découvrit non seulement qu'il était farouchement anti-nazi, mais désireux aussi de s'employer à combler le fossé entre militaires et civils. Pourtant, ce fut seulement pendant l'hiver 1937-1938, à la suite d'événements qui les heurtèrent profondément (la décision prise par Hitler de faire la guerre, le remaniement du haut commandement militaire, le traitement scandaleux infligé au général von Fritsch), que certains des généraux prirent conscience du danger que représentait pour l'Allemagne le dictateur nazi.

La démission du général Beck, vers la fin d'août 1938, alors que la crise tchèque devenait plus menaçante, favorisa un nouveau réveil et, bien qu'aucun de ses camarades ne le suivît dans sa retraite comme il l'avait

espéré, il devint aussitôt évident que le chef d'état-major déchu était la seule personnalité autour de qui tant les généraux récalcitrants que les chefs civils de la résistance pouvaient se rallier. Les uns et les autres le respectaient et lui accordaient leur confiance.

Une autre considération ne tarda pas à s'imposer à tous : pour faire échec à Hitler, la force serait désormais nécessaire et, cette force, seule l'armée la possédait. Mais qui, dans l'armée, pouvait en disposer? Certes pas Hammerstein, ni même Beck, puisqu'ils étaient à la retraite. Ce qui importait, les conspirateurs s'en rendirent compte, c'était de faire intervenir des généraux qui, à ce moment, commandaient des troupes à Berlin et aux alentours et qui pourraient ainsi agir efficacement d'un moment à l'autre. Le général Halder, le nouveau chef d'état-major général, n'avait pas de véritables effectifs sous ses ordres. Le général Brauchitsch, lui, commandait à l'armée entière, mais on n'avait pas en lui une confiance absolue. Son autorité serait utile, mais, estimaient les conspirateurs, il ne pourrait être amené à intervenir qu'à la dernière minute.

Néanmoins on trouva bientôt des généraux occupant des postes-clés qui consentirent à prêter leur concours quand on les mit dans la confiance. Trois d'entre eux détenaient des commandements d'importance vitale pour le succès de l'aventure : le général Erwin von Witzleben commandant la très importante Wehrkreis III, comprenant Berlin et ses alentours, le général comte Erich von Brockdorff-Ahlefeld, commandant la garnison de Potsdam, formée par la 23e division d'infanterie, et le général Erich Hoepner, commandant une division blindée en Thuringe, capable, s'il était nécessaire, de repousser les troupes S.S. qui tenteraient de libérer Berlin de l'autorité de Munich.

Le plan des conspirateurs, tel qu'il fut établi vers la fin d'août, consistait à s'emparer d'Hitler dès qu'il aurait lancé l'ordre final d'attaquer la Tchécoslovaquie et de le traduire devant l'un des tribunaux du peuple institués par lui. Il serait accusé d'avoir voulu follement lancer l'Allemagne dans une guerre européenne, à la suite de quoi il n'était désormais plus qualifié pour gouverner. Pendant une brève période intermédiaire, le pouvoir serait exercé par une dictature militaire, remplacée ensuite par un gouvernement provisoire, présidé par un civil éminent. Le moment venu, un gouvernement conservateur et démocrate serait formé.

Le succès de ce coup de force dépendait de deux facteurs qui concernaient les deux principaux conspirateurs, le général Halder et le général Beck. Le premier de ces facteurs était le choix du moment. Halder avait convenu avec l'O.K.W. qu'il serait personnellement avisé, quarante-huit heures à l'avance, de l'ordre d'attaque contre la Tchécoslovaquie, ce qui lui donnerait le temps de mettre le complot à exécution avant que les troupes n'aient pu franchir la frontière tchèque. Il serait ainsi capable non seulement d'arrêter Hitler, mais d'empêcher la démarche fatale qui conduirait inévitablement à la guerre.

D'autre part, il importait que Beck parvînt à convaincre les généraux à l'avance, et le peuple allemand par la suite (pendant l'éventuel procès d'Hitler), qu'une attaque contre la Tchécoslovaquie provoquerait l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France et déclencherait ainsi une guerre européenne pour laquelle l'Allemagne n'était pas prête et qu'elle perdrait certainement. Cette démonstration avait fait le sujet de ses mémorandums pendant tout l'été et sur elle reposait tout ce qu'il était maintenant prêt à faire : renverser Hitler pour épargner à l'Allemagne un

conflit européen qui, il en était persuadé, provoquerait sa perte.

Malheureusement pour Beck et pour l'avenir de la plus grande partie de l'univers, ce fut Hitler et non pas le chef d'état-major récemment démissionnaire qui se montra le plus perspicace quant à la possibilité d'une guerre mondiale. Beck, Européen cultivé et doué du sens de l'histoire, ne pouvait concevoir que la Grande-Bretagne et la France sacrifieraient volontairement leur intérêt personnel en n'intervenant pas le jour où l'Allemagne attaquerait la Tchécoslovaquie. Il avait le sens de l'histoire, mais non celui de la politique contemporaine. Hitler, lui, le possédait. Depuis quelque temps, il était de plus en plus convaincu que M. Chamberlain sacrifierait les Tchèques plutôt que d'entrer en guerre et que, dans ce cas, la France ne remplirait pas ses obligations envers Prague.

La Wilhelmstrasse n'avait pas manqué de remarquer des dépêches publiées dans les journaux new-yorkais où, le 14 mai, leurs correspondants à Londres faisaient état d'un entretien « confidentiel » de M. Chamberlain, lors d'un déjeuner chez Lady Astor. Le Premier ministre britannique, rapportaient les journalistes, avait dit que ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni sans doute la Russie ne viendraient au secours de la Tchécoslovaquie en cas d'attaque allemande, que l'État tchèque ne pouvait subsister sous sa forme actuelle et que la Grande-Bretagne, dans l'intérêt même de la paix, approuvait le retour à l'Allemagne du territoire des Sudètes. Interpellé sur ce sujet à la Chambre des Communes par certains députés furieux, Chamberlain, observèrent les Allemands, n'avait pas démenti les dépêches américaines.

Le 1er juin, le Premier Ministre avait tenu devant les journalistes britanniques des propos plus ou moins confidentiels et, deux jours plus

tard, le *Times* publiait le premier de ses articles de tête qui allaient contribuer par la suite à saper la position tchèque; il conseillait vivement au gouvernement tchèque d'accorder « l'auto-détermination » aux minorités du pays « même si une telle manœuvre entraînait la sécession d'avec la Tchécoslovaquie » et, pour la première fois, il proposait d'avoir recours à des plébiscites pour connaître la volonté des Sudètes et des autres peuples. Quelques jours plus tard, l'ambassade d'Allemagne à Londres informait Berlin que l'éditorial du *Times* était fondé sur des propos confidentiels de Chamberlain et qu'il reflétait ses opinions. Le 8 juin, l'ambassadeur von Dirksen apprenait à la Wilhelmstrasse que le gouvernement Chamberlain consentirait à ce que la région des Sudètes fût séparée de la Tchécoslovaquie, pourvu que l'opération eût lieu à la suite d'un plébiscite et « ne fût pas troublée par des mesures de violence de la part de l'Allemagne (24) ».

Tout cela, Hitler dut être bien aise de l'apprendre. Les nouvelles de Moscou n'étaient pas mauvaises non plus. A la fin de juin, le comte Friedrich Werner von der Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne en Russie, avisait Berlin que l'Union Soviétique « ne marcherait vraisemblablement pas pour défendre un État bourgeois », c'est-à-dire la Tchécoslovaquie (25). Dès le 3 août, Ribbentrop informait les grandes missions diplomatiques allemandes à l'étranger qu'il n'y avait guère lieu de craindre une intervention de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, en faveur de la Tchécoslovaquie (26).

Le 3 août également, Chamberlain expédiait en Tchécoslovaquie Lord Runciman, chargé d'une curieuse mission : agir en « médiateur » dans la crise sudète. Je me trouvais justement à Prague le jour de son arrivée et,

après avoir assisté à sa conférence de presse et m'être entretenu avec les membres de son parti, je notai dans mon journal : « Cette mission de Runciman sent mauvais. » D'ailleurs, l'annonce de ce voyage, faite devant la Chambre des Communes, le 26 juillet, s'était accompagnée d'un mensonge proféré par Chamberlain lui-même et qui doit être unique dans les annales du parlement britannique. Le Premier Ministre avait dit qu'il envoyait Runciman à Prague « en réponse à une demande du gouvernement tchécoslovaque ».

En réalité, c'était Chamberlain qui avait imposé au gouvernement tchécoslovaque la visite de Runciman. Mais cette déclaration cachait un autre mensonge plus grave : tout le monde, y compris Chamberlain, savait que la mission de Runciman, soi-disant chargé de servir de médiateur entre le gouvernement tchèque et les chefs sudètes, était irréalisable et absurde et que Henlein, le leader sudète, n'était pas un agent libre et ne pouvait négocier; il s'agissait, désormais, d'un conflit entre Prague et Berlin. Mon journal de ce premier soir et des jours suivants montre que les Tchèques savaient parfaitement bien que Runciman avait été envoyé, par Chamberlain pour préparer le terrain en vue de la cession du pays des Sudètes à Hitler. C'était une bien piètre ruse diplomatique.

L'été de 1938 touchait à sa fin. Runciman baguenaudait dans les Sudètes et à Prague, multipliant les gestes amicaux à l'égard des Sudètes allemands et se montrant de plus en plus exigeant auprès du gouvernement tchèque pour qu'il leur accordât ce qu'ils réclamaient. Hitler, ses généraux et son ministre des Affaires étrangères faisaient preuve d'une activité fébrile. Le 23 août, à Kiel, pendant les manœuvres navales, le Führer reçut à bord du paquebot *Patria* l'amiral Horthy et les membres du

gouvernement hongrois. S'ils voulaient avoir leur part du festin tchèque, ils n'avaient qu'à se hâter, leur déclara Hitler : « Celui qui veut s'asseoir à table, dit-il, doit du moins aider d'abord à la cuisine (27) ». L'ambassadeur d'Italie, Bernardo Attolico, se trouvait parmi les invités.

Mais quand il insista auprès d'Hitler pour connaître la date de « la démarche allemande contre la Tchécoslovaquie », afin que Mussolini pût être prévenu, le ministre des Affaires Étrangères lui répondit de façon évasive. De toute évidence, les Allemands n'avaient pas une confiance absolue dans la discrétion de leur allié fasciste. Ils étaient maintenant sûrs de la Pologne. Pendant tout l'été, von Moltke, ambassadeur à Varsovie, avait averti Berlin que non seulement la Pologne refusait d'aider la Tchécoslovaquie, en autorisant le passage des troupes russes ou en permettant aux avions soviétiques de survoler son territoire, mais que le colonel Josef Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne, jetait un regard d'envie sur une tranche du territoire tchèque, la zone de Teschen. Beck faisait déjà preuve de ce fatal manque de clairvoyance, d'ailleurs partagé au même moment par tant d'hommes d'État européens, et qui devait avoir des conséquences plus désastreuses qu'il ne pouvait alors l'imaginer.

A l'O.K.W. (Haut Commandement des Forces armées) et à l'O.K.H. (Haut-Commandement de l'armée), il régnait une incessante activité. On mettait définitivement au point les plans qui permettraient aux forces armées d'être prêtes à pénétrer en Tchécoslovaquie le 1er octobre. Dès le 24 août, à l'O.K.W., le colonel Jodl rédigea un mémorandum urgent à l'intention d'Hitler, déclarant qu'il était « très important de fixer le moment exact de « l'incident » qui revêtera pour l'Allemagne le caractère d'une

provocation et justifiera une intervention militaire ». Il expliquait que l'horaire à établir pour le jour J dépendait de cette précision.

Aucune mesure préalable, poursuivait-il, ne peut être prise avant J moins un, à moins que nous ne puissions fournir une explication innocente au sujet de cette mesure, sinon nous aurions l'air d'avoir fabriqué l'incident de toutes pièces... Si, pour des raisons techniques, *les heures du soir* sont jugées préférables pour cet incident, le lendemain ne pourra être le jour J, il faudra que ce soit le surlendemain... Ces notes ont pour but de montrer que la Wehrmacht attache à cet incident une extrême importance et qu'elle devra être informée en temps voulu des intentions du Führer, d'autant plus que la Section de l'Abwehr n'est pas chargée d'organiser l'incident (28).

Les astucieux préparatifs de l'attaque contre la Tchécoslovaquie étaient manifestement en bonne voie à la fin de l'été. Mais comment l'Allemagne se défendrait-elle à l'ouest si les Français faisaient honneur à leur parole et attaquaient? Le 26 août, Hitler partit faire une tournée d'inspection dans les fortifications de l'ouest, accompagné de Jodl, du docteur Todt, l'ingénieur chargé de construire le mur de l'ouest, d'Himmler et de divers hauts personnages du parti. Le 27 août, le général Wilhelm Adam, un Bavarois brusque et compétent, qui commandait à l'ouest, se joignit à eux et, pendant les deux jours qui suivirent, il put constater à quel point le Führer avait été grisé par la réception triomphale que lui firent les populations de la Rhénanie.

Pour sa part, Adam ne fut pas impressionné, mais plutôt alarmé, et le 29, au cours d'une scène étonnante qui se passa dans la voiture particulière d'Hitler, il demanda brusquement à s'entretenir avec lui seul à seul. Non sans avoir ajouté quelques commentaires ironiques, d'après le récit que fit plus tard le général, Hitler congédia Himmler et ses autres acolytes. Adam

alla droit au but. Il déclara au Führer que, malgré tout le battage qui était fait au sujet du mur de l'ouest, il ne pouvait absolument pas le tenir avec les seules troupes dont il disposait. Hitler entra en fureur et se lança dans une longue harangue d'où il ressortait que, grâce à lui, l'Allemagne était désormais plus forte que la Grande-Bretagne et la France réunies.

« Pour ne pas tenir ces fortifications, s'écria Hitler, il faudrait être un misérable* ! »

* D'après le journal de Jodl, Hitler employa un terme plus violent : *Hundsfoet* (29). Telford Taylor, dans *Sword and Swastika*, donne de cette scène un compte rendu plus complet, d'après les mémoires inédits du général Adam.

Néanmoins Adam n'était pas le seul à avoir des doutes là-dessus. Le 3 septembre, Hitler convoqua au Berghof les chefs de l'O.K.W. et de l'O.K.H. Keitel et Brauchitsch. Il fut convenu que les unités combattantes seraient mises en position le long de la frontière tchèque le 28 septembre. Mais l'O.K.W. tenait à savoir, dès le 27 septembre à midi, quel serait le jour J. Hitler n'était pas satisfait du plan d'opérations prévu pour le cas vert et il exigea des modifications sur plusieurs points. D'après les notes relatives à cette réunion, conservées par le major Schmudt, il est clair que Brauchitsch du moins — car Keitel était trop flagorneur pour élever la voix — souleva à nouveau la question et demanda comment l'armée pourrait tenir à l'ouest. Hitler se tira d'affaire par un mensonge : il assura qu'il avait donné des ordres pour accélérer la construction des fortifications de l'ouest (30).

Le 8 septembre, le général Heinrich Stuepnagel rencontra Jodl, et ce dernier nota dans son journal que le général jugeait avec pessimisme la

situation militaire à l'ouest. Ils avaient l'un et l'autre la certitude qu'Hitler, grisé par l'enthousiasme fanatique des foules rassemblées au congrès du parti qui venait de s'ouvrir à Nuremberg, était résolu à envahir la Tchécoslovaquie, que la France intervint ou non. « Je dois admettre, écrivait Jodl, pourtant optimiste d'ordinaire, que je suis également très inquiet. »

Le lendemain 9 septembre, Hitler convoqua Keitel, Brauchitsch et Halder à Nuremberg, pour tenir avec eux une conférence qui, commencée à dix heures du soir, dura jusqu'à quatre heures du matin et fut extrêmement orageuse, ainsi que Keitel le confia ensuite à Jodl, qui, à son tour, le confia à son journal. Halder se trouva ainsi dans une situation délicate : membre essentiel du complot fomenté pour renverser Hitler à l'instant où il donnerait l'ordre d'attaquer, il dut exposer en grand détail le plan prévu par l'état-major pour la campagne de Tchécoslovaquie. Il fut peut-être plus gêné encore de voir Hitler déchirer le projet en menus morceaux et accabler de reproches non seulement lui-même mais Brauchitsch, stigmatisant leur timidité et leur incapacité militaire (31). Jodl nota le 13 que Keitel avait été « terriblement bouleversé » à la suite de cette séance, en constatant que le « défaitisme » régnait dans les hautes sphères de l'armée allemande.

Des accusations ont été portées à la connaissance du Führer contre le défaitisme qui sévit dans le Haut Commandement de l'armée... Keitel déclare qu'il ne tolérera pas qu'un officier de l'O.K.W. se permette des critiques, fasse preuve d'irrésolution et de défaitisme... Le Führer sait que le commandant de l'armée (Brauchitsch) a demandé à ses généraux de l'aider à ouvrir les yeux du Führer au sujet de l'aventure dans laquelle il est résolu à se lancer. Lui-même n'a plus d'influence sur le Führer.

Aussi a-t-il régné à Nuremberg une atmosphère froide et même glaciale. Il est déplorable que le Führer ait toute la nation derrière lui, à l'exception des grands chefs de l'armée.

Cette constatation attristait profondément le jeune Jodl, fort ambitieux, qui avait attaché son char à la fortune du Führer :

C'est seulement par leurs actes que ces généraux peuvent réparer le mal qu'ils ont fait par leur manque de force de caractère et par leur défaut d'obéissance. Le problème est le même qu'en 1914. Il n'y a qu'un seul exemple de désobéissance dans l'armée et ce sont les généraux qui le donnent — tout cela au fond à cause de leur arrogance. Ils ont perdu confiance et sont incapables d'obéir, parce qu'ils n'ont pas reconnu le génie du Führer. Un grand nombre d'entre eux voient encore en lui le caporal de la guerre mondiale et non le plus grand homme d'État qui ait existé depuis Bismarck (32).

Dans son entretien avec Jodl, le 8 septembre, le général von Stuelpnagel, qui occupait le poste de Oberquartiermeister I dans le Haut Commandement de l'armée et qui participait à la conspiration d'Halder, avait demandé à l'O.K.W. l'assurance écrite que le Haut Commandement de l'armée serait averti cinq jours à l'avance de l'ordre d'attaque contre la Tchécoslovaquie. Jodl avait répondu qu'en raison du temps incertain il ne pourrait le prévenir que deux jours à l'avance, délai d'ailleurs suffisant pour les conspirateurs.

Mais il leur fallait des assurances d'une autre sorte, il leur fallait savoir si, en définitive, ils avaient eu raison de supposer que la Grande-Bretagne et la France entreraient en guerre contre l'Allemagne au cas où Hitler attaquerait la Tchécoslovaquie. Dans ce but, ils avaient décidé d'envoyer des agents sûrs à Londres, non seulement pour connaître les intentions du gouvernement britannique, mais, s'il était nécessaire, pour peser sur sa décision en l'informant qu'Hitler avait décidé d'attaquer la Tchécoslovaquie à une certaine date, à l'automne, et que l'état-major

général, qui connaissait cette date, s'y opposait et se tenait prêt à agir pour empêcher l'invasion, si la Grande-Bretagne demeurait fermement résolue à s'opposer aux desseins d'Hitler.

Le premier émissaire des conspirateurs, Ewald von Kleist, choisi par le colonel Oster, de l'Abwehr, arriva à Londres le 18 août. L'ambassadeur à Berlin, Henderson, déjà résolu à accorder à Hitler tout ce qu'il voudrait en Tchécoslovaquie, prévint le Foreign Office qu'il ne serait « pas prudent de recevoir Kleist officiellement* ».

** Selon un mémorandum des Affaires étrangères allemandes en date du 6 août, Henderson, dans une réunion privée, avait déclaré aux Allemands présents que la Grande-Bretagne ne songerait pas à risquer fût-ce un seul marin ou un seul aviateur pour la Tchécoslovaquie et que toute solution raisonnable serait acceptée, du moment qu'elle ne serait pas imposée par la force (33).*

Néanmoins, Sir Robert Vansittart, conseiller diplomatique auprès du ministre des Affaires étrangères et l'un des principaux adversaires à Londres de la politique d'apaisement, reçut Kleist dans l'après-midi qui suivit son arrivée et Winston Churchill, encore éloigné du pouvoir à cette époque, le reçut le lendemain. Kleist répéta aux deux hommes politiques, sur qui la pondération et la sincérité de leur visiteur firent impression, ce qu'il était chargé de leur dire : il leur assura que Hitler avait fixé la date de l'agression contre les Tchèques, que les généraux, dont la plupart ne partageaient pas ses vues, étaient résolus à agir, mais que de nouvelles concessions de la part des Britanniques feraient avorter leur projet. Si, au contraire, la Grande-Bretagne et la France consentaient à déclarer publiquement qu'elles ne demeureraient pas passives, tandis qu'Hitler lancerait ses armées en Tchécoslovaquie, et si quelques hommes d'État

britanniques éminents voulaient bien adresser à l'Allemagne un avertissement solennel, au sujet des conséquences d'une éventuelle agression nazie, alors les généraux allemands, pour leur part, prendraient les mesures nécessaires pour empêcher Hitler de parvenir à ses fins (34).

Churchill remit à Kleist une lettre vibrante, qu'il pourrait rapporter en Allemagne et qui serait un précieux appui pour ses camarades.

Je suis sûr que l'entrée en force des armées et de l'aviation allemandes en Tchécoslovaquie provoquera une nouvelle guerre mondiale.

J'en suis certain, comme j'étais certain à la fin de juillet 1914 que l'Angleterre marcherait avec la France... Je vous en prie, ne vous trompez pas sur ce point*.

** Kleist revint à Berlin le 23 août et montra la lettre de Churchill à Beck, Hammerstein, Canaris. Oster et aux autres membres du complot. Dans *Nemesis of Power*, p. 413, Wheeler Bennett écrit que, d'après des renseignements de source privée qui lui furent donnés après la guerre par Fabian von Schlabrendorff, Canaris prit deux copies de cette lettre, une pour lui, l'autre pour Beck, tandis que Kleist cachait l'original dans sa maison de campagne de Schmenzin, en Poméranie. Elle y fut découverte par la Gestapo, après l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler, et contribua à faire condamner Kleist à mort devant un tribunal du peuple, sentence qui fut rendue et exécutée le 16 avril 1945.*

En fait, le contenu de la lettre de Churchill vint à la connaissance des autorités allemandes bien plus tôt que les conspirateurs n'auraient pu l'imaginer. J'ai trouvé ce texte dans un mémorandum des Affaires étrangères allemandes qui, bien que non daté, a été déposé le 6 septembre 1938. Il porte cette indication : « Extrait d'une lettre de Winston Churchill à un confident allemand (35). »

Vansittart prit si bien l'avertissement de Kleist au sérieux qu'il soumit aussitôt un rapport sur ce sujet à la fois au Premier Ministre et au ministre des Affaires étrangères. Chamberlain écrivit à Lord Halifax « qu'il ne fallait sans doute pas prendre au pied de la lettre tout ce que disait Kleist » ; cependant il ajoutait : « Je me demande si nous ne devrions pas faire quelque chose (36). » Et il pria l'ambassadeur Henderson de venir à

Londres, le 28 août, pour donner à ses intentions quelque publicité « afin d'avoir avec lui des consultations ».

Il donna pour instructions à son ambassadeur à Berlin : premièrement de transmettre un sérieux avertissement à Hitler et en second lieu de préparer en secret « un contact personnel » entre lui-même et le Führer. Henderson a raconté depuis qu'il réussit à convaincre le Premier ministre de renoncer à la première de ces démarches (37). Quant à la seconde mission, Henderson n'était que trop heureux de la remplir**.

*** L'ambassadeur avait écrit de Berlin à Lord Halifax, le 18 juillet : « Je crois sincèrement que le moment est venu de serrer sérieusement la vis au gouvernement de Prague. Si Benès ne peut donner satisfaction à Hitler, il ne satisfera aucun autre chef sudète... Nous allons être obligés de nous montrer désagréables avec les Tchèques (38). » Il semble inconcevable que Henderson lui-même ignorât alors que Henlein n'était qu'un outil entre les mains d'Hitler et avait reçu de lui l'ordre de multiplier sans cesse ses exigences de façon que Benès ne pût absolument pas lui « donner satisfaction ». Voir plus haut.*

Ce devait être le premier pas qui conduirait vers Munich et vers la plus grande victoire remportée par Hitler sans effusion de sang. Ignorant que Chamberlain avait ainsi dévié de sa route, les conspirateurs de Berlin tentèrent une nouvelle fois d'avertir le gouvernement britannique. Le 21 août, le colonel Oster envoya un agent avertir l'attaché militaire britannique à Berlin qu'Hitler avait l'intention d'envahir la Tchécoslovaquie à la fin de septembre : « Si, grâce à une action ferme de l'étranger, Hitler peut être contraint au dernier moment de renoncer à ses intentions actuelles, il sera incapable de survivre à un tel échec », dit-il aux Britanniques. « De même si l'on en venait à la guerre, une intervention immédiate de la France et de l'Angleterre provoquerait la chute du régime. » Sir Neville Henderson transmet fidèlement cet avertissement à Londres,

mais déclara qu'il était « nettement entaché de parti pris et qu'il fallait y voir une manœuvre de propagande ». Les œillères qui obscurcissaient la vue de l'ambassadeur britannique semblaient devenir plus larges et plus épaisses à mesure que s'aggravait la crise.

Le général Halder avait le sentiment que les conspirateurs n'arrivaient pas assez rapidement à gagner les Britanniques à leur cause, aussi le 2 septembre envoya-t-il à Londres un émissaire personnel, le lieutenant-colonel Hans-Boehm-Tettelbach, officier de l'armée en retraite, pour prendre contact avec le ministère de la Guerre et le Service des Renseignements. D'après le récit de Halder, le colonel vit à Londres plusieurs personnages importants, mais il ne semble pas avoir fait grande impression sur eux.

Finalement, les conspirateurs, résolus à tenter un effort désespéré pour persuader les Britanniques de demeurer fermes, en vinrent à passer par les Affaires étrangères allemandes et l'ambassade de Londres. Theodor Kordt était alors conseiller d'ambassade et chargé d'affaires, et son jeune frère Erich chef du secrétariat de Ribbentrop. Les deux frères étaient les protégés du baron von Weizsaecker, le principal secrétaire d'État et, sans aucun doute, le cerveau des Affaires étrangères; après la guerre, il fit grand état de son prétendu anti-nazisme, bien qu'il eût servi Hitler et Ribbentrop presque jusqu'à la fin.

Il est cependant évident, d'après les documents des Affaires étrangères découverts après la guerre, qu'en l'occurrence il se montra hostile à une agression contre la Tchécoslovaquie, cela pour la même raison que les généraux : elle conduirait à une guerre perdue d'avance. Avec la complicité de Weizsaecker et après consultations avec Beck, Halder et

Goerdeler, il fut convenu que Theodor Kordt adresserait un dernier avertissement à Downing Street. En sa qualité de conseiller d'ambassade, ses visites aux autorités britanniques ne pourraient sembler suspectes.

Les renseignements qu'il transmit, le soir du 5 septembre, à Sir Horace Wilson, conseiller confidentiel de Chamberlain, parurent si importants, il semblait si urgent de les prendre en considération que ce fonctionnaire le fit passer par une porte dérobée pour le conduire au 11 Downing Street, à l'appartement du secrétaire d'État au Foreign Office. Là, il informa sans ménagements Lord Halifax qu'Hitler se proposait d'ordonner la mobilisation générale le 16 septembre, que l'attaque contre la Tchécoslovaquie était fixée au 1er octobre au plus tard, que l'armée allemande se préparait à se dresser contre Hitler dès que serait donné l'ordre d'attaquer et qu'elle réussirait à l'abattre si la Grande-Bretagne et la France tenaient bon. Il avertissait également Lord Halifax que le discours d'Hitler qui devait clôturer le congrès de Nuremberg, le 12 septembre, ferait grand bruit et pourrait bien être l'occasion pour le Führer d'abattre ses cartes et de révéler ses intentions envers la Tchécoslovaquie; le moment serait alors venu pour l'Angleterre de se dresser contre le dictateur (39).

En dépit de ses fréquents contacts personnels avec Downing Street, et malgré la franchise dont il fit preuve en cette occasion à l'égard du secrétaire d'État au Foreign Office, Kordt ignorait, lui aussi, ce qui se préparait à Londres. Mais, comme tout le monde, il en eut le soupçon quand, deux jours plus tard, le 7 septembre, le *Times* de Londres publia son fameux éditorial :

Peut-être le gouvernement tchécoslovaque ferait-il bien d'examiner s'il doit rejeter

complètement le projet, qui rencontre quelque fâveur dans certains milieux et qui consiste à donner plus d'homogénéité à l'État tchécoslovaque par la cession à la nation voisine d'une bande de territoire habitée par des populations unies par des liens de race à ce pays limitrophe. L'avantage de devenir ainsi un État homogène compenserait dans une large mesure pour les Tchèques les inconvénients évidents que présente la perte du district frontière des Sudètes allemands.

L'éditorial ne tenait pas compte du fait qu'en cédant le pays des Sudètes à l'Allemagne les Tchèques perdaient à la fois les défenses naturelles constituées par les montagnes de Bohême et leur « Ligne Maginot » de fortifications, ce qui les laisserait dès lors sans défense contre l'Allemagne nazie.

Le Foreign Office se hâta d'affirmer que l'éditorial du *Times* n'exprimait nullement l'opinion du gouvernement, mais Kord n'en télégraphia pas moins le lendemain à Berlin qu'« il était possible que l'article eût été inspiré à la rédaction du Times par l'entourage du Premier Ministre ». C'était possible, en effet!

A notre époque, en ces années qui ont vu se multiplier les crises à la suite de la seconde guerre mondiale, il est difficile d'évoquer la sombre angoisse, la tension presque intolérable qui étreignaient les capitales européennes tandis que le rassemblement du Parti nazi, qui s'était ouvert le 6 septembre, approchait de son point culminant, qu'il devait atteindre le 12 septembre, jour où Hitler prononcerait son discours de clôture et, pensait-on, annoncerait au monde sa décision finale : la paix ou la guerre avec la Tchécoslovaquie. Je me trouvais cette semaine-là à Prague, foyer de la crise, et il semblait étrange que la capitale tchèque demeurât la plus calme de toutes, du moins en apparence, cela en dépit des violences déchaînées par les Allemands dans les Sudètes, des menaces venues de

Berlin, de la pression exercée par les gouvernements britannique et français, en dépit même de la crainte que les deux grandes démocraties n'abandonnent la Tchécoslovaquie à son sort.

Le 5 septembre, le président Benès, comprenant qu'une démarche décisive de sa part était nécessaire pour sauver la paix, convoqua les chefs sudètes, Kundt et Sebekovsky, au palais de Hradschin et leur demanda d'exposer par écrit leurs revendications. Quelles qu'elles fussent, il les accepterait : « Grands dieux! s'écria le lendemain le député sudète Karl Herman Frank. Ils nous ont tout accordé! » Mais c'était justement ce que ne voulaient à aucun prix les politiciens sudètes et leurs maîtres de Berlin. Le 7 septembre, Henlein, selon les instructions reçues d'Allemagne, rompit toutes les négociations avec le gouvernement tchèque, sous le fallacieux prétexte que de prétendus excès policiers avaient été commis par les Tchèques à Moravska-Ostrava.

Le 10 septembre, Gœring prononça un discours belliqueux devant le congrès de Nuremberg : « Un minuscule segment de l'Europe tient en alerte la race humaine... Ces misérables pygmées (les Tchèques) oppriment un peuple cultivé; derrière eux il y a Moscou et le masque éternel du diable juif. » Mais le discours radiodiffusé prononcé ce même jour par Benès ne tenait aucun cas de la diatribe de Gœring. C'était un appel serein et digne au calme, à la bonne volonté et à la confiance mutuelle. Sous cette paisible surface cependant, la tension était grande à Prague.

Je croisai le docteur Benès dans le hall de la Maison de la Radio après son discours radiodiffusé; il avait le visage grave et semblait parfaitement conscient de la terrible situation où il se trouvait. La gare du chemin de fer de Wilson et l'aéroport étaient remplis de juifs qui tentaient

désespérément de trouver un moyen de transport pour gagner des lieux plus sûrs. Au cours du week-end, des masques à gaz furent distribués à la population. On apprenait de Paris que le gouvernement français était pris de panique à la perspective d'une guerre, et, d'après les dépêches de Londres, Chamberlain envisageait des mesures désespérées pour faire face aux exigences d'Hitler — aux dépens des Tchèques, bien entendu.

Ainsi toute l'Europe attendait les paroles qu'allait prononcer Hitler le 12 septembre à Nuremberg. Mais le discours du Führer, certes brutal et emphatique, débordant de venin contre l'État tchèque, en particulier contre son président, ne fut cependant pas une déclaration de guerre. Hitler réservait sa décision, publiquement du moins, car on sait, d'après les documents allemands saisis, qu'il avait déjà fixé la date du 1er octobre pour lancer ses troupes au-delà de la frontière tchèque. Il exigeait seulement que le gouvernement tchèque rendît « justice » aux Allemands des Sudètes. Sinon, l'Allemagne verrait ce qu'elle avait à faire.

Les violences verbales d'Hitler eurent des répercussions considérables. Au pays des Sudètes, elles suscitèrent une révolte que le gouvernement tchèque réprima en envoyant d'urgence des troupes et en proclamant la loi martiale. Henlein, entré clandestinement en Allemagne, proclamait que la seule solution était la cession de la région des Sudètes à l'Allemagne.

C'était d'ailleurs, comme nous l'avons vu, la solution qui rencontrait de plus en plus la faveur du gouvernement de Londres, mais, avant de l'adopter, il fallait obtenir l'accord de la France. Le lendemain du discours d'Hitler, le 13 septembre, le cabinet français siégea toute la journée; il demeurait, en effet, irrémédiablement divisé sur la question de savoir s'il

devait ou non faire honneur à ses obligations envers la Tchécoslovaquie, dans le cas d'une attaque allemande qu'il croyait imminente. Dans la soirée, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Sir Eric Phipps, qui assistait au spectacle de l'Opéra-Comique, fut appelé d'urgence auprès du président Daladier. Celui-ci faisait demander à Chamberlain d'essayer sans tarder de conclure un accord avec le dictateur allemand, aux meilleures conditions possibles.

M. Chamberlain, on peut s'en douter, n'avait pas besoin qu'on le lui dît deux fois. A onze heures du soir ce même jour, le Premier Ministre britannique envoyait à Hitler un message urgent :

La situation devenant de plus en plus critique, je me propose de venir vous voir immédiatement afin d'essayer de trouver une solution pacifique. J'ai l'intention de voyager en avion et je suis prêt à partir dès demain.

Veuillez me fixer un rendez-vous le plus tôt possible et m'indiquer le lieu choisi pour cette rencontre. Je vous serais obligé de me répondre dans le plus bref délai (40).

Deux heures plus tôt, le chargé d'affaires allemand à Londres, Theodor Kordt, avait télégraphié à Berlin que le secrétaire de presse de Chamberlain l'avait informé que le Premier Ministre « était prêt à examiner des propositions allemandes de grande envergure, y compris un plébiscite, à prendre part à leur exécution et à les appuyer publiquement (41) ».

La série des abandons qui allait aboutir aux accords de Munich venait de débiter.

« Juste Ciel! » (*Ich bin von Himmel gefallen!*), s'écria Hitler quand il lut le message de Chamberlain (42). Il était stupéfait, mais empli d'une extrême satisfaction à l'idée de voir l'homme qui présidait aux destinées du puissant empire britannique venir à lui en solliciteur, flatté aussi qu'un vieillard de soixante-neuf ans, qui n'avait encore jamais pris l'avion, fasse sept longues heures de vol pour se rendre jusqu'à Berchtesgaden, tout au bout de l'Allemagne, et il n'eut même pas la politesse de lui proposer un lieu de rencontre sur le Rhin, ce qui aurait diminué le trajet de moitié. Les Anglais manifestèrent un grand enthousiasme*. Ils semblaient croire que le Premier Ministre entreprenait ce long voyage pour faire ce que Mr. Asquith et Sir Edward Grey avaient eu le tort de ne pas faire en 1914 : avertir l'Allemagne que toute agression contre une petite puissance provoquerait l'entrée en guerre non seulement de la France, mais de la Grande-Bretagne.

* *Ceux-là même qui critiquaient le plus sévèrement la politique étrangère de Chamberlain, dans la presse britannique et au parlement, félicitèrent chaleureusement le Premier Ministre d'aller à Berchtesgaden. Le poète lauréat, John Masefield, composa à cette occasion un poème, un péan de louanges intitulé « Neville Chamberlain », qui parut dans le Times le 16 septembre.*

Cependant, comme devaient le prouver les documents confidentiels allemands et la suite des événements, Hitler comprit tout de suite que la démarche de Chamberlain était pour lui un bienfait du Ciel. Déjà averti par l'ambassadeur d'Allemagne à Londres que le chef du gouvernement

britannique était prêt à accepter « des propositions allemandes de grande envergure », le Führer supposait que le voyage de Chamberlain lui apportait une nouvelle fois l'assurance que la Grande-Bretagne et la France n'interviendraient pas en faveur de la Tchécoslovaquie, comme il en avait toujours été persuadé. Le Premier Ministre n'était pas auprès de lui depuis une heure que cette supposition devenait une certitude.

Au début, il y eut entre les deux hommes une escarmouche diplomatique, bien qu'Hitler, selon son habitude, tînt presque continuellement le dé de la conversation (43). Débarqué à l'aéroport de Munich le 15 septembre à midi, Chamberlain s'était rendu en voiture découverte à la gare, d'où un train spécial l'amena en trois heures à Berchtesgaden. Il ne manqua pas de remarquer que, sur la voie opposée, les trains chargés de troupes et d'artillerie se succédaient sans arrêt. Hitler ne se rendit pas à la gare, il accueillit son visiteur de marque en haut des marches du Berghof. La pluie commençait à tomber — le docteur Schmidt, l'interprète allemand, s'en souvint plus tard — le ciel s'assombrit et les nuages cachaient les montagnes. Il était maintenant quatre heures de l'après-midi et Chamberlain voyageait depuis l'aube.

Après le thé, Hitler et Chamberlain montèrent jusqu'au bureau du Führer, au deuxième étage, la pièce même où le dictateur avait reçu Schuschnigg sept mois plus tôt. A la requête de l'ambassadeur Henderson, Ribbentrop fut exclu de la conversation. Le vaniteux ministre des Affaires étrangères en conçut une si vive irritation que, le lendemain, il refusa de communiquer au Premier Ministre les notes de Schmidt sur la conférence — singulier, mais bien caractéristique manque d'égards — de sorte que, par la suite, Chamberlain dut se fier à sa mémoire pour citer avec exactitude

ses paroles et celles d'Hitler.

Au début de la conversation, comme il le faisait toujours dans l'exorde de ses discours, Hitler se lança dans une longue harangue, rappelant tout ce qu'il avait fait pour le peuple allemand, pour la paix et pour un rapprochement anglo-allemand. Mais, ajouta-t-il, il y avait désormais un problème qu'il était décidé à résoudre « d'une manière ou de l'autre » : les 3 millions d'Allemands résidant dans les Sudètes devaient « revenir » au Reich*.

** Tant dans ses conversations avec Hitler que dans ses discours aux Communes, Chamberlain, qui ne semble pas avoir possédé de grandes lumières sur l'histoire de l'Allemagne, accepta cet usage mensonger du mot « retour ». Les Allemands des Sudètes avaient appartenu à l'Autriche, jamais à l'Allemagne.*

Il tenait beaucoup, lit-on dans le compte rendu officiel de Schmidt, à ce qu'il ne subsistât aucun doute sur sa ferme résolution de ne pas tolérer davantage qu'un petit pays d'importance secondaire traitât en inférieur le puissant et millénaire Reich allemand. Il avait quarante-neuf ans et, s'il fallait que l'Allemagne fût entraînée dans une guerre mondiale pour la question tchécoslovaque, il voulait être encore dans la pleine force de l'âge pour guider son pays à travers cette période critique... Certes, il déplorerait que ce problème suscitât une guerre mondiale. Pourtant un tel danger ne saurait le faire hésiter... Pour parvenir à son but, il ferait face à n'importe quelle guerre, même une guerre mondiale. Le reste de l'univers pouvait faire ce que bon lui semblait. Pour sa part, il ne céderait pas d'un pouce.

Chamberlain, qui avait à peine pu placer un mot, était doué d'une patience à toute épreuve, mais cette patience avait pourtant des limites. A ce moment, il interrompit Hitler pour dire : « Si le Führer était résolu à régler cette question par la force sans même attendre que nous en discussions ensemble, alors pourquoi m'a-t-il laissé venir ? J'ai perdu mon temps. »

Le dictateur allemand n'était pas habitué à se voir ainsi couper la parole — aucun Allemand ne s'y serait risqué à l'époque —, et la réplique de Chamberlain sembla avoir atteint le but. Il se calma. Peut-être serait-il bon maintenant, dit-il, « de se rendre compte si un règlement pacifique n'était pas encore possible après tout ». Puis il lança brusquement sa proposition :

La Grande-Bretagne consentirait-elle ou non à la cession au Reich de la région des Sudètes... cession basée sur le droit à l'autodétermination ?

La proposition ne choqua pas Chamberlain. Il exprima même sa satisfaction de voir « qu'ils en étaient maintenant venus au fond du problème ». D'après le récit fait de mémoire par Chamberlain lui-même, il répondit qu'il ne pouvait s'engager avant d'avoir consulté son cabinet et le gouvernement français. D'après la version de Schmidt établie d'après ses notes sténographiées, tandis qu'il servait d'interprète, Chamberlain aurait bien tenu ce propos, mais il aurait ajouté : *Que personnellement il déclarait reconnaître le principe du détachement de la région des Sudètes... Il désirait retourner en Angleterre pour rendre compte de sa mission aux membres du gouvernement et obtenir leur approbation au sujet de son attitude personnelle.*

Toute la suite des événements devait découler de cette abdication de Chamberlain à Berchtesgaden. Il est bien évident qu'elle ne surprit pas les Allemands. Au moment même où se tenait la rencontre de Berchtesgaden, Henlein écrivait à Hitler une lettre secrète, rédigée à Eger, le 15 septembre, juste avant de passer la frontière pour se réfugier en Allemagne :

MON FÜHRER,

J'ai informé hier la délégation britannique (Runciman) que de nouvelles négociations ne pourraient être basées... que sur le principe de la réunion au Reich des districts sudètes. Il est probable que Chamberlain proposera cette réunion (44).

Le lendemain 16 septembre, le ministre des Affaires étrangères allemand adressa des dépêches confidentielles à ses ambassadeurs à Washington et dans plusieurs autres capitales.

Le Führer a dit à Chamberlain qu'il était définitivement résolu à mettre fin d'une manière ou d'une autre à la situation intolérable qui règne dans les Sudètes et cela dans les délais les plus brefs. Il ne s'agit plus désormais d'accorder leur autonomie aux Allemands des Sudètes, mais uniquement de réunir cette région à l'Allemagne. Chamberlain a donné son approbation personnelle. Il consulte en ce moment le cabinet britannique et est en communication avec Paris. Une nouvelle rencontre entre le Führer et Chamberlain est envisagée dans un avenir très proche (45).

Vers la fin de la conférence, Chamberlain avait obtenu d'Hitler la promesse qu'il ne prendrait aucune mesure militaire jusqu'à ce qu'ils aient eu ensemble une nouvelle entrevue. A cette époque, le Premier ministre avait grande confiance dans la parole du Führer et il déclara en privé un jour ou deux plus tard : « En dépit de la dureté et de la cruauté qu'il me sembla lire sur son visage, j'eus l'impression que c'était un homme sur qui l'on pouvait compter quand il avait donné sa parole (46). »

Tandis que le chef du gouvernement britannique nourrissait ces illusions réconfortantes, Hitler poursuivait ses plans militaires et politiques pour l'invasion de la Tchécoslovaquie. Le colonel Jodl, au nom de l'O.K.W., élaborait avec le ministère de la Propagande ce qu'il a appelé

dans son journal « des préparatifs combinés pour réfuter nos violations de la loi internationale ». La guerre serait durement menée, du moins par les Allemands, et le docteur Goebbels était chargé de justifier les excès nazis. Le plan de sa campagne de mensonges fut établi en grand détail (47). Le 17 septembre, Hitler désignait un officier d'état-major de l'O.K.W. pour aider Henlein (qui avait alors établi son nouveau quartier général dans un château situé à Dondorf, aux portes de Bayreuth) à organiser le corps franc des Sudètes. Cette troupe devait être munie d'armes autrichiennes et était chargée par le Führer d'entretenir « des désordres et des bagarres » avec les Tchèques.

Le 18 septembre, journée que Chamberlain passa à rallier son cabinet et le gouvernement français à sa politique d'abdication, fut marqué pour Hitler et ses généraux par une activité intense. L'horaire du départ fut donné pour 5 armées (la seconde, la huitième, la dixième, la douzième et la quatorzième) comprenant 36 divisions, dont 3 blindées. Hitler confirma également le choix des officiers commandant 10 armées. Le général Adam, bien qu'il se fût regimbé, conserva le commandement complet des troupes de l'ouest. Chose surprenante, deux des conspirateurs furent rappelés de leur retraite. Le général Beck était nommé commandant de la première armée et le général von Hammerstein de la quatrième.

Les préparatifs politiques du coup final qui allait être porté à la Tchécoslovaquie se poursuivaient d'autre part. Les documents des Affaires étrangères allemandes abondent en rapports sur la pression accrue exercée par l'Allemagne sur la Hongrie et la Pologne, appelées à prendre leur part du butin. Les Slovaques eux-mêmes furent chargés d'intervenir pour attiser le feu. Le 20 septembre, Henlein les incitait à réclamer leur

autonomie « de façon plus pressante ». Le même jour, Hitler recevait le premier ministre hongrois Imredy, et Kanya, son ministre des Affaires étrangères, pour les morigéner au sujet des hésitations qu'on manifestait à Budapest. Un mémorandum des Affaires étrangères donne un long compte rendu de cet entretien :

Tout d'abord le Führer reprocha aux Hongrois l'attitude indécise de la Hongrie. Pour sa part, il était résolu à régler la question tchèque, fût-ce au risque de déclencher une guerre mondiale... Il était convaincu cependant que ni l'Angleterre ni la France n'interviendraient. C'était pour la Hongrie la dernière occasion de se mettre de la partie. Sinon, il ne serait pas en mesure de dire un mot en faveur des intérêts hongrois. Selon lui, la meilleure solution consistait à supprimer la Tchécoslovaquie.

Il présenta deux demandes aux Hongrois : 1° La Hongrie demanderait immédiatement qu'un plébiscite eût lieu dans les territoires qu'elle réclamait et 2° elle ne garantirait aucune nouvelle frontière proposée pour la Tchécoslovaquie (48).

Quoi qu'il advînt à la suite des entretiens avec Chamberlain, Hitler — il le fit clairement comprendre aux Hongrois — n'avait aucune intention de laisser subsister une Tchécoslovaquie, même mutilée. Quant au Premier Britannique :

Le Führer a déclaré qu'il lui présenterait les exigences allemandes avec une franchise brutale. A son avis, l'action de l'armée apporterait la seule solution satisfaisante. Restait cependant le danger de voir les Tchèques accéder à toutes ses exigences.

Danger qui allait hanter le dictateur lors de toutes ses rencontres ultérieures avec le premier ministre, qui, lui, ne soupçonnait rien.

Le 21 septembre, à l'instigation de Berlin, le gouvernement polonais exigea des Tchèques qu'un plébiscite eût lieu dans le district de Teschen, où vivait une forte minorité polonaise, et il envoya des troupes à la

frontière de cette région. Le lendemain, le gouvernement hongrois en faisait autant de son côté. Ce même jour, le 22 septembre, le corps franc des Sudètes, soutenu par des détachements de S.S., occupa les villes frontières tchèques de Asch et de Eger qui formaient saillie en territoire allemand.

Ce 22 septembre fut d'ailleurs un jour d'extrême tension à travers l'Europe, car, le matin même, Chamberlain était reparti pour l'Allemagne afin de conférer avec Hitler. Il nous faut maintenant considérer rapidement ce qu'avait fait le Premier Ministre à Londres entre ses deux visites au Führer.

Dès son retour, le soir du 16 septembre, Chamberlain réunit le cabinet pour informer ses ministres des exigences d'Hitler. Lord Runciman fut appelé de Prague et invité à donner ses suggestions. Elles étaient stupéfiantes. Emporté par son zèle et son souci d'apaiser les Allemands, il allait même plus loin qu'Hitler. Il conseillait de transférer à l'Allemagne les territoires où les Sudètes étaient en majorité, sans se soucier d'un plébiscite. Il recommandait vivement l'emploi de tous les moyens légaux pour étouffer toute critique qui pourrait être formulée contre l'Allemagne, en Tchécoslovaquie, « par des partis ou des personnes ».

Il demandait que la Tchécoslovaquie, même privée de ses barrières montagneuses et de ses fortifications — et par conséquent réduite à l'impuissance, — « révisât néanmoins sa politique étrangère, de manière à donner à ses voisins l'assurance qu'en aucun cas elle ne les attaquerait ou ne prendrait part contre eux à une action agressive découlant de ses obligations envers d'autres États ». Il semble incroyable que Runciman, lui-même, ait pu s'inquiéter en un pareil moment du danger d'une agression perpétrée par un État tchèque mutilé contre l'Allemagne nazie, mais ses

invraisemblables suggestions firent, semble-t-il, grande impression sur le cabinet britannique et Chamberlain qui, déjà, inclinait à accepter les exigences d'Hitler n'en fut que davantage confirmé dans ses intentions*.

** Les éléments principaux des suggestions de Runciman furent soumis au cabinet le soir du 16 septembre, mais le rapport lui-même ne fut officiellement rédigé que le 21 et publié le 28, alors qu'il n'offrait plus aucun intérêt pratique en raison des événements. Wheeler-Bennett signale que certaines parties du rapport donnent l'impression d'avoir été écrites après le 21 septembre. Quand Runciman quitta Prague, au matin du 16 septembre, personne, pas même Hitler et les chefs sudètes, n'avait été jusqu'à proposer que le pays sudète fût cédé à l'Allemagne sans plébiscite.*

Le président Daladier et son ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, arrivèrent à Londres le 18 septembre pour conférer avec leurs collègues britanniques. Nul ne songea à demander aux Tchèques de prendre part aux conversations. Les Britanniques et les Français, désireux d'éviter la guerre à tout prix, eurent tôt fait de s'accorder sur des propositions conjointes, que les Tchèques devraient accepter. Tous les territoires sudètes dans lesquels la population allemande serait supérieure à 50 pour 100 devraient être rendus à l'Allemagne pour assurer « le maintien de la paix et la sécurité des intérêts vitaux de la Tchécoslovaquie ».

En échange, la France et la Grande-Bretagne convenaient de participer à une garantie internationale des nouvelles frontières contre une agression non provoquée. « Cette garantie remplacerait les traités d'assistance mutuelle que l'État tchèque avait signés avec la France et la Russie. » C'était là une porte de sortie fort commode pour les Français et, entraînés par Bonnet, bien résolu (le cours des événements allait le montrer) à aller plus loin encore que Chamberlain dans la voie des concessions, ils s'y

précipitèrent. Venaient ensuite les déclarations hypocrites :

Les gouvernements français et britannique, dirent-ils aux Tchèques dans une note officielle, reconnaissent toute l'ampleur du sacrifice exigé du gouvernement tchèque pour la cause de la paix. Mais cette cause étant commune à la fois à l'Europe en général et à la Tchécoslovaquie elle-même en particulier, ils ont l'un et l'autre estimé de leur devoir d'exposer franchement les conditions essentielles pour en assurer le maintien,

Et puis ils étaient pressés. Le dictateur allemand ne pouvait attendre.

Le Premier Ministre doit reprendre ses conversations avec M. Hitler dès mercredi (le 22 septembre), plus tôt même s'il se peut. Nous estimons par conséquent devoir vous demander une réponse le plus vite possible (49).

C'est ainsi que le 19 septembre, à midi, les ministres français et britannique à Prague présentèrent conjointement des propositions anglo-françaises au gouvernement tchèque. Elles furent rejetées le lendemain dans une note pleine de dignité, où les Tchèques expliquaient, de manière prophétique, que, les accepter, « ce serait placer tôt ou tard la Tchécoslovaquie sous la domination complète de l'Allemagne ». Après avoir rappelé à la France les obligations qu'elle avait prises par traité et les conséquences qu'aurait pour la position française en Europe une capitulation tchèque, le gouvernement de Prague proposait de soumettre l'ensemble de la question sudète à un arbitrage, aux termes du traité germano-tchèque du 16 octobre 1925*.

* *Il convient de remarquer que ni le gouvernement français ni le gouvernement britannique ne publièrent le texte de cette note tchèque quand ils rendirent publics par la suite les documents justifiant la politique qui conduisit à Munich.*

Mais les Britanniques et les Français n'avaient nulle envie de se laisser arrêter, sur la voie qu'ils avaient choisie, par des considérations sur le caractère sacré des traités. A peine les envoyés anglo-français à Prague eurent-ils reçu la note de refus (le 20, à cinq heures du soir) que le ministre britannique, Sir Basil Newton, avertissait le docteur Kamil Krofta, ministre des Affaires étrangères tchèque, que, si son gouvernement maintenait sa position, la Grande-Bretagne se désintéresserait du sort du pays. M. de Lacroix, le ministre français, s'associa à cette déclaration au nom de la France.

Pendant ce temps, à Londres et à Paris, la note tchèque était assez mal accueillie. Chamberlain réunit son cabinet restreint, et une liaison téléphonique avec Paris fut établie, grâce à quoi des conversations furent échangées avec Daladier et Bonnet pendant toute la soirée. Il fut convenu que les deux gouvernements feraient à nouveau pression sur Prague. Il fallait prévenir les Tchèques que, s'ils résistaient, ils ne pourraient compter ni sur l'aide de la France ni sur celle de la Grande-Bretagne.

A ce moment, le président Benès comprit qu'il était abandonné par ses soi-disant amis. Il fit un dernier effort pour rallier du moins la France à sa cause. Le 20, peu après huit heures du soir, il chargea le docteur Krofta de poser à Lacroix la question vitale : « La France ferait-elle honneur à sa parole en cas d'attaque allemande ou bien s'abstiendrait-elle? » Le 21 septembre à deux heures quinze du matin, Newton et Lacroix firent lever Benès en pleine nuit; ils lui enjoignirent de retirer sa note de refus et déclarèrent que, s'il n'y consentait pas et si les propositions anglo-françaises n'étaient pas acceptées, la Tchécoslovaquie devrait se battre

seule contre l'Allemagne. Le président demanda au ministre français de formuler cette communication par écrit. Sans doute avait-il déjà renoncé à la lutte, mais il songeait à l'histoire*.

* *La déloyauté dont fit preuve Bonnet en la circonstance comporte des détours trop compliqués pour qu'elle puisse être relatée dans une histoire de l'Allemagne. Il réussit, entre autres choses, à faire croire aux ministres français et britanniques que le gouvernement tchèque voulait obtenir des Français une déclaration qu'ils ne se battraient pas pour la Tchécoslovaquie, cela afin d'avoir une bonne excuse pour capituler. Voir à ce sujet le Munich de WHEE-LER-BENNETT; Munich before and after. de HERBERT RIPA, et Les Fossoyeurs, de PERTINAX.*

Pendant toute la journée du lendemain, 21 septembre, Benès, malade de fatigue et d'insomnie, accablé par la trahison de ses amis et par la perspective du désastre, réunit autour de lui son cabinet, les chefs de parti et le haut commandement de l'armée pour délibérer avec eux. Tous ces hommes avaient fait preuve de courage en face des menaces de l'ennemi, mais, en présence de l'abandon de leurs amis et alliés, ils commençaient à fléchir. Et la Russie? Le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, Litvinov, prononça justement le même jour, à Genève, un discours où il renouvelait l'assurance que l'Union Soviétique observerait le traité qui la liait à la Tchécoslovaquie. Benès convoqua l'ambassadeur de Russie à Prague, qui confirma les propos de son ministre des Affaires étrangères. Mais les malheureux Tchèques comprirent que le pacte conclu par eux avec la Russie obligeait les Soviets à leur venir en aide, *à condition* que la France en fit autant. Or, la France avait renié sa parole.

Tard dans l'après-midi du 21 septembre, le gouvernement tchèque capitulait et acceptait le plan anglo-français. « Nous n'avions pas le choix puisqu'on nous abandonnait », expliquait amèrement un communiqué du

gouvernement. Dans le privé, Benès s'exprimait en termes plus brefs : « Nous avons été lâchement trahis. » Le lendemain, le cabinet démissionnait et le général Jan Sirovy, inspecteur général de l'armée, devenait le chef d'un « nouveau gouvernement de concentration nationale ».

Chamberlain apportait à Hitler tout ce que celui-ci lui avait demandé lors de la rencontre de Berchtesgaden. Cependant les deux hommes étaient mal à l'aise quand ils se rencontrèrent dans la petite ville rhénane de Godesberg dans l'après-midi du 22 septembre. Le chargé d'affaires allemand, après avoir accompagné le Premier ministre à l'aéroport de Londres, avait aussitôt télégraphié à Berlin : « Chamberlain et sa suite sont partis pleins d'inquiétude... De toute évidence, l'opposition à la politique de Chamberlain ne cesse de croître. »

Hitler était dans un état de nervosité extrême. Le matin du 22, je prenais le petit déjeuner sur la terrasse de l'*Hôtel Dreesen*, où devaient avoir lieu les consultations, quand Hitler passa, marchant à grandes enjambées, pour aller inspecter son yacht amarré au bord du fleuve. Il me parut agité d'un tic nerveux. A chaque instant, son épaule droite se soulevait d'un geste mécanique, tandis que sa jambe gauche se détendait d'une saccade. Il avait les yeux affreusement cernés de noir.

Ainsi que je le notai le soir dans mon journal, il semblait au bord de la dépression nerveuse : « *Teppichfresser* ! » murmura mon compagnon allemand, un directeur de journal qui détestait secrètement les nazis. Et il me raconta que, depuis quelques jours, Hitler était dans un tel état de frénésie, à cause de l'affaire tchèque, que, plus d'une fois, il avait perdu tout empire sur soi, se jetant sur le sol et mâchant le bord d'un tapis. D'où l'expression « Mangeur de tapis ». La veille au soir, à l'*Hôtel Dreesen*, au cours d'une conversation avec quelques plumitifs aux ordres du parti,

j'avais entendu cette expression appliquée au Führer — à voix basse, bien sûr (50).

Malgré les inquiétudes que lui causait l'opposition croissante qui se manifestait en Angleterre contre sa politique, M. Chamberlain semblait d'excellente humeur quand il arriva à Godesberg et suivit en voiture les rues décorées non seulement de la croix gammée, mais de l'Union Jack, pour se rendre à son quartier général du *Petershof Hôtel*, construit dans le style d'un château fort au sommet du Petersberg, dominant de haut la rive opposée (la rive droite) du Rhin. Le Premier Ministre venait dans l'intention de satisfaire toutes les exigences formulées par Hitler à Berchtesgaden et même davantage encore. Il ne restait, plus que les détails à mettre au point, et pour ce faire il avait amené avec lui non seulement Sir Horace Wilson et William Strang (ce dernier, appartenant au Foreign Office, était un spécialiste des questions relatives à l'Europe orientale), mais aussi Sir William Malkin, chef du département de la rédaction et du contentieux au Foreign Office. Tard dans l'après-midi, le Premier Ministre traversa le Rhin en bac pour se rendre à *l'Hotel Dreesen**, où l'attendait Hitler.

** C'est de cet hôtel, dirigé par Herr Dreesen, un des premiers compagnons nazis d'Hitler que celui-ci était parti, dans la nuit du 29 au 30 juin 1934, pour tuer Ræhm et mener à bien l'Épuration sanglante. Le Führer choisissait souvent cet hôtel pour s'y réfugier quand il voulait rassembler ses pensées et prendre une décision.*

Pour une fois, ce fut Chamberlain qui parla sans arrêt, du moins au début. Pendant plus d'une heure, si l'on s'en rapporte aux notes détaillées prises par le docteur Schmidt (51) le Premier Ministre, après avoir expliqué qu'à la suite de « négociations laborieuses » il avait obtenu non

seulement des cabinets britannique et français, mais aussi du gouvernement tchèque qu'ils acceptent les exigences du Führer, entreprit d'exposer en détail les moyens à employer pour les satisfaire.

Se rangeant à l'avis de Runciman, il était maintenant disposé à accepter que le pays des Sudètes fût accordé à l'Allemagne *sans* plébiscite. Quant aux zones mixtes, leur avenir pouvait être déterminé par une commission composée de trois membres, un Allemand, un Tchèque et un neutre. De plus, les traités d'assistance mutuelle entre la Tchécoslovaquie, la France et la Russie, qui étaient si désagréables au Führer, seraient remplacés par une garantie internationale contre une attaque non provoquée et, à l'avenir, la Tchécoslovaquie « devrait être complètement neutre ».

Tout cela semblait fort simple, raisonnable et logique à l'homme d'affaires britannique ami de la paix devenu Premier Ministre. Visiblement fort content de soi, selon le récit d'un témoin oculaire, il se tut et attendit la réaction d'Hitler.

« Dois-je comprendre que les gouvernements britannique, français et tchèque consentent à ce que le pays des Sudètes soit cédé à l'Allemagne? » demanda Hitler**. Comme il le dit plus tard à Chamberlain, il était stupéfait que les concessions aient été aussi loin et lui soient faites aussi vite.

*** Hitler savait que les Tchèques avaient accepté les propositions anglo-françaises. Jodl a noté dans son journal que le 21 septembre, à onze heures du matin, la veille de l'arrivée de Chamberlain, il avait reçu un coup de téléphone de l'aide de camp d'Hitler : « Le Führer a appris voici cinq minutes que Prague aurait cédé sans conditions. » A douze heures quarante-cinq, Jodl notait : « Les chefs de service ont reçu l'ordre de continuer les préparatifs pour le cas vert, mais de se tenir néanmoins prêts à prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de pénétration pacifique (52). » Il est cependant possible*

qu'Hitler ait ignoré les modalités du plan anglo-français avant que le Premier Ministre ne les lui ait expliquées.

« Oui, répondit en souriant le Premier Ministre.

— Je suis vraiment navré, dit Hitler, mais, à la suite des événements de ces derniers jours, le projet que vous me proposez est devenu inutile. »

Le docteur Schmidt se souvint plus tard que Chamberlain eut un haut-le-corps. Son visage de chouette rougit de surprise et de colère. Non pas, semble-t-il, parce qu'Hitler l'avait trompé, parce qu'à l'exemple d'un vulgaire maître-chanteur il majorait ses exigences au moment même où elles étaient acceptées. Dans le récit qu'il fit quelques jours plus tard devant les Communes, le Premier Ministre a dépeint le sentiment qu'il éprouva en cet instant :

Je ne voudrais pas que la Chambre pensât qu'Hitler me trompait délibérément — je ne l'ai pas cru une seconde — mais, pour ma part, en retournant à Godesberg, je pensais n'avoir plus qu'à discuter tranquillement avec lui les propositions que j'apportais et ce fut pour moi une stupéfaction profonde de l'entendre me dire... que ces propositions étaient inacceptables.

Chamberlain voyait s'écrouler comme un château de cartes l'édifice de paix qu'il avait si « laborieusement » bâti aux dépens des Tchèques. Il fut « à la fois déçu et déconcerté », dit-il à Hitler. Il était pourtant en droit de penser que le Führer avait obtenu de lui tout ce qu'il demandait.

Pour parvenir à ce résultat, il (Chamberlain) avait mis en jeu sa carrière politique... Dans certains milieux, on l'accusait d'avoir vendu et trahi la Tchécoslovaquie, d'avoir cédé aux dictateurs, et le matin même, en quittant l'Angleterre, il avait été hué.

Mais le Führer ne se laissa pas émouvoir par les difficultés

personnelles du Premier Ministre. Il exigeait que la zone des Sudètes fût immédiatement *occupée* par l'Allemagne. Le problème devait être « complètement et définitivement résolu le 1er octobre au plus tard ». Il avait sous la main une carte sur laquelle il désigna à son interlocuteur les territoires qui devaient être immédiatement cédés.

« Ainsi, l'esprit rempli de sinistres pressentiments », comme il le dit aux Communes, Chamberlain se retira sur l'autre rive du Rhin « pour réfléchir à ce qu'il fallait faire ». Tout espoir semblait à peu près perdu ce soir-là. Après que Chamberlain eut consulté par téléphone ses collègues du cabinet et les membres du gouvernement français, il fut convenu que, Londres et Paris informeraient le lendemain le gouvernement tchèque « qu'ils ne pouvaient désormais plus prendre la responsabilité de leur conseiller de ne pas mobiliser* ».

* *La mobilisation tchèque commença le 23 septembre, à dix heures trente du soir.*

Le soir, à dix-neuf heures vingt, le général Keitel téléphonait de Godesberg au quartier général de l'armée : « La date du jour J ne peut encore être précisée. Continuez préparatifs selon plan. Si le cas vert est mis en application, ce ne sera pas avant le 30 septembre. S'il est appliqué plus tôt, il sera sans doute improvisé (53). »

Car Adolf Hitler lui-même se trouvait en présence d'un dilemme. Bien que Chamberlain l'ignorât, le véritable objectif du Führer, comme il l'avait exposé dans sa directive de l'O.K.W. après la crise de mai, consistait à « détruire la Tchécoslovaquie par une action militaire ». Le plan anglo-français, que les Tchèques avaient déjà accepté, bien qu'à leur corps défendant, non seulement donnerait à Hitler ses Allemands des Sudètes,

mais détruirait en réalité la Tchécoslovaquie, désormais privée de toute défense.

Mais le but ne serait pas atteint par une action militaire, et le Führer avait décidé non seulement d'humilier le président Benès et le gouvernement tchèque, qui l'avaient si profondément offensé en mai, mais de démontrer la faiblesse des puissances occidentales. Pour cela, l'occupation militaire était indispensable. Elle pourrait se faire sans effusion de sang, comme dans le cas de l'Autriche, mais il fallait qu'elle se fit. Il devait prendre au moins cette revanche sur les Tchèques, ces parvenus plein d'arrogance.

Il n'y eut pas d'autre contact entre les deux hommes dans la soirée du 22 septembre, mais le lendemain — la nuit porte conseil —, après avoir passé le début de la matinée à faire les cent pas sur son balcon dominant le Rhin, Chamberlain, après le petit déjeuner, s'assit à sa table pour rédiger un message à Hitler. Il allait, écrivait-il, soumettre aux Tchèques les nouvelles exigences allemandes, mais il ne pensait pas qu'elles seraient acceptées. En réalité, il ne doutait pas que les Tchèques résisteraient énergiquement à une occupation immédiate de leur pays par les troupes allemandes. Mais, puisque toutes les parties en cause avaient admis le transfert de la région sudète à l'Allemagne, il consentait à transmettre une nouvelle proposition à Prague : les Allemands des Sudètes feraient eux-mêmes régner la loi et l'ordre dans leur zone, jusqu'à ce qu'elle soit transférée au Reich.

Hitler ne voulut pas entendre parler d'un tel compromis. Après avoir fait attendre le Premier ministre pendant toute la journée, il répondit finalement à sa note par une diatribe, pleine d'amertume, énumérant une

fois de plus tous les torts des Tchèques envers les Allemands, refusant à nouveau de modifier sa position et concluant que la guerre « semblait maintenant probable ». La réponse de Chamberlain fut brève. Il demandait à Hitler d'exposer ses nouvelles exigences par écrit « et d'y joindre une carte ». En sa qualité de « médiateur » il se chargeait d'envoyer ces documents à Prague : « Je ne crois pas pouvoir être utile à quelque chose en demeurant ici plus longtemps, concluait-il. Je me propose donc de rentrer en Angleterre. »

Avant de partir, il repassa encore une fois le Rhin, pour se rendre à *l'Hôtel Dreesen*, où il eut avec Hitler un entretien final qui débuta à dix heures trente du soir, le 23 septembre. Hitler présentait ses revendications sous forme d'un mémorandum accompagné d'une carte. Il fixait à Chamberlain une nouvelle date limite. Les Tchèques devaient commencer à évacuer le territoire cédé, à huit heures du matin, le 26 septembre — donc deux jours plus tard — et cette évacuation devrait être achevée le 28.

« Mais c'est tout simplement un ultimatum! s'écria Chamberlain.

— Absolument pas », riposta Hitler.

Quand Chamberlain rétorqua que le mot allemand *diktat* s'appliquait à un tel document, Hitler répondit : « Ce n'est nullement un *diktat*. Voyez, ce document porte le titre de mémorandum. »

A ce moment, un aide de camp apporta un message urgent pour le Führer. Hitler y jeta un coup d'œil et le passa à Schmidt, qui servait d'interprète : « Lisez donc ceci à M. Chamberlain. »

Schmidt obéit : « Benès vient d'annoncer à la radio la mobilisation générale en Tchécoslovaquie. »

Pendant un moment, a raconté Schmidt, il régna dans la pièce un

silence de mort. Puis Hitler prit la parole : « Maintenant, bien entendu, l'affaire est réglée. Les Tchèques n'ont pas la moindre intention de céder un pouce de territoire à l'Allemagne. »

D'après les minutes de Schmidt, Chamberlain affirma que si. En fait, une discussion passionnée eut alors lieu entre les deux hommes.

Les Tchèques ont mobilisé les premiers, dit Hitler. Chamberlain démentit cette assertion. L'Allemagne avait mobilisé la première... Le Führer nia que l'Allemagne eût mobilisé.

La conversation se poursuivit ainsi fort avant dans la nuit. Finalement, après que Chamberlain eut demandé si le mémorandum allemand était « vraiment son dernier mot » et qu'Hitler eut répondu par l'affirmative, le Premier ministre répondit qu'il était inutile de poursuivre les conversations. Il avait fait tout son possible, ses efforts avaient échoué. Il allait repartir le cœur lourd, car les espoirs qu'il nourrissait en arrivant en Allemagne étaient maintenant détruits.

Le dictateur allemand ne voulait pas que Chamberlain lâchât l'hameçon. Il répliqua par une « concession ».

« Vous êtes l'un des rares hommes pour qui j'aie jamais fait une chose pareille, dit-il avec désinvolture. Si cela peut vous faciliter la tâche, je suis prêt à fixer une date unique, le 1er octobre, pour l'évacuation des Tchèques. » Ce disant, il prit un crayon et changea lui-même la date. Bien entendu, ce n'était nullement là une concession. Depuis toujours, le jour J était le 1er octobre*.

* Le mémorandum réclamait le retrait, à la date du 1er octobre, de toutes les forces armées tchèques, y compris la police, etc., occupant les vastes zones indiquées en dégradé rouge sur

la carte. Un plébiscite devait déterminer l'avenir d'autres zones ombrées en vert. Toutes les installations militaires devaient demeurer intactes dans les territoires évacués. Tous les matériaux servant au commerce et aux transports, « en particulier le matériel roulant du système ferroviaire », devaient être remis intacts aux Allemands : « En définitive, rien ne doit être enlevé en ce qui concerne les vivres, les marchandises, le bétail, les matières premières (54), » Les centaines de milliers de Tchèques habitant le territoire des Sudètes ne seraient même pas autorisés à emporter leur mobilier et l'unique vache qui faisait vivre la famille.

Mais cette feinte semble avoir fait impression sur le Premier Ministre. Selon Schmidt, il dit au Führer « qu'il appréciait vivement son geste ». Pourtant, ajouta-t-il, il n'était pas en mesure d'accepter ou de rejeter les propositions, il ne pouvait que les transmettre.

Cependant la glace avait été rompue et quand ils se séparèrent, à une heure trente du matin, les deux hommes, en dépit de tout ce qui s'était passé, semblaient personnellement plus proches l'un de l'autre qu'ils ne l'avaient jamais été depuis leur première rencontre. Quand ils se quittèrent, je me trouvais à quelques mètres d'eux, bien placé pour les observer, dans la loge du portier où j'avais installé un studio de radiodiffusion provisoire, et je les vis échanger leurs adieux sur le seuil de l'hôtel. Je fus frappé par la cordialité de leur attitude. Schmidt nota leurs paroles, que je ne pouvais naturellement pas entendre :

Chamberlain prit cordialement congé du Führer. Il avait, dit-il, l'impression qu'à la suite des conversations des jours précédents il s'était établi entre eux des relations de confiance... Il ne renonçait pas à l'espoir de surmonter les difficultés de la crise actuelle et il serait alors heureux de discuter avec le Führer, dans le même esprit, les autres problèmes encore en suspens.

Le Führer remercia Chamberlain de ses paroles aimables et lui dit qu'il partageait ses espoirs. Comme il l'avait déjà plusieurs fois déclaré, le problème tchèque une fois réglé, il n'aurait plus aucune exigence territoriale à formuler en Europe.

L'assurance que le dictateur allemand renonçait désormais à conquérir de nouvelles terres semble avoir également impressionné le Premier ministre au moment de son départ car, dans le compte rendu qu'il fit devant la Chambre des Communes, il affirma qu'Hitler s'était exprimé « avec une grande conviction ».

Quand Chamberlain regagna son hôtel vers 2 heures du matin, un journaliste lui demanda : « Monsieur le président, la situation est-elle désespérée ?

— Je ne peux pas dire cela, répondit le Premier Ministre, la décision appartient maintenant aux Tchèques (55) ».

De toute évidence, il ne lui vint pas à l'esprit qu'elle appartenait aussi aux Allemands, qui formulaient des exigences exorbitantes.

À peine revenu à Londres, le 24 septembre, le Premier Ministre tenta de faire exactement ce qu'il avait déclaré à Hitler qu'il ne ferait pas : il s'efforça d'amener le cabinet britannique à accepter les nouvelles exigences nazies. Mais, cette fois, il se heurta à une résistance inattendue. Duff Cooper, le premier Lord de l'Amirauté, lui opposa un refus très ferme. Fait surprenant, Lord Halifax en fit autant, quoique bien à contrecœur. Chamberlain ne réussit pas à emporter l'adhésion de son cabinet. Pas plus qu'il ne parvint à convaincre le gouvernement français, qui, le 24, rejeta le mémorandum de Godesberg et décréta le même jour une mobilisation partielle.

Quand les ministres français, ayant à leur tête le président du Conseil, M. Daladier, arrivèrent à Londres le dimanche 25 septembre, les deux gouvernements apprirent le rejet formel des propositions de

* *La réponse tchèque est un document émouvant et prophétique. « Les propositions de Godesberg, y était-il dit, nous privent de tout moyen de sauvegarder notre existence nationale (56). »*

Il ne restait plus aux Français qu'à déclarer qu'ils feraient honneur à leur parole et viendraient au secours de la Tchécoslovaquie au cas où elle serait attaquée. Mais ils tenaient à savoir ce que ferait l'Angleterre. Mis au pied du mur, du moins à ce qu'il semblait, Chamberlain accepta d'informer Hitler que si, par suite de ses obligations envers les Tchèques, la France se trouvait engagée dans une guerre contre l'Allemagne, la Grande-Bretagne s'estimerait obligée de la soutenir.

Mais il voulait d'abord adresser un dernier appel au dictateur allemand. Hitler devait prononcer un discours au Sportpalast de Berlin le 26 septembre. Pour l'inciter à ne pas couper les ponts, Chamberlain, une fois de plus, rédigea en toute hâte une lettre personnelle à l'adresse du Führer et dans l'après-midi du 26 la fit expédier d'urgence à Berlin par son fidèle second, Sir Horace Wilson, qui gagna en toute hâte la capitale allemande par avion spécial.

Quand Chamberlain quitta l'*Hôtel Dreesen* dans la nuit du 24 septembre, les Allemands paraissaient accablés. Maintenant que la guerre semblait toute proche, certains d'entre eux, du moins, goûtaient fort peu cette éventualité. Je m'attardai pendant un moment à l'hôtel pour souper. Debout dans le hall, Goering, Goebbels, Ribbentrop, le général Keitel et d'autres personnages de moindre envergure faisaient cercle et parlaient avec animation. Ils semblaient frappés de stupeur à la perspective de la

guerre.

A Berlin, au cours de la journée, je constatai qu'on reprenait espoir. A la Wilhelmstrasse on estimait que, si Chamberlain, jouissant de toute l'autorité du Premier ministre britannique, avait consenti à présenter à Prague les nouvelles exigences hitlériennes, tout portait à croire que le chef du gouvernement britannique soutenait les propositions d'Hitler. Comme nous l'avons vu, cette supposition était parfaitement exacte, mais on ne savait pas tout.

Le dimanche 25 septembre, il faisait à Berlin un temps radieux d'arrière-saison, chaud et ensoleillé. Comme c'était sans nul doute le dernier beau week-end d'automne, la moitié de la population berlinoise avait envahi les lacs et les forêts qui entourent la capitale. Certes les gens savaient qu'Hitler était entré en fureur en apprenant que l'ultimatum de Godesberg était rejeté à Paris, à Londres et à Prague, mais on ne sentait pas à Berlin l'atmosphère d'une grande crise et certainement pas la moindre fièvre belliqueuse : « On a peine à croire que la guerre soit sur le point d'éclater », écrivais-je ce soir-là dans mon journal*.

* *A la fin des entretiens de Godesberg, les correspondants de presse britanniques et français et le principal correspondant européen du New York Times, qui était citoyen anglais, se précipitèrent vers les frontières française, belge et hollandaise, aucun d'eux n'ayant la moindre envie d'être interné en cas de guerre.*

Le lundi suivant, la situation empira brusquement. A cinq heures du soir, Sir Horace Wilson, accompagné de l'ambassadeur Henderson et d'Ivone Kirkpatrick, premier secrétaire de l'ambassade britannique, arriva à la Chancellerie, porteur de la lettre de Chamberlain (57). Ils trouvèrent Hitler de fort mauvaise humeur — sans doute était-il déjà en train de

s'échauffer la bile afin de se trouver dans l'état d'exaspération nécessaire quand il prononcerait son discours au Sportpalast, trois heures plus tard.

Quand le docteur Schmidt commença à traduire la lettre où Chamberlain informait le Führer que le gouvernement tchèque avait fait savoir au Premier Ministre que le mémorandum de Godesberg était « tout à fait inacceptable » ainsi d'ailleurs qu'il l'en avait averti lors de leur dernier entretien, Hitler, raconte Schmidt, se leva d'un bond en hurlant : « Inutile de poursuivre les négociations, cela ne rime plus à rien ! » et se rua vers la porte (58).

Scène pénible, dit l'interprète allemand : « Ce fut la première et la seule fois où, du moins en ma présence, Hitler perdit complètement la tête. » Et, d'après les Britanniques alors présents, le Führer, qui ne tarda pas à regagner son siège en trépignant de rage, ne cessa par la suite d'interrompre la lecture en criant : « On traite les Allemands comme des Nègres... Le 1er octobre, je ferai ce qu'il me plaira de la Tchécoslovaquie. Si la France et l'Angleterre décident de frapper, libre à elles... je m'en moque complètement. »

Étant donné que les Tchèques consentaient à donner à Hitler ce qu'il désirait, c'est-à-dire la zone des Sudètes, Chamberlain avait proposé que des délégués tchèques et allemands se réunissent sans plus tarder pour régler « d'un commun accord les modalités de cession des territoires ». Il ajouta qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que des délégués britanniques assistent également à cette réunion. Hitler répondit qu'il négocierait les détails avec les Tchèques s'ils s'engageaient à accepter le mémorandum de Godesberg (qu'ils venaient de rejeter) et consentaient à l'occupation du pays des Sudètes par les Allemands, à partir du 1er octobre. Il lui fallait,

dit-il, une réponse affirmative dans quarante-quatre heures, le 28 septembre à deux heures de l'après-midi.

Ce soir-là, Hitler coupa les ponts, du moins à ce qu'il sembla à ceux d'entre nous qui écoutaient, stupéfaits, les éclats délirants de sa colère retentir dans le Sportpalast de Berlin plein à craquer.

Criant et vociférant, au paroxysme de la rage, dans un état de surexcitation où je ne l'avais encore jamais vu, il lança, comme un serpent son venin, des injures personnelles à l'adresse de « Herr Benès », déclara qu'il appartenait désormais au Président de la Tchécoslovaquie de choisir entre la paix et la guerre, et que, de toute manière, il entrerait, pour sa part, en possession du pays des Sudètes le 1er octobre. Emporté par le torrent furieux de ses paroles, exalté par les vivats enthousiastes de la foule, il fut cependant assez rusé pour jeter un os à ronger au Premier Ministre britannique. Il le remercia de ses efforts en faveur de la paix et répéta que c'était là sa dernière revendication territoriale en Europe : « Nous ne voulons pas de Tchèques chez nous », grommela-t-il dédaigneusement.

Pendant toute la durée de sa harangue, je me trouvais dans une tribune juste au-dessus de l'orateur, m'efforçant, sans grand succès, de traduire ses paroles au fur et à mesure à la radio. Le soir, j'écrivis dans mon journal :

... Pour la première fois, depuis tant d'années que je l'observe, il semblait ce soir n'être plus maître de lui-même. Quand il s'assit, Goebbels se dressa d'un bond et cria dans le micro : « Une chose est certaine, 1918 ne se renouvellera jamais ! » Hitler leva vers lui des yeux égarés, avides, comme si c'étaient là les paroles qu'il avait cherchées toute la soirée sans parvenir à les trouver exactement. A son tour il se dressa, le regard brillant d'une flamme fanatique que je n'oublierai jamais, sa main droite, après avoir décrit un large mouvement circulaire, s'abattit violemment sur la table, il hurla de toute la force de ses puissants poumons

: « Ja ! », puis retomba lourdement sur son siège, épuisé.

Il avait complètement repris ses esprits quand il reçut pour la seconde fois Sir Horace Wilson le lendemain 27 septembre, à midi. L'envoyé spécial, qui n'avait aucune expérience diplomatique, mais qui aspirait, tout autant que le Premier Ministre, sinon plus, à donner le pays des Sudètes à Hitler, pourvu que celui-ci consentît à l'accepter sans entrer en guerre, attira l'attention du dictateur sur une déclaration spéciale faire par Chamberlain à Londres peu après minuit, en réponse au discours du Sportpalast. Étant donné le peu de confiance accordée par le chancelier à la parole des Tchèques, le gouvernement britannique, disait Chamberlain, se considérait comme « moralement responsable » de veiller à ce que les promesses des Tchèques fussent tenues « loyalement, entièrement et avec toute la promptitude raisonnable ». Il espérait que le chancelier ne rejetterait pas cette proposition.

Mais elle ne parut pas offrir le moindre intérêt pour Hitler. Il n'avait, dit-il, aucun message à transmettre à Chamberlain. La parole était maintenant aux Tchèques. Ils étaient libres d'accepter ou de rejeter sa demande. S'ils la rejetaient, cria-t-il avec colère, « je détruirai la Tchécoslovaquie ». Il ne cessait de répéter cette menace avec un plaisir évident.

C'en était trop, semble-t-il, même pour Wilson, pourtant fort accommodant; il se leva en disant : « En ce cas, je suis chargé par le Premier Ministre de faire la déclaration suivante : « Si la France, pour remplir ses engagements, est amenée à prendre une part aux hostilités contre l'Allemagne, le Royaume-Uni se verra dans l'obligation de soutenir la France. »

« Je ne puis qu'enregistrer cette prise de position, répondit Hitler non sans violence, cela signifie que, si la France décide d'attaquer l'Allemagne, l'Angleterre se verra obligée d'en faire autant. »

Quand Sir Horace répliqua qu'il n'avait pas dit cela, qu'après tout c'était à Hitler de choisir entre la paix et la guerre, le Führer, écumant de rage, s'écria : « Si la France et l'Angleterre veulent frapper, libre à elles ! Cela m'est complètement indifférent. Nous sommes aujourd'hui mardi. Lundi prochain nous serons en guerre. »

Selon les notes officielles de Schmidt sur cette entrevue, Wilson désirait apparemment poursuivre l'entretien, mais l'ambassadeur Henderson lui conseilla d'y renoncer. Ce qui n'empêcha pas l'envoyé spécial, un peu trop inexpérimenté, de glisser un mot en aparté au Führer, quand la séance fut levée : « J'essaierai d'amener les Tchèques à la raison* » affirma-t-il à Hitler, et ce dernier répondit « qu'il en serait fort aise ». Peut-être le Führer pensa-t-il qu'il y aurait moyen de circonvenir Chamberlain pour qu'il allât plus loin encore dans ses efforts pour amener les Tchèques « à la raison ». Le même soir, d'ailleurs, il dicta à l'intention du Premier Ministre une lettre rédigée en termes fort habiles.

* *La phrase de Wilson est citée en anglais dans l'original allemand des notes de Schmidt.*

Cette lettre, il avait de bonnes raisons pour l'écrire. En effet, il s'était passé beaucoup de choses à Berlin — et ailleurs — pendant cette journée du 27 septembre.

A une heure de l'après-midi, peu après le départ de Wilson, Hitler lança un ordre « très secret » ordonnant que des unités d'attaque, comprenant 21 régiments renforcés, ou 7 divisions, quittent leurs lieux

d'entraînement pour gagner les bases avancées sur la frontière tchèque. Aux termes de cet ordre, elles devaient être prêtes à entrer en action, en prévision du cas vert, le 30 septembre, la décision ayant été prise un jour avant, à midi. Quelques heures plus tard, le Führer lançait de nouveaux ordres de mobilisation secrète. Entre autres mesures, 5 nouvelles divisions étaient mobilisées à destination de l'Ouest (59).

Alors même qu'Hitler continuait à prendre des mesures militaires, il s'était d'autre part passé au cours de la journée des événements qui le faisaient hésiter. Pour éveiller la fièvre de guerre au cœur du peuple, Hitler fit défiler une division motorisée à travers les rues de la capitale au crépuscule, à l'heure où des centaines de milliers de Berlinoises quittaient les bureaux pour se déverser dans les rues. Ce fut un terrible fiasco — du moins pour le commandant suprême. Le bon peuple de Berlin n'avait aucune envie qu'on lui rappelât l'idée de la guerre. Je notai le soir dans mon journal cette scène surprenante :

Je me suis posté à l'angle d'Unter den Linden, là où la colonne tournait dans la Wilhelmstrasse, m'attendant à assister à une manifestation formidable. J'évoquais les récits des scènes qui s'étaient déroulées en 1914 dans cette même rue, quand les foules poussaient des vivats et lançaient des fleurs aux soldats qui défilaient, que les jeunes filles se précipitaient pour les embrasser... Mais, aujourd'hui, les gens plongeaient dans le métro, refusaient de regarder, et la poignée de spectateurs groupés au bord du trottoir gardait un silence total... C'était la plus frappante manifestation contre la guerre que j'aie jamais vue.

Sur le conseil d'un agent de police, je descendis la Wilhelmstrasse jusqu'à la Reichskanzlerplatz, où Hitler, du haut du balcon de la Chancellerie, passait les troupes en revue.

Il n'y avait même pas 200 personnes. Hitler parut d'abord sombre, puis furieux, et bientôt il rentra dans l'immeuble, laissant défiler ses troupes sans personne pour les passer en revue. Le spectacle auquel j'ai assisté ce soir me rend presque un peu de confiance dans le peuple allemand. Il est farouchement hostile à la guerre.

A la Chancellerie, on avait encore reçu de mauvaises nouvelles provenant, celles-là, de l'étranger. Selon une dépêche de Budapest, la Yougoslavie et la Roumanie avaient informé le gouvernement hongrois qu'elles prendraient des mesures militaires contre la Hongrie si celle-ci attaquait la Tchécoslovaquie. Pareille décision aurait pour effet d'étendre la guerre jusque dans les Balkans, et cela Hitler ne le voulait pas.

Les nouvelles de Paris étaient plus graves encore. L'attaché militaire allemand avait envoyé un télégramme « très urgent » adressé non seulement au ministère des Affaires étrangères, mais à l'O.K.W. et à l'état-major général. En France, la mobilisation partielle ressemblait beaucoup à une mobilisation totale, « à tel point, disait-il, qu'à mon avis 65 premières divisions seront déployées sur la frontière allemande dès le sixième jour de la mobilisation ». Contre une telle force, les Allemands, Hitler le savait fort bien, disposaient à peine d'une douzaine de divisions, dont la moitié se composaient d'unités de réserve d'une valeur douteuse : « De plus, télégraphiait l'attaché allemand, il paraît probable que, dans l'éventualité de mesures de belligérance de la part de l'Allemagne, une attaque immédiate aura lieu, vraisemblablement à partir de la Basse-Alsace et de la Lorraine, en direction de Mayence. »

D'autre part, ajoutait l'officier allemand, les Italiens ne faisaient absolument rien pour immobiliser des troupes françaises sur la frontière franco-italienne (60). Mussolini, le vaillant allié, semblait lâcher Hitler au

moment critique.

Et puis, le président des États-Unis et le roi de Suède s'en mêlaient. La veille, le 26 septembre, Roosevelt avait adressé à Hitler un appel en faveur de la paix et, bien que le dictateur lui eût répondu dans les vingt-quatre heures que le sort de la paix dépendait uniquement des Tchèques, il arriva, au cours de la journée du mercredi 27, un nouveau message du Président, dans lequel il proposait la réunion immédiate d'une conférence de toutes les nations directement intéressées et donnait à entendre que, si une guerre éclatait, le monde entier en rendrait Hitler responsable (61).

Le roi de Suède, fidèle ami de l'Allemagne, comme il l'avait prouvé pendant la guerre de 1914-1918, s'exprimait avec plus de franchise encore. Une dépêche du ministre allemand à Stockholm arriva à Berlin dans l'après-midi. Le roi, disait-il, l'avait convoqué d'urgence pour lui dire que, si Hitler ne retardait pas de dix jours la date limite fixée par lui au 1er octobre, une guerre mondiale éclaterait inévitablement, dont l'Allemagne porterait seule la responsabilité et que, par surcroît, elle la perdrait, non moins inévitablement, « étant donné l'actuelle coalition des puissances ». Dans l'atmosphère paisible et neutre de Stockholm, l'habile roi était en mesure de juger la situation militaire de façon plus objective que les chefs de gouvernement de Berlin, de Londres ou de Paris.

Le président Roosevelt, comme il y était peut-être obligé pour ne pas heurter l'opinion publique américaine, avait atténué la portée de ses deux appels à la paix en insistant sur le fait que les États-Unis n'interviendraient pas dans une guerre, pas plus qu'ils n'assumeraient d'obligations « dans la conduite des négociations en cours ». L'ambassadeur d'Allemagne à Washington, Hans Dieckhoff, crut donc nécessaire d'expédier à Berlin un

câble très urgent au cours de la journée. Il avertissait son gouvernement que, si Hitler avait recours à la force et que la Grande-Bretagne intervînt, il avait de bonnes raisons de supposer que « tout le poids des États-Unis serait jeté dans la balance en faveur de la Grande-Bretagne ». Et l'ambassadeur, habituellement timide quand il s'agissait de tenir tête au Führer, ajoutait : « J'estime qu'il est de mon devoir d'insister très vivement sur ce point. » Il ne voulait pas que le gouvernement allemand, retombant dans les mêmes erreurs qu'en 1914, se méprît sur les véritables intentions de l'Amérique.

Pendant ce temps, que se passait-il à Prague? Y montrait-on quelque signe de faiblesse? Dans la soirée, l'O.K.W. reçut un télégramme du colonel Toussaint, l'attaché militaire allemand : « Calme à Prague. Dernières mesures de mobilisation prises. Total des mobilisés selon les estimations : un million; armée en campagne : 800 000 (62). » C'était le nombre des soldats entraînés dont disposait l'Allemagne pour garnir deux fronts. Réunis, les Tchécoslovaques et les Français l'emportaient en nombre sur les Allemands, par plus de deux contre un.

En présence de ces faits et de ces événements, tenant sans doute compte des paroles d'adieu de Wilson, du caractère de Chamberlain et de son aversion profonde pour la guerre, Hitler s'installa dans son bureau au début de la soirée du 27 septembre et se mit à dicter une lettre pour le Premier ministre. Le docteur Schmidt, appelé pour la traduire en anglais, eut l'impression que le dictateur reculait et n'osait « sauter le dernier pas ». On n'a pu établir avec certitude si Hitler savait que l'ordre de mobilisation de la flotte britannique serait donné ce soir-là. L'amiral Raeder devait voir le Führer à dix heures du soir et il est possible que la marine allemande ait

eu connaissance de la décision anglaise, qui fut prise à huit heures du soir et annoncée publiquement à 11 h 38, et dont Raeder aurait en ce cas informé Hitler par téléphone. Quoi qu'il en soit, quand l'amiral arriva, il demanda au Führer de ne pas déclencher la guerre.

Ce qu'Hitler savait parfaitement à ce moment-là, c'est que Prague le bravait, que Paris mobilisait rapidement, que Londres se raidissait, que son propre peuple était apathique, ses principaux généraux hostiles et que son ultimatum relatif aux propositions de Godesberg expirait le lendemain à deux heures de l'après-midi.

Sa lettre était admirablement calculée pour toucher Chamberlain. Sur un ton modéré, il niait que sa proposition eût pour effet de « dépouiller la Tchécoslovaquie de toute garantie d'existence » ou que ses troupes ne s'arrêteraient pas à la ligne de démarcation. Il était prêt à négocier les détails avec les Tchèques, à « donner une garantie formelle en ce qui concernait le reste du territoire tchécoslovaque ». Si les Tchécoslovaques résistaient, c'était tout simplement parce qu'ils espéraient, avec l'aide de la France et de l'Angleterre, déclencher une guerre européenne. Néanmoins il ne refermait pas brutalement la porte sur les derniers espoirs de paix.

Je vous laisse le soin de juger, concluait-il, si, en considération de ces faits, vous estimez devoir poursuivre votre effort... pour déjouer de telles manœuvres et ramener le gouvernement de Prague à la raison, à la toute dernière minute (63).

La lettre d'Hitler, télégraphiée d'urgence à Londres, parvint à Chamberlain à dix heures trente du soir, le 27 septembre. Elle arriva à la fin d'une journée chargée pour le Premier Ministre.

Les nouvelles inquiétantes que Sir Horace Wilson, arrivé à Londres au début de l'après-midi, apportait à la suite de sa deuxième conférence avec Hitler incitèrent à l'action Chamberlain et son cabinet. Le gouvernement décida de mobiliser la flotte, de rappeler l'aviation auxiliaire et de déclarer l'état d'urgence. Déjà l'on creusait des abris dans les parcs et les places de Londres pour protéger la population contre les bombardements, et l'évacuation des écoliers de Londres avait commencé.

Le Premier Ministre envoya également un message au président Benès à Prague, l'avertissant que, d'après les informations reçues par lui à Berlin, « l'armée allemande allait recevoir l'ordre de franchir immédiatement la frontière tchécoslovaque si le lendemain (28 septembre), à quatorze heures, le gouvernement tchécoslovaque n'avait pas accepté les conditions allemandes ». Mais, ayant honnêtement prévenu les Tchèques, Chamberlain ne put s'empêcher de les admonester dans la dernière partie de son message : « La Bohême, dit-il, sera envahie par l'armée allemande et rien de ce que pourrait faire une ou plusieurs autres puissances ne serait capable d'épargner un tel destin à votre pays et à votre peuple. Ceci demeure vrai quel que puisse être le résultat d'une guerre mondiale. »

Chamberlain rejetait donc la responsabilité du choix entre la paix et la guerre non plus sur Hitler, mais sur Benès. Et il formulait, sur l'aspect militaire de la question, une opinion que les généraux allemands eux-

mêmes, nous l'avons vu, considéraient comme peu fondée. Cependant, ajoutait-il à la fin de son message, il ne voulait pas prendre la responsabilité de dicter leur conduite aux Tchèques. C'était à eux de prendre leur décision.

Était-ce vraiment à eux? Benès n'avait pas encore eu le temps de répondre à ce télégramme quand il en arriva un second, dans lequel Chamberlain tentait justement de dicter sa conduite au gouvernement tchèque. Il lui proposait d'accepter une occupation militaire limitée, à la date du 1er octobre, de la région d'Eger et de Asch, à l'extérieur des fortifications tchèques; après quoi une commission de frontière germano tchéco britannique délimiterait rapidement le reste du territoire devant être transmis aux Allemands*. Et le Premier Ministre ajoutait un nouvel avertissement :

** Ces propositions furent également transmises aux Affaires étrangères allemandes à onze heures du soir, par l'ambassadeur Henderson, qui demanda à ce qu'elles fussent immédiatement soumises à Hitler.*

Si cette solution n'est pas acceptée, alors ce sera l'invasion et le démembrement du pays par la force, et la Tchécoslovaquie, même s'il éclatait un conflit qui provoquerait des pertes de vies incalculables, ne pourrait être reconstituée dans ses frontières, quel que soit le résultat de ce conflit (64).

Les Tchèques étaient ainsi avertis par leurs amis (la France s'associait à ces dernières propositions) que, même si, avec l'aide de leurs alliés, ils réussissaient à vaincre Hitler, il leur faudrait céder les Sudètes à l'Allemagne. La conclusion était claire : « Pourquoi plonger l'Europe dans une guerre, puisque, de toute façon, le pays des Sudètes est perdu pour

vous? »

Cette affaire réglée, le Premier Ministre prononça le soir à huit heures trente un discours radiodiffusé :

N'est-il pas effroyable, fantastique, inouï, que nous soyons en train de creuser des abris... à cause d'une querelle surgie dans un pays lointain, entre des gens dont nous ne connaissons rien!

Hitler avait obtenu « la substance de ce qu'il désirait ». La Grande-Bretagne avait proposé de garantir que les Tchèques accepteraient et rempliraient les conditions posées.

Je n'hésiterais pas à entreprendre un troisième voyage en Allemagne si je pensais qu'il puisse être de quelque utilité... Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation aux prises avec un grand et puissant voisin, nous ne pouvons, en toutes circonstances, nous engager à entraîner l'empire britannique tout entier dans une guerre, uniquement à cause d'elle. Si nous devions nous battre, il faudrait que ce fût pour des causes plus importantes...

Je suis pour ma part un homme pacifique, jusqu'au plus profond de mon âme. Un conflit armé entre nations m'apparaît comme un cauchemar, mais, si j'avais la conviction qu'une nation quelconque a décidé de dominer le monde par la menace de la force, j'estimerai que c'est un devoir de lui résister. Sous une telle domination, pour un peuple qui croit à la liberté, la vie ne vaudrait plus la peine d'être vécue; mais la guerre est une chose terrible et avant de nous lancer dans un conflit il nous faut avoir l'absolue certitude que ce sont vraiment des problèmes essentiels qui sont en jeu.

Wheeler-Bennett a écrit qu'après avoir écouté cette allocution la plupart des Britanniques allèrent se coucher ce soir-là, persuadés que la Grande-Bretagne et l'Allemagne seraient en guerre dans les vingt-quatre heures (65). Mais le bon peuple ignorait ce qui s'était passé à Downing Street, un peu plus tard dans la soirée.

A dix heures trente arriva la lettre d'Hitler. Mince planche de salut que le Premier Ministre saisit avec avidité. Il répondit au Führer :

Après avoir pris connaissance de votre lettre, j'ai la certitude que vous pouvez obtenir l'essentiel sans guerre et sans délai. Je suis prêt à venir moi-même à Berlin immédiatement pour discuter les dispositions à prendre en vue de la cession, avec vous et les représentants du gouvernement tchèque, en même temps qu'avec des représentants de la France et de l'Italie si vous le désirez. J'ai la conviction que nous pourrions parvenir à un accord dans un délai de huit jours. Je ne puis croire que vous prendrez la responsabilité de déclencher une guerre mondiale qui risque de détruire la civilisation, à cause d'un retard de quelques jours apporté au règlement d'un problème déjà ancien (66).

Un télégramme partit également à l'adresse de Mussolini, le priant d'insister auprès du Führer pour qu'il acceptât cette proposition et de consentir à être lui-même représenté à la rencontre proposée.

Depuis quelque temps déjà, le Premier Ministre ruminait l'idée d'une conférence. Dès le mois de juillet, Sir Neville Henderson avait pris l'initiative d'en suggérer l'idée dans une dépêche à Londres. Il proposait que quatre puissances : Allemagne, Italie, Grande-Bretagne et France règlent ensemble le problème des Sudètes. Mais le Foreign Office avait rappelé à l'ambassadeur et au Premier Ministre qu'il serait difficile d'empêcher d'autres puissances de prendre également part à une telle conférence (67). Ces « autres puissances », c'était en fait la Russie, liée par un pacte d'assistance mutuelle avec Prague, et la Tchécoslovaquie elle-même.

Chamberlain était revenu de Godesberg convaincu, à juste titre, qu'Hitler ne consentirait jamais à une rencontre à laquelle participerait la Russie soviétique. D'ailleurs le Premier Ministre lui-même ne souhaitait

pas la présence des Russes. Certes, en Grande-Bretagne, les esprits les moins éclairés avaient eux-mêmes compris qu'au cas d'une guerre contre l'Allemagne la participation des Soviets aux côtés des puissances de l'ouest serait d'un prix énorme, et Churchill avait maintes fois attiré sur ce point l'attention du chef du gouvernement, mais cette évidence semble avoir échappé au Premier ministre.

Comme nous l'avons vu, il avait décliné l'offre des Soviets quand ceux-ci, après l'Anschluss, envisageaient la réunion d'une conférence pour discuter les mesures à prendre en vue d'éviter une nouvelle agression allemande. Malgré la garantie donnée par Moscou à la Tchécoslovaquie, et bien qu'au moment même Litvinov affirmât que la Russie remplirait ses engagements, Chamberlain, fermement résolu à sauvegarder la paix en donnant à Hitler le pays des Sudètes, n'avait nulle intention de laisser les Soviets l'en empêcher.

Mais avant le mercredi 28 septembre, il n'envisageait pas encore d'exclure les Tchèques d'une conférence. Le 25, quand Prague eut rejeté les demandes hitlériennes de Godesberg, le Premier Ministre avait fait appeler Jan Masaryk, ambassadeur de Tchécoslovaquie à Londres, pour lui demander si Prague consentirait à ce que des négociations fussent confiées « à une conférence internationale à laquelle l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et d'autres puissances pourraient participer ». Le lendemain, le gouvernement tchèque avait accepté cette suggestion. Et, comme nous venons de le voir, dans le message qu'il adressa à Hitler tard dans la soirée du 27, Chamberlain avait spécifié que « les représentants de la Tchécoslovaquie » feraient partie de la conférence projetée entre l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne.

Quand se leva l'aube du 28 septembre, le « sombre mercredi », une atmosphère sinistre pesait sur Berlin, Prague, Londres et Paris. La guerre paraissait inévitable.

Jodl note que Goering déclara ce matin-là : « Il n'est plus possible maintenant d'éviter une guerre générale. Elle durera peut-être sept ans et nous la gagnerons (68). »

A Londres, on continuait à creuser des tranchées, à évacuer les écoles et les hôpitaux. A Paris, on se bousculait pour monter dans les trains bondés qui quittaient la ville et, à la sortie de la capitale, la circulation automobile était embouteillée. Les mêmes scènes se déroulaient dans l'ouest de l'Allemagne. Le matin, Jodl nota à la hâte dans son journal que des réfugiés allemands fuyaient les régions frontalières. A deux heures après midi, le délai accordé par Hitler à la Tchécoslovaquie pour accepter les propositions de Godesberg serait écoulé. Aucun signe n'était venu de Prague permettant de supposer qu'elles seraient acceptées. On aurait cependant pu discerner d'autres indices : l'activité fébrile qui régnait à la Wilhelmstrasse, les allées et venues incessantes et affolées des ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et d'Italie. Mais cela le grand public l'ignorait, ainsi d'ailleurs que les généraux allemands.

Pour certains des généraux et pour le général Halder, chef d'état-major général, le temps était surtout venu de mettre à exécution le complot qui devait renverser Hitler et empêcher la mère patrie de se précipiter dans une guerre européenne qu'elle était, selon eux, vouée à perdre. Pendant

tout le mois de septembre, les conspirateurs, selon le récit que devaient faire plus tard les survivants*, avaient travaillé avec acharnement à la mise au point de leur plan.

* *Parmi ceux-ci, on trouve des récits de première main, écrits par Halder, Gisevius et Schacht (69). Chacun d'eux contient beaucoup d'éléments contradictoires et prêtant à confusion; ils se contredisent même sur certains points. Il convient de se rappeler que ces trois hommes, qui avaient d'abord servi le régime nazi, s'efforçaient, après la guerre, de prouver leur hostilité à Hitler et leur amour de la paix.*

Le général Halder était en contact étroit avec le colonel Oster et son chef à l'Abwehr, l'amiral Canaris, qui s'efforçait de le tenir au courant des initiatives politiques d'Hitler et lui fournissait des informations en provenance de l'étranger. Les conspirateurs, nous l'avons vu, avaient averti Londres qu'Hitler était résolu à attaquer la Tchécoslovaquie à la fin de septembre et avaient demandé instamment au gouvernement britannique de préciser sa position et de faire savoir, sans équivoque possible, que la Grande-Bretagne se rangerait aux côtés de la France et répondrait à l'agression allemande par la force armée.

Pendant plusieurs mois, le général von Witzleben, qui commandait le district militaire de Berlin, et qui aurait à fournir la majeure partie des troupes pour l'exécution du complot, s'était montré hésitant. Il soupçonnait en effet Londres et Paris d'avoir décidé en secret de laisser le champ libre à Hitler dans l'est et, par conséquent, de n'avoir aucune intention de faire la guerre pour soutenir la Tchécoslovaquie — point de vue partagé par plusieurs autres généraux et qu'Hitler et Ribbentrop avaient tout fait pour appuyer.

Si tel était le cas, un complot destiné à renverser Hitler n'avait plus

aucun sens pour des généraux comme Witzleben et Halder. Car, à cette époque, s'ils voulaient se débarrasser du Führer, c'était uniquement afin d'éviter une guerre européenne que l'Allemagne n'avait aucune chance de gagner. S'il n'y avait réellement aucun risque de voir éclater un conflit généralisé, si Chamberlain accordait à Hitler tout ce qu'il voulait en Tchécoslovaquie sans faire la guerre, alors ils ne voyaient pas l'utilité de fomenter une révolte.

Pour convaincre les généraux Halder et von Witzleben que la Grande-Bretagne et la France étaient vraiment décidées à agir, Oster et Gisevius leur firent rencontrer le docteur Schacht. En dehors du prestige dont il jouissait auprès des chefs militaires, qui voyaient en lui le grand financier du réarmement allemand, actuellement encore membre du cabinet, il était considéré comme Erich Kordt, chef du secrétariat de Ribbentrop aux Affaires étrangères, prit aussi une part importante au complot et survécut à la guerre. A Nuremberg, il rédigea sur les événements de septembre 1938 un long mémorandum que j'ai pu consulter un spécialiste des affaires britanniques. Schacht leur assura que les Britanniques se battraient si Hitler avait recours aux armes pour venir à bout des Tchèques.

Les nouvelles reçues par Erich Kordt, l'un des conspirateurs, aux Affaires étrangères allemandes, tard dans la nuit du 13 septembre, et selon lesquelles Chamberlain proposait avec insistance « de venir immédiatement par la voie des airs » pour chercher avec Hitler une solution pacifique de la crise tchèque, avait jeté la consternation dans le camp des conspirateurs. Ils comptaient qu'Hitler reviendrait à Berlin le 14, à l'issue du congrès de Nuremberg et, d'après Kordt, ils avaient projeté de déclencher le putsch ce jour-là ou le lendemain. Mais le Führer ne regagna

pas la capitale*. Il se rendit à Munich, d'où, le 14, il partit pour Berchtesgaden, où il attendit la visite du Premier Ministre britannique, qui devait arriver le lendemain.

** Il règne une grande confusion parmi les historiens, et même parmi les conspirateurs au sujet des endroits où se trouvait Hitler les 13 et 14 septembre. Churchill, basant son récit sur les mémoires du général Halder, déclare qu'Hitler arriva à Berlin, venant de Berchtesgaden. « dans la matinée du 14 septembre » et qu'Halder et Witzleben, quand ils en furent informés, décidèrent d'agir le jour même, à huit heures du soir. D'après cette version, ils contremandèrent l'opération quand ils apprirent, à quatre heures du soir, que Chamberlain s'envolait pour Berchtesgaden. (CHURCHILL, L'Orage approche, p. 319.) Mais les souvenirs d'Halder, et par conséquent le récit de Churchill, sont certainement inexacts. Le livre de rendez-vous d'Hitler, aujourd'hui à la Bibliothèque du Congrès, montre qu'il passa les journées du 13 et 14 à Munich où il conféra avec Ribbentrop chez Bormann et se rendit au Sonnenwinkel, un cabaret artistique. Il partit ensuite pour l'Obersalzberg le soir du 14.*

Les conspirateurs avaient le sentiment que leurs espoirs étaient réduits à néant. Il y avait deux raisons à cela. D'abord, leurs plans ne pouvaient être mis à exécution que si Hitler se trouvait à Berlin et ils avaient cru qu'il y rentrerait sans tarder, puisque le congrès de Nuremberg n'avait fait qu'envenimer la crise tchèque. En second lieu, si certains des conspirateurs s'imaginaient avec complaisance (comme d'ailleurs le peuple britannique) que Chamberlain volait vers Berchtesgaden pour conseiller à Hitler de ne pas se méprendre, comme l'avait fait Guillaume II en 1914, sur les intentions de la Grande-Bretagne en cas d'agression allemande, Kordt, lui, savait à quoi s'en tenir là-dessus. Il avait vu le texte du message urgent de Chamberlain, expliquant à Hitler qu'il désirait le voir « afin d'essayer de trouver une solution pacifique ». Il avait lu aussi, ce jour-là, le télégramme où son frère Theodor Kordt, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres, confiait à ses chefs que le Premier ministre était

prêt à faire les plus larges concessions pour satisfaire les exigences d'Hitler relatives aux Sudètes**.

** *Voir ci-dessus.*

« Tout cela, a dit Kordt, ne pouvait manquer d'avoir pour nos projets des effets désastreux. Il eût été absurde de monter un putsch pour renverser Hitler au moment où le Premier Ministre britannique venait en Allemagne pour discuter avec lui « la paix du monde. »

Cependant, d'après le récit d'Erich Kordt, le soir du 15 septembre, le docteur Paul Schmidt, qui était dans le complot et qui, nous l'avons vu, avait été le seul interprète — et l'unique témoin — de la conversation Hitler-Chamberlain, l'informa « par code convenu à l'avance » que le Führer était toujours résolu à s'emparer de la Tchécoslovaquie tout entière et qu'il avait soumis à Chamberlain des exigences impossibles « dans l'espoir qu'elles seraient refusées. » Cette nouvelle ranima le courage des conspirateurs. Kordt mit le colonel Oster au courant le soir même et il fut décidé que le projet serait repris dès qu'Hitler aurait regagné Berlin. « Mais avant tout, dit Oster, il faut que l'oiseau soit rentré dans sa cage de Berlin. »

L'oiseau regagna sa « cage » à l'issue des conversations de Godesberg dans l'après-midi du 24 septembre. Le 28, au matin du « sombre mercredi », Hitler était à Berlin depuis près de quatre jours. Le 26, dans un discours incendiaire du Sportpalast, il parut avoir coupé les ponts. La veille il avait renvoyé Sir Horace Wilson à Londres les mains vides, et le gouvernement britannique avait réagi en mobilisant la flotte et en avertissant Prague qu'elle pouvait s'attendre à une attaque allemande immédiate. Pendant la

journée il avait également, nous l'avons vu, donné ordre aux unités d'assaut de prendre leurs positions de combat sur la frontière tchèque et d'être prêts à l'action le 30 septembre, c'est-à-dire trois jours plus tard.

Qu'attendaient donc les conspirateurs? Toutes les conditions qu'ils avaient eux-mêmes définies se trouvaient remplies : Hitler était à Berlin, il avait fixé la date de l'attaque contre la Tchécoslovaquie au 30 septembre, dans deux jours maintenant. Ou bien le putsch devait avoir lieu tout de suite, ou bien il serait trop tard pour renverser le dictateur et arrêter la guerre.

Kordt déclare qu'au cours de la journée du 27 septembre les conspirateurs décidèrent de passer à l'action le 29. Gisevius, dans sa déposition au Procès de Nuremberg, ainsi que dans son livre, affirme que les généraux — Halder et Witzleben — résolurent de passer immédiatement à l'action le 28 septembre, après avoir lu une copie de la lettre de « défi » adressée par Hitler à Chamberlain la veille au soir et dans laquelle il formula « des exigences injurieuses ».

Oster reçut une copie de cette lettre « de défi », dit Gisevius, tard dans la soirée (du 27 septembre) et, au matin du 28, j'apportai cette copie à Witzleben. Celui-ci, à son tour, la communiqua à Halder. Cette fois enfin, le chef de l'état-major général eut la preuve qu'il désirait la preuve irréfutable qu'Hitler ne bluffait pas et qu'il voulait vraiment la guerre.

Des larmes d'indignation coulaient sur les joues d'Halder... Witzleben affirma avec force qu'il était temps de passer à l'action. Il engage Halder à aller voir Brauchitsch. Au bout d'un moment, Halder revint disant qu'il rapportait de bonnes nouvelles. Brauchitsch, lui aussi était indigné et prendrait sans doute part au putsch (70).

Mais ou bien le texte de la lettre avait été altéré par le copiste ou bien les généraux en avaient mal compris le sens, car, nous l'avons vu, elle était

d'un ton fort modéré. Hitler s'engageait à « négocier les détails avec les Tchèques » et à « donner une garantie formelle relativement au reste du territoire tchécoslovaque »; il s'y montrait conciliant puisqu'il engageait Chamberlain à poursuivre ses efforts. A tel point que le Premier ministre, après l'avoir lue, avait aussitôt télégraphié, d'abord à Hitler pour lui proposer la réunion d'une conférence des grandes puissances: qui réglerait les détails, et ensuite à Mussolini pour lui demander de soutenir cette proposition.

Selon toute apparence, les généraux ignoraient cette ultime tentative d'apaisement; seul le général von Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée, en avait peut-être eu vent. Selon Gisevius, Witzleben téléphona à Brauchitsch, du bureau d'Halder, pour lui dire que tout était prêt et le supplier de prendre lui-même la direction du soulèvement. Mais le commandant de l'armée demeura sur la réserve. Il déclara à Halder et à Witzleben qu'il tenait à passer d'abord à la Chancellerie du Führer pour se rendre compte par lui-même si les généraux avaient jugé correctement la situation. Witzleben, nous dit Gisevius, retourna en toute hâte à son quartier général militaire.

« Gisevius, s'écria-t-il très ému, le moment est venu! »

Ce même jour, à onze heures du matin, le téléphone sonna sur le bureau de Kordt, aux Affaires étrangères. Ciano appelait de Rome et désirait parler de toute urgence au ministre. Mais Ribbentrop était à la Chancellerie du Reich, aussi le ministre des Affaires étrangères italien demanda-t-il à être mis en communication avec son ambassadeur, Bernardo Attolico. Les Allemands restèrent à l'écoute et enregistrèrent l'appel. On sut alors que c'était Mussolini et non son gendre qui avait

quelque chose à dire :

MUSSOLINI : Ici le Duce. M'entendez-vous bien?

ATTOLICO : Oui, je vous entends.

MUSSOLINI : Demandez immédiatement audience au chancelier. Dites-lui que le gouvernement britannique m'a fait demander par Lord Perth* d'intervenir en médiateur dans la question des Sudètes. Le point sur lequel porte le désaccord est d'une importance minime. Dites au chancelier que nous sommes derrière lui, moi et l'Italie fasciste. C'est à lui de prendre une décision. Mais dites-lui qu'à mon avis il faut accepter la proposition. Vous m'entendez?

ATTOLICO : Oui, je vous entends.

MUSSOLINI : Faites vite (71)!

* *L'ambassadeur d'Angleterre à Rome.*

Hors d'haleine, le visage cramoisi d'émotion (comme le remarqua l'interprète, le docteur Schmidt), l'ambassadeur Attolico arriva à la Chancellerie pour découvrir que l'ambassadeur de France, M. François-Poncet, était déjà enfermé avec Hitler. Ce n'était pas sans peine que M. François-Poncet avait obtenu accès auprès du Führer. Très tard la veille au soir, le ministre des Affaires étrangères français, Georges Bonnet, qui était maintenant résolu à enchérir sur Chamberlain, avait téléphoné à son ambassadeur à Berlin, lui donnant pour instructions de voir Hitler le plus tôt possible, et de lui soumettre au sujet de l'annexion des Sudètes une proposition française qui allait beaucoup plus loin que le projet britannique. Alors que la proposition de Chamberlain remise à Hitler à onze heures du matin, le 27 septembre, envisageait pour le 1er octobre l'occupation de la zone 1 du pays des Sudètes, simple occupation symbolique d'une petite enclave — les Français proposaient maintenant le

transfert à l'Allemagne de trois vastes zones comprenant la majeure partie du territoire contesté, et cela dès le 1er octobre.

L'offre était tentante, mais l'ambassadeur de France rencontra de grandes difficultés quand il s'agit de la transmettre à Hitler. A huit heures du matin, le 28 septembre, il demanda audience au chancelier par téléphone, et à dix heures, n'ayant pas de réponse, il envoya son attaché militaire à l'état-major de la Reichswehr pour informer les généraux allemands de la démarche dont il était chargé, mais qu'il n'avait pas encore été en mesure de faire. Il s'assura le concours de l'ambassadeur britannique, Sir Neville Henderson, trop heureux de rendre service à quiconque pouvait contribuer à éviter la guerre — à quelque prix que ce fût — puis il téléphona à Goering, et le feld-maréchal lui promit d'essayer d'obtenir le rendez-vous souhaité. Henderson essayait d'ailleurs d'en obtenir un pour lui-même, car il avait pour instructions de présenter à Hitler un ultime message personnel du Premier ministre, celui que Chamberlain avait rédigé la veille au soir*, pour assurer à Hitler qu'il pouvait obtenir tout ce qu'il voulait « sans faire la guerre et sans délai » et lui proposer la réunion d'une conférence des Puissances chargée de régler les détails (72).

* *Voir plus haut.*

Hitler reçut M. François-Poncet à onze heures quinze du matin. L'ambassadeur le trouva nerveux et tendu. Brandissant une carte qu'il avait dessinée à la hâte, où se détachaient les grands morceaux de territoire tchécoslovaque que le principal allié de la Tchécoslovaquie était maintenant prêt à offrir à Hitler sur un plateau, l'ambassadeur pressa le

Führer d'accepter les propositions françaises, et d'épargner la guerre à l'Europe. En dépit des objections soulevées par Ribbentrop, que François-Poncet « rabroua vertement », Hitler parut impressionné — surtout, comme le note le docteur Schacht, par la carte que lui apportait l'ambassadeur, où les districts susceptibles d'être cédés au Reich étaient si généreusement indiqués.

A onze heures quarante, l'entretien fut soudain interrompu par un messenger annonçant qu'Attolico venait d'arriver, porteur d'une communication urgente de Mussolini. Hitler quitta la pièce en compagnie de Schmidt pour accueillir l'ambassadeur italien qu'il trouva hors d'haleine.

« J'ai un message urgent à vous remettre de la part du Duce! »

Lui cria de loin Attolico, qui avait une voix naturellement rauque (73). Après avoir rempli sa mission, il ajouta que Mussolini priait le Führer de ne pas mobiliser.

C'est à ce moment, dit Schmidt, seul témoin survivant de la scène, qu'Hitler décida de choisir la paix. Il était maintenant midi juste. Deux heures plus tard, le délai accordé aux Tchèques par l'ultimatum hitlérien serait écoulé.

« Dites au Duce, répondit Hitler à Attolico avec un visible soulagement, que j'accepte ses propositions (74). »

Après ces moments dramatiques, le reste de la journée fut beaucoup plus calme. A la suite d'Attolico et de François-Poncet, l'ambassadeur

Henderson fut à son tour introduit en présence du Führer.

« A la requête de mon grand ami et allié Mussolini, dit Hitler à Henderson, j'ai retardé de vingt-quatre heures la mobilisation de mes troupes . »*

Il ajouta qu'il ferait connaître sa décision sur d'autres questions, telles qu'une éventuelle conférence des Puissances, après avoir à nouveau consulté Mussolini (75).

** Comme on l'a vu. Hitler avait déjà mobilisé toutes les troupes disponibles.*

De multiples communications téléphoniques furent alors échangées entre Berlin et Rome. Schmidt dit que les deux dictateurs eurent ensemble un entretien. Quelques minutes avant deux heures de l'après-midi, au moment même où son ultimatum allait expirer, Hitler se décida brusquement, et des invitations furent adressées à la hâte aux chefs de gouvernement de Grande-Bretagne, de France et d'Italie, les priant de rencontrer le Führer à Munich le lendemain à midi, pour régler avec lui la question tchèque. Aucune invitation ne fut envoyée à Prague ni à Moscou. La Russie, co-garante de l'intégrité de la Tchécoslovaquie en cas d'attaque allemande, ne devait pas être mise en mesure d'intervenir. On ne demanda même pas aux Tchèques d'assister à leur propre condamnation à mort.

Dans ses Mémoires, Sir Neville Henderson attribue à Mussolini presque tout le mérite d'avoir sauvé la paix à ce moment, opinion d'ailleurs soutenue par la plupart des historiens qui ont écrit ce chapitre de l'histoire européenne**.

****** *Allan BULLOCK (Hitler, A Study in Tyranny, p. 428) écrit : « Il est à peu près certain que l'intervention de Mussolini fit pencher la balance. »*

Mais c'est là certainement faire trop d'honneur au Duce. L'Italie était la plus faible des grandes puissances européennes et sa force militaire était si négligeable que les généraux allemands, comme on le voit bien d'après leurs papiers, en faisaient entre eux un sujet de plaisanteries. La Grande-Bretagne et la France étaient les seules puissances qui comptaient dans les calculs des Allemands. Et c'était le Premier Ministre britannique qui, dès le début, avait cherché à convaincre Hitler qu'il pouvait obtenir le pays des Sudètes sans faire la guerre. Ce ne fut pas Mussolini, mais Chamberlain, qui rendit possible l'accord de Munich et sauva ainsi la paix pour une durée de onze mois exactement. Nous serons amenés par la suite à considérer de quel prix la Grande-Bretagne, ses alliés et ses amis payèrent ce haut fait, mais nous pouvons dire dès maintenant qu'il eut, à tous points de vue, une portée incalculable.

A quatorze heures cinquante-cinq, dans l'après-midi de ce « sombre mercredi » qui paraissait maintenant moins sombre qu'il ne l'avait été au cours des heures lugubres de la matinée, le Premier Ministre britannique prenait la parole à la Chambre des Communes pour faire devant les députés le compte rendu détaillé de la crise tchèque et du rôle joué par lui et par son gouvernement pour tenter de la résoudre. La situation qu'il décrivait demeurait encore incertaine, mais elle s'était améliorée. Mussolini, dit-il, avait réussi à obtenir d'Hitler qu'il retardât de vingt-quatre heures la mobilisation. Il était maintenant seize heures quinze et Chamberlain, qui parlait depuis une heure vingt, approchait de sa

péroration. A ce moment, il fut interrompu. Sir John Simon, chancelier de l'Échiquier, lui remit un papier que Lord Halifax, qui siégeait à la tribune des pairs, venait de faire passer au banc des ministres.

Quelle que puisse être l'opinion des honorables membres sur M. Mussolini, disait à ce moment Chamberlain, je crois que tout le monde accueillera avec joie le geste qu'il vient de faire en faveur de la paix.

Le Premier Ministre s'arrêta, jeta un coup d'œil sur le papier et sourit.

Ce n'est pas tout. J'ai encore autre chose à dire à la Chambre. M. Hitler m'informe maintenant qu'il m'invite à le rencontrer à Munich demain matin. Il a également invité M. Mussolini et M. Daladier. M. Mussolini a accepté et je ne doute pas que M. Daladier accepte également. Quant à moi, je n'ai pas besoin de dire quelle sera ma réponse...

Il n'avait en effet pas besoin de le dire. L'antique Chambre des Communes, la Mère des Parlements, réagit par une manifestation de délire collectif, sans précédent dans sa longue histoire. Les députés poussaient des clameurs, lançaient en l'air des copies d'ordre du jour; beaucoup étaient en larmes et, dominant le tumulte, une voix qui semblait exprimer les sentiments de toute l'assemblée fit entendre ces paroles : « Dieu bénisse le Premier Ministre! »

Jan Masaryk, le ministre tchèque, fils du fondateur de la république tchécoslovaque, assistait à la scène du haut de la galerie des diplomates et n'en croyait pas ses yeux. Par la suite, il alla voir à Downing Street le Premier Ministre et le ministre des Affaires étrangères pour savoir si son pays, qui aurait à faire tous les sacrifices, serait invité à Munich.

Chamberlain et Halifax répondirent que non, Hitler ne le tolérerait pas. Masaryk regarda ces deux Anglais, chrétiens fervents, et fit un grand effort pour se dominer.

« Si vous avez sacrifié mon pays pour sauver la paix du monde, dit-il finalement, je serai le premier à vous approuver. Sinon, messieurs, Dieu ait pitié de vos âmes (76)! »

Et qu'était-il advenu des conspirateurs, militaires et civils, le général Halder, et le général von Witzleben, Schacht, Gisevius, Kordt et tous les autres qui, en ce jour fatal, peu avant midi, avaient cru, comme le disait Witzleben, que leur heure était venue? A cette question on peut répondre brièvement par leurs propres paroles, prononcées beaucoup plus tard, quand tout fut fini et qu'ils s'employèrent à prouver au monde à quel point ils avaient été hostiles à Hitler et aux folies catastrophiques qui avaient conduit l'Allemagne à la ruine totale, après une guerre longue et meurtrière.

Le grand coupable, furent-ils unanimes à déclarer, c'était Neville Chamberlain! En consentant à venir à Munich, il les avait contraints, à la toute dernière minute, à renoncer aux projets qu'ils avaient conçus pour renverser Hitler et le régime nazi.

Le 25 février 1946, alors que le long Procès de Nuremberg tirait à sa fin, le général Halder fut interrogé en particulier par le capitaine Sam Harris, jeune avoué new-yorkais, membre du ministère public américain.

Nous avons résolu, dit Halder, d'occuper par la force militaire la Chancellerie du Reich et les administrations, en particulier les ministères administrés par des membres du parti et des séides d'Hitler, cela dans l'intention expresse d'éviter toute effusion de sang et de pouvoir ensuite faire passer la bande en jugement devant toute la nation allemande. Ce jour-là (le 28 septembre), Witzleben vint me voir à mon bureau à l'heure de midi. Nous discutâmes la question. Il insista pour que je lui donne l'ordre d'exécution. Nous avons discuté d'autres

détails : combien de temps il lui fallait, etc. Au cours de cette conversation, nous apprîmes que les premiers ministres britannique et français avaient consenti à venir trouver Hitler pour avoir avec lui de nouveaux entretiens. Witzleben était présent. Je rapportai donc l'ordre d'exécution, puisque à la suite de ce fait nouveau notre action n'avait plus sa raison d'être...

Nous avions la ferme conviction de réussir. Mais voilà que M. Chamberlain arrivait et, d'un seul coup, le danger de guerre était écarté. L'heure critique de l'emploi de la force n'avait pas sonné. Il ne restait plus qu'à attendre, au cas où une nouvelle occasion se présenterait...

« Dois-je comprendre que, selon vous, si Chamberlain n'était pas venu à Munich, votre plan aurait été mis à exécution et qu'Hitler aurait été déposé? » demanda le capitaine Harris.

« Tout ce que je puis affirmer, c'est que les plans auraient été exécutés, répondit le général Haider, j'ignore s'ils auraient réussi (77). »

Le docteur Schacht, qui, à Nuremberg et dans ses livres d'après-guerre, a nettement exagéré l'importance du rôle qu'il joua dans les diverses conspirations contre Hitler, a lui aussi affirmé que, si les Allemands avaient renoncé, le 28 septembre, à mettre leur projet à exécution, c'était la faute de Chamberlain.

Si l'on s'en rapporte à la suite des événements, il est évident que cette première tentative de coup d'État, préparée par Witzleben et moi-même, fut la seule qui aurait pu vraiment changer le destin de l'Allemagne. Ce fut la seule tentative faite et préparée à temps... A l'automne de 1938, il était encore possible de réussir à amener Hitler devant la Cour suprême, mais, par la suite, pour se débarrasser de lui, il eût fallu attenter à sa vie... J'avais fait à temps les préparatifs du coup d'État, grâce à quoi nous étions à deux doigts du succès. L'histoire a décidé contre moi. L'intervention des hommes d'État étrangers était un élément qu'il m'eût été tout à fait impossible de prévoir (78).

Et Givessius, qui fut le plus fidèle soutien de Schacht à la barre des témoins de Nuremberg, ajouta :

L'impossible s'était produit. Chamberlain et Daladier volaient vers Munich. Notre complot était dans l'eau. Pendant quelques heures, je continuai à imaginer que nous pouvions quand même passer à l'action. Mais Witzleben eut tôt fait de me prouver que les troupes ne se révolteraient jamais contre le Führer victorieux... Chamberlain a sauvé Hitler (79).

L'a-t-il vraiment sauvé? Ou bien était-ce là une excuse de la part des civils et des généraux allemands, pour justifier leur inertie? A Nuremberg, au cours de son interrogatoire, Haider expliqua au capitaine Harris que le succès d'une « action révolutionnaire » dépend de trois conditions :

Il faut d'abord qu'elle soit conduite par des esprits clairs et résolus. En second lieu, les masses doivent être prêtes à accepter l'idée de la révolution. La troisième condition consiste à choisir le bon moment. A notre avis, la première condition — la présence de chefs à l'esprit clair et résolu — était remplie. La seconde l'était aussi, estimions-nous, puisque... le peuple allemand ne voulait pas la guerre. La nation était donc prête à s'associer à une action révolutionnaire, par crainte de la guerre. La troisième condition, le choix du moment opportun, était acquise, puisque nous devions attendre, dans les quarante-huit heures, l'ordre d'entreprendre une action militaire. Nous avions donc la ferme conviction de réussir.

Mais M. Chamberlain intervint et, d'un seul coup, le danger de guerre était évité.

On peut se demander si la première condition formulée par le général Halder était remplie car, si le complot était vraiment mené par « des chefs à l'esprit clair et résolu », pourquoi les généraux ont-ils hésité pendant quatre jours ? Ils avaient à leur disposition une force militaire suffisante pour balayer aisément Hitler et son régime. Witzleben avait sous ses ordres tout un corps d'armée, le troisième, cantonné à Berlin et aux environs; Brockdorff-Ahlefeld commandait une division d'infanterie d'élite, stationnée tout près de là, à Potsdam; Hoepner commandait une panzer division au sud de la ville, et les deux hauts officiers de police de la

capitale, le comte von Helldorf et le comte von Schulenburg, disposaient d'une grande force de police bien armée, capable de fournir un appui efficace. De l'avis même des conspirateurs, tous ces officiers n'attendaient qu'un mot de Halder pour passer à l'action, soutenus par une force armée irrésistible. Et la population de Berlin, épouvantée à l'idée qu'Hitler allait déclencher la guerre, aurait spontanément appuyé le coup de force, pour autant que j'en puisse juger, moi qui la connaissais bien.

Halder et Witzleben auraient-ils *finally* agi si Chamberlain n'avait pas consenti à venir à Munich? A cette question on ne pourra jamais répondre avec certitude. Étant donné l'attitude particulière des généraux, résolus à renverser Hitler, non pas pour mettre fin au régime de tyrannie et de terreur qu'il avait instauré, mais simplement pour éviter une guerre perdue d'avance, peut-être seraient-ils vraiment passés à l'action si la conférence de Munich n'avait pas eu lieu. Jusqu'à présent, nous ne possédons pas les renseignements nécessaires pour établir dans quelle mesure les dispositions étaient judicieusement prises, les forces armées prêtes à marcher, Halder et Witzleben vraiment décidés à donner l'ordre de passer à l'action. Nous possédons seulement les déclarations d'une poignée de partisans qui, après la guerre, étaient soucieux de prouver leur opposition au national-socialisme, et ce qu'ils ont dit et écrit pour leur défense est souvent contradictoire et déroutant*.

* On peut citer par exemple l'explication de l'échec du complot donnée par l'un des conspirateurs, le général Georg Thomas, le brillant chef du département de l'économie et des armements à l'O.K.W. : « Cette entreprise ne put malheureusement pas être menée à bien, car, selon l'opinion du général commandant désigné pour cette tâche (Witzleben), on découvrit qu'on ne pouvait compter sur les jeunes officiers pour une action politique de ce genre. » Voir son article intitulé *Gedankert und Ereignisse*, paru dans le numéro de décembre 1945 de *Schweizerische Monatshefte*.

Si, comme le prétendent les conspirateurs, leurs projets allaient être mis à exécution, il est bien certain que l'annonce du voyage de Chamberlain à Munich leur coupa l'herbe sous le pied. Les généraux ne pouvaient guère arrêter Hitler et le juger comme criminel de guerre, alors que, de toute évidence, il allait faire une importante conquête par des moyens pacifiques.

Parmi tant d'incertitudes, une seule chose est hors de doute — et sur ce point on ne peut que donner raison au docteur Schmidt — jamais plus l'opposition allemande ne retrouverait une aussi magnifique occasion de se débarrasser d'Hitler, de mettre rapidement fin au Troisième Reich, enfin d'épargner une guerre à l'Allemagne et au monde. Si nous ne craignons pas les généralisations, nous dirions que les Allemands sont d'ordinaire un peu trop enclins à reprocher aux étrangers leurs échecs.

Certes, dans l'affaire de Munich, avec les conséquences désastreuses qu'elle entraîna, la responsabilité de Chamberlain et de Halifax, de Daladier et de Bonnet est écrasante. Mais on peut les excuser dans une certaine mesure de ne pas avoir pris très au sérieux les informations qu'on leur donnait au sujet de la révolte d'un groupe de généraux et de civils allemands, dont la plupart avaient mis tous leurs talents au service d'Hitler.

S'ils les avaient eux-mêmes oubliés, leurs conseillers à Londres ou à Paris auraient pu leur rappeler certains événements récents, et peu encourageants, de l'histoire d'Allemagne : l'armée avait contribué à porter l'ancien caporal, au pouvoir, elle avait saisi avec joie les occasions qu'il lui offrait de réarmer, elle avait assisté, sans en être choquée, selon toute

apparence, à la destruction de toute liberté individuelle par le régime national socialiste, elle n'avait même pas protesté contre le meurtre d'un des siens, le général von Schleicher, ni contre la destitution, à la suite d'une machination infâme, de son chef le général von Fritsch; tout récemment, elle avait approuvé le viol de l'Autriche et même fourni les effectifs militaires nécessaires à l'opération. De quelques reproches qu'on puisse accabler les partisans français et britanniques de l'apaisement à tout prix — et certes leur responsabilité est grande — il n'en est pas moins vrai que les généraux allemands eux-mêmes et les civils qui trempaient dans le complot n'ont pas su, au moment opportun, prendre leur décision.

Le 29 septembre, à midi et demie, dans cette cité bavaroise vouée au style baroque où, dans les sombres arrière-salles de petits cafés minables, il avait fait ses humbles débuts d'homme politique, où il avait connu l'humiliation lors du putsch manqué de la Brasserie, Adolf Hitler accueillait en vainqueur les chefs de gouvernement de Grande-Bretagne, de France et d'Italie.

De très bonne heure le matin, il était allé à la rencontre de Mussolini jusqu'à Kufstein, sur l'ancienne frontière austro-allemande, afin d'établir avec lui les bases d'une action commune à la conférence. Dans le train qui remontait vers Munich, Hitler, qui était d'une humeur particulièrement belliqueuse, expliquait au Duce, avec cartes à l'appui, comment il comptait « liquider » la Tchécoslovaquie. Ou bien, lui dit-il, les conversations qui allaient commencer réussiraient tout de suite, ou bien il aurait recours aux armes. Ciano, qui assistait à l'entretien, dit que le Führer ajouta : « D'ailleurs, le moment viendra où nous devons combattre côte à côte contre la France et l'Angleterre. » Mussolini acquiesça (80).

Chamberlain, lui, ne se donna pas la même peine pour rencontrer Daladier et élaborer avec lui une stratégie commune aux deux démocraties occidentales avant d'affronter les deux dictateurs fascistes. En fait, à mesure que la journée s'avancait, la plupart des journalistes qui se trouvaient comme moi en contact avec les délégations britannique et française acquirent la certitude que Chamberlain était venu à Munich absolument décidé à ce que personne — certainement pas les Tchèques et pas même les Français — ne l'empêchât de parvenir rapidement à un

accord avec Hitler*. En ce qui concernait Daladier, qu'on vit circuler toute la journée comme frappé de stupeur, aucune précaution n'était nécessaire, mais le Premier Ministre, bien résolu à aboutir, ne voulait courir aucun risque.

** La veille au soir à dix-huit heures quarante-cinq, Chamberlain avait envoyé un message au président Benès, l'informant officiellement de la rencontre de Munich : « J'aurai toujours présents à l'esprit les intérêts de la Tchécoslovaquie, disait-il. Je me rends là-bas (à Munich) dans l'intention de trouver une solution qui concilierait la position du gouvernement allemand et celle de la Tchécoslovaquie. » Benès avait répondu aussitôt : « Je demande instamment que rien ne soit fait à Munich sans que la Tchécoslovaquie puisse se faire entendre (81). »*

Les conversations qui débutèrent à douze heures quarante-cinq dans le bâtiment appelé Führerhaus, sur la Kœnigsplatz, ne revêtirent pas un caractère dramatique et ne furent pour ainsi dire qu'une simple formalité, permettant de livrer à Hitler exactement tout ce qu'il voudrait, quand il voudrait. Le docteur Schmidt, l'infatigable interprète, à qui l'on demandait d'opérer en trois langues : allemand, français et anglais, remarqua que, dès le début, il régna « une atmosphère de bonne volonté générale ». L'ambassadeur Henderson se souvint plus tard « qu'à aucun moment la conversation ne prit un tour violent ». Personne ne présidait. Les débats se déroulèrent sans cérémonie et, à en juger par les minutes allemandes de la rencontre (82), les premiers Ministres britannique et français s'évertuèrent réellement à entrer dans les vues d'Hitler. Même quand il ouvrit la séance par la déclaration suivante :

Il avait, dit-il, déclaré dans son discours au Sportpalast que, de toute manière, il entrerait en Tchécoslovaquie le 1er octobre. On lui avait répondu que cette mesure revêtirait le caractère d'un acte de violence. Aussi s'agissait-il de dépouiller cette mesure d'un tel

caractère. Néanmoins, une action immédiate s'imposait.

Les membres de la conférence se mirent vraiment au travail quand Mussolini, prenant la parole le troisième (Daladier parla en dernier), déclara « qu'afin de parvenir à une solution pratique du problème » il avait apporté une proposition écrite précise. L'origine de ce document est curieuse et demeura, je crois, inconnue de Chamberlain jusqu'à sa mort. Il ressort des mémoires de François-Poncet et de Henderson que les deux ambassadeurs l'ignoraient également. En fait l'histoire fut rendue publique longtemps après la mort violente de Mussolini et d'Hitler.

Ce que le Duce faisait alors passer pour un projet de compromis émanant de lui avait, en fait, été rédigé la veille à la hâte aux Affaires étrangères de Berlin par Gœring, Neurath et Weizsaecker, à l'insu de Ribbentrop, car les trois autres ne se fiaient pas à son jugement. Gœring le porta à Hitler, qui l'approuva, puis il le fit rapidement traduire en français par le docteur Schmidt et le passa à l'ambassadeur italien, Attolico, qui téléphona le texte au dictateur italien, au moment où celui-ci se préparait à prendre le train pour Munich. C'est ainsi que les « propositions italiennes » qui fournirent à cette conférence quasi improvisée non seulement son ordre du jour, mais les conditions essentielles de ce qui devint par la suite l'accord de Munich, étaient en réalité des propositions allemandes élaborées à Berlin*.

* *Erich Kordt a révélé les origines allemandes des propositions de Mussolini dans son témoignage devant le 4e tribunal militaire américain à Nuremberg, le 4 juin 1948, dans l'affaire U.S.A. contre Ernst Weizsaecker. Les Documents de politique étrangère allemande II, p. 1005, donnent un résumé de la sténographie officielle du procès. Kordt raconte aussi l'histoire dans son livre : Wahn und Wirklichkeit, p. 129-131. Le docteur Schmidt, dans ses souvenirs, confirme le compte rendu de Kordt et observe qu'il n'eut « aucune peine » à*

traduire les propositions du Duce, puisqu'il les avait déjà traduites la veille à Berlin. Ciano, dans une note de son journal du 29-30 septembre à Munich, raconte comment Mussolini présenta son document, « qui en fait nous a été téléphoné par notre ambassade la veille au soir et exprime, nous a-t-on dit, les désirs du gouvernement allemand ». (CIANO, *Journal secret*, 1937-1938.)

Cela devait pourtant sauter aux yeux, puisque le texte reproduisait presque exactement les exigences d'Hitler rejetées à Godesberg; mais cette évidence n'apparut pas à Daladier et à Chamberlain, ni aux ambassadeurs qui cette fois les assistaient. Selon les minutes allemandes, le président du Conseil français « accueillit avec faveur la proposition du Duce, rédigée dans un esprit objectif et réaliste ». Le Premier Ministre britannique « l'approuva aussi et déclara qu'il avait pour sa part envisagé une solution tout à fait semblable ».

Quant à l'ambassadeur Henderson, comme il l'a écrit plus tard, il pensait que Mussolini « avait présenté comme sienne, avec beaucoup de doigté, une combinaison des propositions d'Hitler et de celles des Anglo-Français », tandis que François-Poncet eut l'impression que les membres de la conférence travaillaient d'après un mémorandum britannique « rédigé par Sir Horace Wilson (83) ». Tant il était facile d'induire en erreur les hommes d'État et diplomates français et britanniques, décidés à obtenir l'apaisement à tout prix !

Puisque les propositions « italiennes » étaient si chaleureusement accueillies par tous les assistants, il ne restait plus que quelques détails à mettre au point. Comme on aurait peut-être dû s'y attendre de la part d'un ancien homme d'affaires, ex-chancelier de l'Échiquier, Chamberlain voulut savoir qui dédommagerait le gouvernement tchèque de la perte des propriétés publiques qui passeraient à l'Allemagne dans les Sudètes.

Hitler, qui, d'après François-Poncet, semblait pâle et tourmenté, et s'irritait d'autre part de ne pouvoir suivre, comme le faisait Mussolini, les propos échangés en français et en anglais répondit sur un ton de colère qu'aucun dédommagement n'était prévu. Quand le Premier Ministre s'éleva contre la clause stipulant que les Tchèques, en quittant le pays des Sudètes, ne pourraient même pas emmener leur bétail (cette condition figurait déjà dans les propositions de Godesberg) et s'écria : « Cela signifie-t-il que les fermiers seront expulsés mais que leur bétail sera confisqué ? » Hitler explosa :

« Notre temps est trop précieux pour que nous le perdions à discuter de pareilles bagatelles », cria-t-il à Chamberlain. Le Premier Ministre n'insista pas (84).

Pourtant il avait insisté d'abord pour qu'un représentant tchèque fût présent, ou du moins, selon son expression, « qu'on pût l'avoir sous la main ». Son pays, dit-il, ne pouvait, bien entendu, s'engager à donner la garantie que le territoire des Sudètes serait évacué le 10 octobre (comme l'avait proposé Mussolini) si aucune assurance à ce sujet n'était donnée par le gouvernement tchèque. Daladier le soutint mollement. Le gouvernement français, dit-il, ne « tolérerait aucun retard de la part du gouvernement tchèque », mais il pensait que « la présence d'un représentant tchèque, qui pourrait être consulté si nécessaire, serait profitable ».

Mais Hitler ne voulut rien entendre. Il ne consentait à admettre aucun Tchèque en sa présence. Daladier céda sans difficulté, mais Chamberlain finit par obtenir une petite concession. Il fut convenu qu'un représentant tchèque pourrait se tenir à la disposition des participants « dans la pièce à

côté », comme le suggérait le Premier Ministre.

En effet, pendant la séance de l'après-midi, deux représentants tchèques, le docteur Vojtech Mastny, le ministre tchèque à Berlin, et le docteur Hubert Masaryk, des Affaires étrangères de Prague, arrivèrent et furent sans vergogne introduits dans une pièce voisine. Après qu'on les eut laissés s'y morfondre de quatorze à dix-neuf heures, le ciel leur tomba, pourrait-on dire, sur la tête. A dix-neuf heures, en effet, Frank Ashton-Gwatkin, qui avait appartenu à la mission Runciman et faisait maintenant partie de la suite de Chamberlain, vint leur apprendre de mauvaises nouvelles.

Un accord général était intervenu, dont il ne pouvait pas encore leur donner les détails, mais qui était « beaucoup plus dur » que les propositions franco-britanniques. Masaryk demanda si les Tchèques ne pouvaient être entendus, mais, comme le rapporta ensuite le représentant tchèque à son gouvernement, l'Anglais lui répondit « qu'il semblait ignorer combien la situation des grandes puissances était difficile et qu'il ne pouvait comprendre à quel point les négociations avec Hitler avaient été pénibles ».

A dix heures du soir, les malheureux Tchèques furent conduits auprès de Sir Horace Wilson, le fidèle conseiller du Premier Ministre. Wilson leur communiqua, de la part de Chamberlain, les principaux points de l'accord des quatre puissances et leur remit une carte des zones sudètes qui devraient être immédiatement évacuées par les Tchèques. Quand les deux envoyés tentèrent de protester, le fonctionnaire britannique leur coupa la parole. Il n'avait rien de plus à dire, déclara-t-il, et il sortit rapidement. Les Tchèques continuèrent à protester auprès d'Ashton-Gwatkin, qui était

resté avec eux. Mais ce fut en vain.

« Si vous n'acceptez pas, leur dit-il au moment de sortir, vous serez obligés de régler vos affaires avec les Allemands absolument seuls. Peut-être les Français vous diront-ils cela moins brutalement, mais, vous pouvez m'en croire, ils partagent nos vues. Ils se désintéressent de la question. »

C'était la vérité, si désolante qu'elle dut alors paraître aux deux émissaires tchèques. Le 30 septembre, peu après une heure du matin, Hitler, Chamberlain, Mussolini et Daladier, dans l'ordre que je viens d'indiquer, apposèrent leur signature sur l'accord de Munich, stipulant que l'armée allemande entrerait en Tchécoslovaquie le 1^{er} octobre, comme Hitler l'avait toujours dit, et achèverait l'occupation des Sudètes le 10 octobre. Hitler obtenait ce qui lui avait été refusé à Godesberg.

Restait la pénible tâche — pénible du moins pour les victimes — d'informer les Tchèques des sacrifices qu'il leur fallait consentir et du bref délai qui leur était accordé. Cette partie de la cérémonie ne concernait pas Hitler et Mussolini, qui se retirèrent, laissant ce soin aux représentants des alliés de la Tchécoslovaquie, la France et la Grande-Bretagne. La scène a été décrite de façon extrêmement vivante par Masaryk dans son rapport officiel aux Affaires Étrangères tchèques.

A treize heures trente, nous fûmes introduits dans la salle où s'était tenue la conférence. Étaient présents M. Chamberlain, M. Daladier, Sir Horace Wilson, M. Léger (secrétaire général au ministère des Affaires étrangères), M. Ashton-Gwatkin, le Dr Mastny et moi-même. L'atmosphère était lourde d'angoisse : la sentence allait être rendue. Les Français, visiblement nerveux, semblaient anxieux de conserver le prestige de leur pays devant le tribunal. Dans un long discours préliminaire, M. Chamberlain fit allusion à l'accord et en remit le texte au docteur Mastny*.

** L'accord porte la date du 29 septembre, mais il ne fut, en réalité, signé qu'aux premières heures du 30 septembre. Il stipulait que l'occupation allemande « des territoires à prépondérance allemande » serait effectuée par les troupes allemandes en quatre étapes, du 1er au 7 octobre. Le reste du territoire, après avoir été délimité par la Commission Internationale serait occupé le 10 octobre. La commission devait se composer de représentants des quatre puissances et de la Tchécoslovaquie. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie étaient d'accord pour stipuler « que l'évacuation des territoires serait achevée le 10 octobre, sans qu'aucune des installations existantes ait été détruite, le gouvernement tchécoslovaque s'engageant à ce que l'évacuation s'effectue sans dommage pour les dites installations ».*

De plus la « commission internationale » organiserait des plébiscites « au plus tard à la fin de novembre » dans les régions où le caractère ethnographique est douteux et délimiterait les nouvelles frontières. Dans une annexe à l'accord, la Grande-Bretagne et la France déclaraient qu'elles « maintenaient leur offre... relative à une garantie internationale des nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque contre toute agression non provoquée. Quand la question des minorités polonaises et hongroises aurait été réglée, l'Allemagne et l'Italie, pour leur part, donneraient une garantie à la Tchécoslovaquie (8) ».

En ce qui concerne le plébiscite, la promesse ne fut jamais tenue. D'autre part, ni l'Allemagne, ni l'Italie ne donnèrent jamais leur garantie contre une agression, même quand la question des minorités polonaises et hongroises fut réglée et, comme nous le verrons, la Grande-Bretagne et la France refusèrent, le moment venu, la garantie promise.

Les Tchèques entreprirent de poser quelques questions, mais :

M. Chamberlain ne cessait de bâiller, sans faire le moindre effort pour dissimuler ses bâillements. Je demandai à MM. Daladier et Léger s'ils attendaient de notre gouvernement une déclaration ou une réponse à l'accord. M. Daladier était visiblement nerveux. M. Léger répondit que les quatre hommes d'État ne disposaient que de peu de temps. Il ajouta vivement, et non sans désinvolture, qu'aucune réponse ne nous était d'ailleurs demandée, que les participants considéraient le projet comme accepté, que notre gouvernement devait envoyer son représentant à Berlin le jour même, à quinze heures au plus tard, pour assister à la séance de la commission, enfin que l'officier tchécoslovaque désigné à cet effet devrait être à Berlin samedi pour régler les détails de l'évacuation de la première zone. L'atmosphère, dit-il, commençait à devenir dangereuse pour le monde entier.

Il nous parla sur un ton fort brusque. C'était un Français... M. Chamberlain ne cachait pas sa lassitude. Ils nous remirent une seconde carte légèrement corrigée. Puis ils en finirent avec nous et nous pûmes partir (86).

Parmi les souvenirs que j'ai conservés de cette nuit fatale, je me rappelle la lueur de triomphe qui brillait dans les yeux d'Hitler tandis qu'il descendait d'un pas solennel les larges degrés du Führerhaus, à l'issue de la réunion, l'air suffisant de Mussolini sanglé dans son uniforme de la milice, les bâillements de Chamberlain, engourdi de sommeil, tandis qu'il retournait au *Regina Palace Hôtel*.

Daladier, écrivais-je ce soir-là dans mon journal, semblait complètement accablé. Il se rendit au Regina Palace pour prendre congé de Chamberlain... Quelqu'un lui demanda ou plutôt entreprit de lui demander : « Monsieur le président, êtes-vous satisfait de l'accord ? » Il se détourna comme pour répondre, mais il était trop fatigué et trop effondré : les mots lui manquèrent et il franchit la porte en silence, d'un pas mal assuré (87).

Chamberlain n'avait pas encore fini de conférer avec Hitler au sujet de la paix du monde. Au début de la matinée du 30 septembre, reposé par quelques heures de sommeil et satisfait de ses travaux de la veille, il alla trouver le Führer dans son appartement pour discuter à nouveau la situation européenne et obtenir une petite concession qui, semble-t-il avoir cru, renforcerait sa situation politique dans son pays.

Selon le docteur Schmidt, qui servait d'interprète et fut l'unique témoin de cette rencontre inattendue, Hitler était pâle et maussade. Il écouta d'un air absent les propos que lui tenait l'exubérant chef du gouvernement britannique. Il comptait bien, déclara-t-il au Führer, que l'Allemagne « adopterait une attitude généreuse en ce qui concernait l'application des accords de Munich », et il manifesta à nouveau l'espoir que les Tchèques « seraient assez raisonnables pour ne pas créer de difficultés », mais que, dans le cas contraire, Hitler ne bombarderait pas

Prague, « car cela ne manquerait pas d'entraîner de terribles pertes dans la population civile ». Mais ce n'était là que le début d'un long discours décousu, qui semblerait incroyable dans la bouche d'un Premier Ministre britannique, même quand l'on sait que la veille il avait capitulé honteusement devant le dictateur allemand, si ce texte n'avait été transcrit par le docteur Schmidt dans un mémorandum officiel. Aujourd'hui même, en lisant ce document, on n'en croit pas ses yeux.

Mais ce n'était là qu'un prélude à ce qui allait suivre. Après un exposé qui dut paraître interminable au morose dictateur et dans lequel Chamberlain lui proposa de coopérer à nouveau avec lui pour mettre fin à la guerre civile en Espagne (où les « volontaires » allemands et italiens étaient en train d'assurer la victoire de Franco), pour faciliter le désarmement, promouvoir la prospérité économique dans le monde, favoriser l'établissement de la paix politique en Europe et même hâter la solution du problème russe, le Premier Ministre tira de sa poche une feuille de papier sur laquelle il avait rédigé une déclaration. Il espérait, dit-il, qu'ils allaient tous deux la signer et la rendre publique immédiatement :

Nous, Führer, chancelier d'Allemagne, et Premier Ministre de Grande-Bretagne, à la suite d'un nouvel entretien que nous avons eu aujourd'hui, sommes d'accord pour reconnaître que la question des relations anglo-allemandes revêt pour les deux pays et pour l'Europe une importance primordiale.

Nous considérons l'accord signé hier soir et l'accord naval anglo-allemand comme les symboles du désir de nos deux peuples de ne jamais entrer à nouveau en guerre l'un contre l'autre.

Nous avons décidé que ce même système de consultation sera adopté pour traiter toute autre question pouvant intéresser nos deux pays et nous sommes résolus à poursuivre nos efforts pour supprimer toute les causes possibles du désaccord et contribuer ainsi à maintenir la paix en Europe.

Hitler lut cette déclaration et la signa aussitôt, à la vive satisfaction de Chamberlain, nota Schmidt dans son rapport officiel. L'interprète eut l'impression que le Führer acceptait « avec assez peu d'empressement.... uniquement pour faire plaisir à Chamberlain », qui, raconta-t-il plus loin, « remercia chaleureusement le Führer... et insista sur le grand effet psychologique qu'il attendait de ce document ».

Le Premier Ministre s'était laissé abuser. Il ignorait, bien sûr — ce que devaient révéler beaucoup plus tard les documents secrets allemands et italiens — qu'Hitler et Mussolini avaient déjà décidé, justement à l'occasion de leur rencontre à Munich, que, le jour venu, ils combattraient côte à côte la Grande-Bretagne. Et, nous le verrons bientôt, il ne soupçonna rien non plus des nombreux projets qui déjà mûrissaient dans l'esprit pervers du dictateur (88).

De même que Daladier à Paris, Chamberlain revint à Londres en triomphateur. Brandissant la déclaration qu'il avait signée conjointement avec Hitler, le Premier Ministre, radieux, se trouva en présence d'une foule énorme qui se pressait dans Downing Street. Après avoir écouté les gens crier : « Bon vieux Neville! » et chanter à pleine gorge : « *For he's a jolly good fellow* », Chamberlain, souriant, prononça quelques paroles du haut d'une fenêtre du second étage.

« Mes chers amis, dit-il, pour la seconde fois dans notre histoire la paix dans l'honneur a été rapportée d'Allemagne à Downing Street*. Je crois que, cette fois, c'est la paix notre vie durant. »

* Allusion au retour de Disraéli après le Congrès de Berlin, en 1878.

Le *Times* déclara que « jamais conquérant à la suite d'une victoire remportée sur un champ de bataille n'était revenu paré de plus nobles lauriers ». L'idée fut spontanément lancée de la création d'un « Fonds national de reconnaissance » en l'honneur de Chamberlain, qui d'ailleurs refusa aimablement. Seul Duff Cooper, le premier lord de l'Amirauté, donna sa démission de membre du cabinet et, au cours du débat qui s'ouvrit peu après aux Communes, quand Winston Churchill, qui à l'époque prêchait encore dans le désert, prononça ces paroles mémorables : « Nous avons essuyé une défaite totale et absolue », il dut s'arrêter, comme il l'a raconté plus tard, jusqu'à ce que se fût apaisée la tempête de protestations soulevée par sa déclaration.

A Prague, l'atmosphère était, bien entendu, fort différente. Le 30 septembre, à six heures du matin, le chargé d'affaires allemand avait tiré de son lit le ministre des Affaires étrangères tchèque, le docteur Krofta pour lui remettre le texte de l'accord de Munich et lui faire en même temps savoir que la Tchécoslovaquie était invitée à envoyer trois représentants à la Commission Internationale chargée de surveiller l'exécution de l'accord et qui se réunirait à Berlin le soir même, à cinq heures.

Pour le président Benès, qui conféra toute la matinée au palais de Hradschin avec les chefs politiques et militaires, il n'y avait d'autre choix que la soumission. Non seulement la Grande-Bretagne et la France avaient abandonné son pays, mais elles admettaient qu'Hitler eût recours à la force armée si le gouvernement tchèque rejetait les conditions stipulées à Munich. A une heure moins dix, la Tchécoslovaquie capitulait « en protestant à la face du monde », selon les termes de la déclaration officielle : « Nous avons été abandonnés, nous demeurons seuls », dit amèrement le

général Sirovy, le nouveau premier ministre, dans une déclaration radiodiffusée, le soir à cinq heures.

Jusqu'au tout dernier moment, la Grande-Bretagne et la France continuèrent d'exercer leur pression sur le pays qu'elles avaient séduit et trahi. Pendant la journée, les ministres britanniques, français et italien s'étaient rendus auprès du docteur Krofta pour s'assurer qu'à la dernière minute les Tchèques ne se révolteraient pas contre la capitulation. Le chargé d'affaires allemand, le docteur Hencke, a décrit la scène dans une dépêche adressée à Berlin.

Quand le ministre français tenta d'adresser quelques paroles de condoléances à Krofta, le ministre des Affaires étrangères lui coupa la parole : « On nous a imposé cette situation; maintenant tout est fini; aujourd'hui c'est notre tour, demain ce sera celui des autres. » Le ministre britannique réussit avec difficulté à dire que Chamberlain avait fait tout son possible : il reçut la même réponse que son collègue français. Le ministre des Affaires étrangères était très abattu et l'on voyait bien qu'il n'avait qu'un seul désir : voir partir les diplomates au plus vite (89).

Sur les instances de Berlin, le président Benès résigna ses fonctions le 5 octobre et, quand il devint évident que sa vie était en danger, il prit l'avion pour l'Angleterre — et du même coup le chemin de l'exil. Il fut remplacé provisoirement par le général Sirovy. Le 30 novembre, le docteur Emil Hacha, président de la Cour suprême, un homme de soixante-six ans, plein de bonnes intentions, mais faible de caractère et amoindri par l'âge, fut nommé par l'Assemblée nationale président des débris de la Tchécoslovaquie, dont le nom s'écrivait maintenant officiellement avec un trait d'union.

Ce que Chamberlain et Daladier avaient négligé de donner à

L'Allemagne en territoire tchécoslovaque, la prétendue Commission internationale le lui remit. Cet organisme créé à la hâte se composait des ambassadeurs italien, britannique et français, du ministre tchèque à Berlin et du baron von Weizsaecker, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères allemand. Toutes les questions litigieuses relatives aux territoires à céder aux Allemands furent réglées en faveur de ces derniers, non sans qu'Hitler et l'O.K.W. aient plus d'une fois menacé de recourir à la force. Finalement, le 13 octobre, la commission décida de renoncer aux plébiscites prévus par l'accord de Munich dans les districts contestés : ils étaient devenus inutiles.

Les Polonais et les Hongrois, après avoir menacé, eux aussi, de recourir à l'action militaire contre la nation réduite à l'impuissance, s'abattirent maintenant comme des vautours sur la Tchécoslovaquie pour s'emparer, eux aussi, d'un lambeau de son territoire. La Pologne, sur les instances de son ministre des Affaires étrangères, Josef Beck, qui, pendant les douze mois suivants sera l'un des principaux héros de ce récit, s'appropriä environ 1 700 kilomètres carrés de territoire autour de Teschen, avec une population de 228 000 habitants, dont 133 000 étaient Tchèques. La Hongrie obtint un plus gros morceau, qui lui fut adjugé le 2 novembre par Ribbentrop et Ciano : 19 500 kilomètres carrés, avec une population composée de 500 000 Magyars et de 272 000 Slovaques.

Enfin cette nation mutilée et désormais sans défense fut contrainte par Berlin de nommer un gouvernement pro-allemand, de tendance nettement fasciste. De toute évidence, la nation tchécoslovaque était dorénavant à la merci du chef du Troisième Reich.

Aux termes de l'accord de Munich, Hitler obtenait en substance ce qu'il avait demandé à Godesberg, et la commission internationale, s'inclinant devant ses menaces, lui accorda bien davantage encore. Le règlement final du 20 novembre 1938 obligeait la Tchécoslovaquie à céder à l'Allemagne 28 600 kilomètres carrés de territoire, où habitaient 2 800 000 Allemands des Sudètes et 800 000 Tchèques. Dans cette zone se trouvaient toutes les importantes fortifications tchèques, qui constituaient jusqu'alors la ligne de défense la plus formidable d'Europe, à l'exception peut-être de la Ligne Maginot.

Mais ce n'était pas tout. Le système des communications, ferroviaire, routier, télégraphique et téléphonique était entièrement bouleversé. Selon les chiffres officiels allemands, le pays démembré avait perdu 66 pour 100 de son charbon, 80 pour 100 de sa lignite, 86 pour 100 de ses produits chimiques, 80 pour 100 de son ciment, 80 pour 100 de ses textiles, 70 pour 100 de son fer et de son acier, 70 pour 100 de son énergie électrique et 40 pour 100 de son bois d'œuvre. Une nation industrielle en pleine prospérité se voyait du jour au lendemain découpée et réduite à la faillite.

Rien d'étonnant à ce que Jodl écrivît joyeusement dans son journal, le soir de Munich :

Le pacte de Munich est signé. En tant que puissance, la Tchécoslovaquie n'existe plus. Le génie du Führer et sa résolution de ne pas reculer, fût-ce devant la menace d'une guerre mondiale, ont une fois de plus obtenu la victoire sans le recours à la force. On peut espérer que les incrédules, les faibles et les indécis ont été convertis et qu'ils ne changeront plus d'opinion (90).

Un grand nombre d'indécis furent en effet convertis, mais les autres, peu nombreux d'ailleurs, sombrèrent dans le désespoir. Les généraux, tels que Beck, Halder et Witzleben, ainsi que les civils qui les conseillaient, avaient eu tort une fois de plus. Hitler avait obtenu ce qu'il désirait, il venait encore de faire une grande conquête sans tirer un coup de feu. Son prestige atteignait des sommets nouveaux. Quiconque s'est trouvé en Allemagne pendant les jours qui ont suivi Munich, comme ce fut mon cas, ne peut oublier l'ivresse qui s'empara du peuple allemand.

Il était soulagé que la guerre eût été évitée, transporté et gonflé d'orgueil à l'idée de cette victoire remportée par Hitler sans effusion de sang, non seulement sur la Tchécoslovaquie, mais sur la Grande-Bretagne et la France. Dans le court espace de six mois, nous faisions remarquer les Allemands, Hitler avait conquis l'Autriche et le pays des Sudètes, enrichissant le Troisième Reich de dix millions d'habitants et d'un vaste territoire stratégique qui ouvrait la voie à la domination allemande sur l'Europe du sud-est. Et cela sans la perte d'une seule vie allemande!

Avec l'instinct d'un génie rare dans l'histoire de l'Allemagne, il avait deviné non seulement les faiblesses des petits États d'Europe centrale, mais celles des deux grandes démocraties occidentales, la Grande-Bretagne et la France, les contraignant à se courber devant sa volonté. Il avait conçu et employé avec un succès foudroyant une stratégie et une tactique nouvelles de *guerre politique* qui rendait inutile la guerre véritable.

En quatre ans et demi à peine, cet homme d'origine modeste avait hissé une Allemagne désarmée, chaotique, presque en faillite, la plus faible des grandes puissances européennes, jusqu'à une situation si élevée qu'elle

était désormais considérée comme la nation la plus puissante de l'ancien monde, devant laquelle toutes les autres tremblaient, même la Grande-Bretagne et la France. A aucune des étapes de cette ascension vertigineuse, les puissances victorieuses de Versailles n'avaient osé l'arrêter, même quand elles avaient pouvoir de le faire. Et à Munich, où l'Allemagne avait enregistré la plus grande de toutes ses conquêtes, la Grande-Bretagne et la France avaient même soutenu ses revendications.

Enfin, ce qui dut paraître le plus extraordinaire à Hitler, et qui certainement plongea dans la stupéfaction le général Beck, Hassell et les autres membres de leur petit cercle d'opposants, c'était qu'aucun des hommes placés à la tête des gouvernements de France et de Grande-Bretagne (ces « petits vers » comme dit dédaigneusement le Führer après Munich dans une conversation privée) ne se rendait compte des conséquences que risquait d'entraîner leur incapacité à réagir efficacement devant les continuels actes d'agression commis par le dictateur nazi.

Seul, Winston Churchill, en Angleterre, semblait comprendre. Nul n'exposa les conséquences de Munich avec plus de précision qu'il ne le fit dans son discours du 5 octobre aux Communes.

Nous avons essuyé une défaite totale et absolue... Nous sommes au sein d'une catastrophe d'une ampleur sans seconde. Le chemin des bouches du Danube... le chemin de la mer Noire est ouvert... L'un après l'autre tous les pays d'Europe Centrale et de la vallée du Danube seront entraînés dans le vaste système de la politique nazie... émanant de Berlin... Et n'allez pas croire que cela soit une fin. Non, ce n'est que le commencement...

Mais Churchill n'était pas au gouvernement et l'on ne prit pas garde à ses paroles!

L'abdication franco-britannique à Munich était-elle nécessaire? Adolf

Hitler n'avait-il pas bluffé?

Si paradoxal que cela puisse paraître, nous savons maintenant qu'il convient de répondre à ces deux questions par la négative. Tous ceux des généraux de l'entourage d'Hitler qui ont survécu à la guerre sont d'accord pour dire que, si l'accord de Munich n'avait pas été signé, Hitler aurait attaqué la Tchécoslovaquie le 1er octobre 1938 et ils supposent que, même si Londres, Paris et Moscou avaient d'abord manifesté quelque hésitation, la Grande-Bretagne, la France et la Russie auraient fini par être entraînées dans la guerre.

Et, fait extrêmement important dans l'histoire de cette période du Troisième Reich, les généraux allemands sont unanimes à déclarer que l'Allemagne aurait perdu la guerre dans un délai très bref. Les tenants de Chamberlain et de Daladier — ils formaient à cette époque la grande majorité — soutenaient que Munich avait sauvé les pays de l'ouest, non seulement de la guerre, mais de la défaite, et de surcroît évité que Londres et Paris ne fussent effacés de la carte par les bombardements meurtriers de la Luftwaffe. Mais, en ce qui concerne ces deux derniers points, l'argument a été réfuté de façon catégorique par des gens à qui leur situation permettait d'être mieux renseignés : je veux parler des généraux allemands, et particulièrement de ceux qui faisaient partie de l'entourage d'Hitler et qui lui accordèrent, du début jusqu'à la fin, le soutien le plus fanatique.

Parmi ces derniers, le plus important était le général Keitel, chef de l'O.K.W., plat courtisan d'Hitler et constamment à ses côtés. Quand on lui demanda, au Procès de Nuremberg, quelles avaient été les réactions des généraux allemands à Munich, il répondit :

Nous étions extrêmement heureux qu'on n'en soit pas venu à une solution militaire,

car... nous avions toujours estimé que nos moyens d'attaque contre les fortifications de la frontière tchèque étaient insuffisants. D'un point de vue purement militaire, nous ne possédions pas les moyens nécessaires pour lancer une attaque qui nous eût permis de percer les défenses (91).

Les experts militaires alliés ont toujours estimé que, pour l'armée allemande, la campagne de Tchécoslovaquie n'aurait été qu'une promenade. Mais à ce témoignage de Keitel qui, lui, affirme le contraire, il faut ajouter celui du feld-maréchal von Manstein qui fut, au cours de la guerre, l'un des plus brillants chefs militaires allemands. Quand, à son tour, il témoigna à Nuremberg (au contraire de Keitel et de Jodl, il ne risquait pas la peine capitale) sur la situation de l'Allemagne à l'époque de Munich, il expliqua :

Si la guerre avait éclaté, notre frontière de l'ouest pas plus que notre frontière avec la Pologne n'auraient pu être efficacement défendues et il est hors de doute que si la Tchécoslovaquie avait résisté, nous aurions été arrêtés par ses fortifications, car nous n'avions pas les moyens de les percer (92).*

** Hitler lui-même en fut convaincu, du moins partiellement, après avoir inspecté la ligne de forteresses tchèques. Il dit plus tard au docteur Cari Burckhardt, Haut-Commissaire de la S.D.N. à Dantzig : « Après Munich, ce que nous avons pu voir de la puissance militaire tchécoslovaque nous troubla à la pensée du péril encouru. Les plans des généraux tchécoslovaques étaient redoutables, bien que travaux d'écoliers appliqués. J'ai compris alors pourquoi mes propres généraux m'avaient retenu. » PERTINAX, Les Fossoyeurs, p. 125.*

Jodl, le « cerveau » de l'O.K.W., quand il présenta sa propre défense à Nuremberg, s'exprima en ces termes :

Avec cinq divisions d'active et sept divisions de réserve dans les fortifications de l'ouest (qui n'étaient alors qu'un vaste chantier de construction), il n'était pas question de tenir contre cent divisions françaises. Du point de vue militaire, c'était impossible (93).

Si, comme le reconnaissent les généraux allemands, l'armée hitlérienne manquait des moyens nécessaires pour percer les fortifications tchèques; si l'Allemagne, en face de la force écrasante de la France à l'ouest, se trouvait dans une situation « militairement impossible »; étant donné, d'autre part, qu'il existait, nous l'avons vu, de si graves dissentiments entre les généraux et le Führer que le chef d'état-major général de l'armée était prêt à renverser Hitler pour éviter une guerre perdue d'avance, comment se fait-il que les états-majors généraux français et britannique n'en aient rien su ?

Ou bien le savaient-ils ? Et, s'ils le savaient, comment les chefs de gouvernement, en Grande-Bretagne et en France, purent-ils être forcés de sacrifier dans une aussi large mesure les intérêts vitaux de leurs pays ? En cherchant la réponse à ces questions, nous nous heurtons à l'un des mystères qui enveloppent l'affaire de Munich et dont plusieurs n'ont pas encore été éclaircis. Churchill lui-même, qui attache toujours tant d'importance aux facteurs d'ordre militaire, y fait à peine allusion dans ses épais mémoires.

Il est inconcevable que les états-majors généraux britannique et français, ainsi que les gouvernements des deux pays, aient ignoré que l'état-major général allemand était opposé à une guerre européenne. Car, nous l'avons déjà noté ici, les conspirateurs de Berlin en avaient averti les Britanniques, par quatre voies différentes au moins, en août et en septembre, et, nous le savons, la chose était venue aux oreilles de Chamberlain lui-même. Dès le début de septembre, Paris et Londres furent certainement informés de la démission du général Beck et des

conséquences évidentes qu'allait avoir pour l'armée allemande la rébellion de son chef le plus éminent et le plus brillant.

Il était généralement admis à Berlin, à cette époque, que les services des renseignements militaires britannique et français fonctionnaient assez bien. Aussi, est-il extrêmement difficile de croire qu'à Londres et à Paris les chefs militaires ne connaissaient pas les faiblesses évidentes de l'armée et de l'aviation allemandes et ignoraient qu'elles étaient dans l'incapacité de mener une guerre sur deux fronts. Comment le chef d'état-major de l'armée française, le général Gamelin, en dépit de sa prudence innée, qui était prodigieuse, n'aurait-il pas su qu'avec des effectifs formant près de 100 divisions il pouvait anéantir les 5 divisions régulières et les 7 divisions de réserve dont disposaient les Allemands à l'ouest et pénétrer rapidement, sans difficultés, jusqu'au cœur de l'Allemagne?

Au fond, comme il l'a écrit par la suite (94), Gamelin n'avait guère de doutes à ce sujet. Le 12 septembre, le jour où Hitler se répandait en violentes menaces contre la Tchécoslovaquie, à la séance de clôture du congrès de Nuremberg, le généralissime français avait assuré le président Daladier que, si la guerre éclatait, « les nations démocratiques dicteraient les conditions de paix ». Il appuya, dit-il, cette déclaration par une lettre dans laquelle il donnait les raisons de son optimisme.

Le 26 septembre, au plus fort de la crise tchèque, après la rencontre de Godesberg, Gamelin, qui avait accompagné à Londres les deux ministres français, renouvela ses assurances à Chamberlain et s'efforça de les justifier par une analyse de la situation militaire propre à raffermir l'énergie, non seulement du Premier Ministre britannique, mais du président du Conseil, qui se montrait irrésolu. Il semble qu'il ait échoué dans son entreprise.

Finalement, au moment où Daladier allait prendre l'avion pour Munich, Gamelin lui précisa les limites des concessions territoriales qui pouvaient être faites dans les Sudètes sans mettre la sécurité de la France en danger.

Le système fortifié, les principales lignes de chemin de fer, certaines lignes secondaires d'intérêt stratégique et les principales industries de défense ne devaient pas être cédées à l'Allemagne. Surtout, ajouta-t-il, il ne fallait pas permettre aux Allemands de laisser à découvert la trouée de Moravie. Excellents conseils si l'on voulait que la Tchécoslovaquie pût être de quelque utilité à la France en cas de guerre contre l'Allemagne; mais, nous l'avons vu, Daladier n'était pas homme à les suivre.

A l'époque de Munich, on a beaucoup dit que, si Chamberlain avait capitulé, c'était en grande partie de crainte que Londres ne fût anéanti par des bombardements allemands et il n'est pas douteux que les Français frémissaient à la terrible perspective de voir leur magnifique capitale détruite par l'aviation. Mais, d'après les renseignements qu'on possède aujourd'hui sur la véritable puissance de la Luftwaffe à cette époque, les Londoniens et les Parisiens, aussi bien que le Premier Ministre et le président, s'alarmaient à tort. Comme l'armée, l'aviation allemande était concentrée contre la Tchécoslovaquie et par conséquent, comme l'armée aussi, elle était incapable de servir à des opérations importantes à l'ouest. Même si l'état-major allemand avait pu distraire quelques bombardiers pour attaquer Londres et Paris, il est fort douteux qu'ils aient atteint leurs buts. Si faibles que fussent les défenses britannique et française, les Allemands n'auraient pu assurer à leurs bombardiers la protection des chasseurs, même s'ils avaient possédé les appareils. Leurs bases d'avions de chasse étaient trop éloignées.

On a également affirmé — les ambassadeurs François-Poncet et Henderson ont été formels à ce sujet — que Munich avait laissé aux deux démocraties occidentales un répit de près d'un an pour rattraper le réarmement allemand. Les faits démentent cette allégation. Comme l'a écrit Churchill, et son opinion est partagée par tous les historiens militaires alliés vraiment sérieux : « Le répit d'un an prétendument gagné grâce à Munich laissa la France et l'Angleterre en face de l'Allemagne hitlérienne, dans une position bien pire qu'au moment de la crise de Munich (95). » Comme nous le verrons, tous les calculs militaires allemands, un an plus tard, confirment cette assertion et, bien entendu, les événements ultérieurs lèvent tous les doutes qui auraient pu subsister.

En jetant un regard rétrospectif sur les événements, à la lumière aussi des renseignements que nous possédons aujourd'hui grâce aux documents secrets allemands et aux témoignages d'après-guerre fournis par les Allemands eux-mêmes, on peut présenter ainsi un résumé des faits qu'il eût été impossible d'établir à l'époque de Munich : le 1er octobre 1938, l'Allemagne n'était pas en mesure d'entrer en guerre contre la Tchécoslovaquie et du même coup contre la France et la Grande-Bretagne, sans parler de la Russie. Si elle l'avait fait, elle aurait été très vite et très facilement battue et sa défaite aurait entraîné la fin d'Hitler et du Troisième Reich. Si une guerre européenne avait été évitée au dernier moment à la suite d'une intervention des militaires allemands, Hitler aurait pu être renversé par Halder, Witzleben et leurs comparses qui, on s'en souvient, avaient formé le plan de l'arrêter dès qu'il aurait donné l'ordre formel d'attaquer la Tchécoslovaquie.

En proclamant publiquement qu'il envahirait le pays des Sudètes au

1er octobre « quoi qu'il advienne », Hitler s'aventurerait très loin. Il se plaçait dans la « position intenable » prévue par le général Beck. Après tant de menaces formelles et de déclarations catégoriques, s'il avait tenté de faire machine arrière, il n'aurait pu se maintenir longtemps au pouvoir, étant donné ce que sont les dictateurs en général et ce qu'était sa dictature en particulier. Il lui aurait été extrêmement difficile, sinon impossible, de rabattre de ses prétentions et, s'il l'avait essayé, la perte de prestige qui en aurait résulté pour lui, tant en Europe qu'aux yeux de son peuple et surtout à ceux des généraux, lui aurait fort probablement été fatale.

L'insistance entêtée, fanatique, avec laquelle Chamberlain s'acharna à accorder au Führer tout ce qu'il voulait, ses visites à Berchtesgaden et à Godesberg, puis finalement son fatal voyage à Munich, tirèrent Hitler de sa fâcheuse position et renforcèrent sa position en Europe, en Allemagne et dans l'armée, au-delà de ce qu'on aurait pu imaginer quelques semaines avant. Cette série de capitulations accrut également de manière incommensurable la puissance du Troisième Reich par rapport à celle des démocraties occidentales et de l'Union Soviétique.

Pour la France, Munich fut un désastre, et l'on n'arrive pas à comprendre qu'à Paris on ne s'en soit pas vraiment rendu compte. La position militaire française en Europe était réduite à néant. La France savait que son armée, une fois la mobilisation allemande achevée, n'atteindrait guère plus de la moitié des effectifs de l'Allemagne, dont la population était presque double de la sienne; elle savait aussi que, dans le domaine de l'armement, sa capacité de production était moindre également.

Aussi, avait-elle laborieusement édifié un système d'alliances avec les petites puissances de l'Est, sur l'autre flanc de l'Allemagne et de l'Italie : la

Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie qui, réunies, détenaient le potentiel militaire d'une grande puissance. La perte de 35 divisions tchèques, bien entraînées et bien armées, déployées derrière leurs puissantes fortifications de montagne et capables d'immobiliser des forces allemandes encore plus importantes, laissait l'armée française grandement affaiblie. Mais ce n'était pas tout.

Après Munich, comment les alliés que la France conservait en Europe orientale pouvaient-ils garder confiance dans sa parole écrite? Que valait maintenant une alliance avec la France? Pas grand-chose, répondait-on à Varsovie, à Bucarest et à Belgrade. Et, dans ces diverses capitales, on se hâtait, pendant qu'il en était temps encore, de conclure un marché, le moins désavantageux possible, avec le conquérant nazi.

A Moscou, si l'on ne se hâtait pas, du moins on s'agitait. Bien que l'Union Soviétique eût conclu une alliance militaire à la fois avec la Tchécoslovaquie et avec la France, le gouvernement français s'était rangé sans protester à l'avis de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne quand il avait été décidé d'exclure la Russie des conversations de Munich. Affront que Staline n'oublia pas et qui devait coûter cher aux deux démocraties dans les mois à venir.

Le 3 octobre, quatre jours après Munich, le conseiller de l'ambassade allemande à Moscou, Werner von Toppelskirch, envoya un rapport à Berlin sur les « conséquences » que ne manquerait pas d'avoir l'accord pour la politique soviétique. Il pensait que Staline « en tirerait des conclusions »; il était certain que l'Union Soviétique allait « réviser sa politique étrangère », qu'elle se montrerait moins amicale avec son alliée la France et « plus positive » à l'égard de l'Allemagne.

En fait, estimait le diplomate allemand, « les circonstances actuelles nous offrent une occasion favorable pour conclure avec l'Union Soviétique un nouvel accord économique de plus grande envergure (96). C'est la première fois qu'on découvre dans les archives secrètes allemandes un indice montrant que le vent allait tourner et commençait même à souffler, bien faiblement encore, dans une direction nouvelle, sur Berlin et Moscou. Moins d'un an après, ce changement allait avoir des conséquences capitales.

Bien qu'il eût remporté une éclatante victoire et infligé une cuisante humiliation non seulement à la Tchécoslovaquie mais aux démocraties occidentales, Hitler était déçu par les résultats de Munich. Quand il revint à Berlin, le docteur Schacht l'entendit s'écrier devant les S.S. qui l'entouraient : « Cet individu (Chamberlain) m'a privé de mon entrée à Prague (97)! » C'était cela en réalité qu'il avait toujours désiré, ainsi qu'il n'avait cessé de le confier à ses généraux depuis qu'il les avait harangué le 5 novembre précédent.

La conquête de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, leur avait-il expliqué alors, ne devait que servir de prélude à une grande poussée de l'Allemagne, lancée à la conquête de son Lebensraum à l'est, ainsi qu'à un règlement militaire avec la France, à l'ouest. Comme il l'avait dit le 20 septembre au premier ministre hongrois, ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de « détruire la Tchécoslovaquie », opération qui, avait-il dit, fournirait l'unique solution satisfaisante. Le seul « danger » était de voir les Tchèques accéder à toutes ses demandes*.

* *Voir plus haut.*

Et voilà que M. Chamberlain, muni de son célèbre parapluie, était venu à Munich et avait forcé les Tchèques à se soumettre à toutes ses exigences, le privant ainsi de son triomphe militaire. Telles étaient sans aucun doute, d'après les documents que nous possédons, les pensées qui, après Munich, se pressaient dans l'esprit tortueux d'Hitler : « J'ai compris dès le début, confia-t-il plus tard à ses généraux, que je ne pouvais me contenter du territoire des Sudètes allemands. Ce n'était là qu'une solution partielle (98). »

Quelques jours après Munich, le dictateur allemand mit sur pied de nouveaux plans qui lui permettraient d'obtenir une solution définitive.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE CESSÉ D'EXISTER

Dix jours à peine après avoir apposé sa signature au bas de l'accord de Munich, avant même que l'occupation militaire — mais pacifique — des Sudètes fût achevée, Adolf Hitler envoya un message urgent et ultra-secret au général Keitel, chef de l'O.K.W. :

1.— Quels renforts seraient nécessaires, dans la situation actuelle, pour briser toute résistance tchèque en Moravie et en Bohême?

2.— Combien de temps faudrait-il actuellement pour regrouper ou transporter de nouvelles forces?

3.— Combien de temps faudrait-il pour réaliser cette même opération si elle était exécutée après la démobilisation prévue et les mesures de retour?

4.— Combien de temps faudrait-il pour que ces renforts soient prêts comme l'étaient nos forces au 1er octobre (1) ?

Le 11 octobre, Keitel répondait au Führer par télégramme, en lui donnant tous les détails. Il faudrait, disait-il, peu de temps et de faibles renforts. Il y avait déjà dans la région des Sudètes 24 divisions, dont 3 blindées et 4 motorisées. L'O.K.W. croit, affirmait Keitel, qu'il serait possible de commencer les opérations sans renforts, étant donné les signes de faiblesse actuellement donnés par la résistance tchèque (2).

Fort de ces assurances, Hitler, dix jours plus tard, communiquait ses intentions à ses chefs militaires :

Ultra-Secret

Berlin,
21 octobre 1938.

Les tâches futures des forces armées et les préparatifs de guerre impliqués par ces tâches seront exposés par moi dans une directive ultérieure.

Jusqu'à ce que cette directive entre en vigueur, les forces armées devront être prêtes, à tout moment, à faire face aux éventualités suivantes :

- 1.— La protection des frontières de l'Allemagne.
- 2.— La liquidation du reste de la Tchécoslovaquie.
- 3.— L'occupation du district de Memel.

Memel, port de 40 000 habitants sur la Baltique, avait dû être cédé par l'Allemagne à la Lithuanie, aux termes du Traité de Versailles. Étant donné que la Lithuanie était plus petite et plus faible que l'Autriche et que la Tchécoslovaquie, la prise de la ville ne posait aucun problème pour la Wehrmacht et, dans cette directive, Hitler disait simplement qu'elle serait « annexée ». Quant à la Tchécoslovaquie,

Il doit être possible d'écraser à tout moment ce qui reste de la Tchécoslovaquie, au cas où elle adopterait une politique hostile à l'égard de l'Allemagne.

Les préparatifs que devront faire les forces armées en vue de cette éventualité seront considérablement moins importants que pour le cas vert; ils devront cependant être beaucoup plus poussés, puisque les mesures de mobilisation habituelles ont été supprimées. L'organisation, l'ordre de bataille et l'état de préparation des unités affectées à ces opérations doivent être assurés en temps de paix, en vue d'une attaque brusquée, de manière à priver la Tchécoslovaquie de toute possibilité de résistance organisée. Les opérations auront pour objectifs l'occupation rapide de la Bohême et de la Moravie, à la suite de quoi la Slovaquie serait détachée du reste du pays (3).

Bien entendu, la Slovaquie pouvait être détachée par des moyens

politiques qui rendraient inutile l'emploi des troupes allemandes. Dans ce but, on eut recours aux bons offices des Affaires étrangères. Pendant les premiers jours d'octobre, Ribbentrop et ses collaborateurs incitèrent les Hongrois à réclamer leur part du butin en Tchécoslovaquie. Mais quand la Hongrie, qui n'avait guère besoin des invites de l'Allemagne pour aiguïser son appétit, parla de s'emparer de la Slovaquie tout entière, la Wilhelmstrasse s'y opposa formellement. Elle avait d'autres projets pour l'avenir de ce pays. Aussitôt après Munich, le gouvernement de Prague avait déjà accordé à la Slovaquie une large autonomie.

Les Affaires étrangères allemandes étaient d'avis de « tolérer » cette solution pour le moment. Quant à l'avenir, les intentions allemandes furent exposées par le docteur Ernst Woermann, directeur du Département politique des Affaires étrangères, dans un mémorandum en date du 7 octobre : « Une Slovaquie indépendante, écrivait-il, serait d'une constitution faible et par conséquent favoriserait mieux le besoin allemand de pénétration et d'installation à l'est (4). »

Nous arrivons ici à un nouveau tournant de l'histoire du Troisième Reich. Pour la première fois, Hitler est à la veille de se lancer à la conquête de territoires non germaniques. Depuis six semaines, il ne cessait d'assurer Chamberlain, en public et en particulier, qu'après l'annexion des districts sudètes il n'aurait plus d'autre revendication territoriale à faire valoir en Europe. Et, bien que le Premier Ministre eût fait preuve d'une crédulité presque inconcevable, en ajoutant foi à la parole d'Hitler, il avait malgré tout quelque raison de croire que le dictateur allemand s'arrêterait quand il aurait digéré les Allemands qui vivaient jusque-là hors des frontières du Reich et y étaient désormais rentrés.

Le Führer n'avait-il pas dit, à maintes reprises, qu'il ne voulait pas de Tchèques dans le Troisième Reich ? Dans *Mein Kampf*, et dans d'innombrables discours, n'avait-il pas exposé la théorie nazie selon laquelle l'Allemagne, pour être forte, devait être racialement pure et par conséquent ne devait pas absorber de peuples étrangers, surtout pas des Slaves ? Il l'avait dit en effet. Mais aussi — et peut-être l'oubliait-on à Londres — il avait proclamé dans de nombreux passages ampoulés de *Mein Kampf* que l'avenir de l'Allemagne exigeait la conquête d'un *Lebensraum* à l'est. Depuis plus d'un millénaire, cet espace vital était occupé par des Slaves.

A l'automne de 1938, l'Allemagne aborda un autre tournant décisif, cette fois dans un domaine différent. Ce fut pendant ce qu'on a appelé dans les milieux du parti « la semaine des carreaux cassés ».

Le 7 novembre, un réfugié juif allemand de dix-sept ans, du nom de Herschel Grynszpan, blessa mortellement d'un coup de feu Ernst von Rath, troisième secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Le père du jeune homme se trouvait parmi les 10 000 Juifs de Prague déportés peu auparavant en Pologne en wagons à bestiaux; c'était à la fois pour le venger et pour protester contre les persécutions dont étaient victimes tous les Juifs en Allemagne nazie, qu'il se rendit à l'ambassade d'Allemagne dans l'intention de tuer l'ambassadeur, le comte Johann von Welczeck. Mais on envoya le jeune secrétaire voir ce que voulait Grynszpan, et ce fut lui qui périt. Il y avait dans la mort de Rath un élément de cruelle ironie, car il avait été filé par la Gestapo, en raison de son attitude antinazie, et, surtout, il ne s'était jamais laissé égarer par l'antisémitisme forcené qui aveuglait les gouvernants de son pays.

C'est dans la nuit du 9 au 10 novembre, peu après que les chefs du parti, sous la présidence d'Hitler et de Goering, eurent achevé de célébrer, comme chaque année, le putsch de la Brasserie à Munich, que fut déclenché le plus terrible pogrom qui ait eu lieu jusqu'alors dans le Troisième Reich. Selon le docteur Goebbels et la presse allemande contrôlée par lui, ce fut une manifestation « spontanée » du peuple allemand, qui éclata à la nouvelle du meurtre de von Rath. Mais les documents découverts après la guerre montrent combien cette réaction fut

« spontanée (5) ». Parmi les papiers secrets des nazis relatifs à la période d'avant-guerre, ils comptent parmi les plus révélateurs — et les plus horribles.

Le soir du 9 novembre, d'après un rapport secret, rédigé par le principal juge du parti, le major Walther Buch, le docteur Goebbels donna des instructions pour que des « manifestations spontanées » fussent « organisées et exécutées » pendant la nuit. Mais le véritable organisateur fut Reinhard Heydrich (le sinistre numéro 2 des S.S. après Himmler), âgé de trente-quatre ans, qui dirigeait le service de sécurité (S.D.) et la Gestapo. Les ordres télétypés qu'il donna pendant la soirée se trouvent parmi les documents allemands saisis.

A une heure vingt du matin, le 10 novembre, il envoya un message urgent télétypé à tous les quartiers généraux et stations de la police d'État, ainsi qu'au S.D., leur enjoignant de « discuter l'organisation des manifestations » avec des chefs du parti ou des S.S.

a) Seules devront être prises des mesures ne comportant aucun danger pour la vie et les biens des Allemands (par exemple les synagogues ne doivent être incendiées que si le feu ne risque pas d'atteindre les bâtiments avoisinants*);

b) les maisons de commerce et les appartements privés des Juifs peuvent être détruits, mais non pillés...;

d) ... 2. les manifestations qui vont avoir lieu ne devront pas être réprimées par la police.
5. On devra arrêter autant de Juifs, surtout les riches, que peuvent en contenir les prisons actuellement existantes... Dès leur arrestation, il conviendra de se mettre immédiatement en rapport avec les camps de concentration appropriés, afin de les interner le plus tôt possible.

* Les parenthèses sont dans l'original.

Ce fut, dans toute l'Allemagne, une nuit d'horreur. Synagogues,

maisons et boutiques juives furent dévorées par les flammes, et plusieurs Juifs, hommes, femmes et enfants, abattus à coups de revolver ou par d'autres moyens alors qu'ils tentaient de fuir pour n'être pas brûlés vifs. Le lendemain, 11 novembre, Heydrich envoyait à Goering un premier rapport confidentiel :

L'importance des destructions, en ce qui concerne les boutiques et les maisons juives, ne peut être encore vérifiée par les chiffres... 815 magasins détruits, 171 maisons d'habitation incendiées ou détruites n'indiquent qu'une fraction des véritables dégâts, en ce qui concerne les incendies... Le feu a été mis à 119 synagogues et 76 autres ont été complètement détruites... 20 000 Juifs ont été arrêtés. On a signalé 36 morts; les blessés graves sont également au nombre de 36. Les tués et les blessés sont tous juifs...

On estime que le nombre définitif des Juifs assassinés cette nuit-là représente plusieurs fois le chiffre annoncé primitivement. Heydrich lui-même, dès le lendemain, fixe à 7 500 le nombre des magasins juifs pillés. Il y eut aussi quelques cas de viol, que le tribunal du parti, présidé par le major Buch, à en juger d'après son rapport, estimait plus graves que le meurtre, car c'était là enfreindre les lois raciales édictées à Nuremberg qui interdisaient toute relation sexuelle entre Juifs et Gentils.

Les coupables furent expulsés du parti et traduits devant des tribunaux civils. Les membres du parti qui avaient assassiné des Juifs « ne pouvaient être punis », prétendait le major Buch, puisqu'ils s'étaient bornés à exécuter les ordres reçus. Sur ce point, il s'exprimait sans détours : « Le public, sans exception, écrivait-il, comprend bien que des mouvements politiques comme celui du 9 novembre sont organisés et dirigés par le parti, que le fait soit ou non avoué* ». »

** Le rapport du major Buch nous donne une image authentique de la justice dans le Troisième Reich. On y lit, par exemple, ceci : « Dans les affaires suivantes, relatives à des meurtres commis sur la personne des Juifs, les poursuites ont été suspendues ou des peines légères prononcées. » Il cite alors un grand nombre de ces « affaires », donnant le nom des assassins et de leurs victimes : « Le membre du parti Fruehling August, accusé d'avoir tué le couple juif Goldberg et le Juif Sinasohn... Les membres du parti Behring Willi et Heike Josef, accusés d'avoir tué le Juif Rosenbaum et la Juive Zwienicki... Les membres du parti Schmidt Heinrich et Meckler Ernst, accusés d'avoir noyé le Juif Ilsoffer, etc... »*

Le meurtre, l'incendie et le pillage ne furent pas les seules persécutions subies par d'innocents Juifs allemands, en représailles du meurtre de Rath à Paris. Les Juifs devaient payer la destruction de leurs propres biens. Les primes d'assurances qui leur étaient dues étaient confisquées par l'État. De plus, ils durent verser collectivement une amende de 1 milliard de marks en punition « de leurs crimes abominables », selon l'expression de Goering. Ces sanctions supplémentaires furent décidées le 12 novembre, au cours d'une séance grotesque, réunissant une douzaine de ministres du cabinet allemand et de hauts personnages officiels, sous la présidence du corpulent feld-maréchal et dont un compte rendu sténographié partiel nous est parvenu.

Un grand nombre de compagnies d'assurances allemandes allaient être acculées à la faillite s'il leur fallait indemniser les propriétaires des immeubles effondrés (dont la plupart, bien qu'abritant des boutiques juives, appartenaient à des Aryens) et rembourser les meubles et les objets détruits. Uniquement en ce qui concerne les carreaux cassés, les dégâts s'élevaient à 5 millions de marks, ainsi que le rappela à Goering un certain Herr Hilgard, porte-parole des compagnies d'assurances; presque toutes les vitres à remplacer devraient être importées, et l'Allemagne était fort pauvre en devises étrangères.

« Cela ne peut pas continuer! s'écria Gœring qui, entre autres fonctions, remplissait celles de tsar de l'économie allemande. Nous ne pouvons pas tenir dans ces conditions. Impossible! » Et, se tournant vers Heydrich, il cria : « Il aurait mieux valu tuer 200 Juifs que de détruire tant d'objets précieux* ! »

** A Nuremberg, au cours de son contre-interrogatoire par le juge Jackson, quand on demanda à Gœring s'il avait vraiment dit cela, il répondit : « Oui, dans un moment de mauvaise humeur et d'énervement. Je ne parlais pas sérieusement (6). »*

« Il y a eu 35 Juifs tués », répondit Heydrich pour se disculper. La conversation, dont le compte rendu sténographique partiel compte 10 000 mots, ne se déroula pas toujours sur un ton aussi sérieux. Gœring et Gœbbels s'amusèrent beaucoup à discuter s'il fallait imposer aux Juifs de nouveaux affronts. Le ministre de la Propagande dit qu'on allait forcer les Juifs à déblayer et niveler les ruines des synagogues, dont l'emplacement serait ensuite transformé en parcs de stationnement. Il insista pour que les Juifs fussent exclus de tous les lieux publics : écoles, théâtres, cinémas, stations touristiques, plages, parcs et jusqu'aux forêts.

Il proposa qu'il y eût des wagons de chemins de fer et des compartiments spéciaux réservés aux Juifs, mais auxquels ils n'auraient accès qu'une fois les Aryens pourvus de places assises.

« Eh bien, quand le train sera bondé, dit Gœring en riant, nous sortirons le Juif à coups de pied, et il fera le trajet entier tout seul dans les toilettes. »

Quand Gœbbels demanda très sérieusement que les Juifs n'aient pas le droit de pénétrer dans les forêts, Gœring répondit : « Nous

abandonnerons aux Juifs une certaine partie de la forêt, et nous veillerons à ce que certains animaux qui ont bougrement l'air juif (l'élan, par exemple, a un nez crochu comme le leur) y soient acclimatés eux aussi. »

C'est à échanger de tels propos, et beaucoup d'autres du même genre, que les chefs du Troisième Reich passaient le temps pendant l'année cruciale que fut 1938.

Mais quant à savoir qui paierait les 25 millions de marks de dégâts causés par un pogrom provoqué et organisé par l'État, c'était là une question des plus sérieuses, surtout pour Gœring, qui était maintenant responsable de la prospérité économique de l'Allemagne nazie. Au nom des compagnies d'assurances, Hilgard lui fit remarquer que, si les indemnités prévues par leurs polices n'étaient pas payées aux Juifs, les gens perdraient toute confiance dans les assurances allemandes, tant dans le pays qu'à l'étranger. D'autre part, il ne voyait pas comment les petites compagnies parviendraient à payer sans être complètement ruinées.

Gœring eut tôt fait de résoudre le problème : les compagnies d'assurances indemniseront les Juifs intégralement, mais les sommes seraient confisquées par l'État et les assureurs partiellement remboursés de leurs pertes. Cette combinaison ne parut pas satisfaire Hilgard qui, à juger par le compte rendu de la séance, dut avoir l'impression qu'il était tombé parmi une bande d'aliénés.

GÖERING. — Les Juifs seront remboursés par les compagnies d'assurances, mais les sommes seront confisquées. Les compagnies feront des bénéfices, puisqu'elles n'auront pas à rembourser intégralement les dommages. Herr Hilgard, vous pouvez vous estimer bougrement heureux.

HILGARD. — Je ne vois vraiment pas pourquoi. Sous prétexte que nous n'aurons

pas à payer entièrement les dégâts, vous appelez cela des bénéfices!

Le feld-maréchal n'était pas accoutumé à s'entendre parler ainsi et il eut tôt fait de couper court aux protestations de l'homme d'affaires éberlué.

GÆRING. — Mais comprenez donc! Si vous êtes légalement tenu de verser 5 millions et que tout à coup un bon ange, revêtant ma forme quelque peu corpulente, apparaît devant vous et vous dit que vous pouvez garder là-dessus 1 million, pour l'amour du Ciel, n'est-ce pas un bénéfice? Je voudrais bien partager avec vous *fifty-fifty*, comme on dit, je crois. Il me suffit de vous regarder : vous exultez... Vous allez toucher une commission formidable!

L'agent d'assurances n'en finissait pas de se rendre à l'évidence.

HILGARD. — Toutes les compagnies d'assurances vont y perdre. C'est ainsi et il n'y a rien à y changer. Personne ne peut prétendre le contraire.

GÆRING. — Alors pourquoi ne veillez-vous pas à ce que les gens cassent un peu moins de carreaux?

Le feld-maréchal en avait assez de cet individu qui considérait tout sous l'angle commercial. Herr Hilgard fut congédié et disparut alors à tout jamais de la scène de l'Histoire.

Un délégué des Affaires étrangères osa prétendre qu'il faudrait tenir compte de l'opinion publique américaine avant de prendre de nouvelles mesures contre les Juifs*.

* *Hugh Wilson, ambassadeur des États-Unis à Berlin, fut rappelé par le président Roosevelt le 14 novembre, deux jours après la réunion tenue par Gæring, « pour consultations » et ne rejoignit jamais son poste. L'ambassadeur d'Allemagne à*

Washington, Hans Dieckhoff, qui ce jour-là écrivait à Berlin : « L'ouragan fait rage ici », à la suite du pogrom allemand, fut rappelé le 18 novembre, et lui aussi ne revint jamais. Le 30 novembre Hans Thomsen, le chargé d'affaires allemand, adressait à son gouvernement une dépêche chiffrée : « Les relations étant actuellement tendues entre nos deux pays et les documents secrets n'étant pas en sécurité » à l'ambassade, il estimait préférable que « les dossiers politiques secrets » soient emportés à Berlin. « Ils sont en effet si volumineux, expliquait-il, qu'ils ne pourront être détruits assez rapidement en cas de nécessité (7). »

Cette réaction suscita la colère de Goering : « Ce pays de bandits... cette nation de gangsters! » s'écria-t-il.

Après de longues discussions, on convint de régler la question juive de la manière suivante : les Juifs seraient éliminés de l'économie allemande. Toutes les entreprises et biens juifs, y compris les bijoux et les œuvres d'art, seraient transférés entre des mains aryennes : on accorderait aux Juifs une certaine compensation, sous forme de titres de rente dont ils pourraient utiliser les intérêts, mais non le capital. Par la suite, un comité serait chargé de décider s'il convenait d'exclure les Juifs des écoles, des stations touristiques, des parcs, des forêts, après les avoir dépouillés de tous leurs biens, ou les enfermer dans des ghettos, où ils seraient réquisitionnés pour le travail forcé.

Comme le dit Heydrich vers la fin de la séance : « Même si les Juifs sont éliminés de la vie économique, le problème majeur demeure : il consiste à chasser les Juifs hors d'Allemagne. » Le comte Schwerin von Krosigk, ministre des Finances, ancien boursier de la fondation Cecil Rhodes à Oxford, qui s'enorgueillissait de représenter l'Allemagne « traditionnelle et honnête » au sein du gouvernement nazi, déclarait lui aussi : « Nous devons tout faire pour expédier les Juifs en pays étranger. » Quant aux ghettos, ce membre de la noblesse allemande disait bonnement : « Je ne trouve pas que la perspective du ghetto soit très agréable. La

notion de ghetto n'est pas très plaisante. »

A quatorze heures trente, alors que la discussion durait depuis près de quatre heures, Goering leva la séance.

En conclusion, je vous dirai ceci : les Juifs allemands, en punition de leurs crimes abominables, etc., devront verser une contribution d'un milliard de marks. La leçon portera ses fruits. Ces porcs ne commettront plus de nouveaux meurtres. Entre parenthèses, je tiens à déclarer que je n'aimerais guère être juifen Allemagne.

Des souffrances bien pires allaient être infligées aux Juifs par cet homme, par cet État et par son Führer, dans un temps très proche. Pendant la nuit d'émeute et d'incendie du 9 novembre 1938, le Troisième Reich s'était délibérément engagé dans un chemin sombre et sauvage, d'où il ne s'écarterait plus. Un grand nombre de Juifs avaient déjà été assassinés, torturés et dépouillés de leurs biens, mais ces crimes, sauf ceux qui étaient commis dans des camps de concentration, étaient pour la plupart l'œuvre de voyous en chemise brune, agissant par sadisme et par cupidité, tandis que les autorités les regardaient faire ou détournaient les yeux.

Mais, cette fois, le gouvernement allemand avait lui-même organisé et perpétré un vaste pogrom. Les assassinats, le pillage, l'incendie des synagogues, des maisons et des boutiques étaient son œuvre, ainsi que les décrets publiés dans la gazette officielle, le *Reichsgesetzblatt* (il en parut trois le jour où eut lieu la réunion présidée par Gœring). Ces décrets imposaient à la communauté juive une amende d'un milliard de marks, excluaient ses membres de l'économie allemande, les dépouillaient des biens qui leur restaient et les chassaient vers le ghetto — ou vers un destin

pire encore.

L'opinion mondiale fut choquée et révoltée par des actes aussi barbares, commis par une nation fière de posséder une civilisation chrétienne et humaniste vieille de plusieurs siècles. Hitler, à son tour, se montra exaspéré par cette réaction générale et se persuada qu'elle prouvait simplement le pouvoir et l'étendue de « la conspiration mondiale juive ».

Rétrospectivement, il est facile de se rendre compte que les ignobles traitements infligés aux Juifs d'Allemagne le 9 novembre, de même que les mesures cruelles et brutales prises contre eux aussitôt après, étaient les signes précurseurs d'un fatal affaiblissement qui, pour finir, conduirait le dictateur, son régime et sa nation à la catastrophe totale. Les preuves de la mégalomanie d'Hitler nous sont déjà apparues au long de plusieurs centaines de pages de ce récit.

Mais, jusqu'à présent, il avait réussi à la refréner dans les moments critiques, au cours d'une ascension qui allait de pair avec celle de son pays. Dans ces circonstances, le génie qui le portait à agir non seulement avec audace, mais, en général, après avoir soigneusement pesé les conséquences, lui avait valu une série de succès éclatants. Mais maintenant, comme le prouvaient clairement les événements de ce 9 novembre et les mesures qui suivirent, Hitler perdait tout sang-froid. Sa mégalomanie l'emportait. Le compte rendu sténographique de la réunion présidée par Gœring le 12 novembre révèle qu'en dernière analyse Hitler fut le responsable des violences du 9 novembre.

Ce fut grâce à son approbation qu'elles purent être déclenchées, ce fut lui qui, par la suite, poussa Gœring à poursuivre l'élimination des Juifs. Dorénavant, le maître absolu du Troisième Reich ne ferait plus guère

preuve de cette retenue qui l'avait si souvent sauvé jusqu'alors. Son génie et celui de son pays allaient encore le conduire vers de nouvelles et éclatantes conquêtes, mais déjà le dictateur et son peuple avaient semé, de leurs propres mains, les graines empoisonnées qui les feraient un jour périr.

La maladie d'Hitler était contagieuse. La nation semblait intoxiquée comme par un virus. Individuellement, je puis l'affirmer d'après mon expérience personnelle, de nombreux Allemands furent remplis d'horreur au récit de la nuit infernale du 9 novembre, au même titre que les Américains, les Anglais et les autres peuples étrangers. Mais ni les chefs des Églises chrétiennes, ni les généraux, ni aucun autre représentant de la « bonne Allemagne » n'éleva une seule fois la voix pour protester. Ils s'inclinèrent devant ce que le général von Fritsch appelait « l'inévitable » ou « la destinée de l'Allemagne ».

L'atmosphère de Munich ne tarda pas à se dissiper. A Sarrebruck, à Weimar, à Munich, Hitler prononça, au cours de l'automne, des discours violents dans lesquels il avertissait le monde extérieur, et les Anglais en particulier, d'avoir à s'occuper de ce qui les regardait et de cesser de se préoccuper du sort des Allemands à l'intérieur des frontières du Reich. C'était là, vociférait-il, exclusivement l'affaire de l'Allemagne. Neville Chamberlain lui-même ne pouvait tarder à découvrir la véritable nature de ce gouvernement allemand qu'il avait tout fait pour apaiser. Peu à peu, alors que l'année 1938, si chargée d'événements, cédait la place à l'inquiétante année 1939, le Premier Ministre devina ce que le Führer, qu'il s'était pour sa part tant évertué à satisfaire, dans l'intérêt de la paix européenne, manigançait dans la coulisse*.

* *Le 28 janvier 1939, Lord Halifax avertit secrètement le président Roosevelt que « dès novembre 1938 on pouvait observer des indices, qui devenaient de plus en plus nets, montrant qu'Hitler préparait une nouvelle aventure hors des frontières de son pays pour le printemps de 1939 ». Le ministre des Affaires étrangères anglais ajoutait : « Les rapports montrent qu'Hitler, encouragé par Ribbentrop, Himmler et les autres, considère une attaque contre les puissances occidentales comme le prélude à une action ultérieure dans l'Est (8). »*

Peu de temps après Munich, Ribbentrop se rendit à Rome. La guerre était devenue pour lui « une idée fixe », note Ciano dans son journal du 28 octobre (9).

Le Führer (avait dit Ribbentrop à Mussolini et à Ciano) est convaincu que nous devons considérer comme inévitable une guerre contre les démocraties européennes d'ici quelques années, peut-être trois ou quatre... La crise tchèque a démontré notre force! Nous avons l'avantage de l'initiative et nous sommes les maîtres de la situation. Nous ne pouvons être attaqués. La situation militaire est excellente. A partir de septembre (1939) nous pourrions affronter une guerre contre les grandes démocraties**.

** *Une version allemande de la conversation qu'eurent à Rome Ribbentrop et Ciano le 28 octobre, écrite par le docteur Schmidt, confirme l'attitude belliqueuse de Ribbentrop. L'Allemagne et l'Italie, dit-il, doivent se préparer « en vue d'un conflit armé... et cela dès maintenant ». A cette occasion, Ribbentrop affirma également à Ciano que Munich avait révélé la puissance des isolationnistes aux États-Unis, « de sorte qu'il n'y a rien à craindre de l'Amérique (10). »*

Le jeune ministre italien des Affaires étrangères jugeait Ribbentrop « vaniteux, frivole et bavard » et, après l'avoir ainsi décrit dans son journal, il ajoute : « Le Duce dit qu'il suffit de regarder sa tête pour voir qu'il a peu de cervelle. » Le ministre allemand des Affaires étrangères était venu à Rome pour persuader Mussolini de mettre sa signature au bas d'un traité d'alliance militaire auquel adhéreraient l'Allemagne, le Japon et l'Italie, et

dont une copie avait été remise aux Italiens à Munich; mais Mussolini atermoyait. Il n'était pas encore prêt, note Ciano, à fermer la porte au nez de la Grande-Bretagne et de la France.

Hitler lui-même caressait cet automne-là l'idée de détacher la France de son alliée d'Outre-Manche. Quand, le 18 octobre, il accorda une audience d'adieu à l'ambassadeur François-Poncet dans son nid d'aigle (*Felsenest*), le fantastique repaire qu'il s'était fait construire au sommet d'une montagne, au-dessus de Berchtesgaden*, il se répandit en attaques violentes contre la Grande-Bretagne.

* *Cette extraordinaire retraite, bâtie à grands frais et qui avait exigé trois années de travail, était d'un accès difficile. Une route en lacets, longue de 15 kilomètres, taillée dans la montagne, conduisait à un long passage souterrain, creusé dans le roc, d'où un ascenseur transportait le visiteur 110 mètres plus haut. Jusqu'au chalet perché à 1 900 mètres d'altitude, au sommet d'une arête rocheuse. De là on jouit d'un panorama saisissant sur la chaîne des Alpes. On aperçoit Salzbourg dans le lointain. Décrivant plus tard l'endroit, François-Poncet se demandait : « Est-ce là l'œuvre d'un esprit normal ou celle d'un homme tourmenté par la folie des grandeurs, par une hantise de domination et de solitude ? »*

L'ambassadeur trouva le Führer blême, le visage tiré par la fatigue — il n'était pas trop fatigué cependant pour fulminer contre Albion. La Grande-Bretagne, dit-il, « retentit de paroles menaçantes et d'appels aux armes ». Elle est égoïste et prend des airs « supérieurs ». Les Britanniques sont en train de détruire l'esprit de Munich. Et ainsi de suite. La France, déclara-t-il, était différente. Il souhaitait entretenir avec elle des relations amicales et plus étroites. Pour le prouver, il était disposé à signer dès maintenant avec elle un pacte d'amitié reconnaissant les frontières actuelles des deux pays (de ce fait, il renonçait donc, une fois de plus, à toute revendication au sujet de l'Alsace-Lorraine) et proposait de régler tout

différend éventuel au moyen de consultations.

Le pacte fut signé à Paris, le 6 décembre 1938, par les ministres des Affaires étrangères français et allemand. La France s'était alors quelque peu reprise, après la panique défaitiste des jours de Munich. Je me trouvais à Paris le jour de la signature de l'accord et remarquai combien l'atmosphère y était glaciale. Sur le trajet suivi par la voiture de Ribbentrop, il n'y avait pas un seul badaud. Plusieurs ministres, ainsi que des hauts personnages, appartenant aux milieux politiques ou littéraires, parmi lesquels se trouvaient les éminents présidents de la Chambre et du Sénat, MM. Herriot et Jeanneney, refusèrent d'assister aux réceptions données en l'honneur du visiteur nazi.

De cette rencontre entre Bonnet et Ribbentrop devait naître un malentendu qui allait jouer un rôle dans le déroulement futur des événements. Le ministre allemand prétendit que Bonnet lui avait donné l'assurance que, depuis Munich, la France ne s'intéressait plus à l'Europe de l'Est et, par la suite, il en conclut que la France laisserait les mains libres à l'Allemagne dans cette zone, surtout en ce qui concernait la Tchécoslovaquie mutilée et la Pologne. Bonnet nia avoir tenu ce propos.

Selon les minutes de la rencontre rédigées par Schmidt, quand Ribbentrop demanda que soit officiellement reconnue la zone d'influence allemande à l'Est, Bonnet aurait répondu que les conditions avaient changé du tout au tout depuis Munich (11). En forçant le sens de cette remarque ambiguë, le ministre des Affaires étrangères allemand feignit d'y voir une déclaration formelle et la présenta ainsi à Hitler. « A Paris, prétendit-il, Bonnet avait déclaré qu'il ne s'intéresserait plus désormais aux questions concernant l'Est. » Depuis que la France avait si promptement capitulé à

Munich, le Führer était déjà convaincu qu'elle ne s'y intéressait plus, en effet. Ce n'était pas tout à fait vrai.

LA SLOVAQUIE CONQUIERT
SON « INDEPENDANCE »

Qu'était-il advenu de la garantie qu'Hitler, au moment de l'accord de Munich, s'était solennellement engagé à donner et d'après laquelle il respecterait l'intégrité des restes de la Tchécoslovaquie? Quand le nouvel ambassadeur de France à Berlin, Robert Coulondre, posa la question à Weizsaecker, le 21 décembre 1938, le secrétaire d'État répondit que le destin de la Tchécoslovaquie était entre les mains de l'Allemagne et qu'il repoussait l'idée d'une garantie franco-britannique. Dès le 14 octobre, quand le nouveau ministre des Affaires étrangères tchèque, Frantisek Chvalkovsky, était venu humblement à Munich mendier quelques miettes au Führer et avait demandé si l'Allemagne se joindrait à la Grande-Bretagne et à la France pour garantir les nouvelles frontières de son pays, le Führer avait répondu dédaigneusement que « les garanties britannique et française étaient sans valeur... et que la seule garantie effective était celle de l'Allemagne (12) ».

Pourtant, au début de 1939, cette garantie n'avait toujours pas été donnée. Et cela pour la raison fort simple que le Führer n'avait aucune intention de l'accorder. Elle aurait, en effet, gêné l'exécution des projets qu'il avait commencé d'établir aussitôt après Munich. Bientôt, il n'y aurait plus de Tchécoslovaquie à garantir. Pour commencer, la Slovaquie serait amenée à se détacher de Prague.

Quelques jours après Munich, le 17 octobre, Goering avait reçu deux chefs slovaques, Ferdinand Durcansky et Mach, ainsi que le chef de la minorité allemande en Slovaquie, Franz Karmasin. Durcansky, qui était

Premier Ministre suppléant de la nouvelle Slovaquie autonome, assura le feld-maréchal que le vœu le plus cher des Slovaques était « une indépendance complète, comportant des liens très étroits, politiques, économiques et militaires, avec l'Allemagne ». D'après un mémorandum secret des Affaires étrangères, portant la même date, Goering avait décidé qu'il fallait accorder son indépendance à la Slovaquie : « Un État tchèque, moins la Slovaquie, sera plus complètement à notre merci. L'établissement d'une base aérienne en Slovaquie, en vue d'opérations contre l'Est, offrirait un grand intérêt (13). » Telle était, à la mi-octobre, l'opinion de Goering sur la question.

Il nous faut maintenant tenter de suivre les détours par lesquels l'Allemagne parvint à atteindre le double but qu'elle s'était assigné : détacher la Slovaquie de Prague et préparer la liquidation des restes de l'ancien État, par l'occupation militaire des deux pays tchèques, la Bohême et la Moravie. Le 21 octobre 1938, nous l'avons vu, Hitler avait donné ordre à la Wehrmacht de se tenir prête à opérer cette liquidation*. Le 17 décembre, le général Keitel rédigeait ce qu'il a appelé « un supplément à la directive du 21 octobre ».

* *Le 24 novembre, Hitler rédigea une autre directive secrète, ordonnant à la Wehrmacht de se préparer à l'occupation militaire de Dantzig. Nous y reviendrons plus tard. Déjà le Führer songeait aux nouvelles agressions qui suivraient la conquête finale de la Tchécoslovaquie.*

Ultra-Secret

En ce qui concerne la « liquidation de l'État moignon tchécoslovaque », le Führer a donné les ordres suivants :

L'opération doit être préparée en se fondant sur l'hypothèse que nos troupes ne se heurteront pratiquement à aucune résistance.

Au regard de l'étranger, il doit paraître évident qu'il s'agit en l'occurrence d'une action pacifique et nullement d'une entreprise belliqueuse.

L'opération doit donc être réalisée uniquement par les effectifs du temps de paix, sans qu'ils aient été renforcés par une mobilisation (14).

En dépit des efforts qu'il faisait pour se concilier les bonnes grâces d'Hitler, le nouveau gouvernement pro-allemand de la Tchécoslovaquie dut bientôt se rendre compte, vers le début de la nouvelle année, que les jours de son pays étaient comptés. A la veille de Noël 1938, le cabinet tchèque, pour donner au Führer une satisfaction de plus, avait dissous le Parti communiste et suspendu tous les professeurs juifs enseignant dans les écoles allemandes. Le 12 janvier 1939, Chvalkovsky, ministre des Affaires étrangères, dans un message à son collègue allemand, affirmait que son gouvernement s'efforcerait de prouver sa fidélité et sa bonne volonté en se conformant sans restrictions aux désirs du Führer. Le même jour, il attirait l'attention du chargé d'affaires allemand à Prague sur les rumeurs selon lesquelles « l'incorporation de la Tchécoslovaquie au Reich était imminente (15) ».

Anxieux de se rendre compte si les débris au moins de son pays pouvaient être sauvés, Chvalkovsky obtint non sans peine d'être reçu par Hitler à Berlin, le 21 janvier. Il se déroula alors une scène pénible, moins pénible cependant pour les Tchèques que celle qui allait suivre bientôt. Le ministre des Affaires étrangères tchèque s'humilia devant le puissant dictateur allemand, qui était ce jour-là d'humeur particulièrement brutale. La Tchécoslovaquie, dit Hitler, avait été sauvée de la catastrophe grâce à « la modération de l'Allemagne ». Néanmoins, si les Tchèques ne faisaient pas preuve de dispositions meilleures, il les « anéantirait ». Ils devaient

oublier leur « histoire » — tout cela n'était que « sottises à l'usage des écoliers » — et faire ce que leur ordonnaient les Allemands.

C'était leur seule chance de salut. La Tchécoslovaquie devait quitter la S.D.N., réduire considérablement l'importance de son armée « puisque, de toute manière, elle ne comptait pas », adhérer au pacte anti-komintern, accepter les directives de l'Allemagne en matière de politique étrangère, conclure avec l'Allemagne un accord commercial préférentiel, stipulant, en particulier, qu'aucune nouvelle industrie tchèque ne serait créée sans le consentement de l'Allemagne*, chasser tous les fonctionnaires et directeurs de journaux hostiles au Reich et enfin déclarer les Juifs hors la loi, comme l'avait fait l'Allemagne aux termes des lois de Nuremberg (« Avec nous, les Juifs seront détruits », déclara Hitler à son visiteur).

** Hitler exigea aussi que la Banque nationale tchécoslovaque cédât une partie de ses réserves d'or à la Reichsbank. La somme réclamée se montait à 391 millions de couronnes tchèques en or. Le 18 février, Göring écrivait aux Affaires étrangères allemandes : « En raison des difficultés croissantes de la situation monétaire, je suis dans l'obligation d'insister vivement pour que les 30 à 40 millions de Reichsmarks-or (provenant de la Banque nationale tchèque) entrent le plus promptement possible en notre possession; nous en avons un besoin urgent pour l'exécution d'ordres importants du Führer (16)..»*

Le même jour, Chvalkovsky se vit imposer de nouvelles exigences par Ribbentrop, qui le menaça de « conséquences catastrophiques » si les Tchèques ne modifiaient pas immédiatement leur attitude et ne faisaient pas ce qu'on leur ordonnait. Le ministre des Affaires étrangères allemand, servile comme un laquais en présence d'Hitler, mais qui se conduisait en butor et en tyran avec tous ceux sur qui il détenait quelque autorité, ordonna à Chvalkovsky de ne pas informer la Grande-Bretagne et la France des nouvelles exigences de l'Allemagne, mais de les satisfaire sans

plus tarder (17).

Et cela sans s'inquiéter d'une garantie allemande relative aux frontières tchèques! Il semble bien qu'à Paris et à Londres on ne s'en était pas davantage inquiété jusqu'alors. Quatre mois s'étaient écoulés depuis Munich, mais Hitler n'avait toujours pas tenu sa parole, ni joint la garantie de l'Allemagne à celle de la France et de la Grande-Bretagne. Finalement, le 8 février, une « note verbale » anglo-française fut présentée à Berlin; les deux gouvernements faisaient savoir « qu'ils seraient maintenant heureux de connaître le point de vue du gouvernement allemand quant au meilleur moyen de donner suite à l'accord conclu à Munich en ce qui concerne la garantie de la Tchécoslovaquie (18) ».

Comme le prouvent les documents des Affaires étrangères saisis, Hitler rédigea lui-même la réponse, qui fut donnée le 28 février seulement. Il était encore trop tôt, disait-il, pour que l'Allemagne puisse donner cette garantie. Il lui fallait « attendre d'abord que soit mis au point le développement intérieur de la Tchécoslovaquie (19) ».

Déjà le Führer procédait à ce « développement intérieur » dans un but clairement déterminé. Le 12 février, il reçut à la Chancellerie de Berlin le docteur Vojtech Tuka, l'un des leaders slovaques, qu'un long emprisonnement avait laissé plein d'amertume contre les Tchèques*. S'adressant à Hitler en l'appelant « Mon Führer », comme le fait remarquer le mémorandum secret allemand, le docteur Tuka suppliait le dictateur d'aider la Slovaquie à devenir indépendante et libre : « Je remets entre vos mains la destinée de mon peuple, mon Führer, déclarait-il; mon peuple attend de vous sa libération totale. »

* Voir plus haut.

Hitler lui donna une réponse assez évasive. Malheureusement, dit-il, il n'avait pas bien compris le problème slovaque. S'il avait su que les Slovaques désiraient leur indépendance, il aurait réglé cette question à Munich. « Ce serait pour lui un soulagement de savoir que la Slovaquie était devenue indépendante... Il était prêt à garantir l'indépendance de la Slovaquie n'importe quand, même sur-le-champ... » Paroles réconfortantes pour le professeur Tuka (20). « Ce fut, déclara-t-il par la suite, le plus beau jour de ma vie. »

Le rideau pouvait maintenant se lever sur le second acte de la tragédie tchécoslovaque. Par suite d'une de ces cruelles ironies du sort si fréquentes dans ce récit, ce furent les Tchèques de Prague qui firent relever le rideau plus tôt qu'on n'aurait pu le prévoir. Au début du mois de mars 1939, ils se trouvèrent en face d'un terrible dilemme. Les mouvements séparatistes en Slovaquie et en Ruthénie, fomentés, nous l'avons vu, par le gouvernement allemand (et, en Ruthénie, également par la Hongrie, avide d'annexer ce petit territoire), avaient atteint une telle ampleur que, s'ils n'étaient pas réprimés, la Tchécoslovaquie ne tarderait pas à être démembrée. Auquel cas Hitler occuperait certainement Prague. Si le gouvernement central réprimait les menées séparatistes, alors le Führer, tout aussi certainement, prendrait prétexte des troubles qui s'ensuivraient pour entrer dans Prague.

Après avoir longuement hésité, et seulement quand la provocation devint intolérable, le gouvernement tchèque choisit la seconde solution. Le 6 mars, le docteur Hacha, président de la Tchécoslovaquie, prononça la dissolution du gouvernement autonome slovaque. Le lendemain, il

ordonnait l'arrestation de Mgr Tiso, le premier ministre slovaque, du docteur Tuka et de Durcansky, et proclamait la loi martiale en Slovaquie. La seule initiative courageuse de ce gouvernement, si servile jusqu'alors devant Berlin, n'allait pas tarder à déclencher la catastrophe qui l'abattit.

L'action rapide du chancelant gouvernement de Prague prit Berlin au dépourvu. Goering était parti se reposer au soleil à San Remo, Hitler se préparait à partir pour Vienne, où l'on allait célébrer le premier anniversaire de l'Anschluss. Mais, sans plus tarder, le Führer, grand maître dans l'art de l'improvisation, se mit fiévreusement à l'ouvrage. Le 11 mars, il décida de s'emparer de la Bohême et de la Moravie, par le moyen d'un ultimatum. Le texte en fut rédigé le jour même, sur son ordre, par le général Keitel et envoyé aux Affaires étrangères allemandes.

Les Tchèques seraient invités à « accepter sans résistance l'occupation militaire (21) ». Pour le moment toutefois, le document demeurait « un secret militaire absolu ».

Pour Hitler, le temps était venu de « libérer la Slovaquie ». Karol Sidor, qui représentait le gouvernement autonome slovaque à Prague, fut désigné par le président Hacha pour devenir premier ministre à la place de Mgr Tiso. Revenu à Bratislava, siège du gouvernement slovaque, le samedi 12 mars, Sidor réunit son nouveau cabinet. A dix heures du soir, la séance du gouvernement slovaque fut interrompue par des visiteurs étranges et inattendus. Seyss-Inquart, le gouverneur d'Autriche nommé par les nazis, et Josef Buerckel, le gauleiter nazi d'Autriche, accompagnés de cinq généraux allemands, pénétrèrent dans la salle où se tenait la réunion et ordonnèrent aux ministres de proclamer sur-le-champ l'indépendance de la Slovaquie. S'ils refusaient, Hitler, qui avait décidé de régler définitivement

et tout de suite la question tchécoslovaque, se désintéresserait du sort de leur pays (22).

Sidor, hostile à une rupture complète avec les Tchèques, chercha à gagner du temps, mais, le lendemain matin, Mgr Tiso, qui s'était enfui du monastère où il était soi-disant retenu aux arrêts, exigea la réunion du cabinet, bien qu'il n'en fit plus lui-même partie. Pour éviter que la séance ne fût à nouveau interrompue par de hauts personnages officiels ou des généraux allemands, Sidor convoqua le gouvernement dans ses appartements privés et, quand l'endroit ne lui sembla plus assez sûr — car les troupes d'assaut allemandes prenaient possession de la ville, — les ministres se transportèrent dans les bureaux d'un journal local.

Là, Mgr Tiso informa Sidor qu'il venait de recevoir un télégramme de Buerckel, l'invitant à se rendre immédiatement à Berlin pour être reçu par le Führer. Buerckel l'avertissait que, s'il refusait l'invitation, deux divisions allemandes franchiraient le Danube à Bratislava pour envahir la Slovaquie, qui serait ensuite partagée entre l'Allemagne et la Hongrie. Quand il arriva à Vienne, le lendemain matin, le lundi 13 mars, dans l'intention de gagner Berlin par le train, le petit prélat grassouillet* fut installé d'autorité dans un avion par les Allemands et expédié auprès d'Hitler. Le Führer estimait qu'il n'y avait pas de temps à perdre.

* Mgr Tiso, tel que je me le rappelle, était presque aussi large que haut. C'était un très gros mangeur : « Quand je me sens trop agité, dit-il un jour au docteur Paul Schmidt, je mange une demi-livre de jambon, et cela me calme les nerfs. » Il devait mourir pendu. Arrêté par les autorités militaires américaines, le 8 juin 1945, et remis à l'État tchécoslovaque nouvellement rétabli, il fut condamné à mort le 15 avril 1947, à la suite d'un procès qui dura quatre mois, et exécuté le 18.

Quand Tiso et Durcansky arrivèrent à la Chancellerie de Berlin, à dix-

neuf heures quarante, le soir du 13 mars, ils trouvèrent Hitler flanqué non seulement de Ribbentrop, mais des deux plus hauts dignitaires de son armée : Brauchitsch, commandant en chef de l'armée allemande, et Keitel, chef de l'O.K.W. Bien que les Slovaques ne s'en fussent peut-être pas rendu compte, le Führer était dans des dispositions bien caractéristiques. Ici encore, grâce aux minutes confidentielles de la réunion, il nous est donné de suivre les étranges détours de la pensée du dictateur allemand, très vite emporté par sa mégalomanie, de le voir tisser ses mensonges fantastiques et proférer de terribles menaces, sans frein ni mesure, bien certain que ses ruses et ses violences ne seraient jamais portées à la connaissance du public (23).

« La Tchécoslovaquie, dit-il, doit à l'Allemagne seule de n'avoir pas été mutilée davantage. » Le Reich avait fait preuve « de la plus grande mansuétude ». Pourtant les Tchèques ne lui en avaient manifesté aucune reconnaissance : « Au cours de ces dernières semaines, poursuivit-il en s'échauffant soudain, la situation est devenue impossible. Nous voyons ressusciter la mentalité du gouvernement Benès. »

Les Slovaques aussi l'avaient déçu. Après Munich, il s'était « brouillé » avec ses amis les Hongrois parce qu'il ne leur permettait pas de s'emparer de la Slovaquie. Il avait cru alors que la Slovaquie désirait son indépendance.

Il venait donc de convoquer Tiso pour régler cette affaire *dans un délai très bref...** La question se posait ainsi : la Slovaquie désirait-elle ou non avoir une existence indépendante... C'était une question non pas de jours, mais d'heures. Si la Slovaquie souhaitait devenir indépendante, il l'aiderait et même lui apporterait sa garantie. Si elle hésitait ou refusait d'être séparée de Prague, il abandonnerait la Slovaquie à son destin : elle deviendrait le jouet d'événements dont il ne serait plus responsable.

A ce moment, révèlent les minutes allemandes, Ribbentrop « remit au Führer un rapport qu'il venait de recevoir, d'après lequel des mouvements de troupes hongroises avaient lieu sur la frontière slovaque. Le Führer lut ce rapport, informa Tiso de son contenu et exprima l'espoir que la Slovaquie prendrait bientôt une décision ».

Tiso ne donna pas sa réponse tout de suite. Il pria le Führer de lui pardonner si, encore sous le choc des paroles du Chancelier, il ne pouvait prendre une décision immédiate. « Mais, ajouta-t-il vivement, les Slovaques se montreraient dignes de la bienveillance du Führer. »

C'est ce qu'ils firent, dans une conférence qui se prolongea tard dans la nuit, au ministère des Affaires étrangères. D'après la déposition faite à Nuremberg par Keppler, agent secret d'Hitler à Bratislava, comme il l'avait été l'année précédente à Vienne, à la veille de l'Anschluss, les Allemands prêtèrent leur concours à Tiso pour rédiger un télégramme que le « Premier Ministre » devrait expédier dès son retour à Bratislava et dans lequel il proclamait l'indépendance de la Slovaquie et demandait instamment au Führer de prendre le nouvel État sous sa protection (24).

Procédé qui évoque l'envoi du « télégramme » dicté par Gœring, juste un an auparavant, dans lequel Seyss-Inquart faisait appel à Hitler pour qu'il envoie des troupes allemandes en Autriche. Entre-temps, la technique nazie du « télégramme » s'était perfectionnée. Considérablement abrégé, le texte fut dûment expédié par Tiso le 16 mars, et Hitler répondit aussitôt qu'il serait heureux « d'assurer la protection de l'État slovaque ».

Ce soir-là, aux Affaires étrangères, Ribbentrop rédigea également la

proclamation d' « indépendance » et la fit traduire en slovaque, à temps pour que Tiso puisse la rapporter à Bratislava où le premier ministre la lut (sous une forme légèrement modifiée, d'après le rapport d'un agent allemand) devant le parlement le lendemain mardi 14 mars. Quelques députés slovaques tentèrent au moins de discuter, mais ils furent réduits au silence par Karmasin, le chef de la minorité allemande, qui les avertit que les troupes allemandes occuperaient le pays si l'indépendance tardait à être proclamée. En présence de cette menace, les députés encore hésitants finirent par céder.

Ainsi naquit, le 14 mars 1939, la Slovaquie « indépendante ». Bien que les représentants diplomatiques britanniques se fussent hâtés d'informer Londres des circonstances de cette naissance, Chamberlain, nous le verrons, saisit avec non moins de hâte le prétexte de la « sécession » slovaque pour excuser la Grande-Bretagne de ne pas honorer la garantie donnée à la Tchécoslovaquie après qu'Hitler, ce même soir du 14 mars, se fut mis en devoir d'achever l'ouvrage entrepris à Munich.

La république tchécoslovaque de Masaryk et de Benès était bien morte. Une fois de plus, les hommes d'État de Prague, harcelés, firent le jeu d'Hitler et l'aidèrent de leurs propres mains à monter le dernier acte de la tragédie. Le vieux président Hacha, complètement dépassé par les événements, demanda à être reçu par le Führer*. Hitler y consentit aimablement. Cette démarche lui fournissait l'occasion de mettre en scène l'une des actions les plus cyniques de toute sa carrière.

* *Les opinions divergent sur ce point. Certains historiens ont contesté que les Alliés aient forcé Hacha à venir à Berlin. Sans doute fondent-ils leur assertion sur une dépêche de l'ambassadeur de France à Berlin qui dit l'avoir appris « de bonne source ». Mais les documents allemands des Affaires étrangères découverts par la suite prouvent clairement*

que l'initiative vint de Hacha. Il demanda d'abord une entrevue à Hitler le 13 mars, par l'entremise de la légation allemande à Prague, et renouvela sa requête le 14 au matin. Hitler accepta dans l'après-midi (25).

Qu'on songe à quel point le dictateur avait bien planté le décor tandis qu'il attendait l'arrivée du président de l'Etat tchécoslovaque dans l'après-midi du 14 mars. La proclamation de l'indépendance de la Slovaquie et de la Ruthénie, qu'il avait si habilement machinée, ne laissait plus au gouvernement de Prague que le cœur du pays tchèque, c'est-à-dire la Bohême et la Moravie. La Tchécoslovaquie n'avait-elle pas cessé d'exister, cette nation dont la France et la Grande-Bretagne avaient garanti les frontières contre l'agression?

Chamberlain et Daladier, ses partenaires à Munich, où la garantie avait été solennellement donnée, avaient déjà été mis « hors jeu ». Hitler supposait qu'ils ne chercheraient pas à se mêler à la partie — et il ne se trompait pas en effet. Le danger d'une intervention étrangère se trouvait donc écarté. Mais, pour plus de sûreté, pour que sa nouvelle initiative ait l'air tout à fait légale, et légitime, du moins sur le papier, d'après les règles imprécises de la loi internationale, il forcerait le faible et vieux docteur Hacha, qui avait sollicité cette rencontre, à accepter la solution qu'il avait d'abord pensé obtenir par la force militaire.

De cette manière, lui qui, seul en Europe, avait su employer une nouvelle technique de conquête pacifique, comme l'avaient prouvé l'Anschluss et Munich, il pourrait donner à entendre que le président de l'État tchécoslovaque lui avait réellement et officiellement demandé son aide. Les formes de la « légalité » qu'il avait si bien respectées quand il s'était emparé du pouvoir en Allemagne le seraient cette fois encore pour

la conquête d'un pays non germanique.

Hitler prépara également la mise en scène de la comédie destinée à duper la nation allemande et les autres peuples trop crédules d'Europe. Pendant plusieurs jours, des provocateurs allemands avaient essayé de fomentier des troubles dans plusieurs villes tchèques : Prague, Brunn et Iglau. Ils n'avaient pas eu grand succès, car, selon un rapport de la légation d'Allemagne à Prague, « la police tchèque avait pour instructions de ne pas intervenir contre les Allemands, même en cas de provocation (26) ». Mais cet échec n'empêcha pas le docteur Goebbels de susciter dans la presse allemande un déchaînement de fureur contre d'imaginaires actes de terrorisme perpétrés sur la personne des pauvres Allemands.

Ainsi que M. Coulondre, l'ambassadeur de France, en informa Paris, c'étaient les mêmes histoires et les mêmes gros titres, déjà imaginés par le docteur Goebbels au moment de l'affaire des Sudètes — y compris la femme enceinte piétinée par les brutes tchèques et le *Blutbad* (bain de sang) infligé aux Allemands sans défense par les barbares tchèques. Hitler pouvait donner au fier peuple allemand l'assurance que ses frères ne demeureraient pas longtemps sans protection.

Telle était la situation, et tels étaient les projets d'Hitler — nous le savons maintenant par les archives allemandes — tandis que le train amenant le président Hacha et son ministre des Affaires étrangères, Chvalkovsky, entrait en gare d'Anhalt, à Berlin, le soir du 14 mars, à vingt-deux heures quarante. En raison de l'état de son cœur, le président n'avait pu prendre l'avion.

Le protocole allemand était parfait. Le président tchèque fut reçu avec tous les honneurs officiels dus à un chef d'État. Il y avait une garde d'honneur à la gare, où le ministre allemand des Affaires étrangères accueillit le visiteur de marque et offrit à sa fille une magnifique gerbe de fleurs. Au somptueux hôtel *Adlon*, où M. Hacha et sa suite furent installés dans le plus bel appartement, une boîte de chocolats attendait Mlle. Hacha, cadeau personnel d'Adolf Hitler, persuadé que tout le monde partageait sa passion pour les sucreries. Et quand le vieux président, accompagné de son ministre, arriva à la Chancellerie, il fut salué par une garde d'honneur de S.S.

C'est seulement à une heure quinze du matin qu'ils furent introduits auprès d'Hitler. Hacha devait savoir ce qui l'attendait. Avant même que le train eût quitté le territoire tchèque, il avait appris que les troupes allemandes venaient d'occuper l'importante ville industrielle de Moravska-Ostrava et étaient disposées tout autour du périmètre de la Bohême et de la Moravie, prêtes à frapper. Et il vit aussitôt, en entrant en pleine nuit dans le bureau du Führer, que celui-ci avait à ses côtés non seulement Weizsaecker, mais le feld-maréchal Gœring, rappelé d'urgence de San Remo où il était en vacances, et le général Keitel. Quand il pénétra dans le repaire du lion, sans doute ne remarqua-t-il pas que le médecin, d'Hitler, une espèce de charlatan appelé le docteur Theodor Morell, se tenait prêt à intervenir. Mais le docteur était là, en effet, et pour de bonnes raisons.

Les minutes secrètes allemandes de la rencontre nous révèlent une scène qui fut pitoyable dès le début. Le malheureux docteur Hacha, qui

pourtant avait été un juge respecté, membre de la Cour suprême, abdiquant toute dignité, s'humilia devant le Führer, qui le rudoya. Peut-être le président pensait-il que c'était la seule façon de faire appel à la générosité d'Hitler et de sauver ce qui pouvait encore être sauvé; mais, quels que fussent les mobiles auxquels il obéit, ses paroles, telles que les Allemands les enregistrèrent dans leurs archives confidentielles, donnent la nausée, même aujourd'hui, après de longues années.

Hacha assura le Führer qu'il ne s'était jamais, quant à lui, mêlé de politique, il avait eu rarement l'occasion de rencontrer les fondateurs de la République tchécoslovaque, Benès et Masaryk, et, si peu qu'il les connût, il ne les avait pas trouvés sympathiques. Leur gouvernement, dit-il, lui inspirait « de l'aversion », à tel point qu'aussitôt après le changement de régime (après Munich) il s'était demandé si c'était une bonne chose pour la Tchécoslovaquie d'être un État indépendant.

Il était convaincu que la destinée de la Tchécoslovaquie était entre les mains du Führer et il estimait que, dans ces conditions, elle était en sécurité. Puis il en vint à ce qui lui tenait le plus au cœur, le sort de son peuple. Le Führer, il en avait la conviction, était précisément homme à comprendre son point de vue quand il lui dirait que la Tchécoslovaquie avait droit à une existence nationale. On blâmait la Tchécoslovaquie parce qu'il existait encore de nombreux partisans du régime de Benès... Le gouvernement essayait par tous les moyens de les réduire au silence. C'était à peu près tout ce qu'il avait à dire.

A son tour, Adolf Hitler dit ce qu'il avait à dire. Après avoir énuméré les prétendus torts que la Tchécoslovaquie de Masaryk et de Benès avait causés aux Allemands et à l'Allemagne, et répété que malheureusement les Tchèques n'avaient pas changé depuis Munich, il en arriva au fait.

Il estimait, dit-il, que le voyage entrepris par le Président en dépit de son âge pouvait être très profitable à son pays. L'Allemagne, en effet, se préparait à intervenir; ce n'était plus maintenant qu'une question d'heures... Il ne nourrissait aucune inimitié contre aucune nation... Si l'État-moignon de Tchécoslovaquie continuait d'exister, c'était uniquement parce que lui, Hitler, avait observé à son égard une attitude loyale... A l'automne, il n'avait pas voulu tirer la conclusion finale, croyant encore à la possibilité d'une coexistence, mais il avait fait comprendre sans équivoque que, si les conceptions chères au gouvernement Benès ne disparaissaient pas tout à fait, il détruirait entièrement l'État tchécoslovaque.

Or, elles n'avaient pas disparu; et il citait des « exemples ».

C'est pourquoi, le dimanche précédent, le 12 mars, les dés avaient été jetés... Il avait donné ordre aux troupes allemandes *d'envahir le pays et décidé d'incorporer la Tchécoslovaquie dans le Reich allemand**.

* *La phrase est soulignée dans le texte allemand.*

« Hacha et Chvalkovsky, note le docteur Schmidt, semblaient changés en statues de pierre. Seuls leurs yeux montraient qu'ils étaient vivants ». Mais Hitler n'avait pas terminé. Il lui restait à humilier ses hôtes en les menaçant de faire régner dans leur pays la terreur teutonne.

L'armée allemande, poursuivait Hitler, était déjà entrée, le jour même, dans le pays et, dans une caserne où les soldats avaient voulu résister, cette résistance avait été impitoyablement brisée.

Le lendemain matin, à six heures, l'armée allemande pénétrerait en Tchécoslovaquie de tous les côtés à la fois et l'aviation allemande occuperait les aérodromes. Deux éventualités étaient possibles. Ou bien l'entrée des troupes allemandes donnerait lieu à des combats, auquel cas la résistance serait brisée par la force brutale, ou bien l'entrée des troupes allemandes aurait lieu de façon pacifique, et le Führer accorderait alors sans difficulté à la Tchécoslovaquie un régime qui lui soit propre dans une large mesure, l'autonomie et une certaine liberté nationale.

S'il agissait ainsi, ce n'était pas mû par un sentiment de haine, mais pour assurer la protection de l'Allemagne. Si la Tchécoslovaquie n'avait pas cédé à l'automne précédent, il aurait exterminé le peuple tchèque. Nul ne l'en aurait empêché. Si l'on en venait à se battre... au bout de deux jours l'armée tchèque aurait cessé d'exister. Naturellement, il y aurait aussi des victimes parmi les Allemands, ce qui engendrerait une haine qui le contraindrait, par souci d'auto-conservation, à ne pas accorder l'autonomie. De cela le reste du monde ne se soucierait nullement. Quand il lisait la presse étrangère, il était plein de compassion pour la Tchécoslovaquie. L'impression qu'il éprouvait alors pourrait s'exprimer sous la forme de la célèbre citation d'Othello, proverbiale en Allemagne : « Le Maure a fait son devoir, le Maure peut partir... »

C'est pourquoi il avait demandé à Hacha de venir. C'était le dernier service qu'il pouvait demander au peuple tchèque. A la suite de cette visite, peut-être le pire pourrait-il être évité.

Les heures passaient. A six heures du matin, les troupes entreraient en Tchécoslovaquie. Il avait presque honte de le dire, mais, pour un bataillon tchèque, il y avait toute une division allemande. Il conseillait maintenant au président de se retirer avec Chvalkovsky pour discuter ce qu'il convenait de faire.

Que convenait-il de faire? Le vieux président, anéanti, n'avait pas besoin de se retirer pour prendre une décision. Il le déclara aussitôt à Hitler : « La situation est très claire. Résister serait une folie. » Mais, demanda-t-il, puisqu'il était alors un peu plus de deux heures du matin, comment pouvait-il, en l'espace de quatre heures, agir de manière à empêcher le peuple tchèque tout entier de résister? Le Führer répondit qu'il ferait mieux de se concerter avec ses compagnons. La machine militaire allemande était déjà en marche et ne pouvait être arrêtée. Il fallait que Hacha se mît tout de suite en rapport avec Prague. Selon les minutes allemandes, Hitler déclara que « c'était là une grave décision, mais qu'il entrevoyait alors la possibilité d'une longue période de paix entre les deux peuples. Si la décision était autre, il prévoyait l'anéantissement de la

Tchécoslovaquie ».

Sur ces paroles il congédia momentanément ses hôtes. Il était deux heures quinze du matin. Dans une pièce contiguë, Gœring et Ribbentrop entreprirent à leur tour les deux victimes. Selon l'ambassadeur de France, qui, dans une dépêche officielle adressée à Paris, décrivit la scène telle qu'il la tenait d'une source qu'il considérait comme sûre, Hacha et Chvalkovsky protestèrent contre la violence faite à leur nation. Ils décidèrent qu'ils ne signeraient pas la capitulation. S'ils la signaient, ils seraient à jamais maudits par leur peuple.

Les ministres allemands (Gœring et Ribbentrop) se sont montrés impitoyables, écrit M. Coulondre. Ils ont littéralement pourchassé M. Hacha et M. Chvalkovsky autour de la table sur laquelle se trouvaient étendus les documents, les ramenant toujours devant eux-ci, leur mettant la plume en main et ne cessant de leur répéter que, s'ils persévéraient dans leur refus, la moitié de Prague serait détruite dans deux heures par les avions allemands et que cela ne serait qu'un commencement. Des centaines de bombardiers n'attendaient qu'un ordre pour partir et, cet ordre, ils le recevraient à six heures du matin si la signature n'était pas intervenue d'ici là*.

* *Au Procès de Nuremberg, Gœring reconnu avoir dit à Hacha : « Je serais navré s'il me fallait bombarder la belle ville de Prague. » Mais il n'avait pas véritablement l'intention d'exécuter la menace. « Cela n'aurait pas été nécessaire, expliqua-t-il, mais je pensais qu'une précision comme celle-là pourrait servir d'argument et hâter la conclusion de l'affaire (27), »*

A ce moment le docteur Schmidt, qui, semble-t-il, trouvait le moyen d'être là, toujours et partout, aux instants les plus dramatiques de l'histoire du Troisième Reich, entendit Gœring appeler le docteur Morell. « Hacha s'est évanoui ! » criait Gœring.

Pendant un moment, les brutes nazies craignirent que le président,

qui gisait à terre sans connaissance, n'expirât entre leurs mains et, comme le dit Schmidt, « que le monde entier pût dire le lendemain qu'il avait été assassiné à la Chancellerie ». Les piqûres étaient la grande spécialité du docteur Morell; beaucoup plus tard, il faillit tuer Hitler à force de lui en faire. Cette fois, il exerça ses talents sur le docteur Hacha et parvint à le ranimer. Le président avait suffisamment repris conscience pour pouvoir saisir le téléphone que les Allemands lui mirent entre les mains et parler à son gouvernement, à Prague, sur une ligne spéciale installée par les soins de Ribbentrop. Il informa le cabinet tchèque de ce qui s'était passé et conseilla la capitulation. Puis, un peu mieux remis à la suite d'une seconde piqûre, le président de la République expirante revint en titubant auprès d'Adolf Hitler pour signer l'arrêt de mort de son pays. Il était maintenant quatre heures moins cinq, au matin du 15 mars 1939.

Le texte avait été « préparé à l'avance par Hitler », raconte Schmidt, et, pendant le temps où Hacha était resté sans connaissance, l'interprète allemand s'était hâté de copier le communiqué officiel rédigé également « à l'avance » et que Hacha et Chvalkovsky furent également forcés de signer. On y lisait ce qui suit :

Berlin, 15 mars 1939.

A leur requête, le Führer a reçu aujourd'hui à Berlin le docteur Hacha, président de la Tchécoslovaquie, et le docteur Chvalkovsky, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, en présence de M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères. Au cours de cette réunion, la grave situation créée par les événements des dernières semaines dans l'actuel territoire tchécoslovaque a été examinée avec une complète franchise.

Les deux parties se sont l'une et l'autre déclarées convaincues que tous les efforts devaient être faits pour maintenir le calme, l'ordre et la paix dans cette partie de l'Europe centrale. Le président de l'État tchécoslovaque a déclaré que, pour atteindre ce but et pour parvenir à la pacification définitive, il a remis avec confiance le destin du pays et du peuple

tchèques entre les mains du Führer du Reich allemand. Le Führer a enregistré cette déclaration; il a exprimé son intention de placer le peuple tchèque sous la protection du Reich allemand et de lui garantir le développement autonome de sa vie ethnique, tel qu'il convient à son caractère propre.

Peut-être Hitler ne poussa-t-il jamais aussi loin la ruse et l'artifice.

Selon le récit d'une de ses secrétaires, le Führer, après avoir signé, se précipita dans son bureau, prit dans ses bras toutes les femmes présentes et s'écria : « Mes enfants, c'est le plus beau jour de ma vie! Mon nom restera dans l'Histoire, je serai considéré comme le plus grand Allemand qui ait jamais vécu! » Il ne lui vint pas à l'esprit — mais comment aurait-il pu s'en douter — que la fin de la Tchécoslovaquie pouvait être le commencement de la fin de l'Allemagne. Nous le savons maintenant, à dater de cette aube du 15 mars 1939 — les ides de mars — la route de la guerre, de la défaite, du désastre s'ouvrait tout droit devant lui. Elle serait courte et sans aucun détour. Et une fois qu'il s'y serait engagé, qu'il y poursuivrait sa course folle, Hitler, comme autrefois Alexandre et Napoléon, ne pourrait plus s'arrêter (28).

Le 15 mars, à six heures du matin, les troupes allemandes déferlèrent en Bohême et en Moravie. Elles ne rencontrèrent aucune résistance et, le soir venu, Hitler put faire à Prague l'entrée triomphale dont il estimait que Chamberlain l'avait privé au moment de Munich. Avant de quitter Berlin, il avait lancé une pompeuse proclamation au peuple allemand, où il répétait ses fastidieux mensonges sur les « sauvages excès » commis par les Tchèques, la « terreur » qu'ils faisaient régner dans le pays. Il avait été contraint, disait-il, de mettre fin à ces violences et il s'écriait orgueilleusement : « La Tchécoslovaquie a cessé d'exister! »

Il passa la nuit au Hradschin, l'ancien château des rois de Bohême, dominant de haut la Moldau où, plus récemment, Masaryk et Benès, les deux Présidents tant honnis, avaient vécu et travaillé pour servir la première démocratie qu'ait connue l'Europe Centrale. La vengeance du Führer était désormais complète et, dans la série de proclamations qu'il lança alors, il laissa voir combien elle lui était douce. Il était libéré des sentiments de haine brûlante contre les Tchèques dont son cœur d'Autrichien débordait au temps où il menait à Vienne une vie de vagabond, une trentaine d'années plus tôt, une haine qui s'était remise à flamber l'année précédente, quand Benès avait osé lui tenir tête, à lui, le tout-puissant dictateur allemand.

Le lendemain, au palais du Hradschin, il proclamait le protectorat de l'Allemagne sur la Bohême et la Moravie. Cette convention, bien qu'elle prétendît apporter aux Tchèques « l'autonomie et un gouvernement indépendant », les plaçait, de par ses termes mêmes, complètement sous la botte allemande. Pleins pouvoirs étaient accordés au « Protecteur du Reich », à son secrétaire d'État et à son chef de l'Administration civile, qui seraient nommés par le Führer. Pour apaiser l'opinion publique indignée en Grande-Bretagne et en France, Hitler tira, si l'on peut dire, de ses réserves, von Neurath, qui passait pour « modéré », et le nomma Protecteur*.

* *Au Procès de Nuremberg, Neurath déclara qu'il fut « pris tout à fait de court » quand Hitler le nomma protecteur et qu'il accepta « non sans inquiétudes ». Cependant, dit-il, il s'inclina quand Hitler lui eut expliqué que, par sa nomination, il voulait prouver à ta Grande-Bretagne et à la France « qu'il n'avait pas l'intention d'adopter une attitude hostile à l'égard de la Tchécoslovaquie (29). »*

Les deux principaux chefs sudètes, Konrad Henlein et Karl Hermann

Frank, se virent offrir l'occasion de se venger des Tchèques : le premier fut nommé chef de l'Administration civile et le second secrétaire d'État. Himmler, en sa qualité de chef de la police allemande, ne tarda pas à serrer le protectorat à la gorge. Pour accomplir sa besogne, il nomma le fameux Frank chef de la police du protectorat et officier de haut grade dans les S.S.

**.

*** Il pourrait être intéressant d'anticiper sur les événements et d'indiquer ici ce qu'il advint, par la suite, de certains personnages du drame que nous venons de relater. Frank fut condamné à mort après la guerre par un tribunal tchèque et pendu en public, près de Prague, le 22 mai 1946. Henlein se suicida après son arrestation par les résistants tchèques, en 1945. Chvalkovsky, devenu le représentant du protectorat à Berlin, y fut tué au cours d'un bombardement allié en 1944. Hacha fut arrêté par les Tchèques le 11 mai 1945 mais mourut avant de passer en jugement.*

Pendant un millier d'années, disait Hitler dans sa proclamation, les provinces de Bohême et de Moravie ont fait partie du *Lebensraum* du peuple allemand... La Tchécoslovaquie a prouvé qu'elle était foncièrement incapable de survivre et, de ce fait, elle est aujourd'hui réduite à un état de complète dissolution. Le Reich allemand ne peut tolérer l'existence de troubles continuels sur ce territoire. Aussi, en vertu de la loi d'auto-conservation, le Reich allemand est-il maintenant résolu à intervenir et à employer des mesures décisives pour établir les bases d'un ordre raisonnable en Europe centrale. Au cours des mille années de son histoire, il a en effet déjà prouvé qu'en raison de la grandeur et des qualités du peuple allemand le Reich est seul qualifié pour entreprendre cette tâche.

Une longue nuit de barbarie germanique descendait maintenant sur Prague et sur le pays tchèque.

Le 16 mars, Hitler prenait également la Slovaquie sous sa bienveillante protection, en réponse à un pseudo « télégramme » du ministre Tiso, rédigé en réalité à Berlin, comme nous l'avons vu plus haut. Les troupes allemandes ne tardèrent pas à entrer en Slovaquie pour y jouer

leur rôle « protecteur ». Le 18 mars, Hitler était à Vienne pour y ratifier le « Traité de Protection » qui, signé le 23 mars à Berlin par Ribbentrop et le docteur Tuka, contenait un protocole secret, accordant à l'Allemagne des droits exclusifs pour l'exploitation de l'économie slovaque (30).

Quant à la Ruthénie, qui formait auparavant l'extrémité est de la Tchécoslovaquie, son indépendance sous le nom de république d'Ukraine subcarpatique, proclamée le 14 mars, ne dura que vingt-quatre heures. En vain, réclama-t-elle la protection d'Hitler, il avait déjà accordé ce territoire à la Hongrie. Dans les archives des Affaires étrangères saisies après la guerre, on a trouvé une lettre intéressante, de la main de Miklas Horthy, régent de Hongrie, adressée le 13 mars à Adolf Hitler.

Excellence, je vous remercie chaleureusement! Je ne puis exprimer mon bonheur, car la possession de cette région bien irriguée (la Ruthénie) est pour la Hongrie — je n'aime pas à employer de grands mots — *une question vitale*. Nous nous attelons à la besogne avec enthousiasme. Les plans sont déjà établis. Le jeudi 16 un incident de frontière éclatera et il sera suivi du grand coup le samedi (31).

Les choses évoluèrent de telle façon qu'il n'y eut besoin d'aucun « incident ». Les troupes hongroises pénétrèrent tout simplement en Ruthénie le 15 mars à six heures du matin, réglant leur entrée sur celle des Allemands à l'ouest, et, le lendemain, le territoire était officiellement annexé par la Hongrie.

Ainsi, à la fin de cette journée du 15 mars, qui avait commencé à Berlin à une heure quinze du matin, quand Hacha était arrivé à la Chancellerie, la Tchécoslovaquie, selon la formule d'Hitler, avait cessé d'exister.

Ni la Grande-Bretagne ni la France ne firent le moindre geste pour la

sauver bien qu'à Munich elles aient solennellement donné à la Tchécoslovaquie leur garantie contre toute agression.

Depuis la rencontre de Munich, Hitler ainsi que Mussolini avaient acquis la conviction que les Britanniques étaient désormais si faibles et leur Premier Ministre, par voie de conséquence, si complaisant, qu'ils n'avaient plus guère à se préoccuper des réactions de Londres. Le 11 janvier 1939, Chamberlain, accompagné de Lord Halifax, s'était rendu à Rome pour s'efforcer d'améliorer les relations anglo-italiennes. Je me trouvais à la gare de Rome quand les deux Anglais y arrivèrent et je notai dans mon journal le « sourire affecté » qui se jouait sur le visage de Mussolini quand il accueillit ses invités : « Quand Mussolini passa devant moi, au moment où le cortège officiel quitta la gare, il plaisantait avec son gendre Ciano en disant des bons mots (32). » Je ne pouvais, bien entendu, pas saisir ses paroles, mais plus tard, dans son journal, Ciano révéla la substance de leurs propos.

Arrivée de Chamberlain, écrivait Ciano les 11 et 12 janvier... Comme nous sommes loin de ces gens-là! C'est un autre monde. Nous en parlions après le dîner, le Duce et moi : « Ces hommes-là, disait-il, ne sont pas faits de la même étoffe que les Francis Drake et ces autres aventuriers magnifiques qui ont créé l'Empire. Ils ne sont plus, somme toute, que les descendants fatigués d'une longue lignée de richards, et ils perdront leur Empire. »

Les Anglais ne veulent pas se battre. Ils s'efforcent de reculer le plus lentement possible, mais ils ne veulent pas se battre... Nos entretiens avec les Britanniques sont terminés. Il n'en est rien sorti. J'ai dit à Ribbentrop au téléphone que cette visite n'a été qu'une comédie...

J'ai accompagné le Duce à la gare quand Chamberlain est parti, écrivait Ciano le 14 janvier. Les yeux de Chamberlain se sont remplis de larmes quand le train a démarré et que ses compatriotes se sont mis à chanter : *For he's a jolly good fellow*. « Qu'est-ce que cette chansonnette? » m'a demandé le Duce (33).

Alors que pendant la crise des Sudètes Hitler avait tenu à connaître l'opinion de Chamberlain, on ne trouve pas un seul mot dans les papiers allemands montrant que, par la suite, il eut le moindre souci de ce que pensait le Premier Ministre sur le démembrement final de la Tchécoslovaquie, effectué malgré la garantie britannique et, d'ailleurs, en dépit de l'accord de Munich. Le 14 mars, alors qu'Hitler attendait Hacha à Berlin pour l'humilier, la Chambre des Communes posait à M. Chamberlain des questions irritées sur les machinations allemandes qui allaient aboutir à la sécession de la Slovaquie et sur les effets qu'aurait cette manœuvre sur la garantie britannique donnée aux Tchèques contre toute agression, Chamberlain répliqua avec vivacité : « Aucun acte d'agression ne s'est encore produit. »

Mais le lendemain 15 mars, après qu'il se fut produit, le Premier Ministre prit prétexte de la proclamation de « l'indépendance » de la Slovaquie pour excuser son gouvernement de ne pas faire honneur à la parole donnée : « Cette proclamation, expliqua-t-il, met fin par une rupture intérieure à l'existence de l'État dont nous garantissons les frontières. Le gouvernement de Sa Majesté ne se considère donc plus comme tenu par cette obligation. »

La stratégie hitlérienne avait donné d'excellents résultats : elle avait réussi à mettre Chamberlain hors jeu.

Il est intéressant de noter que le Premier Ministre ne cherchait même pas à accuser Hitler d'avoir failli à sa parole : « J'ai si souvent, dit-il, entendu les gens se reprocher mutuellement d'avoir manqué à leurs promesses, pour des motifs qui ne me paraissaient pas suffisamment fondés, que je ne veux pas m'associer aujourd'hui à des accusations de ce

genre. » Il n'eut pas un mot de reproche à l'adresse du Führer, même pour s'indigner de la façon dont il avait traité Hacha, ni pour stigmatiser l'abominable escroquerie qui, de toute évidence, et bien qu'on n'en connût pas encore tous les détails, avait été commise à la Chancellerie du Reich, aux premières heures de la matinée du 15 mars*.

* *Le 16 mars, Chamberlain déclarait aux Communes que « jusque-là aucune protestation n'avait été adressée au gouvernement allemand ».*

Rien d'étonnant à ce que la note de protestation britannique — si on peut l'appeler ainsi — envoyée ce jour-là, fût si tiède que les Allemands l'accueillirent, ainsi que les remontrances franco-britanniques qui suivirent, avec autant d'arrogance que de dédain.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a nul désir d'intervenir inutilement dans une question qui concerne plus directement d'autres gouvernements... Cependant, comme le gouvernement allemand s'en rendra certainement compte, il souhaite ardemment le succès de tous les efforts faits en vue de rétablir la confiance et de provoquer une détente en Europe. Il déplore donc toute action en Europe centrale susceptible de faire obstacle aux progrès de cette confiance générale (34)...

Dans cette note, qui fut remise le 15 mars à Ribbentrop par l'ambassadeur Henderson et qui était un message officiel de Lord Halifax, on aurait cherché en vain la moindre allusion précise aux événements du jour.

Les Français furent du moins explicites. Robert Coulondre, le nouvel ambassadeur de France à Berlin, ne partageait ni les illusions de son collègue britannique sur le nazisme, ni le dédain de celui-ci pour les Tchèques. Le matin du 15 mars, il demanda une entrevue à Ribbentrop.

Mais le vaniteux et vindicatif ministre des Affaires étrangères était déjà en route pour Prague, bien résolu à s'associer avec Hitler pour humilier un peuple vaincu. En son absence, le secrétaire d'État von Weizsaecker reçut Coulondre à midi.

L'ambassadeur, lui, prononça tout de go les paroles que Chamberlain et Henderson n'étaient pas encore disposés à faire entendre : en intervenant militairement, dit-il, en Bohême et en Moravie, l'Allemagne avait violé à la fois l'accord de Munich et la déclaration franco-allemande du 6 décembre. Le baron von Weizsaecker, qui devait par la suite affirmer qu'il n'avait cessé d'être violemment antinazi, manifesta une humeur arrogante qui ne le cédait en rien à celle de Ribbentrop. Dans le mémorandum qu'il a rédigé sur cette conversation, il écrit :

Je parlai assez sèchement à l'ambassadeur et lui dis de ne pas évoquer l'accord de Munich, dont il prétendait qu'il avait été violé et de ne pas nous faire la morale... Étant donné l'accord signé la nuit dernière avec le gouvernement tchèque, je ne voyais, lui dis-je, aucune raison pour que l'ambassadeur de France fit cette démarche. J'étais sûr, ajoutai-je, qu'il trouverait en rentrant à son ambassade de nouvelles instructions propres à dissiper ses inquiétudes (35).

Trois jours plus tard, le 18 mars, quand les gouvernements français et britannique, pour satisfaire l'opinion publique indignée, en vinrent finalement à adresser des notes de protestation au Reich, Weizsaecker se montra plus insolent même que n'eût pu l'être son maître Ribbentrop — cette fois encore d'après ses propres dires. Dans un mémorandum découvert dans les dossiers des Affaires étrangères allemandes, il raconte avec un évident plaisir qu'il ne voulut même pas accepter la note française de protestation :

Je replaçai aussitôt la lettre dans l'enveloppe et la remis brusquement aux mains de l'ambassadeur, en lui disant que je refusais catégoriquement de recevoir de lui la moindre protestation concernant l'affaire tchécoslovaque. Je me refusai également à prendre note de la communication et je conseillai à M. Coulondre d'insister auprès de son gouvernement pour que le texte en fût révisé (36).

Au contraire de Henderson, Coulondre n'était pas homme à se laisser rabrouer par les Allemands. Il répliqua que la note de son gouvernement avait été rédigée après mûre réflexion et qu'il n'avait aucune intention de demander qu'elle fût revue. Comme le secrétaire d'État persistait à refuser le document, l'ambassadeur lui rappela les usages diplomatiques et affirma avec force que la France avait parfaitement le droit de faire connaître ses sentiments au gouvernement allemand. Finalement, Weizsaecker, d'après son propre récit, laissa la note posée sur son bureau en disant « qu'il la considérerait comme lui ayant été adressée par la poste. » Mais avant d'en arriver à ce geste insolent, il ne put se tenir de faire la déclaration suivante :

Du point de vue légal, dit-il, il existait une Déclaration intervenue entre le Führer et le président de l'État tchécoslovaque. Le président tchèque était venu à Berlin sur sa demande et avait aussitôt déclaré qu'il désirait placer le destin de son pays entre les mains du Führer. Je ne pouvais imaginer que le gouvernement français était plus royaliste que le roi et tenterait de se mêler des questions qui avaient été réglées en bonne et due forme entre Berlin et Prague*.

** La version de Coulondre relative à cette entrevue a paru dans le Livre Jaune français (n° 78). Il y confirme le compte rendu de Weizsaecker. Plus tard, au Procès de Nuremberg, le secrétaire d'État prétendit que, dans son mémorandum relatif à ces rencontres, il exagérait volontairement ses sentiments nazis pour couvrir ses véritables activités antinazies. Mais le récit de Coulondre prouve bien que Weizsaecker n'exagérait nullement.*

Weizsaecker se conduisit très différemment avec le complaisant

ambassadeur britannique, qui lui transmet la protestation de son gouvernement tard dans l'après-midi du 18 mars. La Grande-Bretagne déclarait maintenant « qu'elle considérait les événements des derniers jours comme une violation formelle des accords de Munich » et estimait que « les mesures militaires allemandes » étaient « dépourvues de toute base légale. » Après avoir reproduit ce texte dans son mémorandum, Weizsaecker ajoute que les Britanniques n'allaient pas aussi loin, à ce point de vue, que la note de protestation française, où il était dit que la France « ne reconnaîtrait pas la légalité de l'occupation allemande ».

Henderson s'était rendu le 17 mars auprès de Weizsaecker pour l'avertir qu'il venait d'être appelé à Londres « pour consultations » et, d'après le récit du Secrétaire d'État, il avait demandé à ce dernier de lui fournir des arguments qu'il pourrait opposer à Chamberlain et qui fussent susceptibles de modifier l'opinion défavorable du Premier Ministre... Henderson expliqua que les Britanniques ne s'intéressaient pas directement au sort du territoire tchécoslovaque. Quant à lui, Henderson, c'était surtout l'avenir qui l'inquiétait (37).

Il faut croire que l'anéantissement de la Tchécoslovaquie n'avait pas ouvert les yeux de l'ambassadeur britannique sur la véritable nature du gouvernement auprès duquel il était accrédité, et il ne semblait pas non plus savoir ce qui se passait ce jour-là au sein du gouvernement qu'il représentait.

Car soudain, et contrairement à toute attente, le 17 mars, deux jours après qu'Hitler eut supprimé la Tchécoslovaquie, les yeux de Neville Chamberlain s'étaient enfin ouverts. Il avait d'ailleurs été pressé de toutes parts. A sa grande surprise, en effet, la quasi-totalité de la presse

britannique (même le Times, mais cependant pas le *Daily Mail*) et aussi la Chambre des Communes avaient réagi violemment contre le dernier acte d'agression commis par Hitler.

Ce qui était plus grave encore, un grand nombre de ses partisans au Parlement et la moitié du cabinet s'étaient déclarés franchement hostiles à toute nouvelle concession à la politique d'apaisement. Lord Halifax, en particulier (ainsi que l'ambassadeur d'Allemagne en informa Berlin), avait insisté pour que le Premier Ministre reconnût qu'il s'était trompé et changeât sans plus tarder son fusil d'épaule (38). Chamberlain commença dès lors à se demander si sa position personnelle, en tant que chef du Parti conservateur, n'était pas en péril.

Son revirement d'opinion se manifesta brusquement. Le soir du 16 mars, Sir John Simon, au nom du gouvernement, avait encore prononcé aux Communes, au sujet de l'affaire tchèque, un discours sans pudeur, si bien dans « l'esprit de Munich » qu'il souleva à la Chambre, selon les comptes rendus de presse, « une colère si violente qu'on avait rarement vu pareil déchaînement ».

Le lendemain, veille de son soixante-dixième anniversaire, Chamberlain devait prononcer, lui aussi, un discours à Birmingham, sa ville natale. Il avait rédigé une allocution sur des questions intérieures, insistant particulièrement sur les œuvres sociales. D'après le récit que je tiens de source diplomatique française, Chamberlain prit sa décision dans le train qui, pendant l'après-midi, le conduisait à Birmingham. Laisant complètement de côté le texte qu'il avait préparé, il nota quelques idées à la hâte, résolu à parler de tout autre chose.

Devant tout le peuple de Grande-Bretagne et même devant une

grande partie du monde, car le discours était radiodiffusé, Chamberlain regretta « la déclaration très retenue et prudente... un peu froide et objective » qu'il avait cru devoir faire deux jours plus tôt devant les Communes : « J'espère, dit-il, apporter ce soir un correctif à cette déclaration. »

Le Premier Ministre s'apercevait enfin qu'Hitler l'avait trompé. Il récapitula toutes les assurances que lui avait données le Führer. N'avait-il pas affirmé, à propos du pays des Sudètes, que c'était la dernière revendication territoriale qu'il eût à faire valoir en Europe et « qu'il ne voulait pas de Tchèques chez lui »? Or, Hitler avait trahi sa parole, « il avait passé outre à la loi ».

On vient nous dire maintenant que cette agression a été rendue nécessaire par des troubles qui auraient éclaté en Tchécoslovaquie. S'il y a eu vraiment des troubles, n'ont-ils pas été fomentés de l'extérieur? Assistons-nous à la fin d'une ancienne aventure ou au début d'une nouvelle? Cette attaque contre un petit État est-elle la dernière ou sera-t-elle suivie de beaucoup d'autres? Ne s'agit-il pas, en réalité, d'une nouvelle étape vers la domination du monde par la force?...

Certes, je ne suis pas disposé à prendre, au nom de notre pays, des engagements nouveaux et mal définis, dépendant de conditions actuellement imprévisibles, pourtant on commettrait une très grave erreur en supposant que notre nation, parce qu'elle considère la guerre comme une chose cruelle et insensée, a perdu tout ressort, au point de ne pas riposter, avec toutes ses forces, à un tel défi, s'il venait à lui être lancé.

La politique de Chamberlain, et donc de la Grande-Bretagne, avait brusquement pris un tournant décisif et Hitler en fut informé dès le lendemain par le perspicace ambassadeur d'Allemagne à Londres. Dans un long rapport en date du 18 mars, Herbert von Dirksen avertissait la Wilhelmstrasse : « Il ne faut pas se faire d'illusions, écrivait-il, et se refuser

à voir qu'un changement essentiel s'est produit dans l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Allemagne (39). »

Si l'on avait lu *Mein Kampf*, si l'on situait sur une carte les nouvelles positions de l'armée allemande en Slovaquie, si l'on avait eu vent de certaines activités diplomatiques allemandes après Munich, ou si l'on avait médité sur les méthodes hitlériennes employées pour la conquête pacifique de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, au cours des douze mois écoulés, on devinait aisément, parmi les « petits États » destinés à devenir les victimes du Führer, lequel se trouvait maintenant en tête de liste. Comme tout le monde ou presque, Chamberlain le savait parfaitement.

Le 31 mars, seize jours après l'entrée d'Hitler à Prague, le Premier Ministre déclarait à la Chambre des Communes :

Dans l'éventualité d'une action qui menacerait nettement l'indépendance de la Pologne et à laquelle le gouvernement polonais déciderait de résister, pour des raisons vitales, avec toutes ses forces nationales, le gouvernement de Sa Majesté s'estimerait tenu d'apporter aussitôt au gouvernement polonais toute l'aide en son pouvoir. Il a donné au gouvernement polonais des assurances à cet effet. Je puis ajouter que le gouvernement français m'a autorisé à préciser que sa position est la même que la nôtre.

Le tour de la Pologne était venu.

LE TOUR DE LA POLOGNE

LE 24 octobre 1938, moins d'un mois après Munich, Ribbentrop fut l'hôte de Josef Lipski, ambassadeur de Pologne, à l'occasion d'un déjeuner, qui se prolongea pendant trois heures, au *Grand Hôtel* de Berchtesgaden. A l'instar de l'Allemagne et, en fait, de connivence avec elle, la Pologne venait de s'emparer d'une bande de territoire tchèque. L'entretien se déroula, ainsi que le souligna le procès-verbal du ministère allemand des Affaires étrangères, « dans une atmosphère très amicale (1) ».

Pourtant, le ministre des Affaires étrangères nazi ne tarda pas à aborder les affaires sérieuses. Le temps était venu, déclara-t-il, d'un accord général entre la Pologne et l'Allemagne. Il fallait, en premier lieu, poursuivit-il, « parler de Dantzig avec la Pologne ». Ce territoire devait « retourner » à l'Allemagne. De plus, ajouta Ribbentrop, le Reich désirait construire à travers le « Couloir Polonais » une super-autostrade et une double voie de chemin de fer qui, reliant l'Allemagne à Dantzig et à la Prusse-Orientale, devraient bénéficier du droit d'exterritorialité. Enfin, Hitler désirait voir la Pologne se joindre au pacte anti-Komintern dirigé contre la Russie. En échange de toutes ces concessions, l'Allemagne était prête à proroger de dix à vingt ans le traité germano-polonais et à garantir les frontières polonaises.

Ribbentrop insista sur le fait qu'il abordait ces problèmes « en toute confiance ». Il suggéra à l'Ambassadeur de soumettre son rapport au ministre des Affaires étrangères Beck « oralement », pour éviter des fuites

toujours à redouter, surtout du côté de la presse. Lipski promit de faire son rapport à Varsovie, mais avertit Ribbentrop qu'il ne voyait, quant à lui, « aucune possibilité » que Dantzig retournât jamais à l'Allemagne. Il rappela, en outre, au ministre des Affaires étrangères allemand deux circonstances récentes — 5 novembre 1937 et 14 janvier 1938 — où Hitler avait personnellement assuré les Polonais que jamais il ne donnerait son appui à une modification quelconque du statut de Dantzig (2). Ribbentrop rétorqua qu'il ne désirait pas avoir maintenant la réponse, mais qu'il conseillait aux Polonais de « réfléchir à la question ».

Le gouvernement de Varsovie ne perdit pas son temps à tergiverser. Une semaine plus tard, le 31 octobre, le ministre des Affaires étrangères Beck envoyait à son ambassadeur à Berlin des instructions détaillées sur la réponse à donner aux Allemands. Mais Lipski ne parvint pas à obtenir audience de Ribbentrop avant le 18 novembre — les nazis tenaient manifestement à ce que les Polonais pèsent bien leur réponse. Celle-ci fut négative. Mais, pour prouver sa bonne volonté, la Pologne proposait de substituer à la garantie de la Société des Nations un accord bilatéral germano-polonais sur le statut de la Ville Libre.

« Toute autre solution, écrivit Beck dans un mémorandum dont Lipski fit la lecture à Ribbentrop, et en particulier toute tentative en vue d'incorporer la Ville Libre au Reich, risque inévitablement d'aboutir à un conflit. » Et il ajouta qu'en 1934 le défunt dictateur de Pologne, le maréchal Pilsudski, avait, lors de négociations en vue d'un pacte de non-agression, averti les Allemands que « la question de Dantzig était le critère qui devait permettre de juger des intentions de l'Allemagne à l'égard de la Pologne ».

Une telle réplique ne fut pas du goût de Ribbentrop. « Il déplora la

position adoptée par Beck » et avertit les Polonais que « les propositions allemandes étaient vraiment dignes d'attention (3). »

La réponse d'Hitler à la rebuffade des Polonais sur la question de Dantzig fut plus cinglante. Le 24 novembre, cinq jours après l'entrevue Ribbentrop-Lipski, il adressa aux commandants en chef des forces armées une nouvelle directive.

ULTRA-CONFIDENTIEL

Par ordre du Führer : En dehors des trois contingences mentionnées dans les instructions du 21-10-38, il convient de procéder aux préparatifs destinés à permettre l'occupation par surprise de l'État libre de Dantzig par les troupes allemandes.

Les préparatifs seront effectués sur la base suivante : c'est une occupation *quasi révolutionnaire* de Dantzig, exploitant une situation politiquement favorable qu'il faut, et *non une guerre contre la Pologne**...

* Cf. ci-dessus p. 576. Les trois « contingences » étaient : la liquidation de ce qui restait de la Tchécoslovaquie, l'occupation de Memel et la protection des frontières du Reich.

Les troupes affectées à cette opération ne seront pas celles prévues pour l'occupation du territoire de Memel, afin que les deux opérations puissent, en cas de nécessité, se produire simultanément. *La marine* soutiendra l'action de l'armée par une attaque venant de la mer. Les plans des différentes armes de forces armées devront être dressés pour le 10 janvier 1939.

Beck avait eu beau avertir que toute tentative allemande pour s'emparer de Dantzig entraînerait « inévitablement » un conflit, Hitler avait réussi à se persuader qu'il parviendrait sans guerre à ses fins. Les nazis locaux contrôlaient la ville, et, comme précédemment les Sudètes, c'était de Berlin qu'ils recevaient leurs ordres. Il ne serait donc pas difficile d'y susciter une situation « quasi révolutionnaire ».

Ainsi, tandis que touchait à son terme l'année 1938 qui avait vu

l'occupation pacifique de l'Autriche et du territoire des Sudètes, Hitler se préoccupait-il de nouvelles conquêtes : le restant de la Tchécoslovaquie, Memel et Dantzig. Il avait été facile de mater Schuschnigg et Benès. Le tour de Josef Beck était désormais venu.

Pourtant, lorsque, peu après le Jour de l'an, le 5 janvier 1939, le Führer reçut à Berchtesgaden le ministre des Affaires étrangères polonais, il n'était pas encore prêt à lui faire subir le traitement qu'il avait infligé à Schuschnigg et peu après au président Hacha. Il lui fallait tout d'abord liquider ce qui restait de la Tchécoslovaquie. Hitler, ainsi que le montrent les procès-verbaux secrets, polonais et allemands, de l'entretien, était d'une humeur des plus conciliantes. « Il était tout prêt, dit-il en commençant, à se mettre à la disposition de Beck. » Le ministre des Affaires étrangères polonais n'avait-il rien de « spécial » en tête ? Beck répliqua qu'il songeait précisément à Dantzig. On ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'Hitler y songeait aussi.

« Le territoire de Dantzig est allemand, rappela le Führer à son hôte, il restera toujours allemand et fera, tôt ou tard, partie du Reich. » Il put cependant donner l'assurance qu'« aucun fait accompli ne serait machiné à Dantzig ».

Il voulait Dantzig et il voulait une autoroute et une voie ferrée allemandes à travers le Corridor. A condition que Beck et lui « abandonnent les principes périmés pour chercher des solutions selon des modalités entièrement neuves », il était certain qu'ils pourraient aboutir à un accord dormant satisfaction aux deux pays.

Beck en était beaucoup moins sûr. Tout en évitant, ainsi qu'il devait s'en ouvrir à Ribbentrop le lendemain, de se montrer trop brutal vis-à-vis

du Führer, il répondit que « le problème de Dantzig était des plus épineux ». Il ne voyait dans la suggestion du Chancelier aucun « équivalent » pour la Pologne. Sur quoi Hitler fit ressortir l'avantage que celle-ci obtiendrait si ses frontières avec l'Allemagne et le Corridor étaient « garanties par traité ». Beck n'en sembla pas impressionné, mais il convint néanmoins qu'il réfléchirait au problème (4).

Après une nuit de réflexion, le ministre des Affaires étrangères polonais s'entretint le lendemain à Munich avec Ribbentrop. Il pria celui-ci d'informer le Führer que, si ses conversations avec les Allemands l'avaient jusqu'alors rendu optimiste, aujourd'hui, à la suite de sa rencontre avec Hitler, « le pessimisme l'envahissait pour la première fois ». Touchant surtout la question de Dantzig telle que l'avait soulevée le chancelier, « il ne voyait absolument aucune possibilité d'accord (5) ».

Il avait fallu au colonel Beck, comme à tant d'autres hommes qui ont figuré dans ces pages, quelque temps pour adopter une optique aussi sombre. Ainsi que la plupart des Polonais, il était violemment anti-russe. De plus, il n'aimait pas les Français, auxquels il en voulait depuis 1923, date où ils l'avaient fait expulser, alors qu'il était attaché militaire à Paris, pour avoir, prétendait-on, vendu des documents intéressant l'armée française. Peut-être cet homme, qui était devenu ministre des Affaires étrangères de Pologne en novembre 1932, avait-il trouvé tout naturel de se tourner vers l'Allemagne. La dictature nazie, dès ses débuts, lui avait inspiré une vive sympathie et, au cours des six dernières années, il avait tout fait pour rapprocher son pays du Troisième Reich et pour affaiblir ses liens traditionnels avec la France.

De tous les pays limitrophes de l'Allemagne, c'était la Pologne qui, en

fin de compte, était le plus menacé. De tous, c'était elle qui s'était montrée le plus aveugle au danger germanique. Aucune clause du Traité de Versailles n'avait autant irrité les Allemands que celle qui établissait le Corridor, donnant à la Pologne l'accès à la mer et coupant la Prusse-Orientale du Reich. Le fait de détacher de l'Allemagne le vieux port hanséatique de Dantzig et de l'ériger en Ville Libre garantie par la Société des Nations, mais placée sous la domination économique de la Pologne, avait également blessé l'opinion publique allemande. Si faible et pacifique qu'elle fût, la République de Weimar elle-même n'avait jamais accepté ce qu'elle considérait comme une mutilation que la Pologne avait infligée au Reich allemand. Dès 1922, le général von Seeckt, comme nous l'avons vu, avait défini l'attitude de l'armée allemande.

L'existence de la Pologne est intolérable et incompatible avec les conditions essentielles à la vie de l'Allemagne. La Pologne doit disparaître et disparaîtra — par suite de ses faiblesses internes et de l'action de la Russie — avec notre aide... Effacer la Pologne de la carte doit être l'un des mobiles fondamentaux de la politique allemande... (et) on peut y parvenir au moyen et avec l'aide de la Russie...

Paroles prophétiques!

Les Allemands oubliaient, ou peut-être ne voulaient-ils pas se rappeler, que la plus grande partie du territoire allemand attribué à la Pologne par le Traité de Versailles, y compris les provinces de Posen et de Poméranie polonaise qui formaient le Corridor, avait été confisquée par la Prusse lors du partage où la Prusse, la Russie et l'Autriche avaient anéanti la nation polonaise. Pendant plus d'un millénaire, le territoire avait été occupé par des Polonais — et, dans une large mesure, l'était encore.

Aucune nation recréée par Versailles n'avait connu autant d'épreuves

que la Pologne. Au cours des premières années mouvementées de sa résurrection, elle avait mené une guerre d'agression contre la Russie, la Lithuanie, l'Allemagne et même la Tchécoslovaquie : — en cette dernière occurrence à propos de la région charbonnière de Teschen. Privés de leur liberté politique pendant un siècle et demi, et par conséquent sans aucune expérience de l'indépendance moderne, les Polonais furent incapables d'instaurer un gouvernement stable et même d'amorcer une solution à leurs problèmes économiques ou agraires.

En 1926, le maréchal Pilsudski, héros de la révolution de 1918, avait marché sur Varsovie, s'était emparé du gouvernement, et, tout vieux socialiste qu'il fût, avait substitué à un régime démocratique chaotique sa propre dictature. L'une de ses dernières initiatives avant de mourir en 1935 avait été de conclure un pacte de non-agression avec Hitler. La signature eut lieu le 26 janvier 1934 et, comme nous l'avons déjà vu, fut l'un des premiers coups portés au système d'alliances conclues par la France avec les voisins orientaux de l'Allemagne.

C'est d'elle que date l'affaiblissement de la Société des Nations et de son principe de sécurité collective. Après la mort de Pilsudski, la Pologne fut principalement gouvernée par un petit groupe de « colonels », anciens chefs de la vieille légion polonaise de Pilsudski qui avait combattu contre la Russie pendant la première guerre mondiale. Ils avaient à leur tête le maréchal Smigly-Rydz, soldat d'élite mais qui n'avait rien d'un homme d'État. Le portefeuille des Affaires étrangères échoua aux mains du colonel Beck. A dater de 1934, l'orientation devint de plus en plus pro-allemande.

Une politique de suicide devait fatalement en résulter. Et, en fait, si l'on considère la position occupée par la Pologne dans l'Europe d'après

Versailles, il est difficile de ne pas conclure que les Polonais, au cours des années 30 comme maintes fois pendant les siècles précédents, furent entraînés, par de fatals défauts de leur caractère national, vers l'auto-destruction et, alors comme jadis, n'eurent pas de pires ennemis qu'eux-mêmes. Tant que Dantzig et le Corridor conserveraient leur statut actuel, il ne pouvait y avoir de paix durable entre la Pologne et l'Allemagne nazie.

Mais la Pologne n'était pas non plus assez forte pour se permettre le luxe d'être à couteaux tirés avec ses gigantesques voisins, la Russie et l'Allemagne. Ses relations avec l'Union Soviétique n'avaient cessé d'être mauvaises depuis 1920, date où la Pologne avait attaqué la Russie déjà affaiblie par le conflit mondial, provoquant ainsi une guerre civile qui revêtit une forme farouche*.

** A la suite de cette guerre, la Pologne repoussa ses frontières orientales de près de 200 kilomètres derrière la ligne Curzon, aux dépens de l'Union Soviétique — la nouvelle délimitation transféra 4 500 000 Ukrainiens et 1 500 000 Russes Blancs sous l'obédience polonaise. Ainsi les frontières occidentale et orientale de la Pologne étaient-elles inacceptables, autant aux yeux de la Russie qu'à ceux de l'Allemagne — circonstance que les démocraties occidentales semblèrent avoir entièrement perdu de vue lorsque Berlin et Moscou esquissèrent un rapprochement au cours de l'été 1939.*

Saisissant l'occasion de conquérir l'amitié d'un pays aussi résolument anti-russe en même temps qu'il le détachait de Genève et de Paris et qu'il sapait ainsi le système de Versailles, Hitler avait pris l'initiative du pacte germano-polonais de 1934. Son geste ne fut pas populaire en Allemagne. Il irrita l'armée, qui n'avait cessé d'être anti-russe et anti-polonaise depuis l'époque de Seeckt. Mais, pour le présent, il servit admirablement Hitler. L'amitié bienveillante de la Pologne l'aida à procéder par ordre : réoccupation de la Rhénanie, mainmise sur l'Autriche et sur la

Tchécoslovaquie. Toutes ces étapes qui fortifiaient l'Allemagne en affaiblissant l'Ouest et en menaçant l'Est, Beck et ses amis, les colonels de Varsovie, les considérèrent avec sympathie et avec un aveuglement total et inexplicable.

Si, comme nous l'avons vu, le ministre des Affaires étrangères polonais, au début de l'année nouvelle, avait été plongé dans le pessimisme par les exigences d'Hitler, son courage sombra encore davantage avec l'arrivée du printemps. Si Hitler, dans son discours d'anniversaire au Reichstag du 30 janvier 1939, avait célébré en termes chaleureux « l'amitié entre l'Allemagne et la Pologne », où il voyait « l'un des facteurs rassurants de la vie politique européenne », Ribbentrop, lui, s'était montré plus franc lorsqu'il était venu en visite officielle à Varsovie, quatre jours plus tôt.

Il avait, une fois de plus, soulevé avec Beck la question des exigences d'Hitler à propos de Dantzig et des communications à travers le Corridor, et en avait souligné « l'extrême modération ». Mais, pas plus sur ce point que sur celui de l'adhésion de la Pologne au Pacte anti-Komintern préconisée par lui, le ministre des Affaires étrangères allemand ne parvint à obtenir de réponse satisfaisante (6). Le colonel Beck commençait à se méfier de ses amis. En fait, il commençait à se sentir sur des charbons ardents.

Le 26 février, l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie avertit Berlin que Beck s'était fait inviter à Londres en fin mars et qu'il irait peut-être à Paris. Bien qu'il fût un peu tard, la Pologne, ainsi que l'écrivit Moltke dans sa dépêche, « désirait entrer en contact avec les démocraties occidentales (7) ». Pour Beck, comme pour tant d'autres qui avaient essayé d'apaiser l'appétit vorace d'Hitler, les yeux commençaient de se dessiller.

Ils le furent totalement et définitivement le 15 mars, lorsque Hitler occupa la Bohême et la Moravie et envoya ses troupes protéger la Slovaquie « indépendante ». La Pologne se réveilla ce matin-là pour se retrouver flanquée au sud le long de la frontière slovaque, comme elle l'était déjà au nord sur les frontières de Poméranie et de Prusse-Orientale, par l'armée allemande. Dû jour au lendemain, sa position militaire était devenue intenable.

Le 21 mars 1939 constitue un jour mémorable dans l'histoire de la marche de l'Europe vers la guerre.

Une activité diplomatique intense se déploya ce jour-là, à Berlin, Varsovie et Londres. Le président de la République française, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, M. Bonnet, arriva en visite officielle dans la capitale britannique. Chamberlain suggéra aux Français que leurs deux pays s'unissent à la Pologne et à l'Union Soviétique dans une déclaration officielle nette exprimant l'intention des quatre nations de se consulter immédiatement sur les mesures destinées à empêcher toute nouvelle agression en Europe. Trois jours auparavant, Litvinov avait proposé — comme il l'avait fait un an seulement auparavant après l'Anschluss — une conférence européenne, où, cette fois, la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Russie, la Roumanie et la Turquie s'uniraient pour arrêter Hitler. Mais le Premier britannique avait jugé cette suggestion « prématurée ». Il se méfiait beaucoup de Moscou et trouvait qu'il ne pouvait aller au-delà d'une « déclaration » des quatre puissances, l'Union Soviétique incluse*.

* « Je dois avouer, écrivit Chamberlain dans une lettre personnelle en date du 26 mars, que j'éprouve une méfiance très profonde à l'égard de la Russie. Je ne crois absolument pas

qu'elle soit capable, le voudrait-elle, de soutenir une véritable offensive. Et je me méfie de ses mobiles... De plus, elle attire à la fois la haine et les soupçons d'un grand nombre de petites puissances, notamment de la Pologne, de la Roumanie et de la Finlande. » (FEILING. The Life of Neville Chamberlain, p. 603.)

Sa proposition fut présentée à Beck, le jour même, c'est-à-dire le 21 mars, par l'ambassadeur de Grande-Bretagne, et reçut un accueil plutôt froid, en ce qui concernait tout au moins l'inclusion des Russes. Le ministre des Affaires étrangères polonais se méfiait, davantage encore que Chamberlain, de l'Union Soviétique et, de plus, il partageait les vues du Premier Ministre sur l'insuffisance de l'aide militaire russe. Il devait conserver cette position sans en démordre jusqu'au moment même de la catastrophe.

Mais c'est à Berlin que se produisit, en cette journée du 21 mars, l'événement qui devait être le plus fatal à la Pologne. Ribbentrop invita l'ambassadeur de Pologne à venir le trouver à midi. Pour la première fois, ainsi que Lipski le nota dans un rapport ultérieur, le ministre des Affaires étrangères ne se montra pas seulement froid mais agressif à son égard. Le Führer, lui dit-il en manière d'avertissement, « était de plus en plus surpris par l'attitude de la Pologne ». L'Allemagne voulait une réponse à ses demandes concernant Dantzig, l'autostrade et la voie ferrée à travers le Corridor. C'était à cette seule condition que pourraient se poursuivre les amicales relations polono-allemandes.

« La Pologne doit comprendre, spécifia Ribbentrop, qu'il faut absolument qu'elle choisisse entre la Russie et l'Allemagne. » Pas de salut pour elle en dehors de « relations raisonnables avec l'Allemagne et son Führer ». Ce qui sous-entendait une « politique anti-soviétique » commune. De plus, le Führer désirait que Beck « vienne bientôt en visite à

Berlin ». Dans l'intervalle, Ribbentrop conseilla fortement à l'ambassadeur de Pologne de se rendre immédiatement à Varsovie afin d'expliquer à son ministre des Affaires étrangères en personne l'état de la situation. « Il conseillait, précisa Lipski à Beck, de ne pas différer l'entretien avec Hitler de peur que le chancelier ne conclût que la Pologne rejetait toutes ses offres (8). »

Avant de quitter la Wilhelmstrasse, Lipski avait demandé à Ribbentrop de bien vouloir lui donner quelques renseignements sur l'entretien qu'il avait eu avec le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'Allemand répondit que la conversation avait porté sur la question de Memel, « qui réclamait une solution ».

A vrai dire, Ribbentrop avait reçu la veille le ministre des Affaires étrangères lithuanien, Juozas Urbays, de passage à Berlin après un voyage à Rome, et avait exigé que la Lithuanie restituât sans délai à l'Allemagne le territoire de Memel. Sinon, le « Führer agirait avec la rapidité de l'éclair ». Les Lithuaniens, dit-il en manière d'avertissement, « ne devaient pas s'illusionner et s'attendre » à une aide quelconque de l'étranger (9).

En fait, quelques mois auparavant, le 12 décembre 1938, l'ambassadeur de France et le chargé d'affaires britannique avaient attiré l'attention du gouvernement allemand sur des bruits selon lesquels la population allemande de Memel était en train de fomenter une révolte et lui avait demandé d'user de son influence pour veiller à ce que le statut de Memel, garanti à la fois par la Grande-Bretagne et par la France, fût respecté. La réponse du ministère des Affaires étrangères avait exprimé « sa surprise et son étonnement » devant la *démarche** anglo-française, et Ribbentrop avait donné l'ordre qu'en cas de nouvelle initiative semblable on signifie aux ambassades que l'« Allemagne avait vraiment espéré que les Français et les Anglais se lasseraient un jour de se mêler de ses affaires (10). »

* *En français dans le texte.*

Depuis quelque temps, le gouvernement allemand, et en particulier le parti et les dirigeants S.S., travaillaient à organiser les Allemands de Memel selon des méthodes que les affaires autrichiennes et sudètes nous ont désormais rendues familières. La coopération de l'armée allemande avait aussi été sollicitée et, comme nous l'avons vu*, trois semaines après Munich, Hitler avait ordonné à ses chefs militaires de préparer, en même temps que la liquidation du restant de la Tchécoslovaquie, l'occupation de Memel.

* *Voir plus haut.*

Puisque la marine n'avait eu aucune occasion de se couvrir de gloire dans la marche sur l'Autriche et le Territoire des Sudètes, enserrés dans les terres, Hitler décida que Memel serait pris par mer. En novembre, les plans navals de cette opération furent dressés sous le nom convenu d' « Exercice de Transport Stettin ». Hitler et l'amiral Raeder étaient si enthousiastes de cette petite démonstration de puissance navale qu'ils s'embarquèrent effectivement à Swinemünde sur le cuirassé de poche *Deutschland* à destination de Memel, le 22 mars, exactement une semaine après l'entrée triomphale du Führer à Prague, et avant que la Lithuanie sans défense ait eu le temps de capituler devant un ultimatum allemand.

Le 21 mars, Weizsaecker, qui devait, beaucoup plus tard, proclamer son dégoût envers la brutalité des méthodes nazies, notifia au gouvernement lithuanien qu'il « n'y avait pas de temps à perdre » et que ses plénipotentiaires devaient se rendre à Berlin dès le lendemain par avion spécial pour livrer par écrit le territoire de Memel à l'Allemagne. Les

Lithuaniens arrivèrent docilement à la fin de l'après-midi du 22 mars, mais, en dépit de la pression germanique exercée personnellement par Ribbentrop poussé par un Hitler en proie au mal de mer à bord de son cuirassé, ils ne se pressèrent pas de capituler.

Deux fois durant la nuit, révélèrent les documents allemands saisis, le Führer adressa du *Deutschland* un radiogramme urgent à Ribbentrop pour demander si les Lithuaniens avaient cédé conformément aux instructions. Le dictateur et son amiral voulaient savoir s'ils devaient faire leur entrée dans le port de Memel en crachant feu de toutes pièces. A une heure trente du matin, le 23 mars, Ribbentrop put enfin transmettre par radio à son maître la nouvelle que les Lithuaniens avaient signé (11).

A quatorze heures trente, le 23 mars, Hitler effectua une nouvelle entrée triomphale dans une nouvelle ville occupée et, au Stadttheater de Memel, s'adressa une nouvelle fois à une foule enthousiaste. Une nouvelle clause du Traité de Versailles venait d'être déchirée. Une nouvelle conquête non sanglante avait été réalisée. Bien qu'il fût impossible au Führer de le savoir, ce devait être la dernière.

L'annexion du territoire de Memel fut une « surprise très désagréable » pour le gouvernement polonais, ainsi que, dès le lendemain, l'ambassadeur d'Allemagne en Pologne, Hans-Adolf von Moltke, en informait Berlin. « La principale raison en est, ajouta-t-il, que l'on redoute en général que ce ne soit désormais le tour de Dantzig et du Corridor (12). » Il indiqua aussi au ministre des Affaires étrangères allemand que Varsovie rappelait des réservistes. Le lendemain, 25 mars, l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, signala que la Pologne avait mobilisé trois classes et concentrait des troupes autour de Dantzig. Le général Keitel ne vit là « aucune intention agressive de la part des Polonais », mais l'état-major général de l'armée, nota-t-il, « prenait les choses un peu plus au sérieux (13) ».

Hitler revint de Memel à Berlin le 24 mars. Le lendemain, il eut un long entretien avec le général von Brauchitsch, généralissime de l'armée de terre. D'après les notes confidentielles de ce dernier, on s'aperçoit que le Führer n'avait pas encore exactement décidé comment il procéderait contre la Pologne (14). En fait, son esprit agité semblait la proie de certaines contradictions. L'ambassadeur Lipski devait revenir le lendemain 26 mars, et le Führer ne voulait pas le voir.

Lipski sera de retour de Varsovie dimanche 26 mars (nota Brauchitsch), il était chargé de demander si la Pologne envisage une transaction concernant Dantzig. Le Führer est parti dans la nuit du 25 mars; il ne veut pas être là quand Lipski reviendra. Ribbentrop négociera d'abord. Le Führer ne souhaite pourtant pas résoudre la question de Dantzig par la force. Il n'a pas envie de jeter, ce faisant, la Pologne dans les bras de la Grande-Bretagne.

Une occupation militaire de Dantzig n'est à envisager que si Lipski laisse entendre que le gouvernement polonais ne peut pas, vis-à-vis de son peuple, assumer la responsabilité de céder spontanément Dantzig et qu'un *fait accompli* lui faciliterait grandement les choses.

C'est là un aperçu intéressant sur la mentalité et le caractère d'Hitler à cette époque. Trois mois auparavant, il avait personnellement assuré Beck qu'il n'y aurait pas de *fait accompli* allemand à Dantzig. Et pourtant, il se rappelait que le ministre des Affaires étrangères polonais avait insisté sur le fait que le peuple polonais ne consentirait jamais à céder Dantzig à l'Allemagne. Si les Allemands s'en emparaient purement et simplement, ce *fait accompli* ne faciliterait-il pas les choses au gouvernement polonais? Jusque-là, Hitler avait toujours fait preuve de génie lorsqu'il s'était agi d'évaluer les points faibles de ses adversaires étrangers et de les utiliser, mais ici, pour la première fois, son jugement avait commencé de se troubler. Les « colonels » qui gouvernaient la Pologne n'étaient peut-être que des individus médiocres et brouillons, mais la dernière chose qu'ils désiraient ou admettraient était bien un fait accompli à Dantzig.

La Ville Libre représentait la préoccupation dominante d'Hitler, mais il voyait aussi plus loin, tout comme ses regards avaient porté sur la Tchécoslovaquie après que Munich lui eut accordé le Territoire des Sudètes.

Pour l'instant (nota Brauchitsch), le Führer n'a pas l'intention de résoudre la question polonaise. Pourtant, celle-ci mérite d'être examinée. Une solution dans le proche avenir nécessiterait des conditions politiques spécialement favorables. La Pologne sera écrasée alors si complètement que, pendant des dizaines d'années à venir, elle ne représentera politiquement plus rien. La solution envisagée par le Führer est une ligne frontière avancée allant de la Prusse-Orientale jusqu'à l'extrémité orientale de la Haute-Silésie.

Brauchitsch savait bien ce que représentait cette frontière. C'était la limite orientale de l'Allemagne d'avant-guerre, supprimée par Versailles et qui avait prévalu aussi longtemps qu'il n'y avait pas eu de Pologne.

Si Hitler entretenait encore quelques doutes sur le contenu de la réponse polonaise, ils furent dissipés lorsque l'ambassadeur Lipski revint à Berlin le dimanche 26 mars pour présenter la réponse de son pays sous la forme d'un mémorandum écrit (15). Ribbentrop en prit immédiatement connaissance, l'écarta de la main, s'emporta contre les mesures de mobilisation polonaises et mit en garde l'envoyé polonais contre les « conséquences possibles ». Il déclara également que toute violation du territoire de Dantzig par les troupes polonaises serait considérée comme une agression contre le Reich.

La réponse écrite de la Pologne, bien que rédigée en termes conciliants, contenait un rejet catégorique des exigences allemandes. Elle exprimait la volonté de poursuivre la discussion sur les moyens de faciliter la circulation ferroviaire et routière allemande à travers le Corridor, mais refusait d'envisager d'exterritorialiser les moyens de communication. En ce qui concernait Dantzig, la Pologne était disposée à remplacer le Statut de la Société des Nations par une garantie germano-polonaise, mais non à ce que la Ville libre devienne une partie de l'Allemagne.

L'Allemagne nazie, à cette époque, n'était pas habituée à voir une petite nation repousser ses exigences, et Ribbentrop fit observer à Lipski que « ceci évoquait certaines imprudences commises par un autre État » — référence évidente à la Tchécoslovaquie que la Pologne avait aidé Hitler à démembrer. Il dut être tout aussi évident pour Lipski, lorsque celui-ci fut à nouveau convoqué par Ribbentrop, que le Troisième Reich emploierait

désormais contre la Pologne ces mêmes tactiques qui avaient si bien réussi contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Le ministre des Affaires étrangères nazi s'éleva violemment contre les prétendues persécutions infligées à la minorité allemande en Pologne et qui, disait-il, avaient créé « une impression désastreuse en Allemagne ».

En conclusion, le ministre (allemand) des Affaires étrangères fit remarquer qu'il ne comprenait plus le gouvernement polonais... Les propositions soumises la veille par l'ambassadeur de Pologne ne pouvaient servir de base d'accord. Les relations entre les deux pays étaient donc en voie d'altération rapide (16).

Varsovie ne se laissa pas intimider aussi facilement que Vienne et que Prague. Le lendemain, 28 mars, Beck convoqua l'ambassadeur d'Allemagne pour lui signifier qu'en réponse à la déclaration de Ribbentrop suivant laquelle un coup de force polonais contre Dantzig représenterait un *casus belli*, il était à son tour contraint de déclarer que toute tentative faite par l'Allemagne ou le sénat nazi de Dantzig en vue de modifier le statut de la Ville Libre serait considérée par la Pologne comme un *casus belli*.

« Vous voulez négocier au bout d'une baïonnette, s'écria l'ambassadeur.

— C'est là votre propre système », rétorqua Beck (17).

Le ministre des Affaires étrangères polonais, dont les yeux s'étaient ouverts, pouvait se permettre d'affronter Berlin avec plus de fermeté que Benès; il savait en effet que le gouvernement britannique, qui, une année auparavant, avait été soucieux d'aider Hitler à satisfaire ses exigences, prenait désormais le parti inverse en ce qui concernait la Pologne. Beck avait personnellement torpillé la proposition britannique d'une déclaration

à quatre pour la raison que la Pologne se refusait à toute forme d'association avec la Russie.

Mais, le 22 mars, il avait suggéré à Sir Howard Kennard, ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie, la conclusion immédiate d'un accord secret anglo-polonais, prévoyant que les deux gouvernements se consulteraient immédiatement dans le cas où ils seraient menacés d'une attaque de la part d'une tierce puissance. Toutefois, alarmés par les mouvements de troupes allemandes dans la région avoisinant le Corridor, ainsi que par les renseignements britanniques concernant les revendications allemandes sur la Pologne (que le rusé Beck avait niées aux Anglais), Chamberlain et Halifax voulaient aller plus loin que de « simples consultations ». Le soir du 30 mars, Kennard soumit à Beck une proposition franco-britannique de pacte d'assistance mutuelle en cas d'agression allemande*.

** Dans le télégramme d'Instructions reçu par Kennard (18), il était nettement stipulé que les Russes devaient être laissés en dehors. Il devient manifeste, y lisait-on, que nos tentatives pour consolider la situation sont vouées à l'échec si l'Union Soviétique est ouvertement associée à ce projet. Des télégrammes récents émanant d'un grand nombre de Missions de S.M. à l'étranger nous ont prévenus que l'inclusion de la Russie ne compromettrait pas seulement le succès de notre effort constructif, mais risquait aussi de fortifier les relations des membres du pacte anti-Komintern, tout en suscitant l'inquiétude de nombreux pays bien disposés à notre égard.*

Mais cette initiative devait elle-même être devancée par les événements. Les rapports qui lui étaient récemment parvenus sur la possibilité d'une imminente attaque allemande contre la Pologne incitèrent le gouvernement britannique à demander le même soir à Beck s'il ne voyait pas d'objections à une garantie unilatérale provisoire britannique de l'indépendance de la Pologne. Chamberlain voulait être fixé le lendemain,

car il souhaitait répondre à une question du Parlement sur ce point. Beck — dont on peut imaginer le sentiment de soulagement — n'avait rien à opposer. En fait, il déclara à Kennard qu'il « acceptait sans hésitation (19) ».

Le lendemain, 31 mars, ainsi que nous l'avons vu, Chamberlain fit aux Communes une déclaration historique, où il révéla que « la Grande-Bretagne et la France apporteraient au gouvernement polonais toute l'aide en leur pouvoir », au cas où la Pologne serait attaquée et résisterait.

A tous ceux qui, à l'instar de l'auteur, se trouvaient à Berlin en ce dernier week-end de mars 1939, la brusque garantie unilatérale britannique parut incompréhensible, malgré l'accueil favorable que lui ménagèrent les pays situés à l'ouest et à l'est de l'Allemagne. A plusieurs reprises, comme nous l'avons vu, en 1936, lorsque les Allemands entrèrent en Rhénanie démilitarisée, en 1938, lorsqu'ils envahirent l'Autriche et agitèrent la menace d'une guerre européenne pour s'emparer de la région des Sudètes, et quinze jours avant seulement, lorsqu'ils mirent la main sur la Tchécoslovaquie, l'Angleterre et la France, soutenues par la Russie, auraient pu prendre des mesures pour arrêter Hitler à peu de frais.

Mais Chamberlain, dans son désir de paix, s'était dérobé. Bien plus, il s'était écarté de sa voie, il avait, selon ses propres termes, risqué sa carrière politique pour aider Hitler à obtenir ce qu'il voulait dans les pays voisins. Il n'avait rien fait pour sauvegarder l'indépendance de l'Autriche. Il s'était associé au dictateur pour détruire celle de la Tchécoslovaquie, la seule nation vraiment démocratique des confins orientaux de l'Allemagne et la seule qui fût une amie de l'Occident et soutînt la Société des Nations ainsi que le principe de sécurité collective.

Il n'avait même pas tenu compte de la valeur militaire que représentaient pour l'Ouest les 35 divisions bien entraînées et bien équipées de la Tchécoslovaquie, retranchées derrière leurs solides fortifications de montagne, à une époque où la Grande-Bretagne ne pouvait envoyer que 2 divisions en France et où l'armée du Reich était incapable de combattre sur deux fronts et, selon les généraux allemands, incapable même de pénétrer les défenses tchèques.

Or, du soir au matin, réagissant avec une amertume compréhensible à la mainmise de l'Allemagne sur ce qui restait de la Tchécoslovaquie, Chamberlain, après avoir délibérément et imprudemment laissé passer tant d'occasions, avait entrepris de garantir unilatéralement un pays de l'Est gouverné par une « junte » de colonels politiquement nuls qui, jusqu'alors, avaient étroitement collaboré avec Hitler, qui, telles des hyènes, s'étaient joints aux Allemands pour démembrer la Tchécoslovaquie, et dont le pays avait été rendu militairement indéfendable par les conquêtes mêmes que la Grande-Bretagne et la Pologne avaient aidé le Reich à remporter*. Et il avait pris ce risque de la onzième heure sans même se soucier de s'assurer le concours de la Russie, dont il avait, par deux fois dans l'année, repoussé les propositions d'une action commune contre toute nouvelle agression nazie.

* Chamberlain ne pouvait pas ne pas être au courant de la faiblesse militaire de la Pologne. Le colonel Sword, attaché militaire britannique à Varsovie, avait, une semaine avant, le 22 mars, envoyé à Londres un long rapport sur la position stratégique désastreuse de la Pologne « bornée de trois côtés par l'Allemagne » et sur les insuffisances des forces armées polonaises notamment en armes et matériel modernes (20).

Le 6 avril, alors que le colonel Beck se trouvait à Londres pour discuter d'un pacte d'assistance mutuelle, le colonel Sword, ainsi que l'attaché de l'air britannique à Varsovie, le colonel Vachell, envoyèrent de nouveaux rapports qui laissaient encore moins d'espoir. Vachell faisait ressortir qu'au cours des douze mois à venir l'armée de l'air polonaise

n'aurait « pas plus de 600 appareils, dont beaucoup sont incapables de se mesurer à l'aviation allemande ». Sword signalait que l'armée et l'aviation polonaises manquaient toutes deux de matériel moderne au point de ne pouvoir opposer qu'une résistance limitée à une attaque à fond des Allemands. L'ambassadeur Kennard, résumant les rapports de ses attachés, informa Londres que les Polonais seraient incapables de défendre le Corridor ou la frontière occidentale contre les Allemands et devraient se replier sur la Vistule au cœur de la Pologne. « L'amitié de la Russie, ajouta-t-il, était donc d'une importance essentielle pour la Pologne (21). »

Pour finir, il avait fait précisément ce que, pendant plus d'une année, il avait fermement affirmé que la Grande-Bretagne n'autoriserait jamais : il avait abandonné à une autre nation la décision de l'entrée en guerre de son pays.

Néanmoins, l'initiative précipitée du Premier Ministre, si tardive qu'elle fût, mettait Adolf Hitler devant une situation entièrement nouvelle. A dater de ce moment, semblait-il, il trouverait la Grande-Bretagne sur sa route chaque fois qu'il voudrait commettre une autre agression. Il ne pourrait plus recourir à la technique qui consistait à s'emparer des pays un à un, tandis que les démocraties occidentales se tiendraient à l'écart en discutant des mesures à prendre. De plus, l'initiative de Chamberlain semblait être le premier pas sérieux vers la formation d'une coalition des puissances contre l'Allemagne, coalition qui, si une riposte victorieuse ne survenait pas, était susceptible de provoquer cet encerclement même qui, depuis Bismarck, n'avait cessé d'être le cauchemar du Reich.

La nouvelle de la garantie accordée par Chamberlain à la Pologne provoqua chez le dictateur allemand une de ses rages typiques. Il se trouvait par hasard en compagnie de l'amiral Canaris et, si l'on en croit ce dernier, il fit les cent pas dans la pièce en tempêtant, donnant des coups de poing sur le marbre de la table, le visage déformé par la fureur, et hurlant à l'intention des Anglais : « Je leur mijoterai un de ces ragoûts qui leur restera dans le gosier (22)! »

Le lendemain, 1er avril, il prononça à Wilhelmshaven un discours à l'occasion du lancement du cuirassé Tirpitz. Il était dans des dispositions si agressives qu'il ne se sentait visiblement plus maître de lui, au point qu'il interdit au dernier moment la transmission en direct de son discours et ordonna d'en différer la radiodiffusion, ce qui permettrait de pratiquer des coupures sur les bandes ayant servi à l'enregistrement*. Malgré cela, la version diffusée fut parsemée d'avertissements à l'adresse de la Grande-Bretagne et de la Pologne.

* En fait, le relais de la transmission au réseau radiophonique américain s'interrompt dès le début du discours d'Hitler. Ce qui fit courir à New York le bruit que le Führer avait été assassiné. Je me trouvais dans le studio de contrôle de la section d'ondes courtes de la Compagnie de Radiodiffusion allemande à Berlin, où je surveillais le relais avec le Columbia Broadcasting System de New York, lorsque la transmission fut brusquement interrompue. Comme je protestais, les fonctionnaires allemands me répondirent que l'ordre émanait d'Hitler en personne. Un quart d'heure après, la CBS me téléphonait de New York me demandant de vérifier la rumeur de l'assassinat. Il me fut facile de la démentir, car mon téléphone branché sur Wilhelmshaven me permettait d'entendre Hitler en train de hurler son discours. Il eût été très difficile de tirer sur le Führer ce jour-là, car il parlait derrière une vitre blindée.

S'ils (les alliés occidentaux) escomptent que l'Allemagne d'aujourd'hui va rester patiente jusqu'au dernier jour tandis qu'ils créeront des États satellites pour les dresser contre l'Allemagne, c'est qu'ils prennent l'Allemagne d'aujourd'hui pour l'Allemagne d'avant-guerre.

Celui qui se déclare prêt à tirer les marrons du feu pour ces puissances doit comprendre qu'il va se brûler les doigts...

Quand les hommes d'État des autres pays déclarent qu'ils vont s'armer et continueront de s'armer toujours davantage, je n'ai qu'une chose à leur répondre : « Vous ne m'aurez pas à la fatigue. Je suis résolu à poursuivre la route où je me suis engagé. »

Hitler, comme le montrait l'interdiction de retransmettre son discours en direct, était assez prudent pour ne pas provoquer à l'excès l'opinion étrangère. Le bruit courait à Berlin que sa première réponse à Chamberlain serait de dénoncer le traité naval anglo-allemand. Mais, dans son discours, il se contenta de déclarer que, si la Grande-Bretagne ne voulait plus y adhérer, l'Allemagne « le prendrait avec beaucoup de calme ».

Comme cela lui était si souvent arrivé, Hitler conclut sur la vieille antienne pacifique : « L'Allemagne n'a aucune intention hostile à l'égard des autres peuples... C'est dans cette conviction que j'ai décidé, voilà trois semaines, de donner au prochain rassemblement du parti le nom de « Convention de la Paix », slogan dont l'ironie s'accroît à mesure que s'écoulait l'été de 1939.

Mais tout ceci était destiné à la consommation publique. Trois jours plus tard, le 3 avril, Hitler donna dans le plus grand secret sa véritable réponse à Chamberlain et au colonel Beck. Elle était contenue dans une directive strictement confidentielle destinée à l'armée, dont il n'y eut que 5 exemplaires, et qui fut la première à s'inscrire dans le cadre du plan d'opérations intitulé en code « Fall Weiss » (Plan Blanc), dont le rôle dans l'histoire du monde allait être considérable.

STRICTEMENT CONFIDENTIEL PLAN BLANC

L'attitude actuelle de la Pologne exige... l'élaboration de préparatifs militaires pour écarter définitivement, si nécessaire, toute menace venant de cette direction.

1. *Conditions et buts politiques :*

... Le but en sera de détruire la force militaire polonaise et de créer dans l'Est une situation qui réponde aux exigences de la défense nationale. L'État libre de Dantzig sera proclamé, au déclenchement des hostilités au plus tard, partie intégrante du territoire du Reich.

Les chefs politiques considèrent que leur tâche, dans ce cas, est d'isoler si possible la Pologne, c'est-à-dire de limiter strictement la guerre à la Pologne. Les crises intérieures qui se multiplient en France et la prudence qu'elles inspirent aux Anglais peuvent entraîner une telle situation dans un avenir assez proche.

L'intervention de la Russie... semble ne devoir être d'aucune utilité à la Pologne... L'attitude de l'Italie est déterminée par l'Axe Rome-Berlin.

2. *Conclusions militaires :*

Les grands objectifs de la mise sur pied des forces armées allemandes continueront d'être déterminés par l'antagonisme des démocraties occidentales. Le Plan Blanc ne constitue qu'un complément de prévision à ces préparatifs.

L'isolement de la Pologne sera maintenu d'autant plus facilement, même après l'ouverture des hostilités, que nous réussirons à déclencher la guerre sans coups brusques et graves, et à obtenir des succès rapides...

3. *Tâches des Forces Armées :*

La tâche de la Wehrmacht est de détruire les forces armées polonaises. Dans ce but, il importe de tendre à une attaque par surprise et de la préparer.

Quant à Dantzig :

L'occupation par surprise de Dantzig peut s'effectuer, en dehors du

cadre de « Fall Weiss », par l'exploitation d'une situation politique favorable... L'occupation militaire s'effectuera à partir de la Prusse-Orientale. La marine soutiendra l'action de l'armée en intervenant par mer.

Le Plan Blanc est un document d'une certaine importance qui comporte plusieurs pièces jointes, « annexes » et « ordres spéciaux », dont la plupart furent rassemblées en un tout le 11 avril et ajoutées plus tard au plan à mesure que le temps des hostilités approchait. Mais, le 3 avril déjà, Hitler y joignit les directives suivantes :

1. Les préparatifs devront être menés de telle sorte que l'opération puisse être déclenchée à n'importe quelle date à partir du 1er septembre 1939.

Comme dans le cas de la date du 1er octobre 1938, qu'Hitler avait prévue longtemps à l'avance pour l'invasion du territoire des Sudètes, cette date, plus importante encore, du 1er septembre 1939 devait être, elle aussi, respectée.

2. Le Haut Commandement des Forces armées (O.K.W.) est chargé de dresser un horaire précis pour l'opération Plan Blanc et devra prendre toutes dispositions en vue d'une synchronisation des trois éléments de la Wehrmacht.

3. Les plans des éléments de la Wehrmacht et les détails de l'horaire devront être soumis à l'O.K.W. avant le 1er mai 1939 (23).

La question était maintenant de savoir si Hitler allait user les nerfs des Polonais au point de les soumettre à ses exigences comme cela s'était passé avec les Autrichiens et (Chamberlain aidant) avec les Tchèques, ou si la Pologne allait tenir bon et résister à une éventuelle agression nazie, et dans ce cas, avec quoi. L'auteur passa la première semaine d'avril en

Pologne à la recherche d'une réponse.

Les renseignements qu'il put rassembler lui permirent de conclure que les Polonais ne céderaient pas aux menaces d'Hitler et combattraient si leur territoire était envahi, mais que, militairement et politiquement, leur position était désastreuse. Leur aviation était désuète, leur armée peu maniable, leur position stratégique — entourés par l'Allemagne de trois côtés — presque désespérée. De plus le renforcement de la Ligne Siegfried rendait extrêmement difficile une offensive anglo-française contre l'Allemagne en cas d'action contre la Pologne. Et, enfin, il devenait manifeste que ces obstinés de « colonels » polonais ne consentiraient jamais à recevoir l'aide de la Russie, les Allemands fussent-ils aux portes de Varsovie.

Les événements, désormais, se précipitèrent. Le 6 avril, à Londres, le colonel Beck signa avec la Grande-Bretagne un accord qui transformait la garantie unilatérale britannique en un pacte provisoire d'assistance mutuelle. Un traité permanent, fut-il annoncé, serait signé dès que les détails en auraient été précisés.

Le lendemain 7 avril, Mussolini envoya ses troupes en Albanie et ajouta la conquête de ce petit pays montagneux à celle de l'Éthiopie. Cette victoire lui fournit un tremplin d'où s'élancer contre la Grèce et la Yougoslavie et, dans l'atmosphère tendue qui régnait en Europe, contribua à accroître la nervosité des petits pays qui osaient défier l'Axe. Ainsi que le prouvent les archives du ministère des Affaires étrangères allemand, cet acte fut perpétré avec la pleine approbation de l'Allemagne qui en avait été préalablement informée.

Le 13 avril, la France et la Grande-Bretagne ripostèrent en accordant

leur garantie à la Grèce et à la Roumanie. Les deux camps commençaient de s'aligner. A la mi-avril, Goering se rendit à Rome et, au grand mécontentement de Ribbentrop, eut deux longs entretiens avec Mussolini, le 15 et le 16 avril (24). Les deux interlocuteurs reconnurent qu' « ils avaient besoin de deux ou trois ans » pour préparer « un conflit général », mais Goering déclara que, si la guerre survenait plus tôt, « l'Axe était dans une position très forte » et « était capable de vaincre tout adversaire éventuel ».

Mention fut faite d'un appel émanant du président Roosevelt et reçu à Rome et à Berlin le 15 avril. Selon Ciano, le Duce avait tout d'abord refusé de le lire et Goering déclara qu'il ne méritait aucune réponse. Mussolini le qualifia d'« effet de la paralysie progressive », mais Goering, lui, exprima l'impression que « Roosevelt souffrait d'un début de maladie mentale ». Dans son télégramme à Hitler et Mussolini, le président avait posé carrément la question :

Êtes-vous prêt à donner l'assurance que vos forces armées n'attaqueront ni n'envahiront le territoire d'aucune des nations indépendantes suivantes?

Suivait une liste de 31 pays, comprenant la Pologne, les États Baltes, la Russie, le Danemark, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne. Le Président espérait qu'une garantie de non-agression de ce genre pourrait porter sur « dix ans au moins et même un quart de siècle si nous avons l'audace de prévoir aussi loin ». En cas de réponse affirmative, il promettait la participation américaine à des « discussions » à l'échelle mondiale visant à soulager le monde du « fardeau écrasant des armements » et à ouvrir des perspectives d'échanges internationaux.

« Vous avez affirmé à plusieurs reprises, rappelait-il à Hitler, que ni vous ni le peuple allemand ne désirez la guerre. Si vous dites la vérité, la guerre n'aura pas lieu. »

A la lumière de ce que nous savons maintenant, ce message semble un appel empreint de naïveté, mais il embarrassa assez le Führer pour que celui-ci annonçât qu'il y répondrait — pas directement, mais dans le discours qu'il devait prononcer lors de la session extraordinaire du Reichstag prévue pour le 28 avril.

Dans l'intervalle, ainsi que le révèlent les archives saisies au ministère des Affaires étrangères allemand, la Wilhelmstrasse, dans son télégramme circulaire du 17 avril, posa deux questions personnelles à chacun des États cités par Roosevelt, à l'exception de la Pologne, de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la France : avaient-ils l'impression d'être menacés par l'Allemagne? Avaient-ils autorisé Roosevelt à faire sa proposition?

« Nous ne doutons pas, télégraphia Ribbentrop à ses diverses missions diplomatiques dans les pays intéressés, que ces deux questions ne doivent recevoir une réponse négative, toutefois, pour des motifs particuliers, nous aimerions en avoir immédiatement une authentique confirmation. » Les « motifs particuliers » allaient devenir manifestes lorsque Hitler prit la parole le 29 avril.

Dès le 22 avril, le ministère des Affaires étrangères allemand soumit un rapport dans lequel il était notifié que la plupart des pays, y compris la Yougoslavie, la Belgique, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et le Luxembourg, « avaient répondu aux deux questions par la négative » — réponse qui devait bientôt montrer avec quelle ingénuité leurs gouvernements considéraient le Troisième Reich. De Roumanie cependant

arriva une réponse mordante qui faisait remarquer que « le gouvernement du Reich était bien placé pour savoir si une menace était susceptible de se présenter ». Tout en haut de la Baltique, la petite Lituanie ne comprit pas d'abord quelle réponse on attendait d'elle; mais la Wilhelmstrasse ne tarda pas à lui fournir les précisions nécessaires. Le 18 avril, Weizsaecker appelait au téléphone son ministre de Riga :

Pour lui dire que nous étions incapables de comprendre la réponse du ministère des Affaires étrangères lituanien à notre question concernant le télégramme de Roosevelt. Alors que pratiquement tous les autres gouvernements avaient déjà répondu et, naturellement, par la négative, M. Munters a jugé qu'il lui fallait consulter son cabinet sur cette ridicule propagande américaine. Si M. Munters ne répondait pas immédiatement à notre question par la négative, nous serions obligés de joindre la Lituanie à la liste des pays qui se sont faits les complices volontaires de M. Roosevelt. J'ai déclaré qu'à mon avis un mot de Herr von Kotze (le ministre d'Allemagne) dans ce sens devait suffire à obtenir de lui la réponse qui s'imposait (25).

Cette prédiction se réalisa.

Ces réponses fournirent à Hitler de puissantes munitions qu'il utilisa magistralement lorsque, par la belle journée de printemps du 28 avril 1939, il prononça son discours au Reichstag. Ce fut là, je crois, le plus long de ses grands discours publics puisqu'il exigea deux heures. A de nombreux égards et surtout sous le rapport de sa puissance d'attraction auprès des Allemands et des sympathisants étrangers de l'Allemagne nazie, ce fut probablement le plus brillant morceau d'éloquence qu'il prononça jamais, le meilleur à coup sûr qu'il m'ait été donné d'entendre.

En fait d'éloquence pure, d'habileté, d'ironie, de sarcasme et d'hypocrisie, il s'éleva à un niveau encore jamais atteint et dont il ne devait jamais plus approcher. Bien que destiné à des oreilles germaniques, il fut radiodiffusé non seulement par toutes les stations allemandes, mais par des centaines d'autres dispersées dans le monde entier; aux États-Unis, les principaux réseaux le retransmirent. Jamais, avant ou après, il n'y eut d'audience plus mondiale que celle qui écouta Hitler ce jour-là*.

** Le jour du discours, Weizsaecker télégraphia à Hans Thomsen, chargé d'affaires allemand à Washington, pour lui recommander de donner au discours du Führer la plus vaste publicité possible aux États-Unis, l'assurant que des crédits supplémentaires lui seraient fournis à cette fin. Le 1er mai, Thomsen répondit: « L'intérêt qu'a suscité ce discours surpasse tout ce que l'on a jamais connu. J'ai donc fait distribuer le texte anglais imprimé ici... à des dizaines de milliers d'adresses de toutes classes et professions, selon le plan convenu. Note de frais suivra (26). »*

Après l'habituel exorde sur les iniquités du Traité de Versailles et les nombreuses injustices et longues souffrances que celui-ci avait accumulées sur le peuple allemand, le discours commença par une réponse qui

s'adressait d'abord à la Grande-Bretagne et à la Pologne et qui bouleversa une Europe inquiète.

Ayant exprimé son sentiment d'admiration et d'amitié pour l'Angleterre, à laquelle il reprocha ensuite violemment sa méfiance envers lui et sa nouvelle « politique d'encerclement » de l'Allemagne, Hitler entreprit de dénoncer le traité naval anglo-allemand de 1935. « La base, dit-il, s'en trouve détruite. »

Il en alla de même avec la Pologne. Hitler révéla la proposition qu'il lui avait faite concernant Dantzig et le Corridor (jusqu'alors tenue secrète), la qualifia de « plus grande concession imaginable dans l'intérêt de la paix européenne » et informa le Reichstag que le gouvernement polonais avait rejeté cette « offre seule et unique ».

J'ai regretté l'incompréhensible attitude du gouvernement polonais. Le pire est qu'à présent, comme la Tchécoslovaquie il y a un an, la Pologne, elle aussi, croit devoir, sous la pression d'une campagne internationale mensongère, mobiliser ses troupes, bien que l'Allemagne n'ait, de son côté, ni mobilisé un seul homme ni songé à entreprendre une action quelconque contre la Pologne. Cela est en soi très regrettable et la postérité décidera un jour si vraiment on a eu raison de décliner cette proposition unique, car je ne la ferais pas une seconde fois...

Les bruits selon lesquels l'Allemagne aurait l'intention d'attaquer la Pologne, poursuivait Hitler, étaient « des inventions pures et simples de la presse internationale ». (Nul, parmi ses dizaines de millions d'auditeurs, ne pouvait savoir que, seulement trois semaines auparavant, il avait donné à ses armées l'ordre écrit de se préparer pour détruire la Pologne « le 1er septembre » au plus tard.) Les inventions de la presse, précisa-t-il, avaient conduit la Pologne à conclure un accord avec la Grande-Bretagne qui «

dans certaines circonstances, contraindrait la Pologne à prendre militairement position contre l'Allemagne. » Par conséquent, cette Puissance avait rompu le pacte de non-agression germano-polonais! « Je considère donc ce pacte... comme ayant été unilatéralement violé par la Pologne et donc comme ayant cessé d'exister. »

Ayant lui-même unilatéralement déchiré deux traités formels, Hitler annonça alors au Reichstag qu'il était tout prêt à entrer en pourparlers pour les remplacer par d'autres. « Je ne puis que me réjouir d'une telle perspective! s'exclama-t-il. Personne n'en peut être plus heureux que moi. » C'était là un vieux tour qu'il avait souvent exécuté auparavant, ainsi que nous l'avons vu, chaque fois qu'il avait violé un traité, mais, bien qu'il l'ignorât sans doute, personne désormais ne devait plus s'y laisser prendre.

Hitler se tourna ensuite vers le président Roosevelt, et le dictateur allemand atteignit là le sommet de son éloquence. Pour une oreille normale, assurément, ses paroles pouaient l'hypocrisie et le mensonge. Mais, pour l'auditoire choisi du Reichstag et pour les millions d'Allemands, sa puissance de sarcasme et sa magistrale ironie formèrent un véritable régal. Les députés pansus furent secoués d'un rire gras en entendant le Führer ridiculiser Roosevelt avec une science des effets qui paraissait inépuisable.

Reprenant un à un les points du télégramme de Roosevelt, il s'arrêtait, souriait presque et adoptait un ton doctoral pour prononcer à voix basse ce seul mot : « Réponse », et satisfaisait alors la curiosité de ses auditeurs. L'auteur revoit encore Hitler s'arrêter périodiquement pour prononcer doucement le mot Antwort, tandis qu'au-dessus de la tribune, Goering, carré dans le fauteuil présidentiel, faisait de son mieux pour réprimer son hilarité et que les membres du Reichstag se préparaient à

éclater d'un rire bruyant chaque fois qu'Hitler recommençait son manège.

M. Roosevelt se déclare toujours convaincu que tous les problèmes internationaux peuvent être résolus autour d'une table de conférence diplomatique.

Réponse : ... Je serais enchanté qu'on pût trouver une solution réelle à tous ces problèmes autour d'une table de conférence. Mon scepticisme vient toutefois du fait que c'est l'Amérique elle-même qui a le plus fait preuve de méfiance à l'égard de l'efficacité des conférences. Car la plus grande conférence de tous les temps a été certainement la Société des Nations. Cet aréopage de tous les peuples du monde, surgi du néant de par la volonté d'un président des États-Unis... Or, le premier État qui s'« éclipa », ce furent les États-Unis!... C'est seulement après une inutile participation pendant de longues années que j'ai pris l'initiative d'imiter l'Amérique...

La liberté de l'Amérique du Nord n'a pas plus été obtenue autour du tapis vert diplomatique que n'y a été décidé le conflit des Nordistes et des Sudistes au cours de la crise de la Sécession. Je ne parlerai pas des innombrables luttes qu'a comportées la soumission progressive du continent de l'Amérique du Nord. Et je ne mentionne tout cela, monsieur Roosevelt, que pour établir que votre manière de voir est certainement digne de tous les respects, mais qu'elle ne se trouve confirmée par l'histoire ni de votre pays ni du reste de l'humanité.

L'Allemagne, rappela Hitler au président, s'est rendue une fois à une conférence — celle de Versailles — non pour discuter mais pour recevoir des ordres : ses représentants « furent traités d'une manière plus infamante que cela ne se pratiquait jadis à l'égard des chefs de Sioux »,

Enfin, Hitler en arriva au point essentiel de sa réponse à la demande du président, exigeant de lui l'assurance qu'il n'attaquerait jamais aucune des trente et une nations citées :

Réponse : Par quel procédé M. Roosevelt a-t-il constaté quelles sont les nations qui se sentent menacées par la politique allemande, et lesquelles?

M. Roosevelt se trouve-t-il en état, malgré l'immense travail qui doit certainement peser sur ses épaules aussi, de connaître de lui-même tous ces mouvements psychiques et

intellectuels qui agitent intérieurement les autres peuples et leurs gouvernements.

M. Roosevelt désire enfin que je sois prêt à lui donner l'assurance que les forces militaires allemandes n'attaqueront pas le territoire ou les possessions des nations indépendantes ci-après...

Et Hitler procéda alors à la lente énumération des États. A mesure qu'il en entonnait les noms, le rire, je m'en souviens, s'enflait dans les travées du Reichstag. Aucun représentant, personne à Berlin semble-t-il, y compris l'auteur lui-même, ne s'aperçut qu'il avait perfidement omis de citer la Pologne.

Puis Hitler sortit son gros atout, ou du moins se le figura-t-il.

Je me suis tout d'abord donné la peine de me renseigner auprès des États énumérés afin de savoir : d'abord, s'ils se sentent menacés et ensuite, surtout, si cette question que nous adresse M. Roosevelt avait été posée à leur suggestion ou tout au moins avec leur consentement.

La réponse a été « non » sur toute la ligne... D'ailleurs il ne m'a pas été possible de communiquer cette demande à tous les États et nations mentionnés parce qu'ils ne disposent pas actuellement de leur liberté — c'est le cas de la Syrie par exemple — mais sont occupés militairement par les États démocratiques, et privés ainsi de tous leurs droits.

Mais en outre, tous les États limitrophes de l'Allemagne ont reçu du Reich des assurances beaucoup plus précises... que M. Roosevelt ne m'en demande dans son étrange télégramme.

Je dois encore attirer l'attention de M. Roosevelt sur quelques erreurs historiques. Il cite entre autres, par exemple, l'Irlande et me prie de déclarer que l'Allemagne n'attaquera pas l'Irlande. Or, je viens de lire un discours du *Taoiseach** irlandais, M. de Valera, dans lequel celui-ci, chose curieuse, en contradiction avec l'opinion de M. Roosevelt, n'accuse pas l'Allemagne d'opprimer l'Irlande, mais reproche à l'Angleterre que l'Irlande ait à souffrir de l'agression constante de ce dernier État.

* *Hitler prenait soin d'employer le terme gaélique pour désigner le Premier Ministre.*

De même, M. Roosevelt ne s'est manifestement pas aperçu du fait que la Palestine n'est pas actuellement occupée par les troupes allemandes, mais par les Anglais, et qu'elle voit sa liberté réduite par le plus brutal abus de la force.

Néanmoins, déclara Hitler, il était prêt à « donner à chacun des États individuellement nommés une assurance de l'ordre de celle souhaitée par M. Roosevelt ». Et plus encore! Ici son regard s'alluma :

Je ne voudrais pas laisser passer l'occasion sans donner avant tout au président des États-Unis une assurance concernant les territoires qui — je le présume — feront le premier objet de ses soucis, notamment les États-Unis eux-mêmes et les autres États du continent américain. Je déclare ici solennellement que toutes les allégations répandues d'une façon quelconque au sujet d'une attaque ou d'une intervention projetée par l'Allemagne contre ou dans un territoire américain ne sont que lourde imposture ou grossiers mensonges. Sans compter que toutes ces allégations ne peuvent d'ailleurs, du point de vue militaire, que sortir de l'imagination d'un fou.

Le Reichstag éclata d'un rire homérique. Hitler n'esquissa pas un sourire, conservant, d'une manière impressionnante, son expression solennelle.

Vint alors la péroraison — la plus éloquente à des oreilles allemandes qu'il ait, je crois, jamais faite.

Monsieur Roosevelt, je comprends très bien que la grande étendue de votre empire et l'immense richesse de votre pays vous permettent de vous sentir responsable de l'histoire du monde entier et du sort de tous les peuples. Moi, monsieur Roosevelt, je suis placé dans un cadre beaucoup plus modeste... J'ai autrefois assumé la direction d'un État qui, par suite de sa confiance dans les assurances du reste du monde ainsi que de la mauvaise gestion de gouvernements démocratiques, se trouvait au bord d'une ruine totale... J'ai surmonté le chaos qui régnait en Allemagne, j'ai rétabli l'ordre, j'ai énormément accru la production... développé la circulation, ordonné la construction de routes; j'ai fait creuser des canaux, édifier de

gigantesques usines et me suis efforcé en même temps de favoriser la culture et l'éducation de notre peuple.

J'ai réussi à réintégrer jusqu'au dernier dans des travaux de production utile 7 millions de chômeurs... Je n'ai pas seulement uni politiquement le peuple allemand mais je l'ai aussi armé, et j'ai encore tenté d'effacer, page par page, ce traité qui constitue dans ses 448 articles l'acte de violence le plus odieux qui ait jamais été commis contre des peuples et des hommes. J'ai rendu au Reich les provinces qui nous ont été arrachées en 1919. J'ai ramené dans leur patrie des millions d'Allemands indiciblement malheureux que l'on nous avait ravis... Tout cela, je l'ai fait, monsieur Roosevelt, sans verser de sang et sans imposer pour cela, à mon peuple et à d'autres, les souffrances de la guerre...

Vous, monsieur Roosevelt, vous avez comparativement la tâche plus facile. En 1933, lorsque je suis devenu chancelier du Reich, vous êtes devenu président des Etats-Unis. Vous avez été ainsi placé, dès le premier instant, à la tête d'un des plus grands et des plus riches pays du monde... Vous pouvez, dès lors, trouver le temps et le loisir, grâce à vos conditions de vie, de vous occuper de problèmes universels... Vos préoccupations et vos initiatives peuvent englober un beaucoup plus grand et beaucoup plus vaste espace que les miennes; car mon monde à moi, monsieur Roosevelt, celui dans lequel la Providence m'a placé et pour lequel j'ai donc l'obligation de travailler, ce monde-là, malheureusement, est beaucoup plus étroit. Il n'englobe que mon peuple. Mais je crois que c'est dans cette sphère que je puis encore le mieux servir la cause qui nous tient tous au cœur : celle de la justice, de la prospérité, du progrès et de la paix de la communauté humaine tout entière.

Pour les Allemands, ce morceau d'éloquence représenta le chef-d'œuvre d'Hitler. Mais, à l'inverse de ce qui s'était passé pour beaucoup d'autres discours, quiconque sortait des frontières du Reich pouvait facilement se rendre compte qu'à l'étranger le discours au Reichstag ne faisait pas illusion aux peuples ni aux gouvernements. Contrairement aux Allemands, ceux-ci se retrouvaient très bien dans ce labyrinthe de mensonges. Et ils s'apercevaient que, malgré sa magistrale éloquence, le Führer, tout en marquant des points aux dépens de Roosevelt, n'avait pas vraiment répondu à la question essentielle du président : en avait-il fini avec les agressions ? Avait-il l'intention d'attaquer la Pologne?

En se retirant pour l'été dans sa retraite montagnaise de Berchtesgaden, Hitler ne réagit pas publiquement à la réponse que lui fournit le 5 mai la Pologne dans une allocution prononcée au parlement par le colonel Beck, et dans un mémorandum officiel qui fut remis à l'Allemagne à cette date. La déclaration polonaise et le discours de Beck constituèrent une réponse digne, conciliatrice, mais pleine de fermeté.

Il est clair, y lisait-on, que des négociations dans lesquelles un État formule des exigences alors que l'autre se voit obligé d'accepter ces dernières sans changements ni réserves ne constituent pas des négociations.

Dans son discours du 28 avril, Hitler avait omis d'attaquer, comme de coutume, l'Union Soviétique. Pas un mot n'y concernait la Russie. Le colonel Beck, dans sa réponse, avait mentionné « diverses autres allusions » faites par l'Allemagne « qui allaient bien au-delà des sujets de discussion » et se réservait le droit de « revenir sur cette question en cas de nécessité » — référence voilée mais évidente aux efforts antérieurs de l'Allemagne en vue de persuader la Pologne de se joindre au pacte anti-Komintern dirigé contre la Russie. Bien que, comme Chamberlain, Beck ne fût au courant de rien, ces menées antirusses n'avaient plus cours. Des idées nouvelles commençaient de germer à Berlin et à Moscou.

Il est difficile de déterminer exactement quand furent accomplis, dans les deux capitales, les premiers pas vers une entente entre l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique, dont les répercussions dans le monde devaient être si graves. C'est au 3 octobre 1938, quatre jours après Munich, qu'il faut remonter, ainsi qu'on l'a déjà noté, pour déceler le premier indice d'un changement dans la direction du vent, lorsque le conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Moscou informa Berlin que Staline ne manquerait pas de tirer certaines conclusions du règlement de la question des Sudètes dont il avait été exclu et qu'il pourrait bien se montrer « plus positif » à l'égard de l'Allemagne.

Le diplomate préconisait fortement une collaboration économique « plus large » entre les deux pays; il renouvela son appel, une semaine plus tard, dans une seconde dépêche (27). Vers la fin d'octobre, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Friedrich Werner comte von der Schulenburg,

notifia au ministère des Affaires étrangères allemand son « intention d'obtenir prochainement une audience de Molotov, président du Presidium des Commissaires du Peuple, pour tenter de régler les questions qui troublaient les relations germano-soviétiques (28) ». Étant donné l'hostilité d'Hitler à l'égard de Moscou, ce n'est pas de lui-même que l'ambassadeur aurait pu concevoir une telle intention. La suggestion devait en venir de Berlin.

On en peut trouver la preuve en consultant les archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Du point de vue allemand, la première chose à faire était d'améliorer les échanges entre les deux pays. Un mémorandum du ministère des Affaires étrangères en date du 4 novembre 1938 révèle que les services du feld-maréchal Gœring demandaient instamment qu' « on essayât au moins de ressusciter le commerce avec la Russie, notamment dans la mesure où il s'agissait des matières premières russes (29) ». L'accord économique germano-russe venait à expiration à la fin de l'année et les fichiers de la Wilhelmstrasse sont remplis de documents montrant les vicissitudes que connurent les négociations en vue de son renouvellement. Les deux parties entretenaient une méfiance réciproque, tout en étant vaguement soumises à une attraction mutuelle. Le 22 décembre, de longs entretiens avaient eu lieu à Moscou entre la délégation économique russe et le roi des trublions dans sa spécialité, Julius Schnurre.

Peu après le Nouvel An, l'ambassadeur des Soviets à Berlin, Alexei Merekalov, effectua l'un de ses rares déplacements à la Wilhelmstrasse afin d'« exprimer le désir où était l'Union Soviétique d'inaugurer une ère nouvelle dans les relations économiques germano-soviétiques ». De prometteuses conversations prirent place pendant quelques semaines,

mais, dès le mois de février 1939, elles furent bien près d'achopper, en apparence sur la question de savoir si les principales négociations s'effectueraient à Moscou ou à Berlin.

La véritable raison en fut révélée dans un mémorandum du directeur du département économique de la Wilhelmstrasse en date du 11 mars 1939. Bien que l'Allemagne eût un besoin urgent de matières premières russes et que Goering ne cessât de réclamer qu'on s'en procurât, le Reich était purement et simplement incapable de fournir à l'Union Soviétique les produits de contrepartie. L'auteur de la note jugeait que la « rupture des négociations » serait extrêmement regrettable en raison de la situation de l'Allemagne concernant les matières premières (30).

Mais, si la première tentative de rapprochement économique germano-russe avait présentement échoué, il y avait d'autres indices dans l'air. Le 10 mars 1939, Staline prononçait un long discours lors de la première session du dix-huitième Congrès du parti à Moscou. Trois jours plus tard, le vigilant Schulenburg adressait à Berlin un long rapport. Il convenait, disait-il, de noter que l'ironie et les critiques de Staline étaient beaucoup plus acérées lorsqu'elles s'adressaient à la Grande-Bretagne que lorsqu'elles avaient trait aux soi-disant États agresseurs et notamment à l'Allemagne.

Staline, soulignait l'ambassadeur, a déclaré que « la faiblesse des puissances démocratiques... se traduit par le fait qu'elles ont abandonné le principe de la sécurité collective pour se tourner vers une politique de non-intervention et de neutralité. A la base de cette politique, il y a le désir de détourner les États agresseurs vers d'autres victimes ». Et il citait plus bas les accusations du dictateur soviétique contre les Alliés occidentaux

qui :

repoussaient les Allemands toujours davantage vers l'est, en leur faisant miroiter une proie facile et en leur disant : « Vous n'avez qu'à faire la guerre aux Bolchéviques, et tout le *reste s'arrangera de soi-même*. Ce qui a tout d'un encouragement... On dirait que leur but... est de provoquer la fureur de l'Union Soviétique contre l'Allemagne... et de susciter un conflit avec l'Allemagne sans raisons apparentes...

Pour conclure, Staline formula deux principes directeurs :

I. Continuer de poursuivre une politique de paix et de consolidation économique avec tous les pays.

II. ... empêcher notre pays de se laisser entraîner dans un conflit par des bellicistes dont l'habitude est de laisser les autres tirer pour eux les marrons du feu (31).

De la part de l'homme qui prenait en Russie toutes les décisions, c'était un net avertissement que l'Union Soviétique n'avait aucune intention de se laisser entraîner dans une guerre contre l'Allemagne nazie pour épargner la Grande-Bretagne et la France; et, s'il ne fut pas relevé à Londres, Berlin tout au moins en prit note*.

* *Bien qu'une dépêche du correspondant de l'Associated Press à Moscou (publiée à New York dans le Times du 12 mars) ait signalé qu'après la condamnation par Staline des efforts en vue de pousser la Russie à faire la guerre à l'Allemagne, on avait parlé dans les cercles diplomatiques de Moscou d'un rapprochement germano-soviétique. Sir William Seeds, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, ne semble pas avoir participé à aucune de ces conversations. Dans sa dépêche rapportant le discours de Staline, Seeds ne fit aucune mention d'une telle éventualité.*

Un de nos représentants en Europe, Joseph E. Davies, ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou, et en poste à Bruxelles à l'époque, sut tirer du discours de Staline les conclusions qui s'imposaient. « C'est une déclaration très significative, nota-t-il dans son journal en date du 11 mars. Elle porte la marque d'un net avertissement aux gouvernements français et britannique que les Soviets commencent à se lasser de l'opposition « non

réaliste » aux pays agresseurs. Cela... est vraiment de très mauvais augure pour les négociations entre le Foreign Office et l'Union Soviétique. C'est là certainement la mise en garde la plus significative que j'aie vu jusqu'ici. » Le 21 mars, il écrivait au sénateur Key Pittman : « Hitler fait un effort désespéré pour séparer Staline de la France et de la Grande-Bretagne. A moins d'un réveil des Anglais et des Français, je crains fort qu'il ne réussisse (32). »

Et pourtant, si l'on considère le discours de Staline et les divers échanges diplomatiques qui se produisirent peu après, il est évident que la politique étrangère soviétique, tout en étant d'une extrême prudence, était loin d'être fixée. Trois jours après que les nazis eurent occupé la Tchécoslovaquie, le 15 mars, le gouvernement soviétique proposait, comme nous l'avons vu, une conférence à six pour discuter des moyens de prévenir une nouvelle agression, suggestion que Chamberlain repoussa comme étant « prématurée** ». Ceci se passait le 18 mars. Deux jours plus tard, dans un communiqué officiel publié à Moscou et que l'ambassadeur d'Allemagne s'empressa de télégraphier à Berlin, la Russie nia qu'elle eût offert son assistance à la Pologne et à la Roumanie « dans l'éventualité où celles-ci seraient victimes d'une agression ». Motif : « Ni la Pologne ni la Roumanie n'avaient pressenti le gouvernement soviétique pour lui demander son aide, pas plus qu'elles ne l'avaient informé d'un danger les menaçant (34). »

*** En expliquant à l'ambassadeur des Soviets à Londres, Ivan Maisky, pourquoi la proposition russe d'une conférence devant de préférence prendre place à Bucarest n'était pas « acceptable », Lord Halifax déclara, le 19 mars, qu'aucun ministre de la Couronne ne pouvait présentement se rendre à Bucarest. Il est clair que cette rebuffade aigrit les Russes pendant leurs négociations ultérieures avec les Anglais et les Français. Maisky devait déclarer plus tard à Robert Boothby, le député conservateur, « que le rejet de la proposition russe avait porté un coup écrasant à la politique de sécurité collective » et qu'il avait décidé du sort de Litvinov (33).*

La garantie unilatérale du 31 mars accordée à la Pologne par le

gouvernement britannique avait peut-être contribué à convaincre Staline que la Grande-Bretagne préférait s'allier aux Polonais plutôt qu'aux Russes et que, comme à l'époque de Munich, Chamberlain était bien décidé à maintenir l'Union Soviétique en dehors du concert des puissances européennes (35).

Dans cette situation, les Allemands et les Italiens commencèrent d'entrevoir certaines possibilités. Goering, qui exerçait une influence grandissante sur Hitler en matière de politique étrangère, avait rencontré Mussolini à Rome le 16 avril et avait attiré l'attention du Duce sur le dernier discours de Staline au Congrès du Parti communiste. Il avait été très frappé par la déclaration du dictateur soviétique selon laquelle « les Russes ne consentiraient jamais à servir de chair à canon aux puissances capitalistes ».

Il déclara qu'« il demanderait au Führer s'il n'était pas possible de lancer un prudent ballon d'essai... en vue d'un rapprochement ». Et il rappela à Mussolini qu'« il n'avait absolument pas été fait mention de la Russie dans les derniers discours du Führer ». Le Duce, d'après le procès-verbal confidentiel de cette rencontre, accueillit favorablement l'idée d'un *rapprochement* des puissances de l'Axe avec l'Union Soviétique. Le dictateur italien avait lui aussi perçu un changement à Moscou; il jugeait donc qu'un rapprochement pourrait s'effectuer avec une facilité relative.

Ce qu'il faudrait, dit Mussolini, ce serait persuader la Russie de réagir défavorablement et sans empressement aucun aux efforts britanniques d'encerclement, dans l'esprit du discours de Staline... De plus, dans leur lutte idéologique contre la ploutocratie et le capitalisme, les Puissances de l'Axe ont, dans une certaine mesure, les mêmes objectifs que le régime russe (36).

C'était là un tournant radical dans la politique de l'Axe, dont Chamberlain eût été sûrement bien surpris s'il avait été au courant. Peut-être Litvinov en aurait-il été lui aussi fort étonné.

Le jour même de cette discussion entre Goering et Mussolini — le 16 avril — le commissaire soviétique aux Affaires étrangères recevait l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou pour lui proposer officiellement un triple pacte d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union Soviétique. Ce pacte, pour être effectif, exigeait une convention militaire entre les trois puissances et l'octroi par les signataires (auxquels pouvait, si elle le désirait, se joindre la Pologne) d'une garantie à toutes les nations d'Europe centrale et orientale qui se sentaient menacées par l'Allemagne nazie.

Ce fut la dernière offre d'alliance contre le Troisième Reich que fit Litvinov, et le ministre russe, qui avait misé toute sa carrière sur le recours à l'action collective pour faire échec à Hitler, avait dû se figurer qu'il parviendrait enfin à réaliser l'union des démocraties occidentales et de la Russie, rapprochées par un but commun. Ainsi que le déclara Churchill, déplorant dans son discours du 4 mai que Londres n'ait pas encore accepté l'offre russe : « Il n'y a aucune possibilité de maintenir à l'est un front contre l'agression nazie sans l'aide active de la Russie. » Aucune autre puissance d'Europe orientale, et la Pologne moins que toute autre, ne possédait la force militaire permettant de maintenir un front dans cette région. Et pourtant la proposition russe provoqua la consternation à Londres et à Paris.

Toutefois, elle n'avait pas encore été repoussée que Staline prenait ses premières dispositions pour passer dans l'autre camp.

Le 17 avril, le lendemain même du jour où Litvinov faisait à l'ambassadeur de Grande-Bretagne une offre d'une telle portée, l'ambassadeur d'U.R.S.S. allait trouver Weizsaecker à la Wilhelmstrasse. C'était, nota le secrétaire d'État dans un mémorandum, la première visite que lui faisait Merekalov, depuis que celui-ci avait pris possession de son poste, il y avait de cela près d'un an. Après quelques remarques préliminaires sur les relations économiques germano-russes, l'ambassadeur se tourna vers la politique et

me demanda à brûle-pourpoint (écrivit Weizsaecker) ce que je pensais des relations germano-russes... L'ambassadeur s'exprima à peu près en ces termes :

La politique russe a toujours suivi une ligne droite. Les divergences idéologiques ont eu très peu de répercussions néfastes sur les relations entre la Russie et l'Italie et il ne faut pas non plus qu'elles troublent les relations avec l'Allemagne. La Russie n'a pas exploité contre nous la friction qui règne actuellement entre l'Allemagne et les démocraties occidentales, et elle n'en a aucun désir. La Russie, quant à elle, ne voit aucune raison de ne pas observer une attitude normale vis-à-vis de nous, et des relations normales sont susceptibles de se transformer en liens toujours plus étroits.

C'est sur cette remarque, vers laquelle il avait constamment orienté l'entretien, que M. Merekalov mit un terme à ses propos. Il a l'intention de se rendre à Moscou d'ici un jour ou deux (37).

Dans la capitale russe, quelque chose se préparait.

La révélation en vint le 3 mai. A cette date, reléguée en dernière page des journaux soviétiques, dans une colonne intitulée « Nouvelles en Bref », parut un petit entrefilet. « M. Litvinov a, sur sa demande, été déchargé de ses fonctions de commissaire aux Affaires étrangères. » Son remplaçant était Vyacheslav Molotov, président du Conseil des Commissaires du Peuple.

Le chargé d'affaires allemand fit dès le lendemain rapport du changement à Berlin.

Ce changement brusque a causé ici la plus grande surprise, car Litvinov était au cœur des négociations avec la délégation britannique et se trouvait tout à côté de Staline à la revue du 1er mai.

Puisque, le 2 mai encore, Litvinov recevait l'ambassadeur de Grande-Bretagne et qu'il a même été cité hier dans la presse comme l'hôte d'honneur de Staline à la revue, il semble que son renvoi soit dû à une décision spontanée de Staline... Au dernier congrès du parti, Staline recommanda la prudence, de peur que l'Union Soviétique ne soit entraînée dans un conflit. Molotov, qui n'est pas juif, a la réputation d'être l'« ami le plus intime et le plus proche collaborateur de Staline ». Sa nomination tend manifestement à fournir l'assurance que la politique étrangère se conformera étroitement aux principes posés par Staline (38).

La signification du brusque renvoi de Litvinov était claire pour tous. Elle traduisait un changement brutal et violent de la politique étrangère soviétique. Litvinov avait été le grand apôtre de la sécurité collective, du renforcement des pouvoirs de la Société des Nations et il avait cherché la sécurité russe en face de l'Allemagne nazie dans une alliance militaire avec la Grande-Bretagne et la France. Les hésitations de Chamberlain à l'égard de cette alliance furent fatales au commissaire aux Affaires étrangères russe. Selon Staline — et son jugement était le seul qui comptait à Moscou — les méthodes de Litvinov avaient échoué. Bien plus, elles menaçaient de fourvoyer l'Union Soviétique dans une guerre contre l'Allemagne, alors que la Grande-Bretagne pourrait bien parvenir à se maintenir hors du conflit.

Il était temps, conclut Staline, d'essayer de virer de bord*. Si

Chamberlain avait pu contenter Hitler, pourquoi n'y parviendrait-il pas? Le Fait que Litvinov, un Juif, fût remplacé par Molotov qui, ainsi que l'avait souligné l'ambassadeur d'Allemagne dans son télégramme à Berlin, n'en était pas un, ne laisserait pas d'avoir certaines répercussions dans les hautes sphères nazies.

** Si l'on peut, prudemment, accorder quelque créance au journal publié de Litvinov (Notes pour un Journal), Staline envisageait ce changement depuis Munich, dont les Soviets avaient été exclus. Vers la fin de 1938, selon un passage de cet ouvrage, Staline avait déclaré à Litvinov : « Nous sommes prêts à conclure un accord avec les Allemands... et aussi à rendre la Pologne inoffensive. » En janvier 1939, le commissaire aux Affaires Étrangères notait : « Il semble qu'ils ont décidé de me révoquer. » Dans le même passage, il révèle que toutes ses communications avec l'ambassade des Soviets à Berlin doivent désormais passer par Staline et que l'ambassadeur Merekalov, sur l'ordre de Staline, est sur le point d'amorcer des négociations avec Weizsaecker « pour faire savoir effectivement » à Hitler ces dispositions nouvelles : « Nous n'avons pu jusqu'à présent nous entendre, mais désormais c'est différent. » Le Journal est un ouvrage un peu sujet à caution. Le professeur Edward Hallett Carr, qui fait en Grande-Bretagne autorité sur l'Union Soviétique, l'a examiné et a conclu que, bien qu'ayant été parfois retouché au point que certains passages en sont de la « pure fiction », il reflète assez bien, dans l'ensemble, les vues de Litvinov.*

Afin de veiller à ce que la signification du changement soviétique n'échappât pas aux Allemands, Georgi Astakhov, le chargé d'affaires soviétique, aborda, le 1er mai, cette question au cours de l'entretien qu'il eut avec le docteur Julius Schnurre, le spécialiste allemand des questions économiques d'Europe orientale.

Astakhov (nota Schnurre dans son rapport) fit allusion au renvoi de Litvinov et essaya de savoir si cet événement était susceptible de modifier notre attitude envers l'Union Soviétique. Il insista sur la forte personnalité de Molotov, qui n'avait rien d'un spécialiste de politique étrangère mais qui n'en aurait qu'une plus grande importance pour la future politique étrangère soviétique (39).

Le chargé d'affaires invita aussi les Allemands à reprendre les négociations commerciales interrompues en février.

Le gouvernement britannique ne répondit pas avant le 11 mai aux propositions soviétiques d'alliance militaire du 16 avril. La réponse équivalait à un rejet. Ce qui ne fit que confirmer Moscou dans ses soupçons que Chamberlain ne désirait pas conclure un pacte militaire avec la Russie pour empêcher Hitler de s'emparer de la Pologne.

Il n'est donc pas surprenant que les Russes aient multiplié leurs travaux d'approche auprès des Allemands. Le 17 mai, Astakhov rencontra à nouveau Schnurre au ministère des Affaires étrangères et, après avoir discuté des problèmes d'échanges commerciaux, aborda de plus vastes questions.

Astakhov déclara (relata Schnurre) qu'il n'y avait aucun conflit de politique étrangère entre l'Allemagne et l'Union Soviétique et qu'il n'existait par conséquent aucun motif d'hostilité entre les deux pays. A dire vrai, l'Union Soviétique avait l'impression très nette d'être menacée par l'Allemagne. Mais il serait sûrement possible de dissiper l'inquiétude et la méfiance qui régnaient à Moscou... En réponse à la question que je posai à ce propos, il aborda le sujet des négociations anglo-soviétiques et conclut qu'au stade où elles en étaient présentement le résultat désiré par la Grande-Bretagne ne semblait pas près de se matérialiser (40).

Trois jours plus tard, le 21 mai, l'ambassadeur von der Schulenburg eut à Moscou un long entretien avec Molotov. Le nouveau commissaire aux Affaires étrangères était dans des dispositions « très amicales » et informa l'envoyé allemand que les négociations économiques étaient susceptibles de reprendre, à condition qu'on leur constituât les bases politiques nécessaires. C'était là une nouvelle avance du Kremlin, mais

accomplie avec combien de prudence par le rusé Molotov. Lorsque Schulenburg lui demanda ce qu'il entendait par « bases politiques », il répliqua que les deux gouvernements trouveraient là matière à réflexion. Tous les efforts de l'ambassadeur pour faire sortir de sa réserve le madré commissaire aux Affaires étrangères furent vains. « Il est réputé, rappela Schulenburg à Berlin, pour son obstination ». En quittant le ministère des Affaires étrangères russe, l'ambassadeur passa voir Vladimir Potemkine, commissaire adjoint soviétique aux Affaires étrangères, pour l'avertir qu'il n'avait pas été capable de découvrir la nature des exigences politiques de Molotov. « J'ai demandé à Herr Potemkine de le faire pour moi », ajouta Schulenburg (41).

La reprise des contacts entre Berlin et Moscou n'échappa nullement aux yeux vigilants de l'ambassadeur de France dans la capitale allemande. Dès le 7 mai, quatre jours après le renvoi de Litvinov, M. Coulondre informait son ministre que, d'après les renseignements que lui avait communiqués un confident intime du Führer, l'Allemagne recherchait actuellement une entente avec la Russie, qui entraînerait, entre autres choses, un quatrième partage de la Pologne. Deux jours plus tard, l'ambassadeur expédiait à Paris un nouveau télégramme relatant que le bruit courait désormais à Berlin « que l'Allemagne avait fait ou allait faire à la Russie des propositions tendant à un partage de la Pologne (42) ».

Malgré la piètre opinion où les feuilles de chêne de la Wehrmacht tenaient la puissance militaire italienne, Hitler réclamait maintenant cette alliance militaire avec l'Italie que Mussolini ne s'était jamais pressé de conclure. Les conversations entre les deux hauts commandements débutèrent en avril, et Keitel fit part à l'O.K.W. de l'« impression » défavorable qu'il avait retirée de l'état des forces combattantes et du réarmement italiens. La guerre, selon lui, devrait être décidée vite, ou bien les Italiens s'abstiendraient d'y participer (43).

Vers la mi-avril, ainsi qu'en témoigne son journal (44), Ciano se prit d'inquiétude devant la multiplication des indices que l'Allemagne était susceptible d'attaquer la Pologne d'un moment à l'autre et de précipiter une guerre européenne pour laquelle l'Italie n'était pas préparée. Lorsque, le 20 avril, Attolico, l'ambassadeur d'Italie à Berlin, télégraphia que l'intervention de l'Allemagne en Pologne était imminente, Ciano lui enjoignit d'avancer la date de l'entrevue qu'il devait avoir avec Ribbentrop, afin que l'Italie ne soit pas prise au dépourvu.

Les deux ministres des Affaires étrangères se rencontrèrent à Milan le 6 mai. Ciano était porteur d'instructions écrites de Mussolini, lui recommandant de bien souligner aux Allemands que les Italiens étaient soucieux d'éviter la guerre au moins trois ans encore. A sa grande surprise, Ribbentrop acquiesça et déclara que l'Allemagne, elle aussi, désirait maintenir la paix pendant ce laps de temps. En fait, Ciano trouva « pour la première fois » le ministre des Affaires étrangères allemand « dans une agréable détente nerveuse ». Ils passèrent en revue la situation en Europe,

tombèrent d'accord sur l'amélioration des relations de l'Axe avec l'Union Soviétique et levèrent la séance pour assister à un dîner de gala.

Lorsque, après le dîner, Mussolini téléphona pour savoir comment s'étaient passés les entretiens et que Ciano répondit que tout avait bien marché, le Duce eut une brusque inspiration. Il pria son gendre de faire annoncer que l'Allemagne et l'Italie avaient décidé de conclure une alliance militaire. Ribbentrop commença par hésiter. Puis il finit par consentir à soumettre la question à Hitler, et le Führer, pressenti par téléphone, s'empressa de se rallier à la suggestion de Mussolini (45).

Ainsi, obéissant à une impulsion brusque, après plus d'un an d'hésitation Mussolini lia-t-il irrévocablement son sort à celui d'Hitler. C'était l'un des premiers signes que le dictateur italien, comme son collègue allemand, commençait de perdre ce magnifique sang-froid qui, jusqu'à cette année de 1939, leur avait permis de servir les intérêts de leurs pays respectifs avec une froide lucidité. Les conséquences ne devaient pas tarder à s'en avérer désastreuses pour Mussolini.

Le « Pacte d'Acier », comme on le dénomma, fut dûment signé avec toute la pompe désirable, à la Chancellerie du Reich à Berlin, le 22 mai. Ciano avait conféré à Ribbentrop le Collier de l'Annonciade, geste qui non seulement irrita Gœring, mais, ainsi que le constata le ministre des Affaires étrangères italien, lui fit même monter les larmes aux yeux. En fait, le gros feld-maréchal avait fait une véritable scène, disant que c'était à lui que revenait ce collier, parce qu'il était le véritable promoteur de l'alliance.

« J'ai promis à Mackensen (l'ambassadeur d'Allemagne à Rome), nota Ciano, que je ferais tous mes efforts pour que Gœring puisse aussi le recevoir. »

Ciano trouva Hitler « en bonne santé, très tranquille, moins agressif » quoique un peu vieilli et avec des rides plus profondes sous les yeux, sans doute par défaut de sommeil*. Le Führer fit preuve d'excellente humeur en regardant les deux ministres des Affaires étrangères apposer leur signature sur le document.

* *Le Journal de Ciano, en date du 22 mai, est rempli de passages piquants sur Hitler et son étrange entourage. Frau Gæbbels se plaignit de ce qu'Hitler faisait veiller ses amis toute la nuit et s'exclama : « C'est toujours lui qui parle! Il se répète et finit par ennuyer ses auditeurs! » Ciano entendit aussi des allusions « aux tendres sentiments du Führer pour une belle jeune fille. Elle a vingt ans, de beaux yeux limpides, le visage régulier et un corps magnifique. Elle s'appelle Sigrid von Lappers. Ils se voient souvent, même en tête-à-tête. » (Journal de Ciano, p. 96.) Ciano, personnellement très apprécié du beau sexe, était manifestement intrigué. Il n'avait visiblement jamais entendu parler d'Eva Braun, la maîtresse d'Hitler, qui, à cette époque, était rarement autorisée à venir à Berlin.*

C'était une alliance militaire nettement formulée et dont le caractère agressif était souligné par une phrase du préambule qu'Hitler avait tenu à insérer et qui déclarait que les deux nations « unies par la profonde affinité de leurs idéologies... sont résolues à agir côte à côte et à unir leurs forces pour obtenir l'espace vital qui leur est nécessaire ». L'essentiel du pacte était contenu dans l'article III :

Si, à l'encontre des vœux et des espoirs des parties contractantes, il devait arriver que l'une d'elles fût entraînée dans des complications guerrières avec une autre puissance, ou avec d'autres puissances, l'autre partie contractante interviendra immédiatement comme alliée à ses côtés et la soutiendra avec toutes ses forces militaires, sur terre, sur mer et dans l'air.

L'article V stipulait que, dans l'éventualité d'un conflit armé, aucune des deux puissances ne pourrait conclure d'armistice ou de paix séparés (46).

La suite devait montrer que Mussolini commença par enfreindre la première clause et que l'Italie finit par ne pas respecter la seconde.

Le lendemain, 23 mai, de la signature du Pacte d'Acier, Hitler convoqua ses chefs militaires à Berlin dans son bureau de la Chancellerie et leur annonça brutalement qu'on ne pouvait désormais remporter de nouveaux succès sans verser le sang et que la guerre était, par conséquent, inévitable.

C'était une réunion un peu plus nombreuse que celle qui avait pris place le 5 novembre 1937 et où le Führer avait, pour la première fois, averti les commandants en chef des trois armes de sa résolution de faire la guerre. Quatorze officiers, en effet, étaient présents, dont le feld-maréchal Goering, le grand amiral Raeder (tel était son grade à l'époque), les généraux von Brauchitsch, Halder et Keitel, le général Erhard Milch, inspecteur général de la Luftwaffe, et le contre-amiral Otto Schniewind, chef de l'état-major de la marine.

Le chef d'état-major du Führer, le lieutenant-colonel Rudolf Schmundt, était également présent, et, par bonheur pour l'histoire, prit des notes. Son procès-verbal de la séance figure parmi les documents allemands saisis. Visiblement, les paroles prononcées par Hitler en cette occasion furent à ce point considérées comme confidentielles qu'aucune copie du procès-verbal n'existe; la seule dont nous disposons est de la propre main de Schmundt (47).

C'est l'un des documents secrets les plus importants et des plus révélateurs décrivant la voie qui mena Hitler à la guerre. Ici, en présence de la poignée d'hommes qui seront à la tête des forces militaires dans un conflit armé, Hitler fait fi de toute sa propagande et de ses fourberies

diplomatiques pour expliquer en toute sincérité pourquoi il doit attaquer la Pologne et, s'il le faut, relever le défi de la Grande-Bretagne et de la France.

Il prédit avec une étrange exactitude le cours que suivra la guerre — tout au moins en sa première année. Et pourtant, en dépit de tout son franc-parler, son discours — car le dictateur fut le seul à prendre la parole — trahit plus d'incertitude et de confusion mentale que son auteur n'en avait montré jusqu'alors. Ce qui transparait surtout, c'est que l'Angleterre et les Anglais continuent de le déconcerter comme ils devaient le faire jusqu'à la fin de sa vie.

Mais, sur cette guerre qui approche et les mobiles qui le poussent à la déclencher, il est clair et précis, et aucun général ni amiral n'a pu quitter la Chancellerie, le 23 mai, sans être fixé sur ce qui va se produire à la fin de l'été. Les problèmes économiques de l'Allemagne, dit-il en commençant, ne peuvent être résolus que par l'accroissement de notre Lebensraum en Europe, « ce qui est impossible sans envahir d'autres pays et sans attaquer les possessions d'autres peuples ».

On ne peut plus remporter d'autres succès sans verser le sang...

Ce n'est pas Dantzig qui est le motif du litige. Il s'agit d'étendre notre espace vital à l'Est, de nous assurer des ressources alimentaires et aussi de résoudre le problème des États Baltes... Il n'y a pas d'autre possibilité en Europe... Si le destin nous contraint à en venir aux prises avec l'Ouest, la possession d'un vaste territoire à l'Est sera pour nous un avantage inestimable. En temps de guerre, nous serons encore moins capables de nous fier à des records de récoltes qu'en temps de paix.

D'ailleurs, ajoute Hitler, la population des territoires non germaniques de l'Est pourra nous fournir la main-d'œuvre nécessaire — première allusion au programme de travail forcé qu'il devait appliquer par la suite.

Le choix de la première victime allait de soi.

Il n'est pas question d'épargner la Pologne et nous sommes placés devant cette décision : *attaquer la Pologne à la première occasion favorable.*

Nous ne pouvons escompter une répétition de l'affaire tchèque. La guerre aura lieu. Notre tâche est d'isoler la Pologne. Le succès sur ce point sera décisif

Ainsi, la guerre aurait lieu. Uniquement avec une Pologne « isolée » ? Ici, le Führer n'est plus aussi clair. En fait, il se trouble et se contredit. C'est à lui seul, dit-il, qu'il doit réserver l'ordre final de frapper.

Il ne faut pas en arriver à un conflit simultané avec l'Ouest — France et Angleterre.

S'il n'est pas certain qu'un conflit germano-polonais n'entraînera pas une guerre avec l'Ouest, c'est en premier lieu contre l'Angleterre et la France que devra porter le combat.

Fondamentalement donc : un conflit avec la Pologne, débutant par une attaque contre la Pologne — ne peut être victorieux que si l'Ouest ne s'en mêle pas.

Si cela n'est pas possible, mieux vaut attaquer l'Ouest et en finir en même temps avec la Pologne.

En face d'un feu aussi roulant de contradictions, les généraux durent sourciller, peut-être même ôter leur monocle, bien qu'il n'y ait, dans le procès-verbal de Schmundt, aucune preuve que cela se soit passé ainsi ou qu'un membre de cet auditoire distingué ait même osé poser une question pour demander des éclaircissements.

Hitler alors se tourna vers la Russie. « Il n'est pas exclu, dit-il, que la Russie puisse se désintéresser de la destruction de la Pologne. » D'un autre côté, si l'Union Soviétique s'alliait à l'Angleterre et à la France, ceci « m'inciterait à attaquer l'Angleterre et la France en portant quelques coups dévastateurs ». Ce qui revenait à commettre la même faute que Guillaume

Il en 1914; mais, bien qu'au cours de cette conférence Hitler ait tiré quelques leçons de la Grande Guerre, ce point lui avait échappé. Sa pensée se tourna alors vers la Grande-Bretagne :

Le Führer doute qu'un règlement pacifique avec l'Angleterre soit possible. Apprétons-nous donc à en venir au fait. L'Angleterre voit dans notre expansion l'avènement d'une hégémonie qui risque de l'affaiblir. Donc l'Angleterre nous est hostile, et nous devons lui faire la guerre si nous voulons survivre.

Quelle forme revêtira ce conflit ?

Ce ne sont pas quelques coups puissants qui permettront à l'Angleterre d'en finir avec l'Allemagne et de nous réduire à sa merci. Il est pour elle d'une importance décisive de porter la guerre aussi près que possible de la Ruhr. Le sang français ne sera pas épargné. (Mur de l'Ouest!) La durée de notre existence dépend de la possession de la Ruhr.

Ayant décidé de suivre le Kaiser dans une de ses erreurs — attaquer la France et la Grande-Bretagne au cas où celles-ci s'aligneraient avec la Russie — Hitler annonça alors qu'il suivait l'Empereur dans une autre voie qui s'était finalement avérée désastreuse pour l'Allemagne.

Les bases aériennes hollandaises et belges devront être occupées militairement. Les déclarations de neutralité ne pourront être respectées. Si l'Angleterre veut intervenir dans la guerre contre la Pologne, nous devons effectuer une attaque-éclair sur la Hollande. Nous devons avoir pour but la mise en place sur le territoire hollandais d'une nouvelle ligne de défense, allant jusqu'au Zuyderzee. La guerre contre l'Angleterre et la France sera une lutte à mort.

L'idée que nous pourrions nous en tirer à bon compte est dangereuse. Elle n'est pas à envisager. Il ne s'agira plus alors d'avoir tort ou raison, mais d'être ou ne pas être 80 millions d'hommes.

Bien qu'il ait annoncé quelques instants auparavant que l'Allemagne s'apprêtait à attaquer la Pologne « à la première occasion favorable », et

bien que ses auditeurs fussent au courant que presque toute la force militaire allemande était en train de se concentrer sur cet objectif, Hitler, au milieu de ses divagations, ne pouvait s'empêcher de penser à la Grande-Bretagne.

« L'Angleterre, proclama-t-il, est la force principale qui s'oppose à l'Allemagne. » Sur quoi il entreprit d'en discuter les points forts et les points faibles.

L'Anglais est, en soi, fier, brave, inflexible, obstiné et excellent organisateur. Il a l'art d'exploiter les situations nouvelles. Il a l'amour de l'aventure et le courage de la race nordique.

L'Angleterre est une puissance mondiale à elle seule. Immuable depuis trois cents ans. Accrue par des alliances. Cette puissance n'est pas seulement quelque chose de concret, mais elle doit aussi être considérée comme une force psychologique répandue sur le monde entier.

S'ajoutent à ceci une incommensurable richesse et la solvabilité qui en résulte.

La sécurité géopolitique et la protection que lui fournissent une marine forte et une aviation courageuse.

Mais l'Angleterre, rappela Hitler à ses auditeurs, a aussi ses faiblesses et il en aborda l'énumération.

Si, pendant la dernière guerre, nous avions eu deux cuirassés et deux croiseurs supplémentaires et si nous avions commencé la bataille du Jutland le matin, la flotte britannique aurait été vaincue et l'Angleterre réduite à merci*. Ce qui aurait signifié la fin de la Grande Guerre.

* *Hitler, manifestement, n'avait rien compris à la bataille du Jutland.*

Autrefois... pour conquérir l'Angleterre, il était nécessaire de l'envahir. L'Angleterre pouvait se subvenir à elle-même. Aujourd'hui, elle en est incapable. Dès que l'Angleterre sera coupée de ses sources d'approvisionnement, elle sera forcée de capituler. Les importations de produits alimentaires et de pétrole dépendent essentiellement de la protection navale.

Ce ne sont pas les attaques de la Luftwaffe dans le ciel anglais qui forceront l'Angleterre à capituler. Mais que sa flotte soit anéantie, on peut alors s'attendre à la capitulation immédiate. Il n'y a aucun doute qu'une attaque surprise n'entraîne une décision rapide.

Une attaque surprise avec quoi? L'amiral Raeder devait sûrement penser qu'Hitler extravaguait. Aux termes du plan dit Z, promulgué à la fin de 1938, on ne pouvait envisager que la puissance navale allemande rattrapât celle de l'Angleterre avant 1945. A l'époque où il parlait, c'est-à-dire au printemps 1939, Hitler ne possédait pas les unités nécessaires pour envoyer la flotte britannique par le fond, même en cas d' « attaque-surprise ».

Mais peut-être y avait-il d'autres moyens de réduire la Grande-Bretagne ? Hitler, ici, redescendit sur terre pour donner les grandes lignes d'un plan stratégique qui, une année plus tard, devait effectivement s'appliquer avec un succès surprenant.

L'objectif doit être d'assener à l'ennemi un coup écrasant ou absolument décisif dès le départ. Aucune considération de bon ou de mauvais droit, ni de traités, ne doit entrer en ligne de compte. Mais nous n'atteindrons cet objectif qu'à condition de ne pas nous « laisser glisser » dans une guerre avec l'Angleterre à propos de la Pologne.

Il nous faut faire des *préparatifs* aussi bien en vue d'une *guerre longue* que d'une *attaque-surprise*. Toute intervention éventuelle de l'Angleterre sur le Continent devra être jugulée.

L'armée devra occuper les positions essentielles à la flotte et à la Luftwaffe. Si nous parvenons à occuper la Hollande et la Belgique ainsi qu'à vaincre la France, nous aurons alors établi les bases d'une guerre victorieuse contre l'Angleterre.

La Luftwaffe pourra alors exercer un blocus rigoureux contre l'Angleterre en décollant de l'Ouest de la France, et la flotte entreprendre le blocus total avec ses sous-marins.

C'est là précisément ce qui devait se réaliser un peu plus d'un an

après. Un autre plan stratégique, sur lequel le Führer insista le 23 mai, devait aussi s'appliquer d'une façon décisive. Si, au début de la Grande Guerre, l'armée allemande avait exécuté un mouvement tournant vers les ports de la Manche au lieu de piquer droit sur Paris, l'issue, déclara Hitler, en eût été tout autre. Peut-être avait-il raison. En tout cas, il devait tenter cette manœuvre en 1940.

« L'objectif, conclut Hitler, qui semblait présentement oublier tout ce qui concernait la Pologne, sera toujours de réduire l'Angleterre à merci. »

Il se livra à une dernière considération.

Le secret est la condition décisive du succès. L'Italie et le Japon ne seront pas mis dans le secret de nos objectifs.

Son propre état-major, dont le chef, le général Halder, comptait parmi ses auditeurs, ne lui inspirait pas pleine confiance. « Nos études, précisait-il, ne doivent pas être communiquées à l'état-major général. Leur secret ne serait plus assuré. » Et il ordonna d'instituer au sein de l'O.K.W. une commission restreinte chargée de dresser les plans militaires.

Ainsi donc, comme il le dit lui-même, le 23 mai 1939, Hitler brûla ses vaisseaux. La guerre aurait lieu. L'Allemagne avait besoin de *Lebensraum* dans l'Est. Et, pour en obtenir, il était résolu à attaquer la Pologne à la première occasion. Dantzig n'était pas en cause. Ce n'était qu'un prétexte. L'obstacle, c'était la Grande-Bretagne. C'était elle la véritable force motrice dirigée contre l'Allemagne. Parfait : on relèverait son défi et aussi celui de la France. Ce serait une lutte à mort.

Lorsque, le 3 novembre 1937, Hitler avait, pour la première fois, exposé ses plans d'agression aux chefs militaires, le feld-maréchal von

Blomberg et le général von Fritsch avaient élevé une protestation — alléguant tout au moins que l'Allemagne n'était pas assez forte pour mener une guerre européenne. Au cours de l'été suivant, le général Beck avait, pour la même raison, résigné ses fonctions de chef de l'état-major général de l'armée. Mais, le 23 mai, si l'on en croit ce document, pas un général, pas un amiral n'éleva la voix pour mettre en doute la sagesse de la ligne de conduite adoptée par Hitler.

Leur tâche, telle qu'ils l'envisageaient, n'était pas de discuter mais d'obéir aveuglément. Ils avaient déjà consacré leurs grands talents à dresser les plans d'une agression militaire. Le 7 mai, le colonel Guenther Blumentritt de l'état-major général de l'armée, qui faisait partie d'un « comité d'études » restreint, avec les généraux von. Rundstedt et von Manstein, présenta dans le cadre de « Fall Weiss » un tableau de la situation qui constituait en fait le plan de la conquête de la Pologne. Il était plein d'imagination et d'audace, et il fut ultérieurement suivi, à part quelques modifications de détail (48).

L'amiral Raeder s'en tira avec des plans navals dans le cadre du Plan Blanc contenus dans une directive ultra-confidentielle signée du 16 mai (49). Puisque la Pologne ne disposait que de quelques milles de côtes sur la Baltique, à l'ouest de Dantzig, et ne possédait qu'une marine réduite, aucune difficulté n'était à redouter. C'était surtout la France et la Grande-Bretagne qui préoccupaient l'amiral. L'entrée de la Baltique serait protégée par des sous-marins, tandis que les deux cuirassés de poche et les deux cuirassés plus les sous-marins « disponibles » se prépareraient à la « guerre en Atlantique ». Selon les instructions du Führer, la marine devait être prête à remplir le rôle que lui avait dévolu le Plan Blanc pour le 1er

septembre, mais Raeder ordonna à ses subordonnés de hâter l'exécution des plans, car, « en raison des derniers développements politiques », l'action pourrait bien s'engager plus tôt (50).

Alors que le mois de mai 1939 approchait de son terme, les préparatifs allemands en vue d'une guerre éventuelle à la fin de l'été étaient bien avancés. Les usines d'armement ronflaient à bloc en tournant canons, tanks, avions et bateaux de guerre. Les compétents états-majors de l'armée, de la marine et de l'aviation avaient complété leurs plans. Les rangs s'étoffaient de nouveaux effectifs convoqués pour les « manœuvres d'été ». Hitler pouvait être satisfait de son œuvre.

Le 24 mai, au lendemain de l'exposé du Führer à ses chefs militaires, le général Georg Thomas, chef des services de l'Économie et de l'Armement à l'O.K.W., récapitula les réalisations obtenues au cours d'une conférence secrète qu'il eut avec les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. Alors qu'il avait fallu à l'armée impériale, ainsi qu'il le rappela à ses auditeurs, seize ans — de 1898 à 1914 — pour porter ses effectifs de 43 à 50 divisions, l'armée du Troisième Reich était passée, en quatre ans seulement, de 7 à 51 divisions, dont 5 divisions lourdes et 4 légères, « moderne cavalerie de ligne » que nulle autre nation ne possédait. La marine avait sorti pratiquement du néant une flotte de 2 cuirassés de 26 000 tonnes*, 2 croiseurs lourds, 17 destroyers et 47 sous-marins.

* En avançant ces tonnages de cuirassés allemands, le général Thomas trompait le ministère des Affaires étrangères lui-même. Un intéressant document naval allemand (51) en date du 18 février 1938, c'est-à-dire remontant à plus d'un an, porte que les chiffres du tonnage des cuirassés fournis au gouvernement britannique, au terme de l'accord naval anglo-allemand, étaient faux. Il établit que le tonnage réel des bateaux prétendument de 26 000 tonnes était de 31 100 et celui des cuirassés de 35 000 tonnes (le maximum des bateaux britanniques et américains), de 41 700. Curieux exemple de la perfidie nazie.

Elle avait déjà lancé 2 cuirassés de 35 000 tonneaux, 1 porte-avions, 4 croiseurs lourds, 5 destroyers et 7 sous-marins, et projetait d'en lancer beaucoup d'autres. Partant de zéro, la Luftwaffe avait édifié une force de 21 escadrilles dotées d'un personnel de 260 000 hommes. L'industrie de guerre, déclara le général Thomas, produisait déjà plus qu'elle ne l'avait fait pendant ses records de la dernière guerre, et son rendement dans la plupart des domaines excédait de loin celui de tous les autres pays. En fait, le réarmement allemand dans son ensemble était, déclara le général, « probablement unique au monde ».

Si formidable que fût devenue la puissance militaire allemande au début de l'été 1939, les perspectives de succès de la guerre projetée par Hitler pour le début de l'automne dépendaient de la forme même de la lutte. L'Allemagne n'était pas encore assez puissante pour affronter la France, la Grande-Bretagne et la Russie en plus de la Pologne. Au début de l'été, tout reposait encore sur la question de savoir si le Führer serait capable de limiter le conflit, et surtout d'empêcher la Russie de former l'alliance militaire avec l'Ouest proposée par Litvinov juste avant sa chute, et à laquelle Chamberlain, tout en ayant d'abord paru l'écarter, continuait, en cette fin du mois de mai, de songer.

Au cours d'un débat à la Chambre des Communes, le Premier Ministre avait, le 19 mai, considéré une fois de plus avec froideur et même dédain, si l'on en croit Churchill, les propositions russes. D'un ton lassé, il avait expliqué à la Chambre qu' « il existait entre les deux gouvernements une sorte de voile ou de mur des plus difficiles à pénétrer ». Churchill, au contraire, épaulé par Lloyd George, avait soutenu que l' « offre de Moscou (était) plus loyale... plus simple, plus directe, plus valide » que les propositions mêmes de Chamberlain. Il conjura les membres du gouvernement de Sa Majesté de « se mettre dans la tête quelques vérités élémentaires. Sans un front oriental effectif, il ne pouvait y avoir de défenses satisfaisantes à l'Ouest, et il ne pouvait y avoir de front oriental effectif sans la Russie ».

Pliant sous l'orage de critiques qui s'abattait sur lui de tous côtés, Chamberlain chargea l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou d'entreprendre des pourparlers en vue d'un pacte d'assistance mutuelle, d'un traité militaire et de l'octroi de garanties aux pays menacés par Hitler*. L'ambassadeur d'Allemagne à Londres, von Dirksen, signala à la Wilhelmstrasse que le gouvernement britannique n'avait « pris cette initiative qu'avec la plus grande répugnance ».

* Le 27 mai, l'ambassadeur de Grande-Bretagne et le chargé d'affaires français à Moscou soumièrent à Molotov le projet anglo-français du futur pacte. A la grande surprise des émissaires occidentaux, Molotov considéra ce projet avec beaucoup de froideur (52).

De plus, Dirksen révéla ce qui était peut-être la raison majeure de la

démarche de Chamberlain. Le Foreign Office, s'empessa-t-il de rapporter à Berlin, avait eu vent des « ballons d'essai allemands à Moscou » et avait « peur que l'Allemagne ne réussisse à s'assurer la neutralité de la Russie Soviétique ou même à persuader celle-ci d'adopter une attitude de neutralité bienveillante. Ce qui entraînerait l'effondrement total de la politique d'encerclement (53) ».

Le dernier jour de mai, Molotov fit, dans une adresse au Conseil suprême de l'U.R.S.S., son premier discours public en tant que commissaire aux Affaires Étrangères. Il critiqua violemment les hésitations des démocraties occidentales, déclarant que, si ces dernières avaient sérieusement l'intention de s'allier à la Russie pour arrêter toute tentative d'agression, il leur faudrait prendre contact avec le réel et en arriver à une entente sur trois points principaux :

1. Conclure un pacte tripartite d'assistance mutuelle d'un caractère purement défensif.
2. Accorder leur garantie aux États d'Europe centrale et orientale, y compris *tous* les États d'Europe limitrophes de l'Union Soviétique.
3. Conclure un accord défini sur la forme et la portée d'aide immédiate et effective que chacune des parties était susceptible d'apporter à l'autre, ainsi qu'aux petites puissances menacées d'agression.

Molotov déclara également que les conversations avec l'Ouest ne signifiaient pas que la Russie renoncerait à « des relations commerciales positives » avec l'Allemagne et l'Italie. En fait, déclara-t-il, « une reprise des négociations commerciales avec l'Allemagne n'était pas exclue ».

En rapportant ce discours à Berlin, l'ambassadeur von der

Schulenburg souligna que Molotov avait laissé entendre que la Russie était toujours disposée à conclure un pacte avec la Grande-Bretagne et la France « à condition que toutes ses exigences soient acceptées »; mais il ajouta que cette allocution laissait tout lieu d'augurer qu'il s'écoulerait beaucoup de temps avant qu'on ne parvienne à un accord effectif. Molotov, souligna-t-il, s' « était abstenu de toute pointe à l'adresse de l'Allemagne et avait témoigné de l'empressement à poursuivre les conversations amorcées à Berlin et à Moscou (54) ».

Cet empressement rencontra brusquement un écho à Berlin chez Hitler.

Durant les dix derniers jours de mai, Hitler et ses conseillers ne cessèrent de changer d'avis sur la question épineuse des avances qu'il convenait de faire à la Russie pour contrecarrer les négociations anglo-russes. On avait à Berlin l'impression que Molotov, dans son entretien du 20 mai avec l'ambassadeur von der Schulenburg, avait découragé les travaux d'approche allemands, et, le lendemain 21 mai, Weizsaecker téléphona, à l'ambassadeur qu'en raison des propos exprimés par le Commissaire aux Affaires étrangères : « nous devons désormais ne pas bouger et attendre que les Russes se décident à parler plus clairement (55) ».

Mais, ayant fixé au 1er septembre son invasion de la Pologne, Hitler ne pouvait plus se permettre de rester en attente. Le 25 mai ou aux environs de cette date, Weizsaecker et Friedrich Gaus, directeur du département juridique au ministère des Affaires étrangères allemand, furent convoqués par Ribbentrop dans sa maison de campagne de Sonnenburg et, d'après le témoignage fourni par Gaus à Nuremberg*,

apprirent que le Führer désirait « normaliser les relations entre l'Allemagne et l'Union Soviétique ».

** Ce témoignage ne fut pas reconnu probant par le tribunal et ne figure pas dans les volumes Conspirations et Agressions Nazies ni Procès des Grands Criminels de Guerre, où sont consignées les dépositions de Nuremberg. Mais son authenticité n'en est pas infirmée. Toute la documentation relative à la collaboration germano-soviétique pendant cette période ne fut maniée qu'avec de grandes précautions par le tribunal dont l'un des quatre juges était un Russe.*

Ribbentrop rédigea un projet d'instructions destinées à Schulenburg et décrivant avec minutie la nouvelle ligne de conduite que celui-ci devrait adopter à l'égard de Molotov qu'il était prié de rencontrer « aussi souvent que possible ». Ce projet figure au nombre des documents saisis à la Wilhelmstrasse (56).

Il fut soumis à Hitler, le 26 mai, ainsi que l'indique une note apposée sur la copie. C'est un document lourd de révélations. Il prouve qu'à cette date le ministère des Affaires étrangères allemand était convaincu que les négociations anglo-russes auraient une issue favorable à moins que l'Allemagne n'intervienne d'une façon décisive. Ribbentrop proposait donc que Schulenburg tienne à Molotov le raisonnement ci-dessous :

Il n'existe entre l'Allemagne et la Russie aucune véritable opposition d'intérêts en matière de politique étrangère... Le temps est venu d'envisager l'apaisement et la normalisation des relations diplomatiques germano-soviétiques... L'alliance italo-allemande n'est pas dirigée contre l'Union Soviétique. Elle est exclusivement dirigée contre la coalition anglo-française.

Si, contrairement à nos vœux, nous devons en arriver à une guerre avec la Pologne, nous sommes fermement convaincus qu'une telle éventualité même ne doit en aucun cas entraîner une friction d'intérêts avec la Russie Soviétique. Nous pouvons même dire qu'en réglant la question germano-polonaise — de quelque manière que ce soit — nous nous

efforcerons, dans la limite du possible, de tenir compte des intérêts russes.

Devait ensuite venir le danger qu'une alliance avec la Grande-Bretagne présentait pour la Russie.

Nous ne voyons vraiment pas ce qui pourrait inciter la Russie à jouer un rôle actif dans la politique d'encerclement pratiquée par les Anglais... Ceci équivaudrait pour la Russie à assumer des obligations unilatérales sans aucune contrepartie britannique valable... L'Angleterre n'est absolument pas en mesure d'offrir à la Russie une telle contrepartie. Toute forme d'aide en Europe est rendue impossible par le « Westwall » (Ligne Siegfried). Nous sommes donc convaincus qu'une fois de plus l'Angleterre s'en tiendra à sa politique traditionnelle : faire tirer les marrons du feu par d'autres puissances.

Schulenburg devait également souligner que l'Allemagne n'avait « aucune intention agressive à l'égard de la Russie ». Pour finir, il reçut l'ordre d'avertir Molotov que l'Allemagne était prête à discuter avec l'Union Soviétique non seulement de questions économiques, mais d'« une normalisation des relations politiques ».

Hitler jugea que le projet allait trop loin et ordonna de ne pas y donner suite. Le Führer, d'après Gaus, avait été impressionné par l'optimisme avec lequel Chamberlain, deux jours avant, le 24 mai, avait déclaré à la Chambre des Communes qu'à la suite des nouvelles propositions britanniques il espérait pouvoir arriver à un plein accord avec la Russie « à une date rapprochée ». Ce qu'Hitler craignait, c'était une rebuffade. Il n'abandonnait pas son idée d'un rapprochement avec Moscou, mais décida que pour l'instant il valait mieux agir avec prudence.

Les sautes de vent qui se produisirent dans l'esprit du Führer au cours de la dernière semaine de mai sont consignées dans les documents

saisis à la Wilhelmstrasse. Le 25 mai ou à une date rapprochée — le jour exact n'est pas certain — il se prononça brusquement en faveur d'une poursuite des conversations avec l'Union Soviétique afin de contrecarrer les négociations anglo-russes. Schulenburg devait rencontrer immédiatement Molotov dans ce but. Mais les instructions de Ribbentrop soumises à Hitler le 26 ne furent jamais transmises. Le Führer les rapporta. Le soir même, Weizsaecker télégraphia à Schulenburg pour lui conseiller « d'observer une attitude parfaitement réservée et de ne prendre aucune initiative avant de recevoir de nouvelles instructions (57) ».

Ce télégramme, complété par une lettre que le secrétaire d'État écrivit le 27 mai à l'ambassadeur à Moscou mais ne posta que le 30 mai après y avoir ajouté un post-scriptum significatif, explique dans une certaine mesure les hésitations de Berlin (58). Weizsaecker dans sa lettre du 27 informait Schulenburg qu'on était d'avis, à Berlin, qu'un accord anglo-russe « ne serait pas facile à empêcher » et que l'Allemagne hésitait à manifester nettement son opposition, de crainte de provoquer à Moscou « un éclat de rire tartare ». Le ministre révélait aussi que le Japon et l'Italie avaient témoigné une grande réserve à l'égard de la démarche que l'Allemagne se proposait d'effectuer à Moscou et que la froideur de ses alliés avait contribué à encourager Berlin à ne pas bouger. « Ainsi, concluait-il, nous voulons maintenant attendre de voir jusqu'où Moscou et l'axe Paris-Londres sont disposés à s'engager mutuellement. »

Pour quelque bonne raison, Weizsaecker ne posta pas immédiatement sa lettre; peut-être sentait-il qu'Hitler ne s'était pas encore complètement décidé. Lorsqu'il la posta, le 30 mai, il y ajouta un post-scriptum.

P.-S. Je dois ajouter à ce qui précède qu'avec l'approbation du Führer, il convient

d'effectuer auprès des Russes des travaux d'approche, bien que d'un caractère tout différent et par le canal d'un entretien que je dois avoir aujourd'hui avec le chargé d'affaires russe.

Cet entretien avec Georgi Astakhov n'alla pas très loin, mais il représenta aux yeux des Allemands un nouveau départ. Le prétexte qu'invoqua Weizsaecker pour aller trouver le chargé d'affaires russe fut de discuter le sort de la délégation soviétique à Prague dont les Russes désiraient le maintien. A propos de cette question, chacun des deux diplomates fit assaut de paroles pour essayer de percer ce que l'autre avait derrière la tête. Weizsaecker convint avec Molotov qu'on ne pouvait dissocier le politique de l'économique et exprima son intérêt envers la « normalisation des relations entre la Russie Soviétique et l'Allemagne », tandis qu'Astakhov affirmait que Molotov n' « avait aucune intention de fermer la porte à de nouvelles discussions germano-russes ».

En dépit de la circonspection manifestée par les deux hommes, les Allemands se sentirent encouragés. Le 30 mai, à vingt-deux heures quarante, Weizsaecker adressa un télégramme « très urgent » à Moscou (59) :

Contrairement aux tactiques envisagées jusqu'ici, nous venons de décider, après tout, d'établir un certain degré de contact avec l'Union Soviétique*.

** Si l'on se réfère à Nazi-Soviet Relations, recueil d'archives de la Wilhelmstrasse sur ce sujet, publié en 1949 par le département d'État américain, on s'aperçoit que la traduction anglaise du télégramme proposait une version beaucoup plus énergique. La phrase-clé était ainsi conçue : « Nous avons désormais décidé d'entrer en relations précises avec l'Union Soviétique. » Ce qui incita de nombreux commentateurs, dont Churchill, à conclure que ce télégramme du 30 mai marqua le tournant décisif des efforts d'Hitler en vue d'une entente avec Moscou. Ce tournant ne devait surgir que plus tard. Ainsi que le soulignait Weizsaecker dans le post-scriptum de sa lettre à Schulenburg, les travaux d'approche allemands auxquels Hitler avait donné son approbation devaient revêtir « un caractère*

Peut-être est-ce le long mémorandum secret que Mussolini écrivit à Hitler le 30 mai qui fortifia le Führer dans sa résolution de se tourner vers l'Union Soviétique, si prudemment que ce fût. En ce début d'été, le Duce se montrait de plus en plus sceptique sur l'opportunité d'un conflit prématuré. Il était convaincu, écrivit-il à Hitler, qu'une guerre entre les nations ploutocratiques, réactionnaires, égoïstes et l'Axe était « inévitable ». Mais, ajoutait-il, « l'Italie exige une période de préparation qui peut se prolonger jusqu'à la fin de 1942. Ce n'est qu'à partir de 1943 que le recours à la guerre ménagera de grandes perspectives de succès ». Après avoir énuméré plusieurs raisons pour lesquelles l' « Italie avait besoin d'une période de paix », le Duce concluait : « Pour tous ces motifs, l'Italie ne souhaite pas précipiter une guerre européenne tout en étant convaincue que cette dernière est inévitable (60). »

Hitler, qui n'avait pas voulu confier à son excellent ami et allié la date du 1er septembre qu'il s'était fixée pour envahir la Pologne, répondit qu'il avait lu le mémorandum secret « avec le plus grand intérêt » et suggéra qu'ils devraient tous deux se rencontrer à une date ultérieure pour discuter. Dans l'intervalle, le Führer décida de chercher s'il n'y aurait pas moyen de provoquer une fissure dans le mur du Kremlin. Pendant tout le mois de juin, des pourparlers sur le nouvel accord commercial prirent place à Moscou entre l'ambassade d'Allemagne et Anastase Mikoyan, commissaire au Commerce extérieur soviétique.

Le gouvernement russe se méfiait encore beaucoup de Berlin. Ainsi que le rapporta Schulenburg vers la fin du mois (27 juin), le Kremlin était convaincu qu'en insistant pour un accord commercial les Allemands

souhaitaient simplement torpiller les négociations russes avec la Grande-Bretagne et la France : « On craint ici, télégraphiait-il à Berlin, que, dès que nous aurons obtenu cet avantage, nous laissons les pourparlers tomber à l'eau (61). »

Le 28 juin, Schulenburg eut avec Molotov un long entretien, qui se poursuivit « très amicalement », précisa-t-il à Berlin dans un télégramme « confidentiel et très urgent ». Pourtant, lorsque l'ambassadeur d'Allemagne fit, avec assurance, allusion aux traités de non-agression que l'Allemagne venait de conclure avec les États Baltes*, le commissaire aux Affaires étrangères rétorqua sèchement que « les dernières expériences de la Pologne lui inspiraient quelques doutes légitimes sur la permanence de traités de cette sorte ». Résumant la conversation, Schulenburg concluait :

J'ai donc l'impression que le gouvernement soviétique est très désireux de connaître nos intentions politiques et de maintenir le contact avec nous. Bien qu'il n'y ait pas lieu de se méprendre sur la profonde méfiance qui transparaît de tous les propos de Molotov, celui-ci n'en a pas moins présenté la normalisation des relations avec l'Allemagne comme souhaitable et possible (62).

* *Pour tenter de devancer l'octroi d'une garantie anglo-franco-russe à la Lithuanie et à l'Esthonie, états limitrophes de l'Union Soviétique, l'Allemagne s'était hâtée de signer, le 7 juin, un pacte de non-agression avec elles. Le 31 mai, même, avant cette date, elle avait conclu un pacte similaire avec le Danemark qui, à la lumière des récents événements, semble avoir inspiré aux Danois un étrange sentiment de sécurité.*

L'ambassadeur demanda des instructions télégraphiques sur ses prochains mouvements. Schulenburg était l'un des derniers survivants de l'école de Seeckt, Maltzan et Brockdorff-Rantzau qui n'avaient cessé de préconiser le *rapprochement* de l'Allemagne et de la Russie Soviétique et

l'avaient réalisé à Rapallo. Ainsi que le prouvent toutes les dépêches qu'il envoya pendant l'année 1939, il s'efforça avec sincérité de rétablir les relations étroites qui avaient existé sous la République de Weimar. Mais, comme tant d'autres diplomates de carrière allemands appartenant à la vieille école, il ne comprenait qu'imparfaitement Hitler.

Subitement, le 29 juin, Hitler, du haut de sa retraite montagnaise de Berchtesgaden, fit-interrompre les pourparlers avec les Russes.

Berchtesgaden, 29-6-39.

... Le Führer a décidé ce qui suit :

Les Russes devront être informés que nous avons compris à leur attitude qu'ils veulent subordonner la poursuite des conversations à notre acceptation de la base de nos discussions économiques telle qu'elle a été fixée en janvier. Puisque cette base nous a semblé inacceptable, nous ne voyons, pour le moment, aucun intérêt à reprendre les discussions avec les Russes.

Le Führer a consenti à ce que cette réponse soit retardée de quelques jours (63).

En fait, la substance en fut télégraphiée dès le lendemain à l'ambassade d'Allemagne à Moscou.

Le ministre des Affaires étrangères (lit-on dans la dépêche de Weizsaecker)... est d'avis que, politiquement, assez de choses ont été dites en attendant de nouvelles instructions et que, pour l'heure présente, ce n'est pas à nous de reprendre les entretiens.

En ce qui concerne les relations économiques éventuelles avec le gouvernement russe, les délibérations ne sont pas encore arrivées à conclusion. Dans ce domaine aussi, vous êtes prié de ne prendre, pour le moment, aucune initiative nouvelle et d'attendre des instructions (64).

Il n'y a, dans les documents secrets allemands, rien qui explique la brusque volte-face d'Hitler. Les Russes avaient déjà commencé de transiger sur leurs propositions de janvier et de février. Et, le 15 juin, Schnurre les

avait avertis qu'une rupture des négociations constituerait, économiquement et politiquement, un échec pour l'Allemagne. Ce n'étaient pas non plus les vicissitudes des négociations anglo-franco-soviétiques qui avaient pu décourager Hitler au point de lui inspirer une telle décision. Il savait, d'après les rapports de l'ambassade d'Allemagne à Moscou, que la Russie et les puissances occidentales étaient dans une impasse sur la question des garanties à la Pologne, la Roumanie et les États Baltes.

La Pologne et la Roumanie se réjouissaient d'être garanties par la Grande-Bretagne et la France, qui ne pouvaient guère les aider en cas d'agression allemande si ce n'est par la voie indirecte d'un second front. Mais elles se refusaient à accepter la garantie russe et même à autoriser les troupes soviétiques à traverser leurs territoires pour s'opposer à l'invasion allemande. La Lettonie, l'Esthonie et la Finlande refusèrent tout aussi énergiquement toute forme de garantie russe, attitude que l'Allemagne, comme le révélèrent les archives de la Wilhelmstrasse, encourageait en les menaçant du pire au cas où elles faibliraient dans leur résolution.

Pour sortir de cette impasse, Molotov, au début de juin, suggéra à la Grande-Bretagne d'envoyer à Moscou son ministre des Affaires étrangères pour participer aux négociations. Dans l'esprit des Russes, semblait-il, ce geste ne devait pas seulement aider à trouver une issue, mais montrer que la Grande-Bretagne était sérieusement désireuse d'aboutir à un accord avec la Russie. Lord Halifax refusa de partir*.

* D'après les archives du Foreign Office. Halifax, le 8 juin, confia à Maisky qu'il avait bien songé à suggérer au Premier Ministre qu'il devrait aller à Moscou, « mais il lui était vraiment impossible de s'absenter ». Maisky, le 12 juin, après le départ de Strang, laissa entendre à Halifax que ce serait une bonne idée que le secrétaire au Foreign Office se rende à Moscou « quand les choses iraient mieux », mais Halifax insista encore sur le fait qu'il

lui était impossible de s'absenter de Londres « pour le moment (65) ».

Anthony Eden, qui était du moins un ex-secrétaire aux Affaires étrangères, offrit de le remplacer; Chamberlain déclina sa proposition. On décida à la place d'envoyer William Strang, diplomate de carrière compétent, qui avait été précédemment en poste à Moscou et parlait russe, mais dont la notoriété n'était pas plus grande dans son propre pays qu'à l'étranger. La nomination d'un fonctionnaire aussi peu en vue à la tête d'une mission importante et chargée de négocier directement avec Molotov et Staline fut pour les Russes le signe (ils l'avouèrent plus tard) que Chamberlain continuait de ne pas prendre très au sérieux la préparation d'une alliance destinée à arrêter Hitler.

Strang arriva à Moscou le 14 juin, mais, bien qu'il eût déjà participé à onze rencontres anglo-françaises avec Molotov, sa présence n'eut guère d'effet sur le cours des relations anglo-soviétiques. Quinze jours plus tard, le 29 juin, la suspicion et le mécontentement des Russes se manifestèrent publiquement dans un article de la *Pravda* sous la signature d'Andreï Jdanov et intitulé : « Les gouvernements britannique et français ne veulent pas d'un traité accordant l'égalité des droits à l'Union Soviétique. » Tout en prétendant s'exprimer à « titre personnel, sans impliquer en rien le gouvernement soviétique », Jdanov n'en était pas moins, précisa Schulenburg à ses chefs en relatant l'incident, « l'un des confidents de Staline, et son article était sûrement écrit sur ordres supérieurs ».

Il me semble, écrivait Jdanov, que les gouvernements français et britannique ne visent pas à conclure un accord réel acceptable par l'U.R.S.S., mais seulement à avoir des conversations à ce sujet, afin de démontrer à l'opinion publique de leurs pays respectifs la soi-disant intransigeance de l'U.R.S.S. et de faciliter ainsi la conclusion d'un accord avec les

agresseurs. Les prochains jours montreront si je me trompe ou pas (66).

La méfiance de Staline envers la Grande-Bretagne et la France, et ses craintes que les alliés occidentaux ne finissent par traiter avec Hitler, comme ils l'avaient fait à Munich un an auparavant, furent ainsi livrées aux méditations du monde entier. L'ambassadeur von der Schulenburg suggéra après réflexion à Berlin que l'un des objectifs de l'article était de « rejeter la responsabilité de la rupture éventuelle des négociations sur la Grande-Bretagne et la France (67) ».

Adolf Hitler, néanmoins, ne mordit pas à l'hameçon russe. Sans doute parce qu'il passa tout le mois de juin à Berchtesgaden à superviser les plans tactiques de l'invasion de la Pologne pour la fin de l'été.

Le 15 juin, il entra en possession du plan confidentiel du général von Brauchitsch ayant pour objet les opérations militaires contre la Pologne (68).

« Le but de l'opération, déclarait le commandant en chef de l'armée, faisant écho à son maître, est d'anéantir les forces armées polonaises. Les dirigeants politiques exigent que la guerre commence par de gros coups de surprise et mène à des succès rapides. L'intention du Haut-Commandement de l'armée est d'entraver la mobilisation régulière et la concentration des troupes polonaises au moyen d'une invasion-surprise du territoire, et de détruire ensuite le gros de l'armée polonaise supposée stationnée à l'ouest de la ligne Vistule-Narev au moyen d'une attaque concentrique partant de Silésie, d'une part, et de Poméranie-Prusse-Orientale, d'autre part. »

Pour appliquer son plan, Brauchitsch constitua deux groupes d'armées — l'armée du Sud, composée de la 8e, de la 10e et de la 14e armée, et l'armée du Nord, composée de la 3e et de la 4e armée. L'armée du Sud devait, sous le commandement du général von Rundstedt et en partant de ses bases de Silésie, attaquer « en direction générale de Varsovie, disperser les forces polonaises et occuper sitôt que possible la Vistule sur les deux flancs de Varsovie, dans le but d'anéantir les forces polonaises demeurées sur leurs positions de Pologne occidentale en coopération avec

l'armée du Nord ».

Celle-ci avait pour mission essentielle d'établir la liaison entre le Reich et la Prusse-Orientale « en progressant à travers le Corridor ». Les objectifs détaillés des divers groupes d'armées étaient précisés, ainsi que ceux de l'aviation et de la marine. Dantzig, disait Brauchitsch, devait être déclaré territoire allemand le premier jour des hostilités et occupé par les forces locales sous commandement allemand.

Une directive supplémentaire publiée en même temps stipulait que l'ordre de déploiement relevant du Plan Blanc devait entrer en application le 20 août. « Tous les préparatifs, y lisait-on, devront être terminés pour cette date (69). »

Une semaine plus tard, le 22 juin, le général Keitel soumettait à Hitler un « horaire préliminaire du Plan Blanc (70). » Le Führer l'étudia et l'approuva « dans son ensemble », mais ordonna, « afin de ne pas inquiéter les populations en convoquant plus de réservistes que d'habitude », de répondre aux questions émanant d'entreprises, employeurs et autres personnes privées, que ces hommes étaient appelés « en vue des manœuvres d'automne ». Hitler précisa aussi que, « pour des raisons de sécurité, l'évacuation des hôpitaux de la zone frontrière envisagée par le haut commandement n'aurait pas lieu ».

La guerre qu'Hitler se proposait de déclencher devait être une guerre totale, qui exigerait non seulement la mobilisation militaire, mais une mobilisation totale de toutes les ressources de la nation. Pour coordonner cet immense effort, le conseil de la Défense du Reich fut convoqué pour le lendemain, 23 juin, sous la présidence de Gœring. Trente-cinq hauts fonctionnaires civils et militaires, parmi lesquels Keitel, Raeder, Halder,

Thomas et Milch pour les forces armées, les ministres de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, ainsi qu'Himmler, y assistèrent.

Ce n'était que la seconde réunion de ce conseil, mais, comme l'expliqua Goering, on ne le convoquait que pour prendre les décisions importantes, et le maréchal ne laissa aucun doute dans l'esprit de ses auditeurs (ainsi que le révèlent les procès-verbaux confidentiels de la séance), que la guerre était imminente et qu'il restait encore beaucoup à faire en matière de main-d'œuvre industrielle et agricole, ainsi que sur d'autres points concernant la mobilisation totale (71).

Goering informa le conseil qu'Hitler venait de décider l'incorporation de quelque 7 millions d'hommes. Pour accroître la main-d'œuvre disponible, le docteur Funk, ministre de l'Économie, fut chargé de déterminer « le travail qui serait confié aux prisonniers de guerre et aux détenus des prisons et des camps de concentration ». Himmler intervint pour déclarer « qu'on ferait davantage appel aux camps de concentration en temps de guerre ». Et Goering ajouta que des « centaines de milliers de travailleurs originaires du Protectorat de Tchécoslovaquie seraient employés sous surveillance en Allemagne, particulièrement dans l'agriculture, et logés dans des baraquements ». Le programme nazi de travail forcé était manifestement en train de prendre forme.

Le docteur Frick, ministre de l'Intérieur, annonça « qu'il procéderait à des réductions de personnel dans l'administration publique » et amusa son auditoire en reconnaissant que, sous le régime nazi, le nombre des bureaucrates avait augmenté de trente à quarante fois, « situation impossible » en vérité. Un comité chargé de remédier à ce lamentable état de choses fut donc créé.

Le rapport du colonel Rudolf Gercke, chef du département des transports de l'État-Major général, fut encore plus pessimiste. « *En matière de transports, déclarait-il carrément, l'Allemagne n'est actuellement pas prête à faire la guerre.* »

Pour que les transports allemands fussent égaux à leur tâche, il fallait naturellement que la guerre se limitât à la Pologne. Si elle devait se faire à l'Ouest contre la France et la Grande-Bretagne, il était à craindre que le système des communications fût purement et simplement insuffisant. Le conseil de la Défense nationale s'était réuni plusieurs fois en séance exceptionnelle au cours du mois de juillet, « afin de prendre toutes dispositions pour que le 25 août, au plus tard, le Westwall se trouve dans les meilleures conditions de préparation et doté du matériel qu'au prix d'un effort extrême on aura pu rassembler à cette date ».

Des membres de la direction de Krupp et du Cartel de l'Acier furent mobilisés et chargés de racler un peu partout les métaux dont on avait besoin pour compléter l'équipement des fortifications de l'ouest. Car, les Allemands le savaient bien, c'était sur leur pénétrabilité que reposait l'éventualité d'une offensive sérieuse des forces anglo-françaises contre l'Ouest de l'Allemagne pendant que la Wehrmacht serait occupée en Pologne.

Bien qu'avec une franchise inaccoutumée Hitler eût annoncé, le 23 mai, à ses généraux que Dantzig n'était absolument pas la cause de son différend avec la Pologne, on put croire, pendant les premières semaines de l'été, que la Ville libre allait être le baril de poudre qui pouvait à tout moment faire éclater la guerre. Depuis quelque temps, les Allemands y introduisaient clandestinement des armes et des officiers de l'Armée

régulière chargés d'instruire la garde locale*.

* *Le 19 juin, le Haut Commandement de l'Armée avait averti le ministère des Affaires Étrangères que 168 officiels de l'armée allemande « avaient été autorisés à circuler en tenue civile dans l'État Libre de Dantzig pour y effectuer un voyage d'études ». Au début de juillet, le général Keitel s'enquit auprès du ministère des Affaires étrangères » s'il était politiquement indiqué d'exposer publiquement les douze canons de petit calibre et les quatre grosses pièces se trouvant à Dantzig, et d'autoriser qu'ils servent à des exercices, ou s'il fallait mieux en dissimuler la présence (72). » Quant à savoir comment les Allemands réussirent à introduire de l'artillerie lourde à la barbe des inspecteurs polonais, les archives allemandes ne le révèlent pas.*

Armes et officiers entraient par la frontière de Prusse-Orientale, et les Polonais augmentèrent le nombre de leurs douaniers et de leurs gardes-frontières afin d'observer de plus près ces mouvements. Les autorités locales de Dantzig, qui agissaient désormais exclusivement sur les ordres de Berlin, ripostèrent en essayant d'empêcher les fonctionnaires polonais de remplir leur tâche.

Le conflit atteignit son paroxysme le 4 août, lorsque les représentants diplomatiques polonais à Dantzig notifièrent aux autorités locales qu'ordre avait été donné aux inspecteurs de douane polonais de « recourir, en cas de nécessité, à l'usage des armes » et que toute tentative des Dantzikois pour les gêner dans leur service serait considérée comme « un acte de violence » à l'encontre des fonctionnaires polonais, et enfin que, dans de tels cas, le gouvernement polonais était résolu à exercer immédiatement des « représailles contre la Ville Libre ».

C'était là un nouvel avertissement à l'adresse d'Hitler que les Polonais ne se laissaient pas intimider; il fut confirmé par la réaction de l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie qui, le 6 juillet, télégraphiait à Berlin qu'« il n'y avait presque aucun doute » que la Pologne se battrait « en cas

de violation nette » de ses droits à Dantzig. Une note marginale de Ribbentrop sur le télégramme indique que celui-ci fut soumis au Führer (73).

Ce dernier en conçut un grand mécontentement. Le lendemain 7 août, il convoqua à Berchtesgaden Albert Forster, gauleiter nazi de Dantzig, pour lui annoncer que les Polonais avaient épuisé sa patience. Des notes irritées furent échangées entre Berlin et Varsovie, si violentes de ton qu'aucune partie n'osa les rendre publiques. Le 9, le gouvernement du Reich avertit la Pologne que, si elle renouvelait l'ultimatum adressé à Dantzig, elle « provoquerait une aggravation des relations germano-polonaises... dont le gouvernement allemand devrait se déclarer totalement irresponsable ». Le lendemain, le gouvernement polonais répliqua sèchement

qu'il réagirait à l'avenir, comme jusqu'à ce jour, à toute tentative des autorités de la Ville Libre en vue de compromettre les droits et intérêts dont y jouit la Pologne, qu'il était seul juge des moyens et mesures à employer et qu'il considérerait toute intervention de la part du gouvernement du Reich... comme un acte d'agression (74).

Jamais Hitler n'avait trouvé sur sa route une petite nation qui tînt un tel langage. Lorsque, le lendemain 11 août, le Führer reçut le Suisse Carl Burckhardt, haut commissaire de la S.D.N. à Dantzig et qui avait souvent été fort loin dans la voie des concessions aux Allemands dans cette zone, il donna libre cours à sa mauvaise humeur. Il déclara à son visiteur que, si « les Polonais risquaient la moindre tentative, il fondrait sur eux de toute la terrible puissance des armes dont il disposait et dont les Polonais ne se faisaient pas la moindre idée ».

M. Burckhardt déclara (ainsi qu'il le relata plus tard) qu'il provoquerait ainsi un conflit général. Herr Hitler répondit que, s'il devait faire la guerre, il aimait autant la faire aujourd'hui que demain et qu'il ne la conduirait pas à la façon de l'Allemagne de Guillaume II, qui avait toujours eu scrupule à recourir à toutes ses armes, et qu'il se battrait sans merci jusqu'aux dernières limites (75).

Contre qui? Contre la Pologne, certainement. Contre la Grande-Bretagne et la France s'il le fallait. Contre la Russie aussi? Pour ce qui était de l'Union Soviétique, Hitler avait enfin pris sa décision.

Une nouvelle tentative avait été faite par les Russes.

Le 18 juillet, E. Babarine, attaché commercial soviétique à Berlin, flanqué de deux collaborateurs, alla trouver Julius Schnurre au ministère des Affaires étrangères allemand pour l'avertir que la Russie aurait plaisir à développer et à intensifier les relations économiques germano-soviétiques. Il était porteur d'un mémorandum détaillé prévoyant un fort accroissement des échanges entre les deux pays et déclara que, si certains différends entre les deux parties étaient dissipés, il avait tous pouvoirs pour signer un traité commercial à Berlin. Les Allemands, ainsi que le montre le procès-verbal confidentiel du docteur Schnurre, furent plutôt satisfaits. Un tel traité, nota Schnurre, « ne manquera pas d'avoir des conséquences, en Pologne et en Grande-Bretagne tout au moins (76) ». Quatre jours plus tard, le 22 juillet, la presse de Moscou annonçait que les négociations commerciales germano-soviétiques avaient repris à Berlin.

Le jour même, Weizsaecker télégraphia tout enthousiaste à von der Schulenburg quelques nouvelles instructions intéressantes : concernant les relations commerciales, annonça-t-il à l'ambassadeur, « nous sommes disposés à agir très promptement, puisque, pour des raisons d'ordre général, on désire ici aboutir à une conclusion et ce, le plus tôt possible ». Concernant l'aspect purement politique de nos conversations avec les Russes, ajouta-t-il, « nous jugeons que le délai que nous vous avons fixé dans notre télégramme du 30 juin est venu à expiration. Vous avez donc tous pouvoirs de continuer à tisser votre toile sans toutefois précipiter les choses (77) ».

En fait, c'est à Berlin, quatre jours plus tard, le 26 juillet, que les fils en furent rassemblés. Le docteur Schnurre reçut de Ribbentrop l'ordre d'inviter à dîner dans un bon restaurant de Berlin Babarine et Astakhov, le chargé d'affaires soviétique, et de les sonder. Cela n'offrit guère de difficultés. Comme le nota Schnurre dans son procès-verbal confidentiel de l'entrevue : « Les Russes restèrent jusqu'aux environs de minuit et demi et parlèrent avec un vif intérêt des problèmes politiques et économiques qui nous concernent. »

Astakhov, chaudement approuvé par Babarine, déclara qu'un « *rapprochement* soviéto-allemand correspondait aux intérêts vitaux des deux pays. On n'avait jamais très bien compris à Moscou pourquoi l'Allemagne nazie témoignait d'une telle hostilité à l'égard de l'Union Soviétique ». Le diplomate allemand expliqua en réponse que « la politique allemande suivait désormais une ligne toute différente ».

De notre côté, il ne pouvait être question de menacer l'Union Soviétique. Nos objectifs étaient tournés dans une direction toute différente... La politique allemande était dirigée contre la Grande-Bretagne...

Je pouvais imaginer un arrangement à longue portée de nos intérêts communs qui tiendrait dûment compte des intérêts vitaux de la Russie.

Cette possibilité toutefois se trouverait barrée dès l'instant où l'Union Soviétique prendrait position contre l'Allemagne aux côtés de la Grande-Bretagne. Le temps d'une entente entre l'Allemagne et l'Union Soviétique était désormais venu, mais il ne le serait plus après la conclusion d'un pacte avec Londres.

Que pouvait offrir la Grande-Bretagne à la Russie? Au mieux, la participation à une guerre européenne et l'hostilité de l'Allemagne. Qu'avions-nous à offrir en contrepartie? La neutralité et le maintien en dehors d'un conflit européen éventuel et, si Moscou le souhaitait, une entente germano-russe sur des intérêts communs qui, comme à d'autres époques, se montrerait à l'avantage des deux pays... A mon avis, aucun point de friction (entre l'Allemagne et la Russie) n'apparaissait le long de la ligne qui partait de la mer Baltique pour se diriger

vers la mer Noire et l'Extrême-Orient. En outre, toutes divergences philosophiques mises à part, les idéologies respectives de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Union Soviétique possédaient un point commun : leur opposition aux démocraties capitalistes occidentales (78).

Ainsi, à la fin de la soirée du 26 juillet, dans un discret restaurant berlinois, autour d'un bon repas bien arrosé entre diplomates de seconde zone, fut lancée la première offre sérieuse de l'Allemagne en vue d'un marché avec la Russie. La nouvelle politique adoptée par Schnurre lui avait été fixée par Ribbentrop en personne. Astakhov se réjouit à cette nouvelle. Il promit à Schnurre qu'il la transmettrait immédiatement à Moscou.

A la Wilhelmstrasse, les Allemands attendirent avec impatience la réaction des Soviets. Trois jours plus tard, le 29 juillet, Weizsaecker envoya par courrier une dépêche secrète à Schulenburg.

Il serait important pour nous de savoir si les propos tenus à Astakhov et Babarine ont trouvé un écho à Moscou. Si vous voyez la possibilité d'obtenir une nouvelle audience de Molotov, sondez-le, je vous prie, dans le même sens. Au cas où vous arriveriez à faire sortir Molotov de la réserve où il s'est cantonné jusqu'ici, vous pouvez faire un pas de plus... Ceci s'applique en particulier au problème polonais. Nous sommes prêts, quelle que soit la manière dont peuvent encore tourner les choses... à sauvegarder tous les intérêts soviétiques et à conclure une entente avec le gouvernement de Moscou. Pour ce qui est de la question balte, également, si les entretiens prenaient un cours positif, l'on pourrait suggérer l'idée d'une modification de notre attitude à l'égard des États Baltes dans le sens du respect des intérêts vitaux soviétiques dans cette zone (79).

Deux jours plus tard, le 31 juillet, le ministre des Affaires étrangères adressa à Schulenburg un télégramme « urgent et confidentiel » :

Concernant notre dépêche du 29 juillet arrivant aujourd'hui par courrier à Moscou :

Vous êtes prié d'indiquer télégraphiquement la date et l'heure de votre prochaine entrevue avec Molotov dès que celle-ci sera fixée.

Nous désirons vivement qu'elle ait lieu dans un brefdélai (80).

Pour la première fois, une note d'insistance se glissait dans les dépêches de Berlin à Moscou.

Berlin avait de bonnes raisons de se presser. Le 23 juillet, la France et la Grande-Bretagne avaient fini par accepter la proposition russe que des entretiens d'états-majors prennent place immédiatement dans le but de préparer une alliance militaire, spécifiant la part des trois pays dans la lutte contre les armées hitlériennes. Bien que Chamberlain ne l'eût annoncé que le 31 juillet à la Chambre des Communes, les Allemands en avaient eu vent plus tôt. Le 28 juillet, leur ambassadeur à Paris, von Welczeck, avait télégraphié à Berlin qu'il avait appris de « source exceptionnellement bien informée » que la France et la Grande-Bretagne envoyaient à Moscou des missions militaires et que la mission française aurait à sa tête le général Doumenc qu'il décrivait comme « un officier particulièrement qualifié », ayant fait partie de l'état-major du général Weygand (81).

Ainsi qu'il le précisa deux jours plus tard dans une dépêche complémentaire, l'ambassadeur d'Allemagne avait la nette impression que Paris et Londres avaient consenti à des entretiens d'états-majors, car c'était là le seul moyen d'empêcher l'ajournement des négociations de Moscou (82).

Cette impression était bien fondée. Ainsi que le prouvent les archives secrètes du Foreign Office, si les conversations politiques de Moscou avaient abouti à une impasse pendant la dernière semaine de juillet, c'était parce qu'elles n'avaient pas réussi à donner une définition de l'« agression

indirecte ». Pour les Anglais et les Français, l'interprétation russe de ce terme était si large qu'il pouvait servir à justifier une intervention soviétique en Finlande et dans les États Baltes, même en l'absence de menace nazie positive, ce à quoi Londres du moins — les Français étaient prêts à se montrer plus accommodants — ne consentirait jamais.

Le 2 juin également, les Russes avaient insisté pour qu'une alliance militaire précisant les « méthodes, forme et portée » de l'aide militaire que les trois puissances devaient réciproquement se fournir entrât en vigueur en même temps que le pacte d'assistance mutuelle. Les puissances occidentales, qui n'avaient pas une haute idée des prouesses militaires russes*, tentèrent de donner le change à Molotov, disant qu'elles ne consentiraient à commencer les conversations d'états-majors qu'une fois signé le pacte politique.

* *Le Haut Commandement britannique, comme devait le faire plus tard le Haut Commandement allemand, sous-estimait grossièrement le potentiel de l'Armée Rouge. Cette erreur était en grande partie imputable aux rapports qu'il recevait de ses attachés militaires à Moscou. Le 6 mars, par exemple, le colonel Firebrace, attaché militaire, et le colonel Hallwell, attaché de l'air, avaient adressé à Londres de longs rapports exposant que, malgré les capacités défensives considérables de leur armée et de leur aviation, les Russes étaient incapables de préparer une offensive sérieuse. Selon Hallwell, l'« aviation russe, comme l'armée de terre, sera vraisemblablement immobilisée tant par la débâcle des services essentiels que par l'action ennemie ». Selon Firebrace, la purge pratiquée parmi les officiers supérieurs avait gravement affaibli l'Armée Rouge. Mais il n'en signala pas moins à Londres que l'« Armée Rouge considérait la guerre comme inévitable et travaillait d'arrache-pied à s'y préparer (83). »*

Mais les Russes se montrèrent inflexibles. Lorsque les Anglais essayèrent d'emporter l'affaire en offrant, le 17 juillet, d'entamer sur-le-champ les conversations d'états-majors si l'Union Soviétique renonçait à la signature simultanée des accords politiques et militaires et acceptait, par-

dessus le marché, la définition britannique de l' « agression indirecte », Moscou répondit par un refus catégorique. Si les Français et les Anglais ne consentent pas à mettre dans le même panier les accords politiques et les accords militaires, dirent les Russes, il n'y a aucune raison de poursuivre les négociations.

La menace russe de mettre un terme aux conversations provoqua la consternation à Paris, où l'on fut sans doute plus conscient qu'à Londres des progrès du flirt germano-soviétique, et ce fut bien sous la pression française que, le 23 août, le gouvernement britannique, tout en refusant d'accepter la proposition russe sur l' « agression indirecte », consentit non sans répugnance à négocier un accord militaire (84).

Chamberlain était rien moins que chaud envers toute cette question d'entretiens d'états-majors**. Le 1er août, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, von Dirksen, informait Berlin que les négociations militaires avec les Russes étaient « considérées avec scepticisme » dans les milieux gouvernementaux britanniques.

*** Strang qui négociait avec Molotov à Moscou, était encore plus froid. « C'est vraiment extraordinaire, écrivit-il au Foreign Office, le 20 juillet, qu'on nous demande de discuter de secrets militaires avec les Russes alors que nous ne sommes pas encore sûrs de les avoir pour alliés. »*

Le point de vue russe se situait juste à l'opposé et s'exprima, le 27 juillet, par la bouche même de Molotov à l'adresse des négociateurs anglo-français : « L'essentiel, dit-il, est de savoir combien de divisions chacune des parties apportera à la cause commune et où elles seront stationnées (85). » Avant de s'engager politiquement, les Russes voulaient savoir quelle assistance ils pouvaient attendre de l'Ouest.

La composition de la mission militaire britannique vient le confirmer, écrivait-il ***. L'amiral... est pratiquement à la retraite et n'a jamais fait partie de l'état-major de la marine. Le général a toujours servi dans les forces combattantes. Le maréchal de l'air s'est distingué comme pilote et comme instructeur, mais il n'a rien d'un stratège. Ce qui semble indiquer que la

Mission militaire aura pour tâche de s'assurer de la valeur combative des forces soviétiques plutôt que de conclure des accords sur les futures opérations... Les attachés de la Wehrmacht sont unanimes à constater le scepticisme surprenant que manifestent les milieux militaires britanniques à l'égard des futurs entretiens avec les armées soviétiques (86).

*** *La mission britannique se composait de l'amiral Sir Reginald Plunkett-Ernlé-Drax, ancien commandant de la base de Plymouth de 1935 à 1938, du maréchal de l'air Sir Charles Burnett et du général de brigade Heywood.*

En fait, le gouvernement britannique était si sceptique qu'il négligea de donner par écrit à l'amiral Drax pouvoir de négocier — simple omission peut-être mais dont le maréchal Vorochilov se plaignit lors de la première séance des officiers d'état-major. Les lettres de créance de l'amiral n'arrivèrent que le 21 août, alors qu'elles n'avaient plus aucune utilité.

Mais si l'amiral Drax n'était pas muni de pouvoirs écrits, il possédait sûrement des instructions secrètes concernant la participation aux conversations militaires de Moscou. Ainsi que le révélèrent beaucoup plus tard les archives du Foreign Office, il avait été recommandé à l'amiral de « conduire très lentement les conversations (militaires) et de se borner à observer le cours des négociations politiques », en attendant qu'elles aboutissent à un accord (87). On lui expliqua qu'il ne fallait donner aucun renseignement militaire confidentiel aux Russes avant la signature du pacte politique.

Mais, puisque les entretiens politiques avaient été suspendus le 2 août et que Molotov avait clairement posé qu'il ne consentirait à leur reprise que lorsque les conversations militaires auraient un peu progressé, la conclusion s'imposait presque que le gouvernement Chamberlain n'était nullement pressé de définir les obligations militaires respectives de

chacune des puissances dans le cadre du pacte d'assistance mutuelle en perspective*.

* Conclusion formulée par Arnold Toynbee et ses collaborateurs dans leur ouvrage *The Eve of War*, largement basé sur les documents du Foreign Office.

En fait, les documents secrets du Foreign Office ne permettent guère de douter qu'au début d'août Chamberlain et Halifax avaient presque abandonné l'espoir de s'entendre avec les Soviets pour arrêter Hitler et croyaient, au contraire, qu'en prolongeant leurs pourparlers d'états-majors à Moscou, ils parviendraient, dans une certaine mesure, à empêcher le dictateur allemand de franchir le pas fatal et de déclencher la guerre au cours des quatre semaines à venir*.

* Le 16 août, le maréchal de l'Air Sir Charles Burnett mandait de Moscou à Londres : « Je vois que la politique du gouvernement est de faire traîner les négociations si nous ne pouvons faire accepter un traité. » Seeds, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, avait télégraphié à Londres le 24 juillet, lendemain du jour où son gouvernement avait donné son acceptation aux conversations d'états-majors : « Je ne suis pas optimiste quant au succès de ces conversations, et je ne les suppose pas, en tout cas, susceptibles d'une conclusion rapide, mais le seul fait de les entreprendre maintenant risque de donner un choc salutaire aux puissances de l'Axe et un coup de fouet à nos amis, tandis qu'en les prolongeant suffisamment l'on pourrait peut-être surmonter les quelques mois dangereux qui s'annoncent (88). » Si l'on considère les renseignements dont disposaient les services franco-britanniques sur les rencontres entre Molotov et l'ambassadeur d'Allemagne, sur les efforts des Allemands pour intéresser les Russes à un nouveau partage de la Pologne, sur les concentrations massives de troupes allemandes à la frontière polonaise, et enfin sur les intentions d'Hitler, l'espoir qu'avaient les Anglais de faire traîner les choses à Moscou est pour le moins surprenant.

En contraste avec les Anglais et les Français, les Russes affectèrent à leur mission militaire leurs officiers les plus éminents : le maréchal Vorochilov, qui était commissaire à la Défense, le général Chapochnikov,

chef de l'état-major général de l'Armée Rouge, et les commandants en chef de la marine et de l'aviation. Les Russes ne purent s'empêcher de s'apercevoir qu'en juillet les Anglais avaient envoyé à Varsovie, en vue d'entretiens avec l'état-major général polonais, le chef de l'état-major général impérial, le général Sir Edmund Ironside, mais qu'ils n'avaient pas songé à dépêcher à Moscou cet officier du grade le plus élevé.

En tout cas, rien ne fut fait pour hâter l'arrivée des missions militaires anglo-françaises à Moscou. Une journée d'avion les y aurait transportées. Or, on leur fit prendre un cargo mixte, qui mit autant de temps à gagner la Russie que le Queen Mary à atteindre l'Amérique. Ils s'embarquèrent pour Leningrad le 5 août et n'arrivèrent à Moscou que le 11.

A cette date, il était trop tard. Hitler les avait devancés.

Tandis que les officiers britanniques et français attendaient de s'embarquer sur le bateau qui devait lentement les conduire à Leningrad, les Allemands, eux, précipitaient les choses. Le 3 août fut un jour crucial à Berlin comme à Moscou.

A 12 h 58 du soir, ce jour-là, le ministre von Ribbentrop, qui, invariablement, laissait au secrétaire d'État von Weizsaecker le soin d'envoyer les télégrammes, expédia personnellement une dépêche marquée « Confidentiel — très urgent » à Schulenburg.

Hier, j'ai eu une longue conversation avec Astakhov. Un télégramme détaillé suit.

J'ai exprimé le désir allemand de remanier entièrement les relations germano-russes et déclaré que, de la Baltique à la mer Noire, aucun problème ne se pose qui ne puisse se résoudre à notre mutuelle satisfaction. En réponse au désir exprimé par Astakhov touchant des conversations plus concrètes sur des questions d'actualité... je me suis déclaré disposé à de telles conversations à condition que le gouvernement soviétique me fasse savoir par Astakhov qu'il désire également situer les relations germano-russes sur une base nouvelle et

On savait à la Wilhelmstrasse que Schulenburg devait rencontrer Molotov plus tard dans la journée. Une heure après que Ribbentrop eut envoyé son télégramme, Weizsaecker, à son tour, en envoyait un autre qui, lui aussi, portait la mention « Confidentiel — très urgent ».

En raison de la situation politique et pour hâter les choses, nous sommes désireux, indépendamment de votre entretien de ce jour avec Molotov, de poursuivre à Berlin en termes plus concrets les conversations visant à harmoniser les intentions germano-soviétiques. A cette fin, Schnurre doit recevoir Astakhov aujourd'hui pour lui annoncer que nous sommes prêts à poursuivre les entretiens dans le sens indiqué (90).

Le brusque désir de Ribbentrop d'avoir des conversations « concrètes » sur tous les problèmes qui se posaient de la Baltique à la mer Noire dut étonner le Kremlin. A un moment, ainsi qu'il en informa Schulenburg dans son télégramme envoyé à 15 h 47, il suggéra même « doucement » à Astakhov qu'une entente avec la Russie sur le sort de la Pologne était dans le domaine des choses possibles. Pour l'instant, cependant, le ministre des Affaires étrangères prit soin d'informer expressément son ambassadeur à Moscou qu'il avait déclaré au chargé d'affaires russe que « rien toutefois ne pressait (91) ».

C'était pur bluff de sa part, et le subtil chargé d'affaires soviétique fit remarquer, lorsqu'il vit Schnurre à zéro heure quarante-cinq, à la Wilhelmstrasse, que, si Schnurre avait l'air pressé, le ministre des Affaires étrangères du Reich n' « avait, quant à lui, fait preuve d'aucun empressement ». Schnurre sauta sur l'occasion :

J'ai dit à M. Astakhov (consigna-t-il dans un mémorandum secret (92)) que, bien que le ministre n'ait manifesté hier que peu de hâte vis-à-vis du gouvernement soviétique, nous estimions toutefois à propos d'utiliser les *quelques jours à venir* à la poursuite des conversations afin d'établir une base de discussion dans les plus brefs délais possibles.

Pour les Allemands donc, tout se réduisait désormais à une question de jours. Astakhov déclara à Schnurre qu'il avait reçu de Molotov « une réponse provisoire » aux suggestions allemandes. Dans l'ensemble, cette réponse était négative. Tandis que Moscou désirait également une amélioration des relations, « Molotov, dit-il, a déclaré que jusqu'ici on ne savait rien de concret de l'attitude de l'Allemagne ».

Ce soir-là, à Moscou, le commissaire aux Affaires étrangères soviétique dévoila le fond de sa pensée à Schulenburg. L'ambassadeur rapporta, dans une longue dépêche envoyée peu après minuit (93), qu'au cours d'une conversation qui avait duré une heure un quart, Molotov avait « abandonné sa réserve habituelle et s'était révélé exceptionnellement ouvert ». Affirmation qui semble ne laisser place à aucun doute.

En effet, après que Schulenburg eut répété une fois de plus que pour les Allemands, « de la Baltique à la mer Noire », aucun point de friction n'existait entre les deux pays, et après qu'il eut réaffirmé le désir de ses compatriotes d' « en venir à une entente », l'intransigent ministre soviétique énuméra certains des actes d'hostilité commis par le Reich à l'égard de l'Union Soviétique : le Pacte anti-Komintern, le soutien accordé au Japon contre la Russie, l'exclusion des Soviétiques de Munich.

« Comment, demanda Molotov, les nouvelles déclarations allemandes se concilient-elles avec chacune de ces trois mesures? Les preuves d'un changement d'attitude du gouvernement allemand nous manquent encore. »

Schulenburg semble s'être laissé aller à quelque découragement.

Mon impression générale, télégraphia-t-il à Berlin, est que le gouvernement soviétique semble à présent résolu à conclure un accord avec la Grande-Bretagne et la France à condition que celles-ci satisfassent à ses exigences... Je crois que mes déclarations ont fait impression sur Molotov; néanmoins ce n'est qu'au prix d'un effort considérable que nous pourrions provoquer un renversement total de la politique du gouvernement soviétique.

Si bien versé que fût le vieux diplomate allemand dans les questions russes, il surestima manifestement les progrès accomplis à Moscou par les négociateurs britanniques et français. Et il ne mesurait pas encore le chemin que Berlin était désormais prêt à parcourir pour accomplir cet « effort considérable » qu'il jugeait nécessaire pour renverser le cours de la diplomatie soviétique.

A la Wilhelmstrasse, on était de plus en plus convaincu qu'un tel changement d'orientation était possible. Une fois la Russie neutralisée, ou bien la Grande-Bretagne et la France ne voudraient plus se battre pour la Pologne, ou bien, si elles s'y décidaient, elles seraient facilement contenues sur les fortifications de l'Ouest en attendant que les Polonais soient rapidement liquidés et que l'armée allemande puisse alors se retourner de toute sa puissance contre elles.

Le subtil chargé d'affaires français à Berlin, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, perçut le changement d'atmosphère survenu dans la capitale allemande. Le 3 août, jour où Berlin et Moscou étaient le siège d'une telle activité diplomatique, il écrivit à Paris : « Au cours de la dernière semaine, un changement très net s'est manifesté dans l'atmosphère politique de Berlin... A la période de gêne, d'hésitation, de tendance à la temporisation, et même à l'apaisement, succède au sein des dirigeants nazis une phase

nouvelle (94). »

Il en allait différemment pour les alliés de l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie. Plus l'été s'avancait, plus les gouvernements de Budapest et de Rome redoutaient de voir leurs pays entraînés dans la guerre d'Hitler aux côtés de l'Allemagne.

Le 24 juin, le comte Teleki, président du Conseil hongrois, adressa à Hitler et à Mussolini deux lettres identiques où il les prévenait que « dans l'éventualité d'un conflit général, la Hongrie conformerait sa politique à celle de l'Axe ». Après s'être ainsi avancé, il fit marche arrière. Le même jour, il écrivit aux deux dictateurs une seconde lettre : « Afin de prévenir toute fausse interprétation de la lettre du 24 juillet, déclarait-il, je... répète que la Hongrie, pour des raisons d'ordre moral, n'est pas en position d'exercer une action armée contre la Pologne (95). »

La seconde lettre de Budapest plongea Hitler dans l'un de ses états de rage habituels. Lorsque, le 8 août, il reçut à Obersalzberg le ministre des Affaires étrangères hongrois en présence de Ribbentrop, il ouvrit l'entretien en déclarant combien il avait été « choqué » par le message du président du Conseil. Il souligna, d'après le procès-verbal confidentiel dressé à l'intention du ministère des Affaires étrangères, qu'il n'avait jamais compté sur l'assistance hongroise — ni sur aucune autre — « dans l'éventualité d'un conflit germano-polonais ». La lettre du comte Teleki, ajouta-t-il, était « impossible ». Et il rappela à son hôte que c'était bien grâce à la générosité de l'Allemagne que la Hongrie avait pu récupérer un aussi vaste territoire aux dépens de la Tchécoslovaquie. « Si l'Allemagne devait connaître une défaite militaire, dit-il, la Hongrie serait, elle aussi,

automatiquement écrasée. »

Le procès-verbal allemand de cet entretien, qui figure parmi les documents saisis à la Wilhelmstrasse, révèle l'état d'esprit d'Hitler à l'approche du mois d'août. La Pologne, dit-il, ne présentait pour l'Allemagne aucun problème militaire. Toutefois il tablait, dès le départ, sur une guerre sur deux fronts. « Aucune puissance au monde, se vanta-t-il, ne peut pénétrer les fortifications occidentales de l'Allemagne. Personne ne m'a jamais fait peur et, en disant ceci, je pense à l'Angleterre. Et je ne succomberai pas non plus à la dépression nerveuse qu'on m'a souvent prédite. » Pour ce qui était de la Russie :

Le gouvernement soviétique ne prendra pas les armes contre nous... Les Soviets ne répéteront pas l'erreur du tzar et ne verseront pas leur sang pour l'Angleterre. Peut-être tenteront-ils cependant de s'enrichir aux dépens des États Baltes et de la Pologne sans s'engager personnellement dans une action militaire.

La harangue d'Hitler fut si persuasive qu'à la fin du second entretien, qui eut lieu le même jour, le comte Czaky le pria de « considérer les deux lettres de Teleki comme non avenues ». Il promit de soumettre la même requête à Mussolini.

Depuis quelques semaines, le Duce n'avait cessé de manifester son inquiétude de voir le Führer entraîner l'Italie dans la guerre. Attolico, son ambassadeur à Berlin, envoyait des rapports de plus en plus alarmants sur la résolution d'Hitler d'attaquer la Pologne*.

* *Le rapport imagé qu'envoya Attolico après son entretien du 6 juillet avec Ribbentrop est typique. Si la Pologne ose entreprendre une action contre Dantzig, lui déclara le ministre nazi, l'Allemagne réglerait la question de Dantzig en quarante-huit heures — et à Varsovie même! Si la France veut intervenir et précipiter ainsi une guerre générale, libre à elle!*

C'est tout ce que désire l'Allemagne. La France sera « annihilée » et la Grande-Bretagne, en bougeant, entraînera la destruction de l'Empire britannique. La Russie? Un pacte germano-russe était sur le point de se conclure, et la Russie ne marcherait pas. L'Amérique? Un discours du Führer avait suffi à mettre Roosevelt en déroute; en tout cas, les Américains ne lèveraient pas le petit doigt. La peur du Japon les ferait rester tranquilles.

J'écoutais (rapporte Attolico) dans un silence étonné Ribbentrop dresser ce tableau d'une guerre ad usum Germaniae que son imagination lui avait fixée d'une façon indélébile dans l'esprit. Il ne voit rien en dehors de sa propre vision — réellement ahurissante — d'une victoire allemande certaine, dans tous les domaines et sur tous les adversaires susceptibles de se présenter. Pour finir, je fis observer qu'à ce que j'avais compris, le Duce et le Führer étaient pleinement d'accord pour se préparer en vue d'une guerre qui ne devait pas avoir lieu tout de suite (96).

Mais le subtil Attolico n'en était pas du tout persuadé. Pendant tout le mois de juillet, ses dépêches ne cessèrent de constituer une mise en garde contre une action imminente de l'Allemagne en Pologne.

Depuis le début de juin, Mussolini insistait pour avoir une entrevue avec Hitler, entrevue qui fut fixée au 4 août, au col du Brenner. Le 24 juillet, il soumit à Hitler, par l'intermédiaire d'Attolico, « les principes qui devaient servir de base » à leurs discussions. Si le Führer jugeait la guerre « inévitable », l'Italie se tiendrait alors à ses côtés. Mais le Duce lui rappelait qu'une guerre contre la Pologne était impossible à localiser et qu'elle se transformerait en conflit européen.

Mussolini ne croyait pas que le temps était venu pour l'Axe d'entreprendre une telle guerre. Il proposait à la place « une politique pacifique constructive, s'étendant sur plusieurs années », qui permettrait à l'Allemagne de régler son différend avec la Pologne et à l'Italie son différend avec la France par voie diplomatique. Il allait même plus loin. Il suggérerait une nouvelle conférence internationale des grandes puissances (97).

La réaction du Führer, ainsi que le nota Ciano dans son journal en

date du 26 juillet, fut défavorable, et Mussolini décida qu'il vaudrait peut-être mieux renvoyer sa rencontre avec Hitler (98). Il proposa alors, le 7 août, que les deux ministres des Affaires étrangères aient immédiatement une entrevue. Les notes prises par Ciano à cette époque traduisent le malaise croissant qui se manifestait à Rome. Il notait en effet, le 6 août :

Il est indispensable de trouver une issue. Car, à suivre la voie allemande, on va droit à la guerre, et nous y allons dans les conditions les plus défavorables pour l'Axe, et tout spécialement pour l'Italie. Nous sommes au bout de nos réserves d'or, au bout de nos stocks de métaux... Nous devons éviter la guerre. Je suggère au Duce l'idée d'une entrevue avec Ribbentrop... au cours de laquelle j'essayerai de reprendre le projet mussolinien d'une conférence internationale.

9 août. — Ribbentrop a approuvé l'idée d'une rencontre. Je décide de partir demain soir pour Salzbourg. Le Duce tient beaucoup à ce que je démontre aux Allemands, avec documents à l'appui, que la guerre serait une folie pour le moment.

10 août. — Le Duce est plus que jamais convaincu de la nécessité de retarder le conflit. Il a rédigé de sa main un projet de communiqué sur l'entrevue de Salzbourg qui, dans sa conclusion, fait allusion à des pourparlers internationaux pour résoudre les questions qui mettent en péril l'existence de l'Europe.

Avant de me quitter, le Duce me recommande encore de bien insister auprès des Allemands pour qu'ils évitent un conflit avec la Pologne, car il serait désormais impossible à localiser, et une guerre générale serait désastreuse pour le monde entier (99).

Armé de conceptions et de recommandations fort honorables, mais, vu les circonstances, d'une extrême naïveté, le jeune ministre fasciste partit pour l'Allemagne où, durant les trois jours qui suivirent, il devait recevoir de Ribbentrop, et surtout d'Hitler, le plus grand choc de sa vie.

Pendant une dizaine d'heures, le 11 août, Ciano conféra avec Ribbentrop à Fuschl, aux environs de Salzbourg, dans la propriété que le ministre nazi avait confisquée à un monarchiste autrichien qu'on avait fort opportunément expédié dans un camp de concentration. Le bouillant Italien trouva, comme il l'écrivit plus tard, l'« atmosphère froide et lugubre ». Pendant le dîner à *l'Auberge du Cheval Blanc*, à Saint-Wolfgang, il n'y eut pas un mot d'échangé entre les deux convives. C'était à peine nécessaire. Ribbentrop avait informé son visiteur un peu plus tôt dans la journée que la décision d'attaquer la Pologne était inébranlable.

« Eh bien, Ribbentrop, demanda paraît-il Ciano, que voulez-vous, en somme, le Corridor ou Dantzig?

— Plus que cela, me dit-il en me fixant de son regard froid comme celui d'une poupée du Musée Grévin, nous voulons la guerre! »

L'argumentation de Ciano sur l'impossibilité de localiser le conflit polonais et sur l'intervention des démocraties occidentales en cas d'attaque contre la Pologne fut nettement écartée. A la veille de Noël, quatre ans plus tard — 1943, — alors qu'il était enfermé dans la cellule 27 de la prison de Vérone où il attendait son exécution réclamée par les Allemands, Ciano se rappelait encore la glaciale journée du 11 août à Fuschl et Salzbourg. Ribbentrop, raconte-t-il dans les toutes dernières pages de son journal en date du 23 décembre 1943, avait parié avec lui « au cours de l'un de ces repas sinistres que nous prenions à *l'Österreichischer Hof* de Salzbourg « une collection d'armes anciennes allemandes contre une

peinture italienne que la France et la Grande-Bretagne resteraient neutres — pari dont l'enjeu, note-t-il tristement, ne fut jamais remis (100) ».

Ciano se rendit à Obersalzberg, où Hitler, au cours de deux entretiens, le 12 et le 13, réaffirma que la France et l'Angleterre ne se battraient pas. Contrairement à son ministre, le Führer fut cordial, mais il se montra tout aussi implacable dans sa décision de faire la guerre. On s'en aperçoit en lisant non seulement les notes de Ciano, mais en compulsant les archives secrètes de la Wilhelmstrasse. Le ministre italien trouva Hitler debout devant une grande table couverte de cartes d'état-major.

Il commença par exposer la force de la ligne Siegfried. Celle-ci était, dit-il, impossible à enfoncer. En outre, ajouta-t-il avec mépris, l'Angleterre ne pouvait envoyer en France que trois divisions. La France en aurait infiniment plus, mais, puisque la Pologne serait vaincue « dans un temps très court », l'Allemagne pourrait très vite concentrer à l'Ouest cent divisions « pour la lutte à mort qui commencerait alors ».

Mais cette lutte aurait-elle lieu? Quelques instants plus tard, troublé par la réponse initiale de Ciano, le Führer se contredisait. Le ministre italien, comme il se l'était promis, dit à Hitler tout ce qu'il pensait. Selon les archives allemandes, il révéla « combien la gravité tout à fait inattendue de la situation avait surpris l'Italie ». L'Allemagne, se plaignit-il, n'avait pas tenu son alliée au courant. « Au contraire, dit-il, le ministre des Affaires étrangères du Reich a déclaré (à Milan, puis, en mai, à Berlin) que la question de Dantzig serait réglée en temps utile. » Quand il en vint à affirmer qu'un conflit avec la Pologne se généraliserait en guerre européenne, son hôte l'interrompit pour exprimer une opinion toute différente.

« Personnellement, déclara Hitler, je suis absolument convaincu qu'en dernier ressort les démocraties occidentales reculeront devant le déclenchement d'une guerre générale. » A quoi Ciano répondit (ajoutent les procès-verbaux allemands) qu'il espérait que les événements donneraient raison au Führer, mais qu'il ne le croyait pas. Le ministre des Affaires étrangères italien décrivit alors en grand détail les points faibles de l'Italie, et cette énumération catastrophique, telle que nous la livrent les documents allemands, dut finalement convaincre Hitler que l'Italie ne lui serait pas d'une grande aide dans la guerre à venir*.

* *A un moment, Ribbentrop, pris d'une exaspération manifeste, dit à Ciano : « Nous n'avons pas besoin de vous ! » A quoi Ciano rétorqua : « L'avenir nous le dira ! » D'après le journal non publié du général Halder, note en date du 14 août (101). Halder déclara tenir ces propos de Weizsaecker.*

Un des motifs de Mussolini, dit-il, pour vouloir différer la guerre était qu'il tenait particulièrement à ce que l'Exposition universelle prévue pour 1942 ait lieu, remarque qui dut stupéfier le Führer, tout plongé qu'il était dans ses cartes et calculs tactiques. Il dut être tout aussi stupéfait lorsque Ciano sortit naïvement un texte de communiqué qu'il le pressa de publier : « La rencontre des ministres de l'Axe avait confirmé les intentions pacifiques de leurs gouvernements, ainsi que leur conviction que la paix pouvait être préservée par voie de négociations diplomatiques normales. » Ciano expliqua que le Duce projetait une conférence de la paix entre les principales nations européennes; mais que, par déférence « pour les inquiétudes » du Führer, il se contenterait de négociations diplomatiques ordinaires.

Le premier jour, Hitler ne repoussa pas complètement l'idée d'une

conférence, mais il rappela à Ciano que la Russie ne « pourrait plus longtemps rester exclue des futures rencontres entre les Grandes Puissances ». C'était la première fois qu'il mentionnait l'Union Soviétique, mais ce ne devait pas être la dernière.

Pour finir, lorsque Ciano tenta d'arracher à son hôte la date de l'attaque contre la Pologne, Hitler répliqua qu'« en raison des pluies d'automne qui ne lui permettraient pas d'utiliser ses divisions blindées et motorisées dans un pays ne disposant que de peu de voies pavées, le « règlement » avec la Pologne devrait s'effectuer d'une façon ou de l'autre à la fin d'août ».

Ainsi Ciano tenait sa date. Ou plutôt la dernière date possible, car, un instant plus tard, Hitler tonna que si les Polonais se livraient à de nouvelles provocations il était résolu « à attaquer la Pologne sous les quarante-huit heures ». C'est sur cet éclat que se terminèrent les conversations du premier jour, mise à part la promesse d'Hitler qu'il réfléchirait aux propositions italiennes. S'étant accordé vingt-quatre heures de réflexion, il annonça le lendemain à Ciano qu'il jugeait préférable de ne pas publier de communiqué à l'issue de leurs entretiens*.

* *Bien que les procès-verbaux allemands déclarent explicitement que Ciano tomba d'accord avec Hitler « pour qu'aucun communiqué ne soit publié à l'issue de l'entretien », les Allemands se hâtèrent de manquer à leur parole. Deux heures après le départ de Ciano et sans que les Italiens aient été consultés, l'agence officielle de presse allemande D.N.B. publia un communiqué disant que les entretiens avaient passé en revue tous les problèmes de l'heure — en mettant l'accent sur Dantzig — et avaient abouti à un accord à « cent pour cent ». D'autant, ajoutait le communiqué, qu'aucun problème n'avait été laissé en suspens et qu'il n'y aurait donc pas de nouveaux entretiens, puisque ceux-ci seraient sans objet. Attolico fut très mécontent. Il protesta auprès des Allemands, qu'il accusa de mauvaise foi. Il glissa à Henderson le tuyau que la guerre était imminente. Et, dans un télégramme violent à destination de Rome, il traita le communiqué allemand de « machiavélique », souligna que son texte visait à lier l'Italie à l'Allemagne après que cette dernière aurait*

attaqué la Pologne, et intercédâ pour que Mussolini soit ferme vis-à-vis d'Hitler, exige que les Allemands respectent les clauses consultatives du Pacte d'Acier, et, en vertu des dites clauses, réclame un mois de délai pour résoudre la question de Dantzig par voie diplomatique (102).

En raison des conditions météorologiques défectueuses prévues pour l'automne, il était, dit-il, essentiel : premièrement que, dans les délais les plus courts, la Pologne fasse connaître ses intentions et, deuxièmement, qu'aucun acte de provocation d'aucune espèce ne soit plus toléré par l'Allemagne.

Lorsque Ciano voulut connaître quels étaient « les délais les plus courts ». Hitler lui répondit : « La fin d'août au plus tard ». Alors qu'il n'aurait besoin que de quinze jours, expliqua-t-il, pour vaincre la Pologne, la liquidation finale exigerait de deux à quatre semaines de plus — témoignant ainsi d'un sens prophétique remarquable, comme on devait le constater par la suite.

Finalement, comme l'entretien touchait à sa fin, Hitler se livra à son habituel éloge du Duce, malgré les efforts de Ciano pour le convaincre qu'il n'y avait plus à compter sur lui. Il se sentait personnellement favorisé, déclara-t-il, « de vivre à une époque où, en dehors de lui, vivait un autre homme d'État qui occuperait lui aussi une grande place dans l'histoire. Ce lui était une source de joies que d'être l'ami d'un tel homme. Lorsque sonnerait l'heure de la lutte commune, toujours, quoi qu'il arrive, on le trouverait aux côtés du Duce ».

Quelle que soit l'impression que de telles paroles aient pu faire sur ce paon de Mussolini, elles laissèrent son gendre indifférent. « Je rentre à Rome, écrivit-il dans son journal du 13 août, dégoûté de l'Allemagne, de ses chefs, de leurs façons d'agir. Ils nous ont trompés et nous ont menti.

Et maintenant, ils sont sur le point de nous entraîner dans une aventure que nous n'avons pas voulue et qui peut compromettre le régime et le pays ».

Mais l'Italie était à ce moment le cadet des soucis d'Hitler. Il ne pensait plus qu'à la Russie. Vers la fin de son entretien du 12 août avec Ciano, un « télégramme de Moscou », comme disent les procès-verbaux allemands, fut remis au Führer. La conversation s'interrompt quelques instants pour permettre à Hitler et à Ribbentrop de prendre connaissance du message. Ils mirent alors Ciano au courant de son contenu :

« Les Russes, dit Hitler, viennent d'accepter que les Allemands envoient un négociateur politique. »

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE

LE « télégramme de Moscou », dont Hitler révéla le contenu à Obersalzberg, l'après-midi du 12 août, semble, à l'instar de certains « télégrammes » antérieurs qui ont figuré dans cet ouvrage, d'origine très douteuse. Aucune dépêche semblable en provenance de la capitale russe n'a été retrouvée dans les archives allemandes. Schulenburg envoya bien de Moscou le 12 un télégramme à Berlin, mais celui-ci se contentait de relater l'arrivée des missions militaires franco-britanniques et les toasts amicaux qu'échangèrent les Russes et leurs hôtes.

Pourtant, il y avait un certain fondement au « télégramme » avec lequel Hitler et Ribbentrop avaient si manifestement tenté d'impressionner Ciano. Le 12 août, un téléprint de la Wilhelmstrasse à Obersalzberg avait rapporté les résultats d'une visite que le chargé d'affaires russe avait faite à Schnurre, le jour même, à Berlin.

Astakhov était venu lui annoncer que Molotov était désormais prêt à discuter les points soulevés par les Allemands, y compris la Pologne et autres questions d'ordre politique. Le gouvernement soviétique proposait que ces conversations aient lieu à Moscou. Mais Astakhov précisa bien que rien ne pressait. Il insista sur le fait, nota Schnurre dans son rapport qui semble avoir été transmis d'urgence à Obersalzberg, que l'« essentiel des instructions qu'il avait reçues de Molotov portait sur l'expression « par étapes »... les discussions ne pouvaient être conduites que « par étapes (1) ».

Mais Hitler ne pouvait attendre que les négociations avec les Russes s'effectuent progressivement. Comme il venait de le révéler à un Ciano indigné, il s'était fixé le 1er septembre comme date ultime de l'assaut contre la Pologne, et on était alors presque à la mi-août. S'il tenait à torpiller les pourparlers anglo-français avec les Russes et conclure son pacte avec Staline, il lui fallait faire vite... non par étapes, mais par un grand bond en avant.

Le lundi 14 août fut encore un jour crucial. Tandis que l'ambassadeur von der Schulenburg, qui, manifestement, n'était pas encore tout à fait dans les confidences d'Hitler et de Ribbentrop, écrivait de Moscou à Weizsaecker pour le prévenir que Molotov était « un homme étrange et d'un caractère difficile » et qu'il était d'avis, lui Weizsaecker, « qu'il fallait éviter toute précipitation dans nos rapports avec l'Union Soviétique », on lui adressait, de Berlin, un télégramme « très urgent (2) ». Il émanait de Ribbentrop et avait été expédié de la Wilhelmstrasse (le ministre des Affaires étrangères se trouvait toujours à Fuschl), à 22 h 53, le 14 août. Il ordonnait à l'ambassadeur d'Allemagne d'aller trouver Molotov pour lui donner lecture d'une longue communication.

Hitler, finalement, tentait son grand Coup. Les relations germano-russes, disait Ribbentrop, « sont parvenues à un tournant historique... Il n'existe aucun conflit d'intérêts véritable entre l'Allemagne et la Russie... Tout s'est toujours bien passé pour les deux puissances lorsqu'elles étaient amies, et mal lorsqu'elles étaient ennemies ».

La crise suscitée par la politique anglaise dans les relations polono-allemandes (poursuivait Ribbentrop) et les tentatives d'alliance qui sont liées à cette politique exigent une prompte clarification des relations germano-russes. Sinon, les événements... peuvent

prendre un tour qui retirerait aux deux gouvernements toute possibilité de restaurer l'amitié germano-russe et d'élucider en leur temps les questions territoriales qui se posent en Europe Orientale. En conséquence, les dirigeants des deux pays ne devraient pas laisser aller les choses, mais agir en temps utile. Il serait désastreux que, par ignorance mutuelle de leurs vues et intentions, les deux peuples en arrivent à suivre des voies divergentes.

Le ministre des Affaires étrangères allemand était donc prêt, « au nom du Führer », à agir en temps utile.

Comme nous en avons été informés, le gouvernement soviétique éprouve, lui aussi, le désir de clarifier les relations germano-russes. Puisque, toutefois, notre expérience antérieure nous a appris qu'une telle mise au point ne peut s'effectuer que lentement par la voie diplomatique habituelle, je suis prêt à effectuer une courte visite à Moscou afin d'exposer le point de vue du Führer à M. Staline. Je suis d'avis que seule une discussion directe peut apporter un tel changement et il ne devrait pas être impossible de jeter ainsi les bases d'un règlement définitif des relations germano-russes.

Le ministre des Affaires étrangères britannique n'avait pas été désireux de se rendre à Moscou, mais désormais le ministre des Affaires étrangères allemand n'en était pas seulement désireux mais impatient — contraste qui, selon le calcul fort exact des nazis, devait faire impression sur le soupçonneux Staline. Les Allemands se rendaient compte qu'il était essentiel de remettre leur message en mains propres au dictateur. Ribbentrop ajouta donc une « annexe » à son télégramme urgent.

Je vous prie (conseillait Ribbentrop à Schulenburg) de ne pas donner ces instructions par écrit à M. Molotov, mais d'agir en sorte qu'elles parviennent à M. Staline sous la forme la plus exacte possible, et je vous autorise, si l'occasion s'en présente, à demander en mon nom à M. Molotov une audience auprès de M. Staline pour que vous puissiez lui transmettre directement cette importante communication. Outre une conférence avec Molotov, une discussion détaillée avec Staline constituerait la condition de mon voyage (3).

Cette proposition du ministre des Affaires étrangères contenait un hameçon à peine camouflé sur lequel, non sans raison, les Allemands se figuraient que le Kremlin se précipiterait. En répétant qu' « il n'existait aucune question de la Baltique à la mer Noire qui ne puisse se régler pour la plus grande satisfaction des deux puissances », Ribbentrop prit soin de spécifier « les États Baltes, la Pologne, les questions du Sud-Est, etc. ». Et il avait aussi mentionné la nécessité d' « éclaircir en commun les questions territoriales d'Europe orientale ».

L'Allemagne était prête à partager l'Europe orientale, la Pologne incluse, avec l'Union Soviétique. C'était là une offre avec laquelle la Grande-Bretagne et la France ne pouvaient — et, manifestement, ne voulaient pas — rivaliser. Et, maintenant qu'il l'avait faite, Hitler, visiblement certain qu'elle ne serait pas repoussée, convoqua une fois de plus — en ce même 14 août — les commandants en chef de ses forces armées pour leur exposer les plans et perspectives de guerre.

CONFERENCE MILITAIRE D'OBERSALZBERG
(14 AOÛT 1939)*

« Le grand drame, annonça Hitler à son auditoire choisi, touche maintenant à son apogée. » Tant qu'on ne pourrait pas remporter sans risques de succès politiques ou militaires, il était certain que ni l'Angleterre ni la France ne bougeraient. Pour la bonne raison que l'Angleterre « n'a pas de dirigeants d'envergure. Les hommes que j'ai rencontrés à Munich ne sont pas de taille à déclencher une nouvelle guerre mondiale ». Comme dans ses précédentes rencontres avec ses chefs militaires, le Führer ne pouvait détourner ses pensées de l'Angleterre, dont il exposa avec force détails les points forts et les points faibles, en insistant sur ces derniers.

* *La seule source dont nous disposons sur cette séance est le premier chapitre du journal non publié du général Halder, chef de l'état-major général de l'armée. Il porte la date du 14 août 1939. Transcrit en sténo, il constitue un document extrêmement précieux sur les événements militaires et politiques les plus confidentiels qui survinrent dans l'Allemagne nazie, du 14 août 1939 au 24 septembre 1942, date où son auteur fut révoqué. Le chapitre ayant trait à Obersalzberg consiste en notes sténographiques des propos tenus par Hitler et en un résumé que l'auteur ajouta par la suite. Il est surprenant qu'aucun éditeur américain ou anglais n'ait publié ce journal. Nous avons pu consulter la version allemande en écriture courante, transcrite par Halder lui-même pendant la rédaction du présent volume. L'agenda personnel d'Hitler confirme la date de cette réunion et ajoute qu'en dehors des commandants en chef, Brauchitsch, Gering, Raeder, le docteur Todt, l'ingénieur qui construisit le Mur de l'Ouest, y assistèrent.*

L'Angleterre (nota Halder mot pour mot) à la différence de 1914 ne fera pas l'erreur de se lancer dans une guerre d'ici des années. Tel est le destin des pays riches... L'Angleterre elle-même n'a pas actuellement les moyens de participer à une guerre mondiale. Pourquoi se battrait-elle? On ne se fait pas tuer pour une alliée.

Quelles mesures militaires, demanda Hitler, pouvaient prendre la Grande-Bretagne et la France?

S'attaquer au Mur de l'Ouest? Improbable (répondit-il). Une poussée vers le nord à travers la Belgique et la Hollande n'apportera pas une victoire rapide. Rien de tout cela n'aiderait les Polonais.

Tous ces facteurs s'inscrivent en faux contre l'entrée en guerre de l'Angleterre et de la France... Rien ne les y contraint. Les hommes de Munich ne s'y risqueront pas... Les états-majors anglais et français témoignent d'une grande prudence à l'égard d'un conflit armé et le déconseillent....

Tout ceci fortifie ma conviction que l'Angleterre aura beau parler haut, aller même jusqu'à rappeler son ambassadeur et peut-être mettre l'embargo complet sur les échanges commerciaux, il est certain qu'elle ne recourra pas à une intervention armée dans le conflit.

Vraisemblablement donc il était possible de régler son compte à une Pologne isolée, mais c'est « en une semaine ou deux » qu'il faudrait la vaincre, expliqua Hitler, pour que le monde soit convaincu de sa défaite et n'essaye pas de la sauver.

Hitler n'était pas encore tout à fait prêt à révéler à ses généraux jusqu'où il s'était avancé, le jour même, dans la voie d'un marché avec la Russie, malgré le plaisir qu'ils en eussent éprouvé, convaincus qu'ils étaient que l'Allemagne ne pouvait faire la guerre sur deux fronts. Mais il leur en dit assez pour exciter leur désir d'en entendre davantage.

« La Russie, dit-il, n'est nullement disposée à tirer les marrons du feu pour les autres. » Et il entreprit de fournir des explications sur les « contacts vagues » qu'il avait eus avec Moscou et commençant par des négociations commerciales. Il se demandait désormais s'il « devait envoyer un négociateur à Moscou et si celui-ci devait être un homme de premier plan ». L'Union Soviétique, déclara-t-il, ne se sentait aucune obligation vis-

à-vis de l'Ouest. Les Russes comprenaient qu'il fallait détruire la Pologne. Ils s'intéressaient à une « délimitation des sphères d'influence ». Le Führer se « sentait disposé à faire la moitié du chemin ».

Dans toutes les volumineuses notes sténographiées d'Halder sur cette séance, on ne voit aucune trace que l'auteur, à titre de chef de l'état-major de l'armée, le général von Brauchitsch, son commandant en chef, ou Gœring aient les uns ou les autres élevé la moindre protestation contre la politique du Führer, qui entraînait l'Allemagne dans une guerre européenne — car, malgré l'optimisme d'Hitler, il n'y avait aucune certitude que la France et la Grande-Bretagne ne se battraient pas et que la Russie resterait en dehors. En fait, une semaine avant exactement, Gœring avait été directement informé que les Anglais interviendraient sûrement si l'Allemagne attaquait la Pologne.

Au début de juillet, l'un de ses amis suédois, Birger Dahlerus, avait tenté de le convaincre que l'opinion publique britannique ne tolérerait pas une nouvelle agression nazie et, devant le scepticisme du chef de la Luftwaffe, il s'arrangea pour lui faire rencontrer en privé, le 7 août, un groupe de sept industriels anglais, dans sa propriété du Schleswig-Holstein, sur la frontière danoise. Les Anglais, oralement et par memorandum écrit, firent de leur mieux pour persuader Gœring qu'en cas d'attaque allemande la Grande-Bretagne serait fidèle à ses obligations envers la Pologne. Il est douteux qu'ils y soient parvenus, bien que Dahlerus, industriel comme eux, en ait été convaincu*.

* *Dahlerus déclara, le 19 mars 1946, devant le tribunal de Nuremberg, où il était cité comme témoin à décharge de Gœring, que le feld-maréchal avait donné sa « parole d'honneur » aux industriels britanniques qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher la guerre. Mais l'état d'esprit de Gœring se refléta sans doute plus fidèlement*

dans une déclaration qu'il fit deux jours après son entrevue avec les visiteurs anglais. Montant en épingle les défenses anti-aériennes de la Luftwaffe, il proclama : « La Ruhr ne recevra pas une seule bombe. Si un bombardier ennemi réussit jamais à survoler la Ruhr, mon nom n'est plus Hermann Gœring et vous pouvez m'appeler Meier! » — vantardise dont il ne devait pas tarder à se repentir.

Cet étrange Suédois, qui devait jouer un certain rôle comme médiateur entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne au cours des fiévreuses semaines qui suivirent, possédait incontestablement de hautes relations à Berlin et à Londres. Il avait ses entrées à Downing Street, où il avait été reçu, le 20 juillet, par Lord Halifax, avec lequel il s'était entretenu de la prochaine rencontre des industriels britanniques avec Gœring; bientôt il devait être convoqué par Hitler et Chamberlain en personne. Mais, malgré toutes les bonnes intentions dont il fit preuve dans sa tentative pour sauver la paix, c'était un naïf doublé d'un diplomate amateur. Des années plus tard, à Nuremberg, Sir David Maxwell-Fyfe, au cours d'un interrogatoire accablant, arracha à ce diplomate improvisé le triste aveu qu'il s'était bien laissé rouler par Gœring et par Hitler (4).

Pourquoi le général Halder, qui, onze mois auparavant, avait pris la tête du complot fomenté pour écarter Hitler du pouvoir, ne se dressa-t-il pas, le 14 août, contre la résolution du Führer d'entrer en guerre? Ou, s'il jugeait toute protestation inutile, pourquoi ne reprit-il pas ses plans de conspiration, puisque, comme immédiatement avant Munich, une guerre serait désastreuse pour l'Allemagne? Beaucoup plus tard, traduit devant le tribunal de Nuremberg, Halder devait expliquer que, même à la mi-août 1939, il ne pouvait croire qu'Hitler, malgré ses dires, courrait jamais un tel risque (5). Une note de son journal en date du 15 août, au lendemain de la réunion du Berghof, montre que Halder était persuadé que la Grande-

Bretagne et la France ne tenteraient pas non plus l'aventure.

Quant à Brauchitsch, il n'était pas homme à mettre en question les projets du Führer. Hassell, que Gisevius avait, le 14 août, mis au courant de la conférence d'Obersalzberg, avait pourtant fait part de son absolue conviction au chef de l'armée de l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France en cas d'invasion de la Pologne. « Rien à faire avec lui, nota-t-il tristement dans son journal. Ou bien il a peur, ou bien il ne comprend pas de quoi il retourne... Il n'y a rien à attendre des généraux... Quelques-uns seulement sont encore lucides : Halder, Canaris, Thomas (6). »

Seul le général Thomas, brillant chef des services économiques et de l'armement de l'O.K.W., osa défier ouvertement le Führer. Quelques jours après la conférence militaire du 14 août, à la suite d'un entretien avec les conjurés désormais réduits à une inactivité relative (Goerdeler, Beck et Schacht), il rédigea un mémorandum dont il fit personnellement la lecture au général Keitel, chef de l'O.K.W.

Une guerre rapide et une paix rapide n'étaient, prétendait-il, qu'illusions. Une action contre la Pologne déclencherait une guerre mondiale à laquelle l'Allemagne, qui manquait des matières premières et des ressources alimentaires indispensables, serait incapable de faire face. Mais Keitel, qui n'avait d'autres opinions que celles que lui dictait Hitler, tourna en dérision une telle hypothèse. La Grande-Bretagne, dit-il, était trop décadente, la France trop dégénérée et l'Amérique trop indifférente pour se battre pour la Pologne (7).

Ainsi donc, tandis que le monde entrait dans la seconde quinzaine d'août, les chefs militaires allemands poussaient-ils leurs plans d'anéantissement de la Pologne et de protection des frontières occidentales

du Reich au cas où les démocraties, contrairement à toute évidence, se décideraient à intervenir. Le 15 août, le Congrès annuel de Nuremberg, qu'Hitler, le 1er avril, avait baptisé du nom de Congrès de la Paix et qui avait été fixé pour la première semaine de septembre, fut secrètement annulé.

Un quart de million d'hommes furent mobilisés pour les armées de l'Ouest. Les chemins de fer reçurent des ordres de mobilisation anticipée. Des plans furent dressés qui transféraient le quartier général à Sossen, situé à l'est de Berlin. Et, en ce même jour du 15 août, la marine annonça que les cuirassés de poche Graf Spee et Deutschland étaient prêts à appareiller pour leurs stations de l'Atlantique.

Le 17 août, le général Halder inscrivit une curieuse note dans son journal : « Canaris contresigné Section 1 (Opérations). Himmler, Heydrich, Obersalzberg : 150 uniformes polonais avec accessoires pour Haute-Silésie. »

Ce que signifiait cette note, on ne le comprit qu'après la guerre. Elle concernait l'un des incidents les plus bizarres qui furent jamais fomentés par les Nazis. De même qu'Hitler et ses chefs d'armée avaient, on s'en souvient, envisagé de créer un « incident », l'assassinat d'un ministre allemand par exemple, pour justifier l'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, ils envisageaient maintenant, pressés qu'ils étaient par le temps, de susciter une occasion qui, ils le pensaient du moins, justifierait aux yeux du monde l'agression qu'ils projetaient contre la Pologne.

Ce plan s'appelait en code l'« Opération Himmler » et l'idée en était tout à fait simple — et grossière : faire monter par la Gestapo une attaque simulée contre la station-radio allemande de Gleiwitz, près de la frontière

polonaise, à l'aide de détenus de camps de concentration revêtus d'uniformes polonais. Cela permettrait d'accuser la Pologne d'agression contre l'Allemagne. Au début du mois d'août, l'amiral Canaris, chef de la section Abwehr de l'O.K.W., avait reçu, d'Hitler lui-même, l'ordre de fournir à Himmler et à Heydrich 150 tenues et quelques armes légères polonaises.

Ceci lui parut suspect et, le 17 août, il demanda des éclaircissements au général Keitel. Avec sa mollesse habituelle, le chef de l'O.K.W. lui répondit qu'il ne croyait guère aux « opérations de ce genre », mais il déclara à l'amiral qu'« il n'y avait rien à faire », puisque l'ordre en avait été donné par Hitler lui-même (8). Malgré sa répugnance, Canaris se soumit aux instructions et livra les uniformes à Heydrich.

Le chef du S.D. choisit pour exécuter la mission un jeune vétéran des services secrets S.S., Alfred Helmut Naujocks. Ce n'était pas la première tâche de cette espèce que l'on confiait à cet étrange personnage, et ce ne devait pas être la dernière. Au début de mars 1939, peu avant l'invasion allemande de la Tchécoslovaquie, Naujocks, à l'instigation de Heydrich, s'était déjà chargé d'introduire en Slovaquie des explosifs, qui servirent, ainsi qu'il en témoigna lui-même, à « créer des incidents ».

Alfred Naujocks était un produit typique de la Gestapo, une sorte de gangster intellectuel. Il avait étudié la mécanique à l'Université de Kiel, où il avait fait ses premières armes contre les antinazis. Il lui arriva même de se faire aplatis le nez par les communistes. Il s'était inscrit aux S.S. en 1931 et avait été attaché au S.D. dès sa création en 1931. Comme tant d'autres jeunes gens de l'entourage de Heydrich, il s'adonna à ce qui passait chez les S.S. pour des activités intellectuelles — notamment l'« histoire »

et la « philosophie » — tout en se transformant rapidement en un jeune « dur » (à l'instar de Skorzeny) susceptible de mener à bien les moins ragoûtants des plans dressés par Himmler et par Heydrich*.

** Naujocks trempa dans l'« Incident Vanloo », qui sera relaté par la suite. Il participa à l'opération qui déguisa des soldats allemands en gardes-frontières hollandais et belges en mai 1940, au moment de l'offensive à l'Ouest. Au début de la guerre, il était à la tête de la section du S.D. chargée de fabriquer de faux passeports, et c'est alors qu'il élaborait le plan de l'« Opération Bernhard ». Un plan fantastique qui projetait de répandre sur l'Angleterre une pluie de faux billets britanniques. Il finit par laisser Heydrich, qui l'envoya servir en Russie dans les troupes S. S., d'où il revint blessé. En 1944, il fit sa réapparition en Belgique, en qualité d'administrateur économique, mais sa principale activité, à l'époque, semble avoir été d'organiser au Danemark l'assassinat d'un grand nombre de résistants locaux. Pour sauver sa tête, sans doute, il passa dans les rangs de l'Armée américaine après son entrée en Belgique. En fait, il ne cessa d'avoir de la chance. Incarcéré comme criminel de guerre, il s'évada dans des conditions dramatiques de son camp d'Allemagne en 1946, évitant ainsi de comparaître devant la justice. Au moment où nous écrivons, on n'a pas encore réussi à l'appréhender et on n'a jamais su ce qu'il est devenu. On trouvera le récit de son évasion dans Zwischen Krone und Kerker, de Schaumburg-Lippe.*

Le 19 octobre 1944, Naujocks s'engagea dans l'armée américaine et fit, un an plus tard, un grand nombre de déclarations sous serment au procès de Nuremberg, fournissant ainsi aux historiens le récit de l'« incident » dont Hitler se servit pour justifier son action contre la Pologne.

Vers le 10 août, le chef du S.D., Heydrich, m'ordonna personnellement de simuler une attaque contre la station-radio de Gleiwitz, près de la frontière polonaise (déclaration signée par Naujocks à Nuremberg, le 20 novembre 1945), en faisant croire que le groupe d'agresseurs était formé de Polonais. « Il nous faut la preuve matérielle que ces attaques sont l'œuvre de Polonais, aussi bien vis-à-vis de la presse étrangère que pour la propagande intérieure », me dit Heydrich.

J'avais reçu l'instruction de m'emparer de la station-radio et de m'y maintenir assez longtemps pour permettre à un Allemand parlant polonais qu'on mettrait à ma disposition de

lancer une proclamation sur les ondes. Heydrich me dit aussi qu'il s'attendait à ce que l'Allemagne attaque la Pologne dans les quelques jours à venir.

Je me rendis à Gleiwitz et y demeurai quatorze jours en attente... Entre le 25 et le 31 août, j'allai voir Heinrich Mueller, le chef de la Gestapo, qui se trouvait dans les environs, à Oppeln. Devant moi, il examina avec un nommé Mehlhorn** les plans d'un autre incident de frontière destiné à simuler une action des soldats polonais contre les troupes allemandes.

****** *Oberführer docteur Mehlhorn, adjoint de Heydrich au S.D. Schellenberg raconte dans ses mémoires (The Labyrinth, pp. 48-50) que Mehlhorn lui avoua, le 26 août, avoir été chargé de monter le simulacre d'attaque contre Gleiwitz, mais qu'il s'en était sorti en invoquant une maladie. L'estomac de Mehlhorn se rétablit par la suite. Pendant la guerre, il fut l'un des principaux organisateurs de la terreur en Pologne.*

Mueller déclara qu'il disposait de 12 à 13 condamnés de droit commun qu'on devait habiller en soldats polonais et dont on laisserait les cadavres sur le terrain pour faire croire qu'ils avaient été tués au cours de l'action. Un médecin à la solde de Heydrich leur administrerait préalablement des injections mortelles, en même temps que l'on s'arrangerait pour qu'ils portent des traces de balles de fusil. Après l'incident, des journalistes et d'autres personnes seraient amenés sur les lieux.

Mueller m'avertit qu'il avait reçu de Heydrich l'ordre de me fournir, pour l'opération de Gleiwitz, l'un de ces condamnés qui portaient le nom convenu de « Conserves en boîte (9) ».

Tandis que, sur l'ordre d'Hitler, Heydrich, Himmler et Mueller s'apprêtaient ainsi à utiliser les « Conserves en boîte » pour fabriquer une excuse à l'agression allemande contre la Pologne, le Führer accomplissait son premier pas décisif et déployait ses forces armées en vue d'une guerre générale éventuelle : ordre fut donné à vingt et un sous-marins de rallier leurs positions au nord et au nord-ouest des îles Britanniques, au cuirassé de poche *Graf Spee* de gagner les eaux au large de la côte brésilienne, et à son navire-frère, le *Deutschland*, de se poster en travers des routes maritimes britanniques de l'Atlantique nord*.

** Les sous-marins appareillèrent entre le 19 et le 23 août, le Graf Spee le 21, et le Deutschland le 24.*

La date où fut donné l'ordre d'acheminer les bateaux de guerre en vue d'une action éventuelle contre la Grande-Bretagne est lourde de signification. Car le 19 août, après une semaine où Berlin n'avait cessé de lancer des appels frénétiques, le gouvernement soviétique avait fini par fournir à Hitler la réponse désirée.

Le 15 août, à vingt heures, l'ambassadeur von der Schulenburg, comme il en avait reçu l'instruction, rencontra Molotov et lui lut le télégramme urgent de Ribbentrop déclarant que le ministre des Affaires étrangères du Reich était prêt à se rendre à Moscou pour définir les relations germano-soviétiques. Selon un télégramme « très urgent, confidentiel » que l'envoyé allemand adressa à Berlin plus tard dans la soirée, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères apprit cette nouvelle « avec un grand intérêt » et « accueillit chaleureusement les intentions allemandes d'améliorer les relations avec l'Union Soviétique ». Cependant, ce fin joueur de poker diplomatique qu'était Molotov ne manifesta aucune hâte. Le voyage que se proposait de faire Ribbentrop, déclara-t-il, « exigeait d'être dûment préparé pour que l'échange de vues aboutisse à un résultat ».

Quel résultat? Perfidement, le Russe se livra à quelques allusions. Le gouvernement allemand, demanda-t-il, ne serait-il pas intéressé par un pacte de non-agression entre les puissances ? Était-il prêt à user de son influence auprès du Japon pour améliorer les relations soviéto-japonaises et « éliminer les conflits de frontières »? — référence à une guerre non déclarée qui avait fait rage tout l'été sur la frontière entre la Mongolie et la Mandchourie. Finalement, Molotov s'enquit de l'opinion de l'Allemagne sur l'octroi d'une garantie commune aux États baltes.

Toutes questions qui, conclut-il, « devaient être discutées de façon concrète afin que, si le ministre allemand se décidait à venir à Moscou, ce

ne fût pas pour se livrer à un simple échange de vues, mais pour prendre des décisions positives. » Et il souligna, une fois de plus, qu' « une préparation appropriée des problèmes était indispensable (10) ».

Ce furent donc les Russes qui lancèrent la première suggestion d'un pacte de non-agression germano-soviétique — au moment même où ils négociaient avec la France et la Grande-Bretagne les conditions de leur éventuelle entrée en guerre pour s'opposer à toute nouvelle agression allemande*. Hitler était plus que désireux de discuter d'un pacte de ce genre « en termes concrets », car il y voyait le moyen de maintenir la Russie en dehors de la guerre et d'attaquer la Pologne sans la crainte d'une intervention soviétique. Et une fois la Russie hors du jeu, il était convaincu que la Grande-Bretagne et la France seraient prises de peur.

** Le gouvernement britannique eut bientôt vent de ce qui se tramait. Le 17 août, le sous-secrétaire d'État américain, Sumner Welles, révéla à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington les suggestions faites par Molotov à Schulenburg. L'ambassadeur des États-Unis à Moscou les avait télégraphiées la veille à Washington et elles étaient malheureusement exactes (11). L'ambassadeur Steinhardt avait, en effet, rencontré Molotov le 16 août.*

Les suggestions de Molotov comblaient toutes ses espérances : elles étaient plus précises et allaient plus loin que tout ce qu'il avait osé proposer. Une seule difficulté subsistait, on était à la fin du mois d'août, et il ne pouvait se permettre d'adopter la lenteur de rythme que voulait imposer Molotov en demandant qu'on lui laisse le temps de préparer « d'une façon appropriée » la visite du ministre allemand à Moscou.

Le 16 août à six heures quarante, la Wilhelmstrasse transmit téléphoniquement à Ribbentrop le rapport de Schulenburg sur son entretien avec Molotov. L'homme d'État était toujours dans sa résidence

de Fuschl et il se précipita à Obersalzberg, sur l'autre versant de la montagne, pour demander au Führer de nouvelles instructions. Au début de l'après-midi, leur réponse à Molotov était rédigée et transmise par téléprint à Berlin, avec ordre à Weizsaecker de la télégraphier « de toute urgence » à Moscou (12).

Le dictateur nazi acceptait sans condition les propositions soviétiques. Schulenburg fut prié par Ribbentrop d'aller revoir Molotov et de l'informer

que l'Allemagne était prête à conclure un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique, pacte qui serait, si l'Union Soviétique le désirait, valable pendant un délai de vingt-cinq ans. De plus, l'Allemagne était disposée à garantir les États Baltes conjointement avec l'Union Soviétique. Enfin l'Allemagne était prête à user de son influence dans le sens d'une amélioration et d'une consolidation des relations russo-japonaises.

Désormais toute prétention était abandonnée : le gouvernement du Reich avouait son impatience de conclure un marché avec Moscou.

Le Führer (poursuivait le télégramme de Ribbentrop) est d'avis qu'en raison de la situation et du fait que des événements graves peuvent surgir d'un jour à l'autre (prière d'expliquer à ce moment à M. Molotov que l'Allemagne est résolue à ne pas tolérer indéfiniment les provocations polonaises), une clarification fondamentale et rapide des relations germano-soviétiques et de l'attitude de chacune des deux puissances vis-à-vis des problèmes de l'heure est désirable.

Pour tous ces motifs, je suis prêt à me rendre par avion à Moscou à n'importe quelle date à partir du vendredi 18 août, nanti des pleins pouvoirs du Führer, afin de régler l'ensemble des relations germano-russes, et, le cas échéant, de signer les traités appropriés.

Une fois de plus, Ribbentrop ajouta une « annexe » d'instructions personnelles à son ambassadeur.

Je vous prie encore de lire ces instructions mot pour mot à Molotov et de lui demander de vous donner immédiatement l'opinion du gouvernement russe et de M. Staline. D'une manière strictement confidentielle, j'ajoute pour votre gouverne que nous tenons tout particulièrement à ce que mon voyage à Moscou puisse avoir lieu à la fin de cette semaine ou au début de la prochaine.

Le lendemain, en haut de leur montagne, Hitler et Ribbentrop attendirent avec impatience la réponse de Moscou. Les communications entre les deux capitales n'étaient pas particulièrement rapides — détail dont on ne semblait pas se rendre compte dans l'atmosphère raréfiée des Alpes bavaroises. Le 17 à midi, Ribbentrop envoya à Schulenburg un télégramme « très urgent » exigeant un « rapport télégraphique sur l'heure où vous avez remis votre demande à Molotov et celle pour laquelle vous avez fixé l'entretien (13) ».

A l'heure du dîner, l'ambassadeur, à bout de nerfs, répondit, lui aussi, par télégramme « urgent », qu'il n'avait reçu les instructions du ministre que la veille à onze heures du soir, trop tard pour entamer des négociations diplomatiques, et que son premier geste de la matinée du jour même, 17 août, avait été de prendre rendez-vous avec Molotov pour huit heures du soir (14).

Aux chefs nazis, désormais victimes d'une véritable frénésie, cette entrevue apporta une déception. Conscient de l'impatience d'Hitler dont il connaissait sans doute parfaitement les raisons, le commissaire aux Affaires étrangères se plut à mettre les Allemands sur le gril, tour à tour taquin et sarcastique. Après avoir entendu de la bouche de Schulenburg le télégramme de Ribbentrop, Molotov, sans guère tenir compte de son contenu, fournit la réponse écrite du gouvernement soviétique à la

première communication présentée le 15 août par le ministre des Affaires étrangères du Reich.

Après avoir rappelé, non sans amertume, l'hostilité précédemment manifestée par le gouvernement nazi envers la Russie Soviétique, cette réponse expliquait que, jusqu'à une date très récente, le gouvernement soviétique n'avait cessé de poser en principe que le gouvernement allemand cherchait toutes les occasions d'entrer en conflit avec l'Union Soviétique... Pour ne pas parler du fait que par le moyen du prétendu pacte anti-Komintern, le gouvernement allemand s'était efforcé de rassembler de nombreux États en un front uni contre l'Union Soviétique et y était parvenu. C'était pour cette raison, expliquait la note, que la Russie « participait actuellement à l'organisation d'un front défensif contre l'agression (allemande) ».

Si toutefois (poursuivait-elle) le gouvernement allemand s'efforce maintenant de modifier sa politique traditionnelle dans le sens d'une amélioration sérieuse des relations avec l'Union Soviétique, le gouvernement de ce pays ne peut que se montrer favorable à une telle initiative et est tout prêt, pour sa part, à réviser sa politique à l'égard du Reich dans le sens d'une sérieuse amélioration.

Mais, insistait la note russe, cela ne serait possible qu'en prenant des « mesures sérieuses et pratiques » et non en accomplissant le grand saut que proposait Ribbentrop.

De quelles mesures s'agissait-il?

1° Conclusion d'un traité d'échanges et de crédits;

2° Devant suivre presque immédiatement : conclusion d'un pacte de non-agression.

Simultanément avec la signature du second pacte, les Soviets exigeaient « la conclusion d'un protocole spécial définissant les intérêts des parties contractantes à l'égard de certaines questions de politique étrangère ». C'était là plus que suggérer, du moins en ce qui concernait le partage de l'Europe orientale, que Moscou n'était pas hostile à l'idée d'un marché avec les Allemands.

Concernant la visite que Ribbentrop proposait de faire, Molotov déclara que le gouvernement soviétique « était très flatté » de cette suggestion, « car l'envoi d'un ministre et homme politique aussi éminent prouvait le sérieux des intentions du gouvernement allemand ». « Quel contraste, ajoutait-il, avec l'Angleterre qui, dans la personne de Strang, n'avait envoyé à Moscou qu'un fonctionnaire subalterne. Cependant le voyage du ministre des Affaires étrangères allemand exigeait une préparation approfondie. Le gouvernement soviétique craignait la publicité accordée à un tel voyage. Il préférait accomplir un travail positif dans la discrétion (15). »

Molotov ne fit aucune mention des propositions urgentes et nettes de Ribbentrop de venir à Moscou pendant le week-end, et Schulenburg, peut-être pris un peu au dépourvu par le cours de l'entrevue, préféra ne pas insister.

Le lendemain, après avoir reçu le rapport de l'ambassadeur, Ribbentrop, lui, insista. Hitler, manifestement, commençait à désespérer. De son quartier général d'été d'Obersalzberg, partit le soir du 18 août un nouveau télégramme « très urgent » adressé à Schulenburg et signé de Ribbentrop. Il parvint à l'ambassade d'Allemagne à Moscou le 19 à cinq

heures quarante-cinq, et il ordonnait à l'ambassadeur « d'organiser immédiatement une nouvelle entrevue avec Molotov et de faire tout son possible pour qu'elle ait lieu sans aucun délai ». Il n'y avait pas de temps à perdre. « Je vous prie, télégraphiait Ribbentrop, de dire à M. Molotov ce qui suit :

...Dans des circonstances normales, nous inclinerions également à procéder au rajustement des relations germano-russes par voie diplomatique et à utiliser les méthodes habituelles. Mais le caractère exceptionnel de la situation actuelle impose, aux yeux du Führer, le recours à des méthodes différentes permettant d'obtenir des résultats rapides.

Les relations germano-polonaises deviennent chaque jour plus tendues. Nous devons envisager que des incidents peuvent survenir d'un jour à l'autre, rendant l'ouverture des hostilités inévitable... Le Führer juge indispensable que la nouvelle du déclenchement du conflit germano-polonais ne vienne pas nous surprendre pendant que nous nous efforcerions de définir les relations germano-russes. Il juge donc qu'une clarification préalable est nécessaire, ne serait-ce que pour nous permettre de tenir compte des intérêts russes dans l'éventualité d'un tel conflit, ce qui, sans cette mise au point, ne laisserait pas d'offrir des difficultés. »

L'ambassadeur avait mission d'annoncer que le « premier stade » des consultations mentionnées par Molotov, la conclusion d'un accord commercial, venait d'être complété à Berlin le jour même (18 août) et qu'il était temps désormais d'« aborder le second stade ». C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères allemand proposait « de partir immédiatement pour Moscou » où il se rendrait « muni des pleins pouvoirs du Führer, l'autorisant à régler d'une manière complète et définitive l'ensemble des problèmes ». A Moscou, ajoutait-il, « il serait à même... de prendre en considération les desiderata des Russes ».

De quels désirs s'agissait-il? Les Allemands désormais ne perdaient

plus leur temps à tourner autour du pot.

Je serai également à même (poursuivait Ribbentrop) de signer un protocole spécial réglant les intérêts des deux parties touchant certaines questions de politique étrangère : par exemple, la répartition des sphères d'influence dans la zone de la Baltique. Répartition qui ne sera toutefois possible qu'au cours d'une discussion orale.

Cette fois, l'ambassadeur ne devait pas se contenter d'une réponse négative des Russes.

Soulignez bien, je vous prie, concluait Ribbentrop, que la politique étrangère allemande est parvenue aujourd'hui à un tournant historique... Insistez, s'il vous plaît, en faveur de la réalisation rapide de mon voyage et réfutez de la manière appropriée toute nouvelle objection présentée par les Russes. A ce propos, vous ne devrez jamais perdre de vue le fait que le déclenchement prématuré d'hostilités ouvertes entre l'Allemagne et la Pologne est toujours possible et que nous avons, par conséquent, un intérêt pressant à ce que mon voyage à Moscou prenne place immédiatement (16).

Le 19 août fut un jour décisif. Les ordres d'appareiller pour les eaux britanniques donnés aux sous-marins et cuirassés de poche furent suspendus dans l'attente de la réponse de Moscou. Les bateaux de guerre devaient prendre la mer immédiatement, de façon à occuper leurs positions à la date que s'était fixée Hitler pour le début de la guerre : le 1er septembre, à huit jours de là. C'était immédiatement aussi que devaient se déployer les deux groupes d'armées affectés à l'offensive contre la Pologne.

A Berlin, et particulièrement à Obersalzberg où Hitler et Ribbentrop attendaient anxieusement la décision de Moscou, la tension était devenue presque insoutenable. Les dépêches et mémorandums du ministère des Affaires étrangères trahissaient l'agitation qui régnait ce jour-là à la

Wilhelmstrasse. Le docteur Schnurre télégraphia que les pourparlers commerciaux avec les Russes avaient pris fin la veille « sur un accord total », mais que les Soviets tardaient à le signer. La cérémonie, disait-il, aurait dû prendre place à midi aujourd'hui 19 août, mais, à cette heure précise, les Russes avaient téléphoné pour dire qu'il leur fallait attendre des instructions de Moscou.

« Il est évident, disait Schnurre, qu'ils ont reçu de Moscou l'ordre de retarder la conclusion du traité et ce, pour des raisons politiques (17). » D'Obersalzberg, Ribbentrop adressa à Schulenburg une dépêche « très urgente » pour lui recommander instamment de transmettre télégraphiquement tout ce que pourrait lui dire Molotov et tous les indices des « intentions russes ». Mais le seul message qu'il reçut ce jour-là reproduisait le texte d'une mise au point de l'agence Tass, niant que les négociations entre les délégations militaires russes et franco-britanniques aient achoppé sur la question d'Extrême-Orient. Ce démenti mentionnait toutefois l'existence d'autres divergences sur « des points tout à fait différents ». Hitler vit dans cette petite phrase le signe qu'il avait encore du temps — et de l'espoir — devant lui.

Confidentiel

Très-Urgent

Le gouvernement soviétique accepte que le ministre des Affaires étrangères du Reich vienne à Moscou une semaine après l'annonce de la signature de l'accord commercial. Molotov a déclaré que, si la conclusion de l'accord commercial est publiée demain, le ministre des Affaires étrangères du Reich pourrait arriver à Moscou le 26 ou le 27 août.

Molotov m'a fait remettre un projet de pacte de non-agression.

Le compte rendu détaillé des deux entretiens que j'ai eus aujourd'hui avec Molotov ainsi que le texte du projet soviétique suivent immédiatement par télégramme.

D'après l'ambassadeur, le premier entretien du Kremlin, qui commença le 19 à quatorze heures et dura une heure, ne marcha pas très bien. Les Russes, semblait-il, se laissèrent difficilement persuader de recevoir le ministre des Affaires étrangères d'Hitler. Molotov persista à affirmer, télégraphia Schulenburg, qu'il n'était pas possible pour le moment de fixer, même approximativement, la date du voyage, puisque celui-ci nécessite une préparation minutieuse... Aux motifs de se hâter que je lui exposai à plusieurs reprises et avec insistance, il répliqua qu'on n'avait même pas encore franchi le premier stade — la conclusion d'un accord commercial. Il fallait en premier lieu que celui-ci soit signé, publié et que ses répercussions à l'étranger soient connues. Alors viendrait le tour du pacte et du protocole de non-agression.

« Molotov demeura apparemment insensible à mes protestations, si bien que le premier entretien prit fin sur une déclaration de Molotov spécifiant qu'il m'avait communiqué le point de vue du gouvernement soviétique et n'avait rien à y ajouter. »

Mais il devait bientôt revenir sur cette affirmation : « A peine une demi-heure après la fin de notre entretien, rapporta Schulenburg, Molotov m'adressa une note me demandant de retourner le voir au Kremlin à seize heures trente. Il s'excusait de me déranger et m'expliquait qu'il avait rendu compte de notre conversation au gouvernement soviétique. »

Cette fois-là, le commissaire aux Affaires étrangères tendit à l'ambassadeur, surpris mais ravi, un projet de pacte de non-agression, en lui annonçant que Ribbentrop pourrait arriver à Moscou le 26 ou le 27

août, si le traité commercial était signé et publié dès le lendemain.

« Molotov ne me donna pas, ajouta Schulenburg dans son télégramme, les raisons de son brusque changement d'avis. Je soupçonne Staline d'être intervenu (19). »

Cette supposition était sûrement fondée. Selon Churchill, Staline annonça au Politburo, le soir du 20 août, son intention de signer un pacte avec l'Allemagne (20). Un peu plus tôt dans la journée du 19 — entre quinze heures et seize heures trente — ainsi que le prouve le télégramme de Schulenburg — il avait communiqué à Molotov sa décision fatidique.

Trois ans plus tard exactement, en août 1942, « au petit matin », comme Churchill le raconta ensuite, le dictateur soviétique livra au Premier britannique certaines des raisons qui lui avaient dicté sa cynique volte-face (21).

Nous avions fini par avoir l'impression, lui dit Staline, que les gouvernements anglais et français n'étaient pas décidés à entrer en guerre si la Pologne était attaquée, mais qu'ils espéraient que l'alignement diplomatique de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie ferait hésiter Hitler. Nous étions certains, nous, qu'ils commettaient là une grave erreur. « Combien de divisions, demanda Staline, la France pourra-t-elle mobiliser contre l'Allemagne? — Une centaine, lui répondit-on. — Et l'Angleterre? demanda alors Staline. — Deux, plus deux autres un peu plus tard. — Ah! deux, plus deux autres un peu plus tard, avait répété Staline. Savez-vous, reprit-il, combien de divisions il nous faudrait envoyer sur le front russe si nous entrons en guerre contre l'Allemagne? » Il marqua une pause. « Plus de trois cents. »

Dans le télégramme où il donnait le résultat de ses entretiens du 19 août avec Molotov, Schulenburg avait ajouté que sa tentative en vue de persuader le commissaire aux Affaires étrangères d'accepter une date plus rapprochée pour le voyage de Ribbentrop à Moscou « avait malheureusement échoué ».

Mais, dans l'esprit des Allemands, il fallait tout faire pour qu'elle réussisse. Tout l'horaire de l'invasion de la Pologne, en fait la possibilité même de celle-ci, étant donné le bref délai qui restait avant les pluies d'automne, en dépendait. Si Ribbentrop n'était pas reçu à Moscou avant le 26 ou le 27 août, et pour peu que les Russes fissent alors traîner les choses comme le craignaient les Allemands, l'objectif du 1er septembre devait être abandonné.

A ce moment crucial, Adolf Hitler en personne intervint auprès de Staline. Piétinant tout orgueil, il supplia le dictateur soviétique, qu'il avait si souvent et si longtemps calomnié, de consentir à recevoir immédiatement le ministre des Affaires étrangères. Son télégramme à Staline fut expédié sans tarder le dimanche 20 août à dix-huit heures quarante-cinq, douze heures exactement après la réception du télégramme de Schulenburg. L'ambassadeur fut prié de le remettre « sur-le-champ » à Molotov.

M. STALINE, Moscou.

J'apprends avec un plaisir sincère la conclusion du nouvel accord commercial germano-soviétique, dans lequel je vois le premier pas vers une amélioration des relations entre nos deux pays*.

** Il fut signé à Berlin à deux heures du matin le dimanche 20 août.*

La conclusion d'un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique représente pour moi l'instauration d'une politique à long terme. L'Allemagne reprend ainsi une orientation qui fut bénéfique à nos deux pays au cours des siècles passés.

J'accepte le projet de pacte de non-agression proposé par votre ministre des Affaires étrangères M. Molotov, mais je considère qu'il est urgent de clarifier le plus tôt possible les questions qui s'y rapportent.

La mise au point du protocole additionnel réclamé par l'Union Soviétique peut, j'en suis convaincu, s'effectuer dans le plus bref délai possible, à condition qu'un homme d'État allemand responsable puisse se rendre personnellement à Moscou pour négocier. Sinon, le gouvernement du Reich ne voit pas comment le protocole additionnel pourrait être mis au point et fixé dans un court délai.

La tension entre l'Allemagne et la Pologne est devenue intolérable. Une crise peut se produire à tout moment. L'Allemagne est résolue désormais à protéger les intérêts du Reich avec tous les moyens dont elle dispose.

Je suis d'avis qu'en raison des intentions exprimées par nos deux pays d'établir entre eux une nouvelle forme de relations, il n'y a pas de temps à perdre. Je propose donc à nouveau que vous receviez mon ministre des Affaires étrangères le mardi 22 août ou, au plus tard, le mercredi 23 août. Le ministre des Affaires étrangères du Reich aura tout pouvoir de dresser et de signer le pacte de non-agression, ainsi que le protocole. Son séjour à Moscou ne pourra excéder un ou deux jours en raison de la situation internationale. Je serai heureux de recevoir de vous une prompt réponse.

ADOLF HITLER (22).

Pendant les vingt-quatre heures qui suivirent la soirée dominicale du 20 août, où l'appel d'Hitler prit sa course vers Moscou le long des fils télégraphiques, jusqu'au lendemain soir, le Führer demeura dans un état voisin de la prostration. Il lui était impossible de trouver le sommeil. Au beau milieu de la nuit, il téléphona à Goering pour l'entretenir de ses inquiétudes sur la façon dont Staline allait réagir à son message et pour se lamenter sur les retards de Moscou. A trois heures du matin, le 21, le ministère des Affaires étrangères reçut un télégramme « très urgent » de Schulenburg, disant que le télégramme d'Hitler que lui avait annoncé Weizsaecker n'était pas encore parvenu.

« Les dépêches officielles, rappelait l'ambassadeur, mettent quatre à cinq heures pour aller de Berlin à Moscou. Il faut y ajouter le temps du déchiffrement (23). » A dix heures quinze, le lundi 21 août, Ribbentrop

adressa dans son anxiété un télégramme urgent à Schulenburg : « Prière faire votre possible pour vous assurer que le voyage se matérialise. Même date que le télégramme (24). » Peu après midi, l'ambassadeur annonçait à Berlin : « Je dois rencontrer Molotov à trois heures cet après-midi (25). »

Le 21 août, à vingt et une heures trente-cinq, la réponse de Staline parvint par télégramme à Berlin.

Au CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,
A. HITLER :

Je vous remercie de votre lettre. J'espère que le pacte de non-agression germano-soviétique provoquera un tournant décisif pour le plus grand avantage des relations politiques entre nos deux pays.

Nos deux peuples ont besoin d'entretenir des relations pacifiques. Le consentement du gouvernement allemand à la conclusion d'un pacte de non-agression fournit la base nécessaire à l'élimination de la tension politique et à l'instauration de la paix et de la collaboration entre nos deux peuples.

Le gouvernement soviétique m'a chargé de vous exprimer qu'il consent à ce que von Ribbentrop arrive à Moscou le 23 août.

J. STALINE (26).

Pour le cynisme, le dictateur nazi avait trouvé à qui parler en la personne du despote soviétique. Ils avaient désormais le champ libre pour régler les détails d'un des plus sordides marchés de cette lamentable période.

La réponse de Staline parvint au Führer, qui se trouvait alors au Berghof, à dix heures trente du matin. Quelques minutes plus tard — l'auteur s'en souvient, — peu après onze heures, le programme musical de la radio allemande s'interrompit brusquement et une voix annonça : « Le gouvernement du Reich et le gouvernement soviétique se sont mis d'accord

pour conclure un pacte mutuel de non-agression. Le ministre des Affaires étrangères du Reich se rendra à Moscou le mercredi 23 août pour la conclusion des négociations. »

Le lendemain 22 août 1939, Hitler, ayant reçu de Staline en personne l'assurance que la Russie observait une neutralité amicale, convoqua une fois de plus ses chefs militaires à l'Obersalzberg, leur fit une conférence sur sa propre grandeur et la guerre brutale et impitoyable qu'il leur faudrait mener, et annonça qu'il donnerait sans doute l'ordre d'attaquer la Pologne dans quatre jours, le samedi 26 août — avec six jours d'avance sur l'horaire. C'était Staline, l'ennemi mortel du Führer, qui avait rendu possible cette décision.

Les généraux trouvèrent un Hitler plus arrogant et plus intransigeant que jamais (27). « Je vous ai convoqués, leur dit-il, pour vous dresser le tableau de la situation politique, afin de vous donner un aperçu des facteurs individuels sur lesquels j'ai basé mon irrévocable décision de passer à l'action, et de fortifier ainsi votre confiance. Nous discuterons ensuite des détails proprement militaires. » Avant tout, dit-il, venaient deux considérations individuelles :

Ma propre personne et celle de Mussolini.

Tout repose essentiellement sur moi et sur mon existence du fait de mes talents politiques. De plus, étant donné que personne sans doute ne jouira comme moi de la confiance de tout le peuple allemand, jamais dans l'histoire il n'existera probablement un homme qui dispose d'une plus grande autorité que la mienne. Mon existence représente donc un facteur inestimable. Mais je puis être éliminé à tout moment par le geste d'un criminel ou d'un fou*.

Le second facteur individuel est le Duce. Son existence est, elle aussi, décisive. Que quelque chose lui arrive, et la loyauté de l'Italie envers l'alliance n'a plus rien de certain. La Cour d'Italie est foncièrement opposée au Duce.

* On n'a trouvé aucun procès-verbal officiel de la harangue d'Hitler, mais plusieurs comptes rendus, dont deux ont été rédigés par des officiers supérieurs d'après des notes prises au cours de la séance, ont surgi. L'un est de l'amiral Hermann Boehm, amiral en chef de la flotte de haute mer, présenté à Nuremberg par la défense de l'amiral Raeder et publié dans sa langue d'origine dans le TMWC, XLI, pp. 16-25. L'autre est du général Halder, qui a pris des notes volumineuses en sténo. La traduction anglaise de ses notes du journal, en date du 22 août, est reproduite dans DGFP, VII, pp. 557-559. Le principal document sur cette séance dont se soit servi le ministère public au Procès de Nuremberg fut un mémorandum non signé en deux parties provenant des archives de l'O.K.W., dont les troupes américaines s'emparèrent à Saalfelden, Tyrol autrichien. Sa traduction anglaise figure dans NCA, III, pp. 581-586 (Nuremberg, Document, 798-PS), 665-666 (N.D. 1014-PS), et aussi dans DGFP, VII, pp. 200-206. Le texte allemand original du mémorandum en deux parties figure naturellement dans TMWC. Il donne plus de vie au langage d'Hitler que

l'amiral Boehm et le général Halder. Mais les trois versions concordent, et leur authenticité ne fait aucun doute. A Nuremberg, on témoigna quelque scepticisme à l'égard d'un quatrième procès-verbal de la harangue d'Hitler, enregistré sous la rubrique N.D.C.-3 (NCA, VII, pp. 752-754) et, bien qu'il ait figuré dans la procédure, le ministère public ne l'utilisa pas dans son argumentation. Tout en ayant l'accent de la vérité, il a peut-être été un peu embelli par des personnes qui n'étaient pas présentes à la séance du Berghof. Pour reconstituer les propos d'Hitler, je me suis servi des procès-verbaux de Boehm et d'Halder, ainsi que du mémorandum non signé utilisé comme témoignage à Nuremberg.

Franco, lui aussi, représentait une aide. Il garantissait la « neutralité bienveillante » de l'Espagne. « Pour ce qui est de l'autre camp, affirma-t-il à son auditoire, il n'y a aucune personnalité de premier plan ni en Angleterre ni en France. »

Le dictateur dut ainsi divaguer pendant plusieurs heures, avec la seule pause d'un déjeuner tardif, et parmi les différents procès-verbaux aucun n'indique qu'un seul général, amiral ou général d'aviation ait osé l'interrompre pour mettre son jugement en doute, voire protester contre ses mensonges. Il avait, dit-il, décidé au printemps qu'un conflit avec la Pologne était inévitable, mais en croyant qu'il devrait d'abord se tourner contre l'Ouest. Or, il lui était « clairement » apparu que la Pologne, dans ce cas, attaquerait l'Allemagne. C'était donc elle qu'il fallait liquider maintenant.

L'heure de la guerre, en tout cas, avait sonné.

Quant à nous, il nous est facile de nous décider. Nous n'avons rien à perdre; nous avons tout à gagner. Notre situation économique est telle que nous ne pourrions tenir que quelques années. Gœring peut vous le confirmer. Nous n'avons pas le choix. Il nous faut agir.

Outre le facteur personnel, la situation politique nous est favorable; en Méditerranée, la rivalité entre l'Italie, la France et l'Angleterre; en Orient, la tension.

L'Angleterre est en grand danger. La position de la France s'est, elle aussi, détériorée... Baisse du taux des naissances... La Yougoslavie porte en elle-même le germe de sa perte... La

Roumanie est plus faible qu'avant... Depuis la mort de Kémal, la Turquie n'a été gouvernée que par de petits esprits, des hommes faibles et instables.

Toutes ces heureuses circonstances ne prévaudront plus d'ici deux ou trois ans. Personne ne sait combien d'années il me reste à vivre. C'est maintenant qu'il nous faut jouer cartes sur table, et il serait dangereux d'attendre quatre ou cinq ans pour le faire.

Tel était le raisonnement passionné du leader nazi.

Il était d'après lui « très probable » que l'Ouest ne ferait pas la guerre, mais il fallait du moins en accepter le risque. N'en avait-il pas pris en occupant la Rhénanie malgré l'opposition des généraux? En s'emparant de l'Autriche, du territoire des Sudètes et du restant de la Tchécoslovaquie ? « Hannibal à Cannes, Frédéric le Grand à Leuthen, Hindenburg et Ludendorff à Tannenberg, dit-il, avaient tenté leur chance. Nous aussi, nous devons prendre des risques. Seule une résolution de fer triomphera de tous les obstacles. » Il n'y avait place pour aucune faiblesse.

Nous avons subi un grand préjudice du fait que beaucoup d'Allemands occupant de hauts postes ont parlé ou écrit à des Anglais après le règlement de la question tchèque. Le Führer a atteint son but alors que vous aviez perdu votre sang-froid et capitulé trop tôt.

Halder, Witzleben, Thomas, et peut-être d'autres généraux qui avaient pris part à la conspiration de Munich durent sourciller à ces paroles. Hitler, manifestement, en savait plus long qu'ils ne le croyaient.

En tout cas, le temps était venu pour eux de montrer leur valeur combative. Hitler leur rappela qu'il avait créé la Grande Allemagne « à coups de bluff politique ». Il était désormais devenu nécessaire de « faire l'essai de la machine militaire ». L'armée devait passer par l'épreuve d'une vraie bataille « avant la grande explication finale à l'Ouest ». La Pologne en

offrait la possibilité.

Revenant à l'Angleterre et à la France :

L'Ouest n'a que deux possibilités de s'opposer à nous.

1.Le Blocus : Il ne sera pas effectif en raison de notre autarcie et des sources d'approvisionnement dont nous disposons à l'Est.

2.Une attaque de l'Ouest depuis la Ligne Maginot. Cela me paraît impossible.

Il y a une autre éventualité : la violation de la neutralité hollandaise, belge et suisse. Jamais l'Angleterre ni la France ne violeront la neutralité de ces pays. En fait, il leur est impossible de venir en aide à la Pologne.

S'agirait-il d'une longue guerre?

Personne ne compte sur une longue guerre. Si Herr von Brauchitsch m'avait dit qu'il me faudrait quatre ans pour conquérir la Pologne, j'aurais répondu : ne le faisons pas. C'est un non-sens que de dire que l'Angleterre veut entreprendre une longue guerre.

Ayant ainsi disposé, à sa propre satisfaction du moins, de la Pologne, de la Grande-Bretagne et de la France, Hitler sortit son as d'atout. Il se tourna vers la Russie.

L'ennemi avait un autre espoir : que la Russie soit contre nous après la conquête de la Pologne. L'ennemi ne tenait pas compte de ma grande capacité de décision. Nos ennemis sont de misérables vers de terre. Je les ai vus à Munich.

J'étais convaincu que jamais Staline n'accepterait la proposition anglaise. Seul un optimiste aveugle aurait pu se figurer que Staline serait assez fou pour ne pas percer à jour les intentions de l'Angleterre. La Russie n'a aucun intérêt au maintien de la Pologne... Le renvoi de Litvinov a été décisif. Il m'apparut, avec la soudaineté d'un coup de canon, comme le signe du changement d'attitude de Moscou à l'égard des puissances occidentales.

C'est graduellement que j'ai provoqué le changement de politique vis-à-vis de la Russie. A propos du traité commercial, des pourparlers politiques ont été engagés. Finalement, les Russes ont présenté une proposition de pacte de non-agression. Il y a quatre

jours, j'ai pris une certaine initiative qui a abouti à ce que la Russie a annoncé hier qu'elle est prête à signer. Le contact personnel avec Staline est établi. Après-demain, Ribbentrop conclura le traité. La Pologne est maintenant dans la situation que j'ai voulue... Les premiers pas vers la destruction de l'hégémonie britannique sont accomplis... Le voie est ouverte aux militaires, maintenant que j'ai procédé aux préparatifs politiques.

La voie était ouverte aux militaires, peut-être, mais encore fallait-il que Chamberlain ne sorte pas un nouveau Munich. « J'ai seulement peur, dit Hitler à ses guerriers, qu'un quelconque *Schweinehund** ne fasse une proposition de médiation. »

* *Sale chien.*

A ce moment, la séance s'interrompt pour le déjeuner, après que Gœring eut remercié le Führer de montrer ainsi la voie et l'eut assuré que l'armée ferait son devoir**.

** *Selon la relation de Nuremberg, Documents C-3, Gœring bondit sur la table et exprima « des remerciements sanguinaires et de sanglantes promesses. Il se livra à une danse frénétique. Les rares sceptiques demeurèrent silencieux ». Cette description irrita beaucoup Gœring au cours des interrogatoires du 28 et du 29 août 1945 à Nuremberg. « Je conteste que je sois monté sur la table, dit Gœring. Je tiens à ce que vous sachiez que l'allocation a été prononcée dans le grand hall du domicile personnel d'Hitler. Je n'ai pas pour habitude de sauter sur les tables quand je suis reçu chez quelqu'un. Une telle habitude ne serait pas compatible avec la dignité d'un officier allemand.*

— *Mais vous reconnaissez, dit à ce moment le colonel Ame, le juge américain, que c'est bien vous qui avez donné le signal des applaudissements ?*

— *Oui, mais pas du haut d'une table », répliqua Gœring.*

L'allocation de l'après-midi, Hitler la consacra surtout à remonter le moral de ses chefs militaires et à tenter de les cuirasser pour les tâches qui les attendaient. Les notes sommaires des trois procès-verbaux en indiquent

les grands traits :

Une résolution inébranlable de notre part. Ne reculer devant rien. Que chacun ait la conviction que depuis le début nous avons été résolus à combattre les puissances occidentales. Une lutte à mort... Une longue période de paix ne nous vaudrait rien... Une mâle attitude... Nous avons les meilleurs hommes... Dans le camp adverse ils sont plus faibles... En 1918, la nation s'est effondrée parce que les conditions morales étaient défectueuses. Frédéric le Grand n'a tenu qu'en raison de sa force d'âme.

La destruction de la Pologne a la priorité. Le but est d'éliminer les forces actives et non d'atteindre une certaine ligne. Même si la guerre éclate à l'Ouest, la destruction de la Pologne demeure l'objectif principal. Décision rapide, vu la saison.

Je trouverai bien un quelconque motif de propagande pour déclencher les hostilités... peu importe qu'il soit ou non plausible. On ne demandera pas ensuite au vainqueur s'il a dit ou non la vérité. Dans le déclenchement et la conduite d'une guerre, ce n'est pas le droit qui importe, mais la victoire.

Fermez vos cœurs à la pitié! Agissez avec brutalité! Quatre-vingts millions d'hommes doivent obtenir justice... La raison appartient au plus fort. Soyez durs et impitoyables. Blindes-vous contre tout signe de compassion.... Tous ceux qui ont médité sur l'ordre de ce monde savent que celui-ci ne trouve son sens que dans le succès de ceux qui savent le mieux utiliser leur force...

Ayant ainsi tonné ces exhortations dignes de Nietzsche, le Führer, qui s'était haussé à un paroxysme de fureur teutonique, se calma pour donner quelques directives sur la future campagne. La rapidité était essentielle. Il avait « une foi inébranlable » dans le soldat allemand. Si des crises se produisaient jamais, elles auraient pour cause l'absence de sang-froid du commandement. Le premier objectif était d'enfoncer des coins partout, du sud-est à la Vistule, et du nord jusqu'à la Narev et la Vistule. Les opérations militaires, insista-t-il, ne devaient pas être influencées par le sort qu'il réservait à la Pologne après sa défaite. Sur ce point, il resta dans le vague. La nouvelle frontière allemande, dit-il, serait tracée d'après

de « bons principes ». Peut-être créerait-il un petit État-tampon polonais entre l'Allemagne et la Russie.

L'ordre d'ouvrir les hostilités, conclut-il, serait donné ultérieurement, sans doute le samedi matin 26 août.

Le lendemain 23 août, après une réunion des dirigeants de l'O.K.W., le général Halder nota dans son journal : « Jour J définitivement fixé pour le 26 (samedi). »

A la mi-août, les conversations militaires de Moscou entre les démocraties occidentales et l'Union Soviétique en étaient virtuellement arrivées au point mort — échec dont l'intransigeance des Polonais était pour une grande part responsable. Les missions militaires anglo-françaises, on s'en souvient, après avoir pris un bateau peu rapide à destination de Leningrad, étaient arrivées à Moscou le 11 août, exactement une semaine après que l'infortuné M. Strang eut quitté la capitale soviétique, visiblement soulagé de transmettre aux généraux et aux amiraux la tâche déplaisante et ardue de négocier avec les Russes*.

* *Dans une dépêche qu'il adressa le 20 juin au Foreign Office, Strang avait qualifié sa tentative d'« humiliante expérience (28) ».*

Il convenait désormais d'élaborer précipitamment une alliance militaire qui définirait en détail où, comment et avec quoi exactement affronter les armées nazies. Mais, ainsi que le révèlent les procès-verbaux confidentiels des négociateurs britanniques (29), la mission militaire anglo-française avait été envoyée à Moscou pour discuter de « principes généraux » plutôt que de détails.

Les Russes, toutefois, insistèrent pour aborder immédiatement les faits brutaux, spécifiques et — aux yeux des Anglais — embarrassants, tandis que Vorochilov avait répondu à la déclaration de principes alliée que « celle-ci était trop abstraite et trop vague et n'obligeait personne à faire quoi que ce fût. Nous ne sommes pas ici, déclara-t-il d'un ton froid, pour

faire des déclarations abstraites, mais pour mettre au point une alliance militaire complète ».

Le maréchal soviétique posa quelques questions très positives : existait-il un traité qui définisse les mesures que prendrait la Pologne? Combien de divisions britanniques pourraient venir renforcer l'armée française dès la déclaration de guerre? Les réponses qu'il obtint ne furent pas très rassurantes. Doumenc déclara qu'il ignorait les plans polonais. Le général Heywood répondit que les Anglais « envisageaient un premier contingent de 16 divisions ».

Prié par Vorochilov de révéler quel était le nombre de divisions dont les Anglais disposeraient au début des hostilités, il répliqua : « Pour le moment, il y a en Grande-Bretagne 5 divisions régulières et une division motorisée. » Ces chiffres misérables surprirent désagréablement les Russes, qui eux étaient prêts, dirent-ils, à déployer sitôt le début des hostilités 120 divisions d'infanterie contre un agresseur venant de l'Ouest.

Pour ce qui était de la Belgique, le général Doumenc répondit à la question des Russes en disant que « les troupes françaises ne pouvaient y pénétrer que si on le leur demandait et quand on le leur demanderait, mais que la France était prête à répondre à tout appel ».

Réponse qui confronta les négociateurs militaires à Moscou avec la question cruciale que les Anglais et les Français avaient toujours voulu éviter. Au cours de la première séance et une fois encore lors de la session critique du 14 août, le maréchal Vorochilov avait souligné que la question essentielle était de savoir si la Pologne consentait à ce que les troupes soviétiques pénétrant sur son territoire pour s'y opposer aux Allemands.

Comment, autrement, les Alliés pourraient-ils y affronter l'armée

allemande? Comment, sans cela, les Alliés pourraient-il protéger la Pologne contre une invasion rapide? C'est dans cet esprit qu'il posa, le 14, la question suivante : « Les états-majors britannique et français sont-ils d'avis que l'Armée Rouge peut passer par la Pologne et, en particulier, par la trouée de Vilna et par la Galicie pour établir le contact avec l'ennemi? »

C'était là le nœud même de la question. Ainsi que Seeds le télégraphia à Londres, les Russes avaient maintenant

soulevé le problème fondamental, sur lequel devront réussir ou échouer les conversations militaires et qui n'a cessé, en fait, d'être à la base de nos difficultés depuis le début des conversations politiques : comment conclure avec l'Union Soviétique un accord fructueux tant que les pays voisins de cette puissance s'obstineront à une sorte de boycottage qui ne s'interrompra... que lorsqu'il sera trop tard.

Au cas où la question se poserait — et comment l'en empêcher? — l'amiral Drax avait reçu du gouvernement anglais toutes instructions pour y répondre. Telles qu'elles figurent dans les archives confidentielles britanniques, celles-ci semblent, lorsqu'on les lit aujourd'hui, d'une incroyable naïveté. Le « raisonnement » qu'il devait tenir par suite du refus de la Pologne et de la Roumanie « d'envisager même des plans de coopération possible » était le suivant :

L'invasion de la Pologne et de la Roumanie risque de beaucoup modifier le point de vue de ces dernières. De plus, ce serait un grand désavantage pour la Russie que l'Allemagne occupe des positions jusqu'à la frontière soviétique... C'est donc dans son intérêt même que la Russie devrait préparer des plans pour venir en aide à la Pologne et à la Roumanie en cas d'invasion de ces deux pays.

Si la Russie propose que les gouvernements britannique et français communiquent aux États polonais, roumain ou baltes des propositions impliquant une collaboration avec le gouvernement ou l'état-major soviétiques, la délégation ne devra prendre aucun engagement

mais en informer les gouvernements intéressés.

C'est d'ailleurs ce qu'elle fit.

Lors de la séance du 14 août, Voroïchilov exigea des « réponses nettes » à ses questions. « Sans une réponse précise et non équivoque, dit-il, il serait inutile de poursuivre les conversations militaires... La Mission militaire soviétique, ajouta-t-il, ne peut recommander à son gouvernement de participer à une entreprise aussi manifestement vouée à l'échec. »

De Paris, le général Gamelin conseilla au général Doumenc de tenter de détourner les Russes de ce sujet. Mais ceux-ci n'étaient pas gens à se laisser faire (30).

Ainsi que le relata plus tard le général Doumenc, la séance du 14 août fut dramatique. Les délégués britanniques et français se trouvaient acculés, et ils s'en rendaient parfaitement compte. Anxieux d'éluder le problème, Drax et Doumenc affirmèrent leur conviction que les Polonais et les Roumains réclameraient l'aide russe dès qu'ils seraient attaqués. Doumenc avait la certitude qu'ils « imploreraient le maréchal Staline de les soutenir ». Drax jugeait « inconcevable » qu'ils ne sollicitent pas l'assistance soviétique.

Il ajouta — pas très diplomatiquement, semble-t-il, — que « s'ils ne demandaient pas d'aide quand la nécessité s'en imposerait et se laissaient envahir, on pouvait s'attendre à les voir devenir des provinces allemandes ». C'était bien la dernière chose que voulaient les Russes, car cela signifiait la présence nazie sur la frontière soviétique, et Voroïchilov fit particulièrement état de cette malencontreuse remarque de l'amiral.

Finalement, les représentants anglo-français, très gênés, prétendirent que Voroïchilov avait soulevé des questions politiques qui n'étaient pas de

leur ressort. Drax déclara que, puisque la Pologne était un État souverain, son gouvernement devait commencer par sanctionner l'entrée des troupes russes sur son territoire. Mais cette question étant d'ordre politique, il incombait aux gouvernements de la régler. Il suggéra donc que le gouvernement soviétique interrogeât là-dessus le gouvernement polonais. La délégation russe reconnut le caractère politique de la question. Mais elle insista pour que ce soient les gouvernements français et britannique qui se chargent de la poser aux Polonais, en usant de toute leur influence pour mettre ceux-ci à la raison.

On peut se demander si les Russes, qui au même moment étaient en transactions avec les Allemands, négociaient de bonne foi avec les représentants militaires anglo-français ou, comme les ministères des Affaires étrangères britannique et français, pour ne pas parler de l'amiral Drax, le conclurent ensuite, s'ils n'insistaient sur le droit de déployer leurs troupes en Pologne que pour faire traîner les pourparlers en attendant de voir s'ils pouvaient conclure un traité avec Hitler*.

** La chronologie des faits est importante. Molotov ne reçut la proposition nazie concernant la venue de Ribbentrop à Moscou que le soir du 15 août. Et, bien qu'il ne lui ait pas donné son acceptation définitive, il laissa entendre, en fait, que la Russie serait intéressée par un pacte de non-agression avec l'Allemagne, ce qui rendrait superflue toute négociation d'une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne. La meilleure conclusion que l'auteur puisse tirer c'est que, lorsque, le 14 août, Vorochilov exigea « une réponse positive » à la question du passage des troupes russes à travers la Pologne, le Kremlin n'avait pas encore pris sa décision. Malheureusement, les documents russes qui pourraient éclairer cette question cruciale n'ont pas encore été publiés. En tout cas, Staline ne semble pas avoir pris d'ultime décision avant l'après-midi du 19 août. (Cf. ci-dessus p. 699.)*

Au début, les sources confidentielles britanniques et françaises le

révèlent, les Alliés occidentaux furent persuadés que la délégation soviétique menait ses négociations en toute bonne foi — et même qu'elle prenait sa tâche trop au sérieux. Le 13 août, après deux jours de conversations d'états-majors, l'ambassadeur Seeds télégraphia à Londres que les chefs militaires russes semblaient vraiment « mettre tout en œuvre ». Si bien que les instructions qu'avaient reçues l'amiral de « procéder très lentement » furent modifiées, et que le 15 août son gouvernement lui enjoignit de seconder Doumenc pour amener les conversations militaires à conclusion « aussitôt que possible ». En particulier, les restrictions sur la livraison de renseignements militaires confidentiels aux Russes furent levées.

A la différence des premières instructions de temporiser données à l'amiral britannique, celles que reçut, de Daladier en personne, le général Doumenc étaient d'essayer de conclure un accord militaire avec les Russes aussitôt que possible. En dépit des craintes de fuite au profit des Allemands exprimées par les militaires, Doumenc, le second jour des conversations, avait confié aux Russes des « chiffres si hautement confidentiels », ainsi qu'il les qualifia, que les interlocuteurs soviétiques promirent de les « oublier » dès la fin de la réunion.

Le 17 août encore, après avoir, Drax et lui, vainement attendu pendant trois jours des instructions de leurs gouvernements sur la réponse à donner à la question de l'attitude polonaise, le général Doumenc télégraphiait à Paris : « L'U.R.S.S. veut un pacte militaire. Elle ne veut pas que nous donnions une feuille de papier sans engagements substantiels. Le maréchal Voroïchilov a déclaré que tous les problèmes... se résoudraient sans difficulté dès que la question qu'il qualifiait de cruciale serait réglée. »

Doumenc pressait fortement Paris de persuader Varsovie d'accepter l'aide russe.

Contrairement à la conviction alors largement répandue, non seulement à Moscou mais dans les capitales occidentales, que les gouvernements britannique et français ne firent rien pour inciter Varsovie à accepter que les troupes soviétiques affrontent les Allemands sur le sol polonais, des documents récemment publiés prouvent que Londres et Paris allèrent très loin dans ce sens... mais pas tout à fait assez. Il est clair aussi que les Polonais réagirent avec un incroyable aveuglement (31).

Le 18 août, après la première tentative anglo-française pour ouvrir les yeux des Polonais, le ministre des Affaires étrangères Beck déclara à l'ambassadeur de France Léon Noël que les Russes n' « avaient aucune valeur militaire ». Il était soutenu par le général Stachiewicz, chef de l'état-major général polonais, qui déclara qu'il ne voyait « aucun avantage à retirer de la présence des troupes de l'Armée Rouge en Pologne ».

Le lendemain, les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France retournèrent trouver Beck pour le presser de consentir à la proposition russe. Le ministre des Affaires étrangères polonais demeura sur ses positions, mais promit de leur donner le lendemain sa réponse officielle. La démarche anglo-française à Varsovie était le résultat d'une conversation qui avait eu lieu plus tôt dans la journée du 19 entre Bonnet, le ministre des Affaires étrangères français, et le chargé d'affaires anglais. A la surprise de son interlocuteur, Bonnet, qui avait tant cherché à apaiser Hitler, se montrait très agité à la perspective de perdre l'alliance russe à cause de l'obstination des Polonais.

Il serait désastreux, déclara Bonnet, que le refus polonais dût faire échouer les

négociations avec les Russes... Les Polonais adoptaient une position intenable en refusant la seule aide efficace immédiate qui pût leur parvenir en cas d'attaque allemande... Les gouvernements britannique et français se trouveraient dans une position presque impossible si nous devions demander à nos pays respectifs de faire la guerre pour défendre la Pologne après qu'elle aurait rejeté cette aide.

Si telle était la situation — et il n'y a aucun doute là-dessus — pourquoi alors les gouvernements britannique et français n'ont-ils pas exercé, à ce moment crucial, une pression sur Varsovie en disant simplement que, si le gouvernement polonais n'acceptait pas l'aide russe, la Grande-Bretagne et la France ne voyaient personnellement aucune utilité à faire la guerre pour aider la Pologne ? Le traité de sécurité mutuelle anglo-polonais n'avait pas encore été signé. L'acceptation par Varsovie de l'aide militaire russe ne pouvait-elle être considérée comme la condition de la conclusion de ce pacte* ?

** Dans un discours qu'il fit à la Chambre des Communes le 3 avril, quatre Jours après l'annonce de la garantie unilatérale qu'il avait accordée à la Pologne, Lloyd George avait instamment demandé au gouvernement britannique d'exiger cette condition : « Si nous nous engageons sans le soutien de la Russie, nous nous dirigeons droit vers un piège. C'est le seul pays dont les armées puissent parvenir en Pologne... Je ne comprends pas pourquoi, avant de nous engager dans une aussi formidable entreprise, nous ne nous sommes pas assuré au préalable l'adhésion de la Russie... Si la Russie a été maintenue à l'écart parce que les Polonais ont le sentiment qu'ils ne veulent pas des Russes chez eux, c'est à nous de poser nos conditions, et, à moins que les Polonais n'acceptent les seules conditions qui nous-permettront de leur apporter une aide efficace, c'est sur eux que retombera la responsabilité. »*

C'était là ce qu'avait suggéré Bonnet, le 19 août, au cours de l'entretien qu'il avait eu à Paris avec le chargé d'affaires britannique, mais le gouvernement de Londres avait fait mauvais accueil à cette « manœuvre », pour reprendre l'expression de Downing Street. Jamais Chamberlain ni

Halifax ne se résoudraient à une telle extrémité.

Le matin du 20 août, le chef d'état-major polonais fit savoir à l'attaché militaire britannique à Varsovie que « jamais l'on ne consentirait à l'entrée des troupes soviétiques en Pologne ». Et le soir même, Beck rejeta officiellement la demande franco-britannique. Au même moment, Halifax, par la voix de son ambassadeur à Varsovie, pressait le ministre des Affaires étrangères polonais de réfléchir, soulignant en termes énergiques que la position polonaise était en train de « torpiller » les conversations militaires de Moscou. Mais Beck demeura inébranlable. « Je n'admets pas, dit-il à l'ambassadeur de France, qu'on puisse jamais discuter de l'utilisation d'une partie de notre territoire par des troupes étrangères. Nous n'avons pas d'accord militaire avec l'U.R.S.S. Nous ne voulons pas en avoir. »

Désespéré devant un tel déploiement d'aveugle obstination de la part du gouvernement polonais, le président Daladier, d'après le compte rendu qu'il fournit à l'Assemblée Constituante française le 18 juillet 1946, prit l'affaire en main. Après avoir conjuré les Polonais de se montrer réalistes, il télégraphia, dans la matinée du 21 août, au général Doumenc pour l'autoriser à signer un accord avec la Russie aux meilleures conditions possibles, sous réserve toutefois de l'approbation ultérieure du gouvernement français. L'ambassadeur de France, Paul-Émile Naggiar, recevait en même temps de Bonnet (ainsi que celui-ci le rapporta plus tard) l'ordre de prévenir Molotov que la France consentait « en principe » au passage des troupes soviétiques à travers la Pologne en cas d'agression allemande.

Mais ce n'était qu'un geste en l'air tant que les Polonais n'avaient pas

donné leur autorisation, et — nous le savons maintenant — un geste futile au surplus, étant donné l'état des pourparlers germano-russes. Doumenc ne reçut le télégramme de Daladier que tard dans la soirée du 21 août. Lorsque le lendemain soir — veille du départ de Ribbentrop pour Moscou — il le soumit au maréchal Vorochilov, celui-ci se montra très sceptique. Il demanda au général français de lui montrer le document qui l'autorisait à dire — comme l'avait demandé Doumenc — que le gouvernement français lui avait donné tous pouvoirs de signer un pacte militaire autorisant le passage des troupes russes à travers la Pologne. Doumenc, selon toute apparence, s'y refusa. Vorochilov voulut alors connaître la réponse britannique et demanda si les Polonais avaient donné leur consentement. C'étaient là des questions embarrassantes, et Doumenc dut se contenter de répondre qu'il n'avait reçu aucune information à ce sujet.

Déjà, questions et réponses ne correspondaient plus à aucune réalité. Elles venaient trop tard. Ribbentrop faisait déjà route vers Moscou. La veille au soir, la nouvelle de son voyage avait été annoncée ainsi que son but : conclure un pacte de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique.

Vorochilov, qui semble avoir conçu une véritable sympathie pour le général français, tenta gentiment de lui faire entendre que leurs contacts allaient prendre fin.

Il y a une chose dont j'ai peur, dit-il. Les Français et les Anglais ont fait traîner trop longtemps les pourparlers politiques et militaires. C'est pourquoi nous ne pouvons, en ce moment, exclure la possibilité de certains événements politiques*.

* Les délégués militaires s'étaient réunis dans la matinée du 21 août, c'est-à-dire la veille, et Vorochilov avait demandé l'ajournement indéterminé des conversations, sous le prétexte

que ses collègues et lui allaient être pris par les manœuvres d'automne. Aux protestations franco-britanniques devant un tel délai, le maréchal avait répondu : « Les intentions de la délégation soviétique étaient et sont encore de parvenir à un accord sur l'organisation de la coopération militaire des forces armées des trois puissances... L'U.R.S.S. n'ayant aucune frontière commune avec l'Allemagne ne peut aider la France, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Roumanie qu'à condition que ses troupes obtiennent le droit de passage à travers les territoires polonais et roumain... Les forces soviétiques ne peuvent coopérer avec les forces armées de la Grande-Bretagne et de la France que si on leur permet l'accès aux territoires polonais et roumain... La délégation militaire soviétique ne comprend pas comment les gouvernements et les états-majors de la Grande-Bretagne et de la France ont pu envoyer des missions en U.R.S.S. sans leur donner de directives sur un problème aussi élémentaire... Cette carence est peut-être simplement le signe que leur désir d'aboutir à une coopération sérieuse et effective avec l'U.R.S.S. peut être mis en doute ».

Le raisonnement du maréchal était parfaitement logique et l'impossibilité des gouvernements français et surtout anglais à prouver le contraire allait s'avérer désastreuse. Mais le fait de le réitérer — avec tout le reste de la déclaration — à cette date tardive du 21 août, alors que Vorochilov ne pouvait ignorer la décision prise par Staline le 19 août, ne manquait pas de perfidie.

C'est alors que survinrent les « certains événements politiques » annoncés.

Nanti des pleins pouvoirs, écrits de la main du Führer, pour conclure avec l'Union Soviétique un traité de non-agression et « autres accords » devant prendre effet dès leur signature, Ribbentrop s'envola pour Moscou le 22 août. La nombreuse délégation allemande passa la nuit à Königsberg, en Prusse-Orientale, où le ministre des Affaires étrangères nazi, si l'on en croit le docteur Schmidt, travailla jusqu'à l'aube, téléphonant sans arrêt à Berlin et à Berchtesgaden et prenant notes sur notes en vue de ses entretiens avec Staline et Molotov.

Les deux gros avions de transport *Condor* où avait pris place la délégation allemande atterrirent à Moscou à midi, et, après un repas rapide à l'Ambassade, Ribbentrop se précipita au Kremlin pour affronter le dictateur soviétique et son commissaire aux Affaires étrangères. La première entrevue dura trois heures et, comme Ribbentrop en avisa Hitler par télégramme « très urgent », les choses se passèrent au mieux pour les Allemands (32). Si l'on en croit le télégramme du ministre des Affaires étrangères, il n'y eut aucune difficulté à parvenir à un accord sur les termes d'un pacte de non-agression maintenant l'Union Soviétique en dehors de la guerre projetée par Hitler.

En fait, la seule difficulté à se présenter, signala-t-il, était incontestablement d'ordre mineur et portait sur le partage des dépouilles. Les Russes, dit-il, exigeaient que l'Allemagne reconnaisse les petits ports

lettons de Libau et de Windau « comme faisant partie de leur sphère d'influence ». Puisque la Lettonie tout entière devait faire partie de la zone attribuée à la Russie le long de la ligne de partage entre les intérêts des deux puissances, cette requête ne posait pas de problème et Hitler y céda rapidement. Ribbentrop avertit aussi le Führer après la première conférence que « la signature d'un protocole secret sur la délimitation des sphères d'influence respectives dans tout le secteur oriental était envisagée ».

L'ensemble des clauses — pacte de non-agression et protocole secret — fut signé au Kremlin plus tard dans la soirée, au cours d'une seconde entrevue. Les Allemands et les Russes avaient si facilement abouti à un accord que cette séance pleine de cordialité qui se prolongea jusqu'à l'aube du lendemain ne ressembla guère à un âpre marchandage, mais se présenta comme une discussion chaleureuse et amicale sur l'état du monde, pays par pays, s'accompagnant des effusions et des toasts de rigueur dans les réceptions de gala du Kremlin. L'un des membres de la délégation allemande a consigné dans un procès-verbal l'incroyable scène à laquelle il assista (33).

Aux questions de Staline sur les ambitions des partenaires de l'Allemagne, l'Italie et le Japon, Ribbentrop fournit des réponses d'une rassurante désinvolture. En ce qui concernait la Grande-Bretagne, le dictateur soviétique et le ministre nazi, lequel était parvenu au meilleur de sa forme, tombèrent immédiatement d'accord. La mission militaire britannique, confia Staline à son hôte, n'avait « jamais révélé au gouvernement soviétique ses véritables intentions ».

Ribbentrop répondit en soulignant que la Grande-Bretagne avait

toujours essayé de brouiller les relations entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. « L'Angleterre est faible, dit-il d'un ton suffisant, et elle veut abandonner aux autres le soin de se battre pour soutenir ses présomptueuses revendications à la domination du monde. » Staline se rallia avec enthousiasme à cette opinion, relate le mémorandum allemand. « Si l'Angleterre domine le monde, dit-il, elle ne le doit qu'à la stupidité des autres pays qui se laissent toujours bluffer par elle. »

A ce stade, le dirigeant soviétique et le ministre d'Hitler en étaient arrivés à une telle entente qu'ils purent aborder sans gêne la question du Pacte anti-Komintern. Ribbentrop expliqua, une fois de plus, que ce pacte n'était pas dirigé contre la Russie, mais contre les démocraties occidentales. Staline l'interrompt pour lui faire remarquer que « le Pacte anti-Komintern avait surtout réussi à effrayer la Cité de Londres (c'est-à-dire les financiers britanniques) et les boutiquiers anglais ».

A ce moment critique, révèle le mémorandum allemand, Ribbentrop avait été mis de si bonne humeur par l'attitude accommodante de Staline qu'il se permit une ou deux plaisanteries — exploit qui chez un homme aussi dénué d'humour mérite d'être noté.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich, poursuit le procès-verbal, fit plaisamment observer que M. Staline avait sûrement moins peur du Pacte anti-Komintern que la Cité de Londres et les boutiquiers anglais. Le point de vue des Allemands se reflétait fidèlement dans une histoire drôle fort appréciée des Berlinoises renommés pour leur esprit et leur sens de l'humour où figurait un Staline tout prêt à se joindre au Pacte anti-Komintern.

Pour finir, le ministre des Affaires étrangères nazi décrivit avec complaisance l'enthousiasme avec lequel le peuple allemand accueillait une entente avec la Russie. « M. Staline, lit-on dans le procès-verbal allemand,

répondit qu'il en était vraiment persuadé. Les Allemands désiraient la paix.
»

Cet assaut de protestations attendries atteignit son apogée au moment des toasts.

M. Staline proposa spontanément de boire à la santé du Führer.

Je sais l'amour que porte à son Führer la nation allemande. J'aimerais donc boire à sa santé.

M. Molotov but à la santé du ministre des Affaires étrangères du Reich... MM. Molotov et Staline burent à plusieurs reprises au pacte de non-agression, à la nouvelle ère des relations germano-russes et à la nation allemande.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich proposa alors de porter un toast à la santé de M. Staline, puis au gouvernement soviétique et à l'évolution favorable des relations entre l'Allemagne et l'Union Soviétique.

Et pourtant, malgré toutes ces chaleureuses démonstrations entre ceux qui, tout récemment encore, étaient de mortels ennemis, il semble que Staline ait fait quelques restrictions mentales sur la façon dont les nazis respecteraient le pacte. Comme Ribbentrop prenait congé, il l'attira à l'écart : « Le gouvernement soviétique, lui dit-il, prend le nouveau pacte très au sérieux. Il est prêt à s'engager sur l'honneur à ce que l'Union Soviétique ne trahisse jamais son partenaire. »

Qu'avaient donc signé les nouveaux partenaires?

Le traité tel qu'on le publia, comportait l'engagement pour les deux parties de s'abstenir de toute attaque opposant l'une à l'autre. Au cas où l'une d'entre elles serait l'« objet d'une action hostile » de la part d'une tierce puissance, l'autre partie « ne soutiendrait en aucune façon cette tierce puissance ». De plus, l'Allemagne et la Russie s'engageaient respectivement « à ne participer à aucun groupement de puissances qui

serait directement ou indirectement dirigé contre l'autre partie* ».

* *Le texte des articles essentiels est presque identique à celui du projet présenté par Molotov à Schulenburg le 19 août et auquel Hitler, dans son télégramme à Staline, avait donné son acceptation. Le projet russe spécifiait que le pacte de non-agression ne serait valide que si un « protocole spécial » était signé simultanément à ce pacte et lui était intégré (34). Selon Friedrich Gaus qui prit part à la réunion du soir, le préambule ampoulé que voulait adjoindre Ribbentrop pour bien souligner l'avènement de relations amicales germano-soviétiques fut éliminé sur les instances de Staline. Le dictateur soviétique prétendait que « le gouvernement soviétique ne pouvait brusquement présenter au public des assurances d'amitié après avoir été pendant six ans couvert de seaux de fumier par le gouvernement nazi (35) ».*

Ainsi Hitler obtint-il exactement ce qu'il voulait : l'assurance immédiate que l'Union Soviétique ne s'allierait pas à la Grande-Bretagne et à la France si celles-ci honoraient la garantie donnée à la Pologne en cas d'agression de la part de l'Allemagne**.

Le prix qu'il paya fut stipulé dans le « Protocole Additionnel Secret » du traité.

** *L'article VII stipulait que le traité entrerait immédiatement en vigueur après sa signature. Dans deux États aussi totalitaires, la ratification officielle devait évidemment se ramener à une simple formalité. Elle n'en exigea pas moins quelques jours. Hitler avait insisté sur ce point.*

A l'occasion de la signature du Pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, les plénipotentiaires soussignés ont discuté, au cours de conversations strictement confidentielles, de la délimitation de leurs sphères d'influence respectives en Europe orientale.

1. Dans l'éventualité d'un remaniement territorial et politique des territoires appartenant aux États Baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie) la frontière septentrionale de la Lituanie représentera la limite des sphères d'influence de l'Allemagne comme de l'U.R.S.S.

2. Dans l'éventualité d'un remaniement des territoires appartenant à l'État polonais, les

sphères d'influence de l'Allemagne comme de l'U.R.S.S. seront approximativement limitées par la ligne constituée par les fleuves Narev, Vistule et San.

Quant à la question de savoir si l'intérêt des deux Parties permet de considérer comme souhaitable le maintien d'un État polonais indépendant ainsi que la question du tracé des frontières dudit État, seuls les développements politiques ultérieurs permettront de les régler d'une façon définitive.

En tout cas, les deux gouvernements leur apporteront une solution par un arrangement à l'amiable.

Une fois encore, l'Allemagne et la Russie, comme au temps des rois de Prusse et des empereurs de Russie, s'étaient mises d'accord sur un partage de la Pologne. Et Hitler avait laissé Staline libre d'agir en Baltique orientale.

Dans le sud-est européen, les Russes avaient enfin montré leur intérêt pour la Bessarabie, que l'Union Soviétique avait perdue au profit de la Roumanie en 1919, tandis que les Allemands proclamaient leur indifférence à l'égard de ce territoire — concession que Ribbentrop devait regretter par la suite.

« Ce protocole, concluait le document, sera considéré par les deux Parties comme strictement confidentiel (36). »

En fait, le contenu n'en fut connu qu'après la guerre, avec la saisie des archives secrètes allemandes.

Le lendemain 24 août, tandis que l'exultant Ribbentrop regagnait Berlin en avion, les missions militaires alliées à Moscou sollicitèrent une entrevue avec Vorochilov. L'amiral Drax avait, en fait, adressé une lettre urgente au maréchal pour lui demander ce qu'il pensait de la poursuite des conversations.

Vorochilov donna sa réponse aux états-majors français et britannique

à treize heures, le lendemain, 25 août. « En raison de la modification de la situation politique, dit-il, la poursuite des conversations est inutile et sans objet. »

Deux ans plus tard, alors que les troupes allemandes se déversaient sur la Russie en violation du pacte, Staline tenta encore de justifier l'odieux marché qu'il avait conclu avec Hitler derrière le dos des délégations militaires franco-britanniques venues négocier à Moscou. « Nous avons assuré la paix à notre pays pendant un an et demi, expliqua-t-il, le 3 juillet 1941, dans une allocution radiodiffusée au peuple russe, ainsi que la possibilité de rassembler ses forces pour se défendre au cas où l'Allemagne fasciste tenterait d'attaquer notre pays en violation du pacte. Ce fut là un bénéfice très net pour nous et un désavantage pour l'Allemagne fasciste. »

Mais était-il dans le vrai? La question est toujours controversée. Il est évident que ce sordide marché avait accordé à Staline ce temps de souffler — *peredyshka* — que le tzar Alexandre Ier avait obtenu de Napoléon à Tilsitt et Lénine des Allemands à Brest-Litovsk en 1917. Mais il avait aussi fourni en un bref délai à l'Union Soviétique une position défensive avancée contre l'Allemagne au-delà des frontières russes existantes ainsi que des bases dans les États Baltes et en Finlande — aux dépens des Polonais, des Lettons, des Esthoniens et des Finlandais.

Et, ce qu'il y a de plus important, ainsi que *l'Histoire de la Diplomatie soviétique* officielle le soulignera plus tard, il avait donné au Kremlin la certitude que, si la Russie était plus tard victime d'une agression allemande, les Puissances Occidentales seraient déjà irrévocablement engagées contre le Troisième Reich et que la Russie n'aurait pas à se dresser seule contre la puissance allemande, ainsi que

Staline n'avait cessé de le redouter au cours de l'été 1939.

Tout ceci est incontestablement exact. Mais l'argument peut se retourner. Lorsque Hitler se décida à attaquer la Russie, les armées polonaises, françaises et le Corps expéditionnaire britannique sur le continent avaient été anéantis et l'Allemagne disposait de toutes les ressources de l'Europe sans qu'aucun front à l'Ouest ne lui liât les mains. Tout au long des années 1941, 1942 et 1943, Staline devait se plaindre amèrement de l'absence en Europe d'un second front contre l'Allemagne, ajoutant que la Russie était seule à contenir presque toute l'armée nazie. En 1939-1940, il existait un front occidental pour retenir celle-ci.

Et la Pologne n'aurait pas été envahie en quinze jours si les Russes l'avaient soutenue au lieu de la poignarder dans le dos. De plus, peut-être n'y aurait-il pas eu de guerre du tout, si Hitler avait su qu'il devrait lutter contre les Russes en même temps que contre la Pologne, la Grande-Bretagne et la France. Et si timorés qu'ils fussent en politique, ainsi qu'en témoignent leurs dépositions à Nuremberg, les généraux eux-mêmes se seraient peut-être élevés avec énergie contre l'idée de partir en guerre contre une aussi formidable coalition. Vers la fin de mai, si l'on en croit l'ambassadeur de France à Berlin, Keitel comme Brauchitsch avaient averti Hitler que l'Allemagne avait peu de chances de gagner une guerre à laquelle la Russie participerait dans le camp ennemi.

Aucun homme d'État, fût-il dictateur, ne peut prévoir à long terme le cours que suivront les événements. On peut argumenter, comme l'a fait Churchill, que, si délibérée que fût la décision prise par Staline de s'entendre avec Hitler, elle était aussi, « à l'époque, réaliste au plus haut degré (37) ».

L'idée essentielle et dominante de Staline, comme de tous les chefs de gouvernement, était la sécurité de son pays. Pendant tout l'été 1939, il n'avait cessé d'être convaincu, ainsi qu'il le dit plus tard à Churchill, que Hitler voulait la guerre. Il était résolu à empêcher que la Russie se laisse manœuvrer et finisse par se retrouver devant la désastreuse obligation d'affronter seule l'armée allemande. S'il était impossible de conclure avec l'Ouest une alliance sûre, pourquoi ne pas se tourner alors vers Hitler qui, brusquement, frappait à sa porte?

A la fin de juillet 1939, Staline avait manifestement acquis la conviction non seulement que la France et la Grande-Bretagne ne voulaient pas d'alliance qui les liât, mais que le but du gouvernement Chamberlain était d'inciter Hitler à prendre l'Europe orientale pour théâtre d'opérations. Il semblait douter fortement que la Grande-Bretagne respectât ses obligations vis-à-vis de la Pologne plus que la France n'avait honoré ses engagements envers la Tchécoslovaquie.

Et tous les événements survenus dans l'Ouest contribuaient à renforcer son scepticisme : Chamberlain rejetant, après l'Anschluss et l'occupation de la Tchécoslovaquie, les propositions soviétiques de conférences où l'on dresserait des plans pour empêcher de nouvelles agressions nazies; Chamberlain fournissant des apaisements à Hitler lors de la conférence de Munich d'où les Russes avaient été exclus; les atermoiements et hésitations du même Chamberlain lors de négociations en vue d'une alliance défensive tandis que s'écoulaient les jours du fatidique été 1939.

Une chose était certaine — pour presque tout le monde, sauf Chamberlain. La banqueroute de la diplomatie anglo-française, qu'Hitler

avait fait vaciller et chanceler chaque fois qu'il réussissait un nouveau coup, était désormais totale*. Pas à pas, les deux démocraties occidentales avaient reculé : lorsque Hitler, en 1935, les défia en édictant la conscription; lorsqu'en 1938 il s'empara de l'Autriche et, la même année, exigea et obtint le territoire des Sudètes, enfin lorsqu'elles avaient assisté en mars à l'occupation du reste de la Tchécoslovaquie.

* *Et celle de la diplomatie polonaise aussi. L'ambassadeur Noël signala la réaction du ministre des Affaires étrangères Beck à la signature du Pacte germano-soviétique. « Beck, télégraphia-t-il à Paris, est absolument impassible et ne semble pas inquiet le moins du monde. Il se figure qu'en substance il n'y a presque rien de changé. »*

Avec l'Union Soviétique dans leur camp, elles auraient encore pu dissuader le dictateur allemand d'ouvrir les hostilités, ou, en cas d'échec, le vaincre rapidement dans un conflit armé. Mais elles avaient laissé échapper cette dernière chance**. Et voilà que maintenant, au pire moment, dans les pires circonstances, elles étaient condamnées à venir en aide à la Pologne en cas d'agression.

** *Et pourtant, comme nous l'avons vu, ce n'était pas faute d'avoir été averti qu'Hitler faisait la cour au Kremlin. Le 1er juin, M. Coulondre, ambassadeur de France à Berlin, avait prévenu Bonnet, le ministre des Affaires étrangères français, que la Russie prenait une importance grandissante dans les préoccupations d'Hitler. « Hitler se risquera à faire la guerre, écrivait Coulondre, s'il n'a pas à se battre contre la Russie. D'un autre côté, s'il sait qu'il devra aussi se battre contre elle, il fera marche arrière plutôt que d'exposer à la ruine son pays, son parti et lui-même. » L'ambassadeur demandait avec insistance la conclusion rapide des négociations anglo-françaises à Moscou et signalait à Paris que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin avait adressé le même appel à son gouvernement. (Livre Jaune Français, pp. 180-181.)*

Le 15 août, Coulondre et Henderson rencontrèrent Weizsaecker au ministère des Affaires Étrangères. L'ambassadeur de Grande-Bretagne informa Londres que le secrétaire d'État était persuadé que l'Union Soviétique « finirait par participer au partage des dépouilles de la Pologne » (Livre Bleu britannique, p. 91), tandis que Coulondre, après

son entretien avec Weizsaecker, télégraphiait à Paris : « Il est nécessaire d'en arriver à tout prix, et le plus tôt possible, à une solution des conversations avec les Russes. »

Pendant les deux mois de juin et juillet, Laurence Steinhardt, ambassadeur des États-Unis à Moscou, avait lui aussi prodigué, concernant l'imminence d'un marché soviéto-nazi, des avertissements que le président Roosevelt communiqua aux ambassades de Grande-Bretagne, de France et de Pologne. Dès le 5 juillet, lorsque l'ambassadeur d'U.R.S.S., Oumansky, partit en congé dans son pays, il emportait un message où Roosevelt déclarait à Staline que « si son gouvernement s'alliait à Hitler, aussi sûr que la nuit succède au jour, dès qu'Hitler aurait conquis la France, il se jetterait sur la Russie. (JOSEPH E. DAVIES, Mission to Moscou, p. 460.) L'avertissement du président fut rédigé le 16 août. (U.S. Diplomatie Papers 1939, pp. 296-299.)

Les récriminations de Londres et de Paris contre le double jeu de Staline furent violentes et amères. Le despote, depuis des années, hurlait contre les « monstres fascistes » en sommant les États pacifiques de s'unir pour stopper l'agression nazie. Or, il s'en faisait désormais le complice. Le Kremlin pouvait soutenir, comme il n'y manqua pas, que l'Union Soviétique s'était contentée d'imiter ce que la Grande-Bretagne et la France avaient fait à Munich : acheter la paix et le temps de se réarmer contre l'Allemagne aux frais d'un petit pays. Si Chamberlain avait pour lui le bon droit et l'honneur lorsque à Munich, en septembre 1938, il avait permis à Hitler d'assouvir ses appétits, se déconsidérait-il, lui, en accordant à Hitler la Pologne qui, en tout cas, s'était dérobée à l'aide soviétique?

Le cynique marché secret conclu entre Hitler et Staline partageant la Pologne et donnant aux Russes toute latitude pour dévorer la Lithuanie, la Lettonie, l'Esthonie, la Finlande et la Bessarabie ne fut pas connu en dehors de Berlin et de Moscou, mais les actes des Soviets le rendirent bientôt évident pour le plus grand scandale du monde entier, ou presque, même à cette date tardive.

Les Russes pouvaient prétendre, et ils ne s'en privèrent pas, qu'ils ne

faisaient que reprendre possession des territoires qu'on leur avait arrachés à la fin de la première guerre mondiale : les populations de ces territoires n'étaient pas russes et n'avaient exprimé aucun désir de retourner à l'U.R.S.S. Seul le recours à la force, dont les Soviets s'étaient abstenus sous le règne de Litvinov, avait pu les y contraindre.

Depuis qu'elle s'était jointe à la Société des Nations, l'Union Soviétique avait accumulé une certaine force morale qui faisait d'elle la championne de la paix et la principale adversaire de l'agression fasciste. Ce capital moral s'était désormais entièrement dissipé.

Et par-dessus tout, en concluant ce marché sordide avec l'Allemagne nazie, Staline avait donné le signal d'une guerre qui, selon toutes probabilités, allait prendre les proportions d'un conflit mondial*. Il ne pouvait pas ne pas le savoir. L'avenir devait montrer qu'il avait commis là la plus grosse erreur de sa vie.

* *Des années auparavant, Hitler avait prophétiquement écrit dans Mein Kampf : « Le fait même de conclure une alliance avec la Russie laisserait prévoir ce que serait la prochaine guerre : il signifierait la fin de l'Allemagne. »*

LES DERNIERS JOURS DE LA PAIX

LE gouvernement britannique n'avait pas attendu dans l'inertie la signature du Pacte germano-soviétique. La nouvelle, annoncée à la fin de la soirée du 21 août, du voyage de Ribbentrop à Moscou incita le cabinet britannique à agir. Il se réunit le 22, à quinze heures, et publia un communiqué où il déclarait catégoriquement qu'un pacte de non-agression germano-russe « ne modifierait en rien ses obligations envers la Pologne, obligations que la Grande-Bretagne avait maintes fois confirmées publiquement et qu'elle était résolue à assumer ». En même temps, le parlement fut convoqué pour le 24 août, afin de voter la Loi d'Urgence (défense nationale). Enfin, on prit certaines mesures de mobilisation préventive.

Bien que la déclaration ministérielle fût aussi claire que possible, Chamberlain tint à dissiper toute équivoque dans l'esprit du Führer. Immédiatement après la fin de la réunion du cabinet, il écrivit à ce dernier une lettre personnelle.

... apparemment, l'annonce d'un accord germano-soviétique est considérée dans certains milieux de Berlin comme de nature à indiquer que l'intervention de la Grande-Bretagne en faveur de la Pologne n'est plus une éventualité avec laquelle il faille compter. L'on ne saurait commettre plus grave erreur. Quelle que puisse finalement être la nature de l'accord germano-soviétique, il ne saurait modifier les obligations de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Pologne...

On a prétendu que si le gouvernement de Sa Majesté avait indiqué plus clairement sa position en 1914, la grande catastrophe aurait été évitée. Que cette allégation soit ou non justifiée, le gouvernement de Sa Majesté est résolu à faire qu'en cette occasion il ne se produise pas un aussi tragique malentendu.

Si la nécessité s'en présente, il est décidé et préparé à mettre sans délai en œuvre toutes les forces dont il dispose. Personne ne pourra prévoir la fin des hostilités une fois qu'elles seront engagées (1)...

Ayant ainsi, ajouta-t-il, « défini notre position de façon parfaitement claire », le Premier Ministre demanda une fois de plus à Hitler de rechercher une solution pacifique à ses différends avec la Pologne et offrit le concours du gouvernement britannique.

La lettre que l'ambassadeur Henderson, venu en avion de Berlin à Berchtesgaden, remit à treize heures à Hitler inspira au dictateur nazi une rage violente. « Hitler se montra nerveux et intransigeant, télégraphia Henderson à Lord Halifax. Son langage était violent et excessif, tout aussi bien envers l'Angleterre qu'envers la Pologne. » Le procès-verbal de la séance rédigé par Henderson et le mémorandum du ministère des Affaires étrangères allemand — qui figure parmi les archives nazies saisies — concordent sur le ton de la tirade d'Hitler.

Seule l'Angleterre, s'écria-t-il violemment, était responsable de l'intransigeance polonaise, comme elle le fut de l'attitude déraisonnable de la Tchécoslovaquie, l'année précédente. Des dizaines de milliers de Volksdeutsche étaient persécutés en Pologne. On pouvait même citer, prétendit-il, six cas de castration — sujet qui l'obsédait. Il ne le tolérerait pas davantage. Toute nouvelle persécution des Allemands par les Polonais entraînerait une action immédiate.

J'ai contesté chaque point, disait Halifax dans son télégramme, j'ai constamment déclaré que ses affirmations étaient inexactes, mais mes protestations n'ont eu, pour tout résultat, que de nouvelles diatribes.

Finalement, Hitler consentit à lui remettre sous deux heures une réponse écrite à la lettre du Premier Ministre, et Henderson partit prendre quelque repos à Salzbourg*. Plus tard dans l'après-midi, Hitler le fit chercher pour lui remettre sa réponse. Contrairement à leur premier entretien, rapporta l'ambassadeur, le Führer était « calme et n'a pas une seule fois élevé la voix. »

* *La porte s'était à peine refermée sur l'ambassadeur, nota plus tard Weizsaecker qui assistait à l'entretien, qu'Hitler se tapa sur les cuisses en éclatant de rire. « Chamberlain, déclara-t-il, ne survivra pas à cette conversation ; son cabinet va tomber ce soir. » (WEIZSAECKER, Mémoires. p. 203.)*

Il avait, me dit-il, cinquante ans et préférerait faire la guerre maintenant plutôt qu'à cinquante-cinq ou à soixante.

La mégalomanie du dictateur allemand déclamant du haut de sa montagne ressort encore mieux du procès-verbal allemand de l'entretien. Après avoir cité la phrase où le Führer déclara qu'il préférerait faire la guerre à cinquante ans que plus tard, le document ajoute :

L'Angleterre, dit Hitler, devrait se rendre compte qu'en qualité de soldat de première ligne il avait l'expérience de la guerre et emploierait tous les moyens à sa disposition. L'évidence s'imposait sûrement à chacun que la Grande Guerre (c'est-à-dire celle de 1914-1918) n'aurait pas été perdue s'il avait été chancelier à ce moment-là.

La réponse d'Hitler à Chamberlain était une mixture de tous les mensonges et exagérations éculés qu'il n'avait cessé de hurler aux étrangers comme à son propre peuple depuis que les Polonais avaient osé le défier. « L'Allemagne, dit-il, ne cherchait pas un conflit avec l'Angleterre. Elle

avait toujours été disposée à discuter de la question de Dantzig avec les Polonais sur la base d'une proposition qui n'avait pas son égale en magnanimité ». Mais la garantie inconditionnelle donnée par l'Angleterre à la Pologne n'avait abouti qu'à encourager les Polonais « au point de déclencher une vague d'abominable terrorisme contre le million et demi d'Allemands vivant en Pologne ». De telles « atrocités », déclara-t-il, « sont terribles pour les victimes mais inadmissibles pour une grande puissance telle que le Reich ». L'Allemagne ne les tolérerait pas plus longtemps.

Pour finir, il prit note de l'assurance fournie par le Premier Ministre que l'Angleterre honorerait ses engagements vis-à-vis de la Pologne, mais confirma que cela n' « apporterait aucun changement dans la résolution prise par le gouvernement du Reich de sauvegarder ses propres intérêts... » « Si l'Angleterre attaque l'Allemagne, elle la trouvera prête et résolue (3). »

Quel fut donc le résultat de cet échange de correspondance? Hitler avait désormais reçu de Chamberlain l'assurance solennelle que la Grande-Bretagne entrerait en guerre si l'Allemagne attaquait la Pologne. Le Premier Ministre avait la parole du Führer que cela ne changerait rien à la résolution allemande. Mais, ainsi que les événements des huit prochaines journées de fièvre allaient le montrer, ni l'un ni l'autre ne croyaient avoir dit leur dernier mot.

C'était particulièrement vrai pour Hitler. Encouragé par les bonnes nouvelles reçues de Moscou et persuadé, malgré ce qu'avait pu lui dire Chamberlain, qu'après la défection russe la Grande-Bretagne et, à sa suite, la France y regarderaient à deux fois avant de tenir leurs engagements

envers la Pologne, le Führer, le soir du 23 août, alors que Henderson regagnait Berlin, fixa la date de l'invasion de la Pologne au samedi 26 août, à quatre heures trente du matin.

« On ne prévoit plus de nouveaux ordres portant le Jour J et l'Heure H, nota le général Haider dans son journal. *Tout doit se dérouler automatiquement.* »

Mais le chef de l'état-major général de l'armée se trompait. Le 25 août, survinrent deux événements qui obligèrent Hitler à reculer devant l'abîme, moins de vingt-quatre heures avant le moment où ses troupes devaient franchir la frontière polonaise. L'un de ces événements se produisit à Londres, l'autre à Rome.

Le matin du 25 août, Hitler, qui avait regagné Berlin la veille afin d'accueillir Ribbentrop à son retour de Moscou et recevoir un rapport de première main sur les Russes, adressa une lettre à Mussolini. Elle contenait une explication tardive des raisons qui l'avaient empêché de tenir son partenaire de l'Axe au courant de ses négociations avec l'Union Soviétique. (Il n'avait jamais songé, prétendit-il, que les choses iraient aussi vite.) Le Pacte Germano-Russe, affirmait-il, « doit être considéré comme procurant à l'Axe les plus grands avantages possibles ».

Mais l'objet réel de cette lettre, dont le texte figure parmi les documents saisis, était d'avertir le Duce que l'attaque allemande contre la Pologne pouvait se produire « d'un moment à l'autre ». Hitler s'abstint néanmoins de communiquer à son ami et allié la date exacte qu'il avait fixée. « Si des événements intolérables surviennent en Pologne, dit-il, j'agirai immédiatement.... Dans ces conditions, nul n'est à même de dire ce qui peut se produire dans l'heure qui va suivre. »

Hitler ne demandait pas spécifiquement l'aide de l'Italie. Celle-ci, aux termes de l'alliance italo-allemande, était présumée automatique. Il se contenta de compter sur la compréhension de son alliée (4). Toutefois, il attendait avec impatience une réponse immédiate. La lettre fut personnellement téléphonée par Ribbentrop à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, et elle toucha le Duce à quinze heures vingt.

Entre-temps, à treize heures trente, le Führer avait reçu à la Chancellerie l'ambassadeur Henderson. Sa résolution de détruire la Pologne n'avait pas faibli, mais il se montra plus inquiet que deux jours avant lorsque, à Berchtesgaden, il avait fait son ultime tentative pour maintenir la Grande-Bretagne en dehors du conflit*. L'ambassadeur, ainsi qu'il le nota dans son rapport, trouva le Führer « absolument calme et normal, parlant avec un grand sérieux et une sincérité évidente ».

* Selon Erich Kordt (*Wahn und Wirklichkeit*, p. 192). Hitler était si transporté par le triomphe remporté à Moscou que, le matin du 25 août, il demanda à son bureau de presse des nouvelles des crises ministérielles de Paris et de Londres. Il avait cru à la chute des deux gouvernements... Il revint sur terre en apprenant les discours énergiques que Chamberlain et Halifax avaient prononcés, la veille, devant le parlement.

Malgré son expérience de l'année précédente, Henderson, même à cette date avancée, ne sut juger à sa juste valeur la « sincérité » du chef de l'Allemagne. Pourtant, ce qu'Hitler voulait lui communiquer n'avait pas le sens commun : il « admettait » l'Empire Britannique, déclara-t-il, et était prêt à s'engager personnellement à le maintenir intact.

Le Führer désirait prendre à l'égard de la Grande-Bretagne une initiative aussi décisive qu'à l'égard de la Russie... Il était prêt à conclure avec l'Angleterre des accords qui non seulement garantiraient en ce qui

concerne l'Allemagne et en toutes circonstances l'existence de l'Empire britannique, mais, au besoin, assureraient à l'Empire britannique l'aide directe de l'Allemagne partout où elle serait nécessaire.

Il était également disposé, ajouta-t-il, à accepter une limitation raisonnable des armements et à considérer les frontières du Reich comme définitives. A un moment, il se laissa aller au fade sentimentalisme qui lui était familier. (Ce détail est fourni par Henderson qui, toutefois, ne le mentionna pas dans son télégramme à Londres.) Il déclara

qu'il était, par tempérament, un artiste et non un homme politique, et qu'une fois réglée la question polonaise il finirait sa vie en artiste et non point comme fauteur de guerre.

Il conclut toutefois sur une note différente :

« Le Führer répète, dit le procès-verbal rédigé par les Allemands à l'intention de l'ambassadeur, qu'il est l'homme des décisions de grande portée... Ceci est sa dernière offre. Si le gouvernement britannique la rejette, la guerre sera inévitable. »

Au cours de l'entretien, Hitler souligna à plusieurs reprises que « l'offre largement compréhensive » (pour reprendre son expression) qu'il faisait à l'Angleterre comportait une réserve : elle ne devait prendre effet « qu'après la solution du conflit germano-polonais ». Comme Henderson s'obstinait à répéter que la Grande-Bretagne prendrait cette offre en considération seulement si elle représentait « un arrangement négocié de la question polonaise », Hitler perdit patience. « Si vous la jugez sans objet, répliqua-t-il, abstenez-vous tout simplement de la transmettre. »

Cependant, Henderson avait à peine regagné son ambassade, située à quelques pas de la Chancellerie en remontant la Wilhelmstrasse, que le

docteur Schmidt frappa à sa porte. Il apportait une relation écrite des propos d'Hitler — considérablement édulcorés, — et, surtout, un message du Führer demandant expressément à Henderson d'insister auprès du gouvernement de Sa Majesté « afin qu'il prenne cette offre très au sérieux ». Il lui suggérait même d'aller la remettre personnellement à Londres, en utilisant un avion qu'il mettrait à sa disposition (5).

Il n'était pas souvent facile, nos lecteurs ont dû le constater, de suivre les étranges et fantastiques cheminements de l'esprit fiévreux du Führer. Sa proposition ridicule du 25 août de garantir l'Empire Britannique était manifestement une inspiration de dernière minute, car il n'en avait pas touché mot, deux jours plus tôt, lorsqu'il avait commenté la lettre de Chamberlain devant Henderson et rédigé sa réponse.

Même en tenant compte des aberrations du dictateur, on conçoit difficilement qu'il ait considéré cette offre avec autant de sérieux qu'il tenta de le faire croire à l'ambassadeur britannique. Comment d'ailleurs le gouvernement britannique aurait-il pu la prendre « très au sérieux » comme on le lui demandait, puisque Chamberlain aurait à peine eu le temps de la lire avant que les armées nazies ne se précipitent sur la Pologne le lendemain — le Jour J tenait toujours — à l'aube.

Mais, derrière cette « offre », il y avait sûrement une intention. Hitler croyait manifestement que Chamberlain cherchait une issue qui lui permettrait de maintenir son pays en dehors de la guerre*.

* *Sinon en dehors de la guerre, du moins en dehors de toute participation importante aux hostilités. C'est du moins ce que suggère Halder qui, toujours plus tard, le 28 Août, récapitula dans son journal la « série d'événements » du 25. Notant que le 25, à treize heures trente, Hitler avait reçu Henderson, Haider ajoute : « Le Führer ne trouverait pas mauvais que l'Angleterre engageât un simulacre de guerre. »*

Il avait obtenu deux jours plus tôt la neutralité bienveillante de Staline en laissant à la Russie toute latitude en Europe orientale « de la Baltique à la mer Noire ». Ne pouvait-il s'assurer la non-intervention de la Grande-Bretagne en promettant au Premier Ministre que, contrairement à l'Allemagne des Hohenzollern, jamais le Troisième Reich ne constituerait une menace pour l'Empire britannique? Un détail, cependant, avait échappé à Hitler — comme, d'ailleurs, à Staline qui, par la suite, devait le payer cher : les yeux de Chamberlain s'étaient enfin dessillés, et la domination allemande sur le continent européen lui apparaissait maintenant comme la menace la plus mortelle que l'Empire britannique eût à redouter, comme elle allait le devenir pour l'Empire soviétique. Depuis des siècles, ainsi qu'Hitler l'avait relevé dans *Mein Kampf*, le premier impératif de la politique anglaise était d'empêcher que le continent passât sous la domination d'une seule nation, quelle qu'elle fût. Une fois de plus, cet impératif allait jouer.

A dix-sept heures trente, Hitler reçut l'ambassadeur de France, mais, n'ayant rien de particulier à lui dire, il se contenta de répéter qu'il ne « tolérerait pas davantage des provocations polonaises ». Il n'attaquerait pas la France, sauf si celle-ci intervenait; alors, il la combattrait jusqu'au bout. Cette déclaration faite, il se leva pour signifier au Français que l'entretien était terminé. Mais Coulondre, lui, avait quelque chose à dire au Führer, et il y tenait. C'était sa conviction, il donnait sa parole d'honneur que, si la Pologne était attaquée, la France se dresserait aussitôt à ses côtés, avec toutes ses forces.

« Il m'est très pénible, répondit Hitler, de penser que nous pouvons

en arriver là, mais cela ne dépend pas de moi. Dites cela au président Daladier, je vous prie (6).

Il était désormais six heures du soir à Berlin, en ce vendredi 25 août. La tension dans la capitale n'avait cessé de monter au cours de la journée. Depuis le début de l'après-midi, toutes communications par radio, télégraphe et téléphone étaient coupées sur ordre de la Wilhelmstrasse. La veille au soir les derniers ressortissants français et britanniques, correspondants de presse et simples particuliers, étaient partis précipitamment pour la frontière la plus proche. Au cours de la journée, on avait appris officiellement que le ministère des Affaires étrangères allemand avait télégraphié aux ambassades et consulats de Pologne, de France et de Grande-Bretagne pour les prier de rapatrier leur personnel par la voie la plus rapide.

Mes propres notes de journal en date du 24 et du 25 août reconstituent l'atmosphère fiévreuse qui régnait dans la ville. Le temps était chaud et orageux, et chacun semblait avoir les nerfs à fleur de peau. En tous les points de cette cité tentaculaire, des canons anti-aériens étaient mis en place et l'on apercevait des bombardiers se dirigeant vers la Pologne. « Ça a tout l'air d'être la guerre », griffonnai-je au soir du 24. « La guerre est imminente », répétais-je le lendemain. Et ces deux soirs-là, je me souviens, les Allemands croisés dans la Wilhelmstrasse chuchotaient qu'ordre avait été donné aux troupes d'entrer en Pologne à l'aube.

Les directives, nous le savons maintenant, étaient de passer à l'attaque le samedi matin 26 août à quatre heures trente*. Et le 25 à six heures du soir, rien de ce qui était arrivé pendant la journée, et certainement pas les assurances fournies par les ambassadeurs Henderson

et Coulondre que la Grande-Bretagne et la France étaient résolues à tenir leurs engagements envers la Pologne, n'avait ébranlé Hitler dans sa résolution de perpétrer son agression selon le plan et l'horaire prévus. Mais vers dix-huit heures ou peu après, deux nouvelles, parvenues de Londres et de Rome firent hésiter cet homme dont la volonté semblait pourtant inflexible.

** Bien qu'Hitler ait fixé l'attaque pour ce même jour à cette même heure et que ses ordres « automatiques », pour reprendre l'expression de Halder, n'aient pas été annulés, un certain nombre d'auteurs allemands ont prétendu que c'est quelques minutes après quinze heures que le Führer avait donné l'ordre exprès de passer à l'exécution du Fall Weiss le lendemain matin. (Cf. WEIZSAECKER, *Memoirs*; KORDT, *Wahn und Wirklichkeit*, et WALTER HOFER, *War Premeditated*, 1939.) Hofer soutient que l'ordre fut donné à quinze heures et se réfère au général von Vormann, qui était présent à la Chancellerie lors de sa promulgation. Les documents allemands n'en fournissent aucune preuve officielle.*

Les archives secrètes et le témoignage ultérieur des fonctionnaires de la Wilhelmstrasse ne précisent pas à quel moment exactement Hitler apprit la signature à Londres du traité officiel anglo-polonais qui transformait la garantie unilatérale britannique en un pacte d'assistance mutuelle**. D'après certains passages du journal de Halder et du registre de mouvement de la marine allemande, on peut supposer que la Wilhelmstrasse, le 25 août à midi, s'attendait plus ou moins à la signature du traité au cours de la journée.

*** Ce pacte comportait un protocole secret stipulant que la « Puissance Européenne » mentionnée dans l'Article 1 et dont l'agression entraînerait l'assistance militaire mutuelle était l'Allemagne. Cela permit au gouvernement britannique d'éviter une désastreuse déclaration de guerre à l'Union Soviétique lorsque l'Armée Rouge, de mèche avec les Allemands, envahit la Pologne Orientale.*

Le chef de l'état-major général note avoir reçu à midi un coup de téléphone de l'O.K.W. s'enquérant de la dernière limite pour le renvoi de l'ordre d'attaque. « 15 h », aurait-il répondu. Le mouvement de la marine mentionne, lui aussi, que l'annonce du traité anglo-polonais et de « nouvelles en provenance du Duce » fut reçue à midi (7). Mais c'est là chose impossible. Le message de Mussolini, la note allemande portée sur le document en fait foi, ne parvint pas avant « 18 h » environ.

De même, Hitler ne pouvait être informé de la signature du traité anglo-polonais avant cette heure, puisque cet événement ne prit place à Londres qu'à dix-sept heures trente-cinq — et, qui plus est, quinze minutes tout juste après que l'ambassadeur de Pologne à Londres, le comte Édouard Raczinski, eut reçu téléphoniquement de Varsovie l'autorisation d'apposer sa signature*.

* *L'Allemagne, à la différence de l'Angleterre, n'observait pas l'heure d'été. Le décalage d'une heure entre Berlin et Londres se trouvait donc annulé.*

Quelle que soit l'heure à laquelle il la reçut — et dix-huit heures paraît assez proche de la vérité — Hitler fut bouleversé par cette nouvelle de Londres. Elle pouvait fort bien, en effet, représenter la réponse de la Grande-Bretagne à l'offre qu'il avait faite et dont Londres devait avoir pris connaissance. Et elle signifiait qu'il avait échoué dans sa tentative pour acheter les Anglais comme il avait acheté les Russes. Le docteur Schmidt, qui se trouvait dans le bureau d'Hitler à l'arrivée du rapport, se rappela plus tard que le Führer, après l'avoir lu, était demeuré sombre et songeur à sa table (8).

Sa méditation fut très vite interrompue par des nouvelles tout aussi mauvaises de Rome. Tout l'après-midi, le dictateur allemand avait attendu « avec une impatience non dissimulée », pour reprendre l'expression du docteur Schmidt, la réponse du Duce à sa lettre. L'ambassadeur d'Italie, Attolico, fut convoqué à la Chancellerie à quinze heures, peu après le départ de Henderson, mais il put simplement informer le Führer qu'aucune réponse n'était encore parvenue. A ce moment, Hitler était dans un tel état d'énervement qu'il chargea Ribbentrop d'appeler Ciano au téléphone, mais le ministre des Affaires étrangères fut incapable d'obtenir la communication. Attolico, raconte Schmidt, fut congédié « avec un minimum de courtoisie (9) ».

Depuis quelques jours, Hitler recevait de Rome des avertissements que son partenaire de l'Axe pourrait très bien le laisser en plan au moment crucial, et ces bruits n'étaient pas sans fondement. Ciano n'était pas plutôt revenu de ses décevants entretiens du 11 au 13 août avec Hitler et Ribbentrop qu'il s'était employé à dresser Mussolini contre les Allemands — tentative qui n'avait pas échappé à la vigilance de l'ambassadeur d'Allemagne à Rome.

Le journal du ministre des Affaires étrangères fasciste retrace les vicissitudes de ses efforts pour obliger le dictateur italien à voir clair et à se dégager à temps de la guerre d'Hitler (10). Le 13 août, le soir du retour de Berchtesgaden, Ciano vit le Duce et, après lui avoir décrit ses entretiens avec Hitler et Ribbentrop, tenta de convaincre son chef que les Allemands « nous avaient trahis et nous avaient menti », et qu'ils « étaient en train de

nous entraîner dans une aventure ».

Les réactions du Duce se contredisent, nota, le soir même, Ciano dans son journal. Tout d'abord il me donne raison. Puis il déclare que l'honneur l'oblige à marcher avec l'Allemagne. Enfin, il affirme qu'il veut sa part de butin en Croatie et en Dalmatie.

14 août. — Je trouve Mussolini soucieux. Je n'hésite pas à susciter en lui, et par tous les moyens, des réactions anti-allemandes en lui parlant de son prestige ébranlé, de son rôle peu brillant de satellite et, surtout, en lui fournissant une documentation qui établit la mauvaise foi de l'Allemagne dans la question polonaise. Notre alliance a été conclue sur une base que les Allemands désavouent maintenant. Ce sont eux les traîtres, et nous ne devons pas avoir de scrupules à les lâcher. Mais Mussolini en a encore beaucoup.

Le lendemain, pendant six heures, Ciano examina le problème sous toutes ses faces avec Mussolini.

15 août. — Le Duce... est d'avis que nous ne pouvons pas marcher aveuglément avec l'Allemagne. Mais... il ne veut pas rompre brutalement les relations avec Berlin... Il commence à se persuader que les démocraties se battront. « Cette fois-ci, c'est la guerre. Et nous ne pouvons pas la faire parce que notre situation ne nous le permet pas. »

18 août. — Dans la matinée, entretien avec le Duce en proie à ses habituelles variations de sentiments. Il croit encore possible que les démocraties ne marchent pas et qu'alors l'Allemagne réalise à bon compte une magnifique affaire dont il ne veut pas être exclu. Et puis, il craint la colère d'Hitler. Il croit qu'une dénonciation du pacte — ou quelque chose d'approchant — pourrait inciter Hitler à abandonner la question polonaise pour régler son compte à l'Italie. Tout cela le rend nerveux et inquiet.

20 août. — Le Duce a fait volte-face. Il veut à tout prix se ranger aux côtés de l'Allemagne dans le conflit qui s'avère imminent... Entretien à trois avec Mussolini et Attolico. (L'ambassadeur était revenu de Berlin en vue de consultations.) En voici la substance : il est trop tard pour lâcher les Allemands... La presse du monde entier dirait que les Italiens sont des lâches. J'essaie de discuter, mais c'est peine perdue ce soir. Le Duce tient fermement à son idée.

21 août. — Aujourd'hui j'ai parlé très clairement... Lorsque je suis entré dans la pièce, Mussolini m'a confirmé sa décision de marcher avec les Allemands. « Duce, ai-je dit, vous ne

pouvez et ne devez pas faire cela... Je suis allé à Salzbourg pour convenir d'une politique commune — je m'y suis trouvé placé devant un diktat. Ce n'est pas nous, ce sont les Allemands qui ont violé le pacte... Déchirez-le, jetez-le à la face d'Hitler... »

A l'issue de cette conférence, il fut décidé que Ciano chercherait à rencontrer Ribbentrop le lendemain au Brenner pour le prévenir que l'Italie resterait en dehors d'un conflit provoqué par une attaque allemande contre la Pologne. Il lui fallut des heures pour obtenir le ministre nazi au téléphone. Ciano l'avait appelé à midi et ce n'est qu'à dix-sept heures trente qu'il eut Ribbentrop au bout du fil. Son interlocuteur ne fut pas en mesure de lui répondre immédiatement s'il lui était possible de le rencontrer au Brenner sous un délai aussi bref, car il « attendait un important message de Moscou ». Il lui déclara donc qu'il le rappellerait plus tard. Ce qu'il fit à vingt-deux heures.

22 août. — Le coup de théâtre s'est produit hier soir à dix heures trente (nota Ciano dans son Journal), Ribbentrop a téléphoné qu'il préférerait me rencontrer à Innsbruck plutôt qu'à la frontière, car il devait partir ensuite pour Moscou afin d'y signer un accord politique avec les Soviets.

Pour une nouvelle, c'en était une : Mussolini en fut surpris tout autant que Ciano. Les deux hommes arrivèrent à la conclusion qu'une rencontre des ministres des Affaires étrangères « n'était plus opportune ». Une fois de plus, l'allié allemand leur avait prouvé son mépris en les laissant dans l'ignorance de ses tractations avec Moscou.

Les hésitations du Duce, les sentiments anti-allemands de Ciano, l'éventualité d'une dérobade italienne (aux termes de l'article II du Pacte d'Acier, lorsque l'un des partenaires se trouvait « entraîné dans une guerre

contre une tierce puissance », l'alliance devait jouer automatiquement), tout cela, Berlin le savait avant le 22 août, date du départ de Ribbentrop pour Moscou.

Le 20 août, le comte Massimo Magistrati, chargé d'affaires italien à Berlin, était allé trouver Weizsaecker à la Wilhelmstrasse. « Au cours de sa visite, devait écrire le secrétaire d'État dans un mémorandum confidentiel à l'intention de Ribbentrop, il révélait un état d'esprit italien qui, sans constituer véritablement une surprise (11), mérite à mon avis toute notre attention. » Magistrati avait en effet expliqué que l'Allemagne semblait faire fi de la clause du Pacte qui stipulait un contact étroit entre les partenaires et des consultations sur les questions importantes.

Le Reich, en considérant son différend avec la Pologne comme un problème exclusivement allemand, « renonçait à l'aide armée de l'Italie ». Si, contrairement à la thèse allemande, le conflit germano-polonais devait dégénérer en guerre générale, l'Italie estimerait que « les conditions préalables de l'alliance » n'étaient pas réalisées. En somme, l'Italie cherchait le moyen de se défilier.

Deux jours plus tard, le 23 août, Berlin reçut un autre avertissement, de la part de Hans Georg von Mackensen, ambassadeur d'Allemagne à Rome. Il écrivit à Weizsaecker « afin de l'informer de ce qui se passait dans les coulisses ». La lettre, à en croire une note marginale de la propre main de Weizsaecker, fut soumise au Führer. Sans aucun doute, elle dut lui ouvrir les yeux. D'après Mackensen, la position italienne, fixée au cours de plusieurs conférences entre Mussolini, Ciano et Attolico, pouvait être résumée ainsi : en envahissant la Pologne, le Reich violerait le Pacte d'Acier, basé sur l'engagement de n'entreprendre aucune action d'agression

avant 1942.

De plus, contrairement à la thèse allemande, Mussolini était persuadé que l'attaque contre la Pologne entraînerait l'intervention de la Grande-Bretagne et de la France, — « et même, quelques mois plus tard, celle des États-Unis ». Pendant que l'Allemagne, sur le front de l'Ouest, se cantonnerait dans la défensive, les Franco-Britanniques,

selon la conviction du Duce, fonderaient sur l'Italie avec toutes les forces dont ils disposeraient. L'Italie aurait donc à supporter tout le poids de la guerre afin de permettre au Reich de liquider son adversaire à l'est (12)...

Ces mises en garde, Hitler devait les avoir présentes à l'esprit quand, dans la matinée du 25 août, il rédigea sa lettre à Mussolini. Toute la journée, il attendit la réponse, en proie à une impatience grandissante. La veille, peu après minuit, Ribbentrop, après une soirée passée à relater au Führer les détails de son triomphe à Moscou, appela Ciano au téléphone pour l'avertir, « à l'instigation du Führer », de l'« extrême gravité de la situation due aux provocations polonaises* ». Une note de Weizsaecker révèle qu'il ne l'avait appelé que pour « empêcher les Italiens d'arguer de développements inattendus ».

** On doit se rappeler que les « provocations polonaises » sur lesquelles Hitler et Ribbentrop ne cessaient alors de s'étendre dans leurs conversations diplomatiques avec les Anglais, les Français, les Russes et les Italiens, et qui étaient annoncées sous des titres flamboyants dans la presse nazie, étaient inventées presque de toutes pièces. La plupart d'entre elles furent fomentées sur ordre de Berlin et par des Allemands. Les documents allemands saisis le prouvent abondamment.*

Au moment où l'ambassadeur Mackensen remettait au Palais Venezia

à Rome, le 25 août à quinze heures vingt, la lettre d'Hitler dans les mains de Mussolini, le Duce savait déjà que l'attaque contre la Pologne était imminente. A l'inverse d'Hitler, il était certain que la Grande-Bretagne et la France entreraient immédiatement en guerre, avec des conséquences catastrophiques pour l'Italie, dont la marine ne pouvait se mesurer à la flotte britannique en Méditerranée, et dont l'armée serait écrasée par les Français*.

** La veille, c'est-à-dire le 24 août, Ciano était allé voir le roi dans sa résidence d'été piémontaise, et le vieux souverain, qui avait été mis sur une voie de garage par Mussolini, parla avec mépris de l'armée nationale. « L'armée est à son avis dans un état « pitoyable », nota le ministre, La défense de la frontière est insuffisante. Il a accompli trente-deux inspections et il est persuadé que les Français pourraient la franchir avec la plus grande facilité. Les officiers ne sont pas à la hauteur de leur tâche, le matériel est usé et défectueux. » (CIANO, Journal p. 136.)*

Selon une description que Mackensen envoya télégraphiquement à Berlin, à vingt-deux heures vingt-cinq, Mussolini, après avoir par deux fois soigneusement lu la lettre en sa présence, lui déclara qu'il « approuvait entièrement » le Pacte germano-soviétique et qu'il comprenait bien qu'« un conflit avec la Pologne ne pourrait être évité plus longtemps ». Pour finir, « et ceci, dit Mackensen, il le souligna expressément », il se déclara « inconditionnellement à nos côtés et avec toutes les ressources à sa disposition (13) ».

Mais ce n'était pas là ce que le Duce écrivit au Führer; à l'insu de l'ambassadeur d'Allemagne, le texte du message fut précipitamment téléphoné à Attolico, qui avait regagné son poste de Berlin et qui « vers dix-huit heures » arriva à la Chancellerie pour remettre le message à Hitler en personne. Selon Schmidt, qui était présent, la lettre fit au Führer «

l'effet d'une bombe ». Après avoir exprimé son approbation complète du Pacte germano-soviétique, et « toute sa compréhension concernant la Pologne », Mussolini en venait au point essentiel.

Concernant l'attitude *pratique* (les italiques sont de la main de Mussolini) de l'Italie dans l'éventualité d'une action militaire, mon point de vue est le suivant :

Si l'Allemagne attaque la Pologne** et que le conflit reste localisé, l'Italie apportera à l'Allemagne toute forme d'assistance politique et économique réclamée par celle-ci.

*** Dans la traduction allemande de la lettre de Mussolini, découverte après la guerre dans les archives de la Wilhelmstrasse, et dont je me suis servi ici, le terme « Allemagne » a été biffé pour être remplacé par le mot « Pologne » dactylographié par-dessus, ce qui donne « Si la Pologne attaque... » Dans l'original italien, publié après guerre par le gouvernement italien, on lit *Se la Germania attacca la Polonia. Il est curieux de constater que les nazis allaient jusqu'à falsifier les documents confidentiels déposés dans leurs archives officielles (14).**

Si l'Allemagne attaque la Pologne et que les alliés de cette dernière contre-attaquent l'Allemagne, je vous informe par avance que je ne puis prendre l'initiative d'opérations de guerre étant donné l'état actuel des préparatifs militaires de l'Italie, état qui a été signalé maintes fois et en temps opportun à vous, Führer, ainsi qu'à Herr von Ribbentrop.

Toutefois nous pourrions intervenir immédiatement si l'Allemagne nous fournit dès le début les munitions et les matières premières nécessaires pour soutenir le choc que nous aurons sans doute à subir de la part des Anglais et des Français.

Lors de nos précédentes rencontres, la guerre avait été prévue pour 1942, et à cette date j'aurais été prêt sur terre, sur mer et dans les airs, selon les plans convenus.

Je suis en outre d'avis que les mesures d'ordre militaire qui ont déjà été prises et d'autres qui sont à prendre ultérieurement immobiliseront en Europe et en Afrique des forces françaises et britanniques considérables.

Je considère qu'il va de mon impérieux devoir de loyal ami de vous dire toute la vérité et de vous informer à l'avance de la situation réelle. M'en abstenir pourrait avoir pour nous tous les plus désagréables conséquences. C'est là mon opinion, et puisque, dans peu de temps, je vais convoquer les organismes supérieurs de l'État, je vous demande de me faire connaître la vôtre.

** Comme si la lettre de Mussolini n'était pas déjà en soi une potion suffisamment amère pour Hitler, un grand nombre de commentateurs allemands, pour la plupart témoins de visu des dramatiques événements des derniers jours de la paix, ont publié un texte imaginaire de ce message du Duce au Führer. Erich Kordt, l'un des conspirateurs antinazis, qui dirigeait le secrétariat du ministère des Affaires étrangères, fut le premier à insérer dans son ouvrage *Wahn und Wirklichkeit*, publié à Stuttgart en 1947, cette version truquée. Il la supprima dans sa seconde édition, mais d'autres auteurs continuent de la citer. On la rencontre aussi dans *Zwischen Hitler und Stalin*, de Peter Kleist, publié en 1950, et même dans la traduction anglaise des mémoires de Paul Schmidt, publiés à New York et à Londres en 1951. Pourtant le texte authentique fut publié en Italie en 1946 et en traduction anglaise dans *Nazi-Soviet Relations*, publié par le Département d'État en 1948. Le docteur Schmidt, qui se trouvait aux côtés d'Hitler lorsque celui-ci reçut la lettre des mains d'Attolico, prétend qu'on y lisait : « Dans l'un des moments les plus pénibles de ma vie, je me vois dans l'obligation de vous avertir que l'Italie n'est pas préparée pour la guerre. D'après les chefs responsables de mes services, les stocks d'essence de l'armée de l'air italienne sont si bas qu'ils n'excéderaient pas trois semaines de combat. La situation est la même en ce qui concerne les munitions et les stocks de matières premières... Je vous prie de comprendre ma situation. » Pour la note amusante concernant la rédaction de cette lettre cf. NAMIER, *In the Nazi Era*, p. 5.*

Ainsi, la Russie avait beau être dans le coup en qualité de neutre bienveillant et non plus de belligérant, l'alliée de l'Allemagne dans le Pacte d'Acier s'arrangeait pour rester en dehors — et cela, le jour même où la Grande-Bretagne semblait s'être irrévocablement engagée en signant avec la Pologne un traité d'assistance mutuelle contre l'agression allemande. Hitler prit connaissance de la lettre du Duce et, après avoir dit à Attolico qu'il allait y répondre immédiatement, congédia d'un ton glacé l'émissaire italien.,

« Les Italiens se conduisent exactement comme ils l'ont fait en 1914. » Le docteur Schmidt entendit Hitler proférer cette remarque amère sitôt le départ d'Attolico, et, le même soir, la Chancellerie lui faisait écho en tenant des propos dénués de douceur envers le « partenaire déloyal de l'Axe ».

Mais les mots ne suffisaient pas. L'armée allemande, dans dix heures exactement, allait fondre sur la Pologne, car on était déjà au 25 août à dix-huit heures trente et l'invasion devait commencer le 26 à quatre heures trente du matin. C'était au dictateur nazi de décider immédiatement s'il devait, en raison des nouvelles de Londres et de Rome, déclencher, renvoyer ou annuler l'attaque.

En sortant du bureau d'Hitler en compagnie d'Attolico, Schmidt se heurta au général Keitel, qui se précipitait chez le Führer. Quelques minutes plus tard, le général sortit de la pièce, tout aussi vite qu'il y était entré, en criant avec agitation à son aide de camp : « L'attaque est encore remise! »

Hitler, acculé par Mussolini et Chamberlain, avait rapidement pris sa décision. « Führer, considérablement ébranlé », nota dans son carnet Haider, qui poursuivit alors :

19 h 30. — Ratification du traité anglo-polonais. Pas d'ouvertures d'hostilités. Stopper tous mouvements de troupes, même près frontières, si impossible faire autrement.

20 h 35. — Keitel confirme. Canaris : restrictions téléphoniques levées sur l'Angleterre et la France. Confirme évolution des événements.

Le registre des mouvements de la marine allemande fournit un récit plus concis du renvoi du Jour J en en donnant les raisons :

25 août. — Plan Blanc stoppé à vingt heures trente en raison modification contexte politique (Pacte d'Assistance mutuelle anglo-polonais 25 août à midi et avertissement du Duce : il tiendra ses engagements mais est forcé de demander d'importantes fournitures de matières premières (16).

Trois des principaux accusés de Nuremberg présentèrent, au cours du procès, leur propre version du renvoi de l'attaque (17). Ribbentrop prétendit que, lorsqu'il eut connaissance du traité anglo-polonais et « apprit » que des « mesures militaires contre la Pologne étaient en voie d'exécution » (comme s'il n'en avait pas toujours été informé!), il se précipita « aussitôt » chez le Führer pour le prier d'annuler l'ordre d'invasion de la Pologne, ce à quoi « le Führer consentit sur-le-champ ». Cette assertion est certainement inexacte.

Le témoignage de Keitel et de Gœring semble quand même plus honnête. « J'ai été brusquement convoqué par Hitler à la Chancellerie, déclara Keitel à la barre de Nuremberg, et il m'ordonna : « Arrêtez tout, immédiatement. Prévenez tout de suite Brauchitsch. Il me faut le temps de négocier. »

Le fait qu'Hitler pût encore se figurer à cette heure tardive qu'il pouvait se sortir de l'impasse en négociant fut confirmé par Gœring au cours de son interrogatoire à Nuremberg.

Le jour où l'Angleterre accorda sa garantie officielle à la Pologne, le Führer m'appela au téléphone pour m'annoncer qu'il avait suspendu l'exécution du plan d'invasion de la Pologne. Je lui demandai si cette mesure était provisoire ou si elle était définitive. « Non, me répondit-il, il me faut voir si nous pouvons éliminer l'intervention britannique. »

Bien que la défection de dernière minute de Mussolini ait été un rude coup pour Hitler, il ressort clairement du témoignage ci-dessus que ce fut surtout l'initiative britannique de signer un traité d'assistance mutuelle avec la Pologne qui détermina le chef de l'Allemagne à reporter l'attaque. Il est toutefois étrange qu'après avoir reçu le jour même de la bouche de

l'ambassadeur Henderson un nouvel avertissement que la Grande-Bretagne interviendrait si la Pologne était attaquée, et alors que le gouvernement britannique venait de s'engager solennellement par un traité, le Führer ait pu encore se figurer qu'il pourrait, comme il le dit à Goering, « éliminer l'intervention britannique ».

Probablement, ce furent ses contacts avec Chamberlain, à Munich, qui l'incitèrent à croire que le Premier Ministre consentirait une fois de plus à capituler si on lui préparait une sortie honorable. Mais, nous le répétons, il est étrange qu'un homme qui avait fait preuve jusque-là d'une telle clairvoyance en matière de politique étrangère n'ait pas perçu les changements survenus dans l'esprit de Chamberlain et dans la position anglaise. Après tout, c'était bien lui qui les avait provoqués.

Ce ne fut pas toujours aisé de stopper l'avance de l'armée allemande le soir du 25 août, car de nombreuses unités avaient déjà amorcé leurs mouvements. En Prusse-Orientale l'ordre de suspension de l'attaque ne toucha le 1er corps du général Petzel qu'à vingt et une heures trente-sept, et seuls les efforts frénétiques de plusieurs officiers qui furent dépêchés auprès des détachements avancés parvinrent à arrêter les troupes. Les colonnes motorisées du général von Kleist qui faisaient mouvement vers le sud étaient déjà toutes proches de la frontière polonaise à l'heure du crépuscule.

L'ordre de stopper leur fut transmis par un officier d'état-major, dont le petit avion de reconnaissance fit un atterrissage de fortune sur la frontière même. Dans quelques secteurs, les ordres ne parvinrent qu'après le début du tir, mais, puisque les Allemands ne cessaient, depuis quelques jours, de fomenter des incidents tout le long de la frontière, l'état-major

polonais ne soupçonna pas la signification réelle du repli. Il signala toutefois, le 26 août, que de nombreuses « bandes d'Allemands » avaient passé la frontière pour attaquer à la mitrailleuse ou à la grenade des blockhaus et des postes douaniers, spécifiant que, dans l'un des cas, « il s'agissait d'un détachement de l'armée régulière ».

Dans la soirée du 25 août, la nouvelle qu'Hitler avait annulé l'attaque contre la Pologne plongea les conspirateurs de l'Abwehr dans l'allégresse. Le colonel Oster l'annonça à Schacht et à Gisevius, en s'écriant : « Le Führer est fichu ! », et, le lendemain matin, l'amiral Canaris témoigna d'un sens encore moindre de la réalité. « Hitler, déclara-t-il, ne survivra pas à ce coup. La paix est sauvée pour vingt ans. » Ils pensaient les uns et les autres que ce n'était plus la peine de renverser le dictateur nazi, car il était désormais un homme fini.

Depuis des semaines, alors que l'été fatal approchait de son terme, les conspirateurs, puisque telle était l'image qu'ils se faisaient d'eux-mêmes, s'affairaient à nouveau. Leur but exact ? On ne le discerne pas très bien. Goerdeler, Adam von Trott, Helmuth von Moltke, Fabian von Schlabrendorff et Rudolf Pechel avaient tous accompli le pèlerinage de Londres pour prévenir Chamberlain et Halifax, mais aussi Churchill et d'autres personnalités britanniques, qu'Hitler projetait d'attaquer la Pologne à la fin d'août.

Ces adversaires allemands du Führer purent constater que, depuis Munich, un changement s'était opéré en Grande-Bretagne, jusque dans l'âme de l'homme au parapluie. Désormais la seule condition qu'ils avaient eux-mêmes imposée l'année précédente à leur résolution de se débarrasser d'Hitler était remplie : la Grande-Bretagne et la France déclaraient qu'elles s'opposeraient par la force à toute nouvelle agression nazie. Que voulaient-ils de plus ?

Les documents qu'ils nous ont laissés ne fournissent guère de

lumières et on en retire l'impression qu'eux-mêmes ne le savaient pas très bien. Ils avaient beau être pleins de bonnes intentions, la confusion où ils se trouvaient et leur sentiment d'impuissance les paralysaient. L'emprise de Hitler sur l'Allemagne — sur l'armée, la police, le gouvernement, le peuple — était trop complète pour être desserrée ou minée par aucun des moyens qui leur venaient à l'esprit.

Le 15 août, Hassell alla trouver le docteur Schacht à son nouveau quartier général de célibataire de Berlin. L'ex-ministre de l'Économie revenait juste d'un voyage de six mois en Inde et en Birmanie. « Schacht est d'avis, nota Hassell dans son journal, que nous ne pouvons rien que rester vigilants et attendre que l'inévitable s'accomplisse. » Le même jour, Hassell déclara à Gisevius, ainsi qu'il le nota dans son carnet, qu'« il était, lui aussi, enclin à différer toute action directe pour le moment ».

Mais de quelle « action directe » pouvait-il s'agir? Le général Haider, aussi désireux qu'Hitler, d'écraser la Pologne, ne voyait présentement aucun intérêt à se débarrasser du dictateur. Le général von Witzleben, qui, l'année précédente, devait prendre la tête des troupes, après la chute d'Hitler, avait actuellement le commandement d'un corps d'armée dans l'Ouest et n'était donc pas en mesure d'agir à Berlin, l'eût-il souhaité. Mais le souhaitait-il? Gisevius, qui était allé le trouver à son quartier général, le surprit en train d'écouter la radio anglaise et il s'aperçut bien vite que le général ne se préoccupait que de savoir ce qui se passait.

Quant au général Haider, il était plongé dans la préparation des derniers plans d'invasion de la Pologne, ce qui excluait toute pensée perfide sur la manière dont on se débarrasserait d'Hitler. Traduit après la guerre devant le tribunal de Nuremberg — le 26 février 1946 — il se

montra très nuageux lorsqu'on lui demanda pourquoi ni lui ni les autres soi-disant ennemis du régime n'avaient rien fait, pendant les derniers jours d'août, pour déposer le Führer et épargner ainsi une guerre à l'Allemagne : « C'était complètement impossible, dit-il. Pourquoi? Pour la simple raison que le général von Witzleben avait été muté dans l'Ouest. Sans lui, l'armée ne pouvait agir. »

Et le peuple allemand? Lorsque le capitaine Sam Harris, le juge américain, rappelant à l'accusé son affirmation précédente que le peuple allemand était opposé à la guerre, lui posa la question : « Si Hitler s'était irrévocablement condamné à faire la guerre, pourquoi ne pouviez-vous compter sur l'appui du peuple avant l'invasion de la Pologne? » il obtint cette réponse : « Excusez-moi de sourire. C'est assez drôle d'entendre appliquer le terme « irrévocablement » à Hitler. Sachez qu'avec lui rien n'était jamais irrévocable. »

Et le chef de l'état-major général se mit en devoir d'expliquer que, jusqu'au 22 août, date où Hitler avait révélé à ses généraux réunis à l'Obersalzberg son « irrévocable » résolution d'attaquer la Pologne et de se battre contre l'Ouest s'il le fallait, il n'avait jamais cru personnellement que le Führer mettrait ses paroles en pratique (18). A la lumière des notes du journal de Halder concernant cette période, cette déclaration paraît vraiment surprenante. Mais elle est typique non seulement de Halder, mais de la plupart des autres conspirateurs.

Où était le général Beck, prédécesseur de Halder à la tête de l'état-major général de l'armée et chef reconnu des conspirateurs? Selon Gisevius, Beck adressa une lettre au général von Brauchitsch, mais le commandant en chef de l'armée n'en accusa même pas réception. Ensuite,

toujours d'après Gisevius, il eut un long entretien avec Halder, qui admit avec lui qu'une guerre généralisée serait la ruine de l'Allemagne, mais, pensait-il : « Jamais Hitler ne permettra une guerre mondiale » et il n'y avait, par conséquent, aucune raison de le renverser pour l'instant (19).

Le 14 août, Hassell dîna en tête-à-tête avec Beck et nota dans son journal leur commun sentiment d'impuissance :

Beck (est) un homme très cultivé, séduisant et intelligent. Malheureusement il n'a pas les chefs de l'armée en grande estime. C'est pourquoi il n'est pas arrivé à voir où nous pourrions y prendre pied. Il est fermement convaincu de la nocivité des méthodes du Troisième Reich (20).

Les convictions de Beck — et de son entourage — étaient nobles et élevées, mais, alors qu'Hitler s'apprêtait à précipiter l'Allemagne dans la guerre, aucun de ces honorables Allemands ne leva le petit doigt pour l'en empêcher. La tâche était évidemment difficile et peut-être, à cette heure tardive, irréalisable. Mais ils ne s'y essayèrent même pas.

Le général Thomas, lui, fit peut-être une tentative. A la suite du mémorandum qu'il rédigea à l'intention de Keitel et dont il fit personnellement la lecture au chef de l'O.K.W., vers la mi-août, il retourna voir son supérieur le dimanche 27 août et, pour reprendre ses propres termes, « lui tendit la preuve statistique avec graphiques à l'appui... qui démontrait clairement la redoutable supériorité militaire et économique des Puissances occidentales et les épreuves que nous devrions affronter ». Keitel, avec un courage inaccoutumé, montra le document à Hitler, qui rétorqua qu'il ne partageait pas l'« anxiété (du général Thomas) devant le danger d'une guerre mondiale maintenant qu'il avait l'Union Soviétique

dans son camp (21) ».

Ainsi prirent fin les tentatives des « conspirateurs » pour empêcher Hitler de déclencher la deuxième guerre mondiale, si l'on excepte les vains efforts accomplis en dernière minute par le docteur Schacht, efforts considérablement grossis par ce fin renard lorsqu'il assumait sa propre défense devant les juges de Nuremberg. A son retour de l'Inde, au mois d'août, il écrivit des lettres à Hitler, Goering et Ribbentrop — à ce moment fatal, aucun des chefs de l'opposition ne semble avoir dépassé le stade des lettres et mémorandums, — mais, « à sa très grande surprise », comme il le dit plus tard, il ne reçut aucune réponse.

Il décida ensuite de se rendre à Zossen, localité située à quelques kilomètres au sud de Berlin, où le commandement suprême de l'armée avait installé son quartier général pour la campagne de Pologne, afin d'y rencontrer personnellement le général von Brauchitsch. Qu'avait-il donc à lui dire? A la barre des témoins, à Nuremberg, Schacht expliqua qu'il avait eu l'intention d'avertir le chef de l'armée qu'entrer en guerre sans l'approbation du Reichstag serait inconstitutionnel! Or, le commandant en chef de l'armée se devait de respecter son serment à la constitution!

Hélas! Le docteur Schacht n'alla jamais trouver Brauchitsch. Il fut averti par Canaris que, s'il se présentait à Zossen, le commandant en chef de l'armée « les ferait tous arrêter immédiatement », sort qui ne paraissait guère attirer cet ancien partisan d'Hitler (22). Mais la véritable raison qui empêcha Schacht d'accomplir à Zossen son étrange mission (c'eût été pour Hitler un jeu d'enfant que d'obtenir le cachet du Reichstag pour sa guerre, en admettant qu'il eût voulu s'encombrer de cette formalité), c'est Gisevius qui la donna lorsqu'il fut cité comme témoin à décharge devant le tribunal

de Nuremberg. Schacht, d'après lui, aurait projeté de se rendre à Zossen le 25 août et annulé son voyage le soir même où Hitler annula l'attaque contre la Pologne fixée au lendemain. Trois jours plus tard, Schacht aurait à nouveau décidé d'aller à Zossen, mais Canaris l'avertit qu'il était trop tard (23). Ce n'était pas que les conspirateurs aient manqué le coche; ils n'étaient jamais arrivés à l'arrêt pour tenter de l'attraper.

Si la poignée d'Allemands antinazis fut impuissante à retenir le bras d'Hitler, les dirigeants du monde neutre avec leurs appels au Führer en faveur de la paix ne furent pas plus efficaces. Le 24 août, le président Roosevelt adressa un message urgent à Hitler et au président de la République polonaise pour leur demander de régler leurs différends sans recourir aux armes.

Dans une réponse très digne, le lendemain, le président Moscicki rappela à Roosevelt que ce n'était pas la Pologne qui « formulait des réclamations et exigeait des concessions », mais qu'elle était disposée à régler son conflit avec l'Allemagne par voie de négociations directes ou de conciliation, comme le lui recommandait le président des États-Unis. Hitler ne répondit même pas. (Roosevelt lui avait rappelé qu'il avait laissé sans réponse son appel du mois d'avril.) Le lendemain, 25 août, parvint au Führer un second message l'informant de la réponse conciliante de Moscicki et où il le suppliait de « consentir aux moyens de règlement pacifique acceptés par le gouvernement polonais ».

La seconde lettre n'obtint pas non plus de réponse, bien que, le soir du 25 août, Weizsaecker ait réussi à convaincre le chargé d'affaires américain à Berlin, Alexander C. Kirk, de dire au président que le Führer avait bien reçu les deux télégrammes et les avait mis « dans les mains du

ministre des Affaires étrangères pour que le gouvernement les examinât ».

Le 24 août, le pape prit la parole sur les ondes pour lancer un appel radiodiffusé en faveur de la paix suppliant « par le sang du Christ... que les forts nous écoutent pour ne pas devenir faibles dans l'injustice... et que leur puissance n'amène pas la destruction ». L'après-midi du 31 août, le pape envoya des notes identiques aux gouvernements d'Allemagne, de Pologne, d'Italie et des deux Puissances occidentales, « suppliant au nom de Dieu... les gouvernements allemand et polonais... d'éviter tout incident », et conjurant les gouvernements anglais, français et italien d'appuyer son appel :

Le pape, ajouta-t-il, répugne à abandonner l'espoir que les négociations en cours puissent mener à une solution juste et pacifique.

Sa Sainteté, comme la plupart des autres hommes dans le monde, n'avait pas saisi que les « négociations en cours » n'étaient qu'un procédé de propagande dont Hitler se servait pour justifier son agression. En fait, comme nous le verrons bientôt, il n'y eut aucune négociation de bonne foi, en cours ou autrement, pendant le dernier après-midi de la paix.

Quelques jours plus tôt, le 23 août, le roi des Belges, parlant au nom des chefs d'État des puissances du groupe d'Oslo (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Finlande et les trois États Scandinaves), avait, lui aussi, lancé par radio un émouvant appel en faveur de la paix, où il formait le vœu « que les hommes dont dépend le cours des événements acceptent de soumettre leurs différends et leurs revendications à une négociation ouverte ». Le 28 août, le roi des Belges uni à la reine des Pays-Bas offrirent conjointement leur médiation « dans l'espoir d'éviter la guerre

(24) ».

Aussi nobles d'expression et d'intention que fussent ces appels de la part des neutres, ils ont quelque chose d'irréel et de pathétique lorsque nous les lisons aujourd'hui. Ils donnent l'impression que le président des États-Unis, le pape et les chefs d'État des petites démocraties du nord de l'Europe vivaient sur une autre planète, et qu'ils ne comprenaient pas mieux ce qui se passait que si les événements s'étaient déroulés sur Mars. Cette ignorance de l'esprit, du caractère et des buts d'Adolf Hitler et, en fait, des Allemands qui, sauf de rares exceptions, étaient prêts à le suivre aveuglément, peu importait où et comment, au mépris de la morale, de l'honneur ou des principes chrétiens d'humanité, — cette ignorance, donc, devait, au cours des mois à venir, coûter très cher aux peuples dirigés par Roosevelt et par les souverains de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de Norvège et du Danemark.

Quant à nous, qui étions à Berlin pendant ces angoissants derniers jours de la paix et qui nous efforcions d'informer le monde extérieur, nous ne savions pas non plus grand-chose de ce qui se passait dans la Wilhelmstrasse où se trouvaient la Chancellerie et le ministère des Affaires étrangères, ni dans la Bendlerstrasse, où les militaires avaient leur siège. Nous observions, du mieux que nous pouvions, les allées et venues dont la Wilhelmstrasse était le théâtre. Nous passions quotidiennement au crible une avalanche de tuyaux, rumeurs et « révélations ». Nous notions l'état d'esprit des gens de la rue et des fonctionnaires, chefs de parti, diplomates et militaires que nous connaissions.

Mais ce qui se disait au cours des entretiens fréquents et souvent orageux de l'ambassadeur Henderson avec Hitler et Ribbentrop, ce qui

s'écrivait entre Hitler et Chamberlain, Hitler et Mussolini, Hitler et Staline, les sujets de conversation entre Ribbentrop et Molotov et entre Ribbentrop et Ciano, le contenu de toutes les dépêches confidentielles et chiffrées qui bourdonnaient sur les fils reliant les diplomates hésitants, harassés, aux fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères, ainsi que tous les mouvements que projetaient ou effectuaient les chefs militaires, tout cela, à l'instar de l'ensemble du public, nous l'ignorions presque complètement.

Bien sûr, nous, et le grand public avec nous, étions au courant de certains événements. Le Pacte germano-soviétique fut claironné à tous les échos par les Allemands, bien que le protocole secret qui partageait la Pologne et le reste de l'Europe orientale restât inconnu jusqu'après la guerre. Nous savions qu'avant même sa signature Henderson s'était rendu en avion à Berchtesgaden pour avertir Hitler que ce traité n'empêcherait pas la Grande-Bretagne d'honorer la garantie accordée à la Pologne.

Lorsque commença la dernière semaine d'août, nous sentîmes à Berlin que la guerre était inévitable — à moins qu'un nouveau Munich ne se produisît — et qu'elle surviendrait sous peu de jours. Pour le 25 août, les derniers civils français et britanniques avaient décampé. Le lendemain, le grand rassemblement nazi de Tannenberg, fixé au 27 août, où Hitler devait prendre la parole, fut officiellement annulé, ainsi que le congrès annuel du parti (le « Congrès de la Paix », comme l'avait baptisé Hitler), qui devait avoir lieu à Nuremberg pendant la première semaine de septembre.

Le 27 août, le gouvernement annonça que le rationnement des produits alimentaires, du savon, des chaussures, des textiles et du charbon entrerait en vigueur le lendemain. Cette nouvelle, plus que toutes les

autres, je m'en souviens, éveilla le peuple allemand à la conscience de l'imminence de la guerre, et son mécontentement devint parfaitement perceptible. Le lundi 28 août, les Berlinoises contemplèrent les troupes se déverser sur la ville au cours de leur marche vers l'est. Elles étaient véhiculées dans des camions de déménagement ou de livraison et dans tous les moyens de transport qu'on avait pu rafler.

Ceci aussi aurait dû alerter l'homme de la rue. Le week-end, je me le rappelle, avait été chaud et étouffant, et la plupart des Berlinoises, indifférents à l'approche de la guerre, s'étaient rendus aux lacs et aux bois qui entourent la capitale. En revenant en ville, le dimanche soir, ils apprirent par la radio qu'une réunion secrète et officieuse du Reichstag avait eu lieu à la Chancellerie.

Un communiqué du D.N.B. (agence officielle allemande) annonça que le « Führer avait souligné la gravité de la situation » — pour la première fois, Hitler révélait au public allemand que l'heure était grave. Aucun détail de la séance ne fut communiqué, et personne, en dehors des membres du Reichstag et de l'entourage d'Hitler, ne pouvait savoir dans quel état d'esprit se trouvait, ce jour-là, le dictateur nazi. Le journal d'Haider en date du 28 août fournit — beaucoup plus tard — un récit de la scène qu'il tenait d'un membre de l'Abwehr, le colonel Oster.

Conférence à la Chancellerie du Reich à dix-sept heures trente. Reichstag et plusieurs notabilités du parti... Situation très grave. Résolu à résoudre d'une façon ou de l'autre la question orientale. Exigences minima : retour de Dantzig, règlement de la question du Corridor. *Exigences maxima* : « *Selon la situation militaire.* » Si exigences minima non satisfaites, la guerre : brutale! Hitler sera personnellement en première ligne. L'attitude du Duce sert au mieux nos intérêts.

La guerre très difficile, peut-être désespérée. « Aussi longtemps que je vivrai, il ne sera

pas question de capitulation. » Pacte soviétique pour une large part inconnu. Un pacte avec Satan pour chasser le diable. Applaudissements (minces) aux passages soulignés.

Impression personnelle sur le Führer : épuisé, hagard, voix rauque, soucieux. « S'entoure désormais entièrement de ses conseillers S.S. »

A Berlin aussi, un observateur étranger pouvait constater de quelle manière la presse, sous la direction experte de Goebbels, dupait le crédule peuple allemand. Depuis six ans, c'est-à-dire depuis la « coordination » imposée aux quotidiens par les nazis et qui avait signifié la suppression de la liberté d'expression, les habitants s'étaient trouvés coupés de la vérité en ce qui concernait les événements mondiaux.

Pendant un moment, on avait pu acheter dans certains grands kiosques les journaux suisses-allemands de Zurich et de Bâle, qui donnaient des nouvelles objectives. Mais, depuis quelques années, leur vente dans le Reich était interdite ou limitée à quelques exemplaires. Pour les Allemands qui savaient l'anglais et le français, il y avait de temps à autre quelques numéros des journaux de Londres ou de Paris, mais ceux-ci n'étaient pas en quantité suffisante pour atteindre plus d'une poignée d'individus.

Dans quel isolement vit le peuple allemand, notai-je dans mon carnet en date du 10 août 1939. Un coup d'œil aux journaux d'hier nous le remet en mémoire. Après un bref congé à Washington, New York et Paris, j'avais regagné l'Allemagne et, en traversant la Suisse, j'avais, deux jours plus tôt, acheté une liasse de journaux publiés à Berlin et en Rhénanie. Ils me ramenèrent rapidement dans le monde désaxé du nazisme, aussi différent de celui que je venais de quitter que s'il avait appartenu à une autre planète.

Je notai donc plus bas, le 10 août, après mon arrivée à Berlin :

Tandis que tout le reste du monde considère que c'est l'Allemagne qui va troubler la paix, que c'est elle qui menace d'envahir la Pologne... ici, en Allemagne, c'est tout le contraire... Voici ce que proclament les journaux nazis : c'est la Pologne qui trouble la paix de l'Europe, la Pologne qui menace l'Allemagne d'une invasion armée...

« Pologne, prends garde! » titre la B.Z., qui ajoute : réponse à la Pologne, ce cheval emballé (*Amokläufer*) qui s'élance à l'assaut de la paix de l'Europe et du droit. »

Ou encore le titre de Der Führer, quotidien de Karlsruhe, que j'achetai dans le train : « Varsovie menace de bombarder Dantzig — incroyables manifestations du délire polonais (*Polnischer Groessenwahn*). »

On se dit : Mais il n'est pas possible que le peuple allemand ajoute foi à de tels mensonges? Puis on parle aux gens. Nombreux sont ceux qui y croient.

Le samedi 26 août, à la date primitivement assignée par Hitler à l'attaque contre la Pologne, la campagne de presse de Goebbels avait atteint son paroxysme. Je notai quelques gros titres dans mon carnet :

B.Z : « CHAOS TOTAL EN POLOGNE — FAMILLES ALLEMANDES EN FUITE — SOLDATS POLONAIS SUR LA FRONTIÈRE ALLEMANDE! » *12-Uhr Blatt* : « ASSEZ JOUÉ AVEC LE FEU — TROIS AVIONS COMMERCIAUX ALLEMANDS ATTEINTS PAR LE TIR POLONAIS — DANS LE CORRIDOR : NOMBREUSES FERMES ALLEMANDES EN FLAMMES! »

En me rendant à minuit à la Maison de la Radio, j'achetai l'édition dominicale (27 août) du *Völkischer Beobachter*. Occupant tout le haut de la première page, s'étalait en caractères hauts d'un pouce le texte suivant :

POUSSÉE DE FIÈVRE GUERRIÈRE EN POLOGNE! 1 500 000
HOMMES MOBILISÉS! TRANSPORT DE TROUPES
ININTERROMPU EN DIRECTION DE LA FRONTIÈRE! CHAOS EN
HAUTE-SILÉSIE!

Il n'y avait naturellement aucune mention d'une quelconque
mobilisation allemande, bien que, comme nous l'avons vu, depuis quinze
jours l'Allemagne fût mobilisée.

Après s'être remis de la douche froide que lui avait administrée la lettre de Mussolini — sans parler de la nouvelle de la signature du traité anglo-polonais, — Hitler écrivit au Duce une brève note. « Quelles munitions et quelles matières premières demandez-vous, s'enquérail-il, et dans quel délai les voulez-vous », pour que l'Italie puisse « faire son entrée dans le conflit européen? » La lettre fut personnellement téléphonée par Ribbentrop à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome à dix-neuf heures quarante et remise au dictateur italien à vingt et une heures trente (25).

Le lendemain matin, Mussolini conféra à Rome avec les chefs d'état-major des trois forces armées pour dresser une liste des besoins minima en vue d'une guerre de douze mois. Selon les termes utilisés par Ciano, qui contribua à la rédaction du document, il y avait là « de quoi assommer un taureau, à condition que le taureau sût lire (26)! » La liste comprenait 7 millions de tonnes de carburant, 6 millions de tonnes de charbon, 2 millions de tonnes d'acier, 1 million de tonnes de bois de charpente, plus une longue énumération d'autres articles incluant même 600 tonnes de molybdène, 400 de titane et 20 de zircon.

En outre, Mussolini demandait 150 batteries anti-aériennes pour protéger la zone industrielle du nord de l'Italie, qui n'était qu'à quelques minutes de vol des bases aériennes françaises, circonstance qu'il rappela à Hitler dans une nouvelle lettre. Ciano téléphona ce message à Berlin à Attolico, peu après midi, le 26 août, et celui-ci le transmit immédiatement à Hitler (27).

Il contenait bien plus que la liste gonflée des matières premières

requis. Pour une fois, le chef fasciste, ayant perdu toute superbe, était manifestement résolu à se soustraire habilement à ses engagements vis-à-vis d'Hitler et du Troisième Reich. Après la lecture du deuxième message, le Führer ne pouvait plus se permettre le moindre doute.

FUEHRER (écrivait Mussolini à son camarade de lutte)! Je ne vous aurais jamais envoyé cette liste, et en tout cas elle aurait porté sur un plus petit nombre d'articles et sur des chiffres très inférieurs, si j'avais eu le temps (dont nous étions convenus à l'avance) d'accumuler des stocks et d'accélérer le rythme de l'autarcie.

Je considère de mon devoir de vous prévenir qu'à moins d'avoir la certitude de recevoir ces fournitures les sacrifices que je devrais imposer au peuple italien... risquent d'être vains et de compromettre votre cause en même temps que la mienne.

Sous sa propre responsabilité, l'ambassadeur Attolico, personnellement opposé à la guerre et en particulier à une éventuelle participation italienne, dit expressément à Hitler, en lui remettant le message, « que tout le matériel devait être livré en Italie avant le début des hostilités », ajoutant que cette clause était « décisive* ».

** Cela causa à Berlin un ressentiment supplémentaire et à Rome, une certaine confusion que Ciano dut dissiper. Attolico lui avoua plus tard qu'il avait délibérément insisté pour que les livraisons aient lieu avant l'ouverture des hostilités « afin de décourager les Allemands ». Livrer 13 millions de tonnes de fournitures en quinze jours était, bien entendu, parfaitement impossible et Mussolini s'excusa du « malentendu » auprès de l'ambassadeur von Mackensen, en faisant observer que « Dieu lui-même ne pourrait transporter ici de telles quantités en quelques jours. Jamais il ne lui était venu à l'esprit de présenter une requête aussi absurde (28) ».*

Mussolini mettait encore ses espoirs en un nouveau Munich. Il ajouta à sa note un paragraphe notifiant que, si le Führer jugeait qu'il subsistait « une possibilité de solution dans le domaine politique », il était

prêt, comme auparavant, à fournir à son collègue allemand tout son concours. En dépit de leurs étroites relations personnelles, de leur Pacte d'Acier et de toutes les bruyantes démonstrations de solidarité prodiguées au cours des années passées, le fait demeure que, même en cette onzième heure, Hitler n'avait pas confié à Mussolini son véritable objectif : la destruction de la Pologne, but que son partenaire de l'Axe ignorait totalement. Il fallut attendre la fin de cette journée du 26 août pour qu'un pont fût jeté au-dessus du fossé qui les séparait.

Moins de trois heures après avoir reçu la lettre du Duce, le 26 août, Hitler y répondit longuement. A quinze heures huit, Ribbentrop, une fois de plus, téléphona le message à l'ambassadeur Mackensen, qui se hâta de le remettre à Mussolini, peu après dix-sept heures. S'il était possible de satisfaire certaines demandes des Italiens, en ce qui concernait notamment le charbon et l'acier, il fallait y renoncer pour un grand nombre d'autres. En tout cas, l'exigence, formulée par Attolico, d'une livraison avant l'ouverture des hostilités était qualifiée d' « utopique ».

Là-dessus, Hitler prit enfin son ami et allié dans sa confiance et lui révéla ses buts réels et immédiats.

Comme ni la France ni la Grande-Bretagne ne sont capables de remporter de succès décisifs à l'Ouest et que l'Allemagne, par suite du pacte avec la Russie, aura toutes ses forces de l'Est libérées après la défaite de la Pologne... je n'hésite plus à résoudre la question orientale, fût-ce au risque de complications à l'Ouest.

Je comprends, Duce, votre position et voudrais seulement vous demander d'immobiliser les forces anglo-françaises au moyen d'une active propagande et de démonstrations militaires appropriées, ainsi que vous me l'avez vous-même proposé (29).

Telle est la première preuve fournie par les documents allemands que,

vingt-quatre heures après avoir rapporté l'offensive contre la Pologne, Hitler avait repris confiance et poursuivait ses plans, « fût-ce au risque » d'une guerre contre l'Ouest.

Ce même soir du 26 août, Mussolini fit un nouvel effort pour tenter de dissuader le Führer. Il lui écrivit une autre lettre, et, une fois de plus, Ciano téléphona à Attolico le message qui atteignit la Chancellerie du Reich juste avant dix-neuf heures.

FUEHRER,

Je crois que le malentendu involontairement créé par Attolico a été immédiatement éclairci... La livraison de ce que je vous demandais, les batteries anti-aériennes exceptées, était prévue comme devant s'échelonner sur douze mois. Mais, même ce malentendu dissipé, je reconnais qu'il vous est impossible de m'aider matériellement à combler les vastes brèches que les guerres d'Éthiopie et d'Espagne ont créées dans les armements italiens.

... J'adopterai donc l'attitude que vous préconisez, du moins durant la phase initiale du conflit, en immobilisant le maximum de forces franco-britanniques, comme c'est déjà le cas, tout en accélérant autant qu'il sera possible les préparatifs militaires.

Mais le Duce angoissé — angoissé de faire aussi piètre figure à un moment aussi crucial — pensait toujours que la possibilité d'un Munich restait à envisager.

... J'ose insister à nouveau, sans y être du tout poussé par des considérations d'un caractère pacifiste étranger à ma nature, mais par le souci des intérêts de nos deux peuples et de nos deux régimes, sur l'opportunité d'une solution que je considère comme encore possible et susceptible de donner à l'Allemagne pleine satisfaction morale et matérielle (30).

Le dictateur italien, ainsi que le montrent clairement les documents dont nous disposons, militait en faveur de la paix parce qu'il n'était pas

prêt pour la guerre. Mais son rôle le troublait considérablement. « Je vous laisse imaginer, déclara-t-il à Hitler au cours de leur dernier échange de messages du 26 août, mon état d'esprit en me voyant contraint par des forces qui me dépassent à ne pas vous prouver ma réelle solidarité au moment de l'action. » Ciano nota dans son journal après cette journée chargée : « Le Duce est réellement bouleversé. Son instinct militaire et son sens de l'honneur le poussaient vers la guerre, mais la raison l'a arrêté. Il en souffre toutefois beaucoup... Aujourd'hui, il s'est heurté à une dure réalité. Ce fut pour lui un déchirement. »

Après un échange de lettres aussi abondant, Hitler était désormais résigné : Mussolini allait le lâcher. Tard dans la nuit du 26 août, il adressa à son partenaire de l'Axe une nouvelle note transmise télégraphiquement de Berlin, le 27 août à zéro heure dix, et remise à Mussolini à neuf heures du matin.

DUCE,

J'ai reçu votre communication concernant l'attitude finale que vous avez adoptée. Je respecte les raisons et les motifs qui vous ont amené à prendre cette décision. Dans certaines circonstances, elle peut toutefois donner de bons résultats.

Je suis cependant d'avis qu'il est essentiel, du moins jusqu'au début des hostilités, que le monde n'ait aucune idée de l'attitude que l'Italie a l'intention d'adopter. Je vous demande donc, au nom de notre amitié, de soutenir psychologiquement ma lutte par votre presse ou par tout autre moyen. Je vous demanderai aussi, Duce, s'il vous sera en tout cas possible, à l'aide de mesures militaires spectaculaires, d'immobiliser partiellement les forces anglo-françaises, ou tout au moins de laisser planer une incertitude.

Mais, Duce, j'en arrive maintenant au point le plus important. Si, comme je l'ai dit, une guerre générale doit se déclencher, l'issue en sera décidée dans l'Est avant que les deux puissances occidentales n'enregistrent le moindre succès. Dans le courant de l'hiver, au printemps au plus tard, je lancerai alors une offensive à l'Ouest, avec des forces qui seront au moins égales à celles de la France et de la Grande-Bretagne...

Je dois maintenant, Duce, vous demander une grande faveur. Dans cette lutte difficile, la meilleure aide que vous et votre peuple puissiez me donner sera l'envoi de travailleurs italiens pour les besoins de l'industrie et de l'agriculture... En soumettant cette requête à votre générosité, je vous remercie de tous les efforts que vous avez accomplis pour notre commune cause.

ADOLF HITLER (31).

Le Duce, tard dans l'après-midi, répondit humblement que le monde « ne connaîtrait pas l'attitude adoptée par l'Italie avant l'ouverture des hostilités — le secret serait bien gardé ». Il immobiliserait également un maximum de forces navales et militaires franco-britanniques, et il enverrait à Hitler les travailleurs italiens réclamés par celui-ci (32). Plus tôt dans la journée, il avait répété à l'ambassadeur Mackensen en « termes énergiques » (ainsi que celui-ci le rapporta à Berlin) « qu'il était toujours convaincu que tous nos objectifs pouvaient être atteints sans qu'il soit nécessaire de recourir à la guerre », et il avait ajouté qu'il exposerait encore cette opinion dans sa lettre au Führer (33). Mais il n'en fit rien. Pour le moment, il semblait par trop découragé fût-ce pour remettre la question sur le tapis.

C'était à la France qu'il incombait de fournir la quasi-totalité des forces alliées sur les frontières occidentales de l'Allemagne au cas où la guerre éclaterait brusquement. Au cours des premières semaines, elle allait de loin surpasser en nombre les forces allemandes sur ce front. Cependant, Hitler ne paraissait guère s'inquiéter de ce que feraient les Français. Le 25 août, le président Daladier lui adressa une lettre d'une émouvante éloquence pour lui rappeler quelle serait l'attitude de la France si la Pologne était attaquée.

A moins que vous n'attribuiez au peuple français, disait-il, une conception de l'honneur

national inférieure à celle que je reconnais personnellement au peuple allemand, vous ne pouvez douter que la France sera fidèle aux promesses solennelles qu'elle a faites à d'autres nations telles que la Pologne.

Après avoir conjuré Hitler de rechercher une solution pacifique de son différend avec la Pologne, Daladier ajoutait :

Si le sang de la France et de l'Allemagne coule à nouveau comme il le fit il y a vingt-cinq ans, dans une guerre plus longue et plus meurtrière encore, chacun des deux peuples luttera plein de confiance dans sa propre victoire, mais les vainqueurs les plus certains seront les forces de destruction et de barbarie (34).

En remettant la lettre du président du Conseil, l'ambassadeur Coulondre y ajouta, de son propre mouvement, un appel verbal et passionné où il adjura Hitler « au nom de l'humanité, et pour le repos de sa propre conscience, de ne pas laisser passer cette dernière chance d'une solution pacifique ». Mais l'ambassadeur eut la « tristesse » de signaler à Paris que la lettre de Daladier n'avait pas ébranlé le Führer — « il reste sur ses positions ».

La réponse qu'adressa Hitler, le lendemain, au président du Conseil français était habilement conçue et jouait sur la répugnance des Français à « mourir pour Dantzig » — bien qu'il n'utilisât pas cette phrase qu'il laissait aux pacifistes français. L'Allemagne, après le retour de la Sarre, avait renoncé à toutes revendications territoriales sur la France, déclara Hitler : il n'y avait donc plus de raison que ces deux nations se fassent la guerre. Si elles y recouraient, il n'y serait pour rien et cela lui serait « très douloureux ».

Là se limitèrent les contacts diplomatiques entre l'Allemagne et la

France au cours de la dernière semaine de la paix. Coulondre ne devait plus revoir Hitler, après l'entretien du 26 août, que lorsque tout fut terminé. Le pays qui, en cette conjoncture, préoccupait le plus le chancelier allemand était la Grande-Bretagne. Ainsi qu'il le déclara à Gœring lorsque, le soir du 25 août, il renvoya l'invasion de la Pologne, il voulait tenter l'impossible pour « éliminer l'intervention britannique ».

L' ALLEMAGNE ET LA GRANDE BRETAGNE
A LA ONZIEME HEURE

« Führer extrêmement bouleversé », avait noté le général Haider dans son journal après que les nouvelles de Rome et de Londres eurent incité Hitler à reculer devant l'abîme de la guerre. Mais le lendemain après-midi, le chef de l'état-major général constata un brusque changement. « Führer parfaitement calme et lucide », griffonna-t-il dans son carnet à trois heures vingt-deux du matin. Il y avait à cette transformation une raison que nous révèle le journal du général. « Tout tenir prêt pour le matin du septième jour de la mobilisation. L'attaque commence le 1er septembre. » L'ordre en fut téléphoné par Hitler au Haut-Commandement de l'armée.

Hitler aurait donc sa guerre avec la Pologne. C'était décidé. Entre-temps, il allait tenter l'impossible pour maintenir la Grande-Bretagne en dehors du conflit. Les notes du journal d'Haider reflètent les préoccupations du Führer et de son entourage durant la journée décisive du 26 août.

Le bruit court que l'Angleterre est disposée à examiner une proposition d'ensemble*. Détails au retour de Henderson. Selon une autre rumeur, l'Angleterre voudrait que ce soit à elle de décider si les intérêts vitaux de la Pologne sont menacés. En France, multiplication des protestations contre la guerre auprès du gouvernement.

* *C'est-à-dire l'offre faite par Hitler le 25 août de « garantir l'Empire britannique ».*

Plan : Nous exigeons Dantzig, un corridor à travers le Corridor et un plébiscite sur la même base qu'en Sarre. L'Angleterre acceptera peut-être. La Pologne sûrement pas. *Nous insérer entre les deux* (35).

Les italiques sont de la propre main d'Halder; sans aucun doute, elles correspondent, dans une certaine mesure, aux idées d'Hitler. Celui-ci allait s'efforcer de *s'insérer* entre la Pologne et la Grande-Bretagne, fournissant ainsi à Chamberlain un prétexte pour se dérober à l'engagement solennel qu'il avait pris vis-à-vis de Varsovie. Ayant donné à l'armée l'ordre d'être prête à se mettre en mouvement le 1er septembre, il attendait la réponse de Londres à sa magnanime proposition de « garantir » l'Empire britannique.

Il disposait désormais de deux contacts avec le gouvernement anglais en dehors de son ambassade à Londres, dont le responsable, Dirksen, était en vacances et ne jouait aucun rôle dans les frénétiques négociations de la onzième heure. Le premier contact, très officiel, s'effectuait par le truchement de l'ambassadeur Henderson, qui était parti pour Londres en avion allemand spécial le matin du samedi 26 août, porteur des propositions du Führer.

Le second, officieux, clandestin et, en fin de compte, fâcheusement entaché d'amateurisme, passait par l'ami suédois de Gœring, l'itinérant Birger Dahlerus, qui, la veille, avait quitté Berlin pour Londres en avion, porteur d'un message du chef de la Luftwaffe à l'adresse du gouvernement britannique.

« A cette époque, déclara Gœring au cours d'un interrogatoire à Nuremberg, un courrier spécial assurait la liaison entre Halifax et moi, en dehors des voies diplomatiques régulières* (36). » C'est auprès du Secrétaire au Foreign Office que le « courrier » suédois se rendit à dix-huit heures trente le vendredi 25 août. La veille, Gœring l'avait convoqué de

Stockholm à Berlin pour lui apprendre que, tout en ayant signé la nuit précédente le Pacte germano-soviétique, l'Allemagne recherchait une « entente » avec l'Angleterre.

* « Ribbentrop n'était pas du tout au courant de la mission de Dahlerus, affirma Goering à la barre de Nuremberg. Je ne lui en ai jamais parlé. Il ignorait tout des allées et venues de Dahlerus entre le gouvernement anglais et moi (37). » Hitler, lui, en était tenu informé par Gœring.

Il mit l'un de ses avions personnels à la disposition du Suédois pour lui permettre de rejoindre rapidement Londres afin de mettre Lord Halifax au courant de ce fait d'une incontestable importance.

Le secrétaire au Foreign Office, qui, une heure auparavant, avait signé le traité d'assistance mutuelle anglo-polonais, remercia Dahlerus de ses efforts et lui apprit qu'Henderson se trouvait précisément quelque part au-dessus de la Manche, porteur des dernières propositions du Führer. Étant donné que les voies de communication officielles venaient d'être rétablies entre Berlin et Londres, il ne pensait pas avoir encore besoin des services de l'intermédiaire suédois.

Mais il ne tarda pas à être détrompé. En téléphonant à Gœring, plus tard dans la soirée, pour lui rendre compte de son entretien avec Halifax, Dahlerus apprit de la bouche du feld-maréchal que la situation s'était aggravée à la suite de la signature du traité anglo-polonais et que seule, sans doute, une conférence entre les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne pourrait sauver la paix. D'après la déposition qu'il fit ultérieurement à Nuremberg, Gœring, comme Mussolini, envisageait un autre Munich.

Tard dans la même nuit, l'infatigable Suédois informa le Foreign

Office de sa conversation avec Gœring. Le lendemain, il fut à nouveau convié à conférer avec Halifax. Cette fois, il persuada le ministre britannique d'écrire une lettre à Gœring, qu'il présenta comme le seul Allemand capable d'empêcher la guerre. Rédigée en termes vagues, la lettre était brève et circonspecte. Elle se bornait à réitérer le désir qu'avait la Grande-Bretagne de parvenir à un règlement pacifique et insistait sur la nécessité d'« avoir quelques jours » pour y arriver*.

** Le texte en a été publié dans Documents on British Foreign Policy. Third Series, vol. VII, p. 283. Il ne figure dans aucun des documents britanniques qui ont été publiés avant la parution en 1954 du volume cité, omission largement commentée par les historiens anglais. Il n'est fait aucune mention de Dahlerus dans le Livre Bleu Anglais, composé des documents concernant les circonstances de la déclaration de guerre, ni dans le Rapport Définitif de Henderson, ni même dans un autre ouvrage de celui-ci, Failure of a Mission, bien que ce dernier contienne une allusion à l'intermédiaire suédois à titre de « source en contact avec Gœring ». Dans les dépêches de Henderson comme dans celles d'autres membres de l'ambassade britannique publiées par la suite, Dahlerus et ses activités jouent le rôle assez important que leur attribuent divers mémorandums du Foreign Office.*

La lettre frappa toutefois le gros feld-maréchal, qui la jugea d'une « extrême importance ». Dahlerus la lui avait remise le soir même (26 août) alors qu'il gagnait dans son train spécial le quartier général de la Luftwaffe, situé à Oranienburg, dans la banlieue de Berlin. Le train reçut l'ordre de s'arrêter à la prochaine station, une voiture fut commandée et les deux hommes se précipitèrent à la Chancellerie, où ils arrivèrent à minuit. Tout y était éteint,

Le rôle de cet étrange industriel nordique et ses efforts pour sauver la paix furent un secret bien gardé, et la Wilhelmstrasse comme Downing Street se donnèrent beaucoup de mal pour dissimuler ses mouvements aux correspondants et diplomates neutres. Ceux-ci, à ma connaissance, les

ignorèrent totalement jusqu'au moment où Dahlerus figura à titre de témoin au Procès de Nuremberg. Son ouvrage, *The Last Attempt*, fut publié en suédois en 1945, à la fin de la guerre, mais l'édition anglaise n'en parut qu'en 1948, et il s'écoula encore six ans avant que son rôle ne reçût sa confirmation officielle dans les documents du Vol. VII de la série DBrFP.

Les archives du ministère des Affaires étrangères allemand concernant le mois d'août ne font pas mention de Dahlerus, à l'exception d'un mémorandum de routine consignant la réception d'un message de la compagnie aérienne Lufthansa prévenant que « Dahlerus, personnalité du Foreign Office », devait arriver à Berlin, le 26 août, sur l'un de ses appareils. Il fait toutefois son apparition dans quelques documents postérieurs.

Hitler était allé se coucher. Mais Goering insista pour le faire lever. Jusqu'à cet instant, Dahlerus, comme tant d'autres, ne croyait pas qu'Hitler fût un homme déraisonnable et pensait qu'il consentirait à un règlement pacifique comme il l'avait fait à Munich l'année précédente. Le Suédois allait maintenant découvrir les singuliers caprices et les terribles fureurs du dictateur (38). Ce fut une expérience éprouvante.

Hitler n'attacha aucune attention à la lettre de Halifax, que Goering avait jugée assez importante pour faire réveiller le Führer au milieu de la nuit. En revanche, pendant vingt minutes, il fit au Suédois un véritable exposé sur ses premières luttes, ses grandes réalisations et ses nombreuses tentatives pour s'entendre avec les Anglais. Puis, lorsque Dahlerus réussit à glisser qu'il avait jadis travaillé comme ouvrier d'usine en Angleterre, le Chancelier se mit à l'interroger sur cette étrange île et sur l'étrange peuple

qu'il avait si vainement essayé de comprendre. Suivit alors une longue conférence d'un caractère plutôt technique sur la puissance militaire de l'Allemagne. A ce moment, Dahlerus avoue avoir pensé que « sa visite ne servirait à rien ». A la fin cependant, le Suédois bondit sur l'occasion de parler des Anglais et de la façon dont il était venu à les connaître.

Hitler m'écouta sans m'interrompre... mais il se leva brusquement et, surexcité, ne tenant pas en place, se mit à marmonner, comme un homme parlant tout seul, que rien ne pouvait résister à l'Allemagne... Brusquement, il s'immobilisa, l'oeil fixe. Sa voix était indistincte et son comportement était celui d'un être complètement anormal. Il parlait par phrases saccadées. « S'il y a la guerre, je construirai des sous-marins, des sous-marins, des sous-marins, des sous-marins. »

Sa voix devenait de plus en plus confuse, si bien qu'à la fin on ne pouvait plus le suivre. Puis il se ressaisit, haussa le ton comme pour s'adresser à une vaste audience, et hurla : « Je construirai des avions, construirai des avions, des avions, des avions, et je réduirai mes ennemis en poussière. » Il avait l'air d'un fantôme sorti d'un livre de contes plutôt que d'un individu en chair et en os. Je le contemplai, stupéfait, puis me retournai pour voir comment réagissait Goering : il ne sourcillait même pas.

Finalement, l'irascible chancelier se rapprocha à grands pas de son hôte : « Herr Dahlerus, lui dit-il, vous qui connaissez si bien l'Angleterre, pouvez-vous m'expliquer pourquoi je ne parviens jamais à m'entendre avec elle? » Dahlerus avoue qu'il « hésita d'abord » pour expliquer ensuite que « les Anglais n'avaient pas confiance en Hitler ni en son gouvernement ».

« Quels idiots! » tonna alors Hitler, en agitant son bras droit et en se frappant la poitrine avec sa main gauche. « Est-ce que, de ma vie, j'ai proféré un seul mensonge? »

Là-dessus, poursuit Dahlerus, le dictateur nazi se calma. On discuta des propositions qu'Hitler avait faites par l'intermédiaire de Henderson, et

l'on convint finalement que Dahlerus reprenait l'avion de Londres porteur d'une nouvelle offre au gouvernement britannique. Gœring s'opposa à ce qu'elle fût transmise par écrit et ordonna à l'accommodant Suédois de l'enregistrer dans sa mémoire. Elle portait sur six points :

1. L'Allemagne désirait conclure un pacte ou une alliance avec la Grande-Bretagne.
2. La Grande-Bretagne devait aider l'Allemagne à obtenir Dantzig et le Corridor, mais la Pologne devait avoir un port franc à Dantzig, conserver le port de Gdynia sur la Baltique et un Corridor d'accès.
3. L'Allemagne garantirait les nouvelles frontières polonaises.
4. L'Allemagne devait récupérer ses colonies ou leur équivalent.
5. Des garanties devaient être accordées à la minorité allemande en Pologne.
6. L'Allemagne s'engageait à défendre l'Empire britannique.

Ces propositions gravées dans la tête, Dahlerus s'envola pour Londres dans la matinée du dimanche 27 août. Peu après midi, il fut escamoté par une route détournée, afin de déjouer la curiosité des journalistes, et introduit en présence de Chamberlain, de Lord Halifax, de Sir Horace Wilson et de Sir Alexandre Cadogan. Il était manifeste désormais que le gouvernement britannique prenait le courrier suédois très au sérieux. Dahlerus avait apporté quelques notes hâtivement griffonnées dans l'avion, pour résumer son entretien de la veille avec Hitler et Gœring. Dans ce texte, il assurait aux deux principaux membres du cabinet britannique, occupés maintenant à passer son mémorandum au crible,

qu'Hitler n'avait cessé de se montrer « calme et serein » pendant l'entrevue.

Bien qu'on n'ait retrouvé, dans les archives du Foreign Office, aucune trace de cet extraordinaire entretien dominical, des données fournies par Lord Halifax et Cadogan ainsi que par le procès-verbal de l'émissaire ont permis d'en faire la reconstitution dans le recueil de documents dudit ministère (volume VII, Third Series). La version britannique diffère légèrement de celle présentée par Dahlerus dans son livre et à Nuremberg, mais, en rassemblant les divers récits, nous croyons avoir reproduit la scène avec le maximum d'exactitude.

Chamberlain et Halifax virent immédiatement qu'ils se trouvaient en face de deux séries de propositions allemandes : celle qui avait été confiée à Henderson et celle que Dahlerus venait de leur soumettre; Or, ces propositions ne concordaient nullement. Tandis que, dans la première, Hitler offrait de garantir l'Empire britannique après qu'il aurait réglé ses comptes avec la Pologne, la seconde semblait suggérer que le Führer était prêt à négocier, par l'intermédiaire des Anglais, le retour de Dantzig et du Corridor et qu'ensuite il « garantirait » les nouvelles frontières de la Pologne.

C'était là un vieux refrain pour Chamberlain, après ses décevantes expériences dans l'affaire tchécoslovaque, et il se montra très sceptique envers l'offre du Führer telle que Dahlerus la lui soumit. Il lui déclara qu'il ne voyait « aucune perspective de règlement dans de telles conditions : les Polonais céderaient peut-être Dantzig, mais ils préféreraient se battre plutôt que de céder le Corridor ».

Finalement, il fut décidé que Dahlerus repartirait immédiatement pour Berlin, porteur d'une première réponse officielle, puis reviendrait à

Londres rendre compte des réactions du Führer avant que la réponse officielle fût rédigée et emportée par Henderson le lendemain soir. Suivant l'expression de Halifax (reproduite dans la version britannique) « les communications officieuses et secrètes transmises par M. Dahlerus avaient peut-être un peu embrouillé les choses. Il était (donc) désirable de poser nettement que lorsque Dahlerus repartirait pour Berlin dans la soirée, ce ne serait pas pour transmettre la réponse du gouvernement de Sa Majesté, mais pour ouvrir les voies à la communication essentielle » dont Henderson serait le porteur (39).

L'importance qu'avait prise la médiation de cet obscur industriel suédois dans les négociations entre les gouvernements des deux plus puissantes nations d'Europe était telle qu'il alla jusqu'à conseiller, nous dit-il lui-même, au Premier Ministre et au ministre des Affaires étrangères en ce moment critique « de retenir Henderson à Londres jusqu'au lundi (c'est-à-dire le lendemain) afin de ne donner leur réponse qu'après avoir eu connaissance de la manière dont Hitler considérait la position britannique (40) ».

Quelle était donc cette position britannique que Dahlerus devait exposer à Hitler ? Une certaine confusion règne à ce sujet. Selon les notes sommaires de Halifax sur ses instructions verbales à Dahlerus, elle se ramenait aux trois points suivants :

I. Assurance solennelle du désir de bonne entente entre A et G B. (Les initiales sont de Halifax.) Pas un membre du Gvt. d'un avis différent. II. G B. se doit d'honorer ses obligations envers la Pologne. III. Règlement pacifique des différends germano-polonais (41).

Selon Dahlerus, la réponse britannique officieuse qui lui fut confiée

était plus compréhensive.

Naturellement, le point 6, l'offre de défendre l'Empire britannique, était repoussé. Le cabinet britannique se refusait également à toute discussion sur les colonies tant que l'Allemagne mobiliserait. Concernant les frontières polonaises, il exigeait qu'elles soient garanties par les cinq grandes puissances. Concernant le Corridor, il proposait l'engagement immédiat de négociations avec la Pologne. Quant au premier point (des propositions d'Hitler), la Grande-Bretagne était en principe désireuse de conclure un accord avec l'Allemagne (42).

Dahlerus reprit l'avion pour Berlin le dimanche soir et vit Goering peu avant minuit. Le feld-maréchal ne jugea pas la réponse britannique « très favorable ». Mais, après avoir eu, à minuit, un entretien avec Hitler, il appela Dahlerus à son hôtel à une heure du matin pour lui dire que le chancelier « adoptait la position anglaise », à condition que la version officielle qu'emporterait Henderson le lundi soir y correspondît.

Goering fut enchanté et Dahlerus encore plus. A deux heures du matin, le Suédois réveilla Sir George Ogilvie Forbes, conseiller à l'ambassade de Grande-Bretagne, pour lui communiquer ces bonnes nouvelles. Et aussi — tel était devenu, à ses yeux du moins, son rôle — pour indiquer au gouvernement britannique le sens qu'il devrait donner à sa réponse officielle. Cette note, dont Henderson serait porteur dans la soirée, devrait, recommandait-il, stipuler que la Grande-Bretagne s'engageait à persuader la Pologne d'ouvrir immédiatement des négociations directes avec l'Allemagne.

Dahlerus (lit-on dans une dépêche de Forbes en date du 28 août, vient de téléphoner du bureau de Goering les suggestions suivantes) qu'il considère comme d'une extrême importance.

1. La réponse britannique à Hitler ne devra contenir aucune référence au plan Roosevelt*.

** Sans doute les messages du président Roosevelt à Hitler du 24 et du 25 août conseillant des négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne.*

2. Hitler craint que les Polonais ne tentent d'éviter les négociations. La réponse doit donc établir nettement qu'il a été fortement conseillé aux Polonais d'entrer immédiatement en contact avec l'Allemagne en vue de pourparlers* (43).

** Il faut loyalement souligner que Dahlerus n'était pas aussi pro-allemand que certains de ses messages semblent l'impliquer. Dans la soirée de ce même lundi, après avoir passé deux heures avec Goering au quartier général de la Luftwaffe, il appela Forbes au téléphone : « L'armée allemande, lui annonça-t-il, aura établi son dispositif d'attaque contre la Pologne dans la nuit du mercredi au jeudi 31 août. » Renseignement que Forbes transmet à Londres dès qu'il le put.*

Pendant toute la journée, le Suédois, qui avait repris espoir, ne se contenta pas seulement d'accabler Forbes de ses conseils qui furent dûment télégraphiés à Londres, mais il téléphona personnellement au Foreign Office un message contenant de nouvelles suggestions destinées à Halifax.

A ce moment critique de l'histoire du monde, ce diplomate amateur était, en fait, devenu le pivot entre Berlin et Londres. A quatorze heures, le 28 août, Halifax, qui avait été mis au courant du conseil pressant du Suédois, à la fois par l'ambassade de Berlin et par le coup de téléphone de Dahlerus au Foreign Office, télégraphia à Sir Howard Kennard, ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie. Le diplomate alla trouver « immédiatement » le ministre des Affaires étrangères, M. Beck, afin de lui demander qu'il autorisât le gouvernement britannique à prévenir Hitler que « la Pologne (était) prête à ouvrir immédiatement une discussion directe

avec l'Allemagne ».

Le secrétaire au Foreign Office était pressé. Il voulait inclure cette autorisation dans la réponse officielle à Hitler qu'Henderson devait emporter le soir même à Berlin. Il recommanda donc à son ambassadeur de téléphoner la réponse de Beck. A la fin de l'après-midi, Beck accorda l'autorisation demandée, qui fut hâtivement insérée dans la note britannique (44).

Henderson arriva à Berlin, muni de la réponse, dans la soirée du 28 août. Après avoir été reçu à la Chancellerie par une garde d'honneur qui présenta les armes et fit retentir ses tambours (cérémonial diplomatique que les Allemands tinrent à observer jusqu'à la dernière minute), il fut conduit en présence d'Hitler, auquel il présenta la traduction allemande de la note de son gouvernement à vingt-deux heures trente. Le chancelier en prit immédiatement connaissance.

Le gouvernement britannique, disait la communication était, « entièrement d'accord » avec le Führer qu'il fallait, « en premier lieu », parvenir à un règlement des différends entre l'Allemagne et la Pologne. « Tout dépend cependant, ajoutait-elle, de la nature du règlement et de la méthode à employer pour y parvenir. » Sur ce point, disait la note, le chancelier était resté « silencieux ». La proposition d'Hitler de « garantir » l'Empire britannique était poliment déclinée. Le gouvernement britannique « ne pouvait pas, en échange d'un avantage offert à la Grande-Bretagne, consentir à un règlement qui mettrait en danger l'indépendance d'un État auquel il avait accordé sa garantie ».

Cette garantie, il y ferait honneur, mais ce n'était pas parce que le gouvernement britannique se montrait « scrupuleux » à l'égard de ses

obligations envers la Pologne, que le chancelier devait s'imaginer qu'il ne recherchait pas un règlement équitable.

Il s'ensuit que la prochaine mesure devrait être l'ouverture de pourparlers directs entre les gouvernements allemand et polonais sur une base, qui comporterait... la sauvegarde des intérêts essentiels de la Pologne en même temps qu'on assurerait le règlement par une garantie internationale.

Il (le gouvernement britannique) a déjà reçu l'assurance précise du gouvernement polonais qu'il est prêt à engager des pourparlers sur cette base et le gouvernement de Sa Majesté espère que le gouvernement allemand sera, pour sa part, disposé à consentir à cette méthode.

... Un règlement équitable... entre l'Allemagne et la Pologne peut ouvrir la voie à la paix mondiale. Le fait de ne pas arriver à ce règlement ruinerait les espoirs d'une meilleure entente entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et pourrait bien plonger le monde entier dans la guerre. Un tel résultat serait une calamité sans précédent dans l'histoire (45).

Dès qu'Hitler eut fini de lire la communication, Henderson entreprit de faire un certain nombre d'observations, d'après les notes qu'il avait prises au cours de ses entretiens avec Chamberlain et Halifax. Ce fut, dit-il, la première fois que, dans un entretien avec le Führer, il assumait la plus grande partie de la conversation. Il exposa que la Grande-Bretagne désirait l'amitié de l'Allemagne, qu'elle voulait la paix, mais qu'elle combattrait si Hitler attaquait la Pologne. Le Führer ne resta pas longtemps silencieux.

Il répliqua en s'étendant sur les crimes de la Pologne et sur « son offre généreuse d'un règlement pacifique », « offre qu'il ne renouvellerait pas une seconde fois ». En fait, rien aujourd'hui ne pouvait le satisfaire en dehors du retour de Dantzig et de la totalité du Corridor, plus une rectification de

frontières en Silésie où 90 pour 100 de la population avait voté pour l'Allemagne lors du plébiscite qui avait eu lieu en 1921. Ce qui était d'ailleurs entièrement faux, tout comme l'allégation d'après laquelle 1 million d'Allemands auraient été chassés du Corridor depuis la guerre.

Selon le recensement de 1910, en effet, 385 000 Allemands seulement vivaient dans cette région, mais, à l'époque où il parlait, naturellement, le dictateur nazi se figurait que tout le monde gobait ses mensonges. Dans les derniers instants de sa mission à Berlin, l'ambassadeur en avala un grand nombre, car, ainsi qu'il le nota dans son rapport définitif : « Herr Hitler se montra à nouveau amical et raisonnable et ne parut pas mécontent de la réponse que je lui avais apportée. »

« A la fin, je lui posai deux questions nettes », relata Henderson dans le long télégramme décrivant l'entrevue qu'il envoya à Londres à deux heures trente-cinq du matin (46).

Était-il prêt à discuter directement avec les Polonais, consentait-il à examiner la question d'un échange de populations? Il répondit par l'affirmative en ce qui concerne la seconde, bien que je sois certain qu'il pensait simultanément à une rectification des frontières.

Pour ce qui était du premier point, il lui faudrait tout d'abord étudier « avec une attention scrupuleuse » l'ensemble de la note britannique. A ce moment, raconte Henderson dans sa dépêche, le chancelier se tourna vers Herr von Ribbentrop : « Il faudra, lui dit-il, convoquer le feld-maréchal Gœring pour en discuter avec lui. » Hitler promit une réponse écrite à la communication britannique pour le lendemain mardi 29 août.

« La conversation a été conduite, précisa Henderson à Halifax, dans une atmosphère parfaitement amicale, en dépit d'une fermeté absolue des

deux côtés. »

La raison de cette mansuétude, Henderson, malgré toute l'expérience personnelle qu'il avait de son hôte, ne la comprit pas pleinement. Le Führer était toujours décidé à entrer en guerre contre la Pologne au cours du week-end, mais il espérait encore, en dépit des affirmations du gouvernement britannique et de Henderson, pouvoir maintenir l'Angleterre en dehors du conflit.

Manifestement, Hitler, qu'encourageait l'obséquieux et ignorant Ribbentrop, ne pouvait tout simplement se résoudre à croire, malgré tous ses dires, à la sincérité de la Grande-Bretagne.

Le lendemain, Henderson ajouta un post-scriptum à son long télégramme.

Hitler affirma avec insistance qu'il ne bluffait pas et que le monde commettrait une grave erreur s'il le croyait. Je répondis que j'étais pleinement conscient du fait, et que, de notre côté, nous ne bluffions pas non plus. Hitler déclara qu'il s'en rendait parfaitement compte (47).

Il le disait, mais était-ce vrai? Dans sa réponse du 29 août, en effet, il tenta délibérément de manœuvrer le gouvernement britannique d'une façon qui, pensait-il, lui permettrait d'emporter ses achats et de garder son argent.

La réponse britannique et les premières réactions qu'elle suscita chez Hitler donnèrent naissance à Berlin à une flambée d'optimisme. En particulier dans le camp de Goering, où l'ineffable Dahlerus passait désormais le plus clair de son temps. Le 29 août, à une heure du matin, il reçut un coup de téléphone émanant d'un aide de camp du feld-maréchal, qui l'appela de la Chancellerie, où Hitler, Ribbentrop et Goering avaient

étudié la note britannique après le départ de Henderson. Dahlerus apprit ainsi de son ami allemand que la réponse britannique était très satisfaisante et qu'il y avait tout lieu d'espérer que la menace de guerre était écartée ».

Dahlerus téléphona dans la matinée cette bonne nouvelle au Foreign Office. « Hitler et Gœring, annonça-t-il à Halifax, considèrent qu'il existe désormais, nettement, une possibilité de règlement pacifique. » A dix heures cinquante, il alla voir Gœring qui l'accueillit avec effusion, lui serra les mains avec enthousiasme en s'exclamant : « C'est la paix! La paix est certaine! » Fortifié par d'aussi joyeuses assurances, le « courrier » suédois se rendit immédiatement à l'ambassade de Grande-Bretagne pour communiquer la nouvelle à Henderson, qu'il n'avait pas encore rencontré personnellement.

Selon la dépêche où l'ambassadeur décrivit leur entretien, Dahlerus lui rapporta que les Allemands étaient fortement optimistes. Ils avaient « donné leur accord » au « point essentiel de la réponse britannique ». Hitler, précisa Dahlerus, ne réclamait « que » Dantzig et le Corridor — et pas même la totalité du Corridor, mais seulement un étroit couloir le long de la voie du chemin de fer menant à Dantzig. En fait, rapporta Dahlerus, le Führer était tout disposé à se montrer « très raisonnable ». Il était prêt à faire des concessions pour s'entendre avec les Polonais (48) ».

Sir Neville Henderson, dont les yeux commençaient enfin à s'entrouvrir, n'en était pas aussi certain. Il déclara à son visiteur, relate ce dernier, qu'on ne pouvait croire un mot de ce que disait Hitler, pas plus que de ce que disait l'ami de Dahlerus, Hermann Gœring, lequel avait menti à l'ambassadeur « des quantités de fois ». Hitler, selon Henderson, jouait un jeu malhonnête et cruel.

Mais le Suédois, désormais au cœur même des transactions, ne se laissa pas persuader — son réveil devait être encore plus tardif que celui de Henderson. Anxieux d'empêcher que l'inexplicable pessimisme de l'ambassadeur ne contrecarrât ses propres efforts, il retéléphona au Foreign Office à dix-neuf heures dix pour faire prévenir Halifax que la réponse allemande « ne soulèverait pas de difficultés ». Mais, conseillait-il, le gouvernement britannique devrait recommander aux Polonais de « bien se conduire (49) ».

Cinq minutes plus tard, à dix-neuf heures quinze, Henderson arrivait à la Chancellerie pour recevoir du Führer la véritable réponse de l'Allemagne. L'inanité des espoirs de Goering et de son ami suédois devint aussitôt évidente. L'entretien, comme l'ambassadeur le télégraphia immédiatement à Halifax, « a eu un caractère orageux et Herr Hitler s'est montré bien moins raisonnable qu'hier ».

La note écrite officielle réaffirmait le désir du Reich d'entretenir des relations amicales avec la Grande-Bretagne, mais, soulignait-elle, « pas au prix d'une renonciation à des intérêts vitaux allemands ». Après la longue récapitulation habituelle des méfaits, provocations et « mauvais traitements barbares qui crient au ciel » des Polonais, elle présentait pour la première fois officiellement et par écrit les exigences d'Hitler : retour de Dantzig et du Corridor, sauvegarde des ressortissants allemands en Pologne. « Pour la suppression de cet état de choses, ajoutait-elle, il ne reste plus des jours, encore moins des semaines, mais tout au plus des heures. »

L'Allemagne, poursuivait la communication, ne pouvait plus croire avec les Anglais qu'il était possible de parvenir à une solution par voie de

négociations directes avec la Pologne. Cependant « uniquement » dans le but de complaire au gouvernement britannique et dans l'intérêt de l'amitié anglo-allemande, le Reich était prêt « à accepter la proposition britannique et à entrer en pourparlers directs » avec la Pologne.

Toutefois « dans le cas d'un remaniement territorial en Pologne » le gouvernement du Reich ne pouvait donner de garanties sans que l'Union Soviétique y fût associée. (Naturellement, le gouvernement britannique n'était pas au courant de l'additif secret du Pacte germano-soviétique, qui prévoyait le partage de la Pologne.) « Par ailleurs en faisant ses propositions, déclarait la note, le gouvernement allemand n'a jamais eu l'intention de porter atteinte aux intérêts vitaux de la Pologne, ni de mettre en question l'existence d'un État polonais indépendant. »

Et voilà que tout à la fin surgissait le piège.

Dans ces circonstances, le gouvernement allemand consent à accepter l'offre des bons offices du gouvernement britannique pour obtenir l'envoi à Berlin d'un plénipotentiaire polonais. Il compte que cet émissaire se présentera le mercredi 30 août 1939.

Le gouvernement allemand établira immédiatement des propositions en vue d'une solution qui soit acceptable pour lui et les mettra à la disposition du gouvernement britannique avant l'arrivée du négociateur polonais (50).

Henderson parcourut la note, sous l'œil d'Hitler et de Ribbentrop, et ne dit pas un mot jusqu'au moment où il arriva au passage précisant que les Allemands attendaient l'arrivée du plénipotentiaire polonais pour le lendemain.

« Cette phrase sonne comme un ultimatum », dit-il en guise de commentaire. Hitler et Ribbentrop le nièrent avec énergie. Ils avaient voulu simplement « insister sur le caractère critique du moment, où deux armées

à pied d'œuvre se trouvaient face à face ».

L'ambassadeur, qui se rappelait sans nul doute la réception qu'avait réservée Hitler à Schuschnigg et à Hacha, demanda, dit-il plus tard, si « dans le cas où un tel plénipotentiaire se présenterait » il serait « bien reçu » et les discussions « conduites sur un pied de complète égalité ».

« Évidemment », répondit Hitler.

La discussion alors s'envenima, provoquée à un moment par une remarque « scandaleuse » (l'ambassadeur dixit) d'Hitler, qui reprocha à Henderson de « se moquer éperdument du nombre des Allemands égorgés en Pologne ». Ce qui entraîna de la part de l'ambassadeur une réplique « violente* ».

* « Je me mis à hurler plus fort que Hitler, télégraphia, le lendemain, Henderson & son ministre des Affaires étrangères... J'ajoutai plusieurs remarques, toujours en criant (51). » Cette manifestation de colère ne fut pas mentionnée dans les premiers documents britanniques.

« Je quittai ce soir-là la Chancellerie du Reich en proie aux plus sinistres pressentiments, raconta plus tard Henderson dans ses Mémoires bien qu'il ne semble pas en avoir parlé dans les dépêches qu'il adressa à Londres cette nuit-là. « Mes soldats, lui avait confié Hitler, ne cessent de m'interroger : Oui ou Non? » Ils avaient déjà laissé passer une semaine et ils ne pouvaient se permettre d'en perdre une autre « de peur que la saison des pluies en Pologne ne vînt s'unir à leurs ennemis ».

Néanmoins, il ressort d'après ses rapports officiels et d'après son livre que l'ambassadeur ne comprit la vraie nature du piège dressé par Hitler que le lendemain où un autre piège fut tendu et où la fourberie du Führer devint patente. Le jeu du dictateur semble tout à fait clair lorsqu'on

lit le texte de sa note officielle. Le soir du 29 août, il exigea qu'un émissaire nanti des pleins pouvoirs de négocier se présentât à Berlin le lendemain. On ne peut douter qu'il projetait de lui infliger le traitement qu'il avait fait subir au chancelier d'Autriche et au président tchécoslovaque dans des circonstances qui lui paraissaient identiques.

Si les Polonais, comme il en était sûr, n'envoyaient pas d'émissaire à Berlin, ou même s'ils le faisaient et que le négociateur refusât d'accepter les termes posés par Hitler, c'est sur la Pologne que retomberait alors le blâme de repousser « un règlement pacifique ». A ce moment-là, on pourrait persuader la Grande-Bretagne et la France de ne pas soutenir la Pologne quand celle-ci serait attaquée. C'était peut-être primitif, mais c'était simple et net*.

** Le général Haider expose succinctement la tactique d'Hitler dans une note de son journal en date du 14 août. « Führer espère enfoncer un coin entre les Anglais, les Français et les Polonais. Stratégie : Dresser un barrage d'exigences démographiques et territoriales. Les Polonais viendront à Berlin le 30 août. Le 31, rupture des négociations. 1er septembre, le recours à la force commence. »*

Mais, au soir du 29 août, Henderson ne voyait pas les choses avec cette clarté. Alors qu'il était encore en train de travailler aux dépêches à destination de Londres, où il décrivait sa rencontre avec Hitler, il convia l'ambassadeur de Pologne à venir le trouver. Il le bourra de détails sur la note allemande et sa conversation avec Hitler et, nous dit-il : « Je lui fis sentir la nécessité d'une action immédiate. Je l'implorai, au nom des intérêts de la Pologne, de presser son gouvernement de nommer sans délai quelqu'un pour la représenter dans les négociations proposées (52). »

A Londres, au Foreign Office, les têtes demeuraient plus froides. Le

29 août, à deux heures du matin, Halifax, après avoir médité sur la réponse allemande et le récit de l'entretien de Henderson avec Hitler, télégraphia à son ambassadeur que toute considération serait donnée à la note allemande, mais qu'il était « bien entendu déraisonnable de penser que nous pourrions faire en sorte qu'un représentant polonais arrive aujourd'hui. Le gouvernement allemand ne doit pas s'y attendre (53). » Les diplomates et les fonctionnaires du Foreign Office travaillaient désormais frénétiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et Henderson put remettre ce message à la Wilhelmstrasse à quatre heures du matin.

Il devait remettre quatre autres messages de Londres au cours de la journée du 30 août. L'un était une note personnelle de Chamberlain à Hitler pour aviser celui-ci qu'on examinait la réponse allemande « de toute urgence » et qu'on lui répondrait plus tard dans l'après-midi. Entre-temps, le Premier Ministre demanda d'une façon pressante au gouvernement allemand, comme, disait-il, il l'avait demandé au gouvernement polonais, d'éviter tout incident de frontière.

Par ailleurs, il « accueillait avec satisfaction le témoignage de ce désir d'une entente anglo-allemande (54) » qui ressortait des échanges de vues en cours. Le second message émanait de Halifax et était rédigé en termes similaires. Un troisième, qui provenait du secrétaire au Foreign Office, traitait des rapports sur les sabotages allemands en Pologne et demandait au Reich de s'abstenir de toute activité de ce genre. Le quatrième message de Halifax, envoyé à dix-huit heures cinquante, reflétait un raidissement tant au Foreign Office que de la part de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin.

Après réflexion, Henderson avait en effet envoyé plus tôt dans la

journée un télégramme à Londres :

Si je recommande toujours que le gouvernement polonais « avale » cet effort de la onzième heure afin d'établir un contact direct avec Hitler, ne fût-ce même que pour convaincre le monde qu'il était prêt à faire de son côté un sacrifice pour le maintien de la paix, la réponse allemande ne permet qu'une conclusion : Herr Hitler est bien décidé à parvenir à ses fins, par des moyens prétendus « pacifiques et loyaux » s'il le peut, et, s'il ne le peut pas, par le recours à la violence (55).

A ce stade, Henderson lui-même ne se sentait plus aucun goût pour un nouveau Munich. Les Polonais n'en avaient jamais envisagé un — en ce qui les concernait tout au moins. Ce 30 août, à dix heures du matin, l'ambassadeur de Grande-Bretagne avait télégraphié à Halifax sa conviction « qu'il serait impossible de persuader le gouvernement polonais d'envoyer immédiatement à Berlin M. Beck ou n'importe quel autre représentant pour discuter d'un arrangement sur la base qu'Hitler avait proposée. Certainement, ils préféreraient se battre et périr plutôt que de se soumettre à une telle humiliation, surtout après les exemples de la Tchécoslovaquie, de la Lithuanie et de l'Autriche ». A son sens, si les négociations devaient s'effectuer « entre égaux », il était essentiel qu'elles eussent lieu dans quelque pays neutre (56).

Son propre raidissement ainsi renforcé par les messages de ses ambassadeurs à Berlin et à Varsovie, Halifax télégraphia à Henderson que le gouvernement britannique ne pouvait « conseiller » aux Polonais de consentir à ce qu'un plénipotentiaire se rende à Berlin comme le demandait Hitler. C'était, précisa le secrétaire aux Affaires étrangères, « parfaitement déraisonnable ».

Ne pourriez-vous suggérer au gouvernement allemand (ajoutait Halifax) d'adopter, quand ses propositions seront prêtes, la procédure normale, qui consiste à convoquer l'ambassadeur de Pologne et à lui remettre les propositions pour qu'il les transmette à Varsovie, tout en offrant des suggestions quant à la conduite des négociations (57) ?

La réponse britannique à la dernière note d'Hitler fut remise à Ribbentrop par Henderson à minuit, dans la nuit du 30 au 31 août. Elle provoqua un entretien dramatique, que le docteur Schmidt, le seul observateur présent, décrivit plus tard comme « le plus orageux auquel il ait jamais assisté pendant ses trente années de carrière d'interprète (58) ».

« Je dois vous dire, télégraphia l'ambassadeur immédiatement après, qu'au cours de cet entretien déplaisant, Herr von Ribbentrop n'a fait que singer l'attitude d'Hitler dans ses pires moments. » Et dans son Rapport définitif, trois semaines plus tard, Henderson évoque l'« intense hostilité du ministre des Affaires étrangères allemand, qui augmenta en violence au fur et à mesure que je lui soumettais chacune de mes communications.

Il ne cessait de se lever de son fauteuil dans un état de grande surexcitation, me redemandant toujours si j'avais encore autre chose à dire. Je lui répondais sans cesse que c'était le cas ». Schmidt rapporte que Henderson, lui aussi, se levait fréquemment. A un moment, dit cet unique témoin, les deux hommes bondirent en même temps et se fixèrent avec un air si furieux que l'interprète allemand crut qu'ils allaient en venir aux mains.

Toutefois, ce qui compte pour l'historien, ce n'est pas le caractère grotesque de cette entrevue entre le ministre des Affaires étrangères allemand et l'ambassadeur de Sa Majesté, à minuit, dans la nuit du 30 au 31 août, mais un développement de cet orageux entretien qui provoqua

l'ultime acte de fourberie d'Hitler et acheva, alors qu'il était trop tard, d'édifier Sir Nevile Henderson sur le Troisième Reich. Ribbentrop jeta un coup d'oeil à la réponse britannique et écouta à peine l'explication que tenta de lui fournir Henderson*.

** Bien que rédigée en termes conciliants, la note britannique était pleine de fermeté. Le gouvernement de Sa Majesté, disait-elle, « éprouvait le même désir » que le gouvernement allemand de voir s'améliorer les relations germano-britanniques, mais « il ne pouvait sacrifier les Intérêts d'autres amis pour obtenir cette amélioration ». Il comprenait pleinement, poursuivait-elle, que le gouvernement allemand ne pouvait sacrifier les intérêts vitaux de l'Allemagne, mais le gouvernement polonais (se trouvait) dans la même situation. Le gouvernement britannique devait donc faire « d'expresses réserves » touchant les propositions d'Hitler et tout en recommandant chaudement des négociations directes entre Berlin et Varsovie considérait qu'« il était impossible d'établir dès aujourd'hui un contact ».* (Texte extrait du British Blue Book, pp. 142-143.)

Lorsque celui-ci s'aventura à lui demander les propositions allemandes concernant le règlement du problème polonais, annoncé par Hitler dans sa dernière note aux Anglais, Ribbentrop répliqua, d'un ton méprisant, que l'heure en était passée, puisque l'émissaire polonais ne s'était pas présenté à minuit comme on le lui avait demandé. Les Allemands avaient toutefois établi des propositions dont Ribbentrop entreprit alors de faire la lecture. « Il me les lut, ou, pour être exact, me les débita aussi rapidement qu'il put sur un ton d'extrême exaspération », rapporta Henderson.

Des seize articles qui les composaient, j'ai pu saisir le sens de cinq ou six; mais il m'eût été totalement impossible de garantir l'exactitude absolue même de ces quelques paragraphes sans une étude attentive du texte lui-même. Quand il eut terminé, je lui demandai donc de me laisser voir ce document. Ribbentrop refusa d'une manière catégorique, jeta le papier sur la table d'un geste dédaigneux en m'affirmant qu'il était dès maintenant dépassé étant donné

qu'aucun émissaire polonais n'était arrivé à Berlin à minuit**.

****** *Ribbentrop, qui, de l'avis de l'auteur, fut, de tous les principaux accusés de Nuremberg, celui qui campa la plus piètre figure et produisit la plus lamentable défense, prétendit à la barre qu'Hitler lui « dicta personnellement les seize points » et lui avait « expressément interdit de se dessaisir de ces propositions ». Pourquoi? il ne le dit pas, et on ne le lui demanda pas au cours du contre-interrogatoire. « Hitler m'avait dit, reconnut Ribbentrop, que je pouvais très bien n'en communiquer que la substance à l'ambassadeur anglais si je le jugeais bon. J'allai un peu plus loin : je lui lus toutes les propositions, du début à la fin (59). Le docteur Schmidt nie que Ribbentrop ait lu le texte des propositions en allemand à une allure telle qu'il fut impossible à Henderson de les saisir. Il prétend que le ministre des Affaires étrangères ne « se pressa pas tant que cela ». Henderson, dit Schmidt, n'« avait pas une maîtrise particulière de l'allemand », et il se serait peut-être mieux tiré de ces graves entretiens si ceux-ci avaient eu lieu dans sa propre langue. Ribbentrop possédait parfaitement l'anglais, mais il refusa d'y recourir pendant tous ces pourparlers (60).*

Peut-être l'heure en était-elle dépassée, puisque ainsi en avaient décidé les Allemands, mais, ce qui compte, c'est que ces « propositions » allemandes n'avaient jamais visé à être considérées sérieusement, ni même à être considérées du tout. En fait, elles constituaient un attrape-nigaud. Tout au plus une feinte destinée à mystifier le peuple allemand et, si possible, l'opinion mondiale, et à leur faire accroire qu'Hitler avait, en dernière minute, tenté d'obtenir une satisfaction raisonnable de ses revendications envers la Pologne. Le Führer le reconnut. Le docteur Schmidt l'entendit dire par la suite : « J'avais besoin d'un alibi, surtout auprès du peuple allemand auquel je voulais montrer que j'avais tout fait pour sauvegarder la paix. C'est là qu'il faut chercher l'explication de mon offre généreuse concernant le règlement des questions de Dantzig et du Corridor*. »

***** *Le texte des 16 propositions fut télégraphié au chargé d'affaires allemand à Londres, le 30 août, à vingt et une heures quinze, soit quatre heures avant que Ribbentrop ne les «*

débitât » à Henderson. Mais le destinataire reçut l'ordre de les « garder strictement secrètes et de ne les communiquer à qui que ce fût avant d'avoir reçu de nouvelles instructions (61) ». Hitler, dans sa note de la veille, avait promis de les soumettre au gouvernement britannique avant l'arrivée du négociateur polonais.

Comparée aux exigences qu'il avait formulées les jours précédents, cette offre était en effet extraordinairement généreuse. Le Führer se contentait de demander le retour de Dantzig à l'Allemagne. L'avenir du Corridor serait décidé par un plébiscite, lequel n'aurait lieu qu'au bout d'une période de douze mois, une fois que les esprits se seraient calmés. La puissance à laquelle le plébiscite attribuerait le Corridor concéderait à l'autre partie l'exterritorialité de l'autostrade et des voies ferrées qui le traversaient — ce qui constituait un retour vers son « offre » du printemps précédent. Un échange de populations était prévu ainsi que l'octroi réciproque de la plénitude des droits aux ressortissants des deux puissances.

On peut supposer que, si ces propositions avaient été faites sérieusement, elles auraient incontestablement fourni une base de négociations tout au moins entre l'Allemagne et la Pologne et auraient pu épargner au monde sa deuxième grande guerre en une génération. Elles furent radiodiffusées à l'intention du peuple allemand à vingt et une heures le 31 août, soit huit heures et demie après qu'Hitler eut donné l'ordre ultime de l'attaque contre la Pologne, et, pour autant que je pouvais en juger à Berlin, elles atteignirent leur objectif et convainquirent le peuple allemand. D'ailleurs, elles parvinrent à coup sûr à duper l'auteur de ces lignes sur lequel leur modération fit une profonde impression lorsqu'il les entendit à la radio et qui exprima son sentiment lorsqu'il s'adressa à l'Amérique en cette dernière nuit de la paix.

Lorsque Henderson regagna son ambassade, la nuit du 30 au 31 août, il était persuadé, comme il le dit plus tard, « que le dernier espoir de paix venait de s'évanouir ». Il n'en poursuivit pas moins ses efforts. A deux heures du matin, il sortit l'ambassadeur de Pologne de son lit en le mandant d'urgence à l'ambassade, lui rapporta « brièvement et avec une modération voulue » sa conversation avec Ribbentrop, mentionna que la cession de Dantzig et un plébiscite dans le Corridor constituaient les deux points essentiels des propositions allemandes, indiqua que celles-ci n'étaient pas, à son avis, « trop déraisonnables », et suggéra pour finir que Lipski recommandât à son gouvernement de proposer immédiatement une rencontre des maréchaux Smigly-Rydz et Gœring. « Je me crus obligé d'ajouter, dit Henderson, que je ne croyais absolument pas au succès d'une négociation menée avec Herr von Ribbentrop (62)*. »

** Dans une dépêche adressée à Halifax et enregistrée le 31 août à cinq heures quinze du matin. Henderson rapporta qu'il avait également conseillé à Lipski « en termes très énergiques » de « téléphoner » à Ribbentrop pour lui demander les propositions allemandes dans le but de les communiquer au gouvernement polonais. Lipski lui répondit qu'il lui fallait d'abord consulter Varsovie. « L'ambassadeur de Pologne, ajoutait Henderson, promit de téléphoner sur-le-champ à son gouvernement, mais il est si apathique et à ce point paralysé par les instructions de son gouvernement que je ne puis croire à l'efficacité de son action (63). »*

Dans l'intervalle, l'infatigable Dahlerus n'était pas resté inactif. A dix heures du soir, le 29 août, Gœring l'avait convoqué pour l'informer du « cours décevant » de l'entretien qui venait de prendre fin entre Hitler, Ribbentrop et Henderson. Le gros maréchal était, une fois de plus, en proie à l'une de ses crises d'hystérie, et il régala son ami suédois d'une violente sortie à l'adresse des Polonais et des Anglais. Puis il se calma et

assura à son visiteur que le Führer était déjà en train d'élaborer une offre « magnanime » (*grosszuegig*) destinée à la Pologne, et dont les seules exigences précises devaient porter sur le retour de Dantzig, subordonnant l'avenir du Corridor à la décision d'un plébiscite « sous contrôle international ».

En réponse à Dahlerus qui lui demandait timidement quelle serait l'importance de la zone du plébiscite, Goering s'empara d'un vieil atlas, en arracha une page et, à coups de crayons de couleur, se mit en devoir de hachurer les zones « polonaise » et « allemande », incluant dans cette dernière non seulement la Prusse polonaise d'avant-guerre, mais la ville industrielle de Lodz, située à quatre-vingts kilomètres à l'est des frontières de 1914.

L'agent suédois ne put s'empêcher de noter la « rapidité et la témérité » avec lesquelles des décisions aussi importantes se prenaient dans le Troisième Reich. Il accéda toutefois à la prière de Goering qui lui demandait de retourner immédiatement à Londres pour bien expliquer au gouvernement britannique qu'Hitler voulait toujours la paix, en arguant du fait que le Führer était déjà occupé à préparer une offre des plus généreuses à l'intention de la Pologne.

Dahlerus, qui semble n'avoir jamais connu la fatigue, prit son envol pour Londres le 30 août à quatre heures du matin. De l'aéroport de Heston à Londres, il changea plusieurs fois de voiture pour dépister les journalistes (dont aucun apparemment n'avait la moindre idée de son existence) et pour arriver à Downing Street à dix heures trente du matin. Il fut immédiatement reçu par Chamberlain, Halifax, Wilson et Cadogan réunis.

Mais, ce jour-là, les trois responsables britanniques de Munich (Cadogan, fonctionnaire permanent du Foreign Office s'était, lui, toujours montré imperméable au charme nazi) n'étaient plus disposés à se laisser duper par Hitler ni par Goering, et les efforts de Dahlerus ne faisaient plus impression sur eux. Le brave Suédois les trouva « très méfiants » à l'égard des deux chefs nazis et « portés à croire que rien n'empêcherait Hitler de déclarer la guerre à la Pologne ». En outre, le médiateur suédois se rendit clairement compte que le gouvernement britannique n'était pas tombé dans le piège qu'avait tendu Hitler en exigeant qu'un plénipotentiaire polonais se présentât à Berlin dans les vingt-quatre heures.

Cependant, tout comme Henderson à Berlin, Dahlerus poursuit sans relâche ses efforts. Il téléphona à Goering pour lui suggérer que les délégués polono-allemands se rencontrent « ailleurs qu'en Allemagne », à quoi le maréchal répondit brièvement que, « Hitler étant à Berlin », l'entrevue ne pouvait se dérouler ailleurs.

Son voyage ne rapporta donc rien à l'intermédiaire suédois. A minuit, il était de retour à Berlin, où, il faut le reconnaître, il eut une fois de plus l'occasion d'être de quelque utilité. Il se présenta, en effet, à minuit au quartier général de Goering. Pour une fois, le chef de la Luftwaffe était d'humeur communicative. Le Führer, apprit-il à Dahlerus, venait de remettre à Henderson, par l'intermédiaire de Ribbentrop, une « offre démocratique, loyale et valable » destinée à la Pologne.

Dahlerus, dégrisé, semble-t-il, par son entretien à Downing Street, appela Forbes à l'ambassade de Grande-Bretagne pour lui annoncer son retour et apprit que Ribbentrop avait débité les conditions allemandes à une telle allure que Henderson n'avait pas réussi à les bien saisir, mais

n'avait pu obtenir un exemplaire du texte. Il déclara, dit-il, à Goering qu' « on ne traitait pas ainsi le représentant de l'Empire britannique » et suggéra au feld-maréchal, qui possédait une copie des 16 points, de l'autoriser à en téléphoner le contenu à l'ambassade de Grande-Bretagne. Après quelque hésitation, Goering se rendit à ses raisons*.

** A la barre de Nuremberg, Goering prétendit qu'en livrant le texte de l' « offre d'Hitler » à l'ambassade de Grande-Bretagne il prenait « un risque énorme », puisque le Führer en avait interdit la publication. « J'étais le seul, déclara Goering au tribunal, à pouvoir assumer un tel risque (64). »*

C'est ainsi que, sur l'instigation d'un industriel suédois de connivence avec le chef de la Luftwaffe, l'interdiction d'Hitler fut tournée, et la « proposition » allemande communiquée aux Anglais. Peut-être à cette date le maréchal, qui ne manquait ni d'intelligence ni d'expérience en matière de politique étrangère, discernait-il plus vite qu'Hitler ou son servile ministre des Affaires étrangères les avantages qu'il pourrait y avoir à mettre les Anglais dans le secret.

Pour s'assurer que Henderson ait bien le texte exact, Goering, le 31 août, à dix heures du matin, dépêcha Dahlerus à l'ambassade de Grande-Bretagne, porteur d'un, exemplaire dactylographié des seize points. Henderson s'efforçait toujours de convaincre l'ambassadeur de Pologne d'établir avec les Allemands le « contact désiré ». A huit heures il en avait, une fois de plus, fait la demande instante à Lipski, par téléphone, l'avertissant que si, à midi, la Pologne n'avait pas agi, ce serait la guerre**.

*** Malgré toute sa pondération naturelle, l'ambassadeur de France appuya en ceci son collègue britannique. A neuf heures Henderson lui avait téléphoné pour le prévenir que, si les Polonais n'avaient pas accepté à midi d'envoyer à Berlin un plénipotentiaire, l'armée*

allemande déclencherait son attaque. Coulondre se rendit immédiatement à l'ambassade de Pologne et insista auprès de Lipski pour qu'il téléphonât à son gouvernement et sollicitât l'autorisation d'entrer immédiatement en contact avec les Allemands en qualité de « plénipotentiaire ». Livre Jaune Français, pp. 366-367.

Dahlerus n'était pas plus tôt arrivé avec le texte des propositions allemandes que Henderson l'envoya en compagnie de Forbes à l'ambassade de Pologne. Lipski, qui n'avait jamais entendu parler du Suédois, fut un peu décontenancé d'être mis en sa présence — il se trouvait alors, comme la plupart des principaux diplomates de Berlin à l'époque, dans un état de tension et de mortelle fatigue. La colère le prit lorsque Dahlerus le pressa d'aller immédiatement trouver Gœring et d'accepter l'offre du Führer. Enjoignant au Suédois de passer dans la pièce voisine pour dicter les 16 points à une secrétaire, il reprocha amèrement à Forbes de lui avoir amené un « étranger » à une heure aussi tardive et à propos d'une affaire aussi importante. L'ambassadeur polonais n'était pas seulement fatigué, mais sans doute aussi accablé par la pression que Henderson exerçait sur son gouvernement et sur lui-même en faveur de l'ouverture immédiate de négociations sur la base d'une offre qu'il venait de recevoir tout à fait officieusement et clandestinement, mais que l'envoyé britannique ne jugeait « au fond pas trop déraisonnable », ainsi qu'il le lui avait avoué la veille*.

* *A ce moment, c'est-à-dire le 31 août avant midi, Henderson, à force de lutter désespérément pour assurer la paix à tout prix, avait fini par se persuader que les conditions allemandes étaient tout à fait raisonnables, voire modérées. Bien que Ribbentrop lui eût déclaré, à minuit la veille, que ces propositions étaient « dépassées » du fait qu'aucun émissaire polonais ne s'était présenté, bien que le gouvernement polonais n'en eût pas encore pris connaissance et qu'elles fussent, somme toute, un attrape-nigaud, Henderson ne cessa, toute la journée, de supplier Halifax de faire pression sur les Polonais pour qu'ils envoient le plénipotentiaire exigé par Hitler, insistant sur la modération des 16*

points du Führer.

A douze heures trente Henderson télégraphia à Halifax le suppliant « d'insister auprès de la Pologne pour que Lipski demande au gouvernement du Reich les propositions allemandes, afin de les communiquer d'urgence à son gouvernement en vue de dépêcher un plénipotentiaire ». « Les conditions me semblent modérées, affirmait Henderson. Rien à voir avec Munich... Jamais la Pologne ne retrouvera des propositions aussi favorables... »

En même temps, il écrivit une longue lettre à Halifax : « Les propositions allemandes ne mettent pas l'indépendance de la Pologne en danger... On peut lui présenter par la suite un marché beaucoup plus désavantageux... »

S'accrochant toujours à son idée, il télégraphia à Halifax, le 1er septembre à zéro heure trente, quatre heures avant l'heure assignée au déclenchement de l'attaque allemande (bien qu'il ignorât cette circonstance) : « Les propositions allemandes ne sont pas déraisonnables... Je suis d'avis que, sur l'offre allemande, la guerre serait complètement injustifiable. » Il insista une fois de plus pour que le gouvernement britannique recommandât instamment aux Polonais, « en des termes ne laissant place à aucun doute », d'annoncer « leur intention d'envoyer un plénipotentiaire à Berlin ».

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie avait une optique différente des choses. Il télégraphia, le 31 août, à Halifax : « L'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin semble considérer que les conditions allemandes sont raisonnables. Du point de vue de Varsovie, je crains bien de ne pouvoir être de son avis (65). »

Il ne savait pas que Downing Street n'approuvait pas la manière de voir de Henderson. En revanche, il y avait une chose qu'il savait : il n'avait aucunement l'intention d'écouter les conseils d'un Suédois inconnu, lui fût-il adressé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne, ni d'aller dire à Goering qu'il acceptait l'« offre » d'Hitler, en eût-il les pouvoirs, ce qui n'était pas le cas**.

** Ce dernier jour de la paix vit encore un assez curieux épisode qui justifie une note en bas de page. Après sa visite à Lipski, Dahlerus revint à l'ambassade de Grande-Bretagne. A midi, il appela, du bureau même de Henderson, Sir Horace Wilson au Foreign Office. Il lui annonça que les propositions allemandes étaient « extrêmement libérales », mais que l'ambassadeur de Pologne venait de les rejeter. « Il est clair, dit-il, que les Polonais sont en train de faire de l'obstruction. »

A ce moment, Wilson perçut des grésillements sur la ligne téléphonique. Il eut l'impression que les Allemands étaient à l'écoute. Il tenta de mettre un terme à la conversation, mais Dahlerus s'obstinait à discourir sur la sottise des Polonais. « Je

répétai à Dahlerus de se taire, nota Sir Horace dans un mémorandum officiel, mais, comme il n'en faisait rien, j'interrompis la communication. »

Wilson rapporta à ses supérieurs cette indiscretion commise dans le bureau même de l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin. A treize heures soit moins d'une heure après, Halifax envoya un télégramme chiffré à Henderson : « Montrez plus de prudence dans l'utilisation du téléphone. La conversation de D. (Dahlerus était toujours désigné par son initiale dans les messages qui s'échangeaient entre le Foreign Office et l'ambassade de Berlin) a été des plus indiscrètes et a été sûrement surprise par les Allemands (66). »

Ayant cru obtenir le consentement des Allemands et des Polonais d'engager des négociations directes, les gouvernements britannique et français, bien que très sceptiques sur le compte d'Hitler, avaient concentré tous leurs efforts sur l'ouverture de ces pourparlers. Ce fut la Grande-Bretagne qui prit la direction des opérations, soutenue diplomatiquement à Berlin, et surtout à Varsovie, par la France. Sans aller jusqu'à conseiller aux Polonais d'accepter l'ultimatum hitlérien et d'envoyer un plénipotentiaire à Berlin le 30 août, car ils étaient persuadés qu'une telle exigence était, comme Halifax l'avait télégraphié à Henderson, « parfaitement déraisonnable », les Anglais insistèrent auprès du colonel Beck pour qu'il se déclarât prêt à négocier « sans délai » avec Berlin.

Telle était la substance du message que Halifax adressa, tard dans la nuit du 30 août, à son ambassadeur à Varsovie. Kennard devait informer Beck de la teneur de la note britannique que Henderson présentait, au moment même, à Ribbentrop, l'assurer que la Grande-Bretagne était résolue à tenir ses engagements envers la Pologne, mais souligner que la Pologne devait à tout prix accepter d'engager sur-le-champ des pourparlers directs avec l'Allemagne.

Nous considérons comme de la plus haute importance du point de vue de la situation intérieure en Allemagne et de l'opinion mondiale qu'aussi longtemps que le gouvernement allemand professera qu'il est prêt à négocier, nulle occasion ne lui soit fournie pour faire incomber à la Pologne la responsabilité morale d'un conflit (67).

Kennard rencontra Beck à minuit. Le ministre des Affaires étrangères

polonais promit de consulter son gouvernement et de donner une réponse « définitive » le 31 août, à midi. La dépêche où Kennard décrivit cet entretien parvint au Foreign Office à huit heures du matin; elle ne satisfit Halifax qu'en partie. A midi — on était maintenant au dernier jour d'août, — il télégraphia à Kennard de se « concerter » avec son collègue français à Varsovie (l'ambassadeur de France Léon Noël) et de suggérer au gouvernement polonais :

de faire, dès maintenant, savoir au gouvernement allemand, par préférence de façon directe, sinon par nous, qu'il a eu connaissance de notre dernière réponse au gouvernement allemand et qu'il confirme son acceptation du principe des négociations directes.

Le gouvernement français craint que le gouvernement allemand ne fasse son profit d'un silence de la part du gouvernement polonais (68).

Deux heures plus tard, à treize heures quarante-cinq, il télégraphiait à nouveau à Kennard.

Prière alerter immédiatement gouvernement polonais et lui conseiller, compte tenu du fait qu'il a accepté principe de discussions directes, d'informer immédiatement ambassadeur de Pologne à Berlin de dire au gouvernement allemand que, si ce dernier avait quelques propositions à faire, il était prêt à les transmettre à son gouvernement, de façon qu'il puisse les étudier immédiatement et faire des suggestions pour ouverture rapide des discussions (69).

Mais, peu avant l'envoi de ce télégramme, Beck, en réponse à la démarche faite au milieu de la nuit précédente, avait déjà informé par écrit l'ambassadeur de Grande-Bretagne que le gouvernement polonais « confirmait qu'il était prêt... à un échange de vues direct avec le gouvernement allemand ». De plus, il l'avait assuré de vive voix qu'il donnait ordre à M. Lipski de solliciter un entretien avec Ribbentrop, afin

d'annoncer à celui-ci que « la Pologne avait accepté les propositions britanniques ». Lorsque Kennard demanda à Beck ce que ferait Lipski si Ribbentrop lui remettait les propositions allemandes, le ministre des Affaires étrangères polonais répondit que son ambassadeur à Berlin n'était pas autorisé à les recevoir, « car, à la lumière des expériences passées, elles pourraient fort bien s'accompagner d'une sorte d'ultimatum ».

L'important, dit Beck, était de rétablir le contact, « ce qui permettrait de discuter en détail où, avec qui, et sur quelles bases pourraient s'ouvrir les négociations ». A la lumière de l'« expérience passée » que mentionna ce ministre ex-pro-nazi, cette opinion n'offrait rien de déraisonnable. Beck ajouta, poursuivait le télégramme de Kennard, que, s'« il était invité à se rendre à Berlin, naturellement il n'irait pas, car il n'avait pas l'intention de subir le traitement qu'avait reçu le président Hacha (70) ».

En fait, Beck ne transmet pas exactement ces instructions à Lipski. Au lieu de dire que la Pologne « acceptait » les propositions britanniques, il enjoignit à Lipski de déclarer aux Allemands que la Pologne « considérait favorablement » les suggestions britanniques et donnerait sa « réponse officielle dans quelques heures au plus tard ».

Les instructions de Beck à Lipski ne s'arrêtèrent pas là et les Allemands qui possédaient le code polonais le savaient fort bien.

Pour une raison très simple qui apparaîtra bientôt, les Allemands ne tenaient pas à recevoir l'ambassadeur de Pologne à Berlin. Il était trop tard. A treize heures, quelques minutes après avoir reçu par télégramme les instructions de Varsovie, Lipski sollicita un entretien avec Ribbentrop dans le but de présenter une communication de son gouvernement. Au bout de deux heures de transes, il reçut de Weizsaecker un coup de

téléphone lui demandant, au nom du ministre des Affaires étrangères allemand, s'il venait en qualité de plénipotentiaire spécial ou en « une autre qualité ».

« Je répondis, déclara plus tard Lipski dans son rapport définitif (71), que je sollicitais un entretien en qualité d'ambassadeur, pour présenter une déclaration de mon gouvernement. »

Une autre longue attente s'ensuivit. A dix-sept heures, Attolico vint trouver Ribbentrop pour lui communiquer « l'urgent désir du Duce » que le Führer reçût Lipski, « afin d'établir, au moins de cette manière, le minimum de contact permettant d'éviter une rupture définitive ». Le ministre des Affaires étrangères allemand promit de « transmettre » au Führer les vœux du Duce (72).

Ce n'était pas la première visite que l'ambassadeur d'Italie faisait à la Wilhelmstrasse en ce dernier jour d'août, pour essayer de sauver la paix. A neuf heures du matin, Attolico avait averti Rome que la situation était « désespérée » : « Si rien de nouveau ne survient, c'est la guerre dans quelques heures. » A Rome, Mussolini essaya avec Ciano de susciter un fait nouveau. Ciano commença par téléphoner à Halifax que Mussolini ne saurait intervenir qu'à la condition de pouvoir apporter à Hitler un gage de taille : Dantzig. Le secrétaire britannique au Foreign Office ne mordit pas à l'appât. Il répondit à Ciano que, la première chose à faire, était d'établir le contact direct entre Allemands et Polonais par l'intermédiaire de Lipski.

A onze heures trente, Attolico alla donc trouver Weizsaecker au ministère des Affaires étrangères pour lui annoncer que Mussolini était en liaison avec Londres, et qu'il avait suggéré de faire du retour de Dantzig le premier pas dans la voie d'un règlement germano-polonais. Il ajouta que le

Duce avait besoin d'une « certaine marge de temps » pour mettre son plan de paix au point. Dans l'intervalle, le gouvernement allemand ne pouvait-il pas recevoir Lipski?

Lipski fut reçu par Ribbentrop à dix-huit heures quinze, plus de cinq heures après avoir sollicité son entrevue. Celle-ci fut d'ailleurs de courte durée. L'ambassadeur, malgré l'état de fatigue et d'épuisement nerveux où il était parvenu, se comporta avec dignité. Il lut au ministre des Affaires étrangères nazi la communication écrite dont il était porteur :

La nuit dernière, le gouvernement polonais a été informé par le gouvernement britannique d'un échange de vues avec le gouvernement du Reich sur la possibilité de l'ouverture de négociations directes entre les gouvernements polonais et allemand.

Le gouvernement polonais considère favorablement la suggestion du gouvernement britannique et lui donnera sa réponse définitive sur ce point au cours des prochaines heures.

« J'ajoutai, dit plus tard Lipski, que, depuis treize heures, j'essayais de lui remettre cette déclaration. » Lorsque Ribbentrop lui demanda s'il était venu en qualité de plénipotentiaire, l'ambassadeur lui répondit que, « pour le moment », il était simplement chargé de remettre la communication dont il venait de faire la lecture et qu'il tendit alors au ministre des Affaires étrangères. Celui-ci déclara qu'il avait espéré que Lipski se présenterait en qualité « de délégué muni des pleins pouvoirs » et, lorsque l'ambassadeur répéta qu'il n'avait pas cette qualité, il lui signifia son congé, ajoutant toutefois qu'il allait informer le Führer de sa démarche (73).

« A mon retour à l'ambassade, raconta plus tard Lipski, je m'aperçus que je ne pouvais plus communiquer avec Varsovie : les Allemands m'avaient coupé le téléphone. »

Les questions de Weizsaecker et de Ribbentrop concernant les

pouvoirs de l'ambassadeur étaient purement conventionnelles et n'étaient posées que pour la forme, car, depuis midi, heure à laquelle Lipski avait reçu ses instructions télégraphiques de Varsovie, les Allemands savaient qu'il ne venait pas à titre de plénipotentiaire, comme ils l'avaient demandé. Ils avaient immédiatement déchiffré le télégramme.

Une copie en avait été envoyée à Goering, qui l'avait montrée à Dahlerus en lui demandant de la porter d'urgence à Henderson, pour que le gouvernement britannique puisse constater, le plus tôt possible, ainsi que le maréchal devait l'expliquer plus tard à Nuremberg, « l'intransigence de l'attitude polonaise ». Goering lut à ses juges les instructions secrètes adressées à Lipski et aux termes desquelles l'ambassadeur devait s'abstenir « en toutes circonstances » de mener les négociations officielles et répéter que, « n'ayant aucun pouvoir plénipotentiaire », il était simplement habilité à remettre la communication officielle de son gouvernement.

Le maréchal fit grand cas de cet argument au cours des vains efforts qu'il déploya pour convaincre le tribunal que la Pologne avait « saboté » la dernière offre de paix d'Hitler, que lui, Goering, n'avait pas voulu la guerre et avait tout fait pour l'empêcher. Mais la véracité de Goering ne l'emportait que d'un iota sur celle de Ribbentrop : n'affirma-t-il pas peu après au tribunal que ce fut seulement à la suite de la visite de Lipski à la Wilhelmstrasse, le 31 août, à dix-huit heures quinze, qu'Hitler opta « pour l'invasion, le lendemain »?

La vérité était tout autre. En fait, toutes ces confuses démarches de onzième heure, auxquelles se livrèrent des diplomates à bout de nerfs et de fatigue et les hommes surmenés qui les dirigeaient, l'après-midi et le soir du dernier jour du mois d'août 1939, ne furent que coups d'épée dans l'eau,

totallement inutiles et, dans le cas des Allemands, délibérément et complètement illusoires.

Car, à midi et demi, le 31 août, avant que Lord Halifax eût vivement conseillé aux Polonais de se montrer plus accommodants, avant que Lipski fût allé trouver Ribbentrop, que les Allemands eussent rendu publiques leurs « généreuses » propositions à la Pologne et que Mussolini eût tenté d'intervenir, Adolf Hitler avait pris son ultime décision et donné l'ordre décisif qui devait projeter la planète dans la plus sanguinaire des guerres.

Au Généralissime des forces armées
Ultra-Confidentiel

Berlin, 31 août 1939.

Directive n° 1 pour la conduite de la Guerre.

I. — Maintenant que sont épuisées toutes les *possibilités politiques* de résoudre par des moyens pacifiques une situation à la frontière de l'Est qui est intolérable pour l'Allemagne, j'ai décidé de recourir à une *solution par la force**.

* *En italiques dans l'original.*

II. — *L'attaque contre la Pologne* sera effectuée en accord avec les préparatifs accomplis dans le cadre du Plan Blanc, sous réserve des modifications résultant, en ce qui concerne l'armée, du fait qu'elle a, dans l'intervalle, presque complété ses dispositions.

La répartition des tâches et l'objectif opérationnel restent inchangés.

Date d'attaque : 1er septembre 1939.

Heure d'attaque : 4 h 45 du matin (Inséré au crayon rouge).

Cet horaire s'applique également à l'opération de Gdynia, Baie de Dantzig et Pont de Dirschau.

III. — A l'Ouest, il s'agit de laisser à l'Angleterre et à la France l'initiative des hostilités. On se bornera à repousser par les forces locales les violations de frontière sans importance.

La neutralité que nous avons garantie à la Hollande, à la Belgique, au Luxembourg et à la Suisse est à respecter scrupuleusement.

Sur terre, il est interdit, sans mon autorisation expresse, de franchir la frontière dans l'Ouest, où que ce soit.

Sur mer, la même interdiction est valable pour toutes les actions offensives ou qui pourront être considérées comme telles*.

* Une note marginale éclaire ce point ambigu de la directive : « Ainsi, les forces de l'Atlantique resteront-elles, pour le moment, en position d'attente. »

IV. — Si l'Angleterre et la France ouvrent les hostilités, alors le devoir des éléments de la Wehrmacht opérant à l'Ouest sera, en ménageant au maximum leurs forces, de laisser à l'Allemagne toute possibilité de conclure victorieusement les opérations de Pologne. Dans ces limites, les forces ennemies et leurs ressources militaires et économiques devront subir autant de pertes que possible. Quant aux ordres de déclencher l'attaque, je me les réserve, en tout cas, personnellement.

L'armée défendra le mur de l'Ouest et procédera à des préparatifs pour éviter qu'il ne soit tourné au nord par la violation du territoire belge ou hollandais par les puissances occidentales...

La marine fera la guerre aux navires marchands, en visant surtout l'Angleterre. L'aviation devra, en premier lieu, empêcher les forces aériennes françaises et anglaises d'attaquer l'armée allemande et le *Lebensraum* allemand.

Dans la conduite de la guerre contre l'Angleterre, on procédera à des préparatifs pour utiliser la Luftwaffe à désorganiser les approvisionnements anglais par mer, l'industrie de l'armement et les transports de troupes vers la France. Il faudra saisir l'occasion favorable d'effectuer une attaque effective sur tout rassemblement d'unités navales anglaises, cuirassées et porte-avions en particulier. Les attaques contre Londres sont réservées à ma décision.

Des préparatifs devront être effectués en vue d'attaques contre le territoire anglais, sans perdre de vue qu'un succès partiel avec des forces insuffisantes est à éviter en toutes circonstances.

ADOLF HITLER (74).

Ainsi donc, peu après midi, le 31 août, Hitler fixa-t-il formellement et par écrit, pour le lendemain à l'aube, le début de l'attaque contre la Pologne. Comme l'indique sa première directive de guerre, il ne savait pas encore très bien ce que feraient la France et la Grande-Bretagne. Il était bien résolu à ne pas les attaquer le premier, mais, si elles se livraient à des actes d'hostilité, il était prêt à les affronter. Peut-être, ainsi qu'Halder l'indiqua dans ses mémoires en date du 28 août, les Anglais feraient-ils semblant de procéder à toutes les mesures qu'exigeait le respect de leurs obligations envers la Pologne, et se livreraient-ils à un simulacre de guerre? Le Führer, en tout cas, ne le prendrait pas « en mauvaise part ».

Sans doute, le dictateur nazi prit-il sa décision fatidique peu avant douze heures trente en ce dernier jour d'août. A dix-huit heures quarante, Haider avait griffonné dans son carnet une communication du lieutenant-colonel Curt Siewert, aide de camp du général von Brauchitsch. « Tout tenir prêt pour que l'attaque puisse débuter le 1er septembre à quatre heures trente. Si négociations avec Londres exigent renvoi, alors 2 septembre. Dans ce cas, nous serons avertis avant quinze heures demain... Führer : ou 1er, ou 2 septembre. Tout annulé après le 2. » En raison des pluies d'automne, l'attaque devait avoir lieu tout de suite ou jamais.

Très tôt dans la matinée du 31 août, alors qu'Hitler prétendait toujours attendre l'émissaire polonais, ses ordres parvenaient à l'armée. A six heures trente, Halder écrit : « Note de la Chancellerie du Reich : ordre d'attaquer donné pour le 1er septembre. » A onze heures trente : « Gén. Stuelpnagel établit nécessité fixer heure de l'attaque à 0425 (quatre heures vingt-cinq du matin). Intervention de l'Ouest paraît inévitable. Néanmoins Führer résolu à attaquer. » Une heure plus tard, la directive formelle en

était donnée.

Ce jour-là, je me souviens, une atmosphère étrange planait sur Berlin : les gens donnaient l'impression d'être complètement hébétés. A sept heures vingt-cinq du matin, Weizsaecker avait téléphoné à Ulrich von Hassel, l'un des « conspirateurs », pour lui demander de venir le trouver d'urgence. Le secrétaire d'État ne voyait qu'un dernier espoir : que Henderson réussisse à persuader Lipski et son gouvernement d'envoyer immédiatement un plénipotentiaire polonais, ou tout au moins d'annoncer son intention de le faire.

Hassell, qui était libre de toute occupation, ne pouvait-il voir tout de suite Henderson et aussi Gœring dans ce but ? Hassell fit une tentative. Il rencontra deux fois Henderson et une fois Gœring. Mais si vieux diplomate qu'il fût, et si anti-nazi qu'il fût devenu, il ne semblait pas se rendre compte que les événements avaient distancé ses pauvres efforts. Pas plus qu'il ne mesurait l'étendue de ses propres erreurs, ni de celles de Weizsaecker et de tous les « bons » Allemands qui, bien sûr, voulaient la paix — aux conditions allemandes.

Pourtant, cela aurait dû leur sauter aux yeux, le 31 août, que la guerre allait éclater, à moins qu'Hitler ou les Polonais ne rabattent de leurs prétentions, et qu'on ne pouvait s'attendre à une capitulation de l'un ou de l'autre camp. Toutefois, ainsi que le journal d'Halder, en date de ce jour, le montre clairement, ce dernier espérait encore que les Polonais céderaient et suivraient la route désastreuse qu'avaient prise les Autrichiens et les Tchèques.

Comme Henderson tenait à prouver à Hassell que la « grande difficulté » résidait dans les méthodes des Allemands et dans la manière

dont ils essayaient de faire marcher les Polonais « comme une bande de petits garçons stupides », Hassell lui opposa « que le silence persistant des Polonais était tout aussi, blâmable ». Il ajouta que tout dépendait d'une chose : « Lipski ferait-il acte de présence — non pour poser des questions, mais pour déclarer sa volonté de négocier? »

Même aux yeux de Hassell, les Polonais, bien que menacés d'une attaque imminente sous des prétextes forgés par les nazis, n'étaient pas censés poser des questions. Et, lorsque l'ancien ambassadeur résuma ses « conclusions finales » sur l'ouverture des hostilités, tout en blâmant Hitler et Ribbentrop « de prendre consciemment le risque d'une guerre contre les puissances occidentales », il chargea les Polonais et aussi les Anglais et les Français d'une grande part de responsabilité. « Les Polonais, quant à eux, écrivit-il, avec leur suffisance nationale et le laisser-aller slave, confiants dans l'aide anglaise et française, avaient laissé échapper les dernières chances qui leur restaient d'éviter la guerre. »

On peut toutefois se demander de quelles chances il s'agissait, — à moins de désigner ainsi la satisfaction de toutes les exigences allemandes. « Les derniers jours, ajouta Hassell, le gouvernement de Londres... abandonna la course et adopta une attitude fataliste. La France passa par les mêmes stades, quoique avec plus d'hésitation. Mussolini fit tout ce qui était en son pouvoir pour éviter la guerre (75). » Si un diplomate aussi instruit, cultivé et expérimenté qu'Hassell pouvait être aussi flou dans ses opinions, faut-il s'étonner qu'Hitler ait pu facilement duper la masse du peuple allemand ?

Survint alors, tandis que ce dernier après-midi touchait à son terme, un interlude assez grotesque. A la lumière de ce qu'on sait maintenant des

décisions qui furent prises ce jour-là, on pourrait croire que le commandant en chef de la Luftwaffe, qui devait entreprendre de vastes opérations aériennes contre la Pologne à l'aube du lendemain, aurait fait figure de feld-maréchal très occupé. Tout au contraire, Dahlerus l'emmena déjeuner à l' *Hôtel Esplanade* et le traita royalement. Le cognac était d'une telle qualité que Gøring insista pour en emporter deux bouteilles.

Ayant ainsi mis le feld-maréchal dans les dispositions requises, Dahlerus lui proposa de convier Henderson à un entretien. Après avoir obtenu l'autorisation d'Hitler, Gøring invita donc Henderson et Forbes à prendre le thé chez lui à cinq heures de l'après-midi. Dahlerus (dont Henderson n'a mentionné la présence ni dans son *Rapport définitif* ni dans son livre) prétend avoir suggéré que Gøring, au nom de l'Allemagne, rencontrât en Hollande un émissaire polonais, et, ajoute-t-il, « Henderson promit de soumettre la proposition à Londres ».

D'après la version que donne, de cette conversation autour d'une tasse de thé, l'ambassadeur britannique dans son *Rapport définitif*, Gøring « s'étendit pendant près de deux heures sur les « iniquités » des Polonais et sur le désir qu'Herr Hitler et lui-même avaient de s'assurer l'amitié de l'Angleterre. C'était une conversation qui ne pouvait conduire nulle part... Mon impression générale fut qu'elle constituait, en fait, un dernier effort désespéré de sa part pour détacher la Grande-Bretagne de la Pologne... J'augurai du pire du fait qu'il pût, à un pareil moment, me consacrer une si grande partie de son temps... Il lui eût été difficile, en un tel instant, de perdre son temps à des conversations, si cela ne signifiait que tout, jusqu'au dernier détail, était déjà prêt à l'action ».

La troisième description, la plus piquante de ce « thé » bizarre, est

due à Forbes, en réponse aux questions que lui posa l'avocat de Goering à Nuremberg.

L'atmosphère était négative et désespérée, bien qu'amicale... Goering s'adressa en ces termes à l'ambassadeur : Si les Polonais ne cèdent pas, l'Allemagne les écrasera comme des poux. Si l'Angleterre se décidait à déclarer la guerre, il en serait navré, mais elle commettrait là une grande imprudence (76).

Plus tard dans la soirée, Henderson, ainsi qu'il le dit lui-même, envoya à Londres un télégramme. « Il serait parfaitement inutile que je présente de nouvelles suggestions, disait-il, étant donné qu'elles seraient maintenant gagnées de vitesse par les événements et que la seule chose qui nous reste à faire est de montrer notre volonté inflexible de résister à la force par la force (77)*. »

** Peut-être avait-il rédigé ce télégramme dans la soirée, mais il ne l'envoya à Londres que le lendemain à quinze heures quarante-cinq, soit près de douze heures après le déclenchement de l'attaque contre la Pologne. Ce message venait après plusieurs autres qui, comme lui, furent téléphonés à Londres — si bien qu'ils furent tous transmis en même temps — rapportant l'ouverture des hostilités. On y lisait : La méfiance mutuelle des Allemands et des Polonais est si complète que je n'ai pas l'impression de pouvoir utilement acquiescer (sic) à de nouvelles suggestions venant d'ici et qui risquent seulement d'être, une fois de plus, dépassées par les événements ou de ne mener à rien en raison des méthodes suivies ou de considérations d'honneur et de prestige.*

La déception de Sir Neville Henderson semblait complète. Malgré les laborieux efforts qu'il avait déployés pendant des années pour apaiser l'insatiable dictateur nazi, sa mission en Allemagne (comme il le disait) avait échoué. Alors que le dernier jour d'août touchait à son déclin, cet Anglais superficiel et débonnaire, dont la diplomatie personnelle à Berlin avait été si désastreusement aveugle, tenta de faire face au navrant

effondrement de ses vains espoirs et de ses plans mort-nés. Bien qu'il dût encore commettre un de ses incroyables faux pas le lendemain, premier jour de la guerre, une antique vérité commençait de lui apparaître : à savoir qu'il y a des moments et des circonstances où, ainsi qu'il avait fini par l'avouer, « la force doit être affrontée par la force* ».

** Des amis de l'auteur qui ont lu ce chapitre ayant exprimé des doutes sur l'objectivité dont il témoigne à l'égard d'Henderson, il convient peut-être de fournir une autre opinion sur l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin. Sir L.B. Namier, l'historien britannique connu, a ainsi campé Henderson : « Prétentieux, vaniteux, entêté, adhérant d'une façon rigide à des idées préconçues, il se répandit en télégrammes, dépêches, lettres, en nombre incroyable et d'une redoutable longueur, répétant cent fois les mêmes opinions et idées sans fondement. Assez obtus pour être une menace et pas assez stupide pour être inoffensif, ce fut un homme néfaste. » (NAMIER, In the Nazi Era, p. 102.)*

Tandis que la nuit du 31 août 1939 s'abattait sur l'Europe et que 1 500 000 soldats allemands, montant vers la frontière polonaise, gagnaient les positions d'où ils devaient s'élancer le lendemain à l'aube, il ne restait plus à Hitler qu'à utiliser toutes les ressources de sa propagande mensongère pour préparer le peuple allemand à encaisser le choc d'une guerre d'agression.

Le peuple avait besoin du traitement qu'Hitler, aidé par Goering et Himmler, avait appris à appliquer avec tant d'art. Après m'être promené dans Berlin et parlé avec l'homme de la rue, je notai ce matin-là dans mon journal. « Tout le monde contre la guerre. Les gens parlent ouvertement. Comment un pays peut-il se lancer dans une guerre générale avec une population aussi hostile à l'idée de se battre? »

Malgré toute mon expérience du Troisième Reich, j'avais posé là une question bien naïve! Hitler connaissait parfaitement la réponse. N'avait-il

pas, la semaine précédente, du haut de sa montagne bavaroise, promis aux généraux « qu'il saurait trouver un bon prétexte de propagande pour déclarer la guerre », et leur avait conseillé de ne « pas s'inquiéter que ce prétexte soit plausible ou non ». « Le vainqueur, leur avait-il expliqué, ne se verra pas demander plus tard s'il avait dit ou non la vérité. Lorsqu'on déclenche et qu'on conduit une guerre, ce n'est pas le droit qui compte, mais la victoire. »

A neuf heures du soir, ainsi que nous l'avons dit, toutes les stations allemandes de radio diffusèrent les propositions de paix à la Pologne, propositions qui, lorsqu'il les entendit, parurent si raisonnables à l'auteur de cet ouvrage qu'il s'y laissa prendre.

Le fait qu'Hitler ne les avait jamais soumises aux Polonais, ni même, sauf d'une manière vague et officieuse, aux Anglais, et ce, moins de vingt-quatre heures avant, fut effacé d'un grand coup de pinceau. A vrai dire, dans la longue déclaration où il expliqua au peuple allemand comment son gouvernement avait épuisé tous les moyens diplomatiques de sauvegarder la paix, le chancelier, sûrement aidé par Goebbels, montra qu'il n'avait rien perdu de sa maîtrise dans l'art du trompe-l'œil.

Dans sa réponse du 29 août 1939 (à la proposition de médiation du gouvernement britannique), le gouvernement allemand se déclarait prêt

malgré son scepticisme quant à la volonté du gouvernement polonais au sujet d'une entente générale, mais dans l'intérêt de la paix, à accepter la médiation anglaise et sa suggestion. Le gouvernement allemand, tenant compte de toutes les circonstances actuelles, a jugé nécessaire de faire remarquer dans sa note que, pour éviter une catastrophe, il fallait, en tout état de cause, agir vite et sans retard.

Dans ce sens, il s'est déclaré prêt à recevoir jusqu'au 30 août au soir un émissaire du gouvernement polonais, à condition que cet émissaire soit vraiment muni de pouvoirs

l'habitant non pas seulement à discuter mais aussi à mener des négociations et à les conclure.

Au lieu d'une déclaration sur l'arrivée d'une personnalité polonaise, autorisée, le gouvernement du Reich, en réponse aux dispositions qu'il avait manifestées en vue d'un accord, a reçu tout d'abord la nouvelle de la mobilisation polonaise...

On ne peut pas exiger du gouvernement allemand de confirmer toujours son accord en vue de l'ouverture de tels pourparlers et de se tenir prêt dans l'attente, tandis que, du côté polonais, on n'entend que des déclarations qui ne veulent rien dire et des échappatoires vides de sens.

Il ressort d'une *démarche* faite entre-temps par l'ambassadeur de Pologne que celui-ci non plus n'est pas autorisé à discuter, ni même à négocier.

Ainsi le Führer et le gouvernement du Reich ont attendu vainement pendant deux jours l'arrivée d'un plénipotentiaire polonais. Dans ces conditions, le gouvernement allemand considère que, cette fois, ses propositions sont pratiquement repoussées, bien qu'il estime que celles-ci, dans la forme où elles ont été portées à la connaissance du gouvernement anglais, aient été loyales et exécutables.

Pour être efficace, la bonne propagande, Hitler et Goebbels le savaient d'expérience, ne doit pas simplement se payer de mots. Il lui faut des actes, fussent-ils montés de toutes pièces. Ayant convaincu le peuple allemand (et l'auteur peut s'en porter personnellement garant) que les Polonais avaient rejeté la généreuse offre de paix du Führer, il ne restait plus qu'à mijoter un fait qui « prouverait » que ce n'était pas l'Allemagne mais la Pologne qui avait attaqué la première.

On se souvient que les Allemands avaient soigneusement préparé cette entreprise douteuse sous la direction d'Hitler. Depuis six jours, Alfred Naujocks, le spadassin intellectuel, attendait à Gleiwitz, près de la frontière polonaise, l'ordre d'exécuter un simulacre de coup de main polonais contre la station de radio allemande qui s'y trouvait. Le plan avait été révisé.

C'étaient des S.S. revêtus d'uniformes polonais qui devaient exécuter

le tir et des internés des camps de concentration, préalablement drogués, qui devaient rester pour morts sur le terrain et figurer les « victimes » — cette savoureuse partie de l'opération portait, comme nous l'avons déjà vu, la dénomination éloquente de « Conserves en boîte ». Plusieurs de ces simulacres d'attaques polonaises étaient prévus, mais la principale devait s'effectuer contre la station de radio Gleiwitz.

A midi, le 31 août (expliqua Naujocks aux juges de Nuremberg), je reçus de Heydrich le mot convenu pour l'attaque qui devait s'effectuer dans la soirée : « Pour l'attaque en question, contacter Mueller, Opération « Conserves en boîte ». Ce que je fis. Je demandai à Mueller de me livrer l'homme auprès de la station de radio. Après l'avoir reçu, je le fis allonger à l'entrée de la station. Il était vivant mais complètement inconscient. Je pouvais me rendre compte qu'il vivait non à son regard mais à son souffle. Je ne vis pas de traces de balles mais il avait le visage maculé de sang. Il était en vêtements civils.

Nous nous emparâmes de la station de radio, comme nous en avions l'ordre, et nous diffusâmes une allocution de trois ou quatre minutes sur un émetteur de secours*. Puis, avant de partir, nous tirâmes quelques coups de pistolet** (79).

* *C'était Heydrich qui avait fourni à Naujocks les grandes lignes de cette allocution en langue polonaise. Elle contenait des proclamations incendiaires contre l'Allemagne et déclarait que les Polonais étaient passés à l'attaque. (Cf. ci-dessus, p. 691.)*

** *Le « coup de main polonais » de Gleiwitz fut utilisé, le lendemain, par Hitler dans son discours au Reichstag, et par Ribbentrop pour justifier l'agression nazie. Weizsaecker et d'autres fonctionnaires de la Wilhelmstrasse y recoururent pour leur propagande. Le New York Times et certains de ses confrères la mentionnèrent avec d'autres incidents semblables dans leurs éditions du 1er septembre 1939. Un détail : le général Lahousen, membre de l'Abwehr, déclara à Nuremberg que tous les S.S. revêtus d'uniformes polonais qui participèrent au simulacre d'attaque de ce soir-là furent, comme le dit le général, « retirés de la circulation (78). »*

Berlin, ce soir-là, était pour une large mesure coupé du monde extérieur, à l'exception des dépêches de presse et des émissions relatant l'«

offre » de paix du Führer à la Pologne, et les allégations allemandes d' « attaques effectuées par les Polonais » en territoire allemand. J'essayai d'entrer en communication téléphonique avec Varsovie, Londres et Paris, pour apprendre que les liaisons avec ces capitales étaient interrompues. L'aspect même de la ville était parfaitement normal.

Aucune évacuation de femmes et d'enfants n'avait eu lieu, comme cela s'était passé à Paris et à Londres, et il n'y avait pas de sacs de sable aux vitrines des magasins, ainsi qu'on le signalait dans les autres capitales. Le 1er septembre, vers quatre heures du matin, après ma dernière émission, je me rendis en voiture de la Maison de la Radio à l'*Hôtel Adlon*. La circulation était nulle. Aucune fenêtre n'était éclairée. Les gens dormaient — sans doute avaient-ils été se coucher, pleins d'optimisme et d'espoir dans la paix.

Hitler, lui, n'avait cessé d'être très en forme d'un bout à l'autre de la journée. « Führer calme, a bien dormi..., lit-on dans le journal du général Halder. Opposé à l'évacuation : preuve qu'il espère que la Grande-Bretagne et la France resteront tranquilles* ». »

** Il avait même trouvé le temps d'envoyer un télégramme au duc de Windsor, alors à Antibes.*

Berlin, 31 août 1939.

Je vous remercie de votre télégramme du 27 août. Vous pouvez être assuré que mon attitude à l'égard de la Grande-Bretagne et mon désir d'éviter une guerre entre nos deux peuples demeurent inchangés. Il dépend toutefois de la Grande-Bretagne que mes vœux pour le développement futur des relations germano-britanniques puissent se réaliser.

ADOLF HITLER (80).

C'est là la première mention de l'ex-roi d'Angleterre, mais non la dernière, dans les documents allemands saisis. Le duc de Windsor, comme on le verra plus loin, joua, par la

suite, un grand rôle dans certains calculs d'Hitler et de Ribbentrop.

L'amiral Canaris, chef de l'Abwehr à l'O.K.W., et l'un des inspirateurs de la conspiration anti-nazie, était dans de tout autres dispositions. Bien qu'Hitler fût en train de précipiter l'Allemagne dans la guerre, ce que le cercle de Canaris avait juré d'empêcher en éliminant le dictateur, maintenant que l'heure en était venue, il n'y avait aucune conjuration en cours.

Plus tard dans l'après-midi, Gisevius avait été convoqué par le colonel Oster au quartier général de l'O.K.W. Ce centre nerveux de la puissance militaire allemande bourdonnait d'activité. Canaris entraîna Gisevius dans un couloir obscur.

« C'est la fin de l'Allemagne (81)! » lui dit-il d'une voix étranglée par l'émotion.

NOTES

Abréviations employées dans ces notes :

DbrFP. Documents on British Foreign Policy. Dossiers du Foreign Office britannique.

DDI. I. Documenti diplomatici italiani. Dossiers du gouvernement italien.

DGFP. Documents on German Foreign Policy. Dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères.

FCNA. Führer Conferences on Naval Affairs. Comptes rendus sommaires des conférences de Hitler avec le commandant en chef de la marine allemande.

NCA. Nazi Conspiracy and Aggression. Partie des documents de Nuremberg.

N.D. Document de Nuremberg.

NSR. Nazi-Soviet Relations. Documents provenant des dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères.

TMWC. Trial of the Major War Criminals. Documents et témoignages relatifs aux Procès de Nuremberg.

TWC. Trial of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals. Procès des criminels de guerre devant les tribunaux militaires de Nuremberg.

CHAPITRE 1

1. Mémorandum Hammerstein.cité par Wheeler-Bennett dans son livre, *The Nemesis of Power*, page 285. Ce document fut rédigé à l'intention de Wheeler-Bennett par le docteur Kunrath von Hammerstein, fils du général, d'après les notes et les carnets de celui-ci; il est intitulé : Schleicher, Hammerstein et la prise du pouvoir.
2. Joseph GÖEBBELS, *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei*, p. 251.
3. Mémorandum Hammerstein.cité par Wheeler-Bennett, op. cit., p. 280.
4. GÖEBBELS, op. cit., p. 250.
5. Ibid., p. 252.
6. Ibid., p. 252.
7. André FRANCOIS-PONCET, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, p. 70.
8. GÖEBBELS, OP. cit., pp. 251-254.
9. Proclamation du 5 septembre 1934 à Nuremberg.
10. Friedrich MEINECKE, *The German Catastrophe*, p. 96.
11. Adolf HITLER, *Mein Kampf*.
12. Konrad HEIDEN, *Der Führer*, p. 36. Tous les auteurs qui traitent du Troisième Reich sont redevables à Heiden des éléments qu'il a fournis sur la jeunesse d'Hitler.
13. Ibid., p. 41.
14. Ibid., p. 43.
15. Ibid., p. 43.
16. *Mein Kampf*, p. 6.

17. Ibid., p. 8.
18. Ibid., pp. 8-10.
19. Ibid., p. 10.
20. Hitler's Secret Conversations, 1941-44, p. 287.
21. Ibid., p. 346.
22. Ibid., p. 547.
23. Ibid., pp. 566-67.
24. August KUBIZEK, The Young Hitler I Knew, p. 50.
25. Ibid., p. 49.
26. Mein Kampf, pp. 14-15.
27. KUBIZEK, op. cit., p. 52, et Hitler's Secret Conversations, p. 567.
28. KUBIZEK, op. cit., p. 44.
29. Mein Kampf, p. 18.
30. Ibid., p. 21.
31. KUBIZEK, OP. cit., p. 59.
32. Ibid., p. 76.
33. Ibid., pp. 54-55.
34. KONRAD HEIDEN, Der Führer, p. 52.
35. Mein Kampf, p. 20.
36. Ibid., p. 18.
37. Ibid., p. 18.
38. Ibid., p. 21.
39. Ibid., pp. 21-22.
40. Ibid., p. 34.
41. HEIDEN, Der Führer, p. 54.
42. Ibid., p. 68.

43. Mein Kampf, p. 34.
44. Ibid., p. 22.
45. Ibid., pp. 35-37.
46. Ibid., pp. 22, 125.
47. Ibid., pp. 38-39.
48. Ibid., p. 41.
49. Ibid., pp. 43-44.
50. Ibid., pp. 116-17.
51. Ibid., p. 118.
52. Ibid., pp. 55, 69, 122.
53. STEFAN ZWEIG, *The World of Yesterday*, p. 63.
54. Mein Kampf, p. 100.
55. Ibid., p. 107.
56. Ibid., p. 52.
57. KUBIZEK, OP. dt., p. 79.
58. Mein Kampf, p. 52.
59. Ibid., p. 56.
60. Ibid., pp. 56-57.
61. Ibid., p. 59.
62. Ibid., pp. 63-64.
63. Ibid., pp. 123-24.
64. Ibid., pp. 161, 163.

CHAPITRE 2

1. Mein Kampf, pp. 204-5.
2. Ibid., p. 202.
3. HEIDEN, Der Führer, p. 84.
4. Rudolf HOLDEN, Hitler, the Pawn, p. 70.
5. Mein Kampf, p. 193.
6. Ibid., pp. 205-6.
7. Ibid., p. 207.
8. Ibid., p. 215-16.
9. Ibid., pp. 210, 213.
10. Ibid., pp. 218-19.
11. Ibid., p. 220.
12. Ibid., pp. 221-2.
13. Ibid., p. 224.
14. Ibid., p. 687 n.
15. Ibid., p. 687.
16. Ibid., p. 354.
17. Ibid., p. 355.
18. Ibid., pp. 369-70.
19. Konrad HEIDEN, A History of National Socialism, p. 36.
20. Mein Kampf, pp. 496-97. Les italiques sont d'Hitler.
21. HEIDEN, A History of National Socialism, pp. 51-52.
22. HEIDEN, Der Führer, pp. 98-99.
23. HEIDEN, A History of National Socialism, p. 52.

24. HEIDEN, Hitler, pp. 90-91.

CHAPITRE 3

1. WHEELER-BENNETT, *Wooden Titan : Hindenburg*, pp. 207-8.
2. *Ibid.*, p. 131.
3. WHEELER-BENNETT, *Nemesis*, p. 58.
4. Franz L. NEUMANN, *Behemoth*, p. 23.
5. HEIDEN, *Der Führer*, pp. 131-33.
6. *Ibid.*, p. 164.
7. Lieut, gén. Friedrich VON RABENAU, *Seeckt, aus seinem Leben*, II, p. 342.
8. *Ibid.*, p. 371.
9. Karl Alexander von MUELLER, cité par Heiden dans *Der Führer*, p. 190.
10. Le compte rendu du procès est contenu dans *Der Hitler Prozess*.

CHAPITRE 4

1. Les chiffres proviennent d'une étude sur les droits d'auteur payés par les éditions Eher, à laquelle s'est livré le professeur Oron James Hale. Ce texte a été publié dans *The American Historical Review* de juillet 1955, sous le titre « Adolf Hitler : Taxpayer » (Contribuable).
2. Les citations sont prises dans *Mein Kampf*, pp. 619, 672, 674.
3. *Ibid.*, pp. 138-39
4. *Ibid.*, p. 140.
5. *Ibid.*, pp. 643, 646, 652.
6. *Ibid.*, p. 649.
7. *Ibid.*, p. 675.
8. *Ibid.*, p. 654.
9. *Ibid.*, pp. 150-53.
10. *Adolf Hitlers Reden*, p. 32. Cité par BULLOCK, *OP. CIT.*, p. 68.
11. *Mein Kampf*, pp. 247-53.
12. *Ibid.*, pp. 134-35, 285, 289.
13. *Ibid.*, p. 290.
14. *Ibid.*, pp. 295-96.
15. *Ibid.*, p. 296, pour cette citation et pour les deux qui la précèdent.
16. *Ibid.*, p. 646.
17. *Ibid.*, pp. 383-84.
18. *Ibid.*, p. 394.
19. *Ibid.*, pp. 402-404.
20. *Ibid.*, p. 396.

21. Ibid., pp. 449-50.
22. A. J. P. TAYLOR, *The Course of German History*, p. 24.
23. Wilhelm ROEPKE, *The Solution of the German Problem*, p. 153.
24. *Mein Kampf*, pp. 154, 225-26.
25. *Hitler's Secret Conversations*, p. 198.
26. Voir son étude sur Chamberlain, dans *The Third Reich*, publié par Baumont, Fried et Vermeil, *The German Problem*, p. 153.
27. Cet exposé, remontant de Chamberlain à Fichte et à Hegel, est fondé sur les travaux des auteurs et sur des citations ou interprétations contenues dans des livres comme : *German Philosophy and Politics*, par John Dewey ; *The German Catastrophe*, par Friedrich Meinecke; *The Solution of the German Problem*, par Wilhelm Roepke; *A History of Western Philosophy*, par Bertrand Russell; *Thus Speaks Germany*, publié par W. W. Coole et M. F. Potter; *The Third Reich*, publié par Baumont, Fried et Vermeil; *German Nationalism : The Tragedy of a People*, par Louis L. Snyder; *German History : Some New German Views*, publié par Hans Kohn ; *The Rise and Fall of Nazi Germany*, par T. L. Jarman; *Der Führer*, par Konrad Heiden; *The Course of German History*, par A. J. P. Taylor; *L'Allemagne contemporaine*, par Edmond Vermeil ; *History of Germany*, par Herman Pinnow.

L'ouvrage d'Eyck, *Bismarck and the German Empire*, constitue une étude d'une valeur inappréciable.

Les limitations de place imposées à un ouvrage comme celui-ci m'ont interdit un examen critique de l'influence considérable exercée sur le Troisième Reich par nombre d'autres intellectuels allemands, dont les

œuvres significatives furent très répandues dans leur pays : Schlegel, J. Goerres, Novalis, Arndt, Jahn, Lagarde, List, Droysen, Ranke, Mommsen, Constantin Frantz, Stoecker, Bernhardi, Klaus Wagner, Langbehn, Lange, Spengler.

28. *Mein Kampf*, p. 381.

29. *Ibid.*, p. 293.

30. *Ibid.* pp. 212-13.

31. HEGEL, *Vortrage über die Philosophie der Geschichte*. Cité par Bullock, op. cit., p. 351. 32. Cité dans *The Third Reich*, publié par Baumont et al., pp. 204-5, d'après deux livres de Nietzsche : *Zur Genealogie der Moral* et *Der Wille zur Macht*.

CHAPITRE 5

1. Kurt LUDECKE, *I Knew Hitler*, p. 217-18.
2. BAYNES (ed.), *The Speeches of Adolf Hitler I*, p. 155-56.
3. Curt RIESS, *Joseph Goebbels*, p. 8.
4. Ces propos, ainsi que les autres souvenirs d'Hitler évoqués lors de la nuit du 16-17 janvier 1942 à propos de l'Obersalzberg, sont extraits de *Hitler's Secret Conversations*.
5. Des autorités telles que Heiden et Bullock affirment que les Raubal arrivèrent à la Villa Wachenfeld en 1925, alors que Geli Raubal n'avait que dix-sept ans. Mais Hitler déclare qu'il ne fit l'acquisition de la propriété qu'en 1928, époque à laquelle il dit : « Je téléphonai aussitôt à Vienne pour annoncer la nouvelle à ma sœur et je la priai d'être assez bonne pour venir jouer le rôle de maîtresse de maison. » Voir *Hitler's Secret Conversations*, p. 177.
6. HEIDEN, *Der Führer*, p. 384-86.
7. Voir la passionnante analyse des déclarations d'impôts sur le revenu faites par le professeur Oron James Hale, dans *The American Historical Review* de juillet 1955 (op. cit.).
8. Ibid.
9. Ibid.
10. HEIDEN, *Der Führer*, p. 419.
11. Ce discours ne figure pas dans le recueil des discours d'Hitler préparé par Baynes, ni dans celui projeté par Roussy de Sales (*HITLER, My New Order*). Il a été publié intégralement dans le *Völkischer*

Beobachter (édition spéciale de la Reichswehr), du 26 mars 1929, et de larges extraits en sont cités dans Blueprint of the Nazi Underground (Research Studies of the State).

12. Ces citations sont extraites du Frankfurter Zeitung du 26 septembre 1930.
13. Nazi Conspiracy and Aggression (cité, par la suite, sous les initiales NCA), Supplément A, p. 1194 [Documents de Nuremberg (cités par la suite sous les initiales N.D.), EC-440].
14. Otto DIETRICH, Mit Hitler in die Macht.
15. Témoignage de Funk, NCA, Supplément A, p. 1194-1204 (N.D., EC-440), et NCA, V. p. 478-95 (N.D., 2328-PS). Les déclarations de Thyssen proviennent de son livre I Paid Hitler, p. 79-108.
16. NCA, VII, p. 512-13 (N.D., EC-456).

CHAPITRE 6

1. D'après HEIDEN, *Der Führer*, p. 433.
2. HEIDEN, *History of National Socialism*, p. 166.
3. GÖEBBELS, *Kaiserhof*, p. 19-20.
4. Ibid.. p. 80-81.
5. WHEELER-BENNETT, *Nemesis*, p. 243.
6. Les citations ci-dessus sont extraites du *Kaiserhof*, de Goebbels, p. 81-104.
7. FRANÇOIS-PONCET, *op. cit.* P. 42.
8. Franz von PAPEN, *Mémoires*, p. 122.
9. NCA.. Suppl. A, p. 508 (N.D., 3309-PS).
10. Hermann RAUSCHNING, *The Voice of Destruction*.
11. GOEBBELS cette fois ne fut pas pris au dépourvu comme il l'avait été le 13 août. Il communiqua aussitôt à la presse la correspondance échangée, qui fut publiée par les quotidiens du matin le 25 novembre. On la trouvera dans le *Jahrbuch des Öffentlichen Rechts*, Vol. 21, 1933-1940.
12. PAPEN, *op. cit.*, p. 158.
13. Ibid., p. 161.
14. Ibid.. p. 161-162.
15. FRANÇOIS-PONCET, p. 64. Il dit, à tort, « soixante-dix jours ».
16. NCA, II, p. 922-24.
17. KURT VON SCHUSCHNIGG, *Farewell Austria*, p. 165-66.
18. Déposition de Meissner, NCA. Suppl. A, p. 511.

19. Hammerstein memorandum, WHEELER-BENNETT, Nemesis, p. 280.
20. Hitler's Secret Conversations. p. 404.
21. PAPEN, op. cit., p. 182.

CHAPITRE 7

1. NCA. III, p. 272-75 (N.-D., 351-PS).
2. GEBBELS, Kaiserhof, p. 256.
3. Voir déposition de Georg von Schnitzler, NCA. VII, p. 501 (N.D., EC-439); discours de Gœring et d'Hitler, NCA, VI, p. 1080 (N.D., D-203); interrogatoire de Schacht, NCA, VI, p. 465 (N.D., 3725-PS); interrogatoire de Funk', NCA, V, p. 495 (N.D., 2828-PS).
4. GEBBELS, Kaiserhof, p. 269-70.
5. PAPEN, OP. cit., p. 198.
6. Rudolf DIEL s, Lucifer ante Portas, p. 194.
7. Pour de plus amples renseignements concernant la responsabilité de l'incendie du Reichstag, voir : déposition d'Halder, NCA, VI, p. 635 (N.D., 3740-PS) ; procès-verbal du contre-interrogatoire de Gisevius le 25 avril 1946, Trial of the Major War Criminals (cité par la suite sous les initiales TMWC), XII, p. 252-53; déposition de Dieis, dénégation de Gœring, TMWC. IX, p. 432-36, et NCA, VI, p. 298-99 (N.D., 3593-PS); Willy FRISCHAUER, The Rise and Fall of Hermann Gœring, p. 88-95; Douglas REED, The Burning of the Reichstag; John GUNTHER, Inside Europe (Gunther assista au procès de Leipzig). Il existe de nombreux « testaments » et « confessions » provenant de gens qui prétendent avoir participé à l'incendie du Reichstag par les Nazis ou en avoir des preuves indiscutables, mais aucune de ces affirmations, autant que je sache, n'a jamais été corroborée. Parmi tous ces documents, on a accordé

quelque créance aux notes d'Ernst Oberföhren, un député nationaliste, et de Karl Ernst, le chef des S.A. de Berlin. Tous deux ont été massacrés par les Nazis, Quelques mois après l'incendie.

8. NCA, III, p. 968-70 (N.D., 1390-PS).
9. NCA, IV, p. 496 (N.D., 1856-PS).
10. NCA, V, p. 669 (N. D., 2962-PS).
11. Dokumente der deutschen Politik, I, 1935, p. 20-24.
12. FRANCOIS-PONCET, op. cit., p. 106.
13. Texte de loi. NCA, IV, p. 638-39 (N.D., 2001-PS).
14. Lois du 31 mars, du 7 avril 1933 et du 30 janvier 1934, toutes citées dans NCA. IV, p. 640-43.
15. NCA, III, p. 962 (N.D., 1388-PS).
16. GÖEBBELS, Kaiserhof, p. 307.
17. NCA, III, p. 380-85 (N.D., 392-PS).
18. Loi du 19 mai 1933, NCA, III, p. 387 (N.D., 405-PS).
19. GÖEBBELS, op. cit., p. 300.
20. N.S. Monatshefte, n° 39 (juin 1933).
21. Le 1^{er} et le 6 juillet, citations dans Baynes, I, p. 287 et p. 865-66.
22. D'après un ouvrage intitulé *My Relations with Adolf Hitler and the Party*, que l'amiral Raeder écrivit à Moscou après sa capture par les Russes, et qui fut rendu public à Nuremberg NCA, VIII. p. 707.
23. BAYNES, I, p. 289.
24. SPENGLER, *Jahre der Entscheidung*, p. vin.
25. Directive de Blomberg TMWC, XXIV, p. 487-91 (N.D..C-140).
26. Cité par Telford Taylor dans *Sword and Swastika*, p. 41. Les papiers de Seeckt sont maintenant aux Archives Nationales de Washington.

27. Ma source du « Pacte du Deutschland » est le Livre Blanc sur les Exécutions Massives 30 juin 1934 (Paris. 1935) p. 52-53. Herbert Rosinski, dans son livre *The German Army*, p. 222-23, en confirme les termes. Bullock et Wheeler-Bennett l'admettent dans leurs livres concernant cette période. Pour l'entrevue avec les généraux le 16 mai, voir Jacques Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée Allemande depuis l'Armistice*, II, p. 553-54.
28. Discours du vice-chancelier von Papen devant l'Association de l'Université de Marbourg, le 17 juin 1934 (Berlin : Germania* Verlag).
29. PAPEN, op. cit., p. 229.
30. NCA, V, p. 654-55 (N.D., 2950-PS).
31. PAPEN, op. cit., p. 242.

CHAPITRE 8

1. Leo STEIN, I Was in Hell with Niemoeller, p. 80.
- 2 . NEUMANN, Behemoth, p. 109. Il affirme que les citations sont extraites du projet « Antisémitisme », de l'Institut de Recherche Sociale, publié dans Studies in Philosophy and Social Science, 1940.
3. RAUSCHNING, The Voice of Destruction, p. 54.
- 4 . Stewart W. HERMANN. Jr. It's Your Souls We Want, p. 157-7. Herman était pasteur de l'église américaine de Berlin, de 1936 à 1941.
5. Le texte est cité par Herman, op. cit.. p. 297-300; ainsi que dans le New York Times du 3 janvier 1942.
6. Déposition du 19 novembre, 1945 NCA, V, p. 735-36 (N.D., 3016-PS).
7. La plupart des correspondants étrangers à Berlin avaient une collection de perles de ce genre. J'ai perdu la mienne. Les citations sont extraites de Philipp LENARD, Deutsche Physik, préface; Wallace DEUEL, People Under Hitler; William EBENSTE IN, The Nazi State.
8. Wilhelm ROEPKE, The Solution of the German Problem, p. 61.
9. Cité par Frederic Lilge, The Abuse of Learning : The Failure of the German University, p. 170.
10. L'ascendance américaine de Schirach est démontrée par Douglas M. Kelley, psychiatre américain à la prison de Nuremberg, durant le procès des principaux criminels de guerre, dans son livre, 22 Cells in Nuremberg, p. 86-87.
11. Reichsgesetzblatt, 1936, Première Partie, p. 933. Cité dans NCA, III,

- p. 972-73 (N.D., 1392-PS).
12. D'après son livre, *Basic Facts for a History of German War and Armament Economy*. Cité dans NCA, I, p. 350 (N.D. 2353-PS).
 13. Rapport du ministère du 30 septembre 1934, NCA, VII, p. 306-9 (N.D., EC-128); rapport de Schacht du 3 mai 1935, NCA, III, p. 827-30 (N.D., 1168-PS) ; texte de la loi secrète sur la Défense du Reich, NCA, IV, p. 934-36 (N.D., 2261-PS).
 - 14: NCA, VII, p. 474 (N.D., EC 419).
 15. THYSSEN, *I Paid Hitler*, p. xv, 157.
 16. Cité par Neumann dans *Behemoth*, p. 432.
 17. EBENSTEIN, *op. cit.*, p. 84.
 18. NCA. III, p. 568-72 (N.D., 787, 788-PS).
 19. *The Third Reich*, éd. par Baumont et al., p. 630.
 20. La phrase est d'Eugen Kogon. Voir *L'État SS — Le Système Concentrationnaire Allemand*. Une version quelque peu abrégée fut publiée en anglais sous le titre *The Theory and Practice of Hell*. C'est la meilleure étude que l'on, possède à ce jour sur les camps de concentration nazis. Kogon passa sept ans dans les camps.
 21. Cité dans NCA, II, p. 258 (N.D., 1852-PS).
 22. NCA, VIII, p. 243-44 (N.D., R 142).
 23. *Völkischer Beobachter*, 20 mai 1936.

CHAPITRE 9

1. Friedelind WAGNER. Héritage of Fire, p. 125.
2. Von PAPEN, op. cit., p. 246.
3. Daily Mail, 6 août 1934.
4. Le Matin, 18 novembre 1934.
5. Wolfgang FOERSTER, Ein General kaempft gegen den Krieg, p. 22.
Ouvrage écrit d'après les papiers de Beck.
6. NCA, VII, p. 333 (N.D., EC 177).
7. NCA, I, p. 431 (N.D., C189).
8. NCA, VI, p. 1018 (N.D., C190).
9. Ibid.
10. TMWC. XX, p. 603.
11. My New Order, publié par Roussy de Sales, pp. 309-33. Le texte de ce discours se trouve aussi dans Baynes, II, pp. 1218-47.
12. My New Order, pp. 333-34.
13. PERTINAX, Les Fossoyeurs.
14. W. SHIRER, Berlin Diary, p. 43.
15. FRANÇOIS-PONCET, op. cit., pp. 245-46.
16. NCA, VI, pp. 951-52 (N.D., C 139), le texte de l'ordre. Voir aussi TMWC, XV, pp. 445-48.
17. NCA, VII, pp. 454-55 (N.D., EC 405), minutes de la rencontre.
18. NCA, VI, pp. 974-76 (N.D., C 159).
19. TMWC, XV, p. 252, pour le témoignage de Jodl. Hitler's secret conversations, pp. 211-12, pour le personnage d'Hitler.

20. FRANÇOIS-PONCET, op. cit., p. 252.
21. Berlin Diary, pp. 51-54.
22. FRANCOIS-PONCET, op. cit., p. 248.
23. Ibid., p. 254.
24. TMWC, XV, p. 352.
25. Hitler's secret conversations, pp. 211-12.
26. Paul SCHMIDT, Hitler's Interpreter, p. 41.
27. TMWC, XV, p. 352.
28. TMWC, XXI, p. 22.
29. Hitler's secret Conversations, p. 211.
30. Cité par François-Poncet, op. cit. p. 254.
31. NCA, VII, p. 890 (N.D., L. 150).
32. Kurt VON SCHUSCHNIGG, Austrian Rectuiem, p. 5.
33. NCA. I, p. 466, (N.D., 2248-PS).
34. Documents on German Foreign Policy (désignés par la suite sous les initiales DGFP), Séries D; I, pp. 278-281 (n° 152).
35. VON PAPEN, op. cit., p. 261.
36. DGFP. Ill, pp. 1-2.
37. Ibid., pp. 892-94.
38. DGFP, I. p. 37.
39. Ibid.. p. 172.
40. Ciano's diplomatie papers, edited by Malcolm Muggeridge, pp. 43-48.
41. Milton SHULMAN, Defeat in the West, p. 76. L'auteur cite comme source u n document des Services de Renseignements du Foreign Office, de décembre 1945. Il semble que l'origine en soit un interrogatoire de Gœring.

42. Texte du protocole secret, DGFP, I, p. 734.
43. TWC XII, pp. 460-65 (N.D. NI-051).
44. TMWC. IX, p. 281.
45. DGFP, I, p. 40.
46. Ibid., pp. 55-67.
47. NCA, VI, pp. 1001-1011 (N.-D., C-175).
48. Protocole de Hossbach, du 10 novembre 1937. Le texte allemand est donné dans TMWC, XXV, pp. 402-413, et la meilleure traduction anglaise est dans DGFP, I, pp. 29-39. Une traduction anglaise un peu sommaire fut faite à Nuremberg et publiée dans NCA, III, pp. 295-305 (N.D., 386-PS). Hossbach donne également un compte rendu de cette réunion dans son livre *Zwischen Wehrmacht und Hitler*, pp. 186-94. Le bref témoignage de Goering, Raeder et Neurath a été publié dans TMWC.

CHAPITRE 10

1. Déposition de la baronne von Ritter, parente de Neurath, TMWC. XVI, p. 640.
2. TMWC, XVI, p. 640.
3. Ibid., XVI, p. 641.
4. SCHACHT, Account settled, p. 90.
5. Journal de Jodl, TMWC, XXVIII, p. 357.
6. Ibid., p. 356.
7. Ibid., pp. 360-62.
8. Ibid., p. 357.
9. Telford TAYLOR, Sword and Swastika, pp. 149-150. Le manuscrit des mémoires inédits de Blomberg se trouve à la Bibliothèque du Congrès.
10. BULLOCK, OP. cit., p. 381 et WHEELER-BENNETT, Nemesis, p. 369.
11. Wolfgang FOERSTER, Ein General kaempft gegen den Krieg, op. cit., pp. 70-73.
12. TMWC, IX, p. 290.
13. The von Hassell Diaries, 1938-1944, p. 23.

CHAPITRE 11

1. Dépêche à Hitler, 21 décembre 1937. DGFP, I, p. 486.
2. PAPEN, op. cit., p. 273.
3. Ibid.. p. 324.
4. SCHUSCHNIGG, Austrian Requiem. pp. 12-19; NCA, V, pp. 709-712. (N.D., 2995-PS).
5. Projet de protocole soumis à Schuschnigg. DGFP, I, pp. 513-15.
6. NCA, V, p. 711 (N.D., 2995-PS).
7. Voir SCHUSCHNIGG, Austrian Requiem, p. 23.
8. N.D., 2995-PS, op. cit.
9. En ce qui concerne les menaces proférées par Hitler, Schuschnigg a donné des versions légèrement différentes dans son livre, ainsi que dans sa déposition au Procès de Nuremberg 2995-PS (NCA, V, p. 712). J'ai utilisé ces deux textes sous une forme abrégée.
10. Austrian Requiem, p. 24.
11. Ibid.
12. Ibid., p. 2i, ainsi que la déposition de Schuschnigg, N.D. 2995-PS, op. cit.
13. Austrian Requiem, p. 25.
14. NCA, IV, p. 357 (N.D., 1775-PS).
15. jVC/I.IV, p. 361 (N.D., 1780-PS).
16. D'après mes notes personnelles prises pendant l'émission.
17. Dépêche adressée aux Affaires étrangères allemandes, le 25 février 1938, portant l'indication « Très secret », DGPF, I, p. 546.

18. Au sujet du témoignage de Miklas, voir NCA, Suppl. A, p. 523. La suggestion de Papen se trouve dans ses Mémoires.
19. Austrian Requiem, pp. 35-36.
20. NCA, IV, p. 362 (N.D., 1780-PS).
21. NCA, VI, pp. 911-12. (N.D., C-103).
22. Ibid., VI, p. 913 (N.D., C-103).
23. DGFP, I, pp. 573-76.
24. NCA, V, pp. 629-54. N.D., 2949-PS.
25. Austrian Requiem, p. 47.
26. Témoignage de Wilhelm Miklas, le 30 janvier 1946, au cours d'un procès intenté au docteur Neumayer par un tribunal anti-nazi. Bien que l'ancien président se montre quelque peu imprécis au sujet des heures et du déroulement des événements de ce jour fatal, son témoignage n'en est pas moins extrêmement précieux et intéressant. NCA, Suppl. A, pp. 518-34 (N.D., 3697-PS).
27. Austrian Requiem, p. 51.
28. Voir NCA, Suppl. A, pp. 525-34. N.D., 3697-PS). Également NCA, V, p. 209 (N.D., 2465-PS. 2466-PS).
29. NCA, VI, p. 1017 (NDC-182).
30. DGFP, I, pp. 584-86.
31. Ibid., pp. 553-55.
32. TMWC, XVI, p. 153.
33. DGFP, I, p. 263.
34. Ibid., pp. 273-75.
35. Ibid., p. 578.
36. NCA, I, pp. 501-502 (N.D., 3287-PS).

- 37. Texte d'une circulaire télégraphiée en chiffres. DGFP, I, pp. 586-87.
- 38. TMWC, XV, p. 632.
- 39. TMWC, XIV, p. 429.
- 40. Mémorandum de Seyss-Inquart à Nuremberg, 9 septembre 1945, NCA, V, pp. 961-92 (N.D., 3254-PS).
- 41. TMWC, XIV, p. 429.
- 42. Texte du discours de Schacht, NCA, VII, pp. 394-402 (N.D., EC-297-A).
- 43. NCA, IV, p. 585 (N.D., 1947-PS).

CHAPITRE 12

1. Le dossier du Cas Vert était conservé au quartier général d'Hitler et fut découvert intact par les troupes américaines dans une cave de l'Obersalzberg. Le résumé de la discussion du 21 avril entre Hitler et Keitel est la seconde pièce du dossier. L'ensemble fut présenté à Nuremberg comme pièce à conviction sous la désignation N.D., 388-PS. Il en existe une traduction anglaise dans NCA, III, pp. 306-309. On trouve une meilleure version anglaise des conversations du 21 avril dans DGFP, II, pp. 239-40.
2. Mémoire secret des Affaires étrangères allemandes, 19 août 1938. NCA, VI, p. 855 (N.D., 3059-PS).
3. DGFP., II, pp. 197-98.
4. Ibid., p. 255. •
5. Mémoire de Weizsaecker, 12 mai 1938, DGFP, II, pp. 273-74.
6. Texte de quatre télégrammes échangés, NCA, III, pp. 308-309 (N.D., 388-PS).
7. Ibid., pp. 309-10.
8. Texte de la lettre de Keitel et de la directive, DGFP, II, pp. 299-303.
9. Ibid., pp. 307-308.
10. Dépêche du ministre d'Allemagne et de l'attaché militaire à Prague, 21 mai 1938, ibid., pp. 309-10.
11. Dépêche de l'ambassadeur von Dirksen, 22 mai 1938, ibid., pp. 322-23.
12. Discours au Reichstag, du 30 janvier 1939, dans My New Order,

- publié par Roussy de Sales, p. 563.
13. Selon Fritz Wiedermann, l'un des aides de camp du Führer, qui se trouvait là et jura par la suite qu'il fut « bouleversé par cette déclaration » NCA, V, pp. 743-44 (N.D., 3137-PS).
 14. Extrait non daté du journal de Jodl, TMWC, XXVIII, p. 372 (N.D., 1780-PS).
 15. Article II du Cas Vert, NCA, III. pp. 315-320 (N.D., 388-PS). Également DGFP, II, p. 357-62.
 16. TMWC, XXVIII, p. 373. Le volume TMWC donne le texte allemand. On trouve des extraits du Journal de Jodl traduits en anglais dans NCA, IV-, pp. 360-70.
 17. Le texte des mémorandums est donné par Wolfgang Foerster, dans Ein General kaempft gegen den Krieg, pp. 81-119.
 18. Journal de Jodl, TMWC, XXVIII, p. 374. Traduction anglaise, NCA, IV, p. 364 (N.D., 1780-PS).
 19. Ibid.
 20. TMWC, XX, p. 606.
 21. The von Hassell Diaries, p. 6.
 22. Ibid., p. 347.
 23. FOERSTER, op. cit., p. 122.
 24. Dépêches des 8 et 9 juin 1938, DGFP, II, pp. 395, 399-401.
 25. Dépêche du 22 juin, ibid., p. 426.
 26. Ibid., pp. 529-31.
 27. Ibid., p. 611.
 28. Article 17, du dossier du Cas Vert. NCA. III, pp. 332-33 (N.D., 388-PS).

29. TMWC, XXVIII, p. 375.
30. Compte rendu de la rencontre du 3 septembre 1938. NCA, III, pp. 334-35 (N.D., 388-PS).
31. Compte rendu de la rencontre du 9 septembre, rédigé par Schmundt. Ibid., pp. 335-38. C'est l'article 19 du dossier du Cas Vert.
32. Note du Journal de Jodl, en date du 13 septembre. TMWC, XXVIII, pp. 378-79 (N.D., 1780-PS).
33. DGFP, II, p. 536.
34. On trouve des comptes rendus de la visite de Kleist, dans Documents on British Policy (désignés, par la suite, sous les initiales DBrFP). 3e série, II.
35. Le texte de la lettre de Churchill est reproduit presque entièrement dans DGFP II, p. 706.
36. DBrFP, 3e série, II, pp. 686-87.
37. Nevile] HENDERSON, Failure of a Mission, pp. 147-150.
38. DBrFP, 3e série, I.
39. Erich Kordt reproduit le compte rendu de cette réunion, rédigé par son frère, dans son livre Nicht aus den Akten, pp. 279-81.
40. DGFP, II, p. 754.
41. Ibid., p. 754.
42. L. B. NAMIER, Diplomatic Prelude, p. 35.
43. Il existe de très nombreux documents relatifs à la conférence. Le texte du rapport officiel, établi par Paul Schmidt, qui servit d'interprète et était seul en tiers, se trouve dans DGFP, II, pp. 786-98. Schmidt, témoin oculaire, a relaté la rencontre dans son livre, Hitler's Interpreter, pp. 90-95, Les notes de Chamberlain se trouvent dans

- DBrFP, 3e série, pp. 338-41; la lettre à sa sœur est citée dans *Life of Neville Chamberlain*, par Keith FEILING, pp. 366-68. Voir également *Failure of a Mission*, de Nevile HENDERSON, pp. 152-154.
44. DGFP, II, p. 801.
45. Ibid., p. 810.
46. FEILING, op. cit., p. 367.
47. NCA, VI, p. 799 (N.D., C-2).
48. DGFP, II, p. 863-64.
49. Livre Blanc britannique, Cmd. 5847, n° 2, Le texte se trouve également dans DGFP, II, pp. 831-32.
50. Voir *Berlin Diary*, p. 137.
51. Les principales sources sur la conférence de Godesberg sont : les notes de Schmidt sur les deux rencontres de Godesberg, DGFP, II, pp. 870-79, 898-908; le récit de Schmidt, dans *Hitler's Interpreter*, pp. 95-102; le texte de la correspondance échangée entre Hitler et Chamberlain, le 23 septembre, DGFP, II, pp. 887-92; les notes sur la rencontre prises par Kirkpatrick, DBrFP, 3^e série, II, pp. 463-73, 499-508; le récit de Henderson, dans *Failure of a Mission*, pp. 156-62.
52. NCA.IVv. 367(N.D.,1780-PS).
53. *Journal de Jodl*, 26 septembre 1938, *ibid.*
54. Texte du mémorandum de Godesberg, DGFP, II, pp. 908-10.
55. *The Times* de Londres, 24 septembre 1938.
56. Texte de la réponse tchèque. Livre Blanc britannique, Cmd. 5847, n° 7.
57. Texte de la lettre de Chamberlain à Hitler, en date du 26 septembre

- 1938, DGFP, II, pp. 994-95.
58. Les notes du docteur Schmidt sur cette rencontre n'ont pas été retrouvées dans les documents des Affaires étrangères allemandes, mais il en a donné un compte rendu dans son livre, op. cit., pp. 102-103. Les notes prises par Kirkpatrick se trouvent dans DBrFP, 3e série, II, n° 1, p. 118. La version de Henderson se trouve dans son livre, op. cit., p. 163.
59. Articles 31-33, du dossier du Cas Vert, NCA, III, pp. 350-52 (N.D., 388-PS).
60. Dépêche de Paris, DGFP, II, p. 977.
61. Le texte des deux appels de Roosevelt et de la réponse d'Hitler au premier se trouvent dans DGFP, II.
62. Dépêche de Prague, DGFP, II, p. 976.
63. Texte de la lettre d'Hitler, du 27 septembre 1938, DGFP, II, pp. 966-68.
64. Le projet de Chamberlain, DGFP, pp. 987-88. Les messages du Premier Ministre sont cités par Wheeler-Bennett, dans Munich, pp. 151-52, 155, d'après les archives tchèques.
65. Ibid.. p. 158.
66. Texte dans le Livre Blanc britannique, Cmd. 5848, n° 1. La lettre fut remise à Hitler par Henderson, le lendemain à midi.
67. HENDERSON, op. cit.. p. 144, DBrFP, 3^e série, II, p. 614.
68. Journal de Jodl, 28 septembre 1938, NCA, IV, p, 368 (N.D., 1780-PS).
69. Sources : Interrogatoire de Haider à Nuremberg par le capitaine Sam Harris, avoué new-yorkais, NCA, suppl, B, pp. 1547-71, ainsi que le

- mémorandum de Haider remis à la presse à Nuremberg, mais qui n'est pas inclus dans les volumes de NCA ou de TMWC, GISEVIUS, *To the bitter end*, pp. 283-328, son témoignage à Nuremberg, TMWC, XII, pp. 210-19. SCHACHT, *Account Settled*, pp. 114-25.
70. GISEVIUS, *To the bitter end*, p. 325, ainsi que son témoignage à Nuremberg, TMWC, XII, p. 219.
71. Mémorandum d'Erich Kordt, communiqué à l'auteur du présent ouvrage. Allen DULLES, *Germany's Underground*, p. 46, donne également le compte rendu de cet appel téléphonique.
72. Un compte rendu des réunions tenues à la Chancellerie dans la matinée du 28 septembre a été donné par certains des participants : SCHMIDT, *op. cit.*, pp. 105-108; FRANÇOIS-PONCET, *op. cit.*, pp. 327-28; HENDERSON, *op. cit.*, pp. 166-71.
73. SCHMIDT, *OP. cit.*, p. 107.
74. *Ibid.*, p. 107.
75. HENDERSON, *op. cit.*, pp. 168-69. SCHMIDT, *op. cit.*, p. 108.
76. Plus tard, Masaryk m'a raconté la scène, dont il fit d'ailleurs le récit à beaucoup d'autres amis. Mais les notes que j'avais prises alors ont été perdues, et j'ai utilisé l'émouvant récit de Wheeler-Bennett dans *Munich*, pp. 170-71.
77. D'après l'interrogatoire de Halder, 25 février 1946, NCA, Suppl. B., pp. 1553-58.
78. SCHACHT, *Account Settled*, p. 125
79. GISEVIUS, *OP. cit.*, p. 326.
80. Ciano's *Hidden Diary, 1937-1938*, p. 166. Dans un télégramme en date du 26 juin 1940, Mussolini rappela à Hitler qu'à Munich il avait

promis de prendre part à l'attaque contre la Grande-Bretagne, Le texte du télégramme se trouve dans DGFP, X, p. 27.

81. Texte des notes de Chamberlain et de Benès, DBrFP, 3^e série, II, pp. 599-604.
82. Les minutes des deux rencontres de Munich, DGFP, II, pp. 1003-1008, 1011-14.
83. HENDERSON, op. cit., p. 271. FRANCOIS-PONCET, op. cit., p. 332.
84. SCHMIDT, op. cit., p. 110.
85. Texte de l'accord de Munich, DGFP, II, pp. 1014-16.
86. D'après le rapport officiel du docteur Masaryk au ministère tchèque des Affaires étrangères. Les sources relatives à ce passage sur la conférence de Munich sont : DGFP, II, déjà cité à la note 83; le texte de l'accord de Munich, *ibid.*, pp. 1014-16; DBrFP, 3^e série, n° 1, 227; et C I A N O, SCHMIDT, HENDERSON, FRANCOIS-PONCET et WEIZ-SAECKER, op. cit.
87. Berlin Diary, p. 145.
88. Les sources relatives à la rencontre Chamberlain-Hitler sont : DGFP, II, p. 1017, pour le texte de la déclaration; DGFP, IV, p. 287-93, pour le mémorandum officiel de Schmidt sur la rencontre; le livre de Schmidt, op. cit., p. 112-13. DBrFP, 3^e série II, n° 1228, donne de la conversation une version légèrement différente,
89. DGFP, IV, pp. 4-5.
90. Journal de Jodl, NCA. IV, p. 368 (N.D., 1780, PS).
91. Témoignage de Keitel, 4 avril 1946. TMWC, X, p. 509.
92. Témoignage de Manstein, 9 août 1946, TMWC, XX, p. 606,

93. Témoignage de Jodl, 4 juin 1946, TMWC, XV, p. 361.
94. GAMELIN, Servir, pp. 344-46. Livre décevant! PERTINAX, dans Les Fossoyeurs, p. 3, confirme sur ce point les dires du général, C'est également de ces ouvrages que sont tirées les opinions de Gamelin, manifestées les 26 et 28 septembre.
95. CHURCHILL, L'Orage approche, p. 347, éditions Pion, 1948.
96. DGFP, IV, pp. 602-604.
97. Déposition de Schacht à Nuremberg, TMWC. XII, p. 531.
98. Discours aux commandants en chef, 23 novembre 1939, NCA, II, p. 573 (N. D., 739-PS).

CHAPITRE 13

1. Dossier du Cas Vert, article 48, NCA. III, pp. 372-74 (N.D., 388-PS).
2. *ibid.*
3. Directive d'Hitler, 21 octobre 1938. NCA, VI, pp. 947-48 (N.D., C-136).
4. DGFP, IV, p. 46.
5. Ordres donnés à la police par Heydrich pour l'organisation du pogrom, NCA, V, pp. 797-801 (N.D., 3051-PS); Rapport de Heydrich à Gœring sur les dégâts matériels et sur le nombre des tués et des blessés, NCA, V, p. 854 (N.D., 3058-PS). Rapport de Walter Buch, juge principal du parti, NCA, V, pp. 868-76 (N.D., 3063-PS), Le major Buch donne des détails affreux sur de nombreux meurtres de Juifs et fait grief à Gœbbels de ces excès, Les comptes rendus sténographiques de la rencontre de Gœring avec des membres du cabinet, des personnalités officielles et un représentant des compagnies d'assurances, le 12 novembre, se trouvent dans : NCA, IV, pp. 425-57 (N.D., 1816-PS). Le rapport ne nous est pas parvenu en entier, mais la partie qui a été découverte ne comporte pas moins de 10 000 mots,
6. TMWC, IX, p. 538.
7. DGFP, IV, pp. 639-49.
8. DBrFP, 3e série, IV, n° 5.
9. Ciano's Hidden Diary, notes du 28 octobre 1938, p. 185; Ciano's Diplomatie Papers. pp. 242-46.

10. DGFP, IV, pp. 515-20.
11. SCHMIDT, op. cit., p. 118; ses notes sur la rencontre, DGFP. IV, pp. 471-77.
12. DGFP. IV, pp. 69-72.
13. Ibid., pp. 82-83.
14. Ibid., pp. 185-86; également dans NCA, VI, pp. 950-51 (N.D., C-138).
15. Dépêche du chargé d'affaires, DGFP, IV, pp. 188-89.
16. DGFP, IV, p. 215.
17. Compte rendu des deux conversations de Chvalkovsky avec Hitler et Ribbentrop, le 21 janvier 1939. DGFP, IV, pp. 190-202. Le rapport de Chvalkovsky au cabinet tchécoslovaque, le 23 janvier, archives tchèques, cité par Wheeler-Bennett, dans Munich, pp. 316-17. Voir aussi Livre Jaune français.
18. Texte, DGFP. IV, pp. 207-208.
19. Texte, ibid., pp. 218-20.
20. Compte rendu de la rencontre, ibid., PP. 209-213.
21. Texte, ibid., pp. 234-35.
22. D'après le compte rendu ultérieur du ministre de Grande-Bretagne à Prague, NCA, VII, pp. 88-90 (N.D., D-571).
23. Minutes secrètes de l'entretien Tiso-Hitler, DGFP, IV, pp. 243-45.
24. Voir DGFP, IV, p. 250.
25. Ibid., pp. 249, 255, 260. Pour la dépêche de M. Coulondre, ambassadeur de France, voir le Livre Jaune français, p. 36, n° 77,
26. Dépêche de Prague, 13 mars 1939. DGFP, IV, p. 246.
27. TMWC, IX, pp. 303-304.

28. Les sources du chapitre « Le docteur Hacha dans l'épreuve » sont : Minutes secrètes de la rencontre d'Hitler et de Hacha, DGFP, IV, pp. 263-69; également dans les documents de Nuremberg, NCA, V, pp. 433-40 (N.D., 2798-PS). Texte de la déclaration des gouvernements allemand et tchécoslovaque, du 15 mars 1939, DGFP, IV, pp. 270-71 ; la première partie fut publiée sous forme de communiqué; elle fut, en réalité, rédigée au ministère des Affaires étrangères le 14 mars. Proclamation du Führer au peuple allemand le 15 mars, NCA, VIII, pp. 402-403 (N.D., TC-50). Dépêche de M. Coulondre, Livre Jaune français, pp. 84-85, n° 77. Le récit de la rencontre donné par Schmidt dans son livre, op. cit., chapitre 9. La scène avec les secrétaires : A, ZOLLER, Hitler Privat, p. 84.
29. TMWC, XVI, pp. 654-55.
30. Texte, DGFP, VI, pp. 42-45.
31. Texte, DGFP, IV, p. 241.
32. Berlin Diary, p. 156.
33. The Ciano Diaries, 1939-1943. PP. 9-12,
34. Texte DGFP, IV, pp. 274-75.
35. Ibid., pp. 273-4.
36. DGFP, VI, pp. 20-21.
37. Ibid., pp. 16-17, 40.
38. Rapport de Dirksen, 18 mars 1939, ibid., pp. 24-25. 36-39.
39. Ibid., p. 39.

CHAPITRE 14

1. Résumé allemand de l'entretien, DGFP, VI, pp. 104-107. Rapport de Lipski à Beck. Livre Blanc polonais, n° 44; publié dans NCA. VIII, p. 483 (N.D..TC-73. n° 44).
2. Assurances d'Hitler à Lipski, 15 novembre 1937, DGFP, VI. pp. 26-27; assurances à Beck, 14 janvier 1938, ibid., p. 39.
3. instructions de Beck à Lipski, 31 octobre 1938, Livre Blanc polonais, n° 45; NCA, VII, pp. 484-86. Note de Ribbentrop sur l'entretien avec Lipski, 19 novembre, DGFP, V, pp. 127-29.
4. Résumé allemand de l'entretien par docteur Schmidt, DGFP, V, pp. 152-58, mémoire polonais ; Livre Blanc polonais, n° 48; NCA, VIII, pp. 486-88 (N.D., TC-73}.
5. Résumé de l'entretien par Ribbentrop, DGFP, V, pp. 159-61. Mémoire polonais. Livre Blanc polonais, n° 49; NCA, VIII, p. 488 (N.D., TC-73).
6. Note de Ribbentrop sur son entretien avec Beck à Varsovie, 26 janvier 1939, DGFP. V, pp. 167-68. Version de Beck dans le Livre Blanc polonais, n° 52.
7. Dépêche de Moltke, 26 février, DGFP, VI, p. 172.
8. Dépêche de Lipski, à Varsovie, sur l'entretien; Livre Blanc polonais, n° 61 ; également dans NCA. VIII, pp. 489-92 (N.D., TC-73, n° 61).
Note de Ribbentrop sur l'entretien, DGFP, VI, pp. 70-72.
9. Note des Affaires étrangères sur l'entretien, DGFP. V, pp. 524-26.
10. Ibid., pp. 502-504.

11. Sources pour ce paragraphe : DGFP, V, pp. 528-30.
12. DGFP, VI, p. 97.
13. Ibid., pp. 110-11.
14. NCA. VII, pp. 83-86 (N.D., R-100).
15. Texte dans DGFP, VI; pp. 122-24. Rapport de Ribbentrop sur l'entretien du 26 mars avec Lipski, ibid, pp. 121-22; version polonaise, Livre Blanc, n° 63.
16. Note du docteur Schmidt sur l'entretien, DGFP, VI, pp. 135-136.
17. Dépêche de Moltke, ibid., pp. 147-48; version polonaise. Livre Blanc, n° 64.
18. DBrFP. IV, n° 538.
19. Cf. DBrFP, IV, n° 485, 518, 538 (texte de la proposition anglo-française), 561, 563, 566, 571, 573.
20. Ibid., n° 498.
21. DBrFP, V, n° 12.
22. Cité par GISEVIUS, OP. cit., p. 363.
23. Texte du Plan Blanc, NCA, VI, pp. 961-68; trad. partielle dans DGFP, VI, pp. 186-87, 223-28 (N.D., C-120). Texte de l'original allemand, dans TMWC, XXXIV, pp. 380-422.
24. Mémoire allemand confidentiel sur les entretiens Gœring-Mussolini dans DGFP, VI, pp. 248-53, 258-63. Cf. aussi Ciano Journal Politique, pp. 66-67.
25. Télégramme circulaire du 17 avril 1939, DGFP, VI, pp. 264-, 65; P.-V. du ministère Affaires Étrangères des réponses, ibid., pp. 309-10; visite de Weizsaecker au ministre allemand à Riga, 18 avril, ibid.. pp. 283-84.

26. Ibid.. pp. 355, 399.
27. DGFP, IV, pp. 602-607.
28. Ibid., pp. 607-608 (dépêche du 26 octobre 1938).
29. Ibid., pp. 608-609.
30. Ibid., p. 631.
31. DGFP, VJ, p. 1-3.
32. DAVIES, division to Moscow, p. 437-39. Dépêche de l'ambassadeur Sied, DBrFP, IV, n° 419.
33. BOOTHBY, I Fight to Live. p. 189. Déclaration de Halifax à Maisky DBrFP, IV, n° 433.
34. DGFP, VI, pp. 88-89.
35. Ibid., p. 139.
36. Résumé allemand de l'entretien Goering-Mussolini, 16avril 1939, ibid., pp. 259-60.
37. Ibid.. pp. 266-67.
38. Ibid., pp. 419-20.
39. Ibid., p. 429.
40. Ibid., pp. 535-36.
41. Nazi-Soviet Relations, 1939-1941 (désigné ci-après par l'abréviation NSR). pp. 5-7. 8-9.
42. Livre Jaune français, dépêches n° 123, 125.
43. DGFP, VI, pp. 1-111. L'appendice I de ce volume contient un certain nombre de procès-verbaux des entretiens d'État-Major extraits des archives de la marine allemande.
44. Ciano : Journal Politique, p. 89.
45. Résumé allemand de l'entrevue de Milan, DGFP, VI, pp. 450-52.

46. Texte du traité d'alliance. DGFP VI. pp. 561-64. Le protocole secret ne contenait rien de significatif.
47. Rapports de Schmudt, 23 mai 1939, NCA, VII, pp. 847-54 (N.-D., L-79). Il existe aussi une traduction anglaise dans DGFP, VI, pp. 574-80. Texte allemand dans TMWC, XXXVII, pp. 546-56.
48. Pour détails du plan, cf. N.D. NOKW-25S4. Se trouve dans les volumes du TWC (Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals).
49. NCA, VI. pp. 926-27 (N.D., C-120).
50. TMWC, XXXIV, pp. 428-42 (N.D., C-126). La traduction anglaise de ce document dans NCA, VI. pp. 937-38, est trop abrégée pour être utilisable.
51. NCA, VI. p. 827 (N.D., C-23).
52. Texte du projet anglo-français, DBrFP, V, n° 624; le récit de l'ambassadeur de Grande-Bretagne sur la réaction de Molotov se trouve dans le même volume, n° 648 et 657.
53. Dépêche « urgente » du 31 mai, DGFP, VI, pp. 616-17.
54. Dépêche du 1^{er} juin, *ibid.*, pp. 624-26.
55. *Ibid.*, p. 547.
56. *Ibid.*, pp. 589-93.
57. *Ibid.*, p. 593.
58. Lettre de Weizsaecker à Schulenburg, 27 mai, avec post-scriptum du 30 mai, *ibid.*, pp. 597-98.
- 59; *Ibid.*, pp. 608-609.
60. *Ibid.*, pp. 618-20.

61. Ibid., pp. 790-91.
62. Ibid., pp. 805-807.
63. Ibid., p. 810.
64. Ibid., p. 813.
65. DBrPF, V. n° 5 et 38.
66. Pravda, 29 juin 1939.
67. Dépêche du 29 juin, DGFP, VI, pp. 808-809.
68. TMWC, XXXIV, pp. 493-500 (N.D..C-142). Version très abrégée dans la traduction anglaise, NCA. VI, 956.
69. NCA, IV, pp. 1035-36 (N.D., 2327-PS).
70. NCA, VI, p. 934 (N.D., C-126).
71. Procès-verbal confidentiel de la séance du Conseil de la Défense du Reich du 23 juin 1939, NCA, VI, pp. 718-31 (N.D., 37B7-PS).
72. DGFP, VI, pp. 750, 920-21.
73. Ibid., pp. 864-65.
74. Texte des notes, DGFP, VII, pp. 4-5, 9-10.
75. Rapport de Burckhardt à la Société des Nations, 19 mars 1940. Documents on International Affairs, 1939-1946, I, pp. 346-47.
76. DGFP, VI, pp. 936-38.
77. Ibid., pp. 955-56.
78. Mémoire de Schnurre, ibid., pp. 1106-1109.
79. Ibid., pp. 1015-1016.
80. Ibid., pp. 1022-23.
81. Ibid., pp. 1010-11.
82. Ibid., pp. 1021.
83. DBrFP, IV, n° 183.

84. Cf. DBrFP, VI, n° 329, 338, 346, 357, 358, 376, 399.
85. Ibid., n° 376, 473.
86. Deux dépêches du 1^{er} août, DGFP, VI, pp. 1033-34.
87. DBrFP, Appendice V, p. 763.
88. Lettre de Burnett, DBrFP, VII, Appendice II, p. 600; télégramme de Seeds. *ibid.*, VI, n° 416.
89. DGFP, VI, p. 1047.
90. Ibid., pp. 1048-49.
91. Ibid., pp. 1049-50.
92. Ibid., pp. 1051-52.
93. Ibid., pp. 1059-62.
94. Livre Jaune français, pp. 250-51.
95. Texte des deux lettres, DGFP, VI, pp. 973-74.
96. Dépêche d'Attolico sur son entrevue du 6 juillet avec Ribbentrop citée dans I Documenti diplomatici italiani (indiqué ci-après sous l'abréviation DDI), 7^e série, XII, n° 503. Citation et paraphrase extraits de *The Eve of the War*, éd. par Arnold et Veronica M. Toynbee.
97. Mémoire de Weizsaecker, DGFP, VI, pp. 971-72.
98. CIANO, Journal Politique, pp. 122-23.
99. Ibid., pp. 126-27.
100. CIANO, Journal Politique, pp. 127-28, Le mémoire de Ciano sur son entrevue avec Ribbentrop se trouve dans Ciano's Diplomatie Papers, pp. 297-98; et dans DDI, 8^e série, XIII, n° 1. Aucune trace dans les archives allemandes.
101. Les procès-verbaux des deux rencontres suivantes avec Hitler, les

12 et 13 août, figurent parmi les documents saisis. Ils font partie du dossier présenté au Procès de Nuremberg, documents 1871-PS et TC-77. Ce dernier, le plus complet, a été publié en trad. anglaise dans NCA, VIII, pp. 516-19. J'ai utilisé la version signée par le docteur Schmidt, DGFP, VII, pp. 39-49, 53-56. Le compte rendu de Ciano sur ses deux entretiens se trouve dans Ciano's Diplomatie Papers, pp. 303-304, et dans DDI, XIII, n° 4 et 21. Et aussi les notes des 12 et 13 août 1939, et 23 décembre 1943 dans son Journal 127-128, 11-12.

102. Cet extrait du journal de Haider est publié dans DGFP, VII, p. 556.

103. Cf. DDI, 7e série, XIII, n° 28, et DBrFP, VI, n° 662.

CHAPITRE 15

1. Compte rendu de Schnurre extrait de sa dépêche à l'ambassade de Moscou, 14 août 1939, DGFP, VII, pp. 58-59.
2. Texte de la lettre de Schulenburg, *ibid.*, pp. 67-68.
3. Texte du télégramme de Ribbentrop, *ibid.*, pp. 62-64,
4. Le mémoire des industriels britanniques fut trouvé dans un fichier de Gœring et est publié dans DGFP, VI, pp. 1088-93. Il y a de nombreuses annotations de la main de Gœring en marge du document, « Oho ! » griffonna-t-il à plusieurs reprises en face de déclarations qu'il n'arrivait manifestement pas à croire. Toute la fantastique et parfois comique histoire de la mission médiatrice de Dahlerus, son apparition éphémère au centre de la scène à un moment capital, figurent dans son propre ouvrage *The Last Attempt*. Et aussi dans son témoignage à Nuremberg, TMWC, IX, pp. 457-91, et dans Sir Lewis NAMIER : *Diplomatic Prelude*, pp. 417-33; le chapitre est intitulé : « Un diplomate d'occasion. »
5. Interrogatoire d'Halder. 26 février 1946, NCA, Suppl. B, p. 1562.
6. HASSELL, *op. cit.*, pp. 53, 63-64.
7. THOMAS, « Gedanken und Ereignisse », *Schweizerische Monatshefte*, décembre 1945.
8. Note de Canaris sur une conversation avec Keitel, 17 août 1939, NCA, III, p.580 (N.D., 759-PS).
9. Déposition de Naujocks, NCA, VI, pp. 390-92 (N.D., 2751-PS).
10. Dépêche de Schulenburg, 2 h.48, 16 août, DGFP, VII, pp. 76-77.

L'ambassadeur a donné un compte rendu dans un mémoire expédié par courrier, et il a ajouté des détails dans une lettre à Weizsaecker, *ibid.*, pp. 87-90, 99-100.

11. DBrFP, 3^e série, VII, pp. 41-42. Pour les rapports de l'ambassadeur Steinhardt, cf. U.S. Diplomatie Papers 1939,1, pp. 296-99, 334.
12. Dépêche de Ribbentrop à Schulenburg, 16 août, DGFP, VII, pp. 84-85.
13. *Ibid.*, p. 100.
14. *Ibid.*, p. 102.
15. Dépêche de Schulenburg, 18 août, 5 h. 58, *ibid.*, pp. 114-16.
16. Dépêche de Ribbentrop, 18 août 22 h. 48, *ibid.*, pp. 121-23.
17. Note de Schnurre, 19 août, *ibid.*, p. 132-33.
18. Dépêche de Schulenburg, 19 août, 18 h. 22, *ibid.*, p. 134.
19. Dépêche de Schulenburg, 20 août, 0 h. 8, *ibid.*, pp. 149-50.
20. CHURCHILL, *The Gathering Storm* p. 392. Il ne donne pas ses sources.
21. *Ibid.*, p. 391.
22. Télégramme d'Hitler à Staline, 20 août, DGFP, VII, pp. 156-57.
23. Dépêche de Schulenburg, 21 août, 1 h. 19, *ibid.*, pp. 161-62.
24. Dépêche de Ribbentrop, 21 août, *ibid.*, p. 162.
25. Dépêche de Schulenburg, 21 août, 13 h. 43, *ibid.*, p. 164.
26. Lettre de Staline à Hitler, 21 août, *ibid.*, p. 168.
27. NCA. Suppl. B, pp. 1103-1105.
28. DBrFP, VI, n^o 376.
29. Cf. DBrFP, 3^e série, VII, Appendice II, pp. 558-614. L'appendice contient un compte rendu au jour le jour des entretiens militaires de

Moscou et constitue la source la plus complète de la version alliée des entretiens qu'il m'ait été donné de voir. Il comporte les rapports adressés à Londres, au cours des négociations, par le maréchal de l'Air Burnett et le gén. Heywood, ainsi que le rapport définitif de la mission britannique de l'amiral Drax, Également le compte rendu sténographique de la dramatique entrevue du général Doumenc avec le maréchal Voroïlov, le soir du 22 août, lorsque le chef de la mission militaire française tenta désespérément de sauver la situation, malgré l'annonce de l'arrivée de Ribbentrop pour le lendemain. Et enfin le compte rendu de l'ultime et pénible entrevue des missions alliées avec Voroïlov, le 26 août. Le volume VII contient aussi de nombreuses dépêches entre le Foreign Office et son ambassade de Moscou qui projettent sur cet épisode un éclairage nouveau. Cet extrait du chapitre se base largement sur ces documents britanniques secrets. Malheureusement les Russes, à ma connaissance, n'ont pas publié leurs documents sur cette entrevue, bien qu'une version soviétique en soit donnée dans NIKONOV : *Origins of World War II*, qui utilise largement les documents du Foreign Office. Elle figure aussi dans V. POTEMKINE : *Histoire de la Diplomatie*.

30. Paul REYNAUD, *AU Cœur de la Mêlée*, p. 212. Reynaud, pp. 210-33, donne la version française des négociations alliées d'août 1939 à Moscou. Il fournit ses sources, p. 211. Bonnet donne sa propre version dans *Fin d'une Europe*.
31. Les documents figurent dans DBrFP. VII, (cf. ci-dessus note 29). Fait intéressant à noter : pas une ligne sur les efforts anglo-français à Varsovie pour persuader les Polonais d'accepter l'aide russe, pas un

mot sur le cours des entretiens militaires de Moscou ne figurent dans le Livre Bleu britannique ni dans Le livre Jaune français.

32. Dépêche de Ribbentrop, Moscou 23 août 21 h. 05. DGFP, VII, p. 220.
33. Mémoires allemands confidentiels, 24 août, *ibid.*, pp. 225-229.
34. Texte du projet soviétique, DGFP, VII, pp. 150-51.
35. Déposition de Gaus à Nuremberg, TMWC, X, p. 312.
36. Texte du pacte de non-agression germano-soviétique et protocole additionnel secret, signé à Moscou le 23 août 1939, DGFP, VII, pp. 245-47.
37. CHURCHILL : L'Orage approche, p. 394.

CHAPITRE 16

1. British Blue Book, pp. 96-98.
2. Dépêche de Henderson, 23 août 1939, *ibid.*, pp. 98-100. Résumé allemand de l'entrevue, DGFP, VII, pp. 210-15. Henderson rendit compte de la 2^e entrevue le 24 août. British Blue Book, pp. 100-102).
3. Texte de la lettre d'Hitler à Chamberlain, du 23 août, *ibid.*, pp. 102-104. Egalement dans DGFP, VII, pp. 216-19.
4. Texte de la lettre à Mussolini du 25 août, DGFP, VII, p. 281-83.
5. Texte de la déclaration d'Hitler à Henderson du 25 août, rédigé par Ribbentrop et le docteur Schmidt, DGFP, VII, pp. 279-84; également dans British Blue Book, pp. 120-22. Dépêche de Henderson du 25 août décrivant l'entrevue, British Blue Book, pp. 122-23. Cf. aussi HENDERSON : *Failure of a Mission*, p. 270.
6. Dépêche de Coulondre, 25 août. Livre Jaune français, pp. 312-14.
7. N C A, VI, pp. 977-78. Provenant d'un dossier sur les relations germano-russes trouvé dans les fichiers du Haut-Commandement naval.
8. Schmidt, *op. cit.*, p. 144.
9. *Ibid.*, pp. 143-44.
10. CIANO : *Journal Politique*, p. 136.
11. Mémoire de Weizsaecker, 20 août, DGFP, VII, pp. 160.
12. Lettre de Mackensen à Weizsaecker, 23 août, *ibid.*, pp. 240-43.
13. Dépêche de Mackensen, 25 août, *ibid.*, pp. 291-93.

14. Cf. DGFP, VII, note p. 285.
15. Lettre de Mussolini à Hitler, 25 août, *ibid.*, pp. 285-86.
16. NC A, VI, pp. 977-78 (N.D., C-170).
17. Interrogatoire de Ribbentrop, 29 août 1945, NC A, VII, pp. 535-36; interrogatoire de Goering 29 août 1945, *ibid.*, pp. 534-35; déposition de Keitel à Nuremberg, 4 avril 1946, TMWC, X, pp. 514-15.
18. NC A, Suppl. B, pp. 1561-63.
19. GISEVIUS, OP. cit., pp. 358-59.
20. HASSELL, op. cit., p. 59.
21. THOMAS, Gedanken und Ereignisse, loc. cit.
22. Témoignage du docteur Schacht à Nuremberg, 2 mai 1946, TMWC, XII, pp. 545-46.
23. Témoignage de Gisevius, 25 avril 1946 à Nuremberg, *ibid.*, pp. 224-25.
24. Le texte de tous ces appels figure dans le British Blue Book, pp. 122-42.
25. Hitler à Mussolini, 25 août, 19 h. 40, DGFP, VII, p. 289.
26. CIANO, Journal Politiaue, p. 137.
27. Mussolini à Hitler, 26 août, 12 h. 10, DGFP, VII, p. 309-10.
28. CIANO, Journal Politique, p. 137. Rapport de Mackensen DGFP, VII, p. 325.
29. Hitler à Mussolini, 26 août, 15 h. 8, DGFP, VII, pp. 313-14.
30. Mussolini à Hitler, 26 août, 18 ht 42, *ibid.*, pp. 323.
31. Hitler à Mussolini, 0 h. 10, 27 août, *ibid.*, p. 346-47.
32. Mussolini à Hitler, 27 août, 16 h. 30, *ibid.*, pp. 353-54.
33. Dépêche de Mackensen, 27 août, *ibid.*, pp. 351-53.
34. Daladier à Hitler, 26 août, *ibid.*, pp. 330-31. Également dans Livre

- Jaune français, pp. 321-22.
35. Note du Journal d'Halder en date du 28 août, récapitulant la « série d'événements » des cinq derniers jours. Cette section se trouve dans DGFP, pp. 564-66.
36. Interrogatoire de Goering à Nuremberg, 29 août 1945. NCA. VIII, p. 534 (N.D., TC-90).
37. TMWC, IX, p. 498.
38. Le récit des faits et gestes de Dahlerus est basé sur son ouvrage, op. cit., et sur sa déposition à Nuremberg, où il apprit combien il avait été naïf à l'égard de ses amis allemands. Cf. ci-dessus, note 4 du chapitre 15. Elle est alimentée par de nombreux documents du Foreign Office publiés dans DBrFP, 3e série, vol. VII.
39. DBrFP, p. 287.
40. Témoignage de Dahlerus à Nuremberg, TMWC, IX, p. 465.
41. DBrFP, VII, pp. 319n.
42. TMWC, IX, p. 466.
43. DBrFP, VII, pp. 321-322.
44. British Blue Book, p. 125, et DBrFP, VII, p. 318.
45. Texte de la note britannique à l'Allemagne, 28 août, British Blue Book, pp. 126-28.
46. Dépêche de Henderson à Halifax, 29 août 2 h. 35, *ibid.*, pp. 128-31.
47. Dépêche de Henderson à Halifax, 29 août, *ibid.*, p. 131.
48. Dépêche de Henderson, 29 août, DBrFP, p. 360.
49. *Ibid.*, p. 361.
50. Texte de la réponse allemande, 29 août. British Blue Book, pp. 135-37.

51. DBrFP, 3^e série, VII, p. 393.
52. HENDERSON, Failure of a Mission, p. 281.
53. British Blue Book, p. 139.
54. Texte de la note de Chamberlain . à Hitler, 30 août, DGFP, VII, p. 441.
55. British Blue Book, pp. 139-40.
56. Ibid., p. 140.
57. Ibid., p. 142.
58. SCHMIDT, OP. cit., pp. 150-55. Également témoignage de Schmidt à Nuremberg, TMWC, X, pp. 196-222.
59. TMWC, X, p. 275.
60. SCHMIDT, OP. cit., p. 152.
61. DGFP, VII, pp. 447-50.
62. HENDERSON, Final Report, Cmd. 6115, p. 17. Également son livre, op. cit., p. 287.
63. DBrFP, VII, n° 575, p. 433.
64. TMWC. IX, p. 493.
65. Télégramme de Henderson à Halifax, 31 août, 12 h. 30, DBrFP, VII, p. 440. Lettre à Halifax, ibid., pp. 465-67. Télégramme, 1^{er} septembre, 0 h. 30, ibid., pp. 468-69. Télégramme de Kennard à Halifax, 31 août, ibid., n° 618.
66. DBrFP, VII, pp. 441-43.
67. British Blue Book, p. 144.
68. Ibid., p. 147.
69. Ibid.. p. 147.
70. Texte de la réponse écrite de la Pologne à la Grande-Bretagne, 31 août,

- ibid., pp. 148-49; dépêche de Kennard, 31 août (qui ne fut pas reçue à Londres avant 19 h. 15). Ibid., p. 148.
71. Pour le Rapport Final de Lipski, cf. Polish White Book, Extraits dans NCA. VIII, pp. 499-512.
72. DGFP, VII, p. 462.
73. Version de Lipski dans son Rapport Final, loc. cit. Version allemande de l'entrevue par le docteur Schmidt, DGFP, VII, p. 463.
74. Texte allemand de la directive d'Hitler dans TMWC, XXXIV, pp. 456-59 (N.D., C-126). Trad. anglaises dans NCA, VI, pp. 935-39, et DGFP, VII, pp. 477-79.
75. HASSELL, OP. cit., p. 68-73.
76. Témoignage de Dahlerus à Nuremberg, TMWC, IX, p. 470-71 ; la réponse de Forbes au Questionnaire de l'avocat de Goering à Nuremberg est citée dans NAMIER. Diplomatic Prelude, pp. 376-77. Compte rendu d'Henderson dans son Final Report, p. 19.
77. DBrFP, VII, p. 483. Compte rendu ultérieur de la dépêche par Henderson dans son Final Report, p. 20, et dans son ouvrage op. cit.. pp. 291-92.
78. TMWC, II, p. 451.
79. Déposition de Naujocks, loc. cit.
80. DGFP, VII, p. 472.
81. GISEVIUS, op. cit., pp. 374-75.

CARTE
NAISSANCE DU TROISIÈME REICH



TABLE

du tome premier

Livre premier : L'ASCENSION D'ADOLF HITLER

1. — NAISSANCE DU TROISIÈME REICH..... 9
2. — NAISSANCE DU PARTI NAZI..... 42
3. — VERSAILLES, WEIMAR ET LE PUTSCH DE LA BRASSERIE.
72
4. — LA PENSÉE D'HITLER ET LES RACINES DU TROISIÈME
REICH 108

LIVRE II : TRIOMPHE ET CONSOLIDATION

5. — LE CHEMIN DU POUVOIR (1925-1931). 151
6. — LES DERNIERS JOURS DE LA RÉPUBLIQUE (1931-1933). 196
7. — LA NAZIFICATION DE L'ALLEMAGNE (1933-1934). . . .
247
8. — LA VIE DANS LE TROISIÈME REICH (1933-1937). ... 304

LIVRE III : VERS LA GUERRE

9. — LES PREMIERS PAS (1934-1937). 369
10. — ÉTRANGE ET FATAL ÉPISODE : LA CHUTE DE
BLOMBERG, DE FRITSCH,
DE NEURATH ET DE SCHACHT. . 407
11. — L'ANSCHLUSS. — LE VIOL DE L'AUTRICHE 425

12. — LE CHEMIN DE MUNICH.....	470
13. — LA TCHÉCOSLOVAQUIE CESSE D'EXISTER	
567	
14. — LE TOUR DE LA POLOGNE.....	602
15. — LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE.....	675
16. — LES DERNIERS JOURS DE LA PAIX.....	715
NOTES.....	780
CARTE : Naissance du Troisième Reich (798-799).	

IMPRIMÉ EN FRANCE PAR BRODARD ET TAUPIN 7, bd Romain-Rolland - Montrouge -
Usine de La Flèche. LIBRAIRIE GÉNÉRALE FRANÇAISE - 14, rue de l'Ancienne-Comédie -
Paris.

ISBN : 2 - 253 - 01520 - 2

30/1592/2

WILLIAM L. SHIRER

LE 3^e REICH

des
origines
à la chute
Tome 2



Texte intégral

WILLIAM L. SHIRER

Le troisième Reich Des origines à la chute

Tome II



STOCK

Cet ouvrage est la traduction intégrale, publiée pour la première fois en France, du livre de langue anglaise : THE RISE AND FALL OF THE THIRD REICH, publié par Simon et Schuster, New York, 1960. © 1959-1960 by William L. Shirer.

TABLE

du tome premier

AVANT-PROPOS

LIVRE I : L'ASCENSION D'ADOLF HITLER

1. NAISSANCE DU TROISIÈME REICH
2. NAISSANCE DU PARTI NAZI
3. VERSAILLES, WEIMAR ET LE PUTSCH DE LA BRASSERIE
4. LA PENSÉE D'HITLER ET LES RACINES DU TROISIÈME REICH

LIVRE II : TRIOMPHE ET CONSOLIDATION

5. LE CHEMIN DU POUVOIR (1925-1931)
6. LES DERNIERS JOURS DE LA RÉPUBLIQUE (1931-1933)
7. LA NAZIFICATION DE L'ALLEMAGNE (1933-1934)
8. LA VIE DANS LE TROISIÈME REICH (1933-1937)

LIVRE III : VERS LA GUERRE

9. LES PREMIERS PAS (1934-1937)
10. ÉTRANGE ET FATAL ÉPISODE : LA CHUTE DE

BLOMBERG, DE FRITSCH, DE NEURATH ET DE
SCHACHT

11. L'ANSCHLUSS. — LE VIOL DE L'AUTRICHE

12. LE CHEMIN DE MUNICH

13. LA TCHÉCOSLOVAQUIE CESSE D'EXISTER

14. LE TOUR DE LA POLOGNE

15. LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

16. LES DERNIERS JOURS DE LA PAIX

NOTES

CARTE : Naissance du Troisième Reich.

17

**DÉCLENCHEMENT DE LA
SECONDE
GUERRE MONDIALE**

A L'AUBE du 1er septembre 1939, la date même qu'avait fixée Hitler, le 3 avril, dans sa première directive concernant le Plan Blanc, les armées allemandes franchirent en masse la frontière polonaise et convergèrent sur Varsovie, du nord, du sud et de l'ouest.

Dans le ciel, les avions allemands se dirigèrent en vrombissant vers leurs objectifs : colonnes de troupes polonaises, dépôts de munitions, ponts, voies ferrées et villes ouvertes. En quelques minutes, ils firent connaître pour la première fois aux Polonais, militaires aussi bien que civils, l'horrible sensation de la mort soudaine et de la destruction venant du ciel, jamais encore expérimentée sur terre à une échelle aussi grande. Ainsi prit naissance une terreur qui devait devenir affreusement familière à des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, en Europe comme en Asie, au cours des six années qui suivirent, et dont l'ombre, après l'apparition des bombes atomiques, devait hanter toute l'espèce humaine, menacée d'anéantissement total.

A Berlin, la matinée était grise, un peu étouffante. Des nuages volaient bas au-dessus de la ville qu'ils abritaient en quelque sorte des bombardiers ennemis qu'on redoutait mais qui ne venaient pas.

Les gens dans les rues me semblaient apathiques, en dépit des nouvelles qui leur avaient été offertes à leur réveil par leur poste de radio

ou dans les éditions spéciales des journaux du matin*. En face de *l'Hôtel Adlon*, les premières équipes d'ouvriers étaient venues travailler au nouvel immeuble de l' I.G. Farben, comme si de rien n'était, et, lorsque les vendeurs de journaux crièrent leurs éditions spéciales, nul ne posa ses outils pour s'en procurer un exemplaire.

** La proclamation où Hitler annonça à l'armée l'ouverture des hostilités fut radiodiffusée par les postes allemands à cinq heures quarante. Les éditions spéciales des journaux furent mises en vente peu après.*

Peut-être, pensai-je, le peuple allemand était-il tout simplement ahuri de se réveiller, en ce premier matin de septembre, pour se trouver projeté dans la guerre, alors qu'il avait une telle certitude que le Führer ferait tout pour l'éviter.

Quel contraste, ne pouvait-on s'empêcher de noter, entre cette morne apathie et la manière dont les Allemands étaient entrés en guerre en 1914. Leur enthousiasme alors s'était déchaîné. Les foules de la rue avaient organisé des démonstrations délirantes, jeté des fleurs aux troupes en marche et frénétiquement acclamé le Kaiser et Suprême Seigneur de la guerre, Guillaume II.

Aucune démonstration, cette fois, envers les troupes ni à l'adresse du Seigneur de la Guerre nazi qui, peu avant dix heures, s'était rendu de la Chancellerie au Reichstag par des rues vides afin d'annoncer à la nation les événements considérables qu'il venait de provoquer délibérément et de sang-froid. Les robots du Reichstag eux-mêmes, membres du parti pour la plupart, nommés par Hitler, ne manifestèrent pas grand enthousiasme en écoutant le dictateur expliquer les raisons pour lesquelles l'Allemagne

s'était engagée dans la guerre. Les acclamations étaient beaucoup moins nombreuses et beaucoup plus tièdes que lors d'occasions antérieures où le chef avait déclamé du haut de sa tribune dans la grande salle ornementée de l'Opéra Kroll.

Bien que parfois truculent, il semblait étrangement sur la défensive. A l'écouter, j'eus l'impression que tout son discours trahissait une bizarre tension, comme si Hitler lui-même était frappé de s'être lancé dans une telle aventure et en concevait quelque désespoir. Son explication des motifs pour lesquels son allié italien avait renié ses obligations automatiques ne semblèrent pas passer, même auprès d'un auditoire aussi soigneusement sélectionné.

Je voudrais avant tout, dit-il, adresser ici mes remerciements à l'Italie qui nous a soutenus pendant tout ce temps. Vous comprendrez, d'autre part, que, pour conduire cette lutte, nous ne voulons pas faire appel à une aide étrangère. Ce problème, qui est le nôtre, nous le résoudrons seuls.

Ayant menti si souvent sur la route du pouvoir et dans la consolidation de celui-ci, Hitler ne put s'empêcher, en ce grave instant de l'histoire, de lancer quelques mensonges de plus à l'adresse du crédule peuple allemand pour justifier son acte insensé.

Vous connaissez les tentatives sans fin que j'ai entreprises pour arriver à une entente pacifique sur le problème autrichien, et, plus tard, dans le problème des Sudètes, de la Bohême et de la Moravie. Tout cela a été en vain.

Dans des conversations avec des hommes d'État polonais... j'ai formulé enfin les propositions allemandes, et il n'est rien qui soit plus loyal et plus modeste que ces propositions. En ce moment, je voudrais dire ceci au monde : moi seul, j'étais à même de faire de telles propositions, car je sais en toute certitude que je me suis trouvé à ce moment en

contradiction avec l'opinion de millions d'Allemands. Ces propositions ont été rejetées...

Deux journées pleines, mon gouvernement et moi avons attendu pour savoir s'il convenait ou non au gouvernement polonais de nous envoyer enfin un plénipotentiaire... Mon amour de la paix et ma longanimité infinie ne doivent pas être confondues avec la faiblesse et, à plus forte raison, avec la lâcheté... Je ne puis déceler chez le gouvernement polonais aucun désir d'engager avec nous des pourparlers vraiment sérieux... Je me suis donc résolu à employer maintenant, vis-à-vis de la Pologne, le langage même que, depuis des mois, la Pologne emploie vis-à-vis de nous...

La Pologne, cette nuit, pour la première fois, et sur notre territoire, a fait ouvrir le feu par ses soldats réguliers. Depuis cinq heures quarante-cinq du matin, nous tirons de notre côté. A partir de maintenant à toute bombe répondra une bombe.

Ainsi, pour justifier son agression préméditée contre la Pologne, Hitler utilisa son simulacre d'attaque contre le poste allemand de radio de Gleiwitz, opération qui, nous l'avons vu, fut l'œuvre de S.S. en uniformes polonais sous la direction de Naujocks. Et en fait, dans ses premiers communiqués, le Haut-Commandement allemand qualifia de « contre-attaques » ses opérations militaires. Weizsaecker lui-même contribua de tous ses efforts à cette lamentable escroquerie. Au cours de la journée, il adressa, de la Wilhelmstrasse, un télégramme circulaire à toutes les missions diplomatiques allemandes à l'étranger pour leur indiquer les grandes lignes de l'attitude à adopter.

Pour se défendre contre les coups de main polonais, les troupes allemandes sont entrées en action ce matin à l'aube. Cette action, présentement, ne peut être considérée comme un acte de belligérance, mais simplement comme une riposte aux attaques des Polonais (1).

Les soldats allemands eux-mêmes, bien placés pourtant pour constater d'où étaient venues les attaques sur la frontière polonaise, subirent, eux aussi, le bombardement des mensonges d'Hitler. Le 1er

septembre, le Führer adressa, en effet, une grandiose proclamation à l'armée :

L'État polonais a rejeté le règlement pacifique recherché par moi. Il préfère en appeler aux armes... Une série de violations de frontières insupportables pour une grande puissance démontre que les Polonais ne veulent plus respecter la frontière du Reich.

Pour mettre fin à ces folles menées, il ne me reste pas d'autre moyen que d'opposer dès maintenant la force à la force.

Une seule fois, ce jour-là, Hitler devait dire la vérité :

Je n'exige d'aucun homme allemand autre chose que ce que j'ai été prêt à faire moi-même pendant quatre ans... Dès maintenant, je ne veux plus être autre chose que le premier soldat du Reich allemand. J'ai ainsi repris la tenue qui m'était la plus chère et la plus sacrée. Je ne la quitterai qu'après la victoire, ou bien je ne verrai pas cette fin.

Pour une fois, il devait se montrer fidèle à sa parole. Mais aucun des Allemands que je rencontrai à Berlin ce jour-là ne remarqua que le Führer avait tout simplement voulu dire qu'il ne pourrait affronter ni accepter une défaite éventuelle.

Dans son discours, Hitler désigna Goering comme son premier successeur au cas où quelque chose lui arriverait. Le camarade Hess, ajouta-t-il, viendrait en second. « Et, pour le cas où il arriverait aussi quelque chose au camarade Hess, je décrète immédiatement une loi qui confiera au conseil des Anciens du parti le soin de choisir en son sein le plus digne, c'est-à-dire le plus brave. » Quelle loi? Quel conseil? Personne n'en avait jamais entendu parler.

L'attitude relativement modérée d'Hitler au Reichstag fit place à une humeur fort différente et beaucoup plus menaçante dès qu'il fut de retour à

la Chancellerie. L'omniprésent Dahlems, qui était à la remorque de Gœring, le trouva « dans un état d'extrême nervosité et de grande agitation ».

Il me confia (écrivit par la suite le médiateur suédois) qu'il avait toujours soupçonné l'Angleterre de chercher la guerre. Il me dit ensuite qu'il écraserait la Pologne et en annexerait la totalité.

Il s'excita de plus en plus et commença d'agiter les bras en me hurlant au visage : « Si l'Angleterre veut se battre pendant un an, je combattrai un an; si elle veut se battre pendant deux ans, je me battrai pendant deux ans. » Il s'arrêta, puis se mit à hurler, sa voix poussant jusqu'à l'aigu, et avec des gestes de bras frénétiques : « Si l'Angleterre veut se battre pendant trois ans, je me battrai pendant trois ans... »

Les mouvements de son corps commencèrent alors à suivre ceux de ses bras et lorsqu'il mugit enfin : *Und wenn es erforderlich ist, will ich zehn Jahre kämpfen* (Et, s'il le faut, j'en combattrai pendant dix ans!) il brandit le poing et se pencha en avant à en toucher presque le sol (2).

Et pourtant, malgré toute son hystérie, Hitler n'était pas du tout convaincu qu'il devrait se battre contre la Grande-Bretagne. Les colonnes armées allemandes avaient déjà avancé de plusieurs kilomètres en Pologne et elles progressaient rapidement, tandis que la plupart des villes polonaises, y compris Varsovie, étaient bombardées et comptaient déjà un nombre considérable de victimes civiles. Mais rien, en provenance de Londres ou de Paris, ne venait témoigner que la Grande-Bretagne et la France eussent la moindre hâte de tenir leurs engagements envers la Pologne.

Leur attitude semblait claire, mais Dahlems et Henderson paraissent avoir tout fait pour embrouiller les choses.

A dix heures trente, l'ambassadeur de Grande-Bretagne téléphona un message à Halifax.

D'après les renseignements que je possède, les Polonais ont fait sauter le pont de Dirschau cette nuit*. Et des combats ont eu lieu à Dantzig. Hitler a donné l'ordre de rejeter les Polonais derrière la ligne de délimitation et a enjoint à Gœring de détruire les forces aériennes polonaises stationnées le long de la frontière.

** L'opération allemande pour s'emparer du pont de Dirschau sur la Vistule, avant que les Polonais ne le fassent sauter, avait été combinée au début de l'été et figure constamment dans les documents du Plan Blanc. Elle était spécifiquement ordonnée dans la Directive n° 1 du 1er août. En fait, l'opération échoua, en partie parce que les brumes matinales gênèrent le largage des parachutistes qui devaient s'emparer du pont. Les Polonais réussirent à le faire sauter juste à temps.*

Mais, à la fin de sa dépêche, Henderson ajoutait :

Je tiens ces renseignements de Gœring en personne. Hitler demandera peut-être à me voir après le Reichstag, dans un ultime effort pour sauver la paix (3).

Quelle paix? La paix avec la Grande-Bretagne? Depuis six heures, l'Allemagne, avec toute sa puissance militaire, était en guerre — contre l'alliée de la Grande-Bretagne!

Hitler ne convoqua pas Henderson après son discours au Reichstag, et l'ambassadeur qui avait complaisamment transmis à Londres les mensonges de Gœring sur l'agression polonaise se découragea — mais pas complètement. A dix heures cinquante, il téléphona un nouveau message à Halifax : une idée nouvelle avait surgi dans son esprit fertile mais confus.

Je sens de mon devoir, disait-il, si ténu que soit l'espoir, d'exprimer la conviction qu'il nous reste peut-être une chance de sauver la paix. Il faudrait que le maréchal Smigly-Rydz se déclare prêt à se rendre immédiatement en Allemagne, à titre de soldat et de plénipotentiaire, pour discuter de l'ensemble du problème avec le feld-maréchal Gœring (4).

Pas une seconde, semble-t-il, l'idée n'est venue à ce singulier ambassadeur de Grande-Bretagne que Smigly-Rydz était plutôt occupé à repousser l'attaque massive et non provoquée des Allemands, et qu'il ne pouvait se libérer pour se rendre à Berlin en qualité de « plénipotentiaire », ce qui équivaldrait, étant donné les circonstances, à une capitulation pure et simple.

Dahlerus fit preuve de plus d'activité encore que Henderson en ce premier jour de l'attaque allemande contre la Pologne. A huit heures du matin, il était allé trouver Goering, qui lui annonça que « la guerre avait éclaté, parce que les Polonais avaient attaqué la station de radio allemande de Gleiwitz et fait sauter un pont près de Dirschau ». Le Suédois s'empessa d'appeler Londres pour informer le Foreign Office de cette nouvelle.

« J'avertis mon interlocuteur, déclara-t-il plus tard au cours de son contre-interrogatoire à Nuremberg, que, selon les renseignements qui m'avaient été communiqués, les Polonais avaient passé à l'attaque, et l'on se demanda naturellement ce qui me prenait d'annoncer une telle nouvelle (5). » Mais ce n'était, après tout, que ce que l'ambassadeur de Sa Majesté allait téléphoner deux heures plus tard.

Un mémorandum confidentiel du Foreign Office porte que le coup de téléphone du Suédois fut, en fait, donné à neuf heures cinq. Singeant Goering, Dahlerus affirma à Londres que « les Polonais (étaient) en train de tout saboter », et qu'il avait la preuve que jamais « ils n'avaient eu la moindre intention de négocier (6) ».

A midi et demi, Dahlerus appela une fois de plus le Foreign Office, et

il eut cette fois Cadogan au bout du fil. Il rejeta à nouveau le blâme sur les Polonais, qu'il accusa de saboter la paix en faisant sauter le pont de Dirschau et suggéra qu'il pourrait reprendre l'avion pour Londres en compagnie de Forbes. Mais l'austère et implacable Cadogan commençait à se lasser de Dahlerus maintenant que la guerre qu'il avait tenté d'empêcher avait éclaté. Il répondit au Suédois qu'« il n'y avait désormais rien à faire ».

Toutefois, Cadogan n'était que le sous-secrétaire permanent du Foreign Office; il ne faisait pas partie du cabinet. Dahlerus insista pour que sa requête fût soumise au cabinet lui-même, en avertissant Cadogan d'un ton hautain qu'il le rappellerait une heure après. Il n'y manqua pas, mais eut la réponse qu'il méritait.

Toute idée de médiation (dit Cadogan) est hors de question alors que les troupes allemandes sont en train d'envahir la Pologne. La seule façon d'empêcher une guerre mondiale est : 1° la suspension des hostilités, et 2° le retrait immédiat des troupes allemandes en deçà de la frontière (7).

A 10 heures, le comte Raczynski, ambassadeur de Pologne à Londres, était allé trouver Lord Halifax pour lui communiquer officiellement la nouvelle de l'agression allemande, ajoutant qu'on se trouvait là en présence d'« un des cas prévus par le traité ». Le secrétaire au Foreign Office répondit qu'il ne doutait nullement des faits invoqués. A dix heures cinquante, il convoqua au Foreign Office le chargé d'affaires allemand Theodor Kordt, pour lui demander s'il était au courant de la situation. Kordt répondit qu'il ne possédait aucune information concernant une attaque allemande contre la Pologne, ni d'ailleurs aucune instruction.

Halifax lui déclara alors que les rapports reçus dans la matinée « créaient une situation très sérieuse ». Mais il s'en tint là. Kordt téléphona cette nouvelle à Berlin à onze heures quarante-cinq.

A midi donc, Hitler avait des raisons d'espérer que la Grande-Bretagne, tout en considérant la situation comme sérieuse, pourrait après tout ne pas entrer en guerre. Mais cet espoir devait bientôt être anéanti.

A dix-sept heure quinze, un membre de l'ambassade de Grande-Bretagne à Berlin téléphona à la Wilhelmstrasse pour prier Ribbentrop de recevoir Henderson, « aussitôt que possible pour une affaire urgente ». L'ambassade de France effectua une démarche analogue quelques minutes plus tard. Ribbentrop, ayant refusé de rencontrer simultanément les deux ambassadeurs, reçut Henderson à vingt et une heures quarante et Coulondre une heure plus tard. L'ambassadeur de Grande-Bretagne lui remit une note officielle du gouvernement britannique.

... A moins que le gouvernement allemand ne soit prêt, disait-elle, à donner au gouvernement de Sa Majesté des assurances satisfaisantes qu'il a suspendu toute action agressive contre la Pologne et qu'il est prêt à rappeler promptement ses forces du territoire polonais, le gouvernement de Sa Majesté remplira sans hésitation ses obligations envers la Pologne (8).

La note française était rédigée en termes identiques. Ribbentrop répondit aux deux ambassadeurs qu'il remettrait leurs notes à Hitler; là-dessus il se lança dans une longue dissertation, déclarant « qu'il n'était pas question d'une agression allemande », mais d'une agression polonaise, et répétant le mensonge, quelque peu éventé, que des troupes « régulières » polonaises avaient attaqué, la veille, le sol allemand. Les raffinements diplomatiques furent toutefois maintenus. Sir Nevile Henderson ne

manqua pas de noter, ce même soir, dans la dépêche où il décrit l'entrevue, que Ribbentrop s'était montré « courtois et poli ».

Comme l'ambassadeur s'apprêtait à prendre congé, une discussion s'éleva sur le point de savoir si, au cours de l'entrevue orageuse qu'ils avaient eue deux jours auparavant, le ministre des Affaires étrangères allemand avait réellement débité à toute allure le texte des propositions allemandes à la Pologne. Henderson soutint que c'était exact; Ribbentrop déclara qu'il les avait lues « lentement et clairement et avait même fourni des explications orales sur les points principaux, de sorte qu'il était en droit de supposer que Henderson avait tout compris ». Une telle discussion n'avait aucune chance d'aboutir — mais quelle importance cela avait-il désormais (9) ?

La nuit du 1^{er} septembre, alors que les armées allemandes poussaient leur avantage en Pologne et que la Luftwaffe bombardait sans relâche, Hitler apprit par les notes anglo-françaises que, s'il ne stoppait pas ses armées et ne les retirait pas rapidement — ce qui était impensable, — il aurait une guerre mondiale sur les bras. Espérait-il toujours que sa chance — celle de Munich — puisse encore jouer? C'est possible : son ami Mussolini, effrayé par l'avènement de la guerre et dans la crainte qu'une écrasante intervention des forces navales et terrestres anglo-françaises ne s'exerçât contre l'Italie, s'employait désespérément à organiser un nouveau Munich.

Le 26 août encore, on s'en souviendra, le Duce, en esquivant les obligations imposées à l'Italie par le Pacte d'Acier, avait tenté de persuader le Führer qu'il existait peut-être une possibilité de « solution politique » susceptible de donner « pleine satisfaction morale et matérielle à l'Allemagne ». Hitler ne s'était pas soucié d'agiter la question avec son ami et allié, ce qui avait découragé le second partenaire de l'Axe. Toutefois, le 31 août, ainsi que nous l'avons vu, Mussolini et Ciano, avertis par leur ambassadeur à Berlin que la situation était devenue désespérée, avaient conseillé à Hitler de consentir tout au moins à recevoir l'ambassadeur de Pologne, Lipski. Ils voulaient alors tenter d'obtenir le consentement du gouvernement britannique au retour de Dantzig « à titre de préliminaire » à des négociations de paix.

Mais il était trop tard pour qu'Hitler se laissât attirer par un appât aussi mince. Dantzig n'était qu'un prétexte, ainsi qu'Hitler l'avait avoué à ses généraux. Le but du Führer, c'était la destruction de la Pologne. Mais le Duce l'ignorait. Le matin du 1er septembre, il se trouva placé devant l'alternative de déclarer immédiatement la neutralité de l'Italie ou de risquer d'être attaqué par la France et la Grande-Bretagne. Les notes du journal de Ciano montrent clairement quel cauchemar cette perspective représentait pour son beau-père, atterré par les récents développements de la situation*.

* En fait, la décision de Mussolini avait été communiquée à la Grande-Bretagne la nuit précédente. A vingt-trois heures quinze, le Foreign Office avait reçu de Rome un message de Sir Percy Loraine : « Gouvernement Italien a pris sa décision. L'Italie ne se battra ni contre

la Grande-Bretagne, ni contre la France... Cette communication m'a été faite par Ciano sous le sceau du secret à vingt et une heure quinze (10). »

Ce même soir, les Italiens avaient éprouvé une forte émotion lorsque les Anglais avaient coupé après vingt heures les communications téléphoniques avec Rome. Ciano craignit que ce ne fût le prélude à une attaque anglo-française.

De bonne heure dans la matinée du 1er septembre, l'infortuné dictateur italien avait personnellement téléphoné à son ambassadeur à Berlin, Attolico, dans le but, pour reprendre les termes mêmes de Ciano, « de se faire envoyer par Hitler un télégramme qui le libère des obligations de l'alliance (11) ». Service que le Führer s'empessa de lui rendre sur-le-champ. A huit heures quarante, juste avant de se rendre au Reichstag, il adressa à son ami un télégramme qui, pour gagner du temps, fut téléphoné à l'ambassade d'Allemagne à Rome.

DUCE,

Je vous remercie très cordialement de l'aide diplomatique et politique que vous avez récemment fournie à l'Allemagne et à sa juste cause. Je suis convaincu que nous pourrions remplir les tâches qui nous sont imposées avec les seules forces militaires de l'Allemagne. Je ne pense donc pas, dans ces conditions, avoir besoin de l'aide militaire de l'Italie. Je vous remercie aussi, Duce, pour tout ce que vous pourrez faire à l'avenir pour la cause commune du fascisme et du national-socialisme.

ADOLF HITLER ** (12)

*** A seize heures trente, à la suite d'une réunion du conseil des ministres, la radio italienne diffusa un communiqué informant le peuple Italien « que l'Italie ne prendrait aucune initiative en matière d'opérations militaires ». Cette annonce fut immédiatement suivie par le message d'Hitler à Mussolini libérant l'Italie de ses obligations.*

A douze heures quarante-cinq, après s'être adressé au Reichstag et s'être apparemment remis des effets de la sortie qu'il avait faite à Dahlerus,

Hitler se laissa persuader d'envoyer un nouveau message à Mussolini. Il se déclara prêt à résoudre le problème polonais par « voie de négociations », tout en affirmant que, pendant deux jours, « il avait attendu en vain le négociateur polonais » et que, rien que la dernière nuit, plusieurs nouveaux cas de « violation de frontière » s'étaient produits. En conséquence, il était désormais résolu « à répondre à la force par la force » et concluait en exprimant à nouveau sa gratitude à son évanescent partenaire.

Je vous remercie, Duce, pour tous vos efforts. Je vous remercie aussi, en particulier, pour vos offres de médiation. Mais ces tentatives m'ont dès le départ inspiré un grand scepticisme, car, si le gouvernement polonais avait jamais eu la moindre intention de résoudre le problème à l'amiable, il aurait pu, à tout moment, le faire. Mais il s'y est toujours refusé.

Pour cette raison, Duce, je n'ai pas voulu vous exposer aux dangers du rôle de médiateur que l'intransigeance du gouvernement polonais aurait probablement rendu inutile.

ADOLF HITLER (13).

Mais, poussé par Ciano, Mussolini tenta un dernier effort désespéré pour s'exposer justement au « danger » contre lequel Hitler le mettait en garde. La veille déjà, peu après midi, Ciano avait proposé aux représentants de la Grande-Bretagne et de la France de convier le 5 septembre l'Allemagne à une conférence ayant pour but « de réviser les clauses du Traité de Versailles, cause des troubles actuels ».

On pourrait penser que la nouvelle de l'invasion allemande de la Pologne, le lendemain matin, avait rendu caduques les propositions de Mussolini. Mais, à la surprise des Italiens, Georges Bonnet, le ministre des Affaires étrangères français, téléphona à François-Poncet, qui représentait alors la France à Rome, pour lui demander d'avertir Ciano que le gouvernement français accueillait favorablement le principe de cette

conférence, à condition que celle-ci ne tentât pas de disposer des intérêts d'une puissance en dehors de la présence de ladite puissance, et qu'elle ne se bornât pas à rechercher des « solutions partielles et provisoires à des problèmes limités et immédiats ». Bonnet ne fit aucune allusion au retrait ni même à l'immobilisation des troupes allemandes comme condition préalable à une telle conférence (14)*.

** Deux fois, dans l'après-midi du 1er septembre. Bonnet avait prié Noël, l'ambassadeur de France à Varsovie, de demander à Beck si la Pologne acceptait la proposition italienne d'une conférence. La réponse lui parvint plus tard dans la soirée. « Nous sommes en pleine guerre comme suite à une agression non provoquée. La question qui se pose n'est pas celle d'une conférence, mais celle de l'action commune qui doit être menée par les Alliés pour résister » Les messages de Bonnet et la réponse de Beck figurent dans le Livre Jaune français*

Le gouvernement britannique ne s'associa pas aux efforts de Bonnet. Un mémorandum du foreign Office, signé par R. M. Makins. Note que le gouvernement britannique « ne fut ni consulté, ni informé de cette démarche (15). »

Mais, cette condition, les Anglais y tenaient et ils réussirent à entraîner à leur suite le cabinet français intérieurement divisé, si bien que des notes identiques purent être présentées à Berlin le 1er septembre au soir. Le texte de ces notes fut publié le soir même : la Grande-Bretagne et la France avertissaient l'Allemagne que, si celle-ci ne retirait pas ses troupes de Pologne, elles entreraient en guerre. Cela n'empêcha pas Mussolini, qui se raccrochait désormais désespérément aux moindres brins d'herbe, fussent-ils imaginaires, de lancer le lendemain un nouvel appel à Hitler, exactement comme s'il ne prenait pas les avertissements anglo-français au sérieux.

Le 2 septembre, ainsi que le relate Henderson dans son *Rapport définitif*, fut un jour d'incertitude**. Coulondre et lui attendirent

anxieusement la réponse d'Hitler à leurs notes, mais rien ne vint. Peu après midi, Attolico arriva tout essoufflé à l'ambassade de Grande-Bretagne pour demander à Henderson de le fixer immédiatement sur un certain point : La note britannique de la veille devait-elle ou non être considérée comme un ultimatum? « Je lui répondis, écrit Henderson, que j'avais été autorisé à préciser au ministre des Affaires étrangères s'il me l'avait demandé — ce qui n'avait pas été le cas — qu'il ne s'agissait pas d'un ultimatum mais d'un avertissement (16). »

****** *L'après-midi précédent, sur l'ordre de Halifax, Henderson avait brûlé ses grilles et ses documents confidentiels et demandé officiellement au chargé d'affaires américain « de bien vouloir, en cas de guerre, se charger des intérêts britanniques ». British Blue Book p 21*

Nanti de la réponse qu'il cherchait, l'ambassadeur d'Italie se précipita à la Wilhelmstrasse. Il s'y était déjà présenté à dix heures, porteur d'une communication de Mussolini qu'il avait confiée à Weizsaecker en apprenant que Ribbentrop n'était pas en mesure de le recevoir.

2 septembre 1939

Dans un but d'information, l'Italie tient à faire savoir, tout en laissant naturellement la décision au Führer, qu'elle a encore la possibilité de faire admettre par la France, la Grande-Bretagne et la Pologne le principe d'une conférence sur les bases suivantes.

1. Un armistice laissant les armées là (en italique dans l'original) où elles se trouvent actuellement.
2. Réunion de la conférence sous les deux ou trois jours.
3. Règlement du conflit polono-allemand. Vu l'état actuel des choses, ce règlement serait certainement favorable à l'Allemagne.

Cette initiative, venue du Duce, est particulièrement appuyée par la France*.

Dantzig est déjà allemand et l'Allemagne est déjà en possession de gages qui lui

garantissent la plus grande partie de ses revendications. De plus, l'Allemagne a déjà obtenu « satisfaction morale ». Si elle accepte la proposition d'une conférence, elle atteindra tous ses objectifs tout en évitant une guerre qui, même à ce jour, semble devoir se généraliser et se prolonger très longtemps.

Le Duce ne veut pas se montrer insistant, mais il estime très important que le texte ci-dessus soit immédiatement soumis à l'attention de Herr von Ribbentrop et du Führer (17).

** Ciano prétend que la note fut envoyée à la suite de la « pression française ». Journal de Ciano, p. 145. Mais il déforme sûrement la vérité. Bien que Bonnet fit tout son possible pour obtenir une conférence, Mussolini s'y employait encore plus désespérément.*

Il n'est donc pas étonnant que lorsque Ribbentrop, très tôt remis de son indisposition, reçut à treize heures trente Attolico, ce fut pour lui indiquer expressément que la proposition du Duce ne « pouvait se concilier » avec les notes franco-britanniques de la veille qui avaient nettement le « caractère d'un ultimatum ».

L'ambassadeur d'Italie, qui partageait le désir de son chef d'éviter une guerre mondiale, et qui était certainement plus sincère, interrompit Ribbentrop pour lui dire que les déclarations britannique et française étaient désormais « dépassées » par la dernière communication du Duce. Attolico n'avait naturellement aucune qualité pour faire une telle déclaration, qui ne correspondait d'ailleurs pas à la réalité, mais, en cette heure tardive, il pensait sans doute qu'il ne risquait rien à se montrer téméraire. Bien que le ministre des Affaires étrangères allemand exprimât son scepticisme, Attolico ne voulut pas démordre de son point de vue.

Les déclarations française et britannique, dit-il, n'entraient plus en ligne de compte. Le comte Ciano n'avait téléphoné qu'à huit heures trente, c'est-à-dire après que ces déclarations eussent été diffusées par la radio italienne. Celles-ci devaient donc être considérées comme dépassées. Le comte Ciano avait, en outre, précisé que la France appuyait tout

particulièrement la proposition du Duce. Ces instances venaient présentement de la France, mais celles de la Grande-Bretagne suivraient (18).

Ribbentrop ne se laissa pas convaincre. Il venait, dit-il, d'examiner avec Hitler la proposition de Mussolini; le Führer tenait à savoir si les notes anglo-françaises avaient le caractère d'un ultimatum. Finalement, le ministre des Affaires étrangères souscrivit à la suggestion d'Attolico, qui se proposait à aller immédiatement sonder Henderson et Coulondre à ce sujet.

D'où la visite d'Attolico à l'ambassade de Grande-Bretagne. « Je revois encore Attolico, écrivit plus tard Schmidt, qui avait fait fonction d'interprète lors de l'entretien, sortir en courant de la chambre de Ribbentrop et, bien qu'il ne fût plus de la première jeunesse, dévaler quatre à quatre les escaliers pour se précipiter chez Henderson et Coulondre... Une demi-heure plus tard, il revint, toujours en courant et aussi essoufflé qu'il était parti (19). »

Reprenant haleine, l'ambassadeur d'Italie rapporta qu'il venait d'apprendre de la bouche de Henderson que la note britannique n'était pas un ultimatum. Ribbentrop rétorqua que « bien que la réponse allemande aux déclarations anglo-françaises ne pût être que négative, le Führer examinait les propositions du Duce et que, s'il avait la confirmation de Rome qu'il n'était pas question d'ultimatum dans la déclaration franco-anglaise, il donnerait sa réponse d'ici un jour ou deux. » Lorsque Attolico insista pour avoir une réponse plus rapide, Ribbentrop consentit finalement à la donner le lendemain, dimanche 3 septembre à midi.

A Rome, entre-temps, les espoirs de Mussolini s'effondraient. A quatorze heures, Ciano reçut les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de

France. Il téléphona en leur présence à Halifax et Bonnet pour leur rendre compte des entretiens d'Attolico avec le ministre des Affaires étrangères allemand. Bonnet fut, à son habitude, expansif et, selon son propre récit (cf. Livre Jaune français), remercia chaleureusement Ciano pour ses efforts en faveur de la paix. Halifax se montra plus froid.

Il confirma que la note britannique n'était pas un ultimatum — on s'étonne de voir ces hommes d'État couper ainsi les cheveux en quatre pour une simple question de terminologie, car les déclarations anglo-françaises ne laissaient place à aucune équivoque — mais ajouta qu'à son avis les Anglais ne pouvaient accepter les propositions de conférence de Mussolini que si les armées allemandes se retiraient de Pologne, point sur lequel Bonnet, une fois de plus, avait gardé le silence. Halifax promit qu'il téléphonerait à Ciano la décision du cabinet britannique.

Celle-ci vint peu après dix-neuf heures. La Grande-Bretagne acceptait l'offre du Duce, à condition qu'Hitler ramenât ses troupes vers la frontière allemande. Le ministre des Affaires étrangères se rendit compte qu'Hitler n'y consentirait jamais et qu'« il n'y (avait) plus rien à faire », ainsi qu'il l'écrivit dans son journal.

Ce n'est pas à nous, ajouta-t-il, de donner à Hitler pareil conseil, qu'il repousserait avec force et peut-être avec colère. J'en fais part à Halifax, aux deux ambassadeurs et au Duce, puis je téléphone à Berlin pour dire que, sauf avis contraire des Allemands, nous renonçons à poursuivre les pourparlers. La dernière note d'espoir s'est éteinte (20).

Le 2 septembre à vingt heures cinquante, épuisé et terrassé par la douleur, Attolico reprit donc une fois encore le chemin de la Wilhelmstrasse. Ribbentrop le reçut cette fois à la Chancellerie, où il était

en conférence avec Hitler. Un mémorandum, saisi au ministère des Affaires étrangères, relate la scène.

L'ambassadeur d'Italie annonça au ministre des Affaires Étrangères que les Anglais n'étaient pas disposés à entrer en négociations sur la base de la proposition de médiation italienne. Les Anglais exigeaient, avant d'entreprendre des pourparlers, le retrait immédiat de toutes les troupes allemandes du territoire polonais occupé et de Dantzig...

En conclusion, l'ambassadeur d'Italie déclara que le Duce considérait sa proposition de médiation comme dépassée. Le ministre des Affaires étrangères reçut cette communication sans faire aucun commentaire (21).

Pas un mot de remerciement à l'infatigable Attolico pour tous ses efforts! Rien que le mépris du silence envers un allié qui essayait de frustrer l'Allemagne des dépouilles de la Pologne.

La dernière possibilité, si faible fût-elle, d'éviter la deuxième guerre mondiale venait d'être épuisée. Tout le monde, semble-t-il, en eut conscience, à l'exception d'un des acteurs du drame. A vingt et une heures, ce pusillanime de Bonnet appela Ciano au téléphone pour lui confirmer, une fois de plus, que la note française à l'Allemagne n'avait pas « un caractère d'ultimatum » et lui répéter que le gouvernement était prêt à attendre jusqu'au 3 septembre à midi, c'est-à-dire le lendemain, la réponse allemande.

Cependant « pour que la conférence ait une issue favorable », précisa Bonnet à Ciano, le gouvernement a convenu avec les Anglais que les troupes allemandes doivent évacuer la Pologne. C'était la première fois que Bonnet mentionnait ce point — et seulement à cause de l'insistance britannique. Ciano répondit qu'à son avis Hitler n'accepterait jamais cette condition. Mais Bonnet ne voulut pas abandonner. Il chercha, pendant la

nuît, une ultime échappatoire aux obligations de la France envers la Pologne désormais meurtrie et investie. Ciano rapporta cette étrange manœuvre dans une note de son journal en date du 3 septembre.

Au milieu de la nuit, on me téléphona du ministère parce que Bonnet a demandé à Guariglia (l'ambassadeur d'Italie à Paris) s'il n'était pas possible d'obtenir au moins un retrait symbolique des forces allemandes de Pologne... J'écarte la proposition sans même en informer le Duce. Mais elle prouve que la France va au-devant de la grande épreuve sans enthousiasme et pleine d'incertitude (22).

LA GUERRE DE POLOGNE
DEVIENT LA DEUXIEME
GUERRE MONDIALE

Le dimanche 3 septembre fut, à Berlin, un merveilleux jour de fin d'été. Le soleil brillait, l'air était embaumé. « Une de ces journées, notai-je dans mon journal, que les Berlinoises aiment à passer dans les bois ou sur les lacs des environs. »

A l'aube, arriva à l'ambassade de Grande-Bretagne un télégramme de Lord Halifax à Sir Neville Henderson, enjoignant à celui-ci de demander audience pour neuf heures au ministre des Affaires étrangères allemand, afin de lui remettre une communication, dont le texte suivit alors.

Le gouvernement Chamberlain était parvenu au bout de la route. Trente-deux heures plus tôt, environ, il avait averti Hitler que, si l'Allemagne ne retirait pas ses troupes, la Grande-Bretagne entrerait en guerre. Il n'avait pas obtenu de réponse et il était désormais résolu à tenir parole. La veille il avait craint, ainsi que Charles Corbin, ambassadeur de France à Londres, en avait informé à quatorze heures trente Bonnet, toujours indécis, qu'Hitler différerait délibérément sa réponse de manière à s'emparer du maximum de territoire polonais; une fois maître de Dantzig, du Corridor et d'autres zones, il ferait une « magnanime » proposition de paix basée sur les 16 points du 21 août (23).

Pour éviter de tomber dans ce piège, Halifax avait proposé aux Français, si le gouvernement allemand ne donnait pas, sous quelques heures, de réponse favorable aux communications franco-britanniques du 1er septembre, que soit proclamé l'état de guerre entre les nations

occidentales et l'Allemagne. A la suite d'une réunion du cabinet britannique dans l'après-midi du 2 septembre, où fut prise la décision définitive, Halifax suggéra spécifiquement que les deux alliés présentent à minuit à l'Allemagne un ultimatum devant expirer le 3 septembre, à cinq heures du matin (24). Bonnet, lui, ne voulut pas entendre parler d'un ultimatum aussi précipité.

En fait, intérieurement divisé comme il l'était, le cabinet français avait passé une très mauvaise semaine avant de se décider à remplir avant tout les obligations de la France envers la Pologne et envers la Grande-Bretagne. Au cours de la sombre journée du 23 août, atterré par la nouvelle que Ribbentrop était arrivé à Moscou pour conclure un pacte de non-agression germano-soviétique, Bonnet avait réussi à persuader Daladier de convoquer le conseil supérieur de la Défense Nationale afin d'examiner ce que devait faire la France*. En dehors du président Daladier et de Bonnet, les ministres des trois armes, le général Gamelin, les chefs d'état-major de la marine et de l'aviation participèrent à cette réunion.

** Le procès-verbal de la séance, dressé par le général Decamp, chef du cabinet militaire du président du Conseil, fut exhumé au procès de Riom. Le document ne fut jamais soumis aux corrections des autres membres de la réunion et, dans son livre Servir, le général Gamelin a prétendu que son imprécision laissait place à des erreurs d'interprétation. Toutefois, le pusillanime généralissime l'a confirmé dans ses grandes lignes.*

Le procès-verbal établit que Daladier posa trois questions :

1. La France peut-elle sans réagir assister à la disparition, de la carte d'Europe, de la Pologne et de la Roumanie ou de l'une de ces deux Puissances ?
2. Quels moyens a-t-elle de s'y opposer ?
3. Quelles sont les mesures à prendre dans l'immédiat ?

Bonnet lui-même, après avoir exposé la gravité de l'évolution des événements, posa une question qui ne devait plus cesser de le tourmenter jusqu'à la fin :

Compte tenu de cette situation, devons-nous rester fidèles à nos engagements et entrer en guerre immédiatement ou reconsidérer notre attitude et profiter du répit ainsi obtenu? ... La réponse à la question posée est d'ordre essentiellement militaire.

Ainsi mis sur la sellette, Gamelin et Darlan répondirent que :

l'armée et la marine étaient prêtes. Au début d'un conflit, leur action contre l'Allemagne ne pourrait être que limitée, mais la mobilisation française devait par elle-même apporter un certain soulagement à la Pologne en immobilisant sur nos frontières un certain nombre de grandes unités allemandes.

... Interrogé sur la durée de la résistance qu'étaient susceptibles de fournir la Pologne et la Roumanie, le général Gamelin répondit qu'il croyait à une résistance polonaise honorable, qui empêcherait la masse des forces allemandes de se retourner contre la France avant le printemps prochain, moment où l'Angleterre serait à ses côtés*.

** Dans son livre intitulé Servir, Gamelin admet qu'il hésita à attirer l'attention sur certaines faiblesses militaires de la France, parce qu'il n'avait aucune confiance en Bonnet. Il cite une phrase que Daladier lui adressa ultérieurement. « Vous avez eu raison. Si vous les aviez révélées, les Allemands les connaissaient dès le lendemain. »*

Après de nombreux pourparlers, les Français finirent par arriver à une décision qui fut dûment portée au procès-verbal de la séance.

Au cours de la discussion, il est souligné que, si nous devons être plus forts dans quelques mois, l'Allemagne le sera encore davantage, car elle aura les ressources polonaises et roumaines à sa disposition.

En conséquence, la France n'a pas le choix.

La seule solution est de tenir les engagements que nous avons pris envers la Pologne antérieurement à l'ouverture des négociations avec l'U.R.S.S.

Sa résolution prise, le gouvernement français passa à l'action. A la suite de cette conférence du 23 août, *l'alerte* fut donnée, et tous les régiments de couverture occupèrent leurs positions de combat. Le lendemain, 360 000 réservistes furent appelés. Le 31 août, le cabinet publia un communiqué annonçant que la France « remplirait avec énergie ses engagements ». Et le lendemain, premier jour de l'offensive allemande en Pologne, Halifax réussit à persuader Bonnet d'associer la France à la Grande-Bretagne pour avertir Berlin que les deux puissances étaient résolues à faire honneur à la parole qu'elles avaient donnée à leur alliée.

Mais le 2 septembre, lorsque les Anglais insistèrent pour présenter à minuit un ultimatum à Hitler, le général Gamelin et l'état-major montrèrent peu d'empressement. Après tout, c'étaient les Français qui devraient se battre si les Allemands passaient immédiatement à l'offensive dans l'Ouest. Et ils seraient seuls, car il n'y aurait pas un soldat britannique pour les aider. L'état-major général exigea quarante-huit heures supplémentaires afin de procéder à la mobilisation générale en toute tranquillité.

Il prétend aussi, dans ce même ouvrage, qu'il insista, lors de cette conférence, sur la faiblesse de la position militaire de la France. Si l'Allemagne, expliqua-t-il, « anéantit » la Pologne et se lance alors de tout son poids contre les Français, la France serait dans une situation « difficile ». « Dans ce cas, il ne lui serait plus possible d'entrer dans la lutte... Au printemps, avec l'aide des troupes britanniques et du matériel américain, j'espérais que nous serions en position de livrer une bataille défensive (en cas de nécessité, évidemment). J'ajoutai que nous ne pouvions espérer la victoire que dans une guerre longue. J'ai toujours été d'avis que nous ne

serions pas capables d'action offensive avant environ deux ans... c'est-à-dire en 1941-1942. » La timidité des conceptions du généralissime explique peut-être en grande partie les développements ultérieurs.

A dix-huit heures, Halifax téléphona à Sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris : « Le gouvernement britannique ne peut attendre quarante-huit heures. L'attitude française embarrasse considérablement le gouvernement de Sa Majesté. »

Elle menaçait même de devenir dangereuse deux heures plus tard, lorsque Chamberlain se leva pour s'adresser à la Chambre des Communes, dont la majorité des membres, quelle que fût leur appartenance politique, supportaient difficilement le retard des Anglais à faire honneur à leurs obligations. Leur patience fut presque à bout après que le Premier Ministre eut parlé. Il informa en effet la Chambre que les Allemands n'avaient pas encore donné leur réponse.

Si aucun message de Berlin ne venait donner l'assurance que l'Allemagne consentait à retirer ses troupes de Pologne, le gouvernement se verrait « contraint de prendre des mesures ». Si le retrait des troupes était admis, le gouvernement britannique, dit-il, « consentirait à considérer la situation comme identique à ce qu'elle était avant que les armées allemandes ne franchissent la frontière polonaise ». En attendant, ajouta-t-il, le gouvernement restait en communication avec la France au sujet du délai qu'il convenait de fixer dans leur avertissement à l'Allemagne.

Après trente-neuf heures de guerre en Pologne, la Chambre des Communes n'était pas d'humeur à accepter des tactiques aussi dilatoires. Un relent de Munich semblait émaner du banc du gouvernement. « Parlez au nom de l'Angleterre ! » cria Leopold Amery, au nom des conservateurs,

alors que le chef effectif de l'opposition travailliste, Arthur Greenwood, se levait pour prendre la parole.

« Je me demande pendant combien de temps encore nous allons tergiverser ainsi, déclara-t-il, à un moment où la Grande-Bretagne et tout ce qu'elle représente ainsi que la civilisation humaine sont en péril... Nous devons marcher avec les Français... »

C'était là le *hic*. Il s'avérait plutôt difficile, à cette heure, de décider les Français à marcher. Mais Chamberlain fut à ce point bouleversé par la colère du parlement qu'il intervint dans l'âpre débat et expliqua qu'il fallait du temps pour synchroniser avec Paris les « pensées et les actes » par téléphone. « Je serais horrifié, ajouta-t-il, que la Chambre puisse penser un instant que la déclaration que je viens de lui faire révélait la moindre défaillance de la part de ce gouvernement comme de celle du gouvernement français. » Celui-ci, dit-il, « siégeait en ce moment » et on en attendait une communication au cours des prochaines heures. Il tenta, en tout cas, d'apaiser l'émotion des représentants : « Je prévois que je ne pourrai faire demain à la Chambre qu'une seule réponse... et j'ai le ferme espoir que la Chambre est persuadée que je parle en toute bonne foi... »

L'inexorable approche de la plus grande épreuve de l'histoire d'Angleterre fut annoncée, ainsi que le nota plus tard Namier, « d'une manière étrangement hésitante ».

Chamberlain savait fort bien, les documents confidentiels britanniques le montrent clairement, que de graves dissentiments existaient entre son peuple et lui et qu'en cette heure critique pour le pays son gouvernement était en grand danger d'être renversé.

A peine eut-il quitté les Communes qu'il appela Daladier au

téléphone. La communication fut enregistrée à vingt et une heures cinquante et Cadogan, qui était à l'écoute, en dressa un procès-verbal destiné aux archives.

Chamberlain : La situation ici est très sérieuse... La séance à la Chambre a été orageuse... Si la France persiste à faire courir les quarante-huit heures à partir de midi demain, mon gouvernement ne serait plus maître de la situation ici.

Le Premier Ministre dit qu'il comprenait parfaitement que c'était à la France de supporter le poids de l'attaque allemande. Mais il était convaincu qu'il faudrait prendre une initiative quelconque dans la soirée.

Il proposa un compromis... Un ultimatum à huit heures demain matin... expirant à midi...

Daladier répliqua qu'à moins que les bombardiers britanniques ne puissent entrer immédiatement en action, il serait préférable pour les Français qu'on retarde si possible de quelques heures les attaques contre les armées allemandes.

Moins d'une heure plus tard, à vingt-deux heures trente, Halifax appela Bonnet. Il supplia les Français de consentir au compromis britannique d'un ultimatum, qui serait présenté à Berlin à huit heures le lendemain matin (3 septembre) pour expirer à midi. Non seulement le ministre des Affaires étrangères français ne voulut rien entendre, mais il répondit à Halifax que l'insistance britannique en faveur d'une telle précipitation créerait une « impression déplorable ». Il exigea que Londres patiente au moins jusqu'à midi avant de présenter un ultimatum à Hitler.

Halifax : Il est impossible pour le gouvernement de Sa Majesté d'attendre jusqu'à cette heure... Il est très douteux que le gouvernement (britannique) puisse se maintenir...

La Chambre des Communes était convoquée pour midi, le dimanche 3 septembre, et l'atmosphère de la séance du samedi soir avait démontré à Chamberlain et à Halifax que, s'ils voulaient survivre, il leur fallait donner

au parlement la réponse que celui-ci attendait d'eux. A deux heures du matin, l'ambassadeur de France à Londres, Corbin, avertit Bonnet que le cabinet Chamberlain risquait d'être renversé s'il ne pouvait fournir une réponse nette au parlement. Halifax, à la fin de sa conversation téléphonique avec Bonnet, avait donc averti celui-ci que la Grande-Bretagne envisageait « d'agir de son côté ».

Le télégramme de Halifax à Henderson parvint à Berlin vers quatre heures du matin*. La communication que ce dernier devait faire au gouvernement allemand à neuf heures, le dimanche 3 septembre, évoquait la note britannique du 1er septembre, dans laquelle la Grande-Bretagne avait déclaré son intention de remplir ses obligations envers la Pologne si les troupes allemandes n'étaient pas retirées dans les plus brefs délais.

** Le secrétaire au Foreign Office avait, au cours de la nuit, envoyé à Henderson deux télégrammes d'avertissement. Le premier, expédié à vingt-trois heures cinquante, était ainsi conçu :*

Peut-être vous donnerai-je l'ordre cette nuit de faire une communication immédiate au gouvernement allemand. Je vous prie de vous tenir prêt. Mieux vaut avertir le ministre des Affaires étrangères que vous pouvez, à tout moment, demander à le voir.

Il semblerait d'après ce télégramme que le gouvernement britannique ne s'était pas encore tout à fait décidé à agir seul, en dehors des Français. Mais, trente-cinq minutes plus tard, à minuit vingt-cinq, Halifax télégraphiait à Henderson :

Prière de solliciter une audience avec le M.A.E. (ministre des Affaires étrangères) pour neuf heures du matin, aujourd'hui dimanche. Instructions suivront (25).

Le télégramme décisif est daté de cinq heures du matin, heure de Greenwich. Henderson prétend, dans son Rapport Définitif, l'avoir reçu à quatre heures.

Bien que cette communication, poursuivait-elle, ait été faite voici plus de vingt-quatre heures, aucune réponse n'a été reçue, et les attaques contre la Pologne se sont poursuivies avec une intensité accrue. En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que si, aujourd'hui 3 septembre, au plus tard à onze heures du matin, heure d'été britannique, des assurances satisfaisantes dans le sens ci-dessus n'ont pas été données par le gouvernement allemand et ne sont pas parvenues au gouvernement de Sa Majesté à Londres, l'état de guerre

existera entre les deux pays à partir de cette heure (26) **.

*** Halifax avait envoyé une autre dépêche, datée également de cinq heures du matin, informant l'ambassadeur que Coulondre « ne ferait pas de communication semblable au gouvernement allemand avant midi aujourd'hui (dimanche). Il ignorait ce que serait le délai français mais il jugeait « probable » qu'il se situerait entre six et neuf heures (27).*

Un dimanche, et à une heure aussi matinale, Henderson éprouva quelques difficultés à entrer en contact avec la Wilhelmstrasse. On lui répondit que Ribbentrop ne serait pas « visible » à neuf heures, mais qu'il pourrait remettre sa communication au docteur Schmidt, l'interprète officiel.

En ce jour historique, le docteur Schmidt dormit plus tard que d'habitude, et, du taxi dans lequel il se rendait précipitamment au ministère des Affaires étrangères, il aperçut l'ambassadeur de Grande-Bretagne qui gravissait déjà les marches du perron. Empruntant une porte dérobée, Schmidt réussit à se faufiler dans le bureau de Ribbentrop alors que neuf heures sonnaient, juste à temps pour recevoir Henderson. « Il entra, l'air grave, raconta Schmidt plus tard, échangea une poignée de main avec moi, mais il déclina mon invitation à s'asseoir et demeura solennellement debout au milieu de la pièce (28). » Henderson lut à haute voix l'ultimatum britannique, en tendit un exemplaire à Schmidt et prit congé.

L'interprète officiel descendit à toute allure la Wilhelmstrasse jusqu'à la Chancellerie, muni du document. A la porte du bureau du Führer, il trouva la plupart des membres du cabinet et plusieurs hauts dignitaires du parti, qui s'étaient rassemblés là, « attendant anxieusement » la nouvelle qu'il apportait.

Lorsque je pénétrai dans la pièce voisine (raconta plus tard Schmidt), Hitler était assis à son bureau et Ribbentrop debout près de la fenêtre. Tous deux me lancèrent un regard interrogateur. Je m'arrêtai à quelques pas du bureau d'Hitler et me mis à traduire lentement l'ultimatum britannique. Lorsque je me tus, ce fut le silence complet.

Hitler demeura immobile à sa table, les yeux fixés devant lui... Après un intervalle qui me parut un siècle, il se tourna vers Ribbentrop qui n'avait pas quitté son poste auprès de la fenêtre. « Et ensuite? » demanda-t-il, l'air furieux, comme s'il sous-entendait que son ministre des Affaires étrangères l'avait trompé sur la réaction probable des Anglais :

« Je suppose, répondit Ribbentrop d'un ton calme, que les Français vont nous présenter d'ici une heure un ultimatum semblable (29). »

Sa mission accomplie, Schmidt sortit et s'arrêta dans l'antichambre pour mettre les autres au courant des événements. Ils gardèrent, eux aussi, le silence pendant un moment. Alors :

Göring se tourna vers moi : « Si nous perdons cette guerre, dit-il, que Dieu nous ait en pitié. »

Gœbbels se tenait tout seul dans un coin, l'air abattu et absorbé dans ses pensées. Partout autour de moi, je ne vis que des regards profondément inquiets (30).

Entre-temps, l'inimitable Dahlerus avait fait une ultime et fantaisiste tentative pour éviter l'inévitable. A huit heures, Forbes l'avait averti de l'ultimatum britannique, qui serait présenté une heure plus tard. Il se précipita alors au quartier général de la Luftwaffe, afin de voir Göring et, pour reprendre les termes dont il usa à Nuremberg, le supplia de veiller à ce que la réponse allemande à l'ultimatum soit « raisonnable ». Il suggéra en outre que le feld-maréchal en personne fasse avant onze heures une déclaration, où il annoncerait qu'il était prêt à prendre l'avion pour Londres « en vue de négocier ».

Dans son livre de souvenirs, l'industriel suédois prétend que Göring

accueillit favorablement sa suggestion et téléphona à Hitler, qui y souscrivit immédiatement. Les documents allemands ne font aucune mention de cette démarche, et le docteur Schmidt apporte la preuve que Goering, quelques minutes après neuf heures, ne se trouvait pas à son quartier général, mais à la Chancellerie, dans l'antichambre d'Hitler.

En tout cas, il ne fait aucun doute que l'intermédiaire suédois ait effectivement téléphoné au Foreign Office non pas une fois mais deux. Lors de sa première communication, à dix heures quinze, il prit sur lui d'informer le gouvernement britannique que la réponse allemande à son ultimatum était « en route » et que les Allemands étaient toujours « très désireux de donner satisfaction au gouvernement britannique et de lui fournir toute assurance qu'il n'avait pas l'intention d'attenter à la liberté de la Pologne »! Il espérait, lui Dahlerus, que Londres examinerait la réponse d'Hitler « sous l'angle le plus favorable (31) ».

Une demi-heure plus tard, à dix heures cinquante — dix minutes avant l'expiration de l'ultimatum, — Dahlerus entra une fois de plus en communication avec le Foreign Office, pour suggérer cette fois que Goering, avec l'assentiment d'Hitler, prît immédiatement l'avion pour la capitale anglaise. Il ne se rendait pas compte que le temps des bouffonneries diplomatiques était passé, mais on le lui fit bientôt comprendre en lui transmettant une réponse intransigeante d'Halifax. Sa proposition était « irrecevable ». Une question nette avait été posée au gouvernement allemand, « lequel enverrait sans doute une réponse aussi nette ». Le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait attendre de discuter encore avec Goering (32).

Là-dessus, Dahlerus raccrocha le téléphone et disparut dans les

limbes de l'histoire, avant d'en émerger, peu de temps après la guerre, à Nuremberg — et dans son livre — pour raconter l'étrange tentative à laquelle il s'était livré pour sauver la paix *.

** Il réapparut furtivement le 24 septembre, jour où il rencontra Forbes à Oslo « pour voir, déclara-t-il au tribunal de Nuremberg avant qu'on lui impose silence, s'il n'y avait plus une chance d'éviter une guerre mondiale (38). »*

Ses intentions étaient bonnes, il avait sincèrement lutté pour la paix : pendant quelque temps, il s'était trouvé au centre de la scène éblouissante où se joue l'Histoire du monde. Mais, comme ce fut le cas de chacun de nous ou presque, la confusion avait été telle que les contours ne lui étaient pas apparus, et, comme il devait le reconnaître à Nuremberg, il n'avait à aucun moment mesuré à quel point il s'était laissé berné par les Allemands.

Peu après onze heures, à l'expiration du délai fixé par l'ultimatum britannique, Ribbentrop, qui, deux heures plus tôt, avait refusé de rencontrer l'ambassadeur de Grande-Bretagne, le convoqua pour lui remettre la réponse allemande. Le gouvernement allemand, disait celle-ci, ne consentait pas « à recevoir ni, à accepter des demandes sous forme d'ultimatum de la part du gouvernement britannique, et encore moins à s'y plier ». Suivit alors une longue déclaration qui reprenait tous les poncifs de la propagande nazie et semblait avoir été hâtivement rédigée par Hitler et Ribbentrop pendant les deux heures qui venaient de s'écouler.

Conçue pour abuser le peuple allemand si facile à abuser, elle se contentait de reprendre tous les mensonges qui nous sont devenus familiers, y compris celui sur les « attaques » polonaises en territoire

allemand, rejetait sur la Grande-Bretagne la responsabilité de tout ce qui était arrivé et repoussait les tentatives pour « forcer l'Allemagne à retirer les troupes mises en ligne pour la protection du Reich ». Elle affirmait, au mépris de la vérité, que l'Allemagne avait accepté les propositions de paix faites par Mussolini à la onzième heure et soulignait que la Grande-Bretagne les avait rejetées. Et, après tous les gages d'apaisement qu'avait donnés Chamberlain à Hitler, elle accusait le gouvernement britannique de « prêcher la destruction et l'extermination du peuple allemand* ».

** Cette note hâtivement préparée était à ce point basée sur de pauvres arguments qu'elle se terminait sur cette phrase : « Nous prenons acte de l'intention qui nous a été communiquée par M. King Hall, sur ordre du gouvernement britannique, d'écraser le peuple allemand plus durement encore que par le Traité de Versailles. Nous répondrons par conséquent à toute agression de l'Angleterre par les mêmes armes et dans la même forme. »*

Inutile de dire que le gouvernement britannique n'avait jamais fait part à l'Allemagne des thèses de Stephen King Hall, un officier de marine en retraite, dont les opuscules relevaient d'une initiative purement privée. En réalité, Henderson avait protesté auprès du Foreign Office contre la diffusion en Allemagne des publications de King Hall, et le gouvernement britannique avait prié leur éditeur d'y mettre un terme.

Henderson prit connaissance du document, « cette image complètement fausse des événements », ainsi qu'il le qualifia plus tard, et fit observer « que l'histoire jugerait de quel côté étaient réellement les responsabilités ». Ce à quoi Ribbentrop rétorqua que « l'histoire avait déjà apporté la preuve des faits ».

Je me trouvais dans la Wilhelmstrasse devant la Chancellerie lorsque, vers midi, les haut-parleurs se mirent soudain à annoncer que la Grande-Bretagne venait de se déclarer en état de guerre avec l'Allemagne*. 250 personnes — pas plus — étaient là, debout, au soleil. Elles écoutèrent attentivement la proclamation. Pas un murmure ne s'éleva après l'annonce.

Les gens demeurèrent figés. Abasourdis. Il leur était difficile de comprendre qu'Hitler les avait menés à la guerre mondiale.

** A Londres. Halifax avait, à onze heures quinze, remis au chargé d'affaires allemand une note officielle; étant donné, disait-elle, qu'aucune assurance du gouvernement allemand n'était parvenue à onze heures, j'ai l'honneur de vous informer que l'état de guerre existe entre nos deux pays, depuis onze heures du matin, aujourd'hui, 3 septembre.*

Bientôt, quoique ce fût dimanche, les petits vendeurs de journaux se mirent à crier leurs éditions spéciales. En fait, remarquai-je, ils distribuaient leurs exemplaires. J'en pris un. C'était la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. De gros titres s'alignaient sur la première page.

REJET DE L'ULTIMATUM BRITANNIQUE

L'ANGLETERRE SE DECLARE EN ETAT
DE GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE

LA NOTE BRITANNIQUE EXIGE LE RETRAIT
DE NOS TROUPES A L'EST

DEPART DU FÜHRER POUR LE FRONT AUJOURD'HUI

Le titre du compte rendu officiel semblait avoir été dicté par Ribbentrop :

LE MEMORANDUM ALLEMAND PROUVE
LA CULPABILITE DE L'ANGLETERRE

Si « prouvée » qu'elle pût l'être aux yeux d'un peuple aussi facile à duper que les Allemands, elle ne suscita aucun mauvais sentiment à l'égard

des Anglais au cours de la journée. En passant devant l'ambassade de Grande-Bretagne, d'où Henderson et son personnel étaient en train de déménager pour gagner *l'Hôtel Adlon*, situé à deux pas, j'aperçus un schupo (agent de police) solitaire qui faisait les cent pas devant l'immeuble. Il n'avait rien d'autre à faire que de se promener de long en large.

Les Français tinrent bon un peu plus longtemps. Bonnet chercha à gagner du temps jusqu'au dernier moment, se raccrochant obstinément à l'espoir que Mussolini pouvait encore imaginer quelque tractation qui permît à la France de s'en sortir. Il avait même supplié l'ambassadeur de Belgique d'obtenir que le roi Léopold usât de son crédit auprès de Mussolini pour influencer Hitler. Toute la journée du samedi 2 septembre, il avait prétendu, devant les membres de son cabinet, comme il l'avait fait vis-à-vis des Anglais, qu'il avait « promis » à Ciano d'attendre la réponse allemande jusqu'au 3 septembre à midi, et qu'il ne pouvait revenir sur sa parole.

Il avait, c'est sûr, donné téléphoniquement cette assurance au ministre des Affaires étrangères italien — mais le délai en expirait à neuf heures du soir, le 2 septembre. A cette heure, la proposition du Duce en faveur d'une conférence était morte et enterrée, ainsi que Ciano s'était évertué à le lui préciser. A cette heure aussi, les Anglais le suppliaient de présenter à minuit un ultimatum commun à Berlin.

C'est peu avant minuit le 2 septembre que le gouvernement français parvint enfin à se décider. A minuit précis, Bonnet télégraphia à Coulondre pour le prévenir qu'il allait lui faire parvenir les conditions d'une *nouvelle démarche* qu'il lui demandait d'effectuer à « midi auprès de

** Mais, comme on sait, cela n'empêcha pas Bonnet de tenter un ultime effort pour maintenir la France en dehors du conflit, en proposant, pendant la nuit, aux Italiens de suggérer à Hitler un retrait symbolique de ses troupes de Pologne.*

Cette démarche, l'ambassadeur l'entreprit le dimanche 3 septembre à dix heures vingt du matin — soit quarante minutes avant l'expiration de l'ultimatum britannique. L'ultimatum français était formulé d'une façon identique, sauf qu'en cas de réponse négative la France déclarait qu'elle remplirait ses obligations envers la Pologne « qui sont connues du gouvernement allemand » — même en cette ultime conjoncture, Bonnet s'opposait à une déclaration de guerre formelle.

Dans le Livre Jaune Français, le texte de l'ultimatum français télégraphié à Coulondre fixe à dix-sept heures la fin du délai accordé à la réponse allemande. Mais ce n'était pas l'heure inscrite dans le télégramme original. A huit heures quarante-cinq du matin, l'ambassadeur Phipps avait, de Paris, notifié à Halifax : « Bonnet me dit que le délai français n'expirera que lundi matin (4 septembre) à cinq heures. » C'était là l'heure qui figurait dans le télégramme de Bonnet.

Bien que cela représentât une concession arrachée le dimanche matin de bonne heure par Daladier à l'état-major général français, qui avait exigé un délai de quarante-huit heures à compter de l'heure (midi) à laquelle l'ultimatum serait remis à Berlin, l'irritation du gouvernement britannique n'en fut pas pour autant apaisée : son mécontentement fut communiqué à Paris en termes non équivoques en fin de matinée. Le président Daladier adressa donc un nouvel appel aux militaires. Il convoqua le général Colson,

de l'état-major général, à onze heures trente, pour le presser d'abréger le délai. Le général accepta à contrecœur de décaler celui-ci de douze heures et d'en fixer l'expiration au 3 septembre à dix-sept heures.

C'est ainsi qu'au moment où Coulondre s'apprêtait à quitter l'ambassade de France à Berlin pour la Wilhelmstrasse, Bonnet l'appela au téléphone pour lui enjoindre d'apporter la modification nécessaire à l'heure H (34).

Ribbentrop n'était pas en mesure de recevoir, à midi, l'ambassadeur de France, car il participait à une petite cérémonie à la Chancellerie où le nouvel ambassadeur des Soviets, Alexandre Shkvarzev, était chaleureusement accueilli par le Führer — coïncidence qui apporta une note bizarre à ce dimanche historique. Coulondre n'en tint pas moins à se présenter à la Wilhelmstrasse à midi précis; il fut donc reçu par Weizsaecker. Comme l'ambassadeur lui demandait si ses pouvoirs de secrétaire d'Etat l'habilitaient à donner une réponse « satisfaisante » aux Français, Weizsaecker répondit qu'il ne pouvait lui donner « aucune sorte de réponse ».

Suivit alors, en cet instant solennel, une petite comédie diplomatique. Lorsque Coulondre voulut considérer la phrase de Weizsaecker comme la réponse négative à laquelle il s'attendait et, en conséquence, remettre l'ultimatum de la France au secrétaire d'État, ce dernier se refusa à l'accepter. Il pria l'ambassadeur « de bien vouloir patienter encore un peu afin de rencontrer le ministre des Affaires étrangères en personne ». Après une telle rebuffade — qui n'était pas la première — Coulondre fit le pied de grue pendant près d'une demi-heure. A midi et demi, on le conduisit à la Chancellerie auprès de Ribbentrop (35).

Bien que le ministre des Affaires étrangères nazi fût parfaitement au courant de la mission de l'ambassadeur, il ne put laisser échapper cette ultime occasion de régaler l'émissaire français d'une de ses classiques falsifications historiques. Après avoir fait observer que Mussolini, en présentant sa proposition de paix de dernière minute, avait souligné qu'elle avait l'approbation de la France, Ribbentrop déclara que « l'Allemagne avait, la veille, informé le Duce qu'elle était également prête à accepter sa proposition ». Plus tard dans la journée, poursuivit Ribbentrop, « le Duce nous a fait savoir que les perspectives de compromis avaient échoué en raison de l'intransigeance britannique ».

Mais son expérience des derniers mois avait suffisamment édifié Coulongre sur les mensonges de Ribbentrop. Après avoir écouté quelque temps encore le ministre nazi qui avait enchaîné en disant qu'il regretterait que la France suive l'exemple de la Grande-Bretagne et que l'Allemagne n'avait aucune intention d'attaquer la France, l'ambassadeur réussit à glisser la question qu'il était venu poser : les propos du ministre des Affaires étrangères signifiaient-ils que la réponse du gouvernement allemand à la communication française du 1er septembre était négative?

« Ya », répondit Ribbentrop.

L'ambassadeur remit alors au ministre du Reich l'ultimatum français, en faisant remarquer que, « pour la dernière fois », il se voyait contraint d'insister sur « la lourde responsabilité qu'assumait le gouvernement du Reich » en engageant « sans déclaration de guerre » les hostilités contre la Pologne et en ne donnant pas suite à la suggestion anglo-française de retirer ses forces du territoire polonais.

« Eh bien, déclara Ribbentrop, ce sera la France qui sera l'agresseur.

— L'histoire en jugera », répondit Coulondre.

A Berlin, ce dimanche-là, tous les protagonistes de l'acte final du drame tenaient, semble-t-il, à en appeler au jugement de l'histoire.

Bien que la France fût en train de mobiliser une armée dont la supériorité sur les forces allemandes de l'Ouest devait être écrasante, du moins pour l'instant, c'est la Grande-Bretagne, dont l'armée était alors négligeable, qui hantait l'esprit fiévreux d'Hitler comme l'ennemi n°1. Il lui attribuait la responsabilité quasi totale de la mauvaise passe où il se trouvait, alors que le 3 septembre 1939 commençait de décliner avant d'entrer dans l'histoire. Cet état d'esprit transparut clairement dans les deux grandioses proclamations qu'il adressa, dans l'après-midi, au peuple allemand et à l'armée de l'Ouest. Son âpre ressentiment et sa colère hystérique à l'encontre des Anglais se donnèrent alors libre cours.

L'Angleterre (dit-il dans son « Appel au Peuple allemand ») a pendant des siècles, poursuivi le but de rendre impuissants les peuples européens devant sa politique de conquête du monde... Elle a toujours revendiqué le droit d'attaquer et d'anéantir sous des prétextes fallacieux l'Etat européen qui lui paraît le plus dangereux pour le moment.

Nous avons été témoins de cette lutte d'encerclement poursuivie par l'Angleterre avant la guerre... Les excitateurs britanniques à la guerre... ont opprimé le peuple allemand sous le joug du diktat de Versailles...

Soldats de l'armée de l'Ouest! (dit Hitler dans un appel à des troupes qui des semaines durant n'eurent à affronter que l'armée française) l'Angleterre a poursuivi sa politique d'encerclement de l'Allemagne... Le gouvernement britannique, poussé par des excitateurs que nous connaissons depuis la Grande Guerre, a décidé de lever le masque et de proclamer l'état de guerre sous un prétexte fallacieux.

Pas un mot de la France dans tout cela.

A Londres, à midi six minutes, Chamberlain s'adressa à la Chambre des Communes pour lui annoncer que la Grande-Bretagne était désormais

en guerre contre l'Allemagne. Bien qu'Hitler, le 1er septembre, eût interdit sous peine de mort d'écouter les radios étrangères, nous n'en captâmes pas moins à Berlin les paroles du Premier Ministre telles que les transmit la B.B.C. Pour ceux d'entre nous qui l'avaient vu risquer à Godesberg et à Munich sa carrière politique à seule fin d'apaiser Hitler, ces paroles eurent un accent particulièrement poignant.

C'est un triste jour pour nous tous. Et pour personne il n'est plus triste que pour moi. Tous les buts pour lesquels j'avais travaillé, tout ce que j'avais espéré, tous les principes en lesquels j'avais cru durant ma vie publique, tout cela est tombé en ruine. Il ne me reste plus qu'une chose à faire : c'est de consacrer tout ce qu'il me reste de force et de pouvoir à aider la victoire de la cause à laquelle nous devons faire tous les sacrifices... Je compte pouvoir vivre assez longtemps pour voir ce jour où l'hitlérisme aura été détruit et où aura été rétablie une Europe délivrée.

Ce jour, Chamberlain ne devait pas vivre assez longtemps pour le voir. Il mourut, brisé par les événements — mais toujours membre du cabinet — le 9 novembre 1940. Après tout ce qui a été écrit sur lui au cours de ces pages, il ne reste plus qu'à citer les paroles de Winston Churchill, qu'il avait si longtemps exclu des affaires de la nation britannique et qui, le 10 mai 1940, lui succéda à la tête du gouvernement. Payant, le 12 novembre, un tribut à sa mémoire, Churchill déclara, au cours d'une allocution à la Chambre des Communes :

Il incombait à Neville Chamberlain, dans l'une des plus grandes crises qu'ait connues le monde, d'être contredit par les faits, déçu dans ses espoirs, dupé et joué par un homme perfide. Mais quelles furent ces espérances déçues? Quels furent ces désirs bafoués? Quelle fut cette foi toujours trompée? Sûrement les sentiments les plus nobles, les plus élevés que l'homme puisse nourrir... l'amour de la paix, la lutte pour la paix, la poursuite tenace de la paix, même au prix des plus grands dangers et, sans aucun doute, au mépris total de sa propre popularité, de

sa propre réputation.

A présent, Hitler savait que sa « diplomatie » n'avait pas réussi à maintenir la Grande-Bretagne et la France hors de la guerre. Il tourna donc son attention, en cet après-midi du 3 septembre, vers les problèmes militaires, il édicta l'Instruction n° 2, ultrasecrète, « concernant la conduite de la guerre ». Malgré la déclaration de guerre franco-britannique, « le principal objectif allemand reste pour l'instant la conclusion rapide et victorieuse des opérations contre la Pologne... A l'Ouest, nous laisserons à l'ennemi le soin d'ouvrir les hostilités...

Contre la Grande-Bretagne, des actions navales offensives sont autorisées ». Cependant, la Luftwaffe ne devait même pas attaquer les forces navales britanniques, à moins que les Anglais ne lançassent de telles attaques contre des objectifs similaires allemands, — et même alors, seulement « si nos chances de succès paraissent particulièrement favorables ». En même temps, il ordonnait la conversion totale de l'industrie allemande « à l'économie de guerre (36) ».

A neuf heures du soir, Hitler et Ribbentrop quittèrent Berlin, chacun dans son train spécial, pour le G.Q.G. oriental. Toutefois, avant leur départ, ils lancèrent deux manœuvres diplomatiques. La Grande-Bretagne et la France, c'était un fait, étaient désormais en guerre avec l'Allemagne. Mais il y avait encore à considérer les deux autres grandes puissances européennes dont l'appui avait permis à Hitler de courir sa chance : l'Italie, l'alliée qui s'était dérobée au dernier moment, et la Russie soviétique qui, tout en excitant la méfiance du dictateur nazi, l'avait décidé à croire au succès de son pari.

Juste avant de quitter la capitale, Hitler adressa une nouvelle lettre à

Mussolini. Elle fut transmise par télégramme à vingt et une heures cinquante, soit neuf minutes avant que le train spécial du Führer ne s'ébranlât. Tout en n'étant pas entièrement sincère ni dénuée d'artifice, c'est elle qui donne la meilleure idée que nous aurons jamais de l'état d'esprit d'Adolf Hitler, alors qu'il quittait pour la première fois la capitale obscurcie du Troisième Reich pour aller jouer son rôle de Suprême Seigneur de la guerre. Elle figure parmi les documents nazis saisis par les troupes alliées.

DUCE,

Je dois d'abord vous remercier pour votre dernière tentative de médiation. J'aurais été tout disposé à l'accepter, mais à la seule condition d'obtenir des garanties que la conférence avait des chances d'aboutir. Car, depuis deux jours, les troupes allemandes étaient engagées dans une avance extraordinairement rapide en Pologne. Il eût été impossible de permettre que le sang qu'on sacrifiait là fût gaspillé pour des intrigues diplomatiques.

Toutefois, je crois qu'il eût été possible de trouver un terrain d'entente si l'Angleterre n'avait pas été, dès le départ, décidée à provoquer une guerre, quelles que fussent les circonstances. Je n'ai pas cédé à ses menaces, Duce, parce que je ne crois pas qu'il eût été possible de préserver la paix plus de six mois, un an tout au plus. Dans ces conditions, j'ai jugé que le moment présent était, en dépit de tout, le plus propice à la résistance.

L'armée polonaise va s'effondrer dans un délai très bref. Qu'il eût été ou non possible d'obtenir un succès aussi rapide dans un an ou deux est, à mon avis, très douteux. L'Angleterre et la France auraient continué d'armer leurs alliés dans de telles proportions que la supériorité technique décisive de la Wehrmacht n'aurait pu s'affirmer de la même façon. Je sais, Duce, que la lutte dans laquelle je m'engage est une lutte à mort... Mais je sais aussi qu'une telle lutte est, en définitive, inévitable et que c'est avec une volonté froide qu'il faut choisir le moment de la résistance. Si l'on veut mettre de son côté toutes les chances de succès. Et ce succès, Duce, j'y crois, avec une foi aussi ferme que le roc.

Venaient ensuite quelques mots d'avertissement à Mussolini.

Vous m'avez aimablement assuré, récemment, que vous croyiez pouvoir m'aider en certains domaines. J'accepte votre aide par anticipation et vous en remercie sincèrement. Mais je crois aussi que, même si nous suivons désormais des routes séparées, la destinée nous liera toujours l'un à l'autre. Si l'Allemagne nationale socialiste devait être anéantie par les démocraties occidentales, l'Italie fasciste aurait devant elle un dur avenir. Personnellement, j'ai toujours eu conscience que l'avenir de nos deux régimes était lié, et je sais, Duce, que vous êtes personnellement de mon avis.

Après avoir récapitulé les victoires initiales allemandes en Pologne, Hitler concluait :

A l'Ouest, je resterai sur la défensive. A la France d'y verser son sang la première. Le moment viendra alors où nous pourrons nous opposer, là aussi, à l'ennemi avec toutes les forces de la nation.

Acceptez, encore une fois, je vous prie, Duce, mes remerciements pour toute l'aide que vous m'avez apportée dans le passé et que je vous demande de bien vouloir ne pas me refuser dans l'avenir.

ADOLF HITLER (37).

Hitler prenait grand soin de dissimuler la déception qu'il devait éprouver en constatant que l'Italie ne tenait pas sa parole alors que la Grande-Bretagne et la France avaient démontré ce jour-là en déclarant la guerre qu'elles tenaient la leur. Une Italie bienveillante bien que non belligérante pouvait encore avoir son utilité. Plus utile encore pouvait être la Russie.

Dès le premier jour de l'attaque allemande contre la Pologne, les documents secrets nazis l'ont révélé plus tard, le gouvernement russe avait rendu à la Luftwaffe un signalé service. De très bonne heure le matin même, le général Hans Jeschonnek, chef d'état-major de l'armée de l'air, avait appelé l'ambassade d'Allemagne à Moscou : afin de faciliter à ses

pilotes leurs vols de bombardement au-dessus de la Pologne, il serait heureux, dit-il, que la station de radio de Minsk, située en territoire russe, fasse entendre son indicatif d'une façon continue.

L'après-midi même, l'ambassadeur von der Schulenburg put informer Berlin que le gouvernement soviétique était « tout prêt à répondre aux vœux du général ». Les Russes acceptaient d'introduire des identifications de station dans les programmes de leur réseau aussi souvent que possible, et de prolonger de deux heures le temps d'émission de manière à aider les appareils allemands dans leurs vols de nuit (38).

Mais alors qu'ils s'apprêtaient à quitter Berlin, à la fin de la journée du 3 septembre, Hitler et Ribbentrop songeaient à obtenir de la Russie une aide militaire beaucoup plus substantielle. A dix-huit heures cinquante, Ribbentrop envoya un télégramme « très urgent » à l'ambassade de Moscou.

Ce télégramme portait la mention « ultra-secret » et commençait ainsi : « A l'ambassadeur exclusivement. Au chef de la mission ou son représentant, personnellement. Ultra-confidentiel. »

Dans le plus grand mystère, les Allemands conviaient l'Union Soviétique à se joindre à l'attaque contre la Pologne!

Nous comptons absolument avoir vaincu d'une manière décisive l'armée polonaise d'ici quelques semaines. Nous devons alors maintenir sous occupation militaire les territoires assignés par le Pacte de Moscou à la sphère d'influence allemande. Toutefois, il nous faudra naturellement, pour des raisons militaires, poursuivre notre action contre les forces armées qui seront à ce moment stationnées dans les territoires polonais inclus dans la sphère d'influence russe.

Prière de discuter immédiatement ce point avec Molotov afin de voir si l'Union Soviétique ne considère pas comme souhaitable que les forces russes attaquent en temps utile les forces armées polonaises se trouvant dans la sphère d'influence russe et occupent, pour

leur part, les dits territoires. A notre avis, cela ne nous apporterait pas seulement un soulagement, mais correspondrait aussi aux accords de Moscou ainsi qu'aux intérêts soviétiques (39).

Qu'une mesure aussi cynique de l'Union Soviétique dût apporter un « soulagement » à Hitler et à Ribbentrop, cela saute aux yeux. Non seulement elle permettrait d'éviter des malentendus et des frictions entre Allemands et Russes au moment du partage des dépouilles, mais elle délivrerait l'Allemagne d'une partie du poids de l'agression nazie en Pologne pour le reporter sur les épaules des Russes. S'ils partageaient le butin, pourquoi ne partageraient-ils pas le blâme?

La personnalité allemande la plus morose, ce dimanche midi où fut annoncée l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, fut le grand amiral Erich Raeder. Selon lui, la guerre survenait quatre ou cinq ans trop tôt. En 1944-1945, le Plan naval Z aurait été achevé, donnant à l'Allemagne une flotte capable d'affronter les Anglais. Mais on était le 3 septembre 1939, et Raeder savait, même si Hitler ne voulait pas l'écouter, qu'il ne disposait ni des bâtiments de surface, ni même des sous-marins qui lui permettraient de mener une guerre efficace contre la Grande-Bretagne.

Prenant son journal pour confident, l'amiral écrivait :

Aujourd'hui a éclaté la guerre contre la France et l'Angleterre, cette guerre que, selon les affirmations antérieures du Führer, nous ne devions pas prévoir avant 1944. Le Führer a cru, jusqu'à la dernière minute, qu'il serait possible de l'éviter, même si cela devait signifier l'ajournement du règlement final de la question polonaise.

En ce qui concerne la marine, elle n'est, de toute évidence, absolument pas équipée pour lutter contre la Grande-Bretagne... l'arme sous-marine est encore beaucoup trop faible pour avoir sur la guerre un effet décisif. Quant à nos bâtiments de surface, leur infériorité en est

pathétique. Même concentrés au maximum, ils pourront tout au plus montrer qu'ils savent périr vaillamment (40)...

Néanmoins, à neuf heures du soir, le 3 septembre 1939, au moment où Hitler quittait Berlin, la marine allemande attaquait. Sans avertissement préalable, le sous-marin U-30 torpillait et coulait le paquebot britannique Athenia à trois cents kilomètres à l'ouest des Hébrides, alors que celui-ci faisait route de Liverpool à Montréal avec, à son bord, 1 400 passagers, parmi lesquels 112 périrent, dont 28 citoyens américains.

La Deuxième Guerre mondiale avait commencé.

LIVRE IV

LA GUERRE
DES PREMIÈRES VICTOIRES
AU MOMENT DÉCISIF

18
CHUTE DE LA POLOGNE

DANS la matinée du 5 septembre 1939, à dix heures, le général Halder eut un entretien avec le général von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée allemande, et le général von Bock, qui était à la tête du groupe d'armées nord. Après avoir examiné la situation telle qu'elle se présentait au début du cinquième jour de l'attaque allemande contre la Pologne, ils convinrent, comme Halder l'écrivit dans son journal, que « l'ennemi est pratiquement battu ».

La veille au soir, la bataille pour le Corridor avait pris fin avec la jonction de la IV^e armée du général von Kluge, qui de Poméranie avançait vers l'est, et de la III^e armée du général von Kuchler, qui venant de Prusse-Orientale marchait vers l'ouest. C'est au cours de cette bataille que le général Heinz Guderian et ses chars firent parler d'eux pour la première fois. Fonçant vers l'est à travers le Corridor, ils avaient été contre-attaqués par la brigade de cavalerie Pomorska. L'auteur, arrivant sur les lieux quelques jours plus tard, eut la vision de l'écœurant carnage, symbole de la brève campagne polonaise...

Chevaux contre chars! La longue lance du cavalier contre le long canon du tank! Malgré leur courage, leur vaillance et leur témérité, les Polonais furent tout simplement écrasés par l'assaut allemand. Ce fut leur première expérience — et celle du monde — de la guerre-éclair : la brutale attaque-surprise, le ronflement des chasseurs et des bombardiers dans le ciel, effectuant des reconnaissances, attaquant, lançant feu et terreur; le hurlement des Stukas en piqué; les chars, par divisions entières, opérant leur trouée à la cadence de 50 ou 60 km par jour; des canons lourds auto-tractés, à tir rapide, roulant à 50 km-heure, même sur les routes polonaises creusées d'ornières; l'incroyable mobilité de l'infanterie même, de toute cette vaste armée de 1 500 000 hommes sur des engins motorisés, dirigés et coordonnés à travers un labyrinthe de liaisons par radio, téléphone et télégraphe. C'était un monstrueux dragon mécanisé tel que le monde n'en avait jamais vu.

En quarante-huit heures l'aviation polonaise était anéantie, la plus grande partie des 500 appareils de première ligne ayant été détruits au sol, avant de pouvoir décoller, par le bombardement allemand qui avait également incendié les installations et tué ou blessé presque tous les équipages. Cracovie, la seconde ville de Pologne, tomba le 6 septembre. Ce même soir, le gouvernement polonais quitta Varsovie pour se réfugier à Lublin.

Dès le lendemain, Halder put préparer certains transferts de troupes sur le front ouest, bien qu'on n'y détectât aucune activité. L'après-midi du 8 septembre, la IV^e Panzer-Division atteignait les faubourgs de la capitale polonaise, tandis que, juste au sud de la ville, remontant de Silésie et de Slovaquie, la Xe armée de Reichenau s'emparait de Kielce et que la XIV^e

armée de List arrivait à Sandomir, au confluent de la Vistule et du San.

En une semaine, l'armée polonaise avait été vaincue. La plupart de ses 35 divisions — tout ce qu'on avait eu le temps de mobiliser — avaient été soit dispersées, soit prises dans un vaste mouvement d'encercllement qui entourait étroitement Varsovie. Restait maintenant aux Allemands la « seconde phase » : resserrer le nœud autour des unités polonaises désorientées et désorganisées afin de les détruire, puis constituer une seconde tenaille, plus large, 100 km plus à l'est, qui prendrait au piège le restant des formations polonaises à l'ouest de Brest-Litovsk et du Bug.

Cette phase débuta le 9 septembre et se termina le 17. L'aile gauche du groupe d'armées Nord de Bock se dirigea vers Brest-Litovsk, que le 19^e corps de Guderian atteignit le 14 et prit deux jours plus tard. Le 17 septembre, le corps fit sa jonction avec les patrouilles de la XIV^e armée de List à Wlodawa, à 80 km au sud de Brest-Litovsk, refermant ici les griffes de la seconde grande tenaille. « La contre-attaque », observa plus tard Guderian, parvint à une « conclusion, définitive » le 17 septembre.

Toutes les forces polonaises, à l'exception d'une poignée à la frontière russe, étaient encerclées. Des éléments isolés dans le triangle de Varsovie et plus à l'ouest, près de Poznan, tenaient vaillamment, mais ils étaient condamnés. Le gouvernement polonais, ou ce qui en restait, après avoir été bombardé et mitraillé sans arrêt par la Luftwaffe, parvint le 15 à un village de la frontière roumaine. Pour lui et pour la fière nation, tout était perdu, sauf le droit de mourir dans les rangs des unités qui, avec une force d'âme incroyable, résistaient encore.

A présent, l'heure était venue pour les Russes de pénétrer dans le pays abattu et de s'emparer d'une part du butin.

A Moscou, le Kremlin, comme tous les autres gouvernements, avait été surpris de la rapidité avec laquelle les armées allemandes avaient écrasé la Pologne. Le 5 septembre, Molotov, dans une réponse officielle à la suggestion nazie que la Russie attaquât la Pologne par l'est, déclarait que cela serait fait « en temps opportun », mais que « ce temps n'est pas encore venu ». Il estimait qu'une « hâte excessive » pouvait nuire à la « cause » des Soviétiques; cependant, il insistait sur le fait que les Allemands, même s'ils y arrivaient les premiers, devaient scrupuleusement respecter la « ligne de démarcation » fixée d'un commun accord dans les clauses secrètes du Pacte russo-allemand (1). La méfiance des Russes à l'égard des Allemands était déjà manifeste. Et aussi l'impression au Kremlin que la conquête de la Pologne par l'Allemagne pouvait demander un temps assez considérable.

Mais peu après minuit, le 8 septembre, lorsqu'une division blindée eut atteint les faubourgs de Varsovie, Ribbentrop envoya « d'urgence » un message « ultra-secret » à Schulenburg, à Moscou : les opérations en Pologne « avançaient plus vite que prévu » ; dans ces circonstances, l'Allemagne aimerait connaître « les intentions militaires du gouvernement soviétique (2) ». A seize heures dix, le lendemain, Molotov avait répondu que la Russie agirait militairement « dans les prochains jours ». Un peu plus tôt, le même jour, le commissaire aux Affaires étrangères soviétique avait officiellement félicité les Allemands « pour l'entrée des troupes allemandes à Varsovie (3) ».

Le 10 septembre, Molotov et l'ambassadeur von der Schulenburg se

trouvaient dans un bel embrouillamini. Après avoir déclaré que le gouvernement soviétique avait été pris « complètement au dépourvu par la rapidité inattendue des succès militaires allemands » et que l'Union Soviétique était en conséquence dans « une situation difficile », le commissaire aux Affaires étrangères fit une allusion discrète au prétexte que le Kremlin devrait invoquer pour sa propre agression contre la Pologne. Schulenburg en avertit aussitôt Berlin, par télégramme « très urgent » et « ultrasecret ».

La chute imminente de la Pologne, affirmait Molotov, allait placer l'Union Soviétique dans l'obligation de venir au secours des Ukrainiens et des Blancs-Russiens « menacés » par l'Allemagne. Cet argument était nécessaire pour expliquer aux masses l'intervention de l'Union Soviétique, tout en évitant de lui donner l'apparence d'une agression.

De plus, Molotov se plaignait que la D.N.B., agence de presse officielle du Reich, eût cité une parole du général von Brauchitsch disant que « l'action militaire n'était plus nécessaire sur la frontière allemande orientale ». S'il en était ainsi, si la guerre était finie, la Russie, disait Molotov, « ne pouvait pas déclencher une nouvelle guerre ». Il était très mécontent de toute la situation (4). Pour compliquer encore les choses, il convoqua Schulenburg au Kremlin le 14 septembre et, après l'avoir informé que l'Armée Rouge marcherait plus tôt que prévu, il demanda de savoir quand Varsovie tomberait. Car les Russes, afin de justifier leur agression, devaient attendre la chute de la capitale polonaise (5).

Le commissaire avait soulevé quelques questions embarrassantes. Quand Varsovie tomberait-elle? Comment les Allemands accepteraient-ils d'être rendus responsables de l'intervention russe? Le soir du 15 septembre, Ribbentrop, dans un message « très urgent » et « ultra-secret »

à Molotov, répondait à ces questions. Varsovie, disait-il, serait occupée « dans quelques jours ». L'Allemagne « serait favorable à une opération militaire soviétique immédiate ». Quant au prétexte russe concernant le blâme que l'Allemagne pourrait encourir, « c'était hors de question... contraire aux véritables intentions allemandes... en contradiction avec les arrangements passés à Moscou et finalement... ferait apparaître les deux États en ennemis devant le monde entier ». Il terminait en demandant au gouvernement soviétique de fixer « le jour et l'heure » de son attaque contre la Pologne (6).

Ce fut fait le lendemain soir. Deux dépêches de Schulenburg, retrouvées parmi les papiers allemands saisis, expliquent comment ce fut fait et donnent une image révélatrice de la duplicité du Kremlin.

J'ai vu Molotov à dix-huit heures (télégraphia Schulenburg le 16 septembre). Il m'a déclaré que l'intervention militaire de l'Union Soviétique était imminente — peut-être même pour demain ou après-demain. Staline, en ce moment même, conférait avec les chefs militaires...

Molotov a ajouté que... le gouvernement soviétique avait l'intention de justifier son action comme suit : l'État polonais, désintégré, a cessé d'exister; par conséquent, tous les traités conclus avec la Pologne sont caducs; une troisième puissance pourrait essayer de mettre à profit le chaos qui a surgi; le gouvernement soviétique se considère dans l'obligation d'intervenir pour protéger ses frères ukrainiens et blancs-russiens et donner à ces populations infortunées la possibilité de travailler en paix.

Puisque, de toute évidence, cette « troisième puissance » ne pouvait être que l'Allemagne, Schulenburg souleva des objections.

Molotov concéda que l'argument avancé par le gouvernement soviétique contenait une note choquante pour les sentiments allemands. Il nous demanda, cependant, eu égard à la situation difficile du gouvernement soviétique, de ne pas trébucher sur ce brin de paille. Malheureusement, le gouvernement soviétique ne voyait pas la possibilité d'invoquer un

autre motif, puisque l'Union Soviétique n'avait pas jusqu'alors soulevé la question de ses minorités en Pologne, et qu'il devait justifier d'une manière ou de l'autre, vis-à-vis de l'étranger, sa présente intervention (7).

A dix-sept heures trente, le 17 septembre, Schulenburg expédia un autre message « des plus urgents » et « ultra-secret » à Berlin.

Staline m'a reçu à deux heures... et a déclaré que l'Armée Rouge franchirait la frontière polonaise à six heures... Les avions soviétiques vont commencer aujourd'hui le bombardement de la région à l'est de Lwow (Lemberg).

Quand Schulenburg fit des objections sur trois points du communiqué soviétique, le dictateur russe, « avec un extrême empressement », modifia le texte (8).

Ainsi, sous le méprisable prétexte que la Pologne avait cessé d'exister, le pacte de non-agression polono-soviétique était considéré comme ayant, lui aussi, cessé d'exister. Se trouvant donc dans l'obligation de protéger ses propres intérêts et ceux des minorités d'Ukraine et de Russie Blanche, l'Union Soviétique, au début de la matinée du 17 septembre, piétinait une Pologne accablée.

Pour ajouter l'outrage à la blessure, l'ambassadeur polonais à Moscou fut informé que la Russie garderait une stricte neutralité dans le conflit polonais! Le lendemain, 18 septembre, les troupes soviétiques firent leur jonction avec les Allemands à Brest-Litovsk, la ville où, exactement vingt et un ans plus tôt, un gouvernement bolchevik nouveau-né, reniant les engagements de son pays envers les Alliés occidentaux, avait reçu, et accepté, de l'armée allemande les conditions très dures d'une paix séparée.

Bien qu'ils fussent à présent complices de l'Allemagne nazie pour

effacer l'ancienne Pologne de la carte, les Russes se méfièrent tout de suite de leurs nouveaux alliés. Au cours d'une rencontre avec l'ambassadeur allemand, à la veille de l'offensive soviétique, Staline avait exprimé des doutes, et Schulenburg le notifia dûment à Berlin : le Haut-Commandement allemand s'en tiendrait-il aux accords de Moscou et se retirerait-il sur la ligne fixée par ceux-ci?

L'ambassadeur tenta de le rassurer mais apparemment sans grand succès. « Étant donné la méfiance bien connue de Staline, télégraphia Schulenburg à Berlin, je serais heureux d'être autorisé à faire une nouvelle déclaration susceptible de lui enlever ses derniers doutes (9). » Le lendemain 19 septembre, Ribbentrop télégraphia à l'ambassadeur qu'il l'autorisait à « dire à Staline que les accords que j'ai passés à Moscou seront, naturellement, respectés, et qu'ils sont considérés par nous comme la base fondamentale des nouvelles relations amicales entre l'Allemagne et l'Union Soviétique (10) ».

Néanmoins, la friction entre les deux partenaires mal assortis persistait. Le 17 septembre, un désaccord s'éleva sur le texte d'un communiqué commun destiné à « justifier » la destruction de la Pologne. Staline s'opposait à la version allemande, parce qu'elle « présentait les faits trop franchement ». Sur quoi, il rédigea sa propre version, un chef-d'œuvre de duplicité, et força les Allemands à l'accepter. Il déclarait que le but commun de l'Allemagne et de la Russie était « de restaurer en Pologne la paix et l'ordre détruits par la désintégration de l'État polonais, et d'aider le peuple polonais à établir de nouvelles conditions pour sa vie politique ». Pour le cynisme, Hitler avait trouvé son égal en Staline.

Au début, les deux dictateurs semblent avoir envisagé de fonder un

État satellite polonais dans le genre du grand-duché de Varsovie de Napoléon, en vue d'apaiser l'opinion mondiale. Mais, le 19 septembre, Molotov révéla que les Bolcheviks avaient d'autres idées. Après des protestations acerbes adressées à Schulenburg sous prétexte que les généraux allemands ne tenaient pas compte du pacte de Moscou en essayant de s'emparer de territoires attribués à la Russie, il en vint au point capital.

Molotov me fit comprendre (télégraphia Schulenburg à Berlin) que la tendance initiale du gouvernement soviétique, et de Staline personnellement, à autoriser l'existence d'une Pologne amputée avait cédé la place au projet d'un partage de la Pologne suivant la ligne Pissa-Narew-Vistule-San. Le gouvernement soviétique désire commencer dès à présent les négociations à ce sujet (11).

Ainsi l'initiative de morceler complètement la Pologne, de dénier au peuple polonais toute existence propre, venait des Russes. Mais les Allemands n'avaient pas besoin d'être influencés pour accepter. Le 23 septembre, Ribbentrop télégraphia à Schulenburg, le chargeant de dire à Molotov que « l'idée russe d'une frontière le long de la ligne bien connue des quatre rivières coïncide avec les vues du Reich ». Il proposait de revenir à Moscou pour mettre au point les détails de cette affaire en même temps que « la structure définitive de la zone polonaise (12) ».

Staline prit alors personnellement la direction des négociations, et ses alliés allemands apprirent, comme ses alliés anglais et américains devaient l'apprendre plus tard, quel marchand coriace, cynique, opportuniste il était. Le dictateur soviétique convoqua Schulenburg au Kremlin à vingt heures, le 25 septembre, et le message de l'ambassadeur, plus tard le même soir, avertit Berlin de certaines réalités sévères, et de certaines

perspectives peu agréables.

Staline dit... qu'il considérait comme une faute de laisser subsister un moignon de Pologne indépendante. Il propose qu'à partir de la ligne de démarcation toute la province de Varsovie qui s'étend jusqu'au Bug soit ajoutée à notre part. En retour, nous renoncerions à nos prétentions sur la Lithuanie.

Staline... ajouta que, si nous consentions, l'Union Soviétique prendrait immédiatement en main la solution du problème des pays baltes, en accord avec le protocole (secret) du 23 août; il comptait dans cette affaire sur l'appui total du gouvernement allemand. Staline désigna expressément l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, mais ne mentionna pas la Finlande (13).

C'était un subtil et dur marché. Staline offrait d'échanger deux provinces polonaises, que les Allemands avaient déjà prises, contre les États baltes. Il prenait avantage du grand service qu'il avait rendu à Hitler — en lui permettant l'attaque de la Pologne — pour gagner tout ce qu'il pouvait tant que l'occasion serait bonne. Bien plus, il proposait aux Allemands d'annexer la masse du peuple polonais.

Étant Russe, il savait bien ce que des siècles d'histoire avaient enseigné : les Polonais ne se soumettraient jamais dans le calme à la perte de leur indépendance. Qu'ils donnent la migraine aux Allemands, pas aux Russes! Dans l'intervalle, il aurait récupéré les États baltes enlevés à la Russie après la première guerre mondiale et dont la position géographique offrait à l'Union Soviétique une solide protection contre une attaque-surprise de son allié allemand.

Le 28 septembre, à dix-huit heures, Ribbentrop débarqua à Moscou pour la seconde fois. Avant de se rendre au Kremlin, il eut le temps de lire deux télégrammes de Berlin, qui le prévenaient des intentions russes. Ces messages, expédiés par le ministre allemand à Tallinn, rendaient compte

d'une information du gouvernement esthonien : l'Union Soviétique avait demandé, « sous la menace formelle d'une attaque imminente », des bases aériennes en Esthonie (14).

Plus tard, ce même soir, après une longue conférence avec Staline et Molotov, Ribbentrop télégraphia à Hitler que « cette nuit même » un pacte allait être conclu, qui installerait deux divisions de l'Armée Rouge et une brigade de forces aériennes « sur le territoire esthonien sans, cependant, abolir le système de gouvernement esthonien actuel ». Le Führer, qui n'était pas précisément un novice dans ce genre d'opération, savait combien les jours de l'Esthonie étaient comptés. Le lendemain même, Ribbentrop était informé qu'Hitler avait ordonné l'évacuation des 86 000 *Volksdeutsche* (Allemands de souche) d'Esthonie et de Lettonie (15).

Staline présentait sa facture, et Hitler, au moins pour le présent, devait la payer. Il abandonnait aussitôt non seulement l'Esthonie mais aussi la Lettonie qui toutes deux, il l'avait reconnu dans le pacte nazi-soviétique, appartenaient à la zone d'intérêt des Soviets. Avant la fin de la journée, il avait abandonné également la Lithuanie, à la frontière nord-est de l'Allemagne, pays qui, selon les clauses secrètes du pacte de Moscou, appartenait pourtant à la zone du Reich.

Staline avait présenté cette alternative aux Allemands, au cours de son entretien avec Ribbentrop qui, commencé le 27 septembre à vingt-deux heures, avait duré jusqu'à une heure. C'était, comme il l'avait suggéré le 25 à Schulenburg : ou bien accepter la ligne de démarcation originelle en Pologne le long des fleuves Pissa, Narew, Vistule et San, ce qui laissait la Lithuanie à l'Allemagne; ou bien rendre la Lithuanie à la Russie en échange

de territoires polonais plus étendus (la province de Lublin et le pays à l'est de Varsovie), ce qui donnerait aux Allemands presque toute la population polonaise. Staline poussait fortement à la seconde solution, et Ribbentrop, dans un long télégramme transmis à quatre heures, le 28 septembre, en instruisit Hitler, qui accepta.

La redistribution de l'Europe orientale allait obliger les compères à dresser des cartes compliquées. Dans l'après-midi du 28 septembre, après trois heures et demie encore de négociations suivies d'un banquet officiel au Kremlin, Staline et Molotov s'excusèrent, car ils devaient conférer avec une délégation esthonienne qu'ils avaient convoquée à Moscou. Ribbentrop se précipita à l'Opéra pour entendre un acte du *Lac des Cygnes* et retourna au Kremlin à minuit pour d'autres consultations au sujet des cartes et de sujets annexes. A cinq heures, Molotov et Ribbentrop apposaient leurs signatures sur un nouveau pacte appelé officiellement Traité des Frontières et d'Entente germano-soviétiques. Staline, une fois de plus, rayonnait, selon un officiel allemand, « d'une satisfaction évidente* ». Il pouvait s'estimer comblé (17).

* Cet officiel, Andor Hencke, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui avait servi de nombreuses années à l'ambassade à Moscou, écrivit un compte rendu détaillé et amusant des conversations. Ce fut le seul témoignage allemand sur le second jour des conférences (16).

Le traité, qui fut rendu public, fixait la limite des « intérêts nationaux respectifs » des deux pays dans « l'ancien État polonais », stipulait qu'à l'intérieur des territoires annexés ils rétabliraient « paix et ordre » et « assurait aux habitants une vie paisible tout en respectant leur caractère national ».

Mais, comme dans le précédent marché nazi-soviétique, il y avait des « protocoles secrets » — trois, dont deux contenaient l'essence de l'accord. L'un ajoutait la Lituanie à la « zone d'influence » soviétique, cédant en compensation les provinces de Lublin et de Varsovie est aux Allemands. Le second, très bref, allait droit au fait.

Les deux parties ne toléreront sur leurs territoires aucune agitation polonaise qui puisse affecter les territoires de l'autre partie. Elles réprimeront sur leurs territoires tout début de semblable agitation et s'informeront mutuellement des mesures à prendre à cet effet.

Ainsi, la Pologne, comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie avant elle, disparaissait de la carte de l'Europe. Mais, cette fois, Adolf Hitler était aidé et encouragé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, jusqu'alors, s'était posée en champion des peuples opprimés. C'était le quatrième partage de la Pologne par l'Allemagne et la Russie* (l'Autriche avait participé aux autres), et, jusqu'au dernier jour, ce serait de loin le plus barbare et le plus impitoyable. Dans le protocole secret du 28 septembre**, Hitler et Staline convinrent d'instituer en Pologne un régime de terreur, dans le dessein de supprimer brutalement la liberté, la civilisation et la vie nationale des Polonais.

* *Arnold Toynbee, dans ses différents écrits, l'appelle le cinquième partage.*

** *Bien que signé le 29 septembre à cinq heures, le traité est officiellement daté du 28 septembre.*

Hitler combattit et gagna la guerre en Pologne, mais le grand vainqueur fut Staline, dont les troupes tirèrent à peine un coup de feu***. L'Union Soviétique reçut presque la moitié de la Pologne et établit sa domination

directe sur les États baltes. Plus fermement que jamais, elle bloquait deux des principaux objectifs à long terme de l'Allemagne : le blé de l'Ukraine et le pétrole de Roumanie, indispensables tous deux si l'Allemagne voulait survivre au blocus anglais. Même la région pétrolière de Borislav-Drohobycz en Pologne, qu'Hitler convoitait, fut réclamée avec succès par Staline, qui consentit aimablement à vendre aux Allemands l'équivalent de la production annuelle de la région.

*** *Les pertes allemandes en Pologne furent officiellement de 10 572 tués, 30 322 blessés et 3 400 disparus.*

Pourquoi Hitler payait-il un prix aussi élevé aux Russes? Il est vrai qu'il l'avait accepté en août afin de maintenir l'Union Soviétique en dehors du camp des alliés et de la guerre. Mais il n'avait jamais été un champion du respect des traités et maintenant, avec la Pologne conquise par un incomparable fait d'armes allemand, on aurait pu s'attendre à ce qu'il trichât, comme l'armée l'y engageait, dans l'application du pacte du 23 août. Si Staline avait protesté, le Führer aurait pu le menacer d'une attaque par la plus puissante armée du monde, comme la campagne de Pologne venait de le démontrer.

Mais aurait-il pu? Certainement pas tant que les Anglais et les Français, en armes, se dressaient à l'Ouest. Pour agir contre l'Angleterre et la France, il devait garantir ses arrières. Voilà pourquoi, ses discours ultérieurs le mettront en évidence, il se laissa imposer par Staline un si dur marché. Mais tout en reportant son attention sur le front occidental, il eut garde de ne jamais oublier les rudes procédés du dictateur soviétique.

DROLE DE GUERRE A L'OUEST

SUR le front occidental, rien, pour ainsi dire, ne s'était produit. A peine avait-on échangé quelques coups de feu. L'homme de la rue, en Allemagne, commençait à parler de *Sitzkrieg* (guerre assise) par opposition à *Blitzkrieg* (guerre-éclair). A l'Ouest, elle fut vite baptisée la « drôle de guerre ». Là se trouvait « la plus forte armée du monde (les Français) », ainsi s'exprimera le général anglais J. F. C. Fuller, « ayant en face d'elle guère plus de 26 divisions (allemandes) immobiles, et s'abritant derrière un rempart de béton et d'acier tandis qu'un vaillant allié don quichottesque était exterminé (1) ».

Les Allemands furent-ils surpris? A peine. Dans le tout premier journal d'Halder, celui du 14 août, le chef d'état-major de l'armée avait fait une estimation détaillée de la situation à l'ouest si l'Allemagne attaquait la Pologne. Il considérait une offensive française comme « peu probable ». Il était sûr que l'armée française ne ferait pas mouvement à travers la Belgique « contre l'opposition de Bruxelles ». Sa conclusion était que les Français resteraient sur la défensive. Le 7 septembre, l'armée polonaise déjà condamnée, Halder, comme il a été mentionné, était déjà occupé à dresser des plans pour transporter des divisions allemandes à l'Ouest.

Ce soir-là, il nota le résultat d'un entretien que Brauchitsch avait eu dans l'après-midi avec Hitler.

Action à l'Ouest pas encore nette. Quelques indices qu'il n'y a pas d'intention réelle de faire la guerre... Le cabinet français manque d'envergure héroïque. D'Angleterre également

Deux jours plus tard, Hitler donna la directive n° 3 pour la conduite de la guerre, ordonnant que des dispositions fussent prises en vue d'envoyer à l'Ouest des unités de l'armée et de l'aviation actuellement en Pologne. Mais pas nécessairement pour se battre. « Même après l'hésitante ouverture des hostilités par la Grande-Bretagne... et la France, mon ordre exprès », précisait les directives, « est nécessaire dans les cas suivants : chaque fois que nos forces terrestres (ou)... un de nos avions franchiront les frontières de l'Ouest; (et) pour chaque attaque aérienne sur l'Angleterre (2) ».

Qu'est-ce que la France et l'Angleterre avaient promis à la Pologne de faire au cas où elle serait attaquée? La garantie britannique était générale, mais celle de la France spécifique. C'était stipulé dans la Convention militaire franco-polonaise du 19 mai 1939. Il y était entendu que les Français « lanceraient progressivement des opérations offensives contre des objectifs limités vers le troisième jour qui suivrait la mobilisation générale ». La mobilisation générale avait été décrétée le 1er septembre.

Mais plus loin, il était entendu que, « dès que le principal effort allemand se sera porté contre la Pologne, la France jettera le gros de ses forces dans une offensive contre l'Allemagne qui débutera le quinzième jour après le premier jour de la mobilisation générale française ». Quand le délégué de l'état-major polonais, le colonel Jaklincz, avait demandé combien de troupes françaises seraient disponibles pour cette offensive capitale, le général Gamelin avait répondu que ce serait environ 35 à 38 divisions (3).

Mais le 23 août, alors que l'attaque allemande contre la Pologne

devenait imminente, le timide généralissime français déclarait à son gouvernement, comme nous l'avons vu, qu'il n'avait pas la possibilité de monter une offensive sérieuse « avant au moins deux ans... en 1941-1942 », en supposant, avait-il ajouté, qu'à cette date la France eût « l'aide des troupes anglaises et l'équipement américain ».

Pendant les premières semaines de la guerre, bien sûr, l'Angleterre avait un nombre pitoyable de troupes à envoyer en France. Le 11 octobre, trois semaines après la fin de la lutte en Pologne, elle avait 4 divisions — 158 000 hommes — en France. « Une contribution symbolique », disait Churchill, et Fuller note que le premier mort anglais — un caporal tué en patrouille — ne tomba que le 9 décembre. « Une guerre aussi peu sanglante, commente Fuller, ne s'était pas vue depuis les batailles de Molinella et Zagonara*. » A Nuremberg, les généraux allemands ont admis, rétrospectivement, que, faute d'avoir attaqué à l'Ouest pendant la campagne de Pologne, les alliés avaient manqué une occasion idéale.

** Le 9 octobre, l'auteur voyageait par chemin de fer sur la rive est du Rhin, là où elle forme, sur une longueur de 160 km, la frontière franco-allemande. Il nota dans son journal : « Aucun signe de guerre. L'équipe du train m'a dit que pas un coup de feu n'avait été tiré sur ce front depuis le début de la guerre... Nous pouvions voir les casemates françaises et, à bien des endroits, de grandes nattes derrière lesquelles les Français construisaient des fortifications. Image identique du côté allemand. Les troupes vquaient à leurs travaux en pleine vue et à portée de tir les unes des autres... Les Allemands traînaient des canons et des munitions sur la voie ferrée, mais les Français ne les inquiétaient pas. Drôle de guerre. » (Berlin Diary, p. 234.)*

« La victoire en Pologne n'était possible, dit le général Halder, qu'en découvrant presque complètement notre frontière ouest. Si les Français avaient vu la logique de la situation et avaient mis à profit l'engagement des forces allemandes en Pologne, ils auraient pu traverser le Rhin sans que

nous puissions l'empêcher et ils auraient menacé la zone de la Ruhr, qui était pour l'Allemagne le facteur le plus décisif dans la conduite de la guerre (4). »

« ...Si nous ne nous sommes pas effondrés en 1939, dit le général Jodl, ce fut seulement grâce au fait que, pendant la campagne polonaise, les 110 (approximativement) divisions françaises et anglaises à l'Ouest étaient tenues dans une inactivité complète face aux 23 divisions allemandes (5). » Et le général Keitel, chef de l'O.K.W., ajouta ce témoignage : « Nous, soldats, nous nous attendions toujours à une offensive de la France pendant la campagne de Pologne, et nous fûmes très surpris que rien ne se produisît... Une attaque française n'aurait rencontré qu'une couverture du côté allemand, pas une défense réelle (6). »

Pourquoi alors l'armée française (les deux premières divisions anglaises ne furent pas déployées avant la première semaine d'octobre), qui avait à l'Ouest une supériorité écrasante sur les forces allemandes, n'attaqua-t-elle pas, comme le général Gamelin et le gouvernement français avaient promis, par écrit, de le faire?

Pour beaucoup de raisons : le défaitisme dans le Haut-Commandement français, le gouvernement et le peuple; le souvenir d'une France saignée à blanc pendant la première guerre mondiale, résolue à ne pas souffrir à nouveau pareille boucherie si cela pouvait être évité; la certitude, mi-septembre, que la défaite polonaise était si sérieuse que les Allemands seraient bientôt en mesure d'amener des forces supérieures à l'Ouest et d'anéantir ainsi probablement toute tentative d'avance française; la peur de la supériorité des armées et de l'aviation allemandes.

En fait, le gouvernement français avait insisté dès le début pour que

l'aviation anglaise ne bombarde pas d'objectifs en Allemagne, par crainte de représailles sur les usines françaises, bien qu'un bombardement massif de la Ruhr, le centre industriel du Reich, eût pu être désastreux pour les Allemands. C'était le souci capital des généraux allemands en septembre, comme beaucoup d'entre eux l'admirent plus tard.

L'essentiel de la réponse à la question : pourquoi la France n'a-t-elle pas attaqué l'Allemagne en septembre? C'est probablement Churchill qui l'a le mieux exposé : « Cette bataille, écrit-il, avait été perdue quelques années plus tôt » : à Munich en 1938; au moment de la réoccupation de la Rhénanie en 1936, l'année précédente, quand Hitler avait décrété la conscription en dépit du traité de Versailles. Le prix de ces regrettables défaillances des alliés devait être payé maintenant, bien qu'il semble qu'on ait pensé, à Paris et à Londres, que le paiement pourrait être, d'une façon ou d'une autre, évité par l'inaction.

En revanche, sur mer, l'action se précisait.

La marine allemande n'était pas mise en couverture comme l'armée à l'Ouest, et, au cours de la première semaine des hostilités, elle coula 11 bateaux anglais, soit un total de 64 595 tonnes, presque la moitié du tonnage hebdomadaire coulé au plus fort de la guerre sous-marine allemande en avril 1917, quand la Grande-Bretagne avait été au bord du désastre. Les pertes anglaises diminuaient dans cette proportion : 53 561 tonnes la seconde semaine, 12 750 la troisième semaine et seulement 4 646 la quatrième semaine, pour un total, en septembre, de 26 bateaux représentant 135 552 tonnes coulés par des sous-marins et trois bateaux totalisant 16 488 tonnes par des mines*.

* Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, révéla les chiffres en gros à la Chambre des

Communes, le 26 septembre. Il donne les chiffres officiels exacts dans ses Mémoires. Il dit aussi aux Communes que 6 ou 7 sous-marins allemands avaient été coulés, mais en réalité, comme il le note aussi dans son livre, on apprit plus tard que le chiffre exact était de deux.

Le discours de Churchill fut marqué par une amusante anecdote; il raconta qu'un commandant de sous-marin lui avait signalé, à lui personnellement, la position d'un navire britannique qu'il venait de couler et réclamait des secours de toute urgence. « Je me suis demandé avec perplexité où je pourrais bien envoyer ma réponse, dit Churchill. Pourtant, l'homme est maintenant entre nos mains. » Mais il ne l'était pas... Deux jours après, à Berlin, l'auteur prit au commandant du sous-marin une interview diffusée en Amérique. De son livre de bord, il produisit son message à Churchill. (Voir CHURCHILL, *L'orage approche, Ile partie ; La Drôle de guerre*, p. 37 — *Berlin Diary, Journal de Berlin*, pp. 225-227.)

Il y avait une raison, inconnue des Britanniques, à cette nette décroissance. Le 7 septembre, l'amiral Raeder avait eu une longue conférence avec Hitler. Le Führer, jubilant de ses premières victoires en Pologne et de la défaillance de la France à l'Ouest, avisa la marine d'y aller plus doucement: La France montrait « une gêne politique et militaire » ; les Anglais se révélaient « hésitants ».

Eu égard à cette situation, il fut décidé que, dans l'Atlantique, les sous-marins épargneraient tous les bateaux de passagers sans exception et, en même temps, se garderaient d'attaquer les Français, et que les cuirassés de poche *Deutschland* dans l'Atlantique Nord et le *Graf Spee* dans l'Atlantique Sud se retireraient dans leurs bases « d'attente » pour le moment. La « politique générale », nota Raeder dans son journal, serait « d'user de modération jusqu'à ce que la situation politique à l'Ouest se soit

éclaircie, ce qui demandera environ une semaine (8) ».

Une autre décision avait été prise par Hitler et Raeder au cours de leur entrevue du 7 septembre. L'amiral la nota dans son journal : « Aucune tentative ne devra être faite pour résoudre l'affaire de l'*Athenia* avant le retour des sous-marins. »

La guerre sur mer, comme nous l'avons dit, avait commencé dix heures après la déclaration de guerre de l'Angleterre, quand le paquebot *Athenia*, surchargé de 1 400 passagers, fut torpillé sans avertissement, le 3 septembre, à neuf heures, 300 kilomètres à l'ouest des Hébrides; 112 personnes périrent, dont 28 Américains. Le ministre allemand de la Propagande examina les premières nouvelles de Londres avec le Haut-Commandement de la marine; informé qu'aucun sous-marin ne se trouvait dans les parages, il démentit promptement que le bateau eût été coulé par les Allemands.

L'affaire embarrassait grandement Hitler et le commandement de la marine; tout d'abord, ils ne crurent pas les rapports anglais. Des ordres stricts avaient été donnés à tous les commandants de sous-marins d'observer la convention de La Haye, qui interdisait d'attaquer un bateau sans avertissement. Puisque la radio de tous les sous-marins restait silencieuse, il n'y avait aucun moyen de vérifier ce qui était arrivé*. Cela n'empêcha pas la presse nazie sous contrôle d'accuser, deux jours après, les Anglais d'avoir torpillé leur propre bateau afin d'exciter les États-Unis à entrer en guerre.

* Le lendemain, 4 septembre, tous les sous-marins recevaient ce message : « Par ordre du

Führer, en aucune manière des opérations ne seront exécutées contre des paquebots, même s'ils sont escortés. »

La Wilhelmstrasse était en effet intéressée par la réaction américaine après une catastrophe qui avait causé la mort de 28 citoyens américains. Le lendemain du torpillage, Weizsaecker convoqua le chargé d'affaires américain, Alexander Kirk, et nia qu'un sous-marin allemand en fût l'auteur. Aucun bâtiment allemand n'était dans les parages, fit-il ressortir. Ce soir-là, selon son témoignage ultérieur à Nuremberg, le secrétaire d'État avait mandé Raeder et, lui ayant rappelé combien le torpillage du *Lusitania* par les Allemands pendant la première guerre mondiale avait favorisé l'entrée en guerre de l'Amérique, il avait insisté pour que « tout soit fait » pour éviter de provoquer les États-Unis. L'amiral lui avait assuré qu' « aucun sous-marin allemand ne pouvait avoir été en cause (9) ».

Sur la demande pressante de Ribbentrop, l'amiral Raeder invita l'attaché naval américain à venir le voir le 16 septembre; il déclara qu'il avait à présent reçu les rapports de tous les sous-marins, « dont il résultait qu'il était définitivement établi que *l'Athenia* n'avait pas été coulé par un allemand ». Il lui demandait d'en informer son gouvernement, ce que l'attaché fit tout de suite* (10).

* Apparemment pas en code. Une copie du câble de l'attaché naval à Washington fut produite à Nuremberg, parmi les papiers de l'Amirauté allemande.

Le grand amiral n'avait pas dit toute la vérité. Tous les sous-marins qui étaient en mer le 3 septembre n'étaient pas encore rentrés au port. Parmi eux était le U-30, commandé par l'Oberleutnant Lemp, qui ne

regagna pas la métropole avant le 27 septembre. Il était attendu par l'amiral Karl Doenitz, commandant les sous-marins, qui, des années plus tard, à Nuremberg, décrivit la rencontre et finalement révéla qui avait coulé *l'Athenia*.

J'ai rencontré le capitaine, Oberleutnant Lemp, sur la jetée de Wilhelmshaven, comme le bateau entrait au port, et il me demanda la permission de me parler en particulier. Je remarquai immédiatement qu'il avait l'air très malheureux. Il me dit aussitôt qu'il pensait être responsable de la perte de *l'Athenia* dans le canal du Nord. Conformément à mes instructions antérieures, il avait exercé une surveillance étroite au large des Iles Britanniques, à l'affût d'éventuels croiseurs auxiliaires, et avait torpillé un bateau, qu'il identifia plus tard comme *l'Athenia* d'après des messages radio, croyant qu'il s'agissait d'un cargo armé en patrouille... J'envoyai aussitôt Lemp à Berlin par avion, faire son rapport à l'état-major de la marine (S.K.L.); en même temps j'ordonnai provisoirement le secret absolu. Plus tard, le même jour, ou tôt le lendemain, je reçus ordre du Kapitän zur See Fricke que :

1. — *L'affaire devait être tenue absolument secrète.*
2. — Le Haut-Commandement de la marine (O.K.M.) *considérait* qu'une cour martiale n'était pas nécessaire, car il était persuadé que le capitaine avait agi de bonne foi.
3. — *Les explications d'ordre politique seraient fournies par l'O.K.M.**

Je n'ai pris part d'aucune façon aux événements politiques au cours desquels le Führer affirma qu'aucun sous-marin n'avait coulé *l'Athenia* (11).

* *Les phrases en italique sont de l'amiral.*

Mais Doenitz, qui avait dû suspecter la vérité dès le début, car autrement il ne se serait pas trouvé au dock pour accueillir le retour de l'U-30, y prit bien part en maquillant le livre de bord du sous-marin et son propre journal, de façon à effacer toute évidence de la vérité. En fait, et il l'admit à Nuremberg, il ordonna lui-même que nulle mention de *l'Athenia* ne figurât sur le livre de bord de l'U-30, et il le raya de son propre journal.

Il fit jurer à l'équipage le secret absolu**.

****** *Les officiers, y compris Lemp, et quelques membres de l'équipage furent transférés sur l'U-110 et coulèrent avec lui le 9 mai 1941. Un membre de l'équipage fut blessé par un tir d'avion quelques jours après le torpillage de l'Athenia. Débarqué à Reykjavik en Islande, sous le serment du secret le plus strict, plus tard emmené dans un camp de prisonniers au Canada, Il signa après la guerre un affidavit reconnaissant les faits. Les Allemands parurent craindre qu'il « parle », mais il ne parla qu'après la fin de la guerre (12).*

Sans aucun doute, dans toutes les nations, le Haut-Commandement, au cours d'une guerre, peut se trouver amené à cacher certains faits peu reluisants. Il est compréhensible, sinon louable, qu'Hitler, comme l'amiral Raeder en témoigna à Nuremberg, insista pour que l'affaire de *l'Athenia* demeurât secrète; spécialement parce que le commandement naval avait agi de bonne foi en niant d'abord la responsabilité allemande, et qu'il aurait été grandement embarrassé d'avoir à la reconnaître ensuite.

Mais Hitler ne s'en tint pas là. Le soir du dimanche 22 octobre, le ministre de la Propagande, Goebbels, parla personnellement à la radio — l'auteur se souvient bien de l'émission — et accusa Churchill d'avoir coulé l'Athenia. Le lendemain le journal officiel nazi, le *Völkischer Beobachter*, publia en première page, sous le titre CHURCHILL A COULÉ L'ATHENIA, une nouvelle affirmant que le premier lord de l'Amirauté avait déposé une bombe à retardement dans la cale du bateau. A Nuremberg, il fut établi que le Führer avait personnellement ordonné l'émission et l'article — et aussi, bien que Raeder, Doenitz et Weizsaecker fussent très mécontents d'un mensonge si impudent, qu'ils n'avaient rien osé faire (13).

Cette faiblesse des amiraux et du soi-disant chef de l'opposition anti-nazi aux Affaires étrangères, faiblesse éprouvée au même degré par les

généraux toutes les fois que le démoniaque Seigneur de la Guerre montrait les dents, devait ouvrir pour l'Allemagne une des pages les plus sombres de son histoire.

« Ce soir la presse parle ouvertement de paix, ai-je noté dans mon journal le 20 septembre. Tous les Allemands à qui j'ai eu affaire aujourd'hui sont absolument sûrs que nous aurons la paix d'ici à un mois. Ils sont dans l'euphorie. »

L'après-midi précédent, à l'hôtel de ville pavoisé de Dantzig, j'avais entendu Hitler faire son premier discours depuis son adresse au Reichstag du 1er septembre qui avait déclenché la guerre. Il enrageait certes de ne pouvoir prononcer son discours à Varsovie où les Polonais résistaient encore vaillamment, et il distillait du venin chaque fois qu'il mentionnait la Grande-Bretagne; cependant, il esquissa un geste vers la paix. « Je n'ai aucune intention agressive à l'égard de l'Angleterre et de la France, dit-il. Mes sympathies vont au poilu français qui ne sait pas très bien pourquoi il doit se battre. » Il invoqua le Tout-Puissant, « qui a maintenant béni nos armes, afin qu'il fasse comprendre aux autres peuples combien cette guerre sera inutile... et qu'il les incite à réfléchir sur les bénédictions de la paix ».

Le 26 septembre, veille de la chute de Varsovie, la presse et la radio allemande lancèrent une grande offensive de paix. La note générale, telle que je l'ai consignée dans mon journal, était : « Pourquoi la France et l'Angleterre veulent-elles se battre à présent? Aucun motif de lutte. L'Allemagne ne réclame rien à l'Ouest. »

Deux jours plus tard, la Russie, dévorant rapidement sa part de la Pologne, se joignit à l'offensive de paix. En même temps que la signature du traité germano-soviétique, avec ses clauses secrètes qui partageaient l'Europe orientale, Molotov et Ribbentrop élaboraient et signaient à

Moscou le 28 septembre une déclaration retentissante en faveur de la paix.

Les gouvernements d'Allemagne et de Russie, disait-elle, après avoir

définitivement résolu les problèmes soulevés par la désintégration de l'Etat polonais et établi de solides fondations pour une paix durable en Europe orientale, expriment leur conviction mutuelle que mettre un terme à l'état de guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre et la France servirait les intérêts réels de tous les peuples. Les deux gouvernements conjugueront donc leurs efforts... en vue d'atteindre ce but aussitôt que possible.

Si cependant les efforts des deux gouvernements restaient infructueux, la preuve serait faite que l'Angleterre et la France sont responsables de la prolongation de la guerre...

Hitler voulait-il la paix, ou voulait-il continuer la guerre et, avec l'aide des Soviets, rejeter la responsabilité de sa prolongation sur les Alliés occidentaux ? Peut-être ne le savait-il pas très bien lui-même, quoiqu'il fût assez sûr de lui.

Le 26 septembre, il eut une longue conversation avec Dahlerus qui n'avait en aucune façon abandonné la recherche de la paix. Deux jours avant, l'infatigable Suédois avait vu son vieil ami Ogilvie Forbes à Oslo, où l'ancien conseiller d'ambassade à Berlin servait au même titre à la légation britannique de la capitale norvégienne. Dahlerus rapporta à Hitler, d'après un mémorandum confidentiel du docteur Schmidt (14), que, selon Forbes, le gouvernement britannique recherchait la paix. La seule question était : comment les Anglais sauveraient-ils la face?

« Si les Britanniques veulent actuellement la paix, répondit Hitler, ils peuvent l'avoir dans deux semaines — sans perdre la face. »

Ils devraient évidemment se résigner, dit le Führer, au fait « que la Pologne ne peut se relever ». Bien plus, il se déclarait prêt à garantir le

statu quo « du reste de l'Europe », y compris les garanties de « sécurité » de l'Angleterre, de la France et des Pays-Bas. Suivit une discussion sur la manière de lancer les pourparlers de paix. Hitler suggérait que Mussolini s'en chargeât. Dahlerus pensait que la reine de Hollande serait plus « neutre ».

Göering, qui était également présent, proposa que les représentants de l'Angleterre et de l'Allemagne se rencontrent d'abord secrètement en Hollande; si les conversations avançaient, la reine inviterait alors les deux pays à des pourparlers d'armistice. Hitler, qui à plusieurs reprises se montra sceptique quant « à la volonté de paix de l'Angleterre », se rallia finalement à la proposition du Suédois « d'aller en Angleterre le lendemain même pour tâter le terrain dans le sens indiqué ».

« Les Britanniques peuvent avoir la paix s'ils la veulent, dit Hitler à Dahlerus en s'en allant, mais ils devront se hâter. »

Ceci était l'une des dispositions d'esprit du Führer. Il en révéla une autre à ses généraux. La veille, 25 septembre, le journal d'Halder mentionne la réception d'une « note sur le plan du Führer d'attaquer à l'Ouest ». Le 27 septembre, le lendemain du jour où il avait affirmé à Dahlerus qu'il était prêt à faire la paix avec la Grande-Bretagne, Hitler convoqua à la Chancellerie les commandants en chef de la Wehrmacht et les informa de sa décision « d'attaquer à l'Ouest aussitôt que possible, puisque l'armée franco-britannique n'est pas encore prête ».

Selon Brauchitsch, il fixa même la date de l'offensive : le 12 novembre (15). Sans nul doute, Hitler s'était enflammé ce jour à la nouvelle que Varsovie avait finalement capitulé. Il pensait probablement que la France, au moins, pouvait être mise à genoux aussi facilement que la Pologne, bien

que, deux jours plus tard, Halder notât dans son journal : « Expliquer au Führer que technique de la campagne polonaise pas bonne recette pour l'Ouest. Ne vaut rien contre une armée solidement charpentée. »

Peut-être Ciano pénétra-t-il le mieux la pensée d'Hitler, lors d'une longue conversation avec le chancelier à Berlin, le 1er octobre. Le jeune ministre italien des Affaires étrangères, qui jusqu'alors détestait foncièrement les Allemands mais devait sauver les apparences, trouva le Führer en veine de confidences. Tandis qu'il esquissait ses plans, ses yeux « étincelaient de sinistre façon chaque fois qu'il parlait de ses méthodes et moyens de combat », remarqua Ciano. Résumant ses impressions, le visiteur italien écrivit :

Offrir aujourd'hui à son peuple une paix solide après une grande victoire est peut-être un but qui tente encore Hitler. Mais si pour l'atteindre il devait sacrifier, même à un infime degré, ce qui lui paraît être les fruits légitimes de sa victoire, il préférerait alors mille fois la bataille* (16).

** Mussolini ne partageait pas la confiance d'Hitler en la victoire, dont Ciano lui fit part. Il pensait que les Anglais et les Français « tiendraient bon... Pourquoi le cacher ? » Ciano écrit dans son Journal le 3 octobre : « il (Mussolini) est quelque peu amer au sujet de la soudaine ascension d'Hitler vers la gloire ». (Journal de Ciano, p. 155.)*

Pour moi, alors que j'étais assis au Reichstag au début de l'après-midi du 8 octobre et écoutais Hitler lancer son appel à la paix, cela semblait un vieux disque rejoué pour la cinquième ou sixième fois. Combien de fois l'avais-je entendu, de cette même tribune, après la dernière conquête et avec le même accent trompeur de chaleur et de sincérité, proposer ce qui paraissait — si l'on oubliait sa dernière victime — une paix décente et raisonnable?

Il le faisait encore, en ce jour d'automne frais, ensoleillé, avec son éloquence et son hypocrisie habituelles. Ce fut un long discours — un des plus longs discours publics qu'il fit jamais — mais vers la fin, après plus d'une heure d'entorses à l'histoire et un exposé fanfaron du haut fait d'armes allemand en Pologne (« cet État ridicule »), il en vint à ses propositions de paix et aux raisons qui les motivaient.

Mon principal effort a été de dépouiller nos relations avec la France de toute trace de mauvais vouloir et de les rendre tolérables pour les deux nations... L'Allemagne n'a plus de revendications contre la France... J'ai même refusé de mentionner la question d'Alsace-Lorraine. J'ai toujours exprimé à la France mon désir d'enterrer à jamais notre ancienne inimitié et de rapprocher ces deux nations qui ont toutes deux un si glorieux passé...

Et l'Angleterre?

Je n'ai pas consacré moins d'efforts à la réalisation d'une entente anglo-allemande, non, plus que cela : d'une amitié anglo-allemande. En aucun cas et en aucun lieu, je n'ai agi contre les intérêts britanniques... Je crois même aujourd'hui qu'il ne peut y avoir de véritable paix en Europe et dans le monde entier que si l'Allemagne et l'Angleterre parviennent à une entente.

Et la paix?

Pourquoi cette guerre à l'Ouest? Pour la restauration de la Pologne? La Pologne et le traité de Versailles ne ressusciteront pas... La question du rétablissement de l'État polonais est un problème qui ne sera pas résolu par une guerre à l'Ouest mais exclusivement par la Russie et l'Allemagne... Il serait insensé d'anéantir des millions d'hommes et de détruire des biens valant des millions pour reconstruire un État qualifié d'avorton dès sa naissance par tous ceux qui n'étaient pas d'origine polonaise.

Quelle autre raison existe?...

Si réellement cette guerre doit être entreprise uniquement pour donner à l'Allemagne un nouveau régime... alors des millions de vies humaines seront sacrifiées en vain... Non, cette guerre à l'Ouest ne peut résoudre aucun problème...

Il y avait pourtant des problèmes à résoudre. Hitler en présenta une longue liste : « Formation d'un État polonais » (alors qu'il était déjà convenu avec les Russes que cet État n'existerait pas); « solution et règlement du problème juif »; colonies pour l'Allemagne; reprise du commerce international; « une paix garantie sans condition »; réduction des armements; « réglementation de la guerre aérienne, des gaz toxiques, des sous-marins, etc. »; règlement du problème des minorités en Europe.

Pour « accomplir ces grands desseins », il proposait une conférence des principales nations européennes « après la plus scrupuleuse préparation ».

Il est impossible (poursuivit-il) qu'une telle conférence, qui doit décider du destin de ce continent pour de nombreuses années à venir, puisse poursuivre ses délibérations tandis que le canon tonne et que des armées mobilisées maintiennent leur pression sur les délibérations.

Si, cependant, ces problèmes doivent être résolus tôt ou tard, il serait alors plus sensé de saisir la solution avant que des millions d'hommes soient d'abord envoyés inutilement à la mort et des milliards de richesses détruits. La persistance du présent état de choses à l'Ouest est impensable. Chaque jour demandera bientôt des sacrifices plus lourds... La richesse nationale de l'Europe sera jetée au vent sous forme d'obus, et la vigueur de chaque nation sapée sur les champs de bataille...

Une chose est certaine. Au cours de l'histoire du monde, il n'y a jamais eu deux vainqueurs, mais très souvent seulement des perdants. Que les peuples et leurs dirigeants qui partagent cette opinion donnent maintenant leur réponse. Et que ceux qui considèrent la guerre comme la meilleure solution refusent ma main tendue.

Il pensait à Churchill.

Si, toutefois, les opinions de Mr Churchill et de ses partisans devaient prévaloir, cette déclaration aura été ma dernière. Alors nous combattons... Il n'y aura jamais un autre novembre 1918 dans l'histoire de l'Allemagne.

Il me semblait grandement improbable, comme je l'écrivis dans mon journal en revenant du Reichstag, que les Anglais et les Français écouterait ces vagues propositions pendant « cinq minutes ». Mais les Allemands étaient optimistes. En allant à la radio ce soir-là, j'achetai une première édition du journal d'Hitler, le *Völkischer Beobachter*. Les titres flamboyants annonçaient :

La Volonté de Paix de l'Allemagne — Pas de buts de guerre contre la France et l'Angleterre — Plus de demande de révision, sauf pour les colonies — Réduction des armements — Coopération avec toutes les nations d'Europe — Proposition de conférence.

La Wilhelmstrasse, on le sait maintenant par les documents allemands secrets, était encouragée à croire, d'après les rapports qu'elle recevait de Paris par les ambassadeurs d'Espagne et d'Italie en France, que les Français manquaient d'estomac pour continuer la guerre. Déjà, le 8 septembre, l'ambassadeur d'Espagne faisait savoir aux Allemands que Bonnet, « étant donné la grande impopularité de la guerre en France, s'emploierait à créer une entente aussitôt que les opérations de Pologne seraient terminées. Certaines indications portent à croire qu'il est en contact avec Mussolini à cette fin (17) ».

Le 2 octobre, Attolico remit à Weizsaecker le texte du dernier message de l'ambassadeur italien à Paris, confirmant que la majorité du cabinet français était en faveur d'une Conférence de Paix, et qu'à présent il s'agissait surtout de « permettre à la France et à l'Angleterre de sauver la face ». Apparemment, cependant, le président du Conseil Daladier n'appartenait pas à la majorité (18)*.

** Un peu plus tard, le 16 novembre, les Italiens avertirent les Allemands que, selon leurs informations de Paris, « le maréchal Pétain est considéré comme l'avocat d'une politique de paix en France... Si la question de la paix devenait plus aiguë en France, Pétain jouerait un rôle (19) » ». Ceci paraît être la première indication pour les Allemands que Pétain pourrait leur être utile plus tard.*

L'information était bonne. Le 7 octobre, Daladier répondit à Hitler. Il déclarait que la France ne déposerait pas les armes tant que des garanties d'une « paix véritable et de sécurité générale » ne seraient pas obtenues. Mais Hitler était plus intéressé par Chamberlain que par le président français. Le 10 octobre, à l'occasion d'une courte allocution au Palais des Sports pour l'inauguration de la *Winterhilfe* (Secours d'hiver), il insista encore sur sa « bonne volonté pour arriver à la paix ». L'Allemagne, ajouta-t-il, « n'a aucune raison de faire la guerre aux Puissances occidentales ».

La réponse de Chamberlain arriva le 12 octobre. Ce fut une douche froide pour le peuple allemand, sinon pour Hitler**. S'adressant à la Chambre des Communes, le Premier Ministre qualifia les propositions d'Hitler de « vagues et incertaines » et nota qu'elles « ne contenaient aucune offre de réparer les torts causés à la Tchécoslovaquie et à la Pologne ». « Aucune confiance, disait-il, ne peut être accordée aux promesses « de l'actuel gouvernement allemand ». Si celui-ci voulait la

paix, des actes — et non seulement des mots — doivent en témoigner. » Il réclamait à Hitler des « preuves convaincantes » de sa bonne volonté.

*** La veille, le 11 octobre, Berlin était en liesse en l'honneur de la paix. De bonne heure le matin, une émission de la radio de Berlin avait annoncé la chute du gouvernement britannique et un armistice immédiat. De grandes réjouissances s'organisaient dans la capitale à mesure que la rumeur se répandait. Dans les marchés, de vieilles femmes lancèrent leurs choux en l'air, culbutèrent leurs éventaires dans une pure joie et allèrent aussitôt au bistrot le plus proche pour trinquer à la paix, au schnaps.*

L'homme de Munich ne pouvait plus se laisser leurrer par les promesses d'Hitler. Le lendemain 13 octobre, une déclaration allemande annonçait que Chamberlain, en refusant l'offre de paix d'Hitler, avait délibérément choisi la guerre. A présent, le dictateur nazi avait son prétexte.

En fait, nous le savons par les documents allemands saisis, Hitler n'avait pas attendu la réponse du Premier Ministre pour ordonner les préparatifs d'un assaut immédiat à l'Ouest.

Le 10 octobre, il convoqua ses chefs militaires, leur lut un long mémorandum sur la situation militaire et celle du monde, et leur lança au visage la directive n° 6 pour la conduite de la guerre (20).

L'insistance du Führer, vers la fin de septembre, pour qu'une attaque fût montée à l'Ouest aussitôt que possible, avait jeté la perturbation dans le Haut Commandement. Brauchitsch et Halder, aidés par quelques autres généraux, s'étaient associés pour démontrer au Führer qu'une offensive immédiate était hors de question. Il faudrait plusieurs mois, dirent-ils, pour remettre en état les chars utilisés en Pologne.

Le général Thomas fournit les chiffres d'après lesquels l'Allemagne avait un déficit mensuel en acier de 600 000 t. Le général von Stuelpnagel,

Intendant général, rapporta qu'il n'y avait de munitions disponibles que « pour environ un tiers de nos divisions et pour quinze jours de combats » — certainement pas assez longtemps pour gagner une bataille contre les Français.

Mais le Führer ne voulut écouter ni son généralissime ni son chef d'état-major quand, le 7 octobre, ils lui présentèrent un rapport formel sur les insuffisances de l'armée. Le général Jodl, principal « monsieur oui » de l'O.K.W., après Keitel, avertit Halder « qu'une très grave crise était en gestation » à cause de l'opposition de l'armée à une offensive à l'Ouest et que le Führer était « amer parce que les militaires ne lui obéissaient pas ».

C'est devant cette sombre toile de fond qu'Hitler convoqua les généraux le 10 octobre, à onze heures. On ne leur demanda pas leur avis. La directive n° 6, datée de la veille, leur disait ce qu'ils devaient faire.

ULTRA-SECRET.

S'il devenait évident dans un proche avenir que l'Angleterre et, sous son impulsion, la France ne veulent pas mettre fin à la guerre, je serais résolu à agir vigoureusement et agressivement, sans grand délai...

Je donne donc les ordres suivants :

a. Des préparatifs doivent être faits pour une opération offensive... par le Luxembourg, la Belgique et la Hollande. Cette attaque doit être exécutée... à une date aussi rapprochée que possible.

b. Il s'agira de défaire la plus grande partie possible de l'armée opérationnelle française, aussi bien que les armées alliées luttant à ses côtés, et en même temps de gagner un maximum de terrain en Hollande, en Belgique et dans le Nord de la France pour servir de base à la conduite, contre l'Angleterre, d'une guerre aérienne et navale efficace...

Je demande aux commandants en chef de me fournir, dès que possible, des rapports détaillés de leurs plans sur les bases de cette directive et de me tenir au courant...

Le mémorandum secret, daté également du 9 octobre, qu'Hitler lut à ses chefs militaires avant de leur présenter la directive, est l'un des documents les plus impressionnants que l'ex-caporal autrichien ait jamais rédigés. Il montrait non seulement une compréhension remarquable de l'histoire, du point de vue allemand, de la stratégie et de la tactique militaires, mais, comme il le sera prouvé un peu plus tard, un sens prophétique de la façon dont la guerre à l'Ouest devait se développer et avec quels résultats.

La lutte entre l'Allemagne et les puissances occidentales, qui, disait-il, se poursuivait depuis la dissolution du Premier Reich allemand par le traité de Munster (Westphalie) en 1648, « devait être terminée par les armes d'une façon ou d'une autre ». Cependant, après la grande victoire de Pologne, « il n'y aurait aucune objection à mettre fin à la guerre immédiatement » pourvu que les gains en Pologne ne fussent pas « compromis ».

Ce mémorandum n'a pas pour objet l'étude des possibilités dans ce sens, ni même leur prise en considération. Je me bornerai exclusivement à l'autre éventualité : la nécessité de continuer le combat... Le but de guerre allemand est l'écrasement définitif de l'Ouest, c'est-à-dire la destruction, chez les puissances de l'Ouest, du pouvoir et de la capacité de s'opposer à nouveau à la consolidation de l'État et au futur développement du peuple allemand en Europe.

Pour ce qui concerne le monde extérieur, ce but éternel devra subir différentes adaptations à la propagande... Cela ne modifie pas notre objectif de guerre, qui est et demeure la destruction de nos ennemis occidentaux.

Les généraux s'étaient opposés à une offensive précipitée à l'Ouest. Le temps, pourtant, leur dit-il, travaillait pour l'ennemi. Les victoires polonaises, leur rappela-t-il, avaient été possibles parce que l'Allemagne

n'avait, en réalité, qu'un seul front. Cette situation existait encore — mais pour combien de temps?

Aucun traité, aucun pacte, ne permet de tenir pour certaine une neutralité durable de la Russie soviétique. Pour le présent, toutes les raisons parlent contre l'abandon de la neutralité par la Russie. Dans huit mois, un an, ou même quelques années, cela peut changer. La fragilité des traités a été prouvée dans tous les camps au cours des récentes années. La meilleure sauvegarde contre une attaque russe réside... dans une prompte démonstration de la force allemande.

Quant à l'Italie, « l'espoir d'un soutien italien à l'Allemagne » dépendait dans une large mesure du maintien de Mussolini au pouvoir; ce seraient les succès que l'Allemagne pourrait remporter qui décideraient le Duce. Là aussi le temps était un facteur, comme il l'était avec la Belgique et la Hollande, qui pourraient être contraintes, par l'Angleterre et la France, à dénoncer leur neutralité — chose que l'Allemagne ne pouvait se permettre d'attendre. Même avec les États-Unis, « le temps doit être considéré comme travaillant contre l'Allemagne ».

Une guerre longue présentait de grands dangers pour l'Allemagne, Hitler l'admettait, et il en énuméra quelques-uns. Neutres bienveillants ou malveillants (il paraît avoir surtout pensé à la Russie, à l'Italie et aux États-Unis) pouvaient être entraînés dans le camp opposé, comme ils le furent au cours de la première guerre mondiale. De même, « le rationnement de nourriture et de matières premières de base » rendrait difficile de trouver « les moyens de soutenir la guerre ». Le plus grand danger, dit-il, était la vulnérabilité de la Ruhr. Si ce cœur de la production industrielle allemande était touché, cela « conduirait à l'écroulement de l'économie de guerre et, de ce fait, à l'incapacité de résister ».

Il faut admettre que, dans ce mémorandum, l'ex-caporal montre une pénétration étonnante de la stratégie militaire et de la tactique, assortie cependant par une absence caractéristique de sens moral. Il y a plusieurs pages sur les nouvelles tactiques employées par les chars et les avions en Pologne, et une analyse détaillée sur la façon dont ces tactiques peuvent opérer à l'Ouest et dans quels points. L'essentiel, dit-il, était d'éviter la guerre de positions de 1914-1918. Les divisions blindées doivent être utilisées pour la percée cruciale.

Elles ne doivent pas se perdre dans le dédale d'interminables rangées de maisons dans les villes de Belgique. Il n'est pas utile qu'elles attaquent les villes, mais... elles doivent maintenir le flot de l'avance des armées, empêcher le front de se stabiliser par des poussées en masse au travers de positions connues pour être faibles.

En somme, une vision prophétique de ce qu'allait être la guerre à l'Ouest, à telle enseigne qu'à la lecture de ce document, on se demande pourquoi personne du côté allié n'eut pareille perspicacité.

Il en est de même pour la stratégie d'Hitler. « La seule zone d'attaque possible », dit-il, était par le Luxembourg, la Belgique et la Hollande. Deux objectifs militaires devaient être d'abord présents à l'esprit : détruire les armées hollandaise, belge, française et anglaise et, par là, gagner des positions sur la Manche et la mer du Nord d'où la Luftwaffe pourrait être « brutalement utilisée » contre l'Angleterre.

Par-dessus tout, dit-il, retournant à la tactique, improvisez !

La nature particulière de cette campagne peut rendre nécessaire le recours délibéré à l'improvisation, la concentration des forces offensives et défensives sur certains points dans une proportion au-delà de la normale (par exemple, des forces blindées ou antichars), leur

Quant à la date de l'attaque, Hitler dit à ses généraux réticents : « ...Le départ ne saurait être donné trop tôt. Il aura lieu de toute façon (à moins d'impossibilité absolue) cet automne. »

Les amiraux allemands, à l'encontre des généraux, n'avaient pas eu besoin d'être aiguillonnés par Hitler pour prendre l'offensive, bien que leur marine fût surclassée par la marine britannique. En fait, tout au cours des derniers jours de septembre et des premiers d'octobre, Raeder essaya de persuader le Führer de laisser agir la marine. Ce fut fait graduellement. Le 17 septembre, un sous-marin allemand torpilla le porte-avions anglais *Courageous* au large du Sud-Ouest de l'Irlande. Le 27 septembre, Raeder donna l'ordre aux cuirassés de poche *Deutschland* et *Graf Spee* de quitter leur aire d'attente et de se lancer à l'attaque des navires anglais. A la mi-octobre, ils portaient à leur compte 7 navires marchands britanniques et avaient capturé le bateau américain *City of Flint*.

Le 14 octobre, le U-47, commandé par l'Oberleutnant Günther Prien, pénétra dans les défenses, en apparence impénétrables, de Scapa Flow, la grande base navale anglaise, et torpilla et coula, au mouillage, le navire de ligne *Royal Oak*, qui perdit 786 hommes et officiers. Ce fut un remarquable succès, exploité à fond par le docteur Gœbbels dans sa propagande et qui rehaussa la marine dans l'esprit d'Hitler.

Les généraux restaient, cependant, un problème. En dépit du mémorandum détaillé et mûrement réfléchi qu'il leur avait adressé et de la directive n° 6 leur enjoignant de préparer une imminente attaque à l'Ouest, ils restaient inactifs. Ce n'est pas qu'ils eussent scrupule de violer la Belgique et la Hollande; tout simplement, ils doutaient fort du succès, à

cette époque. Il y avait toutefois une exception.

Le général Wilhelm Ritter von Leeb, commandant le groupe d'armées C opposé aux Français sur le Rhin et le long de la ligne Maginot, n'était pas seulement sceptique quant à la victoire à l'Ouest; lui seul, pour autant que les témoignages dignes de foi le révèlent, s'opposa à l'attaque de la Belgique et de la Hollande, pays neutres, au moins en partie sur le plan moral. Le lendemain de la conférence d'Hitler avec les généraux, le 11 octobre, Leeb rédigea lui-même un long mémorandum, qu'il envoya à Brauchitsch et à d'autres généraux.

Le monde entier, écrivait-il, se retournera contre l'Allemagne,

qui, pour la seconde fois en vingt-cinq ans, attaque la Belgique neutre. L'Allemagne, dont le gouvernement a solennellement garanti et promis de préserver et de respecter cette neutralité, il y a seulement quelques semaines.

Finalement, après avoir détaillé les arguments militaires contre une attaque à l'Ouest, il fit un appel à la paix. « La nation entière, dit-il, aspire à la paix (21). »

Mais Hitler, alors, aspirait à la bataille, et il était excédé par ce qu'il prenait pour l'impardonnable manque de courage de ses généraux. Le 14 octobre, Brauchitsch et Halder se plongèrent dans une interminable conversation. Le chef de l'armée voyait « trois possibilités : attaquer, attendre et voir venir. Changements fondamentaux ». Halder les nota, dans son journal ce jour-là et, après la guerre, expliqua que « changements fondamentaux » signifiaient « la destitution d'Hitler ». Mais le faible Brauchitsch pensa qu'une mesure aussi radicale était « essentiellement négative et tend à nous rendre vulnérables ». Ils décidèrent qu'aucune des

trois possibilités n'offrait « des perspectives de succès décisifs ». La seule chose à faire était d'agir plus fortement sur Hitler.

Brauchitsch revit le Führer le 17 octobre, mais ses arguments, dit-il à Halder, furent sans effet. La situation était « sans espoir » Hitler l'informa sèchement, comme Halder l'écrivit dans son journal de ce jour, que « les Anglais ne seraient prêts à discuter qu'après avoir été battus. Nous devons nous en prendre à eux aussi rapidement que possible. Entre le 15 et le 20 novembre au plus tard ».

D'autres conférences eurent lieu avec le Seigneur de la Guerre qui, finalement, dicta la loi aux généraux, le 27 octobre. Après une cérémonie conférant à 14 d'entre eux la croix de chevalier de la Croix de fer, le Führer passa à l'affaire de l'offensive à l'Ouest. Quand Brauchitsch tenta d'objecter que l'armée ne serait pas prête avant un mois, pas avant le 26 novembre, Hitler répondit que c'était « beaucoup trop tard ». L'attaque, ordonna-t-il, commencerait le 12 novembre. Brauchitsch et Halder sortirent de la conférence avec le sentiment d'être battus et défaits. Ce soir-là, ils essayèrent de se consoler mutuellement. « Brauchitsch fatigué et déprimé », nota Halder dans son journal.

Le temps était maintenant venu pour les conspirateurs de passer à l'action; tout au moins le pensaient-ils. Les infortunés Brauchitsch et Halder étaient en face d'une grave alternative : soit mettre à exécution la troisième des « possibilités » qu'ils avaient envisagées le 14 octobre — la destitution d'Hitler —, soit monter une offensive à l'Ouest qui, croyaient-ils, serait désastreuse pour l'Allemagne. Mais les « conspirateurs », tant civils que militaires, soudainement surgis, poussaient à la première solution.

Ils avaient déjà été frustrés une première fois depuis le début de la guerre. Le général von Hammerstein, rappelé temporairement de sa longue retraite à la veille de l'attaque contre la Pologne, avait reçu un commandement à l'Ouest. Pendant la première semaine de la guerre, il avait pressé Hitler de se rendre à son quartier général afin de montrer qu'il ne négligeait pas ce front pendant que le Führer conquérait la Pologne.

En fait, Hammerstein, ennemi implacable d'Hitler, projetait son arrestation. Fabian von Schlabrendorff avait déjà, passé le renseignement sur ce complot à Ogilvie Forbes le jour où l'Angleterre avait déclaré la guerre, le 3 septembre, au cours d'une brève rencontre à l'hôtel *Adlon*, à Berlin. Mais le Führer, flairant le piège, avait refusé de visiter l'ancien commandant en chef de l'armée, et peu de temps après, il l'avait limogé (22).

Les conspirateurs restèrent en contact avec les Anglais. N'ayant pas réussi à agir afin d'empêcher Hitler de détruire la Pologne, ils avaient concentré leurs efforts pour empêcher que la guerre ne s'étendit à l'Ouest.

Les membres civils réalisaient, plus qu'auparavant, que l'armée était le seul organisme du Reich possédant les moyens d'arrêter Hitler; son autorité et son importance avaient grandement augmenté avec la mobilisation générale et la victoire-éclair de Pologne. Mais l'extension de son pouvoir, comme Halder essaya de l'expliquer aux civils, était aussi un handicap. Les effectifs des officiers avaient été bourrés de réservistes dont beaucoup étaient de fanatiques nazis, et la masse des troupes était complètement endoctrinée. Il serait difficile, fit remarquer Halder — il tenait à faire ressortir les difficultés, à l'ami comme à l'ennemi — de trouver une formation militaire à qui l'on pourrait faire confiance pour se lever contre le Führer.

Il y avait une autre considération que les généraux formulèrent, et que les membres civils apprécieraient pleinement. S'ils devaient organiser une révolte contre Hitler, les Anglais et les Français ne mettraient-ils pas à profit la confusion qui s'ensuivrait dans l'armée et dans le pays pour percer à l'Ouest, occuper l'Allemagne et imposer une paix rigoureuse aux Allemands — même s'ils s'étaient débarrassés de leur chef criminel? Il était donc nécessaire de garder le contact avec les Anglais de façon à parvenir à un accord formel : les Alliés ne prendraient pas avantage d'un coup d'État anti-nazi pour envahir l'Allemagne.

On utilisa plusieurs voies. L'une, celle du Vatican, par l'intermédiaire de Josef Müller, l'un des premiers avocats de Munich, catholique dévot, homme d'une telle corpulence, d'une énergie et d'une ténacité si formidables qu'on l'avait surnommé dans sa jeunesse « Jo le Bœuf » (*Ochsensepp*). Au début d'octobre, avec la complicité du colonel Oster de l'*Abwehr* (contre-espionnage), Müller était allé à Rome et avait pris

contact au Vatican avec le ministre anglais près du Saint-Siège. Selon des sources allemandes, il réussit à obtenir non seulement une promesse des Anglais, mais le consentement du Pape d'agir en qualité de médiateur entre un nouveau régime allemand anti-nazi et l'Angleterre (23).

L'autre contact était en Suisse, à Berne. Weizsaecker y avait installé Theodor Kordt, récemment chargé d'affaires allemand à Londres, comme attaché à la légation allemande, et c'était dans la capitale suisse qu'il voyait de temps à autre un Anglais, le docteur Philip Conwell-Evans, dont le professorat à l'université de Königsberg avait fait un expert en nazisme et, jusqu'à un certain point, un sympathisant.

Dans les derniers jours d'octobre, Conwell-Evans apporta à Kordt ce que ce dernier représenta plus tard comme une promesse solennelle de Chamberlain d'agir avec justice et compréhension à l'égard d'un futur gouvernement allemand anti-nazi. En fait, l'Anglais n'avait apporté que des extraits du discours de Chamberlain, aux Communes, dans lequel, tout en rejetant les propositions de paix d'Hitler, le Premier Ministre avait déclaré que l'Angleterre ne désirait pas « exclure de la place qui lui revenait en Europe une Allemagne qui veut vivre en amitié et confiance avec les autres nations ».

Bien que cette déclaration et certaines autres, nettement amicales vis-à-vis du peuple allemand, eussent été radiodiffusées par Londres et probablement entendues par les conspirateurs, ils accueillirent l'« engagement » apporté à Berne par le représentant officieux anglais comme étant de la plus haute importance. Forts de cette « promesse » et des assurances britanniques qu'ils pensaient avoir obtenues par le Vatican, les conspirateurs se tournèrent avec espoir vers les généraux allemands. Avec

espoir, mais aussi désespérément. « Notre seule chance de salut, dit Weizsaecker à Hassell le 17 octobre, réside dans un *coup d'Etat* militaire. Mais comment ? »

Le temps pressait. L'offensive allemande par la Belgique et la Hollande était fixée au 12 novembre. Le complot devait être mené à bonne fin avant cette date. Car Hassell avertit les autres qu'il serait impossible d'obtenir une « paix décente » *après* le viol de la Belgique par l'Allemagne.

Il existe plusieurs comptes rendus de ce qui se passa ensuite, ou plutôt des explications du fait qu'il ne se passa pas grand-chose; ces documents sont contradictoires et confus. Le général Halder, chef d'état-major de l'armée, était à nouveau le personnage-clé, comme il l'avait été au temps de Munich. Malheureusement, il se montrait irrésolu, hésitant et brouillon. Au cours de son interrogatoire à Nuremberg, il expliqua que l' « armée de première ligne » ne pouvait organiser la révolte parce qu'elle avait « un ennemi parfaitement armé en face d'elle ». Il dit qu'il avait fait appel à l'armée de réserve, cantonnée à l'intérieur du pays, mais qu'il n'avait pu obtenir de son commandant, le général Friedrich (Fritz) Fromm, que la promesse d'exécuter tout ordre de Brauchitsch, « conformément à mon devoir de soldat (24) ».

Brauchitsch, lui, était encore plus mou que son chef d'état-major. « Si Brauchitsch n'a pas assez de force de caractère, dit le général Beck à Halder, pour prendre une décision, alors vous devez la prendre et le mettre devant le fait accompli. » Mais Halder insistait sur le fait que, Brauchitsch étant commandant en chef de l'armée, la responsabilité finale lui revenait. Ainsi, l'un laissait toujours la décision à l'autre. « Halder, s'affligeait Hassell dans son journal à la fin d'octobre, n'est pas égal à la situation, ni

pour l'envergure ni pour l'autorité. »

Quant à Brauchitsch, il était, disait Beck, « un sous-ordre ». Cependant, les conjurés, dirigés cette fois par le général Thomas, expert économique de l'armée, et le colonel Oster, de l'*Abwehr*, entreprirent Halder, qui finalement accepta, crurent-ils, d'organiser un putsch dès qu'Hitler aurait donné l'ordre décisif d'attaquer à l'Ouest. Halder lui-même dit que son action restait toujours subordonnée à la décision finale de Brauchitsch.

Quoi qu'il en soit, le 3 novembre, d'après le colonel Hans Groscurth, de l'O.K.W., confident d'Halder et d'Oster, Halder fit savoir au général Beck et à Goerdeler, deux des principaux conspirateurs, de se tenir prêts à partir du 5 novembre. Zossen, Q.G. du commandement de l'armée et de l'état-major, devint un foyer d'activité insurrectionnelle.

Le 5 novembre était une date-clé. Ce jour-là, le mouvement des troupes vers leurs points de départ contre la Hollande, la Belgique et le Luxembourg devait commencer. Ce jour-là, également, Brauchitsch avait un rendez-vous avec Hitler pour une explication. Lui et Halder avaient inspecté les commandements supérieurs de l'armée à l'Ouest les 2 et 3 novembre, et les opinions pessimistes des officiers avaient affermi leur résolution. « Personne, dans les Q.G., confia Halder à son journal, ne pense que l'offensive... ait la moindre chance de succès. »

Ainsi, amplement muni d'arguments par les généraux du front occidental aussi bien que des siens et de ceux d'Halder et de Thomas réunis dans un mémorandum et portant, pour faire bonne mesure, un « contre-mémorandum » (comme Halder l'appelait), en réponse au mémorandum d'Hitler du 9 octobre, le commandant en chef de l'armée allemande se

rendit à la Chancellerie, le 5 novembre, résolu à dissuader le Führer de son offensive à l'Ouest.

En cas d'échec, Brauchitsch se joindrait à la conspiration pour renverser le dictateur — c'était du moins ainsi que les conjurés le comprenaient. Ils étaient dans un état de grande excitation et nageaient dans l'optimisme. Goerdeler, d'après Gisevius, dressait déjà la liste des ministres du gouvernement provisoire anti-nazi; Beck, plus modéré, dut le retenir. Seul Schacht était des plus sceptiques. « Attendez seulement, les avertissait-il, Hitler flairera le danger et ne prendra aucune décision demain. »

Comme toujours, ils se trompaient tous.

Brauchitsch, comme il fallait s'y attendre, n'arriva à rien avec ses mémorandums, ses rapports des commandants de première ligne et ses propres arguments. Quand il insista sur le mauvais temps à l'Ouest à cette époque de l'année, Hitler rétorqua qu'il était aussi mauvais pour l'ennemi que pour les Allemands et que, de plus, il pouvait ne pas être meilleur au printemps. Finalement, en désespoir de cause, le faible chef de l'armée informa le Führer que le moral des troupes à l'Ouest était le même qu'en 1917-1918, quand il y eut des désertions, de l'insubordination et même des mutineries dans l'armée allemande.

A ces mots, Hitler, selon Halder (dont le journal est la principale source de cette rencontre ultra-secrète), se mit en rage. « Dans quelles unités? » il voulait le savoir, « y a-t-il eu des cas d'indiscipline? Qu'est-il arrivé? Où? » Il voulait y voler en personne le lendemain. Le pauvre Brauchitsch, note Halder, avait délibérément exagéré « afin de dissuader Hitler », et maintenant il supportait toute la violence de sa fureur effrénée.

« Quelles sanctions le commandement a-t-il prises? hurla le Führer. Combien de condamnations à mort ont été prononcées ? » La vérité était, tempêta Hitler, que « l'armée ne voulait pas se battre ».

« Poursuivre la conversation était impossible », dit Brauchitsch à Nuremberg en rappelant sa malheureuse tentative. « Si bien que j'abandonnai. » D'autres se souvinrent qu'il était arrivé en chancelant au Q.G. de Zossen, à une trentaine de kilomètres, dans un tel état qu'il fut tout d'abord incapable de donner un compte rendu cohérent de ce qui s'était passé.

Ce fut la fin de la « conspiration de Zossen ». Elle avait échoué aussi pitoyablement que le « complot Halder » au moment de Munich. Chaque fois, les conditions exigées par les conjurés pour leur permettre d'agir s'étaient trouvées remplies. Cette fois, Hitler s'était tenu à sa décision d'attaquer le 12 novembre. En fait, Brauchitsch, effondré, eut à peine atteint Zossen qu'on lui transmit confirmation de l'ordre par téléphone.

Quand Halder demanda qu'il fût envoyé par écrit, il obtint immédiatement satisfaction. Ainsi, les conspirateurs avaient, en toutes lettres, la preuve dont ils avaient prétendu avoir besoin pour renverser Hitler ; l'ordre d'une attaque qu'ils considéraient comme désastreuse pour l'Allemagne. Mais ils ne firent plus rien, sauf d'avoir peur. Il y eut une grande bousculade pour brûler les papiers compromettants et en effacer les traces. Seul le colonel Oster semble ne pas avoir perdu la tête. Il avertit les légations belge et hollandaise à Berlin de s'attendre à une attaque le 12 novembre au matin (25).

Puis il partit sur le front Ouest pour une expédition infructueuse, afin de voir s'il restait une possibilité pour enrôler le général von Witzleben

dans l'insurrection contre Hitler. Mais les généraux, y compris Witzleben, savaient quand ils étaient battus. L'ex-caporal avait une fois de plus triomphé d'eux avec la plus grande facilité. Quelques jours plus tard, Rundstedt, commandant le groupe d'armées A, convoqua ses généraux de corps d'armée et de division pour discuter les détails de l'attaque. Tout en doutant toujours du succès, il leur conseilla d'oublier leurs craintes. « L'Armée, dit-il, a reçu sa tâche, et elle remplira cette tâche! »

Le lendemain du jour où il avait poussé Brauchitsch jusqu'au bord de la dépression nerveuse, Hitler rédigea le texte des proclamations aux Hollandais et aux Belges justifiant son attaque. Halder a noté le prétexte: « Les Français pénètrent en Belgique. »

Mais le jour suivant, le 7 novembre, au grand soulagement des généraux, Hitler remit la date de l'attaque.

ULTRA-SECRET.

Berlin, 7 novembre 1939.

Le Führer, commandant suprême des forces armées, après avoir pris connaissance des rapports de la météorologie et de la situation des transports par rail, a ordonné :

Le jour J est retardé de trois jours. La prochaine décision sera prise le 9 novembre 1939, à dix-huit heures.

KEITEL.

C'était le premier des quatorze ajournements ordonnés par Hitler au cours de l'automne et de l'hiver, ajournements dont les copies furent trouvées dans les archives de l'O.K.W. à la fin de la guerre (26). Elles montrent que jamais le Führer n'abandonna un seul instant sa décision d'attaquer à l'Ouest; il repoussa seulement la date de semaine en semaine.

Le 9 novembre, l'attaque fut remise au 19; le 13 novembre au 22 et ainsi de suite, avec un délai de cinq ou six jours donné chaque fois, en raison, habituellement, de l'état du temps. Probablement le Führer s'en rapportait aux généraux. Probablement, il était mû par l'idée que l'armée n'était pas prête. Certainement, les plans stratégiques et tactiques n'étaient pas tout à fait au point, car il les remaniait constamment.

Il peut y avoir d'autres raisons au premier ajournement de l'offensive par Hitler. Le 7 novembre, le jour où la décision fut prise, les Allemands avaient été considérablement embarrassés par une déclaration commune du roi des Belges et de la reine de Hollande, offrant, « avant que la guerre en Europe occidentale ne commence dans toute sa violence », de s'entremettre pour une paix. Dans de telles circonstances, il eût été difficile de convaincre quiconque, comme Hitler essayait de le faire dans les proclamations qu'il rédigeait, que l'armée allemande occupait ces deux pays parce qu'elle avait appris que l'armée française était sur le point de pénétrer en Belgique.

Hitler peut aussi avoir eu vent d'un facteur nouveau : son attaque contre la Belgique n'allait pas bénéficier de la surprise escomptée. A la fin d'octobre, Goerdeler était allé à Bruxelles avec un message secret de Weizsaecker pressant l'ambassadeur allemand, Bülow-Schwante, de prévenir le roi en privé de « l'extrême gravité de la situation ». Ce que l'ambassadeur fit; peu de temps après, le roi Léopold se précipita à La Haye pour s'entretenir avec la reine et arrêter les termes de leur déclaration.

Mais les Belges avaient des renseignements plus précis. Quelques-uns venaient d'Oster, comme nous l'avons vu. Le 8 novembre, Bülow-

Schwante télégraphia à Berlin un avertissement : le roi Léopold aurait dit à la reine de Hollande qu'il avait « un renseignement exact » sur une concentration militaire allemande à la frontière belge qui laissait prévoir une offensive allemande par la Belgique « dans deux ou trois jours (27) ».

Alors, le soir du 8 novembre et dans l'après-midi du lendemain, deux événements étranges se produisirent — l'explosion d'une bombe qui faillit tuer Hitler, et l'enlèvement par les S.S. de deux agents britanniques en Hollande, près de la frontière allemande. Intermèdes, qui, d'abord, détournèrent le Seigneur de la Guerre de ses plans d'attaque à l'Ouest, mais, en fin de compte, consolidèrent son prestige en Allemagne, cependant qu'ils effrayaient les conspirateurs de Zossen qui, en réalité, n'avaient rien à voir avec ces deux incidents.

UN ENLEVEMENT ET UNE BOMBE
DANS UNE BRASSERIE

Douze minutes après qu'Hitler eut terminé son discours annuel, le soir du 8 novembre, devant la « Vieille Garde » du parti au *Buergerbräukeller*, à Munich, en commémoration du putsch de la Brasserie de 1923 (un discours plus court qu'à l'ordinaire), une bombe, placée dans un pilier juste derrière l'estrade, explosa, tuant 7 personnes et en blessant 63 autres. A ce moment, tous les principaux chefs nazis, Hitler en tête, avaient quitté les lieux en hâte, bien que, les années précédentes, ils se fussent attardés avec les vieux camarades du parti, à remuer les souvenirs du premier putsch.

Le lendemain matin, le journal d'Hitler, le *Völkischer Beobachter*, fut seul à parler de l'attentat contre la vie du Führer. Le journal accusait les Services secrets anglais et même Chamberlain de cet acte abominable. « La tentative d'assassinat, écrivis-je ce soir-là dans mon journal, va sans nul doute durcir l'opinion publique derrière Hitler et exciter la haine contre l'Angleterre... La plupart d'entre nous pensent que cela ressemble étrangement à un autre incendie du Reichstag »

Quel rapport pouvaient avoir les services secrets britanniques avec cela, en dehors de l'esprit enfiévré de Goebbels ? Une tentative fut faite sur-le-champ pour les rattacher à l'attentat ! Une ou deux heures après l'explosion, Heinrich Himmler, chef des S.S. et de la Gestapo, téléphona à Düsseldorf à l'un de ses jeunes subordonnés plein d'avenir, Walter Schellenberg, et lui commanda, sur ordre du Führer, de franchir la frontière de Hollande le lendemain afin d'enlever deux agents du Service secret

britannique avec qui Schellenberg avait été en contact.

L'ordre de Himmler provoqua un des plus bizarres incidents de la guerre. Pendant plus d'un mois, Schellenberg, qui, comme Alfred Naujocks, était un gangster intellectuel, avait rencontré en Hollande deux officiers de l'Intelligence Service, le capitaine S. Payne Best et le major R.H. Stevens. Il se fit passer pour le « major Schaemmel » officier anti-nazi de l'O.K.W. (Schellenberg avait pris le nom d'un major qui existait) et leur fit un récit convaincant de la résolution des généraux allemands de renverser Hitler.

Ce qu'ils voulaient des Anglais, disait-il, était l'assurance que le gouvernement de Londres agirait loyalement vis-à-vis du nouveau régime anti-nazi. Puisque les Anglais avaient appris, d'autres sources, l'existence d'une conspiration militaire allemande dont les membres réclamaient une assurance de même sorte, Londres s'intéressait au développement des contacts avec le « major Schaemmel ». Best et Stevens lui procurèrent un petit poste émetteur-récepteur; il y eut par la suite de nombreuses communications sans fil et d'autres rencontres dans différentes villes de Hollande.

Le 7 novembre, quand les deux parties se trouvèrent à Venlo, ville hollandaise sur la frontière allemande, les agents britanniques étaient en mesure de donner à « Schaemmel » un assez vague message de Londres aux chefs de la résistance allemande énonçant en termes généraux les bases d'une paix équitable avec un régime anti-nazi. Il fut entendu que « Schaemmel » amènerait l'un de ses chefs, un général allemand, à Venlo le lendemain, pour commencer les négociations définitives. Cette rencontre fut décidée pour le 9.

A ce moment, les objectifs des deux côtés étaient clairs. Les Anglais essayaient d'établir un contact direct avec les conspirateurs allemands afin de les encourager et de les aider. Himmler essayait de découvrir par les Anglais qui étaient les conjurés allemands et quels rapports ils avaient avec le service secret ennemi. Qu'Himmler et Hitler aient déjà soupçonné quelques généraux et des hommes comme Oster et Canaris, de l'Abwehr, cela ne fait aucun doute. Mais, en cette soirée du 8 novembre, Hitler et Himmler avaient besoin d'un nouvel objectif : kidnapper Best et Stevens et accuser ces deux agents du service secret britannique de l'attentat de la Brasserie de Munich!

Un personnage familier rentre ici en scène : Alfred Naujocks, l'homme qui avait monté l' « attaque polonaise » contre la radio allemande de Gleiwitz et qui s'était distingué à la tête d'une douzaine de services de sécurité (S.D.). Un dur, le compagnon rêvé pour Schellenberg. L'affaire fut rondement menée. Le 9 novembre, à seize heures, alors que Schellenberg sirotait un apéritif à la terrasse d'un café de Venlo, en attendant Best et Stevens avec qui il avait rendez-vous, les deux agents anglais arrivèrent dans leur Buick.

A peine l'eurent-ils garée derrière le café qu'ils furent pris sous une grêle de balles tirées d'une voiture de S.S. occupée par les voyous de Naujocks. Le lieutenant Klop, un officier de renseignements hollandais qui accompagnait toujours les deux Anglais dans leurs conversations avec Schellenberg, tomba, mortellement blessé. Best et Stevens furent jetés dans la voiture S.S. « comme des bottes de foin », ainsi que Schellenberg le rappela plus tard, avec le blessé Klop, et emmenés à toute vitesse de l'autre côté de la frontière en Allemagne* (28).

* *D'après le rapport officiel hollandais, qui fut produit après la guerre, la voiture anglaise, avec Stevens, Best et Klop, fut tirée par les Allemands de l'autre côté de la frontière, éloignée d'une cinquantaine de mètres. A partir du lendemain 10 novembre, le gouvernement hollandais adressa neuf demandes écrites à de fréquents intervalles, réclamant le retour de Klop et du chauffeur hollandais, et exigeant une enquête sur cette violation de la neutralité hollandaise. Aucune réponse ne fut donnée jusqu'au 10 mai, quand Hitler justifia son attaque contre les Pays-Bas par ce motif : l'affaire de Venlo avait prouvé la complicité des Hollandais avec les services secrets anglais. Klop mourut de ses blessures quelques jours plus tard. Best et Stevens passèrent cinq ans dans tes camps de concentration nazis (29)*

Ainsi, le 21 novembre, Himmler annonçait au public que la tentative d'assassinat contre Hitler à la *Buergerbräukeller* était tirée au clair. L'attentat avait été monté à l'instigation de l'Intelligence Service, dont deux chefs, Stevens et Best, avaient été arrêtés « à la frontière germano-hollandaise », le lendemain de l'explosion. Un charpentier allemand du nom de Georg Elser, communiste résidant à Munich, était présenté comme l'exécuteur du « forfait ».

Le compte rendu détaillé du crime par Himmler me parut « louche », comme je l'écrivis dans mon journal le même jour. Mais son travail me parut très réel. « Où Himmler et son gang veulent en venir, évidemment, notai-je, c'est : convaincre le crédule peuple allemand que le gouvernement britannique a essayé de gagner la guerre en tuant Hitler et ses principaux collaborateurs. »

Le mystère de l'attentat n'a jamais été complètement éclairci. Elser, bien qu'il ne fût pas aussi idiot que Marinus van der Lütte, l'incendiaire du Reichstag, était un homme assez borné mais tout à fait sincère. Non seulement il plaida coupable d'avoir fabriqué et mis en place la bombe, mais il s'en vanta. Naturellement, il n'avait jamais rencontré ni Best ni

Stevens avant l'attentat, mais il fit la connaissance du premier durant les longues années d'internement au camp de Sachsenhausen. Là, il raconta à l'Anglais une histoire longue et embrouillée — et pas toujours logique.

Un jour d'octobre, affirma-t-il, au camp de Dachau, où il était incarcéré depuis la mi-été comme sympathisant communiste, il avait été appelé au bureau du commandant du camp, où il fut présenté à deux étrangers. Ils exposèrent la nécessité d'en finir avec quelques-uns des « traîtres » partisans du Führer en faisant exploser une bombe à la *Buergerbräukeller immédiatement* après qu'Hitler aurait terminé son allocution habituelle, le soir du 8 novembre, et qu'il aurait quitté la salle.

La bombe devait être placée dans un pilier derrière l'estrade de l'orateur. Puisque Elser était un ébéniste habile, électricien et bricoleur, ils le jugeaient capable d'accomplir le travail. S'il acceptait, on le ferait évader en Suisse, muni d'une somme suffisante pour y vivre confortablement. En gage de leur sincérité, ils lui promirent, dès à présent, un traitement de faveur au camp : meilleure nourriture, vêtements civils, cigarettes en abondance — c'était un fumeur enragé — et un établi et des outils de charpentier.

Elser fabriqua donc une bombe rudimentaire mais efficace, pourvue d'un mécanisme de réveil pouvant marcher une semaine et, en plus, d'un dispositif détonateur électrique, déclenché par un simple interrupteur. Elser affirmait qu'il fut emmené, une nuit du début de novembre, dans la cave de la brasserie, où il installa son dispositif dans le pilier désigné.

Le soir du 8 novembre, à peu près à l'heure où la bombe devait éclater, ses complices le conduisirent, dit-il, à la frontière suisse, lui donnèrent une somme d'argent et — prévoyance curieuse — une carte

postale représentant l'intérieur de la brasserie, le pilier où il avait placé la bombe étant marqué d'une croix. Mais, au lieu d'être aidé à traverser la frontière — et cela paraît avoir surpris cet homme obtus, — il fut pincé par la Gestapo, lui, la carte postale et l'argent. Plus tard, on le cuisina pour l'amener à compromettre Best et Stevens lors du procès dont il serait le personnage central*.

** Plus tard, à Dachau, Elser raconta une histoire similaire au pasteur Niemoeller, qui a depuis affirmé sa conviction personnelle que l'attentat avait été monté à l'instigation d'Hitler pour accroître sa propre popularité et exciter la fièvre guerrière du peuple. Il est juste d'ajouter que Gisevius, ennemi acharné d'Hitler, d'Himmler et de Schellenberg, croit — ainsi qu'il en a témoigné à Nuremberg et dans son livre — que Helser a réellement essayé de tuer Hitler et qu'il n'avait aucun complice nazi. Schellenberg, qui est moins digne de foi, déclare que, tout d'abord, il soupçonna Himmler et Heydrich. Par la suite, après avoir questionné le charpentier et compulsé les procès-verbaux des interrogatoires au cours desquels Elser avait été drogué et mis en état d'hypnose, il arrivait à la conclusion qu'il s'agissait d'une vulgaire tentative d'assassinat.*

Le procès n'eut jamais lieu. Nous savons maintenant qu'Himmler, pour d'excellentes raisons personnelles, n'osa pas le faire juger. Nous savons aussi — maintenant — que Elser vécut à Sachsenhausen puis à Dachau, jouissant, sans doute sur les ordres exprès d'Hitler qui avait personnellement tiré tant de bénéfice de cet attentat, d'un traitement relativement humain étant donné les circonstances. Mais Himmler l'eut à l'œil jusqu'au bout. Il ne fallait pas que le charpentier survive à la guerre pour raconter son histoire. Peu de temps avant la débâcle, le 16 avril 1945, la Gestapo annonça que Georg Elser avait été tué au cours d'un bombardement allié le jour précédent. Nous savons maintenant que la Gestapo l'assassina (30).

Ayant échappé à l'attentat — c'était du moins ainsi que l'affaire était présentée — et étouffé la méfiance chez ses généraux, Hitler poussa ses plans pour la grande offensive à l'Ouest. Le 20 novembre, il signa la directive n° 8 pour la conduite de la guerre, ordonnant le maintien de « l'état d'alerte » de façon à « exploiter immédiatement » les conditions atmosphériques favorables et établissant des plans pour la destruction de la Hollande et de la Belgique. Puis, pour encourager les pusillanimes et les amener au degré d'exaltation qu'il jugeait indispensable à la veille des grandes batailles, il convoqua les généraux en chef et les officiers de l'état-major à la Chancellerie, dans l'après-midi du 23 novembre.

Ce fut l'un des plus révélateurs de ses entretiens confidentiels avec les principaux chefs militaires, et, grâce à la découverte par les Alliés de quelques dossiers de l'O.K.W. à Flensburg, il a été conservé sous forme de notes prises par un participant non identifié (31).

Le but de cette conférence (commença Hitler) est de vous donner une idée du monde de mes pensées, qui me placent en face des futurs événements, et de vous dire mes décisions.

Son esprit était empli du passé, du présent et de l'avenir, et, devant ce groupe restreint, il parla avec une franchise brutale et une grande éloquence, donnant un magnifique résumé de tout ce que son intelligence pervertie mais féconde avait embrassé, prédisant avec une précision implacable l'aspect des choses à venir. On imagine difficilement qu'un seul des auditeurs ait conservé, à l'issue de la réunion, le moindre doute :

l'homme qui pour le moment tenait le destin de l'Allemagne — et du monde — entre ses mains était devenu sans conteste un dangereux mégalomane.

J'avais une claire vision du cours probable des événements historiques (dit-il en décrivant ses premières luttes) et la ferme volonté de prendre des décisions brutales... En dernier ressort, je dois considérer, en toute modestie, ma propre personne comme irremplaçable. Aucun militaire, aucun civil ne pourrait me remplacer. Des tentatives d'assassinat peuvent se renouveler. Je suis convaincu de la puissance de mon intelligence et de ma fermeté... Nul n'a jamais accompli ce que j'ai accompli... J'ai conduit le peuple allemand à un sommet, même si le monde nous hait comme à présent... Le destin du Reich ne repose que sur moi. J'agirai en conséquence.

Il reprocha aux généraux leurs craintes quand il avait pris la « dure décision » de quitter la Société des Nations, décrété la conscription, occupé et fortifié la Rhénanie, et qu'il s'était saisi de l'Autriche. « Le nombre de personnes qui me firent confiance, dit-il, était très faible. »

Les étapes suivantes, déclara-t-il en décrivant ses conquêtes avec un cynisme que malheureusement Chamberlain n'entendit jamais, furent la Bohême, la Moravie et la Pologne.

Dès le premier moment il m'apparut clairement que je ne pouvais me contenter du territoire des Sudètes allemands. Ce n'était qu'une solution partielle. La décision de marcher sur la Bohême fut prise. Ce fut alors l'établissement du Protectorat et avec lui des bases pour la conquête de la Pologne. Cependant, je ne voyais pas tout à fait clairement à cette époque si je devais d'abord me tourner contre l'Est puis contre l'Ouest, ou vice versa. Sous la pression des événements, c'est le combat contre la Pologne qui vint en premier. On peut m'accuser de vouloir encore combattre et toujours combattre. Dans la lutte, je vois le destin de tous les êtres. Nul ne peut éviter le combat s'il ne veut être perdu.

L'accroissement de la population (allemande) demande un plus large *Lebensraum*. Mon but était de créer un rapport rationnel entre le nombre d'individus et l'espace dans lequel ceux-ci doivent vivre. Le combat doit partir de là. Aucune nation ne peut éluder la solution de ce problème. Sinon elle doit s'affaiblir et s'effondrer petit à petit... De savants calculs ne

servent à rien ici : la solution réside seulement dans l'épée. Un peuple incapable de montrer la force doit périr.

L'ennui, pour les chefs allemands du passé, dit Hitler, y compris Bismarck et Moltke, fut « l'insuffisance de rigueur. La solution n'était possible qu'en attaquant un pays au moment propice ». Faute de le faire, nous avons dû mener la guerre de 1914 « sur plusieurs fronts. Cela n'apporta pas de solution au problème ».

Aujourd'hui (poursuivit Hitler), le second acte de ce drame est en train de s'écrire. Pour la première fois depuis soixante-sept ans nous n'avons pas à faire la guerre sur deux fronts... Mais personne ne peut savoir combien de temps il en sera ainsi... En vérité, je n'ai pas organisé les forces armées pour qu'elles ne se battent pas. La volonté de frapper a toujours été en moi.

La pensée du bienfait d'une guerre à front unique amena le Führer à la question de la Russie.

Pour le moment, la Russie n'est pas dangereuse. Elle est affaiblie par bien des conditions intérieures. De plus, nous avons un traité avec la Russie. Les traités, toutefois, sont respectés aussi longtemps qu'ils servent un intérêt. La Russie le respectera seulement tant qu'elle le considérera avantageux... La Russie a encore des buts très éloignés, notamment le renforcement de sa position dans la Baltique. *Nous ne pourrions nous opposer à la Russie que lorsque nous serons libres à l'Ouest.*

Quant à l'Italie, tout dépendait de Mussolini « dont la mort peut tout changer... Tout comme la mort de Staline, la mort du Duce peut être une source de danger pour nous. J'ai moi-même expérimenté récemment combien la mort pouvait facilement abattre un chef d'État ». Hitler pensait que les États-Unis n'étaient pas encore dangereux « à cause de leurs lois de

neutralité » et que leur aide aux Alliés n'était pas considérable. Cependant, le temps travaillait pour l'ennemi. « Le moment est favorable à présent; dans six mois il se peut qu'il n'en soit plus ainsi. » En conséquence :

Ma décision est irrévocable. J'attaquerai la France et l'Angleterre au moment le plus favorable et le plus proche... Violenter la neutralité de la Belgique et de la Hollande est sans importance. Personne ne mettra cela en question quand nous aurons vaincu. Nous ne justifierons pas cette violation de neutralité aussi stupidement qu'en 1914.

L'attaque à l'Ouest, dit Hitler à ses généraux, signifiait « la fin de la guerre mondiale, et non une simple action. Elle ne concerne pas seulement une question de détail, mais l'existence ou la non-existence de la nation. » Puis il se lança dans une vibrante péroraison.

L'esprit des grands hommes de notre histoire doit nous encourager tous. Le destin ne nous demande pas plus qu'aux grands Allemands de notre histoire. Aussi longtemps que je vivrai je ne penserai qu'à la victoire de mon peuple. Je ne reculerai devant rien et j'anéantirai tous ceux qui s'opposent à moi... Je veux anéantir l'ennemi!

C'était un discours qui portait et, pour autant qu'on sache, pas un seul général n'éleva la voix ni pour exprimer les craintes que tous les commandants d'armée partageaient quant au succès d'une offensive à cette époque, ni pour souligner l'immoralité d'une attaque contre la Belgique et la Hollande, dont le gouvernement allemand avait solennellement garanti les frontières et la neutralité. D'après quelques généraux présents, les remarques d'Hitler sur le mauvais esprit aux échelons supérieurs de l'armée et de l'état-major furent plus vives que dans la relation ci-dessus.

Un peu plus tard, le même jour, à dix-huit heures, le Seigneur de la

Guerre fit encore appeler Brauchitsch et Halder et débita au premier — le chef d'état-major attendait devant le bureau du Führer comme un collégien puni — un austère sermon sur l' « esprit de Zossen ». Le Haut-Commandement de l'armée (O.K.W.) était imbibé de « défaitisme », accusa Hitler, et l'état-major d'Halder avait une « attitude obstinée qui l'empêchait d'approuver le Führer ». Le malheureux Brauchitsch, d'après son propre récit fait bien plus tard à Nuremberg, offrit sa démission, mais Hitler la refusa, lui rappelant sèchement, et le commandant en chef s'en souvenait, « que j'avais à remplir mon devoir et mon service comme tous les autres soldats ». Ce soir-là, Halder griffonna une note en sténo dans son journal : « Jour de crise (32)! »

En bien des sens, le 23 novembre 1939 fut un jalon. Il marqua le triomphe final, décisif, d'Hitler sur l'armée, cette force qui, au terme de la première guerre mondiale, avait écarté Guillaume II et assumé la direction suprême de la politique aussi bien que l'autorité militaire en Allemagne. Depuis ce jour, le caporal autrichien de naguère considérait non seulement son jugement ; politique, mais aussi son jugement militaire, supérieurs à ceux de ses généraux et, par suite, refusa d'écouter leurs conseils ou de permettre leurs critiques — avec un résultat désastreux pour tous. « Une brèche était ouverte, dit Brauchitsch au tribunal de Nuremberg en décrivant les événements du 23 novembre, qui fut plus tard obturée mais ne fut jamais complètement réparée. »

De plus, la harangue d'Hitler aux généraux, en ce jour d'automne, éteignit toutes les velléités d'Halder et de Brauchitsch (du reste tièdes) de renverser le dictateur nazi. Il les avait avertis qu'il « anéantirait » tous ceux qui se mettraient sur son chemin, et Halder dit qu'Hitler avait spécialement

ajouté qu'il supprimerait toute opposition contre lui au grand état-major « avec une ; force brutale ». Halder, pour le moment du moins, n'était pas homme à affronter de si terribles menaces.

Quand, quatre jours plus tard, le 27 novembre, le général Thomas alla le voir, à l'instigation de Schacht et de Popitz, et le pressa de talonner Brauchitsch, d'agir contre le Führer (« Hitler doit être renversé! » dit-il, ainsi qu'Halder s'en souvint plus tard), le chef de l'état-major lui rappela toutes les « difficultés ». Il n'était pas encore sûr, dit-il, que Brauchitsch « prendrait une part active à un coup d'État (33) ». Quelques jours plus tard, Halder donna à Goerdeler les raisons les plus burlesques de sa non-participation au projet de soulèvement. Hassell les nota dans son journal.

A côté du fait que « l'on ne doit pas se rebeller quand on est face à face avec l'ennemi », Halder ajoutait, selon Hassell, les points suivants : « Nous devons donner à Hitler sa dernière chance de délivrer le peuple allemand de l'esclavage du capitalisme anglais... Il n'y a aucun autre homme capable... L'opposition n'est pas encore assez mûre... On ne peut être sûr des jeunes officiers. » Hassell lui-même fit appel à l'amiral Canaris, un des conjurés de la première heure, pour qu'il allât de l'avant, mais sans succès. « Il a renoncé à l'espoir d'une résistance des généraux », confia à son journal l'ancien ambassadeur le 30 novembre, « et il pense qu'il serait inutile d'essayer quelque chose de plus par cette voie ». Un peu plus tard, Hassell nota que « Halder et Brauchitsch ne sont rien de plus que les valets d'Hitler (34) ».

PREMIER PHASE DE LA TERREUR NAZIE EN POLOGNE

Peu de jours après l'attaque allemande contre la Pologne, mon journal commençait à se remplir de notes sur la terreur nazie dans les territoires conquis. Plus tard, on apprendrait que bien d'autres journaux en ont été remplis également. Le 19 octobre, Hassell rapporta qu'il avait entendu parler « des brutalités affreuses des S.S., spécialement envers les Juifs ». Un peu plus tard, il confiait à son journal une histoire racontée par un propriétaire allemand de la province de Posen.

La dernière chose qu'il y avait vue était un chef de district du parti qui, ivre, avait ordonné d'ouvrir la prison; il avait tué cinq prostituées et tenté d'en violer deux autres (35).

Le 18 octobre, Halder nota dans son journal les principaux points d'une conversation avec l'intendant général, Eduard Wagner, qui s'était entretenu avec Hitler le jour même sur l'avenir de la Pologne. Cet avenir paraissait sombre.

Nous n'avons pas l'intention de reconstruire la Pologne... Elle ne sera pas un État modèle sur le type allemand. On doit empêcher l'intelligentzia polonaise de s'ériger en classe gouvernante. Un bas niveau de vie doit être conservé. Des esclaves à bon marché...

Une désorganisation totale doit être créée. Le Reich donnera au gouverneur général les moyens de mettre à exécution ce plan diabolique.

Un bref compte rendu du début de la terreur nazie en Pologne, telle qu'elle fut révélée par les documents allemands saisis et les dépositions aux différents procès de Nuremberg, peut être esquissé. Ce n'était qu'un

signe avant-coureur des sinistres pratiques qui seraient par la suite infligées par les Allemands à tous les peuples conquis. Mais, du début à la fin, ce fut pire en Pologne que partout ailleurs. Là-bas, la barbarie nazie a atteint une incroyable violence.

Juste avant de lancer l'attaque contre la Pologne, Hitler avait dit à ses généraux, lors de la conférence tenue le 22 août sur l'Obersalzberg, que certaines choses allaient se produire « qui ne seraient pas du goût des généraux allemands », et il les avertissait de « ne pas se mêler de ces affaires, mais de se cantonner dans leurs devoirs militaires ». Il savait de quoi il parlait. En Pologne comme à Berlin, l'auteur fut bientôt accablé de récits des massacres nazis, et les généraux aussi. Le 10 septembre, alors que la campagne était en plein essor, Halder nota dans son journal un exemple qui fut bientôt largement connu dans Berlin.

Des « durs » appartenant à un régiment d'artillerie de S.S., ayant fait travailler 50 Juifs toute la journée à la réfection d'un pont, les parquèrent dans une synagogue et, dit Halder, « les massacrèrent ». Même le général Kùchler, commandant la III^e armée, qui dut en avoir plus tard quelques remords, refusa de confirmer les légères sentences de la cour martiale prononcées contre les meurtriers — un an de prison, — les déclarant trop clémentes. Mais le commandant en chef de l'armée, Brauchitsch, cassa les jugements, sous prétexte qu'ils étaient compris dans « une amnistie générale ».

Les généraux allemands qui se considéraient comme de vrais chrétiens trouvaient la situation embarrassante. Le 12 septembre eut lieu une rencontre dans le train du Führer entre Keitel et l'amiral Canaris, et ce dernier protesta contre les atrocités en Pologne. Le chef de l'O.K.W.

répondit sèchement que « le Führer a déjà pris une décision sur cette question ». Si l'armée « ne voulait pas participer à ces incidents, elle devrait accepter les S.S. et la Gestapo comme rivaux » — c'est-à-dire qu'il lui faudrait accepter des commissaires S.S. dans chaque unité militaire « pour poursuivre les exterminations ».

Je fis remarquer au général Keitel (écrit Canaris dans son journal, produit à Nuremberg) que je savais que des exécutions massives étaient projetées en Pologne et qu'en particulier la noblesse et le clergé devaient être exterminés. A la longue le monde tiendrait la Wehrmacht responsable de ces faits (36).

Himmler était trop malin pour laisser les généraux se dégager d'une partie de la responsabilité. Le 19 septembre, Heydrich, premier adjoint d'Himmler, rendit visite au Haut-Commandement de l'armée et fit part au général Wagner des plans S.S. de « nettoyer les Juifs, l'intelligentzia, le clergé et la noblesse polonais ». Informé par Wagner, Halder nota dans son journal :

L'armée insiste pour que le « nettoyage » soit différé jusqu'à ce qu'elle se soit retirée et que le pays ait été placé sous l'administration civile. Début décembre.

Cette courte note dans le journal du chef du grand état-major constitue une clé pour la compréhension de la moralité des généraux allemands. Ils n'allaient pas s'opposer sérieusement au « nettoyage » — c'est-à-dire à la disparition complète des Juifs, de l'intelligentzia, du clergé et de la noblesse polonais. Ils allaient simplement demander que l'opération fût « différée » jusqu'à ce qu'ils aient quitté la Pologne et échappé ainsi à la responsabilité. Et Halder écrivit le lendemain dans son

journal, après une longue conférence avec Brauchitsch sur le « nettoyage » en Pologne :

Rien ne doit se produire qui pourrait fournir aux nations étrangères l'opportunité de lancer une propagande sur de telles atrocités. Le clergé catholique! Impossible en ce moment.

Le lendemain 21 septembre, Heydrich fit parvenir au Haut-Commandement de l'armée une copie de son plan initial de « nettoyage ». En premier lieu, les Juifs devaient être parqués dans les villes (où il serait facile de les cueillir pour les liquider). « La solution finale », déclarait-il, demandera quelque temps pour être menée à bien et doit être tenue « strictement secrète »; mais aucun général qui lut le mémorandum confidentiel ne peut avoir douté que la « solution finale » était l'extermination (37). Dans deux ans, quand l'heure sera venue, la « solution finale » deviendra un des plus sinistres mots-code échangés par les hauts officiels allemands pour couvrir l'un des plus hideux parmi les crimes de guerre nazis.

Ce qui restait de la Pologne, après que la Russie eut pris sa part à l'Est et que l'Allemagne eut annexé officiellement ses anciennes provinces et d'autres territoires de l'Ouest, fut appelé, par décret du Führer du 12 octobre : Gouvernement général de Pologne. Hans Frank fut nommé gouverneur général, et Seyss-Inquart, le Quisling viennois, son adjoint. Frank était un exemple typique du gangster intellectuel nazi. Ayant joint le parti en 1927, peu après avoir terminé son droit, il acquit rapidement la réputation d'être la lumière juridique du mouvement.

Esprit vif, énergique, versé non seulement en droit mais en littérature générale, ami des arts et spécialement de la musique, il devint une autorité

juridique après la prise de pouvoir des nazis; d'abord ministre de la Justice en Bavière, il fut ensuite ministre du Reich sans portefeuille et président de l'Académie de droit et de l'Association du barreau allemand. Très brun, fringant, fanfaron, il était père de cinq enfants; son intelligence et sa culture, compensant en partie son fanatisme primitif, avaient fait de lui jusqu'à cette époque l'un des personnages les moins rebutants de l'entourage d'Hitler.

Mais sous le vernis de l'homme civilisé se cachait le froid tueur. Le journal en 42 volumes qu'il tenait de sa vie et de ses travaux, produit à Nuremberg*, est l'un des documents les plus terrifiants issus du sombre monde nazi; il dépeint son auteur comme un homme glacial, capable, impitoyable, sanguinaire. Apparemment il n'avait omis aucune de ses outrances barbares.

** Ils furent trouvés en mai 1945 par le lieutenant Walter Stein, de la VIIe armée U.S., dans l'appartement de Frank à l'Hôtel Berghof, près de Neuhaus, en Bavière.*

« Les Polonais, déclarait-il le jour suivant son entrée en fonctions, seront les esclaves du Reich allemand ». Quand il apprit un jour que Neurath, le « Protecteur » de la Bohême, avait fait afficher l'exécution de 7 étudiants de l'Université tchèque, Frank s'exclama devant un journaliste nazi : « Si je devais ordonner qu'on pose des affiches chaque fois qu'on fusille 7 Polonais, il n'y aurait bientôt plus assez de forêts en Pologne pour fabriquer le papier nécessaire à ces affiches (38). »

Himmler et Heydrich étaient chargés par Hitler de liquider les Juifs. Frank, en plus des réductions de nourriture et de l'organisation du travail forcé hors de Pologne, avait tout spécialement la tâche de liquider

l'intelligentzia. Les nazis avaient un magnifique indicatif pour cette opération : « Action extraordinaire de Pacification » (*Ausserordentliche Befriedigungsaktion* ou « Action AB » comme on l'appela par la suite).

Il fallut du temps à Frank pour la mettre en train. Ce ne fut pas avant la fin du printemps suivant, quand la grande offensive allemande à l'Ouest détourna l'attention mondiale de la Pologne, qu'il commença à obtenir des résultats. Le 30 mai, son journal l'indique, il pouvait se vanter, au cours d'un entretien avec ses aides policiers, de grands progrès — la vie de « quelques milliers » d'intellectuels polonais supprimée, ou sur le point de l'être.

« Je vous prie, messieurs, demanda-t-il, de prendre les mesures les plus rigoureuses possible pour nous aider dans cette tâche. » Il ajouta en confiance que c'étaient « les ordres du Führer ». Hitler, dit-il, les avait exprimés ainsi :

« Les hommes capables de diriger en Pologne doivent être liquidés. Ceux qui les suivent... doivent être supprimés à leur tour. Il est inutile d'imposer ce fardeau au Reich... absolument inutile d'envoyer ces éléments dans les camps de concentration du Reich. »

On s'en débarrassera ici, dit-il, en Pologne (39). A la réunion, Frank le nota dans son journal, le chef de la Police de Sécurité fit son rapport. Environ 2 000 hommes et plusieurs centaines de femmes, dit-il, avaient été appréhendés « au début de l'Action extraordinaire de Pacification ». La plupart ont déjà été « jugés immédiatement » — un euphémisme nazi pour liquidation. Une seconde fournée d'intellectuels était maintenant ramassée : « pour jugement immédiat ». Un total d' « environ 3 500 personnes », les plus dangereuses de l'intelligentzia polonaise, feront ainsi l'objet des soins

nazis (40).

Frank ne négligeait pas les Juifs, même si la Gestapo s'était octroyé le travail de l'extermination directe. Son journal est plein de ses pensées et de ses actes sur ce sujet. Le 7 octobre 1940, il note un discours qu'il prononça ce jour-là lors d'une assemblée nazie en Pologne, résumant les efforts de la première année.

Mes chers camarades... Je ne pouvais pas détruire tous les poux et tous les Juifs en une seule année (« Le public rit », note-t-il à cet endroit). Mais avec le temps, et si vous m'aidez, ce but sera atteint (41).

L'année suivante, une quinzaine de jours avant Noël, Frank termina une session de cabinet à Cracovie, son quartier général, en disant :

En ce qui concerne les Juifs, je veux vous dire bien franchement qu'il faut s'en débarrasser d'une façon ou d'une autre... Messieurs, je dois vous demander de vous défaire de tout sentiment de pitié. Nous devons anéantir les Juifs.

C'était difficile, il l'admettait, « de fusiller ou empoisonner les trois millions et demi de Juifs du Gouvernement général, mais nous serons capables de prendre des mesures qui provoqueront, de toute façon, leur anéantissement ». C'était une prédiction exacte (42).

La chasse aux Juifs et aux Polonais pour les expulser des maisons qu'eux et leurs familles avaient habitées pendant des générations, commença dès la fin des combats en Pologne. Le 7 octobre, le lendemain de son « discours pour la paix » au Reichstag, Hitler nomma Himmler à la tête d'un nouvel organisme, le commissariat du Reich pour le Renforcement de la Nation allemande, ou R.K.F.D.V. en abrégé.

Il s'agissait de déporter les Polonais et les Juifs, d'abord des provinces polonaises annexées par l'Allemagne, et de les remplacer par des Allemands et des *Volksdeutsche*; ces derniers étaient des Allemands de nationalité étrangère qui affluaient des Etats baltes menacés et de différents points éloignés de la Pologne. Halder avait eu connaissance du plan deux semaines avant et avait noté dans son journal que « pour chaque Allemand qui entrait dans ces territoires, deux personnes seraient renvoyées en Pologne ».

Le 9 octobre, deux jours après avoir pris possession du dernier de ses postes, Himmler décréta que 550 000 Juifs sur les 650 000 qui vivaient dans les provinces polonaises annexées, aussi bien que les Polonais impropres à l' « assimilation », seraient expédiés dans le territoire du Gouvernement général à l'Est de la Vistule. En un an 1 200 000 Polonais et 300 000 Juifs avaient été déracinés et expédiés à l'Est. Mais 497 000 *Volksdeutsche* seulement s'étaient installés à leur place. C'était un peu mieux que la proportion d'Halder : trois Polonais ou Juifs expulsés pour un Allemand établi à leur place.

Ce fut un hiver exceptionnellement rude que celui de 1939-1940, l'auteur s'en souvient, avec des neiges abondantes, et le « réétablissement », poursuivi par une température inférieure à zéro et des blizzards souvent persistants, coûta en réalité plus de vies aux Juifs ou aux Polonais que les pelotons d'exécution et les potences nazies. Himmler peut être cité comme référence : s'adressant à la *Leibstandarte S.S.*, l'été qui suivit la chute de la France, il se livra à une comparaison entre les déportations que ses hommes commençaient à effectuer à l'Ouest et ce qui avait été accompli à l'Est.

(Cela) se passa en Pologne par une température de 40 degrés au-dessous de zéro, où nous devions traîner au loin des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de gens; où nous dûmes avoir le dur courage — vous devez entendre cela, mais aussi l'oublier immédiatement — de fusiller des milliers de notables polonais... Messieurs, il est plus facile dans bien des cas d'aller au combat avec une compagnie que de supprimer une population arriérée, encombrante, de procéder à des exécutions, d'expulser des gens, ou de traîner des femmes en larmes et à bout de nerfs (43).

Déjà le 21 février 1940, le S.S. Oberführer Richard Glücks, chef de la surveillance des camps de concentration, en inspection près de Cracovie, avait informé Himmler qu'il avait trouvé un « coin convenable » pour un nouveau « camp de quarantaine », à Auschwitz, ville de 12 000 habitants perdue dans les marais, où se trouvaient, en plus de quelques usines, les anciens baraquements d'une unité de cavalerie autrichienne. Les travaux furent entrepris immédiatement, et le 14 juin Auschwitz fut officiellement ouvert comme camp de concentration pour les prisonniers politiques polonais que les Allemands souhaitaient traiter avec une particulière dureté.

L'endroit devait bientôt devenir plus sinistre encore. Entre-temps, les directeurs de la I.G. Farben, le grand trust chimique allemand, avaient découvert qu'Auschwitz serait un coin « convenable » pour une nouvelle usine de pétrole synthétique et de caoutchouc. Ainsi non seulement la construction de nouveaux bâtiments mais l'activité de la nouvelle usine auraient le bénéfice d'une main-d'œuvre d'esclaves à bon marché.

Pour surveiller le nouveau camp et l'approvisionnement en travailleurs pour la I.G. Farben, arriva à Auschwitz, au printemps de 1940, une bande de gredins S.S. triés sur le volet; parmi eux Josef Kramer,

qui devait plus tard être connu du public anglais sous le nom de la « Bête de Belsen », et Rudolf Franz Höss, un forçat assassin qui avait servi cinq ans en prison — il avait passé la plus grande partie de sa vie d'adulte au bagne d'abord et en prison ensuite — et qui en 1946, à quarante-six ans, se vantera à Nuremberg d'avoir supervisé à Auschwitz l'extermination de 2 500 000 personnes, sans compter l'autre demi-million « autorisé à mourir de faim ».

Car Auschwitz fut bientôt destiné à devenir le plus célèbre des camps *d'extermination* — *Vernichtungslager* — qu'il faut distinguer des camps de *concentration*, auxquels quelques-uns survécurent. Et ceci n'est pas sans valeur pour comprendre les Allemands sous Hitler, même les plus respectables : qu'une firme aussi distinguée que la I.G. Farben, internationalement connue, dont les directeurs étaient honorés parce qu'ils faisaient partie des grands hommes d'affaires de l'Allemagne, tous des hommes craignant Dieu, ait pu délibérément choisir ce camp de la mort comme un endroit propice à des opérations fructueuses.

Ce premier automne de guerre, l'Axe Rome-Berlin commençait à grincer.

D'aigres échanges à divers échelons eurent lieu à propos de plusieurs différends : fiasco des Allemands à réaliser l'évacuation des *Volksdeutsche* du Tyrol méridional italien, qui avait été décidée au mois de juin précédent; fiasco des Allemands à fournir à l'Italie un million de tonnes de charbon par mois; fiasco des Italiens contre le blocus anglais pour apporter à l'Allemagne des matières premières; commerce prospère de l'Italie avec l'Angleterre et la France, comprenant la vente à ces nations de matériel de guerre; sentiments de Ciano de plus en plus anti-allemands.

Mussolini, comme toujours, était irrésolu, et Ciano rapportait ses hésitations dans son journal. Le 9 novembre, le Duce était embarrassé par la rédaction d'un télégramme à Hitler pour le féliciter d'avoir échappé à l'assassinat.

Il voulait qu'il fût chaleureux mais pas trop parce que, à son avis, aucun Italien ne pouvait ressentir une grande joie du fait qu'Hitler avait échappé à la mort — et le Duce moins que tout autre.

20 novembre... Pour Mussolini, l'idée qu'Hitler fasse la guerre, et pis encore, qu'il la gagne, est tout à fait intolérable.

Le lendemain de Noël, le Duce exprimait le « vœu d'une défaite allemande » et chargeait Ciano d'informer secrètement la Belgique et la Hollande qu'elles allaient être attaquées*. Mais, la veille du Nouvel An, il

parlait à nouveau de se jeter dans la guerre aux côtés d'Hitler.

** Ciano transmet l'avertissement à l'ambassadeur de Belgique à Rome le 2 janvier et le nota dans son journal. Selon Weizsaecker, les Allemands interceptèrent deux télégrammes codés envoyés par l'ambassadeur à Bruxelles, qui contenaient les avertissements italiens, et les déchiffrèrent (44).*

La principale cause de friction entre les deux puissances de l'Axe était la politique pro-soviétique de l'Allemagne. Le 30 novembre 1939 l'Armée Rouge avait attaqué la Finlande, mettant Hitler dans une posture des plus humiliantes. Chassé de la Baltique en paiement de son pacte avec Staline, contraint d'évacuer en toute hâte les familles allemandes qui avaient vécu là pendant des siècles, il devait maintenant pardonner officiellement l'attaque gratuite de la Russie contre un petit pays qui avait des liens étroits avec l'Allemagne et dont la complète indépendance en tant que nation non communiste avait été gagnée sur l'Union Soviétique en grande partie grâce à l'intervention des troupes régulières allemandes en 1918**. C'était une pilule amère à avaler, mais il l'avalait. De strictes instructions furent données aux missions diplomatiques allemandes à l'étranger, à la presse et à la radio allemandes de soutenir l'agression de la Russie et d'éviter toute expression de sympathie à l'égard de la Finlande.

*** Le 9 octobre 1918 — ceci est de la petite histoire amusante, peu connue — la Diète finlandaise, sous l'impression que l'Allemagne était en train de gagner la guerre, élut roi de Finlande, par un vote de 75 voix contre 25, le prince Friedrich Karl de Hesse. Un mois plus tard, la victoire alliée mit fin à cet épisode burlesque.*

Pour Mussolini, aux prises avec des manifestations anti-allemandes dans toute l'Italie, ce fut peut-être la fameuse goutte qui fait déborder le

vase. En tout cas, peu après le Nouvel An 1940, le 3 janvier, il vida son sac dans une longue lettre au Führer. Jamais auparavant, et certainement jamais après, le Duce ne fut aussi franc avec Hitler ni si prêt à donner son avis de façon aussi nette et aussi désagréable.

Il était « profondément convaincu », disait-il, que l'Allemagne, même aidée de l'Italie, n'arriverait jamais à mettre l'Angleterre et la France « à genoux ou même à les séparer. Le croire, c'était se leurrer. Les États-Unis ne permettraient pas une défaite totale des démocraties. » Donc, maintenant qu'Hitler avait assuré sa frontière orientale, était-il nécessaire « de tout risquer — y compris le régime — et de sacrifier la fine fleur des générations allemandes » pour tenter de leur infliger une défaite?

On pouvait avoir la paix, suggérait Mussolini, si l'Allemagne voulait autoriser l'existence d' « une Pologne modeste, désarmée, qui soit exclusivement polonaise. Sauf si vous êtes irrévocablement résolu à poursuivre la guerre jusqu'au bout, ajoutait-il, je crois que la création d'un État polonais... serait un fait susceptible de terminer la guerre et constituerait une condition suffisante pour la paix. »

Mais c'était l'alliance entre l'Allemagne et la Russie qui inquiétait surtout le dictateur italien.

... Sans un coup de feu, la Russie a tiré profit de la guerre en Pologne et dans les régions de la Baltique. Mais moi, un révolutionnaire-né, je vous dis que vous ne pouvez sacrifier en permanence les principes de votre Révolution aux exigences tactiques d'une certaine période politique... C'est mon devoir d'ajouter qu'un pas de plus dans vos relations avec Moscou aurait des répercussions catastrophiques en Italie (45)...

La lettre de Mussolini n'avertissait pas seulement Hitler de la détérioration des relations italo-allemandes; elle atteignait également un

objectif vulnérable : la lune de miel du Führer avec la Russie soviétique, qui commençait à porter sur les nerfs des deux parties. Cela lui avait permis de lancer sa guerre et de détruire la Pologne. Cela lui avait même donné d'autres avantages. Les papiers allemands saisis révèlent, par exemple, un des secrets les mieux gardés de la guerre : l'aide de l'Union Soviétique, en permettant à l'Allemagne d'importer, par les ports de l'Arctique, de la mer Noire et du Pacifique, les matières premières les plus vitales, interceptées par le blocus anglais.

Le 10 novembre 1939, Molotov consentit même au paiement, par le gouvernement des Soviets, des frais de transport de toutes les marchandises amenées par les trains russes (46). Des facilités de ravitaillement et de réparations furent fournies aux bateaux allemands, y compris les sous-marins, à Teriberka, port de l'Arctique à l'est de Mourmansk — Molotov avait pensé que ce dernier « n'était pas assez isolé », tandis que Teriberka « convenait mieux parce qu'il était plus éloigné et pas fréquenté par des bateaux étrangers (47) ».

Tout au long de l'automne et du début de l'hiver 1939, Moscou et Berlin négocièrent pour développer le commerce entre les deux pays. A la fin d'octobre, les livraisons russes de matières premières à l'Allemagne, spécialement en grains et en pétrole, furent considérables, mais les Allemands en voulaient davantage. Toutefois, ils apprenaient qu'en économie, aussi bien qu'en politique, les Soviets étaient des commerçants durs et rusés.

Le 1er novembre, le feld-maréchal Gœring, le grand amiral Raeder et le général Keitel, « indépendamment l'un de l'autre », comme Weizsaecker le nota, protestèrent auprès du ministre des Affaires étrangères allemand,

parce que les Russes demandaient trop de matériel de guerre allemand. Un mois plus tard, Keitel se plaignait à nouveau à Weizsaecker que les exigences russes en produits allemands, spécialement les machines-outils pour la fabrication des munitions, « devenaient de plus en plus énormes et déraisonnables (48) ».

Mais si l'Allemagne demandait aux Russes nourriture et pétrole, elle devait les payer en denrées dont Moscou avait besoin et manquait. Par suite du blocus, la nécessité de cet apport russe à l'Allemagne était si désespérée que plus tard, le 30 mars 1940, à un moment crucial, Hitler ordonna que les livraisons de matériel de guerre aux Russes auraient la priorité même sur celles des forces armées allemandes* (50).

* *Après la conquête de la France et des Pays-Bas, Gœring informa le général Thomas, chef économique de l'O.K.W., « que le Führer ne désirait de ponctuelles livraisons aux Russes que jusqu'au printemps 1941. Plus tard, ajoutait-il, nous n'aurons plus intérêt à satisfaire complètement les demandes russes (49) ».*

A un certain moment, les Allemands sacrifièrent le croiseur lourd inachevé *Lützow* pour régler en partie les paiements échus à Moscou. Auparavant, le 15 décembre, l'amiral Raeder avait proposé de vendre aux Russes les plans et les croquis du *Bismarck*, le plus grand navire de guerre du monde, (45 000 tonnes) alors en construction, s'ils en donnaient « un prix très élevé (51) ».

A la fin de 1939, Staline participa personnellement, à Moscou, aux négociations avec la délégation commerciale allemande. Les économistes allemands s'aperçurent qu'il était un interlocuteur dangereux. Dans les papiers saisis à la Wilhelmstrasse, on a trouvé des mémorandums longs et détaillés de ces rencontres mémorables avec le redoutable dictateur

soviétique dont le sens du détail stupéfia les Allemands.

Ils comprirent que Staline ne se laisserait ni bluffer ni voler, mais qu'il pouvait être terriblement exigeant, et par moments, comme le rapporta à Berlin un des négociateurs nazis, le docteur Schnurre, il « devenait très agité ». L'Union Soviétique, Staline le rappela aux Allemands, avait « rendu un très grand service à l'Allemagne (et) s'était fait des ennemis en lui prêtant assistance ». En retour elle espérait recevoir quelque compensation de Berlin.

Au cours d'une conférence au Kremlin la veille du 1er janvier 1940

Staline déclara que le prix total des avions était ridiculement exagéré; il représentait un multiple des prix actuels. Si l'Allemagne ne voulait pas livrer les avions, il aurait préféré que ce fût dit ouvertement.

A une réunion de nuit au Kremlin le 8 février,

Staline demanda aux Allemands de proposer des prix appropriés et de ne pas les forcer, comme cela s'était déjà présenté. En exemple, furent mentionnés les prix totaux de 300 millions de reichsmarks pour les avions et l'estimation du croiseur *Lützow* à 150 millions de reichsmarks par les Allemands. On ne devait pas profiter de la bonté de l'Union-Soviétique (52).

Le 11 février 1940, un accord commercial compliqué fut finalement signé à Moscou portant sur un échange d'articles, pendant les dix-huit mois qui suivraient, d'une valeur minimum de 640 millions de reichsmarks. Ceci en plus des échanges convenus au mois d'août précédent qui se montaient en gros à 150 millions par an. La Russie devait recevoir, en plus du croiseur *Lützow* et des plans du *Bismarck*, des canons lourds de marine

et autres engins, ainsi qu'une trentaine d'avions de guerre les plus récents, y compris les chasseurs Messerschmitt 109 et 110 et les bombardiers en piqué Ju-88. En plus, les Soviets recevraient des machines pour leurs industries électriques et pétrolières, des locomotives, des turbines, des générateurs, des moteurs Diesel, des bateaux, des machines-outils et tout un échantillonnage de l'artillerie allemande, des chars, des explosifs, des équipements pour la guerre chimique, etc. (53).

Ce que l'Allemagne reçut la première année fut consigné par l'O.K.W. — un million de tonnes de céréales, un demi-million de tonnes de blé, 900 000 tonnes de pétrole, 100 000 tonnes de coton, 500 000 tonnes de phosphates, un nombre considérable d'autres matières premières vitales et le transit d'un million de tonnes de soja de Mandchourie (54).

De retour à Berlin, le docteur Schnurre, l'expert économique des Affaires Étrangères, qui avait magistralement conduit les négociations pour l'Allemagne, dressa la liste complète de ce qu'il avait obtenu pour le Reich. En dehors des matières premières terriblement nécessaires que la Russie livrerait, Staline, dit-il, avait promis une « aide généreuse » en agissant « comme acheteur de métaux et matières premières dans des pays neutres ».

Le traité (concluait Schnurre) signifie une porte ouverte sur l'Est pour nous... Les effets du blocus anglais seront sensiblement atténués (55).

C'était l'une des raisons pour lesquelles Hitler ravala son orgueil, soutint l'agression, très impopulaire en Allemagne, de la Russie contre la Finlande, et accepta la menace représentée par l'établissement de bases pour les troupes et les aviateurs soviétiques dans les trois États baltes (pour être éventuellement utilisées contre qui, sinon l'Allemagne?). Staline

l'aidait à surmonter le blocus anglais. Mais, surtout, Staline lui offrait encore la possibilité de mener une guerre sur un front unique et de concentrer toute sa force militaire à l'Ouest pour mettre la France et l'Angleterre hors de combat et envahir la Belgique et la Hollande, après quoi — eh bien, Hitler avait déjà dit à ses généraux ce qu'il avait dans la tête.

Dès le 17 octobre 1939, la campagne polonaise à peine terminée, il avait rappelé à Keitel que « le territoire polonais est important pour nous du point de vue militaire en tant que ligne de départ avancée et concentration stratégique de troupes. A cette fin les voies ferrées, les routes et les canaux de communication doivent être entretenus (56) ».

Alors que cette année critique 1939 approchait de sa fin, Hitler se rendait compte, comme il l'avait dit à ses généraux dans son mémorandum du 9 octobre, qu'on ne pouvait compter indéfiniment sur la neutralité des Soviets. Dans huit mois ou un an, avait-il dit, les choses pouvaient changer. Et dans la harangue qu'il leur adressa le 23 novembre, il avait insisté : « nous ne pourrions nous opposer à la Russie que lorsque nous serons libres à l'Ouest ». C'était une pensée toujours présente à son esprit inquiet.

L'année fatale s'achevait, dans une atmosphère bizarre et même fantastique. Bien qu'il y eût une guerre mondiale, il n'y avait pas de combat sur terre, et dans le ciel les gros bombardiers ne transportaient que des tracts de propagande, et bien mal écrits encore. Sur mer seulement, la guerre était réelle. Les sous-marins allemands continuaient à faire des ravages chez les Anglais et parfois parmi les bateaux neutres dans le cruel Atlantique nord.

Dans l'Atlantique sud, le *Graf Spee*, l'un des trois cuirassés de poche allemands, était sorti de son mouillage et en trois mois avait coulé neuf cargos anglais de 50 000 tonnes au total. Puis, deux semaines avant le premier Noël de guerre, le 14 décembre 1939, le public allemand fut électrisé par la nouvelle étalée en titres flamboyants, et passée en *flash* à la radio, d'une grande victoire sur mer.

Le *Graf Spee*, disait-on, avait attaqué la veille trois croiseurs britanniques à 100 milles au large de Montevideo et les avait mis hors de combat. Mais l'exaltation tourna bientôt à la perplexité. Trois jours après, en effet, la presse annonçait que le cuirassé de poche s'était sabordé dans l'estuaire du Rio de la Plata, juste en face de la capitale de l'Uruguay. C'était donc cela, la belle victoire? Le 21 décembre, l'amirauté annonça que le commandant du *Graf Spee*, le capitaine Hans Langsdorff, avait « suivi son bateau et, ainsi, avait répondu en combattant et en héros aux espoirs de son Führer, du peuple allemand et de la marine ».

Le pauvre peuple allemand ne sut jamais que le *Graf Spee* avait été sérieusement endommagé par les trois croiseurs britanniques qui avaient mis ses canons hors de combat *..., qu'il avait dû rester à Montevideo pour être réparé, que le gouvernement uruguayen, conformément à la loi internationale, ne l'avait autorisé à rester que soixante-douze heures, ce qui n'était pas suffisant, que l'« héroïque » capitaine Langsdorff, plutôt que de risquer un autre combat contre les Anglais avec son bateau avarié, l'avait donc sabordé, et que lui-même, au lieu de couler avec son navire, s'était tué deux jours après dans une chambre d'hôtel isolée de Buenos Aires. On ne lui dit pas davantage, naturellement, comme le nota le général Jodl dans son journal le 18 décembre, que le Führer était « furieux » du

sabordage du *Graf Spee* sans avoir combattu, qu'il manda l'amiral Raeder et le gratifia d'un beau savon (57).

** La veille du sabotage. Gæbbels avait fait publier par la presse une dépêche truquée de Montevideo disant que le Graf Spee n'avait « que des avaries superficielles » et que les nouvelles anglaises selon lesquelles il avait été sérieusement endommagé étaient « purs mensonges ».*

Le 12 décembre, Hitler rédigea une autre directive ultra-secrète qui retardait l'attaque à l'Ouest, annonçant qu'aucune nouvelle décision ne serait prise avant le 27 décembre, et précisait que la date la plus rapprochée du « Jour J » serait le 1er janvier 1940. Il disait que les permissions de Noël pouvaient donc être accordées. D'après mon journal, Noël, le sommet de l'année pour les Allemands, fut un triste Noël à Berlin cet hiver, avec de rares cadeaux, une nourriture Spartiate, les hommes au loin, le black-out des rues, les persiennes et les rideaux soigneusement tirés, et tout le monde pestant contre la guerre, la nourriture et le froid.

Il y eut un échange de compliments de Noël entre Hitler et Staline.

Meilleurs vœux (télégraphia Hitler) pour votre bonheur personnel ainsi que pour la prospérité future des peuples de l'amicale Union Soviétique.

A quoi Staline répliqua :

L'amitié des peuples de l'Allemagne et de l'Union Soviétique, cimentée par le sang, a toute raison d'être durable et solide.

A Berlin, l'ambassadeur von Hassell passa les vacances à conférer avec les autres membres de la conspiration, Popitz, Goerdeler et le général

Beck, et le 30 décembre il notait dans son journal le dernier plan. C'était :

d'avoir un nombre de divisions arrêtées à Berlin « en transit de l'Ouest à l'Est ». Alors, Witzleben apparaîtrait à Berlin et dissoudrait les S.S. Sur la base de cette action, Beck irait à Zossen et retirerait le commandement suprême des mains de Brauchitsch. Un docteur déclarerait Hitler incapable de rester en fonction, sur quoi on l'arrêterait. Puis un appel serait lancé au peuple selon ces directives : prévenir d'autres atrocités S.S., restaurer la décence et la moralité chrétiennes, continuer la guerre, mais être prêts à conclure une paix sur des bases raisonnables...

Mais tout cela était irréel — des mots, rien que des mots. Et les « conjurés » étaient si embarrassés qu'Hassell consacra une longue tirade de son journal à se demander s'ils devaient ou non garder Goering!

Goering comme Hitler, Himmler, Goebbels, Ley et autres chefs du parti profitèrent du Jour de l'an pour lancer de grandioses proclamations. Ley dit: « Le Führer a toujours raison! Obéissez au Führer! » Le Führer proclama que ce n'était pas lui mais « les Juifs et les profiteurs de guerre capitalistes » qui avaient déclenché la guerre et il poursuivit :

Unis à l'intérieur du pays, préparés économiquement et armés militairement au plus haut degré, nous entrons dans l'année la plus décisive de l'histoire de l'Allemagne... Que l'année 1940 apporte la décision. Elle sera, quoi qu'il arrive, notre victoire.

Le 27 décembre, il retarda une fois de plus l'attaque à l'Ouest « pour au moins quinze jours. » Le 10 janvier, il ordonna qu'elle soit définitivement prête pour le 17 janvier « quinze minutes avant le lever du soleil — à 8 h 16 ». L'aviation devait commencer son attaque le 14 janvier, trois jours avant, sa tâche était de détruire les terrains ennemis en France, mais ni en Belgique ni en Hollande. Les deux petits pays neutres devaient

rester dans l'incertitude de leur sort jusqu'au dernier moment.

Mais, le 13 janvier, le Seigneur de la Guerre, soudain, repoussa une fois de plus l'assaut « en raison de la situation météorologique ». Le dossier saisi de l'O.K.W. sur le Jour J à l'Ouest est ensuite silencieux jusqu'au 7 mai. Le temps peut avoir joué un rôle dans le contrordre de l'attaque du 13 janvier. Mais à présent nous savons que deux autres événements en furent principalement responsables : un malheureux atterrissage forcé, en Belgique, d'un avion militaire allemand très spécial, le 10 janvier, et une nouvelle opportunité qui apparaissait maintenant au Nord.

Le jour même, 10 janvier, où Hitler avait ordonné que l'attaque par la Belgique et la Hollande commencerait le 17, un avion militaire allemand allant de Munster à Cologne se perdit dans les nuages au-dessus de la Belgique et fut forcé d'atterrir près de Mechelen-sur-Meuse. Il y avait à bord le major Helmut Reinberger, officier supérieur de l'état-major de la Luftwaffe, et dans son porte-documents étaient les plans allemands, complétés par des cartes, de l'attaque à l'Ouest.

Quand les soldats belges s'approchèrent, le major se dirigea vers des buissons tout proches, et mit le feu au contenu de son porte-documents. Intrigués par cet intéressant phénomène, les soldats belges éteignirent les flammes et retirèrent ce qui restait. Emmené au poste militaire voisin, Reinberger, dans un geste désespéré, s'empara des papiers en partie brûlés qu'un officier belge avait posés sur une table, et les lança dans un poêle allumé. L'officier belge les en retira rapidement.

Reinberger informa tout de suite le quartier général de la Luftwaffe à Berlin, par son ambassade à Bruxelles, qu'il avait réussi à brûler les papiers

en « fragments insignifiants de la grandeur de la paume de sa main ». Mais, à Berlin, ce fut la consternation dans les hautes sphères. Jodl rendit compte immédiatement à Hitler de « ce que l'ennemi peut ou ne peut pas savoir. » A vrai dire, il n'en savait rien lui-même.

« Si l'ennemi est en possession de tous les dossiers », confiait-il à son journal le 12 janvier, après en avoir saisi le Führer, « la situation est catastrophique ». Ce soir-là, Ribbentrop envoya un télégramme « ultra-secret » à l'ambassade d'Allemagne de Bruxelles, demandant un rapport immédiat sur la « destruction des bagages du courrier ». Le matin du 13 janvier, nous apprend le journal de Jodl, il y eut une conférence de Goering avec son attaché de l'Air à Bruxelles, qui avait pris l'avion en toute hâte pour Berlin, et l'officier supérieur de la Luftwaffe. « Résultat : la serviette brûlée en toute certitude », consigne Jodl.

Une tentative puérile de se rassurer soi-même. Car, quelques heures plus tard, Jodl notait : « Ordre du général Halder par téléphone. Stopper tous mouvements. »

Le même jour, 13 janvier, l'ambassadeur allemand à Bruxelles informait Berlin de considérables mouvements de troupes belges, « à la suite de nouvelles alarmantes reçues par l'état-major belge ». Le lendemain, l'ambassadeur expédia un autre message « des plus urgents » à Berlin : les Belges décrétaient la « Phase D », l'avant-dernier pas avant la mobilisation, et rappelaient deux autres classes. La raison, pensait-il, en était « les nouvelles de mouvements de troupes allemandes sur les frontières aussi bien que le contenu du courrier en partie brûlé trouvé sur l'officier aviateur allemand ».

Dans la soirée du 15 janvier, l'état-major, à Berlin, commença à douter

que le major Reinberger eût réellement détruit les documents compromettants. Ils étaient « présumés brûlés », remarqua Jodl après une autre conférence à ce sujet. Mais le 17 janvier, le ministre des Affaires étrangères belge, Paul-Henri Spaak, convoqua l'ambassadeur allemand et lui dit, sans ambages, comme ce dernier le rapporta sans tarder à Berlin,

que l'avion qui avait fait un atterrissage forcé le 10 janvier avait mis entre les mains des Belges un document des plus extraordinaires et des plus graves, qui contenait la preuve évidente d'une intention agressive.

Ce n'était pas seulement un plan d'opérations, mais un ordre d'attaque établi dans les moindres détails, dans lequel seule la date restait à inscrire.

Les Allemands ne furent jamais tout à fait sûrs que Spaak ne bluffait pas. Du côté allié — les états-majors anglais et français avaient reçu copies des plans allemands — on avait tendance à considérer les papiers allemands comme un « coup monté ». Churchill dit qu'il s'est vigoureusement opposé à cette interprétation et se désole qu'on ne fît rien après ce grave avertissement. Deux points sont acquis : le 13 janvier, le lendemain du jour où il fut informé de l'affaire, Hitler retarda l'attaque; lorsqu'elle fut à nouveau décidée, au printemps, le plan tout entier avait été modifié de fond en comble (58).

Mais l'atterrissage forcé en Belgique — et le mauvais temps — n'étaient pas les seules raisons pour remettre l'attaque. Des plans pour une audacieuse agression contre deux autres petits États neutres plus au nord avaient entre-temps mûri à Berlin. Hitler allait leur donner la priorité. La drôle de guerre, en ce qui concernait les Allemands tout au moins, arrivait à sa fin avec l'approche du printemps.

LA CONQUÊTE DU DANEMARK ET DE LA NORVÈGE

LE mot-code, à la résonance innocente, pour le dernier plan de l'agression allemande, était *Weserübung*, ou « Exercice Weser ». Ses origines et son développement furent uniques, tout à fait différents de ceux de l'attaque sans provocation qui a pris une si large part dans ce récit. Il n'était pas enfanté par le cerveau d'Hitler, comme le furent tous les autres, mais par un amiral ambitieux et un mercenaire brouillon du Parti nazi. Ce fut le seul acte d'agression militaire allemande dans lequel la marine joua le rôle décisif. Ce fut aussi le seul dont l'O.K.W. traça le plan et assura la coordination des trois armes. En fait, le haut commandement de l'armée et son grand état-major ne furent même pas consultés, à leur grande contrariété, et Goering ne fut averti qu'au dernier moment — manque d'égards qui mit en fureur le corpulent chef de la Luftwaffe.

La marine allemande avait depuis longtemps les yeux tournés vers le Nord. L'Allemagne n'avait pas d'accès direct sur le large océan, un fait géographique qui s'était gravé dans les esprits de ses officiers de marine au cours de la première guerre mondiale. Un filet anglais tendu à travers l'étroite mer du Nord, des îles Shetland jusqu'à la côte de Norvège, constitué par un barrage de mines et un dispositif de patrouilles permanentes, avait embouteillé la puissante marine impériale, sérieusement entravé les tentatives des sous-marins pour s'échapper dans l'Atlantique nord, et interdit les mers à la marine marchande allemande. La

flotte de haute mer allemande n'atteignit jamais la haute mer. Le blocus naval anglais étouffa l'Allemagne impériale pendant la première guerre.

Entre les deux guerres, la poignée d'officiers de marine allemands qui commandaient la modeste marine de leur pays méditèrent sur cette expérience et sur ce fait géographique; ils en vinrent à la conclusion que, dans une guerre future avec l'Angleterre, l'Allemagne devrait essayer d'obtenir des bases en Norvège, qui briseraient la ligne du blocus anglais en mer du Nord, ouvriraient le large océan aux navires de surface et aux sous-marins allemands, et en réalité donneraient au Reich la possibilité de renverser les rôles et d'organiser un blocus efficace des Iles Britanniques.

Tout logiquement, donc, dès le début de la guerre, l'amiral Rolf Carls, troisième officier en grade de la marine allemande et personnalité puissante, commençait à harceler l'amiral Raeder — comme celui-ci le nota dans son journal et en témoigna à Nuremberg — de lettres attirant son attention sur « l'importance d'une occupation de la côte norvégienne par l'Allemagne (1) ». Raeder avait besoin d'être un peu stimulé, et le 3 octobre, à la fin de la campagne polonaise, il envoya un questionnaire confidentiel à l'état-major de la marine, lui demandant d'affirmer la possibilité d'obtenir « des bases en Norvège sous la pression combinée de la Russie et de l'Allemagne ». Ribbentrop fut consulté sur l'attitude de Moscou et il répondit qu'un « très large appui pouvait être espéré » de ce côté. Raeder dit à son état-major qu'il fallait sans tarder informer Hitler de ces « possibilités (2) ».

Le 10 octobre, au cours d'un très long rapport au Führer, Raeder souligna l'importance du gain de ces bases navales en Norvège, avec l'aide de la Russie au besoin. C'était, du moins à en croire les rapports

confidentiels, la première fois que la marine attirait directement l'attention d'Hitler sur ce sujet. Raeder dit que le Führer « saisit tout de suite la portée du problème norvégien ». Il lui demanda de laisser ses notes sur la question et promit d'y réfléchir. Mais à ce moment le Seigneur de la Guerre était préoccupé par le déclenchement de son attaque à l'Ouest, par l'obligation de vaincre les hésitations de ses généraux*. Apparemment la Norvège lui sortit de l'esprit (3).

** C'est le 10 octobre qu'Hitler avait appelé ses chefs militaires, leur avait lu un long mémorandum sur la nécessité d'une attaque imminente à l'Ouest et leur avait donné la directive n° 6 ordonnant de préparer une offensive par la Belgique et la Hollande (voir ci-dessus, pp. 64-65).*

Mais elle y revint en l'espace de deux mois — pour trois raisons.

L'une était l'arrivée de l'hiver. L'existence même de l'Allemagne dépendait des importations de minerai de fer suédois. Pour la première année de guerre, les Allemands comptaient sur 11 millions de tonnes importées pour une consommation totale de 15 millions de tonnes. Pendant les mois chauds, ce minerai était transporté depuis la Suède du Nord le long du golfe de Bothnie et par la Baltique jusqu'en Allemagne, voie qui ne présentait aucun problème, même en temps de guerre, puisque la Baltique était effectivement interdite aux sous-marins et navires de surface anglais.

Mais, pendant l'hiver, cet itinéraire ne pouvait être suivi en raison de la glace épaisse. Pendant les mois froids, le minerai suédois devait être acheminé par voie ferrée à Narvik, port norvégien le plus proche, et par bateau le long de la côte norvégienne jusqu'en Allemagne. Pendant presque tout le voyage, les bateaux allemands chargés de minerai pouvaient

naviguer dans les eaux territoriales norvégiennes et échapper ainsi à la destruction par les navires de guerre ou les bombardiers anglais.

Donc, comme Hitler le fit ressortir à la marine, une Norvège neutre avait ses avantages. Cela permettait à l'Allemagne d'obtenir le minerai de fer vital sans intervention de l'Angleterre.

A Londres, Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, s'en rendit compte tout de suite. Dès les premières semaines de guerre, il essaya d'obtenir du cabinet l'autorisation de mouiller des mines dans les eaux territoriales norvégiennes, de façon à entraver les transports allemands. Mais Chamberlain et Halifax répugnaient fortement à violer la neutralité de la Norvège, et la proposition fut momentanément abandonnée (4).

L'attaque de la Finlande par la Russie le 30 novembre 1939 changea radicalement la situation, augmentant immensément l'importance stratégique de la Scandinavie, à la fois pour les Alliés occidentaux et pour l'Allemagne. La France et l'Angleterre organisèrent en Écosse un corps expéditionnaire pour venir au secours des courageux Finnois qui, défiant toutes les prédictions, résistaient avec opiniâtreté aux assauts de l'Armée Rouge.

Mais il ne pouvait atteindre la Finlande qu'en traversant la Norvège et la Suède, et les Allemands virent tout de suite que, si des troupes alliées avaient l'autorisation, ou la prenaient, de transiter dans la partie septentrionale des deux États Scandinaves, on en laisserait assez, sous prétexte de maintenir les communications, pour couper complètement l'approvisionnement allemand en minerai de fer suédois*. De plus, les Alliés occidentaux déborderaient le Reich au nord. L'amiral Raeder n'avait pas tort de rappeler ces menaces à Hitler.

* *C'était une supposition exacte. L'on sait maintenant que le conseil suprême de la Guerre, tenu à Paris le 5 février 1940, décida qu'en envoyant un corps expéditionnaire en Finlande les mines de fer suédoises seraient occupées par les troupes débarquées à Narvik, qui était à une courte distance des mines. (Voir *The Challenge of Scandinavia*, de l'auteur, pp. 115-116.) Churchill remarque qu'à cette conférence il avait été décidé « subsidiairement de contrôler la mine de fer de Gullivare ». (L'Orage approche, 2e partie : « La Drôle de Guerre », p. 170)*

Le chef de la marine allemande avait maintenant trouvé en Norvège même un allié précieux pour ses desseins, en la personne du major Vidkun Abraham Lauritz Quisling, dont le nom allait bientôt devenir, dans presque toutes les langues, synonyme de traître.

Quisling avait débuté assez honorablement dans la vie. Né en 1887, de souche paysanne, il était sorti premier de sa promotion de l'académie militaire norvégienne et, encore avant d'avoir atteint la trentaine, avait été envoyé à Petrograd comme attaché militaire. Il s'était occupé des intérêts britanniques après la rupture des relations diplomatiques de l'Angleterre avec le gouvernement bolchevik et, pour le récompenser, la Grande-Bretagne lui avait décerné le C.B.E. (commandeur dans l'ordre du British Empire). A cette époque, il était tout à la fois pro-anglais et pro-bolchevik. Il resta quelque temps en Russie soviétique comme assistant de Fridtjof Nansen, le grand explorateur et philanthrope norvégien, dans le service russe d'entraide.

Le jeune officier de l'armée norvégienne avait été tellement impressionné par le succès des communistes en Russie qu'à son retour à Oslo il offrit ses services au parti travailliste, à l'époque membre du Komintern. Il proposa d'établir une « Garde Rouge », mais le parti se méfiait de lui et l'expulsa. Il vira alors à l'opposition extrême. Après avoir été ministre de la Défense, de 1931 à 1933, il fonda en mai de cette année un parti fasciste appelé *Nasjonal Samling* — Union nationale — adoptant l'idéologie et la tactique des nazis qui venaient d'arriver au pouvoir en Allemagne. Mais le nazisme ne prospéra pas sur le sol traditionnellement démocratique de la Norvège. Quisling fut même incapable de se faire élire au parlement. Battu par les voix de son propre peuple, il se tourna vers l'Allemagne nazie.

Là, il entra en relation avec Alfred Rosenberg, le philosophe officiel

du mouvement nazi. Cet exalté, entre autres emplois, occupait celui de chef des Services du parti pour les Affaires étrangères. Ce Balte ennuyeux, l'un des premiers mentors d'Hitler, crut deviner des possibilités chez l'officier norvégien, car l'une des chimères favorites de Rosenberg était l'établissement d'un grand Empire nordique dont les Juifs et autres races « impures » seraient exclus et qui pourrait éventuellement dominer le monde sous la direction nazie allemande. Depuis 1933, il restait en contact avec Quisling, afin de le bourrer de sa philosophie et de sa folle propagande.

En juin 1939, quand les nuages de la guerre s'amoncelèrent sur l'Europe, Quisling, qui assistait à une assemblée de la Société nordique à Lubeck, saisit l'occasion pour demander à Rosenberg plus qu'un support idéologique. D'après les rapports confidentiels de ce dernier, produits à Nuremberg, Quisling avertit Rosenberg du danger de voir l'Angleterre prendre le contrôle de la Norvège en cas de guerre, et de tous les avantages qu'il y aurait pour l'Allemagne à occuper le pays. Il demanda une aide substantielle pour son parti et sa presse. Rosenberg, grand fabricant de mémorandums, en lança trois à Hitler; Goering et Ribbentrop, mais les trois chefs semblent les avoir ignorés — personne en Allemagne ne prenait « le philosophe officiel » très au sérieux. Rosenberg put du moins organiser, au mois d'août, un cours d'entraînement de deux semaines en Allemagne, pour vingt-cinq hommes faisant partie des rudes troupes de choc de Quisling.

Pendant les premiers mois de la guerre, l'amiral Raeder — tout au moins le déclarera-t-il à Nuremberg — n'eut aucun contact avec Rosenberg, qu'il connaissait à peine, ni avec Quisling, dont il n'avait jamais entendu parler. Mais immédiatement après l'attaque russe contre la Finlande,

Raeder commença à recevoir de son attaché naval à Oslo, le capitaine Richard Schreiber, des rapports sur un débarquement allié imminent en Norvège. Il en informa Hitler le 8 décembre et lui conseilla catégoriquement : « il est essentiel d'occuper la Norvège (5). »

Peu de temps après, Rosenberg envoya un mémorandum (non daté) à l'amiral Raeder « au sujet de la visite du conseiller privé Quisling, Norvège ». Le conspirateur norvégien était arrivé à Berlin, et Rosenberg pensa que Raeder devait savoir qui il était et pourquoi il était là. Quisling, disait-il, avait beaucoup de sympathisants parmi les officiers du chiffre de l'armée norvégienne et, pour le prouver, il lui avait montré une lettre récente du colonel Konrad Sundlo, le commandant de Narvik, qualifiant le Premier Ministre norvégien d' « imbécile » et l'un de ses principaux ministres de « vieil ivrogne » et déclarant sa volonté de « risquer sa peau pour la renaissance nationale ». Par la suite, le colonel Sundlo oublia de risquer sa vie pour défendre son pays contre l'agression.

En fait, Rosenberg informait Raeder, Quisling avait un plan. Cela dut tomber dans des oreilles sympathisantes à Berlin, car ce projet était copié sur l'Anschluss. Un certain nombre d'hommes des troupes d'assaut de Quisling seraient rapidement entraînés en Allemagne « par des nationaux-socialistes expérimentés et endurcis, qui ont la pratique de telles opérations ». Les élèves, une fois revenus en Norvège, s'empareraient des points stratégiques d'Oslo.

En même temps la marine et des contingents de l'armée allemande fêraient leur apparition dans une baie désignée d'avance, aux environs d'Oslo, en réponse à un appel exprès du nouveau gouvernement norvégien.

C'était encore une fois toute la tactique de l'Anschluss, Quisling jouant le rôle de Seyss-Inquart.

Quisling ne doute pas (ajoutait Rosenberg) qu'un tel coup... rencontrerait l'approbation des sections de l'armée avec lesquelles il est maintenant en rapport... Quant au roi, il croit qu'il accepterait le *fait accompli*.

Les estimations de Quisling sur le nombre de troupes allemandes nécessaires à l'opération coïncident avec les estimations allemandes (6).

L'amiral Raeder vit Quisling le 11 décembre; la rencontre avait été arrangée, grâce à Rosenberg, par un certain Viljam Hagelin, homme d'affaires norvégien que ses occupations retenaient souvent en Allemagne et qui était le chef de liaison de Quisling dans ce pays. Hagelin et Quisling firent à Raeder des déclarations abondantes que l'amiral consigna scrupuleusement pour ses archives confidentielles.

Quisling affirma... qu'un débarquement anglais est projeté dans le voisinage de Stavanger, et Kristiansand est envisagé comme base pour les Anglais. Le gouvernement norvégien actuel aussi bien que le parlement et toute la politique étrangère sont sous le contrôle de Hambro (Carl Hambro, président du Storting), grand ami de Hore-Belisha... Les dangers que ferait courir à l'Allemagne une occupation britannique ont été dépeints minutieusement...

Pour prévenir un mouvement britannique, Quisling proposait de mettre « les bases nécessaires à la disposition des forces armées allemandes. Dans toute la zone côtière des hommes occupant des positions importantes (chemins de fer, bureaux de poste, voies de communication) ont déjà été achetés à cet effet. Lui et Hagelin étaient venus à Berlin pour établir « des relations nettement définies avec

l'Allemagne dans l'avenir... Des conférences seraient désirables pour discuter d'actions combinées, de transports de troupes à Oslo, etc (7). »

Raeder, comme il le déclara plus tard à Nuremberg, fut impressionné. Il promit à ses deux visiteurs d'en référer au Führer et de les informer des résultats. Il le fit le jour suivant, au cours d'une réunion à laquelle Keitel et Jodl étaient également présents. Le commandant en chef de la marine (dont le rapport sur cette conférence est parmi les documents saisis) dit à Hitler que Quisling lui avait donné l'impression d'être un homme sûr. Il esquaissa alors les points principaux des Norvégiens, mettant l'accent sur « les bonnes relations entre les officiers de l'armée norvégienne et Quisling », affirmant que celui-ci était prêt « à renverser le gouvernement et à demander l'aide de l'Allemagne ».

Tous furent d'accord qu'une occupation de la Norvège par l'Angleterre ne pouvait être tolérée, mais Raeder, devenu subitement prudent, démontra qu'une occupation allemande « provoquerait naturellement un renforcement des contre-mesures britanniques... et que la marine allemande n'est pas prête et ne le sera pas de longtemps à les affronter. En cas d'occupation, ceci est un point faible ». D'autre part, Raeder suggéra que l'O.K.W.

soit autorisé à établir des plans avec Quisling pour préparer et exécuter l'occupation, soit :

- a - par des méthodes amicales : les forces armées allemandes sont appelées par la Norvège, ou
- b - par la force.

A l'époque, Hitler n'était pas tout à fait prêt à aller si loin. Il répliqua qu'il voulait d'abord parler à Quisling « de façon à se faire de lui une

opinion personnelle (8) ».

Ce qu'il fit le lendemain même, 14 décembre, Raeder escortant les deux traîtres norvégiens à la Chancellerie. Bien qu'aucun rapport sur cette rencontre n'ait été trouvé, Quisling, de toute évidence, fit impression sur le dictateur allemand* comme sur le chef de la marine, car, le soir même, Hitler donna l'ordre à l'O.K.W. de dresser un plan en accord avec Quisling. Halder apprit que le projet comprendrait aussi une action contre le Danemark (10).

** Il n'avait pas fait impression sur l'ambassadeur allemand à Oslo, le docteur Curt Bräuer, qui, à deux reprises en décembre, avertit Berlin que Quisling « ne doit pas être pris au sérieux... Son influence et ses chances de réussite sont... très minces (9) ». Sa franchise et sa répugnance à jouer le jeu d'Hitler devaient coûter cher au diplomate.*

Hitler revit Quisling les 16 et 18 décembre, malgré ses préoccupations consécutives aux mauvaises nouvelles au sujet du *Graf Spee*. Ce revers naval, cependant, semble avoir augmenté sa prudence en ce qui concernait une aventure Scandinave qui devait dépendre avant tout de la marine. Selon Rosenberg, le Führer fit ressortir à son visiteur que « l'attitude qui serait préférable pour la Norvège serait... une complète neutralité ».

Cependant, si les Britanniques se préparaient à entrer en Norvège, les Allemands devraient les devancer. En attendant, il fournirait à Quisling des fonds pour combattre la propagande anglaise et consolider son mouvement pro-allemand. Une somme initiale de 200 000 marks-or fut allouée en janvier avec la promesse de 10 000 livres sterling par mois pendant trois mois à partir du 15 mars (11).

Peu avant Noël, Rosenberg envoya en Norvège un agent spécial,

Hans Wilhelm Scheidt, pour travailler avec Quisling, et après les vacances, la poignée d'officiers de l'O.K.W. qui étaient dans le secret commencèrent à travailler sur « Étude Nord », premier nom-code de l'opération. Dans la marine, les opinions étaient divisées. Raeder était convaincu que l'Angleterre avait l'intention de pénétrer en Norvège dans un proche avenir. L'état-major de la division opérationnelle de la guerre sur mer n'était pas du même avis, et dans son journal de guerre confidentiel du 13 janvier 1940, ces divergences étaient exposées (12).

La division opérationnelle ne croit pas qu'une occupation imminente de la Norvège par les Anglais soit probable... (Elle) considère, cependant, qu'une occupation de la Norvège par l'Allemagne, du moment qu'aucune agression britannique n'est à craindre, serait une dangereuse entreprise.

L'état-major de la marine, en conséquence, conclut « que la solution la plus favorable est en définitive le maintien du *statu quo* », qui permettrait de continuer à transporter le minerai par les eaux territoriales norvégiennes « en parfaite sécurité ».

Hitler était mécontent des hésitations de la marine autant que des résultats de Étude Nord que l'O.K.W. lui présenta à la mi-janvier. Le 27 janvier, il fit rédiger par Keitel une directive ultrasecrète déclarant que dorénavant le travail sur « Nord » serait poursuivi sous le contrôle personnel et immédiat du Führer, Keitel étant chargé de tous les préparatifs. Un petit état-major opérationnel composé d'un représentant de chacune des trois armes devait être installé à l'O.K.W. et désormais l'opération aurait le nom-code de *Weserübung* (13).

Ce pas semble avoir marqué la fin des hésitations du Führer au sujet

de l'occupation de la Norvège, mais si quelques doutes subsistaient dans son esprit, ils furent dissipés par un incident qui survint dans les eaux norvégiennes le 17 février.

Un ravitailleur auxiliaire du *Graf Spee*, l'*Altmark*, avait pu se faufiler à travers le blocus anglais; le 14 février, il fut découvert par un avion de reconnaissance anglais alors qu'il faisait route vers le sud, dans les eaux territoriales norvégiennes, en direction de l'Allemagne. Le gouvernement britannique savait qu'à bord se trouvaient 300 marins anglais appartenant aux bateaux coulés par le *Graf Spee*.

Ils étaient emmenés en Allemagne comme prisonniers de guerre. Les officiers de la marine norvégienne avaient procédé à une inspection superficielle de l'*Altmark*, n'avaient trouvé ni prisonniers ni armes à bord, et lui avaient donné l'autorisation de poursuivre sa route vers l'Allemagne. Mais Churchill, prévenu, avait personnellement ordonné à une flottille de destroyers britanniques de pénétrer dans les eaux territoriales norvégiennes, de monter à l'abordage du navire allemand et de libérer les prisonniers.

Le destroyer britannique *Cossack*, commandé par le capitaine Philip Vian, accomplit la mission dans la nuit du 16 au 17 février dans le Jössing fjord, où l'*Altmark* avait cherché refuge. Après un corps à corps au cours duquel 4 Allemands furent tués et 5 blessés, le commando d'arraisonnement libéra 299 marins qui avaient été enfermés dans les soutes et dans un réservoir à pétrole vide pour éviter que les Norvégiens ne les découvrent.

Le gouvernement norvégien protesta énergiquement auprès de la Grande-Bretagne contre la violation de ses eaux territoriales, mais

Chamberlain répondit aux Communes que la Norvège elle-même avait violé les lois internationales en permettant aux Allemands d'utiliser ses eaux territoriales pour transporter des prisonniers britanniques dans une prison allemande.

Pour Hitler, ce fut la dernière goutte, et il fut convaincu que les Norvégiens ne s'opposeraient pas sérieusement à un déploiement de forces britanniques dans leurs eaux territoriales. Il était également furieux, comme le nota Jodl dans son journal, que les membres de l'équipage du *Graf Spee*, à bord de l'*Altmark*, n'eussent pas livré un combat plus rude — « aucune résistance, aucune perte britannique ». Le 19 février, révèle le journal de Jodl, Hitler « poussa énergiquement » à l'achèvement des plans de *Weserübung*. « Équipez des navires, tenez des unités prêtes », dit-il à Jodl. Il manquait toujours un officier pour diriger l'entreprise. Jodl rappela à Hitler qu'il était temps de nommer un commandant en chef et son état-major.

Keitel proposa un officier qui avait combattu dans la division du général von der Goltz en Finlande à la fin de la première guerre mondiale, le général Nikolaus von Falkenhorst, actuellement à la tête d'un corps d'armée à l'Ouest; Hitler, qui avait négligé jusqu'alors ce détail d'un commandant pour l'aventure nordique, le rappela immédiatement. Bien que ce général fût issu d'une vieille famille militaire du nom bien polonais de Jastrzembski, qu'il avait changé en Falkenhorst (en allemand : « aire de faucon »), il était personnellement inconnu du Führer.

Plus tard, lors d'un interrogatoire à Nuremberg, Falkenhorst décrivit leur première rencontre à la Chancellerie le 21 février au matin. L'entretien ne manquait pas d'aspects amusants. Falkenhorst n'avait jamais entendu

parler de l'opération *Weserübung* et voyait pour la première fois le Seigneur de la Guerre qui, apparemment, ne lui imposa pas, à l'encontre de tous les autres généraux.

Je dus m'asseoir (raconta-t-il à Nuremberg). Puis je dus parler au Führer des opérations en Finlande de 1918... Il m'avait dit : « Asseyez-vous et racontez-moi ce que vous avez fait », et je le fis.

Puis nous nous levâmes et il me conduisit à une table couverte de cartes. Il me dit : « ... Le gouvernement du Reich a appris que les Britanniques avaient l'intention de débarquer en Norvège... »

Falkenhorst dit qu'Hitler lui donna l'impression d'avoir été poussé surtout par l'incident de l'*Altmark* à « mettre le plan à exécution dès à présent ». Et le général, à sa grande surprise, se trouva chargé, séance tenante, de l'exécuter en qualité de commandant en chef. L'armée, avait ajouté Hitler, mettrait 5 divisions à sa disposition. L'idée était de s'emparer des principaux ports norvégiens.

A midi, le Seigneur de la Guerre congédia Falkenhorst et lui dit de revenir à dix-sept heures avec ses plans pour l'occupation de la Norvège.

Je suis sorti et j'ai acheté un Baedeker, un guide de voyage (expliqua Falkenhorst à Nuremberg), pour savoir à quoi ressemblait la Norvège. Je n'en avais aucune idée... Puis je suis allé dans ma chambre d'hôtel et j'ai travaillé sur ce Baedeker... A dix-sept heures je suis retourné auprès du Führer (14).

Les plans du général, issus d'un vieux Baedeker — on ne lui communiqua jamais les plans élaborés par l'O.K.W. — étaient, on s'en doute, quelque peu rudimentaires, mais Hitler en parut satisfait. Une division devait être affectée à l'occupation de chacun des cinq principaux

ports norvégiens : Oslo, Stavanger, Bergen, Trondhjem et Narvik. « On ne pouvait guère faire plus, dit plus tard Falkenhorst, parce que c'étaient les grands ports. » Après avoir dû jurer le secret et avoir été engagé à « faire vite », le général fut à nouveau congédié et se mit tout de suite au travail.

De tous ces événements, Brauchitsch et Halder, occupés à préparer l'offensive sur le front occidental, ne furent guère informés jusqu'à ce que Falkenhorst se rendît auprès du chef du grand état-major, le 26 février, et lui demandât des troupes, spécialement des unités de montagne, pour exécuter son opération. Halder n'était pas très enclin à coopérer : en fait, il était indigné et exigeait d'être plus largement renseigné sur les préparatifs en cours et les besoins logistiques. « Pas un seul mot à ce sujet n'a été échangé entre le Führer et Brauchitsch, s'exclamait Halder dans son journal. Cette omission doit être consignée pour l'histoire de la guerre! »

Pourtant Hitler, si plein de mépris qu'il fût pour ses généraux vieux jeux et en particulier pour son chef d'état-major général, n'allait pas renoncer à son idée. Le 29 mars, il approuva avec enthousiasme les plans de Falkenhorst, y compris l'affectation au corps expéditionnaire de 2 divisions montagnardes, et, de plus, déclara qu'un plus grand nombre de troupes seraient nécessaires parce qu'il voulait « une force solide à Copenhague ». Le Danemark avait été expressément ajouté à la liste des victimes d'Hitler; l'Aviation devait s'assurer des bases qui pourraient être utilisées contre la Grande-Bretagne.

Le lendemain, 1er mars, Hitler donna la directive formelle pour l'opération *Weserübung*.

ULTRA-SECRET.

Le développement de la situation en Scandinavie exige d'effectuer tous les préparatifs en vue de l'occupation du Danemark et de la Norvège. Cette opération devrait empêcher la mainmise des Britanniques sur la Scandinavie et la Baltique. Bien plus, elle devrait garantir nos sources de minerai en Suède et donner à notre marine et à notre aviation une ligne de départ plus étendue contre la Grande-Bretagne...

Étant donné notre puissance militaire et politique comparée à celle des États Scandinaves, la force à employer pour l'« Opération Weser » sera maintenue aussi réduite que possible. La faiblesse numérique sera compensée par des opérations hardies et une exécution par surprise.

En principe, nous ferons tout notre possible pour donner à l'opération l'apparence d'une occupation *pacifique*, dont l'objectif est la protection militaire de la neutralité des États scandinaves. Des demandes dans ce sens seront transmises à leurs gouvernements au début de l'occupation. Si nécessaire, des démonstrations de la marine et de l'aviation apporteront l'accentuation indispensable. Si, en dépit de cela, on rencontrait une résistance, tous les moyens militaires seront mis en œuvre pour l'écraser... Le franchissement de la frontière danoise et le débarquement en Norvège doivent être effectués *simultanément*...

Il est de la plus haute importance que les États scandinaves, aussi bien que les adversaires occidentaux, soient *pris au dépourvu*... Les troupes ne seront avisées des véritables objectifs qu'après leur embarquement (15)...

Le même soir, 1er mars, la « fureur » régnait dans le haut commandement de l'armée, nota Jodl, parce qu'Hitler avait demandé des troupes pour l'opération au Nord. Le lendemain, Goering « tempêtait » contre Keitel et allait se plaindre à Hitler. Le gros feld-maréchal était furieux d'avoir été tenu si longtemps à l'écart et parce que l'aviation destinée à l'opération avait été placée, sous le commandement de Falkenhorst. Menacé d'un grave conflit d'attribution, Hitler convoqua les chefs des trois armes à la Chancellerie le 5 mars, pour aplanir les choses, mais ce fut difficile.

Le feld-maréchal (Gœring) donne libre cours à sa mauvaise humeur (écrivit Jodl dans son journal) parce qu'il n'a pas été consulté. Il domine la discussion et essaie de prouver que tous les préparatifs précédents ne servent à rien.

Le Führer l'adoucit par quelques petites concessions, et les plans suivent leur cours. Dès le 21 février, Halder, d'après son journal, avait eu l'impression que l'attaque du Danemark et de la Norvège ne commencerait pas avant que l'offensive ne fût déclenchée à l'Ouest et « conduite à un certain point ». Hitler lui-même se demandait à quelle opération donner la priorité et posa la question à Jodl le 26 février. L'avis de Jodl était de séparer complètement les deux opérations et Hitler l'admit « si c'était possible ».

Le 3 mars, il décida que l'opération Weser précéderait l' « Opération Jaune » (nom-code de l'attaque à l'Ouest) et exprima « très fermement » à Jodl « la nécessité d'une prompte et énergique action en Norvège ». A cette époque l'armée finlandaise, courageuse mais pauvre en effectifs et en armes, se trouvait au bord du désastre, par suite d'une offensive massive des Russes : des rapports bien fondés annonçaient que le corps expéditionnaire anglo-français était prêt à quitter ses bases d'Ecosse et à s'embarquer pour la Norvège qu'il traverserait ainsi que la Suède pour se porter au secours des Finlandais*.

* Le 7 mars, le général Ironside, chef de l'état-major britannique, informe le maréchal Mannerheim qu'une force expéditionnaire alliée de 57 000 hommes était prête à venir en aide aux Finlandais, et que la 1^{re} division de 15 000 hommes pourrait arriver en Finlande vers la fin mars, si la Norvège et la Suède leur permettaient le passage. En fait, cinq jours avant, le 2 mars, et Mannerheim le savait, la Norvège et la Suède avaient toutes deux, une fois de plus, rejeté la requête franco-britannique pour les privilèges de transit. Cela n'empêcha pas le président Daladier, le 8 mars, de tancer les Finlandais pour n'avoir pas officiellement demandé des troupes alliées et de faire savoir que les forces seraient

envoyées sans tenir compte des protestations norvégiennes et suédoises. Mais Mannerheim ne voulait pas être dupe et, ayant conseillé à son gouvernement de solliciter la paix alors que l'armée finlandaise était encore intacte, il approuva l'envoi immédiat à Moscou d'une délégation pour la paix, le 8 mars. Le commandant en chef finlandais semble avoir été sceptique quant au zèle des Français pour combattre sur le front finlandais plutôt que sur leur propre front, en France. (Voir les Mémoires du Maréchal Mannerheim.)

On peut imaginer la confusion parmi les belligérants si le corps expéditionnaire franco-anglais était jamais parvenu en Finlande et avait combattu les Russes. Un peu moins d'une année plus tard, l'Allemagne était en guerre contre la Russie et dès lors les ennemis à l'Ouest eussent été des alliés à l'Est !

Cette menace fut la raison majeure de la hâte d'Hitler.

Mais, le 12 mars, la guerre russo-finlandaise se termina brusquement, la Finlande acceptant les dures conditions de paix de la Russie. Si cette issue fut généralement bien accueillie à Berlin parce qu'ainsi l'Allemagne était libérée de son rôle impopulaire de « supporter » des Russes, et qu'elle mettait également fin, pour le moment, aux visées soviétiques sur la Baltique, elle embarrassa toutefois Hitler en ce qui concernait son aventure Scandinave. Comme le confia Jodl à son journal, la « justification » de l'occupation de la Norvège et du Danemark était devenue « difficile ». « La conclusion de la paix entre la Finlande et la Russie, notait-il le 12 mars, prive l'Angleterre, mais nous aussi, de toute raison politique d'occuper la Norvège. »

En fait, Hitler trouvait difficilement une excuse. Le 13 mars, le fidèle Jodl notait que le Führer « cherchait encore une justification ». Le lendemain : « Le Führer n'a pas encore trouvé comment justifier l' « opération Weser. » Pour aggraver encore les choses, l'amiral Raeder commençait à se refroidir. Il « se demandait s'il fallait toujours tenir autant à une guerre préventive (?) en Norvège (16) ».

Pour l'instant, Hitler hésitait. Deux autres problèmes s'étaient

présentés entre-temps. 1° Comment manœuvrer avec Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État américain, qui était arrivé le 1^{er} mars à Berlin, chargé par le président Roosevelt de voir s'il y avait une chance de mettre fin à la guerre avant que la tuerie ne commençât à l'Ouest? 2° Comment apaiser l'allié italien, négligé, offensé? Hitler ne s'était pas encore soucié de répondre à la lettre agressive de Mussolini du 3 janvier, et les relations entre Berlin et Rome s'étaient nettement refroidies. Maintenant, pensaient non sans raison les Allemands, Sumner Welles était venu en Europe pour essayer de détacher l'Italie de l'Axe en train de craquer, et la persuader, en tout cas, de ne pas entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne si le conflit se poursuivait. Différents avertissements de Rome étaient parvenus à Berlin qu'il était temps de faire quelque chose pour maintenir en ligne le Duce qui boudait.

HITLER RENCONTRE SUMNER WELLES ET MUSSOLINI

En tout ce qui concernait les États-Unis, l'ignorance d'Hitler, tout comme celle de Goering et de Ribbentrop, était insondable*. Et bien qu'à l'époque, ils se fussent constamment efforcés de tenir l'Amérique en dehors de la guerre, comme leurs prédécesseurs à Berlin en 1914, ils ne prenaient pas au sérieux la nation yankee, pas même comme une potentielle puissance militaire.

** Des exemples des vues étranges d'Hitler sur l'Amérique ont été donnés dans des chapitres précédents, mais, parmi les documents des Affaires étrangères saisis, il y a un papier révélateur de l'état d'esprit du Führer à cette époque précise. Le 12 mars, Hitler avait une longue conversation avec Colin Ross, « expert » allemand en ce qui concernait les U.S.A., qui était récemment revenu d'une série de conférences en Amérique, où il avait apporté sa contribution à la propagande nazie. Quand Ross remarqua qu'« une tendance impérialiste » prévalait aux États-Unis. Hitler demanda (d'après les notes sténographiées du docteur Schmidt) « si cette tendance impérialiste ne renforçait pas le désir des États-Unis d'un Anschluss du Canada, auquel cas il eût été dirigé contre l'Angleterre ».*

Il faut admettre que les conseillers d'Hitler sur la question n'étaient pas d'un grand secours pour éclairer le sujet. Au cours de cette même entrevue, Ross, essayant de répondre à la question d'Hitler : « Pourquoi l'Amérique est-elle anti-allemande ? », donna entre autres les réponses suivantes :

« ... Un facteur supplémentaire de la haine contre l'Allemagne... est la monstrueuse puissance de la juiverie, qui mène, avec une habileté réellement fantastique et une réelle science de l'organisation, la lutte contre tout ce qui est allemand et national-socialiste (17)... »

Déjà, le 1er octobre 1939, le général Friedrich von Bötticher, attaché militaire allemand à Washington, conseillait à l'O.K.W. de ne pas se tracasser au sujet d'une éventuelle force expéditionnaire américaine en Europe. Le 1er décembre, il informa en outre ses supérieurs à Berlin que

l'armement américain était tout simplement inadéquat « à une politique de guerre offensive » et ajoutait que l'état-major à Washington, « en contraste avec la stérile politique de haine du Département d'État et la politique impulsive de Roosevelt — souvent basée sur une surestimation de la puissance militaire américaine — était néanmoins compréhensif à l'égard de l'Allemagne et de sa conduite de la guerre ».

Dans son premier message, Bötticher avait noté que « Lindbergh et le fameux aviateur Rickenbacker » faisaient campagne pour que l'Amérique se tînt en dehors de la guerre. Cependant, le 1er décembre, en dépit de sa sous-estimation de la puissance militaire américaine, il avertit l'O.K.W. que « les États-Unis ont toujours la volonté d'entrer en guerre s'ils considèrent que l'hémisphère occidental est menacé (18) ».

Hans Thomsen, le chargé d'affaires allemand à Washington, s'ingénia à faire connaître quelques faits sur les États-Unis à son ignorant ministre des Affaires étrangères à Berlin. Le 18 septembre, alors que la campagne de Pologne touchait à sa fin, il avertit la Wilhelmstrasse que « les sympathies d'une majorité écrasante du peuple américain vont à nos ennemis, et l'Amérique est convaincue de la culpabilité allemande dans la guerre ». Dans le même message, il attirait l'attention sur les désastreuses conséquences pour l'Allemagne de toute tentative d'organiser du sabotage en Amérique et demandait qu'il n'y en eût aucun, « de quelque nature que ce soit (19) ».

Évidemment la requête ne fut pas prise très au sérieux, car, le 25 janvier 1940, Thomsen télégraphiait à Berlin :

J'ai appris qu'un Germano-Américain, von Hausberger, et un citoyen allemand, Walter, tous deux de New York, sont soupçonnés d'organiser des actes de sabotage contre l'industrie

d'armement américaine, sur l'ordre de l'*Abwehr*. Von Hausberger aurait, paraît-il, caché des détonateurs dans son immeuble.

Thomsen demandait à Berlin de faire cesser ces menées et déclarait que :

il n'y a pas plus sûr moyen de faire entrer l'Amérique en guerre que de recourir à une série d'actions qui ont rangé une fois déjà l'Amérique aux côtés de nos ennemis pendant la première guerre mondiale et, incidemment, n'ont entravé en rien les industries de guerre des États-Unis.

De plus, ajoutait-il, « les deux individus ne sont nullement qualifiés pour agir en tant qu'agents de l'*Abwehr** ».

** Weizsaecker répondit que Canaris lui-même l'avait assuré qu'aucun des deux hommes mentionnés par Thomsen n'était un agent de l'Abwehr. Mais un bon Service secret n'admet pas ces choses-là. D'autres papiers des Affaires étrangères révèlent que, le 24 janvier, un agent de l'Abwehr quitta Buenos Aires avec des instructions à transmettre à Fritz von Hausberge, à Weehawken (New Jersey), « pour ordres dans notre spécialité ». En décembre, un autre agent avait été envoyé de la même ville à New York pour recueillir des renseignements sur les usines d'avions américaines et les transports par mer d'armes aux Alliés. Thomsen lui-même rendit compte de l'arrivée du baron Konstantin von Maydell, Balte allemand citoyen esthonien qui avait dit à l'ambassade allemande à Washington être en mission de sabotage pour l'Abwehr.*

Depuis novembre 1938, quand Roosevelt avait rappelé de Berlin l'ambassadeur américain pour protester contre les pogroms officiellement patronnés par les Nazis, aucun des deux pays n'était représenté par un ambassadeur. Le commerce était réduit à un maigre filet, en grande partie à cause du boycottage américain, et il était à présent tout à fait arrêté par le blocus anglais. Le 4 novembre 1939, l'embargo sur les armes était levé, à la suite des votes au Sénat et à la Chambre, permettant ainsi aux États-Unis d'approvisionner en armes les Alliés occidentaux. C'était contre cette toile

de fond, la détérioration rapide des relations, que se plaça l'arrivée de Sumner Welles à Berlin, le 1er mars 1940.

La veille, le 29 février — c'était une année bissextile — Hitler avait pris une mesure inaccoutumée : donner une « Directive secrète pour les conversations avec Mr. Sumner Welles (20) ». Elle recommandait la « réserve » du côté allemand et conseillait « de laisser parler Mr. Welles autant que possible ». Puis elle alignait cinq points pour la gouverne des hauts officiels qui devaient recevoir l'envoyé spécial américain. L'argument capital des Allemands devait être que l'Allemagne n'avait pas déclaré la guerre à l'Angleterre ni à la France, mais que c'était le contraire; que le Führer leur avait offert la paix en octobre et qu'elles l'avaient rejetée; que l'Allemagne acceptait le défi; que les buts de guerre de l'Angleterre et de la France étaient « la destruction de l'État allemand » et qu'en conséquence l'Allemagne n'avait d'autre solution que de poursuivre la guerre.

Une discussion (concluait Hitler) de problèmes de politique concrète, tels que celui d'un futur Etat polonais, est à éviter autant que possible. Au cas (qu'il) soulève un sujet de cette nature, la réponse devra être que de telles questions sont résolues par moi. Il est bien évident qu'il est tout à fait hors de propos de discuter le problème de l'Autriche et du Protectorat de Bohême et de Moravie...

Toutes déclarations doivent être évitées qui pourraient être interprétées... comme signifiant que l'Allemagne ait un intérêt quelconque, actuellement, à discuter des possibilités de paix. Je demande, plutôt, que Mr. Sumner Welles n'ait pas la moindre raison de douter que l'Allemagne est déterminée à terminer victorieusement cette guerre.

Non seulement Ribbentrop et Goering, mais le Führer lui-même, suivirent cette directive à la lettre quand ils virent séparément Welles, les 1er, 3 et 2 mars respectivement. Si l'on en juge par les interminables brouillons des discours gardés par le docteur Schmidt (qui sont parmi les

documents saisis), le diplomate américain, homme quelque peu taciturne et cynique, dut avoir l'impression d'être tombé dans un asile d'aliénés — s'il pouvait en croire ses oreilles. Chacun des trois grands nazis bombarda Welles des plus grotesques élucubrations historiques, où les faits étaient dénaturés de façon fantastique, et où même les mots les plus simples perdaient toute signification*.

* *Devant Dieu et devant le monde, s'exclama Goering. Lui, feld-maréchal, pouvait déclarer que l'Allemagne n'avait pas désiré la guerre. Elle lui avait été imposée. Mais que devait faire l'Allemagne quand d'autres voulaient la détruire?*

Hitler, qui, le 1er mars, avait donné ses directives pour *Weserübung*, reçut Welles le lendemain et insista sur le fait que le but de guerre des Alliés était la « destruction », celle de la « paix » allemande. Il fit toute une conférence à son visiteur sur tout ce qu'il avait fait pour maintenir la paix avec l'Angleterre et la France.

Peu de temps avant la déclaration de guerre, l'ambassadeur britannique était assis exactement à la place où Sumner Welles était à présent, et le Führer lui avait fait l'offre la plus considérable de sa vie.

Toutes ses offres aux Britanniques avaient été rejetées, et maintenant l'Angleterre voulait détruire l'Allemagne. Donc Hitler croyait « que le conflit devait être résolu par les armes... il n'y avait d'autre solution que la lutte à mort ».

Il ne faut pas s'étonner que Welles ait confié à Weizsaecker et répété à Goering que, si l'Allemagne était déterminée à remporter une victoire militaire à l'Ouest, son voyage en Europe, donc, « était sans objet... et il

n'avait plus rien à dire (21)** ».

*** Un conciliateur américain tout à fait officieux était aussi à Berlin à cette époque : James D. Mooney, vice-président de la General Motors. Le lendemain du départ de Welles. Le 4 mars 1940, Hitler reçut Mooney, qui lui dit, suivant un rapport allemand qui a été saisi, que le président Roosevelt « avait plus d'amitié et de sympathie pour l'Allemagne » qu'on ne le croyait généralement à Berlin et que le président était prêt à agir en « modérateur » en réconciliant les belligérants. Hitler répéta simplement ce qu'il avait dit à Welles deux jours plus tôt.*

Le 11 mars, Thomsen envoya à Berlin un mémorandum confidentiel préparé pour lui par un informateur américain anonyme, déclarant que Mooney « était plus ou moins pro-allemand ». Le représentant de la General Motors fut certainement trompé par les Allemands. Le mémorandum de Thomsen exposait que Mooney avait informé Roosevelt, sur les bases d'un entretien précédent avec Hitler, que le Führer « était désireux de paix et souhaitait éviter l'effusion de sang d'une campagne de printemps ». Hans Dieckhoff, l'ambassadeur allemand rappelé des États-Unis, qui perdait son temps à Berlin, vit Mooney immédiatement après l'entrevue de celui-ci avec Hitler et rapporta aux Affaires étrangères que l'homme d'affaires américain était « assez verbeux », ajoutant : « Je ne puis croire que l'initiative de Mooney ait une grande importance (22) ».

Bien que, dans ses conversations avec les Allemands, Welles eût insisté sur le fait que ce qu'il apprenait des hommes d'État européens au cours de son voyage était destiné aux seules oreilles de Roosevelt, il pensa qu'il était sage d'être suffisamment indiscret pour dire à Hitler et à Goering qu'il avait eu une « longue, instructive et utile » conversation avec Mussolini, et que le Duce pensait « qu'il y avait encore une possibilité de construire une paix solide et durable en Europe ». Si telles étaient les pensées du dictateur italien, il était temps alors, calculèrent les Allemands, de les modifier. La paix, oui, mais seulement après une retentissante victoire allemande à l'Ouest.

L'omission, par Hitler, de toute réponse à la lettre de Mussolini du 3 janvier avait empli le Duce d'une contrariété qui allait croissant. Pendant tout le mois, l'ambassadeur Attolico s'était enquis auprès de Ribbentrop

de la date à laquelle on pouvait espérer une réponse, tout en insinuant que les relations de l'Italie avec la France et l'Angleterre — et leur commerce de surcroît — s'amélioreraient.

Ce commerce, qui comprenait la vente par l'Italie de matériel de guerre, agaçaient les Allemands, qui protestaient constamment à Rome contre l'incorrection constituée par l'aide aux Alliés occidentaux. L'ambassadeur von Mackensen persistait à transmettre ses « sérieuses inquiétudes » à son ami Weizsaecker, et celui-ci craignait que, si la lettre de Mussolini restée sans réponse était plus longtemps « méprisée », cela ne donnât au Duce « toute liberté d'action » — lui et l'Italie pourraient être perdus pour de bon (23).

Puis, le 1er mars, Hitler eut une chance. Les Anglais annoncèrent qu'ils coupaient le transit par mer du charbon allemand via Rotterdam pour l'Italie. C'était un coup dur pour l'économie italienne, qui mit le Duce en rage contre les Britanniques et réchauffa ses sentiments à l'égard des Allemands. Ceux-ci promirent avec empressement de trouver le moyen de faire parvenir leur charbon par voie ferrée. Profitant de cette circonstance, Hitler écrivit le 8 mars une longue lettre à Mussolini, que Ribbentrop remit personnellement à Rome deux jours plus tard (24).

Elle ne contenait aucune excuse pour son retard, mais était d'un ton cordial et entraînait dans de multiples détails sur les pensées et la politique du Führer à propos de presque tous les sujets imaginables; elle était encore plus diffuse que les lettres précédentes d'Hitler à son partenaire italien. Elle défendait l'alliance des nazis avec la Russie, l'abandon des Finlandais, la non-évacuation de la Pologne, même démembrée.

Si j'avais retiré les troupes allemandes du Gouvernement général, cela n'aurait pas

apporté la pacification de la Pologne, mais un horrible chaos. Et l'Église n'aurait pu remplir sa mission de louer le Seigneur, car les prêtres auraient eu la tête tranchée...

Quant à la visite de Sumner Welles, poursuivait Hitler, elle n'a rien changé. Il était toujours décidé à attaquer à l'Ouest. Il se rendait compte « que la bataille à venir ne serait pas une promenade, mais le plus farouche combat de l'histoire de l'Allemagne... une lutte à mort ».

Et, là, Hitler recourut aux grands moyens pour entraîner Mussolini dans la guerre.

A mon sens, Duce, il ne fait aucun doute que l'issue de cette guerre décidera de l'avenir de l'Italie... Vous vous trouverez un jour en face des mêmes adversaires qui combattent l'Allemagne aujourd'hui... Moi aussi, je vois la destinée de nos deux pays, de nos peuples, de nos révolutions et de nos régimes indissolublement liée...

Enfin, laissez-moi vous assurer qu'en dépit de tout je crois que tôt ou tard le destin nous forcera à combattre côte à côte, c'est-à-dire que vous ne voudrez pas vous dérober à ce choc des armes, quels que soient les aspects particuliers que la situation peut présenter aujourd'hui, et que votre place sera plus que jamais à nos côtés, tout comme la mienne sera aux vôtres.

Flatté, Mussolini assura aussitôt Ribbentrop que sa place était aux côtés d'Hitler « sur la ligne de feu ». De son côté, le ministre des Affaires étrangères flagorna son hôte sans tarder. Le Führer, dit-il, était « profondément révolté par les récentes mesures britanniques de bloquer le transport par mer du charbon allemand en Italie ». Quels étaient les besoins en charbon de l'Italie? De 500 000 à 700 000 tonnes par mois, répliqua Mussolini. L'Allemagne était prête dès à présent, répondit Ribbentrop avec volubilité, à fournir 1 million de tonnes par mois et procurerait la plus grande partie des wagons nécessaires.

Il y eut d'interminables rencontres entre les deux, en présence de Ciano, les 1er et 2 mars, et les minutes sténographiées du docteur Schmidt révèlent que Ribbentrop se montra sous son jour le plus vain (25). Bien qu'il y eût des choses plus importantes à discuter, il produisit des dépêches diplomatiques polonaises émanant des capitales occidentales pour montrer « la monstrueuse culpabilité de guerre des États-Unis ».

Le ministre des Affaires étrangères expliqua que ces documents mettaient en évidence le sinistre rôle des ambassadeurs américains Bullitt (Paris), Kennedy (Londres) et Drexel Biddle (Varsovie)... Ils donnaient une idée des machinations de cette clique juive ploutocratique, dont l'influence, par l'intermédiaire de Morgan et Rockefeller, parvenait jusqu'à Roosevelt.

Pendant plusieurs heures, l'arrogant ministre nazi divagua, étalant son ignorance coutumière des affaires mondiales, exaltant la destinée commune des deux nations fascistes et insistant sur le fait qu'Hitler attaquerait bientôt à l'Ouest, « battrait l'armée française au cours de l'été » et chasserait les Britanniques du continent « avant l'automne ». Mussolini écoutait surtout, lançant seulement de temps à autre une remarque dont le sarcasme échappait apparemment au ministre nazi.

Quand, par exemple, Ribbentrop déclara pompeusement que « Staline avait renoncé à l'idée d'une révolution mondiale », le Duce riposta, selon les notes de Schmidt : « Le croyez-vous vraiment? » Quand Ribbentrop expliqua « qu'il n'y avait pas un seul soldat allemand qui ne fût persuadé que la guerre serait gagnée cette année », Mussolini jeta : « C'est une remarque extrêmement intéressante. » Ce soir-là Ciano nota dans son journal :

Après l'entrevue, quand nous fûmes seuls, Mussolini a dit qu'il ne croyait ni à l'offensive allemande ni à un succès complet des Allemands.

Le dictateur italien avait promis de faire connaître ses vues personnelles au cours de la réunion du lendemain, et Ribbentrop, peu rassuré sur ce qu'elles pouvaient être, télégraphia à Hitler qu'il avait été incapable d'obtenir « un indice des pensées du Duce ».

Il n'avait pas besoin de se tracasser. Le lendemain, Mussolini était un homme tout différent. Il avait soudain, comme le nota Schmidt, « pris résolument position pour la guerre ». L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, dit-il à son visiteur, ne faisait pas question; il ne restait qu'à fixer la date. Or, cette question était « extrêmement délicate, parce qu'il n'avait pas le droit d'intervenir avant l'achèvement de ses préparatifs, de façon à ne pas être une charge pour son partenaire ».

De toute manière, il avait dû déclarer à ce moment avec netteté que la situation financière de l'Italie ne lui permettait pas de soutenir une longue guerre. Il n'avait pas les moyens de dépenser un milliard de lires par jour, comme le faisaient la France et l'Angleterre.

Cette remarque semble avoir démonté Ribbentrop pendant un moment. Il essaya d'obtenir l'indication formelle d'une date d'entrée en guerre de l'Italie, mais le Duce eut garde de s'engager.

« Le moment sera venu, dit-il, quand les relations de l'Italie avec la France et l'Angleterre seront bien définies, c'est-à-dire quand la rupture avec ces pays se produira. » Il serait facile, ajouta-t-il, de « provoquer » cette rupture. Malgré son insistance, Ribbentrop ne put obtenir une date précise. De toute évidence, il fallait l'intervention personnelle d'Hitler. Le

ministre des Affaires étrangères nazi proposa alors une rencontre entre les deux hommes, sur le Brenner, à la fin de mars; après le 19; Mussolini accepta sans hésiter. Ribbentrop en l'occurrence n'avait pas soufflé mot des plans d'Hitler contre le Danemark et la Norvège. Il y a des secrets qu'on ne raconte pas à un allié, même quand on le presse de se joindre à soi.

S'il n'avait pas réussi à obtenir de Mussolini la fixation d'une date précise, Ribbentrop lui avait néanmoins arraché l'engagement d'entrer en guerre. « S'il voulait renforcer l'Axe, déplorait Ciano dans son journal, il a réussi. » Quand Sumner Welles, après s'être rendu à Berlin, Paris et Londres, revint à Rome et vit Mussolini le 16 mars, il trouva un tout autre homme.

Il paraissait s'être déchargé d'un poids énorme (écrivit plus tard Welles)... Je me suis souvent demandé si, pendant les deux semaines qui s'étaient écoulées depuis ma première visite à Rome, il n'avait pas pris la décision de franchir le Rubicon, et si au cours de la visite de Ribbentrop il n'avait pas décidé de contraindre l'Italie à la guerre (26).

Welles n'aurait pas dû s'étonner.

Tout de suite après que Ribbentrop eut quitté Rome dans son train spécial, le dictateur italien, angoissé, fut en proie à d'autres pensées. « Il a peur, nota Ciano le 12 mars dans son journal, de s'être trop avancé en s'engageant à combattre les Alliés. Maintenant il voudrait dissuader Hitler de lancer son offensive et il espère réussir lors de l'entrevue au col du Brenner. » Mais Ciano, si borné fût-il, était plus clairvoyant. « Il est indéniable, ajoutait-il dans son journal, que le Duce est fasciné par Hitler, une fascination basée sur je ne sais quel élément profondément enraciné

dans son personnage. Le Führer obtiendra bien plus du Duce que Ribbentrop. » C'était la vérité — avec des réserves, comme on le verra bientôt.

A peine arrivé à Berlin, Ribbentrop téléphona à Ciano — le 13 mars — pour demander que la rencontre sur le Brenner fût avancée au 18 mars. « Les Allemands sont insupportables, explosa Mussolini. Ils ne vous donnent pas le temps de respirer ou de réfléchir. » Toutefois, il accepta la date.

Le Duce était nerveux (écrivit Ciano dans son journal ce jour-là). Jusqu'à présent il a vécu dans l'illusion qu'une vraie guerre ne serait jamais déclenchée. La perspective d'un choc imminent dans lequel il pourrait rester sur la touche le trouble et, pour citer ses termes, l'humilie (27).

Il neigeait quand les trains des deux dictateurs entrèrent, le matin du 18 mars 1940, dans la petite gare frontière du col du Brenner, au pied des hautes Alpes au manteau de neige. L'entrevue, un os à ronger pour Mussolini, eut lieu dans le wagon spécial du Duce, mais Hitler garda la parole presque tout le temps. Ciano, le soir même, résume la conférence dans son journal.

La conférence est un simple monologue... Hitler parle tout le temps... Mussolini l'écoute avec intérêt et avec déférence. Il parle peu et confirme son intention de marcher avec l'Allemagne. Il se réserve seulement le choix du moment propice.

Quand il put enfin placer un mot, Mussolini dit qu'il comprenait « l'impossibilité de rester neutre jusqu'à la fin de la guerre ». La coopération avec l'Angleterre et la France était « inconcevable. Nous les haïssons.

Donc l'entrée en guerre de l'Italie est inévitable ». Hitler avait passé plus d'une heure à essayer de l'en convaincre — si l'Italie ne voulait pas être laissée dehors, à se geler et, ajouta-t-il, devenir « une puissance de second ordre (28) ». Mais ayant répondu à la question capitale à la satisfaction du Führer, le Duce commença immédiatement à tergiverser.

Le grand problème, toutefois, était la date... Pour cela une condition devait être remplie. L'Italie devait être « très bien préparée »... La situation financière de l'Italie ne lui permettait pas de mener une guerre qui traînerait en longueur...

Il demandait au Führer s'il y aurait danger pour l'Allemagne à différer l'offensive. Il ne croyait pas qu'il y eût danger... Il terminerait (alors) ses préparatifs militaires en trois ou quatre mois, et alors, il ne se trouverait plus dans l'embarrassante posture d'un homme qui voit son camarade se battre alors que lui-même se borne à des manifestations... Il voulait faire plus et pour le moment n'était pas à même de le faire.

Le Seigneur de la Guerre n'avait pas l'intention de retarder son attaque à l'Ouest et il le dit. Mais il avait « quelques idées théoriques » qui pouvaient résoudre les difficultés de Mussolini pour monter une attaque de front dans les montagnes du Sud de la France, puisque cette lutte, il le comprenait, « coûterait beaucoup de sang ». Pourquoi, suggéra-t-il, ne pas fournir une force italienne qui, avec les troupes allemandes, avancerait le long de la frontière suisse vers la vallée du Rhône « en vue de prendre à revers le front franco-italien »? Avant cela, naturellement, le gros de l'armée allemande aurait repoussé les Français et les Anglais dans le Nord. Hitler essayait visiblement de faciliter les choses aux Italiens.

Quand l'ennemi aura été écrasé (dans le Nord de la France), le moment sera venu (poursuivit Hitler) pour l'Italie d'intervenir activement, pas au point le plus difficile du front des Alpes, mais ailleurs...

La guerre sera décidée en France. Le sort de la France une fois réglé, l'Italie sera maîtresse de la Méditerranée, et l'Angleterre obligée de faire la paix.

Mussolini, il faut le dire, ne fut pas long à saisir cette brillante perspective d'obtenir tant après que les Allemands auraient fait le gros du travail.

Le Duce répondit que, quand l'Allemagne aurait fait une avance victorieuse, il interviendrait immédiatement... il ne perdrait pas de temps... quand les Alliés seraient si ébranlés par l'attaque allemande qu'il ne suffirait que d'un second coup pour les mettre à genoux.

D'autre part,

si l'avance allemande était lente, le Duce dit qu'alors il attendrait.

Ce marché sordide et lâche ne semble pas avoir trop ennuyé Hitler. Si Mussolini était personnellement attiré vers lui, comme le dit Ciano, par « quelque élément profondément enraciné dans son personnage », il faut dire que l'attirance était réciproque, pour les mêmes raisons mystérieuses. Aussi déloyal qu'il fût avec quelques-uns de ses associés les plus intimes, dont il avait tué un certain nombre, tels Röhm et Strasser, Hitler observa une loyauté étrange et inaccoutumée envers son ridicule partenaire italien, loyauté qui ne faiblit pas, qui se renforça même quand l'adversité et le désastre submergèrent le vaniteux César. C'est l'un des intéressants paradoxes de ce récit.

En tout cas, quelle que fût sa valeur — et peu d'Allemands de l'entourage d'Hitler, en particulier chez les généraux, lui en accordaient beaucoup — l'entrée en guerre de l'Italie avait été enfin solennellement

promise. Le Seigneur de la Guerre pouvait à nouveau orienter ses pensées vers de nouvelles et imminentes conquêtes. De la plus imminente — au nord — il ne souffla mot à son ami et allié.

Une fois encore, les conspirateurs anti-nazis tentèrent de persuader les généraux de déposer le Führer — cette fois avant qu'il pût déclencher sa nouvelle agression dans le Nord, dont ils avaient eu vent. Mais, en plus, les conspirateurs civils voulaient également obtenir du gouvernement britannique l'assurance qu'il ferait la paix avec un régime allemand anti-nazi et, étant ce qu'ils étaient, ils insistaient pour que, dans tout règlement, le nouveau gouvernement du Reich pût conserver la plupart des gains territoriaux d'Hitler : l'Autriche, les territoires des Sudètes et le rétablissement de la frontière polonaise de 1914, bien que celle-ci n'eût été obtenue dans le passé que par la disparition de la nation polonaise.

C'est sur de telles bases que Hassell, avec un remarquable courage personnel, se rendit à Arosa (Suisse), le 21 février 1940, pour prendre contact avec un Anglais, qu'il appelle « Mr. X » dans son journal et qui était un certain J. Lonsdale Bryans. Ils s'entretenirent dans le plus grand secret au cours de quatre rencontres, les 22 et 23 février. Bryans, qui s'était forgé une certaine personnalité dans la société diplomatique de Rome, était encore un de ces négociateurs de paix accrédités par eux-mêmes et quelque peu amateurs qui apparaissent dans ce récit.

Il avait des rapports avec Downing Street, et Hassell, après leur rencontre, fut impressionné par lui. Après le fiasco de la tentative du major Stevens et du capitaine Best en Hollande pour entrer en contact avec les conjurés allemands, les Britanniques étaient assez sceptiques sur toute l'affaire, et quand Bryans pressa Hassell de lui fournir des renseignements valables sur ceux dont il parlait, l'envoyé allemand devint

méfiant.

« Je ne suis pas en mesure de vous nommer les hommes qui me soutiennent, rétorqua Hassell; je puis seulement vous assurer qu'une déclaration de Halifax serait transmise à qui de droit (29). »

Hassell alors esquissa les vues de l'opposition allemande : on avait compris qu'Hitler devait être renversé « avant que des opérations militaires importantes soient engagées »; que cela devait être « une affaire exclusivement allemande »; qu'il fallait une « déclaration catégorique des Anglais » sur la façon dont un nouveau régime anti-nazi à Berlin serait traité et que « l'obstacle de principe à un changement de régime est l'affaire de 1918, c'est-à-dire la crainte des Allemands de voir les choses se développer comme à cette époque, après que le Kaiser eut été sacrifié ». Hassell et ses amis voulaient être assurés que, s'ils se débarrassaient d'Hitler, l'Allemagne serait traitée plus généreusement qu'elle ne le fut après que les Allemands eurent détrôné Guillaume II.

Là-dessus, il tendit à Bryans un mémorandum qu'il avait rédigé lui-même en anglais. C'est un document confus, bien qu'empli de nobles sentiments sur un monde futur basé « sur les principes de l'éthique chrétienne, justice et lois, bien-être social et liberté de pensée et de conscience ». Le plus grand danger si l'on continue « cette guerre folle », écrivait Hassell, était « une bolchevisation de l'Europe », et il considérait cela pire que la persistance du nazisme.

Et sa condition majeure pour la paix était le droit pour la nouvelle Allemagne de garder presque toutes les conquêtes d'Hitler, qu'il énumérait. L'annexion de l'Autriche et des territoires des Sudètes ne pouvait même pas être discutée dans les propositions de paix; de plus, l'Allemagne

devrait retrouver, vis-à-vis de la Pologne, la frontière de 1914 qui, en fait, mais il ne le disait pas, était la frontière de 1914 avec la Russie, puisqu'en 1914 la Pologne n'avait pas encore eu le droit d'exister.

Bryans admit qu'une action rapide était nécessaire, étant donné l'imminence de l'offensive allemande à l'Ouest, et il promit de remettre le mémorandum de Hassell à Lord Halifax. Hassel retourna à Berlin pour rendre compte à ses camarades de complot. Bien que fondant de grands espoirs sur le « Mr. X » de Hassell, ils étaient plus intéressés à ce moment par le dénommé « Rapport X » que Hans von Dohnanyi, l'un des membres du groupe dans *l'Abwehr*, avait établi sur les bases du contact du docteur Müller avec les Britanniques au Vatican.

D'après ce document, le pape était prêt à intervenir auprès des Britanniques pour obtenir des conditions de paix raisonnables avec un nouveau gouvernement allemand anti-nazi. Or — et ceci donne la mesure de ces adversaires d'Hitler, — l'une de leurs conditions, et ils espéraient que le Saint-Père l'appuierait, était « le règlement de la question de l'Est en faveur de l'Allemagne ». Le démoniaque dictateur nazi avait obtenu un règlement à l'Est « en faveur de l'Allemagne » par une agression armée; les bons conspirateurs allemands voulaient la même, chose, offerte à eux par les Britanniques avec la bénédiction du pape.

Le mirage du Rapport X occupa beaucoup l'esprit des conjurés, en cet hiver 1939-1940. A la fin d'octobre, le général Thomas l'avait montré à Brauchitsch dans l'intention d'inciter le commandant en chef de l'armée à multiplier ses efforts pour dissuader Hitler de lancer son offensive à l'Ouest à la fin du mois. Mais Brauchitsch n'apprécia pas cet encouragement. En fait, il menaça le général Thomas de le faire arrêter s'il

revenait là-dessus. C'était « pure trahison », aboya-t-il.

Alors, avec une nouvelle agression nazie en perspective, Thomas porta le Rapport X au général Halder, dans l'espoir que lui pourrait agir d'après ce document. Vain espoir. Le chef du grand état-major dit à Goerdeler, un des conspirateurs les plus actifs — *qui lui* avait également demandé de prendre la direction du complot puisque le faible Brauchitsch n'en voulait pas — qu'il ne pouvait en ce moment justifier de rompre son serment de soldat vis-à-vis du Führer. De plus :

L'Angleterre et la France nous ont déclaré la guerre : il fallait donc tenir. Une paix de compromis était insensée. C'est seulement dans une circonstance des plus critiques que l'on pourrait mener l'action désirée par Goerdeler.

« *Also, doch!* » écrivit Hassell dans son journal le 6 avril 1940, en rapportant l'état d'esprit d'Halder que lui avait dépeint Goerdeler. « Halder, ajoutait-il, qui s'était mis à pleurer quand on discutait de sa responsabilité, donnait l'impression d'un homme faible, aux nerfs brisés. »

L'exactitude d'une telle impression est douteuse. Quand on parcourt le journal d'Halder pour la première semaine d'avril, bourré de centaines de notes détaillées sur les préparatifs de la gigantesque offensive à l'Ouest qu'il aidait à mettre au point, l'impression, celle de l'auteur du moins, est que le chef du grand état-major était d'humeur optimiste quand il conférait avec les officiers supérieurs et vérifiait les derniers plans de l'opération la plus vaste et la plus risquée dans l'histoire d'Allemagne. On ne trouve dans son journal aucun indice de velléité de trahison ou de débat de conscience.

Bien qu'il ait eu des appréhensions au sujet de l'attaque du Danemark et de la Norvège, celles-ci reposent sur des considérations purement

militaires, et il n'y a pas trace de scrupule à propos de l'agression nazie contre les quatre petits pays dont l'Allemagne avait solennellement garanti les frontières. Pourtant, Halder savait qu'ils allaient être bientôt attaqués, d'autant mieux que les plans d'agression contre deux d'entre eux, la Belgique et la Hollande, avaient été dressés sous ses ordres.

Ainsi se terminait la dernière tentative des « bons Allemands » pour destituer Hitler avant qu'il ne fût trop tard. C'était pour eux la dernière chance d'obtenir une paix généreuse. Les généraux, Brauchitsch et Halder l'ont clairement démontré, ne portaient aucun intérêt à une paix négociée. Ils pensaient à ce moment, comme le Führer, à une paix imposée, dictée après la victoire allemande. Ce n'est que lorsque ces chances se furent évanouies qu'ils revinrent sérieusement à leurs anciennes idées séditionnelles, si ardentes à Munich et à Zossen. Cet état d'esprit et cette attitude ne doivent pas être oubliés lorsqu'on considère les événements ultérieurs et le tissu de mythes qui s'ensuivra.

Les préparatifs d'Hitler pour la conquête du Danemark et de la Norvège ont été appelés par beaucoup d'écrivains : un des secrets les mieux gardés de la guerre; mais il semble à l'auteur que les deux pays Scandinaves, et même les Britanniques, ont été pris au dépourvu non faute d'avoir été prévenus, mais parce qu'ils ne crurent pas à temps aux avertissements.

Dix jours avant l'attaque, le colonel Oster de l'*Abwehr* mit un de ses amis intimes, le colonel J. G. Sas, attaché militaire du Danemark à Berlin, au courant des plans allemands pour *Weserübung*; et Sas en informa immédiatement l'attaché naval danois, le capitaine Kjölsen (30). Mais le gouvernement danois, assoupi dans sa sécurité, ne voulut pas croire son propre attaché naval, et même quand, le 4 avril, le ministre du Danemark à Berlin envoya Kjölsen en hâte à Copenhague pour répéter l'avertissement de vive voix, son renseignement ne fut pas pris au sérieux.

Encore la veille de la catastrophe, le 8 avril au soir, alors que Copenhague avait appris le torpillage d'un transport de troupes allemand au large de la côte sud de la Norvège — juste au nord du Danemark — et que les Danois avaient vu, de leurs yeux vu, une puissante armada allemande faire route vers le Nord entre leurs îles, le roi du Danemark avait rejeté avec un sourire la remarque faite pendant le dîner que son pays était en danger.

« Il ne le croyait vraiment pas », rapporta plus tard un officier des gardes qui était présent. En fait, raconta cet officier, après le dîner, le roi s'était rendu au Théâtre Royal dans un état d'esprit « confiant et heureux

(31) ».

Déjà en mars, le gouvernement norvégien avait été prévenu, par sa légation à Berlin et par les Suédois, d'une concentration de troupes allemandes et de la présence de navires de guerre dans la mer du Nord et les ports de la Baltique ; le 5 avril parvint de Berlin un renseignement catégorique : débarquement imminent des Allemands sur la côte sud de la Norvège. Mais le cabinet d'Oslo, lui aussi endormi, resta sceptique.

Pas même le 7, quand plusieurs navires de guerre allemands furent aperçus remontant la côte norvégienne et qu'on apprit que des avions anglais bombardaient une flotte de combat au large de la sortie du Skagerrak ; pas même le 8 avril, quand l'amirauté britannique informa la légation de Norvège à Londres qu'une puissante force navale allemande avait été découverte faisant route vers Narvik ; et que les journaux d'Oslo annonçaient que des soldats allemands, rescapés du transport *Rio de Janeiro* torpillé ce jour-là à Lillesand au large de la côte norvégienne par un sous-marin polonais, avaient déclaré qu'ils se dirigeaient sur Bergen pour aider à défendre la ville contre les Britanniques ; pas même alors, le gouvernement norvégien ne considéra nécessaire de prendre des mesures nettes, telles que mobiliser, garnir les forts qui défendaient les ports, bloquer les pistes des aérodromes ou, le plus important de tout, miner — ce qui était facile — les passes étroites aux abords de la capitale et des villes principales. S'il avait fait tout cela, l'histoire aurait pu prendre une tournure différente.

Des nouvelles de mauvais augure, comme le dit Churchill, avaient commencé à s'infiltrer à Londres vers le 1er avril, et le 3, le cabinet de guerre anglais discutait les derniers renseignements — ceux de Stockholm

avant tout — selon lesquels l'Allemagne concentrait des forces considérables dans ses ports du Nord, à destination des côtes scandinaves. Mais la nouvelle ne paraît pas avoir été prise très au sérieux. Deux jours plus tard, le 5 avril, quand la première vague de ravitailleurs allemands était déjà en mer, Chamberlain, dans un discours, proclamait qu'Hitler, en n'attaquant pas à l'Ouest alors qu'Anglais et Français n'étaient pas prêts, avait « raté le coche » — une phrase qu'il dut très vite regretter*.

** Les trois premiers ravitailleurs allemands avaient fait route sur Narvik le 3 avril à deux heures. Le 6 avril, le plus gros pétrolier allemand quitta Mourmansk pour Narvik avec l'assentiment des Russes qui, obligeamment, fournirent le pétrole au cargo.*

A ce moment, le gouvernement britannique, selon Churchill, était enclin à croire que la démonstration allemande dans les ports de la Baltique et de la mer du Nord avait été faite uniquement pour permettre à Hitler de riposter au cas où les Britanniques, en minant les eaux norvégiennes pour barrer le transport de minerai depuis Narvik, occuperaient ce port et peut-être même d'autres dans le Sud.

En réalité, le gouvernement britannique envisageait cette occupation. Après sept mois d'insuccès, Churchill, Premier Lord de l'Amirauté, avait finalement réussi à obtenir, du cabinet de guerre et du Comité suprême de guerre allié, l'autorisation de miner les fjords norvégiens le 8 avril — opération appelée « Wilfred ». Puisqu'il semblait probable que les Allemands réagiraient violemment au coup mortel que portait le blocus au transport de leur minerai de fer depuis Narvik, il fut décidé qu'une force réduite anglo-française serait expédiée à Narvik et avancerait en direction de la frontière suédoise toute proche. D'autres contingents seraient

débarqués à Trondhjem, Bergen et Stavanger plus au sud, pour, expliqua Churchill, « interdire ces bases à l'ennemi ». Ce fut le « Plan R-4 (32) ».

Ainsi, pendant la première semaine d'avril, tandis que les troupes allemandes montaient à bord de divers navires de guerre à destination de la Norvège, des troupes britanniques, bien qu'en nombre beaucoup plus réduit, étaient embarquées sur des transports dans la Clyde et sur des croiseurs dans le Forth pour la même destination.

L'après-midi du 2 avril, Hitler, après une longue conférence avec Goering, Raeder et Falkenhorst, donna une directive précise ordonnant que *Weserübung* démarrât le 9 avril à cinq heures quinze. En même temps, il donnait une autre directive stipulant que « la fuite à l'étranger des rois du Danemark et de Norvège au moment de l'occupation doit être évitée à tout prix (33) ». Le même jour également, l'O.K.W. mit les Affaires étrangères dans le secret. Une interminable directive fut transmise à Ribbentrop qui le chargeait de préparer les mesures diplomatiques pour inciter le Danemark et la Norvège à se rendre sans combattre dès que les forces allemandes seraient arrivées, et d'élaborer une justification quelconque de la nouvelle agression d'Hitler (34).

Mais la fourberie ne devait pas se borner aux Affaires étrangères. La marine devait aussi en faire usage. Le 3 avril, jour du départ des premiers navires, Jodl dans son journal réfléchissait au problème : quel stratagème employer pour abuser les Norvégiens au cas où ils soupçonneraient la présence d'un si grand nombre de navires de guerre allemands dans leurs parages ? En fait, la marine avait déjà réglé cette question secondaire. Elle avait donné ordre à ses navires de guerre et à ses transports de se faire passer pour des bâtiments britanniques — même s'il était obligatoire de

hisser l'Union Jack. Les services secrets de la marine allemande établirent des ordres détaillés de « Supercherie et Camouflage pour l'Invasion de la Norvège (35) ».

ULTRA-SECRET.

Conduite pendant l'entrée au port.

Tous feux éteints... Garder le plus longtemps possible l'apparence de bâtiments anglais. Répondre en anglais à toutes les sommations en morse émises par les bateaux norvégiens. Une réponse dans le genre de ce qui suit sera adoptée :

« Escalé à Bergen pour une courte visite. Pas d'intentions hostiles. »

... Répondre aux sommations par des noms de bateaux de guerre britanniques :

Köln — H.M.S. *Le Caire*.

Kaenigsberg — H.M.S. *Calcutta*, etc.

Prendre les dispositions nécessaires pour éclairer les pavillons de guerre britanniques.

Pour Bergen... Ce qui suit doit servir de principe directeur au cas où une de nos unités serait contrainte de répondre à la sommation du bâtiment croisé.

A la sommation : (pour le *Köln* : H.M.S. *Le Caire*).

A l'ordre de stopper : 1° Prière de répéter le dernier signal. 2° Impossible de comprendre votre signal.

En cas de coup de semonce : « Cessez le feu. Bateau anglais. Ami. »

En cas de question sur la destination et le but : « Allons Bergen. Poursuivons bateaux allemands* ». »

* *Au tribunal de Nuremberg, le grand amiral Raeder justifia de tels procédés en disant qu'ils étaient une légitime « ruse de guerre contre laquelle, au point de vue légal, aucune objection ne pouvait être faite (36) ».*

Ainsi, le 9 avril 1940, à 5 h 20 précises (4 h 20 au Danemark), une heure avant l'aube, les envoyés allemands à Copenhague et à Oslo, ayant tiré du lit, exactement 20 minutes auparavant, les ministres des Affaires étrangères respectifs (Ribbentrop avait insisté sur un horaire strict en

coordination avec l'arrivée des troupes allemandes à la même heure), présentaient aux gouvernements danois et norvégien un ultimatum leur enjoignant d'accepter sur-le-champ et sans résistance la « protection du Reich ». L'ultimatum était peut-être le document le plus impudent composé jusqu'ici par Hitler et Ribbentrop, pourtant orfèvres en la matière et donc rompus à la duplicité diplomatique (37).

Après avoir déclaré que le Reich était venu en aide au Danemark et à la Norvège pour les protéger contre une occupation anglo-française, le mémorandum affirmait :

Les troupes allemandes, par conséquent, ne mettent pas le pied sur le sol norvégien en ennemies. Le haut commandement allemand n'a pas l'intention d'utiliser les points occupés par ses troupes comme bases d'opérations contre l'Angleterre... tant qu'il n'y sera pas contraint... Au contraire, le but des opérations militaires allemandes est exclusivement de protéger le Nord contre l'occupation des bases norvégiennes projetée par les forces anglo-françaises...

... Dans l'esprit des bonnes relations qui ont existé jusqu'ici entre l'Allemagne et la Norvège, le gouvernement du Reich déclare au gouvernement royal de Norvège que l'Allemagne n'a nulle intention de porter atteinte par ces mesures à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique du royaume de Norvège dans le présent ou dans l'avenir...

En conséquence, le gouvernement du Reich espère que le gouvernement et le peuple norvégiens ne lui opposeront aucune résistance. Toute résistance devrait être, et serait, brisée par tous les moyens possibles... et ne conduirait donc qu'à une effusion de sang absolument inutile...

Les espérances allemandes se trouvèrent justifiées en ce qui regardait le Danemark, mais pas la Norvège. La Wilhelmstrasse l'apprit à la réception des premiers messages urgents des ministres respectifs de ces pays. L'envoyé allemand à Copenhague télégraphia à Ribbentrop à huit heures trente-quatre que les Danois avaient « accepté toutes nos demandes

(bien que) élevant une protestation ». Le ministre Curt Bräuer à Oslo avait à donner une nouvelle toute différente. A cinq heures cinquante-deux, juste trente-deux minutes après avoir transmis l'ultimatum, il télégraphia à Berlin la brève réponse du gouvernement norvégien : « Nous ne nous soumettons pas : la lutte est déjà engagée (38). »

L'arrogant Ribbentrop était hors de lui*. A dix heures cinquante-cinq, il adressa à Bräuer un télégramme « des plus urgents » : « Vous devez une fois de plus faire sentir au gouvernement que la résistance norvégienne est tout à fait insensée. »

* *L'auteur a rarement vu le ministre des Affaires étrangères nazi plus insupportable que ce matin-là. Il se pavanait, à une conférence de presse spécialement convoquée au ministère des Affaires étrangères, vêtu d'un brillant uniforme feldgrau, et « avait l'air, ai-je noté dans mon journal, de posséder la terre entière ». Il éclata : « Le Führer a donné sa réponse... L'Allemagne a occupé le sol danois et norvégien de façon à protéger ces pays contre les Alliés, et à défendre leur neutralité jusqu'à la fin de la guerre. Ainsi une partie précieuse de l'Europe a été sauvée d'une ruine certaine. »*

La Presse de Berlin était tout aussi intéressante à voir ce jour-là. Le Börsen Zeitung : « L'Angleterre marche de sang-froid sur les cadavres des petites nations. L'Allemagne protège les États faibles contre les voleurs de grands chemins anglais... La Norvège doit reconnaître l'équité de la mesure allemande, qui fut prise pour assurer la liberté du peuple norvégien. » Le journal d'Hitler, le Völkischer Beobachter, arborait ce titre : L'ALLEMAGNE SAUVE LA SCANDINAVIE!

Cet ordre, l'infortuné envoyé allemand ne pouvait plus l'exécuter. Le roi de Norvège, le gouvernement et les membres du parlement s'étaient déjà enfuis de la capitale vers les montagnes du Nord. La situation était sans espoir, mais ils étaient déterminés à résister. En fait, la résistance avait déjà commencé dans certains endroits, mais pas partout, avec l'arrivée des bateaux allemands à la fin de la nuit.

Les Danois étaient dans une position plus rassurante. Leur agréable

petit archipel était incapable de se défendre. Il était trop petit, trop plat, et dans sa partie la plus large, le Jutland, ouvert par terre aux panzers d'Hitler. Il n'y avait pas comme en Norvège de montagnes où le roi et le gouvernement eussent pu s'enfuir, ni aucune aide à espérer de l'Angleterre. On a dit que les Danois étaient trop civilisés pour se battre dans de telles circonstances; de toute façon, ils ne se battirent pas.

Le général W. W. Pryor, commandant en chef de l'armée, fut presque le seul à plaider pour la résistance, mais il fut dominé par le Premier Thorwald Stauning, le ministre des Affaires étrangères Advard Munch, et le roi qui, lorsque les mauvaises nouvelles commencèrent à arriver le 8 avril, avait refusé d'écouter ses arguments en faveur d'une mobilisation. Pour des raisons qui restent obscures à l'auteur, même après des investigations à Copenhague, la marine ne tira jamais un coup de feu, ni de ses bateaux ni de ses batteries côtières, même quand les transports de troupes allemands passèrent sous le nez de ses canons, qui auraient pu les mettre en pièces.

L'armée se livra à quelques escarmouches dans le Jutland, la Garde Royale tira quelques coups de feu autour du palais royal dans la capitale, et eut quelques blessés. Le temps, pour les Danois, de terminer leur copieux déjeuner, et tout était fini. Le roi, sur le conseil de son gouvernement mais contre celui du général Pryor, capitula et donna l'ordre de cesser toute résistance, si légère fût-elle.

Les plans pour s'emparer du Danemark par surprise et duperie, comme le montrent les rapports de l'armée allemande saisis, avaient été préparés avec un soin méticuleux. Le général Kurt Himer, chef d'état-major du corps expéditionnaire pour le Danemark, était arrivé à Copenhague par

le train, le 7 avril, en civil, pour reconnaître la capitale et faire tous arrangements utiles de façon à pouvoir disposer d'une jetée convenable pour abriter le transport *Hansestadt Danzig*, d'un camion pour assurer le transport du ravitaillement et d'un émetteur radio. Le commandant du bataillon — tout cela était considéré comme nécessaire à la prise d'une grande ville — était aussi allé en civil à Copenhague deux jours avant pour reconnaître le terrain.

Il n'était donc pas étonnant que les plans du général et du chef de bataillon eussent été exécutés sans rencontrer d'obstacles, ou presque. Le transport de troupes arriva devant Copenhague peu après l'aube, passa sans sommation devant les canons protégeant le fort et ceux des vaisseaux patrouilleurs danois, et s'amarra soigneusement à la jetée Langelinie, à portée de voix de la cité, à un jet de pierre de la citadelle, quartier général de l'armée danoise, et à une courte distance du palais Amalienborg, où résidait le roi. Citadelle et palais furent rapidement pris par l'unique bataillon, sans aucune résistance digne de ce nom.

Au premier étage du palais, parmi le crépitement des coups de feu espacés, le roi conférait avec ses ministres. Ceux-ci étaient tous pour la non-résistance. Seul le général Pryor sollicita l'autorisation de combattre. Il demanda tout au moins que le roi, pour éviter d'être fait prisonnier, se rendît au camp militaire le plus proche, à Hoevelte. Mais le roi était d'accord avec ses ministres. Le monarque, selon un témoin oculaire, demanda « si nos soldats avaient combattu assez longtemps ». Et Pryor lui répondit : « Non* (39) ».

* Les pertes totales danoises pour tout le royaume furent de 13 tués et 23 blessés. Les Allemands perdirent 20 hommes environ.

Le général Himer s'inquiétait à cause du délai. Il téléphona au quartier général de l'opération combinée qui avait été installé à Hambourg — les autorités danoises n'avaient pas pensé à couper les lignes téléphoniques avec l'Allemagne — et, selon son propre récit (40), demanda que des bombardiers survolent Copenhague « pour forcer les Danois à accepter ». La conversation était en code, et la Luftwaffe comprit qu'Himer réclamait un vrai bombardement, qu'elle promit d'effectuer sur-le-champ. Erreur qui fut finalement rectifiée juste à temps. Le général Himer dit que les bombardiers « ronflant au-dessus de la capitale danoise ne manquèrent pas de faire leur effet : le gouvernement accepta les exigences allemandes ».

Il ne fut pas facile de trouver le moyen de radiodiffuser aux troupes danoises la capitulation du gouvernement, parce que les stations de radio locales n'étaient pas encore en service à une heure aussi matinale. On résolut la question en émettant sur la longueur d'onde danoise par le transmetteur que le bataillon allemand avait apporté avec lui et pour lequel le général Himer, prévoyant, avait déniché un camion afin de pouvoir le traîner jusqu'à la citadelle.

A quatorze heures, ce même jour, le général Himer, accompagné de l'ambassadeur d'Allemagne, Cecil von Renthe-Fink, se rendit auprès du roi de Danemark, qui n'était plus roi mais ne l'avait pas encore compris. Himer a laissé un compte rendu de l'entrevue dans les archives secrètes de l'armée.

Le roi, âgé de soixante-dix ans, paraissait brisé moralement, bien qu'il sauvegardât parfaitement, pendant l'audience, les apparences extérieures et qu'il conservât une dignité absolue. Tout son corps tremblait. Il déclara que lui et son gouvernement feraient tout le

possible pour maintenir la paix et l'ordre dans le pays et éviter tout heurt entre les troupes allemandes et la nation. Il souhaitait épargner à son pays un surcroît de malheur et de souffrances.

Le général Himer répondit que, personnellement, il regrettait beaucoup de se présenter devant le roi avec une telle mission, mais qu'il ne faisait que son devoir de soldat... Nous sommes venus en amis, etc. Quand le roi demanda s'il pourrait conserver ses gardes du corps, le général Himer répliqua... que le Führer lui permettrait certainement de les garder. Il n'en doutait pas.

Le roi fut visiblement soulagé en entendant cela. Au cours de l'audience... le roi se détendit et à la fin il s'adressa au général Himer en ces termes : « Général, puis-je, en vieux soldat, vous dire quelque chose? De soldat à soldat? Vous, Allemands, avez une fois de plus accompli l'incroyable! Il faut admettre que c'est un travail magnifique! »

Pendant près de quatre années, jusqu'au moment où le cours de la guerre se modifia... le roi du Danemark et son peuple, race d'un bon naturel, civilisée et insouciante, ne causèrent pas beaucoup d'ennuis aux Allemands. Le Danemark était connu comme le « protectorat modèle ». Le monarque, le gouvernement, la cour, même le parlement et la presse reçurent tout d'abord de leurs conquérants une quantité surprenante de libertés. Même les 7 000 Juifs du Danemark ne furent pas molestés — pour un temps.

Mais les Danois, plus tardivement que la plupart des autres peuples conquis, en vinrent finalement à comprendre qu'il était impossible de pousser plus loin ce qu'ils appelaient une « coopération loyale » avec leurs tyrans teutons, dont la brutalité augmentait avec les années et la mauvaise fortune des armes, s'ils voulaient conserver une parcelle de dignité et d'honneur. Ils commencèrent aussi à voir que, après tout, l'Allemagne pouvait ne pas gagner la guerre, et que le petit Danemark n'était pas inexorablement condamné, comme tant l'avaient cru tout d'abord, à être un

État vassal dans l'indicible ordre nouveau d'Hitler. Alors la résistance commença.

La résistance commença en Norvège dès le début, quoique certainement pas partout. A Narvik, port et point de départ du minerai de fer suédois, le colonel Konrad Sundlo, commandant de la garnison locale, qui, comme nous l'avons vu, était un partisan fanatique de Quisling, se rendit aux Allemands sans tirer un coup de feu. Le chef naval était d'une autre envergure. A l'approche de 10 destroyers allemands à l'entrée du long fjord, le *Eidsvold*, l'un des deux antiques cuirassés qui étaient au port, tira le coup de semonce et signala aux destroyers de faire connaître leur nationalité.

Le contre-amiral Fritz Bonte, commandant la flottille de destroyers allemands, répondit en expédiant un officier dans une vedette au vaisseau norvégien pour lui sommer de se rendre. Ici se place un exemple de la trahison allemande, bien que les officiers de marine allemands s'en soient défendus plus tard en alléguant qu'à la guerre nécessité ne connaît pas de loi. Quand l'officier de la vedette eut signalé à l'amiral allemand que les Norvégiens allaient résister, Bonte attendit simplement que sa vedette soit hors de portée, puis, promptement, torpilla le *Eidsvold*. Le second cuirassé norvégien, le *Norge*, ouvrit alors le feu mais fut rapidement détruit; 300 marins norvégiens, la quasi-totalité de l'équipage des deux navires, périrent.

A huit heures, Narvik était aux mains des Allemands, amenés par 10 destroyers qui s'étaient glissés à travers une formidable flotte britannique, et occupé par deux seuls bataillons nazis sous le commandement du général de brigade Eduard Dietl, un vieux compagnon bavarois d'Hitler

depuis les jours du Putsch de la Brasserie. Dietl se révéla un commandant courageux et plein de ressources quand l'avance sur Narvik devint dure, c'est-à-dire dès le jour suivant.

Trondhjem, au milieu de la longue côte occidentale de la Norvège, fut prise presque aussi facilement. Les batteries du port ne tirèrent pas sur les navires de guerre allemands, conduits par le croiseur lourd *Hipper*, comme ils remontaient le grand fjord, et les troupes à bord de ce bateau et de 4 destroyers débarquèrent sur les jetées de la ville sans intervention. Certains forts tinrent quelques heures et le proche aérodrome de Vaernes, deux jours; mais cette résistance n'empêcha pas l'occupation d'un beau port convenant aux plus grands navires de guerre aussi bien qu'aux sous-marins, tête de ligne d'une voie ferrée qui allait en Suède par le nord de la Norvège, et par laquelle, les Allemands avaient raison de l'espérer, ils seraient ravitaillés si les Anglais les coupaient de toute communication par mer.

Bergen, second port et seconde ville de Norvège, situé à quelque 500 kilomètres au sud de Trondhjem et relié par voie ferrée à Oslo, la capitale, offrit quelque résistance. Les batteries gardant le port endommagèrent sérieusement le croiseur *Kænigsberg* et un bateau auxiliaire, mais d'autres navires débarquèrent des troupes sans incident et occupèrent la ville avant midi. C'est à Bergen qu'arriva la première aide directe des Britanniques aux Norvégiens abasourdis. Dans l'après-midi, 15 bombardiers de la marine piquèrent sur le *Kænigsberg* et le firent sauter, premier bateau de cette taille détruit par une attaque aérienne.

Au-delà du port, les Britanniques avaient une flotte puissante de 4 croiseurs et 7 contre-torpilleurs qui aurait pu écraser la marine allemande

plus faible. Elle était sur le point de pénétrer dans le port quand elle reçut ordre de l'amirauté d'annuler l'attaque à cause des risques de mines et de bombardement aérien, décision que Churchill, qui y avait pris part, regretta plus tard. C'était le premier signe de cette prudence et de ces demi-mesures qui allaient coûter si cher aux Britanniques dans les jours cruciaux à venir.

L'aérodrome de Sola, près du port de Stavanger sur la côte sud-ouest, fut pris par les parachutistes allemands après que les emplacements de l'artillerie norvégienne — il n'y avait pas de réelle protection anti-aérienne — eurent été réduits au silence. C'était le plus vaste terrain d'aviation de Norvège et il était de la plus haute importance stratégique pour la Luftwaffe, car de là les bombardiers étaient à portée d'action non seulement contre la flotte anglaise le long de la côte norvégienne, mais contre les principales bases navales anglaises du nord de la Grande-Bretagne. Ses dimensions donnèrent tout de suite aux Allemands la supériorité de l'air en Norvège et vouèrent à l'échec toute tentative des Anglais de débarquer des forces d'une certaine importance.

Kristiansand, sur la côte sud, opposa une résistance considérable aux Allemands, et ses batteries côtières repoussèrent par deux fois une flotte allemande conduite par le croiseur léger *Karlsruhe*. Mais les forts furent vite réduits par le bombardement de la Luftwaffe et le port occupé au milieu de l'après-midi. Toutefois le *Karlsruhe*, en quittant le port ce soir-là, fut torpillé par un sous-marin anglais et si gravement endommagé qu'il dut être coulé.

A midi, donc, ou peu après, les cinq villes et ports norvégiens principaux et le seul grand terrain d'aviation sur les côtes ouest et sud, qui

s'étendent sur 2 500 kilomètres depuis le Skagerrak jusqu'à l'océan Arctique, étaient aux mains des Allemands. Ils avaient été pris par une poignée de troupes convoyées par une marine grandement inférieure à celle des Britanniques. Audace, fourberie et surprise avaient donné à Hitler une retentissante victoire à un faible prix.

Mais à Oslo, la proie principale, ses forces militaires et sa diplomatie se trouvèrent aux prises avec des désagréments inattendus.

Pendant toute la nuit glaciale du 8 au 9 avril, un joyeux groupe de la légation allemande, conduit par le capitaine Schreiber, attaché naval, et rejoint de temps en temps par l'actif docteur Bräuer, le ministre, resta sur le quai du port d'Oslo à attendre l'arrivée de la flotte allemande et des transports de troupes pour leur souhaiter la bienvenue. Un jeune attaché naval allemand parcourait la baie à bord d'un bateau à moteur, en attendant de piloter la flotte, conduite par le cuirassé de poche *Lützow* (son nom, *Deutschland*, avait été changé parce qu'Hitler ne voulait pas courir le risque de perdre un bateau portant ce nom) et le croiseur lourd flambant neuf *Blücher*, vaisseau amiral de l'escadre.

Ils attendirent en vain. Les gros bateaux n'arrivèrent jamais. Ils avaient été arrêtés à l'entrée du fjord d'Oslo, d'une longueur de 80 kilomètres, par le mouilleur de mines norvégien *Olav Trygverson*, qui coula un torpilleur allemand et endommagea le croiseur léger *Emden*. Après avoir débarqué une petite troupe pour réduire les batteries côtières, l'escadre allemande, toutefois, poursuivit sa route dans le fjord. A environ 25 kilomètres au sud d'Oslo, là où les eaux n'ont plus que 25 kilomètres de largeur, un autre ennui survint. Ici s'élevait l'ancienne forteresse d'Oskarsborg, dont les défenseurs étaient plus vigilants que les Allemands

ne le supposaient.

Juste avant l'aube, dans le fort, les canons Krupp de 280 millimètres ouvrirent le feu sur le *Lützow* et sur le *Blücher*, et des torpilles furent également lancées depuis le rivage. Les 10 000 tonnes du *Blücher*, en feu et déchiré par l'explosion de ses munitions, s'enfoncèrent, avec 1 600 hommes dont quelques officiels de l'administration et de la Gestapo (et tous leurs papiers) qui devaient arrêter le roi et les membres du gouvernement et prendre en main l'administration de la capitale. Le *Lützow* fut aussi endommagé, toutefois sans être mis complètement hors de combat.

Le contre-amiral Oskar Kummetz, commandant l'escadre, et le général Engelbrecht, commandant la 163e division d'infanterie, qui étaient sur le *Blücher*, purent nager jusqu'au rivage, où ils furent faits prisonniers par les Norvégiens. Là-dessus, la flotte allemande, estropiée, fit demi-tour pour l'instant et alla lécher ses plaies. Elle avait échoué dans sa mission de s'emparer de l'objectif principal allemand : la capitale de la Norvège. Elle n'y parvint pas avant le lendemain.

Oslo, en fait, ne parut guère plus qu'un fantôme aux troupes allemandes lâchées du ciel sur l'aérodrome local, non défendu. Les nouvelles catastrophiques des autres ports et le pilonnage des canons, 25 kilomètres plus bas dans le fjord d'Oslo, avaient fait fuir la famille royale, le gouvernement et les membres du parlement. Ils s'étaient rendus par train spécial, à neuf heures trente, à Hamar, 130 kilomètres plus au nord. Vingt camions chargés de l'or de la Banque de Norvège et trois autres des papiers secrets des Affaires étrangères partirent à la même heure. Ainsi la vaillante action de la garnison de Oskarsborg avait fait échouer les plans d'Hitler de

tenir entre ses mains le roi de Norvège, le gouvernement et l'or.

Mais Oslo avait été laissé dans une confusion complète. Il y avait bien quelques troupes norvégiennes, mais elles n'étaient pas en état de se défendre. Surtout, on ne s'était pas soucié de bloquer l'aéroport à proximité de Fornebu, ce qu'on aurait pu faire avec quelques vieilles voitures parquées le long de la piste et sur le terrain. Tard dans la nuit précédente, le capitaine Spiller, attaché de l'Air allemand à Oslo, s'était posté là pour accueillir les troupes aéroportées, qui devaient entrer dans la ville après la marine. Puisque les bateaux n'arrivaient pas, un frénétique message radio fut envoyé à Berlin par la légation pour prévenir de la situation malencontreuse et inattendue.

La réponse fut immédiate. Des troupes aéroportées et parachutées atterrirent à Fornebu. Vers midi environ, 5 compagnies avaient été rassemblées. Comme elles n'étaient que légèrement armées, les troupes norvégiennes disponibles auraient pu facilement les détruire. Mais pour des raisons jamais tirées au clair — si grande était la confusion à Oslo — elles ne furent pas rassemblées, encore moins déployées, et l'infanterie, bien que réduite à une expression symbolique, pénétra dans la capitale en défilant derrière une claironnante, mais temporaire, musique militaire. Ainsi tomba la dernière ville de Norvège. Mais pas la Norvège; pas encore.

Dans l'après-midi du 9 avril, le Storting, le parlement norvégien, se réunit à Hamar avec 5 membres seulement sur 200, mais s'ajourna à dix-neuf heures trente quand parvint la nouvelle que des troupes allemandes approchaient et se dirigeaient sur Elverum, à quelques kilomètres à l'est, vers la frontière suédoise. Le docteur Bräuer, pressé par Ribbentrop, demanda à être reçu immédiatement par le roi, et le premier ministre

norvégien y consentit à condition que les troupes allemandes se retirent à une distance de sécurité, plus au sud, exigeance que le ministre allemand ne voulut pas accepter.

De fait, au même moment, la trahison nazie agissait une fois de plus. Le capitaine Spiller, attaché de l'air, avait quitté l'aéroport de Fornebu pour Hamar avec 2 compagnies de paras allemands pour s'emparer du roi récalcitrant et du gouvernement. Pour eux, c'était plus une escapade qu'autre chose. Puisque les troupes norvégiennes n'avaient pas tiré un coup de feu pour empêcher les Allemands d'entrer à Oslo, Spiller ne s'attendait à aucune résistance à Hamar. Les 2 compagnies, voyageant dans des autobus réquisitionnés, en faisaient une agréable excursion.

Mais ils comptaient sans un officier de l'armée norvégienne qui n'agit pas du tout comme certains de ses camarades. Le colonel Ruge, inspecteur général de l'infanterie, qui avait accompagné le roi dans le Nord, avait insisté pour fournir une sorte de protection au gouvernement fugitif et avait installé un barrage sur la route près d'Hamar avec 2 bataillons d'infanterie rassemblés en hâte. Les bus allemands furent arrêtés et, dans l'accrochage qui s'ensuivit, Spiller fut mortellement blessé. Après avoir subi d'autres pertes, les Allemands se replièrent jusqu'à Oslo.

Le lendemain, le docteur Bräuer partit d'Oslo tout seul par la même route pour voir le roi. Diplomate de la vieille école, le ministre allemand n'appréciait pas son rôle, mais Ribbentrop l'avait harcelé sans trêve pour qu'il persuade le roi et le gouvernement de se rendre. La tâche déjà difficile de Bräuer avait été encore compliquée par certains événements politiques qui venaient de se produire à Oslo. Le soir précédent, Quisling s'était finalement manifesté dès que la capitale avait été entre les mains des

Allemands; il avait tempêté à la radio et lancé une proclamation pour se nommer lui-même à la tête du gouvernement et donner l'ordre à toute résistance norvégienne de cesser immédiatement.

Bien que Bräuer ne pût encore le comprendre — et Berlin ne put jamais, même plus tard, le comprendre — cet acte de trahison condamna les efforts faits par les Allemands pour persuader la Norvège de se rendre. Et paradoxalement, bien que ce fût un moment de honte nationale pour le peuple norvégien, la trahison de Quisling rallia les Norvégiens stupéfiés à une résistance qui devait devenir formidable et héroïque.

Le docteur Bräuer rencontra Haakon VII, le seul roi du XXe siècle qui avait été mis sur le trône par un vote populaire, et le premier monarque que la Norvège ait eu pour elle seule depuis cinq siècles*, dans une école de la petite ville d'Elverum, le 10 avril à quinze heures. D'après une conversation que l'auteur eut plus tard avec le monarque et la lecture des documents norvégiens et du rapport secret du docteur Bräuer (qui se trouve parmi les papiers allemands des Affaires étrangères saisis), il est possible de donner un compte rendu de ce qui se passa.

* *La Norvège avait fait partie du Danemark pendant quatre siècles et de la Suède pendant un siècle de plus et n'avait regagné sa complète indépendance qu'en 1905, quand elle rompit son union avec la Suède et que le peuple élut le prince Carl de Danemark roi de Norvège. Il prit le nom de Haakon VII. Haakon VI était mort en 1380. Haakon VII était le frère de Christian X de Danemark, qui se rendit si promptement aux Allemands le matin du 9 avril 1940.*

Après avoir considérablement hésité, le roi avait consenti à recevoir l'envoyé allemand en présence de son ministre des Affaires étrangères, le docteur Halvdan Koht. Quand Bräuer insista pour voir Haakon d'abord, et seul, le roi, avec l'assentiment de Koht, finit par consentir.

Le ministre allemand, agissant sur instructions, alternativement flatta le roi ou essaya de l'intimider. L'Allemagne voulait préserver la dynastie. On demandait simplement à Haakon de faire ce que son frère avait fait la veille à Copenhague. C'était folie que de résister à la Wehrmacht. Seul un massacre inutile des Norvégiens s'ensuivrait. On demandait au roi d'approuver le gouvernement de Quisling et de retourner à Oslo.

Haakon, homme fin, démocrate et qui tenait beaucoup, même en ce moment désastreux, à une procédure constitutionnelle, essaya d'expliquer au diplomate allemand qu'en Norvège le roi ne prenait pas de décisions politiques; c'était exclusivement le travail du gouvernement, qu'il allait consulter. Koht se joignit alors à la conversation et il fut entendu que la réponse du gouvernement serait téléphonée à Bräuer à un certain point sur son chemin de retour à Oslo.

Pour Haakon, qui, bien qu'il ne pût prendre aucune décision politique, pouvait sûrement influencer toute décision, il n'y avait qu'une seule réponse à faire aux Allemands. Retiré dans une modeste auberge du village de Nybergsund près d'Elverum — au cas où les Allemands, Bräuer parti, essaieraient de s'emparer de lui par une autre attaque surprise — il réunit les membres du gouvernement en Conseil d'État.

... Pour ma part (leur dit-il), je ne puis accepter les demandes des Allemands. Ce serait en contradiction avec tout ce que j'ai considéré comme mon devoir de roi de Norvège depuis que je suis venu dans ce pays il y a bientôt trente-cinq ans... Je ne veux pas que la décision du gouvernement soit influencée par cette déclaration ou basée sur elle. Mais... je ne peux nommer Quisling premier ministre, un homme en qui je sais que ni notre peuple... ni ses représentants au Storting n'ont aucune confiance.

Si, en conséquence, le gouvernement décidait d'accepter les exigences allemandes — et je comprends parfaitement les raisons en faveur de cette attitude, considérant le danger

imminent d'une guerre dans laquelle tant de jeunes Norvégiens devront laisser leur vie — s'il en est ainsi, *l'abdication* sera pour moi le seul parti à prendre (41).

Le gouvernement, malgré qu'il dût y avoir pas mal d'hésitants à ce moment, ne pouvait pas être moins courageux que le roi, et il se rallia tout de suite à lui. Quand Bräuer parvint à Eidsvold à mi-chemin d'Oslo, Koht lui téléphona la réponse norvégienne. Le ministre allemand la téléphona immédiatement à la légation à Oslo, d'où elle fut rapidement transmise à Berlin.

Le roi ne veut nommer aucun gouvernement dirigé par Quisling et cette décision a été prise à l'unanimité du gouvernement. A ma question particulière, Koht, ministre des Affaires Etrangères, a répondu : « La résistance continuera aussi longtemps que possible (42). »

Ce soir-là, depuis une faible station radio rurale toute proche, le seul moyen de communication avec le monde extérieur, le gouvernement norvégien jeta le gant au puissant Troisième Reich. Il annonçait sa décision de ne pas accepter les demandes allemandes et exhortait le peuple — il n'y avait que 3 millions d'âmes — à résister aux envahisseurs. Le roi s'associa formellement à cet appel.

Les conquérants nazis ne devaient jamais parvenir à comprendre que les Norvégiens pensaient ce qu'ils disaient. Deux autres tentatives furent faites pour persuader le roi. Le 11 avril au matin, un émissaire de Quisling, un certain capitaine Irgens, vint presser le monarque de revenir dans la capitale. Il promit que Quisling le servirait loyalement. Sa proposition fut repoussée par un silence méprisant.

Dans l'après-midi, un message urgent parvint de Bräuer, qui demandait une autre audience du roi pour parler de « certaines propositions ». L'envoyé

allemand, vivement pressé par Ribbentrop, avait reçu l'ordre de dire au monarque qu'il « voulait donner au peuple norvégien une dernière chance d'un accord raisonnable* ». Cette fois le docteur Koht, après avoir consulté le roi, répliqua que si le ministre allemand avait « certaines propositions », il pouvait les communiquer au ministre des Affaires étrangères.

* *Il y a, dans les instructions secrètes de Ribbentrop, une insinuation présageant une autre trahison. Bräuer avait ordre d'essayer d'arranger la rencontre « à un endroit entre Oslo et l'actuelle résidence du roi. Pour des raisons évidentes, lui, Bräuer, devrait régler minutieusement ce déplacement avec le général von Falkenhorst et devrait aussi informer ce dernier du lieu de rencontre convenu ». Gaus, qui téléphona les instructions de Ribbentrop, rapporta que « Herr Bräuer comprit clairement le sens des instructions ». On ne peut s'empêcher de penser que, si le roi s'était rendu à cette entrevue, les troupes de Falkenhorst se seraient emparées de lui (43).*

La réaction nazie à la rebuffade d'un pays si petit et actuellement sans défense fut immédiate et caractéristique. Les Allemands n'avaient pas réussi, d'abord, à s'emparer du roi et des membres du gouvernement, ensuite à les persuader de se rendre. A présent, ils allaient essayer de les tuer. Tard le 11 avril, la Luftwaffe fut envoyée sur le village de Nybergsund pour lui faire subir « le traitement maximum ».

Les avions nazis le détruisirent avec des bombes incendiaires et explosives, puis mitraillèrent tous ceux qui tentaient de s'échapper des ruines en flammes. Apparemment, les Allemands crurent tout d'abord avoir réussi à massacrer le roi et les membres du gouvernement. Le journal d'un aviateur allemand, fait prisonnier plus tard dans le nord de la Norvège, portait le 11 avril : «Nybergsund. Oslo Regierung. Alles vernichtet.» (Gouvernement d'Oslo. Complètement anéanti.)

Le village l'était, mais ni le roi ni le gouvernement. A l'approche des bombardiers nazis, ils avaient cherché refuge dans un bois tout proche. Debout, avec de la neige jusqu'aux genoux, ils avaient vu la Luftwaffe réduire en cendres les modestes maisons du hameau. Ils avaient maintenant à choisir : ou se rendre à la proche frontière suédoise et chercher asile dans la Suède neutre, ou pousser au nord dans leurs propres montagnes, couvertes encore de neige printanière.

Ils décidèrent de se rendre dans l'âpre vallée de Gudbrands, qui menait, au-delà d'Hamar et de Lillehammer et à travers les montagnes, à Andalsnes, sur la côte nord-ouest, à 160 kilomètres au sud-ouest de Trondhjem. Le long du chemin ils pourraient organiser les forces norvégiennes encore éberluées et dispersées pour poursuivre la résistance. Et il y avait quelque espoir que les troupes anglaises pourraient éventuellement venir les aider.

Dans l'extrême Nord, à Narvik, la marine britannique avait déjà violemment réagi à l'occupation surprise allemande. Elle avait été, comme l'admit Churchill qui en était chargé, « complètement dépassée » par les Allemands. Maintenant, tout au moins dans le Nord, hors de portée des bombardiers allemands basés à terre, elle passa à l'offensive. Le 10 avril au matin, vingt-quatre heures après que 10 contre-torpilleurs allemands eurent pris Narvik et débarqué les troupes de Dietl, une force de 5 contre-torpilleurs anglais entra dans le port de Narvik, détruisit 2 des 5 contre-torpilleurs allemands alors au port, endommagea les 3 autres et coula tous les cargos allemands sauf un.

Au cours de cette action, le contre-amiral Bonte, commandant naval allemand, fut tué. En quittant le port, cependant, les vaisseaux anglais tombèrent sur les 5 contre-torpilleurs allemands restants qui sortaient des fjords voisins. L'artillerie des bâtiments allemands, plus lourde, coula un contre-torpilleur anglais, obligea un autre à s'échouer, dont le commandant, le capitaine Warburton-Lee, fut mortellement blessé, et endommagea un troisième. Trois des 5 destroyers anglais purent gagner le large où, en se retirant, ils coulèrent un gros cargo allemand chargé de munitions, qui approchait du port.

Le 13 avril à midi, les Britanniques, cette fois avec le cuirassé *Warspite*, un vétéran de la bataille du Jutland, en tête d'une flottille de contre-torpilleurs, revinrent à Narvik et détruisirent les bateaux de guerre allemands qui restaient. L'officier qui commandait, vice-amiral W.J. Whitworth, en rendant compte de l'action à l'Amirauté par sans-fil, insista,

puisque les troupes allemandes à terre avaient été surprises et désorganisées — Dietl et ses hommes avaient en effet gagné les collines, — pour que Narvik fût occupé sur-le-champ « par la principale force de débarquement ».

Malheureusement pour les alliés, le général de division, P. J. Mackesy, commandant de l'armée britannique, était un officier excessivement prudent qui, arrivant le lendemain même avec une avant-garde de trois bataillons d'infanterie, décida de ne pas risquer un débarquement à Narvik, mais de débarquer ses troupes à Harstad, à 55 kilomètres au nord, qui était aux mains des Norvégiens. Ce fut une erreur coûteuse.

Les Anglais avaient préparé un petit corps expéditionnaire pour la Norvège, mais ils faisaient preuve d'une lenteur inconcevable à mettre leurs troupes en route. Dans l'après-midi du 8 avril, après avoir appris que la flotte allemande rejoignait la côte norvégienne, la marine britannique *débarqua* en hâte ses troupes, qui étaient déjà à bord pour l'occupation éventuelle de Stavanger, Bergen, Trondhjem et Narvik, sous prétexte que chaque bateau pourrait être utile dans une action navale. Le temps que les troupes anglaises soient réembarquées, tous ces ports étaient aux mains des Allemands. Et le temps qu'elles atteignent le centre de la Norvège, elles étaient condamnées, comme l'étaient les navires de guerre anglais qui devaient les couvrir, car la Luftwaffe s'était assuré la maîtrise des airs.

Le 20 avril, une brigade anglaise, renforcée par trois bataillons de chasseurs alpins français, avait été débarquée à Namsos, petit port à 130 kilomètres au nord-est de Trondhjem, et une seconde brigade britannique à Andalsnes, à 150 kilomètres environ au sud-ouest de Trondhjem, qui

devait ainsi être attaqué au nord et au sud. Mais, manquant d'artillerie de campagne, de canons anti-aériens et d'appui aérien, leurs bases étant pilonnées jour et nuit par les bombardiers allemands qui rendirent impossibles d'autres atterrissages de ravitaillement et de renforts, aucune de ces forces ne menaça sérieusement Trondhjem.

La brigade d'Andalsnes, après s'être jointe à une unité norvégienne à Dombas, embranchement ferroviaire à 95 kilomètres à l'est, abandonna l'attaque projetée au nord vers Trondhjem et poussa sud-est vers le Gudbrandsdal pour aider les troupes norvégiennes qui, sous le commandement énergique du colonel Ruge, avaient ralenti le principal effort des Allemands remontant la vallée depuis Oslo.

A Lillehammer, au nord d'Hamar, le premier engagement de la guerre entre les troupes anglaises et allemandes eut lieu le 21 avril, mais la lutte n'était pas égale. Le bateau anglais chargé de l'artillerie de la brigade avait été coulé et elle n'avait que des fusils et des mitrailleuses à opposer à une troupe allemande pourvue d'artillerie et de chars légers. Bien pis, l'infanterie britannique, manquant de soutien aérien, était incessamment bombardée par les avions de la Luftwaffe qui opéraient à partir des terrains norvégiens peu éloignés. Lillehammer tomba après une lutte de vingt-quatre heures, et Britanniques et Norvégiens commencèrent une retraite de 225 kilomètres, remontant la voie ferrée vers Andalsnes, s'arrêtant ici et là pour livrer un combat d'arrière-garde qui ralentissait les Allemands, mais ne les arrêta jamais.

Dans les nuits du 30 avril et du 1er mai, les forces britanniques furent évacuées d'Andalsnes et le 2 mai le contingent anglo-français de Namsos, considérable fait d'armes de leur part, car les deux ports étaient

transformés en brasiers par les incessants bombardements allemands. Dans la nuit du 29 avril, le roi de Norvège et les membres de son gouvernement montèrent à bord du croiseur anglais *Glasgow* à Molde, traversèrent le fjord Romsdal à Andalsnes, saccagée aussi par les bombardements de la Luftwaffe, et furent conduits à Tromsø, bien au-delà du cercle arctique et au nord de Narvik, qui, le 1er mai, devint la capitale provisoire.

Entre-temps, la moitié sud de la Norvège, comprenant toutes les grandes villes, avait été irrémédiablement perdue. Mais la Norvège septentrionale paraissait être en sécurité. Le 28 mai une force alliée de 25 000 hommes, dont 2 brigades de Norvégiens, une brigade de Polonais et deux bataillons de la Légion étrangère, avait chassé de Narvik les Allemands, bien plus nombreux. Il ne semblait y avoir aucune raison de douter qu'Hitler serait privé de son minerai de fer et de son objectif d'occuper toute la Norvège afin d'obliger le gouvernement norvégien à capituler. Mais entre-temps la Wehrmacht avait frappé un rude coup sur le front de l'Ouest et chaque soldat allié était nécessaire pour colmater la brèche.

Narvik fut abandonné, les troupes alliées réembarquées en hâte, et le général Dietl, qui avait tenu dans une région sauvage et montagneuse près de la frontière suédoise, réoccupa le port le 8 juin; quatre jours plus tard, il accepta la reddition du persévérant et courageux colonel Ruge et de ses troupes déconcertées et indignées, qui avaient l'impression d'avoir été abandonnées par les Britanniques. Le 7 juin, le roi Haakon et son gouvernement montèrent à bord du croiseur *Devonshire* à Tromsø et partirent pour Londres et pour cinq années d'un pénible exil*. A Berlin,

Dietl fut promu major général, décoré de la Croix de Chevalier, et salué par Hitler comme le *Sieger von Narvik* (vainqueur de Narvik).

** La première entreprise de Quisling ne fut pas de longue durée. Six jours après s'être proclamé lui-même Premier Ministre, le 15 avril, les Allemands le limogèrent et nommèrent un Conseil administratif de six principaux citoyens norvégiens, dont l'évêque Eivind Berggrav, chef de l'Église luthérienne de Norvège, et Paal Berg, président de la Cour suprême. Ce fut en grande partie l'œuvre de Berg, juriste éminent et bagarreur qui devint plus tard le chef secret du mouvement de résistance norvégienne. Le 24 avril, Hitler nomma commissaire du Reich, pour la Norvège, Terboven, Gauleiter nazi jeune et endurci, et c'est lui qui en réalité gouverna le pays, avec une brutalité croissante, pendant l'occupation. Bräuer, qui s'était opposé à Quisling dès le début, fut rappelé le 17 avril, rayé des services diplomatiques et envoyé sur le front occidental comme soldat. En 1942, les Allemands réinstallèrent Quisling comme premier ministre, mais, comme son impopularité dans le peuple était immense, son pouvoir était nul, en dépit de ses plus grands efforts pour servir ses maîtres allemands.*

A la fin de la guerre, Quisling fut jugé pour trahison et, après un procès minutieux, condamné à mort et exécuté le 24 octobre 1945. Terboven préféra le suicide à la capture. Knut Hamsun, le grand romancier norvégien, qui avait ouvertement collaboré avec les Allemands et chanté leurs louanges, fut inculpé de trahison, mais les charges furent abandonnées en raison de son grand âge et pour sénilité. Il fut cependant jugé et condamné, pour « avoir tiré profit du régime nazi », à une amende de 65 000 dollars. Il mourut le 19 février 1952, à quatre-vingt-treize ans. Le général von Falkenhorst fut traduit comme criminel de guerre devant une cour martiale mixte — Anglais et Norvégiens — sous l'inculpation d'avoir livré aux S.S. des commandos alliés faits prisonniers pour les faire exécuter. Il fut condamné à mort le 12 août 1946, mais la sentence fut commuée en prison à vie.

En dépit de ses succès étonnants, le Führer avait eu ses mauvais moments pendant la campagne norvégienne. Le journal du général Jodl fourmille de notes concises racontant une série de crises nerveuses du Seigneur de la Guerre. « Terrible énervement », notait-il le 14 avril, après la réception de la nouvelle de la destruction des forces navales allemandes à Narvik; il demanda que les troupes du général Dietl fussent évacuées par air — une impossibilité. « Chaque mauvaise nouvelle, griffonnait Jodl dans

son journal ce jour-là, conduit aux pires craintes. » Et deux jours plus tard : « Crise renouvelée. Action politique a raté. Envoyé Bräuer est rappelé. Selon le Führer, la force doit être employée**...» A Berlin, ce 19 avril, la conférence à la Chancellerie tourna si bien à l'aigre, les chefs des trois services se rendant réciproquement responsables des retards, que même le servile Keitel se glissa hors de la pièce. « Chaos dans la direction menace à nouveau », nota Jodl. Et le 22 avril il ajoutait : « Le Führer est de plus en plus inquiet au sujet des débarquements anglais. »

*** Le 13 avril, le général von Falkenhorst, sans doute excité par Hitler en furie à cause de la résistance norvégienne, signa un ordre stipulant de prendre comme otages 20 des habitants les plus distingués d'Oslo, dont l'évêque Berggrav et Paal Berg, qui, selon les termes du ministre Bräuer, « devraient être fusillés en cas de résistance poursuivie ou de tentatives de sabotage (44) ».*

Le 23 avril, la lente progression des troupes allemandes, qui d'Oslo avançaient vers Trondhjem et Andalsnes, « fit augmenter l'énervement », nota Jodl; mais le lendemain les nouvelles étaient meilleures et, à partir de ce jour, tout devenait de plus en plus agréable. Le 26, le Seigneur de la Guerre était de si belle humeur qu'à trois heures trente du matin, pendant une session de nuit avec ses conseillers militaires, il leur dit qu'il avait l'intention de lancer « l'Opération Jaune » entre le 1er et le 7 mai. « Jaune » était le nom-code de l'attaque à l'Ouest par la Hollande et la Belgique. Si le 29 avril Hitler était encore « soucieux à cause de Trondhjem », le lendemain il était « fou de joie » à la nouvelle qu'un groupe de combat d'Oslo avait atteint la ville. Il put enfin tourner à nouveau son attention vers l'Ouest. Le 1er mai, il ordonna que les préparatifs pour la grande

attaque fussent terminés le 5 mai.

Les commandants de la Wehrmacht — Goering, Brauchitsch, Halder, Keitel, Jodl, Raeder et les autres — avaient eu pour la première fois pendant la campagne de Norvège un avant-goût de la manière dont leur chef démoniaque craquait sous la tension des revers, même minimes, dans la bataille. C'était une faiblesse qui devait aller en s'accroissant quand, après une série d'autres succès étonnants, le cours de la guerre changea; elle contribuera grandement à la débâcle finale du Troisième Reich.

Pourtant, quelle que soit la façon dont on la considère, la rapide conquête du Danemark et de la Norvège avait été une victoire importante pour Hitler et une défaite décourageante pour les Britanniques. Elle assurait la route du minerai de fer pour l'hiver, donnait une protection accrue à l'accès de la Baltique, permettait à l'audacieuse marine allemande de se répandre dans l'Atlantique nord, où les sous-marins et bateaux de surface trouveraient d'excellentes facilités portuaires, dans la guerre sur mer contre la Grande-Bretagne. Elle donnait à Hitler des bases aériennes plus rapprochées de centaines de kilomètres de l'ennemi principal.

Et, peut-être le plus important de tout elle rehaussait immensément le prestige militaire du Troisième Reich et diminuait en proportion celui des Alliés occidentaux. L'Allemagne nazie semblait invincible. L'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne et maintenant le Danemark et la Norvège avaient facilement succombé sous la violence d'Hitler, ou ses menaces de violence, et même le soutien des deux alliés majeurs à l'Ouest n'avait pas été, dans les derniers cas, de la moindre utilité. La vague de l'avenir, comme l'écrivait une éminente Américaine, paraissait porter Hitler et le nazisme.

Pour les États restés neutres, la dernière conquête d'Hitler était aussi

une leçon terrifiante. De toute évidence, la neutralité n'offrait plus une protection aux petites nations démocratiques qui essayaient de survivre dans un monde dominé par le totalitarisme. La Finlande venait de le découvrir, et maintenant la Norvège et le Danemark. Elles devaient se blâmer elles-mêmes d'avoir été si aveugles, d'avoir refusé d'accepter en temps utile — avant l'agression actuelle — l'aide de puissances mondiales amies.

Je crois que ce fait (dit Churchill aux Communes le 11 avril) sera médité par d'autres pays qui peuvent demain, ou d'ici à Une semaine, ou *d'ici à un mois*, se trouver victimes d'un plan d'état-major tout aussi soigneusement élaboré pour leur destruction et leur asservissement (45). Il pensait évidemment à la Hollande et à la Belgique, mais même dans ces pays, malgré le mois de grâce qui leur serait accordé, personne ne se livra à pareille méditation*.

** Les Suédois, pris entre la Russie, en Finlande et dans les Pays Baltes, et l'Allemagne, en possession du Danemark et de la Norvège contigus, méditèrent et décidèrent qu'il n'y avait d'autre choix que de s'accrocher à leur précaire neutralité et se battre s'ils étaient attaqués. Ils avaient apaisé l'Union Soviétique en refusant la permission aux troupes alliées de transiter vers la Finlande, et à présent, sous une forte pression, ils apaisaient l'Allemagne. Bien que la Suède ait envoyé un stock impressionnant d'armes en Finlande, elle refusa de vendre à la Norvège armes ou essence quand elle fut attaquée. Pendant tout le mois d'avril, les Allemands demandèrent à la Suède de permettre le transit des troupes vers Narvik pour relever Dietl, mais cela fut refusé jusqu'à la fin des hostilités, bien qu'un train de personnel médical et de ravitaillement fût autorisé à transiter. Le 19 juin, craignant une attaque directe de l'Allemagne, la Suède céda à la pression d'Hitler et accepta de permettre le transport par les chemins de fer suédois de troupes nazies et de matériel de guerre en Norvège, à condition que le nombre de troupes se déplaçant dans chaque direction s'équilibrerait de façon que les garnisons allemandes en Norvège ne soient pas renforcées par cet arrangement.*

C'était une aide immense à l'Allemagne. En transportant des troupes fraîches et du matériel de guerre par terre à travers la Suède, Hitler évitait le risque de les voir coulés en mer par les Anglais. Dans les six premiers mois de l'accord, quelque 140 000 soldats allemands en Norvège furent échangés et les troupes allemandes qui s'y trouvaient, fortement soutenues par le ravitaillement. Plus tard, juste avant l'attaque de la Russie par l'Allemagne, la Suède permit au haut commandement allemand de transporter une division

entière tout équipée, de Norvège en Finlande par la Suède, pour être utilisée lors de l'attaque de l'Union Soviétique. Ce qui avait été refusé aux Alliés l'année précédente était accordé à l'Allemagne nazie. Pour les détails sur la pression allemande exercée sur la Suède et pour le texte des lettres échangées entre le roi Gustave V et Hitler, voir Documents on German Foreign Policy, IX. L'auteur a traité le sujet plus à fond dans The Challenge of Scandinavia.

De même, des enseignements militaires devaient être tirés de la conquête-éclair des deux pays Scandinaves. Le plus significatif était l'importance de la puissance aérienne et sa supériorité sur la puissance navale quand les bases à terre pour bombardiers et chasseurs étaient à proximité. A peine moins importante était une vieille leçon : la victoire va souvent à l'audacieux et à l'imaginatif. La marine et l'aviation allemandes l'avaient été toutes deux, et Dietl à Narvik avait démontré que l'armée allemande abondait en ressources dont les Alliés avaient manqué.

Les conséquences militaires de l'aventure Scandinave ne pouvaient être évaluées tout de suite, ne serait-ce que parce qu'il était impossible de voir très loin dans l'avenir. En Norvège les pertes en hommes furent légères des deux côtés. Les Allemands eurent 1317 tués, 2 375 disparus et 1 604 blessés, soit 5 296 pertes au total; celles des Norvégiens, Français et Anglais furent légèrement inférieures à 5 000. Les Britanniques perdirent un porte-avions, un croiseur et sept destroyers ; les Polonais et les Français un destroyer chacun.

Les pertes de la marine allemande furent comparativement plus lourdes : dix contre-torpilleurs sur vingt, trois croiseurs sur huit, tandis que les croiseurs lourds *Scharnhorst* et *Gneisenau* et le cuirassé de poche *Lützow* étaient si sévèrement endommagés qu'ils étaient hors de service pour plusieurs mois. Hitler n'avait pas de flotte digne de ce nom pour les événements à venir pendant l'été. Quand arriva le temps d'envahir

l'Angleterre, et il arriva vite, cette lacune se révéla comme un insurmontable handicap.

Les conséquences possibles de la grave déficience de la marine allemande, cependant, n'effleurèrent pas la pensée du Führer quand, au début de mai, le Danemark et la Norvège ajoutés à présent à sa longue liste de conquêtes, il travailla avec ses généraux impatients — car ils avaient maintenant perdu leurs craintes de l'automne précédent — aux préparatifs de dernière heure pour ce qu'ils étaient persuadés devoir être la plus grande de toutes les conquêtes.

VICTOIRE A L'OUEST

PEU après l'aube du beau jour printanier du 10 mai 1940, l'ambassadeur de Belgique et le ministre des Pays-Bas à Berlin furent convoqués à la Wilhelmstrasse et informés par Ribbentrop que les troupes allemandes pénétraient dans leurs pays pour sauvegarder leur neutralité contre une attaque imminente des armées anglo-françaises — le même lamentable prétexte qui avait été donné juste un mois plus tôt au Danemark et à la Norvège. Un ultimatum formel sommait les deux gouvernements de veiller à ce qu'aucune résistance ne fût opposée. Si elle se présentait, elle serait écrasée par tous les moyens, et la responsabilité de l'effusion de sang serait « exclusivement portée par les gouvernements belge et néerlandais ».

A Bruxelles et à La Haye, comme précédemment à Copenhague et à Oslo, les envoyés allemands se rendirent aux ministères respectifs avec des messages similaires. Assez ironiquement, le porteur de l'ultimatum à La Haye, le comte Julius von Zech-Burkersroda, était un gendre de Bethmann-Hollweg, ce chancelier du Kaiser qui en 1914, parlant de la garantie par l'Allemagne de la neutralité belge, que le Reich des Hohenzollern venait juste de violer, avait employé le terme de « chiffon de papier ».

Au ministère des Affaires étrangères de Bruxelles, tandis que les bombardiers allemands ronflaient dans le ciel et que l'explosion de leurs bombes sur les terrains d'aviation voisins ébranlaient les fenêtres, Bülow-Schwante, l'ambassadeur allemand, s'apprêtait à sortir un papier de sa

poche en entrant dans le bureau du ministre. Paul-Henri Spaak l'arrêta.

« Excusez-moi, monsieur l'ambassadeur, je veux parler le premier. »

L'armée allemande (dit Spaak sans essayer de dissimuler son indignation) vient d'attaquer notre pays. C'est la seconde fois en vingt-cinq ans que l'Allemagne commet une agression criminelle contre une Belgique neutre et loyale. Ce qui vient de se passer est peut-être encore plus odieux que l'agression de 1914. Aucun ultimatum, aucune note, aucune protestation n'ont jamais été portés devant le gouvernement belge. C'est par l'attaque elle-même que la Belgique a appris que l'Allemagne a violé les engagements pris par elle... Le Reich allemand en sera responsable devant l'histoire. La Belgique est résolue à se défendre.

Le malheureux diplomate commença alors à donner lecture de l'ultimatum allemand, mais Spaak l'interrompit tout de suite. « Donnez-moi le document, dit-il, je préfère vous épargner une aussi pénible tâche (1). »

Le Troisième Reich avait donné aux deux petits pays les garanties de leur neutralité presque sans calculer. En 1839, l'indépendance et la neutralité de la Belgique avaient été garanties « à perpétuité » par les cinq grandes puissances européennes, pacte qui avait été observé pendant soixante-quinze ans jusqu'à ce que l'Allemagne le rompît en 1914. La République de Weimar avait promis de ne jamais prendre les armes contre la Belgique, et Hitler, après son arrivée au pouvoir, confirma cette politique sans discontinuer et donna des assurances similaires à la Hollande. Le 30 janvier 1937, après avoir dénoncé le traité de Locarno, le chancelier nazi avait déclaré publiquement :

Le gouvernement allemand a de plus donné l'assurance à la Belgique et à la Hollande qu'il est prêt à reconnaître et à garantir l'inviolabilité et la neutralité de ces territoires.

Effrayée par la remilitarisation du Troisième Reich et la réoccupation de la Rhénanie au printemps 1936, la Belgique, qui avait sagement renoncé à la neutralité après 1918, chercha à nouveau refuge en elle. Le 24 avril 1937, l'Angleterre et la France la libérèrent des obligations de Locarno et, le 13 octobre de la même année, l'Allemagne confirma officiellement et solennellement

sa détermination de ne porter atteinte en aucune circonstance à l'inviolabilité et à l'intégrité (de la Belgique) et qu'en tout temps elle respectera le territoire de la Belgique... et (sera) prête à assister la Belgique si celle-ci était l'objet d'une attaque...

Depuis ce jour, il y a un contrepoint familier dans les solennelles assurances publiques d'Hitler aux Pays-Bas et ses avertissements donnés en privé à ses généraux. Le 24 août 1938, au sujet d'un des documents établis pour lui sur le cas vert, plan d'attaque de la Tchécoslovaquie, il parla « des avantages extraordinaires » pour l'Allemagne si la Belgique et la Hollande étaient occupées et il demanda l'opinion de l'armée « sur les conditions dans lesquelles une occupation de ces territoires pourrait être effectuée et combien de temps elle demanderait ».

Le 28 avril 1939, dans sa réponse à Roosevelt, Hitler mit encore une fois l'accent sur les « déclarations restrictives » qu'il avait faites, parmi d'autres, aux Pays-Bas et à la Belgique. Moins d'un mois plus tard, le 23 mai, le Führer, comme il a été noté, disait à ses généraux que les bases aériennes hollandaises et belges devaient être occupées par la force armée... dans un temps éclair. « Les déclarations de neutralité doivent être ignorées. »

Il n'avait pas encore commencé sa guerre, mais ses plans étaient prêts. Le 22 août, une semaine avant de déclencher la guerre en attaquant la Pologne, il conféra avec ses généraux sur la « possibilité » de violer la neutralité de la Hollande et de la Belgique. « L'Angleterre et la France, dit-il, ne violeront pas la neutralité de ces pays. » Quatre jours plus tard, le 26 août, il ordonna à ses envoyés à Bruxelles et La Haye d'informer les gouvernements respectifs qu'en cas de guerre « l'Allemagne ne portera pas atteinte à l'inviolabilité de la Belgique et de la Hollande », promesse qu'il répéta publiquement le 6 octobre, après la fin de la campagne polonaise. Le lendemain même, le 7 octobre, le général von Brauchitsch avertit ses commandants de groupes, sur les instances d'Hitler

de faire tous préparatifs pour immédiate invasion des territoires hollandais et belge, si la situation politique l'exige (2).

Deux jours plus tard, le 9 octobre, dans la directive n° 6, Hitler ordonnait :

Les préparatifs doivent être faits pour une opération offensive... par le Luxembourg, contre la Belgique et la Hollande. Cette attaque doit être exécutée aussitôt et en aussi grande force que possible... L'objectif de cette attaque est d'occuper en Hollande, en Belgique et au nord de la France un territoire aussi vaste que possible (3).

Les Belges et les Hollandais, naturellement, n'étaient pas au courant des ordres secrets d'Hitler. Toutefois ils furent avertis de ce qui les attendait. Quelques-uns avaient déjà été prévenus : le colonel Oster, un des conspirateurs anti-nazis, avertit les attachés militaires hollandais et belge à Berlin le 5 novembre de s'attendre à une attaque allemande pour le 12 novembre, qui était alors la date fixée. A la fin d'octobre, Goerdeler,

autre conspirateur, s'était rendu à Bruxelles à l'instigation de Weizsaecker, pour prévenir les Belges d'une attaque imminente. Et peu après le Nouvel An, le 10 janvier 1940, les plans d'Hitler sur l'offensive à l'Ouest étaient tombés entre les mains des Belges quand un officier qui les transportait avait fait un atterrissage forcé en Belgique.

Les états-majors hollandais et belge savaient déjà par leurs services de renseignements que les Allemands concentraient 50 divisions sur leurs frontières. Ils bénéficiaient aussi d'une source exceptionnelle d'informations dans la capitale allemande. Cette « source » était le colonel G. F. Sas, attaché militaire hollandais à Berlin. Sas était un ami intime du colonel Oster et dînait souvent chez lui dans le faubourg écarté de Zehlendorf — une habitude facilitée, après la déclaration de guerre, par le blackout à la faveur duquel nombre de gens à Berlin, Allemands et étrangers, pouvaient se livrer à des activités subversives sans grande crainte d'être découverts.

C'est à Sas que Oster passa le tuyau, au début de novembre, de l'assaut prévu alors pour le 12 et, en janvier, il donna un nouvel avertissement à l'attaché. Le fait qu'aucune de ces attaques n'avait eu lieu affaiblit quelque peu le crédit de Sas à La Haye et à Bruxelles, où l'on ignorait naturellement qu'Hitler avait en réalité arrêté ces dates pour son agression, puis les avait retardées. Cependant les renseignements donnés à Sas par Oster sur l'invasion de la Norvège et du Danemark, et cela dix jours avant, et l'exactitude de la date qu'il avait indiquée, semblent avoir restauré son prestige dans sa patrie.

Le 3 mai, Oster dit nettement à Sas que l'attaque allemande à l'Ouest par les Pays-Bas et la Belgique commencerait le 10 mai, et l'attaché

militaire s'empessa d'en informer son gouvernement. Le lendemain, La Haye recevait confirmation de son envoyé au Vatican. Les Hollandais passèrent immédiatement le mot aux Belges. Le 5 mai était un dimanche, et à mesure que la semaine passait, il devenait tout à fait évident pour nous tous à Berlin que le choc à l'Ouest se produirait dans quelques jours. La tension montait dans la capitale. Le 8 mai, je câblai à mon bureau de New York de laisser un de nos correspondants à Amsterdam au lieu de l'expédier en Norvège, où de toute façon la guerre était terminée, et ce soir-là la censure militaire m'autorisa à faire une allusion dans mon émission à une opération prochaine à l'Ouest intéressant la Hollande et la Belgique.

Dans la soirée du 9 mai, Oster et Sas dînèrent ensemble; ce devait être la dernière fois. L'officier allemand confirma que l'ordre définitif avait été donné de lancer l'attaque à l'Ouest à l'aube du lendemain. Pour être sûr qu'il n'y avait eu aucun changement de dernière heure, Oster fit un saut après dîner au Q. G. de l'O.K.W. dans la Bendlerstrasse. Il n'y avait eu aucun changement. « Le cochon est parti sur le front de l'Ouest », dit Oster à Sas. Le « cochon », c'était Hitler. Sas prévint l'attaché militaire belge, se rendit ensuite à la légation et fit passer un appel téléphonique à La Haye. Un code spécial pour cet événement avait déjà été convenu et Sas prononça des mots en apparence anodins qui portaient ce message : « Demain à l'aube. Tenez bon (4)! »

Fait assez étrange, les deux grandes puissances de l'Ouest, l'Angleterre et la France, furent prises au dépourvu. Leurs états-majors minimisaient les nouvelles alarmantes venues de Bruxelles et de La Haye. Londres était préoccupé par une crise de cabinet de trois jours qui ne fut résolue que le 10 mai au soir, grâce au remplacement de Chamberlain par

Churchill comme Premier Ministre. Ce que les Q. G. français et anglais entendirent d'abord de l'attaque ennemie, ce fut, dans la paix qui précède l'aube printanière, le rugissement des bombardiers allemands et le hurlement des Stukas dans le ciel, bientôt suivis, quand l'aube apparut, par les frénétiques appels au secours des gouvernements hollandais et belge qui avaient tenu les Alliés à distance pendant huit mois, au lieu de se concerter avec eux pour une défense commune.

Pourtant le plan allié d'affronter la principale attaque allemande en Belgique se réalisa pendant les deux premiers jours presque sans anicroche. Une puissante armée anglo-française s'élança vers le nord-est à partir de la frontière belge pour garnir la principale ligne de défense le long de la Dyle et de la Meuse à l'est de Bruxelles. Il se trouva que c'était juste ce que le haut commandement allemand désirait. Ce massif mouvement tournant entraînait dans son jeu. Sans le savoir, les armées anglo-françaises se précipitaient tout droit dans un traquenard qui, une fois le ressort libéré, prouverait vite sa puissance désastreuse.

Le plan primitif de l'attaque allemande à l'Ouest avait été foncièrement modifié puisqu'il était tombé en janvier entre les mains des Belges, donc aussi, comme le soupçonnaient les Allemands, entre celles des Français et des Anglais. Le *Fall Gelb* (Opération jaune), nom-code du plan, avait été préparé à la fin de 1939 par le haut commandement de l'armée, sur l'ordre exprès d'Hitler de lancer l'offensive à l'Ouest à la mi-novembre. Les historiens militaires et même certains généraux allemands ne sont pas d'accord sur ce point : ce premier plan était-il ou non une version modifiée du vieux plan de Schlieffen ? Halder et Guderian ont affirmé qu'il l'était. Il comportait une poussée allemande principale, exécutée sur le flanc droit, à travers la Belgique et le Nord de la France, avec l'occupation des ports de la Manche comme objectif. Il suivait de très près le fameux plan Schlieffen, qui avait été à deux doigts de réussir en 1914.

Schlieffen prévoyait non seulement la prise des ports de la Manche mais la continuation d'un vaste mouvement tournant qui amènerait l'aile droite allemande, à travers la Belgique et le Nord de la France, bien au-delà de la Seine; dans une seconde phase, cette aile marchante, pivotant vers l'Est en dessous de Paris, aurait encerclé et détruit les forces françaises restantes. Son but était la liquidation rapide de la résistance française pour que l'Allemagne, avant la fin de l'année 1914, pût se tourner contre la Russie avec le gros de ses forces.

Mais, en 1939-1940, Hitler n'avait pas à s'inquiéter d'un front russe. Son objectif était plus limité. Dans la première phase de la campagne, en

tout cas, son plan n'était pas de mettre l'armée française hors de combat, mais de la contraindre à se replier, puis d'occuper les côtes de la Manche, coupant ainsi l'Angleterre de son alliée et s'assurant en même temps des bases aériennes et navales d'où il pourrait harceler et bloquer les Iles Britanniques. D'après ses diverses harangues aux généraux, à cette époque, il pensait qu'à la suite d'une telle défaite, l'Angleterre et la France seraient disposées à traiter et le laisseraient libre de porter son attention une fois de plus vers l'Est.

Avant même que le *Fall Gelb* ne tombât entre les mains de l'ennemi, le Haut Commandement allié en avait deviné les grandes lignes. Le 17 novembre, le Comité suprême de Guerre, réuni à Paris, avait adopté le « Plan D » qui, en cas d'une attaque allemande par la Belgique, ordonnait aux 1^{re} et 2^e armées françaises et au Corps expéditionnaire britannique de se porter en hâte sur les principales lignes de défense belge, le long de la Dyle et de la Meuse, d'Anvers à Mézières, par Louvain, Namur et Givet. Quelques jours auparavant, les états-majors français et anglais, au cours d'une série de rencontres secrètes avec le Haut-Commandement belge, avaient reçu de ce dernier l'assurance qu'il renforcerait les défenses de cette ligne et en ferait sa position essentielle.

Mais les Belges, se cramponnant toujours à une neutralité illusoire qui fortifiait leur espoir d'éviter leur entrée en guerre, ne voulaient pas aller plus loin. Les chefs d'état-major anglais objectèrent qu'on n'aurait pas le temps de déployer les forces alliées dans un secteur aussi avancé une fois que les Allemands auraient attaqué, mais, sur les instances du général Gamelin, ils acceptèrent le « Plan D ».

A la fin de novembre, les Alliés envisagèrent en outre de lancer la

VII^e armée du général Giraud sur les côtes de la Manche, pour aider les Hollandais au nord d'Anvers, au cas où les Pays-Bas seraient également attaqués. Ainsi la tentative allemande de traverser rapidement la Belgique — et peut-être la Hollande — pour tourner la ligne Maginot trouverait tout de suite en face d'elle le C.E.B., le gros de l'armée française, les 22 divisions belges et les 10 divisions hollandaises — une force qui, numériquement du moins, était égale à celle des Allemands.

C'est pour éviter un choc aussi important et en même temps pour prendre au piège les armées anglaise et française qui se seraient portées si loin en avant que le général Erich von Manstein (né Lewinski), chef d'état-major du groupe d'armées A de Rundstedt sur le front occidental, proposa un changement radical du *Fall Gelb*. Manstein était un officier d'état-major doué et imaginatif, d'un grade relativement peu élevé; cependant, au cours de l'hiver, il réussit à soumettre son audacieux projet à Hitler, malgré l'opposition initiale de Brauchitsch, Halder et nombre d'autres généraux. Manstein proposait en substance que l'assaut principal des Allemands fût lancé au centre, à travers les Ardennes, par une force massive qui traverserait la Meuse au nord de Sedan, pénétrerait en pays ouvert et, à partir d'Abbeville, foncerait vers la Manche.

Hitler, toujours attiré par les solutions hardies et même téméraires, s'y intéressa. Rundstedt appuya le projet de toutes ses forces, non seulement parce qu'il y croyait, mais aussi parce que ce plan attribuerait à son groupe d'armées le rôle décisif dans l'offensive. L'animosité personnelle d'Halder contre Manstein et certaines jalousies de métier chez quelques-uns de ses supérieurs avaient fait relever Manstein de son poste d'état-major pour le nommer au commandement d'un corps d'armée à la fin

de janvier. Malgré cela, il eut l'occasion, le 17 février, à Berlin, d'exposer ses vues peu orthodoxes à Hitler en personne, au cours d'un dîner offert à un certain nombre de généraux nouvellement promus.

D'après lui, des forces blindées lancées à travers les Ardennes atteindraient les Alliés là où ils s'y attendaient le moins, car probablement leurs généraux, comme la plupart des Allemands, devaient considérer cette région accidentée et boisée comme peu propice aux chars. Une feinte de l'aile droite allemande amènerait les armées anglaise et française à se précipiter en désordre en Belgique. Alors, en opérant une trouée chez les Français à Sedan et en se dirigeant à l'Ouest, le long de la rive nord de la Somme, vers la Manche, les Allemands prendraient au piège la majorité des forces anglo-françaises aussi bien que l'armée belge.

C'était un plan audacieux, non sans risques, comme plusieurs généraux, dont Jodl, le firent remarquer. Mais à l'époque, Hitler, qui se considérait comme un génie militaire, croyait vraiment que c'était sa propre idée. Son enthousiasme pour ce plan alla donc croissant. Halder, qui tout d'abord l'avait rejeté comme l'œuvre d'un hurluberlu, commença lui aussi à l'envisager avec faveur; en fait, avec l'aide de ses officiers d'état-major, il l'améliora considérablement.

Le 24 février 1940, il était formellement adopté dans une nouvelle directive de l'O.K.W. et les généraux reçurent l'ordre de redéployer leurs troupes le 7 mars. Incidemment, le plan de la conquête des Pays-Bas, qui avait été retiré de Fall Gelb dans une révision du 29 octobre 1939, fut rétabli le 14 novembre sur les instances de la Luftwaffe, qui avait besoin des terrains hollandais pour les utiliser contre l'Angleterre; elle offrit même de fournir un détachement de troupes aéroportées pour cette opération

mineure, mais quelque peu compliquée. C'est sur de telles considérations que le sort des petites nations est parfois décidé (5).

Ainsi, alors que la campagne de Norvège approchait de sa victorieuse conclusion et que les premiers jours ensoleillés du début de mai arrivaient, l'armée allemande, la plus puissante que le monde eût jamais vue, attendait le moment de frapper à l'Ouest. Par le nombre seulement, les deux adversaires étaient à force égale — 136 divisions allemandes contre 135 divisions françaises, anglaises, belges et hollandaises. Les défenseurs avaient l'avantage de leurs vastes fortifications : l'impénétrable ligne Maginot au sud, la longue ligne des forts belges au centre, et les lignes d'eau fortifiées de Hollande, au nord.

Même pour le nombre de chars, les Alliés égalaient les Allemands, mais, au lieu de les concentrer, ils les avaient dispersés par petits paquets. Et à cause de l'aberration des Hollandais et des Belges, accrochés à leur neutralité, il n'y avait pas eu de consultations d'états-majors, qui auraient permis aux défenseurs de mettre leurs plans et leurs ressources en commun. Les Allemands possédaient un commandement unique, l'initiative de l'attaquant, le rôle d'agresseur ne les embarrassaient nullement, ils avaient une confiance contagieuse en eux-mêmes et un plan audacieux.

L'expérience de la bataille de Pologne leur avait fourni l'occasion de mettre à l'épreuve leurs nouvelles tactiques et leurs nouvelles armes. Ils connaissaient l'efficacité du bombardement en piqué et de l'usage massif des tanks. Et ils savaient, car Hitler n'avait jamais cessé de le proclamer, que les Français, bien que défendant leur propre sol, envisageaient la lutte à venir sans aucun enthousiasme.

Malgré son assurance et sa détermination, le haut commandement allemand, comme le montrent les rapports secrets, connut quelques moments de panique à l'approche de l'heure H — ou tout au moins Hitler, commandant suprême. Le général Jodl les nota dans son journal. Hitler retarda à plusieurs reprises et jusqu'au dernier moment le grand saut qu'au 1er mai, il avait fixé pour le 5. Le 3 mai, il le repoussa au 6, à cause du temps, mais peut-être aussi en partie parce que les Affaires étrangères pensaient que le prétexte invoqué pour justifier la violation de la neutralité belge et hollandaise était par trop transparent. Le lendemain, il décida que le jour J serait le 7 mai et, le jour suivant, il le repoussa encore au mercredi 8. « Le Führer a mis au point la justification de l' « Opération Jaune », nota Jodl : la Belgique et les Pays-Bas allaient être accusés d'avoir trahi eux-mêmes leur « neutralité. »

7 mai. — Le train du Führer devait quitter Finkenkrug à seize heures dix-huit (poursuit le journal de Jodl). Mais le temps demeure incertain et par conséquent l'ordre (d'attaquer) est annulé... Le Führer est très énervé par ce nouveau retard, car il y a danger de trahison. Conversation de l'envoyé belge près du Vatican avec Bruxelles permet de déduire que trahison a été commise par une personnalité allemande qui a quitté Berlin pour Rome le 29 avril...

8 mai. — Nouvelles alarmantes de Hollande. Suppression des permissions, évacuations, routes barrées, autres mesures de mobilisation... Le Führer ne veut pas attendre davantage. Goering veut retarder jusqu'au 10, au moins... Le Führer très énervé; puis il consent à l'ultime délai jusqu'au 10 mai, ce qui est, dit-il, contraire à son intuition. Mais pas un jour de plus...

9 mai. — Le Führer a décidé attaque 10 mai. Départ avec le train du Führer à dix-sept heures de Finkenkrug. Après rapport météo annonçant temps sera favorable le 10, le mot code « Dantzig » est donné à vingt et une heures.

Hitler, accompagné de Keitel, Jodl et autres personnalités de l'état-major de l'O.K.W., arriva au G.Q.G., qu'il avait appelé *Felsennest* (Aire

des Roches), près de Münstereifel, juste au lever du jour. Le 10 mai, à 40 kilomètres à l'ouest, les forces allemandes se ruaient sur la frontière belge. Le long d'un front de 280 kilomètres, de la mer du Nord à la ligne Maginot, les troupes nazies franchissaient les frontières des trois petits États neutres, Hollande, Belgique et Luxembourg, et l'Allemagne violait brutalement la parole solennellement donnée et réitérée.

LA GUERRE DE SIX SEMAINES
(10 MAI-25 JUIN 1940)

Pour la Hollande, ce fut une guerre de cinq jours. En fait, dans ce bref laps de temps, le sort de la Belgique, de la France et du Corps expéditionnaire anglais fut déjà décidé. Pour les Allemands, tout marcha selon le manuel, et même mieux, sur le double plan de la stratégie et de la tactique. Leur succès dépassa les espoirs les mieux fondés d'Hitler. Ses généraux étaient confondus par la rapidité vertigineuse et l'étendue de leurs propres victoires. Quant aux chefs alliés, ils furent vite paralysés par des développements qu'ils avaient à peine soupçonnés et ne pouvaient pas — dans la confusion qui suivit — comprendre.

Winston Churchill lui-même, nommé chef du gouvernement le premier jour de la bataille, était sidéré. Il fut réveillé le 15 mai à sept heures trente du matin par un appel téléphonique du président du Conseil, Paul Reynaud, qui lui dit d'une voix émue : « Nous avons subi une défaite ! Nous sommes battus ! » Churchill refusa de le croire. La grande armée française écrasée en une semaine ? C'était impossible. « Je ne compris pas, écrivit-il plus tard, l'importance de la révolution produite depuis l'autre guerre par l'incursion d'une masse rapide de blindés (6). »

Les chars — 7 divisions concentrées en un seul point, le plus faible des défenses occidentales — c'étaient eux qui avaient fait le travail, eux et les Stukas, bombardiers en piqué, les parachutistes et les troupes aéroportées qui atterrirent loin derrière les lignes alliées ou sur les forts apparemment imprenables pour bouleverser de fond en comble le dispositif allié.

Et cependant, nous qui étions à Berlin, nous nous demandions comment cette tactique allemande avait pu être une surprise aussi totale pour les chefs alliés. Les troupes d'Hitler n'avaient-elles pas démontré leur efficacité dans la campagne de Pologne? Là-bas, les grandes percées qui avaient permis d'encercler et de détruire les armées polonaises en moins d'une semaine avaient été effectuées en massant les blindés après que les Stukas eurent affaibli la résistance.

Parachutistes et troupes aéroportées n'avaient pas fait de bon travail en Pologne, même à l'échelle très limitée à laquelle ils avaient été utilisés; ils n'avaient pas réussi à s'emparer des ponts-clefs intacts. Mais en Norvège, un mois avant l'assaut à l'Ouest, ils avaient été prodigieux, s'étaient emparés d'Oslo et de tous les terrains d'aviation, avaient renforcé les petits groupes isolés amenés par mer à Stavanger, Berger, Trondhjem et Narvik et leur avaient permis de tenir. Les commandants alliés n'avaient-ils donc pas étudié ces campagnes et n'en avaient-ils pas tiré la leçon ?

Les Allemands ne pouvaient disposer que d'une seule division blindée pour la conquête des Pays-Bas, qui fut réalisée en cinq jours, en grande partie par des parachutistes et des troupes amenées par air à l'arrière des régions inondées, ces verrous liquides dont beaucoup, à Berlin, avaient cru qu'ils arrêteraient les Allemands pendant des semaines. A la Hollande stupéfiée était réservée l'expérience de la première attaque aéroportée de grande envergure dans l'histoire de la guerre. Si l'on considère l'impréparation des Hollandais à une telle épreuve et leur surprise totale, ils résistèrent mieux qu'on ne le comprit à l'époque.

Le premier objectif des Allemands était de déposer une force importante sur les terrains près de La Haye, d'occuper la capitale tout de suite et de s'emparer de la reine et du gouvernement, comme ils avaient essayé de le faire un mois plus tôt en Norvège. A La Haye, comme à Oslo, le plan échoua, mais par suite de circonstances différentes. Revenue de sa première surprise et de son désarroi, l'infanterie hollandaise, soutenue par l'artillerie, put chasser les Allemands — deux régiments — des terrains d'aviation autour de La Haye dans la soirée du 10 mai. Cela sauva momentanément la capitale et le gouvernement, mais immobilisa les réserves hollandaises, qui faisaient désespérément défaut ailleurs.

La clef du plan allemand était de s'emparer, par des troupes aéroportées, des ponts situés au sud de Rotterdam, sur la Nieuwe Maas (Meuse), et, au sud-est, sur les deux estuaires de la Maas (Meuse) à Dordrecht et à Moerdijk. C'est par ces ponts que la XVIII^e armée du général Georg von Kuchler, venant de la frontière allemande (éloignée d'une

centaine de kilomètres), espérait forcer son chemin dans la « Forteresse Hollande ». Ce camp retranché derrière de formidables digues, qui comprenait La Haye, Amsterdam, Utrecht, Rotterdam et Leyde, ne pouvait être pris facilement et rapidement par aucun autre procédé.

Des unités aéroportées (dont une compagnie qui débarqua d'antiques hydravions) s'emparèrent des ponts dans la matinée du 10 mai, avant que les gardes, surpris, aient pu tirer. Des unités hollandaises improvisées firent des efforts désespérés pour chasser les Allemands et elles furent près de réussir. La situation des Allemands resta suspendue à un fil jusqu'à l'arrivée, dans la matinée du 12 mai, de la division blindée affectée à Kuchler, qui avait enfoncé la ligne Grenne-Peel, un front fortifié à l'est et consolidé par de nombreuses digues sur lesquelles les Hollandais avaient cru pouvoir tenir quelques jours.

On espérait un peu que les Allemands pourraient être arrêtés aux ponts de Moerdijk par la VIIe armée française du général Giraud, qui était accourue de la Manche et avait atteint Tilburg dans l'après-midi du 11 mai. Mais les Français, comme les Hollandais, serrés de près, manquaient de soutien aérien, de blindés, de canons antichars et anti-aériens, si bien qu'ils furent facilement repoussés jusqu'à Breda. La voie était libre, et la IXe Panzer-Division put traverser les ponts à Moerdijk et à Dordrecht et, dans l'après-midi du 12, arriver sur la rive sud de la Nieuwe Maas, qui passe à Rotterdam, où les troupes allemandes aéroportées tenaient toujours les ponts.

Les chars, cependant, ne pouvaient traverser les ponts de Rotterdam. Entre-temps, les Hollandais s'étaient massés dans l'extrême Nord. Dans la matinée du 14 mai, donc, la situation aux Pays-Bas était désespérée, mais

non sans issue. La « Forteresse Hollande » n'avait pas été démantelée. Les troupes aéroportées allemandes autour de La Haye avaient été ou capturées où dispersées dans les villages voisins. Rotterdam tenait encore.

Le haut commandement allemand, impatient de retirer de Hollande la division blindée et les troupes de soutien pour exploiter une nouvelle chance qui venait de se présenter en France, n'était pas satisfait. En fait, le 14 au matin, Hitler rédigea la directive n° 11, qui déclarait : « La puissance de résistance de l'armée hollandaise s'est révélée plus forte que prévu. Des considérations politiques autant que militaires exigent que cette résistance soit promptement brisée. » Comment? Il ordonna que des détachements de l'aviation fussent retirés de la VI^e armée sur le front de Belgique « pour faciliter la rapide conquête de la Forteresse Hollande (7) ».

Lui et Gœring donnèrent l'ordre très précis d'un bombardement massif de Rotterdam. Les Hollandais seraient amenés à se rendre par une démonstration du genre de celle qui avait été effectuée l'automne précédent à Varsovie investie.

Dans la matinée du 14 mai, un officier d'état-major allemand du 39^e corps traversa le pont de Rotterdam sous la protection d'un drapeau blanc et demanda la reddition de la ville. Il avertit qu'en cas de refus elle serait bombardée. Pendant que les négociations étaient en cours — un officier hollandais s'était rendu au Q.G. allemand pour en discuter les détails et revenait avec les conditions des Allemands — les bombardiers apparurent et détruisirent le cœur de la grande ville. Quelque 800 personnes, presque toutes des civils, furent massacrées, plusieurs milliers blessées et 78 000 restèrent sans abri*.

* On annonça d'abord, et on le crut longtemps, que 25 000 à 30 000 Hollandais avaient été

tués, et c'est le chiffre donné dans l'édition de 1953 de l'*Encyclopaedia Britannica*. Cependant, à Nuremberg, le gouvernement hollandais donna le chiffre de 814 tués (9).

Cet acte de cruauté calculée restera longtemps dans la mémoire des Hollandais, bien qu'à Nuremberg, Goering et Kesselring aient tenté de se justifier en déclarant que Rotterdam n'était pas une ville ouverte mais vigoureusement défendue. Tous deux nièrent avoir su que des négociations de reddition étaient en cours quand ils envoyèrent leurs bombardiers, bien que les archives de l'armée allemande prouvent qu'ils le savaient (8)**. De toute façon, l'O.K.W. ne présenta alors aucune excuse. J'ai moi-même entendu à la radio de Berlin, ce soir du 14 mai, un communiqué spécial de l'O.K.W. :

« Sous la terrible attaque des bombardiers en piqué et devant l'imminent assaut des chars allemands, la ville de Rotterdam a capitulé, échappant ainsi à la destruction. »

** *Aucune inculpation de crime ne fut retenue à Nuremberg pour le bombardement de Rotterdam.*

Rotterdam se rendit d'abord, les forces armées hollandaises ensuite. La reine Wilhelmine et les membres du gouvernement s'étaient enfuis à Londres sur deux destroyers anglais. Le 14 mai au crépuscule, le général H. G. Winkelmann, commandant en chef des forces hollandaises, ordonna à ses troupes de déposer les armes et le lendemain, à onze heures, il signait la capitulation officielle. En cinq jours, tout était fini. Du moins, la bataille. Mais durant cinq années une nuit de terreur allait enténébrer ce petit pays civilisé, violé par les Allemands.

CHUTE DE LA BELGIQUE
LES ARMÉES ANGLO-FRANÇAISES
PRISES AU PIÈGE

Au moment de la reddition hollandaise, les dés étaient jetés pour la Belgique, la France et le corps expéditionnaire anglais. Le 14 mai, bien qu'il fût seulement le cinquième jour de l'attaque, fut décisif. La veille, les blindés allemands s'étaient assuré quatre têtes de pont entre Dinant et Sedan, sur la Meuse aux rives escarpées et touffues. Ils s'étaient emparés de Sedan, théâtre de la capitulation de Napoléon III en 1870 et de la fin du Second Empire, et menaçaient sérieusement le centre des lignes alliées, ainsi que la charnière sur laquelle le meilleur des forces anglaises et françaises avait si rapidement pivoté vers la Belgique.

Le lendemain, 14 mai, l'avalanche se déclencha. Une armée de chars d'une importance sans précédent par la quantité, la concentration, la mobilité et la puissance de feu qui, franchissant la frontière allemande pour traverser la forêt des Ardennes, s'était étalée sur trois colonnes depuis une centaine de kilomètres au-delà du Rhin, perça les 9^e et 2^e armées françaises et se dirigea rapidement vers la Manche, sur les arrières des forces alliées en Belgique.

Ce fut un formidable et effrayant coup de bélier. Précédée par des vagues de Stukas qui disloquèrent les positions françaises, d'un essaim de sapeurs qui lançaient des bateaux pneumatiques et jetaient des pontons pour traverser rivières et canaux, chaque division de panzer, dotée de sa propre artillerie autoportée et escortée d'une brigade d'infanterie motorisée, les chars suivis de près par des divisions d'infanterie

motorisées pour tenir les positions conquises, cette phalange de feu et d'acier ne pouvait être arrêtée par aucun des moyens aux mains des défenseurs désorientés.

A Dinant, des deux côtés de la Meuse, les Français reculèrent devant le 15e corps blindé du général Hermann Hoth, dont 2 divisions étaient commandées par un jeune et intrépide général de brigade, Erwin Rommel. Plus au sud, à Monthermé, le même plan fut suivi par le 49e corps blindé du général Georg Hans Reinhardt, composé de 2 divisions. Mais ce fut autour de Sedan, de désastreuse mémoire pour les Français, que le plus grand coup fut frappé. Le 14 au matin, deux divisions du 19e corps blindé du général Heinz Guderian* s'avancèrent sur un ponton jeté en hâte sur la Meuse dans la nuit et foncèrent vers l'ouest.

* *Les deux corps blindés de Reinhardt et de Guderian formaient le Panzer-Group du général Ewald von Kleist, qui consistait en 5 divisions de chars et 3 divisions d'infanterie motorisée.*

Les chars français et les bombardiers anglais tentèrent désespérément de détruire le pont — 40 avions de la R.A.F. sur 71 furent descendus en une seule attaque, la plus grande partie par la D.C.A., et 70 chars français furent détruits — mais ils ne réussirent même pas à l'endommager. Le soir, la tête de pont allemande à Sedan avait une largeur de 50 kilomètres et une profondeur de 25 kilomètres, et les forces françaises, au centre vital du front allié, étaient décimées. Celles qui n'étaient pas encerclées et faites prisonnières battaient en retraite dans le désordre. Les armées franco-anglaises au nord, aussi bien que les 22 divisions belges, couraient le plus grand danger d'être coupées de toute communication avec l'arrière.

Les deux premiers jours s'étaient assez bien passés pour les Alliés — du moins le croyaient-ils. Pour Churchill, plongé avec une ardeur nouvelle dans ses récentes responsabilités de Premier Ministre, « jusqu'à la nuit du 12, écrira-t-il plus tard, il n'y avait pas de raison de supposer que les opérations ne se développent pas favorablement (10) ». Gamelin, généralissime des forces alliées, était pleinement satisfait de la situation. La veille au soir, la plus grande partie des forces françaises et la meilleure, les 1^{re}, VII^e et IX^e armées, avec le Corps expéditionnaire britannique, fort de 9 divisions sous le commandement de Lord Gort, avaient rejoint les Belges, comme prévu, sur un front qui longeait la Dyle, d'Anvers à Wavre en passant par Louvain, et de là par la trouée de Gembloux jusqu'à Namur, puis, vers le sud, le long de la Meuse jusqu'à Sedan. Entre les forteresses belges de Namur et d'Anvers, sur un front de 100 kilomètres seulement, les Alliés étaient supérieurs en nombre à l'envahisseur, avec leurs 36 divisions contre 20 de la VI^e armée de Reichenau.

Les Belges, bien qu'ils se fussent bien battus sur toute la longueur de leur frontière nord-est, n'avaient pas tenu aussi longtemps qu'on l'avait escompté, certainement pas aussi longtemps qu'en 1914. Comme les Hollandais, ils n'avaient pas été capables de tenir tête à la nouvelle tactique révolutionnaire de la Wehrmacht. Ici, comme en Hollande, les Allemands s'emparèrent des ponts vitaux grâce à l'audacieuse intervention d'une poignée de troupes spécialement entraînées, amenées en planeurs et débarquées silencieusement à l'aube. Elles réduisirent les gardes de deux des trois ponts du canal Albert, derrière Maestricht, avant que les défenseurs eussent pu les faire sauter.

Leur succès fut plus grand encore quand ils s'emparèrent du fort

d'Eben-Emael, qui commandait la jonction de la Meuse et du canal Albert. Cette forteresse moderne, située à un point stratégique, était considérée par les Alliés et par les Allemands comme la plus imprenable de toute l'Europe, plus forte que tout ce qu'avaient pu construire les Français sur la Ligne Maginot ou les Allemands sur la Ligne Siegfried. Formée d'une série de profondes galeries souterraines en béton et en acier, ses tourelles protégées par un épais blindage et servies par 1 200 hommes, elle devait, espérait-on, tenir indéfiniment contre le pilonnage des bombes et des plus gros obus de l'artillerie.

Elle fut prise en trente heures par 80 soldats allemands qui, sous les ordres d'un sergent, avaient atterri avec neuf planeurs sur le toit, et dont les pertes totales s'élevèrent à 6 tués et 19 blessés... A Berlin, je me le rappelle, l'O.K.W. entoura l'entreprise de mystère et annonça dans un communiqué spécial, le soir du 11 mai, que le fort Emael avait été pris grâce à une « nouvelle méthode d'attaque »; après quoi la rumeur se répandit — et le docteur Goebbels fut enchanté de l'attiser — que les Allemands avaient une nouvelle « arme secrète », peut-être un gaz qui s'attaquait aux nerfs et paralysait passagèrement les défenseurs...

La vérité était beaucoup plus prosaïque. Avec leur sens habituel de la préparation, les Allemands, pendant l'hiver 1939-1940, avaient construit à Hildesheim une réplique du fort et des ponts du canal Albert ; ils avaient entraîné quelque 400 hommes transportés par planeurs, afin de mettre au point la meilleure tactique.

Trois groupes devaient s'emparer des trois ponts, le quatrième d'Eben-Emael. Cette dernière unité de 80 hommes atterrit sur le sommet de la forteresse et déposa dans les tourelles blindées des charges creuses

spécialement préparées qui non seulement les mirent hors d'action, mais encore répandirent flammes et fumée dans les chambres inférieures. Ils se servirent aussi de lance-flammes portatifs, appliqués contre les embrasures de tir et les créneaux d'observation.

En une heure, les Allemands purent pénétrer dans les galeries supérieures, rendre inutilisables les canons lourds et légers du grand fort et aveugler ses postes d'observation. L'infanterie belge essaya vainement de déloger la petite bande d'assaillants, mais elle fut chassée par des attaques de Stukas et par des renforts de parachutistes. Dans la matinée du 11 mai, les unités avancées de chars, qui avaient traversé en hâte les deux ponts intacts au nord, arrivèrent au fort et l'encerclèrent. Après d'autres bombardements de Stukas et un combat corps à corps dans les galeries souterraines, le drapeau blanc fut hissé à midi et les 1 200 défenseurs belges, frappés de stupeur, sortirent pour se rendre (11).

Ce fait d'armes, en même temps que la prise des ponts et la violence de l'attaque montée par la VI^e armée du général von Reichenau, soutenue par le 16^e corps blindé du général Höpner, comprenant 2 divisions de chars et une division d'infanterie motorisée, convainquit le Haut Commandement allié qu'à présent, comme en 1914, le choc de l'offensive allemande allait se porter contre l'aile droite de l'ennemi et que les Alliés avaient adopté les bons moyens pour l'arrêter. En fait, jusqu'au 15 mai au soir, les forces belges, anglaises et françaises tinrent ferme sur la Dyle, depuis Anvers jusqu'à Namur.

C'était tout ce que voulait le Haut Commandement allemand. A présent, il lui était possible de faire jouer le plan Manstein et de lâcher le monstre dévorant dans le centre. Le général Halder, chef du grand état-

major de l'armée, vit très clairement la situation et ses possibilités le soir du 13 mai.

Au nord de Namur (écrivit-il dans son journal), nous pouvons compter sur une concentration de 24 divisions anglaises et françaises et de 15 divisions belges environ. Contre cela, notre VI^e armée a 15 divisions sur le front et 6 en réserve... Là, nous sommes assez forts pour parer à toute attaque ennemie. Pas besoin d'amener d'autres troupes. Au sud de Namur, nous faisons face à un ennemi plus faible. Environ la moitié de notre force. Une attaque partie de la Meuse décidera si, quand et où nous serons capables d'exploiter cette supériorité. L'ennemi n'a pas de forces qui méritent d'être mentionnées derrière ce front.

Pas de forces qui méritent d'être signalées *derrière* ce front qui, le lendemain, était enfoncé.

Le 16 mai, le Premier Ministre Churchill s'envola pour Paris afin d'obtenir des précisions sur ce qui se passait. Dans l'après-midi, quand il se rendit au Quai d'Orsay pour voir M. Paul Reynaud et le général Gamelin, les avant-gardes allemandes étaient à 100 kilomètres à l'ouest de Sedan, roulant à travers un pays ouvert, non défendu. Rien de bien sérieux ne se trouvait entre elles et Paris, ni entre elles et la Manche, mais, cela, Churchill l'ignorait. « Où sont les réserves stratégiques ? » demanda-t-il à Gamelin, puis en français : « *Où est la masse de manœuvre ?* » Le commandant en chef des armées se tourna vers lui, hocha la tête, haussa les épaules et répondit : « *Aucune*, il n'y en a aucune*.. »

* *Après la guerre, Gamelin déclara que sa réponse n'avait pas été : « Il n'y en a aucune », mais : « Il n'y en a plus. » (L'Aurore, Paris, 21 nov. 1949.)*

« Je fus sidéré », nota plus tard Churchill. Il est inconcevable en effet, qu'une grande armée, alors qu'elle est attaquée, ne garde pas de troupes en

réserve. « Je reconnais, dit Churchill, que ce fut une des plus grandes surprises de ma vie (12). »

Ce fut à peine une moindre surprise pour le Haut Commandement allemand, ou tout au moins pour Hitler et les généraux de l'O.K.W., sinon pour Halder. A deux reprises, pendant cette campagne à l'Ouest, le Führer, qui la dirigeait lui-même, avait hésité. Une première fois le 17 mai : ce matin-là, Guderian, qui était au tiers du chemin vers la Manche avec ses chars, reçut l'ordre de s'arrêter. La Luftwaffe avait fait parvenir des renseignements selon lesquels les Français montaient une importante contre-attaque pour couper les faibles pointes blindées qui fondaient de Sedan vers l'Ouest. Hitler conféra en hâte avec le commandant en chef von Brauchitsch et avec Halder.

Il était certain qu'une sérieuse menace des Français, venue du Sud, se préparait. Rundstedt, commandant le groupe d'armées A qui avait opéré la percée sur la Meuse, l'appuya quand ils s'entretenaient plus tard le même jour. Il s'attendait, dit-il, à « une grande contre-offensive-surprise des troupes françaises dans la région de Verdun et de Châlons-sur-Marne ». Le spectre d'une seconde Marne se leva dans l'esprit enfiévré d'Hitler. « Je veille à cela, écrivit-il à Mussolini le lendemain. Le miracle de la Marne de 1914 ne se renouvellera pas (13). »

Un jour bien désagréable (nota Halder dans son journal le soir du 17 mai). Le Führer est terriblement nerveux. Il est tracassé par ses propres succès, ne veut rien risquer et insiste pour nous retenir. Avance l'excuse que tout cela vient de son souci pour le flanc gauche... (Il) n'a apporté que confusion et doute.

Le Seigneur de la Guerre ne fut guère en meilleur état le lendemain,

malgré l'avalanche de nouvelles sur la débâcle française. Halder rapporta la crise dans son journal du 18 :

Le Führer se fait un souci inexplicable au sujet du flanc sud. Il enrage et hurle que nous sommes en train de ruiner toute l'opération, que nous risquons une défaite. Il ne veut avoir aucune part dans la poursuite de l'avance vers l'ouest, abandonne le sud-ouest et s'accroche toujours à l'idée d'une poussée vers le nord-ouest. C'est le sujet d'une dispute fort déplaisante entre le Führer, d'une part, Brauchitsch et moi de l'autre.

Le général Jodl, pour qui le Führer avait presque toujours raison, nota aussi ce désaccord au sommet :

Journée de grande tension (écrivait-il le 18). Le commandant en chef de l'armée (Brauchitsch) n'a pas mis à exécution le projet d'aménager aussi vite que possible une nouvelle position de flanc-garde au sud... Brauchitsch et Halder sont appelés immédiatement et reçoivent l'ordre de prendre sans tarder les mesures nécessaires.

Mais Halder avait vu juste; les Français n'avaient pas de forces pour monter une contre-attaque à partir du sud. Les divisions de panzers qui rongeaient leur frein reçurent l'ordre de procéder simplement à « une reconnaissance en force »; c'était tout ce qu'elles demandaient pour se ruer vers la Manche. Le matin du 19 mai, une forte pointe de sept divisions blindées, se dirigeant inexorablement vers l'ouest, au nord de la Somme, par les champs de bataille historiques de la première guerre mondiale, n'était plus qu'à 80 kilomètres de la Manche. Le 20 mai au soir, à la surprise du Q.G. d'Hitler, la 2e panzer-division atteignait Abbeville. Les armées belges, françaises et le C.E.B. étaient pris au piège.

Le Führer est fou de joie (griffonna Jodl dans son journal ce soir-là). Parle de l'armée

allemande et de son commandement dans les termes les plus élogieux. Travailla au traité de paix, qui prévoit notamment la restitution des territoires volés au peuple allemand au cours des 400 dernières années.

Il ne restait aux Alliés, pour sortir de ce désastreux encerclement, qu'un seul espoir : que les armées de Belgique pussent tourner immédiatement vers le sud, se dégager de la VI^e armée allemande qui les attaquait, s'ouvrir un chemin en combattant les éléments blindés qui rayonnaient jusqu'à la mer, et faire leur jonction avec des troupes françaises fraîches qui, de la Somme, s'avançaient vers le nord. Ce fut en effet ce que le général Gamelin ordonna le matin du 19 mai, mais il fut remplacé le même soir par le général Weygand.

Celui-ci annula l'ordre sur-le-champ. Weygand, qui avait acquis une extraordinaire réputation pendant la première guerre mondiale, voulait d'abord conférer avec les commandants alliés en Belgique avant de se décider. Résultat : trois jours perdus avant que Weygand adoptât précisément le même plan que son prédécesseur. Ce délai coûta cher. Il y avait toujours 40 divisions aguerries dans le Nord; si elles s'étaient lancées vers le sud, à travers la faible ligne de blindés allemands le 19 mai, comme Gamelin l'avait ordonné, elles auraient pu parvenir à percer.

Quand, enfin, elles se déplacèrent, les communications entre les commandements de nationalités différentes étaient devenues chaotiques et les diverses armées alliées, durement pressées comme elles l'étaient, commencèrent à agir dans des directions opposées. De toute façon, le plan Weygand n'existait que dans l'esprit du général; jamais les troupes françaises ne se dirigèrent vers la Somme.

Pendant ce temps, le Haut Commandement allemand avait lancé toute

son infanterie disponible pour renforcer la trouée des blindés et l'élargir. Le 24 mai, les tanks de Guderian, roulant vers la Manche depuis Abbeville, s'étaient emparés de Boulogne, avaient encerclé Calais, les deux ports principaux, et avaient atteint Gravelines, à 35 kilomètres sur la côte au sud de Dunkerque. En Belgique, le front s'était déplacé vers le sud-ouest, car les Alliés tentaient de décrocher.

Le 24, donc, les armées anglaise, française et belge dans le Nord étaient comprimées dans un triangle relativement exigu, dont la base longeait la Manche de Gravelines à Terneuzen et dont le sommet était à Valenciennes, 100 kilomètres à l'intérieur. Il n'y avait à présent aucun espoir de sortir du piège. Le seul espoir, et il paraissait mince, était la possibilité d'une évacuation par mer, à Dunkerque.

Ce fut dans cette conjoncture, le 24 mai, que les blindés allemands, à présent en vue de Dunkerque et postés le long de l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer, dans l'attente du choc final, reçurent l'ordre étrange — et, pour les soldats en campagne, inexplicable — d'arrêter leur avance. C'était la première faute grave du Haut Commandement allemand dans la seconde guerre mondiale, faute qui devint un sujet de violentes controverses non seulement entre les généraux allemands, mais parmi les historiens militaires : qui en était responsable? Et pourquoi? Nous reviendrons plus tard sur cette question, à la lumière d'une masse de matériaux disponibles maintenant. Quelles que fussent les raisons de cet ordre d'arrêt, il apporta un sursis miraculeux aux Alliés, et spécialement aux Britanniques, car il permit le miracle de Dunkerque. Mais il ne sauva pas la Belgique.

Le roi des Belges, Léopold III, se rendit au début de la matinée du 28 mai. Ce jeune chef obstiné, qui avait tenu son pays hors de l'alliance avec la France et l'Angleterre, dans une neutralité stupide, qui avait même refusé de renouer l'alliance quand il avait appris que les Allemands préparaient un assaut massif contre ses frontières, qui, au dernier moment, après qu'Hitler eut frappé, demanda un secours militaire aux Français et aux Anglais, et le reçut, ce même souverain les abandonnait à présent à une heure désespérée, ouvrant la digue aux divisions allemandes pour leur permettre de se déverser sur le flanc des troupes anglo-françaises violemment pressées. Bien plus, il le fit, comme Churchill le dit aux Communes le 4 juin, « sans consultation préalable, avec le plus de discrétion possible, sans l'avis de ses ministres, de son propre chef ».

En réalité, il le fit *contre* l'avis unanime de son gouvernement, qu'il avait constitutionnellement juré de suivre. Le 25 mai, à cinq heures, une explication eut lieu au Q.G. du roi entre le monarque et trois membres du cabinet, dont le Premier Ministre et le ministre des Affaires étrangères. Ceux-ci l'adjurèrent pour la dernière fois de ne pas capituler personnellement et devenir ainsi prisonnier des Allemands, car, s'il le faisait, « il s'avilirait à jouer le rôle de Hacha à Prague ». Ils lui rappelèrent également qu'il était chef de l'État aussi bien que commandant en chef et que, si les choses tournaient au pire, il pourrait exercer son office en exil, comme la reine de Hollande et le roi de Norvège avaient décidé de le faire, jusqu'à la victoire finale des Alliés.

« J'ai décidé de rester, répondit Léopold. La cause des Alliés est

perdue (14). »

Le 27 mai, à dix-sept heures, il délégua le général Desrousseaux auprès des Allemands pour demander une trêve. A vingt-deux heures, le général rapporta les conditions allemandes : « Le Führer exige que les armes soient déposées sans condition. » A vingt-trois heures, le roi accepta la capitulation sans condition et proposa que le combat cessât à quatre heures; et il cessa.

Paul Reynaud dénonça la capitulation de Léopold III en termes violents, et le Premier Ministre belge Pierlot, parlant aussi à la radio de Paris mais sur un ton plus posé, informa les Belges que le roi avait agi contre l'avis unanime du gouvernement, avait brisé les liens qui l'unissaient au peuple et n'était plus en posture de gouverner ; le gouvernement belge en exil continuerait la lutte. Quand il parla à la Chambre le 28 mai, Churchill réserva son jugement sur l'acte de Léopold III, mais le 4 juin il se joignit à la critique générale.

La controverse fit rage, longtemps encore après la fin de la guerre. Les défenseurs de Léopold III, et ils étaient nombreux à l'intérieur et hors de la Belgique, croyaient qu'il avait fait œuvre juste et honorable en partageant le sort de ses soldats et du peuple belge. Ils faisaient valoir que le roi, en capitulant, n'avait pas agi comme chef d'État mais comme commandant en chef de l'armée belge.

Que les troupes belges vaincues fussent dans une situation désespérée le 27 mai ne se discute pas. Courageusement, elles avaient essayé d'allonger leur front pour éviter aux Anglais et aux Français de se replier au sud en combattant. Mais ce front plus long s'écroula rapidement, bien que les Belges eussent lutté avec acharnement. De plus,

Léopold III n'avait pas été informé que, le 26 mai, Lord Gort avait reçu de Londres l'ordre de se retirer à Dunkerque et de sauver ce qu'il pouvait du C.E.B. C'est un aspect de la question, mais il y en a un autre. L'armée belge était placée sous le Commandement suprême allié, et Léopold III conclut une paix séparée sans le consulter.

Pour sa défense, on fait remarquer que le 27 mai à douze heures trente il avait télégraphié à Gort que bientôt « il serait forcé de capituler pour éviter l'effondrement ». Mais le commandant anglais, qui était extrêmement occupé et sans cesse en déplacement, ne reçut pas le message. Il affirma plus tard qu'il avait entendu parler de la capitulation pour la première fois après vingt-trois heures, le 27 mai, et qu'il s'était soudain trouvé en face d'une brèche de 35 kilomètres entre Ypres et la mer, par laquelle les forces blindées ennemies pouvaient atteindre les plages (15). Au général Weygand, supérieur militaire du roi, la nouvelle arriva par un télégramme d'une liaison française au Q. G. belge un peu après dix-huit heures et le frappa, dit-il plus tard, « comme la foudre. Il n'y avait eu aucun avertissement (16) »...

Enfin, même comme commandant en chef des forces armées, Léopold III, souverain d'une monarchie constitutionnelle démocratique, était tenu de se ranger à l'avis de son gouvernement. Ni son rôle militaire ni certainement celui de chef d'État ne lui donnaient pouvoir de capituler de sa propre autorité. Cinq années s'écoulèrent avant qu'il fût rappelé de Suisse, où il s'était réfugié à la fin de la guerre, pour remonter sur le trône. Le 20 juillet 1950, après un référendum où 57 pour 100 des Belges avaient approuvé son retour, celui-ci provoqua une réaction si violente parmi la population qu'une guerre civile faillit éclater. Il abdiqua bientôt en faveur

de son fils.

Quoi qu'on puisse dire sur la conduite de Léopold III, rares sont ceux* qui ont mis en question la façon magnifique dont son armée combattit. En mai 1940, j'ai suivi pendant quelques jours la VI^e armée de Reichenau à travers la Belgique et vu moi-même avec quelle ténacité les Belges luttèrent contre l'irréremédiable supériorité de l'ennemi. Pas une seule fois ils ne cédèrent sous les bombardements impitoyables et sans riposte de la Luftwaffe, ni devant les poussées des blindés allemands qui essayaient de forcer le passage. On ne pourrait en dire autant de certaines autres troupes alliées. Les Belges tinrent pendant dix-huit jours et auraient tenu bien plus longtemps s'ils n'avaient été, comme le C.E.B. et les armées françaises du Nord, pris dans un piège qui n'était pas leur œuvre.

* Entre autres, le général Sir Alan Brooke qui commandait le II^e corps britannique et devint plus tard Field Marshal Lord Alan Brooke, chef d'État-major impérial. Voir Sir Arthur Bryant, *The Turn of the Tide*, basé sur le journal d'Alan Brooke.

Depuis le 20 mai, quand les tanks de Guderian avaient opéré leur trouée d'Abbeville à la mer, l'Amirauté britannique, sur les ordres personnels de Churchill, rassemblait des navires pour une évacuation possible du C.E.B. et des autres forces alliées par les ports du Pas de Calais. Le personnel non combattant et les autres « bouches inutiles » furent ramenés immédiatement en Angleterre par petites embarcations. Le 24 mai, comme nous l'avons vu, le front belge au nord était presque effondré, et, au sud, les blindés allemands partis d'Abbeville en direction de la côte, après avoir pris Boulogne et encerclé Calais, avaient atteint l'Aa à 35 kilomètres seulement de Dunkerque.

L'armée belge, les 9 divisions du C.E.B. et 10 divisions de la 1re armée française étaient prises entre les deux. Bien que le terrain à la pointe sud de la poche, sillonné de canaux, de fossés et de régions inondées fût mauvais pour les tanks, les panzers de Guderian et de Reinhardt avaient déjà 5 têtes de pont sur la principale barrière, l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer. Ils n'attendaient plus que le knock-down qui martèlerait les armées alliées sur l'enclume des VIe et XVIIIe armées allemandes, avançant du nord-est, et les détruirait en totalité.

Soudain, le 24 mai au soir, arriva un ordre péremptoire du haut commandement, pris sur l'insistance d'Hitler, à l'instigation de Rundstedt et de Gœring, malgré les violentes objections de Brauchitsch et d'Halder : les forces blindées devaient s'arrêter sur la ligne du fleuve sans essayer d'avancer davantage. Répit inattendu et vital, que Lord Gort, la marine et

l'aviation britanniques utilisèrent au mieux et qui, comme Rundstedt le sentit et le dit plus tard, conduisit « à un des grands tournants de la guerre ».

Pourquoi cet ordre inexplicable de stopper au seuil de ce qui s'affirmait être la plus grande victoire allemande de la campagne? Pour quelles raisons? Et qui en était responsable? Ces questions ont provoqué une des plus grandes discussions de la guerre parmi les généraux allemands en cause et parmi les historiens. Les généraux, Rundstedt et Halder en tête, en rejettent le blâme exclusivement sur Hitler. Churchill alimenta encore la controverse dans le second volume de ses Mémoires en soutenant que l'initiative venait de Rundstedt et non d'Hitler, citant comme preuve le journal de guerre du Q.G. de Rundstedt.

Dans le labyrinthe des témoignages opposés et contradictoires, il a été difficile de vérifier les faits. Alors qu'il préparait ce chapitre, l'auteur a écrit au général Halder lui-même pour avoir des éclaircissements, et il reçut une réponse prompte, courtoise et détaillée. C'est sur ces bases et bien d'autres preuves à présent connues que certaines conclusions peuvent être tirées et la controverse réglée, sinon définitivement, du moins avec impartialité.

Quant à la responsabilité du fameux ordre, Rundstedt, contrairement à ce qu'il devait affirmer plus tard, doit la partager avec Hitler. Le Führer se rendit au Q.G. du groupe d'armées A du général à Charleville, le matin du 24 mai. Rundstedt proposa que les panzer-divisions sur la ligne de l'Aa devant Dunkerque fussent stoppées jusqu'à ce qu'on ait pu amener davantage d'infanterie*.

* Ce fait, établi d'après les rapports du Q.G. de Rundstedt, n'empêcha pas le général de

faire après la guerre plusieurs déclarations qui rejetaient entièrement la faute sur Hitler. « Si j'avais été libre, dit-il au major Milton Shulman, un officier canadien des renseignements, les Anglais ne s'en seraient pas tirés si facilement à Dunkerque. Mais j'avais les mains liées par des ordres directs d'Hitler lui-même. Pendant que les Anglais s'embarquaient au large des plages, je restais inutilement en dehors du port, incapable de bouger... J'étais assis en dehors de la ville, regardant fuir les Anglais, tandis que mes tanks et mon infanterie n'étaient pas autorisés à bouger. Cette incroyable bêtise était due à l'idée personnelle d'Hitler sur la tactique. » (Shulman, *Defeat in the West*, pp. 42-43.)

A une commission du tribunal militaire international de Nuremberg, le 20 juin 1946 (transcription ronéotypée p. 1490), Brauchitsch ajouta : « Ce fut une très grosse faute du commandant... Notre colère, à nous chefs, à ce moment-là fut indescriptible. » Rundstedt fit des déclarations analogues à Liddell Hart (*The German Generals Talk*, pp. 112-113) et au tribunal militaire de Nuremberg dans le procès de *United States v. Leeb* (pp. 3350-53, 3931-32, de la transcription ronéotypée).

Telford Taylor, dans *The March of Conquest*, et le major LF. Ellis, dans *The War in France and Flanders, 1939-1940*, ont analysé les rapports de l'armée allemande et en ont tiré des conclusions quelque peu différentes. Le livre d'Ellis est le compte rendu officiel anglais de la campagne et contient à la fois des documents anglais et allemands. Taylor, qui passa quatre ans aux Procès de Nuremberg en qualité de procureur américain, fait autorité pour les documents allemands.

Hitler approuva, en ajoutant que les blindés devaient être tenus en réserve pour des opérations ultérieures au sud de la Somme. Bien plus, il déclara que, si la poche dans laquelle les Alliés étaient pris au piège devenait trop étroite, cela entraverait les activités de la Luftwaffe. Rundstedt, avec l'approbation du Führer, rédigea probablement sur-le-champ l'ordre de stopper, car Churchill signale que le C.E.B. intercepta à onze heures quarante-deux ce matin-là un message radio allemand donnant des ordres dans ce sens (17). Hitler et Rundstedt étaient à ce moment en conférence.

De toute façon, ce soir-là, Hitler rédigea l'ordre formel de l'O.K.W.; Jodl et Halder le notèrent tous deux dans leur journal. Le chef du grand état-major en était navré.

Notre aile gauche, consistant en forces blindées et motorisées (écrivait-il dans son journal), sera ainsi complètement immobilisée sur ses chenilles, par ordre direct du Führer! En finir avec l'armée ennemie encerclée doit être laissé à l'aviation!

Cette exclamation dédaigneuse indique que Goering était intervenu auprès d'Hitler, comme on le sait à présent. Il offrit de liquider les troupes ennemies encerclées avec la seule aviation. Les raisons de cette proposition ambitieuse et vaine furent données à l'auteur dans la lettre d'Halder du 19 juillet 1957.

Pendant les jours qui suivirent (c'est-à-dire après le 24 mai), on apprit que la décision d'Hitler avait été fortement influencée par Goering. Pour le dictateur, le mouvement rapide de l'armée, dont il ne comprenait pas les risques et les chances de succès à cause de son manque d'instruction militaire, devenait inquiétant. Il était obsédé par la crainte d'un renversement imminent de la situation...

Goering, qui connaissait bien son Führer, mit à profit cette crainte. Il offrit de livrer le reste de la grande bataille d'encerclement seul avec sa Luftwaffe, éliminant ainsi le risque d'avoir à employer les excellentes formations blindées. Il voulait assurer à son aviation, après les opérations jusqu'alors étonnamment faciles de l'armée, la décision dans la grande bataille et s'attribuer ainsi la gloire du succès devant le monde entier.

Le général Halder parle ensuite de la relation que lui fit Brauchitsch après une conversation avec les généraux Milch et Kesselring, de la Luftwaffe dans la prison de Nuremberg en janvier 1946, au cours de laquelle les officiers aviateurs avaient déclaré :

Goering, à cette époque (mai 1940), avait fait remarquer à Hitler que, si la grande victoire dans la bataille en cours pouvait être revendiquée exclusivement par les généraux de l'armée, le tort causé au prestige du Führer dans la métropole serait irréparable. Cela ne pouvait être évité que si la Luftwaffe et non l'armée livrait la bataille décisive.

Il est donc très clair que l'idée d'Hitler, suggérée par Goering et Rundstedt mais énergiquement combattue par Brauchitsch et Halder, était de laisser la Luftwaffe et le groupe d'armées B de Bock, qui sans blindés importants repoussait lentement les Belges et les Anglais au sud-ouest vers la Manche, nettoyer les troupes ennemies prises dans la poche. Le groupe d'armées A de Rundstedt, avec quelque sept divisions de chars, arrêté sur les lignes d'eau à l'ouest et au sud de Dunkerque, resterait sur ses positions et maintiendrait l'encerclement. Mais ni la Luftwaffe ni le groupe d'armées de Bock ne se révélèrent capables d'exécuter ces objectifs. Le matin du 26 mai, Halder notait dans son journal : « Ces ordres du sommet n'ont aucun sens... Les chars sont arrêtés comme s'ils étaient paralysés. »

Finalement, dans la soirée du 26 mai, Hitler rapporta l'ordre de stopper et admit que, étant donné la lenteur de l'avance de Bock en Belgique et le mouvement des transports au large des côtes, les forces blindées pouvaient reprendre leur marche sur Dunkerque. C'était déjà tard : l'ennemi acculé avait eu le temps de renforcer ses défenses et, derrière elles, il commençait à s'échapper vers la mer.

Nous savons maintenant qu'il y eut aussi des raisons politiques à l'ordre fatal d'Hitler. Halder avait noté dans son journal, le 25 mai (« un jour, dit-il, qui débuta par une de ces pénibles querelles entre Brauchitsch et le Führer au sujet des prochains mouvements dans la bataille d'encerclement ») :

A présent le pouvoir *politique* a une idée fixe : la bataille décisive ne doit pas être livrée sur le sol flamand, mais plutôt dans le nord de la France.

Cette note m'intrigua et, quand j'écrivis à l'ex-chef d'état-major, je lui

demandai s'il pouvait se souvenir des raisons *politiques* qui avaient poussé Hitler à terminer cette bataille au nord de la France plutôt qu'en Belgique. Halder se les rappelait très bien :

Hitler, au cours de nos conversations de l'époque, appuyait ses motifs de son ordre d'arrêt sur deux sortes de considérations. Les premières étaient d'ordre militaire : la nature du terrain ne convenait pas aux chars, les pertes sévères qui en résulteraient affaibliraient l'attaque imminente sur le reste de la France, et ainsi de suite.

Alors, écrit Halder, le Führer

donna une seconde raison, qu'il savait que nous, soldats, ne pouvions pas discuter, puisqu'elle était politique et non militaire.

Cette seconde raison était que, pour des motifs politiques, il ne voulait pas que la bataille finale, qui inévitablement causerait de grands dommages à la population, ait lieu sur un territoire habité par les Flamands. Il avait l'intention, dit-il, de créer une zone nationale socialiste indépendante sur le territoire habité par des Flamands descendants d'Allemands, les liant ainsi étroitement à l'Allemagne. Ses partisans en terre flamande avaient travaillé dans ce sens depuis longtemps; il leur avait promis d'éviter à leur pays les ravages de la guerre. S'il ne tenait pas sa promesse, leur confiance en lui serait sérieusement atteinte. Ce serait un désavantage politique pour l'Allemagne que lui, chef politiquement responsable, devait éviter.

Absurde? Si cela semble être une des soudaines aberrations d'Hitler (Halder écrit que lui et Brauchitsch ne furent « pas convaincus par ce raisonnement ») une considération politique qu'il confia à d'autres généraux était plus sensée — et importante. Décrivant après la guerre les entretiens d'Hitler avec Rundstedt le 24 mai, le général Günther Blumentritt, chef des opérations de Rundstedt, dit à Liddell Hart, l'écrivain militaire anglais :

Hitler était de très bonne humeur... et nous donna son opinion : selon lui la guerre serait finie dans les six semaines. Après il désirait conclure une paix raisonnable avec la France, et alors la voie serait libre pour un accord avec l'Angleterre...

Puis il nous étonna en parlant avec admiration de l'Empire britannique, de la nécessité de son existence et de la civilisation que l'Angleterre avait apportée au monde... Il dit que tout ce qu'il demandait à l'Angleterre était qu'elle reconnaisse la suprématie de l'Allemagne sur le Continent. Le retour de ses colonies serait désirable mais non essentiel... Il conclut en disant que son but était de faire la paix avec l'Angleterre sur une base qu'elle jugerait compatible avec son honneur (18).

De telles pensées, Hitler devait les exprimer souvent, pendant les semaines qui suivirent, à ses généraux, à Ciano et à Mussolini et finalement en public. Ciano fut étonné, un mois plus tard, de trouver le dictateur nazi, alors au zénith de son succès, insistant sur l'importance de maintenir l'Empire britannique comme « facteur de l'équilibre mondial (19) » et, le 13 juillet, Halder, dans son journal, décrivait la perplexité du Führer devant le refus de l'Angleterre d'accepter la paix. Mettre l'Angleterre à genoux par la force, dit-il à ses généraux ce jour-là, « ne profiterait pas à l'Allemagne mais au Japon, aux États-Unis et à d'autres ».

Il se peut donc, bien que quelques-uns en doutent, qu'Hitler retint ses forces blindées devant Dunkerque pour épargner à l'Angleterre une amère humiliation et pour faciliter par là un règlement de paix. Ce devait être, comme il le dit, une paix où les Anglais laisseraient l'Allemagne libre de se tourner une fois de plus vers l'Est, contre la Russie cette fois. Londres devrait reconnaître la domination du Troisième Reich sur le Continent. Durant les deux mois qui suivirent, Hitler continua de croire qu'une telle paix était à sa portée. Pas plus maintenant que pendant les années précédentes, il ne comprenait le caractère de la nation britannique et ne se rendait compte que ses chefs et son peuple étaient décidés à combattre

jusqu'au bout.

De plus, ni lui ni ses généraux, ignorants de la mer comme ils l'étaient — et le demeurèrent, — n'imaginèrent que les Britanniques, marins par tradition, pussent, par un petit port pilonné et des plages exposées, évacuer sous leur nez le tiers d'un million d'hommes.

A dix-neuf heures moins trois, le soir du 26 mai, peu après que l'ordre de stopper d'Hitler eut été annulé, l'Amirauté britannique annonça le commencement de l' « Opération Dynamo », comme on appela l'évacuation par Dunkerque. Cette nuit-là, les blindés allemands reprirent leur attaque du port depuis l'ouest et le sud, mais à présent les panzers avaient du mal à avancer.

Lord Gort avait eu le temps de déployer contre eux trois divisions d'infanterie avec un lourd soutien d'artillerie. Les chars faisaient peu de progrès. En même temps, l'évacuation commença. Une Armada de 850 bateaux de toutes dimensions, de toutes formes et de toute nature, depuis des croiseurs et des destroyers jusqu'aux petits bateaux et aux *skoots* hollandais, beaucoup d'entre eux équipés par des volontaires civils des villes côtières anglaises, convergèrent sur Dunkerque. Le premier jour, le 27 mai, ils prirent 7 669 hommes de troupes; le lendemain, 17 804; le jour suivant, 47 310 et le 30 mai, 53 823; 126 606 au total pendant les quatre premiers jours. C'était beaucoup plus que l'Amirauté n'avait espéré. Quand l'opération commença, elle comptait évacuer seulement 45 000 hommes environ dans les deux jours qu'elle pensait avoir devant elle.

Ce ne fut qu'au quatrième jour de l'Opération Dynamo, le 30 mai, que le haut commandement allemand prit conscience de ce qui se passait. Pendant quatre jours, les communiqués de l'O.K.W. avaient répété que les

armées ennemies étaient condamnées. Un communiqué du 29 mai, que je notai dans mon journal, déclarait nettement : « Le sort de l'armée française en Artois est réglé... L'armée britannique, qui a été encerclée dans le territoire autour de Dunkerque, va elle aussi à sa destruction dès avant notre attaque concentrique. »

Mais elle n'y allait pas; elle allait prendre la mer, sans ses armes lourdes et sans matériel, bien sûr, mais avec la certitude que les hommes vivraient pour combattre une autre fois.

Le matin du 30 mai, Halder confia à son journal que « la désintégration de l'ennemi que nous avons encerclé continue ». Quelques Anglais, concluait-il, « se battent à coups de bec et d'ongle »; les autres « s'enfuient vers la côte et essayent de traverser la Manche sur tout ce qui flotte. C'est la *Débâcle* », concluait-il, faisant allusion au roman de Zola sur la défaite française dans la guerre franco-prussienne.

Dans l'après-midi, après un entretien avec Brauchitsch, le chef du grand état-major avait changé d'avis sur la signification de la multitude de misérables petits bateaux sur lesquels les Britanniques s'enfuyaient.

Brauchitsch est en colère... La poche aurait été fermée sur la côte si seulement nos blindés n'avaient pas été retenus. Le mauvais temps a laissé la Luftwaffe à terre et, à présent, il nous faut rester là et regarder les milliers d'ennemis qui filent en Angleterre sous notre nez.

C'était en effet ce qu'ils voyaient. En dépit de la pression accentuée qui fut immédiatement exercée par les Allemands sur tous les côtés de la poche, les lignes anglaises tenaient et de nouvelles troupes étaient évacuées. Le lendemain, 31 mai, fut le plus grand jour de tous. Quelque 68 000 hommes furent embarqués pour l'Angleterre, un tiers sur les plages, le

reste au port de Dunkerque. 194 620 hommes au total avaient été sauvés, quatre fois plus qu'on ne l'avait espéré.

Où était la fameuse Luftwaffe? Elle était souvent, comme Halder le nota, retenue au sol par le mauvais temps. Ou bien elle rencontrait une opposition inattendue de la Royal Air Force qui, à partir de bases de l'autre côté de la Manche, la défiait pour la première fois avec succès*. Bien que surpassés en nombre, les nouveaux Spitfire prouvèrent qu'ils étaient plus forts que les Messerschmitt et fauchèrent les lourds bombardiers allemands.

** Sur les plages, un grand nombre de Tommies épuisés, qui avaient dû supporter de sévères bombardements, ignoraient cela, car les chocs aériens avaient souvent lieu au-dessus des nuages. Ils savaient seulement qu'ils avaient été bombardés tout le long du chemin de retour, depuis l'est de la Belgique jusqu'à Dunkerque, et ils avaient l'impression que l'Air Force les avait laissé tomber. Quand ils parvinrent aux ports de leur patrie, quelques-uns insultèrent des hommes en uniforme bleu de la R.A.F. Churchill en fut très affecté et sortit de sa réserve pour mettre les choses au point quand il parla aux Communes le 4 juin. « Le sauvetage de Dunkerque, dit-il, a été effectué par l'Air Force. »*

Quelquefois, mais rarement, les avions de Goering survolèrent Dunkerque entre les sorties des Britanniques et endommagèrent si sérieusement le port qu'il fut rendu inutilisable et que les troupes durent être embarquées exclusivement sur les plages. La Luftwaffe se livra aussi à des attaques sévères contre les bateaux et coula plus de 243 navires sur 861. Mais elle ne réussit pas à accomplir ce que Goering avait promis à Hitler : l'anéantissement du C.E.B. Le 1er juin, elle exécuta sa plus violente attaque et subit ses plus lourdes pertes : 30 avions perdus de chaque côté. Elle coula trois destroyers anglais et nombre de petits transports; ce fut le second plus grand jour de l'évacuation : 64 429 hommes au total. A l'aube

du lendemain, 4 000 soldats britanniques seulement restaient dans le périmètre, protégés par 100 000 Français qui, à présent, occupaient les défenses.

Entre-temps, l'artillerie de campagne allemande était entrée en ligne et on dut abandonner les évacuations de jour. A cette époque, la Luftwaffe n'opérait pas après la tombée du jour, et pendant les nuits des 2 et 3 juin on réussit à emmener le restant du C.E.B. et 60 000 soldats français. Dunkerque, toujours obstinément défendu par 40 000 soldats français, tint jusqu'au 4 juin au matin. A ce jour, 338 226 soldats anglais et français avaient échappé aux griffes des Allemands. Ce n'était plus une armée; la plupart d'entre eux, et c'était compréhensible, étaient dans un piteux état. Mais ils avaient subi l'épreuve du combat; ils savaient que, s'ils avaient été convenablement armés et suffisamment protégés par l'aviation, ils auraient pu tenir tête aux Allemands. La plupart, quand l'armement fut équilibré, le prouvèrent sur des plages peu éloignées de la côte d'où ils avaient été sauvés.

Dunkerque fut une délivrance pour les Anglais. Mais Churchill leur rappela aux Communes, le 4 juin, que « les guerres ne sont pas gagnées par des évacuations ». En vérité, la situation de l'Angleterre était sombre, plus dramatique qu'elle n'avait été depuis le débarquement des Normands, il y avait près de mille ans. Elle n'avait pas d'armée pour défendre les îles. L'Air Force avait été très affaiblie en France. Seule la marine restait, et la campagne norvégienne avait démontré combien les gros navires de guerre étaient vulnérables aux attaques des appareils basés à terre.

A présent, les bombardiers de la Luftwaffe étaient basés à cinq ou dix minutes de vol, de l'autre côté du Pas de Calais. La France, bien sûr, tenait

toujours en dessous de la Somme et de l'Aisne. Mais ses meilleures troupes et son meilleur armement avaient été sacrifiés en Belgique et dans le Nord; son aviation, faible et désuète, avait été en grande partie détruite, et ses deux plus illustres généraux, le maréchal Pétain et le général Weygand, qui commençaient à dominer le gouvernement chancelant, hésitaient à se battre contre un ennemi aussi manifestement supérieur.

Ces sombres réalités étaient très présentes à l'esprit de Winston Churchill quand il se leva à la Chambre des Communes le 4 juin 1940, tandis que les derniers transports de Dunkerque étaient déchargés. Il était résolu, comme il l'écrivit plus tard, à montrer non seulement à son peuple mais au monde — et spécialement aux États-Unis — « que notre résolution de continuer la lutte était fondée sur des motifs graves ». C'est à cette occasion qu'il prononça sa fameuse péroraison dont on se souviendra longtemps et qui compte parmi les plus nobles qu'on ait jamais prononcées :

Bien que de vastes étendues de l'Europe et plusieurs nations glorieuses et respectées soient tombées ou risquent de tomber dans les griffes de la Gestapo et sous l'odieuse fêrule de la domination nazie, on ne nous verra ni faiblir ni faillir. Nous irons jusqu'au bout, nous nous battons en France, nous nous battons sur les mers et sur les océans, nous nous battons avec toujours plus d'assurance et toujours plus de force dans les airs, nous défendrons notre Ile, quoi qu'il puisse nous en coûter, nous nous battons sur les grèves, nous nous battons dans les champs et dans les rues, nous nous battons sur les collines, nous ne nous rendrons jamais. Et même s'il arrivait, ce que je ne crois pas un seul instant, que cette Ile fût réduite tout entière ou en partie en esclavage et condamnée à la famine, alors notre Empire au-delà des mers, armé et protégé par la flotte britannique, poursuivrait la lutte jusqu'à l'heure choisie par Dieu, où le Nouveau Monde, avec toute sa puissance et toutes ses forces, s'élancera pour sauver le Vieux Monde et lui rendre la liberté.

La résolution des Anglais de poursuivre la lutte ne semble pas avoir troublé les idées d'Hitler. Il était sûr qu'elles porteraient leurs fruits quand il en aurait terminé avec la France, ce qu'il s'appêtait à faire. Le matin qui suivit la chute de Dunkerque, le 5 juin, les Allemands lancèrent un assaut massif sur la Somme et bientôt ils attaquaient avec des forces écrasantes sur toute la longueur d'un front de 650 kilomètres qui traversait la France depuis Abbeville jusqu'au Haut-Rhin. Les Français étaient condamnés. Contre 143 divisions allemandes, dont dix blindées, ils ne pouvaient déployer que 65 divisions, la plupart de second ordre, car les meilleures unités et la plus grande partie des blindés avaient été sacrifiés en Belgique. Il ne restait plus grand-chose de la faible aviation française.

Les Anglais ne pouvaient fournir qu'une division d'infanterie, qui se trouvait en Sarre, et les fragments d'une division blindée. La R.A.F. ne pouvait disposer que de quelques avions pour cette bataille, sinon elle aurait laissé les Iles Britanniques sans défense. Enfin le haut commandement français, dominé à présent par Pétain et Weygand, était imprégné de défaitisme. Néanmoins quelques unités françaises se battaient avec grande bravoure et ténacité, arrêtant temporairement ici et là les blindés allemands, et supportant résolument l'incessant pilonnage de la Luftwaffe.

Mais c'était une lutte inégale. Dans une « victorieuse confusion », comme Telford Taylor l'a dit justement, les troupes allemandes déferlèrent sur la France comme un raz de marée; elles étaient si nombreuses et se déplaçaient si vite que souvent elles se barraient mutuellement le passage,

d'où la confusion (20). Le 10 juin, le gouvernement français quitta Paris en hâte, et le 14 juin la grande capitale, gloire de la France, à présent ouverte, fut occupée par la XVIII^e armée du général von Kùchler. La croix gammée fut immédiatement hissée sur la tour Eiffel. Le 16 juin, Paul Reynaud, dont le gouvernement s'était replié à Bordeaux, donna sa démission et fut remplacé par le maréchal Pétain qui, le lendemain, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Espagne, demanda l'armistice aux Allemands*. Hitler répondit le même jour qu'il voulait d'abord consulter son allié Mussolini. Car ce guerrier paradeur, après s'être assuré que les armées françaises étaient battues sans espoir, était intervenu dans la lutte le 10 juin, pour essayer d'arracher sa part de butin.

* *Ce jour-là, 17 juin 1940, le Kaiser exilé envoya de Doorn, en Hollande occupée, un télégramme de félicitations à Hitler, qu'il avait jusqu'alors méprisé et tenu pour un vulgaire parvenu :*

« Sous l'impression profondément émouvante de la capitulation de la France, je vous félicite, vous et toute la Wehrmacht allemande, pour la grande victoire accordée par Dieu, selon les termes de l'empereur Guillaume le Grand en 1870 : « C'est un retour des événements dispensé par la grâce divine. »

« Dans tous les cœurs allemands résonne le choral de Luther chanté par les soldats du Grand Roi : « Remercions tous notre Dieu ! »

Hitler, qui croyait que cette grande victoire était due plus à lui-même qu'à Dieu, rédigea une réponse évasive, mais les documents n'indiquent pas si elle fut jamais envoyée (21).

Un peu plus tôt, le Führer avait été furieux en apprenant qu'une unité allemande qui occupait Doorn avait posté une garde d'honneur autour de la résidence de l'Empereur exilé. Hitler ordonna de retirer la garde et d'apposer une affiche interdisant l'accès de Doorn à tous les soldats allemands. Guillaume II mourut à Doorn le 4 juin 1941 et y fut enterré. Sa mort, note Hassell dans son journal (p. 200), « passa presque inaperçue » en Allemagne; Hitler et Gæbbels y veillèrent.

Malgré ses préoccupations concernant l'évolution de la bataille de l'Ouest, Hitler avait trouvé le temps d'écrire à Mussolini à des intervalles dont la fréquence est surprenante, afin de le tenir informé des victoires allemandes.

Après une première lettre du 7 mai, apprenant au Duce qu'il attaquait la Belgique et la Hollande « pour assurer leur neutralité » et qu'il tiendrait son ami au courant de ses progrès pour que le Duce puisse prendre ses propres décisions à temps, il y en eut d'autres les 13, 18 et 25, plus détaillées et plus enthousiastes les unes que les autres (22). Les généraux, comme le confirme le journal d'Halder, ne se souciaient guère de ce que ferait l'Italie, mais le Führer avait quelque raison d'attacher de l'importance à l'intervention italienne. Dès que les Pays-Bas et la Belgique eurent capitulé, que les armées françaises du Nord eurent été écrasées et les troupes britanniques embarquées à Dunkerque, Mussolini décida de participer à la guerre. Le 30 mai, il avertit Hitler par lettre que la date était fixée au 5 juin. Hitler répondit immédiatement qu'il en était « très profondément ému ».

Si une chose encore pouvait renforcer mon inébranlable foi en l'issue victorieuse de cette guerre (écrivait Hitler le 31 mai), c'est votre déclaration... Le simple fait de votre entrée en guerre est capable de porter un coup fatal à nos ennemis.

Le Führer demandait à son allié, cependant, de reculer de trois jours son intervention : il voulait mettre hors de combat le restant de l'aviation française, dit-il, et Mussolini eut l'obligeance de reporter son action au 10

juin. Les hostilités, dit le Duce, commenceraient le lendemain.

Elles se réduisirent à peu de chose. Le 18 juin, quand Hitler convoqua son partenaire à Munich pour discuter de l'armistice avec la France, quelque 32 divisions italiennes, après une semaine de « combat », avaient été incapables de faire bouger 6 divisions françaises sur le front des Alpes et plus au sud, en bordure de la Méditerranée, bien que les défenseurs fussent à présent menacés d'un assaut à l'arrière par les Allemands qui descendaient rapidement la vallée du Rhône*. Le 21 juin, Ciano notait dans son journal :

Mussolini est très humilié parce que nos troupes n'ont pas fait un pas en avant. Même aujourd'hui, elles n'ont pas encore réussi à avancer et se sont arrêtées devant la première fortification française qui opposa quelque résistance (23).

* *Le Haut-Commandement français défaitiste interdit toute action offensive contre l'Italie. Le 14 Juin, une escadre française bombarda des usines, des réservoirs de pétrole et des raffineries près de Gênes, mais l'amiral Darlan interdit de poursuivre toute action de cette sorte. Quand la R.A.F. essaya d'envoyer de Marseille des bombardiers pour attaquer Milan et Turin, les Français amenèrent des camions sur le terrain et empêchèrent les avions de décoller.*

La fragilité de la puissance militaire vantée par Mussolini fut ainsi révélée dès le début. Le dictateur italien était d'humeur peu démonstrative quand Ciano et lui prirent le train, le 17 juin au soir, pour aller conférer avec Hitler sur l'armistice avec la France.

Mussolini mécontent (écrit Ciano dans son journal). Cette paix subite l'inquiète. Tout au long du voyage, nous avons discuté des conditions d'armistice qui seraient faites à la France. Le Duce voudrait, aller jusqu'à l'occupation totale du territoire français et demander la reddition de la flotte française. Mais il a conscience que son opinion n'a qu'une valeur

consultative. La guerre a été gagnée par Hitler sans aucune participation active de l'Italie, et c'est Hitler qui aura le dernier mot. Naturellement, cela tracasse et attriste Mussolini.

La clémence du « dernier mot » du Führer fut un choc pour les Italiens pendant leur conférence avec le Seigneur de la Guerre, à la Führerhaus de Munich, là où Chamberlain et Daladier, moins de deux ans plus tôt, avaient été si accommodants pour les deux dictateurs au sujet de la Tchécoslovaquie. Le mémorandum secret allemand de la rencontre (24) montre bien qu'Hitler était par-dessus tout déterminé à éviter que la flotte française ne tombât aux mains des Britanniques. Il craignait aussi que le gouvernement français ne s'enfuît en Afrique du Nord ou à Londres et ne continuât la guerre.

Pour cette raison, les conditions d'armistice — les conditions de paix finales pourraient être très différentes — devraient être modérées. On proposerait de garder « un gouvernement français en fonction sur le sol français » et « la flotte française neutralisée ». Hitler repoussa brutalement les demandes de Mussolini : occupation de la vallée du Rhône, y compris Toulon et Marseille, désarmement de la Corse, de la Tunisie et de Djibouti. Le nom de cette dernière ville, porte de l'Ethiopie sous protectorat italien, Ciano le prononça « à mi-voix », disent les notes allemandes.

Même le belliqueux Ribbentrop, selon Ciano, se montra « exceptionnellement modéré, calme et favorable à la paix ». Mussolini, nota son gendre, était « très embarrassé ».

Il sent que son rôle est secondaire... En vérité, le Duce craint que l'heure de la paix ne sonne bientôt et il voit s'évanouir une fois de plus cet inaccessible rêve de sa vie : la gloire sur le champ de bataille (25).

Mussolini fut même incapable d'obtenir d'Hitler l'autorisation de se joindre aux négociations avec les Français. Le Führer n'allait pas partager son triomphe dans un lieu historique (il refusa de le nommer à son ami) avec cet allié de la onzième heure. Mais il promit au Duce que son armistice avec la France ne prendrait effet que lorsque les Français en auraient signé un avec l'Italie.

Mussolini quitta Munich amer et frustré, mais Ciano avait été très favorablement impressionné par un aspect d'Hitler que, son journal le met en évidence, il n'avait pas observé auparavant, ni même soupçonné.

De tout ce qu'il (Hitler) dit (écrit-il dans son journal pendant son retour à Rome), il ressort nettement qu'il veut agir rapidement pour tout terminer. Hitler est maintenant le joueur qui a ramassé un gros gain et qui voudrait quitter la table sans risquer davantage. Aujourd'hui, il parle avec une réserve et une perspicacité qui, après une telle victoire, sont réellement étonnantes. Je ne puis être accusé de tendresse excessive à son égard, mais aujourd'hui je l'admire sincèrement (26).

J'ai suivi l'armée allemande à Paris pendant ce mois de juin, le plus joli mois dans cette belle capitale, si durement humiliée à présent. Le 19, j'eus vent du lieu où Hitler allait dicter les conditions de l'armistice que Pétain avait demandé deux jours plus tôt. Ce devait être au même endroit que le 11 novembre 1918, lorsque l'Empire allemand avait capitulé devant la France et ses alliés, dans la petite clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne. Là, le Seigneur de la Guerre aurait sa revanche, et le lieu lui conférait encore plus d'attraits. L'idée lui en était venue le 20 mai, dix jours après le début de la grande offensive, et alors que les chars atteignaient Abbeville.

Jodl note dans son journal de ce jour : « Le Führer travaille au traité de paix... Premières négociations en forêt de Compiègne. » Tard dans l'après-midi du 19 juin, je m'y rendis et trouvai le génie allemand en train de démolir le mur du musée où l'on avait conservé le vieux wagon-lit du maréchal Foch, dans lequel l'armistice de 1918 fut signé. Quand je partis, les soldats avaient abattu le mur au moyen de foreuses à air comprimé et ils tiraient le wagon au centre de la clairière, à l'endroit exact, dirent-ils, où il se trouvait le 11 novembre 1918, à cinq heures, quand, sur l'injonction de Foch, les émissaires allemands signèrent la convention.

C'est ainsi qu'en cet après-midi du 21 juin, je me tenais à la lisière de la forêt de Compiègne pour observer le dernier et le plus grand triomphe d'Hitler. C'était une des plus charmantes journées d'été dont je me souviens en France. Un chaud soleil frappait les arbres magnifiques — ormes, chênes, cyprès et pins — qui répandaient d'agréables ombrages sur

les avenues conduisant à la petite clairière circulaire. A quinze heures quinze précises, Hitler arriva dans sa grosse Mercedes, accompagné de Gøring, Brauchitsch, Keitel, Raeder, Ribbentrop et Hess, tous en uniformes différents. Gøring, le seul Feldmarschall du Reich, jouait avec son bâton de maréchal. Ils descendirent de leurs autos 200 mètres plus loin, devant la statue de l'Alsace-Lorraine, qui était drapée de pavillons de guerre allemands pour que le Führer ne puisse voir la grande épée des Alliés victorieux de 1918 transperçant un aigle abattu, symbole de l'Empire allemand des Hohenzollern. Hitler jeta un regard au monument et passa à grands pas.

J'ai observé son visage (écrivais-je dans mon journal). Il était grave, solennel, et pourtant chargé de haine. Il s'y mêlait aussi, comme dans son pas élastique, une note de triomphe, du conquérant qui a défié le monde. Il y avait encore autre chose... Une sorte de joie intérieure, dédaigneuse, d'assister à ce renversement du destin, qui était son œuvre.

Quand il parvint à la petite clairière et que son fanion personnel eut été hissé au centre, son attention fut attirée par un gros bloc de granit qui s'élevait à un mètre au-dessus du sol.

Hitler, suivi des autres, marche lentement vers lui (je cite mon journal), s'approche et lit l'inscription gravée (en français) en grandes majuscules.

« Ici, le 11 novembre 1918, succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand, vaincu par les peuples libres qu'il avait essayé d'asservir. »

Hitler la lit, Gøring la lit, ils la lisent tous, debout dans le soleil de juin et le silence. J'observe l'expression d'Hitler. Je ne suis qu'à 50 mètres de lui et le vois avec mes jumelles comme s'il était en face de moi. J'ai vu ce visage bien des fois à de grands moments de sa vie. Mais aujourd'hui il est enflammé de mépris, de colère, de haine, de vengeance et de triomphe. Il s'éloigne du monument et réussit à faire de son geste même un chef-d'œuvre de mépris. Il regarde encore le monument, dédaigneux, furieux — furieux, on le sent, parce qu'il ne peut

effacer la provocante inscription d'un seul coup de sa haute botte prussienne*.

** On effaça cette inscription trois jours plus tard, sur l'ordre personnel d'Hitler.*

Son regard fait lentement le tour de la clairière et maintenant, quand ses yeux rencontrent les nôtres, on mesure la profondeur de sa haine. Soudain, comme si son visage n'exprimait pas complètement ses sentiments, il met tout son corps en harmonie avec son humeur. Il fait claquer ses mains sur ses hanches, arque les épaules, écarte les pieds. C'est un geste magnifique de défi, de mépris brûlant pour ce lieu, pour le présent et pour tout ce qu'il a représenté pendant les vingt-deux années durant lesquelles il attestait l'humiliation de l'Empire germanique.

Hitler et son groupe entrèrent alors dans le wagon de l'armistice; le Führer s'assit dans le fauteuil occupé par Foch en 1918. Cinq minutes plus tard, la délégation française arriva, conduite par le général Charles Huntziger, commandant la IIe Armée à Sedan, et composée d'un amiral, d'un général de l'aviation et d'un civil, Léon Noël, ancien ambassadeur en Pologne, qui assistait maintenant à sa seconde défaite, œuvre des armées allemandes. Ils avaient l'air anéanti, mais conservaient une tragique dignité. On ne leur avait pas dit qu'ils seraient conduits à ce fier reliquaire français pour supporter une telle humiliation, et sans nul doute Hitler avait prémédité ce choc, comme l'écrivit Halder dans son journal le même soir, après avoir entendu le récit d'un témoin oculaire, Brauchitsch :

Les Français n'avaient pas été avertis qu'ils recevraient les conditions au lieu même des négociations de 1918. Ils étaient apparemment choqués par cet arrangement et, dès l'abord, parurent hostiles.

Peut-être est-il naturel, même chez un Allemand aussi cultivé

qu'Halder ou Brauchitsch, de confondre dignité grave et hostilité. Les Français, on le voyait tout de suite, étaient certainement abattus. Pourtant, contrairement aux rapports de l'époque, ils essayèrent, nous le savons maintenant d'après les comptes rendus trouvés parmi les papiers secrets nazis (27), d'adoucir les dures clauses des conditions du Führer et d'éliminer celles qu'ils pensaient être déshonorantes. Ce fut en vain.

Hitler et sa suite quittèrent le wagon-lit dès que le général Keitel eut lu aux Français le préambule des conditions d'armistice, laissant les négociations aux soins du chef de l'O.K.W., mais ne lui donnant pas latitude de s'écarter des conditions fixées par le Führer.

Huntziger dit tout de suite aux Allemands, dès qu'il les eut lues, qu'elles étaient « dures et impitoyables », bien pires que celles que la France avait imposées à l'Allemagne en 1918. Bien plus, « si un autre pays au-delà des Alpes, qui n'avait pas battu la France (Huntziger méprisait trop l'Italie pour la nommer), avançait des demandes similaires, en aucun cas la France ne s'inclinerait. Elle combattrait à outrance... Il lui était donc impossible de signer la convention d'armistice des Allemands... »

Le général Jodl, officier en second de l'O.K.W., qui présidait temporairement à ce moment, ne s'était pas attendu à des paroles aussi agressives de la part d'un ennemi battu à plate couture; il répliqua que, sans pouvoir s'empêcher d'exprimer sa « compréhension » sur ce que Huntziger avait dit des Italiens, il n'avait pas pouvoir de modifier les conditions. Tout ce qu'il pouvait faire, dit-il, était de « donner des explications et éclairer les points obscurs ». Les Français devaient accepter le protocole d'armistice tel quel ou le refuser en bloc.

Les Allemands avaient été contrariés par le fait que la délégation

française n'eût pas pouvoir de conclure l'armistice sans l'accord exprès du gouvernement de Bordeaux. Par miracle, et peut-être la chance aidant, ils réussirent à établir une communication téléphonique entre le vieux wagon-lit et Bordeaux, à travers les lignes de combat, où la bataille continuait. Les délégués français furent autorisés à s'en servir pour transmettre le texte des conditions d'armistice et le discuter avec leur gouvernement. Le docteur Schmidt, qui servait d'interprète, reçut l'ordre d'intercepter la conversation dans un camion de transmissions militaires qui se trouvait quelques mètres plus loin derrière un bouquet d'arbres. Le lendemain, je m'arrangeai pour écouter l'Allemand rapporter une partie de la conversation entre Huntziger et le général Weygand.

Au crédit de ce dernier, qui porte une grande part de responsabilité dans le défaitisme français, la capitulation finale et la rupture avec l'Angleterre, il faut noter qu'il s'opposa énergiquement à maintes exigences allemandes. Une des plus odieuses obligeait les Français à livrer au Reich tous les Allemands anti-nazis réfugiés en France et dans les possessions françaises. Weygand qualifia cela de déshonorant, eu égard à la tradition française du droit d'asile, mais quand on discuta cette clause le lendemain l'arrogant Keitel ne voulut pas entendre parler de sa suppression. « Les émigrés allemands, s'écria-t-il, étaient les pires des mercenaires ». Ils avaient « trahi leur propre pays ».

Ils devaient être livrés « à tout prix ». Les Français n'élevèrent aucune protestation contre une clause stipulant que tous leurs nationaux qui combattraient avec un autre pays contre l'Allemagne seraient traités en « franc-tireurs » — c'est-à-dire fusillés immédiatement. Cela était dirigé contre de Gaulle, qui essayait déjà d'organiser une Force Française Libre en

Angleterre, et Weygand et Keitel savaient que c'était une pure violation des règles élémentaires de la guerre. Les Français ne discutèrent pas davantage un paragraphe qui stipulait que tous les prisonniers de guerre resteraient en captivité jusqu'à la conclusion de la paix. Weygand était sûr que l'Angleterre serait conquise en trois semaines et les P.G. français par conséquent relâchés. Il condamna ainsi un million et demi de Français à rester dans les camps de prisonniers pendant cinq ans.

Le point le plus litigieux de la convention d'armistice fut le sort réservé à la marine française. Churchill, quand la France chancelait, avait offert de la relever de son serment de ne pas faire une paix séparée, si la marine française recevait l'ordre de se rendre dans les ports britanniques. Hitler était bien déterminé à l'en empêcher; il réalisait pleinement, comme il le dit à Mussolini le 18 juin, que l'Angleterre en serait renforcée de façon impressionnante. Pour un enjeu d'une telle valeur, il devait faire une concession ou au moins une promesse à l'ennemi battu.

La convention d'armistice stipulait que la flotte française serait démobilisée et désarmée, et les bateaux immobilisés dans leurs ports. En retour de quoi

le gouvernement allemand déclare solennellement au gouvernement français qu'il n'a pas l'intention d'utiliser pour ses propres objectifs de guerre la flotte française qui est dans les ports sous contrôle allemand. Bien plus, il déclare solennellement et expressément qu'il n'a pas l'intention d'élever la moindre prétention sur la marine de guerre française au moment de la conclusion de la paix.

Comme presque toutes les promesses d'Hitler, celle-ci sera rompue.

Finalement, Hitler laissa au gouvernement français une zone non occupée au sud et au sud-est. C'était un tour astucieux. Non seulement, il

divisait ainsi la France géographiquement et administrativement, mais il rendait difficile sinon impossible la formation d'un gouvernement français en exil et empêchait des hommes politiques de Bordeaux de transporter le siège du gouvernement en Afrique du Nord française — projet qui fut près de réussir, ruiné au dernier moment non par les Allemands mais par les défaitistes français : Pétain, Weygand, Laval et leurs partisans. Bien plus, Hitler savait que les hommes qui s'étaient emparés du pouvoir à Bordeaux étaient des ennemis, de la démocratie et qu'on pouvait espérer leur coopération pour l'établissement du Nouvel Ordre nazi en Europe.

Cependant, le second jour des négociations à Compiègne, les délégués français continuaient de discuter et d'atermoyer. Huntziger insistait pour que Weygand lui donnât non *l'autorisation* de signer mais *l'ordre de le faire* : personne en France ne voulait en prendre la responsabilité. Finalement, à dix-huit heures trente, Keitel rédigea un ultimatum. Les Français devaient accepter ou rejeter les conditions allemandes de l'armistice dans l'heure qui suivait; le gouvernement français capitula : à dix-huit heures cinquante, le 22 juin 1940, Huntziger et Keitel signaient le traité d'armistice*.

* *Il était stipulé qu'il prendrait effet aussitôt que l'armistice franco-italien serait signé, et que les hostilités cesseraient six heures après.*

J'ai écouté la dernière scène, transmise par les microphones dissimulés dans le wagon-lit. Juste avant de signer, le général français dit d'une voix tremblante qu'il désirait faire une déclaration personnelle. Je l'ai notée en français, tandis qu'il parlait :

Je déclare que le gouvernement français m'a donné l'ordre de signer ces conditions d'armistice... Contrainte par le sort des armes de cesser le combat dans lequel nous étions engagés aux côtés des Alliés, la France se voit imposer de dures conditions. La France a le droit d'espérer que, dans les futures négociations, l'Allemagne fera montre d'un esprit qui permettra aux deux grandes nations voisines de vivre et de travailler en paix.

Ces négociations pour un traité de paix n'auront jamais lieu, mais l'esprit dont le Troisième Reich aurait fait montre, si elles avaient eu lieu, fut vite évident à mesure que l'occupation devenait plus dure et que la pression sur le gouvernement Pétain augmentait. Mais la France n'était pas destinée à devenir une vassale de l'Allemagne, comme Pétain, Weygand et Laval le croyaient — et l'acceptaient.

Une pluie légère commençait à tomber quand les délégués quittèrent le wagon de l'armistice. Sur la route qui traversait les bois on pouvait voir une file ininterrompue de réfugiés qui rentraient chez eux, à pied, à bicyclette, sur des charrettes, quelques-uns dans de vieux camions. Je sortis de la clairière. Une équipe du génie de l'armée allemande avait déjà commencé à déplacer le vieux wagon-lit.

— Où l'emportez-vous ? demandai-je.

— A Berlin », dirent-ils*.

* Il y arriva le 8 juillet. Il fut, par une ironie du sort, détruit plus tard par un bombardement allié.

L'armistice franco-italien fut signé à Rome deux jours plus tard. Mussolini put seulement occuper ce que ses troupes avaient conquis (quelques centaines de mètres du territoire français) et imposer la démilitarisation d'une zone de 80 kilomètres en France et en Tunisie.

L'armistice fut signé à dix-neuf heures trente-cinq, le 24 juin. Six heures plus tard, les canons, en France, se turent.

La France, qui, en 1914-1918, avait résisté quatre ans sans être battue, était hors de combat après six semaines. Les troupes allemandes veillaient sur la plus grande partie de l'Europe, depuis le cap Nord, au-delà du cercle arctique, jusqu'à Bordeaux, depuis la Manche jusqu'au Bug, en Pologne orientale. Adolf Hitler était au pinacle. L'ancien vagabond autrichien, qui avait été le premier à unir les Allemands dans un État vraiment national, ce caporal de la première guerre mondiale, était devenu le plus grand des conquérants allemands. Tout ce qui s'opposait désormais à l'établissement d'une hégémonie allemande en Europe sous sa dictature, c'était un Anglais indomptable, Winston Churchill, et le peuple résolu qu'il guidait, un homme et une nation qui ne reconnurent pas la défaite quand elle était devant leurs yeux et qui maintenant restaient seuls, virtuellement désarmés, leur île assiégée par le plus puissant instrument militaire que le monde eût jamais vu.

Dix jours après le début de l'attaque à l'Ouest, le soir où les chars allemands atteignaient Abbeville, le général Jodl, après avoir noté dans son journal que le Führer était « fou de joie », ajoutait : « ...Il travaille au traité de paix... L'Angleterre obtiendra une paix séparée après la restitution des colonies. » C'était le 20 mai. Pendant les semaines qui suivirent, Hitler ne semble pas avoir douté que, la France battue, l'Angleterre serait désireuse de faire la paix. Ses conditions, du point de vue allemand, semblaient des plus généreuses, étant donné la rossée reçue par l'Angleterre en Norvège et en France. Il les avait exposées au général von Rundstedt le 24 mai, exprimant son admiration pour l'Empire britannique et insistant sur la « nécessité » de son existence. Tout ce qu'il exigeait de Londres, disait-il, était sa liberté d'action sur le continent.

Il était tellement sûr de l'acceptation anglaise que, même après la chute de la France, il ne fit aucun plan pour la poursuite de la guerre contre l'Angleterre, et le vaniteux état-major, qui était censé établir longtemps à l'avance, avec un soin minutieux, des plans pour chaque éventualité, ne se souciait pas de lui en fournir. Halder, chef de l'état-major, n'aborde pas ce sujet dans ses longues notes quotidiennes. La menace russe dans les Balkans et la Baltique lui causait plus de soucis que les Anglais.

En fait, pourquoi la Grande-Bretagne continuerait-elle de lutter seule avec de si faibles chances de succès, et alors qu'elle pouvait obtenir une paix qui la laisserait intacte, entière et libre, au contraire de la France, de la Pologne et de toutes les autres nations défaites ? C'était une question qu'on se posait partout, excepté à Downing Street, où, comme Churchill le

révéla plus tard, elle ne fut même jamais discutée, car on considérait que la réponse était déjà donnée (28).

Mais le dictateur allemand l'ignorait, et quand Churchill commença à déclarer publiquement que l'Angleterre n'abandonnait pas, Hitler, apparemment, ne le crut pas, même lorsque, le 4 juin, après l'évacuation de Dunkerque, le Premier Ministre eut, dans son retentissant discours, affirmé sa détermination de combattre « sur les collines et sur les grèves » ; même quand, le 18 juin, après la demande d'armistice de Pétain, Churchill réaffirma aux Communes « l'inflexible résolution de continuer la guerre » et quand, dans une autre de ses éloquentes et mémorables péroraisons, il conclut :

Élevons-nous donc à la hauteur de nos devoirs et faisons en sorte que si l'Empire et le Commonwealth subsistent encore pendant mille ans, les hommes puissent dire : « Ce fut leur plus belle heure. »

Ces propos auraient pu être simplement la noble envolée d'un orateur doué, et Hitler, orateur éblouissant lui-même, a dû les juger ainsi. Il dut y être encouragé aussi par les réactions des capitales neutres et par leurs appels en vue de cesser la guerre. Le 28 juin, un message confidentiel du pape à Hitler — des messages analogues furent adressés à Mussolini et à Churchill — offrait sa médiation pour « une paix juste et honorable » et déclarait qu'avant d'entreprendre cette action il désirait savoir comment elle serait accueillie (29). Le roi de Suède s'employa également à proposer la paix à Londres et à Berlin.

Aux États-Unis, l'ambassade d'Allemagne, sous la direction du chargé d'affaires Hans Thomsen, faisait tout pour encourager les isolationnistes et

décourager ainsi l'Angleterre de poursuivre la lutte. Les documents saisis du ministère des Affaires étrangères allemand sont pleins de messages de Thomsen relatant les efforts de l'ambassade pour faire pencher l'opinion publique américaine en faveur d'Hitler. Les commissions des partis devaient se réunir cet été-là, et Thomsen se dépensait pour influencer leur politique étrangère, en particulier celle des républicains.

Le 12 juin, par exemple, il câbla en code à Berlin qu'un « congressiste républicain bien connu », qui travaillait « étroitement » avec l'ambassade d'Allemagne, avait offert, contre 3 000 dollars, d'inviter 50 congressistes républicains isolationnistes à la Convention républicaine, « de façon qu'ils puissent agir sur les délégués en faveur d'une politique étrangère isolationniste ». Le même individu, rapporte Thomsen, demandait 30 000 dollars pour aider à payer les articles en première page dans les journaux américains, sous le titre : « Laissez l'Amérique en dehors de la guerre (30)*! ».

* Il en parut un dans le *New York Times*, le 25 juin 1940.

Le lendemain, Thomsen télégraphiait à Berlin à propos d'un nouveau projet qu'il disait être en train de négocier par l'intermédiaire d'un agent littéraire américain, William C. Lengel, pour obtenir de cinq écrivains américains connus d'écrire des livres « dont j'attends de grands résultats ». Pour ce projet il avait besoin de 20 000 dollars, somme que Ribbentrop accorda quelques jours plus tard (31)**.

** Le 5 juillet 1940, Thomsen avait tant d'appréhension au sujet de ses paiements qu'il câbla à Berlin pour demander la permission de détruire tous les reçus et tous les comptes.

« Les paiements... sont faits aux destinataires par intermédiaires dignes de

confiance, mais dans ce cas il est évident qu'on ne peut demander aucun reçu... Reçus ou mémorandums tomberaient entre les mains du Service Secret américain si les autorités américaines s'emparaient subitement de l'ambassade; et en dépit de tout camouflage, par le seul fait de leur existence, ils signifieraient ruine politique et entraîneraient graves conséquences pour nos amis politiques, probablement connus de nos ennemis...

« En conséquence, je demande que l'ambassade soit autorisée à détruire ces reçus et ces états et dispensée à l'avenir de les faire, aussi bien que de tenir les comptes de tels paiements. »

Ce rapport télégraphié a été détruit (32).

Une des premières déclarations publiques d'Hitler sur ses espoirs de paix avec l'Angleterre avait été faite à Karl von Wiegand, correspondant de Hearst, et publié dans le *Journal Américain* de New York le 14 juin. Deux semaines plus tard, Thomsen informa le ministère des Affaires étrangères allemand qu'il avait fait imprimer 100 000 copies supplémentaires de l'interview et que

de plus, je suis en mesure, par un agent de toute confiance, d'amener le représentant isolationniste Thorkelson (républicain de Montana) à publier l'interview du Führer dans le *Congressional Record*, du 22 juin. Cela assure une fois encore la plus large audience à l'interview (33).

L'ambassade nazie à Washington faisait flèche de tout bois. A une certaine période de l'été, son attaché de presse annonçait ce qu'il prétendait être une suggestion de Fulton Lewis Jr., commentateur de la radio, qu'il décrivait comme « un admirateur de l'Allemagne et du Führer, et un journaliste américain hautement considéré ».

Le Führer devrait envoyer à Roosevelt un télégramme rédigé à peu près comme suit : « Vous, Mr. Roosevelt, avez fait appel à moi à plusieurs reprises et avez toujours exprimé le vœu de voir évitée une guerre sanglante. Je n'ai pas déclaré la guerre à l'Angleterre; au contraire, j'ai toujours affirmé hautement que je ne souhaitais pas détruire l'Empire britannique. Mes

demandes réitérées à Churchill d'être raisonnable et d'en arriver à un traité de paix honorable ont été obstinément rejetées.

Je sais que l'Angleterre souffrira cruellement quand je donnerai l'ordre de déclencher la guerre totale contre les Iles Britanniques. Je vous demande donc d'intervenir auprès de Churchill et de le persuader d'abandonner son obstination insensée. » Lewis a ajouté que Roosevelt ferait, naturellement, une réponse insolente et malveillante mais que cela était sans importance. Un tel appel ferait sûrement une profonde impression sur les Américains du Nord et plus encore en Amérique du Sud (34)...

Adolf Hitler ne tint pas compte du prétendu conseil de Mr. Lewis, mais les Affaires étrangères de Berlin câblèrent pour demander quelle était l'importance en Amérique du commentateur radiophonique. Thomsen répliqua que Lewis avait « joui d'une audience toute particulière... (mais que) d'autre part on ne devait lui accorder aucune importance politique* » (35).

* *Les agissements de l'ambassade allemande à Washington durant cette période, tels qu'ils sont révélés par ses propres dépêches publiées dans Documents on German Foreign Policy, donneraient matière à un livre révélateur. On est frappé par l'inclination des diplomates allemands à dire au dictateur nazi presque tout ce qu'il voulait entendre — pratique commune aux représentants des pays totalitaires. Deux officiers de l'O.K.W. m'ont dit à Berlin que le haut commandement, ou tout au moins le Q.G., se méfiait grandement de l'objectivité des rapports de l'ambassade de Washington et qu'ils avaient établi leur propre service de renseignements aux États-Unis.*

Ils n'étaient pas très bien servis par le général Friedrich von Bötticher, attaché militaire à Washington, si l'on en juge par ses dépêches insérées dans les volumes D.G.F.P. Il ne se lassa pas d'avertir l'O.K.W. et les états-majors de l'armée et de l'aviation, à qui ses messages étaient adressés, que l'Amérique était sous la coupe des Juifs et des francs-maçons, ce qui était exactement ce que pensait Hitler. Bötticher surestimait aussi l'influence des isolationnistes sur la politique américaine, spécialement celle du colonel Charles A. Lindbergh, qui paraît être, dans ses dépêches, son grand héros. Un ou deux extraits indiqueront la teneur de ses rapports :

« 20 juillet 1940... Interprète des Juifs qui dirigent les grandes masses américaines, spécialement par les francs-maçons, Roosevelt veut que l'Angleterre continue à se battre et

que la guerre soit prolongée... L'entourage de Lindbergh est averti de ce développement et essaie de faire au moins obstacle à la fatale influence des Juifs sur la politique américaine... J'ai à plusieurs reprises rendu compte de la campagne basse et sournoise menée contre Lindbergh, que les Juifs redoutent comme leur plus puissant adversaire... (D.G.F.P., X, pp. 254-55). »

« 6 août 1940... L'arrière-plan de la réapparition de Lindbergh en public et de la campagne menée contre lui :

L'élément juif contrôle à présent les positions-clés des forces armées américaines, après avoir, ces dernières semaines, placé aux postes de secrétaire d'État à la guerre, de sous-secrétaire d'État à la guerre et de secrétaire d'État à la marine des individus de second plan, et attaché au secrétariat d'État à la guerre, en qualité de secrétaire, un Juif notoire et très influent, le « colonel » Julius Ochs-Adler.

Les forces qui s'opposent à l'élément juif et à la politique actuelle des États-Unis ont été mentionnées dans mes rapports, en tenant compte aussi de l'importance de l'état-major. Lindbergh, homme particulièrement doué, dont les relations s'étendent fort loin, est de beaucoup le plus important de tous. L'élément juif et Roosevelt redoutent sa spiritualité et surtout sa supériorité morale et sa pureté.

Dimanche (4 août), Lindbergh a porté un coup qui va toucher les Juifs. Il... a insisté pour que l'Amérique s'efforce à une sincère collaboration avec l'Allemagne pour la paix et pour préserver la culture occidentale. Quelques heures plus tard le vieux général Pershing, qui a été longtemps un pantin dans les mains de Roosevelt, c'est-à-dire dans celles des Juifs, a lu à la radio une déclaration donnée pour sincère par ceux qui tirent les ficelles, sur le danger que ferait courir à l'Amérique la défaite de l'Angleterre...

Le chœur de l'élément juif, jetant la suspicion sur Lindbergh dans la presse, et l'accusation portée par un sénateur (Lucas, qui parla contre Lindbergh à la radio lundi soir sur l'ordre de Roosevelt) d'appartenir à la « cinquième colonne », c'est-à-dire d'être un traître, servent simplement à souligner la peur du pouvoir spirituel de cet homme dont j'ai relaté l'évolution depuis le début de la guerre et qui, j'en suis persuadé, jouera un grand rôle dans les futures relations germano-américaines (D.G.F.P., X, pp. 413-15). »

Le 18 septembre, Thomsen, dans un autre rapport, a donné un compte rendu d'une conversation confidentielle qu'il savait avoir eu lieu entre Lindbergh et quelques officiers d'état-major américains. Lindberg dit qu'à son avis l'Angleterre s'effondrerait vite devant les attaques aériennes allemandes. Les officiers d'état-major, cependant, soutinrent que la force aérienne de l'Allemagne n'était pas suffisante pour forcer une décision (D.G.F.P., X, pp. 413-15).

Le 19 octobre 1938, trois semaines après Munich, Lindberg avait été proposé — et l'avait accepté — pour la Croix de l'Aigle Allemand avec étoile. C'était, je crois, la seconde plus haute décoration allemande, habituellement conférée à des étrangers distingués et qui

ont, selon les termes officiels de la citation, « bien mérité du Reich ».

Churchill lui-même, comme il le relata plus tard dans ses Mémoires, était quelque peu troublé par les coups de sonde en faveur de la paix qui émanaient de Suède, des États-Unis et du Vatican; convaincu qu'Hitler essayait d'en tirer le meilleur parti, il prit des mesures sévères pour les contrecarrer. Informé que l'attaché allemand à Washington, Thomsen, avait essayé d'avoir une conversation avec l'ambassadeur anglais dans cette ville, il câbla de « prévenir Lord Lothian qu'il ne doit sous aucun prétexte répondre au message du chargé d'affaires allemand (36) ».

Au roi de Suède, qui avait pressé la Grande-Bretagne d'accepter un règlement de paix, le farouche Premier Ministre adressa une réponse énergique :

... Avant que de telles requêtes ou propositions puissent être seulement prises en considération, il sera nécessaire que des garanties positives, représentées par des actes et non par des mots, soient offertes par l'Allemagne, qui devrait assurer le retour à une vie libre et indépendante de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Norvège, du Danemark, de la Hollande, de la Belgique et, par-dessus tout, de la France (37)*...

* *Il y a dans les volumes des D.G.F.P. plusieurs dépêches du ministre des Affaires étrangères allemand au sujet de prétendus contacts avec différents diplomates et personnalités britanniques, quelquefois directs, quelquefois par l'intermédiaire de neutres tels que les Espagnols de Franco. Le prince Max von Hohenlohe, Sudète allemand anglophile, rapporta à Berlin ses conversations avec le ministre anglais en Suisse, Sir David Kelly, et avec l'Aga Khan. Il prétendit que ce dernier lui avait demandé de transmettre le message suivant au Führer : « Le Khédive d'Égypte, qui est également ici, a décidé, d'accord avec lui, que le jour où le Führer passerait la nuit à Windsor ils boiraient une bouteille de Champagne ensemble... Si l'Allemagne ou l'Italie avaient l'intention de s'emparer de l'Inde, il se mettrait à leur disposition... La lutte contre l'Angleterre n'était pas une lutte contre le peuple anglais mais contre les Juifs. Pendant des années Churchill a été à leur solde et le roi était trop faible et pas assez libre... S'il devait aller en Angleterre avec de telles idées. Churchill l'emprisonnerait... » (D.G.F.P., X, pp. 294-295).*

Il faut se rappeler que ce sont des rapports allemands et qu'ils peuvent être faux, mais ils sont ce qu'il fallait à Hitler. Le projet nazi d'embrigader le duc de Windsor, en réalité de le « kidnapper » et d'essayer alors de se servir de lui, révélé par les papiers secrets du ministère des Affaires étrangères, est analysé plus loin.

C'était le nœud de la position de Churchill et apparemment personne à Londres ne songeait à la compromettre par la conclusion d'une paix qui préserverait l'Angleterre mais asservirait en permanence les pays qu'Hitler avait conquis. Mais Berlin ne comprenait pas cela, et je me rappelle ces jours d'été où chacun, en particulier à la Wilhelmstrasse et à la Bendlerstrasse, était sûr que la guerre était presque terminée. Pendant la dernière quinzaine de juin et les premiers jours de juillet, Hitler attendit que Londres se déclarât prêt à jeter l'éponge et à conclure la paix. Le 1er juillet, il dit au nouvel ambassadeur italien, Dino Alfieri*, « qu'il ne pouvait concevoir qu'une seule personne en Angleterre croie encore sérieusement à la victoire (38) ». Rien n'avait été fait au haut commandement en ce qui concernait la poursuite de la guerre contre l'Angleterre.

* *Attolico avait été remplacé par Alfieri en mai, à la demande de Ribbentrop.*

Mais le lendemain 2 juillet, la première directive sur ce sujet fut finalement donnée par l'O.K.W. C'était un ordre hésitant :

Le Führer et Commandant suprême décide :

Qu'un débarquement en Angleterre est possible, à condition que la supériorité aérienne puisse être réalisée et certaines autres conditions remplies. La date n'est pas encore décidée. Tous les préparatifs doivent commencer immédiatement.

Le paragraphe final de la directive reflète la tiédeur d'Hitler vis-à-vis de l'opération et sa conviction qu'elle ne serait pas nécessaire :

Tous les préparatifs doivent être entrepris sur la base que l'invasion est seulement un projet et n'a pas encore été décidée (39).

Quand Ciano vit le Führer à Berlin le 7 juillet, il eut l'impression, comme il le nota dans son journal, que le Seigneur de la Guerre avait du mal à se décider :

Il est plutôt enclin à continuer la lutte et à déclencher une tempête d'acier sur les Anglais. Mais la décision finale n'a pas été prise, et c'est pour cette raison qu'il retarde son discours dont, il le dit lui-même, il veut peser chaque mot (40).

Le 11 juillet, Hitler commença à réunir ses chefs militaires sur l'Obersalzberg pour connaître leur opinion. L'amiral Raeder, dont la marine devrait faire traverser la Manche à une armée d'invasion, eut une longue conversation avec le Führer. Aucun d'eux n'avait hâte d'être aux prises avec le problème — en fait, ils passèrent la plus grande partie du temps à discuter comment étendre les bases navales de Trondhjem et de Narvik en Norvège.

Le commandant suprême, à en juger d'après le rapport confidentiel de Raeder sur la rencontre (41), était plus calme. Il demanda à l'amiral s'il pensait que le discours qu'il projetait de faire au Reichstag serait « efficace ». Raeder répliqua qu'il le serait, surtout s'il était précédé d'un bombardement « concentré » de l'Angleterre. L'amiral, qui rappela à son chef que la R.A.F. se livrait à des « attaques destructrices » sur les principales bases navales allemandes à Wilhelmshaven, Hambourg et Kiel,

pensait que la Luftwaffe devait s'engager immédiatement contre l'Angleterre. Mais sur la question de l'invasion, le commandant en chef de la marine fut manifestement tiède. Il conseilla fermement qu'elle ne fût tentée « qu'en dernier ressort, pour forcer l'Angleterre à la paix ».

Il (Raeder) est convaincu que l'Angleterre peut être contrainte à demander la paix simplement en supprimant ses importations par la guerre sous-marine, par des attaques aériennes sur les convois et de puissantes attaques aériennes des principaux centres... Le commandant en chef de la marine (Raeder) ne peut de son côté plaider en faveur d'une invasion de l'Angleterre comme il le fit pour la Norvège...

Là-dessus, l'amiral se lança dans une explication longue et détaillée des difficultés d'une telle invasion, qui dut être des plus décourageantes pour Hitler. Décourageante, mais peut-être aussi convaincante. Car Raeder note que « le Führer envisage lui aussi l'invasion en dernier ressort ».

Deux jours après, le 13 juillet, les généraux arrivèrent au Berghof, au-dessus de Berchtesgaden, pour conférer avec le commandant suprême. Ils le trouvèrent toujours déconcerté par les Anglais. « Le Führer, note Halder dans son journal ce même soir, est obsédé par cette question : pourquoi l'Angleterre ne veut-elle pas prendre le chemin de la paix? » Mais, pour la première fois, l'une de ces raisons avait commencé à se faire jour en lui. Halder le nota :

Il voit, comme nous, la solution de ce problème dans le fait que l'Angleterre met toujours son espoir dans la Russie. Ainsi, lui aussi espère que l'Angleterre sera contrainte par la force à faire la paix. Pourtant il n'aime pas cette solution. Raisons : Si nous écrasons l'Angleterre militairement, l'Empire britannique se désintégrera, et l'Allemagne n'en tirera aucun profit. Avec le sang allemand nous accomplirons quelque chose dont seuls le Japon, l'Amérique et les autres tireront profit.

Le même jour, 13 juillet, Hitler écrivit à Mussolini pour refuser l'offre du Duce de fournir des troupes et de l'aviation italiennes pour l'invasion de l'Angleterre. Il ressort clairement de cette lettre que le Führer commençait enfin à se décider. Les étranges Anglais ne voulaient tout simplement pas entendre raison.

J'ai fait à l'Angleterre tant d'offres d'accord, même de coopération, et j'ai été traité avec un tel mépris (écrit-il), que je suis maintenant édifié : tout autre appel à la raison ira au-devant d'un refus, car actuellement ce n'est pas la raison qui gouverne dans ce pays (42)...

Trois jours plus tard, le 16 juillet, le Seigneur de la Guerre prit finalement une décision. Il rédigea la « directive n° 16 pour la préparation d'une opération de débarquement contre l'Angleterre (43) ».

ULTRA-SECRET.

Q.G. du Führer
16 juillet 1940

Puisque l'Angleterre, en dépit de sa situation militaire sans issue, ne manifeste toujours aucune intention d'en venir à un arrangement, j'ai décidé de préparer une opération de débarquement et de l'exécuter si nécessaire.

Le but de cette opération est d'éliminer la métropole anglaise en tant que base pour continuer la guerre contre l'Allemagne et, si ce devait être nécessaire, de l'occuper entièrement.

Le nom-code de l'attaque devait être « *Otarie* ». Les préparatifs devaient en être terminés à la mi-août.

« *Si nécessaire de l'exécuter.* » En dépit de son sentiment croissant que cela serait nécessaire, il n'en était pas encore tout à fait sûr, comme le montre la Directive. Le « si » était encore un grand « si » quand Adolf Hitler se leva au Reichstag, le soir du 19 juillet, pour faire sa dernière offre de paix à l'Angleterre. Ce fut le dernier de ses grands discours au Reichstag. Ce fut aussi l'un de ses meilleurs. J'ai noté mes impressions le soir même.

L'Hitler que nous avons vu au Reichstag ce soir était le conquérant plein d'assurance, et en même temps un acteur étonnant et spirituel alliant superbement l'extrême confiance en soi du vainqueur à l'humilité qui touche toujours les masses quand elles savent qu'un homme est au pinacle. Sa voix était plus grave, ce soir; il cria rarement comme il le fait d'habitude; et il n'eut pas une seule fois un de ces hurlements hystériques que j'ai si souvent entendus à cette tribune.

Bien sûr, ce long discours était farci d'entorses à l'Histoire et généreusement émaillé d'insultes personnelles à l'adresse de Churchill. Mais le ton en était modéré, étant donné les circonstances exceptionnelles, adroitement conçu pour gagner le soutien non seulement de son peuple mais des neutres et pour donner, en Angleterre, matière à réflexion aux masses.

D'Angleterre (dit-il) je n'entends maintenant qu'un seul cri, qui n'est pas celui du peuple mais celui des politiciens : la guerre doit continuer. Je ne sais pas si ces politiciens ont déjà une idée juste de ce que signifiera la poursuite de la lutte. Ils déclarent, il est vrai, qu'ils continueront la guerre et que, même si la Grande-Bretagne devait périr, c'est du Canada qu'ils la continueraient. Il faut supposer que seuls ces gentlemen intéressés à la poursuite de la guerre iront là-bas. Le peuple, lui, j'en ai peur, devra rester en Angleterre et il verra la guerre avec d'autres yeux que ses soi-disant chefs au Canada.

Croyez-moi, messieurs, je ressens un profond dégoût pour ce type de politiciens sans

scrupule qui causent la ruine de nations entières. Il m'est presque douloureux de penser que j'aurais été choisi par le destin pour porter le coup final à la structure que ces hommes ont déjà ébranlée... Mr. Churchill sera sans aucun doute déjà au Canada, où l'argent et les enfants de ceux qui ont intérêt à faire la guerre ont déjà été expédiés. Pour des millions d'autres êtres, cependant, un lourd calvaire va commencer. Mr. Churchill devrait peut-être, pour une fois, me croire quand je prédis qu'un grand Empire sera détruit — un Empire que je n'ai jamais eu l'intention de détruire ni même d'affaiblir.

Ayant ainsi attaqué l'inflexible Premier Ministre et essayé de détacher de lui le peuple britannique, Hitler en vint à l'essentiel de son long discours :

A cette heure, je crois qu'il est de mon devoir devant ma conscience de faire appel une fois de plus à la raison et au bon sens en Grande-Bretagne et ailleurs. Je me considère en posture de lancer cet appel puisque je ne suis pas le vaincu qui mendie des faveurs, mais le vainqueur qui parle au nom de la raison. *Je ne vois aucun motif de prolonger cette guerre**.

** Il se passa une scène pittoresque et sans précédent dans l'histoire de l'Allemagne quand Hitler s'arrêta subitement au milieu de son discours pour remettre le bâton de maréchal à 12 généraux et un bâton spécial, qui ressemblait à un sceptre, à Gœring, promu au grade nouvellement créé de maréchal du Grand Reich allemand, ce qui le mettait au-dessus de tous les autres. Il fut aussi promu Grand-Croix de la Croix de fer, le seul de toute la guerre. Halder fut oublié dans cette avalanche de promotions; il ne montait que d'un grade, de lieutenant-général à général. Cette promotion sans discrimination — le Kaiser n'avait nommé que 5 Feldmarschall parmi les officiers pendant la première guerre mondiale et Ludendorff n'avait même pas été promu — aida sans aucun doute à étouffer toute opposition latente contre Hitler parmi les généraux qui, dans le passé, avaient menacé de le renverser par trois fois au moins. En agissant ainsi et en dévaluant le plus haut grade militaire par de si nombreuses promotions, Hitler, adroitement, renforça son emprise sur les généraux. 9 généraux furent promus Feldmarschall ; Brauchitsch, Keltel. Rundstedt, Bock, Leeb, List, Kluge, Witzleben et Reichenau ; et 3 officiers de la Luftwaffe : Milch, Kesselring et Sperrle.*

Il ne fut pas plus précis. Il ne fit aucune suggestion concrète pour des conditions de paix, aucune allusion à ce qui attendait les 100 millions

d'êtres à présent sous le joug nazi dans les pays conquis. Mais il y avait ce soir-là au Reichstag peu de gens, s'il y en avait, qui croyaient nécessaire d'entrer dans des détails. Je me mêlai à bon nombre d'officiels et d'officiers à la fin de la séance; pas un n'avait le moindre doute, disaient-ils, que l'Angleterre n'accepte ce qu'ils croyaient réellement être une offre généreuse et même magnanime du Führer. Ils ne tardèrent pas à être déçus.

Je me rendis directement à la radio pour faire un rapport du discours radiodiffusé aux États-Unis. J'étais à peine arrivé que j'entendis une émission de la B.B.C. en allemand. Elle donnait déjà la réponse des Anglais à Hitler. C'était un Non déterminé* !

** Plus tard, Churchill déclara que ce rejet immédiat et brutal de l'offre de paix d'Hitler avait été fait « par la B.B.C. sans aucune pression du gouvernement de Sa Majesté, dès que le discours d'Hitler était passé à la radio ». (Churchill, L'Heure tragique, p. 274.)*

Les jeunes officiers du haut commandement et quelques officiers appartenant à différents ministères étaient assis dans la pièce et écoutaient avidement. Leurs visages se figèrent. Ils n'en croyaient pas leurs oreilles. « Pouvez-vous comprendre cela? » me cria l'un d'eux. Il paraissait ahuri. « Pouvez-vous comprendre ces idiots d'Anglais? dit-il encore. Refuser la paix maintenant? Ils sont fous ! »

Le même soir, Ciano** entendit à Berlin la réaction contre ces « fous d'Anglais » à une bien plus grande échelle que moi. « Tard dans la soirée, notait-il dans son journal, quand parvinrent les premières réactions des Anglais au discours, un sentiment de désappointement mal dissimulé se répandit parmi les Allemands. » Sur Mussolini, d'après Ciano, l'effet fut inverse.

****** *Le ministre des Affaires étrangères italien s'était conduit comme un clown pendant la séance au Reichstag, s'asseyant et se relevant comme un diable dans une boîte pour faire le salut fasciste chaque fois qu'Hitler reprenait souffle. Je remarquai aussi Quisling, un petit homme à l'œil porcin, tapi dans un fauteuil d'angle au premier balcon. Il était venu à Berlin pour prier le Führer de lui donner le pouvoir à Oslo.*

Il le définit : « un discours beaucoup trop astucieux ». Il craint que les Anglais puissent y trouver prétexte à entreprendre des négociations. Ce serait triste pour Mussolini, parce que maintenant plus que jamais il veut la guerre (44).

Le Duce, comme Churchill le remarqua plus tard, n'avait pas besoin de se faire du souci. « Rien ne devait lui être refusé de ce qu'il désirait comme guerre (45). »

« En tant que manœuvre calculée pour rallier le peuple allemand à la guerre contre l'Angleterre, écrivais-je dans mon journal cette nuit-là, le discours d'Hitler était un chef-d'œuvre. Car le peuple allemand dira maintenant : Hitler offre la paix à l'Angleterre sans arrière-pensée. Il dit qu'il ne voit aucune raison pour que cette guerre continue. Si elle continue, c'est la faute de l'Angleterre. »

N'était-ce pas la principale raison à donner, trois jours après avoir lancé la directive n° 16, pour préparer l'invasion de l'Angleterre? Il l'admit — d'avance — devant deux confidents italiens, Alfieri et Ciano. Le 1er juillet, il avait dit à l'ambassadeur :

... Cela a toujours été une bonne tactique de rendre l'ennemi responsable aux yeux de l'opinion publique, en Allemagne et ailleurs, des événements à venir. Cela renforce le moral et affaiblit celui de l'ennemi. Une opération comme celle que l'Allemagne projetait serait très sanglante... Il faut donc convaincre l'opinion publique que tout a été fait au préalable pour

Dans son discours du 6 octobre (où il avait offert la paix à l'Ouest à la fin de la campagne de Pologne — W.L.S.), il avait de même été guidé par l'idée de rendre le parti opposé responsable de tous les développements subséquents. Il avait donc en quelque sorte gagné la guerre, avant qu'elle eût réellement débuté. Une fois encore, à présent, il avait l'intention, pour des raisons psychologiques, de justifier si l'on peut dire la morale de l'action qui allait être entreprise (46).

Une semaine plus tard, le 8 juillet, Hitler confiait à Ciano

qu'il organiserait une autre démonstration afin qu'il puisse, si la guerre continuait, ce qu'il pensait être la seule possibilité, produire un effet psychologique sur le peuple anglais... Peut-être cela serait-il possible grâce à un appel habile à ce peuple, pour isoler encore plus le gouvernement en Angleterre (47).

Cela se révéla impossible. Le discours du 19 juillet impressionna les Allemands, mais pas les Anglais. Le 22 juillet, à la radio, Lord Halifax rendit officiel le rejet de l'offre de paix d'Hitler. Bien qu'elle fût attendue, la nouvelle secoua la Wilhelmstrasse, où je rencontrai bien des visages furieux cet après-midi-là. « Lord Halifax, nous dit le porte-parole officiel, a refusé d'accepter l'offre de paix du Führer. Messieurs, il y aura la guerre! »

C'était plus facile à dire qu'à faire. En vérité, ni Hitler ni le Haut Commandement, pas plus que les états-majors de l'armée, de la marine et de l'aviation, n'avaient sérieusement envisagé comment une guerre avec la Grande-Bretagne pouvait être menée et gagnée. Maintenant, au milieu de l'été de 1940, ils ne savaient quel parti tirer de leurs éclatants succès; ils

n'avaient pas de plans et à peine la volonté d'exploiter les plus grandes victoires de l'histoire de leur nation belliqueuse.

C'est là un des grands paradoxes du Troisième Reich : au moment même où Hitler était au zénith de sa puissance militaire, avec la plus grande partie du continent européen à ses pieds, ses armées victorieuses déployées des Pyrénées au cercle arctique, de l'Atlantique jusqu'au-delà de la Vistule, au repos et prêtes à une autre action, il n'avait aucune idée de la manière dont il convenait de poursuivre la guerre jusqu'à une conclusion victorieuse. Ses généraux pas davantage, dont douze agitaient leur bâton de Feldmarschall...

Il y a naturellement une raison à cela, bien qu'elle ne nous apparût pas clairement à l'époque. Les Allemands, malgré leurs talents militaires, manquaient de toute conception de la grande stratégie. Leur horizon était limité — il l'avait toujours été — à la *guerre sur terre* contre les nations voisines du continent européen. Hitler lui-même avait la mer en horreur* et ses grands capitaines une ignorance presque totale de la guerre sur mer.

* « *Sur terre je suis un héros, mais sur l'eau je suis un poltron* », dit-il un jour à Rundstedt (Shulman, *Defeat in the West*, p. 50.)

Leurs armées auraient pu écraser en une semaine les faibles forces terrestres de l'Angleterre si elles avaient pu seulement être aux prises avec elles; mais, l'étroit Pas de Calais qui les séparait — si étroit que l'on pouvait voir la côte d'en face — leur apparaissait, à la fin de ce splendide été, comme un obstacle qu'ils ne savaient comment franchir.

Naturellement, une autre solution se présentait aux Allemands. Ils pouvaient abattre l'Angleterre en frappant par la Méditerranée avec leur

allié italien, en prenant Gibraltar à son débouché occidental et, à l'est, en partant des bases italiennes d'Afrique du Nord, par l'Égypte et au-delà du canal de Suez vers l'Iran, coupant l'une des plus importantes voies de l'Empire. Mais cela demandait de vastes opérations outre-mer à des distances éloignées des bases de la métropole, et en 1940 cela semblait dépasser l'imagination des Allemands.

Ainsi, à l'apogée de ses succès vertigineux, Hitler et ses capitaines hésitaient. Ils n'avaient pas pensé au pas suivant. Cette fatale négligence sera l'un des grands tournants de la guerre et, en fait, de la courte vie du Troisième Reich et de la carrière météorique d'Adolf Hitler. L'échec, après tant de victoires prodigieuses, était à présent certain. Mais bien sûr cela ne pouvait être prévu quand, à la fin de l'été, l'Angleterre cernée, résistant maintenant toute seule, mobilisa les faibles moyens dont elle disposait pour parer à l'attaque des Allemands.

**« L'OPÉRATION OTARIE » :
L'INVASION DE L'ANGLETERRE
ÉCHOUÉ**

« LA victoire décisive sur l'Angleterre n'est à présent qu'une question de temps », écrivait le général Jodl, chef d'opérations à l'O.K.W. le 30 juin 1940. « Les opérations offensives ennemies sur une large échelle ne sont plus possibles. »

Le stratège préféré d'Hitler était en pleine euphorie. La France avait capitulé la semaine précédente, laissant l'Angleterre isolée et apparemment sans défense. Le 15 juin, Hitler avait informé les généraux qu'il voulait que l'armée soit partiellement démobilisée — ramenée de 160 à 120 divisions. « Cela laisse supposer, notait Halder dans son journal ce même jour, que l'armée a rempli sa tâche. L'aviation et la marine auront mission de poursuivre seules la guerre contre l'Angleterre. »

En réalité, l'armée n'y portait pas grand intérêt. Le Führer non plus ne s'y intéressait guère. Le 17 juin, le colonel Walter Warlimont, envoyé de Jodl, informa la marine qu' « en ce qui concerne le débarquement en Angleterre, le Führer n'avait pas jusqu'ici exprimé une telle intention... En conséquence, même actuellement, nul travail préparatoire d'aucune sorte (n'a) été exécuté à l'O.K.W. (1) » Quatre jours plus tard, le 21 juin, au moment même où Hitler entrait dans le wagon de l'armistice à Compiègne pour humilier les Français, la marine était informée que « l'état-major de l'armée ne prend aucune part à l'affaire d'Angleterre. Considère l'exécution

impossible. Ignore comment l'opération doit être conduite à partir de la zone sud... État-major rejette l'opération (2). »

Aucun des officiers désignés pour établir les plans dans les trois services allemands ne savait comment l'Angleterre serait envahie, bien que ce fût la marine, assez naturellement, qui y avait pensé la première. Aussi, dès le 15 novembre 1939, alors qu'Hitler essayait en vain de stimuler ses généraux pour qu'ils lancent une attaque à l'Ouest, Raeder chargea l'état-major de la marine d'examiner « la possibilité d'envahir l'Angleterre, possibilité qui se présentera si certaines conditions sont remplies dans le cours ultérieur de la guerre (3) ».

C'était la première fois dans l'histoire qu'on demandait à un état-major militaire allemand d'examiner une telle action. Il semble que Raeder prit cette initiative en grande partie parce qu'il voulait prévenir une subite et imprévisible aberration de son Führer. Il n'existe aucun document qui permette d'affirmer qu'Hitler fut consulté ou qu'il était au courant. A cette époque, ses pensées étaient limitées à la conquête d'aérodromes et de bases navales en Hollande, en Belgique et en France pour resserrer le blocus des Iles Britanniques.

En décembre 1939, le Haut-Commandement de l'armée et la Luftwaffe réfléchirent eux aussi au problème de l'invasion de l'Angleterre. Les trois services échangèrent d'assez vagues idées, mais elles n'aboutirent pas à grand-chose. En janvier 1940, la marine et l'aviation rejetèrent un plan de l'armée comme irréalisable. Pour la marine, il ne tenait aucun compte de la puissance navale anglaise; pour la Luftwaffe, il sous-estimait la R.A.F. « En conclusion, remarquait l'état-major de la Luftwaffe dans une communication à l'O.K.W., une opération combinée avec pour objectif

un débarquement en Angleterre doit être rejetée (4). » Plus tard, comme nous le verrons, Gœring et ses sous-ordres auront un point de vue tout à fait contraire.

La première mention, dans les rapports allemands, du fait qu'Hitler envisageait la possibilité d'envahir l'Angleterre date du 21 mai, lendemain de l'entrée à Abbeville des blindés se dirigeant vers la mer. Raeder discuta « en privé » avec le Führer « la possibilité d'un débarquement ultérieur en Angleterre ». La source de cette information est l'amiral Raeder (5), dont la marine ne partageait pas la gloire des victoires retentissantes de l'armée et de l'aviation à l'Ouest et qui, assez naturellement, cherchait le moyen de faire rentrer ses forces en scène. Mais les pensées d'Hitler étaient fixées sur la bataille d'encerclement au nord et sur le front de la Somme qui se formait alors au sud. Il n'ennuya pas ses généraux avec des sujets étrangers à ces deux tâches immédiates.

Les officiers de marine, cependant, ayant peu de choses à faire, continuaient d'étudier le problème de l'invasion, et, le 27 mai, le contre-amiral Kurt Fricke, chef de division des opérations navales, présenta un nouveau plan intitulé Studie England (Étude Angleterre). Un travail préliminaire fut aussi entrepris pour rassembler les bateaux et augmenter le nombre des embarcations de débarquement dont la marine était complètement dépourvue. Le docteur Gottfried Feder, économiste excentrique qui avait aidé Hitler à dresser le programme du parti aux premiers jours de Munich, à présent secrétaire d'État au ministère de l'Économie, et dont les idées baroques étaient connues, fit le plan de ce qu'il appela un « crocodile de guerre ».

C'était une sorte de péniche en béton, auto-propulsée, qui pourrait

transporter une compagnie de 200 hommes avec leur équipement ou plusieurs chars ou pièces d'artillerie, qui accosterait sur n'importe quelle plage et fournirait une protection aux troupes et véhicules qui débarqueraient. Ce projet fut pris très au sérieux par le commandement naval et même par Halder, qui le mentionna dans son journal, et fut finalement discuté par Hitler et Raeder le 20 juin. Mais, en fin de compte, il n'aboutit à rien.

Pour les amiraux, rien ne semblait présager une invasion des Iles Britanniques quand juin approchait de sa fin. Après son apparition à Compiègne le 21 juin, Hitler alla avec quelques vieux camarades faire une brève visite à Paris*, puis visiter les champs de bataille de la première guerre mondiale, où il avait servi comme estafette.

** Et contempler le tombeau de Napoléon aux Invalides : « Ce fut, dit-il à son fidèle photographe Heinrich Hoffmann, le plus grand et le plus beau moment de ma vie. »*

Il avait avec lui son adjudant-chef de l'époque, Max Amann, à présent éditeur et millionnaire. Le cours futur de la guerre — en particulier la possibilité de continuer le combat contre l'Angleterre — semblait être le cadet de ses soucis; peut-être croyait-il simplement que cette petite affaire était déjà réglée, puisque les Anglais allaient « entendre raison » et faire la paix.

Hitler ne regagna son nouveau Q.G., Tannenberg, à l'ouest de Freudensadt, dans la Forêt-Noire, que le 29 juin. Le lendemain, redescendant sur terre, il étudia le rapport de Jodl traitant de ce qu'il fallait faire en premier. Il avait pour titre : « La poursuite de la guerre contre l'Angleterre (6). » A l'O.K.W., Jodl venait après Keitel pour sa foi

fanatique dans le génie du Führer; livré à lui-même, il était habituellement un stratège prudent. Mais, à présent, il partageait l'opinion générale selon laquelle la guerre était gagnée et presque terminée.

Si l'Angleterre ne le comprenait pas, un peu plus de violence le lui rappellerait. Pour le « siège » de l'Angleterre, son mémorandum proposait trois étapes : intensification de la guerre aérienne et navale contre la navigation britannique, les dépôts d'approvisionnements, les usines et la R.A.F. ; attaques terroristes contre les centres de population; débarquement de troupes avec pour objectif l'occupation de l'Angleterre.

Jodl reconnaissait que « le combat contre l'aviation anglaise doit avoir toute priorité ». Mais, dans l'ensemble, il pensait que cela, ainsi que les autres aspects de l'assaut, pourrait être exécuté sans trop de peine.

Avec la propagande et les attaques terroristes périodiques annoncées comme représailles, la diminution croissante des bases de ravitaillement *paralysera et finalement brisera la volonté du peuple anglais de résister, et par suite forcera son gouvernement à capituler**.

* *C'est Jodl qui a souligné.*

Quant au débarquement, il pourrait

être examiné seulement après que l'Allemagne se serait assuré la maîtrise de l'air. Un débarquement, par conséquent, ne devrait pas avoir comme objectif la conquête militaire de l'Angleterre, tâche qui pourrait être laissée à l'aviation et à la marine. Son but serait plutôt de porter le coup de grâce (*Todesstoss*) à une Angleterre déjà économiquement paralysée et incapable de combattre dans les airs, si c'est encore nécessaire**.

** *Jodl suggéra aussi la possibilité « d'étendre la guerre à la périphérie » — c'est-à-dire d'attaquer l'Empire britannique avec l'aide non seulement de l'Italie mais du Japon, de*

Cependant, pensait Jodl, tout cela pouvait n'être pas nécessaire :

Puisque l'Angleterre ne peut plus lutter pour la victoire, mais seulement pour sauvegarder ses possessions et son prestige mondial, elle pourrait, selon toutes prévisions, être amenée à faire la paix quand elle apprendra qu'elle peut encore l'obtenir à un prix relativement bas.

C'est également ce que pensait Hitler, et il se mit immédiatement à préparer son discours de paix au Reichstag. En même temps, comme nous l'avons vu, il ordonna (2 juillet) l'élaboration d'un plan préliminaire de débarquement, et le 16 juillet, aucun mot « raisonnable » n'étant venu de Londres, il rédigea la directive n° 16 pour « *Otarie* ». Enfin, après plus de six semaines d'hésitations, il fut décidé d'envahir l'Angleterre « si nécessaire ». Hitler et ses généraux commençaient à comprendre que ce serait une opération capitale, non sans risques, mais dont le succès était assuré si la Luftwaffe et la marine pouvaient ouvrir la voie aux troupes en luttant contre une marine britannique bien supérieure et une aviation nullement négligeable.

Otarie était-il un plan sérieux? Et avait-on sérieusement l'intention de l'exécuter?

Jusqu'à ce jour beaucoup en ont douté et leur opinion a été renforcée par le chœur des généraux allemands après la guerre. Rundstedt, qui commandait les troupes d'invasion, dit aux enquêteurs alliés en 1945 :

L'invasion prévue de l'Angleterre était un non-sens, car les bateaux adéquats n'étaient pas disponibles... Nous considérons toute l'affaire comme une sorte de jeu, car il était évident

qu'une invasion était impossible dès lors que notre marine n'était pas en position de protéger la traversée de la Manche ni de transporter des renforts. L'aviation allemande n'était pas davantage capable de remplir ces missions si la marine échouait... J'ai toujours été sceptique sur toute l'affaire... J'ai l'impression que le Führer n'a jamais réellement voulu envahir l'Angleterre. Il n'a jamais eu le courage suffisant... Il espérait que les Anglais feraient finalement la paix (7)...

Blumentritt, chef opérationnel de Rundstedt, exprima après la guerre des opinions semblables à Liddell Hart, affirmant que « entre nous, nous en parlions (d'Otarie) comme d'un bluff (8) ».

A la mi-août je passai quelques jours au bord de la Manche, allant d'Anvers à Boulogne à la recherche de l'armée d'invasion. Le 15 août, à Calais et au cap Gris-Nez, nous vîmes des essaims de bombardiers et de chasseurs se diriger vers l'Angleterre, pour ce qui fut la première attaque aérienne massive. Et tandis qu'il était clair que la Luftwaffe donnait à plein, l'absence de bateaux et en particulier de chalands de débarquement dans les ports, les canaux et les rivières à l'arrière, me laissa l'impression que les Allemands *bluffaient*. Tout simplement, ils n'avaient pas les moyens, autant que je pouvais le voir, de faire traverser la Manche par leurs troupes.

Mais un reporter voit peu de choses d'une guerre, et nous savons maintenant que les Allemands ne commencèrent à rassembler leur flotte d'invasion que le 1er septembre. Quant aux généraux, qui a lu leurs interrogatoires ou les a entendus aux contre-interrogatoires des procès de Nuremberg a appris à n'accepter leur témoignage d'après guerre qu'avec beaucoup de réserve*.

* *Même un critique militaire aussi fin que Liddell Hart négligea toujours de le faire, et*

cette négligence gâte son livre The German Generals Talk. Parler, ils le firent, mais pas toujours avec une très bonne mémoire ni même très sincèrement.

Les généraux allemands avaient aussi des desseins personnels à satisfaire, l'un des premiers étant de discréditer la direction militaire d'Hitler. En fait, leur principale thèse, exposée avec des longueurs monotones dans leurs mémoires et au cours de leurs interrogatoires ou témoignages aux procès, était que, s'ils avaient été libres de prendre les décisions, Hitler n'aurait jamais conduit le Troisième Reich à la défaite.

Malheureusement pour eux, mais heureusement pour la postérité et la vérité, l'amas de documents secrets militaires allemands confirme l'opinion que le plan d'Hitler (envahir l'Angleterre au début de l'automne 1940) était extrêmement sérieux et que, malgré bien des hésitations, le dictateur nazi avait bien l'intention de l'exécuter s'il y avait une chance raisonnable de succès. Son sort définitif fut réglé non par manque de détermination ou d'efforts mais par les hasards de la guerre qui, pour la première fois, commençaient à jouer contre lui.

Le 17 juillet, lendemain de la publication de la directive n° 16 pour préparer l'invasion et deux jours avant le discours de paix du Führer au Reichstag, le Haut Commandement de l'armée (O.K.H.) répartit les forces pour *Otarie* et envoya 13 divisions d'élite aux emplacements qui, sur la côte de la Manche, devaient servir de point de départ à la première vague d'invasion. Le même jour, le commandant de l'armée mit au point un plan détaillé de débarquement sur un vaste front de la côte sud de l'Angleterre.

La poussée principale, ici comme dans la Bataille de France, serait exécutée par le Feldmarschall von Rundstedt, commandant du groupe d'armées A (titre qu'il recevra le 19 juillet). Six divisions d'infanterie de la

XVI^e armée du général Ernst Busch devaient embarquer au Pas de Calais et atteindre les plages entre Ramsgate et Bexhill. Quatre divisions de la IX^e armée du général Adolf Strauss traverseraient la Manche depuis la région du Havre et atterriraient entre Brighton et l'île de Wight.

Plus à l'ouest, 3 divisions de la VI^e armée du Feldmarschall von Reichenau (du groupe d'armées B du Feldmarschall Bock), partant de la presqu'île du Cotentin (Cherbourg), accosteraient dans la baie de la Lyme, entre Weymouth et Lyme Regis. En tout, 90 000 hommes formeraient la première vague ; au troisième jour, le Haut Commandement projetait de débarquer un total de 260 000 hommes. Des troupes de renfort seraient déposées à Lyme Bay et autres régions. Une force blindée de 6 panzer-divisions au moins, renforcée par 3 divisions motorisées, constituerait une seconde vague; on pensait avoir en quelques jours un total de 39 divisions à terre, plus 2 divisions aéroportées.

Leur tâche était la suivante : après s'être assuré des têtes de pont, les divisions du groupe d'armées A au sud-ouest avanceraient vers le premier objectif, une ligne allant de Gravelines à Southampton. La VI^e armée de Reichenau s'avancerait au nord vers Bristol, isolant le Devon et la Cornouailles. Le second objectif serait une ligne entre Maldon, sur la côte est au nord de l'estuaire de la Tamise, et la Severn, bloquant le Pays de Galles. « On s'attendait à de grandes batailles avec de puissantes forces britanniques » quand les Allemands auraient atteint leur premier objectif. Mais elles seraient vite gagnées, Londres serait investi et le mouvement vers le nord repris (9). Le 17 juillet, Brauchitsch dit à Raeder que toute l'opération serait terminée dans un mois et qu'elle serait relativement facile (10)*.

** Les services secrets allemands estimaient les forces britanniques au sol en juillet, août et septembre, à environ 8 divisions. Au début de juillet, l'état-major allemand estimait les forces britanniques de « valeur combattante » à 15 ou 20 divisions. En réalité, il y avait 29 divisions en Angleterre à l'époque, mais guère plus d'une demi-douzaine de « valeur combattante », car elles n'avaient pratiquement ni blindés ni artillerie. Mais, contrairement à la croyance largement répandue à ce moment, et qui a persisté jusqu'à ce jour, l'armée britannique aurait été, à la mi-septembre, capable de rivaliser avec les divisions allemandes alors destinées à la première vague d'invasion. A ce moment, elle serait prête à opposer à une attaque sur la côte sud une force de 16 divisions bien entraînées, dont 3 blindées, et 4 divisions plus une brigade blindée protégeant la côte est de la Tamise au Wash. Cela représentait un remarquable rétablissement après la débâcle de Dunkerque, qui avait laissé l'Angleterre virtuellement sans défense sur terre en juin.*

Mais Raeder et l'amirauté étaient sceptiques. Une opération d'une telle envergure sur un si vaste front — il s'étendait sur 300 kilomètres de Ramsgate à Lyme Bay — dépassait les moyens de la marine allemande en convois et en protection. Raeder en informa l'O.K.W. deux jours plus tard et y revint encore le 21 juillet quand Hitler le convoqua, ainsi que Brauchitsch et le général Hans Jeschonnek (chef d'état-major de la Luftwaffe) à Berlin. Le Führer était toujours troublé au sujet de « ce qui se passait en Angleterre ». Il reconnut les difficultés de la marine mais insista sur la nécessité de terminer la guerre aussi vite que possible.

Les renseignements anglais sur les plans allemands étaient erronés et, pendant les trois premiers mois de la menace d'invasion, presque complètement faux. Durant tout l'été, Churchill et ses conseillers militaires demeurèrent convaincus que les Allemands feraient leur principale tentative de débarquement sur la côte est : le gros des forces terrestres anglaises y fut concentré jusqu'en septembre.

Pour l'invasion, 40 divisions seraient nécessaires, dit-il, et « l'opération principale » devrait être terminée vers le 15 septembre. Dans

l'ensemble, le Seigneur de la Guerre était optimiste malgré le refus de Churchill d'écouter son offre de paix.

La situation de l'Angleterre est sans espoir (Halder nota ces paroles d'Hitler). La guerre a été gagnée par nous. Un renversement des chances de succès est impossible (11).

Mais la marine, devant la terrible tâche de transporter une forte armée de l'autre côté de la Manche houleuse, en face d'une marine britannique infiniment plus forte et d'une aviation ennemie qui paraissait encore assez active, n'était pas rassurée. Le 29 juillet, l'état-major de la marine rédigea un mémorandum mettant en garde « contre l'entreprise de l'opération cette année » et proposant qu' « elle soit examinée en mai 1941 ou plus tard (12) ».

Hitler, cependant, insista pour l'examiner le 31 juillet 1940, quand il convoqua ses chefs militaires à sa villa sur l'Obersalzberg. Outre Raeder, Keitel et Jodl de l'O.K.W. étaient présents ainsi que Brauchitsch et Halder du Haut-Commandement. Le grand amiral que Raeder était devenu parla presque tout le temps. Il n'était pas très optimiste.

Le 15 septembre, dit-il, serait la date la plus proche possible pour entreprendre « *Otarie* », et à condition qu'aucune « circonstance imprévue due au temps ou à l'ennemi ne se produise ». Quand Hitler s'enquit du problème du temps, Raeder répondit par une conférence aussi éloquente que peu encourageante. Sauf pendant la première quinzaine d'octobre, le temps, expliqua-t-il, était « généralement mauvais » sur la Manche et en mer du Nord; de légers brouillards y apparaissaient au milieu du mois et d'épais à la fin.

Mais cela n'était qu'une partie du problème. « L'opération, déclara-t-

il, ne peut être conduite que si la mer est calme. » Si la mer était forte, les chalands couleraient et même les gros bateaux seraient inutiles, puisqu'ils ne pourraient pas décharger de ravitaillement. L'amiral se montrait plus sombre à mesure qu'il envisageait toutes les difficultés :

Même si la première vague (poursuivit-il) réussit à traverser avec des conditions météorologiques favorables, il n'y a aucune garantie que ce temps favorable se prolonge pour les seconde et troisième vagues... En réalité nous devons admettre que pas un transport digne de ce nom ne pourra traverser pendant quelques jours, jusqu'à ce que certains ports puissent être utilisés.

Cela mettrait l'armée en difficulté, échouée sur les plages sans ravitaillement ni renforts. Raeder en vint alors au point capital des différends entre l'armée et la marine. L'armée voulait un large front, du Pas de Calais à Lyme Bay. Mais la marine ne pouvait pas fournir les bateaux nécessaires à une telle opération contre la violente réaction attendue de la marine et de l'aviation britanniques. Raeder soutint donc que le front devait être raccourci — et ne s'étendre que du Pas de Calais à Eastbourne. L'amiral gardait son argument décisif pour la fin :

« Tout bien considéré, dit-il, la meilleure époque pour l'opération serait mai 1941. »

Mais Hitler ne voulait pas attendre aussi longtemps. Il convint que « naturellement » on ne pouvait rien faire contre le temps. Mais on devait envisager les conséquences d'un tel retard. Au printemps, la marine allemande ne serait pas plus forte par rapport à la marine britannique. L'armée britannique était actuellement en mauvaise forme, mais qu'on lui laisse encore huit à dix mois et elle aurait alors de 30 à 35 divisions, une

force considérable pour la zone restreinte de l'invasion projetée. Donc sa décision (d'après les notes confidentielles prises par Raeder et Halder (13) était la suivante :

Des opérations de diversion en Afrique doivent être étudiées. Mais le résultat décisif ne peut être obtenu que par une attaque de l'Angleterre. On doit donc essayer de préparer l'opération pour le 15 septembre 1940... La décision, que l'opération ait lieu en septembre ou qu'elle soit retardée jusqu'en mai 1941, sera prise après que l'aviation se sera livrée à des attaques concentrées sur le sud de l'Angleterre pendant une semaine. Si l'effet des attaques aériennes est tel que l'aviation ennemie, les ports, les forces navales, etc., sont gravement endommagés, l'opération Otarie sera exécutée en 1940. Autrement elle sera retardée jusqu'en mai 1941.

Tout, à présent, dépendait de la Luftwaffe. Le lendemain, 1er août, Hitler donna en conséquence deux directives de l'O.K.W., l'une signée par lui, l'autre par Keitel.

Q.G. du Führer août 1940
ULTRA-SECRET.

Directive n° 17 pour la conduite de la guerre Aérienne et navale contre l'Angleterre.

En vue d'établir les conditions nécessaires pour la conquête finale de l'Angleterre, j'ai l'intention de continuer la guerre navale et aérienne contre la métropole anglaise plus intensément qu'auparavant.

A ces fins je donne les ordres suivants :

1. — L'aviation allemande doit écraser l'aviation anglaise avec tous les moyens dont elle dispose.
2. — Après s'être assuré la supériorité de l'air, localement ou temporairement, la guerre

aérienne doit être menée contre les ports, spécialement contre les établissements en rapport avec l'approvisionnement en nourriture... Des attaques contre les ports de la côte sud doivent être entreprises à l'échelle la plus restreinte possible, en vue des opérations que nous envisageons...

3. — La Luftwaffe doit rester en force pour l'opération Otarie.

4. — Je me réserve la décision des attaques terroristes de représailles.

5. — La guerre aérienne intensifiée peut commencer le 6 août ou plus tard... La marine est autorisée à commencer la guerre navale intensifiée à la même date.

Adolf HITLER (14).

La directive signée par Keitel au nom d'Hitler le même jour disait notamment :

ULTRA-SECRET.

Opération Otarie.

Le commandant en chef de la marine ayant déclaré le 31 juillet que les préparatifs nécessaires pour *Otarie* ne pourraient être achevés avant le 15 septembre, le Führer a ordonné :

— Les préparatifs pour Otarie doivent être poursuivis par l'armée et l'aviation et achevés le 15 septembre.

— Huit ou quinze jours après le déclenchement de l'offensive aérienne contre l'Angleterre, qui est fixée au 5 août, le Führer décidera si l'invasion aura lieu cette année ou non; sa décision dépendra grandement du résultat de l'offensive aérienne...

— En dépit de l'avertissement de la marine, selon lequel elle ne peut garantir la défense que d'une étroite zone côtière (jusqu'à l'ouest de Eastbourne), les préparatifs doivent être poursuivis pour l'attaque d'une vaste base, comme prévu à l'origine (15)...

Le dernier paragraphe ne servit qu'à attiser la querelle entre l'armée et la marine sur la question d'un front d'invasion étiré ou réduit. Quinze jours avant, l'état-major de la marine avait estimé que satisfaire aux demandes de

l'armée (débarquer 100 000 hommes avec équipement et ravitaillement de la première vague, au long d'un front de 300 kilomètres, de Ramsgate à Lyme Bay) nécessiterait le rassemblement de 1722 chalands, 1161 vedettes à moteur, 471 remorqueurs et 155 navires de transport.

Même s'il était possible de rassembler un aussi grand nombre de bateaux, dit Raeder à Hitler, l'économie allemande en serait ruinée, car retirer tant de chalands et de remorqueurs détruirait tout le système de transport par eau à l'intérieur du pays, dont la vie économique dépendait largement (16). De toute façon, Raeder le dit nettement, la protection d'une telle Armada, essayant de ravitailler un front aussi étendu malgré les attaques de la marine et de l'Air Force anglaises, était au-dessus des moyens de la marine. Et l'état-major de la marine avertit même l'armée que, si elle s'obstinait à créer un vaste front, la marine pourrait y perdre *tous* ses bateaux.

Mais l'armée s'entêta. Elle surestimait les forces britanniques, et elle argua que le fait de débarquer sur un front étroit aboutirait à mettre les assaillants en face d'une force britannique « supérieure ». Le 7 août, il y eut une explication entre les deux services, quand Halder rencontra son adversaire de la marine, l'amiral Schniewind, chef d'état-major. Ce fut un heurt violent et dramatique.

« Je rejette totalement la proposition de la marine, s'écria le chef d'état-major de l'armée, homme habituellement très calme. Du point de vue de l'armée, je considère cela comme un suicide complet. Je pourrais aussi bien mettre les troupes débarquées dans une machine à saucisses. »

D'après les rapports de l'état-major de la marine sur la rencontre*,

Schniewind répliqua que ce serait « également un suicide » d'essayer de transporter des troupes sur un front aussi vaste que celui que l'armée désirait « étant donné la suprématie des Anglais sur mer ».

** Ce soir-là, dans son Journal, Halder ne cita pas ses paroles comme ci-dessus. Il déclara, cependant, que « la conversation aboutit seulement à la confirmation d'un fossé infranchissable ». La marine, dit-il, « avait peur de la flotte de haute mer anglaise et maintenait que la Luftwaffe était incapable de parer à ce danger ». Il est clair qu'à cette époque la marine, sinon l'armée, avait peu d'illusions sur la puissance combative de l'aviation de Gøring.*

C'était là un dilemme cruel. Si l'on tentait d'établir un large front garni de troupes nombreuses, toute l'expédition des Allemands pouvait être coulée par la marine britannique. Si un front réduit, exigeant moins de troupes, était adopté, les envahisseurs pouvaient être rejetés à la mer par l'armée britannique. Le 10 août, Brauchitsch, commandant en chef de l'armée, informe l'O.K.W. qu'il « ne pouvait accepter » un débarquement entre Folkestone et Eastbourne. Cependant, il consentait « à très grand regret » à abandonner le débarquement à Lyme Bay, afin de raccourcir le front.

Ce n'était pas suffisant pour les amiraux, et leur prudence et leur obstination commençaient à agir sur l'O.K.W. Le 13 août, Jodl rédigea une « appréciation » de la situation, posant cinq conditions pour la réussite d'« Otarie », qui auraient dû paraître presque comiques aux généraux et aux amiraux si leur problème n'avait pas été aussi grave. Premièrement, disait-il, la marine britannique devait être éliminée de la côte sud, en second lieu, la R.A.F. devait être éliminée du ciel britannique.

Les autres conditions se rapportaient au débarquement des troupes en force et avec une rapidité qui dépassait nettement les moyens de la

marine. Si ces conditions n'étaient pas remplies, il considérait le débarquement comme « un acte de désespoir qui pourrait être accompli dans une situation désespérée, mais que nous n'avons aucune raison de tenter à présent (17) ».

Si les craintes de la marine gagnaient Jodl, les hésitations du chef des opérations de l'O.K.W., elles, gagnaient Hitler. Pendant toute la guerre, le Führer se reposa bien plus sur Jodl que sur le chef de l'O.K.W., le mou et mélancolique Keitel. Il n'est donc pas étonnant que le 13 août, quand Raeder vit le commandant suprême à Berlin et demanda une décision (large front ou front réduit), Hitler inclina à être d'accord avec la marine pour la plus modeste des deux opérations. Il promit de prendre une décision définitive le lendemain, après avoir vu le commandant en chef de l'armée. (18)

A la suite d'un entretien avec Brauchitsch, le 14, Hitler se décida finalement, et le 16 une directive de l'O.K.W. signée par Keitel déclarait que le Führer avait décidé d'abandonner le débarquement à Lyme Bay, qui incombait à la VI^e armée de Reichenau. Les préparatifs de débarquement sur un front plus étroit, pour le 15 septembre, devaient être poursuivis, mais pour la première fois les doutes du Führer apparaissaient dans une directive secrète qui ajoutait : « Les ordres définitifs ne seront pas donnés avant que la situation soit éclaircie. » Le nouvel ordre, cependant, ressemblait à un compromis. Car une autre directive du même jour élargissait le front limité :

Traversée principale doit être faite sur front réduit. Débarquement simultané de 4 à 5 000 hommes à Brighton par vedettes à moteur et le même nombre de troupes aéroportées à Deal-Ramsgate. En plus, au jour J moins 1, la Luftwaffe devra procéder à une violente attaque

sur Londres, qui chassera la population de la ville et embouteillera les routes (19).

Bien qu'Halder, le 23 août, eût griffonné en sténo dans son journal que « sur cette base, une attaque n'a aucune chance de succès cette année », une directive du 27 août, signée par Keitel, exposait les plans définitifs de débarquement dans les quatre zones principales de la côte sud, entre Folkestone et Selsey Bill, à l'est de Portsmouth, avec pour premier objectif, comme précédemment, une ligne qui allait de Portsmouth à la Tamise à l'est de Londres jusqu'à Gravesend; cet objectif devait être atteint dès que les points de débarquement auraient été reliés et organisés et que les troupes pourraient foncer au nord.

En même temps, ordre était donné de se tenir prêt à exécuter certaines manœuvres de diversion, dont la principale était « Voyage d'automne ». Il s'agissait d'une feinte sur une grande échelle contre la côte orientale anglaise où, comme on l'a dit, Churchill et ses conseillers militaires s'attendaient à subir le choc principal de l'invasion. Dans ce but, 4 grands paquebots, dont les 2 plus grands de l'Allemagne, *l'Europa* et le *Bremen*, et 10 transports supplémentaires, escortés par 4 croiseurs, devaient partir des ports sud de la Norvège et de l'Heligoland le jour J moins 2 et mettre le cap sur la côte anglaise entre Aberdeen et Newcastle. Les navires seraient vides, toute l'expédition reviendrait à la tombée de la nuit et répéterait la manœuvre le lendemain (20).

Le 20 août, Brauchitsch donna une longue série d'instructions pour les débarquements, mais les généraux qui les reçurent devaient se demander si leur chef avait maintenant l'entreprise à cœur. Il les avait intitulées « Instructions pour la *Préparation* de l'Opération Otarie ». C'était un peu tard, s'agissant des préparatifs d'une opération dont il commandait

l'exécution pour le 15 septembre. « L'ordre d'exécution, ajoutait-il, dépend de la situation politique », condition qui a dû embarrasser les généraux apolitiques (21).

Le 1er septembre, le mouvement des bateaux depuis les ports allemands de la mer du Nord vers les ports d'embarquement de la Manche commença, et deux jours plus tard, le 3 septembre, arriva une autre directive de l'O.K.W.

La date la plus rapprochée pour le départ de la flotte d'invasion a été fixée au 20 septembre, et celle du débarquement au 21 septembre.

Les ordres pour le lancement de l'attaque seront donnés le jour J moins 10, probablement donc le 11 septembre.

Les ordres définitifs seront donnés au plus tard le jour J moins 3, à midi.

Tous les préparatifs doivent rester susceptibles d'annulation vingt-quatre heures avant zéro heure.

KEITEL (22).

Cela ressemblait à du travail, mais c'était un faux-semblant. Le 6 septembre, Raeder eut encore une longue conférence avec Hitler. « La décision du Führer de débarquer en Angleterre, nota l'amiral ce soir-là, n'est en aucune façon arrêtée, car il est fermement convaincu que la défaite de l'Angleterre sera acquise même sans le débarquement. » En réalité, comme le montre le long rapport de Raeder sur l'entretien, le Führer discourut sans fin sur presque tout sauf sur « *Otarie* » : la Norvège, Gibraltar, Suez, « le problème des États-Unis, » le traitement des colonies françaises et ses fantastiques intentions au sujet de l'établissement d'une « Union de l'Allemagne du Nord (23) ».

Si Churchill et ses chefs militaires avaient seulement eu vent de cette remarquable conférence, le mot-code « Cromwell » n'aurait peut-être pas été lancé en Angleterre le lendemain soir, 7 septembre. Il signifiait « Invasion imminente » et déclencha une confusion sans nom : la Home Guard fit sonner les cloches des églises, plusieurs ponts furent détruits par les Royal Engineers, etc.*.

* *Churchill a dit que ni lui ni les chefs d'état-major n'étaient « prévenus » que le mot-code « Cromwell » avait été donné. Il fut transmis par le Q.G. des Home Forces Their Finest Hour, p. 312.) (L'Heure tragique, 1re partie, p. 328.) Mais, quatre jours plus tard, le 11 septembre, le Premier Ministre radiodiffusa un avertissement : si l'invasion devait se produire, elle ne pouvait « beaucoup tarder ». C'est pourquoi, dit-il, nous devons considérer la semaine prochaine ou les suivantes comme une période très importante de notre histoire. Elle rappelle les jours où l'Armada espagnole approchait de la Manche, alors que Drake terminait sa partie de boules ; ou encore l'époque où Nelson s'interposait entre nous et la Grande Armée rassemblée par Napoléon au camp de Boulogne.*

Mais à la fin de l'après-midi du dimanche 7 septembre, les Allemands firent leur premier bombardement massif de Londres, exécuté par 625 bombardiers protégés par 648 chasseurs. Ce fut l'attaque aérienne la plus dévastatrice lancée jusqu'à ce jour sur une ville; les bombardements de Varsovie et de Rotterdam étaient, par comparaison, des piquûres d'épingle. Au début de la soirée, tout le quartier des docks était en flammes et toutes les lignes de chemin de fer vers le sud, vitales pour la défense contre l'invasion, étaient bloquées.

Beaucoup de Londoniens crurent que ce bombardement meurtrier était le prélude à un débarquement allemand immédiat et c'est plus à cause de cela que de toute autre chose que l'alerte « Invasion imminente » fut donnée. Comme on put le voir peu après, ce sauvage bombardement de Londres du 7 septembre, bien qu'il fût un avertissement prématuré et eût

causé de grands dégâts, marqua un tournant décisif. Ce fut le premier grand combat aérien de l'Histoire et le premier acte de la Bataille d'Angleterre, qui allait bien vite atteindre son point culminant.

Pour Hitler, le temps approchait aussi où il devrait prendre sa fatale décision. L'invasion devait avoir lieu le 11 septembre, stipulait la directive du 3 septembre, dormant aux services armés dix jours pour exécuter les préliminaires. Mais, le 10, Hitler décida de retarder sa décision jusqu'au 14. Il semble qu'il y ait eu au moins deux raisons à ce délai. L'une était la conviction de l'O.K.W. que le bombardement de Londres causait tant de ravages aussi bien matériels que moraux, qu'une invasion pouvait n'être plus nécessaire*.

** Les Allemands furent fortement impressionnés par les rapports de leur ambassade à Washington, qui relayait les informations reçues de Londres et les enjolivait. Ils prétendaient que l'état-major américain croyait que l'Angleterre ne tiendrait plus longtemps. D'après le lieutenant-colonel von Lossberg (Im Wehrmacht Führungsstab, p. 91), Hitler espérait sérieusement qu'une révolution allait éclater en Angleterre (Lossberg était un représentant de l'armée à l'O.K.W.).*

L'autre raison venait des difficultés que la marine allemande éprouvait à rassembler ses bateaux. En dehors du temps, que les autorités navales qualifiaient, le 10 septembre, d' « anormal et instable », la R.A.F., que Gøering avait promis de détruire, et la marine britannique entravaient de plus en plus la concentration de la flotte d'invasion. Ce même jour, l'état-major de la marine prévint du « danger » d'attaques aériennes et navales anglaises contre les mouvements de transports allemands, mouvements qu'il disait « sans aucun doute réussis ». Deux jours plus tard, le 12 septembre, le Q.G. du groupe naval Ouest envoya à Berlin un message de mauvais augure.

Les interruptions causées par les forces aériennes de l'ennemi, l'artillerie à longue portée et les forces légères navales ont, pour la première fois, pris une importance capitale. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais et de Boulogne ne peuvent être utilisés comme mouillages de nuit pour les bateaux, à cause du danger des bombardements anglais et de la canonnade. Des unités de la flotte britannique peuvent à présent opérer presque sans inquiétude dans la Manche. Par suite de ces difficultés, le regroupement de la flotte d'invasion, exigera de nouveaux délais.

Le lendemain, les choses empirèrent. Des forces navales légères anglaises bombardèrent les principaux ports d'invasion de la Manche, Ostende, Calais, Boulogne et Cherbourg, tandis que la R.A.F. coulait 80 chalands dans le port d'Ostende. A Berlin, ce jour-là, Hitler s'entretint avec ses chefs de service pendant le déjeuner. Il pensait que la guerre aérienne marchait très bien et déclara qu'il n'avait pas l'intention de courir le risque d'une invasion (24). En fait, Jodl eut l'impression, d'après les remarques du Führer, qu'il avait « apparemment décidé d'abandonner tout à fait *Otarie* »; impression qui était juste ce jour-là, comme Hitler le confirma le lendemain quand, pourtant, il changea encore d'idée.

Raeder et Halder ont laissé tous deux des notes confidentielles sur la rencontre du Führer et de ses commandants en chef à Berlin le 14 septembre (25). L'amiral s'arrangea pour glisser à Hitler un mémorandum avant l'ouverture de la séance, exposant l'opinion de la marine selon laquelle

la situation actuelle dans les airs ne remplit pas les conditions souhaitables pour l'exécution de l'opération (*Otarie*), car le risque est encore trop grand.

Au début de la conférence, le Seigneur de la Guerre manifesta un état

d'esprit plutôt négatif, et ses idées étaient pleines de contradictions. Il ne voulait pas donner l'ordre de lancer l'invasion, mais ne voulait pas non plus l'annuler, et Raeder nota dans le Journal de guerre de la marine : « Apparemment, il avait projeté de le faire le 13 septembre. »

Quelles étaient les raisons de son dernier revirement? Halder les consigne avec certains détails:

Un débarquement couronné de succès (prétendit le Führer) et suivi d'une occupation terminerait la guerre en peu de temps. L'Angleterre serait affamée. Un débarquement ne doit pas nécessairement avoir lieu dans un temps déterminé... Mais une longue guerre n'est pas à désirer. Nous avons jusqu'ici accompli tout ce que nous voulions

Les espérances que l'Angleterre fondait sur la Russie et sur l'Amérique, dit Hitler, ne se sont pas matérialisées. La Russie ne va pas verser son sang pour l'Angleterre. Le réarmement de l'Amérique ne sera pleinement effectif qu'en 1945. Pour le moment, la « solution la plus rapide serait un débarquement en Angleterre. La marine remplit les conditions nécessaires. Les opérations de la Luftwaffe sont au-dessus de tout éloge. Quatre ou cinq jours de temps convenable apporteront les résultats décisifs... Nous avons une forte chance de mettre l'Angleterre à genoux ».

Qu'est-ce donc qui n'allait pas? Pourquoi hésiter plus longtemps à déclencher l'invasion?

Les ennuis existaient, Hitler l'admettait :

L'ennemi se relève... Les chasseurs ennemis n'ont pas encore été complètement éliminés. Les rapports sur nos succès ne donnent pas un tableau positif, bien que l'ennemi ait été gravement touché.

En somme, déclara Hitler, « en dépit de tous nos succès *les conditions requises pour l'Opération Otarie n'ont pas encore été remplies* ». (C'est Halder qui souligne.)

Hitler résuma ses réflexions :

1. — Un débarquement couronné de succès signifie la victoire, mais pour cela nous devons acquérir la suprématie aérienne.
2. — Le mauvais temps nous a jusqu'à présent empêchés d'atteindre à cette suprématie.
3. — Tous les autres facteurs sont réunis.

Décision, par conséquent : On ne renonce pas encore à l'opération.

Étant arrivé à cette conclusion négative; Hitler se laissa aller là-dessus à formuler l'espoir que la Luftwaffe pût encore apporter une victoire qui semblait se moquer de lui et persistait à lui échapper de justesse. « Jusqu'à présent, dit-il, les attaques aériennes ont eu un effet formidable, mais peut-être surtout sur les nerfs. Même si la victoire dans les airs ne peut être remportée que dans dix ou douze jours, les Anglais peuvent cependant être atteints d'hystérie collective. »

Pour favoriser ce phénomène nerveux, Jeschonnek, chef d'état-major de l'aviation, demanda la permission de bombarder les quartiers résidentiels de Londres, puisque, dit-il, on n'aurait aucun indice de « panique générale » à Londres tant que ces zones seraient épargnées. L'amiral Raeder appuya avec enthousiasme cette idée de bombardement terroriste. Hitler, cependant, pensait que la concentration sur des objectifs militaires était plus importante. « Les bombardements en vue de provoquer une panique massive, dit-il, doivent être réservés pour la fin. »

La faveur de l'amiral Raeder pour un bombardement terroriste semble imputable surtout à son manque d'enthousiasme pour les débarquements. Il insista encore sur les « grands risques » courus. La situation dans les airs, souligna-t-il, pouvait difficilement s'améliorer avant les dates projetées pour le débarquement, 24-27 septembre; ces dates devaient donc être repoussées « jusqu'au 8 ou 24 octobre ».

Mais cela revenait pratiquement à abandonner l'invasion, et Hitler le comprit; il déclara qu'il ne réserverait sa décision sur les débarquements que jusqu'au 17 septembre (trois jours plus tard) de façon qu'ils puissent toujours être effectués le 27 septembre. Si c'était alors impossible, il envisagerait octobre. En conclusion, une directive du Commandement Suprême fut rédigée :

Berlin 14 septembre 1940

ULTRA-SECRET.

...Le Führer a décidé :

Le déclenchement de l'opération Otarie est encore retardé. Un nouvel ordre suivra le 17 septembre. Tous les préparatifs doivent être poursuivis.

Les attaques aériennes sur Londres doivent continuer et la zone des objectifs doit être étendue aux dispositifs militaires et autres installations vitales (par exemple les gares).

Les attaques terroristes contre les zones purement résidentielles sont réservées comme ultime moyen de pression (26).

Ainsi, bien qu'Hitler eût retardé de trois jours la décision concernant l'invasion, il n'y avait en aucune façon renoncé : donnons encore quelques jours à la Luftwaffe pour en finir avec la R.A.F. et démoraliser Londres, et le débarquement pourrait avoir lieu. Il apporterait la victoire finale. Encore

une fois, tout dépendait de l'aviation tant vantée de Goering. Elle livrerait en fait son suprême effort le lendemain même.

L'opinion de la marine sur la Luftwaffe, toutefois, était d'heure en heure plus mauvaise. Le soir de la conférence cruciale à Berlin, l'état-major de la marine rendit compte de violents bombardements des ports d'invasion, d'Anvers à Boulogne, par la R.A.F.

... A Anvers... des pertes considérables sont infligées aux transports — cinq transports à vapeur sérieusement endommagés au port; un chaland coulé, deux grues détruites, un train de munitions sauté, plusieurs hangars en flammes.

La nuit suivante fut pire, la marine annonçant de « puissantes attaques aériennes ennemies sur toute la zone côtière entre Le Havre et Anvers ». Les marins envoyèrent un S.O.S., demandant de renforcer la protection antiaérienne dans les ports d'invasion. Le 17 septembre, l'état-major de la marine annonçait :

La R.A.F. n'est toujours pas défaite; au contraire, elle montre une activité croissante dans ses attaques sur les ports de la Manche et entrave de plus en plus les mouvements de regroupement (27)*.

** Le 16 septembre, selon une autorité allemande, les bombardiers de la R.A.F. surprisent un vaste exercice d'entraînement pour l'invasion et infligèrent de lourdes pertes en hommes et en navires de débarquement. Ce fut l'origine de nombreuses nouvelles en Allemagne et ailleurs sur le continent, selon lesquelles les Allemands avaient effectivement tenté un débarquement et avaient été repoussés par les Anglais. (GEORG W. FEUCHTER, *Geschichte des Luftkriegs*, p. 176). J'entendis cette « nouvelle » dans la nuit du 16 septembre, à Genève, où je prenais quelques jours de repos. Le 18 septembre et le lendemain aussi, je vis deux longs trains sanitaires déchargeant des soldats blessés dans les faubourgs de Berlin. D'après les pansements je conclus que les blessures étaient pour la plupart des brûlures. Or, depuis trois mois, il n'y avait de combat nulle part sur terre.*

Le 21 septembre, les papiers confidentiels de la marine allemande rapportèrent que

21 transports et 214 chalands — environ 12 pour 100 du total regroupé pour l'invasion — avaient été perdus ou endommagés. (Führer Conferences on Naval affairs, p. 102.)

Cette nuit-là, la lune était pleine et les bombardiers de nuit anglais en profitèrent. L'état-major de la marine allemande annonça « des pertes considérables » de bateaux qui à présent obstruaient les ports d'invasion. A Dunkerque, 84 chalands avaient été coulés ou endommagés, et de Cherbourg au Helder, la marine annonça, parmi d'autres chiffres déprimants : un dépôt de munitions de 500 tonnes détruit, un dépôt de vivres incendié, divers vapeurs et torpilleurs coulés et de nombreuses pertes dans les équipages. Ce sévère bombardement, plus les tirs des canons lourds de l'autre côté de la Manche, rendait nécessaire, déclarait l'état-major de la marine, la dispersion des navires de guerre et de transports déjà concentrés sur la Manche, et l'arrêt de tout mouvement de bateaux dans les ports d'invasion.

Autrement (disait-il), étant donné l'énergique action de l'ennemi, nous subirons à l'avenir des pertes telles que l'exécution de l'opération à l'échelle préalablement envisagée deviendra en tout cas problématique (28).

Elle l'était déjà.

Dans le Journal de guerre de la marine allemande on trouvait une note laconique du 17 septembre :

L'aviation ennemie n'est toujours pas battue, en aucune façon. Au contraire, elle montre une activité croissante. Dans l'ensemble, les conditions atmosphériques ne nous permettent pas d'espérer une période de calme... *Le Führer décide donc de retarder « Otarie » indéfiniment* (29).

C'est la marine qui souligne.

Adolf Hitler, après tant d'années d'étourdissants succès, avait à la fin rencontré un échec. Pendant près d'un mois, on persista à prétendre que l'invasion pourrait toujours avoir lieu en automne, mais c'étaient des paroles en l'air. Le 19 septembre, le Führer ordonna formellement d'arrêter le regroupement de la flotte d'invasion et de disperser les bateaux se trouvant dans les ports, « de façon que la réduction de la zone de navigation causée par les attaques aériennes de l'ennemi soit limitée au minimum ».

Mais il était impossible de maintenir une Armada, même dispersée, et la concentration des troupes, canons, chars et ravitaillement groupés pour traverser la Manche en vue d'une invasion qui avait été sans cesse retardée. « Cet état de choses, notait Halder dans son journal du 28 septembre, qui fait traîner en longueur l'exécution d' « *Otarie* », est insupportable. » Quand Ciano et Mussolini rencontrèrent le Führer sur le Brenner, le 4 octobre, le ministre italien des Affaires étrangères nota dans son journal : « On ne parle plus d'un débarquement dans les Iles Britanniques. » L'échec d'Hitler mit Mussolini d'excellente humeur, ce qui ne s'était pas produit depuis bien longtemps. « J'ai rarement vu le Duce d'aussi bonne humeur qu'au col du Brenner aujourd'hui », nota Ciano (30).

Déjà la marine et l'armée pressaient le Führer de prendre la décision d'annuler tout à fait « *Otarie* ». L'état-major de l'armée lui remontra que le maintien des troupes sur la Manche « sous de constantes attaques aériennes des Anglais menait à des pertes continuelles ».

Finalement, le 12 octobre, le Seigneur de la Guerre admit l'échec et remit l'invasion au printemps prochain. Une directive formelle fut donnée :

Q.G. du Führer 12 octobre 1940
ULTRA-SECRET.

Le Führer a décidé qu'à partir de maintenant et jusqu'au printemps, les préparatifs pour « Otarie » seront poursuivis uniquement dans le but de maintenir une pression politique et militaire sur l'Angleterre.

Si l'invasion devait être à nouveau envisagée au printemps ou au début de l'été 1941, des ordres pour la reprise de préparatifs opérationnels seraient donnés plus tard...

L'armée reçut l'ordre de libérer les formations d'« *Otarie* » « pour d'autres services ou pour leur emploi sur d'autres fronts ». La marine fut chargée de « prendre toutes mesures pour libérer le personnel et la zone de navigation ». Mais les deux armes devaient camoufler leurs mouvements. « Les Anglais, déclara Hitler, doivent continuer à croire que nous préparons une attaque sur un large front (31). »

Qu'était-il arrivé pour qu'Hitler eût finalement renoncé?

Deux choses : le déroulement fatal de la bataille d'Angleterre dans les airs, et l'orientation de ses pensées, une fois de plus, vers l'Est, vers la Russie.

La grande offensive aérienne de Gøring contre l'Angleterre, l'opération « Aigle » (*Adlerangriffe*), avait été lancée le 15 août. Son objectif : chasser des cieux la R.A.F. et réaliser ainsi l'une des conditions dont l'invasion dépendait. Le gros Reichsmarschall ne doutait pas de la victoire. A la mi-juillet, il était sûr que la chasse qui défendait le sud de l'Angleterre serait écrasée en quatre jours par un assaut à outrance, victoire qui ouvrirait la voie à l'invasion. Détruire complètement la R.A.F. prendrait un peu plus de temps, dit Gøring au haut commandement de l'armée (32) : trois à quatre semaines. En fait, le chef de l'aviation allemande pensait que seule la Luftwaffe pouvait mettre l'Angleterre à genoux et qu'une invasion par des forces terrestres ne serait probablement pas nécessaire.

Pour réaliser ce vaste objectif, il disposait de trois grandes flottes aériennes (*Luftflotten*) : la IIe, sous le commandement du Feldmarschall Kesselring, opérant à partir des Pays-Bas et du nord de la France; la IIIe, sous le commandement du Feldmarschall Sperrle, basée dans le nord de la France, et la Ve, sous le commandement du général Stumpff, stationnée en Norvège et au Danemark. Les deux premières totalisaient 929 chasseurs, 875 bombardiers et 316 bombardiers en piqué; la Ve était beaucoup plus faible, avec 123 bombardiers et 34 chasseurs bi-moteurs Me-110. Contre cette force énorme, la R.A.F. disposait, au début d'août, de 700 à 800 chasseurs pour la défense aérienne du royaume.

Pendant tout le mois de juillet, la Luftwaffe intensifia graduellement ses attaques contre la navigation anglaise dans la Manche et sur les ports

méridionaux de l'Angleterre. C'était une opération de sondage. Bien qu'il fût nécessaire de chasser du détroit les bateaux anglais avant qu'une invasion pût débiter, le principal objectif de ces opérations préliminaires était de forcer les chasseurs anglais à combattre. Ce plan échoua. Le commandement de la R.A.F. refusa habilement d'engager plus d'une fraction de ses chasseurs, et il en résulta un dommage considérable à la navigation et à quelques ports. Quatre contre-torpilleurs et 18 navires marchands furent coulés, mais ce combat préliminaire coûta à la Luftwaffe 296 appareils détruits et 135 endommagés. La R.A.F. perdit 148 chasseurs.

Le 12 août, Goering donna l'ordre de lancer « Aigle » le lendemain. Comme lever de rideau, de sévères attaques furent entreprises le 12 sur les stations radar de l'ennemi, dont 5 furent effectivement touchées et endommagées et une détruite; mais, à ce stade, les Allemands ne comprirent pas combien le radar était vital pour la défense anglaise et ils ne poursuivirent pas leur attaque. Les 13 et 14, les Allemands envoyèrent quelque 1 500 avions, la plupart contre les terrains de la R.A.F., et, s'ils annoncèrent qu'ils en avaient « complètement détruit » 5, les dégâts étaient en réalité négligeables. La Luftwaffe perdit 47 avions contre 13 seulement de la R.A.F.*.

* La Luftwaffe revendiqua 134 avions anglais pour une perte de 34. Depuis cette date, on exagéra des deux côtés le chiffre des pertes infligées.

Le 15 août vit la première grande bataille dans le ciel. Les Allemands lancèrent le gros des trois flottes aériennes; 801 bombardiers et 1 149 chasseurs sortirent. La Ve Flotte aérienne, opérant à partir de la

Scandinavie, rencontra le désastre. En envoyant 800 avions pour une attaque massive de la côte sud, les Allemands avaient espéré trouver la côte nord-est sans défense. Mais une force de 100 bombardiers, escortée par 34 chasseurs bimoteurs Me-110, fut surprise par 7 escadrilles de Hurricane et de Spitfire comme elle approchait de la Tyne et fut sévèrement meurtrie. 30 avions allemands, pour la plupart des bombardiers, furent abattus sans perte pour les défenseurs. Ce fut la fin de la Ve flotte aérienne dans la bataille d'Angleterre. Elle n'y revint jamais.

Au sud de l'Angleterre, le même jour, les Allemands eurent plus de succès. Ils lancèrent 4 attaques massives, dont l'une réussit à pénétrer presque jusqu'à Londres. A Croydon, 4 usines d'aviation furent touchées et 5 terrains de chasseurs R.A.F. endommagés. En tout, les Allemands perdirent 75 appareils pour 34 de la R.A.F.**. A ce taux, en dépit de leur supériorité numérique les Allemands pouvaient difficilement espérer chasser la R.A.F. du ciel.

** A Londres, ce soir-là, un communiqué officiel annonça que 182 avions allemands avaient été descendus et probablement 43 de plus détruits. Cela remonta le moral des Anglais en général et celui des pilotes de chasse surmenés, en particulier.

Puis Goering commit la première de ses deux erreurs de tactique. L'habileté du commandement anglais de la chasse, qui engageait ses avions dans une bataille contre des forces offensives bien supérieures, reposait sur l'utilisation adroite du radar. Dès leur décollage de leurs bases d'Europe occidentale, les avions allemands étaient repérés sur les écrans de radar anglais, et leur route si, correctement relevée que le *ground control* de la chasse savait exactement où et quand il fallait les attaquer avec le

maximum de chances. C'était une nouveauté dans la guerre, et cela embarrassait les Allemands, qui, dans le développement et l'usage de ce dispositif électronique, étaient très en retard sur les Anglais.

Nous comprîmes (témoigna plus tard Adolf Galland, le fameux as de la chasse allemande) que les escadrilles de chasseurs devaient être contrôlées au sol grâce à un nouveau procédé, car nous entendions des ordres dirigeant habilement et exactement les Spitfire et les Hurricane sur les formations allemandes... Pour nous ce fut une surprise des plus amères (33).

Pourtant, les attaques contre les stations radar anglaises si désastreuses le 12 août n'avaient pas été reprises et, le 15 août, jour de son premier revers marquant, Goering les contremanda, déclarant : « Il est douteux qu'il y ait intérêt à continuer les attaques de stations radar, puisque de toutes celles attaquées jusqu'à présent, aucune n'a été mise hors d'état de fonctionner. »

Une seconde clef de la défense victorieuse dans le ciel du sud de l'Angleterre fut la remarquable organisation du commandement central, le célèbre *ground control*. C'était le centre nerveux d'où les Hurricane et les Spitfire étaient guidés par radio-téléphone, pendant la bataille, d'après les informations toutes fraîches du radar, des postes d'observation au sol et des pilotes en vol.

Les Allemands, comme le nota Galland, pouvaient entendre le bavardage-radio incessant entre les postes de secteur et les pilotes en l'air, et ils finirent par comprendre l'importance de ces centres de contrôle au sol; Le 24 août, ils aiguillèrent leur tactique vers la destruction des postes de secteur, dont 7 sur les terrains autour de Londres étaient essentiels à la protection du sud de l'Angleterre et de la capitale elle-même. Ce fut un

rude coup contre la vitalité même de la défense aérienne de l'Angleterre.

Jusqu'à ce jour, la bataille semblait tourner au désavantage de la Luftwaffe. Le 17 août, elle perdit 71 avions contre 27 de la R.A.F. Le lent Stuka, bombardier en piqué, qui avait frayé le chemin aux victoires de l'Armée en Pologne et à l'ouest, fut pour les chasseurs anglais une proie aussi facile qu'un canard au repos. Ce jour-là, 17 août, Goering le retira de la bataille, réduisant d'un tiers la force de bombardement des Allemands. Entre le 19 et le 23 août, régna une accalmie de cinq jours due au mauvais temps. Goering, revisant la situation à Karinhall, sa résidence d'été près de Berlin, ordonna le 19 à la Luftwaffe de concentrer ses attaques exclusivement sur la R.A.F. dès que le temps s'améliorerait.

« Nous avons atteint la période décisive de la guerre aérienne contre l'Angleterre, déclara-t-il. La tâche essentielle est la défaite de l'aviation ennemie. Notre premier objectif est l'élimination des chasseurs ennemis (34). »

Du 24 août au 6 septembre, les Allemands envoyèrent une moyenne de 1 000 avions par jour pour atteindre ce but. Pour une fois, le Reichsmarschall avait raison. La bataille d'Angleterre était entrée dans sa phase décisive. Malgré le vaillant combat mené par les pilotes de la R.A.F., surmenés par un mois de sorties quotidiennes, la supériorité des Allemands, purement numérique, commença à jouer. Cinq terrains de chasseurs avancés, dans le sud de l'Angleterre, furent gravement endommagés et, ce qui était pis, 6 des 7 postes-clefs furent si sévèrement bombardés que tout le système de transmission semblait sur le point d'être détruit. L'Angleterre était menacée d'un désastre.

Le pire était qu'à ce train la chasse de la R.A.F. commençait à

s'affaiblir. Dans la quinzaine cruciale du 23 août au 6 septembre, les Anglais perdirent 466 chasseurs, détruits ou sérieusement endommagés; or, ils ne le surent pas à l'époque, les pertes de la Luftwaffe étaient moindres : 385 avions, dont 214 chasseurs et 138 bombardiers. De plus, la R.A.F. avait eu 103 pilotes tués et 128 grièvement blessés, le quart des effectifs disponibles.

« La balance, écrivit plus tard Churchill, avait penché du côté opposé à l'aviation de chasse... L'inquiétude était grande. » Encore quelques semaines comme cela, et le ciel de l'Angleterre n'aurait, plus de défense organisée. L'invasion suivrait presque certainement.

Et soudain, Goering commit sa seconde erreur tactique, comparable par ses conséquences à l'annulation, par Hitler, le 24 mai, de l'attaque des blindés sur Dunkerque. Elle sauva la R.A.F. titubante et marqua l'un des tournants capitaux de la première grande bataille aérienne.

La chasse anglaise subissait des pertes en l'air et au sol qu'elle ne pouvait soutenir longtemps; c'est alors — le 7 septembre — que la Luftwaffe transforma ses attaques en bombardements massifs, de nuit, sur Londres. Un répit béni pour les chasseurs de la R.A.F.!

Que s'était-il passé, dans le camp allemand, qui avait provoqué ce changement de tactique fatal aux ambitions d'Hitler et de Goering? La réponse est pleine d'ironie.

Pour commencer, dans la nuit du 23 août, les pilotes d'une douzaine de bombardiers allemands firent une minime erreur de navigation. Ayant reçu l'ordre de lancer leurs bombes sur des usines d'aviation et des réservoirs de pétrole dans les faubourgs de Londres, ils manquèrent leur but et jetèrent leurs bombes sur le centre de la capitale, détruisant des

maisons et tuant des civils. Les Anglais crurent à une action délibérée et bombardèrent Berlin, en représailles, la nuit suivante.

Cela se limita à peu de choses. Il y avait sur Berlin, cette nuit-là, une épaisse couche de nuages, et la moitié seulement des 81 bombardiers de la R.A.F. reconnurent l'objectif. Les dégâts matériels furent négligeables. Mais l'effet sur le moral des Allemands fut énorme, *car c'était la première fois que des bombes tombaient sur Berlin.*

Les Berlinoises sont stupéfiés (écrivais-je dans mon journal le lendemain, 25 août). Ils ne pensaient pas que cela pût jamais arriver. Quand cette guerre a commencé, Gœring leur a affirmé que c'était impossible... Ils l'ont cru. Leur désillusion aujourd'hui est donc d'autant plus grande. Il faut voir leurs visages pour la mesurer.

Berlin était bien défendu par deux cordons de D.C.A., et pendant trois heures, tandis que les bombardiers ennemis vrombissaient au-dessus des nuages qui empêchaient les centaines de batteries de projecteurs de les repérer, le feu de la *Flak* fut le plus intense que j'aie jamais vu. Mais pas un seul avion ne fut descendu. Les Anglais jetèrent aussi quelques tracts disant que « la guerre commencée par Hitler se poursuivra et durera autant qu'Hitler ». C'était de la bonne propagande, mais le bruit sourd des explosions de bombes valait mieux encore.

La R.A.F. revint en force dans la nuit du 28 au 29 août et, comme je l'ai noté dans, mon journal, « *pour la première fois tua des Allemands dans la capitale du Reich* ». Le bilan officiel fut de 10 tués et 29 blessés. Les gros bonnets nazis étaient scandalisés. Gœbbels, qui avait ordonné à la presse de ne publier que quelques lignes sur la première attaque, donna alors l'ordre de stigmatiser la « brutalité » des avions anglais qui

attaquaient les femmes sans défense et les enfants de Berlin. La plupart des quotidiens de la capitale portaient la même manchette :

LES ANGLAIS ATTAQUENT LACHEMENT

Deux soirs plus tard, après le troisième raid, les manchettes hurlaient :

PIRATES DE L'AIR ANGLAIS SUR BERLIN !

Le principal effet d'une semaine de constants bombardements nocturnes anglais (écrivais-je dans mon journal le 1er septembre) a été de répandre une grande désillusion dans la population et de semer le doute dans son esprit... En réalité, les bombardements n'ont pas été très meurtriers.

Le 1er septembre était le premier anniversaire de l'entrée en guerre. Je notai l'humeur des gens, qui avaient les nerfs à vif pour avoir été privés de sommeil et effrayés par les bombardements inattendus et le fracas terrifiant de la *flak* :

Au cours de cette année, les armées allemandes ont remporté des victoires jamais égalées, même dans la brillante histoire militaire de cette nation agressive et militariste. Pourtant la guerre n'est pas encore finie, ni gagnée, et c'est sur quoi les gens concentraient leur esprit aujourd'hui. Ils aspirent à la paix. Et ils la veulent avant la venue de l'hiver.

Hitler jugea nécessaire de s'adresser à eux le 4 septembre, à l'occasion de l'ouverture de la campagne de *Winterhilfe* (Secours d'Hiver) au Sportpalast. Jusqu'au dernier moment, sa venue avait été tenue secrète, de crainte sans doute que les avions ennemis ne pussent profiter d'une couche

de nuages et disperser la réunion, bien qu'elle se tînt dans l'après-midi, une heure avant la nuit.

J'ai rarement vu le dictateur nazi aussi sarcastique, aussi porté à ce que les Allemands estiment être de l'humour, quoique Hitler en fût essentiellement dépourvu. Il parla de Churchill comme de « ce célèbre correspondant de guerre ». Pour « un caractère comme Duff Cooper, dit-il, il n'y a pas de mots en allemand courant. Seuls les Bavarois ont un mot qui dépeint de façon adéquate ce type d'homme, et c'est *Krampfhenne* » (qu'on peut traduire par : vieille poule nerveuse).

Le bavardage de Mr. Churchill ou de Mr. Eden (dit-il) — le respect dû à la vieillesse m'interdit de mentionner Mr. Chamberlain — ne signifie rien pour le peuple allemand. Au mieux il le fait rire.

Et Hitler fit rire son auditoire, composé en grande partie de femmes, infirmières et assistantes sociales, qui applaudirent ensuite avec hystérie. Il devait faire face à ce problème : répondre à deux questions qui dominaient l'esprit du peuple allemand : quand l'Angleterre serait-elle envahie, et que ferait-on en ce qui concernait les bombardements nocturnes de Berlin et d'autres villes allemandes ? Pour la première :

En Angleterre, ils sont pleins de curiosité et ne cessent de demander : « Pourquoi ne vient-il pas ? Du calme, du calme... Il vient ! Il vient ! »

Les auditeurs trouvèrent cette plaisanterie très drôle, mais ils crurent aussi que c'était une promesse sans équivoque. Quant aux bombardements, il commença par une falsification typique et termina par une terrible menace :

Actuellement, Mr. Churchill fait la démonstration de sa nouvelle trouvaille, le raid de nuit. Mr. Churchill exécute ces raids non parce qu'ils promettent d'être hautement efficaces, mais parce que son aviation ne peut survoler l'Allemagne de jour... tandis que les avions allemands survolent le sol anglais chaque jour... Toutes les fois qu'un Anglais voit une lumière, il jette une bombe sur les quartiers résidentiels, les fermes et les villages.

Puis vint la menace :

Pendant trois mois, je n'ai pas riposté parce que je croyais que pareille folie cesserait. Mr. Churchill a pris cela pour un signe de faiblesse. A présent, nous répondons nuit pour nuit. Alors que l'aviation anglaise lance 2 ou 3 ou 4 000 kilos de bombes, nous en lancerons en une nuit 150, 200, 300 ou 400 000 kilos.

A ce moment, d'après mon journal, Hitler dut s'interrompre, à cause des applaudissements hystériques des auditrices.

« Ils déclarent, poursuivît Hitler, qu'ils multiplieront leurs attaques sur nos villes. Eh bien, nous *raserons* alors les leurs. » A cette affirmation, notai-je, les femmes, hors d'elles, applaudirent frénétiquement. Quand elles furent calmées, il ajouta : « Nous mettrons fins aux performances de ces pirates nocturnes de l'air, avec l'aide de Dieu! »

En entendant cela, ai-je noté aussi, « les jeunes Allemandes bondirent sur leurs pieds et, la poitrine haletante, hurlèrent leurs approbation ».

« L'heure viendra, conclut Hitler, où l'un de nous s'effondrera, et ce ne sera pas l'Allemagne nationale socialiste. » A ce moment-là, ai-je encore noté, « les filles en délire gardèrent suffisamment leur contrôle pour entrecouper leurs cris de joie sauvages d'un chœur de « Jamais! Jamais! ».

A Rome, Ciano, écoutant la radio qui transmet quelques heures plus tard les enregistrements, confessa avoir été perplexe : « Hitler doit être

nerveux », conclut-il (35).

Les nerfs du Führer furent un facteur important dans la fatale décision de transformer les fructueuses attaques de jour de la Luftwaffe contre la R.A.F. en bombardements massifs de nuit sur Londres. C'était une décision autant politique que militaire, prise en partie pour venger les bombardements de Berlin et d'autres villes allemandes (qui n'étaient que des coups d'épingle comparés à ce que la Luftwaffe faisait aux villes d'Angleterre) et anéantir la volonté de résistance des Anglais en *rasant* leur capitale. Si cela réussissait, et Hitler et Goebbels n'en doutaient pas, une invasion pouvait n'être pas nécessaire.

Ainsi, tard dans l'après-midi du 7 septembre, la grande attaque aérienne de Londres commença. Les Allemands engagèrent 625 bombardiers et 648 chasseurs. A dix-sept heures environ, ce samedi, la première vague de 320 bombardiers, protégés par tous les chasseurs que possédaient les Allemands, remonta la Tamise et commença à lâcher ses bombes sur l'arsenal de Woolwich, différentes usines à gaz, des centrales électriques, des dépôts et des kilomètres de docks. Toute cette vaste zone fut bientôt embrasée.

Dans une localité (Silvertown), la population fut entourée par les flammes et dut être évacuée par eau. A vingt heures dix, la nuit tombée, une seconde vague de 250 bombardiers arriva et reprit l'attaque, qui fut poursuivie par des vagues successives jusqu'à l'aube du dimanche matin. Le lendemain soir, à dix-neuf heures trente, l'attaque fut reprise par 200 bombardiers et elle se poursuivit toute la nuit. 842 personnes furent tuées et 2 347 blessées, d'après l'historien officiel britannique, au cours des deux premières nuits, et de graves dégâts furent infligés à la vaste cité (36).

L'assaut se poursuivit toute la semaine suivante, nuit après nuit*.

** A cette époque, les défenses de nuit n'avaient pas encore été perfectionnées et les pertes allemandes furent insignifiantes.*

Alors, stimulée par ses succès, la Luftwaffe décida d'exécuter un grand assaut de jour sur la capitale en feu. Décision qui conduisit, le dimanche 15 septembre, à l'une des batailles décisives de la guerre.

Environ 200 bombardiers allemands, escortés par trois fois autant de chasseurs, apparurent au-dessus de la Manche vers midi, se dirigeant sur Londres. La chasse anglaise avait suivi le rassemblement des assaillants sur ses écrans de radar et était prête. Les Allemands furent interceptés avant d'avoir pu approcher la capitale. Quelques avions réussirent à passer mais beaucoup furent dispersés et d'autres abattus avant d'avoir pu lâcher leurs bombes. Deux heures plus tard, une formation allemande encore plus forte revint ; elle aussi fut déroutée. Les Anglais prétendirent avoir abattu 185 appareils allemands; le chiffre réel, comme on l'a appris après la guerre par les archives de Berlin, était beaucoup plus faible : 56, mais, sur ce total, 34 étaient des bombardiers. La R.A.F. ne perdit que 36 appareils.

Le moment était arrivé où la Luftwaffe ne pouvait plus, maintenant qu'elle avait laissé à la chasse anglaise une semaine pour se rétablir, mener à bien une attaque de jour importante sur l'Angleterre. Cela étant, l'espoir d'un débarquement sérieux s'estompait. Le 15 septembre, donc, marqua un tournant décisif de la bataille d'Angleterre. Le lendemain, Goering ordonna un changement de tactique qui prévoyait l'emploi des bombardiers dans la journée, non plus pour bombarder mais simplement pour appâter la chasse anglaise; il se vanta que les chasseurs ennemis « allaient être

liquidés en 4 ou 5 jours (37) ». Mais Hitler et les commandants de l'armée et de la marine étaient moins optimistes; deux jours après la décisive bataille aérienne, le 17 septembre, le Führer remit « *Otarie* » à une date indéterminée.

Pendant 57 nuits consécutives, du 7 septembre au 3 novembre, Londres eut à supporter le terrible pilonnage de 200 bombardiers par jour en moyenne, si bien que Churchill était persuadé, comme il le révéla plus tard, que la ville serait bientôt réduite en cendres; la plupart des autres villes d'Angleterre, Coventry surtout, devaient subir de lourds dégâts tout au long de cet automne et de cet hiver épouvantables; mais le moral des Anglais ne flancha jamais et la production d'armement ne diminua pas, comme Hitler l'avait espéré.

La production des usines d'aviation en Angleterre, l'un des principaux objectifs des bombardiers de la Luftwaffe, surpassait en réalité celle des Allemands en 1940 avec 9 924 avions contre 8 070. Les pertes allemandes en bombardiers avaient été si sévères qu'elles ne purent jamais être comblées et, en fait, la Luftwaffe, comme le démontrent les rapports confidentiels allemands, ne se remit jamais du coup qu'elle reçut dans le ciel de l'Angleterre cet été et cet automne-là.

La marine allemande, désemparée par les pertes au large de la Norvège au début du printemps, était incapable, comme ses chefs l'ont toujours admis, de s'assurer la maîtrise des mers pour une invasion de l'Angleterre. Sans cette maîtrise et sans la suprématie aérienne, l'armée allemande était dans l'impossibilité de traverser le détroit. Pour la première fois, Hitler avait été arrêté, ses plans de nouvelles conquêtes déjoués, et cela au moment même où il était certain que la victoire finale lui était

acquise.

Il n'avait jamais imaginé — et nul autre jusqu'alors — qu'une bataille décisive pût se décider dans les airs. Peut-être n'avait-il pas encore compris, tandis que le sombre hiver s'étendait sur l'Europe, qu'une poignée de pilotes de chasse anglais, contrecarrant ses plans d'invasion, avait préservé l'Angleterre afin qu'elle pût être plus tard le point de départ de la reconquête du Continent. Par force, ses pensées se tournèrent ailleurs; en fait, comme nous le verrons, elles avaient déjà accompli le tournant.

L'Angleterre était sauvée. Pendant près de mille ans, elle avait réussi à se défendre par la maîtrise des mers. Juste à temps, ses chefs, en dépit de toutes les bévues de l'entre-deux-guerres, avaient reconnu que la puissance aérienne était un facteur décisif au XXe siècle et que le petit chasseur et son pilote étaient le principal bouclier. Comme le dit Churchill aux Communes dans son discours du 20 août, alors que la bataille faisait encore rage dans le ciel et que son issue était douteuse, « jamais dans le domaine des conflits humains tant d'hommes n'ont dû autant à si peu d'entre eux ».

L'occupation de l'Angleterre par l'Allemagne nazie ne se serait pas passée en douceur, les papiers allemands saisis ne permettent pas d'en douter. Le 9 septembre, Brauchitsch, commandant en chef de l'armée, signa une directive stipulant que « la population anglaise mâle et valide entre dix-sept et quarante-cinq ans sera, sauf si la situation locale demande une exception, internée et expédiée sur le Continent ». A cet effet, des ordres furent envoyés quelques jours plus tard par l'intendant général de l'O.K.W. aux IX^e et XVI^e armées, groupées pour l'invasion. Dans aucun autre pays conquis, pas même en Pologne, les Allemands n'avaient envisagé une mesure aussi rigoureuse. Les instructions de Brauchitsch étaient intitulées : « *Ordres concernant l'organisation et le fonctionnement du gouvernement militaire en Angleterre* ».

Elles entraient dans les détails les plus minutieux et semblaient destinées à assurer le pillage systématique de l'île et l'instauration d'un régime de terreur. Un « état-major militaire économique pour l'Angleterre » fut spécialement constitué le 27 juillet pour atteindre le premier objectif. Tout devait être confisqué immédiatement, sauf les habituels stocks ménagers. Quiconque collerait une affiche qui déplairait aux Allemands serait passible d'exécution immédiate et la même peine était prévue pour ceux qui ne livreraient pas armes à feu ou postes de radio dans les vingt-quatre heures.

Mais la vraie terreur devait être organisée par Himmler et les S.S. La redoutée R.S.H.A*., sous les ordres de Heydrich, en fut chargée. L'homme désigné pour diriger sur place ces activités était un colonel S.S., le

professeur docteur Franz Six, un de ces étranges « intellectuels » qui, au temps du nazisme, se laissaient attirer par la police secrète d'Himmler.

** Initiales de Reichssicherheithauptamt (Office central de Sécurité du Reich) qui prit sous son contrôle, en 1939, la Gestapo, la police criminelle et les Services de Sécurité ou S.D.*

Le professeur Six avait abandonné son poste de doyen de la faculté économique de l'Université de Berlin pour rejoindre le S.D. d'Heydrich, où il se spécialisa dans les matières « scientifiques ». Le sort auquel les Anglais ont échappé en n'ayant pas le docteur Six chez eux peut être illustré par sa dernière activité en Russie, où il travaillait dans les *Einsatzgruppen S.S.*, qui se distinguèrent par les massacres massifs; l'une des spécialités du professeur était de « cuisiner » les commissaires politiques soviétiques arrêtés avant de les exécuter**.

*** Le docteur Six, jugé en 1948 à Nuremberg comme criminel de guerre, fut condamné à vingt ans de prison, mais relaxé en 1952*

Le 1er août, révèlent les archives du R.S.H.A. saisies, Goering dit à Heydrich de se mettre au travail. La Police de Sécurité S.S. et le S.D. (Service de Sécurité) devaient

commencer leurs activités dès l'invasion militaire, de façon à éliminer les nombreuses organisations et sociétés qui, en Angleterre, sont hostiles à l'Allemagne.

Le 17 septembre — le jour même où Hitler avait repoussé l'invasion à une date indéterminée, — Heydrich nomma formellement le professeur Six à son nouveau poste en Angleterre. Il lui déclara :

Votre tâche est de combattre, avec les moyens requis, toutes les organisations, institutions et groupes d'opposition qui peuvent être saisis en Angleterre, d'empêcher l'enlèvement de tout matériel utilisable, de le centraliser et de le conserver pour une exploitation ultérieure. Je désigne Londres comme siège de votre quartier général... et je vous autorise à établir de petits *Einsatzgruppen* dans d'autres parties de la Grande-Bretagne à mesure que la nécessité s'en fera sentir.

En réalité, en août déjà, Heydrich avait organisé six *Einsatzkommandos* pour l'Angleterre qui devaient opérer à partir de quartiers généraux à Londres, Bristol, Birmingham, Liverpool, Manchester et Edimbourg, ou à Glasgow si le pont du Firth of Forth avait sauté. Ils devaient répandre la terreur; pour commencer, ils devaient arrêter tous ceux qui figuraient sur la « *Liste Spéciale de Recherches G.B.* (Grande-Bretagne) », dressée hâtivement en mai par Walter Schellenberg, un autre des brillants jeunes licenciés d'université d'Himmler, alors chef du IVe Amt (Bureau) — contre-espionnage — du R.S.H.A. Du moins Schellenberg le prétendit-il plus tard, bien qu'à l'époque il fût surtout occupé à Lisbonne, où il préparait le « kidnapping » du duc de Windsor.

La « *Liste Spéciale de Recherches G.B.* » (*die Sonderfahndungsliste, G.B.*) compte parmi les documents les plus amusants trouvés dans les papiers d'Himmler, bien que, naturellement, elle n'eût jamais cette prétention. Elle contient les noms de quelque 2 300 notables de Grande-Bretagne, pas tous Anglais, dont l'arrestation immédiate paraissait essentielle. Churchill y figure, bien sûr, avec les membres du cabinet, d'autres politiciens notoires de tous les partis, les éditeurs, directeurs de journaux et reporters connus parmi lesquels deux anciens correspondants du *Times* à Berlin, Norman Ebbutt et Douglas Reed, dont les dépêches

avaient déplu aux Nazis.

Les écrivains britanniques font l'objet d'une attention spéciale. Le nom de Shaw est évidemment absent, mais H. G. Wells s'y trouve en compagnie d'écrivains tels que Virginia Woolf, E. M. Forster, Aldous Huxley, J. B. Priestley, Stephen Spender, C. P. Snow, Noël Coward, Rebecca West, Sir Philip Gibbs et Norman Angell. Les savants n'étaient pas non plus oubliés. Parmi eux : Gilbert Murray, Bertrand Russell, Harold Laski, Beatrice Webb et J. B. S. Haldane.

La Gestapo avait également l'intention de profiter de son séjour en Angleterre pour ramasser les émigrés étrangers et allemands. Paderewski, Freud* et Chaim Weizmann étaient sur la liste, avec le président Benès et Jan Masaryk, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque en exil.

* *Le célèbre psychanalyste était mort à Londres en 1939.*

Parmi les réfugiés allemands on trouvait deux anciens amis personnels d'Hitler qui s'étaient tournés contre lui : Hermann Rauschning, ex-président du Sénat de Dantzig, et Putzi Hanfstaengl. Bien des noms anglais étaient si mal orthographiés qu'ils en étaient presque méconnaissables; quelquefois, des détails bizarres les complétaient : Lady Bonham Carter, qui était inscrite sous le nom de « Lady Carter-Bonham, née Violet Asquith », était présentée comme une « lady politicienne partisan de l'Encerclement du Reich ». Après chaque nom était spécifié le bureau du R.S.H.A. qui devait s'emparer de cette personne. Churchill devait être remis à l'Amt VI — service secret étranger — mais le plus grand nombre devait être remis à l'Amt IV — la Gestapo*.

* *Un certain nombre d'Américains sont sur la liste d'arrestations, dont Bernard Baruch, John Gunther, Paul Robeson, Louis Fischer. Daniel de Luce (correspondant de l'A.P. qui est inscrit aux D comme « Daniel, de Luce — correspondant U.S.A. ») et M. W. Fodor, le correspondant du Daily News de Chicago, bien connu pour ses écrits anti-nazis.*

Ce Livre Noir nazi constitue en réalité un supplément à un manuel prétendument ultra-secret appelé *Informationsheft*, dont Schellenberg se dit l'auteur, dans le dessein, semble-t-il, d'aider les conquérants à piller l'Angleterre et à détruire les institutions anti-allemandes qui s'y trouvaient. Il est encore plus amusant que la Liste des Recherches. Parmi les institutions dangereuses, à côté des loges maçonniques et des organisations juives qui méritent une « attention spéciale », y figurent les « écoles publiques » (en Angleterre : écoles privées), l'Église d'Angleterre, présentée comme « un puissant outil de la politique impériale britannique » et... les boy-scouts, qui, eux, constituaient « une excellente source d'information pour l'Intelligence Service. » Leur chef et fondateur révérend, Lord Baden-Powell, devait être immédiatement arrêté.

Si l'invasion avait été tentée, les Allemands n'auraient pas été accueillis gentiment par les Anglais. Churchill reconnut plus tard qu'il s'était souvent demandé ce qui arriverait, mais qu'il était sûr d'une chose :

Le massacre eût été de part et d'autre affreux et gigantesque. Il n'y aurait eu ni merci ni quartier. Ils auraient employé la terreur, et nous étions prêts à tout (38).

Peter Fleming, dans son livre sur *Otarie*, en donne un exemple. Les Britanniques avaient décidé, dit-il, si toutes les autres méthodes de défense conventionnelles avaient échoué, d'attaquer les têtes de pont à l'ypérite

pulvérisée par des avions volant à basse altitude. C'était une décision pénible, prise non sans un profond débat de conscience; et, comme Fleming l'observe, la décision fut « tenue secrète à l'époque et depuis (39) ».

Ce massacre que Churchill prévoyait, ce déchaînement de terreur que la Gestapo projetait, ne se produisirent pas. Mais moins d'un an plus tard, dans une autre partie de l'Europe, les Allemands allaient se livrer à un excès d'horreurs jamais connu auparavant.

Avant même de renoncer à l'invasion de l'Angleterre, Adolf Hitler avait pris une autre décision : il se tournerait contre la Russie au printemps suivant.

POST-SCRIPTUM : LE PROJET
D'ENLÈVEMENT DU DUC ET
DE LA DUCHESSE DE WINDSOR

Plus amusante qu'importante, mais significative du côté grotesque des dirigeants du Troisième Reich en cet été des grandes conquêtes, voici l'histoire d'un complot nazi : il s'agissait de kidnapper le duc et la duchesse de Windsor, et de persuader l'ex-roi d'Angleterre de collaborer avec Hitler pour faire la paix avec la Grande-Bretagne. Cette curieuse histoire est rapportée en entier dans les documents saisis au ministère des Affaires étrangères allemand (40) et esquissée par Walter Schellenberg, le jeune chef SS-SD désigné pour l'exécuter, dans les mémoires de ce dernier (41).

L'idée, dit Ribbentrop à Schellenberg, venait d'Hitler. Le ministre nazi s'en empara avec enthousiasme, et le ministère des Affaires étrangères allemand et ses représentants diplomatiques en Espagne et au Portugal furent obligés d'y consacrer pas mal de temps au cours de l'été critique de 1940.

Après la chute de la France, en juin 1940, le duc, qui avait été membre de la mission militaire britannique auprès du Haut Commandement de l'armée française, gagna l'Espagne avec la duchesse pour éviter d'être pris par les Allemands. Le 23 juin, l'ambassadeur allemand à Madrid, Eberhard von Stohrer, diplomate de carrière, télégraphia à Berlin :

Le ministre des Affaires étrangères espagnol demande conseil sur la manière d'agir envers le duc et la duchesse de Windsor, qui doivent arriver à Madrid aujourd'hui, apparemment en route pour l'Angleterre par Lisbonne. Le ministre des Affaires étrangères

pense que nous pourrions avoir intérêt à retenir le duc et éventuellement à prendre contact avec lui. Vous prie télégraphier instructions.

Ribbentrop télégraphia ses instructions le lendemain. Il suggérait que les Windsor « fussent retenus deux semaines en Espagne », mais prévenait qu'on ne devait pas soupçonner « que la suggestion venait d'Allemagne ». Le lendemain, 25 juin, Stohrer répondit : « Le ministre des Affaires étrangères (espagnol) m'a promis de faire tout ce qu'il sera possible pour retenir Windsor ici pendant quelque temps. » Ce ministre, le colonel Juan Beigbeder y Atienza, vit le duc et raconta leur conversation à l'ambassadeur allemand, qui informa Berlin, par un télégramme « ultra-secret » du 2 juillet, que Windsor ne retournerait en Angleterre que si sa femme était reconnue comme membre de la famille royale et si lui-même recevait un poste important. Sinon, il s'installerait en Espagne dans un château que lui avait promis le gouvernement Franco.

Windsor a déclaré au ministre des Affaires étrangères et à d'autres relations (ajoutait l'ambassadeur) qu'il était contre Churchill et contre cette guerre.

Les Windsor gagnèrent Lisbonne au début de juillet. Le 11, le ministre allemand à Lisbonne informa Ribbentrop que le duc avait été nommé gouverneur des Bahamas, mais « qu'il avait l'intention de retarder son départ aussi longtemps que possible... dans l'espoir que les événements tournent en sa faveur ».

Il est convaincu, ajoutait le ministre, que, s'il était resté sur le trône, la guerre aurait été évitée, et il se déclare ferme partisan d'un arrangement pacifique avec l'Allemagne. En définitive, le duc croit que de sévères bombardements amèneraient l'Angleterre à traiter.

Ce renseignement éperonna l'arrogant ministre des Affaires étrangères qui, de son train spécial, à Fuschl, envoya un télégramme « très urgent, ultra-secret » à l'ambassade d'Allemagne à Madrid, tard dans la soirée du même jour, 11 juillet. Il voulait que le duc fût empêché de se rendre aux Bahamas et ramené en Espagne, de préférence par ses amis espagnols. « Après leur retour en Espagne, disait Ribbentrop, le duc et sa femme doivent être persuadés ou contraints de rester en territoire espagnol. » Si nécessaire, l'Espagne pourrait « l'interner » en qualité d'officier anglais et le traiter « en déserteur ».

Saisir l'occasion propice (conseillait encore Ribbentrop) pour informer le duc que l'Allemagne veut la paix avec le peuple anglais, que la clique de Churchill se met en travers et que ce serait une bonne chose si le duc voulait se prêter à d'autres négociations. L'Allemagne est résolue à forcer l'Angleterre à faire la paix par tous les moyens en son pouvoir, et, dans cette éventualité, elle serait prête à accéder à tout désir exprimé par le duc, spécialement en vue de l'accession au trône d'Angleterre du duc et de la duchesse. Si le duc avait d'autres projets, tout en restant décidé à coopérer à l'établissement de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre, nous serions nous aussi prêts à lui assurer, à lui et à sa femme, des subsides qui lui permettraient... de mener la vie qui convient à un roi*.

** 50 millions de francs suisses, déposés en Suisse, dit Ribbentrop à Schellenberg, en ajoutant que « le Führer est tout prêt à augmenter la somme ».*

Le fastueux ministre nazi, à qui son expérience d'ambassadeur d'Allemagne à Londres avait peu appris sur les Anglais, ajoutait tenir de bonne source que le « Service secret britannique » était décidé « à en finir » avec le duc sitôt qu'il serait aux Bahamas.

Le lendemain, 12 juillet, l'ambassadeur allemand à Madrid vit Ramofi

Serrano Suner, ministre espagnol de l'Intérieur et beau-frère de Franco, qui promet de faire entrer le généralissime dans le complot et d'exécuter le plan suivant. Le gouvernement espagnol enverrait à Lisbonne un vieil ami du duc, Miguel Primo de Rivera, chef de la Phalange de Madrid et fils de l'ancien dictateur espagnol. Rivera inviterait le duc à une chasse en Espagne, où il pourrait alors s'entretenir avec le gouvernement des relations anglo-espagnoles. Suner aviserait le duc du complot du Service secret britannique contre sa vie.

Le ministre (poursuivait l'ambassadeur allemand) inviterait alors le duc et la duchesse à accepter l'hospitalité espagnole et peut-être aussi une aide financière. On pourrait s'opposer au départ du duc d'une autre façon. Dans tout ce plan, nous restons complètement dans l'ombre.

Rivera, d'après les papiers allemands, revint le 16 juillet de Lisbonne à Madrid, après sa première visite aux Windsor, et apporta un message au ministre des Affaires étrangères espagnol, qui le transmit à l'ambassadeur allemand lequel, à son tour, l'envoya immédiatement à Berlin. Churchill, disait le message, a nommé le duc gouverneur des Bahamas « par une lettre froide et catégorique » et lui a donné l'ordre de rejoindre son poste tout de suite. En cas de refus, « Churchill a menacé Windsor de la cour martiale ». Le gouvernement espagnol acceptait, ajoutait la dépêche, « de conseiller instamment au duc, une fois de plus, de ne pas accepter le poste ».

Rivera revint d'une seconde visite à Lisbonne le 22 juillet. Le lendemain, l'ambassadeur allemand à Madrid rendit compte de ses observations dans un télégramme « des plus urgents et ultrasecret » adressé à Ribbentrop.

Il a eu deux longues conversations avec le duc de Windsor; la duchesse assistait à la dernière. Le duc s'exprima très librement.... Politiquement, il était de plus en plus éloigné du roi et du gouvernement anglais actuel. Le duc et la duchesse craignent moins le roi, qui est vraiment bête, que l'astucieuse reine, qui a intrigué adroitement contre le duc et particulièrement contre la duchesse.

Le duc envisage de faire une déclaration publique... désavouant l'actuelle politique anglaise et rompant avec son frère... Le duc et la duchesse ont dit qu'ils désiraient grandement revenir en Espagne.

Pour favoriser ces projets, l'ambassadeur avait combiné avec Suner, ajoutait le télégramme, d'envoyer un autre émissaire espagnol au Portugal « afin de persuader le duc de quitter Lisbonne comme s'il allait faire une longue excursion en automobile, puis de franchir la frontière en un endroit convenu où la police secrète espagnole veillera à ce que la traversée se fasse sans encombre ».

Deux jours après, l'ambassadeur donna d'autres renseignements de Rivera dans un télégramme « urgent et strictement confidentiel » à Ribbentrop.

Quand il conseilla au duc de ne pas aller aux Bahamas, mais de revenir en Espagne, puisque le duc était probablement appelé à jouer un rôle important dans la politique anglaise et peut-être à remonter sur le trône, le duc et la duchesse montrèrent un visible étonnement. Tous deux... répondirent que, selon la constitution anglaise, cela n'était pas possible après l'abdication. Quand l'émissaire exprima alors son espoir que le cours de la guerre pourrait apporter des changements même dans la constitution anglaise, la duchesse, elle, devint très pensive.

Dans cette dépêche, l'ambassadeur allemand rappelait à Ribbentrop que Rivera ignorait « l'intérêt allemand dans l'affaire ». Le jeune Espagnol

croyait évidemment qu'il agissait pour son propre gouvernement.

Dans la dernière semaine de juillet, le plan nazi de « kidnapper » les Windsor avait été mis au point. Walter Schellenberg fut personnellement désigné par Hitler pour l'exécuter. Il était venu en avion de Berlin à Madrid, où il avait conféré avec l'ambassadeur, et était allé au Portugal pour mettre l'affaire en train. Le 26 juillet, l'ambassadeur pouvait envoyer à Ribbentrop un message « des plus urgents et ultra-secret » donnant les grandes lignes du complot.

... La ferme intention du duc et de la duchesse de retourner en Espagne peut être envisagée. Pour renforcer cette intention, le second émissaire confidentiel a été envoyé aujourd'hui avec une lettre au duc très adroitement composée; y était joint le plan minutieusement préparé pour le franchissement de la frontière.

D'après ce plan, le duc et sa femme devraient partir officiellement en vacances dans les montagnes, pour un endroit situé près de la frontière espagnole, de façon à la traverser à un point et à un moment précis au cours d'une partie de chasse. Puisque le duc n'a pas de passeport, le garde-frontière portugais de service à cet endroit sera acheté.

A l'heure fixée par le plan, le premier émissaire (Primo de Rivera) sera à la frontière avec des forces espagnoles placées de façon à assurer la sécurité.

Schellenberg, avec son groupe, opère en dehors de Lisbonne et suit exactement le même plan.

A cet effet, le voyage vers le lieu de séjour des vacances, comme les vacances elles-mêmes, seront camouflés avec l'aide d'un chef de police portugais de toute confiance...

Au moment précis du passage de la frontière, le groupe Schellenberg, comme prévu, conduira en Espagne le dispositif de sécurité portugais, qui constituera une escorte, laquelle devra être changée discrètement de temps en temps.

Pour la réussite de l'opération, le ministre (espagnol) a choisi un autre homme de confiance, une femme, qui peut prendre contact si nécessaire avec le second agent et aussi, si besoin est, donner des renseignements au groupe Schellenberg.

En cas d'événement imprévu dû à l'action de l'Intelligence Service, des dispositions sont prises pour que le duc et la duchesse puissent se rendre en Espagne par avion. Dans ce cas, comme pour l'exécution du premier plan, il est indispensable d'obtenir un accord au

départ par une habile pression psychologique sur le duc, sans donner l'impression d'une fuite, tout en exploitant l'inquiétude au sujet de l'Intelligence Service et la perspective d'une libre activité politique sur le sol d'Espagne.

En plus de la protection à Lisbonne, il est envisagé, en cas de nécessité, d'obtenir le consentement au départ par une manœuvre de panique imputée à l'Intelligence Service.

Les « manœuvres de panique » furent dûment exécutées par Schellenberg. Une nuit, il fit lancer des pierres contre les fenêtres de la villa des Windsor; des rumeurs circulèrent parmi les domestiques selon lesquelles c'était là l'œuvre du « Service secret anglais ». Il fit remettre un bouquet à la duchesse avec une carte : « Prenez garde aux machinations du Service secret britannique. Un ami portugais qui a vos intérêts à cœur. » Et dans un rapport officiel à Berlin il dit que « des coups de feu (bris inoffensifs des fenêtres de la chambre à coucher) prévus pour la nuit du 30 juillet ne seraient finalement pas tirés, car l'effet psychologique sur la duchesse n'aurait été que d'augmenter son désir de partir ».

Le temps pressait. Le 30 juillet, Schellenberg signala l'arrivée à Lisbonne de Sir Walter Monckton, un vieil ami du duc et haut personnage du gouvernement britannique. Sa mission était visiblement de presser les Windsor de partir pour les Bahamas le plus tôt possible. Le même jour, l'ambassadeur allemand à Madrid télégraphiait à Ribbentrop (« des plus urgents et ultrasecret ») que, d'après un agent allemand à Lisbonne, le duc et la duchesse avaient l'intention de partir le 1er août — deux jours plus tard.

Étant donné ce fait, il demandait à Ribbentrop « si nous ne devrions pas, jusqu'à un certain point, sortir de notre réserve ». D'après des informations allemandes, poursuivait l'ambassadeur, le duc avait exprimé à son hôte, le banquier portugais Ricardo do Espirito Santo Silva, « le désir

de se mettre en rapport avec le Führer ». Pourquoi ne pas arranger une rencontre entre Windsor et Hitler?

Le lendemain 31 juillet, l'ambassadeur télégraphiait encore à Ribbentrop (« des plus urgents et ultra-secret ») pour lui dire que, d'après l'émissaire espagnol, qui venait juste de rentrer après avoir vu les Windsor à Lisbonne, le duc et la duchesse, tout en ayant été « fortement impressionnés en apprenant les intrigues anglaises et le danger que courait leur sécurité personnelle », projetaient sans doute de s'embarquer le 1er août, bien que Windsor essayât « de cacher la date exacte ». Le ministre de l'Intérieur espagnol, ajoutait l'ambassadeur, se disposait à faire « une dernière tentative pour empêcher le duc et la duchesse de partir ».

La nouvelle selon laquelle les Windsor pourraient partir si vite alarma Ribbentrop et, de son train spécial, à Fuschl, il expédia un télégramme « des plus urgents et ultra-secret » au ministre allemand à Lisbonne, en fin d'après-midi du même jour 31 juillet. Il demandait que le duc fût informé par son hôte, le banquier portugais, de ceci :

Fondamentalement, l'Allemagne veut la paix avec le peuple anglais. La clique de Churchill se met en travers de cette paix. A la suite du rejet du dernier appel à la raison du Führer, l'Allemagne est maintenant déterminée à forcer l'Angleterre à faire la paix par tous les moyens en son pouvoir. Ce serait une bonne chose si le duc pouvait se prêter à d'autres négociations. Dans ce cas, l'Allemagne serait désireuse de coopérer très étroitement avec le duc et de préparer la voie à tout désir exprimé par le duc et la duchesse...

Si le duc et la duchesse avaient d'autres intentions, mais étaient prêts à collaborer à l'établissement de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre, l'Allemagne est également prête à coopérer avec le duc et à organiser l'avenir du couple ducal en accord avec leurs désirs. Le Portugais de toute confiance chez qui vit le duc devrait faire le plus sérieux effort pour empêcher son départ demain, car, d'après des rapports sûrs qui sont en notre possession, Churchill veut avoir le duc à sa merci aux Bahamas pour l'y laisser en permanence et aussi parce qu'établir un contact au moment approprié avec le duc aux îles Bahamas

présenterait pour nous les plus grandes difficultés...

Le message urgent du ministre des Affaires étrangères allemand parvint à la légation de Lisbonne un peu avant minuit. Le ministre allemand vit Senhor Espirito Santo Silva au cours de la nuit et le pressa d'avertir son distingué invité. Ce que fit le banquier le matin du 1er août et, selon une dépêche de la légation, le duc en fut profondément impressionné.

Le duc a rendu hommage au désir de paix du Führer, qui est en complet accord avec son point de vue à lui. Il est fermement convaincu que, s'il avait été roi, on ne serait jamais arrivé à la guerre. A l'appel qui lui a été fait de coopérer au moment opportun à l'établissement de la paix, il a répondu avec joie. Cependant, il doit actuellement se conformer aux ordres officiels de son gouvernement. Sa désobéissance révélerait prématurément ses intentions, provoquerait un scandale et le dépouillerait de son prestige en Angleterre.

Il est aussi convaincu que l'heure actuelle est prématurée, puisqu'il n'y a pas jusqu'ici, en Angleterre, de tendance à un rapprochement avec l'Allemagne. Cependant, aussitôt que cet état d'esprit changera, il sera prêt à revenir immédiatement... Ou l'Angleterre fera alors appel à lui, ce qu'il considère comme tout à fait possible, ou l'Allemagne exprimera le désir de négocier avec lui. Dans les deux cas, il est prêt à s'imposer n'importe quel sacrifice, sans la moindre ambition personnelle.

Il restera en communication permanente avec son hôte et a convenu avec lui d'un mot code, au reçu duquel il reviendra immédiatement.

A la consternation des Allemands, le duc et la duchesse s'embarquèrent le soir du 1er août sur le paquebot américain Excalibur. Dans le dernier compte rendu de l'échec de sa mission, un long télégramme personnel « au ministre des Affaires étrangères », Schellenberg déclarait le lendemain qu'il avait fait tout son possible pour empêcher le départ. Un frère de Franco, ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, consentit à faire un

ultime appel aux Windsor pour les décider à ne pas partir. L'automobile transportant les bagages du duc fut « sabotée », prétendit Schellenberg, de façon que les bagages arrivent en retard au bateau. Les Allemands répandirent des rumeurs selon lesquelles une bombe à retardement avait été placée à bord du navire. Les officiels portugais retardèrent le départ de celui-ci jusqu'à ce qu'ils l'eussent visité de fond en comble.

Néanmoins, les Windsor partirent ce soir-là. Le complot nazi avait échoué. Schellenberg, dans son dernier rapport à Ribbentrop, en rendit responsables l'influence de Monckton, l'effondrement « du plan des Espagnols » et « la mentalité du duc ».

Il existe un dernier document concernant le complot dans les papiers saisis du ministre des Affaires étrangères allemand. Le 15 août, le ministre allemand à Lisbonne télégraphia à Berlin : « Le confident vient de recevoir des Bermudes un télégramme du duc, qui lui demande de le prévenir dès qu'une action serait à conseiller. Doit-on y répondre? »

Aucune réponse n'a été trouvée dans les papiers de la Wilhelmstrasse. A la mi-août, Hitler avait décidé de conquérir l'Angleterre par les armes. Il n'avait plus besoin d'un nouveau roi pour l'Angleterre. L'île, comme tous les autres territoires conquis, serait gouvernée de Berlin. C'était du moins ce qu'il pensait...

Dans une déclaration faite par l'entremise de ses avoués, le 1er août 1957, après que les documents allemands furent libérés pour être publiés, le duc qualifia la correspondance entre Ribbentrop et les ambassadeurs allemands en Espagne et au Portugal de « fabrication de toutes pièces et, en partie, de falsification de la vérité ». Windsor expliqua que, pendant qu'il était à Lisbonne, en 1940, attendant de partir pour les Bahamas, «

certaines personnes », qu'il découvrit être des sympathisants pro-nazis, avaient tenté de le persuader de retourner en Espagne et de ne pas occuper son poste de gouverneur.

« On m'a même donné à entendre qu'il y aurait un risque personnel pour la duchesse et moi si nous allions aux Bahamas, dit-il. Pas un seul moment je n'ai pensé à écouter cette suggestion, que j'ai traitée avec le mépris qu'elle méritait. »

Le ministre des Affaires étrangères anglais publia une déclaration formelle affirmant que jamais, au cours de la guerre, le loyalisme du duc envers la Grande-Bretagne n'avait été ébranlé.

L'HEURE DE LA RUSSIE : L'OPÉRATION BARBEROUSSE

EN cet été 1940, Staline, mettant à profit les préoccupations d'Hitler accaparé par la conquête de l'Europe occidentale, prenait possession des États Baltes et, peu après, des Balkans. En surface, la plus amicale entente régnait entre les deux dictateurs. A l'occasion de chaque nouvelle conquête, de chaque nouvel acte d'agression de l'Allemagne, Molotov, porte-parole de Staline, adressait de flatteuses congratulations au Führer.

Lorsque, le 9 avril 1940, les Allemands envahirent la Norvège et le Danemark, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères d'U.R.S.S. s'empessa d'assurer l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte von Schulenburg, de « la compréhension du gouvernement soviétique à l'égard des mesures défensives auxquelles l'Allemagne se voyait contrainte et leur souhaitait un plein succès (1). » Un mois plus tard, informé de l'offensive de la Wehrmacht contre les Pays-Bas, la Belgique et la France, le ministre soviétique exprima une fois de plus sa satisfaction. Chapitré par Ribbentrop, l'ambassadeur avait expliqué que cette mesure s'imposait en raison de la menace imminente d'une pénétration anglo-française de la Ruhr par la Belgique et la Hollande.

« Molotov a témoigné d'une parfaite compréhension, rapporte la dépêche expédiée à Berlin par l'ambassadeur; il se rend compte que l'Allemagne a le devoir de se prémunir contre une agression franco-britannique et a ajouté qu'il ne doute aucunement de notre succès (2). »

Le 17 juin, jour où la France demanda l'armistice, Molotov fit mander von Schulenburg à son cabinet afin de lui transmettre les chaleureuses congratulations du gouvernement soviétique à l'occasion du « splendide succès de la Wehrmacht ».

Le ministre russe avait encore quelque chose à dire à l'ambassadeur du Reich, mais d'infiniment moins agréable à entendre pour une oreille allemande. Il s'agissait, en effet, de l'informer de l'action entreprise par l'Union Soviétique dans les États Baltes, « afin de mettre un terme aux intrigues par lesquelles l'Angleterre et la France s'efforçaient de fomenter la discorde et la méfiance entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. dans les territoires baltes (3). » Pour y couper court une fois pour toutes, expliqua Molotov (on voit d'ici son petit œil scintiller derrière le lorgnon), le gouvernement soviétique venait de déléguer un *émissaire spécial* dans chacun des trois États Baltes : Dekanozov en Lituanie; Vichinsky en Lettonie et Chadanov en Estonie.

Les trois émissaires, choisis parmi les meilleurs hommes de main de Staline, s'acquittèrent de leur mission avec le zèle et la minutie qu'on est en droit d'attendre d'un pareil trio, en particulier des deux derniers personnages.

Dès le 14 juin, jour de l'entrée des troupes allemandes à Paris, l'U.R.S.S. adressait à la Lituanie un ultimatum, expirant au bout de neuf heures, par lequel elle exigeait la démission de son gouvernement, l'arrestation de quelques-uns de ses hauts fonctionnaires et le droit d'introduire sur son territoire autant de troupes soviétiques que bon lui semblerait.

Bien que le gouvernement lituanien se fût soumis à l'ultimatum dans

le délai imposé, le Kremlin ne s'estima pas satisfait et, vingt-quatre heures plus tard, les troupes russes occupaient la Lituanie, seul État Balte situé à la frontière allemande. Les lendemains et surlendemain, la Lettonie et l'Estonie recevaient de l'U.R.S.S. un ultimatum similaire. Après quoi, à leur tour, elles furent occupées par l'Armée Rouge. Dans le domaine de l'agression, Staline se révélait aussi brutal qu'Hitler, aussi impitoyable et, s'il se peut, plus cynique encore.

Une fois les chefs politiques incarcérés, la presse jugulée et tous les partis proclamés illégaux sauf, bien entendu, le Parti communiste, le Kremlin mit en scène, le 14 juillet, de pseudo-élections dans les trois États. Dès que les trois parlements ainsi « élus » eurent voté en faveur de l'incorporation de leurs pays respectifs à l'Union Soviétique, celle-ci consentit à « accueillir » l'un après l'autre les trois États Baltes au sein de la mère patrie, la Lituanie le 3 août, la Lettonie le 5, l'Estonie le 6.

Adolf Hitler en éprouva une cuisante humiliation, mais, absorbé par son entreprise d'invasion de l'Angleterre, il ne put que la ravalier. Les lettres de protestation des représentants des trois États Baltes à Berlin leur furent retournées sur instructions de Ribbentrop. Le 11 août — comble d'humiliation pour le Reich — Molotov intima brusquement à la Wilhelmstrasse l'ordre de « liquider » en l'espace de quinze jours ses légations de Riga, de Kaunas, de Tallinn et de clore tous ses consulats baltes avant le 1er septembre.

L'annexion des États Baltes ne suffit pas à assouvir l'appétit de Staline. Par ailleurs, la débâcle incroyablement rapide des armées françaises et britanniques attisa sa résolution de battre le fer pendant qu'il était chaud. De toute évidence, il n'y avait pas de temps à perdre.

Le 23 juin, au lendemain de la capitulation officielle de la France et de la signature de l'armistice franco-allemand à Compiègne, Molotov convoqua une fois de plus von Schulenburg pour lui déclarer que « le règlement de la question bessarabienne ne souffrait plus aucun délai ». « Au cas où la Roumanie se refuserait à un accord pacifique, le gouvernement soviétique était résolu à employer la force. »

Il comptait fermement que l'Allemagne, « loin d'entraver son action, lui apporterait son concours plénier ». Sans la moindre justification, les exigences soviétiques s'étendirent également à la Bukovine septentrionale (4). En effet, alors que la Bessarabie avait été enlevée à la Russie par la Roumanie à la fin de la Grande Guerre, la Bukovine, demeurée province autrichienne jusqu'à ce que la Roumanie s'en emparât en 1919, ne lui avait jamais appartenu.

Au cours des négociations qui préludèrent au Pacte germano-soviétique, Ribbentrop s'était vu obligé de céder la Bessarabie à la *sphère d'intérêt* russe, mais il n'avait jamais abandonné la Bukovine. C'est ce qu'il rappela au Führer en réponse à la question posée par celui-ci, à l'heure qui nous occupe.

Les alarmes éprouvées par Berlin s'étendirent au G.Q.G. de l'armée. Le pétrole de Roumanie était essentiel à la Wehrmacht, et l'Allemagne tout entière avait un besoin absolu du blé et des denrées alimentaires que lui fournissait ce pays. L'occupation de la Roumanie par l'Armée Rouge entraînerait la perte du tout. Exactement un mois auparavant, au fort de la bataille de France, l'état-major roumain avait envoyé à l'O.K.W. un S.O.S. l'informant d'un rassemblement de troupes russes à la frontière.

Dans ses notes datées du lendemain, le général Jodl résume en deux

lignes la réaction de l'O.K.W. : « La Russie concentre des troupes à la frontière bessarabienne; notre situation devient critique. » Dans la nuit du 26 juin, un ultimatum de l'U.R.S.S. exige de la Roumanie la cession immédiate de la Bessarabie et de la Bukovine septentrionale. La réponse doit être donnée dans les vingt-quatre heures. Ribbentrop, pris de panique, télégraphie sur-le-champ ses instructions au ministre plénipotentiaire du Reich, à Bucarest.

Elles se résument à ceci : conseiller au gouvernement roumain de céder à l'ultimatum, ce qui fut fait le 29 juin. Douze heures plus tard, les troupes soviétiques occupaient le territoire nouvellement acquis, et Berlin poussait un profond soupir de soulagement : la source du pétrole, menacée par l'U.R.S.S., était sauvée.

D'après ses actes et aussi par ce que révèlent les documents secrets allemands saisis ultérieurement, il apparaît clairement que Staline, en dépit de sa résolution de faire main basse sur tout ce qu'il pourrait glaner en Europe Orientale, pendant que les Allemands se trouvaient accaparés ailleurs, ne souhaitait ni n'envisageait une rupture avec Hitler. Vers la fin de juin, Churchill, dans une lettre personnelle, s'efforça de mettre en garde le dictateur contre le danger des conquêtes allemandes pour la Russie autant que pour la Grande-Bretagne (5).

Staline ne prit pas la peine de répondre. Sans doute croyait-il, comme tout le monde, à la défaite imminente de l'Angleterre. Il se contenta de rapporter à Berlin les inquiétudes britanniques. Entre-temps, Sir Stafford Cripps, chef du Parti travailliste anglais, fut dépêché en hâte comme ambassadeur à Moscou, dans l'espoir — oh! combien précaire, avoua plus tard l'intéressé — qu'un homme de gauche obtiendrait plus facilement

l'oreille des « Bolcheviks ».

Cripps fut reçu par Staline au début de juillet et le premier entretien, écrivit Churchill dans ses Mémoires, fut « cérémonieux et glacial ». Sur l'ordre de Staline, Molotov en communiqua par écrit la teneur confidentielle à l'ambassade d'Allemagne. Ce document est des plus intéressants; il atteste plus qu'aucun autre à quel point les vues et les calculs du dictateur soviétique en matière de politique étrangère demeuraient bornés.

Schulenburg le transmit séance tenante à la Wilhelmstrasse, sous mention « Urgent et Ultra-Secret ». A sa lecture, Ribbentrop, plein de gratitude; fit savoir sans retard au gouvernement soviétique qu'il « appréciait hautement l'information communiquée ». Stafford Cripps, disait le mémorandum, a pressé Staline d'explicitier son attitude sur un point particulier entre autres :

« Le gouvernement britannique est convaincu (Cripps dixit) que l'Allemagne s'efforce d'imposer son hégémonie à l'Europe; entreprise dangereuse pour l'Union Soviétique autant que pour la Grande-Bretagne. En conséquence, ces deux pays se doivent d'adopter une politique commune de protection contre l'Allemagne et tendre au rétablissement de l'équilibre européen des puissances... »

La réponse de Staline, rapporte Cripps, se résume ainsi :

J'estime que le danger d'une hégémonie exercée par un quelconque pays d'Europe est inexistant, plus inexistant encore le danger d'une absorption de l'Europe par l'Allemagne. J'observe de très près la politique allemande et j'entretiens des relations étroites avec plusieurs hommes d'État allemands. Chez aucun d'eux je n'ai décelé le désir d'absorber un pays européen. Je ne crois pas davantage que les succès militaires allemands constituent une menace pour l'Union Soviétique, non plus que pour son entente amicale avec le Reich (6).

Une telle suffisance, une ignorance aussi totale, un aveuglement aussi stupéfiant nous laissent bouche bée. Évidemment, le tyran russe ignorait les desseins en gestation dans le cerveau tortueux d'Hitler, mais la conduite passée du Führer, son ambition démesurée, connue de tous, et la rapidité inouïe des conquêtes nazies auraient dû suffire à l'instruire du redoutable danger dans lequel se trouvait l'U.R.S.S.

Aussi inconcevable que cela paraisse, rien de tout cela ne suffit. Grâce à la saisie de documents secrets allemands et au témoignage de plusieurs personnages ayant figuré au premier plan de la grande tragédie qui s'est jouée d'un bout à l'autre de l'Europe occidentale, il est établi qu'à l'heure même où Staline faisait montre de sa monumentale inconscience Hitler nourrissait le projet de se retourner contre l'U.R.S.S. et de l'anéantir. L'idée maîtresse n'était pas neuve. On la trouve exposée, quinze ans plus tôt, dans *Mein Kampf* :

« Nous autres, nationaux-socialistes, écrit Adolf Hitler, repartons du point où notre pays s'est arrêté il y a six cents ans. Nous mettons fin à la perpétuelle poussée de l'Allemagne vers le sud et l'ouest de l'Europe pour tourner nos regards vers les espaces de l'Est... Aujourd'hui, lorsque nous parlons de nouveaux territoires européens, c'est à la Russie et aux Etats vassaux de ses frontières que nous devons songer tout d'abord. Le destin lui-même nous désigne la route à suivre. Le colossal empire de l'Est est mûr pour la désagrégation. La fin de la domination juive en Russie marquera également la fin de la Russie en tant que nation (7). »

Cette conception, ancrée au tréfonds de son esprit, ne cessa jamais d'habiter Hitler. Le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ne fit que différer sa mise à exécution. En fait, moins de deux mois après sa signature, aussitôt suivie de l'invasion de la Pologne, le Führer apprend à

ses chefs militaires que le territoire polonais nouvellement conquis « constitue la prochaine zone de rassemblement des forces armées allemandes en vue d'opérations futures »... Cette déclaration, notée dans les carnets d'Halder, porte la date du 18 octobre 1939. Cinq semaines plus tard, le 23 novembre, à l'occasion d'une harangue adressée à quelques généraux opposés à une offensive immédiate sur le front de l'Ouest, Hitler prouve qu'il ne renonce pas le moins du monde à assaillir l'U.R.S.S.

« Nous ne pourrions combattre la Russie, déclare-t-il, qu'après nous être rendus libres à l'Ouest ».

Déjà à cette époque, il envisage une guerre sur deux fronts, cauchemar des chefs militaires depuis des siècles, ce qui ne l'empêche pas d'affirmer en termes prolixes que lui, Adolf Hitler, ne renouvellera pas les erreurs des gouvernements précédents : « L'armée allemande d'aujourd'hui ne combattrait que sur un front à la fois. »

Il est très compréhensible que la débâcle de la France, le refoulement de l'armée britannique par-delà la Manche et la perspective de l'effondrement imminent de l'Angleterre aient amené Hitler à jeter à nouveau les yeux sur la Russie. Rendu libre à l'Ouest — du moins se l'imaginait-il, — condition essentielle qu'il s'était lui-même posée, il se trouvait dès lors à même d'attaquer la Russie. L'occupation-éclair des États Baltes et de deux provinces roumaines par Staline précipita sa décision. Le moment où celle-ci prit corps de façon formelle nous est aujourd'hui connu : il remonte aux premiers mois de la campagne d'Europe occidentale (8).

En effet, le colonel Warlimont, délégué de Jodl à l'état-major de la

Wehrmacht, rapporte qu'au cours d'une conférence de l'état-major opérationnel, le 29 juillet 1940, Jodl fit connaître aux généraux réunis « l'intention du Führer d'attaquer l'Union Soviétique au printemps de 1941 (9) ». Antérieurement à cette conférence, relate Jodl lui-même, Hitler avait annoncé au général Keitel son intention de déclencher les hostilités contre la Russie dès l'automne. C'était aller un peu fort, même pour Keitel, qui réussit à détourner le dictateur d'un tel projet en faisant valoir les conditions défavorables de la saison d'automne et les énormes difficultés de transport du gros de l'armée d'Ouest en Est. Toutefois, lisons-nous dans les notes de Halder (10), une semaine avant le conciliabule du 29 juillet, Hitler remit à l'ordre du jour la possibilité d'une attaque contre la Russie à la fin septembre.

C'est en effet le 21 juillet qu'il donna ordre à Brauchitsch d'en entreprendre la préparation. La question avait été déjà soulevée, d'ailleurs bien superficiellement, la réponse du commandant en chef le prouve. Ne déclara-t-il pas au Führer que la campagne de Russie « durerait de quatre à six semaines » ! Son objet serait « de vaincre l'Armée Rouge ou, tout au moins, d'occuper un espace suffisamment étendu du territoire soviétique pour empêcher les bombardiers ennemis d'atteindre Berlin et la région industrielle de Silésie et de permettre, en revanche, à la Luftwaffe de bombarder les objectifs importants de l'Union Soviétique ». Selon Brauchitsch, 80 ou 100 divisions suffiraient, les Russes, calculait-il, ne disposant que de 50 à 60 divisions.

Ce que nous rapporte Halder des propos de Brauchitsch démontre qu'Hitler était piqué au vif par les succès balkaniques de Staline. Il accusait aussi ce dernier de « flirter » avec l'Angleterre et d'encourager sa résistance,

mais il ajoutait « qu'aucun indice ne lui donnait à penser que l'U.R.S.S. se préparât à déclarer la guerre à l'Allemagne ».

La perspective d'invasion de l'Angleterre se faisant de plus en plus lointaine, Hitler résolut d'informer ouvertement ses généraux de sa décision d'attaquer la Russie. Il le fit le 31 juillet 1940. Halder, présent à la conférence tenue ce jour-là au Berghof, nota en sténo les paroles du dictateur (11). Elles révèlent que non seulement sa décision était prise, mais ses plans stratégiques d'agression déjà tracés.

La Grande-Bretagne place tous ses espoirs en la Russie et en l'Amérique, expliqua-t-il. Si son espoir en la première s'écroule, celui qui lui reste du côté américain en fait autant, car l'élimination de la Russie accroîtra considérablement la puissance japonaise en Extrême-Orient.

« Plus je réfléchis, avoua le Führer, plus je suis persuadé que la farouche détermination de la Grande-Bretagne de continuer la bataille repose sur l'appui escompté de l'U.R.S.S. Il se passe quelque chose d'étrange outre-manche : hier, les Anglais étaient par terre; aujourd'hui, les voilà de nouveau debout... Il suffit que la Russie, inquiète de nos conquêtes occidentales, leur fasse entendre qu'elle ne souhaite pas le développement de la puissance germanique pour qu'ils s'accrochent comme des noyés à l'espoir d'un complet retournement de la situation d'ici quelques mois. *Si nous écrasons la Russie, la dernière planche de salut de l'Angleterre sombre avec elle*, et l'Allemagne deviendra maîtresse de l'Europe, y compris des Balkans. Pour tous ces motifs, *la Russie doit être liquidée. Le plus tôt sera le mieux. Date prévue : Printemps 1941**. »

* Les passages en italique ont été soulignés par Halder dans le texte original.

Le dictateur exposa ensuite aux généraux le plan stratégique qui, de toute évidence, mûrissait depuis longtemps dans son esprit, malgré les soucis que lui causait le front de l'Ouest.

« L'opération, dit-il, vaut la peine d'être entreprise, mais à une condition : notre résolution formelle d'*annihiler* la nation soviétique en un seul coup de massue. La conquête de son territoire ne suffit pas. Il s'agit d'anéantir ses possibilités mêmes d'existence. Tel est notre objectif! répéta-t-il avec emphase. Pour l'atteindre, nous déclencherons deux offensives simultanées : l'une au sud vers Kiev et le Dnieper, l'autre au nord, à travers les États Baltes, jusqu'à Moscou. Là, les deux armées opéreront leur jonction. Après cela, si besoin est, une opération spéciale aura lieu, qui nous livrera les gisements de pétrole de Bakou. »

La perspective de ces nouvelles conquêtes mettait Hitler en transe. Déjà il échafaudait leur exploitation, annexait séance tenante l'Ukraine, la Russie Blanche, les États Balkaniques et prolongeait le territoire finlandais jusqu'à la mer Blanche. Cent vingt divisions seraient affectées à l'ensemble des opérations. Soixante autres, maintenues sur le front occidental, assureraient sa défense. Engagée en mars 1941, l'offensive serait achevée en cinq mois, avec plein succès cela va sans dire, et tout serait fini avant l'hiver. Il aurait assurément préféré agir dès l'automne 1940, mais cela se révélait impossible.

Le lendemain, 1er août, Halder s'attela à la besogne avec son état-major. Bien qu'il ait prétendu plus tard s'être posé en adversaire de cette attaque et l'avoir qualifiée de démentielle, les notes relevées sur ses carnets à cette date trahissent son enthousiasme devant sa nouvelle tâche. L'ensemble des plans fut aussitôt établi avec la méticuleuse rigueur caractéristique des Allemands. Y participèrent à trois échelons : l'état-major général de l'armée; le G.Q.G. d'opérations de Warlimont à l'O.K.W.; la section économique et des armements, dirigée par le général Thomas.

Le 14 août, le Führer faisait savoir à celui-ci, par le truchement de Goering, que les envois de matières premières et autres marchandises fournies par la Russie à l'Allemagne devraient cesser à partir du

printemps. Dans un rapport à ce sujet, Thomas constate la ponctualité de ces expéditions. En fait, écrit-il, elles continuèrent jusqu'à la veille de l'attaque, y compris, souligne-t-il non sans ironie, une cargaison de caoutchouc, en provenance d'Extrême-Orient, qui fut complétée par les Russes et acheminée par convoi express de transit, probablement le Transsibérien (12). Entre-temps, ses services reçurent l'ordre d'établir un relevé détaillé des industries soviétiques, des voies de communication, nœuds ferroviaires, etc., et des centres pétroliers. Relevé destiné à guider les attaques de la Luftwaffe contre ces objectifs vitaux et à préparer pour plus tard l'administration de la Russie occupée.

Un peu avant, le 9 août, Warlimont avait reçu, de son côté, les premières directives du Führer concernant la préparation, en Europe orientale, des zones de déploiement d'où l'attaque serait lancée. L'opération fut baptisée *Aufbau Ost* (Construction de l'Est). Le 26 août enfin, Hitler donna l'ordre de transférer en Pologne 10 divisions d'infanterie et 2 divisions blindées se trouvant sur le front occidental. Ces dernières unités, stipulait-il, seront placées à la frontière sud-est, à pied d'œuvre pour défendre les gisements pétrolifères roumains (13). Le déplacement d'ouest en est de forces armées aussi importantes ne pouvait avoir lieu sans éveiller la méfiance de Staline s'il en avait connaissance*; aussi les Allemands se donnèrent-ils grand mal pour qu'il l'ignorât.

* Les Allemands n'avaient maintenu que 7 divisions en Pologne, dont 2 furent amenées sur le front occidental durant la campagne de printemps. « Un contingent à peine suffisant pour assurer le service douanier! » persiflait Halder. Si Staline avait songé à attaquer l'Allemagne en juin 1940, l'Armée Rouge aurait pu atteindre Berlin avant qu'une résistance sérieuse ait eu le temps de s'organiser.

C'était là chose impossible. Prenant alors les devants, le général Ernst Koestring, attaché militaire allemand à Moscou, informa l'état-major soviétique qu'il s'agissait simplement d'un chassé-croisé, c'est-à-dire du remplacement par de jeunes soldats de quelques milliers d'hommes d'un certain âge dont l'industrie allemande avait besoin. En même temps, Jodl recevait des directives particulières exposant jusque dans les plus infimes détails les moyens de camoufler l'opération et de dissimuler son ampleur. « Il importe, précisait Koestring, d'éviter que ces mouvements et concentrations de troupes ne donnent aux Russes l'impression que l'Allemagne prépare une offensive à l'est (14). »

Afin que ses armées ne fussent pas tentées de se reposer sur leurs lauriers après les brillantes victoires de l'été, Hitler communiqua le 12 novembre 1940 à ses généraux un document ultrasecret dans lequel il exposait ses prochains et vastes plans de conquêtes militaires en Europe et au-delà. Nous y reviendrons plus loin. Occupons-nous pour l'instant de ceux qui regardent directement la Russie.

« Des entretiens politiques vont avoir lieu dans le but de tirer au clair l'attitude de l'Union Soviétique, disait le Führer. Indépendamment de leurs résultats, les décisions que j'ai arrêtées à l'endroit de la Russie et déjà communiquées verbalement seront exécutées. Aussitôt que l'O.K.W. m'aura soumis l'ensemble de ses plans opérationnels et que je les aurai approuvés, je ferai connaître mes instructions (15). »

Ce même 12 novembre, Molotov arrivait à Berlin pour poursuivre avec le Führer en personne les entretiens politiques dont il s'agissait.

A vrai dire, depuis quelques mois, les relations entre Berlin et Moscou s'étaient singulièrement refroidies. Que deux larrons jouent un double jeu destiné à en filouter un troisième est une chose. Le jouer entre soi en est une autre. Hitler, impuissant à empêcher la Russie de s'emparer des États Baltes et des provinces roumaines de Bessarabie et de Bukovine, éprouvait un sentiment de frustration, auquel s'ajoutait une rancune personnelle à l'endroit de Staline. Là pénétration soviétique dans les Balkans devait être jugulée, et tout d'abord en Roumanie.

En raison du blocus britannique, l'Allemagne ne pouvait plus recevoir de pétrole par mer. Les puits roumains devenaient des lors d'une importance vitale. Autre problème : la Hongrie et la Bulgarie revendiquaient, elles aussi, leur part de territoire roumain. A la fin de l'été 1940, la première s'appropriait à faire la guerre à la Roumanie dans l'espoir de reprendre la Transylvanie, que celle-ci lui avait arrachée, en 1918. Hitler prévoyait qu'une telle guerre amènerait presque inévitablement les Russes à occuper la totalité du territoire roumain et à dépouiller une fois pour toutes l'Allemagne de l'irremplaçable pétrole.

Le 28 août, la situation paraissait si menaçante que le Führer donna ordre à 5 divisions blindées, 3 divisions motorisées, plus quelques unités de parachutistes et de troupes aéroportées de se tenir sur le qui-vive, prêtes à s'emparer le 1er septembre de la zone pétrolifère de Roumanie (16).

Ce même 28 août, à la suite d'une conférence tenue au Berghof avec Ribbentrop et Ciano, Hitler dépêchait ceux-ci à Vienne avec mission de

faire accepter aux délégués de Hongrie et de Roumanie l'arbitrage de l'Axe dans la question qui les divisait. La mission réussit sans trop de peine, grâce à Ribbentrop, dont les procédés d'intimidation réduisirent à merci ses deux adversaires. Le 30 août, au Palais du Belvédère, la Hongrie et la Roumanie se soumettaient aux décisions de l'Axe. Lorsque Michel Manolesco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, vit sur la carte le tracé qui attribuait la moitié de la Transylvanie à la Hongrie, il s'évanouit sur la table où l'accord allait être signé et ne reprit connaissance qu'après administration de piqûres d'huile camphrée (17)*.

** Ce diktat de Vienne coûta son trône au roi Carol. Le 6 septembre, il abdiquait en faveur de son fils Michel et, accompagné de la belle Magda Lupescu, quittait la Roumanie à bord d'un train spécial de dix wagons lourdement chargés. Il se réfugia en Suisse. Le général Antonesco, chef de la garde de Fer, ami du Führer, prit alors le pouvoir.*

Soi-disant en retour de son attitude raisonnable, mais, en réalité, pour procurer à Hitler une excuse légale à ses manœuvres futures, la Roumanie reçut de l'Axe une signature lui garantissant la protection de ce qui subsistait de son territoire, moins la Dobroudja méridionale, qu'elle dut céder à la Bulgarie.

Trois semaines plus tard, les confidents du dictateur furent édifiés sur ses intentions. Le 20 septembre, Hitler commença par décréter l'envoi de « missions militaires » en Roumanie.

« Aux yeux du monde, commenta-t-il, elles auront pour tâche d'apporter une aide amicale aux Roumains dans l'organisation et l'instruction de leur armée. En fait, leur véritable mission, qui devra n'être suspectée ni des Roumains ni même de nos propres troupes, sera de défendre la zone pétrolière et ses installations... de préparer, à partir de bases roumaines, le déploiement des forces armées allemandes au cas où une guerre avec l'U.R.S.S. nous serait

Voilà qui réglait le problème du flanc méridional dont l'image commençait à prendre corps dans le cerveau du Führer.

Les accords de Vienne furent fort mal pris par le Kremlin, en particulier la garantie allemande des territoires demeurés roumains. Lorsque, le 1er septembre, von Schulenburg vint présenter à Molotov un long mémorandum par lequel Ribbentrop s'efforçait d'expliquer et de justifier ce qui venait de se passer à Vienne, le ministre soviétique observa « une attitude distante et une réserve contrastant avec son accueil habituel ». Réserve qui ne l'empêcha pas de formuler une violente protestation à l'adresse du gouvernement allemand, qu'il accusa d'avoir placé la Russie en face du « fait accompli » au mépris des signatures échangées et violé l'article III du Pacte germano-soviétique (par lequel le Reich et l'Union Soviétique s'engageaient à se consulter mutuellement sur toute question d'intérêt commun (19). Ainsi qu'il est courant en pareil cas, les voleurs commençaient à se chamailler autour du butin.

Au cours des quarante-huit heures suivantes, les récriminations soviétiques prirent un ton de plus en plus véhément. Ribbentrop répliqua le 3 septembre par un second mémorandum, rédigé en termes acerbes, dans lequel l'Allemagne se défendait d'avoir violé le pacte de Moscou et accusait en revanche l'Union Soviétique d'avoir, elle, commis cette félonie en annexant les États Baltes et deux provinces roumaines sans consultation préalable avec Berlin. Le 21 septembre, sur le même mode agressif, le Kremlin réitérait ses accusations et rappelait en passant à l'Allemagne que l'U.R.S.S. possédait encore de nombreux intérêts en Roumanie. Le document s'achève par une proposition d'où n'est pas exclu le sarcasme, à

savoir : « Si certaines clauses de l'Article III du Pacte germano-soviétique impliquent pour le Reich quelques restrictions et inconvénients, le gouvernement soviétique se montre disposé à les amender, voire à les annuler (20). »

Presque aussitôt, deux faits vinrent fortifier les soupçons de Staline à l'endroit d'Hitler :

1. — Le 16 septembre, Ribbentrop prie Schulenburg d'apprendre *incidemment* à Molotov le passage, à travers le territoire finlandais, d'unités allemandes envoyées en Norvège.

2. — En l'absence de Schulenburg, en congé à Berlin, Ribbentrop adresse au chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne à Moscou, Werner von Tippelskirch, une dépêche portant la mention « rigoureusement confidentiel » — « Secret d'État ». Les instructions qu'elle contient ne doivent être exécutées qu'après réception préalable, par télégramme ou téléphone, dans un délai de vingt-quatre heures, de certaine formule chiffrée (21).

Il s'agit d'apprendre à Molotov que « dans quelques jours » le Japon, l'Allemagne et l'Italie signeront un traité d'alliance militaire (nullement dirigé contre l'U.R.S.S., spécifie un paragraphe spécial). « Cette alliance, déclare Ribbentrop, constitue une mesure de protection contre les agitateurs bellicistes américains. Si, en fait, ce motif ne se trouve pas explicitement formulé, les termes mêmes du traité en impliquent l'évidence. L'alliance a pour objet exclusif de faire réfléchir Washington, ou tout au moins certains éléments du Congrès, partisans actifs de l'entrée en

guerre des États-Unis, en leur démontrant que cet acte dressera automatiquement contre l'Amérique la coalition de trois grandes puissances (22). »

Lorsque von Toppelskirch apporta la nouvelle à Molotov, au soir du 26 septembre, le glacial *commissar*, dont les soupçons s'étaient mis à fleurir comme pâquerettes en mai, se montra extrêmement sceptique. Tout de suite, avec l'attention tatillonne qu'il apportait aux plus infimes détails — manie exaspérante pour tous ceux qui eurent affaire à lui, alliés et adversaires — il fit remarquer à l'envoyé allemand que l'article IV du pacte de Moscou conférait au gouvernement soviétique le droit de regard sur le texte *avant qu'il ne fût signé*, y compris les protocoles secrets, quels qu'ils fussent.

Ce n'était pas tout : il tenait à en apprendre davantage sur l'accord conclu entre le Reich et la Finlande au sujet du droit de transit accordé aux troupes allemandes sur le territoire finlandais. Il s'en trouvait informé depuis trois jours par la presse, prétendit-il, notamment par une dépêche du correspondant de *l'United Press* à Berlin, signalant le débarquement de soldats allemands dans trois ports finlandais au moins. Il jugeait inadmissible que le ministre des Affaires étrangères du Reich se soit dispensé de l'en informer lui-même.

« Le gouvernement soviétique, dit-il, tient à connaître l'objet exact de l'accord germano-finlandais, contre qui il est dirigé et quels desseins il se propose de servir. Il souhaite que lui soit communiqué le document signé entre l'Allemagne et la Finlande, sans omettre les protocoles secrets (23). »

Pour aussi obtus qu'il fût, Ribbentrop perçut la nécessité d'apaiser le

Kremlin. Le 2 octobre, il expédia à Molotov ce qu'il disait être le texte de l'accord germano-finlandais et joignit l'assurance que le pacte tripartite signé entre-temps n'était nullement dirigé contre l'Union Soviétique et ne comportait ni clauses ni protocoles secrets (24)*.

* *La signature du Pacte tripartite eut lieu à Berlin le 27 septembre, dans un décor d'opéra-comique, et fut entourée d'un cérémonial que j'ai décrit dans un ouvrage précédent (Berlin's Diary, pp. 532-537).*

Par l'article premier, le Japon reconnaissait et admettait le rôle prépondérant de l'Allemagne et de l'Italie dans l'instauration d'un Ordre nouveau en Europe. Par l'article II, l'Allemagne et l'Italie reconnaissaient et respectaient le rôle dirigeant du Japon dans l'instauration d'un Ordre nouveau en Extrême-Orient. L'article III imposait aux trois puissances signataires, l'assistance mutuelle au cas où l'une des parties contractantes serait attaquée par les États-Unis (ceux-ci non mentionnés mais clairement sous-entendus).

« A mon sens, écrivais-je au soir du 27 septembre, dans mon Berlin's Diary, l'élément le plus significatif du Pacte tripartite est l'admission par Hitler de l'éventualité d'une guerre prolongée. » Ciano, signataire du document au nom de l'Italie, en tira les mêmes conclusions (Journal de Ciano, p. 296). En dépit de toutes les dénégations ultérieures, ce pacte fut également conçu en manière d'avertissement à l'U.R.S.S.

Le 7 octobre, Ribbentrop chargeait Toppelskirch d'apprendre à Molotov, toujours aussi « incidemment », l'envoi d'une *mission militaire* en Roumanie. La réaction du ministre soviétique prouve qu'il n'était pas dupe : « Combien de corps d'armée envoyez-vous là-bas ? » questionna-t-il (25). Ribbentrop adressa alors à Staline une longue lettre personnelle, destinée à dissiper le malaise russe à l'égard de Berlin (26).

Ainsi que l'on peut s'y attendre de la part du personnage, c'est une épître à la fois imbécile et arrogante, un tissu d'insanités, de mensonges et de faux-fuyants.

L'Angleterre est responsable de la guerre et de ses prolongements, écrivait Ribbentrop, mais une chose est certaine, « nous l'avons gagnée. La

seule question qui se pose est celle-ci : Combien de temps l'Angleterre mettra-t-elle à s'avouer vaincue? »

L'envoi de *missions militaires* allemandes en Roumanie, les tractations dissimulées avec la Finlande, le Pacte tripartite lui-même y sont présentés sous couleur de manœuvres favorables à la Russie.

Une fois de plus, Ribbentrop accuse la diplomatie et les agents secrets britanniques de vouloir créer des dissensions entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Pour faire échouer leurs intrigues, ne serait-il pas opportun, suggère-t-il, d'envoyer Molotov à Berlin « afin que le Führer en personne puisse lui exposer ses vues touchant les relations futures des deux pays ? »

Un paragraphe astucieux, souligné par l'auteur de la lettre, laissait entendre en quoi consistaient ces « vues » d'Hitler. Il ne s'agissait de rien de moins que du partage du monde entre les quatre puissances totalitaires.

« Il appartient aux quatre grandes puissances, l'Union Soviétique, le Japon, l'Italie et l'Allemagne, d'adopter une politique à longue portée... par la délimitation de leurs sphères d'intérêt respectives, établies à l'échelle mondiale. »

La lettre, expédiée par le truchement de l'ambassade d'Allemagne à Moscou, parvint à destination avec quelque retard, ce qui eut le don de mettre Ribbentrop en rage et valut à Schulenburg une dépêche furieuse :

« Pourquoi ma lettre n'a-t-elle été remise que le 17 et pourquoi (au mépris de son importance capitale) à Molotov au lieu de Staline en personne (27)? »

Quoi qu'il en fût, Staline en personne répondit, le 22 octobre, sur un ton extrêmement cordial : « Molotov, dit-il en substance, reconnaît l'opportunité de sa visite à Berlin et accepte par conséquent votre invitation (28). »

La bienveillance de Staline n'était qu'un masque. En effet, quelques jours plus tard, il demandait des explications au refus de l'Allemagne de fournir du matériel de guerre à la Russie, alors qu'elle en expédiait à la Finlande. « C'est la première fois que le Kremlin fait état de nos fournitures d'armes à la Finlande », signale von Schulenburg (29).

Molotov vient d'arriver à Berlin par temps gris et sous la pluie. Je l'ai vu passer Unter den Linden, en route vers l'ambassade soviétique. Il ressemble à un maître d'école provincial. Voire... Pour avoir survécu si longtemps aux rivalités du gang d'égorgeurs du Kremlin, cet homme doit être quelqu'un. Il a reçu un accueil extrêmement froid et cérémonieux.

... A grands renforts de paroles, les Allemands proposent de faire don aux Russes du Bosphore et des Dardanelles — leur convoitise de longue date — tandis qu'ils s'adjugeraient, eux, le reste des Balkans : la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie.

Ainsi débutent mes notes du 12 novembre 1940. Aujourd'hui, nous en savons beaucoup plus long sur cette entrevue, grâce aux documents saisis à la Wilhelmstrasse et, parmi eux, les procès-verbaux confidentiels des séances*, à l'exception d'un seul, conservé par l'interprète personnel du Führer, Herr Doktor Schmidt, personnage doué d'ubiquité (30). A la première séance de la matinée, Ribbentrop fit montre d'une attitude à la fois arrogante et évasive, mais Molotov le perça rapidement à jour et, à travers lui, le jeu allemand.

* Leur exactitude fut confirmée sans le vouloir par Staline lui-même. « En août 1942, relate Churchill dans ses mémoires (*L'Heure tragique*, vol. 2, p. 287), lorsque je me rendis à

Moscou, j'entendis de la bouche de Staline une relation succincte de ces conversations. Elle ne diffère sur aucun point essentiel de la version allemande, mais la forme en est plus savoureuse. »

« L'Angleterre est vaincue, commença le ministre nazi, et je répète que sa capitulation n'est plus qu'une question de temps... La Grande-Bretagne et son empire abordent aujourd'hui le commencement de la fin. Elle espère, il est vrai, l'entrée en guerre des États-Unis, mais cela ne sera d'aucune conséquence pour l'Allemagne. L'Allemagne et l'Italie ne laisseront jamais un Anglo-Saxon prendre pied sur le continent européen... Il n'existe donc pas de problème militaire... Les puissances de l'Axe se préoccupent non pas de la façon dont elles gagneront la guerre, mais des moyens d'abrégier une guerre déjà gagnée. »

Cela dit, Ribbentrop expliqua que l'heure avait sonné pour les quatre puissances de délimiter leurs sphères d'influence. Chacune d'elles « orienterait naturellement son expansion au Sud ». Le Japon l'avait déjà fait; l'Italie aussi. Quant à l'Allemagne, après avoir instauré *l'Ordre nouveau* en Europe occidentale, elle trouverait son *Lebensraum* supplémentaire en Afrique Centrale (quel choix!). « Je me demande, continua Ribbentrop, si l'U.R.S.S. n'a pas intérêt à tourner elle aussi ses regards vers le sud, afin de trouver du côté de la mer le débouché si essentiel pour elle. »

« Quelle mer? » jeta Molotov, glacial.

Question embarrassante et cruciale s'il en fut. D'autres allaient s'ensuivre, Ribbentrop eut le temps de s'en apercevoir au long des trente-six heures de discussion ininterrompue avec ce Bolchevik têtue, réaliste et lucide. La question désarçonna Ribbentrop qui, sur le moment, ne trouva rien à répondre. Il essaya d'une diversion en battant la campagne à propos des changements considérables qui allaient s'opérer dans le monde entier après la guerre, puis il se lança dans un galimatias verbeux, où il était question d'un élément important entre tous, à savoir le « bon travail déjà

accompli par les partenaires du Pacte germano-soviétique et le bon travail qu'ils accompliraient encore ».

Molotov insista : à sa question précise, il attendait une réponse précise. A la longue, le ministre nazi insinua que « l'accès à la mer le plus avantageux pour la Russie semblait s'offrir du côté du golfe Persique et de la mer d'Oman ».

Le *Commissar* écouta tout cela sans broncher, avec une expression impénétrable (31), note le docteur Schmidt. Il ouvrit à peine la bouche, sauf en fin de séance, pour déclarer que la délimitation de sphères d'intérêt exigeait « précision et vigilance », surtout entre l'Allemagne et la Russie. L'astucieux négociateur ménageait ses munitions pour l'assaut de l'après-midi avec Hitler. Le tout-puissant dictateur allait connaître là une expérience surprenante, exaspérante s'il en fut et, à coup sûr, unique dans sa carrière.

Tout aussi vague que son ministre et plus grandiloquent encore, il entonna son leitmotiv habituel : aussitôt que les conditions atmosphériques le permettraient, l'Allemagne assènerait « le coup de grâce à l'Angleterre ». Restait évidemment le point d'interrogation américain, mais il n'était pas question que les États-Unis « puissent mettre en péril la liberté des autres nations avant 1970 ou 1980... Les affaires d'Europe, d'Asie et d'Afrique ne les regardaient pas ». Assertion approuvée par Molotov. Ce fut d'ailleurs la seule.

Après qu'Hitler eut achevé un exposé prolix d'aimables généralités, réaffirmé qu'il n'existait pas de divergences fondamentales entre les deux pays dans la poursuite de leurs intérêts respectifs, en particulier dans leur commune poussée vers « l'accès de l'Océan », Molotov lui fit remarquer

qu'il s'était tenu jusque-là à des considérations d'ensemble. A son tour d'exposer les « vues » de Staline, de qui il avait reçu des « instructions précises ».

Là-dessus, le *Commissar* soviétique fonça tête baissée : « Les questions se mirent à pleuvoir, drues comme grêle », rapporte Schmidt. Hitler était mal préparé à l'assaut, les procès-verbaux de la séance le soulignent. « Aucun homme d'État étranger ne s'était permis jusqu'alors de parler au Führer sur ce ton en ma présence (32) », note encore l'interprète.

Que manigançait l'Allemagne en Finlande? Molotov était curieux de le savoir. Que signifiait l'instauration d'un *Ordre nouveau* en Europe et en Extrême-Orient? Quel rôle y serait-il dévolu à l'U.R.S.S. ? Quelle était la signification du Pacte tripartite? Il existait aussi nombre de points à élucider concernant les intérêts de la Russie dans les Balkans et la mer Noire, en Bulgarie, Roumanie, en Turquie, etc.

Bref, le gouvernement soviétique souhaitait recevoir des explications.

Pour la première fois de sa vie, sans doute, Hitler fut trop interloqué pour riposter. Il proposa tout bonnement d'ajourner la séance « en raison d'une éventuelle alerte aérienne » et promit de poursuivre la discussion à fond le lendemain.

Le moment d'abattre les cartes se trouvait différé, mais seulement différé, et le matin suivant, à la reprise du dialogue, l'impitoyable Molotov recommença son tir. La question finlandaise en fut la première cible et donna lieu, entre les deux hommes, à une acerbe et véhémence controverse.

« Le gouvernement soviétique demande le retrait des troupes allemandes occupant la Finlande, commença Molotov.

— Les troupes allemandes « n'occupent » pas la Finlande, répondit

Hitler. Elles ne font que la traverser pour passer en Norvège. »

A son tour il interroge :

« L'U.R.S.S. a-t-elle l'intention de faire la guerre à la Finlande? »

D'après le procès-verbal allemand, Molotov offrit une réponse quelque peu évasive qui ne satisfait pas son interlocuteur.

« Il ne doit pas y avoir de conflit dans la Baltique, insista le Führer. Cela amènerait inévitablement une tension dangereuse dans les relations germano-soviétiques. »

Menace voilée qu'il appuya un moment plus tard en déclarant que semblable tension pourrait entraîner des « conséquences imprévisibles ».

« L'Union Soviétique s'inquiète singulièrement de ce qui se passe en Finlande. Où veut-elle en venir? demanda-t-il.

— A un règlement analogue à celui que l'Union Soviétique a conclu au sujet de la Bessarabie », répondit Molotov.

Cela se traduisait par l'annexion pure et simple! La réaction d'Hitler entama visiblement l'impassibilité du ministre russe, qui s'empessa de demander au dictateur « son opinion à ce sujet ». Au tour d'Hitler de répliquer évasivement en répétant sa déclaration antérieure : « Il ne doit pas y avoir de conflit entre la Finlande et l'U.R.S.S. en raison des prolongements incalculables qu'il entraînerait. »

« La position que vous prenez introduit un nouveau facteur dans le débat », rétorqua Molotov.

Le ton des deux interlocuteurs s'emporta alors à tel point que Ribbentrop, passablement inquiet de la tournure que prenaient les choses, crut bon d'intervenir : « Il n'y a véritablement aucune raison pour que la

question finlandaise fasse l'objet d'un désaccord entre les gouvernements allemand et soviétique, dit-il. Il ne peut s'agir que d'un simple malentendu.

»

Hitler saisit la perche opportunément tendue par son ministre et, changeant de sujet, revint au thème sempiternel de la défaite britannique. « Tournons-nous vers des problèmes plus importants », proposa-t-il.

La Russie n'était-elle pas tentée de participer à la gigantesque curée que promettait l'écroulement de la Grande-Bretagne?

Après l'achèvement de notre conquête, dit le Führer, l'Empire britannique sera comparable à un domaine mis en liquidation pour cause de faillite; un domaine de 40 millions de kilomètres carrés. Là, l'U.R.S.S. trouvera l'accès à une mer libre de glaces et réellement ouverte. Jusqu'ici, une minorité de 45 millions d'Anglais a gouverné les 600 millions d'habitants que compte l'Empire britannique. L'Allemagne va écraser cette minorité... Des perspectives d'envergure mondiale s'ouvrent... Par conséquent, tous les pays susceptibles de s'intéresser au « domaine en liquidation » doivent faire taire leurs dissensions et ne plus s'occuper que du partage de l'Empire britannique.

L'impavide *Commissar* ne parut pas le moins du monde impressionné par ces étincelantes perspectives. Pas convaincu non plus de l'imminence du démembrement de l'Empire britannique. Il allait bientôt revenir sur ce point et se plaire à remuer le fer dans la plaie. Pour le quart d'heure, il souhaitait s'en tenir aux problèmes particuliers à l'Europe, comme la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie.

« Qu'il me soit permis de m'exprimer sans ambages, commença-t-il. Le gouvernement soviétique estime que la garantie donnée par l'Allemagne à la Roumanie représente un acte hostile aux intérêts de la Russie. »

S'exprimer sans ambages! Il n'avait fait que cela de tout l'après-midi, à l'irritation grandissante de son hôte, et ce n'était pas fini. Il demandait à présent la révocation de la garantie en question. Hitler s'y refusa. Fort bien, repartit Molotov : que diriez-vous si, « en vue de ses intérêts dans les Dardanelles, l'Union Soviétique accordait à la Bulgarie une garantie exactement équivalente à celle que l'Allemagne et l'Italie viennent d'assurer à la Roumanie ?

On imagine facilement le froncement de sourcils du dictateur. « La Bulgarie a-t-elle fait des ouvertures dans ce sens au gouvernement soviétique? S'enquit-il. Le gouvernement du Reich n'en a pas connaissance. » Quoi qu'il en soit, ajouta-t-il, il lui fallait consulter Mussolini avant de donner une réponse définitive à la question posée.

Puis, sur un ton de menace, il conclut : « Si, par aventure, l'Allemagne recherchait une source de friction avec la Russie, elle n'aurait aucunement besoin des Dardanelles pour cela. »

Arrivé là, le Führer, si loquace d'ordinaire, se sentit incapable de soutenir davantage le corps-à-corps verbal avec ce bolchevik impossible. « A ce stade des conversations, lisons-nous dans le procès-verbal allemand, le Führer fit remarquer l'heure tardive et déclara que, en raison d'une possible attaque aérienne des Anglais, mieux valait suspendre la séance. Au demeurant, les questions capitales avaient été suffisamment débattues. »

Ce soir-là, Molotov offrait à l'ambassade soviétique un dîner de gala à ses hôtes allemands. Hitler, probablement fourbu et surtout rendu furieux par le match de l'après-midi, s'abstint d'y paraître. En revanche, la R.A.F. tint à faire acte de présence. Quelques-uns d'entre nous, avouons-le,

souhaitaient impatiemment la visite des bombardiers britanniques et se demandaient pourquoi ils n'avaient pas encore fait leur apparition au-dessus de Berlin, comme presque chaque soir à la tombée de la nuit. L'occasion était belle de démontrer au ministre d'U.R.S.S. que, contrairement à ce que les Allemands venaient de lui raconter, l'Angleterre — bien en vie — continuait le combat.

Vers vingt heures, ayant redouté le pire, ces messieurs de la Wilhelmstrasse se montrèrent visiblement soulagés. Pas pour longtemps. Peu après vingt et une heures*, les sirènes se mirent à mugir et, tout de suite, ce fut le tonnerre crépitant des tirs de barrage accompagné du vrombissement des bombardiers.

* *Le raid avait été soigneusement minuté pour la circonstance, écrit Churchill dans ses mémoires (L'Heure Tragique). Nous étions au courant des palabres de Berlin et bien que non invitée, l'Angleterre tenait à y participer.*

« Au moment précis où Ribbentrop se levait pour répondre au toast amical porté par Molotov à ses invités, raconte Schmidt présent au banquet, les sirènes retentirent et les convives se précipitèrent en courant sur Unter den Linden, où se trouve l'ambassade soviétique, jusqu'à l'abri du ministère des Affaires étrangères, dans la Wilhelmstrasse. » Allemands et Russes s'y réfugièrent pêle-mêle. Quelques-uns, dont Schmidt, allèrent se tapir à l'*Hôtel Adlon*, devant lequel nous étions postés. Ainsi, ils ne purent assister à l'entretien impromptu des deux hommes d'État dans les profondeurs souterraines du ministère.

En l'absence forcée de l'interprète officiel, le procès-verbal en fut établi par Gustav Hilger, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Moscou

et l'un des interprètes auxiliaires de la conférence. Tandis que les bombardiers de la R.A.F. survolaient le Berlin nocturne et que les canons anti-aériens leur tiraient dessus sans beaucoup de succès, l'insidieux Ribbentrop s'efforça une dernière fois de rouler son collègue russe. Il sortit de sa poche un projet d'accord par lequel le Pacte tripartite germano-italo-nippon devenait quadripartite par l'adjonction de la Russie en qualité de quatrième partenaire. Molotov en écouta religieusement la lecture.

Par l'article II, qui en formait le noyau, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et l'Union Soviétique s'engageaient à respecter l'intégrité de leurs zones naturelles d'influence respectives.

Toute contestation entre les quatre parties contractantes seraient « réglées à l'amiable ». Les deux États totalitaires et le Japon acceptaient de reconnaître « l'étendue actuelle du territoire de l'Union Soviétique et d'en respecter l'intégrité ».

Par l'article III, les quatre puissances s'engageaient à rester à l'écart de toute combinaison dirigée contre l'une d'elles et à n'y apporter aucune aide. Cet accord serait rendu public sauf, bien entendu, ses protocoles secrets, dont Ribbentrop entreprit ensuite la lecture. Le plus important définissait les « aspirations territoriales » de chacun des quatre pays. L'expansion de la Russie s'opérerait au sud, en direction de l'océan Indien.

Molotov ne mordit pas à l'hameçon. Le traité proposé avait manifestement pour objet de détourner la Russie de sa poussée traditionnelle vers l'ouest, du côté de la Baltique jusqu'aux Balkans et, par les Dardanelles, jusqu'à la Méditerranée où, inévitablement, elle entrerait en conflit avec les convoitises territoriales de l'Axe.

Pour le moment du moins, la Russie ne s'intéressait pas au lointain

océan Indien. Ses appétits se limitaient à l'Europe et aux Dardanelles. Par ailleurs, fit remarquer Molotov, « un accord sur papier serait à lui seul insuffisant. L'Union Soviétique exigerait des garanties effectives de sécurité ». La Bulgarie intéresse l'Union Soviétique au même titre que la Turquie, déclara-t-il encore.

Le destin de la Hongrie et de la Roumanie ne la laisse pas indifférente non plus, quelles que fussent les circonstances. Le Kremlin souhaite également connaître les intentions de l'Axe à l'égard de la Yougoslavie, de la Grèce et celles (en particulier) de l'Allemagne à l'endroit de la Pologne. Bien d'autres questions demandaient à être élucidées : la neutralité de la Suède..., les détroits reliant la Baltique à la mer du Nord, etc. L'impitoyable *Commissar* ne laissait rien de côté et, dit-il en conclusion, « apprécierait vivement une réponse de son interlocuteur sur ces divers points ».

Ribbentrop, enseveli sous l'avalanche, protesta d'abord contre « cet interrogatoire trop serré » et répondit faiblement : « Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit encore et encore : La question capitale est celle-ci : L'Union Soviétique est-elle disposée à collaborer avec l'Allemagne à la liquidation de l'Empire britannique et est-elle en mesure de le faire? »

La réponse de Molotov était prête, cinglante. Hilger l'a fidèlement consignée dans son procès-verbal.

« Molotov fit observer que les Allemands considéraient la guerre contre l'Angleterre virtuellement gagnée. Si donc, comme le prétendait le Führer, le duel engagé a pour enjeu la vie ou la mort, il ne pouvait interpréter l'affirmation qu'ainsi : L'Allemagne lutte pour sa vie et l'Angleterre pour sa mort. »

Le sarcasme n'atteignit pas Ribbentrop, homme d'une impénétrable

opacité en matière d'esprit. Aussi Molotov crut-il nécessaire de mettre les points sur les i et, en riposte au refrain repris à satiété par le ministre nazi : « L'Angleterre est vaincue », il décocha la flèche du Parthe :
« S'il en est ainsi, que faisons-nous dans cet abri et d'où viennent les bombes qui pleuvent sur Berlin* ? »

* *Propos rapporté par Churchill, qui le tenait de Staline. (Mémoires de Churchill : L'Heure Tragique vol. 2, p. 287.)*

De ses harassantes discussions avec le coriace négociateur du Kremlin, auxquelles vinrent s'ajouter de nouveaux témoignages de la rapacité croissante de Staline, Hitler tira des conclusions instructives. Notons ici que le dictateur soviétique, bien qu'il prétendît plus tard le contraire, accepta la proposition hitlérienne de se joindre au camp « fasciste », mais à un prix très supérieur à celui dont il avait été question à Berlin. Le 26 novembre, quinze jours à peine après le retour de Molotov à Moscou, celui-ci fit savoir à von Schulenburg que la Russie était disposée à adhérer au Pacte tripartite aux conditions suivantes :

I. Retrait immédiat des troupes allemandes stationnées en Finlande, territoire appartenant à la zone d'influence soviétique.

II. Établissement, au cours des prochains mois, d'un pacte d'assistance mutuelle entre la Russie et la Bulgarie... en vue d'assurer la sécurité de l'Union Soviétique dans les Dardanelles... et conclusion d'un bail à long terme permettant à l'U.R.S.S. d'établir une base militaire terrestre et navale à proximité du Bosphore et des Dardanelles.

III. Reconnaissance par l'Allemagne, l'Italie et le Japon de l'appartenance de la zone sud de Bakou et Batoum — en direction du golfe Persique — à la « sphère d'aspirations » de l'Union Soviétique.

IV. Renonciation du Japon à ses droits sur les concessions de charbon et de pétrole

dans la zone septentrionale de l'île de Sakhaline (33).

Dans ses nouvelles propositions, Staline introduisait cinq protocoles secrets au lieu de deux et, pour faire bonne mesure, au cas où la Turquie soulèverait des difficultés à l'égard des bases russes, demandait que les quatre puissances prennent contre elle des *mesures militaires*.

Ces propositions représentaient un prix très supérieur à celui qu'Hitler était disposé à accepter ou même débattre. Alors qu'il s'efforçait de tenir la Russie à l'écart de l'Europe, voilà que Staline revendiquait la Finlande, la Bulgarie, le contrôle des Dardanelles et, en fait, les territoires pétrolifères de Perse et d'Arabie, d'où, en temps normal, provenait la plus grande partie du pétrole fourni à l'Europe.

« Staline est un homme habile et retors, déclara le Führer à ses chefs militaires; un maître chanteur cynique aux exigences insatiables. Il demandera toujours davantage. Conclusion : la Russie doit être réduite à merci le plus tôt possible (34). »

Cynique maître chanteur lui-même, Hitler se heurtait à un adversaire de même calibre, et cette constatation le mettait hors de lui. Sur ses instructions pressantes, Halder et Brauchitsch lui soumirent, dès le 5 décembre, les plans de l'état-major général de l'armée relatifs à l'assaut contre la Russie. Au bout de quatre heures d'examen, il les approuva.

Le Journal de guerre de l'O.K.W. saisi à Berlin, ainsi que les carnets personnels de Halder contiennent le récit de cette réunion décisive (35).

L'Armée Rouge, précisa le tout-puissant Seigneur de la Guerre, devra être enfoncée simultanément au nord et au sud des marais du Pripet, encerclée et anéantie comme l'a été l'armée polonaise. Moscou n'a pas

d'importance. Pour l'instant, un seul objectif, mais capital : détruire la « force vitale » de la Russie. La Roumanie et la Finlande participeront à l'attaque, mais non la Hongrie*. La division de montagne du général Dietl, stationnée à Narvik, sera transférée en Finlande, via la Suède, et chargée de l'offensive de la zone arctique**. De 120 à 130 divisions seront affectées à l'ensemble de la campagne de Russie.

* *Plus tard, elle aussi combattit contre la Russie.*

** *La Suède, qui, pendant la guerre russo-finlandaise, avait refusé aux Alliés le droit de passage sur son sol, l'accorda à cette division allemande.*

Dans son compte rendu de la conférence du 5 décembre et antérieurement, le général Halder désigne l'opération sous le nom de « Otto ». Le 18 décembre, jour où Adolf Hitler franchit le Rubicon de son destin, Otto fut rebaptisé « Barberousse », nom que l'Histoire rendra à jamais mémorable. Voici les premières lignes du document (directive n° 21) « rigoureusement secret » portant l'en-tête : *Opération Barberousse*.

Grand quartier général du Führer,
18 décembre 1940.

Les forces armées du Reich allemand doivent se disposer à *écraser la Russie soviétique en une brève campagne* avant la conclusion des hostilités contre l'Angleterre*. Pour atteindre ce but, l'armée affectera à l'*Opération Barberousse* toutes ses unités disponibles, sous réserve du maintien sur le front de l'Ouest de forces suffisantes propres à assurer la sauvegarde des territoires occupés contre une éventuelle attaque brusquée... Les préliminaires de l'opération devront être achevés le 15 mai 1941... Afin que leur objet ne puisse être décelé, il est essentiel d'observer la plus grande circonspection.

* *Passages soulignés par Hitler.*

Suit un exposé des « fins principales » de *l'opération Barberousse* :

En Russie occidentale, le gros de l'Armée Rouge devra être détruit par d'audacieuses manœuvres comportant des trouées en profondeur exécutées par des unités blindées. Le repli des troupes ennemies intactes à travers les vastes espaces de la Russie sera empêché. L'objectif ultime de cette première offensive est de créer une ligne de défense s'étendant de la Volga à Arkhangelsk.

Dans ce même document, Hitler s'étend longuement sur les détails de la stratégie d'attaque**. Le rôle de la Roumanie et de la Finlande y est longuement défini. C'est sur leurs territoires que devaient être créées les bases avancées d'où se déclencheraient les attaques de flanc à l'extrême nord et au sud. Leurs armées fourniraient en outre des contingents d'appui à la Wehrmacht.

*** Bon nombre d'historiens ont affirmé le contraire. L'erreur est imputable à la version considérablement abrégée donnée dans la traduction anglaise des N.C.A. volumes. Le texte original allemand (T.M.W.C., XXVI, pp. 7-52) comporte ces détails in extenso. Ils révèlent dans quelle mesure les plans militaires de Barberousse se trouvaient déjà avancés (36).*

Le rôle de la Finlande allait être particulièrement important. En effet, plusieurs armées germano-finlandaises devaient s'avancer sur Leningrad et le lac Ladoga, couper la ligne ferroviaire de Mourmansk, s'emparer des mines de nickel de Petsamo (Laponie) et occuper les ports, libres de glace, de l'océan Arctique.

Toutefois, un point d'interrogation se posait : une partie des troupes d'occupation de la Norvège allait devoir être transportée en Russie. La Suède accorderait-elle à l'Allemagne le droit de transit sur son territoire?

Selon les prévisions optimistes du Führer, elle se montra singulièrement accommodante.

La manœuvre initiale, explique Hitler dans le document cité plus haut, s'effectuera de part et d'autre des marais du Pripet.

Le coup principal sera porté au nord des marais par deux groupes d'armées au complet. L'un remontera vers Leningrad par les États Baltes. L'autre, plus au sud, avancera à travers la Russie Blanche, puis, obliquant au nord, opérera sa jonction avec le premier groupe, encerclant ainsi les « débris » de l'Armée Rouge, essayant de battre en retraite depuis la Baltique. Au sud des marais, un troisième groupe d'armées effectuera une poussée à travers l'Ukraine en direction de Kiev.

Objectif : refouler et anéantir les forces soviétiques à l'ouest du Dnieper. A l'extrême sud, une armée germano-roumaine marchera sur Odessa et, de là, le long de la mer Noire. « Par la suite, nous nous emparerons du bassin du Donetz, région où se trouve concentrée l'industrie soviétique dans la proportion de 60 pour 100. Alors seulement nous pourrons entreprendre l'assaut de Moscou. »

La capitale de l'Union Soviétique retrouvait à présent le premier plan que, moins de quinze jours auparavant, lui déniait le Führer.

La capture de Moscou, insiste-t-il, représentera une victoire politique et économique dont l'importance dépassera de loin la possession du centre ferroviaire n° 1 de la Russie.

Tel était le plan grandiose échafaudé par le Führer. Terminé un peu avant Noël, il était si parfaitement au point qu'aucun changement notable n'y fut apporté par la suite. Afin d'en assurer le secret, il ne fut tiré qu'en neuf exemplaires. Les trois services armés du Reich — Wehrmacht,

Kriegsmarine, Luftwaffe — en reçurent chacun un. Les six autres furent conservés au Q.G. de l'O.K.W.

Même aux commandants en chef des armées en campagne, stipulait la directive, il faudra laisser croire que le plan *Barberousse* représente « une simple précaution au cas où la Russie changerait d'attitude à l'égard de l'Allemagne ». Le nombre des officiers initiés au secret devra rester aussi réduit que possible. Une divulgation intempestive de nos préparatifs entraînerait les plus graves conséquences politiques et militaires.

Rien ne donne à penser que les généraux du haut commandement désapprouvèrent la décision d'attaquer la Russie, ce pays qui, par sa fidélité au Pacte de Moscou, avait rendu possibles les victoires allemandes en Pologne et en Europe occidentale. Plus tard, Halder tournera en dérision ce qu'il appelle « l'équipée russe d'Hitler » et prétendra que les généraux s'y montrèrent hostiles dès le commencement (37).

Pas un mot de son volumineux journal n'appuie cette affirmation. Dans ses notes de décembre, tenues au jour le jour, il manifeste au contraire un sincère enthousiasme pour « l'équipée » dont, en sa qualité de chef de l'état-major général chargé de l'élaboration des plans, il partage la responsabilité. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il jeta les dés, ce 18 décembre 1940, Hitler scella sans le savoir son ultime destin et celui du Troisième Reich.

« Soulagé d'avoir enfin pris une décision », avoua-t-il à Halder, le tout-puissant dictateur s'en alla célébrer les fêtes de Noël auprès de ses troupes sur les côtes de la Manche, aussi loin que possible de la Russie. Sans doute écartait-il de son esprit — également le plus loin possible — le souvenir de Charles XII de Suède et de Napoléon Bonaparte qui, après

tant et tant de conquêtes comparables aux siennes, rencontrèrent sur les espaces illimités de la steppe russe un irrémédiable désastre.

Après tout, pourquoi y eût-il pensé? Dès à présent, Hitler se prenait pour le plus grand conquérant que la terre eût jamais porté. La mégalomanie, cette maladie mortelle de tous les dictateurs, s'emparait de lui.

Après ses étourdissantes victoires du printemps et du début de l'été, le dictateur allemand allait connaître une période de déboires. Elle dura six mois. Non seulement le triomphe décisif sur la Grande-Bretagne lui échappait, mais aussi l'espoir de lui porter un coup mortel en Méditerranée.

Le 27 décembre, le grand amiral Raeder rejoignit Hitler à Berlin où, en guise de souhaits de Nouvel An, il lui apporta de piètres nouvelles.

« La menace que nous faisons peser sur la Grande-Bretagne en Méditerranée Orientale, dans le Proche-Orient et en Afrique n'existe plus... L'action décisive que nous espérons y entreprendre n'est plus possible (38). »

Entravé par la dérobade du perfide Franco, l'incapacité de Mussolini et même la sénilité du maréchal Pétain, Hitler avait bel et bien manqué le coche en Méditerranée. Après avoir essuyé un désastre dans le désert égyptien, son allié italien en risquait à présent un autre dans les montagnes enneigées d'Albanie. Ces événements fâcheux marquèrent, eux aussi, un tournant de la guerre et de l'Histoire du Troisième Reich. Les faiblesses des alliés et amis de l'Allemagne en étaient certes responsables en partie; le principal facteur, cependant, fut l'inaptitude du Führer à concevoir et édifier cette stratégie d'envergure intercontinentale à laquelle Raeder et même Goering auraient voulu l'amener.

À présent qu'une offensive directe contre l'Angleterre paraissait hors de question, le grand amiral tenta à deux reprises, les 6 et 26 septembre

1940, d'ouvrir de nouveaux horizons dans l'esprit du Führer. La seconde fois, il prit ce dernier en aparté et, à l'abri de l'ingérence des officiers de la Wehrmacht et de la Luftwaffe, fit à son maître tout-puissant un cours de stratégie navale, tendant à démontrer la nécessité d'attaquer la Grande-Bretagne ailleurs que par le Pas de Calais.

La Grande-Bretagne, dit-il, a toujours regardé la Méditerranée comme le pivot de son Empire... L'Italie, encerclée par les positions anglaises, devient en ce moment sa cible principale... Les Italiens ne s'aperçoivent pas encore du danger qu'ils courent en refusant notre aide. A présent, l'Allemagne doit mener la bataille contre la Grande-Bretagne avec tous les moyens dont elle dispose, et cela sur-le-champ, avant que les États-Unis soient en mesure d'intervenir effectivement. La question méditerranéenne doit, par conséquent, se régler durant les mois d'hiver.

Se régler? Comment cela? L'amiral en vint alors aux précisions : « S'emparer de Gibraltar. S'emparer des îles Canaries par une opération aérienne. S'emparer du canal de Suez. » Puis Raeder brossa un tableau séduisant de l'étape suivante :

« De Suez, il nous faudra avancer, par la Palestine et la Syrie, jusqu'aux portes de la Turquie. Si nous y parvenons, celle-ci tombera en notre pouvoir. Le problème russe prendra dès lors un tout autre aspect, et il est douteux qu'une offensive par le Nord soit encore nécessaire. »

Ayant — en imagination — chassé les Britanniques de la Méditerranée et fait tomber la Turquie et la Russie au pouvoir de l'Allemagne, l'amiral acheva le tableau : Il est à prévoir, annonça-t-il, bon prophète, que la Grande-Bretagne, étayée par les États-Unis et par les forces gaullistes, tentera de prendre pied en Afrique du Nord en vue d'y établir ultérieurement une base d'attaque contre l'Axe. Il devient donc essentiel

pour l'Allemagne, avec le concours du gouvernement de Vichy, de prévenir la manœuvre en occupant elle-même ce territoire d'importance stratégique considérable.

Si nous en croyons l'amiral, le Führer se rangea à ses conclusions « prises dans leur ensemble », mais tenait à en discuter tout d'abord avec Mussolini, Franco et Pétain (39), ce qu'il fit, non sans avoir tergiversé et perdu beaucoup de temps.

Il rencontra le dictateur espagnol le 23 octobre; le maréchal Pétain (devenu chef du gouvernement collaborationniste de Vichy) le lendemain; le Duce, quelques jours plus tard.

Franco, triomphateur de la guerre civile espagnole grâce à l'appui massif de l'Axe, témoignait, comme tous les dictateurs, d'un appétit immodéré pour les dépouilles des vaincus, surtout s'il pouvait les obtenir à bas prix. En juin 1940, à l'heure de l'écroulement de la France, il s'était hâté d'offrir à l'Allemagne l'entrée en guerre de l'Espagne à ses côtés en échange de la presque totalité du vaste territoire africain appartenant à la France y compris le Maroc et l'Oranie, plus de généreuses fournitures d'armes, de carburant et de vivres (40).

Aujourd'hui, l'occasion s'offrait de reprendre le marchandage. C'est dans cette intention que le Führer débarqua le 23 octobre de son train spécial à Hendaye, ville frontière franco-espagnole. Une première déconvenue l'y attendait.

Beaucoup de choses s'étaient passées depuis juin 1940, pour ne parler que de la vigoureuse résistance de l'Angleterre. Le roué Espagnol ne se laissa pas abuser le moins du monde par le bluff de son visiteur à propos de la « défaite définitivement consommée de l'Angleterre ». Sa

promesse de faire don à l'Espagne, en Afrique du Nord, de « compensations territoriales » dans la mesure où il serait possible de contrebalancer les pertes françaises « par la cession de territoires britanniques d'outre-mer » ne le satisfit pas non plus.

Il voulait l'Afrique française sans conditions restrictives : et d'une. Hitler souhaitait l'entrée en guerre de l'Espagne dès le mois de janvier, c'est-à-dire presque immédiate. Franco s'y refusa, alléguant le danger d'une action aussi précipitée : et de deux. Hitler insista. Les Espagnols pourraient au moins attaquer Gibraltar le 10 janvier. L'Allemagne leur apporterait l'assistance d'unités de la Luftwaffe spécialistes des offensives aériennes, ayant à leur actif la prise du fort belge d'Eben-Emael.

« Il appartient aux Espagnols *seuls* de s'emparer de Gibraltar! » riposta l'orgueilleux Caudillo.

Et de trois.

« Les deux dictateurs bataillèrent ainsi pendant neuf heures », relate l'immanquable témoin, le toujours présent Doktor Schmidt, qui ajouta :

« Tandis que Franco déversait un flot de paroles du même ton chantant et monotone, l'exaspération du Führer croissait de minute en minute. A la fin, il bondit sur ses pieds, hors de lui, comme cela lui était déjà arrivé en face de Chamberlain, et cria qu'il était inutile de poursuivre l'entretien (41). » « Plutôt que de passer par là une seconde fois, je préférerais me faire arracher quatre dents! » dit-il à Mussolini en lui contant son épuisante entrevue avec le Caudillo (42).

Au bout de ces neuf heures auxquelles s'ajoute la durée du dîner offert par Hitler dans son wagon-salle à manger personnel, les pourparlers cessèrent sans que Franco se fût définitivement engagé à faire la guerre à

l'Angleterre. Ribbentrop continua seul à palabrer avec Serrano Suner, le ministre des Affaires étrangères espagnol, pour essayer d'amener l'Espagne à signer tout de même quelque chose, au moins l'engagement de chasser les Anglais de Gibraltar et de leur fermer l'accès de la Méditerranée occidentale. Ce fut en pure perte.

« Le pleutre! L'ingrat! Fulmina Ribbentrop le lendemain matin. Ce lâche qui nous doit tout ose refuser de faire la guerre avec nous (43). »

L'entrevue du lendemain avec Pétain, à Montoire, fut plus satisfaisante. Le maréchal octogénaire, vainqueur de Verdun dans la première guerre mondiale, défaitiste et artisan de la capitulation de la France dans la seconde, accepta de collaborer au dernier effort de son conquérant pour faire mordre la poussière à l'Angleterre, l'alliée d'hier. Il consentit même à coucher par écrit les termes de l'odieux marché.

« Les puissances de l'Axe et la France, lisons-nous, ont un intérêt identique à voir se consommer le plus tôt possible la défaite de l'Angleterre. En conséquence, le gouvernement français soutiendra, dans la limite de ses possibilités, les mesures que les puissances de l'Axe seraient amenées à prendre à cet effet (44). »

En retour de cet acte de trahison, Hitler promit à la France de lui assurer dans *la Nouvelle Europe* la place qui lui revenait de droit et, en compensation de la perte des territoires français d'Afrique du Nord qu'elle se verrait contrainte d'abandonner, la cession de territoires britanniques d'Outre-Mer. Les deux signataires s'engageaient à garder leur accord *rigoureusement secret**.

* *Bien que dans l'ignorance des accords secrets de Montoire, Churchill et Roosevelt appréhendaient le pire. Tandis que le roi George VI adressait au maréchal Pétain un appel personnel l'adjurant de ne pas prendre position contre son alliée d'hier, le président des États-Unis l'avertissait de son côté, en termes singulièrement durs, des conséquences désastreuses qu'entraînerait la trahison du gouvernement de Vichy à l'égard de l'Angleterre. (WILLIAM L. LANGER *Our Vichy Gamble*, p. 97.) Pour écrire son ouvrage, le professeur Langer obtint accès à certains documents que les gouvernements britannique et américain, au bout de onze ans révolus, n'avaient pas encore livrés à la publication.*

Malgré les concessions déshonorantes, mais de première importance, arrachées au maréchal Pétain, Hitler ne se tint pas pour satisfait. Il aurait voulu davantage; en fait, rien de moins que la participation active de la France aux hostilités contre l'Angleterre. Tout au long du trajet de Montoire à Munich, nous apprend Schmidt, il se montra mécontent et déçu du résultat de ses deux premières entrevues. La troisième, avec Mussolini, au matin du 28 octobre, le déprima bien plus encore.

Une rencontre des deux complices avait déjà eu lieu le 4 octobre au col du Brenner. Comme toujours, Hitler avait discoursu surabondamment et entrepris, à l'adresse du Duce, un vertigineux *tour d'horizon**, dans lequel il s'était bien gardé de faire mention de ses envois de troupes en Roumanie, territoire convoité par l'Italie. Lorsque le Duce l'apprit, quelques jours plus tard, il en éprouva une violente indignation.

* *En français dans le texte.*

« Hitler me place toujours devant le fait accompli, dit-il, outré, à Ciano, mais, cette fois, je vais lui rendre la monnaie de sa pièce. C'est par la presse qu'il apprendra notre occupation de la Grèce. Nous serons quittes (45).

Les convoitises balkaniques du Duce étaient aussi féroces que celles

du Führer, d'où le danger d'un choc. A telle enseigne que, dès la mi-août, Berlin enjoignait à Rome de s'abstenir de toute entreprise en Yougoslavie et en Grèce. « Cela équivaut à un ordre de faire halte sur toute la ligne », note Ciano le 17 août. Mussolini renonça — momentanément — à ses ambitions guerrières dans les Balkans et en donna par écrit l'humble assurance à son partenaire. Néanmoins, la perspective d'une rapide et facile conquête de la Grèce, compensatrice jusqu'à un certain point des étincelantes victoires allemandes, s'avéra irrésistiblement tentante pour le vaniteux César fasciste. Calcul chimérique, certes, mais il s'en aperçut trop tard.

Il fixa au 28 octobre la date de l'agression italienne contre la Grèce et, le 22, dans une lettre antidatée du 19, laissa entendre au Führer qu'une action se préparait, mais sans en préciser la nature exacte ni l'heure de l'exécution. Il craignait, nous apprend Ciano, que le Führer ne lui « donnât ordre » de rester tranquille.

Alors qu'ils revenaient de France, chacun par son train spécial, Hitler et Ribbentrop eurent vent des projets de Mussolini. Sur l'ordre du Führer, le ministre des Affaires étrangères fit halte à la première station allemande et, par téléphone, alerta Ciano. Une rencontre immédiate s'imposait entre les deux dictateurs, avait décrété Hitler. Mussolini en fixa lui-même le lieu : Florence; la date : 28 octobre. Lorsque son visiteur allemand descendit du train, il l'accueillit, le menton en bataille et l'œil brillant.

« Führer! S'exclama-t-il, l'Italie est en marche! Ce matin même à l'aube, ses troupes victorieuses ont franchi la frontière albano-grecque (46)! »

Mussolini jubilait visiblement de sa revanche sur le dictateur nazi qui,

lui, ne s'était certes pas fait faute d'envahir un pays après l'autre sans prendre, au préalable, l'avis de son partenaire.

Hitler eut peine à contenir sa fureur, relate Schmidt. Cette action irréfléchie contre un adversaire de taille, cela au pire moment de l'année, menaçait de chambarder toute la situation balkanique. Le Führer, accouru en toute hâte dans l'espoir de la conjurer, arrivait trop tard...

« Le Führer reprit le soir même la route du nord, l'âme remplie d'amertume, écrira plus tard Schmidt, et les années suivantes, pendant les longues soirées d'hiver, le rappel de ces harassants voyages le ramenait encore et encore au thème amer de l'ingratitude, de la déloyauté de ses partenaires et de la perfidie des Français (47). »

Par quel moyen venir à bout de l'Angleterre, à présent que son invasion par la Manche s'avérait impossible? La nécessité d'agir s'imposait, plus urgente encore de par le fiasco italien en Grèce. En l'espace d'une semaine, le « victorieux assaut » de Mussolini tournait en déroute.

Le 4 novembre, Hitler réunit en conférence extraordinaire, à la Chancellerie de Berlin, Brauchitsch et Halder, chefs de l'état-major général; Keitel et Jodl, de l'O.K.W. Grâce aux carnets d'Halder et à une copie du rapport de Jodl à l'état-major de la Kriegsmarine, saisie ultérieurement, nous connaissons les décisions prises par le dictateur le 12 novembre et contenues dans la directive n° 18, dont le texte original appartient aux archives de Nuremberg (48). L'influence de l'amiral Raeder sur la stratégie du Führer y est évidente, de même que la nécessité de prendre des mesures énergiques à l'endroit de l'allié italien défaillant.

Le Führer « manque de confiance » dans les capacités de

commandement des Italiens, note Halder au passage. En conséquence, il fut décidé de ne pas envoyer de troupes allemandes en Libye jusqu'à ce que l'armée du maréchal Rodolfo Graziani ait atteint Mersa Matrouh, vraisemblablement aux alentours de Noël, « si tant est qu'elle y parvienne ». Après s'être avancée de 96 kilomètres dans le désert, elle avait atteint Sidi Barrani en septembre. Il lui restait donc à parcourir encore 120 kilomètres le long de la côte.

Entre-temps, Hitler décida d'envoyer quelques bombardiers attaquer en piqué la flotte britannique d'Alexandrie et larguer des mines sous-marines dans le canal de Suez. Quant à l'agression italienne de la Grèce, Hitler la qualifia de « déplorable bétise » susceptible de compromettre gravement la position de l'Allemagne dans les Balkans.

Les bases aériennes établies par les Anglais dans les îles de Crète et de Lemnos y ajoutaient la menace d'un facile bombardement des zones pétrolières de Roumanie et d'un débarquement de troupes aéroportées sur le continent grec. Afin d'y parer, Hitler donna ordre d'établir séance tenante un plan d'invasion de la Grèce, via la Bulgarie, par une force armée d'au moins 10 divisions envoyées tout d'abord en Roumanie. « Il est à prévoir, dit-il, que la Russie demeurera neutre. »

En réalité, l'ensemble de la conférence du 4 novembre et de la directive qui s'ensuivit eut pour objet primordial la destruction de la puissance britannique en Méditerranée occidentale.

« Gibraltar sera prise et le Détroit bloqué (directive n° 18). Les Britanniques seront empêchés de prendre pied sur un autre point de la Péninsule Ibérique ou des îles de l'Atlantique. »

L'opération embrassant la prise de Gibraltar, de l'archipel espagnol des Canaries et des îles portugaises du Cap-Vert fut baptisée *Félix*. L'opération *Isabelle*, mise en même temps à l'étude par la Kriegsmarine, regardait l'occupation de Madère et des Açores, peut-être du Portugal lui-même.

Trois divisions assemblées à la frontière hispano-portugaise seraient chargées de son exécution. Finalement, un certain nombre d'unités de la marine et de l'armée françaises seraient remises en activité pour assurer la défense des possessions françaises d'Afrique du Nord contre les forces britanniques et gaullistes.

« De ce point de départ, commente Hitler, la France pourra étendre sa participation plénière à notre combat contre l'Angleterre. »

Dans ses nouveaux plans, exposés aux états-majors le 4 novembre et consignés une semaine plus tard dans la directive 18, Hitler s'étend sur une quantité de détails d'ordre tactique et stratégique, en particulier ceux ayant trait à la prise de Gibraltar en un seul coup de main hardi. Les généraux se laissèrent impressionner, dirait-on, par le caractère à la fois audacieux et froidement calculé de l'opération *Félix*.

En réalité, elle consistait en demi-mesures incapables d'aboutir au résultat escompté, parce que construites en partie sur de faux calculs et, par-dessus tout, sur les mensonges d'Hitler à ses propres chefs militaires. Ne leur assura-t-il pas, rapporte Halder, avoir reçu de Franco le renouvellement de sa promesse de faire la guerre à l'Angleterre ? Nous, savons déjà que ce n'est pas tout à fait exact !

S'efforcer de déloger les Britanniques de la Méditerranée était

judicieux, mais les effectifs assignés à cette tâche paraissaient tout à fait insuffisants, par-dessus tout en raison de la faiblesse de l'Italie.

Le 14 novembre, par le truchement du grand amiral Raeder, l'état-major de la Kriegsmarine adressait à Hitler un mémorandum soulignant en termes vigoureux ce dernier point (49). Le désastre italien en Grèce (les troupes de Mussolini, brutalement refoulées en Albanie, poursuivaient leur retraite) non seulement affermissait la position stratégique de la Grande-Bretagne en Méditerranée, disaient les marins, mais rehaussait considérablement son prestige à travers le monde. Quant à l'offensive italienne en Égypte, *elle n'aura jamais lieu**, déclarait crûment la marine.

* *Passage souligné dans le texte allemand.*

« L'Italie ne comprend pas la situation, son commandement est pitoyable et ses forces armées ne possèdent ni les capacités ni l'expérience militaires essentielles pour entreprendre en Méditerranée les opérations requises et les mener à bien avec l'autorité et le rythme accéléré qui s'imposent. « En conséquence, conclut le mémorandum, cette tâche doit être exécutée par l'Allemagne. *L'occupation du territoire africain* demeure l'objectif stratégique primordial de la guerre germanique dans son ensemble... *Elle jouera un rôle décisif dans son issue.* »

Le dictateur ne se laissa pas convaincre. Il n'avait jamais considéré les hostilités en Méditerranée autrement que sur un plan secondaire. Comme l'amiral soutenait les conceptions stratégiques de l'état-major naval, il répliqua : « Soit, mais j'incline toujours du côté d'un règlement de compte avec la Russie (50). »

En fait, depuis ses épuisantes conversations avec Molotov et le

départ de celui-ci, il s'y montrait plus incliné que jamais. Lorsque, le surlendemain de Noël, l'amiral Raeder lui démontra à quel point il était fâcheux pour l'Allemagne d'avoir manqué le coche en Méditerranée, il n'en fut pas autrement ému. Tenace, Raeder revint à la charge pour lui faire comprendre que la victoire britannique en Égypte* et l'aide matérielle croissante que l'Angleterre recevait de l'Amérique rendaient impérieux le rassemblement de toutes les forces armées germaniques contre elle. Donc, « jusqu'à l'écrasement définitif de la Grande-Bretagne, l'Opération Barberousse devait être différée ».

* *A ce moment-là, les maigres effectifs britanniques, composés d'une division blindée, d'une division d'infanterie indienne, de deux brigades d'infanterie et d'un régiment de chars — en tout 31 000 hommes — venaient de balayer les forces italiennes trois fois supérieures en nombre et de faire 38 000 prisonniers, ne perdant de leur côté que 133 hommes, plus 387 blessés et 8 disparus. En l'espace de quatre jours, la contre-offensive britannique, lancée le 7 décembre sous le haut commandement du général Archibald Wavell, mit en déroute l'armée du maréchal Graziani.*

L'opération, d'abord limitée à cinq jours, se poursuivit jusqu'au 7 février, date à laquelle les Britanniques réussirent, à travers la Cyrénaïque, une poussée de 800 kilomètres et taillèrent en pièces dans le désert de Libye une armée italienne de 10 divisions. Bilan : 130 000 prisonniers, 1 240 canons, 500 chars d'assaut. Pertes britanniques : 500 tués, 1 373 blessés, 55 disparus. Le général I.E.C. Fuller, critique militaire anglais de tendances sceptiques, devait écrire :

« Cette campagne du désert fut l'une des plus audacieuses de toute la guerre. » (I.E.C. Fuller. La deuxième guerre mondiale, p. 98.) La marine italienne recevait, elle aussi, un coup mortel. Pendant la nuit du 11 au 12 novembre, des bombardiers anglais décollant du porte-avions Illustrious, soi-disant coulé par la Luftwaffe, attaquaient la flotte italienne mouillée à Tarente et mettaient hors de combat pour plusieurs mois trois cuirassés et deux croiseurs de bataille.

— « Jour noir, consigne Ciano dans son journal du 12 novembre. Sans avertissement, les Anglais ont envoyé par le fond notre cuirassé Cavour et gravement endommagé le Littorio et le Duilio. »

Là encore, Hitler fit la sourde oreille : « En raison, dit-il, de l'évolution politique actuelle et, en particulier, de l'ingérence de l'Union

Soviétique dans les affaires balkaniques, l'Allemagne, avant d'en venir aux prises avec l'Angleterre, doit à tout prix éliminer du continent le dernier ennemi qui la menace encore. » Avec une opiniâtreté fanatique, il se cramponnera dorénavant et jusqu'à la fin à cette stratégie fondamentale. Toutefois, en manière d'offrande propitiatoire à la Kriegsmarine, Hitler promit à Raeder « d'essayer encore une fois » d'amener Franco à faciliter à l'Allemagne la prise de Gibraltar et, par voie de conséquence, la fermeture de la Méditerranée à la flotte britannique.

En vérité, il avait déjà résolu d'abandonner ce projet. Le 11 décembre, il décrétait tranquillement : « L'opération *Félix* n'aura pas lieu. Les conditions politiques qui la justifiaient n'existent plus. » Pourtant, harcelé par sa marine et par les Italiens, il tenta un ultime et oh! combien douloureux effort auprès de Franco. Le 6 février 1941, il adressa au dictateur espagnol une longue épître. Résumons-en la teneur :

« ... Une chose est essentielle, Caudillo, parler net. La vie ou la mort sont les enjeux de notre combat et, à pareille heure, nous ne pouvons plus faire de cadeaux. La lutte que mènent l'Allemagne et l'Italie décidera du sort de l'Espagne autant que du leur. Seule la victoire de l'Axe permettra la survivance de votre régime actuel (51). »

Malheureusement pour l'Axe, la lettre parvint au Caudillo le jour même où les derniers bataillons du maréchal Graziarti venaient d'être anéantis par les Anglais à Benghazi. Il n'est donc pas surprenant que dans sa réponse, différée jusqu'au 26 février, Franco, tout en protestant de son « absolue loyauté » envers les puissances de l'Axe, eût fait remarquer au dictateur allemand que « de récents événements modifiaient sensiblement l'état de choses existant en octobre et que leurs pourparlers d'alors se

trouvaient dépassés ».

Pour une fois, — fait assez rare pour être souligné, — Adolf Hitler s'avoua battu. « En un mot comme en cent, écrivit-il à Mussolini, ce fastidieux boniment espagnol signifie ceci : l'Espagne ne veut pas faire la guerre avec nous et ne la fera pas. Ce refus est extrêmement fâcheux, car il nous frustre, momentanément, du moyen le plus direct de frapper l'Angleterre dans son domaine méditerranéen. »

A vrai dire, c'était l'Italie et non l'Espagne qui tenait les clés de la défaite britannique, mais l'empire lézardé de Mussolini n'était pas de taille à assumer à lui tout seul une tâche de pareille envergure et Hitler n'eut pas la sagesse de lui en donner les moyens à temps. La possibilité de frapper la Grande-Bretagne, soit directement par le Pas de Calais, soit indirectement par la Méditerranée, lui était refusée. Assez paradoxalement, cette constatation décevante le soulagea. Il allait enfin pouvoir se consacrer en toute liberté à l'entreprise chère à son cœur : l'attaque contre la Russie.

Le 8 janvier 1941, il réunit un conseil de guerre dans son nid d'aigle du Berghof, au-dessus de Berchtesgaden, enseveli sous la neige hivernale. L'oxygène des cimes parut clarifier ses esprits et, une fois de plus, nous apprennent les rapports confidentiels autant que prolixes de Raeder et de Halder, il exposa à son auditoire militaire les grandes lignes de ses nouveaux plans. L'optimisme l'habitait à nouveau (52).

Le Führer — note Raeder — est fermement persuadé que notre situation en Europe ne risque plus de s'altérer, même si la totalité de l'Afrique du Nord nous échappe. Notre position est si fermement assise qu'une issue défavorable est devenue impossible... La Grande-Bretagne ne peut espérer gagner la guerre qu'en nous battant sur le continent, éventualité tout aussi impossible.

Il est vrai, concède néanmoins Hitler, que l'invasion directe de l'Angleterre ne deviendra réalisable que si nous parvenons à réduire celle-ci à la paralysie et à l'inanition. Il importe donc que l'aviation et la marine allemandes concentrent et intensifient leurs attaques sur ses routes maritimes afin de couper ses lignes de ravitaillement. Ces attaques « devraient nous conduire à la victoire dès le mois de juillet ou d'août ». Entre-temps, il nous faut accroître notre puissance sur le continent européen dans une proportion qui nous permettra de soutenir une guerre prolongée avec la Grande-Bretagne (et l'Amérique).

L'adjonction de parenthèses est de la main de Raeder et leur signification éloquente. Pour la première fois, les documents secrets allemands nous révèlent que, dès les premiers mois de 1941, Hitler envisageait l'éventualité de l'entrée en guerre des États-Unis contre le Reich. Il s'attaqua ensuite aux problèmes complexes posés par chaque zone stratégique et expliqua comment il avait l'intention de les résoudre. Une fois de plus, Raeder résume l'essentiel :

« Il est d'importance capitale pour l'issue de la guerre, estime le Führer, d'éviter l'effondrement définitif de l'Italie... Il est donc résolu... à l'empêcher d'abandonner l'Égypte... ce qui entraînerait une sérieuse chute de prestige pour les puissances de l'Axe... et à lui prêter main-forte. »

Ceci dit, le Führer mit son auditoire militaire en garde contre une divulgation intempestive de ses projets.

« Le Führer souhaite laisser les Italiens dans l'ignorance de sa décision. Il y a lieu de craindre que la famille royale ne communique des renseignements à Londres (!!).* »

* *Raeder est l'auteur du double point d'exclamation.*

L'aide germanique à l'Italie, décréta Hitler, consistera dans l'envoi en Libye de quelques formations antichars, de quelques escadrilles de la Luftwaffe et d'un effectif de deux divisions et demie destinées à épauler les troupes italiennes battant en retraite sur le territoire albanais. Parallèlement, nous déclencherons l'opération *Marita*** le 26 mars. Les troupes affectées à son exécution doivent dès à présent être transférées de Roumanie en Bulgarie. Le Führer souligna ensuite longuement la nécessité d'être prêt à lancer l'opération *Attila*, c'est-à-dire l'occupation de la zone libre de la France et la saisie de la flotte de Toulon.

** *L'opération Marita, décrétée le 13 décembre 1940 (directive n° 20), comportait l'envoi en Grèce, via la Bulgarie, de 24 divisions allemandes d'abord assemblées en territoire roumain. Elle devait être exécutée aussitôt que les conditions atmosphériques deviendraient favorables (53).*

Le moment d'en arriver là ne tarderait peut-être plus. « Si la France devient embarrassante, annonça le despote nazi, il nous faudra l'écraser complètement. » Il y aurait eu là une violation grossière de l'armistice de Compiègne, mais ni généraux ni amiraux n'en firent la remarque. Du moins, la relation écrite fournie par Halder et Raeder n'en souffle mot.

C'est au cours de ce même conseil de guerre que le Führer qualifia Staline de « cynique maître-chanteur » et manifesta sa résolution de faire mordre la poussière à la Russie « dans le plus court délai possible ».

« Si les États-Unis et la Russie nous font la guerre (pour la seconde fois, il convient de le remarquer, Hitler fait allusion à l'éventualité de l'entrée en guerre de l'Amérique), la

situation se compliquera. D'où l'urgence de juguler dès à présent ces deux menaces. Une fois la Russie éliminée — notre tâche numéro 1 — nous serons à même de poursuivre indéfiniment les hostilités contre la Grande-Bretagne. Par ailleurs, le Japon sera grandement soulagé et les États-Unis courront un danger supplémentaire. »

Telles étaient les conceptions stratégiques globales du dictateur germanique à l'aube de 1941. Elles prirent corps dans la directive n° 22 communiquée aux états-majors des trois armes le 11 janvier. Les opérations initiales de renflouement de l'Italie en Tripolitaine et en Albanie s'y trouvaient respectivement baptisées : *Tournesol et Violette des Alpes*.

Les vocables de couverture des agressions allemandes sont pratiquement inépuisables (54).

Appelé à Berchtesgaden pour deux jours — les 19 et 20 janvier — Mussolini appréhendait à l'extrême ce voyage. Abattu et humilié par la débâcle italienne en Égypte et en Grèce, il redoutait l'insultante condescendance du Führer, de Ribbentrop et des généraux allemands. C'est « le sourcil froncé et les nerfs tendus » qu'il monta à bord de son train spécial, raconte Ciano dans son journal. Circonstance aggravante, il emmenait avec lui le général Alfredo Guzzoni, chef d'état-major adjoint, « un individu médiocre affligé d'une grosse bedaine et d'une petite perruque ». Mussolini avait positivement honte de l'exhiber devant les Allemands.

Aussi surpris que soulagé, Mussolini reçut d'Hitler, venu l'attendre sur le quai enneigé de la petite gare de Puch, un accueil cordial et plein de tact. La piteuse équipée guerrière de l'Italie ne lui fut pas même reprochée. D'autre part, note Ciano, il trouva son hôte d'humeur antisoviétique au possible. Pendant plus de deux heures, ce dernier discourut à l'adresse du Duce et d'un aréopage de généraux allemands et italiens. Un rapport secret de Jodl (55) confirme que tout en se montrant soucieux d'aider les Italiens en Albanie et en Libye, son attention demeurait orientée vers la Russie.

« Je ne vois pas de sérieuse menace du côté de l'Amérique, dit-il, même si elle nous déclare la guerre. Le gigantesque bloc soviétique offre un péril infiniment plus grand et, bien que le Reich ait conclu avec la Russie des accords politiques et économiques très avantageux, je préfère tabler sur les puissants moyens dont dispose l'Allemagne. »

De quelle manière Hitler comptait-il se servir de ces « puissants moyens », il le laissa entendre à demi-mots, sans plus. Cependant, ses

plans étaient parvenus à une maturité suffisante pour permettre au commandant en chef de l'état-major général, chargé de la mise au point des détails, de les soumettre le 3 février au chef suprême des forces armées du Reich : Adolf Hitler.

Cette conférence d'état-major, tenue à Berlin et réunissant les commandants en chef de l'O.K.W. et de l'O.K.H., dura de midi à six heures du soir. Dans l'ouvrage qu'il écrira plus tard (56), Halder prétend avoir émis des réserves, partagées par Brauchitsch, concernant l'estimation de la puissance militaire soviétique. Il assure aussi s'être posé en adversaire de l'opération *Barberousse*, qu'il qualifie, nous le savons déjà, « d'équipée ». Pas un mot de son journal du 3 février, pas plus que le procès-verbal secret de l'O.K.W., n'appuient cette affirmation (57). Ce dernier document nous informe que Halder présenta tout d'abord une estimation froidement objective des effectifs de l'adversaire, à savoir environ 155 divisions à opposer à une force armée allemande à peu près équivalente, calcula-t-il, mais « d'une qualité infiniment supérieure ».

Lorsque s'abattit la catastrophe, Halder, Brauchitsch et autres chefs militaires s'aperçurent que leurs renseignements sur l'Armée Rouge étaient erronés à un degré fabuleux. Mais le 3 février, ils étaient loin de soupçonner la vérité. En fait, le rapport d'Halder sur le potentiel militaire respectif des deux nations et sur la tactique à employer pour exterminer l'Armée Rouge* parut si convaincant que le Führer l'accepta d'emblée pour de l'argent comptant et, transporté par les perspectives que venait d'ouvrir son chef d'état-major général, il s'exclama : « *Lorsque Barberousse se mettra en marche, le monde retiendra son souffle!* »

* Ce processus d'anéantissement de l'Armée Rouge est exposé dans la directive n° 21, du 18

décembre 1940. Dans son commentaire à l'adresse personnelle de Brauchitsch et Halder, Hitler y insiste encore une fois. Il importe, répète-t-il, d'anéantir de vastes fractions des armées ennemies plutôt que de les obliger à battre en retraite. L'objectif principal de Barberousse est de nous rendre maîtres des États Baltes et de Leningrad.

Piaffant d'impatience, il donna ordre à Brauchitsch de lui soumettre sans délai la carte des opérations et les plans de répartition et de déploiement des forces armées.

PRELUDE BALKANIQUE

Avant que l'opération *Barberousse* pût être mise en mouvement, il restait à l'Allemagne à se rendre maîtresse du flan méridional de son second front, c'est-à-dire une partie des Balkans, et à le fortifier.

Dès la troisième semaine de février 1941, les Allemands massèrent une formidable armée de 680 000 hommes sur le territoire roumain séparé de l'Ukraine par une frontière longue de 480 kilomètres entre le Pologne et la mer Noire (58). Au Sud, cependant, les Grecs continuaient à refouler les Italiens aux abois et il était à prévoir que des troupes britanniques venues de Libye débarqueraient d'un moment à l'autre sur le sol hellénique.

Les procès-verbaux des innombrables conférences tenues cet hiver-là à Berlin et Berchtesgaden démontrent qu'Hitler redoutait la formation d'un front allié au-dessus de Salonique, comme au temps de la première guerre mondiale, mais beaucoup plus dangereux cette fois-ci, parce qu'offrant aux Britanniques une base de bombardement aérien des puits de pétrole roumains. D'autre part, il compromettrait sérieusement *Barberousse*.

A vrai dire, ce danger avait été prévu dès le mois de décembre et l'opération *Marita*, à savoir l'attaque de la Grèce via la Bulgarie, conçue pour y parer. La Bulgarie qui, en 1915, avait misé sur le perdant — ce qui lui coûta fort cher — allait commettre la même erreur en 1941. Hitler lui assurait avoir d'ores et déjà gagné la guerre; elle le crut et, éblouie par l'espoir d'obtenir la zone méridionale du territoire grec qui lui donnerait accès à la mer Égée, elle accepta de participer à *Marita* en autorisant le passage des troupes allemandes sur son sol. L'accord fut secrètement

scellé le 8 février 1941 entre le maréchal List et l'état-major général bulgare (59).

Dans la nuit du 28 février, les divisions allemandes rassemblées en Roumanie franchirent le Danube et occupèrent leurs positions en Bulgarie. Le lendemain, celle-ci joignait l'alliance tripartite. Les Yougoslaves se montrèrent moins accommodants. L'opiniâtreté de leur résistance ne fit qu'éperonner la volonté d'Hitler à les rallier à son camp. Le 4 mars, le prince Paul, régent de Yougoslavie, appelé en grand secret au Berghof, s'y vit tout d'abord abreuvé des menaces coutumières, puis offrir Salonique en rétribution de son enrôlement aux côtés de l'Axe.

Il céda. Le 25 mars, Dragisha Cvetkovic, premier ministre de Yougoslavie, et Alexandre Cincar-Markovic, ministre des Affaires étrangères, quittèrent Belgrade furtivement et nuitamment, afin d'éviter des manifestations hostiles, voire un enlèvement, et arrivèrent à Vienne où, en présence d'Hitler et de Ribbentrop, ils apposèrent la signature de la Yougoslavie au bas du pacte consacrant son asservissement à l'Allemagne.

Dès lors, l'attaque allemande contre la Grèce se trouvait considérablement facilitée. Avant de quitter Vienne, les délégués yougoslaves reçurent de Ribbentrop deux lettres des plus précises. La première confirmait que l'Allemagne s'engageait à « respecter en tout temps la souveraineté de la Yougoslavie et l'intégrité de son territoire ». La seconde contenait la promesse de ne pas demander le droit de passage des troupes allemandes sur le territoire yougoslave « pendant la durée des hostilités (60) ». Hitler allait violer ces deux engagements en un temps record, même pour lui, spécialiste entraîné.

A peine les délégués yougoslaves étaient-ils rentrés à Belgrade que,

dans la nuit du 26 mars, un soulèvement populaire, épaulé par la majorité de l'armée et de l'aviation, renversait le prince régent. Trompant la surveillance de ses gardiens, fonctionnaires de la Régence, le jeune héritier du trône, Pierre II, s'échappa par une glissade le long d'un tuyau d'écoulement des eaux. Le lendemain, il fut proclamé roi. Bien que le général Simovitch eût immédiatement proposé à l'Allemagne de signer un pacte de non-agression, il était évident que la Yougoslavie n'accepterait plus le rôle d'État fantoche que lui assignait Hitler. La joie populaire et les manifestations délirantes au cours desquelles la foule cracha sur la voiture du ministre allemand montrèrent de quel côté allaient les sympathies de la nation.

Le coup d'État de Belgrade jeta le Führer dans une des rages les plus démentielles de sa carrière. Il y vit un affront personnel et, dans sa colère, prit des décisions instantanées qui allaient se révéler catastrophiques pour le Troisième Reich. Le 27 mars, quelques heures à peine après le coup d'État, il convoqua au pied levé ses chefs d'état-major à la Chancellerie. Pris de court par cet appel impromptu, Ribbentrop, Halder et Brauchitsch arrivèrent en retard.

Ce fut pour entendre le Führer vociférer ses menaces de représailles contre les Yougoslaves. « Le coup d'État yougoslave, dit-il, met en péril l'opération *Marita*, et plus encore *Barberousse*. Je suis donc résolu à détruire la Yougoslavie sur le plan militaire et national sans attendre de son nouveau gouvernement d'éventuelles protestations de loyauté. Il n'y aura ni pourparlers diplomatiques, ni présentation d'ultimatum. La Yougoslavie sera écrasée avec une rigueur impitoyable. »

Séance tenante, Goering reçut l'ordre de « détruire Belgrade par une

attaque de bombardiers lourds opérant par vagues d'assaut » depuis les bases aériennes de Hongrie. Parallèlement, Hitler ordonna aux généraux Keitel et Jodl (directive n° 25 (61) de mettre en chantier le soir même un plan d'attaque terrestre et, à Ribbentrop, d'informer la Hongrie, la Roumanie et l'Italie du prochain partage entre elles trois du territoire yougoslave, à l'exception du petit État fantoche de Croatie. A l'Italie serait adjugée la côte adriatique. A la Hongrie, le Banat. A la Bulgarie, la Macédoine.

« Voilà au moins une guerre qui va réjouir quelques-uns », ricana le Führer.

Il annonça ensuite à ses généraux la décision fatidique dont le procès-verbal « rigoureusement secret » de l'O.K.W. (62) souligne le passage essentiel :

« L'Opération Barbarousse devra être retardée de quatre semaines »*

* *La première directive, en date du 18 décembre, l'avait fixée au 15 mai.*

Cet ajournement, motivé par la seule vindicte du tyran allemand à l'endroit d'une petite nation balkanique coupable d'avoir osé le défier, allait avoir des conséquences incalculables. On peut affirmer sans exagération qu'en prenant une telle décision cet après-midi de mars 1941, le dictateur, livré à sa rage frénétique, jeta aux quatre vents l'occasion par excellence de gagner la guerre, de faire du Troisième Reich, création de son stupéfiant et barbare génie, le plus colossal empire germanique de l'Histoire et de devenir, lui, le maître tout-puissant de l'Europe.

Lorsque, quelque temps plus tard, la neige, la glace et le froid polaire de Russie assaillirent les armées allemandes, moins d'un mois avant ce qu'ils croyaient être le dernier palier de la victoire, le maréchal von Brauchitsch et le général Halder se souvinrent avec une profonde amertume de cette volte-face du 27 mars. Avec amertume et, aussi, avec plus de lucidité qu'ils n'en avaient témoigné alors quant à ses prolongements. Par la suite, ils comprirent — et avec eux la majorité des chefs militaires du Reich — que le coup de tête d'un despote mégalomane vaniteux et emporté était responsable du désastre final. Ils lui en firent porter tout le poids.

La directive n° 25 représente un document caractéristique de la manière hitlérienne :

« Le coup d'État militaire yougoslave a modifié la situation politique dans les Balkans, déclare le Führer. En dépit de ses protestations de loyalisme, la Yougoslavie doit être dorénavant considérée comme l'ennemie de l'Allemagne et réduite à merci aussi rapidement que possible. J'ai donc l'intention de l'envahir... et d'anéantir son armée... »

Ainsi que nous l'avons déjà dit, Hitler chargea le général Jodl, chef de l'état-major opérationnel de l'O.K.W., de préparer sans délai les plans d'attaque terrestre de la Yougoslavie. « Je m'y suis attelé toute la nuit dans les bureaux de la Chancellerie », raconta Jodl au tribunal de Nuremberg, et à quatre heures du matin, le 28 mars, je remis un premier aide-mémoire au général von Rintelen, notre officier de liaison auprès du haut commandement italien (63). »

En effet, les armées italiennes fléchissantes risquaient d'être prises à revers par les Yougoslaves en Albanie. Il fallait informer de toute urgence Mussolini de la décision allemande et obtenir sa coopération.

Afin d'être sûr que le Duce comprît ce qu'on attendait de lui, et avant même que Jodl ne se fût mis à l'œuvre, Hitler rédigea à minuit une lettre chiffrée sur l'heure et transmise par radiogramme à Rome (64). En voici les passages essentiels :

Duce,

Les événements me contraignent à vous faire part de toute urgence de mon jugement sur la situation et les conséquences que celle-ci peut avoir. La Yougoslavie m'est toujours apparue un facteur dangereux dans nos démêlés avec la Grèce... C'est pourquoi j'ai fait loyalement tout ce qui était en mon pouvoir pour l'amener à se joindre à nous... Malheureusement, mes efforts ont été vains...

Les rapports qui me parviennent aujourd'hui ne laissent aucun doute sur le revirement imminent de la politique étrangère yougoslave. En conséquence, je viens de prendre les mesures d'ordre militaire qui s'imposent... Je vous prie cordialement, Duce, de n'entreprendre aucune action en Albanie au cours de ces prochains jours. J'estime nécessaire que vous employiez tous vos effectifs disponibles à bloquer et protéger les cols principaux qui relient la Yougoslavie à l'Albanie.

... Il importe également, Duce, que vous renforciez vos troupes sur la frontière italo-yougoslave dans toute la mesure de vos moyens et avec une extrême promptitude.

J'estime en outre que le secret le plus rigoureux doit entourer ces mesures et les ordres qu'elles impliquent de votre part... leur divulgation les dépouillerait de toute efficacité... Cette condition du secret dûment observée... je ne doute pas, Duce, que nous remportions ensemble un succès non moins total que celui de la seule Allemagne en Norvège il y a un an. J'en ai même l'inébranlable certitude.

Cordialement et amicalement vôtre,
ADOLF HITLER.

Une fois encore, la prédiction du dictateur se réalisa dans l'immédiat. En revanche, le pressentiment de ce que lui coûterait, à longue échéance, la réussite de sa vengeance contre la Yougoslavie ne paraît pas l'avoir

effleuré.

A l'aube du 6 avril 1941, la masse écrasante des armées allemandes franchit simultanément les frontières du Reich, de Bulgarie, de Hongrie, pour déferler sur la Yougoslavie et la Grèce. La puissance irrésistible de leurs colonnes blindées eut tôt fait d'avoir raison d'adversaires mal armés et déjà harcelés par les bombardements préliminaires de la Luftwaffe. Pendant trois jours et trois nuits consécutifs, en effet, les bombardiers de Goering survolèrent Belgrade au niveau des toits*, y faisant pleuvoir les bombes incendiaires et les explosifs à grande puissance.

* *Belgrade ne possédait aucune défense antiaérienne.*

La petite capitale, rasée de fond en comble, fut réduite à un monceau de décombres calcinés. Bilan humain : 17 000 morts, la plupart appartenant à la population civile, et un nombre beaucoup plus considérable de blessés. *L'Opération Châtiment* (ainsi l'avait baptisée Hitler) fut exécutée avec un « fini » dont le Seigneur de la Guerre se réjouit ostensiblement. Jamais ordre n'avait été observé plus à la lettre.

La Yougoslavie, qui n'avait pu achever à temps la mobilisation de sa brave petite armée et dont l'état-major commit l'erreur de vouloir défendre la totalité du territoire, fut terrassée. Le 13 avril, Allemands et Hongrois pénétraient dans ce qui subsistait de Belgrade et, le 17, les derniers effectifs de l'armée yougoslave — 28 divisions — se rendaient à Sarajevo, tandis que le roi Pierre et son Premier Ministre fuyaient en Grèce par avion. De leur côté, les Grecs qui, pendant six mois, avaient tenu les Italiens en échec humiliant n'étaient pas de taille à soutenir la ruée des 15 divisions, dont quatre blindées, du maréchal List.

La Grande-Bretagne, il est vrai, leur avait envoyé en toute hâte de Libye quatre divisions, soit environ 55 000 hommes, mais eux aussi furent vaincus par les *panzers* germaniques et par les assauts meurtriers de la Luftwaffe. Le 23 avril, les armées grecques du Nord se rendaient aux Allemands et — pilule amère à avaler — aux Italiens. Quatre jours plus tard, les chars d'assaut allemands roulaient dans les rues d'Athènes et la croix gammée flottait sur l'Acropole, cependant que la Grande-Bretagne s'efforçait d'évacuer par mer ses troupes rescapées. Ce nouveau Dunkerque réussit presque aussi complètement que le premier.

Trois semaines plus tard, tout était dit. La Grèce continentale et la plupart des îles de la mer Égée étaient occupées, à l'exception de la Crète dont un assaut aérien allemand eut raison à la fin de mai. Là où Mussolini avait piteusement échoué pendant tout l'hiver, Hitler remportait en quelques semaines un succès foudroyant. Soulagé de se voir tiré du pétrin, le Duce n'en était pas moins vexé, et le piètre lot attribué à l'Italie par Hitler dans le partage des dépouilles yougoslaves n'était pas fait pour le reconforter*.

* *Le 12 avril 1941, six jours après le lancement de son attaque, Hitler opéra le dépeçage du territoire yougoslave entre l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie et constitua la Croatie en État fantoche autonome. Il commença par servir copieusement l'Allemagne en lui attribuant le territoire contigu à l'Autriche, la totalité de l'ancienne Serbie et la majorité des régions minières (cuivre et charbon). Le butin de l'Italie, quelque peu vague, se résuma à fort peu de chose (65).*

Les Balkans ne furent pas le seul guêpier d'où le Führer tira son encombrant associé. Après l'anéantissement de l'armée italienne en Libye, Hitler avait finalement consenti, bien que de mauvaise grâce, à envoyer à la rescousse une division blindée légère et quelques unités de la Luftwaffe

sous le commandement unique du maréchal Erwin Rommel. Rommel, magnifique officier de chars, habile et plein d'allant, s'était déjà distingué dans la bataille de France en qualité de commandant d'une division blindée. Les Anglais se trouvaient pour la première fois en face d'un chef de ce type et de cette trempe. Pendant deux ans, Rommel allait leur poser un redoutable problème.

A la tête d'une division blindée allemande et de deux divisions italiennes, le maréchal lança le 31 mars une attaque brusquée en Cyrénaïque. En douze jours, il reprit cette province, investit Tobrouk et atteignit Bardia, distante de quelques kilomètres seulement de la frontière égyptienne. La position britannique en Égypte et à Suez se trouvait à nouveau menacée et, de par l'occupation italo-allemande de la Grèce, dans tout l'ensemble de la Méditerranée orientale.

Alors que le second printemps de la guerre apportait à l'Allemagne de retentissantes victoires, le destin de la Grande-Bretagne, seule à tenir tête à l'ennemi, harcelée dans sa métropole par les bombardements quotidiens de la Luftwaffe, chassée de Cyrénaïque et de Grèce outre-mer, apparaissait de plus en plus sombre, voire désespéré. Autre élément de grands poids dans un combat où la propagande jouait le rôle d'une armée efficace, surtout vis-à-vis des États-Unis et de la Russie, son prestige déclinait dangereusement *.

* Dès son retour d'Allemagne où il paraît avoir gobé avec une étonnante candeur les fanfaronnades de la propagande nazie, Charles Lindbergh, vainqueur de l'Atlantique, entreprit une tournée de conférences destinées à convaincre ses vastes et enthousiastes auditoires de l'écroulement imminent de l'Angleterre. Le 23 avril 1941, adressant la parole à une assemblée de 30 000 personnes à l'occasion du meeting d'inauguration du comité Amérique d'abord, il déclara : « Le gouvernement britannique trame en ce moment une dernière manœuvre désespérée : nous amener à envoyer une seconde fois en Europe un

corps expéditionnaire américain voué à partager sa faillite militaire et financière. L'Angleterre, dit-il encore, est coupable d'avoir incité les nations plus faibles à se lancer dans une bataille perdue d'avance. »

Lindbergh oubliait sans doute — ou voulait oublier — que la Grèce et la Yougoslavie, attaquées sans provocation de leur part et impitoyablement écrasées par l'Allemagne, avaient simplement essayé de se défendre. Certaines nations possèdent encore le sens de l'honneur et un indomptable courage, même et surtout en face d'un combat inégal.

Les conséquences de ces propos ne se firent pas attendre. Deux jours plus tard, publiquement flétri par le président Roosevelt de l'épithète de « défaitiste », Lindbergh offrait sa démission de colonel de réserve de l'armée de l'air américaine. Le ministre de la Guerre l'accepta.

Hitler ne fut pas long à exploiter ce thème dans le discours grandiloquent qu'il prononça le 4 mai au Reichstag. Il consista, en majeure partie, en une attaque venimeuse et sarcastique contre Churchill, instigateur de la guerre (avec les Juifs) et responsable de l'effondrement de son pays.

« Churchill, stratège amateur, est l'être le plus assoiffé de carnage que l'Histoire ait connu... Depuis plus de cinq ans, avec une obstination de maniaque, il cherche d'un bout à l'autre de l'Europe quelque chose à incendier... En tant que soldat, c'est un mauvais politicien. En tant que politicien, un mauvais soldat... Monsieur Churchill possède cependant un don remarquable, celui de mentir, en affectant une pieuse impassibilité, et de présenter les plus terribles défaites sous couleur de glorieuses victoires... Cet incurable touche-à-tout, qui se mêle de stratégie, vient ainsi de perdre sa mise sur deux tableaux à la fois : la Grèce et la Yougoslavie. Dans tout autre pays que l'Angleterre, Churchill serait traduit en Haute Cour... L'état anormal de son cerveau ne peut s'expliquer que par une atteinte de paralysie générale et ses divagations par l'ivrognerie... »

Hitler donne ensuite libre cours à sa fureur contre la Yougoslavie :

« Nous avons tous été confondus par le coup d'État de Belgrade, fomenté par une poignée de conspirateurs corrompus par nos adversaires. *Le Reich ne pouvait supporter*

d'être traité de pareille manière... Vous comprenez à présent, messieurs, pourquoi j'ai donné ordre d'attaquer la Yougoslavie sur-le-champ. »

Aussi orgueilleux qu'il fût de ses victoires du printemps, Hitler ne mesurait pas pleinement la gravité du coup porté à la Grande-Bretagne ni la situation critique de son Empire d'outre-mer. Le jour même où il prononçait son virulent discours au Reichstag, Churchill écrivait au président Roosevelt les lignes que voici : « Je vous conjure, monsieur le président, de ne pas minimiser les conséquences que peut entraîner pour la Grande-Bretagne la perte de l'Égypte et du Moyen-Orient (66).

En termes pressants, il plaidait ensuite l'entrée en guerre des États-Unis. Jamais, de toute la durée de la guerre, le Premier Ministre britannique ne trahit une angoisse aussi intense.

La marine allemande, de son côté, insistait pour que le Führer exploitât la situation au maximum. Un fait nouveau vint encore consolider la position de l'Axe. Le nouveau Premier Ministre d'Irak, Rachid Ali, furieusement pro-allemand, lançait une attaque contre la base aérienne britannique de Habbaniya, aux portes de Bagdad, et faisait appel à Hitler pour l'aider à chasser les Anglais de son pays.

Le 30 mai, surlendemain de la conquête de la Crète, l'amiral Raeder, toujours extrêmement tiède à l'endroit de *Barberousse*, pressait le Führer de déclencher l'offensive décisive contre Suez et l'Égypte. « Ce coup, répétait-il, sera plus mortel à l'Empire britannique que la prise de Londres! ». D'Afrique, le maréchal Rommel, désireux de poursuivre son avance dès qu'il aurait reçu des renforts, adressait à Berlin le même appel et, une semaine plus tard, l'état-major de la Kriegsmarine faisait tenir au Führer un mémorandum se résumant à ceci : « Alors que *l'Opération Barberousse*

doit naturellement occuper le premier plan des préoccupations de l'O.K.W., elle ne peut sous aucun prétexte entraîner l'abandon ou l'ajournement de l'action en Méditerranée (67).

A vrai dire, la décision d'Hitler était prise depuis longtemps et n'avait pas changé depuis cette semaine de Noël où, décrétant l'agression de la Russie, il avait dit à Raeder : « Avant toute chose, il nous faut détruire la Russie. » Braqué sur cette idée fixe, son cerveau se montrait incapable d'embrasser la stratégie de grande envergure que préconisait la marine. Fin mai cependant, il résolut d'envoyer à Bagdad une mission militaire accompagnée d'une certaine quantité de matériel de guerre et de quelques avions.

« Je crois nécessaire, annonça-t-il, d'encourager l'évolution des événements au Moyen-Orient. L'aide à l'Irak y contribuera (68). » Il ne devait pas aller plus loin que ce geste insuffisant et inadéquat. En réponse aux objurgations insistantes des amiraux et du maréchal Rommel, partisan, lui aussi, d'une ample et audacieuse stratégie d'ensemble, Hitler enfourcha une fois de plus son dada :

« Si par la suite, dit-il, une possibilité surgit d'entreprendre une offensive contre le canal de Suez et, éventuellement, de déloger les Anglais de leurs positions entre la Méditerranée et le golfe Persique, il m'appartiendra de prendre des mesures, *mais pas avant* la conclusion de *l'Opération Barbarousse*. »

Bref, l'extermination de l'Union Soviétique passait avant tout. Le reste devait attendre. Nous savons aujourd'hui où menait cette obsession et cette inconcevable bétise stratégique. A l'époque dont il s'agit — fin mai 1941 — l'Allemagne, tout en n'utilisant qu'une fraction de ses forces

armées, était capable d'assener à l'Empire britannique un coup accablant, peut-être mortel.

Personne ne s'en rendait mieux compte que Churchill; son message du 4 mai au président Roosevelt en témoigne : « Si nous perdons l'Egypte et le Moyen-Orient, la poursuite de la guerre deviendra une longue, décevante et dure entreprise. » Hitler en avait-il conscience? Certainement pas. Son aveuglement est d'autant plus inconcevable que le fait d'avoir différé de plusieurs semaines *l'Opération Barbarousse* en compromettait la réussite. Il allait lui falloir conquérir l'Union Soviétique dans un délai beaucoup plus court que prévu, cela en raison de l'approche d'un adversaire inexorable : l'hiver!...

L'hiver russe qui était venu à bout de Charles XII de Suède et de Napoléon. Le Reich allait être obligé de se rendre maître en six mois d'un immense territoire qui, jamais, n'avait été conquis par l'Occident. L'été, certes, commençait à peine, mais il fallait ramener jusqu'à la frontière russe le gros des armées allemandes envoyées en avril sur le front balkanique, et cela sur d'énormes distances, le long de routes non pavées et de lignes ferroviaires à voie unique, plus ou moins délabrées et déplorablement inadéquates à un trafic de pareille importance. Les défenseurs du génie militaire d'Hitler prétendirent que la campagne balkanique ne retarda pas de façon appréciable l'horaire de *Barbarousse* et qu'en tout cas ce retard, si retard il y avait, était imputable au dégel tardif, qui, jusqu'à la mi-juin, transforma les routes d'Europe orientale en boursiers.

Le témoignage des membres du Haut-Commandement est tout autre. Le maréchal Friedrich Paulus, commandant de la VI^e armée allemande en Russie et dont le nom restera à tout jamais associé à la tragédie de

Stalingrad, affirma, au Procès de Nuremberg, que la volonté hitlérienne de châtier la Yougoslavie avait retardé de cinq semaines (69) l'exécution de *Barberousse*. Le Journal de guerre de la Kriegsmarine confirme les dires de Paulus (70). De son côté, von Rundstedt, commandant d'un groupe d'armées en Russie méridionale, déclara à ce même tribunal qu'en raison de la campagne balkanique « l'offensive contre la Russie subit un retard d'au moins quatre semaines; délai qui nous coûta très cher (71) ».

Quoi qu'il en soit, ce fut seulement après l'achèvement de la campagne de Grèce et de Yougoslavie qu'Hitler fixa définitivement la date de la mise en route de *Barberousse* : 22 juin 1941(72).

Au début de mars, Hitler réunit les chefs d'état-major des trois armes — Wehrmacht, Kriegsmarine, Luftwaffe — pour leur communiquer ses ordres et leur faire comprendre que dans le prochain corps à corps avec la Russie, aucune « prise » ne serait interdite. Lisons ses propos transcrits par Halder (73) :

« Le caractère que présente notre guerre contre la Russie est tel qu'il doit exclure les formes chevaleresques. Il s'agit d'une lutte entre deux idéologies, entre deux conceptions raciales. Il importe donc de la mener avec une rigueur sans précédent et implacable. Tous, vous allez devoir vous libérer de vos scrupules périmés. Je sais que l'obligation où nous sommes d'adopter cette façon de faire la guerre vous échappe... mais je tiens formellement à ce que mes ordres soient obéis sans discussion. L'idéologie soviétique est aux antipodes de celle qui régit le national-socialisme. Par conséquent, les Soviets doivent être *liquidés*. Les soldats allemands coupables de contrevenir aux lois internationales de la guerre seront innocentés... L'Union Soviétique n'ayant pas adhéré à la Convention de La Haye ne pourra s'en réclamer. »

Au Procès de Nuremberg, ce document baptisé *Directive Commissar* donna lieu à un débat d'ordre moral extrêmement grave : les généraux allemands devaient-ils obéissance au Führer, même au risque de se rendre coupables de crimes de guerre, ou devaient-ils agir selon leur conscience *?

* « Pour la première fois, déclara le maréchal von Manstein au tribunal, mes principes militaires et mon devoir d'obéissance se trouvèrent en conflit. J'aurais dû obéir mais, en mon for intérieur, je jugeais qu'un officier ne pouvait pas se comporter ainsi. J'avertis le commandant du groupe d'armées sous les ordres duquel je servais alors... que je n'exécuterais pas un tel ordre, contraire à mon honneur de soldat (74). » (A titre documentaire, ajoutons que l'ordre dont il s'agit fut exécuté sur une vaste échelle.)

D'après Halder, les généraux jugèrent outrageantes de telles instructions. Dès la fin de la conférence, ils é mirent une protestation auprès de leur commandant en chef, le général von Brauchitsch. Celui-ci, homme sans caractère**, leur promit de s'opposer à l'ordre du Führer, du moins dans la forme où il avait été donné. Peu après, déclara Halder sous la foi du serment, Brauchitsch informa par écrit l'O.K.W. de la répugnance des officiers de la Wehrmacht en face de pareilles consignes. « Jamais, assura-t-il, ils n'accepteront de s'y soumettre. » Fit-il vraiment cette démarche? Voire...

** « Un homme de paille », comme Hitler devait l'appeler plus tard (*Entretiens Secrets avec Hitler*)

A Nuremberg, interrogé directement par les magistrats, Brauchitsch avoua s'être abstenu de protester personnellement auprès du Führer « parce que rien ni personne au monde n'aurait pu le faire changer d'attitude ». En fait, il se contenta de rédiger à l'adresse de ses officiers un ordre touchant « l'obligation d'observer la stricte discipline de rigueur dans l'armée, ainsi que les principes et les règlements militaires en vigueur dans le passé ».

« Avez-vous donné à vos armées un ordre s'opposant explicitement à la *Directive Commissar* ? Questionna Lord Justice Lawrence, l'irascible président du tribunal.

— Non, répondit Brauchitsch, il m'était impossible de désavouer ouvertement un ordre du Führer (75). »

Les directives ultérieures émises par le général Keitel au nom d'Hitler allaient offrir aux officiers de la vieille école, formés selon la rigide tradition

prussienne, bien d'autres occasions de conflit entre leur conscience et l'obéissance militaire. La principale de ces instructions limitait les attributions des conseils de guerre et cours martiales remplacés par une forme de loi plus simpliste.

« Jusqu'à nouvel ordre, les civils ennemis coupables de délits punissables ne se trouveront plus placés sous la juridiction d'une cour martiale... »

Toute personne soupçonnée d'un acte criminel sera immédiatement amenée devant un officier, lequel jugera s'il y a lieu ou non de la fusiller.

Quant aux actes délictueux commis par des soldats de la Wehrmacht à l'égard de civils ennemis, ils ne seront pas obligatoirement passibles de sanctions, même s'ils constituent un crime militaire.

Il est également recommandé aux chefs d'armées d'user d'indulgence à l'égard de ces coupables allemands, en ayant présent à l'esprit, dans chaque cas, le mal causé à l'Allemagne par les *Bolcheviks* depuis 1918. Les soldats du Reich ne seront dorénavant traduits en conseil de guerre que « si le maintien de la discipline ou la sécurité des forces armées nécessitent cette mesure ». Dans tous les cas, conclut la directive, « seules seront confirmées les sentences qui se révéleront en conformité avec les objectifs politiques du haut commandement (76) ». La directive devait être considérée comme ultra-secrète.

Le 27 juillet, Keitel ordonna la destruction de tous les exemplaires de la directive « rigoureusement secrète » du 13 mai, *sans que sa validité soit affectée*. « Toutes les copies du présent ordre devront être détruites en même temps », stipula-t-il.

Pour l'édification de l'Histoire, quelques copies de ces deux documents survécurent, et leur apparition à Nuremberg s'en vint hanter les

insomnies de Keitel et consorts.

Antérieurement à la directive du 27 juillet, Keitel en avait émis une autre « rigoureusement secrète » elle aussi. Lisons-là :

« Après en avoir conféré avec le général von Brauchitsch, le Führer décrète ce qui suit :

« En raison de l'étendue considérable des zones d'occupation en territoire soviétique, la sécurité des forces armées allemandes ne pourra être assurée que si toute résistance de la part de la population civile est châtiée, non par la mise en accusation légale des coupables mais par des mesures de terreur seules efficaces pour juguler toute velléité de rébellion (77). »

Le même jour, 22 juillet 1941, une seconde directive signée de Keitel, au nom d'Hitler, assignait à Heinrich Himmler la « tâche spéciale » d'établir les plans d'administration politique de la Russie. Tâche, expliquait-il, inhérente à la lutte qui oppose deux systèmes politiques adverses. Le Führer déléguait ainsi au chef sadique de la Gestapo le *pouvoir absolu* d'agir indépendamment de l'autorité militaire et *sous sa seule responsabilité*. Bien qu'ils l'aient nié, les généraux jugés à Nuremberg savaient fort bien ce que signifiait la désignation d'Himmler pour des « tâches spéciales ».

En outre, stipulait Hitler par le truchement de Keitel, « les zones occupées seront *interdites* pendant toute la durée des activités d'Himmler. Nul ne sera admis à y pénétrer, pas même les plus hautes personnalités du Parti nazi ». En vertu du même document, « l'exploitation du territoire soviétique et de ses richesses économiques au bénéfice de l'industrie allemande était confiée à Gœring ». « Dès l'achèvement des opérations militaires, concluait incidemment le Führer, l'Union Soviétique sera divisée

en États autonomes pourvus chacun de son propre gouvernement (78).»

La mise au point de ce dernier programme fut confiée à Alfred Rosenberg, Balte au cerveau fumeux, l'un des premiers mentors d'Hitler aux temps héroïques de Munich, devenu le penseur officiel du Parti nazi. Doué d'un rare génie d'interprétation erronée de l'Histoire, à commencer par l'histoire de Russie, sa patrie d'origine, cet individu balourd, bombardé commissaire au Contrôle central de l'Administration des Régions d'Europe orientale, s'attela aussitôt à la besogne. Les volumineux dossiers de Rosenberg furent saisis intacts. Leur lecture est aussi accablante que celle de ses livres. Je n'en citerai ici que les passages révélateurs des menées d'Hitler contre l'U.R.S.S.

Rosenberg acheva dès le début de mai la première ébauche de ces châteaux en Russie, prélude à ce qui promettait d'être la plus colossale conquête germanique de tous les temps. Tout d'abord, la Russie d'Europe devait être divisée en « Commissariats du Reich ». La Pologne deviendrait un protectorat allemand sous le nom de *Ostland*, l'Ukraine, un État indépendant allié de l'Allemagne. Le Caucase, région pétrolifère de grande richesse, serait gouverné par un « plénipotentiaire » allemand. Les États Baltes et la Russie Blanche formeraient un protectorat germanique, en attendant leur annexion par le Grand Reich.

Cette ultime performance, explique Rosenberg dans l'un des rapports-fleuves dont il inondait le Führer et ses généraux, « afin d'étayer les mobiles d'ordre historique et racial de ses décisions », serait réalisée par les Baltes germanisants « racialement assimilables » après expulsion des éléments indésirables. « En Lettonie et Estonie, cette expulsion devra être envisagée sur une vaste échelle, prévoit Rosenberg; les éléments écartés

seraient remplacés par des sujets allemands, de préférence anciens combattants. La mer Baltique deviendra une « mer intérieure germanique (79) ».

Deux jours avant le coup d'envoi de *l'Opération Barbarousse*, Rosenberg s'adressant à ses intimes collaborateurs, futurs *Gauleiters* de Russie, leur déclara :

« Nos conquêtes à l'Est doivent tenir compte avant tout d'une nécessité primordiale : nourrir le peuple allemand. Les régions de la Russie méridionale y pourvoiront... Je ne vois absolument aucune raison ni obligation de notre part de nourrir aussi la population russe, avec les produits agricoles de ces régions. Nécessité fait loi et le sentiment n'a pas à jouer en cette matière... De très dures années se préparent pour les Russes (80). »

Dures années? C'est peu dire! Les Allemands condamnaient tout bonnement des millions de Russes à mourir de faim.

Dans sa longue directive du 23 mai 1941, Goering, chargé de l'exploitation économique de la Russie, projette une lumière encore plus crue sur ce point particulier. Il y interdit le transport, dans les zones industrielles, des stocks de vivres en provenance des riches « terres noires » d'Ukraine. Les travailleurs de ces régions et leurs familles n'avaient plus qu'à se laisser mourir de faim ou émigrer en Sibérie. Les ventres allemands d'abord.

« Dans ces territoires, écrit Goering, l'administration allemande s'efforcera de réduire les conséquences d'une inévitable famine en accélérant le rétablissement des cultures agricoles primitives. Entre-temps, toute attribution, à la population russe, de vivres amenés du sud, cela au détriment du ravitaillement allemand, aurait pour conséquence d'affaiblir les capacités d'endurance de l'Allemagne et de saper sa résistance au blocus. Que ceci soit compris clairement une fois pour toutes (81).

De combien d'êtres humains cette politique d'extermination délibérée

causera-t-elle la mort? Le procès-verbal *secret* de la conférence des secrétaires d'État, le 2 mai, nous apporte la réponse :

« *Sans aucun doute, lisons-nous, si nous enlevons à la Russie les stocks de vivres qui sont nécessaires à l'Allemagne, la famine sévira et plusieurs millions de Russes mourront (82).* »

Göering ne vient-il pas, implicitement, d'interdire l'attribution de vivres à la population russe? — « que cela soit compris clairement une fois pour toutes ». La déduction est claire, elle aussi. Oh reste confondu... Y eut-il un Allemand, un seul, pour protester contre cette condamnation à mort réfléchie, délibérée, de millions d'êtres humains? Aucun document concernant la spoliation de la Russie ne mentionne une réaction quelconque de qui que ce soit, *pas même* des généraux pourtant indignés par la *Directive Commissar*.

L'élaboration de ce programme sauvage fut-elle l'œuvre des seuls cerveaux anormaux, des seules âmes dévoyées d'un Göering, d'un Himmler, d'un Rosenberg? Non certes. Pendant des semaines, des mois — les documents saisis à Berlin nous l'apprennent — des centaines de fonctionnaires allemands, assis à leurs bureaux sous la joyeuse et chaude lumière du printemps, alignèrent des colonnes de chiffres, rédigèrent des statistiques et des rapports ayant pour objet l'anéantissement par la faim de millions d'individus.

De son côté, Heinrich Himmler, l'ex-éleveur de volaille, assis lui aussi à sa table de travail du Q.G. des S.S. à Berlin, étudiait derrière son lorgnon les plans d'extermination de millions d'autres êtres par des méthodes plus violentes et plus expéditives. Là, la famine. Ici, la chambre à gaz...

Satisfait de la mise au point par ses laborieux esclaves, civils et militaires, de l'assaut contre la Russie, de son démembrement, de son exploitation et du massacre massif de ses citoyens, Herr Hitler, après avoir prononcé le 4 mai au Reichstag son fameux discours, retourna à son repaire favori : le Berghof, d'où il put contempler avec sérénité la splendeur des sommets alpins encore coiffés de neige et rêver à sa conquête de demain, conquête devant laquelle « le monde allait retenir son souffle »!

C'est là que, dans la nuit du samedi 10 mai, il reçut une nouvelle invraisemblable, suffocante, qui l'ébranla jusqu'à la moelle et détourna pour un temps son esprit de toute autre préoccupation. Son plus intime confident, son disciple le plus fanatique et farouchement fidèle, son second héritier en ligne de succession après Gœring, l'homme qui depuis l'assassinat de Rœhm se rapprochait le plus de ce qu'on appelle un ami, en un mot Rudolf Hess, vice-Führer à la direction du Parti national socialiste, — Rudolf Hess avait fait le mur et s'en était allé parlementer avec l'ennemi!

La nouvelle de l'envol de Hess pour l'Écosse, à bord d'un chasseur Messerschmitt 110, fit à Hitler l'effet « d'une bombe sur le Berghof (83) », relate le docteur Schmidt. Le général Keitel trouva le dictateur arpentant de long en large son vaste cabinet de travail et marmonnant, l'index pointé sur la tempe : « Il est devenu fou, positivement fou (84)! » Et aussitôt : « Appelez-moi Gœring tout de suite, il faut que je le voie. »

Dans la matinée du lendemain, un conciliabule houleux réunissait le Führer, Gœring, Keitel et les *Gauleiters* du parti. Problème : Quelle version allait-on offrir au public allemand et au monde de cet embarrassant épisode? Tâche d'autant plus difficile que l'Angleterre avait tout d'abord gardé le silence sur cette étrange visite. Pendant quelques heures, Hitler et ses comparses nourrirent l'espoir que Hess, à court d'essence, avait chu dans la Manche et s'était noyé.

Hitler avait été mis au courant de l'aventure par une lettre quelque peu incohérente de Hess, remise cinq ou six heures après son décollage de l'aérodrome militaire d'Augsbourg, à cinq heures quarante-cinq du soir. « Je ne reconnais plus Rudolf », dit le Führer à Keitel. « Ce n'est plus le même homme; il lui est arrivé quelque chose... un soudain dérangement cérébral. » Il éprouvait cependant une certaine méfiance. Séance tenante il fit arrêter Messerschmitt, créateur de la compagnie dont Hess avait utilisé le terrain et, avec lui, quelques douzaines de fonctionnaires appartenant aux services administratifs de l'égaré. Si la fugue soudaine de Hess stupéfia Hitler, son arrivée en Angleterre ébahit tout autant Churchill *.

** Dans le tome III de ses mémoires, La Grande Alliance, Churchill raconte comment il apprit la nouvelle alors qu'il se trouvait en week-end à la campagne et comment il refusa tout d'abord d'y ajouter foi parce que trop abracadabrante.*

En vérité, ce bizarre incident demeura un mystère jusqu'à l'heure du Procès de Nuremberg où Hess comparut en qualité d'accusé. Rappelons brièvement les faits :

Rudolf Hess, esprit confus, bien que moins abruti que Rosenberg, s'envola vers l'Angleterre dans l'espoir illusoire d'y négocier la paix. Il avait rencontré le duc de Hamilton à Berlin, à l'occasion des Jeux olympiques de 1936, et c'est sur les terres de ce noble Écossais, à 20 kilomètres du château, qu'il s'en vint atterrir sain et sauf, en parachute. Là, il demanda à un cultivateur de le conduire auprès de Sa Seigneurie. Notons en passant la précision de sa navigation.

Cette nuit-là, Hamilton, commandant d'un groupe d'avions de chasse de la R.A.F., se trouvait précisément dans le bureau des opérations de secteur et avait repéré le Messerschmitt alors qu'il franchissait la côte peu après dix heures du soir. Une heure plus tard, il apprenait que l'appareil s'était écrasé en flammes et que son pilote — un nommé Alfred Horn — prétendait être chargé d'une mission « spéciale auprès du duc de Hamilton ». L'entrevue, organisée par les autorités britanniques, eut lieu le lendemain. Hess dit au duc qu'il venait accomplir « une mission d'humanité ». « Le Führer ne voulait pas la mort de l'Angleterre et souhaitait mettre fin aux hostilités. »

Cette tentative est la quatrième, ajouta-t-il. Le mauvais temps a fait échouer les trois premières et, après tout, ma qualité de ministre du Reich « témoigne de ma sincérité et de la volonté pacifique de l'Allemagne ».

Dans cette première interview comme dans les suivantes, Hess ne tarda pas à affirmer que l'Allemagne serait victorieuse et que, si la guerre se prolongeait, le sort de la Grande-Bretagne serait épouvantable. Ses hôtes feraient donc bien de profiter de sa présence pour négocier la paix.

Ce nazi fanatique et imbu de lui-même s'imaginait tout bonnement que le gouvernement britannique allait accepter d'emblée d'entamer des pourparlers avec lui! Puisqu'il était venu de son plein gré et désarmé (85), il trouvait juste d'être traité à l'égal d'un prisonnier sur parole et pria le duc de Hamilton d'intervenir dans ce sens auprès du roi George VI. Plus tard, il demanda qu'on lui manifestât les égards dus à un représentant de gouvernement.

Toutes les conversations suivantes, à l'exception d'une seule, furent conduites, du côté anglais, par un homme extrêmement averti, Sir Ivor Kirkpatrick, ancien premier secrétaire à l'ambassade de Berlin*. C'est à ce diplomate particulièrement versé en politique nazie que Rudolf Hess découvrit ses batteries, non sans avoir rabâché auparavant comme un perroquet les mensonges de son maître à propos des agressions allemandes (Autriche, Scandinavie, Pays-Bas, etc.), après avoir répété aussi que l'Angleterre était responsable de la guerre et serait battue à plate couture si elle n'y mettait immédiatement un terme.

* *Le dossier confidentiel de ses entretiens avec Hess fut communiqué au tribunal de Nuremberg lors du procès des criminels de guerre allemands (86).*

Les propositions de Hess reproduisent, à peu de chose près, celles qu'Hitler avait pressé Chamberlain d'accepter — sans succès d'ailleurs — à la veille de l'agression de la Pologne. A savoir : carte blanche à l'Allemagne

en Europe en échange de la « complète liberté d'action de la Grande-Bretagne dans son empire ». Les anciennes colonies allemandes devraient, bien entendu, être restituées au Reich et la paix conclue entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

« Comme nous quittions la pièce, relate Ivor Kirkpatrick, Hess lança ce qui, dans son esprit, devait être un coup décisif. Il avait oublié, dit-il, de m'avertir que l'Allemagne n'accepterait d'entamer les pourparlers qu'avec un nouveau gouvernement. Monsieur Churchill, coupable d'avoir comploté la guerre depuis 1936, et ses collègues du parlement, complices de sa politique belliciste, étaient indignes de négocier avec le Führer. »

Pour quelqu'un d'aussi intimement intégré au Parti nazi et d'aussi étroitement mêlé aux combats de fauves du Troisième Reich, Rudolf Hess apparaît comme un personnage singulièrement naïf. Tous ceux qui le connurent partagent cette opinion. N'espérait-il pas être immédiatement reçu en qualité de négociateur officiel, sinon par Churchill en personne, du moins par un membre du parti de l'opposition, dont, croyait-il, le duc de Hamilton était un des chefs de file?

Lorsqu'il s'aperçut que ses contacts avec les sphères gouvernementales britanniques se réduisaient depuis quatre jours à un dialogue avec Sir Kirkpatrick, Hess devint agressif. Le 14 mai, il fit au diplomate sceptique le tableau des conséquences sinistres qu'entraînerait pour la Grande-Bretagne la poursuite de la guerre, à commencer par un blocus total et implacable des Îles Britanniques. Il serait vain d'imaginer, dit-il, que l'Empire britannique puisse continuer le combat après la capitulation de la métropole. Dans une telle éventualité, le Führer est bien résolu à maintenir le blocus de l'Angleterre... Sa population se verra donc condamnée à mourir de faim.

Hess insista pour que les négociations fussent engagées sur-le-champ. Son initiative, répétait-il à Kirkpatrick, « permettait à la Grande-Bretagne d'entrer en pourparlers avec le Reich sans que son prestige ait à en souffrir ». Un rejet de l'occasion offerte prouverait clairement qu'elle ne souhaitait pas l'entente avec l'Allemagne. Hitler serait alors en droit — et en fait, ce serait son devoir — de la vaincre et de l'asservir totalement. Il tenait aussi à ce que le nombre des négociateurs fût aussi réduit que possible. En qualité de ministre du Reich, « il ne saurait accepter d'être placé dans la position d'un inculpé soumis aux feux croisés d'interrogatoires et de commentaires de plusieurs personnes ».

Ce fut sur cette note ridicule que s'achevèrent les entretiens avec Sir Kirkpatrick. Nous savons par les mémoires de Churchill (87) que le cabinet britannique, assez curieusement, pria Lord Simon d'interroger Hess le 12 juin*. Selon le défenseur de Hess, Lord Simon aurait promis à l'accusé de communiquer ses ouvertures de paix au gouvernement britannique (88).

* *A Nuremberg, Hess dira que Lord Simon se présenta à lui sous le nom de docteur Guthrie, mandaté par le gouvernement britannique pour enregistrer ses déclarations et en discuter dans la mesure où il les jugerait utiles pour le gouvernement de Sa Majesté (89).*

Les mobiles de Hess sont clairs. A son avis, pas l'ombre d'un doute : l'Allemagne serait victorieuse et, à moins d'une conclusion pacifique immédiate, anéantirait le Royaume-Uni. Cette paix, il la souhaitait sincèrement, mais il existait un second motif plus ambigu à sa démarche : son sentiment de frustration et de jalousie. La guerre avait amené son éclipse personnelle. Depuis 1939, contrôler le Parti nazi en qualité

d'adjoint du Führer était devenu une besogne de second plan. A présent, deux choses comptaient en Allemagne : conduire la guerre et diriger les Affaires étrangères ; tâches qui absorbaient Hitler à l'exclusion de toute autre et plaçaient à l'avant-scène des hommes tels que Gœring, Ribbentrop, Himmler, Goebbels, sans oublier les généraux.

Quoi de mieux, pour réintégrer la première place auprès de son Führer bien-aimé, que cette trouvaille d'une audace insensée : négocier à lui tout seul la paix avec l'ennemi britannique. D'autre part, comme beaucoup de gros bonnets allemands, Hitler et Himmler en tête, Hess, l'homme au front simiesque, *l'alter ego* du Führer à la direction du Parti nazi, avait une foi aveugle en l'astrologie. A Nuremberg, il confia au docteur Douglas Mac Kelly, psychiatre américain attaché à la prison, que d'après son horoscope établi en 1940 par l'un de ses astrologues, il était destiné à apporter la paix au monde.

En outre, son vieux mentor, le professeur Haushofer, prophète munichois de la géopolitique, l'avait, paraît-il, vu en rêve s'avancer dans le hall tendu de tapisseries d'un manoir anglais, portant entre les mains un message de paix concernant deux grandes nations nordiques (90).

A un homme d'âge mental infantile tel que Hess, pareil alcool ne pouvait que monter à la tête et, sans le moindre doute, contribuer à lui dicter son extravagante mission en Angleterre. L'un des juges britanniques de Nuremberg suggéra un autre mobile, assez plausible : Hess aurait cherché à préparer une paix qui, délivrant l'Allemagne du front occidental, lui permettrait de retourner toute sa force de frappe contre l'U.R.S.S. L'accusateur soviétique, pour sa part, en était sûr; Staline aussi. Sa méfiance détournée, à tort, de l'Allemagne, se concentrait à présent sur

l'Angleterre.

La fugue de Hess lui apportait la certitude qu'une sombre machination se tramait entre Hitler et Churchill. Si elle réussissait, l'Allemagne deviendrait libre d'assaillir l'Union Soviétique comme, deux ans plus tôt, grâce à la Russie, elle avait assailli la Pologne. Staline connaissait la manœuvre pour l'avoir lui-même secondée. Lorsque, trois ans plus tard, à Moscou, le Premier Ministre britannique s'efforça de convaincre le dictateur russe qu'il n'en était rien, celui-ci ne voulut pas le croire.

D'après les interrogatoires conduits par Ivor Kirkpatrick, il est manifeste que Hess ignorait *Barberousse* ou, tout au moins, l'imminence de son exécution. Les jours qui suivirent sa fugue furent parmi les plus embarrassants qu'Hitler eût jamais à affronter. Le prestige du parti était atteint. Comment expliquer cette incartade au peuple allemand? Les interrogatoires infligés aux membres de l'entourage direct du transfuge prouvèrent au Führer qu'il n'était coupable ni de trahison, ni de machinations déloyales.

Alors?... alors, il avait tout bonnement perdu la raison. Hitler décida d'offrir cette version *urbi et orbi*. Aussitôt, la presse nazie, docile, publia un communiqué annonçant que l'ex-grande vedette du national-socialisme venait d'être subitement, atteint « de désordres mentaux imputables à une ancienne blessure de guerre et entraînant des aberrations de caractère idéaliste ».

« Il apparaît (dit le texte officiel du communiqué) que Rudolf Hess souffrait depuis quelque temps de troubles hallucinatoires le portant à s'imaginer qu'il était appelé à traiter un accord pacifique entre le Reich et le Royaume-Uni... Cet accident n'affecte en aucune façon la poursuite d'une guerre imposée au peuple allemand par la Grande-Bretagne. »

En secret, Hitler donna l'ordre, au cas où Hess reviendrait, de le fusiller séance tenante*. En outre, il dépouilla publiquement son vieux compagnon de toutes ses fonctions. Martin Bormann, individu sinistre et servile, prit sa place. Le Führer put alors espérer que le fâcheux épisode tomberait dans l'oubli. Ses pensées retournèrent à l'*Opération Barberousse*, dont l'échéance approchait.

* *Au Procès de Nuremberg, Hess, pantin brisé et pitoyable, simula l'amnésie totale. Son évident dérangement mental lui valut d'échapper au peloton d'exécution. Il fut condamné à la détention perpétuelle. J'ai décrit dans un ouvrage précédent (Fin de Berlin's Diary) son comportement dans le box des accusés. Traité en prisonnier de guerre, il fut libéré le 10 octobre 1945, afin de pouvoir comparaître devant le Tribunal international. Tout au long de sa captivité en Angleterre, il se plaignit amèrement de se voir refuser les privilèges diplomatiques et ne cessa de les revendiquer. Son cerveau déjà lézardé s'écroula tout à fait et il traversa de longues périodes d'amnésie, authentique cette fois. Persuadé que les Anglais cherchaient à l'empoisonner, disait-il au docteur Kelley, il préférerait prendre les devants; en effet, à plusieurs reprises il tenta de se suicider.*

Malgré les preuves criantes et multiples des intentions d'Hitler à l'égard de la Russie : concentration de forces armées en Pologne, présence d'un million de soldats nazis dans les Balkans, conquête de la Grèce et de la Yougoslavie, occupation de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie, etc., les hommes du Kremlin, Staline le premier, en dépit de leur réputation passée et présente de froid réalisme, espéraient bizarrement que la Russie échapperait au courroux vindicatif du despote allemand. Soupçonneux par nature, ils ne pouvaient toutefois s'empêcher d'observer les faits et de faire taire leurs appréhensions devant les agissements d'Hitler dans le Sud-Est Européen.

Il y a donc quelque chose d'incroyable et surtout de saugrenu dans les échanges diplomatiques russo-allemands de ce printemps 1941 (copieusement consignés dans les documents saisis à Berlin). D'un côté, les Allemands s'efforçaient maladroitement de berner le Kremlin jusqu'à la dernière minute. De l'autre, les chefs soviétiques semblaient incapables de saisir pleinement la menace et d'agir en conséquence.

Bien que le gouvernement soviétique eût protesté contre l'entrée des troupes allemandes en Roumanie et Bulgarie, contre l'attaque de la Yougoslavie et de la Grèce en tant que violation du Pacte germano-soviétique et menace à la sécurité de la Russie, Staline se donna la peine de renouveler à plusieurs reprises ses assurances d'amitié envers le Reich.

Le 13 avril, von der Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, expédia un message fort significatif de cette attitude. Il y décrit comment quelques jours plus tôt, à son départ de Moscou, le ministre des

Affaires étrangères du Japon, Yosuke Matsuoka, « et les officiels allemands » avaient reçu de Staline de remarquables témoignages d'amitié. En public, Staline me fit signe d'approcher, écrit-il, et, m'entourant les épaules de son bras, il me dit : « Votre pays et le mien doivent rester amis, monsieur l'ambassadeur, et vous devez tout faire pour cela. » Peu après, continue Schulenburg, Staline se tourna vers le colonel Krebs, notre attaché militaire, s'assura qu'il était bien Allemand et lui dit : « Nous resterons vos amis contre vents et marées (91). »

De son côté, von Toppelskirch, chargé d'affaires du Reich à Moscou, informa Berlin que « la démonstration publique de Staline témoigne de son amitié envers l'Allemagne; attitude d'une importance particulière en raison de persistantes rumeurs d'un imminent conflit germano-russe (92) ». Pas plus tard que la veille, le même Toppelskirch avait annoncé à la Wilhelmstrasse l'acceptation sans condition par le Kremlin, après des mois de contestations, des propositions allemandes concernant la frontière commune des deux pays entre le fleuve Igorka et la mer Baltique. « J'ai trouvé l'attitude conciliante du gouvernement soviétique extrêmement remarquable (93) », souligna-t-il. Étant donné ce qui se tramait au moment même à Berlin, il y avait de quoi!

Que dire aussi de la continuité, remarquablement conciliante, des envois russes de matières premières à l'Allemagne? Le 5 avril, Schnurre, chargé des négociations économiques entre Berlin et Moscou, faisait savoir avec jubilation qu'après une période de stagnation due au « refroidissement des relations politiques » germano-russes, les fournitures de céréales, pétrole, manganèse, métaux non ferreux et métaux précieux reprenaient un rythme accéléré. « Le trafic transitaire à travers la Sibérie se poursuit

régulièrement, ajoute-t-il. Sur notre demande, le gouvernement soviétique vient même de mettre à notre disposition, à la frontière de Mandchourie, un train spécial qui nous permettra d'acheminer rapidement notre commande de caoutchouc en provenance d'Extrême-Orient (94). »

Six semaines plus tard, le 15 mars, ce n'était pas un train mais plusieurs que les Russes, vraiment obligeants, mettaient à la disposition de l'Allemagne pour amener à destination, par la voie transsibérienne, 4 000 tonnes de caoutchouc brut.

« J'ai le sentiment, ajoute l'attaché commercial, que nous pourrions même obtenir une somme de fournitures supérieure à celle que fixe notre contrat du 10 janvier (95). »

En revanche, les fournitures allemandes à la Russie (notamment de machines-outils) se ralentissent, observe Schnurre, mais, puisque les Russes ne paraissent pas s'en soucier, moi non plus. Cependant, le 15 mai, un fait nouveau trouble sa quiétude et il se plaint :

« Les rumeurs sans nombre qui circulent au sujet d'un imminent conflit germano-russe nous créent de graves difficultés. Assez curieusement, elles émanent non pas des Russes, mais des firmes industrielles allemandes, qui essaient de dénoncer leurs contrats avec les Soviétiques. »

Hitler, bien entendu, faisait de son mieux pour contredire ces rumeurs mais, en même temps, il s'acharnait à persuader les chefs militaires et les hauts fonctionnaires nazis du danger que faisait courir à l'Allemagne une agression probable de la Russie! Grâce à leurs propres renseignements, les généraux de la Wehrmacht savaient à quoi s'en tenir, mais l'extraordinaire envoûtement qu'Hitler exerçait sur eux était tel que, même après la débâcle, Brauchitsch, Halder, Manstein et autres membres du haut commandement,

à l'exception de von Paulus, plus honnête, prétendirent qu'au début de l'été les concentrations de troupes russes à la frontière polonaise impliquaient une grave menace!

Lors de son séjour à Berlin, en avril 1941, le comte von der Schulenburg, dont j'ai mentionné le rôle à plusieurs reprises, s'efforça de convaincre Hitler des intentions pacifiques de la Russie.

« Si, en 1939, dit-il, la Russie s'est abstenue de s'allier, contre nous, à la France et à l'Angleterre encore vigoureuses toutes les deux, ce n'est pas aujourd'hui, alors que la France est vaincue et l'Angleterre aux abois, qu'elle va commettre l'imprudence de nous provoquer. Je suis certain, au contraire, que Staline est disposé à s'engager plus avant dans la voie des concessions. »

Le Führer feignit le scepticisme. L'affaire yougoslave l'avait mis sur ses gardes, prétendit-il hypocritement. « Quel démon a poussé les Russes à conclure un pacte d'amitié avec les Yougoslaves? dit-il*. A vrai dire, je ne pense pas que cela nous conduise à une agression russe, mais je dois être prudent. »

* Le 5 avril 1941, veille de l'assaut allemand contre la Yougoslavie, le gouvernement soviétique conclut en hâte un pacte de non-agression et d'amitié avec le nouveau gouvernement de Belgrade, apparemment dans l'espoir de distancer Hitler. Informé de cet accord par Molotov, von Schulenburg s'exclama : « Vous ne pouviez choisir un pire moment ! » et essaya d'obtenir des Russes l'ajournement de leur signature (96).

Hitler se garda bien de divulguer à son ambassadeur ce qu'il tenait en réserve pour l'U.R.S.S. Von Schulenburg, honnête homme et diplomate de la vieille école, l'ignora jusqu'au bout. Staline également, mais, lui, ne pouvait rester aveugle aux symptômes qui, petit à petit, trahissaient les

menées du Führer. Le 22 avril, il émit une protestation officielle contre quatre-vingts violations de frontière commises par des avions allemands entre le 27 mars et le 18 avril et fournit tous les détails relatifs à chacune. L'un de ces appareils de reconnaissance, tombé le 15 avril dans les parages de Rovno, contenait une caméra, plusieurs bobines de pellicules impressionnées et un relevé topographique des régions occidentales de l'U.R.S.S.; toutes trouvailles apportant l'évidence de sa mission d'espionnage.

Là encore, le ton demeure conciliant. Le gouvernement soviétique, souligne la note, « a donné ordre de ne pas abattre les avions allemands survolant le territoire soviétique tant que de telles infractions resteront rares (97) ».

Encore et toujours l'attitude conciliante : pour complaire à une requête du Führer, Staline expulsa de Moscou les représentants diplomatiques de la Belgique, de la Grèce, de la Norvège, même de la Yougoslavie, et ferma leurs légations. Il reconnut la légitimité du gouvernement de Rachid Ali et enjoignit à la presse soviétique d'éviter toute provocation à l'endroit de l'Allemagne.

« Ces manifestations calculées, écrit von Schulenburg le 12 mai, témoignent de la part du gouvernement de Staline la volonté d'alléger la tension actuelle des relations germano-russes et de créer un climat plus favorable à l'avenir. Staline s'est toujours montré l'avocat de l'entente entre le Reich et l'U.R.S.S. (98). »

Pour la première fois, l'ambassadeur allemand emploie le terme : gouvernement *de Staline* au lieu de gouvernement *soviétique*. Il y avait à cela une bonne raison. Le 6 mai, Staline, dictateur absolu de la Russie depuis longtemps, avait lui-même pris la place de Molotov à la Présidence

du Conseil des commissaires du Peuple, autrement dit, il se nomma premier ministre, laissant à son prédécesseur les fonctions de commissaire du Peuple aux Affaires étrangères. Jusqu'alors, l'autocrate omnipotent du Parti communiste n'avait jamais occupé un poste gouvernemental proprement dit, et le monde aux aguets en conclut que la situation devenait sérieuse, si sérieuse en vérité que Staline pouvait seul la prendre en main en qualité de chef unique du gouvernement soviétique.

Cette interprétation était exacte, mais une seconde, plus complexe, fut donnée à la Wilhelmstrasse par von Schulenburg :

« A mon sens, dit-il, Staline s'alarme de la tension croissante des relations germano-soviétiques et en rend la diplomatie maladroite de Molotov en partie responsable. Il juge la situation internationale très grave et vient d'assigner à sa politique étrangère un objectif d'une suprême importance qu'il espère atteindre par ses efforts personnels, à savoir, préserver l'U.R.S.S. d'un conflit avec l'Allemagne (99). »

Le dictateur soviétique, pourtant averti et retors, n'avait-il donc pas compris qu'en dehors d'une abjecte soumission aux volontés d'Hitler ses efforts demeureraient chimériques? Il savait sûrement, je l'ai déjà dit, ce que présageait l'occupation allemande de la Yougoslavie et de la Grèce, le rassemblement de plusieurs divisions de la Wehrmacht en Roumanie, en Hongrie et à la frontière polonaise. Nul doute non plus que les rumeurs commençant à se répandre à Moscou ne lui fussent parvenues. Alors?

Le 2 mai, von Schulenburg avertit la Wilhelmstrasse que les rumeurs d'un imminent conflit germano-russe prenaient une ampleur inquiétante.

« Sachez, écrit-il, que nos démentis seront inefficaces aussi longtemps que chaque voyageur allemand passant par Moscou non seulement les confirme mais les appuie par des

Continuez à démentir, ordonna Berlin, et à affirmer *qu'il n'existe pas* de concentration de troupes allemandes aux frontières de Russie. Ajoutez, au besoin, que des contingents considérables de la Wehrmacht (8 divisions, précise la Wilhelmstrasse à titre d'information personnelle réservée à l'ambassadeur) sont en ce moment même transférés d'Est en Ouest (101).

A la longue, von Schulenburg, diplomate chevronné, devint soupçonneux, et ces instructions ne firent qu'accroître son malaise. D'autre part, la presse mondiale commençait à divulguer à coups d'énormes manchettes les préparatifs allemands le long des frontières russes. Bien avant cela, Staline avait reçu plusieurs avertissements. Le plus pressant émanait du gouvernement américain. En effet, au début de janvier, donc quatre mois plus tôt, un rapport confidentiel de l'attaché commercial de l'ambassade des États-Unis à Moscou, Sam Woods, apprenait à Washington, de source sûre, qu'Hitler se préparait à attaquer la Russie au printemps. Son rapport, très long et détaillé, exposait dans ses grandes lignes le plan de campagne de l'état-major général allemand et également le schéma de l'exploitation économique de l'Union Soviétique conquise.

Sam Woods, sympathique hurluberlu dont les lumières en matière d'histoire et de politique n'étaient pas particulièrement étincelantes, semblait, pour tous ceux qui l'approchaient, le dernier homme au monde — tout au moins à l'ambassade américaine — à pouvoir dénicher une information aussi sensationnelle.

Jusqu'à ce que Cordell Hull en apporte la confirmation dans ses mémoires avec preuves à l'appui, la majorité des collègues et amis de Sam Woods demeurèrent incrédules.

Sam Woods, raconte le secrétaire d'État, avait un ami allemand (anti-nazi) en contact avec certains personnages haut placés du parti, fonctionnaires de divers ministères et de la Reichsbank. Au mois d'août 1940, l'ami en question lui apprit que des conciliabules répétés se tenaient à la Chancellerie. Objet : l'attaque de l'U.R.S.S. De ce jour-là, l'informateur tint Woods au courant de ce qui transpirait des milieux militaires et administratifs, en train d'élaborer le dépeçage de la Russie. Pour éviter d'être repéré, l'Allemand rencontrait Woods dans différents cinémas et, à la faveur de l'obscurité, lui glissait ses feuillets de notes*.

** Quant à moi, juste avant mon départ de Berlin, en décembre 1940, George Kennan, l'un des plus brillants sujets de notre ambassade, me fit savoir que celle-ci avait eu vent, de divers côtés, des projets d'Hitler. Trois semaines à peine avant l'assaut de Barberousse, notre consul à Königsberg, J. Kuykendall, communiqua même à Washington la date exacte.*

Tout d'abord, Cordell Hull crut qu'il s'agissait d'un piège tendu à Woods et fit part de ses soupçons à Edgar Hoover, directeur du F.B.I. Celui-ci lut le rapport et lui accorda crédit. Les sources allemandes d'information — états-majors, fonctionnaires, etc., — furent passées au crible et les personnages en cause, tous bien placés pour savoir ce qui se passait, jugés suffisamment hostiles au régime hitlérien pour s'être permis de bavarder. En dépit des relations quelque peu ombrageuses existant alors entre la Maison Blanche et le Kremlin, Cordell Hull décida d'informer le gouvernement soviétique et, sur ses instructions, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Sumner Welles, communiqua à Constantin Oumansky, ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, l'essentiel du rapport de Sam Woods.

« M. Oumansky pâlit, relate Sumner Welles. Après un silence de plusieurs secondes, il dit : « Je me rends pleinement compte de la gravité de votre information et vais en faire part au Kremlin sur-le-champ. Le gouvernement soviétique vous sera reconnaissant de votre confiance (102). »

Staline en fut-il reconnaissant? Daigna-t-il même ajouter foi à ce renseignement capital? Il n'en laissa rien paraître. Au contraire, l'hostilité du Kremlin se fit plus véhémence parce que, en raison de son aide à l'Angleterre, l'Amérique ne pouvait plus fournir à la Russie tout ce que celle-ci lui demandait. Néanmoins, la première semaine de juin, le Département d'État communiqua à Steinhardt, ambassadeur des États-Unis à Moscou et, par son truchement, à Molotov, deux rapports provenant des légations de Bucarest et de Stockholm, l'informant de l'attaque allemande de la Russie, « prévue dans les quinze prochains jours ».

Longtemps auparavant, Churchill, lui aussi, avait donné l'alarme. Le 3 avril, il pria Sir Stafford Cripps de remettre à Staline, en mains propres, un message attirant son attention sur l'implication menaçante des concentrations de divisions allemandes le long de la frontière polonaise méridionale; information qu'il tenait d'agents secrets anglais. Cripps différa la remise du message et, dans ses mémoires, Churchill en exprime son mécontentement tenace (103).

Dès la fin d'avril, Cripps connaissait la date de l'attaque contre l'U.R.S.S., et les Allemands le savaient. Le bref message ci-dessous, expédié au grand état-major de la Kriegsmarine par l'attaché naval allemand à Moscou, le prouve.

« L'ambassadeur de Grande-Bretagne prédit pour le 22 juin l'ouverture des hostilités

Ces deux lignes, consignées dans le Journal de guerre de la marine, s'accompagnent d'un point d'exclamation (105). L'original fait partie des documents secrets saisis à Berlin.

L'oracle rigoureusement précis du diplomate anglais surprit grandement les amiraux. Quant au pauvre attaché naval qui, pas plus que Schulenburg, n'était dans le secret de *Barberousse*, il avait cru devoir ajouter à sa dépêche un commentaire personnel : *Cette prédiction est manifestement absurde*. Molotov était-il du même avis? Sans doute, puisque, le 22 mai, il convoque Schulenburg afin de discuter avec lui *des affaires courantes*.

« Molotov s'est montré très aimable, sûr de lui et, comme toujours, très averti » (!), écrit l'ambassadeur, qui ajoute : « Les deux hommes d'État les plus puissants de l'Union Soviétique s'efforcent par-dessus tout d'éviter un conflit avec l'Allemagne (106). »

Sur un point particulier, von Schulenburg, habituellement perspicace, se trompait du tout au tout. Pas plus que lui, en cette conjoncture, Molotov n'était « averti ». A quel degré le *Commissar* aux Affaires étrangères était-il mal informé? Il devait en donner lui-même la mesure, le 14 juin, très exactement *une semaine* avant l'assaut de *Barberousse*. Ce 14 juin, donc, Molotov fit appeler Schulenburg pour lui lire une déclaration officielle de l'Agence Tass, radiodiffusée le soir même et publiée le lendemain dans la presse (107), par laquelle le gouvernement soviétique accusait personnellement Sir Stafford Cripps de répandre outre-Manche et ailleurs des rumeurs tendant à faire croire à l'imminence d'un conflit armé entre le Reich et l'U.R.S.S.

L'organe officiel du gouvernement soviétique qualifiait lui aussi ces rumeurs « d'absurdités manifestes et de maladroites manœuvres de propagande émanant d'ennemis acharnés de l'Allemagne ». Dans les milieux soviétiques officiels, poursuivait le communiqué, on estime que « les rumeurs prêtant à l'Allemagne l'intention de faire la guerre à l'U.R.S.S. sont absolument dénuées de fondement ».

Toujours selon l'Agence Tass, les récents mouvements de troupes allemandes aux frontières russes « n'avaient aucune corrélation avec les rapports germano-soviétiques ». Quant aux faux bruits d'une agression russe contre l'Allemagne, il s'agissait d'une « manœuvre de provocation ».

Deux faits rehaussent l'ironie de ce communiqué dicté par le Kremlin : le jour même de sa parution dans la presse, le 15 juin, Ribbentrop expédie de Venise, où il confère avec Ciano, le message secret suivant au gouvernement hongrois : « En raison de très importantes concentrations de troupes russes à la frontière orientale allemande, le Führer se trouvera probablement contraint, au plus tard la première semaine de juillet, de « clarifier » les relations germano-soviétiques et, par voie de conséquence, de manifester certaines exigences (108). » Il pressait en outre la Hongrie de « prendre des mesures de sécurité » sur ses frontières.

Hitler consentait à alerter les Hongrois, mais non son allié principal, Mussolini. Lorsque, le 16 juin, au cours d'une promenade en gondole sur les canaux de Venise, Ciano demanda à Ribbentrop ce qu'il fallait penser des rumeurs de guerre entre l'Allemagne et la Russie, le ministre nazi répondit :

« Mon cher Ciano, je ne peux rien vous dire encore. Les décisions du Führer demeurent verrouillées dans son impénétrable cerveau. Toutefois, une chose est certaine. Si nous

l'attaquons, la Russie de Staline sera effacée de la carte du monde en deux mois*. »

* *Le comte Ciano écrivit ces lignes le 23 décembre 1943 dans la cellule 27 de la prison de Vérone, quelques jours avant son exécution. Le gouvernement italien, ajoute-t-il, fut informé de l'invasion de la Russie une demi-heure après le fait accompli. (Journal de Ciano, p. 583.)*

A l'heure précise où la radio du Kremlin proclamait béatement, *urbi et orbi*, que les rumeurs d'agression allemande contre la Russie étaient une absurdité, Adolf Hitler tenait à Berlin son ultime conseil de guerre avec les chefs des états-majors de la Wehrmacht. Le rassemblement des divisions aux frontières soviétiques et leur déploiement sur les positions d'assaut sont choses faites depuis le 22 mai; et l'horaire définitif de la ruée a été arrêté quelques jours plus tard (109).

Avec une rigueur mathématique, tous les éléments de la formidable machine de guerre germanique — infanterie, artillerie, blindés, avions, navires, etc., sont en place au jour et à l'heure dits, n'attendant plus que le signal de Berlin. Entretemps, d'ultimes conversations ont encore lieu entre le Führer et les chefs militaires de Roumanie, de Hongrie et de Finlande (ce dernier pays formellement résolu à reprendre ses territoires enlevés par les Russes l'hiver précédent). Enfin, le 14 juin, un dernier conseil réunit les chefs d'état-major des trois armes. L'heure de la Russie va sonner.

En dépit de l'énormité de la tâche, Hitler et ses généraux, d'humeur optimiste, se penchent durant la journée entière sur les ultimes détails de la plus gigantesque opération militaire de l'Histoire : une offensive-massue sur un front de 2 400 kilomètres s'étendant de l'océan Arctique à la mer Noire. Brauchitsch, rentré la veille d'une inspection du secteur oriental, manifeste sa satisfaction. Les officiers et les hommes sont dans une forme

splendide et gonflés à bloc.

Ce dernier conseil dura de onze heures du matin à six heures trente du soir, interrompu par la brève pause du déjeuner, au cours duquel Hitler prononça à l'adresse de ses généraux la Nième de ses incandescentes harangues d'avant la bataille (110). D'après Halder, ce fut un simple tour d'horizon politique. « La chute de la Russie, annonça entre autres choses l'orateur, obligera l'Angleterre d'abandonner la partie. C'est là le but initial de notre attaque. » Le maréchal Keitel, moins discret qu'Halder, nous apprendra à Nuremberg que le dictateur mit l'accent sur un tout autre thème :

« Le combat que nous allons livrer dresse face à face deux idéologies antagonistes et les méthodes que, soldats, nous avons suivies jusqu'ici — les seules admises par le code militaire international — doivent à présent s'ajuster à des principes absolument différents. »

Ensuite, poursuit Keitel, le Führer nous donna des consignes ayant pour but de répandre chez l'ennemi une terreur sans précédent « par des moyens brutaux ».

« Avez-vous émis une protestation contre de tels ordres? demanda à Keitel son défenseur.

— Non, répondit l'accusé, je n'ai pas protesté; les autres généraux non plus*. »

* Von Hassell confirme cet aveu. En date du 16 juin, il note : « Halder et Brauchitsch ont déjà approuvé la tactique « terroriste » du Führer en Russie. L'armée va devoir assumer la responsabilité des exécutions et des massacres dont, jusqu'ici, les S.S. possédaient le monopole. »

Tout d'abord, les conspirateurs antinazis s'imaginèrent non sans naïveté que les consignes de terreur d'Hitler révolteraient la majorité des généraux au point de les faire s'embrigader dans le clan de la rébellion. Cette illusion ne dura pas.

« Série de discussions entre Popitz, Goerdeler, Beck, Oster et moi-même, écrit encore Hassell. La question est de savoir si les ordres donnés par le Führer (mais pas encore transmis aux unités combattantes) suffiront à leur ouvrir les yeux sur la vraie nature du régime qu'ils servent. Ces ordres exposent les mesures brutales... à appliquer aux Bolcheviks dès l'Invasion de la Russie. Nous avons conclu que, pour le moment il n'y a rien à espérer... Les généraux s'abusent eux-mêmes... ce sont d'Incurables sergents-majors !... » (Carnets de guerre de von Hassell, pp. 198-99.)

N'est-il pas inconcevable que les hommes du Kremlin, réputés pour leur méfiance et leur réalisme, et mis en face des menaces les plus précises, des évidences les plus aveuglantes, n'aient pas compris, même à la onzième heure, que leur pays allait être assailli et cela avec une force, une violence capables d'anéantir la nation?

En ce beau soir d'été du 21 juin, à neuf heures trente, quelques heures avant l'assaut de *Barberousse*, Molotov recevait l'ambassadeur d'Allemagne dans son cabinet du Kremlin pour lui servir « ses dernières inepties » (Churchill dixit). Après avoir fait état de nouvelles violations du territoire soviétique par les avions de reconnaissance allemands, au sujet desquelles il se proposait de formuler une protestation auprès de Ribbentrop, le camarade commissaire changea de sujet. Une dépêche urgente de von Schulenburg, transmise à Berlin sur-le-champ, nous fait part de ses propos.

« A en juger d'après certaines indications, m'exposa Molotov, le gouvernement allemand est mécontent du Kremlin. Des rumeurs insistantes circulent touchant un conflit germano-russe imminent... Le Kremlin ne comprend pas les raisons des griefs allemands... il aimerait que je les lui communique et lui dise ce qui provoque la tension actuelle des relations entre nos deux pays. Je lui dis que, manquant de renseignements précis, je n'étais pas en mesure de lui répondre (111). »

Ces renseignements précis, l'ambassadeur va les recevoir presque immédiatement. Dans la nuit, lui parvenait sur les ondes Berlin-Moscou un long message chiffré de Ribbentrop portant les mentions : *Secrets d'Etat — Très Urgent — Strictement Personnel*, et commençant ainsi : « Dès réception détruisez tous vos codes et sabotez vos émetteurs. Voyez Molotov de toute urgence et notifiez-lui la déclaration suivante... »

La déclaration en question présente l'habituel ramassis de mensonges éculés, d'inventions préfabriquées dont Hitler s'est si souvent servi pour justifier chacune de ses agressions. Il y est passé maître. En réalité — c'est du moins le sentiment de l'auteur du présent ouvrage — elle dépasse en cynisme, en impudence et en hypocrisie toutes les précédentes.

Alors que l'Allemagne s'est montrée loyalement fidèle au Pacte germano-soviétique, prétend Hitler, la Russie l'a violé à plusieurs reprises. Elle s'est livrée contre son alliée à des actes de terrorisme et de sabotage. Elle l'a combattue dans ses efforts de stabilisation et d'ordre en Europe; elle a conspiré avec l'Angleterre en vue d'une attaque contre les armées allemandes en Roumanie et en Bulgarie. Par la concentration de toutes ses forces armées disponibles sur un front s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire, elle a ouvertement menacé le Reich, etc. Mais citons le texte lui-même :

« Les informations reçues ces derniers jours par le gouvernement du Reich ne laissent subsister aucun doute sur le caractère agressif des rassemblements de troupes soviétiques... En outre, des informations de source britannique confirment l'existence de négociations conduites par l'ambassadeur, Sir Stafford Cripps, tendant à une étroite collaboration militaire entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique. Le gouvernement du Reich déclare qu'en violation des engagements qu'il avait assumés le gouvernement soviétique s'est rendu coupable :

1. D'avoir non seulement poursuivi mais intensifié ses manœuvres de sape contre l'Allemagne et l'Europe.
2. D'avoir rassemblé à la frontière allemande toutes ses forces armées sur pied de guerre.
3. De se préparer de toute évidence, en violation du Pacte de non-agression germano-russe, à attaquer l'Allemagne.

En conséquence, le Führer a donné ordre aux forces armées du Reich de parer à la menace selon tous les moyens dont elles disposent (112).

« Abstenez-vous de toute discussion sur la présente communication », recommande Ribbentrop en conclusion.

Bouleversé, vaincu, que pouvait dire l'ambassadeur? Lui qui avait consacré les meilleures années de sa vie à améliorer les relations entre son pays et l'U.R.S.S., savait que l'agression allemande était injustifiable.

S'étant présenté dès l'aube au Kremlin, il se borna à lire à Molotov la déclaration de Ribbentrop*.

* Ainsi s'acheva la carrière diplomatique du comte Friedrich Werner von der Schulenburg. Revenu en Allemagne et contraint à la retraite, il rallia les milieux de l'opposition dirigés par Hassell et quelques autres, déjà nommés, hostiles à la dictature nazie.

Il fut question, pour un temps, de le nommer ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement antihitlérien et, en 1943, il s'offrit à franchir les lignes russes afin de proposer à Staline d'éventuelles négociations de paix avec le nouveau gouvernement. (Carnets de guerre de von Hassell, pp. 321-322.)

En 1944, l'ex-ambassadeur du Reich, arrêté et emprisonné à la suite du complot contre le Führer, fut exécuté par la Gestapo, le 10 novembre.

Le ministre soviétique écouta la lecture en silence jusqu'au bout, puis, abandonnant pour la première fois son impassibilité, prononça :

« C'est la guerre... trouvez-vous, monsieur l'ambassadeur, que nous avons mérité cela? »

A la même heure, une scène similaire avait lieu à la Wilhelmstrasse. Durant

tout l'après-midi du 21 juin, l'ambassadeur d'U.R.S.S., Wladimir Dekanozov, avait tenté, par téléphone, d'obtenir un rendez-vous avec Ribbentrop pour lui présenter sa petite protestation coutumière au sujet de nouvelles violations de territoire par les avions allemands. « Son Excellence est absente de Berlin », lui répondait-on invariablement.

Il s'acharna et, à la longue, le lendemain à deux heures du matin, on l'informa que le ministre le recevrait à quatre heures, à la Wilhelmstrasse. L'envoyé de Molotov, homme à tout faire de Staline, responsable du coup de force russe en Lituanie, allait recevoir le même coup de massue que le *Commissar* au Kremlin. Le docteur Schmidt, témoin de l'entrevue, nous la décrit :

« L'ambassadeur soviétique se fit attendre cinq minutes, pendant lesquelles Ribbentrop arpenta son cabinet de long en large comme un fauve en cage. Jamais je ne l'avais vu si fébrile. Dekanozov fut introduit et, ignorant de ce qu'il allait apprendre, tendit la main à Son Excellence. Nous nous assîmes et l'ambassadeur se mit en devoir d'exposer les récriminations de son gouvernement. Ribbentrop, le visage figé, l'interrompt aussitôt. Aujourd'hui, dit-il, « la question est dépassée ».

Dépassée jusqu'à quel point? L'arrogant ministre nazi le lui expliqua et, après lui avoir tendu une copie du document présenté plus haut, l'informa qu'à l'instant même l'Allemagne mettait en action des « contre-mesures militaires » sur la frontière russe.

D'abord cloué sur place, l'ambassadeur « se ressaisit promptement, poursuit Schmidt, et exprima ses profonds regrets d'un acte dont le Reich porterait l'entière responsabilité. Il se leva, s'inclina pour la forme et se retira sans serrer la main de Ribbentrop (113). »

Ainsi prit fin la lune de miel germano-soviétique. A trois heures

trente, avant même que ne fussent achevés au Kremlin et à la Wilhelmstrasse les rites diplomatiques d'usage, les canons allemands tonnant le long d'un front de plusieurs centaines de kilomètres la pulvérisaient pour toujours.

Il y eut cependant un troisième prélude diplomatique aux hostilités. La veille, de son bureau souterrain installé à son nouveau Q.G. de Wolfsschanze — la *Tanière du Loup*, — dans la sombre forêt de Prusse-Orientale, Hitler adressa à Mussolini une longue épître. Pas plus aujourd'hui qu'hier, lorsqu'il s'agissait de ses agressions, il ne faisait assez confiance à son associé et complice n° 1 pour l'initier à ses secrets avant la onzième heure.

Cette lettre constitue le document le plus authentique et le plus révélateur que nous possédions sur les raisons qui poussèrent le Führer à prendre sa funeste décision d'attaquer la Russie — énigme pour le monde et condamnation à mort du Troisième Reich. Bien entendu, nous y retrouvons les mensonges et faux-fuyants habituels qu'Hitler essayait de faire avaler à ses amis autant qu'à ses ennemis, mais entre les lignes émergent sa conception fondamentale et son estimation, erronée certes, mais sincère, de la situation mondiale au début de l'été 1941.

Duce,

Je vous adresse cette lettre à l'heure où, après des mois de délibérations tourmentées et d'attente exaspérante, je viens de prendre l'une des décisions les plus graves de mon existence.

Quelle est aujourd'hui la situation? L'Angleterre a perdu la guerre, et, telle une noyée, elle s'accroche à tous les brins d'herbe.

A vrai dire, ses espoirs ne sont pas dépourvus d'une certaine logique... La chute de la France... a incité les bellicistes britanniques à tourner les yeux vers une autre partie du monde d'où ils essaient de déclencher une nouvelle guerre : la Russie. Ces deux pays, la Grande-

Bretagne et l'Union Soviétique, s'intéressent l'un et l'autre à une Europe... prostrée par une longue guerre. Derrière eux... les États-Unis manœuvrent l'aiguillon...

Hitler explique ensuite que le rassemblement d'armées soviétiques à la frontière allemande l'empêche de disposer à volonté de forces aériennes permettant l'assaut massif qui mettra l'Angleterre knock-out :

Toutes les forces militaires dont dispose l'U.R.S.S. sont à nos portes... Si les circonstances m'amenaient à devoir lancer la Luftwaffe contre l'Angleterre, il est à craindre que la Russie n'en profite pour exercer contre moi un chantage auquel, du fait de mon infériorité aérienne, je devrais céder en silence... Les espoirs que fonde l'Angleterre sur l'éventuel partenaire russe auraient alors leur raison d'être, et la Grande-Bretagne se montrerait d'autant moins disposée à rechercher la paix. L'évidence des préparatifs militaires de l'U.R.S.S. ne peut qu'attiser ces espoirs. Ajoutons à cela l'aide massive qu'elle attend de l'Amérique en 1942...

Après m'être longtemps mis le cerveau à la torture, j'ai résolu de trancher le nœud coulant avant qu'il ne se resserre... Ma vue d'ensemble sur la situation est la suivante :

1. *La France* est, comme toujours, sujette à caution.
2. *L'Afrique du Nord*, dans la mesure où vos colonies sont en jeu, Duce, ne court probablement pas de danger avant l'automne.
3. *L'Espagne* est irrésolue et, je le crains, ne prendra parti qu'à l'heure où penchera formellement la balance...
4. *L'Égypte*? L'attaquer avant l'automne est hors de question.
5. *L'Amérique*? Peu importe son entrée en guerre ou non, d'autant plus qu'elle aide déjà l'Angleterre de toute sa puissance matérielle mobilisable.
6. *L'Angleterre* est néanmoins en mauvaise posture. Son ravitaillement en vivres et en matières premières essentielles devient de plus en plus ardu. La trempe martiale qui permet aux nations de faire la guerre ne repose après tout que sur l'espoir! Celui de l'Angleterre s'appelle Russie et Amérique.

Nous n'avons aucune chance d'éliminer l'Amérique, mais il est en notre pouvoir de supprimer la Russie. Sa disparition en tant que grande puissance apportera par ailleurs un immense soulagement au Japon, dont la participation éventuelle au conflit impliquera pour les États-Unis une menace extrêmement sérieuse. Pour toutes ces raisons, Duce, j'ai résolu de mettre un terme au jeu hypocrite du Kremlin.

En Russie, déclare ensuite Hitler, l'Allemagne n'aura pas besoin de l'aide italienne (le dictateur n'accordait à personne le droit de partager la gloire de sa prochaine conquête!). Cependant, Rome peut nous apporter un appui appréciable par l'affermissement de sa position en Afrique et en se tenant prête à envahir la France au cas où celle-ci violerait le traité d'armistice. Quel appât tentant pour le Duce en mal d'acquisitions territoriales!

Quant à la guerre aérienne contre l'Angleterre, poursuit la lettre, nous resterons pour un temps sur la défensive... Le combat germano-soviétique sera sûrement difficile, mais son épilogue ne fait pas pour moi l'ombre d'un doute. J'espère par-dessus tout, Duce, me rendre maître de la zone de production agricole de l'Ukraine. Elle assurera à l'Allemagne et à l'Italie les ressources alimentaires de supplément dont elles pourront avoir besoin plus tard.

Pour quelle raison Hitler n'a-t-il pas averti plus tôt son partenaire? Il s'en explique :

Si j'ai attendu jusqu'ici, Duce, pour vous informer de ma décision, c'est parce qu'elle ne prendra effet que ce soir à sept heures. Quelles qu'en soient les conséquences, les mesures que je viens de prendre ne sauraient compromettre notre situation; au contraire, celle-ci ne peut que s'améliorer... Si toutefois l'Angleterre se refuse à tirer les conclusions réalistes qui s'imposent, nous consacrerons alors toutes nos forces à sa mise à mort.

Sa décision prise, Hitler exprime son soulagement :

Laissez-moi vous dire encore une chose, Duce. Depuis qu'à la suite d'un long débat intérieur j'ai pris la résolution d'agir, j'ai reconquis ma liberté spirituelle. Malgré mes sincères et persévérants efforts de conciliation, l'alliance germano-soviétique me fût souvent très irritante et, par certains côtés, m'apparaissait comme un reniement de mes origines, de mes

conceptions et de mes devoirs antérieurs. Je suis heureux de m'être délivré de cette torture mentale.

Cordialement et amicalement vôtre

Adolf HITLER (114).

Le 22 juin, à trois heures du matin, à peine une demi-heure avant le signal de l'assaut, l'ambassadeur du Reich à Rome, von Bismarck, faisait réveiller Ciano pour lui remettre l'épître du Führer. Aussitôt, le ministre italien appela Mussolini au téléphone. Ce n'était pas la première fois que le Duce était alerté en pleine nuit par une dépêche ou un message quelconque de son associé de l'Axe. Or, cela l'horripilait. « Moi, gronda-t-il à l'adresse de Ciano, je m'abstiens de déranger mes propres domestiques quand ils dorment, mais cet Allemand me fait sauter du lit à n'importe quelle heure sans la moindre considération (115). »

En tout cas, dès qu'il fut tout à fait réveillé, le Duce donna ordre de rédiger la déclaration de guerre de l'Italie à l'U.R.S.S.

« Dans cette histoire, lança-t-il à son gendre et ministre, je ne souhaite qu'une chose : que le Reich y laisse beaucoup de plumes (116)! »

Il comprenait que l'avenir de l'Italie dépendait totalement de la victoire allemande et cela l'humiliait au possible. Les Allemands seraient victorieux en Russie comme ailleurs, il en était sûr, mais non sans avoir reçu une bonne raclée. Ni lui ni personne, dans l'un comme dans l'autre des deux camps occidentaux, ne se doutait que la raclée s'achèverait par knock-out.

Ce clair dimanche du 22 juin, jour où cent vingt-neuf ans plus tôt — en 1812 — Napoléon franchissait le Niémen en route vers Moscou, et premier anniversaire, jour pour jour, de la capitulation de la France à

Compiègne, les armées hitlériennes blindées, motorisées, mécanisées, etc., et jusque-là invincibles, franchissaient à leur tour le Niémen et d'autres fleuves pour envahir la Russie.

Malgré de multiples avertissements et symptômes avant-coureurs, l'agression allemande prit l'Armée Rouge au dépourvu sur toute la longueur du front*. Tous les ponts furent pris intacts et, presque tout le long de la frontière, l'ennemi put pénétrer assez loin en territoire russe avant que la résistance s'organisât. Des centaines d'avions soviétiques furent détruits au sol**. En l'espace de quelques jours, des dizaines de milliers de soldats furent faits prisonniers, des armées entières encerclées. La campagne-promenade de Pologne paraissait devoir se répéter.

* *Le journal d'Halder porte ce jour-là une curieuse notation. Après avoir mentionné la reprise, à midi, des émissions radiophoniques russes contrôlées par les Allemands, il écrit : « Le gouvernement soviétique demande au Japon sa médiation entre le Reich et l'U.R.S.S. dans le différend politique et économique qui les divise et annonce qu'il demeure en contact permanent avec la Wilhelmstrasse. » Neuf heures après l'assaut de Barberousse. Staline s'imaginait-il pouvoir encore le juguler ?*

** *Dans la nuit du 21 au 22 juin, un peu avant une heure, rapporte le général Blumentritt, chef d'état-major de la IV^e armée, alors que notre artillerie était déjà en action, l'express Berlin-Moscou poursuivit « sans incident » son petit bonhomme de chemin à travers nos lignes jusqu'à Brest-Litovsk. Encore plus insolite lui parut le silence de l'artillerie russe après les premiers tirs allemands. « Les Russes ont été pris totalement par surprise », dirait-il encore. Au petit jour, les stations d'écoute allemandes captèrent ce message de l'Armée Rouge : « Les Allemands nous tirent dessus, que faut-il faire ? »*

Réponse du Q.G. « Etes-vous devenus fous ? Et pourquoi votre message n'est-il pas chiffré ? » (The Fatal Décisions, Seymour Freidin et William Richardson, éditeurs.)

« On peut affirmer sans exagération, écrit Halder le 3 juillet après avoir pris connaissance du dernier rapport de l'état-major, que notre *Feldzug* russe sera virtuellement achevée en quatorze jours. D'ici quelques semaines, tout sera dit. »

LE VENT TOURNE

Au début de l'automne 1941, Hitler croit la Russie vaincue. En l'espace de trois semaines, depuis l'ouverture de la campagne, le groupe d'armées du maréchal von Bock, soit 30 divisions d'infanterie, 15 divisions blindées ou motorisées, a réussi une poussée de 720 kilomètres, de Bialystok à Smolensk. Moscou n'est plus qu'à 320 kilomètres, sur la route que suivit Napoléon en 1812. Au nord, le groupe d'armées du général von Leeb — 6 divisions blindées et 21 divisions d'infanterie — avance grand train vers Leningrad, par les États Baltes.

Au sud, le groupe d'armées du maréchal von Rundstedt — 5 divisions blindées, 25 divisions d'infanterie dont 4 motorisées et 4 divisions de montagne — pousse ; vers le Dnieper et Kiev, capitale de la fertile Ukraine, objet des convoitises d'Hitler. Bref, ainsi que le proclament à grand tapage les communiqués de l'O.K.W., *l'Opération Barbarousse* progresse *planmaessig* (conformément au plan prévu) sur un front de 1 600 kilomètres, de la Baltique à la mer Noire, encerclant ou refoulant l'une après l'autre les armées soviétiques.

Le conquérant, persuadé que ce rythme accéléré va se poursuivre, donne ordre au haut commandement de « réduire considérablement les effectifs du front de l'Est » et, par ailleurs, de ralentir la production d'armements au bénéfice de la construction de navires de guerre, de sous-marins et, par-dessus tout, de bombardiers lourds en vue d'une nouvelle offensive contre le dernier ennemi encore debout : l'Angleterre et « le cas

échéant contre l'Amérique (1) ». A la fin de septembre, il ajoute l'ordre de dissoudre 40 divisions d'infanterie et d'affecter ces quelque 400 000 hommes à la main-d'œuvre industrielle (2).

Les deux grandes cités de la Russie, Leningrad — jadis Saint-Pétersbourg, puis Petrograd, l'antique capitale créée par Pierre le Grand — et Moscou, capitale de la Russie *bolchévique*, sont sur le point de tomber, du moins le Führer le croit-il. Sûr de son fait, il donne, le 18 septembre, l'ordre formel suivant : « Même offerte, la capitulation de Leningrad et de Moscou doit être refusée (3). » Pour quelles raisons? La directive du 29 septembre nous l'apprend :

« *J'ai résolu*, déclare le Führer, *d'effacer Leningrad de la surface de la terre**. » Lorsque la Russie sera terrassée... l'existence de cette ville ne présentera plus d'intérêt. Mon intention est de la faire raser jusqu'aux fondations par l'artillerie et par un bombardement aérien ininterrompu.

* *Passage souligné dans le texte allemand original.*

L'offre de reddition de Leningrad sera donc repoussée. « *Ce n'est pas et ne devra pas être à nous de résoudre le problème de la survivance de sa population, à savoir son ravitaillement.* Dans le combat où notre existence est en jeu, il est contraire à notre intérêt de ménager la population de cette ville, n'en serait-ce qu'une fraction (4)**. »

** *Quelques semaines plus tard, Gœring dira à Ciano : « Cette année, 20 à 30 millions de Russes mourront de faim. Peut-être est-ce bien ainsi; certaines nations doivent être décimées. Dans le cas contraire, nous n'y pouvons rien. Il est évident que, si l'humanité est condamnée à mourir de faim, nos deux nations seront les dernières à succomber... Dans les camps de prisonniers russes, les hommes commencent à s'entre-dévorer. » (Documents diplomatiques de Ciano, pp. 464-65.)*

Le 3 octobre, dans une grandiose proclamation adressée au peuple germanique, Hitler annonce l'écroulement de l'Union Soviétique :

« Je déclare aujourd'hui, et sans aucune réserve, que notre ennemi de l'Est est abattu et ne se relèvera jamais... Derrière nos armées victorieuses s'étend déjà un territoire deux fois plus étendu que celui du Reich quand je pris le pouvoir en 1933. »

Le 8 octobre, lors de la chute d'Orel, l'une des villes-clefs de la défense de Moscou, Hitler dépêcha à Berlin l'attaché de presse de la Chancellerie, Otto Dietrich, avec mission de transmettre aux correspondants spéciaux des journaux étrangers de premier plan le communiqué suivant :

1. Les armées du maréchal Timochenko, seules intactes, sont enfermées dans l'étau d'acier de deux poches devant Moscou.
2. Au sud, l'armée du maréchal Boudienny vient d'être mise en déroute et les 10 divisions du maréchal Vorochilov sont encerclées devant Leningrad.

Sur le plan militaire, commente Dietrich, la Russie a cessé d'exister. Les Anglais n'ont plus qu'à enterrer leur rêve d'une guerre sur deux fronts; il est bien mort.

Les fanfaronnades d'Hitler et de son porte-parole étaient quelque peu prématurées*. En réalité, malgré le coup de massue du 22 juin et les premières hécatombes d'hommes et de matériel; malgré le refoulement et la prise au piège de quelques-unes de leurs meilleures armées, les Russes opposèrent tout à coup une résistance comme la Wehrmacht n'en avait encore jamais rencontré.

** Pas autant toutefois que les propos de l'état-major général américain. En juillet, celui-ci avait confidentiellement annoncé à quelques correspondants de guerre présents à Washington l'effondrement imminent de l'Union Soviétique : quelques semaines au maximum... Rien de surprenant à ce que les déclarations d'Hitler et Dietrich aient trouvé crédit aux États-Unis et en Angleterre aussi bien qu'en Allemagne et ailleurs.*

Le journal quotidien d'Halder et les rapports des généraux en campagne se remplissent et bientôt débordent de notations de ce genre : « combats meurtriers »; « résistance farouche de l'Armée Rouge »; « contre-attaque brusquée »; « lourdes pertes, tués et blessés du côté allemand aussi bien que du côté russe ».

« Dès la bataille de Minsk, écrit le général Blumentritt, le comportement des soldats russes en face de la défaite offrit un contraste saisissant avec celui des Polonais et des Alliés occidentaux. Même encerclés, ils défendent leurs positions et se battent pied à pied (5). Et voilà que ces soldats russes se multiplient dans une mesure jugée impensable par nous. Des divisions soviétiques dont nos services de renseignements ne soupçonnaient même pas l'existence, toutes fraîches, bien équipées, sont jetées encore et encore dans la bataille. » Et Halder écrit, le 10 août : « Je m'aperçois aujourd'hui que nous avons dangereusement sous-estimé la puissance du colosse russe dans le domaine économique et, par-dessus tout, militaire.

« Nous avons basé nos calculs sur une force armée d'environ 200 divisions. Au bout de trois mois de combat, nous en avons déjà identifié 360! Aussitôt qu'une douzaine est exterminée, une autre douzaine la remplace. Notre front est trop mince et de profondeur insuffisante en proportion de son étendue. A cause de cela, les attaques répétées de

l'ennemi remportent quelques succès. »

Rundstedt se montre plus catégorique : « Dès les premiers combats, déclarera-t-il devant le tribunal de Nuremberg, je me suis aperçu que tout ce qu'on nous avait raconté sur la Russie n'était que bourrage de crâne. » Plusieurs généraux ne cachèrent pas la surprise que leur causa leur première rencontre avec les chars lourds T 34, sur lesquels les projectiles anti-chars ricochaient sans entamer le blindage. Ils en ignoraient jusqu'à l'existence ! L'apparition de ces engins marqua le début de ce que Blumentritt appelle la *terreur blindée*.

D'autre part, et pour la première fois, les Allemands ne possèdent plus l'écrasante supériorité aérienne qui leur avait permis de protéger les opérations terrestres. Là encore, malgré la destruction massive des appareils au sol et de lourdes pertes au cours des premiers combats aériens, les avions de chasse soviétiques surgissent de partout et de nulle part, comme les divisions de l'Armée Rouge. Par ailleurs, la rapidité de l'avance allemande entraînant l'éloignement des bases aériennes, ainsi que l'absence d'aérodromes russes utilisables, empêchaient la Luftwaffe d'assurer la protection efficace d'un front aussi étendu. « A plusieurs reprises, relate von Kleist, l'insuffisance de couverture aérienne a entravé l'action de mes colonnes blindées (6). »

Cet été là, une autre erreur allemande fut commise touchant les Russes ; Kleist en fait l'aveu. « Nos espoirs de victoire, dit-il, s'appuyaient en grande partie sur l'éventualité d'un soulèvement politique en Russie... d'un renversement de Staline par son propre peuple saturé de défaites. Les conseillers politiques du Führer entretenaient cette illusion (7). » Parlant de l'U.R.S.S., le dictateur ne déclara-t-il pas à Jodl : « Un coup de pied

dans la porte et tout cet édifice pourri s'écroulera. » A la mi-juillet, l'occasion de décocher le coup de pied parut se présenter. Le Führer prit alors une décision violemment combattue par la plupart des chefs de l'état-major général et qualifiée par Halder de « la plus lourde maladresse stratégique de toute la campagne ». Voici l'énoncé du problème :

Le groupe d'armées central du général von Bock, jusqu'ici le plus puissant et le plus heureux des trois armées principales, devait-il continuer sa poussée sur Moscou, que 300 kilomètres seulement séparaient de Smolensk atteinte le 16 juillet? Fallait-il, au contraire, suivre le plan initial d'Hitler, exposé dans sa directive du 18 décembre 1941, c'est-à-dire lancer deux assauts simultanés par les flancs nord et sud? Autrement dit, quel objectif choisir? Moscou ou bien Leningrad et l'Ukraine?

Le Haut-Commandement de la Wehrmacht, représenté par Brauchitsch et Halder, plaidait instamment la poussée massive sur Moscou, appuyé par Bock et Guderian, le groupe d'armées de l'un déjà engagé sur la grande route de Moscou, les colonnes blindées de l'autre lui ouvrant la marche.

Certes, la prise de la capitale soviétique comportait un élément psychologique de valeur, mais les arguments de Bock et Guderian allaient bien au-delà. Moscou, essayèrent-ils de faire comprendre au Führer, est le centre vital de la production d'armements et le principal nœud des communications ferroviaires de toute la Russie. Prenons Moscou, insistaient-ils, et les Soviets ne seront pas seulement dépouillés de leur source essentielle d'armements mais deviendront incapables de transporter leurs troupes et leur matériel sur les fronts éloignés qui, de ce fait, s'affaibliront et finiront par se désagréger.

En dernier ressort, ils exposèrent à l'ex-caporal devenu leur chef suprême l'argument décisif : le gros des forces armées soviétiques se trouvait alors concentré autour de Moscou en vue d'une défense acharnée, tandis qu'à l'est de Smolensk, 500 000 hommes échappés au double enveloppement de Bock se maintenaient sur place pour barrer l'avance allemande sur leur capitale.

« Le centre de gravité des forces ennemies se trouvait par conséquent en avant du groupe d'armées central, écrit Halder dans un rapport destiné aux Alliés immédiatement après la fin de la guerre (8). La destruction de la puissance militaire de l'adversaire doit être le premier objectif de toute opération offensive, professait l'état-major général nourri de principes traditionnels. D'après ce point de vue, il importait donc avant tout d'écraser les armées du maréchal Timochenko. Ensuite, d'atteindre Moscou, centre nerveux de la résistance soviétique, et d'anéantir les nouvelles formations de l'Armée Rouge.

L'approche de l'automne exigeait l'exécution rapide de ce plan. Entre-temps, le groupe d'armées du nord reçut pour mission d'opérer sa liaison avec les Finlandais; le groupe d'armées du sud celle d'avancer le plus loin possible en direction de l'est afin d'immobiliser au maximum les forces ennemies... Le 18 août, à la suite de l'échec des délibérations orales entre l'état-major général et le haut commandement de la Wehrmacht, le maréchal von Brauchitsch soumit au Führer un mémorandum »

Ce texte provoqua une « explosion », relate Halder quelque temps plus tard. Hitler convoitait furieusement, depuis des mois, le riche *grenier* d'Ukraine et, au-delà, les zones pétrolifères du Caucase. De plus, il voyait dans sa manœuvre l'occasion unique de prendre au piège les armées de Boudienny qui, à l'est du Dnieper, au-delà de Kiev, tenaient encore bon. Il voulait aussi s'emparer de Leningrad et effectuer une jonction avec l'armée finlandaise. Pour atteindre ces deux buts, il était nécessaire de détacher du groupe d'armées de von Bock plusieurs divisions blindées, plusieurs divisions d'infanterie, et de les distribuer entre le nord et le sud. Moscou

pouvait attendre.

Le 21 août, le Führer lançait à la tête des généraux récalcitrants une nouvelle directive. La voici, copiée mot pour mot dans les carnets d'Halder.

« Les propositions formulées par les chefs d'état-major de la Wehrmacht au sujet des opérations à poursuivre sur le front russe ne cadrent pas avec mes intentions.

« L'objectif primordial à atteindre avant l'hiver est non pas la prise de Moscou, mais, au sud, de nous emparer de la Crimée, du bassin minier et industriel du Donetz et des gisements pétroliers du Caucase; au nord d'investir Leningrad et d'opérer la jonction avec les armées finlandaises. Seulement alors seront réalisées les conditions qui nous permettront d'attaquer l'armée Timochenko et de la vaincre. »

Ainsi donc, note amèrement Halder, la défaite définitive de l'Armée Rouge devant Moscou doit céder le pas à la conquête de zones industrielles et pétrolières... Le Führer est obsédé par son désir de s'emparer à la fois de Leningrad et de Stalingrad, car il se persuade que la chute de ces deux *cités saintes du communisme* entraînera celle de la Russie tout entière.

Dans ce qu'Halder appelle son contre-mémoire, Hitler, ajoutant l'insulte à l'injustice envers les maréchaux et les généraux qui refusent d'apprécier son génie militaire, accuse le Haut-Commandement de donner asile à des « cerveaux fossilisés dans des théories archaïques ».

Intolérable! Inqualifiable! Il dépasse la mesure! Fulmine Halder dans ses feuillets du lendemain. Tout l'après-midi suivant, il s'entretint avec Brauchitsch de cette « inadmissible ingérence » du Führer dans les affaires du Haut-Commandement et, finalement, proposa de lui offrir leur double démission. Brauchitsch refusa, déplore Halder, parce que, dit-il, cela ne serait guère judicieux et ne changerait rien à rien...

Comme en beaucoup d'autres circonstances, le maréchal, décidément dépourvu d'estomac, capitulait à l'avance devant l'ex-caporal. Lorsque, le

23 août, Guderian se présenta au G.Q.G., Halder le pressa d'obtenir du Führer la renonciation à son plan désastreux. Le coriace créateur des *panzers* n'avait aucun besoin d'être chapitré là-dessus, mais... mais il trouva Brauchitsch sur son chemin.

« Je vous interdis de soulever la question de Moscou avec le Führer, lui dit le maréchal. Ses ordres sont donnés et l'opération Leningrad doit être exécutée. Comment? Il reste à le trouver, c'est tout. Une nouvelle discussion ne rimerait à rien. »

Cependant, reçu par Hitler hors de la présence de Brauchitsch, Guderian désobéit et plaida aussi instamment qu'il put l'assaut immédiat contre Moscou.

« Hitler me laissa parler jusqu'au bout, rapporte-t-il, puis m'exposa en détail les motifs de son opposition : Besoin absolu des matières premières industrielles et des produits agricoles d'Ukraine. Besoin de *neutraliser* la Crimée, ce véritable *porte-avions soviétique* susceptible de servir à l'attaque des puits de pétrole de Roumanie, etc... etc... Mes généraux ne connaissent rien à l'aspect économique de la guerre, conclut-il. Mes ordres sont d'ores et déjà donnés. L'attaque de Kiev reste l'objectif immédiat et toutes les opérations doivent être conduites à cette fin. »

Pour la première fois, remarque Guderian, je fus témoin d'un spectacle qui allait me devenir familier. A chaque phrase du Führer, Keitel, Jodl et autres généraux présents opinaient religieusement du bonnet. Je demeurais seul contre tous (9).

En fait, Halder n'avait nullement opiné. A la suite d'une entrevue avec lui, le lendemain, à propos de son échec auprès du Führer, Guderian écrit : « A mon grand étonnement, j'ai trouvé Halder au bord de la dépression nerveuse et il prononça des accusations totalement injustifiées* . »

* La version donnée par Halder dans ses notes du 24 août est très différente. Il y traite Guderian de girouette et remarque qu'il est inutile de vouloir changer un tel caractère. Si,

comme le suggère Guderian il était, la veille, au bord de la dépression nerveuse, le ton agressif de ses notes prouve qu'il s'est promptement remis.

Depuis le début des hostilités, cette crise du haut commandement germanique fut la plus sévère. Mais l'adversité allait en provoquer d'autres, bien pires.

De l'aveu de Guderian, l'offensive de von Rundstedt rendue possible par les renforts d'infanterie et de blindés ramenés du front central fut une grande victoire tactique. Kiev tomba le 19 septembre** et, le 26, la bataille de Kiev s'achevait par l'encerclement et la capture de 665 000 prisonniers russes.

*** D'autres unités de la Wehrmacht s'étaient déjà avancées de 240 kilomètres au-delà.*

« La plus grande bataille de l'Histoire mondiale! » affirma Hitler. Pourtant, malgré cet incontestable succès, plusieurs généraux demeurèrent sceptiques sur sa valeur stratégique. Pendant deux mois, le groupe d'armées de von Bock dépouillé de ses unités blindées fut obligé de piétiner le long du fleuve Desna, un peu au-delà de Smolensk. De plus en plus, le temps pressait. Les pluies d'automne allaient bientôt transformer les routes de Russie en marécages et tout de suite après ce serait l'hiver, la neige, le froid inhumain...

A la longue, et de mauvaise grâce, Hitler se rendit aux instances conjuguées de Brauchitsch, Halder et von Bock. Il consentit à reprendre la marche sur Moscou. Trop tard, hélas! D'autre part, sa résolution arrêtée, il entendait arriver tout de suite au Kremlin :

« Mettez en mouvement le front central d'ici huit à dix jours », ordonne-t-il. « Impossible », répond Halder. Il promet alors à von Bock de lui rendre le groupe de blindés de Guderian, encore engagé en Ukraine, et de lui adjoindre le corps de chars de Reinhardt, en action autour de Leningrad. Tout cela prend du temps et les unités blindées ne seront ramenées, rééquipées, que fin septembre. Enfin, le 2 octobre, la grande offensive baptisée *Opération Typhon* se déclenche. Un vent de tempête, un cyclone destructeur allait assaillir Moscou et provoquer l'effondrement de l'Union Soviétique. « Encerchez-les! écrasez-les! anéantissez-les! » Vocifère le Führer.

Une fois de plus, la mégalomanie du despote nazi l'entraîne trop loin. S'emparer de Moscou avant l'hiver ne lui suffit pas. Il donne ordre au maréchal von Leeb d'accomplir *simultanément* trois missions : s'emparer de Leningrad, opérer la jonction avec les armées finlandaises et, poursuivant son avance, couper la ligne ferroviaire de Mourmansk. Ce n'est pas tout : toujours *en même temps*, il intime à von Rundstedt l'ordre de « nettoyer » la côte de la mer Noire, prendre Rostov, occuper les zones pétrolifères de Maïkop et pousser vers Stalingrad, afin de trancher le dernier lien de communication reliant Moscou au Caucase.

Von Rundstedt, lui, fait remarquer que ce programme implique une

avance de plus de 600 kilomètres au-delà du Dnieper et laisse son flanc gauche dangereusement découvert. « Les Russes sont incapables d'opposer une sérieuse résistance au sud », réplique l'ex-caporal. Von Rundstedt ne tardera pas à constater le contraire.

Conformément au plan prévu, la ruée allemande sur Moscou se déchaîna avec la soudaineté et la furie d'un typhon. En l'espace de quinze jours, dans ce que Blumentritt appelle une « Bataille de manuel stratégique », les Allemands encerclent deux armées soviétiques — entre Vyazma et Bryansk, — font 650 000 prisonniers, s'emparent de 5 000 canons et 1 200 chars. Le 20 octobre, l'avant-garde blindée de Guderian se trouve à 60 kilomètres de Moscou. Les ministères soviétiques et les ambassades étrangères sont évacués en hâte à Kouibychev, sur la Volga.

De l'hôpital où l'immobilise une clavicule fracturée à la suite d'une chute de cheval, Halder lui-même, malgré son habituelle pondération, prévoit qu'avec un peu d'audace, et si les conditions atmosphériques favorables se maintiennent, Moscou doit être pris avant l'hiver. Cependant, les pluies d'automne commencent à sévir et la *Rasputitza* — la saison de la boue — s'installe. La gigantesque machine motorisée doit ralentir son train et souvent faire halte. Les chars lourds, retirés de la bataille, sont employés à dégager les canons et les caissons de munitions embourbés. Les chaînes de remorque font défaut pour cette besogne et les avions de transport de la Luftwaffe, qui, pourtant, auraient mieux à faire, doivent larguer des rouleaux de câbles.

Le général Blumentritt, chef d'état-major de la IV^e armée commandée par von Kluge, décrit ainsi ces tribulations :

« Les fantassins pataugent, glissent, et tous les véhicules sur roues s'embourbent

jusqu'au moyeu. Chaque pièce d'artillerie doit être tirée par un attelage de plusieurs chevaux. Même les tracteurs à chenilles n'avancent que difficilement. Une grande partie de notre artillerie lourde est restée enlisée dans cet océan de boue gluante... L'état d'épuisement de nos troupes s'imagine sans peine (10)... »

Pour la première fois, les carnets d'Halder et les rapports des généraux laissent percer le doute, voire le découragement; la contagion gagne les combattants. « Alors que Moscou est presque en vue, avoue Blumentritt, le moral des officiers et des hommes commence à baisser. La résistance ennemie s'accroît et les combats deviennent plus féroces... Plusieurs de nos compagnies sont réduites à 60 ou 70 hommes. L'hiver vient à grands pas, et nous n'avons pas encore reçu d'équipements chauds... Derrière les lignes, les forêts et les marécages se peuplent de partisans dont l'action se fait durement sentir. A chaque instant, nos colonnes de ravitaillement sont attaquées. »

Le spectre de la Grande Armée commence à hanter les nuits des conquérants germaniques. Les généraux lisent et relisent les mémoires de Caulaincourt et son sinistre récit de la désastreuse campagne de Napoléon, prélude de sa chute.

Cependant, le 21 novembre, les colonnes blindées de von Kleist s'emparent de Rostov-sur-le-Don. « Les portes du Caucase nous sont ouvertes ! » proclame Goebbels, à son de trompe. Elles ne le resteront pas longtemps.

Le 26, l'Armée Rouge reprend Rostov, et les Allemands, attaqués à la fois sur deux flancs (sud et nord), battent en retraite précipitée jusqu'au Mius où, précédemment, von Rundstedt avait décidé d'établir son front d'hiver. Le recul représente 80 kilomètres.

Cette retraite de Rostov marqua une seconde croisée des chemins

dans l'histoire du Troisième Reich. Pour la première fois, l'armée allemande subissait une défaite de première grandeur. Nos déboires ont commencé à Rostov, déclarera plus tard le général Guderian. Nous y lûmes notre *Marte, Thecel, Phares*. Von Rundstedt paya de son commandement la retraite du Mius.

Alors que nous battions en retraite, expliqua-t-il au tribunal de Nuremberg, le Führer m'intima l'ordre de tenir bon : « Restez où vous êtes, ne reculez pas d'un pouce. » Je répondis : « Essayer de tenir est une folie. D'une part, mes troupes ne le peuvent plus. D'autre part, si elles ne se replient pas, elles seront anéanties. Annulez votre ordre ou trouvez un autre chef pour l'exécuter. » La réaction du Führer me fut transmise dans la nuit : « J'accède à votre requête et vous prie d'abandonner votre commandement. » Je rentrai alors en Allemagne (11)*.

* Ces événements — retraite du Mius, limogeage de Rundstedt — jetèrent le Führer dans un état d'« extrême exaltation » (groesste Aufregung). Il fit appeler Brauchitsch pour l'accabler de reproches et d'injures. Le même jour, Halder consigne dans son journal le chiffre des pertes allemandes depuis le début de la campagne, à l'exception des malades : 743 112 hommes, officiers et soldats, soit 23 pour 100 de la totalité des effectifs engagés dans l'Opération Barberousse (3 200 000 hommes). Le 1er décembre, von Rundstedt est remplacé par le général Reichenau, commandant la VI^e armée. Celle-ci, ramenée du front occidental, où elle avait pris part à l'invasion de la France, se trouvait alors en position critique. Par téléphone, Reichenau demande aussitôt au Führer l'autorisation de poursuivre la retraite. Hitler acquiesce. La situation demeure donc exactement au même point que la veille. Bilan de ces vingt-quatre heures : du temps gaspillé, des hommes sacrifiés et von Rundstedt perdu. D'autre part, la santé de Brauchitsch donne de graves inquiétudes. Terrassé une première fois par une crise cardiaque le 10 novembre, les secousses multiples qu'il vient de subir ont aggravé son état.

Bien que plusieurs généraux le contestent, cet entêtement maniaque du Führer à exiger que ses troupes tinssent bon, quel que fût le danger, sauva peut-être l'armée allemande d'une complète débâcle au cours des mois écrasants qui suivirent. Il conduisit néanmoins au désastre de Stalingrad et à la déroute finale.

Cet hiver-là, la neige et les températures sibériennes s'abattirent prématurément sur la Russie. Guderian note la première chute de neige dans la nuit du 6 octobre, à l'heure précise où s'amorçait la marche sur Moscou. Pour la seconde fois, de façon pressante, il demande l'envoi d'équipements chauds; avant tout des bottes épaisses et de grosses chaussettes de laine. Le 12 octobre, la neige tombe toujours. Le 3 novembre, la première vague des grands froids assaille les troupes. Le thermomètre descend à 12° au-dessous de zéro et, chaque jour, accélère sa chute. Le 12, il indique - 23°. L'absence de vêtements d'hiver devient tragique, cependant que le gel affecte les véhicules motorisés et les canons au même titre que les hommes.

« La glace nous crée des difficultés énormes, rapporte Guderian, car les crampons à glace et les cales des chenilles ne sont pas encore arrivés. Les chars ne démarrent qu'à condition d'allumer un feu sous le moteur. Le carburant gèle et l'huile se fige... Les mitrailleuses et les viseurs télescopiques deviennent inutilisables. Autre chose très grave : notre canon anti-chars de 37 mm s'avère inefficace contre le char lourd T 34 de l'Armée Rouge (12). Chaque régiment de la 112e division d'infanterie a déjà perdu une moyenne de 500 hommes atteints de graves gelures des membres. »

La panique s'empare des troupes et s'étend jusqu'à Bogorodsk. De toute la campagne de Russie, c'est la première fois que pareille chose se passe. Elle prouve que l'endurance de l'infanterie et ses capacités combatives sont à bout. Et pas seulement celles de l'infanterie : le 21 novembre, Guderian téléphone au Q.G. : « Mes hommes ont atteint la limite de leurs forces. » Ce dur à cuire, agressif, brutal, prend alors une décision humaine. Il va trouver von Bock, commandant du groupe central d'armées, et le prie de faire annuler les ordres du Führer, car « il ne voit

pas le moyen de les exécuter ».

Profondément déprimé, il écrit le même jour :

« Le froid intense, l'absence d'abris, la pénurie d'équipements chauds, les pertes écrasantes en hommes et en matériel, le problème du ravitaillement et des transports de carburant, tout cela transforme mon commandement en cauchemar et plus je vais, plus l'énorme fardeau de mes responsabilités m'accable (13). »

Rétrospectivement, il dira :

« Ceux-là seuls qui ont vécu cet abominable hiver de Russie, vu ces immensités sans limite ensevelies sous la neige, subi les *blizzards* sibériens qui les traversent et dont les rafales effacent tout sur leur passage; ceux qui pendant des heures et des heures ont marché à travers ce « no man's land » pour aboutir à un abri précaire; ceux qui harassés, mal vêtus, pétrifiés par le froid, à demi affamés, ont comparé leur sort à celui des soldats russes bien nourris, chaudement vêtus, équipés à fond pour une campagne d'hiver; ceux-là seuls, dis-je, ont le droit de juger ce qui se passa alors (14). »

Ce qui se passa, rappelons-le brièvement, non sans avoir mis l'accent là où il le faut. Si redoutable qu'ait été l'hiver russe de 1941, et étant donné que les troupes soviétiques y étaient, bien entendu, mieux préparées que leur ennemi, le facteur primordial et indiscutable de la défaite germanique fut la défense sauvage de l'Armée Rouge, son acharnement au combat et son indomptable volonté de vaincre. Les carnets d'Halder, les rapports des généraux en campagne nous en apportent le témoignage. Chaque page traduit la stupéfaction allemande devant l'ampleur et la violence des attaques et contre-attaques soviétiques ; aussi la consternation, voire le désespoir que font naître les revers et les lourdes pertes de la Wehrmacht.

Les généraux nazis n'arrivaient pas à comprendre comment, étant

donné la nature de leur régime tyrannique et les effets catastrophiques du premier coup de massue, les Russes ne se soient pas effondrés comme les Français et quelques autres nations le firent avec infiniment moins d'excuses.

« A notre grande surprise et à notre désappointement, écrit Blumentritt sur le mode sarcastique, nous avons constaté, entre octobre et novembre, que ces *Bolcheviks* vaincus ignoraient absolument qu'ils avaient cessé d'exister en tant que puissance militaire. »

Les propos tenus à Guderian par un vieux général tsariste mis à la retraite sont également significatifs :

Si vous étiez venus il y a vingt ans, déclara-t-il au créateur des *panzers*, nous vous aurions accueillis à bras ouverts. Aujourd'hui il est trop tard. A peine commençons-nous à nous remettre sur pied que vous nous rejetez de vingt ans en arrière et nous obligez à repartir de zéro, mais depuis lors les temps ont bien changé. A présent nous combattons pour la patrie russe et cette cause-là nous trouvera toujours unis comme un seul homme (15)...

A la fin de novembre, à travers les tornades de neige et par une température de moins 30°, Moscou apparut enfin « à portée de la main », s'imaginent Hitler et ses généraux. De trois côtés, par le nord, le sud et l'ouest, 40 à 50 kilomètres seulement séparent les armées allemandes de la capitale soviétique. Dans son lointain Q.G. de Prusse-Orientale, le Führer, penché sur les cartes d'état-major, prétend que cette distance n'en est pas une. Après une marche de 800 kilomètres, que signifie ce dernier petit bout de chemin? « Encore une foulée, dit-il à Jodl, le 22 novembre, et ce sera le triomphe. »

Téléphonant ce même jour à Halder, von Bock compare ce qu'il croit être l'ultime coup de collier de la campagne de Russie à la bataille de la

Marne, où le dernier bataillon jeté dans la mêlée arracha la victoire.

« Malgré le raidissement de la résistance soviétique, l'objectif devient accessible », ajoute-t-il, et, le 30 novembre, il joue à son tour le tout pour le tout. L'heure « H » est fixée pour le lendemain 1er décembre. La plus colossale armada blindée jamais rassemblée sur un seul front se met alors en marche. Du nord au sud, le IV^e groupe de chars du général Hoepner, et le III^e groupe du général Hermann Hoth. Du sud au nord, la II^e armée blindée du général Guderian; au centre, exerçant sa poussée vers l'est, à travers les forêts entourant Moscou, la puissante IV^e armée de von Kluge.

Le 2 décembre, un bataillon de reconnaissance de la 258^e division d'infanterie pénètre dans Khimki, banlieue de Moscou, en vue des coupoles du Kremlin! Il en est balayé le lendemain matin par quelques chars lourds et une force armée hétéroclite, composée de travailleurs d'usines mobilisés en hâte. Les Allemands n'approcheront jamais davantage de Moscou. Leur premier coup d'oeil sur le Kremlin fut aussi le dernier.

Déjà, dans la soirée du 1er décembre, von Bock, supplicié par des crampes d'estomac, avait averti Halder que « ses troupes exténuées fléchissaient, ce qui le mettait dans l'impossibilité de poursuivre l'action ». Halder s'efforça de le reconforter. « Nous devons essayer, dit-il, d'abattre l'ennemi avec les dernières forces dont nous disposons. Si cela se révèle impossible, nous prendrons de nouvelles dispositions. » Le 2 décembre, il note laconiquement : « La résistance ennemie atteint son paroxysme. » Le 3, von Bock lui téléphone une seconde fois : « Les avant-gardes de la IV^e armée ont dû se replier, car les unités de flanc ne peuvent plus progresser... Le moment approche où mes soldats succomberont. »

Quand, pour la première fois, von Bock suggère de passer à la défensive, Halder riposte : « La meilleure défense est de s'en tenir à l'attaque. »

Plus facile à dire qu'à faire, certes! Le 4 décembre, le froid atteint 35° au-dessous de zéro. Le lendemain, - 38°. Guderian, dont la IIe armée blindée vient d'échouer dans son assaut par le sud, annonce que le gel immobilise ses chars. Au nord de Tula, ses arrières sont menacés, également ses flancs droit et gauche.

Le 5 décembre marque une date critique entre toutes. Tout le long du front semi-circulaire de 320 kilomètres qui enserre Moscou la Wehrmacht est arrêtée. Non seulement arrêtée, mais refoulée, annonce Guderian à von Bock. De son côté, ce dernier avertit Halder que « ses troupes ont atteint la limite de l'endurance ». Brauchitsch, au bord du désespoir, prie le chef de l'état-major général de le libérer de son commandement. Jour noir et amer pour les généraux du Reich!

« C'est la première fois, écrivit plus tard Guderian, que je me vis contraint de prendre une telle décision* et nulle ne me fût plus dure. L'attaque de Moscou a échoué, l'endurance et les sacrifices de nos braves soldats ont été vains. Nous avons essuyé une très grave défaite (16). »

* *Le repli de ses colonnes blindées.*

Ce soir-là, au P.C. de la IVe armée de von Kluge, Blumentritt comprend que l'heure cruciale vient de sonner. « A la toute dernière minute, écrira-t-il plus tard, notre espoir de vaincre la Russie en 1941 s'est écroulé. »

Le 6 décembre, le général Georgi Joukov, qui, depuis six semaines, remplace le maréchal Timochenko au commandement du front central, assène à la Wehrmacht un coup magistral sur toute la longueur du front de Moscou (320 kilomètres). Il met en mouvement 7 armées et 2 corps de cavalerie — en tout 100 divisions — composés de troupes fraîches ou déjà aguerries, remarquablement équipées et entraînées à combattre dans la neige par des températures polaires. Une gigantesque masse de forces, dont Hitler et ses chefs ne soupçonnaient même pas l'existence : infanterie, cavalerie, artillerie, blindés, aviation, se déchaîne d'un seul coup avec une puissance et une furie irrésistibles. De ce choc, l'armée allemande et le Reich ne se relèveront jamais complètement.

A plusieurs reprises, durant les dernières semaines de ce décembre mortel et les premiers jours de janvier 1942, les armées allemandes battues, refoulées, sur un front sans cesse percé par les Russes, semblèrent condamnées au même sort que la Grande Armée napoléonienne, cent trente ans auparavant. A certains stades des combats, il s'en fallut d'un cheveu.

Peut-être la volonté de granit d'Hitler et sa rigueur inhumaine épargnèrent-elles aux armées du Troisième Reich une débâcle totale? Plus certainement, la bravoure du soldat allemand. Quoi qu'il en soit, les armées soviétiques, débordées pour un temps, témoignent tout à coup d'une redoutable vigueur. Moscou n'est pas conquis, ni Leningrad, ni Stalingrad, ni le Caucase (et son pétrole), cependant qu'entre l'U.R.S.S., l'Amérique et la Grande-Bretagne les portes demeurent ouvertes.

Après deux ans de victoires ininterrompues, les armées hitlériennes doivent baisser pavillon devant une puissance supérieure. Ce n'est pas

tout : « Le mythe de l'invincibilité germanique est renversé », écrit Halder. Il voyait juste. Les armées allemandes remporteront, il est vrai, de nouvelles victoires au cours des mois d'été, mais jamais le mythe ne ressuscitera. La puissance d'Hitler, alors à son apogée, va petit à petit s'effriter et tomber en poussière sous les coups des nations qu'il avait voulu asservir.

Fin décembre, tandis que sur les plaines glacées et le long des routes bloquées par des murailles de neige les armées du Reich tournent bride, refoulées par la contre-offensive soviétique, un impitoyable jeu de massacre se déroule dans les rangs du haut commandement et des généraux en campagne de la Wehrmacht. Le maréchal von Rundstedt, ainsi que nous le savons déjà, est relevé de son commandement pour avoir osé battre en retraite à Rostov. Von Bock, accablé par ses maux d'estomac, est remplacé le 18 décembre par le maréchal von Kluge, commandant de la IV^e armée, décimée et balayée une fois pour toutes des parages de Moscou. Guderian lui-même, le prestigieux Guderian, créateur des armées blindées qui devaient révolutionner la guerre moderne, est cassé le jour même de Noël, pour avoir commandé un repli de ses *panzers* sans demander l'avis du Tout-Puissant.

Le général Hoepner, brillant commandant de chars, est brutalement congédié pour la même raison (repli de son armée devant Moscou), dépouillé de ses galons avec interdiction de porter désormais l'uniforme. Le général Hans von Sponeck, décoré de la Croix de fer de 1^{re} classe pour avoir dirigé avec brio l'invasion des Pays-Bas par les troupes aéroportées, est traduit en conseil de guerre, dégradé, emprisonné, et, sur les instances du Führer, condamné à mort*. Son crime ? Au cours des opérations de

Crimée, il avait ordonné le repli d'une de ses divisions prise à revers par l'Armée Rouge surgie par la mer.

** Il ne fut exécuté qu'en juillet 1944, à la suite du complot contre Hitler, auquel il n'avait aucunement participé.*

Le servile maréchal Keitel, lui-même, n'échappa que de justesse à l'épuration du haut commandement. Dès les premiers jours de décembre, une lueur de bon sens l'avait fait conclure à l'urgence d'un repli général autour de Moscou; cela pour éviter un désastre bien pire. Lorsque, prenant son courage à deux mains, il osa exprimer cette opinion au Führer, celui-ci le cravacha d'invectives vociférantes, dont le qualificatif « ramolli » (parmi les plus anodines), et le jeta à la porte.

Quelques minutes plus tard, Jodl découvrit le malheureux chef de l'état-major de l'O.K.W. en train de rédiger sa démission, son revolver d'ordonnance posé à côté de lui. Il confisqua prestement l'arme et persuada Keitel — à vrai dire sans beaucoup de mal — de jeter sa démission au panier et de continuer à encaisser les insultes du Führer, ce qu'il fit avec une surprenante endurance jusqu'à l'écroulement final (17).

Écartelé entre la volonté du Führer exigeant des victoires à jet continu et ses armées devenues incapables d'exécuter ce programme, von Brauchitsch, atteint d'autre part d'une sévère affection cardiaque, résolut de se démettre de son commandement. A son retour d'une inspection du front nord, Halder le trouva déprimé au possible, dit-il, et ajoute : « Il ne voit aucun moyen de sauver l'armée de sa position désespérée. » Le 7 décembre, au bout de son rouleau, Brauchitsch demande au Führer de le relever de son commandement. Le 19, c'est chose faite.

Ce que le Führer pensait de l'homme qu'il avait placé lui-même à la tête de la Wehrmacht, le journal de Goebbels nous l'apprend en termes non équivoques : « Le Führer n'éprouve que du mépris envers Brauchitsch, qu'il traite de capon vaniteux et de crétin (18). » A ses intimes, Hitler déclare : « Brauchitsch est un polichinelle, non un soldat. S'il était resté à son poste quelques semaines de plus, nous allions à la catastrophe (19). »

Qui va remplacer Brauchitsch? Les milieux militaires s'interrogent et les spéculations vont bon train, aussi erronées que lors de la succession de Hindenburg. En effet, le 19 décembre, coup de théâtre : Hitler annonce au général Halder qu'il prend lui-même le commandement suprême des forces armées du Reich. S'il le désire, Halder peut conserver ses fonctions... Il ne demande que cela, bien sûr. Dorénavant, le dictateur régira personnellement l'armée comme il régit déjà presque tout le reste en Allemagne.

« Les petites besognes courantes du commandement opérationnel, n'importe qui peut s'en charger, dit-il. Le rôle du chef militaire suprême est de dresser ses armées selon l'idéal national socialiste. Aucun de mes généraux n'est capable de le remplir comme je veux qu'il le soit. En conséquence, j'ai décidé de prendre la barre moi-même (20). »

Ainsi donc, le triomphe d'Hitler sur les officiers de la vieille école prussienne est complet. L'ex-caporal autrichien est à présent le maître omnipotent du Reich, ministre de la Guerre, chef suprême des trois armes. Les généraux ne sont plus que les exécutants d'une stratégie orchestrée par le Führer et les distributeurs automatiques de ses volontés. Bientôt, le despote mégalomane ira encore plus loin. Il s'attribuera un pouvoir que, de mémoire d'homme, aucun empereur germanique, roi, ou président de république n'a détenu jusque-là.

Le 26 avril 1942, le Reichstag, qui n'est plus qu'un bureau d'enregistrement, promulgue une loi conférant à Hitler un pouvoir absolu de vie et de mort sur n'importe quel citoyen allemand, et abrogeant du même coup toute disposition allant à l'encontre de cette énormité. Il faut avoir lu le document ci-dessous pour y croire :

« ... Dans le conflit actuel dont l'enjeu est l'existence ou l'anéantissement du peuple allemand, le Führer doit posséder tous les droits qu'il requiert en vue de poursuivre la lutte et de parachever la victoire. En conséquence, affranchi de l'observation des lois et des règlements en vigueur jusqu'ici et en sa qualité de chef unique de la nation, chef du Parti national socialiste, chef suprême des forces armées, maître du pouvoir exécutif, ministre souverain de la justice, le Führer est en droit de contraindre, le cas échéant, et par tous les moyens dont il dispose, n'importe quel citoyen allemand, officier ou simple soldat, haut fonctionnaire ou employé subalterne, juge et magistrat, ouvrier et employé, à l'accomplissement de son devoir. En cas de violation de ce devoir, le Führer est habilité, après un consciencieux examen de chaque cas, sans égard à de soi-disant droits, à destituer le coupable de son rang, de son poste ou de ses fonctions et à décréter son châtiment sans avoir recours à une procédure préalable (21). »

Jamais, même aux temps les plus reculés de la barbarie tribale, un Germain ne s'était arrogé un pouvoir despotique d'une telle ampleur. Déjà chef suprême des armées et, à présent, maître absolu de la nation allemande, Hitler s'employa à freiner impitoyablement la retraite de ses troupes et à interdire le moindre pas en arrière, à travers les plaines glacées, les neiges meurtrières où s'engloutit la Grande Armée. Cette tactique inexorable épargna-t-elle un désastre plus complet ?

Ou ajouta-t-elle au contraire à l'hécatombe ? Les généraux allemands débattirent âprement et longuement la question sans se mettre d'accord. Beaucoup affirmèrent que, s'ils avaient eu la liberté d'abandonner des

positions devenues intenable et perdues d'avance, ils auraient sauvé la vie de milliers de soldats, un matériel colossal et, d'autre part, se seraient trouvés en meilleure posture pour se regrouper, voire contre-attaquer. Alors qu'une retraite exécutée à temps aurait prévenu le massacre ou la capture de divisions entières, l'obéissance aux ordres du Führer coûta à la Wehrmacht un prix exorbitant. L'opinion adverse est résumée par Blumentritt :

« L'acharnement fanatique du Führer, sa volonté irréductible, imposée aux troupes, de se maintenir sur leurs positions coûte que coûte, fut sans conteste un facteur salubre. Hitler comprenait d'instinct que tout recul à travers ces déserts de neige et de glace aurait entraîné l'effritement du front et, partant, une déroute comparable à celle de la Grande Armée... Une retraite ne pouvait être effectuée qu'à travers le terrain découvert, puisque la neige bloquait routes et chemins. Au bout de quelques jours, les hommes exténués se seraient tout bonnement couchés sur le sol en attendant la mort. En arrière du front, il n'existait d'ailleurs aucune position de repli ni une ligne quelconque sur laquelle nous aurions pu nous maintenir (22). »

Le général von Tippelskirch exprima le même avis :

« Ce maintien inflexible de nos troupes sur leurs positions fut en vérité une des grandes réussites d'Hitler. En ces jours sinistres, les soldats allemands ne se souvenaient que trop de ce qu'ils avaient appris de la retraite des armées napoléoniennes dans les mêmes conditions, et cette image les hantait. N'importe quelle volte-face se serait muée en sauve-qui-peut (23). »

En fait, la panique sévissait déjà, non seulement sur le front mais à l'arrière, aux Q.G. des états-majors. Les notes elliptiques d'Halder, jetées au jour le jour sur ses carnets, nous en offrent un aperçu :

25 décembre 1941 : journée très dure...

29 décembre 1941 : autre journée critique... conversation dramatique entre le Führer et Kluge. Führer interdit repli de l'aile nord de IV^e armée. Crise sérieuse dans IX^e armée, où les généraux ont visiblement perdu la tête. Midi : appel angoissé de Kluge. IX^e armée souhaite se replier en arrière de Rjew...

2 janvier 1942 : journée de combats sauvages... graves remous dans IV^e et IX^e armées... Une trouée de l'Armée Rouge au nord de Maloyaroslavets démantèle notre front. Il est difficile pour le moment d'imaginer comment le reconstituer... La situation oblige Kluge à proposer un recul général. Discussion houleuse avec le Führer, qui ne cède pas : « Le front restera où il est quelles que soient les conséquences... »

3 janvier 1942 : situation de plus en plus critique, du fait de la trouée russe entre Maloyaroslavets et Borovsk. Le front nord s'émiette. Kuebler* et von Bock demandent instamment la permission de se replier. Nouvelle scène dramatique : le Führer accuse les généraux de manquer de cran en face des décisions qui s'imposent. (Quelles troupes auraient été capables de tenir bon par 36° au-dessous de zéro ?) Conclusion du Führer : il se réserve de décider, lui seul, si un nouveau repli est nécessaire.

* Le général Kuebler prit le commandement de la IV^e armée le 26 décembre en remplacement de Kluge. Cet officier pourtant aguerri et coriace ne tint que trois semaines et, à son tour, fut remplacé par le général Henrici.

Certes, Hitler pouvait obliger les troupes allemandes à tenir bon, mais il n'était pas plus capable d'enrayer l'avance soviétique que de faire reculer la marée de l'océan. Dans une heure de panique, certains officiers du haut commandement suggérèrent l'emploi de gaz asphyxiants, entre autres le colonel Ochsner, note Halder le 7 janvier. Le froid mit-il obstacle à ce projet ? C'est possible. Toujours est-il qu'il tomba à l'eau.

8 janvier : jour très critique, note Halder. La percée soviétique à Sukinichi (sud-ouest de Moscou) rend la position de la IV^e armée intenable. Pendu au téléphone du matin au soir, Kluge conjure Hitler de consentir au recul du front.

A la tombée de la nuit, l'ex-caporal lui accorde de mauvaise grâce la

permission de se replier « pas à pas » afin de protéger ses communications.

Pas à pas? Non : au pas de course, par la faute de l'Armée Rouge, qui accélère ses poussées, ses percées et ses encerclements. A la fin février, les troupes allemandes, qui avaient reçu de leur Führer la promesse de célébrer Noël au Kremlin, s'en étaient éloignées de 120 à 300 kilomètres. Le bilan de « l'équipée russe » établi le 28 février par Halder est instructif. Total des pertes en hommes : 1 005 636, soit 31 pour 100 des effectifs engagés. Tués : 202 251. Blessés : 725 642, plus de 112 627 cas de gelures des membres. Disparus : 46 511. Les pertes subies en Russie par les Italiens, Roumains et Hongrois ne sont pas comprises dans ce sinistre relevé.

Au début du printemps, une accalmie se produisit sur l'ensemble des lignes, et les Allemands reçurent des renforts d'artillerie et de blindés qui allaient leur permettre de reprendre l'offensive, au moins dans certains secteurs. Mais jamais plus ils ne retrouvèrent la force d'attaquer sur toute la longueur de l'immense front de bataille. L'amer tribut de la campagne d'hiver et, par-dessus tout, la contre-offensive de Joukov anéantissaient cet espoir.

Les documents saisis en 1944 nous prouvent qu'Hitler savait depuis longtemps la partie perdue. La Russie ne serait conquise ni en six mois, ni jamais. Alors que ses armées se trouvaient aux portes de Moscou, il avait déjà abandonné l'espoir de l'abattre avant 1942 et élaborait de nouveaux plans pour l'année suivante. Halder les résume brièvement :

« Objectifs 1942 : tout d'abord le Caucase et la frontière russe méridionale. Époque : de mars à avril. Au nord, après l'achèvement de la campagne 1941 : Vologda ou Gorki*, mais seulement à la fin de mai. J'envisage aussi d'autres objectifs. La capacité de nos voies ferrées

décidera. La construction d'un « mur oriental » reste également à examiner. »

* *Vologda, située à 480 kilomètres au nord-est de Moscou, commandait la ligne ferroviaire d'Arkhangelsk. Gorki se trouve à la même distance, mais à l'est.*

A quoi bon un mur oriental si l'Union Soviétique est vaincue, se demande Halder, logique. J'ai l'impression, ajoute-t-il, que le Führer ne croit plus à la défaite des Russes; pas davantage à la nôtre, ce qui nous mènera à une paix de compromis.

Le rappel à la réalité dut être sévère pour le conquérant nazi, qui, le 3 octobre, lançait sa solennelle proclamation au peuple allemand : « Je déclare aujourd'hui sans aucune réserve que notre ennemi de l'Est est vaincu et ne se relèvera jamais! »

Entre-temps, de l'autre côté du globe, se passait un événement qui transforma la guerre européenne en guerre mondiale, et, bien qu'il l'ignorât encore, allait sceller le destin d'Hitler et celui du Troisième Reich : le 7 décembre, les bombardiers japonais attaquaient Pearl Harbour...

En toute hâte, le Führer quitta la « Tanière du Loup », son G.Q.G. de Prusse-Orientale, pour regagner Berlin. Le moment était venu de tenir — ou de trahir — sa promesse secrète au Japon.

L'HEURE DES ÉTATS-UNIS

LA promesse téméraire faite au Japon datait du printemps de 1941, époque des conversations entre Hitler et Yosuke Matsuoka, ministre des Affaires étrangères nippon, pro-nazi convaincu. Les procès-verbaux de ces conversations nous permettent de suivre le processus d'un autre faux calcul du Führer, celui-là monumental. Ces documents, et d'autres de la même période, mettent en relief de façon saisissante l'ignorance d'Hitler, l'orgueilleuse suffisance de Gœring et la stupidité de Ribbentrop, tous trois incapables de jauger la puissance militaire des États-Unis. Ignorance, orgueil, stupidité qui allaient entraîner l'erreur déjà commise par Guillaume II, Hindenburg et Ludendorff, vingt-huit ans plus tôt.

La politique d'Hitler à l'égard des États-Unis témoigne d'un singulier illogisme. N'éprouvant que du mépris pour leurs prouesses militaires, il s'ingénie pendant deux ans à les garder à l'écart du conflit. L'ambassade du Reich à Washington s'y employa par tous les moyens, y compris une tentative de corruption des membres du Congrès, des subventions à la presse et l'appui massif apporté au comité pro-isolationniste « Amérique d'abord ».

Les propos tenus par Hitler dans le privé trahissent cependant une certaine clairvoyance. Tant que Roosevelt occuperait la Maison-Blanche, l'Amérique, il s'en rendait parfaitement compte, mettrait obstacle à son grandiose programme d'hégémonie mondiale et de découpage de la planète entre les puissances de la Triplice. Il fallait donc la liquider, et même «

impitoyablement ». Pas tout de suite cependant. Une nation à la fois, tel est le secret de la réussite. L'heure de l'Amérique viendrait. Mais pas avant la liquidation de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. Appuyée par le Japon et l'Italie, l'Allemagne s'occuperait alors de ces parvenus d'Américains qui, restés seuls et isolés, succomberaient sans peine à l'assaut victorieux de l'Axe.

Le Japon représentait l'atout maître dans le jeu que menait Hitler pour prolonger la non-belligérance des États-Unis jusqu'à ce qu'il fût prêt à leur tomber dessus. Autrement dit, la menace japonaise pouvait empêcher l'Amérique de se lancer dans le conflit européen ainsi qu'elle l'avait fait en 1917 (1). Ribbentrop n'avait pas manqué d'expliquer tout cela à Mussolini lors de leurs conversations du 11 mars 1940.

Au début de 1941, Hitler et Ribbentrop étaient extrêmement désireux d'entraîner le Japon dans la guerre; non contre les États-Unis, pas davantage contre l'Union Soviétique à la veille de l'agression allemande, mais contre la Grande-Bretagne entêtée à ne pas s'avouer vaincue. Le 23 février, Ribbentrop, installé dans son domaine autrichien (confisqué à son profit) de Fuschl, près de Salzbourg, recevait le fougueux et colérique ambassadeur nippon, le général Hiroshi Oshima, dont le pro-nazisme échevelé impressionna souvent l'auteur de ces pages.

Bien que la guerre soit d'ores et déjà gagnée, apprit Ribbentrop à son invité, il est souhaitable que, « dans son propre intérêt, le Japon entre en guerre le plus tôt possible » et s'empare des possessions britanniques en Extrême-Orient.

L'intervention brusquée des Japonais ne manquera pas d'écarter les États-Unis du conflit. Même dans le cas contraire, continua Ribbentrop, la victoire finale de l'Axe ne sera

aucunement compromise. La flotte japonaise vaincra sans difficulté la flotte américaine et la chute simultanée de l'Angleterre et des États-Unis précipitera la fin des hostilités. Dans leurs négociations avec Washington, les Japonais doivent donc parler net et faire montre de fermeté, seule attitude susceptible de maintenir les États-Unis hors du conflit.

Le peuple américain... n'est pas disposé à sacrifier une seconde fois ses fils et se montre hostile à l'aventure dans laquelle Roosevelt et les Juifs, meneurs de jeu, veulent l'entraîner. Notre politique vis-à-vis des États-Unis doit être empreinte d'une grande fermeté...

Ribbentrop présenta ensuite un autre argument, celui-là même qui tomba si lamentablement à plat avec le Caudillo.

« S'il arrivait que l'Allemagne fléchisse, dit-il, le Japon aurait aussitôt à faire face à une coalition mondiale. Berlin et Tokyo sont logés à la même enseigne, et le destin des deux pays se joue en ce moment pour des siècles... La défaite de l'Allemagne entraînerait l'écroulement du régime impérialiste japonais (2). »

Afin de familiariser les chefs militaires et les hauts fonctionnaires de la Wilhelmstrasse avec sa nouvelle politique, Hitler émit le 5 mars 1941 une directive confidentielle concernant la collaboration allemande avec le Japon (3).

« *Le but initial* de cette collaboration basée sur l'accord tripartite est de pousser le Japon à *prendre d'actives mesures en Extrême-Orient**. Mesures qui provoqueront l'immobilisation d'importantes forces armées britanniques tandis que le centre de gravité des intérêts américains se déplacera vers le Pacifique... »

* *Passages soulignés par Hitler.*

« *L'objectif commun* de l'Allemagne et du Japon doit être d'abattre l'Angleterre sans délai et, par là, de prévenir l'entrée en guerre des États-Unis. »

« *La prise de Singapour*, position-clé de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, constituera un facteur décisif de victoire dans la conduite de la guerre par les puissances de

Par la bouche de Ribbentrop, Hitler presse aussi le Japon de s'emparer d'autres bases navales britanniques et, « si l'entrée en guerre des États-Unis ne peut être évitée », de bases américaines. Il enjoint en outre à son ministre de laisser totalement ignorer aux Japonais l'existence de *l'Opération Barberousse*. Pas plus que l'allié italien, l'allié nippon, mobilisé au service des ambitions d'Hitler, n'est admis à partager le secret de sa prochaine agression.

Le 18 mars, une conférence extraordinaire réunit Hitler, Keitel, Jodl et le grand amiral Raeder. Ce dernier est pressant. « L'heure est venue d'attaquer Singapour, dit-il. Jamais les conditions favorables réunies aujourd'hui ne se retrouveront, à savoir : immobilisation de la totalité de la flotte britannique, impréparation de l'Amérique et infériorité de sa flotte en regard de celle du Japon ». La prise de Singapour « résoudra tous les problèmes asiatiques regardant les États-Unis et la Grande-Bretagne » et, s'il le souhaite, permettra au Japon d'éviter un conflit avec l'Amérique.

Il y a néanmoins un hic, admit l'amiral (on voit d'ici Hitler froncer les sourcils) : d'après les renseignements recueillis par la Kriegsmarine, le Japon exigerait une condition préalable à son action contre la Grande-Bretagne : un débarquement des troupes allemandes sur le sol de l'Angleterre. Le procès-verbal des conciliabules du 18 mars ne fait pas mention de la réaction du Führer à ce hic ! Raeder savait certainement que le chef suprême avait renoncé à tout espoir d'envahir l'Angleterre, du moins pour un temps. Il est donc probable qu'il n'insista pas. Une autre question soulevée par l'amiral demeura sans réponse : il serait sage, dit-il, d'informer Matsuoka de vos desseins concernant la Russie (4). Que

répondit Hitler? Nous l'ignorons.

Le ministre nippon était alors en route pour Berlin, via la Sibérie et Moscou, « semant de belliqueuses déclarations pro-nazies tout le long du chemin* ».

* *Cordell Hull, secrétaire d'État américain, émit cette réflexion à l'adresse de l'amiral Nomura, ambassadeur du Japon à Washington, en présence de Roosevelt. Matsuoka est un ambitieux politique, répliqua Nomura, Ses professions de foi sonores sont par-dessus tout destinées à la consommation japonaise. (Mémoires de Cordell Hull, tome II, pp. 900-901.)*

Son arrivée dans la capitale allemande, le 26 mars, coïncida fâcheusement avec le coup d'État yougoslave, qui provoqua le renversement du gouvernement pro-nazi. Hitler, accaparé par les préparatifs du châtiment à infliger à cette nation turbulente, ne put recevoir Matsuoka que le lendemain après-midi. Entretemps, Ribbentrop prit sa place et pour la énième fois fit tourner le vieux disque réservé à de tels visiteurs en de telles occasions, et y ajouta quelques couplets encore plus imbéciles que de coutume. Le fringant petit Nippon ne put placer un seul mot. L'interminable procès-verbal rédigé par Schmidt ne nous laisse aucun doute là-dessus (5).

« L'Axe a déjà définitivement gagné la guerre. La capitulation de l'Angleterre n'est plus qu'une question de jours », récita Ribbentrop tout d'une haleine, puis il pressa le Japon « d'attaquer Singapour sans délai, car la perte « de cette position-clef sera un élément décisif dans l'effondrement de la Grande-Bretagne ».

Le minuscule interlocuteur japonais ne releva pas la contradiction. « Assis en face de nous, écrit l'interprète, il écoutait, le visage indéchiffrable, sans trahir, ne fût-ce que par un battement de paupière, les sentiments que

durent lui inspirer ces propos incohérents (6). »

Ribbentrop entama ensuite le couplet américain :

Si le président Roosevelt n'avait pas entretenu les espoirs de Churchill... il n'est pas douteux que la Grande-Bretagne aurait abandonné la partie depuis longtemps. L'objet initial du Pacte Tripartite est d'effrayer l'Amérique... et de l'écarter du conflit... Il faut, par tous les moyens, l'empêcher de prendre une part directe à la guerre européenne et d'apporter à l'Angleterre un appui trop effectif... La prise de Singapour la fera sans nul doute se tenir tranquille. Envoyer sa flotte dans les eaux japonaises lui ferait courir de trop grands risques... Roosevelt se trouverait dans une position très difficile...

Malgré l'interdiction du Führer, Ribbentrop laissa échapper à l'adresse de Matsuoka plusieurs allusions transparentes à l'imminente attaque contre la Russie; par exemple : « Nos relations avec l'Union Soviétique sont courtoises, mais rien moins qu'amicales... Si la Russie nous menace, le Führer l'anéantira... Si un conflit germano-soviétique a lieu, la Russie aura cessé d'exister avant six mois. »

Matsuoka finit par tiquer et manifesta quelque alarme, rapporte Schmidt; sur quoi Ribbentrop l'assura qu'à son avis « Staline s'abstiendrait de poursuivre son imprudente politique ».

Arrivé là, Ribbentrop fut appelé auprès d'Hitler, toujours aux prises avec le problème yougoslave, et le déjeuner officiel auquel il avait convié l'éminent visiteur eut lieu sans lui. Dans l'après-midi, après avoir décrété l'extermination d'un nouveau pays — la Yougoslavie — le Führer entreprit le siège du ministre japonais. Le disque se remit à tourner : « L'Angleterre a perdu la guerre. Sa capitulation n'est plus qu'une question de jours, etc., etc. (voir plus haut). Toutefois, elle se raccroche à deux brins d'herbe : la Russie et l'Amérique, etc. » Au sujet de la Russie, Hitler se montra plus

circonspect que Ribbentrop. « Je ne crois pas, dit-il, au danger d'une guerre germano-russe. Comment l'Armée Rouge oserait-elle se mesurer aux 170 divisions de la Wehrmacht? »

L'Amérique? Elle a le choix entre trois solutions : s'armer elle-même; aider l'Angleterre; faire la guerre ailleurs que sur le front européen. Si elle aide l'Angleterre, elle ne pourra plus s'armer. Si elle l'abandonne, celle-ci sera détruite et l'Amérique se trouvera isolée en face des trois puissances coalisées de l'Axe. Faire la guerre sur un autre front? En aucun cas, l'Amérique n'en est capable.

Par conséquent, conclut le Führer, jamais le Japon ne trouvera plus belle occasion de porter ses coups dans le Pacifique. Et, appuyant à fond sur la pédale : « Un tel moment ne reviendra jamais. Il est unique dans l'Histoire! »

Matsuoka opina, mais fit observer qu'il ne « gouvernait malheureusement pas l'empire du Mikado et que, pour le moment, il ne pouvait prendre d'engagement en son nom... »

Hitler, lui, en sa qualité de dictateur absolu pouvait prendre n'importe quel engagement sans en référer à qui que ce fût.

C'est ce qu'il fit spontanément au retour à Berlin de Matsuoka qui venait de rendre visite au Duce*.

* *L'Amérique est l'ennemi n° 1, lui avait assuré Mussolini. L'Union Soviétique vient au second rang.*

Cette seconde entrevue, à neuf jours de distance de la première, eut lieu la veille de l'agression hitlérienne contre deux innocentes nations, la Grèce et la Yougoslavie. Le Führer, assoiffé de vengeance et de nouvelles

conquêtes, se montra d'humeur belliqueuse. Alors qu'il juge la guerre avec l'Amérique « indésirable », il déclare, la minute suivante, que « ses projets en tiennent compte ». Il a piètre opinion de la puissance militaire américaine, de tout ce qui est américain, et l'exprime sans ambages.

La conception incongrue qu'il se forge des États-Unis (il a fini par prendre au sérieux sa propre propagande) s'exprime dans les propos tenus à Mussolini en août 1941. « Le Führer, rapporte Ciano, prononça un virulent réquisitoire contre la clique juive dont s'entoure Roosevelt et qui exploite le peuple américain. Pour rien au monde il ne voudrait vivre dans ce pays, dont l'idéal s'incarne dans le plus vénal commercialisme et qui ignore les hautes expressions de l'esprit humain telles que la musique** »

** *Documents diplomatiques du comte Ciano pp. 449-52.*

Mais revenons au 4 avril : L'Allemagne a pris ses dispositions pour qu'aucun Américain ne débarque en Europe, assure le Führer à Matsuoka. Ses sous-marins, ses navires et sa Luftwaffe combattront vigoureusement l'Amérique et, grâce à sa plus grande expérience de la guerre... seront pour elle des adversaires redoutables... sans parler de la supériorité indiscutable des guerriers allemands. Cette rodomontade conduira le dictateur nazi à la fatale promesse consignée dans le procès-verbal de Schmidt. « *Au cas où le Japon entrerait en conflit armé avec les États-Unis, l'Allemagne prendra immédiatement les mesures nécessaires* », déclare Hitler.

Matsuoka ne saisit pas tout de suite le sens des paroles d'Hitler. Celui-ci met alors les points sur les i : « En cas de conflit armé entre l'Amérique et le Japon, l'Allemagne y prendra part immédiatement. » Le dictateur nazi paiera cher cet engagement téméraire; plus cher encore sa

tricherie envers le Japon, c'est-à-dire son silence sur *l'Opération Barberousse*, qu'il se préparait à lancer aussitôt que l'opération préalable des Balkans serait accomplie. Au cours de leur entretien du 28 mars, Matsuoka, quelque peu perplexe, avait demandé à Ribbentrop s'il n'était pas souhaitable qu'il fit halte à Moscou, sur le chemin du retour, « afin de négocier avec l'U.R.S.S. un pacte de non-agression ou de neutralité ». Le ministre avait répondu :

« Mieux vaut, si possible, ne pas soulever la question, elle ne cadre pas avec la situation actuelle. » Peut-être lui-même ne saisissait-il pas encore pleinement la portée de ce qui se tramait. Le lendemain, pourtant, ce fut lui qui remit sur le tapis la question russo-nippone. Tout d'abord, il tint à réitérer en langage clair l'assurance imprudente du Führer (« Si la Russie attaque le Japon, l'Allemagne ripostera sur-le-champ ») afin, expliqua-t-il, de permettre au Japon d'attaquer Singapour sans risquer de complications avec l'Union Soviétique. Lorsque, à la longue, Matsuoka avoua qu'à son passage à Moscou il avait proposé à Staline un pacte russo-nippon de non-agression et que la réaction avait été favorable, le brouillard obscurcit à nouveau l'esprit de Ribbentrop qui répliqua : « Voyez à traiter ce problème de façon superficielle. »

Dès que le ministre nippon se retrouva à Moscou, en route pour Tokyo, il n'eut rien de plus pressé que de signer le 13 avril, avec Staline, un traité de neutralité réciproque en cas d'agression de l'un ou l'autre pays. A ce traité, en dépit des invitations ultérieures de l'Allemagne à le trahir, le Japon resta « honorablement » fidèle jusqu'au bout. Le Kremlin dut s'en féliciter, puisque, quatre mois plus tard — trop tard — Hitler suppliait le Japon d'attaquer non pas Singapour mais Vladivostok* !

* *Le pacte de neutralité russo-japonais provoqua de sérieuses alarmes à Washington. Roosevelt et Cordell Hull partagèrent — une fois n'est pas coutume — l'opinion d'Hitler, à savoir que le Japon, écarté d'un éventuel conflit avec la Russie, se tournerait vraisemblablement vers les possessions britanniques et américaines du Pacifique. Nous savons par Sherwood qu'à l'annonce de la nouvelle, Roosevelt revint sur sa résolution d'entreprendre une action offensive contre les sous-marins allemands dans l'Atlantique, Il donna ordre aux navires de guerre américains de continuer à signaler les mouvements des navires allemands à l'ouest de l'Islande mais de s'abstenir de les attaquer. Le nouvel accord russo-japonais rendait la situation dans le Pacifique trop dangereuse pour que les États-Unis se fussent permis de courir dans l'Atlantique un risque supplémentaire. (Robert E. SHERWOOD : Roosevelt et Hopkins, p. 291.)*

Le dictateur nazi ne parut pas saisir à première vue la portée du pacte russo-nippon. En effet, répondant à une question de l'amiral Raeder, il dit l'approuver et même s'en réjouir. Pourquoi? Parce que le Japon, désormais empêché de combattre la Russie, se laisserait peut-être persuader d'attaquer Singapour (7).

A ce stade, Hitler croyait fermement pouvoir vaincre la Russie avant l'automne, et pas plus qu'il n'avait accepté de partager la conquête de la France avec l'Italie, il ne voulait faire participer le Japon à la triomphale aventure qui se préparait. Par ailleurs, il était persuadé de l'inutilité de l'aide japonaise en la matière.

Ribbentrop n'avait-il pas déclaré en son nom à Matsuoka, le 28 mars, que si la Russie *contraignait* l'Allemagne à l'attaquer, il jugeait souhaitable que l'armée japonaise s'abstînt d'en faire autant. A peine trois mois plus tard, les opinions d'Hitler et de son ministre opéraient un brusque et dramatique revirement. Le 28 juin 1941, six jours après la première ruée allemande en Russie, un radiogramme de Ribbentrop pressait l'ambassadeur d'Allemagne à Tokyo, le général Eugène Ott, de faire l'impossible pour décider le Japon à attaquer sans délai l'Union Soviétique

dans le dos.

« Il est à prévoir, expliqua-t-il, que la défaite russe, accélérée par l'intervention japonaise, constituera le meilleur argument pour convaincre l'Amérique de l'absurdité de son entrée en guerre aux côtés d'une Angleterre désormais seule, face à la plus puissante coalition du monde (8). »

Matsuoka préconisait l'attaque immédiate, mais Tokyo ne partagea pas son empressement. L'attitude du gouvernement japonais, extrêmement logique, se résume ainsi : puisque l'Allemagne prétend vaincre la Russie en trois mois, en quoi a-t-elle besoin de nous ? En vérité, le Japon n'était pas si certain que cela de la victoire-éclair de sa partenaire et c'est là le véritable motif de sa réserve. Ribbentrop reçut alors de son maître l'ordre de revenir à la charge, et le 10 juillet, alors que l'offensive allemande en Russie prenait une tournure victorieuse — Halder lui-même, ainsi que nous l'avons dit, croyait déjà la partie gagnée — il expédia à l'ambassadeur Ott un second message encore plus impérieux :

Puisque, de l'aveu même de l'ambassadeur du Japon à Moscou, la Russie est à la veille de s'écrouler... il paraît inadmissible que le Japon ne s'emploie pas à liquider la question de Vladivostok et de la Sibérie aussitôt que ses préparatifs militaires seront achevés... Je vous prie donc d'employer tous les moyens à votre portée pour obtenir sa belligérance dans un délai aussi bref que possible... L'objectif initial demeure le même : nous emparer conjointement avant l'hiver de la ligne ferroviaire transsibérienne (9).

Le gouvernement japonais, pourtant militariste, ne se laissa pas étourdir par cette vertigineuse perspective, en dépit des instances de Matsuoka. L'ambassadeur Ott avoua se heurter à de « sérieux obstacles » de la part du cabinet (10). A vrai dire, le bouillant Matsuoka s'y heurta le

premier et fut bientôt contraint de se retirer. Avec son départ, Hitler perdait son meilleur allié, et, bien que d'étroites relations fussent ultérieurement renouées entre Berlin et Tokyo, les Japonais, fidèles au pacte de neutralité, refusèrent toujours obstinément de participer aux hostilités germano-russe. Une fois de plus, Hitler était battu à son propre jeu par un allié retors*.

** Pendant tout l'automne, et à plusieurs reprises au cours des deux années suivantes, Ribbentrop renouvellera ses instances, mais la réponse des Japonais demeurera invariable : « Désolés..., regrettons beaucoup... » Hitler lui-même entretenait longtemps l'espoir de les faire changer d'avis et, le 16 août, confia à Raeder : « Je suis persuadé que le Japon consentira à attaquer Vladivostok dès que ses forces armées seront groupées. Il veut agir par surprise et préserver le secret de ses préparatifs. C'est là le motif de ses ajournements (11). » Les archives japonaises de guerre révèlent de quelle manière Tokyo parvint à tenir aussi longtemps l'Allemagne en haleine : « Attaquer l'U.R.S.S. est un acte extrêmement grave, qui exige une profonde réflexion », répondit par exemple le secrétaire d'État aux Affaires étrangères nippon à une question pressante de l'ambassadeur allemand, le 19 août. Le 30 le général Ott, de plus en plus irrité, récidive : « Le Japon est-il oui ou non résolu à participer au conflit germano-russe? » demande-t-il au ministre des Affaires étrangères en personne, l'amiral Toyoda. Réponse : « Les préparatifs du Japon sont en bonne voie, mais leur achèvement nécessite encore un certain délai (12)... »*

Puisque le Japon se refusait obstinément à tirer du feu les marrons d'Hitler (ses propres marrons rôtissaient déjà sous la cendre), la non-belligérance de l'Amérique prenait une importance capitale, au moins jusqu'à l'écrasement de l'U.R.S.S., ce qui, croyaient les Allemands, serait chose faite avant l'hiver. En attendant, la Kriegsmarine tirait sur ses amarres, irritée de l'obstination d'Hitler à freiner son action dans l'Atlantique contre les convois destinés à l'Angleterre, et sa riposte à l'agressivité croissante des bâtiments de guerre américains. Depuis la première heure, le regard des amiraux, d'une portée plus vaste que celui d'Hitler borné par ses œillères, voyait poindre l'entrée en guerre des États-Unis. Pour sa part, Raeder la jugeait inévitable et conjurait le Führer de s'y préparer.

Dès la capitulation de la France, Goering et lui-même l'avaient pressé de s'emparer non seulement de l'Afrique du Nord française, mais des îles de l'Atlantique, y compris l'Islande, les Açores et les Canaries, afin d'empêcher les États-Unis de les occuper. Hitler avait manifesté un certain intérêt, mais l'invasion de l'Angleterre et la conquête de la Russie passaient avant tout. Immédiatement après, l'outrecuidante Amérique aurait son tour. Le mémorandum confidentiel du commandant Freiherr von Falkenstein, membre de l'état-major général, nous dévoile les intentions d'Hitler à ce moment-là :

« Le Führer étudie présentement l'occupation éventuelle des îles de l'Atlantique en vue d'hostilités avec l'Amérique. Des délibérations à ce sujet sont actuellement en cours à Berlin (13). »

Dès cette époque — juin 1940 — il est donc non pas question d'ouvrir ou non des hostilités contre les États-Unis, mais bien du *moment* à choisir pour les entamer. Au printemps suivant, cette perspective prit de plus en plus corps dans le cerveau d'Hitler. Le 22 mai 1941, en effet, l'amiral Raeder annonce d'un ton lugubre au Führer que la « marine allemande est obligée de renoncer à l'espoir d'occuper les Açores ». Loin d'y renoncer, rapporte Raeder (14) dans ses notes confidentielles, « le Führer maintient son intention d'occuper les Açores, d'où les bombardiers à longue portée pourront aller attaquer les États-Unis. L'occasion s'en présentera sans doute à l'automne », sous-entendu : après la défaite soviétique*.

* *Notons que la Luftwaffe ne possédait pas de bombardiers capables d'atteindre la côte américaine depuis les Açores et encore moins de revenir à leur base. Ils n'existaient que dans le cerveau délirant d'Hitler.*

Le 25 juillet, alors que *Barberousse* poursuit activement sa marche, Hitler remet une troisième fois à l'ordre du jour son projet d' « action » contre l'Amérique :

« Aussitôt la campagne de Russie terminée, dit-il à Raeder, je me réserve le droit de prendre de sévères mesures contre les États-Unis (15), mais, jusque-là, je tiens à éviter un conflit armé avec eux... par considération envers nos troupes déjà engagées dans de durs combats. »

Les notes quotidiennes de Raeder témoignent de son mécontentement et de son impatience en face de l'attitude d'Hitler. Le dédain du Führer à l'endroit de la marine l'irrite. A chaque nouvelle entrevue, il s'efforce de le

rallier à ses arguments. Antérieurement, le 4 février, il lui avait soumis un rapport dans lequel il exprimait ses doutes sur l'avantage de la neutralité des États-Unis et allait jusqu'à suggérer que leur belligérance pourrait être « favorable à l'Allemagne », à condition que le Japon prenne part aux hostilités dans le camp de l'Axe (16). Hitler ne parut pas autrement impressionné, et le découragement saisit l'amiral.

La bataille de l'Atlantique battait alors son plein et l'Allemagne avait le dessous. Les convois d'armements, de vivres et de matériel fournis par l'Amérique à l'Angleterre en exécution de la loi de Prêt-Bail arrivaient plus ou moins à bon port et l'action des sous-marins se trouvait sérieusement entravée par les Patrouilles de Neutralité Panaméricaines. Là encore, Hitler ne réagit que mollement.

Le 18 mars, Raeder apprend au Führer que des navires de guerre escortent à présent jusqu'en Islande les convois à destination de l'Angleterre. Il implore l'autorisation de les attaquer sans avertissement préalable. Hitler reste froid. « Faisons du moins quelque chose pour empêcher l'Amérique de prendre pied en Afrique française, insiste l'amiral. Cette éventualité est des plus alarmantes. » « Je soumettrai la question aux Affaires étrangères » (!) répond Hitler. Une façon comme une autre d'envoyer promener les amiraux (17). Il maintiendra cette attitude pendant toute la durée du printemps, notamment le 10 avril à l'occasion du premier incident officiellement homologué entre bâtiments allemands et américains.

Le contre-torpilleur américain *Niblack* était accusé d'avoir attaqué à la grenade sous-marine un sous-marin agressif. Raeder se précipite à Berchtesgaden, porteur d'un mémorandum réclamant une immédiate riposte aux actes hostiles du président Roosevelt. Pas plus que

précédemment, le chef suprême ne se laisse fléchir. Quelques jours plus tard, nouveau refus du Führer de couler les navires marchands américains « conformément au règlement sur les prises de guerre (18) ».

Hitler, note l'amiral, juge l'attitude du président Roosevelt encore indécise et sous aucun prétexte il ne veut provoquer un incident qui aurait pour conséquence la déclaration de guerre de l'Amérique (19).

Une raison majeure, la campagne de Russie, vint encore s'ajouter à la résolution du Führer d'« éviter tout incident ». Il ne manqua pas de le souligner lorsque, le 21 juin, veille de la ruée de *Barberousse*, l'amiral Raeder vint lui conter la prouesse de l'U-253 qui, ayant repéré dans l'Atlantique nord le cuirassé américain *Texas* et un croiseur d'escorte naviguant dans la zone du blocus, les avait « pris en chasse ». Vis-à-vis des États-Unis, commenta l'amiral, des mesures de fermeté sont toujours plus efficaces qu'une apparente soumission. Le Führer approuva le principe, mais non pas l'action effective de l'U-253 et, une fois de plus, morigéna la marine :

« Jusqu'à ce que l'*Opération Barberousse* soit mise en mouvement, rapporte Raeder, le Führer tient à éviter tout conflit avec les États-Unis. Dans quelques semaines, la situation deviendra plus claire, et ses effets se manifesteront. Du fait de la menace japonaise accrue, les tendances belliqueuses de l'Amérique se refroidiront. En conséquence, dans la mesure du possible, il importe, au cours des prochaines semaines, de cesser toute attaque contre les bâtiments américains dans la zone interdite. »

Raeder objecta que, la nuit, il est difficile de différencier les navires ennemis des neutres. Hitler l'interrompit en lui intimant pour la troisième fois l'ordre « d'éviter tout incident avec l'Amérique ». Le même soir, docile,

Raeder ordonna la suspension de toute attaque contre *n'importe quel bâtiment* non formellement identifié. La Luftwaffe reçut un ordre identique (20).

Le 9 juillet, des troupes américaines prenaient la relève des Anglais en Islande. La réaction allemande fut instantanée et violente. Ribbentrop télégraphie à l'amiral Toyoda : « L'intrusion des forces armées américaines sur un territoire officiellement déclaré zone de combat par l'Allemagne constitue un acte d'agression contre elle et contre l'Europe (21). » En même temps, Raeder, venu en hâte au G.Q.G., de Wolfsschanze, interroge Hitler : « Considérez-vous l'occupation américaine de l'Islande comme un acte de guerre ou comme une provocation à ignorer ? » De l'avis de la marine, le fait nouveau équivalait sans conteste à un acte de guerre. Le mémorandum de Raeder souligne d'autre part tous les actes précédents d'agression commis par le gouvernement de Roosevelt contre l'Allemagne. Il réclame le droit de couler les convois américains en route vers l'Angleterre et d'attaquer les bâtiments de guerre si l'occasion s'en présentait.

Le Führer maintient sa sempiternelle consigne : éviter tout incident avec les Etats-Unis jusqu'à l'achèvement victorieux de la campagne de Russie, dans un mois ou deux. Les opérations du front russe accaparent la presque totalité des forces aériennes... Il ne peut rien en distraire. En second lieu, la victorieuse campagne de Russie affectera de façon formidable l'ensemble de la situation mondiale, à commencer par l'attitude des États-Unis. Jusque-là, ne rien changer aux instructions précédentes, mais éviter tout incident... (En d'autres termes, l'envoi par le fond de bâtiments américains).

Au cas où une « erreur » serait commise, fait remarquer Raeder, les commandants de navires allemands ne sauraient en être tenus

responsables. Réponse invariable d'Hitler : « Au moins en ce qui concerne les bâtiments de guerre, assurez-vous formellement de leur identité avant d'attaquer. » Pour être certain d'être clairement compris des amiraux, il émit, le 19 juillet, une directive particulière spécifiant qu'aucun navire marchand battant pavillon américain formellement identifié, naviguant dans la zone d'opérations définie, soit seul, soit en convoi, ne devra être attaqué. En revanche, les bâtiments américains naviguant à l'intérieur de la zone du blocus, reconnue interdite par les États-Unis, pourront l'être. La zone dite de guerre *n'inclut pas** la route maritime États-Unis-Islande (22).

* *Passage souligné par Hitler.*

Inévitablement, des « erreurs » furent commises. Le 21 mai, par exemple, l'amirauté américaine fait annoncer qu'un cargo, le *Robin Moore*, en route pour Le Cap, a été coulé par un sous-marin allemand, hors de la zone du blocus. Plus tard, deux navires marchands sont torpillés à leur tour. Le 4 septembre, un sous-marin lance deux torpilles contre le contre-torpilleur *Greer*, heureusement sans l'atteindre. Le 11 septembre, Roosevelt décide de contre-attaquer. Il donne l'ordre aux bâtiments américains de « tirer à vue » sur les navires de guerre allemands et italiens pénétrant « à leurs risques et périls » dans la zone de défense des États-Unis.

Aussitôt Berlin s'enflamme, et la presse nazie se déchaîne, traitant Roosevelt d'agitateur belliciste. Le 17 septembre, Raeder se remet en route pour Wolfsschanze. Il brûle d'exercer d'impitoyables représailles et presse le Führer d'annuler sa directive du 19 juillet. La réponse est un *non* catégorique. « La fin de septembre approche, explique Hitler, et avec elle

l'achèvement de la campagne de Russie. Il est de plus en plus essentiel *d'éviter tout incident avec l'Amérique* avant la mi-octobre. » Exaspérés, les amiraux Raeder et Doenitz, ce dernier, chef de la flotte sous-marine, s'inclinent (23).

Le 9 septembre, s'adressant comme tous les ans à pareille époque à la vieille garde nazie, réunie dans la célèbre Brasserie munichoise, Hitler déclare :

« Le président Roosevelt a donné ordre à sa marine de tirer à vue sur nos bâtiments. *Moi*, j'interdis à mes commandants d'en faire autant, mais je leur ordonne de se défendre si on les attaque. Tout officier qui faillira à ce devoir sera traduit en Conseil de Guerre. »

Antérieurement à cette déclaration publique, Hitler avait averti confidentiellement Raeder que, dans le cas où un bâtiment américain serait coulé « par erreur », le commandant du sous-marin responsable ne serait pas châtié. Le 13 novembre, il mit définitivement les points sur les i en enjoignant aux sous-marins l'ordre formel de se défendre (24).

Depuis longtemps, il était obéi avant la lettre. Dans la nuit du 16 au 17 octobre, le contre-torpilleur américain *Kearny*, venu au secours d'un convoi attaqué par des sous-marins, avait lancé sur l'un d'eux des grenades sous-marines. Une torpille allemande riposta, tuant onze hommes d'équipage, premières victimes de la guerre germano-américaine encore non déclarée*. Le 31 octobre, le destroyer *Reuben James*, torpillé, était envoyé par le fond avec 100 hommes d'équipages sur 145 et 7 officiers. Ainsi donc, longtemps avant que les hostilités ne fussent officiellement déclarées, la bataille de l'Atlantique était déjà engagée.

** Dans un discours prononcé le 29 octobre à l'occasion de la Fête de la Marine, Roosevelt, parlant de l'incident du Kearny, attribua en toute honnêteté à l'Amérique la responsabilité du coup d'envoi des hostilités germano-américaines. Était-ce réellement le coup d'envoi? Les documents confidentiels de la Kriegsmarine nous apprennent que non et, par ailleurs, l'historiographe de la marine américaine confirme en effet que, dès le 10 avril, le Niblack avait attaqué un sous-marin allemand. (SAMUEL ELIOT MORISON, Histoire des Opérations navales américaines dans la seconde guerre mondiale. VoL I, p. 57.)*

Hitler, nous l'avons vu, avait assigné au Japon le rôle de maintenir les États-Unis en dehors du conflit, au moins pour un temps. Il savait que la prise de Singapour et la menace japonaise contre l'Inde affecteraient gravement la Grande-Bretagne et détourneraient, de l'Atlantique au Pacifique, l'attention des États-Unis. Selon ses prévisions, l'attaque escomptée de Vladivostok aurait elle aussi pour objet d'aider l'Allemagne à écraser la Russie et à faire pression sur l'Amérique pour l'inciter à demeurer neutre.

En fait, le Japon avait d'autres chats à fouetter. On se demande comment Hitler ne s'en aperçut pas, du moins pas tout de suite. Les Japonais redoutaient de s'embarquer dans une aventure asiatique contre les Britanniques et les Hollandais, plus encore contre les Russes, avant d'avoir assuré leurs positions par la paralysie de la flotte américaine du Pacifique.

Que le Japon se soit réservé en priorité l'attaque des États-Unis, cela non plus le Führer ne l'avait pas prévu. Non qu'il souhaitât l'entente entre Tokyo et Washington puisqu'elle aurait été à l'encontre du but poursuivi par la Triplice, c'est-à-dire persuader l'Amérique de rester à l'écart des hostilités.

Pour une fois, Ribbentrop sut offrir une appréciation exacte des vues du Führer à cet égard.

« Hitler, déclara-t-il au tribunal de Nuremberg, craignait qu'une entente entre le Japon et les États-Unis ne libère, pour ainsi dire, ceux-ci sur leurs arrières et précipite leur entrée en guerre contre nous... Certains éléments du gouvernement japonais souhaitaient cette entente et le Führer s'en préoccupait (25). »

L'amiral Kichisaburo Nomura, le nouvel ambassadeur à Washington depuis le mois de février 1941, très désireux de régler à l'amiable les différends existant entre les deux pays, se trouvait parmi les partisans de l'entente. Ses entretiens confidentiels avec Cordell Hull commencés en mars 1941 et poursuivis jusqu'à l'attaque de Pearl Harbour alarmaient grandement Berlin*.

* « *Je reconnais, écrivit Cordell Hull, que Nomura a sincèrement et loyalement essayé de prévenir un conflit armé entre son pays et le mien.* »

Les Allemands firent de leur mieux pour saboter les conversations de Washington. Dès le 15 mai 1941, Weizsaecker attirait l'attention de Ribbentrop sur l'inopportunité d'un accord politique américano-nippon. Si nous ne le prévenons pas, dit-il, le Japon sera perdu pour l'Axe (26). De son côté, le général Ott mit à plusieurs reprises Ribbentrop en garde contre les négociations Hull-Nomura. Impuissante à les empêcher, la Wilhelmstrasse adopta une nouvelle manœuvre : essayer d'obtenir par le truchement du Japon et en échange de son accord éventuel avec les États-Unis l'abandon de l'aide américaine à l'Angleterre et de sa politique hostile à l'Allemagne (27).

Ceci se passait en mai. En juillet, Hitler, changeant son fusil d'épaule, s'évertuait à convaincre le Japon d'attaquer l'Union Soviétique, tandis que Cordell Hull rompait ses pourparlers avec Nomura en raison de l'invasion nipponne de l'Indochine française. Les négociations reprurent d'ailleurs à la mi-août, lorsque le gouvernement nippon proposa au président Roosevelt une entrevue personnelle avec le prince Konoye, premier ministre. Berlin

manifesta son mécontentement par la bouche de l'infatigable ambassadeur Ott. Il lui fut répondu que la rencontre proposée ne pourrait que servir les fins recherchées par la Triplice, à savoir « prévenir la belligérance des États-Unis (28) ».

A l'automne, tandis que les pourparlers Hull-Nomura se poursuivaient, Berlin reprit sa tactique du printemps et fit avertir Washington, via Tokyo, que, si l'Amérique réitérait ses actes hostiles contre l'Axe européen, c'est-à-dire l'Allemagne et l'Italie, celles-ci se verraient contraintes de lui déclarer la guerre et le Japon, troisième signataire du traité, se joindrait à elles.

Cordell Hull fut instantanément informé de cette nouvelle manœuvre allemande, grâce à *Magic*, cerveau électronique des services du chiffre qui, dès 1940, permit au gouvernement américain de décoder après interception les radios et dépêches les plus secrets échangés non seulement entre Tokyo et Washington, mais aussi entre Tokyo, Berlin et les autres capitales européennes. La mise en demeure allemande, transmise le 16 octobre par Toyoda à Nomura et interceptée par l'écoute américaine, recommandait aux destinataires d'en présenter à Cordell Hull une version édulcorée (29).

Ce même 16 octobre, le gouvernement Konoye fut renversé et remplacé par un cabinet militaire ayant à sa tête le belliqueux général Hideki Tojo. Un autre guerrier de la même caste, le général Oshima, se hâta de porter la bonne nouvelle à la Wilhelmstrasse. L'accession de Tojo au pouvoir, expliqua-t-il, entraînera le resserrement de l'alliance nippo-allemande et la cessation des pourparlers avec Washington. Quelles conséquences allait-il en découler? Oshima, sciemment ou non, négligea de

l'apprendre à ses interlocuteurs nazis. En vérité, Tojo s'apprêtait à déclarer la guerre aux États-Unis, à moins que les négociations en cours à Washington n'aboutissent à l'acceptation des conditions japonaises, c'est-à-dire neutralité envers la Russie et pleine liberté d'action dans le Sud-Est asiatique.

Ni le Führer, ni Ribbentrop, son balourd de ministre, n'avaient envisagé cet aspect de la situation. Ils ne comprenaient pas davantage que l'échec des pourparlers Nomura-Hull allait avoir le résultat même qu'ils s'évertuaient à retarder depuis des mois : l'entrée de l'Amérique dans le conflit mondial*.

** Dans ses mémoires de guerre, le prince Konoye révèle que, dès le 4 août, le haut commandement de l'armée japonaise l'obligea à poser au président Roosevelt des conditions qui peuvent se résumer ainsi : Au cas où les États-Unis n'accepteraient pas les termes exposés au cours de l'entrevue, le Japon leur déclarerait la guerre. (Mémoires de Cordell Hull, pp. 1025-26.)*

Le 15 novembre, un ambassadeur spécial du gouvernement japonais, Saburo Kurusu, arrivait à Washington, chargé d'épauler Nomura dans ses négociations, mais Cordell Hull comprit aussitôt que ce diplomate, signataire en septembre 1940 du Pacte tripartite, n'avait aucune nouvelle proposition à lui offrir. Il s'efforcerait simplement d'obtenir par la persuasion l'acquiescement de l'Amérique et, en cas de refus, de prolonger les pourparlers jusqu'à ce que le Japon fût prêt à assener par surprise aux États-Unis un coup décisif. A présent, les événements allaient se précipiter (30).

Le 19 novembre, Nomura recevait de Tokyo l'inquiétant message baptisé *Vents*, aussitôt déchiffré par les spécialistes de Washington. Si le

bulletin de nouvelles émis quotidiennement sur les ondes par Tokyo et capté par l'ambassade contenait les mots « Vent d'Est-pluie », cela signifierait en langage clair l'imminente déclaration de guerre aux États-Unis et, dès sa réception, Nomura avait ordre de détruire ses codes et tous ses documents confidentiels.

A la longue, Berlin ouvrit les yeux à la réalité. La veille, Ribbentrop, quelque peu surpris, avait reçu de Tokyo un projet de traité par lequel les deux nations s'engageaient à ne pas conclure de paix séparée avec l'un ou l'autre de leurs adversaires communs. Quels adversaires? Tokyo ne le stipulait pas clairement, mais le ministre nazi espérait qu'il s'agissait en premier lieu de la Russie. Il accepta, en principe, le projet, s'imaginant sans doute que le Japon allait enfin faire honneur à sa promesse — oh! combien vague — d'attaquer l'Union Soviétique en Sibérie.

Illusion réconfortante, car la résistance de l'Armée Rouge devenait formidable, cependant que le vigoureux hiver russe faisait une apparition prématurée. Une attaque japonaise contre Vladivostok et les provinces maritimes du Pacifique constituerait le coup de pouce sous lequel l'Union Soviétique basculerait.

Ribbentrop déchantait vite. Le 23 novembre, en effet, l'ambassadeur Ott l'informait que les Japonais se préparaient à occuper la Thaïlande et les territoires pétrolifères hollandais de Bornéo. Le gouvernement de Tokyo désirait savoir si, en cas de conflit, l'Allemagne ferait cause commune avec son allié. L'information signifiait tout bonnement que le Japon s'abstiendrait de frapper la Russie et, en revanche, envisageait des hostilités contre les Hollandais et les Britanniques dans le Pacifique ; hostilités susceptibles d'entraîner l'entrée en guerre des États-Unis.

Ott et Ribbentrop ne saisirent pas ce dernier point. Déçus, ils comprenaient que le Japon n'attaquerait pas la Russie, mais crurent fermement que sa poussée méridionale était uniquement dirigée contre les possessions hollandaises et britanniques. Suivant le désir d'Hitler, l'oncle Sam resterait donc à l'écart jusqu'à ce que sonne son heure (31).

L'aveuglement du gouvernement allemand à cet égard est imputable, pour une grande part, à son ignorance de la fatale décision japonaise concernant l'Amérique. Grâce à Magic, Cordell Hull était beaucoup mieux informé. Dès le 5 novembre, il savait par exemple que Tojo avait fixé au 25 l'ultime délai de la signature d'un éventuel accord américano-nippon. Par son message ultérieur adressé à Nomura, également déchiffré par Magic, Hull et Roosevelt savaient aussi que la proposition japonaise, reçue le 20, serait la toute dernière et que la date limite assignée à la conclusion des pourparlers était irrévocablement fixée au 29 novembre.

« Pour certaines raisons qu'il n'est pas de votre ressort d'apprécier, apprenait Tojo à son ambassadeur, nous tenons à ce que le traité avec les États-Unis soit conclu le 25. Néanmoins, si un accord peut être signé le 29 novembre nous accepterons d'attendre jusque-là. Au-delà de cette date, notre décision prendra effet automatiquement (32). »

Dès le 25 novembre, une escadre de porte-avions japonais se mit en mouvement vers Pearl Harbour. A Washington, le même jour, Cordell Hull avertissait le Conseil de Guerre réuni à la Maison Blanche de la possibilité d'une attaque-surprise par le Japon, cependant qu'à Berlin, au cours d'une cérémonie pompeuse et quelque peu grotesque, les trois puissances de l'Axe renouvelaient l'accord anti-Komintern de 1936; un geste vide de sens qui ne changea en rien l'attitude du Japon vis-à-vis de la Russie, mais donna au solennel Ribbentrop l'occasion d'accuser une fois de plus le

président Roosevelt, « auteur principal de la guerre », et de verser des larmes de crocodile sur le peuple américain, confiant et pieux... trahi par un chef indigne.

Le soir du 28 novembre, à la suite d'un long conseil de guerre présidé par Hitler, Ribbentrop convoqua Oshima. Celui-ci éprouva l'impression d'un considérable raidissement de l'attitude allemande à l'égard des États-Unis et fit part de ses alarmes à Tokyo. Hitler, disait-il, paraissait vouloir jeter une bonne fois aux quatre vents sa résolution de garder les États-Unis en dehors des hostilités et pressait le Japon de faire la guerre à l'Amérique aussi bien qu'à la Grande-Bretagne, en lui promettant l'appui du Reich.

« Ainsi que vient de le déclarer le Führer, explique Ribbentrop à l'ambassadeur japonais, les droits à l'existence de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis présentent des différences fondamentales. Nous savons aujourd'hui de façon certaine qu'en raison de l'attitude intransigeante des États-Unis, les négociations en cours entre Washington et Tokyo ne peuvent aboutir qu'à un échec. Si le Japon accepte de combattre la Grande-Bretagne et l'Amérique, j'ai la certitude que cette décision lui sera favorable tout autant qu'à l'Allemagne. »

L'ambassadeur, petit homme rigide, fut agréablement surpris par cette communication. Avait-il bien compris? Il tint à s'en assurer :

« Votre Excellence veut-elle dire que l'état de guerre entre le Reich et les États-Unis est imminent ? » interrogea-t-il.

Ribbentrop hésita un moment avant de répondre. Peut-être s'était-il trop avancé.

« Roosevelt est un fanatique, dit-il, il est donc impossible de prévoir ce qu'il va faire. »

Étant donné les propos précédents, Oshima jugea la réponse pour le

moins étrange et, à la fin de l'entrevue, insista pour que les points fussent mis sur les i.

« Au cas où le conflit s'étendrait aux pays qui apportent actuellement leur aide à la Grande-Bretagne, quelle serait l'attitude de l'Allemagne? » demanda-t-il.

Pour une fois Ribbentrop répondit avec clarté :

« Si le Japon déclare la guerre aux États-Unis, l'Allemagne fera de même instantanément. En de telles circonstances, il ne peut être question pour elle de négocier une paix séparée. Le Führer est formel sur ce point (33). »

Le gouvernement japonais recevait enfin la garantie attendue. Il ne restait plus qu'à la consigner noir sur blanc. Le 29 novembre, Oshima, plein d'allégresse, fit part à Tokyo de la résolution d'Hitler et, le lendemain, il recevait cette réponse : « Les pourparlers de Washington sont définitivement rompus. » Les instructions suivantes y étaient jointes :

« Que Votre Excellence veuille immédiatement exposer confidentiellement au chancelier Hitler et au ministre des Affaires étrangères, Herr Ribbentrop, l'essentiel des événements en cours. Dites-leur que l'Angleterre et l'Amérique ont manifesté toutes deux une attitude hostile et provocante; qu'elles se préparent à concentrer des forces militaires en différents territoires de l'Est asiatique et que nous nous trouverons inévitablement amenés à prendre des contre-mesures similaires. Faites-leur très secrètement comprendre qu'un incident armé entre le Japon et les nations anglo-saxonnes peut faire éclater la guerre; cela beaucoup plus soudainement qu'on ne le suppose (34)*. »

* *Grâce à Magic. Cordell Hull eut connaissance de ce message. Washington et Berlin surent ainsi que le Japon se tenait prêt à assaillir les États-Unis. (CORDELL HULL, Mémoires, p. 1092.)*

A ce moment-là, l'escadre des porte-avions japonais avait déjà parcouru une bonne partie de sa route vers Pearl Harbour. Tokyo pressait Berlin de signer l'accord convenu. « De graves décisions sont en jeu, déclara Tojo à l'ambassadeur Ott; les États-Unis sont à la veille d'entrer en guerre... Le Japon ne craint pas de rompre les pourparlers, et, en cette occurrence, il espère que, selon les termes du pacte tripartite, l'Allemagne et l'Italie prendront place à ses côtés. »

« J'ai répondu, télégraphie Ott à la Wilhelmstrasse, que la prise de position de l'Allemagne ne me paraissait faire aucun doute. D'après mes paroles, le ministre des Affaires étrangères considère que, désormais, le destin de nos deux pays est lié par une cause commune. Je lui ai répondu qu'à mon avis l'Allemagne était certainement prête à un accord sur ce point (35). »

En dépit de la gravité de la situation, le général Oshima, grand amateur de musique classique, se mit en route pour Salzbourg dans l'intention d'assister au festival Mozart, mais il ne lui fut pas permis d'écouter longtemps les chefs-d'œuvre du grand compositeur. Le 1er décembre, une dépêche le ramenait en toute hâte à Berlin. L'heure était venue d'obtenir la signature de l'Allemagne sans perdre une minute. Comme toujours lorsqu'il se trouvait au pied du mur, Ribbentrop essaya de se dérober.

Se rendant pleinement compte, quoique un peu tard, des conséquences de la dangereuse promesse faite au Japon, il se fit distant et évasif, prétendit devoir consulter le Führer avant de s'engager formellement. Revenu le surlendemain mercredi à la Wilhelmstrasse, Oshima fut prié d'attendre encore. Le Führer, retenu à son G.Q.G. de Prusse-Orientale, ne serait de retour qu'à la fin de la semaine... En réalité, rapporte Ciano, non sans une certaine satisfaction ironique, Hitler se trouvait alors sur le front russe auprès du général von Kleist, « dont les armées continuaient à se replier sous la poussée d'une offensive inattendue ». Mussolini, qui, lui, ne se trouvait sur aucun front, recevait à Rome la visite de l'ambassadeur du Japon, venu officiellement lui demander de déclarer la guerre aux États-Unis en observation du pacte tripartite.

Il sollicitait également la signature d'un accord par lequel l'Italie s'engagerait à ne pas négocier de paix séparée. L'interprète japonais tremblait comme une feuille, raconte Ciano. Quant au Duce, il se montra disposé à accéder au désir japonais, mais après en avoir conféré avec

Berlin. Toujours selon Ciano, la capitale allemande devenait singulièrement prudente depuis quelque temps...

« Parce qu'ils ne peuvent faire autrement peut-être, les Allemands emboîteront-ils le pas au Japon, écrit-il le 4 décembre. Mais ils sont de moins en moins disposés à provoquer l'intervention américaine. En revanche, le Duce s'en montre satisfait. »

Dans la nuit du 4 au 5 décembre, Ribbentrop obtint enfin du Führer le signal attendu, et, à trois heures du matin, soumettait au général Oshima un projet de traité par lequel l'Allemagne s'engageait, le cas échéant, à entamer les hostilités contre les États-Unis, conjointement avec le Japon et à ne pas négocier de paix séparée. D'autre part, ayant fait le fatal plongeon et abandonné la ligne de conduite opiniâtrement suivie pendant deux ans, Hitler tenait à présent à ce que son alliée — l'Italie — le suivît sans tarder.

« Nuit troublée par l'agitation de Ribbentrop, note Ciano le 5 décembre dans son journal. Après avoir tergiversé pendant trois jours, il veut envoyer sa réponse au Japon sans perdre une minute et, à trois heures du matin, dépêche à mon domicile l'ambassadeur Mackensen, chargé de me soumettre un texte de l'accord tripartite en suspens. L'ambassadeur voulait que je réveille le Duce; je m'y suis refusé et celui-ci m'en a su gré. »

Cependant, le traité proposé par le Japon, approuvé par Hitler et Mussolini, n'était pas encore signé et Tojo s'en alarmait. Il soupçonnait Hitler de vouloir créer un quiproquo et, en échange de sa déclaration de guerre à l'Amérique, d'exiger du Japon sa belligérance contre la Russie. Prenant les devants, le ministre des Affaires étrangères nippon avait donné le 30 novembre au général Oshima ses instructions concernant la façon d'aborder cet épineux problème.

« S'ils (Führer et Duce) soulèvent la question de notre attitude à l'égard de l'Union Soviétique, répondez que nous l'avons déjà exposée dans notre déclaration de juillet dernier. Dites aussi que l'orientation présente de nos projets n'entraîne nullement un relâchement à l'égard de l'U.R.S.S. et que si celle-ci, de concert avec la Grande-Bretagne et l'Amérique, manifeste de l'agressivité, nous sommes prêts à riposter avec toute notre puissance. Pour l'instant, nos intérêts s'orientent du côté méridional et nous préférons éviter une action directe au nord (36). »

Vint le 6 décembre, marqué par la contre-offensive de Joukov devant Moscou et la retraite précipitée des armées allemandes à travers la neige, et par un froid exceptionnellement rigoureux. Raison de plus pour Hitler de jouer la carte du quiproquo. Cette menace soulevait un sérieux malaise à Tokyo. Jusque-là, par miracle, l'escadre japonaise de porte-avions n'avait pas été repérée par les bâtiments ni par les avions américains, mais cela risquait de se produire d'une minute à l'autre.

Un long message de Tojo dépêcha le dimanche 7 décembre, à une heure de l'après-midi, Homura et Kurusu auprès de Cordell Hull pour lui présenter le rejet des dernières propositions américaines et lui notifier la rupture *de facto* des négociations. A la dernière minute, Tokyo pressa d'autre part Berlin d'apposer sa signature sur le traité garantissant au Japon l'appui de l'Allemagne. Même à cet instant crucial, la méfiance des Japonais à l'égard des Allemands les retint de les informer du coup qu'ils se préparaient à assener aux États-Unis le lendemain. Ils craignaient de plus en plus qu'Hitler ne refusât de signer sa garantie autrement qu'en échange d'une déclaration de guerre à la Russie.

En désespoir de cause, Tojo expédia à Oshima un ultime message lui recommandant d'éluder la question le plus longtemps possible et de ne

céder qu'en cas de nécessité absolue. Pour abusés qu'ils fussent à l'égard de la puissance américaine et britannique, les généraux japonais possédaient assez de sens commun pour se rendre compte de l'impossibilité de combattre simultanément un troisième ennemi, même avec l'appui allemand. Les instructions de Tojo à Oshima, décodées par les experts du chiffre déjà mentionnés, nous offrent un intéressant aperçu de la diplomatie nipponne vis-à-vis du Reich à cette onzième heure du samedi 6 décembre.

« Jusqu'à ce que les conditions stratégiques le permettent, nous tenons à éviter... un conflit armé avec la Russie. Faites comprendre au gouvernement allemand cette position, et négociez avec lui afin d'obtenir qu'il n'exige pas — tout au moins pour le moment — un échange de notes diplomatiques à ce propos. Expliquez en détail au ministre des Affaires étrangères que les fournitures américaines envoyées par cargo à la Russie ne sont ni importantes ni de haute qualité, et que, si nous déclenchons une guerre contre les États-Unis, nous nous emparerons de tous ses bâtiments à destination de l'U.R.S.S. Veuillez tenter d'aboutir à une entente sur ces bases.

Toutefois, si Ribbentrop exigeait une garantie formelle de notre part à ce sujet, vous devrez prendre en notre nom l'engagement de principe d'empêcher tout transit de matériel de guerre américain vers la Russie par les eaux japonaises. Obtenez de l'Allemagne son accord sur un texte additionnel expliquant que nous ne saurions appliquer de façon plénière cet engagement tant que, pour des raisons stratégiques, nous resterons dans l'obligation d'éviter les hostilités entre l'U.R.S.S. et le Japon. Si le gouvernement allemand refuse son accord sur ce qui précède et fait dépendre formellement son acquiescement de notre entrée en guerre et d'un traité nous engageant à ne pas conclure de paix séparée, nous ne pourrions faire autrement que d'ajourner la conclusion de notre accord (37). »

Les Japonais se faisaient bien inutilement du souci. Pour des raisons inconnues des généraux nippons et de n'importe qui, raisons défiant d'ailleurs toute logique, Hitler négligea d'exiger la participation du Japon à la guerre germano-russe. L'eût-il fait, le cours des événements aurait pris

sans doute une tout autre tournure.

Quoi qu'il en soit, en ce samedi soir 6 décembre 1941, le Japon s'apprêtait à assaillir les États-Unis dans le Pacifique. Où? Quand? Ni Washington ni Berlin ne le savaient exactement. Le matin, l'Amirauté britannique avait informé le président Roosevelt qu'une vaste flotte japonaise mettait le cap sur l'isthme de Kra, via golfe du Siam, manœuvre qui faisait prévoir une première attaque contre la Thaïlande et peut-être la Malaisie. A neuf heures du soir, le président Roosevelt adressait à l'empereur du Japon un message personnel l'adjurant de se joindre à lui pour trouver le moyen de « dissiper les sombres nuages amoncelés ».

Il l'avertissait aussi qu'un coup de force japonais dans le Sud-Est asiatique créerait une situation « impensable ». A la même heure, les officiers appartenant aux services de renseignement de l'amirauté rédigeaient leurs derniers rapports sur la position des principales unités navales nippones. La plupart se trouvaient dans les ports japonais, disaient-ils, y compris tous les porte-avions et autres bâtiments de l'escadre qui, à cette minute précise, naviguaient déjà à moins de 300 milles de Pearl Harbour, tandis que les bombardiers prêts à décoller n'attendaient que le lever de l'aube.

Entre-temps, l'amirauté apprenait au président Roosevelt et à Cordell Hull la destruction des codes de l'ambassade japonaise. Toujours le 6 décembre, les services du chiffre de l'amirauté étaient parvenus à décoder et à traduire au fur et à mesure de sa transmission sur les ondes un intéressant message de Tojo, émis en quatorze fractions tout le long de l'après-midi et, à neuf heures trente, un officier de marine apportait à la Maison Blanche la traduction des treize premiers fragments.

« C'est la guerre... », dit Roosevelt à Harry Hopkins présent dans son cabinet de travail.

Le message n'indiquait ni exactement où, ni exactement quand l'assaut allait avoir lieu et l'amiral Nomura en personne l'ignorait. Non loin de là, sur le front d'Europe orientale, Hitler l'ignorait tout autant. En fait, il en savait moins que Roosevelt.

HITLER DECLARE LA GUERRE AUX ETATS-UNIS

L'attaque japonaise de la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, à sept heures trente (heure locale), prit Berlin par surprise tout autant que Washington. Bien qu'Hitler et Ribbentrop eussent promis respectivement à Matsuoka et à Oshima l'entrée en guerre de l'Allemagne contre les États-Unis lorsque le Japon aurait lui-même entamé les hostilités, une telle promesse était restée à l'état verbal et, d'autre part, les Japonais n'avaient soufflé mot à leur partenaire allemand de l'opération Pearl Harbour*.

** D'aucuns ont cru longtemps qu'Hitler connaissait par avance l'heure exacte de l'assaut de Pearl Harbour, mais nulle part dans les documents secrets allemands je n'ai découvert la moindre preuve pouvant étayer cette assurance.*

Rappelons qu'à ce moment-là, sur le front russe, Hitler s'occupait à rallier ses généraux fléchissants et ses armées en retraite. La nuit venait de tomber sur Berlin lorsque les services d'écoute des émissions étrangères captèrent la nouvelle de l'assaut de Pearl Harbour. Un coup de téléphone de l'attaché de presse de la Wilhelmstrasse informa aussitôt Ribbentrop de la foudroyante nouvelle. Furieux d'être dérangé en pleine nuit, il refusa d'y ajouter foi. Cette histoire est un coup de la propagande ennemie, dit-il en intimant l'ordre de le laisser tranquille jusqu'au matin (38).

Lorsque, devant le tribunal de Nuremberg, Ribbentrop affirma : « L'attaque de Pearl Harbour fut pour nous une complète surprise », il dit certainement la vérité (une fois n'est pas coutume). « Nous avons

envisagé la possibilité d'un assaut japonais contre Singapour, peut-être contre Hong-Kong, expliqua-t-il, mais jamais nous n'avions jugé qu'une attaque contre les États-Unis nous serait favorable (39). »

Contrairement à sa déclaration au tribunal, l'événement l'avait extrêmement réjoui; du moins fût-ce l'impression de Ciano.

« Cette nuit, appel téléphonique de Ribbentrop, note le ministre italien dans son journal du 8 décembre. Il est ravi de l'attaque japonaise. Tellement ravi que je n'ai pu m'abstenir de le féliciter tout en éprouvant personnellement quelque doute sur les conséquences de l'événement... Mussolini en est heureux lui aussi. Depuis longtemps il souhaite que se clarifie la situation entre l'Amérique et l'Axe. »

A une heure de l'après-midi, le lundi 8 décembre, le général Oshima vint précisément demander à Ribbentrop de « clarifier la situation » de l'Allemagne; cela par une immédiate déclaration de guerre aux États-Unis. Le texte de sa dépêche à Tokyo nous apporte la réponse du ministre nazi :

« Ribbentrop m'apprend que le Führer se trouve présentement en conférence à son Q.G. en train de discuter sous quelle forme les modalités de déclaration de guerre à l'Amérique pourront impressionner favorablement le peuple allemand. Il me promet de transmettre sur-le-champ votre requête au chancelier et de faire tout son possible pour qu'elle soit promptement acceptée. »

Ribbentrop informa en outre l'ambassadeur que, le matin même du 8 décembre, le Führer avait donné ordre à la Kriegsmarine de couler les bâtiments américains partout où elle les rencontrerait (40). Pourtant, le dictateur se déroba encore à une déclaration de guerre officielle*.

* *Au même moment, à Tokyo, le général Tojo disait à l'ambassadeur allemand, le général Ott : « Le gouvernement japonais espère qu'à présent l'Allemagne déclarera la guerre sans*

Ses notes personnelles nous apprennent qu'il revint en hâte à Berlin, le 9 décembre, à onze heures du matin. Aussitôt, Ribbentrop lui fit remarquer que les termes du pacte tripartite ne l'engageaient nullement à déclarer la guerre aux États-Unis puisque le Japon était l'agresseur. C'est du moins ce que le ministre nazi assura à Nuremberg. Voici ses paroles :

« Le texte du Pacte tripartite engage l'Allemagne à prêter assistance au Japon *en cas d'agression contre lui*. J'expliquai au Führer l'aspect légal de la situation et lui fis comprendre que, d'après les stipulations du pacte, nous n'étions aucunement obligés de déclarer officiellement la guerre à l'Amérique. Après mûre réflexion, le Führer me fit part de son opinion : « Notre refus de participer à la guerre nippo-américaine reviendrait, politiquement, à la condamnation à mort du pacte tripartite.

Mais ceci n'est pas la raison majeure. Le motif principal de notre entrée en guerre est l'attaque de nos navires par la marine américaine. De tels actes ont déjà créé, *de facto*, l'état de guerre. » Dans l'esprit du Führer, l'imminente déclaration de guerre de l'Amérique à l'Allemagne ne faisait à ce moment-là aucun doute. Je reçus donc l'ordre de rendre son passeport à l'ambassadeur des États-Unis (42). »

Le président Roosevelt et Cordell Hull prévoyaient ce geste. Le 8 décembre, en dépit de la pression exercée par le Congrès en faveur d'une immédiate déclaration de guerre à l'Axe, ils avaient résolu d'attendre encore. Le bombardement de Pearl Harbour venait de leur délier une main, et certains renseignements leur donnaient à penser que le dictateur nazi délierait l'autre avant peu *.

* Présent à Washington à l'époque, je jugeai la position de Roosevelt difficile. Parviendrait-il à obtenir du Congrès une déclaration de guerre à l'Allemagne? Les deux chambres, appuyées par l'armée et la marine, assuraient avec quelque véhémence que tous les efforts de l'Amérique devaient se concentrer sur la défaite de l'agresseur japonais sans

y ajouter le fardeau d'un nouvel ennemi. Immédiatement après le discours de Roosevelt du 8 décembre, discours traitant de la déclaration de guerre au Japon, Hans Thomsen, chargé d'affaires allemand à Washington, communiqua ses impressions à Berlin. « Le fait que Roosevelt se soit abstenu de mentionner l'Allemagne et l'Italie dans son discours prouve sa volonté d'éviter une aggravation de la situation dans l'Atlantique. »

Le même soir, Thomsen expédia une seconde dépêche : « Roosevelt demandera-t-il au Congrès une déclaration de guerre contre l'Axe? Cela paraît encore incertain. Selon les chefs militaires, il serait logique d'éviter tout geste capable d'entraîner l'Amérique à combattre sur deux fronts. »

Antérieurement à l'attaque de Pearl Harbour, Thomsen avait souligné à plusieurs reprises l'impossibilité pour les États-Unis de faire face à une guerre sur deux fronts. Le 4 décembre, il fit part à son gouvernement des révélations du Chicago Tribune touchant les plans du haut commandement américain en vue de la défaite de l'Allemagne et de ses alliés et ajoutait : « Il se confirme que la participation de l'Amérique aux hostilités n'aura pas lieu avant juillet 1943. »

Ses mesures militaires contre le Japon sont de caractère défensif. » Le 8 décembre, Thomsen dit encore : « L'attaque de Pearl Harbour va grandement soulager l'Allemagne, car l'obligation d'appliquer tous ses efforts à sa propre défense va amener l'Amérique à réduire considérablement son aide à l'Angleterre et à transférer toutes ses activités dans le Pacifique. »

(Je remercie au passage le Département d'État de Washington grâce auquel j'ai pu avoir accès aux documents échangés à cette époque entre la Wilhelmstrasse et l'ambassade d'Allemagne à Washington. Ceux-ci seront publiés ultérieurement dans la série de Documents sur la politique étrangère allemande.)

Les deux hommes d'État avaient longuement étudié la dépêche (interceptée) expédiée à Tokyo par Oshima rapportant la déclaration de Ribbentrop, à savoir la promesse allemande de participer aux hostilités contre les États-Unis si le Japon s'y engageait le premier. Cette promesse ne comportait aucune clause conditionnelle touchant l'agresseur. Dans quel cas l'Allemagne se trouvait-elle tenue de participer aux hostilités? Aucun texte ne le stipulait expressément. Le Japon possédait là un chèque en blanc sur Berlin et, sans nul doute, allait exiger qu'il fût honoré. Il le fut, mais après de nouvelles tergiversations de son tireur, Adolf Hitler.

Le jour même de son retour à Berlin, le 9 décembre, celui-ci convoqua

le Reichstag en séance extraordinaire, puis, réflexion faite, la remit au 11. Excédé par les attaques incessantes de Roosevelt contre sa personne, contre le national-socialisme, et par les agressions de la marine américaine contre les bâtiments allemands dans l'Atlantique, il était « à bout de patience ». Sa haine contre l'Amérique et les Américains croissait de jour en jour et, conjointement, une dangereuse tendance à sous-estimer la puissance militaire des États-Unis**.

** « *Les Américains n'ont pas d'avenir, déclarait-il le 7 janvier 1942 à ses intimes. L'Amérique est un pays pourri. Le problème racial et les inégalités sociales y sévissent... L'Amérique ne m'inspire que de l'aversion et le plus profond dégoût... Mi-enjuivée, mi-négrifiée, voilà la société américaine: tout son comportement vient de là. Comment espérer qu'une telle nation, un tel État où tout est construit sur le dollar puisse tenir debout? » (Propos Confidentiels d'Hitler, p. 55.)*

En revanche, il surestimait tout aussi dangereusement la puissance militaire du Japon. Ne s'imaginait-il pas que la marine nipponne, la plus invincible du monde à ses yeux, après avoir disposé des Anglais et des Américains dans le Pacifique, se tournerait du côté russe, et aiderait l'Allemagne à achever sa grandissime conquête.

« L'entrée en guerre du Japon est pour nous un atout de valeur exceptionnelle, ne serait-ce qu'en raison de la date choisie, dit-il encore à ses confidents. A l'heure où les rigueurs inattendues de l'hiver russe pèsent si lourdement sur le moral de nos troupes, et où le peuple allemand angoissé sent approcher un conflit avec l'Amérique, l'intervention japonaise se révèle des plus opportunes (43). »

Le coup soudain et brutal assené à la flotte américaine exalta son admiration, surtout par son élément de surprise. Il appréciait la manœuvre pour l'avoir employée lui-même avec succès et fierté, et, en récompense de

cette prouesse, il remit le 14 décembre, au général Oshima, la grand-croix de l'Ordre du Mérite de l'Aigle d'Or allemand.

« Voilà comment il faut déclarer la guerre! approuva-t-il : cette méthode est la seule efficace! Elle correspond à mon propre système, c'est-à-dire : négocier aussi longtemps que possible, mais, si l'on s'aperçoit que l'adversaire ne cherche qu'à se dérober, à vous humilier, à vous tromper et se refuse à toute entente, il faut alors frapper le plus brutalement possible, sans perdre son temps à déclarer la guerre. Je me réjouis d'apprendre la réussite de la première opération japonaise. Moi-même, en un temps, avec une patience infinie, j'ai poursuivi des négociations avec la Pologne, par exemple, et aussi avec la Russie. Quand la mauvaise foi de l'adversaire m'est apparue, j'ai frappé, sans m'attarder à d'inutiles formalités et, à l'avenir, je continuerai à agir ainsi (44). »

Hitler avait une autre raison d'ajouter rapidement les États-Unis à la formidable liste de ses ennemis. Le docteur Schmidt sut la découvrir. « J'ai l'impression, écrit-il, qu'Hitler, talonné par son appétit immodéré de prestige et sentant venir la déclaration de guerre de l'Amérique, veut prendre les devants (45). »

Schmidt voyait juste. Le dictateur confirma son jugement le 11 décembre à la tribune du Reichstag :

« L'Allemagne frappera toujours la première! S'exclama-t-il au milieu des ovations des députés. Toujours l'Allemagne portera le premier coup ! »

En vérité, il craignait tellement d'être distancé par l'Amérique que, le 10 décembre, il admonesta sévèrement Thomsen à propos de ses indiscretions susceptibles d'alerter Washington. Ce même 10 décembre, Ribbentrop rédigeait le texte officiel de la déclaration de guerre qu'il se proposait de remettre au chargé d'affaires des États-Unis le lendemain, 11

décembre, à deux heures trente précises. De son côté, Thomsen reçut l'ordre de se présenter à Cordell Hull à trois heures trente, pour lui remettre une copie de ladite déclaration et demander son passeport. Ribbentrop terminait son message par une recommandation formelle : Éviter tout contact avec le Département d'État avant la remise du document final à Cordell Hull. A tout prix, nous voulons éviter que Washington ne prenne les devants.

Quels que fussent les mobiles qui poussèrent Hitler à retarder de quarante-huit heures la séance du Reichstag, les documents saisis à la Wilhelmstrasse nous apprennent que sa fâcheuse décision d'attaquer l'Amérique avait été prise dès le 9 décembre, le jour même de son retour du front russe. Il tenait vraisemblablement à élaborer à loisir le grand discours destiné à impressionner le peuple allemand, qui ne manquerait pas de se souvenir inopportunément du rôle décisif joué par l'Amérique dans la défaite allemande de 1918... La partie était scabreuse.

Hans Dieckhoff*, encore nanti du titre d'ambassadeur du Reich auprès des États-Unis, mais qui se morfondait à la Wilhelmstrasse depuis 1938, lors du renvoi des représentants respectifs des deux pays, Hans Dieckhoff, donc, fut chargé le 9 décembre par Hitler de dresser, en vue de son adresse au Reichstag, le long inventaire des activités antigermaniques du Président Roosevelt.

* Dieckhoff inspirait de l'estime à quelques membres du Département d'État et de l'ambassade américaine à Berlin, qui le croyaient antinazi. Pour ma part, je le jugeais trop dépourvu d'estomac pour cela. Il servit le Führer jusqu'au bout (de 1943 à 1945) en qualité d'ambassadeur auprès du gouvernement de Franco.

A la requête de Ribbentrop, Hans Dieckhoff, « de tempérament

docile » (Hassell *dixit*), avait rédigé la semaine précédente un mémorandum faisant aujourd'hui partie des documents non publiés de la Wilhelmstrasse, qui exposait les onze principes à observer pour influencer l'opinion publique américaine. Relevons-en quelques paragraphes :

- Le vrai danger que court l'Amérique s'appelle Franklin D. Roosevelt ;
- Mettre l'accent sur l'influence des Juifs à la Maison Blanche.

Nommément : Frankfurter, Baruch, Benjamin Cohen, Samuel Rosenman, Harry Morgenthau, etc.;

— Le slogan de toutes les mères américaines doit être : « Mourir pour l'Angleterre? Non. Mon fils a mieux à faire. »

Au matin du 9 décembre, Thomsen reçut à Washington l'ordre de brûler tous les codes et tous les documents confidentiels de l'ambassade.

« Instructions exécutées », télégraphia-t-il à onze heures trente. A la longue, il prenait conscience de ce qui se passait à Berlin et, dans la soirée, communiqua ses conclusions à la Wilhelmstrasse :

« Washington s'attend à une déclaration de guerre à l'Allemagne dans les vingt-quatre heures ou, sinon, à la rupture des relations diplomatiques. »

Le discours du Führer devant les robots du Reichstag consista, en majeure partie, en un torrent d'insultes à l'adresse du président Roosevelt, « l'homme qui, pour dissimuler l'échec du New Deal, a provoqué la guerre. L'homme qui, soutenu par les Juifs et les milliardaires, porte la responsabilité de la seconde guerre mondiale », etc. Tout son ressentiment à l'égard du grand homme d'État qui, depuis la première heure, contrecarrait ses plans d'hégémonie universelle et ne cessait de le couvrir de sarcasmes; sa vindicte contre celui qui, à l'heure où la Grande-Bretagne accablée paraissait condamnée à l'écrasement final, lui avait apporté une aide massive; le chef de la nation dont la marine le défiait aujourd'hui dans l'Atlantique; tout cela et plus encore se traduisit en une explosion de fureur.

« Permettez-moi, messieurs, commença-t-il, de définir mon attitude en face de ce monde étranger incarné dans la personne d'un homme qui, à l'heure où nos valeureux soldats combattent dans la neige et la glace, a le tact de prononcer ce qu'il appelle ses « causeries au coin du feu »; un homme qui porte la première responsabilité de cette guerre... Je passerai sous silence les attaques insultantes dont je suis l'objet de la part de ce soi-disant président. Etre traité de gangster ne m'émeut pas.

Après tout, cette épithète porte l'estampille américaine, sans doute parce que notre continent ignore cette catégorie d'individus. Les insultes de Roosevelt ne m'atteignent pas, car cet individu est fou, comme Wilson avant lui... Tout d'abord, il incite les nations à la guerre, puis il en falsifie les causes et, drapé dans un manteau d'hypocrisie chrétienne, il conduit lentement et sûrement l'humanité à la guerre, non sans prendre Dieu à témoin de la pureté de ses intentions, en bon franc-maçon qu'il est...

« J'accuse Roosevelt de s'être rendu coupable d'une série de crimes contre les lois

internationales : saisies illégales de navires allemands et italiens; menaces contre les ressortissants de l'Axe; internements arbitraires et pillage des biens des internés. Les provocations de Roosevelt sont allées encore plus loin. Il donna ordre à sa marine d'attaquer, où que ce soit, tout bâtiment battant pavillon allemand et italien et de le couler, cela en violation cynique du code international et du droit des gens. Les ministres américains se sont vantés d'avoir ainsi détruit des sous-marins allemands.

A plusieurs reprises, des croiseurs américains ont attaqué nos navires marchands, s'en sont emparés et ont emprisonné leurs équipages... Devant de tels faits, les sincères efforts d'une longanimité sans exemple poursuivis par l'Allemagne et l'Italie dans l'espoir de prévenir un nouveau conflit, en dépit des insoutenables provocations multipliées depuis deux ans par le président Roosevelt, ces efforts, dis-je, se sont avérés inutiles... »

Hitler offre ensuite son explication personnelle des motifs qui incitèrent Roosevelt à « attiser » la germanophobie américaine :

« Un abîme infranchissable sépare les conceptions de Roosevelt des miennes. Cet homme, issu d'une famille riche, appartient depuis sa naissance à cette classe dite privilégiée dont les origines — dans les pays démocratiques — aplanissent les problèmes de l'existence. Je suis, moi, l'enfant d'une famille pauvre et j'ai dû me frayer mon chemin de haute lutte par un travail acharné et sans merci. Roosevelt a vécu la première guerre mondiale à l'ombre protectrice de Wilson dans la sphère des profiteurs.

Aussi ne connaît-il que les agréables séquences des querelles entre peuples et dont bénéficient ceux qui « brassent des affaires » pendant que d'autres versent leur sang. J'étais, moi, le simple soldat qui exécute les ordres de ses chefs. Parti pauvre pour la guerre j'en suis revenu pauvre... J'ai partagé le sort de millions d'hommes et Roosevelt celui des privilégiés qu'on appelle « Les Dix Mille ». Après la guerre il s'empessa d'exploiter ses aptitudes de spéculateur en tirant parti de l'inflation, c'est-à-dire de la misère des autres, alors que, moi, je gisais sur un lit d'hôpital... »

Hitler poursuivit quelque temps ce singulier parallèle, puis il aborda son thème numéro deux : Roosevelt se lançant dans la guerre pour échapper aux conséquences de sa faillite d'homme d'État.

« ... Le national-socialisme assuma le pouvoir en Allemagne l'année même où Roosevelt devint président des États-Unis... Il se trouvait appelé à gouverner un État en décadence économique, cependant que je prenais les rênes d'un Reich acculé à la ruine par la faute de la démocratie... Tandis que sous le régime national socialiste avait lieu en Allemagne une renaissance économique, artistique et culturelle sans précédent, les États-Unis, sous la présidence de Roosevelt, échouaient dans la réalisation des moindres améliorations.

Cela n'est pas pour nous surprendre si l'on songe que les hommes dont Roosevelt chercha l'appui, ou plus exactement ceux qui l'ont amené au pouvoir, appartiennent au milieu juif, dont les intérêts reposent sur le désordre, la désagrégation et le renversement des valeurs... La législation du New Deal, création de Roosevelt, fût une vaste erreur. En temps de paix, la poursuite d'une pareille politique aurait abattu son auteur quelle que soit son adresse dialectique. Dans un État européen, Roosevelt aurait été traduit en Haute Cour, inculpé de dilapidation de la richesse nationale et aurait difficilement échappé à un tribunal de droit commun en raison de ses agissements délictueux. »

Hitler savait que son opinion à l'égard du New Deal était partagée, au moins en partie, par les isolationnistes américains, aussi par le monde des affaires dans son ensemble, et il essaya de tirer parti de cette opposition, sans réfléchir que le drame de Pearl Harbour venait de créer d'un seul coup l'unité de tous les éléments de la nation dans le soutien de leur pays.

« ... De nombreux Américains, et non des moindres, ont formulé un jugement sévère à l'égard du New Deal. Une opposition menaçante se concentra sur la tête de cet homme et lui fit pressentir qu'il ne trouverait le salut qu'en détournant l'attention publique de la politique intérieure vers la politique extérieure... Il fût soutenu dans cette manœuvre par son entourage juif... Toute la juiverie mit sa bassesse diabolique à son service et Roosevelt lui donna la main. Ainsi commencèrent à se manifester les efforts du président des États-Unis dans le sens de la provocation à la guerre... Pendant des années, cet homme nourrit un désir unique : le déclenchement d'un conflit quelque part dans le monde. »

Suit une longue énumération des manœuvres de Roosevelt; en premier lieu son discours dit de la *Quarantaine*, prononcé à Chicago en

1937. Aujourd'hui, s'écria Hitler, Roosevelt est saisi de frayeur. Si la paix revient en Europe, son gaspillage de millions de dollars apparaîtra sous son vrai jour : une escroquerie. Il a donc résolu de provoquer une attaque contre son propre pays.

« ... Je crois que vous éprouverez tous du soulagement à voir enfin un État prendre l'initiative d'une protestation contre cet insolent mépris de la vérité et du droit, sans précédent dans l'Histoire. Qu'après des années de négociations avec un tel homme, le gouvernement japonais se soit finalement lassé de se voir bafoué d'aussi indigne manière, voilà qui remplit d'une profonde satisfaction le peuple allemand et, je n'en doute pas, toutes les autres nations honnêtes... Il se peut qu'en raison de son infériorité intellectuelle Roosevelt ne comprenne pas mes paroles, mais nous connaissons, nous, l'objet de son acharnement à détruire une nation après l'autre... Quant au peuple allemand, il n'a besoin des aumônes ni de monsieur Roosevelt, ni de monsieur Churchill et encore moins de monsieur Eden. Il ne revendique que le droit à l'existence, et ce droit, il saura le conquérir en dépit des conjurations de milliers et milliers de Roosevelt et de Churchill.

« Ainsi ai-je fait rendre aujourd'hui même son passeport à l'ambassadeur des États-Unis (46). »

A ce stade de sa harangue, les députés du Reichstag se levèrent pour applaudir, et les derniers mots du Führer furent noyés dans le tumulte des ovations. Peu après, exactement à deux heures trente de l'après-midi, Ribbentrop, affectant une attitude rigide, recevait le chargé d'affaires américain à Berlin, Leland Morris et, sans l'inviter à s'asseoir, lui donnait lecture de la déclaration de guerre du Reich aux États-Unis. Il lui tendit ensuite un exemplaire du texte et le congédia d'un geste glacial. Lisons le passage essentiel de ce texte :

« ... Bien que, dans ses relations avec le gouvernement des États-Unis, l'Allemagne se soit toujours strictement conformée aux lois internationales en vigueur en temps de guerre, le

gouvernement des États-Unis s'est rendu coupable d'actes caractérisés d'hostilité à l'endroit du Reich et a créé, *de facto*, l'état de guerre... En conséquence le gouvernement du Reich rompt aujourd'hui les relations diplomatiques avec les États-Unis et, en raison des circonstances provoquées par l'attitude du président Roosevelt, décrète qu'à partir de ce jour, 11 décembre 1941, l'Allemagne se considère en guerre avec les États-Unis (47). »

Le dernier acte de ce drame du 11 décembre se termina par la signature d'un accord tripartite entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, exposant l'inébranlable résolution des trois nations de ne déposer les armes qu'après l'achèvement victorieux de leur lutte commune contre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les trois puissances s'engageaient en outre à ne pas négocier de paix séparée. Adolf Hitler qui, six mois auparavant, n'avait eu affaire qu'à un ennemi prétendument vaincu — l'Angleterre — voyait se coaliser contre le Reich les trois plus grandes puissances industrielles du monde dans un combat où la force militaire dépendait dans une large mesure du potentiel économique. Pas plus le Führer que ses généraux et ses amiraux ne semblent avoir pesé à temps ces réalités.

Dans ses notes du 11 décembre, Halder ne mentionne même pas la déclaration de guerre allemande! Il dit simplement avoir assisté à la conférence d'un officier de marine sur le « Panorama de la guerre américano-nippone! » La suite ne concerne, cela se conçoit, que les nouvelles invariablement accablantes reçues de la plupart des secteurs du front russe. Oubliait-il que les divisions allemandes harassées allaient bientôt devoir confronter les armées toutes fraîches du nouveau monde?

Quant à l'amiral Raeder, il se montra satisfait de la décision d'Hitler. L'intervention du Japon, assura-t-il le 12 décembre, allégera sensiblement la situation dans l'Atlantique. L'Amérique a déjà déplacé de l'Atlantique au Pacifique plusieurs de ses bâtiments de guerre et il est certain que des

unités légères, en particulier les contre-torpilleurs, suivront le même chemin. Il faudra bientôt y ajouter un très grand nombre de navires marchands. Les transports à destination de l'Angleterre seront réduits d'autant.

Après avoir si témérairement jeté les dés, Hitler se sentit soudain en proie au doute : « Croyez-vous, demanda-t-il à l'amiral, que l'ennemi se prépare à occuper les Açores, les îles du Cap-Vert, et éventuellement Dakar, dans le but de reconquérir son prestige atteint par ses échecs du Pacifique? — Pendant les mois qui vont suivre, répondit Raeder, les États-Unis devront concentrer toutes leurs forces dans le Pacifique, et l'Angleterre, après les pertes qu'elle vient de subir, ne voudra pas courir de nouveaux risques* ». »

** Le 10 décembre, au large des côtes de Malaisie, les bombardiers japonais avaient coulé deux cuirassés britanniques, le Prince of Wales et le Repulse. Ajouté à la destruction d'une partie de la flotte américaine de Pearl Harbour, ce dernier coup conférerait au Japon une complète suprématie dans le Pacifique, les mers de Chine et l'océan Indien. « De toute la guerre, écrivit Churchill à propos de la perte des deux magnifiques cuirassés, jamais coup ne m'atteignit plus directement. »*

« Pensez-vous, demanda, encore Hitler, que les États-Unis et la Grande-Bretagne soient capables d'abandonner pour un temps l'Est Asiatique pour s'attaquer d'abord à l'Allemagne et à l'Italie? » Là encore l'amiral le rassura. « Il est très improbable que l'ennemi abandonne l'Extrême-Orient, même temporairement, car il mettrait alors l'Inde sérieusement en péril. D'autre part, aussi longtemps que la flotte japonaise garde la maîtrise du Pacifique, les États-Unis ne peuvent songer à en retirer la leur. »

Raeder acheva de reconforter le Führer en l'informant que six « gros » sous-marins venaient de mettre le cap sur la côte Est des États-Unis.

Étant donné la situation sur le front russe et dans le désert égyptien, où l'Afrika Korps de Rommel continuait à battre en retraite, les préoccupations du chef suprême du Reich et de ses généraux se détournèrent promptement du nouvel ennemi, pleinement absorbé lui-même dans le lointain Pacifique. Elles y revinrent avant qu'un an ne fût écoulé. 1942 marqua en effet l'irrévocable tournant qui allait décider non seulement de l'issue d'un conflit jugé par Hitler terminé et gagné dès 1941, mais aussi du destin du Troisième Reich : ce Reich auquel Hitler, grisé par son ascension vertigineuse et ses stupéfiantes victoires initiales, assignait une durée de mille ans.

Au fur et à mesure de l'approche de l'année nouvelle — 1942 —, le journal de Halder reflète la menace qui se précise :

30 *décembre* 1941 : « Encore un jour noir! » 31 *décembre* 1941 : « Sombre fin d'année »...

Le chef de l'état-major général commence à avoir la prémonition des événements tragiques qui se préparent.

1942 : LE GRAND TOURNANT EL ALAMEIN ET STALINGRAD

LES CONSPIRATEURS REAPPARAISSENT

LES graves défaites des armées hitlériennes en Russie au cours de l'hiver 1941-1942, ainsi que la disgrâce de maréchaux et de généraux de premier plan, ressuscitèrent les espoirs des conspirateurs. Tant que les triomphes des guerriers germaniques se succédaient les uns aux autres; tant que la gloire insolente des armées du Troisième Reich s'étalait à la face du ciel, les chefs militaires allemands ne songèrent pas à se rebeller. A présent, les orgueilleuses et, jusqu'alors, invincibles armées nazies fuyaient à travers la neige devant un ennemi de trempe supérieure. En six mois, la campagne de Russie venait d'engloutir plus d'un million d'hommes. Une phalange de généraux, parmi les plus renommés, avait été sacrifiée. Quelques-uns, tels que Hoepner et Sponeck, boucs émissaires de l'impitoyable dictateur, humiliés publiquement et dépouillés de leur commandement*.

* Parmi les sacrifiés, citons le feld-maréchal von Brauchitsch, déjà nommé: le feld-maréchal von Rundstedt et von Bock, commandants respectifs des groupes d'armées du sud et du centre; le général Guderian, génial créateur des unités blindées; le feld-maréchal von Leeb, relevé de son commandement le 18 janvier 1942. Ajoutons le feld-maréchal von Reichenau, mort d'une embolie, et le général Udet, héros de la Luftwaffe, suicidé le 17 novembre 1941; 35 généraux de corps d'armée et de division remplacés au cours de la retraite d'hiver. Ce n'était là qu'un prélude. A Nuremberg, le maréchal von Manstein apprit au tribunal ce qu'il advint des chefs coupables d'avoir perdu des batailles ou de s'être courageusement rebellés contre le Führer. Sur 17 maréchaux, dit-il, 10 furent renvoyés en

Allemagne, 3 fusillés à la suite du complot du 20 juillet 1944. Un seul réussit à conserver son commandement jusqu'au bout. Sur 36 Generalobersten, 18 furent renvoyés en Allemagne. Cinq allaient être fusillés ou dégradés. Trois seulement parvinrent à demeurer en fonction pendant toute la durée de la guerre (1).

« Le moment approche », annonce Hassell, optimiste, dans ses carnets du 21 décembre 1941. Il est persuadé, et avec lui tous les autres conjurés, que le corps des officiers prussiens de la vieille école réagirait comme un seul homme contre le honteux traitement qu'Hitler leur infligeait et, par-dessus tout, contre la démence du chef suprême, coupable de les avoir amenés, eux et leurs armées, au bord de la catastrophe. Depuis les défaites essuyées en Russie et l'entrée en guerre de l'Amérique, tous jugeaient la victoire allemande impossible, mais non pas la partie irrémédiablement perdue. Un gouvernement antinazi serait capable, croyaient-ils, d'obtenir des conditions de paix qui laisseraient à l'Allemagne son rang de grande puissance et lui permettraient peut-être de conserver quelques-uns des gains de la première heure : l'Autriche, les Sudètes et la Pologne occidentale.

Toutefois, le texte de la Charte de l'Atlantique élaboré par Churchill et Roosevelt le 19 août avait porté à leurs illusions un coup sévère, en particulier le point VIII, stipulant qu'après la guerre l'Allemagne devrait être désarmée. Aux yeux de Hassell, Goerdeler, Beck et autres conspirateurs, ce paragraphe prouvait que les Alliés n'avaient aucune intention de faire une distinction entre Allemands nazis et Allemands tout court, et voulaient à la fois vaincre Hitler et condamner l'Allemagne à l'impuissance. En fait, remarque l'aristocratique Hassell, ex-ambassadeur, tout prêt à trahir le Führer, mais décidé à obtenir des Alliés le maximum d'avantages en faveur d'une Allemagne non hitlérienne, le point VIII détruit

toutes les chances d'une paix équitable (2).

Malgré leur désillusion, la promulgation de la Charte de l'Atlantique éperonna les conspirateurs, ne fût-ce qu'en leur faisant comprendre la nécessité de renverser Hitler, cependant qu'un gouvernement antinazi avait encore quelque chance de négocier une paix avantageuse pour une Allemagne restée maîtresse de la plus grande partie de l'Europe. Il n'y avait pas de temps à perdre.

A la fin d'août, les « patriotes germaniques », ainsi se baptisaient eux-mêmes Hassell, Popitz, Oster, Dohnanyi et Friedrich Olbricht, résolurent de soumettre aux alliés des « propositions très modérées » sans néanmoins se départir de certaines exigences, à savoir le rétablissement des frontières orientales allemandes de 1914, plus la conservation de l'Autriche et des Sudètes. A la suite de délibérations tenues avec ses complices, Hassell écrit dans son journal :

« Nous sommes unanimement persuadés qu'avant peu il sera trop tard pour déclencher notre action. Lorsque nos dernières chances de victoire se seront encore réduites et auront disparu tout à fait, il n'y aura plus rien à faire (3). »

Quelques tentatives antérieures de persuasion auprès des généraux en campagne sur le front russe, en vue d'arrêter le Führer avant l'été, s'étaient révélées infructueuses. Des hommes encore ivres de leurs victoires initiales ne pouvaient songer à renverser le chef qui leur avait permis de les remporter. Néanmoins, la semence jetée dans leurs esprits n'allait pas tarder à germer.

Le siège de la conspiration se trouvait être, cet été-là, le propre Q.G. du général von Bock, commandant du groupe d'armées en marche sur

Moscou. Le meneur de jeu était l'un des officiers d'état-major de von Bock, le commandant Henning von Tresckow, dont l'enthousiasme à l'endroit du nazisme s'était refroidi au point de le jeter dans la conspiration. Il avait pour lieutenants son propre aide de camp Fabian von Schlabrendorff et deux aides de camp de von Bock, le comte Hans von Hardenberg et le comte Henrich von Lehndorff, tous deux descendants de très vieilles et grandes familles*.

* *Von Lehndorff fut exécuté le 4 septembre 1944.*

L'une de leurs tâches était d'amener le maréchal à se saisir du Führer au cours d'une de ses inspections au Q.G. du groupe d'armées. Entreprise ardue, car, malgré l'aversion qu'il professait à l'endroit du régime nazi, il s'y trouvait trop profondément inféodé pour exécuter d'un seul coup une pareille volte-face, et, d'autre part, sa vanité et son ambition lui interdisaient de prendre un risque aussi grave à ce premier stade de la partie. Un jour que Tresckow s'évertuait à le convaincre qu'Hitler entraînait l'Allemagne à un désastre, Bock s'écria : « Je ne vous permets pas d'attaquer le Führer (4)! »

Décus, mais non pas découragés, Tresckow et son jeune aide de camp résolurent d'agir seuls et de se saisir du Führer sur le parcours qu'il devait suivre le 4 août 1941 entre l'aérodrome de Borisov et le Q.G. de von Bock. Les deux conspirateurs novices avaient compté sans les mesures de sécurité dont s'entourait le dictateur au moindre de ses déplacements.

Encadré de sa garde du corps S.S. personnelle, Hitler refusa les voitures d'état-major mises à sa disposition par von Bock et utilisa son propre convoi automobile, expédié d'avance à l'aérodrome. Les deux jeunes

officiers n'eurent donc pas l'occasion de l'approcher. Cet échec et quelques autres donnèrent aux conspirateurs une décevante leçon.

Approcher le Führer n'était pas tout. Se saisir de lui, l'arrêter, ne résoudre pas le problème. La majorité des généraux de la vieille garde, encore trop lâches ou simplement trop fidèles à leur serment d'obéissance, hésiteraient sûrement à aider les téméraires dans la poursuite de l'action commencée. C'est à cette époque — automne 1941 — qu'une poignée de jeunes officiers de la Wehrmacht, militaires d'occasion, tel Schlabrendorff, vinrent à penser que tuer Hitler était la solution la meilleure et la plus simple.

Cela fait, les généraux pusillanimes, relevés *ipso facto* de leur serment d'obéissance au dictateur, emboîteraient le pas au nouveau régime et lui apporteraient l'appui de l'armée. A Berlin, les rebelles n'étaient pas encore prêts à s'avancer aussi loin. Ils se contentèrent d'élaborer un plan passablement absurde d'action indirecte, qui, s'imaginaient-ils, permettrait de débarrasser le Reich de son despote tout en laissant leur conscience en paix. Il est difficile, même aujourd'hui, de suivre ce qui se passa dans leur esprit...

Bref, sur un signal donné, il s'agissait pour les chefs militaires des deux fronts de refuser obéissance aux ordres d'Hitler, leur commandant suprême. Il y aurait eu là trahison de leur serment, mais les sophistes de Berlin découvrirent une échappatoire à ce problème gênant. Ils prétendirent en tout cas que le but de ce refus massif d'obéissance consistait à créer un état de confusion, au milieu duquel Beck, aidé par des détachements de l'armée territoriale, renverserait Hitler, s'emparerait du pouvoir et jetterait à bas le régime national socialiste.

L'armée territoriale n'était pas, à proprement parler, une armée régulière, mais un groupement de recrues soumises aux rudiments de l'instruction militaire en vue de leur envoi sur le front russe. Pour qu'un tel coup de main réussît, il fallait obtenir avant tout l'adhésion des chefs militaires de haut rang, ayant sous leurs ordres des troupes chevronnées. L'un d'entre eux sembla tout désigné pour prendre la direction des opérations, le maréchal von Witzleben, déjà mêlé au complot d'Halder à l'époque de Munich, et devenu commandant en chef d'un groupe d'armées sur le front occidental.

Le général Alexandre von Falkenhausen, gouverneur militaire en Belgique, lui fut adjoint. Afin de les initier l'un et l'autre au plan de renversement du Führer, les conjurés leur dépêchèrent Hassell à la mi-janvier. Déjà surveillé par la Gestapo, l'ex-ambassadeur du Reich utilisa le paravent d'une tournée de conférences aux officiers et fonctionnaires d'occupation sur le thème : « ESPACE VITAL ET IMPÉRIALISME » pour dissimuler l'objet secret de ses allées et venues. C'est ainsi qu'à Bruxelles il put s'entretenir confidentiellement avec Falkenhausen et, à Paris, avec Witzleben. Tous deux lui firent bonne impression, surtout le dernier.

Expédié sur une voie de garage en France, tandis que ses compagnons d'armes combattaient glorieusement en Russie, Witzleben rongea son frein; il avait soif d'action. Il qualifia d'« utopique » le plan des conjurés. Pour abattre Hitler, une seule solution était possible à son avis : l'action directe, à laquelle il était prêt à participer au premier rang. Afin de mettre tous les atouts de son côté, mieux valait attendre l'achèvement de l'offensive allemande en Russie. Par ailleurs, Witzleben souhaitait se

trouver en pleine forme physique et devait pour cela subir une petite intervention chirurgicale (comme Frédéric le Grand, et quelques autres seigneurs germaniques, il souffrait d'hémorroïdes). Malheureusement pour le maréchal et ses affiliés, cet intermède eut des conséquences désastreuses. L'opération destinée à le délivrer de cette affection gênante et douloureuse ne présentait aucune gravité, mais nécessitait un séjour à l'hôpital.

Au cours du bref congé qui lui fut accordé, le hasard voulut qu'Hitler l'écartât du service actif et le remplaçât par von Rundstedt qui, lui, manquait de cran pour combattre ouvertement son Führer. Il ne restait plus aux conspirateurs qu'un maréchal sans commandement et sans armée. Ils furent alors envahis d'un violent découragement. A vrai dire, ils continuèrent à se réunir clandestinement et à palabrer, mais le cœur n'y était plus. A la suite d'un de ces innombrables conciliabules, Hassell note : « Pour le moment nous devons renoncer à entreprendre quoi que ce soit contre le Führer (5). »

Justement, il y aurait eu à entreprendre : Tout d'abord, s'entendre sur la formule de gouvernement qui succéderait au régime hitlérien. Ensuite, établir un peu d'ordre dans le tohu-bohu de l'organisation de résistance, jusque-là parfaitement inefficace. La plupart des chefs de la rébellion, hommes âgés et de tendance conservatrice, penchaient pour une restauration de la monarchie Hohenzollern, mais sur quel prince de cette dynastie porter leur choix ? Popitz optait pour le Kronprinz dont les autres ne voulaient à aucun prix, Schacht eût préféré le fils aîné du Kronprinz, le prince Guillaume, qui fut tué le 26 mai 1940 dans la campagne de France. Le prince Auguste Guillaume, quatrième fils de l'ex-

Kaiser, surnommé « Auwi », nazi fanatique et S.S. *Gruppenführer*, était bien entendu éliminé d'office. Dans l'été 1941, ils se mirent plus ou moins d'accord sur le choix de leur candidat au trône : Louis-Ferdinand, l'aîné des fils survivants du Kronprinz.

Agé de trente-trois ans, ce jeune et beau prince, employé pendant cinq ans dans les usines Ford de Dearborn, puis, à la Compagnie Aérienne allemande Lufthansa, recueillit finalement la majorité des suffrages. Intelligent, de tendances démocratiques, instruit des exigences du XXe siècle, il avait su s'attirer l'amitié personnelle de Roosevelt. L'atout n'était pas négligeable. En 1938, à l'époque de son mariage avec la grande-duchesse Kira de Russie, jeune femme sensée, courageuse et belle, le président avait invité le jeune couple à passer sa lune de miel à la Maison-Blanche. Hassell n'approuvait pas entièrement le choix de Louis-Ferdinand : « Il manque des qualités indispensables à un souverain », objectait-il. Cependant, il emboîta le pas aux autres.

Après consultation avec Beck, Goerdeler et Popitz, Hassell mit enfin sur pied le programme du futur gouvernement comportant des dispositions provisoires intérimaires entre le renversement du Führer et l'avènement d'une nouvelle monarchie (6). En attendant l'adoption d'une constitution définitive, le pouvoir suprême appartiendrait à un régent chargé de nommer lui-même les membres de son gouvernement et de son conseil d'État. Goerdeler et, avec lui, quelques représentants syndicalistes appartenant au complot proposaient, au contraire, le recours à un plébiscite immédiat.

Le nouveau régime témoignerait ainsi de son caractère démocratique et populaire. Faute de mieux, le programme de Hassell fut adopté, au

moins dans ses grandes lignes, jusqu'à ce qu'un nouveau plan libéral et de plus grande envergure prit sa place en 1943, sous la pression du comte Helmuth von Moltke. Finalement, au printemps de 1942, les généraux rebelles élirent officiellement pour chef le général Beck, en raison de son intelligence, de son caractère et, par-dessus tout, du prestige de son nom en Allemagne et à l'étranger, surtout dans les milieux militaires.

Hassell — encore lui — bien que pénétré d'admiration et de respect envers l'ancien chef de l'état-major général, exprima des doutes : « Beck est un théoricien, c'est là le hic, écrit-il un peu avant Noël 1941. Popitz juge que sa volonté manque de vigueur. » Ce jugement est malheureusement exact, et cette faille dans le caractère de Beck, c'est-à-dire sa surprenante absence de volonté en face de l'action, allait se révéler désastreuse. Toujours est-il que fin mars 1942, à la suite de plusieurs meetings secrets, les conspirateurs décidèrent de placer une fois pour toutes Beck à leur tête, chargé de « manœuvrer les ficelles (7) ».

A tous ces stades, la conspiration des généraux conserva pourtant son caractère nébuleux et irréel. Les documents qu'en ont laissés leurs auteurs en font foi. Tous savaient qu'Hitler n'attendait que le dégel puis l'assèchement des routes pour reprendre l'offensive et précipiter l'Allemagne dans l'abîme. Pourtant, ils se contentaient de palabrer, et encore palabrer sans agir.

De son domaine d'Ebenhausen, Hassell écrit le 28 mars dans son journal : « Je viens d'avoir quelques entretiens avec Jessen*, Beck et Goerdeler. Les perspectives ne sont pas brillantes (8). » Comment, sans plan cohérent, auraient-elles pu l'être? Alors que s'ouvrait la troisième année de la guerre, Adolf Hitler, en revanche, mûrissait le sien,

farouchement résolu à le mettre à exécution.

** Jens Peter Jessen, professeur d'Économie politique à l'Université de Berlin et l'un des rares intellectuels du parti nazi, était le cerveau du groupe. Ardent disciple du national socialisme de 1931 à 1933, il déchanta rapidement et en devint l'adversaire irréductible. Arrêté le 20 juillet 1944 sous l'inculpation de complicité dans la conspiration d'assassinat d'Hitler, il fut exécuté en novembre de la même année.*

LES DERNIERES GRANDES OFFENSIVES ALLEMANDES

Bien que l'invincible obstination du Führer à interdire tout mouvement de retraite ait entraîné de gigantesques hécatombes d'hommes et de matériel, provoqué la démoralisation des chefs militaires et abouti, dès février 1942, à une situation frisant le désastre, il est certain que cette intraitable volonté de tenir à tout prix contribua à retarder la ruée soviétique. Le courage et l'endurance traditionnels du soldat allemand firent le reste.

A partir du 20 février, l'offensive russe, de la Baltique à la mer Noire, s'essouffle et, fin mars, saison de la boue, une trêve relative s'étend le long de ce front sanglant. L'épuisement accable les adversaires. Un rapport de la Wehrmacht daté du 30 mars révèle ce que vient de coûter à l'Allemagne la campagne d'hiver. Sur un total de 162 divisions, 8 seulement sont encore en état de combattre, 16 divisions blindées totalisent entre elles 140 chars en état de marche, effectifs dont dispose normalement une division (9).

Tandis que ses troupes se reposent et se rééquipent, le chef suprême des forces armées du Reich élabore son programme d'été, moins ample, notons-le, que celui de l'année précédente. Il s'aperçoit à présent de l'impossibilité de venir à bout de l'Armée Rouge en une seule campagne. Il se propose alors de concentrer le gros de ses forces au Sud; de s'emparer des gisements pétrolifères du Caucase, du bassin du Donetz, des cultures agricoles du Kouban et, pour couronner le tout, de prendre Stalingrad.

Les Soviets perdront ainsi la plus grande partie de leurs richesses agricoles et industrielles, sans parler du pétrole, toutes choses dont ils ne

peuvent se passer s'ils veulent continuer la guerre, et les Allemands encore moins. « Si je ne m'empare pas du pétrole de Maïkop et de Grozny avant l'offensive d'été, autant en rester là tout de suite », déclara le Führer à Paulus, commandant la VI^e armée (10).

Staline aurait pu dire exactement la même chose. Lui aussi avait besoin du pétrole du Caucase pour continuer à combattre. Stalingrad prenait dès lors une importance capitale. Que les Allemands s'en emparent, la dernière voie par laquelle le pétrole parvenait jusqu'en Russie centrale — via mer Caspienne et Volga — serait désormais bloquée.

Tout autant que d'essence pour ses chars et ses avions, Hitler avait besoin d'hommes pour combler les brèches terribles ouvertes dans les rangs de ses armées. A la fin de l'hiver, le chiffre des tués et des blessés atteignait 1 167 835, sans compter les malades. Les effectifs de remplacement ne parvenaient pas à compenser ces pertes. Le haut commandement fit alors appel aux alliés de l'Allemagne, ou plus exactement à ses vassaux. Keitel, chargé de battre le rappel, se rendit en hâte à Bucarest et à Budapest pour y recruter quelques divisions roumaines et hongroises, tandis que Goering et, finalement, Hitler en personne demandaient à Mussolini l'appui d'un corps expéditionnaire italien.

Goering, arrivé à Rome à la fin de janvier, renouvelle à l'adresse du Duce ses rodomontades coutumières : « La Russie sera battue à plate couture en 1942. L'Angleterre déposera les armes en 1942, etc. »

« Comme toujours, constate Ciano le 2 février, le maréchal obèse, constellé d'une panoplie de décorations, s'est montré insupportable de suffisance. » Et deux jours plus tard : « Goering quitte Rome ce soir.

Auparavant, nous l'avons reçu à dîner à l'*Hôtel Excelsior*. Tout le long du repas, il ne nous a entretenu que de sa collection de bijoux. A vrai dire, les bagues qu'il porte aux deux mains sont fort belles... Pour se rendre à la gare, il endossa une vaste pelisse de zibeline tenant le milieu entre l'accoutrement des chauffeurs d'automobile de 1905 et la tenue d'Opéra des courtisanes de haut vol (11). »

La dégradation et la décomposition progressives du personnage n° 2 du Reich commençaient à s'accuser.

Le Duce promit à Gœring l'envoi en mars de deux divisions italiennes sur le front russe, à condition que l'Allemagne se chargât de l'artillerie. En même temps, il laissa percer de telles alarmes à l'endroit des défaites de son partenaire que celui-ci jugea le moment venu de l'assurer personnellement de l'invulnérabilité de l'Allemagne. L'entrevue eut lieu les 29 et 30 avril à Salzbourg, dans le palais baroque de Klessheim, naguère le siège des princes-évêques, à présent décoré de meubles, tapis et tapisseries soustraits à la France. « Tout cela n'a pas dû leur coûter cher », ne manque pas d'insinuer Ciano, qui remarque aussi : « Le Führer m'a paru las, vieilli : ses cheveux grisonnent. L'hiver russe l'a profondément marqué*. »

* De son côté, Gæbbels relate dans son journal le choc que lui avait fait éprouver l'aspect du Führer un mois plus tôt à son G.Q.G. d'Ukraine : « Ses cheveux sont devenus tout gris... Il m'a avoué souffrir de vertiges... Son état m'inquiète sérieusement... Il manifeste une véritable phobie de la neige et du froid... La Russie est encore ensevelie sous la neige; cela le tourmente démesurément. » (*Journal de Gæbbels*, p. 131 à 137.)

Vint alors le sempiternel numéro exécuté par Hitler et Ribbentrop à l'adresse de Mussolini. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des

mondes en Russie, en Afrique, en Europe occidentale, sur terre et sur mer.

« L'imminente offensive dirigée contre le Caucase nous livrera ses gisements de pétrole, assura Ribbentrop. Quand les stocks soviétiques de pétrole seront épuisés, nous aurons la Russie à notre merci... Ensuite ce sera le tour de la Grande-Bretagne, qui courbera l'échine afin de sauver les vestiges de son empire émietté... L'Amérique? Un énorme bluff »

Tout en écoutant plus ou moins patiemment son collègue germanique, Ciano pensa, à juste titre, que c'était l'Allemagne qui bluffait et non l'Amérique. A la pensée de ce que leur nouvel ennemi était capable de leur infliger, « un frisson doit leur parcourir l'échine ».

« Comme toujours, note Ciano, Hitler parle, parle, parle. Mussolini souffre et rage en silence. Habituellement, c'est lui qui péroré et il supporte mal le renversement des rôles. Le second jour, après déjeuner, alors que tout avait été dit, le Führer reprend la parole pendant une heure quarante sans interruption! Tout y passe : la guerre, la paix, la religion, la philosophie, l'art et l'histoire. Mussolini consulte machinalement sa montre... Pauvres Allemands qui ont à subir cette épreuve tous les jours, alors qu'ils connaissent par cœur chaque mot, chaque geste, chaque pause. Après une lutte épique, le général Jodl finit par s'endormir sur un canapé. Keitel dodeline du chef, mais réussit à garder les yeux ouverts. Il est placé trop près d'Hitler pour se permettre de céder au sommeil (12). »

En dépit de ces avalanches verbales, peut-être à cause d'elles, Hitler obtint la promesse d'un envoi de chair à canon italienne sur le front russe. De son côté, Keitel remporta un plein succès auprès des vassaux balkaniques. Son recrutement de 52 divisions se répartit ainsi : 27 divisions roumaines, 13 hongroises, 9 italiennes, 2 tchécoslovaques et 1 espagnole. Halder et la majorité des généraux ne comptaient que modérément sur ces divisions étrangères, dont, à leur avis, les vertus guerrières étaient sujettes à caution, pour ne pas dire plus. Mais, en raison

de la pénurie d'hommes, ils acceptèrent de mauvaise grâce leur incorporation à la Wehrmacht. Nous savons aujourd'hui que cette décision allait contribuer à la débâcle finale.

Quoi qu'il en fût, l'été de 1942 marqua un rebondissement de l'heureuse fortune de l'Axe. Avant même le déclenchement de l'offensive du Caucase et de Stalingrad, le célèbre Afrika Korps de Rommel remportait en Afrique une sensationnelle victoire*.

** En novembre et décembre, en une succession de combats sauvages, les Britanniques avaient repoussé les Allemands à travers la Cyrénaïque, jusqu'à El Agheila, aux confins de la frontière occidentale. En moins de dix-sept jours, un rétablissement de Rommel, coutumier du fait, lui permit de reconquérir la moitié du terrain perdu et de se retrouver à El Gazala, d'où la grande poussée de mai allait s'opérer.*

En une brusque offensive, son célèbre Afrika Korps — 2 divisions blindées, 1 division d'infanterie motorisée, plus 8 divisions italiennes dont l'une blindée — repousse d'un seul coup l'armée des « rats du désert » britanniques jusqu'à la frontière égyptienne. Le 21 juin, Rommel s'empare de Tobrouk, position-clé des défenses ennemies, et deux jours plus tard, pénètre en Égypte. A la fin de juin il atteint El Alamein, à 105 kilomètres d'Alexandrie et du delta du Nil.

Il parut alors aux Britanniques penchés sur leurs cartes que plus rien ne l'empêcherait de conquérir l'Égypte, et, de là, si des renforts lui parvenaient à temps, d'opérer la poussée nord-est, qui lui permettrait de s'emparer des immenses gisements pétrolifères du Moyen-Orient, puis, toujours plus avant, d'opérer sa jonction avec les armées allemandes avançant en direction du Caucase depuis le Nord.

Les Alliés traversèrent là l'une des périodes les plus sombres de la

guerre, et leur ennemi, la plus brillante. Mais, ainsi que nous nous en sommes déjà aperçus, Hitler était incapable de réaliser une stratégie d'ensemble et ne sut pas tirer parti de l'étonnant coup de maître de Rommel. S'il récompensa par le bâton de maréchal le chef audacieux de l'Afrika Korps, il négligea de lui envoyer les renforts demandés*.

* *Le bâton de maréchal décerné à Rommel au lendemain de la prise de Tobrouk causa « une grande amertume » à Mussolini, nous apprend Ciano, car il accentuait le caractère allemand de la victoire. Sans plus attendre, le Duce partit pour la Libye, espérant y ramasser quelques lauriers personnels. Ne comptait-il pas faire son entrée dans Alexandrie avant quinze jours ? Le 2 juillet, il soulevait auprès d'Hitler la question du « futur gouvernement politique de l'Égypte ». proposait Rommel comme gouverneur militaire et un Italien en qualité de Délégué civil ». « Rien ne presse », répondit le Führer. (Journal de Ciano, pp. 502 à 504.)*

Mussolini, piaffant d'impatience, attendait à Derna, derrière les lignes, l'heure où, à l'ombre des pyramides, il présiderait le défilé des chars victorieux de l'Axe, nous apprend de son côté le général Fritz Bayerlein, chef d'état-major de Rommel. (The Fatal Décision, Freidin et Richardson éd., p. 103.)

Harcelé par l'amiral Raeder et par Rommel, le chef suprême avait consenti de mauvaise grâce à envoyer l'Afrika Korps et quelques unités de la Luftwaffe en Libye, cela afin de prévenir un nouvel effondrement italien et non pas en raison de l'importance capitale de la conquête de l'Égypte; importance qui, incompréhensiblement, semble lui avoir échappé.

Or, l'île de Malte, située entre la Sicile et les bases germano-italiennes de Libye, détenait la clé de cette conquête. C'était à partir de ce bastion britannique que les bombardiers, les sous-marins et les bâtiments de surface des Alliés exerçaient leurs ravages parmi les convois allemands et italiens transportant des troupes et du matériel sur le front du désert. En août 1941, les convois amenant à Rommel des troupes de renfort, du matériel et des munitions furent coulés dans la proportion de 35 pour 100.

En octobre, 63 pour 100. Le 9 novembre, Ciano écrit ces lignes moroses :

« Depuis le 19 septembre, nous avons renoncé à faire parvenir des convois en Libye. Chaque tentative nous a coûté un prix exorbitant. Ce soir, nous avons encore essayé. Un convoi de 7 cargos s'est mis en route, escorté par 2 croiseurs de 10 000 tonnes et 10 destroyers. Tous nos bâtiments — je dis bien *tous* — ont été coulés... et, le massacre accompli, les Anglais sont rentrés tranquillement au port (Malte(13)). »

Les Allemands résolurent alors de riposter : ils ramenèrent de l'Atlantique en Méditerranée plusieurs unités sous-marines, auxquelles Kesselring ajouta quelques escadrilles de bombardiers. Il fallait à tout prix paralyser Malte et, si possible, détruire la flotte britannique orientale. Le résultat fut immédiat. A la fin de 1941, les Anglais avaient perdu 3 cuirassés, 1 porte-avions, 2 croiseurs, plusieurs contre-torpilleurs, plusieurs sous-marins. Jour et nuit, pendant des semaines, Malte subit le pilonnement des bombardiers allemands. Là aussi, le résultat ne se fit pas attendre ; les convois de l'Axe parvinrent à destination, plus ou moins sains et saufs. En janvier, pas une tonne de marchandise ne fut coulée, et Rommel put enfin regrouper ses forces en vue du grand assaut contre l'Égypte.

En mars, sur les instances de Raeder, le Führer approuva le plan d'offensive de Rommel contre le delta du Nil — opération *Aïda* — fixée à la fin de mai et, à la mi-juillet, l'assaut de Malte par des troupes aéroportées — opération *Hercule*. Soudain, le 15 juin, alors que Rommel remportait ses premiers succès, Hitler décida de différer l'assaut de Malte.

« Il m'est impossible de dégarnir le front russe, en ce moment », prétextait-il. Quelques semaines plus tard, même antienne : « Hercule peut attendre que la campagne d'été sur le front russe soit terminée et également

la conquête de l'Égypte. D'ici là, nous continuerons à bombarder Malte pour la faire tenir tranquille (14). »

Malte refusa de se tenir tranquille et de se laisser prendre. Les Allemands payèrent fort cher cette résistance. Le 16 juin, un important convoi britannique atteignit l'île assiégée et permit à ses défenseurs de reprendre l'initiative, tandis que des escadrilles de *Spitfire*, amenée à proximité par le porte-avions américain *Wasp*, chassaient du ciel les bombardiers de la Luftwaffe. Rommel sut ce que cette offensive lui coûta : les transports attendus en Égypte furent coulés dans la proportion de 75 pour 100. Lorsqu'il atteignit El Alamein, l'Afrika Korps ne comptait plus que 13 chars d'assaut*. « Nos forces s'éteignent, écrit le maréchal dans ses notes du 3 juillet; cela au moment où les Pyramides étaient presque en vue, et, un peu au-delà, la suprême conquête : Suez! »

Hitler venait de perdre l'une de ses dernières cartes maîtresses.

* Selon le témoignage du général Bayerling, Rommel exagéra probablement ses pertes. Les rapports des services de renseignements alliés mentionnent non pas 13, mais 125.

A la fin de l'été 1942, Adolf Hitler paraît avoir recouvré sa toute-puissance. Dans l'Atlantique, ses sous-marins coulent les convois britanniques et américains à la cadence de 700 000 tonnes chars par mois. Les chantiers maritimes des États-Unis, du Canada et d'Écosse, travaillant nuit et jour à plein rendement, ne peuvent suffire à combler de telles brèches.

Bien qu'Hitler eût dépouillé l'Europe occidentale de considérables effectifs amenés sur le front russe dans le but d'en finir le plus vite possible avec les Soviets, il semblait bien improbable que les Anglais et les Américains fussent en mesure de tenter un débarquement sur les côtes de la Manche. Leurs forces encore réduites l'auraient difficilement permis. Ils n'avaient même pas essayé d'occuper l'Afrique du Nord, alors que les Français, affaiblis et divisés dans leur loyauté envers leur patrie, eussent difficilement pu s'y opposer si elles l'avaient risqué.

De leur côté, en dehors de quelques sous-marins et d'une poignée d'avions basés en Italie et en Tripolitaine, les éléments de défense allemands demeuraient nuls. Rappelons-nous que la marine et l'aviation britanniques furent impuissantes à empêcher les deux croiseurs de bataille allemands, *Scharnhorst* et *Gneisenau*, ainsi que le croiseur lourd *Prinz Eugen*, de s'évader de Brest en plein jour et de rallier un port allemand. L'événement eut lieu le 11 décembre 1942 et prit les Anglais au dépourvu. Quelques unités navales et aériennes, trop faibles, attaquèrent cependant les trois bâtiments, ne leur infligeant que quelques dommages insignifiants. « Le vice-amiral Ciliax*, commenta le *Times*, réussit là où le duc de

Medina Sidonia échoua. Depuis le XVII^e siècle, jamais une grande puissance navale n'avait subi plus humiliante aventure. »

* *L'amiral allemand qui organisa la fuite des deux bâtiments.*

A ce moment-là, Hitler craignait que les Américains n'essayent d'occuper la Norvège septentrionale. « Le destin nous attend en Norvège, dit-il un jour à Raeder; il nous faut la défendre coûte que coûte. » C'est en vue de cette défense qu'il ordonna l'évasion des trois puissants bâtiments dont je viens de parler. Cette précaution fut d'ailleurs inutile ; les Anglo-Saxons mûrissaient d'autres projets sur un autre théâtre.

Pour qui les suit sur la carte, l'étendue des conquêtes d'Hitler apparaît bel et bien stupéfiante. La Méditerranée était pratiquement devenue un lac germano-italien. L'Axe contrôlait en effet la presque totalité de ses côtes septentrionales, de l'Espagne à la Turquie, et ses côtes méridionales de la Tunisie au Nil (il ne s'en fallait que de 100 kilomètres). Les armées allemandes montaient à présent la garde depuis le cap Nord, sur l'océan Arctique, jusqu'à l'Égypte, et de Brest aux confins de l'Asie centrale.

Le 8 août, les armées hitlériennes s'emparaient des puits de pétrole de Maïkop, dont la production atteignait 2 500 000 tonnes par an : elles les trouvèrent d'ailleurs presque complètement détruites par les Russes, avant leur repli. Le 21, Hitler faisait hisser la croix gammée sur *le mont Elbrouz*, le plus haut sommet du Caucase (5 633 mètres). Le 23, la VI^e armée atteignait la Volga, au nord de Stalingrad, et, le 25, les avant-gardes blindées du général Kleist entraient dans Mozdok, à 80 kilomètres de Grozny, centre pétrolifère n° 1 de l'U.R.S.S., à 160 kilomètres de la mer Caspienne. Le 31, Hitler pressait le maréchal List, commandant en chef

des opérations du Caucase, de rassembler toutes ses forces disponibles, en vue de la poussée sur Grozny. Il fallait coûte que coûte s'emparer de ses puits. Également le 31, Rommel, bien résolu à atteindre le Nil, déclenchait l'offensive d'El Alamein.

Bien qu'Hitler ne fût jamais satisfait des prouesses de ses généraux, congédiant les uns, dont von Bock, harcelant et maudissant les autres parce qu'ils n'avançaient pas assez vite à son gré, il entrevoyait cette fois la victoire à portée de la main. Il donna ordre à la VI^e armée, et à la IV^e armée blindée, d'opérer le long de la Volga — une fois Stalingrad conquise — un vaste mouvement d'encerclement qui leur permettrait d'approcher la Russie Centrale et Moscou, à la fois par l'Ouest et l'Est.

« Les Russes sont à bout », assurait-il à Halder. Il se voyait déjà poursuivant son avance irrésistible à travers l'Iran jusqu'au Golfe Persique (15) et opérant la liaison avec les armées japonaises dans l'océan Indien. Un rapport reçu le 9 septembre, auquel il ajoutait foi, affirmait que les Russes avaient épuisé leurs ressources sur toute l'étendue du front. Déjà, en imagination, Hitler abandonnait la Russie devenue un « espace vital » productif à l'abri de tout blocus, pour se retourner du côté de l'Angleterre et de l'Amérique, qui, bientôt, « n'auraient plus qu'à entamer des pourparlers de paix (16) ». En vérité, ces brillantes apparences étaient trompeuses.

Presque tous les généraux en campagne, aussi bien que les chefs de l'état-major général, y décelaient des failles. Résumons-les : les Allemands ne possédaient plus ni les hommes, ni les armes, ni les avions, ni les transports leur permettant d'atteindre les objectifs imposés par Hitler. Lorsque Rommel essaya de le lui faire comprendre, il l'expédia aussitôt au

repos dans les montagnes de Semmering. Halder et List qui se permirent d'imiter Rommel furent tout bonnement cassés.

Le plus obtus des stratèges amateurs pouvait se rendre compte du péril croissant que faisait courir aux armées allemandes la résistance soviétique dans le Caucase et autour de Stalingrad, sans parler de l'imminence de la saison des pluies. Tout le long des 550 kilomètres de la ligne de front s'étendant de Stalingrad à Voronej, sur le Don supérieur, le flanc Nord de la VI^e armée se trouvait dangereusement exposé. Hitler avait placé là les trois armées satellites : au sud de Voronej, la II^e armée hongroise.

Un peu au-delà, au sud-est, la VIII^e armée italienne. Sur la boucle du Don, à l'ouest de Stalingrad, la III^e armée roumaine. En raison de la farouche hostilité entre Hongrois et Roumains, il avait été nécessaire de les séparer par l'armée italienne. Enfin, sur la steppe située au sud de Stalingrad, la IV^e armée roumaine. Sans parler de leurs capacités guerrières pour le moins douteuses, ces quatre armées soi-disant alliées, pauvrement équipées, étirées à l'excès, ne possédaient ni blindés ni artillerie lourde, et, en outre, manquaient de mobilité. Les 69 bataillons de la III^e armée roumaine, par exemple, tenaient à eux seuls un front de 170 kilomètres.

Puisque le Führer s'imaginait la Russie déjà *liquidée*, nous apprend Halder, il ne se souciait pas outre mesure de ce flanc du Don, si redoutablement exposé. C'est de lui cependant que dépendait le maintien de la VI^e armée et de la IV^e armée blindée à Stalingrad et du groupe d'armées dans le Caucase. Que ce front s'écroule, les armées du secteur de Stalingrad risquaient l'encerclement et celles du Caucase d'être coupées de leurs communications. Une fois de plus, le dictateur nazi misait sur un

coup de dés. Il récidiva le 23 juillet, à l'heure où l'offensive battait son plein.

Les Russes placés entre le Donetz et le cours supérieur du Don battaient en retraite dans deux directions : à l'est, vers Stalingrad; au sud, vers le Don inférieur. Une décision rapide s'imposait : soit bloquer la Volga et s'emparer de Stalingrad, soit frapper le coup décisif à la source du pétrole, le Caucase. Hitler s'était déjà posé cette question capitale sans être parvenu à lui apporter une réponse. Tout d'abord, l'odeur du pétrole avait éveillé sa convoitise la plus impérieuse, et, le 13 juillet, il détachait du groupe d'armées B la IV^e armée blindée, alors en marche vers la boucle du Don et Stalingrad, pour l'envoyer rejoindre la I^{er} armée de Kleist sur le Don inférieur, à proximité de Rostov; de là, en direction des gisements pétroliers du Caucase.

A ce moment précis, la IV^e armée aurait pu poursuivre sa poussée sur Stalingrad, insuffisamment défendue, et s'en emparer facilement. Hitler s'aperçut de son erreur de tactique et tenta d'y remédier, mais trop tard. Lorsque, la IV^e armée reprit la route de Stalingrad, les Russes avaient eu le temps de se ressaisir. Par ailleurs, son absence du front du Caucase empêchait Kleist, désormais trop faible, de poursuivre son avance sur Grozny*. Ce rappel à Stalingrad d'une des plus puissantes armées blindées de la Wehrmacht résulta de la fatale décision prise par Hitler le 23 juillet, à savoir, s'emparer à la fois de Stalingrad et du Caucase.

* A la fin de juillet, la IV^e armée blindée... aurait pu s'emparer de Stalingrad sans coup férir, déclara Kleist à Liddell Hart; Hitler me l'envoya pour m'aider à franchir le Don; je n'avais pas besoin d'elle et elle ne fit que congestionner les routes où j'étais engagé. Quand elle retourna vers le nord, quinze jours plus tard, les Russes avaient concentré à Stalingrad des défenses suffisantes pour faire face à l'assaut. Entre-temps Kleist eut besoin de chars

supplémentaires et expliqua : « Si les renforts de la IV^e armée ne m'avaient pas été soustraits pour participer à l'attaque de Stalingrad, j'aurais pu atteindre mon objectif : les puits de pétrole de Grozny. » (Liddell Hart. The German Generals Talk, p. 169-71.)

Elle est exposée dans les pages de la directive n° 45, devenue fameuse dans les annales militaires allemandes. Hitler commit là l'une des erreurs les plus désastreuses de sa carrière de stratège. En effet, les deux lièvres poursuivis lui échappèrent l'un et l'autre, et, cette année-là, les armées germaniques enregistrèrent la plus humiliante défaite de leur histoire. De ce 23 juillet, date le prélude de la débâcle finale. Désormais, les jours du III^e Reich furent comptés.

Cette fatale directive donna lieu à une scène houleuse au G.Q.G. ukrainien de Hitler, le « Werewolf » (Loup-garou) proche de Virmiza, entre Halder, consterné, et le Führer imperméable à tout argument. Le premier s'efforçait de faire comprendre au second que ses armées ne possédaient plus la puissance voulue pour mener de front deux offensives de pareille envergure dans deux directions opposées. L'assaut contre Stalingrad suffisait amplement à absorber toutes les forces disponibles. « Les Russes, sont finis », se contentait de répondre Hitler. Le chef de l'état-major général, fort de ses renseignements personnels, savait que rien n'était plus éloigné de la vérité, mais, comme toujours, le despote, braqué dans son intraitable entêtement, refusait d'entendre raison.

« L'aveugle sous-estimation du Führer quant aux ressources ennemies prend des proportions absurdes et dangereuses, écrit tristement Halder. Ses réactions pathologiques à des impressions passagères et sa totale incapacité d'embrasser la situation et ses conséquences confèrent à son soi-disant commandement un caractère des plus singuliers... »

Quelque temps plus tard, Halder, dont la disgrâce approche, revient

dans ses notes sur la scène du « Werewolf ».

Le commandement d'Hitler a cessé d'avoir quoi que ce soit de commun avec les principes stratégiques qui font loi depuis des générations. Son tempérament violent, esclave de ses impulsions, ne reconnaît aucune limite, et ses rêves éveillés dictent ses actes (17)...

En illustration de ce qu'il appelle la surestimation de sa propre force et la criminelle sous-estimation de celle de ses ennemis, Halder raconte l'incident que voici :

« Alors qu'on donnait lecture au Führer d'un rapport rigoureusement objectif prouvant qu'en 1942 Staline était encore en mesure de rassembler de 1 000 000 à 1 500 000 hommes dans le secteur septentrional de Stalingrad et à l'Ouest de la Volga, sans parler de 500 000 autres dans le Caucase, rapport fournissant en outre, avec preuves à l'appui, le chiffre de la production mensuelle des chars d'assaut soviétiques, soit 1 200, Hitler bondit sur le lecteur, poings en avant, l'écume à la bouche, et lui interdit de continuer à lire ces boniments ineptes (18). »

« Inutile de posséder le don de prophétie pour prédire ce qui arrivera lorsque Staline aura précipité 1 500 000 hommes contre Stalingrad et notre flanc du Don*. J'exposai clairement mon opinion au Führer. Le résultat fut ma mise en disponibilité. »

** Tout à fait par hasard, relate Halder, j'ai découvert en Ukraine un ouvrage relatant la défaite infligée par Staline au général Denikine entre Stalingrad et la boucle du Don, au cours de la guerre civile russe. La situation présentait une singulière similitude avec celle d'aujourd'hui et Staline sut exploiter avec maestria la faiblesse des défenses de Denikine. C'est à cette époque que la ville de Tsaritsin devint Stalingrad.*

Déjà le 9 septembre, Halder avait appris sa prochaine disgrâce par Keitel. Le Führer, paraît-il, ne le jugeait plus « psychiquement à la hauteur

des exigences de sa tâche ». Il commenta d'ailleurs sa décision à l'intéressé lui-même, le 24 septembre, à l'occasion de leur entrevue d'adieu : « Nous avons tous les deux les nerfs malades, lui dit-il, et mon épuisement actuel est en partie votre œuvre. Prolonger cette situation est inutile. Aujourd'hui, le Reich a besoin non pas d'habileté professionnelle, mais de zèle idéologique, de dynamisme national socialiste. Un officier de la vieille école tel que vous, Halder, en est incapable. »

Ainsi parla Adolf Hitler, non pas en chef suprême responsable du destin de ses armées, mais en fanatique politique (19), et ainsi disparut Franz Halder. Certes, celui-ci n'était pas sans défaut : indécision en face de l'action, confusion d'esprit, et, bien qu'il se fût souvent rebellé contre les décisions du Führer, d'ailleurs sans succès, il participa longtemps à ses criminelles agressions et à ses conquêtes. Malgré cela, il sut conserver quelques-unes des vertus inhérentes à l'ère civilisée et fut dans le Troisième Reich le dernier chef d'état-major général représentatif des traditions de l'école prussienne*.

** Le renvoi d'Halder fut une perte pour l'armée allemande et aussi pour les historiens du Troisième Reich, car son inestimable journal quotidien s'achève le 24 septembre 1942. Arrêté et interné au camp de concentration de Dachau, en compagnie de quelques prisonniers illustres tels que Schuschnigg et Schacht, les troupes américaines le libérèrent le 28 avril 1945, à Niederdorf (Tyrol). Depuis lors, et jusqu'à ce jour, il a collaboré avec l'armée américaine dans nombre d'études militaires historiques ayant trait à la seconde guerre mondiale. L'auteur du présent ouvrage, qu'il a généreusement aidé en lui fournissant les informations sollicitées et en lui indiquant les sources de documentation, lui a déjà rendu témoignage ici même.*

Il fut remplacé par le général Kurt Zeitzler, ex-chef d'état-major de Rundstedt sur le front d'Europe, officier beaucoup plus jeune et d'un

calibre tout différent. Il conserva ce poste, naguère l'un des plus hauts et des plus puissants de l'armée allemande, surtout en 1914-1918, et devenu comparable à celui de garçon de bureau d'Hitler, jusqu'à l'attentat contre le dictateur en juillet 1944**.

** * A l'époque, le fidèle et farouchement loyal général Jodl, chef de l'état-major opérationnel de l'O.K.W., faisait partie des fidèles d'Hitler. Il s'était ouvertement insurgé contre le renvoi d'Halder et de List, attitude qui mit Hitler en fureur. Pendant des mois, il refusa de tendre la main à Jodl et de dîner en sa compagnie. En janvier 1943, il se prépara à le congédier lui aussi et à le remplacer par von Paulus, mais trop tard. Ainsi que nous le verrons bientôt. Paulus n'était plus disponible.*

Les remaniements apportés à la direction de l'état-major ne changèrent rien à la situation de l'armée allemande, dont les poussées jumelées sur Stalingrad et le Caucase se heurtèrent à la résistance soviétique. Tout au long du mois d'octobre, de violents combats eurent lieu dans les rues mêmes de Stalingrad. Les Allemands parvenaient à progresser littéralement de maison en maison, mais à un prix exorbitant. Tous ceux qui possèdent quelque expérience de la guerre moderne savent que les ruines et les amoncellements de décombres d'une grande ville facilitent la résistance prolongée de ses défenseurs. Les Russes, acharnés à disputer pied à pied chaque pan de mur, exploitèrent cet atout au maximum.

Averti par Halder et son successeur, le Führer connaissait l'état d'épuisement de ses troupes. Qu'importe; coûte que coûte il fallait avancer. Des divisions et encore des divisions furent jetées et englouties dans l'enfer de Stalingrad. Pour Hitler, la prise de Stalingrad devenait une question de prestige personnel et lorsque Zeitzler, prenant son courage à deux mains, lui dit qu'en raison, du danger que courait son flanc Nord, le

long du Don, la VIe armée allait devoir se replier jusqu'à la boucle du Don, Hitler entra en fureur. « Là où un soldat allemand a posé le pied, il l'y laisse! » vociféra-t-il.

Le 25 octobre, en dépit de l'irréductible résistance russe et de pertes considérables, le général Paulus fit savoir au Führer que la prise de Stalingrad serait chose faite le 10 novembre au plus tard. Rasséréné par cette assurance, le dictateur donna ordre dès le lendemain, à la VIe et à la IVe armées combattant au sud de la ville, de se tenir prêtes à effectuer une poussée à la fois au Nord et au Sud le long de la Volga, aussitôt après la chute de Stalingrad. Il n'ignorait certes pas la menace pesant sur le flanc du Don. Les rapports de l'O.K.W. l'avaient éclairé sur ce point. Mais il ne semble pas en avoir tenu compte, puisqu'il ne fit rien pour y parer.

Certains cette fois de tenir la situation bien en main, l'état-major général, l'état-major de la Wehrmacht et lui-même abandonnèrent le G.Q.G. d'Ukraine et revinrent à Wolfsschanze, d'où il serait plus facile de diriger les opérations du centre et du nord.

A peine s'y trouvaient-ils réinstallés, que de mauvaises nouvelles lui parvinrent d'un autre front plus lointain : l'Afrika Korps était en difficulté.

Le 31 août, Rommel, surnommé le *Renard du Désert* des deux côtés de la barricade, reprenait son offensive dans l'intention de refouler la VIII^e armée britannique et d'achever sa poussée sur Alexandrie et le Nil. Par une chaleur tropicale, des combats féroces eurent lieu sur un front long de 60 kilomètres entre la mer et la dépression de Quattara, mais, dès le 3 septembre, Rommel débordé dut revenir à la défensive.

Après une longue attente, l'armée britannique d'Égypte venait enfin de recevoir de considérables renforts — infanterie, artillerie, chars d'assaut, avions (ces derniers fournis par l'Amérique). Le 15 août, elle était également pourvue de deux nouveaux chefs : un général excentrique mais de grande valeur, Sir Bernard Law Montgomery, placé à la tête de la VIII^e armée, et le général Sir Harold Alexander, stratège habile et brillant administrateur, nommé commandant en chef des opérations en Moyen-Orient.

Peu après ses revers, Rommel, souffrant de crises hépatiques et d'une infection nasale, dut aller suivre un traitement au Semmering, station de montagne du Tyrol. C'est là que, le 24 octobre, Hitler lui envoya son S.O.S. téléphonique : « Rommel, les nouvelles d'Égypte sont mauvaises et la situation quelque peu obscure. Personne ne paraît savoir ce qu'il est advenu du général Stumme*. Vous sentez-vous capable de retourner là-bas et de reprendre votre commandement (20)? » Bien que toujours malade, Rommel accepta immédiatement.

* Stumme, commandant en chef de l'Afrika Korps en l'absence de Rommel, mourut d'un

arrêt du cœur la nuit de l'offensive britannique, alors qu'il essayait d'échapper à pied à une patrouille anglaise qui faillit le capturer.

Le lendemain même de son retour, l'offensive lancée par Montgomery le 23 octobre, à neuf heures cinquante du soir, se révèle déjà victorieuse et la position de *l'Afrika Korps* sans espoir. Alors que les réserves de Rommel en troupes fraîches, unités blindées et, par-dessus tout, en carburant, se trouvent virtuellement épuisées, la R.A.F., maîtresse du ciel, pilonne sans interruption ses troupes, ses véhicules et ses derniers dépôts de munitions. Le 2 novembre enfin, les blindés et l'infanterie de Montgomery effectuent une trouée dans le secteur méridional du front et prennent à revers les divisions italiennes. Dans la soirée, à 3 000 kilomètres de là, Hitler reçoit à sa *Tanière du Loup* un message de Rommel l'avertissant qu'il ne peut plus tenir ses positions. Il se prépare à se replier sur Fuka, à 60 kilomètres en direction de l'Ouest. Le jour suivant, alors qu'il amorce sa retraite, un long message du Führer lui parvient.

Au feld-maréchal Rommel :

« Le peuple allemand et moi-même suivons le déroulement de votre héroïque, combat défensif en Égypte, pénétrés d'une inébranlable confiance en votre commandement et en la valeur des troupes germano-italiennes placées sous vos ordres. Dans la situation où vous vous trouvez aujourd'hui, une seule conduite est possible : tenir bon, ne pas reculer d'un pas ; jeter dans la bataille tous vos hommes, tous vos canons... Montrez à vos soldats l'unique chemin à suivre : celui qui conduit à la victoire ou à la mort. »

ADOLF HITLER (21).

Cet ordre absurde, s'il est obéi, condamne les armées allemandes et italiennes à l'anéantissement à brève échéance. Pour la première fois, nous apprend Bayerlein, Rommel se montre hésitant. Après un bref débat de

conscience et en dépit des protestations du général Ritter von Thomas résolu, lui, à se replier, il opte pour l'obéissance à son chef suprême*. « J'ai toujours exigé de mes soldats une obéissance aveugle, écrivit-il dans son journal personnel, et je me suis imposé à moi-même la fidélité à ce principe au nom duquel je me suis soumis à la décision du Führer. » Plus tard, dans ce même journal, il avouera avoir changé d'avis.

* *Le 4 novembre, après avoir déclaré à Bayerlein : « L'ordre d'Hitler est une folie sans nom, je refuse de m'y soumettre », von Thomas revêtit un uniforme neuf orné des insignes de son grade, de toutes ses décorations et, debout à côté de son char incendié, attendit l'arrivée d'une patrouille ennemie à laquelle il se rendit. Le soir même, il dînait en compagnie de Montgomery au mess du Q. G. britannique.*

Contre son gré, Rommel annule donc son ordre de repli, et, en même temps, dépêche par avion au Führer un courrier chargé de lui faire comprendre qu'une retraite immédiate peut encore prévenir un total désastre. Cet ultime appel au bon sens vient d'ailleurs trop tard. Le soir du 4 novembre, au risque de se voir traduit en Conseil de Guerre pour refus d'obéissance, Rommel décide de sauver ce qui subsiste de son armée et de battre en retraite jusqu'à Fuka. Seuls quelques débris d'unités blindées et motorisées peuvent être arrachés au chaos. Les fantassins italiens laissés en arrière n'ont plus qu'à se rendre. Disons tout de suite que le plus grand nombre l'avait déjà fait**.

** *Sur un total de 96 000 hommes, la bataille d'El Alamein coûta à Rommel 59 000 tués, blessés et prisonniers, dont 34 000 Allemands.*

Le 5 novembre, le Führer répond brièvement : « Je consens à votre

repli sur Fuka. » Trop tard, les chars de Montgomery viennent de s'emparer de la position. En moins de quinze jours, les débris de l'Afrika Korps — 10 000 Allemands, 25 000 Italiens — ont reculé de plus de 1 000 kilomètres au-delà de Benghazi, sans d'ailleurs pouvoir s'en tenir là. El Alamein, victoire la plus décisive remportée par son ennemi britannique, marqua pour Hitler le commencement de la fin. A la même heure, sur les steppes de Russie, préludait une autre bataille plus mortelle encore. Avant son achèvement, un nouveau coup, porté cette fois en Afrique du Nord, scella définitivement le destin de l'Axe en cette partie du monde.

Déjà le 3 novembre, alors que se consomme l'anéantissement de l'Afrika Korps dans le désert égyptien, Hitler apprend qu'une armada alliée s'assemble à Gibraltar. Dans quel dessein ? Personne à l'O.K.W. ne paraît en avoir la moindre idée. S'agit-il d'un convoi à destination de Malte plus puissamment escorté que de coutume ? Hitler opte pour cette hypothèse.

L'information est intéressante, car, une quinzaine de jours auparavant, plusieurs rapports concernant l'imminence d'un débarquement anglo-américain en Afrique du Nord avaient fait dresser l'oreille aux états-majors. De son côté, Ciano, à la suite d'un entretien avec l'un des chefs des services secrets italiens, note le 9 octobre dans son journal : « Les Anglo-Saxons se préparent à débarquer en force en Afrique du Nord. » La nouvelle l'assombrit, car il prévoit à juste raison le prolongement de cet événement, un assaut direct de l'Italie. Préoccupé par l'inférieure résistance soviétique, qui, loin de faiblir, prend des proportions redoutables, Hitler ne paraît pas attacher d'importance au renseignement.

Toutefois, le 15 octobre, au cours d'une conférence d'état-major, Jodl

demande que le gouvernement de Vichy soit autorisé à détacher en Afrique du Nord des renforts militaires français destinés à repousser toute tentative d'assaut anglo-américain. Le Führer repousse la suggestion, soucieux de ménager les Italiens, ombrageux de toute démarche susceptible de rendre un peu de vigueur à la France. La proposition est donc écartée. Ce jour-là encore, uniquement préoccupé d'éperonner Rommel à El Alamein, Hitler négligea l'avertissement d'agents allemands, postés du côté espagnol de Gibraltar, et ayant trait, lui aussi, à la formation d'une armada anglo-américaine. Il refusait de se soucier d'un « simple convoi » en partance pour Malte...

Le 5 novembre, l'O.K.W. apprend que plusieurs unités navales britanniques, parties de Gibraltar, mettent cap à l'est, mais c'est seulement le 7 novembre, douze heures avant le débarquement des troupes alliées sur le sol algérien, qu'Hitler daigne prêter quelque attention à l'avertissement reçu d'Espagne. A midi, les derniers rapports communiqués au G.Q.G. confirment la présence en Méditerranée d'une vaste flotte composée de navires de guerre britanniques et de transports de troupes venus de l'Atlantique. Qu'est-ce que cela signifie? Quel est l'objet d'un pareil rassemblement?

Une discussion s'engage entre le Führer et ses officiers d'état-major. Il est possible, dit le dictateur, que les alliés occidentaux tentent un débarquement massif de 4 ou 5 divisions, soit à Tripoli, soit à Benghazi, dans l'intention de prendre Rommel à revers. L'amiral Krancke, officier de liaison de la marine auprès de l'O.K.W., pense pour sa part qu'il s'agit de 2 divisions au maximum. (Ce n'est déjà pas mal!) Cette fois, la situation vaut la peine d'être prise au sérieux. Hitler donne l'ordre de renforcer

immédiatement la Luftwaffe en Méditerranée. Impossible pour le moment, lui répond-on.

Ce matin-là, nous apprennent les documents de l'O.K.W., Hitler se borna à donner à von Rundstedt l'ordre de déclencher l'Opération Anton, c'est-à-dire l'occupation totale de la France. Là-dessus, insouciant de la redoutable menace africaine, insouciant de la tragique situation de Rommel menacé d'être pris au piège, et laissant là l'annonce d'une contre-offensive sur le Don, le commandant suprême se mit en route pour Munich où, le jour suivant, il devait prononcer à la célèbre Brasserie, à l'adresse des vétérans du parti, son discours annuel à l'occasion de l'anniversaire du putsch de 1923*.

** L'agenda personnel d'Hitler nous apprend que cette célébration avait été transférée au Loewenbräukeller, lieu plus élégant que le Buergerbräukeller, détruit, on se le rappelle, le 8 novembre 1939 par une bombe à retardement qui faillit tuer le Führer.*

A cette heure critique de la guerre, le politicien prenait le pas sur le soldat. Le Q.G. du commandant suprême fut laissé aux bons soins d'un certain colonel Freiherr Treusch von Buttlar-Brandenfels, tandis que les généraux Keitel et Jodl s'en allaient, eux aussi, prendre part aux réjouissances de Munich.

Ce comportement du dictateur au moment où la maison lézardée menaçait de s'écrouler à quelque chose à la fois d'inquiétant et de saugrenu. Des ravages se sont produits en lui, une sorte de corrosion, d'effritement. Gœring, le chef tout-puissant de la Luftwaffe, en offre lui aussi les symptômes. Il néglige peu à peu les tragiques réalités d'une guerre de plus en plus sévère, de plus en plus problématique, pour se préoccuper de sa

collection de bijoux et de ses petits trains électriques.

Les troupes anglo-américaines placées sous le commandement du général Eisenhower débarquèrent sur les plages marocaines et algériennes, le 8 novembre 1942, à une heure trente du matin. A cinq heures, de Munich, Ribbentrop téléphonait la nouvelle à Ciano.

« Il me parut nerveux, note le ministre italien, anxieux de connaître mes intentions. J'avoue que, pris de court et ensommeillé, je ne pus lui donner une réponse satisfaisante. »

Quant aux fonctionnaires de l'ambassade d'Allemagne, ils sont littéralement épouvantés par ce coup imprévu.

Parti le matin, le train spécial d'Hitler arriva à Munich à trois heures quarante de l'après-midi. C'est là que lui parvinrent les premiers rapports, nettement optimistes (22), concernant le débarquement. Partout, les Français opposaient une résistance acharnée et, à Oran et Alger, repoussaient les assaillants, cependant que l'amiral Darlan, ami de l'Allemagne, soutenu par le gouvernement de Vichy, organisait la défense. Les premières réactions d'Hitler furent quelque peu incohérentes. Il décréta notamment l'envoi immédiat de renforts aux troupes allemandes de l'île de Crète, pourtant éloignée du nouveau théâtre des hostilités, et donna ordre à la Gestapo d'amener les généraux Weygand et Giraud à Vichy et de les y garder à vue*.

Il fit aussi prier Ciano et Pierre Laval de venir le trouver à Munich le lendemain**.

* Le général Giraud arrivait à ce moment même à Alger. Évadé d'un camp de prisonniers et réfugié dans le Midi de la France, il y fut cueilli par un sous-marin anglais et amené à Gibraltar pour conférer avec Eisenhower peu avant le débarquement.

****** « Ribbentrop vient de m'appeler en pleine nuit, note Ciano le 9 novembre. Hitler prie le Duce ou moi-même de se rendre à Munich le plus vite possible. Laval s'y trouvera. Je réveille le Duce, qui, malade, ne se soucie pas de faire ce voyage. C'est donc moi qui vais partir.

Pendant vingt-quatre heures, Hitler joua avec l'idée d'un projet d'alliance avec la France, dans l'espoir d'obtenir sa participation à la guerre contre l'Angleterre et l'Amérique et aussi afin d'affermir la résolution de résistance du gouvernement de Pétain au débarquement allié sur le sol d'Afrique du Nord. Un geste du vieux maréchal vint étayer ses espérances. Le dimanche 8 novembre, celui-ci rompit les relations diplomatiques avec les États-Unis et avertit leur chargé d'affaires que les forces françaises résisteraient de tout leur pouvoir à l'invasion anglo-américaine. Les documents de l'O.K.W. datés de ce dimanche 8 novembre soulignent le désir d'Hitler d'obtenir la « collaboration à longue portée » des Français. Le soir même, le chargé d'affaires d'Allemagne à Vichy, Krug von Nidda, soumit une proposition dans ce sens à Pétain (23).

Le lendemain, changeant d'avis, le Führer déclare à Ciano qu'il ne se fait aucune illusion sur la résistance française aux Alliés et décide : 1° d'occuper la totalité de la France; 2° de s'emparer de la Corse; 3° de créer une tête de pont en Tunisie. Cette décision fut communiquée à Pierre Laval dès son arrivée à Munich, le 10 novembre, mais sans précision sur la date d'exécution. Ce Français, traître à son pays, promet tout de suite de faire pression sur Pétain pour le faire accéder aux souhaits du Führer, mais suggéra de mettre ceux-ci à exécution sans attendre l'approbation du vieillard sénile. A vrai dire, Hitler en avait bien l'intention.

Ciano a laissé dans son journal un portrait du chef du gouvernement

de Vichy qui, après la Libération, fut condamné pour crime de haute trahison et fusillé :

« Dans le vaste salon, au milieu d'officiers en uniformes, Laval, avec sa cravate blanche et sa tenue de paysan endimanché, semble singulièrement déplacé. Il essaye de prendre un ton détaché, raconte son voyage en voiture. Il a, paraît-il, dormi presque tout le temps, etc... Ses histoires tombent à plat. Hitler le traite avec une politesse glacée...

« Le pauvre homme, placé sans le savoir devant le fait accompli, ne pouvait s'imaginer qu'au moment même où il fumait son cigare en conversant avec ses hôtes, ordre était donné aux troupes allemandes d'occuper la zone dite libre du territoire français. Personne ne lui en souffla mot. Le lendemain et pas avant, me dit Ribbentrop, Laval serait informé qu'en raison de certains renseignements reçus au cours de la nuit, le Führer s'était vu contraint de prendre cette mesure (24). »

L'occupation de la zone libre fut chose faite dès le lendemain, 11 novembre, sans autre incident qu'une futile protestation de Pétain. En même temps, les Italiens occupaient la Corse, et des troupes allemandes aéroportées se mettaient en route avec mission de s'emparer de la Tunisie avant que les Gls d'Eisenhower ne pussent les devancer.

Enregistrons ici une nouvelle et typique fourberie hitlérienne : le 13 novembre, le conquérant nazi avait promis au maréchal Pétain que ni les Allemands, ni les Italiens n'occuperaient la base navale de Toulon, où la flotte française se trouvait immobilisée depuis l'armistice. Exactement douze jours plus tard — les documents de l'O.K.W. prouvent la préméditation — il décida de déclencher sans délai *l'Opération Lila**, c'est-à-dire l'occupation de Toulon et la saisie des bâtiments de guerre français.

* *Hitler redoutait, non sans raison, de voir la flotte française rallier les Anglo-Américains en Algérie, nous allons voir pourquoi : en dépit de sa collaboration antérieure avec l'ennemi et sa haine féroce des Anglais, l'amiral Darlan, présent — par hasard — à Alger*

au chevet de son fils malade, fut pressé par Eisenhower d'accepter le commandement des forces françaises d'Afrique du Nord. Le généralissime américain voyait en lui le seul officier capable de faire fléchir la résistance de l'armée et de la marine françaises au débarquement allié. Il comptait, en outre, obtenir par son truchement la résistance de l'amiral commandant les troupes de Tunisie à une éventuelle invasion allemande sur ce territoire. Il voulait, par-dessus tout, le convaincre de faire exécuter, de concert avec les amiraux français, l'évasion en Algérie des bâtiments de guerre mouillés à Toulon. Malheureusement, ce dernier espoir fut déçu. A la dépêche de Darlan lui intimant l'ordre d'emmener la flotte jusqu'à un port africain, l'amiral de Laborde répondit par un seul mot, expressif sinon délicat : « Merde » (voir procès du maréchal Pétain).

Au matin du 27 novembre, les troupes allemandes attaquèrent le port militaire, mais les marins français les tinrent en respect le temps voulu pour permettre aux équipages de saborder les bâtiments. Ainsi échappèrent à l'Allemagne les navires de guerre français, dont elle avait un pressant besoin en Méditerranée. Ils furent également perdus pour les Alliés, auxquels ils auraient apporté un précieux renfort.

Hitler gagna Eisenhower de vitesse dans la course à l'occupation de la Tunisie, mais ce fut une victoire douteuse. Sur ses instances, 250 000 hommes, Allemands et Italiens, envoyés à la rescousse, y tinrent la tête de pont. Si quelques mois plus tôt le dictateur déclinant avait envoyé à Rommel un cinquième des effectifs concentrés en 1942 sur les côtes tunisiennes, le « Renard du Désert » aurait depuis longtemps dépassé le Nil. Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord n'aurait pas eu lieu, et la Méditerranée aurait été irrémédiablement perdue pour les Alliés. Au lieu de cela, la campagne de Tunisie coûta à l'Axe tous les hommes, tous les canons, tous les chars amenés en hâte sur ce nouveau théâtre de guerre en ce fatal hiver 1942, et auxquels furent adjoints les derniers débris de l'Afrika Korps. Le nombre des prisonniers allemands entassés derrière les grilles des camps battit le record consécutif au désastre de Stalingrad,

qui va faire l'objet du prochain chapitre.

Le 19 novembre, alors qu'Hitler et les principaux chefs de l'O.K.W. s'attardent agréablement devant le magnifique paysage alpin de Berchtesgaden, les Russes déclenchent à l'aube, sous les rafales de blizzard, la grande contre-offensive du Don.

Bien qu'une attaque soviétique dans ce secteur ait été plus ou moins attendue, ni le Führer ni ses conseillers, Keitel et Jodl, ne prévoyaient son ampleur. C'est ainsi que le 8 novembre, après le retentissant discours du Commandant Suprême à la vieille garde du *Buergerbräukeller*, ils s'en étaient venus respirer en paix l'air pur de l'Obersalzberg. Paix brusquement rompue par un appel téléphonique du général Zeitzler, qui allait provoquer le retour précipité d'Hitler à son G.Q.G. de Prusse.

Zeitzler vient de recevoir des nouvelles alarmantes. Dès les premières heures de l'offensive, les blindés soviétiques, en formation massive, ont percé les lignes de la III^e armée roumaine, entre Serafinovitch et Kletskaïa, au nord-ouest de Stalingrad. Au sud de la ville assiégée, d'autres colonnes puissantes attaquent la IV^e armée blindée allemande, la IV^e armée roumaine et les menacent d'une seconde percée. Pour qui sait lire une carte, l'objectif des Russes est évident, Zeitzler ne s'y trompe pas.

Ses renseignements lui ont appris que, pour l'atteindre, l'ennemi a massé au sud treize armées et plusieurs milliers de chars d'assaut. Il s'agit d'isoler Stalingrad et de forcer la VI^e armée de Paulus, menacée d'encerclement, à battre en retraite vers l'ouest. Dès que Zeitzler se rend compte de ce qui se passe, il adjure Hitler d'ordonner le repli de la VI^e armée sur la boucle du Don où le front ébréché peut encore être

reconstitué. Aussitôt, Hitler entre en fureur : « Je ne quitterai pas la Volga! Je ne me replierais pas! » Hurle-t-il, et, sur-le-champ, il ordonne lui-même à Paulus de « tenir bon là où il est (25) ». Cette décision décrétée dans la colère va conduire au désastre.

Le 22 novembre, quatrième jour de la contre-offensive russe, les nouvelles sont catastrophiques. Les armées russes du Nord et du Sud ont opéré leur liaison à Kalach, sur la boucle du Don, à 60 kilomètres de Stalingrad. Dans la soirée, le général Paulus, commandant de la VI^e armée, annonce que les troupes sont encerclées. « Transportez votre Q.G. à l'intérieur de la ville et établissez une défense en hérisson, répond Hitler. La Luftwaffe vous ravitaillera par air jusqu'à ce qu'il soit possible de vous relever. »

Manœuvre dérisoire : à présent, 20 divisions allemandes et 2 roumaines sont coupées de leurs communications. Paulus demande un minimum quotidien de 750 tonnes de vivres et de matériel. Ce chiffre dépasse considérablement les capacités de la Luftwaffe. Elle ne possède plus une quantité suffisante d'avions de transport pour faire face à pareille tâche. L'eût-elle possédée, les tempêtes de neige et, par-dessus tout, les avions de chasse soviétiques, maîtres absolus du secteur, leur interdisent d'approcher. Goering promet d'accomplir la besogne demandée, et ne l'entreprend même pas.

La relève de la VI^e armée offrait des perspectives plus encourageantes. Le 25 novembre, Hitler rappelle du front de Leningrad le maréchal von Manstein, le plus doué de ses chefs en campagne, et lui confie le commandement d'une formation nouvellement créée : le groupe d'armées du Don, avec mission d'opérer, depuis le nord-ouest, une

poussée qui lui permettrait d'atteindre Stalingrad et d'y relever la VI^e armée. Le Führer impose alors à son nouveau général en chef des conditions irréalisables. Manstein tente de lui faire comprendre que la seule chance de succès consiste en une sortie de la VI^e armée vers l'ouest, tandis que ses propres armées, précédées par la IV^e *Panzer*, attaqueraient en direction du nord-est les forces russes qui les séparaient des assiégés.

Une fois de plus, Hitler refuse d'abandonner la Volga. La VI^e armée doit, coûte que coûte, rester à Stalingrad. A Manstein de l'y rejoindre comme il pourra. Impossible, objecte le maréchal, les forces russes sont trop supérieures. Néanmoins, la mort dans l'âme, il tente l'opération baptisée *Tempête d'Hiver*, nom prédestiné s'il en fut. L'hiver russe déchaînait alors ses premières furies sur la steppe méridionale, dressait des remparts de neige et précipitait le thermomètre à 25° au-dessous de zéro.

Tout d'abord, *Tempête d'Hiver* progresse favorablement. La IV^e armée, commandée par le général Hoth, avance en direction du nord-est, des deux côtés de la voie ferrée menant de Kotelnikovski à Stalingrad distante de 110 kilomètres. Le 19 décembre, elle a franchi 70 kilomètres. Le 21, elle ne se trouve plus qu'à 50 kilomètres du périmètre sud de la ville et, la nuit, les assiégés aperçoivent à travers la steppe, blanche de neige, les signaux lumineux de leurs sauveteurs.

A ce moment-là, si nous en croyons le témoignage des généraux allemands, une tentative de sortie de la VI^e armée au-devant des colonnes blindées de la IV^e armée en marche aurait presque certainement réussi. Encore et toujours, Hitler y mit son veto. Pourtant, le 21, Zeitzler lui arrache l'autorisation, pour les troupes de Paulus, d'opérer cette sortie à *condition* de maintenir en même temps le gros de leurs forces à Stalingrad!

Ce témoignage de démente, avoue le maréchal, faillit le faire devenir fou lui-même, « Le lendemain soir, relate-t-il plus tard, je conjurai instamment le Führer d'autoriser, sans restrictions, la tentative en question, notre unique chance de sauver les 200 000 hommes de Paulus.

Il refusa de céder. En vain je lui décrivis les conditions sévissant dans notre pseudo-forteresse; le désespoir de nos soldats affamés, leur manque de confiance dans le commandement, les blessés expirant faute de matériel médical, des milliers d'autres mourants tout simplement de froid. Il demeura aussi insensible à ces arguments qu'aux précédents. »

En raison de la résistance croissante de l'Armée Rouge, le général Hoth fut impuissant à franchir les derniers 50 kilomètres qui le séparaient de Stalingrad. Toutefois, croyait-il, si la VI^e armée réussissait son échappée, elle pourrait encore opérer sa jonction avec la IV^e *Panzer*, et toutes deux se replieraient sur Kotelnikovski. Cette manœuvre épargnerait l'existence de 200 000 hommes*.

* Dans ses mémoires de guerre, le maréchal von Manstein raconte que, le 19 décembre, passant outre à l'interdiction du Führer, il donna ordre à la VI^e armée de tenter une sortie par le sud-ouest et d'opérer la jonction avec la IV^e armée de Hoth avançant à sa rencontre. Le texte de cet ordre contenait certaines réserves et Paulus, connaissant les directives contraires d'Hitler se trouva terriblement troublé. La manœuvre dont il s'agit était pourtant sa dernière chance de salut. (Feld-maréchal von Manstein : *Lost Victories*, pp. 336-41 et 562-63.)

Pendant un jour ou deux — du 21 au 23 décembre — le sauvetage demeurait encore possible. Ensuite ce fut trop tard. L'Armée Rouge venait de frapper à l'extrême nord (Hoth l'ignorait) et menaçait maintenant le flanc gauche du groupe d'armées du Don. La nuit du 22, Manstein téléphone à Hoth de se tenir prêt à exécuter de nouveaux ordres. Ceux-ci

lui sont exposés le 25, à savoir : abandonner la poussée sur Stalingrad; envoyer l'une de ses trois divisions blindées sur le front du Don et se défendre sur place, vaille que vaille, avec les éléments dont il dispose encore. La relève de la VI^e armée avait échoué une fois pour toutes.

Les nouveaux ordres de Manstein avaient été dictés par de graves nouvelles reçues le 17 décembre. Au matin, l'Armée Rouge avait percé les lignes de la VIII^e armée italienne à Boguchar et, le soir, creusé une brèche de 45 kilomètres de profondeur qui, au bout de trois jours, atteignait 135 kilomètres. Les Italiens fuyaient en débandade, et la III^e armée roumaine, sévèrement étrillée le 19 novembre, se désagrégeait. Non seulement les armées du Don battirent en retraite, mais aussi les armées de Hoth, les plus proches de Stalingrad. Ces retraites en chaîne mettaient en danger l'armée du Caucase, qui, si les Russes parvenaient à Rostov (sur la mer d'Azov), serait complètement encerclée.

Le 27 décembre, Zeitzler lança un dernier avertissement au Führer :

« A moins que vous n'ordonniez une retraite immédiate du front du Caucase, nous aurons bientôt sur les bras un second Stalingrad. » Contre son gré, Hitler donna l'ordre sollicité.

Le groupe d'armées de Kleist comprenait la 1^{re} et la XVII^e armée, rentrées bredouilles de leur mission, c'est-à-dire la conquête des gisements de pétrole de Grozny. Après avoir entrevu le but à portée de la main, elles aussi durent tourner bride.

Les revers allemands en Russie et italo-allemands en Afrique du Nord française, donnèrent à réfléchir à Mussolini. De son côté, Hitler souhaitait s'entretenir avec lui et l'invita à venir le rejoindre à Salzbourg. Il accepta, « à condition, dit-il à Ciano, de prendre mes repas seul. Je ne tiens pas à ce

que cette bande de goinfres allemands s'aperçoivent que je me nourris de riz au lait* ».

* *Le Duce souffrait alors de troubles gastriques et suivait un régime rigoureux.*

L'heure était venue, jugeait-il, de décider Hitler à faire la part du feu en négociant un accord avec Staline et de concentrer les ressources de l'Axe à la défense des Balkans, de l'Europe occidentale et de ce qui restait de l'Afrique. « Ne nous y trompons pas, dit-il un jour à Ciano, 1943 sera l'année du coup de collier américain. »

Hitler, retenu à son Q. G. de Prusse-Orientale, ne put recevoir Mussolini. Ciano fit donc seul le long voyage de Rastenburg avec mission d'exposer au dictateur les propositions de son beau-père. Hitler les repoussa avec un profond dédain et assura à son visiteur que, sans affaiblir le moins du monde le front russe, il était en mesure d'envoyer en Afrique du Nord les renforts voulus, puisque « il faut nous y maintenir à tout prix », insista-t-il.

En dépit des déclarations optimistes du conquérant, Ciano trouva le moral allemand plutôt bas. Il écrit :

« L'atmosphère du G.Q.G. est accablante. Aux mauvaises nouvelles s'ajoutent le décor lugubre de cette forêt humide et sombre et l'épreuve de la vie commune dans des baraques de fortune... Personne n'essaie de dissimuler l'angoisse que provoquent les percées de l'Armée Rouge. Les Allemands tentent ouvertement d'en rendre l'Italie responsable. »

Au moment précis de cette entrevue, les survivants de la VIII^e armée italienne, en plein sauve-qui-peut, fuyaient à toutes jambes et, lorsque l'un des membres de la suite de Ciano posa à un officier de la Wehrmacht la

question : « Les Italiens ont-ils subi de lourdes pertes? », l'interlocuteur répondit : « Aucune perte, ils ont détalé (26) ».

Sans exactement détalé, les troupes allemandes du Caucase et du Don battaient en retraite aussi rapidement que possible afin d'éviter l'encerclement. Chaque jour les éloignait un peu plus de Stalingrad et le moment vint où les Russes n'eurent plus qu'à réoccuper la ville. Tout d'abord, cependant, ils offrirent aux condamnés de la VI^e armée la chance d'en sortir vivants.

Dans la matinée du 8 janvier 1943, trois jeunes officiers de l'Armée Rouge, tenant un drapeau blanc, pénétrèrent dans les lignes allemandes et présentèrent au général Paulus l'ultimatum du général Rokossovski, commandant des armées soviétiques du Don. Paulus avait vingt-quatre heures pour se décider.

Après avoir fait observer que la VI^e armée encerclée, coupée de ses communications, ne pouvait plus être ni relevée, ni ravitaillée, le document concluait :

« La situation de vos troupes est désespérée. Elles souffrent de la faim, du froid et d'un épuisement total. Le cruel hiver de Russie ne fait que commencer. Le gel, les vents polaires, les tempêtes de neige approchent. Vos soldats sont démunis de vêtements chauds et vivent dans des conditions inhumaines... Pour toutes ces raisons, et afin d'éviter d'inutiles effusions de sang, nous vous soumettons les conditions de capitulation suivantes... » Les conditions stipulées étaient honorables. Tous les prisonniers recevraient une « ration normale » de vivres. Les malades, les blessés, les gelés recevraient des soins médicaux. Tous les prisonniers seraient autorisés à conserver les insignes de leur grade, leurs décorations

et leurs objets personnels.

Sur-le-champ, par radio, Paulus transmet le texte de l'ultimatum au Führer et le pria de lui accorder sa pleine liberté d'action. Le Seigneur de la guerre répondit brutalement *Non...* et le 10 janvier au matin, exactement vingt-quatre heures après l'expiration du délai de l'ultimatum, un bombardement d'artillerie, déchaîné par 5 000 canons, inaugurerait la dernière phase de la bataille de Stalingrad. Bataille sanglante, sans merci.

Dans le désert glacial, chaotique, semé de décombres de ce qui s'était appelé Stalingrad, Allemands et Russes combattirent avec une bravoure et une ténacité inimaginables. Pas longtemps. En moins de six jours, la poche allemande, réduite de moitié, ne couvrait plus qu'une surface de 25 kilomètres de long et 15 de large à sa partie la plus profonde. Le 24 janvier, elle fut tronçonnée en deux et les Russes s'emparèrent du petit terrain de secours de la Luftwaffe.

Les avions-navette chargés de ravitailler tant bien que mal les assiégés et d'emmener à l'arrière les blessés et les malades ne purent plus atterrir. Une seconde fois, les Russes offrirent à leur courageux ennemi une chance de survie. Des émissaires soviétiques porteurs de nouvelles propositions s'avancèrent jusqu'aux lignes allemandes et une seconde fois aussi, Paulus, écartelé entre son serment d'obéissance à un fou et la possibilité de prévenir le massacre de ses derniers soldats, fit appel au Führer. Par radio, il envoya le message S.O.S. que voici :

« Commandement devenu impossible... Troupes sans munitions ni vivres... 18 000 blessés privés de secours médicaux, pansements, médicaments... Insensé continuer résistance... Écroulement inévitable... Requiers autorisation capituler immédiatement pour épargner destruction

troupes survivantes... »

La réponse d'Hitler a été préservée pour l'édification de la postérité :

« Vous interdis capituler. La VIe armée tiendra ses positions jusqu'à son dernier homme et sa dernière cartouche. Son héroïque endurance apportera une inoubliable contribution à l'établissement d'un front défensif et au salut du monde occidental! »

Amère pilule à avaler pour des hommes qui, trois ans auparavant, combattaient contre ce monde en France et dans les Flandres. Toute résistance devenait non seulement insensée mais impossible et, fin janvier, la bataille épique prit fin d'elle-même ainsi que grésille et s'éteint la flamme d'une chandelle épuisée. Terré dans son Q.G. improvisé dans le sous-sol de *l'Universag*, grand magasin réduit à un monceau de débris, « le général Paulus, assis sur son lit de camp dans un coin obscur, semble prêt à s'écrouler », rapporte un témoin oculaire. Ni lui ni ses soldats n'étaient d'humeur, on s'en doute, à apprécier l'avalanche de télégrammes de félicitations qui se mirent à affluer.

« Le combat de la VIe armée appartient désormais à l'Histoire, proclamait Goering. A côté des noms de Langemark, d'Alcazar, de Narvik, symboles de folle audace, de ténacité, de bravoure, Stalingrad demeurera à jamais pour les générations futures celui du sacrifice de soi. »

Ni les uns ni les autres n'étaient davantage d'humeur à accueillir par des ovations le discours ronflant, fait au micro de Berlin le 10 janvier par le gros maréchal en l'honneur du dixième anniversaire de l'avènement du national-socialisme.

« Dans mille ans d'ici, le peuple germanique parlera de la bataille de Stalingrad avec un

respect mêlé d'effroi et se souviendra qu'en dépit de tout et de tous, c'est là que se décida l'ultime triomphe du Reich allemand.... Au long des années à venir, évoquant l'héroïque campagne de la Volga, on pourra s'écrier : *Passant ! Va dire à l'Allemagne que tu nous as vus gisant à Stalingrad pour obéir à l'honneur, aux ordres de nos chefs et pour la plus grande gloire du Reich !* »

« Pour la plus grande gloire du Reich », l'horrible agonie de la VI^e armée, prolongée durant des semaines, approchait enfin de sa conclusion.

Le 30 janvier, Paulus envoyait au Führer ce radiogramme :

« Effondrement final ne peut être retardé que de vingt-quatre heures. »

Au reçu de ce message, le chef suprême des forces armées du Reich s'empressa de répandre sur les condamnés de Stalingrad une pluie de promotions, dans l'espoir de galvaniser leur résolution de mourir glorieusement à leur poste. Ce geste macabre fit monter en grade cent dix-sept officiers. Quant à Paulus, remarqua Hitler, il est sans exemple dans l'Histoire qu'un feld-maréchal allemand ait été fait prisonnier. Cela dit, il conféra incontinent au chef de la VI^e armée moribonde le bâton de maréchal qu'il convoitait.

Le baisser de rideau nous ramène à des réalités moins grandioses. Tard dans la soirée du 31 janvier, Paulus adressa au G.Q.G. son ultime radiogramme :

« Fidèle à son serment et pleinement consciente de la grandeur de sa mission, la VI^e armée a tenu ses positions jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche. Pour le Führer et pour la Patrie... jusqu'au bout. »

A sept heures quarante-six du soir, l'opérateur-radio du Q.G. de la

VI^e armée émettait son propre message :

« Les Russes sont à la porte de notre abri. Nous détruisons les appareils. » Il terminait son émission par les lettres « C.L. » du code international, signifiant : *La station n'émettra plus.*

Disons qu'au Q.G. de la VI^e armée il n'y eut pas de combats de dernière minute. Paulus et son état-major ne défendirent pas leur sous-sol jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche : ils se contentèrent d'attendre... Bientôt, un détachement de soldats de l'Armée Rouge commandé par un officier subalterne pénétra dans la cave obscure où ils se tenaient. L'officier les pria de se rendre. Le général Schmidt, chef d'état-major de la VI^e armée, le fit au nom de tous, puis, se tournant vers Paulus, prostré sur son lit de camp, le questionna : « N'avez-vous rien à ajouter, monsieur le maréchal? » Paulus, à bout de forces, ne répondit même pas.

Entre-temps, à l'extrémité nord de Stalingrad, une petite poche de résistance contenant les dernières miettes de ce qui avait été 2 divisions blindées et 4 divisions d'infanterie tenait encore au milieu des ruines d'une usine de tracteurs. Le 1^{er} février, le Führer leur adressa ce dernier message :

« Le peuple allemand attend que vous fassiez votre devoir à l'exemple des soldats qui défendent encore la forteresse sud. Chaque jour, chaque heure de votre combat contribue à faciliter la création d'un nouveau front. »

Le 2 février, après avoir adressé au chef suprême le message que voici :

« Avons combattu jusqu'au dernier homme contre un ennemi d'une écrasante supériorité... Vive l'Allemagne! », cette dernière poignée

d'hommes se rendait à son tour et, enfin, le silence s'étendit sur le chaos du champ de bataille de Stalingrad, sur la neige éclaboussée de sang, sur les ruines calcinées. A deux heures quarante-six de l'après-midi, un avion de reconnaissance allemand survola la cité morte et annonça : « Plus aucun indice de bataille. »

A la même heure, par une température de 37° au-dessous de zéro, 91 000 soldats et 24 généraux à demi morts de faim, les membres gelés, un grand nombre blessés, tous hébétés, anéantis d'épuisement, la tête enveloppée de couvertures engluées de sang, se traînaient, trébuchants, à travers la neige, vers les sinistres camps de Sibérie*. 91 000 prisonniers... tout ce qui restait d'une armée triomphante de 285 000 hommes. Sur ces 91 000 rescapés du massacre, 5 000 seulement devaient revoir leur mère patrie. Selon les chiffres publiés en 1958 par le gouvernement de Bonn, l'épidémie de typhus qui sévit dans les camps au printemps de 1943 extermina un premier contingent très nombreux. Et ce n'était qu'un début...

* 20 000 Roumains et 29 000 blessés graves furent évacués par avion.

Pendant ce temps, dans sa *Tanière du Loup*, confortablement chauffée, le dictateur, dont l'irréductible entêtement et la stupidité portaient la responsabilité du désastre, vilipendait ceux des généraux qui se permettaient d'être encore vivants. Les procès-verbaux de la conférence tenue le lendemain de la capitulation par Hitler et ses acolytes jette une étonnante lumière sur l'homme à ce stade crucial de son existence, de celle de ses armées et de son pays. Son ressentiment envers ceux qui avaient refusé de mourir à Stalingrad est particulièrement venimeux :

« Ils n'ont pas été capturés, gronde-t-il. Ils se sont rendus volontairement, ouvertement! Sinon, ils auraient serré les rangs, formé un hérisson et se seraient suicidés avec la dernière balle de leur revolver... Paulus avait le devoir de se tuer, à l'exemple des grands chefs de jadis qui, lorsqu'ils voyaient tout perdu, se transperçaient la poitrine de leur épée... Varus lui-même, après la perte de ses légions, ordonna à son esclave de l'achever : Et maintenant, tue-moi! La suite est facile à imaginer. Paulus va être emmené à Moscou et, une fois pris au piège, il fera tous les aveux qu'on voudra, signera n'importe quoi, fera des proclamations, vous verrez. »

Et encore :

« Les voilà sur la pente savonnée de la faillite morale. Ils glisseront jusqu'au fond... Vous verrez ce que je vous dis. Avant une semaine, Seydlitz, Schmidt et Paulus lui-même vont se faire entendre à la radio de Moscou*... On va les emprisonner à la Lioubanka, où ils seront dévorés par les rats! Comment ont-ils pu se montrer aussi lâches... je n'arrive pas à comprendre... Qu'est-ce que la vie? La vie, c'est la Nation.

** Le pronostic était exact à cinq mois près. En Juillet, Paulus et Seydlitz, devenus les chefs d'un pseudo Comité National de la Libre Allemagne, adjurèrent en effet par radio l'armée allemande de se débarrasser d'Hitler.*

L'individu est condamné à mourir mais, au-delà de l'individu, il y a la Nation souveraine. Pourquoi redouter la mort puisque, grâce à elle, nous pouvons nous libérer de notre misère lorsque notre devoir ne nous tient pas enchaînés à cette vallée de larmes!... Et voilà que le geste de cet homme (Paulus) souille à la dernière minute l'héroïsme de centaines de milliers d'autres...

« Alors qu'il pouvait se délivrer des tristesses de ce monde et entrer dans l'immortalité, il a préféré aller à Moscou... Ce qui me fait le plus de mal, personnellement, c'est de lui avoir donné le bâton de maréchal! Je tenais à ce qu'il reçoive cette satisfaction avant de mourir. Cela prouve qu'il ne faut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Paulus sera en tout cas le dernier feld-maréchal que j'aurai nommé tant que durera la guerre (27). »

Restait à apprendre la capitulation au peuple allemand. Quelle version adopter? Hitler et Zeitzler en décidèrent après un bref colloque et,

le 3 février, l'O.K.W. radiodiffusait le communiqué spécial que voici :

« La bataille de Stalingrad a pris fin. Fidèle à son serment de combattre jusqu'à son dernier souffle, la VI^e armée, sous le commandement exemplaire du maréchal Paulus, a succombé sous l'assaut d'un ennemi supérieur en nombre et en raison des circonstances défavorables auxquelles elle eut à faire face. »

La lecture du communiqué fut précédée d'un roulement de tambours voilés et suivie de l'exécution du deuxième mouvement de la Ve Symphonie de Beethoven. Hitler décréta un deuil national de quatre jours, pendant lesquels tous les théâtres, cinémas et music-halls fermèrent leurs portes.

« Stalingrad fut pour nous un second Iéna, écrivit l'historien allemand Walter Goerlitz, et, sans conteste, la plus grande défaite jamais essuyée par une armée allemande (28). »

En vérité, la tragédie de Stalingrad représente beaucoup plus qu'une défaite militaire. Ajoutée à la débâcle d'El Alamein et au débarquement anglo-américain d'Afrique du Nord, elle marqua le tournant fatidique de la seconde guerre mondiale. La marée des conquêtes hitlériennes qui venait d'engloutir l'Europe jusqu'aux confins de l'Asie et le Moyen-Orient presque jusqu'au Nil, reflua pour ne plus jamais reparaitre.

Le temps du *Blitzkrieg*, des gigantesques offensives, des ruées de milliers de chars et de milliers de bombardiers semant l'épouvante dans les rangs de l'adversaire et n'en faisant qu'une bouchée, ce temps-là était révolu. Quelques sursauts désespérés se produisirent encore çà et là : à Kharkov, au printemps de 1943; dans les Ardennes, en décembre 1944, mais ils firent partie d'une tactique défensive poursuivie par la Wehrmacht

avec ténacité et courage pendant deux ans encore.

L'initiative et la suprématie échappées aux mains d'Hitler appartenaient à présent, et une fois pour toutes, à ses ennemis, sur terre, sur mer et dans les airs. Déjà, dans la nuit du 30 mars 1942, la R.A.F. avait exécuté un premier raid massif de 1 000 bombardiers sur Cologne. Tout au long de l'été, d'autres suivirent sur d'autres villes. A leur tour, les populations civiles allemandes connurent l'horreur des massacres infligés par les armées de leur pays à d'autres populations sans défense. Ainsi fut anéanti, dans les neiges de Russie et les sables du désert africain, le rêve démesuré d'Adolf Hitler.

Il ne s'agit pas uniquement des défaites de Rommel et de Paulus, soulignons-le. Le sinistre et barbare « Ordre nouveau » que le Führer et ses S.S. entreprirent d'instaurer en pays conquis contribua énormément à précipiter la chute du national-socialisme. Avant d'entamer le chapitre final de cet ouvrage — l'écroulement définitif du Troisième Reich — il est bon, je crois, de faire halte, d'examiner ce que signifiait en théorie et en pratique ce soi-disant « Ordre nouveau ». Il est bon aussi de se rendre compte à quel péril la civilisation européenne, pour ne pas dire la civilisation tout court, échappa de justesse, non sans avoir subi l'affreux cauchemar de ses préludes.

Comme pour les infortunés Européens qui vécurent ce cauchemar ou qui, hélas, furent sacrifiés avant qu'il ne prît fin, le dernier chapitre de mon livre et de l'Histoire du Troisième Reich sera le plus sombre de tous.

LIVRE V

LE COMMENCEMENT DE LA FIN

27

L'ORDRE NOUVEAU

AUCUN projet d'ensemble ne fut jamais établi pour l'Ordre nouveau, mais des documents dont on s'est emparé et des événements qui se déroulèrent il ressort clairement qu'Hitler s'en faisait une idée très précise : une Europe gouvernée par les nazis, dont les ressources seraient exploitées au profit de l'Allemagne, dont les habitants deviendraient les esclaves de la race allemande, race des Seigneurs par excellence, et dont les « éléments indésirables » — les Juifs en premier lieu mais également un grand nombre de Slaves de l'Est, en particulier leurs élites — seraient exterminés.

Juifs et peuples slaves n'étaient que des êtres inférieurs — des *Untermenschen*. Aux yeux d'Hitler, ils n'avaient pas le droit de vivre, à l'exception de ceux, parmi les Slaves, dont on aurait besoin pour labourer les champs ou travailler dans les mines, comme de simples esclaves, pour le compte de leurs maîtres allemands. Non seulement on raserait totalement les grandes villes de l'Est : Moscou, Leningrad, Varsovie*, mais on détruirait la civilisation russe, polonaise et celle des autres nations slaves.

* Dès le 18 septembre 1941, Hitler avait donné l'ordre d'« effacer Leningrad de la surface de la terre ». Une fois encerclée, elle « sera entièrement rasée » par des bombardements et

des tirs d'artillerie, et sa population (3 millions) sera détruite avec elle.

Leurs principales usines seraient démantelées et expédiées en Allemagne. Leurs habitants seraient cantonnés exclusivement dans les travaux agricoles, pour subvenir aux besoins alimentaires des Allemands, et ils ne seraient autorisés à garder pour eux que le strict nécessaire. Quant à l'Europe, selon l'expression même des nazis, on la libérerait des Juifs ».

« Ce qui peut arriver à un Russe ou à un Tchèque ne m'intéresse pas le moins du monde », déclarait Heinrich Himmler à Posen, dans une allocution confidentielle à ses officiers S.S. (Himmler était alors le chef des S.S. et de l'ensemble de l'appareil policier du Troisième Reich, et, de ce fait, l'homme le plus important après Hitler, car il détenait le droit de vie et de mort non seulement sur 80 millions d'Allemands mais sur plus du double de populations conquises.)

« Nous prendrons dans ces nations ce qu'elles peuvent offrir de sang pur de notre type, en leur enlevant, si besoin est, leurs enfants et en les élevant chez nous. Que ces peuples soient prospères ou meurent de faim ne m'intéresse que dans la mesure où nous avons besoin d'eux comme esclaves de notre Kultur; en dehors de cela je ne m'en soucie aucunement. Peu importe que 10 000 femmes russes tombent d'épuisement en creusant un fossé antichar pourvu que ce fossé soit terminé (1)... »

Bien avant ce discours prononcé par Himmler à Posen, en 1943, les chefs nazis avaient établi leurs plans pour réduire en esclavage les peuples de l'Est.

A la date du 15 octobre 1940, Hitler avait déjà décidé du sort des Tchèques, le premier peuple slave tombé sous son joug. La moitié seraient « assimilés », principalement en les expédiant en Allemagne comme forçats du travail. Les autres, « en particulier » les intellectuels, seraient, au terme d'un rapport secret, purement et simplement « éliminés (2) ».

Quinze jours auparavant, le 2 octobre, le Führer avait exposé ses

idées concernant le sort des Polonais, le second peuple slave qui allait être conquis. Son fidèle secrétaire, Martin Bormann, a laissé un long mémorandum sur les plans nazis tels qu'Hitler les exposa à Hans Frank, gouverneur général de la Pologne du Sud, et à d'autres fonctionnaires (3).

« Les Polonais (déclarait Hitler) sont nés pour exécuter les travaux grossiers. Il ne saurait être question d'améliorer leur sort. Il est indispensable de maintenir un niveau de vie très bas en Pologne et d'empêcher qu'il ne s'élève... Les Polonais sont paresseux, il faut employer la contrainte pour les faire travailler... Nous nous servons du Gouvernement général (de Pologne) comme d'une simple source en main-d'œuvre non spécialisée... Chaque année il pourra fournir au Reich les travailleurs nécessaires. »

Quant aux prêtres polonais,

« ils prêcheront ce que nous leur dirons de prêcher. Nous réglerons rapidement le sort de ceux qui ne se conformeraient pas à nos directives. Le rôle des prêtres sera de maintenir les Polonais dans leur stupidité et leur abrutissement et de les faire tenir tranquilles. »

Le gouverneur général aurait affaire à deux autres catégories de Polonais et le dictateur nazi n'omit pas de les mentionner :

« Il faut se souvenir que la noblesse polonaise doit disparaître; si cruel que cela puisse paraître, elle devra être exterminée en quelque endroit qu'elle se trouve...

« Pour les Polonais et les Allemands il ne saurait y avoir qu'un seul maître. Deux maîtres ne peuvent et ne doivent coexister côte à côte. C'est pourquoi nous exterminerons tous les représentants de l'élite polonaise. C'est peut-être cruel, mais telle est la loi de la vie. »

Cette idée qui obsédait les Allemands, selon laquelle ils appartenaient à la race supérieure et les peuples slaves devaient être leurs esclaves, prenait une virulence particulière à l'endroit de la Russie. Erich Koch, le

commissaire allemand pour l'Ukraine, un rustre, l'exprimait clairement dans le discours qu'il prononça à Kiev, le 5 mars 1943.

« Nous appartenons à la race supérieure et nous devons gouverner avec fermeté et justice... j'exploiterai ce pays jusqu'à l'extrême limite. Je ne suis pas venu ici pour répandre la félicité... Il faut que la population travaille, travaille, encore et encore... Nous ne sommes pas venus ici pour distribuer notre manne... Nous sommes venus ici pour établir les bases de la victoire.

« Nous sommes une race supérieure et nous devons nous rappeler que le plus infime des travailleurs allemands a sur le plan racial et biologique mille fois plus de valeur que n'importe quel membre de cette population-ci (4). »

Près d'une année plus tôt, le 23 juillet 1942, alors que les armées allemandes approchaient de la Volga et des champs pétrolifères du Caucase, Martin Bormann, le secrétaire d'Hitler, devenu son bras droit, écrivait une longue lettre à Rosenberg, dans laquelle il exposait à nouveau le point de vue d'Hitler sur ce sujet. Un fonctionnaire du ministère de Rosenberg résumait cette lettre ainsi :

« Les Slaves devront travailler pour notre compte. Dans la mesure où nous n'en aurons pas besoin, ils peuvent tout aussi bien crever. C'est pourquoi il est inutile de les faire vacciner ou soigner par les Service de Santé allemands. La prolifération des Slaves est indésirable. Qu'on les laisse donc utiliser les méthodes anticonceptionnelles ou pratiquer l'avortement — plus ils le feront, mieux ce sera. L'éducation est pour eux chose dangereuse. Il suffit qu'ils apprennent à compter jusqu'à 1.00... Chaque personne instruite est un futur ennemi. Nous leur laisserons pratiquer leur religion comme un moyen de diversion. En ce qui concerne la nourriture, ils ne recevront que le strict nécessaire. Nous sommes les maîtres. Nous devons passer en premier (5). »

Quand les premières troupes allemandes pénétrèrent en Russie, elles furent accueillies en bien des endroits par les acclamations d'une

population longtemps tenue sous le joug et la terreur de la tyrannie stalinienne. Au début, un grand nombre de soldats russes désertèrent. Surtout dans les pays baltes qui ne subissaient l'occupation russe que depuis peu de temps, et en Ukraine, où les Soviétiques n'avaient pu totalement juguler un mouvement d'indépendance qui commençait à se manifester, un grand nombre d'habitants étaient heureux d'être libérés du joug soviétique — fût-ce même par les Allemands.

A Berlin, un petit nombre croyait que, si Hitler jouait astucieusement son jeu, en traitant la population avec égard, en lui promettant de la soulager de la tyrannie bolchévique (en lui accordant la liberté religieuse et économique et en transformant les fermes collectivisées en de véritables coopératives), en lui promettant également, dès que les circonstances le permettraient, un gouvernement indépendant, les Russes seraient rapidement conquis. Alors non seulement ils coopéreraient avec les Allemands dans les régions occupées, mais ceux des régions non occupées pourraient s'efforcer de se libérer de la rude domination stalinienne. En agissant ainsi, disait-on, le régime bolchévique lui-même s'effondrerait sans doute, et l'Armée Rouge se désintégrerait, comme l'avait fait l'armée tsariste en 1917.

Mais bientôt la sauvagerie de l'occupation nazie, les objectifs évidents, et d'ailleurs souvent proclamés, poursuivis par les conquérants germaniques : ravager les terres russes, réduire les populations en esclavage et envoyer des Allemands coloniser les territoires de l'Est, eurent détruit toutes les chances d'une telle évolution.

Nul n'a mieux résumé les résultats de cette politique désastreuse et fait le compte des opportunités ainsi perdues qu'un Allemand, le docteur

Otto Bräutigam, un diplomate de carrière, chef adjoint du département politique du ministère des Territoires occupés de l'Est, nouvellement créé et placé sous l'autorité de Rosenberg.

Dans un rapport confidentiel fort sévère qu'il adressait à ses supérieurs, le 24 octobre 1942, Bräutigam osait signaler les erreurs commises par les nazis en Russie.

« A notre entrée en territoire soviétique, nous avons trouvé une population lasse du Bolchévisme, attendant désespérément les nouvelles formules qui lui apporteraient l'espoir d'un avenir meilleur pour elle. Le devoir de l'Allemagne était de trouver ces formules, mais on ne les prononça pas. La population nous a accueillis avec joie, comme des libérateurs, et elle s'est placée à notre disposition. »

Il existait bien un slogan, mais les Russes ne tardèrent pas à le percer à jour.

« Avec l'instinct naturel des peuples de l'Est (poursuivait Bräutigam), l'homme primitif découvrit bientôt que, pour l'Allemagne, le slogan « libération du Bolchévisme » n'était qu'un simple prétexte pour réduire en esclavage les peuples de l'Est, selon ses propres méthodes... Ouvriers et paysans comprirent vite que l'Allemagne ne les considérait pas comme des partenaires possédant des droits égaux, mais simplement comme l'objet de ses visées politiques et économiques... Avec une présomption sans égale, nous avons fait abstraction de toute intelligence politique et... nous avons traité les populations des territoires occupés de l'Est comme des « Blancs de seconde classe », auxquels la Providence aurait uniquement assigné la tâche de servir d'esclaves aux Allemands... »

Deux autres erreurs, déclarait Bräutigam, avaient conduit les Russes à se retourner contre les Allemands : le traitement barbare des prisonniers de guerre russes et les procédés d'enrôlement des hommes et des femmes pour le travail forcé.

« Ce n'est plus un secret pour personne, ni ami, ni ennemi, que, par centaines de milliers, les prisonniers russes sont morts de faim ou de froid dans nos camps... Nous nous trouvons maintenant devant cette chose absurde d'avoir à recruter des millions de travailleurs dans les territoires occupés de l'Est après avoir laissé les prisonniers de guerre mourir de faim comme des mouches... »

« Dans le mépris sans bornes de l'humanité slave qui prévalait, on a employé des méthodes de « recrutement » dont l'origine remonte sans doute aux périodes les plus sombres du trafic des esclaves. Une véritable chasse à l'homme a été instituée. Sans aucune considération d'âge, ni d'état physique, ces gens ont été expédiés en Allemagne*... »

** L'extermination massive des prisonniers de guerre soviétiques et l'exploitation des Russes employés comme travailleurs forcés n'étaient pas un secret pour le Kremlin. Dès novembre 1941, Molotov avait élevé une protestation solennelle contre « l'extermination » des P.G. russes et, au mois d'avril de l'année suivante, il avait de nouveau protesté contre le programme allemand de travail forcé.*

La politique et les méthodes allemandes en Russie ont « suscité une résistance considérable chez les populations de l'Est », concluait le docteur Bräutigam.

« Notre politique a forcé à la fois les Bolchévistes et les nationalistes russes à former un front commun contre nous. Aujourd'hui, la Russie lutte avec un courage et un esprit de sacrifice exceptionnels pour, en fait, la simple reconnaissance de sa dignité humaine. »

Et, terminant ce mémorandum de treize pages par une note positive, le docteur Bräutigam réclamait un retournement complet de la politique. « On doit donner au peuple russe des assurances concrètes pour l'avenir (6). »

Mais ce n'était qu'une voix dans le désert nazi. Ainsi que nous l'avons vu, Hitler avait déjà donné ses directives sur le sort à réserver aux Russes

et à la Russie, et il n'était pas homme à se laisser persuader par aucun Allemand d'y changer un iota.

Le 16 juillet 1941, moins d'un mois après le début de la campagne de Russie, quand il était déjà évident, devant les premiers succès allemands, qu'une large portion de l'Union Soviétique allait tomber aux mains de l'armée allemande, Hitler convoqua Goering, Keitel, Rosenberg, Bormann et Lammers (chef de la Chancellerie du Reich) à son quartier général de Prusse-Orientale, pour leur rappeler les objectifs qu'il poursuivait dans le territoire nouvellement conquis. Enfin, le but qu'il avait si clairement indiqué dans *Mein Kampf*, — s'assurer d'un vaste *Lebensraum* allemand en Russie — était en vue, et il ressort clairement du rapport confidentiel de la réunion, tel qu'il a été établi par Bormann (il devait être produit à Nuremberg (7), qu'il voulait que ses principaux lieutenants comprennent bien ce qu'il entendait en faire. Toutefois, il prit soin de les informer que ses intentions ne devaient pas être « rendues publiques ».

« Il est inutile de le faire (dit Hitler), mais l'important est que nous sachions, nous, ce que nous voulons... Il ne faut pas que l'on puisse deviner que c'est le début d'une organisation définitive. Ce qui ne doit pas nous empêcher de prendre toutes les mesures nécessaires : fusillades, déplacements de populations, etc..., et nous les prendrons. »

En principe, poursuivit Hitler :

« nous avons devant nous la tâche de découper le gâteau selon nos besoins, ceci afin d'être en mesure de :

premièrement : le dominer
deuxièmement : l'administrer
troisièmement : l'exploiter. »

Peu lui importait, disait-il, que les Russes aient déclenché la guérilla derrière les lignes allemandes, « cela nous permettra de supprimer tous ceux qui s'opposent à nous ». En gros, expliquait Hitler, l'Allemagne établira sa domination sur le territoire russe jusqu'à l'Oural. Sur ce vaste espace, seuls les Allemands seront autorisés à porter des armes. Ensuite, Hitler expliqua ce que deviendraient les différents morceaux du gâteau russe.

« Tout le territoire de la Baltique sera incorporé à l'Allemagne.. On évacuera de la Crimée tous les étrangers pour y installer uniquement des Allemands (elle deviendra) un territoire du Reich... L'Allemagne s'emparera de la péninsule de Kola, à cause de ses importantes mines de nickel. Il conviendra de préparer avec toute la prudence nécessaire l'annexion de la Finlande, sous forme d'État fédéré... Le Führer rasera complètement Leningrad et ensuite la donnera aux Finlandais. »

Les champs pétroliers de Bakou, ordonna Hitler, deviendront une « Concession allemande », et les colonies allemandes de la Volga seront aussitôt annexées. Quand on en vint au point de savoir quels seraient les chefs nazis chargés d'administrer le nouveau territoire, une violente querelle éclata :

« Rosenberg déclara qu'il entendait désigner le capitaine von Petersdorff en raison de ses mérites; consternation générale; protestations générales. Le Führer et le maréchal du Reich (Goering) affirmèrent tous deux que von Petersdorff était fou, sans l'ombre d'un doute. »

Une discussion s'éleva également au sujet des meilleurs moyens d'assurer l'ordre dans les régions conquises. Hitler suggéra d'équiper la police allemande de voitures blindées. Goering doutait que cela fût nécessaire. « En cas de révoltes », disait-il, ses avions pourraient « lancer

des bombes ».

« Bien entendu, ajoutait Goering, il convient de pacifier aussi vite que possible cet immense territoire. La meilleure solution consisterait à tuer quiconque ne serait pas dans la ligne*. »

Goering, en sa qualité de Chef du Plan Quadriennal, fut également chargé de l'exploitation économique de la Russie**.

* On se souviendra qu'un an plus tôt Goering avait dit à Ciano que « cette année, 20 à 30 millions de personnes vont mourir de faim en Russie » et que « c'est peut-être aussi bien ». Déjà, avait-il dit, les prisonniers de guerre russes ont commencé à « s'entre-dévorer ».

** Dans une directive émanant de l'état-major économique de Goering (le 23 mai 1941), ordre était donné de détruire tous les secteurs industriels russes. Dans ces régions, on laisserait les ouvriers et leurs familles mourir de faim : « Défense formelle de tenter de sauver la population, était-il dit dans cette directive, de la mort par famine en important des surplus (alimentaires) des Terres noires (de Russie). »

« Pillage » serait plutôt le mot, ainsi que Goering le disait clairement dans le discours qu'il prononça le 6 août 1942 devant les commissaires nazis pour les territoires occupés. « On appelait autrefois cela du pillage, dit-il, mais de nos jours les choses sont devenues plus humaines. Néanmoins, j'entends bel et bien piller et le faire totalement (8). » Sur ce point, du moins, il tint parole et pilla non seulement la Russie mais toute l'Europe tombée entre les mains nazies. Cela faisait partie de l'Ordre nouveau.

On ne connaîtra jamais le montant total du butin; l'évaluer avec précision s'est révélé au-delà des possibilités humaines. Mais on possède certains chiffres, dont un grand nombre établis par les Allemands eux-mêmes. Ils montrent avec quelle conscience toute germanique furent suivies les instructions données par Goering à ses subordonnés.

« Chaque fois que vous tomberez sur quelque chose dont le peuple allemand pourrait avoir besoin, vous devez vous acharner dessus comme un chien de chasse sur sa proie. Il faut le saisir... et l'expédier en Allemagne (9). »

Et l'on prit beaucoup de choses; non seulement des marchandises, de la main-d'œuvre, mais des billets de banque et de l'or. Dès qu'Hitler occupait un pays, ses agents financiers s'emparaient de l'or et des actions étrangères détenus par sa banque d'État. Ce n'était qu'un simple début. D'effarantes « indemnités d'occupation » étaient aussitôt calculées.

A la fin de février 1944, le comte Schwerin von Krosigk, ministre nazi des Finances, déclara que le total de ces paiements s'élevait à quelque 48 milliards de marks (en gros \$ 12 000 000 000), dont la France, qui fut saignée plus lourdement qu'aucun autre pays occupé, avait fourni à elle seule plus de la moitié. A la fin de la guerre, les reçus des impositions diverses donnaient une somme globale de près de 60 milliards de marks (soit \$ 15 000 000 000).

Sur ce total, la France dut payer 31,5 milliards; sa contribution annuelle de plus de 7 milliards représentant plus de quatre fois les sommes

annuelles que l'Allemagne avait payées au titre des réparations sous les plans Young et Dawes, après la guerre de 1914-1918, tribut considéré par Hitler comme un crime abominable. En outre, la Banque de France se vit contrainte d'accorder des « crédits » à l'Allemagne, crédits qui s'élevèrent à 4,5 milliards de marks, et le gouvernement français dut payer sous forme d'« amendes » encore un demi-milliard.

Au Procès de Nuremberg, on estima que les Allemands avaient pris sous forme de « frais d'occupation » et sous forme de « crédits » plus des deux tiers du revenu national belge et un pourcentage similaire du revenu hollandais. En tout, selon une étude faite par l' *U.S. Strategic Bombing Survey**, l'Allemagne soutira aux pays conquis une somme totale s'élevant à 26 000 000 000 de dollars, soit 13 000 milliards de francs anciens.

* *Organisation américaine initialement constituée pour l'étude des résultats des bombardements stratégiques, mais dont le champ d'action s'étendit par la suite aux secteurs les plus divers. (N.D.T.)*

Mais il est impossible d'estimer les marchandises qui furent saisies et transportées en Allemagne sans même une formalité de paiement. Un tel flot de chiffres se déversa sur Nuremberg que les experts furent bientôt noyés; à ma connaissance, pas un seul expert ne parvint à les mettre en ordre et à en calculer les totaux.

Pour la seule France, on estime que les Allemands ont prélevé sous forme de « réquisitions en espèces » : 9 millions de tonnes de céréales, 75 pour 100 de la production totale d'avoine; 80 pour 100 d'huile, 74 pour 100 d'acier, etc., le tout représentant un total d'environ 184,5 milliards de francs.

La Russie, dévastée par la guerre et par la sauvagerie allemande, fut plus dure à saigner. On trouve dans les documents nazis des quantités de rapports sur les « livraisons » soviétiques. En 1943, par exemple, on note sur la liste de ces « livraisons » : 9 millions de tonnes de céréales, 2 millions de tonnes de fourrage, 3 millions de tonnes de pommes de terre, 662 000 tonnes de viande, auxquelles le Comité d'Enquête Soviétique ajouta — pour la durée totale de l'occupation — 9 millions de têtes de gros bétail, 12 millions de cochons, 13 millions de brebis, pour ne citer que quelques articles. Mais les « livraisons » russes furent moins intéressantes que l'on ne s'y attendait; les Allemands calculèrent qu'elles ne représentaient, au total, que quelque 4 milliards de marks (\$ 1000 000 000**).

*** Selon l'étude très complète faite par Alexander Dallin sur l'occupation allemande en Russie, l'Allemagne aurait pu obtenir davantage de la Russie en passant par les voies commerciales normales. (Voir DALLIN : German Rule in Russia.)*

Les rapaces nazis extorquèrent à la Pologne tout ce qu'ils purent. « Je m'efforcerai, disait le docteur Frank, gouverneur général de Pologne, d'arracher à cette province tout ce qu'il est encore possible de lui arracher. » Cette déclaration était faite à la fin de 1942. En trois années d'occupation, il avait déjà beaucoup pris à ce pays, ainsi qu'il ne cessait de s'en vanter, surtout en produits alimentaires, qu'il expédiait en Allemagne pour nourrir les voraces Allemands. Toutefois, il avertit les autorités du Reich que, dans le cas où l'on appliquerait le nouveau programme alimentaire prévu pour 1943, un demi-million de Polonais dans la seule ville de Varsovie et dans ses faubourgs seraient privés de nourriture (10).

La nature de l'Ordre nouveau avait été définie pour la Pologne dès la conquête de ce pays par les nazis. Le 3 octobre 1939, Frank faisait connaître aux armées les ordres donnés par Hitler.

La seule manière d'administrer la Pologne consistera à exploiter ce pays sans aucun ménagement, en lui prenant tous les produits alimentaires, les matières premières, les machines, les installations industrielles, etc... Nécessaires à l'économie de guerre allemande, à s'assurer toutes les catégories de travailleurs nécessaires pour les envoyer en Allemagne, à réduire l'ensemble de l'économie polonaise au minimum absolument indispensable à la simple survie de la population, à fermer toutes les institutions culturelles, en particulier les écoles et les collèges techniques, afin d'empêcher la formation d'une nouvelle élite polonaise. La Pologne sera traitée comme une colonie. Les Polonais deviendront les esclaves du Grand Reich Allemand (11).

Rudolf Hess, le premier adjoint du Führer dans le Parti national socialiste, ajouta qu'Hitler avait décidé que l'on « ne reconstruirait pas Varsovie et qu'il n'était pas dans les intentions d'Hitler de rebâtir ou de reconstruire une seule industrie dans le Gouvernement général (12) ».

Un décret du docteur Frank stipula que, sur le territoire de la Pologne, toutes les propriétés appartenant non seulement à des Juifs mais à des Polonais pourraient être confisquées sans dédommagement. Par centaines de milliers, les paysans polonais se virent arracher purement et simplement leurs fermes, qui furent attribuées à des colons allemands. Le 31 mai 1943, dans les quatre districts annexés par l'Allemagne (Prusse occidentale, Posen, Zichenau, Silésie), quelque 70 000 propriétés, couvrant 6 millions d'hectares, furent « saisies », tandis que 9 500 propriétés, représentant 2,5 millions d'hectares, étaient « confisquées ». La différence entre la « saisie » et la « confiscation » n'est pas expliquée sur le tableau compliqué établi par le Bureau Central Allemand des

Domaines (13) et, quant aux Polonais expropriés, peu leur importait sans doute.

Dans les pays occupés, les trésors artistiques eux-mêmes furent pillés et ceci, ainsi que devaient le révéler les documents nazis, sur l'ordre exprès d'Hitler et de Goering, qui purent ainsi augmenter considérablement leurs collections « privées ». Selon sa propre estimation, celle du corpulent maréchal du Reich atteignit une valeur de 50 millions de reichsmarks. En fait, dans ce domaine particulier, Goering montra la voie. Aussitôt que la Pologne fut envahie, il donna l'ordre de saisir toutes les œuvres d'art et, en six mois, le commissaire spécial chargé d'exécuter ses instructions put rendre compte qu'il avait pris « la totalité des trésors artistiques de cette nation (14) ».

Mais c'est en France que se trouvaient la plupart des grandes œuvres d'art de toute l'Europe, et à peine les Allemands l'eurent-ils ajoutée à leurs conquêtes qu'Hitler et Goering ordonnèrent la saisie de ses trésors artistiques. Hitler avait chargé Rosenberg de ce pillage d'un genre particulier. Ce dernier créa à cette fin un organisme appelé *Einsatzstab Rosenberg* et fut aidé non seulement par Goering mais aussi par le général Keitel. Dans une instruction adressée à l'armée allemande stationnée en France, Keitel déclarait que Rosenberg « était chargé de transporter en Allemagne tous les biens culturels qui lui paraîtraient avoir de la valeur et de les y mettre en sûreté ». Le Führer lui-même se réservait de décider de leur destination ultérieure (15).

Un ordre secret donné par Goering le 5 novembre 1940 nous donne une idée de ce que pouvaient être les décisions d'Hitler en la matière. Ces œuvres d'art devraient être réparties comme suit :

1. Celles dont le Führer se réserve de fixer le sort;
2. Celles... qui serviront à compléter la collection du maréchal du Reich (Goering);
3. Celles... qui paraissent appropriées à enrichir les musées allemands (16). »

Le gouvernement français protesta contre ce pillage du patrimoine artistique de la nation, déclarant que c'était une violation flagrante de la convention de La Haye. Quand un expert d'art appartenant à l'organisation Rosenberg, un certain Bunjes, se permit d'appeler l'attention de Goering sur ce point, le gros maréchal répondit :

« Mon cher Bunjes, laissez-moi le soin de m'inquiéter de cela. Je suis le plus haut juriste de l'État. Seuls mes ordres comptent et vous voudrez bien vous y conformer. »

En sorte que l'on peut lire sur un rapport de Bunjes — c'est la seule mention qui soit faite de lui dans l'histoire du Troisième Reich, du moins selon les documents que l'on possède :

Les objets d'art pris au musée du Jeu de Paume qui doivent être remis au Führer et ceux que le maréchal du Reich réclame pour lui-même seront embarqués dans deux wagons qui seront attachés au train spécial du maréchal... pour Berlin (17).

Bien d'autres wagons suivirent. Selon un rapport officiel secret d'origine allemande, quelque 137 wagons chargés de 4 174 caisses contenant 21 903 objets d'art, y compris 10 890 peintures, prirent le chemin de l'Allemagne jusqu'au mois de juillet 1944 (18). On y trouvait entre autres des œuvres de Rembrandt, Rubens, Hals, Vermeer, Vélasquez, Murillo, Goya, Vecchio, Watteau, Fragonard, Reynolds et Gainsborough. Dès janvier 1941, Rosenberg estimait à un milliard de marks l'ensemble des

œuvres d'art pillées en France (19).

Les Allemands auraient pu trouver une excuse, sinon une justification, au pillage des matières premières, des produits manufacturés, ou alimentaires, encore que ces prélèvements eussent réduit les populations des pays occupés à l'appauvrissement, à la faim, parfois même à la famine, au mépris de la Convention de La Haye relative aux lois de la guerre. Nécessité n'a pas de loi! Mais le vol de ces œuvres d'art n'était d'aucune utilité pour le fonctionnement de la machine de guerre hitlérienne. Il ne s'agissait plus ici que de satisfaire la convoitise personnelle d'Hitler et de Goering.

Les pays conquis auraient encore pu supporter tout ce pillage, toutes ces spoliations — les guerres et l'occupation ennemie apportent toujours dans leur sillage des privations, mais ceci n'était qu'une partie de l'Ordre Nouveau — la plus anodine.

Ce n'est pas le pillage des biens matériels mais celui des vies humaines qui rappellera le plus longtemps à la mémoire des hommes l'Ordre Nouveau dont, heureusement, la durée fut courte. Des millions de femmes et d'hommes innocents furent contraints au travail forcé, d'autres millions furent torturés dans les camps de concentration et bien d'autres encore — les Juifs à eux seuls fournirent 4 500 000 victimes — furent froidement massacrés, réduits à mourir de faim et leurs restes brûlés pour effacer leurs traces.

Cette histoire atroce serait incroyable si des documents établis par leurs auteurs eux-mêmes ne venaient en témoigner. Ce qui suit n'est qu'un simple résumé, d'où ont été éliminés, faute de place, des milliers de détails affreux. Les preuves n'en sont pas discutables et s'appuient du reste, à

l'occasion, sur les témoignages directs des rares survivants.

LE TRAVAIL FORCE
DANS L'ORDRE NOUVEAU ...

A la fin du mois de septembre 1944, on estimait à 7 500 000 le nombre des civils étrangers qui peinaient pour le Troisième Reich. Presque tous avaient été emmenés de force, déportés en Allemagne dans des fourgons à bestiaux, le plus souvent sans nourriture, sans eau, sans la moindre installation sanitaire, et ils avaient été mis au travail dans les usines, les mines ou dans les champs. On ne se contentait pas de les faire travailler, on les avait dégradés, battus, affamés et bien souvent laissés mourir faute de nourriture, de vêtements, d'abri.

A ces travailleurs forcés, s'ajoutaient 2 millions de prisonniers de guerre, dont un demi-million au moins avaient été contraints de travailler pour les industries d'armement et de munitions, en flagrante violation des conventions de La Haye et de Genève, qui stipulent que les prisonniers de guerre ne peuvent pas être employés à de tels travaux*. Ce chiffre ne comprend pas les centaines de milliers de prisonniers de guerre qui furent employés à la construction des fortifications ou au transport des munitions de l'arrière au front, voire même à armer les canons anti-aériens au mépris des conventions internationales signées par l'Allemagne**.

* *A Nuremberg, Albert Speer, ministre de l'Armement et de la Production de Guerre, a admis que 40 pour 100 des prisonniers de guerre avaient été en 1944 employés dans la production des armes et munitions et autres industries annexes (20).*

** *Un document pris montre que le maréchal de l'Air Milch demandait, en 1943, encore 50 000 prisonniers de guerre à ajouter aux 30 000 qui armaient déjà les batteries anti-aériennes. « C'est amusant, disait-il en riant, de penser que les Russes doivent manœuvrer ces canons (21). »*

Lors de ces déportations massives de travailleurs étrangers, les femmes furent arrachées à leurs maris, les enfants à leurs parents, pour être envoyés en des points d'Allemagne éloignés les uns des autres. Les jeunes — à peine avaient-ils atteint l'âge de travailler — n'étaient pas épargnés non plus. Les généraux supérieurs eux-mêmes coopérèrent à l'enlèvement d'enfants, qui furent expédiés en Allemagne pour travailler comme esclaves. Un mémorandum retrouvé dans les dossiers de Rosenberg nous apprend que cette méthode fut pratiquée en Russie. Il est daté du 12 juin 1944 :

« Le groupe d'armées du Centre a l'intention d'appréhender 40 à 50 000 jeunes gens de dix à quatorze ans... et de les acheminer sur l'Allemagne. Cette mesure a été suggérée par la IX^e armée... Ces jeunes gens seront affectés, en premier lieu, à l'industrie allemande pour y faire leur apprentissage... Cette solution est envisagée d'un œil extrêmement favorable pour l'industrie allemande, car elle aura pour effet de parer d'une manière efficace à la pénurie d'apprentis.

« Elle a pour but non seulement de prévenir un renfort direct des forces ennemies mais également de réduire leur potentiel biologique. »

Cette opération d'enlèvement portait un nom conventionnel : *Action Foin*. Le rapport ajoutait qu'elle était menée par l'armée de l'Ukraine du Nord, sous les ordres du maréchal Model (22).

Pour rassembler les victimes, on recourut de plus en plus au terrorisme. Au début, on avait employé des méthodes relativement douces. On raflait les gens à la sortie des églises ou des cinémas. Dans l'Ouest, les unités S.S. se contentaient purement et simplement de cerner un quartier et d'enlever tous les hommes et les femmes estimés bons pour le travail. Des villages entiers furent ainsi encerclés et fouillés. Dans l'Est,

lorsque les habitants refusaient de se laisser faire, les Allemands mettaient le feu au village et embarquaient tout le monde. Les dossiers de Rosenberg abondent en rapports *allemands* sur des faits de ce genre. En Pologne, il y eut du moins un fonctionnaire allemand pour trouver que les choses allaient un peu trop loin.

« La féroce et brutale chasse à l'homme (écrivait-il au gouverneur Frank) telle qu'elle se pratique partout, dans les villes et les campagnes, les rues, les gares, les places, et jusque dans les églises, la nuit dans les maisons, a fortement ébranlé chez tous les habitants le sentiment de sécurité. Chacun est exposé au danger d'être pris à l'improviste n'importe où et à n'importe quelle heure par la police et d'être envoyé dans un camp de rassemblement. Et ceci sans qu'aucun de ses proches sache ce qui lui est arrivé (23). »

Mais le rassemblement des forçats du travail n'était qu'un premier pas*. Les conditions de leur acheminement sur l'Allemagne laissaient à désirer. Un certain docteur Gutkelch en donnait un exemple dans un rapport adressé au ministère Rosenberg le 30 septembre 1942. Racontant la rencontre sur une voie de triage d'un train rempli de travailleurs de l'Est repartant pour leur pays et d'un autre plein de « nouvelles recrues » russes en route pour l'Allemagne, il écrivait :

* *L'exécution du programme du Service du Travail obligatoire avait été confiée à Fritz Sauckel, qui avait reçu le titre de général plénipotentiaire pour l'organisation du travail. Nazi de seconde zone, il avait été gauleiter et gouverneur de Thuringe. Petit homme rude et grossier, il était, ainsi que l'écrivait Goebbels dans son journal, « l'un des plus ennuyeux parmi les plus ennuyeux ». Dans le box de Nuremberg, il m'a paru d'une nullité complète, un de ces Allemands qui, en d'autres temps, auraient sans doute été bouchers dans une petite ville. Une de ses premières directives précisait que les travailleurs étrangers devaient « être traités de façon à fournir le rendement maximum pour un coût minimum (24) ». Il reconnut à Nuremberg que sur ces millions de travailleurs étrangers « moins de 200 000 étaient des volontaires ». Toutefois, au cours du procès, il nia toute responsabilité quant aux mauvais traitements dont ils avaient été l'objet. Il fut déclaré coupable, condamné à mort et pendu à*

« La présence des cadavres qui se trouvaient dans le train chargé des travailleurs retournant chez eux aurait pu déterminer une catastrophe... Dans ce train, des femmes mirent au monde des enfants qui furent lancés par les fenêtres au cours du voyage. Des malades atteints de tuberculose et de maladies vénériennes se trouvaient dans le même wagon. Les mourants gisaient dans des wagons de marchandises, sans même un peu de paille — et l'on jeta un cadavre sur le quai. La même chose s'est sans doute produite avec d'autres convois de retour (25). »

Ce n'était pas une prise de contact très alléchante avec le Troisième Reich pour les *Ostarbeiter* (Travailleurs de l'Est), mais cela les préparait du moins à ce qui les attendait : la faim, les coups, les maladies, le froid dans des baraques sans feu et sous leurs légers haillons... de longues heures de travail limitées seulement par leur capacité à tenir debout.

Les vastes établissements Krupp, où se fabriquaient les canons, les chars et les munitions allemands, en absorbaient un grand nombre, parmi lesquels on comptait des prisonniers de guerre russes. A un moment donné, au cours de la guerre, 600 Juives furent amenées du camp de Buchenwald pour travailler dans les usines Krupp. On les « logea » dans un camp de travail détruit par les bombes, et dont les anciens pensionnaires, des italiens, avaient été transférés ailleurs. Au cours du procès de Nuremberg, le docteur Wilhelm Jaeger, « médecin-chef » des esclaves employés chez Krupp, décrivit dans sa déposition ce qu'il trouva à son entrée en fonction :

« Lors de ma première visite, je constatai que ces femmes souffraient de blessures ouvertes infectées ainsi que d'autres maladies. J'étais le premier médecin qu'elles voyaient depuis au moins quinze jours... Il n'y avait aucun médicament... Elles n'avaient pas de

chaussures et allaient nu-pieds. Pour tout vêtement, elles portaient un sac avec des trous pour passer la tête et les bras. Leurs cheveux étaient rasés. Le camp était entouré de fils de fer barbelés et il était étroitement surveillé par des S.S.

« Dans le camp, la nourriture était extrêmement parcimonieuse et de très mauvaise qualité. Il était impossible de pénétrer dans les baraquements sans être assailli par les puces... Leurs piqûres m'ont provoqué de gros furoncles sur les bras et sur le reste du corps... »

Le docteur Jaeger rendit compte de cet état de choses aux directeurs des Usines Krupp et même au médecin personnel de Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, le propriétaire de la firme, — mais ce fut en vain. De même, ses rapports avec les autres camps de travailleurs forcés des Usines Krupp n'apportèrent aucun soulagement au sort des malheureux. Dans sa déposition, il a cité certains de ses rapports dans lesquels il décrivait ce qu'il avait constaté dans huit camps de travailleurs russes et polonais : surpeuplement engendrant les maladies, nourriture en quantité insuffisante pour maintenir un homme en vie, manque d'eau, absence de lieux d'aisance...

« De même, l'habillement des travailleurs venant de l'Est était totalement insuffisant. Ils travaillaient et dormaient dans les vêtements avec lesquels ils étaient arrivés de l'Est. En fait, aucun d'eux ne possédait de manteau, et ils étaient contraints de se servir de leurs couvertures comme manteaux par temps froid ou pluvieux. En raison de la pénurie de chaussures, un grand nombre de travailleurs étaient obligés de se rendre à leur travail pieds nus, même en hiver...

« Les conditions sanitaires étaient épouvantables. A Kramerplatz, il y avait seulement dix waters d'enfants pour 1 200 personnes... Les excréments couvraient entièrement le sol de ces cabinets... C'étaient les Tatares et les Kirghizes qui souffraient le plus; ils mouraient comme des mouches (en raison) des mauvaises conditions de logement, de la mauvaise qualité et de l'insuffisance de la nourriture, du surmenage et du manque de repos.

« Ces travailleurs étaient également atteints de typhus exanthématique. Les poux, porteurs de cette maladie, de concert avec les innombrables puces, punaises et autre vermine, torturaient les pensionnaires de ces camps... Il arrivait que l'eau fût coupée dans les camps

pendant des périodes allant de huit à quatorze jours... »

Dans l'ensemble, les esclaves occidentaux eurent plus de chance que ceux qui provenaient de l'Est — ces derniers étant considérés par les Allemands comme la lie de la terre. Mais la différence n'était que relative, ainsi que le docteur Jaeger devait s'en rendre compte en visitant l'un des camps de travail Krupp occupé par des prisonniers de guerre français et situé dans la Nogerratstrasse, à Essen.

« Ses habitants furent gardés pendant près de six mois dans des chenils, des urinoirs et d'anciens fournils. Les chenils mesuraient trois pieds de haut, sur neuf de long et six de large. Chaque chenil abritait cinq hommes. Pour s'y introduire, les prisonniers devaient ramper à quatre pattes... Il n'y avait pas d'eau dans le camp (26)*. »

** Non seulement la firme Krupp se fit attribuer des milliers de travailleurs forcés — tant civils que prisonniers de guerre — pour ses usines situées en Allemagne, mais elle construisit au camp d'extermination d'Auschwitz une usine de fusées, où l'on faisait travailler les Juifs jusqu'à ce qu'ils tombent d'épuisement. Ensuite on les faisait passer dans les chambres à gaz.*

Au Procès de Nuremberg, le baron Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, président du conseil d'administration, fut inculpé en tant que l'un des grands criminels de guerre (avec Goring, etc...), mais, en raison de son « état mental et physique », il ne fut pas jugé. (Il avait souffert d'une attaque et donnait des signes de sénilité.) Il devait mourir le 16 janvier 1950. L'accusation tenta de faire juger à sa place son fils, Alfred, qui était devenu seul propriétaire de la compagnie en 1943, mais le tribunal s'y opposa.

Alfred Krupp von Bohlen und Halbach fut, par la suite, jugé à Nuremberg par un tribunal militaire (tribunal purement américain), en même temps que neuf directeurs de la firme, dans l'affaire « États-Unis contre Alfred Krupp, etc... » Le 31 juillet 1948, il se vit condamné à douze ans de prison et à la confiscation de tous ses biens. Il sortit libre de la prison de Landsberg (où Hitler avait purgé sa peine en 1924) le 4 février 1951, à la faveur d'une amnistie générale accordée par John J. Mc Cloy, haut-commissaire U.S.A. Non seulement la confiscation des biens de la société fut annulée, mais on lui rendit sa fortune personnelle, s'élevant à \$ 10 000 000. Les gouvernements alliés avaient décidé le morcellement du vaste empire Krupp, mais Alfred Krupp, qui prit, dès sa sortie de prison, une part active dans la direction de la firme, ne tint pas compte de cette décision et, au moment où ces lignes sont écrites (1959), il vient, avec l'approbation du gouvernement de

Bonn, d'annoncer que non seulement la compagnie n'éclatera pas, mais qu'elle est en train d'acquérir de nouvelles industries.

Quelque 2 500 000 travailleurs forcés — en majorité slaves et italiens — furent envoyés dans des fermes allemandes et, quoique leurs conditions d'existence, du fait des circonstances, fussent meilleures que celles de leurs camarades employés dans des usines, elle était fort loin d'être idéale — ou même humaine. Parmi les documents pris par les Alliés, on a retrouvé une directive concernant « le traitement des travailleurs agricoles de nationalité polonaise » — elle donne une idée du traitement dont ils faisaient l'objet. Bien qu'il s'agisse, dans cette directive, des Polonais — elle est datée du 6 mars 1941, c'est-à-dire avant que les Russes fussent disponibles — elle servit de modèle pour les travailleurs des autres nationalités.

« Les travailleurs agricoles de nationalité polonaise n'ont désormais plus le droit de se plaindre; en conséquence, aucune réclamation ne sera admise par les services officiels. Il leur est formellement interdit de se rendre à l'église... Formellement interdit d'aller au théâtre, au cinéma, ou à toute autre manifestation culturelle...

« Toute relation sexuelle avec des femmes ou des jeunes filles leur est strictement interdite. »

Conformément à un édit d'Himmler promulgué en 1942, les relations sexuelles avec une femme allemande étaient punies de mort*.

* *La directive d'Himmler, en date du 20 février 1942, s'adressait surtout aux travailleurs russes. Elle ordonnait l'application du « traitement spécial » en cas de « violations graves de la discipline, y compris refus de travail ou paresse ». Dans de tels cas, le traitement spécial est requis. Le « traitement spécial » consiste en la pendaison. Celle-ci ne devra pas avoir lieu dans le voisinage immédiat du camp, (toutefois) un certain nombre de travailleurs assisteront à l'exécution (27).*

Le terme « traitement spécial » est couramment employé dans les documents

d'Himmler et il fait partie du langage nazi du temps de guerre. Il avait exactement le sens qu'Himmler lui donne dans cette directive.

Il était formellement interdit aux travailleurs agricoles étrangers d'utiliser « les chemins de fer, les autobus ou tout autre moyen de transport public ». Cette interdiction visait apparemment à empêcher qu'ils ne s'échappent des fermes auxquelles ils étaient affectés.

« Tout changement d'emploi arbitraire est strictement interdit. Les travailleurs agricoles devront travailler le temps exigé par leur employeur. La durée du travail n'est pas limitée pour eux.

« Les employeurs sont autorisés à faire usage des châtiments corporels à l'égard des travailleurs étrangers qu'ils emploient... Dans la mesure du possible, ces derniers doivent être tenus à l'écart de la communauté et être logés dans les écuries, etc... Aucun remords ne doit venir entraver cette action (28). »

Les femmes slaves prises et envoyées en Allemagne pour y servir de domestiques furent, elles aussi, traitées en esclaves. Dès 1942, Hitler avait donné l'ordre à Sauckel de s'en procurer un demi-million « afin de soulager les ménagères allemandes ». Le commissaire au Travail obligatoire établit les conditions dans lesquelles ces femmes travailleraient.

« Elles n'ont pas le droit de revendiquer des moments de liberté. Les travailleuses domestiques venant de l'Est ne pourront quitter le foyer auquel elles seront affectées que pour les besoins de leur service... L'accès des restaurants, cinémas, théâtres et autres établissements similaires leur est formellement interdit. Il leur est également interdit de pénétrer dans une église (29)... »

Dans le cadre du programme nazi de travail obligatoire, les femmes étaient presque aussi nécessaires que les hommes. Sur les quelque 3

millions de civils russes contraints à servir les Allemands, les femmes représentaient plus de la moitié. La plupart furent envoyées dans des fermes pour accomplir les gros travaux et dans des usines.

La réduction de millions d'hommes et de femmes des pays conquis au simple rôle d'esclaves du Troisième Reich n'était pas uniquement une mesure exceptionnelle du temps de guerre. Les déclarations d'Hitler, de Goering, d'Himmler et des autres que nous avons déjà citées — et il ne s'agit là que d'un échantillonnage très réduit — montrent clairement que, si l'Allemagne nazie avait survécu, l'Ordre nouveau aurait signifié le règne de la Race supérieure allemande sur un vaste empire s'étendant de l'Atlantique aux monts Oural. Sans aucun doute, les Slaves de l'Est auraient connu le sort le plus dur.

Ainsi que le déclarait Hitler en juillet 1941, soit à peine un mois après l'attaque qu'il avait déclenchée contre l'Union Soviétique, son plan d'occupation de ce pays constituait « un règlement définitif ». Un an plus tard, en pleine période de succès en Russie, il admonestait ainsi ses adjoints :

« En ce qui concerne ces malheureux 100 millions de Slaves, nous modèlerons les meilleurs d'entre eux selon la forme qui nous conviendra le mieux et nous isolerons le reste dans leurs propres porcheries; et quiconque parlera d'aimer les habitants de ces pays, et de les civiliser, ira tout droit dans un camp de concentration (30). »

LES PRISONNIERS DE GUERRE

Bien que l'emploi des prisonniers de guerre dans les usines d'armement, ou pour tous travaux en relation avec les combats qui se déroulaient sur le front, fût une violation flagrante des conventions de La Haye et de Genève, cet emploi, en dépit de son importance massive, constituait le dernier des soucis des Allemands pour leurs millions de prisonniers.

Leur souci primordial et lancinant était de survivre à la guerre. Les prisonniers russes avaient toutes les chances contre eux. Leur nombre dépassait celui de tous les autres mis ensemble — environ 5 750 000, dont il ne restait plus qu'un million à peine lorsque les troupes alliées libérèrent les camps de P.G. en 1945. Un autre million avait été libéré au cours de la guerre ou autorisés à servir dans des unités créées par l'armée allemande, 2 millions de prisonniers de guerre russes moururent en captivité... de faim, de froid, de maladie. On n'a jamais établi ce qu'il était advenu du dernier million; à Nuremberg, on a estimé que la plupart d'entre eux étaient morts pour les raisons ci-dessus énumérées ou qu'ils avaient été exterminés par le S.D. (Service de Sûreté S.S.). Selon les chiffres trouvés dans les dossiers allemands, 67 000 auraient été exécutés..., mais il s'agit là sans aucun doute d'un chiffre incomplet (31).

La plus grande partie des prisonniers de guerre russes — environ 3 millions — fut capturée par les Allemands au cours de la première phase de la campagne de Russie, lors des grandes batailles d'encerclement qui se déroulèrent entre le 21 juin et le 6 décembre 1941. On peut admettre qu'il

était difficile pour une armée en plein combat ou progressant rapidement de prendre soin comme il se doit d'un aussi grand nombre de captifs. Mais les Allemands ne tentèrent aucun effort dans ce sens. En fait, les dossiers allemands montrent, ainsi que nous avons pu le voir, que les prisonniers soviétiques furent délibérément réduits à la famine et laissés en plein air, sans abri, condamnés à mourir, pendant le terrible hiver glacial et neigeux de 1941-1942.

« Plus il en mourra, mieux cela vaudra pour nous », telle était l'attitude d'un grand nombre de fonctionnaires nazis, selon une autorité aussi incontestée que Rosenberg.

Le maladroit ministre des Territoires occupés de l'Est n'était certes pas un nazi humain, en particulier lorsqu'il s'agissait des Russes, parmi lesquels, ainsi que nous l'avons vu, il avait été élevé. Mais lui-même en vint à protester contre le traitement dont les prisonniers de guerre russes étaient l'objet, dans une longue lettre qu'il adressa le 28 février 1942 au général Keitel, chef de l'O.K.W.

A cette époque, la contre-offensive russe qui avait repoussé les Allemands devant Moscou et Rostov avait atteint son avance extrême pour cet hiver 1942. Ils avaient enfin compris que le pari qu'ils avaient lancé de détruire la Russie en une seule et courte campagne était perdu; les U.S.A. venant de joindre leurs forces à celles des Russes et des Anglais, il était fort possible qu'ils perdissent la guerre, auquel cas ils auraient à répondre de leurs crimes.

« Le sort des prisonniers de guerre en Allemagne (écrivait Rosenberg à Keitel) constitue une tragédie d'une envergure impressionnante. Sur 3 600 000 prisonniers, quelques centaines de milliers seulement sont encore capables de fournir un travail normal. Un grand

nombre sont morts de faim et de froid. »

Ceci aurait pu être évité, poursuivait Rosenberg. Il y avait assez de nourriture en Russie pour les alimenter.

« Cependant, dans la majorité des cas, les commandants de camp ont défendu que l'on mette des vivres à la disposition des prisonniers; ils ont préféré les voir mourir de faim. Même en cours de route vers les camps, on ne laissait pas la population civile ravitailler les prisonniers. Dans bien des cas, quand les prisonniers ne pouvaient plus suivre, en raison de leur faim et de leur épuisement, on les abattait sous les yeux horrifiés de la population civile et on abandonnait leurs cadavres sur place. Dans de nombreux camps, aucun abri n'avait été prévu pour les prisonniers. Ils gisaient à ciel ouvert sous la pluie ou la neige...

« Il convient enfin de mentionner le massacre des prisonniers de guerre... Ces bourreaux... ignorent tout de la politique. Ainsi, dans divers camps, on a tué tous les « Asiatiques (32) » ...

Et pas seulement les Asiatiques... Peu après le début de la campagne de Russie, un accord fut conclu entre l'O.K.W. et le Service de Sûreté S.S. laissant à ce dernier le soin de « passer au crible » les prisonniers russes. L'objectif en fut dévoilé dans la déposition écrite d'Otto Ohlendorf, un des principaux tueurs du S. D. Comme la plupart des hommes qui entouraient Himmler, c'était un intellectuel dévoyé. Il avait, en effet, des diplômes universitaires à la fois en droit et en économie politique, et il avait été professeur à l'Institut des Sciences économiques appliquées.

« Tous les fonctionnaires juifs et communistes (déclarait Ohlendorf) devaient être enlevés des camps de prisonniers de guerre et exécutés. A ma connaissance, cet ordre fut suivi tout au long de la campagne de Russie (33). »

Mais non sans difficulté : il arrivait que les prisonniers russes fussent

à ce point épuisés qu'ils ne pouvaient même pas marcher jusqu'au lieu de leur exécution. Cela souleva une protestation de la part de Heinrich Mueller, chef de la Gestapo, un officier fringant, tiré à quatre épingles, mais aussi un tueur de sang-froid*.

** Après la guerre, on ne retrouva pas Mueller. On le vit pour la dernière fois dans l'abri souterrain d'Hitler, le 29 avril 1945. Certains de ses collègues pensent qu'il se trouve maintenant au service de la police secrète soviétique, dont il était un grand admirateur.*

« Les commandants des camps de concentration se plaignent de ce que 5 à 10 pour 100 des Soviétiques destinés à être exécutés arrivent aux camps morts ou agonisants... On a noté, en particulier, que, pendant le parcours de la gare au camp, un grand nombre d'entre eux s'effondrent d'épuisement; ils sont morts ou agonisants, et il faut les faire ramasser par un des camions qui suivent le convoi. On ne peut empêcher que la population allemande s'aperçoive de ces faits. »

La Gestapo se moquait de savoir que les prisonniers mourussent de faim et d'épuisement — sauf quand cela privait les exécuteurs de leurs victimes, mais elle ne voulait pas que le peuple allemand en fût témoin. « Gestapo Mueller », nom sous lequel il était connu en Allemagne, ordonna en conséquence :

« A dater d'aujourd'hui (9 novembre 1941), les Russes soviétiques, visiblement marqués par la mort et pour cette raison incapables de supporter l'effort ne fût-ce que d'une courte marche, ne seront désormais pas transférés aux camps de concentration pour y être exécutés (34). »

Morts ou seulement affamés et épuisés, les prisonniers ne pouvaient plus travailler; aussi lorsqu'en 1942 il devint évident pour les Allemands que la guerre allait durer infiniment plus longtemps qu'ils ne s'y étaient

attendus et que les soldats soviétiques constituaient une réserve de main-d'œuvre dont le besoin se faisait fortement sentir, les nazis abandonnèrent leur politique d'extermination et décidèrent de les faire travailler. Himmler expliqua ce changement de politique aux S.S. à Posen, en 1943.

« A cette époque (1941) nous ne voyions pas cette masse humaine sous le jour où nous la voyons maintenant, celui d'une matière brute, d'une main-d'œuvre. Ce que nous ne saurions regretter en pensant en termes de générations, mais qui est actuellement déplorable en raison de la perte de main-d'œuvre que cela signifie, c'est que les prisonniers soient morts d'épuisement et de faim par dizaines et centaines de mille (35). »

On allait désormais les nourrir pour les mettre en état de travailler. Dès décembre 1944, 750 000 prisonniers russes, dont un grand nombre d'officiers, peinaient dans les fabriques d'armement, les mines (200 000) et les fermes. Ils étaient durement traités, mais, du moins, ils avaient le droit de vivre. On abandonna même l'idée du général Keitel, lequel avait proposé que l'on marquât au fer les prisonniers russes*.

** Voici l'ordre émis par le général Keitel le 26 juillet 1942 : 1. Les prisonniers de guerre soviétiques seront marqués d'un signe distinctif et durable. 2. Cette marque consistera en, un angle d'environ 45 degrés et un centimètre de côté, dirigé vers le bas et appliqué sur la fesse gauche à environ une main du rectum (36).*

Le traitement réservé aux prisonniers de guerre occidentaux, en particulier aux Anglais et aux Américains, fut relativement plus doux que celui appliqué aux Russes par les Allemands. Il y eut quelques cas d'assassinat ou de massacre dont furent victimes un petit nombre d'entre eux, mais la chose fut en général due à l'excès de sadisme et de cruauté de certains commandants. Tel fut le cas de la tuerie ordonnée de sang-froid,

qui coûta la vie à 71 prisonniers américains dans un champ près de Malmédy, en Belgique, le 17 décembre 1944, au cours de la bataille des Ardennes.

En d'autres occasions, Himmler lui-même ordonna le meurtre de prisonniers occidentaux, par exemple des 50 aviateurs anglais repris au printemps de 1944, après s'être évadés d'un camp de prisonniers situé à Sagan. A Nuremberg, Goering devait déclarer qu'il « considérait cet incident comme le plus grave de toute la guerre », et le général Jodl le qualifia de « pur assassinat ».

En fait, il semble que cette action ait fait partie d'une politique délibérée que les Allemands adoptèrent lorsque les bombardements anglo-américains sur l'Allemagne prirent, à partir de 1943, une intensité considérable. Cette politique consistait à encourager l'assassinat des aviateurs alliés tombés sur le sol allemand. On incita les civils à lyncher les aviateurs dès qu'ils touchaient terre avec leurs parachutes; plusieurs Allemands passèrent en jugement après la guerre pour s'être livrés à de tels actes.

En 1944, lorsque les bombardements anglo-américains atteignirent leur point culminant, Ribbentrop insista pour que les aviateurs abattus fussent exécutés sommairement, mais Hitler prit une décision relativement moins cruelle. Le 21 mai 1944, d'accord avec Goering, il ordonna simplement que les aviateurs ayant tiré à la mitrailleuse sur des trains de voyageurs ou sur des civils, ou sur des avions allemands forcés d'atterrir, fussent exécutés sans passer en cour martiale.

Parfois, les aviateurs pris étaient simplement remis entre les mains de la S.D. pour subir le « traitement spécial ». Ce fut le cas de 47 aviateurs

américains, anglais et hollandais, tous officiers, qui furent purement et simplement assassinés au camp de concentration de Mauthausen, en septembre 1944. Un témoin oculaire, Maurice Lampe, déporté, décrit ainsi la scène à laquelle il assista :

« Les 47 officiers furent conduits pieds nus à la carrière... Au pied des marches, les gardes chargèrent des pierres sur le dos de ces malheureux qui durent les porter jusqu'au sommet. Ils accomplirent le premier voyage en portant des pierres pesant chacune environ soixante livres, tandis que les coups pleuvaient sur eux... Au second voyage, on les chargea de pierres plus lourdes encore et, quand ces malheureux succombaient sous le fardeau, on les frappait à coups de pied et de gourdins... Le soir, vingt et un corps gisaient le long de la route. Les 26 autres moururent le lendemain matin (37). »

Ce genre d'« exécution » était courant à Mauthausen, et bon nombre de prisonniers de guerre, entre autres, en furent victimes.

A partir de 1942 — c'est-à-dire lorsque la situation militaire commença de se retourner contre lui, Hitler ordonna d'exécuter les commandos alliés faits prisonniers, en particulier dans l'Ouest. (Les partisans soviétiques faits prisonniers étaient sommairement exécutés, comme si la chose allait de soi.) L'ordre « ultra-confidentiel » du Führer sur les commandos, daté du 19 octobre 1942, se trouve parmi les documents nazis pris par les Alliés :

« A dater d'aujourd'hui, tous les ennemis arrêtés par les troupes allemandes alors qu'ils se trouvent en prétendues missions de commando en Europe ou en Afrique, même s'ils sont en uniforme, qu'ils soient armés ou non, capturés en plein combat ou arrêtés en fuite, seront exécutés sans exception (38). »

Dans une directive complémentaire datée du même jour, Hitler

expliquait à ses généraux la raison de cet ordre. Devant les succès remportés par les commandos alliés :

« J'ai été contraint de donner des ordres très stricts afin que soient détruites les troupes de sabotage ennemies et de déclarer que toute inobservance de ces ordres sera sévèrement punie... Il faut que l'ennemi comprenne bien que ses troupes de sabotage seront exterminées, sans exception, jusqu'au dernier homme.

« Ceci signifie que leurs chances d'en réchapper vivants sont nulles... En aucune circonstance, (ils) ne doivent s'attendre à être traités conformément au règlement de la Convention de Genève... Dans le cas où il serait nécessaire, pour obtenir des informations, d'en épargner un ou deux, ceux-ci devront être fusillés aussitôt après leur interrogatoire (39).»

Ce crime particulier devait être gardé strictement secret. Le général Jodl joignit ses instructions à la directive d'Hitler et souligna la phrase : « Cet ordre s'adresse uniquement aux généraux commandants en chef et ne doit en aucun cas tomber entre les mains de l'ennemi. » Les commandants en chef avaient reçu l'ordre d'en détruire tous les exemplaires après en avoir pris connaissance.

Il dut néanmoins s'imprimer dans leur esprit, car ils prirent grand soin de l'exécuter. Citons-en un ou deux exemples parmi tant d'autres.

Dans la nuit du 22 mars 1944, 2 officiers et 13 hommes du 267^e bataillon Spécial de Reconnaissance de l'armée U.S.A. s'approchèrent de la côte italienne, à bord d'une embarcation de la marine, et débarquèrent derrière les lignes allemandes. Ils avaient pour mission de détruire un tunnel situé entre La Spezia et Gênes. Ils étaient tous en uniforme et ne portaient pas le moindre vêtement civil sur eux. Pris deux jours plus tard, ils furent fusillés par un peloton d'exécution, le 26 mars, sans avoir passé en jugement, sur l'ordre direct du général Anton Dostler, commandant le 75^e corps d'armée allemand. Jugé par un tribunal militaire U.S. peu après

la guerre, celui-ci se justifia en disant qu'il avait simplement obéi à l'ordre d'Hitler concernant les commandos. Il déclara que, s'il n'avait pas obéi, il aurait passé lui-même devant une cour martiale*.

** Le général Dostler fut condamné à mort par le tribunal militaire à Rome, le 12 octobre 1945.*

Environ 15 membres d'une mission anglo-américaine — dont un correspondant de guerre de l'Associated Press — tous en uniforme, qui avaient été parachutés en Slovaquie, en janvier 1945, furent exécutés au camp de concentration de Mauthausen, sur les ordres du docteur Ernst Kaltenbrunner, successeur de Heydrich à la tête de la S.D. Kaltenbrunner devait comparaître au Procès de Nuremberg*. Sans le témoignage d'un adjudant du camp qui avait assisté à leur exécution, leur meurtre aurait pu demeurer ignoré, car la plupart des dossiers relatifs aux exécutions massives qui eurent lieu dans ce camp furent détruits (40).

** Kaltenbrunner fut pendu à la prison de Nuremberg dans la nuit du 15 au 16 octobre 1946.*

LA TERREUR NAZIE
DANS LES TERRITOIRES CONQUIS

Le 22 octobre 1941, un journal français, *Le Phare*, publiait la note suivante :

« De lâches criminels, à la solde de l'Angleterre et de Moscou, ont assassiné le feldkommandant de Nantes, dans la matinée du 20 octobre. Les assassins n'ont pas encore été arrêtés.

« En expiation de ce crime, j'ai donné l'ordre de fusiller 50 otages, pour commencer... 50 autres otages seront fusillés dans le cas où les coupables ne seraient pas arrêtés d'ici au 23 octobre à minuit. »

En France, en Belgique, en Hollande, en Norvège, en Pologne et en Russie, ce genre de note devint familier dans les pages des journaux ou sur les affiches rouges bordées de noir. La proportion, publiquement proclamée par les Allemands, ne variait jamais : 100 contre 1 — 100 otages fusillés pour chaque Allemand tué.

Encore que le système des otages remonte à des temps très anciens — les Romains l'affectionnaient particulièrement — il n'était plus guère pratiqué de notre temps, si ce n'est par les Allemands au cours de la première guerre mondiale et par les Anglais aux Indes et en Afrique du Sud, lors de la guerre des Boers. Toutefois, l'armée allemande le remit en honneur sur une grande échelle au cours de la seconde guerre mondiale.

Des douzaines d'ordres secrets, signés du général Keitel et d'officiers de moindre importance, furent produits à Nuremberg; ils donnaient l'ordre de prendre et de fusiller des otages. « Il est important, décrétait Keitel le

1er octobre 1941, que ceux-ci comprennent des personnalités marquantes ou des membres de leurs familles. » Le général von Stuelpnagel, commandant en chef allemand pour la France, insistait un an plus tard sur le fait que « plus les otages que l'on exécute seront connus, plus fort sera l'effet préventif exercé sur les auteurs des crimes ».

En tout, 29 660 otages français furent exécutés par les Allemands au cours de la guerre, et ce chiffre ne comprend pas les 40 000 qui « moururent » dans les prisons françaises. Pour la Pologne, le chiffre des otages exécutés s'éleva à 8 000 et pour la Hollande à 2 000 environ. Au Danemark, on substitua à l'exécution officielle des otages un système de « clearing des meurtres ». Sur l'ordre exprès d'Hitler, les représailles en cas de meurtre d'un Allemand furent exécutées en secret « dans la proportion de 1 contre 5 (41) ». C'est ainsi que le grand pasteur-poète-auteur dramatique danois, Kaj Munk, l'homme le plus populaire de toute la Scandinavie, fut brutalement assassiné par les Allemands. Son corps fut abandonné sur la route avec un papier épinglé sur lui et portant ces mots : « Salaud! Tu as quand même travaillé pour l'Allemagne. »

De tous les crimes de guerre qu'il reconnut avoir commis sur les ordres d'Hitler, le général Keitel déclara que « le pire de tous » avait pour origine le *Nacht und Nebel Erlass*, le Décret « Nuit et Brouillard ». Cet ordre abominable, réservé aux malheureux habitants des territoires conquis de l'Ouest, fut donné par Hitler lui-même, le 7 décembre 1941. Ainsi que son nom inquiétant l'indique, il enjoignait de s'emparer des personnes « présentant un danger pour la sécurité de l'Allemagne », de ne pas les exécuter immédiatement mais de les faire disparaître sans laisser de trace dans la nuit et le brouillard de l'inconnu, quelque part en Allemagne.

Aucune information concernant leur sort ne devait être transmise à leur famille même lorsque — et c'était toujours le cas — il ne s'agissait que de l'endroit où elles étaient enterrées.

Le 12 décembre 1941, Keitel rédigea une directive expliquant les ordres du Führer. « En principe, disait-il, toute agression commise contre l'État allemand sera punie de mort », car :

« Si ces agressions sont punies d'emprisonnement, fût-ce même des travaux forcés à perpétuité, on y verra un signe de faiblesse. On ne peut obtenir un effet d'intimidation véritablement efficace qu'en appliquant la peine de mort ou en employant des mesures telles que ni ses parents, ni la population ne connaissent le sort du criminel (42). »

En février 1942, Keitel étendit encore le Décret « Nuit et Brouillard ». Dans les cas où la peine de mort ne serait pas prononcée dans les huit jours suivant l'arrestation :

« Les prisonniers seront transportés secrètement en Allemagne... ces mesures exerceront un effet préventif parce que :

A. les prisonniers disparaîtront sans laisser de trace;

B. aucune information ne pourra être donnée concernant le lieu où ils se trouvent ou sur leur sort (43). »

Ce fut le S.D. qui reçut la mission de remplir cette tâche macabre, et les dossiers de ses services, dont les Alliés se sont emparés, sont remplis d'ordres divers concernant le « N.N. » (pour *Nacht und Nebel*), précisant en particulier que les lieux où les victimes sont enterrées doivent être tenus strictement secrets. On n'a jamais pu établir au cours du Procès de Nuremberg combien d'Européens occidentaux avaient disparu dans la « Nuit et le Brouillard », mais il semble bien que rares furent ceux qui en

sortirent vivants.

Toutefois, on a pu tirer des dossiers du S.D. des chiffres qui donnent une idée du nombre de victimes causées par une autre opération de terreur en pays conquis, et qui eut pour théâtre la Russie. Cet exercice particulier fut mené par ce qu'on appelait en Allemagne les *Einsatzgruppen*, Groupes d'Action Spéciaux, que l'on pourrait nommer : des Pelotons d'Extermination. Le premier chiffre rond donnant une idée approximative de leurs exploits fut cité, comme par hasard, à Nuremberg.

Un jour, cela se passait peu avant le début du procès, un jeune officier de marine américain, le lieutenant-commander Witney R. Harris, de l'état-major américain, chargé de l'accusation, interrogeait Otto Ohlendorf sur ses activités en temps de guerre. On savait que ce bel intellectuel allemand, à l'apparence très jeune — il avait trente-huit ans, — avait été le chef du groupement AMT III, dépendant du bureau de Sécurité central d'Himmler (R.S.H.A.) mais que, durant les dernières années de la guerre, il avait surtout été expert en commerce extérieur au ministère de l'Économie. Il déclara à son interrogateur que, sauf pendant une année, il avait été toute la guerre en poste à Berlin. Le lieutenant-commander lui ayant demandé ce qu'il avait fait l'année où il n'avait pas été à Berlin, il répondit :

« J'étais chef de l'*Einsatzgruppe D*. »

Harris, juriste de métier et qui était devenu à cette époque en quelque sorte une autorité, dans les Services de renseignements, sur les questions allemandes, en savait long sur ces groupes. Aussi demanda-t-il vivement :

« Au cours de l'année où vous avez commandé l'*Einsatzgruppe D*, combien d'hommes, de femmes et d'enfants votre groupe a-t-il tués? »

Plus tard Harris se rappela qu'Ohlendorf avait haussé les épaules et

répondu en marquant à peine une légère hésitation :

« 90 000 (44) ! »

Himmler et Heydrich avaient d'abord créé et organisé les *Einsatzgruppen* dans l'intention de leur faire suivre les armées allemandes en Pologne en 1939, avec mission de rassembler les Juifs et de les enfermer dans des ghettos. Ce fut seulement au début de la campagne de Russie, soit deux ans plus tard, que, en accord avec l'armée allemande, ces groupes reçurent l'ordre de suivre les troupes du front et de mettre à exécution une des phases de la « solution radicale ». Dans ce but, 4 *Einsatzgruppen* furent constitués : les groupes A, B, C, D. Ce fut ce dernier dont Ohlendorf assura le commandement de juin 1941 à juin 1942. On lui assigna le secteur situé tout au sud de l'Ukraine et rattaché à la IIe armée. Lorsque le colonel John Harlan Amen lui demanda à la barre quelles instructions il avait reçues, Ohlendorf répondit :

« Nos instructions portaient que les commissaires politiques soviétiques et les Juifs devaient être liquidés.

— Et quand vous dites « liquidés », entendez-vous par là « tués » ? demanda Amen.

— Oui, je veux dire tués, répondit Ohlendorf, et il expliqua que ceci s'appliquait aux femmes et aux enfants aussi bien qu'aux hommes.

— Pour quelle raison a-t-on massacré les enfants ? Intervint le juge russe, le général I.T. Nikitchenko.

OHLENDORF : L'ordre portait que toute la population juive devait être exterminée.

LE JUGE : Y compris les enfants ?

OHLENDORF : Oui.

LE JUGE : Tous les enfants juifs furent-ils assassinés ?

OHLENDORF : Oui.

En réponse à d'autres questions posées par Amen, de même que dans sa déposition écrite, Ohlendorf décrit comment se déroulait en général ces massacres :

« L'unité Einsatz pénétrait dans un village ou dans une ville et donnait l'ordre aux citoyens juifs de rassembler tous les Juifs afin de les « réinstaller* ».

** On leur annonçait qu'on allait les réinstaller ailleurs.*

« On les invitait à remettre tous leurs objets de valeur et, peu avant leur exécution, on leur ordonnait de retirer leurs vêtements de dessus. On les transportait en camions jusqu'au lieu de l'exécution — en général un fossé antichar — (à chaque voyage on n'emmenait que le nombre de victimes pouvant être exécutées sitôt l'arrivée. Ceci afin de limiter au maximum l'espace de temps séparant le moment où les victimes apprenaient ce qui les attendait et celui de leur exécution).

« Puis des pelotons d'exécution les fusillaient à genoux ou debout — selon les règles militaires — et on jetait les cadavres dans le fossé. Jamais je n'ai autorisé le tir individuel, j'ai toujours ordonné que plusieurs hommes tirent en même temps, ceci afin d'éviter toute responsabilité personnelle directe. D'autres chefs de groupe obligeaient les victimes à s'allonger à plat ventre sur le sol pour recevoir une balle dans la nuque. Je n'approuvais pas ces méthodes.

— Pourquoi? demanda Amen.

— Parce que, répondit Ohlendorf, c'était psychologiquement une épreuve terrible à la fois pour les victimes et pour ceux qui les exécutaient. »

Au cours du printemps 1942, raconte ensuite Ohlendorf, Himmler ordonna de changer le mode d'exécution des femmes et des enfants. Désormais, ils seraient liquidés dans des « roulottes à gaz » spécialement construites dans ce but par deux firmes berlinoises. L'officier S.D. décrit

au tribunal la manière dont fonctionnaient ces remarquables engins.

« On ne pouvait deviner de l'extérieur le but réel de ces remorques. Elles ressemblaient à des camions fermés, et elles étaient construites de telle sorte qu'au démarrage du moteur le gaz (d'échappement) pénétrait dans la remorque, provoquant la mort en dix à quinze minutes. »

« Comment décidait-on les victimes à pénétrer dans les camions ?
Voulut savoir le colonel Amen.

— On leur disait qu'on allait les transporter dans une autre localité »,
répondit Ohlendorf**.

*** Ohlendorf fut Jugé à Nuremberg par un tribunal militaire U.S. A. en même temps que 21 autres accusés dans l' « affaire Einsatzgruppen ». Quatorze d'entre eux furent condamnés à mort. Quatre seulement. Ohlendorf et 3 autres chefs de groupe, furent exécutés, le 8 Juin 1951 à la prison de Landsberg, environ trois ans et demi après leur condamnation: les autres virent leur peine de mort commuée.*

L'enterrement des victimes de ces remorques à gaz, se plaignit-il, représentait une « pénible épreuve » pour les hommes des *Einsatzgruppen*. Ceci devait être confirmé par un certain docteur Becker, qu'Ohlendorf identifia comme étant le constructeur des « camions remorques », dans un document produit à Nuremberg. Dans une lettre qu'il adressait aux quartiers généraux, le docteur Becker protestait contre le fait que les hommes du S.D. allemand eussent à décharger les cadavres des femmes et des enfants gazés. Il attirait l'attention des autorités « sur les graves répercussions psychologiques et physiques que ce travail pourrait avoir sur ces hommes. Ils se sont plaints à moi, écrivait-il, de souffrir de maux de tête après chaque déchargement ».

Le docteur Becker faisait également ressortir à ses supérieurs que :

« L'application du gaz n'est généralement pas faite correctement. Afin d'en terminer aussi vite que possible, le conducteur appuie à fond sur l'accélérateur. Les personnes qui doivent être exécutées meurent suffoquées au lieu de s'endormir ainsi qu'il avait été prévu. »

Le docteur Becker était humanitaire — à son point de vue du moins — et il ordonna un changement de technique :

« Il est maintenant prouvé qu'en réglant correctement les leviers, la mort survient plus rapidement et que les prisonniers s'endorment paisiblement. On ne voit plus de visages convulsés, ni d'excréments comme auparavant (45). »

Mais ces remorques à gaz, ainsi que l'assura Ohlendorf, ne pouvaient liquider que de 15 à 25 personnes à la fois, ce qui était totalement insuffisant, étant donné l'échelle des massacres ordonnés par Hitler et par Himmler. Insuffisant par exemple pour le travail qui fut accompli à Kiev, capitale de l'Ukraine, en deux jours seulement, les 29 et 30 septembre 1941. En ces deux seuls jours, selon un rapport officiel *Einsatz*, 33 771 personnes, juives pour la plupart, furent « exécutées (46) ».

Le compte rendu d'un témoin oculaire allemand sur la manière dont fut menée en Ukraine une exécution massive relativement moins importante souleva un murmure d'horreur dans la salle du tribunal de Nuremberg, lorsque le procureur général anglais, Sir Harley Shawcross, en fit la lecture. Il s'agissait d'une déposition écrite faite par Hermann Graebe, directeur et ingénieur de la succursale ukrainienne d'une firme de constructions allemande. Le 5 octobre 1944, il vit les commandos *Einsatz*, appuyés par la milice ukrainienne, en pleine action devant les fosses d'exécution de Dubno. Il s'agissait, écrivait-il, de liquider les 5 000 Juifs de

la ville.

« ... Mon contremaître et moi, nous nous rendîmes directement aux fosses. J'entendais des coups de fusil se succéder à une cadence rapide; le son venait de derrière un des monticules de terre. Ceux qui étaient descendus des camions : hommes, femmes et enfants de tous âges, durent se déshabiller sur l'ordre d'un S.S. armé d'un fouet de chien ou d'une cravache. Ils durent ensuite poser leurs vêtements à des emplacements déterminés, selon qu'il s'agissait de souliers, de vêtements de dessus et de sous-vêtements. Je vis une pile de chaussures d'environ 800 à 1 000 paires, de grandes piles de sous-vêtements et de vêtements.

« Sans crier, sans pleurer, ces gens se dévêtirent, se groupèrent par familles, s'embrassèrent, se dirent adieu et attendirent qu'un autre S.S. debout près de la fosse, la main également armée d'un fouet, leur fit signe. Tout au long des quinze minutes pendant lesquelles je restai près de la fosse, je n'entendis ni une plainte, ni un appel à la pitié.

« Une vieille femme aux cheveux blancs comme neige tenait dans ses bras un enfant âgé d'un an, elle lui chantait et le chatouillait. L'enfant roucoulait de joie. Ses parents le regardaient les larmes aux yeux. Le père serrait la main d'un jeune garçon âgé d'environ dix ans auquel il parlait doucement; le jeune garçon luttait pour refouler ses larmes. Le père lui montra du doigt le ciel, lui caressa les cheveux et parut lui expliquer quelque chose...

« A ce moment, le S.S. placé près de la fosse cria quelque chose à son camarade. Ce dernier sépara des autres une vingtaine de personnes et leur donna l'ordre d'aller derrière le monticule. Je revois encore une jeune fille mince, aux cheveux noirs, qui, en passant près de moi, se montra elle-même du doigt en disant : « Vingt-trois ans. »

« Je contournai le monticule et me trouvai devant une immense tombe. Les corps étaient étroitement emmêlés et gisaient les uns au-dessus des autres, si bien que leurs têtes seules étaient visibles. Certains remuaient encore. Quelques-uns levaient les bras et tournaient la tête pour montrer qu'ils vivaient encore. La fosse était déjà aux deux tiers pleine. J'estimai qu'elle contenait environ un millier de cadavres. Je cherchai du regard l'homme qui tirait. C'était un S.S. Il était assis sur le rebord de l'extrémité resserrée de la fosse, les pieds pendant au-dessus du trou. Une mitraillette était posée sur ses genoux et il fumait une cigarette.

« Les malheureux, complètement nus, descendirent quelques marches, enjambèrent ceux qui gisaient là pour atteindre la place que leur désignait le S.S. Ils s'allongèrent devant les morts et les mourants; certains se mirent à caresser ceux qui vivaient encore et à leur parler à voix basse. Puis j'entendis une série de détonations. Je regardai dans la fosse et vis des corps qui se tordaient ou des têtes qui reposaient, déjà immobiles, sur les corps étendus sous elles. Le sang coulait des nuques des victimes.

« Le groupe suivant approchait déjà. Ils descendirent dans la fosse, s'alignèrent contre les victimes précédentes et furent abattus. »

Et cela se poursuivait, groupe après groupe. Le lendemain matin, l'ingénieur allemand retourna à la fosse.

« Je vis une trentaine de corps nus gisant près de la fosse. Quelques-uns vivaient encore... Un peu plus tard, les Juifs encore vivants reçurent l'ordre de jeter les cadavres dans la fosse. Puis ils durent s'allonger à leur tour dedans pour recevoir une balle dans la nuque... Je jure devant Dieu que ceci est l'absolue vérité (47). »

Combien de Juifs et de fonctionnaires russes du Parti communiste (le nombre des premiers dépassants de beaucoup celui des seconds) furent-ils massacrés par les *Einsatzgruppen* en Russie avant que l'Armée Rouge n'en chassât les Allemands? On n'a jamais pu en établir le total exact à Nuremberg, mais les dossiers d'Himmler, si incomplets soient-ils, en donnent une idée.

L'Einsatzgruppe D d'Ohlendorf, avec ses 90 000 victimes, ne se distingua pas autant que certains autres. Ainsi le Groupe A, opérant dans le Nord, rendait compte, le 31 janvier 1942, qu'il avait « exécuté » 229 052 Juifs dans la région de la Baltique et en Russie Blanche. Son chef, Franz Stahlecker, écrivait à Himmler qu'il rencontrait des difficultés dans cette dernière région, en raison du retard causé par les grandes gelées qui rendent les exécutions massives beaucoup plus difficiles. « Malgré cela, disait-il, 41 000 Juifs (en Russie Blanche) ont été tués jusqu'à maintenant ».

Stahlecker, à qui un peu plus tard au cours de cette même année les partisans devaient régler son compte, joignait à son rapport une magnifique carte indiquant le nombre de personnes tuées — représentées

par des cercueils — dans chaque secteur placé sous son commandement. Rien qu'en Lituanie, d'après la carte, 136 421 Juifs avaient été tués; 34 000 environ avaient été épargnés momentanément, « car on en avait besoin comme main-d'œuvre ». L'Esthonie, qui comptait relativement peu de Juifs, fut déclarée dans ce même rapport « libérée des Juifs (48) ».

Les pelotons d'exécution des *Einsatzgruppen*, après avoir marqué un temps d'arrêt, pendant ce rude hiver, tirèrent tout au long de l'été 1942. A la date du 1er juillet, quelque 55 000 Juifs de plus avaient été exterminés en Russie Blanche, et en octobre les 16 000 derniers habitants du ghetto de Minsk furent expédiés en un seul jour. En novembre, Himmler pouvait rendre compte à Hitler que 363 211 Juifs avaient été tués en Russie entre le mois d'août et le mois d'octobre. Ce chiffre avait peut-être été exagéré dans le but de plaire au Führer assoiffé de sang (49)*.

** Le 31 août 1942, Himmler avait donné à un détachement Einsatz l'ordre d'exécuter une centaine de pensionnaires de la prison de Minsk, afin de voir comment cela se passait. Selon Bach-Zalewski, officier supérieur S.S. qui était présent à la scène, Himmler se serait évanoui en constatant l'effet de la première rafale du peloton d'exécution. Quelques minutes plus tard, quand les balles manquèrent leur but et ne tuèrent pas sur le coup deux femmes juives, le Führer S. S. aurait perdu la tête. Cette expérience eut un résultat positif : Himmler donna l'ordre que, désormais, les femmes et les enfants ne fussent pas fusillés, mais exécutés dans des camions remorques à gaz (50).*

L'un dans l'autre, d'après Karl Eichmann, chef du bureau juif de la Gestapo, les *Einsatzgruppen* liquidèrent dans l'Est 2 millions de personnes, presque toutes juives. Il s'agit là presque sûrement d'une exagération. Il est étrange mais vrai de constater que les grands pontes S.S. étaient si fiers de leurs exterminations qu'ils grossirent souvent les chiffres pour plaire à Himmler et à Hitler.

Le 23 mars 1943, le statisticien personnel d'Himmler, le docteur Richard Korherr, rendait compte à son chef que 633 300 Juifs russes en tout avaient été « réinstallés » — un euphémisme pour massacrés — par les *Einsatzgruppen* (51). Aussi surprenant que cela soit, ce chiffre correspond assez bien avec celui que plusieurs experts ont établi après de longues recherches. En y ajoutant environ 100 000 tués au cours des deux dernières années de la guerre, on obtiendra sans doute le chiffre le plus précis que nous aurons jamais*.

* *Le nombre des fonctionnaires soviétiques du Parti communiste exécutés par les Einsatzgruppen n'a jamais été estimé, du moins à ma connaissance. Dans la plupart des rapports S.D., ils étaient mélangés aux Juifs. Dans un rapport du Groupe A, daté du 15 octobre 1941, on dénombre 3 387 « communistes » sur 121 817 exécutés, le reste représentant les Juifs. Mais le même rapport donne souvent des listes communes.*

Si élevé que soit ce chiffre, il est faible comparativement au nombre de Juifs qui furent tués dans les camps d'extermination d'Himmler à partir du jour où l'on commença d'appliquer « la solution définitive ».

Un beau jour de juin 1946, à Nuremberg, trois juges d'instruction américains procédaient à l'interrogatoire du S.S. *Obergruppenführer* Oswald Pohl, qui, entre autres choses, avait été chargé d'élaborer des programmes de travail pour les pensionnaires des camps de concentration nazis. Pohl, qui avant de rejoindre les S.S. avait été officier de marine, s'était caché après l'effondrement de l'Allemagne et n'avait été arrêté qu'un an plus tard — en mai 1946 — dans une ferme où il travaillait comme ouvrier agricole*.

* *Pohl fut condamné à mort au cours du procès dit « Affaire des Camps de Concentration » par un tribunal militaire U.S.A., le 3 novembre 1947, et pendu à la prison de Nuremberg le 8 juin 1951, en même temps qu'Ohlendorf et d'autres.*

En réponse à une question, Pohl employa un terme avec lequel l'accusation, occupée depuis des mois à méditer sur les millions de mots qui constituaient les documents pris à l'ennemi, commençait à se familiariser. Un de ses collègues, un certain Hoess, dit Pohl, avait été employé par Himmler « pour la solution définitive de la question juive ».

« De quoi s'agissait-il? demanda-t-on à Pohl.

— De l'extermination de la juiverie. »

Cette expression revenait avec une fréquence croissante dans le vocabulaire et les dossiers des dirigeants nazis au fur et à mesure que la guerre progressait. Son apparente innocence épargnait sans doute à ces hommes la peine de se rappeler les uns aux autres ce qu'en fait elle cachait, et peut-être également espéraient-ils qu'elle servirait de couverture à leur

culpabilité, dans le cas où les papiers incriminés apparaîtraient en pleine lumière.

De fait, au cours des procès de Nuremberg, la plupart des dirigeants nazis prétendaient ignorer ce qu'elle signifiait, et Gœring affirma ne s'en être jamais servi, mais la fausseté d'une telle assertion ne tarda pas à être démontrée. Dans l'affaire contre le gros maréchal du Reich, on produisit une directive qu'il avait adressée à Heydrich, chef de la S.D., le 31 juillet 1941, alors que les *Einsatzgruppen* entreprenaient avec brio leur tâche d'extermination en Russie.

« Par la présente, je vous donne tous pouvoirs pour entreprendre les préparatifs concernant... une *solution définitive* de la question juive dans ceux des territoires européens qui se trouvent sous l'influence de l'Allemagne...

« En outre, je vous charge de me soumettre dès que possible un résumé indiquant les... mesures déjà prises en vue de l'exécution de la *solution définitive* de la question juive telle qu'elle a été envisagée (52)*.

* C'est l'auteur qui souligne ces mots. La traduction anglaise de la dernière ligne de ce document était erronée; le mot allemand *Endloesung* y était rendu par « *Solution souhaitée* » au lieu de « *solution définitive* », ce qui amena le Juge Jackson, qui ne savait pas l'allemand, à permettre à Gœring de s'en tirer en affirmant n'avoir jamais employé ce terme sinistre. « C'est ici, à Nuremberg, que j'entends pour la première fois parler de ces terribles exterminations », s'écria Gœring à un moment donné.

Heydrich savait fort bien ce que Gœring entendait par ce terme, car il l'avait lui-même employé près d'un an plus tôt à l'occasion d'une entrevue secrète qui s'était tenue aussitôt après la chute de la Pologne et au cours de laquelle il avait tracé les grandes lignes du « premier pas dans la voie de la *solution définitive* », qui consistait à rassembler tous les Juifs dans les ghettos des grandes villes d'où il serait plus aisé de les expédier vers leur

destin final.

La « *solution définitive* » ne fut autre que la mise à exécution d'un projet qu'Adolf Hitler avait depuis longtemps en tête et qu'il avait publiquement proclamé avant même le commencement de la guerre. Le 30 janvier 1939, dans son discours au Reichstag, il avait dit :

« Si les financiers juifs internationaux... devaient encore parvenir à plonger les nations dans une guerre mondiale, il en résulterait... l'anéantissement de la race juive dans toute l'Europe. »

« C'était une prophétie, avait-il dit, et il la répéta cinq fois de vive voix, dans des occasions publiques. Peu lui importait que ce fût lui, et non « les financiers juifs internationaux », qui ait plongé le monde dans un conflit armé. Ce qui lui importait, c'est qu'une guerre mondiale était en cours et qu'elle lui fournissait l'opportunité de procéder à leur « anéantissement » — lorsqu'il aurait conquis les vastes régions de l'Est où se trouvaient la majorité des Juifs européens. Dès l'invasion de la Russie, il avait déjà donné des ordres en conséquence.

Ce qui fut bientôt connu dans les hautes sphères nazies sous le nom de « Ordre du Führer concernant la solution définitive » ne fut apparemment jamais couché sur le papier — du moins on n'en a pas retrouvé jusqu'ici trace dans les documents nazis pris par les Alliés. Tout semble prouver que cet ordre fut transmis verbalement par Goering, Himmler et Heydrich, au cours de l'été et de l'automne 1941. A Nuremberg, plusieurs témoins affirmèrent sous serment en avoir « entendu » parler, mais aucun d'eux n'admit en avoir pris connaissance. Ainsi Hans Lammers, chef de la Chancellerie du Reich, pressé de questions à la barre

des témoins, répondit :

« Je savais qu'un ordre du Führer avait été transmis par Goering à Heydrich... Cet ordre était appelé « Solution définitive du Problème juif (53) ».

Mais, comme tant d'autres à la barre, Lammers soutint qu'il ne savait vraiment pas ce dont il s'agissait jusqu'à ce que les juges d'instruction alliés l'eussent révélé à Nuremberg*.

** En avril 1949, Lammers fut condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire U.S.A. à Nuremberg, en raison surtout de la responsabilité qu'il avait assumée dans les décrets antijuifs. Mais, ainsi que ce fut le cas pour la plupart des nazis reconnus coupables, les autorités américaines réduisirent sa peine; elle fut ramenée en 1951 à dix ans de prison et il fut libéré de la prison de Landsberg à la fin de cette même année, après avoir fait en tout six ans de prison, à dater du jour de son arrestation. Il convient de dire ici que la majorité des Allemands, du moins dans la mesure où leur sentiment était représenté par le parlement de l'Allemagne de l'Ouest, n'approuvèrent pas les condamnations, même relativement douces, dont furent l'objet les complices d'Hitler. Un grand nombre de ceux que les Alliés remirent aux mains des Allemands ne firent l'objet d'aucune poursuite — et cela même lorsqu'ils étaient sous l'accusation de nombreux assassinats.*

Au début de 1942, le moment était venu, déclarait Heydrich, « de résoudre les problèmes fondamentaux » de la « solution définitive » de manière qu'on pût en entreprendre l'exécution et liquider la question. Dans ce but, Heydrich provoqua une réunion des représentants des divers ministères et directions de la S.S. et de la S.D. qui se tint dans un joli faubourg de Berlin, à Wannsee, le 20 juin 1942. Les procès-verbaux de cette réunion jouèrent un rôle important au cours de quelques-uns des derniers procès qui se déroulèrent à Nuremberg (54). Malgré le recul de la Wehrmacht en Russie, les fonctionnaires nazis croyaient que la guerre était presque gagnée et que l'Allemagne allait sous peu gouverner toute

l'Europe, y compris l'Angleterre et l'Irlande.

C'est pourquoi Heydrich déclara à cette assemblée qui comprenait environ 15 hauts fonctionnaires : « La solution définitive du Problème juif en Europe concerne approximativement 11 millions de Juifs. » Puis il détailla les chiffres relatifs à chaque pays. Dans le territoire du Reich, tel qu'il était à l'origine, il ne restait plus que 131 800 Juifs (sur environ 250 000 en 1939), mais en U.R.S.S., dit-il, leur nombre s'élevait à 5 millions, en Ukraine à 3 millions, dans le Gouvernement général de Pologne à 2 250 000, en France à 750 000 et en Angleterre à 350 000 environ. Il ressortait clairement de cette énumération qu'il fallait exterminer ces 11 millions. Puis il expliqua comment on allait procéder pour mener à bien cette tâche.

« Dans le cadre de la solution définitive, les Juifs devront, à partir de maintenant, être emmenés dans l'Est... pour y être employés comme main-d'œuvre. Les Juifs en état de travailler seront formés en groupes importants de travailleurs de même sexe et envoyés dans ces secteurs où ils seront affectés à la construction des routes; sans aucun doute une grande partie d'entre eux disparaîtra par le jeu d'une élimination naturelle.

« Le reste, ceux qui auront survécu à tout cela — et ce sera indubitablement ceux qui offriront la plus forte résistance physique — devront être traités en conséquence, car il faudra voir en ces gens — qui représenteront une sélection naturelle — les germes d'une nouvelle expansion juive. »

En d'autres termes, les Juifs d'Europe seraient transportés dans les territoires conquis de l'Est, où on les ferait travailler jusqu'à ce qu'ils en meurent et les plus résistants — peu nombreux — qui survivraient seraient purement et simplement mis à mort. Et les Juifs?... les millions de Juifs... qui résidaient dans l'Est et se trouvaient déjà sous la main? Le secrétaire d'État docteur Josef Buehler, représentant le Gouverneur général de Pologne, avait une suggestion toute prête pour eux. Il y avait déjà en

Pologne près de 2 500 000 Juifs qui, dit-il, « constituaient un danger redoutable ». Ils étaient, déclara-t-il, « porteurs de maladie, trafiquants de marché noir et en outre inaptes au travail ». Aucun problème de transport ne se posait pour ces 2 500 000 âmes. On les avait sous la main.

« Je n'ai qu'une seule requête à formuler (conclut le docteur Buehler), c'est que le problème juif soit résolu aussi vite que possible sur mon territoire. »

Cet aimable secrétaire d'État trahissait là une impatience que partageaient les hauts cercles nazis et Hitler lui-même. Aucun des dirigeants du Reich ne comprit alors — et cela jusque vers la fin de 1942 — quel précieux apport ces millions de Juifs auraient pu constituer pour le travail forcé. Aussi, bien avant que ces malheureux n'eussent succombé sous ce travail de forçat — dans la plupart des cas, on n'eut même pas recours à cette méthode, — Hitler et Himmler décidèrent de les liquider par des moyens plus rapides.

On en employa surtout deux. L'un de ceux-ci fut utilisé, ainsi que nous l'avons vu, peu après le début de l'invasion en Russie, soit au cours de l'été 1941. Il s'agit des massacres massifs des Juifs polonais et russes par les Unités volantes *d'Einsatzgruppen*, qui firent environ 750 000 victimes.

C'était à cette méthode de « solution définitive » qu'Hitler songeait lorsque, le 4 octobre 1943, à Posen, il s'adressait ainsi aux généraux S.S. :

« ... Je voudrais également aborder avec vous sans détour un sujet très grave. Entre nous, nous devons en parler en toute franchise, et cependant jamais il ne devra en être fait mention en public...

« Je veux parler... de l'extermination de la race juive... La plupart *d'entre vous* savent ce

que cela signifie de voir gisant côte à côte 100, 500 ou 1 000 cadavres. D'avoir tenu bon et en même temps — à part quelques exceptions dues à la faiblesse humaine — d'être demeurés des hommes dignes de ce nom, voilà ce qui nous a rendus durs. C'est là une page glorieuse de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne sera jamais écrite (55)... »

Les trente principaux camps de concentration nazis furent tous des camps de la mort, où périrent des millions d'êtres, victimes de la faim et des tortures*. Les rapports établis par les autorités — chaque camp avait son *Totenbuch* (registre des décès) officiel — sont incomplets et, dans bien des cas, ils ont été détruits à l'approche des Alliés. On a retrouvé à Mauthausen une partie d'un *Totenbuch* où sont inscrits 35 318 décès pour la période entre janvier 1939 et avril 1945**.

* Kogan estime que, sur 7 820 000 déportés, 7 125 000 sont morts, mais ce chiffre est incontestablement trop élevé.

** Le commandant du camp, Franz Ziereis, indiqua un nombre total de 65 000 (56).

A la fin de 1942, lorsque le besoin en main-d'œuvre commença de se faire sentir d'une manière aiguë, Himmler donna l'ordre de « réduire » le pourcentage des décès dans les camps de la mort. En raison de la pénurie de main-d'œuvre, il s'était montré fort mécontent à la lecture d'un rapport adressé à ses services et selon lequel Sur 136 700 personnes envoyées dans les camps de concentration entre juin et novembre 1942, 70 610 étaient mortes, 9 267 avaient été exécutées, et 27 846 « transférées (57) », c'est-à-dire envoyées à la chambre à gaz.

Mais c'était dans les camps d'extermination, les *Vernichtungslager*, que les progrès dans la voie de la « solution définitive » étaient les plus spectaculaires. Le plus important et le plus célèbre de ces camps était Auschwitz, qui, avec ses quatre vastes chambres à gaz, ses fours

crématoires, offrait des possibilités de « liquidation » infiniment plus grandes que les autres, Treblinka, Belzec, Sobibor et Chelmno, tous en Pologne. Il existait d'autres camps d'extermination moins importants près de Riga, Vilna, Minsk, Kaunas et Lwow, mais, ce qui les distinguait des principaux, c'est qu'on y préférait le fusil au gaz.

Pendant quelque temps, une certaine rivalité régna entre les chefs S.S. sur la question de savoir quel était le gaz le plus efficace pour expédier les Juifs à la mort. La vitesse était un facteur important, surtout à Auschwitz où, vers la fin de la guerre, le camp était en train d'établir de nouveaux records; on y passait à la chambre à gaz jusqu'à 6 000 victimes par jour. Un de ses chefs de camp, un nommé Rudolf Hoess, ex-forçat, condamné pour meurtre, déposa à Nuremberg sur la supériorité du gaz qu'il employait***.

**** Né en 1900, Hoess était le fils d'un petit boutiquier de Baden-Baden. Son père, catholique fervent, exerça une pression sur lui pour le faire entrer dans les ordres. Au lieu de cela, il rallia le Parti nazi en 1922. L'année suivante, il fut impliqué dans le meurtre d'un instituteur. Accusé sans preuve d'avoir dénoncé Léo Schlageter, un saboteur allemand travaillant dans la Ruhr et qui, exécuté par les Français, était devenu un martyr nazi. Hoess fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Libéré en 1928 à l'occasion d'une amnistie générale, il rejoignit les S.S. deux ans plus tard et, en 1934, devint membre de l'unité de la Tête de Mort, unité S.S. dont le rôle principal consistait à garder les camps de concentration. Son premier poste fut Dachau. Toute sa vie d'adulte, il fut prisonnier puis géolier. De lui-même — et en exagérant même les faits — il avoua ses meurtres, aussi bien à la barre, à Nuremberg, que dans ses dépositions écrites. Remis aux Polonais, il fut condamné à mort, et pendu en mars 1947.*

Le règlement définitif de la question juive signifiait l'extermination totale de tous les Juifs d'Europe. En juin 1941, je reçus l'ordre d'organiser l'extermination à Auschwitz. A cette époque, le Gouvernement Général de Pologne comptait déjà trois autres camps

d'extermination : Belzec, Treblinka et Wolzek...

Je me rendis à Treblinka pour voir comment s'effectuaient les opérations d'extermination. Le commandant du camp de Treblinka me dit qu'il avait fait disparaître 80 000 détenus en six mois. Il s'occupait plus particulièrement des Juifs du ghetto de Varsovie*.

** Tâche qui ne put être terminée (ainsi que nous le verrons) avant 1943, en raison du nombre de personnes impliquées et, à la fin, de la résistance opposée.*

Il utilisait l'oxyde de carbone. Cependant, ses méthodes ne me parurent pas très efficaces. Aussi, quand j'installai le bâtiment d'extermination d'Auschwitz, mon choix se porta sur le Zyklon B, acide prussique cristallisé, que nous laissions tomber dans la chambre de mort par une petite ouverture. Selon les conditions atmosphériques, il fallait compter de trois à quinze minutes pour que le gaz fit son effet.

Nous savions que les gens étaient morts lorsqu'ils cessaient de crier. Ensuite nous attendions environ une demi-heure avant d'ouvrir les portes et d'enlever les corps. Une fois les corps sortis, nos commandos spéciaux leur retiraient bagues et alliances, ainsi que l'or des dents.

Nous apportâmes également une autre amélioration par rapport à Treblinka en construisant des chambres à gaz pouvant contenir 2 000 personnes à la fois, alors qu'à Treblinka leurs dix chambres à gaz n'en contenaient chacune que 200.

Hoess exposa ensuite la manière dont on « sélectionnait » les victimes désignées pour la chambre à gaz, car tous les arrivants n'étaient pas liquidés — du moins pas sur-le-champ ; parce que l'on avait besoin de certains d'entre eux pour travailler dans les fabriques de produits chimiques de la I.G. Farben et dans les usines Krupp jusqu'à ce qu'épuisés ils fussent prêts pour la « solution radicale ».

A Auschwitz, nous avions deux médecins S.S. qui étaient chargés d'examiner chaque nouvel arrivage de prisonniers. On les faisait défiler devant l'un des docteurs, qui prenait une décision au fur et à mesure qu'ils passaient devant lui. Ceux qui étaient jugés bons pour le travail étaient envoyés à l'intérieur du camp. Les autres étaient aussitôt dirigés sur les

installations d'extermination. Les enfants en bas âge étaient invariablement exterminés, puisque, en raison de leur jeunesse, ils étaient inaptes au travail.

Hoess ne cessait d'apporter des améliorations dans le domaine des massacres collectifs.

Nous apportâmes encore une autre amélioration par rapport à Treblinka : les victimes savaient presque toujours qu'elles allaient être exterminées, à Auschwitz nous nous efforçâmes de leur faire croire qu'elles allaient subir un épouillage. Bien entendu, elles ont fréquemment deviné nos intentions et nous avons connu des incidents et des difficultés. Très souvent, les femmes dissimulaient leurs enfants sous leurs vêtements, mais, dès que nous les découvriions, nous envoyions ces enfants dans les chambres à gaz.

On nous avait ordonné de procéder à ces exterminations dans le secret, mais, inévitablement, l'odeur nauséabonde provenant des corps que l'on brûlait d'une manière continue envahissait les alentours, et tous les habitants des communes avoisinantes savaient que des exterminations se poursuivaient à Auschwitz.

Il arrivait, expliqua Hoess, que les « prisonniers spéciaux » — apparemment des prisonniers de guerre russes — fussent simplement tués par des injections de benzine. « Nos médecins avaient reçu l'ordre de délivrer des certificats de décès ordinaires et n'avaient pas le droit d'indiquer la cause du décès (58)*. »

* En général, les médecins inscrivaient « maladie de cœur ». Kogan, qui passa lui-même huit ans à Buchenwald, cite quelques exemples : « ... le malade est mort après des souffrances prolongées, le... à... heures. Cause du décès : faiblesse cardiaque, compliquée de pneumonie. » (KOGAN : *Théorie et Pratique de l'Enfer*, page 218.) A Auschwitz, on se dispensa de semblables formalités lorsque les chambres à gaz se mirent à fonctionner sans interruption. Souvent, on ne se donnait même plus la peine de compter les victimes de la journée.

A cet exposé brutal de Hoess, on peut ajouter une image brève de la

mise à mort et des circonstances qui l'entouraient, telle que l'ont retracée les survivants des camps et leurs geôliers. La « sélection » selon laquelle certains Juifs étaient envoyés au travail, les autres gazés aussitôt, prenait place sur la voie de garage, dès que l'on avait fait descendre les victimes des fourgons où elles étaient restées enfermées sans eau et sans nourriture, parfois plus d'une semaine, car beaucoup venaient de pays aussi éloignés que la France, la Hollande et la Grèce.

Malgré les scènes déchirantes qui se produisaient au moment où l'on arrachait les femmes à leurs maris, les enfants à leurs parents, aucun des prisonniers — selon le témoignage de Hoess et les récits des survivants — ne se doutait de ce qui les attendait. De fait, on remettait à certains d'entre eux de jolies cartes postales en leur disant de les envoyer à leurs parents après les avoir signées. Elles portaient le mot « Waldsee » et une formule imprimée libellée comme suit :

Tout va très bien ici. Nous avons du travail et nous sommes bien traités. Nous attendons votre arrivée.

Vues d'assez près, les chambres à gaz elles-mêmes et les fours crématoires contigus n'avaient rien de sinistre; il était impossible de deviner leur destination. Des pelouses bien entretenues, bordées de plates-bandes de fleurs, les recouvraient; sur chaque entrée on lisait simplement le mot « Bains ». Les Juifs, sans méfiance, croyaient tout bonnement qu'on les emmenait aux bains pour les opérations d'épouillage — formalité habituelle à la vie des camps. Et on les y conduisait au son d'une musique douce! Un orchestre de « jeunes et jolies filles, vêtues de blouses blanches et de jupes bleu marine », ainsi que se le rappelait un survivant, avait été

constitué à l'aide des détenues.

Tandis que l'on procédait au tri des Juifs et que l'on désignait ceux qui étaient bons pour les chambres à gaz, cet ensemble musical, unique dans son genre, jouait des airs gais, allant de la *Veuve Joyeuse aux Contes d'Hoffmann*. Exclus, les airs sombres et solennels de Beethoven! A Auschwitz, les marches funèbres étaient gaies et entraînantes, elles venaient tout droit des opérettes viennoises et parisiennes. Au son de cette musique, qui leur rappelait des temps plus heureux et plus frivoles, les hommes, les femmes et les enfants étaient conduits vers les « établissements de bains », où on leur enjoignait de se déshabiller pour prendre une « douche ».

Parfois on leur distribuait même des serviettes. Lorsqu'ils étaient à l'intérieur de la « salle de douche » — et peut-être était-ce alors la première fois qu'ils flairaient le piège en se voyant entassés à plus de 2 000 dans la pièce, pressés comme des sardines, chose peu commode pour prendre une douche — la porte massive glissait et se refermait hermétiquement. Au-dessus d'eux, là où les pelouses bien lisses et les bordures de fleurs dissimulaient presque complètement les couvercles des bouches d'aération qui montaient du vestibule de la mort, des hommes se tenaient prêts à y laisser tomber les cristaux bleu-améthyste de cyanure, ou Zyklon B, qui, à l'origine, avaient été fabriqués comme désinfectant et auquel Hoess avait trouvé un nouvel emploi, dont il n'était pas peu fier.

Les survivants, qui regardaient des baraques avoisinantes, se souviennent que, pendant une période, le signal de verser les cristaux dans les bouches d'aération fut donné par un certain sergent Moll : « *Na, gib ihnen schon zu fressen* » (Vas-y, donne-leur à bouffer!), criait-il en riant,

et les cristaux glissaient dans les ouvertures que l'on refermait hermétiquement.

A travers des hublots en verre épais, les bourreaux surveillaient ce qui se passait. Au-dessous, les prisonniers nus levaient les yeux vers les pommes de douche d'où ne tombait aucune goutte d'eau, ou peut-être regardaient-ils à leurs pieds et s'étonnaient-ils qu'il n'y eût pas de rigoles d'écoulement. Il fallait quelques instants pour que le gaz fit vraiment son effet. Mais bientôt les malheureux se rendaient compte qu'il arrivait par les trous des bouches d'aération. A ce moment-là, en général, la panique se déclenchait, les victimes se massaient loin des tuyaux pour finalement se ruer sur l'immense porte métallique où, ainsi que le dit Reitlinger, « elles s'entassaient en une pyramide bleue et moite, mouchetée de sang, se griffant et se meurtrissant les uns les autres jusqu'à la mort ».

Vingt ou trente minutes plus tard, quand cet immense amas de chair nue avait cessé de se tordre, des pompes aspiraient l'air empoisonné, on ouvrait la porte massive et les hommes du *Sonderkcommando* entraient en action. C'étaient des détenus juifs auxquels on avait promis la vie sauve et une nourriture convenable pour ce travail, le plus atroce de tous*. Protégés par des masques à gaz, des bottes de caoutchouc et brandissant des tuyaux d'arrosage, ils se mettaient à l'ouvrage. Voici ce qu'en dit Reitlinger :

** On les expédiait régulièrement aux chambres à gaz et on les remplaçait par de nouvelles équipes qui, à leur tour, subissaient le même sort. Les S.S. ne voulaient pas de survivants qui pussent parler.*

Leur première tâche consistait à enlever le sang et les excréments avant de séparer les corps agrippés à l'aide de crochets et de nœuds coulants, prélude à l'horrible recherche de l'or, à l'enlèvement des dents et des cheveux, considérés par les Allemands comme des matières

premières stratégiques. Puis c'était le trajet par ascenseurs ou wagonnets sur rails jusqu'aux fours crématoires, au moulin qui broyait le résidu en cendres fines et au camion qui allait disperser les cendres dans la rivière Sola**.

*** D'après les témoignages recueillis au cours des procès de Nuremberg, les cendres auraient été parfois vendues comme engrais. Selon un document présenté par l'accusation russe, une firme de Dantzig construisit une cuve chauffée électriquement pour transformer en savon la graisse humaine. Voici la « recette » qui y était jointe : « 12 livres de graisse humaine, 19 litres d'eau, et de 8 onces à 1 livre de soude caustique... Faire bouillir le tout pendant deux ou trois heures, puis laisser refroidir (59). »*

Il ressort des documents tombés aux mains des Alliés qu'une vive concurrence opposa plusieurs industriels allemands désireux d'obtenir la commande de dispositifs destinés à liquider les vivants et les morts, ainsi que celle des mortels cristaux bleus. Ce fut la société I.A. Topf et fils, d'Erfurt, qui l'emporta pour les fours crématoires d'Auschwitz. Toute l'histoire de cette affaire se trouve relatée dans une volumineuse correspondance retrouvée dans les dossiers du camp. Une lettre envoyée par la Société en date du 12 février 1943 donne le ton :

AU BUREAU CENTRAL DE CONSTRUCTION DES S.S. ET DE LA POLICE, AUSCHWITZ:

Objet : Crématoire 2 et 3 pour le camp.

Nous vous accusons réception de votre ordre concernant 5 fourneaux triples comprenant deux ascenseurs électriques pour emporter les corps et un ascenseur de secours. Vous avez également commandé un appareil pratique pour alimenter les fours en charbon et un autre pour assurer le transport des cendres (60).

Mais Topf et fils n'était pas la seule firme impliquée dans cette sombre affaire. Deux autres virent leurs noms cités au cours des procès de

Nuremberg, tandis qu'on produisait une partie de leur correspondance. La liquidation des corps suscita également une vive concurrence commerciale dans plusieurs autres camps. Ainsi les usines Didier, de Berlin, sollicitèrent la commande d'un four crématoire auprès des autorités d'un camp nazi de Belgrade et se déclarèrent en mesure de fournir une installation de qualité supérieure :

« Pour mettre les corps dans le foyer, nous suggérons simplement l'emploi d'une fourche métallique se déplaçant sur des cylindres.

« Chaque appareil comportera un four mesurant seulement 60 centimètres sur 45 centimètres, dimensions suffisantes puisque l'on n'utilisera pas de cercueils. Pour transporter les corps aux fours, nous suggérons l'emploi de charrettes légères dont nous vous donnons ci-joint les plans dessinés à l'échelle (61). »

Une autre firme, C. H. Kori, se mit, elle aussi, sur les rangs pour obtenir une commande de Belgrade, faisant valoir sa grande expérience dans ce domaine et rappelant qu'elle avait déjà construit 4 fours crématoires pour Dachau et 5 pour Lublin, qui, tous, disait-elle, avaient donné « pleine et entière satisfaction à l'usage ».

« Comme suite à notre entretien concernant la livraison d'une installation de construction simple pour l'incinération des corps, nous avons l'honneur de vous soumettre les plans de nos fours crématoires perfectionnés, marchant au charbon, et qui ont jusqu'ici donné entière satisfaction.

« Nous suggérons l'installation de 2 fours crématoires pour le bâtiment projeté, mais nous vous conseillons de vous assurer auparavant si 2 fours suffiront à vos besoins.

« Nous vous garantissons l'efficacité de nos fours ainsi que leur solidité, la qualité supérieure des matériaux que nous employons et le fini de notre travail.

« Dans l'attente de votre réponse, nous restons à votre entière disposition.

« Heil Hitler!

« C.H. Kori, G.m.b.H (62). »

Mais vers la fin, malgré les efforts inlassables de la libre entreprise allemande, malgré l'excellence de ses matériaux et le fini de ses fabrications, les installations ne suffirent plus à brûler les corps des victimes. Les fours crématoires si bien construits prirent du retard dans plusieurs camps et en particulier à Auschwitz, où en 1944 il fallut brûler plus de 6 000 corps (Hoess avance le chiffre de 16 000) par jour. A titre d'exemple, au cours de l'été 1944, en quarante-six jours, on mit à mort, dans ce seul camp, entre 250 000 et 300 000 Juifs hongrois. Les chambres à gaz elles-mêmes se révélèrent insuffisantes et il fallut recourir aux fusillades massives, style *Einsatzkommando*.

On se contentait de jeter les corps dans des fossés et de les y brûler, la plupart incomplètement, puis, à l'aide de bulldozers, on ramenait la terre sur eux. Vers la fin, les commandants de camp se plaignirent que les fours crématoires se fussent montrés non seulement insuffisants, mais aussi fort « peu économiques ».

Au début, deux sociétés allemandes furent chargées de fournir les cristaux Zyklon B pour tuer les victimes. Elles avaient acheté le brevet à I.G. Farben. Il s'agissait de la Société Tesch et Stabenow, de Hambourg, et de la Société Degesch, de Dessau, la première fournissant 2 tonnes de cristaux de cyanure par mois et la dernière trois quarts de tonne. Les bulletins d'expédition furent produits au Procès de Nuremberg.

Les directeurs des deux firmes prétendirent qu'ils avaient vendu leurs produits uniquement pour la désinfection et ignoraient qu'ils eussent servi

pour asphyxier les victimes, mais ce système de défense s'effondra. On retrouva des lettres de la Société Tesch et Stabenow proposant de fournir non seulement les cristaux mais aussi l'équipement nécessaire pour la ventilation et le chauffage des chambres d'extermination. En outre, l'inimitable Hoess, qui, une fois lancé dans les aveux, entendait aller jusqu'au bout, révéla que les directeurs de la compagnie Tesch ne pouvaient ignorer l'usage qui était fait de leur produit, étant donné qu'ils en avaient fourni de quoi exterminer 2 millions de personnes. Convaincu de ces faits, le jury du tribunal militaire anglais devant lequel comparaissaient les deux associés Bruno Tesch et Karl Weinbacher, les condamna tous deux à mort en 1946; ils furent pendus. Le directeur de la seconde société, le docteur Gerhard Peters, de Degesch, Dessau, s'en tira mieux. Un tribunal allemand le condamna à cinq ans d'emprisonnement (63).

Avant les procès qui se déroulèrent après la guerre, on croyait généralement en Allemagne que les meurtres collectifs étaient le fait d'un nombre relativement restreint de S.S. fanatiques. Mais les documents réunis par les tribunaux ne laissent aucun doute sur la complicité d'un nombre important d'hommes d'affaires allemands, non seulement les Krupp et les directeurs du trust de produits chimiques I.G. Farben, mais également de petits chefs d'entreprises qui, aux yeux de leur entourage, devaient paraître sans doute les plus respectables et les plus quelconques des hommes — semblables à tous les hommes d'affaires du monde entier. Combien de pauvres gens, impuissants, innocents — juifs en grande partie, mais comprenant également un nombre assez considérable de prisonniers de guerre russes — furent-ils exterminés dans le seul camp d'Auschwitz?

Jamais on n'en connaîtra le nombre exact. Hoess lui-même, dans sa déposition écrite, donne un nombre approximatif de « 2 500 000 victimes exécutées et exterminées par le gaz et par le feu, et au moins 500 000 mortes de faim ou de maladie, ce qui porte le nombre total à environ 3 millions ». Un peu plus tard, au cours de son propre procès, à Varsovie, il réduisit ce chiffre à 1 135 000. Le gouvernement soviétique, qui fit procéder à une enquête sur place, à Auschwitz, après que l'Armée Rouge se fut emparée du camp en janvier 1945, estime que le nombre des victimes s'éleva à 4 millions. Reitlinger, se basant sur l'étude très approfondie qu'il a faite de la question, doute que le nombre des gazés à Auschwitz ait « même atteint le chiffre de 750 000 ». Selon lui, 600 000 personnes environ auraient péri dans les chambres à gaz, auxquelles il convient d'ajouter « un facteur indéterminé, estimé à environ 300 000 disparus », fusillés, morts de faim ou de maladie. Quel que soit le chiffre auquel on s'arrête, il est effarant (64).

On brûlait les corps, mais les dents aurifiées résistaient au feu et on les retirait des cendres, lorsqu'elles n'avaient pas été arrachées au préalable par les équipes spéciales travaillant sur les piles de cadavres*.

** On les retirait parfois avant d'envoyer les victimes dans les chambres à gaz. Un rapport confidentiel émanant du directeur de la prison de Minsk montre qu'après qu'il se fut assuré les services d'un dentiste juif, tous les Juifs « virent leurs bridges en or, leurs couronnes et leurs aurifications retirées ou arrachées. Ceci se faisant toujours une ou deux heures environ avant l'action spéciale ». Le directeur notait que sur les 516 Juifs allemands et russes exécutés dans sa prison au cours du printemps 1942, sur une période de six semaines, 336 avaient eu au préalable l'or de leurs dents retiré de force (65).*

L'or était fondu et expédié, en même temps que d'autres objets de

valeur arrachés aux victimes juives, à la Reichsbank où, conformément à un accord secret passé entre Himmler et le gouverneur général de la Banque, le docteur Walther Funk, il était porté au crédit des S.S., à un compte portant comme nom de couverture : « Max Heiliger. » Ce butin provenant des camps d'extermination comprenait, outre l'or des dentures, des montres d'or, des boucles d'oreilles, des bracelets, des bagues, des colliers et jusqu'à des montures de lunettes. Car on avait invité les Juifs à emporter avec eux tous leurs bijoux pour la « réinstallation » promise. Ce butin comprenait également des bijoux, en particulier des diamants, de l'argenterie et d'épaisses liasses de billets de banque.

En fait, la Reichsbank fut bientôt envahie par les dépôts faits au nom de « Max Heiliger ». Dès 1942, ses caves étant remplies à craquer, les directeurs de la banque, soucieux d'en tirer profit, cherchèrent à transformer ces dépôts en argent liquide en les écoulant grâce aux monts-de-piété! Dans une lettre adressée par la Reichsbank à la caisse du Crédit municipal de Berlin, et datée du 15 septembre, il est fait mention d'un « second envoi ». Elle commence ainsi : « Nous vous soumettons les objets de valeur suivants, en vous priant de les utiliser au mieux. » La liste est longue et détaillée, elle comprend 154 montres en or, 1 601 boucles d'oreilles en or, 132 bagues de diamant, 784 montres de poche en argent et « 160 dentiers divers, en partie en or ».

Au début de 1944, la maison de prêt de Berlin, débordée à son tour sous le flot continu de ces biens volés, informa la Reichsbank qu'elle ne pouvait plus en accepter. Quand les Alliés envahirent l'Allemagne, ils découvrirent dans certaines mines de sel abandonnées une partie des documents et du butin que les nazis y avaient caché. Il restait

suffisamment de butin provenant du compte « Max Heiliger » pour remplir trois grandes caves de la succursale de la Reichsbank, à Francfort (66).

Les banquiers connaissaient-ils les sources de ces « dépôts » uniques dans leur genre ? Lors de sa déposition au cours du Procès de Nuremberg, le directeur du service des Métaux précieux, à la Reichsbank, déclara que ses adjoints et lui avaient commencé à s'étonner du grand nombre des expéditions en provenance de Lublin et d'Auschwitz.

Nous savions tous que des camps de concentration se trouvaient dans ces endroits. Ce fut à la dixième expédition que l'on vit apparaître de l'or dentaire. Bientôt la proportion d'or dentaire devint anormalement importante (67).

A Nuremberg, le fameux Oswald Pohl, chef du Bureau Économique de la S.S., chargé des transactions pour cette organisation, affirma que le docteur Funk ainsi que les directeurs et autres employés supérieurs de la Reichsbank connaissaient parfaitement l'origine des biens dont ils essayaient de trafiquer. Il donna quelques détails concernant la livraison à la Reichsbank des objets de valeur enlevés aux Juifs. Il se souvenait d'une conversation avec le vice-président de la banque, le docteur Emil Pohl.

Cet entretien ne laissa subsister aucun doute sur le fait que les objets à livrer (provenaient) des Juifs tués dans les camps de concentration. Les objets en question comprenaient des bagues, des montres, des lunettes, des lingots d'or, des alliances, des broches, des épingles, des aurifications et autres objets précieux.

Un jour, raconta Pohl, après une tournée d'inspection dans les sous-sols de la Reichsbank, où se trouvaient les objets de valeur provenant des Juifs,

le docteur Funk offrit au groupe des visiteurs un dîner fort agréable, au cours duquel la conversation tourna autour de l'origine de ce butin (68)*.

* *Le docteur Funk fut condamné à la prison à vie à Nuremberg.*

Plus d'un témoin oculaire a parlé de la résignation avec laquelle beaucoup de Juifs affrontèrent la mort dans les chambres à gaz ou dans les grandes fosses à exécution des pelotons spéciaux. Tous pourtant ne se soumirent pas aussi docilement à l'extermination. Au cours du printemps 1943, quelque 60 000 Juifs emmurés dans le ghetto de Varsovie — seuls survivants des 400 000 parqués là depuis 1940 — se soulevèrent contre leurs tortionnaires les armes à la main.

Nul peut-être n'a laissé un récit plus sinistre — et plus digne de foi — sur la rébellion du ghetto de Varsovie que le hautain officier S.S. qui la réprima*. Cet individu, un Allemand du nom de Juergen Stroop, était *Brigadeführer* S.S. et major-général de la Police. Son rapport officiel, relié en cuir, abondamment illustré et dactylographié sur 75 pages d'un beau papier épais, a subsisté**. Il est intitulé *Le Ghetto de Varsovie n'est plus* (69).

* *Le roman de John Hersey La Muraille, écrit d'après les documents juifs, retrace l'histoire épique de cette révolte.*

** *Mais pas Stroop. Arrêté après la guerre, condamné à mort par un tribunal américain, à Dachau, le 22 mars 1947, pour avoir fait fusiller des otages en Grèce, puis extradé en Pologne, où il fut jugé pour le massacre des Juifs dans le ghetto de Varsovie, il fut de nouveau condamné à mort et pendu sur les lieux de ses crimes le 8 septembre 1951.*

Vers la fin de l'automne 1940, soit un an après la conquête de la Pologne par les nazis, les S.S. avaient rassemblé environ 400 000 Juifs, qu'ils coupèrent du reste de Varsovie en élevant un haut mur autour d'un

espace mesurant approximativement 3 kilomètres de long sur 1,5 de large, et dans lequel se trouvait l'ancien ghetto datant du Moyen Âge. Le quartier pouvait normalement abriter 160 000 personnes, donc il était surpeuplé, mais ceci n'était encore rien. Le gouverneur Frank refusa de leur attribuer suffisamment de denrées alimentaires pour maintenir en vie ne fût-ce que la moitié de ces 400 000 êtres.

Interdiction leur étant faite de sortir de l'enceinte sous peine d'être abattus à vue, les Juifs ne pouvaient travailler sinon pour les quelques fabriques d'armement se trouvant à l'intérieur et dirigées par la Wehrmacht ou par de rapaces hommes d'affaires allemands habiles à réaliser de gros profits en utilisant ces forçats. 100 000 Juifs au moins tentèrent de survivre avec pour toute nourriture un bol de soupe par jour, souvent un simple brouet de paille dû à la charité des autres. C'était une lutte pour la vie, mais une lutte perdue d'avance.

Mais, au gré d'Himmler, la population du ghetto ne mourait pas assez vite de faim et de maladie. Au cours de l'été 1942, il ordonna que tous les Juifs du ghetto de Varsovie fussent transférés ailleurs « pour raisons de sécurité ». Le 22 juillet, une vaste action de « regroupement » fut entreprise. Selon Stroop, entre cette date et le 3 octobre, un total de 310 322 Juifs furent « déplacés », c'est-à-dire transportés dans les camps d'extermination, la plus grande partie à Treblinka, où on les fit passer dans les chambres à gaz.

Himmler ne fut pas encore satisfait. Quand, à l'occasion d'une visite à Varsovie en janvier 1943, il découvrit que 60 000 Juifs y vivaient encore, il donna l'ordre que le « regroupement » fût terminé à la date du 15 février. La tâche se révéla difficile. L'hiver rude, les besoins de l'armée qui, en

raison du désastre de Stalingrad et des mouvements de retraite dans le sud de la Russie qui en résultaient avait priorité pour les transports, firent que les S.S. ne purent obtenir les trains nécessaires pour mener à bien le dernier « regroupement ». De plus, dit Stroop, les Juifs refusaient de se laisser liquider et s'y opposaient par « tous les moyens possibles ». Ce fut seulement au printemps que l'on put exécuter l'ordre d'Himmler. On décida de nettoyer le ghetto et, pour cela, d'entreprendre une « action spéciale » s'étendant sur trois jours. En fait, elle devait durer quatre semaines.

La déportation de plus de 300 000 Juifs avait permis aux Allemands de réduire l'étendue du ghetto. Le 19 avril 1943, quand le général S.S. Stroop lança contre l'enceinte ses chars, son artillerie, ses lance-flammes et ses équipes de dynamiteurs, le terrain clôturé ne mesurait plus que 1 000 mètres sur 300. Mais il était sillonné d'égouts, de caves, de souterrains, que les Juifs désespérés avaient convertis en points fortifiés. Leurs armes étaient peu nombreuses : quelques pistolets et quelques fusils, une ou deux douzaines de mitraillettes qui avaient été apportées en cachette, des grenades de fortune. Mais en ce matin d'avril, ils étaient fermement décidés à les utiliser — ce fut la première fois et la dernière fois dans l'histoire du Troisième Reich que les Juifs résistèrent par les armes à leurs oppresseurs nazis.

Stroop disposait de 2 090 hommes dont la moitié environ appartenait à l'armée régulière des Waffen S.S. et le reste à la police S.S. renforcée par 335 miliciens lithuaniens et par quelques policiers et pompiers polonais. Le premier jour, ils rencontrèrent une résistance inattendue.

« L'opération venait à peine de commencer (écrivait Stroop dans le premier de ses nombreux rapports) quand nous nous trouvâmes sous un feu nourri et concerté des Juifs et des

bandits. Le char et deux automitrailleuses furent criblés de cocktails Molotov... Devant cette contre-attaque ennemie, nous fûmes contraints de nous replier. »

L'attaque allemande fut renouvelée, mais elle rencontra de nouveau une forte résistance.

Vers dix-sept heures trente, nous nous heurtâmes à une très forte résistance venant d'un pâté d'immeubles d'où partait même un tir de mitrailleuse. Un groupe de commando chassa l'ennemi, mais ne parvint pas à s'emparer des résistants. Les Juifs et les criminels se défendirent pied à pied et purent s'échapper au dernier moment... Nos pertes au cours de la première attaque s'élevèrent à 12 hommes.

Cela se poursuivit pendant plusieurs jours, les défenseurs trop insuffisamment armés reculant devant les attaques des chars, des lance-flammes et de l'artillerie mais continuant à résister. Le général Stroop ne parvenait pas à comprendre pourquoi « ce rebut, ces êtres inférieurs », ainsi qu'il appelait les assiégés, n'abandonnaient pas la lutte et ne se laissaient pas liquider.

« Au bout de quelques jours (dit Stroop), il devint évident que les Juifs n'avaient plus aucune intention de se laisser « regrouper » de bon gré, mais qu'ils étaient bien décidés à s'opposer à leur évacuation... Alors qu'il avait été possible, les premiers jours, d'attraper un nombre considérable de Juifs — car ils sont lâches par nature — il devint de plus en plus difficile de les capturer pendant la deuxième partie de l'opération. Sans cesse, de nouveaux groupes de combat composés de 20 à 30 hommes, accompagnés d'autant de femmes, opposaient une nouvelle résistance. »

Les femmes appartenaient à la secte des Chalutzim, note Stroop. « Elles tiraient, dit-il, des deux mains », elles jetaient également des grenades à main qu'elles avaient dissimulées dans leurs culottes.

La bataille durait depuis cinq jours quand Himmler, exaspéré et furieux, ordonna à Stroop de « nettoyer » le ghetto « avec la plus grande fermeté et une farouche ténacité ».

Je décidai donc (écrivit Stroop dans son dernier rapport) de détruire entièrement le quartier juifen mettant le feu à chaque pâté de maisons.

Puis il décrit ce qui suivit :

Les Juifs demeurèrent dans les bâtiments en feu jusqu'à ce que la crainte d'être brûlés vifs les forçât à sauter des étages supérieurs... Les os brisés, ils continuaient à ramper dans les rues pour se réfugier dans des bâtiments auxquels on n'avait pas encore mis le feu... En dépit du danger d'être brûlés vifs, les Juifs et les bandits préféraient souvent retourner dans les flammes plutôt que de risquer d'être pris vivants par nous.

Stroop ne pouvait absolument pas comprendre que des hommes et des femmes pussent préférer périr dans les flammes en combattant plutôt que de mourir bien sagement dans les chambres à gaz... Car il embarquait les prisonniers qu'il n'avait pas massacrés à destination de Treblinka. Le 25 avril, il télégraphia à l'état-major S.S. pour rendre compte de la capture de 27 464 Juifs.

Je vais essayer d'obtenir un train pour T2 (Treblinka). Sinon, dès demain, nous opérerons ici même la liquidation.

Souvent, en effet, cela se passait sur place. Le lendemain, Stroop écrivit à ses supérieurs :

1 330 Juifs sortis des abris ont été immédiatement exécutés, 362 Juifs ont été tués au cours de la bataille.

Trente prisonniers seulement furent « évacués ».

Vers la fin de la rébellion, les défenseurs se réfugièrent dans les égouts. Stroop tenta de les en déloger en inondant les canalisations principales, mais les Juifs parvinrent à arrêter l'inondation. Un jour, les Allemands laissèrent tomber des bombes fumigènes dans les égouts, par 183 bouches, mais tristement Stroop rendit compte que « le résultat escompté » n'avait pas été obtenu.

L'issue finale ne pouvait faire de doute. Pendant un mois entier, les Juifs acculés combattirent avec un courage inébranlable, bien que Stroop, dans un de ses rapports quotidiens, en jugeât différemment : il se plaignit des « méthodes de combat malhonnêtes et des ruses employées par les Juifs et les bandits ». Le 26 avril, il écrivait qu'un grand nombre des défenseurs devenaient fous par suite de la chaleur, de la fumée et des explosions.

Au cours de la journée, le feu a été mis à plusieurs autres pâtés d'immeubles. C'est le seul moyen de forcer ce rebut d'êtres inférieurs à remonter à la surface...

Le 16 mai marqua le dernier jour du combat. Cette nuit-là, Stroop adressa son dernier rapport quotidien.

Cent quatre-vingts Juifs, bandits, êtres inférieurs ont été détruits. L'ancien quartier juif de Varsovie n'existe plus. L'action de grande envergure entreprise a pris fin à vingt heures quinze, en faisant sauter la synagogue de Varsovie...

Nombre total des Juifs dont le sort est réglé : 56 065, comprenant à la fois les Juifs faits prisonniers et les Juifs dont la mort peut être prouvée.

Comme, une semaine plus tard, on lui demandait de donner des précisions sur ce chiffre, il répondit :

Sur les 56 065 capturés, 7 000 environ ont été tués dans l'ancien ghetto au cours de l'opération de grande envergure. 6 929 Juifs ont péri au cours de leur transfert à Treblinka; le nombre total des Juifs liquidés est donc de 13 929. En outre, de 5 000 à 6 000 Juifs sont morts dans les explosions ou les flammes.

L'arithmétique du général Stroop manque un peu de clarté, car ce rapport oublie quelque 36 000 Juifs. Mais il ne fait guère de doute qu'il disait vrai lorsqu'il écrivait dans son rapport final, luxueusement relié, qu'il avait pris « un nombre total de 56 065 Juifs dont la mort peut être prouvée ». Les chambres à gaz avaient sans aucun doute réglé le sort des 36 000 qui manquaient au compte.

Selon Stroop, les pertes allemandes s'élevaient à 16 tués et 90 blessés. Les chiffres étaient probablement plus élevés, étant donné le caractère féroce de ce combat de maison à maison, que le général lui-même décrivait avec tant de sinistres détails. Mais il ne fallait pas heurter la sensibilité d'Himmler! Les troupes allemandes et la police, concluait Stroop, « avaient rempli leur devoir sans défaillance, dans un parfait esprit de camaraderie, et s'étaient comportées dans l'ensemble en soldats exemplaires ».

La « solution définitive » se poursuivit jusqu'à la fin de la guerre. Combien de Juifs furent ainsi massacrés? Les chiffres ont été discutés. Selon deux témoins S.S. au Procès de Nuremberg, le tristement célèbre Karl Eichmann, chef du Bureau des Affaires juives à la Gestapo, qui s'occupa de la « solution définitive » sous l'autorité stimulante de son

promoteur Heydrich*, en estimait le total à 5 ou 6 millions. Le chiffre donné à Nuremberg lors du réquisitoire est de 5 700 000 et il cadrerait avec les calculs du Congrès mondial juif. Dans son étonnante étude de la « solution définitive », Reitlinger concluait à un chiffre moins important — toutes proportions gardées — il se serait situé entre 4 194 200 et 4 581 200 (71).

* *Selon un de ses hommes de confiance, Eichmann aurait, peu avant l'effondrement de l'Allemagne, dit qu'« il rirait encore dans sa tombe, car la pensée d'avoir 5 millions de personnes sur la conscience serait pour lui une extraordinaire source de joie (70) ».* En 1945, il s'échappa d'un camp d'internement américain et fut capturé, on le sait, par des agents israéliens, en 1950.

En 1939, 10 millions de Juifs environ vivaient sur les territoires occupés par les forces hitlériennes. Quelle que soit l'estimation à laquelle on s'arrête, il est certain que près de la moitié d'entre eux furent exterminés par les Allemands. Telle fut la conséquence finale et le prix effarant de l'aberration qui s'empara du dictateur nazi et qui remonte au temps de sa jeunesse misérable à Vienne — aberration qu'il communiqua à tant de ses partisans ou qu'il partagea avec eux.

Certaines méthodes pratiquées par les Allemands durant le bref règne de l'Ordre nouveau relèvent du pur sadisme.

Les expériences médicales nazies constituent un exemple de ce sadisme, car l'utilisation des détenus des camps de concentration et des prisonniers de guerre comme cobayes apporta fort peu de chose — sinon rien du tout — à la science. C'est un récit d'horreur qui ne fait guère honneur à la médecine allemande. Encore que les « expériences » furent conduites par moins de deux cents charlatans meurtriers — dont certains occupaient des postes éminents dans le monde médical — leur œuvre criminelle fut connue de milliers de médecins en vue du Reich, dont aucun, du moins d'après les documents que l'on possède, n'émit jamais la moindre protestation publique*.

** Pas même le célèbre chirurgien allemand, le professeur Ferdinand Sauerbruch, bien qu'il soit devenu par la suite antinazi et qu'il ait conspiré avec la résistance. Sauerbruch assista à une conférence donnée à l'Académie médicale militaire de Berlin, en mai 1943, par deux des plus notoires médecins-assassins, Karl Gebhardt et Fritz Fischer, sur les expériences de gangrène gazeuse sur les prisonniers. Le seul argument avancé par Sauerbruch à cette occasion fut que la chirurgie était supérieure aux sulfamides! Le professeur Gebhardt fut condamné à mort au cours du « Procès des Médecins » et pendu le 2 juin 1948. Le docteur Fischer fut condamné à la prison à perpétuité.*

Dans ce domaine, les Juifs ne furent pas les seules victimes. Les médecins nazis se servirent également des prisonniers de guerre russes, des déportés polonais, hommes et femmes, sans distinction, et même des Allemands. Les « expériences » étaient des plus variées. On enfermait les prisonniers dans des chambres spéciales et on les soumettait à des essais

de haute pression jusqu'à ce qu'ils cessent de respirer. On leur inoculait le typhus et l'ictère de Weil. On les soumettait à des expériences de « refroidissement » dans l'eau glacée, ou bien on les exposait nus sous la neige jusqu'à ce qu'ils meurent de froid. On essayait sur eux des projectiles empoisonnés, ainsi que du gaz moutarde.

Au camp de Ravensbrück, réservé aux femmes, des centaines de Polonaises — les « lapines » comme on les appelait — firent l'objet d'études sur la gangrène gazeuse, tandis qu'on en soumettait d'autres à des « expériences » de greffe osseuse. A Dachau et à Buchenwald, on sélectionnait des Gitanes pour voir combien de temps elles résisteraient en n'ayant pour tout aliment que de l'eau salée. Les expériences de stérilisation furent poursuivies sur une grande échelle dans divers camps, à la fois sur les hommes et sur les femmes; plusieurs méthodes furent étudiées — car, ainsi qu'un médecin S.S., le docteur Adolf Pokorny, l'écrivait à Himmler, « il faut non seulement vaincre l'ennemi mais également l'exterminer ».

Si on ne pouvait le tuer — et comme nous l'avons vu, vers la fin de la guerre, le besoin de main-d'œuvre remit en question l'opportunité de cette mesure, — il fallait du moins l'empêcher de se reproduire. En fait, le docteur Pokorny déclara à Himmler qu'il croyait en avoir trouvé le moyen : une plante appelée *Caladium seguinum*, qui, écrivait-il, provoquait une stérilité durable.

La seule pensée (écrivait le bon docteur au Führer S.S.) que les 3 millions de bolcheviques qui se trouvent actuellement en captivité en Allemagne pourraient être stérilisés, de telle sorte qu'ils soient utilisables pour le travail mais incapables de procréer, ouvre les perspectives les plus audacieuses (72).

Un autre médecin apercevant lui aussi « des perspectives très audacieuses » était le professeur August Hirt, chef de l'Institut anatomique de l'Université de Strasbourg. Son domaine particulier était un peu différent de celui des autres, ainsi qu'il l'exposa dans une lettre qu'il adressait vers Noël 1941 au lieutenant-général S.S. Rudolf Brandt, adjoint d'Himmler :

Nous avons à notre disposition d'importantes collections de crânes représentant presque toutes les races et les peuples. Toutefois, seuls quelques très rares spécimens de crânes de la race juive sont utilisables... La guerre qui se déroule actuellement à l'Est nous offre l'opportunité de pallier cette déficience. En nous procurant les crânes des commissaires bolchéviques juifs, qui représentent le prototype de ces êtres inférieurs, repoussants mais très caractéristiques, nous aurions la chance de disposer d'un matériel scientifique.

Le professeur Hirt ne voulait pas des crânes de « commissaires-bolchéviques-juifs » déjà morts. Il demandait que les têtes de ces hommes fussent mesurées alors qu'elles étaient en vie. Puis...

Après la mort subséquentement provoquée de ces Juifs, dont la tête ne devra pas être endommagée, le chirurgien séparera la tête du tronc et l'expédiera... dans une boîte en fer-blanc hermétiquement close.

Sur quoi, le docteur Hirt promettait de se livrer à de nouvelles mensurations scientifiques (73). Himmler fut enchanté. Il donna l'ordre de « fournir au professeur Hirt tout ce dont il aurait besoin pour ses travaux ».

Le professeur fut amplement approvisionné. Son fournisseur était un individu dénommé Wolfram Sievers, qui témoigna au Procès de Nuremberg

et au « procès des médecins », où il figurait parmi les accusés*. Sievers, un ancien libraire, avait été élevé au grade de colonel S.S. et de secrétaire exécutif de l'*Ahnenerbe* (Institut de Recherches sur l'Hérédité), un des organismes « culturels » créés par Himmler pour satisfaire ses nombreuses lubies.

* *Il fut condamné à mort et pendu.*

Selon Sievers, cet « Institut » comprenait cinquante « branches de recherches » dont l'une s'intitulait « Institut pour la Recherche scientifique militaire ». C'était un homme au regard mobile, à l'air méphistophélique, au menton couvert d'une barbe noire comme l'encre, ce qui lui valut à Nuremberg le surnom de « Barbe-Bleue ». Comme tant d'autres personnages de cette histoire, il tenait très méticuleusement un journal qui, avec sa correspondance, a contribué à le conduire au gibet.

Au mois de juin 1943, Sievers avait réuni à Auschwitz les hommes et les femmes qui allaient fournir les squelettes destinés à servir aux « mensurations officielles » du professeur Hirt à l'Université de Strasbourg. « Un total de 115 personnes, comprenant 79 Juifs, 30 Juives, 4 Asiatiques et 2 Polonais, ont été traitées », déclarait Sievers en demandant un transport pour les amener d'Auschwitz au camp de Natzweiler, près de Strasbourg. Le procureur anglais à Nuremberg demanda ce que signifiait le mot « traités ».

« Il s'agissait de mensurations anthropologiques, répondit Sievers.

— On prenait leurs mesures anthropologiques avant de les assassiner? C'est bien cela?

— On prenait également des moulages en plâtre. »

Ce qui suivait a été raconté par le capitaine S.S. Josef Kramer, lui-même un exterminateur chevronné d'Auschwitz, Mauthausen, Dachau et autres camps, et qui connut une renommée éphémère sous le nom de la « Bête de Belsen ». Il devait être condamné à mort par un tribunal anglais à Lüneburg.

Le professeur Hirt, de l'Institut anatomique de Strasbourg, me parla du convoi de prisonniers qui avait quitté Auschwitz. Il me dit que ces personnes allaient être exécutées dans la chambre à gaz du camp de Natzweiler; puis leurs corps seraient transportés à l'Institut anatomique. Il me remit un flacon de sels — il s'agissait, je crois de sels de cyanure — et m'indiqua la dose approximative que je devrais employer pour empoisonner les déportés en provenance d'Auschwitz.

Au début du mois d'août 1943, je reçus 80 déportés qui devaient être exécutés. Un soir, je me rendis à la chambre à gaz dans une petite voiture en emmenant 15 femmes avec moi. Je leur dis qu'il leur fallait passer dans cette chambre pour y être désinfectées. Je ne leur dis pas qu'elles allaient être gazées.

A cette époque les nazis avaient perfectionné la technique :

Avec l'aide de quelques S.S. (poursuit Kramer), je déshabillai complètement les femmes, et, quand elles furent nues, je les poussai dans la chambre à gaz.

Quand la porte se referma, elles se mirent à crier. J'introduisis une certaine quantité de sel dans un tube... et j'observai à travers un hublot ce qui se passait. Les femmes respirèrent pendant une demi-minute avant de tomber à terre. J'ouvris la ventilation et fis glisser la porte. Les femmes gisaient à terre, sans vie; elles étaient couvertes d'excréments.

Le capitaine Kramer affirma sous serment qu'il avait répété cet exploit jusqu'à ce que les 80 déportés eussent été tués. Ensuite, il avait envoyé les corps au professeur Hirt, « ainsi qu'il en avait reçu l'ordre ». Son interlocuteur lui ayant demandé ce qu'il avait éprouvé au cours de ces

exécutions, il fit une réponse mémorable qui donne une idée du phénomène qui s'est produit dans le Troisième Reich et qui semble si difficile à comprendre pour un esprit normal.

Je ne ressentais rien, parce que l'on m'avait donné l'ordre de tuer les 80 détenus de la manière que je vous ai déjà exposée. *Et, soit dit en passant, c'est ainsi que l'on m'avait formé* (74).

Un autre témoin fit le récit de la suite de cette affaire. Il s'agit d'Henry Herypierre, un Français qui travailla à l'Institut anatomique de Strasbourg en qualité d'assistant de laboratoire du professeur Hirt jusqu'à l'arrivée des Alliés.

Le premier envoi que nous reçûmes comprenait les corps de 30 femmes... Ces corps féminins nous arrivèrent encore chauds. Leurs yeux étaient grands ouverts et brillants. Rouges, injectés de sang, ils sortaient des orbites. Il y avait également des traces de sang autour du nez et de la bouche. Aucun signe de rigidité cadavérique.

Herypierre soupçonna qu'on les avait tuées et, en cachette, copia les numéros matricules que les prisonnières portaient tatoués sur le bras gauche. Deux autres envois de cinquante-six hommes arrivèrent, dit-il, exactement dans les mêmes conditions. Les cadavres furent conservés dans l'alcool sous la direction du professeur Hirt. Mais toute cette affaire rendait le professeur nerveux :

« Si vous ne pouvez pas tenir votre langue, dit-il à Herypierre, vous aurez le même sort. »

Le professeur Hirt n'en poursuivit pas moins son travail. D'après la correspondance de Sievers, le professeur séparait les têtes et, ainsi qu'il

l'écrivait, « il monta une collection de squelettes qui était jusqu'alors pour ainsi dire inexistante ». Mais le professeur rencontrait des difficultés dont il fit part à Sievers (qui ne possédait aucune expérience médicale ou anatomique) et le chef de *l'Ahnenerbe* en rendit compte à Himmler le 5 septembre 1944.

Étant donné le travail considérable demandé par les recherches scientifiques impliquées, la réduction des cadavres n'est pas encore achevée. Il faut un certain temps pour pratiquer cette opération sur 80 corps.

Or, le temps pressait. Les troupes américaines et françaises approchaient de Strasbourg. Hirt demanda des « instructions sur ce qu'il convenait de faire de la collection ».

On peut ôter la chair des corps et en rendre ainsi l'identification impossible (écrivit Sievers à l'état-major, de la part du docteur Hirt). Cependant, cela signifierait qu'une partie au moins de l'ensemble du travail aura été faite pour rien et que cette collection unique sera perdue pour la science, car il sera impossible de prendre ensuite des moulages.

Dans son état actuel, la collection de squelettes passe inaperçue. On pourrait peut-être dire que les chairs ont été abandonnées par les Français lorsque nous avons repris l'Institut anatomique*, et on les enverrait au four crématoire. Veuillez nous dire laquelle des trois positions suivantes devra être adoptée :

1. Conserver la collection dans son état actuel. — 2. La détruire en partie. — 3. La détruire totalement.

* *Après la chute de la France, en 1940, l'Allemagne avait annexé l'Alsace, et les Allemands avaient pris l'Université de Strasbourg.*

« Pourquoi vouliez-vous ôter la chair des corps? demanda le procureur anglais dans le silence complet qui régnait dans la salle du tribunal de Nuremberg. Pourquoi suggériez-vous d'en faire porter la

responsabilité aux Français? »

Profane en cette matière, je ne pouvais avoir aucune opinion, répondit le Barbe-Bleue nazi. Je me contentais simplement de transmettre les demandes du professeur Hirt. Je n'ai rien à voir avec le meurtre de ces gens. Je n'ai été en cela qu'un simple employé.

C'était là un piètre système de défense, derrière lequel se retranchèrent de nombreux nazis au cours des procès et, cette fois comme les autres, l'accusation riva son clou au témoin (75).

Les dossiers S.S. pris par les Alliés révèlent que, le 26 octobre 1944, Sievers écrivait que « la collection de Strasbourg avait été entièrement détruite, conformément aux instructions reçues. Cette décision est la meilleure, étant donné la situation générale (76) ».

Herypierre décrivit ensuite la tentative — qui ne fut pas entièrement couronnée de succès — faite pour effacer les traces de cette affaire.

En septembre 1944, les Alliés poussèrent jusqu'à Belfort et le professeur Hirt ordonna à Bong et à Maier de découper ces corps et de les faire brûler dans le four crématoire... Le lendemain, je demandai à Herr Maier s'il avait découpé tous les corps, mais Herr Bong me répondit : « Il nous a été impossible de les découper tous, c'était trop de travail. Nous en avons laissé quelques-uns dans la réserve. »

C'est là qu'un peloton allié devait les découvrir quand les unités de la VII^e armée U.S.A., conduites par la 2^e division blindée française, pénétrèrent dans Strasbourg un mois plus tard (77)*.

* *Le professeur Hirt disparut. On l'aurait entendu déclarer, en quittant Strasbourg, que nul ne le prendrait vivant. De fait, on ne l'a jamais pris, mort ou vif.*

Les Maîtres de l'Ordre nouveau ne collectionnaient pas seulement les squelettes mais également la peau humaine; dans ce dernier cas, cependant, ils pouvaient difficilement se retrancher derrière l'excuse de servir la cause de la recherche scientifique. La peau des prisonniers des camps de concentration, spécialement exécutés dans ce dessein macabre, avait une valeur uniquement décorative. On en faisait des abat-jour, dont certains furent spécialement façonnés pour Frau Ilse Koch, la femme du commandant de Buchenwald, surnommée par les déportés « la Chienne de Buchenwald** ». Il semble que les peaux tatouées aient été les plus recherchées. Un détenu allemand, Andreas Pfaffenberger, a fait à ce sujet une déposition à Nuremberg.

*** Frau Koch, qui possédait un droit absolu de vie et de mort sur les détenus de Buchenwald, et dont les caprices pouvaient être l'origine de terribles châtiments pour un déporté, fut condamnée à la prison à perpétuité lors du « Procès de Buchenwald », mais sa peine fut commuée en quatre années de prison et elle fut bientôt libérée. Le 15 janvier 1951, un tribunal allemand la condamnait à la prison à perpétuité pour meurtre. Son mari fut condamné à mort par un tribunal S.S. au cours de la guerre pour « excès », mais on lui laissa le choix entre cela ou servir sur le front russe. Toutefois, avant même qu'il pût opter, le prince Waldeck, chef des S.S. dans ce secteur, le fit exécuter. La princesse Mafalda, fille du roi et de la reine d'Italie et épouse du prince Philippe de Hesse, fut parmi les victimes qui moururent à Buchenwald.*

Tous les prisonniers ayant des tatouages reçurent l'ordre de se présenter au dispensaire... Après qu'ils eurent été examinés, ceux qui portaient les tatouages les plus intéressants et les plus artistiques furent tués par piqures. Leurs corps furent ensuite envoyés au service pathologique, où les morceaux de peau tatouée furent remis à la femme de Koch qui fit fabriquer avec cette matière rare des abat-jour et autres objets d'ornementation (78).

Dans un autre camp, celui de Dachau, la demande dépassa souvent les possibilités d'approvisionnement. Un médecin prisonnier tchèque, le

docteur Frank Blaha, vint en témoigner à Nuremberg :

Parfois il arrivait que nous n'eussions pas suffisamment de corps ayant de bonnes peaux. Alors le docteur Rascher nous disait : « C'est bon, on va vous fournir les corps nécessaires ». Et, le lendemain, nous recevions 20 ou 30 corps de personnes jeunes. On les avait tuées d'une balle dans la nuque ou en les assommant, afin que la peau ne fût pas abîmée... Il fallait que la peau provînt de prisonniers sains et fût sans défaut (79).

Il semble bien que ce docteur Sigmund Rascher ait été le premier responsable de l'expérience médicale la plus sadique. Ce charlatan avait attiré l'attention d'Himmler, dont une des obsessions était la procréation de plus en plus nombreuse de rejetons nordiques supérieurs, sur les bruits qui circulaient dans les cercles S.S. et selon lesquels Frau Rascher aurait donné naissance à trois enfants à plus de quarante-huit ans (en réalité, les Rascher les avaient simplement enlevés d'un orphelinat).

Au cours du printemps 1941, le docteur Rascher eut un éclair de génie, alors qu'il suivait à Munich un cours médical spécial, organisé par la Luftwaffe. Le 15 mai 1941, il écrivit à Himmler. Il avait découvert avec horreur, dit-il, que les recherches sur l'effet des hautes pressions, entreprises pour le compte de la Luftwaffe, étaient au point mort parce que « l'on n'avait pu encore procéder à aucun essai sur du matériel humain, de telles expériences étant très dangereuses et personne ne se portant volontaire pour les subir ».

Pourriez-vous mettre à notre disposition 2 ou 3 criminels de droit commun en vue de ces expériences?... Les expériences, au cours desquelles les sujets peuvent évidemment mourir, seraient faites avec ma coopération (80).

Au bout d'une semaine, le Führer S.S. répondit : « Bien entendu on mettra avec plaisir des prisonniers à votre disposition pour les recherches concernant les hautes altitudes. »

Ainsi fut fait, et le docteur Rascher se mit à l'ouvrage. On peut juger des résultats en lisant ses rapports et ceux des autres médecins, produits à Nuremberg et lors du procès des médecins S.S. qui eut lieu ultérieurement.

Les « découvertes » du docteur Rascher sont un modèle de jargon scientifique. Pour opérer les essais, il fit transporter la chambre de décompression de la Luftwaffe, de Munich, dans le camp de Dachau, où il disposerait de cobayes humains. L'air fut pompé hors du dispositif afin de reproduire les conditions atmosphériques existant à de hautes altitudes : teneur en oxygène et pression atmosphérique. Puis le docteur Rascher se livra à des observations dont voici un exemple typique :

Le troisième essai a été fait sans oxygène, à l'équivalent de 29 400 pieds d'altitude, sur un Juif de trente-sept ans, dans un état de santé satisfaisant. La respiration a continué pendant 30 minutes. Au bout de 4 minutes le sujet a commencé à transpirer et à agiter la tête. Au bout de 5 minutes, apparition de spasmes; entre la 5^e et la 10^e minute, la respiration s'est accélérée, le sujet perdant conscience. De la 11^e à la 13^e minute, la respiration s'est ralentie jusqu'à trois aspirations par minute, pour cesser complètement à la fin de cette période... Environ une heure après que le sujet eut cessé de respirer, on a procédé à l'autopsie (81).

Un détenu autrichien, Anton Pacholegg, qui travailla dans le service du docteur Rascher, a décrit les « expériences » d'une manière moins scientifique :

J'ai moi-même suivi les expériences à travers le hublot de la chambre de décompression. J'ai vu les prisonniers subir les effets du vide progressif jusqu'à ce que leurs poumons éclatent... Ils devenaient fous et s'arrachaient les cheveux dans un suprême effort pour soulager

la pression. Ils se griffaient la tête et le visage avec les doigts et les ongles. Ils frappaient les murs avec leurs mains et leur tête et criaient pour atténuer l'effet de la pression sur leurs tympans. D'ordinaire, ces essais se terminaient par la mort du sujet (82).

Deux cents prisonniers environ furent soumis à cette expérience avant que le docteur Rascher l'eût terminée. Selon les témoignages recueillis au cours du « procès des médecins », 80 personnes environ y trouvèrent la mort; les autres furent exécutées par la suite, pour les empêcher de parler.

Ce projet de recherches prit fin en mai 1942; à cette date, le feld-maréchal Erhard Milch transmit à Himmler les « remerciements de Goering pour les expériences fondamentales du docteur Rascher ». Un peu plus tard, le 10 octobre 1942, le lieutenant-général docteur Hippke, médecin inspecteur de la Luftwaffe, présenta à Himmler « au nom de la médecine et de la recherche aéronautique allemande » sa « respectueuse gratitude » pour les « expériences de Dachau ».

Toutefois, elles comportaient, selon lui, une omission. On n'avait pas tenu compte du froid extrême qu'un aviateur affronte à de hautes altitudes. Il informait Himmler que, pour pallier cette omission, la Luftwaffe faisait construire une chambre de décompression « équipée d'une réfrigération complète et représentant une altitude nominale de 100 000 pieds. « Des expériences de refroidissement par des méthodes diverses sont encore actuellement en cours à Dachau (83). »

En effet, elles l'étaient. Et, de nouveau, le docteur Rascher en était le promoteur. Mais certains de ses collègues s'inquiétaient. Était-il vraiment conforme à l'esprit chrétien de se livrer à de telles expériences? Apparemment, quelques médecins allemands de la Luftwaffe

commençaient à avoir des doutes à ce sujet. Quand Himmler l'apprit, il entra dans une violente fureur et, sans attendre, il écrivit au feld-maréchal Milch pour protester contre les difficultés soulevées dans les milieux de l'aviation par les « cercles médicaux chrétiens ».

Il pria le chef d'état-major de la Luftwaffe de libérer Rascher du service médical de l'aviation, afin qu'il puisse être affecté à celui des S.S. Il lui conseilla de trouver un « médecin non chrétien qui se contenterait d'être un bon savant », pour lui confier la succession du docteur Rascher. Cela dit, Himmler précisait qu'il

assumait personnellement la responsabilité de fournir des individus asociaux et des criminels internés dans les camps de concentration et qui méritent seulement de mourir pour ces expériences.

Les « expériences de refroidissement » du docteur Rascher étaient de deux sortes. Premièrement : étudier le degré de froid que peut supporter un homme sans mourir; deuxièmement : trouver les meilleures méthodes pour réchauffer un individu qui vit encore après avoir été soumis à un froid intense. On choisit deux méthodes de refroidissement : immersion dans une cuve d'eau glacée, exposition dans la neige, complètement nu, par une nuit d'hiver. Les rapports que Rascher adressa à Himmler sur ses expériences de « refroidissement » et de « réchauffement » constituent un dossier volumineux ; un exemple ou deux suffiront à en donner le ton. Un des premiers date du 10 septembre 1942.

Les sujets furent immergés dans l'eau avec leur équipement complet de vol... serre-tête compris. Une ceinture de sauvetage les maintenait à flot. La température de l'eau variait de 2° à 11°. Au cours des premières expériences, le cervelet et la nuque sortaient de l'eau. Au cours

des autres séries d'expériences, la nuque et le cervelet furent immergés. On a enregistré électriquement des températures de l'ordre de 26°,5 dans l'estomac et de 26°,6 dans le rectum. La mort ne survenait que lorsque la moelle et le cervelet étaient atteints par le froid.

A l'autopsie, on trouvait toujours une grande quantité de sang à l'intérieur de la boîte crânienne, jusqu'à un litre et demi. La cavité droite du cœur présentait une très forte dilatation. Au cours de ces expériences, les sujets mouraient inévitablement dès que leur température tombait à 28°, cela en dépit de toutes les tentatives faites pour les ranimer. Les constatations faites au cours des autopsies montrent clairement combien il est important de prévoir pour la combinaison de vol actuellement en cours d'expérience une protection chauffante pour la tête et la nuque (84).

Le docteur Rascher joignait un tableau portant sur six « cas mortels » et indiquant la température de l'eau, la température du corps à la sortie de l'eau, sa température au moment du décès, la durée du séjour dans l'eau et le temps que le sujet avait mis à mourir. L'homme le plus résistant avait séjourné 100 minutes dans l'eau glacée; le moins résistant, 53 minutes.

Walter Neff, un détenu qui servait d'infirmier au docteur Rascher, donna au « procès des médecins » une description moins technique d'une de ces expériences :

Ce fut la pire expérience jamais tentée. On amena deux officiers russes. Rascher les fit se déshabiller et les obligea à descendre nus dans la cuve. Une heure s'écoula, puis une autre; alors qu'habituellement le froid faisait perdre conscience aux sujets au bout de 60 minutes au maximum, les deux hommes réagissaient encore au bout de deux heures et demie. Tous les appels adressés à Rascher pour qu'il les anesthésie demeurèrent sans effet. Vers la troisième heure, un des Russes dit à l'autre : « Camarade, je t'en prie, demande à l'officier de nous tuer! » L'autre répondit qu'il n'attendait aucune pitié de ce chien de fasciste. Tous deux se serrèrent la main en se disant « Adieu, camarade » ...

Un jeune Polonais traduisit ces mots à Rascher, non sans en modifier quelque peu la forme. Rascher se rendit dans son bureau. Le jeune Polonais tenta aussitôt de chloroformer les deux victimes, mais Rascher revint aussitôt en nous menaçant de son fusil... L'expérience dura cinq heures avant que la mort survînt (85).

Le médecin responsable en titre de ces premières expériences de refroidissement par l'eau était un certain docteur Holzloehner, professeur de médecine à l'Université de Kiel, assisté par le docteur Finke. Après avoir travaillé deux mois avec Rascher, ils pensèrent avoir épuisé les diverses possibilités d'expériences. En conséquence, les trois médecins rédigèrent à l'intention des services de l'Air un rapport ultra-confidentiel de trente-deux pages, intitulé : « Expériences de Refroidissement sur des êtres humains », et ils organisèrent une réunion de savants allemands à Nuremberg les 26 et 27 octobre 1942, afin de leur communiquer leurs découvertes.

Selon les témoignages apportés au « procès des médecins », quatre-vingt-quinze savants allemands, comprenant quelques-uns des hommes les plus éminents dans ce domaine, y participaient et, bien que les trois médecins n'aient pas laissé de doute sur le fait que ces expériences avaient coûté la vie à bon nombre d'êtres humains, cela ne souleva aucune question, aucune protestation.

Le professeur Holzloehner* et le docteur Finke abandonnèrent les recherches vers ce moment-là, mais le persévérant docteur Rascher continua seul, d'octobre 1942 à mai 1943. Il désirait, entre autres choses, poursuivre ses expériences sur ce qu'il appelait le « refroidissement à sec ».

* *Le professeur Holzloehner avait peut-être mauvaise conscience. Arrêté par les Anglais, il se suicida après son premier interrogatoire.*

Auschwitz, écrivait-il à Himmler, convient infiniment mieux à ce genre d'expériences

que Dachau parce qu'il y fait plus froid et qu'en raison des dimensions de son terrain les expériences provoquent moins d'agitation dans le camp.

On ne put pourtant répondre à son souhait, aussi le docteur Rascher se résigna-t-il à poursuivre ses travaux à Dachau.

Dieu merci (écrivait-il à Himmler au début du printemps 1943), nous avons eu une brève période de froid. Quelques sujets sont restés en plein air quatorze heures de suite par une température de - 6°; ils ont atteint une température intérieure de 25°, avec gelure périphérique (86)...

Au « procès des médecins », le témoin Neff fournit de nouveau une description des expériences de « refroidissement à sec » faites par son chef.

Un soir, on plaça dehors, sur un brancard, un prisonnier complètement nu. Il était recouvert d'un drap et, toutes les heures, on versait sur lui un seau d'eau froide. Le sujet resta ainsi étendu en plein air jusqu'au matin. On prenait périodiquement sa température.

Par la suite, le docteur Rascher déclara que c'était une erreur de couvrir le sujet avec un drap et de l'arroser d'eau... A l'avenir, il ne fallait plus couvrir les sujets. L'expérience suivante fut faite sur dix prisonniers, exposés à tour de rôle, complètement nus.

Tandis que les prisonniers gelaient lentement, le docteur Rascher ou son assistant notait les températures, l'état du cœur, la respiration, etc... Les cris de souffrance des malheureux déchiraient souvent la nuit.

Au début (expliqua Neff au tribunal) Rascher défendit que ces épreuves eussent lieu sous anesthésie. Mais les sujets faisaient un tel tapage que Rascher ne put continuer ces expériences sans anesthésie (87).

Par un soir d'hiver, on laissait mourir les sujets — puisque Himmler avait dit qu'ils le méritaient — dans les cuves d'eau glacée ou étendus nus sur le sol à l'extérieur des baraques de Dachau. S'ils survivaient, on les tuait sans tarder. Mais les braves aviateurs et marins au bénéfice desquels on poursuivait en apparence ces expériences et qui étaient susceptibles de se retrouver dans les eaux glacées de l'océan Arctique ou perdus dans quelque espace glacé au-dessus du Cercle Arctique, en Norvège, en Finlande ou au nord de la Russie, devaient être si possible sauvés. L'inimitable docteur Rascher décida donc d'essayer sur ses cobayes humains de Dachau ce qu'il appelait des « expériences de réchauffement ».

Quelle était la meilleure méthode pour réchauffer un homme gelé et lui sauver peut-être la vie? Heinrich Himmler, jamais en retard pour proposer des solutions à ses « savants », suggéra à Rascher d'essayer le réchauffement, par la « chaleur animale ». Au premier abord, cette idée ne dit pas grand-chose au médecin. « Le réchauffement par la chaleur animale — corps d'animaux ou de femmes — est beaucoup trop lent », écrivit-il au chef des S.S. Mais Himmler le relança :

Je suis très curieux (écrivait-il à Rascher) de savoir ce que donneraient les expériences de réchauffement par la chaleur animale. Personnellement, je crois qu'elles peuvent donner les meilleurs résultats.

Bien que sceptique, le docteur Rascher n'était pas homme à ignorer une suggestion émanant du Führer des S.S. Il se lança donc rapidement dans une série d'« expériences » grotesques, dont il laissa des comptes rendus pour la postérité, en n'omettant aucun détail morbide. On lui envoya à Dachau 4 détenues du camp de concentration de Ravensbrück,

réservé aux femmes. Quelque chose, chez l'une d'elles, troubla le médecin (on les avait classées comme prostituées) et il en avisa ses supérieurs.

Une des femmes désignées présentait des caractéristiques raciales typiquement nordiques... Je lui ai demandé pourquoi elle s'était proposée comme volontaire pour le bordel et elle m'a répondu : « Pour sortir du camp de concentration. » Comme je lui rétorquais qu'il était honteux de se proposer comme prostituée, je m'attirai cette réponse : « Mieux vaut six mois dans un bordel que six mois dans un camp de concentration... »

Ma conscience raciale se révolte à l'idée de livrer à des éléments concentrationnaires racialement inférieurs une jeune fille qui est aussi évidemment une pure Nordique... C'est pourquoi je refuse d'employer cette jeune fille pour mes expériences (88).

Mais il en utilisait d'autres, dont les cheveux étaient moins blonds et les yeux moins bleus. Le 12 février 1942, il rendit compte de ses observations à Himmler dans un rapport portant la mention « confidentiel (89) ».

Les sujets ont été refroidis suivant la méthode habituelle — habillés ou nus — dans de l'eau froide à des températures variées... On les a retirés de l'eau lorsque leur température rectale a atteint 30°.

Dans huit cas, on a placé les sujets sur un grand lit, entre deux femmes nues. On a enjoint aux femmes de se serrer le plus possible contre le sujet gelé. Puis on les a recouverts tous trois de couvertures...

Une fois que les sujets avaient repris conscience, ils ne s'évanouissaient plus. Comprenant la situation, ils se blottissaient contre les corps nus des femmes. La température de leurs corps s'élevait ensuite, approximativement, à la même vitesse que chez les sujets réchauffés au moyen de couvertures... Une exception a été toutefois constatée sur quatre sujets, qui pratiquèrent des relations sexuelles à une température située entre 30° et 32°. Chez ces sujets, aussitôt après le coït, une montée de température rapide se produisit, comparable à celle que l'on obtient en les plongeant dans un bain d'eau chaude.

A sa grande surprise, le docteur Rascher découvrit qu'une seule

femme réchauffait plus vite un homme gelé que deux femmes...

J'attribue cela au fait que dans le premier cas on évite des inhibitions : la femme se serre plus étroitement contre la personne gelée. Dans ce cas aussi, le retour à la pleine conscience s'est opéré remarquablement vite. Un seul sujet n'a pas repris conscience, et on n'a noté qu'un très faible degré de réchauffement. Ce sujet est mort en présentant des symptômes d'hémorragie crânienne, ce que devait confirmer l'autopsie.

Pour résumer, cet infâme meurtrier concluait que le réchauffement d'un homme « gelé » à l'aide de femmes « progresse très lentement » et que les bains chauds sont plus efficaces.

Seuls les sujets à qui leur état physique permet des relations sexuelles se réchauffent étonnamment vite et retrouvent avec une rapidité surprenante leur bien-être physique.

Selon les dépositions des témoins au « procès des médecins », quelque 400 expériences de « refroidissement » furent conduites sur 300 personnes; sur ce nombre 80 à 90 moururent sur-le-champ et les autres, à l'exception d'un très petit nombre, furent supprimées, quelques-unes étant devenues folles. Mais le docteur Rascher lui-même ne put témoigner à son procès. Il poursuivit ses travaux meurtriers, se livrant à de nouvelles recherches, trop nombreuses pour les citer toutes, jusqu'en mai 1944, date où il fut arrêté avec sa femme par les S.S., non pour s'être livré à des « expériences » criminelles, semble-t-il, mais pour avoir menti sur la façon dont leurs enfants étaient venus au monde.

Himmler, qui vénérât tant les mères allemandes, ne pouvait admettre une telle fourberie. Il avait sincèrement cru que Frau Rascher avait commencé à avoir des enfants à l'âge de quarante-huit ans, et il fut outré en

apprenant qu'elle les avait tout bonnement volés. Le docteur Rascher fut donc incarcéré parmi les détenus politiques du camp de Dachau qui lui était si familier, et sa femme fut expédiée à Ravensbrück, où le docteur s'était procuré les prostituées nécessaires à ses expériences de « réchauffement ». Aucun d'eux ne survécut ; on croit qu'un des derniers actes de la vie d'Himmler fut d'ordonner leur exécution.

Un certain nombre de témoins de ce genre survécurent pour affronter leur jugement. Sept d'entre eux furent condamnés à mort et pendus. Ils défendirent jusqu'au bout leurs expériences criminelles en affirmant qu'il s'agissait d'actes patriotiques qui avaient servi leur pays. Le docteur Herta Oberheuser, seule femme accusée au « Procès des Médecins », fut condamnée à vingt ans de prison. Elle avait reconnu avoir fait des piqûres mortelles à « 5 ou 6 » Polonaises parmi les centaines qui subirent d'atroces tortures au cours des « expériences » variées faites à Ravensbrück.

Un certain nombre de médecins, tels que le fameux Pokorny qui avait voulu stériliser des millions d'ennemis, furent acquittés. Quelques-uns, peu nombreux, exprimèrent des remords. Au cours d'un second procès, où l'on jugea des médecins subalternes, le docteur Edwin Katzenellenbogen, ancien membre de la faculté de l'école médicale de Harvard, demanda à la Cour de le condamner à mort : « Vous m'avez mis sur le front la marque de Caïn, s'exclama-t-il. Un médecin qui aurait commis les crimes dont on m'accuse mérite d'être tué... » On le condamna à la prison à vie (90).

Vers le milieu de la guerre, un premier châtement vint frapper les maîtres criminels de l'Ordre nouveau, coupables d'avoir décimé les nations conquises : Reinhard Heydrich, chef de la Sûreté et de la S.D., chef adjoint de la Gestapo, policier diabolique au long nez et au regard d'acier, ce génie de la « solution définitive », Heydrich-le-Bourreau, comme on l'avait surnommé dans les territoires occupés, trouva une mort violente.

Assoiffé de pouvoir, intrigant en secret pour évincer son chef Himmler, il s'était fait nommer, en plus de ses autres fonctions, Protecteur par intérim de la Bohême et de la Moravie. L'ex-protecteur, le pauvre vieux Neurath, avait été mis en congé de maladie illimité par Hitler en septembre 1941, et Heydrich l'avait remplacé sur l'ancien trône des rois de Bohême au Hradschin, le château de Prague. Pas pour longtemps, toutefois.

Dans la matinée du 29 mai 1942, alors qu'il se rendait, dans sa Mercedes découverte, de sa maison de campagne au Hradschin, une bombe d'origine anglaise fut lancée sur lui. Elle fit voler sa voiture en éclats et lui brisa la colonne vertébrale. Elle avait été jetée par deux Tchèques, Jan Kubis et Josef Gabeik, de l'armée libre tchécoslovaque formée en Angleterre et qui, tous deux, avaient été parachutés par la R.A.F. Bien équipés pour leur mission, ils s'échappèrent grâce à un écran de fumée et trouvèrent refuge auprès des prêtres de l'église Saint-Charles-Borromée, à Prague.

Heydrich mourut de ses blessures le 4 juin, et une véritable hécatombe s'ensuivit, car les Allemands vengèrent sauvagement, selon les

anciens rites teutoniques, la mort de leur héros. D'après un rapport de la Gestapo, 1 331 Tchèques, dont 201 femmes, furent exécutés sur-le-champ (91). Les coupables, ainsi que 120 membres de la Résistance tchèque qui se cachaient dans l'église Saint-Charles-Borromée, furent assiégés par les S.S. et tués jusqu'au dernier*.

* D'après Schellenberg, qui était là, la Gestapo ne sut jamais que les vrais coupables se trouvaient dans l'église parmi les morts. (Schellenberg, *Le Labyrinthe*, p. 292.)

Mais ce furent les Juifs qui payèrent le plus cher ce défi à la race supérieure. Trois mille d'entre eux furent arrachés au ghetto « privilégié » de Theresienstadt pour être exterminés. Le jour même de l'attentat, Goebbels fit arrêter 500 Juifs sur le petit nombre laissé en liberté à Berlin, et, le jour de la mort de Heydrich, 152 furent exécutés à titre de « représailles ».

Mais de toutes les suites qu'entraîna la mort de Heydrich, celle qui, sans doute, demeurera le plus longtemps dans la mémoire du monde civilisé est le drame dont le petit village de Lidice fut le théâtre. Lidice est une bourgade proche de la cité minière de Kladno, située non loin de Prague. Cette paisible petite localité fut le théâtre de scènes d'une sauvagerie inouïe.

Le matin du 9 juin 1942, dix camions chargés d'hommes de la police de Sécurité allemande, placés sous le commandement du capitaine Max Rostock*, arrivaient à Lidice et entouraient le village. Défense fut faite à tous les habitants de quitter les lieux, mais ceux qui se trouvaient absents du village purent y rentrer. Pris de panique, un jeune garçon de douze ans tenta de s'enfuir. Il fut abattu. Une paysanne courut vers les champs

proches. On la tua d'une balle dans le dos. Toute la population masculine du village fut enfermée dans les granges, les étables et le cellier d'un fermier du nom de Horak, qui était également maire du pays.

* *Pendu à Prague au mois d'août 1951.*

Le lendemain, de l'aube à quatre heures de l'après-midi, on les emmena dans le jardin situé derrière la grange par groupes de dix, et ils furent fusillés par les pelotons d'exécution de la police de Sécurité. Au total, 172 hommes et jeunes gens au-dessus de seize ans furent ainsi exécutés. En outre, 19 résidents du sexe masculin qui travaillaient dans les mines de Kladno au moment du massacre furent arrêtés par la suite et expédiés à Prague.

Sept femmes arrêtées à Lidice furent emmenées à Prague, où elles furent exécutées. Toutes les autres femmes de ce village, au nombre de 195, furent transportées au camp de concentration de Ravensbrück, en Allemagne, où 7 furent gazées, 3 « disparurent » et 47 moururent des suites des mauvais traitements. Quatre femmes sur le point d'accoucher furent d'abord conduites à la maternité de Prague, où leurs enfants nouveau-nés furent assassinés, puis on les expédia à Ravensbrück.

Il restait aux Allemands à disposer des enfants de Lidice dont les pères étaient morts et les mères en prison. On doit reconnaître qu'ils ne les fusillèrent pas, même pas les enfants mâles. On les conduisit au camp de concentration de Gneisenau. Ils étaient 90 en tout et, sur ce nombre, les nazis, après les avoir fait examiner par les experts raciaux d'Himmler, en choisirent 7 âgés de moins d'un an, pour les envoyer en Allemagne et les faire élever sous des noms allemands. Par la suite, on fit de même pour les

autres.

« Toute trace de ces enfants a été perdue », conclut le gouvernement tchécoslovaque dans le rapport officiel qu'il rédigea sur l'affaire de Lidice à l'intention du tribunal de Nuremberg.

Heureusement, on devait en retrouver quelques-uns. Je me souviens avoir lu en automne 1945 les pitoyables appels des mères rescapées, implorant le peuple allemand de les aider à retrouver leurs enfants et de les renvoyer dans leur « foyers* ». Lidice fut effacée de la surface de la terre. Lorsque les hommes eurent été massacrés, les enfants enlevés, la Police de Sécurité mit le feu au village, dynamita les ruines et nivela le tout.

** Le 2 avril 1947, l'U.N.R.R.A. annonçait que l'on en avait retrouvé 17 en Bavière et qu'ils avaient été rendus à leurs familles.*

Bien que Lidice demeure l'exemple le plus célèbre de la sauvagerie nazie, il ne fut pas le seul village des territoires occupés par les nazis à connaître une fin aussi barbare. Il y en eut un autre en Tchécoslovaquie : Lezhaky, et plusieurs en Pologne, en Russie, en Grèce et en Yougoslavie. Même à l'Ouest, où l'Ordre nouveau se montrait relativement moins meurtrier, l'exemple de Lidice fut répété par les Allemands; toutefois, dans la majorité des cas, comme à Televaag en Norvège, les hommes, les femmes et les enfants furent simplement déportés dans des camps de concentration différents et chaque village fut entièrement rasé.

Le 10 juin 1944, cependant, deux ans après le massacre de Lidice, le petit village français d'Oradour-sur-Glane, près de Limoges, dut payer un terrible tribut en vies humaines. Un détachement de la division S.S. *Das Reich*, qui avait acquis en Russie une réputation de férocité, encercla le

village et ordonna à ses habitants de se rassembler sur la grand-place. Là, le commandant leur déclara que les Allemands avaient appris que des explosifs se trouvaient cachés dans le village; on allait en conséquence procéder à une fouille et à la vérification des cartes d'identité. Sur quoi toute la population, soit 652 personnes, fut enfermée.

On parqua les hommes dans les granges, les femmes et les enfants dans l'église. Puis les S.S. mirent le feu au village. Cela fait, les soldats s'occupèrent des habitants. Dans les granges, les hommes qui n'avaient pas péri dans les flammes furent tués à la mitraillette. Dans l'église, les femmes et les enfants furent abattus et ceux qui n'avaient pas été tués furent brûlés vifs, les soldats ayant mis le feu à l'église.

Trois jours plus tard, l'évêque de Limoges retrouva les corps calcinés de 15 enfants entassés derrière l'autel détruit par les flammes.

Neuf ans plus tard, en 1953, un tribunal militaire français constata que 642 habitants — 245 femmes, 207 enfants et 190 hommes — avaient péri au cours du massacre d'Oradour. Dix seulement survécurent. Grièvement blessés, ils avaient fait semblant d'être morts, sauvant ainsi leur vie*.

** Vingt membres du détachement S.S. furent condamnés à mort par ce tribunal, mais deux seulement furent exécutés; les 18 autres virent leurs sentences commuées en peines d'emprisonnement allant de cinq à douze ans. Le commandant de la Division Das Reich, le général S.S. Heinz Lammerding, fut condamné à mort par contumace. A ma connaissance on ne l'a pas encore retrouvé. L'officier qui commandait le détachement à Oradour, le commandant Otto Dickmann, fut tué au combat, en Normandie, quelques jours plus tard.*

De même que Lidice, Oradour ne devait jamais être reconstruit. Ses ruines demeurent comme un monument pour rappeler l'avènement de l'Ordre nouveau hitlérien en Europe. La carcasse brûlée de l'église se dresse

au-dessus de la campagne paisible comme un rappel de ce beau jour d'été où, soudain, le village et ses habitants cessèrent de vivre. Là où se trouvait une fenêtre, une petite pancarte indique : « Madame Rouffance, seule survivante de l'église, s'échappa à travers cette fenêtre. » Devant, on voit un petit Christ cloué sur une croix rouillée.

Tels furent les débuts de l'Ordre nouveau d'Hitler, tel fut le début de l'Empire des brigands nazis en Europe. Heureusement pour l'humanité, il fut détruit au berceau non pas par une révolte du peuple allemand contre un retour à la barbarie, mais par la défaite des armées allemandes et la chute du Troisième Reich, dont il nous reste maintenant à retracer la fin.

LA CHUTE DE MUSSOLINI

PENDANT trois années de guerre consécutives, lorsque venait l'été, c'étaient les Allemands qui lançaient les grandes offensives sur le Continent européen. En cette année 1943, la situation se retourna.

Après la défaite en Tunisie, au début de mai, des forces de l'Axe, totalisant ce qui restait, en Afrique du Nord, d'une armée jadis puissante, il devint évident que les armées anglo-américaines du général Eisenhower allaient s'attaquer à l'Italie. Ce cauchemar avait hanté Mussolini en septembre 1939 et avait retardé l'entrée en guerre de l'Italie jusqu'au moment où sa voisine, la France, avait été vaincue par les Allemands, tandis que le corps expéditionnaire anglais était repoussé au-delà de la Manche. Le cauchemar recommençait, mais cette fois il prenait corps.

Mussolini lui-même était malade et déçu; il avait peur. Le défaitisme sévissait parmi son peuple et parmi ses soldats. Milan et Turin avaient été le théâtre de grèves massives, les travailleurs affamés avaient manifesté aux cris de « Pain, paix et liberté ». Le régime fasciste, discrédité et corrompu, s'effritait à vive allure et lorsque, au début de l'année, le comte Ciano fut relevé de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères et nommé ambassadeur, auprès du Vatican, les Allemands soupçonnèrent qu'on l'y avait envoyé pour tenter de négocier une paix séparée avec les Alliés, ainsi que le réclamait avec insistance le dictateur roumain Antonescu.

Depuis plusieurs mois, Mussolini pressait Hitler de conclure la paix avec Staline, ce qui lui aurait permis de ramener ses armées à l'Ouest pour

créer avec les Italiens un nouveau front défensif rendu nécessaire par la menace grandissante des forces anglo-américaines en Méditerranée et de celles qui, croyait-il, s'assemblaient en Angleterre en vue d'une invasion par la Manche. Hitler comprit que le moment était venu d'avoir un entretien avec Mussolini afin de remonter le moral chancelant de son partenaire et de le remettre dans le droit chemin. La rencontre eut lieu le 7 avril 1943, à Salzbourg ; le Duce, qui était arrivé fermement décidé à faire prévaloir sa volonté — ou du moins à se faire entendre, — finit, une fois de plus, par succomber sous le flot de paroles du Führer. Hitler raconta ensuite son succès à Goebbels qui le nota dans son journal :

En y mettant toute son énergie, il parvint à remettre Mussolini sur la bonne voie... Le Duce opéra un retournement complet... En le voyant descendre du train à son arrivée, le Führer s'était dit qu'il avait l'air d'un vieil homme brisé; quand il est reparti (au bout de quatre jours) il était dans une forme parfaite — prêt à entreprendre n'importe quoi (1).

Mais, en réalité, Mussolini n'était pas prêt pour les événements qui, maintenant, se précipitaient. La conquête de la Tunisie par les Alliés, en mai, fut suivie par les débarquements anglo-américains en Sicile le 10 juillet. Les Italiens n'aiment guère combattre sur leur propre territoire. Bientôt des rapports parvinrent à Hitler lui signalant que l'armée italienne était « en état d'effondrement moral », ainsi qu'il le dit à ses conseillers de l'O.K.W.

Seules des mesures féroces (déclara Hitler lors d'un conseil de guerre qui se tint le 17 juillet) semblables à celles qui furent appliquées par Staline en 1941 ou par les Français en 1917 peuvent sauver la nation. Il faudrait installer en Italie une sorte de tribunal ou de cour martiale pour supprimer les éléments indésirables (2).

De nouveau, il convoqua Mussolini pour en discuter; l'entretien eut lieu le 19 juillet à Feltre, dans le Nord de l'Italie. C'était la treizième conférence qui réunissait les deux dictateurs, et elle suivit le même cours que les précédentes. Hitler parla tout le temps, tandis que Mussolini écoutait — trois heures avant le déjeuner et deux heures après. Sans grand succès, le Führer tenta de remonter le moral de son ami et allié. Il leur fallait continuer à mener la lutte sur tous les fronts. Ils n'avaient pas le droit de laisser à « une autre génération » le soin d'accomplir leur tâche. La « voix de l'Histoire » les appelait encore. Si les Italiens combattaient, on pouvait tenir la Sicile et l'Italie. Des renforts allemands seraient envoyés pour les appuyer. Un nouveau type de sous-marin allait bientôt entrer en action. Ce serait pour les Anglais un véritable « Stalingrad ».

En dépit des promesses d'Hitler et de ses fanfaronnades, le docteur Schmidt trouva l'atmosphère très déprimante. Mussolini était à ce point épuisé qu'il ne pouvait plus suivre les tirades de son ami et, à la fin, il demanda à Schmidt de lui passer les notes qu'il avait prises. Le désespoir du Duce s'accrut encore lorsque, au cours de l'entretien, on lui remit des rapports sur la première attaque massive faite par les bombardiers alliés contre Rome (3).

Benito Mussolini, las, vieilli, encore qu'il n'eût guère que la soixantaine, se trouvait au bout de son rouleau, après s'être pavané sur le théâtre européen pendant vingt ans. Quand il revint à Rome, ce fut pour trouver quelque chose de pire que les suites du premier bombardement massif. Il dut affronter la rébellion de quelques-uns de ses plus proches partisans dans la hiérarchie du Parti fasciste, et même celle de son gendre

Ciano. Et, derrière cette avant-garde, un cercle plus vaste remontant jusqu'au roi complotait pour se débarrasser de lui.

Les chefs fascistes rebelles, menés par Dino Grandi, Giuseppe Bottai et Ciano, demandèrent la convocation du Grand Conseil fasciste, qui ne s'était pas réuni depuis décembre 1939 et n'avait guère été jusque-là qu'un organisme-tampon dans la main du Duce. Ce conseil se tint dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943, et pour la première fois de sa carrière de dictateur, Mussolini fut l'objet de violentes critiques pour avoir mené le pays au désastre. Par 19 voix contre 8, on vota une résolution demandant le retour à une monarchie constitutionnelle, appuyée sur un parlement démocratique. Elle réclamait aussi que le commandement des forces armées fût totalement remis au roi.

A l'exception peut-être de Grandi, les rebelles fascistes ne semblent pas avoir eu la moindre idée d'aller plus loin. Mais il existait un second complot, plus important, comprenant certains généraux et le roi. Mussolini lui-même crut apparemment qu'il avait calmé la tempête. Après tout, c'était le Duce qui prenait les décisions en Italie, et non un vote majoritaire du Grand Conseil. Il fut donc très surpris quand, le soir du 25 juillet, il fut convoqué au Palais par le roi, sommairement relevé de ses fonctions et conduit, sous mandat d'arrêt, en ambulance, jusqu'à un poste de police*.

* « Je n'avais pas eu le moindre soupçon », devait écrire plus tard Mussolini, en décrivant l'état d'esprit dans lequel il s'était rendu à la convocation du roi. Victor-Emmanuel le ramena bien vite sur terre.

« Mon cher Duce, aurait-il dit à Mussolini, cela ne va plus... L'Italie s'en va en morceaux... les soldats ne veulent plus combattre... En ce moment, vous êtes l'homme le plus haï de toute l'Italie...

— Vous prenez là une décision extrêmement grave », aurait répondu Mussolini.

Mais, d'après son récit même, il fit peu d'efforts pour inciter le monarque à changer d'idée. Il termina en souhaitant bonne chance à son successeur... (Mussolini, Mémoires, 1942-1943, pp. 80-81.)

Ainsi tomba ignominieusement le César des temps modernes, ce fanfaron du XXe siècle qui avait su profiter de la confusion et du désespoir de l'époque, mais qui, sous une façade clinquante, n'était guère fait que de vent. Il n'était pas inintelligent. Il avait beaucoup lu, surtout des ouvrages d'Histoire, et il croyait en avoir compris la leçon, mais, en tant que dictateur, il avait commis l'erreur fatale de vouloir faire une grande puissance impériale et militaire d'un pays qui manquait des ressources industrielles nécessaires, et dont la population, à l'opposé de celle de l'Allemagne, était trop civilisée, trop sophistiquée et trop positive à la fois pour se laisser attirer par de fausses ambitions. Au contraire des Allemands, jamais le peuple italien n'avait été fasciste au fond de son cœur. Il avait simplement supporté ce régime comme un mauvais moment à passer. D'ailleurs, il semble que, vers la fin, Mussolini s'en soit rendu compte.

Mais, comme tous les dictateurs, il s'était laissé emporter par son appétit de pouvoir, et, ainsi qu'il arrive inévitablement, cet appétit l'avait corrompu, corrodant son esprit et empoisonnant son jugement. Cela devait l'amener à commettre sa seconde et fatale erreur, celle de lier sa fortune et celle de l'Italie au Troisième Reich. Quand le glas se mit à sonner pour l'Allemagne d'Hitler, il se mit à sonner également pour l'Italie de Mussolini et, lorsque vint l'été 1943, le dictateur italien l'entendit. Mais il ne pouvait plus rien tenter pour échapper à son destin. Il était le prisonnier d'Hitler.

Pas un seul coup de fusil ne fut tiré pour le sauver — pas même par la Milice fasciste. Pas une seule voix ne s'éleva pour le défendre. Personne ne parut se soucier de la manière humiliante dont il était parti, chassé par le roi et conduit en prison dans une ambulance. Au contraire, chacun se réjouit de sa chute. Le Fascisme lui-même s'effondra aussi aisément que son fondateur. Le maréchal Pietro Badoglio forma un gouvernement neutre composé de généraux et de fonctionnaires, le Parti fasciste fut dissous, les fascistes occupant des postes clefs furent relevés de leurs fonctions et les antifascistes libérés de prison.

On peut imaginer la réaction d'Hitler quand il apprit à son quartier général la chute de Mussolini — mais cet effort n'est même pas nécessaire, car de volumineux rapports confidentiels sont là pour nous l'apprendre. Le choc fut brutal. Même pour un nazi, certains parallèles étaient des plus évidents, et la pensée que Rome eût ainsi créé un terrible précédent inquiéta grandement le docteur Goebbels, convoqué d'urgence au quartier général de Rastenburg le 26 juillet. Pour commencer, le ministre de la Propagande, ainsi que nous le révèle son journal, se demanda comment il allait expliquer le renvoi de Mussolini au peuple allemand. Il décida que, provisoirement, le mieux était de lui dire que le Duce avait démissionné « pour raisons de santé ».

La connaissance de ces événements (écrit-il dans son journal) serait susceptible d'encourager certains éléments subversifs en Allemagne; ils croiraient possible de faire ici ce que Badoglio et ses partisans ont accompli à Rome. Le Führer a donné à Himmler l'ordre de veiller à ce que les mesures de police les plus sévères fussent appliquées au cas où un danger de cette sorte semblerait imminent.

Toutefois, ajoutait Goebbels, Hitler ne pensait pas que le danger fût

menaçant en Allemagne. Le ministre de la Propagande lui assura que le peuple allemand ne « considérerait pas la crise romaine comme un précédent ».

Bien que le Führer eût décelé des signes de faiblesse chez Mussolini lors de l'entretien qui s'était déroulé quelques jours plus tôt, il fut absolument pris au dépourvu quand les nouvelles de Rome commencèrent à arriver au G.Q.G., dans l'après-midi du 25 juillet. On apprit d'abord que le Grand Conseil fasciste s'était réuni, et Hitler se demanda pourquoi : « Quelle peut bien être l'utilité de conseils de ce genre? demanda-t-il. Que font-ils, sinon jacasser? »

Ce même soir, ses pires craintes se confirmèrent. « Le Duce a donné sa démission, annonça-t-il à ses conseillers militaires stupéfaits, au cours d'une conférence qui commença à vingt et une heures trente. Badoglio, notre ennemi le plus acharné, s'est emparé du gouvernement. »

Ce fut l'une des dernières fois qu'Hitler réagit à ces nouvelles avec le sang-froid, la clarté de jugement avec lesquels il affrontait les crises à l'époque de ses succès. Quand le général Jodl le pressa d'attendre des rapports plus complets venant de Rome, il lui coupa brusquement la parole.

Certainement (dit-il), mais cela n'empêche pas qu'il nous faille dresser des plans. Sans nul doute, dans leur trahison, ils vont proclamer qu'ils resteront loyaux envers nous, mais ce sera encore une trahison. Il est bien évident qu'ils ne resteront pas loyaux... Bien qu'untel (Badoglio) ait déclaré son intention de poursuivre la guerre, cela n'y changera rien. Ils sont bien obligés de le dire, mais cela n'en reste pas moins une trahison. Nous allons jouer leur jeu, tout en faisant le nécessaire pour prendre toute l'équipe d'un seul coup de filet et capturer toute cette racaille.

Telle fut la première pensée d'Hitler : s'emparer de ceux qui avaient renversé Mussolini et restituer le pouvoir au Duce.

Dès demain (poursuivit-il), je vais envoyer un homme là-bas avec des ordres à remettre au commandant de la 3e Division de Panzer-Grenadiers, lui enjoignant de se diriger sur Rome à la tête d'un détachement spécial et d'arrêter tout le gouvernement. Le roi, le prince héritier et toute la bande, immédiatement, puis Badoglio et son équipe. Ensuite, on les laissera mijoter, et, d'ici deux ou trois jours, il y aura un autre coup.

Hitler se tourna vers le chef des opérations de l'O.K.W.

HITLER : Jodl, préparez les ordres... leur enjoignant de se diriger sur Rome avec leurs canons d'assaut... et d'arrêter le gouvernement, le roi et toute l'équipe. Avant tout, je veux le prince héritier.

KEITEL : Il est plus important que le vieux.

BODENSCHATZ (*général d'aviation*) : Tout est organisé pour les embarquer en avion.

HITLER : C'est ça! Tout droit à l'avion et en route!

BODENSCHATZ : Ne laissez pas le bambino s'égarer sur le terrain d'aviation...

Lors d'une dernière conférence qui eut lieu peu après minuit, on souleva la question de savoir ce qu'il convenait de faire au sujet du Vatican. Hitler trancha (4) :

Je pénétrerai au Vatican. Croyez-vous que le Vatican m'intimide? Nous allons nous en emparer... Tout le corps diplomatique s'y trouve... Cette racaille... Nous sortirons de là cette bande de salauds... Plus tard, nous présenterons des excuses...

Cette même nuit, Hitler donna l'ordre de s'assurer des passages des Alpes, entre l'Italie et l'Allemagne et entre l'Italie et la France. Quelque 8 divisions allemandes venant de France et du sud de l'Allemagne furent rassemblées dans ce dessein. Devenues le groupe d'armées B, elles furent placées sous le commandement de l'énergique Rommel. Si, ainsi que le notait Goebbels dans son journal, les Italiens avaient fait sauter les tunnels et les ponts alpins, les forces allemandes opérant en Italie, et dont certaines étaient déjà très engagées en Sicile où elles combattaient contre les armées d'Eisenhower, auraient été coupées de leurs bases d'approvisionnement. Elles n'auraient alors pu tenir longtemps.

Mais les Italiens ne pouvaient pas se retourner en une nuit contre les Allemands. Il fallait d'abord que Badoglio établît le contact avec les Alliés pour essayer d'obtenir un armistice, ainsi qu'une aide des Alliés contre les divisions de la Wehrmacht. Hitler avait vu juste en disant que c'était ce que Badoglio allait faire, mais il ne se doutait pas que cela prendrait aussi longtemps. En fait, cette hypothèse domina la discussion lors d'un conseil de guerre qui se tint le 27 juillet au quartier général du Führer et auquel assistaient les « têtes » du gouvernement et des forces armées nazies, dont Goering, Goebbels, Himmler, Rommel et le nouveau commandant en chef de la marine, l'amiral Karl Doenitz — qui, en janvier, avait succédé au grand amiral Raeder, tombé en disgrâce*.

* Hitler était entré en fureur contre Raeder, qui commandait la flotte allemande depuis 1928. Parce que ses navires n'étaient pas parvenus à détruire les convois alliés à destination de la Russie dans l'océan Arctique et qu'ils avaient eux-mêmes subi de lourdes pertes. Le 1er janvier, à l'état-major général, le Seigneur de la Guerre, pris d'un accès de colère frénétique, avait ordonné le désarmement de la flotte allemande de haute mer. Les

bâtiments seraient démolis et envoyés à la ferraille. Le 6 janvier, une discussion orageuse éclata entre Hitler et Raeder, au quartier général de Wolfsschanze. Le Führer reprochait à la marine son inaction, son manque de combativité, son refus de prendre des risques. Sur quoi, Raeder demanda à être relevé de son commandement. Le 30 janvier, sa démission était acceptée officiellement et aussitôt rendue publique. Le nouveau commandant en chef, l'amiral Doenitz, avait commandé les sous-marins, il ne connaissait pas grand-chose aux problèmes des vaisseaux de surface et s'attacha en conséquence à la guerre sous-marine.

La majorité des généraux, menés par Rommel, conseillèrent la prudence, demandant que toute action envisagée en Italie fût préparée avec le plus grand soin et non sans avoir été mûrement pesée. Hitler voulait attaquer aussitôt, encore que cela signifiât le retrait de divisions blindées du front de l'Est où elles étaient absolument nécessaires, les Russes venant juste de déclencher (15 juillet) leur première offensive d'été de la guerre. Pour une fois, il semble que les généraux aient réussi à imposer leur volonté : Hitler se laissa persuader de ne rien entreprendre. Entre-temps, on avait rassemblé toutes les troupes possibles pour les déverser en Italie à travers les Alpes. L'hésitation des généraux impressionna fâcheusement Gœbbels.

Ils ne tiennent pas compte (écrivait-il dans son journal après ces palabres) de ce que l'ennemi prépare. Les Anglais ne vont certainement pas attendre une semaine pendant que nous étudions et préparons notre action.

Hitler et lui n'avaient pas besoin de s'inquiéter : les Alliés n'attendirent pas une semaine, ils en attendirent six. A ce moment-là, Hitler avait établi ses plans, et les forces pour les exécuter étaient à pied d'œuvre.

En fait, son esprit fébrile avait déjà conçu ces plans lors du conseil de guerre du 27 juillet. Ils étaient au nombre de quatre : 1. Opération *Eiche*

(Chêne), pour faire enlever Mussolini soit par la marine, s'il se trouvait sur une île, soit par des parachutistes de la Luftwaffe, s'il était interné à l'intérieur; 2. Opération *Student*, ayant pour objectif l'occupation de Rome et le rétablissement de Mussolini au pouvoir; 3. Opération *Schwarz* (Noir), nom conventionnel désignant l'occupation militaire de toute l'Italie; 4. Opération *Achse* (Axe) envisagée pour la capture ou la destruction de la flotte italienne.

Au début de septembre 1943, deux événements décidèrent la mise en action des plans établis par le Führer. Le 3 septembre, les troupes alliées débarquaient en Italie du sud et, le 8 septembre, on annonçait publiquement qu'un armistice avait été conclu entre l'Italie et les puissances occidentales (il avait été secrètement signé le 3 septembre).

Ce même 8 septembre, Hitler s'envolait à destination de Zaporozhe, en Ukraine, pour essayer de raffermir le front allemand qui chancelait, mais, selon Goebbels, il fut pris « d'un étrange sentiment de malaise », et il revint le même soir à son quartier général de Rastenburg, en Prusse-Orientale, pour apprendre la défection de son principal allié. Il avait beau avoir prévu cet événement et tout préparé en conséquence, le choix du moment et les circonstances dans lesquelles il se produisit le prirent au dépourvu. Pendant plusieurs heures, la plus grande confusion régna au Quartier Général.

Les Allemands apprirent l'armistice italien par une émission de la B.B.C. de Londres, et lorsque Jodl, de Rastenburg, appela par téléphone le maréchal Kesselring, à Frascati, près de Rome, pour lui demander si cette nouvelle était exacte, le commandant en chef confessa qu'il en entendait parler pour la première fois. Toutefois, Kesselring, dont ce même matin le

quartier général avait été détruit par un bombardement allié et qui s'occupait de rassembler les troupes pour affronter un nouveau débarquement allié quelque part sur la côte ouest, put saisir le mot-code « Axe », signifiant qu'il fallait mettre en œuvre les plans prévoyant le désarmement de l'Italie et l'occupation du pays.

Pendant un jour ou deux, la situation des forces allemandes dans le centre et le sud de l'Italie fut extrêmement critique. A proximité de Rome, 5 divisions italiennes faisaient face à deux divisions allemandes. Si la puissante flotte d'invasion alliée qui avait fait son apparition au large de Naples le 8 septembre s'était déplacée vers le nord et avait abordé près de la capitale, renforcée par des parachutistes qui auraient pris possession des terrains d'aviation — ainsi que Kesselring et son état-major s'y attendaient — le cours de la guerre en Italie en aurait été changé, et le Troisième Reich aurait pu connaître le désastre un an plus tôt. Kesselring devait raconter par la suite que, le 8 au soir, Hitler et l'O.K.W. avaient « rayé » ses 8 divisions, les considérant comme irrémédiablement perdues (5). Deux jours après l'abandon de son allié, Hitler déclarait à Goebbels que le sud de l'Italie était perdu et qu'il allait falloir établir une nouvelle ligne de front au nord de Rome dans les Apennins.

Mais le commandement allié ne profita pas de sa complète maîtrise de la mer, qui lui eût permis d'opérer des débarquements presque en n'importe quel point des deux côtes de l'Italie, et il n'exploita pas non plus son écrasante supériorité aérienne, comme les Allemands l'avaient redouté. En outre, il ne semble pas que l'état-major d'Eisenhower ait tenté d'utiliser les forces italiennes avec les siennes, en particulier les 5 divisions italiennes proches de Rome. Si Eisenhower l'avait fait — du moins c'est ce

que devait soutenir plus tard Kesselring et son chef d'état-major le général Siegfried Westphal — la situation fâcheuse dans laquelle se trouvaient les Allemands aurait été sans espoir. Il était au-delà de leurs moyens, devaient-ils déclarer, de repousser l'armée de Montgomery, qui remontait la péninsule, venant de la « botte », de rejeter les forces d'invasion du général Mark Clark, quel que fût l'endroit où il aurait débarqué, et de régler leur affaire aux importantes formations italiennes qui se trouvaient derrière eux et au milieu d'eux (6)*.

** Selon le capitaine de vaisseau Harry C. Butcher, aide de camp naval d'Eisenhower, les chefs d'état-major américain et anglais, le général George C. Marshall et le maréchal Sir John G. Dill, se seraient tous deux plaints qu'Eisenhower ne manifestait pas assez d'initiative dans son avance en Italie. Butcher fait observer, à la défense de son chef, que l'insuffisance des bâtiments de débarquement avait limité les plans d'Eisenhower et que s'il avait lancé une invasion par mer aussi loin au nord que les alentours de Rome, l'opération aurait été hors de la portée des avions de chasse alliés qui étaient obligés de s'envoler de Sicile. Eisenhower lui-même fait remarquer qu'après la prise de la Sicile on lui donna l'ordre de renvoyer en Angleterre 7 divisions — 4 américaines et 3 anglaises — pour préparer l'invasion de la France, ce qui le laissait fâcheusement démuné de troupes. Butcher affirme également qu'Eisenhower avait, à l'origine, projeté de parachuter des troupes aéroportées sur les terrains d'aviation de Rome afin d'aider les Italiens à défendre la capitale contre les Allemands, mais que, à la dernière minute, Badoglio l'avait supplié de « suspendre temporairement » cette opération. Le général Maxwell D. Taylor, qui, prenant un grand risque personnel, s'était rendu en secret à Rome pour conférer avec Badoglio, revint en disant qu'en raison du défaitisme italien et de la force allemande le parachutage d'une division américaine aéroportée serait un pur suicide. (Voir Eisenhower : Croisade en Europe, p. 189, et Butcher : Mes trois années avec Eisenhower, pp. 407-25.)*

Les deux généraux poussèrent un soupir de soulagement quand la Ve armée américaine débarqua non pas dans le voisinage de Rome mais au sud de Naples, à Salerne, et quand les parachutistes alliés ne firent pas leur apparition sur les terrains d'aviation romains. Leur soulagement fut plus grand encore lorsque les divisions italiennes se rendirent presque sans

coup fêrir et furent désarmées. Cela signifiait que les Allemands pouvaient aisément tenir Rome et, pour le moment du moins, Naples. Ainsi les deux tiers de l'Italie se trouvaient dans leurs mains, y compris la région industrielle du Nord — dont les usines durent fabriquer des armes pour l'Allemagne. Presque miraculeusement, la vie avait accordé un nouveau bail à Hitler**.

*** A la grande fureur d'Hitler, le roi, Badoglio et le gouvernement s'échappèrent de Rome et s'établirent peu après dans le sud de l'Italie libéré par les Alliés. La plus grande partie de la flotte italienne parvint également à rejoindre Malte, malgré les plans compliqués de l'amiral Dænitz pour la capturer ou la détruire.*

L'abandon de l'Italie l'avait rendu amer. C'était, avait-il confié à Gœbbels de nouveau convoqué à Rastenburg, « un gigantesque exemple de saloperie ». En outre, la chute de Mussolini ne laissait pas de lui donner des inquiétudes sur sa propre position. « Le Führer (notait Gœbbels dans son journal à la date du 11 septembre) a fait allusion à des mesures radicales pour écarter une fois pour toutes l'éventualité de semblables événements chez nous. »

Dans le message qu'il adressa à la nation allemande, dans la soirée du 10 septembre — après que Gœbbels l'en eut longuement prié : « Dans cette crise grave, le peuple allemand a droit à un mot d'encouragement et de réconfort de son Führer », lui avait dit le ministre de la Propagande — Hitler parla avec fanfaronnade :

L'espoir de trouver des traîtres parmi nous repose sur une complète ignorance du caractère de l'État national socialiste; la croyance que l'on peut susciter en Allemagne un 25 juillet repose sur une méconnaissance absolue de ma position personnelle, ainsi que de l'attitude de mes collaborateurs politiques et de mes maréchaux, amiraux et généraux.

En fait, ainsi que nous le verrons, il y avait quelques généraux allemands et une poignée d'anciens collaborateurs politiques du Führer qui, en voyant les revers s'accumuler, commençaient à nourrir des idées de trahison, idées qui, en juillet 1944, se traduiraient par un acte plus violent mais moins couronné de succès que celui qui avait été dirigé contre Mussolini.

Parmi les mesures prises par Hitler pour étouffer dans l'œuf toute tentative de trahison, il y eut le limogeage de tous les princes allemands. Le prince Philippe de Hesse, ancien messenger du Führer, celui qu'il envoyait toujours à Mussolini et qui rôdait perpétuellement autour des quartiers généraux, fut arrêté et confié à la Gestapo. Sa femme, la princesse Mafalda, fille du roi d'Italie, fut ; également arrêtée avec son mari et enfermée dans un camp de concentration. Le roi d'Italie (de même que les rois de Norvège et de Grèce) ayant échappé aux griffes d'Hitler, celui-ci se vengeait comme il pouvait en arrêtant sa fille*.

* *Hitler n'avait jamais beaucoup apprécié la princesse Mafalda. « Il m'a fallu m'asseoir à côté de Mafalda », avait-il dit à ses généraux lors d'une conférence militaire qui s'était tenue à son quartier général, au mois de mai de cette même année. « Je me moque pas mal de Mafalda... Ses qualités intellectuelles ne sont pas telles qu'elles suffisent à vous charmer — sans parler de son physique... » (Extrait des rapports secrets sur les conférences militaires tenues chaque jour par Hitler, cité dans l'ouvrage de Félix Gilbert, Hitler dirige sa guerre, p. 37.)*

Pendant plusieurs semaines, les conférences militaires quotidiennes du Führer tournèrent fréquemment autour du problème qui tourmentait Hitler : la libération de Mussolini. « Opération Chêne », tel était, on s'en souvient, le nom code de ce plan, et, dans les rapports des conférences qui

se tenaient au quartier général, il est toujours fait mention de Mussolini comme de l' « objet précieux ». La plupart des généraux, et Goebbels lui-même, doutaient fort que l'ancien Duce fût désormais un objet précieux, mais Hitler, lui, le croyait et insistait pour qu'on le délivrât.

Non seulement il voulait faire une faveur à son vieil ami, pour lequel il nourrissait encore une affection personnelle, mais il voulait également placer Mussolini à la tête d'un nouveau gouvernement fasciste installé dans le nord de l'Italie, ce qui soulagerait les Allemands, qui ainsi n'auraient plus à administrer ce territoire, et les aiderait à protéger leurs trop longues lignes de communications contre une population inamicale d'où commençaient à émerger des partisans agités.

Le 1er août, l'amiral Doenitz informait Hitler que la marine croyait avoir repéré Mussolini sur l'île de Ventotene. Vers le milieu du mois, les limiers d'Hitler se déclarèrent certains qu'il était sur une autre île, Maddalena, près de la pointe nord de la Sardaigne. Aussitôt, on élaborait des plans compliqués pour investir l'île à l'aide de destroyers et de parachutistes, mais, avant même qu'on pût les appliquer, Mussolini fut transféré ailleurs. Conformément à une clause secrète de l'armistice, on devait le remettre aux mains des Alliés, mais Badoglio retarda l'exécution de cette manœuvre et, au début de septembre, l' « objet précieux » était relégué dans un hôtel perché au sommet du Gran Sasso, le massif le plus élevé des Apennins des Abruzzes, que l'on ne pouvait atteindre que par un funiculaire.

Les Allemands découvrirent bientôt le nouveau lieu de sa détention et, après avoir fait une reconnaissance aérienne de cette crête, ils décidèrent que des troupes aéroportées pourraient sans doute y atterrir à

l'aide de planeurs, maîtriser les *carabinieri* de garde et enlever le Duce à bord d'un petit avion Fieseler-Storch. Ce plan hardi fut mis à exécution le 13 septembre, sous la conduite d'un autre aventurier S.S. d'Himmler, un Autrichien nommé Otto Skorzeny, que nous retrouverons à la fin de ce récit à l'occasion d'un autre exploit follement téméraire*.

** Skorzeny fut convoqué pour la première fois de sa vie au quartier général du Führer le lendemain de la chute de Mussolini, et il fut chargé personnellement par Hitler de délivrer le Duce.*

Skorzeny atterrit avec son groupe aéroporté à une centaine de mètres de l'hôtel situé sur la crête. De là, il aperçut le Duce regardant d'un air abattu par une fenêtre du second étage. A la vue des troupes allemandes, la plupart des *carabinieri* s'enfuirent dans les montagnes. Skorzeny et Mussolini dissuadèrent ceux, peu nombreux, qui n'avaient pas suivi cet exemple, de faire usage de leurs armes; le chef S.S. leur cria de ne pas tirer sur un général italien — il poussait son captif devant ses hommes — tandis que de sa fenêtre le Duce répétait (selon un témoin) : « Ne tuez personne! Ne versez pas de sang! » En effet, pas une goutte de sang ne fut répandue.

En quelques minutes, le Duce, qui avait juré de se tuer plutôt que de tomber entre les mains des Alliés et d'être exhibé, comme il devait l'écrire, dans Madison Square Garden à New York**, fut embarqué dans un minuscule avion Fieseler-Storch et, après un décollage périlleux, à partir d'une petite prairie hérissée de rochers qui se trouvait au-dessous de l'hôtel, il s'envola vers Rome, d'où il repartait le même soir pour Vienne à bord d'un avion de transport de la Luftwaffe (7).

*** Peu avant la libération de Mussolini, le capitaine Harry Butcher avait reçu un télégramme à l'état-major d'Eisenhower. Il émanait d'une chaîne de théâtres d'Afrique du Sud qui offrait de donner 10 000 livres à des œuvres de charité « si vous prenez des dispositions pour que Mussolini apparaisse en personne sur la scène de nos théâtres de Cape Town. Trois semaines d'engagement ». (Butcher, Mes trois années avec Eisenhower, p. 423.)*

Certes, Mussolini éprouvait une vive reconnaissance pour Hitler et il l'embrassa chaleureusement lorsqu'ils se retrouvèrent deux jours plus tard à Rastenburg, mais ce n'était plus qu'un homme brisé. La flamme qui le brûlait s'était éteinte et, à la grande déconvenue d'Hitler, il manifesta fort peu d'enthousiasme pour ranimer le régime fasciste dans la partie de l'Italie occupée par les Allemands. Le Führer ne chercha pas à cacher sa déception lors d'un long entretien qu'il eut avec Goebbels vers la fin de septembre.

Le Duce (confiait Goebbels à son journal après cet entretien) n'a pas tiré de la catastrophe italienne les conclusions morales que le Führer attendait... Le Führer espérait que le premier souci du Duce serait de tirer une terrible vengeance de ceux qui l'ont trahi. Mais il n'en a manifesté aucun signe, montrant ainsi ses vraies limites. Ce n'est pas un révolutionnaire de la trempe du Führer ou de Staline. Il est tellement lié à son peuple, si pleinement italien, qu'il manque des qualités nécessaires pour faire un révolutionnaire et un insurgé d'envergure mondiale.

Hitler et Goebbels étaient également exaspérés de ce que Mussolini se fût réconcilié avec Ciano, et ils lui reprochaient de se laisser mener par sa fille, Edda, la femme de Ciano. Tous deux s'étaient réfugiés à Munich*. Selon Hitler et Goebbels, Mussolini aurait dû faire immédiatement exécuter Ciano et fouetter Edda, ainsi que l'écrivait Goebbels**. Ils réprouvaient l'idée émise par Mussolini de confier à Ciano (« ce champignon vénéneux »

ainsi que l'appelait Gœbbels) un poste important dans le nouveau Parti Republicain Fasciste.

* *En fait, ou du moins selon une lettre que Ciano adressait un peu plus tard au roi Victor-Emmanuel, les Allemands l'avaient attiré en Allemagne au mois d'août sous le prétexte que ses enfants étaient en danger et que le gouvernement allemand se ferait un plaisir de les faire passer en Espagne, via l'Allemagne. (Journal de Ciano, p. 5.)*

** « Edda Mussolini, écrivait Gœbbels dans son journal, se comporte comme un chat sauvage dans sa demeure bavaroise. Elle brise vaisselle et meubles à la moindre provocation. » (Journal de Gœbbels, p. 479.)

Car Hitler avait insisté pour que le Duce fondât immédiatement ce parti, et, le 15 septembre, poussé par le Führer, Mussolini proclamait la nouvelle République Sociale Italienne.

Il n'en sortit rien. Le cœur de Mussolini n'y était pas. Peut-être avait-il gardé suffisamment le sens de la réalité pour comprendre qu'il n'était plus désormais qu'un pantin entre les mains d'Hitler, que lui et son « Gouvernement Republicain Fasciste » n'avaient pour tout pouvoir que celui que le Führer leur accordait dans l'intérêt de l'Allemagne, et que le peuple italien ne les accepterait jamais plus, ni lui, ni son fascisme.

Jamais il ne retourna à Rome. Il s'installa dans un lieu isolé, au nord de l'Italie — à Rocca delle Caminate, près de Gargnano, sur les rives du lac de Garde, où il était étroitement gardé par un détachement spécial de la Garde S.S.; Sepp Dietrich, le rude vétéran S.S., détaché à cet effet de son 1er corps blindé, alors en difficultés en Russie (ainsi se passaient les choses dans le Troisième Reich), y escorta la maîtresse de Mussolini, Clara Petacci. Son grand amour retrouvé, le dictateur déchu parut n'avoir plus guère d'autre intérêt dans la vie. Gœbbels, qui avait eu non pas une maîtresse, mais plusieurs, manifesta hautement sa réprobation.

La conduite personnelle du Duce avec sa petite amie (écrivait-il dans son journal le 9 novembre), que Sepp Dietrich a dû lui amener, donne de sérieuses inquiétudes.

Quelques jours plus tôt, Goebbels avait noté qu'Hitler commençait à « rayer le Duce sur le plan politique », non sans l'avoir auparavant contraint de « céder » Trieste, l'Istrie et le Sud du Tyrol à l'Allemagne, étant entendu que Venise le serait par la suite. On n'épargnait plus aucune humiliation à celui qui avait été un tyran plein de fierté. Hitler fit pression sur lui pour l'obliger à arrêter son gendre Ciano en novembre et à le faire exécuter à la prison de Vérone, le 11 janvier 1944*.

** Les dernières pages du Journal de Ciano sont datées du « 23 décembre 1943, cellule 27, prison de Vérone ». C'est une pièce émouvante. Comment il parvint à faire sortir de sa cellule de condamné à mort ces feuillets ainsi qu'une lettre portant la même date et adressée au roi d'Italie, je l'ignore. Mais il y disait avoir caché le reste de son journal avant son arrestation par les Allemands. Ce fut Edda Ciano qui fit sortir ces documents de l'Italie occupée par les Allemands; déguisée en paysanne, elle dissimula les papiers sous sa jupe et parvint à franchir la frontière suisse.*

Tous les autres chefs fascistes qui avaient voté contre le Duce au Grand Conseil, et dont le Duce put s'emparer, furent jugés pour trahison par un tribunal exceptionnel et, à une seule exception près, condamnés à mort et exécutés en même temps que Ciano. Parmi eux se trouvait l'un des plus anciens et plus fidèles partisans du Duce, le maréchal Emilio de Bono, l'un des membres du Quadrumvirat, qui avait conduit la marche sur Rome et porté Mussolini au pouvoir.

Au début de l'automne 1943, Adolf Hitler pouvait à bon droit se targuer d'avoir jugulé les plus graves menaces qui guettaient le Troisième Reich. La chute de Mussolini et la reddition inconditionnelle du gouvernement de Badoglio en Italie auraient fort bien pu exposer les frontières sud de l'Allemagne à l'attaque directe des Alliés et leur ouvrir la voie — en partant du nord de l'Italie — vers les Balkans mal défendus,

c'est-à-dire à l'arrière même des armées allemandes qui, dans le sud de la Russie, combattaient maintenant pour leur vie. Cela, Hitler et ses généraux l'avaient redouté pendant quelques semaines cruciales.

Le départ du Duce avait porté un coup sévère au prestige du Führer, à la fois en Allemagne et à l'étranger — de même que la fin de l'Axe. Et pourtant, en deux mois, grâce à un coup hardi, il avait remis Mussolini au pouvoir, du moins aux yeux du monde. Les zones d'occupation italiennes dans les Balkans, en Grèce, en Yougoslavie, en Albanie, étaient protégées contre une attaque alliée que l'O.K.W. attendait pour n'importe quel jour de la fin de l'été; les forces italiennes, qui s'élevaient sur ce front à plusieurs divisions, s'étaient rendues aux Allemands sans difficulté, et les hommes avaient été faits prisonniers.

Au lieu d'avoir à rayer les divisions du maréchal Kesselring, ainsi qu'il l'avait fait au premier abord, et de faire replier les troupes sur le nord de l'Italie, le Führer eut la satisfaction de constater que ces divisions s'enfonçaient au sud de Rome où elles arrêterent facilement l'avance des troupes anglo-américano-françaises en direction du nord de l'Italie. Il ne faisait pas de doute que les succès d'Hitler dans le sud étaient dus en grande partie à son audace et à son esprit de ressource, ainsi qu'à la vaillance de ses troupes.

Cependant, partout ailleurs, la chance continuait à se détourner de lui.

Le 5 juillet 1943, il avait lancé ce qui allait être sa dernière grande offensive de guerre contre les Russes. La fleur de l'armée allemande — environ 500 000 hommes avec pas moins de 17 divisions panzer équipées de nouveaux chars lourds Tigre — avait été jetée contre un grand saillant russe à l'ouest de Kursk. Il s'agissait de l'« Opération Citadelle », et

Hitler croyait qu'elle allait permettre non seulement d'encercler la meilleure des armées russes, forte d'un million d'hommes — celle-là même qui avait chassé les Allemands de Stalingrad et du Don l'hiver précédent — mais également lui permettre de remonter vers le Don et peut-être même la Volga et de pousser vigoureusement en direction du sud-est pour prendre Moscou.

Cette opération allait les conduire à la défaite. Les Russes étaient prêts. Le 22 juillet, les divisions blindées ayant perdu tous leurs chars, les Allemands furent arrêtés sur place et commencèrent à reculer. Les Russes étaient si sûrs de leur force que, vers la mi-juillet, sans attendre le résultat de l'offensive, ils en lancèrent eux-mêmes une autre contre le saillant allemand d'Orel, au nord de Kursk, et percèrent rapidement le front ennemi. C'était la première offensive d'été que lançaient les Russes depuis le début de la guerre et, à partir de ce moment, les Armées Rouges n'allaient plus jamais perdre l'initiative. Le 4 août, elles repoussèrent les Allemands hors d'Orel, qui avait formé le pivot sud de la manœuvre allemande pour s'emparer de Moscou, en décembre 1941.

Maintenant, l'offensive soviétique s'étendait à tout le front. Le 23 août, Kharkov tombait. Un mois plus tard, le 25 septembre, à 450 km au nord-ouest, les Allemands étaient chassés de Smolensk, d'où, au cours des premiers mois de la campagne de Russie, l'armée allemande, de même que la Grande Armée avant elle, s'était élancée avec tant d'assurance sur la route de Moscou. A la fin de septembre, les forces hitlériennes, durement pressées dans le sud, reculaient jusqu'à la ligne du Dnieper et sur une ligne défensive qu'elles avaient établie de Zaporozhe, sur la boucle du fleuve, à la mer d'Azov, au sud. Le bassin industriel du Donetz était perdu, et en

Crimée la XVII^e armée allemande était en danger d'être coupée.

Hitler était sûr que ses troupes pourraient tenir sur le Dnieper et sur les positions fortifiées au sud de Zaporozhe, qui formaient la « Ligne d'hiver ». Mais les Russes ne s'arrêtèrent même pas pour se regrouper. Au cours de la première semaine d'octobre, ils traversèrent le Dnieper au nord et au sud-est de Kiev, qui tombait le 6 novembre. A la fin de cette fatale année 1943, les armées soviétiques du sud approchaient des frontières polonaise et roumaine en passant par les champs de bataille où les soldats d'Hitler avaient remporté leurs premières victoires au cours de l'été 1941.

Ce n'était pas tout.

Cette même année, Hitler connut deux autres revers qui, eux aussi, indiquèrent que la roue tournait : la perte de la Bataille de l'Atlantique et l'intensification de la guerre aérienne qui, nuit et jour, dévastait l'Allemagne elle-même.

En 1942, ainsi que nous l'avons vu, les sous-marins allemands avaient coulé 6 250 000 tonnes de bâtiments alliés, la plupart en route pour l'Angleterre ou la Méditerranée, tonnage dépassant de beaucoup la capacité des chantiers navals des Occidentaux. Mais, vers le début de 1943, les Alliés reprirent l'avantage, grâce à l'amélioration de leur technique dans l'emploi des avions à longue portée et des porte-avions, grâce surtout aux progrès réalisés dans l'équipement de leurs bâtiments de surface, à bord desquels avaient été installés des radars qui repéraient les sous-marins allemands avant même que ces derniers pussent les apercevoir.

Doenitz, le nouveau chef de la marine allemande et le meilleur spécialiste de la guerre sous-marine, soupçonna tout d'abord une trahison, devant le nombre considérable de sous-marins allemands attirés dans des

embuscades et détruits avant même d'avoir pu approcher les convois alliés. Il ne tarda pas à comprendre que ce n'était pas la trahison, mais le radar qui était responsable de ces pertes désastreuses. En trois mois (février, mars et avril), celles-ci s'élevaient exactement à 50 bâtiments; dans le courant du seul mois de mai, 37 U-boote avaient été coulés. C'était là un pourcentage de pertes que la marine allemande n'était pas en mesure de soutenir longtemps, et, avant la fin du mois de mai, Doenitz, de sa propre autorité, retira tous les sous-marins de l'Atlantique nord.

Ils y retournèrent en septembre, mais, au cours des quatre derniers mois de cette année, ils ne coulèrent que 67 bâtiments alliés, au prix de la perte de 64 sous-marins — proportion qui hâta la fin de la guerre sous-marine et décida définitivement de la bataille de l'Atlantique. En 1917, au cours de la première guerre mondiale, alors que les armées allemandes étaient enlisées, les sous-marins allemands avaient presque amené les Anglais à capituler. En 1942, ils avaient fait peser cette menace lorsque les armées d'Hitler en Russie et en Afrique du Nord étaient, elles aussi, arrêtées, et que les États-Unis et la Grande-Bretagne s'épuisaient non seulement à juguler l'avance japonaise dans le sud-est asiatique, mais à rassembler les hommes et l'approvisionnement nécessaires en vue de l'invasion de l'Empire européen d'Hitler à l'Ouest.

L'échec des sous-marins à bouleverser sérieusement les voies maritimes au cours de l'année 1943 fut un désastre dont on ne réalisa pas toute l'ampleur au quartier général d'Hitler, bien que ces nouvelles y eussent fait une pénible impression*. Car ce fut au cours des douze mois de cette année décisive que de vastes stocks d'armes et de fournitures furent acheminés, pour ainsi dire sans encombre, à travers l'Atlantique, ce

qui allait permettre aux Alliés de donner l'assaut à la forteresse européenne au cours de l'année suivante.

* « Il n'est pas question d'un ralentissement de la guerre sous-marine », aurait tempêté Hitler en s'adressant à l'amiral Doenitz quand, le 31 mai, celui-ci l'informa qu'il avait rappelé tous les U-boote opérant dans le Nord de l'Atlantique. « L'Atlantique, avait-il ajouté, est ma première ligne de défense à l'Ouest. »

C'était plus facile à dire qu'à faire. Le 12 novembre, Doenitz écrivait avec désespoir dans son journal : « L'ennemi a tous les atouts en main: il couvre tous les secteurs avec des patrouilles aériennes à longue portée et emploie des méthodes de détection contre lesquelles nous n'avons pas encore de parade... L'ennemi connaît tous nos secrets et nous ne connaissons aucun des siens (8). »

Ce fut également au cours de cette période que les horreurs de la guerre moderne vinrent frapper à son tour le peuple allemand — le frapper chez lui, au seuil même de ses demeures. Le public ne savait pas grand-chose de l'activité des sous-marins. Et, bien que les nouvelles venant de Russie, de la Méditerranée et de l'Italie fussent de plus en plus alarmantes, il s'agissait là, après tout, d'événements qui se déroulaient à des centaines ou à des milliers de kilomètres de la patrie. Mais voici que les bombes anglaises, la nuit, et les bombes américaines, le jour, commençaient à détruire les foyers des Allemands, les bureaux ou les usines où ils travaillaient...

Hitler lui-même refusa toujours d'aller visiter une ville ravagée par les bombes; c'était un devoir qui lui paraissait trop pénible à remplir. Gœbbels en était fort ennuyé, et se plaignait d'être inondé de lettres « demandant pourquoi le Führer ne rendait pas visite aux secteurs bombardés et pourquoi l'on ne voyait Gœring nulle part ». Le ministre de la Propagande a décrit dans son journal les dommages croissants causés aux villes et aux industries allemandes par l'aviation alliée :

16 mai 1943... Les raids de jour exécutés par les bombardiers américains créent des difficultés considérables... A Kiel... très sérieux dégâts aux installations militaires et techniques de la marine... Si cela continue nous aurons à affronter des conséquences très graves qui, à la longue, pourraient se révéler intolérables...

25 mai... Le raid nocturne des Anglais sur Dortmund a été d'une violence extraordinaire; c'est probablement le pire qui ait été dirigé contre une ville allemande... Les rapports venant de Dortmund sont terribles... Les usines et les fabriques de munitions ont été sérieusement touchées... De 85 à 100 000 habitants environ sont sans abri... Dans les régions ouest de l'Allemagne, les gens commencent peu à peu à perdre courage. Un enfer pareil est dur à supporter... Dans la soirée, j'ai reçu un (nouveau) rapport sur Dortmund. La destruction est pratiquement totale. Il reste à peine une maison habitable.

26 juillet. Au cours de la nuit, raid important sur Hambourg... très graves conséquences à la fois pour la population civile et pour la production des armements... c'est une réelle catastrophe...

29 juillet. Au cours de la nuit, nous avons subi le raid le plus sérieux dont Hambourg ait jusqu'ici été l'objet... de 800 à 1 000 bombardiers... Kaufmann (le Gauleiter local) m'a fait son premier rapport... Il parle d'une catastrophe dont l'étendue dépasse l'imagination. Une cité d'un million d'habitants vient d'être détruite d'une manière sans précédent dans l'histoire. Nous nous trouvons devant des problèmes pour ainsi dire sans solution. Il faut procurer des vivres à 1 000 000 d'habitants, des abris. Il convient d'évacuer la population aussi loin que possible. Il faut fournir des vêtements; en bref nous nous trouvons devant des problèmes dont nous n'avions pas la moindre idée voici seulement quelques semaines... Kaufmann parle d'environ 800 000 personnes sans abri, qui errent le long des rues sans savoir que faire...

Malgré les dégâts considérables subis par les usines de guerre allemandes, en particulier par celles qui fabriquaient des avions de combat, des roulements à billes, des bâtiments de guerre, de l'acier, du carburant pour les nouveaux chasseurs à réaction, ainsi que par la station expérimentale de Peenemunde où l'on essayait les fusées sur lesquelles

Hitler avait fondé tant d'espoir*, malgré le fait aussi que les chemins de fer et les canaux étaient continuellement coupés, l'ensemble de la production ne fut pas sensiblement réduit pendant la période des bombardements intensifs anglo-américains de 1943. Cela était dû en partie à l'augmentation de la production des usines dans les régions occupées — principalement en Tchécoslovaquie, en France, en Belgique et en Italie du Nord, qui n'étaient pas soumises à ces bombardements.

** En mai 1943, un avion de reconnaissance de la R.A.F. avait photographié l'installation de Peenemunde, à la suite d'une information donnée par la résistance polonaise, et selon laquelle un avion sans pilote (connu plus tard sous le nom de V-1) et une fusée (la V-2) y étaient en cours d'expérimentation. Au mois d'août, des bombardiers anglais attaquaient Peenemunde, endommageant sérieusement l'installation et retardant de plusieurs mois les recherches et les essais. En novembre, les Anglais et les Américains localisaient 63 aires de lancement pour V-1 sur les côtes de la Manche et, entre les mois de décembre et de février de l'année suivante, ils bombardaient et détruisaient 73 de ces aires de lancement qui, à cette époque, s'élevaient à 96. (Les termes V-1 et V-2 venaient du mot allemand Vergeltungswaffen ou armes de représailles, dont la propagande du docteur Gæbbels se servit beaucoup au cours de cette sombre année 1944.)*

Ainsi qu'il ressort clairement du journal de Gæbbels, c'était au moral et aux habitations du peuple allemand que l'aviation anglo-américaine infligeait les dommages les plus sérieux. Pendant les premières années de la guerre, les Allemands avaient été soutenus par les récits sinistres des dégâts causés par la Luftwaffe aux ennemis, en particulier aux Anglais. Ils étaient certains que ces exploits allaient amener la fin rapide et victorieuse de la guerre. En 1943, ils commencèrent, eux aussi, à subir les terribles ravages d'une guerre aérienne infiniment plus dévastatrice que celle que la Luftwaffe avait infligée aux autres — même à la population de Londres en 1940-1941.

Le peuple allemand la supporta avec autant de courage et de stoïcisme que le peuple anglais; mais, au bout de quatre années de guerre, c'était une dure épreuve et il n'est pas surprenant qu'à la fin de 1943, en voyant tous ses espoirs s'évanouir en Russie, en Afrique du Nord et en Italie, en voyant ses villes d'un bout à l'autre du pays pulvérisées par les bombes, le peuple allemand ait commencé à désespérer et à comprendre que c'était le commencement de la fin.

Vers la fin de 1943 (devait écrire le général Halder, alors sans fonction) il était devenu évident que la guerre était perdue sur le plan militaire (9).

Dans un sombre exposé de la situation qu'il faisait le 7 novembre — veille de l'anniversaire du Putsch — devant les gauleiters nazis réunis à Munich, le général Jodl n'était pas allé aussi loin. Mais le tableau qu'il peignit de la situation telle qu'elle se présentait au début de la cinquième année de la guerre était suffisamment inquiétant :

Ce qui pèse le plus lourdement sur le pays et, en conséquence — par réaction — sur le front (avait-il dit), ce sont les raids de terreur de l'ennemi sur nos foyers, sur nos femmes et nos enfants. A cet égard... la guerre a pris par la seule faute de l'Angleterre un caractère que l'on ne croyait plus possible depuis le temps des guerres raciales et des guerres de religion.

L'effet psychologique, moral et matériel de ces raids de terreur est tel qu'il faut absolument les enrayer si on ne peut totalement les empêcher.

Le moral des Allemands à la suite des défaites et des bombardements massifs de 1943 est décrit d'une manière très vivante par cette même source digne de foi et qui, en cette occasion, parlait au nom du Führer :

Le démon de la subversion circule dans le pays entier. Les lâches cherchent un moyen

d'en sortir ou, ainsi qu'ils le prétendent, une solution politique. Ils disent que nous devons négocier pendant que nous avons encore quelque chose en main*...

** La conférence s'intitulait « Notre position stratégique au début de la cinquième année de la guerre »; elle constitue peut-être le rapport de première main le plus poussé que nous possédions sur la situation de l'Allemagne à la fin de 1943, telle que la voyaient Hitler et ses généraux. Elle est étayée de nombreux mémorandums et documents secrets portant la mention « G.Q.G. du Führer » auxquels Jodl se référa au cours de son exposé. Ils nous révèlent d'une façon étonnante l'histoire de la guerre telle qu'elle apparaissait au Führer, qui semble avoir supervisé la préparation de cette conférence. Bien qu'il vît le présent sous un jour sombre. Jodl se montra encore plus décourageant quant à l'avenir; il prédit fort justement que l'invasion anglo-américaine qui se préparait à l'ouest « allait décider de la guerre » et que les « forces dont nous disposons ne seront pas en mesure de la repousser (10) ».*

Ce n'était pas seulement les « lâches ». Le docteur Goebbels lui-même, le plus loyal et le plus fidèle, le plus fanatique aussi des partisans d'Hitler, cherchait, ainsi que nous l'apprend son journal, une porte de sortie, et cela dès avant la fin de l'année 1943. Il se torturait l'esprit, non pas pour savoir si l'Allemagne devait négocier la paix, mais *avec qui...* La Russie ou l'Occident? Il ne parlait pas dans le dos d'Hitler de la nécessité de conclure la paix, comme certains avaient commencé à le faire : il était courageux et suffisamment honnête pour dire ce qu'il pensait à son chef. Le 10 septembre 1943 alors qu'il se trouvait au grand quartier général de Rastenburg, où il avait été appelé au sujet de la capitulation de l'Italie, Goebbels parla pour la première fois dans son journal de négociations de paix :

La question commence à se poser de savoir de quel côté nous devrions nous tourner en premier : les Moscovites ou les Anglo-Américains. D'une manière ou d'une autre, nous devons comprendre qu'il sera très difficile de faire la guerre, avec succès, des deux côtés à la

Il trouvait Hitler « assez inquiet » à la perspective d'une invasion alliée à l'Ouest et soucieux de la situation « critique » qui se développait sur le front russe.

Ce qui est déprimant, c'est que nous n'avons pas la moindre idée des réserves dont Staline dispose encore. Je doute fort que, dans ces conditions, nous soyons en mesure d'enlever à l'Est des divisions pour les envoyer sur les autres théâtres d'opération en Europe.

Après avoir ainsi confié à son journal secret certaines de ses idées personnelles — qui auraient semblé quelques mois plus tôt criminellement défaitistes — Goebbels aborda la question avec le Führer.

J'ai demandé au Führer si l'on ne devrait pas tenter tôt ou tard quelque chose du côté de Staline. Il m'a répondu que le moment n'était pas venu... De toute façon, le Führer croit qu'il serait plus facile de conclure un accord avec les Anglais qu'avec les Soviets. A un moment donné, pense le Führer, les Anglais vont retrouver leurs esprits... Je serais plutôt tenté de croire que Staline serait plus facile à approcher, car c'est un politicien à l'esprit plus pratique que Churchill. Churchill est un aventurier romanesque avec lequel on ne peut parler raisonnablement.

C'est à ce sombre moment de son histoire qu'Hitler et ses lieutenants s'accrochèrent à une lueur d'espoir; les Alliés allaient se brouiller, l'Angleterre et l'Amérique s'effrayer à la perspective des Armées Rouges déferlant sur l'Europe, et finalement se joindre à l'Allemagne pour protéger le vieux continent du bolchévisme. Hitler avait envisagé cette possibilité lors d'un entretien qu'il avait eu en août avec l'amiral Doenitz et voici qu'en septembre il en discutait avec Goebbels.

Les Anglais (ajoutait Goebbels dans son journal) ne veulent en aucun cas d'une Europe bolchévique... Une fois qu'ils auront compris qu'ils n'ont pas d'autre alternative qu'accepter le bolchévisme ou, en quelque sorte, se montrer accommodants à l'égard du national-socialisme, ils pencheront sans aucun doute vers l'idée d'un compromis avec nous... Churchill est lui-même un vieil anti-bolchévique et sa collaboration actuelle avec Moscou n'est qu'une solution d'opportunisme.

Hitler et Goebbels semblaient avoir tous deux oublié qui avait collaboré le premier avec Moscou et qui avait contraint la Russie à la guerre. Résumant la discussion qu'il avait eue avec Hitler au sujet des possibilités de paix, Goebbels concluait :

Tôt ou tard, il nous faudra affronter la question de savoir vers lequel de nos ennemis nous devons pencher. L'Allemagne n'a jusqu'ici jamais eu de chance dans une guerre menée sur deux fronts; elle sera incapable de supporter celle-ci à la longue.

Mais n'était-il pas déjà trop tard ? Goebbels se rendit de nouveau au quartier général, le 23 septembre, et, au cours d'une promenade matinale avec le chef nazi, il le trouva beaucoup plus pessimiste que deux semaines plus tôt sur les possibilités de négocier la paix avec un des adversaires de manière à n'avoir plus qu'un seul front.

Le Führer ne croit pas que l'on puisse aboutir actuellement à quelque chose par des négociations. L'Angleterre n'est pas encore assez assommée... A l'Est, de toute évidence, le moment est fort mal choisi... Staline possède actuellement l'avantage.

Le même soir, Goebbels dîna en tête-à-tête avec Hitler.

J'ai demandé au Führer s'il était prêt à entamer des négociations avec Churchill... Il ne

croit pas que des négociations avec Churchill aboutissent à un résultat quelconque étant donné qu'il est trop profondément ancré dans ses idées hostiles et qu'en outre il se laisse guider par la haine et non par la raison. Le Führer préférerait, quant à lui, négocier avec Staline, mais il ne pense pas que ce soit possible...

Quelle que soit la situation, j'ai dit au Führer qu'il fallait que nous concluions un arrangement avec un côté ou l'autre. Jamais encore le Reich n'a pu gagner une guerre sur deux fronts. Il faut donc que nous étudions comment sortir d'une manière ou d'une autre de cette guerre sur deux fronts.

C'était là une tâche infiniment plus difficile qu'ils ne paraissent l'avoir compris, eux qui avaient si légèrement plongé l'Allemagne dans une guerre sur deux fronts. Mais, en ce soir de septembre 1943, pendant quelques instants du moins, le Seigneur de la Guerre nazi oublia son pessimisme et songea aux délices de la paix. Selon Gœbbels, il lui aurait même dit qu'il « aspirait ardemment » à la paix.

Il dit qu'il aimerait reprendre contact avec des cercles artistiques, aller au théâtre le soir et fréquenter des artistes (11).

En ce début de la cinquième année de la guerre, Hitler et Gœbbels n'étaient pas les seuls en Allemagne à spéculer sur les chances et les moyens d'obtenir la paix. Les conspirateurs antinazis, frustrés et bavards, dont le nombre ne cessait de croître tout en restant encore lamentablement faible, réfléchissaient à la question, voyant la guerre perdue bien que les armées hitlériennes combattissent encore sur le sol étranger. La majorité de ces conspirateurs — pas tous, il s'en faut — en étaient arrivés, non sans de grands troubles de conscience, à la conclusion que, pour obtenir une paix qui laisserait à la Patrie quelque chance de survivre décemment, il leur fallait supprimer Hitler et par la même occasion balayer le national-

socialisme.

1944 approchait, apportant la certitude que les armées anglo-américaines allaient avant peu lancer une invasion à travers la Manche, la certitude aussi que l'Armée Rouge allait s'avancer jusqu'aux frontières du Reich, et que bientôt les bombardements alliés* allaient réduire en cendres les grandes et anciennes cités d'Allemagne. Dans leur désespoir, les conspirateurs décidèrent alors de faire une dernière tentative pour assassiner le dictateur nazi et abattre son régime avant qu'il ne précipitât l'Allemagne dans un désastre complet.

Ils savaient que le temps leur était compté.

* « *L'œuvre de mille ans n'est plus qu'un amas de décombres...* » Écrivait Goerdeler au maréchal von Kluge, en juillet 1943, après avoir visité les secteurs bombardés de l'Ouest. Dans sa lettre Goerdeler suppliait le vacillant général de se joindre aux conspirateurs pour mettre fin à la « folie » d'Hitler.

**L'INVASION DE L'EUROPE
OCCIDENTALE
PAR LES ALLIÉS
ET L'ATTENTAT CONTRE HITLER**

Au cours de l'année 1943, les conspirateurs avaient fait pour le moins une demi-douzaine de tentatives pour assassiner le Führer. L'une de celles-ci avait échoué uniquement parce que la bombe à retardement, placée dans l'avion où Hitler avait pris place pour aller inspecter l'arrière du front russe, n'avait pas éclaté.

Des modifications importantes étaient survenues au cours de cette année à l'intérieur du mouvement de résistance allemand. Les conspirateurs avaient fini par laisser tomber les maréchaux — trop lâches ou trop bornés pour utiliser leur position et leur force militaire. Le 12 novembre 1942, lors d'un rendez-vous secret dans la forêt de Smolensk, Goerdeler, l'âme de la résistance, avait personnellement supplié le maréchal von Kluge, commandant en chef du groupe d'armées du centre sur le front de l'Est, de prendre une part active à l'action entreprise pour libérer le pays d'Hitler. Le maréchal versatile, qui venait d'accepter un splendide cadeau du Führer*, acquiesça, mais quelques jours plus tard, pris de peur, il écrivit au général Beck, à Berlin, de ne plus compter sur lui.

** A l'occasion de son sixantième anniversaire, le 30 octobre 1942, le Führer avait remis à Kluge un chèque de 250 000 marks (soit 100 000 dollars au cours officiel du change) avec l'autorisation d'en dépenser la moitié à son profit. En dépit de l'insulte faite à son honnêteté et à son honneur d'officier allemand, le maréchal avait accepté les deux présents*

(SCHLABRENDORFF, *Ils ont presque tué Hitler*, p. 40). Plus tard, lorsque Kluge se retourna contre lui, Hitler déclara à ses officiers réunis à son quartier général : « Personnellement, je lui ai accordé deux fois de l'avancement, je lui ai conféré les plus hautes distinctions, je lui ai donné une grande propriété terrienne... et accordé de très substantiels suppléments à sa solde de maréchal... » (GILBERT, *Hitler dirige sa Guerre*, pp. 101-102, compte rendu sténographique de la conférence tenue par Hitler à son Q.G., le 31 août 1944.)

Quelques semaines plus tard, les conspirateurs essayèrent de gagner à leur cause le général Paulus, dont la VI^e armée était alors encerclée à Stalingrad et qui, pensaient-ils, devait éprouver une amère désillusion à l'égard du Führer qui avait rendu cela possible. Ils lui demandaient de lancer un appel à l'armée pour renverser le tyran qui avait condamné ainsi 250 000 soldats allemands à une fin atroce. Le général Beck adressa un message personnel dans ce sens au général Paulus, message qui fut jeté dans la ville assiégée par un officier de la Luftwaffe. Paulus, nous l'avons vu, répondit par un flot de messages assurant son Führer de son entier dévouement ; il ne devait se réveiller que peu après son arrivée à Moscou, comme prisonnier des Russes.

Après cette déception, les conspirateurs reportèrent pendant quelques jours leurs espoirs sur Kluge et Manstein qui, après le désastre de Stalingrad, avaient regagné par avion Rastenburg pour demander au Führer, croyait-on, de leur donner le commandement du front russe. Dans le cas où cette *démarche** serait couronnée de succès, elle donnerait le signal d'un *coup d'Etat** à Berlin. Une fois de plus, les conspirateurs furent victimes de leurs illusions. Les deux maréchaux s'envolèrent bien vers le quartier général d'Hitler, mais ce fut pour affirmer de nouveau leur loyalisme au commandant en chef suprême.

« On nous a abandonnés », se plaignit amèrement Beck.

Il était maintenant évident pour lui et pour ses amis qu'ils ne pouvaient attendre absolument aucune aide des généraux commandant sur le front. En désespoir de cause, ils se tournèrent vers la seule force intérieure, qui ne tenait guère d'une armée, mais plutôt d'un assemblage de recrues à l'entraînement et de diverses troupes de garnison composées d'hommes âgés employés à des services de garde**. Ces hommes étaient armés et, les troupes aguerries et les unités de Waffen S.S. étant occupées sur le front à une grande distance de là, ils suffiraient peut-être à permettre aux conspirateurs d'occuper Berlin et certaines autres villes-clefs au moment où l'on assassinerait Hitler.

** *L'équivalent de ce que l'on appelait jadis la « territoriale », voire les C.V.C. de la guerre 1914-1918 (Gardes Voies et Communications) N.D.T.*

Mais l'opposition ne s'était pas encore pleinement mise d'accord sur la nécessité — ou même l'opportunité — de cette exécution.

Ainsi le cercle Kreisau s'opposait absolument à un tel acte de violence. Ce cercle était un groupe de jeunes intellectuels idéalistes réunis autour des rejetons de deux des familles aristocratiques les plus renommées : le comte Helmuth James von Moltke, un arrière-petit-neveu du maréchal qui avait conduit l'armée prussienne à la victoire contre la France en 1870, et le comte Peter Yorck von Wartenburg, descendant direct du fameux général de l'époque napoléonienne qui, avec Clausewitz, avait signé avec le tzar Alexandre Ier la Convention de Tauroggen, à la

suite de quoi l'armée prussienne avait changé de camp, contribuant à la chute de Napoléon.

Tenant son nom de la propriété que possédaient les Moltke à Kreisau en Silésie, le cercle Kreisau n'était pas un cercle de conspirateurs mais un cercle où l'on discutait* et dont les membres représentaient un bon échantillonnage de la Société allemande d'avant le nazisme, telle qu'ils espéraient qu'elle redeviendrait après le cauchemar hitlérien.

* « Nous allons être pendus pour avoir pensé ensemble », écrivait Moltke à sa femme juste avant son exécution.

Il comprenait deux jésuites, deux pasteurs luthériens, des conservateurs, des libéraux, des socialistes, de riches propriétaires terriens, d'anciens dirigeants de syndicats ouvriers, des professeurs et des diplomates. Malgré leur différence de formation, de milieu social et de pensée, ils avaient pu trouver un terrain d'entente qui leur permettait de rassembler des idées intellectuelles, spirituelles, éthiques, philosophiques et, jusqu'à un certain point, politiques dans leur résistance commune à Hitler. A en juger d'après les documents qu'ils ont laissés derrière eux — presque tous furent pendus avant la fin de la guerre — et qui comprenaient un programme pour le gouvernement futur et pour les fondements économique, social et spirituel de la nouvelle Société, ils tendaient vers une sorte de socialisme chrétien où tous les hommes seraient frères, où les terribles maux des temps modernes et les perversions de l'esprit humain seraient guéris. Leur idéal était noble, très élevé, au point d'être un peu nuageux; il s'y ajoutait une touche de mysticisme germanique.

Mais ces jeunes gens aux sentiments nobles étaient incroyablement patients. Ils haïssaient Hitler et ce qu'il avait amené en Allemagne et en Europe. Mais il ne les intéressait pas de le renverser : ils pensaient que la défaite prochaine de l'Allemagne s'en chargerait. Ils dirigeaient exclusivement leur attention sur ce qui viendrait ensuite. « Pour nous, écrivait Moltke à cette époque, l'image de l'Europe d'après guerre dépendra de la façon dont nous pourrons rendre à nos concitoyens le respect de l'homme. »

Dorothy Thompson, l'éminente journaliste américaine qui séjourna de nombreuses années en Allemagne, supplia Moltke, un de ses vieux et bons amis, de descendre des nuages. Dans une série de courtes émissions qu'elle fit à New York au cours de l'été 1942 à l'intention de « Hans », elle l'implora, lui et ses amis, de tenter quelque chose pour se débarrasser du dictateur démoniaque. « Nous ne vivons pas dans un monde de saints, mais dans un monde d'êtres humains », lui rappela-t-elle.

La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, Hans, et qu'ensemble nous avons bu une tasse de thé sur cette belle terrasse qui domine le lac... je vous ai dit qu'un jour il vous faudrait montrer par des actes, des actes énergiques, de quel bord vous êtes... Et je me souviens de vous avoir demandé si vous et vos amis auriez un jour le courage d'agir (1)...

C'était une question pertinente et la réponse semble avoir été que Moltke et ses amis avaient le courage de parler — ce pourquoi ils furent exécutés — mais pas celui d'agir.

Cette faille dans leurs esprits plutôt que dans leurs cœurs — car tous sans exception affrontèrent une mort cruelle avec un grand courage — fut la cause principale des divergences qui opposèrent le cercle Kreisau au groupe de conspirateurs Beck-Goerdeler-Hassell, bien qu'ils ne fussent

pas non plus d'accord sur le caractère et la composition du gouvernement qui succéderait au régime nazi.

Ils tinrent plusieurs réunions, à la suite d'une conférence solennelle qui eut lieu dans la demeure de Peter Yorck, le 22 janvier 1943. Elle était présidée par le général Beck qui, ainsi que le nota Hassell dans son journal, « se montra plutôt amorphe et réservé (2) ». Une discussion assez vive opposa les « jeunes » et les « vieux » — selon les termes mêmes de Hassell — sur la future politique sociale et économique, Moltke et Goerdeler étant en violent désaccord sur ce point. Hassell jugeait l'ancien maire de Leipzig tout à fait « réactionnaire » et notait chez Moltke « des tendances anglo-saxonnes et pacifistes ». La Gestapo prit bonne note de cette réunion et, lors du procès qui allait voir comparaître ses participants, elle produisit un compte rendu étonnamment détaillé des discussions.

Himmler était déjà sur la piste des conspirateurs et plus près de les rattraper que ceux-ci ne s'en doutaient. Mais, et c'est là une des ironies de cette affaire, en 1943, avec la perspective de la défaite imminente, cet homme aux manières douces, ce S.S. sanguinaire, ce maître-policier du Troisième Reich, commençait à porter un intérêt personnel à la résistance, avec laquelle il entretenait plus d'un contact amical. Et, parmi les conspirateurs, plus d'un — en particulier Popitz — commençait à voir en Himmler un successeur possible d'Hitler! Le chef S.S., apparemment attaché avec fanatisme au Führer, commença à se voir lui-même dans ce rôle, ce qui ne l'empêcha pas de jouer presque jusqu'à la fin le double jeu, provoquant la mort de beaucoup de conspirateurs courageux.

La résistance travaillait dans trois domaines. Le cercle Kreisau tenait d'interminables débats et travaillait pour l'âge de l'Apocalypse. Le groupe

Beck, les pieds davantage sur la terre, cherchait à tuer Hitler d'une manière ou d'une autre et à s'emparer du pouvoir. Il nouait aussi des contacts avec l'Ouest pour informer les Alliés de ce qui se tramait et chercher à savoir quel genre de paix ceux-ci accepteraient de négocier avec un gouvernement antinazi*. Ces contacts furent établis à Stockholm et en Suisse.

** Selon certains mémoires allemands, les Nazis auraient noué en 1942-1943 des contacts avec les Russes au sujet d'éventuelles négociations de paix, et Staline aurait même offert d'engager des conversations en vue d'une paix séparée. A Nuremberg, à la barre des témoins, Ribbentrop parla longuement de ses efforts personnels pour entrer en contact avec les Russes et dit être entré en rapports avec des agents soviétiques à Stockholm. Peter Kleist, qui représenta Ribbentrop à Stockholm, en a parlé dans son ouvrage (3). Je crois fermement que, lorsqu'on aura trié tous les documents secrets des Allemands, un aspect révélateur de cet épisode sera mis en lumière.*

Dans la capitale suédoise, Goerdeler rencontra plusieurs fois les banquiers Marcus et Jakob Wallenberg, avec lesquels il était depuis longtemps lié d'amitié et qui avaient des affaires et des relations personnelles à Londres. En avril 1942, au cours d'un entretien avec Jakob Wallenberg, Goerdeler le pressa d'entrer en contact avec Churchill. Les conspirateurs voulaient que le premier ministre leur donnât l'assurance préalable que les Alliés concluraient la paix avec l'Allemagne s'ils arrêtaient Hitler et renversaient le régime nazi. Wallenberg répliqua qu'à en juger par ce qu'il savait du gouvernement britannique ils n'obtiendraient pas cette promesse.

Un mois plus tard, deux pasteurs luthériens établissaient un contact direct avec les Anglais à Stockholm. Il s'agissait du docteur Hans Schoenfeld, membre du Bureau des Relations étrangères de l'Église évangélique allemande, et du pasteur Dietrich Bonhoeffer, un

ecclésiastique éminent et un conspirateur actif, qui, en apprenant que le docteur George Bell, l'évêque anglican de Chichester, se trouvait en visite à Stockholm, se hâta de l'y rejoindre. Bonhoeffer voyagea incognito, avec de faux papiers que lui avait fournis le colonel Oster, de l'Abwehr.

Les deux pasteurs mirent l'évêque au courant des projets des conspirateurs et, de même que Goerdeler, s'enquirent si les Alliés occidentaux consentiraient à conclure une paix honorable avec un gouvernement non nazi, une fois Hitler renversé. Ils demandèrent une réponse — soit par un message privé, soit par une déclaration publique. Pour bien faire comprendre que le complot anti-hitlérien était une affaire très sérieuse, Bonhoeffer remit à l'évêque une liste portant les noms des dirigeants — indiscretion qui, par la suite, allait lui coûter la vie et apporter des arguments de plus à l'accusation pour obtenir l'exécution d'un bon nombre d'autres conspirateurs.

C'était l'information la plus sûre et la plus récente que les Alliés eussent reçue jusqu'alors concernant l'opposition en Allemagne et ses projets; aussi, dès son retour à Londres au mois de juin, l'évêque anglican s'empressa-t-il de la transmettre à Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères. Mais Eden, qui avait donné sa démission de ce poste en 1938 pour protester contre la politique d'apaisement adoptée par Chamberlain à l'égard d'Hitler, se montra sceptique. Des informations du même genre avaient été transmises au gouvernement britannique par de prétendus conspirateurs depuis l'époque de Munich et jamais rien n'en était sorti. Aucune réponse ne fut donnée (4).

Les contacts pris par les résistants allemands avec les Alliés en Suisse passaient en majorité par le canal d'Allen Dulles, qui y dirigea le « Bureau

des Services stratégiques* » américain de novembre 1942 à la fin de la guerre.

* *O.S.S. Services secrets américains, l'équivalent de l'I.S. anglais (N.D.T.)*

Son principal visiteur fut Hans Gisevius qui faisait fréquemment le voyage de Berlin à Berne et qui était lui aussi, nous l'avons vu, un membre actif de la conspiration. Gisevius travaillait pour l'Abwehr et était attaché au Consulat général allemand en qualité de vice-consul. Sa fonction principale consistait à transmettre à Dulles des messages émanant de Beck et de Goerdeler et de le tenir informé des progrès des complots dirigés contre Hitler. Dulles recevait également d'autres visiteurs, dont le docteur Schoenfeld et Trott zu Solz, ce dernier à la fois membre du cercle Kreisau et de la conspiration ; il se rendit une fois en Suisse pour « avertir » Dulles, comme tant d'autres avant lui, que si les démocraties s'obstinaient dans leur refus d'envisager une paix acceptable avec un régime allemand antinazi, les conspirateurs se tourneraient vers la Russie soviétique. Dulles, malgré sa sympathie personnelle, ne fut pas en mesure de donner une promesse quelconque (5).

On peut à bon droit s'étonner de l'attitude de ces chefs de la résistance allemande, si insistants lorsqu'il s'agissait d'obtenir la promesse d'une paix favorable avec l'Ouest, et si hésitants lorsqu'il s'agissait de se libérer d'Hitler avant d'en avoir reçu l'assurance.

En février 1943, Goerdeler informa Jakob Wallenberg, à Stockholm, qu'ils « projetaient un coup pour mars ». C'était exact.

Le général Friedrich Olbricht, chef du Bureau général de l'armée (*Allgemeines Heeresamt*), et le général von Tresckow, chef d'état-major du groupe d'armées du centre en Russie, commandé par le maréchal von Kluge, avaient tous deux préparé l'« *Opération Flash* » — ainsi l'avait-on baptisée — au cours des mois de janvier et février. Olbricht, homme profondément religieux, s'était joint aux conspirateurs et, en raison de ses nouvelles fonctions, il en était rapidement devenu un des chefs.

En qualité d'adjoint au général Friedrich Fromm, commandant en chef de l'armée de l'Intérieur, il se trouvait à même de rallier les garnisons de Berlin et des autres grandes villes du Reich à la cause des conspirateurs. Fromm lui-même, comme Kluge, avait perdu ses illusions sur le Führer. Toutefois, on ne l'estimait pas suffisamment sûr pour le mettre au courant du complot.

« Nous sommes prêts. Le moment est venu pour l'*Opération Flash* », dit Olbricht à Fabian von Schlabrendorff, officier subalterne de l'état-major de Tresckow, à la fin de février. Au début de mars, les conspirateurs se réunirent pour tenir une dernière conférence à Smolensk, quartier général du groupe d'armées du centre. Bien qu'il ne participât pas à l'action, l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, était au courant, et il facilita la réunion en emmenant avec lui, en avion, à Smolensk, Hans von Dohnanyi et le général Erwin Lahousen, tous deux attachés à son état-major, pour assister, dit-il, à une conférence des officiers du Service secret de la

Wehrmacht. Lahousen, ancien officier du Service secret de l'armée autrichienne et le seul des conspirateurs de l'Abwehr qui devait survivre à la guerre, emportait avec lui quelques bombes.

Schlabrendorff et Tresckow avaient trouvé, après de nombreux essais, que les bombes allemandes ne valaient rien pour ce dessein. Ainsi que devait l'expliquer par la suite le jeune officier (6), elles fonctionnaient avec une fusée dont le sifflement, bien que faible, les faisait repérer. Ils découvrirent que les Anglais fabriquaient des bombes meilleures : « Avant l'explosion, dit Schlabrendorff, elles ne produisent pas le moindre bruit. » La R.A.F. en avait laissé tomber un certain nombre au-dessus des territoires occupés à l'intention des agents alliés pour leurs opérations de sabotage. L'une d'elles avait servi à assassiner Heydrich. L'Abwehr en avait rassemblé plusieurs et les avait remises aux conspirateurs.

Le plan élaboré au cours de la réunion de Smolensk consistait à attirer Hitler au quartier général du groupe d'armées et, là, à s'en débarrasser. Ce serait le signal qui déclencherait le déroulement du complot à Berlin.

Attirer dans le piège le Seigneur de la Guerre n'était pas une chose aisée, car il soupçonnait à présent la plupart de ses généraux. Mais Tresckow décida son vieil ami, le général Schmundt, chef d'état-major général d'Hitler, à s'entremettre. Après quelques hésitations et plus d'un contrordre, le Führer accepta de se rendre à Smolensk le 13 mars 1943. Schmundt lui-même ignorait tout du complot.

Entre-temps, Tresckow avait de nouveau tenté d'amener son chef, von Kluge, à prendre la direction de l'opération. Il suggéra au maréchal d'autoriser le lieutenant-colonel Freiherr von Boeselager*, qui commandait une unité de cavalerie au quartier général, à s'en servir pour s'emparer

d'Hitler et de sa garde du corps dès leur arrivée. Boeselager était d'accord. Il ne lui fallait pour cela qu'un ordre émanant du maréchal, mais l'hésitant commandant en chef ne put se décider à le donner. En conséquence, Tresckow et Schlabrendorff décidèrent de prendre eux-mêmes les choses en main.

** Exécuté par les nazis.*

Ils installeraient tout simplement une de leurs bombes anglaises à bord de l'avion que reprendrait Hitler. « En simulant un accident, devait expliquer plus tard Schlabrendorff, on aurait l'avantage d'éviter tous les inconvénients politiques d'un meurtre. Car, à cette époque, Hitler comptait encore de nombreux partisans qui, à la suite d'un tel événement, auraient opposé une forte résistance à notre révolte. »

Par deux fois, après l'arrivée d'Hitler, au cours de l'après-midi et de la soirée du 13 mars, les deux officiers antinazis furent tentés de modifier leurs plans et de faire exploser la bombe, la première fois au quartier général de Kluge, où Hitler conférait avec les généraux, et la seconde fois dans le mess des officiers où tous soupaient*.

** Au cours de la première réunion, raconte Schlabrendorff, il eut l'occasion d'examiner le képi anormalement grand que portait Hitler. Il fut frappé par son poids. Un examen plus attentif révéla qu'il était doublé de plaques d'acier pesant trois livres et demie.*

Mais la bombe aurait tué par la même occasion quelques-uns des généraux sur lesquels — une fois qu'ils auraient été libérés de leur serment personnel de fidélité au Führer — comptaient les conspirateurs pour les aider à s'emparer du pouvoir.

Restait à mettre la bombe dans l'avion du Führer, qui devait s'envoler aussitôt après le dîner. Schlabrendorff avait préparé ce qu'il appelle « deux paquets explosifs » et les avait réunis en un seul colis ressemblant à deux bouteilles de cognac. Au cours du repas, Tresckow avait innocemment demandé au colonel Heinz Brandt, de l'état-major général de l'armée, qui était venu avec Hitler, s'il consentirait à emporter deux bouteilles de cognac à son vieil ami le général Helmuth Stieff **, chef des services d'organisation du haut commandement militaire. Sans défiance, Brandt répondit qu'il le ferait avec plaisir.

*** Exécuté par les nazis.*

Sur le terrain d'aviation, Schlabrendorff glissa nerveusement un doigt à travers une petite ouverture aménagée dans le paquet, mit en marche le mécanisme de la bombe à retardement et la tendit à Brandt au moment où celui-ci montait à bord de l'avion du Führer. C'était une arme fort intelligemment conçue. Elle ne comportait pas de mouvement d'horlogerie indiscret. Quand le jeune officier pressa sur un bouton, une petite bouteille se brisa à l'intérieur du mécanisme, libérant un corrosif chimique qui se mit à ronger le fil retenant le ressort. Lorsque le fil se romprait, le ressort pousserait le percuteur qui frapperait un détonateur, lequel ferait exploser la bombe.

Selon Schlabrendorff, l'explosion devait se produire peu après que l'avion aurait survolé Minsk, soit à trente minutes de vol de Smolensk. Pris d'une excitation fébrile, il appela Berlin au téléphone et en code informa les conspirateurs que l'Opération Flash était commencée. Puis, le cœur battant, Tresckow et lui attendirent la grande nouvelle. Ils pensaient

qu'ils l'apprendraient d'abord par un message radio envoyé par un des avions de chasse qui escortaient l'appareil du Führer. Ils comptèrent les minutes, vingt, trente, quarante, une heure... toujours rien. Cela ne vint qu'au bout de plus de deux heures : un message ordinaire annonçait qu'Hitler avait atterri à Rastenburg..

Nous fîmes comme assommés. Je ne pouvais imaginer la cause de cet échec (devait raconter plus tard Schlabrendorff). Je téléphonai aussitôt à Berlin et prononçai le mot conventionnel signifiant que la tentative avait échoué. Puis, Tresckow et moi, nous nous consultâmes sur ce qu'il convenait de faire. Nous étions terriblement abattus. Il était déjà suffisamment grave que l'attentat n'ait pas réussi, mais, ce qui allait être pire, c'était la découverte de la bombe, qui infailliblement dirigerait les soupçons sur nous et entraînerait la mort d'un grand nombre de nos collaborateurs les plus proches.

La bombe ne devait jamais être découverte! Le même soir, Tresckow appelait par téléphone le colonel Brandt et, d'un ton naturel, s'informait s'il avait eu le temps de remettre son présent au général Stieff. Brandt lui répondit qu'il n'avait pu le faire encore. Tresckow le pria alors de le conserver — il y avait eu une erreur de bouteilles — et lui dit que Schlabrendorff, devant se rendre le lendemain à Rastenburg pour quelque mission officielle, lui apporterait par la même occasion le cognac qu'il avait eu l'intention d'offrir au général Stieff.

Avec un courage incroyable, Schlabrendorff s'envola vers le quartier général d'Hitler où il échangea les deux bouteilles de cognac contre la bombe.

Je me souviens encore de mon effroi (raconta-t-il plus tard) quand Brandt me tendit la bombe et lui imprima une secousse qui me fit craindre une explosion à retardement. Feignant un calme que j'étais loin de ressentir, je pris la bombe, montai aussitôt en voiture et me rendis

à la gare la plus proche, celle de Korschen.

Il prit le train de nuit pour Berlin et, dans la solitude de son wagon-lit, il démontra la bombe. Il comprit bien vite ce qui s'était produit — ou plutôt pourquoi rien ne s'était produit :

Le mécanisme s'était déclenché; la petite bouteille s'était brisée et le liquide corrosif avait rongé le fil; le percuteur avait frappé; mais la mise à feu n'avait pas fonctionné.

Amèrement déçus, mais nullement découragés, les conspirateurs de Berlin décidèrent de faire une nouvelle tentative. Une occasion favorable ne tarda pas à se présenter. Hitler, accompagné de Goering, d'Himmler et de Keitel, devait assister à la cérémonie en l'honneur des Héros (*Heldengedenktage*) qui se déroulerait le 21 mars à Berlin, au musée de l'armée. Excellente occasion qui permettrait de supprimer non seulement le Führer, mais également ses principaux adjoints.

Comme le dirait par la suite le colonel Freiherr von Gersdorff, chef du 2^e Bureau à l'état-major de Kluge : « C'était une chance qui ne se reproduirait jamais. » Tresckow avait chargé Gersdorff de mettre la bombe en action, et cette fois il s'agissait d'une mission-suicide. Le projet prévoyait que le colonel dissimulerait deux bombes dans les poches de son manteau, déclencherait les mises à feu, puis irait se placer aussi près que possible d'Hitler, pendant la cérémonie. Avec un courage admirable, Gersdorff se porta volontaire pour cette mission, qui impliquait le sacrifice de sa vie.

Dans la soirée du 20 mars, il rencontra Schlabrendorff dans sa chambre de l'Hôtel Eden, à Berlin. Schlabrendorff lui avait apporté deux bombes munies d'une mise à feu à retardement de dix minutes. Mais, étant

donné la température proche de 0° qui régnait dans la cour vitrée du musée, il se pouvait qu'un délai de 15 à 20 minutes s'écoulât avant l'explosion. Or le programme de la cérémonie prévoyait qu'après son discours Hitler resterait dans cette cour une demi-heure pour visiter une exposition des trophées de guerre pris aux Russes, organisée par Gersdorff et ses adjoints. C'était le seul endroit où le colonel pourrait se rapprocher suffisamment du Führer pour le faire sauter avec lui.

Voici ce que raconte Gersdorff à ce propos (7) :

Le lendemain, j'emportai dans chacune des poches de mon manteau une bombe avec son dispositif de mise à feu. J'avais l'intention de me tenir aussi près du Führer que possible, de manière que lui, du moins, fût déchiqueté par l'explosion. Quand il... pénétra dans le hall d'exposition, Schmundt s'approcha de moi et m'avertit que le Führer n'allait consacrer que huit à dix minutes à l'inspection des trophées. Ainsi, il n'était plus possible d'exécuter le plan prévu, car, même si la température avait été normale, il aurait fallu au moins dix minutes à l'acide pour ronger le fusible, provoquant ainsi l'explosion. Ce changement de dernière minute — exemple typique des méthodes subtiles employées par Hitler pour assurer sa sécurité — lui avait une fois de plus sauvé la vie*.

** Une des difficultés que l'on rencontre à retracer les exploits des conspirateurs réside dans le fait que les souvenirs des rares survivants sont loin d'être précis. Non seulement ils diffèrent souvent, mais ils sont contradictoires. Ainsi Schlabrendorff, qui avait apporté les bombes à Gersdorff, raconte dans son livre que, comme ils n'avaient pu se procurer une mise à feu à retardement fonctionnant dans des délais suffisamment courts, on avait abandonné la tentative du musée. Il n'avait pas été informé, ou avait oublié, que Gersdorff s'était bel et bien rendu à la cérémonie pour essayer de remplir sa mission. Or, le colonel affirme lui avoir déclaré la veille qu'il « était décidé à le faire » avec les mises à feu dont il disposait.*

A Smolensk, raconte Gersdorff, le général von Tresckow suivait avec anxiété la retransmission de la cérémonie, chronomètre en main. Quand le speaker annonça qu'Hitler avait quitté le hall huit minutes après y être

entré, le général comprit qu'une nouvelle tentative venait d'échouer.

Il y eut encore au moins trois nouvelles tentatives du même genre pour assassiner Hitler, et chacune devait connaître le même sort.

Au début de 1943, il se produisit en Allemagne un soulèvement spontané qui, bien que restreint, eut pour effet de ranimer le courage des résistants. Ce soulèvement leur servit aussi d'avertissement ; il permit de voir à quel point les autorités nazies pouvaient se montrer impitoyables lorsqu'il s'agissait d'étouffer dans l'œuf la moindre opposition.

Les étudiants allemands avaient compté, nous l'avons vu, parmi les nazis les plus fanatiques des années 30. Mais dix ans sous la férule hitlérienne avaient amené bien des déceptions, encore accrues par l'échec de l'Allemagne sur le plan militaire, et surtout par le récent désastre de Stalingrad. A Munich, berceau du nazisme, l'Université devint le foyer de la révolte des étudiants.

Celle-ci était menée par un étudiant en médecine âgé de vingt-cinq ans, Hans Scholl, et par sa sœur de vingt et un ans, Sophie, étudiante en biologie. Ils avaient pour conseiller Kurt Huber, professeur de philosophie. Par le truchement de ce qui fut bientôt connu sous le nom des « Lettres de la Rose Blanche », ils menaient leur propagande antinazie dans d'autres universités. Ils étaient également en contact avec les conspirateurs de Berlin.

Un jour de février 1943, le Gauleiter de Bavière, Paul Giesler, auquel la Gestapo venait de remettre un dossier des lettres incriminées, convoqua les étudiants et leur annonça que les étudiants physiquement inaptes — les autres avaient été déjà appelés pour le service armé — allaient dorénavant être affectés à un travail utile pour la conduite de la guerre, et il

suggéra en ricanant que les étudiantes aient un enfant chaque année pour le bien de la Patrie. « Si certaines de ces demoiselles, ajouta-t-il, manquent du charme suffisant pour attirer un compagnon, j'assignerai à chacune d'elles un de mes adjoints... et je puis leur promettre une expérience des plus plaisantes. »

Les Bavarois sont connus pour leur humour assez lourd, mais cette vulgarité était plus que n'en pouvaient supporter les étudiants. Ils firent taire le Gauleiter sous les huées, jetèrent hors de la salle les hommes de la Gestapo et les S.S. accourus pour le protéger. Dans l'après-midi, les étudiants se livrèrent à des manifestations antinazies dans les rues de Munich; c'était la première fois qu'une telle chose se produisait dans le Troisième Reich. Conduits par les Scholl, les étudiants se mirent à distribuer des manifestes appelant ouvertement la jeunesse allemande à la révolte. Le 19 février, un chef d'immeuble vit Hans et Sophie Scholl jeter leurs tracts du haut du balcon de l'Université, et il les dénonça à la Gestapo.

Leur fin fut rapide et atroce. Traînés devant le redoutable Tribunal du Peuple, présidé comme d'habitude par Roland Freisler, peut-être le plus sinistre et le plus sanguinaire nazi du Troisième Reich après Heydrich (on le retrouvera plus loin), ils furent reconnus coupables de trahison et condamnés à mort. Sophie Scholl fut si brutalement traitée par la Gestapo au cours de son interrogatoire qu'elle comparut devant le tribunal avec une jambe brisée. Mais son courage resta inébranlable. A Freisler, qui la rudoyait sans pitié, elle répondit calmement : « Vous savez aussi bien que moi que la guerre est perdue. Comment pouvez-vous être assez lâche pour ne pas l'admettre? »

Elle clopina sur ses béquilles jusqu'à l'échafaud et mourut avec un courage sublime. Son frère affronta la mort avec la même fermeté. Le professeur Huber et plusieurs autres étudiants furent exécutés quelques jours plus tard (8).

Ces événements vinrent rappeler aux conspirateurs de Berlin les dangers qui les guettaient, à un moment où les indiscretions de certains de leurs chefs commençaient à être pour eux un souci constant. Goerdeler lui-même était beaucoup trop bavard. Les efforts de Popitz pour sonder Himmler et d'autres officiers supérieurs S.S. et les gagner à la conspiration étaient risqués à l'extrême. L'inimitable Weizsaecker — qui, après la guerre, se présenta comme un résistant à toute épreuve — prit peur au point de rompre tout contact avec un de ses plus proches amis, Hassell, qu'il accusait d'être « incroyablement indiscret » et qui, lui dit-il, « était filé par la Gestapo* ».

* Hassell décrit cette scène pénible dans son journal. « Il me demanda de lui épargner l'embarras que lui causait ma présence, écrit Hassell. Quand je voulus protester, il m'interrompit sèchement. » (Journal de von Hassell, pp. 256-257.) Ce fut seulement lorsque Weizsaecker se retrouva en sécurité au Vatican qu'il pressa les conspirateurs de passer à l'action. « C'est facile à dire, du Vatican », commenta Hassell. Weizsaecker survécut pour écrire ses mémoires — assez peu intéressants. Le journal de Hassell devait être publié après son exécution.

Celle-ci en surveillait bien d'autres et, en particulier, le jovial et confiant Goerdeler; pourtant, le coup qu'elle porta aux conspirateurs aussitôt après mars 1943 fut le résultat moins d'un travail de limiers, que de la rivalité existant entre les deux services secrets : l'Abwehr de la Wehrmacht et le R.S.H.A. d'Himmler — service de Sécurité central — dont dépendait le Service secret des S.S. et qui cherchait à évincer l'amiral

Canaris pour mettre la main sur son Abwehr.

Au cours de l'automne 1942, un homme d'affaires munichois du nom de Schmidhuber avait été arrêté pour avoir fait passer frauduleusement des devises en Suisse. C'était un agent de l'Abwehr et l'argent que, depuis longtemps déjà, il faisait passer de l'autre côté de la frontière était destiné à un groupe de Juifs réfugiés en Suisse. Or, sous le Troisième Reich, il n'était pas de pire crime pour un Allemand, fût-il un agent de l'Abwehr. Quand il comprit que l'amiral Canaris n'était pas en mesure de le protéger, Schmidhuber se mit à table et raconta à la Gestapo tout ce qu'il savait au sujet de l'Abwehr.

Il mit en cause Hans von Dohnanyi qui, avec le colonel Oster, avait fait partie du cercle des conspirateurs. Il parla aux sbires d'Himmler de la mission remplie par le docteur Josef Mueller auprès du Vatican, en 1940, pour établir un contact avec les Anglais par l'intermédiaire du pape. Il révéla la visite faite à Stockholm, en 1942, par le pasteur Bonhoeffer à l'évêque de Chichester grâce à un faux passeport établi par l'Abwehr. Il fit allusion aux divers complots tramés par Oster pour se débarrasser d'Hitler.

Après des mois d'enquêtes, la Gestapo agit. Dohnanyi, Mueller et Bonhoeffer furent arrêtés le 5 avril 1943, et Oster qui, entretemps, était parvenu à détruire la plupart des papiers compromettants, fut contraint à démissionner de l'Abwehr en décembre et mis aux arrêts à Leipzig*.

* Bonhoeffer, Dohnanyi et Oster devaient tous être exécutés par les S.S. le 9 avril 1945, moins d'un mois avant la capitulation de l'Allemagne. Il semble qu'il se soit agi là d'un acte de vengeance de Himmler. Seul Mueller en réchappa.

C'était un coup terrible porté à la conspiration. Oster — « un homme tel que Dieu voulait que fussent les hommes, à l'esprit lucide et serein, d'un calme inaltérable dans le danger », disait de lui Schlabrendorff — avait été depuis 1938 une des figures centrales de la conspiration dirigée contre Hitler, et Dohnanyi, juriste de profession, un de ses adjoints les plus éminents. Bonhoeffer, le protestant, et Mueller, le catholique, avaient non seulement apporté à la résistance une grande force spirituelle, mais ils avaient également donné à tous un exemple de courage individuel dans les diverses missions qu'ils avaient accomplies à l'étranger — courage qu'ils devaient encore montrer en refusant, même sous les tortures qui suivirent leur arrestation, de trahir leurs camarades.

Le résultat le plus grave fut qu'avec la dissolution de l'Abwehr les conspirateurs perdirent leur « couverture » et leurs principaux moyens de communiquer entre eux, avec les généraux hésitants et avec leurs amis occidentaux.

En quelques mois, de nouvelles découvertes faites par les sbires d'Himmler mirent l'Abwehr et son chef, l'amiral Canaris, hors de jeu.

Une de ces découvertes eut pour origine ce qui fut bientôt connu dans les cercles nazis sous le nom de « Thé de Frau Solf », une réunion qui eut lieu le 10 septembre 1943. Frau Anna Solf, veuve d'un ancien ministre des Colonies sous Guillaume II, qui avait été également ambassadeur d'Allemagne au Japon sous la République de Weimar, tenait depuis longtemps déjà un salon antinazi à Berlin.

On y rencontrait des hôtes distingués comme la comtesse Hanna von Bredow, petite-fille de Bismarck, le comte Albrecht von Bernstorff, neveu de l'ambassadeur allemand aux États-Unis au cours de la première guerre

mondiale, le père Erxleben, jésuite très connu, Otto Kiep, haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, qui avait été démis de ses fonctions de consul général à New York pour avoir assisté à un déjeuner officiel donné en l'honneur du professeur Einstein, puis réintégré dans le service diplomatique, et Elisabeth von Thadden, une femme brillante et profondément religieuse qui dirigeait une école réputée à Weiblingen, près de Heidelberg.

Le 10 septembre 1943, Fräulein von Thadden amena chez Frau Solf un séduisant médecin suisse, le docteur Reckse, qui travaillait à l'hôpital de la Charité, à Berlin, sous les ordres du professeur Sauerbruch. Comme la majorité des Suisses, le docteur Reckse exprima de vifs sentiments antinazis ; les autres personnes présentes firent aussitôt chorus avec lui, en particulier Kiep. Avant la fin de la réunion, le bon docteur avait déjà proposé de se charger de toutes les lettres que Frau Solf ou ses invités désireraient faire parvenir à leurs amis installés en Suisse — émigrés allemands antinazis, fonctionnaires diplomatiques anglais et américains — offre que s'empressèrent d'accepter plusieurs invités.

Malheureusement pour eux, le docteur Reckse était un agent de la Gestapo, à laquelle il transmet plusieurs lettres révélatrices en même temps qu'un compte rendu de la réception.

Le comte von Moltke en eut connaissance par un de ses amis du ministère de l'Air qui avait capté plusieurs conversations téléphoniques entre le médecin suisse et la Gestapo. Il s'empressa aussitôt d'alerter son ami Kiep, qui passa le mot aux autres membres du cercle Solf. Mais Himmler possédait les preuves qu'il voulait. Il attendit quatre mois pour agir, peut-être dans l'espoir d'opérer un coup de filet plus important. Le

12 janvier, tous ceux qui avaient assisté à la réception furent arrêtés, jugés et exécutés, à l'exception de Frau Solf et de sa fille la comtesse Ballestrem*, qui furent envoyées au camp de concentration de Ravensbrück; elles échappèrent miraculeusement à la mort**.

* En fait, il semble bien que ces quatre mois aient permis à Himmler d'opérer un coup de filet plus important. Selon Reitlinger, quelque 74 personnes furent arrêtées grâce à Reckse. (REITLINGER, *Les S.S.*, p. 304.)

** L'ambassadeur du Japon fit une première démarche pour retarder leur jugement. Puis, le 3 février 1945, au cours d'une attaque diurne opérée par l'aviation américaine, une bombe tua Roland Freisler, alors qu'il présidait un de ses sinistres procès pour trahison, et détruisit le dossier des Solf, qui se trouvait dans les classeurs du Tribunal du Peuple. Les Solf n'en devaient pas moins être jugés le 27 avril, mais, à cette date, les Russes étaient à Berlin. En fait, sans doute à la suite d'une erreur, les Solf étaient sortis de la prison de Moabit le 23 avril. (Wheeler-Bennett, *Nemesis*, p. 595, et Pechel *Deutscher Widerstand*, pp. 88-93.)

Le comte von Moltke, impliqué dans l'affaire avec son ami Kiep, fut également arrêté. Ce ne devait pas être la seule conséquence de l'arrestation de Kiep. Les répercussions s'étendirent jusqu'à la Turquie et ouvrirent la voie à la liquidation définitive de l'Abwehr, dont les fonctions allaient être confiées à Himmler.

Kiep comptait parmi ses amis antinazis les plus proches Erich Vermehren et son épouse, l'ex-comtesse Elisabeth von Plettenberg, femme d'une grande beauté. Comme les autres opposants du régime, tous deux avaient rallié l'Abwehr; ils s'étaient fait envoyer à Istanbul en qualité d'agents de cet organisme. La Gestapo les convoqua à Berlin pour les interroger sur l'affaire Kiep. Conscients du sort qui les attendait, ils refusèrent, entrèrent en contact avec un agent secret anglais, au début de février 1944, et furent embarqués à bord d'un avion à destination du Caire,

d'où ils s'envolèrent pour l'Angleterre.

On crut à Berlin — mais il se révéla que c'était inexact — que les Vermehren s'étaient enfuis avec tous les codes secrets de l'Abwehr et les avaient transmis aux Anglais. Ce fut pour Hitler la goutte d'eau qui fit déborder le vase; cette affaire venant après l'arrestation des Dohnanyi et autres membres de l'Abwehr confirmait les soupçons grandissants qu'il nourrissait à l'égard de l'amiral Canaris. Le 18 février 1944, il ordonnait la dissolution de l'Abwehr, ses fonctions devant être reprises par la R.S.H.A.

C'était un nouveau galon à la manche d'Himmler, dont la lutte contre le corps des officiers de l'armée remontait aux fausses accusations qu'il avait portées en 1938 contre le général von Fritsch. Cette décision privait les forces armées d'un service d'espionnage et de contre-espionnage. Elle accroissait le pouvoir d'Himmler sur les généraux. Elle portait également un coup de plus aux conspirateurs qui, désormais, se trouvaient abandonnés à eux-mêmes, sans aucun service secret avec lequel travailler*.

** L'amiral Canaris fut nommé chef du Bureau de la Guerre économique et commerciale. Nanti de ce titre creux, le « petit amiral » disparut de l'Histoire allemande. C'était un personnage si impénétrable que les écrivains n'ont pu se mettre d'accord ni sur l'homme qu'il était, ni sur ce à quoi il croyait, si toutefois il croyait à quelque chose. Cynique et fataliste, il avait haï la République de Weimar et avait secrètement travaillé contre elle, puis, de la même façon, il s'était retourné contre le Troisième Reich. Ses jours, de même que ceux des principales figures de l'Abwehr, à l'exception d'une seule (le général Lahousen), étaient comptés, comme nous allons le voir.*

Mais ils n'avaient pas abandonné leur espoir de tuer Hitler. Entre septembre 1943 et janvier 1944, 6 autres tentatives environ furent organisées.

Au mois d'août 1943, Jakob Wallenberg se rendit à Berlin pour

rencontrer Goerdeler. Celui-ci lui assura que tout était prêt en vue d'un coup prévu pour septembre et qu'ensuite Schlabendorff partirait pour Berlin afin d'entrer en contact avec un envoyé de Churchill et d'entamer des négociations de paix. « J'attendis le mois de septembre avec une vive impatience », devait raconter par la suite le banquier suisse à Allen Dulles. « Il se passa sans que rien se produisît (9). »

Un mois plus tard, le général Stieff, ce bossu à la langue bien pendue auquel Tresckow avait envoyé les deux bouteilles de cognac et qu'Himmler qualifia plus tard de « petit nain venimeux », prit les dispositions nécessaires pour faire exploser une bombe à retardement au cours de la conférence militaire qu'Hitler tenait tous les jours à midi au quartier général de Rastenburg; mais, au dernier moment, il prit peur. Quelques jours plus tard, la réserve de bombes anglaises que lui avait procurées l'Abwehr et qu'il avait cachées sous une guérite dans l'enceinte du quartier général sauta, et si les conjurés ne furent pas découverts ce fut uniquement parce que le Führer avait confié l'enquête à un colonel de l'Abwehr, Werner Schrader, lequel appartenait à la conspiration.

En novembre, une nouvelle tentative fut organisée. Un capitaine d'infanterie âgé de vingt-quatre ans, Axel von dem Bussche, fut choisi par les conspirateurs pour « présenter » un nouveau type de manteau pour l'armée et un nouvel équipement d'assaut qu'Hitler avait donné l'ordre de créer et qu'il voulait voir lui-même avant de le faire mettre en fabrication. Pour ne pas renouveler l'échec de Gersdorff, il décida de mettre dans les poches de ce manteau deux bombes allemandes qui exploseraient quelques secondes après qu'il les aurait mises en marche. Son projet était d'agripper Hitler au moment où celui-ci examinerait le nouveau manteau, et de sauter

avec lui.

Le jour prévu pour la démonstration, une bombe alliée détruisit les modèles et Bussche partit rejoindre sa compagnie sur le front russe... En décembre, il revint au quartier général d'Hitler pour présenter les modèles et en profiter pour mettre son projet à exécution. Le Führer décida soudain d'aller passer Noël à Berchtesgaden. Peu après, Bussche fut grièvement blessé sur le front russe et les conjurés désignèrent un autre jeune officier pour le remplacer. Il s'agissait d'Heinrich von Kleist, fils d'Ewald von Kleist, un des plus anciens conspirateurs. La présentation du nouveau manteau fut fixée au 11 février 1944. Pour une raison inconnue — selon Dulles à cause d'un raid aérien — le Führer ne vint pas*.

* *Les Kleist, père et fils, furent arrêtés ultérieurement. Le père fut exécuté le 16 avril 1945 : son fils survécut.*

Les conspirateurs comprirent que la méthode d'Hitler, qui consistait à modifier sans cesse son emploi du temps, réclamait une révision totale de leurs propres plans**. Ils conclurent que les seules occasions où l'on était sûr de le voir apparaître étaient les conférences militaires biquotidiennes qu'il tenait avec les généraux de l'O.K.W. et de l'O.K.H. Il fallait l'assassiner au cours de l'une d'elles. Le 26 décembre 1943, un jeune officier du nom de Stauffenberg, représentant le général Olbricht, fit son apparition au quartier général de Rastenburg pour participer à la conférence de midi — où il devait faire un rapport sur la création de nouvelles divisions. Dans sa serviette, il transportait une bombe munie d'un détonateur à retardement. La réunion fut annulée : Hitler était parti pour passer le jour de Noël sur l'Obersalzberg.

****** *Hitler discutait souvent de cette technique avec ses vieux camarades du parti. Il existe un compte rendu sténographique d'un de ses monologues sur ce sujet, daté du 3 mai 1942 : « Je comprends parfaitement, dit-il, pourquoi 90 pour 100 des assassinats historiques ont été couronnés de succès. La seule mesure préventive que l'on puisse prendre est de ne pas mener une vie régulière. Il faut marcher, conduire sa voiture, voyager à des heures irrégulières et à l'improviste... Autant que possible, chaque fois que je me déplace en voiture, je pars à l'improviste et sans prévenir la police. » (Entretiens Secrets avec Hitler, p. 366.)*

Comme nous l'avons vu, Hitler avait toujours su que l'on pouvait l'assassiner. Le 22 août 1939, lors d'une conférence qu'il tenait la veille de l'attaque de la Pologne, il avait déclaré avec emphase à ses généraux que, bien qu'il fût personnellement indispensable, il pouvait fort bien « être éliminé à n'importe quel moment par un criminel ou par un idiot ». Le 3 mai 1942, il ajoutait : « Il n'existe pas de sécurité absolue contre les fanatiques et les idéalistes... Si un fanatique souhaite me tirer un coup de revolver ou me tuer avec une bombe, je ne suis pas plus à l'abri assis que debout. » Toutefois, il croyait que « le nombre de fanatiques idéalistes qui voudraient attenter à ma vie diminue sensiblement... Les seuls éléments dangereux sont les fanatiques qui ont été poussés à l'action par quelques damnés prêtres ou d'infâmes patriotes nationalistes d'un des pays que nous avons occupés. Mais mes nombreuses années d'expérience rendent la tâche bien difficile même à des gens comme eux ».

Ce fut la première tentative de ce genre exécutée par le jeune lieutenant-colonel, mais non la dernière, car avec Klaus Philip Schenk, comte von Stauffenberg, les conspirateurs antinazis avaient enfin trouvé leur homme. A dater de ce jour, il allait non seulement se charger de tuer Hitler de sa propre main et de la seule manière qui lui semblât désormais possible, mais il allait également insuffler une vie nouvelle à la conspiration, lui apporter des idées, lui redonner de l'espoir et devenir son vrai chef, bien qu'il n'en prît jamais le titre.

C'était un homme extraordinairement doué, pour un officier de carrière. Né en 1907, il descendait d'une vieille famille aristocratique de l'Allemagne du Sud. Par sa mère, la comtesse von Uxkull-Gyllenbrand, il était un arrière-petit-fils de Gneisenau, un des héros militaires de la guerre de libération contre Napoléon et le co-fondateur, avec Scharnhorst, de l'état-major général prussien. Il descendait également par elle de Yorck von Wartenburg, un autre général célèbre de l'époque napoléonienne. Le père de Klaus était chambellan privé du dernier roi de Wurtemberg. Sa famille était profondément catholique et très cultivée.

C'est dans le souvenir de ce passé et dans cette atmosphère que grandit Klaus von Stauffenberg. Doué d'une belle santé physique et, selon tous ceux qui le connurent, d'une beauté frappante, il devint un esprit brillant, curieux et admirablement équilibré. Il avait la passion des chevaux et des sports, mais aussi des arts et de la littérature; il lisait beaucoup et, adolescent, avait été influencé par Stefan George et par le mysticisme romantique de ce génie poétique. Pendant un certain temps, il songea à se consacrer à la musique, puis à l'architecture, mais en 1926, à dix-neuf ans, il entra dans l'armée comme cadet au 17^e régiment de cavalerie de Bamberg — le célèbre *Bamberger Reiter*.

En 1936, on l'envoya à l'école de Guerre de Berlin, où il attira l'attention de ses professeurs et du Haut-Commandement par son intelligence et ses capacités. Deux ans plus tard, il en sortait pour occuper un poste subalterne à l'état-major général. Monarchiste de cœur, comme la

plupart des hommes de sa classe, il n'était pourtant pas, à cette époque, un opposant au régime national socialiste. Ce furent apparemment les pogroms de 1938 qui jetèrent dans son esprit les premiers doutes, doutes qui ne firent qu'augmenter lorsque, pendant l'été 1939, il vit le Führer pousser l'Allemagne dans une guerre qui pouvait être longue, terriblement coûteuse en vies humaines, pour, finalement, être perdue.

Néanmoins, quand la guerre arriva, il s'y jeta avec une énergie caractéristique, se faisant un nom comme officier d'état-major à la 6^e division de Panzer du général Hoepner, durant les campagnes de Pologne et de France. C'est en Russie, semble-t-il, que Stauffenberg perdit ses dernières illusions sur le Troisième Reich. Il avait été transféré au haut commandement de l'armée (O.K.H.) au début de juin 1940, juste avant l'assaut contre Dunkerque — et, pendant les dix-huit premiers mois de la campagne de Russie, il passa la plus grande partie de son temps en territoire soviétique, où, entre autres choses, il aida à organiser les unités de « volontaires » russes recrutés parmi les prisonniers de guerre. A cette époque, selon ses amis, Stauffenberg se disait que, lorsque les Allemands se libéreraient de la tyrannie d'Hitler, ces troupes russes pourraient servir à libérer leurs concitoyens de celle de Staline.

La brutalité dont faisaient preuve les S.S. en Russie — sans parler de l'ordre donné par Hitler de fusiller les commissaires bolchéviques — ouvrit les yeux de Stauffenberg sur le maître qu'il servait. Le hasard voulut qu'il rencontrât en Russie deux des principaux conspirateurs qui avaient décidé de régler le sort de ce maître : le général von Tresckow et Schlabrendorff. Ce dernier raconte qu'il ne leur fallut à tous deux que quelques entretiens avec Stauffenberg pour se convaincre qu'ils tenaient leur homme. Et, de

fait, il devint un conspirateur actif.

Mais ce n'était encore qu'un officier subalterne, et il comprit bien vite que les maréchaux étaient trop hésitants — sinon trop lâches — pour tenter de renverser Hitler ou pour arrêter le sinistre massacre des Juifs, des Russes et des prisonniers de guerre derrière les lignes. Le désastre inutile de Stalingrad le rendit malade.

Aussitôt après la chute de Stalingrad, en février 1943, il demanda à être envoyé sur le front et fut affecté en Tunisie, à la 10^e division panzer, comme officier d'opérations. Il rejoignit son poste vers la fin de la bataille de Kasserine, au cours de laquelle sa division refoula les Américains hors du col.

Le 7 avril, sa voiture sauta dans un champ de mines — certains disent qu'elle fut attaquée par des appareils alliés volant à basse altitude — et Stauffenberg fut grièvement blessé. Il perdit l'œil gauche, la main droite et deux doigts de la main gauche; il fut également blessé à l'oreille et au genou gauche. Pendant plusieurs semaines, on crut que, s'il s'en sortait, il resterait aveugle. Mais, grâce aux soins du professeur Sauerbruch, il revint à la vie dans un hôpital de Munich. On pourrait penser que, dans ces circonstances, il se serait retiré de l'armée et donc de la conspiration.

Un autre que lui l'eût fait. Mais, vers le milieu de l'été, il écrivit au général Olbricht — après s'être longuement exercé à manier une plume avec les trois doigts de la main gauche, encore entourée de pansements — qu'il espérait reprendre du service actif. Pendant sa longue convalescence, il avait eu le temps de réfléchir et il en était arrivé à la conclusion que, malgré son handicap physique, il avait une mission sacrée à remplir.

« Je sens que je dois faire quelque chose pour sauver l'Allemagne »,

dit-il à sa femme, la comtesse Nina, mère de ses quatre enfants, un jour qu'elle était venue le voir à l'hôpital. « Nous autres, officiers de l'état-major général, nous devons tous prendre notre part de responsabilité (10). »

A la fin de septembre 1943, il était de retour à Berlin avec le grade de lieutenant-colonel et le poste de chef de l'état-major du général Olbricht, au bureau général de l'armée. Bientôt, il entreprit de s'exercer, à l'aide de pinces, à mettre en marche une bombe anglaise de l'Abwehr avec les trois doigts de la main qui lui restait.

Il fit beaucoup plus encore. Sa personnalité dynamique, la clarté de son esprit, le catholicisme profond qui imprégnait ses idées, son remarquable talent d'organisateur infusaient une vie et une détermination nouvelles aux conspirateurs, et aussi quelques idées originales, car Stauffenberg n'approuvait guère le régime lourd, conservateur, incolore, que les vieux chefs rétrogrades de la conspiration, Beck, Goerdeler, Hassell, voulaient substituer au national-socialisme. D'esprit plus pratique que ses amis du cercle Kreisau, il voulait instaurer une autre et dynamique démocratie sociale. Il insista pour que le cabinet antinazi projeté comprît son nouvel ami Julius Leber, un brillant socialiste, et Wilhelm Leuschner, un ancien dirigeant syndicaliste, tous deux membres actifs de la conspiration. Cela suscita de nombreuses discussions; mais, rapidement, Stauffenberg sut s'imposer aux dirigeants politiques du complot.

Il fut également heureux dans ses contacts avec la plupart des militaires. Il reconnaissait le général Beck pour chef en titre de ces derniers et il éprouvait une vive admiration pour l'ex-chef de l'état-major général; toutefois, à son retour à Berlin, il comprit que Beck, convalescent d'une grave opération du cancer, las, vaguement découragé, n'était plus que

l'ombre de ce qu'il avait été, et qu'en outre il n'avait aucune idée politique; dans ce domaine, il subissait complètement l'influence de Goerdeler. Le nom de Beck, illustre dans les cercles militaires, allait être utile, indispensable même, pour préparer et exécuter le putsch. Mais il allait falloir mobiliser de jeunes officiers du service actif pour rallier et commander les troupes. Bientôt, Stauffenberg eut la plupart des hommes dont il avait besoin.

Ceux-ci étaient, outre Olbricht, son chef, le général Stieff, chef de la branche organisation de l'O.K.H., le général Eduard Wagner, premier quartier-maître général, le général Erich Fellgiebel, chef des Transmissions à l'O.K.W., le général Fritz Lindemann, chef du service de Ravitaillement; le général Paul von Hase, commandant la place de Berlin (qui pourrait fournir les troupes pour l'investir) et le colonel Freiherr von Roenne, chef de la section des armées étrangères, ainsi que son chef d'état-major, le capitaine comte von Matuschka. Il y avait aussi deux ou trois généraux importants, en premier lieu Fritz Fromm, commandant en chef de l'armée de réserve, mais qui, comme Kluge, s'enthousiasmait aussi vite qu'il se refroidissait et sur lequel on ne pouvait pas vraiment compter.

Les conspirateurs n'avaient pas dans leurs rangs de maréchal en activité. Le maréchal von Witzleben, un des premiers conspirateurs, avait été prévu pour prendre le commandement en chef des forces armées, mais il était en disponibilité et n'avait pas de troupes sous ses ordres. Le maréchal von Rundstedt, qui commandait les troupes opérant à l'Ouest, fut sollicité, mais il refusa de manquer à son serment de fidélité au Führer — ou du moins telle fut l'explication qu'il donna. Le brillant mais opportuniste maréchal von Manstein fit une réponse identique.

Telle était la situation au début de 1944, quand un maréchal très actif et très populaire prêta l'oreille aux conspirateurs, d'abord à l'insu de Stauffenberg. C'était Rommel, et son entrée dans le complot contre Hitler surprit grandement les chefs de la résistance qui, dans leur majorité, ne l'approuvèrent pas; ils considéraient le « Renard du Désert » comme un nazi et comme un opportuniste qui, après avoir bassement sollicité les faveurs d'Hitler, l'abandonnait maintenant qu'il savait la guerre perdue.

En janvier 1944, Rommel avait été nommé commandant en chef du groupe d'armées B, sur le front Ouest. Ce groupe d'armées constituait le gros des forces avec lesquelles les Allemands entendaient repousser l'invasion anglo-américaine attendue sur les côtes de la Manche. En France, il s'était remis à fréquenter deux de ses vieux amis, le général Alexander von Falkenhausen, gouverneur militaire de la Belgique et du nord de la France, et le général Karl Heinrich von Stuepnagel, gouverneur militaire de la France. Ces deux généraux faisaient déjà partie de la conspiration anti-hitlérienne et, peu à peu, ils le mirent au courant de leurs activités dans ce domaine.

Ils furent aidés en cela par un vieil ami de Rommel, le docteur Karl Stroelin, *Oberbürgermeister* de Stuttgart qui, de même que bien d'autres personnages de cette histoire, avait commencé par être un nazi enthousiaste, mais qui changeait maintenant d'opinion en voyant la défaite menacer et les villes allemandes, y compris la sienne, se transformer rapidement en amas de décombres sous les bombardements alliés. A son tour, il avait été poussé dans cette voie par le docteur Goerdeler qui, au mois d'août 1943, l'avait persuadé de se joindre à lui pour rédiger un mémorandum adressé au ministre de l'Intérieur — maintenant dirigé par

Himmler — pour demander la cessation des persécutions dont les Juifs et les églises chrétiennes faisaient l'objet, la restauration des droits civiques et le rétablissement d'un système de justice indépendant du parti et de la Gestapo. Par l'intermédiaire de Frau Rommel, Stroelin attira l'attention du maréchal sur ce mémorandum, qui semble avoir eu sur lui un effet très net.

Vers la fin du mois de février 1944, les deux hommes se rencontrèrent chez Rommel, à Herrlingen, près de Ulm, et ils eurent un entretien à cœur ouvert.

Je lui dis (raconta par la suite le bourgmestre) que certains officiers supérieurs de l'armée de l'Est se proposaient de faire Hitler prisonnier et de le contraindre à annoncer à la radio qu'il avait abdiqué. Rommel approuva cette idée.

Je poursuivis en lui disant qu'il était notre plus grand général, le plus populaire aussi, et le plus respecté à l'étranger. « Vous êtes le seul, dis-je, à pouvoir empêcher une guerre civile en Allemagne. Il faut que vous prêtiez votre nom au mouvement (11). »

Après avoir hésité, Rommel se décida :

« Je crois, dit-il à Stroelin, qu'il est de mon devoir de venir au secours de l'Allemagne. »

Au cours de cet entretien et de tous ceux qu'il allait avoir par la suite avec les conspirateurs, Rommel s'opposa à l'assassinat d'Hitler en se plaçant non pas sur un terrain moral, mais sur un terrain pratique. Tuer le dictateur, affirma-t-il, reviendrait à en faire un martyr. Il insista pour que l'on fit arrêter Hitler par l'armée et qu'on le fit comparaître devant un tribunal allemand pour les crimes commis contre son propre peuple et contre les populations des territoires occupés (12).

Vers cette même époque, le hasard plaça auprès de Rommel un homme qui allait lui aussi le pousser dans cette voie, le général Hans

Speidel, qui, le 15 avril 1944, devint son chef d'état-major. Speidel, de même que son camarade de conspiration Stauffenberg — quoiqu'ils appartenissent à des groupes totalement différents — était un officier d'un type assez peu courant. Il n'était pas seulement un soldat mais aussi un philosophe, ayant été reçu *summa cum laude* à l'Université de Tübingen, en 1925. Il ne perdit pas de temps. Au bout d'un mois, le 15 mai, il organisait une réunion dans une maison de campagne des environs de Paris entre Rommel, Stuelpnagel et leurs chefs d'état-major. Le but de cette rencontre, raconte Speidel, était de préparer « les mesures à prendre pour mettre fin à la guerre à l'ouest et renverser le régime nazi (13) ».

C'était un objectif très vaste, et Speidel comprit que, pour le préparer, il fallait de toute urgence établir des contacts plus étroits avec les antinazis de l'intérieur, en particulier avec le groupe Goerdeler-Beck. Depuis plusieurs semaines, l'actif Goerdeler insistait pour une rencontre secrète entre Rommel et surtout Neurath qui, ayant lui aussi assumé sa part du « sale travail » d'Hitler, en qualité tout d'abord de ministre des Affaires étrangères, puis de Protecteur de Bohème, ouvrait enfin les yeux. On décida qu'il serait trop dangereux pour Rommel de rencontrer lui-même Neurath et Stroelin; aussi le maréchal envoya-t-il le général Speidel, et c'est dans la demeure de ce dernier, à Freudenstadt, que se tint la conférence du 27 mai.

Les trois hommes présents, Speidel, Neurath et Stroelin, étaient, ainsi que Rommel lui-même, originaires de la Souabe, et il semble que cette affinité ait facilité la conclusion d'un accord. Il fut entendu qu'Hitler serait renversé et que Rommel devrait se préparer à devenir soit chef d'État par intérim, soit commandant en chef des forces armées (il convient de

préciser qu'à aucun moment Rommel ne réclama l'une ou l'autre de ces fonctions). Les conjurés réglèrent encore un certain nombre de détails; ils élaborèrent entre autres des plans pour entrer en contact avec les Alliés occidentaux en vue de demander un armistice et établirent un code permettant aux conspirateurs de communiquer d'Allemagne avec le quartier général de Rommel.

Le général Speidel affirme que non seulement Rommel informa franchement son supérieur immédiat, von Rundstedt, de ce qui se tramait, mais que ce dernier se déclara « en complet accord » avec lui. Toutefois, il y avait une faille dans le caractère de cet officier, l'un des doyens de l'armée.

Lors d'une discussion sur la rédaction de demandes collectives à adresser à Hitler (écrivit plus tard Speidel), Rundstedt dit à Rommel : « Vous êtes jeune » Vous connaissez et vous aimez le peuple. C'est donc à vous d'agir (14). »

Après plusieurs conférences, le plan suivant fut arrêté à la fin du printemps. Speidel, qui, de tous les conspirateurs militaires combattant sur le théâtre de l'Ouest, fut presque le seul survivant, le définit ainsi :

Armistice immédiat avec les Alliés occidentaux, mais pas de reddition inconditionnelle. Retrait en Allemagne des troupes allemandes opérant à l'Ouest. Arrestation d'Hitler et comparution devant un tribunal allemand. Renversement du gouvernement nazi. Prise temporaire du pouvoir exécutif en Allemagne par les forces de la résistance de toutes opinions sous la direction du général Beck, de Goerdeler et du représentant des syndicats, Leuschner. Pas de dictature militaire. Préparation d'une « paix constructive » dans le cadre d'États-Unis européens. À l'Est, continuation de la guerre. Maintien d'un front défensif raccourci entre l'embouchure du Danube, les Carpates, la Vistule et Memel (15).

Il semble bien que les généraux n'aient pas douté un seul instant que

les armées anglaises et américaines se joindraient à eux pour poursuivre la guerre contre la Russie, afin d'empêcher l'Europe d'être bolchévisée.

A Berlin, le général Beck approuva ce plan, du moins en ce qui concernait la poursuite de la guerre à l'Est. Au début de mai, il fit parvenir en Suisse, à Dulles, par l'intermédiaire de Gisevius, un mémorandum exposant un plan fantastique. A l'ouest, les généraux allemands ramèneraient leurs forces jusqu'à la frontière allemande après l'invasion anglo-américaine. Pendant ce temps, Beck demandait aux Alliés occidentaux d'effectuer trois opérations tactiques : faire atterrir trois divisions aéroportées dans le secteur de Berlin pour aider les conspirateurs à tenir la capitale, opérer de vastes débarquements sur la côte allemande près de Hambourg et Brême, débarquer une force importante en France sur les côtes de la Manche.

Des troupes antinazies sûres s'empareraient pendant ce temps du secteur de Munich et encercleraient Hitler dans son réduit montagneux de l'Obersalzberg. La guerre contre la Russie se poursuivrait. Dulles s'efforça de ramener sur terre les conspirateurs berlinois. On leur fit connaître qu'il ne pouvait être question d'une paix séparée avec l'Occident (16).

Stauffenberg, ses amis du cercle Kreisau et d'autres membres du complot tels que Schulenburg, ancien ambassadeur à Moscou, avaient fini par le comprendre. En fait, la plupart d'entre eux, y compris Stauffenberg, étaient pro-russes, tout en restant anti-bolchéviques. Pendant un certain temps, ils pensèrent qu'il serait plus facile d'obtenir une paix honorable avec la Russie (laquelle, à travers les déclarations de Staline lui-même, avait insisté dans ses émissions de propagande sur le fait qu'elle ne combattait pas contre le peuple allemand mais contre « les hitlériens »)

qu'avec les Alliés occidentaux, qui, eux, ne parlaient que de « capitulation inconditionnelle* ».

** Lors de la rencontre de Casablanca. Churchill et Roosevelt avaient rendu publique leur exigence d'une capitulation inconditionnelle de l'Allemagne (le 24 janvier 1943). Bien entendu, Goebbels s'empessa de s'en servir pour pousser les Allemands à une résistance acharnée, mais, selon nous, beaucoup d'écrivains occidentaux ont grandement exagéré le succès de cette propagande.*

Et maintenant que l'été décisif de 1944 approchait, ils comprenaient la nécessité d'agir de toute urgence. L'Armée Rouge était presque aux frontières de l'Allemagne, les armées anglaises et américaines s'apprêtaient à lancer une opération de grande envergure sur les côtes françaises de la Manche; en Italie, la résistance allemande s'effondrait sous les coups portés par les forces alliées placées sous le commandement d'Alexander. S'ils voulaient obtenir une paix quelconque, qui épargnerait à l'Allemagne un écrasement et une ruine totale, il leur fallait se débarrasser au plus vite d'Hitler et du régime nazi.

A Berlin, Stauffenberg et ses conjurés avaient enfin mis leurs plans au point. Ils les avaient réunis sous le nom conventionnel de « Walkyrie » — terme approprié, les Walkyries étant selon la mythologie nordique des jeunes filles belles mais terribles, planant au-dessus des champs de bataille pour désigner ceux qui devaient mourir. En l'occurrence, c'était Adolf Hitler qui devait disparaître. Assez ironiquement, c'était l'amiral Canaris qui, avant sa disgrâce, avait donné au Führer l'idée d'un plan « Walkyrie » destiné à faire assurer par l'armée de l'intérieur la sécurité de Berlin et des autres grandes villes, dans le cas d'une révolte des millions de travailleurs étrangers peinant dans ces centres.

Une telle révolte était hautement improbable — et en fait impossible — car les travailleurs n'étaient ni armés, ni organisés, mais le Führer soupçonneux voyait à cette époque le danger rôder partout et, comme presque tous les soldats valides étaient absents du pays, soit sur le front, soit occupés à contenir la population dans les vastes territoires occupés, il accepta facilement l'idée que l'armée de l'intérieur avait besoin de préparer des plans en vue d'assurer la sécurité intérieure du Reich contre les hordes de ces forçats rétifs. Ainsi la Walkyrie devint une parfaite couverture pour les conspirateurs militaires, elle leur permit d'élaborer presque au grand jour des plans pour que l'armée de l'intérieur investisse la capitale et des villes telles que Vienne, Munich et Cologne aussitôt qu'Hitler aurait été assassiné.

A Berlin, la difficulté principale résidait pour eux dans le fait qu'ils disposaient de très peu de troupes et que les formations S.S. étaient beaucoup plus nombreuses. Il y avait également un nombre considérable d'unités de la Luftwaffe, à l'intérieur même de la ville et dans les alentours, qui armaient les défenses antiaériennes. Ces troupes, à moins que l'armée n'agît rapidement, resteraient fidèles à Goering et sans aucun doute lutteraient pour sauver le régime nazi et le placer sous l'autorité de leur chef, même si Hitler était mort. Ces unités pourraient utiliser les canons antiaériens contre les détachements de l'armée. D'un autre côté, les forces de police de Berlin avaient été gagnées en la personne de leur chef, le comte von Helldorf, qui s'était joint à la conspiration.

Étant donné la force des S.S. et des troupes de l'aviation, Stauffenberg comptait beaucoup sur la rapidité des opérations pour s'assurer le contrôle de la capitale. Les deux premières heures seraient les plus critiques. Dans

ce bref laps de temps, les troupes de l'armée devraient occuper et défendre le bureau central de la radio nationale et les deux émetteurs de la ville, les centrales télégraphiques et téléphoniques, la Chancellerie du Reich, les ministères et les quartiers généraux de la Gestapo. Goebbels, seul haut dignitaire nazi à ne quitter que rarement Berlin, devrait être arrêté avec les officiers S.S.

Dès qu'Hitler aurait été tué, son quartier général de Rastenburg serait isolé du reste de l'Allemagne afin que ni Goering, ni Himmler, ni aucun des généraux nazis tels que Keitel et Jodl ne pût en prendre le commandement et tenter de rallier la police ou les troupes à un régime nazi dont le chef seul aurait changé. Le général Fellgiebel, chef des Transmissions, dont les bureaux se trouvaient au quartier général, se chargea de cette mission.

Ces opérations réalisées au cours des deux premières heures, on pourrait alors envoyer les messages — qui étaient déjà rédigés — par radio, téléphone et télégraphe aux commandants de l'armée de l'intérieur en poste dans d'autres villes et aux généraux supérieurs, commandant les troupes sur le front et dans les zones occupées, pour leur annoncer qu'Hitler était mort et qu'un nouveau gouvernement antinazi venait d'être formé à Berlin. Il fallait qu'en vingt-quatre heures la révolte fût terminée et le gouvernement solidement installé. Sinon, les généraux hésitants pourraient réfléchir, Goering et Himmler seraient capables de les rallier et il en résulterait une guerre civile. Dans ce cas, les divers fronts céderaient, et le chaos, l'effondrement que les conjurés désiraient tant éviter deviendraient inévitables.

Après l'assassinat d'Hitler — Stauffenberg veillerait personnellement à cette partie de l'action — tout le succès dépendrait de l'habileté des

conspirateurs à utiliser avec le maximum de rapidité et d'énergie les troupes disponibles stationnées à Berlin et aux alentours. Ce n'était pas facile.

Seul le général Fritz Fromm, commandant en chef de l'armée de l'intérieur (*Volksturm*), pouvait normalement donner l'ordre d'exécuter l'Opération *Walkyrie*. Or, jusqu'à la dernière minute, on se demanda s'il le ferait. Tout au long de l'année 1943, les conspirateurs s'étaient efforcés de le rallier à leur cause, et ils en étaient finalement arrivés à la conclusion que l'on ne pourrait compter sur cet homme prudent que lorsqu'il aurait constaté le succès de la révolte. Comme, pour eux, ce succès ne faisait pas de doute, ils se mirent à rédiger une série d'ordres au nom de Fromm, sans que celui-ci en eût connaissance. Au cas où il hésiterait au moment crucial, on le remplacerait par le général Hoepner, le brillant commandant en chef des chars, qui avait été cassé par Hitler après la bataille de Moscou, en 1941, avec interdiction de porter l'uniforme.

Un autre général occupant une position clef à Berlin posait un problème difficile aux conjurés. Il s'agissait du général von Kortzfleisch, nazi convaincu, qui commandait le III^e Région militaire, englobant Berlin et le Brandebourg. On décida de l'arrêter et de le remplacer par le général Freiherr von Thuengen. Le général Paul von Hase, commandant de la place de Berlin, était du complot et on pouvait compter sur lui pour exécuter la première action très importante : prendre possession de la ville.

Non seulement Stauffenberg et Tresckow, en collaboration avec Goerdeler, Beck, Witzleben et d'autres encore établissaient en détail les plans pour s'assurer le contrôle de Berlin, mais ils rédigeaient aussi des instructions à l'adresse des commandants des différentes régions militaires

pour leur expliquer comment ils devraient s'emparer du pouvoir exécutif dans leurs secteurs, réduire les S.S. à l'impuissance, arrêter les chefs nazis et occuper les camps de concentration. De plus, plusieurs proclamations vibrantes furent rédigées pour être lancées au moment voulu aux forces armées, au peuple allemand, à la presse, à la radio.

Certaines étaient signées par Beck, en qualité de nouveau chef de l'État, d'autres par le maréchal von Witzleben, en qualité de commandant en chef de la Wehrmacht, et par Goerdeler, en qualité de nouveau chancelier. Deux femmes courageuses, membres de la conspiration, dactylographièrent en grand secret, tard dans la nuit, les copies de ces instructions et de ces appels. C'était Frau Erika von Tresckow, la femme du général, qui avait tant fait pour la cause de la conspiration, et Margarete von Oven, la fille d'un général en retraite, qui, pendant des années, avait été la fidèle secrétaire de deux anciens commandants en chef de l'armée, les généraux von Hammerstein et von Fritsch. Ensuite, on cachait les papiers dans le coffre-fort du général Olbricht.

Les plans étaient donc prêts. En fait, ils étaient au point depuis la fin de 1943, et pendant des mois on n'avait pas tenté grand-chose pour passer à l'exécution. Toutefois, les événements ne pouvaient attendre les conspirateurs. A l'approche du mois de juin, ceux-ci comprirent que le temps allait leur échapper. La Gestapo refermait déjà son filet. Chaque nouvelle semaine amenait l'arrestation de quelques conjurés, parmi lesquels le comte von Moltke et les membres du cercle Kreisau.

On comptait de nombreuses exécutions. La police secrète d'Himmler surveillait si étroitement Beck, Goerdeler, Hassell, Witzleben et d'autres membres importants du cercle qu'ils éprouvaient les plus grandes

difficultés à se réunir. Au cours du printemps, Himmler lui-même avait averti l'amiral Canaris, alors en disgrâce, qu'il savait qu'une rébellion avait été organisée par les généraux et des civils de leurs amis. Il lui glissa même qu'il surveillait Beck et Goerdeler. Canaris fit passer l'avertissement à Olbricht (17).

La situation militaire était, elle aussi, menaçante pour les conspirateurs. On pensait que les Russes allaient lancer une vaste offensive à l'Est. Les forces alliées s'apprêtaient à investir Rome (qui devait tomber le 4 juin). A l'Ouest, l'invasion anglo-américaine était imminente. Dans un avenir très proche, l'Allemagne allait connaître la défaite militaire, avant que le régime nazi ait pu être renversé. En fait, un nombre croissant de conspirateurs, influencés peut-être par les idées du cercle Kreisau, commençaient à penser qu'il valait mieux annuler les plans et laisser la responsabilité de la catastrophe à Hitler et aux nazis. Les renverser signifierait peut-être simplement accrédi ter la légende du « coup de poignard dans le dos », qui avait dupé tant d'Allemands après la première guerre mondiale...

Stauffenberg, lui, ne croyait pas que les Occidentaux tenteraient de débarquer en France pendant l'été. Il persista dans cette opinion même après que le colonel Georg Hansen, qui était passé de l'Abwehr au Service de renseignements militaires d'Himmler, l'eut averti au début de mai que l'invasion pouvait avoir lieu n'importe quel jour en juin.

L'armée allemande était en proie au doute, du moins quant à la date et au lieu du débarquement. En mai, le temps, la mer et les marées avaient été pendant dix-huit jours favorables à un débarquement, et les Allemands avaient remarqué que le général Eisenhower n'en avait pas profité. Le 30 mai, Rundstedt, commandant en chef des forces armées de l'Ouest, avait fait connaître à Hitler que rien n'indiquait que l'invasion fût imminente. Le 4 juin, le chef du service de météorologie de la Luftwaffe à Paris fit savoir qu'en raison des mauvaises conditions atmosphériques on ne pouvait prévoir une action alliée avant une quinzaine au moins.

Se fiant à cette information et à celles qu'il pouvait recueillir ailleurs (la Luftwaffe ayant été empêchée de se livrer à des reconnaissances aériennes au-dessus des ports de la côte sud de l'Angleterre, où les troupes d'Eisenhower s'entassaient dans les navires en partance pour la France, et la Marine ayant rappelé ses bâtiments de reconnaissance de la Manche, en raison du mauvais temps), Rommel rédigea, le matin du 5 juin, un rapport dans lequel il disait à Rundstedt que l'invasion n'était pas imminente, puis il monta aussitôt dans sa voiture et prit la route de Herrlingen pour passer la nuit avec sa famille, et, de là, gagner Berchtesgaden pour conférer avec

Hitler.

Le général Speidel, chef d'état-major de Rommel, raconta plus tard que le 5 juin fut « un jour très calme ». Rien ne semblait vraiment s'opposer à ce que Rommel fit sans hâte ce voyage qui le ramenait en Allemagne. Certes, il y avait les habituels rapports des agents allemands parlant d'une possibilité de débarquement allié — cette fois entre le 6 juin et le 16 — mais il y en avait eu des centaines du même genre depuis avril et on ne les prenait pas au sérieux.

En fait, le 6 juin, le général Friedrich Dollmann, qui commandait la VIIe armée en Normandie — sur les plages mêmes où les Alliés s'apprêtaient à débarquer — fit temporairement relâcher l'état d'alerte et convoqua ses chefs de corps pour des exercices dans la région de Rennes, à quelque 200 kilomètres de ces plages.

Si les Allemands étaient dans le doute au sujet de la date de l'invasion, ils ignoraient également où elle aurait lieu. Rundstedt et Rommel étaient certains que les Alliés choisiraient le secteur du Pas de Calais, la Manche y étant plus étroite qu'ailleurs. Ils avaient en conséquence concentré en cet endroit le gros de leurs forces : la XV^e armée qui, au cours du printemps, était passée de 10 à 15 divisions d'infanterie.

Mais, vers la fin de mars, l'étrange intuition d'Hitler lui fit penser que le *Schwerpunkt*, le centre de gravité de l'invasion, serait sans doute en Normandie, et pendant les quelques semaines qui suivirent il ordonna de renforcer considérablement la région située entre la Seine et la Loire. « Surveillez la Normandie! » ne cessait-il de répéter à ses généraux.

Cependant, la partie la plus importante des forces allemandes, aussi bien en infanterie qu'en blindés, fut retenue au nord de la Seine, entre Le

Havre et Dunkerque. Rundstedt et ses généraux surveillaient davantage le Pas de Calais que la Normandie et ils y furent encouragés par un certain nombre de manœuvres de diversion que le haut commandement anglo-américain fit exécuter au cours des mois d'avril et de mai, ce qui leur donna à penser que leurs calculs étaient exacts.

La journée du 5 juin s'écoula donc dans un calme relatif, du moins en ce qui concerne les Allemands. De sévères attaques aériennes continuèrent à désorganiser les dépôts d'approvisionnement allemands, les stations radar, les aires de lancement des V-1, les communications et les transports, mais il en était ainsi nuit et jour depuis des semaines, et ces attaques ne furent pas plus particulièrement intenses que les autres jours.

Peu après la tombée de la nuit, on apprit au quartier général de Rundstedt que la B.B.C. de Londres émettait un nombre inhabituel de messages secrets à l'adresse de la résistance française et que les stations radar allemandes situées entre Cherbourg et Le Havre étaient brouillées. A vingt-deux heures, la XVe armée interceptait un message en code de la B.B.C; à la résistance française qui, pensait-on, signifiait que l'invasion était sur le point de commencer. La XVe armée fut alertée, mais Rundstedt ne crut pas nécessaire d'alerter la VIIe armée. Or, c'est vers les côtes de la partie ouest de ce secteur, entre Caen et Cherbourg, que les forces alliées s'approchaient à ce moment même (vers minuit) à bord d'un millier de bâtiments.

Ce fut seulement le 6 juin, à une heure dix du matin, que la VIIe armée, dont le commandant en chef n'était pas encore revenu d'un exercice à Rennes, comprit ce qui arrivait. Deux divisions aéroportées américaines et une division aéroportée anglaise avaient commencé d'atterrir au beau

milieu de son secteur. L'alerte générale fut donnée à une heure trente.

Quarante-cinq minutes plus tard, le général Max Pemsel, chef d'état-major de la VII^e armée, obtint le général Speidel au téléphone, au quartier général de Rommel, et lui annonça qu'à son avis il s'agissait bien d'une « opération de grande envergure ». Speidel, encore sceptique, passa le rapport à Rundstedt, qui se montra tout aussi hésitant. Les deux hommes croyaient que les parachutages n'étaient qu'une feinte pour couvrir les débarquements principaux autour de Calais. A deux heures quarante, Pemsel fut informé que Rundstedt « n'estimait pas que ce fût une opération importante (18) ».

Et lorsque, peu après l'aube du 6 juin, des nouvelles commencèrent à lui parvenir, annonçant que sur la côte normande entre la Vire et l'Orne une immense flotte alliée débarquait de nombreuses troupes, sous le couvert d'un feu meurtrier des gros canons de marine, le commandant en chef à l'Ouest ne crut pas encore qu'il s'agissait là du véritable débarquement allié. Selon Speidel, on ne le comprit vraiment que dans l'après-midi du 6 juin. A ce moment, les Américains avaient pris pied sur deux plages et les Anglais sur une troisième, et ils avaient pénétré à l'intérieur sur une profondeur de 3 à 9 kilomètres.

A six heures du matin, Speidel avait téléphoné à Rommel, chez lui, en Allemagne, et le maréchal était reparti à vive allure sans voir Hitler. Cependant, il ne devait parvenir au quartier général du groupe d'armées B que tard dans l'après-midi*. Entre-temps, Speidel, Rundstedt et le chef d'état-major de ce dernier, le général Blumentritt, s'étaient entretenus au téléphone avec l'O.K.W., qui se trouvait alors à Berchtesgaden.

* En raison de la supériorité aérienne alliée à l'Ouest, Hitler avait interdit à ses

Conformément à un ordre stupide donné par Hitler, le commandant en chef des forces de l'ouest lui-même ne pouvait utiliser les réserves blindées sans une autorisation personnelle du Führer. Quand, au début de la matinée du 6, les trois généraux implorèrent la permission de lancer deux divisions blindées vers la Normandie, Jodl répliqua qu'Hitler désirait tout d'abord voir comment la situation allait se développer. Là-dessus, le Führer alla se coucher, et les frénétiques appels des généraux de l'Ouest ne purent troubler son repos avant quinze heures.

Quand il se réveilla, les mauvaises nouvelles arrivées entre-temps finirent par pousser à l'action le chef suprême de l'armée. Il donna — trop tard — la permission d'engager la division blindée d'instruction et la 12e Panzer S.S. Il lança également un ordre célèbre qui a été conservé pour la postérité dans les dossiers de la VIIe armée :

16 h 55. 6 juin 1944.

Le chef d'état-major du commandant en chef à l'Ouest attire l'attention sur le désir du commandement suprême de voir la tête de pont ennemie détruite le 6 juin avant la fin du jour, en raison du risque de nouveaux débarquements de soutien par mer et par air... La plage devra être nettoyée cette nuit au plus tard.

Dans l'atmosphère un peu mystérieuse des montagnes de l'Obersalzberg, d'où Hitler tentait maintenant de diriger la bataille la plus cruciale de toute la guerre — depuis des mois il ne cessait de dire que la destinée de l'Allemagne se jouerait à l'Ouest — cet ordre incroyable semble avoir été rédigé avec le plus grand sérieux, avec le concours de Jodl et de Keitel. Rommel lui-même, qui le transmet par téléphone peu avant cinq

heures de l'après-midi, soit une heure après son retour d'Allemagne, paraît l'avoir pris au sérieux, car il ordonna à l'état-major de la VIIe armée de lancer à l'attaque « sur-le-champ, sans se préoccuper si les renforts arrivaient ou non », la 21e Panzer, la seule division blindée allemande en position dans le secteur.

Cela, la division l'avait déjà fait sans attendre l'ordre de Rommel. Quand Rommel appela le quartier général de la VIIe armée et transmit l'ordre d'Hitler, enjoignant de « détruire avant la tombée de la nuit » la tête de pont alliée (en fait il y en avait déjà trois), le général Pemsel, à l'autre bout de la ligne, répondit :

« C'est impossible. »

En moins de quelques heures, le fameux mur de l'Atlantique, tant célébré par la propagande, avait été enfoncé. La Luftwaffe, autrefois si vantée, avait été totalement chassée du ciel, la marine allemande de la mer, et l'armée s'était laissé surprendre. La bataille était loin d'être terminée, mais son issue ne faisait plus de doute. « A dater du 9 juin, dit Speidel, l'initiative appartient aux Alliés. »

Rundstedt et Rommel décidèrent qu'il était temps de le dire à Hitler et de lui demander d'en accepter les conséquences. Ils organisèrent une rencontre, le 17 juin, à Margival, au nord de Soissons, dans le blockhaus perfectionné qui avait été construit pour servir de poste de commandement au Führer pendant l'invasion de la Grande-Bretagne prévue pour l'été 1940, mais n'avait jamais été utilisé. Quatre ans plus tard, le Seigneur de la Guerre y pénétrait pour la première fois...

Il était pâle et paraissait n'avoir pas dormi, devait écrire plus tard Speidel, il jouait nerveusement avec ses lunettes et un assortiment de

crayons de couleur qu'il tenait entre ses doigts. Il s'assit, voûté, sur un tabouret, tandis que les maréchaux restaient debout. Son pouvoir hypnotique paraissait s'être évanoui. Il leur adressa un salut bref et froid. Puis, d'une voix forte, il exprima avec amertume son déplaisir devant le succès des débarquements alliés, essayant d'en rejeter la responsabilité sur les généraux qui commandaient sur les lieux (19).

Mais la perspective d'une autre défaite plus terrible encore donnait courage aux généraux, ou du moins à Rommel, auquel Rundstedt laissa le soin de parler quand la diatribe d'Hitler à leur rencontre subit une pause momentanée : « Avec une franchise impitoyable, raconte Speidel, qui était présent, Rommel fit observer... que la lutte était sans espoir contre la supériorité (alliée) dans les airs, sur mer et sur terre (20)*. »

* « Si, en dépit de la supériorité aérienne de l'ennemi, nous réussissons à engager une grande partie de notre force mobile dans les secteurs de défenses côtières menacés, et cela dans les premières heures, je suis convaincu que l'attaque ennemie sur la côte s'effondrera complètement le premier jour », avait écrit Rommel au général Jodl le 23 avril, moins de deux mois avant. (*Rommel Papers*, Liddell Hart, p. 468.) Les ordres stricts d'Hitler avaient empêché de jeter dans la bataille les divisions blindées « au cours des premières heures » et même au cours des derniers jours. Quand elles arrivèrent enfin, elles furent mises en pièces.

Pas totalement « sans espoir » pourtant, si Hitler voulait bien renoncer à l'idée absurde de tenir chaque pouce de terrain, pour rejeter ensuite les Alliés à la mer. Avec l'assentiment de Rundstedt, Rommel proposa, au contraire, de se retirer hors de portée de l'artillerie de marine et d'éloigner les blindés du front pour les reformer en vue d'une bataille ultérieure livrée « hors de portée des canons de la flotte », et qui pourrait peut-être entraîner la déroute des forces alliées.

Le Seigneur de la Guerre ne voulait pas entendre parler de repli. Les

soldats allemands devaient attendre de pied ferme et combattre. Le sujet lui était de toute évidence déplaisant, et il passa rapidement à un autre. Dans un discours que Speidel qualifie de « bizarre mélange de cynisme et de fausse intuition », Hitler assura à ses généraux que la nouvelle arme, le V-1, qui venait d'être lancée pour la première fois, la veille, sur Londres, « serait décisive contre la Grande-Bretagne... et amènerait les Anglais à demander la paix ».

Quand les deux maréchaux voulurent attirer l'attention d'Hitler sur l'échec complet de la Luftwaffe à l'Ouest, le Führer rétorqua que « des quantités de chasseurs à réaction (les Alliés ne possédaient pas d'avions à réaction et les Allemands venaient tout juste de les mettre en fabrication) chasseraient bientôt les aviateurs anglais et américains des cieux ». « Puis, dit-il, la Grande-Bretagne s'effondrerait. » Là-dessus, l'approche des avions alliés les contraignit à se transporter dans son poste de commandement protégé.

En sécurité dans cet abri souterrain bétonné, ils reprirent l'entretien**, et Rommel insista pour le faire porter sur des questions politiques.

*** Cet entretien dura de neuf à seize heures avec une interruption pour le déjeuner — raconte Speidel — au cours duquel Hitler mangea une énorme assiette de riz et de légumes goûtés au préalable par un subalterne. Sur la table, devant lui, étaient alignés des pilules et des verres à liqueur contenant des médicaments qu'il prenait à tour de rôle. Deux S.S. se tenaient debout derrière sa chaise.*

Il prédit (raconte Speidel) que le front allemand de Normandie allait s'effondrer et que l'on ne pourrait s'opposer à une percée alliée vers l'Allemagne... Il doutait fort que l'on pût tenir sur le front russe. Il fit remarquer l'isolement politique absolu dans lequel se trouvait l'Allemagne... Il conclut... en demandant avec insistance qu'un terme fût mis à la guerre.

Hitler, qui avait interrompu Rommel plusieurs fois, finit par le couper brutalement : « Ne vous préoccupez donc pas du cours futur de la guerre, mais plutôt de votre propre front d'invasion. »

Les deux généraux n'aboutissaient à rien avec leurs arguments, tant militaires que politiques. « Hitler ne prêta aucune attention à leurs avertissements », devait dire le général Jodl à Nuremberg. Finalement, ils insistèrent auprès du Commandant Suprême pour qu'il allât du moins rendre visite au quartier général du groupe d'armées B, commandé par Rommel, afin de conférer avec quelques-uns des généraux commandant les troupes du front au sujet des opérations en cours en Normandie. Non sans réticence Hitler accepta de s'y rendre le 19 juin — soit deux jours plus tard.

Il ne s'y rendit jamais. Dans l'après-midi du 17 juin, peu après le départ de Margival des maréchaux, un V-1 mal réglé, qu'on venait de lancer sur Londres, fit demi-tour et atterrit juste au-dessus du blockhaus, où se trouvait le Führer. Personne ne fut tué ni même blessé, mais Hitler en fut si frappé qu'il partit immédiatement pour un endroit plus sûr, ne s'arrêtant qu'une fois parvenu dans les montagnes de Berchtesgaden.

Là, de mauvaises nouvelles le rejoignirent bientôt. Le 20 juin, les Russes déclenchaient sur le front central l'offensive depuis longtemps attendue, offensive d'une telle puissance qu'en quelques jours le centre du front sur lequel Hitler avait concentré le gros de ses forces était disloqué et la route de la Pologne ouverte. Le 4 juillet, les Russes franchissaient l'ancienne frontière orientale de la Pologne et convergeaient sur la Prusse-Orientale.

Aussitôt le haut commandement rassembla toutes les réserves dont il

disposait et les jeta sur ce point afin de défendre la patrie elle-même — pour la première fois au cours de la deuxième guerre mondiale. C'était la condamnation des armées allemandes de l'Ouest. Désormais, elles ne pouvaient plus espérer recevoir des renforts importants.

Le 29 juin, à nouveau, Rundstedt et Rommel conjurèrent Hitler de regarder les choses en face, à la fois à l'Est et à l'Ouest, et de tenter de mettre fin à la guerre tant que le gros des forces allemandes existait encore. Une rencontre eut lieu sur l'Obersalzberg. Le commandant suprême reçut froidement les deux généraux, rejetant leurs requêtes et se lançant dans un long monologue sur la façon dont il allait gagner la guerre avec une « nouvelle arme-miracle ». Son discours, dit Speidel, « se perdit dans des digressions fantastiques ».

Deux jours plus tard, Rundstedt était remplacé à son poste de commandant en chef à l'Ouest par le maréchal von Kluge*. Le 15 juillet, Rommel écrivait une longue lettre à Hitler et la faisait transmettre par le télétype de l'armée. « Les troupes, écrivait-il, combattent héroïquement sur tout le front, mais la lutte inégale approche de sa fin. » Il ajouta de sa main, en post-scriptum :

** Il se peut que le rappel de Rundstedt ait été dû en partie aux paroles brutales qu'il avait lancées à Keitel la nuit précédente. Ce dernier l'avait appelé au téléphone pour s'informer de la situation : les Anglais venaient justement de repousser une vive attaque lancée par 4 divisions blindées S.S. contre leurs lignes, et Rundstedt était d'humeur sombre.*

« Qu'allons-nous faire ? Se serait écrié Keitel.

— Faites la paix, pauvres imbéciles, rétorqua Rundstedt. Que pouvez-vous faire d'autre? »

Il semble que Keitel, ce « crapaud rapporteur », ainsi que l'appelaient la plupart des généraux du front, se soit empressé d'aller raconter cet entretien à Hitler. Le Führer était à ce moment-là en conférence avec von Kluge, qui se trouvait en congé de maladie depuis quelques mois à la suite d'un accident d'auto. Kluge fut aussitôt nommé en remplacement de Rundstedt. Le général Blumentritt a raconté cette conversation téléphonique à Wilmot

« Je vous demande de bien vouloir tirer les conclusions voulues sans délai. Je sens qu'il est de mon devoir de commandant en chef du groupe des armées de le déclarer clairement (21). »

« Je lui ai donné sa dernière chance, dit Rommel à Speidel. S'il ne la saisit pas, nous agirons (22). »

Deux jours plus tard, dans l'après-midi du 17 juillet, alors que Rommel regagnait son quartier général après avoir inspecté le front de Normandie, sa voiture fut mitraillée par des chasseurs alliés volant à basse altitude, et il fut si grièvement blessé qu'on crut d'abord qu'il ne passerait pas la journée. C'était une catastrophe pour les conspirateurs, car Rommel avait alors — Speidel le jure (23) — décidé irrévocablement de les aider à débarrasser l'Allemagne du joug d'Hitler (tout en continuant à s'opposer à son assassinat). Ainsi qu'on devait le constater, son allant, son audace allaient beaucoup manquer aux officiers de l'armée, qui se résolurent enfin devant l'effondrement des armées allemandes à l'Est et à l'Ouest, en ce mois de juillet 1944, à tenter une dernière fois d'abattre Hitler et le national-socialisme. Selon Speidel, les conspirateurs « se sentaient terriblement privés de leur pilier de soutien (24)* ».

* Speidel cite l'écrivain Ernst Junger, dont les ouvrages avaient été très populaires dans l'Allemagne nazie, mais qui s'était détourné du régime et s'était joint de Paris au complot : « Le coup qui frappa Rommel sur la route de Livarot, le 17 juillet, priva notre projet du seul homme assez fort pour faire face simultanément à la guerre et à la guerre civile. » (SPEIDEL, *Invasion 1944*, p. 119.)

Le succès du débarquement allié en Normandie plongea les conspirateurs de Berlin dans une grande confusion. Ainsi que nous l'avons vu, Stauffenberg n'y croyait pas pour 1944 et, de toute façon, il estimait qu'il y avait cinquante chances sur cent pour qu'il échouât. Il semble qu'il ait souhaité qu'il en fût ainsi, car alors les gouvernements américain et anglais, après un revers aussi sanglant et aussi coûteux, se seraient montrés plus disposés à négocier, avec un nouveau gouvernement antinazi, une paix dont les termes auraient pu être favorables.

Quand il devint évident que l'invasion avait réussi, que l'Allemagne avait subi une défaite décisive et qu'une nouvelle défaite la menaçait à l'Est, Stauffenberg, Beck et Goerdeler se demandèrent s'il fallait poursuivre leurs projets. Dans le cas où leur premier objectif serait atteint, on leur reprocherait d'avoir provoqué la catastrophe finale. Si eux la savaient inévitable, la masse du peuple allemand ne l'avait pas encore compris. Finalement, Beck en arriva à la conclusion que si une révolte antinazie, même réussie, ne suffisait plus à préserver l'Allemagne d'une occupation ennemie, elle mettrait du moins fin à la guerre, épargnant ainsi des vies humaines et évitant d'autres destructions à la patrie.

Une paix conclue immédiatement empêcherait les Russes de conquérir l'Allemagne et de la bolchéviser. Une révolte antinazie montrerait au monde que derrière l'Allemagne nazie il y en avait « une autre ». Et — qui sait ? — peut-être les Alliés occidentaux, en dépit de la capitulation inconditionnelle qu'ils exigeaient, ne se montreraient-ils pas trop durs à l'égard d'une Allemagne conquise. Goerdeler acquiesça et plaça

de plus grands espoirs encore dans les démocraties occidentales. Il savait, dit-il, combien Churchill redoutait le danger d' « une victoire russe, totale ».

Les jeunes conspirateurs, menés par Stauffenberg, n'en étaient pas entièrement convaincus. Ils demandèrent son avis à Tresckow, qui était maintenant chef d'état-major de la IIe armée en train de s'effriter sur le front russe. Sa réponse ramena dans la bonne voie les conspirateurs chancelants.

« Il faut tenter à tout prix l'assassinat. Même s'il échoue, il faut essayer de s'emparer du pouvoir dans la capitale. Nous devons montrer au monde et aux générations futures que les hommes de la Résistance allemande ont osé franchir le pas décisif et risquer leur vie. A côté de cet objectif, rien d'autre ne compte (25). »

Cette réponse clairvoyante régla la question et ranima les courages ; elle effaça aussi les doutes qui tourmentaient Stauffenberg et ses jeunes amis. L'effondrement menaçant en Russie, en France et en Italie poussait les conspirateurs à agir sans plus attendre. Un autre événement les contraignit à se hâter.

Depuis le début, le cercle Beck-Goerdeler-Hassell avait refusé d'avoir le moindre contact avec la résistance communiste, et réciproquement. Pour les communistes, les conspirateurs étaient aussi réactionnaires que les nazis, et leur succès pouvait fort bien empêcher qu'une Allemagne communiste succédât à une Allemagne nationale socialiste. Beck et ses amis étaient parfaitement au courant de cette position. Ils savaient également que la résistance communiste était dirigée de Moscou et servait surtout de réseau d'espionnage aux Russes*.

* Ceci fut révélé lors de l'affaire de la « Rote Kapelle », en 1942, Quand l'Abwehr découvrit qu'un grand nombre d'Allemands, occupant des postes stratégiques et dont certains appartenaient à de vieilles familles très connues, avaient organisé un réseau d'espionnage étendu pour le compte des Russes. A un moment donné, ils avaient transmis des renseignements à Moscou à l'aide de près de 100 postes émetteurs clandestins installés en Allemagne et dans les territoires occupés de l'Ouest. Le chef de la « Rote Kapelle » (Orchestre Rouge) était Harold Schulze-Boysen, petit-fils du grand amiral von Tirpitz, un des chefs de la « génération perdue » de l'entre-deux-guerres, personnage pittoresque fort connu à Berlin, où son chandail noir, son épaisse crinière blonde et sa passion pour la poésie et la politique révolutionnaires attiraient l'attention. A cette époque, il rejetait à la fois le nazisme et le communisme, bien qu'il se considérât comme un homme de gauche. Au début de la guerre, il parvint, grâce à sa mère, à entrer dans la Luftwaffe avec le grade de lieutenant et réussit à se faufiler dans le service de « recherches » de Göring, le Forschungsamt, qui, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre consacré à l'Anschluss, était spécialisé dans la surveillance des communications téléphoniques. Bientôt, il organisa un vaste réseau d'espionnage pour Moscou, à l'aide de complices sûrs dont il disposait dans chaque ministère et bureau militaire de Berlin. Parmi ceux-ci se trouvaient Arvid Harnack, neveu d'un théologien connu, un brillant économiste du ministère de l'Économie, marié à une Américaine, Mildred Fish, qu'il avait connue à l'Université du Wisconsin, Franz Scheliha, des Affaires étrangères, Horst Heilmann, du ministère de la Propagande, et la comtesse Erika von Brockdorff, du ministère du Travail.

Deux agents soviétiques qui furent parachutés en Allemagne, où ils furent appréhendés, dénoncèrent la « Rote Kapelle », et un grand nombre d'arrestations suivirent.

Sur les 65 dirigeants accusés de trahison, 50 furent condamnés à mort, dont Schulze-Boysen et Harnack. Mildred Harnack et la comtesse von Brockdorff s'en tirèrent avec des peines de prison, mais Hitler insista pour qu'elles fussent exécutées — et elles le furent. Pour impressionner les traîtres éventuels, le Führer ordonna qu'on les pendît; mais il n'y avait pas de gibet à Berlin, où le mode d'exécution traditionnel était la décapitation à la hache; aussi les victimes furent-elles simplement pendues à l'aide d'une corde attachée à un crochet de boucherie (emprunté à un abattoir). A dater de ce jour, cette méthode de pendaison fut adoptée pour bien montrer qu'une mort cruelle attendait ceux qui oseraient défier le Führer.

D'autre part, ils savaient que les agents de la Gestapo s'y étaient infiltrés — les « hommes V » ainsi que les appelait Heinrich Mueller, le chef de la Gestapo, grand admirateur de la N.K.V.D. soviétique, dont il suivait les leçons.

En juin, les conspirateurs, contre l'avis de Goerdeler et des membres

plus anciens, décidèrent de prendre contact avec les communistes. Cette démarche leur avait été suggérée par l'aile socialiste, et en particulier par le philosophe socialiste Adolf Reichwein, qui était alors directeur du musée folklorique de Berlin. Reichwein avait gardé de vagues contacts avec les communistes. Bien que Stauffenberg lui-même n'eût guère confiance en eux, ses amis socialistes Reichwein et Leber le convinquirent qu'il était nécessaire d'entrer en relation avec eux, afin de savoir ce qu'ils préparaient, ce qu'ils feraient dans le cas où le putsch réussirait et, si possible, de s'en servir au dernier moment pour élargir les bases de la résistance antinazie. Non sans réticence, il accepta que Leber et Reichwein rencontrassent le 22 juin les chefs de la résistance communiste, mais il insista pour qu'on leur en dît le moins possible.

La rencontre eut lieu, dans l'est de Berlin, entre Leber et Reichwein, représentant les socialistes, et deux individus nommés Franz Jacob et Anton Säfkow, qui prétendirent être — et étaient peut-être — les dirigeants de la résistance communiste. Ils étaient accompagnés d'un troisième camarade qu'ils présentèrent sous le nom de « Rambow ». Les communistes, au courant du complot contre Hitler, voulurent en savoir davantage. Ils demandèrent qu'une rencontre fût organisée avec les chefs militaires le 4 juillet. Stauffenberg refusa, mais Reichwein fut autorisé à le représenter à une autre rencontre, à la même date. Quand il y arriva, en compagnie de Jacob et Säfkow, ils furent arrêtés : « Rambow » était un mouchard de la Gestapo. Le lendemain, Leber, dont Stauffenberg comptait faire le personnage politique dominant du futur gouvernement, était arrêté également*.

* Tous les quatre furent exécutés : Leber, Reichwein, Jacob et Säfkow.

Stauffenberg fut profondément bouleversé par l'arrestation de Leber, avec lequel il s'était lié d'une vive amitié et qu'il considérait comme indispensable au futur gouvernement, et il comprit aussi que toute la conspiration risquait d'être étouffée d'un seul coup, maintenant que les sbires d'Himmler étaient sur leur piste. Leber et Reichwein étaient des hommes courageux et on pouvait compter sur eux, pensait-il, pour ne pas révéler leurs secrets, même sous la torture.

L'arrestation de Leber et de Reichwein donnait aux conjurés un nouveau coup d'épée pour les pousser à l'action.

Vers la fin juin, les conspirateurs eurent un coup de chance. Stauffenberg fut promu colonel et chef d'état-major du général Fromm, commandant en chef de l'armée de l'intérieur. Non seulement ce poste le mettait en mesure de donner des ordres à cette armée au nom de Fromm, mais il lui permettait d'approcher d'Hitler. Ce dernier, en effet, prit l'habitude de convoquer le chef de l'armée de l'intérieur, ou son adjoint, à son quartier général, deux ou trois fois par semaine, pour leur demander de nouveaux renforts pour ses divisions décimées qui luttèrent sur le front russe. C'est au cours d'un de ces entretiens que Stauffenberg entendait faire exploser sa bombe.

Stauffenberg était devenu l'homme-clé de la conspiration. Sur ses épaules reposait maintenant l'unique chance de succès. Étant le seul membre du complot à pouvoir franchir les barrages qui interdisaient l'accès au quartier général du Führer, c'était à lui que revenait le soin de tuer Hitler. En sa qualité de chef d'état-major de l'armée de l'intérieur, ce serait à lui — Fromm n'étant pas entièrement rallié à la cause, on ne pouvait vraiment compter sur lui — de diriger les troupes qui devraient s'emparer de Berlin lorsqu'Hitler aurait été réduit à l'impuissance.

Et il lui faudrait atteindre les deux objectifs le même jour et à deux endroits éloignés de sept à huit cents kilomètres — distances qui séparent Berlin des quartiers généraux de l'Obersalzberg et de Rastenburg. Entre le premier et le second acte, il s'écoulerait un intervalle de deux à trois heures — temps nécessaire à son avion pour regagner la capitale — pendant lequel il ne pourrait rien faire, sinon espérer que ses plans seraient

exécutés sans défaillance par ses camarades de Berlin. C'était un premier inconvénient, comme nous allons le voir bientôt.

Il y en avait d'autres. L'un naquit, semble-t-il, d'une complication bien inutile dont s'embarrassèrent les conspirateurs. Il ne leur suffisait plus de tuer Hitler, il fallait en même temps tuer Goering et Himmler, pour s'assurer que les forces militaires placées sous leur commandement ne pourraient pas être utilisées contre les conjurés. Ils croyaient aussi que les commandants en chef du front se joindraient à eux plus rapidement si les deux principaux lieutenants d'Hitler étaient également liquidés. Comme Goering et Himmler assistaient habituellement aux conférences militaires quotidiennes, on pensait qu'il ne serait pas trop difficile de tuer les trois hommes avec une seule bombe. Cette décision insensée fit que Stauffenberg manqua deux occasions en or.

Le 11 juillet, on le convoqua à l'Obersalzberg pour présenter au Führer un rapport sur l'organisation des unités de remplacement dont le besoin se faisait cruellement sentir. Dans l'avion qui l'emmenait à Berchtesgaden, il emporta une des bombes anglaises de l'Abwehr. Au cours d'une réunion tenue dans la nuit par les conspirateurs de Berlin, il avait été décidé que c'était l'occasion ou jamais d'abattre Hitler — et Goering et Himmler du même coup. Mais Himmler n'était pas présent à la conférence ce jour-là et quand Stauffenberg, quittant la réunion pour un instant, appela au téléphone le général Olbricht à Berlin pour le lui dire, en insistant sur le fait qu'il pouvait encore supprimer Hitler et Goering, le général le pressa d'attendre un autre jour où il pourrait atteindre les trois à la fois. Cette nuit-là, à son retour à Berlin, Stauffenberg rencontra Beck et Olbricht et leur dit avec force que la prochaine fois il tuerait Hitler, sans se

préoccuper si Gœring et Himmler étaient là ou non. Les autres l'approuvèrent.

Une nouvelle occasion se présenta bientôt. Le 14 juillet, Stauffenberg reçut l'ordre de faire le lendemain un compte rendu sur la situation de l'armée de l'intérieur — car on avait besoin de toutes les recrues disponibles pour combler les vides en Russie, où le groupe des armées du Centre, ayant perdu 27 divisions, avait cessé d'exister en tant que force combattante. Ce jour-là, 14 juillet, Hitler avait ramené son quartier général à la Wolfsschanze de Rastenburg, afin de prendre lui-même les mesures nécessaires pour renforcer le front central, où l'Armée Rouge avait maintenant atteint un point situé à moins de 100 kilomètres de la Prusse-Orientale.

Dans la matinée du 15 juillet, le colonel von Stauffenberg partit en avion pour le quartier général du Führer*, emportant une bombe dans sa serviette. Cette fois les conspirateurs étaient si sûrs du succès qu'ils décidèrent de lancer deux heures avant la conférence du Führer, prévue pour treize heures, le signal « Walkyrie » — destiné à donner l'ordre aux troupes de Berlin de se mettre en mouvement et aux tanks de l'école de Krampnitz de se diriger sur la capitale. On ne pouvait accepter aucun délai pour se rendre maître de la situation.

* Il y a désaccord parmi les historiens sur le point de savoir si Stauffenberg partit pour Rastenburg ou pour l'Obersalzberg. Les écrivains allemands qui font le plus autorité en cette matière. Eberhard Zeller et le professeur Gerhard Ritter, donnent des récits contradictoires. Zeller croit qu'Hitler était encore à Berchtesgaden, alors que Ritter est sûr que le Führer était rentré à Rastenburg. Malheureusement l'agenda du Führer, qui avait jusqu'à ce point servi de guide infallible à l'auteur, ne fut pas retrouvé intact et ne couvre pas cette période. Mais les témoignages les plus sûrs, y compris un rapport sur les mouvements de Stauffenberg rédigé au quartier général du Führer le 22 juillet, indiquent d'une manière assez concluante que, le 15 juillet, Hitler se trouvait à Rastenburg et que

c'est là que Stauffenberg avait projeté de le tuer. Bien que les deux endroits d'où Hitler essaya de conduire la guerre — il séjournait rarement à Berlin, qui était bombardé sans pitié — fussent à peu près à égale distance de la capitale, Berchtesgaden, plus central et plus proche de Munich, où l'on croyait que la garnison de l'armée serait loyale à Beck, offrait pour les conspirateurs certains avantages sur Rastenburg.

A onze heure, le samedi 15 juillet, le général Olbricht lança l'ordre « Walkyrie I » pour Berlin et, avant midi, des troupes s'avançaient vers le centre de la capitale pour occuper le quartier de la Wilhelmstrasse. A treize heures, Stauffenberg, serviette à la main, pénétra dans la salle de conférence du Führer, fit son rapport sur la situation des renforts, puis il s'absenta suffisamment longtemps pour téléphoner à Olbricht, à Berlin, et lui dire — en termes convenus — qu'Hitler était présent, qu'il avait l'intention de retourner dans la salle et de déclencher le dispositif de la bombe. Olbricht l'informa que les troupes de Berlin étaient déjà en marche.

Le succès de la grande entreprise semblait assuré. Mais quand Stauffenberg rentra dans la salle de conférence ce fut pour apprendre qu'Hitler était parti et ne reviendrait pas. Désespéré, Stauffenberg appela aussitôt Olbricht et lui transmit la nouvelle. Le général annula l'alerte « Walkyrie » en toute hâte et les troupes regagnèrent leurs casernes aussi rapidement et aussi discrètement que possible.

L'annonce de ce nouvel échec porta un rude coup aux conspirateurs qui se réunirent à Berlin dès le retour de Stauffenberg pour envisager ce qu'il fallait faire. Goerdeler était d'avis de recourir à la « solution occidentale ». Il proposa à Beck d'aller avec lui par avion à Paris pour conférer avec le maréchal von Kluge sur la possibilité d'obtenir un armistice à l'Ouest, par lequel les Alliés occidentaux accepteraient de ne pas pousser au-delà de la frontière franco-allemande, ce qui aurait pour

effet de libérer les armées allemandes de l'Ouest et de pouvoir les envoyer sur le front de l'Est, pour sauver le Reich des Russes et de leur bolchévisme. Beck voyait mieux la situation.

Il savait fort bien que l'idée d'obtenir une paix séparée avec l'Ouest n'était qu'une illusion insensée. Néanmoins, déclara Beck, il fallait à tout prix exécuter le complot contre Hitler et renverser le nazisme si l'on voulait sauver l'honneur de l'Allemagne. Stauffenberg fut de cet avis. Il jura qu'il n'échouerait pas la prochaine fois. Le général Olbricht, qui s'était fait réprimander par Keitel pour avoir déplacé ses troupes dans Berlin, déclara qu'il ne pouvait plus prendre le risque une deuxième fois, sous peine de démasquer toute la conspiration. Il s'en était tiré de justesse en expliquant à Keitel et à Fromm qu'il s'agissait d'un exercice. Cette crainte de mettre de nouveau les troupes en mouvement tant que l'on n'aurait pas appris qu'Hitler était mort allait avoir des conséquences désastreuses le jeudi suivant, jour décisif.

Le dimanche 16 juillet au soir, Stauffenberg invita chez lui, à Wannsee, un petit cercle d'amis proches et de parents : son frère Berthold, un jeune homme studieux, tranquille, recueilli, qui était conseiller en droit international à l'état-major de la marine; le lieutenant-colonel Caesar von Hofacker, cousin des Stauffenberg et leur agent de liaison auprès des généraux du front de l'Ouest; le comte Fritz von der Schulenburg, ex-nazi, encore en fonction comme adjoint du préfet de police de Berlin; et Trott zu Solz. Hofacker revenait tout juste de l'Ouest, où il s'était entretenu avec plusieurs généraux — Falkenhausen, Stuelpnagel, Speidel, Rommel et von Kluge.

Il apprit à ses amis qu'un effondrement allemand était imminent sur le

front ouest et, ce qui était plus important encore, que Rommel, tout en continuant à s'opposer à l'attentat contre Hitler, soutiendrait la conspiration sans se préoccuper du camp que choisirait von Kluge. Après une longue discussion, les jeunes conspirateurs décidèrent que le seul moyen d'en finir était de supprimer le Führer. Ils ne se faisaient plus d'illusions désormais; ils savaient bien que leur action désespérée n'épargnerait plus à l'Allemagne une capitulation inconditionnelle. Ils tombèrent d'accord sur le fait qu'il faudrait la consentir aux Russes aussi bien qu'aux démocraties occidentales. L'important, dirent-ils, était que ce fussent les Allemands, et non leurs vainqueurs, qui libérassent l'Allemagne de la tyrannie hitlérienne (26).

Mais ils venaient terriblement tard. Le despotisme nazi durait depuis onze ans, et seule la certitude d'une défaite totale dans une guerre que l'Allemagne avait déclenchée et à laquelle ils ne s'étaient guère opposés les avait poussés à l'action. Mieux vaut tard que jamais, bien sûr — mais il ne leur restait que bien peu de temps. Les généraux du front les avertissaient que la débâcle approchait à la fois à l'Est et à l'Ouest; ce n'était plus qu'une question de semaines.

Il semblait qu'il ne restât aux conspirateurs que quelques jours pour agir. Le mouvement prématuré des troupes à Berlin, le 15 juillet, avait éveillé les soupçons de l'O.K.W. Ce jour-là, on apprit que le général von Falkenhausen, un des dirigeants du complot à l'Ouest, avait été brusquement démis de son poste de gouverneur militaire de Belgique et du Nord de la France. Quelqu'un avait dû les dénoncer. Le 17 juillet, ils apprenaient que Rommel avait été si grièvement blessé qu'on ne pourrait plus compter sur lui avant longtemps.

Le lendemain, Goerdeler était avisé par ses amis du quartier général de la police qu'Hitler avait lancé un ordre d'arrestation contre lui. Sur l'insistance de Stauffenberg, Goerdeler, non sans protester, prit le maquis. Le même jour, le capitaine Alfred Kransfelder, un des rares officiers de marine appartenant à la conspiration, informa Stauffenberg que des bruits circulaient à Berlin selon lesquels le quartier général du Führer allait sauter dans les prochains jours. Une fuite s'était certainement produite. Tout indiquait que la Gestapo arrivait au nœud de la conspiration.

Dans l'après-midi du 19 juillet, Stauffenberg fut de nouveau convoqué à Rastenburg pour rendre compte à Hitler des progrès faits dans la constitution des divisions de *Volksgrrenadiere*, que l'armée de l'intérieur entraînait rapidement pour les jeter sur le front qui craquait de partout. Il devait faire son rapport à la première conférence quotidienne, qui aurait lieu au quartier général du Führer, le lendemain, 20 juillet, à treize heures*.

* *Le général Adolf Heusinger, chef des opérations du haut commandement de l'armée, raconte que, le 19 juillet, les nouvelles du front ukrainien étaient si mauvaises qu'il demanda à l'O.K.W. si l'armée de l'intérieur ne disposerait pas de troupes à l'entraînement en Pologne, que l'on pourrait lancer sur le front est. Keitel suggéra de convoquer Stauffenberg le lendemain pour les renseigner. (Heusinger, *Befehl im Widerstreit*, p. 350.)*

Le maréchal von Witzleben et le général Hoepner, qui résidaient à quelque distance de Berlin, furent priés par Stauffenberg d'arriver dans la capitale en temps voulu. Le général Beck fit ses derniers préparatifs pour prendre la direction des opérations jusqu'à ce que Stauffenberg fût de retour après l'attentat. Les officiers qui occupaient les postes les plus importants dans la garnison de Berlin et aux alentours furent avisés que le 20 juillet serait *Der Tag* (le grand jour).

Stauffenberg travailla jusqu'à la tombée de la nuit à la Bendlerstrasse sur le rapport qu'il devait présenter à Hitler. Il quitta son bureau peu après huit heures pour rentrer chez lui, à Wannsee. En chemin, il s'arrêta devant une église catholique de Dahlem pour prier*. Il passa la soirée tranquillement chez lui en compagnie de son frère, Berthold, et se retira de bonne heure. Tous ceux qui le virent au cours de cet après-midi et de cette soirée devaient se rappeler combien il était aimable et calme, comme si rien d'inhabituel ne se passait.

* Fritz Gibbon dit (20 Juillet, p. 150) : « On pense qu'il s'était au préalable confessé, mais, bien entendu, on n'avait pas pu lui accorder l'absolution. » L'auteur raconte que Stauffenberg avait dit à l'évêque de Berlin, le cardinal comte Preysing, ce qu'il avait l'intention de faire. L'évêque lui aurait répondu qu'il rendait hommage aux motifs qui inspiraient le jeune homme et ne se sentait pas habilité à tenter de l'en dissuader, du point de vue théologique, (Ibid., P. 152.)

Peu après six heures de la chaude matinée ensoleillée du 20 juillet 1944, le colonel Stauffenberg, accompagné de son adjoint, le lieutenant Werner von Haeften, se dirigea vers l'aéroport de Rangsdorf. Dans sa serviette bourrée, il emportait des papiers concernant les nouvelles divisions de *Volksgrenadieren*, sur lesquelles, à treize heures, il devait faire un rapport au Führer dans la « Tanière du loup » de Rastenburg, en Prusse-Orientale. Entre ses documents, enveloppés dans une chemise, il emportait une bombe munie d'un détonateur à retardement.

Elle était identique à celle que Tresckow et Schlabrendorff avaient déposée dans l'avion du Führer l'année précédente et qui n'avait pas explosé. De fabrication anglaise, ainsi que nous l'avons dit, on la mettait en marche en brisant une capsule de verre dont l'acide devait ronger un petit fil qui libérait la pointe percutante, laquelle devait frapper la capsule de fulminate. De l'épaisseur du fil dépendait le temps qui s'écoulerait entre la mise en marche du dispositif et le moment où l'explosion se produirait. Ce matin-là on munit la bombe du fil le plus mince possible. Ainsi devait-il se dissoudre en dix minutes maximum.

A l'aérodrome, Stauffenberg rencontra le général Stieff, qui lui avait remis la bombe la nuit précédente. Un avion les attendait, l'avion particulier du général Eduard Wagner, quartier-maître général de l'armée et un des chefs du complot, lequel s'était arrangé pour le mettre à leur disposition. Vers sept heures l'appareil décolla et, peu après dix heures, il atterrissait à Rastenburg. Haeften donna au pilote l'ordre de se tenir prêt à décoller pour le voyage de retour à n'importe quel moment après midi.

Une voiture de l'état-major emmena le groupe au quartier général de Wolfsschanze, situé dans un coin sombre, humide et très boisé de la Prusse-Orientale. Il n'était pas aisé d'y pénétrer ou d'en sortir, remarqua Stauffenberg. Le quartier général se composait de trois enceintes, protégées chacune par des champs de mines, des réduits en béton, et une clôture de fil de fer barbelé électrifiée; nuit et jour des patrouilles de S.S. fanatiques faisaient des rondes.

Pour pénétrer dans l'enceinte intérieure, fortement gardée, où vivait et travaillait Hitler, le général le plus élevé en grade lui-même devait présenter un laissez-passer spécial, valable pour une visite, et subir l'inspection personnelle de l'Oberführer Rattenhuber, chef de la sécurité d'Himmler et commandant de la garde S.S., ou celle de l'un de ses adjoints. Toutefois, comme c'était Hitler lui-même qui avait donné l'ordre à Stauffenberg de venir présenter son rapport, Haeften et lui, encore qu'ils eussent été arrêtés pour vérification de leurs laissez-passer, franchirent assez facilement les trois contrôles. Après un petit déjeuner pris en compagnie du capitaine von Moellendorff, adjoint au commandant du camp, Stauffenberg alla retrouver le général Fritz Fellgiebel, chef des transmissions à l'O.K.W.

Fellgiebel était un des pivots du complot. Stauffenberg s'assura que le général était prêt à transmettre sans délai les nouvelles de l'attentat aux conspirateurs de Berlin afin qu'ils entrent immédiatement en action. A ce moment, Fellgiebel isolerait le quartier général du Führer en coupant toutes les communications téléphoniques, télégraphiques et radiophoniques. Nul n'était plus en mesure de le faire que le chef du réseau de communications de l'O.K.W., et les conjurés s'estimaient heureux de l'avoir gagné à leur

cause. Il était indispensable au succès de toute la conspiration.

Après avoir rendu visite au général Buhle, le représentant de l'armée à l'O.K.W., pour discuter avec lui les problèmes relatifs à l'armée de l'intérieur, Stauffenberg se dirigea vers les bureaux de Keitel, suspendit sa casquette et son ceinturon dans l'antichambre et pénétra dans le bureau du chef de l'O.K.W. Il y apprit qu'il lui faudrait agir encore plus vite qu'il ne l'avait projeté. Il était déjà un peu plus de midi et Keitel l'informa que, Mussolini arrivant par le train de quatorze heures trente, la conférence quotidienne du Führer avait été avancée : elle aurait lieu à douze heures trente au lieu de treize heures. Keitel le pria de faire un rapport aussi bref que possible. Hitler désirait que la conférence se terminât tôt.

Avant que la bombe n'eût explosé? Stauffenberg dut se demander si, une fois de plus, et alors que c'était sans doute sa dernière tentative, le sort allait lui voler son succès. Sans doute avait-il espéré aussi que, cette fois, la conférence avec Hitler se tiendrait dans l'abri souterrain du Führer, où la force de l'explosion serait beaucoup plus puissante que dans un des bâtiments de surface. Mais Keitel lui apprit que la conférence aurait lieu dans la *Lagebaracke* — baraquement réservé à cet usage*.

* Un certain nombre d'écrivains ont raconté qu'Hitler tenait habituellement ses conférences militaires quotidiennes dans son abri souterrain et qu'en raison du temps chaud et humide celle du 20 juillet s'était tenue dans une baraque. « Ce changement de lieu sauva la vie d'Hitler », écrit Bullock (Hitler, p. 681). On peut mettre en doute qu'il y ait eu changement de lieu. La *Lagebaracke*, comme son nom l'indique était, autant que je puisse en juger, un endroit où se tenaient habituellement les conférences quotidiennes. C'était uniquement en cas de menace de raids aériens que les conférences avaient lieu dans l'abri souterrain qui, en tout cas, aurait été plus frais par cette journée accablante...

Il ne s'agissait nullement de la baraque en bois léger que l'on a si

souvent décrite. Au cours de l'hiver précédent, Hitler avait fait renforcer la structure originale en bois par des murs de béton épais de 50 centimètres pour servir de protection contre les bombes incendiaires et les éclats des bombes aériennes qui pourraient tomber autour. Ces murs épais donneraient plus de force à l'explosion.

Stauffenberg résuma à Keitel ce qu'il se proposait de dire à Hitler et, vers la fin, il remarqua que le chef de l'O.K.W. regardait sa montre avec impatience. Quelques minutes avant douze heures trente, Keitel se leva en disant qu'il devait se rendre immédiatement à la conférence sous peine d'être en retard. Ils sortirent de son bureau, mais Stauffenberg dit qu'il avait oublié sa casquette et son ceinturon dans l'antichambre et fit rapidement demi-tour avant que Keitel n'ait eu le temps de proposer que son adjoint, un certain lieutenant von John, qui marchait à côté d'eux, aille les chercher.

Dans l'antichambre, Stauffenberg ouvrit rapidement sa serviette, saisit une pince avec les trois doigts qui lui restaient et brisa la capsule. A moins d'une nouvelle défaillance du mécanisme, dix minutes plus tard exactement la bombe exploserait.

Keitel, aussi brutal avec ses subordonnés qu'il était flatteur avec ses supérieurs, fut agacé par ce retard et se retourna pour crier à Stauffenberg de se dépêcher. Stauffenberg le pria de l'excuser. Tandis qu'ils se dirigeaient vers la baraque d'Hitler, Stauffenberg manifesta de la bonne humeur, et l'agacement de Keitel — il ne nourrissait pas encore le moindre soupçon — se dissipa.

Néanmoins, ainsi que Keitel l'avait craint, ils étaient en retard. La conférence était déjà commencée. Au moment où Keitel et Stauffenberg

pénétrèrent dans la baraque, le second s'arrêta un instant dans le vestibule d'entrée pour dire au sergent chargé du standard qu'il attendait un appel urgent de son bureau de Berlin, d'où l'on devait lui transmettre une information dont il avait absolument besoin pour son rapport (cela à l'intention de Keitel qui écoutait). Il fallait donc le prévenir aussitôt que l'appel viendrait.

Les deux hommes pénétrèrent dans la salle. Quatre minutes environ s'étaient déjà écoulées depuis que Stauffenberg avait glissé la pince dans sa serviette et brisé la capsule. Il en restait six. La pièce était relativement petite, environ trente pieds sur quinze, et elle avait dix fenêtres, grandes ouvertes pour laisser pénétrer un peu d'air. Toutes ces fenêtres ouvertes allaient certainement réduire l'effet de l'explosion. Au milieu de la pièce se trouvait une table ovale, de 18 pieds sur 5, en chêne épais. Cette table avait ceci de particulier qu'elle reposait non pas sur des pieds mais sur deux socles larges et lourds, placés à ses deux extrémités, presque aussi larges qu'elle. Ce détail n'allait pas être sans effet sur la suite de l'histoire.

Quand Stauffenberg pénétra dans la pièce, Hitler était assis au centre, du long côté de la table, le dos tourné à la porte. A sa droite se tenaient le général Heusinger, chef des opérations et chef d'état-major adjoint de l'armée, le général Korten, chef d'état-major de l'air, le colonel Heinz Brandt, chef d'état-major de Heusinger. Keitel prit place à la gauche du Führer; à côté de lui se trouvait le général Jodl. Il y avait encore 18 autres officiers des trois armes et des S.S. autour de la table, mais ni Gœring ni Himmler n'étaient présents. Hitler seul, qui jouait avec les lunettes dont il avait désormais besoin pour lire les cartes étendues devant lui, et deux sténographes étaient assis.

Heusinger s'était lancé dans un exposé pessimiste sur la dernière percée effectuée sur le front central et sur la situation dangereuse qui en résultait pour les armées allemandes, non seulement en ce point, mais également dans les secteurs nord et sud du front. Keitel le coupa pour annoncer la présence du colonel von Stauffenberg et en dire la raison. Hitler jeta un coup d'œil à la manche vide du colonel, au bandeau noir qui lui couvrait un œil, le salua sèchement et annonça qu'avant d'entendre son rapport il voulait d'abord en terminer avec celui d'Heusinger.

Sur quoi, Stauffenberg s'assit entre Korten et Brandt, à la droite du Führer. Il posa sa serviette sur le sol, la poussa sous la table pour l'appuyer contre la partie *intérieure* du lourd support de chêne. Elle se trouvait ainsi à environ six pieds des jambes du Führer. Il était douze heures trente-sept. Encore cinq minutes. Heusinger continua de parler, se référant constamment à la carte déployée sur la table.

Il semble que nul ne se soit aperçu que Stauffenberg se glissait au-dehors, à l'exception peut-être du colonel Brandt. Cet officier, absorbé par ce que disait son général, se pencha sur la table pour mieux voir la carte, découvrit que la serviette rebondie de Stauffenberg le gênait, essaya de la repousser du pied et finalement la saisit d'une main, la souleva et la plaça contre la partie *extérieure* la plus éloignée du lourd support de table, qui maintenant se trouvait entre la bombe et Hitler*.

* D'après le récit fait aux enquêteurs alliés par l'amiral Kurt Assmann, qui était présent. Stauffenberg aurait murmuré à Brandt : « Il faut que j'aille téléphoner. Surveillez ma serviette. Il y a des papiers secrets dedans. »

Ce geste en apparence insignifiant sauva probablement la vie du

Führer et coûta la sienne à Brandt. On se souvient peut-être que le colonel Brandt était cet innocent officier auquel Tresckow avait demandé d'emporter deux « bouteilles de cognac » avec lui à bord de l'avion qui allait conduire Hitler de Smolensk à Rastenburg, dans la soirée du 13 mars 1943...

Keitel, qui était responsable de la convocation de Stauffenberg, jeta un coup d'œil du côté où le colonel était censé se tenir. Heusinger arrivait au bout de son rapport, et le chef de l'O.K.W. voulait faire signe à Stauffenberg de se préparer à présenter le sien. Peut-être allait-il avoir besoin d'aide pour sortir ses papiers de sa serviette. Mais il s'aperçut que le jeune colonel n'était pas là. Se souvenant de ce que Stauffenberg avait dit au téléphoniste en entrant, Keitel se glissa hors de la pièce pour ramener le jeune officier à l'attitude étrange.

Stauffenberg n'était pas au téléphone. Le standardiste dit à Keitel qu'il avait quitté en hâte le bâtiment. Perplexe, Keitel rentra dans la salle de conférence. Heusinger était en train de conclure. « Les Russes, disait-il, se dirigent avec des forces importantes de l'ouest de la Duna vers le nord. Leurs pointes avancées sont déjà parvenues au sud-ouest de Dunaburg. Si notre groupe d'armées engagé autour du lac Peipus ne se replie pas immédiatement, une catastrophe (27)... »

Il ne devait jamais terminer sa phrase : à ce moment précis, douze heures quarante-deux, la bombe explosa.

Stauffenberg assista à ce qui suivit. Il se tenait, en compagnie du général Fellgiebel, devant le bureau de ce dernier, au Bunker 88, à 200 mètres de là; tandis que les secondes s'égrenaient, son regard allait anxieusement de sa montre à la baraque de conférence. Il la vit sauter, une

flamme et de la fumée s'élevèrent en rugissant, comme si, raconta-t-il, elle avait été frappée de plein fouet par un obus de 155 millimètres.

Des corps jaillissaient des fenêtres, des débris volaient en l'air. Dans l'esprit surexcité de Stauffenberg, tous ceux qui se trouvaient dans la salle de conférence étaient morts ou mourants. Il jeta un rapide au revoir à Fellgiebel, qui devait téléphoner aux conspirateurs à Berlin pour leur annoncer que l'attentat avait réussi, puis couper toutes les communications jusqu'à ce que, dans la capitale, les conspirateurs se fussent emparés de la ville et eussent proclamé le nouveau gouvernement*.

** Bon nombre d'auteurs ont soutenu qu'à ce moment le général Fellgiebel aurait dû faire sauter tous les centres de communications et qu'en ne le faisant pas il avait porté un coup désastreux à la conspiration. Ainsi Wheeler-Bennett (Nemesis, p. 643) écrit que le général Fellgiebel « faillit lamentablement à sa tâche ». Étant donné que les divers centres de communications se trouvaient dans plusieurs abris souterrains, fortement gardés par des S.S., il est improbable que les plans de Stauffenberg prévoyaient qu'on les fit sauter — tâche impossible à remplir pour le général. Fellgiebel avait accepté, en revanche, de couper les communications avec le monde extérieur pendant deux ou trois heures, après avoir transmis à Berlin la nouvelle de l'explosion. Ce qu'il fit, à part une ou deux erreurs inévitables.*

Stauffenberg avait maintenant pour objectif immédiat de sortir du quartier général vivant et le plus vite possible. Aux points de contrôle, les gardes avaient vu et entendu l'explosion et avaient aussitôt fermé toutes les sorties. À la première barrière, située à quelques mètres de l'abri de Fellgiebel, la voiture de Stauffenberg fut arrêtée. Il sauta à terre et demanda à parler à l'officier de service dans la salle de garde. En présence de ce dernier, il téléphona à quelqu'un — on ignore qui — parla brièvement, raccrocha et, se tournant vers l'officier, dit : « Lieutenant, je suis autorisé à sortir. »

C'était du bluff, mais il réussit et, apparemment, après avoir soigneusement noté sur son registre : « Douze heures quarante-quatre. Le colonel Stauffenberg a franchi le contrôle », le lieutenant fit dire au contrôle suivant de laisser passer la voiture. A la troisième et dernière barrière, ce fut moins aisé. L'alerte avait déjà été donnée, la barrière avait été abaissée et la garde doublée; nul n'était autorisé à entrer ou à sortir, Stauffenberg et son adjoint, le lieutenant Haeften, furent bloqués par un sergent têtu du nom de Kolbe.

De nouveau, Stauffenberg demanda à se servir du téléphone et appela le capitaine von Moellendorff, adjoint au commandant du camp. Il se plaignit qu' « en raison de l'explosion » le poste de garde se refusait à le laisser passer « Je suis très pressé. Le général Fromm m'attend à l'aérodrome », dit-il. C'était encore du bluff. Fromm était à Berlin, ainsi que Stauffenberg le savait fort bien.

Après avoir raccroché, le colonel se tourna vers le sergent : « Vous avez entendu, sergent, je suis autorisé à passer. » Mais le sergent ne s'en laissa pas conter. Il appela lui-même Moellendorff pour avoir confirmation. Le capitaine la lui donna (28).

A toute vitesse, l'auto fila vers l'aérodrome, tandis que le lieutenant Haeften démontait en hâte une seconde bombe qu'il avait apportée dans sa serviette, en disséminant les morceaux sur le côté de la route où plus tard la Gestapo devait les retrouver. Le commandant de l'aérodrome n'avait pas encore été alerté. Le pilote faisait tourner le moteur quand les deux hommes arrivèrent sur le terrain. Une minute ou deux plus tard, l'avion décollait.

Il était un peu plus de treize heures. Les trois heures suivantes durent

sembler à Stauffenberg les plus longues de sa vie. Il ne pouvait rien faire, tandis que le lent Heinkel faisait route vers l'Ouest en survolant la plaine sablonneuse et plate, sinon espérer que Fellgiebel avait pu transmettre à Berlin le signal si important, que ses camarades de la conspiration avaient aussitôt bondi à l'action pour s'emparer de la ville et envoyer les messages préparés d'avance aux commandants militaires en fonctions en Allemagne et à l'Ouest et que son avion ne serait pas contraint d'atterrir par des chasseurs de la Luftwaffe alertés ou par des appareils russes — qui se montraient de plus en plus actifs au-dessus de la Prusse-Orientale. Son propre appareil n'était pas muni d'un poste radio à longue portée, qui lui eût permis de capter Berlin, ce qui l'empêcha également de communiquer avec ses complices de la capitale et de leur envoyer le signal que le général Fellgiebel avait peut-être été empêché d'émettre.

Son avion atterrit à Rangsdorf à quinze heures quarante-cinq et Stauffenberg, plein de confiance, se précipita vers le téléphone le plus proche pour appeler le général Olbricht et savoir exactement ce qui avait été accompli au cours de ces trois heures dont tout dépendait. A sa grande consternation, il apprit que rien n'avait été fait. Aussitôt après l'explosion, on avait reçu un appel téléphonique de Fellgiebel, mais la communication était mauvaise et les conspirateurs n'avaient pas bien compris si Hitler était mort ou non. En conséquence, on n'avait rien entrepris.

Les ordres « Walkyrie » avaient été sortis du coffre-fort d'Olbricht, mais ils n'avaient pas été envoyés. Dans la Bendlerstrasse, tout le monde avait attendu sans bouger le retour de Stauffenberg. Le général Beck et le maréchal von Witzleben qui, respectivement en qualité de nouveau chef de l'État et de commandant en chef de la Wehrmacht, auraient dû lancer

immédiatement les proclamations et les ordres préalablement rédigés pour annoncer à la radio qu'un jour nouveau se levait sur l'Allemagne, ne s'étaient pas encore montrés.

Hitler n'avait pas été tué, contrairement à ce que croyait fermement Stauffenberg et à ce qu'il avait dit à Olbricht lorsqu'il lui avait téléphoné de Rangsdorf. L'acte presque inconscient du colonel Brandt, lorsqu'il avait déplacé la serviette du colonel de l'autre côté de l'épais socle en chêne de la table, avait sauvé la vie du Führer. Il était fortement commotionné, mais ses blessures n'étaient pas graves. Ses cheveux étaient roussis, ses jambes brûlées, son bras droit contusionné et momentanément paralysé, il souffrait d'une lésion aux tympans, et une poutre en tombant lui avait lacéré le dos.

Comme un témoin le dirait plus tard, il était à peine reconnaissable lorsqu'il émergea du bâtiment ravagé et en flammes au bras de Keitel, le visage noirci, les cheveux fumants, et les pantalons en lambeaux. Keitel, miraculeusement, n'était pas blessé. Mais la plupart de ceux qui se tenaient à l'extrémité de la table, près de l'endroit où la bombe avait explosé, étaient tués ou grièvement blessés*.

** Le sténographe officiel, Berger, fut tué ainsi que le colonel Brandt; le général Schmudt, l'aide de camp d'Hitler, et le général Korten moururent de leurs blessures. Tous les autres, y compris les généraux Jodl, Bodenschatz (chef d'état-major de Goering) et Heusinger, furent plus ou moins grièvement blessés.*

Dans le premier moment d'excitation, on émit plusieurs suppositions sur la cause de l'explosion. Hitler pensa tout d'abord qu'il s'agissait d'une attaque surprise d'un chasseur-bombardier ennemi. Jodl, la tête ensanglantée — le lustre était tombé sur lui, — était convaincu que des

ouvriers qui effectuaient des réparations avaient logé une bombe sous le plancher de la baraque. Le trou profond que la bombe de Stauffenberg avait creusé dans le sol paraissait confirmer cette hypothèse.

Les soupçons ne commencèrent à se porter sur le colonel que quelque temps après. Himmler, qui était arrivé en courant sur les lieux au bruit de l'explosion, fut sidéré et son premier geste fut de téléphoner — une minute ou deux avant que Fellgiebel eût coupé les communications — à Artur Nebe, chef de la police criminelle de Berlin, d'envoyer immédiatement par avion une équipe d'enquêteurs.

Dans la confusion et le trouble qui régnaient, personne au début ne se souvint que Stauffenberg s'était glissé hors de la salle de conférence peu avant l'explosion. On crut d'abord qu'il se trouvait dans la baraque et était parmi les blessés graves que l'on avait aussitôt emmenés à l'hôpital. Hitler, qui ne le soupçonnait pas encore, demanda cependant à ce que l'on procédât à une enquête à l'hôpital.

Environ deux heures après l'explosion, des indices commencèrent à apparaître. Le sergent-chef chargé du téléphone à la *Lagebaracke* se présenta pour déclarer que « le colonel borgne » qui lui avait dit attendre un appel de Berlin était sorti de la salle de conférence et, sans attendre cette communication, avait quitté la baraque en toute hâte. Certains officiers qui avaient participé à la conférence se rappelèrent que Stauffenberg avait laissé sa serviette sous la table. Aux postes de contrôle, les gardes révélèrent que Stauffenberg et son adjoint étaient sortis du camp aussitôt après l'explosion.

Les soupçons d'Hitler étaient maintenant éveillés. Un appel téléphonique à l'aérodrome de Rastenburg apporta un renseignement

intéressant : Stauffenberg s'était envolé précipitamment peu après treize heures en indiquant comme destination l'aérodrome de Rangsdorf. Himmler ordonna aussitôt son arrestation à sa descente d'avion, mais son ordre ne parvint jamais à Berlin, grâce à l'action courageuse de Fellgiebel qui avait coupé les communications.

Jusque-là, il semble bien que personne au quartier général n'ait soupçonné que des événements graves se déroulaient à Berlin. Tous pensaient que Stauffenberg avait agi seul. Il ne serait pas difficile de l'appréhender, à moins, ainsi que certains le soupçonnaient, qu'il n'eût atterri derrière le front russe. Hitler, qui paraît en cette circonstance avoir manifesté assez de calme, avait une autre préoccupation immédiate. Il devait accueillir Mussolini, dont l'arrivée était prévue pour seize heures, son train ayant subi du retard.

Scène un peu étrange et grotesque que celle de cette dernière rencontre entre les deux dictateurs en cet après-midi du 20 juillet 1944, lorsqu'ils contemplèrent les ruines de la salle de conférence, tout en cherchant à se persuader que l'Axe qu'ils avaient forgé et qui avait dominé le continent n'était pas, lui aussi, en ruine. Ce Duce autrefois si fier, cet homme qui aimait se pavaner, n'était plus qu'un simple gauleiter de Lombardie, évadé de prison avec l'aide des séides nazis, et soutenu par Hitler et les S.S.

Pourtant, l'amitié et l'estime que le Führer portait au tyran italien déchu ne s'étaient jamais démenties, et il l'accueillit avec autant de chaleur que son état physique le lui permettait; il lui montra les débris encore fumants de la Lagebaracke, où il avait failli perdre la vie quelques heures plus tôt, et lui prédit que leur cause commune ne tarderait pas à triompher

en dépit de tous les revers.

Le docteur Schmidt, qui assistait à la scène en qualité d'interprète, la raconte ainsi (29) :

Mussolini se montra absolument horrifié. Il ne parvenait pas à comprendre comment une telle chose avait pu se produire au quartier général...

« J'étais debout ici près de cette table (dit Hitler); la charge a explosé juste devant mes pieds... Il est évident que rien ne peut m'arriver; sans aucun doute, mon destin est de poursuivre mon chemin et d'achever ma tâche... Ce qui s'est passé ici aujourd'hui est un signe du destin! Ayant maintenant échappé à la mort... je suis plus que jamais convaincu que la grande cause que je sers l'emportera, malgré tous les périls actuels, et que tout se terminera bien. »

Mussolini, qui, si souvent, s'était laissé transporter par les paroles d'Hitler, acquiesça.

« Nous nous trouvons dans une situation dramatique (dit-il), on pourrait presque dire désespérée, mais ce qui est arrivé ici aujourd'hui me donne un nouveau courage. Après (ce) miracle il est impensable que notre cause puisse connaître l'échec. »

Les deux dictateurs et leur entourage prirent ensuite le thé et une scène grotesque suivit. Il était environ cinq heures de l'après-midi. Le système des transmissions de Rastenburg venait d'être rétabli sur l'ordre direct d'Hitler et les premiers rapports en provenance de Berlin commençaient à arriver, indiquant qu'une révolte militaire avait éclaté, révolte s'étendant peut-être au front de l'Ouest. Des récriminations longtemps réprimées éclatèrent entre les capitaines du Führer, leurs cris résonnèrent sous les poutres apparentes du toit, tandis qu'Hitler demeurait silencieux et sombre devant Mussolini qui rougissait d'embarras.

L'amiral Doenitz, qui s'était précipité par avion à Rastenburg dès la nouvelle de l'attentat et qui était arrivé peu après le début de la réception intime, stigmatisa la trahison de l'armée. Goering, au nom de la Luftwaffe, l'appuya. Puis Doenitz s'en prit à Goering en lui reprochant les échecs désastreux de la Luftwaffe, et le gros maréchal du Reich, après s'être défendu, attaqua l'objet favori de son inimitié, Ribbentrop, l'accusant d'avoir conduit la politique étrangère de l'Allemagne à la faillite.

Il en vint même à menacer de son bâton de maréchal l'arrogant ministre des Affaires étrangères. « Sale petit trafiquant de Champagne! fermez votre f... gueule! » hurla Goering. C'en fut trop pour Ribbentrop, qui entendait qu'on lui marquât un peu de respect, même quand il s'agissait du maréchal du Reich. « Je suis encore ministre des Affaires étrangères, cria-t-il, et mon nom est von Ribbentrop*! »

** Ribbentrop avait été représentant en Champagne, puis il avait épousé la fille du plus grand producteur allemand de vin. Son « von » lui venait d'une tante. Fraulein Gertrud von Ribbentrop, qui l'avait adopté en 1925, quand il avait trente-deux ans.*

Puis quelqu'un lança sur le tapis l'histoire d'une « révolte » antérieure contre le régime nazi, le « complot » de Röhm, le 30 juin 1943. A ce rappel, Hitler — qui jusque-là était resté assis d'un air morose, en avalant les pilules que lui prescrivait son charlatan de médecin, le docteur Theodor Morell — entra dans une violente fureur. Des témoins ont raconté qu'il se mit à vociférer : ce qu'il avait fait à Röhm et à ses affiliés n'était rien à côté de ce qu'il allait faire aux traîtres qui venaient d'attenter à sa vie. Il les traquerait sans merci et les détruirait. « Je ferai mettre leurs femmes et leurs enfants dans des camps de concentration, s'écria-t-il. Je me montrerai

impitoyable! » Il tint parole.

En partie parce qu'il était épuisé, mais aussi parce que Berlin donnait de nouveaux détails sur le soulèvement militaire, Hitler interrompit brusquement son monologue, mais sa colère ne s'apaisa pas. Il accompagna Mussolini jusqu'à son train — ce devait être la dernière fois qu'ils se voyaient — et revint à son quartier général. Quand, à six heures, on lui apprit que le putsch n'était pas encore réprimé, il saisit le téléphone et donna l'ordre aux S.S. de Berlin de tuer jusqu'au moindre suspect. « Où est Himmler? Pourquoi n'est-il pas là? » Vociféra-t-il, oubliant que, moins d'une heure plus tôt, tandis qu'il prenait le thé avec Mussolini, il avait intimé au chef des S.S. l'ordre de s'envoler vers Berlin pour écraser la rébellion et que son maître policier ne pouvait déjà y être arrivé (30).

Cette rébellion de Berlin, si soigneusement, si longuement préparée, avait pris un lent départ, comme devait, à sa grande consternation, l'apprendre Stauffenberg quand il atterrit à Rangsdorf à quinze heures quarante-cinq. Ainsi les trois heures précieuses, vitales, pendant lesquelles le quartier général du Führer avait été coupé du monde extérieur, avaient été perdues.

Stauffenberg fut incapable d'en comprendre la raison, pas plus que ne le peut l'historien, qui s'efforce de reconstituer les événements de cette journée fatidique. Bien que les chefs des conspirateurs eussent été avertis que Stauffenberg était parti pour Rastenburg, le matin même, « lourdement chargé », comme on l'avait fait savoir au général Hoepner, pour assister à la conférence d'Hitler à treize heures, quelques-uns seulement, en majorité de jeunes officiers, commencèrent à arriver vers midi, sans se presser, au quartier général de l'armée de l'intérieur (et du complot) dans la

Bendlerstrasse.

Lors de la précédente tentative d'assassinat d'Hitler, le 15 juillet, on se rappellera que le général Olbricht avait donné l'ordre aux troupes de la garnison de Berlin de se mettre en mouvement deux heures avant l'explosion prévue. Or, le 20 juillet, se souvenant sans doute du risque qu'il avait couru, il ne lança pas d'ordre similaire. Les commandants des unités en garnison à Berlin ou dans les centres d'entraînement de Doeberitz, Jueterbog, Krampnitz et Wuensdorf avaient été discrètement prévenus, la veille au soir, que selon toute probabilité ils recevraient le 20 l'ordre « Walkyrie ».

Mais Olbricht décida d'attendre la confirmation que devait lui envoyer de Rastenburg le général Fellgiebel pour mettre ses troupes en mouvement. Le général Hoepner, portant dans sa valise l'uniforme que le Führer lui avait interdit de revêtir, arriva à la Bendlerstrasse à midi trente — juste au moment où Stauffenberg brisait la capsule de sa bombe. Il alla déjeuner en compagnie d'Olbricht et, ensemble, ils burent une demi-bouteille de vin à la réussite de leur entreprise.

Ils venaient de rentrer dans le bureau d'Olbricht quand le général Fritz Thiele, chef des transmissions de l'O.K.W., entra en coup de vent. Il venait d'avoir Fellgiebel au téléphone, annonça-t-il tout excité, et, bien que la ligne fût mauvaise et que Fellgiebel se fût montré très prudent, il avait cru comprendre que l'explosion avait eu lieu, mais qu'Hitler n'avait pas été tué. Dans ce cas, Thiele estimait qu'il ne fallait pas lancer le signal « Walkyrie ». Olbricht et Hoepner furent du même avis.

Donc, entre treize heures quinze et quinze heures quarante-cinq (heure à laquelle Stauffenberg atterrit à Rangsdorf et se précipita au

téléphone) rien n'avait été fait. Les troupes n'étaient pas rassemblées, les ordres n'avaient pas été transmis aux commandants militaires des autres villes, et, ce qui est peut-être le plus étrange, personne n'avait songé à occuper le quartier général, la radio, les centraux téléphoniques et télégraphiques.

L'arrivée de Stauffenberg décida finalement les conspirateurs à agir. De Rangsdorf, par téléphone, le colonel supplia le général Olbricht de ne pas attendre qu'il soit arrivé à la Bendlerstrasse (le trajet demanderait 45 minutes) pour lancer l'Opération « Walkyrie ». Enfin les conspirateurs avaient quelqu'un pour leur donner des ordres — faute de quoi un officier allemand est perdu, même s'il est un rebelle, même s'il s'agit d'une journée décisive — et ils entrèrent aussitôt en action.

Le colonel Mertz von Quirnheim, chef d'état-major d'Olbricht et ami intime de Stauffenberg, alla chercher lesdits ordres et commença de les transmettre par télex et par téléphone. Le premier alertait les troupes en garnison dans Berlin ou dans ses environs; un second, signé par Witzleben en qualité de « commandant en chef de la Wehrmacht » et contresigné par le comte von Stauffenberg (ils avaient été rédigés plusieurs mois auparavant), annonçait que le Führer était mort et que Witzleben « transférait le pouvoir exécutif » aux commandants de régions et aux commandants en chef des armées du front. Le maréchal von Witzleben n'était pas encore arrivé à la Bendlerstrasse. Il était allé jusqu'à Zossen, à 30 kilomètres de Berlin, où il conférait avec le général Wagner. On l'envoya chercher, ainsi que le général Beck. Les deux généraux les plus importants du complot agissaient décidément sans la moindre hâte en ce jour fatidique...

Tandis qu'on lançait les ordres (certains étaient signés par le général Fromm... à son insu), Olbricht se rendit dans le bureau du commandant en chef de l'armée de l'intérieur pour lui dire que Fellgiebel avait annoncé qu'Hitler avait été assassiné et le presser de prendre la direction de l' « Opération Walkyrie » et d'assurer la sécurité intérieure de l'État. Les conjurés savaient que les ordres de Fromm seraient exécutés automatiquement et son appui était pour eux d'une grande importance pour le moment. Mais Fromm, tout comme Kluge, était passé maître dans l'art de ne pas se compromettre; il n'était pas homme à sauter avant d'être sûr où il atterrirait : il voulait avoir la preuve formelle qu'Hitler était mort avant d'entreprendre quoi que ce fût.

Olbricht fit alors une autre erreur désastreuse. Il croyait, d'après ce que Stauffenberg lui avait dit par téléphone de Rangsdorf, que le Führer était mort. Il savait aussi que Fellgiebel avait réussi à couper les lignes de Rastenburg pour l'après-midi. Hardiment, il saisit l'appareil et demanda une communication urgente avec Keitel. A sa grande surprise, il eut aussitôt Keitel à l'autre bout de la ligne... Ainsi que nous l'avons vu, les communications avaient été rétablies, mais Olbricht l'ignorait.

Fromm : Qu'est-il arrivé au quartier général? D'étranges rumeurs circulent à Berlin.

Keitel : Que pourrait-il bien se passer? Tout est normal.

Fromm : On vient de me prévenir que le Führer avait été assassiné.

Keitel : Quelle sottise! Il est exact qu'il y a eu un attentat, mais fort heureusement, il a échoué. Le Führer est vivant, très légèrement blessé. A ce propos, où est donc votre chef d'état-major, le colonel comte Stauffenberg?

Fromm : Stauffenberg n'est pas encore revenu (31).

A partir de ce moment, Fromm fut perdu pour la conspiration, et les

conséquences allaient se révéler catastrophiques. Stupéfait, Olbricht sortit hors du bureau sans ajouter un mot. Sur ces entrefaites, Beck arrivait pour prendre la direction des opérations, il était vêtu d'un complet civil sombre — peut-être pour minimiser le caractère militaire de la révolte. Mais l'homme qui dirigeait en réalité les opérations était, ainsi que tous allaient bientôt le comprendre, le colonel von Stauffenberg, qui, nu-tête et hors d'haleine, monta l'escalier du vieux ministère de la Guerre, à seize heures trente. Il raconta brièvement l'explosion que, précisa-t-il, il avait vue lui-même, d'une distance d'environ 200 mètres.

Olbricht l'interrompit en lui disant que Keitel lui-même venait à l'instant de leur jurer au téléphone qu'Hitler n'était que légèrement blessé. Stauffenberg répondit que Keitel cherchait à gagner du temps par un mensonge. En tout cas, affirma-t-il, Hitler devait avoir été grièvement blessé. Et de toute manière, ajouta-t-il, il ne restait plus qu'une chose à faire : ne pas perdre une minute pour renverser le régime nazi. Beck acquiesça. Pour lui, que le despote fût vivant ou mort ne changeait pas grand-chose. Ils devaient poursuivre les opérations et mettre un terme à ce règne néfaste.

Hélas ! à la suite de ce retard fatal et dans la confusion qui régnait, ils ne savaient pas comment aller de l'avant en dépit de leurs plans soigneusement préparés. Lorsque le général Thiele vint les prévenir que la nouvelle selon laquelle Hitler avait échappé à un attentat allait être lancée par les stations de radio, les conspirateurs ne songèrent pas encore, semble-t-il, que la première chose à faire — et de toute urgence — était de s'emparer du poste d'émission national, d'empêcher les nazis de s'en servir et de lancer sur les ondes leurs propres proclamations annonçant la

formation d'un nouveau gouvernement. S'ils ne disposaient pas encore des troupes nécessaires, la police berlinoise aurait pu s'en charger.

Le comte von Helldorf, chef de la police et conspirateur décidé, attendait impatiemment depuis midi de se lancer dans l'action avec ses forces déjà alertées. Mais aucun appel ne lui ; était parvenu et finalement, à seize heures, il s'était dirigé, vers la Bendlerstrasse pour voir ce qui se passait. Ce fut pour s'entendre dire par Olbricht que sa police serait placée sous les ordres de l'armée. Or, il n'y avait pas encore d'armée rebelle — mais seulement des officiers désorientés qui tournaient en rond, sans soldats à commander.

Au lieu de s'en occuper sur-le-champ, Stauffenberg demanda une communication urgente avec son cousin, le lieutenant colonel Caesar von Hofacker, au quartier général du général von Stuelpnagel, à Paris, afin de presser les conspirateurs d'entrer en action là-bas. Certes, c'était de la plus haute importance, étant donné que le complot était mieux organisé en France et se trouvait appuyé par un nombre plus élevé d'officiers que partout ailleurs, Berlin excepté. De fait, Stuelpnagel allait montrer plus d'énergie que ses pairs placés au centre même de la révolte. Avant la nuit, il avait fait arrêter les 1 200 S.S. et S.D., officiers et soldats, présents à Paris, y compris leur redoutable chef, le général de brigade Karl Oberg. Si, en ce même après-midi, les conspirateurs avaient manifesté à Berlin la même énergie, et une énergie axée dans la même direction, l'affaire aurait pu prendre une autre tournure.

Après avoir alerté Paris, Stauffenberg dirigea son attention vers l'entêté Fromm, dont il était le chef d'état-major, et dont le refus de se joindre aux rebelles, maintenant qu'il avait appris par Keitel qu'Hitler était

vivant, menaçait sérieusement de compromettre le succès de l'entreprise. Beck ne se sentait pas le courage de discuter avec Fromm alors que la partie venait à peine de commencer; il s'excusa de ne pas se joindre à Stauffenberg et à Olbricht, qui allèrent trouver Fromm. Olbricht lui dit que Stauffenberg pouvait confirmer la mort d'Hitler.

« C'est impossible! aboya Fromm. Keitel m'a assuré le contraire.

— Keitel ment, comme d'habitude, dit Stauffenberg. J'ai vu moi-même emporter le corps d'Hitler. »

Les paroles de son chef d'état-major, qui se trouvait être également un témoin oculaire, donnèrent à réfléchir à Fromm, et, pendant un moment, il demeura silencieux. Mais lorsque Olbricht, voulant profiter de son indécision, lui fit observer que le mot d'ordre de « Walkyrie » avait été déjà lancé, Fromm bondit et hurla :

« Mais c'est un acte d'insubordination flagrant! Qui a donné cet ordre? »

Quand on lui eut répondu que c'était le colonel Mertz von Quirnheim, il fit appeler cet officier et lui dit qu'il le mettait aux arrêts.

Stauffenberg tenta un dernier effort auprès de son chef.

« Général, lui dit-il, c'est moi-même qui ai fait exploser la bombe pendant la conférence. L'explosion a été si forte qu'on aurait dit qu'un obus de 150 millimètres était tombé sur le bâtiment. Il est impossible qu'il soit resté un seul survivant. »

Mais Fromm était un opportuniste trop avisé pour se laisser bluffer.

« Comte Stauffenberg, répondit-il, l'attentat a échoué. Vous n'avez plus qu'à vous tuer. »

Froidement, Stauffenberg repoussa cette suggestion. Aussitôt Fromm

ordonna l'arrestation de ses trois visiteurs, Stauffenberg, Olbricht et Mertz.

« Vous commettez une erreur, répondit Olbricht. C'est nous qui allons vous arrêter. »

Une bagarre inopportune éclata entre les officiers, au cours de laquelle, selon une version, Fromm aurait frappé au visage Stauffenberg, qui n'avait qu'un bras pour se protéger. Le général fut rapidement maîtrisé et mis aux arrêts dans le bureau de son adjoint; le commandant Ludwig von Leonrod fut chargé de le garder*. Les rebelles prirent la précaution de couper les fils téléphoniques de cette pièce.

* *Quelques semaines avant, Leonrod avait demandé à un aumônier militaire de ses amis, le père Hermann Wehrle, si l'Église catholique condamnait le tyrannicide, et le prêtre lui avait donné une réponse négative. Quand la chose fut révélée au cours du procès de Leonrod devant le tribunal du Peuple, le père Wehrle fut arrêté pour n'avoir pas informé aussitôt les autorités et, comme Leonrod, exécuté.*

Stauffenberg revint à son bureau pour apprendre que l'oberführer Piffraeder était venu pour l'arrêter. C'était une brute S.S. qui venait de se distinguer en supervisant l'exhumation et la destruction des 221 000 cadavres des Juifs assassinés par les *Einsatzgruppen* dans les Pays Baltes, pour empêcher les Russes de découvrir ces charniers au cours de leur avance. Piffraeder et ses deux S.D. en civil avaient été aussitôt enfermés dans un bureau adjacent qui se trouvait vide.

Puis le général von Kortzfleisch, qui commandait l'ensemble des troupes du secteur Berlin-Brandenburg (*Wehrkreis* III) arriva pour s'enquérir de ce qui se passait. Ce général était un pur nazi et il insista pour voir Fromm; on l'emmena auprès d'Olbricht, à qui il refusa de parler.

Beck le reçut alors et, devant l'attitude intransigeante de Kortzfleisch, on l'enferma à son tour. Comme il avait été prévu, le général von Thuengen fut nommé à son poste.

L'apparition de Piffraeder rappela à Stauffenberg que les conjurés avaient oublié de placer une garde autour de l'édifice. On fit aussitôt mettre en faction le bataillon de garde Grossdeutschland, qui aurait dû être de garde mais ne l'était pas encore. Un peu après dix-sept heures, les rebelles contrôlaient leur propre quartier général, mais c'était tout ce qu'ils contrôlaient à Berlin. Qu'était-il arrivé aux troupes qui étaient censées occuper la capitale et la livrer au nouveau gouvernement antinazi ?

Un peu après seize heures, les conjurés s'étant enfin réveillés après le retour de Stauffenberg, le général von Hase, commandant la place de Berlin, téléphona au commandant du bataillon d'élite de la garde Grossdeutschland, à Doeberitz, lui enjoignit d'alerter son unité et de se présenter immédiatement à la *Kommandantur* de l'Unter den Linden. Le commandant de bataillon, récemment nommé, s'appelait Otto Remer et il allait jouer un rôle primordial au cours de la journée, encore que ce ne fût pas celui escompté par les conjurés.

Ils l'avaient sondé, puisqu'un rôle important avait été dévolu à son bataillon, et s'étaient contentés de savoir qu'il était un officier sans opinions politiques qui exécuterait sans discuter les ordres donnés par ses supérieurs immédiats. Son courage ne pouvait être mis en doute. Il avait été blessé huit fois et avait récemment reçu de la main d'Hitler lui-même la croix de chevalier avec feuilles de chêne, distinction exceptionnelle.

Remer alerta son bataillon, ainsi qu'il en avait reçu l'instruction, et se

rendit en hâte à Berlin pour recevoir les ordres particuliers de Hase. Le général lui annonça l'assassinat d'Hitler, l'imminence d'un putsch S.S. et lui donna pour instruction d'isoler hermétiquement les ministères de la Wilhelmstrasse et le Bureau central de Sécurité S.S. situé dans le quartier tout proche de la gare d'Anhalt. A dix-sept heures trente, Remer, agissant avec une grande célérité, avait rempli sa mission et se présentait de nouveau à Unter den Linden pour recevoir de nouvelles instructions.

Sur ces entrefaites, un personnage de moindre importance intervint dans le drame et aida Remer à devenir l'arbitre de la conspiration. Un lieutenant, le docteur Hans Hagen, jeune homme très agité et content de lui, avait été affecté en qualité d'officier de direction nationale socialiste au bataillon de Remer. Il travaillait également pour le docteur Gœbbels au ministère de la Propagande et se trouvait à cette époque à Bayreuth, où il avait été envoyé par le ministre pour travailler à un ouvrage commandé par Martin Bormann, secrétaire d'Hitler, une « Histoire de la Culture nationale socialiste ». Sa présence à Berlin était tout à fait fortuite. Il y était venu pour prononcer un discours à la mémoire d'un écrivain obscur tombé sur le front et en avait profité pour faire une conférence à son bataillon, dans le courant du même après-midi, sur « des Questions de doctrine nationale socialiste ». Il adorait parler en public.

En se rendant à Doeberitz, le lieutenant fort excité se convainquit d'avoir aperçu le maréchal von Brauchitsch en uniforme dans une voiture de l'armée qu'il avait croisée, et aussitôt lui vint l'idée que le vieux maréchal devait manigancer quelque trahison. Brauchitsch, qui avait depuis longtemps été limogé par Hitler, n'était pas à Berlin ce jour-là, mais Hagen jura l'avoir vu. Il fit part de ses soupçons à Remer avec qui il bavardait au

moment où le commandant recevait l'ordre d'occuper la Wilhelmstrasse. Cet ordre ne fit qu'accroître ses soupçons et il persuada Remer de lui donner une moto à sidecar, dans lequel il se précipita au ministère de la Propagande pour alerter Gœbbels.

Le ministre venait tout juste de recevoir son premier appel téléphonique d'Hitler, lui apprenant l'attentat dont il avait été victime et lui enjoignant de diffuser dès que possible un communiqué annonçant que cet attentat avait échoué. Il semble bien que ce fussent les premières nouvelles que le ministre de la Propagande, d'ordinaire si vite renseigné, eût reçu des événements de Rastenburg. Hagen le mit au courant de ce qui se tramait à Berlin.

Gœbbels commença par se montrer sceptique — il considérait un peu Hagen comme un importun — et, selon une version, il était sur le point de jeter son visiteur dehors quand le lieutenant lui suggéra d'aller à la fenêtre et de juger par lui-même. Ce qu'il vit fut plus convaincant que les paroles d'Hagen : les troupes disposaient des postes de garde autour du ministère. Tout borné qu'il fût, Gœbbels était doté d'une grande vivacité d'esprit. Il dit à Hagen de lui envoyer sur-le-champ Remer. Hagen s'empressa d'obtempérer et, cela fait, il disparut.

Ainsi, pendant que les conspirateurs de la Bendlerstrasse entraient en contact avec des généraux disséminés à travers l'Europe, sans même accorder une pensée à un aussi jeune officier que Remer, si indispensable que fût le rôle qui lui avait été dévolu, Gœbbels, lui, entra en contact avec l'homme qui, si peu élevé que fût son rang, présentait une importance considérable en ce moment même.

Ce contact était inévitable car, entre-temps, Remer avait reçu l'ordre

d'arrêter le ministre de la Propagande. Il se trouvait donc nanti à la fois de l'ordre d'arrêter Goebbels et d'un message de ce dernier l'invitant à venir le voir.

Remer pénétra dans le ministère de la Propagande avec 20 hommes auxquels il donna l'ordre de venir le chercher s'il ne sortait pas du bureau du ministre dans les vingt minutes. Puis, revolver à la main, lui et son adjoint pénétrèrent dans le bureau pour arrêter le plus haut dignitaire nazi présent à Berlin ce jour-là.

Entre autres talents qui lui avaient permis d'accéder à un poste élevé dans le Troisième Reich, Goebbels possédait le génie de savoir faire face aux situations critiques — et celle-ci était la plus critique et la plus précaire de sa vie orageuse. Il rappela au jeune commandant le serment de fidélité qu'il avait prêté au commandant en chef. Remer rétorqua sèchement qu'Hitler était mort. Goebbels lui répondit que le Führer était tout ce qu'il y avait de plus vivant — il venait tout juste de parler avec lui au téléphone. Il pouvait le prouver. Là-dessus, il saisit le téléphone et demanda une communication urgente avec le commandant en chef, à Rastenburg. Là encore, l'erreur commise par les conspirateurs en ne s'emparant pas du réseau téléphonique de Berlin, ou du moins en ne coupant pas ses fils, allait conduire au désastre*.

* « Penser que ces rebelles n'ont même pas été capables de couper le téléphone! » se serait exclamé Goebbels par la suite. « Ma petite fille y aurait pensé! » (Curt RIESS, *Joseph Goebbels, avocat du Diable*, p. 280.)

En moins d'une minute ou deux, Hitler était au bout du fil. Goebbels tendit l'appareil à Remer. Le commandant reconnaissait-il sa voix?

s'informa le Seigneur de la Guerre. Qui, en Allemagne, pouvait ne pas reconnaître cette voix rauque, entendue des centaines de fois à la radio? Au surplus, Remer l'avait entendue directement quelques semaines auparavant, lorsqu'il avait reçu sa décoration des mains mêmes du Führer.

Le commandant, dit-on, se mit au garde-à-vous. Hitler lui ordonna de réprimer la révolte et d'obéir aux seuls ordres de Goebbels, d'Himmler, qui, dit-il, venait d'être nommé commandant en chef de l'armée de l'intérieur et avait pris l'avion pour Berlin, et du général Reinecke, qui se trouvait dans la capitale et avait reçu l'ordre de prendre le commandement de toutes les troupes de la ville. Le Führer promut également Remer au grade de colonel.

Cela suffisait à Remer. Il venait de recevoir des ordres émanant de haut et il s'empessa de les exécuter avec une énergie qui manquait à la Bendlerstrasse. Il retira son bataillon de la Wilhelmstrasse, occupa la *Kommandantur* de Unter den Linden, envoya des patrouilles arrêter les unités qui pourraient être en marche vers la capitale et il se chargea lui-même de découvrir le quartier général des conjurés, afin d'arrêter leurs chefs.

Pourquoi les généraux et les colonels rebelles confièrent-ils un rôle aussi important à Remer? Pourquoi ne le remplacèrent-ils pas au dernier moment par un officier de cœur et d'âme avec la conspiration? Pourquoi au moins n'envoyèrent-ils pas un officier sûr avec le régiment de garde pour veiller à ce que Remer exécutât les ordres? C'est là l'une des nombreuses énigmes du 20 juillet. Mais pourquoi aussi ne firent-ils pas arrêter sur-le-champ Goebbels, la personnalité nazie la plus importante et la plus dangereuse?

Deux policiers du comte von Helldorf auraient pu le faire en deux

minutes, car le ministre de la Propagande n'était absolument pas gardé. Pourquoi les conjurés ne s'emparèrent-ils pas du quartier général de la Gestapo dans la Prinz-Albrechtstrasse, ne supprimèrent-ils pas la police secrète, ne libérèrent-ils pas bon nombre de leurs camarades, dont Leber, qui s'y trouvait incarcéré? Le quartier général de la Gestapo n'était pour ainsi dire pas gardé, il en était de même du bureau central de la R.S.H.A., centre nerveux de la S.D. et de la S.S., qui aurait dû être parmi les premiers points occupés. Il est impossible de répondre à ces questions.

Le quartier général de la Bendlerstrasse ignore pendant un certain temps la brusque volte-face de Remer. Apparemment, dans la majorité des cas, les rebelles n'eurent connaissance de ce qui se passait dans Berlin que lorsqu'il fut trop tard. Aujourd'hui encore, il est difficile de démêler les événements, car les rapports des témoins fourmillent d'éléments contradictoires. Où étaient les blindés, où étaient les troupes stationnées aux alentours de Berlin?

Peu après dix-huit heures trente, un bref communiqué transmis par le *Deutschlandsender*, émetteur si puissant qu'on pouvait l'entendre en n'importe quel point d'Europe, et annonçant qu'Hitler venait d'échapper à un attentat, frappait durement les hommes de la Bendlerstrasse; ils apprenaient par la même occasion que le détachement chargé d'occuper la *Rundfunkhaus* (Maison de la Radio) avait failli à sa tâche. Pendant qu'il attendait Remer, Goebbels avait pu téléphoner le texte de ce message au bureau central des stations d'émission. A dix-huit heures quarante-cinq, Stauffenberg envoyait par télé printer un message aux commandants d'armées, disant que le communiqué de la radio était faux et qu'Hitler était mort.

Mais, pour les conjurés, le dommage causé était presque irréparable. Les généraux qui commandaient à Prague et à Vienne, et qui avaient déjà procédé à l'arrestation des S.S. et des dirigeants du Parti nazi, commencèrent à faire machine arrière. A vingt heures vingt, Keitel lançait par le télé printer de l'armée un message adressé à tous les commandants en chef. Ce message, émanant du quartier général du Führer, annonçait qu'Hitler avait été nommé commandant en chef de l'armée de l'intérieur et qu' « ils ne devaient obéir qu'aux seuls ordres venant de lui ou de moi-même ». Keitel ajoutait :

« Tous ordres émanant de Fromm, Witzleben ou Hoepner sont nuls et non avenue. » Le communiqué lancé par la radio pour annoncer qu'Hitler était vivant et l'ordre de Keitel de n'obéir qu'à lui devaient avoir, ainsi que nous le verrons, un effet décisif sur le maréchal von Kluge qui, de France, s'apprêtait à lier son sort à celui des conspirateurs*.

* *Il existe des thèses contradictoires sur la raison pour laquelle les conjurés ne s'emparèrent pas de la radio de Berlin. Selon l'une, cette tâche avait été assignée à une unité de l'école d'infanterie de Doeberitz, sous le commandement du général Hitzfeld, qui faisait partie du complot. Mais les conspirateurs auraient omis de prévenir Hitzfeld que le jour choisi pour commettre l'attentat était le 20 juillet et il se trouvait à Baden, où il assistait aux funérailles d'un parent. Son commandant en second, le colonel Mueller, était en mission. Quand Mueller revint finalement, vers vingt heures, ce fut pour constater que son meilleur bataillon était sorti pour faire un exercice de nuit. Lorsque, à minuit, il fut enfin parvenu à rassembler son monde, il était trop tard. Selon un autre récit, un certain commandant Jacob serait parvenu à cerner la Rundfunkhaus à la tête d'unités de l'école d'infanterie, mais il n'aurait pu obtenir des ordres nets d'Olbricht sur ce qu'il convenait de faire ensuite. Quand Gæbbels avait téléphoné le texte de son premier communiqué, le commandant Jacob ne se serait pas opposé à sa diffusion. Plus tard, le commandant affirma que, si Olbricht lui avait donné les ordres nécessaires, on aurait facilement pu interdire le réseau des stations d'émission aux nazis et le mettre au service des conspirateurs. La première version nous est donnée par Zeller (Geist der Freiheit, pp. 267-268), le meilleur historien allemand du complot du 20 juillet; la seconde nous est donnée par Wheeler-Bennett (Nemesis, pp. 645-55n) et Rudolf Sammler (Gæbbels, The Man Next to*

Les chars, sur lesquels les officiers rebelles avaient tellement compté, n'arrivèrent pas. On aurait pu penser que Hoepner, un remarquable général de blindés, veillerait lui-même à la marche des opérations, mais il n'en fit rien. Le commandant de l'école de Panzer de Krampnitz qui devait fournir les tanks, le colonel Wolfgang Glaesemer, avait reçu des conspirateurs l'ordre de diriger ses chars sur la ville et de se présenter à la Bendlerstrasse pour recevoir d'autres instructions.

Mais le colonel n'entendait nullement participer à un putsch militaire contre les nazis, et Olbricht, après l'avoir supplié en vain, dut le faire enfermer lui aussi dans le quartier général. Glaesemer, toutefois, eut le temps de demander à son adjoint, qui n'était pas arrêté, d'informer le quartier général de l'inspection des troupes blindées à Berlin — dont dépendaient toutes les formations blindées — de ce qui était arrivé et de veiller à ce que seuls les ordres émanant de l'Inspection fussent exécutés.

C'est ainsi que les tanks, dont les rebelles avaient si grand besoin, leur furent refusés, alors que certains avaient déjà atteint le cœur de la ville, la Colonne de la Victoire, dans le Tiergarten. Le colonel Glaesemer parvint à se libérer au moyen d'une ruse; il dit à ses gardiens qu'il avait décidé de suivre les ordres d'Olbricht et qu'il allait prendre lui-même le commandement de ses chars, sur quoi il se glissa hors de l'édifice. Quelques instants plus tard, les chars sortaient de la ville.

Quand, peu après vingt heures, le maréchal von Witzleben arriva enfin en grand uniforme et en agitant son bâton pour prendre son poste de nouveau commandant en chef de la Wehrmacht, il semble avoir compris aussitôt que la partie était perdue. Il s'emporta contre Beck et

Stauffenberg, leur reprochant d'avoir saboté toute l'affaire. Lors de son procès, il devait déclarer qu'il avait tout de suite prévu l'échec du complot en apprenant que le bureau central des stations d'émission n'avait pas été occupé. Mais lui-même n'avait rien fait pour apporter son aide au moment où son autorité de maréchal aurait pu rallier d'autres commandants d'unités, tant à Berlin qu'à l'étranger. Quarante-cinq minutes après son arrivée à la Bendlerstrasse, il quittait le quartier général et repartait dans sa Mercedes pour Zossen, où il avait tué le temps pendant les sept heures décisives de cette journée. A peine arrivé, il prévint le général Wagner que la révolte avait échoué et remonta en voiture pour gagner sa propriété de campagne, à 45 kilomètres de là. Il devait y être arrêté le lendemain par un confrère, le général Linnertz.

Le rideau se leva alors sur le dernier acte.

Peu après vingt et une heures, les conspirateurs, déçus dans leurs espoirs, furent frappés de stupeur en entendant le *Deutschlandsender* annoncer que le Führer s'adresserait au peuple allemand un peu plus tard dans la soirée. Quelques minutes après, on apprenait que le général von Hase, commandant de la Place de Berlin, qui avait chargé le commandant (maintenant colonel) Remer d'accomplir sa mission fatidique, avait été arrêté et que le général nazi Reinecke, soutenu par les S.S., avait pris le commandement de toutes les troupes de Berlin pour donner l'assaut à la Bendlerstrasse.

En grande partie grâce à Otto Skorzeny, l'officier S.S. qui avait délivré Mussolini, les S.S. avaient enfin pris les choses en main. Ignorant que quelque chose se passait ce jour-là, Skorzeny avait pris le train de nuit

pour Vienne à dix-huit heures, mais on l'avait fait descendre du train, arrêté dans le faubourg de Lichterfelde à la demande du général S.S. Schellenberg, le numéro deux de la S.D. Skorzeny trouva le quartier général de la S.S. — toujours non gardé — dans un état de surexcitation intense, mais, comme il était doué d'un grand sang-froid et de surcroît un bon organisateur, il rassembla rapidement ses bandes armées et se mit au travail. Ce fut lui qui, le premier, persuada les formations de l'école de blindés de rester loyales à Hitler.

L'action énergique entreprise aussitôt à Rastenburg, la rapidité de pensée de Goebbels, qui avait rallié Remer et utilisé la radio, le réveil des S.S. à Berlin, la confusion et l'inaction incroyables des rebelles de la Bendlerstrasse firent que bon nombre d'officiers, qui avaient été sur le point de lier leur sort à celui des conspirateurs ou même l'avaient fait, se ravisèrent. Parmi ceux-ci, il y eut le général Herfurth, chef d'état-major du général Kortzfleisch, arrêté par les conjurés; après avoir tout d'abord apporté son aide à la Bendlerstrasse en essayant de rassembler les hommes, il avait tourné casaque dès qu'il avait vu comment les choses se passaient, et s'était empressé d'appeler le quartier général d'Hitler vers vingt et une heures trente pour avertir qu'il allait écraser le putsch militaire*.

* *Sa trahison ne devait pas l'empêcher d'être arrêté pour complicité dans le complot et pendu.*

Le général Fromm, dont le refus de se joindre aux conjurés avait dès le début compromis le succès de la révolte et qui, de ce fait, avait été arrêté, se réveilla. Vers vingt heures, après quatre heures de réclusion dans le

bureau de son adjoint, il demanda à être autorisé à se retirer dans ses bureaux personnels situés à l'étage inférieur. Il donna sa parole d'honneur d'officier de ne pas essayer de s'échapper ni d'établir un contact quelconque avec l'extérieur. Le général Hoepner y avait consenti et, de plus, Fromm s'étant plaint d'avoir faim et soif, il lui avait fait porter des sandwiches et une bouteille de vin.

Peu avant, trois généraux de l'état-major étaient arrivés et, après avoir refusé de se joindre à la rébellion, ils avaient demandé à être conduits près de leur chef. Inexplicablement, ils furent emmenés chez lui, alors qu'il était toujours en état d'arrestation. A peine étaient-ils en présence de Fromm que celui-ci leur dit qu'il y avait une petite porte de sortie située à l'arrière du bâtiment, par laquelle ils allaient pouvoir s'échapper. Manquant à la parole donnée à Hoepner, il ordonna aux généraux d'aller chercher des renforts, de s'emparer de l'édifice, de le libérer et de réprimer la révolte. Sans être vus, les généraux se glissèrent dehors.

Mais déjà un groupe d'officiers subalternes de l'état-major d'Olbricht, après avoir d'abord rallié les rebelles ou rôdé autour de la Bendlerstrasse pour voir la tournure qu'allaient prendre les événements, avaient commencé à flairer que la révolte courait à l'échec. Ils avaient également commencé à comprendre, ainsi que devait le dire l'un d'eux par la suite, qu'ils seraient tous pendus si la révolte échouait avant qu'ils eussent retourné leur veste. L'un d'eux, le lieutenant-colonel Franz Herber, ancien officier de police et nazi convaincu, était allé chercher des mitraillettes à l'arsenal de Spandau et les avait cachées au second étage. Vers dix heures trente, ces officiers demandèrent à parler au général Olbricht. Ils voulaient savoir exactement ce que ses amis et lui entendaient accomplir. Le général

le leur dit et, sans discuter, ils ressortirent.

Vingt minutes plus tard ils reparaissaient, au nombre de six ou huit, conduits par Herber et le lieutenant-colonel Bodo von der Heyde. Armes à la main, ils demandèrent à Olbricht d'autres explications. Stauffenberg, qui était venu voir ce que signifiait tout ce bruit, fut fait prisonnier. Quand il voulut s'échapper en bondissant dans le corridor, il fut blessé au bras. Les autres se mirent à tirer au hasard, mais, semble-t-il, sans atteindre personne en dehors de Stauffenberg. Puis ils investirent l'aile qui avait servi de quartier général aux conspirateurs, et les encerclèrent. Berck, Hoepner, Olbricht, Stauffenberg, Haeften et Mertz furent poussés dans le bureau vide de Fromm, où celui-ci ne tarda pas à apparaître, revolver au poing.

« Eh bien, messieurs, dit-il, je vais à présent vous traiter comme vous m'avez traité. »

Mais il ne le fit pas.

« Posez vos armes, ordonna-t-il. Vous êtes en état d'arrestation.

— Vous n'oseriez pas me faire cela, à moi, votre ancien chef, répondit calmement Beck en portant la main à son revolver. C'est à moi seul de tirer les conséquences de la situation dans laquelle nous nous trouvons. »

Mais le manque de volonté de cet ancien chef d'état-major, général brillant et raffiné, fut le plus fort.

« Je fais appel à nos vieux souvenirs... » Commença-t-il.

Fromm le coupa brutalement :

« Nous n'avons aucune envie d'entendre ces histoires en ce moment. Je vous prie de cesser de parler et de vous dépêcher d'agir. »

Beck le fit. Il appuya sur la détente, mais la balle ne fit que lui

effleurer la tête. Il s'affaissa dans son fauteuil, saignant légèrement.

« Aidez ce vieux monsieur », ordonna Fromm à deux jeunes officiers, mais, quand ils voulurent prendre son revolver, Beck protesta, demandant qu'on lui laissât une autre chance. Fromm acquiesça.

Puis, se tournant vers les autres conspirateurs, il leur dit :

« Vous, messieurs, si vous avez des lettres à écrire, je vous accorde encore quelques minutes. »

Olbricht et Hoepner demandèrent du papier et s'assirent pour rédiger un mot d'adieu à leurs femmes. Stauffenberg, Mertz, Haeften et les autres demeurèrent silencieux. Fromm sortit de la pièce.

Il avait pris la décision d'éliminer ces hommes et non seulement d'effacer toutes les traces de sa propre action — car, s'il avait refusé de s'engager activement dans le complot, il en connaissait toutefois l'existence depuis des mois, avait donné asile aux conjurés et n'avait pas révélé leurs plans — mais aussi de se gagner la faveur d'Hitler en se présentant comme l'homme qui avait maté la révolte. Dans ce milieu de bandits, il était trop tard pour cela, mais Fromm ne s'en rendit pas compte.

Il revint au bout de cinq minutes pour annoncer qu'« au nom du Führer » il avait formé une « cour martiale » (il n'existe aucune preuve qu'il l'ait fait) et qu'elle avait prononcé la condamnation à mort de quatre officiers : le colonel de l'état-major général Mertz, le général Olbricht, « ce colonel dont je ne connais plus le nom » (Stauffenberg) et le lieutenant Haeften.

Les deux généraux, Olbricht et Hoepner, étaient encore occupés à écrire à leurs femmes. Le général Beck gisait affalé dans son fauteuil, le visage souillé de sang. Les quatre officiers condamnés à mort se tenaient

droits et silencieux.

« Eh bien, messieurs, dit Fromm en s'adressant à Olbricht et à Hoepner, êtes-vous prêts? Je dois vous demander de vous presser afin de ne pas rendre les choses trop difficiles pour les autres. »

Hoepner termina sa lettre et la posa sur la table. Olbricht demanda une enveloppe, glissa sa lettre dedans et la ferma. Beck, qui commençait à reprendre ses esprits, demanda un autre revolver. Stauffenberg, la manche de son bras blessé trempée de sang, et les trois autres « condamnés » furent emmenés. Fromm dit à Hoepner de le suivre.

Dans la cour, à la lueur des phares obscurcis d'une voiture militaire, les quatre officiers furent rapidement expédiés par un peloton d'exécution. Des témoins dirent qu'il y eut beaucoup de tumulte et de cris, en grande partie du fait des gardes, qui craignaient un bombardement aérien — les avions anglais avaient survolé Berlin presque chaque nuit depuis le début de l'été.

Stauffenberg mourut en criant : « Vive notre Allemagne sacrée (32) ! »

Entre-temps, Fromm avait proposé au général Hoepner de choisir entre deux solutions. Trois semaines plus tard, à l'ombre du gibet, Hoepner raconta cet épisode au tribunal populaire.

Hoepner (dit Fromm), toute cette affaire me peine beaucoup. Nous étions de bons amis et de bons camarades, vous le savez. Vous vous êtes laissé entraîner dans cette affaire et devez en subir les conséquences. Voulez-vous suivre le même chemin que Beck ? Sinon, je vais être contraint de vous arrêter.

Hoepner répondit qu'il ne se « sentait pas si coupable » et qu'il pensait être en mesure de se « justifier ».

« Je comprends », répondit Fromm en lui serrant la main.

Et Hoepner fut conduit à la prison militaire de Moabit.

Comme on l'emmenait, il entendit à travers la porte de la pièce voisine la voix lasse de Beck qui disait :

« Si cela ne marche pas cette fois-ci, alors aidez-moi, s'il vous plaît. »

Puis il y eut un coup de revolver. La seconde tentative de Beck pour se tuer échoua. Fromm passa la tête par l'entrebâillement de la porte et dit de nouveau à l'officier :

« Aidez le vieux monsieur. »

Cet officier inconnu ne voulut pas donner le coup de grâce. Il en laissa le soin à un sergent, qui traîna hors de la pièce Beck inconscient et l'acheva d'une balle dans la nuque (33).

Il était maintenant plus de minuit. La seule révolte sérieuse qui eût été fomentée contre Hitler au cours des onze années et demie qui avaient suivie l'avènement du Troisième Reich avait été étouffée en onze heures et demie. Skorzeny arriva à la Bendlerstrasse à la tête d'une bande de S.S. armés; il interdit aussitôt que l'on procédât à de nouvelles exécutions — en qualité de policier, il savait bien que l'on ne devait pas tuer ceux auxquels la torture pourrait peut-être arracher de précieux renseignements sur l'étendue du complot. Il passa les menottes au reste des conspirateurs, les expédia à la prison de la Gestapo de la Prinz-Albrechtstrasse et donna ordre de rassembler les papiers que les conspirateurs n'avaient pas eu le temps de détruire.

Himmler, arrivé à Berlin peu auparavant, avait établi un quartier général temporaire au ministère de Goebbels, maintenant sous la protection d'une partie du bataillon de la garde de Remer; il téléphona à Hitler pour lui annoncer que la révolte était réprimée. En Prusse-Orientale, un camion

radio roulait à toute vitesse sur la route de Königsberg à Rastenburg afin que le Führer pût prononcer à la radio ce message que le *Deutschlandsender* ne cessait d'annoncer à de courts intervalles depuis vingt et une heures.

Juste avant une heure du matin, la voix rauque d'Adolf Hitler éclata dans la nuit d'été :

Camarades allemands!

Si je m'adresse aujourd'hui à vous, c'est afin que vous entendiez ma voix et sachiez que je n'ai pas été blessé. C'est aussi pour que vous appreniez qu'un crime sans précédent dans l'Histoire vient d'être commis.

Une petite clique d'officiers à la fois ambitieux, irréflechis, stupides et insensés, a ourdi un complot pour m'éliminer et, avec moi, l'état-major du Haut-Commandement de la Wehrmacht.

La bombe déposée par le colonel comte Stauffenberg a explosé à deux mètres de moi. Elle a grièvement blessé plusieurs de mes fidèles et loyaux collaborateurs et en a tué un autre. Je suis moi-même totalement indemne, à part quelques égratignures, contusions et brûlures superficielles. C'est pour moi la confirmation de la mission que m'a dévolue la Providence...

Les usurpateurs ne forment qu'un très petit groupe, qui n'a rien de commun avec l'esprit de la Wehrmacht et surtout avec le peuple allemand. Il s'agit d'une bande de criminels qui seront tous exterminés impitoyablement.

En conséquence, je donne l'ordre à toutes les autorités militaires... de ne pas obéir aux ordres émanant de ces imposteurs. Je donne également l'ordre à tous d'arrêter ou, en cas de résistance, de tuer à vue quiconque donnerait ou exécuterait de tels ordres...

Nous les traiterons de la façon dont nous autres, nationaux-socialistes, avons toujours traité nos ennemis.

Hitler tint parole.

La cruauté des nazis à l'égard de leurs propres concitoyens atteignit son apogée. Il y eut une terrible vague d'arrestations suivies d'horribles tortures, de conseils de guerre, de condamnations à mort exécutées, dans la plupart des cas, par strangulation lente : on suspendait les victimes par une corde de piano à des crochets de boucher empruntés à des boucheries ou à des abattoirs. Les parents et les amis des suspects furent rassemblés par milliers et envoyés dans des camps de concentration où beaucoup moururent. Les quelques personnes courageuses qui donnèrent asile à ceux qui se cachaient furent sommairement exécutées.

Saisi d'une fureur délirante et d'une soif inextinguible de vengeance, Hitler fouailla Himmler et Kaltenbrunner afin qu'ils traquent inlassablement tous ceux qui avaient osé, si peu que ce fût, comploter contre lui. Il établit lui-même la procédure à appliquer pour les liquider.

« Cette fois, vociféra-t-il, lors d'une des premières conférences qui suivirent l'explosion de Rastenburg, les criminels seront vite expédiés. Pas de tribunal militaire. Nous les traînerons devant le tribunal du peuple. Ils ne feront pas de longs discours. Le tribunal agira à la vitesse de l'éclair. Et la sentence sera exécutée deux heures après avoir été prononcée. Par pendaison — sans pitié (34). »

Ces instructions furent suivies à la lettre par Roland Freisler, le président du tribunal du peuple (*Volksgericht*), un vil maniaque qui, prisonnier de guerre en Russie au cours de la première guerre, était devenu un bolchévique fanatique et qui, même après s'être mué, en 1924, en nazi

non moins fanatique, était demeuré un fervent admirateur de la terreur soviétique dont il avait étudié les méthodes.

Il avait en particulier étudié la technique appliquée par Andreï Vichinsky comme procureur général au cours des procès de Moscou, qui avaient eu lieu pendant les années 30, et où les « Vieux Bolchéviques » et la plupart des généraux en chef avaient été déclarés coupables de « trahison » et liquidés. « Freisler est notre Vichinsky », s'était exclamé Hitler lors de la conférence ci-dessus mentionnée.

Le premier procès des conspirateurs du 20 juillet devant le tribunal du peuple eut lieu à Berlin les 7 et 8 août. Le maréchal von Witzleben, les généraux Hoepner, Stieff et von Hase, les officiers Hagen, Klausen, Bernardis et le comte Peter Yorck von Wartenburg, qui avaient travaillé étroitement avec leur idole Stauffenberg, étaient au banc des accusés. Ils étaient déjà très marqués par le traitement qu'ils avaient subi dans les caves de la Gestapo, et, comme Goebbels avait donné l'ordre de filmer chaque minute de ce procès afin de pouvoir projeter le film devant les troupes et le public à titre d'exemple et d'avertissement, tout avait été fait pour que les accusés apparussent aussi lamentables que possible.

Habillés de vêtements informes, de vieux manteaux et de chandails, ils pénétrèrent dans la salle du tribunal mal rasés, sans col, sans cravate; on leur avait même ôté bretelles et ceintures, afin de les obliger à tenir leurs pantalons. Plus encore que les autres, le maréchal, autrefois si fier, avait l'air d'un vieil homme édenté, terriblement brisé. On lui avait enlevé ses fausses dents et, debout au banc des accusés, harcelé impitoyablement par le venimeux président du tribunal, il agrippait son pantalon pour l'empêcher de tomber.

« Espèce de vieux dégoûtant, hurla Freisler, pourquoi ne cessez-vous pas de tripoter votre pantalon ? »

Pourtant, malgré le sort qui les attendait et qu'ils n'ignoraient pas, les accusés se comportèrent avec dignité et courage, en dépit des efforts incessants de Freisler pour les rabaisser. Le plus courageux fut peut-être le jeune Peter Yorck, cousin de Stauffenberg; aux questions les plus insultantes, il répondit avec calme et sans jamais tenter de cacher son mépris pour le national-socialisme.

« Pourquoi ne vous étiez-vous pas inscrit au parti? demanda Freisler.

— Parce que je ne suis pas et n'aurais jamais pu être un nazi », répliqua le jeune comte.

Quand Freisler eut digéré cette réponse et voulut insister, Yorck tenta de s'expliquer :

« Monsieur le président, au cours de mon interrogatoire j'ai déjà déclaré que l'idéologie nazie était telle que...

— ...vous ne pouviez l'accepter... l'interrompt le juge... vous n'acceptiez pas les conceptions nationales socialistes de la justice en ce qui concerne l'extermination des Juifs, peut-être?...

— Ce qui importe avant tout, ce qui résume toutes ces questions, répliqua Yorck, c'est la mainmise totale de l'État sur l'individu; qui le contraint à renoncer à ses obligations morales et religieuses envers Dieu.

— Quelle sottise! » cria Freisler, et il imposa silence au jeune homme.

De tels propos risquaient de gâter le film du docteur Gœbbels et de mettre en fureur Hitler, qui avait décrété : « Qu'on ne leur laisse pas faire de longs discours. »

Les avocats nommés d'office dépassèrent les limites du grotesque. Leur lâcheté, quand on lit les minutes du procès, semble presque incroyable. Ainsi, l'avocat de Witzleben surpassa le procureur et égala presque Freisler, en dénonçant son client comme un « meurtrier » pleinement coupable et méritant le pire des châtiments.

La sentence fut exécutée aussitôt après la fin du procès, le 8 août. « Ils devront tous être pendus comme du bétail », avait ordonné Hitler, et ils le furent. Dans la prison de Ploetzensee. Les huit condamnés furent poussés dans une petite pièce au plafond de laquelle pendaient huit crochets de boucherie. L'un après l'autre, on les dépouilla jusqu'à la taille de leurs vêtements, puis on les pendit en passant autour de leur cou un nœud coulant fait d'une corde à piano attachée aux crochets. Une caméra filma les hommes qui se balançaient, tandis que leurs pantalons, qu'aucune ceinture ne retenait, glissaient, les laissant nus dans leur agonie (35). Le même soir, le film était envoyé à Hitler afin qu'il pût le voir en même temps que les photos du procès. On raconte que Gœbbels, pour ne pas s'évanouir, se cacha les yeux des deux mains (36)*.

** Le film de ce procès a été trouvé par les Alliés (et présenté à Nuremberg, où l'auteur l'a vu pour la première fois), mais celui des exécutions n'a jamais été découvert et sans doute a-t-il été détruit sur l'ordre d'Hitler, de peur qu'il ne tombât entre des mains ennemies. Selon Allen Dulles, les deux films — à l'origine longs de 45 000 mètres, puis réduits à 12 000 mètres — avaient été projetés lors de certaines conférences militaires pour servir de leçon et d'avertissement. Mais les soldats refusèrent de les regarder — à l'École des Cadets de Lichterfelde, ils sortirent de la salle — et on ne tarda pas à les retirer de la circulation. (DULLES : La Résistance Allemande, Germany's Underground, p. 83.)*

Tout au long de l'été, de l'automne, de l'hiver et au début de l'année 1945, le sinistre tribunal du peuple tint session, dépêchant ses procès

macabres et prononçant des condamnations à mort. Enfin une bombe américaine tomba en plein sur le Palais de Justice dans la matinée du 3 février 1945, juste au moment où l'on amenait Schlabrendorff dans la salle. Cette bombe tua le juge Freisler et détruisit les dossiers de la plupart des accusés encore en vie. C'est ainsi que Schlabrendorff échappa miraculeusement à la mort et fut peu après libéré des griffes de la Gestapo par les troupes américaines opérant dans le Tyrol. Ce fut l'un des très rares conspirateurs auxquels la fortune sourit.

Il convient maintenant de dire le sort que connurent les autres.

Goerdeler, qui devait être Chancelier du nouveau régime, avait disparu trois jours avant le 20 juillet, car on l'avait prévenu que la Gestapo avait lancé contre lui un ordre d'arrestation. Il avait erré trois semaines entre Berlin, Potsdam et la Prusse-Orientale, passant rarement deux nuits au même endroit, mais toujours accueilli par des amis ou des parents qui risquaient la mort en lui donnant asile, Hitler ayant mis sa tête à prix (un million de marks). Dans la matinée du 12 août, épuisé et affamé, après avoir erré plusieurs jours et plusieurs nuits, à pied, à travers la Prusse-Orientale, il pénétra dans une petite auberge du village de Konradswalde, près de Marienwerder.

Tandis qu'il attendait qu'on le servît, il remarqua une femme en uniforme d'auxiliaire de la Luftwaffe qui le fixait intensément. Sans attendre ce qu'il avait commandé, il sortit et fila dans les bois voisins. C'était trop tard. La femme, une certaine Hélène Schwaerzel, connaissait depuis longtemps la famille Goerdeler. Elle le reconnut sans peine et s'empressa de confier sa découverte à deux hommes de la Luftwaffe qui étaient assis avec elle. Goerdeler fut rapidement appréhendé.

Condamné à mort par le tribunal du peuple le 8 septembre 1944, il ne fut exécuté que le 2 février de l'année suivante, en même temps que Popitz*. Himmler différa, semble-t-il, leur pendaison dans l'espoir que les contacts établis par les deux hommes — surtout Goerdeler — avec les Alliés occidentaux à travers la Suède et la Suisse se révéleraient utiles à ses desseins dans le cas où il prendrait le gouvernail du navire en train de sombrer — perspective qui prenait de plus en plus corps dans son esprit à cette époque (37).

** Le père Alfred Delp, jésuite, membre du cercle Kreisau fut exécuté avec eux. Le frère de Goerdeler, Fritz, fut pendu quelques jours plus tard. Le comte von Moltke, chef du cercle Kreisau, fut exécuté le 23 janvier 1945, bien qu'il n'eût pas pris part au complot. Trott zu Solz, dont l'influence avait été très grande dans le cercle et dans la conspiration, fut pendu le 25 août 1944.*

Le comte Friedrich Werner von Schulenburg, ancien ambassadeur allemand à Moscou, et Hassell, ancien ambassadeur à Rome, qui tous les deux devaient se voir confier la direction de la politique étrangère sous le nouveau régime antinazi, furent exécutés respectivement le 10 novembre et le 8 septembre. Le comte Fritz von der Schulenburg mourut sur le gibet le 10 août. Le général Fellgiebel, chef des Transmissions à l'O.K.W., fut exécuté le même jour.

La liste des morts est longue. Selon une source, elle compterait 4 980 noms (38). Les dossiers de la Gestapo indiquent 7 000 arrestations. Parmi les chefs de la résistance dont les noms sont mentionnés dans ces pages et qui furent exécutés se trouvaient le général Fritz Lindemann, le colonel von Boeselager, le pasteur Dietrich Bonhoeffer, le colonel Georg Hansen de l'Abwehr, le comte von Helldorf, le colonel von Hofacker, le docteur Jens

Peter Jessen, Otto Kiep, le docteur Carl Langbehn Julius Leber, le commandant von Leonrod, Wilhelm Leuschner, Artur Nebe (chef de la police criminelle), le professeur Adolf Reichwein, le comte Berthold von Stauffenberg, frère de Klaus, le général Thiele, chef des Transmissions de l'O.K.H., et le général von Thuengen, qui avait été désigné par Beck pour succéder au général von Kortzfleisch le jour du putsch.

Un groupe de vingt condamnés, dont Himmler avait prolongé la vie sans doute dans l'espoir qu'ils pourraient lui être d'une certaine utilité au cas où il s'emparerait du pouvoir et serait contraint de négocier la paix, furent tués dans la nuit du 22 au 23 avril, quand les Russes commencèrent à avancer vers le centre de la capitale. On emmenait les prisonniers de la prison de la Lehrterstrasse au cachot de la Gestapo, dans Albrechtstrasse, quand ils croisèrent un détachement de S.S. qui les alignèrent contre le mur et les abattirent; deux seulement s'échappèrent et purent le raconter. Parmi les tués se trouvaient le comte Albrecht von Bernstorff, Klaus Bonhoeffer, frère du pasteur, et Albrecht Haushofer, proche ami de Hess et fils du célèbre géopoliticien. Peu après, son père se suicidait.

En dépit de son attitude au cours du soir fatidique du 20 juillet, le général Fromm n'échappa pas au même sort. Arrêté le lendemain sur l'ordre d'Himmler, qui lui avait succédé à la tête de l'armée de l'intérieur, il fut traîné devant le tribunal du peuple en février 1945 sous l'accusation de « lâcheté » et condamné à mort*. Peut-être pour lui marquer une légère reconnaissance d'avoir aidé à sauver le régime nazi, il ne fut pas pendu à un crochet de boucher, comme ceux qui avaient été arrêtés dans la nuit du 20 juillet, mais simplement fusillé, le 19 mars 1945.

* « Cette condamnation l'affecta profondément », racontait par la suite Schlabrendorff,

qui le vit fréquemment à la prison de la Gestapo de la Prinz-Albrechtstrasse. « Il ne s'y attendait pas. » (Schlabrendorff : Ils ont presque tué Hitler, p. 121.)

Le mystère qui entoure la vie de l'amiral Canaris, le chef limogé de l'Abwehr, qui avait tant fait pour venir en aide aux conspirateurs mais n'était pas directement impliqué dans les événements du 20 juillet, enveloppa de même pendant bien des années les circonstances de sa mort. On savait qu'il avait été arrêté après l'attentat contre Hitler. Mais Keitel eut un des rares gestes corrects de sa carrière à l'O.K.W. : il s'arrangea pour qu'il ne fût pas déféré au tribunal du peuple. Le Führer, furieux de ce délai, ordonna alors que Canaris fût jugé par un tribunal sommaire composé de S.S.

De nouveaux retards se produisirent, mais finalement Canaris, son ancien adjoint le colonel Oster et quatre autres conjurés furent jugés au camp de concentration de Flossenbourg, le 9 avril 1945, moins d'un mois avant la fin de la guerre, et condamnés à mort. On ne savait pourtant pas avec certitude s'il avait été exécuté. Il fallut dix ans pour résoudre ce mystère. En 1955, le S.S. qui avait agi en qualité d'accusateur dans cette affaire fut jugé et un grand nombre de témoins certifièrent avoir vu Canaris pendu le 9 avril 1945. Un témoin, le colonel danois Lunding, raconta qu'il avait vu Canaris tiré nu hors de la cellule et emmené au gibet. Oster fut exécuté en même temps.

Quelques conspirateurs qui avaient été arrêtés échappèrent au procès et furent libérés de la Gestapo par les troupes alliées. Parmi ceux-ci, il y avait le général Halder et le docteur Schacht, qui n'avait pris aucune part à la révolte du 20 juillet, ce qui n'empêcha pas Schacht de proclamer à Nuremberg qu'il y avait été « initié ». Halder fut enfermé au secret au fond

d'une sombre cellule pendant plusieurs mois.

Tous deux, ainsi qu'un groupe de prisonniers importants, aussi bien allemands qu'étrangers, dont Schuschnigg, Léon Blum, Schlabrendorff, et le général von Falkenhausen, furent libérés par les troupes américaines le 4 mai 1945, à Niederdorf, dans le sud du Tyrol, juste au moment où les hommes de la Gestapo qui les gardaient s'apprêtaient à les exécuter. Falkenhausen devait être par la suite jugé par les Belges comme criminel de guerre et condamné le 9 mars 1951 à douze ans d'emprisonnement. Il y avait quatre ans qu'il attendait son jugement en prison. Il fut, toutefois, libéré quinze jours plus tard et retourna en Allemagne.

Bon nombre d'officiers impliqués dans le complot préférèrent se suicider plutôt que de s'en remettre à la douce mansuétude de la *Volksgerecht*. Le matin du 21 juillet, le général Henning von Tresckow, qui avait été de cœur et d'esprit avec la conspiration fomentée parmi les officiers du front de l'est, prit congé de son ami et adjoint, Schlabrendorff, qui a rapporté ses dernières paroles :

« Maintenant, tous vont se retourner contre nous et nous couvrir d'insultes. Mais ma conviction demeure inébranlable : nous avons fait ce que nous devions. Non seulement Hitler est le pire ennemi de l'Allemagne, mais il est aussi le pire ennemi du Monde. Dans quelques heures, je me présenterai devant Dieu, je lui répondrai de mes actions et de mes omissions. Je crois que je pourrai justifier avec une conscience claire tout ce que j'ai fait dans la lutte menée contre Hitler...

« Quiconque se joint au mouvement de résistance revêt la tunique de Nessus. La valeur d'un homme n'est certaine que s'il est préparé à sacrifier sa vie pour ses convictions (39). »

Ce matin-là, Tresckow se rendit en voiture à la 28e division d'infanterie, se glissa dans le no man's land et dégoupilla une grenade à main. Elle lui fit sauter la tête.

Cinq jours plus tard, le général Wagner se suicidait.

Parmi les officiers supérieurs de l'armée de l'Ouest, deux maréchaux et un général se suicidèrent. Ainsi que nous l'avons vu, à Paris, le soulèvement avait pris un bon départ quand le général Heinrich von Stuepnagel, gouverneur militaire de France, avait arrêté tous les S.S. et S.D. Tout dépendait ensuite de l'attitude du maréchal von Kluge, le nouveau commandant en chef de l'Ouest, que Tresckow avait travaillé pendant deux ans sur le front russe dans l'espoir d'en faire un conspirateur actif. Tout en se montrant tour à tour enthousiaste et très froid, Kluge avait finalement accepté — du moins c'est ce que les conspirateurs avaient compris — de soutenir la révolte une fois Hitler mort.

Le soir du 20 juillet, un dîner avait eu lieu à La Roche-Guyon, quartier général du groupe d'armées B, dont Kluge assurait également le commandement depuis l'accident de Rommel. Kluge voulait discuter les rapports contradictoires (annonçant les uns qu'Hitler était mort, les autres qu'il était vivant) avec ses principaux conseillers, le général Guenther Blumentritt, son chef d'état-major, le général Speidel, chef d'état-major du groupe d'armées B, le général von Stuepnagel et le colonel von Hofacker, auquel Stauffenberg avait téléphoné plus tôt dans l'après-midi pour l'informer de l'attentat et du putsch de Berlin.

Lorsque les officiers se réunirent pour dîner, il sembla, à certains d'entre eux du moins, que le prudent maréchal avait à peu près décidé d'unir son sort à celui des conspirateurs. Beck lui avait parlé au téléphone peu avant le dîner et avait insisté pour qu'il soutînt le mouvement — qu'Hitler fût mort ou vivant. Puis le premier ordre signé par le maréchal von Witzleben était arrivé. Kluge était impressionné.

Cependant, il voulait avoir des informations plus précises sur la situation et, malheureusement pour les rebelles, il en reçut du général Stieff, qui avait fait le matin même le trajet jusqu'à Rastenburg avec Stauffenberg, lui avait souhaité bonne chance, avait vu l'explosion, avait constaté qu'elle n'avait pas tué Hitler et cherchait maintenant à se couvrir. Blumentritt lui téléphona et Stieff lui dit franchement ce qui s'était passé.

« C'est manqué », dit Kluge à Blumentritt.

Il avait l'air vraiment déçu, et il ajouta que, si l'attentat avait réussi, il n'aurait pas tardé à entrer en contact avec Eisenhower pour demander un armistice.

Au dîner — une réunion lugubre, devait plus tard raconter Speidel (« on eût dit qu'ils étaient assis dans une demeure visitée par la mort ») — Kluge écouta les arguments de Stuelpnagel et d'Hofacker, qui lui expliquaient qu'il fallait appuyer les rebelles même si Hitler avait survécu. Blumentritt a décrit ce qui suivit :

Quand ils eurent terminé, Kluge, avec une déception marquée, observa : « Eh bien, messieurs, la tentative a échoué. Tout est terminé. » Stuelpnagel s'exclama alors : « Monsieur le maréchal, je croyais que vous connaissiez les plans? Il faut faire quelque chose (40). »

Kluge nia avoir eu connaissance d'aucun plan. Après avoir donné l'ordre à Stuelpnagel de libérer les S.S. et les S.D. arrêtés à Paris, il lui conseilla :

« Le mieux que vous ayez à faire, c'est de troquer votre uniforme contre des vêtements civils et de vous cacher. »

Mais ce n'était pas la voie que pouvait choisir un général de la trempe

de Stuelpnagel. Après une folle partie au champagne donnée à l'Hôtel *Raphaël*, à Paris, au cours de laquelle les officiers S.S. et S.D. libérés, sous la conduite du général Oberg, fraternisèrent avec les chefs de l'armée qui les avaient fait arrêter — et qui fort certainement les auraient fait exécuter dans le cas où la révolte aurait réussi — Stuelpnagel, qui avait reçu l'ordre de se présenter à Berlin, partait en auto pour l'Allemagne.

A Verdun, où il avait commandé un bataillon pendant la Grande Guerre, il s'arrêta pour jeter un coup d'œil au célèbre champ de bataille, mais aussi pour exécuter la décision qu'il avait prise. Son chauffeur et un garde entendirent un coup de feu. Ils le virent se débattre dans les eaux d'un canal. Une balle lui avait fait sauter un œil et si grièvement blessé l'autre qu'on dut l'énucléer à l'hôpital militaire de Verdun où il fut emmené.

Cela ne devait pas lui épargner une fin horrible. Aveugle et impotent, il fut conduit à Berlin sur l'ordre formel d'Hitler, puis traduit devant le Tribunal du Peuple où, allongé sur une civière, il se fit insulter par Freisler. Enfin, il fut pendu à la prison de Ploetzensee, le 30 août.

Le refus du maréchal von Kluge de se joindre à la révolte ne le sauva pas plus que Fromm à Berlin. « Le destin, a observé Speidel à propos de ce vacillant soldat, n'épargne pas l'homme dont les convictions ne s'accompagnent pas de la volonté de les transformer en actes. » Tout porte à croire que le colonel von Hofacker — il ne fut exécuté que le 20 décembre 1944 — sous d'horribles tortures parla de la complicité de Kluge, de Rommel et de Speidel dans le complot. Selon Blumentritt, Oberg l'aurait informé que Hofacker avait « mentionné » le nom de Kluge lors de ses premiers interrogatoires et qu'après en avoir été informé par Oberg lui-même, le maréchal « avait eu l'air de plus en plus soucieux (41) ».

Les nouvelles du front n'étaient pas de nature à lui remonter le moral.

Le 26 juillet, les troupes du général Bradley perçaient le front allemand à Saint-Lô. Quatre jours plus tard, la III^e armée, nouvellement formée et placée sous les ordres du général Patton, se précipitait dans cette brèche, atteignait Avranches, ouvrant ainsi la route vers la Bretagne et le sud de la Loire. C'était le tournant de l'invasion alliée et, le 30 juillet, Kluge signalait au quartier général d'Hitler : « L'ensemble du front ouest est percé... Le flanc gauche s'est effondré. » A la mi-août, tout ce qui restait des armées allemandes de Normandie se trouvait enfermé dans une poche étroite autour de Falaise, où Hitler avait interdit toute nouvelle retraite. Le Führer en avait maintenant assez de Kluge, auquel il reprochait les revers des armées allemandes à l'Ouest et qu'il soupçonnait d'envisager la reddition de ses troupes à Eisenhower.

Le 17 août, le maréchal Walther Model arrivait pour remplacer Kluge. Son apparition soudaine apprit à ce dernier son limogeage. Hitler ordonna à Kluge de lui faire connaître ses déplacements en Allemagne, marquant ainsi qu'il était considéré comme suspect. Le lendemain, il écrivit une longue lettre à Hitler et partit en auto pour chez lui. Près de Metz, il absorba du poison.

On a retrouvé dans les archives militaires allemandes prises par les Alliés sa lettre d'adieu au Führer.

Quand vous recevrez ces lignes, je ne serai plus... La vie n'a plus aucun sens pour moi... Rommel et moi, nous avons tous deux... prévu la situation actuelle. On ne nous a pas écoutés...

J'ignore si le maréchal Model, qui a prouvé sa valeur dans tous les domaines, pourra redresser la situation... S'il n'en était pas ainsi, toutefois, et si vos bien-aimées armées nouvelles ne réussissaient pas, alors, mon Führer, décidez-vous à mettre fin à la guerre. Le peuple allemand a supporté de telles souffrances qu'il est temps de mettre fin à ces atrocités...

J'ai toujours admiré votre grandeur... Si le sort est plus fort que votre volonté et que votre génie, c'est que la Providence le veut ainsi... Montrez-vous maintenant encore assez grand pour mettre fin à une lutte sans espoir quand ce sera nécessaire...

D'après le témoignage de Jodl à Nuremberg, Hitler lut cette lettre en silence et la lui tendit sans commentaire. Quelques jours plus tard, le 31 août, au cours de sa conférence militaire quotidienne, le chef suprême de la guerre observa :

« J'ai de fortes raisons de penser que, si le maréchal Kluge ne s'était pas suicidé, il aurait été de toute façon arrêté (42). »

Le tour du maréchal Rommel, idole des masses allemandes, vint ensuite.

Le général von Stuelpnagel gisant aveugle et inconscient sur la table d'opération de l'hôpital de Verdun, après sa tentative manquée de suicide, avait laissé échapper le nom de Rommel. Plus tard, sous des tortures sans nom, dans le cachot de la Gestapo, Prinz-Albrechtstrasse, à Berlin, le colonel von Hofacker s'était effondré et avait raconté le rôle joué par Rommel dans la conspiration. Il avait cité les paroles mêmes du maréchal : « Dites à ceux de Berlin qu'ils peuvent compter sur moi. » Cette phrase se grava dans l'esprit d'Hitler, et elle devait l'amener à décider que son général favori, le plus populaire de toute l'Allemagne, devait mourir.

Rommel, qui avait souffert de graves fractures du crâne, des tempes et des pommettes, dont l'œil gauche était sérieusement atteint et dont la tête était trouée d'éclats d'obus, fut d'abord conduit de l'hôpital de campagne de Bernay à celui de Saint-Germain, pour qu'il ne fût pas fait prisonnier par les Alliés. De là, le 8 août, on le transporta chez lui, à Herrlingen, près d'Ulm. Lorsque, le lendemain du jour où il lui avait rendu

visite à Herrlingen, son ancien chef d'état-major, le général Speidel, avait été arrêté, il avait compris que c'était un premier avertissement de ce qui l'attendait.

« Ce mythomane, s'était écrié Rommel lorsque la conversation était venue sur Hitler, est devenu complètement fou. Il se libère de son sadisme sur les conspirateurs du 20 juillet, et ce n'est pas fini (43)! »

Rommel remarqua alors que sa maison était surveillée par des S.D. Quand il sortait dans les bois environnants avec son fils de quinze ans, qui avait été autorisé à quitter temporairement sa batterie de D.C.A. pour soigner son père, tous deux portaient des revolvers. Au quartier général de Rastenburg, Hitler avait maintenant reçu une copie du témoignage de Hofacker incriminant Rommel. Il décida donc sa mort, — mais une mort particulière.

Ainsi que Keitel devait plus tard l'expliquer lors de son interrogatoire à Nuremberg, le Führer comprit que « cela causerait un scandale terrible en Allemagne, si le célèbre maréchal, le général le plus populaire que nous ayons, était arrêté et déféré devant le tribunal du peuple ». Aussi Hitler décida-t-il avec Keitel que l'on ferait connaître à Rommel les preuves que l'on possédait contre lui et qu'on lui donnerait le choix entre se tuer ou être traduit pour haute trahison devant le tribunal du peuple. S'il choisissait la première solution, on lui accorderait des funérailles nationales avec tous les honneurs militaires, et sa famille ne serait pas inquiétée.

C'est ainsi que, le 14 octobre 1944 à midi, deux généraux du quartier général d'Hitler partirent en auto pour la demeure de Rommel, cernée par des S.S. renforcés par cinq voitures blindées. Ces généraux étaient Wilhelm Burgdorf, un alcoolique au visage rubicond qui rivalisait de servilité avec

Keitel à l'égard d'Hitler, et son adjoint à la Direction du personnel de l'armée, Ernst Maisel, homme du même acabit. Ils avaient au préalable fait ! prévenir Rommel qu'ils allaient venir de la part d'Hitler pour parler avec lui de « sa nouvelle affectation ».

« A l'instigation du Führer, devait déclarer Keitel à Nuremberg, j'envoyai Burgdorf chez Rommel avec une copie du témoignage porté contre lui. Si celui-ci était exact, à lui d'en subir les conséquences. S'il n'était pas vrai, il serait disculpé par le Tribunal.

— Et vous avez donné l'ordre à Burgdorf d'emporter du poison avec lui, n'est-ce pas? lui demanda-t-on.

— Oui, pour le mettre à la disposition de Rommel, si les circonstances le justifiaient. »

Peu après l'arrivée de Burgdorf et de Maisel, il fut évident qu'ils n'étaient nullement venus pour parler de la nouvelle affectation de Rommel. Ils demandèrent à voir le maréchal seul et les trois hommes se retirèrent dans son bureau.

Quelques minutes plus tard, raconta par la suite Manfred Rommel, j'entendis mon père monter et entrer dans la chambre de ma mère.

Nous allâmes dans ma chambre. « Je viens de dire à ta mère, me dit mon père, que je serai mort dans un quart d'heure... Hitler m'accuse de haute trahison. En raison des services que j'ai rendus en Afrique, on me donne la chance de mourir par le poison. Les deux généraux m'en ont apporté. Il agit en trois secondes. Si j'accepte, aucune des dispositions habituelles ne seront prises à l'encontre de ma famille...

On me fera des funérailles nationales. Tout a été préparé jusque dans les moindres détails. Dans un quart d'heure vous recevrez un appel de l'hôpital d'Ulm vous annonçant que j'ai eu une attaque d'apoplexie en me rendant à une conférence. »

Et les choses se déroulèrent ainsi.

Vêtu de sa vieille veste de cuir de l'Afrika Korps et tenant son bâton de maréchal, Rommel monta en voiture avec les deux généraux. On l'emmena à 2 ou 3 kilomètres sur la route qui longeait la forêt; là, le général Maisel et le chauffeur S.S. descendirent de l'auto, laissant Rommel et le général Burgdorf sur le siège arrière. Quand, une minute plus tard, les deux hommes revinrent à la voiture, Rommel était affaissé sur le siège, mort. Burgdorf faisait impatiemment les cent pas, comme s'il craignait d'être en retard pour le déjeuner ou pour son apéritif coutumier.

Quinze minutes après avoir dit adieu à son mari, Frau Rommel recevait de l'hôpital le coup de téléphone attendu. Le médecin-chef lui annonçait que les deux généraux lui avaient apporté le corps du maréchal qui venait de mourir d'une embolie, apparemment à la suite de ses fractures du crâne. En fait, Burgdorf avait brutalement interdit l'autopsie du corps. « Ne touchez pas au corps, avait-il vociféré. Tout est déjà arrangé avec Berlin. » Et c'était exact.

Le maréchal Model lança un ordre du jour vibrant pour annoncer que Rommel était mort des « suites des blessures reçues le 17 juillet » et déplorant la perte « de l'un des plus grands chefs militaires de notre pays ».

Hitler adressa à Frau Rommel le télégramme suivant :

« Acceptez mes sincères condoléances pour la douloureuse perte que vous avez subie avec la mort de votre mari. Le nom du maréchal Rommel restera à jamais lié aux héroïques batailles de l'Afrique du Nord. »

Göering télégraphia « ses sincères condoléances » :

La nouvelle que votre mari est mort en héros, des suites de ses blessures, alors que nous

espérons tous que le peuple allemand le conserverait, m'a profondément ému.

Hitler ordonna des funérailles nationales, où le plus ancien officier de l'armée allemande, le maréchal von Rundstedt, prononça l'allocution funèbre. « Son cœur appartenait au Führer », dit Rundstedt debout auprès du corps de Rommel, sur lequel reposait le drapeau à croix gammée*.

** Il est juste d'ajouter que Rundstedt ignorait probablement les circonstances qui entouraient la mort de Rommel, et qu'il ne les apprit sans doute que par le témoignage de Keitel à Nuremberg. « Je n'étais pas au courant de ces bruits, déclare Rundstedt à la barre, autrement j'aurais refusé de représenter le Führer aux funérailles nationales; cela aurait été une infamie sans nom (44). » Cependant, la famille de Rommel remarqua que ce gentilhomme de la vieille école refusait d'assister à la crémation qui suivit les funérailles et de venir chez Rommel, ainsi que le firent la plupart des autres généraux, pour apporter leurs condoléances à sa veuve.*

« Le vieux soldat (Rundstedt), raconte Speidel, apparut à tous les assistants comme un homme brisé et désorienté... Le destin lui avait donné ici une dernière chance de jouer le rôle de Marc-Antoine. Il garda son apathie morale (45)*. »

** Le général Speidel lui-même, bien qu'il fût incarcéré dans les cellules de la prison de la Gestapo, dans la Prinz-Albrechtstrasse, à Berlin, et soumis à d'incessants interrogatoires, ne fut ni brisé, ni désorienté. Il surprit ses tortionnaires, en n'avouant rien et en ne trahissant personne. Il connut un très pénible moment quand on le confronta avec le colonel von Hofacker, qui, croit-il, avait été non seulement torturé mais drogué; mais Hofacker ne le trahit pas et rétracta ce qu'il avait précédemment dit.*

*Il ne fut pas traduit devant le tribunal, mais la Gestapo le garda pendant sept mois. Comme les troupes américaines approchaient du lieu où il était emprisonné, près du lac de Constance, dans le sud de l'Allemagne, il s'évada en compagnie de vingt autres hommes et se réfugia chez un prêtre catholique, qui cacha le groupe jusqu'à l'arrivée des Américains. Speidel omet ce chapitre de sa vie dans son livre, qui est strictement objectif et écrit à la troisième personne, mais il a raconté cette histoire à Desmond Young, qui l'a reproduite dans son *Rommel, The Desert Fow* (pp. 251).*

Pour coiffer sa carrière peu ordinaire, Speidel a pris un commandement important à l'O.T.A.N., à la fin de 1950.

L'humiliation du corps des officiers de l'armée allemande était grande. Elle avait vu trois de ses illustres maréchaux, Witzleben, Kluge et Rommel, impliqués dans un complot pour renverser le seigneur de la guerre, crime pour lequel l'un avait été pendu et les deux autres contraints à se suicider. Il se voyait obligé de demeurer passif pendant que, par vingtaines, les généraux les plus haut placés étaient jetés dans les prisons de la Gestapo et assassinés judiciairement après des semblants de procès devant le tribunal du peuple.

Dans cette situation sans précédent, en dépit de toutes ses fières traditions, ce corps d'officiers ne serra pas les rangs : il chercha à sauver son honneur en se dégradant et en se déshonorant; du moins c'est ainsi qu'en jugerait un observateur étranger. Devant la fureur de l'ex-caporal autrichien, ses chefs effrayés courbèrent l'échine.

Quoi d'étonnant à ce que le maréchal von Rundstedt eût l'air brisé et égaré quand il prononça l'oraison funèbre de Rommel? Il était tombé très bas, comme ses camarades, forcés par Hitler de boire la coupe jusqu'à la lie. Rundstedt accepta même de présider le soi-disant tribunal d'honneur créé par Hitler pour expulser de l'armée tous les officiers soupçonnés de complicité dans le complot organisé contre lui, ce qui permettait de leur refuser la Cour martiale et de les déférer au tribunal du peuple. Ce tribunal d'honneur n'avait pas l'autorisation d'entendre un officier accusé présenter sa propre défense; elle se prononçait uniquement sur les « preuves » fournies par la Gestapo.

Rundstedt ne protesta pas contre cette restriction, pas plus que le

général Guderian qui, le lendemain de l'explosion, avait été nommé chef de l'état-major général — encore que ce dernier, dans ses mémoires, ait confessé que c'était une « tâche déplaisante », que les sessions de la cour étaient « tristes » et soulevaient « des problèmes de conscience extrêmement difficiles ». Cela ne fait guère de doute, car Rundstedt, Guderian et les autres juges — tous des généraux — envoyèrent des centaines de leurs camarades à une exécution certaine après les avoir dégradés en les rayant de l'armée.

Guderian fit plus encore. En qualité de chef de l'état-major général, il lança deux ordres du jour retentissants pour exprimer au chef suprême de l'armée la fidélité inébranlable du corps des officiers. Le premier, promulgué le 23 juillet, accusait les conspirateurs d'être « un petit nombre d'officiers, dont certains de réserve, qui avaient perdu tout courage et, par lâcheté et faiblesse avaient préféré s'engager sur le chemin de la honte plutôt que sur le seul chemin ouvert à un soldat digne de ce nom — celui du devoir et de l'honneur ». Sur quoi, il assurait solennellement son Führer de « l'unité des généraux, du corps des officiers et des soldats ».

Entre-temps, le maréchal (limogé) von Brauchitsch s'empressait de faire imprimer une déclaration passionnée dans laquelle il condamnait le putsch, renouvelait son serment de fidélité au Führer et saluait la nomination d'Himmler — qui méprisait tous les généraux, Brauchitsch y compris — au poste de chef de l'armée de l'intérieur. Un autre officier limogé, le grand amiral Raeder, craignant d'être soupçonné de sympathie pour les conspirateurs, sortit de sa retraite pour se précipiter à Rastenburg et assurer Hitler de sa loyauté. Le 24 juillet, le salut nazi devint obligatoire et remplaça l'ancien salut militaire « en signe de la fidélité indéfectible de

l'armée au Führer et de l'unité étroite existant entre l'armée et le Parti ».

Le 29 juillet, Guderian avertissait tous les officiers de l'état-major général que dorénavant ils devaient donner l'exemple et devenir de bons nazis, loyaux et fidèles envers leur chef.

Chaque officier de l'état-major général doit être un officier national socialiste, non seulement... par son attitude à l'égard des questions politiques, mais en coopérant activement à l'endoctrinement politique des officiers plus jeunes, conformément aux principes du Führer...

Pour juger et choisir les officiers de l'état-major général, les officiers supérieurs devront mettre les qualités de caractère et d'esprit avant l'intelligence. Un gredin peut se montrer fort rusé, mais, dans les moments difficiles, il n'en faillira pas moins parce qu'il est un gredin.

J'entends que chaque officier de l'état-major général se déclare sans délai d'accord avec mon point de vue et qu'il fasse dans ce sens une déclaration publique. Tout officier qui ne serait pas en mesure de le faire devrait immédiatement demander à changer d'affectation*.

** Dans ses mémoires, Guderian, qui répète avec insistance qu'il s'opposa à Hitler et le critique durement, ne fait pas mention de ces ordres du jour.*

A ma connaissance, personne ne fit cette demande.

Un historien militaire allemand commente ainsi ces fait : « On peut dire que l'histoire de l'état-major général en tant qu'entité autonome était terminée (46). » Ce groupe d'élite, fondé par Scharnhorst et Gneisenau et mis sur pied par Moltke pour servir de colonne de soutien à un groupe qui, après avoir gouverné l'Allemagne au cours de la première guerre mondiale, avait dominé la République de Weimar et contraint Hitler à détruire les S.A. et à assassiner son chef qui se dressait sur leur chemin, avait été réduit au cours de l'été 1944 à un corps pitoyable d'hommes apeurés et serviles. Hitler ne devait plus rencontrer la moindre opposition, pas même la moindre critique.

L'armée, autrefois puissante, s'effondrerait avec lui, comme toutes les autres institutions du Troisième Reich, car ses dirigeants étaient maintenant réduits au silence, et manquaient du courage que seule une poignée de conspirateurs avait su montrer. Ils étaient incapables de retenir la main de l'homme qui les menait, et le peuple allemand avec eux, à la plus horrible des catastrophes de toute l'histoire de leur patrie bien-aimée.

Cette paralysie de l'esprit et de la volonté chez des adultes, élevés en chrétiens, ayant connu la discipline des anciennes vertus, fiers de leur code d'honneur, courageux devant la mort sur les champs de bataille, a quelque chose d'étonnant. Peut-être est-il possible d'en saisir la cause si l'on se souvient de la ligne suivie par l'histoire allemande, telle que nous l'avons esquissée dans un chapitre précédent, et selon laquelle l'obéissance aveugle aux dirigeants politiques devenait la plus haute vertu de l'homme allemand et donnait son prix à la servilité. Maintenant, les généraux connaissaient le mal qui était en l'homme devant lequel ils courbaient l'échine. Guderian décrivit plus tard Hitler tel qu'il était le 20 juillet :

Ce qui avait été chez lui dureté devint cruauté, tandis que sa tendance au bluff devenait simple malhonnêteté. Il mentait souvent, sans la moindre hésitation, et supposait que les autres lui mentaient.

Il ne croyait plus personne. Il était déjà difficile autrefois d'avoir affaire à lui, maintenant cela devenait une torture qui ne faisait qu'empirer de mois en mois. Il perdait fréquemment tout contrôle de lui-même et son langage se faisait de plus en plus violent. Parmi ses intimes, il ne trouvait plus aucune influence apaisante (47).

Et pourtant, ce fut cet homme seul, à demi fou, dont le corps et l'esprit tombaient en ruine, qui alors, ainsi qu'il l'avait fait lors du rude hiver neigeux de 1941, rallia les armées battues, en retraite, et insuffla un

courage nouveau à la nation épuisée. Par un incroyable effort de cette volonté qui, en Allemagne, manquait aux autres — aussi bien dans l'armée que dans le gouvernement et parmi le peuple — il fut capable, presque seul, de prolonger l'agonie de la guerre pendant près d'une année.

La révolte du 20 juillet 1944 avait échoué non seulement à cause de l'explicable inaptitude de certains des hommes les plus capables de l'armée et de la population civile, mais à cause de la faiblesse de caractère de Fromm et de Kluge et de la malchance qui ne cessa de poursuivre les conspirateurs. Elle avait échoué aussi parce qu'aucun parmi les hommes qui maintenaient en vie cette grande nation, généraux et civils, ni la masse du peuple allemand, en uniforme ou non, n'étaient prêts pour une révolution. En fait, en dépit de leur misère et de la sombre perspective d'une défaite et d'une occupation étrangère, ils n'en voulaient pas. Malgré la ruine qu'il avait causée en Allemagne et en Europe, ils acceptaient encore le national-socialisme, et en Adolf Hitler ils voyaient encore le sauveur de la Patrie.

A cette époque (écrivit plus tard Guderian) — le fait semble indiscutable — la plus grande partie du peuple allemand croyait encore en Adolf Hitler et était convaincu qu'en le tuant son assassin aurait supprimé le seul homme capable d'amener encore la guerre à une conclusion favorable (48).

Même après la fin de la guerre, le général Blumentritt, qui n'avait pas participé à la conspiration mais l'aurait soutenue si son chef, Kluge, avait été d'un caractère mieux trempé, estimait qu'au moins « une moitié de la population civile s'était indignée que les généraux allemands eussent pris part à une tentative pour renverser Hitler et avait éprouvé une vive

amertume à leur égard — et que l'armée manifestait le même sentiment (49) ».

Par un phénomène d'hypnotisme qui défie toute explication — du moins pour un étranger — Hitler conserva jusqu'à la fin la fidélité et la confiance de ce peuple remarquable. Les Allemands le suivirent aveuglément, comme des moutons — mais aussi avec une foi touchante et un enthousiasme qui les élevaient au-dessus du troupeau animal — jusque dans le précipice où s'engouffra la nation.

LIVRE VI

LA CHUTE DU TROISIÈME REICH

30

LA CONQUÊTE DE L'ALLEMAGNE

LA guerre atteignait le territoire de l'Allemagne.

Hitler s'était à peine remis du choc causé par l'attentat du 20 juillet, quand il dut faire face à la libération de la France et de la Belgique et à la perte des territoires conquis à l'Est. Les troupes ennemies, en masses écrasantes, convergeaient sur le Reich.

Vers le milieu du mois d'août 1944, les offensives d'été de l'armée russe, — commencées le 10 juin — se succédèrent à une telle allure que l'Armée Rouge menaça directement la frontière de la Prusse-Orientale, bloqua 50 divisions allemandes dans la région de la Baltique, envahit la Finlande jusqu'à Viborg, anéantit le groupe d'armées du centre et effectua sur ce front une trouée de 600 kilomètres en six semaines, ce qui l'amena jusqu'à la Vistule, en face de Varsovie.

Pendant ce temps, dans le sud, une nouvelle attaque — déclenchée le 20 août — aboutissait dès la fin du mois à la conquête de la Roumanie, avec les exploitations pétrolifères de Ploesti, privant ainsi les armées allemandes de leur unique source de pétrole brut. Le 26 août, la Bulgarie cessa officiellement les hostilités, et les Allemands se hâtèrent de quitter le

pays. En septembre, ce fut le tour de la Finlande qui se retourna contre les troupes allemandes quand elles refusèrent d'évacuer son territoire.

A l'ouest, la libération de la France s'effectuait rapidement. Les Américains avaient trouvé en Patton, le commandant de la 3^e armée U.S. récemment constituée, un général de blindés doué du flair et de l'allant qui caractérisaient Rommel en Afrique. Après la prise d'Avranches, le 30 juillet, il avait laissé la Bretagne en attente, pour entreprendre un vaste mouvement tournant et encercler les armées allemandes en Normandie, en poussant une pointe vers Orléans, au sud-est, puis vers l'est, en direction de la Seine, au sud de Paris.

Le 23 août, il atteignait la Seine au sud-est, et au nord-ouest de la capitale et, deux jours plus tard, Paris était libéré après quatre années d'occupation. Ce furent la 2^e division blindée du général Leclerc et la 4^e division d'infanterie U.S. qui y firent leur entrée et effectuèrent la jonction avec des groupes de la Résistance française déjà maîtres d'une partie de la ville. Ils trouvèrent intacts les ponts de la Seine*.

* *Le 23 août, selon les dires de Speidel, Hitler avait ordonné la destruction de tous les ponts de Paris et autres ouvrages importants. « Même si cette destruction systématique devait entraîner celle de monuments artistiques ». Speidel refusa d'exécuter cet ordre, ainsi d'ailleurs que le général von Choltitz, le nouveau commandant du grand Paris, qui se rendit après avoir fait tirer quelques coups de feu pour la forme. Cette conduite valut à von Choltitz d'être jugé pour trahison par contumace, en avril 1945, mais quelques officiers de ses amis s'arrangèrent pour faire traîner la procédure jusqu'à la fin des hostilités. Speidel révèle aussi qu'il se rebella contre un autre ordre d'Hitler : la destruction de Paris par l'artillerie lourde et les V-1. (SPEIDEL, Invasion 1944, pp. 143-45.)*

Les restes des armées allemandes en France étaient en pleine retraite. Montgomery, le vainqueur de Rommel en Afrique, qui, le 1^{er} septembre, fut nommé maréchal, fit faire 300 kilomètres en quatre jours à la 1^{re} armée

canadienne et à la 2e armée britannique : de la Seine inférieure à la Belgique, en passant par les champs de bataille historiques de 1914-1918 et 1940. Il pénétra en vainqueur à Bruxelles, le 4 septembre, et à Anvers le lendemain. Son avance fut à ce point fulgurante que les Allemands n'eurent même pas le temps de faire sauter les installations portuaires d'Anvers. Ce fut un atout majeur pour les Alliés, car ce port — aussitôt qu'on en eut dégagé les abords — était destiné à devenir la principale base de ravitaillement des armées anglo-américaines.

Plus au sud, la 1re armée U.S., commandée par le général Courtney H. Hodges, progressait à la même allure dans le sud-est de la Belgique, atteignait la Meuse, d'où les hordes nazies s'étaient déversées en mai 1940, et s'emparait des forteresses de Namur et de Liège, dont les Allemands n'avaient pas eu le temps d'organiser la défense. Encore plus au sud, la 3e armée de Patton avait pris Verdun, encerclé Metz, atteint la Moselle et opéré sa jonction, à la trouée de Belfort, avec la 7e armée franco-américaine, qui, sous le commandement du général Alexander Patch, après son débarquement sur la Côte d'Azur le 15 août, avait rapidement remonté la vallée du Rhône.

A la fin d'août, les armées allemandes du front Ouest avaient perdu 500 000 hommes — pour la moitié prisonniers — et la presque totalité de leurs chars, camions et canons. Il ne restait pas grand-chose pour défendre la mère Patrie. La célèbre ligne Siegfried était, pratiquement privée d'hommes et d'artillerie. La plupart des généraux allemands du front Ouest estimaient que la fin était venue. « Il n'y avait plus d'armées de terre et encore moins d'aviation », dit Speidel (1). Quant à Rundstedt, placé de nouveau le 4 septembre au poste de commandant en chef sur le front de

L'Ouest, il devait répondre aux Alliés, qui l'interrogeaient après la guerre, que, pour lui, « la guerre s'était terminée en septembre (2) ».

Mais pas pour Adolf Hitler. Le 31 août, il harangua quelques-uns de ses généraux, à son Q.G., dans l'espoir de leur injecter une nouvelle dose d'espoir et d'énergie.

Si c'est nécessaire, nous combattons sur le Rhin. Cela ne fait aucune différence. Quelles que soient les circonstances, nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ce que — pour citer Frédéric le Grand — un de nos damnés ennemis soit las de se battre. Nous lutterons jusqu'à ce que nous obtenions une paix qui garantisse l'existence de la nation allemande pour les cinquante ou cent prochaines années et qui, surtout, ne souille pas notre honneur une deuxième fois, comme en 1918... Je ne vis que dans le but de mener ce combat parce que je sais que, sans le soutien d'une volonté de fer, cette guerre ne sera pas gagnée.

Après avoir fustigé l'état-major pour son manque de « volonté de fer », Hitler révéla à ses généraux quelques-unes des raisons qui lui permettaient de se raccrocher à l'espoir.

Le moment viendra où la tension entre les Alliés atteindra son point de rupture. L'Histoire nous apprend que toutes les coalitions ont fini — tôt ou tard — par se désintégrer. Il n'est que d'attendre le bon moment, en dépit de toutes les difficultés (3).

Göebbels reçut mandat d'organiser la « mobilisation générale » et Himmler, le nouveau chef de l'armée de l'intérieur, s'employa à lever 25 divisions de *Volksgradiere* pour la défense de l'Ouest. En dépit de tous les plans et de tout ce qu'on disait en Allemagne nazie sur la « guerre totale », les ressources du pays étaient loin de se trouver « totalement » organisées. Sur l'insistance d'Hitler, la production de l'industrie civile s'était maintenue à un niveau étonnamment élevé, durant toute la guerre,

pour maintenir le moral de l'arrière.

Hitler avait même renoncé à exécuter les plans prévus pour mobiliser les femmes dans les usines. « Le sacrifice de nos idéaux les plus chers nous est trop pénible », avait-il dit en mars 1943, quand Speer avait voulu enrôler les femmes dans les usines (4). L'idéologie nazie ne clamait-elle pas que la place de la femme était au foyer et non à l'usine? Elle resta donc à la maison. Durant les quatre premières années de la guerre, alors qu'en Grande-Bretagne 2 250 000 femmes avaient été mobilisées pour la production de guerre, en Allemagne le nombre des femmes travaillant dans des usines de guerre ne dépassait pas 182 000. En temps de paix, l'Allemagne occupait 1 500 000 domestiques; ce nombre demeura inchangé pendant la guerre (5).

Quand l'ennemi fut aux portes de la patrie, les chefs nazis s'affolèrent et appelèrent sous les drapeaux des garçons de quinze à dix-huit ans et des hommes de cinquante à soixante ans. On fouilla lycées et universités, bureaux et usines pour y trouver des recrues. En septembre et octobre 1944, l'armée en tira 500 000 hommes. Mais ils ne furent pas remplacés par des femmes, et Albert Speer, ministre de l'Armement et de la Production de guerre, protesta auprès d'Hitler, parce que la mobilisation d'ouvriers spécialisés mettait sérieusement en danger le rendement des usines.

Depuis les guerres de Napoléon, les soldats allemands se trouvaient pour la première fois dans l'obligation de défendre le sol sacré de la Patrie. Toutes les guerres précédentes — celles de la Prusse et de l'Allemagne — avaient dévasté les territoires des autres pays. Des torrents d'exhortations se déversaient sur les troupes exténuées.

SOLDATS DU FRONT DE L'OUEST!

... Je compte sur vous pour défendre le sol sacré de l'Allemagne... jusqu'au dernier d'entre vous...

Heil Hitler!

VON RUNDSTEDT,
Feld-Maréchal.

SOLDATS DU GROUPE D'ARMÉES.

... Pas un seul d'entre nous ne cédera un pouce de sol allemand, tant qu'il sera vivant. Quiconque reculera sans livrer bataille sera traître à son peuple...

Soldats! Notre patrie, la vie de nos femmes et de nos enfants sont l'enjeu de la bataille! Notre Führer et ceux qui nous sont chers ont confiance en leurs défenseurs!...

Vive l'Allemagne et notre Führer bien-aimé!...

MODEL, Feld-Maréchal.

Néanmoins, tandis que le bateau sombrait, de plus en plus nombreux étaient les rats qui le quittaient. Himmler prit des mesures énergiques pour endiguer les désertions. Le 10 septembre il rédigea l'ordre du jour suivant :

Certains éléments indésirables semblent croire que la guerre sera terminée pour eux aussitôt qu'ils se seront rendus à l'ennemi...

Tout déserteur... trouvera son juste châtiment. De plus, sa lâche conduite entraînera les suites les plus désastreuses pour les membres de sa famille... qui seront fusillés sans jugement.

Un certain colonel Hoffmann-Schonforn, de la 18e division de Grenadiers, gratifia ses hommes de la proclamation suivante :

Des traîtres ont déserté nos rangs... Ces misérables ont livré d'importants secrets militaires... Des Juifs calomniateurs et fourbes vous travaillent à coups de propagande et tentent de vous enrôler parmi ces misérables. Laissez-les cracher en vain leur poison!... Quant aux méprisables traîtres qui ont oublié leur honneur... leur famille répondra de leur défection (6).

En septembre se produisit ce que les généraux allemands sceptiques qualifièrent de « miracle ». Pour Speidel, ce fut « une version allemande du miracle de la Marne que les Français avaient connu en 1914. L'avance fulgurante des Alliés fut brusquement stoppée ».

La raison de ce coup de frein est encore, à l'heure actuelle, un sujet de discussion entre les commandants alliés, depuis le général Eisenhower jusqu'au dernier des officiers supérieurs. Pour les généraux allemands, c'était un mystère. Dans la deuxième semaine de septembre, des éléments américains avaient atteint la frontière allemande devant Aix-la-Chapelle et sur la Moselle.

L'Allemagne était ouverte aux armées alliées. Dès le début de septembre, Montgomery avait pressé Eisenhower de mettre la totalité de ses réserves et de son matériel à la disposition des armées britanniques et canadiennes et des IXe et 1re armées U.S., pour effectuer — sous son commandement — une vigoureuse offensive dans le nord. Il voulait envahir la Ruhr, priver les Allemands de leur arsenal principal, ouvrir la route de Berlin et en terminer avec la guerre. Eisenhower rejeta cette proposition*.

* « J'étais certain — écrit Eisenhower dans ses mémoires (*Crusade in Europe*, p. 305) que le maréchal Montgomery, à la lumière des événements ultérieurs, reconnaîtrait son erreur. » mais, lorsqu'on a lu les mémoires de Montgomery, on sait qu'il n'en est rien.

Pour le commandant suprême interallié, l'avance vers le Rhin devait se faire sur un « large front ». Mais ses armées s'étaient trop éloignées de leurs bases. Le carburant et les munitions débarqués sur les plages de Normandie, ou dans l'unique port de Cherbourg, devaient être transportés par camions sur une distance de 450 à 600 kilomètres, pour atteindre un front qui progressait toujours. Dès la seconde semaine de septembre, les armées d'Eisenhower marquaient le pas, à cause du manque d'approvisionnement. Elles rencontraient aussi une résistance allemande inattendue. En concentrant toutes ses forces disponibles en deux points critiques, Rundstedt fut en mesure — dès le milieu de septembre — de freiner, au moins temporairement, la III^e armée de Patton sur la Moselle et la 1^{re} armée de Hodges devant Aix-la-Chapelle.

Eisenhower, harcelé par Montgomery, avait enfin pris une mesure énergique pour établir une tête de pont sur le cours inférieur du Rhin, à Arnhem, de façon à s'assurer une position favorable au débordement de la ligne Siegfried par le nord. Le résultat fut décevant pour Montgomery, qui espérait une invasion-éclair de la Ruhr et une ruée sur Berlin, mais il procura une base stratégique pour une tentative ultérieure. L'offensive, débutant par un lâcher massif de trois divisions aéroportées (deux américaines et une anglaise) parties de bases britanniques commença le 17 septembre.

Mais le mauvais temps, le fait que les parachutistes atterrirent au beau milieu de deux divisions de panzers S.S. dont ils ignoraient la présence en cet endroit et l'insuffisance des forces de soutien appuyant l'offensive par le sud en provoquèrent l'échec. Après dix jours de combats désespérés, les Alliés évacuèrent Arnhem. La 1^{re} division aéroportée

britannique, qui avait été parachutée près de la ville, perdit quelque 2 163 hommes sur 9 000. Pour Eisenhower, cet échec fournissait une « preuve évidente que des batailles encore plus difficiles étaient en vue (7) ».

Pourtant, il ne s'attendait guère à voir les Allemands opérer un redressement suffisant pour effectuer la manœuvre qui stupéfia l'Ouest, aux approches de Noël.

L'ULTIME MANŒUVRE
DESESPEREE D' HITLER

Le soir du 12 décembre 1944, un groupe de généraux allemands, choisis parmi les plus chevronnés des commandants du front de l'Ouest, furent convoqués au Q.G. de Rundstedt. Là, on les dépouilla de leurs armes et de leurs porte-documents, on les embarqua dans un car, et ils firent un trajet nocturne d'une demi-heure, dans la campagne enneigée — destiné à les dérouter — avant d'être déposés à l'entrée d'un bunker souterrain : le G.Q.G. d'Hitler à Ziegenberg, près de Francfort. Ils y apprirent ce que savait, depuis plus d'un mois, une poignée d'officiers supérieurs de l'état-major et de commandants d'armée : le Führer allait déclencher, quatre jours plus tard, une offensive d'envergure sur le front de l'Ouest.

Il couvait cette idée depuis le milieu de septembre, exactement depuis que les armées d'Eisenhower avaient marqué un arrêt sur la frontière allemande, à l'ouest du Rhin. Bien que les IXe, Ire et IIIe armées U.S. eussent tenté de reprendre l'offensive en octobre, avec l'ordre de « pilonner » le terrain jusqu'au Rhin, l'avance s'était révélée lente et pénible. Aix-la-Chapelle, l'ancienne capitale impériale, résidence de Charlemagne, se rendit à la 1re armée le 24 octobre, après une lutte acharnée.

C'était la première ville allemande à tomber aux mains des Alliés. Mais les Américains n'avaient pas réussi à effectuer leur percée vers le Rhin. Cependant, tout le long du front — avec l'aide des Britanniques et des Canadiens au nord, — ils venaient à bout des forces déclinantes de l'adversaire par une guerre d'usure. Hitler comprit qu'en restant sur la

défensive il ne faisait que reculer l'issue fatale. Dans son esprit fiévreux, ce fut l'éclosion d'un plan audacieux qui lui permettrait de reprendre l'initiative, de séparer par surprise les III^e et I^{re} armées U.S., de pénétrer dans Anvers — privant ainsi Eisenhower de son principal port de ravitaillement — et de balayer les armées anglaise et canadienne le long de la frontière hollando-belge.

Une telle offensive, à son idée, devait non seulement infliger une écrasante défaite aux Anglo-Américains et libérer les frontières occidentales allemandes de la menace d'invasion, mais lui permettre également de se tourner contre les Russes qui, avançant toujours dans les Balkans, étaient sur la Vistule, en Pologne, et en Prusse-Orientale, depuis octobre. L'offensive traverserait rapidement les Ardennes — où avait commencé le grand déferlement de 1940 — que les services de renseignements nazis savaient protégées seulement par quatre faibles divisions d'infanterie américaines.

C'était un projet audacieux. Hitler était certain qu'il prendrait les Alliés par surprise et les bousculerait avant qu'ils aient le temps de se remettre*. Mais il y avait un obstacle : les Allemands étaient non seulement plus faibles qu'en 1940 — surtout l'aviation — mais ils se battaient contre un ennemi bien mieux équipé et plus fort. Les généraux allemands furent prompts à le faire remarquer au Führer.

* Une fioriture intéressante — appelée Opération Greif — était adjointe à ce projet, et Hitler y tenait comme à la prune de ses yeux. Elle était confiée à Otto Skorzeny qui, après avoir sauvé Mussolini et s'être brillamment conduit dans la nuit du 20 juillet 1944, s'était encore distingué en enlevant l'amiral Horthy, régent de Hongrie, à Budapest, en octobre 1944, alors que celui-ci tentait de livrer la Hongrie aux Russes, qui approchaient. Skorzeny avait pour nouvelle mission d'organiser une brigade spéciale de 2 000 Allemands parlant l'anglais, qui, sous l'uniforme américain et à l'aide de chars et de jeeps capturés, devaient

s'infiltrer derrière les lignes américaines pour sectionner les fils de transmission, supprimer les estafettes, embrouiller les mouvements de troupes et, en général, semer le désordre. De petits groupes devaient aussi avancer jusqu'aux ponts de la Meuse et tenter de les préserver de la destruction jusqu'à l'arrivée des panzers allemands.

« Lorsque je reçus copie de ce plan, au début de novembre, devait déclarer plus tard Rundstedt, je fus stupéfait. Hitler n'avait pas daigné me consulter... A mon avis, les forces dont nous disposions étaient de toute évidence insuffisantes pour mener à bien une entreprise aussi ambitieuse. » Mais, connaissant l'inutilité d'une discussion avec Hitler, Rundstedt et Model décidèrent de lui proposer une variante qui contenterait son désir d'offensive tout en se limitant à la suppression du saillant américain autour d'Aix-la-Chapelle (8).

Toutefois, le commandant en chef des armées allemandes sur le front de l'Ouest avait si peu d'illusions sur la possibilité de convaincre Hitler, qu'il refusa d'assister à une conférence militaire, à Berlin, le 2 décembre. Il délégua son chef d'état-major, Blumentritt. Mais ni Blumentritt, ni le feld-maréchal Model, ni le général Hasso von Manteuffel, ni même le général S.S. Sepp Dietrich (ces deux derniers devaient commander deux, grandes armées de panzers pour la percée) qui assistaient à la réunion, ne purent ébranler la résolution d'Hitler. Pendant toute la fin de l'automne, il avait gratté ses fonds de tiroir en vue de cette ultime tentative. En novembre, il avait réussi à rassembler 1 500 chars neufs ou remis en état, et, en décembre, encore un millier.

Il avait reconstitué 28 divisions, dont 9 de panzers, pour la percée des Ardennes, et 6 autres réservées à une attaque en Alsace, destinée à appuyer l'offensive principale. Goering promettait 3 000 avions de

combat : des effectifs imposants, quoique bien inférieurs à ceux du groupe d'armées Rundstedt, sur le même front, en 1940. Toutefois, pour les réunir, il avait fallu refuser aux forces allemandes du front de l'Est les renforts que leurs commandants réclamaient à cor et à cri, afin de repousser l'offensive russe prévue pour le mois de janvier.

Quand Guderian, le chef d'état-major général, responsable du front de l'Est, protesta contre le plan d'Hitler, ce dernier le sermonna rudement.

Vous n'avez pas à me critiquer. Voilà cinq ans que je commande l'armée allemande en campagne et, durant cette période, j'ai acquis plus d'expérience qu'aucun de ces messieurs de l'état-major général ne peut espérer en acquérir jamais. J'ai étudié Clausewitz et Moltke et tous les écrits de Schlieffen. Je suis mieux au courant que vous !

Guderian ne se tint pas pour battu et précisa les dangers de l'offensive imminente des Russes, avec chiffres à l'appui. Sur quoi, Hitler se mit en colère et hurla : « C'est le plus énorme bluff, depuis Gengis Khan ! Qui est responsable de cet amas de sottises (9) ? »

Les généraux rassemblés au Q.G. du Führer, à Ziegenberg, le soir du 12 décembre trouvèrent le Seigneur de la Guerre — comme le rappela plus tard Manteuffel — « voûté, pâle, le visage bouffi, tassé dans son fauteuil, les mains agitées d'un tremblement nerveux et le bras gauche secoué par un tic violent qu'il s'efforçait de dissimuler. Un malade... Quand il marchait, il traînait la jambe (10). »

Néanmoins, l'énergie de ce malade restait toujours aussi bouillonnante. Les généraux, qui s'attendaient à une conférence sur les préparatifs militaires de l'offensive, se virent gratifiés d'une homélie sur un thème politico-historique.

Jamais l'Histoire n'a connu une coalition semblable à celle de nos ennemis, composée d'éléments aussi hétérogènes, aux buts à ce point divergents... D'un côté des états ultra-capitalistes, de l'autre des ultra-marxistes. D'un côté un Empire déclinant : la Grande-Bretagne; de l'autre, une colonie avide d'héritage, les États-Unis.

Chacun des partenaires est entré dans la coalition avec l'espoir de réaliser ses ambitions politiques... L'Amérique voudrait devenir l'héritière de l'Angleterre; la Russie essaye de conquérir les Balkans... L'Angleterre s'accroche à ses possessions... dans la Méditerranée... Même actuellement, des conflits divisent ces États et celui qui, telle l'araignée au milieu de sa toile, reste tapi et observe, s'aperçoit que ces antagonismes croissent d'heure en heure.

C'est le moment, pour nous, de frapper, car, à tout moment, ce front commun, maintenu par une coalition artificielle, peut s'écrouler dans un fracas de tonnerre... pourvu qu'il n'y ait aucun relâchement de notre côté...

Il faut avant tout déromper l'ennemi, qui croit à une victoire certaine... Le sort des guerres est décidé en dernier ressort par celui des antagonistes qui renonce à la victoire. Nous ne devons laisser passer aucune occasion de montrer à l'ennemi que, quoi qu'il fasse, il ne devra jamais escompter notre capitulation. Jamais! Jamais (11)!

Après ce discours électrisant, les généraux se dispersèrent, sans croire pour autant — ou du moins c'est ce qu'ils affirmèrent plus tard — au succès de l'entreprise, mais décidés à exécuter les ordres de leur mieux.

La nuit du 15 décembre était très noire. Il gelait. Un brouillard épais noyait les collines enneigées des Ardennes, tandis que les forces allemandes se préparaient à lancer leur assaut sur un front de 105 kilomètres, entre Monschau, au sud d'Aix-la-Chapelle, et Echternach, au nord-ouest de Trèves. La météo avait prédit plusieurs jours d'un temps semblable; on était donc sûr que l'aviation alliée resterait clouée au sol et que les colonnes de ravitaillement allemandes n'auraient pas à subir le martyre enduré en Normandie. Pendant cinq jours, Hitler eut de la chance : le mauvais temps persistait, et les Allemands, prenant le Haut-Commandement allié par surprise, marquèrent plusieurs trouées, à la suite

de la pénétration initiale, le matin du 16 décembre.

Quand un groupe blindé allemand atteignit Stavelot, dans la nuit du 17 décembre, il ne se trouvait qu'à 12 kilomètres du Q.G. de la 1^{re} armée U.S., à Spa, et celui-ci dut être évacué à la hâte. Fait encore plus important, les blindés allemands n'étaient qu'à 1 500 mètres d'un immense entrepôt américain contenant 12 millions de litres d'essence. La capture de cet entrepôt aurait permis aux divisions blindées allemandes — constamment retardées dans leur avance par les difficultés d'approvisionnement en essence — de progresser plus rapidement. La prétendue 150^e brigade blindée de Skorzeny, dont les hommes étaient munis d'uniformes et d'équipement américains, atteignit le point le plus avancé. Une quarantaine de jeeps réussirent à se faufiler à travers le front qui se désagrégeait et quelques-unes atteignirent même la Meuse*.

** Le 16, un officier allemand, porteur de plusieurs copies du plan Opération Greif, fut fait prisonnier, et c'est ainsi que les Américains découvrirent le pot aux roses. Mais le désordre provoqué par les hommes de Skorzeny faisait son œuvre; certains d'entre eux, portant le brassard de la M.P., postés aux carrefours, embrouillaient le trafic militaire américain. Quant aux services de renseignements américains, ils se laissèrent prendre aux fariboles contées par les prisonniers allemands en uniforme américain : à savoir que des groupes de desperados de Skorzeny se dirigeaient sur Paris dans l'intention d'assassiner Eisenhower. Par la suite, et durant plusieurs jours, des milliers de soldats américains se virent arrêtés par les M.P., jusque dans Paris, et sommés de prouver leur nationalité en nommant les vainqueurs des championnats mondiaux de base-ball, et en indiquant la capitale de leur État natal... Nombreux étaient ceux qui ne le savaient pas! Plusieurs Allemands pris sous l'uniforme américain furent fusillés sans jugement et d'autres exécutés après un conseil de guerre. Skorzeny lui-même fut jugé par un tribunal américain à Dachau, en 1947, mais acquitté. Il émigra en Espagne, puis en Amérique du Sud, où il fonda une prospère usine de ciment, et écrivit ses mémoires.*

La résistance désespérée et hâtivement organisée par les groupes dispersés de la 1^{re} armée U.S. — après l'écrasement des quatre divisions

trop faibles des Ardennes — ralentit l'avance nazie. D'autres îlots de résistance — situés respectivement à Monschau et Bastogne, sur les flancs nord et sud de la percée — canalisèrent les assaillants de force dans un étroit couloir. La défense de Bastogne par les Américains signa leur défaite.

Ce carrefour routier, clé de la défense des Ardennes et de la Meuse, permettait non seulement de bloquer les grandes artères empruntées par la Ve armée panzer de Manteuffel pour atteindre la Meuse à Dinant, mais aussi de retenir sur place un nombre considérable des forces nazies désignées pour la suite de l'offensive. Le matin du 18 décembre, les avant-gardes blindées de Manteuffel n'étaient qu'à 22 kilomètres de la ville et les seuls Américains qui s'y trouvaient — des officiers d'état-major de corps d'armée — se préparaient à l'évacuer.

Néanmoins, le soir du 17, la 101e division aéroportée, reconstituée à Reims, reçut l'ordre d'avancer à toute vitesse sur Bastogne, à 150 kilomètres de là. En roulant jour et nuit, elle atteignit la ville en vingt-quatre heures, juste avant l'ennemi. Les nazis avaient donc perdu cette course décisive. Ils encerclèrent quand même Bastogne, mais ils avaient du mal à reprendre la ruée vers la Meuse. De plus, ils étaient obligés de laisser derrière eux de solides défenses pour contrôler le carrefour des routes et essayer de s'en rendre maîtres.

Le 22 décembre, le général Heinrich von Luettwitz, commandant le 47e corps blindé allemand, envoya un message écrit au général A.C. McAuliffe, commandant la 101e aéroportée, le sommant de se rendre. Il reçut une réponse lapidaire appelée à devenir célèbre : « Nuts*! »

* *Nuts* : *zut*!

Le moment décisif de l'aventure tentée par Hitler vint la veille de Noël. Le 23 décembre, un bataillon de reconnaissance de la 2e division de panzers avait atteint les hauteurs, à 4 km 500 à l'est de la Meuse, à Dinant. Il attendait des renforts et le ravitaillement en essence, avant de déferler sur le fleuve. Mais il ne reçut jamais ni les uns, ni l'autre. La 2e division blindée U.S. attaqua brusquement du nord. Déjà, plusieurs divisions de la IIIe armée de Patton montaient du sud dans l'intention de délivrer Bastogne. « Le soir du 24, écrivait plus tard Manteuffel, il devint évident que nous étions parvenus à un palier. Nous savions désormais que jamais nous n'atteindrions notre objectif. » La pression exercée par le nord et le sud sur l'étroit couloir de l'offensive nazie devenait trop forte.

Deux jours avant Noël, le temps s'était finalement éclairci, et l'aviation anglo-américaine s'en donnait à cœur joie sur les colonnes de ravitaillement allemandes et sur les troupes étirées le long des tortueux défilés de la montagne. Les nazis firent une dernière tentative désespérée pour s'emparer de Bastogne. Toute la journée de Noël, depuis trois heures du matin, ils lancèrent attaque sur attaque, mais les hommes de McAuliffe résistaient. Le lendemain, des blindés de la IIIe armée de Patton creusèrent une brèche par le sud à travers les lignes ennemies et délivrèrent la ville. Le problème qui se posait maintenant aux nazis était : comment retirer leurs troupes de l'étroit couloir, avant qu'elles ne fussent isolées et écrasées?

Hitler, lui, ne voulait pas entendre parler de retraite. Le soir du 28 décembre, il réunit une conférence militaire solennelle. Au lieu de se rendre aux objurgations de Rundstedt et de Manteuffel, qui tenaient à retirer à temps les troupes du saillant, il ordonna la reprise de l'offensive,

l'investissement de Bastogne et une nouvelle tentative de poussée vers la Meuse. Mieux : il exigea une seconde offensive dirigée vers le sud de l'Alsace, où les Américains avaient dégarni leurs lignes en envoyant plusieurs des divisions de Patton vers le nord et les Ardennes. A toutes les protestations des généraux qui invoquaient le manque d'effectifs, Hitler fit la sourde oreille.

Messieurs, voilà onze ans que je conduis les opérations... et jamais je n'ai entendu dire par quelqu'un que tous les préparatifs étaient terminés... Vous n'êtes jamais tout à fait prêts, c'est évident.

Il continua à parler d'abondance*. Bien avant la fin de son discours, ses auditeurs devaient avoir compris que leur commandant en chef avait perdu le sens des réalités.

* *Pendant plusieurs heures, à en juger par la longueur de la sténographie de la conférence, que l'on a retrouvée presque intacte. C'est le Fragment 27 des conférences du Führer. Gilbert en donne le texte intégral dans Hitler Directs His War, pp. 158-74.*

La questions est la suivante : l'Allemagne a-t-elle le désir de survivre, ou bien sera-t-elle détruite? ... La perte de cette guerre sera la perte du peuple allemand.

Vint ensuite une longue digression sur l'histoire de Rome et celle de la Prusse dans la Guerre de Sept ans. Finalement, le Führer revint aux problèmes d'actualité. Il admettait que l'offensive des Ardennes « n'avait pas produit le résultat escompté », mais il affirmait qu'elle avait « transformé la situation à un degré inimaginable une quinzaine de jours auparavant ».

L'ennemi a dû renoncer à tous ses projets d'offensive... Il a été obligé de jeter dans la bataille des troupes déjà fatiguées. Ses plans de campagne ont été complètement bouleversés. Dans son pays, les critiques vont bon train. Du point de vue psychologique, il passe un mauvais quart d'heure. Il s'est vu forcé de déclarer que la guerre n'a aucune chance de se terminer avant août, peut-être même pas avant la fin de l'année prochaine...

Cette dernière phrase admettait-elle l'ultime défaite? Hitler se hâta de dissiper pareille impression :

Je m'empresse d'ajouter, messieurs, que vous ne devez pas en conclure que... j'envisage — même de loin — la perte de cette guerre... Je n'ai jamais admis le mot « capitulation » ... Pour moi, la situation actuelle ne présente rien de nouveau. J'en ai connu de bien pires. Je ne le mentionne, en passant, que parce que je tiens à vous faire comprendre ma persévérance acharnée et mon indifférence aux épreuves. Quel que soit le fardeau de mes soucis et leur incidence sur ma santé, rien ne fera varier d'un pouce mon inébranlable décision de poursuivre la lutte jusqu'à ce que le sort nous favorise.

Sur ce, il fit appel aux généraux, pour appuyer « de toute leur énergie » les nouvelles offensives.

Alors, nous parviendrons à écraser définitivement les Américains... Et nous verrons ce qui arrivera... Je ne pense pas qu'en fin de compte l'ennemi résiste à 45 divisions allemandes... Il nous appartient encore de changer le cours du Destin!

Mais il était trop tard. L'Allemagne ne possédait plus les forces militaires nécessaires à la réalisation de ces projets.

Le 1er janvier, Hitler jeta 8 divisions allemandes dans la Sarre. A partir de la tête de pont du Rhin supérieur, il lança à l'attaque une armée commandée par Heinrich Himmler en personne. Aucune des deux offensives ne connut le succès, pas plus qu'un assaut spectaculaire sur

Bastogne mené, le 3 janvier, par deux corps de 9 divisions, qui livrèrent la bataille la plus sanglante de la campagne des Ardennes. Le 5 janvier, les Allemands abandonnèrent l'espoir de conquérir cette position-clé. Ils étaient maintenant en danger de se trouver isolés par une contre-offensive américano-britannique venue du nord et commencée le 3 janvier. Le 8, Model, dont les armées risquaient l'encerclement à Houffalize, au nord-est de Bastogne, reçut enfin la permission de reculer.

Le 16, un mois jour pour jour après le début de l'offensive dans laquelle Hitler avait jeté ses dernières réserves d'hommes et de munitions, les Allemands se retrouvaient sur leur ligne de départ.

Ils avaient perdu environ 120 000 hommes — tués, blessés ou disparus — 600 tanks et canons, 1 600 avions et 6 000 véhicules. Du côté américain, les pertes étaient sévères aussi : 8 000 tués, 48 000 blessés, 21 000 prisonniers ou disparus, et 733 chars et canons anti-tanks détruits*. Mais les Américains pouvaient combler leurs pertes, ce qui n'était pas le cas des Allemands, réduits à la dernière extrémité. Ils avaient lancé leur ultime offensive d'envergure, dans la seconde guerre mondiale. Leur échec signifiait non seulement la défaite à l'Ouest, mais condamnait également les armées allemandes sur le front de l'Est, dégarni par la tentative d'Hitler.

* Parmi les morts américains, se trouvaient plusieurs prisonniers, froidement abattus par le groupe de combat du colonel Jochen Peiper, 1re division de panzers, près de Malmédy, le 17 décembre. Selon les témoignages du Procès de Nuremberg, 129 prisonniers américains furent massacrés; ce chiffre fut ramené à 71 quand on jugea les officiers S.S. responsables du forfait, devant un tribunal militaire américain, à Dachau, au printemps de 1946. Quarante-trois officiers S.S., y compris Peiper, furent condamnés à mort, 23 à la prison à vie et 8 à des peines moins sévères. Sepp Dietrich, commandant la VIe Armée de panzers, qui combattit sur le versant nord du Saillant, se vit infliger vingt-cinq ans; Kraemer, commandant le 1er corps d'armée blindée, dix ans; et Herman Priess, commandant la 1re division de panzers, dix-huit ans.

Mais ce procès eut un curieux dénouement : au Sénat des États-Unis ce fut un tollé général mené par feu le sénateur McCarthy, qui prétendait que les confessions des officiers S.S. avaient été extorquées par la violence. En mars 1948, 31 des sentences de mort furent commuées : en avril, le général Lucius D. Clay en réduisit le nombre à 6; et en janvier 1951, à la faveur d'une amnistie générale, John J. McCloy, haut-commissaire américain, commua les dernières condamnations à mort en réclusion perpétuelle.

Actuellement, tous les condamnés sont libérés. Mais ce qui passa presque inaperçu, dans le tumulte soulevé par les prétendus sévices subis par les officiers S.S., c'est que — les preuves en sont indiscutables — au moins 71 prisonniers de guerre américains, désarmés, furent abattus froidement, dans un champ enneigé, près de Malmédy, le 17 décembre 1944, sur les ordres — ou avec les encouragements — de plusieurs officiers S.S.

Dans son long discours aux généraux de l'Ouest, trois jours après Noël, Hitler avait affecté un bel optimisme au sujet du front russe où, depuis le mois d'octobre, et bien qu'elles fussent en train de perdre les Balkans, les armées allemandes tenaient fermement leurs positions sur la Vistule et en Prusse-Orientale.

Malheureusement (dit Hitler), la trahison de nos chers alliés nous contraint à nous retirer graduellement... Pourtant, en dépit de tout, nous tenons bon, sur tout le front Est.

Mais pour combien de temps? La veille de Noël, après l'investissement de Budapest par les Russes, et de nouveau le matin du nouvel an, Guderian avait plaidé en vain auprès d'Hitler pour obtenir des renforts en Hongrie et en Pologne, où il prévoyait une offensive des Soviets au milieu de janvier.

Je démontrai (dit Guderian) que la Ruhr était déjà paralysée par les attaques aériennes des Alliés... D'autre part, je dis que la zone industrielle de la Haute-Silésie pouvait encore produire au maximum, que le centre de l'industrie allemande était déjà ramené à l'Est et que la perte de la Haute-Silésie signifierait la défaite à brève échéance. Rien n'y fit. Je fus rabroué et passai un triste, un tragique soir de Noël, dans ce cadre très peu chrétien.

Pourtant, Guderian retourna une troisième fois au Q.G. d'Hitler, le 9 janvier. Il emmenait son chef des Renseignements, à l'Est, le général Gehlen, qui, à l'aide de cartes et de graphiques tenta d'expliquer au Führer la précarité de la position allemande, à la veille de la reprise des offensives russes, imminentes dans le nord.

Hitler (dit Guderian) se mit dans une colère effroyable... taxa d'idioties les cartes et les graphiques et m'ordonna d'enfermer leur auteur ! dans un asile d'aliénés. Alors, je perdis patience et protestai : « Si vous envoyez le général Gehlen dans un asile, vous feriez bien de me réserver le même sort. »

Lorsque Hitler affirma que le front Est « n'avait jamais possédé de meilleures réserves », Guderian répliqua : « Le front Est ressemble à un château de cartes. Si on l'enfonce sur un point, il s'écroulera (12). »

La prédiction se réalisa. Le 12 janvier 1945, le groupe d'armées de Koniev partit de sa tête de pont de Baranov, sur le cours supérieur de la Vistule, au sud de Varsovie, en direction de la Silésie. Plus au nord, les armées de Joukov traversèrent la Vistule, en amont et en aval de Varsovie, qui tomba le 17 janvier. Encore plus au nord, deux armées russes occupèrent d'un seul coup la moitié de la Prusse-Orientale et poussèrent jusqu'au golfe de Dantzig.

Ce fut la principale offensive russe de la guerre. Staline avait jeté 180 divisions, dont une étonnante quantité de blindés, en Pologne et en Prusse-Orientale. Leur élan était irrésistible.

« Le 27 janvier (quinze jours seulement après le début de l'attaque), le raz de marée russe (dit Guderian) prenait pour nous les proportions d'un

désastre complet (13). » A cette date, déjà, la Prusse-Orientale et la Prusse-Occidentale étaient isolées du Reich. Le même jour, Joukov traversa l'Oder, près de Lueben, après un avance de 330 kilomètres en quinze jours, et atteignit le sol allemand, à 300 kilomètres seulement de Berlin. Plus catastrophique encore : les Russes avaient envahi le bassin industriel de la Silésie.

Albert Speer, responsable du programme d'armement, rédigea un mémorandum destiné à Hitler, le 30 janvier — douzième anniversaire de l'accession du Führer au pouvoir — où il insistait sur l'importance de la perte de la Silésie : « La guerre est perdue... » Le rapport commençait par ces mots et expliquait froidement pour quelles raisons. Les mines de Silésie, depuis les bombardements intensifs de la Ruhr, avaient fourni 60 pour 100 du charbon allemand. Il ne restait que deux semaines de charbon pour les chemins de fer, les hauts fourneaux et les usines. Dès lors que la Silésie était perdue, spécifiait Speer, il ne pouvait plus fournir que dans les proportions d'un quart (pour le charbon) et d'un sixième (pour l'acier) des productions de l'Allemagne en 1944 (14). C'était prédire le désastre pour 1945.

Le Führer — raconta plus tard Guderian — se contenta de jeter un coup d'œil sur le rapport et le fit classer dans ses archives secrètes. Il refusa de recevoir Speer et dit à Guderian :

« Désormais, je refuse de recevoir quiconque seul... C'est toujours pour me dire quelque chose de désagréable. Je ne peux le supporter (15). »

L'après-midi du 27 janvier, le jour où les troupes de Joukov traversèrent l'Oder, à 200 kilomètres de Berlin, il y eut une réaction

intéressante au Q.G. d'Hitler, transféré à la Chancellerie de Berlin, où il devait rester jusqu'à la fin. Le 25, Guderian, au désespoir, avait fait appel à Ribbentrop pour le supplier d'obtenir une demande d'armistice à l'Ouest, afin de concentrer le reste des armées allemandes sur le front Est. Le ministre des Affaires étrangères se hâta d'aller « rapporter » l'affaire au Führer qui, le soir même, tança vertement son chef d'état-major général, en l'accusant de « haute trahison ».

Mais, deux jours après, sous l'effet du désastre à l'Est, Hitler, Gœring et Jodl étaient persuadés qu'il ne serait même pas nécessaire de demander un armistice à l'Ouest : d'après eux, les Alliés occidentaux ne manqueraient pas de venir le leur offrir, tant ils craignaient les conséquences possibles des victoires soviétiques. Un fragment des conférences du Führer, du 27 janvier, relate une partie de la scène.

HITLER : Pensez-vous que les Anglais voient avec enthousiasme ce qui se passe sur le front Est?

GÖERING : Ils n'ont certainement pas prévu que nous les tiendrions en respect, pendant que les Russes envahiraient la totalité de notre territoire... Ils n'avaient pas compté sur la folie de notre part qui consisterait à les repousser, eux, et à laisser les Russes nous écraser complètement. Ils tiennent pratiquement la totalité de notre pays, maintenant...

JODL : Ils ont toujours considéré les Russes avec méfiance.

GÖERING : Si cela continue, nous recevrons un télégramme (des Anglais) dans quelques jours (16).

C'est sur cet espoir ténu que les chefs du Troisième Reich misèrent leurs derniers jetons. A la fin, ces architectes du Pacte germano-soviétique contre l'Occident allaient en arriver à ne pas comprendre pourquoi les Britanniques et les Américains ne se joignaient pas à eux pour repousser

les envahisseurs russes.

L'ECROULEMENT DES ARMEES ALLEMANDES

L'agonie du Troisième Reich commença au printemps 1945. Elle fut rapide.

Les derniers soubresauts eurent lieu en mars. En février déjà, la majeure partie de la Ruhr était en ruine et la Haute-Silésie perdue, la production de charbon était réduite au cinquième de l'année précédente et son transport constituait un problème aigu, du fait des bombardements alliés sur les voies de communication par rail et par eau. Les conférences du Führer avaient trait principalement à la pénurie de charbon.

Doenitz se plaignait que de nombreux navires de guerre fussent immobilisés par manque de combustible, et Speer expliquait patiemment que les hauts fourneaux et les usines d'armement étaient dans une situation identique pour la même raison. La perte des champs pétrolifères de Roumanie et de Hongrie et le bombardement des usines de pétrole synthétique d'Allemagne provoquèrent une telle pénurie d'essence qu'un grand nombre d'avions — pourtant absolument nécessaires — restaient cloués au sol et se faisaient détruire sur place par les attaques aériennes des Alliés. Les divisions de panzers étaient également paralysées.

L'espoir d'une « arme miraculeuse », qui avait longtemps soutenu le courage des masses populaires autant que de l'armée et même de généraux aussi lucides que Guderian, cet espoir dut être enfin abandonné. Les rampes de lancement des V-1 et V-2, destinés à la Grande-Bretagne, furent presque entièrement perdues quand les forces d'Eisenhower reconquirent les côtes françaises et belges. Il n'en restait plus que quelques-unes en

Hollande. Anvers et d'autres objectifs militaires reçurent une pluie de 8 000 de ces projectiles après que les armées anglo-américaines eurent atteint la frontière allemande; mais les dégâts furent négligeables.

Hitler et Goering avaient également compté sur les nouveaux chasseurs à réaction — dont ils réussirent à produire plus d'un millier — pour purger l'espace aérien de l'aviation ennemie. Ils y seraient presque parvenus, si les Alliés — qui ne possédaient pas ce type d'avion — n'avaient pris de sérieuses mesures. Le chasseur ordinaire de l'aviation alliée n'était pas de taille à résister au nouveau type d'avion allemand *dans les airs*, mais il faut spécifier que ces derniers restèrent, pour la plupart, cloués au sol : les raffineries produisant le combustible spécial pour ces avions avaient été détruites par des bombardements aériens et les pistes d'envol de grande longueur nécessaires à ces engins, faciles à détecter par les pilotes alliés, permettaient leur destruction au sol.

L'amiral en chef Doenitz avait promis au Führer que les nouveaux sous-marins feraient des miracles en mer et sèmeraient la panique dans l'Atlantique Nord parmi les convois alliés. Mais, au milieu de février 1945, deux seulement des 126 submersibles commandés avaient pris la mer.

Quant au projet de bombe atomique des nazis, qui avait causé tant de soucis à Londres et Washington, il avait peu progressé, à cause de l'indifférence d'Hitler et de l'habitude qu'avait Himmler d'arrêter les savants atomistes sous prétexte de trahison, ou de les transférer d'autorité aux recherches « scientifiques » absurdes dont il avait la marotte et auxquelles il attachait une bien plus grande importance. Avant la fin 1944, les gouvernements américain et britannique avaient appris, à leur grand soulagement, que les Allemands n'auraient pas leur bombe atomique

durant cette guerre*.

* *La façon dont ils l'apprirent est en soi une histoire passionnante, mais trop longue à raconter ici. Le professeur Samuel Goudsmit l'a fort bien racontée dans son ouvrage Alsos. Alsos était le nom, en code, de la mission scientifique américaine placée sous ses ordres et qui suivit les armées d'Eisenhower en Europe occidentale.*

Le 8 février, les armées d'Eisenhower, maintenant fortes de 85 divisions, commencèrent à converger sur le Rhin. On pensait que les Allemands ne se livreraient qu'à des actions de retardement pour économiser leurs forces, avant de se retirer derrière la formidable barrière naturelle de ce large fleuve au courant rapide. C'était ce que conseillait Rundstedt. Mais, là non plus, Hitler ne voulait pas entendre parler de retraite. Il rétorqua à Rundstedt que ce serait « déplacer seulement le lieu du désastre ». Par ordre d'Hitler, les armées allemandes firent donc front — mais pas pour longtemps.

A la fin du mois, les Anglais et les Américains avaient atteint le Rhin en plusieurs points au nord de Dusseldorf. Quinze jours plus tard, ils prenaient pied fermement sur toute la rive gauche, depuis la Moselle, en remontant vers le nord. Les Allemands avaient perdu encore 350 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers (le nombre de ces derniers se montait à 293 000), ainsi que la plus grande partie des armes et de l'équipement.

Hitler était dans une belle rage. Il renvoya Rundstedt pour la dernière fois, le 10 mars, et le remplaça par le feld-maréchal Kesselring, qui s'était signalé en Italie par sa résistance acharnée aux Alliés. En février déjà, le Führer, dans un accès de fureur, avait envisagé de dénoncer la convention de Genève afin, dit-il dans sa conférence du 19, de « faire comprendre à

l'ennemi que nous sommes décidés à sauvegarder notre existence par tous les moyens dont nous disposons ».

C'est le docteur Goebbels, ce civil sanguinaire, qui l'avait poussé à faire cette déclaration, en lui conseillant d'abattre tous les aviateurs capturés, en représailles des terribles bombardements infligés aux villes allemandes. Quelques-uns des officiers présents à la conférence firent des objections sur la légalité de cette mesure, mais Hitler rétorqua, furieux :

Au diable la légalité!... Si je proclame que je traiterai les prisonniers ennemis sans égards pour leurs droits et sans crainte des représailles, cela fera réfléchir les Allemands tentés de désertre (17)!

Ce fut le premier indice, pour ses fidèles, qu'Hitler, après l'échec de sa mission de « conquérant du monde », avait décidé de finir — tel Wotan au Walhalla — dans un flot de sang, non seulement celui de l'ennemi, mais aussi celui de son propre peuple. A la fin de la discussion, il demanda à l'amiral Doenitz « de réfléchir aux possibilités de cette mesure et de venir lui en parler le plus tôt possible ».

Doenitz revint le lendemain avec une réponse typique :

Les désavantages pèseraient plus lourd que les avantages... Il faudrait avant tout préserver les apparences et appliquer les mesures estimées nécessaires, sans les annoncer à l'avance (18).

Hitler approuva. Si l'on n'assista pas à un massacre général d'aviateurs ou d'autres prisonniers (sauf pour les Russes, assassinés selon le bon plaisir de leurs gardiens), plusieurs furent abattus et la population civile encouragée à lyncher les équipages alliés descendus en parachute. Un

général français prisonnier, le général Mesny, fut délibérément abattu sur les ordres d'Hitler, et de nombreux prisonniers alliés périrent au cours des longues marches forcées que les Allemands leur imposèrent pour les soustraire à l'avance des vainqueurs. Privés d'eau et de nourriture, mitraillés par l'aviation britannique, américaine et russe, ils étaient poussés en troupeaux vers l'intérieur du pays.

Le souci d'Hitler de « faire réfléchir les Allemands tentés de désertir » n'était pas dénué de fondement. A l'Ouest, le nombre des déserteurs — ou du moins de ceux qui se rendaient le plus vite possible — devenait alarmant. Le 12 février, Keitel publia, au nom du Führer, l'ordre de condamner à mort « tout soldat qui se procurerait une permission injustifiée ou qui voyagerait avec de faux papiers... » Le 5 mars, le général Blaskowitz, commandant le groupe d'armées H, à l'Est, proclama cet ordre :

Tout soldat surpris loin de son unité... et qui prétendrait se trouver à la recherche de son régiment... sera sommairement jugé et exécuté.

Le 12 avril, Himmler y ajouta une aggravation en décidant que tout commandant incapable de tenir une ville ou un centre de communication important « serait passible de la peine de mort ». L'ordre fut exécuté, dans le cas des malheureux chargés de la défense d'un des ponts du Rhin.

Au début de l'après-midi du 7 mars, des éléments avancés de la IX^e armée blindée U.S. atteignirent les hauteurs dominant la ville de Remagen, à 37 kilomètres de Coblenze. A la stupéfaction des équipages de chars, le pont ferroviaire de Ludendorff leur apparut, intact, d'une rive à l'autre. Ils se ruèrent sur la pente, jusqu'au bord de l'eau. Le génie se mit fébrilement à

couper tous les fils des charges de démolition. Une section de fantassins traversa le pont à la hâte. A l'approche de la rive orientale, les premières charges d'explosifs partirent. Le pont frémissait, mais tenait bon. Les défenses allemandes, trop faibles, sur cette rive, furent rapidement maîtrisées. Des chars franchirent le fleuve. Au crépuscule, les Américains possédaient une solide tête de pont sur la rive orientale du Rhin. La grande barrière naturelle de l'Allemagne Occidentale venait d'être franchie*.

** Hitler fit exécuter les 8 officiers allemands qui commandaient les forces dérisoires chargées de défendre le pont de Remagen. Ils furent jugés par un « tribunal spécial de campagne », désigné par le Führer, et présidé par un général du nom de Huebner, nazi fanatique.*

Quelques jours plus tard, dans la nuit du 22 mars, la IIIe armée de Patton, après avoir envahi le triangle du Palatinat rhénan au cours d'une brillante opération réalisée avec la collaboration de la VIIe armée U.S. et de la 1re armée française, traversa le Rhin à son tour, à Oppenheim, au sud de Mayence. Dès le 25 mars, les Anglo-Américains tenaient toute la rive ouest du fleuve, l'avaient traversé en deux points et y avaient établi de solides têtes de pont. En six semaines, Hitler avait perdu plus d'un tiers de ses forces à l'Ouest et presque tout l'armement de 500 000 hommes.

A deux heures trente, le 23 mars, il avait réuni une conférence militaire à son Q.G. de Berlin pour envisager les mesures à prendre.

HITLER : Je considère la seconde tête de pont, celle d'Oppenheim, comme la plus dangereuse.

HEWEL (*représentant le ministère des Affaires étrangères*) : Le Rhin n'est pas tellement large en cet endroit.

HITLER : Deux cent cinquante mètres au moins. Dans la défense d'un fleuve, il suffit qu'un seul homme s'endorme pour provoquer les pires catastrophes.

Le commandant suprême désirait savoir si on ne pouvait y envoyer une unité quelconque. Un chef d'état-major répondit :

Pour le moment, nous n'avons pas une seule unité disponible. Il n'y a que 5 canons anti-chars au camp de Senne; ils seront prêts aujourd'hui ou demain. On pourrait les engager dans la bataille quelques jours après (19)...

Quelques jours après... A ce même moment, Patton tenait à Oppenheim une tête de pont large de 10 kilomètres et profonde de 9, et ses tanks se dirigeaient sur Francfort. On imagine en quel piteux état se trouvait l'armée allemande — naguère si puissante et qui se vantait de ses panzers victorieux — pour qu'elle en fût réduite, en ce moment de crise, à récupérer cinq canons anti-chars endommagés et à les rafistoler pendant plusieurs jours pour enrayer l'avance d'une puissante armée blindée*.

** Le compte rendu de la conférence du 23 mars est le dernier qui fut sauvé, quasiment intact, des flammes destructrices. Il donne un aperçu fidèle de l'affolement du Führer, obsédé par des détails infimes à l'heure même où tout l'édifice croulait. Il passa presque une heure à discuter la proposition de Gæbbels d'utiliser comme piste d'aérodrome la spacieuse avenue du Tiergarten, à Berlin. Il se plaignit du peu de résistance des pistes en ciment sous les bombardements. La plus grande partie de la conférence fut consacrée au moyen de reconstituer les effectifs. Un des généraux parla de la légion indienne.*

Hitler : La légion indienne? Une plaisanterie! Il y a des Indiens incapables de tuer un pou et qui préfèrent se laisser dévorer. Alors tuer un Anglais... Ce serait une absurdité de les envoyer sur le front... Utilisés à faire tourner des moulins à prières, ou quelque chose de ce genre, ce seraient les soldats les plus zélés du monde...

Et ainsi de suite, jusqu'à trois heures quarante-trois du matin...

A présent que les Américains avaient traversé le Rhin, la troisième

semaine de mars, qu'une imposante armée alliée, composée de Britanniques, Canadiens et Américains, sous le commandement de Montgomery, s'apprêtait à en faire autant sur le Rhin inférieur, et que les deux armées commençaient — la nuit du 23 mars — à envahir les plaines de l'Allemagne du Nord, Hitler dirigeait sa vindicte non plus sur l'ennemi, mais sur son propre peuple. Les Allemands l'avaient soutenu durant les plus grandes victoires de l'histoire de leur pays. Maintenant, devant la défaite, Hitler ne les considérait plus comme dignes de sa grandeur.

Si le peuple allemand devait connaître la défaite dans ce conflit — avait-il déclaré aux gauleiters réunis en août 1944 — cela prouverait sa faiblesse, son impuissance à donner sa mesure devant l'Histoire. Il ne mériterait que l'anéantissement (20).

La santé d'Hitler se détériorait rapidement, ce qui contribuait à fausser ses vues. La tension provoquée par la conduite de la guerre, le choc des défaites, la vie malsaine qu'il menait — sans air et sans exercice dans ses bunkers souterrains qu'il quittait rarement — ses colères de plus en plus fréquentes et, pis encore, les médicaments nocifs dont il se bourrait sur les conseils de son médicastre, le docteur Morell, tout cela avait ébranlé sa santé, bien avant l'attentat du 20 juillet 1944. Ce jour-là, l'explosion lui avait crevé les deux tympans, ce qui contribuait à lui donner des vertiges. A ce moment, ses médecins lui conseillèrent un repos prolongé. Il refusa : « Si je quitte la Prusse-Orientale, dit-il à Keitel, elle tombera. Tant que j'y resterai, elle tiendra. »

En septembre 1944, il eut une dépression nerveuse et dut s'aliter. Mais il se remit en novembre, à son retour à Berlin. Toutefois, il ne parvint plus à dominer ses terribles colères. En 1945, de plus en plus

souvent, tandis que les nouvelles des fronts s'aggravaient, ses crises de rage hystérique, accompagnées de tremblements des membres, se multipliaient. Le général Guderian a décrit plusieurs fois ces crises épouvantables. A la fin de janvier, quand les Russes eurent atteint l'Oder, à 150 kilomètres à peine de Berlin, et que le chef d'état-major général commença à exiger l'évacuation par mer de plusieurs divisions allemandes isolées dans la zone de la Baltique, Hitler se retourna contre lui.

Il avança sur moi et me menaça du poing, si bien que mon Brave chef d'état-major, Thomale, me saisit par les basques de ma vareuse et me tira en arrière, de crainte qu'il ne me frappât.

Quelques jours plus tard, le 13 février 1945, les deux hommes eurent l'occasion de se quereller au sujet de la situation russe, querelle qui dura deux heures aux dires de Guderian.

Le poing levé, les joues empourprées, tremblant de tout son corps, l'homme se tenait en face de moi, fou de colère et complètement déchaîné. Après chaque éclat, Hitler se mettait à arpenter la pièce, puis, soudain, il s'arrêtait devant moi et m'accablait d'accusations. Il hurlait presque, les yeux lui sortaient de la tête et de grosses veines se gonflaient sur ses tempes (21).

C'est dans cet état d'esprit et de santé que le Führer prit une des dernières décisions capitales de sa vie. Le 19 mars, il ordonna la destruction de toutes les installations militaires et industrielles, de toutes les voies de communication et de transport, ainsi que de tous les entrepôts allemands, afin d'éviter qu'ils ne tombent aux mains de l'ennemi. Ces mesures devaient être appliquées par les forces armées avec l'aide des gauleiters nazis et des « commissaires à la défense ». La proclamation se

terminait par ces mots : « Toutes mesures contraires à cet ordre seront considérées comme nulles (22). »

C'était la politique de la terre brûlée : rien ne devait subsister de ce qui aurait permis au peuple allemand de survivre à sa défaite.

Albert Speer, ministre de l'Armement et de la Production de Guerre — un homme qui avait son franc-parler, — avait prévu cette mesure barbare, à la suite de ses entrevues avec Hitler. Aussi, le 15 mars, avait-il vigoureusement protesté contre cette décision, dans un mémorandum, où il affirmait de nouveau sa certitude que la guerre était déjà perdue. Il le présenta personnellement au Führer, le 18 mars au soir.

Dans quatre à huit semaines (écrivait Speer), il faut s'attendre à l'écroulement total de l'économie allemande... A la suite de quoi, il sera impossible de continuer la guerre, même sur le plan militaire... Il nous incombe de tout tenter pour maintenir — même de façon sommaire — les moyens de vie de la nation. Nous n'avons pas le droit, à ce stade de la guerre, de nous livrer à des destructions dangereuses pour la vie des civils. Si nos ennemis veulent écraser une nation qui s'est défendue avec un rare courage, qu'ils en supportent la honte devant l'histoire. Nous avons le devoir de laisser à la nation toutes les possibilités d'assurer sa reconstruction dans l'avenir (23)...

Mais, une fois son destin fixé, Hitler ne s'intéressait plus au sort de ce peuple allemand pour qui il avait toujours professé un amour débordant. Il déclara à Speer :

Si la guerre est perdue, la nation doit périr. Le Destin le veut ainsi. Inutile d'envisager pour elle des moyens de vie, même primitifs. Il est préférable de procéder aux destructions nous-mêmes, parce que notre nation aura prouvé sa faiblesse et que l'avenir appartiendra uniquement à la plus puissante nation de l'Est (la Russie). De plus, les individus qui resteront, une fois la guerre finie, seront des êtres inférieurs, car l'élite se sera fait tuer.

Et le terrible Seigneur de la Guerre de proclamer dès le lendemain sa politique de la « terre brûlée ». Le 23 mars, Martin Bormann, secrétaire du Führer, y ajouta un ordre non moins monstrueux. Cet homme au visage de taupe avait réussi à se tailler à la cour du dictateur une position exceptionnelle parmi les satrapes nazis. C'est au Procès de Nuremberg que Speer expliqua les intentions de Bormann :

Le décret de Bormann visait à regrouper au centre du Reich les populations de l'Est et de l'Ouest, y compris les travailleurs étrangers et les prisonniers de guerre. C'est à pied que ces millions de gens devaient accomplir le trajet. Aucune mesure n'était prévue pour assurer leur subsistance, et d'ailleurs rien n'aurait été faisable dans ce sens, étant donné la situation. C'eût été une incroyable marche de la faim.

Si tous les ordres d'Hitler et de Bormann, à cette époque — et il y en eut un certain nombre — avaient été exécutés, des millions d'Allemands, ayant survécu aux horreurs de la guerre, auraient péri. Speer donna quelques détails, durant le procès de Nuremberg, sur les destructions prévues par Hitler. Y figuraient :

Toutes les usines, les centrales électriques, les réservoirs d'eau, les usines à gaz, les magasins d'alimentation et de vêtements; tous les ponts, les voies de communication par eau et par rail, tous les bateaux, les trains de marchandises et les locomotives.

Si les Allemands échappèrent à cette ultime catastrophe, ce fut grâce à l'avance rapide des Alliés qui rendit impossible ces gigantesques destructions, et aussi aux efforts surhumains de Speer et d'autres officiers qui (se décidant enfin à désobéir au Führer) sillonnèrent le pays pour s'assurer que les centres vitaux de communication, les usines et les

entrepôts ne tomberaient pas aux mains d'officiers dociles et trop zélés ou des fanatiques du parti.

La fin approchait maintenant pour la Wehrmacht.

Tandis que les armées anglo-canadiennes du maréchal Montgomery, après leur traversée du cours inférieur du Rhin dans la dernière semaine de mars, progressaient vers le nord en direction de Brème, Hambourg et Lubeck, près de la Baltique, la IXe armée U.S. du général Simpson et la 1re armée U.S. du général Hodges avançaient rapidement et dépassaient la Ruhr : la IXe armée sur le périmètre nord, la 1re au sud. Le 1er avril, elles opérèrent leur jonction à Lippstadt. Le groupe d'armées B du feld-maréchal Model — composé des XVe et Ve armées de panzers, soit au total 21 divisions — fut encerclé dans les ruines de la plus grande région industrielle allemande. Il résista pendant dix-huit jours et se rendit le 18 avril. 325 000 Allemands furent faits prisonniers, dont 30 généraux, mais Model avait préféré le suicide à la captivité.

L'encerclement des armées de Model dans la Ruhr avait ouvert sur le front allemand de l'Ouest une large brèche de 300 kilomètres par où s'engouffrèrent les divisions des IXe et 1re armées U.S. — à l'exception des effectifs destinés à l'occupation de la Ruhr — qui fonçaient vers l'Elbe, au cœur même de l'Allemagne. La route de Berlin était ouverte, à peine défendue par quelques divisions allemandes, dispersées et désorganisées. Le 11 avril au soir, après une étape de 90 kilomètres, commencée à l'aube, des éléments avancés de la IXe armée U.S. atteignirent l'Elbe près de Magdebourg et y établirent une tête de pont dès le lendemain. Les Américains n'étaient plus qu'à 90 kilomètres de Berlin.

Le but d'Eisenhower était maintenant de couper l'Allemagne en deux

en se joignant aux Russes, sur l'Elbe, entre Magdebourg et Dresde. Malgré les critiques acerbes de Churchill et des chefs militaires britanniques, qui leur reprochaient de ne pas avoir effectué aussitôt la marche sur Berlin, ce qu'ils auraient pu faire aisément, Eisenhower et son état-major du S.H.A.E.F. étaient obsédés par la nécessité de foncer vers le sud-est, après la jonction avec les Russes, afin d'anéantir le prétendu « Réduit national », où Hitler était censé rassembler ses dernières forces pour une ultime résistance, dans une région quasi impénétrable des Alpes, située entre le sud de la Bavière et l'Autriche de l'ouest.

Ce « Réduit national » était un leurre. Il n'avait jamais existé que dans les ronflants discours de propagande du docteur Goebbels et dans quelques âmes crédules du Q.G. d'Eisenhower.

Dès le 11 mars, le service de renseignements du S.H.A.E.F. avait averti Eisenhower que les nazis voulaient construire une forteresse inexpugnable dans les montagnes, et qu'Hitler en personne en assurerait le commandement depuis sa retraite de Berchtesgaden. Les rochers enneigés « étaient pratiquement imprenables », disait-il.

Là — disait le document — défendu par la nature et par les armes secrètes les plus meurtrières qu'on ait jamais inventées, les chefs de l'Allemagne se rassembleront pour organiser le relèvement du pays; des fabriques souterraines assureront la production de l'armement et d'immenses cavernes abriteront des stocks de ravitaillement et d'équipements militaires. Des unités spécialement sélectionnées de jeunes hommes d'élite seront entraînées à la guérilla, afin de constituer toute une armée clandestine pour libérer ultérieurement l'Allemagne des forces d'occupation (24).

Cette description semblait sortie directement d'un roman policier et pourtant, malgré ses aspects extravagants, elle fut prise au sérieux au

S.H.A.E.F., où le chef d'état-major d'Eisenhower, le général Bedell Smith, se laissa obnubiler par la terrible éventualité « d'une campagne de longue durée dans la zone alpine, qui coûterait cher en vies américaines et prolongerait indéfiniment la guerre* ».

* « *Après la campagne, seulement (écrivit plus tard le général Omar Bradley), nous apprîmes que cette Redoute n'existait que dans l'imagination de quelques nazis fanatiques. Cette légende avait pris de telles proportions que Je me demande comment nous avons pu nous montrer naïfs au point d'y croire. Mais il faut bien dire qu'une telle menace ne pouvait se prendre à la légère; c'est pourquoi elle modifia notre tactique, durant les dernières semaines de la guerre.* » (BRADLEY, *A Soldier's Story*, p. 536.)

« *On a écrit beaucoup au sujet de la Forteresse alpine, déclara après la guerre le feld-maréchal Kesselring, mais ce n'était, en général, que sottises.* » (Kesselring, *A Soldier's Record*, p. 276.)

C'était la dernière fois que l'astucieux docteur Goebbels réussissait à influencer le déroulement stratégique de la guerre avec son bluff de propagande. Car il est vrai qu'Adolf Hitler avait songé à se retirer dans les montagnes austro-bavaroises, région où il était né, où il avait passé la plus grande partie de sa vie privée, région qu'il aimait et où il possédait le seul asile qu'il pût considérer comme son foyer — dans l'Obersalzberg, au-dessus de Berchtesgaden; il était vrai également qu'il avait songé à y établir un dernier bastion de résistance. Mais il avait hésité trop longtemps pour que ce fût réalisable.

Le 16 avril, jour où les troupes américaines entrèrent à Nuremberg, la ville des grands rassemblements du Parti nazi, les armées de Joukov s'élancèrent depuis leurs têtes de pont de l'Oder, et, le 27 avril dans l'après-midi, elles atteignirent les faubourgs de Berlin. Vienne était déjà tombée le 13 avril. A seize heures quarante, l'après-midi du 25 avril, des patrouilles de la 69e division d'infanterie U.S. rencontrèrent des éléments

avancés de la 58e division russe, à Torgau, sur l'Elbe, à 110 kilomètres environ au sud de Berlin. L'Allemagne était coupée en deux tronçons : le nord et le sud. Adolf Hitler était encerclé à Berlin. Le Troisième Reich allait vivre ses derniers jours.

LE CRÉPUSCULE DES DIEUX

HITLER avait eu l'intention de quitter Berlin pour l'Obersalzberg le 20 avril, jour de son cinquante-sixième anniversaire, afin d'y installer le dernier bastion de défense du Troisième Reich, dans le repaire légendaire de Barberousse. La plupart des officiels avaient déjà pris la route du sud, dans des camions bourrés d'archives et de fonctionnaires affolés, décidés à tout pour quitter la capitale condamnée. Le Führer lui-même avait envoyé presque tous les membres de sa maison militaire à Berchtesgaden, dix jours auparavant, pour préparer son chalet de montagne, le *Berghof*, en vue de son arrivée.

Mais il ne devait jamais revoir sa chère retraite alpestre. La fin approchait plus vite qu'il ne l'aurait cru. Les Américains et les Russes étaient sur le point de faire leur jonction sur l'Elbe. Les Britanniques étaient aux portes de Hambourg et de Brême et menaçaient de couper l'Allemagne du Danemark occupé. En Italie, Bologne était tombée et les forces alliées, commandées par Alexander, balayaient la vallée du Pô.

Les Russes, après la prise de Vienne, le 13 avril, remontaient le Danube, et la IIIe armée U.S. descendait le même fleuve pour les rencontrer dans la ville natale d'Hitler, en Autriche : Linz. Nuremberg, où, durant la guerre, on avait édifié des stades et un grand auditorium pour faire de cette ancienne cité la capitale du Parti nazi, Nuremberg était assiégée, et une partie de la VIIe armée U.S. passait en trombe devant la ville pour atteindre Munich, lieu de naissance du mouvement nazi. On

entendait déjà à Berlin le grondement de l'artillerie lourde russe.

Le comte Schwerin von Krosigk, le puéril ministre des Finances, boursier de la Fondation Cecil Rhodes, qui avait fui Berlin pour le nord dès la première allusion à l'avance bolchévique, nota dans son journal, le 23 avril : « Durant toute la semaine, il n'y eut que des messagers de malheur. Notre peuple semblait menacé des pires catastrophes (1). »

Le dernier voyage d'Hitler à Rastenburg, en Prusse-Orientale, datait du 20 novembre. Mais, à l'approche des Russes, il s'était installé à Berlin qu'il avait à peine vu depuis le début de la guerre contre l'U.R.S.S. Le 10 décembre, il avait fait un bref séjour à son Q.G. de l'Ouest, à Ziegenberg, près de Bad Nauheim, pour diriger la grande aventure des Ardennes. Après son échec, il était retourné à Berlin le 16 janvier. Il devait y demeurer jusqu'à la fin et c'est de son bunker souterrain, à cinquante pieds sous terre, dominé par les vastes salles en ruine de la Chancellerie pilonnée par les bombardements alliés, qu'Hitler dirigeait les mouvements de ses armées déjà désagrégées.

Physiquement, il déclinait rapidement. Un jeune capitaine qui le voyait pour la première fois, en février, le décrivit en ces termes :

Il dodelinait légèrement de la tête. Son bras gauche pendait, inerte, et sa main tremblait beaucoup. Dans ses yeux brûlait une flamme étrangement vacillante, qui créait une sensation inquiétante. Son visage et surtout ses yeux donnaient une impression d'épuisement total. Tous ses mouvements étaient ceux d'un vieillard décrépit (2).

Depuis l'attentat du 20 juillet, il se méfiait de tous, même de ses plus vieux fidèles. A l'une de ses secrétaires, il devait déclarer au mois de mars : « On me ment de tous côtés. »

Je ne peux avoir confiance en personne. Tous me trahissent. Cela me dégoûte... S'il m'arrive quelque chose, l'Allemagne restera sans chef. Je n'ai pas de successeur. Hess est fou, Gœring a perdu la sympathie du peuple et Himmler serait rejeté par le Parti — d'ailleurs il (Himmler) est tellement dépourvu de sens artistique... Creusez-vous la cervelle et trouvez-moi un successeur (3)...

On aurait pu supposer que la situation ne prêtait guère à la recherche d'un successeur... mais ces nazis insensés prenaient la chose très au sérieux. Le Führer n'était pas le seul à s'en inquiéter; il ne manquait pas d'aspirants à la succession, comme nous ne tarderons pas à le voir.

Malgré son délabrement physique, malgré la fin désastreuse qui l'attendait, avec les Russes aux portes de Berlin et le Reich occupé par les Alliés occidentaux, Hitler, ainsi d'ailleurs que ses disciples les plus fanatiques, et surtout Gœbbels, s'accrochait à l'espoir d'un miracle de dernière heure.

Par un beau soir, au début d'avril, Gœbbels lut à Hitler un chapitre de l'ouvrage de Carlyle, *History of Frederik the Great*, qui relatait les jours les plus sombres de la Guerre de Sept Ans, où le grand roi, découragé, avait déclaré à ses ministres que si, le 15 février, la chance ne tournait pas un peu à son avantage, il s'empoisonnerait. Le sujet était d'actualité et nul doute que Gœbbels ne l'eût lu en y mettant l'accent :

« Brave roi (lisait Gœbbels), patiente encore un peu et tes épreuves cesseront bientôt. Déjà le soleil de la chance monte derrière les nuages et se lèvera bientôt pour toi. Le 12 février, la tzarine mourut. Ainsi se manifestait le miracle pour la Famille de Brandebourg. »

Les yeux du Führer, raconta Gœbbels à Krosigk (dans le journal duquel nous trouvons ce récit touchant), « étaient remplis de larmes (4) ».

Forts d'un tel encouragement — de source britannique! — ils se firent communiquer deux horoscopes, qu'Himmler conserva dans les archives d'un de ses innombrables bureaux de « recherches ». L'un était l'horoscope du Führer pour le 30 janvier 1933, jour de sa prise du pouvoir; l'autre, celui de la République de Weimar, composé par un astrologue inconnu, le 9 novembre 1918, jour de la naissance de cette République. Goebbels communiqua le résultat de l'étude de ces documents remarquables à Krosigk.

C'est stupéfiant : les deux horoscopes prédisent le début de la guerre en 1939, des victoires jusqu'en 1941, puis la série de revers, avec les épreuves les plus rudes pour les premiers mois de 1945, surtout dans la première moitié d'avril. A la fin de ce même mois, nous devons connaître quelques victoires passagères. Puis le calme plat jusqu'en août, et la paix pour ce même mois. Pendant les trois années suivantes, l'Allemagne devrait connaître des jours pénibles, mais dès 1948 commencerait son relèvement (5).

Encouragé par Carlyle et les « stupéfiantes » prédictions, Goebbels adressa, le 6 avril, un vibrant appel aux troupes en retraite.

Le Führer a déclaré qu'au cours de cette année le sort tournera... La véritable qualité du génie, c'est sa lucidité et sa certitude des changements à venir. Le Führer en connaît l'heure avec précision. C'est le Destin qui nous a envoyé cet homme, afin que, dans nos terribles épreuves extérieures et intérieures, nous puissions porter témoignage sur ce miracle (6)...

A peine une semaine plus tard, dans la nuit du 12 avril, Goebbels fut convaincu que sonnait l'heure du miracle. Pourtant, les mauvaises nouvelles avaient afflué dans la journée. Les Américains tenaient l'autoroute Dessau-Berlin et le haut commandement avait aussitôt ordonné la destruction de ses deux dernières poudrières, qui se trouvaient dans les

environs. Désormais, les soldats allemands ne recevraient plus de munitions.

Goebbels avait passé la journée au Q.G. du général Busse, sur le front de l'Oder, à Kuestrin. Le général lui assurait qu'une percée russe était impossible et qu'il tiendrait « jusqu'à ce que les Britanniques nous délogent à coups de pied au cul ». Goebbels raconta l'anecdote à Krosigk, le lendemain.

Le soir ils étaient rassemblés au Q.G. et Goebbels avait exposé sa thèse : selon la logique de l'Histoire et de la Justice, un changement était imminent, de même que dans la Guerre de Sept Ans, le miracle était venu au secours de la Maison de Brandebourg.

« Quelle tzarine mourra cette fois-ci? » demanda un officier.

Goebbels l'ignorait. Mais le sort, répliqua-t-il, « permet toutes les hypothèses ».

Quand le ministre de la Propagande revint à Berlin, tard dans la nuit, le centre de la capitale brûlait, à la suite d'un raid de la R.A.F. Les restes de la Chancellerie et l'hôtel *Adlon*, près de la Porte de Brandebourg, étaient en flammes. Sur les marches du ministère, un secrétaire accueillit Goebbels avec une nouvelle urgente : « Roosevelt est mort! »

Tous virent alors, à la lueur des flammes qui s'élevaient de la Chancellerie de l'autre côté de la Wilhelmsplatz, s'éclairer le visage du ministre.

« Apportez le meilleur Champagne ! s'écria Goebbels. Et appelez-moi le Führer au téléphone! »

Au fond de son bunker, de l'autre côté de l'avenue, Hitler attendait la fin du bombardement. Il prit le téléphone.

« Mon Führer! haleta Goebbels. Je vous félicite! Roosevelt est mort! Il est écrit dans les étoiles que la seconde moitié du mois d'avril verra le tournant de notre destin. Nous sommes le vendredi 13 avril. (Il était minuit passé.) L'heure a sonné! »

Nous ne connaissons pas la réaction d'Hitler, mais on peut l'imaginer, étant donné les encouragements qu'il avait tirés de Carlyle et des horoscopes. Quant à Goebbels, il était, dit sa secrétaire, « en extase (7) ».

Le comte Schwerin von Krosigk était dans le même état. Quand le secrétaire de Goebbels lui téléphona la nouvelle, il s'exclama (comme nous le rapporte son fidèle journal) :

C'était l'Ange de l'Histoire! Nous sentîmes autour de nous le frémissement de ses ailes. N'était-ce pas le moment tant attendu où devait tourner la roue du sort ?

Le lendemain matin, Krosigk téléphona à Goebbels pour le « féliciter » à son tour — c'est ce qu'il affirme fièrement dans son journal — et, comme si cela ne suffisait pas, il lui envoya une lettre où il saluait la mort de Roosevelt comme « un jugement divin... un don de Dieu ».

C'est dans cette atmosphère d'asile d'aliénés, où des ministres chevronnés, sortis des plus vieilles universités d'Europe, comme Krosigk et Goebbels, se fiaient aux horoscopes et manifestaient une joie délirante à l'annonce de la mort de Roosevelt, parce qu'ils la prenaient pour un miracle destiné à sauver le Troisième Reich à la onzième heure, c'est dans cette atmosphère que se joua le dernier acte.

Eva Braun était arrivée à Berlin pour rejoindre Hitler, le 15 avril. Rares étaient les Allemands qui connaissaient son existence et surtout la nature de ses relations avec le Führer. Depuis plus de douze ans, elle était

sa maîtresse. Elle venait maintenant, comme l'a dit Trevor-Roper, pour la cérémonie de son mariage et de sa mort.

Son personnage n'offre aucun intérêt en dehors du rôle qu'elle joua dans le dernier chapitre de l'histoire; ce n'était ni une Pompadour, ni une Lola Montès*.

* « Pour tous les historiens, dit un jour Speer à Trevor-Roper, Eva Braun sera une déception et pour les amateurs de petite histoire également. » (TREVOR-ROPER : *The Last Days of Hitler*, P. 92.) »

Hitler éprouvait une évidente tendresse pour Eva Braun et trouva le repos auprès de cette femme discrète. Mais il l'avait toujours tenue à l'écart des différents Q.G. où il passait son temps durant la guerre; il lui permettait même rarement de venir à Berlin. Elle restait confinée au *Berghof*, à Obersalzberg, où elle partageait son temps entre la nage ou le ski, les films et les romans-feuilletons. Elle aimait aussi à danser (malgré la désapprobation d'Hitler) et à se pomponner pendant des heures, tout en se languissant en l'absence de l'aimé. Elle était, aux dires de Erich Kempka, le chauffeur du Führer, « la femme la plus malheureuse d'Allemagne.

La plus grande partie de sa vie se passait dans l'attente d'Hitler (8) ». Au procès de Nuremberg, le feld-maréchal Keitel la décrivit en ces termes :

Très mince, élégante, de jolies jambes — qu'elle montrait volontiers — discrète et réservée, des cheveux blond cendré. Une femme absolument charmante. Elle restait dans l'ombre; on ne la voyait que fort rarement (9).

Issue d'une famille bavaroise de petite bourgeoisie, qui, au début, s'opposa à ses relations illicites avec Hitler, bien qu'il fût le dictateur, Eva

Braun était employée au magasin de photographie d'Heinrich Hoffmann, qui la présenta au Führer. C'était un ou deux ans après le suicide de Geli Raubal, la nièce d'Hitler, pour laquelle il éprouva, comme nous l'avons vu, la seule grande passion de son existence.

Il semble qu'Hitler ait souvent réduit au désespoir Eva Braun mais pas pour les mêmes raisons que Geli Raubal. Bien qu'installée dans un appartement de la villa alpestre d'Hitler, Eva Braun supportait mal la longue séparation d'avec son amant. Au début de leur liaison, elle fit deux tentatives de suicide, mais elle finit par se résigner à son rôle décevant et ambigu — elle n'était reconnue ni comme épouse, ni comme maîtresse — satisfaite d'être la seule femme dans la vie du grand homme, et elle apprit à profiter au mieux de leurs rares moments d'intimité.

Maintenant, elle était résolue à partager ses dernières heures. Comme le docteur Goebbels et sa femme, elle ne désirait pas vivre dans une Allemagne privée d'Adolf Hitler. « Elle ne vaudrait pas la peine qu'on y vive », confia-t-elle, dans l'abri, à Hanna Reitsch, la célèbre aviatrice allemande, juste avant sa fin (10). Malgré sa cervelle d'oiseau et le fait qu'elle n'eut jamais aucune emprise intellectuelle sur Hitler — peut-être est-ce pour cette raison même qu'Hitler préférait sa compagnie à celle de femmes plus intelligentes — il est évident qu'Eva Braun subissait — comme tant d'autres — l'ascendant d'Hitler.

L'anniversaire d'Hitler, le 20 avril, se passa dans le calme, bien que — comme le note dans son journal le général Karl Koller, chef d'état-major de l'aviation, invité au bunker — ce fût une journée fertile en catastrophes sur les fronts qui se désagrégeaient rapidement. Tous les vieux fidèles du Parti nazi : Goering, Goebbels, Himmler, Ribbentrop et Bormann étaient présents, ainsi que les survivants parmi les chefs militaires : Doenitz, Keitel, Jodl et Krebs (nouveau et dernier chef d'état-major de l'armée). Tous offrirent au Führer leurs souhaits de bon anniversaire.

Le Seigneur de la Guerre n'était pas spécialement abattu, malgré la situation. Il restait convaincu — ainsi qu'il l'affirmait à ses généraux trois jours auparavant — que « les Russes connaîtraient devant Berlin la plus sanglante des défaites ». Les généraux étaient persuadés du contraire et lors de la conférence militaire, après la fête d'anniversaire, ils supplièrent le Führer de quitter Berlin pour se réfugier dans le Sud. Dans un ou deux jours, expliquèrent-ils, les Russes couperaient la dernière issue de secours, dans cette direction. Hitler hésitait, incapable de se décider.

Il ne pouvait réaliser ce fait incroyable : la prise imminente de la capitale par ces mêmes Russes dont il s'était vanté, des années auparavant, d'avoir quasiment détruit les armées. Il fit une concession aux généraux en scindant le commandement en deux, pour le cas où Américains et Russes opéreraient leur jonction sur l'Elbe. L'amiral Doenitz prendrait le nord et peut-être Kesselring le sud, mais il n'y était pas encore tout à fait décidé.

Cette nuit-là Berlin connut un grand exode. Deux des plus anciens fidèles s'enfuirent : Himmler et Goering, ce dernier avec une véritable

caravane de camions remplis du butin sauvé de sa célèbre propriété de Karinhall. Les deux « fidèles » vidaient les lieux, persuadés que le Führer bien-aimé serait bientôt mort et qu'ils lui succéderaient.

Ils ne le revirent jamais, pas plus que Ribbentrop, qui, plus tard dans la même nuit, se hâta également de fuir.

Mais Hitler ne s'avouait pas encore vaincu. Le lendemain de son anniversaire, il ordonna au général S.S. Felix Steiner de contre-attaquer dans les faubourgs sud de Berlin. Tout soldat valide devait être récupéré pour l'attaque, ainsi que les équipes de terre disponibles de la Luftwaffe.

Tout officier qui économisera ses hommes, hurla Hitler au général Koller, représentant l'Aviation, sera mort avant cinq heures. Vous-même me garantirez sur votre tête que tous les hommes, jusqu'au dernier, seront jetés dans cette attaque (11).

Pendant toute la journée et une partie du lendemain, Hitler attendit impatiemment des nouvelles de cette opération. C'était une preuve supplémentaire de son irréalisme. Cette contre-attaque n'eut jamais lieu : elle n'existait que dans l'esprit fiévreux du dictateur désespéré. Quand il fut — enfin — obligé de le reconnaître, l'orage éclata.

Le 22 avril, Hitler amorça la dernière étape de sa vie. Dès le matin, jusqu'à quinze heures, il était resté suspendu au téléphone, pour avoir des nouvelles de la contre-attaque. Nul n'en savait rien. Les avions du général Koller n'en voyaient aucune trace, pas plus que les commandants de l'armée de terre. Et pourtant, elle aurait dû se dérouler seulement à quelques kilomètres de la capitale. On ne trouvait trace nulle part de Steiner, ni de son armée.

La bombe éclata à la conférence militaire quotidienne, tenue au bunker

à quinze heures. Hitler exigea impérativement des nouvelles de Steiner. Ni Keitel ni Jodl ne purent lui répondre. Mais les généraux avaient d'autres nouvelles pour lui : les troupes retirées des autres fronts pour appuyer la contre-attaque de Steiner avaient laissé des secteurs affaiblis par lesquels les Russes s'étaient infiltrés, et leurs chars se trouvaient maintenant dans la ville.

C'en était trop pour le commandant suprême. Tous les témoins survivants témoignent de la crise qui le saisit alors. Perdant tout empire sur lui-même, il entra dans la plus violente colère de sa vie. Il hurla que c'était le comble, que tous le trahissaient, que tout était fini, qu'il était environné de trahisons, de mensonges et de lâchetés. Il resterait à Berlin. Il prendrait personnellement la défense de la capitale du Troisième Reich. Que les autres partent, s'ils le désiraient. Lui attendrait la mort, sans bouger.

Les autres protestèrent. Ils affirmaient qu'il subsistait un espoir, si le Führer voulait se retirer dans le sud, où le feld-maréchal Ferdinand Schoener, avec son groupe d'armées de Tchécoslovaquie, et Kesselring, avec ses forces considérables, constituaient une réserve sûre. Doenitz, qui était parti prendre le commandement des troupes au nord-ouest, et Himmler qui, comme nous le verrons plus tard, manigançait ses petites affaires, téléphonèrent pour supplier leur chef de ne pas rester à Berlin. Ribbentrop lui-même téléphona pour affirmer qu'il préparait un coup de théâtre diplomatique qui sauverait la situation.

Mais Hitler n'avait plus confiance en eux, pas même en son « second Bismarck », comme il avait appelé son ministre des Affaires Étrangères en un moment d'égarement. Il s'entêta dans sa décision. Et, pour en montrer le

caractère irrévocable, il fit venir un secrétaire et, en présence de tous, dicta une déclaration à lire sur-le-champ à la radio. Il y affirmait que le Führer resterait à Berlin et défendrait la ville jusqu'au bout.

Puis il convoqua Goebbels et l'invita, ainsi que sa femme et leurs six enfants, à venir s'installer au bunker, car leur maison de la Wilhelmstrasse était très endommagée par les bombardements. Il savait que du moins ce disciple fanatique et sa famille lui resteraient fidèles jusqu'à la fin. Enfin, Hitler tria ses archives et chargea un de ses aides de camp, Julius Schaub, d'assurer la destruction d'une partie de ses documents. Julius Schaub alla les brûler au jardin.

Le soir, Hitler convoqua Keitel et Jodl et leur commanda de se rendre dans le sud pour y prendre le commandement des armées restantes. Les deux généraux, qui n'avaient pas quitté Hitler de toute la guerre, ont laissé un compte rendu saisissant de leurs adieux au commandant suprême (12).

Quand Keitel protesta qu'il ne partirait pas sans son Führer, Hitler lui répondit : « Vous obéirez à mes ordres. » Keitel, qui n'avait jamais désobéi au Führer, — pas même pour commettre les plus abjects des crimes de guerre, — ne répliqua plus. Mais Jodl, moins valet dans l'âme, ne resta pas muet. Dans l'opinion de ce soldat, qui, en dépit de sa dévotion fanatique pour le Führer, gardait encore le sens des traditions militaires, le commandant suprême abandonnait ses troupes, rejetait ses responsabilités au moment du désastre.

« Vous ne pouvez rien diriger d'ici, protesta-t-il. Si vous n'êtes pas entouré de votre état-major général, que ferez-vous ? »

— Eh bien, rétorqua Hitler, que Gœring prenne le commandement là-bas. »

Quand on lui fit remarquer que pas un soldat ne se battrait pour le maréchal du Reich, Hitler interrompit :

« Se battre? Je ne vois pas comment on pourrait se battre désormais?

»

Les écailles tombaient donc des yeux de cet aveugle volontaire, à moins que les dieux ne lui aient octroyé quelques moments de lucidité, pendant les derniers jours tragiques de sa vie.

Ses crises de colère du 22 avril et sa décision finale de rester à Berlin eurent plusieurs conséquences. Lorsque Himmler, qui se trouvait à Hohenlychen, au nord-ouest de Berlin, reçut un compte rendu téléphonique de Hermann Fegelein, son officier de liaison au Q.G., il s'exclama devant son entourage :

« Tout le monde est devenu fou à Berlin! Que dois-je faire?

— Y aller », répliqua un de ses subordonnés, l'Obergruppenführer Gottlob Berger, chef du Bureau central S.S. Berger était de ces Allemands à l'âme simple qui croyaient sincèrement au national-socialisme. Il ne se doutait pas que son chef vénéré Himmler, poussé par le général S.S. Walter Schellenberg, était déjà en rapports avec le comte Folke Bernadotte, de Suède, pour la reddition des armées allemandes de l'Ouest.

« Je vais à Berlin, dit Berger à Himmler, et votre devoir est d'en faire autant. »

Berger y alla donc, mais non Himmler. Ce voyage a son intérêt, car Berger nous a laissé une description d'Hitler la nuit où il prit sa grande décision. Des obus russes éclataient déjà aux environs de la Chancellerie, quand Berger arriva. Il fut atterré par l'état du Führer : « Un homme brisé, fini. » Quand il osa critiquer la résolution du chef de demeurer à Berlin —

« on ne pouvait abandonner un peuple qui résistait si loyalement et depuis si longtemps », dit-il à son maître — ce fut comme s'il provoquait une nouvelle explosion.

Pendant tout ce temps (raconte Berger) le Führer n'avait pas prononcé une parole. Mais à ce moment-là, il hurla : « Tout le monde m'a trahi! Nul ne m'a dit la vérité. Les militaires m'ont menti. » Il continua ainsi, en criant. Soudain son visage devint violet. Je craignis une attaque...

Berger dirigeait, entre autres, le Service des Prisonniers de Guerre, sous les ordres d'Himmler. Quand le Führer se fut calmé, ils discutèrent du sort de prisonniers de marque britanniques, français et américains et aussi de certains Allemands, tels que Halder, Schacht et l'ex-chancelier d'Autriche Schuschnigg, que l'on déportait vers le sud, pour les empêcher de tomber aux mains des Américains victorieux. Berger devait rejoindre la Bavière en avion, dans la nuit, pour les prendre en charge. Berger et Hitler s'entretenaient aussi des rumeurs de séparatisme qui circulaient au sujet de l'Autriche et de la Bavière. A l'idée que la révolte pouvait éclater dans son Autriche natale et dans sa Bavière d'adoption, Hitler fut repris par la rage.

Son bras et sa jambe tremblaient, ainsi que sa tête; il ne cessait de répéter : « Qu'on les fusille tous! Qu'on les fusille tous! » (raconte Berger (13)).

Berger ne comprit pas s'il s'agissait des séparatistes, des prisonniers de marque, ou des deux, mais, pour un homme aussi simple, cela signifiait sans doute : tous.

Le général Koller n'avait pas assisté à la conférence militaire du 22 avril. Il devait s'occuper de la Luftwaffe et « d'ailleurs — dit-il dans son journal — je n'aurais jamais supporté de me faire insulter à longueur de journée ».

Le général Eckard Christian, son officier de liaison du bunker, lui avait téléphoné à dix-huit heures quinze pour annoncer, tout essoufflé :

« Il se déroule ici des événements historiques, les plus décisifs de toute la guerre. »

Quelques heures plus tard, Christian arriva au Q.G. de l'aviation, à Wildpark-Werder, dans la banlieue de Berlin, pour faire son rapport à Koller. « Le Führer s'est effondré ! » annonça-t-il. Christian, nazi enthousiaste, qui avait épousé une des secrétaires d'Hitler, n'arrivait plus à s'exprimer, et, dans son trouble, il se borna à annoncer que le chef avait décidé d'attendre la mort à Berlin, où il brûlait ses archives. Devant ses propos incohérents, le chef d'état-major de la Luftwaffe partit, en dépit d'un intense bombardement de l'aviation britannique, pour rencontrer le général Jodl et se rendre compte de ce qui se passait au bunker.

A Krampnitz, entre Berlin et Potsdam, où l'O.K.W. — privé de son Führer — s'était provisoirement installé, il trouva Jodl qui raconta à son ami toute la triste histoire. Il lui révéla aussi quelque chose dont nul ne lui avait encore parlé et qui devait avoir certaines répercussions sur les

fiévreuses journées à venir.

« Lorsqu'il faudra engager les pourparlers (de paix), avait dit Hitler à Keitel et Jodl, Gœring en sera chargé. Il saura mieux s'y prendre que moi. D'ailleurs il saura mieux leur parler. » Jodl répéta ces paroles à Koller (14).

Le général de la Luftwaffe comprit qu'il devait immédiatement prendre contact avec Gœring. Il eût été difficile et dangereux de s'expliquer par un message radio, que l'ennemi aurait pu intercepter. Hitler avait depuis longtemps désigné Gœring comme son « dauphin »; s'il devait entamer les pourparlers de paix, il n'y avait pas de temps à perdre. Jodl le savait bien.

Le 23 avril, à trois heures trente du matin, Koller prit un avion de chasse et partit pour Munich.

Il arriva à midi à Obersalzberg, où il communiqua les nouvelles au maréchal du Reich. Gœring qui attendait son heure, avide de devenir Führer à son tour, se montra pourtant circonspect. Il ne voulait pas, dit-il, offrir le flanc à « son ennemi mortel » Bormann, précaution justifiée par les événements. Il suait d'angoisse. « Si je me mets en avant maintenant, dit-il à ses conseillers, on pourra me taxer de trahison; si je n'agis pas, on m'accusera d'être resté inactif à l'heure du désastre. »

Gœring fit venir Hans Lammers, secrétaire d'État de la Chancellerie du Reich, qui se trouvait à Berchtesgaden, pour lui demander conseil sur le plan juridique. Puis il extirpa de son coffre-fort une copie du décret du 29 juin 1941, signé par Hitler. Les termes en étaient très clairs. Il stipulait qu'en cas de mort du Führer Gœring lui succéderait et qu'en cas d'incapacité du Führer c'était à Gœring de le remplacer.

Tous furent d'accord pour estimer qu'en se confinant à Berlin pour

mourir, en s'isolant des chefs militaires et des services officiels civils, Hitler se trouvait en état « d'incapacité de gouverner » et que — aux termes du décret — le devoir de Gœring était de le remplacer. Néanmoins, le maréchal du Reich rédigea avec soin un télégramme pour Hitler, afin de prendre toutes les précautions.

Mon Führer!

A la suite de votre décision de rester dans la place forte de Berlin, êtes-vous d'accord pour me confier immédiatement le poste de commandement à la tête du Reich, avec liberté totale d'action pour les affaires intérieures aussi bien qu'extérieures ? De la sorte, j'agis en tant que votre délégué, aux termes de votre décret du 29 juin 1941. Si je n'ai pas de réponse de votre part, à vingt-deux heures au plus tard, je considérerai que vous ne possédez plus votre liberté d'action et que — les conditions de votre décret étant remplies — c'est à moi de prendre en main, pour le mieux, les intérêts de notre pays et de notre peuple. Vous connaissez mes sentiments à votre égard, en cette heure, la plus grave de ma vie. Les mots me manquent pour exprimer ce que je ressens. Que Dieu vous protège et vous permette de nous rejoindre au plus vite, en dépit de tout.

Votre fidèle,
Hermann Gœring.

Le soir même, à plusieurs centaines de kilomètres de là, Heinrich Himmler rencontrait le comte Bernadotte, au consulat suédois de Lübeck, au bord de la Baltique. *Der treue Heinrich*, le fidèle Henri, comme Hitler l'appelait souvent avec affection, ne demandait pas qu'on lui légât le pouvoir : il le prenait.

« La vie grandiose du Führer, dit-il au comte suédois, touche à sa fin. » Il affirma qu'Hitler serait mort dans un jour ou deux et qu'il fallait communiquer immédiatement au général Eisenhower le désir de capitulation de l'Allemagne aux puissances occidentales. A l'Est, ajouta

Himmler, la guerre se poursuivrait jusqu'à ce que ces puissances elles-mêmes assurent la marche des opérations contre les Russes.

Telles étaient la naïveté, la sottise — ou les deux à la fois — de ce chef S.S. qui ambitionnait pour son compte la dictature du Troisième Reich. Bernadotte lui demanda de rédiger par écrit la demande de reddition de l'Allemagne et Himmler en fit un projet hâtif, à la lueur d'une bougie, car les pourparlers avaient lieu dans une cave privée d'électricité, sous les bombardements de la R.A.F. Himmler apposa sa signature au document (15).

Göring et Himmler avaient tous deux agi prématurément, comme ils ne tardèrent pas à le découvrir. Bien qu'Hitler, dans son isolement, ne possédât qu'une liaison précaire par radio avec ses armées et ses ministres — car les Russes avaient presque achevé l'encerclement de la capitale le 23 au soir — il était à même de démontrer la force de sa personnalité et de son prestige qui lui permettaient encore de diriger l'Allemagne et de réprimer la « trahison », fût-elle le fait de ses plus éminents collaborateurs, d'un simple mot prononcé dans son fragile poste émetteur, dont l'antenne était suspendue à un ballon au-dessus du bunker.

Albert Speer et une femme qui fut témoin — dans des circonstances dramatiques — de ce dernier acte de la tragédie de Berlin ont décrit les réactions d'Hitler devant le télégramme de Göring. Speer était arrivé en Piper Cub dans la capitale assiégée, au cours de la nuit du 23 avril, et il avait atterri à l'extrémité est de la grande avenue qui traversait le Tiergarten d'est en ouest, près de la porte de Brandebourg, à un pâté de maisons de la Chancellerie.

Ayant appris qu'Hitler désirait rester à Berlin jusqu'à la fin — qui ne

pouvait plus tarder — Speer était venu faire ses adieux au chef et lui avouer que son « conflit entre sa fidélité personnelle et son sens du devoir civique » l'avait contraint à saboter la politique de « terre brûlée » du Führer. Il s'attendait à être arrêté pour « trahison » et probablement fusillé, ce qui lui serait certainement arrivé si le dictateur avait eu connaissance des efforts de Speer, deux mois auparavant, pour le supprimer avec tous les rescapés de la bombe de Staufenberg.

Le brillant architecte, ministre de l'Armement, bien qu'il se fût toujours vanté de n'appartenir à aucun parti politique, avait eu les yeux dessillés, mais un peu tard, comme bien d'autres Allemands. Lorsqu'il avait enfin découvert que son Führer bien-aimé avait décrété la destruction du peuple allemand, il avait décidé de l'assassiner. Son intention était d'introduire un gaz délétère dans les tuyaux d'aération du bunker, à Berlin, pendant une conférence militaire à l'échelon le plus élevé.

Comme y assistaient non seulement les chefs militaires, mais aussi Gœring, Himmler et Gœbbels, Speer espérait ainsi anéantir d'un coup tous les chefs nazis du Troisième Reich et le haut commandement. Il se procura son gaz, mais découvrit que le système d'aération, dans le jardin, était protégé par une cheminée de 5 mètres, installée récemment sur les ordres d'Hitler, précisément pour décourager les saboteurs. Speer n'aurait donc pu introduire son gaz sans attirer l'attention des gardes S.S. du jardin. Il dut renoncer à son projet et Hitler, une dernière fois, échappa à la mort.

Le soir du 23 avril, Speer confessa son acte d'insubordination, à la suite de l'ordre de destruction criminel reçu du Führer. A sa surprise, Hitler ne manifesta ni colère, ni ressentiment. Sans doute fut-il touché par la candeur et le courage de son jeune ami — Speer venait d'atteindre la

quarantaine — pour qui il éprouvait une réelle affection et qu'il considérait comme une âme-sœur sur le plan « artistique ». Hitler, comme Keitel le remarqua de son côté, semblait étrangement paisible, ce soir-là. Sans doute, décidé à mourir en cet endroit, avait-il trouvé la paix de l'esprit. Mais ce n'était que le calme précurseur de la tempête.

En effet, le télégramme de Gœring était arrivé sur ces entrefaites à la Chancellerie, et Bormann — qui y voyait sa chance — l'avait intercepté pour le montrer au Führer, à son heure. Ce spécialiste de l'intrigue le présenta à Hitler comme un « ultimatum », une tentative déloyale « d'usurpation » des pouvoirs suprêmes.

« Hitler était hors de lui, raconte Speer, et furieux contre Gœring. Il dit qu'il se doutait depuis longtemps de la trahison de Gœring, que c'était un être corrompu, un drogué... » Jugement qui choqua profondément le jeune architecte, étonné qu'Hitler ait gardé si longtemps, à un poste aussi important, un tel personnage. Speer fut encore plus étonné, quand Hitler se calma et ajouta : « Eh bien, que Gœring négocie quand même la capitulation. Peu importe qui s'en charge (16). » Mais cette humeur ne dura que quelques instants.

Avant la fin de la conversation, Bormann persuada Hitler de rédiger un télégramme où il accusait Gœring de « haute trahison » et l'informait qu'en raison de ses longs services pour le Parti nazi et l'État la peine de mort lui serait épargnée, à condition qu'il se désiste immédiatement de toutes ses fonctions. Il recevait l'ordre de répondre par un seul mot : oui ou non. Mais l'être abject qu'était Bormann ne fut pas satisfait pour autant.

Il se servit de son propre émetteur pour expédier un radiogramme au

Q.G. S.S. de Berchtesgaden, ordonnant l'arrestation immédiate de Goering, de son état-major et de Lammers, pour « haute trahison ». Le lendemain, avant l'aube, le dauphin du Troisième Reich, le plus arrogant et aussi le plus opulent des princes nazis, le seul « maréchal du Reich » de l'Histoire de l'Allemagne et commandant en chef de l'aviation, se retrouva prisonnier des S.S.

Trois jours plus tard, le soir du 26 avril, Hitler tint sur Goering des propos bien plus durs encore que ceux entendus par Speer.

LES DEUX DERNIERS
VISITEURS DU BUNKER

Sur ces entrefaites, deux autres visiteurs de marque étaient arrivés à cet asile de fous qu'était le bunker : Hanna Reitsch, la femme-pilote d'essai, qui, entre autres qualités, avait une étonnante capacité de haine, surtout envers Goering, et le général Ritter von Greim qui, le 24 avril, avait reçu l'ordre à Munich de se présenter personnellement devant le chef suprême. Le général avait obéi sur-le-champ, le soir du 26 avril, mais son avion avait été attaqué au-dessus du Tiergarten par des batteries anti-aériennes russes et Greim blessé au pied par des éclats d'obus.

Hitler entra à l'infirmerie, où l'on soignait la blessure du général.

HITLER : Savez-vous pourquoi je vous ai fait venir?

GREIM : Non, mon Führer.

HITLER : Parce que Hermann Goering a trahi et abandonné ma personne et sa patrie. Derrière mon dos, il a pris contact avec l'ennemi, faisant ainsi preuve de lâcheté. Il s'est mis en sécurité à Berchtesgaden, contre ma volonté. De là, il m'a envoyé un télégramme qui me manquait de respect. C'était...

A ce moment, raconte Hanna Reitsch, qui assistait à l'entretien, un tic convulsa le visage du Führer et son souffle devint haletant.

HITLER : ... un ultimatum! Parfaitement, un ultimatum! Maintenant, il ne me reste plus rien. Rien ne me sera épargné! Aucun serment n'est respecté, l'honneur ne compte plus. J'aurai connu toutes les déceptions, toutes les trahisons. Et maintenant voici la pire! Non, il ne me reste rien. J'ai tout subi... J'ai fait immédiatement arrêter Goering comme traître au Reich; je le déclare déchu de toutes ses fonctions et je l'exclus du parti. Voilà pourquoi je fais appel à

Aussitôt le général, surpris, couché sur un lit de l'infirmerie, se vit nommé commandant en chef de la Luftwaffe. Hitler aurait pu procéder à cette nomination par radio, ce qui eût épargné à Greim sa blessure au pied et lui eût permis de rester au Q.G. pour diriger ce qui restait de la Luftwaffe. Trois jours plus tard, Hitler ordonna à Greim — qui maintenant, à l'instar de Fräulein Reitsch, s'attendait à mourir dans le bunker aux côtés de son Führer, et même l'espérait — de le quitter pour s'occuper d'une nouvelle affaire de « trahison ». Car la trahison, nous l'avons vu, concernait d'autres chefs du Reich, en dehors d'Hermann Göring.

Pendant ces trois jours, Hanna Reitsch avait eu amplement le temps d'observer la vie de fous que l'on menait dans cet asile souterrain. Elle y participa d'ailleurs activement. Aussi exaltée que son hôte bien-aimé, elle a laissé de ces journées un récit mélodramatique à souhait. Pourtant, il doit correspondre à la réalité dans ses grandes lignes, car il concorde avec celui d'autres témoins, ce qui lui confère une indéniable importance dans la reconstitution de ce dernier chapitre de l'histoire d'Hitler.

Tard dans la nuit, après son arrivée avec le général von Greim — le 26 avril — les obus russes commencèrent à tomber sur la Chancellerie. Le fracas sourd des explosions et des murs qui s'écroulaient augmentait encore la tension nerveuse qui régnait à l'intérieur du bunker. Hitler prit l'aviatrice à part.

« Mon Führer, pourquoi restez-vous ici? lui demanda-t-elle. Pourquoi privez-vous l'Allemagne de votre personne? ... Le Führer doit vivre pour que l'Allemagne vive. Le peuple l'exige.

— Non, Hanna, répondit le Führer. Si je meurs, c'est pour l'honneur de la patrie. En tant que soldat, je me dois d'obéir à mon ordre de défendre Berlin jusqu'au bout... Ma chère enfant, poursuivit-il, ce n'était pas ce que je voulais. Je croyais fermement que Berlin serait sauvé sur les rives de l'Oder... Nul n'a été plus stupéfait que moi par l'échec de nos efforts. Et quand l'encerclement de la ville a commencé... j'ai cru qu'en restant à mon poste je donnerais l'exemple à toutes les armées de terre et qu'elles viendraient au secours de la ville... Ma chère Hanna, je n'ai pas perdu l'espoir. L'armée du général Wenck arrive du sud. Il faut qu'il repousse les Russes pour sauver notre peuple. Alors nous reprendrons la lutte (18). »

C'était chez lui une humeur passagère : il espérait encore l'aide du général Wenck. Mais, quelques moments plus tard, comme les bombardements russes s'intensifiaient, il fut repris par le désespoir. Il tendit à Hanna Reitsch deux fioles de poison : une pour elle et une pour Greim.

« Hanna, dit-il, vous êtes de ceux qui mourront avec moi... Je ne tiens pas à ce qu'aucun de nous tombe vivant aux mains des Russes, et je ne veux même pas qu'ils retrouvent nos corps... Eva et moi nous ferons incinérer. A vous de choisir une fin. »

Hanna porta la fiole de poison à Greim et ils décidèrent de s'en servir « si la fin venait vraiment », mais, pour plus de sûreté, ils feraient exploser une grenade tout près d'eux, aussitôt après.

Un jour et demi plus tard, le 28, Hitler avait retrouvé l'espoir, ou plutôt ses illusions. Il communiqua avec Keitel par radio :

J'attends la délivrance de Berlin. Que fait l'armée Heinrici? Où est Wenck? Que devient la IX^e armée? Quand effectuera-t-elle sa jonction avec Wenck (19)?

Reitsch décrit le commandant suprême, ce jour-là,

arpentant la salle, tout en brandissant des cartes d'état-major, toutes chiffonnées par ses mains en sueur, et préparant la campagne de Wenck pour le bénéfice de tous ceux qui voulaient bien l'écouter.

Mais la « campagne » de Wenck, pas plus que l' « attaque » de Steiner, la semaine précédente, n'existait ailleurs que dans l'imagination du Führer. L'armée de Wenck, comme la IXe, était déjà liquidée. Au nord de Berlin, Heinrici effectuait, avec son armée, une retraite hâtive, pour se rendre aux Alliés, plutôt qu'aux Russes.

Pendant toute la journée du 28 avril, le petit groupe désespéré du bunker attendit des nouvelles des contre-attaques de ces trois armées, surtout de celle de Wenck. Les éléments avancés des Russes n'étaient plus maintenant qu'à quelques pâtés de maisons de la Chancellerie, sur laquelle ils convergeaient lentement de l'est, du nord et de l'ouest par le Tiergarten. Ne recevant aucune nouvelle de ses armées, Hitler se laissa influencer par Bormann, qui lui parlait encore de trahison. A vingt heures, Bormann envoya un radiogramme à Doenitz.

Au lieu d'envoyer des troupes à notre secours, les chefs responsables restent silencieux. Il semble que la trahison ait remplacé la fidélité! Nous restons ici. Déjà la Chancellerie est en ruine.

Plus tard, le même soir, Bormann envoya un autre message à Doenitz

:

Schoerner, Wenck et les autres doivent prouver leur fidélité au Führer, en venant à son aide le plus tôt possible (20).

Bormann ne parlait plus que pour lui-même. Hitler était décidé à

mourir dans un jour ou deux, mais Bormann voulait vivre. Il se pouvait qu'il ne succédât pas au Führer, mais du moins pourrait-il continuer à tirer les ficelles dans la coulisse.

Enfin, dans la nuit, l'amiral Voss fit parvenir un message à Doenitz, l'informant que tout contact par radio était coupé avec l'armée et demandant que la marine envoie des nouvelles du monde extérieur, sur sa propre longueur d'onde. Des nouvelles ne tardèrent pas à parvenir, mais pas en provenance de la marine. Ces nouvelles, captées par le poste récepteur du ministère de la Propagande, n'étaient pas réjouissantes pour Adolf Hitler. !

Outre Bormann, il y avait au bunker un autre officiel bien décidé à conserver la vie sauve. C'était Hermann Fegelein, représentant Himmler dans l'entourage du commandant suprême. Ancien garçon d'écurie puis jockey, totalement illettré, il était un des protégés du célèbre Christian Weber, un des plus vieux partisans d'Hitler et amateur de chevaux qui avait amassé une immense fortune frauduleuse, après 1933, et possédait une importante écurie de courses. Avec l'aide de Weber, Fegelein avait accédé au poste de général dans les Waffen S.S. ; en 1944, peu après avoir été nommé officier de liaison d'Himmler, au Q.G. du Führer, il s'était encore consolidé dans les bonnes grâces de ce dernier en épousant la sœur d'Eva Braun, Gretel. Les chefs S.S. survivants sont unanimes à affirmer que Fegelein — en accord avec Bormann — ne tarda pas à trahir son propre chef S.S. Himmler. Toutefois, ce douteux personnage, cet être fruste, semblait posséder un authentique instinct vital. Comme les rats, il savait à quel moment quitter le navire...

Le 26 avril, il se glissa hors du bunker. Le lendemain dans l'après-

midi, Hitler s'aperçut de sa disparition. Soupçonneux comme à l'ordinaire, le Führer envoya un groupe de S.S. à sa recherche. On le trouva, en civil, qui se reposait chez lui, dans le quartier de Charlottenburg, sur le point d'être envahi par les Russes. Ramené à la Chancellerie, il fut mis aux arrêts et on lui arracha ses épaulettes d'*Obergruppenführer*. Cette tentative de fuite de Fegelein suscita aussitôt les soupçons d'Hitler sur Himmler. Que pouvait bien faire le chef S.S., maintenant qu'il avait quitté Berlin? Il n'y avait pas eu de nouvelles de lui... Mais on ne tarda pas à en avoir.

Le 28 avril, comme nous venons de le voir, avait été une journée difficile au Bunker. Les Russes approchaient. Pas de nouvelles de l'offensive de Wenck. Les assiégés demandaient désespérément des nouvelles de ce qui se passait hors de la ville, par le truchement de la radio de la marine.

Le poste récepteur du ministère de la Propagande avait capté une émission de la B.B.C., à Londres, et appris par une dépêche de l'agence Reuter, de Stockholm, une nouvelle tellement extraordinaire, tellement incroyable, qu'un des adjoints de Goebbels, Heinz Lorenz, avait bondi à travers le square labouré par les obus, pour en porter copie à son ministre et au Führer, dans leur bunker.

La dépêche, d'après Hanna Reitsch, porta un coup mortel à tout le bunker. Hommes et femmes se mirent à pousser des cris de rage et de désespoir, sous l'empire de l'émotion : « Hitler, raconte l'aviatrice, était comme fou. »

Heinrich Himmler — *der treue Heinrich* — avait lui aussi déserté le navire en perdition. La dépêche de Reuter révélait ses négociations secrètes avec le comte Bernadotte et son offre de remettre à Eisenhower la

capitulation des armées allemandes sur le front de l'Ouest.

Pour Hitler, qui n'avait jamais douté de la loyauté absolue d'Himmler, c'était le coup le plus dur. « Son teint vira au pourpre, raconte Hanna Reitsch, et ses traits devinrent presque méconnaissables... Après sa longue crise de colère, Hitler tomba dans un morne abattement et, pendant un moment, le silence régna dans le bunker tout entier. » Goering, du moins, avait demandé au Führer la permission de prendre sa succession. Mais le « fidèle » chef S.S. et Reichsführer ne s'était même pas donné cette peine. Ce traître avait pris contact avec l'ennemi, sans en souffler mot. Quand Hitler se fut un peu remis, il déclara à son entourage que cet acte était le plus fourbe qu'il eût jamais connu.

Ce choc — ajouté à la nouvelle reçue quelques minutes plus tard : les Russes s'avançaient vers la Potsdamerplatz toute proche et leur attaque de la Chancellerie aurait probablement lieu le matin du 30 avril, c'est-à-dire dans une trentaine d'heures — ce choc fut le signal de la fin. Il poussa Hitler à prendre sur-le-champ les dernières décisions de sa vie. Quand l'aube se leva, il avait épousé Eva Braun, rédigé son testament, envoyé Greim et Hanna Reitsch rejoindre la Luftwaffe pour organiser un bombardement massif des troupes russes encerclant la capitale, et donné l'ordre d'arrêter Himmler, ce traître.

Un traître ne doit pas me succéder comme Führer, déclara-t-il à Hanna Reitsch. Vous devez réussir à vous échapper, afin d'y veiller.

Mais Hitler ne pouvait pas attendre pour se venger d'Himmler. Il avait en son pouvoir l'agent de liaison du chef S.S. : Fegelein. L'ancien jockey devenu général S.S. fut extrait de son cachot, pressé de questions

au sujet de la « trahison » de son chef, accusé de complicité et, sur les ordres du Führer, abattu dans les jardins de la Chancellerie. Le fait qu'il fût marié à la sœur d'Eva Braun ne lui valut pas la vie sauve. Eva ne tenta pas d'intercéder en sa faveur.

Pauvre, pauvre Adolf ! dit-elle en présence d'Hanna Reitsch. Abandonné, trahi par tous. Mieux vaut la mort de 10 000 hommes que la perte du Führer pour l'Allemagne.

L'Allemagne le perdit pourtant, mais en ces quelques heures c'est Eva Braun qui le gagna. Entre une heure et trois heures du matin, le 29 avril, en guise d'ultime récompense pour son indéfectible loyauté, Hitler accéda au désir de sa maîtresse et lui offrit un mariage légal. Il avait toujours affirmé que le mariage l'empêcherait de se consacrer entièrement à la direction du parti, qu'il voulait mener, avec sa patrie, jusqu'à la puissance suprême. Maintenant qu'il n'y avait plus de patrie ni de parti à conduire à la gloire et que sa vie tirait à sa fin, il pouvait en toute sérénité contracter un mariage destiné à ne durer que quelques heures.

Gœbbels trouva un conseiller municipal, un certain Walter Wagner, qui combattait dans les troupes de la *Volkssturm*, dans la rue même, et ce personnage officiel, tout surpris, présida la cérémonie, dans la petite salle de conférences du bunker. Le document du mariage a été préservé et nous permet d'imaginer ce qu'un des secrétaires du Führer décrit comme « les noces funèbres ». Hitler demanda que, « vu la tournure de la guerre, les bans fussent publiés oralement, afin d'éviter tout délai ».

Les deux futurs époux jurèrent qu'ils étaient « de purs Aryens », exempts de « maladies héréditaires susceptibles d'empêcher leur union ». A la veille de sa mort le dictateur tenait malgré tout à respecter les formes.

Il laissa pourtant en blanc les lignes destinées à indiquer les noms de ses père (né Schicklgruber) et mère, ainsi que la date de leur mariage. Quand l'épousée voulut signer, elle commença par écrire « Eva Braun », mais elle se reprit, biffa le B et écrivit « Eva Hitler, née Braun ». Goebbels et Bormann apposèrent leur signature, en qualité de témoins.

Après la brève cérémonie, il y eut un lunch plutôt macabre, dans l'appartement privé du Führer. On apporta du champagne et tous y furent invités : même Fräulein Manzialy, la cuisinière végétarienne d'Hitler, ses secrétaires et les derniers généraux présents, Krebs et Burgdorf, sans oublier Bormann et le docteur Goebbels et sa femme. Pendant un moment, la conversation s'orienta sur « le bon vieux temps » et les camarades du parti, durant les jours meilleurs. Hitler s'attendrit au souvenir du mariage de Goebbels, dont il avait été le témoin. Selon son habitude et jusqu'à la fin, ce bavard ne tarissait pas et évoquait les périodes frappantes de sa vie aventureuse.

Elle touchait à son terme, dit-il, ainsi que le national-socialisme. Pour lui, ce serait un soulagement de mourir, puisqu'il avait été trahi par ses meilleurs amis et ses disciples. Une atmosphère lugubre planait sur l'assistance et certains des invités se retirèrent furtivement, en larmes. Finalement, Hitler en fit autant. Dans une pièce voisine, il fit venir une de ses secrétaires, Frau Gertrude Junge, et commença à lui dicter son testament politique et ses dernières volontés privées.

Ces documents étaient, dans l'esprit d'Hitler, destinés à la postérité. Comme la plupart des autres écrits du Führer, il apporte un témoignage important à ce récit. Il confirme que l'homme qui avait gouverné l'Allemagne d'une main de fer, durant plus de douze années, et une grande partie de l'Europe pendant quatre ans, n'avait absolument rien appris de cette expérience ; ses revers mêmes et sa foudroyante défaite finale ne lui avaient rien enseigné.

Au contraire, durant les dernières heures de son existence, il retrouva sa personnalité de jeune homme besogneux et ses rodomontades de pilier de café du temps de Munich pour maudire les Juifs, responsables de tous les maux de l'Univers, et pour ressasser ses absurdes théories sur la marche du monde, tout en pleurnichant sur l'Allemagne que le sort avait — une fois de plus — privée du fruit de ses victoires. Dans ce message d'adieu au peuple allemand et au monde, qui se voulait aussi un plaidoyer devant l'Histoire, Adolf Hitler déversa toutes les balivernes et les absurdités de *Mein Kampf*, ajoutant quelques mensonges en guise d'assaisonnement. C'était la digne épitaphe d'un tyran assoiffé de puissance, totalement corrompu et finalement vaincu par le pouvoir absolu.

« Le Testament Politique », comme il le nommait, se divisait en deux parties : la première était un appel à la postérité, la seconde une série de directives pour l'avenir.

Plus de trente années se sont passées depuis que j'ai apporté ma modeste contribution,

en tant que volontaire, à la première guerre mondiale qui fut imposée au Reich.

Durant cette période, seuls mon amour pour mon peuple et ma fidélité envers lui ont guidé mes pensées, mes actes et ma vie. Ils m'ont donné la force de prendre les décisions les plus difficiles qui se fussent imposées au choix d'un être humain...

Il est inexact que moi-même, ou quiconque en Allemagne, ait désiré la guerre en 1939. Cette guerre a été voulue et provoquée exclusivement par les hommes d'État internationaux d'origine juive ou qui servaient les intérêts juifs.

J'ai trop souvent proposé le contrôle et la limitation des armements pour que la postérité puisse l'ignorer et pour qu'elle puisse m'imputer la responsabilité d'avoir déclenché cette guerre. De plus, je n'ai jamais désiré qu'après les horreurs de la première guerre mondiale il s'en produisît une autre contre l'Angleterre ou l'Amérique. Les siècles passeront, mais des ruines de nos villes et de nos monuments jaillira éternellement une haine indestructible contre les responsables de ces destructions. Et ces responsables les voici : la Juiverie internationale et ses adeptes.

Ensuite venait le mensonge cher à Hitler : trois jours avant l'attaque de la Pologne, il avait soi-disant proposé au gouvernement britannique une solution raisonnable du problème germano-polonais.

Ma proposition fut rejetée parce que la clique au pouvoir en Angleterre voulait à tout prix la guerre, en partie pour des raisons commerciales, en partie parce qu'elle était influencée par la propagande de la Juiverie internationale.

Il déclarait alors qu'il rejetait « la seule responsabilité » non seulement des millions de morts des champs de bataille et des villes bombardées, mais encore des Juifs massacrés par lui-même... sur les Juifs. Enfin, il révélait la raison pour laquelle il tenait à demeurer à Berlin jusqu'à la fin :

Après six ans d'une guerre qui, malgré ses revers, s'inscrira un jour dans l'Histoire comme la plus glorieuse et la plus héroïque manifestation du désir de vivre d'une nation, je ne puis abandonner la ville qui est la capitale de notre pays... Je tiens à partager le sort des millions d'êtres qui ont accepté de rester ici. De plus, je ne veux pas tomber aux mains de

l'ennemi qui cherche à s'offrir un nouveau spectacle, présenté par les Juifs, dans le seul but de divertir ses masses hystériques.

Par conséquent, j'ai décidé de rester à Berlin et d'y choisir volontairement la mort, au moment où je jugerai que la position du Führer et de la Chancellerie ne peuvent être tenues plus longtemps. Je meurs la joie au cœur, conscient des accomplissements immenses de notre peuple, paysans et ouvriers, et de l'apport incomparable qu'a fait à l'Histoire notre jeunesse qui porte mon nom

Il exhortait ensuite les Allemands à ne pas « abandonner la lutte ». Il en était quand même arrivé à reconnaître que le national-socialisme était momentanément anéanti, mais il assurait ses compatriotes que des sacrifices des militaires et de lui-même

...jaillirait une semence qui croîtrait un jour... pour la renaissance glorieuse du mouvement national socialiste dans une nation véritablement unie.

Hitler ne pouvait mourir sans avoir d'abord lancé une dernière insulte à l'armée, et spécialement aux officiers qu'il tenait pour responsables du désastre. Bien qu'il reconnût la défaite temporaire du nazisme, il adjurait néanmoins les commandants des forces armées

...de raffermir par tous les moyens possibles l'esprit de résistance de nos soldats dans la foi nationale socialiste, en insistant sur le fait que moi-même — en tant que fondateur et créateur de ce mouvement — je préfère la mort à une lâche résignation, ou même à la capitulation.

Un coup de patte en passant à la caste des officiers de l'armée :

Que ce soit dans l'avenir un point d'honneur pour les officiers de l'armée allemande — comme ce l'est déjà pour notre marine — de ne jamais envisager la reddition d'une ville ou

d'une région et que, pardessus tout, les chefs sachent donner le pur exemple d'un indéfectible dévouement au devoir jusqu'à la mort.

C'était la marotte d'Hitler de ne « jamais envisager la reddition d'une ville ou d'une région » qui avait contribué à provoquer des désastres militaires comme celui de Stalingrad. Mais, sur ce plan, comme sur d'autres, l'expérience ne lui avait rien appris.

La seconde partie du Testament Politique traitait de la succession d'Hitler. Dans le Troisième Reich en flammes et déjà désagréé, Hitler ne pouvait envisager de mourir sans nommer son successeur et préciser la composition exacte du gouvernement que celui-ci devrait nommer. Avant tout, il lui fallait éliminer ceux qui briguaient sa succession.

Avant ma mort, j'exclus du parti l'ex-maréchal du Reich Hermann Goering et je lui retire tous les droits que lui conférait le décret du 20 juin 1941... A sa place, je nomme l'amiral Doenitz, président du Reich et commandant suprême des forces armées.

Avant ma mort, j'exclus du parti et je relève de toutes ses charges l'ex-Reichsführer des S.S. et ministre de l'Intérieur Heinrich Himmler.

Il croyait que les chefs de l'armée, de l'aviation et des S.S. l'avaient trahi et frustré de la victoire. Il ne lui restait donc plus que la marine pour y choisir un successeur; celle-ci d'ailleurs n'avait pas eu une importance suffisante pour jouer le rôle principal dans la guerre de conquête. Et c'était l'armée que visait ce coup de patte, l'armée qui avait assumé la majorité des combats et subi le plus de pertes! Il n'oubliait pas, en passant, de dénoncer les deux hommes qui avaient été — avec Goebbels — ses collaborateurs les plus intimes, dès la naissance du parti.

En plus de leur manque de loyauté envers moi, Gœring et Himmler ont attiré sur la nation tout entière une honte ineffaçable, en négociant secrètement avec l'ennemi, à mon insu et contre ma volonté et aussi en essayant de s'emparer illégalement du pouvoir.

Ayant exclu les traîtres et désigné son successeur, Hitler dictait à Doenitz les noms des futurs membres de son gouvernement. C'étaient tous des « hommes honorables, qui s'attacheraient à continuer la guerre à tout prix ». Gœbbels devait être Chancelier et Bormann « ministre du parti », un poste nouveau. Seyss-Inquart, le Quisling autrichien, devenu le sanguinaire gouverneur de la Hollande, se voyait attribuer le portefeuille des Affaires étrangères. Speer, à l'instar de Ribbentrop, était renvoyé. Mais le comte Schwerin von Krosigk, qui avait été ministre des Finances, sans interruption, depuis sa nomination à ce poste par von Papen, en 1932, conservait sa place. Cet homme était un sot, mais il faut reconnaître qu'il savait survivre aux événements.

Non seulement Hitler désignait ainsi à son successeur tout son gouvernement, mais encore il lui laissait des consignes :

Avant tout, je recommande au gouvernement et au peuple de garder en vigueur les lois raciales et de résister impitoyablement à cet empoisonneur de toutes les nations qu'est le Juif (21).

Puis ce fut la fin du Seigneur de la Guerre. C'était le dimanche 29 avril, à quatre heures du matin. Hitler convoqua Gœbbels, Bormann et les généraux Krebs et Burgdorf pour témoigner de la validité du document et le signer. Puis il dicta rapidement son testament personnel. L'Homme du Destin y reprenait sa personnalité de bourgeois autrichien, expliquait les motifs de son mariage et les raisons pour lesquelles son épouse et lui-

même se donnaient la mort, puis il répartissait ses biens entre les membres de sa famille, avec l'espoir qu'ils leur suffiraient pour vivre modestement. Du moins Hitler n'avait-il pas usé de sa puissance pour amasser une énorme fortune, comme l'avait fait Goering.

Bien que durant les années de lutte je n'aie pu assumer les responsabilités d'un mariage, maintenant — avant la fin de ma vie — j'ai décidé de prendre pour épouse la femme qui, après des années de fidèle amitié, est venue librement me rejoindre dans cette ville déjà presque encerclée, afin de partager mon sort.

Elle entrera dans la mort avec moi, selon son propre souhait en tant que ma légitime épouse. Ce sera pour nous une compensation de ce dont nous ont privés les exigences de ma mission au service de mon peuple.

Tout ce que je possède — dans la mesure où mes biens ont une valeur quelconque — appartient au parti, ou, si celui-ci n'existe plus, à l'État. En cas d'anéantissement de ce dernier, toutes instructions deviennent inutiles. Les tableaux réunis par mes soins, au long des années, n'ont jamais été achetés en vue de me constituer une collection personnelle, mais simplement pour former une galerie de peintures dans ma ville natale de Linz, sur le Danube.

En tant qu'exécuteur testamentaire, Bormann devait

... remettre à ma famille tous les objets constituant un souvenir personnel et des revenus suffisants pour maintenir un niveau de vie modeste (kleinen buergerlichen*)...

** Hitler ne donnait pas les noms des membres de sa famille dont il comptait assurer la subsistance, mais, d'après ce qu'il avait dit à ses secrétaires, il s'agissait de sa sœur Paula et de sa belle-mère.*

Ma femme et moi avons préféré mourir pour échapper à la honte d'une défaite ou d'une capitulation. Nous désirons être incinérés immédiatement à l'endroit même où j'ai accompli la majeure partie de mon travail quotidien, durant les douze années que j'ai passées au service de mon peuple.

Épuisé d'avoir dicté ses messages d'adieu, Hitler alla se coucher, tandis que l'aube se levait sur Berlin et le dernier dimanche de sa vie. Un funèbre voile de fumée enveloppait la capitale. Des immeubles s'écroulaient, en flammes, sous les coups de l'artillerie russe tirés à bout portant. Les Russes n'étaient plus loin de la Wilhelmstrasse et de la Chancellerie.

Tandis qu'Hitler dormait, Goebbels et Bormann se hâtèrent d'agir. Dans son Testament politique, qu'ils avaient signé en tant que témoins, le Führer leur avait enjoint de quitter la capitale et de rejoindre le nouveau gouvernement. Bormann était prêt à obéir. Malgré sa dévotion pour le chef, il ne tenait, si possible, pas à le suivre dans la mort. La seule chose au monde qu'il désirait était de tirer les ficelles dans la coulisse et Doenitz pouvait lui en offrir la possibilité, au cas, bien sûr, où Goering, ayant appris la mort du Führer, ne tenterait pas d'usurper le trône. Pour éviter une telle éventualité, Bormann envoya un message au Q.G. des S.S., à Berchtesgaden.

...Dans le cas où se produirait la chute de Berlin et la nôtre, les traîtres du 23 avril devront être exterminés. Faites votre devoir! Votre vie et votre honneur en dépendent (22).

C'était l'ordre d'assassiner Goering et son état-major de l'aviation, que Bormann avait déjà mis aux arrêts sous la surveillance des S.S.

Le docteur Goebbels, comme Eva Braun et au contraire de Bormann, n'avait nullement le désir de continuer à vivre dans une Allemagne privée de son Führer révérend. Il avait lié son sort à celui d'Hitler, à qui il devait sa stupéfiante ascension. Il avait été le grand prophète et le principal propagandiste du mouvement nazi. C'était lui qui, après Hitler, avait créé

ses mythes. Pour rester digne de ces mythes, non seulement le chef, mais son disciple le plus fidèle — le seul de la Vieille Garde à ne pas l'avoir trahi — devait offrir sa vie en sacrifice. Lui aussi devait donner un exemple qui passerait à la postérité et aiderait un jour à rallumer la flamme du national-socialisme.

Telles devaient être ses pensées, quand, Hitler parti se coucher, Goebbels se retira dans sa petite chambre du bunker pour écrire son propre testament. Il l'intitula : « Appendice au Testament politique du Führer. »

Le Führer m'avait ordonné de quitter Berlin... et de participer en tant que membre dirigeant au gouvernement désigné par ses soins.

Pour la première fois de ma vie, je dois refuser catégoriquement d'obéir à un ordre du Führer. Ma femme et mes enfants se joignent à moi dans ce refus. En dehors du fait que des sentiments d'humanité et de fidélité personnelle nous interdisent d'abandonner le Führer en cette heure suprême, je craindrais de passer pour un traître infâme, pour un misérable jusqu'à la fin de mes jours; de plus, je perdrais tout respect de moi-même et le respect de mes concitoyens...

Dans le cauchemar de trahison qui enveloppe le Führer, en ces jours très critiques de la guerre, quelqu'un doit demeurer auprès de lui, sans réserves, jusqu'à la mort...

Je suis donc persuadé de rendre le plus grand service au peuple allemand par ma conduite. Dans l'avenir difficile qui nous attend, les exemples prendront plus d'importance que les hommes...

Pour cette raison, en accord avec ma femme, et de la part de mes enfants qui sont trop jeunes pour exprimer une opinion personnelle mais qui approuveraient sans réserve cette décision s'ils étaient en âge de la comprendre, j'exprime mon inébranlable résolution de ne pas quitter la capitale du Reich, même en cas de défaite, et de préférer rester aux côtés du Führer pour terminer une existence qui n'aura plus de valeur si je ne puis la passer au service du Führer et près de lui (23).

Le docteur Goebbels termina la rédaction de son testament à cinq

heures trente, le matin du 29 avril. L'aube se levait sur Berlin, mais le soleil se cachait derrière un écran d'épaisse fumée. Il restait encore beaucoup de travail à faire. La première tâche était de faire parvenir le testament du Führer à Doenitz, afin de le préserver pour la postérité; pour cela, il fallait traverser les lignes russes toutes proches.

Trois messagers furent choisis pour emporter des exemplaires de ce précieux document : le commandant Willi Johannmeier, aide de camp d'Hitler; Wilhelm Zander, officier S.S. et conseiller de Bormann; et Heinz Lorenz, un officiel du ministère de la Propagande, qui avait, la veille au soir, apporté la bouleversante nouvelle de la trahison d'Himmler. Johannmeier, officier très décoré, devait emmener le groupe à travers les lignes de l'Armée Rouge.

Lui-même devait remettre son exemplaire au feld-maréchal Ferdinand Schoerner, dont l'armée se cramponnait encore aux monts de Bohême et qu'Hitler avait nommé nouveau commandant en chef de l'armée. Le général Burgdorf avait joint au pli une lettre informant Schoerner qu'Hitler avait rédigé son testament « sous l'influence de la terrible nouvelle de la trahison d'Himmler. Il représente son irrévocable décision ». Zander et Lorenz devaient porter leurs exemplaires respectifs à Doenitz. Bormann donnait à Zander un ordre de mission adressé à Doenitz :

Cher grand amiral,

Puisque aucune division n'a réussi à parvenir jusqu'à nous et que notre position paraît sans espoir, le Führer a dicté cette nuit le Testament politique ci-joint. Heil Hitler.

Les trois messagers se mirent en route à midi pour accomplir leur dangereuse mission. Ils se dirigèrent prudemment vers l'ouest, en passant

par le Tiergarten et Charlottenburg, pour atteindre Pichelsdorf au bout du lac Havel, où un bataillon de Jeunesses Hitlériennes tenait le pont, dans l'attente de l'armée fantôme de Wenck. Il leur avait fallu franchir trois zones occupées par les Russes : la Colonne de la Victoire au milieu du Tiergarten; la gare du Zoo, juste aux confins du Tiergarten, les abords de Pichelsdorf. Mais de nombreuses aventures les attendaient encore*.

* *Trevor-Roper, dans The Last Days of Hitler, a donné un récit coloré de leurs aventures. N'eût été une indiscretion de Heinz Lorenz, les messages d'adieu d'Hitler et Gœbbels n'auraient jamais été connus. Le commandant Johannmeier enterra son exemplaire dans le jardin de sa maison, à Iserlohn, en Westphalie; Zander cacha le sien dans une malle qu'il laissa dans le village bavarois de Tegernsee. A l'abri d'un déguisement et d'une fausse identité, il essaya de commencer une vie nouvelle sous le nom de Wilhelm Pustlin. Mais Lorenz, journaliste de profession, était trop bavard pour garder le secret; une indiscretion fit par hasard découvrir son exemplaire et, par la suite, les deux autres.*

Les trois hommes parvinrent à franchir tous les obstacles, mais beaucoup trop tard pour que les documents pussent servir à Doenitz et Schoerner, qui ne les virent jamais.

Ils ne furent pas les seuls à quitter le bunker ce jour-là. Le 29 avril à midi, Hitler, reposé et calmé, présida comme d'habitude la réunion d'information qu'il tenait chaque jour à la même heure, depuis six ans, pour s'enquérir de la situation militaire, tout comme s'il n'avait pas atteint le bout de la route. Le général Krebs révéla que les Russes s'étaient encore rapprochés de la Chancellerie durant la nuit et les premières heures du matin. Les munitions des défenseurs de la ville s'épuisaient.

On n'avait toujours aucune nouvelle de l'armée tant attendue de Wenck. Trois aides de camp, qui, désormais, se trouvaient désœuvrés et ne voulaient pas accompagner leur chef dans une mort volontaire,

demandèrent à quitter le bunker pour se renseigner sur la situation de Wenck. Hitler les y autorisa en les priant de faire presser l'allure du général Wenck. Les trois officiers partirent dans l'après-midi.

Ils furent bientôt rejoints par un quatrième, le colonel Nicolaus von Below, aide de camp d'Hitler et membre de son entourage immédiat depuis le début de la guerre. Below non plus ne tenait pas à se suicider, et il se sentait inutile à la Chancellerie. Il demanda et obtint du Führer la permission de le quitter. Hitler se montrait vraiment raisonnable, ce jour-là. D'ailleurs, il voulait utiliser le colonel d'aviation pour porter un ultime message destiné au maréchal Keitel, que Bormann soupçonnait déjà de trahison. Ce message contenait le coup final du Seigneur de la Guerre à l'armée, qu'il accusait en son for intérieur de l'avoir desservi.

Il est certain que les nouvelles apportées à la conférence quotidienne de vingt-deux heures augmentèrent encore l'amertume, déjà immense, que le Führer nourrissait à l'égard de l'armée. Le général Weidling, qui commandait le *Volkssturm*, courageux mais composé d'hommes épuisés et trop âgés, et les Jeunesses Hitlériennes sacrifiées dans la ville assiégée pour prolonger de quelques jours la vie d'Hitler, le général Weidling donc précisa que les Russes avançaient dans la Saarlandstrasse et la Wilhelmstrasse et atteignaient presque le ministère de l'Air, qui ne se trouvait qu'à deux pas de la Chancellerie. D'après lui, l'ennemi serait devant celle-ci dans un jour ou deux.

C'était la fin. Hitler lui-même, qui, jusqu'alors, avait dirigé des armées inexistantes, censées venir au secours de la capitale, voyait enfin clair. Il dicta son ultime message, qu'il chargea Below de transmettre à Keitel. Il informa le chef de l'O.K.W. que la défense de Berlin prenait fin, qu'il

préférerait la mort à la reddition, que Gœring et Himmler l'avaient trahi et qu'il nommait l'amiral Doenitz son successeur.

Il lui restait un mot à dire sur les forces armées qui, malgré ses directives, avaient mené l'Allemagne à la défaite. La marine, disait-il, s'était admirablement conduite. La Luftwaffe avait bravement combattu et, si elle avait perdu sa suprématie du début de la guerre, seul Gœring en portait la responsabilité. Quant à l'armée, les simples soldats s'étaient comportés en braves mais les généraux avaient été indignes d'eux et du Führer.

Le peuple et les forces armées (continuait Hitler) ont tout donné dans cette longue et pénible lutte. Le sacrifice a été énorme. Mais ma confiance a été mal placée en bien des cas. La déloyauté et la trahison ont miné la résistance, tout au long de la guerre.

Il ne m'aura donc pas été donné de conduire mon peuple à la victoire. L'état-major de l'armée ne saurait se comparer à celui de la première guerre mondiale. Sa conduite n'a jamais égalé celle des unités combattantes.

Du moins le Grand Guerrier nazi restait-il jusqu'à la fin fidèle à son personnage. Les grandes victoires, c'était à lui qu'on les devait. Les défaites et l'échec final, les autres en étaient responsables, par leur « déloyauté et leur trahison ».

Enfin venait la recommandation suprême, les dernières paroles qui nous restent de cet insensé :

Les efforts et les sacrifices du peuple allemand dans cette guerre ont été incommensurables; je ne peux croire qu'ils aient été vains. Le but demeure : conquérir des terres à l'Est pour le peuple allemand*.

* *Le colonel von Below détruisit ce message lorsqu'il apprit la mort du Führer, tout en se dirigeant vers la zone occupée par les Alliés. Il l'a reconstitué de mémoire. Cf. TREVOR-ROPER, ouv. cit., pp. 194-95.*

La dernière phrase sortait tout droit de *Mein Kampf*. Hitler achevait son existence comme il l'avait commencée, avec l'obsession de ces « terres à l'Est » qu'il fallait gagner pour le peuple allemand, le peuple favorisé. Les millions de victimes allemandes, les millions de maisons allemandes anéanties par les bombes, la destruction même de la nation allemande, ne l'avaient pas convaincu que la conquête des terres appartenant aux peuples slaves de l'Est n'était — toute considération morale mise à part — que le rêve dérisoire d'un Teuton.

Dans l'après-midi du 29 avril arriva au bunker une des dernières nouvelles du monde extérieur. Mussolini, le compère d'Hitler, son émule en matière de fascisme et de dictature, son complice en agression, avait trouvé la mort en compagnie de sa maîtresse Clara Petacci.

Ils avaient été pris par des partisans italiens, le 26 avril, alors qu'ils tentaient de s'échapper de Côme pour passer en Suisse, et exécutés deux jours plus tard. Dans la nuit du samedi 28 avril, leurs corps furent transportés à Milan en camion et jetés sur la place publique. Le lendemain, on les pendit par les pieds à des réverbères, puis on les décrocha, mais on les laissa dans le ruisseau où, le dimanche, les Italiens eurent tout loisir de les injurier. Le 1er mai, Benito Mussolini fut enterré près de sa maîtresse dans le coin des pauvres, au Cimitero Maggiore de Milan. C'est dans des circonstances aussi viles que macabres qu'Il Duce et le Fascisme passèrent dans l'Histoire.

On ne sait pas si le Führer eut connaissance des détails de la mort abjecte du Duce. On peut toutefois supposer que le peu qu'il en sut l'ancra plus encore dans sa résolution de ne pas permettre que sa personne et celle de son épouse, mortes ou vives, fussent « offertes en spectacle par les Juifs aux masses hystériques » — comme il l'avait spécifié dans son testament.

Peu après avoir appris la mort de Mussolini, Hitler prépara la sienne. Il fit empoisonner son chien-loup préféré, Blondi, et abattre d'un coup de revolver deux autres de ses chiens. Puis il convoqua les deux secrétaires, des femmes, qui lui restaient, et leur remit des pilules de poison à utiliser,

si elles le désiraient, à l'arrivée des Russes. Il regrettait, dit-il, de ne pas leur offrir de plus beau cadeau d'adieu et il leur exprima sa reconnaissance pour leurs longs et loyaux services.

Le soir tombait, le dernier de la vie d'Adolf Hitler. Il donna l'ordre à Frau Junge, une de ses secrétaires, de détruire les documents restant dans ses dossiers et fit dire à tous les occupants du bunker de ne pas se coucher avant d'en avoir reçu l'ordre. Tous comprirent qu'il avait jugé le moment venu de leur faire ses adieux. Mais ce ne fut qu'à deux heures trente, dans la nuit du 30 avril — au dire de plusieurs témoins — que le Führer sortit de ses appartements privés et fit son apparition dans la salle à manger, où étaient assemblées une vingtaine de personnes, pour la plupart des femmes. Il serra les mains à la ronde et murmura à chacun des paroles inintelligibles. Ses yeux étaient embués de larmes et — d'après Frau Junge — « ils semblaient regarder au loin, au-delà des murs du bunker. »

Dès qu'il se fut retiré, on constata un phénomène curieux. La tension quasi intolérable qui régnait dans la pièce se brisa d'un seul coup, et plusieurs personnes organisèrent une partie de danse. Elle devint bientôt endiablée et bruyante, au point que le Führer fut obligé de demander un peu de calme. Les Russes pouvaient arriver d'une heure à l'autre et les massacrer tous — et nombreux étaient ceux qui pensaient déjà à leur fuite — mais un court instant, dès lors que prenait fin l'emprise du Führer sur leur existence, ils étaient décidés à profiter au mieux de ce qui leur restait. Il semble qu'ils aient tous éprouvé un énorme soulagement. Toujours est-il qu'ils dansèrent toute la nuit.

Mais pas Bormann. Ce sombre personnage avait encore du travail à faire. Ses propres chances de vivre semblaient diminuer. Il se pouvait qu'il

n'eût pas le temps d'aller rejoindre Doenitz entre la mort du Führer et l'entrée des Russes. Dans ce cas, et pendant que le Führer vivait encore, Bormann pouvait du moins exercer sa hargne contre les « traîtres ». Il envoya encore un message à Doenitz.

Doenitz!

Nous avons l'impression de plus en plus forte que les divisions de la région de Berlin sont oisives depuis plusieurs jours. Tous les rapports que nous recevons sont contrôlés, supprimés, ou tronqués par Keitel. Le Führer vous ordonne de prendre immédiatement des mesures impitoyables contre tous les traîtres.

Enfin, comme s'il ne savait pas que la mort du Führer était imminente, il ajouta un P.-S. : « Le Führer est vivant et dirige la défense de Berlin. »

Mais il n'était plus possible de défendre Berlin. Les Russes avaient déjà occupé presque toute la ville. Il ne s'agissait plus maintenant que de défendre la Chancellerie. Mais elle était condamnée également, comme Hitler et Bormann l'apprirent le 30 avril à midi, à la dernière conférence. Les Russes avaient atteint l'extrémité est du Tiergarten et fait irruption sur la Potsdamerplatz. Ils se trouvaient à un pâté de maisons de la Chancellerie. L'heure était venue pour Adolf Hitler de mettre son projet à exécution.

Sa femme n'ayant sans doute pas d'appétit, ce jour-là, Hitler prit son déjeuner avec ses deux secrétaires et sa cuisinière végétarienne. Celle-ci ne se doutait probablement pas qu'elle venait de lui préparer son dernier repas. Tandis qu'ils terminaient ce déjeuner, vers quatorze heures trente, Erich Kempka, le chauffeur d'Hitler, responsable du garage de la Chancellerie, reçut l'ordre de porter sur-le-champ 200 litres d'essence dans

le jardin de la Chancellerie. Non sans mal, Kempka réussit à en rassembler 180 litres. Avec l'aide de trois hommes, il porta les bidons devant la sortie de secours du bunker (24).

Hitler se leva de table pour aller chercher Eva Braun et faire des adieux définitifs aux plus intimes de ses collaborateurs :

Le docteur Gœbbels, les généraux Krebs et Burgdorf, les secrétaires, et la cuisinière, Fräulein Manzialy. Frau Gœbbels ne se montra pas. Cette belle femme, blonde et altière, avait — comme Eva Braun — trouvé facile de choisir la mort avec son mari, mais elle reculait devant l'idée de tuer ses six enfants, qui jouaient gaiement dans l'abri souterrain depuis plusieurs jours, sans se douter du sort qui les attendait.

Ma chère Hanna, avait-elle dit à Fräulein Reitsch, deux ou trois jours plus tôt, lorsque la fin viendra, vous m'aidez si je faiblis au sujet des enfants... Ils appartiennent au Troisième Reich et au Führer et, si tous deux disparaissent, il n'y a plus de place pour eux au monde. Ma plus grande crainte est de faiblir au dernier moment.

Seule dans sa petite chambre, elle essayait maintenant de dominer cette grande crainte*.

* Les enfants étaient : Hela, douze ans; Hilda, onze ans; Helmut, neuf ans; Holde, sept ans; Hedda, cinq ans; Heide, trois ans.

Hitler et Eva n'avaient pas d'angoisses semblables. Ils ne disposaient que de leur propre existence. Les adieux terminés, ils se retirèrent dans leur chambre. Dans le couloir, le docteur Gœbbels, Bormann et quelques autres attendaient. Le premier coup de revolver ne tarda pas à retentir, mais le second ne se fit pas entendre. Après une attente respectueuse, ils

entrèrent. Ils trouvèrent sur le divan le corps ensanglanté d'Adolf Hitler. Il s'était tiré un coup de revolver dans la bouche. A ses côtés, gisait Eva Braun. Deux revolvers étaient tombés à terre, mais Eva n'avait pas utilisé le sien. Elle avait préféré le poison.

C'était le lundi 30 avril 1945, à quinze heures trente, dix jours après le cinquante-sixième anniversaire d'Hitler et douze ans et trois mois, jour pour jour, après son accession au rang de chancelier et l'avènement du Troisième Reich. Ce dernier ne devait lui survivre que d'une semaine.

Alors se déroulèrent les funérailles du Viking. Pas une parole ne fut prononcée. On n'entendait que le grondement de l'artillerie russe et les explosions des obus dans le jardin de la Chancellerie. Le valet d'Hitler, le S.S. *Sturmbannführer* Heinz Linge, et une ordonnance portèrent dehors la dépouille du Führer enveloppée dans une couverture feldgrau de l'armée, rabattue sur le visage fracassé. Krempka le reconnut au pantalon noir et aux chaussures qui dépassaient de la couverture et que le Seigneur de la Guerre portait toujours avec sa tunique feldgrau. La mort d'Eva Braun avait été plus propre et Bormann remit le corps à Kempka sans le dissimuler.

Frau Hitler (raconta plus tard le chauffeur) portait une robe sombre... Je ne remarquai aucune blessure.

Les cadavres furent transportés au jardin et — pendant une accalmie des bombardements — déposés dans un cratère d'obus et arrosés d'essence. Le cortège funèbre, dirigé par Goebbels et Bormann, se dirigea vers la sortie de secours et — quand les flammes montèrent — se mit au garde-à-vous, puis fit le salut nazi en guise d'adieu. Ce fut une cérémonie

brève, car les projectiles de l'Armée Rouge tombaient de plus belle sur le jardin. Les survivants se retirèrent à l'abri du bunker, laissant les flammes détruire les restes mortels d'Adolf Hitler et de son épouse*.

** On ne trouva jamais les squelettes, ce qui, après la guerre, fit naître des rumeurs selon lesquelles Hitler serait vivant. Mais les interrogatoires séparés des divers témoins de sa mort, par des officiers de renseignements britanniques et américains, ne laissent subsister aucun doute en la matière. Kempka a donné une explication plausible de la disparition de ces ossements calcinés : « Les restes ont été dispersés, dit-il à ceux qui l'interrogeaient, par le feu continu de l'artillerie russe. »*

Pour Bormann et Goebbels, il restait encore des tâches à accomplir dans le Troisième Reich, désormais privé de son fondateur et dictateur, mais c'étaient des tâches bien différentes.

Les messagers chargés du testament d'Hitler n'avaient pas encore eu le temps d'apporter celui-ci à Doenitz, qui ignorait encore sa nomination de successeur du Führer. Il fallait donc en informer l'amiral par radio. Mais Bormann hésitait : il était bien difficile de renoncer à la puissance un instant savourée ! Il finit par envoyer un message.

GRAND AMIRAL DÖENITZ

A la place de l'ex-maréchal du Reich Goering, c'est vous que le Führer a désigné comme son successeur. Confirmation écrite vous parviendra incessamment. Vous prendrez immédiatement toutes mesures requises par la situation.

Pas un mot sur la mort d'Hitler.

L'amiral, qui avait le commandement suprême de toutes les forces allemandes dans le nord, avait transféré son Q.G. à Plön, dans le Schleswig. Cette nouvelle le stupéfia. A la différence des autres chefs du parti, il n'avait jamais désiré succéder à Hitler : une telle pensée n'avait

même pas effleuré sa cervelle de marin. Deux jours plus tôt, croyant qu'Himmler serait le successeur désigné, il était allé trouver le chef S.S. pour lui offrir son appui. Mais, comme il n'aurait pas envisagé de désobéir à un ordre du Führer, il envoya la réponse suivante, sans se douter qu'Adolf Hitler n'était plus.

MON FUEHRER!

Ma loyauté vous reste indéfectible. Je ferai tout mon possible pour vous aider à Berlin. Néanmoins, si le sort m'oblige à gouverner le Reich, en tant que votre successeur, désigné par vous, je continuerai cette guerre jusqu'à une fin digne de la lutte unique et héroïque du peuple allemand.

Grand amiral Doenitz.

Cette nuit-là, Bormann et Gœbbels eurent une nouvelle idée. Ils décidèrent de tenter une négociation avec les Soviets. Le général Krebs, le chef de l'état-major général de l'armée, qui était resté au bunker, avait été autrefois attaché militaire adjoint à Moscou. Il parlait le russe et il avait même reçu l'accolade de Staline, à la gare de Moscou. Peut-être pourrait-il obtenir quelque chose des Bolcheviks? Ce que Bormann et Gœbbels désiraient exactement, c'était un sauf-conduit pour eux deux, afin de prendre les places que leur avait désignées le Führer dans le nouveau gouvernement Doenitz. En retour, ils étaient prêts à offrir la reddition de Berlin.

Le général Krebs se mit en route peu après minuit, le 30 avril, pour voir le général Chuikov, commandant les troupes soviétiques assiégeant Berlin*.

* Et non le maréchal Joukov, comme le veut faussement la tradition.

Un des officiers allemands qui l'accompagnaient a relaté en ces termes le début de la conversation.

KREBS : Aujourd'hui, c'est 1er mai, un grand jour de fête pour nos deux nations.

CHUIKOV : Pour nous, en effet. Mais je ne sais ce qu'il en est pour vous (25).

Le général russe exigea la reddition sans condition du bunker en bloc, sans distinction de personne, ainsi que de toutes les troupes allemandes de Berlin.

Krebs mit un certain temps à remplir sa mission et l'impatient Bormann, ne le voyant pas revenir à onze heures, le 1er mai, envoya un autre message par radio, à Doenitz.

Les termes du Testament sont immédiatement applicables. Je vais vous rejoindre aussitôt que possible. Je vous conseille de ne pas le divulguer avant mon arrivée.

C'était un texte ambigu. Bormann n'était pas assez franc pour révéler la mort du Führer. Il voulait sortir de Berlin pour être le premier à informer Doenitz de cette nouvelle sensationnelle et s'assurer la faveur du nouveau commandant en chef. Mais Goebbels qui, avec sa femme et ses enfants, était sur le point de mourir, n'avait aucune raison de cacher la vérité à l'amiral. A quinze heures quinze il expédia de son côté un message à Doenitz — et ce fut la dernière communication par radio émise par le bunker assiégé.

AU GRAND AMIRAL DOENITZ

Ultra-secret.

Le Führer est mort hier à quinze heures trente. Testament 29 avril vous désigne comme

président du Reich... (Suivent les noms des principaux membres du cabinet désignés.)

Par ordre du Führer, le Testament vous a été envoyé... Bormann a décidé de vous rejoindre aujourd'hui pour vous informer de la situation. A vous de décider du moment et de la façon de mettre au courant la presse et les troupes. Confirmez réception.

GÖEBBELS.

Göebbelles n'estimait pas nécessaire de renseigner le nouveau chef sur ses propres intentions. Il les mit à exécution le 1er mai, au début de la soirée. Il commença par ses six enfants. On arrêta leurs jeux et un médecin — sans doute celui qui avait piqué la veille les chiens du Führer — fit aux enfants une piqûre mortelle. Puis Göebbelles convoqua son aide de camp, le *Hauptsturmführer* S.S. Guenther Schwaegermann, pour lui demander d'apporter de l'essence.

« Schwaegermann, lui dit-il, voici la pire des trahisons : les généraux ont trahi le Führer. Tout est perdu. Je vais mourir, avec ma femme et mes enfants. » Il n'avoua pas qu'il avait déjà fait tuer ses enfants. « Vous allez incinérer nos corps. Le pouvez-vous? »

Schwaegermann lui assura qu'il le pouvait et envoya deux ordonnances chercher l'essence. Quelques minutes plus tard, vers vingt heures trente, comme la nuit commençait à tomber, le docteur et Frau Göebbelles traversèrent le bunker, firent leurs adieux à ceux qu'ils rencontrèrent dans le couloir et prirent l'escalier qui montait au jardin. Là, à leur demande, un S.S. les abattit d'un coup de revolver dans la nuque. Puis on mit le feu aux corps préalablement arrosés de quatre bidons d'essence. Mais ils ne furent pas totalement brûlés (26). Les survivants du bunker étaient bien trop pressés de décamper et ils n'avaient pas de temps à perdre. Les Russes trouvèrent les restes à demi calcinés dès le lendemain

et n'eurent aucun mal à les identifier.

Le 1er mai, à vingt et une heures, le *Führerbunker* brûlait et 500 ou 600 survivants de L'entourage du Führer tournaient en rond dans l'abri de la nouvelle Chancellerie, « comme des poulets décapités », ainsi que le raconta plus tard l'un d'eux, le tailleur du Führer — dans l'affolement de la grande fuite. Ils avaient décidé de suivre à pied les rails du métro, depuis la station de Wilhelmsplatz, en face de la Chancellerie, jusqu'à la gare de Friedrichstrasse. De là, on devait traverser la Spree et s'infiltrer par petits groupes à travers les lignes russes, au nord de la Spree. Nombreux furent ceux qui réussirent, mais pas tous, et notamment pas Martin Bormann.

Lorsque, enfin, le général Krebs revint au bunker, dans l'après-midi, porteur de la réponse intransigeante du général Chuikov, le secrétaire politique d'Hitler avait déjà décidé que sa seule chance de salut était dans la fuite, et il s'était joint à l'exode massif du bunker. Son groupe essaya de suivre un tank allemand, mais — selon Kempka, qui se trouvait avec lui — ils reçurent de plein fouet un obus russe et Bormann fut presque certainement tué.

Arthur Axmann, chef des Jeunesses hitlériennes, qui avait abandonné son bataillon de jeunes garçons au pont de Pichelsdorf pour sauver sa peau, se trouvait également dans ce groupe et il affirma plus tard, dans sa déposition, avoir vu le corps de Bormann sous le pont, à l'endroit où Invalidenstrasse traverse la voie de chemin de fer. Axmann reconnut son visage à la lueur de la lune et ne remarqua aucune blessure apparente; il supposa que Bormann avait avalé sa capsule de poison en constatant qu'il ne pourrait pas traverser les lignes russes.

Les généraux Krebs et Burgdorf ne se joignirent pas à l'exode. Il est

probable qu'ils ont volontairement mis fin à leurs jours dans la cave de la nouvelle Chancellerie.

Le Troisième Reich ne survécut que d'une semaine à son fondateur.

Le 1er mai, peu après vingt-deux heures, tandis que les corps du docteur Goebbels et de sa femme se consumaient dans les jardins de la Chancellerie et que les survivants du bunker s'enfuyaient en masse par les tunnels du métro, la radio de Hambourg interrompit une émission de musique enregistrée (on jouait la 7e Symphonie de Bruckner) pour faire entendre un roulement de tambours et annoncer ensuite :

Notre Führer, Adolf Hitler, luttant jusqu'à son dernier souffle contre les forces bolcheviques, est tombé pour l'Allemagne, cet après-midi, à son Q.G. de la chancellerie du Reich. Le 30 avril, le Führer avait désigné le grand amiral Dœnitz pour lui succéder. Le grand amiral et successeur du Führer va maintenant s'adresser au peuple allemand.

Le Troisième Reich mourait, comme il était né, dans un lamentable mensonge. Non seulement Hitler n'était pas mort ce jour-là mais la veille, ce qui d'ailleurs importait peu, et il n'était pas « tombé en luttant jusqu'à son dernier souffle ». Mais ce mensonge devait aider les « héritiers de la couronne » à édifier une légende et à garder l'emprise sur les troupes qui résistaient encore à l'ennemi et qui se seraient crues trahies en apprenant la vérité.

Doenitz lui-même répéta ce mensonge dans son discours radiodiffusé de vingt-deux heures vingt, où il parla de la « mort héroïque » du Führer. Il est vrai qu'il en ignorait encore les circonstances exactes, puisque le message radio de Goebbels signalait cette « mort » sans aucun détail. Mais cette lacune ne gênait en rien l'amiral, qui faisait de son mieux pour

accroître le trouble dans les cerveaux déjà confus de ses compatriotes, en cette heure du désastre de la nation.

Mon premier devoir (dit-il) est de sauver l'Allemagne de la destruction par l'ennemi bolchevique qui continue son avance. Dans ce seul but, la lutte militaire continue. Tant que ce résultat sera contrarié par les Britanniques et les Américains, nous serons obligés de les combattre également. Dans ces conditions, les Anglo-Américains se battront non pour leur peuple, mais pour la propagation du bolchévisme en Europe.

Après cette déformation ridicule, l'amiral — qui n'avait pas protesté en 1939 contre la décision d'Hitler de s'allier aux mêmes Bolchéviques pour pouvoir faire la guerre à l'Angleterre et plus tard à l'Amérique — termina son allocution au peuple allemand par ces mots : « Dieu ne nous abandonnera pas, après tant de souffrances et de sacrifices. »

C'étaient là des paroles creuses. Doenitz savait pertinemment que la résistance allemande était condamnée. Le 29 avril, la veille du suicide d'Hitler, les armées allemandes d'Italie s'étaient rendues sans conditions, mais la rupture des communications avait épargné au Führer cette nouvelle, qui aurait encore assombri ses dernières heures. Le 4 mai, le Haut-Commandement allemand de toutes les forces allemandes du nord-ouest de l'Allemagne, du Danemark et de la Hollande, remit sa capitulation à Montgomery. Le lendemain, le groupe d'armées G de Kesselring, comprenant les 1^{re} et XIX^e armées du nord des Alpes, capitula également.

Ce jour-là, 5 mai, l'amiral Hans von Friedeburg, nouveau commandant en chef de la marine allemande, se présenta au Q.G. d'Eisenhower, à Reims, pour négocier les conditions d'une capitulation. L'intention des Allemands — ainsi que le prouvèrent par la suite les documents de l'O.K.W. (27) — était de gagner du temps pour déplacer le plus grand

nombre possible de leurs troupes et de leurs réfugiés, afin de les soustraire aux Russes et de se rendre aux Alliés occidentaux. Le lendemain, le général Jodl arriva à Reims pour seconder l'amiral von Friedeburg dans sa tâche. En vain. Eisenhower avait deviné la manœuvre.

Je dis au général Smith (raconta-t-il plus tard) d'informer Jodl que, s'il ne cessait pas son petit jeu de mesures dilatoires, je bloquerais tout le front allié, ce qui interdirait l'entrée de nos lignes à tous les réfugiés allemands. Je ne voulais plus supporter de délais (28).

Le 7 mai, à treize heures trente, dès que Doenitz fut informé par Jodl des exigences d'Eisenhower, à son nouveau Q.G. de Flensburg, à la frontière danoise, il donna à celui-ci pleins pouvoirs pour signer la capitulation sans conditions. C'en était fait de l'armée allemande.

Dans une petite école de Reims en briques rouges, où Eisenhower avait installé son Q.G., l'Allemagne capitula sans conditions, à deux heures quarante et une du matin, le 7 mai 1945. Le document fut signé, pour les Alliés, par le général Walter Bedell Smith — le général Ivan Susloparov apposa également sa signature, comme témoin, au nom de la Russie — et par le général François Sevez pour la France. L'amiral von Friedeburg et le général Jodl signèrent pour l'Allemagne.

Jodl demanda la permission de prononcer quelques mots.

Par cette signature, le peuple allemand et les forces armées se remettent — pour le meilleur ou pour le pire — entre les mains de leurs vainqueurs... En cette circonstance, je ne peux qu'exprimer mon espoir de voir le vainqueur les traiter généreusement.

Il n'y eut aucune réaction du côté allié. Mais sans doute Jodl n'avait-il pas oublié une occasion semblable où les rôles étaient renversés, cinq ans

auparavant. C'était alors un général français qui signait la capitulation sans conditions de la France à Compiègne; lui aussi avait exprimé le même espoir... mais en vain.

Les canons se turent et les bombardements cessèrent, en Europe, à minuit le 8-9 mai 1945. Un étrange silence — mais quel soulagement! — s'établit, pour la première fois depuis le 1er septembre 1939. Durant ces cinq ans, huit mois et sept jours, des millions d'hommes et de femmes avaient été massacrés sur des centaines de champs de bataille et dans des milliers de villes bombardées.

Des millions d'êtres avaient péri dans les chambres à gaz nazies, ou dans les fosses des *Einsatzgruppen* S.S., en Russie et en Pologne, tous victimes de la soif de conquêtes d'Hitler pour « son » Allemagne. Une grande partie des villes les plus anciennes d'Europe était en ruine; des amoncellements de décombres s'élevait, sous la chaleur croissante, l'odeur nauséabonde des innombrables morts restés sans sépulture.

Les rues de l'Allemagne ne résonneraient plus du pas de l'oié, martelé par des milliers de bottes, ni des chants martiaux scandés par les masses vêtues de chemises brunes, ni des aboiements du Führer amplifiés par les haut-parleurs.

Après douze ans, quatre mois et huit jours — époque de ténèbres pour tout autre pays que l'Allemagne — le Reich « invincible » s'écroulait par une sombre nuit. Il s'était élevé, comme nous l'avons vu, ce grand peuple plein de ressources mais si facile à égarer, jusqu'au faite d'une puissance conquérante inégalée au cours de son existence. Mais il connut un effondrement soudain, si complet qu'il y en avait peu de semblables dans l'Histoire.

En 1918, après la défaite, le Kaiser s'était enfui, provoquant la chute de la monarchie, mais les autres institutions traditionnelles formant la structure de l'État avaient subsisté, et le peuple s'était donné un gouvernement pour continuer à vivre. Un noyau d'armée allemande et d'état-major avait même réussi à survivre. Mais, au printemps de 1945, le Troisième Reich cessa purement et simplement d'exister.

Il n'y avait plus d'autorité civile ni militaire. Les millions de soldats, aviateurs et marins étaient devenus des prisonniers de guerre dans leur propre pays. Les millions de civils, jusque dans les moindres villages, étaient gouvernés par les troupes d'occupation, dont ils dépendaient non seulement sur le plan de l'organisation quotidienne, mais encore — au long de cet été et du terrible hiver de 1945 — pour la nourriture et les combustibles qui devaient leur permettre de subsister. Ils étaient victimes non seulement des folies d'Adolf Hitler, mais de leur propre aveuglement, qui les avait poussés à le suivre dans l'enthousiasme.

Pourtant, lorsque je revins en Allemagne, à l'automne 1945, j'y trouvai peu de rancœur à l'égard du Führer. Les êtres continuaient à vivre, encore hébétés, saignants et affamés — et, quand l'hiver vint, frissonnant dans leurs haillons, au fond des tanières que les bombes leur avaient laissées — dans un pays réduit à l'état de chantier de démolitions. Le peuple allemand n'avait finalement pas été détruit, comme l'aurait souhaité Hitler, qui avait anéanti tant d'autres peuples.

Mais le Troisième Reich passait dans l'Histoire.

Je suis retourné, cet automne-là, dans ce qui fut le fier pays où j'avais passé presque toutes les années de la brève existence du Troisième Reich. J'eus du mal à le reconnaître. J'ai décrit, ailleurs, ce retour (29). il ne me reste ici qu'à indiquer ce que sont devenus les principaux personnages cités au cours de cet ouvrage.

L'embryon de gouvernement de Doenitz, constitué à Flensburg à la frontière danoise, fut dissous par les Alliés, le 23 mai 1945, et tous ses membres arrêtés. Heinrich Himmler avait été exclu du gouvernement, le 6 mai, à la veille de la capitulation de Reims, par l'amiral, qui espérait s'attirer, par ce geste, la faveur des Alliés. L'ancien chef S.S., qui avait détenu si longtemps le droit de vie et de mort sur des millions d'êtres en Europe — droit qu'il ne s'était pas privé d'exercer — erra dans les environs de Flensburg jusqu'au 21 mai.

Puis il tenta, en compagnie de onze officiers S.S., de traverser les lignes anglo-américaines pour se réfugier dans sa Bavière natale. Himmler rasa sa moustache, noua un bandeau noir sur son œil gauche et endossa un uniforme de simple soldat. Mais le groupe de fugitifs fut arrêté à un barrage britannique, entre Hambourg et Bremerhaven. Interrogé, Himmler révéla son identité à un capitaine britannique, qui l'emmena aussitôt au Q.G. de la II^e armée, à Lüneburg. On le fouilla soigneusement et on l'habilla d'un uniforme anglais pour éviter qu'il se servît d'un poison dissimulé dans ses vêtements.

Mais la fouille fut incomplète : Himmler avait dissimulé une ampoule de cyanure de potassium dans une cavité de ses gencives. Quand un

officier du Service de Renseignements britannique arriva du Q.G. de Montgomery, le 23 mai, et voulut faire examiner la bouche du prisonnier par un médecin, Himmler brisa l'ampoule d'un coup de dent et mourut au bout de douze minutes, malgré les efforts désespérés du médecin, ses vomitifs et ses lavages d'estomac.

Les autres proches collaborateurs d'Hitler vécurent un peu plus longtemps. Je suis allé les voir au Procès de Nuremberg. Je les avais souvent vus — au temps de leur gloire — au congrès annuel du parti, dans cette même ville. Devant le tribunal militaire international, ils avaient bien changé d'allure! Vêtus pauvrement, effondrés à leur banc, nerveux, agités, ils ne ressemblaient plus guère aux chefs arrogants d'autrefois. On réalisait difficilement que de tels êtres eussent détenu un pouvoir monstrueux, conquis une grande nation et la plus grande partie de l'Europe.

Ils étaient 21 au banc des accusés*. Goering, maigre de 40 kilos, vêtu d'un uniforme défraîchi de la Luftwaffe, sans aucun insigne, semblait très satisfait d'occuper la vedette, comme si on lui reconnaissait — après la mort d'Hitler — sa place véritable dans la hiérarchie nazie. Rudolf Hess, qui avait été le n° 3, en Allemagne, avant de s'enfuir en Angleterre, offrait aux regards des traits émaciés et des yeux profondément enfoncés, vides d'expression; il simulait l'amnésie, mais c'était de toute évidence un homme brisé.

* Le docteur Robert Ley, dirigeant de l'Arbeitsfront, qui aurait dû figurer au nombre des accusés, s'était pendu dans sa cellule, avant le procès, au moyen d'une serviette déchirée en bandes et attachée à un tuyau de plomberie.

Ribbentrop, enfin dépouillé de son arrogance et de sa morgue, était

pâle, voûté et abattu. Keitel n'avait plus son air effronté. Rosenberg, le « philosophe » du parti aux idées confuses, paraissait être le seul à qui les événements aient ouvert les yeux et rendu le sens des réalités.

Julius Streicher, le bourreau des Juifs, était là également. Ce pornographe sadique, que j'avais vu autrefois se promener par les rues de la ville le fouet au poing, semblait s'être ratatiné sur lui-même. Vieilli et voûté, chauve, il transpirait à grosses gouttes et dardait sur les juges un regard venimeux. D'après ce que me raconta un garde, il prenait tous les juges pour des Juifs!

Il y avait aussi Fritz Sauckel, le maître des camps d'esclaves du Troisième Reich, avec ses petits yeux porcins. Il s'agitait nerveusement. À côté de lui se trouvait Baldur von Schirach, premier chef des Jeunesses hitlériennes puis Gauleiter de Vienne, plus américain qu'allemand par le sang; il avait l'air d'un collégien renvoyé de son école pour quelque sottise. Il y avait encore Walther Funk, cette nullité au regard fourbe, qui avait succédé à Schacht.

Et enfin le docteur Schacht lui-même, qui avait passé les derniers mois du régime enfermé dans les camps de concentration de son Führer autrefois révérend; chaque jour, il avait craint d'être exécuté et il s'étranglait maintenant d'indignation à l'idée que les Alliés pussent oser le juger, comme criminel de guerre. Franz von Papen, plus responsable de l'avènement d'Hitler que tout autre Allemand, figurait maintenant au nombre des accusés. Le vieux renard accusait son âge, mais son expression rusée montrait bien qu'il saurait se tirer de ce mauvais pas, comme en d'autres circonstances.

Neurath, le premier ministre des Affaires étrangères d'Hitler, un

Allemand de la vieille école, girouette d'une intégrité douteuse, paraissait totalement abattu. Ce n'était pas le cas de Speer, qui, de tous, donna la plus grande impression de droiture et — tout au long du procès — parla avec la plus grande franchise, sans essayer de se dérober devant ses responsabilités et sa culpabilité. Seyss-Inquart, le Quisling autrichien, se trouvait également au banc des accusés, ainsi que Jodl et les deux grands amiraux Raeder et Doenitz.

Ce dernier, successeur du Führer, portait un complet de confection qui lui donnait l'air d'un commis de magasin. Il y avait encore Kaltenbrunner, le successeur et l'émule de « Heydrich le Bourreau », qui devait nier effrontément tous ses crimes, Hans Frank, inquisiteur nazi en Pologne, qui ne reconnaissait qu'un nombre limité de ses méfaits et affirmait bien haut avoir retrouvé la Foi en un Dieu dont il espérait toute miséricorde, et Frick, aussi insignifiant au bord de la tombe qu'il l'avait été de son vivant.

Enfin, Hans Fritzsche, qui avait fait carrière à la radio, parce que sa voix ressemblait tellement à celle de Goebbels que ce dernier l'avait nommé au ministère de la Propagande. Personne, dans la salle, pas plus que Fritzsche lui-même, ne savait pourquoi un personnage aussi falot se trouvait parmi les principaux accusés — à moins qu'on ne le considérât comme un fantôme de Goebbels! — et il finit par être acquitté.

Ce fut l'acquittement également pour Schacht et Papen, qui furent par la suite condamnés à des peines de prison sévères par les tribunaux allemands de dénazification; mais ils n'en purgèrent qu'une petite partie.

Sept accusés de Nuremberg s'en tirèrent avec des peines de prison : Hess, Raeder et Funk, prison à vie; Speer et Schirach, vingt ans; Neurath,

quinze; Doenitz, dix. Les autres furent condamnés à mort.

Le 16 octobre 1946, à une heure onze du matin, Ribbentrop monta à l'échafaud de la prison de Nuremberg; il fut suivi peu après par Keitel, Kaltenbrunner, Rosenberg, Frank, Frick, Streicher, Seyss-Inquart, Sauckel et Jodl.

Göering ne partagea point leur sort. Il parvint à déjouer ses justiciers. Deux heures avant son tour, il avala une ampoule de poison qu'on avait réussi à lui faire parvenir dans sa cellule. Comme son Führer Adolf Hitler et son rival Heinrich Himmler, il avait pu, à la dernière minute, choisir sa façon de quitter un monde où, à l'instar des deux autres, il avait laissé une trace sanglante.

NOTES

Abréviations employées dans ces notes :

Dbr FP. Documents on British Foreign Policy. Dossiers du Foreign Office britannique.

DDI. I Documenti diplomatici italiani. Dossiers du gouvernement italien.

DGFP Documents on German Foreign Policy. Dossiers du Ministère allemand des Affaires étrangères.

FCNA. Fuehrer Conferences on Naval Affairs. Comptes rendus sommaires des conférences d'Hitler avec le commandant en chef de la marine allemande.

NCA.. Nazi Conspiracy and Aggression. Partie des documents de Nuremberg.

N.D. Documents de Nuremberg.

NSR. Nazi-Soviet Relations. Documents provenant des dossiers du Ministère allemand des Affaires étrangères.

TMWC. Trial of the Major War Criminals. Documents et témoignages relatifs aux Procès de Nuremberg.

TWC. Trial of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals. Procès des criminels de guerre devant les tribunaux militaires de Nuremberg.

1. DGFP, VII, p. 491.
2. Ouvrage de Dahlerus, op. cit., pp. 119-20; et de sa déposition à Nuremberg, TMWC, IX, p. 471.
3. DBrFP, VII, pp. 466-67.
4. Ibid.
5. TMWC, IX, p. 436. Erreur d'impression dans la déposition de Dahlerus, qui lui fait dire que les Polonais « avaient été attaqués », d'où une fausse interprétation.
6. DBrFP, VII, pp. 474-75.
7. Ibid., n° 651, 652, pp. 479-80.
8. Le texte se trouve dans DGFP. VII, p. 492, et dans le British Blue Book, p. 168. Les notes du docteur Schmidt sur les commentaires de Ribbentrop à Henderson et Coulondre dans DGFP, VII, pp. 493 et 495.
9. Version de l'incident par le docteur Schmidt, DGFP, VII, p. 493 ; Henderson a fourni un récit rapide dans sa dépêche du 1er septembre 1939 au soir (British Blue Book, p. 169).
10. DBrFP VII, n° 621, p. 459.
11. Ciano, Journal Politique, p. 145.
12. DGFP, VII, p. 483.
13. Ibid., pp. 485-86.
14. Bonnet à François-Poncet, 1er septembre, 11 h. 45. Livre Jaune français, pp. 377-78. La Proposition de Mussolini prévoyant une conférence le 5 septembre fut soulignée dans une dépêche de

François-Poncet à Bonnet, le 31 août (ibid., pp. 360-61).

15. DBrFP, VII, pp. 530-31.
16. HENDERSON, Final Report, p. 22.
17. Texte dans DGFP, VII, pp. 509-10.
18. Extrait du compte rendu de Schmidt sur lequel est basée cette scène (ibid., pp. 512-13).
19. SCHMIDT, OP. cit., 156.
20. Ciano, JournalPolitique, p. 143.
21. DGFP, VII, pp. 524-25.
22. CIANO, Journal Politique, p. 143. De Monzie, sénateur défaitiste français, confirme le récit dans son ouvrage Ci-devant, pp. 146-47.
23. Dépêche de Corbin, Livre Jaune français, p. 395.
24. Cet extrait est basé sur le chapitre VII du DBrFP, qui porte sur les Journées des 2 et 3 septembre. Il en existe un excellent résumé, basé sur les archives secrètes du Foreign Office et sur les maigres sources françaises disponibles dans The Eve of the War 1939, par Arnold et Veronica M. Toynbee. L'ouvrage de NAMIER, Diplomatic Prélude, est également utile. J'ai, à dessein, négligé les références à quantité de documents des DBrFP pour éviter d'encombrer le texte.
25. Halifax télégraphie à Henderson : 2 septembre 23 h. 50, DBrFP, VII, n° 746, p. 528; 3 septembre 0 h. 25, ibid., p. 533.
26. Texte dans le British Blue Book, p. 175, et dans DGFP, VII, p. 529.
27. DBrFP, VII, n° 758, p. 535.
28. Le récit du docteur Schmidt figure dans son ouvrage, op. cit., p. 157; cf. aussi sa déposition à Nuremberg, TMWC, X, p. 200.
29. SCHMIDT, OP. cit., pp. 157-58; et déposition à Nuremberg, TM

30. Ibid.

31. DBrFP, VII. n° 762, p. 537. n° 1.

32. Ibid.

33. TMWC, IX, 473.

34. Bonnet relate ce fait lui-même, op. cit., 365-68.

35. Note de Weizsaecker sur l'entrevue : DGFP. VII, p. 532.

36. Le texte figure dans DGFP, VII, pp. 548-49.

37. Le texte est donné dans DGFP, VII, pp. 538-39.

38. Ce fait est révélé dans les archives de la Wilhelmstrasse, ibid., p. 480.

9. Texte du télégramme, ibid.. pp. 540-41.

40. Führer Conférences on Naval Affairs (désigné ci-après sous l'abréviation : FCNA). 1939, pp. 13-14.

1. Texte de la réponse russe, DGFP, VIII, p. 4. Un certain nombre de ces échanges sont reproduits dans NSR. mais DG FP donne un compte rendu plus complet.
2. Ibid., pp. 33-34.
3. Les félicitations de Molotov, *ibid.*, p. 34. Sa promesse d'une action militaire, p. 35.
4. Dépêche de Schulenburg, 10 septembre, *ibid.*, pp. 44-45.
5. Ibid., pp. 60-61.
6. Ibid., pp. 68-70.
7. Ibid., pp. 76-77.
8. Ibid., pp. 79-80.
9. Dépêche de Schulenburg, *ibid.*, p. 92.
10. Ibid., p. 103.
11. Ibid., p. 105.
12. Ibid., pp. 123-124.
13. Ibid., p. 130.
14. Les deux télégrammes, *ibid.*, pp. 147-148.
15. Ibid., p. 162.
16. Ibid., Appendice 1.
17. Texte du traité, y compris les protocoles secrets, une déclaration publique et échange de deux lettres entre Molotov et Ribbentrop, *ibid.*, pp. 164-168.

1. Major-Général J.F.C. FULLER, *The Second World War*, p. 55. Cité de *The First Quarter*, p. 343.
2. Texte de la Directive n° 3, DGFP, VIII, p. 41.
3. NAMIER, *OP cit.*, pp. 459-460. Il cite le texte français de la convention.
4. Témoignage de Halder, à décharge dans le Procès des ministres, les 8-9 septembre 1948, à Nuremberg TWC. XII, p. 1086.
5. Témoignage de Jodl, pour sa défense, le 4 juin 1946, à Nuremberg TMWC. XV, p. 350.
6. Témoignage de Keitel pour sa défense, le 4 avril 1946, à Nuremberg, *ibid.* X, p. 519.
7. CHURCHILL, *La Drôle de guerre*. 2e partie, p. 83.
8. FCNA, 1939, pp. 16-17.
9. Mémoire de Weizsaecker sur sa conversation avec Kirk, DGFP. VIII, pp. 3-4. Son témoignage à Nuremberg sur sa conversation avec Raeder, TM WC. XIV. p. 278.
10. *Ibid.*, XXXV, pp. 527-529 (N.D., 804-D). Le document donne le mémorandum de Raeder sur sa conversation et le texte du câble de l'attaché naval à Washington.
11. Déclaration sous serment de Doenitz à Nuremberg NCA. VII, pp. 114-115 (N.D., 638-D).
12. *Ibid.*, pp. 156-158.
13. Témoignage de Raeder à Nuremberg TMWC, XIV, p. 78; de Weizsaecker, *ibid.*, pp. 277, 293; de Hans Fritzsche, haut

- fonctionnaire du ministère de la Propagande, acquitté au procès, *ibid.*, XVII, pp. 191, 234-235. L'article du *Völkischer Beobachter* est dans NCA, V, p. 1008 (N.D., 3260-PS). Pour l'émission de Goebbels, voir *Berlin Diary*, p. 238.
14. Mémorandum de Schmidt de la conversation, DGFP, VIII. pp. 140-145.
 15. Témoignage de Brauchitsch à Nuremberg, TMWC, XX, p. 573. Une note du Journal de guerre de l'O.K.W. confirme la citation.
 16. Journal de Ciano, pp. 154-155. Les documents diplomatiques de Ciano, pp. 309-316.
 17. DGFP, VIII, p. 24.
 18. *Ibid.*, pp. 197-198.
 19. DGFP, VII, p. 414.
 20. Mémorandum d'Hitler, NCA, VII, pp. 800-814 (N.D., L-52) ; Directive n° 6, NCA, VI, pp. 880-881 (N.D., C-62).
 21. Le texte est dans TWC, X, pp. 864-872 (N.D., NOKW-3433).
 22. SCHLABRENDORFF, *Op. cit.*, p. 25, et GISEVIUS, *op. cit.*, p. 431, parlent tous deux de ce complot.
 23. Wheeler-Bennett, dans *Nemesis*, p. 491 n., donne les sources allemandes. Voir aussi HASSELL, *Op. cit.*, et THOMAS, *Gedanken und Ereignisse*, *loc. cit.*
 24. Interrogatoire d'Halder à Nuremberg, 26 février 1946. NCA, suppl. B, pp. 1564-1575.
 25. ROTHFELS, *The German Opposition to Hitler*.
 26. On les trouve dans NCA, VI, pp. 893-905 (N.D., C-72).
 27. Bülow-Schwante a témoigné dans le Procès des ministres devant le

tribunal militaire de Nuremberg, au sujet du message de Goerdeler et de son entretien secret avec le roi Léopold. Voir traduction édition anglaise, pp. 9807-9811. Egalement mentionné dans DGFP, VIII, p. 384 n. Son télégramme d'avertissement à Berlin est reproduit dans DGFP, VIII, p. 386.

28. Pour les différents comptes rendus du kidnapping de Venlo, voir S. PAYNE BEST, *The Venlo Incident* ; SCHELLENBERG, *The Labyrinf*, WHEELER-BENNETT, *Nemesis*. Une relation officielle hollandaise est donnée dans la protestation du gouvernement des Pays-Bas auprès de l'Allemagne. DGFP, VIII, pp. 395-396. Le Procès des ministres, au Procès de Nuremberg, fournit un supplément d'informations. Voir TWC. XII.
29. TWC, XII, pp. 1206-1208 et DGFP, VIII, pp. 395-396.
30. Pour les différentes relations de l'attentat voir BEST, *op. cit.* SCHELLENBERG, *op. cit.* WHEELER-BENNETT, *Nemesis*; REITLINGER, *The S.S. -, Berlin Diary* ; GISEVIUS, *op. cit.* On eut aussi d'autres renseignements au Procès de Nuremberg, dont j'ai pris note, et que j'ai utilisés ici, bien que je n'en trouve pas trace dans les volumes de NCA et TMWC.
31. On trouve les notes textuelles dans NCA, III, pp. 572-580 et dans DGFP, VIII, pp. 439-446 (N.D., 789-PS).
32. Journal d'Halder, du 23 novembre, et la note ajoutée plus tard. Témoignage de Brauchitsch à Nuremberg. TMWC, XX, p. 575.
33. Interrogatoire d'Halder à Nuremberg, NCA, suppl. B, pp. 1569-1570. Voir aussi THOMAS, *Gedanken und Ereignisse*, *loc. cit.*
34. HASSELL, *op. cit.*, pp. 93-94, 172.

35. Ibid., pp. 79, 94.
36. D'après le journal de l'amiral Canaris, NCA, V, p. 769 (N.D., 3047-PS).
37. NCA, VI, pp. 97-101 (N.D., 3363-PS).
38. TMWC. I, p. 297.
39. Ibid., VII, pp. 468-469.
40. Ibid., XXIX, pp. 447-448.
41. NCA, IV, p. 891 (N. D., 2233-C-PS).
42. Ibid., pp. 891-892.
43. Ibid.. pp. 553-554.
44. DGFP, VIII, p. 683 n.
45. Le texte, DGFP, VIII, DP. 604-609.
46. Ibid., p. 394.
47. Ibid.. p. 213.
48. Ibid., p. 490.
49. MCA, IV, p. 1082.
50. Ibid., p. 1082 (N. D., 2353-PS).
51. DGFP. VIII, p. 537.
52. Ibid., pp. 591, 753 respectivement.
53. Texte du traité de commerce du 11 février 1940, et chiffres des livraisons, ibid., pp. 762-764.
54. NCA, IV, pp. 1081-1082 (N.D., 2353-PS).
55. DGFP, VIII, pp. 814-817 (Mémoire de Schnurre, 26 février 1940).
56. NCA, III, p. 620 (N.D., 864-PS).
57. On trouve la lettre de Langdorff dans FCNA, 1939, p. 62. D'autres

renseignements de source allemande sur la bataille et ses conséquences, pp. 59-62.

58. J'ai utilisé certains documents allemands pour la relation de cet atterrissage forcé : rapports à Berlin de l'ambassadeur d'Allemagne et de l'attaché de l'Air à Bruxelles, DGFP, VIII et le journal de Jodl. Le texte du plan allemand d'attaque à l'Ouest tel qu'il fut découvert par les Belges se trouve dans NCA, VIII, pp. 423-428 (N.D., TC-58-A). Karl Bartz a donné un récit de l'incident dans *Als der Himmel brannte*. Les commentaires de Churchill figurent dans ses *Mémoires* (*La Drôle de Guerre*, p. 106). Il donne une date erronée de l'atterrissage forcé.

1. NCA, IV, p. 104 (N.D., 1546-PS); VI, pp. 891-892 (N.D., C-66).
2. Ibid., VI, pp. 928 (N.D., C-122), 978 (N.D., C-170).
3. Ibid., p. 892 (N.D. C-166); FCNA, 1939, p. 27.
4. CHURCHILL, Mémoires, tome I, 2^e partie, La Drôle de Guerre, p. 145.
5. FCNA, 1939, p. 51.
6. Mémorandum de Rosenberg, NCA, VI, pp. 885-887 (N.D., C-64). On le trouve aussi dans FCNA, 1939, pp. 53-55.
1. FCNA, 1939, pp. 55-57.
8. Ibid., pp. 57-58.
9. DGFP, VIII, pp. 515, 546-547:
10. Journal de Jodl, 12-13 décembre — Fausse date évidente. Journal de Halder du 14 décembre.
11. Mémorandum de Rosenberg, NCA, III, pp. 22-25 (N.D., 004-PS).
12. DGFP, VIII, pp. 663-666.
13. Texte de la directive, NCA, VI, p. 883 (N.D., C-63).
14. Interrogatoire de Falkenhorst à Nuremberg, NCA, Supplément B, pp. 1534-1547.
15. Texte de la directive NCA, VI, pp. 1003-1005; également dans DGFP, VIII, pp. 831-883.
16. Journal de Jodl, 10-14 mars 1940.
17. DGFP, VIII, pp. 910-913.
18. DGFP, VIII, pp. 179-181, 470-471.

19. Ibid., pp. 89-91.
20. Texte de la directive d'Hitler, *ibid.*, pp. 817-819.
21. Les notes du docteur Schmidt sur les entretiens entre Sumner Welles et Hitler, Gøring et Ribbentrop sont dans les DGFP, VIII; ainsi que deux mémorandums de Weizsaecker sur sa conversation avec Welles. L'envoyé américain vit aussi le docteur Schacht après que le banquier, alors en disgrâce, eut été convoqué par Hitler, qui lui traça sa ligne de conduite. Voir Hassell, *op. cit.*, p. 121. Welles a donné sa propre relation de ses conversations à Berlin dans *The Time for Decision*.
22. DGFP, VIII, pp. 865-866.
23. DGFP, VIII, pp. 652-656, 683-684.
24. Texte de la lettre d'Hitler à Mussolini, 8 mars 1940, *ibid.*, pp. 871-880.
25. Notes de Schmidt sur les rencontres, *ibid.*, pp. 882-893, 898-909; la version de Ciano est dans *Ciano's Diplomatie Papers*, pp. 339-359. Voir aussi SCHMIDT, *op. cit.*, pp. 170-171, et *Journal de Ciano*, pour leurs commentaires personnels des rencontres. Les deux télégrammes de Ribbentrop à Hitler rapportant ses interviews sont dans DGFP, VIII.
26. WELLES, *op. cit.*, p. 138.
27. *Journal de Ciano*, p. 220.
28. Notes sténographiées du docteur Schmidt de la rencontre, DGFP; IX, pp. 1-16.
29. HASSELL, *op. cit.*, pp. 116-118, sur lequel ce récit est largement basé.
30. Allen DULLES, *Germany's Underground*, p. 59.
31. SHIRER, *The Challenge of Scandinavia*, pp. 223-225.

32. CHURCHILL, Mémoires, tome I, 2e partie, La Drôle de Guerre, p. 190. On trouve les plans anglais pour R-4 dans DERRY, The Campaign in Norway.
33. Texte de la directive, DGFP, IX. pp. 66-68.
34. Texte, *ibid.*, pp. 68-73.
35. Texte, NCA. VI, pp. 914-915 (N.D., C-115).
36. TMWC, XIV, pp. 99, 194.
37. Texte NCA.. VIII, pp. 410-414 (N.D., TC-55). Aussi dans DGFP, IX, pp. 88-93.
38. Télégramme de Renthe-Fink, de Copenhague, DGFP, IX, pp. 102-103; télégramme de Bräuer, d'Oslo, *ibid.*, p. 102.
39. La version danoise de l'occupation allemande est basée sur The Challenge of Scandinavia et sur Denmark during the Occupation, de l'auteur (éd. par Børge Outze). La contribution du lieutenant-colonel Th. Thaulow est particulièrement précieuse. Officier de la garde, il était avec le roi à cette époque.
40. Des Archives secrètes de l'armée allemande. Cité dans NCA, VI, pp. 299-308 (N.D., 3596-PS).
41. Des Archives officielles de Norvège, cité dans The Challenge of Scandinavia, p. 38 de l'auteur.
42. DGFP, IX, p. 124.
43. *Ibid.*, p. 129.
44. *Ibid.*, p. 186.
45. CHURCHILL. Mémoires, tome I, 2e Partie, La Drôle de Guerre, p. 214.

1. Belgium — The Official Account of What Happened, 1939-1940, pp. 27-29.
2. NCA, IV, p. 1037, (N.D., 2329-PS.)
3. Ibid.. VI, p. 880, (N.D., C-62.)
4. Allen DULLES, op. cit., pp. 58-61, Dulles dit que le colonel Sas lui a personnellement confirmé ce récit après la guerre.
5. Il existe un monceau de documents sur le développement des plans allemands pour l'attaque à l'Ouest. J'ai puisé dans les suivants : le journal de Halder et celui de Jodl; le petit livre de Halder, Hitler als Feldherr, Munich 1949 (une traduction anglaise Hitler as War Lord, a été publiée à Londres en 1950); des extraits du Journal de Guerre de l'O.K.W. publiés dans NCA et TMWC des documents de Nuremberg; les diverses directives d'Hitler et de l'O.K.W. publiées dans les volumes de Nuremberg et dans DGFP. VIII et IX; MANSTEIN, Verlorene Siege; GOERLITZ, History of The German General Staff et Der Zweite Weltkrieg; JACOBSEN, Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges. 1939-1940; GUDERIAN, Panzer Leader ; BLUMENTRITT, Von Rundstedt ; LIDDELL HART, The German Generals Talk ; un matériel considérable dans les documents de Nuremberg de la série NOKW, qui furent produits aux procès secondaires. Pour les plans anglais, voir les deux premiers volumes des Mémoires de Churchill; ELLIS. The War in France and Flanders, qui est le compte rendu officiel anglais; J.F.C. FULLER, The Second World War; DRAPER, The Six Weeks' War. La meilleure relation

- d'ensemble, basée sur tous les documents allemands existants, est The March of Conquest de Telford Taylor.
6. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure tragique, p. 46.
 7. DGFP. IX, pp. 343-344.
 8. Goering et Kesselring furent tous deux interrogés au tribunal de Nuremberg sur le bombardement de Rotterdam. Voir TMWC, IX, pp. 175-177, 213-218, 338-340.
 9. TMWC. XXXVI, p. 656.
 10. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure Tragique, p. 41.
 11. Pour des relations plus détaillées voir Walther MELZER, Albert Kanal und Eben-Emael; Rudolf WITZIG, Die Einnahme von Eben-Emael, Wehrkunde, mai 1954 (Le lieutenant Witzig commandait l'opération, mais, par suite d'un accident survenu à son planeur, ses hommes, sous le commandement du sergent Wenzel, avaient presque accompli leur mission avant son arrivée) ; général van OVERSTRAETEN, Albert 1^{re} Leopold III; Belgium; The Official account of What Happened. Telford TAYLOR, The March of Conquest, pp. 210-214, donne un excellent résumé.
 12. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure tragique, p. 49, 1^{re} partie « La Chute de la France ».
 13. Hitler à Mussolini, 18 mai 1940, DGFP, IX, pp. 374-375.
 14. D'après la version de la rencontre faite par le roi, et celle du Premier ministre Pierlot. Publié dans l'officiel Belgian Rapport, Annexes, pp. 69-75, et cité par Pau) Reynaud, qui était président du Conseil à l'époque, dans son Au Cœur de la Mêlée, pp. 420-426.
 15. Dépêches de Lord Gort. Supplément à la Gazette de Londres,

Londres, 1941.

16. WEYGAND, Rappelé au service, pp. 125-126.
17. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure tragique, p. 80, 1^{re} partie, « La Chute de la France ».
18. LIDDELL HART, The German Generals Talk, pp. 114-115, éd. brochée. N.
19. Journal de Ciano, pp. 265-266.
20. Telford TAYLOR. The March of Conquest, p. 297.
21. Texte du télégramme de Guillaume II et brouillon de la réponse d'Hitler. DGFP, IX, p. 598.
22. Le texte des lettres échangées entre Hitler et Mussolini en mai-juin 1940 sont dans DGFP, IX.
23. Journal de Ciano, p. 267.
24. DGFP, IX, pp. 608-611.
25. Journal de Ciano, p. 266.
26. Ibid., p. 266.
27. Bien que les minutes des comptes rendus trouvés dans les Archives allemandes ne soient pas signées, le docteur Schmidt a certifié qu'il les avait rédigées lui-même. Du moment qu'il était interprète, il était mieux placé que personne pour le faire. Elles sont imprimées dans DGFP, IX, comme suit : négociations du 21 juin, pp. 643-652; rapport de la conversation téléphonique entre le général Huntziger et le général Weygand (à Bordeaux) le soir du 21 juin, rédigé par Schmidt qui avait reçu l'ordre de l'écouter, pp. 652-654; rapport sur la conversation téléphonique entre le général Huntziger et le colonel Bourget, adjoint du général Weygand (à Bordeaux), le 22 juin, à dix

heures, pp. 664-671 ; texte de la convention d'armistice franco-allemande, pp. 671-676; mémorandum des problèmes soulevés par les Français et réponses des Allemands au cours des négociations de Compiègne, pp. 676-679. Hitler donna des ordres pour que ce document, bien que ne faisant pas partie de la convention, soit « retenu par les Allemands ». Les Allemands avaient caché des microphones dans le wagon-lit et enregistrèrent le moindre mot. Moi-même j'ai écouté une partie des débats pendant qu'ils étaient enregistrés dans le camion des transmissions. Pour autant que je sache, ils ne furent jamais publiés et peut-être ni l'enregistrement ni la transcription ne furent jamais trouvés. Mes notes sont très fragmentaires. sauf sur la dramatique session de clôture.

28. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure tragique, 1re partie, « La Chute de la France », p. 190.
29. DGFP, X, pp. 49-50.
30. Ibid.. IX, pp. 550-551.
31. Ibid.. IX, pp. 558-559, 585.
32. Ibid., X, pp. 125-126.
33. Ibid., pp. 39-40.
34. Ibid., p. 298.
35. Ibid., pp. 424, 435.
36. CHURCHILL, Mémoires, L'Heure tragique, 1re partie, « La Chute de la France », p. 273.
37. Ibid., pp. 261-262.
38. DGFP, X, p. 82.
39. Directive de l'O.K.W., signée par Keitel, FCNA, 1940, pp. 61-62.

- 40. Journal de Ciano, p. 274.
- 41. FCNA, 1940. pp. 62-66.
- 42. Lettre d'Hitler à Mussolini, 13 juillet 1940. DGFP, X pp. 209-211.
- 43. Texte de la directive n° 16, NCA. III, pp. 399-403 (N.D., 442-PS). On la trouve aussi dans DGFP, X, pp. 226-229.
- 44. Journal de Ciano, pp. 277-278 (pour les 19, 22 juillet).
- 45. CHURCHILL, L'Heure tragique, 1re partie, « La Chute de la France », p. 274.
- 46. DGFP. X, pp. 79-80.
- 47. Ibid., p. 148.

1. Journal de guerre de l'état-major de la marine, 18 juin 1940. Cité par Ronald Wheatley, dans *Opération Sea Lion*, p. 16. L'auteur, membre de l'équipe britannique, qui écrivait une histoire officielle de la guerre, avait libre accès aux archives allemandes saisies : armées, marine, aviation et diplomatie. Privilège refusé aux auteurs américains non officiels, par les autorités anglaises et américaines, qui toutes deux se partageaient la surveillance des documents. Wheatley, qui pouvait consulter les papiers consignés, est donc un guide très utile pour l'opération Otarie.
2. Rapports de l'OKM (haut commandement de la marine), Wheatley, p. 26.
3. Journal de guerre de l'état-major de la marine, 15 novembre 1939. Wheatley, pp. 4-7.
4. Wheatley, pp. 7-13.
5. FCNA. p. 51 (21 mai 1940); Journal de guerre de l'état-major de la marine, même date. Wheatley, p. 15.
6. Texte, TMWC. XXVIII, pp. 301-303 (N.D., 1776-PS). Une traduction anglaise assez médiocre est publiée dans NCA, Suppl. A, pp. 404-406.
7. Revue du Service de renseignements (British War Office Intelligence Review) novembre 1945. Cité par Shulman, op. cit., pp. 49-50.
8. LIDDELL HART, *The German Générais Talk*, p. 129.
9. D'après les papiers de l'O.K.H., cité par Wheatley, pp. 40, 152-155, 158. Le plan fut continuellement modifié pendant les six semaines

suivantes.

10. Journal de guerre de l'état-major de la marine, la discussion Raeder-Brauchitsch, 17 juillet. Wheatley, p. 40 n.
11. Journal de Halder, 22 juillet; FCNA, pp. 71-73 (21 juillet).
12. Journal de guerre de l'état-major de la marine, 30 juillet et mémorandum, 29 juillet. Wheatley, pp. 45-46.
13. FCNA. 1er août 1940. Rapport confidentiel de Raeder sur l'entrevue. Halder donne le sien dans une longue note de son journal du 31 juillet.
14. DGFP, X, pp. 390-391. On le trouve aussi dans N.D. 443-PS, qui n'a pas été publié dans les volumes de NCA ou TMWC.
15. FCNA, pp. 81-82 (1er août 1940).
16. Ibid, pp. 73-75.
17. D'après les papiers de Jodl et de l'O K.W. Wheatley, p. 68.
18. FCNA, pp. 82-83 (13 août).
19. Les deux directives, ibid., pp. 81-82 (16 août).
20. Ibid., pp. 85-86. Wheatley, pp. 161-162, donne des détails sur Voyage d'Automne, d'après les rapports militaires allemands.
21. Texte des instructions de Brauchitsch, d'après les dossiers de l'O.K.H. Wheatley, pp. 174-182.
22. FCNA, 1940, p. 88.
23. Ibid.. pp. 91-97.
24. Journal d'Halder du même jour; ASSMANN, Deutsche Schicksalsjahre, pp. 189-190; Journal de guerre de l'O.K.W., cité par Wheatley, p. 82.
25. Rapport de Raeder, FCNA, 1940, pp. 98-101. Journal d'Halder, 14 septembre.

26. FCNA. 1940, pp. 100-101.
27. Journal de guerre de l'état-major de la marine, 17 septembre. Wheatley, p. 88.
28. Ibid., 18 septembre. Cité par Wheatley.
29. FCNA. 1940, p. 101.
30. Journal de Ciano, p. 298.
31. FCNA, 1940, p. 103.
32. Vorstudien zur Luftkriegsgeschichte, Heft II, Der Luftkrieg gegen England, 1940-1941, par le lieutenant-colonel von Hesler. cité par Wheatley, p. 59. L'estimation de deux à quatre semaines fut donnée à Halder, qui la nota dans son journal le 11 juillet.
33. Adolf GALLAND, Jusqu'au Bout sur nos Messerschmitt. Aussi de l'interrogatoire de Galland, cité par Wilmot, dans The Struggle for Europe, p. 44.
34. Rapport de l'état-major de la Luftwaffe sur les directives données par Gœring à cette conférence, Wheatley, p. 73.
35. Journal de Ciano, p. 290.
36. Voir T.H. O'BRIEN, Civil Defence. C'est un volume de l'histoire officielle anglaise de la seconde guerre mondiale, éditée par le professeur J.R.M. Butler et publié par H.M. Stationery Office.
37. Notes sur la conférence de Gœring avec les chefs de l'armée de l'air, 16 septembre. Cité par Wheatley, p. 87.
38. CHURCHILL, L'Heure tragique, 1re partie, p. 292.
39. Peter FLEMING, Opération Sea Lion, p. 293. Livre excellent, mais Fleming n'eut pas accès aux documents consignés, bien qu'il dise avoir été autorisé à parcourir — pendant une heure ou deux — l'étude de

Wheatley peu avant sa publication.

40. DGFP, X.

41. SCHELLENBERG, The Labyrinth, chap. 2.

42. Times de New York, 1er août 1957.

1. DGFP, IX, p. 108.
2. Ibid., pp. 294, 316.
3. Ibid., pp. 599-600.
4. Ibid.. X, pp. 3-4.
5. CHURCHILL, l'Orage approche (texte de sa lettre à Staline).
6. DGFP. X, pp. 207-208.
7. Mein Kampf, p. 654.
8. Discours de Jodl, 7 novembre 1943, NCA, I. 795. (N.D.L., 172).
9. Déposition sous serment de Warlimont, 21 novembre 1945, NCA. V, p. 741; interrogatoire de Warlimont, 12 octobre 1945, Ibid., supplément B, pp. 1635-1637.
10. Journal de Halder, 22 juillet 1940. Il note ce que Brauchitsch lui a rapporté de son entretien avec Hitler, la veille, à Berlin.
11. Journal d'Halder, 3 juillet 1940.
12. NCA, IV, p. 1083. (N.D., 2353-PS).
13. Journal de guerre O.K.W., service des opérations, 26 août 1940. Cité dans DGFP, X, pp. 549-550.
14. Voir deux déclarations de Warlimont, NCA. V, pp. 740-741, ainsi que son interrogatoire, ibid., supplément B, p. 1536. Directive de Jodl, du 6 septembre 1940, reproduite dans NCA, III, pp. 849-850. (N.D., 1229-PS).
15. Directive du 12 novembre 1940, NCA, III, pp. 403-407. Le paragraphe concernant la Russie se trouve p. 406.

16. O.K.W. journal de guerre, 28 août. Cité dans DGFP, X, pp. 566-567 n.
17. Journal de Ciano, p. 289.
18. NCA, VI, p. 873. (N.D. C.-53).
19. NSR, pp. 178-181.
20. Mémoire allemand, *ibid.*, pp. 181-183; mémorandum soviétique du 21 septembre, *ibid.*, pp. 190-194.
21. *Ibid.*, pp. 188-189.
22. *Ibid.*, pp. 195-196.
23. *Ibid.*, pp. 197-199.
24. *Ibid.*, pp. 201-203.
25. *Ibid.*, pp. 206-207.
26. Lettre de Ribbentrop à Staline, du 13 octobre 1940, *ibid.*, pp. 207-213.
27. Texte de la dépêche indignée de Ribbentrop, *ibid.*, p. 214.
28. Réponse de Staline, *ibid.*, p. 216.
29. *Ibid.*, p. 217.
30. Mémoire des entrevues de Molotov avec Ribbentrop et Hitler, les 12 et 13 novembre 1940, *ibid.*, pp. 217-254.
31. SCHMIDT. *op. cit.*, p. 212.
32. *Ibid.*, p. 214.
33. Télégramme de Schulenburg, 26 novembre 1940, NSR. pp. 258-259.
34. FCNA, 1941, p. 13; Journal d'Halder, 16 janvier 1941.
35. Journal d'Halder, 5 décembre 1940; NCA, IV, pp. 374-375. (N. D., 1799-PS). La seconde partie est la transcription d'un extrait du Journal de Guerre O.K.W., service des opérations, présidé par Jodl.
36. Voir texte allemand complet dans TMWC, XXVI, pp. 47-52; version

- abrégée en anglais, NCA, III, pp. 407-409. (N.D., 446-PS).
37. HALDER, Hitler als Feldherr, p. 22.
38. FCNA, 1940, pp. 135-136 (conférence des 27 décembre 1940).
39. Ibid., pp. 91-97, 104-108 (conférences des 6 et 26 septembre 1940).
Raeder a signé les deux rapports.
40. DGFP, IX, pp. 620-621.
41. SCHMIDT, op. cit., p. 196. L'interprète donne le récit à peu près complet des entretiens. Les minutes allemandes, dans *The Spanish Government and the Axis*, publié par le State Department américain, sont fragmentaires. Erich Kordt, qui était également présent, donne un compte rendu plus détaillé dans son mémorandum qui n'a pas été publié.
42. CIANO, Documents Diplomatiques, p. 402.
43. SCHMIDT, op. cit., p. 197.
44. Le texte des accords de Montoire se trouve parmi les documents saisis du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. Toutefois, au moment de la publication du présent ouvrage, le gouvernement américain ne l'avait pas encore rendu public. Cependant, William Langer, dans *Our Vichy Gamble*, pp. 94-95, le cite d'après les documents allemands mis à sa disposition par Washington.
45. Le Journal de Ciano, p. 300.
46. Ribbentrop, à la barre de Nuremberg, et Schmidt dans son livre, p. 200, rappellent ces mêmes paroles.
47. SCHMIDT, op. cit., p. 200.
48. Journal d'Halder, 4 novembre 1940; rapport de Jodl à l'amiral Schniewind, 4 novembre, FCNA 1940, pp. 112-117; directive n° 18,

- 12 novembre 1940; NCA, III, pp. 403-407. (N.D., 444-PS).
49. FCNA, 1940, p. 125.
50. Ibid., p. 124.
51. The Spanish Government and the Axis, pp. 28-33.
52. Le rapport de Raeder se trouve dans FCNA. 1941, pp. 8-13. Halder n'enregistra cette conférence de deux journées dans son journal que le 16 janvier 1941.
53. Texte de la directive n° 20, NCA, IV, pp. 101-103. (N.D., 1541-PS).
54. Texte de la directive n° 22, et instructions supplémentaires établissant les noms de code. NCA, III, pp. 413-415. (N.D., 448-PS).
55. NCA, VI, pp. 939-946. (N.D., C-134).
56. HALDER, Hitler als Feldherr, pp. 22-24.
57. NCA, III, pp. 626-633. (N.D., 8 72-PS).
58. Chiffres allemands donnés par les Affaires étrangères comme datant du 21 février 1941, NSR. p. 275.
59. Minutes allemandes de la conférence, NCA, IV, pp. 272-275. (N.D., 1746-PS).
60. NCA, I, P. 783. (N.D., 1450-PS).
61. Texte partiel de la directive n° 25, NCA, VI, pp. 938-939. (N.D., C-127).
62. O.K.W., minutes de conférence, NCA, IV, pp. 275-278. (N.D., 1746-PS, 2^e partie).
63. Témoignage de Jodl, TMWC, XV, p. 378. Son plan d'opérations « tentatif », NCA, IV, pp. 278-279. (N. D., 1746-PS. 5^e partie).
64. Texte de la lettre d'Hitler à Mussolini, du 28 mars 1941, NCA, IV, pp. 475-477. (N.D., 1835-PS).

65. Pour les détails, voir texte de la directive, NCA, III, pp. 838-839. (N.D., 1195-PS).
66. CHURCHILL, La Grande Alliance, pp. 235-236.
67. Du dossier russe du Haut-Commandement de la marine allemande; notes des 30 mai et 6 juin, NCA, VI, pp. 998-1000. (N.D., C-170).
68. FCNA, 1941, pp. 50-52.
69. TMWC, VII, pp. 255-256.
70. NCA, VI, p. 996. (N.D., C-170).
71. Cité par Shulman, op. cit., p. 65.
72. Directive ultra-secrète, du 30 avril 1941, NCA, III, pp. 633-634. (N.D., 873-PS).
73. Déposition écrite d'Halder, du 22 novembre 1945, à Nuremberg, NCA, VIII, pp. 645-646.
74. TMWC, XX, p. 609.
75. Témoignage de Brauchitsch à Nuremberg, TMWC, XX, pp. 581-582, 593.
76. Texte de l'ordre de Keitel, du 23 juillet 1941, NCA, VI, p. 876 (N.D., C-52); ordre du 27 juillet, ibid., pp. 875-876. (N.D., C-51).
77. Texte de la directive de Cour Martiale. NCA, III, pp. 637-639. (N.D., 886-PS). Une version légèrement différente, trouvée dans les registres du groupe d'armées sud et datée du lendemain, 14 mai, est citée dans NCA, VI, pp. 872-875. (N.D., C-50).
78. Texte de directive, datée également du 13 mai 1941, NCA, III, pp. 409-413. (N.D., 447-PS).
79. Instructions de Rosenberg, NCA, III, pp. 690-693. (N.D., 1029-1030-PS).

80. Texte NCA, III, pp. 716-717. (N.D., 1058-PS).
81. Texte de directive, NCA, VII, p. 300. (N.D., EC-126).
82. Compte rendu de l'entrevue, NCA, V, p. 378. (N.D., 2718-PS).
83. SCHMIDT, op. cit., p. 233.
84. Interrogatoire de Keitel, NCA, supplément B, pp. 1271-1273.
85. Rapport personnel du duc de Hamilton, NCA, VIII, pp. 38-40. (N.D., M-116).
86. Rapport de Kirkpatrick sur ses entretiens avec Hess, les 13-14-15 mai, *ibid.*, pp. 40-46. (N.D.-SM-117-118-119).
87. CHURCHILL. La Grande Alliance p. 54.
88. TMWC, X, p. 7.
89. *Ibid.*, p. 74.
90. Douglas M. KELLE Y, 22 Cells in Nuremberg, pp. 23-24.
91. NSR, p. 324.
92. *Ibid.*, p. 326.
93. *Ibid.*, p. 325.
94. *Ibid.*, p. 318.
95. *Ibid.*, pp. 340-341.
96. *Ibid.*, pp. 316-318.
97. *Ibid.*, p. 328.
98. *Ibid.*, p. 338.
99. Dépêches de Schulenburg, des 7 et 12 mai, *ibid.*, pp. 335-339.
100. *Ibid.*, p. 334.
101. *Ibid.*, pp. 334-335.
102. Sumner WELLES, The Time for Decision, pp. 170-171.
103. CHURCHILL, La Grande Alliance, pp. 356-361.

104. NSR, p. 330.
105. NCA, VI, p. 997. (N.D., C-170).
106. NSR, p. 344.
107. Ibid., pp. 345-346.
108. Ibid., p. 346.
109. NCA, VI, pp. 852-867. (N.D., C-39).
110. A ma connaissance, le compte rendu de cette entrevue ne fut jamais découvert. Toutefois, le Journal d'Halder, à la date du 14 juin 1941, la rapporte en substance, et Keitel en parla à la barre de Nuremberg (TMWC, X. pp. 531-532). De même, le journal de la guerre navale la mentionne brièvement. '
111. NSR, pp. 355-356.
112. Ibid., pp. 347-349.
113. Schmidt, compte rendu officiel de l'entrevue, ibid., pp. 356-357. Voir également son livre, pp. 234-235.
114. Hitler à Mussolini, 21 juin 1941, NSR, pp. 349-353.
115. Journal de Ciano, pp. 369, 372.
116. Ibid., p. 372.

1. NCA, VI, pp. 905-906. (N.D., C-74). Pour le texte complet en allemand, voir TMWC. XXIV, pp. 298-302.
2. Rapport Halder (miméographié, Nuremberg).
3. NCA, VI, p. 929. (N.D., C-123).
4. Ibid.. p. 931. (N.D., C-124).
5. Article écrit par le général Blumentritt dans *The Fatal Decisions*. éd. par Seymour Freidin et William Richardson, p. 57.
6. LIDDELL HART, *The German Generals Talk*, p. 147.
7. Ibid., p. 145.
8. Rapport Halder.
9. Heinz GUDERIAN. *Panzer Leader*. pp. 159-162. (Dans l'édition Ballentine, broché.)
10. Article de Blumentritt, déjà cité, p. 66.
11. Interrogatoire de Rundstedt, 1945. Cité par Shulman, op. cit., pp. 68-69.
12. GUDERIAN, op. cit.. pp. 189-190.
13. Ibid., p. 192.
14. Ibid.. p. 194.
15. Ibid., p. 191.
16. Ibid.. p. 199.
17. GOERLITZ, *History of the German General Staff*, p. 403.
18. *Journal de Goebbels*, pp. 135-136.
19. *Hitler's Secret Conversations*, p. 153.
20. HALDER, *Hitler als Feldherr*, p. 45.

21. NCA, IV, p. 600. (N.D., 1961-PS).
22. Article de Blumentritt, cité plus haut, pp. 78-79.
23. LIDDELL HART, The German Generals Talk, p. 158.

1. DGFP, VIII, pp. 905-906.
2. NCA, IV, pp. 469-475. (N.D., 1834-PS).
3. Pour le texte, voir NCA, VI, pp. 906-908 (N.D., C-75).
4. Rapport Raeder sur l'entrevue, FCNA, 1941, p. 37. Également NCA, VI, pp. 966-967. (N.D., C-152).
5. Publiés, ainsi que les comptes rendus des entretiens ultérieurs, dont deux avec Hitler, dans NSR, pp. 281-316.
6. SCHMIDT, op. cit., p. 224.
7. FCNA, 1941, pp. 47-48.
8. N.D., NG-3437, Document Book VIII-B, Weizsaecker Case, cité par H.L. TREFOUSSE, *Germany and American Neutrality, 1939-1941*, pp. 124ss.
9. Texte du télégramme dans NCA, VI, pp. 564-565. (N.D., 2896-PS).
10. Ibid., p. 566. (N.D., 2897-PS).
11. FCNA, 1941, p. 104.
12. NCA, VI, pp. 545-546. (N.D., 3733-PS).
13. Mémoire Falkenstein du 29 octobre 1940, NCA, III, p. 289. (N.D., 376-PS).
14. FCNA, 1941, p. 57.
15. Ibid.. p. 94'.
16. Ibid., annexe I (rapport de Raeder au Führer, 4 février 1941).
17. Ibid., p. 32 (18 mars 1941).
18. Ibid., p. 47 (20 avril 1941).
19. Ibid., 22 mai 1941.

20. Ibid., pp. 88-90 (21 juin 1941).
21. NCA, V, p. 565. (N.D., 2896-PS).
22. Journal des Opérations navales allemandes, TMWC, XXXIV, p. 364. (N.D., C-118). Une traduction partielle anglaise dans NCA, VI, p. 916, est sujette à caution.
23. FCNA, 17 septembre 1941, pp. 108-110.
24. Ibid., 13 novembre 1941.
25. NCA, supplément B, p. 1200 (interrogatoire de Ribbentrop à Nuremberg 10 septembre 1945).
26. N.D. NG, 4422 E, Document Book IX, Weizsaecker Case, cité par Trefousse, p. 102.
27. Ibid. Nombreux télégrammes entre Ribbentrop et Ott, en mai 1941, témoignage d'Ott au Procès de l'Extrême-Orient, Tokyo, cité par Trefousse, p. 103.
28. Ministre adjoint, Amau, le 29 août, et ministre des Affaires étrangères, amiral Toyoda, le 30 août. Compte rendu des deux entrevues dans NCA, VI, pp. 546-551. (N.D., 3733-PS).
29. HULL, Mémoires, p. 1034. Le texte des télégrammes de Toyoda à Nomura, le 16 octobre 1941, figure dans Pearl Harbour Attack, dépositions devant le comité d'investigation sur Pearl Harbour, XII, pp. 71-72.
30. Hull, op. cit., pp. 1062-1063.
31. Documents 4070 et 4070 b, du Procès de l'Extrême-Orient, cités par Trefousse, pp. 140-141.
32. HULL, OP. cit., pp. 1056, 1074.
33. Message intercepté d'Oshima à Tokyo, le 29 novembre 1941, NCA,

- VII, pp. 160-163. (N.D., D-656).
34. Pearl Harbour Attack, XII, p. 204. Le télégramme intercepté figure également dans NCA, VI, pp. 308-310. (N.D., 3598-PS).
35. NCA, V, pp. 556-557. (N.D., 2898-PS).
36. NCA, VI, p. 309. (N.D., 3598-PS).
37. Texte du télégramme, *ibid.*, pp. 312-313. (N.D., 3600-PS).
38. SCHMIDT, *op. cit.*, pp. 236-237.
39. TMWC, X, p. 297.
40. Message intercepté d'Oshima à Tokyo, le 8 décembre 1941, NCA. VII. p. 163. (N.D., D-167).
41. N.D. 7VG-4424, 9 décembre 1941, Document Book IX, Weizsaecker Case.
42. J'ai groupé ici la déposition de Ribbentrop, interrogé à la barre de Nuremberg, TMWC, X, pp. 297-298, et ses déclarations en cours d'enquête, reproduites dans NCA, supplément B, pp. 1199-1200.
43. Hitler's Secret Conversations, p. 396.
44. NCA, V, p. 603. (N.D., 2932-PS).
45. SCHMIDT, *op. cit.*, p. 237.
46. Une traduction partielle du discours d'Hitler a été publiée dans Hitler's Words, par Gordon W. Prange, éditeur, pp. 97, 367-377.
47. Traduction anglaise dans NCA, VIII, pp. 432-433. N.D., TC-62).
48. FCNA, 1941, pp. 128-130 (12 décembre).

1. TMWC, XX, p. 625.
2. HASSELL, *Op. cit.*, p. 208.
3. *Ibid.*, p. 209.
4. SCHLABRENDORFF, *Op. cit.*, p. 36.
5. HASSELL, *op. cit.*, p. 243.
6. Texte du premier projet rédigé en janvier-février 1940, HASSELL, *op. cit.*, pp. 368-372; texte du second projet, rédigé fin 1941, WHEELER-BENNETT, *Nemesis*, appendice A, pp. 705-715.
7. HASSELL, *op. cit.*, pp 247-248.
8. *Ibid.*, p. 247.
9. The German Campaign in Russia. Planning and Operations, 1940-1942, Washington, Department of the Army, 1955, p. 120. Cette étude est essentiellement basée sur des rapports saisis de l'armée allemande, ainsi que sur les monographies rédigées par des généraux allemands pour le service historique de l'armée américaine, monographies qui, à l'époque, n'étaient pas accessibles aux civils. Je tiens à souligner que, dans la préparation de ce chapitre et des suivants, le bureau du chef de la section d'Histoire militaire, au Département de l'armée, m'a rendu un énorme service en me donnant accès à ces documents allemands.
10. TMWC, VII, p. 260 (témoignage de Paulus à Nuremberg. Hitler fit cette remarque le 1er juin 1942, près d'un mois avant le début de l'offensive).
11. journal de Ciano, *op. cit.*, pp. 442-443.

12. Ibid., pp. 478-479.
13. Ibid., pp. 403-404.
14. FCNA, 1942, p. 47. (Conférence au Berghof, le 15 juin.) Également, p. 42.
15. HALDER, Hitler als Feldherr, pp. 50-51.
16. FCNA, 1942, p. 53. (Conférence du 16 août, au G.Q.G. d'Hitler).
17. HALDER, op. cit., p. 50.
18. Ibid., p. 52.
19. Les citations d'Hitler et d'Halder sont empruntées au journal et au livre de ce dernier, ainsi qu'à Heinz SCHROEDER, Stalingrad, p. 53.
20. Cité par le général Bayerlein, des documents Rommel, The Fatal Decisions, édité par Freidin et Richardson, p. 110.
21. Bayerlein cite l'ordre, ibid., p. 120.
22. La source de ce texte et de beaucoup d'autres passages dans ce chapitre sur les conférences O.K.W. d'Hitler est le Journal de l'O.K.W., tenu jusqu'au printemps 1943 par le docteur Helmuth Greiner, ensuite jusqu'à la fin de la guerre par le docteur Percy Ernst Schramm. Le Journal original fut détruit au début mai 1945, sur ordre du général Winter, adjoint de Jodl. Après la guerre, Greiner reconstitua la partie qu'il avait tenue en se servant de ses notes et projets de rédaction, puis il remit son texte à la section d'Histoire militaire de l'armée, à Washington. Une partie de ce matériel est publié dans l'ouvrage de Greiner, Die Oberste Wehrmachtführung, 1939-1943.
23. Procès du maréchal Pétain (Paris 1945), p. 202, témoignage de Laval.
24. Journal de Ciano, pp. 541-542.
25. Voir l'essai de Zeitzler, sur Stalingrad, dans The Fatal Decisions, où j'ai

puisé pour ce chapitre. Autres sources : Journal de l'O.K.W. (voir plus haut, note 22), l'ouvrage d'Halder, et Heinz SCHROEDER, Stalingrad. Schroeder, correspondant de guerre allemand attaché à la VI^e armée, avait libre accès aux dossiers de l'O.K.W., messages radio et téléscripteurs des divers commandements à l'échelon armée, ordres opérationnels, cartes, et documents privés de nombreux combattants de Stalingrad. Il put quitter la poche avant la reddition et fut chargé d'écrire l'histoire officielle de la VI^e armée à Stalingrad, basée sur les documents alors en possession de l'O.K.W. Goebbels en interdit la publication. Après la guerre, Schroeder récupéra son manuscrit et poursuivit l'étude de la bataille avant de remanier son ouvrage.

26. Journal de Ciano, p. 556. Les propositions de Mussolini figurent aux pp. 555-556, leur confirmation du côté allemand dans le Journal de l'O.K.W., à la date du 19 décembre.
27. Felix GILBERT, Hitler directs his War, pp. 17-22. Une compilation des procès-verbaux sténographiés des conférences d'Hitler à l'O.K.W. Malheureusement, on n'a récupéré qu'une partie des documents.
28. GOERLITZ, History of the German General Staff, p. 431.

1. NC A, IV, p. 559. (N.D., 1919-PS).
2. Ibid.. III, pp. 618-619, (N.D.. 862-PS), rapport du général Gotthard Heinrici, commandant en second dans le Protectorat.
3. Mémoire Bormann, cité dans TMWC, VII, pp. 224-226. (N.D., URSS-172).
4. NC A, III, pp. 798-799. (N.D., 1130-PS).
5. Ibid., VIII, p. 53. (N.D., R-36).
6. Mémoire de Bräutigam, du 25 octobre 1942. Texte reproduit dans NCA, III, pp. 242-251; original allemand, voir TMWC, XXV, pp. 331-342. (N.D., 294-PS).
7. NCA, VII, pp. 1086-1093. (N.D. L-221).
8. TMWC, IX, p. 633.
9. Ibid., p. 634.
10. TMWC, VIII p. 9.
11. NCA, VII, pp. 420-421. (N.D., SEC-344-16 et 17).
12. Ibid.. p. 469. (N.D., EC-411).
13. Ibid., VIII, pp. 66-67. (N.D., R-92).
14. Ibid., III, p. 850. (N.D., 1233-PS).
15. Ibid.. p. 186. (N.D., 138-PS).
16. Ibid.. pp. 188-189. (N.D., 141-PS).
17. Ibid., V, pp. 258-262. (N.D., 2523-PS)
18. Ibid.. III, pp. 666-670. (N.D.. 1015-B-PS).
19. Ibid., I, p. 1105. (N.D., 090-PS).
20. NCA, VI, p. 456. (N.D., 1720-PS).

21. Ibid., VIII, p. 186. (N.D., R-124).
22. Ibid., III, pp. 71-73. (N.D., 031-PS).
23. Ibid., IV, p. 80. (N.D., 1526-PS).
24. Ibid., III, p. 57. (N.D., 016-PS).
25. Ibid., III, p. 144. (N.D., 084-PS).
26. Ibid., VII, pp. 2-7 (N.D., D-288).
27. Ibid., V, pp. 744-754. (N.D., 3040-PS).
28. Ibid., VII, pp. 260-264. (N.D., EC-68).
29. Ibid., V, p. 765. (N.D., 3044-B-PS).
30. Hitler's Secret Conversations, p. 501.
31. Basés sur une étude approfondie des documents allemands, par Alexander Dallin, *German Rule in Russia*, pp. 426-427. L'auteur utilise les chiffres cités par l'O.K.W.-A.W.A. dans *Nachweisungen des Verbleibs der sowjetischen Kriegsgefangenen nach den Stand vom 1-5-1944*. Les initiales A.W.A. désignent l'*Allgemeines Wehrmachtsamt* (Service central des forces armées).
32. NCA, III, pp. 126-130. (N.D., 081-PS).
33. Ibid., V, p. 343. (N.D., 2622-PS).
34. Ibid., III, p. 823. (N.D., 1165-PS).
35. Ibid., IV, p. 558. (N.D., 1919-PS).
36. TMWC, XXXIX, pp. 48-49.
37. Ibid., VI, pp. 185-186.
38. NCA, III, pp. 416-417. (N.D., 498-PS).
39. Ibid., pp. 426-430. (N.D., 503-PS).
40. NCA, VII, pp. 798-799. (N.D., L-51).
41. TMWC, VII, p. 47.

42. NCA. VII, pp. 873-874 (N.D., L-90).
43. Ibid., 871-872. (N.D., L-90).
44. HARRIS, Tyranny on Trial, pp. 349-350.
45. Témoignage d'Ohlendorf à la barre de Nuremberg. TMWC, IV, pp. 311-323. Sa déclaration sous serment basée sur l'interrogatoire par Harris, NCA, V, pp. 431-442. (N.D., 2620-PS), Lettre du docteur Becker, ibid., III, pp. 418-419. (N.D., 501-PS),
46. NCA. VIII, p. 103. (N.D., R-102).
47. Ibid., V, pp. 696-699. (N.D., 2992-PS).
48. Ibid., IV, pp. 944-949. (N.D., 2273-PS).
49. Affaires IX des Procès des Criminels de Guerre. (T. W. C. N.D., NO-511). Il s'agit de l'affaire des Einsatzgruppen, appelée Etats-Unis contre Otto Ohlendorf et consorts.
50. Ibid. (N.D., NO-2653).
51. Cité par Reitlinger dans La Solution Définitive, pp. 499-500. L'étude faite par Reitlinger dans cet ouvrage ainsi que dans Les S.S. est l'une des plus approfondies qu'il m'ait été donné de lire.
52. NCA, III, pp. 525-526. (N.D., 710-PS). La traduction anglaise altère complètement le sens, le terme allemand Endloesung (solution définitive) étant rendu par « solution souhaitable ». Se reporter au texte allemand.
53. TMWC. IX, p. 141.
54. TWC. XIII, pp. 210-219. (N. D., NG-2586-G).
55. NCA, IV, p. 563. (N.D., 1919-PS).
56. Ibid., VI, p. 791. (N.D., 3870-PS).
57. Ibid., IV, pp. 812, 832-835. (N.D. 2171-PS).

58. Déclaration écrite de Hoess, NCA, VI, pp. 787-790. (N.D., 3868-PS).
59. N.D.-U.S.S.R.-8, p. 197. Procès-verbal.
60. TMWC, VII, p. 584.
61. Ibid., p. 585.
62. Ibid., p. 585. (N.D., USSR-225). Procès-verbal.
63. Comptes rendus officiels des Procès des Criminels de Guerre, 1, p. 28, Londres 1946. Il s'agit d'un résumé des douze procès secondaires de Nuremberg, reproduit dans les TWC.
64. Quant à la partie relative à Auschwitz, nous nous sommes basés, en plus des sources déjà citées, sur le témoignage de Mme Vaillant-Couturier, qui fut internée dans ce camp, et sur les textes suivants : TMWC, VI, pp. 203-240, Affaire Camp de Concentration, appelée États-Unis contre Pohl et consorts; le Procès de Belsen, Londres, 1949; G.M. Gilbert, le Journal de Nuremberg, op. cit. ; This was Oswiecim (Auschwitz), de Filip Friedman; et la remarquable étude de Reitlinger, dans La Solution définitive, et Les S.S.
65. NCA. VIII, p. 208. (N.D., R-135).
66. NCA, supplément A, pp. 675-682. (N. Ds., 3945-PS, 3948-PS, 3951-PS).
67. Ibid., p. 682. (N.D., 3951-PS).
68. Ibid., pp. 805-807. (N.D., 4045-PS).
69. Ibid., III, pp. 719-775. (N.D., 1061-PS).
70. TMWC, IV, p. 371.
71. Reitlinger, La Solution Définitive, pp. 489-501. L'auteur examine l'extermination des Juifs pays par pays.
72. TMWC, XX, p. 548.

73. Ibid., p. 519.
74. Interrogatoire de Josef Kramer (première affaire du procès des criminels de guerre), appelée procès des médecins, États-Unis contre Brandt et consorts.
75. Déposition de Sievers, TMWC, XX, pp. 521-525.
76. Ibid., p. 526.
77. La déposition d'Henry Herypierre est citée dans le procès-verbal du procès des médecins.
78. NCA, VI, pp. 122-123. (N.D., 3249-PS).
79. Ibid., V, p. 952. (N.D., 3249-PS).
80. Ibid., IV, p. 132. (N.D., 1602-PS).
81. Compte rendu du docteur Rascher à Himmler, le 5 avril 1942, dans les notes sténographiques du procès des médecins, cas 1, États-Unis contre Brandt et consorts. Le docteur Karl Brandt était le médecin personnel d'Hitler et le délégué à la Santé. Reconnu coupable, il fut condamné à mort et pendu.
82. NCA, supplément A, pp. 416-417. (N.D., 2428-PS).
83. Lettre du professeur docteur Hippke à Himmler 10 octobre 1942, dans le procès-verbal du cas I.
84. NCA, IV, pp. 135-136. (N.D., 1618-PS).
85. Témoignage de Walter Neff, transcription, cas.I.
86. Lettre du docteur Rascher à Himmler, 4 avril 1943, procès-verbal cas I.
87. Témoignage de Walter Neff, *ibid.*
88. Lettre d'Himmler et protestation de Rascher, *ibid.*
89. 1616-PS, dans le procès-verbal du cas I. Le document n'est pas reproduit dans TMWC. et la traduction anglaise publiée dans NCA

est trop courte pour être d'aucun secours.

90. Alexander MITSCHERLICH, M.D. et Fred MIELKE, Médecins d'Infamie, pp. 146-170. Excellent résumé du procès des médecins par deux Allemands. Le docteur Mitscherlich était le chef de la Commission médicale allemande (au cours du procès.

91. Wiener Library Bulletin. 1951, V. pp. 1-2. Cité par Reitlinger dans Les S.S.. p. 216.

1. Journal de Goebbels, p. 352.
2. FCNA, 1943, p. 61.
3. Les comptes rendus de l'entrevue de Feltre sont reproduits dans Hitler et Mussolini, pp. 165-190, ainsi que dans le Department State Bulletin, 6 octobre 1946, pp. 607-614, 639; la relation faite par le docteur Schmidt sur l'entretien se trouve citée dans ce livre, op. cit., p.263.
4. Nous nous sommes basés surtout sur les comptes rendus sténographiques des conférences d'Hitler avec ses adjoints à son quartier général de la Prusse-Orientale, les 25 et 26 juillet, publiés par Félix GILBERT, Hitler dirige sa guerre, pp. 39-71 ; sur le Journal de Goebbels, juillet 1943, pp. 403-421; et sur Les Conférences du Führer sur les Questions navales (FCNA), comptes rendus établis en juillet et août 1943, par l'amiral Doenitz, nouveau commandant en chef de la marine allemande.
5. Les Mémoires du maréchal Kesselring (Londres, 1953), pp. 177, 184. Je me suis servi de l'édition anglaise des Mémoires de Kesselring; ils ont été publiés en Amérique sous le titre : A Soldier's Record.
6. Voir KESSELRING, op. cit., et général Siegfried WESTPHAL, L'Armée Allemande à l'Ouest, pp. 149-152.
7. Des récits de première main de la délivrance de Mussolini sont donnés dans l'ouvrage d'Otto SKORZENY, Les Missions secrètes de Skorzeny, par le Duce lui-même dans ses Mémoires, 1942-1943, et par le gérant et la gérante de l'hôtel Campo Imperatore, dans un

article joint à l'édition anglaise des Mémoires.

8. Citation d'Hitler relevée dans le FCNA, 1943, p. 46; le passage du journal de Doenitz a été cité par WILMOT, op. cit., p. 152.
9. HALDER, Hitler als Feldherr, p. 57.
10. J'ai longuement cité ce discours dans la Fin d'un Journal Berlinoise, pp. 270-286. Le texte (en anglais) se trouve dans NCA, VII, pp. 920-975.
11. Extraits du Journal de Goebbels, pp. 428-442, 468, 477-478. L'entretien Hitler-Doenitz, au mois d'août 1943, est cité par l'amiral lui-même, dans FCNA, 1943, pp. 85-86.

1. Dorothy THOMPSON, Listen, Hans, pp. 137-138, 283.
2. HASSELL,, op. cit., p. 283.
3. Zwischen Hitler und Stalin, déposition de Ribbentrop, TMWC. X, p. 299.
4. George BELL, The Church and Humanity, pp. 165-177. Également WHEELER-BENNETT, Nemesis, pp. 553-557.
5. Allen DULLES, op. cit., pp. 125-146. Dulles donne le texte d'un mémorandum écrit pour lui par Jakob Wallenberg sur ses rencontres avec Goerdeler.
6. Le récit de cet épisode est essentiellement basé sur le rapport de SCHLABRENDORFF, op. cit., pp. 51-61.
7. A Rudolf Pechel, qui le cite longuement dans son ouvrage Deutscher Widerstand.
8. Il existe plusieurs récits, certains de première main, de la révolte des étudiants : Inge SCHOLL, Die Weisse Rose (Francfort, 1952); Karl VOSSLER, Gedenkrede für die Opfer an der Universität München (Munich, 1947); Ricarda H UCH, Die Aktion der Münchner Studenten gegen Hitler, « Neue Schweizer Rundschau », Zurich, septembre-octobre, 1948; Der 18. Februar : Umriss einer deutschen Widerstandsbewegung, « Die Gegenwart », 30 octobre 1940; PEHEL, op. cit., pp. 96-104; WHEELER-BENNET, Nemesis, pp. 539-541 ; DULLES, op. cit., pp. 120-122.
9. DULLES, op. cit., pp. 144-145.
10. Cité par Constantine FITZ GIBBON, dans 20th July, p. 39.

11. Desmond YOUNG, Rommel, pp. 223-224. Stroelin fit à Young le récit de l'entrevue. Voir également la déposition de Stroelin à Nuremberg, TMWC. X, p. 56, ainsi que son livre Stuttgart im Endstadium des Krieges.
12. Speidel souligne ce point dans son ouvrage Invasion 1944, pp. 68, 73.
13. Ibid., p. 65.
14. Ibid., p. 71.
15. Ibid., pp. 72-75.
16. DULLES, op. cit., p. 139.
17. SCHLABRENDORFF, op. cit., p. 97.
18. Le registre téléphonique du Q.G. de la VII^e armée. Ce document révélateur fut pris intact par les Alliés en août 1944 Il apporte des renseignements inappréciables sur la version allemande de la situation des armées hitlériennes le jour J et pendant la Bataille de Normandie.
19. SPEIDEL, OP. cit., p. 93.
20. Ibid., pp. 93-94, notre principale base pour cette partie du récit. Le général Blumentritt, chef d'état-major de Rundstedt, a également laissé un récit à l'appui duquel vient The Rommel Papers, édité par Liddell Hart, p. 479.
21. Le texte de cette lettre est reproduit dans Speidel, op. cit., pp. 115-117. The Rommel Papers en donne une version légèrement différente, pp. 486-487.
22. SPEIDEL, OP. cit., p. 117.
23. Ibid., pp. 104-117.
24. Ibid., p. 119.
25. SCHLABRENDORFF, op. cit., p. 103. Il était encore attaché à l'état

major de Tresckow.

26. Sur ces entretiens du 16 juillet entre les conspirateurs, nous nous sommes reportés au compte rendu sténographique du procès de Witzleben, Hoepner et consorts; aux rapports de Kaltenbrunner sur le soulèvement du 20 juillet; à l'ouvrage d'Eberhard ZELLER, *Geist der Freiheit*, pp. 213-214, et à celui de Gerhard RITTER : *Carl Goerdeler und die Deutsche Widerstandsbewegung*, pp. 401-403.
27. Dans *Befehl im Widerstreit*, Heusinger, cite, p. 352, ses dernières paroles ce jour-là.
28. ZELLER, op. cit., p. 221.
29. SCHMIDT, OP. cit., pp. 275-277.
30. Plusieurs témoins présents à cette réunion, italiens et allemands, en ont fait le récit. Eugen Dollmann, officier de liaison S.S. auprès de Mussolini, en a donné une relation complète dans son ouvrage *Roma Nazista*, pp. 393-400, et lors de son interrogatoire par les enquêteurs alliés, résumé par DULLES, op. cit., pp. 9-11. ZELLER, op. cit., p. 367, n. 69, et WHEELER-BENNETT, *Nemesis*, pp. 644-646, en ont également donné des récits, basés en grande partie sur celui de Dollmann.
31. La transcription de cette conversation téléphonique a été produite par le tribunal du peuple. SCHLABRENDORFF, op. cit., le cite p. 113.
32. ZELLER, op. cit., p. 363, indique que deux témoins assistaient à cette exécution, un chauffeur de l'armée, qui les vit d'une fenêtre proche, et une secrétaire de Fromm.
33. Pour le récit des événements qui se déroulèrent ce soir-là à la Bendlerstrasse, nous nous sommes largement reporté au témoignage

très franc du général Hoepner devant le tribunal du peuple pendant son procès et celui de Witzleben et de six autres officiers, les 6 et 7 août 1944. Les comptes rendus du tribunal du peuple furent détruits par un bombardement américain, le 3 février 1945. mais l'un des sténographes du procès retira les comptes rendus sténographiques avant le bombardement — au risque de sa vie, dit-il — et, après la guerre, les remit au tribunal de Nuremberg. Ils sont publiés intégralement en allemand dans TM WC. XXX, III, pp. 299-530.

Il existe de nombreux documents sur le complot du 20 juillet, mais beaucoup sont contradictoires et assez déroutants. La meilleure reconstitution qui en a été faite est celle de Zeller, *op. cit.*, qui donne une longue liste des sources auxquelles il a puisé, pp. 381-388. L'ouvrage de Gerhard Ritter sur Goerdeler, *op. cit.*, apporte également une contribution inappréciable, bien qu'il s'attache plus particulièrement à son sujet. Dans *Nemesis*, Wheeler-Bennett donne le meilleur compte rendu publié en anglais, et, de même que Zeller, se sert du mémorandum non publié d'Otto John. John, qui après la guerre eut des difficultés avec le gouvernement de Bonn et fut emprisonné par lui, était présent à la Bendlerstrasse ce jour-là et il se souvenait encore bien de ce qu'il avait vu et de ce que Stauffenberg lui avait dit. Constantine Fitz Gibbon a donné un récit très vivant, basé en grande partie sur des sources allemandes, en particulier sur Zeller.

Non moins inappréciables, à condition de les lire avec une certaine réserve, sont les comptes rendus quotidiens de l'enquête menée sur le complot par la S.D. Gestapo et qui s'échelonnent du 21 juillet au 15 décembre 1944. Signés de Kaltenbrunner et adressés à Hitler, ils sont

dactylographiés en grands caractères, afin que le Führer pût les déchiffrer sans ses lunettes. Ils représentent le travail de la « commission spéciale pour le 20 juillet 1944 », qui comptait environ 400 membres de la Gestapo divisés en 11 groupes. Les rapports de Kaltenbrunner se trouvent parmi les documents pris par les Alliés. On peut en consulter les copies microfilms aux Archives Nationales, à Washington, n° T-84, série n° 39, Bobines 19-21. Voir également série n° 40, Bobine 22.

34. ZELLER, op. cit., p. 372, n. 10, donne le nom d'un officier qui était présent.
35. Le récit des exécutions fut fait plus tard par le gardien de prison Hans Hoffmann, par un autre gardien et par le photographe. Il est donné par WHEELER-BENNETT, dans *Nemesis*, pp. 683-684.
36. Wilfred von OVEN, *Mit Goebbels bis zum Ende*, II, p. 118.
37. RITTER, op. cit., pp. 419-429, fournit les détails de cette attitude révélatrice.
38. Ce chiffre est indiqué dans un commentaire des comptes rendus des conférences du Führer sur les questions navales (FCNA 1944, p. 46), et c'est celui qu'accepte ZELLER, op. cit., p. 283. PECHEL, op. cit., qui a retrouvé le « Registre d'Exécutions » officiel, dit, p. 327, qu'il y eut 3 247 exécutions enregistrées en 1944, dont un petit nombre n'avaient aucun rapport avec le complot du 20 juillet.
39. SCHLABRENDORFF, op. cit., pp. 119-120. J'ai modifié le texte anglais donné ici pour le rendre plus conforme à la version allemande originale.
40. Le général Blumentritt a fait ce récit à LIDDELL Hart (*The German*

Generals Talk, pp. 217-223).

41. Ibid., p. 222. Il existe de nombreux documents sur le complot à Paris, dont le récit donné par Speidel dans son ouvrage et les nombreux articles publiés dans des revues allemandes par des témoins oculaires. Le meilleur récit et le plus complet est celui de Wilhelm von Schramm, un archiviste de l'armée en poste en France : Der 20. Juli in Paris.
42. Félix GILBERT, op. cit., p. 101.
43. SPEIDEL, op. cit., p. 152. Pour mon récit de la mort de Rommel, je me suis reporté à Speidel qui a questionné Frau Rommel et d'autres témoins, et aux sources suivantes : deux rapports écrits par Manfred, le fils du maréchal, le premier pour l'Intelligence Service anglais, par Shulman, op. cit., pp. 138-139; le second pour The Rommel Papers, éd. par Liddell Hart, pp. 495-505; et l'interrogatoire du général Keitel par le colonel John H. Amen, le 28 septembre „ 1945, à Nuremberg. (NCA, supplément B, pp. 1256-1271.) Des-mond YOUNG, op. cit., en a également fait le récit complet, en se basant sur des entretiens avec la famille et les amis de Rommel et sur le procès de dénazification du général Maisel, après la guerre.
44. TMWC, XXI, p. 47.
45. SPEIDEL, op. cit., pp. 155, 172.
46. GOERLITZ, History of the German General Staff, p. 477.
47. GUDERIAN, op. cit., p. 273.
48. Ibid., p. 276.
49. LIDDELL HART, The German Générais Talk, pp. 222-223.

1. SPEIDEL, op. cit.. p. 147.
 2. Interrogatoire du ministère de la Guerre britannique, cité par Shulman, op. cit., p. 206.
 3. Conférence du Führer 31 août 1944; Felix GILBERT, op. cit., p. 106.
 4. Conférence du Führer, 13 mars 1943.
 5. Étude des bombardements stratégiques américains. Economic Report, appendice, table 15.
 6. Extrait des rapports G-2 de la 1re armée U.S., cités par Shulman; op. cit., pp. 215-219.
 7. EISENHOWER, Croisade en Europe, p. 312.
 8. Rundstedt à Liddell Hart, The German Generals Talk, p. 229.
 9. GUDERIAN, op. cit.. pp. 305-306, 310.
 10. Manteuffel, dans Freidin et Richardson (édit.), op. cit., p. 266.
 11. Conférence du Führer, 12 décembre 1944.
 12. GUDERIAN, OP. cit., p. 315.
 13. Ibid.. p. 334.
 14. Albert Speer à Hitler, 30 janvier 1945, TMWC. XLI.
 15. GUDERIAN, op. cit., p. 336.
 16. Conférence du Führer, 27 janvier 1945. Se trouve dans Felix Gilbert, op. cit., pp. 111-132.
- J'ai légèrement modifié l'ordre du texte.
17. Conférence du Führer, non datée, mais probablement du 19 février 1945, car l'amiral Doenitz note la discussion à cette date dans son journal. Cf. FCNA, 1945, p. 49, Gilbert, op. cit., donne la citation

- d'Hitler, p. 179.
18. FCNA, 1945, pp. 50-51.
 19. Conférence du Führer, 23 mars - 1945. Dernier procès-verbal écrit. GILBERT, op. cit., reproduit in extenso, pp. 141-174.
 20. Témoignage d'Albert Speer, à Nuremberg TMWC, XVI, p. 492.
 21. GUDERIAN, op. cit., pp. 341-343.
 22. Texte des ordres d'Hitler FCNA 1945, p. 90.
 23. SPEER, TMWC. XVI, pp. 497-498. Cette partie, y compris les citations d'Hitler et de Speer, est extraite du témoignage de ce dernier, au Procès de Nuremberg, le 20 juin 1946; voir texte dans TMWC, XVI; et des documents qu'il présenta pour sa défense, reproduits dans le vol. XLI.
 24. Résumé du 2e Bureau du S.H. A.E.F., 11 mars 1945. Cité par Wilmot, op. cit., p. 690.

1. Extrait du journal inédit du comte Schwerin von Krosigk. J'en ai donné les principaux passages dans *End of a Berlin Diary*, pp. 190-205. Trevor-Roper, dans *The Last Days of Hitler*, cite également ce journal. Cet historien, qui faisait partie du Service de renseignements britannique durant la guerre, reçut la tâche d'enquêter sur les circonstances de la mort d'Hitler. Il tira de cette enquête un brillant ouvrage, auquel sont redevables tous ceux qui désirent décrire ce dernier épisode de la vie du Troisième Reich. J'ai aussi puisé des renseignements à d'autres sources, principalement les récits de témoins directs, tels que Speer, Keitel, Jodl, Gen. Karl Koller, Doenitz, Krosigk, Hahna Reitsch, Cap. Joachim Schultz, ainsi que les secrétaires féminines d'Hitler et son chauffeur.
2. Gerhardt BOLDT, *In the Shelter with Hitler*, ch. I. Le capitaine Boldt fut premier adjoint de Guderian, puis du général Krebs, le dernier chef d'état-major général de l'armée, et il partagea les derniers jours du « bunker ».
3. Albert ZOLLER, *Hitler Privat*. pp. 203-205. Selon la traduction française (« Douze Ans auprès d'Hitler »), Zoller était capitaine dans l'armée française, détaché en tant qu'investigateur à la VII^e armée U.S., et c'est cette fonction qui lui permit d'interroger une des quatre secrétaires d'Hitler; plus tard, en 1947, il rédigea, en collaboration avec elle, son livre de souvenirs sur le Führer. Il s'agit probablement de Christa Schroeder, qui fut sténographe au service d'Hitler, depuis 1933 jusqu'à une semaine avant sa mort.

4. Journal de Krosigk.
5. Ibid.
6. Cité par Wilmot, op. cit., p. 699.
7. TREVOR-ROPER, op. cit., p. 100. Le récit vient d'une des secrétaires de Goebbels, Frau Inge Haberzettel.
8. Michael A. MUSMANNO, *Ten Days to Die*, p. 92. Juge dans le civil, il était officier de marine U.S. pendant la guerre. Il interrogea personnellement les survivants du « bunker », qui avaient partagé les dernières heures d'Hitler. Son livre représente une source de renseignements de valeur; malheureusement il est rédigé dans une prose grandiloquente et obscure.
9. Interrogatoire de Keitel. NCA, supplément B, p. 1294.
10. NCA, VI, p. 561 (N.D. 3734-PS). Résumé très complet d'un interrogatoire de Hanna Reitsch par les soins de l'armée U.S., sur les derniers jours d'Hitler dans le « bunker ». Elle revint plus tard sur plusieurs de ses dires, mais les autorités militaires ont confirmé l'exactitude de sa déposition, qui corroborait ses réponses, durant son interrogatoire du 8 octobre 1945. Bien que Fräulein Reitsch soit d'un tempérament très exalté — accentué encore pendant la période qui suivit son expérience du « bunker » par ces circonstances exceptionnelles — on doit classer son récit parmi les témoignages de valeur sur les derniers jours d'Hitler, après l'avoir confronté avec ceux des autres témoins.
11. Général Karl KOLLER, *Der letzte Monat*, p. 23. Extrait du journal de Koller pour la période du 14 avril au 27 mai 1945. Précieuse source de renseignements sur les derniers jours du Troisième Reich.

12. Keitel, dans son interrogatoire de Nuremberg. NCA, supplément B, pp. 1275-1279. Jodl avait fait son rapport le soir même au général Koller et ce dernier l'avait noté dans son journal au 22-23 avril. Cf. KOLLER, op. cit., pp. 30-32.
13. TREVOR-ROPER, OP. cit., pp. 124-126-127. L'auteur avoue avoir cité « avec des réserves » le compte rendu de Berger.
14. Keitel rappela cette remarque dans son interrogatoire, loc. cit., p. 1277. La version de Jodl se trouve dans le journal de Koller, op. cit., p. 31.
15. BERNADOTTE, The Curtain Falls, p. 114; Schellenberg, op. cit., pp. 399-400. Leurs récits concordent dans l'ensemble.
16. Déposition de Speer, à Nuremberg, TMWC, XVI, pp. 554-555.
17. Interrogatoire de Hanna Reitsch. Loc. cit., pp. 554-555.
18. Ibid., p. 556. Toutes les citations ci-dessous et les événements décrits par Hanna Reitsch sont extraits de cet interrogatoire et se trouvent dans NCA. VI, pp. 551-571 (N.D. 3734-PS). On n'en citera donc pas l'origine à chaque fois.
19. Keitel, dans son interrogatoire, loc. cit., pp. 1281-1282, cita le message de mémoire. Les archives de la marine allemande reproduisent ce message radio dans les mêmes termes (Hitler à Jodl, date : 29 avril à 19 h 52 (FCNA, 1945, p. 120), ainsi que le journal O.K.W., de Sphultz (p. 51), qui note que Jodl le reçut le 29 avril, à 23 h. Il y a sans doute là une erreur, puisque, à cette heure-là, Hitler, à en juger par sa conduite, ne se souciait plus de l'emplacement des armées.
20. Trevor-Roper, op. cit., p. 163, reproduit le premier message. J'ai trouvé le texte du second dans les archives de la marine, FCNA,

- 1945, p. 120. Le message suivant, de l'officier de liaison de la marine au « bunker » l'amiral Voss, se trouve également dans FCNA, p. 120.
21. Le texte du Testament politique d'Hitler et de ses dernières volontés personnelles se trouve dans N.D. 3569-PS. Une copie de son acte de mariage a été produite au Procès de Nuremberg. J'ai donné les textes de ces trois documents dans *End of a Berlin Diary*, pp. 177-183, n. Une traduction anglaise, plutôt hâtive, est publiée dans NCA, VI, pp. 259-263. La version originale, en allemand, est dans TMWC, XLI, dans les documents consacrés à Speer.
22. Le général Koller, op. cit., p. 79, donne le texte du radiogramme de Bormann.
23. Le texte de l'appendice de Goebbels a été présenté au Procès de Nuremberg. Je l'ai reproduit dans *End of a Berlin Diary*, p. 183, n.
24. Le récit, par Kempka, de la mort d'Hitler et de son épouse est reproduit dans deux dépositions sous serment publiées dans NCA, VI, pp. 571-586 (N.D. 3735-PS).
25. Juergen THORWALD, *Das Ende an der Elbe*, p. 224.
26. Ce récit de la mort de la famille de Goebbels est tiré de Trevor-Roper, op. cit., pp. 212-214, et documenté en grande partie par les témoignages ultérieurs de Schwaegermann, Axmann et Kempka.
27. Joachim SCHULTZ, *Die Letzten 30 Tage*, pp. 81-85. Ces extraits se rapportent aux notes de l'O. K. W. pour le dernier mois de la guerre et je m'en suis servi pour étoffer de nombreuses pages de ce chapitre. Ce livre fait partie d'une série, publiée sous la direction de Thorwald, sous le titre général de *Dokumente zur Zeitgeschichte*.
28. EISENHOWER, op. cit., p. 426.

29. End of a Berlin Diary.

Quoique j'aie moi-même fait mes recherches et composé mon plan de travail pour ce livre comme pour tous ceux que j'ai écrits, je dois beaucoup à nombre de personnes et d'institutions qui m'ont aidé sans compter durant les cinq années que je lui ai consacrées.

Le regretté Jack Goodman, de chez Simon et Schuster, et Joseph Barnes, à qui j'avais particulièrement affaire dans cette maison d'édition, m'ont fait prendre le départ dans de bonnes conditions. Barnes (notre amitié remonte à l'époque où nous étions envoyés spéciaux en Europe) ne se laissa pas rebuter par les difficultés et me présenta souvent d'utiles observations. Le docteur Fritz T. Epstein, de la Bibliothèque du Congrès de Washington, savant distingué, autorité reconnue en matière de documents allemands saisis, m'a guidé parmi ces montagnes de papiers. Il ne fut d'ailleurs pas le seul à cet égard, et je dois notamment citer Telford Taylor, procureur général aux procès de Nuremberg, qui a déjà publié une histoire militaire du Troisième Reich en deux volumes; il m'a prêté des documents et des livres lui appartenant et il m'a opportunément conseillé.

Le professeur Oron J. Haie, de l'Université de Virginie, président de la Commission américaine pour l'examen des documents de guerre, instituée par l'Association américaine d'histoire, m'a indiqué beaucoup de pièces intéressantes, dont certaines découvertes par lui-même. Je me rappelle aussi que, par une chaude journée de l'été 1956, il me rendit l'appréciable service de me faire quitter la salle des manuscrits à la Bibliothèque du Congrès et de m'enjoindre de me remettre à la rédaction de mon livre, de crainte que je ne passe le reste de mon existence à fouiller

dans les papiers allemands saisis, occupation à laquelle on eût facilement succombé.

Le docteur, G. Bernard Noble, chef de la Section historique du Département d'État, et Paul R. Sweet, fonctionnaire des affaires extérieures à ce ministère, un des auteurs américains *des Documents on German Foreign Policy (Documents relatifs à la politique étrangère allemande)*, me prêtèrent également leur concours pour le dépouillement des papiers saisis. A la Bibliothèque Hoover, de l'Université Stanford, Mrs. Hildegard R. Boeninger (par correspondance) et Mrs. Agnes F. Peterson (oralement) se mirent aimablement à ma disposition. Au ministère de l'Armée, le colonel W. Hoover, faisant fonction de chef du Service d'histoire militaire, et son collaborateur, Detmar Finke, orientèrent mes recherches vers les rapports militaires allemands, dont leurs archives possèdent une collection unique.

Hamilton Fish Armstrong, rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, s'est personnellement intéressé à me voir poursuivre ma tâche. Il en fut de même pour Walter H. Mallory, alors administrateur du conseil des Relations extérieures. A ce conseil, à Frank Altschul et à la Fondation Overbrook, je suis reconnaissant d'une belle subvention qui m'a permis de consacrer tout mon temps à ce livre pendant la dernière année de sa préparation. J'ai aussi l'agréable devoir de remercier le personnel de l'excellente bibliothèque du conseil, auquel j'ai imposé beaucoup de problèmes très malaisés à étudier. Je suis pareillement obligé au personnel de la Bibliothèque de la New York Society, qui a témoigné beaucoup de patience et de compréhension.

Lewis Galantière et Herbert Kriedmann ont eu la gentillesse de lire la

plus grande partie du manuscrit et de me communiquer de nombreuses remarques qui me furent profitables. Le colonel Truman Smith qui fut attaché militaire des Etats-Unis à Berlin, quand Adolf Hitler, lors des premières années 1920, commença sa carrière politique, et qui le fut encore après l'accession d'Hitler au pouvoir, a mis à ma disposition certains de ses carnets et de ses notes; ils éclairent les débuts du national-socialisme et quelques-uns de ses aspects ultérieurs. Sam Harris, adjoint à l'accusation à Nuremberg, actuellement avocat à New York, m'a permis de consulter les documents TMWC, relatifs aux procès, et beaucoup d'autres pièces inédites.

Le général Franz Halder, chef de l'état-major général de l'armée allemande durant les trois premières années de la guerre, a amplement répondu à mes questions et m'a indiqué les sources allemandes de renseignements. J'ai mentionné ailleurs la valeur qu'eut pour moi son Journal inédit, dont j'ai gardé une copie sous la main, pendant que j'écrivais une grande partie de mon travail.

George Kennan, qui occupait un poste à l'ambassade des États-Unis à Berlin, a rafraîchi mes souvenirs sur quelques points présentant un intérêt historique. Plusieurs vieux amis et confrères des années que j'ai passées en Europe : John Gunther, M.W. Fodor, Kay Boyle, Sigrid Schultz, Dorothy Thompson, Whit Burnett et Newell Rogers, ont causé avec moi et à mon profit de différents aspects du livre. Paul R. Reynolds, mon agent littéraire, m'a prodigué ses encouragements alors que j'en avais grand besoin.

Je dois enfin beaucoup à ma femme, qui, à cause de ses connaissances en langues étrangères, de son éducation européenne, ainsi que de son

expérience des choses allemandes et autrichiennes, m'a été d'un grand secours pour les recherches, la vérification des sources et la composition. Nos deux filles, Inga et Linda, ont assumé des tâches bien utiles durant leurs vacances universitaires.

A tous ceux-là et à d'autres encore qui m'obligèrent de cent façons, j'exprime ma gratitude. Et il va de soi que c'est à moi seul qu'il faudrait imputer les erreurs ou les défauts de cet ouvrage.

Cet ouvrage a pour bases principales les documents allemands saisis, les interrogatoires et témoignages des officiers et fonctionnaires allemands, les journaux et souvenirs laissés par certains d'entre eux, et ce que j'ai moi-même constaté en Allemagne sous le Troisième Reich.

Des millions de mots livrés par les archives allemandes ont été publiés en plusieurs séries de volumes. Des millions encore ont été recueillis ou microphotographiés et déposés dans différentes bibliothèques (aux États-Unis : surtout à la Bibliothèque du Congrès et à la Bibliothèque Hoover de l'Université Stanford) et aux Archives nationales à Washington. En outre, le bureau du chef du Service de l'histoire militaire (ministère de l'Armée, à Washington), possède une importante collection de documents militaires allemands.

Parmi les volumes publiés, les plus utiles pour moi ont consisté en trois séries. La première, *Documents on German Foreign Policy*, série D, comprend un grand choix, en traduction anglaise, de pièces émanant du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne et datées de 1937 à l'été 1940. Le Département d'Etat américain a bien voulu me donner accès à une quantité d'autres papiers de la même source, qui ne sont encore ni traduits, ni publiés; ils concernent surtout la déclaration de guerre de l'Allemagne aux Etats-Unis.

Deux séries de documents publiés, relatifs au principal Procès de Nuremberg, ont été d'un très grand secours pour ouvrir au chercheur les coulisses du Troisième Reich : d'abord, *Trial of the Major War Criminals*, 42 volumes, dont les 23 premiers contiennent les témoignages apportés, et

les suivants les documents considérés comme probants, lesquels sont publiés dans leur langue d'origine (généralement l'allemand).

D'autres documents, interrogatoires et dépositions recueillis en vue du procès et traduits (assez hâtivement) en anglais, sont publiés dans la série de 10 volumes intitulée *Nazi Conspiracy and Aggression*. Il est regrettable que le témoignage extrêmement important fait devant les commissaires du Tribunal militaire international soit presque totalement absent de cette seconde série et n'existe que sous forme de stencils, et seulement dans quelques rares bibliothèques importantes.

Il y eut à Nuremberg douze procès successifs, conduits par des tribunaux militaires américains. Mais les quinze gros volumes publiés de témoignages et de documents présentés à ces tribunaux, qui sont intitulés *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals*, ne contiennent qu'un dixième de ces témoignages et documents. Toutefois, le reste existe dans certaines bibliothèques, en stencils ou en photostats. Des résumés d'autres procès, qui sont fort instructifs à l'égard du Troisième Reich, se trouvent dans les *Law Reports of Trials of War Criminals*, parus à l'Imprimerie royale britannique (His Majesty's Stationery Office in London, 1947-1949).

Parmi les documents allemands inédits, autres que les importantes collections de la Bibliothèque Hoover, la Bibliothèque du Congrès et les Archives nationales américaines (qui contiennent notamment les dossiers Himmler et plusieurs papiers privés d'Hitler), une des trouvailles les plus intéressantes qui aient été faites est celle des « Alexandria Papers », dont une bonne partie est maintenant microphotographiée et déposée aux Archives.

On lira dans les notes des indications sur plusieurs autres documents saisis. Disons, entre parenthèses, que figure, parmi les documents allemands inédits, le journal du général Halder, 7 volumes de pages dactylographiées, augmentées de notes que le général y a introduites après la guerre, afin d'en éclaircir certains passages. J'estime que c'est un des documents les plus profitables au sujet du Troisième Reich.

Plusieurs des livres que j'ai consultés figurent dans les listes qui suivent. Ils sont de trois sortes : 1° les mémoires et les journaux ou carnets de certains protagonistes de ce récit; 2° les livres qui ont utilisé la documentation nouvelle, tels que ceux de John W. Wheeler-Bennett, Alan Bullock, H. R. Trevor-Roper et Gerald Reitlinger en Angleterre; de Telford Taylor en Amérique; d'Eberhard Zeller, Gerhard Ritter, Rudolf Pechel et Walter Goerlitz en Allemagne; 3° les livres d'atmosphère et de fond.

Une bibliographie d'ensemble sur le Troisième Reich a été publiée à Munich sous forme de numéro spécial des *Vierteljahrshefte fuer Zeitgeschichte*, sous les auspices de l'Institut fuer Zeitgeschichte. Les catalogues de la Bibliothèque Wiener, à Londres, contiennent également d'excellentes bibliographies.

Der Hitler Prozess. Munich, Deutscher Volksverlag, 1924. C'est le compte rendu du procès d'Hitler à Munich.

Documents and Materials relating to the Eve of the Second World War 1937-1939. 2 vol. Moscou, Éditions en langues étrangères, 1948.

Documents concerning German-Polish Relations and the Outbreak of Hostilities between Great Britain and Germany. Londres, His Majesty's Stationery Office, 1939. C'est le Livre Bleu britannique.

Documents on British Foreign Policy, 1919-1939. Londres, His Majesty's Stationery Office, 1947. Figure dans les Notes sous la désignation DBrFP.

Documents on German Foreign Policy, 1918-1945. Série D, 1937-1945. 10 vol., 1957. Washington, U.S. Department of State. Figure dans les Notes sous la désignation DGFP.

Dokumente der deutschen Politik, 1933-1940. Berlin, 1935-1943.

Fuehrer Conferences on Naval Affairs (stencils). Londres, British Admiralty, 1947. Figurent dans les Notes sous la désignation FCNA.

Hitler e Mussolini —: Lettere e documenti. Milan, Rizzoli, 1946.

I Documenti diplomatici italiani. Serie Ottava, 1935-1939. Rome, Libreria dello Stato, 1952-1953. Figure dans les Notes sous la désignation DDI.

Le Livre Jaune Français. Documents diplomatiques, 1938-1939. Paris, ministère des Affaires étrangères.

Nazi Conspiracy and Aggression. 10 vol. Washington, U.S. Government Printing Office, 1946. Figure dans les Notes sous la désignation NCA.

Nazi-Soviet Relations, 1939-1941. Documents from the Archives of the German Foreign Office. Washington, U.S. Department of State, 1948.

Figure dans les Notes sous la désignation NSR.

Official Documents concerning Polish-German and Polish-Soviet Relations, 1933-1939. Londres, 1939. C'est le Livre Blanc polonais.

Pearl Harbor Attack. Comptes rendus d'audience de la Commission d'Enquête sur l'Attaque de Pearl Harbor. 39 vol. Washington, U.S. Government Printing Office, 1946.

Soviet Documents on Foreign Policy. 3 vol. Londres, Royal Institute of International Affairs, 1951-1953.

Spanish Government and the Axis (The). Washington, U.S. State Department, 1946. Provient des archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne.

Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal. 42 vol. Publié à Nuremberg. Figure dans les Notes sous la désignation TMWC.

Trial of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals. 15 vol. Washington, U.S. Government Printing Office, 1951-1952. Figure dans les Notes sous la désignation TMWC.

Adolf Hitlers Reden. Munich, 1934.

BAYNES, Norman H. (publié par), The Speeches of Adolf Hitler, avril 1922-août 1939. 2 vol. New York, 1942.

PRANGE, Gordon W. (publié par), Hitler's Words. Washington, 1944.

ROUSSY DESALES, comte Raoul de (publié par). My New Order. New York, 1941. Ce sont les discours d'Hitler de 1922 à 1941.

ABSHACEN, K.H., Canaris. Stuttgart, 1949.

AMBRUSTER, HOWARD-WATSON, Treason's Peace. New York, 1947.

ANDERS WLADYSLAW, Hitler's Defeat in Russia. Chicago, 1953.

ANONYME, De Weimar au chaos. Journal politique d'un général de la Reichswehr. Paris, 1934.

ARMSTRONG, HAMILTON Fish, Hitler's Reich. New York, 1933.

ASSMANN, KURT, Deutsche Schicksalsjahre. Wiesbaden, 1950.

BADOGGIO, MARÉCHAL PIETRO, Italy in the Second World War. Londres, 1948.

BARRACLOUGH, S., The Origins of Modern Germany. Oxford, 1946.

BARTZ, KARL, Als der Himmel brannte. Hanovre, 1955.

BAUMONT, FRIED and VERMEIL (publié par), The Third Reich. New York, 1955.

BAYLE, FRANÇOIS, Croix gammée ou caducée. Fribourg, 1950. Compte rendu documenté des expériences médicales pratiquées par les nazis.

BELGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS Belgium. The Official Account of What Happened, 1939-1940. New York, 1941.

BENES, EDUARD, Memoirs of Dr. Eduard Benes. From Munich to New War and New Victory. Londres, 1954.

BENOIST-MECHIN, JACQUES, Histoire de l'armée allemande depuis l'Armistice. Paris, 1936-1938.

BERNADOTTE, FOLKE. The Curtain Falls. New York, 1945.

BEST, Capitaine S. PAYNE, The Venlo Incident. Londres, 1950.

Bewegung, Staat und Volk in ihren Organisationen. Berlin, 1934.

BLUMENTRITT, Guenther, Von Rundstedt. Londres, 1952.

BOLDT, GERHARD, In the Shelter with Hitler. Londres, 1948.

BONNET, GEORGES, Fin d'une Europe. Genève, 1948.

BOOTHBY, ROBERT, I Fight to Live. Londres, 1947.

BORMANN, MARTIN, The Bormann Letters : the Private Correspondence between Martin Bormann and his Wife, from Jan. 1943 to April 1945. Londres, 1954.

BRADLEY, GENERAL OMAR N., A Soldier's Story, New York, 1951.

BRADY, ROBERT K., The Spirit and Structure of German Fascism. Londres, 1937.

BRYANS, J. Lonsdale, Blind Victory. London, 1951.

BRYANT, SIR ARTHUR, The Turn of the Tide - A History of the War Years Based on the Diaries of Field Marshal Lord Alanbrooke, Chief of the Imperial General Staff. New York, 1957.

BULLOCK, ALAN, Hitler - A Study in Tyranny. New York, 1952.

BUTCHER, HARRY C., My Three Years with Eisenhower. New York, 1946.

CARR, EDWARD HALLETT, German-Soviet Relations between the Two World War, 1919-1939. Baltimore, 1951.

— The Soviet Impact on the Western World. New York, 1947.

CHURCHILL, SIR WINSTON S., The Second World War. 6 vol. New York, 1948-1953.

CIANO, COMTE Galeazzo, Ciano's Diplomatic Papers, publiés par Malcolm Muggeridge. Londres, 1948.

— Ciano's Hidden Diary, 1937. 1938. New York, 1953.

— The Ciano Diaries, 1939-1943, publiés par Hugh Wilson. New York, 1946.

CLAUSEWITZ, KARL Von, On War. New York, 1943.

COOLE, W. W., and **POTTER, M.F.**, Thus Speaks Germany. New York, 1941.

GRAIG, GORDON A., The Politics of the Prussian Army, 1940-1945. New York, 1955.

CROCE, BENEDETTO, Germany and Europe. New York, 1944.

CZECHOSLOVAKIA Fights Back. Washington, American Council on Public Affairs, 1943.

DAHLERUS, BIRGER, The Last Attempt. Londres, 1947.

DALLIN, ALEXANDER, German Rule in Russia, 1941-1944. New York, 1957.

DALUCES, JEAN, Le Troisième Reich. Paris, 1950.

DAVIES, JOSEPH E., Mission to Moscow. New York, 1941.

DERRY, T.K., The Campaign in Norway. Londres, 1952.

DEUEL, WALLACE, People under Hitler. New York, 1943.

DEWEY, JOHN, German Philosophy and Politics. New York, 1952.

DIELS, RUDOLF, Lucifer ante Portas. Stuttgart, 1950.

DIETRICH, OTTO, Mit Hitler in die Macht. Munich, 1934.

DOLLMANN, EUGEN, Roma Nazista. Milan, 1951.

DRAPER, THEODORE, The Six Weeks' War. New York, 1944.

DUBOIS, JOSIAH E., Jr., The Devil's Chemists. Boston, 1952.

DULLES, ALLEN, Germany's Underground. New York, 1947.

EBENSTEIN, WILLIAM, The Nazi State, New York, 1943.

EISENHOWER, DWIGHT D., Crusade in Europe. New York, 1948.

ELLIS, MAJOR L.F., The War in France and Flanders, 1939-1950. Londres 1953.

EYCK, E., Bismarck and the German Empire. Londres, 1950.

FEILING, KEITH, The Life of Neville Chamberlain. Londres, 1946.

FEUCHTER, GEORG W., Geschichte des Luftkriegs. Bonn, 1954.

FISHER, H.A.L., A History of Europe. Londres, 1936.

FISHMAN, JACK, The Seven Men of Spandau. New York, 1954.

FITZGIBBON, CONSTANTINE, 20 July, New York, 1956.

FLEMING, PETER, Operation Sea Lion. New York, 1957.

FLENLEY, RALPH, Modern German History, New York, 1953.

FOERSTER, WOLFGANG, Ein General kaempft gegen den Krieg. Munich, 1949. (Papiers du général Beck.)

FRANÇOIS-PONCET, André, Souvenirs d'une Ambassade à Berlin. Paris, 1946.

FREIDIN, SEYMOUR, and **RICHARDSON, William** (publié par), The Fatal Decisions. New York, 1956.

FRIEDMAN, FILIP, This Was Oswiecim (Auschwitz). Londres, 1946.

FRISCHAUER, WILLY, The Rise and Fall of Hermann Goering. Boston, 1951.

FULLER, MAJOR-GENERAL J.F.C., The Second World War. New York, 1949.

GALLAND, ADOLF, Jusqu'au bout sur nos Messerschmitt. Paris, 1954.

GAMELIN, GÉNÉRAL Maurice Gustave, Servir. 3 vol. Paris, 1949.

GERMANY : A Self-Portrait. Publié par Harland R. Crippen. New York, 1944.

GILBERT, FELIX, Hitle, Directs His War. New York, 1950. (Texte

partiel des conférences militaires quotidiennes d'Hitler.)

GILBERT, G.M., Nuremberg Diary. New York, 1947.

GISEVIUS, BERND, To the Bitter End. Boston, 1947.

GLAUBENSKRISE im Dritten Reich. Stuttgart, 1953.

GÖEBBELS, JOSEPH, Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei. Munich, 1936.

— The Goebbels Diaries, 1942-1943. Publié par Louis P. Lochner. New York, 1948.

GOERLITZ, WALTER, History of the German General Staff, 1657-1945. New York, 1953.

— Der Zweite Weltkrieg 1939-1945. 2 vol. Stuttgart, 1951.

GOUDIMA, CONSTANTIN, L'armée rouge dans la paix et la guerre. Paris, 1947.

GREINER, HELMUTH, Die Oberste Wehrmachtfuehrung, 1939-1945. Wiesbaden, 1951.

GREINER, JOSEF, Das Ende des Hitler Mythos. Vienne, 1947.

GUDERIAN, GÉNÉRAL Heinz, Panzer Leader. New York, 1952.

GUILLAUME, GÉNÉRAL A., La guerre germano-soviétique, 1941. Paris, 1949.

HABATSCH, WALTHER, Die deutsche Besetzung von Daenemark und Norwegen, 1940. 2e éd. Goettingen, 1952.

HALDER, FRANZ, Hitler als Feldherr. Munich, 1949.

HALIFAX, LORD, Fullness of Days. New York, 1917.

HALLGARTEN, GEORGE W.F., Hitler, Reichswehr und Industrie. Francfort, 1955.

HANFSTAENGL, ERNST, Unheard Witness. New York, 1957.

HARRIS, WHITNEY R., Tyranny on Trial The Evidence at Nuremberg.

Dallas (États-Unis), 1954. (Choix des documents allemands de Nuremberg pris dans les volumes TMWC et NC A.)

HASSELL, ULRICH VON, The Von Hasseil Diaries, 1938-1944. New York, 1947.

HEGEL, Lectures on the Philosophy of History. Londres, 1902.

HEIDEN, KONRAD, A History of National Socialism. New York, 1935.

— Hitler-A Biography. New York, 1936.

— Der Führer. Boston, 1944.

HENDERSON, NEVILLE, The Failure of a Mission. New York, 1940.

HERMAN, STEWART W., Jr, It's Your Souls We Want. New York, 1943.

HEUSINGER, GEN. Adolf, Befehl im Widerstreit-Schicksalsstunden der deutschen Armee, 1923-1925. Stuttgart, 1950.

HINDENBURG, FIELD MARSHAL Paul von BENECKENDORF und von, Aus meinem Leben. Leipzig, 1934.

HITLER, ADOLF, Mein Kampf. Boston, 1943. C'est l'édition intégrale en traduction anglaise publiée par Houghton Mifflin. (Edition originale : Munich, 1925, 1927. Le premier volume, Eine Abrechnung, fut publié en 1925; le second, Die Nationalsozialistische Bewegung, en 1927. Les deux furent ensuite réunis en un seul.)

Hitler's Secret Conversations, 1941-1944. New York, 1953.

Les lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini. Paris, 1946.

HOETTL, WILHELM (Walter HAGEN), The Secret Front : The Story of Nazi Political Espionage. New* York, 1954.

HOFER, WALTHER, War Premeditated, 1939. Londres, 1955. (Traduction anglaise de Die Entfesselung' des zweiten Weltkrieges.)

- HOSSBACH, GÉNÉRAL** Friedrich, Zwischen Wehrmacht und Hitler. Hanovre, 1949.
- HULL, CORDEIL**, The Mèmoires of Cordeil Hull. 2 vol. New York, 1948.
- JACOBSEN, HANS**-Adolf, Dokumente zur Vorgeschichte des Westfeldzuges, 1939-1940. Goettingen, 1956.
- JARMAN, T.L.**, The Rise and Fall of Nazi Germany. Londres, 1955.
- JASPER, KARL**, The Question of German Guilt. New York, 1947.
- KELLEY, DOUGLAS M.**, 22 Cells in Nuremberg. New York, 1947.
- KESSELING, ALBERT**, A Soldier's Record. New York, 1954.
- KIELMANNSEGG, GRAF**, Der Fritsch Prozess. Hambourg, 1949.
- KLEE, CAPTAIN KARL**, Das Unternehmen Seeloewe. Goettingen, 1949.
- KLEIN, BURTON**, Germany's Economic Preparations for War. Cambridge, 1959.
- KLEIST, PETER**, Zwischen Hitler und Stalin. Bonn, 1950.
- KNELLER, GEORGE FREDERICK**, The Educational Philosophy of National Socialism. New Haven, 1941.
- KOGON, EUGEN**, The Theory and Practice of Hell. New York, 1951. (Edition originale allemande : Der S.S. Staat und das System der deutschen Konzentrationslager. Munich, 1946.)
- KOHN, HANS** (publié par), German History : Some New German Views. Boston, 1945.
- KOLLER, GÉNÉRAL KARL**, Der letzte Monat. Mannheim, 1949. (Journal du dernier chef d'état-major de la Luftwaffe.)
- KORDT, ERICH**, Nicht aus den Akten. (Die Wilhelmstrasse in Frieden und Krieg, 1928-1945.) Stuttgart, 1950.
- Wahn und Wirklichkeit. Stuttgart, 1947.

KREIS, ERNST, and **SPEIER, Hans**, German Radio Propaganda. New York, 1946.

KROSIGK, COMTE Lutz SCHWERIN von, Es geschah in Deutschland. Tuebingen, 1951.

KUBIZEK, AUGUST, The Young Hitler I Knew. Boston, 1955.

LANGER, WILLIAM L., Our Vichy Gamble. New York, 1947.

LANGER AND GLEASON, The Undeclared War, 1940-1941. New York, 1953.

LAVAL, PIERRE, The Diary of Pierre Laval. New York, 1948.

LENARD, PHILIPP, Deutsche Physik. 2e éd. Munich-Berlin, 1938.

LICHTENBERGER, HENRI, L'Allemagne nouvelle. Paris, 1936.

LIDDELL HART, B. H., The German Generals Talk. New York, 1948.
— (publié par), The Rommel Papers. New York, 1953.

LILGE, FREDERIC, The Abuse of Learning. The Failure of the German University. New York, 1948.

LITVINOV, MAXIM, Notes for a Journal. New York, 1955.

LORIMER, E.O., What Hitler Wants. Londres, 1939.

LOSSBERG, GÉNÉRAL Bernhard von, Im Wehrmacht Fuehrungsstab. Hambourg, 1950.

LUDECKE, KURT, I Knew Hifler. Londres, 1938.

LUDENDORFF, GÉNÉRAL ERIC, Auf dem Weg zur Feldherrnhalle. Munich, 1937.

LUDENDORFF, MARGARITTE, Als ich Ludendorffs Frau war. Munich, 1929.

LUEDDE-NEURATH, WALTER, Die letzten Tage des Dritten Reiches. Goettingen, 1951.

MANSTEIN, FIELD MARSCHAL Eric von, Verlorene Siege. Bonn, 1955. (Traduction anglaise : Lost Victories. Chicago, 1958).

MARTIENSEN, ANTHONY K., Hitler and His Admirals. New York, 1949.

MEINECKE, FRIEDRICH, The German Catastrophe. Cambridge, 1950.

MEISSNER, OTTO, Staatssekretaer unter Ebert-Hindenburg-Hitler. Hambourg, 1950.

MELZER, WALTHER, Albert Kanal und Eben-Emael. Heidelberg, 1957.

MITSCHERLICH, ALEXANDER, M. D., and MIELKE, Fred, Doctors of Infamy. New York, 1949.

MONZIE, ANATOLE de, Ci-Devant. Paris, 1942.

MORIZON, SAMUEL Eliot, History of the United States Naval Operations in World War II. Vol. 1 , The Battle of the Atlantic, September 1939-May 1943. Boston, 1948.

MOURIN, MAXIME, Les complots contre Hitler. Paris, 1948.

MUSMANN, MICHAEL A., Ten Days to Die. New York, 1950.

MUSSOLINI, BENITO, Memoirs 1942-1943. Londres, 1949.

NAMIER, SIR LEWIS B., In the Nazi Era. Londres, 1952. — Diplomatic Prelude, 1938-1939. Londres, 1948.

NATHAN, OTTO, The Nazi Economic System : Germany's Mobilization for War. Durham, N.C. (États-Unis), 1944.

NEUMANN, FRANZ L., Behemoth. New York, 1942.

O'BRIEN, T.H., Civil Defence, Londres, 1955. (Ouvrage appartenant à l'histoire officielle britannique de la deuxième guerre mondiale, publiée par J.R.M. Butler.)

OLDEN, RUDOLF, Hitler, The Pawn. Londres, 1936.

OUTZE, BORGE (publié par), Denmark during the Occupation. Copenhagen, 1946.

OVEN, WILFRED von, Mit Goebbels bis zum Ende. Buenos Aires, 1949.

OVERSTRAETEN, GÉNÉRAL van, Albert Ier-Leopold III. Bruxelles, 1946.

PAPEN, FRANZ von, Memoirs. New York, 1953.

PECHEL, RUDOLF, Deutscher Widerstand. Zurich, 1947.

PERTINAX, The Grave Diggers of France. New York, 1944.

PINNOW, HERMANN, History of Germany. Londres, 1936.

POLIAKOV, LEON et WULF, Josef, Das Dritte Reich und die Juden. Berlin, 1955.

POTEMKIN, V.V. (publié par), Histoire de la Diplomatie. Paris, 1946-1947. (Édition française d'un ouvrage soviétique russe.)

RABENAU, LIEUTENANT général Friedrich von, Seeckt, aus seinem Leben. Leipzig, 1940.

RAUSCHNING, HERMANN, Time of Delirium. New York, 1946.

— The Revolution of Nihilism. New York, 1939.

— The Conservative Revolution. New York, 1941.

— The Voice of Destruction. New York, 1940.

REED, DOUGLAS, The Burning of the Reichstag. New York, 1934.

REITLINGER, GERALD, The Final Solution - The Attempt to Exterminate the Jews of Europe, 1939-1945.

— New York, 1953.

— The S.S.-Alibi of a Nation. New York, 1957.

REYNAUD, PAUL, Au Cœur de la Mêlée. Paris, Plon.

RIBBENTROP, JOACHIM von, Zwischen London und Moskau. Erinnerungen und letzte Aufzeichnungen. Leone am Starnberger See, 1953.

RIESS, KURT, Joseph Goebbels : The Devil's Advocate. New York, 1948.

RITTER, GERHARD, Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung. Stuttgart, 1955.

ROEPKE, WILHELM, The Solution of the German Problem. New York, 1946.

ROSINSKI, HERBERT, The German Army. Washington, 1944.

ROTHFELS, HANS, The German Opposition to Hitler. Hinsdale, 111. (États-Unis), 1948.

ROUSSET, DAVID, The Other Kingdom. New York, 1947.

RUSSELL, BERTRAND, A History of Western Philosophy. New York, 1945.

SAMMLER, RUDOLF, Goebbels : The Man Next to Hitler. Londres, 1947.

SASULY, RICHARD, I.G. Farben. New York, 1947.

SCHACHT, HJALMAR, Account Settled. Londres, 1949.

SCHAUM BURG-LIPPE, PRINCE Friedrich Christian zu, Zwischen Krone und Kerker. Wiesbaden, 1952.

SHELLENBERG, WALTER, The Labyrinth. New York, 1956.

SCHLABRENDORFF, FABIAN von, They Almost Killed Hitler. New York, 1947.

SCHMIDT, PAUL, Hitler's Interpreter. New York, 1951. (Cette traduction anglaise omet environ la moitié de l'original : Statist auf diplomatischer Buehne, 1923-1945, Bonn, 1949, moitié consacrée à la

période pré-hitlérienne.)

SCHOLL, INGE, Die weisse Rose. Francfort, 1952.

SCHRAMM, WILHELM von, Der 20. Juli in Paris. Bad Woerishorn, 1953.

SCHROETER, HEINZ, Stalingrad. New York, 1958.

SCHUETZ, WILLIAM Wolfgang, Pens under the Swastika, a Study in Recent German Writing. Londres, 1946.

SCHULTZ, JOACHIM, Die letzten 30 Tage — aus dem Kriegstagebuch des O.K.W. Stuttgart, 1951.

SCHULTZ, SIGRID, Germany Will Try It Again. New York, 1944.

SCHUMANN, FREDERICK L., The Nazi Dictatorship. New York, 1939.

— Europe on the Eve. New York, 1939.

— Night Over Europe. New York, 1941.

SCHUSCHNIGG, KURT von, Austrian Requiem. New York, 1946.
(Traduction anglaise de l'original: Ein Requiem in Rot-Weiss-Rot. Zurich, 1946.)

— Farewell, Austria. Londres, 1938.

SCOLEZY, MAXINE S., The Structure of the Nazi Economy. Cambridge, 1941.

SEABURY, PAUL, The Wilhelmstrasse : A Study of German Diplomats under the Nazi Regime. Berkeley, 1954.

SHERWOOD, ROBERT E., Roosevelt and Hopkins. New York, 1948.

SHIRER, WILLIAM L., Berlin Diary. New York, 1941.

— End of A Berlin Diary. New York, 1947.

— The Challenge of Scandinavia. Boston, 1955.

SHULMAN, MILTON, Defeat in the West. New York, 1948.

SKORZENY, OTTO, Skorzeny's Secret Memoirs. New York, 1950.

SNYDER, LOUIS L., The Tragedy of a People. Harrisburg, 1952.

SPEIDEL, GÉNÉRAL Hans, Invasion 1944. Chicago, 1950. .

SPENGLER, OSWALD, Jahre der Entscheidung. Munich, 1935.

STEED, HENRY WICKHAM, The Hapsburg Monarchy. Londres, 1919.

STEIN, LEO, I was in Hell with Niemoeller. New York, 1942.

STIPP, JOHN L., Devil's Diary. Yellow Springs, Ohio (États-Unis), 1955. Choix de documents allemands provenant des volumes NCA.

STROELIN, KARL, Stuttgart im Endstadium des Krieges. Stuttgart, 1950.

SUAREZ, GEORGES, et **LABORDE Guy**, Agonie de la paix. Paris, 1942.

TANSILL, CHARLES C., Back Door to War. New York, 1952.

TAYLOR A.J. P., The Course of German History. New York, 1946.

TAYLOR, TELFORD, Sword and Swastika. New York, 1952. — The March of Conquest. New York, 1958.

THOMAS, GEN. Georg, Basic Facts for a History of German War and Armament Economy (stencils). Nuremberg, 1945.

THOMPSON, DOROTHY, Listen, Hans. Boston, 1942.

THORWALD, JUERGEN, Das Ende an der Elbe. Stuttgart, 1950. — Flight in Winter : Russia, January to May 1945. New York, 1951.

THYSSEN, FRITZ, I Paid Hitler. New York, 1941.

TOLISCHUS, OTTO D., They Wanted War. New York, 1940.

TOYNBEE, ARNOLD (publié par), Hitler's Europe. Londres, 1954.

- TOYNBEE, ARNOLD**, and Veronica M. (publié par), *The Eve of the War*. Londres, 1958.
- TREFOUSSE, H.L.**, *Germany and American Neutrality, 1939-1941*. New York, 1951.
- TREVOR-ROPER, H.R.**, *The Last Days of Hitler*. New York, 1947.
- VERMEIL, EDMOND**, *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique et culturelle, 1890-1950*. 2 vol. Paris, 1952-1953.
- VOSSLER, KARL**, *Gedenkrede fuer die Opfer an der Universitaet Muenchen*. Munich, 1947.
- VOWINCKEL, KURT**, *Die Wehrmacht im Kampf*. Vol. 1, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11. Heidelberg, 1954.
- WAGNER, FRIEDELIND**, *Heritage of Fire*. New York, 1945.
- WEISENBORN, GUENTHER**, *Der lautlose Aufstand*. Hambourg.
- WEIZSAECKER, ERNST** von, *The Memoirs of Ernst von Weizsaecker*. Londres, 1951.
- WELLES, SUMNER**, *The Time for Decision*. New York, 1944.
- WESTPHAL, GÉNÉRAL** Siegfried, *The German Army in the West*. Londres, 1951.
- WEYGAND, GÉNÉRAL** Maxime, *Rappelé au service*. Paris, 1947.
- WHEATLEY, RONALD**, *Operation Sea Lion*. Londres, 1958.
- WHEELER-BENNETT, JOHN W.**, *Wooden Titan : Hindenburg*. New York, 1936. — *Munich : Prologue to Tragedy*. New York, 1948. — *The Nemesis of Power : The German Army in Politics, 1918-1945*. New York, 1953.
- WCHERT, ERWIN**, *Dramatische Tage in Hitlers Reich*. Stuttgart, 1952.
- WILMOT, CHESTER**, *The Struggle for Europe*. New York, 1952.

WRENCH, JOHN EVELYN, Geoffrey Dawson and Our Times. Londres, 1955.

YOUNG, DESMOND, Rommel, The Desert Fox. New York, 1950.

ZAY, JEAN. Carnets secrets de Jean Zay, Paris, 1940.

ZELLER, EBERHARD, Geist der Freiheit. Munich, 1954.

ZIEMER, GREGOR, Education for Death. New York, 1941.

ZOLLER, A. (publié par), Hitler Privat. Düsseldorf, 1949. (Édition française : Douze ans auprès d'Hitler. Paris, 1949.)

ZWEIG, STEFAN, The World of Yesterday. New York, 1943.

Périodiques

HALE, PROFESSEUR Oron James, « Adolf Hitler : Taxpayer ». The American Historical Review, LX, n° 4 (juillet 1955).

HUCH, RICARDA, « Die Aktion der Muenchner Studenten gegen Hitler ». Neue Schweizer Rundschau, Zurich (septembre-octobre 1948).

HUCH, RICARDA, « Der 18. Februar : Umriss einer deutschen Widerstands-bewegung ». Die Gegenwart (30 octobre 1946).

KEMPNER, ROBERT M. W., « Blueprint of the Nazi Underground ». Research Studies of the State College of Washington (juin 1945).

THOMAS, GEN. Georg « Gedanken und Ereignisse ». Schweizerische Monatshefte (décembre 1945).

WITZIG, RUDOLF, « Die Einnahme von Eben-Emael ». Wehrkunde (mai 1945).

TABLE

du tome deuxième

17. Déclenchement de la seconde guerre mondiale

Livre IV : LA GUERRE : DES PREMIÈRES VICTOIRES AU MOMENT DÉCISIF

18. CHUTE DE LA POLOGNE

19. DRÔLE DE GUERRE A L'OUEST

20. LA CONQUÊTE DU DANEMARK ET DE LA NORVÈGE

21. VICTOIRE A L'OUEST

22. L'OPÉRATION OTARIE : L'INVASION DE L'ANGLETERRE
ÉCHOUE

23. L'HEURE DE LA RUSSIE : L'OPÉRATION BARBEROUSSE.

24. LE VENT TOURNE

25. L'HEURE DES ÉTATS-UNIS

26. 1942 : LE GRAND TOURNANT. EL ALAMEIN ET
STALINGRAD

Livre V : LE COMMENCEMENT DE LA FIN

27. L'ORDRE NOUVEAU.

28. LA CHUTE DE MUSSOLINI

29. L'INVASION DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR LES ALLIÉS,
ET L'ATTENTAT CONTRE HITLER

Livre VI : LA CHUTE DU TROISIÈME REICH

30. LA CONQUÊTE DE L'ALLEMAGNE.

31. LE CRÉPUSCULE DES DIEUX

BREF ÉPILOGUE

NOTES

REMERCIEMENTS

BIBLIOGRAPHIE

INDEX

Carte : Chute du IIIe Reich